

DIPLOMATISCHE DOKUMENTE
DER SCHWEIZ

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES
SUISSES

DOCUMENTI DIPLOMATICI
SVIZZERI

11

1934–1936

COMMISSION NATIONALE
POUR LA PUBLICATION DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION
FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER
SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE
PER LA PUBBLICAZIONE DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES
SUISSES

DIPLOMATISCHE DOKUMENTE
DER SCHWEIZ

DOCUMENTI DIPLOMATICI
SVIZZERI

1848—1945

VOLUME 11 (1934—1936)

1^{er} janvier 1934—31 décembre 1936

préparé par
Mauro Cerutti
Jean-Claude Favez
Michèle Fleury-Seemüller

BENTELI VERLAG BERN

Document reproduit sur la jaquette:

Aide-mémoire du Conseiller fédéral G. Motta, du 12 mai 1936.

Dokument auf dem Umschlag:

Memorandum von Bundesrat G. Motta, vom 12. Mai 1936

©

1989 Benteli Verlag, 3018 Bern
Gestaltung, Satz und Druck: Benteli AG, 3018 Bern
Printed in Switzerland

ISBN 3-7165-0633-8

COMMISSION NATIONALE POUR LA PUBLICATION
DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE PER LA PUBBLICAZIONE
DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Jacques Freymond, Directeur honoraire de l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Vice-président	Oscar Gauye, Directeur des Archives fédérales, Berne
Secrétaire	Antoine Fleury, Chargé de cours à l'Université de Genève

Membres

Jean-François Bergier	Professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich
Jean-Charles Biaudet	Professeur honoraire de l'Université de Lausanne
Daniel Bourgeois	Adjoint scientifique aux Archives fédérales, Berne
Erwin Bucher	Professor em. der Universität Zürich
Yves Collart	Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Alain Dubois	Président de la Société générale suisse d'histoire
Jean-Claude Favez	Professeur à l'Université de Genève
Walther Hofer	Professor em. der Universität Bern
Georg Kreis	a. o. Professor an der Universität Basel
Herbert Lüthy	Professor em. der Universität Basel
Philippe Marguerat	Professeur à l'Université de Neuchâtel
Beatrix Mesmer	Professor an der Universität Bern
Jean Monnier †	Ambassadeur, Jurisconsulte du Département fédéral des Affaires étrangères
Louis-Edouard Roulet	Professeur honoraire de l'Université de Neuchâtel
Roland Ruffieux	Professeur aux Universités de Fribourg et de Lausanne, Membre du Conseil national suisse de la recherche
Rudolf Stettler	Minister, Stellvertretender Direktor bei der Direktion für Völkerrecht im Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten

TABLE DES MATIÈRES — *INHALTSÜBERSICHT*

I.	Avant-propos.	VII
	<i>Vorwort.</i>	X
II.	Introduction.	XIII
	<i>Einleitung</i>	XV
III.	Abréviations	XVII
IV.	Plan de la table méthodique des documents.	XIX
V.	Table méthodique des documents	XXIII
VI.	Documents.	1
VII.	Annexes.	979
	1. Organigramme de l'Administration fédérale concernée par les relations internationales	980
	2. Les postes diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger	981
	3. Les postes diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse	987
VIII.	Index	
	1. Noms de personnes.	992
	2. Noms géographiques.	1010
IX.	Liste des fonds des Archives fédérales d'où proviennent les documents publiés	1018
X.	Paraphes des correspondants du Département politique.	1020

I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de «Documents diplomatiques suisses» est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles pour la reconstitution et pour la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de la Société Générale Suisse d'Histoire, l'entreprise a reçu l'appui du Département fédéral des Affaires étrangères¹ et le soutien financier du Fonds national suisse de la recherche scientifique. L'Association suisse de politique étrangère lui a apporté le témoignage de son intérêt. Une Commission nationale pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants de tous les milieux concernés, assume la responsabilité de la publication. L'édition des 15 volumes prévus pour la période 1848—1945 est assurée par les divers Instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses: Bâle, Berne, Fribourg, Genève, Lausanne, Neuchâtel et Zurich, par le Bureau de la commission de publication et par les Archives fédérales. L'ordre de parution des volumes est fonction de l'avancement des travaux au sein de chacune de ces institutions.

Les documents publiés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du Gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les décisions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des Affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même — ainsi les procès-verbaux des séances et les décisions du Conseil fédéral — de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont été retenus pour la publication d'abord des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orienta-

¹ Anciennement: Département politique fédéral

tion; ensuite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique à l'exception des textes placés en annexe. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique et un index. En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets; une note en donne parfois l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du directeur du volume. Elle se distingue du texte du document lui-même reproduit en caractère romain, par l'emploi de l'*italique*. Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'*italique*. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'en-tête des documents comprend les éléments suivants: la cote d'archives, le titre rédactionnel — pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés —, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'en-tête peut comprendre encore: le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou la référence) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN. Lorsqu'elles sont suffisamment caractérisées dans le texte qui les introduit, les annexes sont reproduites sans nouvel intitulé. Des organigrammes en fin de chaque volume fournissent des renseignements sur la structure administrative et sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et des pays étrangers en Suisse.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection, en fournissant notamment des références aux documents non publiés et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans les mêmes dossiers que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé».

Ces quelques règles ont pour objet d'assurer l'homogénéité de cette publication de documents qui couvre près d'un siècle tout en laissant aux éditeurs de chaque volume la liberté nécessaire pour tenir compte de l'esprit d'une époque et de la variété des problèmes qui se sont posés au gouvernement et au peuple suisses.

Genève et Berne, septembre 1979

Commission nationale
pour la publication de documents
diplomatiques suisses:
JACQUES FREYMOND, *Président*
OSCAR GAUYE, *Vice-président*

I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe «Diplomatische Dokumente der Schweiz» ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch zutiefst ins internationale politische System verwickelt ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz; es fand die Unterstützung des Eidgenössischen Departementes für Auswärtige Angelegenheiten¹ und die finanzielle Hilfe des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung wie auch das Interesse der Schweizerischen Gesellschaft für Aussenpolitik. Die Verantwortung für die Publikation trägt eine nationale Kommission für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der alle betroffenen Kreise vertreten sind. Für die Periode 1848—1945 sind 15 Bände vorgesehen; mit der Bearbeitung sind die Schweizer Universitäten und Hochschulen betraut: Basel, Bern, Freiburg, Genf, Lausanne, Neuenburg und Zürich, sowie das Büro der Publikationskommission und das Schweizerische Bundesarchiv. Die Reihenfolge des Erscheinens hängt ab vom Voranschreiten der Arbeiten innerhalb dieser Institutionen.

Die veröffentlichten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die verschiedenen Departemente und Amtsstellen von einem oder andern Aspekt der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge geben die veröffentlichten Dokumente nicht allein die Akten des Eidgenössischen Departementes für Auswärtige Angelegenheiten wieder; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst — so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates —, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen, selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlicher Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Grundzüge, die Leitideen und fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren.

¹ vormals: Eidgenössisches politisches Departement

Abgedruckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; ferner Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; sodann Berichte und Lageanalysen, die originale Informationen enthalten oder die den neutralen Blickwinkel geben zu wichtigen Vorgängen; schliesslich Instruktionen, Gutachten, Aufzeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens.

Die Dokumente sind in chronologischer Reihenfolge abgedruckt, ausgenommen die Anhänge. Zur Erleichterung der Benutzung wird jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente und einem Register ausgestattet. Im allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in der Originalsprache abgedruckt. Gestrichene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Leiters des Bandes abgefasst und setzt sich deutlich (*kursiv*) vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen). Eingriffe der Redaktion in den Dokumenten sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthographie und Interpunktion wurden nur bei offensichtlichen Fehlern stillschweigend bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält folgende Elemente: Archivsignatur, redaktioneller Titel — für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen —, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes, Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paragraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel, die auf dem Dokument selbst stehen, sind in aufrechten **KAPITÄLCHEN** gesetzt. Bei Anhängen, die im vorangehenden Haupttext hinreichend charakterisiert sind, wird auf eine Wiederholung der Angaben verzichtet. Die Organigramme am Ende jedes Bandes geben Aufschluss über die Struktur der Verwaltung und der diplomatischen Vertretung der Schweiz im Ausland und des Auslandes in der Schweiz.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten wollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, die den Leser weiter führen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichten Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die Formel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befinden wie der veröf-

fentlichte Text. Wo ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden konnte, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt».

Diese paar Regeln sollen die Einheitlichkeit der Aktenpublikation sichern, die beinahe ein Jahrhundert umspannt; freilich haben die Herausgeber jedes Bandes die nötige Freiheit, um dem Geist der Epoche und der Vielfalt der Probleme, die sich dem Schweizer Volk und seiner Regierung stellten, Rechnung zu tragen.

Genf und Bern im September 1979

Nationale Kommission
für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente
der Schweiz:

JACQUES FREYMOND, *Präsident*
OSCAR GAUYE, *Vize-Präsident*

II. INTRODUCTION

Le volume précédent, consacré aux années 1930—1933, s'inscrivait tout entier dans la dépression mondiale. Les préoccupations économiques n'ont pas disparu entre 1933 et 1936 et les tentatives internationales d'organiser une lutte concertée contre la crise ayant échoué, nous retrouvons dans ce volume les efforts diplomatiques de la Confédération pour défendre les intérêts helvétiques dans le monde. Ouverture de nouveaux marchés, maintien des échanges commerciaux et souci des intérêts financiers par la signature ou l'amélioration des accords de clearing, ni la politique, ni ses instruments ne changent fondamentalement jusqu'en 1935. Ce qui par contre ne s'améliore pas, c'est la situation de notre économie, ce qui s'atténue, c'est l'efficacité des moyens utilisés, ce qui s'aggrave ce sont les conflits d'intérêt entre l'industrie d'exportation et la banque, partant les oppositions entre les groupes de pression Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, Union suisse des paysans, Association suisse des banquiers et les tensions entre le Département politique et la Division du commerce du Département de l'Economie publique. Finalement la dévaluation française contraint les autorités fédérales, malgré la Banque nationale, à céder. Le réajustement du franc suisse, le 26 septembre 1936, sanctionne l'échec d'une politique et marque la fin d'une époque.

Incapables de s'entendre pour combattre efficacement la crise, les grands Etats industrialisés le sont aussi pour renforcer la sécurité collective et maintenir la paix dans le monde. Second grand dossier de ce 11^e volume des Documents diplomatiques suisses, la sécurité collective connaît une évolution pour notre pays aussi décevante que celle de la politique économique. Après le retrait allemand de la Société des Nations, le conflit italo-éthiopien et l'affaire des sanctions constituent pour notre politique de neutralité une épreuve difficile. La réoccupation militaire de la Rhénanie, le 7 mars 1936, sonne le glas d'une décennie où l'esprit de Genève avait soufflé jusque sur la Berne fédérale et inspiré à Giuseppe Motta de réelles espérances. A petits pas le Tessinois va reprendre le chemin de la neutralité intégrale jusqu'au but en 1938. Mais neutralité intégrale signifie aussi neutralité armée. Avec la disparition de la zone rhénane démilitarisée se pose la question de la servitude française de Huningue au seuil des futures relations militaires franco-helvétiques.

Si les rivalités internationales ruinent ainsi en quelques années tous les mécanismes de la Société des Nations, il n'empêche que le monde est aussi divisé idéologiquement et que tensions entre Etats et conflits idéologiques vont souvent de pair. La guerre civile espagnole, à la suite de l'échec du pronunciamiento du 18 juillet 1936, en offre un exemple saisissant. Tout en procurant aux grandes puissances un terrain d'affrontement heureusement moins proche de nos frontières que la plaine rhénane, la crise espagnole retentit fortement dans l'opinion publique suisse; elle provoque des affrontements politiques que les propagandes et les interventions des puissances totalitaires n'étaient pas parvenues jusqu'ici à susciter. Le pays serait-il devenu ingouvernable? Il est indéniable que la grande dépression, que l'impuissance des politiques gouvernementales ont renforcé chez nous

aussi un certain antiparlementarisme et même une sorte de désespérance de la démocratie jusqu'au sommet de l'État, comme le prouvent quelques documents que nous avons retenus. Sur tous les plans, l'année 1936 est une dure époque pour la Suisse, au milieu d'une Europe où s'amoncellent des nuages menaçants.

Mais en même temps commence le repli traditionaliste qui conduira au patriotisme du temps de guerre. Sur le plan diplomatique ce repli s'annonce par la revalorisation de nos relations bilatérales avec nos trois grands voisins de qui dépendent notre sécurité et notre approvisionnement. En revanche, notre action diplomatique, plus à l'aise dans le concret et le court terme que dans les grandes anticipations du futur, continue de sous-estimer la place et le poids des deux futurs vainqueurs de 1945, l'Union soviétique et les États-Unis. L'horizon des responsables de notre politique étrangère demeure limité à une Europe immédiate, géographiquement et culturellement parlant. Mais c'est aussi l'horizon d'une majorité du peuple suisse qui voit se préciser les menaces du grand voisin d'Outre-Rhin.

Nous remercions les Archives fédérales, directeur, archivistes et personnel qui nous ont permis, par leur compétence et leur accueil, de travailler dans les meilleures conditions possibles. Le Fonds national suisse de la recherche scientifique, la Société suisse des sciences humaines et l'Université de Genève, par leur appui matériel important, nous ont fourni les moyens nécessaires à la recherche et à la publication de ce volume. Que toutes ces institutions trouvent ici l'expression de notre gratitude.

II. EINLEITUNG

Der vorige Band, den Jahren 1930—1933 gewidmet, war ganz von der Weltkrise geprägt. Die Besorgnisse wirtschaftlicher Art sind in der Zeitspanne von 1934 bis 1936 keineswegs verschwunden, und da ein gemeinsames Vorgehen auf internationaler Basis nicht möglich ist, konzentriert die Diplomatie ihre Kräfte auf die Bewahrung der Interessen der Schweiz: Erschliessung neuer Märkte, Aufrechterhaltung der Handelsbeziehungen und finanzieller Interessen.

Neue Clearing-Verträge werden abgeschlossen, die alten verbessert; aber weder die Wirtschaftspolitik, noch ihre Mittel ändern sich bis 1935 grundsätzlich. Was sich nicht verbessert, ist die Lage unserer Wirtschaft, die Wirksamkeit der benützten Mittel schwächt sich ab; was sich noch verschlimmert, sind die Interessenkonflikte zwischen der Exportindustrie und den Banken, die Gegensätze zwischen den Spitzenverbänden des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrievereins, des Schweizerischen Bauernverbandes und der Schweizerischen Bankiervereinigung, wie auch die Spannungen zwischen dem Politischen Departement und der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartementes. Die Abwertung des französischen Franc zwingt schliesslich die Eidgenossenschaft nachzugeben, und dies trotz der gegenteiligen Ansicht der Nationalbank. Die Abwertung des Schweizerfrankens am 26. September 1936 bestätigt das Scheitern einer Politik und markiert das Ende einer Epoche.

Unfähig, gemeinsam die Krise zu bekämpfen, finden die industriellen Grossmächte auch keine Mittel, die kollektive Sicherheit zu erhöhen und den Weltfrieden zu garantieren. Der Verlauf der kollektiven Sicherheitspolitik, zweites grosses Dossier dieses Bandes, wirkt sich auf unser Land ebenso enttäuschend aus wie die Wirtschaftspolitik. Nach dem Rücktritt Deutschlands aus dem Völkerbund erweisen sich die Sanktionen im italienisch-äthiopischen Konflikt als eine schwere Prüfung für die Neutralitätspolitik. Die militärische Wiederbesetzung des Rheinlandes am 7. März 1936 bedeutet das Ende eines Jahrzehnts, dessen Geist bis zur Bundeshauptstadt gelang und Giuseppe Motta grosse, reale Hoffnungen inspirierte. Der Tessiner Bundesrat wird bis 1938 schrittweise zur integralen Neutralität zurückkehren. Integrale Neutralität heisst bewaffnete Neutralität. Mit dem Verschwinden der entmilitarisierten Rheinzone stellt sich wiederum das Problem des französischen «Servituts» von Hünigen für die Gestaltung der zukünftigen militärischen Beziehungen zu Frankreich. Die internationalen Rivalitäten ruinieren somit in wenigen Jahren den ganzen Mechanismus des Völkerbundes. Aber auch die Ideologien entzweien die Welt. Innerstaatliche Spannungen und ideologische Konflikte greifen ineinander. Der spanische Bürgerkrieg, der nach dem «Pronunciamiento» des 18. Juli ausbricht, zeigt dies geradezu beispielhaft. Obwohl sich die Grossmächte damit einen Kriegsschauplatz weit weg von der Rheinebene, ja von unseren Grenzen schaffen, entfacht dieser Bürgerkrieg in unserem Land politische Auseinandersetzungen in einem Masse, welches weit hinter den Folgen der Propaganda und Einmischungsversuche der totalitären Staaten in die inneren schweizerischen Angelegenheiten zurückliegt.

Sollte die Schweiz nicht mehr regierbar sein? Es ist nicht anzuzweifeln, dass die Wirtschaftskrise und die Ohnmacht der Regierungspolitik einen gewissen Antiparlamentarismus bekräftigten, der sogar in eine Art von Verzweiflung an der Demokratie entartete, und dies bis in die höchsten Staatssphären, wie es einige unserer Dokumente aufzeigen. 1936 ist ein folgenschweres Jahr für die Schweiz, auch für ihre Lage inmitten eines Europas, in welchem sich bedrohliche Zeichen anhäufen.

Gleichzeitig setzt eine Flucht in traditionelle Werte ein, welche zum Kriegspatriotismus führen werden. Auf dem Gebiet der Diplomatie kündigt sich dieser Rückzug durch die Aufwertung der bilateralen Beziehungen mit unseren drei grossen Nachbarn an, von denen unsere Sicherheit und unsere Nahrungszufuhr abhängen. Unsere Diplomatie, eher dem Konkreten und Kurzfristigen als dem langen Vorausplanen zugetan, unterschätzt dagegen weiterhin die Stellung und die Wichtigkeit der beiden zukünftigen Sieger von 1945 — die Sowjetunion und die Vereinigten Staaten. Der Horizont der Verantwortlichen unserer Aussenpolitik bleibt einem unmittelbaren, geographisch und kulturell betrachtet, Europa verhaftet. Dies entspricht jedoch auch dem Horizont der Mehrheit des Schweizervolkes, welches Zeuge der verstärkten Drohungen des grossen Nachbarn jenseits des Rheins ist.

Wir danken dem Bundesarchiv, seinem Direktor, den Archivisten und dem Personal. Deren Kompetenzen und ihr freundlicher Empfang ermöglichten es uns, unter den besten Bedingungen zu arbeiten. Der Schweizer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung, die Schweizerische Geisteswissenschaftliche Gesellschaft und die Universität Genf haben uns die nötigen Mittel für die Forschung und die Herausgabe dieses Bandes zur Verfügung gestellt. All diesen Institutionen sind wir zu Dank verpflichtet.

III. ABRÉVIATIONS

A	Annexe
AM	Aide-mémoire
An	Annotation
BNS	Banque nationale suisse
BOAF	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
CE	Conseil des Etats
CN	Conseil national
CR	Compte rendu
DEP	Département fédéral de l'Economie publique
DDS	Documents diplomatiques suisses
DFD	Département fédéral des Finances et des Douanes
DFI	Département fédéral de l'Intérieur
DFPC	Département fédéral des Postes et des Chemins de Fer
DJP	Département fédéral de Justice et Police
DMF	Département militaire fédéral
DPF	Département politique fédéral
FF	Feuille fédérale
JO.RF	Journal officiel de la République française
JO.SDN	Journal officiel de la Société des Nations
L	Lettre
M	Mémoire/Mémorandum
N	Note
No	Notice
PV	Procès-verbal
PVCF	Procès-verbal des séances du Conseil fédéral
R	Rapport
RC	Rapport commercial
RG	Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion
RO	Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
RP	Rapport politique
SdN	Société des Nations
T	Télégramme

III. ABKÜRZUNGEN

EMD	Eidgenössisches Militärdepartement
EPD	Eidgenössisches Politisches Departement
Abs.	Absatz
Art.	Artikel
BRB	Bundesratsbeschluss
BStR	Bundesstrafrecht
betr.	betreffend
BV	Bundesverfassung
ca.	circa
eidg.	eidgenössisch
ev.	eventuell
Gst. Abt.	Generalstabsabteilung
h.	hohe
Hr.	Herr
lit.	litera
m. E.	meines Erachtens
m. W.	meines Wissens
NZZ	Neue Zürcher Zeitung
Nat. Rat.	Nationalrat
p.a.	pro anno
polit.	politisch
q	Zentner
Rekr. Schule	Rekrutenschule
S.	Seite
schweiz.	schweizerisch
sog.	sogenannt
s. Zt.	seinerzeit
u.	und
u. a. m.	und anderes mehr
u. E	unseres Erachtens
V. B.	Völkerbund
v. M.	vorigen Monats
vgl.	vergleiche

IV. PLAN DE LA TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I.	Société des Nations	XXIV
	1. Conférence pour la réduction et la limitation des armements	XXIV
	2. La Suisse et l'admission de l'Union soviétique à la SdN.	XXIV
	3. La Suisse et le plébiscite de la Sarre	XXV
	4. Conflit italo-éthiopien, sanctions; venue du Négus en Suisse; manifestation de journalistes italiens à la SdN; reconnaissance de l'Ethiopie italienne.	XXV
	5. Projet de révision du Pacte de la SdN.	XXXII
	6. Non reconnaissance du Mandchoukouo	XXXIII
II.	Relations bilatérales	XXXIII
	1. Allemagne.	XXXIII
	1.1. Relations financières et commerciales	XXXIII
	1.1.1. Clause-or.	XXXVII
	1.2. Fondation en Allemagne de sections du «Bund nationalsozialistischer Eidgenossen»	XXXVII
	1.3. Lois de Nuremberg: réfugiés allemands et citoyens suisses en Allemagne.	XXXVIII
	1.4. Affaire Jacob	XXXVIII
	1.5. Affaire Gustloff	XXXIX
	1.6. Affaires de presse	XXXIX
	1.7. Critiques au Ministre de Suisse à Berlin	XL
	1.8. Questions politiques générales.	XL
	1.8.1. Pacte anti-Komintern	XLI
	1.9. Servitude de Huningue	XLI
	2. Argentine	XLI
	2.1. Accord de transfert de devises et de commerce; investissements suisses en Argentine.	XLI
	3. Autriche	XLII
	3.1. Accord austro-suisse sur l'industrie de la broderie dans le Vorarlberg.	XLII
	3.2. Emprunt international.	XLIII
	3.3. Pacte de non-immixtion en Autriche	XLIII
	3.4. Questions politiques générales.	XLIII
	4. Belgique	XLIV
	4.1. Questions de travail.	XLIV
	5. Bulgarie	XLIV
	5.1. Transformation du Consulat de Suisse à Sofia en Légation	XLIV
	5.2. Accord de clearing	XLIV

6. Chine	XLIV
6.1. Exportations d'armes	XLIV
7. Egypte	XLVI
7.1. Relations commerciales	XLVI
7.2. Traité d'amitié et création d'une Légation de Suisse au Caire	XLVI
7.3. Voyage du Ministre H. Martin en Egypte	XLVII
7.4. La Suisse et la Conférence sur les capitulations. . .	XLVIII
8. Espagne	XLVIII
8.1. Relations commerciales et accord de clearing	XLVIII
8.2. Guerre civile espagnole	IL
8.3. Questions politiques générales	LII
9. Etats-Unis.	LII
9.1. Négociations commerciales	LII
9.2. Questions politiques générales	LIV
10. Ethiopie	LIV
10.1. Traité d'amitié et de commerce et questions poli- tiques générales.	LIV
10.2. Vente d'armes.	LIV
11. France.	LV
11.1. Relations commerciales	LV
11.2. Questions de travail.	LVI
11.3. Servitude de Huningue	LVI
11.4. Questions politiques générales	LVII
12. Grande-Bretagne.	LVIII
12.1. Questions politiques générales	LVIII
13. Grèce	LVIII
13.1. Accord de clearing	LVIII
14. Hongrie.	LIX
14.1. Accord de clearing	LIX
15. Italie	LIX
15.1. Relations commerciales et financières et accord de clearing	LIX
15.2. Questions de travail.	LXII
15.3. Irrédentisme	LXII
15.4. Fascisme suisse du Colonel Fonjallaz et fondation de groupes fascistes suisses en Italie; transformation du Consulat de Suisse à Milan en Consulat général de carrière	LXIV
15.5. Congrès internationaux fascistes de Montreux et interdiction d'entrée pour le Général Coselschi . .	LXVI
15.6. Affaires de presse	LXVII
15.6.1. Affaire A Prato	LXVII
15.7. Questions politiques générales	LXVIII
15.7.1. Rapport Guisan sur les manœuvres italiennes . .	LXVIII
16. Japon	LXIX
16.1. Pacte anti-Komintern	LXIX

17. Liechtenstein	LXIX
17.1. La Suisse et la protection de la frontière du Liechtenstein	LXIX
17.2. La Suisse et la neutralité du Liechtenstein	LXIX
18. Mandchoukouo	LXIX
18.1. Relations financières	LXIX
18.2. La Suisse et la reconnaissance du Mandchoukouo	LXX
19. Pays-Bas	LXX
19.1. Questions de travail	LXX
20. Perse (Iran)	LXX
20.1. Etablissement d'une Légation de Suisse à Téhéran	LXX
21. Pologne	LXX
21.1. Relations commerciales et financières	LXX
22. Roumanie	LXXI
22.1. Relations commerciales et accord de clearing	LXXI
23. Sarre	LXXII
23.1. Plébiscite de la Sarre organisé par la SdN	LXXII
24. Turquie	LXXII
24.1. Accords de commerce et de clearing	LXXII
25. Union soviétique	LXXIII
25.1. La Suisse et l'admission de l'Union soviétique à la SdN	LXXIII
26. Yougoslavie	LXXIII
26.1. Accord de clearing	LXXIII
III. Réfugiés et questions de travail	LXXIV
1. Réfugiés	LXXIV
2. Questions de travail et problème du chômage en Suisse.	LXXIV
IV. Questions financières générales	LXXIV
1. Investissements suisses à l'étranger et accords de clearing; problèmes de compétence entre DPF et DEP	LXXIV
2. La Suisse et les pays du « bloc-or »	LXXVII
3. La Suisse et le respect de la clause-or	LXXVII
V. La politique monétaire de la Suisse et la dévaluation du franc	LXXVII
VI. La Suisse et l'exportation d'armements	LXXVIII
VII. Questions politiques générales	LXXIX
1. La Suisse et les capitulations	LXXIX
2. La Suisse et les Etats ex-neutres	LXXX
3. Pacte de non-immixtion en Autriche	LXXX
4. Guerre du Chaco	LXXX
VIII. La Suisse et les fascismes	LXXX

IX.	Affaires de presse	LXXX
	1. Expulsion des journalistes italiens à la SdN.	LXXX
X.	Questions politiques intérieures de la Confédération.	LXXXI
	1. Démission du Conseiller fédéral Häberlin.	LXXXI
	2. Démission du Conseiller fédéral Musy	LXXXI
	3. Lettre du Conseiller fédéral Pilet-Golaz sur la politique menée par le Conseil fédéral	LXXXI

V. TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I. SOCIÉTÉ DES NATIONS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
1. Conférence pour la réduction et la limitation des armements			
39	31. 5. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Sur proposition de Motta, le Conseil fédéral adopte une attitude très réservée sur l'opportunité d'une nouvelle démarche des neutres à la Conférence du désarmement.
A	17. 4. 1934 L	DPF (Gorgé) aux Légations de Suisse et aux Consulats de Suisse à Montréal et à Shanghai	A l'initiative de la Suède, les neutres ont adressé au Président de la Conférence du désarmement un mémorandum pour tenter de sortir les discussions de l'impasse. Le texte sauvegarde la position suisse dans la question des sanctions.
<i>Cf. aussi</i>			
VI. La Suisse et l'exportation d'armements, n° 120			
2. La Suisse et l'admission de l'Union soviétique à la SdN			
33	12. 5. 1934 Circulaire	DPF (de Stoutz) aux Légations et Consulats généraux de Suisse	La question de l'admission de l'URSS au sein de la SdN se pose. Un débat s'engage dans les journaux suisses et au DPF. Le veto éventuel de la Suisse a-t-il une chance d'aboutir? Différence entre la reconnaissance de l'URSS par la Suisse et l'admission à la SdN.
37	25. 5. 1934 L	Bucarest (de Weck) au DPF (Motta)	Pour le Ministre de Suisse à Bucarest, il ne faut pas confondre la IIIe Internationale avec le Gouvernement soviétique. En Roumanie, par exemple, toute agitation communiste a cessé.
57	24. 8. 1934 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Le Ministre de Suisse à Londres regrette de constater que dans certains milieux helvétiques on n'ait pas compris que la Suisse se doit d'accueillir tous les membres de la SdN.
61	1. 9. 1934 RP	Paris (Ruegger) au DPF (Motta)	La France souhaite vivement l'adhésion de l'URSS à la SdN et entreprend des démarches diplomatiques dans ce sens, notamment auprès de la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
62	3. 9. 1934 PV	Berne (Palais fédéral)	Discussion entre conseillers fédéraux, hauts fonctionnaires et personnalités suisses sur le vote de la délégation helvétique à propos de l'admission de l'URSS à la SdN.
65	24. 9. 1934 L	DPF (de Stoutz) à Paris (Dunant)	Conduite à adopter par les ministres de Suisse à l'étranger dans leurs contacts avec des diplomates soviétiques.
A	20. 6. 1934	DPF (Motta) à Bucarest (de Weck)	Précisions à ce sujet à partir des instructions données au Ministre de Suisse à Bucarest.
67	27. 9. 1934 L	Bucarest (de Weck) au DPF (Motta)	Réflexions du Ministre de Suisse à Bucarest sur les conséquences de l'opposition suisse à l'admission de l'URSS à la SdN.
72	15. 10. 1934 Circulaire	DPF (de Stoutz) aux Légations de Suisse	Octroi de visas pour les délégués soviétiques auprès de la SdN.
242	30. 5. 1936 No	DPF	La reconnaissance de l'URSS par la Suisse représente un danger pour la neutralité suisse.
3. La Suisse et le plébiscite de la Sarre			
<i>Cf.</i>			
II. 1.8. Allemagne, n° 78			
II. 15.7. Italie, A du n° 83			
4. Conflit italo-éthiopien, sanctions; venue du Négus en Suisse; manifestation de journalistes italiens à la SdN; reconnaissance de l'Ethiopie italienne			
125	1. 6. 1935 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Wagnière estime que le conflit italo-éthiopien est grave, mais il ne croit pas à une volonté de conquête territoriale totale de la part du Gouvernement italien.
136	10. 7. 1935 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Le conflit italo-éthiopien s'aggrave; enrôlement d'officiers suisses; l'attitude de l'Angleterre. Réflexion de Wagnière sur l'opportunité de voir l'Italie en charge d'un Empire d'outre-mer.
145	Septembre 1935 No	Paris (Ruegger)	Les conséquences pour la Suisse et les autres Etats d'un retrait de l'Italie de la SdN, de l'ouverture immédiate des hostilités en Ethiopie et du déclenchement de sanctions.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
152	3.10.1935 PV	DPF	Discussion au DPF sur les conséquences du conflit italo-éthiopien pour la Suisse.
A	4.10.1935 L	DPF (Motta) aux Légations de Suisse	Préoccupation de Motta face au développement du conflit italo-éthiopien et expectative quant aux éventuelles sanctions prononcées par la SdN. Motta demande à divers ministres en poste à l'étranger de recueillir des informations.
153	4.10.1935 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Réflexions de Dunant sur les sanctions que la SdN pourrait imposer à l'Italie et les dispositions que la France s'apprêterait à prendre pour satisfaire à une condamnation morale de Rome.
154	8.10.1935 PVCF	Conseil fédéral	Le DPF propose de constater avec le Conseil de la SdN unanime la rupture du Pacte par l'Italie et de demander que les intérêts vitaux de la Suisse ne soient pas mis en danger par les sanctions.
A	10.10.1935 Déclaration	DPF (Motta)	Déclaration de Motta à la SdN quant à la politique de la Suisse dans le conflit italo-éthiopien.
155	9.10.1935 L	Brugg (Union suisse des paysans) au DPF (Motta)	L'Union suisse des paysans demande que la participation de la Suisse aux sanctions contre l'Italie soit réduite à son strict minimum.
156	10.10.1935 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Démarche de Paravicini auprès du Foreign Office pour expliquer l'attitude prise par la Suisse dans la question des sanctions à appliquer envers l'Italie.
157	11.10.1935 L	DPF (de Stoutz) à Zurich (Huber)	L'application des sanctions prononcées contre l'Italie et la Convention italo-germano-suisse du Gothard.
158	14.10.1935 L	Berne (Tamaro) au DPF (Motta)	Mussolini remercie Motta pour son attitude devant l'Assemblée de la SdN à l'occasion du conflit italo-éthiopien.
160	21.10.1935 L	DEP (Stucki) à Rome (Wagnière)	La Suisse accepte d'appliquer un certain nombre de sanctions contre l'Italie, mais s'oppose à l'embargo sur toutes les importations de marchandises italiennes. Elle compte également s'opposer à l'interdiction du trafic de transit.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
161	21. 10. 1935 L	Zurich (Directoire de la Banque nationale) au DFD (Meyer)	Les avoirs suisses en Italie et les avoirs italiens en Suisse. Prise de position des milieux industriels, commerciaux et bancaires sur la question des sanctions.
162	23. 10. 1935 L	Rome (Wagnière) au DEP (Stucki)	Entretien au Ministère italien des Corporations sur la question des sanctions et le danger d'une riposte italienne. Critiques italiennes sur la manière dont Stucki propose d'appliquer les sanctions.
163	23. 10. 1935 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Détente entre Londres et Rome dans la question des sanctions. L'action diplomatique de Laval vis-à-vis de l'Italie. La crainte du Nonce Apostolique à Paris de voir grandir l'influence de l'URSS à la SdN.
164	24. 10. 1935 L	Brugg (Union suisse des paysans) au DEP (Stucki)	Laur donne son accord à la politique de la Suisse dans la question des sanctions. Stucki doit prendre en considération les intérêts de l'agriculture dans les futures négociations et décisions.
167	25. 10. 1935 L	DEP (Stucki) à Rome (Wagnière)	Abstraction faite des conséquences des sanctions sur le commerce italo-suisse, l'Italie ne peut plus prétendre à un excédent de devises dans les relations économiques entre les deux pays.
A	23. 10. 1935 PV		Conférence des associations centrales de l'économie suisse à propos des sanctions prises à l'encontre de l'Italie.
172	28. 10. 1935 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse craint les conséquences économiques des sanctions contre l'Italie. Elle souhaite un régime spécial basé sur des compensations de marchandises.
A I	28. 10. 1935 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse se prononce pour un embargo sur les exportations d'armes, munitions et matériel de guerre à destination de l'Ethiopie et de l'Italie.
A II	28. 10. 1935 N	DPF (Motta) à Genève (Secrétaire général de la SdN)	La Suisse ne peut pas adhérer tel quel à la proposition d'interdire les importations venant d'Italie. Pour ne pas fournir de devises à l'Italie, elle souhaite échanger les marchandises avec l'Italie par voie de compensation.
173	31. 10. 1935 L	Berlin (Dinichert) au DEP (Stucki)	Le Gouvernement allemand proclame sa neutralité dans le conflit italo-éthiopien. Comme par le passé, il ne compte pas exporter d'armes vers l'Italie et se déclare en accord avec la position prise par la Suisse.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
174	1.11.1935 PVCF	Conseil fédéral	Proposition d'arrêté du Conseil fédéral fixant l'application des mesures financières prises envers l'Italie par les membres de la SdN.
176	4.11.1935 R	DPF (Bonna) aux Légations de Suisse et à quelques Consuls	La Suisse se voit critiquée, notamment par la France, pour avoir mis l'embargo sur les exportations d'armes à destination des deux belligérants.
177	6.11.1935 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	Motta s'élève contre les critiques françaises adressées à l'embargo sur les exportations d'armes.
A	7.11.1935 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Dunant se félicite de voir la neutralité suisse défendue par le Conseil fédéral dans le conflit italo-éthiopien.
179	12.11.1935 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral approuve un arrêté fédéral sur les sanctions économiques à prendre contre l'Italie en relation avec une proposition française d'étendre l'embargo à des matières premières stratégiques.
180	20.11.1935 PVCF	Conseil fédéral	L'Italie interroge la Suisse sur la façon dont elle entend appliquer les sanctions. Le Conseil fédéral décide de lui adresser une note.
A	20.11.1935 N	DPF à Berne (Légation d'Italie)	Note adressée à Rome au sujet de l'application des sanctions prises contre l'Italie.
184	27.11.1935 L	DPF (Bonna) au DFPC (Pilet- Golaz)	La presse anglaise signale une augmentation du trafic par le St-Gothard à destination de l'Italie. Bonna demande à être renseigné.
185	29.11.1935 L	DEP (Stucki) à Genève (Comité de Coordination de la SdN)	Stucki donne des informations sur la situation effective des échanges commerciaux entre la Suisse et l'Italie ainsi que sur les restrictions entraînées par les sanctions.
189	4.12.1935 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant) et à Varsovie (de Stoutz)	Motta se renseigne auprès des ministres de Suisse sur la position que les Gouvernements français et polonais comptent prendre dans le cas d'un embargo pétrolier contre l'Italie. Cette dernière souhaite que la Suisse entreprenne des démarches afin d'empêcher cette mesure.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
An	26.11.1935 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Aloisi déclare que le Gouvernement italien ne saurait accepter un embargo pétrolier et qu'il serait prêt à une guerre européenne pour l'empêcher.
An	6.11.1935 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Dunant glane des informations : Laval souhaiterait que la délégation suisse auprès de la SdN demande des explications à la France et à la Grande-Bretagne sur les progrès faits dans l'apaisement du litige avec l'Italie; tentatives en Grande-Bretagne de prendre des mesures contre la Suisse au même titre que contre les pays «non-sanctionnistes».
191	6.12.1935 No	DPF	Le DPF s'est renseigné sur les attaques que la Suisse pourrait subir à la SdN du fait de ses échanges commerciaux avec l'Italie.
192	7.12.1935 L	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki) aux Légations de Suisse à Paris, Bruxelles, Stockholm, Madrid, Bucarest et Prague	Stucki prie les ministres concernés d'expliquer le point de vue de la Suisse à propos des échanges commerciaux avec l'Italie. L'accord de clearing conclu avec l'Italie inquiète les gouvernements étrangers et risque de mettre la Suisse en difficulté à la SdN.
194	11.12.1935 RP	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Entretien de Wagnière avec Mussolini sur la neutralité suisse, le sentiment helvétique, la question des sanctions.
195	14.12.1935 L	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki) à Zurich (Directoire de la Banque nationale)	Stucki désire qu'on lui fasse parvenir la liste des intéressés qui ont bénéficié de la clause d'exception contenue dans l'arrêté fédéral du 12.11.1935 sur l'octroi de crédits pour les échanges commerciaux avec l'Italie.
201	15.1.1936 RP	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Visite d'adieu de Wagnière à Mussolini et entretien sur le conflit italo-éthiopien et ses conséquences.
212	28.2.1936 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Ruegger présente ses lettres de créance au Chef du gouvernement italien qui saisit l'occasion pour souligner les conséquences d'une éventuelle aggravation des sanctions.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
214	29. 2. 1936 L	DPF (Bonna) aux Légations de Suisse à Berlin, Londres et Paris	Les sanctions prises contre l'Italie, et surtout leur aggravation, menacent l'équilibre européen. L'Italie semble se rapprocher de l'Allemagne. L'Allemagne, au même moment, s'apprête à remilitariser la rive gauche du Rhin.
230	12. 5. 1936 AM	DPF (Motta)	L'Italie étend son empire à l'Ethiopie. Le Ministre d'Italie à Berne tente d'obtenir la renonciation de la Suisse aux sanctions mais essuie un refus de la part de Motta.
A	13. 5. 1936 L	DPF (Bonna) aux Légations de Suisse et aux Consulats généraux à Caracas, Dublin, Montréal et Shanghai	Réunion des anciens Etats neutres à Genève pour discuter des problèmes posés par l'annexion de l'Ethiopie par l'Italie, le maintien ou l'abandon des sanctions et le statut de l'Ethiopie à la SdN.
231	12. 5. 1936 L	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Motta se dit surpris et peiné de voir l'Italie faire pression sur la Suisse afin qu'elle intervienne pour obtenir la levée des sanctions. La Suisse ne peut pas accorder l'impossible.
233	13. 5. 1936 L	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Motta déclare à un journaliste qu'il n'a pas proposé la levée des sanctions à la réunion des «neutres», ce qui a irrité le Duce.
A	15. 5. 1936 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Ruegger constate qu'à Rome il n'est pas question de faire pression sur un pays quelconque, mais le Gouvernement italien souhaiterait voir les pays membres de la SdN réviser leurs positions sur les sanctions.
235	18. 5. 1936 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien de Ruegger avec Mussolini afin de clarifier les relations quelque peu tendues avec l'Italie.
244	2. 6. 1936 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	Le Négus n'est admis en Suisse qu'en tant que Chef de la délégation éthiopienne à la SdN participant à une prochaine Assemblée et non comme Chef d'Etat.
248	17. 6. 1936 L	DPF (Motta) à Londres (Paravicini)	La venue en Suisse du Négus pose des problèmes — il n'est pas autorisé à s'y établir, mais sera toléré en tant que participant à l'Assemblée de la SdN.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
255	29. 6. 1936 PVCF	Conseil fédéral	Une Assemblée de la SdN est convoquée. La Suisse se déclare favorable à la levée des sanctions contre l'Italie; elle désire différer la question posée par la reconnaissance de la situation créée par la force; elle considère que le problème de la réforme du Pacte de la SdN mérite d'être réexaminé.
257	29. 6. 1936 No	DPF (Bonna)	Malgré les insistance du Négus, la Suisse ne saurait accorder l'asile à un Chef d'Etat qui se considère encore en charge.
258	1. 7. 1936 No	DPF (Bonna) au DPF (Motta)	Protestation du Ministre d'Italie à Berne à propos de l'arrestation de journalistes italiens ayant manifesté à la SdN.
261	6. 7. 1936 No	DPF (Bonna)	Le Ministre d'Italie à Berne estime que les autorités suisses n'ont nul droit d'intervenir dans l'enceinte de la SdN afin d'empêcher des manifestations ou actions politiques.
264	10. 7. 1936 PVCF	Conseil fédéral	Discussion au Conseil fédéral sur l'opportunité d'expulser de Suisse les journalistes italiens qui ont manifesté contre la présence du Négus à la SdN. Il est décidé de leur interdire l'entrée en Suisse.
265	10. 7. 1936 L	DPF (Bonna) aux Légations de Suisse et aux Consulats généraux de Suisse à Dublin, Montréal et Shanghai	En accord avec la SdN, la Suisse décide de lever les sanctions contre l'Italie.
273	3. 8. 1936 L	DPF (Bonna) au DPF (Motta)	L'Italie n'accepte pas les mesures prises contre les journalistes italiens — expulsion décrétée par les autorités genevoises et interdiction d'entrée en Suisse décidée par le Conseil fédéral. Bonna se demande si l'abrogation de cette dernière mesure n'est pas possible.
A	27. 7. 1936 L	Rome (Ruegger) au DPF	Ruegger dissipe les inquiétudes à propos d'éventuelles représailles à l'égard des journalistes suisses en Italie.
310	3. 11. 1936 L	DPF (Frölicher) à Rome (Ruegger)	Frölicher pense qu'il est opportun de reconnaître l'Empire italien en Ethiopie et propose les moyens de procéder à ce geste.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
A	12.11.1936 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	L'intervention de la Légation de Suisse à Rome en faveur d'une entreprise suisse établie en Ethiopie pose le problème de la reconnaissance de facto de la mainmise italienne sur l'Ethiopie.
316	12.11.1936 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Ruegger passe en revue avantages et désavantages d'une reconnaissance de l'Empire italien en Ethiopie; il serait souhaitable pour la Suisse d'établir un Consulat à Addis-Abeba.
330	5.12.1936 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Ciano fait savoir à Ruegger combien son pays apprécierait la reconnaissance par la Suisse de l'Empire italien en Ethiopie.
334	18.12.1936 L	DPF (Bonna) à Rome (Ruegger)	Le Ministre d'Italie à Berne tente d'obtenir la reconnaissance par la Suisse de l'Empire italien par tous les moyens, même en faisant pression sur Motta personnellement.
335	21.12.1936 No	DPF (Gorgé)	Gorgé expose son point de vue sur la question de la reconnaissance de l'Empire italien en Ethiopie. Il conseille la prudence et le respect des engagements internationaux.
337	23.12.1936 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide d'élargir au territoire éthiopien les compétences de la Légation de Suisse à Rome.
338	24.12.1936 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	La décision du Conseil fédéral de reconnaître la souveraineté de l'Italie sur l'Ethiopie suscite une satisfaction générale en Italie.
<p><i>Cf. aussi</i></p> <p>II. 9.2. Etats-Unis, n° 193 II. 10. Ethiopie II. 12.1. Grande-Bretagne, n° 159 II. 15.1. Italie, n° 187 VI. La Suisse et l'exportation d'armements</p>			
5. Projet de révision du Pacte de la SdN			
287	4.9.1936 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse doit saisir l'occasion d'une éventuelle réforme du Pacte de la SdN pour exprimer son opinion sur certains problèmes fondamentaux.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
A I	24. 8. 1936 PV	DPF	Discussion entre des membres du DPF, dont son Chef, M. Huber et W. Burckhardt sur l'opportunité d'une révision du Pacte de la SdN.
A II	4. 9. 1936 N	DPF (Motta) à Genève (Secrétaire général de la SdN)	Motta au nom du Conseil fédéral se prononce pour une révision du Pacte de la SdN, en insistant sur l'universalité de la SdN et sur une politique plus juste de sanctions.
6. Non reconnaissance du Mandchoukouo			
<i>Cf.</i>			
II. 18.2. Mandchoukouo, n° 332			

II. RELATIONS BILATÉRALES

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
1. Allemagne			
1.1. Relations financières et commerciales			
46	18. 6. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Récapitulation de différentes phases des négociations sur les questions de transfert, de janvier à juin 1934. Echec de la conférence des Etats créanciers du Reich. Ouverture de négociations bilatérales germano-suisse.
A I	16. 2. 1934 N	DEP à Berne (Légation du Reich)	Suite aux décisions prises par le Reich de ne pas rétablir le transfert des intérêts dans leur totalité, un nouvel accord est conclu. La Suisse ne saurait accepter une nouvelle diminution des intérêts des créances financières suisses.
A II	18. 5. 1934 No	DEP (Stucki)	Les relations entre la Suisse, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Reich lors de la conférence des Etats créanciers à Berlin.
A III	s. d. No	DEP (Stucki)	Notice de Stucki sur le point de vue du Reich dans la question du transfert, point de vue exposé par ses représentants le 20. 6. 1934.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
49	2. 7. 1934 No	DEP (Stucki)	Proposition de la Grande-Bretagne de former un front uni des Etats créanciers de l'Allemagne. La Suisse s'est engagée dans des négociations bilatérales avec le Reich qu'elle compte poursuivre.
53	17. 7. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Stucki ne rencontre pas seulement des divergences avec le Reich concernant le transfert, mais aussi avec le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, les banques et la Banque nationale.
A	21. 7. 1934 AM	DEP (Stucki)	La Suisse ne signera aucun accord de transfert dans lequel ne figure pas un taux d'intérêt minimal de 4½ % en faveur des créances financières.
55	4. 8. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Signature d'un nouvel accord de transfert avec la Reich le 26. 7. 1934.
59	31. 8. 1934	Berlin (Dinichert) au DEP (Stucki)	La nouvelle réglementation des devises en Allemagne, annoncée par Schacht, suscite des craintes en Suisse.
66	26. 9. 1934 L	DEP (Stucki) à Berlin (Dinichert)	Protestation de la Suisse contre le plan Schacht qui rompt l'accord de transfert. La Suisse exige l'ouverture immédiate de négociations.
A	28. 9. 1934 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au DEP (Stucki)	La nouvelle réglementation des devises en Allemagne provoque de graves difficultés pour les exportations suisses.
68	29. 9. 1934 L	Berlin (Dinichert) au DEP (Stucki)	Les négociations exigées par la Suisse ne pourront pas avoir lieu dans l'immédiat.
A	26. 9. 1934 N	Berlin (Dinichert) à l'Office des Affaires étrangères du Reich	Note de protestation contre la mise en vigueur du plan Schacht.
73	16. 10. 1934 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse ne peut pas donner son accord au fait que le Reich donne le pas à sa législation sur les traités internationaux.
75	30. 10. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Conséquences du plan Schacht. Ouverture des négociations pour un nouvel accord de compensation.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
79	13.11.1934 PVCF	Conseil fédéral	Jusqu'à l'introduction du plan Schacht, l'accord de compensation conclu le 26.7.1934 a bien fonctionné; la Suisse souhaite sa reconduction. Propositions allemandes.
84	10.12.1934 PVCF	Conseil fédéral	Conclusion d'un nouvel accord de compensation. Rapport de Stucki.
105	22.3.1935 PVCF	Conseil fédéral	L'accord de clearing conclu en décembre 1934 ne donne pas satisfaction au Reich — ouverture de nouvelles négociations.
109	1.4.1935 PVCF	Conseil fédéral	Ultimatum du Reich qui exige une augmentation de la part mise à disposition de la Reichsbank. Divergences entre Stucki et les représentants des banques sur les mesures à prendre.
110	1.4.1935 PVCF	Conseil fédéral	L'ultimatum du Reich est un affront pour la Suisse. Le Conseil fédéral discute de son acceptation.
112	2.4.1935 PVCF	Conseil fédéral	Les banques sont prêtes à de nouveaux sacrifices pour satisfaire les exigences du Reich. Le Conseil fédéral veut éviter la rupture. Proposition d'un compromis.
114	3.4.1935 L	DEP (Stucki) à Berne (Dankwort)	Stucki indique les limites du compromis helvétique en réponse à l'ultimatum allemand.
116	7.4.1935 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral accepte le nouvel accord avec le Reich bien qu'il ne soit pas satisfaisant.
118	10.4.1935 L	Zurich (Association suisse des banquiers) au Conseil fédéral	Les représentants des créances financières se sentent lésés par les priorités fixées par le Conseil fédéral à propos du nouvel accord.
A	10.4.1935 L	DEP (Stucki) à Banque nationale	Ni le Conseil fédéral, ni Stucki n'ont exigé des sacrifices de la part des représentants des créances financières. Ce sont eux-mêmes qui y ont consenti afin de poursuivre les négociations avec le Reich.
130	28.6.1935 PVCF	Conseil fédéral	Les motifs et les principaux points du nouvel accord de compensation avec le Reich.
181	26.11.1935 PVCF	Conseil fédéral	Négociations avec le Reich et les milieux intéressés sur la compensation entre le tourisme et l'importation de charbon.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
A	16.12.1935 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Bonna)	La Suisse et le Reich ne sont pas parvenus à une entente sur le tourisme. Recondution de l'accord du 17.4.1935.
229	9.5.1936 M	Berlin (Office des Affaires étrangères)	Analyse allemande des compensations germano-suisse : le Reich juge le bilan des opérations totalement négatif.
A	14.5.1936 Conférence		DPF, DEP, industrie, banques et commerce examinent le mémorandum allemand. Stucki juge sévèrement les manœuvres du Reich.
232	13.5.1936 L	Berlin (Dinichert) au Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki)	Toute la politique économique du Reich est subordonnée à des buts purement politiques. Opposition entre Schacht et Göring.
241	28.5.1936 M	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki)	Point de vue de la Suisse sur les compensations avec le Reich.
A	29.5.1936 No	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce exté- rieur (Stucki)	Selon Stucki le Reich désire résilier tous ses accords financiers et commerciaux.
243	1.6.1936 L	Zurich (Association suisse des banquiers) au DPF (Motta)	Les représentants des créances financières veulent des conditions identiques pour tous en ce qui concerne les compensations.
A	26.5.1936 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral ne peut pas améliorer la situation des créances financières au détriment des exportations ou du tourisme.
247	12.6.1936 PVCF	Conseil fédéral	La poursuite des négociations avec le Reich est préférable à l'absence de tout accord.
300	5.10.1936 PVCF	Conseil fédéral	Création d'une réserve de guerre en charbon. Le compte du tourisme germano-suisse est compensé par du charbon allemand.
303	23.10.1936 PVCF	Conseil fédéral	Reprise des négociations avec le Reich suite à la dévaluation du franc suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
305	30.10.1936 L	Zurich (Directoire de la Banque nationale) au DPF (Motta)	La Banque nationale, en accord avec l'Association suisse des banquiers, exige pour les créances financières un traitement égal aux créances commerciales et au tourisme.
A	23.12.1936 PVCF	Conseil fédéral	La Confédération accorde une avance aux créances financières pour le paiement des intérêts dus par le Reich.
315	11.11.1936 L	Berlin (Dinichert) au Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce exté- rieur (Stucki)	Le Reich souhaite une révision de l'accord de compensation.
A	29.12.1936 PVCF	Conseil fédéral	Conclusion d'un 3ème additif à l'accord de compensation et d'un 10ème avenant à la convention de commerce avec le Reich.

Cf. aussi

IV. 1. Investissements suisses à l'étranger et accords de clearing, n^{os} 148, 206 + A et 223

1.1.1. Clause-or

281	18. 8. 1936 L	DPF (Motta) à Zurich (Directoire de la Banque nationale)	La loi allemande du 26 juin 1936 porte un nouveau coup à l'application de la clause-or. Le Département politique doute de l'opportunité de faire appel à l'arbitrage international. Mais que faire d'autre?
304	30.10.1936 L	DPF (Motta) à Berlin (Dinichert)	Bien que la dévaluation du franc suisse rende toute démarche diplomatique plus délicate, le Ministre de Suisse à Berlin est chargé de formuler des réserves à l'égard de l'application de la loi allemande du 26 juin 1936 sur la clause-or.

1.2. Fondation en Allemagne de sections du «Bund nationalsozialistischer Eidgenossen»

Cf.

II 15.4. Italie, n^{os} 3, 4 + AII et 28 n. 2

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
1.3. Lois de Nuremberg : réfugiés allemands et citoyens suisses en Allemagne			
151	27. 9. 1935 L	Berlin (Feer) au DPF (de Stoutz)	Depuis la promulgation des lois de Nuremberg les demandes d'immigration affluent à la Légation à Berlin.
A	17. 10. 1935 L	DJP (Rothmund) à Berlin (Feer)	Toutes les demandes d'immigration doivent être refusées, sauf si la Suisse trouve un intérêt particulier à la venue d'une personne.
171	28. 10. 1935 L	DJP (Rothmund) à DPF (de Stoutz)	A l'étranger les droits du citoyen suisse continuent d'exister et méritent d'être défendus; les principes de l'Etat de droit; les lois de Nuremberg.
175	4. 11. 1935 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Bonna)	Comment défendre ces droits dans un Etat qui ne respecte ni ses engagements internationaux, ni le droit des gens; l'Allemagne n'est plus un Etat de droit; les rétorsions envisageables en cas de mesures arbitraires; les mariages entre juifs et non-juifs de nationalité suisse.
A	16. 9. 1934 No	DJP (Schein)	Mieux vaut accepter la stérilisation des handicapés de nationalité suisse afin d'éviter le rapatriement de ces personnes.
275	5. 8. 1936 No	DJP	Tous les étrangers indésirables sont renvoyés. En cas de refus, ils sont internés; lieux et durée de l'internement; impuissance de la SdN devant le problème des réfugiés.
1.4. Affaire Jacob			
111	2. 4. 1935 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Remise de la note de protestation suisse dans le cas de l'enlèvement du journaliste allemand Jacob. Le Gouvernement du Reich nie sa participation.
121	20. 4. 1935 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Dans l'affaire Jacob, Dinichert veut faire appel au traité de conciliation et d'arbitrage germano-suisse.
A I	27. 4. 1935 N	Berlin (Dinichert) à Berlin (Office des Affaires étrangères)	Vu les preuves accablantes contre le Reich quant à sa participation à l'enlèvement de Jacob, la Suisse est décidée de recourir au traité d'arbitrage.
A II	26. 7. 1935 PVCF	Conseil fédéral	Signature du compromis d'arbitrage.
149	13. 9. 1935 L	DPF (Motta) à Paris (Ruegger)	Remise de Jacob à la Suisse; sa présence en Suisse ne saurait être tolérée — expulsion vers la France.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	14. 9. 1935 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Réaction de Dinichert à la conclusion de l'affaire Jacob.
1.5. Affaire Gustloff			
204	5. 2. 1936 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Les réactions des hauts dignitaires du Reich à la nouvelle de la mort de Gustloff.
205	6. 2. 1936 PVCF	Conseil fédéral	Pour le Ministre du Reich, la presse suisse a contribué par ses attaques violentes à l'assassinat de Gustloff.
207	11. 2. 1936 circulaire	DPF (Bonna) aux Légations de Suisse	La garantie de la neutralité suisse nécessite une opinion publique qui n'entrave pas les bonnes relations de la Suisse avec ses voisins; la tolérance de la Suisse vis-à-vis des organisations nazies.
209	17. 2. 1936 L	Ministère public fédéral (Stämpfli) au DJP (Baumann)	L'avis du Procureur général est de ne pas tolérer un remplaçant au chef du Parti nazi en Suisse. Le code pénal présente des lacunes en matière de protection de l'indépendance de la Confédération qu'il conviendrait de combler.
A	7. 2. 1936 L	DPF (Motta) au DJP (Baumann)	Contrairement au Procureur de la Confédération, Motta n'est pas favorable à une modification de la ligne de conduite adoptée jusqu'ici vis-à-vis des organisations nationales-socialistes allemandes en Suisse. Il faut s'abstenir de toute mesure qui pourrait faire douter de leur caractère absolument privé.
210	20. 2. 1936 N	Berne (von Weizsäcker) au DPF (Motta)	Le Gouvernement allemand se déclare surpris de la décision de ne plus tolérer en Suisse de direction nationale du Parti nazi.
A	25. 2. 1936 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Bonna)	La Confédération tolérait Gustloff selon son bon vouloir et non selon une obligation découlant du droit international.
1.6. Affaires de presse			
23	26. 3. 1934 PVCF	Conseil fédéral	La presse de gauche emploie un langage de plus en plus violent à l'égard des Gouvernements allemand et autrichien. Décision du Conseil fédéral d'avertir ou d'interdire les organes de presse dont les articles menacent les bonnes relations de la Suisse avec l'étranger.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
52	10. 7. 1934 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Dinichert aux Affaires étrangères du Reich à propos des mesures de rétorsion prises par la Suisse en réponse à l'interdiction de journaux suisses en Allemagne.
A	28. 12. 1934	DPF (Motta) à Berlin (Dinichert)	Motta s'entretient avec les rédacteurs en chef du Bund, de la Nationalzeitung et de la Neue Zürcher Zeitung de l'interdiction de leurs journaux en Allemagne.
131	2. 7. 1935 PVCF	Conseil fédéral	Après l'interdiction des Basler Nachrichten, le conflit de presse avec le Reich se durcit. Le Conseil fédéral interdit trois journaux nationaux-socialistes.
1.7. Critiques au Ministre de Suisse à Berlin			
219	5. 3. 1936 L	Correspondant de la NZZ à Berlin (Caratsch) au DPF (Motta)	D'après Caratsch, Dinichert n'est pas pris au sérieux par les milieux politiques et diplomatiques à Berlin.
1.8. Questions politiques générales			
8	31. 1. 1934 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Discours de Hitler au Reichstag — non au rétablissement de la monarchie; le pouvoir absolu du Parti nazi; attaques contre l'Autriche; bienveillance envers la Suisse.
48	27. 6. 1934 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Les tensions entre von Hindenburg, Hitler, Goebbels et von Papen.
51	4. 7. 1934 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	La nuit des longs couteaux — Dinichert doute de la consolidation du régime hitlérien; le rôle de la Reichswehr.
78	8. 11. 1934 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	La question de la Sarre; menaces de guerre franco-allemande; préparation à la guerre chimique; hausse des prix de consommation; l'Eglise protestante.
93	24. 1. 1935 L	DPF (Motta) à Berlin (Dinichert)	Motta s'inquiète des visées pangermanistes sur la Suisse et souhaite une déclaration de Hitler condamnant ces agissements.
124	25. 5. 1935 L	DPF (Motta) à Berlin (Dinichert)	Déclaration du Chancelier du Reich sur l'indépendance et l'autonomie de la Suisse. Satisfaction de Motta.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
A	23. 5. 1935 RP	Berlin (Dinichert au DPF (Motta)	Dinichert doute de la déclaration de Hitler; ne proclame-t-il pas le droit à l'autodétermination de toutes les communautés de langue allemande?
202	18. 1. 1936 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	L'offensive politique contre la France et la Grande-Bretagne, accusées de violer le Pacte de Locarno, annonce la volonté du Reich de réoccuper la zone démilitarisée du Rhin.
263	9. 7. 1936 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Le Reich est décidé à résoudre par la force ou pacifiquement quelques grands problèmes internationaux comme Dantzig et la situation des Allemands en Tchécoslovaquie.
293	19. 9. 1936 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Les impressions de Dinichert au congrès du Parti nazi de Nuremberg.
<p><i>Cf. aussi</i></p> <p>I. 4. Conflit italo-éthiopien, sanctions, n^{os} 173 et 214 II. 12.1. Grande-Bretagne, n^{os} 54 et 107</p>			
1.8.1. Pacte anti-Komintern			
<p><i>Cf. II</i></p> <p>II. 16.1. Japon</p>			
1.9. Servitude de Huningue			
<p><i>Cf. II</i></p> <p>II. 11.3. France, n^o 339 + A I + A II</p>			
2. Argentine			
2.1. Accord de transfert de devises et de commerce; investissements suisses en Argentine			
30	27. 4. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Il est urgent de signer un accord sur les transferts des paiements avec l'Argentine pour rééquilibrer des échanges financiers défavorables à la Suisse.
41	4. 6. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Un accord de transfert de devises et de commerce a été conclu avec l'Argentine.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	19. 5. 1934 L	Buenos Aires (Traversini) au DEP (Stucki)	Le Ministre de Suisse en Argentine relate les difficultés rencontrées lors des négociations de cet accord.
58	27. 8. 1934 L	Zurich (Banque nationale) au DPF (Motta)	Classification des créances suisses en Argentine selon les clauses de l'accord de transfert de devises.
A I	20. 8. 1934 Tableau		Tableau des créances et des titres correspondant aux conditions de l'article 2 de l'accord signé avec l'Argentine.
A II	20. 8. 1934 Tableau		Enquête sur les créances en capital en Argentine réalisée en automne 1933 et en été 1934 avec l'indication des modifications.
A III	20. 8. 1934 Tableau		Enquête sur les créances en titres en Argentine réalisée en automne 1933 et en été 1934 avec l'indication des modifications.
A IV	s. d. Tableau		Résultat complet de l'enquête.
<i>Cf. aussi</i>			
IV. 1. Questions financières générales, n° 220			
3. Autriche			
3.1. Accord austro-suisse sur l'industrie de la broderie dans le Vorarlberg			
69	9.10.1934 PVCF	Conseil fédéral	L'industrie suisse de la broderie se plaint de nombreuses violations de l'accord conclu avec l'Autriche le 18. 3. 1933. Le DEP est chargé de demander une révision du traité.
91	22.1.1935 Proposition	DEP au Conseil fédéral	Les négociations avec l'Autriche sur la révision du traité sur la broderie sont bloquées. Les associations professionnelles des deux pays prennent la relève afin de résoudre directement les difficultés.
<i>Cf. aussi</i>			
II. 3.2. Autriche, n° 82			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
3.2. Emprunt international			
82	29.11.1934 PVCF	Conseil fédéral	L'Autriche demande une conversion de l'emprunt 1923–1943 en un nouvel emprunt 1934–1959. La discussion du Conseil fédéral porte sur l'opportunité d'obtenir des concessions de l'Autriche dans les négociations sur la broderie en échange de l'adhésion de la Suisse à l'emprunt de conversion.
143	23.8.1935 PVCF	Conseil fédéral	Les sommes dues par l'Autriche à la suite du plan de rééchelonnement de sa dette (Crédit de reconstruction de 1920). La Suisse accepte le moratoire demandé pour le paiement des intérêts, à condition que les autres créanciers adoptent une attitude analogue.
3.3. Pacte de non-immixtion en Autriche			
89	14.1.1935 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Conclusion d'un pacte franco-italien de non-immixtion en Autriche. Le Conseil fédéral ne souhaite pas figurer parmi les signataires en raison de la neutralité suisse, mais demande à être informé des clauses de l'accord.
95	4.2.1935 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	Le Reich souhaite la participation de la Suisse au pacte de non-immixtion; des clauses visant à lutter contre le terrorisme y figurent, selon le Secrétaire d'Etat du Reich aux Affaires étrangères. La Suisse attend.
97	9.2.1935 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	Démarche du Ministre du Reich à Berne – l'Allemagne propose que tous ses voisins souscrivent au pacte de non-immixtion. Interrogation sur le sens de la manœuvre allemande.
3.4. Questions politiques générales			
13	16.2.1934 PVCF	Conseil fédéral	L'Union syndicale demande à être reçue par le Conseil fédéral. Elle souhaite que ce dernier intervienne auprès du Gouvernement autrichien au sujet des événements sanglants de Vienne.
A	20.2.1934 L	DPF (Motta) à Vienne (Jaeger)	Motta demande au Ministre de Suisse à Vienne de plaider officieusement auprès du Gouvernement autrichien la clémence pour les adversaires politiques de Dollfuss.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
326	30.11.1936 RP	Vienne (Jaeger) au DPF (Motta)	L'autonomie politique de l'Autriche entre l'Italie et l'Allemagne semble très précaire. L'ancien Empire est regretté par tout le monde, mais personne ne semble capable de prendre sa succession. Beaucoup de jeunes Autrichiens se tournent vers le national-socialisme.
<p>4. Belgique</p> <p>4.1. Questions de travail</p> <p><i>Cf.</i></p> <p>III. 2. Questions de travail, n° 2</p>			
<p>5. Bulgarie</p> <p>5.1. Transformation du Consulat de Suisse à Sofia en Légation</p>			
328	4.12.1936 PVCF	Conseil fédéral	Vu l'importance des échanges économiques avec la Bulgarie et la Perse, il est décidé d'établir des Légations à Sofia et Téhéran.
A	30.11.1936 R	Téhéran (Däniker et Gruner)	La Suisse n'a pas réussi à participer au processus d'industrialisation en Iran, faute d'investissements financiers importants.
<p>5.2. Accord de clearing</p> <p><i>Cf.</i></p> <p>IV. 1. Questions financières générales, nos 306 et 308</p>			
<p>6. Chine</p> <p>6.1. Exportations d'armes</p>			
26	29.3.1934 L	Shanghai (Lardy) au DPF	Rapport d'E. Lardy, membre du Tribunal consulaire suisse en Chine, sur le trafic d'armes. Répression de la révolte du Fukien à l'aide de canons suisses.
94	25.1.1935 L	Shanghai (Lardy) au DPF	Le Consul de Suisse à Canton participe directement au trafic d'armes plus ou moins clandestin destiné aux chefs militaires du Sud.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A I	31. 12. 1934 L	Canton (Spalinger) au DPF	Le Consul de Suisse à Canton s'adresse au DPF dans le but d'introduire la délégation militaire de Chine du Sud auprès du DMF et des fabriques d'armements de Neuhausen et Oerlikon.
A II	5. 3. 1935 L	DPF (de Stoutz) à Canton (Spalinger)	Refus du DMF et du DPF de recevoir une mission chinoise qui n'est pas officiellement introduite par la Légation de Chine à Berne.
99	21. 2. 1935 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	Pressés par la Grande-Bretagne d'intervenir dans les exportations d'armes vers la Chine, Motta et Minger constatent l'absence d'une législation helvétique en ce domaine. Refus de considérer ce cas au même titre que l'embargo décidé par la SdN envers la Bolivie et le Paraguay.
285	3. 9. 1936 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	En dépit des recommandations du DPF les fabriques d'armement d'Oerlikon et Neuhausen ont livré des armes au Gouvernement de Canton. Embarras de la Suisse vis-à-vis du Gouvernement chinois. Nécessité pour les autorités helvétiques de contrôler les livraisons des fabricants d'armes.
A	24. 8. 1936 L	Zurich-Oerlikon (Direction de la Fabrique de machines-outils) au DPF (Motta)	Les relations commerciales de la Fabrique de machines-outils avec les gouvernements de Canton et de Nankin. L'aspect politique du commerce des armes ne doit pas faire oublier les difficultés économiques des industries suisses d'exportation.
292	16. 9. 1936 L	Shanghai (Lardy) au DPF	Le Gouvernement de Canton est renversé; son Chef compte s'établir en Suisse. Vu l'instabilité politique de la Chine, il serait habile de le mettre en contact avec des fabriques d'armement helvétiques.
<i>Cf. aussi</i>			
II. 18. Mandchoukouo			
VI. La Suisse et l'exportation d'armements, n° 120			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
7. Egypte			
7.1. Relations commerciales			
60	31.8.1934 L	Président de la Commission com- merciale suisse au Caire (Trembley) au DEP (Stucki)	Proposition de restreindre l'achat de coton égyptien par la Suisse afin d'obtenir de l'Egypte des concessions dans d'autres domaines.
A	9.10.1934 L	DEP (Hotz) au Président de la Commission com- merciale suisse au Caire (Trembley)	Remplacer le coton égyptien par du coton américain n'est pas possible vu le prix trop élevé de ce dernier pour les filatures suisses.
7.2. Traité d'amitié et création d'une Légation de Suisse au Caire			
9	3.2.1934 L	DPF (Motta) à Istanbul (Martin)	Eventuelle reprise des négociations avec l'Egypte entamées il y a dix ans. La prudence doit avant tout guider les démarches de Martin.
29	27.4.1934 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse souhaite être représentée en Egypte, mais ce pays refuse de faire bénéficier les ressortissants helvétiques du régime des capitulations.
A	28.4.1934 L	DPF (Motta) à Alexandrie (Martin)	C'est en accord avec le Gouvernement égyptien que la Suisse envisage de demander aux Puissances capitulaires de conserver ses ressortissants sous leur juridiction tout en créant une Légation de Suisse au Caire.
31	5.5.1934 R	Alexandrie (Martin) au DPF (Motta)	Rapport sur les démarches de Martin en Egypte en vue de l'établissement d'une Légation suisse.
38	28.5.1934 L	DPF à Alexandrie (Martin)	Le traité d'amitié proposé ne correspond pas à l'attente de la Suisse. On peut cependant le considérer comme une première étape. L'approbation par les Chambres fédérales du traité et de la création d'une Légation au Caire dépendra des résultats obtenus ultérieurement.
47	27.6.1934 L	DPF (de Stoutz) au DEP (Stucki)	La signature du traité d'amitié avec l'Egypte ne peut pas être annoncée publiquement. Information réservée à W. Stucki et E. Wetter du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A I	27. 6. 1934 L	DPF (de Stoutz) au Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (Wetter)	Les dernières démarches de la Suisse dans ses négociations avec l'Égypte dépendent de l'accord des Puissances capitulaires — France, Grande-Bretagne, Italie.
A II	7. 6. 1934 N	Le Caire (Martin) au Ministre égyptien des Affaires étrangères (Abdel Fattah Yehia)	Le Conseil fédéral souhaite que la signature du traité d'amitié ne soit pas interprétée par l'Égypte comme un abandon de la protection accordée par les Puissances capitulaires aux ressortissants helvétiques.
A III	7. 6. 1934 N	Ministre égyptien des Affaires étrangères (Abdel Fattah Yehia) au Caire (Martin)	Les citoyens suisses bénéficieront de la protection des Puissances capitulaires.
96	6. 2. 1935 L	DPF (Motta) à Istanbul (Martin)	Le Ministre de Suisse en Turquie et en Égypte continue à résider en Turquie. Un Chargé d'affaires traitera des affaires courantes au Caire.
122	16. 5. 1935 L	Président de la Commission commerciale suisse au Caire (Trembley) au DPF (Motta)	Nécessité pour le nouveau Ministre de Suisse de résider en partie en Égypte en raison de la crise qui couve avec les Puissances capitulaires.
7.3. Voyage du Ministre H. Martin en Égypte			
200	15. 1. 1936 L	DPF (Motta) au DEP (Obrecht)	Le DEP souhaite également voir résider le Ministre de Suisse en Égypte. Proposition de Motta d'en rester pour le moment aux décisions prises.
A	28. 1. 1936 L	DEP (Obrecht) au DPF (Motta)	Vu les intérêts économiques de la Suisse en Égypte, il est important pour le DEP que le Ministre de Suisse au Caire réside sur place.
217	2. 3. 1936 L	DEP (Obrecht) au DPF (Motta)	Pendant le séjour de Martin au Caire, le DEP souhaite qu'il suive de près l'activité du nouveau Gouvernement, les relations anglo-égyptiennes, les «Commissions commerciales suisses» et la situation économique et qu'il prenne contact avec les milieux commerciaux suisses.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
7.4. La Suisse et la Conférence sur les capitulations			
320	19.11.1936 R	Le Caire (Brunner) au DPF	Réflexions sur l'attitude à adopter par la Suisse à propos de la Conférence internationale sur les capitulations.
A	7.12.1936 L	DPF (Bonna) à Istanbul (Martin)	De l'avis du DPF la Suisse ne participera d'aucune manière à la Conférence internationale sur les capitulations.
333	17.12.1936 L	Istanbul (Martin) au DPF	Martin craint que la Suisse ne soit désavantagée en raison de son absence à la Conférence internationale sur les capitulations.
8. Espagne			
8.1. Relations commerciales et accord de clearing			
240	26.5.1936 PVCF	Conseil fédéral	L'Espagne n'accorde plus de devises pour le paiement des créances suisses. La conclusion d'un accord de clearing devient une nécessité.
A I	23.5.1936 L	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki) au DPF (Motta)	L'état des relations commerciales avec l'Espagne est si mauvais qu'on ne peut pas envisager d'inclure les intérêts financiers dans un accord de clearing.
A II	25.5.1936 No	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki)	Vu sa situation politique, le Gouvernement espagnol n'a pas pu désigner de délégation à temps pour les négociations avec la Suisse. Stucki prévoit les mesures à prendre, si les négociations ne devaient pas avoir lieu.
252	25.6.1936 L	Bâle (Association suisse des banquiers) à Zurich (Directoire de la Banque nationale)	Les vœux de l'Association suisse des banquiers dans le cas où un accord de clearing serait conclu avec l'Espagne.
A	2.7.1936 Enquête	Bâle (Association suisse des banquiers)	Enquête sur les créances financières suisses en Espagne effectuée en juin 1936.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
266	14. 7. 1936 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse et l'Espagne ne sont pas arrivées à un accord sur le trafic des paiements. Le Conseil fédéral décide la suspension de tout paiement vers l'Espagne, mais doit reculer sous la pression des représentants des intérêts financiers.
269	20. 7. 1936 L	DEP au DPF (Motta)	La totalité des exigences de l'Association suisse des banquiers ne peut être satisfaite.
<i>Cf. aussi</i>			
IV. 1. Questions financières générales, n° 220			
8.2. Guerre civile espagnole			
270	23. 7. 1936 L	Madrid (Fontanel) au DPF (Bonna)	La Légation de Suisse à Madrid recueille les ressortissants suisses. La situation fragile du Gouvernement.
271	29. 7. 1936 R	Madrid (Fontanel) au DPF (Bonna)	Des citoyens helvétiques sont touchés par les réquisitions. Le Chargé d'affaires a.i. de Suisse craint une prise en main politique par l'extrême-gauche.
272	20. 7. 1936 L	Barcelone (Gonzenbach) au DPF (Stucki)	Les moyens adoptés par le Consulat de Suisse à Barcelone pour protéger les ressortissants et les biens suisses.
274	5. 8. 1936 L	DMF (Minger) au DPF (Motta)	Proposition de Minger de déclarer un embargo sur les exportations d'armes vers l'Espagne.
A	3. 8. 1936 L	Schaffhouse (Société industrielle suisse) au DPF	Une délégation du Gouvernement espagnol souhaite l'achat d'armements. La Société industrielle réserve sa réponse et demande au DPF de donner son avis.
276	11. 8. 1936 L	DFPC (Isler) au DMF (Minger)	Le Directeur de l'Office aérien se demande si la Suisse peut tolérer plus longtemps le survol illicite de son territoire par des avions allemands se dirigeant vers l'Espagne.
277	11. 8. 1936 Proposition	DPF (Motta) au Conseil fédéral	Par un arrêté du Conseil fédéral, la Suisse interdit toute exportation d'armes vers l'Espagne. Elle décide de ne pas se joindre à une déclaration proposée par la France de non-ingérence dans les affaires espagnoles.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
279	14. 8. 1936 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide d'interdire tout soutien en Espagne, qu'il s'agisse d'envois d'argent ou d'une participation directe aux combats.
280	14. 8. 1936 L	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Motta ne veut pas d'une neutralité «totalitaire» qui s'étendrait aux individus, associations et partis, même si cela faisait plaisir au Gouvernement italien.
283	25. 8. 1936 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral constate une opposition ouverte des partis de gauche contre ses décisions touchant la guerre d'Espagne. Il veut obtenir les moyens de faire respecter ses décisions.
A	25. 9. 1936 L	Conseil fédéral au Comité directeur du Parti socialiste suisse	Le Conseil fédéral justifie les mesures répressives prises à l'encontre des manifestations et réunions pour l'Espagne qu'il juge dangereuses pour la sécurité extérieure de la Suisse.
284	27. 8. 1936 L	DPF (Bonna) à Séville (Consulat de Suisse)	Le représentant consulaire à Séville est autorisé à reconnaître de fait le gouvernement local rallié aux nationalistes.
288	5. 9. 1936 L	DMF (Minger) au DPF (Motta)	Le Mexique se fait livrer des armes dont on pense qu'elles sont destinées à l'Espagne.
A I	11. 9. 1936 L	Zurich-Oerlikon (Fabrique de machines-outils) à Berne (Direction générale des douanes)	Un chargement d'armes pour le Mexique est retenu par la douane à Genève.
A II	30. 9. 1936 No	DPF (Bonna)	La Suisse exige une déclaration des autorités mexicaines quant à la destination des armes importées de Suisse.
290	8. 9. 1936 L	Séville (Stierlin) au DPF (Bonna)	Le Consul de Suisse à Séville est entré en contact avec les autorités locales dès le début de la guerre civile. L'ordre règne dans les régions occupées par les troupes nationalistes.
296	24. 9. 1936 No	DPF (Frölicher)	La défense des intérêts helvétiques dans l'Espagne en guerre. Les secours mis à disposition des Suisses victimes du conflit.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
A	15. 10. 1936 L	Zurich (Office suisse d'expansion commerciale) au DPF	L'Office suisse d'expansion commerciale souhaite l'acquisition par la Confédération de biens suisses en Espagne; l'installation d'un courrier aérien quotidien au service des intérêts suisses. Réclamations au sujet du Consulat à Barcelone et de la Légation à Madrid.
298	s. d. No	DPF	Rapport sur le comportement du Ministre Egger au début de la guerre civile en Espagne.
302	15. 10. 1936 L	Madrid (Fontanel) au DPF (Motta)	Le Gouvernement de Madrid conteste le droit aux missions diplomatiques d'accorder l'asile.
309	2. 11. 1936 L	DPF (Motta) au DFPC (Pilet-Golaz)	Le DPF demande que l'Agence télégraphique suisse et la Société suisse de radiodiffusion désignent les deux partis belligérants en Espagne par les dénominations de leur choix. Ainsi le «parti rebelle» doit devenir le «gouvernement nationaliste».
312	6. 11. 1936 No	DPF (M. Räber)	Conférence sur la défense des intérêts suisses en Catalogne menacés par un décret sur la collectivisation des entreprises.
313	7. 11. 1936 RP	Madrid (Fontanel) au DPF (Motta)	Le Gouvernement républicain s'est replié sur Valence. Le Corps diplomatique à Madrid se sent menacé par une situation décrite comme confuse et très grave.
319	19. 11. 1936 L	DPF (Bonna) à Bâle (Association suisse des banquiers)	Les démarches que le DPF entend entreprendre au sujet des nationalisations de valeurs mobilières étrangères par le Gouvernement républicain.
321	20. 11. 1936 PVCF	Conseil fédéral	Motta propose au CICR de créer une zone de refuge pour la population de Madrid menacée par les bombardements.
327	1. 12. 1936 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au DPF (Motta)	Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie propose d'envoyer un représentant des intérêts suisses à Burgos, capitale des nationalistes.
329	4. 12. 1936 R	DPF (Bonna) aux Légations de Suisse	Rapport sur la situation de la colonie suisse dans les différentes villes des deux zones belligérantes.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
8.3. Questions politiques générales			
44	16. 6. 1934 RP	Madrid (Egger) au DPF (Motta)	Rapport de force entre la Catalogne et Madrid. Situation intérieure dramatique et état d'exception.
70	11. 10. 1934 RP	Madrid (Egger) au DPF (Motta)	Grève générale; influence grandissante de l'armée; incident au Parlement provoqué par Primo de Rivera.
135	9. 7. 1935 RP	Madrid (Egger) au DPF (Motta)	Etat de guerre à Barcelone. La coalition gouvernementale de droite semble fragile. L'action de Gil Robles au Gouvernement.
215	1. 3. 1936 RP	Madrid (Egger) au DPF (Motta)	L'Espagne vue par le Ministre de Suisse à Madrid après le succès électoral du Front populaire.
9. Etats-Unis			
9.1. Négociations commerciales			
27	30. 3. 1934 L	Washington (Peter) au DEP (Stucki)	Peter veut connaître l'avis du DEP sur d'éventuels pourparlers avec les USA afin d'engager des négociations commerciales.
32	8. 5. 1934 L	DEP (Stucki) à Washington (Peter)	Dans l'attente de négociations commerciales avec les USA, Stucki présente quelques considérations sur la question.
A I	8. 5. 1934 RC	Berne	Rapport sur les mesures préparatoires prises par la Suisse en vue de négocier avec les USA un accord commercial.
A II	16. 5. 1934 L	New York (Nef) au DEP (Stucki)	Pour les milieux commerciaux à New York, il est nécessaire de nommer un attaché commercial ayant son siège à New York.
35	22. 5. 1934 L	Washington (Peter) au DEP (Stucki)	A diverses reprises déjà, la Suisse s'est déclarée prête à entrer en négociations commerciales avec les USA.
63	5. 9. 1934 No	DEP	En vue des négociations commerciales avec les USA, proposition de contingerter certains articles pour obtenir des concessions ultérieures.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
80	19. 11. 1934 L	DEP (Hotz) à New York (Nef)	Les importateurs et représentants de firmes suisses tentent d'intervenir directement dans les négociations commerciales en cours avec les USA. Le DEP prie le Consul de Suisse à New York de réagir.
87	19. 12. 1934 L	Washington (Peter) au DEP (Stucki)	Une audition publique de la Commission des tarifs a eu lieu à New York concernant un éventuel accord commercial avec la Suisse.
126	3. 6. 1935 PVCF	Conseil fédéral	Première étape des négociations commerciales avec les USA. Le texte du traité; les vœux tarifaires de la Suisse; la liste des vœux américains.
127	13. 6. 1935 R	Lausanne (Office suisse d'expansion commerciale)	L'Office suisse d'expansion commerciale estime nécessaire d'organiser une campagne de publicité aux USA et indique les différents moyens à mettre en œuvre.
A	15. 10. 1935 L	New York (Germann) à Lausanne (Office suisse d'expansion commerciale)	Les conseils en matière de publicité commerciale aux USA de l'attaché consulaire du Consulat de Suisse à New York.
132	4. 7. 1935 PVCF	Conseil fédéral	Compte-rendu de Stucki sur les négociations commerciales en cours avec les USA.
166	24. 10. 1935 L	New York (Nef) au DEP (Stucki)	Selon le Consul de Suisse à New York les négociations commerciales en cours sont extrêmement dures.
178	9. 11. 1935 L	New York (Nef) au DEP (Stucki)	Rapport sur l'état des négociations commerciales en cours.
A	8. 11. 1935 L	New York (Nef) à New York (W. Saenger, Geigy et Cie)	Texte de ce rapport destiné à une firme helvétique.
197	24. 12. 1935 PVCF	Conseil fédéral	Le DEP estime que malgré les conditions défavorables pour la Suisse, il faut hâter l'aboutissement des négociations commerciales avec les USA.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
9.2. Questions politiques générales			
64	18. 9. 1934 RP	Washington (Micheli) au DPF (Motta)	La politique de Roosevelt suscite une opposition grandissante; une nouvelle conscience ouvrière s'éveille et s'organise — Roosevelt est-il à même de diriger cette société en pleine effervescence?
144	24. 8. 1935 RP	Washington (Micheli) au DPF (Motta)	Roosevelt est accusé de prendre des mesures anti-constitutionnelles. Sa réélection pour 1936 n'est pas assurée malgré son mérite d'avoir redressé l'économie de son pays.
193	11. 12. 1935 RP	Washington (Peter) au DPF (Motta)	Les difficultés de la politique américaine de neutralité dans le conflit entre l'Italie et l'Ethiopie.
10. Ethiopie			
10.1. Traité d'amitié et de commerce et questions politiques générales			
56	21. 8. 1934 L	Paris (Ruegger) au DPF (Motta)	Echange des instruments de ratification du traité d'amitié et de commerce entre la Suisse et l'Ethiopie. L'opportunité d'organiser un Consulat suisse en Ethiopie. L'intérêt particulier manifesté par l'Empereur pour la Suisse, ses fournitures d'armes, son système d'éducation.
10.2. Vente d'armes			
36	22. 5. 1934 No	DPF (de Stoutz)	Afin de s'instruire au maniement des armes achetées en Suisse par l'Ethiopie, des ressortissants de ce pays sont arrivés à Zurich. Le DPF demande à la Police fédérale des étrangers de leur accorder des facilités.
90	18. 1. 1935 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Vu le différend italo-éthiopien, Dunant souhaite que les conséquences éventuelles des livraisons d'armes de la Suisse à l'Ethiopie soient prises en considération.
<i>Cf. aussi</i>			
I. 4.	Conflit italo-éthiopien		
VI.	La Suisse et l'exportation d'armements		

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
11. France			
11.1. Relations commerciales			
5	23.1.1934 PVCF	Conseil fédéral	Les négociations commerciales avec la France se heurtent à de grandes difficultés dans le domaine du contingentement des marchandises.
6	30.1.1934 PVCF	Conseil fédéral	Crise entre la Suisse et la France au sujet du contingent d'exportation de fromage suisse. Les avis du Conseil fédéral et de Stucki divergent. Amertume de ce dernier.
A	17.2.1934	DEP (Schulthess) à Paris (Dunant)	La Suisse doit équilibrer sa balance commerciale et ne peut plus se permettre des excédents d'importation. Il faut que la France fasse un effort pour acheter des produits helvétiques.
21	17.3.1934 PVCF	Conseil fédéral	Les propositions faites par la France ne sont pas jugées suffisantes comme base de négociations.
253	25.6.1936 No	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki) au DEP (Hotz)	La France dénonce l'accord commercial du 29 mars 1934. Stucki craint que l'Allemagne ne tire profit de cette mauvaise nouvelle pour la Suisse.
259	2.7.1936 L	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki) à Paris (Dunant)	Pour Stucki le contingentement représente la meilleure protection contre la concurrence étrangère.
286	3.9.1936 No	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki)	La Suisse refuse de s'associer à la France pour la constitution d'une réserve de charbon de guerre. Stucki souhaite que la France trouve une solution au problème des échanges commerciaux.
294	24.9.1936 No	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki)	La France n'a toujours pas fait de proposition de renouvellement de l'accord commercial.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
11.2. Questions de travail			
16	9. 3. 1934 Proposition	DPF (Motta) au Conseil fédéral	Suite à la loi française protégeant la main-d'œuvre nationale, le Gouvernement décrète la limitation du nombre des étrangers dans certains départements et certaines branches; il faut donc inclure la question des travailleurs suisses dans les négociations économiques.
101	7. 3. 1935 No	Berne (Office de l'industrie, des arts et métiers et du travail)	Notice sur la situation des Suisses à l'étranger (France – Allemagne).
119	10. 4. 1935 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Dunant s'entretient à toute occasion avec les plus hautes instances politiques françaises du problème des Suisses travaillant en France.
137	12. 7. 1935 PVCF	Conseil fédéral	La délégation suisse chargée des négociations à Paris se doit d'insister sur le principe de l'égalité de traitement entre les ressortissants des deux pays, mais ne doit pas faire preuve de rigidité dans le choix des moyens de l'appliquer.
<i>Cf. aussi</i>			
III. 2. Questions de travail, n° 2			
11.3. Servitude de Huningue			
339	31. 12. 1936 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	La France désire l'ouverture de négociations au sujet de Huningue vu la réoccupation militaire de la Rhénanie par le Reich.
A I	29. 12. 1936 AM	Paris (Ministère des Affaires étrangères)	La France ne souhaite pas dénoncer unilatéralement la servitude de Huningue; elle veut que l'abolition de celle-ci se fasse en accord avec la Suisse.
A II	31. 12. 1936 Résumé	Paris (Dunant)	Entretien entre le Ministre de Suisse à Paris et le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.
<i>Cf. aussi</i>			
II. 11.4. France, n° 318			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
11.4. Questions politiques générales			
222	21. 4. 1936 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Cinq jours avant le premier tour des élections à la Chambre, Dunant ne prévoit aucun grand changement.
225	28. 4. 1936 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Considérations de Pétain sur la frontière Nord de la Suisse et sa fortification contre une éventuelle attaque allemande.
226	4. 5. 1936 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Dunant est effaré devant le succès électoral du Front populaire.
245	8. 6. 1936 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Réflexions de Dunant sur les mesures économiques du nouveau Gouvernement et sur la politique extérieure et intérieure de ce dernier.
251	24. 6. 1936 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Pour Dunant, la France n'a pas simplement subi un changement de régime, mais une révolution. Grèves insurrectionnelles. Dictature du prolétariat. Première étape d'une révolution bolchévique. La déconfiture de la droite bourgeoise.
267	16. 7. 1936 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Le 14 Juillet du Front populaire. Le Parti communiste français ne défend pas seulement les intérêts et les valeurs de la classe ouvrière, mais aussi ceux de la petite bourgeoisie.
268	20. 7. 1936 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Ressemblance entre les régimes politiques de France, d'URSS, d'Italie et d'Allemagne. Les socialistes se proclament gardiens des libertés. Le Gouvernement est soutenu directement par les masses. L'opposition bourgeoise est très faible. L'armée reste indifférente.
291	10. 9. 1936 RP	Paris (de Torrenté) au DPF (Motta)	Les occupations d'usines et d'ateliers continuent. Le Parti communiste français tente de créer un front politique aussi large que possible. Après trois mois de pouvoir, le Gouvernement n'a résolu aucun problème.
299	3. 10. 1936 L	Paris (de Torrenté) au DPF (Bonna)	L'aggravation de la situation politique en France est telle que la protection de la colonie suisse est à envisager.
A	13. 10. 1936 L	DPF (Bonna) à Paris (Dunant)	Réponse du DPF à une requête de de Torrenté visant à protéger les personnes et les biens de la colonie suisse, en cas de troubles politiques en France.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
318	17.11.1936 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	L'Ambassadeur des USA à Paris s'inquiète du «trou de Bâle» en cas d'attaque allemande.
<p><i>Cf. aussi</i></p> <p>I. 2. La Suisse et l'admission de l'Union soviétique à la SdN, n^{os} 61 et 65 + A I. 4. Conflit italo-éthiopien, sanctions ..., n^{os} 153, 163, 176, 177 + A et A du n° 189 II. 6.1. Chine, n° 26 II. 8.2. Espagne, n° 277 V. La politique monétaire de la Suisse et la dévaluation du franc, n° 297</p>			
<p>12. Grande-Bretagne</p> <p>12.1. Questions politiques générales</p>			
54	3.8.1934 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Rejet croissant en Grande-Bretagne envers les actions terroristes attribuées au Gouvernement du Reich.
107	28.3.1935 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Rencontre germano-britannique au plus haut niveau qui révèle la volonté de suprématie de l'Allemagne national-socialiste sur les Etats européens.
159	20.10.1935 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Réflexions sur la crise anglo-italienne, les relations diplomatiques, la guerre en Ethiopie, la SdN, la situation intérieure de l'Italie.
<p><i>Cf. aussi</i></p> <p>I. 4. Conflit italo-éthiopien, sanctions ..., n^{os} 136, 156, 163, 184, A II du n° 189 II. 1.1. Allemagne, n° 49 II. 6.1. Chine, n° 99</p>			
<p>13. Grèce</p> <p>13.1. Accord de clearing</p>			
<p><i>Cf.</i></p> <p>IV. 1. Questions financières générales, n° 305</p>			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
14. Hongrie			
14.1. Accord de clearing			
1	10.1.1934 L	Zurich (Banque nationale) au DEP	Les avoirs financiers suisses en Hongrie — le paiement par voie de clearing étant exclu, il faut trouver un autre moyen de remboursement.
14	16.2.1934 PVCF	Conseil fédéral	Nouvel accord de clearing avec le Hongrie — inclusion d'une partie des créances financières.
74	25.10.1934 L	DEP (Stucki) à Budapest (Kienast)	La Suisse souhaite un accord de clearing général. Malgré le refus de la Hongrie, elle proroge l'accord existant si ce pays consent à un effort en vue du remboursement de la dette financière.
103	12.3.1935 Proposition	DEP (Schulthess) au Conseil fédéral	La conclusion d'un nouvel accord de clearing avec la Hongrie s'est avérée nécessaire en raison de nombreuses réclamations de la part de l'industrie d'exportation suisse.
213	28.2.1936 L	DPF à Rome (Broye)	Capitaux suisses en Hongrie — difficultés de paiement, réduction des taux d'intérêt, refus d'incorporer les créances financières dans le clearing.
<i>Cf. aussi</i>			
IV. 1. Questions financières générales, n° 220			
15. Italie			
15.1. Relations commerciales et financières et accord de clearing			
43	12.6.1934 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Malgré un accord récemment conclu entre la Suisse et l'Italie dans le but de régler le trafic des voyageurs, Rome empêche l'exportation de devises. Démarche de Wagnière au Ministère des Affaires étrangères.
85	11.12.1934 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Afin de sauvegarder ses réserves en or, l'Italie prend des mesures très restrictives en ce qui concerne les avoirs italiens à l'étranger, révélant ainsi sa situation financière difficile.
92	24.1.1935 L	Rome (Wagnière) au DEP (Stucki)	L'Italie est en désaccord avec les mesures prises par la Suisse de contingenter certains produits italiens.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
100	23. 2. 1935 L	Rome (Broye) au DEP (Stucki)	Pour défendre sa monnaie, l'Italie décide de soumettre les marchandises étrangères à une licence d'importation. La Légation de Suisse à Rome espère malgré tout une solution favorable pour la Suisse.
102	8. 3. 1935 L	Rome (Wagnière) au DEP (Stucki)	Selon Wagnière, les mesures financières prises par l'Italie n'aboutissent pas au résultat escompté, mais à la fuite des capitaux vers l'étranger.
106	22. 3. 1935 PVCF	Conseil fédéral	Suite à la décision de l'Italie de continger la totalité de ses importations, des négociations ont été ouvertes, qui ont abouti à un accord.
A	25. 3. 1935 L	DEP (Hotz) à Zurich (Directoire de la Banque nationale)	Le DEP demande à connaître la situation de la balance des paiements entre la Suisse et l'Italie afin de pouvoir négocier des suppléments aux contingents fixés.
113	2. 4. 1935 L	Rome (Wagnière) au DEP (Stucki)	Point de vue de Wagnière sur l'opportunité de conclure éventuellement un accord de paiement avec l'Italie.
129	25. 6. 1935 PVCF	Conseil fédéral	Face à la détérioration des échanges économiques avec l'Italie, des négociations ont eu lieu entre les deux pays sur le contingentement, les tarifs douaniers, les paiements et le trafic touristique.
134	5. 7. 1935 L	DEP (Stucki) au Ministère italien des Corporations (Anzilotti)	Stucki se déclare très déçu de l'accord commercial additionnel signé avec l'Italie et ne voit pas comment les relations économiques italo-suisse peuvent continuer sur cette base.
146	3. 9. 1935 L	DEP (Hotz) à Rome (Broye)	Les négociations économiques extrêmement difficiles avec l'Italie n'ont mené à rien.
147	7. 9. 1935 L	Rome (Rezzonico) au DEP (Vieli)	Vu la mauvaise situation financière de l'Italie, la Suisse ne peut guère espérer que les paiements qui lui sont dus soient rapidement effectués.
182	27. 11. 1935 L	Délégation suisse chargée des négociations de clearing avec l'Italie (Vieli) au DEP (Stucki)	Etablissement d'un plan de paiement pour l'Italie s'échelonnant sur plusieurs mois.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
183	27.11.1935 L	Zurich (Association suisse des banquiers) au DEP (Stucki)	Dans le cadre d'un accord de clearing avec l'Italie, la quote-part attribuée aux créances financières n'est pas jugée suffisante.
187	2.12.1935 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Conclusion d'un accord de clearing général, commercial et financier, avec l'Italie.
188	3.12.1935 L	Zurich (Association suisse des banquiers) au DEP (Obrecht)	Malgré l'obtention d'une quote-part plus importante que celle prévue initialement dans l'accord de clearing conclu avec l'Italie, l'Association suisse des banquiers estime les créanciers financiers lésés par rapport aux créanciers commerciaux.
190	6.12.1935 PVCF	Conseil fédéral	Récapitulation des phases de la négociation avec l'Italie qui a abouti à la conclusion d'un accord de paiement.
211	21.2.1936 PVCF	Conseil fédéral	Une délégation du Conseil fédéral est constituée pour entamer des négociations avec l'Italie sur le contingentement de certaines marchandises, les mesures douanières et la réglementation des transferts.
216	2.3.1936 No	DPF	L'Italie se voit dans l'impossibilité de transférer la totalité des intérêts dus à la Suisse selon l'accord de clearing. Il est donc recommandé de réinvestir ces sommes en Italie, malgré les sanctions économiques appliquées à l'Italie par la SdN.
A	20.2.1936 No	Zurich (Association suisse des banquiers)	Résultat de l'enquête faite par le Comité Italie de l'Association suisse des banquiers sur les valeurs mobilières en Italie des personnes juridiques et morales domiciliées en Suisse; bilan des créances financières.
221	17.4.1936 PVCF	Conseil fédéral	Conclusion d'un accord avec l'Italie sur l'exécution de l'accord de clearing du 3.12.1935.
228	8.5.1936 L	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki) à Rome (Ruegger)	Les dernières négociations économiques avec l'Italie se sont avérées très pénibles. Seule la Suisse a fait des concessions. De ce point de vue la démarche du Ministre d'Italie à Berne se plaignant de l'intransigeance helvétique est tout à fait inconvenante.
237	22.5.1936 PVCF	Conseil fédéral	La délégation suisse s'efforcera de ne pas laisser à l'Italie l'administration de toutes les marchandises suisses contingentées et de faire augmenter les contingents.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
239	25. 5. 1936 No	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki)	Lors d'une entrevue avec le Ministre d'Italie à Berne, Stucki lui fait comprendre que la Suisse ne peut pas aller plus loin dans ses concessions en matière de contingentements, mais qu'elle est prête à certains arrangements dans l'organisation de ceux-ci.
250	19. 6. 1936 L	Rome (Ruegger) au DPF	Entretien avec Giannini sur le nouvel accord commercial italo-suisse. Giannini déclare caducs tous les accords commerciaux avec les Etats sanctionnistes; la Suisse ne peut donc que se réjouir de l'avance prise sur ceux-ci.
A	29. 6. 1936 PVCF	Conseil fédéral	Les clauses additionnelles du nouvel accord de commerce et de contingentement italo-suisse.
<i>Cf. aussi</i>			
IV. 1. Questions financières générales, nos 220 et 223			
15.2. Questions de travail			
24	28. 3. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Le traité d'établissement italo-suisse n'est pas respecté par le Parti fasciste et les syndicats italiens; il faut engager des négociations sur les permis d'établissement et de travail et sur le rôle des syndicats et du Parti fasciste dans l'attribution des postes de travail.
A	22. 6. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Rapport de la délégation suisse sur les négociations concernant les conditions de travail et le tourisme en Italie.
<i>Cf. aussi</i>			
III. 2. Questions de travail et problèmes du chômage en Suisse, n° 2			
15.3. Irrédentisme			
133	5. 7. 1935 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Multiplication des écrits irrédentistes — il faut attendre les résultats de l'instruction ouverte contre Colombi avant d'entreprendre une démarche auprès de Mussolini.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
138	15. 7. 1935 L	DPF (de Stoutz) à Rome (Wagnière)	L'enquête sur Colombi n'est pas terminée. Il faut faire comprendre au Chef du gouvernement italien que la Suisse ne saurait tolérer plus longtemps les agissements irrédentistes.
139	18. 7. 1935 L	DPF (Motta) au DPF (de Stoutz)	Le dossier de Colombi démontre sa trahison et le soutien officiel de l'Italie à l'Adula. Une intervention très sérieuse à Rome est nécessaire.
140	22./23. 7. 1935 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Lors de l'audience avec Mussolini, il faudra garder en tête que Colombi est le véritable inspirateur de l'irrédentisme; qu'il est plus facile de combattre un journaliste que le Gouvernement italien. Motta troublé devant les constatations de collusion entre l'Italie et Colombi.
141	6. 8. 1935 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Rapport de Wagnière: Mussolini dit ne rien savoir sur le mouvement irrédentiste, mais il est préoccupé par la faiblesse de la défense militaire suisse envers l'Allemagne.
142	9. 8. 1935 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	La conversation avec Mussolini a démontré que le Gouvernement italien n'est pour rien dans la récente flambée irrédentiste. Toutefois il faudra signaler à Mussolini que des personnalités et des institutions italiennes ont soutenu ce mouvement de façon inadmissible.
A	9. 8. 1935 L	DPF (Motta) au Recteur du Lycée de Lugano (Chiesa)	Motta s'ouvre à F. Chiesa de son émotion devant les preuves irréfutables du crédit que les Ministres d'Italie à Berne ont accordé à Colombi. La gravité des faits rend un procès inévitable. L'activité de l'Adula ne sert pas la cause de l'italianité du Tessin.
198	6. 1. 1936 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Fin de l'instruction menée contre l'Adula. Lors d'une prochaine démarche auprès de Mussolini mettre l'accent sur les relations existantes entre des personnalités italiennes et Colombi et obtenir sa désapprobation publique des agissements irrédentistes.
199	14. 1. 1936 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Rapport de Wagnière : le Duce qui tient à conserver l'estime et l'amitié de la Suisse, s'exprimera à propos de l'irrédentisme au moment opportun.
A	14. 1. 1936 AM	Rome (Wagnière) au Chef du Gouverne- ment italien (Mussolini)	Aide-mémoire remis par la Suisse à Mussolini concernant l'irrédentisme.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
234	15. 5. 1936 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral accepte la proposition du Ministère public de rendre un non-lieu dans l'affaire Colombi. Proposition d'élaboration d'une loi protégeant l'indépendance de la Confédération.
A	Communiqué	Ministère public fédéral	Communiqué à la presse du non-lieu prononcé dans l'affaire Colombi.
236	20. 5. 1936 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien avec Mussolini à propos de nouvelles publications irrédentistes. Mise en cause du Ministre italien de la justice.
<p><i>Cf. aussi</i></p> <p>II. 15.7. Italie, n° 324</p>			
<p>15.4. Fascisme suisse du colonel Fonjallaz et fondation de groupes fascistes suisses en Italie; transformation du Consulat de Suisse à Milan en Consulat général de carrière</p>			
3	19. 1. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Le Colonel suisse Fonjallaz à l'intention de créer un groupe fasciste à Milan, ce qui ne rencontre pas l'approbation du Conseil fédéral. Mais le Conseil fédéral juge inopportun d'entreprendre une démarche auprès du Gouvernement italien.
A	30. 1. 1934 R	Milan (Consulat de Suisse)	Rapport du Consulat de Suisse à Milan sur la fondation d'un groupe fasciste suisse dans cette ville.
4	23. 1. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Une circulaire s'opposant à la formation de groupes fascistes suisses est envoyée par le Ministre de Suisse à Rome à tous les Consulats de Suisse en Italie.
A I	22. 1. 1934 No	DPF (Bonna)	Démarche de Wagnière auprès du Gouvernement italien pour s'assurer que celui-ci ne soutient pas la formation de groupes fascistes suisses. En note la circulaire de la Légation de Suisse à Rome aux Consulats.
A II	25. 1. 1934 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	La formation de groupes fascistes suisses en Allemagne n'inquiète pas Dinichert puisque les autorités allemandes ne semblent pas vouloir les tolérer.
12	12. 2. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Wagnière craint que ses démarches auprès du Gouvernement italien dans le but de s'opposer à la création de groupes fascistes suisses soient exploitées contre sa personne. Il demande au Conseil fédéral de pouvoir exposer la situation au Chef du gouvernement italien.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	7. 2. 1934 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Beaucoup de Suisses engagés dans les groupes fascistes espèrent gagner ainsi la sympathie des autorités italiennes. Wagnière se déclare très opposé à l'agitation politique suscitée par les fascistes au sein de la colonie suisse en Italie.
15	2. 3. 1934 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse demande à l'Italie de ne soutenir d'aucune manière les groupes fascistes suisses qui ne font que nuire aux bonnes relations italo-suisse. Inquiétude sur les agissements de Fonjallaz à Milan.
17	9. 3. 1934 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Entretien de Wagnière avec Mussolini sur la question des groupes fascistes suisses. Wagnière n'obtient aucune promesse d'intervention de la part du Duce pour faire cesser les agissements des fascistes suisses.
19	12. 3. 1934 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Une circulaire du Chef du gouvernement est envoyée aux préfets d'Italie (sauf à Rome, Florence et Milan) indiquant que celui-ci ne soutient pas la formation de groupes fascistes suisses.
28	22. 4. 1934 L	Paris (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien de Ruegger avec un ancien membre du Gouvernement italien sur le problème de la formation de groupes fascistes suisses en Italie.
34	14. 5. 1934 No	DPF (Bonna)	La Division des Affaires étrangères du DPF envoie un de ses membres à Milan pour apaiser les tensions créées par le groupe des fascistes suisses au sein de la colonie suisse.
42	5. 6. 1934 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Analyse de Motta sur les observations que Rezzonico a pu faire à Milan. Lors d'un prochain entretien avec Mussolini, Wagnière est prié de demander au Chef du gouvernement plus de modération de la part du Parti fasciste italien dans ses relations avec des fascistes suisses.
50	2. 7. 1934 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Malgré toutes les interventions de la part de la Suisse, les agissements des fascistes suisses en Italie se poursuivent – nouvel entretien entre Wagnière et Mussolini à ce sujet.
77	8. 11. 1934 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Conseils et instructions de Motta au nouveau Consul général de Suisse à Milan qui aura pour première tâche d'éloigner les Suisses de Milan des groupes fascistes pour les rapprocher du Consulat.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	28. 8. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Suite aux événements qui ont agité la colonie suisse à Milan, le Conseil fédéral décide de transformer le Consulat suisse en Consulat général et d'y nommer un diplomate de carrière.
104	14. 3. 1935 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Wagnière se montre inquiet des agissements obscurs de certaines personnalités italiennes et suisses proches du Duce, mais il juge, malgré tout, ce dernier digne de confiance.
196	16. 12. 1935 No	DPF	Il serait utile d'entreprendre des recherches sur les ressources financières, probablement d'origine italienne, d'un journal fasciste publié au Tessin.
249	17. 6. 1936 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Le mouvement des fascistes suisses en Italie est en perte de vitesse. Seule la colonie suisse de Milan reste encore divisée.
15.5. Congrès internationaux fascistes de Montreux et interdiction d'entrée pour le Général Coselschi			
150	24. 9. 1935 No	DPF (Kappeler) au DPF (Motta)	Deux congrès internationaux des fascistes ont eu lieu à Montreux sans que les autorités suisses aient été tenues au courant. Pour prévenir à l'avenir de tels congrès, il est indiqué d'interdire l'entrée en Suisse aux deux principaux dirigeants de nationalité italienne.
A	22. 12. 1934 L	Procureur général de la Confédération (Stämpfli) au DPF	Le Ministère public de la Confédération n'a pas eu connaissance de l'organisation des congrès fascistes à Montreux et propose d'interdire l'entrée en Suisse à deux de ses dirigeants.
246	9. 6. 1936 No	DPF	Il est souhaitable de lever l'interdiction d'entrée en Suisse prononcée contre le Général Coselschi, président des Comités d'action pour l'universalité de Rome.
A	27. 5. 1936 L	Lausanne (Chef du DJP du Canton de Vaud) à Berne (Procureur général de la Confédération)	L'Institut pour la culture italienne créé à Lausanne sert avant tout à la propagation de l'idéologie fasciste et de soutien à l'Italie; la levée de l'interdiction d'entrée en Suisse prise contre Coselschi devrait être soumise à certaines conditions.
289	8. 9. 1936 No	DPF	Démarche du Ministre d'Italie à Berne en faveur d'une levée de la mesure d'expulsion décidée contre Coselschi.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
15.6. Affaires de presse			
208	13. 2. 1936 L	DPF (Motta) à Rome (Broye)	Certains journaux se heurtent à une interdiction d'entrée en Italie. Selon Motta, il n'est pas utile de prendre des mesures de représailles comme dans le cas allemand, mais il faut multiplier les démarches auprès du Gouvernement italien.
A	12. 2. 1936 AM	DPF	Aide-mémoire sur les mesures prises par l'Italie en vue d'interdire l'entrée des journaux des pays sanctionnistes.
295	24. 9. 1936 L	Rome (Micheli) au DPF	Malgré la fin des hostilités en Ethiopie et la levée des sanctions, certains journaux suisses sont toujours interdits d'entrée en Italie.
<i>Cf. aussi</i>			
I. 4. Conflit italo-éthiopien, sanctions ..., n°s 258, 261, 264, 273 + A			
15.6.1. Affaire A Prato			
76	2. 11. 1934 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Le Chef du cabinet du Ministère italien des Affaires étrangères se plaint des attaques qu'il subit de la part d'un journaliste italien exilé en Suisse, A Prato. Motta aimerait expulser ce dernier, mais les motifs légaux font défaut.
168	25. 10. 1935 L	DPF (Motta) à Rome (Wagnière)	Malgré les plaintes continues de l'Italie contre les articles d'A Prato, la Suisse ne peut pas intervenir contre lui.
224	28. 4. 1936 L	DPF (Motta) au DJP (Baumann)	L'activité journalistique d'A Prato porte préjudice aux relations italo-suisse, il est donc envisageable de ne plus renouveler le permis de tolérance dont il jouit.
254	27. 6. 1936 L	Procureur général de la Confédération (Stämpfli) au DJP (Baumann)	Selon le rapport du Ministère public sur A Prato, seules ses opinions républicaines et démocratiques peuvent être retenues contre lui.
A	27. 6. 1936 R	Ministère public de la Confédération	Rapport du Ministère public de la Confédération sur le journaliste A Prato.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
260	4.7.1936 L	DPF (Motta) au DJP (Baumann)	Pour Motta l'activité journalistique d'A Prato et le droit d'asile qui lui est accordé par la Suisse sont incompatibles. Il propose d'adresser un avertissement à l'exilé.
307	31.10.1936 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	A la suite des plaintes de l'Italie, Ruegger pense que l'expulsion d'A Prato permettrait de trouver des solutions à diverses autres affaires.
336	21.12.1936 L	DPF (Motta) au DJP (Baumann)	Le DPF affirme que les activités journalistiques d'A Prato nuisent aux bonnes relations entre l'Italie et la Suisse et demande son éloignement de Genève. Il ne serait pas opposé à une procédure d'expulsion prise contre A Prato.
15.7. Questions politiques générales			
83	29.11.1934 RP	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Analyse de Mussolini sur le plébiscite de la Sarre; l'Allemagne et ses intentions belliqueuses; les conséquences qui en résulteraient pour la Suisse.
A	22.10.1934 L	DPF (de Stoutz) aux Légations de Suisse et aux Consulats généraux de Suisse à Mon- tréal et à Shanghai	Dans la question du recrutement de citoyens suisses pour organiser le plébiscite de la Sarre, le Conseil fédéral est intervenu par deux fois — il ne désire pas qu'il soit procédé sur territoire suisse au recrutement de nationaux pour des tâches de type policier dans la Sarre, mais ne s'oppose pas à ce que des Suisses collaborent comme scrutateurs aux opérations de vote.
108	29.3.1935 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Le Duce dit sa crainte d'une guerre déclenchée par l'Allemagne et sa déception devant les multiples échecs essayés par les solutions pacifistes.
324	28.11.1936 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Mussolini réitère ses manifestations d'amitié à l'égard de la Suisse et sa condamnation de l'irrédentisme.
15.7.1. Rapport Guisan sur les manœuvres italiennes			
71	15.10.1934 R	Lausanne (Guisan) au DMF	Le Colonel H. Guisan, en mission aux grandes manœuvres italiennes de l'Apennin toscan-émilien en août 1934.
Cf. aussi:			
I. 4. Conflit italo-éthiopien, sanctions ...			
II. 12.1. Grande-Bretagne, n° 159			

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
16. Japon			
16.1. Pacte anti-Komintern			
331	7.12.1936 RP	Tokyo (Thurnheer) au DPF (Motta)	Les conséquences du Pacte anti-Komintern du 25.11.1936 pour le Japon, l'Allemagne, l'URSS et la Chine.
<i>Cf. aussi:</i>			
II. 18.1. Mandchoukouo, n ^{os} 45 + A et 332			
17. Liechtenstein			
17.1. La Suisse et la protection de la frontière du Liechtenstein			
7	30.1.1934 PVCF	Conseil fédéral	Le Liechtenstein prévoit une prise de pouvoir par les nationaux-socialistes en Autriche. Il craint des troubles et un afflux massif de réfugiés et demande une protection accrue de ses frontières. Discussion au Conseil fédéral sur la suite à donner à la requête.
A	25.1.1934 N	Vaduz (Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein) au DPF	Requête du Gouvernement princier.
17.2. La Suisse et la neutralité du Liechtenstein			
88	10.1.1935 Conférence	Berne (DPF)	Conférence entre W. Burckhardt, Feldscher et Bonna du DPF, au sujet de la neutralité du Liechtenstein.
18. Mandchoukouo			
18.1. Relations financières			
45	16.6.1934 R	Tokyo (Daeniker) au DPF (Motta)	L'Etat-major japonais veut ouvrir le Mandchoukouo aux investissements nécessaires à la construction de chemins de fer, à l'aménagement portuaire, à l'électrification, etc.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	20.10.1934 L	DEP (Stucki) au DPF	Les réactions des milieux industriels et financiers à l'appel de capitaux au Mandchoukouo.
18.2. La Suisse et la reconnaissance du Mandchoukouo			
332	14.12.1936 L	DPF (Bonna) au DEP (Hotz)	Avant de reconnaître officiellement le Mandchoukouo, il serait sage d'attendre que d'autres pays, membres de la SdN, fassent le premier pas.
19. Pays-Bas			
19.1. Questions de travail			
<i>Cf.</i>			
III. 2. Questions de travail et problème du chômage en Suisse, n° 2			
20. Perse (Iran)			
20.1. Etablissement d'une Légation de Suisse à Téhéran			
<i>Cf.</i>			
II. 5.1. Bulgarie, n° 328 + A			
21. Pologne			
21.1. Relations commerciales et financières			
11	9.2.1934 PVCF	Conseil fédéral	La Pologne a pris des mesures douanières et de contingentement draconiennes. Pour sauvegarder l'exportation suisse, un accord additionnel à l'accord de commerce de 1922 est conclu.
A	3.2.1934 Accord		Arrangement confidentiel entre la Suisse et la Pologne sur les marchandises dont l'importation est interdite ou contingentée dans les deux pays.
98	20.2.1935 No	DEP	Entretien concernant le traité de commerce avec la Pologne. Les participants ne sont pas entièrement satisfaits de la situation.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
256	29. 6. 1936 PVCF	Conseil fédéral	Dorénavant les marchandises importées de Pologne devront être payées à la Banque nationale suisse du fait des mesures polonaises limitant le trafic des devises.
262	8. 7. 1936 L	Bâle (Association suisse des banquiers) au DPF (Motta)	L'Association suisse des banquiers estime que les intérêts des créanciers suisses ne seraient pas protégés par un accord de clearing partiel avec la Pologne et demande un accord incluant marchandises et intérêts financiers.
278	13. 8. 1936 L	DPF à Bâle (Association suisse des banquiers)	Un clearing partiel a été envisagé pour des raisons tactiques. La quote-part financière dans un clearing total est à discuter.
A	Juin 1936 Tableau		Enquête effectuée par l'Association suisse des banquiers et le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie sur les créances suisses en Pologne.
311	6. 11. 1936 PVCF	Conseil fédéral	Les négociations économiques avec la Pologne rencontrent de grandes difficultés — la question du transfert des créances financières suisses; la dévaluation du franc suisse; la liquidation des montants accumulés sur les comptes bloqués en Suisse et en Pologne.
A	31. 12. 1936 Accord		Arrangement confidentiel entre la Suisse et la Pologne pour faciliter et réglementer leurs échanges commerciaux.
22. Roumanie			
22.1. Relations commerciales et financières			
25	29. 3. 1934 L	DEP (Schulthess) au DPF (Motta)	La Roumanie demande à modifier l'accord de clearing conclu en 1933. Il n'est pas question pour les négociateurs suisses de se rendre à Bucarest puisque c'est la Roumanie qui a pris l'initiative de la démarche.
40	31. 5. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral accepte le protocole additionnel à l'accord de clearing de 1933 conclu avec la Roumanie.
81	22. 11. 1934 L	Bucarest (de Weck) au DEP (Stucki)	Le Ministre de l'Industrie et du Commerce roumain désire dénoncer l'accord de clearing; il ignore cependant les clauses des différents accords conclus entre son pays et la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
123	24. 5. 1935 RC	Bucarest (de Weck) au DEP (Stucki)	Difficultés croissantes avec la Roumanie concernant l'application du clearing. De Weck demande de nouvelles directives.
128	20. 6. 1935 L	Bucarest (de Weck) au DEP (Stucki)	Une prime d'importation est imposée par la Roumanie. Protestation de la Suisse.
170	26. 10. 1935 L	Bucarest (de Weck) au DEP (Stucki)	Le Ministre de Suisse à Bucarest regrette la conclusion d'un nouvel accord de clearing.
238	23. 5. 1936 L	Bucarest (de Weck) au DEP (Hotz)	Le grand nombre de jours fériés en Roumanie et la corruption des fonctionnaires dans ce pays ralentissent l'exécution des instructions transmises par le DEP.
317	16. 11. 1936 L	Bucarest (de Weck) au DEP (Hotz)	De Weck se plaint d'avoir été laissé dans l'ignorance des intentions du DEP touchant la réglementation des échanges commerciaux avec la Roumanie.
<p><i>Cf. aussi</i></p> <p>I. 2. La Suisse et l'admission de l'Union soviétique à la SdN, n°37, A du n°65 et n°67 IV. 1. Questions financières générales, n°s 306, 308, 323</p>			
<p style="text-align: center;">23. Sarre</p> <p style="text-align: center;">23.1. Plébiscite de la Sarre organisé par la SdN</p> <p><i>Cf.</i></p> <p>I. 3. La Suisse et le plébiscite de la Sarre</p>			
<p style="text-align: center;">24. Turquie</p> <p style="text-align: center;">24.1. Accords de commerce et de clearing</p>			
10	6. 2. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur les accords commerciaux et de clearing conclus avec la Turquie.
165	24. 10. 1935 No	DEP (Bonhôte) au DEP (Vieli)	Si la Suisse dénonce l'accord de clearing avec la Turquie, celle-ci en fera certainement de même avec l'accord commercial, ce qui causerait un préjudice à nos exportations.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
301	5.10.1936 L	Istanbul (Martin) au DPF (Bonna)	Le Ministre de Suisse s'oppose à la conclusion d'un accord analogue à celui qui existe entre la France et la Turquie pour la Dette turque. La dévaluation du franc suisse allège la charge turque de 30 % et favorise la Banque Centrale.
322	20.11.1936 L	DEP (Obrecht) au DPF (Motta)	L'accord de clearing avec la Turquie n'a pas été dénoncé à temps malgré la décision du Conseil fédéral. La Division des Affaires étrangères ne peut pas nier sa responsabilité dans cette affaire.
A	2.12.1936 L	DPF (Motta) au DEP (Obrecht)	La Division des Affaires étrangères du DPF n'a pas tenté de se dérober dans la question des créances financières, au contraire. Le Chef du DPF souhaite une meilleure information sur les décisions du DEP.
<p><i>Cf. aussi</i></p> <p>IV. 1. Questions financières générales, nos 306, 308, 323 et 325</p>			
<p style="text-align: center;">25. Union soviétique</p> <p style="text-align: center;">25.1. La Suisse et l'admission de l'Union soviétique à la SdN</p> <p><i>Cf.</i></p> <p>I. 2. La Suisse et l'admission de l'Union soviétique à la SdN</p> <p>I. 4. Conflit italo-éthiopien, sanctions ..., n° 163</p> <p>II. 16.1. Japon, n° 331</p>			
<p style="text-align: center;">26. Yougoslavie</p> <p style="text-align: center;">26.1. Accord de clearing</p> <p><i>Cf.</i></p> <p>IV. 1. Questions financières générales, nos 306, 308, 323, 325</p>			

III. RÉFUGIÉS ET QUESTIONS DE TRAVAIL

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
1. Réfugiés			
<i>Cf.</i>			
II. 1.3. Allemagne (Lois de Nuremberg)			
II. 1.4. Allemagne (Affaire Jacob)			
II. 15.6.1. Italie (Affaire A Prato)			
2. Questions de travail et problème du chômage en Suisse			
2	18.1.1934 PV	Berne (Palais fédéral)	Conférence au Palais fédéral entre la Division des Affaires étrangères, la Division de la Police et l'Office du Travail au sujet des difficultés d'appliquer les traités d'établissement.
218	3.3.1936 L	DPF aux Ministres de Suisse à l'étranger	Vu la situation inquiétante de l'emploi en Suisse, il ne faut pas conseiller à nos concitoyens chômeurs résidant à l'étranger de revenir au pays.
<i>Cf.</i>			
II. 11.2. France			
II. 15.2. Italie			

IV. QUESTIONS FINANCIÈRES GÉNÉRALES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
1. Investissements suisses à l'étranger et accords de clearing; problèmes de compétence entre DPF et DEP			
148	9.9.1935 PV	Zurich (Banque nationale)	Discussion sur l'opportunité d'introduire des restrictions de paiements à l'étranger, en particulier envers l'Allemagne. Tableau des avoirs et des créances des banques suisses à l'étranger.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
206	10. 2. 1936 L	Zurich (Banque nationale) au DFD (Meyer) et au DEP (Obrecht)	Les créances financières doivent être mieux prises en compte lors des prochaines négociations avec l'Allemagne. Estimation du total des créances financières et des titres étrangers, notamment allemands; question du transfert des intérêts. Conséquences pour l'économie suisse d'un éventuel arrêt du paiement des intérêts par l'étranger.
A	6. 2. 1936 Tableau		Créances financières suisses en Allemagne.
220	8. 4. 1936 L	Zurich (Banque nationale) au DFD (Meyer)	Les créances financières suisses en Italie, Hongrie, Espagne. Qui s'occupe des intérêts financiers? Le DEP, le DFD ou le DPF?
223	22. 4. 1936 L	Bâle (Association suisse des banquiers) au Conseil fédéral	Une fois de plus les créances financières ont été défavorisées lors des négociations avec l'Allemagne et l'Italie. Le Conseil fédéral est prié de ne plus prendre de décisions sans demander leur avis aux représentants des intérêts financiers.
227	7. 5. 1936 L	DPF (Motta) au DEP (Obrecht), au DFD (Meyer) et au Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce exté- rieur (Stucki)	La défense des créances financières suisses est de la compétence du DPF. Il est souhaitable qu'à l'avenir un membre de la Banque nationale soit consulté à ce propos.
A	13. 5. 1936 No	DPF	Motta examine avec des représentants d'autres départements, de la Banque nationale, etc. le moyen d'attribuer à la représentation des créances financières un mode de fonctionnement unifié.
306	30. 10. 1936 PVCF	Conseil fédéral	La dévaluation du franc suisse appelle une révision des accords de clearing conclus avec les pays de l'Europe orientale.
308	31. 10. 1936 L	Zurich (Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur (Stucki)	Selon le Vorort, il faut trouver des solutions différenciées pour les accords de clearing avec la Bulgarie, Roumanie, Yougoslavie et Turquie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
314	7. 11. 1936 L	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce exté- rieur (Stucki) au DPF (Motta)	Pour Stucki, il est entendu que le DPF a pour mission de s'occuper des créances financières à l'étranger en utilisant l'aide de la Banque nationale pour les questions particulières.
A	10. 11. 1936 L	DPF (Motta) au Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce exté- rieur (Stucki)	Le DPF veut être informé, non pas des questions de détail, mais des questions fondamentales relatives aux créances financières.
323	21. 11. 1936 L	Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce exté- rieur (Stucki) au Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie	Les accords de clearing avec les pays d'Europe orientale après la dévaluation du franc suisse.
325	30. 11. 1936 L	Bâle (Association suisse des banquiers) au DPF (Motta)	Inquiétude de l'Association suisse des banquiers au sujet des accords de clearing avec les pays d'Europe orientale. L' Association désire être consultée pour sauvegarder les intérêts des créances financières.
<p><i>Investissements suisses à l'étranger, cf. aussi:</i></p> <p>I. 4. Conflit italo-éthiopien, sanctions ..., n° 161</p> <p>II. 1.1. Allemagne</p> <p>II. 2.1. Argentine, n° 58 + A I, A II, A III, A IV</p> <p>II. 8.1. Espagne</p> <p>II. 14.1. Hongrie, n°s 1 et 213</p> <p>II. 15.1. Italie, n° 216 + A</p> <p>II. 21.1. Pologne, n° 278 + A</p>			
<p><i>Accords de clearing, cf. aussi:</i></p> <p>II. 1.1. Allemagne</p> <p>II. 8.1. Espagne</p> <p>II. 14.1. Hongrie</p> <p>II. 15.1. Italie</p> <p>II. 22.1. Roumanie</p> <p>II. 24.1. Turquie</p>			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
2. La Suisse et les pays du « bloc-or »			
86	17. 12. 1934 No	DEP (Parodi) au DEP (Stucki)	Les pays demeurés fidèles à l'étalon-or souhaitent un élargissement de leurs échanges réciproques. De nombreuses difficultés s'opposent à cette proposition.
3. La Suisse et le respect de la clause-or			
Cf.			
II. 1.1.1. Allemagne, nos 281 et 304			

V. LA POLITIQUE MONÉTAIRE DE LA SUISSE
ET LA DÉVALUATION DU FRANC

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
22	23. 3. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral déclare infondées les rumeurs d'un lien entre la démission de Musy et un changement de la politique monétaire de la Suisse.
A I	28. 3. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Pour ne laisser planer aucun doute sur la continuité d'une politique financière saine, le Conseil fédéral fait publier une déclaration officielle.
A II	9. 4. 1934 Exposé	Zurich (Banque nationale)	Selon la Banque nationale, la Suisse doit rester fidèle à l'étalon-or et à la parité du franc suisse, malgré les bouleversements internationaux d'ordre économique et financier.
117	7. 4. 1935 PVCF	Conseil fédéral	Discussion au Conseil fédéral sur les problèmes monétaires de la Suisse — retraits des avoirs en francs suisses, diminution des réserves en or et en devises — et les remèdes à appliquer.
297	26. 9. 1936 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de dévaluer le franc suisse contre l'avis du Directoire de la Banque nationale.
A I	27. 9. 1936 PVCF	Conseil fédéral	Mesures complémentaires à la dévaluation monétaire.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A II	28.9.1936 PVCF	Conseil fédéral	Sur proposition du DFD, le Gouvernement adresse un rapport à l'Assemblée fédérale au sujet de la dévaluation du franc suisse, mais il décide de ne pas faire de proclamation au peuple suisse.
A III	28.9.1936 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral insiste pour que le Parlement approuve son rapport sur la dévaluation monétaire.
<p><i>Cf. aussi</i></p> <p>II. 1.1. Allemagne, n° 303 II. 24.1. Turquie, n° 301 IV. 1. Questions financières générales, nos 306 et 323 X. 1. et 2. Questions politiques intérieures de la Confédération, nos 18 et 20 + A</p>			

VI. LA SUISSE ET L'EXPORTATION D'ARMEMENTS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
115	6.4.1935 L	DMF (Fierz) au DMF (Minger)	Rapport détaillé sur les livraisons d'armes effectuées par des firmes suisses en Ethiopie.
120	16.4.1935 L	DPF (Motta) au DJP (Baumann)	Pour Motta, il est urgent de légiférer en matière d'exportation d'armes; il prie le DJP d'examiner la question sous l'angle du droit public.
169	26.10.1935 L	Zurich-Oerlikon (Directeur de la Fabrique de machines-outils) au DEP (Obrecht)	Il serait très grave pour l'industrie suisse que le Conseil fédéral décide d'interdire les livraisons d'armes non seulement vers l'Italie mais aussi vers l'Ethiopie.
186	30.11.1935 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	Motta ne voit pas de nécessité dans l'organisation d'une rencontre proposée par les industriels et les départements fédéraux concernés par le commerce des armes.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	8.11.1935 L	Zurich-Oerlikon (Président du Conseil d'adminis- tration de la Fabrique de machines-outils) au DMF (Minger)	La décision du Conseil fédéral de ne plus autoriser de livraisons d'armes aux deux belligérants n'a pas de précédent; elle met dans le cas d'un conflit l'industrie d'armements dans une situation très délicate vis-à-vis de ses clients et menace son avenir.
203	20.1.1936 L	DPF (Bonna) aux Légations de Suisse et aux Consulats généraux à Budapest, Caracas, Dublin, Montréal et Shanghai	Le DPF demande aux représentants diplomatiques de la Suisse de prêter discrètement leur concours aux industries d'armement suisses dans leurs négociations avec les Etats étrangers.
A	17.12.1935 CR	DMF (Kissling)	Minger et Motta précisent le point de vue du Conseil fédéral sur les livraisons d'armes aux Etats belligérants dans une conférence avec des représentants de l'industrie concernée.
<p><i>Cf. aussi</i></p> <p>I. 4. Conflit italo-éthiopien et sanctions, nos 172+A I, 173, 176, 177+A II. 6.1 Chine II. 10.2 Ethiopie</p>			

VII. QUESTIONS POLITIQUES GÉNÉRALES

1. La Suisse et les capitulations
<p><i>Cf.</i></p> <p>II. 7.2. et 7.4. Egypte</p>

2. La Suisse et les Etats ex-neutres	
<i>Cf.</i>	
I. 1.	Conférence pour la réduction et la limitation des armements, n° 39 + A
I. 4.	Conflit italo-éthiopien, sanctions ..., n° 230 + A
3. Pacte de non-immixtion en Autriche	
<i>Cf.</i>	
II. 3.2.	Autriche
4. Guerre du Chaco	
<i>Cf.</i>	
VI.	La Suisse et l'exportation d'armements, A au n° 186, n. 16

VIII. LA SUISSE ET LES FASCISMES

<i>Cf.</i>	
II. 1.	Allemagne
II. 15.	Italie

IX. AFFAIRES DE PRESSE

1. Expulsion de journalistes italiens à la SdN	
<i>Cf.</i>	
I. 4.	Conflit italo-éthiopien, sanctions ..., n°s 258, 261, 264, 273 + A
<i>Cf. aussi</i>	
II. 1.6.	Allemagne
II. 15.6.	Italie

X. QUESTIONS POLITIQUES INTÉRIEURES DE LA CONFÉDÉRATION

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
1. Démission du Conseiller fédéral Häberlin			
18	12. 3. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Après l'échec devant le peuple de son projet de renforcer la sécurité de l'Etat, le Conseiller fédéral H. Häberlin démissionne. Le Conseiller fédéral J.-M. Musy demande la démission collective du Conseil.
2. Démission du Conseiller fédéral Musy			
20	15. 3. 1934 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseiller fédéral J.-M. Musy présente un projet de programme d'assainissement économique. Il demande au Conseil fédéral de se prononcer en sa faveur dès le lendemain. L'ultimatum de J.-M. Musy est refusé.
A	15. 3. 1934 Projet	J.-M. Musy	Projet de programme du Chef du DFD.
3. Lettre du Conseiller fédéral Pilet-Golaz sur la politique menée par le Conseil fédéral			
282	20. 8. 1936 L	DFPC (Pilet-Golaz) au Président de la Confédération (Meyer)	Pilet-Golaz sent s'effriter l'autorité du Conseil fédéral dans le pays. Il estime que le Gouvernement hormis la diplomatie et la défense nationale n'a pas de politique, ni de perspective d'avenir.
<i>Cf. aussi</i>			
V. La politique monétaire de la Suisse et la dévaluation du franc, n° 22 + A I et A II			

VI. DOCUMENTS

1

E 7110 1/130

*La Banque nationale*¹
à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique

L

Ungarn-Clearingverhandlungen
Abtragung von Finanzforderungen

Zürich, 10. Januar 1934

Wir kommen zurück auf Ihr Schreiben vom 4. d. Mts.², mit welchem Sie uns den Text einer Verbal-Note zustellten, mit der Sie beabsichtigten, der Ungarischen Regierung mitzuteilen, dass die Schweizerische Regierung neue Verhandlungen mit einer ungarischen Delegation nur auf der Basis der Erklärung vom 28. Juli 1933³ aufnehmen könne, wonach eine Abtragung von Finanzforderungen einzig und allein im Rahmen des Clearingverkehrs in Frage kommt.

Zu diesem Zwecke mag Ihnen eine Aufstellung über die schweizerischen Finanzforderungen gegen ungarische Schuldner dienen, bei der wir versucht haben, die Zahlen bis auf den jetzigen Zeitpunkt nachzuführen.

Gemäss Erhebungen, die von der Schweizerischen Bankiervereinigung und von der Schweizerischen Nationalbank durchgeführt wurden, können die schweizerischen Finanzforderungen an Ungarn wie folgt dargestellt werden (ohne Verbindlichkeit):

I. Forderungen aus Krediten, Vorschüssen, usw. der Banken
(Erhebung der Schweizerischen Nationalbank per 11. Nov. 1932)

a) Kapitalforderungen (Kredite und Vorschüsse)	Fr. 167 044 750.—
b) Aufgelaufene, nicht überwiesene Zinsen (per 11. November 1932)	Fr. 8 863 204.—
c) Kursgesicherte Pengöguthaben	Fr. 12 780 000.—
d) Andere Pengöguthaben	Fr. 770 500.—
	<u>Fr. 189 458 454.—⁴</u>

Von diesen Forderungen wurden bis Juli 1933 dem Stillhalteabkommen mit Ungarn — inklusive kursgesicherte Pengöguthaben — unterstellt: Fr. 73,8 Millionen.

1. Lettre signée G. Bachmann et M. Schwab.

2. Non reproduit.

3. Cf. DDS vol. 10, n° 318, n. 1.

4. Id., n° 170, A I.

2. Forderungen aus schweizerischem Titelbesitz

(Banken- und Kundenbesitz; gestützt auf Enquêtes der Schweizerischen Bankiervereinigung vom Mai/Juni 1932, die im Sommer 1933 ergänzt wurden).

a) Kursgesicherte ungarische Vorkriegsanleihen	Fr. 43 700 000.—
b) Nachkriegsanleihen	Fr. 20 196 700.—
c) In der Schweiz aufgelegte Obligationenanleihen	Fr. 77 500 000.—
	Fr. 141 396 700.—

Ausser diesen Guthaben bestehen noch schweizerische Titelforderungen in Kronen (Altbesitz) für einen Gesamtbetrag von Kr. 30.842.176.—, die zum Teil zwecks Aufwertung noch nicht abgestempelt sind. Infolgedessen kann eine Umrechnung in Franken nicht vorgenommen werden.

Zusammenstellung:

1. Forderungen der Banken	Fr. 189 458 454.—
2. Forderungen aus schweizerischem Titelbesitz	Fr. 141 396 700.—
Total	Fr. 330 855 154.—

Es erscheint in der Tat als ausgeschlossen, die Zinsen und sogar noch die Amortisationsquoten für diesen Betrag durch das Clearing leiten zu lassen.

Nur schon die Heimschaffung der Zinsen auf den obenerwähnten Fr. 330 855 154.—, sowie die Begleichung der schweizerischen Warenexporte nach Ungarn, selbst wenn sie in einem äusserst beschränkten Rahmen gehalten sind, wie im Jahre 1933, würden — da Ungarn sicherlich wieder einen Teil des Importerlöses als Devisenquote beanspruchen wird — das Clearing mit einem Betrag belasten, der aller Voraussicht nach in keinem Verhältnis zu den normalen Importmöglichkeiten stehen dürfte. Es wird sich somit fragen, ob für den Finanzdienst der Anleihen (Kategorie 2.), die auf dem Wege internationaler Emissionen aufgelegt wurden, nicht von Anfang an ausserhalb des Clearingverkehrs eine Regelung gesucht werden muss. Desgleichen dürfte auch für die Forderungen aus Krediten, Vorschüssen, usw. der Banken (Kategorie 1.) die Frage geprüft werden, ob man inbezug auf die Zinsen und allfälligen Amortisationsquoten nicht eine gewisse Rangordnung für die zum Transfer zugelassenen Forderungen vorsehen soll.

Wir wollten nicht verfehlen, Ihnen diese Bemerkungen zur Prüfung zu unterbreiten. Wir beehren uns, gleichzeitig darauf hinzuweisen, dass der schweizerische Bankenausschuss für Ungarn⁵, der heute zusammentrat, diese Frage ebenfalls besprach und den Wunsch äusserte, die schweizerische Regierung möge alles daran setzen, um den schweizerischen Gläubigerbanken die Heimschaffung wenigstens eines Teiles ihrer Kapital-, bzw. Zinsforderungen zu ermöglichen,

⁵ C'est-à-dire le Comité pour les Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie de l'Association suisse des banquiers.

wobei sich der Bankenausschuss in erster Linie zugunsten einer Regelung auf dem Wege des normalen Clearings aussprach, soweit eine solche Regelung sich erreichen lässt⁶. Eine Abklärung der Frage ist dringend notwendig, damit wir bei den bevorstehenden Verhandlungen über den Abschluss eines neuen Clearingabkommens inbezug auf die Behandlung der Finanzforderungen genaue Richtlinien besitzen.

6. *Le 23 janvier, la Direction de l'Union de Banques suisses écrit à la Division du Commerce:*
[...]

Von Ihren Mitteilungen haben wir mit grossem Interesse Kenntnis genommen und danken Ihnen für Ihre ausserordentlich wertvollen Bemühungen zur Unterstützung unseres Standpunktes verbindlich. Wir hoffen, dass die demnächst beginnenden Verhandlungen mit Ungarn bezüglich Berücksichtigung der Finanzforderungen endlich ein greifbares Resultat ergeben. Wir würden es ferner sehr begrüessen, wenn die immer noch pendente Weizen-Transaktion in der nächsten Zeit ausser Clearing erledigt werden könnte. Auf Grund der in den letzten Jahren gegenüber Ungarn gemachten Erfahrungen glauben wir, dass nur die Drohung mit einer drakonischen Einfuhrsperre im Falle einer weiteren Weigerung, unsere durchaus legitimen Wünsche endlich zu berücksichtigen, die ungarischen Schuldner zu einer Aufgabe ihres bisherigen intransigenten Verhaltens bewegen könnte.

2

E 2001 (C) 4/59

Procès-verbal¹ de la Conférence tenue au Palais fédéral le 18 janvier 1934

Difficultés relatives à l'application des traités d'établissement

Copie

Présents:

Division des Affaires étrangères:

MM. de Stoutz, chef de la Division des Affaires étrangères,
Bonna, conseiller de légation,
Kappeler,
Wagnière.

Division de la Police:

MM. Rothmund, chef de la Division de la Police,
Ruth, adjoint de la Division de la Police,
Baechtold, adjoint de la Police fédérale des étrangers.

Office fédéral du Travail:

MM. Renggli, directeur de l'Office du Travail,
Bartholdi, 2^{ème} chef de section,
Jobin.

1. *Non signé.*

*France*²

M. de Stoutz expose que, sous les effets de la crise et du nationalisme, le Gouvernement français a pris diverses mesures qui sont contraires à notre convention d'établissement³, telle la règle obligeant les entreprises à n'avoir qu'un certain pour cent d'employés étrangers⁴. Notre Légation a entrepris d'innombrables démarches, mais n'arrive pas à obtenir de réponse écrite. C'est ce qui l'a amenée à se demander s'il ne serait pas indiqué d'engager des négociations concernant les questions relatives au marché du travail.

Il est hors de doute que notre position pour de telles négociations n'est pas favorable et que, par suite de la disproportion existant entre le nombre des Français en Suisse et des Suisses en France⁵, nous serions dans un état d'infériorité. D'autre part, le mal ne réside pas tant dans le défaut d'accords que dans la non-application des accords existants. Le seul argument que nous ayons à l'égard de la France est le déséquilibre de notre balance commerciale⁶. Toutefois, nous faisons déjà valoir cet argument dans de nombreux autres pourparlers.

M. Renggli. La situation des Suisses en France est, en effet, préoccupante. Jusqu'en 1930, le nombre des Suisses partant pour la France était supérieur à celui des Suisses rentrant au pays. En 1931, par contre, le nombre des Suisses rentrant au pays a dépassé celui de ceux partant pour la France de 760; en 1932, de 910; en 1933, au cours du premier semestre, de 400. Ces chiffres sont ceux fournis par le Département militaire et sont, par conséquent, très sûrs, mais ne se rapportent qu'à des hommes. La disproportion des colonies respectives ne doit pas être perdue de vue si nous songeons à des négociations. Toutefois, les Suisses sont, en général, très estimés et nous pouvons, par conséquent, compter sur une certaine bonne volonté à notre égard.

En ce qui concerne l'assurance-chômage, nous traitons les Français en Suisse extrêmement bien et il n'y a pas de réclamations pendantes actuellement. A ce sujet, nous ne pouvons obtenir plus des Français que la ratification et l'exécution de l'arrangement de l'été dernier⁷. La convention d'établissement, de son côté, doit être maintenue. Elle a souffert dans son application par suite du contingentement des étrangers employés dans les divers corps de métier. Les projets prévoyant que les employeurs utilisant de la main-d'œuvre étrangère seraient frappés d'impôts spéciaux prohibitifs ont été abandonnés pour le moment. Nous devrions obtenir que toute règle non conforme à la convention d'établissement ne soit pas appliquée à nos ressortissants. Pour cela, nous n'avons pas de moyen de pression à notre disposition. Mais nous avons pour nous notre bon droit et des titres pour que le Gouvernement français fasse preuve de bonne volonté à notre égard.

2. Cf. aussi rubrique II.11.2: France, questions de travail.

3. Du 23 février 1882 (RO, 1882, vol. 6, pp. 362 ss.).

4. Imposée par la loi protégeant la main-d'œuvre nationale, du 10 août 1932. Cf. DDS vol. 10, surtout n° 238.

5. Soit environ 137 000 Suisses en France contre seulement 37 000 Français en Suisse. Cf. n° 16.

6. Cf. annexe au n° 6.

7. Daté du 9 juin 1933, l'arrangement n'entrera en vigueur que le 15 juillet 1937. Cf. DDS vol. 10, n° 298.

M. Rothmund. Il est clair que, si la Légation insistait trop dans ses démarches sur les questions de principe, on risquerait de lui répondre que la convention d'établissement en vigueur est désuète et qu'il faudrait en conclure une nouvelle, ce qui ne serait certainement pas dans nos intérêts. En revanche, elle ne doit pas avoir peur d'aller de l'avant énergiquement dans les cas isolés.

L'origine des mesures dont nous nous plaignons peut être attribuée à ce qu'au lendemain de la guerre, la France a passé de nombreux contrats de travail avec des pays comme la Tchécoslovaquie, la Pologne, etc. qui l'obligent à absorber un certain nombre d'ouvriers étrangers. Elle cherche à respecter ces traités et il est probable que la règle du contingentement des employés étrangers ne les viole pas. Nous souffrons de cette situation bien que nous n'y soyons pour rien.

Il y a aussi un aspect politique de la question. Nous n'avons plus qu'un pays voisin à système démocratique. Ce voisin ne devrait donc pas nous faire des difficultés particulières.

Pourquoi continuer nos démarches auprès du Ministère français des Affaires étrangères, qui ne répond pas et s'excuse en disant qu'il n'a pas d'influence sur les autres Ministères? Au Ministère du Travail, il semble qu'on n'ait pas une sympathie particulière pour nous. Le Conseil fédéral devrait charger M. Dunant de s'adresser au Président du Conseil ou au Ministre des Affaires étrangères personnellement et de présenter sa demande en la basant sur des cas particuliers.

Une dénonciation de la convention et l'état qui existerait en l'absence de convention ne seraient certainement pas à notre avantage.

Ce contre quoi nous devons nous élever avec la plus grande vigueur, c'est les mesures prises contre des Suisses établis en France depuis longtemps ou qui y sont nés et auxquels on refuse la carte d'identité. A ce point de vue, nous avons la conscience nette, parce que nous n'avons jamais pris des mesures contre un individu établi depuis longtemps en Suisse.

M. Kappeler signale qu'un très petit nombre de Suisses seulement s'adressent, lorsqu'on leur fait des ennuis, à nos représentants diplomatiques ou consulaires, de sorte que le nombre des cas sur lesquels nous sommes orientés ne s'élève guère à plus d'une vingtaine.

M. Renggli est sceptique quant à une démarche en haut lieu. Les services techniques enterreront les avantages que nous aurons obtenus en paroles. Comment pourrait-on éclairer l'opinion et faciliter à l'administration un traitement favorable de nos ressortissants?

M. Kappeler. Le contingentement des étrangers a été imposé par les parlementaires et l'administration y était opposée. En tout cas, dans la loi il n'y a pas de disposition concernant la répartition des contingents parmi les diverses nationalités. Une déclaration de bonne volonté ne sert à rien en ce qui concerne la limitation du pourcentage de la main-d'œuvre étrangère.

M. Rothmund. Il serait souhaitable que les Consulats fussent au courant de la question, pussent nous renseigner exactement sur la situation, nous signaler et suivre tous les cas concrets qui se produisent dans leur arrondissement. Pour cela, il faut qu'ils aient un personnel suffisant.

M. Bonna. Nous sommes en présence de difficultés d'exécution plutôt qu'en présence d'une mauvaise volonté fondamentale. Les syndicats excitent l'opinion, mais nous voyons, en revanche, les Français établis à l'étranger, avec à leur tête le

sénateur de Jouvenel, s'émouvoir. Il est un fait que les très nombreux Suisses établis en France n'ont pas l'habitude de se rendre au Consulat pour y raconter leurs ennuis. Cela a pour conséquence que les Consulats sont très mal renseignés, bien que nous ayons insisté depuis fort longtemps pour obtenir des informations précises de leur part.

M. *Rothmund*. Il faut faire des démarches simultanées à Paris et à Berne pour obtenir une déclaration de bonne volonté. D'autre part, les Consulats pourraient prendre contact avec les syndicats et devraient absolument avoir un peu d'esprit d'initiative.

M. *de Stoutz*. La conclusion à laquelle nous aboutissons, c'est qu'il nous faut entreprendre une démarche très sérieuse. A cet effet, nous préparerons pour notre Légation un aide-mémoire que nous soumettrons tant à la Division de la Police qu'à l'Office du Travail. Cet aide-mémoire sera remis par M. Dunant à M. Paul-Boncour. Simultanément, M. Motta verra le Comte Clauzel. Les Consulats seront renseignés sur la situation, les droits auxquels nos ressortissants peuvent prétendre et les assurances que nous aurons obtenues.

Italie

M. *de Stoutz*. En ce qui concerne l'Italie, notre situation est beaucoup plus favorable, vu la grande quantité d'Italiens en Suisse et le petit nombre de Suisses en Italie⁸.

M. *Kappeler*. En Italie, les Autorités sont bienveillantes, mais nos ressortissants sont en butte à des influences occultes sur les entreprises privées et, s'ils perdent leurs places, ils ne parviennent pas à être réengagés. Le but de négociations éventuelles avec l'Italie devrait être d'obtenir l'assurance que le parti et les syndicats ne feront pas pression sur les employeurs pour les empêcher d'engager des Suisses.

M. *Renggli*. Notre situation est forte. Nous engageons chaque année un grand nombre d'ouvriers saisonniers italiens et nous pourrions très bien nous passer d'une partie d'entre eux. En effet, nous avons eu des offres de Tchécoslovaquie⁹ à ce sujet. Nous devrions obtenir l'admission de commerçants et employés suisses. Il serait utile pour nos jeunes gens de pouvoir passer quelques années en place en Italie. Depuis 1926, le nombre des Suisses rentrés d'Italie a toujours dépassé le nombre des Suisses se rendant en Italie et notre colonie dans ce pays a diminué de 10%.

M. *Rothmund*. Nous devrions, en effet, obtenir des résultats en engageant des négociations avec l'Italie. Mais nous ne devrions pas nous mettre à négocier la révision du traité d'établissement¹⁰. Nous ne devrions notamment pas nous lier sur la question de l'établissement après cinq ans, parce qu'on a souvent observé que les Italiens venaient pour cinq ans en Suisse comme maçons, par exemple, et puis changeaient de profession.

8. Soit environ 127 000 Italiens en Suisse contre seulement 17 000 Suisses en Italie. Cf. n° 24.

9. Cf. aussi plus bas le paragraphe consacré à ce pays.

10. Du 22 juillet 1868 (RO, 1866—1869, vol. IX, pp. 624 ss.).

M. de Stoutz. La conclusion concernant l'Italie est que nous devrions engager des négociations, de préférence à Rome, au cours de ce printemps¹¹.

Belgique

M. de Stoutz. A l'égard de la Belgique, nous nous sommes heurtés à un refus d'entrer en discussion sur les subsides de chômage sauf dans le cadre d'une convention. Le Gouvernement belge a cependant fini par céder, vu ses obligations découlant de la convention de Washington¹². Toutefois, il continue à demander la révision du traité d'établissement¹³. Le nouveau traité serait établi sur la base du projet de convention de Genève¹⁴. L'étude de notre projet¹⁵ pourrait-elle être poussée et pourrait-on bientôt en communiquer les résultats au Gouvernement belge?

M. Rothmund. L'affaire a été mal emmanchée et il est indispensable qu'avant que nous présentions un projet, nous ayons entre spécialistes des deux pays une discussion dans laquelle nous expliquerions nos difficultés et les raisons pour lesquelles nous ne pourrions pas adopter certaines propositions belges conformes au projet de Genève, telle la règle des cinq ans pour l'établissement. Nous ne pourrions pas non plus admettre la clause de la porte ouverte; tant que nous n'aurons pas renoncé à la clause de la nation la plus favorisée, nous ne pouvons pas aller aussi loin. On pourrait conclure un arrangement secret à côté de la convention officielle.

M. Renggli estime que, s'il y a plus de Suisses en Belgique que de Belges en Suisse¹⁶, le chômeur belge en Suisse reçoit plus que le chômeur suisse en Belgique. Il y aurait donc pratiquement équivalence des prestations.

M. de Stoutz. Nous ferons savoir au Gouvernement belge que nous enverrons prochainement une délégation à Bruxelles pour amorcer les pourparlers concer-

11. Sur le résultat de ces négociations cf. n° 24 et annexe.

12. Convention internationale concernant le chômage, adoptée par la première Conférence internationale du Travail, tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919; adoptée par l'Assemblée fédérale le 3 février 1922, elle est entrée en vigueur pour la Suisse le 10 octobre 1922 (RO, 1923, vol. 39, pp. 217—222).

13. Du 4 juin 1887 (RO, 1889, vol. 10, pp. 540—544).

14. Du 5 novembre au 5 décembre 1929, a eu lieu à Paris une Conférence internationale sur le traitement des étrangers, organisée par la SdN, à laquelle la Suisse a été représentée. Cette conférence a mis au point un projet de Convention internationale sur le traitement des étrangers, projet qui a été remanié au cours d'une réunion officielle qui a regroupé à Genève, du 5 au 9 novembre 1931, les délégués de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Suisse. Le texte ainsi remanié a ensuite été soumis aux gouvernements ayant participé à la réunion de Genève. Le 24 mai 1932, le texte du projet de Convention revu par la Suisse, a été accepté par le Conseil fédéral et envoyé au Secrétaire général de la SdN (PVCF n° 860, E 1004 1/334). Sur toute l'affaire, qui ne débouchera sur aucune décision concrète, cf. E 2001 (C) 5/34—36.

15. Un projet de Convention d'établissement entre la Suisse et la Belgique a été mis au point en date du 18 septembre 1933 (E 2001 (C) 4/20).

16. Au début des années 30, il y a environ 5800 Suisses en Belgique (dont environ 150 chômeurs), mais seulement 1200 Belges en Suisse (cf. PVCF n° 1861 du 30 octobre 1934, E 1004 1/348).

nant la revision du traité d'établissement. Il est entendu que cette délégation partira après la conférence prévue avec les chefs de police des Cantons¹⁷.

Tchécoslovaquie

M. *Renggli* dit qu'on pourrait obtenir des concessions pour les Suisses en Tchécoslovaquie en consentant à l'admission d'un certain nombre d'ouvriers saisonniers tchécoslovaques.

Pays-Bas

M. *de Stoutz*. Aux Pays-Bas, nous n'avons aucun ennui. Les Hollandais désiraient entrer en négociation au sujet de l'admission réciproque des travailleurs.

M. *Rothmund*. Nous devons faire attention. Toutefois, nous pourrions faire une déclaration après la conférence avec les Cantons.

M. *Bonna*. Nous pourrions, en attendant, dire au Ministre de Hollande que nous consentirions à régler l'affaire par un échange de notes¹⁸.

17. Elle aura lieu le 22 mai. Cf. procès-verbal de la conférence in E 2001 (C) 4/59). Les négociations entre la Suisse et la Belgique auront lieu à Bruxelles du 30 novembre au 3 décembre 1934 (PVCF n° 115 du 25 janvier 1935, E 1004 1/350), puis du 25 au 28 février 1935, et aboutiront à des échanges de lettres et de notes, datés du 30 mars, non publiés à l'époque (cf. PVCF n° 483 du 22 mars 1935, E 1004 1/351, et E 2001 (C) 4/20—21). Deux des textes signés le 30 mars 1935 seront publiés plus tard dans le *Recueil systématique du droit fédéral*: l'Echange de lettres relatif à l'autorisation d'établissement accordée aux ressortissants des deux Etats ayant cinq années de résidence régulière et ininterrompue sur le territoire de l'autre Etat (0.142.111.723), et l'Arrangement relatif à l'admission des stagiaires (0.142.111.727).

18. Des négociations entre la Suisse et les Pays-Bas auront lieu à La Haye du 26 au 29 novembre (cf. PVCF n° 114 du 25 janvier 1935, E 1004 1/350, et E 2001 (C) 4/60—61). Elles seront suivies, le 16 février 1935, de la signature d'un Echange de notes relatif à l'autorisation d'établissement accordée aux ressortissants des deux Etats ayant cinq années de résidence régulière et ininterrompue sur le territoire de l'autre Etat, non publié à l'époque, mais publié plus tard dans le *Recueil systématique du droit fédéral* (0.142.116.364).

3

E 1004 1/344

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 19 janvier 1934*¹

105. Fondations fascistes suisses à l'étranger

Verbal

M. le *chef du département politique* communique qu'il a été avisé il y a quelque temps par M. Wagnière² de l'intention du colonel Arthur Fonjallaz³ et de l'avocat tessinois Rezzonico de créer un groupe fasciste suisse à Milan, sous la direction de M. Bühler, président de la chambre suisse du commerce. Il a donné pour instructions à M. Wagnière de faire une démarche pressante auprès de ce dernier pour le prier de renoncer à ce projet. Mais cette intervention n'a eu aucun résultat, puis-

1. *Absent: Pilet-Golaz.*

2. *Par lettre du 8 janvier* (E 2001 (C) 4/103).

3. *Cf. DDS vol. 10, nos 343 et 344 + A. Sur la personnalité du colonel A. Fonjallaz, cf. aussi la notice du DPF, non signée, datée du 1^{er} mars, envoyée le 2 mars par M. de Stoutz au ministre Wagnière:*

Le Colonel Arthur Fonjallaz est né en 1875 dans un asile d'aliénés, où sa mère, atteinte d'aliénation mentale, était internée. Il a débuté dans la carrière militaire avant d'avoir atteint sa majorité comme élève d'une école préparatoire d'officiers à Turin. Les circonstances dans lesquelles il a été admis dans cette école n'ont pu être déterminées. Il s'y trouvait au moment où il a été appelé à faire son école de recrue en Suisse.

Le Colonel Fonjallaz est entré dans le service d'instruction en 1900 et y est resté jusqu'en 1921. Officier d'état-major de la brigade 3 en 1914, il s'est débarrassé de son chef en lui faisant signer un rapport accablant pour lui. Cet acte a été, à l'époque, assez sévèrement jugé, mais n'a pas empêché Fonjallaz de recevoir le commandement d'un régiment, puis, en 1921, d'une brigade. Le Colonel Fonjallaz a pris sa retraite comme officier actif en 1923. Il semble s'être alors consacré à des affaires, notamment en Turquie, où il a dû perdre une part considérable de sa fortune personnelle. Rentré à Cully, où il possède une propriété magnifique, le Colonel Fonjallaz a cherché à se pousser dans la politique et a financé de ses deniers la création d'un parti agrarien vaudois, qu'il a quitté avec fracas lorsqu'il a vu qu'il n'arrivait pas à se faire élire député au Conseil national.

Madame Fonjallaz, née Gelser, a hérité en 1919 d'un oncle établi en Amérique du Sud une fortune de plusieurs millions, dont il doit certainement rester quelque chose aujourd'hui. Néanmoins, il y a quelques années, soit que sa femme lui ait coupé les vivres, soit que les revenus de cette fortune sud-américaine aient baissé, le Colonel Fonjallaz avait demandé au Département militaire de lui procurer du travail. Il fut ainsi chargé, à partir de 1931 sauf erreur, d'un cours d'histoire militaire à l'Ecole polytechnique fédérale. Le Colonel Fonjallaz a donné sa démission de chargé de cours à l'Ecole polytechnique en novembre 1933 et a été relevé de toute obligation militaire.

Au Département militaire, le Colonel Fonjallaz est jugé comme un officier extrêmement capable, d'une intelligence au-dessus de la moyenne, mais d'une instabilité de caractère qui le rendait d'un commerce peu sûr et permet de le considérer, à certains égards, comme un névrosé. Il est considéré comme un homme à lubies, désireux de jouer un rôle à n'importe quel prix. (E 2200 Rom 22/1).

que les journaux annoncent la constitution, sous la présidence de M. Bühler, d'un groupe fasciste suisse de la Haute-Italie, comprenant la Lombardie, le Piémont et la Ligurie⁴.

Cette création est infiniment regrettable. Il est à craindre, en effet, d'abord qu'elle ne soit un élément de division pour la colonie suisse, en outre que les autorités italiennes ne traitent plus favorablement des Suisses affiliés au groupe fasciste que les autres. Sans doute, le fascisme italien ne devait-il pas être, à l'origine, un objet d'exportation, mais depuis quelques années les avis se sont modifiés à cet égard, et le fascisme prétend aujourd'hui marcher à la conquête de l'Europe et du monde. Nous avons donc des raisons sérieuses pour entraver par tous les moyens le développement du fascisme suisse en Italie. Mais ces moyens ne sont malheureusement pas nombreux.

On peut se demander si nous ne devrions pas en appeler au gouvernement italien. A vrai dire, il serait singulier de devoir recourir aux bons offices d'un gouvernement étranger pour rappeler à la raison des Suisses qui n'ont pas voulu suivre nos conseils. Mais même au cas où l'on passerait outre à cette considération, il reste à savoir si une telle démarche aurait une utilité quelconque, si le gouvernement italien serait disposé à prendre des mesures qui iraient directement à l'encontre de l'idée fasciste. On doit en douter. Et il faut ajouter qu'après avoir laissé se fonder à Milan et ailleurs des sociétés politiques suisses, nous serions mal venus de demander des mesures contre une association politique dont les buts se rapprochent précisément beaucoup de ceux du gouvernement italien.

M. Motta a néanmoins prié M. Wagnière de sonder l'opinion gouvernementale à Rome⁵. Il demande aujourd'hui au conseil d'approuver les mesures prises et d'inviter le département à poursuivre son activité dans la même direction.

M. le *chef du département de justice et police* fait observer que l'affaire intéresse également nos colonies en Allemagne, où il s'est formé des groupes nationaux-socialistes suisses⁶. Ces formations présentent, outre le danger signalé par le chef du département politique, celui d'encourager les naturalisations et de favoriser ainsi un mouvement très actif tant en Allemagne qu'en Italie. Il est difficile d'assister passivement à ces formations. Mais les voies à suivre pour les entraver ne sont pas nombreuses. L'appel de M. Wagnière n'ayant pas été entendu, nous devons renoncer à agir par la persuasion à l'égard de nos nationaux. Il ne saurait être question non plus pour le Conseil fédéral de traiter différemment ceux qui sont entrés dans des groupements fascistes. Le seul moyen à notre disposition est donc, quelques inconvénients qu'il présente, de s'adresser au gouvernement italien. Il ne doit pas être impossible de le convaincre qu'il n'a pas lui-même d'intérêt à favoriser des groupements dont le développement sera déterminé beaucoup moins par des convictions que par des intérêts. Nous pouvons, d'autre part, donner l'assurance aux gouvernements étrangers que nous ne permettrions pas à leurs nationaux de former sur notre territoire des groupements qui se rattacheraient à la politique suisse. L'entreprise vaut en tout cas la peine d'être tentée, et plus tôt nous

4. Cf. annexe au présent document.

5. Par lettre du 18 janvier (E 2001 (C) 4/103).

6. Cf. n° 4.

agirons, plus efficace sera notre intervention, car si nous laissons se développer le mouvement actuel il nous sera impossible ensuite d'en devenir maître.

Il ressort de la discussion que tous les autres membres déconseillent actuellement une démarche auprès du gouvernement italien et comptent plutôt sur l'opinion publique suisse pour arrêter le mouvement. En conséquence, M. le président constate:

1° que le conseil est unanime à désapprouver la formation, dans nos colonies, de groupes qui transportent des conflits politiques sur territoire étranger;

2° qu'il est également unanime à approuver les mesures prises jusqu'ici par le département politique en Italie;

3° que dans sa majorité il n'estime pas le moment venu de faire une démarche auprès du gouvernement italien, la situation devant être éclaircie d'abord par les sondages de M. Wagnière.

ANNEXE

E 2001 (C) 4/103

Consulat de Suisse à Milan

Bericht zur Gründung der Schweizer Fascisten Gruppe in Mailand⁷

R

Mailand, 30. Januar 1934

Nachdem nun die erste grosse Überraschung etwas abgeflaut ist, erscheint es weniger schwierig die Lage zu betrachten, als man es in den ersten Tagen hätte tun können, wo auch gar mancherlei Gerüchte unsere Landsleute beunruhigen mussten und das umso mehr als viele von uns die Ereignisse, welche sich in diesem Lande vor 12 Jahren abwickelten, noch nicht vergessen haben.

Der Gedanke im Schosse der Schweizerkolonie Mailand, eine Gruppe der Schweiz. Fascistenpartei zu gründen, wie es sich nach und nach ergibt, muss in dem Momente entstanden sein, als im nahen Kanton Tessin die erste solche Gründung erfolgte⁸. Es mag daher sofort verständlich erscheinen, wenn der Tessinerführer dieser Gruppe, Herr Ing. Nino Rezzonico, auf Grund des Parteiprogrammes, Fühlungsversuche unternahm bei seinen hier wohnhaften nähern Landsleuten, und ein gewisses Interesse fand bei Herrn Arrigo Giambonini, ex Präsident der Patriotischen Verbindung «Pro Ticino». Als Obergauführer soll der soeben genannte Herr vorgesehen gewesen sein, aber gewisse Schwierigkeiten müssen sich ergeben haben während dem Vorbereitungsstadium, da zu befürchten war, dass wenn diese Bewegung einzig und allein von hier wohnhaften Tessinern angeführt werden sollte, der Erfolg in Frage gestellt sein würde. Daher musste man sich nach einer geeigneten, möglichst gut situierten Persönlichkeit umsehen, auch wenn sie einem Kanton der deutschen Schweiz angehören sollte. Diese Persönlichkeit, welche alle Voraussetzungen zum guten Gelingen der Sache in sich vereinigte, konnte nur Otto Bühler, Präsident der Schweizerischen Handelskammer in Italien sein, der infolge mehrerer, seinen Ehrgeiz nicht befriedigenden, und im Grunde genommen, kleinlichen Vorfällen, sich gekränkt fühlte. Bühler Otto ist geboren am 1. Februar 1890 in Mettmensstetten (Zürich) allwo er auch heimatberechtigt ist. Er ist ein energischer, fleissiger Kaufmann, seinen Reichtum hat er sich durch sein unermüdliches Arbeiten selbst zu verdanken.

Ich möchte auch nicht unterlassen hervorzuheben, dass Herr Bühler in der Kolonie sehr populär ist und sich als ex Präsident des Schweizervereins während drei Jahren grosse Verdienste erworben

⁷ Rapport rédigé par le chancelier J. Mosimann, portant en outre la signature du consul R. Hüni.

⁸ La fondation de la Fédération fasciste du Tessin remonte au 21 novembre 1933.

hat. Es ist möglich, dass wenn er anlässlich des 50j. Jubiläums des Schweizervereins im verg. Monat Dezember eine Ehrung erhalten hätte, wie er solche im Stillen vielleicht erwartet hat, er sich möglicherweise für die neue Partei nicht hätte finden lassen. Er liess nichts durchblicken, von dem was in ihm vorging, nicht einmal gegenüber seinen intimsten Freunden, und als sein Entschluss bekannt wurde, dieser in der ganzen Kolonie die grösste Verwunderung hervorrief. Daher kam es, dass die ersten Versammlungen der neuen Gruppe sehr stark besucht wurden und wenn die Gruppe heute die 200(?) Mitglieder überschreiten mag, so ist dieser Erfolg seiner Person zuzuschreiben. Man geht nicht fehl, wenn man annimmt, dass seine Wendung zur neuen Bewegung nicht aus Überzeugung zu einer guten Sache erfolgt ist, sondern zum guten Teil mag der Ehrgeiz wegleitend für ihn gewesen sein.

Ich habe weiter oben erwähnt, dass von den Absichten des Herrn Bühler nicht einmal seine intimsten Freunde Kenntnis hatten und dass er erst am 8. ds. seinem Freunde H. Schütz, Vize Präsident der Handelskammer erklärte, was er unternehmen wolle. Herr Schütz, nachdem es sich nicht um einen Spass handeln konnte, erklärte sofort, nicht einverstanden zu sein und übergab seine Demission als Vize Präsident der Handelskammer, auch weil Bühler es unterlassen hatte, vorerst die Gesandtschaft zu unterrichten und ihre Ansichten einzuholen⁹. Dieser Schritt des Herrn Schütz machte Eindruck und Bühler schlug vor, eine Vertrauensperson nach Rom zu senden, welche mit Herrn Wagnière Rücksprache nehmen sollte. Dieser Vertrauensmann liess sich finden in der Person des zweiten Vize Präsident der Handelskammer, Herr Adolf Senn, der Firma Dubied & Co. in Couvet, Sitz Mailand. Bühler musste sich verpflichten die schon zum Versand bereit gehaltenen Zirkulare — nicht — zu spedieren und auf die Antwort der Gesandtschaft zu warten, welche Antwort auf Donnerstag 11. crt. erwartet wurde. Herr Schütz zog hierauf seine Demission provisorisch zurück.

Eben in dieser fatalen Woche kam der Gründer der Schweiz. Fascistenpartei Fonjallaz, mit seinem Adjutanten Rezzonico nach Mailand, nahm Rücksprache mit Bühler und verreiste noch gleichen Tags nach Rom weiter um am Samstag derselben Woche (13. ds.) wiederum in Mailand zu sein. Im Laufe jener Woche habe ich zwei Mal mit der Gesandtschaft in Rom telefonische Rücksprache genommen und beide Male ersuchte mich Herr Minister Wagnière, Bühler zu bitten — nichts zu unternehmen — bis zum Eintreffen einer Antwort seitens der Gesandtschaft, was jeweilen sofort weitergegeben wurde. Bühler hatte sich ohne Zweifel schon beim ersten Zusammentreffen mit seinem heutigen Parteivorsteher derart kompromittiert, dass es ihm nicht mehr möglich war den überzeugenden guten Ratschlägen der Gesandtschaft, seiner Freunde und des Konsulates, Folge zu geben und der Bewegung fern zu bleiben. Am Samstag 13. ds. also nachdem er die Antwort der Gesandtschaft durch seinen Vertrauensmann erhalten hatte, gelangten die Zirkulare mit dem Parteiprogramm und einer Nummer des «Il Fascista svizzero» zum Versand.

Beinahe alle hier wohnhaften Landsleute erhielten die Sendung und im Zirkular werden, in der ersten Zeile, die besorgniserregenden Worte: «La vecchia patria svizzera è in pericolo. Bisogna salvarla!» dem Leser unter die Augen gebracht. Unterschrieben ist das Zirkular von Otto Bühler und Arrigo Giambonini¹⁰. Seit der Gründung dieser Gruppe und bis in die letzten Tage, wurden alle möglichen Gerüchte in Umlauf gesetzt, welche Gerüchte geeignet waren grösste Bestürzung hervorzurufen, allein nichts von alledem hat sich bis heute ereignet, sodass man die ganze Sachlage mit einer gewissen Ruhe zu überblicken und zu beurteilen vermag. Nach den bereits erwähnten Gerüchten hätte z. B. vor dem Konsulat demonstriert werden sollen (!), man wollte sodann allen schweizerischen Institutionen eine andere Verwaltung geben, wie z. B. der Schweizer Schule, dem Asilo Evangelico, u. s. w. aber nichts, wie gesagt, ist vorgefallen, was besonders beunruhigen könnte, mit Ausnahme von Drohungen auf sofortige Entlassung gegenüber jungen Angestellten, welche sich nicht der Bewegung anschliessen wollten. Der Vorfall hat sich in einem Bankhause zugetragen, wurde jedoch sofort durch die korrekte und erwähnenswerte Haltung des Direktors, ein Italiener, erledigt. Dieser liess den hitzigen Schweizer Fascisten zu sich kommen und erklärte,

9. *Pour plus de détails, cf. le rapport confidentiel de H. Schütz au ministre G. Wagnière, daté: Mailand, Anfang Januar 1934 (E 2001 (C) 4/103).*

10. *Un exemplaire de cette circulaire, datée du 10 janvier, se trouve in E 2001 (C) 4/103.*

dass in der Bank vor allem andern gearbeitet werden müsse und sollten weitere solche Einschüchterungen gemeldet werden, so müsste dann die sofortige Entlassung dieses Fascisten ins Auge gefasst werden.

Der Schreiber dieser Zeilen, hat seither mit Bühler verschiedentlich telephonische Besprechungen gehabt, anlässlich welcher dieser betonte, dass keinerlei Handlungen geduldet würden, welche zu Klagen Anlass geben könnten von Seite solcher Mitbürger, die nicht Anhänger der Bewegung seien. Im fernern bestreitet er, dass jemals Absichten bestanden hätten, noch sei von solchen Dingen in den Versammlungen gesprochen worden, vor dem Konsulate zu demonstrieren, oder sonstwie etwas zu unternehmen gegen schweizerische Institutionen, die den Zweck hätten die Kolonie zu schädigen. Dies hat Bühler auch anlässlich einer am verg. Donnerstag stattgefundenen Besprechung mit Herrn Konsul, in diesen Amtsräumen bestätigt. Andere ähnliche Friedensbeteuerungen des Herrn Bühler wären wiederum geeignet, diese ganze Angelegenheit nicht zu tragisch aufzunehmen, wenn nicht das Parteiblatt eine ganz andere Mentalität an den Tag legen würde.

Aus dem was vorangeht, kann gesagt werden:

1. dass die Gründung dieser extremen Gruppe nur möglich wurde durch die Mitwirkung des Herrn Otto Bühler,
2. dass dieser sich hat dazu bewegen lassen, durch seine aus dem eigenen Ehrgeiz herausgewachsene Unzufriedenheit,
3. dass bis heute keinerlei Vorfälle vorgekommen sind, welche zu berechtigten Besorgnissen Anlass geben könnten,
4. dass die Anhänger der Bewegung zum weitaus grössten Teil junge Leute sind, welche hoffen, aus der ganzen Sache einen Nutzen zu ziehen.
5. dass wiederum der weitaus grösste Teil der Kolonie sich der Bewegung nicht sympatisch gegenüberstellt.

Es ist indessen mit Sicherheit anzunehmen, dass eine wohl nur vorübergehende Desorientierung nicht zu vermeiden ist, noch vermieden werden konnte und das wegen der durchaus geräuschlosen Vorbereitungen. — Wenn nun auch und mit Recht angenommen werden kann, dass das hervorgehobene Interesse seinen Höhepunkt erreicht hat, und eine merkliche Zunahme neuer Anhänger der Bewegung in Frage kommt, so wäre es zu gewagt, heute schon die noch erforderliche Wachsamkeit abflauen zu lassen. — Jetzt erscheint auch der Moment da zu sein, wo von Seite der Treuen die Reaktion einzusetzen hat, wozu die Anzeichen vorhanden sind. Die vor Jahren gegründete und gewissermassen interesselos gewordene Gruppe der Neuen Helvetischen Gesellschaft dürfte wiederum aufwachen und ganz besonders in dieser Stunde nutzbringende Arbeit leisten. — Mit unserer Gesandtschaft wird z. Zt. korrespondiert bezüglich eines Zirkulars¹¹, welches an alle Mitbürger gelangen sollte und was auch von der Grosszahl der Kolonie gewünscht und als notwendig erachtet wird.

Bemerkenswert ist auch, wie hervorragende ital. Persönlichkeiten sich unsympathisch zur Sache stellen und nicht begreifen, wie die sonst ruhigen Schweizer im Auslande den Kopf verlieren können. Auch hat die hiesige Presse bisher, diese neue Bewegung kaum erwähnt und nur von der Gruppe ausgegangene Propaganda kommentarlos wiedergegeben.

Die nächsten Wochen, werden uns zeigen, wie weit die befürchtete Spaltung in der Kolonie zum Ausdruck kommen wird und wie sich die Extremen mit den Treuen vertragen werden. Diese letztern rechnen mit Bestimmtheit mit einem Abflauen in der neuen Gruppe, schon weil es den Anschein hat, dass nach dem nahen Tessin reisende Landsleute auch von Seite der ital. Behörde strenger Kontrolle unterzogen werden. So musste z. B. ein mir bekannter Landsmann am verg. Samstag in Como den Zug verlassen um sich im Polizeibureau auf Waffentragen untersuchen zu lassen. An der Grenze in Chiasso, so wird gemeldet, sei strenge Kontrolle der Reisepässe der Schwei-

11. *Une lettre circulaire — dont le texte définitif a été rédigé personnellement par G. Motta — va être envoyée à tous les Suisses résidant dans l'arrondissement du consulat de Milan, leur demandant de ne pas adhérer au nouveau groupe fasciste. Cf. lettre du chef de la Division des affaires étrangères du DPF, M. de Stoutz, au ministre Wagnière, du 31 janvier, à laquelle est annexée une copie de la circulaire (E 2200 Rom 22/1).*

zer angeordnet. Endlich hat Bühler, Herrn Konsul Hüni auf dessen Anraten hin versichern lassen, dass am 14. Februar¹² nächsthin die Gruppe Mailand, in Lugano — nicht — vertreten sein werde. Immerhin wäre es möglich das drei bis vier seiner Anhänger nach dem Tessin reisen könnten, ohne jedoch von der Gruppe beauftragt zu sein.

Das Konsulat verfolgt natürlich mit lebhaftestem Interesse die neue Bewegung und wird nunmehr in der Lage sein periodische Berichte abgehen lassen zu können.

12. *Date de la manifestation annoncée par les fascistes tessinois pour commémorer les journées des 14—15 février 1798, au cours desquelles les volontaires luganais avaient repoussé les Cisalpines et leurs alliés tessinois qui voulaient annexer les bailliages tessinois à la République cisalpine; ces journées avaient été suivies de la naissance du Canton du Tessin.*

Sur la manifestation annoncée par les fascistes, cf. la lettre du consul R. Hüni à G. Motta, du 25 janvier:

Riteniamo nostro dovere di renderLa avvertita, che la «Federazione Fascista Svizzera» costituitasi recentemente a Milano, e che sta ingrossando le sue file, ha deciso di partecipare in buon numero ad una passeggiata nel Cantone Ticino, indetta per il 14 Febbraio p. s., con mèta a Lugano ed a Bellinzona, allo scopo di fare una clamorosa dimostrazione, in unione ai militi della stessa idea esistenti nel Ticino.

Alcuni scalmanati, disgraziatamente ticinesi, non si peritano di dichiarare qui nei crocchi ticinesi, che sarà una grandiosa dimostrazione, e che stanno equipaggiandosi a dovere per la gita nel Ticino, ed «oleando le rivoltelle» per conseguire anche con la forza i loro scopi.

In tali dichiarazioni vi sarà certamente molta esagerazione, ma se uno solo di questi millantatori commettesse un atto inconsiderato, ne potrebbero derivare conseguenze dolorose, ragione per cui, secondo noi non sarebbe inutile qualche azione atta a prevenire eventuali sciagure, facendo cioè sorvegliare rigorosamente il 14 Febbraio ed anche qualche giorno prima, i passaggi di frontiera fra l'Italia ed il Ticino, esigendo la consegna delle armi da chi ne avesse.

Sur la lettre, Motta a noté: Communiquer au Parquet et à la Dir. gén. des Douanes. 27. 1. 34 (E 2001 (C) 4/103).

4

E 1004 1/344

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 janvier 1934

128. Groupements fascistes suisses à l'étranger

Verbal

(Voir le procès-verbal de la séance du 19 janvier)¹

M. le *chef du département politique* communique que, suivant ses instructions, notre ministre à Rome enverra à tous les consulats de Suisse en Italie une circulaire qui se prononcera énergiquement contre la formation de tout groupement fasciste suisse².

L'affaire de Milan a eu une répercussion à Berlin, où une quarantaine de Suisses ont formé un groupe national-socialiste³. Ce groupe, qui est dirigé par un pharmacien tessinois nommé Morganti et par un nommé Maey, deux personnages

1. Cf. n° 3.

2. Cf. annexe I au présent document.

3. Cf. E 2001 (C) 4/96.

peu intéressants, ne compte que des individus sans influence aucune et dont plusieurs ont subi des condamnations. M. Dinichert n'en parlera pas moins de cette affaire au ministère des affaires étrangères⁴ et il adressera également aux consulats une circulaire pour les mettre en garde contre la création de tels groupements.

M. le *chef du département de justice et police* déclare avoir fait examiner si les agissements des individus qui provoquent la formation de tels groupements, en particulier de l'architecte Theodor Fischer, à Zurich, ne tombaient pas sous le coup de la loi, mais il est arrivé à une conclusion négative. Le rapport⁵ qu'il a demandé sur ce sujet au ministère public est déposé sur la table du conseil.

Le conseil prend acte de ces communications.

ANNEXE I

E 2001 (C) 4/103

*Notice du Conseiller de légation de la
Division des Affaires étrangères du
Département politique, P. Bonna⁶*

Entretien téléphonique avec M. Wagnière, le 22 janvier 1934, à 11 h. ¹/₂

DT

J'ai fait savoir à M. Wagnière que le Chef du Département politique approuvait entièrement son intention d'avoir avec le Baron Aloisi, dès son retour à Rome, un entretien⁷ au cours duquel il lui

4. Cf. *annexe II* au présent document.

5. Ce rapport, daté du 22 janvier et rédigé par le procureur de la Confédération, F. Stämpfli, aboutit aux conclusions suivantes:

I. Strafbestimmungen:

[...]

Die Frage, ob durch ein neues Spezialgesetz gegen die schweizerischen Fascisten im Ausland, insbesondere gegen ihre Umtriebe gegen den schweizerischen Staat erlassen werden soll, kann in dieser kurzen Prüfung nicht beantwortet werden. Es sollte m. E. abgewartet werden, ob die Schritte des Bundesrates bei unsern Gesandtschaften und bei den ausländischen Regierungen Erfolg haben. Überstürzt sollte dies nicht werden. Wenn die Schweizer Kolonien erfahren, welcher Schwindler Maey ist, dürfte doch einige Ernüchterung eintreten.

II. Administrative Massnahmen:

Neben den diplomatischen Demarchen kommen zur Zeit keine administrativen Massnahmen in Betracht. Die Ausbürgerung von Schweizerbürgern bedarf m. E. eine Verfassungsänderung, ebenso die Schutzhaft. Die Frage, ob Massnahmen gegen die Zeitungen schweizerischer Fascisten ergriffen werden können, soll in anderem Zusammenhang geprüft werden. Die Frage, ob gegen die Ausreise verdächtiger Schweizer wie Fonjallaz und Fischer wirksame Massnahmen ergriffen werden können, soll mit der Fremdenpolizei geprüft werden.

Ich behalte mir vor, die Angelegenheit nach Kenntnisnahme des Berichtes unserer Gesandtschaft erneut zu prüfen. Die Umtriebe unserer Fascisten im Auslande müssen selbstverständlich im Auge behalten werden (E 4320 (B) 1/4).

6. *Annotation manuscrite de G. Motta*: Communiqué au C. f. en séance aujourd'hui. 23. 1. 34.

7. *Sur cet entretien, cf. la lettre de Wagnière à Motta, du 27 janvier*:

P. S. Je viens d'avoir avec M. Aloisi un long entretien. Je lui ai dit nettement l'opinion du Conseil fédéral et le désir que vous me chargiez d'exprimer, en lui représentant le tort qui pourrait résulter de la création de partis politiques au sein de nos colonies.

exposerait, à titre informatif et officieux, que la création d'un groupe fasciste au sein de la colonie suisse en Italie était vue d'un très mauvais œil par les Autorités suisses. J'ai annoncé, d'autre part, à M. Wagnière que M. Motta jugerait désirable qu'une circulaire invitant les Consuls de Suisse en Italie à dissuader les Suisses de leur arrondissement de s'affilier à des groupements politiques leur fût adressée le plus vite possible.

M. Wagnière m'a répondu qu'il était précisément en train de rédiger une telle circulaire, qui sera expédiée aujourd'hui même⁸.

M. Wagnière se propose d'envoyer une seconde circulaire si, comme il l'espère, il peut obtenir du Baron Aloisi, l'assurance que le Gouvernement italien n'encourage pas les initiatives du Colonel Fonjallaz. Le Consul de Suisse à Milan⁹, en particulier, serait invité à faire parvenir un exemplaire de cette seconde circulaire à tous les Suisses de son arrondissement consulaire.

D'après les indications recueillies par M. Wagnière, en effet, il est à craindre qu'un grand nombre de Suisses ne se croient obligés de s'affilier au parti fasciste suisse pour soutenir leurs intérêts d'affaires et défendre leur position aux yeux des Autorités italiennes. Des considérations de cet ordre semblent avoir pesé même sur la décision de M. Bühler. Celui-ci est chef d'une importante industrie et le Colonel Fonjallaz l'aurait persuadé qu'il était indispensable à la défense de ses intérêts de collaborer avec lui.

M. Wagnière juge que le meilleur moyen de lutter contre l'accroissement du parti fasciste suisse en Italie serait de pouvoir donner aux Suisses la certitude qu'ils ne risquent rien en se tenant à l'écart d'un pareil mouvement. M. Wagnière s'alarmait, à cet égard, de l'article de la «Stampa». J'ai pu le

Il m'a répondu qu'il était bien difficile au gouvernement d'agir sur les courants d'opinion parmi les Suisses en Italie. Le gouvernement italien n'a rien fait, m'a-t-il dit, pour encourager ces mouvements.

Je lui ai alors parlé de l'action du Colonel F[onjallaz] en exprimant le désir qu'aucun appui ne lui soit donné dans ses menées tendant à troubler la paix et l'union parmi nos compatriotes dans le royaume. M. Aloisi m'a promis d'en parler au Duce.

Il compte vous en référer personnellement à Genève prochainement.

8. *Voici le texte de cette circulaire, datée du 22 janvier:*

Signor Console,

Devo attirare la di Lei attenzione sul movimento che tende a creare, in seno alle nostre colonie, dei gruppi di un nuovo partito politico che s'intitola «partito fascista svizzero».

Il Governo federale si è dichiarato nettamente contrario a queste formazioni per i seguenti motivi:

1°) In terra straniera, la formazione di partiti politici, quali essi siano, non può avere uno scopo preciso e tende a creare divisioni nel seno delle nostre colonie ed a nuocere gravemente all'unione tanto necessaria fra gli Svizzeri all'estero.

2°) Nel caso presente, un movimento politico di forma prettamente estranea alle nostre tradizioni svizzere può provocare fra gli Svizzeri in Italia un gruppo contrario, e ciò al danno delle nostre buone relazioni coll'Italia amica. Per le stesse ragioni il Governo federale non avrebbe mai incoraggiato né approvato la formazione di partiti repubblicani fra gli Italiani in Svizzera.

3°) Può darsi che gli aderenti svizzeri a questo movimento pensano di guadagnarsi i favori delle autorità italiane al detrimento degli Svizzeri non aderenti. Ne risulterebbero due categorie di Svizzeri, i primi che godrebbero dei favori ufficiali, e gli altri che sembrerebbero *bene a torto* ostili al regime esistente in Italia.

Per queste ragioni La prego di cogliere ogni occasione di far conoscere ai Suoi connazionali il sentimento del Consiglio federale, solo responsabile delle nostre relazioni internazionali e della buona intesa nelle nostre colonie all'estero.

Conto sulla di Lei patriottica sollecitudine in questa assai grave circostanza.

P. S. Non si tratta naturalmente di convocare assemblee pubbliche a questo scopo. Ma qualora fossero convocate da altri, il Console saprà in qual senso egli dovrà intervenire ed esprimersi.

9. R. Hueni.

rassurer en lui disant que cet article n'était pas d'inspiration officielle et émanait simplement du correspondant à Genève de ce journal¹⁰.

ANNEXE II

E 2001 (C) 4/96

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie

L Vertraulich

Berlin, 25. Januar 1934

Im Verfolge meiner letzten Mitteilungen¹¹ über die Gründung einer Berliner Gruppe des Bundes nationalsozialistischer Eidgenossen möchte ich nicht unterlassen, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich gestern, bei einem gesellschaftlichen Anlasse, mit Freiherrn von Neurath und Staatssekretär von Bülow zu dreien auf die Begebenheit zu sprechen kam. Die Herren hatten der Presse entnehmen können, dass man sich diesetwegen in der Schweiz ziemlich aufgebracht zeigt. Ich habe ihnen gegenüber, unter kurzer Darlegung der tatsächlichen Umstände, das Vorkommnis auf das richtige Mass zurückgeführt und sie als Neuestes davon unterrichtet, dass sie die Geheime Staatspolizei, übrigens ohne mein Zutun, schon mit dem einen oder andern jener Leute befassen zu müssen glaube. Mit gewolltem Nachdruck erklärte ich Reichsminister und Staatssekretär, dass was mich vornehmlich beruhige, die Gewissheit sei, dass meine Landsleute in ihrem Unternehmen auf keinerlei Unterstützung seitens irgendwelcher deutscher Behörden rechnen könnten; ein anderes Verhalten müsste ja unsererseits als durchaus unfreundlich angesehen werden. Diese in vollstem Überzeugungstone vorgebrachte Auffassung fand die übereinstimmende Zustimmung beider Herren.

Aus Äusserungen von Beamten des Auswärtigen Amtes wie auch der deutschen Presse von heute morgen könnte man sogar annehmen, dass die deutschen Stellen bereit wären, gegen die Bildung solcher politischer Verbände durch Ausländer direkt vorzugehen. Sofern die ausländische Obrigkeit dies von sich aus unternimmt, kann es uns natürlich nur recht sein. Sollen wir aber ein derartiges Verlangen stellen? — Ohne ausdrückliche Weisungen Ihrerseits möchte ich es nicht tun, schon deswegen, weil eine einheitliche Stellungnahme gegenüber den Schweizern in den verschiedenen Ländern, insbesondere auch in Italien, mir gegeben schiene.

Sobald wir weiteres in der Sache vernehmen, werde ich berichten¹².

[...]

10. *Annotation manuscrite de Motta: [G.] Tonella.*

11. *Cf. lettre du 22 janvier, non reproduite.*

12. *Le 30 janvier, G. Motta adresse au ministre Dinichert la lettre suivante:*

[...] Il semble bien établi aujourd'hui que, loin d'avoir encouragé les initiatives d'Erich Maey et de Piero Morganti, les Autorités allemandes les observent avec défaveur et seraient assez disposées à faire rentrer dans l'ombre ces personnages agités et compromettants.

Nous inclinons à penser que, dans ces conditions, il est préférable pour nous de ne rien demander de précis et de nous borner à suivre avec vigilance l'évolution d'une situation qui paraît tourner à la confusion de Theodor Fischer et de ses turbulents affidés.

La lecture du rapport du Consulat de Suisse à Cologne dont vous avez bien voulu nous communiquer la copie nous confirme dans cette impression. Il est réjouissant de constater que, même dans cet arrondissement consulaire où nous nous étions figuré que certains succès des nationaux-socialistes suisses n'étaient pas impossibles, la colonie suisse réagit fortement contre la propagande de Theodor Fischer et, loin de se laisser entamer, s'éloigne de ceux qui ont perdu contact avec notre pays et nos traditions.

Nous avons lu, d'autre part, avec beaucoup d'intérêt la circulaire que vous avez adressée aux Consuls de Suisse afin de les mettre au courant des récents événements de Berlin et de les engager à désapprouver la formation de partis politiques au sein de nos colonies à l'étranger. Cette circulaire exprime exactement notre manière de voir.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 janvier 1934

141. Handelsvertragsverhandlungen mit Frankreich

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 22. Januar 1934

[...]¹

Die Verhandlungen waren und sind dadurch ausserordentlich erschwert, dass über landwirtschaftliche Produkte einerseits und industrielle Produkte andererseits getrennt mit zwei verschiedenen Ministern gesprochen werden musste. Es fehlt bei der gegenwärtigen französischen Regierung jede einheitliche Führung in der Handelspolitik, die im Grunde ziemlich ziellos von den allen möglichen Einflüssen zugänglichen parlamentarischen Kommissionen gemacht wird. Diese Zersplitterung und Verwirrung hat denn auch gerade in der allerletzten Zeit Frankreich zu schweren handelspolitischen Konflikten mit Deutschland, England und Italien geführt, was sich glücklicherweise für unsere Besprechungen nicht ungünstig auswirkte.

In der Frage der «liberté tarifaire»² haben die französischen Minister wie auch einzelne Mitglieder der Zollkommission der Kammer, mit denen unser Delegierter Fühlung aufnehmen konnte, die Berechtigung des schweizerischen Standpunktes durchaus anerkannt. Für die Mehrheit der Mitglieder der Zollkommission und des Parlaments besteht aber vorläufig dieses Schlagwort weiter, zum grössten Nachteil des französischen Exports, dem selbstverständlich andere Staaten die nötigen Zollgarantien auch nicht gewähren wollen, wenn Frankreich nicht Gegenrecht hält.

Unter dem Drucke der allgemeinen Situation und unserer Argumente hat aber die französische Regierung mit ausdrücklicher Zustimmung der Zollkommission der Kammer, die zu diesem Zwecke extra einberufen wurde, einen wesentlichen Schritt im Sinne unserer Forderungen gemacht: Der französische Vorschlag wurde, soweit es sich um den Export industrieller Produkte aus der Schweiz nach Frankreich handelt, dahin präzisiert und erweitert, dass:

- a) für die kontingentierten Positionen die im Handelsvertrag festgelegten Zölle auf mindestens sechs Monate gebunden werden und
- b) für die nichtkontingentierten Positionen eine solche Bindung für drei Monate offeriert wird.

Wenn man bedenkt, dass Frankreich gegenwärtig allen übrigen Staaten, mit

1. *Les négociations franco-suissees ouvertes à Berne en novembre 1933, après la dénonciation par la France de la convention de commerce de 1929 (cf. DDS vol. 10, nos 200 et 360) n'ont pas abouti. W. Stucki vient donc de mener à Paris des conversations directes, notamment avec les Ministères du Commerce et de l'Agriculture.*

2. *Cf. DDS vol. 10, n° 157.*

Ausnahme von Belgien, Zollbindungen nur auf die Dauer von vierzehn Tagen, Belgien auf die Dauer eines Monats, gewährt hat, so bedeutet dieser Vorschlag ein wesentliches Entgegenkommen gegenüber der Schweiz. Unsere weitergehende Forderung, auch für die nicht kontingentierten Positionen eine Bindung auf sechs Monate einzugehen, ist von der Zollkommission der Kammer und von der Regierung mit aller Bestimmtheit abgelehnt worden.

In Übereinstimmung mit der schweizerischen Delegation sind wir der Ansicht, dass der französische Vorschlag grundsätzlich als Basis für die bevorstehenden Verhandlungen angenommen werden kann und dass auf dieser Grundlage ein Abkommen auch für uns annehmbar ist, namentlich wenn es gelingt, in der Frage der Durchführung der Kontingentierungsmassnahmen die nötigen Sicherungen für unsern Export zu erhalten.

Was diese letztere Frage anbelangt, so möchten wir daran erinnern, dass nach dem Abkommen vom Juni 1932³ die Schweiz die ihr eingeräumten Kontingente für industrielle Produkte selber verwaltet, dass gestützt auf Kontingentsbescheinigungen, die die Handelsabteilung dem schweizerischen Exporteur ausstellt, die französische Zollverwaltung die Einfuhr zulässt und dass durch das System der «Bons de commande» den speziellen Verhältnissen für die Maschinenindustrie in befriedigender Weise Rechnung getragen werden konnte. In Frankreich macht sich nun begreiflicherweise das Bestreben geltend, die Verwaltung dieser Kontingente selber in die Hand zu bekommen und nicht mehr den Exportstaaten zu überlassen. So ist für die erwähnten, am 30. Dezember 1933⁴ neu kontingentierten Positionen die Kontingentsverwaltung von Frankreich beansprucht worden. Da wir selber dieses System von Anfang an durchgeführt haben und weiter durchführen, war es recht delikater, dagegen anzukämpfen. Schon die Erfahrungen, die seit dem 1. Januar 1934 gemacht worden sind, zeigen aber mit aller Deutlichkeit, dass die französische Verwaltung selber nicht in der Lage ist, eine solche Kontingentierung ohne ganz wesentliche Schädigungen für den Import durchzuführen. Herr Minister Stucki hat denn auch mit allem Nachdruck verlangt, dass auch für diese neu kontingentierten Waren, jedenfalls soweit sie im alten Handelsvertrag zu unsern Gunsten gebunden sind, die Schweiz die Verwaltung erhalte. Mit Rücksicht auf die Rückwirkungen gegenüber andern Ländern hat Frankreich diese Forderung zunächst abgelehnt; schliesslich wurde sie aber doch zugestanden für das ganze Gebiet der Maschinenindustrie und für einige andere Positionen, bei denen die Schweiz ganz besonders interessiert ist. Details sollen den kommenden Verhandlungen überlassen werden.

[...]

Wie mehrfach erwähnt, beziehen sich die bisher gemachten Ausführungen nur auf unsern Export industrieller Artikel, nicht aber auf landwirtschaftliche Produkte. Mit Bezug auf letztere, namentlich Käse, hat bekanntlich Frankreich schon auf den 1. Januar 1934 die Kontingentsverwaltung selber in die Hand genommen und will auf den 1. Februar unter allen Umständen die «liberté tarifaire». Im Hin-

3. Cf. DDS vol. 10, n° 177.

4. 150 positions nouvelles sont contingentées par le décret gouvernemental, dont 25 touchent la convention de commerce franco-suisse.

blick auf die ausserordentlich grosse Bedeutung unseres Käseexports nach Frankreich ist hier der Konflikt bedeutend wichtiger und schärfer. Das französische Landwirtschaftsministerium steht unter einem ungeheuren Druck der französischen Milch- und Käseproduzenten, welche verlangen, dass der Käsezoll auf den 1. Februar stark erhöht, das der Schweiz bisher eingeräumte Kontingent wesentlich vermindert und an der Selbstverwaltung des Kontingents durch Frankreich unter allen Umständen festgehalten werde. Dazu kommt, dass aus Budgetgründen für die Einfuhrbewilligungen eine sehr hohe «taxe sur les licences d'importation» eingeführt werden soll⁵. Alle diese Postulate stehen in direktem Widerspruch mit unsern wichtigen Ausfuhrinteressen für Käse. Die Tatsache, dass ab 1. d. Mts. die französischen Einfuhrbewilligungen in Paris ausgegeben werden sollen, hat bereits dazu geführt, dass bis zur Stunde, infolge der unbeschreiblichen Unordnung in den betreffenden Bureaux in Paris, entgegen allen uns gemachten Versprechungen noch keinerlei Einfuhrbewilligungen für den Monat Januar ausgegeben worden sind. Damit ist unser ganzer Käseexport nach Frankreich ins Stocken geraten, was sich angesichts der allgemeinen Lage auf unserem Käse- und Milchmarkt zu einer Katastrophe gestalten kann. Unter diesen Umständen hat Herr Minister Stucki dem französischen Landwirtschaftsminister folgendes erklärt: Die Schweiz hat bis jetzt bedeutend mehr französische landwirtschaftliche Produkte eingeführt, als sie solche nach Frankreich ausführen konnte. Sie ist bereit, das gegenwärtige Einfuhrregime beizubehalten, aber nur unter der Bedingung, dass ihre bisherigen Ausfuhrmöglichkeiten für Käse und kondensierte Milch nach Frankreich in keiner Weise verschlechtert werden. Sie kann weder der Kontingentsverwaltung durch Frankreich, noch einer Zollerhöhung, noch einer Verminderung des Kontingents zustimmen. Sollte Frankreich eine Einfuhrbewilligungstaxe erheben, so müsste die Schweiz die französischen landwirtschaftlichen Produkte mit einer entsprechenden Sondertaxe belegen, aus deren Ertrag den Exporteuren die französische Gebühr zurückerstattet würde. Sollte Frankreich den weitgehenden schweizerischen Vorschlag nicht annehmen wollen, so müsste die Schweiz schärfste Abwehrmassnahmen gegen alle französischen Landwirtschaftsprodukte, inklusive Wein und Holz, ergreifen. Die schweizerische Landwirtschaft ist infolge der französischen Massnahmen und Absichten äusserst beunruhigt, was bereits durch die Interpellation Moser-Schär⁶ zum Ausdruck gebracht wurde. Der Bundesrat ist aber auch fest entschlossen, mit *allen* Mitteln die bisherige Käseausfuhr nach Frankreich, die infolge der von der Schweiz verlangten höhern Preise für die französische Milch- und Käsewirtschaft keine wesentliche Bedrohung darstellt, aufrecht zu erhalten.

[...]

Die Lage ist, mit Bezug auf die Ausfuhr von Käse und kondensierter Milch nach Frankreich, also gegenwärtig noch unabgeklärt und ernst. Minister Stucki hat unter diesen Umständen alles denkbar mögliche gemacht, dass durch Vermittlung der schweizerischen Handelskammer in Paris und durch die zuständigen

5. Cf. DDS vol. 10, n° 96.

6. *Alors président de l'Union suisse des paysans. Les 4 et 9 janvier, cette association a fait connaître par lettres circonstanciées sa position à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique (E 7110 1/57).*

schweizerischen Konsulate in der französischen Presse und durch direkte Föhlung mit den Parlamentariern derjenigen französischen Gegenden, die bisher Wein, Gemöuse, Obst und andere Landwirtschaftsprodukte nach der Schweiz lieferten, die Gegenkräfte mobilisiert werden. Wenn auch leider nicht zu verkennen ist, dass der parlamentarische Einfluss der Milch- und Käseproduzenten wesentlich grösser ist, als derjenige der Wein-, Gemöuse- und Obstbauern, so dürfte doch eine solche Aktion die Regierung zu einer wesentlichen Annäherung an den schweizerischen Standpunkt föhren. Jedenfalls wird es unbedingt notwendig sein, dass wir auf den 1. Februar und so lange, bis eine befriedigende Regelung erzielt ist, die Einfuhr französischer Landwirtschaftsprodukte auf das äusserste einschränken. Die nötigen Weisungen an die Sektion für Einfuhr sind bereits erteilt worden.

Es erhebt sich nun selbstverständlich die Frage, ob wir uns, gestützt auf die eingangs gemachten Darlegungen, mit Frankreich über eine Regelung des *industriellen* Warenaustausches selbst dann verständigen können und wollen, wenn auf landwirtschaftlichem Gebiet eine Art Kriegszustand eintreten müsste. Mit Rücksicht darauf, dass die Bilanz im Austausch landwirtschaftlicher Produkte verhältnismässig für die Schweiz noch stärker passiv ist, als die allgemeine Handelsbilanz, und im Hinblick darauf, dass es äusserst bedauerlich wäre, wenn nicht wenigstens unser wichtiger industrieller Export nach Frankreich gesichert werden könnte, sind wir der Ansicht, dass eine industrielle Verständigung unter allen Umständen angestrebt werden muss. Man könnte sich höchstens fragen, ob nicht unsere in der starken Einfuhr landwirtschaftlicher Produkte aus Frankreich liegende Waffe auch zu Gunsten unseres industriellen Exports verwendet werden sollte. Wir glauben aber, auch ohne dies zu einer befriedigenden Regelung für die Industrie zu kommen und möchten deshalb jene Waffe ausschliesslich für den so ungemein wichtigen Export unserer Milchprodukte nach Frankreich reservieren. Das französische Handelsministerium steht auf dem gleichen Standpunkt und wird von der französischen Regierung zu erreichen suchen, dass man sich industriell verständigt, auch wenn dies landwirtschaftlich nicht möglich sein sollte.

[...]

Gestützt auf diese Ausführungen wird

beschlossen:

[...]

2. Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, der französischen Regierung mitzuteilen, dass er mit der Entsendung einer Delegation nach Bern zur Regelung der neu eingetretenen Schwierigkeiten einverstanden sei.

3. Die schweizerische Delegation wird unter allen Umständen daran festhalten:

a. dass als Grundlage für die Kontingentierung von schweiz. Käse die Ausfuhr vom Jahre 1933 genommen werde;

b. dass die Verwaltung der Kontingente für landwirtschaftliche Produkte der Schweiz zuerkannt werde.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 janvier 1934

169. Négociations commerciales avec la France

Verbal

M. le *chef du département de l'économie publique* communique que les négociations commerciales avec la France n'ont pas permis d'aplanir toutes les divergences. Il restait, en dernier lieu, à régler deux points concernant l'exportation des fromages suisses en France. Le premier avait trait à la gestion des contingents. Les expériences faites depuis le 1er janvier, date à laquelle la France a repris cette gestion, sont désastreuses pour nous. Par suite des formalités imposées aux importateurs, la quantité de fromage suisse introduite en France depuis lors est infime. Dans ces conditions, l'Union suisse des exportateurs de fromage perd sa clientèle et les personnes auxquelles la France accorde des contingents n'intéressent pas les exportateurs suisses. Le gouvernement français a dû se rendre compte que nous ne pouvions laisser subsister un régime qui aurait eu pour effet certain de ruiner notre exportation et il a consenti à nous rendre la gestion des contingents. C'est là le point le plus important.

Il subsiste, en revanche, une divergence sur le montant de ces contingents. L'arrangement officiel proposé par le gouvernement français table sur un contingent annuel de 520 wagons. Mais la France nous avait accordé des suppléments qui se chiffrent au total par plus de 130 wagons par an. Le gouvernement français nous a proposé en son temps des conventions prévoyant des contreprestations de notre part. C'est ainsi qu'on avait prévu un contingent de fromage en échange des exportations de lait des zones à Genève. Toutefois, ce système avait été envisagé par le gouvernement français uniquement pour se défendre contre des revendications analogues que d'autres Etats n'auraient pas manqué de formuler. En réalité, le contingent total accordé à la Suisse a été fixé en tenant compte du fait que nous achetons à la France beaucoup plus que nous ne lui vendons et surtout que nos importations de produits agricoles français sont très considérables. Le gouvernement français désire accorder jusqu'à fin mars un contingent qui corresponde à peu près au contingent officiel normal, mais il refuse d'accorder le contingent trimestriel qui correspondrait aux suppléments. M. Stucki, aussi bien que la Légation de Suisse en France, ont persisté à demander le contingent total et ils ont réclamé un supplément de 30 wagons pour les trois premiers mois de l'année. Le chef du département de l'économie publique a adressé la même réclamation à l'Ambassadeur de France, déclarant que le Conseil fédéral avait pris la décision de ne pas céder sur ce point.

La crise ministérielle française a rendu les négociations très difficiles. L'Ambassadeur affirme que l'ancien ministère avait décidé de refuser d'augmenter le contingent des 30 wagons que nous réclamons. La commission interministérielle

et le ministère excipent de leur incompétence et l'Ambassadeur fait savoir qu'il est impossible d'obtenir une réponse d'un ministère quelconque.

Nous avons proposé à la France de prolonger la période de transition jusqu'au 15 février, mais l'Ambassadeur a répondu que le transfert de la gestion du contingent à la Suisse était subordonné à la condition que l'arrangement fût prorogé au 31 mars. Nous nous sommes rendu compte qu'il fallait renoncer à notre proposition. Que faire maintenant?

M. Stucki estime que nous devons maintenir notre demande et allègue que, si nous laissons passer cette occasion, les 30 wagons seront définitivement perdus pour nous. La France, dit-il, avait le temps de réfléchir. Elle a laissé traîner cette affaire depuis très longtemps; elle cédera finalement. Même en cas de rupture, les réclamations des producteurs de vins, de légumes et de volaille auraient pour effet d'amener le gouvernement français à s'arranger avec nous. De l'avis de M. Stucki, ce serait une erreur de céder. Un représentant de l'Union suisse des exportateurs de fromages, consulté par le chef du département, estimait qu'il valait mieux envisager une rupture plutôt que de céder; en émettant cette opinion, il vivait dans l'idée que la France ne voulait pas nous restituer la gestion du contingent. Mais ayant appris que nous avons obtenu gain de cause sur ce point, il est d'avis qu'il ne faudrait pas risquer une rupture pour les 30 wagons qui sont en jeu.

Dans ces conditions, M. Schulthess propose la solution suivante: il ne veut pas renoncer à l'exportation des 30 wagons de fromage en France et il entend maintenir cette prétention en tout état de cause. D'autre part, il croit qu'on commettrait une erreur en allant au-devant d'une rupture. Vu la situation à Paris (crise ministérielle), il a le sentiment que cette rupture serait inévitable. A son avis, il conviendrait donc d'accepter les propositions françaises; il déclarera toutefois à l'Ambassadeur, et il le lui confirmera par lettre, que les 30 wagons dont le contingent du premier trimestre a été réduit devront nous être accordés lors des négociations au sujet de la prorogation des arrangements au-delà du 31 mars¹.

[...]

M. Schulthess déclare qu'il fait cette proposition étant donné la situation créée en France par la crise ministérielle et parce que, de cette manière, nous ne renonçons pas aux 30 wagons dont il s'agit: le règlement de cette question n'est différé que de quelques semaines.

[...]²

M. le *président*³ constate que le point de vue du chef du département militaire n'est défendu par aucun autre membre du conseil. La rupture des relations commerciales ne serait pas approuvée par le pays. D'abord en raison des nombreux intérêts en jeu. Ensuite parce qu'il s'agit d'une réglementation temporaire. Enfin, parce que nous aurions l'air d'avoir profité d'une manière inélégante de la crise ministérielle en France. Même si le gouvernement français cédait, il en resterait une amertume qui se paierait, et déjà au point de vue de notre exportation de fromages nous avons un intérêt à ne pas insister, car il sera plus facile ainsi de rattraper

1. Lettre de Schulthess au Comte Clauzel, 31 janvier (E 7110 1/57).

2. Dans la discussion, seul le chef du Département militaire appuie le point de vue de W. Stucki.

3. Pilet-Golaz.

per les 30 wagons dont nous sommes momentanément frustrés. Une rupture, qui durerait au moins un ou deux mois, nous ferait perdre 80 ou 100 wagons et, après un accommodement, nos exportateurs auraient mille peines, d'abord à les récupérer, ensuite à regagner une clientèle qui, dans l'intervalle se serait adressée à d'autres sources. En nous plaçant au point de vue des exportateurs de fromage eux-mêmes nous devons céder.

La proposition du chef du département de l'économie publique est ainsi *adoptée*⁴.

ANNEXE

E 2200 Paris 7/11

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant.*

L

Bern, 17. Februar 1934

Der französische Botschafter⁵ ist gestern nach Paris verreist, um, wie er mir sagte, auch noch Schritte zu tun im Hinblick auf die neuen Handelsvertragsunterhandlungen. Er wolle in dieser Beziehung zuerst mit der Verwaltung, im Handels- und Landwirtschaftsministerium, nachher mit den Ministern selbst und namentlich mit Herrn Barthou⁶ Fühlung nehmen und er scheint zu hoffen, dass er etwas erreichen kann. Er hat mir sogar in Aussicht gestellt, dass in Beziehung auf die bekannten 30 Wagen Käse schon in den nächsten Tagen eine teilweise Satisfaktion zu erhalten sei.

Ferner hat der Botschafter direkt gewünscht, dass ich Ihnen schreibe und auch Sie darauf hinweise, dass diese Reklamationen hinsichtlich der Käseeinfuhr dringende und ernste sind und dass Sie diese Mitteilung machen.

Ich möchte Ihnen daher noch einmal bestätigen, was Sie bereits meinem Brief an den Botschafter vom 31. Januar⁷, dessen Kopie ich Ihnen habe zugehen lassen, entnehmen können, dass wir als

4. *A la suite de cette décision, W. Stucki adresse au chef du Département de l'Economie publique la lettre suivante:*

Was der vorgestrige Beschluss des Bundesrates für mich bedeutet, brauche ich nicht nochmals zu wiederholen. Je länger und je ruhiger ich über die Sache nachdenke, desto mehr kräftigt sich in mir die tiefe Überzeugung, dass er die Stellung der Schweiz gegenüber Frankreich in einer Weise schwächt, die kaum wieder gutzumachen ist.

Ich hätte auch geglaubt, dass in einer so wichtigen Frage der Aussenhandelspolitik meine Ansicht und diejenige der Delegation wert gewesen wäre, vom Bundesrat angehört zu werden.

Ich habe bis jetzt die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz gegenüber dem Ausland mit Festigkeit vertreten können, getragen vom felsenfesten Vertrauen, dass Sie, Herr Bundesrat, und Ihre Kollegen damit einverstanden seien und hinter mir stünden. Diese Sicherheit besteht nicht mehr und damit fehlt die Kraft und die Freude an weiterer Arbeit.

Wenn ich, nach sehr reiflicher Überlegung, die Konsequenz aus dieser Lage für mich nicht sofort ziehe, so sind dafür zwei Gründe massgebend: einmal bin ich zur Stunde noch nicht in der Lage, Ihnen einen geeigneten Nachfolger vorzuschlagen. Sodann wurde ich durch meine Freunde darauf aufmerksam gemacht, dass ein solcher Schritt Ihnen und dem Bundesrat nicht unerhebliche Schwierigkeiten bereiten könnte. Da ich die schon bestehenden Sorgen zur Genüge kenne, so darf ich, trotz allem, die Verantwortung nicht übernehmen, dazu im gegenwärtigen Augenblick eine neue zu verursachen (J. I. 131/21, *lettre du 1^{er} février*).

5. *Le Comte Clauzel.*

6. *Ministre des Affaires étrangères.*

7. *Cf. n. 1.*

Vorbedingung für den Abschluss eines Abkommens die Wiedergutmachung des während der Ministerkrise ausgesprochenen vorübergehenden Verzichts der 30 Wagen verlangen müssen. Der Bundesrat hat dazumal einzig und allein mit Rücksicht auf die politische Lage und weil uns der Botschafter erklärte, dass kein Minister da sei, der einen Entscheid treffen könne, uns schliesslich für einmal und vorübergehend mit der Reduktion einverstanden erklärt, aber keinen Zweifel darüber gelassen, dass diese 30 Wagen Käse nachgeholt werden müssen, dass wir somit sachlich bei dem bleiben, was von uns immer verlangt worden ist. Schliesslich muss ich auch mit Rücksicht auf die Schwierigkeiten unserer Milchwirtschaft darauf dringen, dass die Menge des nach Frankreich exportierten Käses auf der Grundlage von 650 Wagen pro Jahr berechnet wird. Wir können nicht hinter diese Menge zurückgehen. Wollen Sie speziell auch auf die parlamentarischen Aktionen, Interpellation Moser⁸, hinweisen, aber auch betonen, dass die Vertreter der Landwirtschaft, die in sämtlichen bürgerlichen Parteien aber selbst in der sozialistischen Partei Unterstützung finden, vom Bundesrat kategorisch verlangen, dass er auf diesem Gebiete keinerlei Konzessionen mache.

Ich möchte auch nicht ermangeln, darauf hinzuweisen, dass, wenn Frankreich sich seinen bisherigen grossen Export sichern will, wir auf einer Verstärkung unseres Exportes nach diesem Lande unbedingt beharren müssen. Es ist unsere Pflicht, unsere Handelsbilanz zu verbessern und wir können uns nicht mehr erlauben, Exportüberschüsse fremder Staaten in dem Masse zuzulassen, wie es bisher geschehen ist. Käme uns Frankreich nicht entgegen, so müssten wir auch unsern Export aus diesem Lande einschränken.

Was den Käse betrifft, so wollen Sie noch speziell darauf hinweisen, welche gewaltigen Mengen landwirtschaftlicher Produkte, Wein, Gemüse u. andere Dinge wir beziehen und dass wir zu entschiedenem und energischen Abwehrmassnahmen greifen würden, wenn man uns nicht entgegenkommt.

Herr Stucki verreist nach Paris. Ich nehme an, dass Sie sich mit ihm über die Art und Weise verständigen, wie Sie neben ihm intervenieren und unsere Stellungnahme der französischen Regierung zur Kenntnis bringen. Wir müssen nach wie vor eine energische Handelspolitik führen und ich möchte nicht ermangeln, zu betonen, dass es sich auch beim in Frage stehenden Käsekontingent nicht um einen Verzicht, sondern nur um eine Aufschiebung handelt⁹.

8. Cf. n^o 5, n. 6.

9. *Par échange de lettres, le 31 janvier, la convention de commerce de 1929 a été une fois encore prorogée jusqu'au 31 mars (E 7110 1/57, lettre de Stucki à la Direction générale des douanes, 1^{er} février).*

7

E 1004 1/344

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 janvier 1934

185. Protection de la frontière du Liechtenstein

Dépt. des Finances et des Douanes. Proposition du 27 janvier 1934

Le département des finances et des douanes a déposé le rapport suivant:
«Der Regierungschef von Liechtenstein, Herr Dr. Hoop, hat kürzlich auf der eidg. Oberzolldirektion vorgeschlagen und mündlich mitgeteilt¹, dass die Situa-

1. Cf. *annexe au présent document.*

tion in Österreich² der Regierung von Liechtenstein zu Befürchtungen Anlass gebe und dass im Falle von Wirren in Feldkirch ein Eindringen von Verfolgten und Verfolgern auf liechtensteinisches Gebiet nicht ausgeschlossen erscheine, ebenso nicht die gewaltsame Entführung von Einwohnern liechtensteinischen Gebiets durch organisierte Banden aus dem Vorarlberg. Er gab dem Wunsche Ausdruck, dass dieses Eindringen durch das schweizerische Grenzschutzpersonal gegebenenfalls verhindert werden möge.

Der Oberzolldirektor gab keine endgültige Antwort; er wies darauf hin, dass Liechtenstein ein autonomer Staat sei, allerdings in das schweizerische Zollgebiet eingeschlossen, dass aber damit nicht die Frage gelöst sei, ob und wie weit die Schweiz befugt sei, ihr Grenzschutzpersonal zur Erfüllung polizeilicher bzw. politischer Aufgaben zur Verfügung zu stellen. Auf alle Fälle müsste ein offizielles Gesuch von Seiten Liechtensteins gestellt werden, das dann durch die beteiligten Departemente, insbesondere auch vom rechtlichen Standpunkte aus geprüft werden müsste.

Dieses Gesuch dürfte, wie wir heute erfahren, nächstens gestellt werden, sodass es angezeigt ist, schon jetzt die Frage durch den Bundesrat prüfen zu lassen.

I.

Mit der Einverleibung Liechtensteins in das schweizerische Zollgebiet haben wir die zolltechnische Bewachung der Landesgrenze zwischen der Schweiz und Liechtenstein vollständig aufgegeben; die Zollgrenze liegt an der politischen Grenze zwischen Liechtenstein und Vorarlberg. Die Zollgrenze verlässt den Rhein im Norden bei Bangs-Büchel, zieht sich um den Schellenberg südwärts in einer gebrochenen Linie an Feldkirch vorbei und gewinnt die Höhe der Drei Schwestern-Gruppe, um dann, das Saminatal quer in östlicher Richtung durchschneidend, vom Gallinakopf wieder südwärts zu verlaufen bis Naafkopf, wo sie mit der bündnerischen Grenze zusammentrifft. An den Grenzübergängen über den Rhein bei Sennwald, Haag, Buchs, Sevelen und Trübbach stehen somit keine schweizerischen Grenzschützer mehr.

Liechtenstein besitzt keine militärische Institution und nur ein ganz schwaches Polizeikontingent, das kürzlich in Österreich ausgebildet worden ist. Eine Bürgerwehr oder eine andere Organisation, welche die Regierungsgewalt mit Waffen unterstützen könnte, besteht unseres Wissens in Liechtenstein nicht.

Das schweizer. Grenzschutzpersonal ist mit den Familien in Liechtenstein stationiert an verschiedenen Orten, wie dies die Grenzbewachung erfordert. Der Bestand beträgt heute 45 Mann, davon 38 Verheiratete mit Familie und 67 Kindern.

II.

Vom Standpunkt der Zollverwaltung aus betrachtet ergibt sich folgendes:

Da zwischen Liechtenstein und der Schweiz keine Grenzkontrolle mehr besteht — ein Hauptvorteil des Zollvertrages mit Liechtenstein — so ist ein Durchbrechen des Zollcordons mit Waren an der liechtensteinisch-vorarlbergi-

2. Cf. n° 13 et annexe.

schen Grenze eine ebenso grosse Gefahr für unsere Wirtschaft, wie wenn der Schmuggel direkt von Vorarlberg nach der Schweiz getätigt worden wäre. Das gleiche gilt für das Eindringen unerwünschter Elemente. Die Schweiz hat somit ein Interesse daran, dass in der Grenzbewachung, vom zolltechnischen Standpunkte aus gesprochen, keine Lücke besteht. Aus diesem Grunde muss unseres Erachtens mit allen Mitteln, soweit sie dem Zolldienst zur Verfügung stehen, dieser Durchbruch verhindert werden.

III.

Etwas anders stellt sich die Frage, wenn es sich um das Eindringen von Banden handelt, die zum Zwecke des Umsturzes oder der Anstiftung von Wirren über die Zollstrasse, vielleicht sogar mit Pässen versehen, eindringen wollen, ohne zollpflichtige Waren mit sich zu führen. Diese Rückweisung wäre nun unseres Erachtens zweifellos Sache der Regierungsgewalt Liechtensteins, d. h. der liechtensteinischen Polizei. Wie bereits erwähnt kann aber diese Organisation einen nennenswerten Widerstand nicht leisten und wird an das Grenzschutzpersonal das Gesuch um Unterstützung stellen müssen.

Hier liegt der heikle Punkt. Würde es sich um das Eindringen in einen schweizerischen Kanton handeln, so wäre die Frage erledigt, indem der Bundesratsbeschluss vom 12. November 1926³ hierüber klare Weisungen gibt. Da es sich aber um fremdes Staatsgebiet handelt, ist nicht ausgeschlossen, dass diese Intervention zu einem Konflikt mit Österreich führen könnte. Da eine Durchbrechung des Zollkordons unter allen Umständen zu vermeiden ist — und zwar im schweizerischen Interesse — und da wir unsere Grenzwächter, denen wir den Befehl geben, den Durchbruch mit allen Mitteln zu verhindern, nicht opfern können und wollen, so kann sich daraus unter Umständen die Notwendigkeit ergeben, dieses Personal durch die Truppe zu unterstützen, also militärische Besetzung liechtensteinischen Gebietes.

IV.

In Gewärtigung des Gesuches des Fürstentums Liechtenstein, das in den nächsten Tagen eintreffen dürfte, glauben wir, folgenden Standpunkt einnehmen zu sollen:

3. *Daté en réalité du 16 novembre 1926. Cf. PVCF (Secret) du même jour:*

1. Das Grenzschutzkorps hat in Verbindung mit den Organen der kantonalen Polizei oder gegebenenfalls in Verbindung mit den aufbotenen Grenzbewachungstruppen, im Notfalle aber auch selbständig, Verletzungen des schweizerischen Hoheitsgebietes zu verhindern und ihnen entgegenzutreten, nötigenfalls unter Gebrauch der Waffen.

2. Das Zolldepartement wird beauftragt, im Sinne der obigen Richtlinien die Ausarbeitung einer Instruktion an das Grenzschutzkorps für dessen Mithilfe beim Grenzschutz zu veranlassen und dem Bundesrat zur Genehmigung zu unterbreiten.

3. Um die Zollverwaltung zu befähigen, die neue Aufgabe des Grenzschutzkorps durchführen zu können, wird das Zolldepartement beauftragt, im Laufe des Jahres 1926 über den normalen Bedarf hinaus eine Rekrutierung von ca. 50 Mann durchführen zu lassen.

4. Das Militärdepartement wird ermächtigt, der Zollverwaltung die nötigen Kampfmittel kostenlos abzugeben und die Instruktion der Grenzschutzmannschaft im Gebrauche dieser Mittel im Einvernehmen mit der Oberzolldirektion vorzunehmen (E 1005 2/3).

1. Das Forcieren der Zollgrenze zwischen Liechtenstein und Vorarlberg gegen den Willen der Zollverwaltung ist in gleicher Weise zu verhindern, wie an der schweizerischen Landesgrenze.

2. Das gewaltsame Eindringen von Personen zum Zwecke der Anstiftung von Unruhen oder zur Entführung von Personen ist in erster Linie durch die liechtensteinischen Polizeiorgane zu verhindern, die indessen nötigenfalls die Unterstützung des schweizer. Grenzwachtpersonals in Anspruch nehmen dürfen. Muss dieses Grenzwachtpersonal einschreiten, so gelten für den Waffengebrauch die Bestimmungen, die für die Grenzverletzungen schweizerischen Hoheitsgebietes durch den Bundesrat unterm 27. April 1927⁴ genehmigt worden sind.

3. Die liechtensteinische Regierung muss für die Folgen dieser Intervention ausdrücklich die Verantwortung übernehmen.

Unseres Erachtens erweist es sich zudem als angezeigt, die österreichische Regierung in Wien darüber zu informieren, dass zum Schutze der schweizerischen Zollinteressen ein Forcieren der Grenze zwischen Vorarlberg und dem schweizerischen Zollgebiet angegliederten Liechtenstein mit allen Mitteln verhindert werden müsste. Das gleiche treffe zu für die Grenze zwischen Österreich und dem schweiz. Hoheitsgebiet.

V.

Wir geben uns Rechenschaft von der weittragenden Bedeutung des unter IV gestellten Antrages. Wenn der Antrag nicht zum Beschluss erhoben werden sollte, so sollten unseres Erachtens schon jetzt die Konsequenzen gezogen werden. Da wir unsere Leute nicht umsonst opfern und anderseits einem Bandeneinbruch nicht untätig zusehen wollen, so ergäbe sich u. E. als Schlussfolgerung, dass unsere Mannschaft aus Liechtenstein zurückgezogen, d. h. dass der Vertrag mit Liechtenstein gekündigt werden müsste, unter Zurückverlegung der Zollgrenze an die politische Landesgrenze. Wir sprechen uns mit allem Nachdruck gegen eine halbe Lösung aus, die dahin gehen würde, den status quo zu belassen, um dann bei einem Überfall nicht von den Waffen Gebrauch zu machen.»

Dans la séance du matin, M. le *chef du département politique* a donné lecture de la note⁵ du gouvernement de Liechtenstein qui est annoncée dans le rapport du département des finances et des douanes et qui est parvenue depuis le dépôt de ce dernier.

M. le *chef du département militaire* estime que, pour des raisons morales déjà, il serait impossible d'abandonner le Liechtenstein à son sort s'il venait à être menacé. On ne manquerait pas de considérer un tel acte comme une sorte de trahison. Malgré toutes les conséquences qui peuvent résulter de l'adoption de la proposition no 1 du département des finances et des douanes, elle s'impose. Nous avons, au reste, un intérêt direct à protéger la principauté contre des bandes dont l'action pourrait finalement compromettre son indépendance et la placer sous la

4. Il s'agit des dispositions adoptées par la Direction générale des douanes conformément à la décision du Conseil fédéral du 26 novembre 1926 (cf. n. 3 ci-dessus); depuis cette date, un certain nombre de postes de douane, à commencer par ceux situés à la frontière entre le Tessin et l'Italie, avaient été équipés de fusils mitrailleurs. Cf. PVCF (Secret) du 27 avril 1927 (E 1005 2/3).

5. Cf. annexe au présent document.

coupe d'un gouvernement étranger. Sans doute la défense de la frontière entraîne-t-elle des risques, et l'on doit se demander ce qui se produirait si nos gardes-frontière étaient repoussés. Le rapport du département des finances et des douanes envisage, pour cette éventualité, même une occupation militaire du Liechtenstein. Mais c'est une question qui touche au droit des gens et à notre neutralité. La première mesure à prendre serait, au surplus, d'envoyer des renforts puisés dans le corps des gardes-frontière lui-même.

M. le *chef du département politique* déclare appuyer fermement les conclusions du rapport et considère qu'en retirant ses gardes-frontière du Liechtenstein la Suisse commettrait un acte de faiblesse impardonnable. Quant à une occupation militaire du pays, il n'y a pas lieu d'en envisager l'éventualité, car la mesure ne vient pas des troupes autrichiennes. Ce que le gouvernement du Liechtenstein craint, ce sont des bandes irrégulières, que nos gardes-frontière, une fois munis de fusils-mitrailleurs, seraient certainement en mesure de repousser.

M. le *chef du département de l'économie publique* rappelle qu'il a combattu jadis le projet d'union douanière avec le Liechtenstein⁶ et constate que les difficultés actuelles justifient pleinement les craintes qu'il avait émises alors. Le mouvement de synchronisation s'étend au-delà des frontières de l'Allemagne et fait de sérieux progrès en Autriche. Il s'agit de savoir quelle attitude devront prendre nos gardes-frontière à l'égard de bandes nationales-socialistes qui tenteraient de pénétrer sur le territoire de la principauté pour y fomenter des troubles. Contrairement au département des finances et des douanes, M. Schulthess estime que leur rôle n'est pas de résister à la violence. On n'a pas le droit de demander à nos gardes-frontière, qui ont une mission purement douanière, d'exercer la police. Le droit de police est lié à la souveraineté, et nous n'avons aucun droit de souveraineté sur le Liechtenstein. La question d'une occupation militaire que soulève le rapport nous montre à quels dangers nous nous exposons en suivant la voie qui nous est proposée. On veut nous engager dans une aventure dont les conséquences sont absolument imprévisibles. L'opinion n'admettrait jamais que nous exposions le pays à un conflit avec l'Autriche à propos du Liechtenstein, qui ne vaut pas qu'on lui sacrifie une goutte de sang suisse. Il est facile, au reste, de dire que les gardes-frontière se borneront à empêcher des éléments indésirables de pénétrer dans le pays. Mais, dans un territoire aussi restreint, les conflits se transportent facilement de la frontière à l'intérieur. Et alors c'est l'intervention, avec toutes ses conséquences: notre neutralité compromise, les réclamations des puissances, le reproche justifié adressé au Conseil fédéral d'avoir outrepassé les pouvoirs que lui ont confiés les chambres en approuvant un traité, qui a un caractère exclusivement douanier. Par ces motifs, M. Schulthess propose de ne pas autoriser les gardes-frontière à assumer des fonctions de police et de les confiner strictement dans leur rôle douanier.

M. le *chef du département de justice et police* appuie les conclusions du départe-

6. Traité entre la Suisse et la Principauté de Liechtenstein concernant la réunion de la Principauté de Liechtenstein au territoire douanier suisse, du 29 mars 1923, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1924 (RO, 1923, vol. 39, pp. 565 ss.).

Sur la négociation de ce traité, cf. DDS vol. 8, rubrique II.17.1: Liechtenstein, l'accord douanier; sur l'opposition manifestée à l'époque par E. Schulthess, cf. surtout nos 158 et 216.

ment des finances et des douanes. Nous avons conclu avec le Liechtenstein une convention dont nous ne pouvons pas nous départir en raison de ce que l'application présente aujourd'hui un certain danger. Mais il est inutile d'envisager une occupation militaire. Ce que nous voulons, c'est que nos gardes-frontière défendent leurs postes, et rien d'autre. Des instructions précises devront leur être données à cet égard, avec les moyens de les exécuter.

M. le *chef du département de l'intérieur* votera la proposition n° 1 du département des finances et des douanes, mais sans vouloir fermer les yeux sur les risques qu'entraîne son adoption pour nos gardes-frontière pour le cas où, par exemple, nous serions obligés d'occuper la ligne du Rhin avec nos troupes tandis qu'ils défendraient la ligne des douanes.

M. le *président*⁷ comprend que le département des finances et des douanes considère comme impossible que la Suisse se départisse du traité d'union douanière. Outre qu'une telle décision ne pourrait avoir effet qu'à la fin de l'année et qu'elle ne lèverait donc nullement les difficultés actuelles, elle ne serait pas élégante, parce que la morale n'y trouverait pas son compte, elle ne serait pas prudente non plus, parce qu'elle donnerait l'impression que nous obéissons à la peur. D'un autre côté, si nous engageons le pays, à propos du Liechtenstein, dans des complications internationales, on ne nous le pardonnerait pas. Le Liechtenstein ne vaut pas cela, ni au point de vue économique, ni au point de vue militaire. Moralement parlant, la Suisse n'a pas intérêt non plus à se laisser entraîner dans des complications internationales pour un pays dont les institutions, dont la mentalité diffèrent si profondément des nôtres. Ces complications pourraient être sérieuses car, si le national-socialisme devenait maître de l'Autriche, toute intervention suisse contre un coup de main national-socialiste dans le Liechtenstein appellerait non seulement des réclamations de l'Autriche, mais celles de ses deux grands voisins, dont les institutions se trouveraient être alors analogues aux siennes. Nous devons tout faire pour ne pas nous exposer à une pareille situation. M. le président envisage, à cet effet: 1° de communiquer à l'Autriche que, d'accord avec le gouvernement du Liechtenstein, nous avons donné aux gardes-frontière stationnés dans ce pays les mêmes instructions qu'à ceux qui gardent notre frontière nationale; 2° de faire savoir au gouvernement de la principauté que nous sommes prêts à assumer les engagements qu'il nous demande, mais à bien plaisir, afin de réserver le cas où il devrait faire place à un gouvernement national-socialiste; 3° de renforcer les gardes-frontière stationnés au Liechtenstein dans une mesure assez importante pour que nous ne soyons pas obligés de les appuyer par des troupes.

Dans la séance de l'après-midi, M. le *chef du département des finances et des douanes* déclare que la douane disposera, au Liechtenstein, d'une centaine d'hommes, soit d'un effectif assez fort pour pouvoir faire face à l'attaque de bandes, même nombreuses. Si nos gardes devaient être attaqués par une troupe, ce qui est d'ailleurs très peu vraisemblable, la question se poserait tout autrement, et le Conseil fédéral aurait à prendre d'autres décisions. Il est peu probable également que des troubles se produisent à l'intérieur du pays. Mais il est bien entendu

7. *Pilet-Golaz.*

que dans cette hypothèse nos gardes-frontière n'auraient pas à s'y immiscer: leur mission sera de protéger la frontière exclusivement.

M. le *président* constate que le conseil est d'accord sur ces points avec le chef du département des finances et des douanes et que la question d'une occupation militaire n'est pas envisagée. Le conseil passe à l'examen des propositions du département des finances et des douanes.

Le préambule est adopté dans le texte suivant:

«Angesichts des Gesuches des Fürstentums Liechtenstein wird beschlossen:»

Proposition n° 1. Sans changement.

Proposition n° 2.

M. le *chef du département de l'intérieur* demande que le texte soit modifié de manière à exprimer clairement que les autorités liechtensteinoises ne pourront pas disposer purement et simplement de nos gardes-frontière. En conséquence, la proposition est adoptée sous la forme suivante:

«2. Das gewaltsame Eindringen von Personen zum Zwecke der Anstiftung von Unruhen oder zur Entführung von Personen ist in erster Linie durch die liechtensteinischen Polizeiorgane zu verhindern. Das schweizerische Grenzschutzpersonal kann sie auf deren Ansuchen darin unterstützen. Muss es einschreiten, so gelten für den Waffengebrauch die Bestimmungen, die für die Grenzverletzungen schweizerischen Hoheitsgebietes durch den Bundesrat unterm 27. April 1927 genehmigt worden sind.»

Proposition n° 3. Sans changement, mais avec une adjonction suivant laquelle le gouvernement liechtensteinois sera informé⁸ que les mesures susmentionnées sont prises jusqu'à nouvel avis et que les instructions données aux gardes-frontière ne visent pas le cas où des troubles se produiraient à l'intérieur du pays.

Proposition n° 4 (avis au gouvernement autrichien):

«Informen le gouvernement autrichien des mesures susmentionnées, prises d'accord avec le gouvernement du Liechtenstein.⁹»

M. le *chef du département de l'économie publique* déclare qu'il est d'accord qu'on arme les gardes-frontière de fusils-mitrailleurs et qu'on leur charge de défendre le cordon douanier, mais non pas qu'on leur attribue des fonctions de police.

Les propositions du département des finances et des douanes sont ainsi *adoptées* à la majorité avec les modifications susmentionnées.

ANNEXE

E 2001 (E) 1969/262/12

Le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein au Département politique¹⁰

N

Vaduz, 25. Januar 1934

Dem Eidgenössischen Politischen Departemente beehrt sich die fürstliche Regierung unter höflicher Bezugnahme auf die Unterredungen, die Herr Regierungschef Dr. Hoop am 23. d. M. mit

8. Cf. note du Département politique au Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein, du 10 février (E 2001 (E) 1969/262/12).

9. Le 10 février, le Département politique charge le ministre de Suisse à Vienne, M. Jäger, de faire le nécessaire auprès des autorités de Vienne (E 2001 (E) 1969/262/12).

10. Annotation marginale de Motta: Dem Bundesrat heute mitgeteilt. 30. 1. 34.

Herrn Oberzolldirektor Gassmann und Herrn Dr. Feldscher, Sektionschef des Eidgenössischen Politischen Departements hatte, nachstehendes zu unterbreiten:

Die Entwicklung im benachbarten Österreich lässt die Möglichkeit nicht ausgeschlossen, dass über kurz oder lang dort die nationalsozialistische Bewegung die Oberhand gewinnt und die Macht übernehmen wird. In diesem Falle ist zu erwarten, dass eine grosse Zahl politischer Flüchtlinge versuchen wird, das Ausland zu erreichen. Für Personen, die auf Schleichwegen die Grenze zu überschreiten trachten werden, erscheint nach Ansicht der fürstlichen Regierung die Nordgrenze unseres Landes vom Rhein bis zu den Dreischwestern als besonders geeignet und sie befürchtet, dass die mit der Ausübung der Fremdenpolizeikontrolle betraute Grenzwaache vielleicht nicht genügen dürfte, um eine wirksame Kontrolle auszuüben. Da aber eine solche nicht nur im Interesse Liechtensteins, sondern auch der Schweiz gelegen zu sein scheint, nach welcher ein Grenzübergang aus Liechtenstein ohne weitere Kontrolle möglich ist, gestattet sich die fürstliche Regierung dem Eidgenössischen Politischen Departement die Frage zur geneigten Prüfung zu unterbreiten, ob in diesem Falle nicht eine gewisse Verstärkung des Grenzwachtkorps geboten erschiene.

Die fürstliche Regierung versichert, dass ihre Polizeiorgane der Inlandskontrolle selbstverständlich die grösste Aufmerksamkeit widmen werden, wobei sie jedoch nicht verhehlt, dass die wenigen zur Verfügung stehenden Kräfte kaum genügen dürften, um allen Unliebsamkeiten vorzubeugen und sie wäre deshalb besonders dankbar, wenn die zuständigen Schweizerischen Behörden diese Frage in wohlwollendem Sinne prüfen und erledigen würden.

8

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 35

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 3 Vertraulich

Berlin, 31. Januar 1934

Die bedeutsame gestrige Rede Hitlers werden Sie heute morgen ungefähr gleichzeitig gelesen haben wie wir in Berlin. Ich habe sie natürlich im Reichstag auch mitangehört, und es kann nicht bestritten werden, dass sie auf die unmittelbare Zuhörerschaft grossen Eindruck gemacht hat. Trotz gewisser zum zehnten Male gemachter Erklärungen und Behauptungen bleibt sie ein Glanzstück der eigenartigen Hitler'schen Redekunst. Der Reichskanzler war in guter Form, was auch bei der Lektüre zum Ausdruck kam. Bald ruhig und gemessen, bald ausgesprochen ironisch, bald leidenschaftlich ernst, verstund er es, dem Inhalte des Schriftstückes, das grossenteils in erkennbarer Weise aus der eigenen Feder stammt, seine volle Wirkung zu geben. Es war ihm übrigens leicht, den bisweilen stürmischen und selbstredend einmütigen Beifall dieses einparteiischen Parlaments da herauszuholen, wo es dem Redner am passendsten schien. Es wirkte z. B. erheiternd und etwas bemügend zugleich, den eigenen Sohn des früheren Kaisers, den Gruppenführer und Reichstagsabgeordneten Prinzen August Wilhelm überzeugten Beifall klatschen zu sehen, als Hitler, «bei aller Ehrerbietung vor den wirklich grossen Kaisern und Königen», der Monarchie eine ungestüme «zeitgemässe» Absage erteilte. Übrigens eine bemerkenswerte Stelle der Rede: «Wer Deutschlands letzte Spitze verkörpert, erhält seine Berufung durch das deutsche Volk und ist ihm allein ausschliesslich verpflichtet.» — Wenn schon

eines näheren oder fernerer Tages die Monarchie, dann also ein Volkskaiser. Das gestattet allerhand Spekulationen im Augenblicke, wo infolge der Vereinheitlichung des Reiches die deutschen Länderdynastien der endgültigen Vergessenheit geweiht zu werden scheinen. Diese Einstellung des nationalsozialistischen Staates zur Frage der Monarchie entspricht übrigens dem, was ich verschiedentlich zu berichten Anlass nahm über die im jetzigen Zeitpunkt aussichtslosen Hoffnungen und Bestrebungen der deutschen Monarchisten.

Die ganze Anlage und Tonart der Rede entspricht der Gewissheit des Führers, der seiner Partei die Macht für vorderhand ein Jahrhundert prophezeit. Das Machtbewusstsein tritt als vollkommen in Erscheinung. Überall da, wo sich ein Widerstand zeigt, wird unbedingter Kampf angesagt, so insbesondere auch den Kirchen. Das Couplet über die Unfruchtbarmachung klang höhnisch und wurde ebenso belacht.

Desgleichen höhnisch und dazu falschklingend waren die Erklärungen, besser gesagt die Ausfälle gegen Österreich, meines Erachtens das missratenste Stück der zweistündigen Rede. Man beteuert, sich nicht in die innern Angelegenheiten des fremden Staates mengen zu wollen, tut es aber tatsächlich doch¹. Sie finden auch den Ausspruch Hitlers, über den ich Ihnen gelegentlich schreibe, diesmal öffentlich bestätigt, dass er seine österreichische Heimat genügend kenne, um über sie zu denken und gegenüber ihr zu handeln, wie er es zu tun pflegt. Dabei schwitzte mein österreichischer Kollege und Nachbar im Reichstag ordentlich.

Als Gegenstück zu den österreichischen Darlegungen folgten unmittelbar die zwei der Schweiz gewidmeten Sätze. Die uns zgedachten «Millionen Bürger deutscher Nationalität» gereichten mir nicht zu besonderer Genugtuung. Erfreulicher war die Feststellung, dass bei uns eine «ersichtlich vom Vertrauen des schweizerischen Volkes getragene Regierung besteht, die — wie Hitler fortfuhr — es daher auch nicht nötig hat, innere Schwierigkeiten auf aussenpolitische Motive zurückzuführen». Dieser Passus wurde auch von der Versammlung, sichtlich in wohlgemeinter Absicht, gutgeheissen.

Sofort nach der Kanzlerrede wurde dem Reichstage das in seinen Konsequenzen kaum zu überblickende Gesetz über den Neuaufbau des Reichs zur Genehmigung unterbreitet. Es ist der Fall, hier zu sagen, dass es vor sich ging «comme une lettre à la poste». Der Wortlaut des Gesetzentwurfes wurde nicht verlesen, sondern während der Sitzung unter die Abgeordneten, in Maschinschrift geschrieben, verteilt. Erste, zweite und dritte «Lesung» folgten sich unmittelbar und innert zwei bis drei Minuten war die Sache unter Dach. Einige Sekunden später versah der Reichskanzler, an seinem Platze stehend, bejubelt, das Gesetz mit seiner Unterschrift, das noch gleichen Tags die Verkündung durch den Reichspräsidenten erfuhr.

Am selben Abend kam ich noch mit dem bayerischen Staatsminister und Reichsjustizkommissar Dr. Frank zusammen, einer der Kronjuristen des jetzigen Regiments und Schöpfer des Reichseinheitsgesetzes. Er glaubte, mich zu der Auslassung des Kanzlers gegenüber der Schweiz beglückwünschen zu sollen. Ich erwiderte, dass ich die gute Absicht zu schätzen wisse, indessen an dem zwischen

1. *Remarque marginale de G. Motta*: richtig.

der Schweiz und Österreich hergestellten Parallelismus kein ausgesprochenes Vergnügen finde. Ich liess dabei durchblicken, dass es den Schweizern für die Haltung der deutschen Regierung gegenüber Österreich an Verständnis mangle. Minister Frank fühlte sich begreiflicherweise etwas persönlich berührt, da, wie Ihnen erinnerlich, er es war, der vor einigen Monaten aus Österreich ausgewiesen und raschenstens über die deutsche Grenze heimbefördert wurde. Er verteidigte jedenfalls sein damaliges Verhalten, worauf ich mich auf die Bemerkung beschränkte, dass nach schweizerischer Auffassung eine wie die ihm widerfahrene Behandlung eine Einmischung in die innern Angelegenheiten des Aufenthaltsstaates zur Voraussetzung hätte. Wichtiger aber war die bestimmte Erklärung Franks mir gegenüber, dass man in Deutschland eine politische Tätigkeit von sog. nationalsozialistischen Schweizern² in keiner Weise billigen und dulden würde.

2. Cf. n° 4 et annexe II.

9

E 2001 (C) 4/41

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Istanbul, H. Martin*

Copie

L DT

Berne, 3 février 1934

Nous référant à l'entretien téléphonique que vous avez eu, le 1^{er} février, avec le Chef de la Division des Affaires étrangères¹, nous avons l'honneur de vous confirmer que nous approuvons pleinement votre intention de vous rendre le plus promptement possible au Caire. Nous avons pris note que vous comptez vous embarquer pour l'Égypte le 12 février et nous en avons informé le Président de la Commission commerciale suisse au Caire, encore que nous ayons lieu de penser que vous vous êtes mis directement en rapport à ce sujet avec M. Ernest Trembley.

Nous formons des vœux chaleureux pour la pleine réussite de votre voyage, dont l'objet ne comporte pas d'autres instructions que celles qui résultent de la correspondance que nous avons déjà échangée à ce propos.

Rappelons toutefois, pour prévenir toute possibilité de malentendus, que votre mission se trouve définie par notre lettre du 29 mai 1933², dont la décision prise, le 12 juin, par le Conseil fédéral³ reproduit les passages essentiels. Le premier objectif de votre voyage est de prendre contact avec la colonie suisse en Égypte pour déterminer sur place que seraient, dans un accord entre la Suisse et l'Égypte permettant au Conseil fédéral d'établir une Légation au Caire, les intérêts qu'il est

1. *M. de Stoutz.*

2. *Non reproduit.*

3. *Cf. DDS vol. 10, n° 273, n. 2.*

essentiel de sauvegarder et les points sur lesquels l'intransigeance n'est pas opportune. Vous aurez à déterminer, d'autre part, si les pourparlers entamés par M. Trembley⁴ en vue de la conclusion d'un traité d'amitié entre la Suisse et l'Égypte qui nous assurerait en fait les avantages du régime capitulaire peuvent être repris avec quelque chance d'aboutir.

Notre lettre du 19 juin⁵ vous a indiqué de façon détaillée quelle a été, jusqu'ici, notre attitude dans les négociations relatives au traité d'amitié et quelles sont les graves hésitations que nous éprouverions aujourd'hui encore à modifier notre point de vue.

Notre lettre du 24 octobre⁶ a précisé enfin la manière dont nous envisageons que vous prendrez contact avec le Roi d'Égypte⁷ et le Ministère des Affaires étrangères. Le Gouvernement égyptien étant, depuis la fin de l'été dernier⁸, au courant de l'intention du Conseil fédéral de vous envoyer en Égypte pour une reprise éventuelle des négociations commencées il y a dix ans et conjecturant sans doute que, pressés d'aboutir, nous sommes disposés à faire des concessions, il semble, en effet, désirable de ne pas donner à votre voyage, d'une façon trop accentuée, le caractère d'une mission officielle auprès du Gouvernement égyptien et de souligner plutôt qu'il s'agit avant tout — tel est bien le cas du reste — de déterminer quelle est la situation exacte de nos colonies et comment il peut être tenu compte de leurs vœux.

Vous ne manquerez certainement pas de nous tenir au fur et à mesure au courant de vos constatations et observations, des désirs qui vous seront exprimés par nos compatriotes et des impressions que vous aurez données vos premiers contacts avec les Autorités égyptiennes. Sur le vu de vos rapports, nous préciserons, si besoin est, les instructions que nous vous avons déjà données. Pour le moment, nous croyons pouvoir nous borner à vous recommander de tâter le terrain en évitant de vous engager à fond et en prenant garde surtout de donner aux Autorités égyptiennes l'impression que nous sommes prêts à abandonner les positions que nous avons défendues jusqu'ici.

[...]

4. En décembre 1924. Cf. DDS vol. 9, n° 15.

5. Non reproduit.

6. Cf. DDS vol. 10, n° 347.

7. Fouad I^{er}.

8. Cf. DDS vol 10, n° 332.

10

E 1004 1/344

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 février 1934

223. Négociations commerciales avec la Turquie

Dépt. de l'Economie publique. Proposition du 5 février 1934 et communiqué du 6 février 1934

Le Département de l'Economie publique communique ce qui suit:

«Nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'accord commercial signé le 1^{er} février 1934¹ et l'accord de clearing conclu le 29 décembre 1933 avec la Turquie².

I. Accord commercial

Nous avons dit, dans notre proposition du 8 décembre 1933³, que la Suisse s'était engagée dans l'accord commercial provisoire conclu le 4 décembre 1933 avec la Turquie et venant à expiration le 11 février 1934 à conclure dans un délai de deux mois un accord définitif réglant les relations commerciales entre les deux pays sur la base d'un clearing. Comme les négociateurs turcs devaient se rendre vers la fin du mois de décembre dernier à Rome, à l'effet d'y négocier avec le Gouvernement italien, nous avons convenu de poursuivre nos conversations dans la capitale italienne. Les négociateurs suisses étant retenus toutefois par d'autres pourparlers importants, nous avons prié notre Ministre en Turquie, M. Henri Martin, de négocier le nouvel accord, comme nous l'en avons déjà chargé pour celui du 4 décembre. Nous remîmes, entre temps, au chef de la délégation turque, Numan Bey, lors de sa visite à Berne nos demandes relatives au nouvel arrangement. Ce dernier a pu être signé à Rome le 1^{er} février, après des négociations d'environ trois semaines. Nous rappelons, à cette occasion, que les pourparlers qui ont eu lieu à Berne au mois de décembre dernier avaient pour objet la conclusion d'un accord de clearing, sur lequel nous rapportons plus loin et que la Turquie a édicté, depuis la fin de 1931, des limitations et interdictions d'importation qui gênent considérablement notre exportation⁴.

L'accord commercial du 1^{er} février 1934 n'a trait qu'aux mesures limitant ou interdisant l'importation. Il contient, dans son essence, les dispositions suivantes:

Tout en reprenant les stipulations de l'arrangement provisoire du 4 décembre, le nouvel accord étend sensiblement la liste des produits pour lesquels la Suisse

1. Non publié, sauf listes annexes (cf. n. 5 ci-dessous). (K I/1269.)

2. L'accord entre en vigueur le 11 février 1934 (RO, 1934, vol. 50, pp. 196—200). Cf. aussi DDS vol. 10, n^{os} 369 et 378.

3. Datée en réalité du 6 décembre, et reprise dans le PVCF du 8 décembre 1933. Cf. DDS vol. 10, n^o 369.

4. Pour plus de détails, cf. DDS vol. 10, n^o 212.

obtient la libre importation en Turquie (liste A). Il y a lieu de mentionner parmi ces produits le chocolat, la farine lactée, les tresses et cloches de chapellerie, les fils de coton, broderies, dentelles, corsets, certains instruments et appareils et les machines, dont l'entrée en Turquie était pour ainsi dire rendue impossible jusqu'à présent. L'importation de certaines catégories de machines, tout en n'étant pas contingentée, sera subordonnée, toutefois, à une autorisation du Gouvernement turc. D'autre part, la Turquie alloue à la Suisse des contingents qui lui permettront de reprendre la vente sur le marché turc d'articles importants pour son exportation (tissus de coton, soie artificielle et tissus de laine) (liste C). Nous n'avons pu obtenir des contingents de chaussures, sous-vêtements en crêpe de santé et de mouchoirs imprimés (jasmas), qu'en nous engageant à autoriser l'importation hors contingent de tapis turcs, pour une valeur équivalente. La Turquie, qui s'efforce de développer son industrie, n'a accordé des contingents pour aucun de ces articles à d'autres pays. La Suisse s'est vu refuser, pour la même raison, toute concession en ce qui concerne les tissus de soie, la lingerie et diverses catégories de sous-vêtements (bonneterie). L'importation de ces articles en Turquie demeure interdite. Cependant, le Gouvernement turc s'est engagé, dans une lettre secrète, à nous faire bénéficier immédiatement des avantages qu'il pourrait accorder dans ce domaine à des pays tiers.

La Suisse garantit à la Turquie de maintenir, autant que possible, en faveur de son importation, le régime libéral qu'elle lui applique actuellement. Elle lui accorde un contingent de tapis correspondant approximativement au chiffre de ses importations en 1931.

Tout bien considéré, l'accord signé le 1^{er} février représente une très sensible amélioration sur le régime appliqué actuellement à l'importation suisse en Turquie et surtout sur les dispositions qui étaient en vigueur avant l'accord provisoire du 4 décembre, lequel arrive donc à expiration le 11 février prochain.

Nous ajoutons que le texte du nouvel accord ne sera pas publié. En revanche, les listes annexes A, B et C paraîtront dans la Feuille officielle suisse du commerce⁵.

II. Accord de clearing

La conclusion de l'accord commercial prémentionné avait été liée, par le Gouvernement turc, à la condition qu'un régime de clearing soit institué entre la Suisse et la Turquie. Lorsque cette proposition de conclure un accord de clearing nous fut soumise pour la première fois, nous nous sommes refusé catégoriquement à entrer dans cette voie, étant donné que jusqu'à présent aucune plainte ne nous était parvenue au sujet du paiement de nos marchandises exportées en Turquie. En effet, la Turquie a institué, depuis bientôt deux ans, des restrictions en matière de devises. Ces restrictions n'étaient applicables qu'aux pays ayant institué un même régime de devises. La Suisse n'étant pas parmi ces pays, la législation turque en matière de devises n'avait pas empêché, jusque-là, le paiement de nos exportations ni de nos créances financières. La Commission de clearing, dans

5. N^o 31 du 7 février, pp. 347—348.

laquelle les différentes branches de notre économie nationale sont représentées, s'est entièrement ralliée à notre point de vue.

Dans la suite, cependant, le Gouvernement turc a insisté en déclarant formellement qu'il ne pourrait pas être question de conclure un accord commercial sans accord de clearing et que, par conséquent, des rapports commerciaux ne sauraient exister sans système de clearing.

Cette manière de voir correspond à un plan bien déterminé du Gouvernement turc, prévoyant une économie entièrement dirigée pour pouvoir contrôler non seulement le commerce extérieur de la Turquie, mais surtout son bilan des paiements. Le système de clearing permettant de contrôler de la façon la plus complète toutes les relations commerciales et financières entre deux pays, le Gouvernement turc entend — pour prouver qu'il applique rigoureusement les principes établis — entretenir des relations commerciales et financières exclusivement avec les pays avec lesquels il a conclu des accords de clearing.

Dans ces circonstances, il ne nous restait qu'à accepter la condition posée par le Gouvernement turc et à entrer en négociations pour la conclusion d'un accord de clearing. Pour mener ces négociations une délégation turque s'est rendue au mois de décembre 1933 à Zurich, où un accord, soigneusement préparé par nous et examiné au sein de la commission de clearing, fut conclu en deux jours. Nous nous permettons de vous soumettre cet accord⁶. Il se rapproche, dans son ensemble, des autres accords de clearing, de sorte que nous pouvons nous dispenser d'en expliquer les différentes stipulations. La nécessité de prévoir des dispositions spéciales pour le rapatriement des créances antérieures éventuellement bloquées ne s'est pas fait sentir, car, comme nous l'avons expliqué, de tels arriérés n'existent pas dans nos relations avec la Turquie. Néanmoins, nous avons jugé opportun d'insérer une disposition prévoyant le rapatriement, par le système de clearing, des créances arriérées, qui pourraient éventuellement exister mais que nous ignorions au moment de la conclusion de l'accord (art. 11).

Une entente a été difficile à réaliser au sujet de la répartition de la contrevaletur des importations turques en Suisse. En effet, le Gouvernement turc prétendait réclamer, pour sa propre Banque nationale, le 40% de ses importations en Suisse. Nous n'avons pas cru pouvoir accéder à cette demande, étant donné que les importations turques en Suisse n'auraient pas permis de maintenir une importation suisse en Turquie correspondant aux besoins de notre exportation et à notre commerce avec ce pays pendant les années précédentes. La délégation turque a finalement cédé à notre pression, de sorte que nous avons pu obtenir, pour le paiement de l'exportation suisse en Turquie, le 70% de l'importation turque en Suisse.

Nous aurions désiré stipuler, dans l'accord même, l'obligation pour la Turquie, d'employer le 30% de l'exportation turque mis à la disposition de la Banque centrale de la République de Turquie pour le règlement des dettes financières turques envers la Suisse⁷. Les délégués turcs nous ont assuré qu'il ne pouvait pas être question d'employer ces 30% autrement que pour le paiement des créances financières suisses, mais ils ont refusé énergiquement d'insérer dans l'accord une disposition y relative. Ils ont motivé ce refus par les conséquences qu'une pareille dispo-

6. Cf. n. 2 *ci-dessus*.

7. Cf. *DDS vol. 10, annexe au n° 230*.

sition pourrait avoir pour leurs relations avec d'autres pays, avec lesquels leur bilan des paiements est actif. Nous avons dû nous contenter, finalement, de la promesse verbale de la délégation turque, ce que nous avons pu faire d'autant plus facilement que les créanciers suisses et en premier lieu les représentants de nos sociétés d'assurance, qui possèdent de gros intérêts en Turquie⁷, ont déclaré préférable de ne pas insérer dans l'accord de clearing une clause concernant les créances financières. Les créanciers suisses se sont laissés diriger, dans leur attitude, par le fait que le Gouvernement turc a toujours autorisé les transferts de toutes les sommes qui leur étaient dues et qu'ils ont des raisons d'espérer que la Turquie continuera cette politique, même si le bilan des paiements est en faveur de la Suisse.

L'accord de clearing, comme l'accord commercial, est conclu provisoirement pour une durée de six mois et pourra être prorogé pour des périodes de même durée. Il entrera en vigueur le 11 février.

Vu ce qui précède, nous croyons pouvoir considérer l'accord de clearing conclu avec le Gouvernement turc, comme un instrument susceptible de maintenir et même de favoriser notre exportation en Turquie.»

Conformément à la proposition du Département de l'économie publique, le conseil *décide* d'approuver l'accord commercial signé à Rome le 1^{er} février 1934 et l'accord de clearing conclu le 29 décembre 1933 à Zurich avec la Turquie et d'appliquer à l'accord de clearing les dispositions de l'arrêté du Conseil fédéral relatif à l'exécution des accords conclus avec différents pays pour régler les paiements résultant du commerce de marchandises, du 14 janvier 1932⁸, avec le complément apporté par l'arrêté du Conseil fédéral du 13 octobre 1932⁹.

8. RO, 1932, vol. 48, pp. 29—32.

9. RO, 1932, vol. 48, p. 702.

11

E 1004 1/344

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 9 février 1934

246. Handelsvertrag mit Polen. Zusatzabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 3. Februar 1934

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet:

«Die Handelsbeziehungen der Schweiz zu Polen waren bisher geregelt durch die Handelsübereinkunft vom 26. Juni 1922, ein Meistbegünstigungsabkommen ohne Tarifabrede¹, sowie durch ein am 8. Mai 1932 abgeschlossenes Kontingents-

1. RO, 1922, vol. 38, pp. 488—493.

abkommen², das notwendig geworden war durch die in beiden Ländern seit dem Abschluss des Handelsvertrags in Kraft getretenen Einfuhrbeschränkungen.

Wenn diese beiden Abkommen allein ihren Zweck nicht mehr erfüllten, so ist dies zunächst darauf zurückzuführen, dass Polen seit dem Abschluss des Kontingentsabkommens zahlreiche weitere Einfuhrverbote erlassen hat, die zum grössten Teil den schweizerischen Export stark berührten. So sind auf den 24. März 1933 wie auch auf den 12. Juni 1933 polnischerseits weit über 100 Positionen und Unterpositionen des alten polnischen Zolltarifs in die Einfuhrverbotslisten aufgenommen worden. Durch diese neuen Einfuhrverbote wurde namentlich auch die schweizerische chemische Industrie beinahe in ihrer gesamten Ausfuhr betroffen. Es ist den schweizerischen Vorstellungen, die durch die Schweizerische Gesandtschaft in Warschau unternommen wurden, nicht gelungen, für diese neuen Einfuhrverbote der Schweiz genügende Kontingente zu beschaffen, die es ermöglicht hätten, den bisherigen Export aufrecht erhalten zu können. Es wurden polnischerseits für die Einfuhr aus der Schweiz in diesen neu unter Verbot gestellten Positionen höchstens 50% der bisherigen Importe gewährt. Infolgedessen sahen wir uns genötigt, Polen gegenüber gewisse Kontingente für die polnische Einfuhr nach der Schweiz herabzusetzen.

Ein weiterer Umstand aber, der die Aufnahme von Verhandlungen mit Polen zur gebieterischen Notwendigkeit machte, war die Inkraftsetzung des neuen polnischen Zolltarifs auf den 11. Oktober 1933. Dieser neue Zolltarif brachte nicht nur eine ganz umfangreiche Erweiterung in der Nomenklatur des alten Tarifs (266 Positionen im alten stehen 1275 Positionen im neuen polnischen Zolltarif gegenüber), sondern er brachte vor allem dermassen erhöhte neue Zollansätze, dass sie diesem Tarif die Eigenschaft eines ausgesprochenen Hochschutzzolltarifs verliehen, der für den grössten Teil des bisherigen schweizerischen Exportes geradezu prohibitiv wirkte. Es war mit Sicherheit vorauszusehen, dass wenn dieser neue polnische Zolltarif auf das vorgesehene Datum in Kraft treten würde, der schweizerische Export zu einem grossen Teile ein Absatzgebiet verlieren würde, das, wenn auch der schweizerische Export nach diesem Lande von 27,3 Millionen Franken im Jahre 1931 auf 12,5 Millionen Franken im Jahre 1932 zurückging, doch unter den heutigen Verhältnissen als beachtenswert zu bezeichnen ist, nicht zuletzt auch deshalb, weil Polen im Gegensatz zu andern Staaten des Ostens eine stabilisierte Valuta besitzt und bis jetzt noch keine Deviseneinschränkungen kennt. Der Verkehr zwischen der Schweiz und Polen hat sich im Jahre 1933 wieder ausgeglichener gestaltet (bis Ende Oktober steht einer Einfuhr aus Polen von 14 Millionen Franken eine Ausfuhr nach diesem Lande von 12,6 Millionen Franken gegenüber).

Im Einverständnis mit der polnischen Regierung wurde daher vereinbart, zur Aufnahme von Handelsvertragsverhandlungen am 14. September 1933 in Bern zusammenzutreten. Die polnische Regierung entsandte eine Delegation, an deren Spitze der polnische Gesandte in Bern, Herr Minister J. de Modzelewski stand. Die schweizerische Delegation, die Sie mit Beschluss vom 8. September

2. *DDS vol. 10, n° 162, n. 36.*

1933 ernannt haben³, vertrat von Anfang an die Auffassung, dass es nicht möglich sein werde, bis zum Inkrafttreten des neuen polnischen Zolltarifs, d. h. dem 11. Oktober 1933, einen Vertrag abzuschliessen zu können. Sie war auch unter den Delegationen, die gleichzeitig mit Polen wegen neuer Handelsverträge verhandeln mussten, nicht die einzige, die der Ansicht war, dass Polen angesichts dieser Schwierigkeiten das Inkrafttreten seines neuen Zolltarifs noch bis zum Abschluss aller dieser Verhandlungen hinausschieben werde. Als die polnische Delegation jedoch mit aller Bestimmtheit erklärte, dass dieser neue Tarif unwiderruflich am genannten Tage in Wirksamkeit treten werde, sah sich die schweizerische Delegation genötigt, im Namen der schweizerischen Regierung das bestehende Kontingentsabkommen vom 8. Mai 1932 gestützt auf seinen Artikel IV am 19. September auf einen Monat, d. h. 19. Oktober 1933 zu kündigen, da es sich nicht rechtfertigte, Polen die Vorteile des bestehenden Kontingentsabkommens weiterhin geniessen zu lassen, während durch den neuen polnischen Zolltarif dieses Abkommen für den schweizerischen Export so gut wie wertlos geworden war.

Da es äusserst wichtig war, angesichts des angekündigten neuen polnischen Zolltarifs die Wünsche der schweizerischen Exportkreise zu diesem Tarif möglichst restlos zu erfassen, hatte es der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins in Zürich übernommen, die schweizerischen Begehren für diese Verhandlungen zusammenzustellen. Es ergaben sich in der Tat sehr umfangreiche schweizerische Begehrenlisten, die für die Verhandlungen ein reiches Mass Arbeit verhies. Die Verhandlungen gestalteten sich denn auch äusserst schwierig. Naturgemäss verlangte die schweizerische Delegation, dass zunächst über die Frage der neuen polnischen Zölle verhandelt werde, da die Schweiz vor allem in der Lage sein müsse, festzustellen, mit welchen Zollansätzen der schweizerische Export nach Polen in Zukunft zu rechnen habe. Und auf diesem Gebiet waren die polnischen Vorschläge anfänglich vollkommen unbefriedigend. Der Umstand, dass Polen gleichzeitig mit mehreren anderen Staaten Verhandlungen zu führen hatte, erschwerte auch die Verhandlungen mit der Schweiz nicht unerheblich, indem die polnische Delegation wiederholt verschiedene Fragen im Hinblick auf den Stand der polnischen Unterhandlungen mit andern Ländern zurückstellen oder neue Instruktionen über solche Punkte in Warschau einholen musste. Erst nach einer Verhandlungsdauer von mehr als drei Monaten, während welcher Zeit die schweizerische Delegation immer wieder auf die ungenügenden polnischen Zugeständnisse auf dem Gebiete der Zollfragen hinweisen und mit allem Nachdruck auf ein weiteres Entgegenkommen drängen musste, gelang es, wenigstens für einen grossen Teil der den schweizerischen Export interessierenden Zollpositionen die Grundlage zu einer Vereinbarung zu finden, der auch die schweizerische Delegation ihre Zustimmung geben konnte. Immerhin mussten noch immer einige Fragen für eine zweite Verhandlungsetappe zurückgestellt werden, da die polnische Delegation erklärte, dass auf diese Punkte erst nach dem Abschluss der polnischen Verhandlungen mit ihren hauptsächlichsten früheren Vertragsstaaten, namentlich aber der Tschechoslowakei und Frankreich, mit

3. *PVCF du 8 septembre 1933 n° 1400 (E 1004 1/342). Les délégués suisses sont W. Stucki et E. Wetter, les experts, H. Homberger et A. Borel.*

denen die Verhandlungen ebenfalls noch nicht beendet waren, eingetreten werden könnte.

Nachdem die Zollfragen, soweit es möglich war, ihre Abklärung gefunden hatten, konnten die gegenseitigen Kontingentierungsfragen behandelt werden, was wiederum nur unter Überwindung erheblicher Hemmnisse möglich war. Schliesslich aber ergab sich noch unmittelbar vor Weihnachten eine gewisse Abklärung, die es ermöglichte, am 22. Dezember 1933 die hauptsächlichsten Teile eines Abkommens zu paraphieren, das allerdings einige technische Fragen noch offen liess. Es war dies namentlich die Umwandlung der dem Kontingentsabkommen, dem «Arrangement confidentiel»⁴, beizugebenden Liste A, die die polnischerseits der Schweiz zugesicherten Einfuhrkontingente enthält, auf die Positionen des neuen Zolltarifs, nachdem diese Liste, um die Paraphierung zu ermöglichen, auf Grund des alten polnischen Zolltarifs aufgestellt war. Diese Umwandlung wurde dann in den ersten Januarwochen im Beisein eines Mitglieds der polnischen Delegation noch vorgenommen.

Eine weitere Frage, die vor der Unterzeichnung des Abkommens noch erledigt werden musste, war die Aufstellung zweier Maschinenlisten, worüber wir nachstehend noch berichten werden.

Nachdem auch diese Angelegenheit ihre Erledigung gefunden hatte, konnte das Zusatzabkommen mit Polen endlich am 3. Februar 1934 unterzeichnet werden. Das Abkommen soll so rasch als möglich, nach Genehmigung durch die beidseitigen Regierungen und auf das unter ihnen zu vereinbarende Datum in Kraft treten.

Da bis unmittelbar vor der Paraphierung noch einzelne polnische Zugeständnisse ausstanden, war es uns leider nicht möglich, von Ihrem Rate Instruktionen einzuholen. Wir sind aber überzeugt, dass das vorliegende Abkommen das Maximum dessen darstellt, was zu erreichen war und dass es für den schweizerischen Export wertvolle Garantien schafft.

Wir fassen den Inhalt dieses Zusatzabkommens wie folgt kurz zusammen:

Das *Zusatzabkommen* selbst enthält nur den Rahmentext für die beiden dazugehörenden Zolllisten. Das Datum des Inkrafttretens wird nachträglich eingesetzt. Das Abkommen kann jederzeit auf zwei Monate gekündigt werden. Der Artikel 5 sieht sogar vor, dass dieses Zusatzabkommen auch auf einen Monat gekündigt werden kann, falls die eine der beiden Vertragsparteien Massnahmen ergreift, die die Sachlage, wie sie im Zeitpunkt der Unterzeichnung bestand, wesentlich ändern. Es ist dies eine Bestimmung, die bereits im alten Abkommen enthalten war.

[...]⁵

V.

Zusammenfassend darf gesagt werden, dass das vorliegende Abkommen für den schweizerischen Export nach Polen die nach dem Inkrafttreten des polni-

4. Cf. *annexe*.

5. *Le rapport passe en revue les nouveaux droits de douane polonais et helvétiques, l'arrangement confidentiel (cf. annexe) et ses listes A et B, enfin des notes de caractère confidentiel annexées à l'accord, réglant l'importation dans les deux pays de certains produits particuliers.*

schen Hochschutzzolltarifes und der Erweiterung seiner Einfuhrverbotsmassnahmen dringend notwendig gewordene Abklärung bringt und wertvolle Exportmöglichkeiten und Garantien schafft. Diese Garantien sind allerdings auch diesmal nur kurzfristig, wodurch aber andererseits auch die Schweiz die Möglichkeit besitzt, ihre Handlungsfreiheit sofort zurückzugewinnen, wenn die praktische Durchführung des Abkommens Ergebnisse zeitigen sollte, die es als notwendig oder zweckmässig erscheinen lassen.

Vom ganzen Abkommen sind nur das eigentliche Zusatzabkommen und die dazugehörenden Listen A & B, enthaltend die Zollvereinbarungen, zur Veröffentlichung bestimmt.

Das Abkommen tritt sobald als möglich nach Genehmigung durch die beiden Regierungen, die Kontingentsvereinbarungen rückwirkend auf den 1. Januar 1934 in Kraft, ohne den Austausch der Ratifikationsinstrumente abzuwarten⁶.»

Gestützt auf vorstehende Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Das am 3. Februar 1934 unterzeichnete Zusatzabkommen zur bestehenden Handelsübereinkunft mit Polen vom 26. Juni 1922 wird im Sinne vorstehender Ausführungen genehmigt;

[...]

ANNEXE

E 7110 1/108

*Arrangement confidentiel*⁷

conclu entre la Suisse et la Pologne, concernant le régime réciproque à appliquer aux marchandises dont l'importation est prohibée ou contingentée dans les deux pays.

Le Gouvernement suisse et le Gouvernement polonais, désireux de faciliter les échanges commerciaux entre la Suisse et la Pologne, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les marchandises suisses dont l'importation sur le territoire douanier polonais est prohibée seront admises à l'importation en Pologne dans le cadre des contingents fixés à la *liste A* et des clauses additionnelles.

Art. 2

Les marchandises polonaises dont l'importation est prohibée ou contingentée en Suisse seront admises à l'importation en Suisse dans le cadre des contingents fixés à la *liste B* et des clauses additionnelles.

Art. 3

Si les contingents annuels prévus dans les listes susmentionnées se révèlent insuffisants, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à discuter amicalement la possibilité d'augmenter les quantités admises à l'importation.

6. L'arrangement n'entre finalement en vigueur que le 28 février, à la suite de difficultés administratives du côté polonais (lettre du Ministre de Suisse à Varsovie, 2 mars, E 7110 1/108).

7. Signé à Berne le 3 février par W. Stucki et J. de Modzelewski.

De même, les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit de procéder d'un commun accord à une révision éventuelle des listes des contingents.

Art. 4

Pour les marchandises contingentées ou non au moment de la conclusion du présent arrangement, autres que celles énumérées dans les listes de contingents et les listes de contingents de garantie et sous réserve des clauses additionnelles aux listes A et B, les deux Gouvernements conviennent de se garantir réciproquement l'octroi de contingents qui ne seront pas inférieurs aux importations respectives de l'année 1931 ou 1932, au choix du pays exportateur.

Art. 5

Les contingents accordés par la Pologne à la Suisse et non épuisés au cours d'une période de répartition (deux mois), seront reportés sur les deux périodes suivantes.

De même, les contingents accordés par la Suisse à la Pologne et non épuisés au cours d'une période de répartition (trois mois), seront reportés sur la période suivante.

Les permis d'importation délivrés par les deux Parties Contractantes sont valables pour trois mois; ils seront prolongés, à la demande de l'importateur, pour une nouvelle période de trois mois.

Art. 6

Les deux Gouvernements s'engagent à prendre toutes mesures nécessaires pour que les permis d'importation soient délivrés aussi promptement que possible par les autorités compétentes dans les limites des contingents convenus.

Les permis d'importation seront délivrés en principe aux importateurs ayant déjà importé des marchandises de même espèce du territoire douanier de l'autre Partie Contractante et, si leurs demandes sont inférieures aux contingents prévus, aussi à d'autres requérants, à condition qu'ils soient admis, en vertu des dispositions générales en vigueur dans le pays d'importation, à effectuer l'importation des articles en question. Sous cette réserve, les deux Gouvernements s'engagent à prendre en considération les demandes des importateurs qui seront appuyées par le Gouvernement de l'autre Partie Contractante.

Art. 7

Le présent arrangement entrera en vigueur, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1934, le même jour que l'Avenant à la Convention de commerce du 26 juin 1922, signé en date de ce jour, et pourra être dénoncé en tout temps pour prendre fin deux mois après.

Art. 8

Toutefois, si l'une des Hautes Parties Contractantes prenait des mesures de nature à aggraver la situation telle qu'elle se présente au moment de la signature de cet arrangement, l'autre Partie Contractante pourrait demander des négociations immédiates afin de rétablir l'équilibre voulu. Si ces négociations n'aboutissent pas à un résultat satisfaisant dans le délai d'un mois dès la présentation de la demande, la Haute Partie Contractante qui se considérerait lésée pourra dénoncer le présent arrangement pour prendre fin un mois après.

12

E 1004 1/344

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 février 1934

255. Groupes fascistes suisses en Italie

Verbal

M. le *chef du département politique* communique une lettre de notre ministre à Rome¹ d'où il ressort que la création de groupes fascistes suisses en Italie² est dictée essentiellement par le souci de certains de nos concitoyens de sauvegarder des intérêts matériels. M. Wagnière ajoute qu'il a des raisons de craindre que l'opposition très décidée qu'il a faite à la formation de ces groupements soit exploitée contre sa personne auprès du gouvernement italien et il demande l'autorisation d'exposer la situation directement au chef du gouvernement.

Sur la proposition de M. Motta, cette autorisation lui est accordée.

ANNEXE

E 2001 (C) 4/103

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
*au Chef du Département politique, G. Motta*³

L Personnel

Rome, 7 février 1934

J'ai eu hier la visite de M. Gianini, un des membres dirigeants du groupe fasciste suisse de Milan, qui est venu m'exposer le but, le programme de ces associations et les motifs pour lesquels il estimait que nous avions commis une grave erreur en nous opposant à ce mouvement.

C'est un homme intelligent, qui s'exprime clairement et qui possédait son sujet de façon très complète. Ses arguments n'étaient cependant pas tous d'une grande élévation. Il ne m'a pas caché que, pour beaucoup de nos compatriotes, le fait d'appartenir à un «fascio» était un moyen de se faire bien voir des autorités italiennes. Il prétend que notre réputation de démocrates et même de socialistes nous faisait un tort immense dans le Royaume. Il m'affirme que, récemment, une entreprise milanaise a refusé d'engager trois ouvriers techniciens suisses sous prétexte que «questi Svizzeri sono tutti comunisti»; on les a remplacés par trois Allemands. Il a terminé par une sorte de menace et de chantage déguisé en me parlant du tort qui résultait pour ma personne même et pour mon action de notre attitude. J'avoue que j'ai eu de la peine, en écoutant ces paroles, à retenir mon indignation. Mais je comprends que c'est là un des arguments dont on va user le plus dans la polémique engagée par les organes de la bande Fonjallaz. Je m'en réfère à l'article du 1^{er} février du «Fascista svizzero», sous le titre: «Due pesi e due misure».

Il est évident que cela ne modifie en rien mon attitude, persuadé que je suis du mal que cette agitation politique crée au sein de nos colonies qui ont tant besoin d'union à tous égards.

Je crois cependant que je ferai bien de voir le Chef du Gouvernement italien, car les attaques dirigées contre ma personne peuvent avoir finalement un écho dans la presse italienne elle-même. Je vous serais obligé de me donner votre avis et vos instructions.

1. Cf. annexe au présent document.

2. Cf. n^{os} 3 et 4.

3. Annotation marginale de Motta: Le C[onseil] f[édéral] est d'accord avec la suggestion. 12. 2. 34.

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 16 février 1934*¹

288. Evénements d'Autriche. Démarche de l'union syndicale

Verbal

M. le *président*² communique qu'en date du 15 février, à 16 h., M. Meister, de l'union syndicale³, lui a demandé par téléphone si le conseil pourrait recevoir une délégation du comité de ladite union, qui lui demandera d'élever une protestation auprès du gouvernement autrichien contre la répression violente des troubles récents.⁴ Cette délégation serait composée de MM. Meister, Bratschi, Ilg et Weber. M. le président a répondu que la question était trop grave pour qu'il pût donner à ce sujet même une opinion personnelle, mais qu'il la soumettrait au Conseil fédéral. Il a obtenu l'assurance que l'affaire serait considérée comme strictement confidentielle jusqu'à ce que le Conseil fédéral eût fait connaître sa réponse. La première question qui se pose est de savoir, pour le cas où le conseil déciderait de recevoir la délégation de l'union syndicale, quelle attitude il prendra à l'égard de la demande susmentionnée.

M. le *chef du département politique* n'est pas opposé à ce que le conseil reçoive la délégation annoncée de l'union syndicale, mais bien à toute démarche auprès du gouvernement autrichien. Une telle démarche constituerait une ingérence dans la politique intérieure d'un autre Etat et serait manifestement contraire à la politique traditionnelle pratiquée par la Confédération à l'égard de ses voisins. Il serait d'autant plus dangereux d'entrer dans cette voie que l'Autriche est vigoureusement soutenue par d'autres Etats. Si le conseil estime qu'il convient de recevoir une délégation de l'union syndicale, il faudra lui dire nettement qu'aucune démarche ne sera faite à Vienne.

M. le *chef du département militaire* se prononce dans le même sens quant à la réponse à faire, mais estime qu'il n'y a même pas lieu de recevoir la délégation.

M. le *chef du département de l'économie publique* déclare qu'il serait imprudent de ne pas accorder l'audience demandée. Sans doute ne saurait-il être question de faire une démarche à Vienne, mais on peut comprendre l'indignation soulevée dans les milieux syndicalistes par les répressions sanglantes d'Autriche. Cette indignation est partagée par d'autres milieux, et la chute du gouvernement Dollfuss pourrait bien n'être qu'une affaire de temps. Recevons donc la délégation, entendons-la, cherchons à lui faire comprendre notre situation et ne brus-

1. *Absent: Musy.*

2. *Pilet-Golaz.*

3. *Organisation faitière des syndicats d'obédience socialiste.*

4. *En février, le gouvernement Dollfuss a écrasé les organisations politiques et syndicales de gauche.*

quons rien, car si le gouvernement Dollfuss venait à tomber, la démarche réclamée par l'union syndicale deviendrait sans objet.

M. le *chef du département de justice et police* constate que l'insuffisance des renseignements que nous possédons sur les événements d'Autriche nous empêcherait déjà de faire la démarche demandée. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas recevoir la délégation. L'union syndicale sait fort bien que nous refuserons de faire une démarche à Vienne, et il sera intéressant de savoir pourquoi elle la demande quand même. Notre délégation devra lui répondre qu'il ne s'agit pas de faire de l'ordre en Autriche, mais de maintenir l'ordre en Suisse, et la placer devant ses responsabilités.

M. le *chef du département de l'intérieur* fait ressortir que le seul motif qui pourrait justifier une démarche est un souci d'humanité. Mais nous ne pouvons pas l'invoquer contre l'Autriche, après avoir laissé passer sans protester tant d'autres événements sanglants qui se sont produits en Russie, en Allemagne, etc.

M. le *président*. Le motif d'humanité est certainement celui qu'invoquera l'union syndicale. Mais, quels que soient nos sentiments personnels sur les affaires d'Autriche, nous sommes un gouvernement, et la neutralité nous interdit toute immixtion dans les affaires des autres Etats. Nous devons tenir d'autant plus ferme à cette règle que nous ne voulons donner à l'étranger aucun prétexte pour intervenir dans nos propres affaires. Notre souci de la neutralité ne nous a pas permis de signer le protocole relatif à l'Autriche.⁵ En intervenant aujourd'hui, nous nous mettrions en contradiction absolue avec la politique que nous avons observée à l'égard d'autres pays, où se sont déroulés également de graves événements intérieurs et dont la situation ne diffère de celle de l'Autriche que par l'étendue de leur territoire. Le seul organisme qui pourrait se réclamer des lois de l'humanité est la Société des Nations. On ne comprendrait pas que la Suisse fit cavalier seul en s'engageant dans cette affaire d'autant plus que les suites pourraient être sérieuses pour notre pays.

La délégation du Conseil fédéral qui recevra les représentants de l'union syndicale n'a aucune raison de leur taire ces motifs. Il ne faut pas oublier que c'est l'union syndicale et non le parti socialiste qui s'adresse au Conseil fédéral. Elle a peut-être des inquiétudes du côté de son aile gauche, et nous avons tout intérêt à garder le contact avec elle dans le moment actuel, surtout si nous devons être amenés à prendre des mesures contre le gouvernement Nicole à Genève.⁶ Enfin, c'est une occasion de dire à l'union syndicale qu'il y a intérêt pour elle à voter la loi sur la protection de l'ordre public.⁷ En résumé, il est inutile de biaiser pour chercher à gagner du temps, et il faut exposer aux délégués la situation telle qu'elle nous apparaît.

M. *Schulthess* se déclare d'accord sur cette manière de procéder, et M. *Minger*,

5. Cf. *DDS vol. 10, n° 232*.

6. *Au cours de la même séance, le Conseil fédéral décide d'intervenir auprès du chef du gouvernement genevois, afin de le dissuader de prendre la parole dans une réunion publique organisée à Genève par la gauche, pour protester contre «l'assassinat de Vienne la Rouge»* (E 1004 1/344, P VCF n° 289 du 16 février). *Sur ces interventions écrite et téléphonique, cf. E 2001 (C) 3/132*.

7. *Du 13 octobre 1933 (FF, 1933, II, pp. 507—510). Cette loi sera rejetée en votation populaire le 11 mars 1934. Cf. n° 18.*

pour les raisons exposées par M. Häberlin, se range à l'avis de la majorité en ce qui concerne l'utilité d'une conversation avec les délégués de l'union syndicale.

En conséquence, le conseil

arrête:

1° Il ne sera fait aucune démarche à Vienne au sujet des incidents d'Autriche.⁸

2° Cette décision sera communiquée aux représentants de l'union syndicale, qui seront reçus au jour et à l'heure fixés par M. le président.

3° La délégation chargée de les recevoir est composée de MM. Pilet-Golaz, Motta et Häberlin.⁹

ANNEXE

E 2001 (C) 3/132

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Vienne, M. Jaeger*

L

Berne, 20 février 1934

La lecture des journaux suisses vous aura certainement déjà fait connaître le profond retentissement qu'ont eu dans notre pays les douloureux événements dont l'Autriche a été le théâtre. Vous aurez lu que, dans la plupart de nos grandes villes, les partis de gauche ont tenu des assemblées de protestation et se sont livrés à des manifestations d'indignation aussi vaines que regrettables. On ne saurait nier, cependant, que, quelle que soit la façon de juger la victorieuse énergie avec laquelle le Gouvernement de M. Dollfuss a imposé sa volonté, les couches profondes de notre population éprouvent pour les trop nombreuses victimes de ces journées de guerre civile et de l'impitoyable répression qui s'est produite ensuite, un sentiment de pitié dont il nous est impossible de ne pas tenir compte.

Le 17 février, une délégation officielle de l'Union syndicale suisse a été reçue par le Président de la Confédération, le Chef du Département fédéral de Justice et Police et le soussigné. Cette délégation cherchait à obtenir du Conseil fédéral une intervention diplomatique auprès du Gouvernement autrichien dans le sens d'une critique et dans tous les cas d'une pacification et d'une amnistie générale. Nous n'avons pas eu de peine à faire comprendre aux délégués de l'Union syndicale, qui ont fait preuve en l'occurrence de bon sens et de modération, qu'il ne saurait appartenir à la Suisse de s'entremettre dans les affaires intérieures de l'Autriche et qu'une démarche du genre de celle

8. Le 20 février suivant, le Conseil fédéral revient à la question de la neutralité, en rapport avec les événements d'Autriche:

M. le vice-président [G. Motta] constate qu'à la suite d'un article de l'«Action française», qui faisait allusion à l'envoi de troupes françaises à Vienne, à travers la Suisse, une certaine émotion s'est emparée d'une partie de l'opinion. Ne serait-il pas indiqué de la calmer par une déclaration publique affirmant que le Conseil fédéral considérerait un tel passage comme une atteinte à la neutralité du pays et, en conséquence, ne l'admettrait jamais?

Il ressort de la discussion que la plupart des membres du conseil craindraient qu'une pareille déclaration fût mal interprétée. On ne manquerait pas de dire que le Conseil fédéral a des raisons d'appréhender une démarche de la France, et la déclaration éveillerait des échos fâcheux dans les capitales européennes. Il suffirait, pour calmer l'opinion, de laisser dire par les journaux que la question ne s'est pas posée et que si elle se posait, la réponse ne saurait être douteuse. Mais on ne doit pas savoir que le conseil s'en est occupé (E 1004 1/344, PVCF n° 317 du 20 février).

9. La démarche syndicale ne reste toutefois pas sans effet comme le prouve le document publié en annexe.

qu'ils préconisaient pourrait à bon droit être prise en fort mauvaise part. Nous ne nous sommes pas refusés, en revanche, à admettre qu'une occasion favorable pourrait être saisie pour faire connaître à Vienne l'heureuse impression de détente et d'apaisement que causeraient en Suisse des mesures de clémence envers les adversaires du Gouvernement qui sont actuellement détenus et paraissent menacés de peines très rigoureuses.

Nous vous serions très reconnaissants, dans ces conditions, de vous exprimer dans le sens de ce qui précède si les circonstances vous permettent de le faire sans donner à votre communication un caractère trop appuyé. Nous n'avons pas besoin de vous recommander d'éviter tout ce qui pourrait être considéré comme une intervention indiscrete dans les affaires intérieures de l'Autriche et de donner à vos paroles le ton le plus amical.

Il nous semble, toutefois, qu'au cours d'un entretien que vous pourriez avoir avec M. Dollfuss ou l'un de ses collaborateurs immédiats pour un autre objet, vous pourriez trouver le moyen d'indiquer de la façon la plus aimable le sentiment de soulagement avec lequel la population suisse apprendrait que le Gouvernement autrichien s'est senti assez fort pour user de clémence envers ses adversaires. Nous vous autorisons à ajouter qu'en vous exprimant de la sorte, vous savez être l'interprète de sentiments qui se sont reflétés dans les communications que vous avez reçues de notre part. Vous évitez, en revanche, de dire expressément que vous êtes chargé d'une déclaration de ce genre.

14

E 1004 1/344

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 16 février 1934*¹

305. Ungarn-Clearingabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 13. Februar 1934

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet:

«Nachdem auf Grund des Clearingabkommens mit Ungarn vom 28. Juli 1933, welches der Bundesrat in seiner Sitzung vom 18. August genehmigt hatte², die Guthaben der schweizerischen Exporteure in Ungarn völlig abgetragen werden konnten, wenigstens soweit sie bei der Ungarischen Nationalbank einbezahlt waren, ergab sich die Möglichkeit, die Verhandlungen mit Ungarn für die Neugestaltung des Clearingverkehrs aufzunehmen. Diese Verhandlungen begannen zwischen einer schweizerischen und einer ungarischen Delegation am 25. Januar und führten am 7. Februar 1934 zum Abschluss eines neuen Vertrages, den wir in der Anlage beifügen.

Bereits Anfang Oktober waren Verhandlungen mit Ungarn in Zürich aufgenommen worden, die jedoch sofort abgebrochen werden mussten, weil sich Ungarn damals noch kategorisch weigerte, schweizerische Finanzforderungen im Clearingverkehr oder überhaupt im Warenverkehr zur Abzahlung zu bringen. Unser Begehren auf Einbeziehung der Finanzforderungen musste jedoch aufrecht erhalten werden, weil die Berücksichtigung derselben im Clearingverkehr für eine Reihe schweizerischer Banken von grösster Bedeutung ist und auch

1. *Absent: Musy.*

2. *DDS vol. 10, n. 318, n. 1.*

unsere Zahlungsbilanz dadurch beeinflusst wird. Die schweizerischen Finanzforderungen gegen Ungarn belaufen sich nämlich auf rund Fr. 330 Millionen, wovon Fr. 189 Millionen auf Kredite und Vorschüsse der Banken und Fr. 141 Millionen auf schweizerischen Titelbesitz entfallen. Angesichts dieser Ziffern war es völlig unmöglich, weiterhin grosse Bezüge in Ungarn zu tätigen und der Ungarischen Nationalbank, wie bisher, einen Drittel des Gegenwertes der ungarischen Einfuhr, bezw. bis Juli 1933 sogar zwei Drittel derselben, zur freien Verfügung zu überlassen, ohne dass an die schweizerischen Finanzgläubiger auch nur die geringsten Zahlungen geleistet worden wären.

Nach dem Abbruch der Verhandlungen im Oktober wurden dieselben auf schriftlichem Wege fortgesetzt, bis sich schliesslich Ungarn dazu bequeme, auf unsere Begehren einzutreten. So konnten wir dann die Verhandlungen am 25. Januar mit der Gewissheit aufnehmen, dass von Seiten Ungarns die Berücksichtigung der schweizerischen Finanzguthaben im Warenverkehr bestimmt gewährt werde.

Unser Wunsch wäre es gewesen, für die schweizerischen Finanzinteressen im Clearingverkehr mit Ungarn eine bestimmte Quote anzusetzen, ähnlich wie dies im Vertrag mit Rumänien zur vollen Zufriedenheit von Export- und Finanzgläubigern geschehen ist. Die ungarische Delegation konnte jedoch diesem Begehren nicht Folge leisten, weil gewisse Bindungen an die englischen und amerikanischen Finanzgläubiger eine derartige Berücksichtigung der Finanzinteressen in einem allgemeinen Clearingvertrag zur Zeit noch verhindern...

Angesichts dieser internationalen Bindungen Ungarns haben wir uns schliesslich damit abgefunden, einen gewissen Teil der ungarischen Warenlieferungen nach der Schweiz zugunsten der Abtragung von Finanzforderungen auszuscheiden. Es handelt sich im besondern um 3000 Wagen Weizen, die dergestalt aus dem Warenclearing herausgenommen und den Finanzgläubigern zur Verfügung gestellt worden sind. Es ist dies die Hälfte des gesamten Weizenbezuges von 6000 Wagen, den wir bis zum 30. Juni dieses Jahres tätigen können. Dabei ist vorgesehen, dass eventuell auch ein Teil oder die Gesamtmenge der weitem 3000 Wagen Weizen für die Zahlung von Finanzforderungen verwendet werden kann, wenn die übrigen Warenbezüge genügen, um die Bezahlung der schweizerischen Ausfuhr nach Ungarn im Umfange von rund 4 Millionen in der Zeit vom 20. Februar bis zum 30. Juni sicherzustellen.

[...]

Als ein entschiedener Erfolg kann die Neufestsetzung der Clearingspitze gewertet werden, die der Ungarischen Nationalbank zur Verfügung gestellt werden muss. Während dieselbe beim ursprünglichen schweizerisch-ungarischen Clearingabkommen $66\frac{2}{3}\%$ der ungarischen Einfuhr betragen hatte, ist es nunmehr in zähen Verhandlungen gelungen, diese Spitze auf 10% herabzudrücken. Allerdings ist im Vertrag in Artikel 6, Ziffer 3 ein Prozentsatz von 20% stipuliert. Allein in einem vertraulichen Protokoll (Anlage 1 zum Verträge) ist vereinbart, dass von diesen 20% nur 10% der Ungarischen Nationalbank überlassen werden, während 10% für die Finanzierung des schweizerischen Exportes oder für die Begleichung anderer Zahlungen Ungarns in der Schweiz verwendet werden müssen. Unter diesen andern Zahlungen sind in erster Linie Zahlungen zugunsten ungarischer Feriengäste und Studenten in schweizerischen Instituten und

Hochschulen verstanden. Da diese Zahlungen nur mit dem Einverständnis unserer Nationalbank vorgenommen werden können, besitzt die letztere stetsfort die Kontrolle über die Verwendung dieser 10%.

[...]

Für die Bezahlung der schweizerischen Finanzforderungen mit Hilfe der bereits erwähnten 3000 Wagen Weizen ist ein besonderer Vertrag abgeschlossen worden. Derselbe führt diejenigen Finanzguthaben auf, welche mit Hilfe der Weizenlieferungen getilgt werden sollen. Kurz umschrieben, handelt es sich dabei zur Hauptsache um Zinsen von kurzfristigen Guthaben. Leider war es nicht möglich, auch die Coupons der ungarischen Anleihen in das Abkommen einzubeziehen, weil die zur Verfügung stehenden Beträge hierfür einfach nicht reichten. Wir mussten uns infolgedessen damit begnügen, im Rahmen des Möglichen die fälligen und bei der Ungarischen Nationalbank bereits einbezahlten Zinsbeträge zur Abtragung zu bringen. Diese Zinszahlungen werden besonders auch der Volksbank und der Genfer Diskontobank zustatten kommen.

Das neue Abkommen soll am 20. Februar in Kraft treten mit einer Gültigkeitsdauer, die vorläufig auf den 30. Juni 1934 angesetzt ist.

Da die ungarische Regierung im Laufe des letzten Jahres sehr scharfe Kontingentierungsmassnahmen ergriffen hatte, welche besonders auch die Ausfuhr unserer Textilindustrie nach Ungarn stark abdrosselte haben wir die Gelegenheit der Verhandlungen benützt, um auch die Kontingente für die an der Ausfuhr nach Ungarn interessierten schweizerischen Artikel auf einem Niveau vertraglich festzusetzen, das unseren Exportinteressen gerecht werden dürfte. Die Fixierung der für die schweizerische Ausfuhr nach Ungarn vorgesehenen Kontingente ergab bedeutende Schwierigkeiten und musste durch mehrmalige Drohung eines völligen Abbruchs unserer Handelsbeziehungen erzwungen werden. Ungarn stellte dann allerdings auch gewisse Gegenforderungen, die wir jedoch nur insoweit erfüllten, als es mit den Interessen unserer Inlandsproduktion vereinbar war...

Das neue Abkommen mit Ungarn darf als ein grosser Fortschritt im Handelsverkehr mit Ungarn bezeichnet werden und wird aller Voraussicht nach den schweizerischen Interessen im Rahmen der gegebenen Möglichkeiten durchaus gerecht.»

Antragsgemäss wird daher

beschlossen:

Dem Zahlungsabkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Königreich Ungarn vom 7. Februar 1934 wird die Genehmigung erteilt³ und gleichzeitig beschlossen, dass auch auf dieses Abkommen der Bundesratsbeschluss vom 14. Januar 1932⁴ samt seiner Ergänzung vom 13. Oktober 1932⁵ anwendbar ist.

3. *Texte complet et annexes confidentielles in E 2001 (C) 4/169. Voir aussi RO, 1934, vol. 50, pp. 201–203. L'accord est prolongé à plusieurs reprises.*

4. *Arrêté du Conseil fédéral relatif à l'exécution des accords conclus avec différents pays pour régler les paiements résultant du commerce des marchandises (RO, 1932, vol. 48, pp. 29–32).*

5. *RO, 1932, vol. 48, p. 702.*

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 2 mars 1934*¹

376. Groupes fascistes suisses en Italie

Verbal

M. le *président*² rapporte qu'un industriel suisse habitant l'Italie lui a fait part de la situation difficile dans laquelle sont placés actuellement nos compatriotes dans ce pays qui se refusent à collaborer au mouvement fasciste suisse, l'opinion publique concluant de leur attitude qu'ils sont adversaires du régime fasciste en général et du régime italien en particulier. Cet industriel se demande s'il ne serait pas possible d'obtenir du gouvernement italien qu'il affirme au moins son désintéressement à l'égard des formations fascistes suisses en Italie.

M. le *chef du département politique* donne des renseignements sur le développement du mouvement fasciste suisse en Italie. Le groupe qui s'est fondé à Florence est sans importance. A Gênes et à Turin, la situation est satisfaisante. A Rome, en revanche, un ancien sujet russe, dont la famille a été naturalisée à Berne, M. Tomarkin, a cru se rendre intéressant en fondant un groupe fasciste, à l'issue d'une assemblée qui comptait 29 personnes. Des discours furent prononcés à cette assemblée par M. Tomarkin et par un M. Scanziani, fils du représentant de l'agence télégraphique suisse, et ils ne furent aimables ni pour la légation de Suisse, ni pour le Conseil fédéral. M. Wagnière, qui, fort d'une assurance du chef du service de presse, avait cru que cette assemblée serait passée sous silence par les journaux italiens, estime que le moment est venu d'entretenir M. Mussolini de la situation.³

M. Motta lui a demandé [*sic*] pour instructions⁴ de chercher à faire comprendre à M. Mussolini ce qui suit: 1° Le mouvement fasciste suisse n'a pas d'avenir, et son activité n'a eu jusqu'ici d'autre résultat (à Genève notamment) que de renforcer le socialisme. 2° La fondation de groupes fascistes suisses en Italie jette le trouble dans nos colonies et risque de les diviser. On peut donc craindre que les rapports entre les deux pays n'en subissent de fâcheux effets. 3° On ne doit pas s'imaginer, en Italie, que les Suisses qui adhèrent à des groupes fascistes soient mus par des convictions: ce sont des gens qui obéissent à des mobiles intéressés.

Pour tous ces motifs, l'Italie n'a pas intérêt à ce que le mouvement fasciste suisse s'y développe. Le maximum de ce que nous pouvons espérer est que le gouvernement fasse savoir publiquement qu'il considère les formations des groupes

1. *Absent: Schulthess.*

2. *Pilet-Golaz.*

3. *Cf. lettre de G. Wagnière à G. Motta, du 27 février (E 2001 (C) 4/103).*

4. *Cf. sa lettre au ministre Wagnière, du 1^{er} mars (E 2001 (C) 4/103).*

fascistes suisses en Italie comme indésirables. Le minimum serait que le gouvernement italien ne favorise ces groupes en aucune manière.

L'activité du groupe fasciste de Milan soulève une série de questions. Tout d'abord on peut se demander si l'activité d'un consul de carrière capable n'aurait pas empêché la fondation de ce groupe, ce qui amène à penser qu'il y aurait un intérêt politique à ce que le consul Hüni, déjà âgé, cède la place à un consul de carrière. En outre la colonie est très émue de la menace faite par le groupe de Milan à trois Suisses de dénoncer leur «campagne antifasciste», soit une activité qui constitue, en Italie, un délit contre l'Etat, alors qu'ils n'ont fait usage que de leur bon droit de combattre le fascisme suisse.⁵ Il est hors de doute que c'est la semence jetée par le colonel Fonjallaz qui germe, ce qui conduit à se demander si le Conseil fédéral ne devrait pas interdire à ce personnage de se rendre en Italie. De plus, on réclame de nouveau la démission de M. Bühler de ses fonctions de président de la chambre suisse du commerce; mais cette affaire ressortit à la chambre de commerce et non au Conseil fédéral. Enfin, le cercle suisse de Milan a décidé de ne pas admettre à ses réunions des membres portant des insignes, ce qui en éloigne les membres du groupe fasciste. Cette mesure doit-elle être recommandée pour les autres villes? M. Wagnière demande à ce sujet des instructions.

Après discussion, le conseil

arrête:

1° Les instructions données à M. Wagnière en vue de son entretien avec M. Mussolini sont approuvées.

2° En attendant le résultat de cet entretien, il est pris acte des autres communications du chef du département politique.

5. Cf. le P. S. de la lettre de G. Wagnière à G. Motta, du 27 février:

La «Neue Zürcher Zeitung» a signalé un fait très grave qui m'est confirmé par le Consulat de Milan. Le fascio suisse a adressé des menaces graves à trois citoyens suisses, et en particulier à M. Schütz, correspondant de la «Neue Zürcher Zeitung» qui se voit sommé, sous peine de recevoir des coups, de ne plus écrire sur les «fasci» suisses en Italie. De pareils faits tombent sous le coup des lois. Malheureusement, on ne peut guère conseiller à nos compatriotes de recourir aux tribunaux (E 2001 (C) 4/103).

E 2001 (C) 4/56

*Proposition du Chef du Département politique, G. Motta,
au Conseil fédéral*

EN

*Schutz der schweizerischen
Arbeitnehmer in Frankreich¹*

Bern, 9. März 1934

In Frankreich wurde am 10. August 1932 ein Gesetz zum Schutze der nationalen Arbeitskräfte² erlassen, das insbesondere eine Beschränkung des Prozentsatzes der ausländischen Arbeitskräfte innerhalb einzelner Betriebe vorsieht und auf diese Weise eine teilweise Verdrängung der ausländischen Arbeitnehmer anstrebt. Das Gesetz wurde, entgegen dem anfänglichen Widerstand der Regierung, von der Kammer durchgesetzt und schliesslich auch vom Senat angenommen. Im Gesetzestext selbst wurde eine solche prozentuale Beschränkung nur vorgeschrieben als Bedingung für die Vergabe von öffentlichen Aufträgen und Arbeiten und für konzessionierte öffentliche Dienste (Wasser-, Gas-, Elektrizitätswerke). Dagegen räumte Artikel 2 der Regierung das Recht ein, auch für die einzelnen Erwerbszweige allgemein oder regional den maximalen Prozentsatz der ausländischen Arbeitnehmer pro Betrieb auf dem Dekretswege festzusetzen.

Nach anfänglichem Zögern hat die Regierung begonnen, von dieser Möglichkeit Gebrauch zu machen, und es sind, namentlich in der letzten Zeit, eine grosse Anzahl solcher, regelmässig auf bestimmte Departemente beschränkte Dekrete erlassen worden, durch welche ein Prozentsatz von gewöhnlich 10 bis 20% der in den einzelnen Betrieben beschäftigten Ausländer festgesetzt wurde. Weitere Dekrete für die verschiedensten Erwerbszweige sind in Vorbereitung, und es gehen der französischen Regierung unter dem Einfluss der Krise immer neue diesbezügliche Gesuche zu. Während die meisten dieser Dekrete anscheinend bis jetzt unsere Landsleute nicht oder nicht in erheblicher Weise betroffen haben, wenigstens sind uns Klagen nicht zugegangen, erwies sich das Dekret vom

1. *Remarque marginale*: Geht an politisches Departement zurück. 11. März 34. *Dans la lettre de couverture qui accompagne le retour à la Chancellerie fédérale de ce rapport, le Chef du Département politique écrit*:

Vous avez bien voulu nous renvoyer, sans commentaires, le rapport que nous avons adressé au Conseil fédéral, le 9 mars dernier, au sujet de la protection des travailleurs suisses en France. Il doit s'agir d'un malentendu. Nous n'avons nullement l'intention de retirer ce rapport dont nous avons, au contraire, demandé, sous chiffre 1^{er} du dispositif, au Conseil fédéral de prendre acte.

En ce qui concerne le point 2 du dispositif, le Conseil fédéral a estimé que les négociations commerciales qui vont s'ouvrir avec la France sont trop difficiles pour que la question de la protection des travailleurs suisses en France puisse lui être jointe actuellement. Un réexamen de cette question a, toutefois, été réservé. La discussion à ce propos a sûrement fait l'objet d'un procès-verbal, dont nous vous serions reconnaissants de nous envoyer l'extrait.

2. *Loi protégeant la main-d'œuvre nationale* (JO. RF, 12 août 1932, n° 188, p. 8818 et DDS vol. 10, n° 238).

20. März 1933, wonach für das Hotelgewerbe in den Seealpen der Prozentsatz der Ausländer auf 10% festgesetzt wurde, und zwar getrennt für das untere Personal einerseits und für das höhere Personal andererseits, als verhängnisvoll für zahlreiche Landsleute, die zum grössten Teil seit Jahrzehnten dort beschäftigt sind. Zu unserer Kenntis sind bis jetzt etwa 40 Fälle gelangt, doch ist es wahrscheinlich, dass nicht alle betroffenen Schweizer an das Konsulat in Nizza gelangt sind, zumal alle Bemühungen des Konsulates wie auch der Gesandtschaft in Paris völlig ergebnislos geblieben sind³. Am 26. Dezember 1933 wurden entsprechende Dekrete auch für das Hotelgewerbe und einigen andern Departementen, vor allem im Seinedepartement (Paris) erlassen. Bis jetzt haben sich drei Schweizer bei der Gesandtschaft gemeldet. Auch das Konsulat in Marseille meldete einige Fälle.

Unsere Gesandtschaft in Paris hat sich von Anfang an bei der französischen Regierung dafür eingesetzt, dass durch die geplanten und dann verwirklichten Vorschriften die Rechte der Schweizer aus dem Niederlassungsvertrag von 1882⁴ nicht beeinträchtigt werden dürfen. Als sich ergab, dass die Vorschriften auch auf Schweizer angewendet werden, ist die Gesandtschaft in zahlreichen schriftlichen und mündlichen Schritten bei der französischen Regierung vorstellig geworden⁵, um darauf hinzuweisen, dass eine Anwendung dieser Dekrete auf unsere Landsleute gegen die Gleichbehandlungsklausel (Art. 1 und 3) unseres Niederlassungsvertrages verstosse, zum mindesten soweit es sich um Schweizer handelt, die seit mehreren Jahren in Frankreich ansässig sind. Wenn es auch richtig ist, dass nach dem Kriege beide Staaten sich vorbehalten haben, die Neuzulassung von Bürgern des andern einzuschränken, von einer Bewilligung abhängig zu machen und diese an Bedingungen hinsichtlich der Erwerbstätigkeit zu knüpfen, so ist doch die volle Geltung des Vertrages für die seit langem ansässigen beiderseitigen Staatsangehörigen nie in Zweifel gezogen worden. Die Franzosen in der Schweiz werden, sobald sie die in der Regel nach etwa fünfjährigem Aufenthalt erteilte Niederlassungsbewilligung besitzen, auf dem Arbeitsmarkt den Schweizern völlig gleichgestellt. Es ist klar und ist auch vom französischen Aussenministerium nicht bestritten worden, dass die Anwendung der erwähnten Dekrete auf seit langem in Frankreich niedergelassene Schweizer gegen die Gleichbehandlungsklausel der Niederlassungsvertrags verstösst; denn die vorgeschriebene prozentuale Beschränkung hat nicht nur die Entlassung von Schweizern zur Folge, sondern beeinträchtigt auch ihre Aussichten bei der Stellenbewerbung.

Die Vorstellungen der Gesandtschaft sind leider bis jetzt ohne Antwort geblieben. Auch ein Schritt des Gesandten beim seinerzeitigen Aussenminister Paul-Boncour blieb erfolglos, trotzdem dieser versprach, sich der Sache anzunehmen. Es hat nach den Berichten unseres Gesandten den Anschein, dass die französische Regierung angesichts der Krise und der fremdenfeindlichen Einstellung der öffentlichen Meinung nicht geneigt ist, unsern Beschwerden Rechnung zu tragen. Zwar richten sich die erlassenen Vorschriften, wie uns versichert wurde, keineswegs speziell gegen unsere Landsleute, sondern bezwecken vor allem den

3. *DDS vol. 10, n° 285 et A.*

4. *Du 23 février 1882 (RO, 1882, vol. 6, pp. 362ss.).*

5. *DDS vol. 10, n°s 316, 321 et 370.*

Arbeitsmarkt durch die teilweise Verdrängung von Arbeitern, die nach dem Kriege aus den Oststaaten und Italien in das von Arbeitskräften entblösste Land eingewandert sind, zu entlasten. Die französische Regierung befürchtet, dass Konzessionen gegenüber der Schweiz auch den andern Ländern gewährt werden müssten, die sich gestützt auf die bestehenden Verträgen ebenfalls und wie wir vergeblich beschwert haben.

Die geringe Zahl der bis jetzt gemeldeten Fälle darf, wie unsere Gesandtschaft in Paris mit Recht immer wieder hervorhebt, nicht darüber hinwegtäuschen, dass das Weiterbestehen der ergangenen und die zu erwartenden weiteren Dekrete die Lage der grossen Schweizerkolonie in Frankreich (137 000 im Jahre 1932) in hohem Masse gefährden.

Wir sahen uns deshalb schon im Januar veranlasst, gemeinsam mit den Leitern der Polizeiabteilung und des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit aufs einlässlichste zu prüfen, ob nicht Mittel und Wege gefunden werden könnten, um die schweizerischen Arbeitnehmer in Frankreich in wirksamer Weise zu schützen⁶. Angesichts der Tatsache, dass den 137 000 Schweizern in Frankreich nach der Volkszählung von 1930 nur 37 000 Franzosen gegenüberstehen, mussten wir uns davon überzeugen, dass Gegenmassnahmen nicht zu einem Erfolg, sondern nur zu einer weiteren Gefährdung der Schweizerkolonie führen müssten und auch direkte Verhandlungen mit der französischen Regierung angesichts der Schwäche unserer Position keinen Erfolg versprechen. Das einzige Gewicht, das wir zu unsern Gunsten in die Waagschale werfen können, ist der grosse französische Einfuhrüberschuss im schweizerisch-französischen Warenverkehr. Die Gesandtschaft in Paris hatte schon vor der erwähnten Konferenz angeregt, die bevorstehenden Wirtschaftsverhandlungen zu benützen, um auch für die Behandlung der schweizerischen Arbeitnehmer Konzessionen zu erzielen⁷. Wir glaubten damals, diese einzige Waffe für den äussersten Notfall in Reserve behalten zu sollen.

Seither ist aber die Gesandtschaft auf ihren Vorschlag zurückgekommen und hat erneut empfohlen, der schweizerischen Delegation für die Wirtschaftsverhandlungen Mitglieder beizugeben, welche mit dem Arbeitministerium verhandeln würden⁸. Die Gesandtschaft bemerkt gleichzeitig: «Die Haltung der französischen Behörden ist und bleibt eindeutig. Die auf Grund des Gesetzes vom 10. August 1932 erlassenen Dekrete werden rücksichtslos und ohne Ausnahme durchgeführt.»

Angesichts dieser immer bedrohlicher werdenden Situation, auf die auch vom Verband des schweizerischen Hotelpersonals⁹ mit der dringenden Bitte um nachdrücklichen Schutz hingewiesen wurde, haben wir uns mit dem Chef der Handelsabteilung in Verbindung gesetzt, um zu erfahren, ob die Möglichkeit bestünde, bei den bevorstehenden Wirtschaftsverhandlungen etwas für die Schweizer in Frankreich zu tun. Herr Minister Stucki schloss diese Möglichkeit nicht aus, wenn

6. Cf. n° 2.

7. Cf. n° 21.

8. *Lettre de Dunant à Motta, 15 janvier 1934* (E 2001 (C) 4/56).

9. *Lettre du 30 novembre 1933* (E 2001 (C) 4/55).

er auch auf die grossen Schwierigkeiten hinwies, welche auf dem Gebiete des Warenverkehrs selbst zu überwinden sind.

Es würde sich bei der zu unternehmenden Aktion unseres Erachtens darum handeln, parallel neben den Wirtschaftsverhandlungen mit den für den Arbeitsmarkt zuständigen Stellen zu verhandeln mit dem Ziele, die seit einer bestimmten Frist in Frankreich ansässigen Schweizer von der Anwendung der erwähnten Dekrete zu befreien. Der Anspruch wäre zu stützen auf den Niederlassungsvertrag und die Tatsache, dass der französische Arbeitsmarkt aus dem grossen Einfuhrüberschuss Frankreichs gegenüber der Schweiz wesentliche Vorteile erziele, welche die Schweiz nur unter der Voraussetzung weiter zugestehen könne, dass die Gleichbehandlung der Schweizer auf dem Arbeitsmarkt gemäss dem Niederlassungsvertrag respektiert werde. Auf diese Weise würde erreicht, dass diese Bemühungen eine gewisse Unterstützung nicht nur durch das französische Ausussenministerium, sondern auch durch das Handelsministerium erhalten würden.

Es hat nicht etwa die Meinung, dass ein Entgegenkommen auf dem Gebiete des Arbeitsmarktes gegen das Entgelt von bestimmten Warenkontingenten oder den Verzicht auf Kontingente für die schweizerische Ausfuhr einzutauschen wäre, sondern es könnte sich nur darum handeln, allenfalls den Abschluss der Handelsvereinbarung als solche an die Bedingung eines Entgegenkommens in der Arbeitsmarktfrage zu knüpfen oder wenigstens deren Kündigung für den Fall offen zu halten, dass in der letztern Frage kein genügendes Entgegenkommen gezeigt würde. Es muss allerdings mit dem Einwand gerechnet werden, dass der französische Einfuhrüberschuss bereits stark zurückgegangen sei, während vom Schutz des nationalen Arbeitsmarktes in Frankreich bisher nur eine verhältnismässig kleine Zahl von Schweizern betroffen wurde.

Auch liesse sich geltend machen, dass, wenn man die beiden Dinge einander gegenüberstelle, der Einfuhrüberschuss Frankreichs, neben der Zahl der Schweizer in Frankreich, auch wenn sich diese in nächster Zeit erheblich vermindere, nicht als besonders gross erscheine.

Auch darf man sich nicht vor der Tatsache verschliessen, dass es bei der heute in Frankreich herrschenden fremdenfeindlichen Mentalität und wegen der Rückwirkungen gegenüber dritten Staaten der französischen Regierung ausserordentlich schwer fallen dürfte, unserm Begehren entgegenzukommen und einen für sie gangbaren Weg zu diesem Zwecke zu finden. Die Aussichten für einen Erfolg der zu unternehmenden Bemühungen sind darum eher ungünstig.

Es ist aber kaum anzunehmen, dass, wenn dieser Versuch misslingt, die Behandlung der Schweizer dadurch verschlechtert würde. Dagegen besteht zweifellos ein Interesse daran, dass für den Fall eines Scheiterns der Wirtschaftsverhandlungen auch unsere Forderungen bezüglich der Behandlung der Schweizer mit vorgebracht worden sind, weil es sonst später schwierig, wenn nicht unmöglich wäre, sie bei einer Wiederaufnahme der Verhandlungen zur Sprache zu bringen, so dass das einzige wirksame Kampfmittel, das wir zum Schutz unserer Mitbürger in Frankreich ins Feld führen können, in Wegfall käme.

Es ist noch darauf hinzuweisen, dass ausser den Dekreten über die prozentuale Beschränkung der ausländischen Arbeitnehmer eine weitere Gefahr droht in Form einer Sondersteuer von 10% der Lohnsumme für die Beschäftigung von Ausländern und des Einkommens selbständig erwerbstätiger Ausländer. Zwei

Versuche, eine solche Steuer auf dem Budgetwege einzuführen, sind zwar am Widerstand des Senates gescheitert, doch musste sich die Regierung verpflichten, einen Gesetzesentwurf über diese Frage vorzubereiten. Eine Erhebung einer solchen Steuer mit Bezug auf die Schweizer würde offensichtlich gegen unsern Niederlassungsvertrag verstossen. Es ist aber der Gesandtschaft bereits zu verstehen gegeben worden, dass es zu einer Kündigung des Vertrages kommen könnte. Es bedarf keiner nähern Erörterung, welche katastrophalen Wirkungen eine solche Steuer für die Schweizer in Frankreich hätte. Es besteht deshalb aller Anlass, sich mit Bezug auf den Warenverkehr nicht oder nicht langfristig festzulegen, ohne die nötigen Garantien auf diesem Gebiet erhalten zu haben.

Bei der geschilderten ernsten Lage der Schweizer in Frankreich hielten wir es für angezeigt, dem Bundesrat die vorstehende erörterte Frage zu unterbreiten.

Falls der Bundesrat der hier vertretenen Auffassung beipflichtet, dürfte es sich empfehlen, die Herren Dr. Rothmund und Direktor Renggli mit der Handelsdelegation nach Paris abzuordnen.

[...] ¹⁰

Das Politische Departement beehrt sich daher zu

beantragen,

der Bundesrat möge beschliessen:

1. Dem Bericht des Politischen Departements über die Behandlung der Schweizer in Frankreich wird zugestimmt.

2. Das Politische Departement wird beauftragt, im Benehmen mit dem Wirtschaftsdepartement das Nötige zur Aufnahme von Verhandlungen mit der französischen Regierung über die in dem Bericht erörterten Fragen vorzubereiten und dem Bundesrat über die Ernennung der Delegierten und die ihnen zu erteilenden Weisungen Antrag zu stellen¹¹.

10. *Les négociateurs suisses devraient aussi relancer les conversations sur la double imposition, qui sont dans l'impasse du fait de la résistance passive française.*

11. *Pour la décision du Conseil fédéral, cf. n° 21.*

E 2001 (C) 4/103

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Rome, 9 mars 1934

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 5 mars² et vous remercie des renseignements complémentaires que vous me donnez sur Tomarkin. J'ai bien reçu aussi votre lettre du 6 mars² avec de nouvelles instructions concernant mon entretien avec M. Mussolini. Je vous remercie également de votre lettre personnelle du 5 mars³, qui m'a été très précieuse, et je vous confirme mon télégramme d'hier soir n° 4⁴.

En sortant du Palazzo Venezia, à 6 h. 30, il ne m'a pas été possible, par suite d'autres engagements, de vous écrire.

Ce long entretien de près de 50 minutes m'a laissé assez perplexe. Vous verrez pourquoi. L'accueil du Duce fut aimable comme toujours; il m'a fait observer qu'il ne m'avait pas vu depuis longtemps. Je lui ai dit alors que mon Gouvernement tenait à ce que je lui explique bien nettement sa manière de voir à l'égard de la création de faisceaux au sein de nos colonies. Ce n'est pas le principe du fascisme qui est en discussion; c'est une règle absolue de recommander à nos compatriotes à l'étranger de s'abstenir de toute agitation politique.

J'ai dit ensuite tout ce que j'avais à dire sur l'inopportunité de ce mouvement et la désorganisation qu'il apportait au sein de nos colonies. Sans lui demander de prendre des mesures contre certains individus, j'ai tenu cependant à lui représenter combien ma situation deviendrait difficile si dans des assemblées auxquelles participent des Italiens, dans un local offert par une association italienne, on se

1. *Annotations marginales de G. Motta*: Confidentiel. Télégramme du 8 mars déjà communiqué au C[onseil] f[édéral] le 9 mars.

2. *Non reproduit.*

3. *Cette lettre a la teneur suivante*:

Vous avez sans doute reçu les instructions officielles que j'ai eu l'honneur de vous envoyer au sujet de la conversation que vous devez avoir avec M. le Président Mussolini. J'ai parlé hier encore de cette délicate affaire à mes collègues à la séance du Conseil fédéral. Celui-ci approuve entièrement les instructions que je vous ai données. Il attache une *très grande importance* à ce que vous obteniez de M. Mussolini qu'il fasse comprendre à l'opinion publique italienne — et par là aux Suisses établis en Italie — qu'il *ne désire pas* la constitution de fascis suisses en Italie. Je suis persuadé que, si M. Mussolini se décide à faire une déclaration de cette nature et de cette portée, les fascis suisses en Italie disparaîtront.

Il est essentiel, je crois, de lui faire comprendre que le mouvement fasciste suisse en Italie *jette le trouble* dans nos colonies et les désorganise. Il est non moins essentiel de lui faire saisir que le mouvement fasciste en Suisse *renforce* les positions socialistes et qu'il ne pourrait aboutir — si jamais il réalisait des succès appréciables, ce que je considère comme exclu — qu'à prendre les formes de l'*hitlérisme*. Or l'Italie ne peut souhaiter ni l'un ni l'autre de ces résultats.

[...] (J.I.1.1/28).

4. *Non reproduit.*

permet de vilipender le Gouvernement fédéral et d'exciter contre lui l'opinion de nos ressortissants. Le Conseil fédéral est certain que le Chef du Gouvernement italien ne saurait approuver de pareils faits et j'ai exprimé le vœu que cette désapprobation se manifeste publiquement.

Le Duce m'a écouté avec la plus grande attention. Il m'a posé diverses questions sur nos colonies et sur les manifestations qui venaient d'avoir lieu. Mais j'ai pu me convaincre qu'il était parfaitement renseigné sur l'assemblée de Rome⁵ et sur le nombre des fascistes suisses inscrits ici et à Florence. On peut être surpris qu'il retienne de pareils détails à l'heure où toute l'Europe défile dans son bureau pour de si considérables affaires.

Il m'a déclaré: «Je vais faire savoir immédiatement aux préfets du Royaume que je ne désire pas la constitution de nouveaux "fasci,». Je l'ai remercié et lui ai demandé de rendre publique cette décision. Je lui ai lu à ce propos quelques lignes de votre lettre personnelle⁶, en lui marquant le vœu que vous formuliez de faire savoir à l'opinion suisse que, de toutes façons, il ne désirait pas ces formations au sein de nos colonies. Il s'est alors mis à sa table et a commencé à rédiger un communiqué tout en me posant encore certaines questions sur les faisceaux suisses constitués en Italie. Puis soudain il s'est levé et m'a dit: «Ne dramatisons pas cette affaire, elle n'en vaut pas la peine», («non drammatizziamo la faccenda, non ne vale la pena»), et il a ajouté qu'il voulait encore se renseigner auprès de ses propres agents sur l'activité de ces groupements avant de prendre une décision qu'il ne manquerait pas de me communiquer.

J'avais cru tenir une promesse certaine et qui dépassait nos espérances, et maintenant j'avais l'impression que tout allait être remis en question. Impression peut-être fautive, mais vous vous souvenez de l'affaire des indemnités aux Suisses lésés par la guerre⁷. Je veux croire, cependant, que le Duce maintiendra sa décision d'avertir les préfets qu'il ne désirait pas la création de nouveaux «fasci». Pour le reste, je suis dans le doute et c'est pourquoi je vous ai dit que j'étais sorti du Palazzo Venezia assez perplexé.

Je n'ai fait que vous résumer d'une façon succincte un entretien qui a duré près de 50 minutes.

Un nouvel incident: le jeune Scanziani a adressé des menaces au correspondant de la «Neue Zürcher Zeitung»⁸, en annonçant même au besoin des «bastonate a sangue». Je n'ai pas manqué de rapporter ce mot à M. Mussolini. Telle est l'atmosphère qui se crée dans nos colonies et qui me vaut une quantité de lettres et de visites.

Je me demande s'il ne conviendrait pas, comme vous en aviez eu l'intention, de faire venir le Ministre d'Italie⁹ à Berne pour lui manifester vos sentiments personnels.

Je regrette de ne pouvoir, malgré tous mes efforts, vous donner dès aujourd'hui

5. Cf. n° 15.

6. Cf. n. 3 ci-dessus.

7. Cf. E 2001 (C) 4/110.

8. H. Schütz.

9. G. Marchi.

de meilleures nouvelles, mais je garde bon espoir dans les sentiments que le Chef du Gouvernement n'a jamais cessé de témoigner à l'égard de notre pays.

P. S. — Le Duce m'a encore fait observer que la presse avait gardé le silence complet depuis 10 jours sur les agissements de nos fascistes suisses. C'est ce dont je vous avais déjà informé. Il m'intéressait, toutefois, de savoir que le Duce était au courant.

Il m'a encore dit que le local qui avait servi à la conférence Scanziani¹⁰ n'avait rien d'officiel; ce n'était pas un des nombreux sièges des fascistes de Rome, mais le siège d'une société privée.

Je lui ai fait voir, au cours de notre entretien, la brochure lancée par le député Arnold qui me traite de «Mussolinis Anwalt»¹¹; ça l'a bien amusé.

Il va sans dire que, dans tout ce qui précède, il n'y a aucune communication quelconque à faire à la presse: je me permets d'attirer instamment votre attention sur ce point.

10. Cf. n° 15.

11. Il s'agit de la brochure publiée en février par le Komitee zur Befreiung Hofmaiers, intitulée: Hofmaier klagt an. Sur K. Hofmaier, arrêté en octobre 1927 en Italie en tant qu'agent du Komin-tern, cf. DDS vol. 9, n° 466.

En octobre 1934, K. Hofmaier sera amnistié et expulsé d'Italie (E 2001 (C) 3/86).

18

E 1004 1/345

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 12 mars 1934

463. Démission de M. le Conseiller fédéral Häberlin

Verbal

M. le *chef du département de justice et police* communique qu'il enverra aujourd'hui sa lettre de démission aux présidents des conseils législatifs et prie ses collègues d'en prendre acte. Il rappelle qu'en octobre dernier il avait déjà décidé de prendre sa retraite. Il y avait renoncé alors sur les instances de ses collègues, mais avec la ferme intention de prendre avant la fin de l'année courante le repos auquel il aspire. Le vote populaire d'hier¹ précipite sa décision. Il l'estime regrettable en soi-même et surtout inquiétant en raison de l'état d'esprit qu'il révèle. S'il était plus jeune, il ferait front à l'opinion. Mais les forces physiques ont des limites et ces limites sont atteintes chez lui.

1. Le rejet en votation populaire de la loi sur la protection de l'ordre public du 13 octobre 1933 (pour les résultats du vote, cf. FF, 1934, I. pp. 865—866).

MM. *Minger, Motta, Schulthess* font observer à leur collègue que la décision du peuple n'est en aucune façon dirigée contre sa personne et le prient instamment d'examiner à nouveau la question.

M. le *chef du département des finances et des douanes* propose que le conseil se réunisse demain pour discuter sa démission collective, qui est la seule réponse à faire au vote du peuple. Le gouvernement est solidaire, et il n'y a aucune raison pour que M. Häberlin se retire seul.

M. le *chef du département de justice et police* rappelle que sa démission est motivée par des considérations personnelles qui n'entrent pas en ligne pour ses collègues et il insiste auprès de ceux-ci pour qu'ils ne prennent pas une décision dont les conséquences politiques seraient incalculables.

M. le *président*² déclare que s'il n'a pas pris lui-même la parole pour demander à M. Häberlin de renoncer à son projet, c'est qu'il en avait été informé avant la séance et qu'il savait cette décision irrévocable. Il la comprend, mais il la regrette profondément. Et il serait heureux qu'en présence de la situation nouvelle créée par la proposition de M. Musy, M. Häberlin voulût bien ajourner sa décision à demain. Mais il se refuse à donner suite à ladite proposition. Il ne s'agit pas des convenances personnelles des membres du gouvernement. Il s'agit de ne pas abandonner le navire dans la tempête.

M. le *chef du département des finances et des douanes* déclare que si le Conseil fédéral ne démissionne pas en bloc, il suivra M. Häberlin.

Sur les instances de M. le *président* et de M. *Motta*, M. Musy se déclare d'accord de réfléchir encore et pour le moment de ne rien laisser transpirer de sa détermination en dehors de la salle.

M. le président réunira cet après-midi dans son cabinet MM. Musy, Motta et Minger pour discuter de la situation.

2. *Pilet-Golaz.*

19

E 2001 (C) 4/103

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 12 mars 1934

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre d'hier, 11 mars¹, concernant les faisceaux suisses en Italie, et je tiens à vous donner le texte précis de la déclaration qui m'a été faite par M. Suvich et que j'ai écrite sous sa dictée afin d'éviter toute fausse interprétation de ses paroles:

«Il Capo del Governo italiano ha inviato una circolare a tutti i Prefetti del

1. *Non reproduit.*

Regno, salvo quelli di Roma, Firenze e Milano, facendo sapere loro que non era il caso di favorire la costituzione di gruppi fascisti svizzeri.

Per le tre città sopranominate, si è disposto per seguire l'attività dei gruppi ivi costituiti ed intervenire nel caso che potrebbero turbare i buoni rapporti fra i due paesi».

M. Suvich m'a demandé, au nom du Chef du Gouvernement, de ne faire aucune publication à ce sujet dans la presse. Si la nouvelle se répand, ce qui est fort probable vu les relations de nos journalistes² avec le bureau de la presse du Ministère des Affaires Etrangères, il convient que je puisse déclarer que cette communication n'émane ni de mon Gouvernement, ni de moi.

J'ai toutefois fait observer à M. Suvich que vous pourriez avoir à répondre aux Chambres à quelque interpellation.³ Il m'a répondu que, dans ce cas, vous pouvez déclarer que le Gouvernement Royal n'appuie en aucune manière la constitution de ces faisceaux suisses et qu'il veille à ce que rien ne puisse troubler les bons rapports entre nos deux pays.

C'est à ce propos que M. Suvich m'a parlé de Nicole qui, chaque jour, injurie le Gouvernement italien et son Chef, soit dans son journal, soit dans ses discours

2. Cf. annexe au n° 273.

3. Le 13 mars, le conseiller national P. Schmid dépose une interpellation invitant le Conseil fédéral à renseigner les Chambres sur la manière dont il entend protéger les Suisses à l'étranger (particulièrement en France, Allemagne et Italie); le point 3) de l'interpellation a la teneur suivante:

3. Was hat der Bundesrat gegen die Mailänder Schweizerfaschisten vorgekehrt, die Landesleute öffentlich in der Presse bedrohen? Hat er Massnahmen in Vorbereitung, um das landesverräterische Handeln solcher Schweizer zu verunmöglichen? Da der Präsident und der Sekretär der Schweizerischen Handelskammer für Italien, die durch den Bund subventioniert wird, an der Spitze dieser durch ihr Treiben die Schweizerkolonie vergiftenden Faschistengruppe stehen, erwartet der Unterzeichnete vom Bundesrat sofortige energische Schritte, damit die Schweizerische Handelskammer für Italien nicht zum Herd antidemokratischer Umtriebe werde.

Le 23 mars, l'interpellation Schmid est développée devant le Conseil national; dans sa réponse, G. Motta fait état de l'entretien que G. Wagnière a eue le 8 mars avec Mussolini (cf. n° 17), et des promesses faites par ce dernier de ne pas chercher à favoriser la création de nouveaux groupes fascistes suisses en Italie. Cf. Procès-verbal des délibérations du Conseil national, séance du 23 mars, pp. 242ss. (E 1001 (c) d 1/304).

Cf. aussi la notice destinée à préparer la réponse du Conseil fédéral à l'interpellation Schmid, non datée, non signée mais rédigée par P. Bonna, dont voici le texte:

Les divers points soulevés par M. Schmid n'ont, en réalité, guère de liens entre eux et il est difficile, dès lors, de les coordonner.

Tout au plus pourrait-on soutenir que la formation de groupements politiques au sein des colonies suisses à l'étranger est, jusqu'à un certain point, pour nos compatriotes, une réaction de défense, par «mimétisme», à l'égard des tendances extrêmement nationalistes et autoritaires du milieu dans lequel ils vivent. En effet, les uns — les adeptes de Theodor Fischer et les partisans du Front national en Allemagne — se sont laissé gagner par contagion aux idées de leur entourage; les autres — les fascistes suisses en Italie — cherchent à diminuer les inconvénients que leur vaut leur qualité d'étranger en faisant profession d'une adhésion totale aux principes du fascisme et en se targuant d'en être les propagateurs en Suisse même.

On doit cependant se demander s'il convient d'énoncer des circonstances atténuantes en faveur de mouvements que nous avons, au contraire, intérêt à combattre et qui répondent aussi à d'autres mobiles et à de beaucoup moins acceptables que ceux du caméléon, qui prend la couleur du milieu dans lequel il se trouve. (E 2001 (C) 4/96).

publics. M. Suvich a ajouté: «Ces injures de Nicole sont autrement plus graves que les propos prononcés par des Scanziani ou Tomarkin⁴; à Genève c'est le chef d'un gouvernement cantonal suisse qui injurie publiquement le chef du gouvernement italien, tandis qu'à Rome ce sont des Suisses, dans un local fermé, devant un public restreint, qui attaquent le gouvernement de leur propre pays».

Je m'attendais à cette riposte inspirée, sans doute, par le Duce lui-même. Notre intervention auprès du Gouvernement italien a heureusement bien réussi, mais on saura nous la rappeler.

M. Suvich m'a dit encore *confidentiellement* que le nommé Tomarkin était surveillé de très près et il m'a fait entendre que la présence à Rome de cet ancien communiste converti n'était pas appréciée.

D'autre part, j'ai l'impression que M. Fonjallaz exagère un peu son intimité avec le Duce. Celui-ci m'a dit qu'il ne l'avait vu que deux fois, la première quand il vint se présenter à lui pour une tout autre affaire, et la seconde quand il vint «con quel gruppo di contadini svizzeri».⁵

J'apprends que Scanziani a fait une nouvelle conférence samedi dernier et qu'il a été très violent. Le public était plus restreint que la première fois: 14 personnes. Aucun journal n'a parlé de cette soirée, ce qui est fort bien. J'ai recommandé aux correspondants des journaux suisses de s'abstenir, pour le moment, de parler des groupements fascistes suisses en Italie. Il faut faire le silence.

Je crois que cette question des faisceaux suisses en Italie ne doit plus trop nous préoccuper pour le moment.⁶

4. Cf. n° 15.

5. Le 17 octobre 1933. Cf. DDS vol. 10, n°s 343 et 344.

6. Le 14 avril suivant, G. Wagnière adresse à G. Motta la lettre personnelle suivante:

Au sujet de la question des faisceaux suisses, M. Suvich m'a fait hier une communication de nature à vous intéresser, mais il m'a demandé instamment de la considérer comme strictement confidentielle et de n'en donner communication, suivant ses paroles, ni à la presse, ni aux Chambres fédérales. Le Gouvernement a interdit la formation d'un groupe fasciste suisse à Gênes. Vous saisissez toute l'importance de cette nouvelle. Je vous la donne en vous rappelant les conditions auxquelles M. Suvich me l'a communiquée.

M. Suvich m'a encore fait observer que, si des groupes socialistes se forment parmi les Italiens en Suisse, le Gouvernement Royal ne nous demande pas d'intervenir pour les dissoudre ou pour les gêner dans leur activité. Je lui ai répondu que le mot de «socialiste» n'appartenait pas à un pays plus qu'à un autre, tandis que le terme de «fasciste» est nettement et uniquement italien. Dans l'état actuel des esprits, si des groupes fascistes suisses se créent en Italie, ceux qui n'y adhéreront pas passeront pour antifascistes, c'est-à-dire anti-italiens. Il y a là une source de malentendus que nous devons éviter à tous prix.

M. Suvich paraît avoir compris ce raisonnement. Il m'a parlé aussi de la démission de Tomarkin. C'est du reste lui qui a abordé ce sujet des faisceaux suisses; je n'avais aucune intention de lui en parler au cours de ma visite (J.I.1.1/2).

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 15 mars 1934

485. Programme de M. le Conseiller fédéral Musy

Verbal

M. le *président*¹ communique que la conférence de lundi dernier (voir le procès-verbal de la séance du 12 relatif à la démission de M. Häberlin)² s'est séparée sans résultat. Depuis lors, le bruit de la démission de M. Musy a circulé dans les couloirs du parlement³, et la nouvelle s'est répandue dans la presse. Devant l'insistance de ses amis politiques, M. Musy a finalement déclaré qu'il pourrait renoncer à donner sa démission si le Conseil fédéral acceptait un programme économique et financier dont M. Walther, président du groupe catholique-conservateur des chambres, a remis un exemplaire au président de la Confédération. Les groupes parlementaires se réunissant ce soir pour discuter le remplacement de H. Häberlin, il faut que la question soit élucidée d'urgence, car une seconde démission mettrait les chambres en présence d'une situation nouvelle.

M. le *chef du département des finances et des douanes* expose les raisons qui l'ont conduit à déposer son projet de programme (annexe).⁴ Il constate que malgré l'adoption du programme financier les comptes de cette année se solderont de nouveau par un déficit. En outre la situation des chemins de fer fédéraux ne s'améliore pas, l'exercice courant se soldera comme celui de l'an dernier par un déficit de 50 millions, sans parler des constructions, qui absorberont un chiffre égal. Ainsi, à la fin de 1934, les dettes des CFF auront augmenté de 200 millions par rapport au début de l'an dernier. Comment couvrir ces déficits? Il est difficile de demander un nouvel effort fiscal au pays, alors que l'exécution complète du programme financier (impôt sur les boissons) se heurte déjà à de très sérieuses difficultés. D'autre part, le chômage coûte trop cher, tant pour les cantons et les communes que pour la Confédération. Le gouvernement neuchâtelois calcule qu'après un effort de compression maximum, le déficit se maintiendra aux environs de 8 millions par an. D'autres cantons sont également dans une situation grave. Il est impossible de continuer dans la même voie. Si l'on ne peut réduire les dépenses, il faut qu'on en tire un profit pour la communauté. Le système des subventions doit être en outre modifié de fond en comble; il faudra examiner si, avec un groupement différent, on ne pourra pas obtenir les disponibilités nécessaires.

Les dangers que l'état actuel de la balance des paiements fait courir à notre

1. *Pilet-Golaz.*

2. *Cf. n° 18.*

3. *En outre, le 14 mars, le conseiller national Reinhard a déposé une petite question concernant un incident survenu en caserne l'année précédente au fils du Chef du Département des Finances et des Douanes. Le Conseil fédéral répond le 16 déjà à l'interpellateur (E 1004 1/345, PVCF n° 493 du 16 mars 1934).*

4. *Cf. annexe au document.*

change ressortent de l'exposé fait par M. le directeur Bachmann à l'assemblée des actionnaires de la banque nationale. Les recettes du tourisme et les intérêts de nos placements à l'étranger ne suffisent plus à compenser le déficit de cette balance, et il faut aviser avant qu'il soit trop tard. De louables efforts ont été faits pour améliorer le bilan de nos échanges. Mais pour aboutir à un résultat décisif il faut répudier franchement la clause de la nation la plus favorisée et recourir aux tarifs préférentiels plutôt qu'au contingentement et à la limitation des importations. Et surtout, il faut réduire les frais de production. L'écart entre la courbe des prix de gros et des prix de détail subsiste. Depuis huit mois, l'index des prix de détail est figé, et pendant ce temps le bénéfice des intermédiaires demeure considérable. Non pas qu'il augmente par individu, mais le nombre des intermédiaires va progressant (à Genève on compte 5000 magasins de détail contre 3000 il y a quelques années). En décembre 1931, M. Musy a réclamé une baisse des prix de la vie. Mais on n'a pas compris alors l'importance de cette mesure, et depuis les prix ont baissé sensiblement en Allemagne et en Italie. Aujourd'hui on doit reconnaître que l'adaptation des prix est le seul moyen d'éviter la baisse du franc. Le Conseil fédéral devra donc résolument demander des pouvoirs pour organiser la baisse des prix.

Le Conseil fédéral devra en outre étudier une organisation de notre vie économique sur la base professionnelle, seul moyen de mettre un peu d'ordre dans ce domaine et de faire cesser la guerre stérile qui épuise le pays. Il faut sortir de l'anarchie économique et décongestionner l'Etat. Sinon l'interventionnisme se traduira par une augmentation de la fiscalité qui finira par écraser notre économie nationale.

Le vote populaire de dimanche dernier⁵ ne doit pas faire perdre courage au Conseil fédéral. Nous avons l'obligation d'être encore plus rigoureux que par le passé à l'égard des étrangers. On aurait pu songer à donner au Conseil fédéral des pouvoirs lui permettant de mettre en vigueur les dispositions rejetées par le peuple. Mais cette question n'est pas du domaine du département des finances et des douanes.

Si le Conseil fédéral peut adhérer au programme ainsi esquissé, M. Musy n'aura aucune raison de le quitter. Sinon il estimerait préférable de se retirer.

M. le *président* demande à M. Musy s'il pense laisser au conseil le temps d'examiner son programme ou s'il demande qu'une résolution soit prise sans tarder.

M. le *chef du département des finances et des douanes* demande que le conseil déclare demain au plus tard s'il est d'accord sur les grandes lignes de son programme.

M. le *chef du département de justice et police* déclare ne pouvoir admettre qu'un membre du conseil dépose un programme et menace de se retirer s'il n'est pas accepté dans les vingt-quatre heures. Un tel procédé est incompatible avec la dignité et le prestige du Conseil fédéral. M. Häberlin comprendrait que le chef du département des finances et des douanes réclame la mise à l'étude de son programme et se réserve, si le résultat de cette étude n'est pas conforme à ses désirs, de se retirer. Il le prie instamment, dans l'intérêt d'une féconde collaboration gouvernementale, de donner une déclaration dans ce sens. Si M. Musy maintenait son point de vue, il devrait refuser de discuter les détails du programme.

5. Le rejet en votation populaire, le 11 mars, de la loi sur la protection de l'ordre public (cf. n° 18).

M. le *président* est reconnaissant au chef du département de justice et police de son intervention, car nul ne pouvait, mieux que lui, exposer les hésitations et les craintes qui animent les membres du conseil. M. Musy comprendra sans doute que ce langage est celui de la raison et qu'il doit laisser à ses collègues le temps de réfléchir à ses propositions sans être mis sous une pression. Au nom du conseil et dans l'intérêt du pays, il demande à M. Musy de se déclarer satisfait si son programme est mis à l'ordre du jour du conseil.

M. le *chef du département des finances et des douanes* désire savoir d'ici à lundi au plus tard⁶ si le conseil est d'accord sur les grandes lignes de son programme.

M. le *chef du département de l'économie publique* s'associe aux paroles de M. Häberlin. Il ne peut discuter un programme sous une menace de démission. M. Musy doit reconnaître que le conseil a discuté en parfaite objectivité son programme financier et qu'une entente s'est établie sans heurts, dans un esprit de saine collaboration. Son nouveau programme contient nombre de choses justes, mais il n'est pas un seul point qui puisse être discuté en une seule séance. En sa qualité de chef du département de l'économie publique, il doit d'ores et déjà se réserver de faire des propositions sur plusieurs articles. Il ne s'agit pas d'une opposition de principe, mais on ne saurait improviser en une matière aussi grave, et l'étude en question demandera plusieurs mois. Le vœu de tous les membres du conseil est de sauver le pays par un acte collectif. Ils sont prêts à examiner consciencieusement le programme de M. Musy, mais ils prient instamment celui-ci de renoncer à sa démission.

M. le *président* considère comme une impossibilité d'examiner le programme de M. Musy d'ici à lundi et il le prie, par un appel pressant, amical et patriotique, de laisser au conseil le temps de réfléchir et de s'entourer des renseignements nécessaires. Si, en juin, le conseil n'a pas donné les apaisements attendus par M. Musy, celui-ci sera libre d'en tirer les conséquences.

M. le *chef du département politique* s'associe de tout cœur à l'appel du président, au nom de son amitié personnelle pour M. Musy. Celui-ci doit comprendre qu'en demandant au conseil de se prononcer immédiatement il le place dans une situation qui n'est pas digne d'un gouvernement. M. Motta le prie instamment de prononcer le mot libérateur.

M. le *chef du département militaire* constate que le programme contient des points importants, sur lesquels il est impossible de se prononcer sans une discussion approfondie. M. Musy pourrait se contenter de la promesse de ses collègues d'entreprendre cette discussion.

M. le *chef du département de l'intérieur* s'associe à cette manière de voir. Il exprime en outre le vœu que le programme ne soit ni publié ni communiqué à des membres de l'Assemblée fédérale.

M. le *chef du département des finances et des douanes* se déclare d'accord de ne donner aucune publicité à son programme tant que le conseil ne se sera pas prononcé. Pour le surplus, il demande à réfléchir jusqu'à demain matin.⁷

M. le *chef du département de justice et police* prie M. Musy de donner immédiatement la réponse que lui demandent tous ses collègues. En octobre dernier, il

6. Soit le 19 mars.

7. Le lendemain, J. M. Musy, constatant que la presse, informée malgré tout, parle de l'ultimatum

avait donné sa démission en raison de l'attitude prise par M. Musy dans la question du programme financier⁸. Il l'a retirée alors par solidarité. Il demande aujourd'hui à M. Musy de faire de même. Si M. Musy ne donne pas aujourd'hui la réponse attendue, le conseil aura le droit de dire qu'un de ses membres à porté atteinte à sa dignité.

M. le *chef du département des finances et des douanes* ajourne sa réponse à demain.

ANNEXE

Projet de programme du Chef du Département des Finances et des Douanes, J. M. Musy⁹

1. Je constate que depuis décembre dernier, 30 millions de dépenses nouvelles ont été décrétées. Elles s'ajoutent à un budget encore déficitaire, malgré les importantes recettes nouvelles apportées par le programme financier. La situation créée par cette dangereuse tendance est d'autant plus grave que la charge fiscale, dépassant déjà 200 francs par tête, grève très lourdement toute la population.

A l'avenir, le Conseil fédéral et les Chambres observeront strictement le principe inséré au programme financier qui interdit toute dépense non couverte par une recette équivalente. Les départements s'abstiendront de toute proposition comportant une nouvelle dépense.

2. Les subventions fédérales feront l'objet d'un examen approfondi et d'une révision. On examinera à cette occasion si la concentration des innombrables subventions ne pourrait pas faciliter la solution des problèmes non encore résolus.

3. Le Conseil fédéral demande les pouvoirs nécessaires pour réduire le coût de la vie, y compris le loyer. Seront exceptés les éléments ayant déjà subi une importante diminution.

4. Le problème du chômage, dont la solution sera facilitée par la réduction du coût de la vie, fera l'objet d'un examen général pour aboutir à réintégrer le plus possible les chômeurs dans le travail ou au moins à les occuper au lieu de les entretenir dans une démoralisante et très coûteuse oisiveté.

5. L'endettement progressif des chemins de fer fédéraux sera soumis à un examen immédiat devant aboutir à la réforme du statut administratif et juridique des CFF et à l'assainissement de leur base financière. En 2 ans, la dette des CFF a augmenté de 200 millions.

6. La Confédération s'efforcera de résoudre le problème de l'organisation professionnelle dans un sens qui mette fin à l'épuisante lutte de classes et aux stériles antagonismes économiques qui appauvrissent le pays.

La discipline économique nouvelle tendra à réduire les interventions de l'Etat (le chiffre des subventions dépasse 200 millions en 1933), afin d'épargner au peuple le développement indéfini

qu'il a posé au gouvernement, annonce à ses collègues que pour apaiser les esprits il ajourne sa détermination définitive jusqu'au moment où le Conseil fédéral aura pris position sur ses propositions.

Dans le communiqué publié dans ce sens, le président de la Confédération, à la demande exprès du collège gouvernemental, dément que le Chef du Département des Finances et des Douanes ait posé un ultimatum (E 1004 1/345, PVCF n° 487 du 16 mars).

Le 22 mars, J. M. Musy confirme sa démission, n'ayant pas obtenu ce qu'il demandait.

8. *Arrêté fédéral concernant les mesures extraordinaires et temporaires destinées à rétablir l'équilibre des finances fédérales (RO, 1933, vol. 49, pp. 859—867).*

9. *Ce document sans titre, qui porte la date du 15 mars, est annexé au procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du même jour.*

d'une fiscalité qui menace d'ébranler notre crédit, de ruiner le pays et enfin de compromettre l'indépendance économique de la Suisse.

7. La police fédérale des étrangers éliminera immédiatement tous les éléments étrangers dont la présence et l'activité en Suisse sont de nature à compromettre la sécurité du pays.

21

E 1004 1/345

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 mars 1934¹

501. Négociations commerciales avec la France

Verbal

[...]²

M. Stucki³ expose d'abord les conditions générales des pourparlers. En premier lieu, il faut considérer que la Suisse est le meilleur acheteur de la France, avec 800 millions fr. fr. en 1933, alors que le Danemark, qui vient en deuxième rang, ne contribue à l'exportation française que pour 150 millions fr. En second lieu, il faut noter que la France, qui pratique, comme nous, la politique du «donnant donnant», s'est heurtée dans les derniers mois à quantité de difficultés à la suite de la dénonciation de ses traités notamment avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Elle est, à vrai dire, à la veille de conclure des arrangements avec la Tchécoslovaquie et l'Italie et paraît devoir s'entendre aussi avec la Grande-Bretagne, mais au prix de sérieuses concessions.

En ce qui concerne les produits agricoles, notre balance commerciale avec la France est également très déficitaire. Les Français, il est vrai, font état de l'augmentation de nos exportations de fromages qui, par suite d'arrangements divers ont triplé depuis quelques années. Nous comprenons le mécontentement des producteurs français, mais nous demandons à ne pas être traités moins favorablement qu'en 1933. La conférence des producteurs suisses et français qui s'est tenue à Lausanne⁴, n'a pas eu de résultat dans sa partie officielle. Mais les délibérations ont été suivies d'un échange de vues privé qui aurait permis de constater ce qui suit: Les producteurs français seraient d'accord que la gestion du contingent des fromages demeurât aux mains de la Suisse, alors que la note française du 15 mars réclame encore la gestion pour la France. Cette réclamation ne peut se justifier, du point de vue français même, la France ayant dénoncé ses traités avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne en invoquant que le droit de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux contingents. La France ne peut pas contester non plus que le

1. *Absent: Musy.*

2. *Les propositions communiquées le 15 mars par l'Ambassadeur de France.*

3. *Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique.*

4. *Le 13 mars, sous la présidence du conseiller d'Etat vaudois Porchet.*

système actuel n'ait bien fonctionné, contrairement à ce qui s'est passé avec l'Italie, qui, dans la gestion de son contingent français, a obéi à des mobiles politiques. Quant aux contingents mêmes, les producteurs français ont envisagé d'abord le chiffre de 250 wagons, alors que le gouvernement en offre 400. Mais ils auraient finalement laissé entendre que le contingent pourrait être fixé à 5 ou 600 wagons.

Il est un argument décisif dans nos conversations avec la France: c'est que nous n'avons accepté une prorogation de la convention qu'en raison de la crise ministérielle qui ne permettait pas au gouvernement français de prendre une décision. Aussi, même dans le cas où, comme l'ambassadeur l'a laissé entendre, la France nous accorderait, éventuellement sans compensation, un contingent de 500 wagons et où elle admettrait le poids de 70 kg au lieu de 80 kg pour les fromages bénéficiant de la taxe de licence réduite, nous ne pourrions engager la négociation. Nous pourrions accepter un contingent de 600 wagons et un droit (licence comprise) de 100 francs. Mais nous ne pouvons admettre aucune discussion tant qu'on ne nous laisse pas la gestion des contingents et que ce dernier [*sic*] est mesuré à 500 wagons.

Tout porte à croire, au reste, que la note remise par l'ambassadeur émanait d'agents subalternes, et nous devons forcer le gouvernement à arrêter lui-même son attitude.

M. le *président* demande: 1° si nous devons nous borner à déclarer insuffisantes les propositions françaises ou indiquer nous-mêmes les bases que nous jugeons indispensables à l'ouverture de la négociation; 2° quelles mesures devraient être envisagées en cas de non-renouvellement du traité: l'établissement de contingents ou le relèvement des droits?

M. *Stucki*. Ce serait nous affaiblir que d'indiquer nos réclamations minima. Nous avons toujours dit aux Français qu'ils avaient bénéficié, en 1933, d'un gros excédent de la balance des échanges agricoles et que nous étions d'accord de maintenir cette situation, mais à condition qu'on ne réduise pas d'un kilo nos exportations. Nous ne devons pas abandonner le terrain solide du traité actuel. La France l'ayant dénoncé, c'est à elle qu'il appartient de faire des propositions.

Quant aux conséquences d'une rupture, il est difficile de les envisager avant de savoir quelles mesures prendrait la France. Mais nous n'avons aucune raison de pousser les choses à bout en fixant des droits prohibitifs, et il nous suffira de réduire à 25 pour cent par exemple les contingents de vins, de légumes, de bois. Si la France appliquait à nos produits des droits prohibitifs, nous appliquerions des droits différentiels sur les vins.

M. *Stucki* expose ensuite la question des transferts allemands.⁵

M. le *chef du département politique* demande s'il serait possible de lier aux négociations commerciales la question de la double imposition⁶ et celle des travailleurs suisses en France⁷, ou tout au moins de les amorcer.

M. *Stucki* déclare qu'il comprend la haute importance de ces deux questions, mais il serait impossible de les lier aux négociations commerciales sans compromettre le succès de ces dernières. Il serait à craindre en effet, que nous n'indispos-

5. Cf. n° 46.

6. RG, 1934, p. 126.

7. Cf. n° 16.

sions ainsi les ministres qui ont ces affaires dans leur ressort et qui renforceraient, au gouvernement, la résistance à nos revendications commerciales. D'autre part nous serons probablement amenés, dans les négociations commerciales, à faire des concessions, et les questions susmentionnées pourront nous servir alors d'articles de compensation.

En conséquence, le conseil

arrête:

1° Les revendications du gouvernement français ne fournissent pas une base suffisante pour l'ouverture de négociations commerciales.⁸

2° Il est pris acte du rapport du département politique du 9 mars 1934 sur la protection des travailleurs suisses en France⁹, qui retourne au département¹⁰, étant entendu que les négociateurs de la convention de commerce ne perdront de vue ni cette question ni celle de la double imposition.

8. *La Suisse ayant obtenu notamment l'administration des contingents de fromage, fixés à 600 wagons annuellement, une nouvelle convention de commerce est signée entre la France et la Suisse, le 29 mars à Berne.*

Mis provisoirement en vigueur dès le 1^{er} avril, l'accord n'entrera en vigueur qu'à la fin du mois d'août, après la ratification française (PVCF n° 1675 du 21 septembre, E 1004 1/348). Pour le texte de la convention cf. RO, 1934, vol. 50, pp. 781—798 et E 2001 (C) 3/15 pour les annexes et l'échange de lettres non publiés.

La taxe à l'importation établie par la France pour des raisons fiscales au printemps 1932 (cf. DDS vol. 10, rubrique II.11.1: France, relations commerciales) ramenée par l'accord à son taux réglementaire, le Conseil fédéral lève la surtaxe douanière de rétorsion qu'il avait imposée à certaines marchandises françaises dès le 27 mai 1932 (PVCF n° 653 du 10 avril 1934, E 1004 1/345).

L'Union suisse des paysans transmet à W. Stucki sa satisfaction profonde devant l'issue des négociations commerciales (lettre signée du président Moser-Schaer et du directeur Laur, 9 avril, J.I.131/2).

9. Cf. n° 16.

10. *Id.*, n. 1.

22

E 1004 1/345

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 mars 1934

537. Schweizerfranken

Politisches Departement. Mündlich

Die Gesandtschaft in Washington hat dem Politischen Departement telegraphisch mitgeteilt¹, es hätten verschiedene New Yorker Banken behauptet, die Demission des Herrn Bundesrat Musy² stehe bevor und bedeute eine demnächstige Änderung der Währungspolitik der Schweiz. Das Politische Departement hielt es für angezeigt, der Gesandtschaft sofort telegraphisch zu antworten³, dass, entgegen den im Auslande umlaufenden Gerüchten, dem Rücktritte von Herrn Bundesrat Musy keinerlei Meinungsverschiedenheiten über die schweizerische Währungspolitik zu Grunde liegen. Der Bundesrat sei nach wie vor entschlossen, den Schweizerfranken auf der heutigen Parität zu halten.⁴

Der Departementsvorsteher bittet den Bundesrat um nachträgliche Zustimmung zu dieser telegraphischen Erklärung.

Der Rat stimmt zu.

ANNEXE I

E 1004 1/345

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 mars 1934

577. Finanzpolitik des Bundesrates

Präsidentschaft. Mündlich

Da die Demission des Herrn Bundesrat Musy hinsichtlich der künftigen Währungspolitik der Schweiz insbesondere im Auslande eine gewisse Unruhe hervorgerufen hat, wurde dem Herrn Bundespräsidenten aus verschiedenen, auch parlamentarischen Kreisen, nahegelegt, er möchte ein amtliches Communiqué des Bundesrates veranlassen, um die falschen Gerüchte zu entkräften.

Herr Bundespräsident Pilet-Golaz legt den Entwurf zu einer derartigen amtlichen Mitteilung vor, die mit einigen wenigen redaktionellen Änderungen genehmigt wird und nunmehr folgenden Wortlaut hat:

«In seiner Sitzung vom Mittwoch, 28. März, hat sich der Bundesrat mit den tendenziösen Gerüchten befasst, die aus Anlass des Rücktritts von Bundesrat Musy verbreitet wurden und sich auf die Finanzpolitik der schweizerischen Regierung beziehen. Er hat festgestellt, dass sie mit seinen festen Absichten in absolutem Widerspruch stehen.

1. *Par télégramme du 22 mars* (E 2001 (C) 3/5 et E 2200 Washington 14/15).

2. *Cf. n° 20.*

3. *Cf. télégramme daté du même jour* (E 2001 (C) 3/5 et E 2200 Washington 14/15).

4. *Cf. annexes au présent document.*

Der Bundesrat ist entschlossen:
 die im letzten Oktober unternommene Wiederaufrichtung der Finanzen⁵ weiter zu verfolgen;
 das von der Bundesversammlung zu diesem Zwecke angenommene Programm strikte aufrecht-
 zuerhalten;
 das wiederhergestellte Budgetgleichgewicht unter keinen Umständen gefährden zu lassen;
 sich mit aller Entschiedenheit allen neuen Ausgaben zu widersetzen, die nicht gedeckt wären;
 eine Politik der Zusammenfassung aller Kräfte und der Sparsamkeit zu verfolgen.

Er verurteilt jegliche Währungsmachenschaften und wird nicht gestattet, dass am Grundsatz der Goldwährung gerüttelt werde, auf welchem der Schweizerfranken aufgebaut ist, den er in voller Übereinstimmung mit der stark und gesund dastehenden Nationalbank auf der heutigen Parität belassen will.

Der Bundesrat wünscht, dass keinerlei Zweifel bestehen hinsichtlich der Politik der Vorsicht und Besonnenheit, die er im soeben entwickelten Sinne weiter zu verfolgen entschlossen ist.

Er weiss, dass er bei der Erfüllung dieser undankbaren und notwendigen Aufgabe auf die Unterstützung des Landes rechnen darf.»

ANNEXE II

E 2001 (C) 3/5

*Exposé du Directoire de la Banque nationale*⁶

Warum die Schweiz am Goldstandard festhalten will und muss

Copie

Bern, 9. April 1934

Die Abkehr Englands von der Goldwährung im September 1931⁷, ganz besonders aber die Aufhebung des Goldstandards in den Vereinigten Staaten von Amerika im Frühjahr 1933⁸, haben da und dort die Befürchtungen über eine Frankenabwertung in der Schweiz aufkommen lassen. Schon im letzten Jahre, in der Hauptsache in der Zeit anfangs April bis anfangs Juli, musste die Schweizerische Nationalbank über 700 Mill. Fr. Gold abgeben.⁹ Verschiedene Ereignisse haben in den letzten Wochen erneut einen Angriff auf den Schweizerfranken ausgelöst. Die Nationalbank hat wiederum von der ihr zur Verfügung stehenden Waffe zur Verteidigung der Währung Gebrauch gemacht. Durch die Abgabe von rund 300 Mill. Gold hat sie ihren Willen bekundet, nicht nur an der Goldwährung, sondern auch an der jetzigen Parität festzuhalten. Der Präsident des Direktoriums¹⁰ hat anlässlich der letzten Generalversammlung der S.N.B. deutlich zum Ausdruck gebracht, weshalb die Nationalbank jegliche Währungsmanipulation ablehnt. Aber auch der Bundesrat hat mehrfach erklärt, letztmals am 18. III. dieses Jahres, dass die Schweiz an der Goldwährung festhal-

5. Cf. Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant les mesures extraordinaires et temporaires destinées au rétablissement de l'équilibre budgétaire, du 2 septembre 1933 (*FF*, 1933, II, pp. 201 ss.) et Arrêté fédéral concernant les mesures extraordinaires et temporaires destinées à rétablir l'équilibre des finances fédérales, du 13 octobre 1933 (*RO*, 1933, vol. 49, pp. 859 ss.). Le texte de cet arrêté fédéral avait été discuté par le Conseil national du 26 septembre au 6 octobre, ainsi que le 13 octobre 1933 (*BOAF*, CN, 1933, pp. 391 ss. et pp. 734 ss.); le Conseil des Etats, lui, en avait débattu du 9 au 13 octobre 1933 (*BOAF*, CE, 1933, pp. 268 ss.).

6. Texte transmis par la Banque nationale au Département politique, et par ce dernier à l'ensemble des légations et des consulats de Suisse à l'étranger.

7. Cf. *DDS* vol. 10, nos 102, 103, 106 et 110.

8. Cf. *DDS* vol. 10, rubrique II.9.2: *Etats-Unis, emprunt suisse et abandon de l'étalon-or*.

9. Cf. *DDS* vol. 10, annexe au n° 300.

10. G. Bachmann.

ten werde. An dem Willen zum Festhalten fehlt es also nicht. Es gibt aber Kreise die am Können zweifeln.

Diese Zweifler können allerdings ihre Argumente *nicht* im *Status der Schweizerischen Nationalbank* suchen. Mit einer Golddeckung des Notenumlaufs von rund 125% und einer Deckung der gesamten kurzfristigen Verbindlichkeiten (Noten- und Girogelder) durch Goldwerte von rund 90% weist die Schweizerische Nationalbank unbestritten den relativ stärksten Status sämtlicher Notenbanken auf. Die ausserordentlich starke Position der Notenbank tritt deutlich zutage, wenn man sich vergegenwärtigt, dass beim heutigen Goldbestand von 1,7 Milliarden und dem Notenumlauf von 1,4 Milliarden noch weitere 2,7 Milliarden Noten ausgegeben bzw. noch über 1 Milliarde Gold abgegeben werden könnten, bis die gesetzlich vorgeschriebene Minimaldeckung des Notenumlaufs von 40% erreicht wäre.

In den Jahren 1927 bis 1929 betrug die Reserve der Nationalbank an Gold und Golddevisen 650—750 Mill. Fr. Als ihr dann mit dem Ausbruch der internationalen Finanzkrise im Jahre 1931 und auch später noch infolge Zustroms ausländischer Gelder und der Rapatriierung schweizerischer Gelder in grossem Umfange Devisen zuflossen, hat sie diese in die liquideste Form, nämlich in Gold, übergeführt. Die Bankleitung hat von vornherein mit einer Rückwanderung der nur vorübergehend in der Schweiz Asyl suchenden Gelder gerechnet.

Weite Kreise befürchten nun aber, die Schweiz könnte aus *wirtschaftlichen Gründen* zu einer Abkehr vom Golde gezwungen werden oder aus freien Stücken zur Erzielung wirtschaftlicher Vorteile einen solchen Schritt unternehmen. Wohl lastet die Wirtschaftskrise auch schwer auf der Schweiz. Ihre Intensität ist aber keinesfalls grösser als in den meisten andern Ländern. Im Gegenteil. Die Inlandsindustrie ist meist noch gut beschäftigt. Hingegen hat die Exportindustrie mit zunehmenden Schwierigkeiten zu kämpfen und dem schweizerischen Landwirt fällt es schwer, seinen Verpflichtungen nachzukommen. Die schweizerische Volkswirtschaft verfügt noch über ansehnliche Reserven, so dass die Gefahr, die Schweiz *müsse* aus wirtschaftlichen Gründen das Beispiel der Vereinigten Staaten oder anderer Länder befolgen, kaum besteht. Es handelt sich vielmehr darum, ob die Schweiz, um sich Exportvorteile zu sichern, aus freier Entscheidung die jetzige Goldparität aufgeben werde.

Es bedarf der genauen Kenntnis der schweizerischen Wirtschaftsstruktur, um zu erkennen, dass eine Devaluation des Schweizerfranken kaum zu den in verschiedenen Kreisen erwarteten Erfolgen führen würde. Erfolge oder Misserfolge in andern Ländern können für die Schweiz niemals schlüssig sein.

Mit Fr. 392 Einfuhr und Fr. 210 Ausfuhr pro Kopf der Bevölkerung steht die Schweiz im Aussenhandelsverkehr im Jahre 1933 und übrigens auch im Vorjahr weitaus an erster Stelle aller Länder. Die wirtschaftliche Abhängigkeit vom Ausland tritt bei ihr besonders scharf zutage. Sie muss, ganz im Gegensatz zu den Ver. Staaten, aber auch im Gegensatz zu den meisten andern Ländern, nicht nur die Rohstoffe für alle Industrien einführen, weil sie selbst dieser Rohstoffe so gut wie ganz bar ist. Auch für den Lebensunterhalt ist sie weitgehend auf die Zufuhr angewiesen. Die Aufrechterhaltung des Aussenhandels ist für die Schweiz wie für kein zweites Land in Europa eine Existenzfrage.

Vom Totalimport des Jahres 1933 in der Höhe von 1594,5 Mill. Fr., entfielen nicht weniger als 881,3 Mill. d. h. 55,4% der Gesamteinfuhr, auf Nahrungsmittel und Rohstoffe. Bei einer Abwertung ihrer Währung müsste die Schweiz alle ihre notwendigen Importe um den Grad der Abwertung teurer bezahlen. Diese Preissteigerung würde aller Voraussicht nach auch die Preise für Inlandserzeugnisse mit in die Höhe reissen. Die Folge wäre eine Erhöhung des Preis- und Lohnniveaus in der Schweiz, so dass sich der erwartete und vorübergehend vielleicht auch eintretende Exportvorteil gar bald wieder verflüchtigen würde.

Aber auch die Fremdenindustrie, die in ihren Bezügen weitgehend vom Ausland abhängig ist, würde aus der Frankenabwertung kaum dauernd Nutzen ziehen. Wenn heute der Fremdenstrom nach der Schweiz nicht mehr das Ausmass früherer Jahre erreicht, so liegt der Grund nicht einzig und allein im hohen Schweizerfranken, sondern auch in den gesunkenen Einkommensverhältnissen im Ausland. Überdies bestünde die Gefahr, dass infolge gesunkener Inlandkaufkraft der Schweizer selbst seine Fremden- und Kurorte nicht mehr im gleichen Umfang aufsuchen könnte wie heute.

Würde so eine Abwertung des Schweizerfrankens absolut keine Gewähr für eine wirtschaftliche Belebung bieten, so stünde das eine fest, dass die Schweiz ihre Rolle als internationales Finanzzentrum ausgespielt hätte. Exportindustrie und Exporthandel haben in der Schweiz ein internationales Kreditgeschäft grossgezogen. Die Auslandsanlagen übersteigen die Guthaben des Auslandes an die Schweiz um mehrere Milliarden Fr. Vergegenwärtigt man sich, dass die Erträge dieser Kapitalanlagen normalerweise einen Aktivsaldo von einigen hundert Millionen zur Deckung unseres Handelsbilanzdefizits ergeben, so führen diese Zahlen auch zum Schluss, das eine stabile Währung für die Schweiz von eminenter Bedeutung ist.

Die Schweiz konnte sich allmählich zum Rentnerland entwickeln. Ende 1932 betrogen die den schweizerischen Banken anvertrauten Spargeldern rund 6 Milliarden, wozu nochmals 6 Milliarden Anlagen in Kassaobligationen kommen. Die Anlagen in andern festverzinslichen Werten mögen weitere 10 Milliarden erreichen. Da die Kaufkraft dieser Vermögensanlagen entsprechend der Preissteigerung zurückginge, so wäre es für eine Regierung nicht verantwortlich, wollte sie ohne Zwang durch die Preisgabe der Währung das Volksvermögen entwerten und den Sparer und Rentner teilweise um ihre Früchte bringen.

Massgebende Persönlichkeiten aus dem Kreise der Landwirtschaft sind zur Überzeugung gelangt, dass auch für sie die Abwertung des Frankens keine Rettung aus ihrer Not brächte. Es kann überhaupt darauf hingewiesen werden, dass die massgebenden Wirtschaftsführer der Schweiz sozusagen ausnahmslos für die Beibehaltung der jetzigen Goldwährung eintreten.

Die in der Schweiz für die Währung verantwortlichen Stellen sind der festen Überzeugung, dass für die Schweiz in Anbetracht ihrer wirtschaftlichen Verbundenheit mit dem Ausland das Gold immer noch die beste und sicherste Währungsgrundlage bildet. Sie wollen aber nicht nur der Goldwährung treu bleiben, sondern den Schweizerfranken auf seiner jetzigen Parität halten. Der Nationalbank fehlen nicht die Mittel dazu. Sie verfügt, wie bereits gesagt, über eine Goldreserve von 1700 Millionen Fr. Wohl löst sie gegenwärtig ihre Noten in französischen Franken ein. Damit ist aber keineswegs gesagt, dass der Schweizerfranken in besonderem Masse an die französische Währung gekettet wäre. Die Nationalbank besitzt nur wenige Millionen in dieser Devisen. Infolgedessen muss sie jedesmal bei grösseren Devisenbegehren sich die französischen Franken durch Umwandlung von Gold beschaffen. Die Nationalbank könnte sich aber ebenso holländische Gulden, belgische Franken, schliesslich auf Verlangen auch englische Pfund und nordamerikanische Dollars durch Versendung von Gold an die betreffenden Plätze beschaffen. Mit anderen Worten, der Schweizerfranken ist mit keiner Währung, auch mit dem französischen Franken nicht, direkt schicksalsverbunden.

23

E 1004 1/345

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 26 mars 1934*

561. Massnahmen gegen die Presse

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 20. März 1934

In der Sitzung des Bundesrates vom 24. November 1933¹ wurden das politische und das Justiz- und Polizeidepartement beauftragt, gemeinsam zu prüfen, ob gegen schweizerische Zeitungen, die durch ihre heftige Schreibweise die auswär-

1. Cf. DDS vol. 10, n°. 359 A.

tigen Beziehungen der Schweiz gefährden, administrative Massnahmen ergriffen werden können.

Mit Schreiben vom 13. Februar 1934² kam das politische Departement auf die Angelegenheit zurück unter Verweisung auf die zügellose Schreibweise des «Kämpfer» und des «Vorwärts» vom 10. Februar (Hitler: «Meuchelmörder», «Hitler-Bestien», «bestialische Mordtaten der Hitler-Regierung», «blutige Taten des Henkers Göring»). Mit Schreiben vom 9. Februar³ machte die zürcherische Justizdirektion auf den Leitartikel des «Kämpfer» vom 6. Februar («Vierfacher Meuchelmord an kommunistischen Führern») aufmerksam, worin Hitler und Göring als Schurken und die deutsche Regierung als eine Bande von Mördern bezeichnet werden. Am 8. Februar verteilte das Jugendkomitee gegen Krieg und Fascismus in Basel ein Flugblatt, das zu einer Protestversammlung gegen die Haftbelassung von Dimitroff und Genossen aufforderte und Göring und Göbbels als die wirklichen Brandstifter, Göring ausserdem als blutiger Henker bezeichnete. Das Basler Justizdepartement fragte an, ob gegen das Flugblatt nicht eingeschritten werden könne.⁴ Wegen dieses Flugblattes griff die Karlsruher Zeitung «Der Führer» vom 16. Februar 1934 die Schweizer Behörden in scharfer Weise an. Nach den Beobachtungen der Bundesanwaltschaft enthielten kommunistische und sozialdemokratische Zeitungen bei vielen aussergewöhnlichen Ereignissen (Reichstagsbrandprozess, Vorgehen der Dollfuss-Regierung gegen die Sozialdemokratie) schärfste Angriffe auf die beiden ausländischen Regierungen mit ehrbeleidigenden Äusserungen und Zeichnungen. Solche Angriffe sind auch in Broschüren, Flugblättern und bildlichen Darstellungen, die in der Schweiz vertrieben werden, enthalten, ebenso in der Emigrantenpresse («Deutsche Freiheit», «Der Gegen-Angriff», «Deutsche Volks-Zeitung», «Freie Presse» (Amsterdam), «AJZ» etc.) die aus dem Auslande in die Schweiz kommen.

Das Justiz- und Polizeidepartement hat sich bis jetzt auf den Standpunkt gestellt, dass nach unserer Gesetzgebung Angriffe auf die Ehre fremder Regierungen in ordentlichen Zeitungen gemäß Art. 42 des Bundesstrafrechtes⁵ zu verfolgen seien, dass aber der Bundesrat in kritischen Zeiten gemäss Art. 102, Ziff. 8 und 9 BV⁶ administrative Massnahmen ergreifen könne (vgl. Schreiben der Bundesanwaltschaft i. S. Tonello vom 1. Februar 1926, das Justiz- und Polizeidepar-

2. *Non reproduit.*

3. *Non retrouvé.*

4. *Non retrouvé.*

5. L'outrage public envers une nation étrangère ou son souverain ou un Gouvernement étranger, sera puni d'une amende qui peut être portée à fr. 2000 et dans des cas graves, être cumulée avec six mois au plus d'emprisonnement. Les poursuites ne peuvent toutefois être exercées que sur la demande du Gouvernement étranger, pourvu qu'il y ait réciprocité envers la Confédération (RO, 1851–1853, vol. 3., pp. 347–348).

6. Les attributions et les obligations du Conseil fédéral, dans les limites de la présente constitution, sont notamment les suivantes: [...]

8. Il veille aux intérêts de la Confédération au dehors, notamment à l'observation de ses rapports internationaux, et il est, en général, chargé des relations extérieures.

9. Il veille à la sûreté extérieure de la Suisse, au maintien de son indépendance et de sa neutralité.

tement an das politische Departement vom 2. Juli 1932).⁷ Strafklagen gemäss Art. 42 BSTR sind bis jetzt nicht gestellt worden. Das Justiz- und Polizeidepartement hat sich bis jetzt mit der Einziehung einzelner Broschüren (vgl. «Angeklagter Hitler», Zirkular des Aktionskomitees für den Boykott deutscher Waren, beide durch BRB vom 18. Juli 1933⁸ eingezogen) oder mit dem Ausschluss von der Postbeförderung gemäss Art. 25 PVG⁹ (vgl. «Assassins» u. a.) begnügt.

Die Sprache der Linkspresse, insbesondere der kommunistischen Organe gegen die deutsche und die österreichische Regierung wird aber immer heftiger, sodass dieser Zustand nicht länger geduldet werden kann. Warnungen des Vorstehers des Justiz- und Polizeidepartementes im Nationalrate haben nichts genützt. Das Justiz- und Polizeidepartement hat sich deshalb mit dem politischen Departementen dahin verständigt¹⁰, dem Bundesrate für die Dauer der gegenwärtigen kritischen Zeit bestimmte administrative Massnahmen gegen die Presse und übrigen Druckerzeugnisse vorzuschlagen. Man muss sich natürlich wohl besinnen, bevor man von der klaren Linie abgeht, welche die fremde Regierung auf die Strafklage des Art. 42 BStR verweist und von ihr den Nachweis des Gegenrechtes verlangt. Wenn man der einen Regierung eine freiwillige Konzession machen muss, wird man sie zwangsläufig auch den andern bewilligen müssen. Andererseits hat man ein unzweifelhaftes Interesse daran, den fremden Regierungen auch keinen moralischen Vorwand zu Reklamationen und Interventionen irgendwelcher Art zu liefern. Von diesem Gesichtspunkt aus hat man Veranlassung, vorbeugend die völkerrechtlichen Pflichten nicht nur des Rechtes, sondern auch des Anstandes aus eigener Initiative sorgfältig zu erfüllen. Es ist nicht zu verkennen, dass die Kontrolle der Presse und der übrigen Presseerzeugnisse, sowie der Entscheid, ob im Einzelfalle eine administrative Massnahme gerechtfertigt sei, schwierig sein wird. Während des Krieges war die Pressekontrollkommission mit dieser Aufgabe betraut und bestand die Verordnung betr. die Beschimpfung fremder Völker etc. vom 2. Juli 1915¹¹.

Man könnte so vorgehen, dass gestützt auf Art. 102, Ziff. 8 und 9 BV ein allgemeiner Bundesratsbeschluss betr. Massnahmen gegen den Missbrauch der Pressefreiheit, mit Massnahmen gegen Presseorgane und Druckschriften und mit Strafbestimmungen gegen die Übertretung der vom Bundesrate verfügten Verbote erlassen würde. Das Justiz- und Polizeidepartement möchte im Einverständnis mit dem politischen Departement vorläufig von einer solchen Verordnung absehen und sich mit folgenden Massnahmen begnügen, die vorübergehenden Charakter haben und nur für die gegenwärtigen kritischen Zeiten gelten sollen:

1. Der Bundesrat beschliesst grundsätzlich, dass in Zukunft bei besonders schweren Ausschreitungen einzelner Presseorgane, wodurch die guten Beziehungen der Schweiz und andern Staaten gefährdet werden, eine Verwarnung und bei ihrer Nichtbefolgung ein Verbot des Erscheinens auf bestimmte Zeit ausge-

7. *Pour Tonello, cf. DDS vol. 9, surtout nos 102, 118 et 179. Pour la lettre du 2 juillet 1932, cf. DDS vol. 10, n° 179.*

8. *Cf. DDS vol. 10, n° 313.*

9. *Loi fédérale sur le service des postes, du 2 octobre 1924 (RO, 1925, vol. 41, pp. 333 ss.).*

10. *Cf. Proposition du 20 mars 1934 in E 1001 1/DJP 20.3.1934.*

11. *Cf. PVCF n° 1536 du 2 juillet 1915 in E 1004 1/260.*

sprochen wird. Dieser grundsätzliche, eine neue Praxis begründete Beschluss kann rein internen Charakter haben und bloss als Wegleitung für die interessierten Departemente und als Grundlage für die im Einzelfalle auszusprechende Massnahme dienen. Sollte aber der Bundesrat den zu erlassenden Beschluss im Bundesblatt veröffentlichen wollen, so kann man hiergegen auch keine Einwendungen erheben. Die Durchführung der Verbote wird auf Schwierigkeiten stossen. Bis zu einem gewissen Grade sollte es immerhin der Polizei gelingen, die entgegen dem Verbote erscheinenden geheimen Zeitungsorgane oder ihre Ersatzblätter zu beschlagnahmen. Es wird Gewicht darauf gelegt, dass die Verwarnung und das Verbot nicht bei jeder unfreundlichen Haltung der Presse, sondern nur bei *schweren* Ausschreitungen verfügt werden sollen. Diese Massnahmen werden durch das Justiz- und Polizeidepartement (Bundesanwaltschaft) beim Bundesrate beantragt¹².

2. Der Bundesrat ermächtigt das Justiz- und Polizeidepartement an die Kantone ein Kreisschreiben¹³ zu richten, worin sie eingeladen werden, Druckschrif-

12. *FF*, 1934, I, p. 867. *Au sujet de l'arrêté du 26 mars 1934 et de son développement*, cf. Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur le régime de la presse en Suisse avant et pendant la période de guerre de 1939 à 1945 in *FF*, 1947, I, pp. 125—137.

13. *Le DJP communique l'arrêté aux cantons en l'accompagnant des recommandations suivantes:*

[...] Cet arrêté n'est valable que pour les temps critiques actuels et sera abrogé dès que les circonstances le permettront. Il fut imposé par le langage blessant tenu tout spécialement par la presse communiste contre les gouvernements allemand et autrichien, de même que par des feuilles volantes et des brochures qui ont été distribuées et qui contenaient de violentes attaques contre l'honneur personnel de membres de gouvernements étrangers. Ce sont des départements cantonaux qui nous ont signalé ces abus de la liberté de la presse et qui nous ont demandé si le Conseil fédéral ne pouvait pas prendre des mesures pour les réprimer. Le Département fédéral de Justice et Police s'est placé jusqu'ici au point de vue que pour les temps ordinaires les atteintes à l'honneur de gouvernements étrangers devaient être poursuivies en vertu de l'article 42 du code pénal fédéral, mais que, pendant des temps critiques, le Conseil fédéral pouvait prendre des mesures administratives en se basant sur l'article 102, chiffres 8 & 9 de la Constitution fédérale. C'est le langage sans retenue, qui ne cesse d'accroître *[sic]*, de la presse prédésignée qui a conduit le Conseil fédéral à prendre cet arrêté. Dans une intention préventive, nous voulons non seulement remplir avec soin nos obligations juridiques relevant du droit des gens, mais aussi en maintenir les convenances de notre propre initiative. On ne devra appliquer les mesures prévues par l'arrêté que quand on se trouvera en présence de publications particulièrement graves et non pas quand il s'agira d'une attitude inamicale ou d'une critique sévère tenue dans une forme correcte. Nous pensons tout d'abord aux expressions attentatoires à l'honneur comme elles ont été employées ces derniers temps dans la presse de gauche (p. ex. assassin, buveur de sang, bourreau, pendeur, etc.) ou comme elles ont été produites par l'image avec la même signification.

En nous référant à l'arrêté du 26 mars 1934 du Conseil fédéral, nous vous prions de retirer, dans votre canton, de l'exposition et de la vente publique les imprimés tels que livres, brochures, feuilles volantes, images et publications semblables de nature à nuire aux bonnes relations de la Suisse avec d'autres Etats, de les séquestrer provisoirement et de les adresser au Ministère public fédéral qui aura à examiner s'il y a lieu d'en proposer la confiscation au Conseil fédéral. Une confiscation n'est pas nécessaire dans chaque cas. Ce qui importe c'est que les autorités de police des cantons interviennent avec rapidité. Ces autorités n'étant pas en droit, dans tous les cantons, à prendre de telles mesures, le Conseil fédéral accorde l'autorisation nécessaire en vertu des dispositions d'exception qui lui sont conférées par l'article 102, chiffres 8 et 9 de la Constitution fédérale.

Les cantons n'ont pas à prendre de mesures de leur propre chef en ce qui concerne les *journaux* mêmes. Le Conseil fédéral s'est réservé la décision d'adresser un avertissement et d'interdire provisoirement la publication dans chaque cas que nous lui proposerons. Par contre, nous avons besoin de la collaboration des cantons pour l'application de l'interdiction.

C'est intentionnellement que le Conseil fédéral n'a pas établi de dispositions pénales et a compté rencontrer des difficultés par l'application de l'interdiction. Ces difficultés se feront voir particulièrement en ce sens qu'on cherchera à publier en secret ou sous une autre forme l'organe de presse interdit. La police devrait toutefois pouvoir empêcher l'impression et la vente de numéros de journaux paraissant illégalement. Nous vous saurions gré d'examiner déjà maintenant les mesures qui s'imposent pour faire respecter l'interdiction prononcée contre un journal (E 4001 (A) 1/42).

En réponse à cette circulaire, L. Nicole, alors Chef du DJP à Genève, adresse le 13 avril la lettre suivante à H. Häberlin:

Le Conseil d'Etat m'a chargé de répondre à votre circulaire du 4 avril 1934 dans le but de vous demander des indications complémentaires.

Votre circulaire parle, en effet, du langage blessant tenu tout spécialement par la presse communiste contre les gouvernements allemand et autrichien. Il nous serait agréable de savoir si cette interdiction est limitative en ce sens qu'un même langage tenu par une autre presse que la presse communiste ou éventuellement la presse socialiste, à l'égard d'autres gouvernements que ceux d'Autriche et d'Allemagne, ne tomberait pas sous le coup des dispositions édictées par le Conseil Fédéral en la matière.

Nous nous expliquons en précisant que la presse politique et d'information de notre canton a, à maintes reprises, publié des articles dans un langage blessant et même diffamatoire à l'égard du gouvernement de l'«Union des Républiques Soviétiques» représenté, comme vous le savez, à la Conférence du Désarmement et qui doit, paraît-il, présenter une demande d'entrée dans la Société des Nations. Il s'est agi, concernant les attaques contre l'U.R.S.S., non seulement d'attaques de presse, mais même d'une exposition dite «contre les sans Dieu», dirigée en fait contre la politique du gouvernement soviétique (E 4001 (A) 1/42).

H. Häberlin lui répond le 17 avril en ces termes:

Sie fragen uns im Auftrage Ihrer Regierung an, ob unser Zirkular vom 4. April 1934, die dort vorgesehenen Sanktionen nur gegenüber ausfälligen Entgleisungen der kommunistischen und sozialistischen Presse ins Auge fasse. Wir verweisen Sie demgegenüber auf den massgebenden Wortlaut des Bundesratsbeschlusses vom 26. März 1934, der Ihnen in diesem Zirkular vollständig bekanntgegeben wurde. Wenn im Zirkular von beleidigenden Äusserungen der kommunistischen oder überhaupt der Linkspresse gesprochen wird, so sind diese in unzweideutiger Weise als Beispiel aus der letzten Zeit und als *Veranlassung* zum Bundesratsbeschluss genannt worden; das *Anwendungsgebiet* des Beschlusses ist in keiner Weise auf diese Presse eingegrenzt worden. Wir sind der Meinung, dass die guten Formen zu wahren sind gegenüber allen Staaten. Wir haben auch eine Regierungsverpflichtung, in unserem Lande uns hierfür einzusetzen im Verhältnis zu allen Staaten, mit welchen wir durch völkerrechtliche Beziehungen verbunden sind und welche uns gegenüber die geschriebenen und ungeschriebenen Gesetze des Völkerrechts respektieren, und denen gegenüber wir auch die Möglichkeit besitzen, gegen Verletzung dieser Gesetze uns auf diplomatischem Wege zur Wehre zu setzen. Wir lassen solchen Schutz auch Vertretern von Staaten, die von uns nicht anerkannt sind, zuteil werden, wenn jene z. B. auf dem Umwege über den Völkerbund unser Gastrecht geniessen und es nicht missbrauchen.

Die Abgrenzung zwischen unflätigen, schon der Form nach beleidigenden Publikationen einerseits, zwischen der scharfen Kritik und der sachlichen Bekämpfung andererseits, muss im einzelnen Falle getroffen und kann nicht durch eine einheitliche Formel bestimmt werden. Um das Beispiel der von Ihnen zitierten «Gottlosenausstellung» aufzunehmen, könnte u. E. der Bundesratsbeschluss dann nicht angewendet werden, wenn es sich um Ausstellung von Schriftstücken, Bildern, Pamphleten usw. handelt, die in einem andern Staate sei es offiziell und offiziös verbreitet oder gefördert, sei es zum mindesten wohlwollend geduldet werden (E 4001 (A) 1/42).

ten (mit Ausnahme von Zeitungen), Bilder und ähnliche Darstellungen, die geeignet sind, die guten Beziehungen der Schweiz und andern Staaten zu gefährden, vom öffentlichen Ausstellen und vom Vertrieb auszuschliessen, vorläufig zu beschlagnahmen und der Bundesanwaltschaft einzusenden, die beim Bundesrate Antrag auf Einziehung stellt. Wie das eingangs erwähnte Schreiben des Basler Polizeidepartementes zeigt, sind nicht alle Kantone nach ihrer Gesetzgebung zu einem wirksamen Einschreiten befugt. Die Hauptsache ist aber gerade ein rasches Eingreifen durch die kantonalen Polizeibehörden. Eine Einziehung ist nicht in jedem Falle notwendig, das Verbot des Ausstellens oder Vertreibens kann manchmal genügen.

3. In bezug auf die aus dem Auslande eingeführten nichtperiodischen Druckschriften der genannten Art sollte die Bundesanwaltschaft ermächtigt werden, die vorläufige Beschlagnahme zu verfügen und beim Bundesrate Antrag auf definitive Einziehung zu stellen (vgl. den Bundesratsbeschluss vom 23. Dezember 1919¹⁴ betr. Einziehung aus dem Auslande eingeführter revolutionärer Propagandaliteratur).

Die Zuständigkeit des Bundesrates zu den vom Departement in Aussicht genommenen Massnahmen muss bejaht werden. Prof. *Burckhardt* hat in einem Gutachten vom 23. Mai 1933¹⁵ neben andern damals hängigen Fragen auch die vorliegende besprochen. Das Gutachten stellt voran, dass gegen den Missbrauch der Pressefreiheit in erster Linie die Bestimmungen des Strafrechts heranzuziehen sind, dass präventive Massnahmen nach Art. 55 BV¹⁶ nur in beschränktem Masse zulässig sind und dass vor allem eine präventive Zensur nicht statthaft ist. Im Übrigen bejaht das Gutachten die Zuständigkeit des Bundesrates, gestützt auf Art. 102, Ziff. 9 und 10¹⁷, Bestimmungen gegen den Missbrauch der Presse zu erlassen, weil dadurch die innere und äussere Sicherheit gefährdet werden. Die Frage sei, wann und welche ausserordentlichen Massnahmen begründet sind. Es müsse sich handeln um die Aufrechterhaltung der staatlichen Macht. Eine Verordnung des Bundesrates, die solche ausserordentliche Massnahmen vorsehe, könne nur vorübergehenden Charakter haben. In bezug auf die Zuständigkeit des Bundesrates mag noch darauf hingewiesen werden, dass die staatsrechtliche Abteilung des Bundesgerichtes am 23. Februar abhin i. S. Kämpfer ca. Regierungsrat Zürich angenommen hat, dass ein zeitweiliges Zeitungsverbot zu den Notstandsmassnahmen einer Regierung gehöre und dass der Bundesrat gestützt auf Art. 102, Ziff. 8–10 BV von diesem Rechte schon mehrmals Gebrauch gemacht habe.

14. Cf. E 1004 1/273.

15. *En fait, il existe deux rapports de W. Burckhardt; l'un date du 10 mai 1933 et est intitulé: Aufzeichnung von Prof. W. Burckhardt über die Frage, ob der Bundesrat befugt sei, im Interesse der äusseren und inneren Sicherheit Verbote mit Strafandrohung aufzustellen; l'autre du 23 mai 1933— Gutachten von Prof. Burckhardt betr. Massnahmen des Bundesrates gegen sog. Kampforganisationen (E 4001 (A) 1/42).*

16. La liberté de la presse est garantie.

17. Il [*le Conseil fédéral*] veille à la sûreté extérieure de la Suisse, au maintien de son indépendance et de sa neutralité.

Il [*le Conseil fédéral*] veille à la sûreté intérieure de la Confédération, au maintien de la tranquillité et de l'ordre.

Auf Grund dieser Erwägungen stellt das Justiz- und Polizeidepartement den Antrag und der Bundesrat, gestützt auf Art. 102, Ziff. 8 und 9 der Bundesverfassung *beschliesst*:

1. Presseorgane, die durch besonders schwere Ausschreitungen die guten Beziehungen der Schweiz zu anderen Staaten gefährden, werden verwarnet. Bei Nichtbefolgung der Verwarnung wird ihr Erscheinen auf bestimmte Zeit verboten.

Der Bundesrat entscheidet auf Antrag des Justiz- und Polizeidepartementes. Die Kantone haben für die Durchführung des Verbotes zu sorgen.

2. Der Bundesrat ermächtigt das Justiz- und Polizeidepartement, an die Kantone ein Kreisschreiben zu richten, worin sie eingeladen werden, Druckschriften (mit Ausnahme von Zeitungen), Bilder und ähnliche Darstellungen, die geeignet sind, die guten Beziehungen der Schweiz zu anderen Staaten zu gefährden, vom öffentlichen Ausstellen und vom Vertrieb auszuschliessen, vorläufig zu beschlagnahmen und der Bundesanwaltschaft einzusenden, die beim Bundesrate Antrag auf definitive Einziehung stellt.

3. Der Bundesrat ermächtigt die Bundesanwaltschaft, die aus dem Auslande eingeführten Druckschriften der genannten Art beschlagnahmen zu lassen und beim Bundesrate Antrag auf Einziehung zu stellen.

4. Die Strafverfolgung gestützt auf Art. 42 des Bundesstrafrechtes bleibt vorbehalten.

5. Der Bundesrat bestimmt den Zeitpunkt, in welchem dieser Beschluss ausser Kraft tritt.¹⁸

18. *Suite à cet arrêté, le Conseil fédéral décide le 15 mai 1934 d'instaurer une commission consultative de la presse:*

Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements erstattet Bericht über die Anwendung des Bundesratsbeschlusses vom 26. März 1934 betreffend das Pressenotrecht. Es handelt sich um die Schaffung einer Pressekommission. Der Departementsvorsteher hält die Mitwirkung einer solchen Kommission für wünschbar, doch unter Vorbehalt, dass sie nur konsultativen Charakter habe und keine verbindlichen Beschlüsse fassen könne. Es würde sich also nicht etwa um eine Pressekontrollkommission handeln, wie gegen Ende des Weltkrieges, sondern bloss um eine begutachtende Instanz. Herr Baumann besprach gestern die Angelegenheit mit dem Zentralpräsidenten des Verbandes der Schweizerpresse, Herrn Dr. Feldmann, ohne sich jedoch irgendwie zu verpflichten.

Auf Grund der Beratung wird antragsgemäss

beschlossen:

Der Bundesrat ermächtigt das Justiz- und Polizeidepartement mit Bezug auf die Ausführung des Bundesratsbeschlusses vom 26. März 1934 unter Vorbehalt der Fälle besonderer Dringlichkeit, der Verwarnung und dem Verbote des Erscheinens einer Zeitung vorgängig, das unverbindliche Gutachten einer Pressekommission als Vertreterin der Schweizerpresse einzuholen und das Gutachten dieser Kommission mit dem Antrag des Departements dem Bundesrat vorzulegen. Die Wahl der Mitglieder dieser Pressekommission bedarf der Genehmigung des Bundesrats. Das Justiz- und Polizeidepartement wird sich wegen der Ernennung dieser Kommission mit den Organisationen der Schweizerpresse in Verbindung setzen. Die Kommission hätte aus drei bis höchstens fünf Mitgliedern zu bestehen.

PVCF n° 921 du 15 mai 1934 (E 1004 1/346).

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 mars 1934

580. Verhandlungen mit der italienischen Regierung über die Behandlung der Schweizer in Italien

Politisches Departement. Antrag vom 22. März 1934

Das politische Departement berichtet folgendes:

«Zunehmende Klagen über die Schwierigkeiten, welchen unsere Landsleute in Italien sowohl als selbständig Erwerbende wie als Arbeitnehmer begegnen, veranlassten uns, seit längerer Zeit mit dem Justiz- und Polizeidepartement, dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit und unserer Gesandtschaft in Rom die Frage zu prüfen, ob es nicht angezeigt sei, mit der italienischen Regierung Verhandlungen einzuleiten, um im Hinblick auf die grosse Zahl von Italienern in der Schweiz (nach der Volkszählung von 1930 waren es 127 000) Zugeständnisse für die Behandlung unserer Landsleute in Italien, deren Zahl in der letzten Zeit stark abgenommen hat (1932 waren es noch ca. 17 000 gegen ca. 19 000 im Jahre 1926), zu erwirken. Die angestellten Erhebungen ergaben folgendes:

Im allgemeinen gewinnt man aus den Berichten unserer Gesandtschaft in Rom und der ihr unterstellten Konsulate den Eindruck, dass die meisten Konsulate die Behandlung der Schweizer in Italien als nicht ungünstig ansehen. Insbesondere scheint es, dass von Seiten der offiziellen Stellen unseren Landsleuten alles Entgegenkommen gezeigt wird und dass unsere Vertretungen bei den Interventionsfällen regelmässig Genugtuung erhalten.

Bei dieser Feststellung darf man sich aber nicht beruhigen. Die italienischen Behörden haben es eben nicht nötig, selbst rigorose Massnahmen zu treffen, welche zu diplomatischen Klagen Anlass geben könnten. Sie können die vom Nationalismus geforderte Verdrängung der Ausländer den Organen der fascistischen Partei und vor allem den Syndikaten überlassen. Abgesehen von den optimistischen Berichten aus dem Süden (Neapel und Catania), stimmen alle Konsulate darin überein, dass von dieser Seite ein starker Druck ausgeübt wird, der die Garantien unseres Niederlassungsvertrages¹ teilweise illusorisch macht. Besonders schlimm scheint es im Konsularbezirk von *Triest* zu stehen. *Venediger* erwähnt den zwar glücklich beigelegten, aber doch bezeichnenden Fall der Filiale Escher-Wyss, wo das Syndikat versuchte, sieben Schweizer, die im Besitze der erforderlichen Arbeitsbewilligung waren, zu verdrängen.² *Mailand* erklärt geradezu, dass eine wirkliche Karriere in Industrie, Handel, Bankwesen, Versicherung für einen

1. *Conclu le 22 juillet 1868 (RO, 1866—1869, vol. IX, pp. 624 ss.)*.

2. *Cf. lettre du Consulat de Suisse à Venise à la Légation de Suisse à Rome, du 30 juin 1933 (E 2001 (C) 4/59)*.

Schweizer nicht mehr möglich sei und dass die Schweizer, die noch leitende Stellen innehaben, sukzessive durch Italiener ersetzt werden. Auch *Genova* meldet, dass die nicht in den Syndikaten eingeschriebenen Schweizer, von vereinzelt Ausnahmen abgesehen, praktisch keine Möglichkeit haben, eine Stelle zu finden und dass diese ausländerfeindliche Tendenz sich noch verstärke. Selbst die Syndikatsmitglieder seien als Ausländer praktisch benachteiligt. Der Kanzler des Konsulates hat uns bei einem Besuche vor einigen Monaten diese Situation bestätigt und geschildert, wie von Seiten der Partei die Arbeitgeber durch persönliche Besuche von Vertrauensmännern unter den stärksten Druck gesetzt werden. Das Gleiche ergibt sich aus dem Bericht von *Florenz*, wonach sogar in Gesamtarbeitsverträgen die italienische Staatsangehörigkeit zur Bedingung gemacht wird. *Livorno* bestätigt ebenfalls, dass bei der Stellenvermittlung die Fascisten und Italiener bevorzugt werden. Der Bericht von *Turin* besagt, dass häufig Schweizer ihre Stelle verlassen mussten wegen der Krise oder weil sie versäumt hatten, die Arbeitsbewilligung einzuholen.

Diese kurze Zusammenstellung zeigt, dass trotz der wohlwollenden Haltung der Behörden durch die Einwirkungen der Organe der fascistischen Partei und vor allem der Syndikate die Garantien unseres Niederlassungsvertrages teilweise illusorisch gemacht werden. Wir sind deshalb mit den beiden andern an der Frage interessierten Departementen der auch durch unsern Gesandten in Rom völlig geteilten Auffassung, dass es an der Zeit sei, auf dem Verhandlungswege eine Besserung der Lage unserer Landsleute anzustreben.

Zu den einzelnen Fragen, die für die Verhandlungen vor allem in Betracht kommen, haben wir folgendes zu bemerken.

1. *Aufenthaltsbewilligung*. Trotzdem in dieser Beziehung Schwierigkeiten nicht gemeldet werden, halten wir es für wünschbar, uns, wenn schon verhandelt werden soll, für die Zukunft zu sichern und von der italienischen Regierung eine Erklärung der Aufenthaltsbewilligung und ihre Verlängerung zu erhalten.

2. *Arbeitsbewilligung*. Nach einer Note des italienischen Aussenministeriums vom 25. November 1933³ an unsere Gesandtschaft in Rom scheinen die italienischen Massnahmen zum Schutze des Arbeitsmarktes auf Schweizer, die seit einem vor dem 15. Juni 1928 liegenden Zeitpunkt in Italien niedergelassen sind, nicht anwendbar. Bedeutet dies, dass sie einer Arbeitsbewilligung überhaupt nicht bedürfen? Das wird noch abzuklären sein. Jedenfalls können wir angesichts der Tatsache, dass die grosse Mehrzahl der Italiener in der Schweiz die Niederlassungsbewilligung besitzen und damit auf dem Arbeitsmarkt den Schweizern völlig gleichgestellt sind, beanspruchen, dass die langjährig in Italien ansässigen Schweizer von der Notwendigkeit einer Arbeitsbewilligung befreit werden, oder wenn dies aus formellen Gründen nicht möglich ist, sie ohne weiteres erhalten und dass sie auch den erst seit kürzerer Zeit dort anwesenden Schweizer regelmässig erteilt wird, ohne dass deswegen schweizerischerseits über die bereits bestehende überaus günstige Behandlung des Grossteils der Italiener hinaus noch Zugeständnisse zu machen sind.

Darüber hinaus sollten aber unseres Erachtens auch hinsichtlich der neuzurei-

3. *Datée en réalité du 21 novembre 1933 (E 2001 (C) 4/59).*

senden Schweizer trotz den günstig lautenden Berichten der Konsulate gewisse Zusicherungen, zum mindesten eine ausdrückliche Erklärung, dass die Gesuche wohlwollend behandelt werden, beansprucht werden.

In dieser Hinsicht wird zu versuchen sein, ob, gestützt auf die grosse Zahl der alljährlich neu zugelassenen Italiener, eine jährliche Mindestzahl von Bewilligungen, die ohne Rücksicht auf den Arbeitsmarkt erteilt werden müssten, für neu nach Italien kommende Schweizer erlangt werden kann. Wir verkennen die Gefahren und Nachteile dieses Systems keineswegs. Gerade gegenüber Italien ist unsere Lage aber eine so günstige, dass es sich lohnt, zu versuchen, ob nicht auf diesem Wege einer Anzahl von Schweizern, die in ihrem Berufe in der Schweiz keine Beschäftigung finden können, der Weg im Ausland geebnet werden könnte.

3. *Stellenvermittlung und Zugehörigkeit zu den Syndikaten.* Die Ausführungen der Gesandtschaft und der Konsulate ergeben klar die Notwendigkeit, darauf zu dringen, dass unsere Mitbürger mindestens nach fünfjährigem Aufenthalt Mitglieder der Syndikate werden können und als solche bei der Stellenvermittlung den Italienern völlig gleichgestellt werden. Der Anspruch auf Gleichbehandlung mit den Parteimitgliedern kommt als völlig aussichtslos kaum in Frage. Da in dieser Hinsicht eine Benachteiligung von vornherein in Kauf genommen werden muss, kann mit um so grösserer Berechtigung auf dem Begehren auf Gleichstellung mit den übrigen Italienern beharrt werden.

4. Besonders wichtig wird es sein, von der italienischen Regierung Zusicherungen darüber zu erlangen, dass sie die *fascistischen Parteiorgane und die Berufsverbände* über die grosse Zahl von Italienern in der Schweiz und ihre liberale Behandlung informiert und bei diesen Stellen von ihrem Einfluss Gebrauch macht, damit sie, mit Rücksicht auf die italienische Kolonie in der Schweiz, ihrerseits, statt Schwierigkeiten zu machen, für die Gleichstellung unserer Landsleute mit den Italienern eintreten.

5. Die Verhandlungen dürften Gelegenheit bieten, auch die Frage der Anerkennung der von der Eidgenössischen Technischen Hochschule in Zürich und der Ingenieurschule in Lausanne ausgestellten Diplome durch die italienischen Behörden und die Zulassung der *schweizerischen Ingenieure und Architekten* in Italien, welche die erforderlichen Fähigkeitsausweise besitzen, zur Eintragung ins albo der Ingenieure und Architekten, die zur selbständigen Ausübung dieser Berufe nötig ist, zu regeln. Über beide Fragen ist mit der italienischen Regierung seit Jahren verhandelt worden, ohne dass bis jetzt unsere Forderungen erfüllt worden sind. Die Delegation wird sich dabei auf die bereits der Gesandtschaft in Rom im Einvernehmen mit den zuständigen Stellen erteilten Weisungen stützen können.

6. Ferner wird mit Italien die gegenseitige *Zulassung zu den Prüfungen für Ärzte, Zahnärzte, Apotheker und Tierärzte* zu regeln sein. Mit Beschluss vom 4. Dezember 1933⁴ hat der Bundesrat die Verordnung vom 29. November 1912⁵ für die eidgenössischen Medizinalprüfungen durch einen neuen Artikel 21^{bis} ergänzt, wonach zu diesen Prüfungen Ausländer nur auf Grund von Gegen-

4. Cf. RO, 1933, vol. 49, pp. 992—993.

5. Cf. RO, 1912, vol. 28, pp. 699ss.

rechtsvereinbarungen zugelassen werden können, durch die der Heimatstaat auch den Schweizerbürgern die Ausübung der genannten Berufe auf seinem Gebiete gestattet.

Allerdings werden in Italien nach den Auskünften, die unserer Gesandtschaft in Rom vom italienischen Aussenministerium erteilt wurden, die Schweizer, die ihre Studien an einer italienischen Hochschule absolviert haben, zu den Prüfungen in den erwähnten Fächern zugelassen und sie können, sofern sie das Diplom einer italienischen Hochschule besitzen, das italienische Staatsexamen bestanden haben, die bürgerlichen Rechte besitzen und in moralischer und politischer Beziehung einwandfrei sind, sich in das Berufsregister (albo) eintragen lassen und dadurch das Recht zur freien Berufsausbildung erlangen. Indessen wird in Artikel 2, Absatz 2, des zitierten Bundesratsbeschlusses das Bestehen einer besondern Gegenrechtsvereinbarung ausdrücklich zur Bedingung gemacht, und eine solche hat auch den Vorteil, den bestehenden Zustand, der sonst von Italien einseitig geändert werden könnte, für die Zukunft sicherzustellen. Wir haben das Gesundheitsamt gebeten, uns zu Händen der schweizerischen Delegation noch nähere Vorschläge für den Text der zu treffenden Abmachung zukommen zu lassen, damit bei den Besprechungen in Rom auch diese Angelegenheit, sofern sich Gelegenheit dazu bietet, erörtert werden kann.

7. Seit einiger Zeit verhandelt die Gesandtschaft in Rom mit der italienischen Regierung über die Gewährung von *Erleichterungen für den italienischen Touristenverkehr nach der Schweiz* durch die Wiedereinführung der Touristenkarte für italienische Ferienreisende und eine wohlwollende und rasche Erledigung der Gesuche um Ausstellung von Kollektivpässen für Reisen nach der Schweiz. Die Delegation dürfte Gelegenheit haben, auch diese Fragen zur Sprache zu bringen und sich für eine günstige Regelung einzusetzen.

8. Endlich ist der italienischen Regierung schon im Jahre 1932 die Anregung unterbreitet worden, einen *Fürsorgevertrag* nach dem Muster des schweizerisch-französischen Fürsorgeabkommens vom 9. September 1931⁶ abzuschliessen. Eine endgültige Stellungnahme der italienischen Regierung zu diesem Vorschlag ist noch nicht erfolgt. Die Delegation wird bestrebt sein, deswegen mit den zuständigen italienischen Organen Fühlung zu nehmen und die Sache nach Möglichkeit zu fördern.

Im Einvernehmen mit dem Justiz- und Polizeidepartement und mit dem Volkswirtschaftsdepartement haben wir infolgedessen unsere Gesandtschaft in Rom beauftragt, sich bei der italienischen Regierung über die Geneigtheit, in Verhandlungen einzutreten, zu erkundigen. Das italienische Aussenministerium hat der Gesandtschaft mitgeteilt, dass die italienische Regierung zu solchen Verhandlungen im Laufe des April einverstanden sei. Für den Beginn derselben ist der 9. April in Aussicht genommen worden.

Die italienische Regierung hat den Wunsch geäußert, dass einstweilen der Presse keinerlei Mitteilung über die beabsichtigten Besprechungen gemacht werden, in der Meinung, dass sich die beiden Delegationen nach Abschluss der Verhandlungen über die der Presse zu machenden Mitteilungen einigen werden.

6. Cf. DDS vol. 10, n° 290 et n. 11.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

1. Dem Antrage des politischen Departements, im April mit der italienischen Regierung in Rom Verhandlungen über die Behandlung der Schweizer in Italien zu führen, wird zugestimmt.

2. Zu diesen Verhandlungen werden delegiert die Herren
Minister *Wagnière*, schweizerischer Gesandter in Rom,
Dr. H. *Rothmund*, Chef der Polizeiabteilung,
Fürsprecher *Renggli*, Direktor des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit,

Dr. F. *Kappeler*, Sektionschef im politischen Departement.

3. Die vorstehenden Erwägungen gelten als Instruktion für die Delegation.

4. Die Delegation wird ermächtigt, die zu treffenden Abmachungen unter Ratifikationsvorbehalt zu unterzeichnen und die Bundeskanzlei wird beauftragt die erforderliche Vollmacht auszustellen.⁷

ANNEXE

E 2001 (C) 4/346

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 22 juin 1934

1166. Verhandlungen mit Italien über die Behandlung der beiderseitigen Staatsangehörigen und über den Touristenverkehr

Politisches Departement. Antrag vom 15. Juni 1934

Mit Beschlüssen vom 28. März⁸ und 4. Mai 1934⁹ beauftragte der Bundesrat eine schweizerische Delegation, mit der italienischen Regierung über die Behandlung der beiderseitigen Staatsangehörigen und über den Touristenverkehr zu verhandeln und allfällige Abmachungen unter Vorbehalt seiner Genehmigung zu unterzeichnen.

Die Verhandlungen fanden vom 17. April bis 5. Mai in Rom statt. Sie wurden in freundschaftlichem Geiste geführt und zeitigten erfreulicherweise ein günstiges Ergebnis, das in einer Schlussakte, einer Erklärung über die Anwendung des Niederlassungs- und Konsularvertrages von 1868, einer Abrede über die Ausübung des Ingenieur- und Architektenberufes, einer Erklärung über die Zulassung zum Arzt-, Apotheker- und Veterinärberufe und einer Vereinbarung über Touristenpässe, alle datiert vom 5. Mai 1934, niedergelegt wurde.¹⁰ Die Abmachungen können jederzeit unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von drei Monaten gekündigt werden.

Die getroffenen Abmachungen stellen einen erfreulichen Erfolg dar. Sie sind am 22. Mai einer vom Justiz- und Polizeidepartement einberufenen Konferenz der kantonalen Polizeidirektoren unterbreitet worden und haben bereits die Zustimmung der Vertreter der Kantone gefunden.

Die Vereinbarung über den Touristenverkehr hat der Bundesrat mit Beschluss vom 25. Mai¹¹ schon genehmigt und sie ist auf Grund eines vertraulichen Notenaustausches zwischen der Schweizerischen Gesandtschaft in Rom und dem italienischen Aussenministerium am 1. Juni d. Js. in Kraft getreten.

Die übrigen Abmachungen bedürfen noch der Genehmigung durch die beiden Regierungen.

7. *Sur les résultats de ces négociations, cf. l'annexe au présent document.*

8. *Cf. document principal.*

9. *Cf. PVCF n° 857 du même jour.*

10. *Pour le texte de ces accords, non publiés, cf. E 2001 (C) 4/60.*

11. *Cf. PVCF n° 970 du même jour.*

Die Erklärung über die Anwendung des Niederlassungs- und Konsularvertrages von 1868 und die Erklärung über die Zulassung zu den medizinischen Berufen sollen im Wege eines Notenaustausches in Kraft gesetzt werden. Die Abrede über die Ausübung des Ingenieur- und Architektenberufes bedarf der Ratifikation und wird 15 Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

Das politische Departement ist mit der schweizerischen Delegation und im Einvernehmen mit dem Departement des Innern, dem Justiz- und Polizeidepartement und dem Volkswirtschaftsdepartement der Auffassung, dass den Abmachungen zugestimmt werden sollte, damit sie so bald als möglich in Wirksamkeit treten können.

Das politische Departement beantragt daher und der Bundesrat

beschliesst:

1. Vom Berichte der schweizerischen Delegation über die vom 17. April bis 5. Mai in Rom mit Italien geführten Verhandlungen über die Behandlung der beiderseitigen Staatsangehörigen und über den Touristenverkehr wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

2. Die in der Schlussakte vom 5. Mai 1934 enthaltenen Erklärungen, sowie die Erklärung über die Anwendung des Niederlassungs- und Konsularvertrages zwischen der Schweiz und Italien vom 22. Juli 1868, die Abrede über die Ausübung des Ingenieur- und Architektenberufes und die Gegenseitigkeitserklärung über die Zulassung zum Arzt-, Apotheker- und Tierarztberuf werden genehmigt.

3. Das politische Departement wird ermächtigt, die Schweizerische Gesandtschaft in Rom zu beauftragen, sobald als möglich den Notenaustausch mit dem italienischen Aussenministerium über das Inkrafttreten der Erklärung zum Niederlassungs- und Konsularvertrag und der Gegenseitigkeitserklärung über die Zulassung zum Arzt-, Apotheker- und Tierarztberuf zu vollziehen.¹²

4. Herr Bundesrat Motta, Chef des politischen Departements, wird bevollmächtigt, zum Austausch der Ratifikationsurkunden für die Abrede über die Ausübung des Ingenieur- und Architektenberufes zu schreiten. Die Bundeskanzlei wird beauftragt, die schweizerische Ratifikationsurkunde und die erforderliche Vollmacht auszustellen.

12. *L'échange de notes aura lieu le 31 juillet, et les deux déclarations entreront en vigueur le 1^{er} août 1934 (cf. E 2001 (C) 4/59 et E 2200 Rom 22/12).*

25

E 2001 (C) 3/169

*Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Roumanie. — Négociations de clearing

Berne, 29 mars 1934

Nous venons de recevoir votre lettre du 28 mars par laquelle vous avez bien voulu nous faire parvenir copie de la note verbale de la Légation de Roumanie du 26 courant¹, au sujet du lieu des négociations projetées pour le règlement de certaines difficultés surgies dans l'application de l'accord de clearing.²

1. *Non reproduit.*

2. *Conclu à Zurich le 12 janvier 1933 (RO, 1933, vol. 49, pp. 79—84).*

Nous avons pris connaissance du désir du Gouvernement roumain de faire ces négociations à Bucarest. Bien que nous comprenons fort bien les raisons qui ont pu engager le Gouvernement roumain à émettre le vœu que sa Légation vient de vous soumettre, nous nous voyons toutefois obligé de vous faire observer ce qui suit:

Il est exact que les négociations pour la conclusion de l'accord de clearing ont eu lieu en Suisse, à Zurich, mais il n'est que juste que les négociateurs des pays ayant décrété des moratoires de transfert et empêché par ce fait les relations commerciales et financières viennent en Suisse pour négocier les modalités qui permettent la continuation des rapports commerciaux et financiers en dépit des moratoires de transfert.

En outre, l'accord de clearing avec la Roumanie a parfaitement bien fonctionné jusqu'à la fin de 1933 et n'a donné lieu à aucune difficulté pendant toute sa durée. C'est au commencement de 1934, soit après un an d'existence du trafic de clearing que la Banque nationale de Roumanie a commencé à se prononcer contre des principes qui ont été appliqués depuis l'entrée en vigueur de l'accord sans susciter des difficultés et qui, d'ailleurs, sont appliqués dans le trafic de clearing avec tous les autres pays et par tous les autres pays. Par la suite, les deux banques nationales suisse et roumaine n'ont pas réussi à s'entendre par voie de lettres sur les questions soulevées par la Banque nationale de Roumanie; le Gouvernement roumain a alors proposé de convoquer une conférence chargée de régler ces difficultés. Or, il est un principe internationalement reconnu qu'un Gouvernement qui demande des négociations ou qui les rend nécessaires par des mesures qu'il a prises unilatéralement, envoie des délégués dans le pays auquel il a proposé des négociations. Pour cette raison également, il nous semble juste et équitable que les délégués roumains viennent en Suisse pour mener les négociations rendues nécessaires par l'attitude de la Banque nationale de Roumanie.

Nous croyons que les deux arguments susmentionnés et d'une portée générale suffisent à rendre légitime notre demande de faire les négociations à Zurich, sans relever qu'il serait impossible à plusieurs personnalités suisses chargées des négociations de clearing de se rendre actuellement à l'étranger.

Nous vous prions par conséquent de bien vouloir répondre à M. Boeresco dans le sens que nous avons eu l'honneur de vous expliquer plus haut.

D'autre part, nous chargeons notre Légation à Bucarest de faire une démarche analogue auprès du Gouvernement roumain. Nous nous permettons de vous communiquer la copie de la lettre³ que nous adressons à ce sujet à M. de Weck.

3. *Non reproduit.*

E 2001 (C) 5/160

*Le Consul général et Chargé d'Affaires de Suisse en Chine, E. Lardy,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L

Shanghai, 29 mars 1934

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 1^{er} février dernier¹, concernant la «petite question» qu'un parlementaire français a posée au Ministère des Affaires étrangères au sujet des exportations françaises d'armes en Extrême-Orient. J'ai pris connaissance avec intérêt des rumeurs de guerre prochaine en Orient dont notre Ministre à Paris s'est fait l'écho². On ne partage guère, ici, cet alarmisme et la guerre russo-japonaise annoncée paraît d'autant moins imminente aujourd'hui que les négociations pour le rachat du Sud-Mandchourien semblent en meilleure voie. Ce qui, par contre, est certain, c'est qu'il se fait en Chine un trafic d'armes intensif et je suis en mesure d'affirmer que, nonobstant l'application des lois citées par le Ministre Paul-Boncour, l'industrie française y participe au premier chef pour des sommes considérables, et ceci à la connaissance pour ne pas dire avec la connivence du Gouvernement. Je suis ici très catégorique parce que l'enquête pénale que j'ai dû ouvrir³, ensuite d'une plainte en abus de confiance, contre notre compatriote Emile Ott, trafiquant d'armes en grand à Canton, où il travaille en commission pour le «Groupe Chine», soit le consortium des principales fabriques françaises (Schneider, Hotchkiss, Brandt, Citroën, Renault), m'a mis en possession de faits et de chiffres précis. Je ne crois pouvoir mieux faire, pour éclairer votre religion, que d'annexer au présent rapport copie du procès-verbal d'interrogatoire⁴ du trafiquant français G. Marchand, agent principal du «Groupe Chine» et employeur de Ott. Je me réfère, pour le détail, à l'annexe. J'ajoute que, pour une période de moins d'un an (1931/1932), antérieure à son engagement par le «Groupe Chine», et alors qu'il agissait pour des fabriques d'armes belges, Ott a présenté des comptes accusant déjà un chiffre d'affaires de plus de six cent mille dollars-or; encore travaillait-il en compte à demi avec un autre Suisse, M. Henri Krebs, de la maison Augsbourg & Co à Bâle. Après son engagement par le consortium français, ce chiffre est allé en s'accroissant, puisque vous constaterez que rien qu'au début de 1932, trois contrats, marquant la reprise des affaires, se chiffrent par plus de 700 000 (sept cent mille) dollars-or. Vous noterez qu'à cette époque le Gouvernement français ajournait ses autorisations, mais que Marchand les obtint télégraphiquement le 12 mars 1932. Depuis lors, s'il faut en croire M^e Julien Bar-

1. Non reproduit.

2. Cf. lettre du ministre A. Dunant à Motta, du 23 janvier.

3. En tant que juge consulaire, membre du Tribunal consulaire suisse en Chine; en vertu de la déclaration annexée au traité d'amitié conclu en 1918 entre la Suisse et la République chinoise, les ressortissants suisses en Chine sont soumis à la juridiction civile et pénale du consul général de Suisse à Shanghai. Cf. les Instructions provisoires concernant la juridiction consulaire en Chine arrêtées par le Conseil fédéral les 3 avril 1922 et 18 août 1923 (FF, 1923, II, pp. 788 ss.).

4. Non reproduit.

raud, le défenseur de Ott lui-même, qui n'a aucun motif d'exagérer, bien au contraire, les affaires se seraient développées rapidement et son client aurait fait récemment des profits énormes; en 24 heures, il a pu fournir la garantie de cent mille dollars que j'avais mise comme condition à sa libération provisoire, et il vient de consigner vingt mille taels qu'il doit au plaignant; fortune faite en quelques mois par sa part des commissions sur les livraisons d'armes françaises. Contrairement à ce qu'on paraît s'imaginer dans certains milieux en Europe, ces achats d'armes ne visent nullement à la défense nationale, mais sont destinés à la guerre civile (Szechuan, Fukien, Kiangsi), à l'équipement de Canton contre Nankin⁵ ou de Nankin contre Canton, de tel gouverneur contre tel autre, voire même, après contours (retraites simulées pour abandonner le matériel, etc), aux troupes rouges du Kiangsi⁶. J'aurais le plus vif désir de suivre de plus près ces questions, qui ne manquent pas, certes, de «couleur locale», et de vous rapporter à leur sujet autrement que par quelques lignes, mais je suis, depuis des mois, absorbé par la besogne judiciaire que le départ prématuré de M. Daeniker, juriste qualifié et ancien greffier, a rendue pour moi particulièrement lourde.

Il est à peine besoin de vous recommander de traiter le procès-verbal judiciaire ci-joint comme strictement confidentiel. Il est évident que si les agents français que j'interroge à l'instruction venaient à penser que mes fonctions de juge pourraient être employées à des fins autrement que judiciaires, je n'en tirerais plus rien. L'affaire Ott tourmente beaucoup, d'ailleurs, la Légation de France et les Consuls de Shanghai et Canton en raison précisément de ses rapports avec le trafic d'armes. C'est au point que M. Spalinger, notre Consul à Canton, m'a supplié (ceci encore confidentiel) de ne pas l'employer pour l'enquête, afin de ne pas le mettre mal, en cas de condamnation, avec le Consulat de France dont il a besoin pour son commerce. De fait, je n'ai pu obtenir de M. Spalinger, malgré des instructions détaillées et précises, qu'une aide insignifiante et ai dû reprendre, à Shanghai, l'enquête *ab ovo*, malgré la distance. J'ignore encore si M. Ott, qui est accusé par un associé grec, secondé par un avocat français très remuant (M^e d'Auxion de Ruffé), de détournement des profits faits, parviendra à se justifier ou si je serai obligé d'ordonner le renvoi devant la Cour; j'attends de Ott diverses explications écrites.

En terminant, je crois bien faire de vous signaler qu'au cours d'une visite récente qu'il me fit pour une autre affaire, M. Yui Ming, chef du Bureau à Shanghai du Ministère des Affaires étrangères, me dit que la répression de la révolte du Fukien était due pour une bonne part à l'emploi des canons que l'industrie *suisse* venait de livrer à Nankin. Il paraît s'agir d'une commande de cent canons de montagne fabriqués par la Société Anonyme d'Armes de guerre de Soleure. Le succès était dû, d'après Yui Ming, au fait que les pièces, étant montées sur bât, avaient pu se passer de routes et agir par surprise là où on ne les aurait jamais attendues.

5. *La sécession de Canton et de la province du Kouang Toung par rapport à Nankin et au régime du généralissime Chiang Kai-shek, date de mai 1931; à cette époque, un gouvernement national a été constitué dans la grande ville du Sud de la Chine, dont l'homme fort est le général Chen Chintang (cf. E 2200 Shanghai 1/113).*

6. *Une République soviétique chinoise a été proclamée dans cette province en novembre 1931. Cf. DDS vol. 10, n° 219.*

E 7110 1/139

*Le Ministre de Suisse à Washington, M. Peter,
au Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki*

L

USA Accords commerciaux

Washington, 30 mars 1934

[...]¹

Ainsi que je vous l'ai écrit, certains de nos importateurs fondent de grands espoirs sur les pouvoirs accordés au Président dans l'idée que la Suisse pourra en profiter pour obtenir l'abaissement de certains droits qui ont sensiblement réduit nos exportations aux Etats-Unis. La question doit être mise à l'ordre du jour d'une prochaine réunion du «Trade Council» du Consulat Général de New York.² D'autre part, un de nos compatriotes, profitant de ses relations personnelles avec le Secrétaire d'Etat Hull lui a écrit une lettre, dont il m'a remis confidentiellement une copie³, pour attirer son attention sur certains faits et certains chiffres qui militent en faveur d'un arrangement entre la Suisse et les Etats-Unis. La conclusion de cette lettre est que la base d'un accord entre les deux pays serait un échange plus libre, 1) de coton contre des produits manufacturés de coton, 2) d'automobiles et d'autres machines contre des montres, et 3) de blé contre du fromage. Je ne cite cette lettre, dont on pourrait critiquer certaines assertions et peut-être même le fait même de l'avoir écrite, tout en reconnaissant la bonne intention qui l'a dictée, que pour vous montrer le mouvement qui paraît se produire en faveur de pourparlers prochains. Sans doute, les ouvertures doivent venir des Etats-Unis, mais on peut les provoquer par des conversations préliminaires. Je crois que nos importateurs ne comprendraient pas qu'on se laisse devancer en cela par d'autres pays.

Je reconnais que la Suisse, pour négocier, sera dans une situation assez difficile puisque presque tout ce que nous produisons et fabriquons se trouve être également produit ou fabriqué aux Etats-Unis. Et d'autre part, notre but devant être de rétablir l'équilibre de notre balance commerciale avec les Etats-Unis en augmentant nos exportations, nous ne pourrions faire de bien grandes concessions aux Etats-Unis, tandis qu'il appartiendra à ceux-ci de réparer le dommage qui nous a été causé par leur tarif en 1930.⁴ Mais nous sommes un marché assez important pour les matières premières américaines pour que les Etats-Unis aient intérêt, en achetant nos produits manufacturés, à augmenter notre pouvoir d'achat de ce dont nous avons besoin et que nous prenons chez eux. On signale aussi en général

1. *La Chambre des Représentants vient d'adopter la loi accordant au Président Roosevelt, pour trois ans, les pouvoirs nécessaires pour négocier et conclure des accords bilatéraux de commerce et l'autorisant à réduire ou à augmenter éventuellement de 50% les tarifs douaniers américains. Le Sénat doit encore se prononcer.*

2. *Où sont représentées les principales firmes suisses qui commercent avec les Etats-Unis.*

3. *Non reproduit.*

4. *Cf. DDS vol. 10, n° 16.*

parmi les obstacles aux traités envisagés, la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée à laquelle Mr. Hull tient essentiellement.⁵ L'article ci-joint du *New York Times*⁶ vous renseignera à ce sujet ainsi qu'à propos de divers aspects des futures négociations. Mais les difficultés du problème à résoudre n'empêchent pas d'en prévoir une solution favorable à nos intérêts.

Il me serait donc utile de savoir ce que pense à ce sujet la Division du Commerce et si je peux faire entendre au Département d'Etat, d'ailleurs bien disposé envers nous, que nous serions heureux si l'on pouvait nous comprendre dans les premiers pourparlers qui seront engagés après ceux déjà en cours. Il est important que je puisse répondre aux importateurs qui m'en parleront que le Conseil Fédéral est prêt à négocier dès que les Etats-Unis en manifesteront l'intention.⁷

5. *Le traité d'amitié, d'établissement, de commerce et d'extradition entre la Suisse et les Etats-Unis, du 25 novembre 1850, a été dénoncé par ces derniers depuis le 24 mars 1900. Ses articles 8 à 12 prévoyaient la clause de la nation la plus favorisée.*

6. *Non reproduit.*

7. *La réaction de la Division du Commerce reste prudente:*

[...] Was Verhandlungen mit der Schweiz anbelangt, so würden wir es nicht für taktisch zweckmässig halten, unsererseits allzusehr zu drängen. Dagegen können wir es nur begrüßen wenn Sie bei erster Gelegenheit das Staatsdepartement wissen lassen, dass wir selbstverständlich gerne zu Handelsvertragsunterhandlungen bereit seien und es uns gegebenenfalls auch freuen würde, die Frage der gegenseitigen Handelsbeziehungen mit dem zur Zeit als Beauftragter Roosevelts in Europa weilende frühern Botschafter Child zu besprechen.

Wir haben übrigens schon vor Monaten durch die hiesige amerikanische Gesandtschaft erklären lassen, dass wir bereit wären, den Vereinigten Staaten auf dem Gebiete der Automobilkontingentierung entgegenzukommen, falls für die Uhren, Stickereien und den Käse die Zölle vor der Tarifrevision 1930 wieder hergestellt würden. Bis jetzt warten wir vergeblich auf eine Antwort.

Über die in Aussicht genommene Besprechung im «Trade Council» des Generalkonsulats in New York erwarten wir gerne weitere Nachrichten. Dem Kaufmännischen Directorium in St. Gallen, das von verschiedenen Importeuren und Vertretern mit dem Gesuche bestürmt wurde, sich für rasche Verhandlungen einzusetzen, bedeuten wir, dass es nach unsern Erfahrungen nicht opportun ist, sich durch die Aufgeregtheit jener Kreise allzusehr beeinflussen zu lassen (*lettre de Stucki à Peter, 13 avril, E 7110 1/139*). *Sur la position du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, cf. la lettre du 2 mai adressée à la Division du Commerce (E 7110 1/139). Le 20 juin, le conseiller national Rais dépose une petite question demandant au nom de l'industrie horlogère l'ouverture de négociations immédiates (PVCF n° 1236 du 3 juillet, E 1004 1/347).*

E 2001 (C) 4/103

*Le Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Paris, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Confidentielle

Paris, 22 avril 1934

Il y a quelques jours, nous avons eu la visite de M. Fani (prédécesseur de M. Suvich au Palais Chigi) qui venait de faire une tournée de conférences en Belgique sur les corporations et les réalisations du fascisme. M. Fani se trouvait incognito à Paris, ne prenait pas même contact avec son Ambassade et je n'apprenais sa présence ici que par son coup de téléphone à ma femme, demandant de venir nous voir.

Comme M. Fani doit faire incessamment rapport au Chef du Gouvernement sur l'action de propagande dans laquelle il est momentanément encadré et qui veut porter au dehors du royaume le «rayonnement de la pensée italienne», j'ai saisi cette occasion pour lui parler en toute franchise de la question des «fasci» suisses en Italie qui ne cesse de nous préoccuper. Sur le terrain — neutre en l'espèce — de Paris, nous avons pu discuter très ouvertement et sans les ménagements d'usage. J'ai trouvé d'abord une certaine réticence de la part de l'ancien Sous-Secrétaire d'Etat de comprendre notre point de vue. Le Duce, a-t-il dit, est actuellement si entièrement pénétré de l'extension de l'idée fasciste ou, du moins, de l'idée corporative dans le monde que ce n'est qu'à contre-cœur qu'il se résoudrait à des directives précises mettant nettement fin à l'activité de «fasci» étrangers en Italie. (Entre parenthèses, M. Fani m'a paru si bien renseigné sur les velléités de quelques fascistes au Tessin, que je me suis demandé à nouveau si un fil conducteur ne passait pas au service des renseignements italien par les Parini et Colombi).¹

J'ai longuement insisté sur la déception que devait causer en Suisse l'absence d'une décision analogue à celle prise même en Allemagne² et interdisant tout sim-

1. Sur E. Colombi, cf. rubrique II.15.3: Italie, irrédentisme.

2. Sur l'attitude des autorités du Reich à l'égard des groupes du «Bund nationalsozialistischer Eidgenossen» créés en Allemagne par des citoyens suisses (cf. n° 4 + A II), cf. cependant la lettre du ministre P. Dinichert à la Division des affaires étrangères du DPF, du 16 avril. Cette lettre est écrite après la publication par E. Maey, un des responsables de ces groupes, d'un article dans le «Wiesbadener Tageblatt», article intitulé, «Die Schweiz. Ein neues Zentrum des Kommunismus?» :

Ihre Annahme, dass Erich Maey von der Reichsregierung aufgefordert worden sei, Deutschland zu verlassen, beruht offenbar auf einem Missverständnis. Die zuständigen Stellen haben sich lediglich anheischig gemacht, dafür zu sorgen, dass der Bund nationalsozialistischer Eidgenossen auf deutschem Gebiete keine besondere S.A. aufziehe und dadurch ostentativ ein politisches Kampforgan schaffe, das unvermeidlich das gute Einvernehmen in den Kreisen der Auslandschweizer stören müsste und auch auf die Beziehungen der Schweiz mit dem Gastland unter Umständen unvorteilhafte Auswirkungen haben müsste. In der Tat ist auch seit dem Eingreifen der deutschen amtlichen Stellen von einer S.A. des Bundes nationalsozialistischer Eidgenossen in Deutschland nicht mehr die Rede gewesen.

plement des groupements qui n'ont rien en commun ni avec notre pays ni avec le parti italien, dont ils se réclament, et sous le couvert duquel ils voudraient se placer; rappelant le manque de dignité dont ils ont ainsi fait preuve, j'ai souligné ce qu'il y avait d'anormal — du point de vue italien et même du P.N.F. — à laisser des gens ayant perdu le contact avec leur propre pays se draper d'emblèmes et de chemises qui ne sont pas les leurs et pour lesquels ils n'avaient, eux, pas combattu; c'est ce dernier argument d'amour-propre qui paraissait faire le plus d'effet et qui *peut*, en réalité, motiver des décisions internes italiennes. Enfin et surtout, j'ai prié M. Fani de considérer et de demander à qui de droit si vraiment il valait la peine d'inquiéter notre opinion publique — par ailleurs toujours mieux disposée vers l'Italie — par une tolérance d'une activité de nature à scinder et affaiblir une colonie qui, la plus nombreuse parmi toutes les colonies étrangères, a tant fait pour la puissance économique de l'Italie en contribuant à la création de presque *toutes* les industries italiennes.

M. Fani a paru comprendre et a promis de parler, en son nom personnel, de cette question dans son rapport à M. Mussolini. Dans quelques semaines, il sera à nouveau de passage à Paris et me parlera des réactions qu'il a trouvées. Fani estime, d'ailleurs, aussi qu'une action utile à notre point de vue peut être déployée *localement* à Milan.

A la suite de notre dernier entretien, qui a porté en partie sur les affaires italiennes, il m'a paru que ces renseignements seraient de nature à vous intéresser. J'en avise également, par un prochain courrier, mon ancien Chef, Monsieur le Ministre Wagnière.

[...]

Ich werde gelegentlich die Presse-Abteilung der Reichsregierung auf den ungünstigen Eindruck aufmerksam machen, den die Betätigung des Erich Maey in der deutschen Presse in der Schweiz auslösen muss. Da das Reichspropagandaministerium die deutsche Presse völlig in der Hand hat, dürfte es ihm auch ein Leichtes sein, eine weitere journalistische Tätigkeit des Erich Maey in Deutschland, soweit sie gegen schweizerische Interessen verstösst, zu unterbinden (E 2001 (C) 4/96).

29

E 1004 1/345

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 27 avril 1934

783. Mission en Egypte

Verbal

M. le *chef du département politique* communique un télégramme¹ de M. Martin, ministre à Ankara, actuellement en mission spéciale en Egypte², au sujet des conditions dans lesquelles la Suisse pourrait être représentée dans ce pays. Il est

1. Du 25 avril (E 2001 (C) 4/41).

2. Cf. n° 9.

indiscutable qu'une telle représentation répond à nos intérêts, mais le projet s'est heurté jusqu'ici au refus du gouvernement égyptien d'accorder à nos ressortissants le bénéfice des capitulations, dont jouissent les ressortissants de l'Angleterre, de la France et de l'Italie. Deux solutions s'offrent à nous: Ou bien nos ressortissants seraient justiciables des tribunaux consulaires de ces trois Etats; ou bien ils auraient le bénéfice de la juridiction consulaire propre pour toutes les affaires, hors les délits politiques.

M. Martin fait savoir que ce dernier régime, qui a été accordé à l'Allemagne après la guerre³, se heurte à l'opposition de la grande majorité de la colonie suisse, en raison de la facilité avec laquelle la justice égyptienne accueille des dénonciations pour atteinte aux intérêts de l'Etat. Quant à la première solution, on estimait en Angleterre que le gouvernement égyptien y serait hostile. Or M. Martin annonce au contraire, par son télégramme, que des sondages faits auprès d'une personnalité égyptienne lui donnent l'espoir qu'une telle proposition pourrait être agréée. Mais, avant de poursuivre ses conversations, il désire savoir ce qu'en pense le département politique.

M. Motta propose d'entrer dans ces vues et demande l'autorisation de télégraphier à M. Martin qu'il considère la solution comme acceptable et l'invite à poursuivre prudemment ses sondages dans le sens indiqué.

L'autorisation demandée est accordée.⁴

ANNEXE

E 2001 (C) 4/41

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Istanbul en mission en Egypte, H. Martin*

*Copie
L DT*

Berne, 28 avril 1934

Nous avons appris avec le grand intérêt que vous devinez le premier résultat des sondages fort adroits que vous avez entrepris en vue de déterminer quelle attitude prendrait le Gouvernement égyptien dans l'éventualité d'une reprise des négociations du traité d'amitié entre la Suisse et l'Egypte.

La nouvelle qu'il serait sans doute impossible de faire accepter aujourd'hui le projet suisse de 1925⁵ ne nous a pas surpris et c'est sans beaucoup de regrets que nous avons pris note de ce que même un arrangement calqué sur le traité germano-égyptien de 1925 ne pourrait plus être envisagé par le Gouvernement. Vous savez qu'à cet égard, nous partageons l'impression des notables de la colonie suisse que nous ne renforcerions pas notre position en Egypte en renonçant à des privilèges qui n'ont de prix que s'ils sont absolus et dont nos compatriotes ont toujours joui en fait.

Quant à la solution consistant à créer en Egypte une Légation de Suisse sans compétence judiciaire et à laisser les Suisses en Egypte se placer sous la juridiction d'une Puissance capitulaire, nous

3. Selon la convention germano-égyptienne du 16 juin 1925, les citoyens allemands coupables d'attaques ou d'offenses contre le Roi d'Egypte ou les membres de la famille royale sont justiciables des tribunaux indigènes et non pas des tribunaux consulaires allemands.

4. Cf. télégramme du DPF au ministre Martin du même jour (E 2001 (C) 4/41), et annexe au présent document.

5. Cf. DDS vol. 9, annexe au n° 58.

l'avions déjà très sérieusement envisagée et nous n'avons renoncé à en poursuivre la réalisation qu'à la suite du résultat tout à fait négatif des sondages entrepris par M. Paravicini au début de 1933⁶. Tenter de rallier à cette solution le Gouvernement égyptien sans pouvoir indiquer qu'elle trouverait l'agrément des Puissances capitulaires qui protègent actuellement nos ressortissants en Egypte apparaissait comme une entreprise vouée à un échec presque certain, que la prudence conseillait de ne point risquer. Nous vous félicitons chaleureusement d'être arrivé, grâce à vos bonnes relations avec le Ministre d'Egypte en Turquie⁷, à tourner l'obstacle qui nous avait fait reculer. Ainsi que vous le relevez fort justement, l'affaire se présente de tout autre façon si cette solution est préconisée par le Gouvernement égyptien lui-même et si c'est d'accord avec lui que nous demandons aux Gouvernements britannique, français et italien de conserver sous leur juridiction les Suisses en Egypte, malgré la création d'une Légation de Suisse au Caire.

Nous approuvons entièrement la marche que vous vous proposez d'adopter pour consolider ce premier succès. La suite des négociations reste, en effet, fort délicate puisqu'il s'agit, non seulement de nous mettre d'accord avec le Gouvernement égyptien, mais d'obtenir l'acquiescement des trois Puissances protectrices à un arrangement qui leur laissera des responsabilités en les privant des avantages qui les compensent en partie actuellement.

L'assentiment bienveillant du Haut-Commissariat britannique et des Légations de France et d'Italie est indispensable et nous vous sommes reconnaissants de chercher à l'obtenir sur place. La prudence commande sans doute de ne rien entreprendre à Londres, Paris et Rome avant de connaître les dispositions que vous aurez pu créer au Caire et nous attendons, avant d'agir, d'être fixés à cet égard. Il nous a paru indiqué, toutefois, de mettre immédiatement au courant, pour leur complète orientation personnelle et à titre strictement confidentiel, MM. Paravicini, Dunant et Wagnière.

6. Cf. lettre du Foreign Office au ministre Paravicini, du 28 février 1933 (E 2200 London 49/1).

7. Abdel Malek Hamza, Bey.

30

E 1004 1/345

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 27 avril 1934*

802. Argentinien. Devisenabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 26. April 1934

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«Schon seit bald einem Jahre sind wir mit der argentinischen Regierung durch Vermittlung unserer Gesandtschaft in Buenos Aires in Unterhandlungen, eine Vereinbarung herbeizuführen, welche die Zahlung unseres Exportes, sodann aber auch die Begleichung unserer sehr erheblichen Finanzansprüche an dieses Land sicherstellt. Auch Argentinien hat nämlich seit 10. Oktober 1931 eine Devisenbewirtschaftung. Dieselbe bildete zwar im Anfang nicht ein eigentliches Transfermoratorium. Immerhin war es schon während des Jahres 1932 sowie zu Beginn des Jahres 1933 mit erheblichen Schwierigkeiten verbunden, innert einer angemessenen Frist die erforderlichen Devisen zur Regulierung unserer Ansprüche zu erhalten.

Nachdem England als wichtigster und grösster Kunde der argentinischen Ausfuhr im Mai v. Js. ein Devisenabkommen mit Argentinien treffen konnte, hatten wir unverzüglich der argentinischen Regierung das Begehren unterbreitet, einen Clearingvertrag abzuschliessen. Für den Fall, dass Argentinien einen solchen ablehnen sollte, verlangten wir die Zusicherung der sofortigen, ungehinderten Bezahlung unseres Exportes sowie darüber hinaus einen Betrag von 15 Millionen Franken, den die Argentinische Nationalbank jährlich der Schweizerischen Nationalbank zur Begleichung unserer Finanzansprüche zu überweisen hätte. Diese 15 Millionen Franken entsprachen einer ungefähr 5%igen Verzinsung unserer Kapitalanlagen in Argentinien, die sich auf rund 330 Millionen Franken belaufen.

Nachdem die argentinische Regierung unsere Gesandtschaft monatelang hingehalten und unsere Begehren ausweichend beantwortet hatte, sahen wir uns veranlasst, ihr mit der Anwendung der Massnahmen zu drohen, welche in Art. 3 des Bundesbeschlusses vom 14. Oktober 1933 vorgesehen sind.¹ Wir konnten diese Drohung mit Rücksicht auf die starke Passivität unserer Handelsbilanz im Verkehr mit Argentinien sehr wohl aussprechen. In der Tat betrug unser Handelsbilanzdefizit im Jahre 1932 55 Millionen Franken und im Jahre 1933 trotz der sehr starken Einschränkung unserer argentinischen Getreidebezüge immer noch 35,3 Millionen Franken. Natürlich ist von der argentinischen Einfuhr in die Schweiz ein erheblicher Prozentsatz für Transportspesen und Gewinne des Zwischenhandels in Abzug zu bringen. Trotzdem ergibt sich aus der argentinischen Ausfuhr nach der Schweiz für jenes Land ein Devisengewinn, den wir mit gutem Recht zur Begleichung unserer Finanzforderungen heranziehen können.

Die argentinische Regierung beantwortete in der Folge unser Begehren dahin, dass sie bereit sei, mit uns ein Abkommen abzuschliessen, ähnlich demjenigen, welches zu Beginn dieses Jahres mit Belgien getroffen wurde. Danach würde die argentinische Regierung uns auf dem Devisengebiet die Meistbegünstigungsklausel zusichern, ferner eine Garantie für die Bezahlung unseres gesamten Exportes gewähren und für die Bezahlung unserer Finanzansprüche den nach Bezahlung unseres Exportes verbleibenden Devisengewinn aus der argentinischen Ausfuhr nach der Schweiz zur Verfügung stellen. Im fernern würden innerhalb 30 Tagen nach Unterzeichnung des Abkommens die nötigen Devisen für alle seit 1. Februar v. Js. rückständigen Zahlungen, die sich auf ungefähr 5 Millionen Franken belaufen, freigeben. Und schliesslich würden für unsere besonders notleidende schweizerisch-argentinische Hypothekenbank 500 000 Franken zur Verfügung gestellt. Ein in Buenos Aires niedergelassener schweizerischer Finanzmann betrachtet diese Bestimmungen als «maximum inespéré».

Mit Rücksicht auf gewisse Strömungen, welche den Abschluss jeglicher Devisenabkommen in Argentinien durch Parlamentsbeschluss verhindern wollen, ist die Unterzeichnung des Abkommens höchst dringend geworden. Auch drängt

1. Afin de sauvegarder les intérêts suisses à l'égard des Etats qui entravent le transfert des paiements, le Conseil fédéral peut conclure des accords à court terme. Lorsqu'il n'y parvient pas, il est autorisé à défendre les intérêts suisses en prenant toutes les mesures unilatérales de nature économique et financière qui lui paraîtront indiquées, particulièrement en réglementant les paiements (*RO*, 1933, vol. 49, pp. 831–832).

die Situation der argentinischen Banken, bei denen unsere Guthaben zum Teil ruhen, zu einer sofortigen Sicherstellung unserer Zahlungen. Die Gesandtschaft verlangt daher die telegraphische Übermittlung der für die Unterzeichnung des Abkommens nötigen Vollmachten.»

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

Das eidg. Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, der Schweizerischen Gesandtschaft in Buenos Aires auf telegraphischem Wege die erforderlichen Vollmachten zukommen zu lassen, die sie für die Unterzeichnung eines Devisenabkommens auf der oben skizzierten Grundlage benötigt.

31

E 2001 (C) 4/41

*Le Ministre de Suisse à Istanbul en mission en Egypte, H. Martin,
au Chef du Département politique, G. Motta*

R Egypte n° 8

Alexandrie, 5 mai 1934

[...]

Je viens de recevoir votre lettre du 28 avril¹, qui me donne votre impression sur mes échanges de vues privés avec mon collègue Hamza Bey. Je n'ai pas seulement été content, mais j'ai été heureux de lire votre approbation sur la façon dont j'avais abordé ce problème qui, pendant les premières semaines, m'avait paru à peu près insoluble. Votre compréhension de mes difficultés, et le ton confiant donné à vos instructions, sont un précieux encouragement pour lequel je vous exprime toute ma gratitude.

Mes enquêtes dans les deux colonies, si dissemblables l'une de l'autre, et ma participation à leur vie, sont pour ainsi dire terminées. J'entre enfin dans la phase diplomatique de mon mandat, avec la persuasion que la création d'une Légation est une nécessité, qu'il ne faut en aucun cas attendre des conditions politiques intérieures plus faciles, que la haine des capitulations s'accroît, qu'en un mot, la temporisation équivaudra dorénavant à un recul.

Je vous prie dès lors, lorsque vous recevrez au moment de son congé, notre compatriote M. T[rembley], d'écarter toute suggestion qui consisterait à espérer des Cabinets futurs, moins mauvais que l'actuel². Je parlerais autrement si Chamsi Pacha avait une chance quelconque, mais il n'en a point. Les Tribunaux Mixtes sont, pour diverses raisons, aujourd'hui détestés, et la presse arabe les attaque constamment, et fait de la surenchère xénophobe que le Gouvernement ne veut, et ne peut même enrayer sans se compromettre lui-même. Il faudra donc être sur place, avec une Légation, au moment où les choses iront encore moins bien. Le seul boulevard de nos garanties, c'est l'occupation anglaise, avec ses soldats et sa

1. Cf. annexe au n° 29.

2. Présidé par Abd el-Fattah Yehia, Pacha.

police. Contre l'Angleterre, l'Égypte ronge son frein, mais n'ose rien dire, pas même le Roi. Mais si elle osait, le coup de pied libérateur mesurerait plus d'une aune.

Il vous intéressera d'apprendre (je dois ces renseignements à la confiance de Hamza Bey et à l'amitié qui nous lie) que le Gouvernement actuel avait préparé le dossier suisse, après le rapport de son Consulat de Genève de l'an dernier sur ma mission.³ Mon arrivée fit également l'objet d'un rapport du Chargé d'Affaires intérimaire d'Égypte à Ankara au moment du visa de nos passeports.

Hamza m'a raconté, et il le tenait du Chef du Cabinet du Premier Ministre, que lors de ma visite à Abdel Fettah Yehia Pacha le 24 mars, celui-ci s'imaginait que je venais solliciter une reprise des négociations. Il n'en souffla mot, pas plus que moi-même.

Lorsque Hamza me parla de la création d'une Légation de Suisse ici et d'une Légation d'Égypte à Berne, je lui tins ce langage, afin que son Gouvernement eût fortement imprimé dans la tête l'idée que la Suisse ne recherchait pas une négociation, et qu'il ne crût pas, selon les termes de vos instructions du 3 février 1934⁴, que nous étions disposés à faire des concessions parce que pressés d'aboutir: «C'est une bonne idée de votre part, (était-ce proprio motu ou non?) que de venir me parler de cela. On pourrait en effet profiter de ma présence pour faire connaître à Berne ce que votre Gouvernement pense, en d'autres mots, pour faire rebondir la balle. Je suis ici pour voir des colonies qui n'ont jamais reçu un délégué du Conseil Fédéral, mais il va sans dire que si vous m'apportez des renseignements intéressants, je chercherai à savoir l'opinion de mes chefs. Si cela les intéresse, je rechercherai dans le dossier de M. Trembley l'ancien projet suisse⁵ que nous pourrions reprendre comme base, mais je le répète, je devrais me faire mandater».

Après avoir consulté M. Peter et, par loyauté vis-à-vis de votre second Plénipotentiaire, averti M. Trembley (qui me sortit alors la lettre du Foreign Office à M. Paravicini)⁶, j'eus plusieurs échanges de vues avec Hamza Bey, pour l'amener à consulter les deux personnes compétentes, d'abord Bedaoui Pacha, le Premier Conseiller juridique du Gouvernement, toujours consulté par tous les Ministères, et ensuite le Premier Ministre lui-même; pour être absolument sûr, je lui rappelai que son intervention conduirait évidemment notre échange de vues dans une phase plus officielle et, ayant fait inviter M. Trembley sur le house-boat de mon collègue égyptien, celui-ci me déclara, au sujet de la solution «C»⁷, que «le Gouvernement Égyptien ne verrait aucun inconvénient à converser sur cette base».

[...]

Il m'a été particulièrement agréable d'apprendre que la solution «C» a été acceptée en principe par vous, d'autant plus qu'elle est la seule qui puisse aujourd'hui nous mener au but. Il est possible qu'au Caire on me suggère que les Légations respectives pourraient être créées par simple échange de notes, ou par

3. Cf. *DDS vol. 10, n° 332*.

4. Cf. *n° 9*.

5. *Du 22 mai 1925...Cf. DDS vol. 9, annexe au n° 58*.

6. Cf. *annexe au n° 29, n. 6*.

7. *Celle qui a été acceptée, en principe, par le Conseil fédéral lors de sa séance du 27 avril. Cf. n° 29 et annexe.*

un traité d'amitié contenant l'article premier sur la paix inaltérable et un article qui stipulerait la création des deux postes.

Ne pouvant, sans dépenser une fortune en cables, vous consulter sur tous ces points, j'ai de moi-même pris l'initiative de dire à mon collègue que je préférerais un traité plus long et plus explicite. MM. Peter et Houriet ayant fortement appuyé cette initiative, j'ai cru devoir remanier avec M. Houriet le texte expédié hier. Si elle est faisable et admissible pour le Conseil Fédéral et pour l'Egypte, l'idée de nos Conseillers juristes de faire figurer le statut personnel dans le traité est à mon avis une heureuse innovation, car il faut clarifier une situation vraiment impossible à la longue. Les Suisses d'Egypte ignorent totalement ce que fait et peut faire une Légation. Ils n'auront plus à être consultés et il faudra le leur démontrer par le fonctionnement d'une représentation diplomatique moderne, ne perdant jamais l'ombre d'une occasion de leur rendre service. Il ne faudra donc pas vous laisser influencer par les avis de M. Schmidheiny⁸ ou de M. Ch. Baehler, grands commerçants ou grands hôteliers qui, inscrits dans un Consulat pour être sûrs de la protection capitulaire, déclarent n'avoir personnellement besoin de personne. Il faudrait dès lors passer outre, même avec leur opposition, car nos intérêts généraux sont tout autres.

Par contre, tous les intellectuels, et à leur tête le Professeur Andrae, ainsi que tous les représentants de nos grandes industries, désirent ardemment une Légation. Et ce sont ceux-là dont nous devons nous occuper, car les autres peuvent toujours «fare da sé».

[...] ⁹

8. Cf. notamment sa lettre à Motta du 13 avril. Non reproduite.

9. L'entrefilet suivant a paru dans le Journal de Genève du 29 avril:

«Un Chargé d'Affaires au Caire?»

On nous mande de Berne:

Le Conseil Fédéral s'est occupé vendredi de la situation des Suisses en Egypte. Il n'est pas impossible que, pour assurer dans ce pays la défense de ses intérêts économiques, qui sont assez considérables, la Confédération décide d'y nommer un Chargé d'Affaires.

Le ministre Martin se plaint du fait qu'une décision qui aurait dû rester secrète, va être ainsi portée à la connaissance des autorités égyptiennes, qui disposent à Genève d'un consulat.

E 7110 1/139

*Le Directeur de la Division du Commerce du
Département de l'Economie publique, W. Stucki,
au Ministre de Suisse à Washington, M. Peter*

Copie

L

USA-Handelsvertragsunterhandlungen
und Zollpolitik

Bern, 8. Mai 1934

[...]

Da nach Ihren telegraphischen und brieflichen Mitteilungen die Mission Child's¹ sich ausschliesslich auf die mit der Londoner Wirtschaftskonferenz zusammenhängenden Fragen beschränkt und mit den in Aussicht genommenen bilateralen Handelsvertragsunterhandlungen nicht das Geringste zu tun hat, verzichteten wir natürlich darauf, unsererseits eine Fühlungnahme mit ihm anzustreben. Ihre Aufschlüsse stehen allerdings im Widerspruch zu Äusserungen amerikanischer und europäischer Zeitungen. So soll z. B. nach dem amtlich bedienten deutschen «Eildienst» Mr. Child in Paris erklärt haben, dass er von seiner Regierung beauftragt sei, die Möglichkeiten einer wirtschaftlichen Annäherung zwischen den Vereinigten Staaten und Europa zu prüfen. *Er wolle insbesondere Material sammeln, das dem spätern Abschluss gegenseitiger Handelsverträge nützlich sein könne.* Nach Ihren Berichten müssen wir wohl annehmen, dass es sich hier um unzutreffende Pressemeldungen handle.

Was die Resolution des Trade Council unseres Generalkonsulats in New York anbelangt², so haben wir das sie enthaltende Protokoll³ lediglich dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins und dem Schweizerischen Bauernverband zur Vernehmlassung übermittelt. Da aber Herr Generalkonsul Dr. Nef⁴ gegenüber der Versammlung die Verpflichtung übernommen hatte, das Protokoll uns mit dem Ersuchen zu übersenden, auch Doppel an die interessierten Handelskammern und Industrieverbände weiterzuleiten, konnten wir natürlich nicht umhin, es dem Vorort anheimzustellen, Exemplare des Sitzungsberichts seinen in Betracht kommenden Sektionen zugehen zu lassen. Der Vorort ist dieser Aufgabe in geschickter Weise nachgekommen, wie Sie aus der beiliegenden Abschrift seines Begleitbriefes vom 2. ds. zu ersehen belieben.⁵ Wir gewärtigen nun die Stellungnahme der befragten Spitzenorganisationen zur vorerwähnten Resolution.

Wie Sie wissen, war es von jeher so, dass bei Handelsvertragsunterhandlungen auf die Begehren der schweizerischen Exporteure abgestellt wurde und nicht auf

1. *Envoyé spécial du Président Roosevelt.*

2. *Cf. n° 27.*

3. *Non reproduit.*

4. *Consul général de Suisse à New York.*

5. *Cf. n° 27, n. 6.*

diejenigen ihrer Vertreter oder Kunden im Auslande. Selbstverständlich können wir auch im vorliegenden Falle nicht von dieser bewährten und einzig richtigen Praxis abgehen.⁶

Wir können auch jetzt nur wiederholt bestätigen, dass wir Unterhandlungen gerne beginnen, sobald die amerikanische Regierung ihrerseits dazu bereit sein wird. Dabei geben wir uns aber keinen Illusionen darüber hin, dass, nachdem Präsident Roosevelt einmal die nachgesuchten Vollmachten erhalten haben wird, die Schweiz als erstes oder auch nur als eines der ersten Länder an die Reihe kommen werde.⁷

Natürlich verfolgen wir die Entwicklung weiterhin mit der erforderlichen Aufmerksamkeit, können uns aber durch die nicht immer von einer richtigen Kenntnis der Verhältnisse zeugenden Aktionen der dortigen Importeure nicht zu voreiligen Schritten und Massnahmen drängen lassen.

Was die vom Trade Council gewünschte Bestellung eines besondern Handelsattachés in Washington — eventuell mit Bureau in New York — betrifft, so scheinen Sie dies vorläufig nicht als notwendig zu erachten. Wir behalten uns vor, später auf diesen Punkt zurückzukommen.⁸

[...]

ANNEXE I

E 7110 1/139

Handelvertragsunterhandlungen zwischen der Schweiz und den
Vereinigten Staaten von Amerika⁹
Kurze Übersicht über die vorbereitenden Massnahmen
der schweizerischen Behörden

Copie
RC

1. Die *schweizerische Gesandtschaft in Washington* hält die Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements fortwährend in vorzüglicher Weise auf dem laufenden über die Wandlungen auf dem Gebiete der amerikanischen Handels- und Zollpolitik, sowie insbesondere über die Beratung des handels- und zollpolitischen Vollmachtsgesuch des Präsidenten Roosevelt im Kongress, die Auffassung der Regierungskreise und die öffentliche Meinung. Die Gesandtschaft leitet ferner alle wichtigern Äusserungen und Wünsche von Importeuren und Vertretern schweizerischer Waren und Firmen, die zu ihrer Kenntnis gelangen, an die Handelsabteilung weiter.

2. Die Tätigkeit der Gesandtschaft wird durch das *Generalkonsulat in New York* sekundiert, das seinerseits die Handelsabteilung über die Stimmung und die Wünsche der Importeuren- und Vertreterkreise in New York unterrichtet und ihr auch alle bedeutenderen Artikel der New Yorker Presse über die Handels- und Zollpolitik der U.S.A. unterbreitet. Herr Generalkonsul Dr. Nef ist natürlich auch der anlässlich der Sitzung des Trade Council vom 5. April übernommenen Verpflichtung, Exemplare des Sitzungsprotokolls mit der gefassten Resolution an die Handelsabteilung zu übermitteln, nachgekommen.

6. Cf. annexe I, document qui était joint à cette lettre.

7. Contrairement à cette attente, la Suisse sera parmi les premiers pays approchés en juillet par l'administration américaine (lettre de Peter à Stucki, 17 juillet, E 7110 1/139) et n° 35, n. 7.

8. Prié par le Directeur de la Division du Commerce de donner son avis personnel sur le vœu évoqué ici, le Consul Nef répond à W. Stucki par la lettre reproduite dans l'annexe II.

9. Le document est daté du 8 mai.

3. Die *Handelsabteilung* widmet dem ihr aus Amerika zugehenden Material die gebührende Aufmerksamkeit. Sie gibt davon soweit opportun auch den Spitzenverbänden der am Export nach den Vereinigten Staaten interessierten Wirtschaftskreise Kenntnis. So ist das vorerwähnte Sitzungsprotokoll des Trade Council von der Handelsabteilung sowohl dem Schweizerischen Bauernverband als dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, als Spitzenverbände von Landwirtschaft, Handel- und Industrie, mit dem Ersuchen um Stellungnahme zur gefassten Resolution übermittelt worden. Der Vorort unterbreitete das Protokoll seinerseits den am Export nach Amerika hauptsächlich beteiligten Handelskammern und Handels- und Industrie-Verbänden, indem er sie um Bekanntgabe ihrer Vernehmlassung ersuchte. Gestützt auf die Vernehmlassung der Handels-, Industrie- und Landwirtschaftskreise wird die Handelsabteilung ihrerseits zur fraglichen Resolution Stellung beziehen, wobei sie selbstverständlich auch der Auffassung der Gesandtschaft in Washington und des Generalkonsulats in New York Rechnung tragen wird.

4. Was die *eigentliche Vorbereitung der Handelsvertragsunterhandlungen durch Sammlung der Tarifbegehren usw.* anbelangt, so hat diese in der *Schweiz* zu geschehen und nicht in den Vereinigten Staaten, weil in erster Linie auf die Wünsche der schweizerischen Exportkreise abgestellt werden muss. Es war dies von jeher so und wird auch so bleiben, solange Handelsvertragsunterhandlungen geführt werden. Selbstverständlich ist auch die Mitarbeit der Vertreter und Importeure im Lande, mit dem die Verhandlungen geführt werden sollen, sehr wertvoll. Diese Mitarbeit kann aber nur in dem Sinne geschehen, dass die betreffenden Vertreter- und Abnehmerkreise ihre Anregungen und Begehren bei ihren Lieferanten, Stammhäusern usw. in der *Schweiz* anbringen. Diesen liegt es ob, zu prüfen, ob und inwieweit die Wünsche ihrer Vertreter und Abnehmer bei der Ausarbeitung ihrer Begehren zuhanden der schweizerischen Handelsvertragsdelegation berücksichtigt werden können und sollen oder nicht. Auf keinen Fall könnten die Handelsabteilung bezw. die Unterhändler ohne Einholung der Vernehmlassung der in Betracht kommenden *schweizerischen* Exportkreise Begehren berücksichtigen, die ihnen direkt aus dem Importlande — im vorliegenden Falle also aus Amerika — zukommen würden. *Gründe*: erstens decken sich die Wünsche der Importeure und der Exporteure nicht immer, zumal die erstern oft auch noch ähnliche Artikel aus andern Ländern als der Schweiz einführen; zweitens müssen in demselben offiziellen Begehren oft Wünsche verschiedener Exporteure oder einer ganzen Industriegruppe konzentriert und miteinander in Einklang gebracht werden; drittens müssen sich die schweizerischen Behörden und Unterhändler an die *inländischen* Kreise halten, weil diese auch die Verantwortung für allfällige Unterlassungen oder Fehlbegehren und deren Auswirkungen tragen müssen.

5. Die Handelsabteilung hat übrigens nicht das Vollmachtsgesuch des Präsidenten an den Kongress und die darauf fussenden drängenden Zuschriften der Vertreter und Importeure schweizerischer Waren an Lieferanten und Verbände in der Schweiz abgewartet, um Erleichterungen zugunsten des Absatzes der wichtigsten schweizerischen Exportartikel anzustreben. Schon vor Monaten hat sie sich gegenüber den amerikanischen Behörden *bereit erklärt, die Einfuhrkontingente für Automobile beträchtlich zu erhöhen, falls die 1930 im Übermass erhöhten Zölle auf den betreffenden typisch schweizerischen Erzeugnissen wieder herabgesetzt würden* (siehe Schreiben der Handelsabteilung an die Gesandtschaft vom 13. v. Mts.)¹⁰. Wir warten bis jetzt vergeblich auf eine Antwort.

6. Die Schweiz hat durch Vermittlung der Gesandtschaft in Washington auch bereits wiederholt der amerikanischen Regierung gegenüber den *Wunsch* ausdrücken lassen, *möglichst bald in Handelsvertragsunterhandlungen einzutreten*. Schon aus taktischen Gründen, für die zweifelsohne auch die Importeure und Vertreter schweizerischer Waren in den Vereinigten Staaten das erforderliche Verständnis aufbringen werden, kann und darf schweizerischerseits nicht allzusehr gedrängt werden.

10. *Non reproduit. Cf. aussi n° 27, n. 7.*

ANNEXE II

E 7110 1/139

*Le Consul général de Suisse à New York, V. Nef,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

*Verhandlungen mit USA
Persönlich und Vertraulich*

New York, 16. Mai 1934

Der Ausgangspunkt dieser Bewegung ist in einer unter gewissen hiesigen Importkreisen herrschenden Unzufriedenheit gegen unsere Gesandtschaft in Washington zu suchen. Diese Unzufriedenheit besteht, wie Sie wissen, schon seit Jahren und liegt weniger auf der persönlichen als auf der materiellen Seite, indem unsere Importeure das Gefühl haben, dass unser Land in Bezug auf die Vertretung unserer Handelsinteressen in Washington schlecht vertreten sei, weil unsere Gesandtschaft daselbst den immer grösser werdenden Anforderungen in dieser Beziehung nicht genügen könne. Wenn auch durchaus freundliche Beziehungen zwischen unserem Gesandten und der hiesigen Kolonie herrschen, so sind diese Kreise davon überzeugt, dass bei den gegenwärtigen Zeiten unsere Interessen in den Vereinigten Staaten in den Händen eines Mannes sein sollten, der in wirtschaftlichen Fragen vollständig versiert sei und das volle Verständnis für diese aufbringen könne.

Diese oppositionelle Bewegung wurde durch die scharfe Wirtschaftskrisis, unter welcher unsere Importeure leiden, gestärkt und erreichte schliesslich ihren Höhepunkt als eine Petition an den Bundesrat ausgearbeitet wurde, welche die Abberufung unseres Gesandten und seine Ersetzung durch einen Mann forderte, der als wirtschaftlicher Führer sich bereits einen Namen erworben habe. Ausser Ihrem Namen wurden Herr Alt-Minister Sulzer und Herr Dapples genannt, welche das volle Vertrauen der Handelskreise geniessen würden. Ich darf übrigens annehmen, dass Sie von dieser Petition Kenntnis haben. Sollte dies nicht der Fall sein, dürfte Ihnen das Politische Departement eine Kopie überreichen können, indem mir Herr Minister Peter s. Zt. bekannt gab, er habe eine Abschrift derselben, die ich ihm auf seinen Wunsch beschaffen musste, nach Bern geleitet.

Soviel ich weiss, war dieser Petition bei der Unterschriftensammlung nur ein geringer Erfolg beschieden, indem die meisten angegangenen Personen sich, mit Rücksicht auf ihre persönlichen Beziehungen zu Herrn Minister Peter, weigerten, sich einer derartigen Bewegung anzuschliessen, ganz abgesehen davon, dass verschiedene die Ansicht vertraten, dass nach einer 14jährigen Tätigkeit eine Abberufung aus den erwähnten Gründen in Bern wohl kaum ernstlich erwogen werden dürfte.

Da ich mich aus begreiflichen Gründen in diese Angelegenheit nicht einmischte, indem sie das Generalkonsulat in keiner Weise berührte, ist es mir nicht bekannt, ob die Petition letzten Endes eine Anzahl Unterschriften auf sich vereinigte und nach Bern geleitet wurde, oder ob sie schliesslich den Weg in den Papierkorb gefunden hat. Ich habe allerdings den mir bekannten Initianten eingeschärft, dass meines Erachtens der einzig richtige Weg darin liege, mit Herrn Minister Peter persönlich eine offene Aussprache zu pflegen und ihn von ihren Anliegen zu verständigen, was besser sei als hinter seinem Rücken vorzugehen. Sie schienen dies einzusehen, sodass ich auf ihren Wunsch hin diese Aussprache vermittelte, welche sodann vor ungefähr zwei Monaten stattfand.

Die Initianten schienen nach dieser Rücksprache von der Fruchtlosigkeit ihres eingeleiteten Schrittes überzeugt worden zu sein, wollten aber die Möglichkeit einer besseren Handelsvertretung in den Vereinigten Staaten nicht aufgeben, wobei als die zunächst bestmögliche Lösung der Ausweg des «Handelsattaché» gefunden wurde.

Auf Drängen dieser Importeure hin und in Übereinstimmung mit Herrn Minister Peter, welcher allerdings vorgezogen hätte, wenn die Angelegenheit ad acta gelegt worden wäre, berief ich daraufhin zur Besprechung dieser Frage eine Sitzung des Trade Councils ein, wobei ich aber die oppositionelle Partei von vorneherein ersuchte, irgendwelche persönliche Ausfälle gegen den Minister zu unterlassen, da Anfeindungen zwecklos wären, ganz abgesehen davon, dass man damit keinen praktischen Zweck erreichen würde. Die Sitzung ist denn auch in sachlicher Weise abgelaufen, worüber Ihnen das Protokoll Aufschluss gibt.

Die gewissen kritischen Bemerkungen, welche an unsere Behörden und den Bundesrat gerichtet sind, sind lediglich als ein Ausfluss dieser Unzufriedenheit über die mangelhafte Wirtschaftsvertretung in der Hauptstadt der USA und nicht zuletzt einer allgemeinen Erbitterung über den jahrelangen krisenhaften Geschäftsgang zu werten. Nicht zuletzt kam darin ein gewisser Tatendrang zum Ausdruck.

Es wurde in der fraglichen Sitzung mehrfach darauf hingewiesen, dass verschiedene Länder, so namentlich Frankreich, Belgien, Italien, Japan u. a. einen Handelsattaché besitzen, der wohl in Washington akkreditiert, aber sein Büro in New York besitze, und zwar in den meisten Fällen in Verbindung mit dem Generalkonsulat des betreffenden Landes, was eine enge Zusammenarbeit ermögliche und gleichzeitig den Importeuren gestatte, mit ihrem Handelsattaché in New York beinahe jederzeit persönlich in Verbindung zu treten. Dieser reise öfters nach Washington, um daselbst, unabhängig von der diplomatischen Vertretung, die sich oft nicht mit Handelssachen abgebe, die Interessen der Importeure, respektive des betreffenden Landes zu vertreten.

Persönlich würde ich es sehr bedauern, wenn die Handelsangelegenheiten aus dem Tätigkeitsbereich des Generalkonsulats ausgeschieden würde, da ich, wie Sie wissen, diesen von jeher die grösste Aufmerksamkeit entgegengebracht habe und mich dafür auch immer sehr lebhaft interessierte. Ein Handelsattaché der in Washington sitzt, wird aber nichts leisten können, wenn er nicht einen regelmässigen persönlichen Kontakt mit den hiesigen Handelskreisen aufrecht erhält, wie wir es tun.

Von den Initianten wurde mir gegenüber die Anregung gemacht, dass ich in Washington auf die diplomatische Liste gesetzt werden sollte, um mir, in der Erledigung der Handelsangelegenheiten, bei den dortigen Behörden Eingang zu verschaffen. Ich sehe allerdings nicht recht ein, wie eine derartige Doppelstellung unter den gegebenen Verhältnissen möglich wäre, und wenn ich die Wahl zwischen beiden Posten hätte, so ist mir die unabhängige Stellung, die ich jetzt inne habe, bedeutend angenehmer als diejenige eines mehr oder weniger untergeordneten Gesandtschaftsbeamten in Washington. Eine grosse Frage ist zudem, ob es mir die Zeit überhaupt gestatten würde, eine derartige Doppelstellung zu versehen. — Es wurde auch der Name des Herrn Dr. Louis Schulthess in Brugg als Handelsattaché erwähnt. Ich bin allerdings ziemlich sicher, dass er ausser Frage steht, wenn eine einfache Zuteilung zur Gesandtschaft ins Auge gefasst würde.

Die Initianten gehen natürlich von der Voraussetzung aus, dass ein Handelsattaché in verwaltingstechnischer Hinsicht von der Gesandtschaft unabhängig wäre, sodass er volle Bewegungsfreiheit besitzen würde. Eine Akkreditierung in Washington wäre notwendig, um ihm bei den dortigen Bundesbehörden die Türen zu öffnen; sein Hauptdomizil sollte aber in New York sein. Ich erklärte natürlich den Initianten, dass die Gesandtschaft einer derartigen Lösung niemals zustimmen würde, besonders nicht in diesen zwei Punkten, die mir von ihnen als *conditio sine qua non* geschildert wurden. Sie kommen daher in irgendwelchen Unterredungen immer wieder auf ihren ursprünglichen Gedanken zurück, indem diese Lösungen nur Scheinlösungen wären, die keinen praktischen Erfolg zeitigen würden.

Es ist nun einmal nicht zu ändern, dass alle wirtschaftlichen Fäden in New York zusammenlaufen und wenn auch zugegebenermassen Washington im letzten Jahr in gewisser Hinsicht an Bedeutung gewonnen hat, so bleibt die gesamte Fühlungnahme mit dem Handel und der Finanz doch in New York bestehen. In der Regel begeben sich lediglich einzelne Anwälte oder Delegierte hiesiger Handelskreise nach Washington, um dort ihre in New York ausgearbeiteten Gutachten und Beschlüsse zu unterbreiten.

Die obigen Vorschläge sind meines Erachtens insofern nicht durchführbar, als die Opposition der Gesandtschaft sie in der vorliegenden Form zu Fall bringen oder auf ein Nebengeleise schieben wird, wo sie praktisch nicht mehr den gewünschten Erfolg mit sich bringen können. Die einfache Bezeichnung eines gegenwärtigen oder zusätzlichen Gesandtschaftsbeamten als «Handelsattaché» ist zwecklos und wird den Wünschen des Trade Councils nicht im Entferntesten entsprechen, da es lediglich diese erwähnte Scheinlösung bringen wird.

Ich frage mich, ob es unter den gegebenen Umständen nicht zweckentsprechend wäre, vorderhand einen qualifizierten Beamten der Handelsabteilung in Bern damit zu beauftragen, die Rolle dieses gewünschten Spezialisten zu übernehmen, in der Annahme, dass er an eventuell zu erwartenden Unterhandlungen zwischen den USA und der Schweiz einen hervorragenden Anteil nehmen

würde. — Ich bemerke übrigens nebenbei, dass ich mir von den erwarteten Unterhandlungen nicht allzuviel versprechen kann. Es werden wohl gewisse ausländische Industrien davon profitieren (wohl am ehesten die Uhren, was die Schweiz anbelangt), aber ich befürchte, man gibt sich Illusionen hin, wenn man allgemein starke Tariferhöhungen erwartet.

33

E 2001 (C) 5/107

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères, M. de Stoutz,
aux Légations et Consulats généraux de Suisse¹*

Circulaire EF

Berne, 12 mai 1934

[...]

Si la question de l'entrée de la Russie dans la Société des Nations est discutée un peu partout, le Conseil fédéral ne s'en est pas encore occupé. Il ne pourrait le faire qu'en toute connaissance de cause, c'est-à-dire lorsqu'il connaîtra tous les éléments du problème. Or, à l'heure actuelle, on ignore encore quelle sera l'attitude du gouvernement soviétique. On ne sait pas s'il présentera effectivement sa candidature à la prochaine Assemblée de la Société des Nations. On n'est, en tout cas, pas mieux renseigné à cet égard à Londres qu'à Berne. Tout récemment, Sir John Simon, répondant à une question qui lui avait été posée au Parlement, déclarait qu'il ne possédait aucun renseignement sur les intentions russes.

Il n'en reste pas moins que partisans et adversaires d'une accession de la Russie à la Société des Nations échangent d'ores et déjà leurs arguments. Les premiers voient dans l'arrivée des Soviétiques à Genève un renfort dont devrait se réjouir une Société des Nations affaiblie par le départ du Japon² et de l'Allemagne³; les seconds prédisent que la participation de l'Etat communiste à l'institution du Quai Wilson⁴ consommerait bientôt la ruine de la Société des Nations.

En Suisse, les esprits sont aussi divisés. Dans les milieux socialistes, on ne verrait évidemment pas de mauvais œil une collaboration soviétique à Genève. Dans les milieux bourgeois, l'opinion contraire paraît prédominer, encore qu'il ne soit pas absolument certain que, dans nos sphères économiques et commerciales avides de débouchés propres à atténuer les effets de la crise, on ne soit pas porté à jeter le voile sur le passé chargé des disciples de Lénine. En tout état de cause, l'entrée de la Russie dans la Société des Nations rencontrera chez nous de farouches adversaires. «Les loups, dit [le] <Journal de Genève> (27 mars 1934), seraient dans la bergerie.» «La Société des Nations, déclare l'«Entente internationale contre la III^e Internationale» (<La Liberté>, du 6 février 1934), deviendrait la proie

1. Soit aux légations à Athènes, Belgrade, Berlin, Bruxelles, Bucarest, Buenos Aires, Istanbul, La Haye, Londres, Madrid, Paris, Prague, Rio de Janeiro, Rome, Stockholm, Tokyo, Varsovie, Vienne et Washington, ainsi qu'aux Consulats généraux de Montréal et Shanghai.

2. Préavis de retrait présenté le 27 mars 1933 (Cf. DDS, vol. 10, n° 278).

3. Préavis de retrait présenté le 21 octobre 1933 (Cf. DDS vol. 10, nos 341 et 357).

4. Où siège alors la SdN.

des bolcheviks, qui en profiteraient pour envenimer tous les rapports, déjà difficiles, entre ses membres, et se serviraient de Genève comme du forum mondial précieux pour leur politique de désordre, de révolution et de misère.» «Wir sehen in einem Eintritt der Sovietunion in den Völkerbund keine Stärkung, opine de son côté le «*Berner Tagblatt*» (4 avril), sondern eine bedenkliche Schwächung. Und wir glauben nicht, dass die Sovietregierung mit ihrem Eintritt ihre Zersetzungsarbeit in den übrigen Staaten aufgeben würde. Im Gegenteil, sie würde die Mitgliedschaft benützen, um sie um so intensiver zu betreiben.»

La Suisse pourrait évidemment s'opposer à la candidature russe, mais son veto n'aurait, comme on sait, rien de décisif.⁵ L'admission dans la Société des Nations

5. *Dans une Notice préliminaire concernant l'entrée de la Russie soviétique dans la Société des Nations, du 2 mai, C. Gorgé écrit notamment:*

[...]

S'opposer à la candidature russe? Mais le seul veto de la Suisse n'aurait rien de décisif. Comme on sait, l'admission dans la Société des Nations ne requiert pas un vote d'unanimité. Il suffit, selon l'article 1^{er} du Pacte, d'une majorité des deux tiers. Or, dans les conjonctures actuelles, il serait bien osé de prétendre qu'il se trouverait plus d'un tiers des membres de la Société des Nations pour s'opposer à la demande d'admission de l'U.R.S.S. Il y a tout lieu d'admettre le contraire, vu le nombre respectable d'Etats qui ont reconnu de jure le gouvernement russe et qui, logiquement, ne pourraient pas lui refuser l'accès de la Société des Nations. S'il en est ainsi — et il serait facile de s'en assurer, le moment venu, lorsque la question serait soumise aux délibérations de l'Assemblée — conviendrait-il que la Suisse se cantonnât dans une opposition irréductible, au risque même de se trouver seule à faire obstacle à l'admission de la Russie? Pareille attitude serait théoriquement concevable, mais elle aurait, pratiquement, des conséquences telles qu'il serait bien difficile de l'envisager sérieusement. Car de deux choses l'une: ou bien nous devrions nous incliner devant le fait accompli, et notre geste d'opposition n'aurait, politiquement, aucune raison d'être, ou bien nous persisterions à ne *[Motta rajoute ici: à ne pas vouloir admettre que la Russie fût dans la S.d.N. et note en marge: Ceci n'est pas tout à fait précis. Gorgé précise alors par une nouvelle note manuscrite en bas de page: M. Motta m'a sans doute mal compris. Ce n'est pas le raisonnement qu'il fait que je voulais tenir.]* pas reconnaître le gouvernement des Soviets et, comme cette attitude serait inconciliable avec les engagements du Pacte, force nous serait de sortir de la Société des Nations et, en même temps, de renoncer au siège de la Société. On voit la portée incalculable d'une opposition que certains milieux voudraient nous voir manifester jusqu'au bout. La question a d'ailleurs déjà été posée par les adversaires des Soviets sous la forme du dilemme suivant: «Choisissez entre l'U.R.S.S. et nous; le jour où les Soviets entrèrent dans la Société des Nations, nous en sortirons.» («*Journal de Genève*» du 27 mars.) Le problème est franchement posé, mais il nous paraît douteux que le peuple suisse, dans sa majorité, le poserait ainsi.

Il ne faut d'ailleurs pas s'exagérer les conséquences de l'entrée de l'U.R.S.S. dans la Société des Nations. Cet acte aurait sans doute une portée morale considérable, mais, en fait, la Société des Nations ne s'en trouverait pas nécessairement bouleversée. Si puissant qu'il soit, un pays ne peut pas faire ce qui lui plaît à Genève. L'exemple du Japon est là pour le démontrer. La règle de l'unanimité est à cet égard une puissante garantie contre toute tentative de désordre. D'un autre côté, qu'on le veuille ou non, les Soviets font désormais partie de la communauté internationale. On comptera bientôt sur ses doigts les pays qui se sont refusés à les reconnaître. Toutes les grandes puissances, y compris les Etats-Unis d'Amérique, ont maintenant leur agent diplomatique à Moscou.

[...].

En tête de cette notice, qui inspire visiblement la circulaire du 12 mai, puisque plusieurs passages sont repris intégralement dans cette dernière, Motta note: J'ai lu avec beaucoup d'intérêt cette notice. Je considère comme exclu que nous puissions voter pour l'entrée de la Russie.

ne requiert pas, en effet, un vote d'unanimité. Il suffit, selon l'article 1^{er} du Pacte⁶, d'une majorité des deux tiers. Or, dans les conjonctures actuelles, il serait bien osé de prétendre, après le nouveau succès diplomatique obtenu tout récemment par M. Litvinoff⁷ aux Etats-Unis d'Amérique, qu'il se trouverait plus d'un tiers des membres de la Société des Nations pour s'opposer à la demande d'admission de l'U.R.S.S. Il y a même tout lieu d'admettre le contraire, vu le nombre respectable d'Etats qui ont reconnu de jure le gouvernement russe et qui, logiquement, ne pourraient guère lui refuser l'accès de la Société des Nations. S'il en était ainsi — et il serait facile de s'en assurer, le moment venu, lorsque la question serait soumise aux délibérations de l'Assemblée, — le Conseil fédéral aurait à examiner s'il siérait que la Suisse se confinât dans une opposition irréductible, au risque même de se trouver seule à faire obstacle à l'admission de la Russie.

L'U.R.S.S. admise au sein de la Société des Nations, quelle serait notre position à l'égard de ce pays?⁸ Qu'y aurait-il de changé à la situation résultant du fait que nous n'avons reconnu ni en droit ni en fait le gouvernement de Moscou?⁹ Après avoir examiné attentivement la question, nous sommes arrivés à la conclusion que nous serions amenés à reconnaître la Russie dans une mesure qui se rapprocherait sensiblement de la reconnaissance de jure du droit traditionnel. L'admission crée même un mode de consécration de la personnalité juridique des Etats, dont la portée à certains égards, est plus grande que celle de la reconnaissance du droit des gens classique. Elle assure, en effet, au bénéficiaire tous les avantages découlant du Pacte de la Société des Nations. Les Etats membres

La seule attitude possible sera celle de l'abstention. Je ne suis pas persuadé que l'*admission* dans la S.d.N. *impliquera* pour nous la *reconnaissance de jure*, mais il faut admettre que la question est délicate. 9. V. 34.

6. Tout Etat, Dominion ou Colonie qui se gouverne librement ... peut devenir Membre de la Société si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée, pourvu qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux et qu'il accepte le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens (*art. 1. al. 2*).

7. *Ministre soviétique des Affaires étrangères.*

8. *La notice précitée précise à ce propos:*

[...]

Comme nous l'avons vu, il serait plus sage, au point de vue de l'opportunité politique, de ne pas s'opposer à l'admission si d'avance l'on est condamné à rester dans la minorité. Tout au plus pourrait-on s'abstenir au vote, mais, dans un vote solennel comme celui qui a lieu pour les admissions à Genève, une abstention serait peut-être considérée par beaucoup comme une manifestation intempestive et inutile d'hostilité. A quoi bon, politiquement, marquer de l'hostilité à un pays qui, l'instant d'après, deviendra plus ou moins votre associé?

Quant aux conséquences de l'admission sur les rapports entre la Suisse et l'U.R.S.S., on peut discuter sur leur portée. Le fait est que, demeurant dans la Société des Nations, nous serions obligés d'entretenir certains rapports avec le nouveau membre de la Société. Ces rapports iraient-ils jusqu'à l'établissement immédiat d'une représentation diplomatique dans chacune des capitales? Pas nécessairement, puisque, comme nous l'avons vu, si la différence existant entre l'admission et la reconnaissance est pratiquement très faible, il nous resterait néanmoins encore la ressource de plaider que l'envoi et la réception d'agents diplomatiques ne dérivent pas nécessairement de l'admission. Nous pourrions demeurer dans l'expectative et attendre les événements.

9. *Cf. notamment DDS vol. 7—II, rubrique II. 14: Russie.*

seraient tenus, en cas d'agression caractérisée, de lui prêter appui, obligation que n'impliquerait nullement une reconnaissance de jure. L'admission reviendrait ainsi, a-t-on fait observer, à obliger un Etat à reconnaître l'Etat admis contre sa volonté. Cette conclusion paraît si radicale que des auteurs, comme Rougier¹⁰ par exemple, qui la déduisaient logiquement du système du Pacte, ont hésité à s'y rallier sans réserve. D'autres, tels Fauchille¹¹ et Coucke¹², n'ont pas reculé devant pareille déduction. Du moment, déclare Coucke, que l'on est prêt, en cas de violation caractérisée de l'article 16 du Pacte, à porter aide et assistance à un Etat, on ne voit guère comment on pourrait lui dénier le bénéfice d'une reconnaissance de jure.

Entre l'admission et la reconnaissance, il existe cependant des différences sur lesquelles on pourra, le cas échéant, insister. Coucke lui-même reconnaît que les deux modes de consécration de la personnalité juridique n'ont pas nécessairement les mêmes effets. «Il ne manque en somme à l'admission, écrit-il, pour sortir, indépendamment des effets qui lui sont propres tous ceux qui résultent de la reconnaissance, que d'être suivie de la réception et de l'envoi d'agents diplomatiques.» Si donc nous étions obligés d'entretenir certains rapports avec la Russie soviétique le jour où elle entrerait dans la Société même contre notre gré, ces rapports n'iraient pas nécessairement jusqu'à l'établissement de véritables relations diplomatiques entre Berne et Moscou.

Quant à la question d'une délégation permanente de l'U.R.S.S. auprès de la Société des Nations, elle est plus simple. Dès l'instant que la Russie serait reçue dans la Société avec toutes les prérogatives d'un Etat membre, nous ne voyons pas comment nous pourrions faire obstacle à son désir d'être représentée, comme d'autres pays, à Genève. On ne manquerait pas de nous opposer l'article 7 du Pacte¹³ et la pratique suivie jusqu'ici pour faire valoir le droit de l'U.R.S.S. et même celui de la Société des Nations d'organiser leurs rapports de la manière qui leur paraît la meilleure. Le pays siège ne serait pas fondé, dirait-on, à entraver, de quelque manière que ce fût, les relations entre un Etat membre et la Société. Les intérêts suisses devraient s'effacer, sous ce rapport, devant les intérêts de la Société des Nations. Le siège de la Société ne comporte pas que des avantages pour le pays de domicile. Il implique aussi des sacrifices. Mais cette constatation ne nous empêcherait nullement, pensons-nous, de demander, le cas échéant, des garanties. Si l'U.R.S.S. avait le droit strict d'avoir ses agents auprès de la Société des Nations, nous n'aurions pas moins celui d'être protégés contre toute propagande subversive propre à mettre en péril l'existence même de notre Etat. Ce serait une question à examiner entre nous et la Société des Nations, voire avec l'U.R.S.S.

Telles sont les quelques remarques préliminaires qu'il nous a paru possible de vous communiquer dès maintenant au sujet d'un problème qui vous intéresse et

10. *Revue générale de droit international public*, 1921.

11. *Traité de droit international public*, t. I, première partie.

12. *Revue de droit international*, 1921.

13. *Qui traite notamment du siège de la Société, des privilèges et immunités diplomatiques des représentants des membres de la Société et des agents de cette dernière, ainsi que de l'inviolabilité des terrains et des bâtiments occupés par la Société.*

que le Conseil fédéral aura prochainement l'occasion d'examiner si tant est que, poussée par certaines grandes puissances, la Russie des Soviets manifestait effectivement le désir d'accéder à l'institution de Genève.

34

E 2001 (C) 4/103

*Notice du Conseiller de légation
à la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna*

DT

Berne, 14 mai 1934

Conformément aux instructions de M. le Conseiller fédéral Motta, j'ai téléphoné à la Légation de Suisse à Rome. Je n'ai pas pu atteindre M. Wagnière, mais j'ai parlé à M. Broye.

J'ai exposé les raisons pour lesquelles, à la suite de la conférence avec le Président de la Chambre de Commerce suisse en Italie¹, il paraissait nécessaire d'envoyer d'urgence à Milan une personnalité capable de suppléer aux insuffisances du Consulat et que M. Rezzonico semblait qualifié à cet effet. J'ai prié, en conséquence, la Légation de détacher M. Rezzonico à Milan pour trois semaines environ, afin de déterminer quelle est exactement la situation, de calmer les inquiétudes de la colonie et de protéger les Suisses qui, à la suite des attaques du «Fascista svizzero»², se sentent menacés. M. Broye paraît avoir parfaitement compris la situation et m'a déclaré qu'il n'y aurait pas d'objection à ce que M. Rezzonico parte demain déjà, pour trois semaines, pour Milan. La Légation fera à M. Rezzonico une avance pour ses frais, mais pense que le Département fera le nécessaire

1. *Le 14 mai, H. Steinmann, élu en avril à la présidence de la Chambre de Commerce suisse en Italie à la place de O. Bühler, est reçu par une délégation du Conseil fédéral. Sur cette rencontre, cf. la lettre de M. de Stoutz au ministre Wagnière, du 16 mai:*

Les déclarations que le Président de la Chambre de Commerce suisse en Italie, M. Steinmann, a faites lundi devant la délégation du Conseil fédéral prouvent, en effet, que la campagne de calomnie du «Fascista svizzero» a créé au sein de la colonie suisse à Milan un état d'extrême nervosité et presque de terreur. M. Steinmann affirme que, depuis quelque temps, il est surveillé par la police et que ses conversations téléphoniques sont épiées. Il semble admettre qu'il en est de même de ses collègues et que tous ceux qui se sont opposés aux projets de M. Bühler voient leur situation ébranlée et courent de véritables dangers. Si nous devons juger de l'état des esprits d'après M. Steinmann — et nous avons lieu de penser qu'il est assez représentatif à cet égard — on ne saurait se dissimuler en tout cas que ceux de nos compatriotes qui se sont tenus à l'écart du mouvement fasciste suisse sont émus à l'extrême par les attaques dont ils sont l'objet et ont déjà perdu une partie de leur sang-froid. [...] (E 2200 Rom 22/1).

2. *Dans son numéro du 3 mai, ce périodique paraissant à Lugano a publié un article intitulé «La vita dei Fascisti svizzeri in Italia», contenant de dures attaques contre le consul de Suisse à Gênes, G. B. Biaggi. Dans sa séance du 15 mai, le Conseil fédéral, se basant sur l'arrêté qu'il a adopté le 26 mars pour lutter contre les abus de la liberté de la presse (cf. n° 23 et FF, 1934, I, p. 867), décide d'adresser un avertissement au «Fascista svizzero» (PVCF n° 924, E 1004 1/346).*

afin de régler l'indemnité qui devra lui être accordée pendant ce déplacement exceptionnel.

J'ai exposé confidentiellement à M. Broye, à l'intention de M. Wagnière, que M. Motta avait reçu la lettre de Rome³ concernant la transformation du poste de Milan en un Consulat général de carrière, que M. Motta était entièrement d'accord avec M. Wagnière, qu'il se proposait de voir lui-même M. Hüni pour lui exposer la situation et qu'il songeait personnellement à M. Balli pour le poste de Consul général de Suisse à Milan. M. Broye a trouvé ce choix excellent.

J'ai exposé également à M. Broye qu'il convenait de tenter d'obtenir de «La Sera»⁴ une rectification de l'article reproduisant les attaques du «Fascista svizzero». Il a été convenu que la Légation commencerait les démarches à cet effet auprès du Bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères et que, le cas échéant, l'affaire serait terminée sur place par M. Rezzonico dès son arrivée à Milan.

3. Datée du 11 mai. Non reproduite.

4. Le 8 mai, le quotidien «La Sera» de Milan a publié intégralement l'article du «Fascista svizzero» contenant de dures attaques contre le consul G. B. Biaggi (cf. n. 2 ci-dessus).

35

E 7110 1/139

*Le Ministre de Suisse à Washington, M. Peter,
au Directeur de la Division du Commerce du
Département de l'Economie publique, W. Stucki*

L

Accords de commerce
dits de réciprocité

Washington, 22 mai 1934

C'est avec le plus vif intérêt que j'ai pris connaissance de votre office du 8 mai, qui a eu toute mon attention.¹ Je vous remercie aussi de l'exposé que vous avez rédigé concernant la préparation aux négociations éventuelles² et j'en ai fait parvenir copie à M. Nef en le chargeant d'élaborer une circulaire à l'intention des membres du Trade Council. Je suis satisfait, d'autre part, de voir que le Vorort, du moment que M. Nef avait pris l'engagement de transmettre le procès-verbal de la séance du Trade Council de New York aux Chambres de commerce et groupements industriels intéressés, l'a fait en plaçant la question sur le terrain voulu et en traçant nettement les données. Il serait en effet fâcheux que chacun voulût prendre des initiatives en cette matière et qu'on entretînt de divers côtés des correspondances avec des organes américains, en présentant des postulats isolés.

1. Cf. n° 32.

2. Cf. annexe I du n° 32.

Depuis des mois, j'ai répété à M. Nef et aux intéressés que j'ai vus que, dans des négociations de ce genre, la préparation se faisait avant tout par les groupements intéressés en Suisse, par le Vorort et autres organisations entrant en ligne de compte, que c'était votre Département qui examinait, le cas échéant avec les représentants et experts de l'industrie, de l'agriculture, des douanes, les bases de nos demandes. A votre tour, vous soulignez encore le fait, que j'avais également indiqué à New York, que, comme dans toutes les négociations, ce qui est déterminant, ce sont les demandes formulées par les exportateurs en Suisse, et non pas les vœux des représentants à l'étranger et de leurs clients. Mais j'ai régulièrement indiqué aux importateurs-représentants d'exposer leurs desiderata aux maisons suisses qu'ils représentent, en nous en donnant le cas échéant connaissance.

2. En ce qui concerne la question de personnel (vœu du Trade Council quant à la désignation pour la préparation des négociations d'une personne ayant une expérience spéciale en matière commerciale), je me réserve, si cela vous convient, d'en parler avec vous lors de mon séjour en Suisse cet été.³

3. Quant à la mission Child, je vous ai indiqué comment elle était tracée officiellement. Je n'ai peut-être pas assez insisté dans ma lettre du 20 avril⁴ sur le fait que c'est le Département d'Etat qui déniait absolument que l'ancien Ambassadeur eût quoi que ce soit à faire avec les futurs accords commerciaux. J'ai signalé, cependant, qu'il avait pleine liberté pour poursuivre son enquête à son gré. Que Mr. Child, assez remuant et discoureur, ait parlé en fait officieusement de questions diverses au cours de son voyage, y compris des relations commerciales des Etats-Unis avec tel ou tel pays, je n'en serais point surpris. Ce que je vous ai indiqué, c'est la mission dont il a été expressément chargé par le Président et le Secrétaire d'Etat et ce qu'on en disait officiellement au Département.

4. Conformément à vos instructions répétées, j'ai indiqué à diverses reprises au Département d'Etat que la Suisse était prête à entrer en négociations aussitôt que la loi autorisant le Président à conclure les traités tarifaires aurait passé.⁵ Pour bien marquer le point, je l'ai encore confirmé par une lettre personnelle à Mr Sayre, Secrétaire d'Etat-adjoint, chargé des négociations commerciales. Bien qu'oralement Mr Sayre se soit montré très favorable à ma suggestion d'inclure la Suisse dans la liste des Etats avec lesquels on explorerait le terrain aussi vite que possible, tout ce que j'ai pu obtenir par écrit, c'est l'accusé de réception ci-joint.⁶ Mr Sayre m'avait déclaré, lors de notre entretien, qu'aussitôt après le vote du Congrès, il aurait à constituer tout un personnel et tout une organisation pour faire les études nécessaires, pays par pays, en vue des futurs pourparlers «exploratoires» qui ne pourront être entrepris tous à la fois, mais bien les uns après les autres.

Il est certain, d'autre part, que le Département d'Etat est désireux, avant tout, d'éviter même l'apparence d'avoir pris un engagement quelconque avec n'importe quel Etat au sujet des négociations éventuelles en vertu des pouvoirs demandés par le Président, tant que ces pouvoirs n'auront pas été accordés. De là

3. Cf. annexe II du n° 32.

4. Non reproduit.

5. *The Trade Agreement Act est signé le 12 juin par le Président.*

6. Non reproduit.

son extrême prudence, surtout en ce moment-ci où le projet gouvernemental est violemment attaqué par les sénateurs des régions industrielles. Hier, le Sénateur d'Ohio a parlé pendant plus de quatre heures sur ce sujet. Il s'est plaint amèrement, dans son discours, du fait que le Département d'Etat avait refusé de lui communiquer le texte de l'accord conclu avec la Colombie, qui ne sera sans doute rendu public que lorsque le Président pourra se passer de l'avis et du consentement du Sénat pour le signer.

[...]⁷

7. *Sur la copie du télégramme du Secrétaire d'Etat à la légation américaine à Berne, confirmant le 18 juillet l'offre d'ouverture de conversations exploratoires faite la veille au Ministre Peter à Washington, le Vice-directeur de la Division du Commerce Hotz note le 31 juillet:*

Auftragsgemäss habe ich dem am.[erikanischen] Gesandt.[en] Sekretär Williamson heute obige Mitteilung verdankt und beigefügt, dass unsere weitem Erhebungen etc. erst gegen August weitergeführt werden können. Er hat mir dann versch.[iedenen] all.[gemeinen] Fragen über unsere Handels- und Vertragspol.[itik] gestellt, wobei es sich herausstellte, dass er bei uns sondierte und nach Washington berichten muss, wo man sich offenbar *vorerst* klar werden will, ob Verhandlungen mit uns etwelche *Aussicht auf Erfolg* hätten. Man scheint dort — wie obiges Teleg.[am] verrät — sich nicht Misserfolgen aussetzen zu wollen.

Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie est informé confidentiellement des dispositions américaines (E 7110 1/139).

36

E 2001 (C) 4/142

Relations avec l'Ethiopie *Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du* *Département politique, M. de Stoutz*

Berne, 22 mai 1934

M. F. Hall¹, notre informateur bénévole sur les affaires d'Ethiopie, vient me voir et expose:

Les dispositions de l'Empereur à l'égard de la Suisse, manifestées à l'occasion du récent raid de Mittelholzer² sur l'avion livré au Roi des Rois, demeurent très favorables et autorisent l'espoir d'un développement réjouissant de nos affaires avec l'Abyssinie, en dépit des efforts des grandes puissances pour faire échec à cette concurrence et de l'activité déployée également par la Belgique pour nous disputer le marché.

M. Hall a eu à lutter contre l'Autorité militaire qui tentait de discréditer les canons contre avions (24 pièces = 600 000 frs) fournis par Oerlikon en alléguant

1. *Sur F. Hall, cf. DDS vol. 10, n.° 50, n. 1.*

2. *Parti de Zurich-Dübendorf le 2 février, l'aviateur W. Mittelholzer s'est posé à Addis-Abeba le 23 février 1934, à bord d'un trimoteur Fokker de la Swissair livré à l'empereur d'Ethiopie. Cf. E 2001 (C) 3/136.*

qu'ils étaient d'un maniement trop compliqué pour des Abyssins. Une intervention personnelle de M. Hall auprès du souverain a eu pour résultat l'initiative, prise par ce dernier, d'envoyer à Oerlikon 22 jeunes gens destinés à être formés au maniement des pièces et à recevoir toute l'instruction technique désirable. Ces 22 Abyssins sont arrivés à Zurich sous la conduite de M. Hall qui s'occupe de leur assurer l'autorisation de séjour pour un an.

J'ai requis, par téléphone, toutes facilités de la part de la Police fédérale des étrangers, en soulignant que les frais de cette période d'instruction sont assumés entièrement par le Gouvernement éthiopien et en faisant valoir l'intérêt économique suisse en jeu.

37

E 2001 (C) 5/107

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Bucarest, 25 mai 1934

I.

[...]¹

II.

Vous observez² que, dans notre pays, la presse et l'opinion sont profondément divisées sur la question de savoir quelle attitude la Suisse devrait observer en présence d'une candidature soviétique.

Les arguments invoqués par les adversaires du bolchévisme sont assurément sérieux et méritent d'être examinés avec attention.

Ils ont raison, je crois, de prétendre qu'aucun Etat jusqu'à ce jour n'a trouvé dans l'établissement de relations officielles avec l'U.R.S.S. les avantages économiques qu'il se flattait d'en obtenir. L'exemple des Etats-Unis d'Amérique montre que le mouvement commercial susceptible de se développer entre la Russie des Soviets et un pays quelconque ne dépend point du fait que ce pays a ou n'a pas reconnu le régime auquel préside actuellement le camarade Staline, mais d'un ensemble de conditions purement économiques et, par conséquent, variables. Preuve en est que les Américains, à une époque où leur gouvernement ignorait celui de Moscou, ont réalisé en U.R.S.S. de très grosses affaires parce que les circonstances étaient favorables, mais que, d'autre part, le fait d'avoir envoyé un ambassadeur sur les rives de la Neva ne semble pas avoir amélioré, ces derniers temps, leur position sur le marché russe. La Suisse commettrait donc une erreur si elle s'imaginait (après tant d'autres victimes de la même illusion) que la reconnaissance des Soviets par le Conseil Fédéral ouvrira de nouveaux débouchés à ses industries d'exportation.

1. *La Petite Entente et la candidature de l'URSS à la SdN.*

2. *Cf. n° 33.*

Mais, pour l'instant, il s'agit avant tout de savoir quel accueil le gouvernement de la Confédération devrait réserver à une demande d'admission de l'U.R.S.S. dans l'organisme international de Genève. Pour respecter les règles de la logique et de la science juridique, il faudrait exposer séparément ce problème et celui des relations qui pourraient s'établir dans la suite entre Berne et Moscou. Cependant, il saute aux yeux que, si les deux questions demeurent nettement distinctes sur le plan intellectuel, elles n'en font qu'une en pratique puisque les mêmes arguments pour et contre se retrouvent dans tous les débats qui s'instituent sur l'une et l'autre. C'est pourquoi, au risque de commettre des confusions au moins apparentes, j'ai cru pouvoir négliger, dans ces réflexions, les «distinguo» trop subtils.

Les appréhensions manifestées chez nous par les adversaires de l'U.R.S.S. sont surtout d'ordre politique et moral. Elles procèdent de convictions profondément respectables et il serait indécent de n'en pas tenir compte. Pourtant, on ne peut se défendre d'observer que ceux qui les formulent identifient de tous points l'actuel gouvernement de Moscou avec le Comité directeur de la III^e Internationale. Cette vue, sans doute exacte il y a quelques années, ne semble plus tout à fait conforme à la réalité d'aujourd'hui. Si imparfaitement informés que nous soyons de ce qui se passe en Russie, nous ne pouvons guère contester qu'une évolution, à la vérité très lente et assez obscure, ne s'accomplisse, à l'intérieur comme en politique étrangère, dans les milieux qui gouvernent l'ancien empire des tsars. Le temps écoulé depuis l'avènement de Lénine suffit à expliquer les modifications survenues dans le personnel gouvernemental. A des changements de personnes, si lent qu'en soit le rythme, correspondent naturellement des variations de méthode. Il faut y ajouter les résultats de l'expérience acquise et les nécessités inéluctables d'une situation internationale que les Soviets n'ont pas créée mais à laquelle ils doivent, bon gré mal gré, se soumettre et s'adapter. Contraints par de graves périls extérieurs de se ménager dans le monde des appuis ou, tout au moins, des neutralités bienveillantes, les chefs actuels de l'U.R.S.S. ne peuvent plus être assimilés de tous points aux brutes sanguinaires qui massacrèrent en 1917³ Nicolas II et sa famille. Il n'est plus certain aujourd'hui que le gouvernement de Moscou favorise comme il le faisait il y a quelques années la propagande révolutionnaire de la III^e Internationale. En Roumanie, par exemple, l'activité des communistes, naguère encore considérée comme dangereuse et visiblement encouragée par des émissaires moscovites disposant de sommes importantes et de moyens puissants, semble aujourd'hui tout à fait négligeable. Il se peut que cet apaisement ne soit qu'une trêve: Moscou remercierait ainsi Bucarest des services rendus et de ceux que les Russes attendent encore des Roumains, mais n'hésiterait pas à reprendre la lutte pour la révolution le jour où la Roumanie se montrerait moins complaisante. Rien de tout cela n'est impossible, mais le fait subsiste que, pour l'instant, les sirènes bolchévistes ne chantent plus aux rives de la Dâmbovitza⁴. D'autre part, Tewfik Rouchdy Bey⁵, au cours de sa visite à Bucarest, a déclaré à plusieurs reprises, dans les termes le plus nets, que les liens d'amitié noués par la Turquie avec l'U.R.S.S.

3. *Le tsar et les siens sont exécutés dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918 à Ekaterinbourg (Sverdlosk).*

4. *Rivière qui traverse Bucarest.*

5. *Ministre turc des Affaires étrangères.*

n'avaient à aucun moment exercé une influence quelconque sur la politique intérieure de la République ottomane. A cela, on peut objecter que des régimes autoritaires comme ceux qui existent à Ankara, à Berlin et à Rome sont mieux armés que les gouvernements démocratiques pour se défendre contre les idéologies communistes. Mais, sans revenir à la Roumanie, déjà citée, il faudrait examiner si les Etats libéraux d'Occident, France et Angleterre, sont aujourd'hui plus exposés aux assauts de l'extrême-gauche bolchéviste qu'ils ne l'étaient avant d'être entrés en rapports avec l'U.R.S.S.⁶

De tout ce qui précède, je n'ai pas la prétention de conclure: j'ai voulu seulement appeler votre attention sur certains éléments du problème qui me paraissent avoir été un peu trop négligés par nos journaux conservateurs et modérés.

6. *De Paris, le Ministre de Suisse fournit à Berne les informations suivantes sur l'attitude franco-anglaise:*

De toute manière, l'entretien Barthou-Litvinoff n'a pas abouti à une conclusion précise en ce qui concerne la décision définitive de la Russie, et le vague persiste. Il est à noter que le Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères britannique, M. Eden, a dit à M. Massigli «qu'il regrettaient n'avoir pas été approché lui aussi par M. Litvinoff, en vue de l'admission de l'U.R.S.S. dans la S.D.N.» Cela indique que, du côté anglais également, on serait désireux de voir le Gouvernement soviétique prendre une initiative précise.

En résumé, les diplomaties française et anglaise, tout en paraissant vouloir encourager une candidature de l'U.R.S.S., n'ont, ce qui est très curieux, pas encore su trouver les moyens d'être fixées sur les véritables intentions de Moscou (*Dunant à Motta, 26 mai, E 2001 (C) 5/107*).

Deux jours plus tard, Motta constate catégoriquement:

dass er weder offiziell, noch offiziös, noch privatim irgendwie angefragt worden sei über die Haltung der Schweiz gegenüber einem allfälligen Begehren der Regierung der Sovietunion um Aufnahme in den Völkerbund oder bezüglich der Folgen, die sich aus einer derartigen Aufnahme für die diplomatischen Beziehungen unseres Landes zu Russland ergeben würden.

Der Rat nimmt von diesen Mitteilungen stillschweigend Kenntnis (*PVCF n° 986 du 28 mai 1934, E 1004 1/346*).

Le 26 mars précédent, le chef de la diplomatie helvétique a consacré une partie de son exposé à ce sujet, lors du débat au Conseil national à propos du rapport du Conseil fédéral sur la XIV^e Assemblée générale de la SdN (E 1001 (C) d 1/304).

38

E 2001 (C) 4/41

*La Division des Affaires étrangères du Département politique,
au Ministre de Suisse à Istanbul en mission en Egypte, H. Martin*

Copie

L DT Par avion

Berne, 28 mai 1934

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre rapport du 21 mai¹ et nous vous en remercions vivement. Vous devinez avec quel intérêt nous avons lu votre exposé et ses annexes, en particulier le résumé très complet de votre entrevue du 19 mai¹

1. *Non reproduit.*

avec Badaoui Pacha, qui marque, dans cette négociation si laborieuse, un tournant décisif.

Nous ne saurions dissimuler que la résistance extrêmement habile que le Conseiller juridique du Ministère égyptien des Affaires étrangères a opposée à vos demandes nous a surpris et déçus. Vos précédents rapports télégraphiques nous avaient préparés à l'idée d'un «traité-squelette». Nous nous y étions volontiers résignés dans la conviction que ce squelette assurerait à nos ressortissants le traitement de la nation la plus favorisée, sauf en matière de juridiction, et le maintien du statu quo juridictionnel. Nous n'étions pas préparés, en revanche, à devoir envisager la conclusion d'un traité en deux articles, qui ne mérite même pas le nom de «traité-squelette» puisque, ayant été vidé de tout son contenu, il a perdu son ossature.

Ainsi que Badaoui Pacha l'a lui-même constaté, un traité de ce genre est, en réalité, dépourvu de toute signification. Il n'a une raison d'être que s'il sert de prétexte à l'échange de notes destiné à régler le statut juridictionnel des Suisses en Egypte. Mais il importerait alors que cet échange de notes, qui est dépouillé déjà du caractère solennel que revêt une stipulation d'un traité en due forme, fût parfaitement explicite. Or il est difficile de reconnaître ce caractère au texte que vous nous avez soumis.²

Nous ne voulons pas nous attarder à des objections d'ordre purement rédactionnel. Nous relevons simplement qu'on ne peut renoncer à un droit qu'on n'a pas. Le Conseil fédéral n'ayant, comme tel, aucun «droit» à ce que les Suisses en Egypte soient justiciables des tribunaux consulaires et des Puissances capitulaires et des tribunaux mixtes, il ne saurait donc y renoncer valablement. Dire que la création d'une Légation de Suisse au Caire ne sera pas interprétée par le Gouvernement égyptien comme un abandon du statut juridictionnel actuel n'a donc pas logiquement un sens précis et pourrait, avec un peu de mauvaise foi, prêter à de fâcheuses discussions, soit plus tard avec le Gouvernement égyptien, soit immédiatement avec les Puissances capitulaires qui ont des protégés suisses et qui risquent de ne pas montrer beaucoup d'enthousiasme à garder leurs anciens protégés comme justiciables après avoir été privées des avantages que pouvait leur apporter le fait de les avoir pour protégés.

Si le résultat de votre conversation avec Badaoui Pacha ne nous satisfait guère, nous sommes bien certains — est-il besoin de le dire — que vous n'avez rien négligé pour en obtenir un meilleur et que, si, malgré toute votre habileté, vous n'y avez pas réussi, la solution que vous préconisez doit être considérée comme le maximum de ce qui peut être obtenu et, par conséquent, à prendre ou à laisser. C'est ce qui a été exposé vendredi au Conseil fédéral.

2. *Voici le texte rédigé par le ministre Martin:*

En me référant à la Convention Diplomatique et Consulaire signée au Caire le ..., le Gouvernement de la Confédération Suisse, étant donné que les ressortissants suisses ont bénéficié jusqu'ici en Egypte, comme protégés de certaines Puissances, du régime applicable aux ressortissants desdites Puissances, désirerait être assuré que l'exercice par le Gouvernement fédéral du droit de Légation en Egypte, en conformité de la Convention, ne soit pas interprété par le Gouvernement égyptien comme un abandon de ce traitement, et que les citoyens suisses peuvent, comme par le passé, continuer à en bénéficier.

Après avoir pesé le pour et le contre d'une nouvelle interruption des négociations, le Conseil fédéral s'est rangé ce matin à l'opinion du Département politique qu'il est, à tout prendre, préférable d'entrer dans vos vues.³ Il a autorisé, en conséquence, sous réserve de ratification, la signature d'un traité, dépourvu en lui-même de portée, qui permettra de poursuivre nos efforts auprès de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie pour qu'elles acceptent, malgré la création d'une Légation de Suisse au Caire, de garder nos ressortissants sous leur juridiction et auprès du Gouvernement égyptien pour que, d'une façon générale, les Suisses continuent à bénéficier du traitement des étrangers les plus favorisés en matière fiscale et autre.

Il serait vain, en effet, de demander aux Chambres fédérales, qui, dans les circonstances budgétaires actuelles, auront probablement quelque peine à autoriser les dépenses qu'entraînera la création d'une Légation de Suisse en Egypte, d'en faire le sacrifice, si nous ne pouvons leur donner l'assurance, qui ne figure ni dans le traité d'amitié ni dans l'échange de notes projetés, qu'à tous égards, la situation des Suisses en Egypte n'en pourra subir aucun contre-coup fâcheux. L'approbation du traité d'amitié et la création d'une Légation de Suisse au Caire, qui devront l'une et l'autre faire l'objet d'un arrêté fédéral soumis au referendum facultatif, forment un tout et la possibilité de mener à bien cette procédure constitutionnelle dépend donc des garanties qui nous seront apportées par la suite des conversations diplomatiques engagées, dont, si nous vous comprenons bien, la signature du traité d'amitié peut être considérée comme une première étape.

[...]

3. Cf. PVCF n° 989 du même jour (E 1004 1/346).

39

E 1004 1/346

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 31 mai 1934

1002. Abrüstungskonferenz

Politisches Departement. Mündlich

Der Vorsteher des Politischen Departements berichtet über den gegenwärtigen Stand der Verhandlungen der Abrüstungskonferenz¹ in Genf und insbesondere über die Bemühungen der Vertreter der neutralen Länder², um einen Ausweg aus der gegenwärtigen Situation der Konferenz zu finden. Der Departement

1. Cf. DDS vol. 10, rubrique I.1: conférence pour la réduction et la limitation des armements.

Cf. aussi n° 120.

2. Cf. aussi annexe au présent document.

mentschef hat schon in der letzten Sitzung³ über die Angelegenheit orientiert. Bekanntlich haben die neutralen Länder, Schweiz, Norwegen, Dänemark, Schweden, Spanien und Holland, vor einiger Zeit ein Memorandum⁴ eingereicht. Nun wird vom Vertreter Schwedens angeregt, es sollte ein neuer Schritt unternommen werden. Herr Motta äusserte in der letzten Sitzung Bedenken über die Opportunität und den Nutzen einer derartigen nochmaligen Intervention. Er beabsichtigte, sich in Genf sehr reserviert zu zeigen und den ehemaligen Neutralen sogar Vorsicht und weise Zurückhaltung zu empfehlen. Der Rat teilte diese Auffassung in der Meinung, dass er neuerdings berichten solle falls sich die Lage verändern würde.

Nunmehr haben sich die Verhältnisse weiterentwickelt. Es wurde der Gedanke der Umwandlung der gegenwärtigen Abrüstungskonferenz in eine Art permanente Konferenz «pour la sécurité» unter den Auspizien des Völkerbundes angeregt. Niemand will offenbar die Verantwortung für einen «échec» der Abrüstungskonferenz übernehmen. In einer gestrigen Konferenz der sechs neutralen Länder hat der Vorsteher des Politischen Departements weisungsgemäss zur Zurückhaltung geraten. Es bestehen Tendenzen dahin zu wirken, dass sich die Abrüstung vorläufig beschränke auf das Verbot des chemischen Krieges, auf die Reduktionen bezüglich der Bombardierungsflugzeuge, auf die sofortige oder wenigstens sukzessive Zerstörung gewisser Waffen. Aber wichtig ist auch die Garantie der Ausführung und der Befolgung einer abzuschliessenden Konvention. Sollte zu diesem Zwecke die Möglichkeit von Sanktionen ins Auge gefasst werden, so kämen wir wenigstens für militärische Massnahmen gemäss unseren bisherigen Erklärungen und unserer gegenwärtigen internationalen Lage nicht in Frage, wohl aber für finanzielle und wirtschaftliche Sanktionen, sofern alle andern Länder mitmachen würden.⁵ Wenn England bezüglich der von Frankreich verlangten Sicherheitsgarantien gewisse Konzessionen machen wollte, so würde wohl auch Frankreich auf der andern Seite in einzelnen seiner Begehren nachgeben.

Es ist nicht ausgeschlossen, dass sich zu gegebener Zeit für die Neutralen eine Gelegenheit bieten könnte, um zur Rettung der Abrüstungskonferenz doch noch etwas zu tun. In diesem Falle sollten sie diesen Schritt auch machen, dem sich dann aber die Schweiz ebenfalls anschliessen sollte. In welcher Form dies eventuell geschehen könnte, ist noch nicht vorherzusehen. Deshalb bittet der Vorsteher des Politischen Departements den Rat um die Ermächtigung zur gutschneidenden Stellungnahme in einem solchen Falle und insbesondere zur Ermächtigung, sich einem eventuellen Schritte anschliessen zu dürfen.

Der Rat nimmt von diesen Ausführungen Kenntnis und erteilt dem Vorsteher des Politischen Departements die nachgesuchte Ermächtigung.

3. Du 28 mai; l'intervention du chef du DPF n'est cependant pas reproduite dans le procès-verbal de cette séance.

4. Transmis le 14 avril au Bureau de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements (E 2001 (C) 5/100).

5. Conformément à la déclaration de Londres du 13 février 1920 (cf. DDS vol. 7—II, annexe au n° 247), la Suisse doit participer aux sanctions commerciales et financières décidées par la SdN en vertu de l'art. 16 du Pacte, mais n'est pas tenue de s'associer aux sanctions militaires. Cf. aussi rubrique I.4: conflit italo-éthiopien, sanctions, ...

ANNEXE

E 2001 (C) 5/100

*La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse et aux Consulats généraux de Suisse à Montréal et à Shanghai**L. circulaire EF*⁶

Berne, 17 avril 1934

Nous avons l'honneur de vous remettre sous ce pli le texte du mémorandum⁷ que la Délégation suisse a adressé à la Conférence du désarmement conjointement avec les Délégations danoise, espagnole, néerlandaise, norvégienne et suédoise.

Au cours de la séance qu'a tenue, le 10 avril, le bureau de la Conférence du désarmement, le premier délégué de la Suède, M. Sandler, avait fait savoir qu'il se réservait de saisir la Présidence d'une déclaration de son gouvernement sur l'état actuel des travaux de la conférence. Préalablement à la réunion du bureau, il nous avait exposé que la Suède attacherait du prix à ce que la déclaration envisagée fût faite en commun par les pays restés neutres au cours de la guerre: Danemark, Espagne, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse. Le ministre des Affaires étrangères de Suède ajoutait que les gouvernements danois et norvégien s'associeraient volontiers à cette démarche.

Les gouvernements espagnol et néerlandais firent savoir dans la suite qu'ils étaient, eux aussi, favorables à l'idée de marquer, sous une forme à examiner, le désir des petits pays de voir aboutir une convention dont dépend, dans une large mesure, le maintien de la paix générale.

M. Sandler soumit, en conséquence, aux représentants des pays «neutres» un premier projet du mémorandum dont il conviendrait, le cas échéant, de saisir la conférence.

Après avoir subi un certain nombre de remaniements, le texte présenté fut transformé en texte commun adressé au Président de la conférence.

Les Pays-Bas firent toutefois une réserve, la délégation de ce pays ayant «déclaré pouvoir se rallier à la teneur de cette déclaration, sans faire sienne l'argumentation mot à mot».

Le Conseil fédéral, pour sa part, n'a guère hésité à s'associer à l'initiative suédoise.⁸

La conférence est arrivée, en effet, à une phase critique de ses travaux, étant donné que son succès dépend maintenant de ce qui va se passer au cours de ces prochaines semaines. Tout espoir d'aboutir à un résultat acceptable n'est pas exclu, mais les risques d'un échec ne pèsent pas moins lourdement sur l'atmosphère générale. Comme il s'agit d'un problème qui n'est pas de l'apanage exclusif des grandes puissances, mais qui intéresse, au contraire, l'humanité tout entière, il était bon que les petits pays dits «neutres», soit précisément ceux dont l'opinion n'est pas susceptible de parti pris, fissent entendre leur voix à un moment où un ultime appel à la sagesse et à la bonne volonté peut encore produire utilement quelque effet. Sans doute nous ne nous faisons pas trop d'illusions sur la portée pratique d'une manifestation de ce genre, mais nous étions persuadés que l'opinion publique accueillerait généralement avec faveur un geste des anciens pays neutres destiné à souligner les dernières possibilités d'un accord. Si la conférence échouait définitivement, on ne comprendrait pas que les pays les plus attachés à l'idéal de paix de la Société des Nations se fussent confinés jusqu'au bout dans la passivité de l'inaction et du silence.

Le texte du mémorandum sauvegarde entièrement la position de la Suisse dans le domaine des sanctions.⁹ Il est d'ores et déjà entendu que nous ne pourrions, en aucun cas, nous joindre à une action militaire à la suite d'une violation constatée de la convention du désarmement. Le membre de phrase (p. 3, chiffre 4):¹⁰ «dans la limite des obligations reconnues du Pacte et compte tenu de la

6. D'après ce code, la lettre a été rédigée par C. Gorgé.

7. Cf. n. 4 ci-dessus.

8. Cf. PVCF n° 690 du 13 avril (E 1004 1/345).

9. Cf. n. 5 ci-dessus.

10. Dont voici le texte intégral: Une convention de portée même restreinte [limitée à certains domaines des armements] comme celle qui est envisagée ne paraît pas réalisable sans un renforcement de la sécurité allant au-delà du mémorandum britannique [du 29 janvier], notamment en

situation spéciale que peut occuper un Etat au sein de la Société des Nations» nous donne à cet égard tous apaisements. Nous n'assumerions pas d'autres obligations que celles que nous avons assumées jusqu'ici dans le cadre de la Société des Nations. Notre neutralité militaire serait donc intégralement réservée.

Dans le même ordre d'idées, le projet de mémorandum fait directement allusion au retour de l'Allemagne à Genève.¹¹ Il est certain que, si l'Allemagne coopérait à nouveau aux travaux de la Société des Nations, la sécurité collective dont on parle tant s'en trouverait considérablement augmentée. Il était donc indiqué de relever spécialement cet aspect du problème.

ce qui concerne des garanties concrètes et précises de l'exécution de la convention. Vu la gravité de la situation actuelle et afin de réaliser un véritable désarmement, le devoir s'impose de prendre en sérieuse considération toute proposition raisonnable tendant à augmenter lesdites garanties dans la limite des obligations reconnues du Pacte et compte tenu de la situation spéciale que peut occuper un Etat au sein de la Société des Nations.

11. *En octobre 1933, l'Allemagne avait quitté la Conférence pour la réduction et la limitation des armements et la SdN. Cf. DDS vol. 10, nos 341, 345 et 357.*

40

E 1004 1/346

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 31 mai 1934

1013. Rumänien. Clearingabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 28. Mai 1934

Nachdem der schweizerisch-rumänische Clearingverkehr¹ während eines ganzen Jahres in durchaus befriedigender Weise funktioniert hatte, wurden von Seiten der Rumänischen Nationalbank zu Beginn des Jahres 1934 der Durchführung des Abkommens plötzlich gewisse Schwierigkeiten bereitet. Dieselben betreffen die Erfassung durch den Clearing derjenigen rumänischen Waren, welche nicht direkt geliefert, sondern über ein Drittland in die Schweiz eingeführt werden.

Die Natur der rumänischen Einfuhr in die Schweiz bringt es nun mit sich, dass ein sehr bedeutender Teil der rumänischen Warenlieferungen durch Vermittlung grosser Zwischenhandelsfirmen in Drittländern mit Seehäfen nach der Schweiz gelangen. Die rumänische Handelsstatistik verbuchte nun die rumänischen Ausfuhren auf Grund der Angabe des Bestimmungshafens. Die Folge davon war, dass die rumänische Handelsstatistik eine sehr geringe rumänische Ausfuhr nach der Schweiz aufwies und unser ganzer Handelsverkehr mit Rumänien dementsprechend für die Schweiz stark aktiv gewesen wäre. Daraus resultierten zwei Schwierigkeiten:

1. *L'accord de clearing entre les deux pays date du 12 janvier 1933 (RO, 1933, vol. 49, pp. 79–84). Cf. aussi n° 25.*

1. Die Rumänische Nationalbank wollte Waren, welche sie bereits mit dem Lande des Bestimmungshafens kompensiert hatte, nicht noch ein zweites Mal zur Verrechnung im schweizerisch-rumänischen Clearing zulassen, wenn diese Waren ganz oder teilweise aus dem Lande des Bestimmungshafens nachträglich in die Schweiz eingeführt wurden.

2. Die rumänische Handelsstatistik teilt die auswärtigen Staaten in verschiedene Klassen ein, je nachdem ihre Handelsbilanz mit diesem Staate für Rumänien aktiv oder passiv ist. Diejenigen Länder, mit denen der Handelsverkehr für Rumänien passiv ist, werden in die zweite Kategorie eingereiht. Für die Länder dieser Kategorie gewährt Rumänien keine oder nur sehr beschränkte Einfuhrkontingente. Das Volkswirtschaftsdepartement hatte daher seit Beginn dieses Jahres sehr zahlreiche Klagen schweizerischer Exportfirmen, deren rumänische Kunden keine Einfuhrbewilligungen mehr erhielten.

Da es weder unserer Gesandtschaft in Bukarest, noch der Nationalbank auf schriftlichem Wege gelungen war, Rumänien zu einer Änderung seiner Einstellung der Schweiz gegenüber zu bewegen, sah sich das Departement veranlasst, die aufgetauchten Schwierigkeiten durch mündliche Verhandlungen zur Bereinigung zu bringen.

Zu diesem Zwecke erschien einer der Leiter der Rumänischen Nationalbank als Delegierter der rumänischen Regierung in der Schweiz, mit dem das Volkswirtschaftsdepartement im Laufe der Verhandlungen eine Vereinbarung über die strittigen Fragen herbeiführen konnte. Von Seiten der rumänischen Regierung war ausserdem auch noch im letzten Augenblick die Frage einer andern prozentualen Aufteilung der rumänischen Einfuhr in die Schweiz für die Verwendung im Clearingverkehr in Vorschlag gebracht worden.

Das erste Dokument ist ein Zusatzabkommen² zum Clearingvertrag vom 12. Januar 1933. Darin wird in einem ersten Artikel die prozentuale Verteilung der rumänischen Einfuhr zur Verwendung im Clearingverkehr auf eine neue Basis gestellt. Bisher war diese Aufteilung folgende:

45% der Einzahlungen bei der Schweizerischen Nationalbank wurden verwendet für Forderungen aus Lieferungen von Waren schweizerischer Herkunft, deren Einfuhr nach Rumänien seit dem 1. Oktober 1932 erfolgt ist.

35% der Einzahlungen wurden für alte Warenforderungen verwendet, die vor dem 1. Oktober 1932 entstanden waren.

10% wurden dem Konto für Finanzforderungen gutgeschrieben, wobei aber unter den Finanzforderungen der Finanzdienst von Anleihen des rumänischen Staates nicht inbegriffen war.

10% der Einzahlungen auf der Schweizerischen Nationalbank wurden der Rumänischen Nationalbank zur Verfügung gestellt, allerdings mit der in einer vertraulichen Note niedergelegten Verpflichtung, dass auch diese 10% für Zahlungen finanzieller Verpflichtungen Rumäniens in der Schweiz verwendet werden müssen.

Für sog. Transitwaren, die von schweizerischen Handelsfirmen nach Rumänien geliefert werden, war nur vorgesehen, dass sie subsidiär beglichen werden durften, wenn für Waren schweizerischer Herkunft keine Aussenstände mehr

2. *Accord additionnel du 17 mai (RO, 1934, vol. 50, pp. 493–494).*

vorhanden waren. Da dieser Fall praktisch überhaupt nie eintraf, so gingen die Handelsfirmen für ihre Lieferungen leer aus.

Im neuen Zusatzabkommen ist nun folgende Verteilung der Einzahlungen für in die Schweiz eingeführte rumänische Waren festgesetzt worden:

67% für neue schweizerische Warenforderungen;

10% für alte schweizerische Warenforderungen;

3% für sog. Transitwarenforderungen;

5% für Finanzforderungen;

15% werden der Rumänischen Nationalbank zur Verfügung gestellt.

Die Verminderung der Quote für alte Warenforderungen entsprach einem dringenden Wunsche der rumänischen Regierung, welche sogar soweit gehen wollte, die Regelung der alten Warenforderungen aus dem Clearing überhaupt auszuschliessen. Das Volkswirtschaftsdepartement konnte sich mit einer Reduktion des frühern Prozentsatzes sehr leicht einverstanden erklären, weil seit Beginn des Clearings nur 14,9% der rumänischen Einfuhr für die Regelung der alten Warenforderungen aufgewendet wurden, trotzdem eine Quote von 35% zur Verfügung stand. Der Überschuss ist dann jeweils der Kategorie für neue Warenforderungen zugeteilt worden.

Schliesslich hat man es für richtiger gefunden, auch für die Transitwaren eine, wenn auch kleine Quote, festzusetzen, sodass der Zwischenhandel wenigstens in bescheidenem Masse neue Geschäfte nach Rumänien tätigen und auf deren Regulierung im Clearing rechnen kann. Die Quote für Finanzforderungen ist auf 5% herabgesetzt worden, wobei unter dieser Kategorie nur mehr private Finanzforderungen beglichen werden sollen. Dagegen ist die Quote, die der Rumänischen Nationalbank zur Verfügung gestellt wird, auf 15% erhöht worden, wobei auch dieses Mal wieder die Verpflichtung auferlegt worden ist, diese 15% ausschliesslich zur Erfüllung finanzieller Verpflichtungen in der Schweiz zu verwenden. Das Departement hat der Erhöhung dieser Quote zugestimmt, um der Rumänischen Nationalbank zu ermöglichen, wenigstens einen Teil ihrer Verpflichtungen aus öffentlichen Anleihen im Wege des Clearings zu decken.

In einem zweiten Artikel ist sodann der Grundsatz niedergelegt, dass für die dem Clearingverkehr zugrundeliegenden statistischen Ziffern die schweizerische Handelsstatistik massgebend sein soll, soweit es sich um die rumänische Einfuhr in die Schweiz handelt, während die rumänische Statistik Geltung haben wird, soweit die schweizerische Ausfuhr nach Rumänien festzustellen ist. Es entspricht dies einem international anerkannten Grundsatz, der den schweiz. Interessen in vollem Umfange gerecht werden dürfte. Durch diese Bestimmung sollen die oben erwähnten beiden Schwierigkeiten aus der Welt geschafft werden, d. h. die rumänischen Importe in die Schweiz werden in vollem Umfange im Clearing erfasst werden können, auch wenn sie über Drittländer erfolgen und ferner wird die Schweiz wieder in die erste Klasse der mit Rumänien im Handelsverkehr stehenden Staaten eingereiht, wodurch der Schweiz die Zuteilung der für ihren Export nötigen Einfuhrkontingente gesichert wird.

In einem zweiten Dokument, in der Form eines Briefwechsels³, der als Anlage dem Zusatzabkommen beigelegt ist, wird für den schweizerischen Export nach

3. *Du 17 mai, non publié* (K I/1206 et E 2001 (C) 3/169).

Rumänien die formelle Garantie erteilt, dass im Jahre 1934 die erforderlichen Kontingente auf der Basis der schweizerischen Ausfuhr nach Rumänien des Jahres 1933 erteilt werden müssen.

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

Dem am 17. Mai 1934 vereinbarten Zusatzabkommen zum schweizerisch-rumänischen Clearingvertrag vom 12. Januar 1933, sowie dem dazugehörigen Notenwechsel vom 28. Mai 1934⁴ wird die Genehmigung erteilt.

4. *Daté en réalité du 17 mai. Cf. n. 3 ci-dessus.*

41

E 1004 1/346

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 4 juin 1934

1045. Argentinien. Devisen- und Handelsabkommen vom 18. Mai 1934

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 31. Mai 1934

[...]

Dieses Abkommen ist am 18. Mai 1934 in Buenos Aires unterzeichnet worden. Es umfasst zwei Teile, ein Devisenabkommen und ein Handelsabkommen.

I. Devisenabkommen

Über die Vorgeschichte und den hauptsächlichsten Inhalt des Devisenabkommens hat das Volkswirtschaftsdepartement bereits in seinem Antrag vom 26. April¹ zur Erteilung der obengenannten Vollmachten berichtet. Es sei hier lediglich darauf hingewiesen, dass das neue Abkommen nicht ein Clearingabkommen im technischen Sinne darstellt, wie die meisten bisher abgeschlossenen Devisenverträge. Durch das neue Abkommen wird die freie Zahlung der Wareneinfuhr von Land zu Land nicht betroffen. Die argentinische Regierung verpflichtet sich dagegen, den gesamten Gegenwert der auf Grund der schweizer. Handelsstatistik errechneten argentinischen Wareneinfuhr in Form von Devisen unserem Export nach Argentinien und der Befriedigung schweizerischer Finanzforderungen dienstbar zu machen, unter Anwendung eines Verteilungsschlüssels, der in der nachstehenden Aufstellung zum Ausdruck kommt.

Angenommen der Warenverkehr spielt sich im Umfang des Verkehrs des Jahres 1933 ab, so muss man mit einer argentinischen Einfuhr in die Schweiz von ca. 49 Millionen Fr. rechnen, bei einer Ausfuhr schweizerischer Waren nach Argentinien von ca. 14 Millionen Fr. Vom Gegenwert der argentinischen Einfuhr in der Höhe von 49 Millionen fallen ca. 19 Millionen für Transportspesen (Frachten, Versicherungen) ausser Berechnung. Der Restbetrag von 30 Millionen stellt den

1. *Cf. n° 30.*

Nettowert der argentinischen Einfuhr dar, welcher der Schweiz in Devisen zur Verfügung gestellt wird. Dieser Betrag wird nach den Bestimmungen des Abkommens in Verbindung mit den vertraulichen Vereinbarungen vom 18. Mai 1934 folgendermassen zugeteilt:

1. Gegenwert unserer Ausfuhr nach Argentinien	14 Millionen
2. Schuldendienst auf den in der Schweiz begebenen argentinischen öffentlichen Anleihen, beschränkt auf schweizerische Coupons-Inhaber	2 Millionen
3. ein angemessener jährlicher Betrag («somme raisonnable») für den Schuldendienst der argentinischen öffentlichen Schuld, soweit er nicht in Grossbritannien und der Schweiz zu leisten ist,	4 Millionen
4. andere als die sub 2 erwähnten Finanzforderungen der Schweiz	10 Millionen
	<u>30 Millionen</u>

Der sub 3 genannte angemessene Betrag («somme raisonnable»), der für jedes Jahr neu zu berechnen ist, stellt eine Konzession an die argentinische Regierung dar, welche jedoch von allen Staaten, die Devisenabkommen abschliessen konnten, in ähnlicher Weise gemacht werden musste.

Die Finanzforderungen der Schweiz an Argentinien betragen jährlich ca. 15 Millionen Schweizerfranken. Die sub 2 und 4 in obiger Aufstellung zuzuteilenden Beträge machen lediglich 12 Millionen aus, sodass 3 Millionen ungedeckt bleiben. In Anbetracht der immer noch unabgeklärten Finanzlage Argentiniens ist jedoch das hierdurch erreichte Ergebnis als ausserordentlich günstig zu betrachten.

Die argentinische Regierung verpflichtet sich im übrigen durch das Abkommen, die Rückstände schweizerischer Warenforderungen, welche zwischen dem 1. Februar 1933 und dem Abschluss des Abkommens fällig wurden, innert 30 Tagen nach dessen Unterzeichnung zu transferieren. Diese Rückstände, die unsern Export schwer belasten, belaufen sich auf ca. 5 Millionen Fr.

Des weitern sind Fr. 500 000 bereits im Hinblick auf das vorliegende Abkommen an die notleidende schweizerisch-argentinische Hypothekenbank in Zürich abgeführt worden.

Die argentinische Regierung sichert schliesslich unserem Lande in der Devisenbewirtschaftung die Meistbegünstigung zu.

Das Abkommen trat am Tage seiner Unterzeichnung, d. h. am 18. Mai 1934, in Kraft, mit einer Gültigkeitsdauer von 10 Monaten.

II. Das Handelsabkommen

Gleichzeitig mit dem Devisenabkommen ist auf Wunsch Argentiniens auch ein provisorisches Handelsabkommen abgeschlossen worden, durch das sich die beiden Vertragspartner die Meistbegünstigung in Zollangelegenheiten zugestehen. Der Tag der Inkraftsetzung ist im Abkommen nicht genannt; nach einem telegraphischen Bericht unserer Gesandtschaft in Buenos Aires wird es erst nach erfolgter Ratifizierung anwendbar werden. Es kann jederzeit auf drei Monate gekündigt werden. Da sich Argentinien und die Schweiz schon bisher autonom meistbe-

günstigt behandelten, bringt das neue Handelsabkommen keine Änderung des bestehenden Zustandes, sondern lediglich eine gewisse Sicherung für die Zukunft.

Unter Hinweis auf die obigen Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

Dem Devisen- und Handelsabkommen, welches am 18. Mai 1934 in Buenos Aires unterzeichnet wurde, wird die Genehmigung erteilt²; gleichzeitig wird auch auf dieses Abkommen der Bundesratsbeschluss vom 15. Januar 1932 samt seiner Ergänzung vom 13. Oktober 1932 anwendbar erklärt³.

ANNEXE

E 2001 (C) 3/251

*Le Ministre de Suisse à Buenos Aires, E. Traversini,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

Copie

L

*Suisse-Argentine: Accord commercial
et Accord sur le régime des changes*

Buenos Aires, 19 mai 1934

[...]

Je me réserve de vous transmettre, par le prochain courrier ordinaire, un rapport quelque peu détaillé⁴ sur les négociations qui ont abouti, hier, à la signature de nos deux accords. Je me contente, aujourd'hui, de relever ce qui suit. Les négociations ont été difficiles et — vous avez d'ailleurs pu vous en rendre compte — très laborieuses. L'Argentine a défendu jusqu'au bout toutes ses positions et ce n'est que par une menace continue de rompre les pourparlers et d'introduire en Suisse, à l'égard de l'Argentine, un clearing unilatéral, que nous avons enfin pu signer l'accord sur les changes. Je ne m'appesantirai pas ici sur toutes les péripéties de ces pourparlers. Voici, en résumé, mon impression générale.

L'accord commercial est satisfaisant. La clause de la nation la plus favorisée reproduit assez fidèlement les termes de celle figurant dans notre accord avec le Brésil, du 29 octobre 1931⁵ et est, en somme, à part quelques mutilations, assez conforme à la formule adoptée par le Comité Economique. Vous verrez que le texte parle «d'accord provisoire». L'Argentine a exigé ce mot de «provisoire», dans des buts de politique parlementaire, auxquels je ne m'arrête pas ici. Il n'a pas été possible non plus de fixer à l'accord un minimum de vie! ... Il demeure en vigueur tant que l'une des parties ne le dénonce pas. La même procédure a été employée en ce qui concerne la Belgique et les Pays-Bas. Si je m'y étais opposé, la conclusion de nos accords aurait encore beaucoup traîné, car vous ne sauriez imaginer les incroyables objections que l'on vous oppose ici aux moindres arguments d'ordre technique, de traditionnel [*sic*], ou de fond. En pratique, cela revient au même pour nous. Je reviendrai plus tard sur ces différents points. La clause de la nation la plus favorisée nous met enfin à l'abri de toutes les surprises d'ordre douanier et tarifaire que nous avons toujours à craindre de la part de l'Argentine.

L'accord sur les changes devrait donner lieu à un beaucoup plus grand nombre d'observations, que je consignerai dans mon prochain rapport. Je me borne à relever qu'il représente le maximum

2. Pour le texte de l'accord cf. RO, 1934, vol. 50, pp. 581—583.

3. RO, 1932, vol. 48, pp. 29—32 et id. pp. 702ss. Cf. aussi DDS vol. 10, n° 136. L'arrêté fédéral est daté du 14 et non du 15 janvier 1932, comme indiqué ici.

4. Cf. E 7110 1/132, lettre du 11 juin.

5. RO, 1931, vol. 47, pp. 775—778.

que nous pouvions obtenir du Gouvernement actuel, dont la politique — en matière financière — est aussi peu claire et peu stable que possible. Je suis le premier à reconnaître que cet accord est loin d'être parfait. Je sais que son application donnera à la Légation beaucoup plus de mal que ne lui en a donné la négociation, pourtant si décevante. Et cependant nous devons être contents de posséder cet accord qui nous fournit malgré tout des garanties importantes. Il est, en somme, calqué sur le traité belgo-argentin. Je crois que, grâce aux précisions que j'ai pu faire consigner dans la note confidentielle qui fait partie intégrante de notre accord, celui-ci est meilleur que la dite convention belgo-argentine, que la Belgique a pu obtenir en faisant des efforts très grands et dont, malgré tout, on est si mécontent en Belgique. Nous aurons donc les devises provenant de nos achats, moins une somme de six millions de francs en 1934. Nous obtenons, ou, au moins nous devrions obtenir, dans un délai de trente jours, la libération des nos créances commerciales bloquées, depuis le premier février 1933, ce que ni la Belgique ni la Hollande n'ont obtenu. En outre, la Banque Hypothécaire Suisse-Argentine a reçu les cinq cents mille francs suisses qui étaient pour elle d'une extrême importance. Il m'est impossible de m'arrêter ici sur le mécanisme des opérations de décongélation aux termes des différentes clauses de l'accord: j'y reviendrai dans mon prochain rapport.

[...]⁶

Je ne peux pas encore dire dans quel esprit l'Argentine appliquera notre accord. Je sais, je le répète, que nous nous heurterons à des difficultés, car le Gouvernement argentin fera tout pour lâcher aussi peu que possible des devises étrangères qu'il achète aux exportateurs. L'Angleterre, la Belgique, les Pays-Bas — les pays, donc, les plus favorisés, avec nous, au sujet de la répartition des devises — sont logés à la même enseigne que nous. Je crois que nos exportateurs pourront être efficacement protégés, grâce à notre accord et que je pourrai, d'une façon régulière, leur faire obtenir leur argent. La question des services financiers est plus complexe et plus douteuse. Tout ce que je peux vous dire, c'est que je demeure en contact très étroit avec les intéressés et avec les Autorités et que rien ne sera négligé par la Légation de tout ce qui pourra être tenté en vue de la sauvegarde de nos intérêts.

[...]

6. *Sens et portée de la somme de 6 millions de francs que la Suisse abandonne en 1934 à l'Argentine, qui comprend la somme raisonnable prévue dans tous les accords sur les changes conclus par l'Argentine pour le service de sa dette publique extérieure et le montant nécessaire au paiement du service de la part revenant à la Suisse de cette dette publique.*

42

E 2200 Rom 22/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

L Confidentiel
DT

Berne, 5 juin 1934

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 2 juin¹ et nous vous en remercions vivement. Nous nous félicitons, d'autre part, de ce que M. Rezzonico ait pu venir lui-même rendre compte à Berne de la mission qu'il a accomplie à Milan² et dont il s'est acquitté avec beaucoup de zèle et de tact.

Les observations faites par M. Rezzonico, qu'il vous aura sans doute exposées de façon circonstanciée, nous paraissent conduire aux conclusions suivantes:

1. *Lettre datée en réalité du 1^{er} juin (E 2001 (C) 4/103).*

2. *Cf. n° 34.*

1° Le profond désarroi causé au sein de la colonie suisse en Lombardie par la création des fasci svizzeri et par le rattachement à ce mouvement d'une personnalité aussi en vue que celle de M. Otto Bühler est d'ordre exclusivement psychologique. Il ne semble pas que les calomnies que les séides du Colonel Fonjallaz ont répandues contre leurs adversaires aient exposé qui que ce soit à des difficultés réelles avec les Autorités italiennes. Il ne semble pas non plus que les fascisti svizzeri aient réussi jusqu'ici à tirer un avantage matériel quelconque de l'attitude qu'ils ont prise. Il est constant, en revanche, que les provocations quotidiennes des faisceaux suisses et aussi la réaction souvent maladroite et excessive de ceux qui ont cherché à tenir tête à ce mouvement ont monté, de part et d'autre, les esprits à un degré d'excitation qui est en lui-même un danger. En présence de cette situation, M. Rezzonico a pris l'attitude qui convenait, à notre avis, le mieux: Il a pris contact avec toutes les notabilités de la colonie, a eu des conversations avec chacun, a combattu les exagérations et s'est efforcé de ramener autour de lui le calme et la bonne humeur. M. Rezzonico pense y avoir réussi et nous sommes convaincus que l'intérêt et la compréhension qu'il a témoigné à ses interlocuteurs étaient, en effet, le meilleur antidote contre l'exaltation qu'il a trouvée parmi nos compatriotes. Il serait probablement téméraire, en revanche, d'espérer qu'un tel remède puisse avoir une action durable et il conviendrait sans doute d'étudier de quelle façon il pourrait être administré à nouveau au cours de l'été.

2° M. Rezzonico a recueilli dans tous les milieux de la colonie suisse à Milan l'expression d'un très vif désir de voir le Consulat transformé en Consulat général de carrière. Vous savez que ceci répond à nos intentions et que nous songeons, pour occuper ce poste, à M. Giacomo Balli, actuellement Conseiller de Légation à Madrid. Nous prenons dès maintenant les mesures nécessaires en vue de la réalisation de cette idée, qui, ainsi que vous le comprendrez sans peine, ne peut être exécutée d'un jour à l'autre, surtout au début de la période des vacances et à la veille du moment où M. Balli devra faire fonction de Chargé d'Affaires en Espagne.

M. Rezzonico fait observer à cet égard que, même si le titulaire du futur Consulat général de Suisse à Milan ne peut immédiatement prendre possession de son poste, il serait désirable qu'une décision de principe intervînt à très bref délai afin de couper court aux intrigues des notabilités qui se jugeraient qualifiées pour succéder à M. Hüni en qualité de Consul honoraire et pour donner à la colonie suisse de Milan une nouvelle preuve tangible de l'intérêt que le Conseil fédéral porte à son sort. Cette solution nous paraît mériter un sérieux examen. Nous en voyons les avantages. Nous voyons aussi qu'elle aurait vraisemblablement pour conséquence d'entraîner la démission immédiate de M. Hüni et de laisser le Consulat sans titulaire pendant deux ou trois mois. Avant de fixer notre décision, nous attacherions du prix à connaître votre opinion à cet égard.

3° Les conversations que M. Rezzonico a eues avec le Préfet de Milan, ainsi que les constatations qu'il a faites sur place, confirment que les Autorités administratives italiennes ont appliqué, sans zèle mais de façon correcte, les ordres du Chef du Gouvernement concernant l'attitude à prendre à l'égard des fascisti svizzeri³.

Bien qu'elles n'aient rien fait pour empêcher les faisceaux suisses de faire de la

3. Cf. n° 19.

propagande auprès de nos compatriotes habitant des localités d'importance secondaire, ce qui permet à ces derniers de se vanter de la création de nombreux fasci nouveaux, elles ont empêché pourtant la constitution d'un fascio svizzero à Gênes.⁴ Encore que la presse italienne parle trop souvent de l'activité du Colonel Fonjallaz et de ses amis et que le journal «La Sera» nous ait causé beaucoup d'ennuis par sa complaisance à reproduire et à commenter l'inqualifiable article du «Fascista svizzero»⁵, le mot d'ordre de ne pas faire de réclame au mouvement fasciste suisse a été, en gros, observé par la presse. Enfin, nous avons de sérieux indices que l'activité des fasci svizzeri est surveillée par la police et que le nécessaire serait fait pour prévenir de graves excès.

Ce que M. Rezzonico nous dit au sujet de l'état d'esprit des Autorités administratives corrobore l'impression que nous avons recueillie, il y a quelques semaines, d'une conversation avec M. le Consul Steinhäuslin: Les Autorités administratives semblent avoir compris ce qu'il y a d'artificiel et d'équivoque dans le mouvement fasciste suisse et ne l'encouragent pas, mais elles se bornent à observer, à l'égard d'un mouvement qui se réclame du fascisme, une neutralité prudente. Une attitude plus réprobatrice répondrait sans doute à nos vœux et aurait probablement pour effet de couper court aux intrigues qui nous causent tant d'ennuis. Mais nous ne pouvons compter sur une compréhension aussi agissante en présence de nos difficultés et la prudence commande sans doute de nous contenter de l'observation scrupuleuse de la neutralité qui vous a été promise.

4° Si nous ne pouvons guère demander des *[sic]* Autorités administratives du Royaume qu'elles fassent plus qu'elles n'ont fait jusqu'ici, il nous semble, en revanche, que nous serions fondés à obtenir que les organes du parti fasciste italien s'inspirent de la même réserve que les organes du Gouvernement.

M. Rezzonico a constaté l'effet produit au sein de la colonie suisse à Milan par l'hospitalité accordée aux «fascisti svizzeri» dans les locaux de la «Casa del fascio» de Milan, ainsi que par les échos de la réception faite à Florence, dans la «Casa del fascio», au Colonel Fonjallaz et à l'ingénieur Rezzonico de Lugano. Ces démonstrations de solidarité entre le fascisme italien et le fascisme suisse renforcent en Italie la propagande des fascisti svizzeri et compromettent en Suisse le parti gouvernemental italien. Ces manifestations devraient être évitées et c'est, à notre avis, ce qu'il conviendrait de demander à M. Mussolini au cours de l'entretien que vous envisagez d'avoir avec lui.⁶

Vous apprécierez mieux que nous à quel moment doit être demandé cet entretien, qui vous fournira sans doute l'occasion de reprendre avec le Chef du Gouvernement l'examen de l'ensemble d'une question dont les conséquences sur les relations italo-suissees en général ne devraient pas être sous-estimées du côté italien. A certains égards, il serait souhaitable qu'il eût lieu le plus vite possible pour prévenir de nouvelles manifestations publiques, dont l'effet est extrêmement fâcheux. Il importe cependant d'agir dans les meilleures conditions possibles et de tenter d'obtenir le maximum d'effet de conversations qui ne sauraient sans inconvénient être trop multipliées.

4. Cf. n° 19, n. 6.

5. Cf. n° 34, n. 2 et n. 4.

6. Cf. n° 50.

Il va sans dire que, si un nouvel entretien avec M. Mussolini vous montrait la possibilité d'obtenir de ce dernier un mot de désapprobation publique à l'égard d'intrigants qui, sans risques personnels et par des équivoques, cherchent à se parer du prestige que le parti au pouvoir en Italie a conquis de haute lutte, l'occasion devrait être saisie sans hésiter.

Nous n'avons pas besoin de vous demander de continuer à suivre de très près l'évolution de cette affaire et de nous tenir au courant de son développement, car nous savons qu'elle vous cause autant de souci qu'à nous. Nous voudrions bien plutôt observer que le malaise qu'il s'agit de combattre a sa source, non seulement dans les initiatives insuffisamment réfléchies du Colonel Fonjallaz et de ses amis, mais aussi dans les réactions trop fortes qu'elles ont provoquées dans les éléments plus raisonnables de notre colonie. Ce malaise se dissipera de lui-même, car le fascisme suisse n'est pas viable, dès que le sang-froid sera recouvré. Indépendamment de l'action destinée à empêcher les éléments de trouble de gagner du terrain, il importe donc de ne pas négliger les appels au calme et la lutte contre les exagérations. Il convient aussi de nous mettre nous-mêmes en garde contre le légitime énervement que causent les insolences et les gamineries d'aigris et de jeunes gens qui ne jugent pas la portée de leurs actes. L'attitude parfaitement digne et pleinement adaptée aux circonstances dont votre Légation ne s'est jamais départie la met à l'abri de toute critique fondée et lui permet de garder une entière sérénité devant une situation que le temps dénouera et que les vacances imminentes contribueront sans doute déjà à aplanir.

43

E 2001 (C) 3/165

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 12 juin 1934

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 8 juin¹ par laquelle le Département m'a fait part des constatations de la Direction générale des douanes concernant les mesures prises par le Gouvernement italien² en vue d'empêcher l'exportation des devises.

Ces mesures tracassières, au lendemain de l'accord laborieux³ que nous venons

1. *Non reproduit.*

2. *Par le décret ministériel du 26 mai. Suivant l'article 4 de ce décret, il est désormais interdit aux citoyens italiens d'acheter sur les marchés étrangers des titres émis à l'étranger. En outre, l'article 5 introduit l'interdiction d'exporter des devises italiennes; cependant, les personnes se rendant à l'étranger peuvent prendre avec elles des devises italiennes ou des titres jusqu'à l'équivalent de 5 000 lires.*

3. *Signé à Rome le 5 mai. Cf. annexe au n° 24.*

de conclure après trois semaines de négociations à l'effet de développer et faciliter le trafic des voyageurs entre nos deux pays, sont déconcertantes et décourageantes.

C'est ce que je suis allé dire ce matin même à M. Suvich, S. Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères, en lui faisant entrevoir la possibilité de mesures de représailles de notre part. Ces mesures seraient certes contraires à nos traditions et à nos sentiments, mais elles pourraient nous être imposées par les milieux intéressés de notre pays. J'ai bien eu soin d'ajouter que je n'étais pas chargé de ce message et que je parlais à titre personnel. De toutes façons, je demandais au Gouvernement Royal de tenir compte du préjudice causé aux relations de tourisme et de simple trafic entre les deux pays par les mesures en question.

M. Suvich m'a promis de s'enquérir à ce sujet et de voir le moyen d'atténuer les conséquences si fâcheuses que je venais de lui exposer. Il m'a promis d'attacher à cette affaire la plus grande attention.

44

E 2300 Madrid, Archiv-Nr. 7

*Le Ministre de Suisse à Madrid, K. Egger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 17

Barcelona ca Madrid

Madrid, 16. Juni 1934

Die ganze Aufmerksamkeit des politischen Lebens richtet sich zur Zeit auf die Kontroverse zwischen der Regierung und der Generalität von Katalonien, die den Wahrspruch des Obersten Garantie-Gerichtes in der Frage des Gesetzes über die Landwirtschafts-Kontrakte nicht anerkennen will.

Diesem Streitfall, der normalerweise vor dem juristischen Forum ausgetragen werden sollte, ist von katalonischer Seite aus eine politische Bedeutung gegeben worden, welche die verhängnisvollsten Folgen haben könnte. Er ist die erste greifbare Auswirkung der separatistischen Stimmung, deren Verschärfung Gegenstand meines Berichtes vom 5. ds. war.¹ Das ganze katalonische Problem ist offen aufgerollt. Die Generalität in Barcelona hat eine an und für sich belanglose Sache aufgegriffen, um im Tone unzweideutiger Provokation zu erklären, dass zwischen der Nation und der Region keine Abhängigkeit bestehe, und dass die freundschaftlichen Beziehungen nur weiterbestehen können, wenn sich Madrid jeder Einmischung in die katalonischen Verhältnisse enthalte. Hie Verfassung, hie Statut! Companys² hat erklärt: «Katalonien wird nicht einen Millimeter zurückgehen»! Die Schärfe und Rücksichtslosigkeit des Führers der Esquerra³

1. *Non reproduit.*

2. *Président de la Généralité, gouvernement de la Catalogne.*

3. *Principal parti autonomiste catalan de gauche.*

hat in den hiesigen politischen und parlamentarischen Kreisen grösstes Aufsehen, Bestürzung und Entrüstung hervorgerufen.

In der Nähe besehen, stellt sich dieser Konflikt folgendermassen dar: Sein Ursprung liegt im Kampf der Esquerra und der Lliga⁴ um die politische Vorherrschaft in Katalonien.

Von zuständiger Seite liess ich mir erklären, dass es der Generalität in erster Linie darum zu tun sei, die öffentliche Meinung in patriotische Erregung zu bringen und sie glauben zu machen, die errungenen politischen Freiheiten seien in Gefahr. Die Stunde nahe, wo die Generalität der Region erklären müsse, dass die Autonomie, vom ökonomischen Standpunkt aus, zu einer untragbaren Last werde, und dass man vor dem Konkurs stehe. Dieses Geständnis würde im Augenblick eines bevorstehenden Wahlkampfes gegen die Lliga der Esquerra jede Popularität rauben. Companys aber scheint gewillt zu sein, den starken Mann zu spielen und er erklärt: «Die Spanier waren bisher nicht gewöhnt, dass das nationalistische Gefühl und die Freiheiten Kataloniens sich auf männliche Art verteidigen lassen, aber sie werden sich schon daran gewöhnen!» Heute juble ihm das Volk noch zu, morgen werde es erkennen, dass es nur das Opfer eines Wahlmanövers gegen die Lliga auf Kosten des Staates gewesen sei.

Die Regierung und die Cortes⁵ behandeln diese Rebellion des katalonischen Parlamentes mit nüchterner Ruhe, wenn auch hinter den Kulissen von Sozialisten und Linksrepublikanern geschürt und gehetzt wird. Samper⁶ hat sich, recht geschickt, nicht aus dem Busch klopfen lassen. Die Minorität der Renovación Española⁷ kommt ihm zu Hilfe und wird diesen politischen Konflikt die nächste Woche vor die Cortes bringen, wo zweifellos eine starke Majorität das starrköpfige Vorgehen des Führers der Esquerra desavouieren wird. Die Cortes werden Companys nicht auf das schlüpferige Gebiet katalonischer Parteipolitik folgen und ihm unmissverständlich zu verstehen geben, dass der Entscheid des Garantie-Gerichtes zu Recht bestehe.

Die Cortes-Abgeordneten der Esquerra, gefolgt von den baskischen Kollegen, haben das Parlament ostentativ verlassen und sind in ihre Heimat zurückgereist.

Die innern Verhältnisse Spaniens sind beunruhigend, obschon die Regierung erklärt: «Ruhe in ganz Spanien». Auf Grund des Ausnahmezustandes⁸ wird die Presse-Zensur mit einer Schärfe ohnegleichen durchgeführt. Verstösse werden mit Beschlagnahme und Bussen von zehntausend Pesetas geahndet. Der Streik der Landarbeiter, obwohl in seiner Gesamtheit gebrochen, richtete unermesslichen Schaden an. Heute noch brennen in Andalusien, wie ich mich an Hand von Photographien, deren Veröffentlichung die Zensur verbietet, überzeugen konnte, Getreidefelder auf unabsehbaren Strecken. Generalstreik mit blutigen Ausschreitungen in Malaga, Sevilla, Toledo, Cadiz und vielen andern Orten. In allen Provinzen terroristische Attentate, Überfälle, Morde und Schiessereien auf offener Strasse. In Madrid seit mehr als drei Monaten Streik der gesamten Metall-

4. *Principale formation autonomiste de droite.*

5. *Parlement espagnol.*

6. *Premier ministre.*

7. *Une des formations monarchistes espagnoles.*

8. *Proclamé en raison des troubles sociaux et politiques du printemps.*

urgie-Industrie, Tausende von Erwerbslosen bettelnd auf der Strasse, Lahmlegung von Handel und Industrie, Hunger und Elend überall, und die kommunistisch-bolschewistischen Elemente, die jüngst ein deutsches Sportfest überfielen, scheinen die ohnmächtige Regierung derart einzuschüchtern, dass sie sich bloss darauf beschränkt, sämtliche Anlässe zu verbieten. In allen Strassen patrouillieren die Polizeitruppen mit Gewehr: «Tranquilidad en toda España»⁹.

9. *Le calme règne dans toute l'Espagne.*

45

E 2300 Tokyo, Archiv-Nr. 8

*Le Chargé d'affaires a.i. de Suisse à Tokyo, A. Daeniker,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie

R Vertraulich

Spezialbericht:

Ausländisches Kapital für Mandschukuo

Tokyo, 16. Juni 1934

Ich habe die Ehre, auf den Bericht Bezug zu nehmen, mit dem ich die Handelsabteilung unter dem 24. März d. J.¹ über die Lage des Aussenhandels Mandschukuo's, die Pläne für und den gegenwärtigen Stand der wirtschaftlichen Ausbeutung des Landes unterrichtet habe und den ich mir vorbehalte, auf einen neuern Zeitpunkt zu ergänzen, sobald ich im Besitze aufschlussreichen und zuverlässigen Materials sein werde. Nachdem es mir gelungen ist, interessante und präzise Aufschlüsse über die spezielle Frage der Finanzierung des Aufbauwerkes mit ausländischem Kapital zu erhalten, möchte ich nicht unterlassen, dieser Berichterstattung vorgreifend, Ihnen die mir in vertraulicher Weise zugegangenen Informationen zu übermitteln, die umso eher bei den Bundesbehörden Aufmerksamkeit finden dürften, als sie gerade auf eine Nutzbarmachung schweizerischen Kapitals Bezug haben.

Ich glaube, schon darum Grund gehabt zu haben, mich über das fragliche Gebiet zu erkundigen, als mir von verschiedener Seite bedeutet worden ist, die in meinem obenerwähnten Bericht angeführte «S.A. Consortium Franco-Japonais pour le développement des affaires dans le Mandchoukouo», welche allerdings als wenig einflussreich beurteilt wird, sei auch mit schweizerischem Kapital finanziert. Ich musste ferner aus einer Bemerkung, die mir letzthin Herr Hirota im Verlaufe eines Banketts gemacht hatte, schliessen, dass eine Interessennahme schweizerischen Kapitals für die Verwirklichung der geplanten wirtschaftlichen Erschliessung Mandschukuo's hier lebhaft begrüsst würde.

Die nachfolgenden Ausführungen dürften übrigens den Sinn dieser Bemerkung restlos abklären.

Wie ich schon in verschiedenen Berichten ausgeführt habe, ist die Inangriff-

1. *Non retrouvé.*

nahme des wirtschaftlichen Aufbaus Mandschukuo's bis dahin stark durch den allen politischen Beobachtern bekannten Umstand aufgehalten worden, dass zwischen dem japanischen Generalstab, dem alle Entscheidungen Mandschukuo betreffend obliegen, und den grossen japanischen Kapitalgruppen (Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo etc.) starke Gegensätze wallten. Wenn dieser Antagonismus überhaupt die neuere innenpolitische Entwicklung Japan's bestimmt hat, so tritt er mit Bezug auf Mandschukuo besonders klar zu Tage, da, unterstützt von dem Einfluss höchstgestellter, dem Throne nahestehender Kreise, die Bestimmung der innen- und aussenpolitischen Entwicklung Mandschukuo's auch weiterhin eine Prerogative des Generalstabes bleiben dürfte; in der Tat liegt dem letzten auch die Verantwortung für die im Gange befindliche Säuberung des Landes von der Banditengefahr und die dauernde Aufrechterhaltung geordneter Zustände mit militärischer Gewalt und Wahrung der Sicherheit nach aussen ob; bekanntlich liegt es nun in den Absichten der Militärs, Mandschukuo nach bürokratisch-kolonisatorischen, stark staatssozialistisch gefärbten Plänen, deren Ursprünge wohl weit über das Jahr 1932² zurückreichen, auszubauen. Hingegen ist es schwerlich möglich, die Verwirklichung dieses Programms mit den Interessen der grossen Kapitalgruppen zu vereinbaren, die darauf ausgehen, das Land nach rein wirtschaftlichen Gesichtspunkten und unter möglichster Ausschaltung ausländischer Konkurrenz auszubeuten. Wenn nun schon das Militär auf die Unterstützung dieser Kapitalgruppen angewiesen ist, so scheint man sich mit allen Mitteln ihres überwiegenden und bestimmenden Einflusses erwehren zu wollen.

Diese Zustände haben indessen nicht ausgeschlossen, dass, wie ich in meinem letzten Berichte erwähnt habe, die Ordnung des Kreditwesens, der Ausbau des Verkehrswesens und die Durchführung maschineller Anlagen, mit Unterstützung japanischen Kapitals aktiv an die Hand genommen worden ist. Laut Veröffentlichungen, die ich in den Blättern der letzten Tage gefunden habe, beläuft sich das in Mandschukuo investierte japanische Kapital für das Jahr 1933 allein auf 440 Millionen Yen, wovon allerdings nur 182 Millionen Yen einbezahlt worden seien. Es sollen seit der Besetzung des Landes 37 Konzerne mit einem Kapital zu mindestens 1 Million Y, insgesamt zu einem Kapital von 345 Millionen Y und 60 Millionen Y gegründet worden sein; in der Mehrzahl handelt es sich um Gründungen der Süd-Mandschurischen Eisenbahnen, deren Tätigkeit bekanntlich seit langem über das Gebiet des Bahnwesens hinausgreift. Solche Gesellschaften unterstehen dem Rechte Mandschukuo's, sie werden jedoch regelmässig von einer japanischen Holding-Gesellschaft kontrolliert. Diese Komplikationen formeller Art scheinen auf die wirtschaftliche Entwicklung ebenso retardierend eingewirkt zu haben.

Indessen hat der seinerzeit schon von General Araki der Realisierung nahe gebrachte Plan einer Auflösung der Süd-Mandschurischen Eisenbahn noch keine Lösung gefunden. Die S.M.R. ist ein halbstaatliches Unternehmen mit einem Aktienkapital von 440 Millionen Yen und untersteht der Aufsicht des Übersee-Ministeriums. Die Leitung der Bahn galt bis dahin als politischer Posten, sie ist aber seit der Besetzung der Mandschurei durch die japanischen Truppen stark vom Oberkommando der Kwantung-Armee beeinflusst worden. Die Hälfte des

2. *Année de création de l'Etat du Mandchoukouo. Cf. DDS vol. 10, n° 197.*

Aktienkapitals befindet sich im Besitze des Privatkapitals, vorwiegend der vorgeannten Konzerne (Mitsui, Mitsubishi etc.). Der Plan der Militärs bestände nun darin, die Leitung des Bahnunternehmens von allen politischen und privatkapitalistischen Einflüssen zu befreien und dem Oberkommandanten der Kwantung-Armee auch formell zu unterstellen. Die S.M.R. soll nur als Holding-Gesellschaft weiterbestehen und ihrerseits eine grössere Zahl von Tochtergesellschaften auf dem Gebiete des Verkehrswesens, der Touristik, der Krafterzeugung, des Minenwesens und der Industrie kontrollieren.

Für die Finanzierung dieser Tochtergesellschaften scheint nun das Programm der militärischen Machthaber Mandschukuo's eine Partizipation ausländischen Kapitals vorzusehn, wobei natürlich auch aussenpolitische Rücksichten ins Gewicht fallen und man offenbar das Prinzip der «Offenen Tür» zum Ausdruck bringen will.

Man scheint damit zu rechnen, dass bei der gegenwärtigen Krise der Schwer- und Maschinenindustrie westliche Industriestaaten einer Interessennahme an dem mandchurischen Anlage und Absatzmarkte nicht abgeneigt wären, wobei man allerdings mit allen Mitteln diese Beteiligung der neutralen Mittel-Staaten vorbehalten und einen Zudrang der Grossstaaten, namentlich der U.S.A., Deutschlands und des britischen Reichs verhindern möchte. Man habe in erster Linie an Belgien, Holland und die Schweiz gedacht; auch Polen dränge sich bereits hinzu und werde in diesen Bemühungen durch die Tschechoslowakei unterstützt.

Laut den Mitteilungen meines Gewährsmanns, der selbst mit der belgischen «Société Générale» in Verbindung steht und seit einigen Wochen mit Unterstützung des belgischen Botschafters Unterhandlungen mit den massgebenden Persönlichkeiten geführt hat, wären diese geneigt, den sich beteiligenden ausländischen Kapitalgruppen 40—50% der Anlagesumme für industrielle Aufträge in den betreffenden Staaten zum vorne herein zu überlassen; für das verbleibende Kapital werde eine Garantie seitens eines der Bank von Japan nahestehenden Finanzinstituts offeriert und ausserdem sollen die Zinsen auf diesem Kapitalanteil sichergestellt werden. Man wäre ferner zu bestimmten Zusicherungen bereit, um das Mitsprache- und Stimmrecht der ausländischen Beteiligten zu gewährleisten.

Wie ich berichtet worden bin, ist die betreffende belgische Gruppe von militärischer Seite angegangen worden, dem Projekte näherzutreten; die in Frage kommenden belgischen Konzerne hätten indessen zu der Sache noch nicht Stellung nehmen können. Hingegen scheint der Umstand, dass an die Spitze der vom belgischen König Leopold III. nach Japan entsandten Delegation ein Vertreter des Grosskapitals, W. Thys, gestellt worden ist, mit diesen Verhältnissen in Zusammenhang gebracht werden zu müssen. Tatsache ist, dass Herr Thys hier mit massgebenden Persönlichkeiten des Generalstabes Besprechungen geführt hat und dass er heute, nach Abschluss seiner offiziellen Mission sich in der Mandchurei aufhält. Es wäre gewiss von Interesse, wenn nach der Rückkehr des Herrn Thys in Brüssel in Erfahrung gebracht werden könnte, zu welchen Schlussfolgerungen er gelangt ist; Herr Thys ist Vize-Präsident der Banque de Bruxelles.

Mein belgischer Gewährsmann hat mir aber auch zu verstehen gegeben, dem belgischen Kapital würde jedenfalls die Lösung der Frage einer Beteiligung

erleichtert, wenn ein gemeinsames Vorgehen belgischen, holländischen und schweizerischen Kapitals gesichert werden könnte, die dann in Form eines Syndikats, als geschlossener Block aufzutreten in der Lage wären.

Zusammenfassend wären somit aus den Informationen, die mir mein Gewährsmann zukommen liess, die folgenden Schlüsse zu ziehen:

1) dass, entgegen einer verbreiteten Meinung, den massgebenden Instanzen im japanischen Generalstab die Absicht fernliegt, die Mandschurei von ausländischen Kapitalanlagen abzuschliessen, sondern dass im Gegenteil eine solche Partizipation gesucht wird; allerdings bleibt eine freie wirtschaftliche Tätigkeit auf dem Gebiete Mandschukuo's unter dem gegenwärtigen Regime ausgeschlossen;

2) dass sich für Länder mit einer ausgesprochen auf den Export eingestellten Schwer-, Maschinen- und vielleicht auch elektrischen Industrie zur Zeit und unter Voraussetzung einer finanziellen Beteiligung beträchtliche Absatzmöglichkeiten in der Mandschurei eröffnen dürften (Bau von Eisenbahnen, Dampf- und Motorbooten für die Binnenschifffahrt, Hafenaufbau, Elektrifikation und maschinelle Anlagen der verschiedensten Art);

3) dass unter der Voraussetzung des Zustandekommens eines Finanzierungssyndikats die Aussichten für Staaten ohne weltpolitische Machtinteressen heute besonders günstig liegen, wobei einem Scheitern dieses Projekts als einzige Alternativen übrig bleiben würde, entweder den mandschurischen Markt dem japanischen Industriekapital vorzubehalten oder einer Konkurrenz durch das amerikanische, britische, französische und deutsche Kapital zu eröffnen;

4) die Frage einer offiziellen Anerkennung der Selbständigkeit Mandschukuo's³ bei einer Beteiligung des Privatkapitals nicht präjudiziert würde, wobei angesichts der engen Zusammenarbeit mit japanischen Stellen allerdings die Fortdauer des heutigen Regimes unbedingte Voraussetzung wäre.

Mein Gewährsmann hat ferner auf den Umstand Gewicht gelegt, dass unter allen Umständen zuerst ein Zusammengehen mit den japanischen Grosskapitalkonzernen, wie Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo usw. gesichert werden müsste. Aber auch abgesehen von den Gefahren, die sich aus dem Verhältnis zu diesen Konzernen ergeben dürften und allen Bedenken prinzipieller Natur, dürften gegenüber den für unsere Industrie hereinzuholenden Vorteilen die bedeutenden Risiken nicht übersehen werden, die einer auf die Dauer berechneten Anlage nur schon mit Rücksicht auf die äusserst labilen politischen Zustände in Japan drohen würden, und die im Falle eines Krieges oder einer Umkehr der gegenwärtigen relativen Prosperität den Wert von Sicherheiten irgendwelcher Art als recht prekär erscheinen lassen.

Immerhin habe ich es für unerlässlich erachtet, die mir gemachten Angaben, die zugleich den Stand der berührten Angelegenheit kennzeichnen, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, umso eher als unserm Lande darin eine besondere Stellung zugedacht wird. Vielleicht dürften Sie es für angezeigt erachten, diese Mitteilungen auch dem Eidgen. Volkswirtschafts- und Finanzdepartement bekannt zu geben und wäre es von Interesse, die Auffassungen massgebender Persönlichkeiten der Bank- und Industriekreise darüber kennen zu lernen, die allenfalls von

3. *Le Conseil fédéral s'est déjà prononcé négativement sur cette question, lors de sa séance du 4 juillet 1933. Cf. DDS vol. 10, n° 278. Cf. aussi, dans le présent volume, le n° 332.*

den geschilderten Plänen bereits durch ihre internationalen Konnexionen unterrichtet sein dürften.⁴

Ich wäre Ihnen sehr dankbar, wenn Sie mich wissen lassen wollten, ob Sie es für erwünscht erachten, dass ich der Frage weiter ein aktives Interesse entgegenbringe und mehr ausführliche Angaben darüber zu Handen der Bundesbehörden mir zu verschaffen versuchen solle; dabei werde ich selbstverständlich jede Kontaktnahme mit amtlichen japanischen Instanzen zu vermeiden haben.

ANNEXE

E 6100 (A) 13, Archiv-Nr. 531

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

Copie

L

Mandschukuo

Ausl. Kapital

Bern, 20. Oktober 1934

Mit Ihrem Schreiben ... vom 6. August 1934⁵ übermittelten Sie uns die Abschrift eines vertraulichen Berichtes⁶ des schweizerischen Geschäftsträgers in Tokio betreffend die Frage einer allfälligen Interessennahme schweizerischen Kapitals in dem neu errichteten Staatsgebilde Mandschukuo und der Schaffung von Absatzmöglichkeiten für die schweizerische Maschinen- und Elektro-Industrie.

Wie wir Ihnen am 16. August 1934⁷ berichteten, sandten wir je eine Kopie an die Schweizerische Nationalbank, die Schweizerische Bankiervereinigung, den Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins und die schweizerische Zentrale für Handelsförderung in Zürich und ersuchten sie um ihre Stellungnahme.

Die Antworten liegen nun vor.

Die *Schweizerische Nationalbank* begrüsst grundsätzlich jede Anregung, die eine Belebung des Exportes zum Ziele hat. Sie ist auch stets bereit, durch Diskontzusagen, soweit sie sich im Rahmen des Bankgesetzes bewegen, Exportgeschäfte zu erleichtern. Ob aber ein Exportgeschäft selbst zweckmässig ist, darüber, so erklärt sie, könne sie sich kein Urteil bilden.

Die *Schweizerische Bankiervereinigung* hält die politischen Verhältnisse im Fernen Osten für noch unabgeklärt und hat daher wegen des grossen Risikos gegen die Anlage schweizerischen Kapitals in der Mandschurei grosse Bedenken geäussert; sie verhält sich dagegen *ziemlich ablehnend*. Sie ist der Ansicht, dass es übrigens in erster Linie Sache der Vertreter der beteiligten Industrien sei, die Initiative für entsprechende Exportgeschäfte und deren Finanzierung zu ergreifen.

Nach dem Bericht des *Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrievereins* nimmt auch der *Verein Schweiz. Maschinen-Industrieller* eine *ablehnende Haltung* ein, da die Firmen der Maschinen- und Elektroindustrie für die grossen Bauunternehmungen, welche als Pionierarbeit in erster Linie zur Ausführung gelangen würden, nicht in Frage kämen. Der Vorort schreibt dazu:

«Wir bedauern diese Situation umsomehr angesichts einer Meldung in der Neuen Zürcher Zeitung, Nr. 1849 vom 15. Oktober 1934, wonach zwischen der britischen Handelsmission und den japanischen und mandschurischen Handelskreisen Vereinbarungen über eine gemeinsame Zusam-

4. Cf. annexe au présent document: réactions des milieux suisses de la finance et de l'industrie à la proposition du chargé d'affaires de Suisse à Tokyo.

5. Non retrouvé.

6. Cf. document principal.

7. Non retrouvé.

menarbeit beschlossen werden, wodurch es der britischen Industrie durch Unterstützung der britischen Finanz möglich ist, Baumaterial, Eisen, Stahl und Chemikalien nach der Mandschurei zu liefern.

Es wäre wünschenswert, wenn nach der Rückkehr des Herrn Thys, wie es durch unsere Gesandtschaft in Tokio angeregt wird, durch Vermittlung unserer Gesandtschaft in Brüssel nähere Einzelheiten über dessen Eindrücke und Schlussfolgerungen in Erfahrung gebracht werden könnten, damit man eventuell dann mit konkreten Vorschlägen an die Bank- und Exportindustrie herantreten könnte.»

Die *Schweizerische Zentrale für Handelsförderung* würde es vom Standpunkt unseres Exportes aus ausserordentlich begrüessen, wenn sich Mittel und Wege finden liessen, um von den in Betracht kommenden Maschinenlieferungen Teile auch für die schweizerische Industrie zu sichern. Sie schreibt:

«Es geht aber aus dem Bericht hervor, dass dies nur durch grosszügige Kreditgewährung möglich würde, wobei ein Selbstbehalt des Kreditrisikos zulasten der schweizerischen Exportfirmen bei der Ungewissheit der Entwicklung im Fernen Osten kaum in Betracht fallen dürfte. Es ist im übrigen so schwierig, unsere Finanzkreise zur Mithilfe an den Exportaktionen in viel näheren und unserer Industrie viel bekannteren Absatzmärkten zu gewinnen, dass wir kein besonderes Interesse zu haben glauben, eine Mandschukuo Aktion auf dieser Basis besonders zu fördern. Wir nehmen im übrigen an, dass, der Anregung unserer Gesandtschaft in Tokio entsprechend, nach der Rückkehr des Herrn Thys, der sich gegenwärtig zu Studienzwecken in Mandschukuo aufhalten soll, durch Vermittlung unserer Gesandtschaft in Brüssel versucht werde, nähere Einzelheiten betr. die durch diesen Herrn gemachten Feststellungen und das von Belgien beschlossene Vorgehen zu beschaffen».

Auf Grund dieser Äusserungen haben wir den Eindruck, dass eine Interessennahme schweizerischen Kapitals kaum in Betracht kommen dürfte. Wir können die Gründe für die eher ablehnende Stellungnahme angesichts der unabgeklärten Verhältnisse einigermassen verstehen. Auch wir verhehlen uns keineswegs, dass eine solche Kapitalinvestierung mit grossen Risiken verbunden wäre.

Wir erlauben uns sodann, nochmals auf die Schlussbemerkungen in den Antworten des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrievereins und der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung hinzuweisen. Es wäre wünschenswert, wenn nach der Rückkehr des Herrn Thys, wie es durch unsere Gesandtschaft in Tokio angeregt wird, durch Vermittlung unserer Gesandtschaft in Brüssel nähere Einzelheiten über dessen Eindrücke und Schlussfolgerungen in Erfahrung gebracht werden könnten.

Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie uns zu gegebener Zeit hierüber wieder orientieren würden.

46

E 1004 1/346

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 18 juin 1934*

1147. Transferverhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

I.

Der Chef des Volkswirtschaftsdepartements macht über die Transferverhandlungen mit Deutschland im wesentlichen die folgenden Mitteilungen:

An der Konferenz, die im Januar ds. Js. in Berlin zwischen der deutschen

Reichsbank und den Vertretern der ausländischen Gläubiger lang- und mittelfristiger Forderungen stattgefunden hat, ist beschlossen worden, dass eine ähnliche Konferenz im April Mittel und Wege prüfen und suchen solle, um in der Transferfrage eine langfristigere Regelung allgemeinen Charakters, d. h. ohne Sonderabkommen mit einzelnen Gläubigerstaaten¹, herbeizuführen. In einem Aide-Mémoire vom 1. Februar² hat uns die deutsche Regierung durch ihre Gesandtschaft in Bern hiervon Kenntnis gegeben und dabei besonders betont:

«Das wesentliche ist, dass die Deutsche Regierung eine Verpflichtung bezüglich der Zeit nach dem 1. Juli nicht ausgesprochen hat».

Bei der Unterzeichnung des Transferabkommens vom 16. Februar³ haben wir der deutschen Gesandtschaft in Bern in einer ausführlichen Note⁴ den schweizerischen Standpunkt zur Kenntnis gebracht und namentlich betont, dass die Schweiz von ihrem Anspruch auf eine 100%ige Transferierung der Zinsverpflichtungen unmöglich abgehen könne und überhaupt eine weitere Beeinträchtigung der Interessen ihrer Gläubiger abgelehnt werden müsse. Auf diese Note ist uns eine Antwort nie zugekommen; die deutsche Regierung hat also jedenfalls die schweizerischen Darlegungen nicht etwa als unrichtig zurückgewiesen.

Am 24. Februar hat in Paris auf Anregung der holländischen Regierung eine einlässliche Besprechung zwischen dem Direktor der Handelsabteilung einerseits und einer holländischen Delegation andererseits stattgefunden, um im Hinblick auf die April-Konferenz alle hängigen Fragen zu erörtern und eine möglichst gemeinsame Richtlinie aufzustellen.

Als sich Ende Februar und anfangs März immer deutlicher herauszustellen schien, dass der Hauptwiderstand gegen die Sonderabkommen der Schweiz und Hollands mit Deutschland weniger in Washington als in London liege, wurde, wiederum einer holländischen Anregung Folge gebend, Herr Minister Stucki beauftragt, gemeinsam mit einer holländischen Regierungsdelegation in London der englischen Regierung die besondere Lage und die sich daraus ergebende besondere Stellungnahme der beiden Länder einlässlich darzulegen. Diese Besprechungen haben am 20. und 21. März in London stattgefunden. Es zeigt sich dabei, dass die englischen Regierungsdelegierten äusserst mangelhaft über die Verhältnisse unterrichtet waren⁵ und dass jedenfalls ihre Opposition gegen die Sonderabkommen nicht unwesentlich erschüttert werden konnte. Es zeigte sich aber auch schon damals mit aller Klarheit, dass die für die April-Konferenz angestrebte generelle Regelung angesichts der so ausserordentlich verschiedenartigen Beziehungen zwischen Deutschland einerseits und einzelnen Gläubigerländern andererseits aussichtslos war. Von schweizerischer und holländischer Seite wurde darauf aufmerksam gemacht, dass diese Schwierigkeiten durch die Verhandlungsmethode noch insofern unnütz vergrössert wurden, als die April-Konferenz nach aussen eine Verhandlung zwischen der deutschen Reichsbank einer-

1. Cf. DDS vol. 10, n° 373 + A.

2. Non reproduit.

3. Non publié; cf. K 1/888.

4. Cf. annexe I au présent document.

5. Pourtant un mémoire de W. Stucki, Remarks on the Swiss-German Transfer question, a été remis en janvier 1934 à la Légation de Grande-Bretagne à Berne; cf. E 7110 1/36.

seits und den Gläubigerorganisationen der verschiedenen Staaten andererseits darstellte, während in Wirklichkeit sowohl in Deutschland als in den Gläubigerländern die massgebenden Entscheidungen durch die Regierungen getroffen werden mussten. Die Engländer haben dies auch ausdrücklich zugegeben, wollten aber den Ausgang der April-Konferenz abwarten, um eventl. erst später mit der Schweiz und England auf direkte Besprechungen zwischen den Regierungen zu dringen.

Das Komitee Deutschland der Schweizerischen Bankiervereinigung hat für die auf den 27. April festgesetzte Berlinerkonferenz seine Delegation bestellt aus den Herren: Generaldirektor Dr. Jöhr, Direktor Dr. König und Barbey. Die Herren haben sich vor ihrer Abreise mit dem Volkswirtschaftsdepartement in Verbindung gesetzt und von ihm die Instruktion empfangen, am schweizerischen Standpunkt, wie er mehrfach öffentlich, zuletzt durch den Chef des Volkswirtschaftsdepartements anlässlich des offiziellen Tages der Schweizer Mustermesse in Basel dargelegt worden war, festzuhalten, d. h. auf einer 100%igen Transferierung der schweizerischen Zinsforderungen zu bestehen und auch einer Privilegierung der deutschen Reichsanleihen zum Nachteil anderer schweizerischer Gläubiger nicht zuzustimmen.

Die Gläubigerkonferenz hat vom 27. April bis zum 29. Mai gedauert und, wie zu erwarten war, zu einer Einigung nicht geführt. Die Hauptschwierigkeiten bestanden darin, dass zweifellos Deutschland zu einer Volltransferierung seiner Zinsverpflichtungen allen Gläubigerländern gegenüber nicht in der Lage ist, dass die Amerikaner und, wenn auch in bedeutend milderer Weise, die Engländer und Schweden gegen eine Vorzugsbehandlung der schweizerischen und holländischen Gläubiger Stellung bezogen und dass schliesslich auch über die Behandlung der deutschen Reichsanleihen, insbesondere der Young- und Dawes-Anleihen, grosse Meinungsverschiedenheiten bestanden.

Die schweizerische Delegation hat das Departement über die schwierigen, konfusen und an Zwischenfällen reichen Verhandlungen ständig orientiert. So hat insbesondere am 7. Mai der Chef der schweizerischen Delegation, Herr Dr. Jöhr, den Herren Bundesrat Schulthess und Minister Stucki mündlich in Bern einlässlich Bericht erstattet.⁶ Von besonderem Interesse war dabei, dass der Präsident der deutschen Reichsbank den Vorschlag gemacht hatte, für den Fall der Unmöglichkeit einer generellen Regelung mit der Schweiz ab 1. Juli eine Sonder-

6. *Dans son rapport du 7 mai 1934, A. Jöhr expose le déroulement général de la conférence et donne un bref aperçu des points de vue des différents pays pour ensuite relater un entretien avec H. Schacht sur les problèmes de transfert germano-suisse.*

[...] Neben den allgemeinen Verhandlungen besprach ich auch das *schweizerisch-deutsche Transferproblem* mit Dr. Schacht wobei ich den Eindruck erhielt, dass er Staatssekretär Posse vollständig nach seinen Gesichtspunkten zu leiten versteht. Seit den Besprechungen von Lugano sind zwei wesentliche Fortschritte festzustellen: Dr. Schacht anerkennt heute, dass die Schweiz bei einer allfälligen Zinsreduktion mindestens 4% Zins haben müsste, und ausserdem schlägt Schacht vor, die Zinsdifferenz in einen Amortisationsfond zu legen, womit er nun heute den Gedanken der Amortisation nicht mehr ablehnt. Übrigens liess sich bei allen deutschen Stellen erkennen, dass man auch in Zukunft gewillt sei, die Schweiz gesondert zu behandeln; wir wurden aber gebeten, Mittel und Wege zu suchen, dass Deutschland sich durch derartige Sonderregelungen nicht mit der ganzen übrigen Welt verfeinde. Schacht ist der Meinung, dass die

abmachung auf der Basis vorzusehen, dass an sich 100% der Zinsen transferiert, den einzelnen Gläubigern aber nur 4% ausbezahlt und die Differenzen für die Amortisation der Kapitalbeträge verwendet würden. Herr Dr. Schacht hat sich bereit erklärt, diesen Vorschlag offiziell zu machen, wenn er nicht von vornherein als undiskutierbar abgelehnt würde. Das Departement glaubte, eine derartig negative Haltung nicht einnehmen zu sollen und hat sich, im Einvernehmen mit dem Herrn Bundespräsidenten, zu einer Besprechung bereit erklärt, welche Sonntag, den 13. Mai, in Basel stattgefunden hat.⁷ Schweizerischerseits waren anwesend ausser dem Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements die Herren Minister Stucki, Präsident Bachmann und Dr. Jöhr, von deutscher Seite Reichsbankpräsident Dr. Schacht und Staatssekretär Posse vom Reichswirtschaftsministerium.

Dr. Schacht gab zunächst einen Überblick über die ausserordentlich ungünstig gewordene deutsche Devisenlage sowie über den Gang und die Aussichten der Konferenz. Er erklärte, dass Deutschland unter allen Umständen für alle Zinszahlungen auf langfristigen Forderungen ein sechs- bis zwölfmonatiges Moratorium haben müsse und nachher unter keinen Umständen mehr als 50% transferieren könne. Auf die Frage, ob die Schweiz einer solchen Regelung zustimmen könnte, wurde selbstverständlich durchaus verneinend geantwortet. Die deutschen Herren entwickelten dann ihren bereits skizzierten Vorschlag, den sie in

Länder, die ihre Valuta entwerteten, an der deutschen Exportförderung durch ein Zinsopfer mithelfen sollten. Aber auch die andern Länder, wie die Schweiz, hätten ein Zinsopfer auf sich zu nehmen, das dann aber zur Tilgung der deutschen Schuld im betreffenden Lande verwendet würde.

Ich halte dafür, dass der Schacht'sche Vorschlag nicht von der Hand zu weisen ist. Dr. Schacht bat mich, mit Herrn Bundesrat Schulthess und Herrn Minister Stucki Fühlung zu nehmen, um zu erfahren, ob sein Vorschlag (Zinsherabsetzung in Verbindung mit Amortisation) als diskutabel erachtet wird. Sollte dies der Fall sein, so wäre Schacht bereit, mit Posse in die Schweiz zu kommen, um über seinen Vorschlag zu verhandeln.

Die Höhe des herabgesetzten Zinses wäre für alle Anleihen dieselbe. Das Abkommen ist gedacht auf eine Dauer von 1—3 Jahren. Schacht war sogar bereit, auf meine Anregung auf Schaffung eines kumulativen Amortisationsfonds einzutreten. Schwierig bleibt noch die Frage der Behandlung der individuellen Kredite. Die Organisation der ganzen Sache würde eine nationale Gläubigergemeinschaft mit einem grossen Apparat und nicht unerheblichen Spesen (vielleicht bis zu ½ Million Franken) bedingen. Schacht möchte für diese Regelung lieber nicht die Form des Staatsvertrages wählen.

Unter dieser ganzen Regelung dürfte natürlich unser *Reiseverkehr* nicht leiden. Staatssekretär Posse gab denn auch die Zusicherung ab, dass man die Schweiz, wenn sie schon zu einer Schuldenregelung die Hand biete, dann nicht beim Reiseverkehr dafür bestrafen werde. Auf meine Bemerkung, was denn die andern Länder zu einer solchen schweizerisch-deutschen Regelung sagen werden, erwiderte Schacht, dass eventuelle Einsprüche nicht berücksichtigt würden. So viel ich feststellen konnte, hat Dr. Schacht keine ähnlichen Vorschläge an Holland gemacht.

Als Grundlage einer solchen schweizerisch-deutschen Sonderregelung sollte irgendwie ein Einverständnis der schweizerischen Gläubiger hergestellt werden. Ich werde dafür sobald wie möglich das Komitee Deutschland zusammenrufen, das in der Annahme dieses Vorschlages zweifellos einstimmig sein wird (mit der einzigen Ausnahme des Herrn Gut von der Firma Schoop & Reif in Zürich) (E 7110 1/50).

7. Cf. *annexe II au présent document.*

Zusammenhang brachten mit einer Neuregelung der sog. Zusatzimporte von deutschen Waren. Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements machte mit allem Nachdruck darauf aufmerksam, dass neue zusätzliche Warenimporte unter keinen Umständen in Frage kommen könnten und dass überhaupt eine Vergrößerung des Defizites im schweizerisch-deutschen Warenverkehr ausgeschlossen sei. Ja es wurde gegenteils noch hervorgehoben, dass es ausserordentlich schwer halten würde, den schweizerischen Gläubigern irgendein Opfer zuzumuten, dass dies aber erleichtert würde, wenn entsprechende Vorteile für den schweizerischen Export nach Deutschland zugestanden werden könnten. Jedenfalls wäre eine Diskussion des deutschen Vorschlages für die Schweiz an die Voraussetzungen geknüpft, dass

1. keine Vergrößerung des Defizits im Warenverkehr eintreten dürfe,
2. die Interessen des schweizerischen Fremdenverkehrs unter allen Umständen gewahrt werden müssten und
3. die schweizerische Warenausfuhr nach Deutschland nicht nur in keiner Weise gestört sondern gegenüber dem heutigen Zustand gefördert werden müsste.

Es wurde zudem nicht verfehlt, darauf hinzuweisen, dass in dieser Frage einzig der Bundesrat eine Entscheidung treffen könne und die Besprechung deshalb als durchaus unverbindlich zu betrachten sei. Immerhin hat sich H. Schulthess damit einverstanden erklärt, dass der deutsche Vorschlag technisch, d. h. sowohl mit Bezug auf seine banktechnische Durchführbarkeit wie hinsichtlich der damit verbundenen handelspolitischen Fragen weiter geprüft werde.

Die schweizerische Delegation an der Gläubigerkonferenz wurde vom Volkswirtschaftsdepartement ersucht, bei der Weiterführung der Verhandlungen folgenden Standpunkt einzunehmen:

- a) Die Schweiz kann einem Moratorium nicht zustimmen;
- b) sie muss eine Transferierung von bloss 50% oder 60% ihrer Zinsforderungen als ungenügend ablehnen;
- c) sie beharrt auf der 100%igen Transferierung;
- d) sie ist bereit, in bilateralen Besprechungen mit der deutschen Regierung eine ihren Interessen und ihrer politischen Lage entsprechende Sonderregelung zu suchen.

Auf Wunsch der schweizerischen Delegation hat sich das Volkswirtschaftsdepartement dann damit einverstanden erklärt, dass Punkt c weggelassen werde, weil nicht unbedingt nötig und geeignet, sowohl bei der deutschen Regierung als bei den fremden Delegationen einen ungünstigen Eindruck zu erwecken.⁸

Das Schlussresultat der Gläubigerkonferenz ist dem Bundesrat aus der Presse bekannt. Es ergibt sich daraus, dass Holland und die Schweiz den Vorschlag der Reichsbank abgelehnt, die übrigen Gläubigerstaaten ihm unter zwei Bedingungen zugestimmt haben: einmal Vorzugsbehandlung der Reichsanleihen, welche Bedingung Deutschland offenbar nicht anzunehmen bereit ist, und sodann keine Vorzugsbehandlung anderer Gläubigerstaaten, was eine Verständigung zwischen Deutschland einerseits und der Schweiz und Holland anderseits verunmöglichen

8. *Cette décision ne restera pas sans conséquence; cf. à ce sujet l'annexe II.*

würde. Bei dieser Sachlage ist selbstverständlich die sofortige Aufnahme bilateraler Besprechungen zwischen der Schweiz und der deutschen Regierung dringend notwendig geworden.

Die Angelegenheit wurde mehrere Male im Schosse der bundesrätlichen Finanzdelegation⁹ besprochen. Die bilateralen Verhandlungen wurden zunächst dadurch aufgenommen, dass ein Vertreter der deutschen Reichsbank nach Zürich kam und dort mit Herrn Dr. Jöhr das Projekt einer Regelung aufstellte, die ungefähr der Lösung entsprach, die Dr. Schacht in Basel vorgeschlagen hatte. Es liegt darüber ein Memorandum vom 5. Juni und ein Anhang desselben vom 7. Juni¹⁰ vor. Auf Einzelheiten einzugehen, ist hier nicht notwendig. Immerhin sei hier schon erwähnt, dass die vertraglichen Zinsbeträge, die überwiesen, aber nicht an die Gläubiger ausgerichtet werden, in einen Amortisationsfonds fallen der seinerseits wieder in eine Mehrheit von Einzelfonds für die verschiedenen Anleihen zerlegt werden muss. Es wird dafür zu sorgen sein, dass die Beträge, die in diesen Fonds fallen, effektiv nach der Schweiz überwiesen und dass diese Fonds in der Schweiz verwaltet werden.

In der Folge ist dann Herr Stucki zur Aufnahme der Verhandlungen bereits am 13. Juni nach Berlin verreist. Die deutsche Regierung hat ihren Standpunkt in einer ausführlichen Note vom 15. Juni¹¹ dargelegt, und die Hoffnung ausgesprochen, dass die Lage nicht durch Zwangsmassnahmen gegen die deutsche Ausfuhr erschwert werde. Sie teilte gleichzeitig aber mit, dass die Devisenlage die deutsche Regierung genötigt habe, der Bank für internationalen Zahlungsausgleich als Fiskalagent der Dawesanleihe und als Treuhänderin der Younganleihe mitzuteilen, dass vom 1. Juli 1934 ab bis auf weiteres vorübergehend für die Fälligkeiten des Dienstes dieser beiden Anleihen keine Devisen mehr verfügbar seien.

Die Verhandlungen, die Herr Stucki in Berlin, begleitet von den Herren Dr. Jöhr und Homberger als Experten, führte, haben das Ergebnis gehabt, dass die deutsche Regierung nun zwar die Form, in der der Vertreter der Reichsbank in Zürich die Regelung durchführen wollte, nicht akzeptiert, aber sachlich eine Verzinsung von 4% anbietet, wogegen der Betrag der gesparten Zinsen für die Amortisation verwendet werden sollte. Unsere Delegation beharrte einstweilen auf 4½% Zins.

Es entsteht nun für den Bundesrat die Frage, ob er grundsätzlich mit Verhandlungen auf dieser Basis (Reduktion der effektiv ausgerichteten Zinsen auf 4½% oder eventl. 4%; Verwendung des Restbetrages der Zinsen für Amortisation), einverstanden sei. Die bundesrätliche Finanzdelegation bejaht diese Frage einstimmig. Ebenso empfehlen der Präsident des Direktoriums der Nationalbank und Nationalrat Dr. Wetter als Vertreter des Vororts des schweiz. Handels- und Industrievereins die grundsätzliche Zustimmung zu einer Lösung auf dieser Basis.¹²

Die eine grosse Schwierigkeit, die bei den Verhandlungen nun in Berlin noch

9. *La délégation financière du Conseil fédéral s'est constituée le 1^{er} mai 1934. Elle est composée des chefs du DFD, du DEP et du DFPC. Cf. PVCF n° 816 du 1^{er} mai 1934 (E 1004 1/346).*

10. *Non retrouvé. Cf. n. 21.*

11. *Non reproduit.*

12. *Le 1^{er} juin 1934 une conférence a lieu à Zurich réunissant E. Schulthess, G. Bachmann de la*

aufgetaucht ist, ist die, dass die deutsche Regierung verlangt, dass die gesamten Zahlungen an die Schweiz für die Zinsen der Anleihen und ähnlichen Leistungen durch zusätzliche Warenimporte aufgebracht würden. Hiervon kann aber keine Rede sein. Dagegen ist allerdings darauf Rücksicht zu nehmen, dass die Handelsbilanz, nach den ersten 5 Monaten 1934 zu urteilen, sich wesentlich verschoben hat und bei weitem nicht mehr den Überschuss des Jahres 1933 zugunsten Deutschlands ergeben wird. Diese Tatsache ist bei einer eventuellen Regelung ebenfalls in Betracht zu ziehen. Immerhin müssen eventuelle zusätzliche Importe auf ein Minimum beschränkt werden. Es fragt sich dabei auch, von welcher Basis ausgegangen wird.

Es scheint nun, dass Deutschland einverstanden wäre, als Zusatzimporte die Einfuhren anzuerkennen, die die Schweiz gemäss Transferabkommen vom 16. Februar 1934 jetzt schon zugelassen hat. Der Jahreswert dieser Zusatzimporte beträgt ungefähr 80 Millionen Franken, sodass dann also, da der gesamte Zinsbetrag 120 Millionen Franken ausmacht, noch 40 Millionen durch Zusatzimporte gedeckt werden müssten. Auch diese Forderung geht zu weit. Es wird Aufgabe der Verhandlungen sein, diese Prätention noch tunlichst zu reduzieren, und es kann nur in den weitem Besprechungen klar gestellt werden, in welchem Masse wir eventuell noch entgegenzukommen hätten; ob es sich dann um 10 oder 20 Millionen handeln würde, bleibe dahingestellt.

Eine zweite Schwierigkeit besteht darin, dass Deutschland während dem 2. Halbjahr 1934 gar keine Überweisungen vornehmen will. Davon kann selbstverständlich keine Rede sein, umsoweniger als wir ja auch während dieser Zeit unsere Warenbezüge fortsetzen und speziell auch gewisse Zusatzimporte zulassen. Die Lage ist also eine unbefriedigende und die Verhandlungen kommen nicht vom Fleck. Herr Stucki wird demnächst zurückkommen.¹³ Für heute begnügt sich das Departement mit dieser Berichterstattung und bittet um die grundsätzliche Zustimmung dazu, dass in Übereinstimmung mit dem Antrag der bundesrätlichen Finanzdelegation die Verhandlungen auf der Basis weitergeführt werden, wonach die Überweisung der Zinsen und anderer periodischer Leistungen zwar im vollen Betrag stattfindet, indessen nicht mehr als 4½% eventuell 4% an die Zinsgläubiger verteilt würden, wogegen der Rest der überwiesenen Summen für Amortisation zu verwenden wäre.

In den Verhandlungen ist andererseits darauf zu beharren, dass die Überweisungen im Transfer auch für das 2. Halbjahr 1934 erfolgen; es wäre die Frage der

Banque nationale, A. Jöhr du Crédit suisse et E. Wetter, ainsi que le note E. Schulthess le 2 juin 1934:

[...] Ich unterbreitete dem Vertreter der Nationalbank die Frage, ob er der Meinung sei, dass auf die Weiterbehandlung des deutschen Vorschlages, wonach zwar 100% unserer Zinsforderungen transferiert, die Ausrichtung der Zinsen aber auf 4% beschränkt und die Überschüsse zur Amortisation der Kapitalforderungen verwendet werden sollen, eingetreten werden könne oder nicht.

Nach einer eingehenden Diskussion erklärt sowohl Herr Dr. Bachmann wie Herr Nationalrat Dr. Wetter, dass sie der Ansicht seien, dass dies zu geschehen habe. Es wurde vereinbart, dass Freitag, den 8. Juni 1934, mit den Vertretern des Komitees Deutschland und der Nationalbank in Bern eine Konferenz stattfinden soll. [...] (E 7110 1/36).

13. Cf. *annexe III au présent document.*

Zusatzimporte möglichst günstig im Sinne der gemachten Darlegungen zu lösen.
— Weitere Instruktionen seien vorzubehalten.

II.

Der Bundesrat stimmt dieser Auffassung einstimmig bei und erlässt folgende Mitteilung an die Presse, deren Entwurf ihm vom Volkswirtschaftsdepartement vorgelegt wird: «Der Chef des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements berichtete in der heutigen Sitzung des Bundesrates über die Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland, was den Transfer für Zinsen und ähnliche Leistungen anbetrifft, so hat die deutsche Regierung ihren Standpunkt in einer Note vom 15. Juni niedergelegt, die dem Bundesrat sowie allen andern interessierten Regierungen überreicht worden ist. Sie erklärt sich darin zu Verhandlungen mit der Schweiz bereit. Diese Verhandlungen wurden indessen bereits am letzten Mittwoch, also vor Überreichung der Note, aufgenommen. Sie haben aber bis jetzt zu keinem greifbaren Resultat geführt. Dagegen konnte die Wiederaufnahme von Zahlungen für schweizerische Waren über sogen. Sonderkonten provisorisch geregelt werden. Die Verhandlungen über die Regelung dieser Fragen finden zurzeit in Berlin statt und werden von Minister Stucki, Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements, geführt. Dr. Stucki wird im Laufe der Woche nach Bern zurückkehren, um neue Instruktionen des Bundesrates einzuholen.»

ANNEXE I

K I, Nr. 888

Note du Département de l'Economie publique à la Légation du Reich à Berne

Bern, 16. Februar 1934

[...]

Sofort nach Erlass des deutschen Transfermoratoriums¹⁴ hat die Schweiz der Deutschen Regierung gegenüber unter Hinweis auf die schweizerisch-deutsche Handels- und Zahlungsbilanz mit Nachdruck den Standpunkt vertreten, dass sie einer nicht vollständigen Transferierung der Zinsforderungen schweizerischer Gläubiger deshalb unter keinen Umständen zustimmen könne, weil die Schweiz als Abnehmerin sehr grosser Mengen deutscher Waren der deutschen Reichsbank weit mehr Devisen zur Verfügung stelle, als zur Volltransferierung notwendig sind. Die Richtigkeit dieses Standpunktes wurde von deutscher Seite grundsätzlich nicht bestritten. Man machte aber auf die grossen Schwierigkeiten aufmerksam, die bei einer sogenannten «diskriminierenden» Behandlung der verschiedenen Gläubigerstaaten für Deutschland entstehen würden. Um diesen Schwierigkeiten Rechnung zu tragen, hat sich die Schweiz schliesslich bereit erklärt, durch Zulassung von zusätzlichen Warenimporten die Erhöhung der Transferquote von 75% auf 100% vorübergehend zu erleichtern. Diese bis Ende letzten Jahres befristete Zustimmung des Bundesrates ist in der Schweiz des lebhaftesten kritisiert worden, indem nicht mit Unrecht darauf aufmerksam gemacht wurde, dass man der Schweiz nicht zumuten könne, die ohnehin schon verhältnismässig übergrossen Einfuhren deutscher Waren noch zu steigern, um eine vollständige Erfüllung unzweifelhafter Rechtsansprüche zu bewirken.

Der Bundesrat glaubte, zu der Erwartung berechtigt zu sein, dass ab 1. Januar 1934 der volle Transfer schweizerischer Zinsforderungen von Deutschland ohne irgendwelche besondern Gegenleistungen gesichert werde. Statt dessen hat die Deutsche Reichsbank durch einseitige Verfügung

14. Cf. *DDS vol. 10, rubrique II.1.2: Allemagne, relations financières.*

die allgemeine Transferquote von 50% auf 30% herabgesetzt und es wurde an die Schweiz das Ansuchen gestellt, statt wie bisher 25% nun 35% der Zinsforderungen durch zusätzliche Importe devisenmässig zu decken. Der Bundesrat hat mit etwelchem Befremden erfahren, dass die Deutsche Regierung den Entwurf zu einem neuen schweizerisch-deutschen Staatsvertrag vorher glaubte ausländischen Privatpersonen unterbreiten zu sollen und sieht sich veranlasst, seine lebhaften Bedenken gegen ein solches Verfahren zum Ausdruck zu bringen. Er ist sich denn auch bewusst, dass der soeben erwähnte neue Vorschlag das Resultat von Verhältnissen und Erwägungen ist, die vollständig ausserhalb der schweizerisch-deutschen Wirtschaftsbeziehungen liegen. Er steht, wie früher, auch heute noch auf dem Standpunkte, dass die Schweiz Anspruch auf eine Behandlung hat, wie sie nach der Gestaltung der schweizerisch-deutschen Wirtschaftsbeziehungen gerechtfertigt erscheint und man ihr keineswegs Opfer zumuten darf, welche sich aus einer für Deutschland weniger befriedigenden Wirtschaftssituation gegenüber Drittstaaten ergibt.

Der Bundesrat hat im weitern davon Kenntnis genommen, dass für die Verwertung von schweizerischen Skrips der bisherige Ansatz von 50% beibehalten werden soll, während die Skrips aus andern Gläubigerländern zu 67% angenommen würden. Gegen eine solche Bevorzugung anderer Gläubigerstaaten, namentlich solcher, welche nicht, wie die Schweiz, die zur Volltransferierung nötigen Devisen durch Warenbezüge selber liefern, muss der Bundesrat protestieren und sich alle ihm gutschneidenden Massnahmen vorbehalten. Dieses Vorgehen der Deutschen Regierung bedeutet eine Bevorzugung derjenigen Gläubigerländer, die für sich den Grundsatz, dass die Transferierung internationaler Schuldenbeträge nur über Warenlieferungen oder Dienstleistungen möglich ist, nicht anerkennen wollen oder können, und eine Benachteiligung derjenigen Gläubigerländer, die, zum Teil unter entsprechender Belastung ihrer eigenen Produktion, deutsche Warenüberschüsse aufnehmen. Ein solches Vorgehen dürfte schwerlich mit den von zuständigen deutschen Stellen selber erlassenen Kundgebungen in Übereinstimmung gebracht werden können.

Wenn der Bundesrat dem heutigen neuen Transfer-Abkommen trotz aller dieser grossen Bedenken und mit der oben angebrachten Rechtsverwahrung beistimmt, so tut er dies, um der Deutschen Regierung einen neuen Beweis dafür zu erbringen, dass er ihre schwierige Lage versteht und bis an die Grenze des Möglichen berücksichtigt. Er tut es aber auch in der bestimmten Erwartung, dass es der Deutschen Regierung bis Mitte dieses Jahres nun möglich sein werde, eine Lösung der Transferfrage herbeizuführen, welche den schweizerisch-deutschen Wirtschaftsbeziehungen angemessen ist. Der Bundesrat muss schon jetzt mit allem Nachdruck darauf hinweisen, dass er einer weitern Schädigung der schweizerischen Gläubigerinteressen unter keinen Umständen würde zustimmen können.

ANNEXE II

E 7110 1/50

Notice du Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki

No

Deutsche Transferfragen

Bern, 18. Mai 1934

1. An der Konferenz vom 13. ds. in Basel wurde von deutscher Seite mitgeteilt, die englischen und amerikanischen Gläubiger seien mit einem vorübergehenden Moratorium einverstanden und würden sich für die Zeit nach Ablauf desselben mit 65, bzw. 60% der Zinszahlungen begnügen. Deutschland sei entschlossen, unter keinen Umständen über 50% zu gehen. Auf die Frage, wie sich die Schweiz zu einer derartigen Lösung stelle, wurde unsererseits mit aller Bestimmtheit ablehnend geantwortet. Wir haben unsere Forderungen auf 100%ige Transferierung und Ablehnung eines Moratoriums mit dem bekannten Hinweis auf die Handelsbeziehungen aufrechterhalten.

Hierauf wurde festgestellt, dass die Berliner Konferenz entweder allgemein scheitern könne, weil auch zwischen Deutschland einerseits und England und Amerika andererseits eine Einigung nicht erzielbar sein könnte, oder aber dass sich Deutschland mit England und Amerika, eventuell auch noch mit Schweden und Frankreich einigen könnte, worauf eine allgemeine Regelung am

Widerstand der Schweiz, eventuell auch von Holland scheitern würde. Diese letztere Möglichkeit hat man schweizerischerseits mit aller Bestimmtheit ins Auge gefasst.

Nach dieser Feststellung wurde von deutscher Seite der Vorschlag gemacht, ein bilaterales, schweizerisch-deutsches Abkommen auf der Basis ins Auge zu fassen, dass Deutschland 100% der Zinsen transferieren würde, die Beträge in der Schweiz selber aber so aufgeteilt würden, dass 4% für Verzinsung und der Rest bis zur Höhe des Vertragszinssatzes zur Amortisation des Kapitals verwendet würde. Nach einlässlicher Diskussion der banktechnischen und der handelspolitischen Seite dieses Vorschlages wurde schweizerischerseits erklärt, nur der Bundesrat als Gesamtbehörde könne sich positiv oder negativ zu diesem Vorschlag äussern, eine solche Lösung wäre unter allen Umständen der schweizerischen Öffentlichkeit gegenüber sehr schwierig zu vertreten, aber schliesslich sei man damit einverstanden, dass, ohne Präjudiz für die grundsätzliche Annahme, die technischen Prüfungsarbeiten weitergeführt werden sollen.

2. Nach Schluss der Verhandlungen beauftragte mich Herr Bundesrat Schulthess ausdrücklich, Herrn Dr. Jöhr vor seiner Abreise nach Berlin nochmals unsere wesentlichen Bedenken gegen den deutschen Vorschlag zum Ausdruck zu bringen und ihn zu ersuchen, sich in Berlin möglichst zurückhaltend zu zeigen.

Am Montag vormittag hat mir Herr Präsident Bachmann telephonisch ebenfalls seine ersten Bedenken gegen den Vorschlag zur Kenntnis gebracht. Ich habe am gleichen Tage (Montag) Herrn Dr. Jöhr den Auftrag des Herrn Bundesrat Schulthess übermittelt und die Bedenken des Herrn Präsidenten Bachmann zur Kenntnis gebracht.

3. Am 12. ds. spät abends hat Herr Minister de Pury Herrn Legationsrat Vieli telephonisch mitgeteilt, die holländische Regierung wünsche zu wissen, welche Stellungnahme die Schweiz an der am Dienstag wieder beginnenden Berliner Konferenz einnehmen werde. Herr de Pury behauptet, von Herrn Dr. Vieli die Antwort erhalten zu haben, die Schweiz werde unter allen Umständen an einer 100%igen Transferierung festhalten, selbst wenn die Konferenz hieran scheitern sollte. Herr Dr. Vieli seinerseits erklärt, diese Antwort nicht gegeben, sondern geantwortet zu haben, er werde mich anfragen und dann sobald als möglich antworten. Ich habe in der Tat am Montag Morgen von Herrn Dr. Vieli, der mich sonntags infolge meiner Abwesenheit in Basel nicht erreichen konnte, eine entsprechende Notiz über sein Telefongespräch vorgefunden.

Ich habe ihn daraufhin beauftragt, Herrn de Pury mitzuteilen, die Schweiz beharre in der Tat auf ihrem bisherigen Standpunkt, selbst wenn dies die Konferenz zum Scheitern bringen sollte. Dies hat Herr de Pury der holländischen Regierung mitgeteilt. Am gleichen Tag (Montag) übermittelte mir die Gesandtschaft im Haag den Wunsch der Holländer, die schweizerischen und holländischen Delegierten in Berlin möchten sich über die Abgabe einer analogen Erklärung verständigen. Da ich wusste, dass die schweizerischen Delegierten sich über die Haltung des holländischen Vertreters ter Meulen mehrfach beklagt hatten, so habe ich diesem Wunsch keine weitere Folge gegeben.

4. Am Dienstag (15. ds.) telephonierte mir Herr Dr. Jöhr, er habe mit ter Meulen gesprochen und dieser wünsche, dass sowohl die Schweiz als Deutschland [*sic*] ausdrücklich erklären sollten, man halte an der 100%igen Transferierung fest. Herr Dr. Jöhr äusserte die Ansicht, dass es weder notwendig noch zweckmässig sei, durch eine allzu schroffe Form die übrigen Gläubigerstaaten und auch Deutschland zu brüskieren. Wir einigten uns dann dahin, dass die Schweiz erklären solle:

a) Sie könne infolge ihrer besonderen Stellung weder einem Moratorium noch den vorgesehenen Ansätzen von 65, 60 oder gar 50% zustimmen;

b) sie sei dagegen bereit, gemäss ihrem bekannten und oft vertretenen Standpunkt mit Deutschland ein bilaterales Abkommen anzustreben, welches ihren Interessen und ihrer besonderen handelspolitischen Stellung entspreche.

Ich habe dabei besonders betont, dass man dem deutschen Wunsch, die Erklärung möge die Bereitwilligkeit der Schweiz, auch ihrerseits Konzessionen gegenüber den bisherigen Abkommen zu machen, enthalten, nicht entsprechen solle.

5. Donnerstag morgen liess Herr de Pury mir mitteilen, die Holländer seien über die von Herrn Dr. Jöhr abgegebene Erklärung ausserordentlich aufgebracht.¹⁵ Der schweizerische Vertreter hätte

15. Cf. la notice de P. Vieli, conseiller de légation attribué à la Division du commerce du Département de l'Economie publique (E 7110 1973/135/3):

nämlich gesagt, der Bundesrat habe infolge der Abwesenheit von Herrn Schulthess zu der Frage überhaupt nicht Stellung nehmen können, die Schweiz könne sich deshalb nicht äussern und sei lediglich bereit, weitere bilaterale Verhandlungen zu pflegen. Die schweizerische Erklärung habe überall den Eindruck erweckt, als ob die Schweiz von ihrem bisherigen Standpunkt abgehen und Holland allein das Odium eines Bruches überlassen wolle. Ich habe daraufhin Herrn de Pury zuhänden der holländischen Regierung folgendes mitgeteilt:

a) Herr Dr. Jöhr sei nicht Vertreter der schweizerischen Regierung und diese könne ihm gegenüber wohl Wünsche äussern, ihm aber nicht bindende Instruktionen geben.

b) Ich hätte mich allerdings damit einverstanden erklärt, dass schweizerischerseits nicht ausdrücklich vom Festhalten an der Transferierung von 100% gesprochen werde, dass aber mit aller Deutlichkeit die vorgesehene generelle Regelung abgelehnt werden müsse und man sich zur Aufnahme bilateraler Besprechungen bereit erkläre. Der Hinweis auf die Abwesenheit von Herrn Bundesrat Schulthess und eine sich hieraus für den Bundesrat ergebende Unmöglichkeit, zum Problem Stellung zu nehmen, sei mir unverständlich, da weder am Sonntag noch anlässlich der telephonischen Besprechungen von Montag und Dienstag eine solche Taktik auch nur andeutungsweise in Aussicht genommen worden sei. Der Bundesrat stehe in der Tat nachwievor auf dem Boden, dass 100% transferiert werden müssen. Herr de Pury telephonierte mir etwas später, seine Erklärungen hätten im Haag beruhigend gewirkt.

6. Heute Freitag morgen habe ich mit Herrn Dr. Jöhr telephonisch sprechen können. Ich habe ihm die holländischen Vorwürfe zur Kenntnis gebracht, worauf er antwortete, er habe allerdings, um Zeit zu gewinnen, auf die durch die Abreise von Herrn Bundesrat Schulthess bewirkte Unmöglichkeit der Provozierung eines Bundesratsbeschlusses hingewiesen, dagegen die Quoten von 65, 60 oder 50% ebenso bestimmt abgelehnt wie das Moratorium. Er beklagte sich seinerseits über das Verhalten der holländischen Delegierten. Ich erklärte ihm, dass meines Erachtens der Hinweis auf die Abwesenheit von Herrn Bundesrat Schulthess weder richtig noch notwendig und zweckmässig und namentlich auch nicht vereinbart gewesen sei und dass ich diese Ansicht der holländischen Regierung mitgeteilt hätte. Herr Dr. Jöhr teilte mir ferner mit, dass sich Deutschland mit England und Amerika nicht habe einigen können und dass die Konferenz schon deshalb heute resultatlos auseinandergehen werde.

Die schweizerische Delegation habe die Absicht, in der Schlussitzung eine Erklärung¹⁶ abzugeben, wonach sie ihr Bedauern ausspreche, dass es nicht möglich gewesen sei, eine generelle Regelung zu finden, dass sie aber hoffe, es werde nun auf bilateralem Wege gelingen, befriedigende Resultate zu erzielen. Ich bat ihn, die Erklärung möglichst kurz zu fassen und jedenfalls nicht ein Bedauern darüber auszusprechen, dass nicht eine allgemeine Regelung gefunden wurde, da eine solche von der Schweiz ja immer als unmöglich bezeichnet und auch abgelehnt worden sei. Meines Erachtens sollte schweizerischerseits nur ganz kurz gesagt werden, die Ergebnisse der Konferenz hätten die schweizerische Auffassung, wonach angesichts der gewaltigen Verschiedenheit in den

Pury telephonierte soeben aus dem Haag, dass die Holländer wütend seien, weil Jöhr gestern folgende Erklärung abgegeben habe:

«Infolge der Abwesenheit von Bundesrat Schulthess bei seiner Tochter in Portugal sei der schweizerische Bundesrat nicht in der Lage gewesen, zu den in Frage stehenden Transferplänen Stellung zu nehmen. Er (Jöhr) hoffe jedoch, dass die Schweiz und Deutschland zu einer für beide Länder befriedigenden Lösung gelangen würden.»

Pury bemerkt, die Holländer seien wütend, weil sie die Erklärung erwartet hätten, die er ihnen auf Grund seiner telephonischen Mitteilung vom Montag morgen machte, dahin lautend, dass die schweizerische Delegation Weisung habe, eine 100%ige Transferierung der Zinsen zu fordern, ohne auf die näheren Modalitäten einzutreten und dass die Schweiz diese Forderung aufrecht erhalte, selbst auf die Gefahr hin, dadurch die Konferenz zu sprengen.

Pury erwartet eine sofortige telephonische Mitteilung, welche die Divergenz zwischen der Erklärung Jöhr in der Konferenz und unserer telephonischen Mitteilung von Montag morgen aufklärt. Werden Sie Pury telephonieren, oder soll ich das besorgen und in welchem Sinne?

16. *Pour la déclaration de la délégation suisse, cf. le PV du 6 juin 1934 du Comité Allemande de l'Association suisse des banquiers* in E 2001 (C) 3/148.

Beziehungen von Deutschland zu den verschiedenen Gläubigerstaaten eine alle gleichbehandelnde Lösung unmöglich erscheine, nur bestätigt und es sei deshalb gegeben, dass Deutschland mit seinen verschiedenen Gläubigern verschiedenartige Lösungen anstrebe, die den jeweiligen Verhältnissen entsprechen. Herr Dr. Jöhr erklärt sich bereit, seine Erklärung in diesem Sinne abzugeben.

ANNEXE III

E 7110 1/36

*Notice du Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique,
W. Stucki,*

Zusammenfassung des deutschen Standpunktes gemäss Schlussbesprechung vom 20. Juni 1934¹⁷

No

1) Deutschland erklärt grundsätzlich Transferierungen von Zinsen lang- und mittelfristiger Schulden nur noch gegen effektive Zusatzimporte deutscher Waren gestatten zu können. Als solche Zusatzimporte ist es bereit anzuerkennen die Einfuhr, die die Schweiz gemäss Transferabkommen vom 16. Februar 1934 auch jetzt schon zugelassen hat (Überschreitung vertraglicher Kontingente, Überschreitung autonomer Kontingente und Kompensationswaren abzüglich Zusatzdevisen im Fremdenverkehr). Der Jahresertrag dieser Zusatzimporte wird anerkannt mit 80 Millionen Franken. Deutschland erklärt somit auf den Gesamtzinsbetrag von 120 Millionen Franken p.a. einen Betrag von 80 Millionen Franken, als durch Zusatzimporte gedeckt, anzuerkennen, welche Summe einer 4% Verzinsung der Forderungen entspricht. Die Frage, ob die bisherige monatliche Transferabrechnung weitergeführt werden solle, ist offen.

Schweizerischerseits wird angeregt, auf diese Abrechnung in Zukunft zu verzichten und, gleichbleibende Verhältnisse vorausgesetzt, den Jahresbetrag von 80 Millionen Franken als feststehende Grösse beidseitig anzuerkennen.

2) Deutschland verlangt von der Schweiz grundsätzlich neue Zusatzimporte, welche der noch nicht gedeckten Summe von 40 Millionen Franken p.a. entsprechen. Es ist bereit, auf direkte und präziserte schweizerische Verpflichtungen in dieser Hinsicht zu verzichten und schlägt folgenden Weg vor:

In einen in Deutschland zu errichtenden Amortisationsfonds werden diejenigen Beträge gutgebracht, die der Differenz zwischen dem transferierten Zinsbetrag und dem Vertragszins entsprechen (bei einem 6% Vertragszins und einer 4% Transferierung wären es somit 2% p.a.). Aus diesem deutschen Amortisationsfonds, der in dem Sinne blockiert würde, dass über ihn nur mit Zustimmung der Schweiz verfügt werden könnte, werden einem schweizerischen Amortisationsfonds in Franken diejenigen Beträge überwiesen, die sich aus allfälligen Plusbeträgen der kommenden monatlichen Handelsbilanzsaldi, verglichen mit dem Durchschnittssaldo der ersten fünf Monate 1934, ergeben. Die Abrechnung und Transferierung erfolgt vierteljährlich. Für die derart transferierten Summen gelten die im Entwurfe Jöhr-Brinkmann¹⁸ vorgesehenen Bestimmungen. Noch nicht geregelt ist die Frage einer Verzinsung der im deutschen Amortisationsfonds liegenden Marksummen sowie der Kurssicherungen für dieselben.

3) Deutschland erklärt auch der Schweiz gegenüber für die Zeit vom 1. Juli bis 31. Dezember 1934 den Transfer vollständig einstellen zu müssen. Schweizerischerseits wurde hierauf erwidert, dass dies aus verschiedenen Gründen vollkommen undiskutierbar sei. Man könnte sich vielleicht damit abfinden, dass während dieses zweiten Semesters 1934 nur der Transfer erfolge, welcher den bisherigen schweizerischen Zusatzimporten entspricht, d. h. 4%. Andernfalls gäbe es überhaupt keine andere Lösung mehr als diese 40 Millionen Franken ($\frac{1}{2}$ der Jahressumme von 80 Millionen Franken) dadurch zu finanzieren, dass schweizerische Importeure deutscher Waren von der

17. *La date de la rédaction de la notice n'est pas indiquée.*

18. *Cf. n. 21 ci-dessous.*

Schweiz aus gezwungen würden, Einzahlungen bei der Schweizerischen Nationalbank zu machen und dass das dergestalt konstituierte Pfand den von der Postverwaltung und dem Bankenkonsortium zu machenden Vorschüssen reserviert bliebe. Die deutschen Vertreter erklärten, einem derartigen teilweisen Clearing nicht zustimmen zu können und schienen die effektive Transferierung von 4% vorzuziehen.

4) Schweizerischerseits ist nachdrücklich betont worden, dass der unter Ziffer 3 hiervoor genannte Zinssatz von 4% eine nur für das zweite Semester 1934 geltende vorübergehende Bedeutung habe und dass damit keineswegs der grundsätzliche Anspruch auf Transferierung von 4½% Zinsen berührt werde.

5) Schweizerischerseits wurden noch folgende Spezialbegehren erhoben:

a) Zustimmung, dass die der Eidgenössischen Darlehenskasse gehörenden Registermarks verwendet werden können zur Bezahlung der schweizerischen Beiträge an die Rhein-Regulierung.

b) Zustimmung dazu, dass in sogenannten Härte-Fällen auch kleinere Kapitalbeträge transferiert werden dürfen, wobei abgestellt würde auf die Vorprüfung und Empfehlung der Einzelfälle durch die zuständige Instanz der schweizerischen Bundesverwaltung. Eine Limitierung der Gesamtbeträge könnte ins Auge gefasst werden.

c) Deutscherseits wurde überhaupt die Erklärung abgegeben, dass man schweizerische Sonderwünsche kleineren Ausmasses weitgehendst berücksichtigen werde, wenn in den Hauptfragen eine Verständigung erzielbar sei.

6) Die schweizerische Delegation betonte neuerdings die Notwendigkeit zum Zusammenhang mit einem allfälligen dem schweizerischen Gläubiger zugemuteten Opfer gewisse Erleichterungen für den Warenexport nach Deutschland zu erwirken. Die entsprechende Begehrenliste wird der deutschen Delegation übergeben und soll von dieser geprüft werden.

7) Von deutscher Seite wurde neuerdings mit Bestimmtheit betont, dass man gesonnen sei, das Reiseverkehrsabkommen¹⁹ loyal durchzuführen und allen entgegengesetzten Bestrebungen untergeordneter Stellen energisch entgegenzutreten. Die vom Reisebureau der SBB gemeldeten Fälle²⁰ sollten sofort geprüft und in Ordnung gebracht werden. Es herrscht auch Einverständnis darüber, dass ein allfälliger Rückgang der für den Reiseverkehr benötigten Devisen gleich zu behandeln wäre wie eine Zunahme des Warenimportes nach der Schweiz.

8) Was das Zahlungsabkommen anbelangt, so herrscht Einverständnis, abgesehen von folgenden Punkten:

a) Höhe der monatlichen Übertragungsmöglichkeit innerhalb der Reserve von 50 Millionen Franken.

b) Statt der von deutscher Seite gewünschten verkürzten Kündigungsmöglichkeit und eines deutschen Schreibens, wonach sich Deutschland vorbehalten hätte, unter gewissen Umständen Eingriffe in das Zahlungsabkommen vorzunehmen, wird in Aussicht genommen, dass die feste Dauer aller Abmachungen jeweils ein Jahresquartal betragen solle, dass aber zwischen der Schwei-

19. Cf. *DDS vol. 10, n^{os} 178 A, 207 et 334.*

20. Nach soeben erhaltenen Mitteilungen von Herrn Henrich, Leiter des Amtlichen Reisebureaus der Schweizerischen Bundesbahnen in Berlin, sind wieder sehr starke Bestrebungen im Gange, Reisen von Deutschland ins Ausland zu unterbinden. Auf Grund persönlicher und einwandfreier Erhebungen konnte folgendes festgestellt werden.

1) Die Beamten sollen verpflichtet sein, vor Antritt ihrer Ferien eine schriftliche Erklärung abzugeben, dass sie dieselben nicht im Auslande verbringen werden, sondern in Deutschland oder auf einem deutschen Schiffe.

2) Die deutschen Reisebureaus sind angewiesen, bei der Erteilung von Auskünften über Reisen ins Ausland darauf hinzuweisen, dass Auslandsreisen bei der derzeitigen Devisenlage nicht im Interesse Deutschlands liegen und dass dieselben tunlichst zu unterlassen sind. Ein Aufenthalt im Ausland oder eine Reise auf einem deutschen Schiff sei das Gebot der Stunde.

3) Das Berliner Tageblatt, welches vor kurzer *[sic]* in einer Sondernummer sich über Ferien im Ausland und insbesondere über einen Aufenthalt in der Schweiz ausliess und somit für Auslandsreisen warb, erhielt von einer Behörde einen ausdrücklichen Verweis.

Berlin, den 15. Juni 1934 (E 7110 1/39).

zerischen Nationalbank und der Deutschen Reichsbank zu vereinbaren sei, dass und wie in Fällen von Gefährdung des Kurses der deutschen Mark die beiden Notenbanken loyal zusammenzuarbeiten hätten. Die deutscherseits übergebenen Redaktionen konnten schweizerischerseits nicht mehr geprüft werden und bleiben infolgedessen vorbehalten.

9) Falls der Bundesrat beschliessen sollte, die Verhandlungen weiterführen zu lassen, bittet die deutsche Delegation dringend, dass die schweizerische Delegation Anfang nächster Woche nochmals nach Berlin komme, da die Entsendung deutscher Herren nach der Schweiz angesichts der gegenwärtigen Verhältnisse sozusagen unmöglich erscheine. Die schweizerische Delegation stellte in Aussicht, diesem Wunsche zu entsprechen, falls die Differenzen in materieller Hinsicht nach Ansicht des Bundesrates nicht unüberbrückbar sein sollten.²¹

21. *Avant d'engager les nouvelles négociations, W. Stucki présente son plan à la séance du Conseil fédéral du 22 juin 1934. Celui-ci adopte les instructions finales adressées à la délégation suisse, également rédigées par W. Stucki:*

«1) Die schweizerische Delegation hat vor allem aus dafür zu sorgen, dass die nötigen Devisen zur Bezahlung schweizerischer Produkte sowie für deutsche Touristen in bisheriger Weise sichergestellt werden. Den schweizerischen Produkten sind, wenn irgend möglich, gleichzustellen ausländische Waren, die vom schweizerischen Transithandel regelmässig nach Deutschland geliefert worden sind, und zwar mindestens im Ausmasse der Summen des Jahres 1933.

2) Die schweizerische Delegation ist ermächtigt, dem deutschen Vorschlag in seinem Grundsatz — Beschränkung des Zinssatzes und Verwendung des Restes zur Amortisation — zuzustimmen.

3) Die schweizerische Delegation wird versuchen, den dem Gläubiger zu bezahlenden Zins auf 4½% p. a. zu bringen, ist aber nötigenfalls ermächtigt, sich mit 4% zu begnügen. Auf die Differenz zwischen diesem Zinssatz und dem Vertragszinssatz darf sie unter keinen Umständen verzichten, noch dafür Fundingbonds entgegennehmen. Am Grundsatz, dass diese Differenz für Tilgungszwecke zu reservieren ist, muss also unter allen Umständen festgehalten werden. Mit der Art der Amortisation, wie sie im Entwurf Jöhr- Brinkmann vorgesehen ist, kann sich die Schweiz einverstanden erklären. [*C'est au courant du mois de juin 1934 que des discussions ont lieu entre E. Brinkmann, directeur de la caisse de conversion, du côté allemand et A. Jöhr du côté suisse. Les deux hommes élaborent alors les lignes directrices pour un nouveau règlement et un projet d'accord de transfert. Cf. PV du Comité Allemagne de l'Association suisse des banquiers, du 2 juillet 1934, in E 2001 (C) 3/148.*]

4) Die schweizerische Delegation wird grundsätzlich daran festhalten, dass die Schweiz auf volle Transferierung der bisherigen Zinsbeträge Anspruch hat, ohne dafür irgendwelche besonderen Zusatzimporte, weder alte noch neue, zu übernehmen. Einzig mit Rücksicht auf die schwierige Stellung Deutschlands ändern Gläubigerländern gegenüber kann sie auf das deutsche Begehren, die 120 Millionen p. a. durch Zusatzimporte zu decken, teilweise eintreten wie folgt:

a. Ein Betrag von 80 Millionen p. a. wird als durch die bisherigen Zusatzimporte gedeckt erklärt. Die monatlichen Abrechnungen sollen womöglich in Zukunft unterbleiben, wogegen die Schweiz erklären würde, sie werde diese bisherigen Zusatzimporte während der Dauer des Abkommens in mindestens gleicher Weise zulassen.

b. Die fehlende Summe von 40 Millionen Franken p. a. durch Verpflichtung zu neuen Zusatzimporten sicherzustellen, ist unmöglich. Die schweizerische Delegation wird versuchen, von der deutschen Seite die Zustimmung dazu zu erhalten, diese 40 Millionen als vom 1. Januar 1935 an durch diejenigen Transferleistungen gedeckt zu betrachten, die Deutschland ändern Gläubigern gegenüber ohne besondere handelspolitische Gegenleistungen angeboten hat (40% Abfindung, was einer Verzinsung von 2,4% entspricht, bzw. Aushändigung 3%iger Fundingbonds). Sollte zu dieser Lösung die Zustimmung der deutschen Regierung nicht erhältlich sein, so soll versucht werden, die Höhe der zu transferierenden Quote in Relation zu setzen mit der Wareneinfuhr aus Deutschland im Jahre 1934, verglichen mit dem Import 1933. Nach den vorliegenden Ziffern hätte damit Deutschland ca. drei Viertel ohne Kompensation zu transferieren, und es müsste noch ein Viertel, d. h. 10 Millionen p. a., durch Zusatzimporte aufgebracht, resp.

von solchen abhängig gemacht werden. Für den Fall, dass auch diese Lösung scheitern sollte, ist die schweizerische Delegation beauftragt und ermächtigt, nach andern Lösungen zu suchen, die einen möglichst grossen Teil der fehlenden 40 Millionen ohne Gegenleistung im Transfer sichern.

c. Für denjenigen Teil der fehlenden 40 Millionen, für welchen sich eine unbedingte Transferierung nicht erwirken lässt, kann die schweizerische Delegation dem deutschen Vorschlag zustimmen. Die betreffenden Summen würden somit einem in Deutschland zu errichtenden Amortisationsfonds in Mark zugeführt und in den schweizerischen Amortisationsfonds transferiert, wenn und soweit sich der vierteljährliche Handelsbilanzsaldo, verglichen mit dem Durchschnitt der ersten 5 Monate 1934, zugunsten Deutschlands vergrössert.

Die schweizerische Delegation wird ganz besonders auf unbedingte Garantien dringen, dass die im deutschen oder im schweizerischen Amortisationsfonds liegenden Titel nicht zu den schweizerischen Export schädigenden Exportförderungszwecken verwendet werden können. Sie wird auch dafür sorgen, dass eine allfällig geringer werdende Devisenbeanspruchung für den Fremdenverkehr gleich behandelt wird, wie eine Steigerung des Warenimports.

5) Die schweizerische Delegation hat mit allem Nachdruck darauf zu dringen, dass in der Zeit vom 1. Juli bis 31. Dezember 1934 die Transferierung nicht vollständig eingestellt wird. Sie ist aber ermächtigt, sich für diese Zeit mit 4%, d. h. mit derjenigen Summe zu begnügen, die den bisherigen zusätzlichen Warenimporten entspricht. Sollte die Zustimmung hiezu von deutscher Seite absolut unerreichbar sein, so ist die Sperre für diese Zusatzimporte für so lange anzudrohen, als die 4% nicht transferiert werden. Nur im äussersten Fall wird die schweizerische Delegation, als letztes Aushilfsmittel, die Aufbringung der 40 Millionen durch Zwangseinzahlungen schweizerischer Importeure bei der Schweizerischen Nationalbank in Vorschlag bringen. Die Frage solcher Zwangseinzahlungen zur Finanzierung der Amortisationsquoten bleibt einer weiten Entscheidung des Bundesrates vorbehalten.

Sollte im Sinne der bisherigen Instruktionen ein Amortisationsfonds in Deutschland begründet werden müssen, so ist darauf zu dringen, dass die Markeinzahlungen ab 1. Juli 1934 aufgenommen werden und dass, wenn möglich, die betreffenden Summen angemessen verzinst und im Kurse sichergestellt werden.

6) Die schweizerischen Begehren betreffend Erleichterungen für den Warenexport nach Deutschland sind mit allem Nachdruck zu vertreten. Die schweizerische Delegation ist ermächtigt, dafür Konzessionen für den Import photographischer Artikel und wenn nötig, nach Ermessen des Chefs der Handelsabteilung, auch andere nicht sehr wesentliche Erleichterungen zu gewähren. So darf insbesondere die Minimalquote für künftige neue Kontingentierungen von 30% auf 50% der Einfuhr 1931 erhöht werden.»

Es wird ferner *beschlossen*, dass die im Sinne der Instruktionen abzuschliessende Übereinkunft wenn möglich auf 5 Jahre abgeschlossen werden sollte, mit der Möglichkeit einer vorzeitigen Kündigung, falls die wirtschaftlichen Verhältnisse die Voraussetzungen des Abkommens tiefgehend ändern sollten.

Das *Volkswirtschaftsdepartement* legt ferner ein von Herrn Minister Stucki entworfenes Communiqué zur Genehmigung vor. Dieses wird mit einer kleinen Änderung genehmigt und weist folgende endgültige Fassung auf:

«In der Bundesratssitzung vom Freitagnachmittag hat Minister Stucki über die bisher in Berlin geführten Verhandlungen betreffend Transfer der Zinsen der lang- und mittelfristigen schweizerischen Forderungen eingehend Bericht erstattet. Der Bundesrat hat auch Kenntnis genommen vom Ergebnis einer Konferenz, die am Freitagmorgen in gleicher Frage zwischen der bundesrätlichen Finanzdelegation und Vertretern schweizerischer Wirtschaftsverbände stattgefunden hat.

Obwohl die bisherigen deutschen Vorschläge den schweizerischen Interessen und der Stellung der Schweiz, als bedeutender Abnehmerin deutscher Waren, keineswegs entsprechen, hat sich der Bundesrat entschlossen, die Verhandlungen nicht abzubrechen. Er hat neue Instruktionen aufgestellt, auf Grund welcher Minister Stucki Anfang nächster Woche in Berlin einen letzten Versuch machen wird, mit der deutschen Regierung zu einer Verständigung zu gelangen.»
PVCF n° 1162 (E 1004 1/346).

E 7110 1/131

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de
l'Economie publique, W. Stucki*

L DT

Berne, 27 juin 1934

Le Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, dont vous connaissez l'intérêt pour les questions d'Egypte¹, a appris par la presse qu'un traité d'amitié avait été conclu, le 7 juin, entre la Suisse et l'Egypte² et nous a demandé de le renseigner à ce sujet. Cette demande bien naturelle nous a causé quelque embarras, car nous ne sommes pas encore en mesure de nous expliquer publiquement au sujet des résultats de la mission fort délicate que M. Martin a accomplie au Caire.

Nous nous sommes tirés d'affaire en exposant la situation, sans ambages, mais à titre confidentiel, à M. le Conseiller national Wetter.

Nous tenons, toutefois, à ce que vous soyez aussi exactement informé de cette affaire que le Vice-Président du Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie. Nous avons l'honneur de vous remettre sous ce pli copie de la lettre que nous lui adressons à ce sujet.³

ANNEXE I

E 2001 (C) 4/42

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, M. de Stoutz,
au Vice-Président du Vorort de l'Union suisse du Commerce
et de l'Industrie, E. Wetter*

Copie

L DT Confidentiel

Berne, 27 juin 1934

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 25 juin⁴ concernant la conclusion d'un traité d'amitié entre la Suisse et l'Egypte. Nous vous en remercions vivement et nous vous remettons bien volontiers sous ce pli le texte de cet accord⁵ en vous priant, toutefois, de le considérer, pour le moment, comme uniquement destiné à votre orientation personnelle.

Ainsi que vous le verrez, ce traité d'amitié est dépourvu, en lui-même, de toute portée et sa signification exige les explications suivantes.

1. Cf. en particulier la lettre du Vorort au Département de l'Economie publique, du 15 mai 1933: DDS vol. 10, annexe au n° 273.

2. Cf. RO, 1935, vol. 51, pp. 249—251. Le traité sera accepté par l'Assemblée fédérale le 8 novembre, et il entrera en vigueur le 10 mars 1935, date de sa ratification au Caire.

3. Cf. annexe I au présent document.

4. Non reproduit.

5. Cf. n. 2 ci-dessus.

M. le Ministre Martin, qui est arrivé en Egypte à la fin de mars et a procédé à une enquête minutieuse auprès de tous les notables des colonies suisses à Alexandrie et au Caire, ainsi qu'à des sondages auprès des Autorités égyptiennes, n'a pas tardé à constater, d'une part, que, dans leur très grande majorité, nos compatriotes établis en Egypte attachaient, dans les circonstances actuelles, un très haut prix à continuer à jouir, sans exception ni réserve, des privilèges capitulaires et, d'autre part, que les tendances assez xénophobes et violemment hostiles aux capitulations qui se manifestent actuellement en Egypte empêcheraient absolument le Gouvernement égyptien, non seulement de conclure avec la Suisse un traité conforme à notre projet de 1925⁶, mais même de lui accorder une délégation de juridiction analogue au traité germano-égyptien.⁷ La possibilité de concilier des points de vue aussi opposés que ceux du Gouvernement égyptien et de la colonie suisse paraissait donc presque exclue.

M. Martin parvint heureusement à apprendre, au début de mai, que le Gouvernement égyptien était disposé à ne pas tirer de la création d'une Légation de Suisse en Egypte la conséquence logique qu'une représentation directe de la Confédération met automatiquement fin au système actuel de protection des Suisses en Egypte par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie et à prêter la main à un arrangement qui permettrait à nos ressortissants de continuer, notamment, à être justiciables à ce titre des tribunaux consulaires de ces trois Puissances et des tribunaux mixtes. Le Conseil fédéral a autorisé M. Martin à rechercher une solution dans ce sens.⁸

Les pourparlers tendant à obtenir que le Gouvernement égyptien confirmât par écrit les bonnes dispositions dont il témoigne n'ont pas été faciles. Ils ont abouti finalement à l'échange de notes⁹ dont nous vous remettons ci-joint le texte à titre confidentiel. Il est probable, en effet, que ces notes ne seront pas publiées, bien qu'elles constituent le résultat essentiel de la négociation et que le traité d'amitié du 7 juin 1934 leur serve simplement de prétexte.

De l'avis des personnalités suisses que M. Martin a pu consulter en Egypte, l'arrangement intervenu constitue le maximum de ce que nous pouvions raisonnablement espérer en ce moment et est de nature à nous donner toute satisfaction en pratique. La situation de la Légation de Suisse au Caire ne sera nullement diminuée du fait que, pour fixer leur statut juridictionnel et administratif à l'égard des Autorités égyptiennes, les Suisses en Egypte continueront à être inscrits auprès des Consulats français, britanniques ou italiens. Nos ressortissants seront naturellement immatriculés à la Légation, de qui ils recevront leurs passeports et à qui ils pourront demander aide et conseil en toute circonstance. Les rapports entre Légation et colonie seront les mêmes que ceux qui existent normalement dans tout pays non capitulaire et des difficultés ne sont pas à craindre.

Il va sans dire, cependant, que, pour être exécutable, cet arrangement suppose l'assentiment préalable des Gouvernements français, britannique et italien. Des premiers sondages ont été faits à cet égard auprès des représentants de ces Gouvernements au Caire; ils ont donné des résultats encourageants. Nos Légations à Paris, Londres et Rome ont été chargées¹⁰, en conséquence, de demander l'assurance officielle que, nonobstant la création d'une Légation de Suisse au Caire, les Suisses en Egypte pourront continuer à s'inscrire comme protégés aux Consulats de ces Puissances et jouir comme tels des privilèges capitulaires, tant qu'ils n'auront pas été abrogés.

Dès que ces assurances nous seront parvenues¹¹, nous proposerons au Conseil fédéral d'adresser à l'Assemblée fédérale un message demandant à la fois l'approbation du traité d'amitié conclu le 7 juin entre la Suisse et l'Egypte et l'autorisation de créer une Légation de Suisse au Caire.¹²

6. Cf. DDS vol. 9, annexe au n° 58.

7. Cf. n° 29, n. 3.

8. Cf. n° 38 et n. 3.

9. Pour le texte de ces notes, non publiées à l'époque, cf. annexes II et III au document principal.

10. Par lettre du 12 juin. Non reproduite.

11. Ces assurances seront données d'abord par le Foreign Office (note au ministre Paravicini du 28 juin), puis par le Ministère italien des affaires étrangères (note au ministre Wagnière du 2 juillet), enfin par le Quai d'Orsay (note au chargé d'affaires Ruegger du 14 août 1934) (E 2001 (C) 4/42).

12. Cf. Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 2 octobre 1934 (FF, 1934, III, pp. 365 ss.).

Si le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale entrent dans nos vues, l'organisation de la Légation dont le Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie a démontré, en mai 1933¹³, l'urgence nécessaire, pourra être entreprise aussitôt que les délais référendaires seront écoulés.

Comme les arrangements pris par M. Martin reposent, en partie, sur des assurances verbales et que leur mise à exécution sera peut-être délicate, il y aurait, à notre avis, un très grand intérêt pratique, d'une part, à ce que leur consécration par des faits tarde le moins possible et, d'autre part, à ce que ce soit M. Martin lui-même qui en ait la tâche. Nous envisagerions donc, à première vue, d'accréditer en Egypte, au moins au début, le Ministre de Suisse en Turquie, en constituant une chancellerie diplomatique au Caire, où résiderait à poste fixe un Conseiller ou un Secrétaire de Légation capable de remplacer le chef de poste comme Chargé d'Affaires ad intérim. Nos intentions à cet égard ne sont, toutefois, pas encore définitivement mûries et nous ne vous en faisons part, connaissant l'intérêt que vous vouez à cette question, qu'à titre purement indicatif. Nous n'avons pas besoin, dans ces conditions, d'insister pour qu'il n'en soit pas fait état.

ANNEXE II

E 2001 (D) 1/27

*Le Ministre de Suisse à Istanbul en mission en Egypte, H. Martin,
au Ministre égyptien des Affaires étrangères, Abdel Fattah Yehia*

Copie

N

Le Caire, 7 juin 1934

En vue de préciser la portée du Traité d'Amitié signé au Caire en date de ce jour, le Conseil Fédéral Suisse, étant donné que les citoyens suisses ont bénéficié jusqu'à présent en Egypte, comme protégés de certaines Puissances, du régime applicable aux ressortissants des dites Puissances, désire être assuré que l'exercice par lui du droit de légation en Egypte, en conformité du Traité, ne peut être interprété par le Gouvernement Egyptien comme un abandon de ce traitement et que les citoyens suisses continueront à pouvoir en bénéficier comme par le passé.

ANNEXE III

E 2001 (D) 1/27

*Le Ministre égyptien des Affaires étrangères, Abdel Fattah Yehia,
au Ministre de Suisse à Istanbul en mission en Egypte, H. Martin*

Copie

N

Le Caire, 7 juin 1934

En vue de préciser la portée du Traité d'Amitié signé au Caire en date de ce jour, le Gouvernement Egyptien, étant donné que les citoyens suisses ont bénéficié jusqu'à présent en Egypte, comme protégés de certaines Puissances du régime applicable aux ressortissants des dites Puissances, confirme que l'exercice par le Conseil Fédéral Suisse du droit de légation en Egypte, en conformité du Traité, ne peut être interprété comme un abandon de ce traitement et que les citoyens suisses continueront à pouvoir en bénéficier comme par le passé.

Il est entendu que cette situation ne confère à la Suisse ni la qualité de Puissance capitulaire, ni aucun autre droit nouveau.

13. Cf. n. 1 ci-dessus.

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 35

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 12 Vertraulich¹

Berlin, 27. Juni 1934

In einer gestrigen Mitteilung² über die sich rasch zuspitzende Zeitungsfrage³ habe ich Ihnen einen Bericht über die schon berühmte Marburgerrede des Vizekanzlers von Papen in Aussicht gestellt. Dass sie hier als eine höchst delikate und unangenehme Sache empfunden wird, geht nun auch daraus hervor, dass man unsern Zeitungen nicht zuletzt im Auswärtigen Amt einen argen Vorwurf daraus machen will, dass sie sich mit ihr befassen.⁴ Als Grund für das Eingreifen gegen unsere Zeitungen soll die Feststellung dienen, dass es sich um eine reine innerpolitische Angelegenheit handle, in Bezug auf die Zeitungsberichterstatern in Deutschland keine Irrtümer unterlaufen dürfen. Diese Empfindlichkeit neuer Art des Auswärtigen Amtes ist meines Erachtens ein Vorwand, hinter dem es sich versteckt, weil es glaubt, den Forderungen der innern politischen Stellen nicht mehr Halt gebieten zu können.

Über die Marburgerrede sind so viele und widersprechende Darstellungen von allen Seiten in Umlauf gesetzt worden, dass ich es für geboten hielt, Ihnen erst darüber zu schreiben, wenn ich ganz sichere Anhaltspunkte über den tatsächlichen Vorgang in Händen haben würde. Darüber ist nun eine gute Woche vergangen.

Um Ihnen zu zeigen, was alles dem Aussenstehenden zugemutet wurde, erwähne ich, dass die erste Mitteilung, die mir von einer hohen Amtsperson «anvertraut» wurde, dahin ging, dass Herr von Papen seine Rede bedauerlicherweise gar nicht gelesen hätte, bevor er sie hielt.⁴ Sie sei ihm im letzten Augenblicke von einem unverantwortlichen Verfasser in die Hand gedrückt worden und Herr von Papen habe sich offenbar gesagt, dass was man vor jungen Studenten schwatze, nicht sonderliche Bedeutung habe! Sie werden verstehen, dass ich nicht weiter aus solcher Quelle zu schöpfen suchte. Höchstens empfand ich Neigung, mich etwas über die Zumutung zu ärgern, einem einen solchen Unsinn glaubhaft machen zu wollen.⁵

Seither ist es mir besser ergangen, indem eine noch höher stehende Persönlichkeit mich wenigstens in das Wesentlichste des Vorganges einweihte.

Die Rede selbst stammt nicht von Herrn von Papen. Wie die meisten seiner rednerischen Kundgebungen soll sie von einem gewissen Professor Jung geschrieben worden sein. Wer genau dieser Professor ist, habe ich bisher nicht erfahren. Es wird behauptet, dass er seit Marburg unauffindbar sei. Der Wortlaut der Rede

1. *Remarque marginale de G. Motta*: Sehr interessant! In Zirkulation! Airolo, 29. VI. 34.

2. *Non reproduit* (E 2001 (C) 4/130).

3. *Cf. n° 52*.

4. *Remarque marginale de G. Motta*: !

5. *Remarque marginale de G. Motta*: richtig!

stand seit einiger Zeit fest und Herr von Papen und seine engsten Berater warteten nur auf eine günstige Gelegenheit, um sie vom Stapel zu lassen. Am 17. Juni schien ihnen dafür der Zeitpunkt gekommen. Der Kanzler sowohl wie die Ministerkollegen sollen von dem Vorhaben nichts gewusst haben. Dass der Reichspräsident vorher eingeweiht worden wäre, wird an amtlicher Stelle bestritten. Nach einem Gerüchte, das vielleicht nicht frei erfunden ist, hätte immerhin der Stellvertreter des Führers, Hess, von der zu haltenden Rede Kenntnis erhalten.

Die Rede hat begreiflicherweise bei einem Teile der Zuhörer grösste Bestürzung hervorgerufen. Sie alarmierten sofort den von Berlin abwesenden Propagandaminister und zwar in einer Weise, die Goebbels veranlasste, das weittragende Verbot der Verbreitung der Rede zu erlassen. Beide Minister führten hierauf bei Hitler gegeneinander Beschwerde, der alsbald den Vizekanzler zu sich kommen liess.

Der kurze Sinn der längern Zurechtweisung Papens soll folgender gewesen sein. Die Rede ist an sich nicht schlecht. Sie enthält manches, das der Kanzler selbst empfindet, und er wundert sich also nicht über die Gesinnung und Auffassung, die darin zum Ausdrucke gelangt. Dagegen müsse er es scharf tadeln, dass sein Mitarbeiter mit diesen Gedankengängen solchermaßen an die breite Öffentlichkeit gelangt sei; er warf auch dem Vizekanzler vor, ihm seine Absicht verschwiegen zu haben. Hitler hätte es verstanden, ja gebilligt, wenn Papen seine Ideen im Reichskabinett oder vor einem weitem Forum verantwortlicher Persönlichkeiten entwickelt hätte. So aber müsse er den einschneidenden Eingriff Goebbels als gerechtfertigt betrachten; der Ministerkollege habe in einer Zwangslage gehandelt. Nachdem Hitler von Papen gehörig den Kopf gewaschen hatte, wie mein sonst äusserst zurückhaltender Gewährsmann sich ausdrückte, forderte er die beiden Minister auf, sich auszusöhnen und dies möglichst nach aussen kund zu tun. Wie es sich nun mit der von Papen angebotenen und von Hitler nicht angenommenen Demission genau verhält, ist von untergeordnetem Interesse. Tatsache ist, dass Papen — sei es auf Wunsch oder Aufforderung des Kanzlers — sich bereit erklärt hat, trotz Missbilligung Hitlers und Abwehreingriff Goebbels weiterhin in der Regierung mitzumachen. Wie dieser Entschluss gedeutet werden soll, ist nicht leicht zu ergründen. Hat Herr von Papen den ihm zum Vorwurfe gemachten Fehler eingesehen oder aber, wie von gewisser Seite verlautet, nimmt er auch das mit in Kauf, um ein dem schwerleidenden Reichspräsidenten abgegebenes Versprechen zu halten?

Dass hier von Hindenburg eine entscheidende Rolle spielen mag, ist höchst wahrscheinlich. Er ist tatsächlich in bedenklichem Gesundheitszustande; hingegen gestattet ihm ein noch klarer Geist, die grossen politischen Ereignisse zu verfolgen. Herr von Papen soll stets sein grosser Favorit sein; ja es wird behauptet, dass er diesen bei einem politischen Testament als seinen Nachfolger bezeichnet. Hindenburg und Hitler sollen darüber einig sein, dass bei baldigem Ausscheiden des Ersteren eine Volkswahl unbedingt vermieden werden müsse. Unter diesen Umständen soll Hitler der vom kranken Präsidenten ins Auge gefassten Lösung nicht abgeneigt sein; allerdings wäre des Kanzlers Kandidat natürlich nicht Papen, sondern ein ihm ergebener Nationalsozialist, wie man sagt der bayerische Reichsstatthalter General von Epp.

Hitler hat Anlass genommen, wegen Papens Rede zum Reichspräsidenten

nach Neudeck zu fahren. Dazu erfahre ich mit Bestimmtheit, dass von Hindenburg die Rede weder gebilligt noch missbilligt und zu der von Hitler getroffenen Regelung des Anstandes seine Zustimmung gegeben habe. Trotzdem erhält sich hartnäckig das Gerücht, dass der Reichspräsident Papen zu seiner Rede telegraphisch beglückwünscht habe. Aber auch das ist nebensächlich, nachdem die endgültige Stellungnahme des Präsidenten festzustehen scheint.

Bezeichnend ist, dass Herr von Papen zur Zeit im Auswärtigen Amte keine besonders gute Presse hat. Er wird dort in gewissen Amtsstuben leicht belächelt. Da er kein Ministerium innehat, müsse er nach mehr oder weniger künstlich heraufbeschworener Beschäftigung suchen und empfinde das unwiderstehliche Bedürfnis, von Zeit zu Zeit eine möglichst sensationelle Rede zu halten. Für alle Fälle lasse er sich eine solche stets in Bereitschaft halten. Andererseits glaube ich zu wissen, dass von Papens Seite darüber geklagt wird, dass ihn Freiherr von Neurath bei diesem letzten Vorfall im Stiche gelassen habe. So mag das auf eine gewisse Rivalität in internationalen Fragen zurückzuführen sein. Andern gegenüber zeigt man sich zwar im Aussenamte weniger empfindlich.

Wie sich schliesslich die Aussöhnung zwischen den Herren von Papen und Goebbels gestalten soll, das bildet gegenwärtig einen unerschöpflichen Gesprächsstoff. In Wirklichkeit nimmt sie gelegentlich merkwürdige Formen an. Zufälligerweise war ich selbst Zeuge der zwei ersten öffentlichen Begegnungen der beiden Reichsminister. Vorigen Donnerstag war ich ihr unmittelbarer Nachbar, als sie sich anlässlich eines Vortrages des Reichsbankpräsidenten Schacht über das Transferproblem vor der Auslandspresse trafen. Das Wiederschauen war so gewollt überschwänglich, dass es lächerlich wirkte. Die Herren schüttelten sich die Hände und klopfen sich gegenseitig auf den Rücken. Der Weltpresse sollte dieses Schauspiel geboten werden, an dessen Aufrichtigkeit wohl kein Mensch glauben mochte. Am Sonntag sodann war es bei den grossen Hamburger Rennen so ziemlich das Gegenteil. Die beiden Minister in unserer Mitte auf derselben Tribüne ignorierten sich fürs Erste so ostentativ, dass Goebbels sich bald entschloss, von anderswo den Rennen zu folgen. Papen wurde, als er sich durch die Menge bewegte, von den «Zivilisten» stark beklatscht. Goebbels, der denselben Versuch unternahm, löste fast ausschliesslich bei den Uniformierten Heilrufe aus. Beide Male konnte man ganz vereinzelte Pfiffe hören. Es lag über der Menschenmasse eine unverkennbare Spannung, die bei dem geringsten Anlass in einen offenen Konflikt auszuarten drohte. Dies wurde jedenfalls selbst von den unmittelbar Beteiligten erkannt und so entschlossen sich denn die beiden Minister, zu einem kurzen Gespräch zusammenzukommen. Wir gehen, wenn nicht die Zeichen trügen, noch andern Vorfällen entgegen.

*Notice du Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, W. Stucki*

Copie

No

Bern, 2. Juli 1934

Gestern, Sonntag den 1. Juli, nachmittags hat mich der englische Gesandte in meiner Wohnung aufgesucht und mir ein korrigiertes Exemplar des Memorandums¹ übergeben, welches er Tags zuvor dem Chef der Abteilung für Auswärtiges übermittelt hatte. Er ersuchte um eine Antwort zum englischen Vorschlage, eine gemeinsame Front der Gläubigerstaaten gegenüber Deutschland zu bilden. Ich antwortete, dass zur Erteilung einer solchen offiziellen Antwort nur der Bundesrat selber zuständig sei und dass ich ihm deshalb nur unverbindlich meine persönliche Meinung sagen könne. Diese drückte ich folgendermassen aus:

Die Schweiz hat bereits vor Monaten mündlich und schriftlich die Idee eines gemeinsamen Vorgehens derjenigen Gläubigerländer, die gegenüber Deutschland eine passive Zahlungsbilanz haben, begrüsst.² Sie hat dagegen immer ein gemeinsames Vorgehen mit den Vereinigten Staaten von Amerika, denen gegenüber die deutsche Lage eine ganz andere ist, abgelehnt. Den gleichen Standpunkt hatte ich auch vertreten, als ich gemeinsam mit einer holländischen Delegation die Frage mit der englischen Regierung in London diskutierte.³ Damals hat England dem holländisch-schweizerischen Vorschlag gegenüber, die Berliner Bankierkonferenz zu einer Regierungskonferenz umzugestalten, eine ablehnende Haltung eingenommen. Dagegen stellte der Chef der englischen Delegation, Sir Frederic Leithross in Aussicht, dass man sich mit der schweizerischen und holländischen Regierung wieder in Verbindung setzen wolle falls die Bankierkonferenz resultatlos bleiben würde. Die englische Regierung hat nach dem Scheitern der Berliner Konferenz keinerlei derartige Schritte unternommen, sondern sich, genau wie die Schweiz, auf Separatverhandlungen mit Deutschland eingelassen.⁴ Der jetzige englische Vorschlag komme nun m. E. bedeutend zu spät. Wir seien in den Verhandlungen mit Deutschland derartig fortgeschritten und auch engagiert, dass wir nun unmöglich mitten drin abbrechen oder uns gänzlich umstellen könn-

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. annexe I au n° 46.*

3. *Cf. n° 46.*

4. *Dans une lettre à W. Stucki, datée du 20 juin 1934, le Ministre de Suisse à Londres fait part des réactions de la Grande-Bretagne au nouveau moratoire allemand:*

[...]

Es scheint nun, dass die britische Regierung mit ihren Schritten in Berlin keine überaus grosse Eile hat. Sie wird vorläufig das Gesetz im Parlament durchbringen, welches sie ermächtigt, gegebenenfalls ein Zwangs-Clearingsystem mit Deutschland einzuführen. Ihr Plan geht dahin, vorläufig das Resultat der schweizerischen Verhandlungen in Berlin abzuwarten und hernach von der deutschen Regierung mit der Waffe des Zwangs-Clearings in der Hand die selben Zugeständnisse zu erreichen suchen (2001 (C) 3/148).

ten, lediglich weil die englische Regierung in ihren direkten Verhandlungen mit Deutschland nicht weiter komme. Meines Erachtens könne also die Schweiz auf den englischen Vorschlag, weil verspätet und durch die Ereignisse überholt, nicht eintreten.

Der englische Gesandte nahm diese Mitteilungen zur Kenntnis und wird sie nach London weitergeben.

50

E 2001 (C) 4/103

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 2 juillet 1934

[...]

En vous confirmant ma lettre du 30 juin¹ concernant mon entrevue avec Mussolini sur la question des faisceaux suisses, je n'ai pas à vous répéter tout ce que je lui ai dit à ce sujet. J'avais bien appris ma leçon et lui ai cité tous les faits qui se sont produits depuis ma dernière entrevue en mars dernier², et qui semblent contredire les instructions qu'il avait bien voulu donner aux autorités responsables.

Au sujet du faisceau de Gênes et de la menace d'irruption dans les locaux du Cercle suisse³, le Duce m'a dit que notre Consul en cette ville avait la réputation d'être anti-italien. Je lui ai répondu que j'avais proposé moi-même la nomination de M. Biaggi au Conseil Fédéral, que j'en prenais toute la responsabilité, que ces propos malveillants prouvaient une fois de plus l'œuvre perfide de la bande Fonjallaz, qui cherche à répandre dans l'opinion italienne les bruits les plus calomnieux contre ceux qui s'opposent à la création des «fasci» suisses, suivant les instructions reçues du Gouvernement Fédéral, en les représentant comme hostiles non seulement au fascisme italien, mais à l'Italie même.

Je lui ai parlé aussi de Parini et de Scanziani, sans aucun ménagement. Je lui ai dit l'abus que l'on faisait ainsi du mot «fascismo» et du discrédit que l'on répandait à ce sujet en Suisse. Il m'a dit: «è un fenomeno italiano», ce qui devrait prouver qu'il ne cherche pas à répandre sa doctrine à l'étranger sous sa forme italienne. Il m'a confirmé les ordres donnés aux Préfets après notre conversation du 10 mars.⁴ Il se déclare prêt à prendre d'autres mesures, mais auparavant il attendait

1. Cf. E 2300 Rom, Archiv-Nr. 34.

2. Cf. n° 17.

3. Le 7 juin, le groupe de Gênes de la Nouvelle Société Helvétique avait organisé une conférence du professeur Jean de La Harpe, de l'Université de Neuchâtel, sur le thème: «Suisse d'hier et Suisse d'aujourd'hui». Quelques membres du groupe fasciste suisse de Milan s'étaient rendus à Gênes pour chercher à perturber la conférence, mais avaient été interceptés par la police locale, dûment prévenue par celle de Milan. Sur l'épisode, cf. lettre du consul G. B. Biaggi à la Division des Affaires étrangères du DPF, du 8 juin.

4. L'entretien date en réalité du 8 mars. Cf. n° 17.

de moi un rapport écrit dans lequel j'énumérerais tous les faits et incidents que je venais de lui exposer. C'est ce que je ferai aujourd'hui même.

De toutes façons, il n'a cherché aucunement à atténuer l'importance de cette affaire.

En conclusion, je garde de cet entretien une très bonne impression. Le Duce n'a montré aucun signe de doute ou d'impatience comme lors de ma dernière entrevue. Mais, comme je vous l'ai dit à maintes reprises, et comme M. Biaggi ne paraît pas le comprendre dans la dernière lettre qu'il vous a écrite⁵, il n'est pas seul en cause dans ces circonstances. Il y a toutes sortes d'agents et de courants dont nous devons toujours tenir compte. L'essentiel, pour le moment, est que nous pouvons compter certainement sur l'action du Duce en faveur de nos justes demandes.

5. Lettre datée du 15 juin. Non reproduite.

51

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 35

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 13

Berlin, 4. Juli 1934

Es soll mein Bestreben sein, Sie in der nächsten Zeit über die jüngsten schwerwiegenden Ereignisse in Deutschland, ihre Ursachen und noch schwer übersehbaren Folgen, nach Möglichkeit aufzuklären. Leicht wird es nicht sein; darüber gebe ich mir jetzt schon Rechenschaft.

Vorigen Samstag wurde ich verhältnismässig rasch ins Bild versetzt, weil die Vertreter der ausländischen Presse als erste aufgeboden wurden und der hiesige Berichterstatter der Basler-Nachrichten, Herr Chefredakteur Oeri, der eben bei mir war, sofort alarmierte. Es verging zwar über eine Stunde, bevor ich mich telefonisch mit Ihrem Hause in Verbindung setzen konnte. Am Sonntag Mittag hatte ich dann neuerdings Gelegenheit, durch Vermittlung des Chefs der Abteilung für Auswärtiges, Ihnen telefonisch weitere Nachrichten zugehen zu lassen.

In den letzten Tagen habe ich mehrere Versuche unternommen, mir durch das Auswärtige Amt die eine oder andere unter den zahllosen Informationen und Gerüchten, die herumgeboten wurden, bestätigen zu lassen, aber ohne namhaften Erfolg. Wie ich Ihnen gestern Abend drahtete, will man im Amt, auch an hoher Stelle, sozusagen von nichts wissen. Dies dürfte bei den meisten aufgeworfenen Fragen tatsächlich zutreffen. Es werden aber auch Vorgänge als unbekannt und unrichtig erklärt, die doch als erwiesen angesehen werden können.

Meine eingehendere Berichterstattung, auf die ich nicht länger verzichten möchte, stellt dennoch auf Meldungen ab, für die ich meist eine unbedingte Gewähr nicht übernehmen kann, und auf eigene Eindrücke und Überlegungen.

Hat eine eigentliche Verschwörung stattgefunden oder war sie im Begriffe, konkrete Formen anzunehmen? Beweise hierfür sind bisher keine gegeben wor-

den. Welches sollte das gemeinsame Programm sein, auf das zwei Männer mit so grundverschiedenen Anschauungen wie Röhm und von Schleicher sich hätten einigen können? Auf diese Frage gibt das Auswärtige Amt wenigstens die vernünftige, obwohl auch negative Antwort: Unerklärlich.

Was man zu wissen glaubt, ist, dass der temperamentvolle und ehrsüchtige SA-Stabschef Röhm mit den Führern seiner nächsten Umgebung seit längerer Zeit verlangte, mit einem Teile ihrer Truppen in die Reichswehr so oder anders eingliedert zu werden. Dabei hätte er wohl die Meinung gehabt, dass dann Röhm Reichswehrminister und seine Getreuen hohe Offiziere der Reichswehr geworden wären. Diesem immer stärker werdenden Drängen glaubte Hitler, trotz angeblich bestimmter Versprechungen seinerseits nicht nachgeben zu sollen. Hat nun das Verlangen der Röhm-Leute in der letzten Zeit Formen angenommen, die Hitler mit Treue- und Gehorsamswur nicht mehr vereinbar erschienen? Vielleicht. Jedenfalls waren ihm und einigen seiner Vertrauten diese Brüder unbequem geworden und von da zum Entschlusse, sich ihrer kurzer Hand zu entledigen, ist der Weg bei der nationalsozialistischen Führergesinnung nicht weit.

Was hat sodann der sich für unübertroffen schlaue haltende General von Schleicher seinerseits getan? Die ihn gut kannten, hielten ihn für unfähig, das Intrigieren zu lassen, das ihm ein Lebensbedürfnis zu sein schien. Ich entsinne mich heute des harten Wortes, das ein früherer Reichsminister, der den Reichswehrminister Schleicher als Kollegen hatte, noch im vorigen Monate zu mir sprach: der verlogene Schleicher. Letzterem bin ich nur einmal in diesem Frühling begegnet. Er sah blühend aus und war in unserem Gespräche von ausgesprochener Jovialität. Als ich darüber seiner Frau eine Bemerkung machte, erklärte sie mir, ihr Mann sei in seinem Leben noch gar nie so fröhlich gewesen; er freue sich jeden Morgen, als freier und sorgenloser Mensch zu erwachen und habe nur den einen Wunsch, es zu bleiben. Sie wiederholte dies mit solchem Nachdrucke, dass es mir selber unwahrscheinlich vorkam.

Man kann sich also vorstellen, dass Schleicher Röhm, von dessen Wünschen und Plänen er natürlich wusste, hat ermuntern und aufstacheln lassen, möglicherweise in der etwas teuflischen Absicht, in die SA einen Keil zu treiben und die beiden Teile gegeneinander aufzuhetzen, um dann im gegebenen Augenblicke als der Ordnungsstifter aufzutreten.

Der Plan für eine konstruktive Zusammenarbeit dieser beiden Männer ist dagegen schwer denkbar. Hitler und die Seinen aber mögen die Absichten Schleichers durchschaut und deshalb den Entschluss gefasst haben, gleichzeitig nach beiden Seiten, nach rechts noch etwas weiter ausholend, loszuschlagen. Vielleicht wird darüber mit der Zeit Näheres bekannt werden.

Mit der fremden Macht oder sogar, wie's zuerst hiess, den fremden Mächten, die da die Hand im Spiele haben sollen, sieht es vorderhand sehr geheimnisvoll aus. Es glaubt eigentlich niemand recht daran, trotzdem man viel davon redet. Von einer Besprechung im Auswärtigen Amte habe ich den Eindruck gewonnen, dass man dort gar nichts weiss und nicht viel mehr glaubt; höchstens könnten nach Frankreich ausgestreckte Fühlhörner in Frage kommen. Der Engländer lacht über das Komplott mit dem Ausland und behauptet, die Sache interessiere ihn und seine Regierung nicht im mindesten. Der Franzose dagegen zeigt sich darüber verärgert, weil man Frankreich verdächtigen könnte und sucht scheinbar noch

Aufklärung. Aus nationalsozialistischen Kreisen höre ich sagen, dass es doch sehr natürlich wäre, wenn die Sowjets dafür Interesse bekundet hätten und Röhm ihr Geld willkommen gewesen wäre. Sie sehen, der Fall ist höchst unklar und fragwürdig.

Ich bin eigentlich erstaunt, von so vielen Seiten sowohl hier wie aus dem Auslande die Ansicht vertreten zu hören, dass Hitler und sein Regime gestärkt und gefestigt aus den beiden Revolutionstagen hervorgehen. Ich kann mich dieser Auffassung nicht ohne weiteres anschliessen, es sei denn, man denke nur an eine vorläufige und kurzfristige Konsolidierung. Die wirklich entscheidenden Schwierigkeiten der nationalsozialistischen Regierung haben sich nicht verändert, eher im Gegenteil. Die bedenkliche Finanz- und Handelslage, die Unsicherheiten der Arbeitsbeschaffung, die religiösen Streitigkeiten und vor allem die ungelösten aussenpolitischen Probleme bestehen unverändert weiter, und schliesslich wird auch hier wie anderwärts die allgemeine Wirtschaftslage entscheiden. Ich habe Ihnen dies mehrmals geschrieben, wie auch meine Überzeugung mitgeteilt, dass Hitler noch nicht, wie man es z. B. in Frankreich vielerorts annahm, gefährdet sei.¹ Ich hatte Ihnen gleichzeitig meine Meinung zur Kenntnis gebracht, dass sich Hitler gegenwärtig noch ohne wesentlichen Schaden für ihn von jedem seiner Gefährten trennen könnte, wenn er es für erforderlich hielte. Ich hatte dabei ebensowohl Göring oder Goebbels wie Röhm oder irgendeinen andern im Auge, ohne dass er notwendigerweise kurzerhand erschossen und geköpft zu werden brauchte. Hitler hat heute wie gestern die Mehrheit des Volkes und offenbar die Machtmittel hinter und für sich. Das kann und dürfte sich ändern, wenn es dem deutschen Volke in absehbarer Zeit nicht besser, sondern noch schlechter gehen sollte.

1. Cf. par exemple la lettre de Dinichert à Motta, du 15 mai:

[...] On m'affirme que l'opinion est répandue en France, jusqu'en haut lieu, que le régime hitlérien n'est pas loin de toucher à sa fin. L'avis contraire et fondé, à mon avis, de son ambassade n'arriverait pas à prévaloir partout contre certaines indications d'agents plus ou moins occultes auxquels on prêterait à Paris une oreille complaisante. On a de la peine à se représenter sur quoi de telles informations peuvent se baser pour devenir convaincantes. Certes, les difficultés actuelles et prochaines de l'Allemagne sont grandes; elles pourraient même bien aller en augmentant. Mais, pour le moment, disons pour un an ou deux, le régime paraît vraiment avoir les moyens de tenir tête à tout danger sérieux. C'est, avant tout, la situation économique qui, dans les temps prochains, décidera de son sort. Or le gouvernement actuel se montre absolument décidé à vouloir lutter par tous les moyens contre le désarroi dans l'ordre économique et social. Sans doute, là aussi, pourra-t-il être amené à prendre, peut-être du jour au lendemain, des décisions de la plus grande portée. L'aile gauche du parti est toujours vivante et, excitée par les difficultés croissantes de l'existence, elle serait capable de lever rapidement la tête et de tenter de prendre la direction du mouvement. Mais, si elle voulait dépasser certaines limites, le chancelier trouverait vraisemblablement auprès de la Reichswehr et de la police l'appui nécessaire pour maintenir l'ordre social. C'est pourquoi la Reichswehr est l'objet de l'attention particulière de beaucoup de gens, surtout parmi les éléments d'ordre. Les avis, toutefois, ne sont pas unanimes. Pour le corps des officiers, il ne semble pas y avoir de doute bien que sa confiance en son chef, le ministre, serait ébranlée. Pour les hommes, le cas est moins clair. Mais l'avis qui prévaut est qu'ils suivraient leurs officiers, surtout s'il s'agissait de prendre position contre les éléments les plus douteux de l'armée brune. Tout cela, je le répète, ne paraît d'ailleurs pas très actuel. Mais ce sont des questions que nous avons le devoir de suivre au jour le jour, en raison de leurs répercussions, même internationales, possibles. [...] (E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 35).

Die Stellung Hitler's mag heute gefestigt erscheinen, wenn man zugeben will, dass er nunmehr einer unmittelbar drohenden Gefahr entledigt ist, die man aber gar nicht so eingeschätzt hatte. Wenn man also den amtlichen Erklärungen Glauben schenken soll, dass am Samstag und Sonntag Deutschland wieder einmal, wie nach dem Reichstagsbrand², gerettet worden sei, so vernimmt man zu seinem etwelchen Erstaunen, dass die Hitler-Regierung viel gefährdeter war, als jedenfalls die meisten angenommen hatten. Aus dieser Überlegung gleich den Schluss zu ziehen, dass nun das derzeitige System gefestigter sei, als man vermutet hatte, scheint mir einer gewissen Logik zu entbehren.

Allerdings ist anzuerkennen, dass die Reichswehr, die bei den letzten Vorgängen vollkommen ausser Spiel geblieben ist, doch eher als hitlertreu anzusehen ist. Ihr Chef, Reichswehrminister von Blomberg, wird nicht müde, es auch nach aussen kundzugeben. Welches sind die Konzessionen, die der Reichskanzler unter Umständen zu machen bereit ist, ist eine Frage, eine unabgeklärte Frage für sich. Aber ich glaube nicht, dass die zwei bis drei hunderttausend Mann Reichswehr und Polizei auf die Dauer eine Regierung stützen würden, welche die Mehrheit des Volkes gegen sich hätte. Russische Zustände sind in Deutschland kaum denkbar. In personeller Hinsicht höre ich, ohne dafür volle Gewähr bieten zu dürfen, dass Hitler tatsächlich seine Position bei der Reichswehr gesichert habe. Blomberg, ein eher weicher Mann, folgt ihm wahrscheinlich blindlings.³ Der Chef der Heeresleitung, General von Fritsch, der ein anderer Charakter ist, soll mehr oder weniger beurlaubt sein. Man hatte sogar von seiner Verhaftung gesprochen. Dieses Gerücht hat sich als unrichtig erwiesen. Dagegen wäre jüngst der frühere Chef des Ministeramtes, der jetzige General von Reichenau, der Hitler ganz ergeben sei und der kürzlich zu einem Truppenkommando berufen worden war, im Reichswehrministerium wiederum eingezogen.

Ich unterbreche hier meinen Bericht, damit ich ihn heute Mittag an Sie abgehen lassen kann; weitere Mitteilungen werden folgen.

2. Cf. *DDS vol. 10, n° 241.*

3. *A l'issue d'une entrevue avec W. von Blomberg, P. Dinichert note à son propos le 20 février 1934:*

[...] Da allgemein angenommen wird, dass die Beziehungen zwischen Reichskanzler und Reichswehrminister ausgesprochen vertrauensvoll sind, habe ich den Anlass wahrgenommen, um mir das mittelbar bestätigen zu lassen. Und es stimmt so. General von Blomberg sprach sich mit wärmster, überzeugender Begeisterung über Hitler aus. — Ich bin doch bereit, jeden Augenblick für diesen Mann zu sterben, nicht etwa bildlich, wie man das zu sagen pflegt, — betonte er, — sondern wirklich zu sterben. — Generaloberst von Blomberg erzählte mir dann noch, wie es bei seiner Berufung in die Regierung zugegangen sei. Er habe sich bekanntlich am 30. Januar 1933 als militärischer Sachverständiger in Genf an der Abrüstungskonferenz befunden. Telephonisch ging ihm der Vorschlag des eben neubestellten Kanzlers zu. Bis dahin habe er Hitler nie gehört noch gesprochen. Er habe damals das Bedürfnis nicht empfunden, an nationalsozialistische Versammlungen zu gehen. Er fühlte sich ausschliesslich als Soldat und wollte mit Politik nichts zu tun haben. Die Entscheidung, die er in Genf in kürzester Zeit zu treffen hatte, sei unter diesen Umständen die schwerwiegendste gewesen. Er habe sich aber rasch für Annahme entschlossen, weil er glaubte, seinem Vaterlande nützlich sein zu können. Tags darauf war er in Berlin, begab sich sofort zum Kanzler und bat diesen, ihm eine Stunde Unterredung zu gewähren, da die beiden Männer sich ja nicht kannten. — Hitler entsprach sofort dem geäusserten Wunsche, und nach einer Stunde sei der neue Reichswehrminister davon überzeugt gewesen,

dass Hitler der Mann sei, der allein Deutschland aus seinen Nöten erretten könne. Daran habe Blomberg seither nie mehr gezweifelt (E 2300 Berlin, Archiv- Nr. 35).

52

E 2001 (C) 4/130

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L Vertraulich

Berlin, 10. Juli 1934

Wie am Schlusse meines gestrigen Berichtes angekündigt und durch mein Telegramm² von gestern Abend bestätigt, habe ich am gestrigen spätern Nachmittag auf dringende Einladung Ministerialdirektors Koepke mit diesem eine Aussprache über die Zeitungsfrage geführt.

Herr Koepke empfing mich mit ungewohnt finsterner Miene, was zu seinem sonst jovialen Gesichte nicht recht passen will. Ich merkte beim ersten Worte, wie der Wind blasen sollte und schaltete mich demnach ein. Dr. Koepke erklärte sich von seinem Minister beauftragt, mir zu sagen, dass dieser die durch die schweizerischen Zeitungsverbote³ geschaffene Lage als recht ernst und für unsere Beziehungen höchst bedauerlich ansehe. Ich erwiderte, dass wir den jetzt bestehenden Zustand ganz gleich einschätzten.

Herr Koepke kam vorerst auf die seinem Mitarbeiter von mir am Sonntag Morgen gestellten Fragen über die Bekanntmachung des sechsmonatigen Verbotes zu sprechen.⁴ Ich präziserte meine Fragestellung und die erhaltene, an Sie sofort weitergegebene Beantwortung. Dr. Koepke bestätigte mir, dass ich die Sache vollkommen richtig verstanden habe, er müsse aber bemerken, dass jener Erlass vom Auswärtigen Amte nicht vorgelegt worden sei, ansonst ihm eine andere Fassung gegeben worden wäre. Ich nahm davon Kenntnis mit dem Bemerkten, dass das Propagandaministerium sich arg täusche, wenn es sich einbilde, mit solchen Mitteln mit uns vorwärts zu kommen. Hierauf Koepke: Das Auswärtige Amt habe mit dem Propagandaministerium nichts zu tun. Ich: Wohl aber wir, denn schliesslich ist das Propagandaministerium eine höchste Regierungsstelle. Damit war dieses Vorgefecht beendet. Es klang also deutscherseits, obwohl das Wort nicht ausgesprochen wurde, wie ein Bedauern über die Form der Veröffentlichung, die bereits Samstag Abend durch den Rundfunk bekannt gegeben wurde.

1. *Remarques manuscrites de G. Motta*: Ich bin einverstanden, dass wir jedenfalls bis nächste Woche zuwarten. 11. 7. 34. Heute dem Bundesrat den Inhalt mitgeteilt. 13. 7. 34.

2. *Non reproduit.*

3. *En rétorsion aux nombreuses saisies de journaux suisses et à la nouvelle interdiction de la Neue Zürcher Zeitung et de la National-Zeitung, le Conseil fédéral décide le 6 juillet 1934 à son tour d'interdire les journaux allemands suivants*: Völkischer Beobachter, Angriff et Berliner Börsenzeitung.

4. *Cf. la lettre de P. Dinichert à G. Motta du 9 juillet 1934 in E 2001 (C) 4/130.*

Nun, meinte Direktor Koepke, zur Sache. Freiherr von Neurath liesse mir sagen, dass die Reichsregierung den ihm zugeworfenen Fehdehandschuh aufzunehmen bereit sei. Es handle sich zugestandenermassen um eine reine Gegenmassnahme⁵, indem den verbotenen deutschen Zeitungen nichts vorgeworfen werden könne; und diese Massnahme treffe der Bundesrat im Augenblicke, wo Deutschland eine Verschwörung habe unterdrücken müssen und sich in schwierigen politischen Verhältnissen befinde. Die deutschen Behörden seien zu Massnahmen gegen die Auslandspresse wegen deren Verhalten gezwungen gewesen.⁶ Das waren die in ausgesprochenem Vorwurfstone vorgetragenen Gedankengänge.

Ich hatte den Vertreter des Auswärtigen Amtes ausreden lassen und setzte dann ruhig und bestimmt unsern Standpunkt auseinander, indem ich verschiedene Äusserungen Koepke's, gestützt auf die vollständigen Akten, die er vor sich hatte, richtigstellte. Ich kannte sie ja leider auswendig, währenddem Direktor Koepke sich bisher nur beiläufig mit diesen Angelegenheiten zu befassen hatte. Als ich eine immerhin deutliche Anspielung auf den Fehdehandschuh machte, unterbrach mich Herr Koepke, indem er sagte, ich solle doch den Ausdruck nicht wörtlich nehmen, er habe ihn in seiner begreiflichen Aufregung gebraucht, seine Ausführungen seien auch ohne dieses schwerwiegende Wort verständlich. Ich erwiderte, dass ich sehr gerne davon Vormerk nehme, dass jenes Wort aus unserer Unterhaltung ausgemerzt werden soll.

Ich brauche hier nicht näher auf alles einzugehen, was ich zur Aufklärung der schweizerischen Stellungnahme ausgeführt habe. Betont habe ich, dass der Anstand bestand und zu einem Ausbruche reif war längst vor den Ereignissen des 30. Juni. Ich bat Direktor Koepke seinen Akten die Abschrift Ihres Telegrammes vom 15. Juni⁷ zu entnehmen, die ich am 16. dem Staatssekretär brachte und aus

5. *A propos de l'interdiction des journaux suisses en Allemagne, cf. DDS vol. 10, rubrique II.1.5: Allemagne, affaires de presse.*

6. *Il s'agit des événements du 30 juin 1934. A ce sujet J. Baumann écrit à G. Motta le 6 juillet:*
 [...] Die gesamte Schweizer Presse verurteilt die ungeheuerliche Blutjustiz der deutschen Regierung. Unsere öffentliche Meinung würde es nicht verstehen, dass ein Blatt wegen einer Anschuldigung gemassregelt wird, für die die angegriffene ausländische Regierung selbst Anhaltspunkte schafft, auf die sich der Beleidiger in einem Strafverfahren stützen könnte. [...] (E 2001 (C) 3/98).

7. *Dans sa lettre du 16 juin qui fait suite au télégramme du 15 juin 1934, G. Motta écrit:*

[...] Es kann ... den schweizerischen Zeitungen unmöglich zugemutet werden, aus Furcht vor Beschlagnahmen, die ihr von ihren Korrespondenten in Österreich zugehenden Meldungen zu unterdrücken, solange nicht klar erwiesen ist, dass sie falsch sind. Eine andere Haltung wäre eine unwürdige Preisgabe ihrer Unabhängigkeit und auch eine unangebrachte Haltung gegenüber Österreich. Eher müssen Beschlagnahmen in Kauf genommen werden.

Die Beschlagnahmen haben sich aber in den letzten Tagen so gehäuft, dass sie von der schweizerischen öffentlichen Meinung als unerträglich empfunden werden. Wenn sie nicht aufhören, würde sich deshalb der Bundesrat zu seinem Bedauern zu Gegenmassnahmen gezwungen sehen. Wir telegraphierten Ihnen deshalb gestern:

«Erkläret Aussenamt, dass weitere Verbote oder Beschlagnahmen erster Schweizerzeitungen Gegenmassnahmen für Bundesrat unvermeidlich machen würden. Brieffolge.»

Wir nehmen in Aussicht, auch mit Herrn Minister von Weizsäcker im gleichen Sinne Rücksprache zu nehmen. [...] (E 2001 (C) 4/130).

der sich ergab, dass neuen deutschen Massnahmen Gegenmassnahmen schweizerischerseits unmittelbar folgen würden. Das Auswärtige Amt sei also seit drei Wochen verständigt gewesen; seither seien mir gegen die bekanntgegebene Absicht des Bundesrates keinerlei Einwendungen wie die heutigen gemacht worden. Der Bundesrat habe weiterhin noch Verständnis und Geduld gezeigt, weil es sich bei den zahlreichen vorkommenden Beschlagnahmen und der Vorzensur um Eingriffe untergeordneter Stellen handeln mochte, die insbesondere vom Auswärtigen Amt nicht gebilligt schienen. Durch die ausdrückliche Zustimmung des Amtes, ohne irgendwie mit uns Fühlungnahme gesucht zu haben, zu drei Zeitungsverboten am 4. Juli habe man dann bewussterweise die Sache auf die Spitze getrieben. Die Gegenmassnahme des Bundesrates könne also nicht unerwartet gekommen sein; man müsse sie auch im Auswärtigen Amte im Voraus mit in den Kauf genommen haben.

Was den Charakter der reinen Gegenmassnahmen anbetreffe, so sei dies so zu verstehen, dass der Bundesrat nie beabsichtigt habe, deutsche Zeitungen wegen ihres Inhaltes zu verbieten, weil er grundsätzlich gegen solche Massnahmen, vornehmlich im Verkehr mit einem befreundeten Nachbarlande sei. Also stehen tatsächlich auch die drei Verbote in keinem unmittelbaren Zusammenhange mit dem Inhalte der getroffenen Blätter. Unrichtig sei aber zu behaupten, dass wir nie Anlass gehabt hätten, was in deutschen Zeitungen geschrieben worden sei, zu beanstanden. Wenn das Propagandaministerium das noch behaupten wolle, so haben wir das weiter nicht ernst zu nehmen. Von Seiten des Auswärtigen Amtes könne das aber nicht aufrecht erhalten werden, weil es durch mehrere Besprechungen, die ich mit ihm geführt habe, widerlegt sei.

Ich erwähnte ferner, dass die deutschen Massnahmen unmissverständlich sich gegen die deutsch-schweizerische Presse als solche richteten, da viele ausländische Zeitungen, die noch ganz anders als die schweizerischen schrieben, nicht verboten worden seien.

Nach dieser gründlichen Auseinandersetzung fing dann Direktor Koepke an, andere Töne anzuschlagen. Er meinte insbesondere, wir seien doch schliesslich da, um zu versuchen, die verdorbene Lage möglichst wieder in Ordnung zu bringen. Ich bemerkte hierzu sofort, dass dies nun sein erstes Wort sei, mit dem ich völlig einig gehe. Ich stelle mich dem Auswärtigen Amte, wie stets, ganz zur Verfügung, um unsere Beziehungen, so viel an mir liegt, vor jeder Trübung zu bewahren. Ich sei sofort bereit, meiner Regierung jeden zweckdienlichen Vorschlag zu unterbreiten, der mir hier gemacht würde, um eine einigermaßen zufriedenstellende Regelung zu erreichen. Hierzu erwiderte Direktor Koepke, dass er zu diesem Behufe keinerlei Auftrag besitze. Ich wiederholte aber mit Nachdruck meine Bereitwilligkeit und bat Dr. Koepke, dies dem Reichsaussenminister sagen zu wollen, wenn er ihm über unsere Unterhaltung Bericht erstatten werde.

Was ist von dieser Ansprache, die noch etwas in der Luft hängt, zu halten? Ich beurteile sie folgendermassen. Das Auswärtige Amt ist sicherlich etwas erschrocken über das Vorgehen des Propagandaministeriums und möchte die schädigenden Folgen abzuwenden suchen. Das eine Ministerium kann aber das andere nicht offen desavouieren. Man wollte es deshalb mit einem Gegenstosse versuchen und den Bundesrat wegen seiner Gegenmassnahme in's Unrecht versetzen.

Diese erste Übung sollte Direktor Koepke mit mir vornehmen und er glaubte,

es mit einer Art Einschüchterungsversuch wagen zu können. Ich glaube sagen zu dürfen, dass er damit abgeprallt ist und es auch eingesehen hat. Dann kommt etwas unvermittelt der Gedanke der Verständigung. Ich war sicher, im Sinne des Bundesrates zu handeln, indem ich in dieser Hinsicht sofort zugriff, aber sehr deutlich zu verstehen gab, dass es an der deutschen Regierung sei, uns über die Art einer Einigung konkrete Vorschläge zu machen. Ich habe in diesem Zusammenhang selbstredend nicht verfehlt, zu bemerken, dass ich zwar über die genauen Absichten des Bundesrates infolge des sechsmonatigen Verbots noch nicht unterrichtet sei, aber für mich keinerlei Zweifel darüber bestehe, dass die neue deutsche Massnahme durch weitere schweizerische Gegenmassnahmen beantwortet würde, sofern in nützlicher Zeit eine Einigung nicht erzielt werden könnte.

Ich sah mich gestern Abend nach einiger Überlegung veranlasst, Ihnen telegraphisch nahezulegen, mit der Ergreifung von weiteren Gegenmassnahmen bis zum Eingang dieser meiner Berichterstattung zuzuwarten. Mein Vorschlag ginge nunmehr dahin, jene Massnahmen zurückzustellen bis Anfang nächster Woche, in der Meinung, dass dem Auswärtigen Amte damit Zeit gelassen würde, mit Einigungsvorschlägen an uns heranzutreten, wenn es dies für gut findet. Die Einladung hierzu ist meinerseits in klarer Weise erfolgt und ich gedenke somit nicht, ohne gegenteilige Weisungen Ihrerseits, eine weitere Initiative zu ergreifen. Geschieht bis dahin, d. h. vor Ablauf des vierzehntägigen schweizerischen Verbots, nichts, so würden selbstverständlich die drei Verbote verlängert; und ich frage mich, ob es nicht das Einfachste wäre, die Verbote unbefristet zu erklären. Sie brauchten dann gegebenenfalls nicht widerrufen zu werden, sondern als aufgehoben erklärt. Was die Ausdehnung betrifft, so muss sie freilich auch in Aussicht genommen werden. Vielleicht könnte sie aber vorläufig abgeschoben und in Reserve behalten werden, sei es für den Fall irgendwelcher neuer Eingriffe deutscherseits, sei es für den Fall, dass eine Regelung in absehbarer Zeit nicht werde zu bewerkstelligen sein. Mit diesem nicht zu überstürzten Vorgehen unsererseits könnte unter Umständen der mir gestern kundgegebenen, sagen wir grundsätzlichen Verständigungsbereitwilligkeit vielleicht Vorschub geleistet werden. Erfüllt sich diese Erwartung nicht, so kann das Versäumte immer noch nachgeholt werden. Aber wohlverstanden, ich bleibe unbedingt bei der Meinung, dass wir äusserst scharf reagieren müssen, sobald und solange hier eine Verständigung nicht erstrebt werden sollte. Dann wird es heissen, sie auf die Dauer zu erzwingen zum schliesslichen bessern gegenseitigen Einvernehmen.⁸

8. *Le 12 juillet 1934 G. Motta répond à P. Dinichert:*

[...] Es ist klar, dass eine weitere Verschärfung des Zeitungskonfliktes, die allerdings befürchtet werden muss, tunlichst vermieden werden sollte. Durch einen Wettlauf mit Verboten würden die schweizerischen Interessen viel stärker betroffen als die deutschen, da nach neuen Erhebungen die Einfuhr deutscher Zeitungen überraschend gering ist. Sobald das vollständige Ergebnis dieser Erhebungen vorliegt, werden wir Sie davon verständigen. Wir halten jedenfalls dafür, dass schweizerischerseits alles, was eine Verschärfung herbeiführen könnte, vermieden werden sollte und dass wir gut tun, uns auf die unbedingt notwendige Abwehr zu beschränken. Die Tatsache, dass die Presse, wie immer, wenn sie in eigener Sache schreibt, in der Heftigkeit des Ausdruckes und in der Bedeutung, die sie der Angelegenheit geben möchte, übers Ziel

ANNEXE

E 2001 (C) 4/130

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L EN Vertraulich

Bern, 28. Dezember 1934

Im Nachgang zu unserm Schreiben vom 26. d. M.⁹ beehren wir uns Ihnen mitzuteilen, dass an der gestrigen vertraulichen Aussprache über die Zeitungsverbote die Herren Chefredaktor *Bretscher* von der «Neuen Zürcher Zeitung», Chefredaktor *Schürch* vom «Bund» sowie Dr. *Wegmann* und Dr. *Graeter* von der «National-Zeitung» teilgenommen haben. Der Unterzeichnete legte die gegenwärtige Sachlage dar und wies darauf hin, dass trotz der Verlängerung der deutschen Verbote vielleicht eine Beilegung des Konfliktes doch möglich sein werde, wenn einmal durch die Erledigung der Saarfrage¹⁰ eine gewisse Beruhigung in Deutschland eingetreten sei. Die Initiative müsse natürlich Deutschland überlassen werden, doch liege es uns daran, die Einstellung der drei Zeitungen zu der Frage zu kennen, welche Stellung zu allfälligen deutschen Vorschlägen einzunehmen wäre, ob die Zeitungen ein erhebliches Interesse an der Aufhebung der Verbote hätten und ob sie geneigt wären, durch eine vorsichtige Schreibweise bei der Behandlung der deutschen Angelegenheiten die Aufhebung der Verbote zu erleichtern. Selbstverständlich könne keine Rede davon sein, sie in dieser Richtung irgendwie zu beeinflussen, da für das Politische Departement und wohl auch für den Bundesrat, abgesehen natürlich vom Interesse der Auslandschweizer, kein Anlass bestehe, auf eine Aufhebung der Verbote zu dringen.

Die Herren hatten sich vor der Zusammenkunft unter sich besprochen und ihren gemeinsamen Standpunkt wie folgt schriftlich niedergelegt:

«Die in Deutschland neuerdings ohne Begründung auf unbestimmte Zeit verbotenen Schweizerischen Zeitungen «Der Bund», die «National-Zeitung» und die «Neue Zürcher Zeitung» haben festgestellt, dass sie nicht in der Lage sind, ihre Schreibweise den ungewöhnlichen Anforderungen anzupassen, die für die Zulassung der deutschsprachigen neutralen Presse in Deutschland offenbar gestellt werden, da eine freie und unabhängige Würdigung ausländischer politischer Verhältnisse und Vorgänge schon mit Rücksicht auf die Wünschbarkeit einer objektiven Unterrichtung der schweizerischen Öffentlichkeit unumgänglich ist. Wie die Pressepolitik der deutschen Regierung in den vergangenen anderthalb Jahren gezeigt hat, kann kein Blatt, das die schweizerischen Interessen und Auffassungen ohne Rücksicht auf den Absatz im Ausland vertritt, heute auf ungehinderte Ver-

schießt, darf uns nicht dazu verleiten, die Sache tragisch zu nehmen und ihre Bedeutung zu überschätzen.

Auch im Bundesrat ist bei der Beratung unseres Antrages über das Verbot einer Anzahl deutscher Zeitungen die Auffassung zum Ausdruck gebracht worden, es sei Vorsicht und Zurückhaltung notwendig. Man wisse nicht, welche Gegenmassnahmen unser Vorgehen in Deutschland auslösen könnte; namentlich wäre es unangenehm, wenn wir plötzlich unser Verbot unter dem Drucke Deutschlands aufheben müssten. Aus diesen Erwägungen heraus hat der Bundesrat es vorgezogen, nur drei der sieben vom Politischen Departement genannten Zeitungen und auch diese vorläufig nur für 14 Tage zu verbieten. Er wird nun allerdings nicht darum herum kommen, dieses Verbot zu verlängern, es sei denn, dass Ihre jüngste Unterredung mit Herrn Koepke bereits bis zum 20. Juli praktische Ergebnisse zeitige, was wohl kaum anzunehmen ist. [...] (E 2001 (C) 4/130).

9. *Non reproduit.*

10. *Le 13 janvier 1935 une majorité de voix se dégage pour le rattachement de la Sarre au Reich lors du plébiscite organisé par la SdN. Sur la participation de ressortissants suisses à l'organisation du scrutin cf. annexe au n° 83.*

breitung in Deutschland rechnen. Die erwähnten drei Zeitungen haben aus der Würdigung dieser Lage den Schluss gezogen, dass eine Änderung ihrer allgemeinen Haltung nicht in Frage kommt. Sie lehnen es ebenfalls ab, aus geschäftlichen Erwägungen eine besonders zurechtgemachte Auflage für Deutschland herauszugeben.»

In der Diskussion führte Herr Schürch aus, dass eine Änderung der Haltung gegenüber Deutschland schon mit Rücksicht auf die Leserschaft nicht in Betracht kommt. Angesichts der in Deutschland vorhandenen pangermanistischen Tendenzen und des sich geltend machenden geistigen Einflusses aus Deutschland sei es unerlässlich, der schweizerischen Öffentlichkeit die Nachteile des gegenwärtigen politischen Systems in Deutschland klar vor Augen zu führen. Herr Bretscher erklärte, dass ein geschäftliches Interesse an einer Aufhebung der Verbote kaum bestehe, weil auch dann mit so viel Schikanen zu rechnen wäre, dass der Verkauf der Zeitung in Deutschland kaum ein ertragreiches Geschäft wäre. Dagegen wäre es natürlich aus Prestige Gründen und mit Rücksicht auf die Schweizer in Deutschland wünschbar, wenn die Zeitung dort wieder erscheinen könnte. Die volle Freiheit der Berichterstattung könne aber diesem Interesse auf keinen Fall zum Opfer gebracht werden. Ob die Berichte der deutschen Regierung genehm seien oder nicht, hänge eben nicht vom guten Willen der Zeitung ab, sondern den politischen Ereignissen.

Von seiten der «National-Zeitung» wurde gegen die bestehende schweizerische Retorsionsmassnahme eingewendet, dass die drei verbotenen deutschen Zeitungen kein vollwertiges Gegengewicht gegen das Verbot der drei abwesenden Schweizerzeitungen sei. Dieses Gleichgewicht sollte dadurch hergestellt werden, dass auch die in der Schweiz besonders verbreitete «Frankfurter Zeitung» verboten werde. Wenn wir auch eine Prüfung dieser Anregung nicht abgelehnt haben, so kann doch unseres Erachtens keine Rede davon sein, dass auf sie eingetreten wird; denn eine solche Massnahme wäre zweifellos nicht geeignet, die deutsche Regierung bereitwilliger zu einer Aufhebung ihrer Verbote zu machen, sondern hätte im Gegenteil neue deutsche Massnahmen zur Folge. Der Grund für das von den beiden andern Zeitungen übrigens nicht unterschätzte Begehren entspringt ja auch allzu offenkundig dem Konkurrenzneid gegenüber der andern grossen Basler Zeitung¹¹, die es bis jetzt verstanden hat, einem Verbote zu entgehen.

Das Ergebnis der sehr interessanten Aussprache ist somit das, dass wir unsererseits in der Frage der Zeitungsverbote einstweilen keine Initiative ergreifen werden, sondern die weitere Entwicklung der Dinge abwarten wollen. Sollten später von deutscher Seite Vorschläge über eine Beilegung des Konfliktes gemacht werden, so wären dieselben daraufhin zu prüfen. Es wird sich aber empfehlen, von Anfang an zu betonen, dass die jetzt verbotenen schweizerischen Zeitungen auf keinen Fall auf eine freie sachliche und objektive Berichterstattung über die Vorgänge in Deutschland verzichten können.

11. *Il s'agit des Basler Nachrichten. Cf. n° 131.*

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 17 juillet 1934*¹

1329. Transferverhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartement teilt mit, die Transferverhandlungen mit Deutschland befänden sich neuerdings in einem schwierigen Stadium. Deutschland habe sich geweigert, den schweizerischen Entwurf² für ein Abkommen als Basis für die weitem Verhandlungen anzunehmen und habe einen Gegenentwurf³ aufgestellt. Herr Minister Stucki müsse heute noch nach Berlin abreisen, um die Verhandlungen auf der Grundlage des deutschen Entwurfes fortzuführen. Es sei zu hoffen, dass diese Verhandlungen endlich zu einem erträglichen Abschlusse gelangen, es könne allerdings nicht gesagt werden, wann dies der Fall sein werde.

Herr Minister Stucki, der zu den Beratungen über diesen Gegenstand herbeigezogen worden ist, berichtet wie folgt:

«Gemäss den vom Bundesrat am 3. Juli⁴ genehmigten Richtlinien für das weitere Vorgehen hat die schweizerische Delegation zusammen mit der Nationalbank, der Postverwaltung und den beteiligten Wirtschaftskreisen (Industrie und Handel, Banken, Versicherungsgewerbe und Fremdenverkehr) einen schweizerischen Entwurf zu einem Verrechnungsabkommen ausgearbeitet, bestehend aus einem Rahmenabkommen, einer Anlage A über den Warenverkehr, einer Anlage B über den Schuldendienst, einer Anlage C über das Versicherungswesen und zwei Durchführungsabkommen über den Verkehr zwischen der deutschen Konversionskasse einerseits und der schweizerischen Postverwaltung, bzw. dem Bankenconsortium andererseits. Dieser Entwurf ist der deutschen Regierung am 11. Juli zugestellt worden. Er beruhte, was die wichtigsten Punkte anbelangt, auf folgender Grundlage:

Um den ganzen Zahlungsverkehr nicht unnötig zu komplizieren, sollte, gestützt auf eine Generalklausel, zwar grundsätzlich jede Zahlung durch die Verrechnungskassen laufen; dagegen waren ausdrückliche Ausnahmen vorgesehen für den kleinen Grenzverkehr, für Entgelt von Arbeitsleistungen, für den Versicherungsverkehr sowie für die Zinsen der Goldhypothecken einerseits und der Stillhalteabkommen andererseits. Ferner war vorgesehen, dass praktisch am bisherigen Zahlungsverkehr für Warenverkehr und Fremdenverkehr sozusagen nichts geändert worden wäre. Um auf schweizerischer Seite jedes Kursrisiko aus-

1. Absents: Pilet-Golaz, Minger et Etter.

2. Non reproduit. Cf. E 2001 (C) 3/148 et E 7110 1973/135/2.

3. Non reproduit. Cf. E 2001 (C) 3/148.

4. Cf. PVCF n° 1225.

zuschliessen, hatte man die Führung der Rechnung nur in Franken, sowohl bei der Nationalbank wie bei der Reichsbank, vorgesehen. Der Entwurf beruhte ferner auf einem Minimalzinssatz für den schweizerischen Gläubiger von 4½%, sowie darauf, dass der Amortisationsfonds von Anfang an in der Schweiz konstituiert werde. Schliesslich war, was das deutsche Begehren nach einer Garantie für einen Überschuss im Gesamtzahlungsverkehr anbelangt, lediglich eine Klausel vorge-merkt, wie sie vom Bundesrat in seiner letzten Sitzung genehmigt worden war.

Die deutsche Regierung hat nun wissen lassen, dass sie den schweizerischen Entwurf als Diskussionsgrundlage nicht annehmen könne und sich deshalb veranlasst gesehen habe, einen Gegenentwurf auszuarbeiten. Dieser ist, mit Ausnahme der sehr wichtigen Anlage C über die Transferierung der Zinsen, am 15. d. M. in unsere Hände gelangt.⁵ Wir haben ihn gestern mit der Nationalbank, dem Politischen Departement, der Bankenvereinigung und dem Vorort einlässlich geprüft und kommen, in Übereinstimmung mit der gestrigen Konferenz, zu folgenden Schlüssen:

1. Obschon der deutsche Entwurf weder methodisch noch namentlich materiell annehmbar ist, erscheint es zweckmässiger, ihn als Grundlage zu akzeptieren, als auf dem schweizerischen Entwurf zu beharren. Die Zeit drängt ausserordentlich und dazu kommt, dass Deutschland noch mit andern Staaten in ähnlichen Verhandlungen steht und offenbar seinen Entwurf entsprechend redigiert hat.

2. An der Generalklausel für die Einzahlungspflicht ist festzuhalten, wobei aber die von der Schweiz vorgeschlagenen Ausnahmen nach Möglichkeit zu Annahme zu bringen sind. Von besonderer Bedeutung erscheint dabei, dass die von der Schweiz an Deutschland geschuldeten Aktivzinsen vom Verrechnungsverkehr ausgenommen werden, um die sonst sichere Abwanderung dieser deutschen Guthaben zu vermeiden.

3. Nachdem zuverlässigen Berichten gemäss die holländische Regierung entschlossen ist, an der Minimalzinsquote von 4½% festzuhalten, ist der gleiche Standpunkt auch für die Schweiz gegeben.⁶

4. Die Schweiz wird selbstverständlich für Young- und Dawes-Anleihen diejenigen Vergünstigungen beanspruchen, die Deutschland den englischen Gläubigern zugestanden hat.

5. Was nun die ganz besonders schwierige Frage der Garantie eines Devisenüberschusses zugunsten der Reichsbank anbelangt, so verlangt der deutsche Ent-

5. *Non retrouvé.*

6. *Le 11 juillet 1934 le Ministre de Suisse aux Pays-Bas transmet à W. Stucki un article paru dans la presse hollandaise sur les négociations avec l'Allemagne dont il a vérifié l'information am geeigneten Ort:*

[...] Wir können uns vorstellen, dass die niederländische Delegation, nach erfolgter Rücksprache mit dem Haag, angesichts der Stellung, die die Niederlande im Handelsverkehr mit Deutschland einnehmen, ihre Forderung auf 4½% handhaben will. Umgekehrt scheint Deutschland nicht geneigt gewesen zu sein, diese Konzession zu machen und so bleibt noch die Frage offen, auf welche Weise die Parteien in diesem Punkt näher zueinander gebracht werden können. [...] (E 2001 (C) 3/148).

Le point de vue du Conseil fédéral à ce sujet se trouve en annexe au présent document.

wurf eine solche Garantie in der Höhe von Fr. 72 Millionen jährlich, bzw. 6 Millionen Fr. im Monat, und sieht sogar eine tägliche Disponierungsmöglichkeit für Fr. 240 000 vor. Diese Garantie wird beansprucht nach Verrechnung der Bezahlung schweizerischer Exportwaren und der Finanzierung des Fremdenverkehrs, aber in Priorität gegenüber der Minimalzinsquote, der Amortisation und des Transithandels. Diese Forderung ist, sowohl was ihre Höhe als auch was die Priorität anbelangt, durchaus annehmbar. Auf der andern Seite wird man nicht übersehen dürfen, dass es für die Reichsbank von ausschlaggebender Bedeutung sein muss, aus dem Verkehr mit der Schweiz einen sichern Devisenüberschuss zu erhalten. Wir glauben deshalb, diese Forderung grundsätzlich nicht weiter ablehnen zu dürfen und möchten ihr auf der Grundlage folgender Überlegungen bestimmen:

Nach den bisherigen Verhältnissen kann die monatliche Einfuhr von deutschen Waren in die Schweiz mit 35 Millionen veranschlagt werden. Von den entsprechenden Frankeneinzahlungen bei der Nationalbank kämen zunächst in Abzug Fr. 14 Millionen für die Bezahlung schweizerischer, nach Deutschland exportierter Waren und Fr. 3 Millionen für den Fremdenverkehr. Es bliebe somit ein Überschuss von 18 Millionen. Hieraus sollte nun unbedingt zunächst der Minimalzins von $4\frac{1}{2}\%$ für lang- und mittelfristige Forderungen gesichert werden, was eine Summe von etwa 8 Millionen Fr. erfordert. Der verbleibende Rest von 10 Millionen Fr. könnte so aufgeteilt werden, dass die Hälfte mit Fr. 5 Millionen zur Verfügung der Reichsbank gestellt und weitere je 25% für die Amortisationsquote und für den Transithandel reserviert würden. Dabei ist ein monatlicher Betrag von Fr. 3 Millionen für Verzinsung der kurzfristigen, den Stillhalteabkommen unterstellten Forderungen nicht berücksichtigt. Die Schweiz wird aber wohl mit Recht den Standpunkt vertreten können, dass Deutschland diese Zinsen gemäss internationalem, nicht gekündigtem Vertrag allen Gläubigern unabhängig von irgendwelchen Gegenleistungen zukommen lasse und dass die Schweiz andererseits der Reichsbank einen Monats-Devisenüberschuss von Fr. 5—6 Millionen nicht verweigern können, da sich dieser ja *faktisch* doch um den Betrag von 3 Millionen Fr. für Stillhaltezinsen vermindert.

Schon vor der gestrigen Konferenz und auch in ihrem Verlaufe hat sich ein scharfer interner Interessengegensatz mit Bezug auf die Behandlung des Transithandels einerseits und der Amortisationsquote andererseits geltend gemacht. Wir haben bereits in frühern Berichten darauf aufmerksam gemacht, dass die deutschen Zahlungen an den schweizerischen Grosshandel für Transitwaren noch im Jahre 1933 einen überraschend grossen Betrag ausmachen. Die unterdessen abgeschlossenen Erhebungen der Nationalbank kommen zu einer Gesamtsumme von über 140 Millionen Fr. im Jahr.⁷ Es ist klar, dass die Berücksichtigung eines so gewaltigen Postens alle Rechnungen über den Clearingverkehr entscheidend beeinflussen. Nun hat der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins mündlich und schriftlich⁸ verlangt, dass der Transithandel mindestens mit derjenigen Summe berücksichtigt werden, die sich auf von

7. *Pour les relevés mensuels de la Banque nationale, cf. E 7110 1/43.*

8. *Non reproduit.*

Deutschland nicht bewirtschaftete Rohstoffe bezieht. Das sind ca. 40 Millionen jährlich, für welche der Vorort gegenüber der Amortisationsquote die Priorität verlangt. Die Bankenvertreter ihrerseits⁹ haben sich mit aller Schärfe gegen dieses Postulat ausgesprochen und fordern, dass Zahlungen für Transitwaren erst gemacht werden, wenn die Amortisationsquote voll gedeckt ist. Einen ähnlichen Standpunkt hat die Nationalbank in einer schriftlichen Eingabe vertreten.¹⁰ Unseres Erachtens ist unbestreitbar, dass die von Deutschland an die Schweiz für Transitwaren gemachten Zahlungen nur zum allerkleinsten Teil im Lande bleiben und dass deshalb eine Berücksichtigung dieser Zahlungen solange undenkbar erscheint, als nicht der schweizerische Finanzgläubiger seinen Minimalzins erhalten hat. Hingegen möchten wir nicht so weit gehen, auch für die Amortisationsquote eine unbedingte Priorität anzuerkennen. Einerseits kommt diese Amortisationsquote ja bekanntlich dem schweizerischen Gläubiger nur indirekt zustatten und andererseits hat der Transithandel doch immerhin eine nicht zu unterschätzende Bedeutung, da von ihm zahlreiche schweizerische Firmen und ein bedeutendes Personal abhängig sind. Diese Überlegungen führen uns zu der bereits dargelegten Auffassung, dass grundsätzlich Amortisationsquote und Transithandel in gleicher Weise am Monatsüberschuss beteiligt werden sollen.

Auf alle andern zahlreichen Fragen, die der deutsche Entwurf aufwirft, möchten wir hier nicht im einzelnen eintreten. Dagegen ist in organisatorischer Hinsicht noch auf Folgendes aufmerksam zu machen:

Die Schweizerische Nationalbank hat in Wiederholung eines schon vor längerer Zeit gestellten Postulats neuerdings den dringenden Wunsch ausgesprochen, von der Arbeit und Verantwortlichkeit in internationalen Verrechnungsabkommen entlastet zu werden.¹¹ Wir haben auch diese Frage gestern einlässlich erörtert und haben uns mit der Nationalbank vorläufig in folgender Weise verständigt: Es erscheint materiell unmöglich, vor Abschluss des Abkommens mit Deutschland noch organisatorische Neuerungen einzuführen. Die Nationalbank wird deshalb die gesamte Organisation des Verrechnungsverkehrs mit Deutschland vorbereiten und vorläufig in gleicher Weise durchführen, wie gegenüber andern Clearingstaaten. Nach den Sommerferien soll hingegen eine Neuerung in dem Sinne getroffen werden, dass in Zürich eine schweizerische Verrechnungsstelle¹² auf

9. *Non reproduit.*

10. *Non reproduit.*

11. *Cf. DDS vol. 10, n° 224, n. 2.*

12. *Le nouvel accord de transfert conclu avec l'Allemagne accroît de façon considérable le travail de la Banque nationale. Dans sa lettre du 27 août 1934 adressée à W. Stucki, cette dernière exige à nouveau la modification des structures existantes:*

Nach dem Inkrafttreten des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens, sah sich die Clearingstelle, nach verschiedenen Besprechungen mit Herrn Bundesrat Schulthess, bisher zu nachstehenden Massnahmen veranlasst:

1. Neueinstellung von Personal.

Neben den 36 bisherigen Angestellten im Clearingdienst (monatliche Gehaltssumme ca. Frs. 20000.—) wurden durch die Clearingstelle seit Abschluss des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens ca. 64 Personen (monatliche Gehaltssumme ca. Frs. 22000.—) und durch die Nationalbank für die Buchhaltung der Clearingstelle ca. 16 Personen (monatliche Gehaltssumme ca. Frs. 5000.—) neu eingestellt.

privatrechtlicher Grundlage geschaffen wird, welcher für alle Clearingländer der Verkehr mit der Geschäftswelt und den Zollbehörden, somit die ganze Kontrollarbeit, zu übertragen wäre. Die Nationalbank ihrerseits hätte sich nur noch mit dem eigentlichen Zahlungsverkehr gegenüber den ausländischen Abrechnungsstellen zu befassen. Wir bitten den Bundesrat, sich grundsätzlich mit diesem Vorgehen einverstanden zu erklären und werden ihm später positive Anträge unterbreiten.»

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements beantragt Genehmigung der Instruktionsvorschläge wie sie in den Ausführungen des Direktors der Handelsabteilung enthalten sind. Er bittet aber ferner um die Ermächtigung für das Volkswirtschaftsdepartement, von diesen Instruktionen wenn nötig abzuweichen, unter Kenntnisgabe an den Bundesrat in wichtigen Fällen. Überdies bittet er um Zustimmung des Rates zur Bestellung der Delegation für die weiteren Verhandlungen mit Deutschland, die folgendermassen zusammengesetzt sein soll: Unterhändler: Herr Minister Stucki; Experten: die Herren Dr. Jöhr, Dr. Homberger, Direktor Schnorf von der Nationalbank und Dr. König, Direktor der Schweiz. Rentenanstalt.

Der Rat nimmt von den Ausführungen des Herrn Minister Stucki in zustimmendem Sinne Kenntnis und erteilt dem Antrage des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartements die Genehmigung.¹³

2. Miete von neuen Arbeitsräumen.

Mit der Genossenschaft «Schanzenegg» in Zürich wurde die Miete der notwendigen Arbeitsräume im Neubau «Schanzenegg» (Ecke Börsenstrasse-Talstrasse) zu einem jährlichen Mietzins von ca. Frs. 45 000.— vereinbart.

3. Neuanschaffung von Bureaumobiliar, ca. Frs. 20 000.— (Neuanschaffung im Umfange von ca. Frs. 30 000.— sind in Aussicht genommen).

4. Neuanschaffung von Schreib- und Buchhaltungs-Maschinen ca. Frs. 100 000.—.

Auslagen, wie z. B. für Installationen im Clearingbetrieb, Formulare, Bureauaterial etc. sind in den angeführten Zahlen nicht enthalten.

Wir gestatten uns darauf hinzuweisen, dass die Clearingstelle für Neueinstellungen und Neuanschaffungen über die nötigen Mittel verfügen sollte, die ihr von der Nationalbank weiterhin nicht mehr zur Verfügung gestellt werden können. Ferner machen wir darauf aufmerksam, dass in Anbetracht der Neueinstellungen die Zahl des bisherigen leitenden Personals in keiner Weise mehr genügt, und ein ordnungsgemässer Betrieb unbedingt eine Vermehrung der Unterschriften fordert. Infolge der Unmengen von Anfragen und täglichen Audienzen ist in dieser Hinsicht eine dringende Änderung notwendig und wir gelangen daher mit der Bitte an Sie, zwecks weiterer Ermöglichung eines reibungslosen Clearingbetriebes, in dieser Sache einen baldigen Entscheid zu veranlassen (E 7110 1/49).

Le 2 octobre 1934, le Conseil fédéral décide de créer par arrêté l'Office suisse de compensation. Cf. RO, 1934, vol. 50, pp. 779—780.

13. *Le 26 juillet 1934 un accord général pour la compensation des paiements germano-suisse est conclu. Un rapport sur le déroulement des négociations et le texte de l'accord se trouvent in FF, 1934, III, pp. 212—217; pour le texte de l'accord, cf. aussi RO, 1934, vol. 50, pp. 607—611. D'autre part, un protocole secret a été signé à la même date, cf. K I/2903.*

ANNEXE

E 7110 1/36

*Aide-Mémoire*¹⁴*Copie*
AM Vertraulich

Berlin, 21. Juli 1934

Nachdem feststeht,

a) dass die deutschen Schuldner von lang- und mittelfristigen Forderungen willens und in der Lage sind, ihre vollen Zinsverpflichtungen von durchschnittlich 6% in Reichsmark an die Konversionskasse einzubezahlen,

b) dass auch der jetzige Warenimportüberschuss im schweizerisch-deutschen Handelsverkehr genügen würde, um zuhanden des schweizerischen Gläubigers die vollen Zinsbeträge zu transferieren,

c) dass die Schweiz, wenn auch mit grössten Bedenken, grundsätzlich bereit ist, dem Gläubiger ein gewisses Zinsopfer zuzumuten, wobei der daraus geschaffene Amortisationsfonds viel mehr den deutschen als den schweizerischen Gläubigerinteressen dient.

d) dass die Schweiz bereit ist, durch neue zusätzliche Warenimporte den vollen Gegenwert der Differenz zwischen 4 und 4½% zur Verfügung zu stellen,

e) dass also auf deutscher Seite weder mit Bezug auf die Zahlung, noch hinsichtlich der Transferierung eines Zinses von 4½% von einer Unmöglichkeit gesprochen werden kann,

bin ich beauftragt, Ihnen namens meiner Regierung zur Kenntnis zu bringen, dass der Bundesrat keinem Abkommen zustimmen kann, welches für die schweizerischen Gläubiger lang- und mittelfristige Forderungen nicht einen Minimalzinssatz von 4½% sichert.¹⁵

14. *Remis par W. Stucki à l'Office des Affaires étrangères du Reich le 21 juillet 1934 à 11 h.* (E 7110 1/36).

15. *Cf. aussi n° 46, n. 11.*

54

E 2300 London, Archiv-Nr. 28

Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta

RP n° 17
Répercussions des événements de
l'Europe centrale

Londres, 3 août 1934

[...]

En passant en revue la suite des secousses qui se sont produites en Europe centrale et orientale, qui ont nécessairement eu leur réaction en Angleterre, voici ce qu'il y a lieu de constater:

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'écrire dans mes précédents rapports la mentalité britannique à l'égard de l'Allemagne a subi un revirement. Depuis bien des mois, ce mouvement, sauf quelques arrêts, a maintenu sa tendance défavo-

nable. Les actes terroristes du 30 juin¹ ont provoqué une indignation si forte contre le régime actuel de l'Allemagne qu'on a cru qu'après quelques jours il se manifesterait un apaisement et qu'à la suite d'explications fournies par l'Allemagne le jugement de Whitehall ainsi que celui de l'opinion publique seraient finalement moins sévères.

Cette amélioration ne s'est cependant pas produite et l'assassinat du Chancelier Dollfuss, survenant moins de quatre semaines après les assassinats en Allemagne a écarté toute chance de voir se créer de meilleures dispositions à l'égard de l'Allemagne.

Je ne crois pas exagérer en assumant que la tragédie de Vienne a eu comme effet non moins qu'une vraie transformation de la politique britannique envers l'Allemagne. Jusqu'ici, tout en retirant de plus en plus sa sympathie aux hommes d'Etat de Berlin, Whitehall et Westminster² se sont efforcés de maintenir des dehors d'impartialité par rapport aux antagonistes continentaux. Depuis le 25 juillet on n'essaie plus de conserver cette attitude. Aujourd'hui, l'Allemagne est considérée comme étant la cause des malheurs qui viennent d'arriver.

C'est là, non seulement l'attitude du public et de la presse, non seulement celle des politiciens dont les vues entraînent certaines responsabilités, mais tout simplement celle du Gouvernement et des cercles strictement officiels eux-mêmes. Au cours de ma conversation avec Sir Robert Vansittart, j'ai constaté qu'au Foreign Office on émet [*sic*] en effet pas de doute que toute cette vilénie à Vienne est directement inspirée par les Allemands et non pas par des Allemands fanatiques sans responsabilité officielle, mais tout simplement par ceux qui gouvernent. On met carrément l'ignoble attentat et le plan de révolution sur le compte des Nazis allemands et on ne se gêne pas pour tirer des conclusions. Les accusations proférées dans les articles de fond de la presse sérieuse, en premier lieu du «Times», accusations qui ne sont pas sans gravité, paraissent avoir l'approbation sans réserve du Gouvernement même.

Le fait que le Gouvernement Hitler s'est immédiatement désassocié, et d'une manière manifestement suspecte, du complot naziste en Autriche, loin de calmer les esprits a, au contraire, augmenté l'irritation et le mépris. Aussi croit-on observer que l'effet créé en Italie et en Grande-Bretagne a sérieusement inquiété Berlin et on ne tente nullement d'atténuer cette répercussion qu'on estime fort à propos. Un Gouvernement, maintient-on, qui emploie de pareilles méthodes non seulement chez lui, mais encore en dehors de ses frontières, ne doit pas s'étonner de ce qu'on le considère comme un danger pour le Continent tout entier et de ce qu'on adopte vis-à-vis de lui des attitudes qui répondent à l'existence de ce danger.

Une des dernières séances de la Chambre des Communes avant son ajournement a, comme vous avez pu le voir dans la presse, été consacrée à un «vote de censure» proposé par l'Opposition et visant la politique aérienne du Gouvernement. L'Opposition avait demandé cette discussion avant le 25 juillet, de sorte qu'elle ne pouvait prévoir les conditions particulièrement favorables dont dispo-

1. *Assassinat de Roehm et des principaux chefs de la SA, ainsi que d'autres personnalités allemandes (Nuit des longs couteaux). Cf. n° 51.*

2. *Pour désigner le gouvernement et le parlement britanniques.*

serait le Gouvernement, à la suite des nouvelles bévues allemandes, pour défendre sa politique. Aussi Mr. Baldwin, sous l'impression de ce qui venait de se passer n'a-t-il pas hésité à mettre les points sur les i.

Alors que, comme je l'ai mentionné plus haut, on a jusqu'ici, en parlant du Traité de Locarno et des projets de pactes semblables, observé, en paroles du moins, le régime de l'impartialité, cette fois, Mr. Baldwin a indiqué l'Allemagne comme le foyer dont viendrait l'attaque s'il doit y avoir de nouveau une guerre en Europe. Il n'a pas moins ouvertement exposé sa théorie que les frontières de la Grande-Bretagne ne sont plus autour des rochers de Dover, mais sur les rives du Rhin.

Il y a donc effectivement une transformation assez complète de la politique continentale du Cabinet britannique. Qu'on s'en réjouisse en France et qu'on s'en émeuve à Berlin n'est que naturel, — et il faut ajouter que ni la réjouissance française, ni la protestation allemande ne provoquent de rectifications du côté de l'Angleterre. On peut donc admettre que le Cabinet trouve bon qu'il en soit ainsi à Paris comme à Berlin.

Vous savez que Mr. MacDonald est actuellement en voyage, faisant une cure de repos et cherchant des distractions propres à lui délasser l'esprit. On aurait tort de dire que s'il avait été ici ce changement de politique aurait été moins frappant. Je suis d'avis que sa présence n'aurait rien changé, ni au résultat de la visite de M. Barthou ni aux conséquences des tragédies allemandes et autrichiennes. Cela n'empêche pas que quand il reprendra ses fonctions à Downing Street, il trouvera une situation étonnamment changée en ce qui concerne la politique continentale de son Cabinet. Avant tout, l'effort pour le désarmement aura disparu et l'effort pour l'armement lui aura succédé; le principe de la neutralité ou de l'impartialité dans la politique continentale aura reçu un choc très sérieux et aura fait place à une orientation très différente; lui qui a toujours lutté avec autant de conviction que de persévérance pour maintenir la balance entre les forces travaillant ici pour la France et celles se dépensant en faveur de l'Allemagne, il se verra obligé d'admettre qu'un Gouvernement comme celui de M. Hitler est par ses maladresses et méfaits l'artisan de son propre encerclement.

[...]

55

E 1004 1/347

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 août 1934

1441. Deutschland. Verrechnungsabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 2. August 1934

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet:

I.

«In den Monaten Mai und Juni d. Js. fand in Berlin eine Konferenz sämtlicher Gläubiger Deutschlands statt, die 6 Wochen dauerte.¹ Man war auf der Suche nach einer generellen Regelung der deutschen Schuldenzahlungen für die Zeit vom 1. Juli 1934 an. Diese Konferenz verlief, wie zu erwarten war, resultatlos. Die schweizerischen Gläubigervertreter lehnten den von der Konferenz aufgestellten Entwurf ab. Dieser Entwurf beruhte auf zwei Grundsätzen:

1. Deutschland stellt für das 2. Semester 1934 jeglichen Zinsentransfer ein;
2. vom 1. Januar 1935 an erhalten die Gläubiger entweder 40% ihrer Zinsansprüche in bar oder in zehn Jahre laufenden 3%igen Fundingbonds.

Es ist klar, dass wir einer solchen Regelung nicht zustimmen konnten. Mit unserer Ablehnung gaben wir gleichzeitig unsere Bereitwilligkeit bekannt, in separate, bilaterale Verhandlungen einzutreten. Deutschland ging auf diesen Wunsch ein. Darauf begannen praktisch bereits im Mai ds. Js. die Verhandlungen.²

Nach Schluss der Berliner Konferenz haben auch England, Frankreich, Holland und Schweden solche Verhandlungen mit Deutschland aufgenommen. England schloss in der Folge ein auf 6 Monate befristetes Abkommen mit Deutschland ab, nachdem es durch Annahme eines Gesetzes die Einführung eines Zwangsclearings gegenüber Deutschland angedroht hatte. Durch das Abkommen erhält England die Zinsen aus den Dawes- und Young-Anleihen bis zum 31. Dezember 1934 zu 100% in Pfund transferiert. Dagegen hat es weder eine Sicherung für die Bezahlung seiner Warenlieferungen, noch für die Bezahlung seiner Zinsen auf allen übrigen Anleihen. Trotz dieses gar nicht besonders günstigen Ergebnisses wurden den schweizerischen Behörden, unter Hinweis auf England, in einem gewissen Teile der Schweizerpresse Vorwürfe gemacht. Die Verhandlungen Englands, Hollands und Schwedens mit Deutschland dauern noch an.

II.

Deutschland wies in den Verhandlungen darauf hin, dass seine Devisensituation sich ausserordentlich verschlechtert hatte und es statt der frühern 3 Milliar-

1. Cf. n° 46.

2. Cf. n° 46, A II.

den nur noch 70 Millionen an fremder Valuta zur Verfügung habe. Es könne daher selbst seinen besten Freunden nicht mehr geben als vorhanden sei. Dabei ist festzuhalten, dass die von Deutschland vorgelegten Zahlen auch von den gewichtigsten Finanzgrößen nicht als falsch widerlegt werden konnten.³

Deutschland erklärte sich uns gegenüber bereit zu einer Verständigung unter der Bedingung, dass wir in eine Zinsreduktion einwilligten. Es wollte maximal 4% transferieren.

Weiter wies Deutschland darauf hin, dass man keinen Verzicht des Gläubigers beanspruche, sondern die Differenz zwischen dem reduzierten Zins und dem Vertragszins als Amortisationsquote zur Verringerung des geschuldeten Kapitals verwenden werde. Jedoch wurde auch für diese reduzierten Zinsen eine vollständige Schonzeit für das 2. Semester 1934 verlangt.

Nach einer Konferenz zwischen einer Delegation des Bundesrates und den wirtschaftlichen Spitzenverbänden⁴ kam der Bundesrat zum Schlusse, dass er nicht berechtigt sei, dem schweizerischen Gläubiger dieses Opfer zuzumuten, vielmehr die Rechte der Gläubiger zu wahren habe. Immerhin erklärte er sich bereit, auf eine Lösung der Transferfrage einzutreten, die dem schweizerischen Gläubiger grundsätzlich ein Opfer zumutet, wobei aber der Gläubiger die Freiheit haben soll, einer solchen Regelung beizutreten oder nicht. Lehnt er die schweizerisch-deutsche Sonderregelung ab, so fällt er unter die von Deutschland mit allen übrigen Ländern getroffene allgemeine Regelung. Dann wird er aber auch keinen besondern Schutz des Bundesrates beanspruchen können.

Die Schweiz erklärte ferner, dass, wenn auch der Zinsgläubiger ein Opfer bringen müsse, so doch niemals der schweizerischen Produktion und dem Gastwirtschaftsgewerbe ein solches Opfer zuzumuten sei. Wir stellten daher die Bedingung, dass sämtliche schweizerischen Warenexporte vollständig bezahlt werden müssten und auch für den deutschen Touristenverkehr die nötigen Frankendevisen zu reservieren seien.

Das Begehren Deutschlands um Gewährung einer Schonzeit in dem Sinne, dass in der Zeit vom 1. Juli bis 31. Dezember überhaupt kein Transfer stattfinden dürfe, wurde vom Bundesrate als unannehmbar abgelehnt.

Auf dieser Grundlage wurden die Verhandlungen wieder aufgenommen.⁵ Aber erst im letzten Moment, als die Verhandlungen am Scheitern waren, erklärte sich Deutschland bereit, die Regelung auf eine neue Grundlage zu stellen und einen allgemeinen Verrechnungsverkehr für sämtliche Zahlungen einzurichten. Schon im Jahre 1931 war vom Leiter unserer Handelsabteilung dem deutschen Staatssekretär Posse der Vorschlag gemacht worden, zwischen der Schweiz und Deutschland ein Verrechnungsverfahren einzuführen. Dieser Vorschlag sickerte damals in die deutsche Presse durch und gab zu scharfen Protesten Veranlassung.⁶

3. *Pour plus de détails sur la situation financière de l'Allemagne, cf. la lettre qu'E. von Weizsäcker adresse au nom de son gouvernement à E. Schulthess le 15 juin 1934. Selon ce document la réserve en devises restant à l'Allemagne au 12 juin 1934 n'est pas de 70 millions de RM, mais de 108,9 millions de RM (E 2001 (C) 3/148).*

4. *Si un PV a été établi lors de cette conférence, il n'a pas été retrouvé.*

5. *Cf. n° 53.*

6. *Cf. DDS vol. 10, n° 119.*

Das heutige Verrechnungsabkommen⁷, dessen Grundlagen die beiden Regierungen angenommen hatten, gab eine Fülle von Problemen zu lösen. Anhand der Vorarbeiten und Entwürfe⁸ wurde in Berlin innert 10 Tagen das ganze Abkommen aufgebaut. Der springende Punkt war die Zinsfrage: Wenn man dem schweizerischen Gläubiger ein Opfer zumutet, fragte es sich, welche Höhe dieses Opfer haben dürfe. Deutschland bestand auf einem 4%igen Zinstransfer, wogegen wir uns für die Transferierung eines Minimalzinses von 4½% einsetzten⁹, welche Lösung nach schweren Kämpfen durchgesetzt werden konnte. Die deutschen Papiere werden somit etwas mehr rentieren als gegenwärtig eine schweizerische Staatsobligation. Für dieses erkämpfte halbe Prozent erklärten wir uns bereit, mehr deutsche Waren zu beziehen als bisher, was neuen Zusatzimporten von 10 Millionen Franken im Jahre gleichkommt. Es wird daher auf der Basis der bisherigen Importe eine Steigerung von 400 auf 410 Millionen Franken oder eine Reduktion der Saldoverbesserung von 130 auf 120 Millionen Franken eintreten.

Darf man dem schweizerischen Gläubiger ein solches Zinsopfer zumuten? Der gegenwärtige Kurs der deutschen Titel, der um ca. 40% schwankt, sagt genug. Es ist jedenfalls besser, die Sicherheit eines 4½%igen Transfers auf der Grundlage eines in der Schweiz liegenden Pfandes zu erhalten, als auf den ursprünglichen 6% zu beharren, die dann doch nicht transferiert werden könnten. Dies war auch die Auffassung der schweizerischen Interessenten.

Der deutsche Standpunkt gipfelt in folgender Überlegung: Deutschland hat in den frühern Zahlungsbilanzen mit der Schweiz jeweils grosse Überschüsse herausgewirtschaftet. Die *conditio sine qua non* müsse daher die Garantie eines bestimmten Saldos zugunsten Deutschlands sein. Demgegenüber wiesen wir darauf hin, dass, in Anbetracht der Verminderung des Warensaldos um 130 Millionen Franken, keine Rede von einer Garantie sein könne. Darauf stellte man mit einer gewissen Erfindungsgabe ein kompliziertes System auf, wonach für gewisse Posten der Prioritätsgrundsatz eingeführt wurde. Dadurch war es denn auch möglich, rechnerisch einen gewissen Devisenüberschuss herauszuwirtschaften.

III.

Das Abkommen, das nun am 26. Juli in Berlin unterzeichnet wurde, besteht aus dem «allgemeinen Abkommen über den schweizerisch-deutschen Verrechnungsverkehr» (als Rahmen) sowie aus folgenden weiteren Stücken:

Anlage A, die die Bezahlung des Warenverkehrs zwischen der Schweiz und Deutschland regelt;

Anlage B, zur Regelung der Zahlungen im Reiseverkehr;

Anlage C, die Zahlungen im Finanzverkehr (Zinsen) betreffend. Dazu bestehen zwei Durchführungsabkommen: zwischen der schweizerischen Post und der Konversionskasse, sowie zwischen dem Bankenkonsortium und der Konversionskasse.

7. Cf. n° 53, n. 13.

8. In E 7110 1973/135/2 se trouvent les projets d'A. Jöhr pour l'Association suisse des banquiers, de H. Homberger pour le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie et de l'Administration des postes, télégraphe et téléphone.

9. A ce sujet, cf. n° 53, A.

Anlage D, betreffend den Versicherungsverkehr.

Anlage E, zur Regelung des Verkehrs zwischen der Reichsbank und der Nationalbank.

Ausserdem besteht ein umfangreiches Zeichnungsprotokoll mit einer Anzahl von Detailbestimmungen, die nicht für die Publikation bestimmt sind. [...] ¹⁰

10. *Le Conseil fédéral décide d'approuver l'accord conclu avec l'Allemagne à cette même séance.*

56

E 2001 (C) 3/14

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Paris, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Paris, 21 août 1934

J'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme n° 13 de ce matin¹, par lequel je vous ai avisé de l'échange, finalement intervenu à la Légation d'Ethiopie à Paris, des instruments de ratification du Traité d'amitié et de commerce entre la Suisse et l'Ethiopie, du 24 mai 1933.² Je saisis cette occasion pour vous remercier aussi de vos obligeantes lettres des 9 et 10 août³ et de la promptitude avec laquelle votre Département a bien voulu m'adresser les pouvoirs m'autorisant à l'échange des instruments.

De nouvelles tergiversations de la Légation d'Ethiopie ont encore retardé quelque peu la dernière formalité que j'espérais voir accomplie au début de la semaine passée. Malgré mes démarches réitérées, le Ministre d'Ethiopie⁴ voulait trouver des arguments inattendus pour différer l'échange qui, à ses yeux, ne présentait aucune urgence. J'ai finalement dû me rendre à l'improviste chez lui pour fixer définitivement un rendez-vous, qui fut cependant différé, une fois de plus, en raison de la nécessité invoquée par la Légation d'Ethiopie d'établir le procès-verbal d'échange en langue amharique.

J'ai l'honneur de vous remettre, sous ce pli, l'instrument de ratification signé par l'Empereur d'Ethiopie, les pouvoirs du plénipotentiaire éthiopien, ainsi que le procès-verbal d'échange établi, m'assure-t-on, dans l'alternat suisse et auquel une traduction française est jointe.⁵ A teneur de l'art. III du Traité, cette Convention entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification, soit le 21 septembre 1934. A partir de ce moment, il y aura lieu, pour nous, d'exa-

1. *Non reproduit.*

2. *RO, 1934, vol. 50, pp. 644—645. Cf. aussi DDS vol. 10, n° 78, n. 2.*

3. *Non reproduit.*

4. *Teclé Hawariat, Bedjirond.*

5. *Non reproduit.*

miner dans quelle mesure il conviendra de donner suite à l'art. 1^{er} 6 du Traité et d'envisager une représentation officielle à Addis-Abeba.

Ainsi que vous le savez, seules les grandes Puissances et la Belgique ont, en Ethiopie, des Légations gérées par un Ministre. La Grèce a envoyé à Addis-Abeba un Chargé d'Affaires ad interim, qui dépend du Ministre en Egypte, accrédité également en Ethiopie. Plusieurs autres pays, comme l'Autriche, le Portugal, la Tchécoslovaquie, l'Esthonie et la Hongrie ont chargé l'une ou l'autre des Légations des grandes Puissances de leurs intérêts. D'autres Etats, enfin, sont représentés par des Consuls de carrière ou honoraires.

Vous jugerez, sans doute, opportun d'étudier, de concert avec l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, l'opportunité d'organiser en Ethiopie un Consulat, soit, le cas échéant, une dépendance de la future Légation de Suisse en Egypte.⁷ Le choix d'un Consul honoraire se heurtera peut-être — vu les divisions qui paraissent malheureusement régner parmi les membres de notre petite colonie — à certaines difficultés. Le poste en Ethiopie — à condition que sa nécessité soit démontrée — devrait donc, le cas échéant, être confié, au moins au début, à un jeune agent de la carrière diplomatique ou consulaire, qui y trouverait très probablement un champ d'activité extrêmement utile.

Vous n'ignorez pas, en effet, la préférence que l'Empereur Hailé Sélassié ne cesse de marquer pour des fournitures venant de Suisse et aussi pour le concours de spécialistes et de techniciens suisses dans divers domaines. Il est certain — le Ministre d'Ethiopie me l'a rappelé aujourd'hui — que les souvenirs de l'œuvre de notre compatriote zurichois ILG⁸ sont encore vivants à la Cour d'Ethiopie. Soit dit entre parenthèses, le Bedjirwonde Tekle-Hawariyat m'a dit ce matin qu'ILG a laissé plusieurs enfants en Ethiopie qui sont aujourd'hui apparentés à des hauts dignitaires de l'Etat. Le Ministre d'Ethiopie à Paris, qui fut pourtant si peu zélé pour hâter l'entrée en vigueur de notre Traité, est lui-même le cousin d'un de ces Ethiopiens de souche zurichoise!

Vous savez, par votre informateur habituel sur les affaires éthiopiennes, M. Frédéric Hall,⁹ que l'Empereur s'est intéressé personnellement aux fournitures d'armes et de munitions, qui sont effectuées notamment par les Etablissements de Neuhausen et d'Oerlikon.¹⁰ En outre, il est dans les desseins de Hailé Sélassié de favoriser le placement de commandes de camions en Suisse plutôt que dans d'autres pays. A ce propos, le Ministre d'Ethiopie à Paris vient de me confirmer que son souverain désire encourager la création d'un réseau routier qu'il croit plus adapté aux besoins immédiats de son pays que l'établissement de lignes ferroviaires. Le transport sur les routes d'Ethiopie offre, sans doute, un débouché aux entreprises suisses telles que Berna et Saurer, à condition qu'avec le temps, elles

6. Chacune des Parties contractantes accordera aux représentants diplomatiques et consulaires de l'autre Partie les avantages et privilèges qui sont concédés par elle aux représentants diplomatiques et consulaires de la nation la plus favorisée.

7. Cf. *rubrique II.7.2: Egypte, traité d'amitié et création d'une Légation de Suisse au Caire*.

8. *Au service du roi Ménélik depuis 1878, l'ingénieur A. Ilg fut de 1897 à 1907 ministre du royaume d'Ethiopie, chargé notamment de la politique étrangère.*

9. Cf. *DDS vol. 10, n° 50, n. 1.*

10. Cf. *n° 36.*

envisagent l'installation d'ateliers de réparations sur territoire éthiopien. La question du paiement des fournitures suisses appelle évidemment un examen attentif. Jusqu'ici, ce fut essentiellement le café éthiopien, placé en Suisse, qui servait de garantie aux versements pour les livraisons militaires.¹¹ De toute manière, l'Éthiopie est, de nos jours, l'un des rares pays qui ne paraît pas être directement affecté par la crise et, à condition d'organiser un échange de produits, il ne devrait pas être impossible de nous y assurer un marché permanent pour quelques-unes de nos industries.

J'ajoute que, lors d'un de nos récents entretiens, le Bedjirwonde Tekle-Hawariyat a insisté tout particulièrement sur le désir du successeur de Menelik de confier l'éducation européenne de jeunes Éthiopiens à des instituts suisses plutôt qu'à des écoles dans les grandes capitales d'Europe où l'atmosphère générale est, à tous égards, moins saine. Dans sa prédilection pour la Suisse, l'Empereur irait jusqu'à caresser l'idée d'encourager des instituts en Suisse qui se consacraient exclusivement à l'éducation des jeunes gens de son pays qui seraient appelés plus tard à assumer des postes de responsabilité. Le Ministre d'Éthiopie ne m'a pas caché que, dans un de ses projets, l'Empereur se heurtait à une forte résistance de la part des éléments conservateurs et notamment de chefs abyssins, qui voyaient d'un mauvais œil un contact trop étroit entre leur pays et la civilisation occidentale. Mais, résolu de marcher avec son temps, le souverain d'Éthiopie paraît tenir tête à cette opposition interne, tout en voulant restreindre l'influence prépondérante des trois grandes Puissances occidentales.

11. Cf. *DDS vol. 10, n° 78, n. 2.*

57

E 2300 London, Archiv-Nr. 28

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 19

Société des Nations et Russie. Locarno oriental¹

Londres, 24 août 1934

[...]

Ai-je raison de penser que cette affaire d'admission ou de non-admission de la Russie dans la Société des Nations émeut en Suisse l'opinion publique d'une façon quelque peu exagérée? Il est certain que la grande majorité des Puissances — à l'exception de la France qui suit une voie de politique et de combinaisons individuelles — ne sont nullement enthousiasmées à l'idée de voir la Russie au Conseil et à l'Assemblée de la Société. Mais, elles croient devoir admettre que, grâce au revirement² qui s'est opéré depuis quelque temps au Kremlin vers une collaboration avec le reste de l'Europe, on serait mal avisé de la laisser plus longtemps à la

1. *Non reproduit.*

2. *Remarque marginale de Motta: ?*

porte, malgré son désir de joindre la partie. Qu'elle soit vraiment sincère ou qu'elle ourdisse sous une peau d'agneau des desseins diaboliques, ceci est une autre question. Mais il faudra, argumente-t-on, lui accorder le bénéfice du doute.

En ce qui nous concerne, nous autres Suisses, il m'apparaît que notre presse insiste trop sur les suites que la présence permanente de la Russie à Genève aurait pour nous personnellement. Ceci est aussi compréhensible que pardonnable, mais le fait reste qu'en pesant le pour et le contre de cette accession, il ne faut pas confondre les intérêts de la Société avec les convenances du pays de son siège. A cet égard, si je vois bien, c'est surtout la presse de Genève qui commet des erreurs de tactique. Les commentaires du «Journal de Genève»³ reviennent parfois à dire que la Russie ne doit pas être admise parce que la Suisse ne veut pas de délégation russe *chez elle*. Ce n'est naturellement pas dit en tant de mots, mais la pensée y est. Le fait que Genève a, malheureusement, un Gouvernement rouge⁴ est une fâcheuse coïncidence, mais il est inopportun de le mettre en ligne quand il s'agit d'une question qui est uniquement l'affaire d'une institution internationale dont nous sommes heureux d'avoir le siège dans notre pays. Personne ne conteste à la Suisse le droit de prendre, comme tous les autres, l'attitude qu'elle juge à propos en sa qualité de membre; cependant, pour rester strictement dans la question, cette attitude ne doit pas être influencée par la réflexion que la Ville de Genève⁵ et la Suisse courent des risques spéciaux du fait qu'elles sont les gardiennes du siège.⁶ Ce devrait être chose entendue à priori que nous avons accepté d'héberger la Ligue dans la forme et la composition que celle-ci juge bon d'adopter, et que pour ce qui est des risques qui peuvent découler pour nous-mêmes de cette forme et de cette composition, ce sera à nous à prendre les précautions nécessaires. Quelques fâcheux étrangers qui sont toujours encore à la recherche de prétextes pour le déplacement du siège, à Vienne par exemple, pourront ainsi, avec un semblant de justification, élaborer la thèse qu'il est inadmissible qu'une espèce d'agrément du pays du siège puisse entrer en considération lors de l'élection de nouveaux membres.

Il me semble regrettable que notre presse ait introduit ce facteur dans la discussion, car les observations de cette nature pourraient finalement affecter la valeur du vote de notre délégation. Si ce vote est négatif — et il y aurait pas mal de raisons pour qu'il le soit — il serait malencontreux qu'on dise que des considérations «de siège» y sont pour quelque chose. [...]

3. Dans un rapport politique précédent, daté du 18 juin, le Ministre Paravicini avait considéré comme peu heureuse l'opposition acharnée menée par le Journal de Genève à l'encontre de la candidature de l'URSS à la SdN. En marge de ce rapport, Motta notait alors: J'ai donné des conseils de modération au Journal de Genève (E 2300 London, Archiv-Nr. 28, RP n° 12).

4. En novembre 1933, les socialistes ont pris la direction du gouvernement, en remportant lors des élections 4 des 7 sièges du Conseil d'Etat (Cf. DDS vol. 10, nos 364 et 367).

5. Il faut entendre ici bien entendu le canton de Genève.

6. La Commission exécutive du Consistoire de l'Eglise nationale protestante de Genève prend position par une lettre ouverte adressée le 29 mai au Président de la Confédération:

[...]C'est en restant fidèle aux vérités évangéliques que la Société des Nations surmontera les difficultés qui se dressent sur sa route.

On peut juger de la douleur et de l'indignation qui ont saisi l'Eglise, lorsqu'elle a appris que le gouvernement soviétique a l'intention de demander son admission à la Société des Nations.

Nous n'avons cessé de protester contre les odieuses persécutions dont sont victimes les chrétiens en Russie. Chaque dimanche, dans nos cultes, nous implorons l'intercession divine en faveur de tant de malheureux dont le seul crime est l'attachement à leur foi.

Nous faudra-t-il voir un gouvernement tout couvert du sang de nos frères martyrs et proclamant hautement une haine implacable contre toute croyance religieuse, prendre place dans une Assemblée où sa présence ne peut être qu'une ironie et une profanation? Nous nous devons d'élever notre voix contre une décision qui serait un outrage au Christianisme.

Il ne nous appartient pas de signaler les conséquences politiques que pourrait avoir pour notre pays l'entrée des Soviets dans la Société des Nations. Nos Hautes Autorités Fédérales sauront les envisager.

Ce que nous désirons, c'est que le Conseil Fédéral sache que toute la population chrétienne de la Suisse, sans distinction de confession, considère la présence des Soviets à Genève, comme une injure au Christianisme, comme une menace à la Société des Nations et un danger pour notre patrie (E 2001(C) 5/107).

Parmi d'autres protestations, celle de l'Entente Internationale contre la III^e Internationale (lettre de Th. Aubert à Motta du 11 juin, E 2001 (C) 5/107) et la requête signée de plus de vingt sociétés patriotiques et partis politiques:

[...]

gardant en mémoire le rôle joué en 1918 par la mission Bersine-Münzenberg dans le déclenchement de la grève générale révolutionnaire [Cf. *DDS vol. 6, et 7-I, Table thématique*], soucieux d'éviter le retour d'événements sanglants, manifestement dus à la présence sur notre sol de représentants de l'Internationale communiste (affaire Sacco et Vanzetti à Bâle et Genève 1927 [*Manifestations de rue en relation avec l'exécution des deux condamnés*], troubles de Zurich et Genève 1932 [Cf. *DDS, vol. 10, nos 225, 364 et 367*], etc.),

nullement disposés à admettre l'établissement en Suisse, à la faveur de l'immunité diplomatique, d'un centre général d'action de l'Internationale communiste,

prévoyant que l'entrée de l'U.R.S.S. dans la Société des Nations risque d'entraîner automatiquement une campagne en faveur de la sortie de la Suisse de cette institution,

demandent instamment au Haut Conseil Fédéral de se prononcer à bref délai contre l'entrée de l'U.R.S.S. dans la Société des Nations,

informent les Autorités fédérales de leur volonté de ne négliger aucun moyen pour soulever l'opinion suisse contre l'idée de l'accession des Soviets à l'organisation de Genève (*lettre au Haut Conseil fédéral, datée du 17 juillet et remise en main propre à Motta par une délégation*, E 2001 (C) 5/107).

58

E 7110 1/132

Le Directoire de la Banque nationale¹, au Chef du Département politique, G. Motta

Copie

L

*Betrifft schweizerisch-argentinisches
Devisenabkommen vom 18. Mai 1934²*

Zürich, 27. August 1934

Wir nehmen Bezug auf den im Juli dieses Jahres mit Ihrem Departement geführten Briefwechsel betreffend eine ergänzende Umfrage an die Inhaber argentinischer Finanz- und Titelforderungen zwecks Vorbereitung der Klassie-

1. *Copie sans signature.*

2. *Cf. n° 41.*

rung dieser Forderungen gemäss Art. 2³ und 3⁴ des schweizerisch-argentinischen Devisenabkommens vom 18. Mai 1934. In der Beilage übermachen wir Ihnen zu Ihrer Orientierung je ein Exemplar unseres Zirkulars vom 12. Juli 1934 in der Fassung A: für Inhaber von Forderungen, die nach unserer unmassgeblichen Meinung unter Art. 3 des Abkommens fallen dürften, und in der Fassung B: für Gläubiger, deren Forderungen u. E. unter Art. 2 zu fallen scheinen (Beilagen 1 und 2).⁵

Das Zirkular wurde in der einen oder andern Fassung an sämtliche Institute und Personen gerichtet, die bei der im Oktober letzten Jahres durchgeführten Enquête Forderungen angemeldet hatten; nicht berücksichtigt blieben die damals angemeldeten Warenforderungen. Unsere Umfrage ist von allen bedeutenderen Banken und auch von sämtlichen Industrie- und Holdinggesellschaften beantwortet worden, bei denen eine Klassierung ihrer Forderungen unter Art. 2 des Abkommens in Frage kommen dürfte. In den Fällen, wo eine Antwort aussteht, handelt es sich ausschliesslich um die Zustellung des Zirkulars in der Fassung A und es darf wohl bei diesen Gläubigern das Einverständnis zur Einreihung ihrer Forderungen unter Art. 3 des Abkommens angenommen werden.

1) *Klassierung der Forderungen*

In einer gesonderten Aufstellung (Beilage 3)⁶, die wir streng vertraulich zu behandeln bitten, geben wir Ihnen alle diejenigen Anmeldungen bekannt, bei denen nach Auffassung des schweizerischen Gläubigers eine Unterstellung seiner Forderung (einschliesslich Ansprüche aus Titelbesitz) unter Art. 2 zu erfolgen

3. Le Gouvernement Argentin s'engage, d'autre part, à assurer aux conditions prévues au premier paragraphe de l'article 1^{er}, le transfert des créances commerciales financières, c'est-à-dire celles qui proviennent de l'activité exercée par les entreprises suisses établies en Argentine; elles comprennent notamment les intérêts à payer à l'étranger sur obligations ou sur dettes de toute nature, les bénéfices, les dividendes, ainsi que les sommes dues à l'étranger tant pour frais généraux encourus hors d'Argentine que pour tout autre motif (paiement d'assurances et de réassurances), à l'exception toutefois des remboursements de capitaux.

Le Gouvernement de la République Argentine s'engage à mettre à la disposition des entreprises établies dans la République Argentine les devises nécessaires pour effectuer la remise des sommes provenant de crédits financiers dus en Suisse dès le 1^{er} mai 1933, jusqu'à la date de la signature du présent Accord, dans la mesure où le permettra le déficit de la balance commerciale suisse-argentine.

4. Le montant total des devises provenant de la vente de produits argentins en Suisse sera destiné aux transferts dont il est question aux articles un et deux ci-dessus, déduction faite de la somme nécessaire au paiement du service des intérêts et des amortissements de la part de l'emprunt international 4% 1933, dont les porteurs sont Suisses, ainsi que des services de toute autre dette publique argentine payables en Suisse et d'une somme raisonnable annuelle qui restera à la disposition du Gouvernement Argentin, pour assurer le service de la dette publique argentine (nationale, provinciale et municipale).

Sur le restant, il sera attribué, dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 1^{er} de l'article deux, les devises nécessaires au paiement des créances financières, c'est-à-dire celles relatives aux capitaux suisses investis en Argentine dans des entreprises d'autres nationalités et suivant l'importance de la participation desdits capitaux dans ces entreprises.

5. *Non reproduit.*

6. *Annexe I.*

hat. Soweit es sich dabei um Titelbesitz handelt, haben wir den Gesamtbetrag, der uns von der betreffenden Titelgattung angemeldet wurde, am Schlusse der erwähnten Aufstellung aufgeführt. Nicht berücksichtigt wurde dabei der bei Schweizerbanken deponierte Titelbesitz von Ausländern im Ausland, soweit sich eine Ausscheidung desselben auf Grund der uns gelieferten Angaben vornehmen liess.

Was nun die Beurteilung der Frage betrifft, ob diese Gläubiger tatsächlich auf die Unterstellung der Forderungen unter Art. 2 Anspruch besitzen, so möchten wir uns einer Stellungnahme enthalten. Es sei lediglich bemerkt, dass wir in den Fällen 1 und 10a (Ziffern der Beilage 3) von vorneherein angenommen hatten, dass die betreffenden Forderungen nach Art. 2 des Abkommens zu behandeln seien. Im Falle der Schweizerisch-Argentinischen Hypothekenbank (Nr. 8) konnte ebenfalls kein Zweifel darüber bestehen, dass es sich um ein in Argentinien niedergelassenes schweizerisches Unternehmen handle, massgebend für die Klassierung ist aber die Natur der angemeldeten Forderung und es erschien uns bei der vorläufigen Prüfung der Anmeldungen als fraglich, ob es sich bei den angemeldeten Hypothekarzinsen tatsächlich um in der Schweiz zahlbare Beträge im Sinne von Art. 2 des Abkommens handle.

Im folgenden beschränken wir uns auf die Wiedergabe der wesentlichsten Angaben, die uns von den einzelnen Gläubigern zu ihren Anmeldungen geliefert worden sind:

A) Darlehensforderungen:

Nr. 1:

Nach den Angaben der Bally A.-G., Zürich, sind die Aktionäre der beiden in Frage stehenden Tochtergesellschaften ausschliesslich Schweizer. Bally Limitada habe sogar ihren Sitz erst 1920 von der Schweiz nach Argentinien verlegt.

Nr. 2:

Es handelt sich hier um die persönliche Schuld eines in Argentinien domiziliert gewesenen und inzwischen verstorbenen Schweizers.

Nr. 4:

Nach den Angaben der A.-G. Motor-Columbus befinden sich die Aktien der Cia. de Electricidad de Dolores zu 94% und diejenigen der Cia. General de Combustibles zu 96% in schweizerischem Besitz. Beide Gesellschaften seien durch die Motor-Columbus oder ihr nahestehende schweizerische Holdinggesellschaften finanziert worden.

Nr. 5, 9 und 12a: Es wird geltend gemacht, dass sich die Aktienmehrheit der Cia. Italo-Argentina de Electricidad in schweizerischem Besitz befinde und sie durch schweizerische Initiative gegründet worden sei.

Nr. 7:

A. Sarasin & Cie. beruft sich darauf, dass die schuldnerische Gesellschaft ausschliesslich mit schweizerischen Mitteln finanziert wurde und dass sowohl der unbeschränkt haftende Teilhaber wie auch sämtliche Kommanditäre Schweizer seien.

Nr. 8:

Es sei hier auf die Eingabe der Schweizerisch-Argentinischen Hypotheken-

bank an das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement vom 25. Juli 1934 verwiesen.

Nr. 10a:

Über die Cia. Suizo-Argentina de Electricidad teilt uns der Schweizerische Bankverein mit, dass diese Gesellschaft durch die Schweizerische Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft und die Elektrowerte A.-G. in Basel gegründet worden sei, und dass diese ursprünglich das gesamte Aktienkapital besaßen. Über den gegenwärtigen Aktienbesitz ist uns eine detaillierte Aufstellung eingereicht worden, aus der ersichtlich ist, dass auf alle Fälle noch heute der überwiegende Teil der Aktien Schweizern oder schweizerischen Unternehmungen gehört. Auch über die Bestellungen dieser Gesellschaft bei schweizerischen Unternehmungen und über die Nationalität ihres Personals (29 schweizerische Angestellte) sind uns genaue Angaben übermittelt worden.

Nr. 11:

Laut Angaben der Schweizerischen Volksbank handelt es sich bei ihren beiden Schuldnern um in Argentinien niedergelassene Schweizerbürger.

Nr. 12b:

Hinsichtlich der schuldnerischen Gesellschaft bemerkt die Schweizerisch-Amerikanische Elektrizitäts-Gesellschaft, dass es sich bei der Cia. Empresas Electricas de Bahia Blanca ebenso wie bei der Cia. Italo-Argentina de Electricidad um Unternehmungen handle, die entweder aus ihrer eigenen oder der Initiative ihrer nahestehender schweizerischer Gesellschaften hervorgegangen sind und ganz oder zum überwiegenden Teil mit schweizerischem Kapital finanziert wurden.

B) *Titelbesitz:*

(Die in Klammern beigefügte Nummer bezieht sich auf den schweizerischen Gläubiger laut Aufstellung Beilage 3, welcher die Unterstellung der Titel unter Art. 2 des Abkommens beansprucht.)

Sulzer Hermanos, Buenos Aires, Aktien (Nr. 9):

Nach den Angaben der Schweizerischen Bankgesellschaft ist dieses Unternehmen die Verkaufsgesellschaft der Gebrüder Sulzer und befinden sich ihre Aktien im Besitze der Sulzer Unternehmungen A. G.

Compania Italo-Argentina de Electricidad, Buenos-Aires, Aktien (Nr. 3, 4, 6, 9, 10 & 12);

Empresas Electricas de Bahia Blanca, Aktien und Obligationen (Nr. 6, 9 und 13):

«ASTRA», Compania Argentina de Petroleo, Buenos Aires, Aktien und Obligationen (Nr. 6 und 10);

Compania Americana de Luz y Traccion, Buenos Aires, Aktien (Nr. 12 und 13):

Inbezug auf diese vier Gesellschaften wird durchwegs geltend gemacht, dass die Unternehmungen durch schweizerische Initiative und schweizerisches Kapital zustande gekommen seien und dass sich auch heute der Grossteil des Aktienkapitals in schweizerischem Besitze befinde.

Compania de Electricidad de Corrientes,

Compania de Electricidad de Dolores, Buenos Aires,

Compania General de Combustibles, Buenos Aires, Aktien (Nr. 4):

Nach den Angaben der A.-G. Motor-Columbus beträgt der schweizerische Anteil am Aktienkapital dieser drei Gesellschaften 99 resp. 94 und 96%.

2) *Kapital und Zinsbeträge*

Die laut Ziffer 1—3 des Zirkulars A verlangten Angaben (Kapital am 18. Mai 1934, rückständige Zinsen bis zu diesem Datum und zu erwartender Zins von diesem Zeitpunkt bis zum Jahresende) sind leider nur sehr unvollständig eingegangen.

Wir haben uns deshalb darauf beschränkt, in allen Fällen, in den die Höhe der Darlehensforderungen oder der Titelbestand per 18. Mai 1934 angegeben wurde, diese Angaben im Ergebnis der Anmeldungen vom letzten Herbst zu berücksichtigen. Das Resultat ist in den Aufstellungen Beilage 4⁷ (Darlehensforderungen) und Beilage 5⁸ (Titelbesitz) zusammengefasst. Der Sie interessierende Gesamtzinsbetrag, der für die Zeitspanne vom 19. Mai — 31. Dezember 1934 in Betracht fällt, wird auf Grund dieser Angaben abgeschätzt werden müssen. Angaben über Zinsen, die vor dem 18. Mai 1934 fällig und nicht transferiert wurden, sind uns in allen denjenigen Fällen gemacht worden, wo die Unterstellung der Forderung unter Art. 2, Abs. 1 verlangt wurde (vergl. Aufstellung Beilage 3). In den übrigen Antworten wird meistens erklärt, dass rückständige Zinsen nicht vorhanden seien. Soweit jedoch darüber Angaben vorliegen, handelt es sich um verhältnismässig geringfügige Beträge, die insgesamt Fr. 30 000.— nicht erreichen. Die beiden wichtigsten Fälle betreffen die Basler Kantonalbank mit \$ m/n 12 572.78 und die Zürcher Kantonalbank mit \$ m/n 7'850.—.

ANNEXE I

(voir pages 192 et 193)

ANNEXE II

E 7110 1/132

Darlehensforderungen

Veränderungen gegenüber dem Ergebnis der Enquête vom Oktober/November 1933
(Erhebungen zum schweizerisch-argentinischen Devisen-Abkommen vom 18. Mai 1934)

Vertraulich

20. August 1934

7. *Annexe II.*

8. *Annexe III.*

	Herbst 1933	Veränderung	Sommer 1934
Basler Handelsbank/Banque Française et Italienne Société de Valeurs Text./Cia. Argent. de Quebrache	\$ m/n 40 219.—	./.	40 219.— \$ m/n — —
Schweiz. Diskontbank/Banque Française et Italienne	\$ m/n 31 026.06	+	133 500.— \$ m/n 164 526.06
Schweiz. Diskontbank/Ernesto Tornquist & Co. Lombard, Odier & Co./diverse	\$ m/n 71 043.—	+	15 000.— \$ m/n 86 043.—
Schweiz. Volksbank, Lugano/Nuovo Banco Italiano, B. A.	\$ m/n 88 488.65	./.	88 488.65 —
Schweizerisch-Amerik. Elektr. Ges./Empr. El. Bahia Blanca	\$ m/n 401 895.—	./.	401 895.— —
Allgemeine Elsässische Bankges./Banque Française et Italienne	\$ m/n 900.—	+	1 500 000.— \$ m/n 1 500 900.—
Schweiz. Bankverein/Cia. Suizo-Argent. de Electr. unverändert	\$ m/n 2 782.22	./.	2 782.22 —
	\$ m/n 153 660.85	+	8 700 000.— \$ m/n 8 853 660.85
	\$ m/n 13 726 037.06		— \$ m/n 13 726 037.06
Total der Darlehensforderungen in Papierpesos	\$ m/n 14 436 411.84	+	9 911 755.13 \$ m/n 24 348 166.97
Bally A.-G., Zürich/Bally Limitada, Soc. Comm. unverändert	\$ o/s 357 105.30	./.	14 000.— \$ o/s 343 105.30
	\$ o/s 13 447 820.23		— \$ o/s 13 447 820.23
Total der Darlehensforderungen in Goldpesos	\$ o/s 13 804 925.53	./.	14 000.— \$ o/s 13 790 925.53
Motor-Columbus A.-G., Baden/Vorschuss Combustibles			SFr. 11 300 789.20 0 SFr. 11 300 789.20
Motor-Columbus A.-G., Baden/Vorschuss Dolores A. Sarasin & Co./Bernardo Christ & Co. Posadas	SFr. 428 250.—	./.	44 500.— SFr. 383 750.—
Pictet & Cie./«ASTRA», Cia. Arg. de Petroleo	SFr. 225 500.—	./.	19 000.— SFr. 206 500.—
Schweiz. Volksbank/Carlos Grüneisen unverändert	SFr. 589 135.20	./.	120 000.— SFr. 469 135.20
	SFr. 10 647 931.45		— SFr. 10 647 931.45
Total der Darlehensforderungen in Schweizerfranken	SFr. 11 890 816.65	+	11 490 289.20 SFr. 23 381 105.85

ANNEXE I

E 7110 1/132

Darlehensforderungen und Titel
für welche die Unterstellung unter Art. 2 des Devisen-Abkommen beansprucht wird

Vertraulich

20. August 1934

Gläubiger oder Titelinhaber	Schuldner oder Forderung	Kapitalbetrag per 18. Mai 1934	Bis zum 18. Mai 1934 verfallene und nicht transfer. Zinsen	Nach dem 18. Mai 1934 fällig werdende Zinsen	Zur Rückzahlung fällig gewordene Kapitalbeträge
1) Bally A.-G., Zürich	Curtiembres La Federal S.-A. Buenos Aires	\$ o/s 36683.04 \$ o/s 354167.35	\$ o/s 0 \$ o/s 499.15	\$ o/s 1954.01 \$ o/s 14532.24	\$ o/s 36685.04 \$ o/s 88000.—
2) Frau J. Born-Moser, Bern	Hans Born, Buenos Aires	Fr. 47314.—	Fr. 1012.—	Fr. 1458.85	
3) Brettauer & Co., Zürich	Cia. Italo-Argentina de Electricidad, Buenos Aires	Aktien und Obligationen			
4) Motor - Columbus A.-G., Baden	Cia. Italo-Argent. de Electr., B. A. Cia. de Electricidad de Corrientes Cia. de Electricidad de Dolores	Aktien Fr. 373'000.— & Aktien & Obl. Fr. 11300789.20 & Aktien	0	\$ m/n 16163.30	
5) Aktiengesellschaft Leu & Co., Zürich	Cia. General de Combustibles	Fr. 667000	0	\$ m/n 489700.90	
6) Luzerner Kantonalbank, Luzern	Cia. Italo-Argent. de Electr., B. A. Empresas Electricas de Bahia Blanca «ASTRA», Cia. Argent. de Petroleo Cia. Italo-Argentina de Electr. B. A.	Aktien und Oblig. Aktien	0	Fr. 21677.50	

7) A. Sarasin & Co., Basel	Bernardo Christ & Co., Posadas	Fr.	383 802.—	Fr.	48 190.55	Fr.	16 178.20
8) Schweiz.-Argentinische Hypothekenbank, Zürich	Hypothesen Bankguthaben	\$ o/s	12 235 625.—	\$ o/s	7 379 975.—	\$ o/s	6 157 000.—
9) Schweiz. Bankgesellschaft, Zürich	Cia. Italo-Argent. de Electr., B. A. Sulzer Hermanos S. Imp., Buenos Aires	Aktien		Aktien			
Zinstransfer durch argentinische Regierung zugesichert, immerhin wird Vormerkung gewünscht:	Empresas Electricas de Bahía Blanca	Obligationen					
10) Schweizerischer Bankverein, Basel	Cia. Italo-Argen. de Electr. B. A.	Fr.	666 500.—				
a)	Cia. Suizo-Argentina de Electr., B. A.	Fr.	10 570 467.90	Fr.	150 769.65	Fr.	417 572.25
b)	Cia. Italo-Argent. de Electr., B. A. «ASTRA», Cia. Argent. de Petroleo	\$ m/n	275 556.95	\$ m/n	167 728.95	\$ m/n	19 783.60
11) Schweizerische Volksbank, Zürich	Carlos Grüneisen, Buenos Aires	Aktien					
12) Schweiz.-Amerikanische Elektrizitätsges., Zürich	Juan Keller, Buenos Aires	Aktien					
a)	Cia. Italo-Argent. de Electr., B. A.	Fr.	468 402.85	Fr.	7 402.35	Fr.	6 189.25
b)	Empresas Electr. de Bahía Blanca	Fr.	4 814.80		0		0
	Cia. Americana de Luz y Traccion, Buenos Aires	\$ USA	9 210 325.36	\$ USA	85 963.—	\$ USA	397 579.—
13) Südamerikanische Elektrizitätsgesellschaft	Empresas Electr. de Bahía Blanca	\$ m/n	1 500 000.—	\$ m/n	12 000.—	\$ m/n	55 500.—
	Cia. Amer. de Luz y Traccion, B. A.	Aktien					
	Empresas Electr. de Bahía Blanca	Aktien					

Übersicht über den angemeldeten Bestand an obigen Titeln:

(ausgenommen Eigentum von Ausländern im Ausland, soweit besonders angegeben)

Sulzer Hermanos, Soc. Imp., Buenos Aires	Aktien	\$ m/n	65 000.—
Cia. Italo-Argentina de Electricidad, Buenos Aires	Aktien	\$ m/n	58 559 450.—
Empresas Electricas de Bahia Blanca, Buenos Aires	Aktien	\$ m/n	8 000 000.—
	Obligationen	Fr.	6 695 000.—
«ASTRA», Cia. Argentina de Petroleo, Buenos Aires	Aktien	\$ m/n	2 171 700.—
	Obligationen	\$ m/n	1 634 500.—
Cia. Americana de Luz y Traccion, Buenos Aires	Aktien	\$ m/n	7 200 300.—
Cia. de Electricidad de Corrientes, Corrientes	Aktien	\$ m/n	993 000.—
Cia. de Electricidad de Dolores, Buenos Aires	Aktien	\$ m/n	225 000.—
Cia. General de Combustibles, Buenos Aires	Aktien	\$ m/n	2 900 000.—
Cia. de Electricidad de Dolores, Buenos Aires	Obligationen	\$ m/n	300 000.—

ANNEXE III

E 7110 1/132

Titelforderungen

Veränderungen gegenüber dem Ergebnis der Enquête vom Oktober/November 1933
(Erhebungen zum schweizerisch-argentinischen Devisen-Abkommen vom 18. Mai 1934)

20. August 1934

	Herbst 1933	Veränderung	Sommer 1934
<i>AKTIEN, auf Papierpesos lautend:</i>			
«ASTRA», Cia. Argentina de Petroleo, Buenos Aires	\$ m/n 1 928 350.—	+ 243 350.—	\$ m/n 2 171 700.—
Banco El Hogar Argentino, Buenos Aires	\$ m/n 224 500.—	./.	\$ m/n 165 600.—
Banco Francès del Rio de la Plata, Buenos Aires	\$ m/n 4 600.—	+ 3 200.—	\$ m/n 7 800.—
Cia. Italo-Argentina de Electricidad, Buenos Aires	\$ m/n 58 343 800.—	+ 215 650.—	\$ m/n 58 559 450.—
Crédit Foncier de Santa Fé, Santa Fé	\$ m/n 9 100.—	+ 47 900.—	\$ m/n 57 000.—
Sulzer Hermanos S. Imp., Buenos Aires	\$ m/n 36 000.—	+ 29 000.—	\$ m/n 65 000.—
unverändert	\$ m/n 32 839 340.—	—	\$ m/n 32 839 340.—
Total der Aktienforderungen in Papierpesos	\$ m/n 93 385 690.—	+ 480 200.—	\$ m/n 93 865 890.—

OBLIGATIONEN, auf Papierpesos lautend:

«ASTRA», Cia. Argentina de Petroleo, Buenos Aires	\$ m/n 1 922 700.—	./.	288 200.—	\$ m/n 1 634 500.—
---	--------------------	-----	-----------	--------------------

Banco Hipotecario Argentino Nacional (Cédulas Hypoth.)	\$ m/n 5 004 855.—	+ 5 386 325.—	\$ m/n 10 391 180.—
unverändert	\$ m/n 520 500.—	—	\$ m/n 520 500.—
<hr/>			
Total der Obligationenforderungen in Papierpesos	\$ m/n 7 448 055.—	+ 5 098 125.—	\$ m/n 12 546 180.—
<hr/>			
<i>OBLIGATIONEN, auf Schweizerfranken lautend:</i>			
Empresas Electricas de Bahia Blanca, Buenos Aires	SFr. 6 608 000.—	+ 87 000.—	SFr. 6 695 000.— ⁹
<hr/>			

ANNEXE IV

E 7110 1/132

I. Gesamtergebnis der Enquête

Auf die von der Schweizerischen Bankiervereinigung und der Schweizerischen Nationalbank erlassene Aufforderung hin sind uns von 112 Banken, 35 Handels- und Industriefirmen, 22 Privatpersonen, 10 Trustgesellschaften und 1 Versicherungsgesellschaft Anmeldungen zugekommen, mit den im nachfolgenden wiedergegebenen Forderungsbeträgen

Art der Forderung	Nominalwert in fremder Währung	Umrechnungskurs	in Schweizerfranken	
A) AKTIEN				
auf Papierpesos lautend	93 385 690.—	1.32	123 269 110.80	129 918 080.75
auf Goldpesos lautend	1 330 060.—	4.99	6 648 969.95	
B) OBLIGATIONEN				
auf Papierpesos lautend	7 448 055.—	1.32	9 831 432.60	16 624 962.05
auf Schweizerfranken lautend			6 608 000.—	
auf Pfund Sterling lautend	10 300.—	16.85	173 555.—	
auf französische Franken lautend	59 250.—	20.21	11 974.45	
C) DARLEHENSFORDERUNGEN				
In Papierpesos	14 436 411.85	1.32	19 056 063.65	129 430 023.05
In Goldpesos	13 804 925.53	4.99	69 010 822.75	
in USA-Dollars	9 210 100.—	3.20	29 472 320.—	
in Schweizerfranken			11 890 816.65	
Total				275 973 065.85

9. Dans une lettre du 6 septembre, la Banque nationale apporte aux tableaux reproduits dans les annexes I, II et III, quelques corrections, suite à de nouvelles indications parvenues entre temps de certaines firmes (E 7110 1/132).

II. Détails zu den Totalbeträgen unter I

A) Aktien

1) auf Papierpesos lautend:

Argentine Railway Co., Buenos Aires	\$ m/n 56 200.—
«ASTRA», Compania Argentina de Petroleo, Buenos Aires	\$ m/n 1 928 350.—
Banco de la Provincia de Buenos Aires, B. Aires	\$ m/n 75 300.—
Banco El Hogar Argentino, Buenos Aires	\$ m/n 224 500.—
Banco Espanol del Rio de la Plata, Buenos Aires	\$ m/n 22 500.—
Banco Francès del Rio de la Plata, Buenos Aires	\$ m/n 4 600.—
Banco de Italia y Rio de la Plata, Buenos Aires	\$ m/n 5 300.—
Buenos Aires Central Railway Ltd., Buenos Aires	\$ m/n 2 500.—
Buenos Aires Central Railway and Terminal Co., Buenos Aires	\$ m/n 248 000.—
Brasserie Bieckert S.-A., Buenos Aires	\$ m/n 2 500.—
Brasserie Palermo S.-A., Buenos Aires	\$ m/n 621 840.—
Brasserie Schlau, Buenos Aires	\$ m/n 286 740.—
Compania Argentina de Telefonos, Buenos Aires	\$ m/n 32 500.—
Compania Argentina Tintoreria y Apresto S.-A., Buenos Aires	\$ m/n 1 445 000.—
Cia. de Electricidad de Dolores, Buenos Aires	\$ m/n 225 000.—
Cia. de Electricidad de Pergamino, Pergamino	\$ m/n 578 000.—
Cia. de Electricidad de Corrientes, Corrientes	\$ m/n 993 000.—
Cia. General de Combustibles, Buenos Aires	\$ m/n 2 900 000.—
Cia. General Fabriel Financiera, Buenos Aires	\$ m/n 166 500.—
Cia. General Fosforos Sud-Americana, Buenos Aires	\$ m/n 83 250.—
Cia. Italo-Argentina de Electricidad, Buenos Aires	\$ m/n 58 343 800.—
Cia. Industrial de Electricidad del Rio de la Plata, Buenos Aires	\$ m/n 23 400.—
Cia. Americana de Luz y Traccion, Buenos Aires	\$ m/n 7 200 300.—
«Columbia», S.-A. Nacional de Seguros, B. Aires	\$ m/n 9 100.—
Credito Edificador Hipotecario Argentino-Uruguayo, Buenos Aires	\$ m/n 674 000.—
Crédit Foncier de Santa Fé, Santa Fé	\$ m/n 9 100.—
Soc. de Credito Territorial de Santa Fé, Santa Fé	\$ m/n 24 300.—
Drogeria de la Estrella, Buenos Aires	\$ m/n 48 100.—
Sociedad Elaboracion General del Plomo, Buenos Aires	\$ m/n 27 000.—
La Edificadora Argentina, Buenos Aires	\$ m/n 1 110.—
La Semilla de Oro, Buenos Aires	\$ m/n 4 000.—
La Plata Cereal Co. S.-A. Buenos Aires	\$ m/n 1 000 000.—
Mercado Central de Frutos, Buenos Aires	\$ m/n 6 000.—
Manufactura de Tabacos Piccardo & Co., Buenos Aires	\$ m/n 123 600.—
Nuevo Banco Italiano, Buenos Aires	\$ m/n 11 800.—
Noel & Co. Ltd., Buenos Aires	\$ m/n 250.—
Société Commerciale de Plata, Buenos Aires	\$ m/n 1 975 000.—
Sulzer Hermanos S. Imp., Buenos Aires	\$ m/n 36 000.—
Cia. Suizo-Argentina de Electricidad, Buenos Aires	\$ m/n 5 870 000.—
S.A. Cia de Tierros el Porvenir, Buenos Aires	\$ m/n 1 000.—
Ernesto Tornquist & Co., Buenos Aires	\$ m/n 1 000.—
Empresas Electricas de Bahia Blanca, Buenos Aires	\$ m/n 8 000 000.—
«La International», Cia. de Seguros S.-A., B. Aires	\$ m/n 95 250.—
	<hr/>
	\$ m/n 93 385 690.—

2) auf Goldpesos lautend:

Bally Limitada, Soc. Commercial, Buenos Aires	\$ o/s 80 000.—
Curtiembres La Federal S.-A., Buenos Aires	\$ o/s 278 000.—
Banco Francès del Rio de la Plata, Buenos Aires	\$ o/s 9 250.—
Banco de Italia y Rio de la Plata, Buenos Aires	\$ o/s 15 000.—
Brasserie Bieckert S.-A., Buenos Aires	\$ o/s 485 000.—

Enrico dell'Acqua Ltd., S.-A., Buenos Aires	\$ o/s 6 200.—
Cia. Argentina de Pesca, Buenos Aires	\$ o/s 4 910.—
Cia. Telegrafica e Telefonica del Plata, Buenos Aires	\$ o/s 13 200.—
S.-A. Destilerias, Bodega y Vinedos «El Globo», Buenos Aires	\$ o/s 2 500.—
Drogeria la Estrella, Buenos Aires	\$ o/s 18 200.—
Drogeria Suizo Argentina, Buenos Aires	\$ o/s 70 700.—
«La Chaquena», Buenos Aires	\$ o/s 247 900.—
La Negra Maschwitz Rey Ltd., Buenos Aires	\$ o/s 2 000.—
Ernesto Tornquist & Co., Buenos Aires	\$ o/s 97 200.—
	<u>\$ o/s 1 330 060.—</u>

B) *Obligationen*1) *auf Papierpesos lautend:*

«ASTRA», Compania Argentina de Petroleo, Buenos Aires	\$ m/n 1 922' 700.—
Banco Hipotecario Argentino Nacional, Buenos Aires (Cédules Hypothécaires)	\$ m/n 5 004 855.—
Cia. de Electricidad de Dolores, Buenos Aires	\$ m/n 300 000.—
Credito Edificador Hipotecario, Buenos Aires	\$ m/n 17 500.—
Credito Argentino Interno, Buenos Aires	\$ m/n 203 000.—
	<u>\$ m/n 7 448 055.—</u>

2) *auf Schweizerfranken lautend:*

Empresas Electricas de Bahia Blanca, Buenos Aires	<u>SFr. 6 608 000.—</u>
---	-------------------------

3) *auf Pfund Sterling lautend: **

Buenos Aires Water supply and Frainage Works, Buenos Aires	£stg. 600.—.—
Buenos Aires Lacroze Tramway Co., Buenos Aires	£stg. 100.—.—
Argentine Railway Co., Buenos Aires	£stg. 500.—.—
Buenos Aires Central Railways Ltd., Buenos Aires	£stg. 9 100.—.—
	<u>£stg. 10 300.—.—</u>

4) *auf französische Franken lautend: **

Banco El Hogar Argentino, Buenos Aires	fFrs. 20 500.—
Cie. du Chemin de fer de Rosario à Puerto Belgrano	fFrs. 38 750.—
	<u>fFrs. 59 250.—</u>

*Sitz der Gesellschaft in Buenos Aires

C) *Darlehensforderungen*

(siehe unter I C)

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki*

L

Berlin, 31. August 1934

Die Ihnen bekannte Rede, die Herr Dr. Schacht am letzten Messesonntag in Leipzig über die Sicherung der deutschen Rohstoffversorgung gehalten hat, war nicht nur geeignet, im Ausland über die zukünftigen Absatzmöglichkeiten in Deutschland Unruhe zu schaffen, sondern sie hat auch tatsächlich bei den deutschen Abnehmern ausländischer Waren in Deutschland Angst und Verwirrung gestiftet. Der Leitsatz des letzten Teils der Rede, dass künftighin nur derjenige Importeur, der im Besitz einer entsprechenden Devisenbescheinigung ist, darauf rechnen könne, die zur Bezahlung notwendigen Devisen zu erhalten, hat, wie ich mich hier auf der Gesandtschaft direkt vergewissern konnte, zur Rückgängigmachung zahlreicher Bestellungen in der Schweiz geführt. Viele Kunden, besonders in der Textilindustrie, waren der Auffassung, dass entsprechend den von Herrn Schacht verkündeten Grundsätzen künftighin auch unbeschränkte Überweisungen auf Ausländer-Sonderkonten, bezw. unbeschränkte Einzahlungen auf das Sammelkonto der Schweizerischen Nationalbank bei der Reichsbank im Verrechnungsverkehr nicht mehr zugelassen würden.

Ich habe mich sofort mit der Reichsbank und dem Reichswirtschaftsministerium in Verbindung gesetzt, um zu erfahren, ob tatsächlich Pläne bestehen, die zu einer Beeinträchtigung des soeben abgeschlossenen Verrechnungsabkommens führen können. Von beiden Seiten wurde mir in aller Form erklärt, dass die Bezahlung schweizerischer Waren in keiner Weise beeinträchtigt werden solle und dass die Ausführungen des Herrn Schacht das schweizerisch-deutsche Verrechnungsabkommen¹ überhaupt nicht berühren. In der Tat hat ja auch Herr Schacht wörtlich gesagt: «Die mit Frankreich und der Schweiz abgeschlossenen Verrechnungsabkommen haben erst zu arbeiten begonnen. Wir hoffen, dass sie die in sie gesetzten Erwartungen erfüllen werden und dass es möglich sein wird, eine missbräuchliche Verwendung dieser Konten zu verhindern und den Verkehr mit diesen und andern Ländern auch in Zukunft durch gegenseitige Vereinbarungen zu regeln.»

Heute morgen hatte Herr Dr. Feer noch einmal Gelegenheit, mit Herrn Geheimrat Hagemann diese ganze Frage zu besprechen, wobei er erfuhr, dass das Reichswirtschaftsministerium zurzeit Pläne über eine allgemeine Kontingentierung der Fertigfabrikateinfuhr ausarbeite. Diese Kontingentierung sei die zwangsläufige Folge der katastrophalen deutschen Devisenlage und die notwendige Ergänzung eines Systems, das denjenigen Ländern, mit denen Verrechnungsabkommen abgeschlossen worden sind, eine Vorzugsstellung in der Belie-

1. Cf. n° 53, n. 13.

ferung Deutschlands mit eigenen Produkten einräumt. Herr Hagemann betonte ausdrücklich, dass entsprechend den getroffenen Abmachungen der Schweiz gegenüber keinerlei Kontingentierungsmassnahmen in Kraft treten werden, solange nicht vorher diesbezügliche Verhandlungen stattgefunden haben. Er beabsichtigt, sich mit Ihnen, Herr Minister, anfangs September in Verbindung zu setzen und nötigenfalls nach Bern zu kommen, um entsprechende Verhandlungen aufzunehmen.

Bis zur Inkraftsetzung der neuen deutschen Kontingente, die in erster Linie auch das Textilgebiet betreffen werden, wird durch die von Herrn Schacht angekündigten Massnahmen das schweizerisch-deutsche Verrechnungsabkommen in allen seinen Auswirkungen in keiner Weise berührt werden.²

2. Les mesures prévues par le plan Schacht seront appliquées dès le 24 septembre 1934. Mais déjà avant, certaines industries d'exportation voient leurs échanges commerciaux entravés par les nouvelles dispositions; cf. à ce sujet le n° 66, A.

60

E 7110 1/131

*Le Président de la Commission commerciale suisse au Caire, E. Trembley,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki*

*Copie**L*

Relations commerciales
avec l'Égypte

Mimorey par Vich (Vaud), 31 août 1934

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que la Division du Commerce du Département Fédéral de l'Economie Publique m'a adressée en date du 24 crt.¹

La contradiction qu'on a cru discerner entre le contenu de ma lettre du 25 écoulé et celle du 1^{er} juin 1933¹ n'existe pas à mon avis. Selon moi, la seconde en date de ces lettres ne fait que confirmer la précédente. Dans les deux, je fais en effet ressortir que le moyen le meilleur d'obtenir du Gouvernement égyptien certaines concessions, notamment en ce qui concerne les importantes adjudications gouvernementales de matériel électro-mécanique², serait de pouvoir exploiter notre situation d'importants acheteurs de coton égyptien.

1. *Non retrouvé.*

2. *Cf. à ce propos la lettre de W. Stucki au Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, du 5 septembre:*

Ende Juni dieses Jahres meldete uns die Firma Gebrüder Sulzer in Winterthur, sie sei für die Lieferung von Dieseltriebwagen an die ägyptischen Staatsbahnen in scharfem Konkurrenzkampf mit der ungarischen Firma Ganz in Budapest gestanden. Der Auftrag sei dann an diese ungarische Firma erteilt worden und zwar offenbar aus dem Grunde, dass die Ungaren Baumwolle, die sie 1930 in Ägypten gekauft hatten, nie bezahlten und sich dann Ägypten gezwungen sah, sich durch die fraglichen Wagenbestellungen bezahlt zu machen. Die Vertretung von Sulzer in Kairo erwähnte, dass Deutschland ein ähnliches Vorgehen einleite, um seinen Export nach Ägypten zu begünstigen. [...]

Or, est-il réellement certain, comme on me l'a laissé entendre il y a près de deux ans, que c'est là une arme qu'il nous est impossible d'utiliser? Le fait que d'autres pays s'en sont servi avec succès me fait, malgré tout, douter que nous ne puissions en faire autant. L'Allemagne, notamment, appuya efficacement certaines de ses négociations par l'engagement de remplacer d'importantes acquisitions de coton américain par un achat de coton égyptien. Une négociation analogue eut lieu, sauf erreur, avec la France l'hiver dernier. Or, si certains Etats arrivent à imposer à leurs industries l'emploi de coton égyptien en place de coton américain, n'y a-t-il pas lieu de supposer que l'opération inverse puisse être envisagée? Les broches suisses, nous a-t-on dit, sont exclusivement disposées pour travailler le coton à longue fibre. Mais les filateurs auxquels le Gouvernement allemand imposa un achat exceptionnel de coton égyptien devaient, je présume, s'adonner antérieurement au filage du coton américain à courte fibre. Il semble donc leur avoir été aisé de passer de l'un à l'autre.

L'opinion égyptienne, que notre industrie dépend entièrement du coton égyptien, s'est, au cours de ces dernières années, si bien établie, que je crains fort qu'une menace de changement ne suffirait pas et qu'un commencement d'exécution deviendrait probablement nécessaire. Mais le résultat pourrait, je crois, valoir un sacrifice momentané.

J'admets volontiers que les filateurs suisses considéreront sans enthousiasme une telle intrusion dans leurs affaires; mais il s'agit ici de l'intérêt général de notre exportation déclinante dans un pays auquel nous achetons infiniment plus que nous ne lui vendons et qui, en outre, est extrêmement sensible et attentif à n'importe quelles variations de son marché cotonnier, base de toute son économie nationale.³

[...]

ANNEXE

E 7110 1/131

*Le Vice-directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz,
au Président de la Commission commerciale suisse au Caire, E. Trembley*

Copie

L

Relations commerciales avec l'Egypte

Berne, 9 octobre 1934

Nous avons l'honneur de vous faire savoir que nous n'avions pas manqué de communiquer le contenu de votre lettre du 31 août dernier⁴ au Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie à Zurich. Celui-ci s'est adressé à son tour à l'Union suisse des maîtres filateurs, tisserands et doubleurs de coton. Il en a reçu la réponse suivante:

«Sie ersuchten uns um Auskunft, ob und welche Restriktionen im Import von ägyptischer Baumwolle nach der Schweiz möglich wären, um dadurch Ägypten zu vermehrtem Ankauf schweizerischer Fabrikate zu zwingen. Dazu ist einmal zu bemerken, dass der Gesamtkonsum ägyptischer

3. *Sur la réaction des filateurs suisses à la proposition de Trembley, cf. annexe au présent document.*

4. *Cf. document principal.*

Baumwolle in der Schweiz höchstens ca. 4% der ägyptischen Ernte ausmacht und Ägypten diese 4% von seinem Totalexport natürlich nicht in gleichem Masse interessieren wie die 15%, welche z. B. Deutschland abnimmt, oder der noch viel grössere Prozentsatz Englands. Mindestens die Hälfte der ca. 40 000 Ballen, die die Schweiz importiert, können zur Zeit durch *keine andere Faser* ersetzt werden, die andere Hälfte schon, aber derzeit nur unter erheblichen preislichen Opfern. Wenn nun die Schweiz die restlichen 2% oder 20 000 Ballen nicht beziehen würde, könnte Ägypten diese Baumwolle mit Leichtigkeit anderwärts unterbringen. Diese Anzahl Ballen sind 6,6 Millionen kg und mit 8 Rp. per kg Preisdifferenz gegenüber gleichwertiger amerikanischer oder exotischer Baumwolle ergäbe dies eine Mehrbelastung für die schweizerische Baumwollspinnerei von mindestens einer halben Million Franken per Jahr. Es würde nur einen Teil der Spinnereien betreffen, für welche eine solche Belastung in den derzeit prekären Verhältnissen nicht tragbar wäre.

Bestrebungen, als Kompensation für Baumwollkäufe Baumwollwaren zu beziehen, sind soviel uns bekannt ist, von Seite Italiens unternommen worden. Hierzu ist aber zu bemerken, dass in Ägypten die Industrialisierung für Massenwaren starke Fortschritte macht, es ist auch bereits eine Kattundruckerei in Alexandrien im Betriebe (Schweizerdirektion). Man zahlt 35% Wertzoll, trotzdem überschwebmen die Japaner das ganze Land und unterbieten die mit Verlust arbeitenden einheimischen Betriebe. Japan ist aber ein derart bedeutender Kunde von ägyptischer Baumwolle geworden, dass man sich noch nicht klar ist, wie dagegen aufgetreten werden kann. Am ehesten sollten, unter Hinweis auf unsere stark passive Handelsbilanz, Regierungslieferungen erreichbar sein. Deutschland ist in der gleichen Lage wie wir und da es noch, soviel wir wissen, Lst. Eg.⁵ 800 000.— für gelieferte Baumwolle schuldet, wird die ägyptische Regierung in erster Linie dieses Land für derartige Lieferungen, soweit die Engländer dies zulassen, berücksichtigen müssen. Die Schuldnerländer sind, wie dies das ungarische Beispiel beweist, in einer bevorzugten Stellung.

Wir sind durchaus der Meinung, dass jede Industrie in der Schweiz verpflichtet ist, ihren Import womöglich in den Dienst des Exportes zu stellen. Dies wird aber nur in verhältnismässig wenigen Fällen praktisch durchführbar sein. Die Hälfte der schweizerischen Spindeln müsste, wenn keine ägyptische Baumwolle mehr eingeführt werden könnte, stillgelegt werden und die andere Hälfte kauft diese Baumwolle nur, wenn sie preislich vorteilhafter ist als entsprechende amerikanische oder exotische Ware. Das wissen die massgebenden Persönlichkeiten in Ägypten und sie haben sich in vorbildlicher Weise in Ober-Ägypten auf Massenproduktion eingestellt und bekämpfen die amerikanische Baumwolle auf diese Weise mit gutem Erfolg.

Es ist also nach unserer Ansicht ausgeschlossen, in dieser Richtung viel für unsern Export zu erreichen.»

Il résulte de ce qui précède qu'au moins la moitié du coton égyptien importé en Suisse est d'une qualité qui ne peut être trouvée dans d'autres pays. L'autre moitié pourrait par contre être acquise ailleurs qu'en Egypte, mais à un prix supérieur. La différence se monterait à plus d'un demi-million par an. Cette différence frapperait notamment des filatures qui se trouvent déjà dans une situation précaire, par suite de la crise actuelle. D'autre part la quantité de coton égyptien qui pourrait être remplacée par du coton d'autres provenances, ne représente que le 2% environ de l'exportation totale de coton d'Egypte, alors que les achats allemands par exemple atteignent le 15%.

Il ne serait dès lors guère possible de remplacer une partie de nos acquisitions de coton égyptien par un achat de coton américain conformément à votre suggestion. Nous sommes néanmoins très volontiers disposés à discuter la question de vive voix avec vous, si vous le jugez utile.

5. *Livres égyptiennes.*

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 87

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Paris, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 16

*La Russie et la SdN*¹Paris, 1^{er} septembre 1934

[...]

Vous savez... que la France, de concert avec la Grande-Bretagne et l'Italie, ne se contentera pas seulement de favoriser la candidature de la Russie soviétique, mais que les trois Puissances désirent encore aujourd'hui qu'une « invitation » soit préalablement adressée à l'U.R.S.S. dans les mêmes formes que celles dont furent l'objet la Turquie et le Mexique.² Le Conseil des Ministres de France, dans sa réunion d'hier, s'est solidarisé, à cet égard, avec la politique préconisée par M. Barthou.³ Vous n'ignorez pas, d'autre part, que, soucieuse d'amener la Russie dans l'orbite de la politique occidentale et du système, à l'heure actuelle encore précaire, du « Pacte oriental », la France s'emploie à diminuer ou, tout au moins, à atténuer les résistances qui se manifestent dans divers pays contre l'admission de l'U.R.S.S. dans les institutions de Genève. Reconnaisant que le centre de l'opposition réside aujourd'hui dans l'opinion publique de notre pays, la France a fait précéder ses démarches dans différentes autres capitales par son intervention à Berne.⁴

La situation a donc quelque peu évolué depuis que M. Massigli⁵ disait à M. le Ministre Dunant que, tout en préconisant l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.d.N., la France respecterait l'opinion des pays qui, pour des raisons générales ou particulières, croiraient devoir voter contre l'admission des Soviets.

Il est superflu de s'étendre aujourd'hui sur les raisons qui amènent le Gouvernement français actuel à souhaiter vivement l'entrée de l'U.R.S.S. à l'Assemblée et au Conseil de la Société des Nations. Préoccupé de suivre une politique exclusivement européenne, ayant, par la force des choses, ses regards fixés sur le Rhin au point de vouloir presque oublier les graves événements qui peuvent se préparer en Extrême-Orient, le Gouvernement français voudrait se hâter à incorporer la Russie dans le système de pactes régionaux pour la sécurité dont le principe a été accepté par l'Assemblée. D'autre part, les Autorités françaises ne se dissimulent certes pas les dangers de la propagande de la III^{ème} Internationale, qui provoque,

1. *Remarque marginale de Motta*: Communiqué à la Conférence du 3 septembre 1934, Délég.[ation] de la Suisse à la SdN. 3.9.34.

2. *Et qu'un siège permanent soit accordé au nouveau membre dans le Conseil de la Ligue.*

3. *Ministre des Affaires étrangères.*

4. *La Grande-Bretagne intervient également à Berne dans le même sens. En marge de la notice téléphonique de Londres le 29 août par le Ministre de Suisse, C. Paravicini, pour annoncer la démarche anglaise, Motta note*: Cette démarche a été faite hier. M. Kennard [Ministre de Grande-Bretagne à Berne] a déclaré cependant que son seul but était de se renseigner. 29.8.34 (E 2001 (C) 5/107).

5. *Cf. lettre de Dunant à Motta du 26 mai, communiquée par le Chef du Département politique au Conseil fédéral* (E 2001 (C) 5/107).

soit dit entre parenthèses, toutes les semaines des bagarres sur le territoire de la République. En «apprivoisant» la Russie officielle, le Gouvernement français se flatte cependant de l'espoir qu'il sera plus facile de tenir en laisse l'Internationale de Moscou. «Les Russes», dit-on ici, «viennent de très loin.» Le pas qu'ils sont disposés à franchir vers la S.d.N. est très grand si l'on se rappelle les véhémentes attaques lancées, il y a peu de temps encore, de Moscou contre les institutions genevoises. Faut-il les refouler en Asie, d'où ils continueraient, cependant, leur travail souterrain avec plus d'acharnement encore, en devenant, ou plutôt en demeurant, un élément de troubles perpétuel?

Telle est la thèse de la France officielle qui, il faut en convenir, est partagée par la grande majorité des journaux de toute nuance. Certes, quelques journaux de droite voient avec sympathie la résistance qui se manifeste dans notre opinion publique. Mais la consigne est formelle. Vous aurez peut-être remarqué que M. Pierre Bernus réserve son franc parler pour les colonnes du «Journal de Genève», tandis que le «Journal des Débats», dont il est pourtant le directeur, observe une attitude singulièrement plus incolore. Quant aux journaux de gauche, ils sont unanimes. Quelques journalistes vont même jusqu'à insinuer, comme l'a fait, avant-hier, M. Sicard dans l'«Intransigeant», que l'opposition du public suisse et notamment suisse allemand contre l'admission de l'U.R.S.S. à Genève serait, en partie, organisée en Allemagne!

L'opinion qui se reflète dans la grande majorité de notre presse et dans bien des milieux suisses, a été fidèlement et objectivement rapportée au Quai d'Orsay par l'Ambassadeur de France à Berne. Il convient, du reste, de reconnaître le souci de loyauté dont M. Clauzel — en s'écartant de l'exemple de plusieurs de ses prédécesseurs — a fait preuve dans cette circonstance délicate.

Le Ministère des Affaires Etrangères a été convaincu que l'attitude de la Suisse ne peut peut-être plus s'inspirer de considérations exclusives de politique étrangère. Si ces considérations seules pouvaient primer, on veut croire ici que la Suisse mesurerait les conséquences d'une admission de la Russie — qui paraît certaine — après le vote négatif de notre délégation. Refoulée dans une attitude encore plus hostile, la Russie, membre du Conseil, et sachant que nous tenons à garder le siège de la Société des Nations, pourra être une source d'inquiétudes pour nous. Le vote négatif, dit-on ici, n'empêchera certes pas, — tout au contraire — la délégation soviétique à *[sic]* exercer une action gênante pour nous et que nous aurons, vu les termes précis du pacte, peut-être assez de difficulté à enrayer.

Ce sont là toutes des considérations que vous avez déjà amplement pesées. Pour ma part, je ne puis que vous signaler l'état d'esprit que vous trouverez auprès des membres de la délégation française, à votre arrivée à Genève.

Le Quai d'Orsay n'a pas pu, ou n'a pas voulu me donner des indications précises sur les Etats qui s'abstiendront, lors du vote sur l'admission de la Russie, ou qui manifesteront même une opinion contraire. Pour la plupart, les Etats qui hésitent semblent d'ailleurs vouloir réserver leur attitude jusqu'au moment de l'arrivée de leurs délégués au siège de la S.D.N. ...

Au point où en sont les choses, notre action diplomatique devra, sans doute, tendre tout d'abord à faire comprendre et à rendre plausible, l'attitude spéciale que la Suisse pourra être amenée à adopter. Un argument qui, j'ai pu m'en convaincre, rencontre de la compréhension, est celui que la S.D.N., basée elle-

même sur l'opinion publique mondiale, ne peut vouloir, sans s'amoindrir, faire violence à l'opinion publique nationale qui, dans notre vieille République, s'exprime librement et parfois à travers tous les intermédiaires constitutionnels. Cet argument ne réussira pas toujours à convaincre, mais il aura le mérite de forcer le respect dans les Etats qui forment actuellement encore l'épine dorsale de la Société des Nations.

62

E 2001 (C) 5/75

*Séance tenue le 3 septembre 1934, au Palais fédéral,
pour la discussion des instructions de la Délégation suisse
à la XV^e Assemblée de la Société des Nations*

PV Confidentiel

Participaient à la séance:

M. G. Motta, Conseiller fédéral, Chef du Département politique, Président,
M. M. Pilet-Golaz, Président de la Confédération,
M. E. Schulthess, Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Economie publique,
M. le Ministre M. de Stoutz, Chef de la Division des Affaires étrangères,
M. W. Rappard, Directeur de l'Institut universitaire des hautes études internationales,
M. le Ministre W. Stucki, Chef de la Division du Commerce,
M. R. Schöpfer, Conseiller aux Etats¹,
M. A. Oeri, Conseiller national²,
M. C. Gorgé, Chef de la Section de la Société des Nations du Département politique fédéral,
M. Ph. Zutter, Juriste au Département politique fédéral.

M. Schulthess, absent au commencement de la séance, n'arrive qu'à 11 h 15.

[...]

Point 16. C'est le point central de la discussion, à savoir l'admission éventuelle de la Russie dans la Société des Nations.

M. Motta informe confidentiellement les membres de la délégation qu'il a été l'objet d'une triple démarche de la part des gouvernements français, britannique et italien. L'Ambassadeur de France lui a fait savoir que son gouvernement comprenait qu'il serait impossible au Conseil fédéral de voter oui. Tout en se défendant de vouloir exercer aucune pression sur la décision de la Suisse, il lui a laissé entendre que le gouvernement français serait heureux si la délégation suisse s'abstenait plutôt que de voter négativement. Le Ministre de Grande-Bretagne a fait une déclaration analogue à M. de Stoutz.³ Quant à M. Marchi, il comprend qu'il

1. En réalité Robert Schöpfer, Conseiller d'Etat radical de Soleure, et membre de la délégation suisse à la SdN, a abandonné en 1933 le siège au Conseil des Etats qu'il détenait depuis 1917.

2. Libéral de Bâle-Ville et rédacteur en chef des Basler Nachrichten.

3. Cf. n° 61, n. 4.

serait difficile à la Suisse de se prononcer autrement que par la négative. M. Motta ajoute qu'il a reçu plusieurs communications écrites. Il lit un rapport de notre Légation à Paris qui confirme le fait que la France, la Grande-Bretagne et l'Italie avaient décidé de faire une démarche commune.⁴ Des associations ont également saisi le Conseil fédéral de différents vœux. L'Association suisse pour la Société des Nations eût, en particulier, désiré que la Suisse votât oui, mais comme cela semble impossible, elle attacherait du prix à ce que la délégation s'abstînt.⁵ Plusieurs sociétés patriotiques sont vigoureusement intervenues pour que le vote soit négatif.⁶ M. Motta consulte les membres de la délégation.

M. Rappard se défend d'être enclin aux jugements absolus, mais il lui est impossible de comprendre quelles raisons militent en faveur d'une position négative. L'attitude des trois grandes puissances dont il a été parlé précédemment est significative. Dans le cas où la Suisse voterait non, seuls deux pays se réjouiraient, pour des raisons évidentes: l'Allemagne et le Japon. Il est à considérer, d'autre part, qu'il n'y a pas eu aux précédentes Assemblées de délégations qui aient plus constamment prêché l'universalité de la Société des Nations que la délégation suisse. Il serait paradoxal de se départir subitement de cette attitude. Avant l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, la délégation suisse a conseillé à plusieurs reprises aux Français de ne pas s'opposer à l'admission de leurs anciens ennemis. Les raisons que la France aurait eues de faire obstacle à l'entrée de l'Allemagne étaient pourtant plus importantes que les raisons que nous pourrions avoir de nous opposer à l'admission de l'U.R.S.S. Depuis que la Société des Nations existe, les membres ont toujours tous été reçus à l'unanimité. Si la Suisse vote non, elle se singularisera d'autant plus que ce sera la première fois qu'un membre fait opposition à l'entrée d'un candidat.

D'ailleurs, tout ce que nous ferons n'aura aucun résultat pratique, car la Russie sera admise de toute façon. Nous avons donc tout à perdre et rien à gagner en nous opposant à son entrée. L'intérêt politique et économique de la Suisse nous com-

4. Cf. n° 61.

5. Dans sa lettre du 2 septembre l'association conclut:

[...] Nous insistons d'abord sur le fait que les représentants des sections ont parlé en leur nom personnel, estimant n'avoir pas le droit d'engager les sections qui n'ont pas encore eu l'occasion de délibérer sur ce problème. — L'impression générale est que, même en Suisse romande et beaucoup plus encore en Suisse allemande, une bonne partie des citoyens demeure à peu près indifférente à la question. Parmi ceux qui s'en préoccupent, il est bien difficile de dire de quel côté penche la majorité; de sorte que ni les représentants du *non* ni ceux du *oui* n'ont le droit de parler au nom du peuple suisse.

Le Comité central lui-même ne prétend pas représenter d'une façon exacte l'opinion de l'Association; les chiffres suivants n'en sont pas moins intéressants: par 26 voix contre 3 (et une abstention) le Comité central a exprimé son désir de voir l'U.R.S.S. entrer dans la S.d.N. Il a examiné ensuite la question d'un vœu à exprimer au Conseil fédéral. Par 16 oui contre 4 non, il aimerait que la délégation puisse voter pour l'entrée de l'U.R.S.S.: vu les difficultés de la politique intérieure, il sait pourtant d'avance qu'un *oui* de la délégation est improbable; cela étant, certain qu'un oui ou qu'un non froisserait les sentiments et convictions d'une partie respectable de notre peuple, le Comité central se permet, par 23 voix, de recommander à la délégation l'*abstention*, à titre de simple désir et sans vouloir empiéter par là sur la compétence du Conseil fédéral en matière de politique extérieure (E 2001 (C) 5/107).

6. Cf. n° 57, n. 6.

mandent [*sic*] l'abstention. On peut se demander d'ailleurs ce que l'on a attendu et ce que l'on attend encore à Berne pour reconnaître les soviets dont le régime est très solidement établi. Quant à l'opinion publique suisse, il semblerait que le parti socialiste et, en particulier, M. Nicole⁷ seraient assez désireux que le Conseil fédéral votât non. Ce serait un excellent argument d'opposition. Les socialistes de Genève n'ont pas d'intérêt, en effet, à voir les Russes dans la place. Le régime russe est, à l'heure actuelle, fondé sur la force des armes et les socialistes suisses estiment préférable que notre population l'ignore. Ils aiment mieux agiter le spectre lointain de la révolution. En ce qui concerne la Russie elle-même, le régime est établi. Il peut évoluer plus ou moins rapidement, mais l'évolution sera plus rapide si le gouvernement russe a des contacts avec des Etats étrangers. En conclusion, il conviendrait si possible de voter oui après avoir fait une campagne pour éclairer l'opinion publique. A ce défaut, il faudrait s'abstenir. Si la conférence estime que l'abstention n'est pas possible, il faudrait ne rien décider avant que M. Motta ait été à Genève.

M. Rappard prévoit que sa thèse rencontrera de l'opposition au sein de la délégation. On lui opposera les persécutions religieuses.⁸ Il estime toutefois que l'argument basé sur l'activité des sans-Dieu n'est qu'un argument sentimental. Quant aux dangers que l'idéal russe ferait courir à l'idée du foyer, nous serons moins bien placés pour nous y opposer si nous avons écarté les Russes de notre chemin. En conséquence, nous n'aurions pas le droit de prendre une décision politique qui se base sur des considérations sentimentales ou intellectuelles.

M. Stucki est d'accord avec M. Rappard quant à l'aspect économique de la question. Un vote négatif ne pourra, en effet, qu'aggraver nos relations commerciales avec la Russie.⁹ Il est à remarquer toutefois que l'U.R.S.S. n'achète en Suisse que le strict minimum, mais, depuis que les relations de l'U.R.S.S. avec l'Allemagne se sont modifiées, la Russie a l'intention de nous passer de plus fortes commandes. Mais toutes ces commandes sont grevées de la clause de la compensation en marchandises. Les importations de la Russie portent sur une somme annuelle de 10 millions et les exportations, de 6 millions. En définitive, le commerce avec ce pays n'est pas d'une importance capitale pour le marché suisse.

Quant au côté politique de la question, M. Stucki est intimement convaincu qu'il convient de voter non. La demande d'admission des Russes lui paraît particulièrement cynique. Les dirigeants de l'U.R.S.S. ont toujours et ouvertement lutté jusqu'ici contre la Société des Nations. Maintenant qu'ils ont un intérêt passager à être admis en raison de la tension de leurs relations avec le Japon, ils veulent se faire inviter. Il ne serait pas indiqué pour le Conseil fédéral de juger la situation uniquement à un point de vue utilitaire. Quant à la démarche des trois grandes puissances auxquelles il a été fait allusion précédemment, elle ne devrait pas être suffisante pour modifier notre point de vue car elle est manifestement intéressée. En conclusion, même si nous sommes les seuls, votons non.

M. Schöpfer partage la manière de voir de M. Stucki. En ne votant pas négati-

7. *Leader du Parti socialiste genevois et Président du Conseil d'Etat à majorité socialiste, élu en novembre 1933 à Genève.*

8. *Cf. n° 57, n. 6.*

9. *Cf. DDS vol. 10, rubrique II.23.1: Union soviétique, relations commerciales et financières.*

vement, nous irions au-devant de difficultés intérieures. Il est d'ailleurs à redouter qu'en prenant pied en Suisse, les soviets ne fassent une propagande intensive dans notre pays. Il faudrait éviter de revenir aux jours sombres de l'après-guerre. Pas de courbettes. C'est contre la dignité, contre le prestige de notre pays, c'est dégradant.

M. Oeri est également d'avis que la délégation suisse devrait se prononcer négativement, pour des raisons de politique extérieure et intérieure. En premier lieu, il convient de se demander s'il est de l'intérêt de la Société des Nations ou pas de compter l'U.R.S.S. parmi ses membres. M. Oeri croit que cet intérêt n'existe pas. Il reconnaît volontiers que la Suisse s'est toujours prononcée pour l'universalité de la Société. Mais il ne faut pas s'en tenir à ce principe jusqu'à l'absurde, c'est-à-dire jusqu'à l'admission par la Société des Nations de son ennemie déclarée. La Russie a des raisons évidentes pour changer sa politique en ce moment, vu les dangers que lui fait courir le Japon. En entrant dans la Société, la Russie acquerrait une puissance considérable car elle serait inévitablement nommée membre permanent du Conseil. C'est une chose à laquelle il faut songer sérieusement avant de prendre une détermination. La Russie utilisera sans doute cette puissance pour extorquer des avantages.

On objectera, poursuit M. Oeri, que la Russie entrera de toute façon dans la Société des Nations, quelle que soit notre attitude. Mais nos relations internationales avec les pays qui voteront pour son entrée seront-elles modifiées si nous nous opposons catégoriquement? M. Oeri ne le croit pas et même si certaines difficultés surgissaient de ce fait, elles ne seraient vraisemblablement que temporaires. Nous pouvons d'autant plus voter non que les Etats qui se prononceront affirmativement devront tôt ou tard reconnaître qu'ils ont fait fausse route.

Pour ce qui est de la politique intérieure, M. Oeri est d'accord avec M. Schöpfer: Il nous faut éviter de favoriser l'établissement d'un nid de propagande à Genève. Si nous votions oui, nous devrions logiquement reconnaître la Russie sur le terrain diplomatique. Il est à souligner, d'autre part, que nous ne possédons pas des moyens de police suffisants pour nous protéger contre une propagande intensive. Il sera intéressant de voir quelles modalités seront fixées en ce qui concerne la procédure d'invitation.

M. Gorgé se rallie personnellement à la manière de voir de M. Rappard. A son avis, il nous faudrait nous abstenir. Le mouvement d'opinion que l'on constate en Suisse contre la candidature de l'U.R.S.S. provient en grande partie d'une conception erronée que le public se fait de la Société des Nations. Le fait de participer à cet organisme n'est pas seulement un honneur ou un privilège, mais surtout une charge. On est forcé de constater, d'autre part, que la Société des Nations subit une éclipse. L'entrée de l'U.R.S.S. lui donnerait certainement un regain de vitalité. La Société des Nations se doit de s'occuper des purs comme des impurs. Si nous voulions nous opposer, nous aurions déjà dû le faire précédemment.

Mais l'argument principal est qu'un non de notre part serait gros de conséquences. Il nous entraînerait dans une situation juridique inextricable. Comme la Russie entrera de toute façon dans la Société, nous serions liés par le pacte pour intervenir, au besoin, en faveur de la Russie. Il s'ensuit logiquement que nous devrions sortir de l'institution de Genève. L'abstention constituerait la meilleure solution; elle équivaldrait à un non sans conséquence juridique.

M. *Schulthess* est d'avis qu'il faut voter non pour les différentes raisons qui ont été exprimées par MM. Stucki, Schöpfer et Oeri. Si toutefois il s'avérait très dangereux de ne pas s'abstenir, il conviendrait que M. Motta examinât encore la situation. Quoi qu'il en soit, lorsque les Russes seront à Genève, il faudra absolument disposer d'une police fédérale.

M. *Pilet-Golaz* a son siège fait de façon catégorique: Il faut voter non. Le Président de la Confédération a écouté M. Rappard avec grand intérêt, mais il lui est impossible de voir la situation avec un tel détachement. Il se demande, d'une façon générale, à quoi peut encore servir la Société des Nations qui, ajoute-t-il, a échoué dans toutes ses tentatives. La Société des Nations est devenue l'instrument des grandes puissances et la démarche que trois de ces dernières viennent de faire auprès du Conseil fédéral est fort déplaisante. D'autre part, les considérations de politique intérieure sont déterminantes. En s'abstenant, le Conseil fédéral alimenterait le mécontentement des partis nationaux. En votant non, le gouvernement serait en meilleure position pour combattre, le cas échéant, une initiative tendant à la sortie de la Suisse de la Société des Nations dont nous avons tout de même avantage à rester membre.

M. *Motta* a beaucoup réfléchi à cette grave question. Primitivement, il était d'avis que l'abstention suffirait. Maintenant et pour les raisons indiquées précédemment par certains membres de la conférence, il est convaincu que le vote négatif s'impose.

M. *de Stoutz* est également d'avis qu'il convient de voter non.

M. *Motta* résume la situation en déclarant que la délégation pour les affaires étrangères proposera au Conseil fédéral de se prononcer à l'unanimité en faveur du vote négatif.¹⁰

10. *Le Conseil fédéral se rallie à ce point de vue et formule l'instruction suivante pour la délégation suisse:*

16. *Admission de l'U.R.S.S. dans la Société des Nations.* — Si l'U.R.S.S. demandait à être admise au sein de la Société des Nations, la délégation se prononcerait négativement et expliquerait, le cas échéant, cette attitude (*PVCF n° 1569 du 4 septembre*, E 1004 1/348).

Le Chef du Département politique s'en explique le 17 septembre dans un discours remarqué à la VI^e commission de l'Assemblée générale de la SdN. Le lendemain il précise encore:

La Délégation suisse s'est expliquée, hier, à la sixième Commission, sur son attitude. Sans méconnaître les arguments des Délégations qui jugent utile et même nécessaire de tenter le risque évident et généralement reconnu d'une collaboration avec l'Union soviétiste au sein même de la Société des Nations, nous maintenons notre vote négatif et confirmons les raisons qui l'ont dicté.

Tout à l'heure, après que l'U.R.S.S. aura été admise, l'Assemblée sera saisie d'une décision unanime du Conseil tendant à attribuer au nouveau membre un siège permanent. Il est vrai que la Russie présente tous les caractères d'une grande Puissance et que, conformément aux précédents, elle peut revendiquer, en cette qualité, un tel siège. Mais, vu l'attitude de principe adoptée par le Conseil fédéral suisse à l'égard de la demande d'admission, sa Délégation ne peut émettre, quant à ce point spécial, qu'un vote d'abstention (Déclaration de M. le conseiller fédéral Motta ... devant l'Assemblée plénière de la Société des Nations (15^e session) le 18 septembre 1934, E 2001 (C) 5/107).

Pour les réactions dans les capitales étrangères, cf. notamment les lettres du Ministre de Suisse à Paris, le 18 septembre, et du Ministre de Suisse à Berlin, le 19 septembre in E 2001 (C) 5/107.

63

E 7110 1/139

Négociations avec les Etats-Unis
*Notice de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique*¹

No

Bern, 5. September 1934

Im Hinblick auf *Verhandlungen mit Amerika* wäre es taktisch vielleicht angezeigt, schon jetzt gewisse Einfuhrkontingente für amerikanische Artikel zu reduzieren, um dann in den Verhandlungen wieder Konzessionen machen zu können.

Nachdem allerdings die jetzigen Kontingente für das laufende Jahr (1934) zugeteilt sind und die Importeure ihre Dispositionen getroffen haben, kann eine Reduktion erst für das nächste Jahr (1935) in Betracht kommen.

Wichtig wäre es aber, im Hinblick auf die Verhandlungen, dass dieser Entscheid pro 1935 schon jetzt getroffen und bekannt gegeben würde.

Auf dem von mir speziell behandelten Gebiete kämen namentlich folgende Artikel in Frage:

ex 522	<i>Automobil-Luftreifen und -Schläuche.</i>	Jetziges Kontingent U.S.A. 70% 1932; Reduktion auf 50% (?)
ex 522	Wasserschläuche usw.	Jetzt 60%. Reduktion auf 50% (?)
914 a/d	<i>Automobile.</i>	Jetzt 50% 1932. Reduktion: Lastwagen 20% (?) Personenwagen 30% (?)
954 a	Radioapparate.	Jetzt 13% 1932. Eine weitere Reduktion kommt nicht in Betracht.
913 a/b	Motorfahräder.	Jetzt 33% Durchschnitt 1929/31 = 50 Stück. Auch hier hätte eine weitere Reduktion keinen Zweck ² .

1. Signée par E. Werthmüller. Remarque marginale: Einverstanden.

2. Le 3 octobre, la Division du Commerce câble à la Légation du Suisse à Washington: ... Pour montrer toute notre bonne volonté nous retirons déclaration contingents 1935 et nous engageons maintenir contingents actuels pendant négociations et au moins pendant durée trimestre en cours au moment d'un échec éventuel des négociations (E 7110 1/139).

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 43

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Washington, L. H. Micheli,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 9

Washington, 18 septembre 1934

Jusqu'à une récente époque, les adversaires politiques du Gouvernement américain actuel s'étaient bornés, dans la plupart des cas, à attaquer l'un ou l'autre des collaborateurs du Président Roosevelt, comme les membres du «Trust des cerveaux», et leurs idées, projets ou actes, ainsi que certains aspects de la nouvelle législation. Du côté hostile au cours que prennent les choses aux Etats-Unis, on se met à viser plus haut. Le mécontentement créé dans divers milieux industriels par certains caractères du NIRA¹ et son application par le Général Johnson, accompagné de l'agitation croissante du monde ouvrier et le déclenchement de grèves étendues dans diverses parties du pays entraînant des actes de violence, puis les effets qui commencent à se déployer de divers actes législatifs ou, au contraire, l'absence de résultats annoncés, l'idée enfin que, dans certains milieux gouvernementaux, on cherche à entraîner le pays vers une complète régimentation peu conforme au caractère traditionnel de la Constitution américaine, toutes ces manifestations, peut-on dire, ont amené les critiques à diriger leurs flèches contre le Président lui-même et sa politique. D'aucuns vont jusqu'à poser la question de savoir si le «New Deal», cet édifice nouveau hâtivement et audacieusement érigé par Mr Roosevelt, n'est pas en train de craquer sous de formidables pressions. Evidemment, les gens qui pensent ainsi se trouvent probablement principalement parmi les éléments plus conservateurs de la finance, de l'industrie et du commerce, dans la partie Est du pays, c'est-à-dire du côté de l'Atlantique. D'autre part, cependant, à l'extrême gauche aussi, on trouve des adversaires du régime actuel qui trouvent qu'il ne va pas assez loin et cherchent à l'entraîner du côté opposé. Les Etats-Unis ont aussi leurs intellectuels et semi-intellectuels bolchéviques qui seraient prêts à lancer le pays dans toutes les aventures. Certains aspects des dernières grèves, puis la nomination d'Upton Sinclair, l'écrivain ex-socialiste, comme candidat démocrate au poste de Gouverneur de la Californie, démontrent que ces éléments avancés gagnent du terrain.

Numériquement, ces adversaires réunis ne se chiffrent probablement pas par un nombre très considérable, bien qu'ils comprennent des personnes en vue dans différentes branches. En effet, ce qui précède ne signifie pas que les grandes masses se soient déjà désaffectionnées ou détachées du Président de leur choix, comme les toutes récentes élections de l'Etat de Maine le démontrent. Malgré la terrible sécheresse de cet été et les souffrances inouïes éprouvées dans les grandes régions agricoles du «Middle West» et de l'Ouest, ces masses font encore confiance, dans leur majorité, au Président et à son programme de réformes, d'assistance, de contrôle. M. Roosevelt conserve un énorme prestige auprès des

1. *National Industrial Recovery Act.*

classes populaires en général, auxquelles il donne l'impression de travailler pour leur cause et leur bien-être. Mais, on doit constater que, tandis que jusqu'à il y a peu de temps, personne n'osait ouvertement prendre position contre Mr. Roosevelt et sa politique générale, maintenant, tel n'est plus le cas. Ainsi s'est fondée récemment à Washington l'«American Liberty League», à laquelle ont adhéré des personnes aussi connues qu'Al Smith, John W. Davis, Jouett Shouse et d'autres, en vue de protéger les droits constitutionnels de liberté et de propriété du peuple américain contre la régimentation et l'étatisation. Sans être directement anti-présidentielle, cette organisation a une pointe dirigée contre certaines tendances du régime actuel et Mr Roosevelt a eu quelques commentaires aimablement ironiques à son égard. L'ex-président Hoover, qui s'était tenu coi jusqu'à maintenant, vient d'envoyer deux articles au «Saturday Evening Post» réaffirmant les vieux principes républicains de liberté et d'initiative personnelles et critiquant amèrement le bilan du nouveau régime. James P. Warburg, qui appartenait, au début, au cercle des conseillers intimes du Président en matière financière et qui est bien connu en Europe, a publié successivement deux livres, dénonçant la tendance à l'inflation et à la réglementation excessive par l'Etat. Dans le premier volume, il explique pourquoi il s'est séparé du Président et expose des faits intéressants en rapport avec la Conférence de Londres, l'abandon du Gold Standard, etc.

[...]

... Notons aussi le fait que l'Administration perd peu à peu l'appui de beaucoup d'hommes d'affaires, qui jusqu'à présent aimaient suffisamment certains côtés du nouveau jeu rooseveltien pour fermer les yeux sur ce qu'ils considéraient comme des défauts ou erreurs. Maintenant, ces mêmes milieux, dont la voix trouve un écho dans le grand «Journal of Commerce» de New York, par exemple, ont l'impression que, malgré certaines déclarations rassurantes de MM. Roosevelt et Morgenthau, le régime actuel tourne décidément vers la gauche sous la pression de certaines influences politiques et en vue des prochaines élections au Congrès. Dans ces conditions, ils estiment ne plus pouvoir supporter un programme qui cause du tort à beaucoup d'entre eux et sape, à leur avis, la base d'une amélioration définitive des affaires.

Un des points qui soulève le plus de controverses dans la vie pratique du pays, c'est-à-dire dans l'industrie et le commerce et les rapports entre patrons et ouvriers, est l'application de la fameuse Section 7a du NIRA. Les quelques lignes de ce paragraphe légal ont eu une portée incalculable, on peut le dire, sur la structure sociale des Etats-Unis. On pourrait bien l'appeler boîte à Pandore. De violentes disputes et des grèves ont été déclenchées par la mise en vigueur de cette clause, dont le but fondamental est de donner aux employés le droit de s'organiser et de «négocier collectivement», c'est-à-dire de se syndiquer librement et de discuter leurs exigences à l'égard des patrons par l'intermédiaire de représentants de leur choix. ...

[...]

Si j'ai cru devoir entrer dans autant de détails au sujet d'un paragraphe de loi, c'est qu'à mon avis, basé sur des observations, conversations et lectures, il concrétise l'entrée de l'Amérique dans une ère sociale nouvelle. La classe ouvrière américaine commence à s'organiser, à s'agiter collectivement et, malgré le bon sens

inné aux Anglo-Saxons et l'éloignement pour les idéologies creuses et de froide violence, à écouter par endroits et par moments la voix d'agitateurs communistes. Ceux-ci manœuvrent avec beaucoup de prudence et d'habileté, mais on sent leur action dans toutes les grèves. Les syndicats prennent davantage conscience d'eux-mêmes et de leur force. Bref, il s'est introduit dans le phénomène américain un élément guère nouveau en Europe, mais peu connu dans cette grande démocratie ploutocratique: l'agitation ouvrière consciente, la lente organisation nationale des masses travailleuses dans la lutte pour le maintien ou la hausse des salaires, la diminution des heures de travail, la liberté syndicale. Quel rôle attribuer, dans cette transformation du phénomène Amérique, au Président Roosevelt lui-même? Sur ses qualités de vaillance morale, son esprit d'initiative, son idéalisme, la séduction et le charme de sa personne aimable et intelligente, tout le monde est d'accord. Mais, l'homme et l'œuvre politique? Selon les uns, c'est le grand Président qui sauvera les Etats-Unis et le monde, réalisateur d'un messianisme américain nouveau, défenseur des «petits» contre «les gros», le réformateur, le guide animateur, le vrai démocrate. Pour d'autres, Roosevelt c'est le génie de l'ambigu; contradictoire, ondoyant, vacillant, opportuniste, vivant au jour le jour d'expédients coûteux, il entraînerait le pays vers l'abîme, environné de dangereux professeurs socialisants; gaspilleur des fonds publics, disent ces voix hostiles, il laisse son grand agent électoral, Jim Farley, gagner des voix à coup d'emplois et de manne, «tammanyser» le pays. Bref, l'élément «tory» voit en lui le Kerensky des Etats-Unis. Et d'autres, enfin, plus détachés, pensent qu'il y a à la Maison Blanche un sympathique Gentleman-homme d'Etat, travailleur et entreprenant, mais un peu amateur, doué d'une désinvolture et d'un flair politique peu communs, artiste de la diversion, virtuose de la manœuvre de grand style avec, au fond, un sens élevé de justice sociale. Puis, ce don profond de comprendre les masses et les individus, de s'en faire aimer, et de les intéresser, de les mener là où il veut. Peut-être, ces trois manières de voir sont-elles aussi justifiées l'une que l'autre. L'avenir prochain dira si Mr Roosevelt pourra rester maître des hommes et du cours des choses ou si les faits et les éléments seront plus forts que lui.

65

E 2200 Paris 7/1

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

L DT

Berne, 24 septembre 1934

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 19 septembre¹ et nous comprenons fort bien que l'entrée de l'U.R.S.S. dans la Société des Nations vous conduise à vous demander s'il y a lieu de changer quelque chose à l'attitude que vous avez adoptée à l'égard du représentant des Soviets à Paris.

1. *Non reproduit.*

D'un point de vue purement théorique, la question que vous posez comporte nécessairement une réponse négative, le Conseil fédéral n'ayant nullement l'intention de considérer l'entrée de l'U.R.S.S. dans la Société des Nations comme un acheminement à la reprise de relations normales avec le Gouvernement soviétiste. En pratique, il est clair, en revanche, que la venue fréquente à Genève de délégations russes et leur participation à des débats dans lesquels nous avons des intérêts à défendre s'opposent — et s'opposeront sans doute toujours davantage — à ce que nous ignorions complètement les diplomates soviétistes.

Il ne nous semble pas, cependant, que l'adaptation à cette situation nouvelle entraîne une modification quelconque des instructions générales données aux Ministres de Suisse à l'étranger et dont la dernière expression est contenue dans la lettre, ci-jointe en copie², que le Département a adressée au mois de juin 1934 à M. le Ministre de Weck.

ANNEXE

E 2200 Paris 7/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck*

Copie

L DT

Berne, 20 juin 1934

[...]

Ainsi que vous l'avez fort bien compris, l'absence de relations diplomatiques entre le Conseil fédéral et le Gouvernement des Soviets implique l'absence de relations officielles entre les représentants à l'étranger de la Suisse et de l'U.R.S.S. et, en principe, aussi l'absence de relations personnelles.

Toutefois, dans les capitales où l'U.R.S.S. est représentée, il est presque impossible à nos Ministres, lorsque le Corps diplomatique a une certaine cohésion, d'ignorer complètement leur collègue soviétiste. Ils ne pourraient y parvenir qu'en faisant preuve d'une raideur qui finirait par être désobligeante pour le Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités et nous ne pouvons pas songer à leur prescrire une telle attitude.

Nous ne souhaitons pas — cela va sans dire — que des relations d'intimité s'établissent entre nos Légations et les Missions diplomatiques russes. Il nous paraît, en revanche, tout naturel, dépourvu d'inconvénients, et même désirable, que, sans se départir d'une attitude de réserve, nos représentants à l'étranger aient des rapports courtois avec les diplomates soviétistes qu'ils ne sauraient éviter de rencontrer dans des réunions officielles ou mondaines.

Vous répondriez donc entièrement à nos intentions en adoptant à l'égard du Ministre de l'U.R.S.S. la ligne de conduite suivante:

Vous ne ferez rien pour entrer en contact avec lui, mais vous ne vous déroberiez pas à une présentation si, ce faisant, vous risqueriez de placer un tiers dans l'embarras.

Vous ne prendrez pas l'initiative d'une manifestation de courtoisie, mais, si votre collègue soviétiste vous envoyait sa carte, vous n'hésiteriez pas à lui envoyer la vôtre. S'il allait jusqu'à vous rendre visite, nous vous engagerions à le recevoir sans cordialité, mais sans mauvaise grâce, et à rendre la visite par une carte. Dans le cas, bien improbable, d'une invitation, vous trouveriez sans peine un prétexte courtois de refus. En toutes circonstances, vous éviterez, à la fois, de marquer de l'empressement et d'user de rebuffades.

Grâce à cette ligne de conduite, ceux de vos collègues à qui les mêmes problèmes se sont posés ont réussi à éviter tout heurt ou tout incident fâcheux.

2. Cf. *annexe*.

E 7110 1/41

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki, au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L

Bern, 26. September 1934

Wie Ihnen bekannt ist, war seit Einführung der deutschen Devisenbewirtschaftung unsere ständige grösste Sorge die, für schweizerische nach Deutschland gelieferte Waren eine einfache praktische und den Absatz unserer Produkte nicht hindernde Lösung zu finden¹. Das ist denn auch in Form von Abmachungen über das Sonderkonto der Nationalbank gelungen, und wir haben anlässlich der Verhandlungen, die zum Verrechnungsabkommen vom 26. Juli² geführt haben, wohl bewusst diese detaillierten Abmachungen über die Bezahlung schweizerischer Waren den Verhältnissen angepasst und neu in das Abkommen selber als wichtigen Bestandteil aufgenommen. Das Wesentlichste war dabei, dass für die grosse Mehrzahl der Fälle der deutsche Importeur die bezogenen Schweizerwaren bezahlen konnte ohne hierfür irgendeine besondere Bescheinigung einer deutschen Stelle einholen zu müssen.

Die Inkraftsetzung des «Schacht-Planes» auf den 24. September³ und seine Anwendung auf die Schweiz, namentlich auch die einseitige Aufhebung der Ausländersonderkonti, welche im Abkommen eingehend geregelt sind, bedeuten eine Vertragsverletzung, wie sie in der Geschichte der Handelspolitik wohl kaum jemals zu Tage getreten ist. Der Unterzeichnete hat hiegegen bereits in einem Telegramm an Geheimrat Hagemann⁴ aufs schärfste protestiert. Im Auftrag des Herrn Departementchefs bitten wir Sie, diesen Protest in offizieller und energischer Weise beim Auswärtigen Amt anzubringen⁵. Zu diesem Zweck übermitteln wir Ihnen beiliegend Abschrift einer in allen Teilen zutreffenden und vollständigen Eingabe des Vororts in dieser Angelegenheit⁶.

Wir bitten Sie, bei Überreichung der Protestnote mündlich darauf aufmerksam zu machen, dass angesichts des letzten deutschen Vorgehens man sich nicht nur in der Schweiz sondern auch in andern Staaten frage, ob Deutschland überhaupt noch vertragsfähig sei. Selbst wenn man, wie wir, für die gegenwärtige deutsche Situation weitgehendes Verständnis aufbringt, so ist es doch ganz einfach unerträglich, dass mit dem Motto «Not kennt kein Gebot» einseitig vertragliche

1. Cf. DDS vol. 10, rubrique II. 1. 2: Allemagne, relations financières (à partir du n° 297).

2. RO, 1934, vol. 50, pp. 607—611 et cf. n° 55. Pour les clauses secrètes de l'accord, cf. KI/2903.

3. Cf. n° 59.

4. Cf. n° 68, n. 3.

5. Cf. n° 68.

6. Non reproduit. Le 28 septembre 1934, dans une lettre à W. Stucki, le Vorort analyse les conséquences d'ordre commercial et financier qu'entraîne le plan Schacht pour la Suisse. Cf. annexe au présent document.

Abmachungen gebrochen werden, einige Wochen nachdem sie von den Vertretern der deutschen Regierung unterschrieben worden sind.

Wir bitten Sie auch darauf aufmerksam zu machen, dass in Berlin ausdrücklich und bestimmt, schriftlich und mündlich vereinbart worden ist⁷, dass im September über den Reiseverkehr Besprechungen in der Schweiz stattfinden sollten. Angesichts des neuen deutschen Vertragsbruches müssen wir mit umso grösserem Nachdruck verlangen, dass diese Verhandlungen *ungesäumt* aufgenommen werden und zwar, nachdem wir nun schon so oft und lange schweizerische Delegationen nach Berlin delegiert hatten, in der Schweiz.

ANNEXE

E 7110 1/37

*Le Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de
l'Economie publique, W. Stucki*⁸

L

Zürich, 28. September 1934

Vom Inhalt der dem mitunterzeichneten Sekretär übermittelten Aktenkopien betreffend die Rückwirkungen der neuen deutschen Devisenmassnahmen auf das zwischen der Schweiz und Deutschland am 26. Juli 1934 abgeschlossene Verrechnungsabkommen⁹ haben wir mit grossem Interesse Kenntnis genommen. Indem wir Ihnen für die uns ausserordentlich erwünschte Orientierung verbindlich danken, können wir zum Schreiben des Herrn Geheimrat Hagemann vom 25. September¹⁰ zunächst nur feststellen, was Sie zweifellos auch schon Ihrerseits getan haben werden, dass es sozusagen eine wörtliche Wiedergabe von Teilen der Ausführungsvorschriften zu der neuen deutschen Devisenbewirtschaftung enthält, ohne auch nur den Versuch zu unternehmen, diese Neuordnung als mit dem schweizerisch-deutschen Verrechnungsabkommen vereinbar zu rechtfertigen.

Von Interesse an den Darlegungen Geheimrat Hagemanns ist immerhin vielleicht die Feststellung, dass die Devisenbescheinigung etwas grundsätzlich anderes sei «als die Bescheinigungen, die bisher von einzelnen Überwachungsstellen an Einführer als Unterlage für durch die Devisenstellen zu erteilende Genehmigungen zur Bezahlung von bewirtschafteten Waren ausgegeben worden sind». Das scheint uns ein wichtiges Eingeständnis zu sein, das von vornherein jeden Versuch entkräftet, die neuen deutschen Massnahmen etwa mit dem Hinweis darauf als dem Verrechnungsabkommen konform zu begründen, dass sich in diesem ausdrücklich ein Vorbehalt in bezug auf die Ausdehnung der sog. Bewirtschaftung auf weitere Waren befinde. Wir dürfen hierzu auf unsere sachbezügliche Eingabe vom 24. September verweisen. Wenn Herr Hagemann ausführt, dass die Devisenbescheinigung sich von den bisherigen allgemeinen Genehmigungen nach III/3 und III/5—8 der Richtlinien für die deutsche Devisenbewirtschaftung dadurch unterscheide, dass sie nicht in allgemeiner Form, sondern für das einzelne Einfuhrgeschäft erteilt werde und dass damit gegenüber den Einzahlungsgenehmigungen auf das schweizerisch-deutsche Verrechnungskonto «insoweit keine wesentliche Veränderung gegen früher eingetreten» sei, so hat er formell weitgehend recht, um gleichzeitig allerdings die materiellen Konsequenzen des neuen Verfahrens, worauf es allein ankommt, völlig zu übergehen. Es entsteht aus der deutschen Reform nicht nur «eine gewisse

7. Cf. n° 68, n. 14.

8. Lettre signée par le Vice-président, E. Wetter et par le 1^{er} Secrétaire, H. Homberger.

9. Cf. n° 53, n. 11.

10. Non reproduit. Cf. n° 68, n. 3.

Änderung» daraus, «dass der Antrag auf Ausstellung einer Devisenbescheinigung, die zur Einzahlung auf das Verrechnungskonto berechtigt, künftig zweckmässigerweise schon in dem Zeitpunkt zu stellen sein wird, in dem dem *Einführer* ein Angebot seines ausländischen Lieferanten zugegangen ist» — wobei übrigens in dem Antrag u. a. die Zahlungsbedingungen bekannt zu geben sind, woraus der Schluss zu ziehen sein wird, dass neben andern, dem schweizerisch-deutschen Abkommen fremden Erwägungen auch noch die Kreditgewährung im einzelnen Fall auf die Entscheidung der Überwachungsstelle von Einfluss sein dürfte —; sondern die fundamentale Umwälzung und Missachtung des Vertrages mit der Schweiz liegt darin, dass in Zukunft nur noch in Deutschland ansässige Firmen und zwar auch diese nur unter bestimmten, handelspolitischen Zwecken dienstbaren Voraussetzungen die Genehmigung zur Einzahlung im Wege des vertraglichen Verrechnungsverkehrs erhalten können. Damit werden die Ausländer-Sonderkonten schweizerischer Firmen in Deutschland ausgeschaltet, und es ist vom Gesichtspunkt der deutschen Neuordnung der Devisenbewirtschaftung aus unzweifelhaft logisch, wenn diese Einrichtung für alle künftigen Zahlungen aufgehoben wird. Wir brauchen nicht zu wiederholen, dass damit eines der wertvollsten Stücke des Warenzahlungsabkommens zerstört worden ist.

Dass die neuen deutschen Devisenbestimmungen für den schweizerischen Warenexport eine schwere Gefahr bedeuten und auf viele für die Schweiz wichtige Exportbeziehungen geradezu verheerend wirken müssen, war von Anfang an zweifelsfrei zu erkennen, wird aber jeden Tag durch neue konkrete Beispiele bestätigt, worüber sicherlich auch bei Ihnen das Material nicht spärlich sein dürfte. Für den Augenblick, solange die Angelegenheit mit Deutschland nicht wieder geordnet ist, bedeutet die Ausfuhr nach diesem Lande ein derartiges Risiko, dass der Geschäftsgang ins Stocken geraten muss. Aus diesem Grunde hat deshalb z. B. die Baumwollspinnerei ihren Exporteuren dringend angeraten, nichts mehr auszuliefern, solange die Zahlungsüberweisung im Verrechnungsverkehr im einzelnen Fall nicht sichergestellt ist. Der theoretisch zur Verfügung stehende Weg, durch den deutschen Importeur die erforderlichen Devisenbescheinigungen einholen zu lassen, versagt in allzu vielen Fällen, worüber man nicht nur von früher her reichliche Erfahrungen besitzt, sondern auch in der kurzen Zeit seit der Devisenreform neue machen können. Wir haben verschiedenen Firmen, die gegenwärtig in Deutschland gerade für das Textil-Weihnachtsgeschäft intensiv reisen lassen — und, nebenbei, über die Absatzmöglichkeiten sehr befriedigt wären — angeraten, in dem allgemeinen Wirrwarr einmal zu versuchen, durch ihre Abnehmer die Devisenbescheinigungen anfordern zu lassen, um auf diese Weise zu sehen, wie das funktioniert, und daneben auch aus dem Grunde, weil momentan neue Lieferungen ohne diese Vorsicht unverkennbar in ihrer weitem Abwicklung zu Komplikationen führen können. In einem interessanten Fall, der eine grosse süddeutsche Textil-Handelsfirma betrifft, die als alter und guter Kunde für schweizerische Seidenstoffe bekannt ist und als erstklassig gilt, liegt bereits folgende Reaktion vor:

«Von dem Inhalt Ihrer Karte vom 24. September haben wir Kenntnis genommen. Bevor Sie die Ware an uns zum Versand bringen, bitten wir, sich genau zu informieren, ob wir ohne weiteres die Zahlungen leisten können, weil wir keinesfalls bei der Devisenstelle usw. irgendwelche Anträge stellen möchten.»

Es bestätigt sich hier, was man zum voraus hat wissen können und was sich noch vielfältig neu zeigen wird, dass der deutsche Abnehmer mit seinen Behörden nichts zu tun haben will oder eventuell sogar nichts zu tun haben darf und in der Schweiz nichts kauft, wenn er selber die Genehmigung einholen muss. Das mag nicht in allen Fällen gleich drastisch in Erscheinung treten und sich etwa z. B. beim Bezug lebensnotwendiger Halbfabrikate, die aus der Schweiz bezogen werden können, nicht als ebenso ruiniös erweisen, wie beim Export von Fertigfabrikaten, die Deutschland selber in genügendem Umfange erzeugt. Auf einer breiten Linie spielt aber dieser psychologische in Verbindung mit dem Bequemlichkeitsfaktor eine durchaus entscheidende Rolle.

Die deutsche Neuordnung der Devisenbewirtschaftung bedeutet indessen nicht nur für das zukünftige Geschäft in zahlreichen Fällen eine grosse Gefährdung, sondern daneben speziell noch für die Zahlungsabwicklung bereits gelieferter Waren, deren Fakturen erst nach dem 24. September fällig werden, eine für viele Firmen höchst beunruhigende Störung. Ganz abgesehen von der allgemeinen Unhaltbarkeit des deutschen Vorgehens liegt in diesem Eingriff in die ordnungsgemässe Regulierung der Zahlungen für bereits gelieferte Waren im Wege des Verrechnungsverkehrs eine kaum zu übertreffende Rücksichtslosigkeit.

Bei dieser Sachlage sind wir Ihnen ganz besonders zu Dank verpflichtet für die energischen Vorstellungen, welche Sie die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin bei der deutschen Regierung geltend zu machen beauftragt haben¹¹. Insbesondere ist es in der Tat von grösster Bedeutung, die gegenwärtige unhaltbare Lage raschmöglichst zu überwinden. Die Mitteilung Geheimrat Hagemanns, dass zurzeit in Berlin noch geprüft werde, «inwieweit ähnliche Erleichterungen wie bisher künftig für die Inhaber von schweizerischen Ausländer-Sonderkonten erteilt werden können», scheint dafür zu sprechen, dass man sich doch offenbar auch auf dem Reichswirtschaftsministerium Rechenschaft darüber gibt, dass etwas geschehen muss. Wenn es übrigens noch eines Beweises bedurft hätte, so liegt er hier von der unverdächtigsten Seite vor, dass die Störung, wie sie aus den neuen deutschen Massnahmen bedauerlicherweise eintritt, vermeidbar gewesen wäre, wenn Deutschland rechtzeitig seine vertraglichen Pflichten honoriert hätte. Die vorläufig festzustellende Missachtung der eigenen Unterschrift ist nicht nur beklagenswert, sondern ein neuer tiefgreifender Unruhefaktor, wie ihn leider Deutschland in letzter Zeit allerdings mehrfach — wir erinnern an die wiederholten Reden von Reichsbankdirektor Schacht¹² — erzeugt hat. Die Wirkung davon zeigt sich nur allzu deutlich in Form gehäufter Einzahlungen seitens deutscher Warenschuldner für Fälligkeiten, die vor dem 24. September liegen bzw. vor dieses Datum nachträglich gelegt worden sind, weil die schweizerischen Exporteure die Fälligkeiten verkürzten, um möglichst rasch ihr Geld aus der sich ankündigenden Unsicherheit zu retten, womit natürlich dem normalen Verlauf des Verrechnungsverkehrs weder vom deutschen Gesichtspunkt noch vom schweizerischen Gesamtinteresse aus gedient sein kann.

Zu einer geradezu grotesken Situation kommt durch die deutsche Neuordnung der schweizerische Transithandel¹³, indem der Runderlass der Reichsstelle für Devisenbewirtschaftung Nr. 115/34 vom 19. September bestimmt, dass Zwischenhandelsgenehmigungen für den Bezug von Waren nicht schweizerischen Ursprungs vom 20. September an nur noch für die Begleichung solcher Zahlungsverpflichtungen gelten, die vor dem 24. September fällig geworden sind. Nachdem diese sog. Zwischenhandelsgenehmigungen bisher bekanntlich praktisch den betreffenden Firmen überhaupt noch keine Transferierung verschafft haben, werden sie bereits wieder aufgehoben. Auch aus andern Gründen dürfte es unumgänglich sein, auf die Transithandelsfrage zurückzukommen, die schon wegen der Aufhebung des Unterschiedes zwischen bewirtschafteten und andern Waren eine völlig neue Gestalt erfährt.

11. Cf. n° 68.

12. Cf. DDS vol. 10, n° 371 et le n° 59 du présent volume.

13. Pour les problèmes soulevés par le transit, cf. n° 53, et n° 84, n. 6.

67

E 2001 (C) 5/107

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Personnelle¹

Bucarest, 27 septembre 1934

En date du 17 de ce mois, vous avez bien voulu me faire adresser par la Division Fédérale des Affaires Etrangères quelques renseignements complémentaires sur

1. *Remarque marginale de Motta*: Cette lettre est intéressante, il faut en remercier l'auteur; il est cependant certain que l'attitude du Conseil fédéral a *apaisé* l'opinion publique; pour le moment, il semble que le *danger* d'un mouvement d'initiative soit écarté. Une autre attitude du C. [onseil] f. [édéral] aurait déterminé des agitations sans fin. 2. X. 34.

l'attitude de la délégation suisse touchant l'entrée de la Russie Soviétique dans la Société des Nations², ainsi que le texte intégral du beau discours que vous avez prononcé à cette occasion devant la sixième commission³.

J'ai lu ce magnifique exposé non seulement avec un vif intérêt, mais avec une sincère admiration. Aujourd'hui que, selon votre expression, «les dés sont jetés», il me plaît de constater que la position prise par notre pays a reçu de l'opinion et de la presse internationales, même dans les pays que les nécessités de leur politique inclinaient à soutenir la candidature de l'U.R.S.S., un accueil compréhensif et souvent même nettement approuvateur. Plusieurs grands journaux français, par exemple, n'ont pas hésité à écrire que, dans votre «duel oratoire» avec M. Barthou⁴, c'est vous qui aviez joué le beau rôle et remporté, moralement, la victoire. Dans la presse roumaine, à part les commentaires absurdes de l'«Indépendance Roumaine», que je vous ai communiqués par mon rapport du 12 courant⁵, je n'ai relevé aucune réflexion désobligeante. D'autre part, certaines personnalités tant roumaines qu'étrangères ne m'ont point caché leur satisfaction de vous avoir entendu opposer à la voix de l'opportunisme politique celle des principes moraux sur lesquels repose toute civilisation.

D'un point de vue plus terre à terre, celui de nos intérêts matériels, de notre situation internationale et de notre tranquillité intérieure, tout s'est passé, jusqu'ici, aussi bien que possible: mieux, je l'avoue, que je n'étais porté à le prévoir. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas regarder plus loin que les résultats immédiats, pour ne pas envisager les suites de notre décision et les mesures à prendre afin de prévenir les dommages qui pourraient résulter d'une politique au jour le jour.

A ce propos, vous me permettrez de relever, dans la lettre de la Division des Affaires Etrangères du 17 de ce mois, un passage qui ne laisse pas de m'inquiéter. Le voici: «Cette décision ayant été irrévocablement prise, il n'y a pas lieu pour nous de nous arrêter aux conséquences possibles de notre geste.» Pour ma part, je me refuse à croire que ces «conséquences possibles» n'aient pas été soigneusement pesées très longtemps à l'avance et que l'on puisse, aujourd'hui encore, refuser de les étudier. Car cette étude demeure indispensable si l'on veut, d'une situation initiale désormais acquise, développer les avantages et réduire les inconvénients.

C'est ce qui m'engage à vous soumettre, en toute franchise, quelques réflexions, non, certes, pour récriminer contre ce qui a été fait, mais dans un esprit de collaboration aussi loyal que modeste et dans l'espoir que je pourrai contribuer ainsi à dégager, d'une part, les enseignements d'une récente expérience et à élaborer, de l'autre, les réalisations de l'avenir.

Si passionnant que soit pour l'esprit le libre jeu de ses facultés critiques, je m'ef-

2. *Non reproduit.*

3. *Cf. n° 62, n. 10.*

4. *Ministre français des Affaires étrangères.*

5. *Non reproduit. En réponse à ces commentaires, et sur l'incitation d'un des directeurs politiques de l'Universul, le Ministre de Weck fait paraître quelques jours plus tard dans ce journal une Lettre de Genève sur la Suisse et les Soviets. Motta juge cet article, anonyme bien sûr, à tous les points de vue excellent (lettre de de Weck, 5 octobre, E 2001 (C) 5/107)).*

forcerai de n'en point abuser et je ne reviendrai sur le passé que dans la mesure où ce retour pourra être utile à la préparation de notre action future.

I.

Devant le fait accompli, toute discussion rétrospective des arguments pour et contre serait actuellement vaine.

On peut cependant rappeler que la diplomatie fédérale avait paru tout d'abord pencher pour l'abstention. Il lui était même loisible d'examiner l'hypothèse d'un vote affirmatif, mais conditionnel, qui eût nécessité des négociations préalables tant avec la S.D.N. qu'avec l'U.R.S.S., et qui, semble-t-il, aurait pu nous permettre de réaliser, comme prix de notre bienveillance, certains avantages positifs (dans la question des dommages de guerre, par exemple)⁶.

Si le Conseil Fédéral est allé jusqu'à dire non, c'est parce que l'opinion de nos partis bourgeois, dans toutes les régions de la Suisse, s'était prononcée avec un tel ensemble que le gouvernement n'a pas cru pouvoir rester en deçà de vues nettement exprimées par une majorité résolue.

La lecture de votre discours, Monsieur le Conseiller Fédéral, incite tous les gens de cœur à vous donner raison. Leur sera-t-il permis, néanmoins, de regretter que l'attitude dont vous fûtes l'interprète éloquent ait paru être imposée en dernière heure au gouvernement de la Confédération par une campagne de presse et par des «ordres du jour» émanant de groupements irresponsables?

Notre Constitution n'a pas poussé le culte de la démocratie jusqu'à réclamer du pouvoir exécutif, en matière de politique internationale, une absolue soumission à la volonté populaire. Elle veut, au contraire, que le Conseil Fédéral «veille» aux intérêts du pays, à la «sûreté extérieure» de la Suisse. Il est «chargé» des «relations avec l'étranger»⁷. C'est assez dire que la charte fondamentale de notre Etat exige, dans ce domaine du moins, une vigilance gouvernementale active, attentive, prévoyante et libre de ses mouvements. On eût donc souhaité, en l'occurrence, que les dirigeants, quelle que dût être leur décision, la prissent en toute liberté. Or, on en est réduit à se demander si le Conseil Fédéral n'a pas ajourné jusqu'à la veille de l'assemblée de Genève l'étude des problèmes qu'il avait à résoudre ou si la solution définitivement adoptée n'est pas sensiblement différente de celle qu'il eût choisie s'il avait conservé jusqu'au bout la faculté d'agir à sa guise. Admettre la première de ces deux suppositions, ce serait accuser le gouvernement de négligence ou de légèreté, ce à quoi je ne saurais consentir. Reste donc la seconde: le sentiment populaire obligeant les chefs responsables à aller plus loin dans l'opposition qu'ils ne l'eussent probablement souhaité. Les raisons de cette évolution, votre discours les indique: «Notre opinion publique est toujours libre; elle est en même temps spontanée. La liberté de notre presse est entière. Le Conseil Fédéral ignore l'institution de la presse officieuse. Pas de pressions, pas même de directives qui partent d'en haut. Nous possédons en même temps de très nombreuses associations patriotiques de tout ordre où l'esprit civique est cultivé et maintenu en éveil».

6. Remarque marginale de Motta: ?

7. Constitution fédérale, art. 102, ch. 8 et 9.

Tout cela est rigoureusement exact. Mais l'état de choses dont vous avez brossé le tableau ne pourrait-il pas être amélioré dans un sens plus propice au libre arbitre de ceux qui doivent, d'après l'esprit même de la Constitution, *diriger* notre politique étrangère?

Encore une fois, je ne prétends ni que l'opinion populaire se soit trompée ni que le gouvernement n'ait pas eu raison, sinon de s'en inspirer, du moins d'en tenir compte. Cependant, le gouvernement devrait posséder les moyens d'éclairer, d'aiguiller l'opinion. La liberté de la presse est une fort belle chose. Elle a subi, pourtant, plus d'une atteinte, même après l'abolition de la censure du temps de la guerre. Tout récemment encore, n'avons-nous pas adopté certaines dispositions tendant à réprimer les outrages commis par la voie des journaux à l'égard de chefs d'Etat étrangers?⁸ Ces mesures répressives ne sont peut-être pas inutiles, mais je leur préférerais des mesures préventives et je souhaiterais que l'on se préoccupât des intérêts généraux du pays au moins autant que du prestige des souverains ou des dictateurs qui règnent au-delà de nos frontières. Aux réclamations, aux protestations de l'étranger, on peut toujours opposer le principe de la presse libre. Mais il ne faudrait pas que ce principe devînt gênant pour ceux qui nous gouvernent en les empêchant de faire ce qu'ils estiment devoir faire ou en les obligeant à des actes qui ne soient pas l'exacte traduction de leur pensée. Sans recourir à la «pression», il serait facile d'exercer par les journaux une influence décisive sur l'opinion publique. Le service de presse du Département Politique ne devrait pas se contenter de faire concurrence à l'«Argus» en maniant le pot à colle et les ciseaux. Chaque fois que se pose un problème extérieur important, il devrait être informé des vues adoptées par le Conseil Fédéral et en informer à son tour, avec une adresse persuasive, les journalistes les plus écoutés du public⁹. Un contact permanent, une collaboration cordiale et confiante entre le gouvernement et les grands journaux seraient fort souhaitables: l'activité de la diplomatie fédérale en serait facilitée et le prestige de notre presse ne manquerait pas d'en être accru, à l'étranger comme en Suisse.

Loin de moi la pensée de blâmer l'«esprit civique, cultivé et maintenu en éveil par nos associations patriotiques». Quelques-unes d'entre elles, cependant, interviennent dans certains débats dont la nature même semble échapper à leur compétence. Ne serait-il pas possible de les inviter, voire de les contraindre à plus de discrétion? L'armée, par exemple, est, par définition, un outil au service de la nation et aux ordres du gouvernement. La politique n'est pas son fait. Le commandement militaire a parfaitement raison de s'opposer avec énergie à l'immixtion des politiciens dans le fonctionnement de son mécanisme interne. Mais le pouvoir civil n'est pas moins fondé à exiger, non pas de nos miliciens, de nos citoyens-soldats, mais des cadres supérieurs de l'armée, l'abstention de toute agitation publique, surtout dans le domaine de la politique étrangère. Une fois que la machine militaire est mise en marche, seuls les techniciens qui la commandent sont responsables de son travail; seuls, par conséquent, ils ont le droit de porter la main sur les leviers. Mais, en bonne logique, le gouvernement seul peut décider du moment où l'outil entrera en action et, s'il y a lieu, assigner à cette action son

8. Arrêté du Conseil fédéral du 26 mars 1934 (FF, 1934, I, p. 867). Cf. n° 23.

9. Remarque marginale de Motta: ?. L'expérience a montré que ce vœu est irréalisable.

objectif politique. Pas d'ingérence de la politique dans l'armée; pas d'ingérence non plus de l'armée dans la politique¹⁰. Pour faire triompher le bon sens en cette matière, la revision de la Constitution, dont le principe est acquis, ouvre des voies nouvelles qu'il ne faudrait pas négliger (abolir, par exemple, la disposition étrange qui confie au Parlement la tâche d'«élire» un général).

II.

Permettez-moi maintenant, Monsieur le Conseiller Fédéral, de revenir à la situation créée par le vote de la délégation suisse et à ses développements possibles.

Quels contre-coups pouvait-on craindre de notre attitude négative?

1° Que la Suisse demeurât seule dans son opposition irréductible et que son influence internationale en fût diminuée. — Ce péril est aujourd'hui écarté, puisque, sans parler des abstentionnistes, relativement nombreux, le Portugal et les Pays-Bas ont uni leurs voix à la nôtre. En outre, grâce à votre éloquence, les motifs très nobles de notre «non possumus» ont été compris de tous les esprits de bonne foi, de sorte que notre pays, loin d'avoir baissé dans l'estime des autres, leur a fourni, au contraire, des raisons nouvelles de le respecter.

2° Il était permis de se demander, d'autre part, si notre décision ne serait pas interprétée, au moins dans certains milieux, comme un encouragement donné à la politique allemande¹¹ et, ce qui serait plus grave, si elle ne pourrait pas avoir pour conséquence de nous entraîner, bon gré mal gré, dans l'orbite de l'Allemagne hitlérienne. — Plusieurs journaux étrangers ont bien essayé de faire croire à leurs lecteurs que, sous l'influence d'un prétendu nazisme helvétique et d'un état-major «demeuré farouchement germanophile», le Conseil Fédéral avait repoussé les Soviets pour être agréable au «Führer». Ils l'ont fait avec tant de maladresse et de mauvaise foi que leurs commentaires pourraient être considérés comme dénués de toute importance si ceux qui les ont lus étaient tous des gens intelligents, raisonnables et capables d'opposer à de malveillantes insinuations des renseignements provenant de meilleures sources. Malheureusement, le discernement, le sang-froid et le désir d'aller au fond des choses sont aujourd'hui assez rares. Il serait donc très désirable que le Département Politique, en Suisse par son service de presse, à l'étranger par ses Légations, puisse contrebattre, dans les journaux et dans l'opinion, les informations erronées et les insinuations perfides¹². Il faudrait veiller aussi à empêcher certaines puissances étrangères d'exploiter à leur profit le geste de la Suisse en faisant passer pour une adhésion à leur politique les réactions spontanées et autonomes de notre conscience nationale. Mais il importe surtout, à mon sens¹³, de faire en sorte que le mouvement qui a dressé contre la candidature soviétique la majorité de notre peuple ne dégénère pas en une campagne hostile à la S.D.N. La force d'un tel courant ne manquerait pas de nous rejeter dans le sil-

10. *Remarque marginale de Motta*: D'accord.

11. *Cf. lettre du Ministre de Suisse à Berlin au Chef du Département politique, 19 septembre* (E 2001 (C) 5/107).

12. *Remarque marginale de Motta*: Mais nous n'avons pas de service de presse dans ce sens!

13. *Remarque marginale de Motta*: C'est fait.

lage des Etats qui ont déjà faussé compagnie à la Ligue de Genève¹⁴. Je me borne pour l'instant à mentionner ce risque, me réservant d'examiner plus loin les périls qu'un combat d'idées et de sentiments sur le principe même de l'institution ainsi que sur la position de la Suisse à son égard pourrait faire courir à notre tranquillité intérieure.

3° De divers côtés, on a semblé craindre que, si la Suisse, par son opposition à l'entrée de l'U.R.S.S., contrariait trop fortement l'action des «puissances invitantes», celles-ci ne se vengent en transférant dans un autre pays le siège de la S.D.N., ce qui nous causerait un préjudice moral et matériel assurément considérable. — Ce danger semble momentanément écarté, mais il pourrait renaître. Certes, les membres les plus influents de la Ligue y regarderaient à deux fois, surtout à une époque d'impécuniosité quasi-universelle, avant de sacrifier tout le capital investi dans les installations de Genève et d'engager ailleurs de nouvelles dépenses. Il ne faudrait pas, néanmoins, les pousser à bout en leur donnant à penser que, pour nous, une S.D.N. contaminée par la présence de Moscou ne présente plus aucun intérêt. Là encore, le Conseil Fédéral doit s'efforcer de ne donner prise à aucune interprétation malveillante de ses actes et prévenir dans toute la mesure du possible les écarts de langage de la presse. Car si nous faisons mine de nous retirer ou seulement de chercher un prétexte à rupture avec la S.D.N., il serait logique et naturel que cette dernière nous prît au mot.

4° La suite la plus grave que pourrait engendrer notre non, je la vois dans l'ouverture d'une crise intérieure qui, en mettant aux prises adversaires et partisans des Soviets de la S.D.N., affaiblirait, diviserait, déchirerait le pays. — Là est le péril redoutable qu'il faut à tout prix conjurer. La lecture de nos journaux permet heureusement de présumer que le gouvernement s'y emploie: il ne saurait le faire avec trop d'énergie, de persévérance et d'adresse. Les déclarations que vous avez faites à la presse suisse après le grand débat de la VI^e commission, paraissent avoir été fort bien accueillies et l'on peut espérer que le bon grain germera. Mais il faut empêcher l'ivraie de pousser. Le moyen le plus sûr serait, s'il en est encore temps, de faire avorter dans l'œuf l'initiative qui se prépare, dit-on, dans certains milieux¹⁵ pour obtenir que soit soumise au peuple la question de savoir si la Suisse doit se retirer de l'institution de Genève. Sur les chances de succès de cette manœuvre, sur le degré de préparation de ceux qui la dirigent, sur le crédit dont ils disposent sur l'opinion publique, je ne dispose d'aucun renseignement positif. Dans ces conditions, il peut sembler présomptueux de ma part d'en parler. Je n'hésite néanmoins pas à le faire, car, en face d'un problème aussi capital, des considérations exemptes de tout esprit de parti et dictées par le seul souci de l'intérêt national conservent, j'ose le croire, leur valeur.

La majorité des Etats membres de la Ligue s'étant prononcée contre nous, ceux qui, chez nous, ont combattu avec passion la candidature soviétique sont fondés à dire: «On n'a pas voulu nous écouter. On prétend nous obliger à recevoir sur notre sol, à y conserver à demeure une délégation soviétique qui sera un levain de désordre et de révolution. Nous n'en voulons pas. Plutôt que de subir la loi du plus fort, abandonnons à son destin une association d'Etats qui renie les principes sur les-

14. *Avant tout l'Allemagne et le Japon.*

15. *Notamment le Volksbund für die Unabhängigkeit der Schweiz.*

quels elle s'était construite et l'idéal auquel nous avons adhéré. Ne nous attachons pas aux avantages matériels que pouvait nous valoir le fait de posséder à Genève le siège de la S.D.N. Qu'elle s'en aille! Telle que l'ont faite les politiciens, nous ne la regretterons pas.»

Nulle part aujourd'hui, la Ligue n'est populaire, il serait vain de le dissimuler. Dans certains pays, où l'opinion ne s'y est jamais intéressée, on la supporte en l'ignorant. Dans d'autres, si les gouvernants commettaient l'imprudence de la faire plébisciter, elle risquerait fort de subir une cuisante défaite.

La Suisse, vous l'avez justement relevé, «est le seul Etat qui soit entré dans la Société des Nations par la voie du plébiscite»¹⁶. Vous avez rappelé aussi que la lutte fut sévère et que, pour remporter la victoire, le gouvernement fédéral dut apporter dans la controverse «tout le poids de son autorité». De telles expériences, n'est-il pas téméraire d'assurer qu'on puisse les réussir deux fois?

En 1920, le débat portait sur une institution qui venait de naître: ses adversaires ne pouvaient la dénigrer et ses partisans la louer que sur l'idée qu'ils se faisaient de son avenir. Aujourd'hui, elle aurait à souffrir du fait que ses échecs, au cours de ces dernières années, furent éclatants. Le peuple a la mémoire trop courte pour conserver le souvenir de ses bienfaits. Les services qu'elle a rendus sont incontestables, mais ils ne parlent guère à l'imagination des foules. Seuls, les techniciens de la vie internationale sont en mesure de les dénombrer et de les apprécier; encore leur serait-il assez malaisé de se faire comprendre du grand public et de l'amener à partager leur conviction.

Je ne me hasarderai pas à prédire l'issue d'un «referendum», mais j'ai le sentiment que la majorité, pour ou contre la S.D.N., serait assez faible¹⁷. Ce qui me paraît redoutable, c'est qu'une campagne plébiscitaire pourrait se dérouler non pas seulement sur le thème de la S.D.N., mais encore et surtout sur celui des Soviets. Si l'on réussissait à persuader les honnêtes gens que voter pour la Ligue, c'est amnistier l'U.R.S.S., les adversaires de la première auraient partie gagnée. Beaucoup de bons citoyens inclineraient à écouter ce langage: ceux qui le tiennent ne manqueraient pas, en effet, de leur montrer la S.D.N. défendue aujourd'hui par nos socialistes et nos communistes dont naguère encore elle excitait les sarcasmes. Quel que soit le résultat final, le parti socialiste y trouverait l'occasion de se proclamer vainqueur. Si le sort se prononçait pour la Ligue, il se flatterait de l'avoir sauvée, alors même qu'il n'aurait pas été seul à se déclarer pour elle. Si elle était vaincue, les socialistes prétendraient que l'imposante minorité qui aurait lutté pour elle se composait d'eux seuls et de leurs amis.

Il ne faut pas oublier que la campagne antisoviétique de ces derniers mois est partie de Genève, que l'existence dans ce canton d'un gouvernement socialiste a contribué à rendre la polémique plus violente qu'elle ne l'eût été si M. Nicole¹⁸ n'existait pas, que tout le débat s'est trouvé faussé dans une large mesure par ce point de départ¹⁹. Ne pourrait-on pas démontrer aux partis bourgeois qu'ils

16. DDS, vol. 7—II, rubrique I: La Suisse et la Société des Nations.

17. Remarque marginale de Motta: C'est juste!

18. Leader du Parti socialiste genevois et Président du Conseil d'Etat à majorité socialiste élu en novembre 1933.

19. Remarque marginale de Motta: Les partis bourgeois le savent!

feraient le jeu des socialistes en leur abandonnant l'honneur de défendre la S.D.N.?

S'il s'avérait impossible de contester la constitutionnalité d'une demande d'initiative fondée sur l'art. 121 de la Constitution Fédérale²⁰, ou s'il était déjà trop tard soit pour tenter d'amener les auteurs de cette demande à y renoncer soit pour agir en sorte qu'elle ne recueille pas le nombre de suffrages nécessaire, il va sans dire que le Conseil Fédéral devrait une fois de plus jeter dans la balance « tout le poids de son autorité ». Il est même infiniment probable que, pour l'emporter, ce poids devrait être beaucoup plus lourd qu'en 1920. Mieux vaudrait cependant prévenir que guérir. C'est pourquoi tous les moyens disponibles me paraissent devoir être mis en œuvre pour épargner à notre pays une ère d'agitation politique, dont il est malaisé de prévoir comment elle finirait et par quelles surprises désagréables elle pourrait nous faire passer.

Il importera aussi de rassurer ceux qui redoutent les effets de l'admission des Soviets à Genève tout en désirant que la Suisse reste dans la S.D.N. et qu'elle en conserve le siège. A cette fin, on ne peut que souhaiter de voir aboutir promptement le projet, dont le Conseil Fédéral est déjà saisi, d'une police fédérale outillée de manière à déjouer tous les complots qui se trameraient contre la sûreté de la Confédération²¹.

Telles sont, Monsieur le Conseiller Fédéral, les réflexions que ma conscience m'incite à vous soumettre. Vous me trouverez peut-être téméraire, à la distance où je suis de Berne et de Genève, de vous donner mon avis sur des questions que vous connaissez mieux que moi. Vous êtes placé, en effet, au centre même de tout le mouvement dont il est ici question et vous pouvez en suivre, au jour le jour, tous les développements. Je me trouve, au contraire, à l'extrême périphérie, sans autre documentation que quelques textes. Mais sans doute estimez-vous que vos agents de l'étranger ne doivent pas être seulement des facteurs ou des commissionnaires et que leurs propos d'exilés peuvent présenter quelque intérêt, en raison même du fait qu'ils sont conçus dans la solitude d'un cabinet de travail, loin de l'ambiance fiévreuse dans laquelle vous avez vécu ces dernières semaines²².

20. *Cet article traite de la révision partielle de la Constitution fédérale par voie d'initiative populaire.*

21. *Arrêté fédéral tendant à garantir la sûreté de la Confédération du 21 juin 1935 (RO, 1935, vol. 51, pp. 495—497). Pour la création de la police fédérale, cf. aussi RG, 1935, pp. 160—161.*

22. *Le Chef du Département politique répond à son interlocuteur, le 11 octobre suivant:*

[...]

Pour notre part, nous demeurons convaincus que le Conseil fédéral a adopté, dans cette grave affaire, l'attitude la plus conforme aux sentiments de notre peuple. Elle a eu un effet d'apaisement sur une opinion qui se cabrait à l'idée d'une collaboration soviétique dans le sein de la Société des Nations. Sans le « non » catégorique du Conseil fédéral, il est probable qu'un mouvement de sortie de la Société aurait été déclenché en Suisse. Pour le moment, tout danger de ce côté paraît écarté. Nous nous en félicitons pour plusieurs raisons, notamment pour celles que vous avez si bien exposées.

Pour ce qui est d'une action gouvernementale sur notre presse, nous comprenons fort bien, nous partageons même en une certaine mesure les idées qu'il vous a plu de nous soumettre. Elles seraient toutefois difficilement réalisables. Nous ne possédons pas, en effet, au Département politique de service de presse proprement dit et, à supposer qu'il existât, ce service se heurterait

chez nous, dans l'exercice de sa mission, à des difficultés pratiques sur lesquelles nous ne croyons pas devoir insister.

Nous avons lu également avec beaucoup d'attention la communication que vous avez faite à l'«Universul» [cf. n. 5 ci-dessus]. Cette mise au point est si excellemment conçue qu'elle aura dissipé sans doute bien des malentendus dans les milieux politiques roumains. Nous nous plaisons toutefois à penser que le secret de cette collaboration tout exceptionnelle sera bien gardé, car on ne vous pardonnerait guère, dans certains groupements politiques, d'avoir ainsi appelé — pour reprendre vos propres termes — votre ancien métier de journaliste au secours de votre mission diplomatique.

68

E 2001 (C) 3/148

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki*

*Copie**L*

Berlin, 29. September 1934

Mit Bezug auf Ihr Schreiben vom 26. dieses Monats¹ beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass ich mit meinem zuständigen Mitarbeiter am 28. September auf dem Auswärtigen Amt vorsprach, wo ich als ersten erreichbaren Sachreferenten Herrn Geheimrat Benzler, den Stellvertreter des Direktors der Wirtschaftsabteilung im Auswärtigen Amt, antraf. Ich übergab ihm eine Note², von der ich Ihnen eine Abschrift zur Kenntnisnahme zukommen lasse. Herr Benzler versuchte die Sache so darzustellen, als ob es sich bei dem neuen Plan mehr um eine Änderung des formellen Verfahrens handle. Ich wies jedoch sofort auf die Schwierigkeiten hin, die sich daraus ergeben, dass inskünftig in jedem einzelnen Fall eine besondere Devisenbescheinigung nachgesucht werden müsse, dass das bisherige Verfahren für Zahlungen, die nach der Schweiz geleistet werden müssen, nicht nur formell, sondern auch materiell wesentlich geändert worden sei und dass infolgedessen durch die neuen Devisenverordnungen wesentliche Bestimmungen des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens, auf die man gerade in der Schweiz besonderes Gewicht lege, einseitig aufgehoben worden seien. Herr Geheimrat Benzler legte mir dann die Abschrift eines Schreibens vor, das Herr Geheimrat Hagemann am 25. September³ an Sie, Herr Minister, richtete und in welchem er die Bestimmungen des neuen Planes näher darlegte. Bei einer flüchti-

1. Cf. n° 66.

2. Cf. annexe au présent document.

3. Non reproduit. Un échange de télégrammes entre W. Stucki et W. Hagemann a précédé la lettre du 25 septembre. Le 22 septembre, W. Stucki envoie le message suivant:

Die am 24. September in Kraft tretende Neuordnung der Devisenzuteilung bedeutet offenbare krasse Vertragsverletzung, gegen die ich energisch protestieren muss. Die Aufregung in hiesigen Wirtschaftskreisen ist gewaltig und droht unser ganzes mühsam aufgebautes Vertragswerk zu gefährden. Ich bitte Sie dringendst so rasch als irgend möglich zur Besprechung der Angelegenheit hierher zu kommen.

gen Durchsicht dieses Briefes konnte ich feststellen, dass die Ausführungen des Herrn Hagemann eigentlich nichts Neues enthalten, was Ihnen die Gesandtschaft nicht bereits berichtet hatte⁴; zum Teil handelt es sich dabei um Wiederholungen des Runderlasses Nr. 115. Anlässlich der telephonischen Unterredung meines Mitarbeiters am Nachmittag des 28. September mit Ihrer Stelle⁵ wurde dieser Eindruck bestätigt. Herr Benzler teilte mir ferner mit, dass der deutsche Gesandte in Bern beauftragt sei, offiziell vorzuschlagen, die für den Monat September vorgesehenen Besprechungen auf ungefähr Mitte Oktober zu verlegen. Andererseits habe sich Geheimrat Hagemann in einem privaten Schreiben Ihnen gegenüber bereit erklärt, Sie in Wiesbaden, wo er zur Zeit zur Kur weilt, zu einer Vorbesprechung zu empfangen⁶. Sofern Herr Hagemann von Ihrer allfälligen Reise nach Wiesbaden rechtzeitig Kenntnis erhalte, würde er veranlassen, dass gleichzeitig ein zuständiger Beamter der Reichsstelle für Devisenbewirtschaftung in Wiesbaden anwesend sei. Herr Geheimrat Benzler bedauerte lebhaft, dass nicht früher Besprechungen stattfinden konnten, bemerkte jedoch, dass Geheimrat Hagemann der Einzige sei, der mit den deutsch-schweizerischen Wirtschaftsproblemen vollkommen vertraut sei und dass er durch Verhandlungen mit andern Ländern derart in Anspruch genommen und infolgedessen für weitere Besprechungen unabhkömmlich war. Wegen ständiger Überarbeitung müssten nun Herrn Hagemann einige Tage Erholung gewährt werden.

La réponse télégraphique de W. Hagemann suit le 24 septembre:

Wenn auch Übergangsschwierigkeiten sich wohl nicht ganz werden vermeiden lassen scheint mir doch Grund zur Beunruhigung nicht gegeben da alles getan wird um neuen Plan im deutsch-schweizerischen Verkehr den geltenden Vertragsbestimmungen anzupassen. Ausführlicher Brief folgt (E 7110 1/52).

4. Cf. lettre de P. Dinichert à W. Stucki du 22 septembre 1934 in E 7110 1/41.

5. Cf. la notice du 28 septembre 1934 in E 7110 1/50.

6. Selon la circulaire n° 504 du Vorort du 22 octobre 1934, les discussions de Wiesbaden n'amèneront pas de solution pour la Suisse. L'intention qui guide les décisions économiques du Reich y sera par contre clairement énoncée:

Die vor 14 Tagen in Wiesbaden begonnenen und nach einer kleinen Unterbrechung in Bern weitergeführten Verhandlungen mit Vertretern der deutschen Regierung haben leider nicht vermocht, den durch die einseitige Neuordnung der deutschen Devisenbewirtschaftung hervorgerufenen Vertragskonflikt aus der Welt zu schaffen. Die Vertreter der deutschen Regierung machten den schweizerischen Feststellungen gegenüber geltend, dass keineswegs beabsichtigt sei, die Einfuhr aus der Schweiz durch das Mittel der Devisenbewirtschaftung zu beschränken, sondern dass vielmehr die Überwachungsstellen Anweisungen erhalten hätten, die Genehmigungen für Zahlungen im Wege des Verrechnungsverkehrs nach der Schweiz in vollem Umfange zu erteilen. Man war deutscherseits auch ohne weiteres dazu bereit, die Formalitäten im Verkehr mit der Schweiz auf ein Minimum zu beschränken. Aber man erklärte, im Rahmen des neuen Devisenplanes unmöglich darauf verzichten zu können, die Zahlungen nach der Schweiz trotz des Verrechnungsverkehrs ebenfalls in die neuorganisierte Überwachung einzu beziehen, weil sonst die Überwachungsstellen, welche die Einfuhr der von ihnen zu kontrollierenden Waren in einen wirtschaftlich tragbaren Einklang mit den vorhandenen Devisen bringen sollen, nicht in der Lage wären, die ihnen zugewiesenen Funktionen auszuüben, wenn ihnen nicht von vornherein, und zwar schon im Moment der Auftragserteilung, genau bekannt sei, inwieweit der Bedarf Deutschlands an einer bestimmten Ware aus der Schweiz gedeckt werde, wobei die schweizerische Einfuhr, vorbehaltlich besonderer Vereinbarungen zwischen den beiden Regierungen, keiner Beschränkung unterworfen werden solle (E 2001 (C) 3/148).

ANNEXE

E 7110 1/41

*Note présentée par le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
à l'Office des Affaires étrangères du Reich*

Copie

N

Berlin, 26. September 1934

Am 26. Juli dieses Jahres wurde zwischen Vertretern der Deutschen und der Schweizerischen Regierung ein Abkommen⁷ über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr abgeschlossen, welches den gesamten Waren- und Zahlungsverkehr zwischen den beiden Ländern regelt. Dieses Abkommen trat am 1. August 1934⁸ in Kraft. Seit Einführung der deutschen Devisenbewirtschaftung waren die zuständigen schweizerischen Behörden in Anbetracht der intensiven wirtschaftlichen Beziehungen zwischen Deutschland und der Schweiz ständig darauf bedacht, für schweizerische und nach Deutschland gelieferte Waren eine einfache, praktische und den Absatz schweizerischer Produkte nicht hindernde Lösung zu finden.

In den beiden Abkommen vom 19. Juli⁹ und 5. November 1932¹⁰ wurden Vereinbarungen über den Zahlungsverkehr von Deutschland nach der Schweiz getroffen, durch die ein Sonderkonto der Schweizerischen Nationalbank bei der Deutschen Reichsbank errichtet wurde und auf das deutsche Bezüger von schweizerischen Waren genehmigungsfrei einzahlen konnten, sofern gewisse Voraussetzungen vorlagen. Durch das am 26. Juli abgeschlossene Abkommen wurden die früheren Vereinbarungen, die im grossen und ganzen befriedigend funktionierten, erweitert. Dies bezieht sich insbesondere auf die Inanspruchnahme und Neuerrichtung von Ausländer-Sonderkonten, die in Artikel I, III und IV der Anlage A zum Verrechnungsabkommen behandelt werden.

Am 26. August hielt Herr Reichsbankpräsident Dr. Schacht auf der Leipziger Messe eine Rede, in der er bekannt gab, dass inskünftig nur derjenige Importeur ausländischer Waren darauf rechnen könne, die zur Bezahlung notwendigen Devisen zu erhalten, der im Besitz einer entsprechenden Devisenbescheinigung sei. Anlässlich einer mit der erwähnten Erklärung zusammenhängenden Vorsprache auf dem Reichswirtschaftsministerium wurde der schweizerischen Gesandtschaft erklärt, dass die Bezahlung schweizerischer Waren durch die bevorstehende Neuregelung in keiner Weise beeinträchtigt werden solle und dass die Ausführungen von Herrn Schacht das schweizerisch-deutsche Verrechnungsabkommen überhaupt nicht berührten¹¹.

Anlässlich der Internationalen Konferenz für Agrarwissenschaften in Bad Eilsen, während welcher Herr Reichsbankpräsident Schacht seine in Leipzig gehaltenen Ausführungen wiederholte, hatte der schweizerische Delegierte, Herr Professor Dr. Laur, Gelegenheit, Herrn Dr. Schacht zu sprechen, der diesem bestätigte, dass seine Erklärungen nicht bedeuteten, dass an den deutsch-schweizerischen Beziehungen, die durch das Abkommen vom 26. Juli geregelt sind, etwas geändert werden solle¹².

In der Folgezeit wurden in Ausführung des neuen Planes verschiedene Devisenverordnungen erlassen. Dieselben hatten zur Folge, dass das bisherige Verfahren in der Devisenbewirtschaftung abgeändert wird. Durch Runderlass Nr. 1/34 der Reichsstelle für Devisenbewirtschaftung wird

7. Cf. n° 53, n. 11.

8. Cf. n° 55.

9. Cf. DDS vol. 10, n° 186. *Seule la partie contenant des stipulations tarifaires est publiée (RO, 1932, vol. 48, p. 383).*

10. Cf. DDS vol. 10, n° 207. *Seule une partie de l'accord est publiée (RO, 1934, vol. 50, pp. 1331–1343).*

11. Cf. n° 59.

12. *Dans une lettre adressée à P. Dinichert le 5 septembre 1934, W. Stucki relate son entretien avec E. Laur:*

verfügt, dass die eingeführte Ware nur bezahlt werden könne, wenn eine Devisenbescheinigung vorliege. Durch die Verordnung vom 4. September 1934 wird ferner die bisher bestehende Bewirtschaftung auf die gesamte Einfuhr ausgedehnt und 25 Überwachungsstellen errichtet, die gemäss Runderlass Nr. 115 der Reichsstelle für Devisenbewirtschaftung nunmehr Organe der Devisenbewirtschaftung werden und für die Ausstellung der neueingeführten Devisenbescheinigungen inskünftig zuständig sind. Durch den erwähnten Runderlass Nr. 115 werden ebenfalls die bisherigen Bestimmungen über die Ausländer-Sonderkonten abgeändert. Bei einer neuerlichen Vorsprache auf dem Reichswirtschaftsministerium wurde dem Vertreter der schweizerischen Gesandtschaft bestätigt, dass mit Wirkung vom 24. September, dem Zeitpunkt, an dem der neue Plan in Kraft tritt, die Ausländer-Sonderkonten für Inlandszahlungen bis auf weiteres bestehen bleiben, dass auf die übrigen Sonderkonten nur noch die Beträge einbezahlt werden können, die bis zum 24. September 1934 fällig sind und dass nach erfolgter Abrechnung diese Ausländer-Sonderkonten für Zahlungen, die nach dem 24. September fällig werden, nicht mehr in Anspruch genommen werden können. Diese Mitteilung deckt sich mit den im Runderlass Nr. 115 unter Rubrik C, D und E enthaltenen Bestimmungen.

Die Schweizerische Regierung ist der Ansicht, dass die Anwendung des Schacht-Planes auf die Schweiz, trotz den wiederholt gegebenen gegenteiligen Zusicherungen, eine Verletzung der zwischen der Schweiz und Deutschland bestehenden vertraglichen Bestimmungen darstellt. Die Schweizerische Regierung erblickt die Vertragsverletzung insbesondere in folgenden Punkten:

In Artikel II, Ziffer 7 und 8, des Geheimen Zeichnungsprotokolls über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr¹³ wird vorgesehen, dass, sofern die Deutsche Regierung bestimmte Waren der Bewirtschaftung oder einer sonstigen Kontrolle unterstellt und dabei im Rahmen der Devisenregelung die Bezahlung dieser Waren von besonderen Bedingungen abhängig machen muss, die Deutsche Regierung nach Möglichkeit bemüht sein werde, die schweizerischen Einfuhrinteressen sicher zu stellen. Sollte dieser Fall hinsichtlich solcher aus der Schweiz eingeführten Waren, die Gegenstand des zwischen der Schweiz und Deutschland abgeschlossenen Wirtschaftsabkommens vom 5. November 1932 und der dasselbe abändernden und ergänzenden Zusatzver-

Herr Prof. Laur, der anlässlich der Internationalen Konferenz für Agrarwissenschaft in Bad Eilsen Gelegenheit hatte, Herrn Dr. Schacht zu sprechen, bestätigte uns, dass seine letzten Erklärungen nicht bedeuten sollen, dass an den schweizerisch-deutschen Beziehungen, welche durch das Abkommen vom 26. Juli geregelt sind, etwas geändert werde (E 7110 1/41).

Il faut constater que cette version ne correspond pas tout à fait à celle contenue dans la lettre qu'E. Laur adresse à W. Stucki le 3 septembre:

Gestern bin ich von der Internationalen Agrarkonferenz in Bad Eilsen zurückgekehrt. Die Tagung war hoch interessant, sowohl in Bezug auf die zahlreichen Vorträge und Diskussionen, wie auch im Hinblick auf die beteiligten Personen. Ich erlaube mir, Ihnen in der Beilage den Vortrag von Minister Dr. Schacht zu überreichen. Besonders sind die beigegebenen Materialien wertvoll. Einleitend betonte Dr. Schacht, er spreche nicht als Vertreter der Regierung, sondern als Wissenschaftler. Wie weit es seine Absicht war, mit dem Vortrage eine neue Wirtschaftspolitik einzuleiten, weiss ich nicht, ich hatte aber den Eindruck, der Vortrag sei schon vor einiger Zeit ausgearbeitet und gedruckt worden. Jedenfalls denke ich nicht, dass dadurch im heutigen Verhältnis zwischen der Schweiz und Deutschland eine Veränderung inauguriert werden soll.

Ich hatte nur vor dem Vortrag Gelegenheit, einige Worte mit Herrn Minister Schacht zu wechseln. Er sagte unter anderm in Bezug auf das schweizerisch-deutsche Abkommen folgendes: Leider kommt Herr Minister Stucki meist mit bestimmten Ideen nach Berlin, auf die er sich oft schon vorher in der Öffentlichkeit festgelegt hat. Es sei dann ausserordentlich schwer, ihn für andere Lösungen zu gewinnen. Er hätte vorgeschlagen, die Schweiz solle für einige wenige Haupteinfuhrartikel eine Bezugsgarantie geben, und den Ertrag dieser Einfuhren hätte man dann für den Transfer der Zinsen zur Verfügung stellen können. Das heutige Verhältnis sei auf die Dauer kaum haltbar, die Deutsche Reichsbank habe an einem einzigen Tage 1200 Einträge machen müssen. Wenn die Schweizerische Nationalbank in ähnlicher Weise beschäftigt werde, so müsse man bald einsehen, dass das Verfahren zu kompliziert sei (E 7110 1/38).

13. Cf. n° 53, n. 11.

einbarungen bilden, eintreten, so verpflichtet sich die Deutsche Regierung, solche Massnahmen nur im Einvernehmen mit dem Schweizerischen Bundesrate zu treffen. Die gesamte Bewirtschaftung der deutschen Einfuhr wird nun trotzdem ohne vorherige Rücksprache mit den schweizerischen Behörden in Kraft gesetzt.

Anlässlich der letzten deutsch-schweizerischen Verhandlungen wurden bewusst eingehende Abmachungen getroffen, die den Verhältnissen neu angepasst und als wichtiger Bestandteil in das Abkommen aufgenommen wurden. Es handelt sich um die bereits erwähnten Vereinbarungen über die Ausländer-Sonderkonten. Das Wesentlichste war dabei, dass für die grosse Mehrzahl der Fälle der deutsche Importeur die aus der Schweiz bezogenen Waren bezahlen konnte, ohne hierfür eine besondere Bescheinigung einer deutschen Stelle einholen zu müssen. Durch die Inkraftsetzung des «Schacht-Planes» auch der Schweiz gegenüber werden diese Vereinbarungen einseitig aufgehoben und abgeändert, indem die vertraglichen Bestimmungen über die Ausländer-Sonderkonten umgestaltet werden und eine Bescheinigung eingeführt wird, die in jedem Fall erbracht werden muss, wenn mit der Bezahlung der gelieferten Ware gerechnet werden soll.

Mit Schreiben vom 26. Juli bestätigte der deutsche Unterhändler, dass Anfang September dieses Jahres zwischen den beiden Regierungen Verhandlungen aufgenommen werden sollen, mit dem Ziele, neue Erleichterungen für den Reiseverkehr von Deutschland nach der Schweiz zu schaffen¹⁴. Angesichts der erfolgten Vertragsverletzungen, gegen welche die schweizerische Gesandtschaft auftragsgemäss nachdrücklichste Verwahrung einlegt, verlangt die Schweizerische Regierung, dass die in Aussicht genommenen Verhandlungen unverzüglich aufgenommen werden, und zwar in Bern.

Die schweizerische Gesandtschaft bittet das Auswärtige Amt des Deutschen Reiches, ihr beförderlichst den Zeitpunkt der Aufnahme dieser Besprechungen und die Namen der deutschen Vertreter bekannt geben zu wollen.

14. *Non reproduit.* Cf. E 7110 1973/120/1.

Le 28 juillet 1934 W. Stucki confirme à l'adresse de W. Hagemann l'engagement pris par le Reich:

Sie hatten die Freundlichkeit, mir heute namens Ihrer Regierung folgendes zu bestätigen:
[...]

2. Es herrscht weiter Einverständnis darüber, dass Anfang September d. Js. Verhandlungen zwischen der Deutschen Regierung und dem Schweizerischen Bundesrat aufgenommen werden sollen mit dem Ziele, für die Zeit vom 1. Dezember bis 31. März den nach dem gegenwärtigen Reiseabkommen den Reisenden zur Verfügung stehenden Betrag auf 700 Reichsmark monatlich einschliesslich Freigrenze zu erhöhen [...] (E 7110 1/39).

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 octobre 1934

1753. Revision des schweizerisch-österreichischen Staatsvertrages
über Sanierungsmassnahmen für die Stickereiindustrie vom 18. März 1933

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 8. Oktober 1934

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«I.

Am 18. März 1933 wurde mit Österreich der Staatsvertrag über Sanierungsmassnahmen für die Stickereiindustrie abgeschlossen¹, der u. a. eine einheitliche Arbeitszeitregelung sowie einen für beide Länder geltenden Minimaltarif für die Schifflistickerei enthält. Ziffer 9 des Abkommens² sieht vor, dass während der Vertragsdauer von keiner Seite durch Zuschüsse an Sticker oder Exporteure oder Hilfsindustrien der Stickerei die durch diesen Vertrag hergestellte Tarifangleichung gestört werden darf.

Im März 1934 haben die Rheintaler-Sticker, offenbar bewogen durch den Umstand, dass sich die Gesamtlage der Stickereiindustrie auch weiterhin noch verschlimmert hat, dem eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement verschiedene Eingaben³ eingereicht, in denen in erster Linie die Ausrichtung von staatlichen Zuschüssen und sodann die Aufhebung des genannten Staatsvertrages postuliert wurden. Diese Eingaben wurden dem Kaufmännischen Direktorium in St. Gallen überwiesen, welches das Problem in kontradiktorischer Verhandlungsmethode bearbeitet und dem eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement über das Ergebnis dieser Verhandlungen am 26. Mai 1934 ein Gutachten erstattet hat⁴. Dieses Gutachten kam zum Schlusse, dass die beiden Hauptbegehren der Rheintaler auf Ausrichtung staatlicher Stichpreiszuschüsse und auf Aufhebung des Staatsvertrages abzulehnen seien.

Kurze Zeit nach Eingang des Gutachtens des Kaufmännischen Direktoriums steigerte sich die Erregung der Rheintaler-Sticker derart, dass es, wie Ihnen bekannt ist, bedauerlicherweise im Juni 1934 zu einer zweiten Brückenbesetzung⁵ kam. Auch heute muss die Lage im Rheintal als ernst bezeichnet werden.

Der Grund dafür, dass die Rheintaler-Sticker, welchen sich inzwischen nun

1. *DDS vol. 10, n° 228.*

2. Pendant la durée du présent traité, aucun des deux Etats ne devra compromettre par des primes accordées aux brodeurs, aux exportateurs ou aux industries auxiliaires de la broderie l'équilibre tarifaire convenu.

3. *Cf. E 7110 1/107.*

4. *Cf. E 7110 1/107.*

5. *La première occupation avait eu lieu le 7 octobre 1932 (cf. DDS vol. 10, n° 202, n. 4). La seconde se déroule le 15 juin 1934. Elle ne donne lieu à aucun incident (E 7110 1/107).*

auch der Verband schweizerischer Schiffliohnsticker angeschlossen hat, die Aufhebung des Staatsvertrages verlangen, liegt in erster Linie darin, dass Ziffer 9 desselben die Ausrichtung von Zuschüssen jeglicher Art untersagt. Die Rheintaler möchten diese Bestimmung beseitigen, um dadurch den Weg zu ebnen für die Verwirklichung ihres Hauptbegehrens. Im weitem wird geltend gemacht, dass der Vertrag vom Gegenkontrahenten verletzt worden sei, einmal durch die Ausrichtung der sogenannten Warenumsatzsteuer-Rückvergütung und sodann durch zahlreiche Umgehungen des Stichpreistarifes.

Um darüber genaueren Aufschluss zu erhalten, ob und in welchem Masse diese Behauptungen gegründet seien, wurde Herr Nationalrat Dr. Pfister vom eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement beauftragt, diesbezüglich eine eingehende Untersuchung durchzuführen. Diese hat ergeben, dass in der Tat die in Österreich praktizierte Warenumsatzsteuer-Rückvergütung in vielen Fällen gegen Ziffer 9 des Staatsvertrages versties und ferner dass der Tarif tatsächlich vielfach verletzt worden ist, wobei aber diese Tarifumgehungen, wenn auch in geringerem Umfange als in Vorarlberg, auch in der Schweiz vorkamen. Sofort bei der österreichischen Regierung erhobene Vorstellungen haben dann dazu geführt, dass die Warenumsatzsteuer-Rückvergütung in gewissen Fällen aufgehoben, bzw. ermässigt wurde⁶.

Im Anschluss an die von Herrn Nationalrat Dr. Pfister durchgeführten Untersuchungen wurde schliesslich vom eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement eine kleine Expertenkommission, bestehend aus den Herren Nationalrat Dr. Pfister, Präsident, Nationalrat Josef Scherrer, Fabrikinspektor Dr. Isler und Fürsprecher Hauser vom Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit als Sekretär, beauftragt, das gesamte Problem zu untersuchen und insbesondere zu prüfen, ob die von den Rheintaler-Stickern postulierten Massnahmen zu empfehlen seien und ob dadurch wirklich eine Sanierung der schweizerischen Stickeindustrie herbeigeführt werden könnte.

II.

Der Bericht der Expertenkommission vom 6. Oktober 1934⁷ kommt wie das Gutachten des Kaufmännischen Direktoriums zum Ergebnis, dass die Ausrichtung von Stichpreiszuschüssen, da eine solche Massnahme nach verschiedenen Richtungen zu ganz unabsehbaren Folgen führen würde und ein Erfolg mit Sicherheit nicht erwartet werden könnte, nicht zu empfehlen und dass grundsätzlich am Stickereivertrag mit Österreich festzuhalten sei, wobei aber versucht werden sollte, diesen Vertrag zu verbessern.

[...] ⁸

Demgemäss beantragt die Expertenkommission, es sei unverzüglich mit der österreichischen Regierung über eine Revision des Vertrages in Verhandlung einzutreten und sie stellt hiefür die nachfolgenden Revisionspunkte auf:

6. Cf. *PVCF n° 1300 du 13 juillet* (E 1004 1/347), et *note verbale de l'Office autrichien des Affaires étrangères du 11 août* (E 7110 1/107).

7. E 7110 1/107.

8. *Les appréciations de la commission sur le traité du 18 mars 1933.*

1. Verpflichtung Vorarlbergs zur Demolierung weiterer 200 Schiffli- und 200 Handstick-Maschinen.

2. Herstellung der Tarifgleichheit zwischen den beiden Konkurrenzgebieten, d. h. Fallenlassen der bisherigen zugunsten Vorarlbergs festgesetzten Stichpreisdifferenz von 2 Rappen in der Standardposition. Im Zusammenhang mit dieser Forderung soll eine Stichpreiserhöhung angestrebt werden.

(Dazu ist zu bemerken, dass die Ansätze des Stichpreistarifs für Vorarlberg um durchschnittlich etwa 10% tiefer sind als für die Schweiz, was — nebst verschiedenen anderen Faktoren — ein Grund für die kleineren Produktionskosten Vorarlbergs bildet.)

3. Die Aufhebung der in Ziffer 5 des Staatsvertrages enthaltenen Bestimmung⁹, wonach die paritätische Kommission für eine Übergangszeit Kleinbetriebe den Einzelbetrieben hinsichtlich der Arbeitszeit gleichstellen kann, und damit die Festsetzung einer vollständig gleichen Arbeitszeit für beide Konkurrenzgebiete. Dabei wäre auch die Frage zu prüfen, ob und in welchem Umfange die Arbeitszeit noch weiter reduziert werden könnte.

4. Die vollständige Aufhebung der in Österreich praktizierten Warenumsatzsteuer-Rückvergütung für die dortige Stickerei-Industrie. Die von der österreichischen Regierung bereits verfügte teilweise Aufhebung der Rückvergütung in denjenigen Fällen, wo eine Vorbelastung nicht erfolgte, ist ungenügend und kann, gestützt auf die gemachten Erfahrungen, die schweizerische Stickerei-Industrie nicht befriedigen.

5. Einbezug weiterer Fabrikationskosten in die staatsvertragliche Regelung.

6. Verschärfung der Kontrolle über die Stichpreise durch Schaffung einer paritätischen Kontrollinstanz, durch welche in weitgehendstem Masse die Einhaltung der vertraglichen Bestimmungen in beiden Stickereigeieten gesichert werden muss.

Ergreifung allfälliger anderer Massnahmen zum Zwecke der Garantierung der Tarifeinhaltung, wie u. a. Erlass eines Verbotes der Fakturierung der gestickten Ware in Meter oder Yards.

7. Revision von Ziffer 9 des Vertrages im Hinblick auf die Anwendung der produktiven Arbeitslosenfürsorge auf die schweizerische Stickerei-Industrie.

(Die Kommission beantragt, die Frage zu prüfen, ob nicht der Bundesbeschluss über die produktive Arbeitslosenfürsorge auf die Stickereiindustrie ausgedehnt werden könnte. Da einer solchen Massnahme nach Auffassung der Kommission Ziffer 9 des Staatsvertrages entgegenstehen würde, wäre zunächst diese Vertragsbestimmung zu revidieren.)

8. In den von der Kommission beantragten Revisionsverhandlungen sollte schweizerischerseits auch der Versuch einer gewissen Hebung der sozialen Verhältnisse der Arbeiterschaft in Vorarlberg im Sinne der Angleichung ihrer Verdienstverhältnisse an diejenigen der Schweizer Arbeiterschaft unternommen werden.

9. Cet article fixe la durée hebdomadaire maximum du travail suivant le nombre de métiers à navette dans les entreprises. Une révision à la baisse de cette durée du travail peut être demandée en tout temps, selon le mode de révision du tarif, prévu à l'article 3.

III.

Wir teilen die Auffassung der Expertenkommission, dass grundsätzlich am Staatsvertrage mit Österreich festzuhalten sei, dass er aber im Sinne der vorstehenden Vorschläge revidiert werden sollte. Welche weiteren Massnahmen zur Sanierung der schweizerischen Stickereiindustrie durchzuführen sein werden — die Expertenkommission stellt in dieser Beziehung verschiedene Vorschläge auf — wird erst nach eingehender Prüfung dieser Vorschläge gesagt werden können. Wir behalten uns vor, zu gegebener Zeit darauf zurückzukommen und Ihnen allenfalls noch weitere Anträge zu unterbreiten.

Gemäss Ziffer 11 des Staatsvertrages¹⁰ können, sofern nach Ablauf eines halben Jahres seit Inkrafttreten der eine oder andere Vertragskontrahent findet, dass der Vertrag für ihn untragbar wird (speziell infolge veränderter Verhältnisse in der nationalen oder internationalen Wirtschaft oder anhaltender Schwierigkeiten beim Vollzuge des Vertrages), beim Gegenkontrahenten Abänderungen beantragt und, wenn Verhandlungen darüber innerhalb zwei Monaten resultatlos verlaufen, die Kündigung auf drei Monate erklärt werden, wobei jedoch gewisse Vertragsbestimmungen (betreffend Maschinenausschaltung, Verbot der Aufstellung und Inbetriebsetzung neuer Maschinen und Musterschutz) auf die volle fünfjährige Vertragsdauer verbindlich bleiben. Somit sind die rechtlichen Grundlagen für die Einleitung von Revisionsverhandlungen gegeben.»

Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen und gemäss dem Antrage des Volkswirtschaftsdepartementes wird *beschlossen*:

Das eidgen. Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, auf Grund der in Abschnitt II, Ziffern 1—8 hievor aufgestellten Revisionspunkte mit Österreich über eine Abänderung des Stickereivertrages vom 18. März 1933 in Verhandlungen einzutreten und zu diesem Zwecke Delegierte zu ernennen¹¹.

10. Le présent traité sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berne. Il est conclu pour la durée de cinq ans, à compter de son entrée en vigueur. Faute d'être dénoncé trois mois avant l'expiration de ce laps de temps par l'une ou l'autre des parties, il sera prorogé pour une année, et ainsi de suite d'année en année. Si, les six premiers mois écoulés, l'une ou l'autre des parties trouve que le traité n'est pas supportable pour elle (notamment par suite d'un changement survenu dans les conditions économiques nationales ou internationales ou en cas de difficultés persistantes rencontrées dans l'exécution du traité), elle pourra proposer des modifications à l'autre partie et, au cas où les négociations nouées à cet effet n'auraient pas abouti dans l'espace de deux mois, dénoncer le traité pour trois mois plus tard, sauf cependant que les articles 1, 2 et 6 resteront obligatoires pendant toute la durée primitivement convenue.

11. *Sur ces négociations, cf. aussi n° 82.*

E 2300 Madrid, Archiv-Nr. 7

*Le Ministre de Suisse à Madrid, K. Egger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 23

Die Lage in Spanien

Madrid, 11. Oktober 1934

Wenn Revolution in dem Begriff Umsturz, Barrikaden und Schiessereien zusammengefasst wird, ist sie in Madrid und Barcelona vorbei. In den Provinzen flackern noch einige Herde auf, und in den Kohlen- und Industriebezirken des Nordens werden die Aufständischen durch Truppen, zu deren Verstärkung Marokkaner und Fremdenlegionäre gelandet wurden (ca. 6000 Mann) kriegsgemäss niedergekämpft.

Dem offenen Aufruhr ist aber durch Generalstreik der Marxisten und Syndikalistinnen ein stummer Abwehrkampf gefolgt, der die Regierung Lerroix¹ in die grösste Verlegenheit bringt.

Die öffentlichen Betriebe werden nur durch Truppen, Polizei und Freiwillige aufrecht erhalten. Die Eisenbahntuppen wurden mobilisiert, die «Taxis» erscheinen nicht, obschon der Radio seit zwei Tagen alle paar Stunden die Drohung verkündet, die Fahrbewilligungen würden zurückgezogen; die Arbeiter kehren nicht zurück, obschon auch ihre Kontrakte als gelöst gelten, Arbeitswillige stehen unter dem Terror der Syndikate, Autobusse und Trams werden von Genietruppen und Freiwilligen geführt und fahren nur unter Bedeckung, die Läden stehen zwangsweise offen, aber viele Waren fehlen, da die Zufuhr stockt; in den Bars und Restaurants muss sich der Gast selbst bedienen; die Abfälle werden in den Strassen verbrannt, zum Teil werden sie durch Freiwillige weggeschafft, auch die Leichenbestattung wird von solchen besorgt; in vielen Quartieren fehlen Gas und Strassenbeleuchtung, weil Defekte nicht repariert werden, kurz, es ist ganz unrichtig, wenn der Radio und die wenigen erscheinenden Blätter immer wieder aufdringlich verkünden: «la vida ha quedado completamente normalizada.»²

Von Tag zu Tag steigert sich der Einfluss der Armee, die allein heute das bürgerliche Leben notdürftig reguliert. Steuert Spanien einer neuen Militärdiktatur entgegen? Wird Lerroix gezwungen sein, seine Macht an die Generäle abzutreten? Alle Zeichen für eine solche Umstellung sind vorhanden. Eine Fortdauer der heutigen Zustände ist jedenfalls unerträglich.

Die Vorstellung der neuen Regierung vor den Cortes³ war, in Abwesenheit der gesamten Linken, von patriotischem Schwung getragen. Die erwarteten Zwischenfälle innerhalb und ausserhalb des Parlamentes ereigneten sich nicht. Das

1. *L'élargissement sur la droite du gouvernement Lerroix, le 1^{er} octobre, a donné le signal de l'insurrection de gauche à Barcelone, Madrid et dans les Asturies.*

2. *La vie est restée complètement normale.*

3. *Parlement espagnol.*

bedeutendste Ereignis war wohl die Erklärung von Gil Robles⁴, dass auch er sich zur republikanischen Staatsform Spaniens bekenne, und Leute der äussersten Rechten und Traditionalisten jubelten ihm zu.

Den einzigen Missklang brachte der junge Fascistenführer Primo de Rivera⁵. Mit dem französischen Botschafter war ich der einzige Missionschef in der Diplomatologie und berichte als Augenzeuge. Primo de Rivera beglückwünschte zuerst die Regierung zu ihren Erfolgen, glaubte aber, den Rat geben zu müssen, dass man sich in Zukunft hüten müsse, die Geschicke der Nation «lauen Elementen und verräterischen Dienstmannen» in die Hände zu legen. Er zielte auf General Batet, ohne den Namen zu nennen. Batet ist Katalane und hat noch vor wenigen Wochen seinen Offizieren die Parole gegeben, den katalonischen Gesinnungen der Truppen mit grösstem Wohlwollen zu begegnen. Batet glaubte, im neuen katalonischen Staat Generalstabschef zu werden. In letzter Stunde merkte er, dass Companys⁶ einen andern General dafür ausersehen, und er schwenkte daher, aus rein persönlichen Motiven, zur nationalen Front über und erzwang in kurzer Frist die Übergabe der Generalität. Von solchen Zufälligkeiten hängen immer wieder die Geschicke Spaniens ab!

Die Äusserungen Primo de Riveras lösten einen Sturm der Entrüstung aus. Im Glauben und im Mut seiner Überzeugung liess sich der Fascistenführer aber nicht einschüchtern. Dem Glorienschein Batets raubte er aber viel von seinem Glanz. Die Zensur unterdrückt den Zwischenfall.

Die Verhaftung von Azaña⁷ wirkte als Sensation, zumal man sicher glaubte, er sei (mit Hülfe des französischen Botschafters, mit dem ihn ein enges Freundschaftsverhältnis verbindet) nach Frankreich entkommen.

Herr Vizekonsul Gonzenbach⁸ hat mir den beiliegenden summarischen Bericht über die Ereignisse in Barcelona zugesandt⁹. Seine Bemerkungen über den Patriotismus der Katalanen, die für ihre Ideale und ihre Freiheit gekämpft hätten, vermag ich freilich nicht zu teilen.

4. *Chef parlementaire de la Confédération espagnole des droites autonomes, mouvement corporatiste, autoritaire et conservateur.*

5. *José Antonio, fils du défunt dictateur d'Alphonse XIII, fondateur le 29 octobre 1933 de la Phalange fasciste.*

6. *Président de la Généralité de Catalogne.*

7. *Un des chefs des républicains de gauche.*

8. *En charge du Consulat de Suisse à Barcelone.*

9. *Non reproduit. Pour ce rapport du 7 octobre cf. E 2001 (C) 3/133.*

E 27, Archiv-Nr. 12405/2

*Le Colonel Commandant du 1^{er} Corps d'Armée, H. Guisan,
au Département militaire*

En mission aux grandes manœuvres italiennes de l'Apennin toscan-émilien
août 1934¹

R

Lausanne, 15 octobre 1934

[...]²

V. Silhouettes entrevues de personnalités militaires et politiques

[...]

Le Roi. Petit vieux sympathique et tranquille; visiblement sans influence sur le cours actuel des choses dans son pays. On ne le craint pas, mais on l'aime. Le Duce lui parle sur un ton de familiarité condescendante, sans lui prodiguer des marques très frappantes de son respect.

Il a suivi les manœuvres presque sans interruption, retournant se coucher chaque soir dans son train spécial. Il n'a pas assisté cependant à la dernière opération, le Duce s'étant probablement réservé cette journée qui devait se terminer par une apothéose dont il voulait être le seul héros.

Ce fut alors, en effet que, monté sur un tank, il prononça la fameuse harangue³ qui défraya la presse du monde entier.

Le Prince de Piémont, l'héritier du trône, époux de Marie-José de Belgique: Général de Division à Turin, tout d'abord, il fut brusquement déplacé à Naples par la volonté de Mussolini, qui voulait le détacher, paraît-il, d'une liaison un peu trop affichée.

Les missions étrangères lui furent présentées sur le piton de Pietramala, où il se trouvait à notre arrivée. Le Roi le rejoignit lui-même quelques instants après et lui serra affectueusement la main. Puis vient le Duce qui salua le Roi et devant nous tous ignora purement et simplement le Prince Umberto. Celui-ci, visiblement

1. Outre H. Guisan, seul signataire du rapport, la mission suisse comprend aussi le colonel divisionnaire R. de Diesbach.

2. Les quatre premières parties du rapport traitent de l'organisation et du déroulement des manœuvres.

A la fin de son avant-propos, H. Guisan émet les considérations suivantes:

En résumé, nous fûmes dirigés durant tout notre séjour avec une précision qui ne laissait rien au hasard et avec des égards infinis.

Nous verrons plus loin, qu'à cette réception que nos hôtes voulurent si large, si complète et si luxueuse, s'ajouta pour nous le sentiment très agréable de la considération toute particulière dont jouit la Suisse auprès de celui qui dirige les destinées de l'Italie. *Il ne serait pas inopportun de faire sentir à ses représentants à Berne, ou par les nôtres à Rome, que notre pays a su apprécier ces marques spontanées de franche sympathie.*

3. Discours du 24 août.

géné, ébaucha même un vague salut, destiné sans doute à provoquer le sien, mais le maître de l'Italie ne lui répondit d'aucune façon. Les initiés racontent que Mussolini le traita plus d'une fois avec la dernière brutalité, devant le Roi lui-même, et aurait été jusqu'à le menacer de lui substituer son cousin, le duc d'Aoste.

Le Maréchal de l'Air Balbo: 34 ans; type de condottiere; avec sa barbe caractéristique que beaucoup de ses admirateurs, dans la région de Bologne surtout, portent à son exemple, peut-être comme défi à la popularité du Duce.

Le Maréchal Balbo n'est pas Maréchal d'Italie et sa dignité n'est pas du même ordre de grandeur.

On dit ouvertement que les fournitures de l'aviation lui ont rapporté gros.

Son trop fameux raid en escadre aérienne à travers l'Atlantique⁴ lui a valu d'être envoyé en Lybie, comme gouverneur, c'est entendu, mais à l'écart tout de même.

Il n'est pas impossible que l'heure de la disgrâce totale ne vienne à sonner un jour pour ce grand favori du Duce et de la fortune. Tout dernièrement, la découverte d'une sorte de complot, à Bologne, au moment de l'assassinat de Dollfuss⁵, amena l'arrestation d'une quarantaine de personnes. Le célèbre chef fasciste Arpinati, ex-secrétaire du parti, déjà relégué à Bologne en qualité de podestat, était lui-même compromis dans cette affaire et faisait l'objet d'une enquête serrée. Farinacci et Balbo voulurent intervenir en sa faveur et le résultat de leur démarche fut l'arrestation immédiate d'Arpinati, laissé jusque-là en liberté.

Le Maréchal Balbo, dans sa tenue kaki, avec ses bottes fauves à fermeture éclair, vint aux manœuvres dans une splendide automobile, décorée de deux chauffeurs numides aux costumes luxueux et pittoresques. Mais il se tenait visiblement à l'écart, parmi la foule des hautes personnalités qui entouraient toujours le Duce, et bien qu'à la fin des manœuvres on ait pu le voir une fois parler au dictateur, on sentait parfaitement que sa situation était devenue précaire.

Le Duce: C'est à lui et non pas au fascisme que l'Italie doit sa transformation complète, totale, et qui tient du prodige.

Une énergie, une volonté de fer, brisant tous les obstacles, d'avance, sans pitié! Avec lui les étoiles qui se lèvent sont condamnées bien vite à disparaître. Il n'admet à ses côtés aucune gloire, aucune popularité rivale. Il est le maître: il Duce. L'Italie accepte sa puissance qu'elle ne pourrait plus discuter d'ailleurs aujourd'hui. Elle sait ce qu'elle lui doit. Elle supporte la main de fer qui a fait des miracles et qui, il n'est pas douteux, en fera encore.

Le mérite de cet homme, de ce génie, c'est d'avoir su discipliner toutes les forces de la nation; de les avoir réunies en un seul courant et d'exploiter ce courant exclusivement pour la grandeur de son pays.

Il est évident que le geste fanatise le peuple italien et c'est pourquoi Mussolini a adopté cette attitude inspirée et quelque peu théâtrale qui l'électrise.

Mais parodier cet appareil extérieur ne suffit pas pour ressembler à l'homme qui s'en sert et moins encore à l'égal. Le monde ne produit pas en série les génies de sa trempe. C'est pourquoi les nations qui se livrent, pieds et poings liés, au pre-

4. En 1933. Sur le retour de la croisière transatlantique de Balbo, cf. DDS, vol. 10, n° 317.

5. Le 25 juillet.

mier imitateur venu sont singulièrement imprudentes, pour ne pas dire démentes. Elles sacrifient leur liberté, sans espoir, très probablement, d'en retrouver jamais la contre-valeur.

Ce que nous pouvons dire de Mussolini, c'est qu'il est respecté jusqu'à la crainte. Son arrivée la première fois, au milieu de ses officiers, généraux ou sous-lieutenants, les émotionna visiblement tous et quelques-uns même au point de leur faire perdre leur sang-froid. Un regard dur du maître les affole; un sourire les comble de joie. A la campagne, par contre, son prestige est celui d'un demi-dieu. Les populations spontanément l'attendent partout où il doit passer et se jettent à sa rencontre en criant simplement: Duce! Duce! Les vieilles gens pleurent et se signent.

Mussolini, par sa tenue, volontairement dépourvue de toute distinction, veut prouver au peuple qu'il en sort: une casquette de chauffeur d'auto à fond blanc; des culottes de cheval, un veston gris, des bottes sans éperons, pas de canne, pas de gants.

Mais, aimant à varier ses effets, il ne craint pas, d'autres fois, de rechercher la popularité par les moyens diamétralement opposés, en tirant du panache et de la mise en scène leur maximum de rendement. C'est ainsi que, mettant le point final aux manœuvres, il harangua ses officiers en tenue de *caporal d'honneur de la milice fasciste* et grimpé sur un char d'assaut qui ne se trouvait pas là par hasard.

Et, malgré tout, une atmosphère d'attentat enveloppe tous ses déplacements. Les routes qu'il doit utiliser sont gardées au-delà de tout ce que l'on pourrait imaginer. Deux *carabinieri* tous les cinq cents mètres. Des *agents de la sûreté* plus nombreux encore. De la «*milizia stradale*» à chaque croisée de routes. De la «*milizia forestale*» à tous les coins de bois. Et, dans tous les villages traversés, des «*camicie nere*» veillaient encore.

Puis voici le Duce conduisant lui-même sa torpédo qu'il mène à tombeau ouvert. Devant lui un ou deux agents de la sûreté en motocyclette; derrière, encore une voiture de policiers et enfin, préoccupée de ne pas être semée en route, sa suite dans 10 ou vingt autos.

Le kilomètre ainsi parcouru doit revenir cher au maître de l'Italie ou plutôt à l'Italie elle-même.

Ce qu'est le Duce quand on le rencontre comme nous l'avons rencontré nous-mêmes: un homme très simple et infiniment séduisant.

Sa conversation avec nous n'est pas restée longtemps dans le cadre de la banalité. Après avoir parlé de Lausanne, évoquée par le domicile du Colonel Cdt de Corps Guisan, il forme le souhait qu'on ne démolisse pas toutes les vieilles maisons, souvenir du passé, et il ajoute bien vite: «Je ne devrais pas dire cela, moi qui ai manié la truelle dans votre pays!»⁶

Mais il passe bientôt à des sujets plus sérieux: «La Conférence du désarmement est morte⁷, il s'agit simplement de savoir avec quelles fleurs on veut l'ensevelir», et il termine cet entretien qu'il conduit avec une aisance charmante en nous faisant cette déclaration: «Aujourd'hui, la situation politique et militaire de la Suisse est

6. *Lors de son séjour en Suisse, en 1902—1904.*

7. *Cf. n° 39 et annexe.*

de tout premier ordre. Elle la doit entièrement à sa volonté de se défendre elle-même et par ses propres moyens. Aussi longtemps qu'elle sera dans ces dispositions, elle n'aura rien à redouter des puissances qui l'entourent.»

Mussolini donne l'impression d'une absolue franchise. Se faisant présenter la mission de la Reichswehr, il dit au Général de Division List qui se félicitait des résultats du plébiscite allemand⁸: «Dans un pays de dictature, un plébiscite n'a aucune signification!»

Et cette manière d'être donnait une valeur tout à fait spéciale aux attentions qu'il eut pour notre pays. Il ne nous connaissait pas; nos personnes n'entraient donc pas en ligne de compte. Or, la première fois qu'il se rencontra avec les officiers étrangers, vers San Michele, il vint droit à la mission suisse, perdue au milieu de toutes les autres, et eut avec elle l'entretien que nous venons de relater.

Bien plus! Le lendemain, alors que le Colonel Cdt. de corps Guisan arrivait, au milieu d'une foule d'officiers, sur le point où se trouvait déjà le Duce, Mussolini fond sur lui et lui tend un journal en lui disant: «Voilà notre photographie!» Et deux jours plus tard, à Pietramala, il lui remet une nouvelle feuille en ajoutant: «En voilà une autre!»

Conclusions

Il est difficile de conclure. Une mission intéressante à mille égards et dont nous devons avant tout remercier le Département militaire fédéral qui nous l'a confiée.

Nous n'avons pas la prétention d'en rapporter quoi que ce soit d'inédit, mais nous y avons vu, tout de même, et appris bien des choses.

Nous rentrons en définitive avec un sentiment de confiance. Non certes que la situation internationale soit rassurante. Il s'en faut. Nos conversations avec nos camarades étrangers ou italiens ont achevé de nous édifier à cet égard.

Mais nous avons foi dans l'avenir parce que nos troupes, telles qu'elles sont, supportent en définitive assez avantageusement la comparaison avec celles que nous avons pu admirer au cours de ces manœuvres.

Notre armée est moins bien outillée, c'est entendu. Mais il ne faut rien exagérer, même sous ce rapport. Et elle possède, d'autre part, certains atouts susceptibles de compenser bien des lacunes.

En ce qui concerne l'artillerie, par exemple, nous vous rapportons le propos d'un camarade français s'entretenant avec une mission étrangère: «L'artillerie dans la défensive? Mais, on peut finalement s'en passer!» et nous citerons encore cette phrase du Lt. Colonel Debeney, professeur à l'Ecole supérieure de Guerre: «Le tir ajusté, tel que vous le pratiquez en Suisse, est une supériorité que vous envient les autres armées. Dans la défensive, il constitue l'élément décisif. Un soldat sûr de son coup aux courtes distances est invincible!»

Mais *c'est plutôt notre aviation qu'il faut à tout prix et très sérieusement renforcer*. Le temps presse, car la tempête éclatera sûrement et peut-être plus tôt qu'on ne le pense. Mais ne nous dispersons pas trop dans nos efforts en essayant d'organiser, contre l'aviation ennemie, une défense terrestre active, infiniment coûteuse

⁸. Du 19 août, approuvant la réunion des fonctions et pouvoirs du Président et du Chancelier du Reich en la personne d'A. Hitler.

toujours, et qui serait, malgré tout, d'une efficacité minime. De l'avis unanime des hommes du métier, le meilleur moyen de se protéger contre les raids destructeurs, c'est d'avoir soi-même une *forte aviation de chasse*. Elle n'empêcherait pas, cela va sans dire, tous les bombardements; mais le seul fait qu'elle pourrait se trouver sur le chemin de retour des escadrilles, suffirait à nous épargner bien des incursions qui n'eussent pas reculé devant la mieux organisée des défenses terrestres.

Quant aux *escadrilles de bombardement*, nous ne pouvons pas nous en passer non plus. Elles sont une riposte nécessaire dont il faut pouvoir disposer.

Pour terminer, disons que ce n'est ni son régime politique, ni son armée qu'on doit envier à l'Italie, mais l'homme génial qui préside à ses destinées.

Le miracle mussolinien prouve à l'évidence que l'esprit public d'un pays dépend essentiellement de la mentalité de ceux ou de celui qui le gouverne.

72

E 2001 (C) 5/106

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz, aux Légations de Suisse*

*Copie
Circulaire EF*

Berne, 15 octobre 1934

L'admission des Soviets dans la Société des Nations devait nécessairement nous amener à examiner à nouveau la question de l'entrée en Suisse des délégués russes participant à des conférences ou autres réunions de la Société. Les représentants réguliers des Soviets à Genève n'auraient guère pu s'accommoder plus longtemps de visas délivrés pour la durée même d'une conférence. Ils eussent ou le sentiment de dépendre par trop, dans leurs relations avec la Société des Nations, de notre bonne volonté ou de notre bon plaisir. D'un autre côté, en nous montrant trop stricts dans l'octroi des visas, nous nous serions fatalement exposés au reproche de ne pas faciliter les relations de la Société avec l'un de ses membres, alors que le Conseil fédéral avait toujours affirmé son désir de ne rien faire qui pût diminuer les possibilités de contact de la Société avec l'extérieur. La présence plus ou moins constante de Russes à Genève est, au surplus, de nature à soulever des problèmes pratiques (questions d'immunités diplomatiques, de franchise douanière, de circulation routière, etc. etc.) dont la solution exige des méthodes quelque peu expéditives.

Jusqu'ici, toutes les questions en corrélation avec la présence de délégués soviétiques à Genève (notamment délégués à la conférence du désarmement) avaient été traitées par l'entremise du Secrétariat¹. Ce régime n'avait toutefois pas laissé de susciter bien des inconvénients (retards, difficulté de traiter avec un seul service, ingérence d'un Secrétariat cosmopolite dans des affaires intérieures suisses qui ne le concernent en aucune manière, etc.), mais il était inévitable aussi longtemps que la Russie ne faisait pas partie de la Société des Nations. Dans le

1. *De la SdN.*

nouvel ordre de choses, il paraissait plus indiqué, ne fût-ce que pour des raisons de «fair play», de ne pas nous refuser à entrer en contact avec la délégation russe pour régler directement toutes les questions connexes à l'admission des Soviets dans l'institution de Genève. Le Secrétariat de la Société penchait nettement en faveur de ce dernier système. Il s'était aussi rendu compte des inconvénients de l'ancien. Le fait de servir d'agent de liaison entre deux membres lui eût, de surcroît, apparu à la longue comme assez incompatible avec sa mission d'organe essentiellement administratif.

En ce qui nous concerne, nous ne voulions pas exprimer de désir exprès. Disposés à adopter l'un ou l'autre système, nous entendions laisser le choix à la délégation soviétique. Consultée par M. Avenol, Secrétaire général, celle-ci a marqué sa préférence pour la méthode des relations directes, qui lui a été probablement suggérée par le Secrétariat.

Il convenait donc d'entrer en rapports avec les délégués russes sous une forme qui n'impliquât aucune modification de notre point de vue en ce qui concerne la reconnaissance de l'U.R.S.S. Ce fut fait sans difficulté. Le chef de notre Section des affaires de la Société des Nations, M. C. Gorgé, reçut mandat de se rencontrer avec M. Hoerschelmann, Secrétaire général du Commissariat du peuple pour les affaires étrangères, aux fins d'examiner avec lui les questions pendantes. S'inspirant de ses instructions générales, M. Gorgé convint avec son interlocuteur qu'il serait délivré aux représentants réguliers des Soviets à Genève un visa permanent (durée d'un an) émanant du Département politique. Pour les autres délégués envoyés en mission à Genève, il fut entendu que M. Hoerschelmann aviserait chaque fois, par lettre ou télégramme, le chef de notre Section de la Société des Nations. Le département donnerait ensuite à la Légation de Suisse compétente les instructions nécessaires pour le visa des passeports. De la sorte, un délégué russe non muni d'un visa permanent ne pourrait entrer en Suisse sans que le Département politique en fût d'abord saisi.

Ce système est de beaucoup le plus simple qui pouvait être envisagé. Toutes les demandes de visas parviendront au Département politique, lequel pourra viser lui-même les passeports s'ils lui sont adressés ou charger nos Légations (notamment celles de Berlin, Paris, Rome, Londres, Prague et Vienne) de délivrer les visas nécessaires. Les demandes étant adressées à l'un de nos chefs de section par le Secrétaire général du Commissariat du peuple pour les affaires étrangères, toute garantie nous est donnée que les bénéficiaires viendront en Suisse en qualité officielle auprès de la Société des Nations. Pareille pratique pourrait difficilement donner lieu à des abus.

Jusqu'ici, nous avons délivré des visas permanents à M. Maxime Litvinov, commissaire du peuple pour les affaires étrangères, à M. Edouard Hoerschelmann, secrétaire général du même commissariat, à M. Vladimir Egoriew, chef de la Sous-direction du droit international au commissariat, ainsi qu'à Mme Nadina Rivline, secrétaire de M. Litvinov.

Le *modus vivendi* intervenu avec la délégation russe a été approuvé par le Conseil fédéral dans sa séance du 2 octobre².

2. *PVCF n° 1695 du 2 octobre* (E 1004 1/348).

Il restera à voir comment il sera effectivement appliqué. Si l'on s'en tient, du côté russe, à ce qui a été convenu, nous n'aurons guère de difficultés. Si, au contraire, les délégués soviétiques négligeaient certaines formalités nécessaires — nous avons déjà constaté un cas où deux délégués sont partis incontinent pour Genève sans visa — nous devrions aviser.

73

E 1004 1/348

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 octobre 1934

1782. Handelsbeziehungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

Der Stellvertreter des Chefs des Volkswirtschaftsdepartements berichtet über die gegenwärtigen Verhandlungen mit Deutschland:

Die Inkraftsetzung des sog. «Schacht-Planes» auf den 24. September¹ hat bekanntlich den schweizerischen Export nach Deutschland auf das schwerste getroffen². Seine Bestimmungen, wonach vor jedem Geschäftsabschluss eine Devisenbescheinigung der neu gegründeten Überwachungsstellen einzuholen ist und wonach die Ausländerkonten aufgehoben werden, stehen in ganz klarem und unbestreitbarem Widerspruch mit den einlässlichen Regelungen dieser Frage im schweizerisch-deutschen Verrechnungsabkommen vom 26. Juli 1934³. Gegen diese Rechtsverletzung hat im Auftrag des Volkswirtschaftsdepartements bereits die Schweizerische Gesandtschaft in einer Note an das Auswärtige Amt⁴ schärfsten Protest eingelegt. Diese Note ist bis zur Stunde nicht beantwortet worden⁵. Anlässlich der Verhandlungen in Wiesbaden hat Herr Minister Stucki ebenfalls mit grösster Deutlichkeit die deutsche Regierung des Rechtsbruches beschuldigt, ohne dass von den deutschen Delegierten versucht worden wäre, einen solchen zu bestreiten.

Anlässlich der gestern in Bern wieder aufgenommenen Verhandlungen⁶ hat die deutsche Delegation den Standpunkt vertreten, aber nicht näher begründet,

1. Cf. nos 59, 66 + A et 68 + A.

2. On pourrait croire d'après cette remarque que l'exportation suisse vers l'Allemagne a subi une grave diminution. En septembre 1934 il s'est produit, au contraire, une augmentation anormale. Cf. à ce sujet le n° 75.

3. Cf. n° 53, n. 13.

4. Cf. n° 68, A.

5. La réponse de l'Office des Affaires étrangères du Reich sera remise le 14 novembre 1934 à la Légation de Suisse à Berlin. La note nie que le Reich ait causé la rupture de l'accord du 26 juillet 1934 en introduisant le plan Schacht. Cf. E 7110 1/41.

6. Cf. n° 75.

es handle sich bei den von der deutschen Regierung getroffenen Massnahmen nicht um eine Verletzung des noch geltenden Staatsvertrages: Die deutsche Regierung sei berechtigt, die autonomen Vorschriften abzuändern und, wenn die neuen Bestimmungen in Widerspruch mit dem Vertrag mit der Schweiz geraten, so müsse diese das eben hinnehmen. Gegen diese Auffassung hat der schweizerische Delegierte erneut mit grösstem Nachdruck protestiert und Anrufung eines Schiedsgerichtsentscheides in Aussicht gestellt.

Es ist selbstverständlich, dass die Schweiz niemals ohne schärfste Reaktion der These zustimmen kann, wonach die autonome Gesetzgebung vor geltenden Staatsverträgen geht und diese eventuell derogiert. Eine solche Auffassung, die in Deutschland immer mehr überhand zu nehmen scheint, ist ausserordentlich gefährlich und bedeutet praktisch, dass internationale Abmachungen jederzeit durch autonome Massnahmen wirkungslos gemacht werden könnten.

Der Bundesrat *beschliesst*:

Herr Minister Stucki wird beauftragt und ermächtigt, der deutschen Delegation gegenüber offiziell das für solche Streitfragen vorgesehene Schiedsgericht anzurufen.

Eine weitere Beschlussfassung des Bundesrates bleibt vorbehalten für den Zeitpunkt, in welchem die Antwort der deutschen Regierung auf das schweizerische Begehren vorliegt.

74

E 7110 1/127¹

*Le Directeur de la Division du Commerce du
Département de l'Economie publique, W. Stucki,
au Consul général de Suisse à Budapest, F. Kienast*

L

Ungarn-Clearingvertrag

Bern, 25. Oktober 1934

[...]

Angesichts des Umstandes, dass laut Ihren Berichten¹ in Ungarn gegenwärtig wieder eine gewisse Nachfrage nach schweizerischen Erzeugnissen einsetzt, sowie im Hinblick auf die Tatsache, dass bei der Schweizerischen Nationalbank in Zürich immer noch ein Saldo von mehr als Fr. 1,6 Millionen vorhanden ist, der von der schweizerischen Exportindustrie ausgenutzt werden kann, müssten wir eine Behinderung unserer Ausfuhrmöglichkeiten nach Ungarn entschieden bedauern. Damit wäre aber wohl zu rechnen, wenn wir im gegenwärtigen Zeitpunkt irgendwelche autonomen Zwangsmassnahmen gegenüber Ungarn ergreifen würden. Schliesslich darf auch nicht ausseracht gelassen werden, dass es trotz

1. *Par exemple* Pro Memoria des schweizerischen Generalkonsulates zu den Clearingsverhandlungen zwischen der Schweiz und Ungarn. Herbst 1934, *annexé à une lettre du Consul général de Suisse à Budapest du 5 octobre* (E 7110 1/127¹).

aller Schwierigkeiten gelungen ist, den Export nach Ungarn in den ersten 9 Monaten dieses Jahres wieder zu heben und dass in der gleichen Zeit auch die schweizerischen Finanzgläubiger einen durchaus beachtenswerten Betrag an Zinsen aus Ungarn hereinnehmen konnten.

Gerade auch mit Rücksicht auf diesen letztern Umstand glauben wir eine Verlängerung des gegenwärtigen Vertrages² bis Ende Januar 1935 als die unter den gegebenen Verhältnissen richtigste Lösung betrachten zu wollen. Dadurch wird wenigstens der schweizerischen Exportindustrie die Möglichkeit zu einer gewissen Ausnutzung der gegenwärtigen Nachfrage in Ungarn wie auch der nicht ungünstigen Lage im Zahlungsverkehr geboten. Die Finanzgläubiger müssen sich eben bis zu dem Zeitpunkte gedulden, wo wir von Ungarn wieder eine gewisse Weizenmenge beziehen können.

Damit kommen wir auf denjenigen Punkt zu sprechen, auf den Sie in Ihrer Antwortnote³ an das ungarische Aussenministerium besonderes Gewicht legen wollen. In der Tat wiederholt das ungarische Aussenministerium⁴ die von der Delegation in Zürich bereits abgegebene bindende Erklärung, dass im Laufe des Monats Januar allfällig vorhandene Weizenmengen unter allen Umständen in vollem Umfange zunächst in der Schweiz zum Kauf angeboten würden. Anlässlich der mündlichen Besprechungen in Zürich versicherten die ungarischen Delegierten, dass im Januar mit einem gewissen Weizenvorrat ganz bestimmt gerechnet werden könne. Im Hinblick auf diese Aussicht erklären wir uns denn auch bereit, das Abkommen vom 7. Februar 1934 *tel quel* bis zum 31. Januar 1935 zu verlängern, ohne dass wir von den Einzahlungen bei der Schweizerischen Nationalbank für ungarische Warenlieferungen irgend einen Betrag zurückbehalten würden. Sie wollen in Ihrer Antwortnote an die ungarische Regierung darauf hinweisen, dass wir diesen Vorschlag nur deswegen machen, weil wir, entsprechend den Zusicherungen der ungarischen Delegation, im Januar ganz bestimmt auf eine Weizenlieferung Ungarns rechnen.

Im fernern bitten wir Sie, in der Note zu bemerken, dass die Schweiz die Einrichtung eines Generalclearings, wie ein solcher im Verkehr mit allen übrigen Ländern besteht, als die einzig richtige Lösung betrachtet. Die Schweiz hätte daher sehr gerne im jetzigen Zeitpunkte Verhandlungen für die Einrichtung eines solchen Generalclearings aufgenommen und wäre bereit gewesen, im Rahmen eines solchen auch die Devisenspitze zugunsten der Ungarischen Nationalbank zu erhöhen.

Schweizerischerseits kann man die ungarischen Bedenken gegen einen Generalclearing keineswegs verstehen und hat auch entgegen der anders lautenden Behauptung in der ungarischen Note diese Bedenken niemals als begründet erachtet. Man kann die Stellungnahme Ungarns in dieser Frage umso weniger verstehen, als die schweizerischen Finanzgläubiger auch im Rahmen eines Generalclearings ohne weiteres bereit gewesen wären, gewisse Opfer auf sich zu nehmen, welche in ihrer Höhe den Kompensationszuschlägen, die von den ungarischen Importeuren zu entrichten sind, mindestens entsprechen.

2. Du 7 février 1934. Cf. n° 14.

3. *Projet annexé à la présente lettre, non reproduit.*

4. *Note verbale hongroise du 3 octobre.*

In Ihrer Antwortnote an das ungarische Aussenministerium wollen Sie schliesslich den bereits in Zürich mündlich angebrachten Vorbehalt machen, dass wir einer Verlängerung des Vertrages vom 7. Februar 1934 bis zum 31. Januar 1935 in der Voraussetzung zustimmen, dass ungarischerseits für die Erhebung der Kompensationszuschläge endlich eine gesetzliche Grundlage getroffen wird, sodass es dem schweizerischen Gläubiger, z. B. auch einem Wechselgläubiger, möglich wird, den ungarischen Warenschuldner auf Zahlung des Gegenwertes des Fakturabetrages zum offiziellen Pengökurs, plus Kompensationszuschlag, einzuklagen.

[...]⁵

5. *L'accord est finalement prolongé jusqu'à fin février 1935.*

75

E 1004 1/348

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 30 octobre 1934*¹

1860. Verhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

Zur Berichterstattung und zur Einholung von Instruktionen erscheint Herr Minister Stucki. Er führt aus:

«Die Anlage A zum Abkommen vom 26. Juli 1934² regelt, gestützt auf die damals in Kraft befindliche deutsche Devisengesetzgebung, sehr einlässlich und präzise die Bezahlung von aus der Schweiz nach Deutschland gelieferten Waren.

Der grosse Vorteil jener Regelung bestand darin, dass für den deutschen Käufer schweizerischer Waren die Formalitäten auf ein Minimum beschränkt wurden, indem auf verschiedenen Wegen die Zahlungsgenehmigung entweder vom schweizerischen Exporteur direkt oder von seinem deutschen Vertreter oder sogar von deutschen Speditionsfirmen und Banken eingeholt werden konnte. Als Reichsbankpräsident Schacht in seinen Reden von Leipzig und Bad Eilsen eine grundlegende Änderung der deutschen Einfuhrpolitik und der damit in Zusammenhang stehenden Devisengesetzgebung ankündigte, glaubten wir als selbstverständlich voraussetzen zu können, dass die neuen Pläne der Schweiz gegenüber nicht verwirklicht würden, soweit sie mit dem bestehenden Abkommen im Widerspruch stünden. Es ist dies sowohl von Herrn Schacht selber als von der deutschen Regierung bestätigt worden³. Trotzdem sind am 4. September die zur

1. *Absent: Schulthess.*

2. *Cf. n° 53, n. 13.*

3. *Cf. nos 59, 66 et 68.*

Durchführung des Schacht-Planes bestimmten Verordnungen erlassen und am 24. September in Kraft gesetzt worden, ohne dass die sich aus dem Abrechnungsabkommen mit der Schweiz aufdrängenden Ausnahmen gemacht worden wären. Im Auftrag des Volkswirtschaftsdepartementes hat die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin gegen die begangene schwere Vertragsverletzung energischen Protest eingelegt, ohne dass bis jetzt die Note überhaupt von deutscher Seite beantwortet worden wäre⁴. Im ausdrücklichen Auftrage des Bundesrates haben wir hierauf das vertraglich vorgesehene Schiedsgericht angerufen und versucht, in den Verhandlungen von Wiesbaden und Bern⁵ die deutsche Regierung dazu zu bringen, uns gegenüber wieder den vollen Vertragszustand herbeizuführen. Das Wesentliche im «Schacht-Plan» besteht nämlich darin, dass jedem Geschäftsabschluss zwecks Einfuhr fremder Waren vorgängig von der zuständigen deutschen Überwachungsstelle die Genehmigung in Form einer Devisenbescheinigung einzuholen ist und dass diese Genehmigung nur erteilt wird, wenn für den betreffenden Import ein wirtschaftliches Bedürfnis anerkannt wird und die nötigen Devisen gerade zur Verfügung stehen. Zudem müssen die Devisenbescheinigungen vom Importeur selber nachgesucht werden und auf ihn lauten.

In den bisherigen Verhandlungen hat sich die deutsche Delegation auf den Standpunkt gestellt, es sei vollkommen unmöglich, den ganzen Plan mit seiner gewaltigen administrativen Neuorganisation durch ein der Schweiz zu gewährendes Sonderregime zu durchlöchern. Statt den Vertragszustand wieder herzustellen wurde lediglich zugesagt, eine Reihe von Einzelerleichterungen autonom zu gewähren, die allerdings gegenüber dem jetzigen vollkommen unerträglichen Zustand wesentliche Verbesserungen bedeuten. Bis jetzt ist immerhin die entsprechende autonome deutsche Änderung nicht erfolgt.

Die Folgen der Ankündigung und Inkraftsetzung des «Schacht-Planes» haben nun im Warenverkehr Deutschlands mit dem Auslande, auch der Schweiz, zu ganz ausserordentlichen Verhältnissen geführt: Die deutschen Exporteure wie die ausländischen Exporteure rechneten damit, dass auf den 24. September für die Wareneinfuhr fast unüberwindliche Schwierigkeiten geschaffen würden, was dazu führte, dass in den ersten drei Wochen September der Import fremder Waren nach Deutschland ganz gewaltig und in durchaus anormaler Weise answoll⁶, was nicht nur auf die deutsche Handelsbilanz im allgemeinen, son-

4. Cf. n° 68 + A et n° 73, n. 5.

5. Cf. n°s 68 et 73.

6. Cf. le rapport du Comité Allemagne de l'Association suisse des banquiers:

[...]

Die Ausfuhr von der Schweiz nach Deutschland betrug:

Januar—Juni durchschnittlich Fr. 13 200 000

Juli Fr. 13 900 000

August Fr. 14 900 000

September Fr. 20 500 000

Oktober Fr. 14 200 000

November Fr. 19 400 000

Bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle, welche die Anmeldung der Exportforderungen verlangt, sind auf das letzte Datum Forderungen für 63 Millionen Franken angemeldet worden, während schon für 67,6 Millionen Franken solche Forderungen bezahlt wurden. Der

dern auch auf die Bilanzen mit den einzelnen Ländern selbstverständlich von grösstem Einfluss sein musste. Diese gewaltige Störung des Warenverkehrs hat sich denn auch selbstverständlich in ausschlaggebender Weise auf die von Deutschland mit andern Ländern abgeschlossenen Verrechnungsabkommen ausgewirkt und deren Spiel entweder verunmöglicht oder doch zum mindesten auf das Schwerste gestört. Eine solche schwere Störung ergibt sich auch für das schweizerisch-deutsche Verrechnungsabkommen, was von der deutschen Regierung zum Vorwand genommen wurde, um gemäss Art. 6 des Abkommens Revisionsverhandlungen zu fordern, sodass ab 1. November die im erwähnten Artikel festgesetzten Fristen zu laufen beginnen.

Bei Abschluss des schweizerisch-deutschen Verrechnungsabkommens setzte man sich beidseitig zum Ziele, zunächst den schweizerischen Warenexport nach Deutschland in ungefähr bisherigem Ausmasse, den Fremdenverkehr und die minimale Verzinsung der schweizerischen lang- und mittelfristigen Forderungen zu finanzieren. Man ging gestützt auf die bestehenden Erfahrungen davon aus, dass hiefür ein Betrag von monatlich ca. Fr. 24 Millionen erforderlich sei. Dann sollten der Reichsbank Fr. 5 Millionen zur Verfügung gestellt werden, worauf die Zuwendungen an den Amortisationsfonds und für aus der Schweiz gelieferte Transitwaren hätten berücksichtigt werden sollen. Die Rechnung beruhte also auf der Annahme eines monatlichen schweizerischen Exportes von ca. Fr. 14 Millionen und von Erfordernissen für den Fremdenverkehr von ca. Fr. 3 Millionen monatlich. Der Import deutscher Waren wurde auf 33 bis 35 Millionen monatlich geschätzt. Infolge der oben geschilderten Verhältnisse ist der schweizerische Warenexport nach Deutschland im September auf über Fr. 20 Millionen angestiegen und auch der Fremdenverkehr beanspruchte bedeutend grössere Beträge als vorgesehen war. Gleichzeitig ging aber die Einfuhr aus Deutschland trotz unsern Erleichterungsmassnahmen auf ca. Fr. 30 Millionen zurück. Die bisherigen Ergebnisse des Verrechnungsabkommens sind demgemäss folgende:

Bei der Schweizerischen Nationalbank wurden, zur Hauptsache für den Import deutscher Waren, zur Verfügung gestellt: *Fr. 82,5 Millionen*

Daraus sind bezahlt worden:

Für nach Deutschland exportierte Waren	Fr. 48,4 Millionen
Reiseverkehr	Fr. 14,3 Millionen
Lebensunterhalt, Unterstützungen etc.	Fr. 3,4 Millionen
Provisionen, Entschädigung für ideelle Leistungen etc.	Fr. 3,2 Millionen
Transitwaren	Fr. 3,3 Millionen
Post	Fr. 1,6 Millionen
Pendenzen, Härtefälle, Diverses ca.	Fr. 5 Millionen
Für Verzinsung von Kapitalforderungen	Fr. 1,5 Millionen

Die Interessen des Warenexportes und des Fremdenverkehrs sind also bis jetzt in überreichlicher, die Interessen der Finanz in unzureichender Weise berücksichtigt worden. Dazu kommt nun namentlich noch, dass bei dieser Situation bis

schweizerische Export möchte also aus dem Verrechnungsabkommen Fr. 130,6 Millionen herausholen, was ungefähr 90% der Gesamtausfuhr von der Schweiz nach Deutschland seit Januar 1934, die auf 142–143 Millionen Fr. geschätzt wird, ausmacht. Das lässt auf Missbräuche schliessen [...] (E 2001 (C) 4/148).

jetzt der Deutschen Reichsbank keinerlei freie Devisen zur Verfügung gestellt werden konnten.

Es ist nun selbstverständlich, dass, so begrüßenswert es an sich wäre wenn der schweizerische Export auf dieser anormalen Höhe gehalten werden könnte, dies nur möglich wäre unter Schädigung anderer schweizerischer und namentlich auch der deutschen Interessen. Dieser anormale Export liegt insbesondere vor für baumwollene Garne und Zwirne, und wir haben bereits mit der deutschen Delegation eine Lösung in Aussicht genommen, die diesen Export zwar in seinem normalen Masse sichert, aber ihm die weitere Ausnützung der bisherigen Spekulationskonjunktur verunmöglicht. Selbstverständlich sind dagegen bereits von Seiten der beteiligten schweizerischen Industrien heftigste Proteste bei uns eingelangt⁷. Wir glauben aber nicht, dass der Bundesrat wird zulassen können, dass gewisse schweizerische Kreise von einer ganz ausserordentlichen Konjunktur unerwarteten überreichlichen Nutzen ziehen und dass dafür andere schweizerische Kreise in ihren Erwartungen, die sie gestützt auf das Verrechnungsabkommen in guten Treuen haben mussten, auf das schwerste enttäuscht werden. Es ist zudem notwendig geworden, den Export von der Schweiz aus in dem Sinne zu überwachen, dass nicht fremde Waren, die nur wenig oder gar nur zum Schein in der Schweiz bearbeitet wurden, unter schweizerischer Flagge nach Deutschland verkauft werden und das Verrechnungsabkommen belasten.

Mit Bezug auf den Fremdenverkehr liegt zweifellos ebenfalls eine missbräuchliche Verwendung der von der Schweiz für ihre eigenen Interessen erzielten Vertragsvorteile vor: Es ist offenbar in ziemlich grossem Ausmasse vorgekommen, dass sich Deutsche schweizerische Reiseschecks aushändigen liessen, auf der Durchreise das Geld abhoben und es dann, umgewechselt in französische Franken, Lire oder österreichische Schillings, in jenen Ländern verbrauchten. Wir haben mit dem schweizerischen Fremdenverkehrsverband und den zuständigen Stellen eingehend alle Massnahmen besprochen, die geeignet wären, diese Missbräuche zu beseitigen oder doch stark einzudämmen, ohne gleichzeitig den wirklich deutsch-schweizerischen Fremdenverkehr zu schädigen. Die einzig mögliche Lösung dieser schwierigen Frage geht dahin, dass die Auszahlung der Schecks nicht auf einmal, sondern nur in gewissen Staffellungen vorgenommen werden kann.

Wir haben oben darauf hingewiesen, dass die Einfuhr deutscher Waren in die Schweiz wesentlich abgenommen und hinter den Erwartungen zurückgeblieben ist. Die Gründe für diese mit bezug auf das Verrechnungsabkommen äusserst unerwünschte Erscheinung liegen darin, dass

1. in Deutschland offenbar eine allgemeine Exportmüdigkeit herrscht,
2. die Abneigung weiter schweizerischer Kreise gegen deutsche Waren gerade infolge der von Deutschland begangenen Vertragsverletzung zunimmt,
3. die deutschen Preise stark steigende Tendenz aufweisen und endlich
4. zahlreiche deutsche Firmen schon heute erklären, mangels der nötigen Rohstoffe die Lieferung nach der Schweiz einstellen zu müssen.

7. *Non reproduit.* Cf. E 7110 1/49.

Es ist natürlich ausserordentlich schwierig, gegen diese Umstände anzukämpfen, und es kann erst dann mit einem neuen Ansteigen der Einfuhr aus Deutschland gerechnet werden, wenn endlich einmal eine ruhige Entwicklung im Warenverkehr gesichert ist und nicht von deutscher Seite stets neue umwälzende Eingriffe vorgenommen werden.

Seit dem Inkrafttreten des Verrechnungsabkommens kann schweizerischerseits nicht, wie früher, auf deutsche Vertragsverletzungen mit Repressalien auf dem Gebiete des Warenimportes geantwortet werden, da hierdurch nur das Verrechnungsabkommen noch mehr gestört und wichtige schweizerische Interessen noch stärker verletzt würden. Unter diesen Umständen wird anlässlich der kommenden Verhandlungen nichts anderes übrig bleiben als sich mit der gegebenen Sachlage unter schärfstem Protest abzufinden und zu versuchen, die in Deutschland getroffene Neuordnung soweit als irgendwie möglich den schweizerischen Interessen anzupassen. Es ist in der Tat aussichtslos, darauf bestehen zu wollen, dass Deutschland die getroffene Neuregelung der Einfuhrpolitik und Devisenbewirtschaftung einzig der Schweiz gegenüber grundlegend ändere, weil dies technisch gar nicht durchführbar erscheint. Anlässlich dieser Verhandlungen werden im weitem zahllose auf allen Gebieten entstandene Divergenzen über Einzelfragen zur Abklärung gebracht werden müssen. Ferner, und das wird die Hauptsache sein, wird man Mittel und Wege zu finden haben, um das gestörte Gleichgewicht im Verrechnungsabkommen wieder herzustellen, d. h. namentlich die schweizerische Ausfuhr auf ihren normalen Stand zurückzudämmen und die Bezüge deutscher Waren nach Möglichkeit zu steigern. Da seit dem 24. September der Export unserer Waren nach Deutschland stark zurückgegangen ist, so wird sich dies, so bedauerlich es vom Standpunkt der Volkswirtschaft aus ist, für das Gleichgewicht im Clearing günstig auswirken. Die schweizerische Delegation wird deshalb den Standpunkt vertreten, es sei nicht nötig, am Abkommen grundlegende Veränderungen vorzunehmen. Demgegenüber ist zu erwarten, dass die deutsche Regierung mit grösstem Nachdruck verlangen wird, durch Ausscheidung eines bestimmten Prozentsatzes die der Reichsbank zugesagten freien Devisen unter allen Umständen sicherzustellen. Da Deutschland eine solche Regelung in seinen übrigen Verrechnungsabkommen, namentlich mit Frankreich, erreicht hat, so wird man sich schweizerischerseits einem solchen Begehren — wenn unbedingt nötig — nicht endgültig verschliessen können.

Da die Verhandlungen ausserordentlich schwierig und vielgestaltig sein werden, ist es nötig, die gleichen Experten wiederum beizuziehen, die bei Abschluss des Verrechnungsabkommens bereits mitgewirkt hatten, nämlich die Herren Direktor Schnorf (Nationalbank), Dr. Jöhr (Bankiervereinigung), Dr. Homberger (Handels- und Industrie-Verein), Dr. Koenig (Rentenanstalt), Legationsrat Dr. Vieli. Es scheint auch angezeigt zu sein, diesen Herren, wie früher, eine Tagesentschädigung von Fr 30.— zukommen zu lassen, wobei die Hotelzimmer vom Bunde zu bezahlen wären.»

Der Rat nimmt von der Lage der Dinge Kenntnis und erteilt dem schweizerischen Unterhändler, Herrn Minister Stucki, die erforderlichen Instruktionen im Sinne seiner obigen Ausführungen. Er genehmigt ferner den vorgelegten Entwurf zu einem Communiqué.

E 2001 (D) 1/9

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

Copie

L DT Confidentiel

Berne, 2 novembre 1934

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 30 octobre nous relatant votre entretien avec le Baron Aloisi au sujet du journaliste italien A Prato¹ et nous vous en remercions vivement.

Le cas d'A Prato, qui réside en Suisse sans papiers réguliers, au bénéfice d'un permis de tolérance soumis à de fréquents renouvellements, retient notre attention depuis fort longtemps. Son attitude nous a paru, à diverses reprises, assez déplaisante et, au lendemain des événements dont Genève a été le théâtre, le 9 novembre 1932, nous avons eu de bonnes raisons de le soupçonner d'être l'auteur de sournoises attaques contre le Conseil fédéral dans «Paris-Soir» et dans «Paris-Midi». Faute de preuves, nous avons dû renoncer à éloigner du territoire suisse ce journaliste qui bénéficie de fortes sympathies au sein du parti au pouvoir à Genève². C'est vous dire que, si nous étions en mesure de démontrer que l'attitude d'A Prato est incorrecte, nous saisissons volontiers l'occasion de régler un vieux compte avec lui.

Malheureusement, les griefs dont le Baron Aloisi vous a fait part ne semblent guère nous apporter les arguments décisifs dont nous aurions besoin à cet effet, car nous n'avons réussi à trouver, dans notre collection des numéros du Journal des Nations, aucun article attribuable à A Prato qui pourrait constituer, aux yeux du Ministère public fédéral, des attaques inadmissibles contre le Chef de Cabinet du Ministère italien des Affaires étrangères et la politique italienne en général.

1. Dans sa lettre, Wagnière relate son entretien avec le chef de cabinet du Ministère des Affaires étrangères italiennes en ces termes:

... le baron Aloisi ... se montre assez alarmé des continuelles attaques dirigées contre lui dans le «Journal des Nations», paraissant à Genève, par un nommé A Prato.

Ce personnage, ancien déserteur italien, paraît avoir voué à M. Aloisi une haine spéciale et s'efforce par tous les moyens de lui faire du tort en noircissant la politique internationale de l'Italie en ce moment-ci et, en particulier, l'influence de M. Aloisi dans ce domaine. Il serait même question, si j'ai bien compris, dans des articles du nommé A Prato, d'imputer une responsabilité redoutable à l'Italie dans le crime de Marseille.

Le Duce a déclaré qu'il voulait ignorer ces attaques, mais M. Aloisi, qui est plus directement mis en cause, sans prétendre nous demander quoi que ce soit, m'a prié d'attirer votre attention sur la personne de A Prato qui pourrait, à la longue, nous causer des ennuis étant un élément de dissension profonde au sein de la colonie italienne à Genève. De toutes façons, le personnage paraît peu recommandable et nos autorités de police feront bien de le surveiller.

J'ai rappelé à M. Aloisi qu'il nous était fort difficile d'intervenir dans la rédaction d'un journal, ce qu'il savait. Je ne pouvais cependant pas lui refuser, vu son insistance, de vous parler de notre entretien. [...]

Sur A Prato, cf. aussi l'annexe au n° 254.

2. Cf. DDS vol. 10, n° 364.

Sans doute — le fait est notoire — le «Journal des Nations» poursuit-il une politique de gauche, hostile aux dictatures italienne et allemande et servant les intérêts de la Petite Entente; mais, vu le principe constitutionnel de la liberté de presse, c'est son droit. Son hostilité à la politique italienne est d'ailleurs prudente et pateline; elle évite les injures dont la presse d'extrême-gauche fait un si large abus et se reflète par une tendance générale plutôt que par de véritables attaques.

Nous devons renoncer à vous en faire juge en vous envoyant toute la collection, par trop volumineuse, du «Journal des Nations»; quelques échantillons suffiront, du reste, à vous faire saisir sa méthode. Vous trouverez ci-joints les numéros des 15 et 25 septembre, qui sont les seuls où nous ayons trouvé quelque chose qui puisse avoir blessé le Baron Aloisi, et les numéros des 11, 12 et 13 octobre, qui sont presque entièrement consacrés à l'attentat de Marseille³. Ainsi que vous le verrez, on peut fort bien s'expliquer que certains titres et certaines phrases aient déplu à Rome et se demander même si la rédaction du journal n'a pas effectivement cherché à envenimer le débat au préjudice de l'Italie, mais vous constaterez avec nous que, même en admettant les intentions les plus perfides, il est impossible de trouver dans les cinq numéros ci-joints quoi que ce soit qui permettrait au Conseil fédéral de refuser à A Prato l'asile qu'il a trouvé auprès de ses amis de Genève⁴.

[...]

3. Du 9 octobre.

4. Le 10 novembre suivant, dans une lettre à la Police fédérale des étrangers, le chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, M. de Stoutz, écrit:

... bien que sa prudence le mette à l'abri d'une sanction, A Prato trouble déjà, par son activité de journaliste, les rapports de la Suisse avec l'Italie.

Nous devons nous attendre à de nouvelles réclamations et nous ne pouvons, dans ces conditions, nous déclarer d'accord avec votre proposition de renouveler pour six mois l'autorisation de tolérance accordée à A Prato. Nous insistons pour que ce réfugié soit maintenu dans une situation aussi précaire que possible et que le permis qui lui sera accordé soit de trois mois au maximum.

77

E 2200 Rom 22/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

L Confidentiel

DT

Berne, 8 novembre 1934

Nous croyons comprendre qu'avant d'aller prendre possession de son poste à Milan, M. de Bavier¹ a l'intention de passer à Rome pour recevoir vos instructions et recommandations et nous nous en félicitons vivement, car, en dehors des tâches

1. Nommé par le Conseil fédéral, le 28 août, consul général de carrière à Milan. Cf. annexe au présent document.

journalières qui incombent à tout autre Consul général, le nouveau titulaire du poste de Milan se trouve placé devant une mission plus précise, qui exige de la réflexion et du savoir-faire et pour l'accomplissement de laquelle les conseils de votre grande expérience lui seront particulièrement précieux.

Si le Conseil fédéral s'est décidé à installer à Milan un Consul général de carrière, c'est, en effet, dans le but déterminé de contrecarrer les intrigues du Colonel Fonjallaz et de neutraliser l'influence dissolvante que le «fascisme suisse» peut avoir au sein de la colonie suisse en Lombardie. Par quels moyens cet objectif peut-il être atteint? Vous l'apprécierez mieux que nous et M. de Bavier lui-même le déterminera sur place et au fur et à mesure des événements beaucoup mieux que l'on ne pourrait le faire dans des instructions plus ou moins rigides et fixées à l'avance.

Il nous paraît, en revanche, extrêmement désirable que vous examinassiez, au cours d'une conversation avec M. de Bavier, quelles seraient les directives générales qu'il convient de suivre dans l'accomplissement de cette mission spéciale et d'établir, à tout le moins, un programme de début. Nous savons pouvoir nous en rapporter entièrement à vous pour donner à M. de Bavier les avis les plus judicieux. Peut-être, toutefois, faciliterons-nous votre tâche en vous proposant, comme thème de discussion dans votre entretien avec notre Consul général, les considérations ci-après.

Pour contrecarrer utilement les intrigues du Colonel Fonjallaz et l'influence que des personnalités telles que M. Bühler exercent sur les Suisses de Lombardie, il ne faut pas songer à des réunions de la colonie, des discours, des circulaires, qui accentueraient en les soulignant les dissensions qui se sont produites entre compatriotes et, au lieu de l'affaiblir, renforceraient l'adversaire. Seule une action personnelle, discrète et prudente auprès de chaque Suisse pris individuellement peut être efficace.

Cette action qui demande à être menée sans hâte et sans nervosité n'est possible que dans la mesure où chaque Suisse sera convaincu que, pour réussir auprès des Autorités italiennes, l'appui du Consulat est plus efficace que la protection des «fasci svizzeri».

Il ne s'agit nullement, d'autre part, d'exercer une répression contre les Suisses qui se sont laissé séduire par la caricature du fascisme inventée par le Colonel Fonjallaz, mais d'empêcher que les Autorités italiennes se trompent aux apparences et voient dans les «fascisti svizzeri» des Suisses plus dignes d'intérêt que ceux qui se sont tenus à l'écart de ce mouvement.

C'est donc, en première ligne, dans le milieu italien et non dans le milieu suisse qu'il y a lieu de travailler. Il importe, par conséquent, que M. de Bavier s'applique, dès son arrivée à Milan, à nouer, le plus rapidement possible, des relations avec les Autorités administratives et les milieux dirigeants du fascisme italien (sans oublier la presse) et à les consolider assez pour pouvoir se plaindre, non seulement comme d'une incorrection à l'égard de la Suisse, mais d'un acte désobligeant à son endroit, de tout appui et tout encouragement accordés au Colonel Fonjallaz et à ses amis, qu'il s'agisse d'un article servant leur publicité, du prêt d'un local de réunion ou d'une faveur consentie à un Suisse en raison de son appartenance aux fasci.

Vis-à-vis de la colonie suisse elle-même, une attitude un peu réservée nous

paraîtrait recommandable. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'être distant, mais circonspect. Toute manifestation qui aurait pour effet d'«accaparer» le Consul général au profit de tel ou tel comité serait un peu compromettante. M. de Bavier fera donc bien de s'y dérober et nous sommes assurés qu'il saura le faire avec tact et bonne grâce.

Il serait dangereux également de laisser les factions qui divisent la colonie s'imaginer que nous leur prêtons une très grande importance. M. de Bavier devra donc donner l'impression que sa tâche dépasse de beaucoup le cadre de la colonie et que les faits et gestes de MM. Bühler et consorts ne sont nullement son principal souci. Il évitera aussi de paraître prendre au tragique les explications qui lui seront données sur les rivalités existantes et il s'efforcera d'exercer une influence apaisante sans chercher à aller trop vite en besogne et à réconcilier des adversaires ou même à les réunir, tant qu'un résultat satisfaisant ne lui paraîtra pas assuré. (En nouant des relations cordiales avec les principaux notables, en prenant part aux séances des diverses sociétés suisses, en faisant la connaissance individuelle du plus grand nombre de Suisses possible, M. de Bavier assiera son influence beaucoup plus vite et beaucoup mieux qu'en organisant des banquets et en prononçant des discours.)

Il va sans dire, enfin, que M. de Bavier ne peut avoir aucune relation officielle avec les groupements politiques suisses de son arrondissement consulaire (Faisceau, Front national, etc.). A l'égard des fascistes suisses, il adoptera l'attitude réservée qui convient vis-à-vis de gens qui ne se sont pas très bien conduits, mais sans raideur et sans esprit de représailles. Ce n'est pas à lui à faire les premiers pas pour rencontrer MM. Bühler, Tamburini² et consorts, mais il saura faire aussi leur connaissance et leur donner l'impression que, tout en désapprouvant leur action politique, le Consulat général reste très au-dessus des querelles de parti.

Il nous semble qu'avec un programme de ce genre, que vous voudrez bien approfondir et préciser, M. de Bavier évitera les fausses manœuvres qui pourraient compromettre sa mission. Il est bien entendu, d'ailleurs, qu'il restera constamment en étroite liaison avec votre Légation, qu'il prendra son avis dans les cas difficiles et qu'il pourra nous consulter également (Milan est si près de la frontière suisse qu'en une demi-heure d'auto, il pourra se rendre à Chiasso pour s'entretenir avec nous au téléphone avec la certitude d'échapper à la vigilance de la censure).

Nous souhaiterions, d'autre part, que M. de Bavier vous adressât très fréquemment des rapports sur l'évolution des esprits au sein de la colonie et les manifestations des fascistes suisses. Ces rapports n'auront pas besoin d'être longs pour vous mettre au fait et vous permettre de lui donner d'utiles conseils. Copies de ces rapports devraient nous être envoyées directement.

2. Il doit s'agir en réalité de A. Giambonini, cofondateur du groupe fasciste suisse de Milan. Cf. annexe au n° 3.

ANNEXE

E 1004 1/347

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 28 août 1934*³

1500. Reorganisation des Schweizerischen Konsulates in Mailand

Politisches Departement. Antrag vom 14. August 1934
 Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 23. August 1934

Seit über 12 Jahren steht Herr Richard Hüni dem Schweizerischen Konsulate in Mailand vor. Bis vor kurzem hat seine Geschäftsführung zu keinerlei Beschwerden Anlass gegeben. Insbesondere müssen seine grossen Verdienste um die Schweizerkolonie hervorgehoben werden. In letzter Zeit sind nun aber in Mailand in den Kreisen unserer dortigen Landsleute Verhältnisse entstanden, die es einem nicht völlig unabhängigen Postenchef schwierig machen, seine Aufgabe mit Erfolg durchzuführen.

Nach Einführung des fascistischen Regimes in Italien ereigneten sich bekanntlich mehrere Grenzzwischenfälle und gewisse Anstände wegen des Schutzes unserer dort niedergelassenen Landsleute. Es wurde nun als Nachteil empfunden, dass dem Honorarkonsulat in Mailand nicht wohl die Aufgabe übertragen werden konnte, bei der Erledigung solcher Zwischenfälle durch Einschreiten bei den Lokalbehörden mitzuwirken. Statt dessen musste stets, auch in weniger wichtigen Fällen, die Gesandtschaft in Rom mit einer Intervention bei der Italienischen Regierung beauftragt werden. Der Mangel einer Berufsvertretung zeigte sich nun aber ganz besonders bei den bekannten Vorfällen, die sich vor kurzem innerhalb der Schweizerkolonie ereigneten. Das Konsulat hat offenbar die Bedeutung der Treiberein der Fonjallaz-Fascisten nicht rechtzeitig erkannt, unterliess es deshalb, die Gesandtschaft oder das politische Departement sofort zu unterrichten und machte auch wenig Anstrengungen, um Weiterungen entgegenzutreten. Es zeigte sich, dass das Konsulat vor diese Schwierigkeiten gestellt, versagt hat. Herr Steinmann, der in seiner Eigenschaft als Präsident der Schweizerischen Handelskammer in Italien über die Vorgänge in Mailand dem Bundesrate Bericht erstattete⁴, glaubte daher erklären zu müssen, dass der Konsul weder in der erregten Kolonie noch bei den italienischen Behörden unter den jetzigen ausserordentlichen Verhältnissen über den erforderlichen Einfluss verfüge. Eine Untersuchung an Ort und Stelle durch Herrn Legationssekretär Rezzonico⁵ von der Gesandtschaft in Rom führte im wesentlichen zur Bestätigung dieses Eindruckes. Der Genannte und die Gesandtschaft in Rom empfehlen daher die Ernennung eines Berufsvertreters.

Es wäre unrichtig und auch ungerecht, Herrn Konsul Hüni für die geschilderte Sachlage verantwortlich machen zu wollen. Der verdienstvolle Konsul ist in seinem 72. Lebensjahre vor eine Aufgabe gestellt worden, deren restlose Erfüllung man nicht wohl von ihm erwarten konnte. Als Chef und Inhaber einer Handelsfirma in Italien ist Herr Hüni derart mit den Verhältnissen des Landes verwachsen, dass er kaum über die nötige Bewegungsfreiheit verfügen dürfte, um mit Erfolg gegen eine Organisation innerhalb der Kolonie vorzugehen, die versuchte, das politische System des Gastlandes zu kopieren und damit vermeinte — allerdings zu Unrecht — auf dessen Unterstützung rechnen zu können.

Es dürfte sich daher nicht empfehlen, an Stelle von Herrn Hüni nach einem andern Honorarvertreter Umschau zu halten. Ein solcher Nachfolger würde wegen seiner Eigenschaft als Ehrenbeamter unter den jetzigen Verhältnissen in Mailand mit den gleichen Schwierigkeiten wie Herr Hüni zu rechnen haben. Darüber geben sich die zahlreichen Bewerber offenbar nicht genügend Rechenschaft. Gäbe man übrigens einem dieser Anwärter den Vorzug, so hätte dies wahrscheinlich zur

3. *Absent: Pilet-Golaz.*

4. *Cf. n° 34, n. 1.*

5. *Cf. n° 42.*

Folge, dass die Zurückgesetzten mit ihrem Anhang dem neuen Konsul Schwierigkeiten machen würden, sodass die Unruhe in der Kolonie nur noch grösser würde.

In letzter Zeit kann man nun allerdings die Feststellung machen, dass eine gewisse Beruhigung eingetreten ist. Dies darf zunächst auf die durchaus korrekte Haltung der italienischen Behörden zurückgeführt werden. Ferner aber haben die von den Bundesbehörden getroffenen Massnahmen ihre Wirkung nicht verfehlt. Die Vertreter der Kolonie sind vom Bundesrate angehört worden und das politische Departement hat, wie bereits erwähnt, einen Sonderbeauftragten vorübergehend nach Mailand entsandt, der später auch im Auftrage der Gesandtschaft an der Bundesfeier in Mailand teilnahm. So haben unsere dortigen Landsleute die Gewissheit erhalten, dass die Behörden des Heimatlandes das mögliche vorkehren werden, um der Wiederholung solcher Vorfälle vorzubeugen. Ferner aber steht die Kolonie unter dem Eindrucke, dass der Bundesrat auch in bezug auf die Reorganisation des Konsulates diejenigen Massnahmen anordnen wird, die sich aus den Ereignissen ergeben. Würden diese Erwartungen der Kolonie enttäuscht, so wäre trotz der jetzigen Ruhe mit neuen Zwischenfällen zu rechnen.

Bei dieser Sachlage empfiehlt es sich daher, entsprechend dem Vorschlage der Gesandtschaft in Rom, den Posten Mailand mit einem Berufsvertreter zu besetzen.

Die Aufgabe dieses Berufsvertreters wird vor allem sein, eine endgültige Befriedung der Schweizerkolonie zu erreichen. Eine solche Aufgabe wird man einem erfahrenen Beamten zu übertragen haben; im Interesse seiner Mission muss dessen Stellung den italienischen Behörden und der Kolonie gegenüber eine gehobene sein. Das politische Departement ist mit der Gesandtschaft in Rom daher der Auffassung, dass ein Legationsrat mit der Leitung des Postens zu betrauen ist, dessen Stellung innerhalb der Carrière es entspricht, wenn dabei das Konsulat in ein Generalkonsulat umgewandelt wird.

Antragsgemäss und mit Zustimmung des Finanz- und Zolldepartementes wird daher *beschlossen*:

1. Das Schweizerische Konsulat in Mailand wird zum Generalkonsulat erhoben;
2. Herr Karl Eduard von Bavier, Legationsrat, von Zürich und Chur, wird zum Berufsgeneralkonsul ernannt und nach Mailand versetzt;

[...]

78

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 35

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 25 Vertraulich¹

Berlin, 8. November 1934

Es ist nicht zu leugnen, dass die neuesten Erörterungen über die Saarfrage² hierzulande in weitesten Kreisen eine ungewöhnliche Erregung, ja Erbitterung ausgelöst haben. Schon die straff geleitete deutsche Presse legt davon Zeugnis ab. Andererseits scheint es, als ob die Auffassungen bei den amtlichen Stellen und in Parteikreisen in rechtlicher und anderer Hinsicht nicht ganz übereinstimmen. Bezeichnend hierfür sind amtliche Mitteilungen über vorgestern in Paris und Rom unternommene Schritte seitens der dortigen deutschen Botschafter, die schwerlich miteinander in Einklang zu bringen sind. Während beim Präsidenten

1. *Remarque marginale de G. Motta*: Sehr interessant. In Zirkulation. 10. XI. 34.

2. Cf. *annexe au n° 83*.

der Dreier-Kommission für die Saar, Aloisi, gegen die bekannten von Frankreich getroffenen Vorbereitungsmaßnahmen an der Saargrenze nachdrücklichst Einspruch erhoben worden wäre, sollen zu gleicher Stunde der französische Außenminister und der deutsche Botschafter in Paris gegenseitige Zusicherungen über die lauterer Absichten ausgetauscht haben. Allerdings sucht eine heutige Vernehmlassung des Deutschen Nachrichtenbüros diesen unbequemen Eindruck zu korrigieren.

Die Ankündigung der französischen Vorkehrungen ist hier, wie übrigens auch anderwärts, mit einer drohenden Kriegsgefahr in Zusammenhang gebracht worden. Dies allein zeigt, mit welcher Aufmerksamkeit das ganze Saarproblem zu verfolgen sein wird³. Dort befindet sich bis auf weiteres der empfindlichste, der wundeste Punkt für die europäische Politik. Ihm gegenüber dürfte Österreich⁴ für einige Zeit in den Hintergrund treten.

Es ist nicht leicht, den wirklichen Gründen für das vermeintliche Bestehen einer Gefahr von kriegerischen Verwicklungen nachzugehen. Ich weiss, dass in hohen militärischen und politischen französischen Kreisen die Ansicht ziemlich verbreitet ist, dass sich in der Umgebung Hitler's Leute befinden, die ihn zu einer sehr scharfen Stellungnahme gegenüber Frankreich, die bis zur Gewaltandrohung ginge, bestimmen möchten. Die derzeitigen hiesigen Zustände gestatten nicht, kurzweg zu erklären, jene französische Vermutung sei richtig oder falsch. Für meinen Teil glaube ich nicht, dass überlegte und verantwortungsbewusste Ratgeber des Diktators den Krieg für Deutschland jetzt herbeisehnen könnten und jedenfalls Hitler für einen solchen tollkühnen Plan zu gewinnen vermöchten. Denn Deutschland ist dazu gewiss noch nicht bereit. Es ist bekannt, dass dies die Auffassung der Reichswehr ist, die allerdings darüber in wenigen Jahren anders wird denken mögen.

Dagegen kann ich die Möglichkeit nicht ohne weiteres von der Hand weisen, dass Deutschland, wenn es sich angegriffen sähe oder bedroht glaubte oder auch in seiner Ehre arg gekränkt fühlte, einem Kriege nicht unbedingt aus dem Wege gehen würde. Nach übereinstimmenden Angaben, die ich erhalten habe, fühlt sich Deutschland zur Zeit in der Vorbereitung wie in der Abwehr eines in der Luft geführten chemischen Krieges unübertroffen. Die Anhäufung der entsprechenden Mittel soll eine riesige sein. Auf die Gattung der Flugzeuge komme es nicht mehr so sehr an, weil man heute über neue chemische Stoffe verfügt, die verhältnismässig leichte Bomben mit den verheerendsten Wirkungen herzustellen gestatten. Es sollen demnach nicht die schweren Bombenflugzeuge, sondern leichte, möglichst rasche Flugzeuge und insbesondere deren Zahl den Ausschlag geben. Dass nun Deutschland über ungezählte Flugzeuge und Flieger verfügt, daran zweifelt, glaube ich, niemand.

Das provozierte Dritte Reich wäre demnach im Stande, augenblicklich zu einem furchtbaren chemischen Luftangriff überzugehen. Allerdings wird man sich hier Rechenschaft geben, dass auch Deutschland durch eine ähnliche Kriegsführung der Gegenseite unübersehbaren Verwüstungen ausgesetzt sein würde.

3. *Remarque marginale de G. Motta*: richtig!

4. *Cf. n° 13 + A.*

Deutscherseits glaubt man aber, vielleicht nicht mit Unrecht, dass man zur Abwehr viel besser gerüstet sei als insbesondere Frankreich.

Diese verzweifelte Spekulation mit dem chemischen Luftkriege, der für den äussersten und dringendsten Notfall in den letzten Monaten fieberhaft vorbereitet worden ist, war wohl bereits ausschlaggebend für den seinerzeitigen überstürzten Rücktritt Deutschlands von der Abrüstungskonferenz⁵. Formell wurde und würde auch heute der Gleichberechtigungsanspruch in den Vordergrund geschoben. Wozu aber die deutsche Regierung damals schon nicht Hand zu bieten vermochte, war eine Regelung oder gar das mehr oder weniger spruchreife allgemeine Verbot des Bombenabwurfs und der Verwendung chemischer Mittel. Den Vorsprung, den Deutschland auf diesem Gebiete zu erreichen im Begriffe stand, wollte es unter keinen Umständen preisgeben.

Stehen die von französischen Kreisen gehegten Befürchtungen in gewisser Verbindung mit den veranlassten Massnahmen an der Saargrenze, d. h. benutzt Frankreich den Vorwand seiner Verpflichtungen gegenüber allfälligen Hilfeleistungsbegehren der Saar-Regierungskommission, um seine militärischen Vorbereitungen an der Grenze zu vervollständigen oder zu vertuschen? Wird das deutscherseits angenommen, so versteht sich auch einigermaßen der darob hier empfundene Unwille.

Man wäre in diesem Zusammenhang im jetzigen Zeitpunkte geneigt zu sagen, dass in Deutschland die Aufrüstung sich vervollständigt und die Kriegsbereitschaft fortschreitet in dem Masse ungefähr, wie in der wirtschaftlichen Lage Rückschlüsse zu verzeichnen sind. Damit nimmt die Unzufriedenheit in breiten Schichten der Bevölkerung zusehends zu. Es ist eine unverkennbare Tatsache, dass fast alle Preise im Steigen begriffen sind. Die amtlichen gegenteiligen Behauptungen können nicht ernst genommen werden. So wurde z. B. vor wenigen Tagen in der Person des Leipziger Oberbürgermeisters Goerdeler ein Reichskommissar für Preisüberwachung mit weitgehenden Vollmachten eingesetzt. Der Reichsbankpräsident, auf dessen Betreiben das neue Reichskommissariat geschaffen worden sein soll, richtet an Goerdeler ein von der ganzen Presse veröffentlichtes Schreiben, in dem er dessen Absicht, rücksichtslos gegen alle diejenigen vorzugehen, die durch ungerechtfertigte Preistreibereien der Gesamtheit Schaden zufügen, in vollem Umfange billigt und ihn seiner engsten Zusammenarbeit versichert. Das hinderte Herrn Schacht nicht, vor zwei Tagen einem ausländischen Finanzmann zu erklären, dass gegen die Preissteigerungen kaum mehr aufzukommen sein werde.

Sie werden auch die jüngsten Begebenheiten in der deutschen evangelischen Kirche mit Interesse verfolgt haben. Die bedeutsamen Erfolge der sog. Bekenntniskirche, die auch für das Regime bis hinauf zu Hitler eine empfindliche Prestigeinbusse bedeuten, entsprechen der Überzeugung, die ich in meiner Berichterstattung wiederholt zum Ausdruck gebracht hatte. Die Frage, die man sich natürlich vielfach stellt, ist, ob schliesslich auch der Reichsbischof Müller wird das Feld räumen müssen. Ich begegne der allgemeineren Ansicht, die ich persönlich aber nicht teile, dass dies doch nicht der Fall sein wird, und zwar mit der Begrün-

5. Cf. *DDS vol. 10, nos 341 et 345.*

dung, dass der Führer noch keinen engeren Mitarbeiter wegen Unfähigkeit entlassen habe; nur für Untreue gebe es keine Nachsicht. Die weitere unausbleibliche Entwicklung wird bald zeigen, was aus Müller und seinem neuerrichteten Amt überhaupt werden wird. Seine Kaltstellung wird m. E. die Bekenntniskirche auch noch durchsetzen, wenn sie es versteht, wie bisher, ausschliesslich auf religiösem Boden zu verharren.

Was die katholische Kirche betrifft, die begreiflicherweise den Auseinandersetzungen in und mit der protestantischen Kirche volle Aufmerksamkeit schenkt, so erfahre ich von eingeweihter Seite, dass die Verhandlungen mit dem Vatikan seit geraumer Zeit sich im Stillstande befinden. Es werden von behördlicher Seite stets Zusicherungen gegeben, denen aber von manchen Stellen nicht nachgelebt wird. Immerhin sei in dieser Hinsicht eine gewisse Besserung festzustellen.

79

E 1004 1/349

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 novembre 1934

1924. Verhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

Zur Berichterstattung und zur Einholung von Instruktionen erscheint Herr Minister Stucki. Er führt aus:

Die letzten Verhandlungen in Berlin sind bekanntlich unter einem doppelten Gesichtspunkte geführt worden: Zunächst auf *schweizerische* Initiative um die Wiederherstellung des durch Einführung des Schacht-Planes verletzten Vertrages bzw. dessen Anpassung an den Schacht-Plan herbeizuführen¹; sodann auf *deutsche* Initiative, da die deutsche Regierung schon anlässlich der Berner Verhandlungen Art. VI des Verrechnungsabkommens angerufen hat, indem behauptet wird, seit Inkraftsetzung des Verrechnungsabkommens habe sich die Handelsbilanz stark zu Ungunsten Deutschlands verschlechtert und es seien die gehegten Erwartungen nicht erfüllt worden². Deutschland verlange also Revision des Verrechnungsabkommens mit dem Möglichkeit, dieses am 1. Dezember auf 31. Dezember zu kündigen.

Was den ersten der erwähnten beiden Gesichtspunkte anbelangt, so sollten die Verhandlungen von Wiesbaden und Bern Vorarbeit leisten³. Zu unserer peinlichen Überraschung mussten wir feststellen, dass Deutschland die in Bern getroffenen Abreden noch keineswegs in die Praxis umgesetzt hatte. Dieser Umstand ist für die Schweiz besonders peinlich, weil die interessierten Kreise von Handel und Industrie über die Berner Abmachungen orientiert worden waren und nun ihre

1. Cf. nos 59, 66 et 68.

2. Cf. n° 75.

3. Cf. n. 68, n. 6.

täglichen Erfahrungen in Deutschland mit dieser Orientierung keineswegs übereinstimmen. Die schweizerische Delegation hat nun mehr als 8 Tage gebraucht, um endlich den Zustand herbeizuführen, der nach Abschluss der Berner Verhandlungen automatisch hätte spielen sollen. Erst jetzt können die Verhandlungen über eine Ausdehnung der Berner Vereinbarungen ernsthaft in Angriff genommen werden. Immerhin scheint in dieser Hinsicht eine Lösung möglich zu sein.

Was nun das von Deutschland angestrebte Revisionsverfahren anbelangt, so hat die Schweiz mit grossem Nachdruck betont, dass das Verrechnungsabkommen wider Erwarten gut gespielt hätte, wenn es nicht durch die Inkraftsetzung des Schacht-Planes auf das schwerste gestört worden wäre. Bereits die nun vorliegenden Oktober-Ziffern zeigen aber mit aller Deutlichkeit, dass Import und Export, ersterer mit 33 Millionen Franken, letzterer mit 14 Millionen Franken, durchaus normal geworden sind und den Ziffern entsprechen, die man bei Abschluss des Vertrages erwartet hatte⁴. Nach schweizerischer Auffassung müsse infolgedessen die weitere Entwicklung des Vertrages in aller Ruhe abgewartet werden, und es könne Deutschland umso weniger heute die Revisionsklausel anrufen, als eine von ihm einseitig und vertragswidrig getroffene Massnahme allein dafür verantwortlich sei, dass das «Clearing» vorübergehend gestört worden ist. Ein solches Vorgehen wäre offenkundig wider Treu und Glauben.

Obschon die deutsche Delegation gegen die Argumentierung sehr wenig einzuwenden wusste, hat sie uns am 5. d. M. einen vom 1. November datierten Entwurf zu einem sog. «Umbau» des Verrechnungsvertrages vorgelegt⁵. Dieser deutsche Entwurf würde das gegenwärtige Abkommen in seinen wesentlichsten Punkten von Grund aus ändern. Statt des schweizerischen Warenexportes kämen Reichsbank und schweizerische Zinsgläubiger an privilegierte Stelle, was im vollständigen Widerspruch zu den bei Vertragsschluss für die Schweiz ausschlaggebenden Erwägungen stehen würde. Minister Stucki hat — im vollen Einvernehmen mit den schweizerischen Experten — der deutschen Delegation erklärt, dass er sich weigern müsse, den deutschen Entwurf nach Bern zu senden und auf seiner Grundlage in irgendwelche Diskussion einzutreten. Nach langen, schwierigen und zum Teil auch recht peniblen Diskussionen hat die deutsche Delegation schliesslich durchblicken lassen, sie könne auf eine Diskussion ihres neuen Projektes verzichten unter folgenden Bedingungen:

1. dass die monatlichen Auszahlungen der Schweizerischen Verrechnungsstelle für Lieferung schweizerischer Waren inklusive direkte und indirekte Nebenspesen auf ca. Fr 15—16 Millionen beschränkt würden;

4. *En novembre 1934, par contre, les exportations vers le Reich sont à nouveau en augmentation. Cf. n° 75, n. 6.*

5. *Ce projet du 1^{er} novembre 1934 n'a pas été retrouvé. Le procès-verbal de la séance des délégués du 5 novembre le mentionne en termes laconiques:*

Herr Minister Stucki verteilt den Herren den am 5. November erhaltenen und vom 1. November 1934 datierten Entwurf der Deutschen zu einem neuen Abkommen, dessen Inhalt jedoch so ist, dass überhaupt auf diesen Entwurf nicht eingegangen werden kann.

Cf. Protokolle. Verhandlungen über den schweizerisch-deutschen Verrechnungsverkehr. Berlin, 2. November—8. Dezember 1934 (E 7110 1/48).

2. dass die Auszahlungen für schweizerische Zinsgläubiger auf monatlich Fr 8 Millionen beschränkt würden;

3. dass die Devisen zu Gunsten des deutsch-schweizerischen Fremdenverkehrs separat verbucht und in direkte Relation mit den Bezügen von deutscher Kohle gebracht würden;

4. dass die in Art. VI des Abkommens vorgesehene Revisionsklausel derart abgeändert würde, dass Deutschland, wenn — entgegen der schweizerischen Erwartung — das Verrechnungsabkommen auch in Zukunft die deutschen Erwartungen wesentlich enttäusche, jeweils mit 30-tägiger Voranzeige auf Ende eines Monats zurücktreten könne.

Zu diesen von Deutschland aufgestellten Bedingungen ist folgendes zu bemerken:

Ad 1. Seit dem Jahre 1931 hat unsere Warenausfuhr nach Deutschland nie mehr den Betrag von Fr 15 Millionen monatlich auch nur erreicht, geschweige denn übertroffen (Der in jeder Hinsicht anormale Monat September 1934 wird dabei ausser Betracht gelassen)⁶. Es ist auch angesichts der neuen deutschen Überwachungsmassnahmen wirklich nicht damit zu rechnen, dass die schweizerische Ausfuhr nach Deutschland den genannten Betrag in Zukunft überschreiten könnte. Anlässlich des Vertragsschluss hat man schweizerischerseits immer mit einem Monatsbetrag von etwa Fr 14 Millionen gerechnet. Würde dieser Betrag wesentlich ansteigen, so müsste das zu Lasten anderer Interessengruppen, namentlich der schweizerischen Finanzgläubiger und der Reichsbank, gehen.

Der schweizerische Delegierte ist mit der grossen Mehrheit der schweizerischen Experten der bestimmten Auffassung, dass man dieser Limitierung der Auszahlungen für Schweizerwaren zustimmen sollte. Der Experte des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins hat dieser Auffassung opponiert und erklärt, man sollte eher den Minimalzinssatz herabsetzen und die Amortisationsquote der Einzelgläubiger streichen als dem schweizerischen Export nach Deutschland irgendeine Fessel anlegen. Minister Stucki kann diese Ansicht nicht teilen, da bei einem solchen Vorgehen die eine Gruppe einen durchaus unerwarteten Vorteil zu Lasten von andern Gruppen erzielen würde, welche sich in guten Treuen auf die Darlegungen und Erklärungen des Bundesrates verlassen haben.

Ad 2. Da ein Betrag von Fr 8 Millionen monatlich für die Minimalverzinsung der lang- und mittelfristigen schweizerischen Forderungen sowie für die Amortisationsquote der Einzelgläubiger und die besondere Regelung von Einzelfällen (Young- und Dawes-Anleihen), Grenzkraftwerke etc. genügt, kann dem deutschen Begehren auch nach Ansicht des Bankexperten, Dr. Jöhr, zugestimmt werden. Es würde sich dann lediglich darum handeln, dass für Monate mit besonders starken Zinsbelastungen Vorschüsse gemacht werden müssten.

Ad 3. Auch diesem Begehren, das wohl hauptsächlich eine innerpolitisch-psychologische Bedeutung hat, kann die Schweiz, mindestens auf Zusehen hin, entsprechen. Die Bezüge von deutschen Kohlen beliefen sich im Jahre 1933, ohne dass besondere schweizerische Anstrengungen gemacht worden wären, auf ca. Fr 42 Millionen.

6. Cf. n° 75, n. 6.

Demgegenüber ist die Beanspruchung von Devisen für den Reiseverkehr bei Vertragsabschluss auf Fr 3 Millionen im Monate, also Fr 36 Millionen im Jahr, geschätzt worden. Allerdings versuchen nun gewisse Kreise innerhalb des Schweizerischen Fremdenverkehrsverbandes plötzlich eine wesentlich höhere Beanspruchung herauszurechnen, namentlich indem der Durchschnitt der Ausgaben pro Logiernacht von Fr 20.— auf über Fr 30.— berechnet werden will. Die Erhebungen über diesen Punkt sind noch nicht abgeschlossen und es muss eventuell dem Bundesrate nochmals Bericht und Antrag unterbreitet werden. Vorläufig sollte die schweizerische Delegation ermächtigt werden, dem deutschen Begehren zuzustimmen.

In diesem Zusammenhange ist auch darauf aufmerksam zu machen, dass die Schweiz immer noch mit Nachdruck darum kämpft, die Monatsquote für die Wintersaison von RM 500.— auf RM. 700 zu erhöhen. Deutschland hat bis jetzt einen Gegenvorschlag nur insoweit gemacht, dass für den ersten Monat RM 700, für den zweiten RM 500.— und für den dritten Monat RM 300.— zur Verfügung gestellt würden. Zu diesem Vorschlag wird sich der Ausschuss des Schweizerischen Fremdenverkehrsverbandes in den allernächsten Tagen äussern.

Ad 4. Das deutsche Begehren ist sicherlich nicht unberechtigt, geht aber zu weit. Wir haben vorgeschlagen, als nächsten Kündigungstermin den 31. März 1935 in Aussicht zu nehmen, was deutscherseits als zu wenig kurzfristig abgelehnt wurde. Die schweizerische Delegation wird nochmals energisch versuchen, mit ihrem Vorschlage durchzudringen, sollte aber schliesslich ermächtigt werden, auch einer andern Lösung zuzustimmen.

Nicht im direkten Zusammenhang mit der Frage der Verlängerung des Abkommens stehen die deutschen Begehren hinsichtlich der Erhöhung schweizerischer Warenbezüge aus Deutschland. Es sind uns in dieser Richtung sehr umfangreiche Begehren übermittelt worden⁷, die sich beziehen entweder auf Aufhebung gewisser Kontingentierungen oder auf Erhöhung bestimmter Kontingente oder auf formale Erleichterungen, bestimmt bestehende Kontingente besser ausnützen zu lassen, oder auf Zollvergünstigungen oder schliesslich auch auf Zulassung der Exportförderungsprämien in Form von Skripsverwendung. Der schweizerische Delegierte bittet um die Ermächtigung, im Einvernehmen mit

7. *W. Hagemann, du Ministère de l'Economie du Reich, expose lors de la séance plénière du 2 novembre 1934 les exigences du Reich, qui sont: 1) un solde de 5 millions en devises mis à disposition de la Reichsbank et 2) l'augmentation de l'importation en Suisse de produits allemands: [...] Ferner hat die Einfuhr Deutschlands nach der Schweiz nicht die Beträge erreicht, die man sich bei Vertragsabschluss vorstellte. Anerkannt werden muss, dass von Schweizerseite alles getan wurde, um die gegebenen Versprechungen zu halten; doch muss die Einfuhr Deutschlands nach der Schweiz von gewissen Hemmungen frei gemacht werden. Ein Teil der Kontingente wird nicht voll ausgenützt, gewisse Kontingente sind zu klein. Die deutsche Seite wird ihre bezüglichen Wünsche betreffend Kontingenterhöhungen in einer Liste unterbreiten. Sie wünscht auch Zollermässigungen. Sodann soll auch die Ausfuhr der Schweiz nach Deutschland mindestens da, wo Gefahren vorhanden sind, unter Kontrolle genommen werden. Im Einverständnis mit Deutschland sollte aber auch die Schweiz eine gewisse Kontrolle der Ausfuhr ausüben. [...]*

Cf. Protokolle. Verhandlungen über den schweizerisch-deutschen Verrechnungsverkehr. Berlin, 2. November—8. Dezember 1934 (E 7110 1/48).

den Experten die deutschen Begehren dort in bescheidenem Ausmasse zu berücksichtigen, wo dies ohne ernsthafte Gefährdung schweizerischer Wirtschaftsinteressen möglich erscheint.

Minister Stucki erinnert zum Schlusse daran, dass nach dem jetzigen Verrechnungsabkommen gewisse Leistungen hüben und drüben von der Einzahlungspflicht in das Clearing ausgenommen sind. So sollen in freien Kassadevisen die deutschen Leistungen im kleinen Grenzverkehr sowie für die Verzinsung der Goldhypothecken aufgebracht werden. Schweizerischerseits sind ausgenommen: die Zahlungen schweizerischer Schuldner an deutsche Gläubiger für Zinsen verschiedenster Art. Da nun Deutschland erklärt hatte, nicht mehr in der Lage zu sein, Kassadevisen für Grenzverkehr und Goldhypotheckenverzinsung ausserhalb des Verrechnungsabkommens zur Verfügung zu stellen, ist schweizerischerseits der Einbezug der erwähnten Zinsleistungen angekündigt worden. Diese Erklärung hat in deutschen Kreisen eine nicht geringe Aufregung verursacht, da man auf diese Frankendevisen — sie werden auf deutscher Seite auf jährlich ca. 12 Millionen, schweizerischerseits auf jährlich ca. 20 Millionen geschätzt — unter keinen Umständen verzichten will. Die Frage ist deshalb noch nicht genügend abgeklärt um bereits heute dem Bundesrate zur Entscheidung vorgelegt werden zu können. Die schweizerische Delegation muss sich vorbehalten, darauf in einem spätern Zeitpunkt zurückzukommen.

Minister Stucki bittet den Bundesrat, von obigen Ausführungen in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen und die ihm zu erteilenden Instruktionen daraus herzuleiten.

Der Rat stimmt zu und erteilt dem schweizerischen Unterhändler, Herrn Minister Stucki, die erforderlichen Instruktionen im Sinne seiner obigen Ausführungen.

80

E 7110 1/139

*Le Vice-Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz,
au Consul général de Suisse à New York, V. Nef*

Copie

L

Handelsvertragsunterhandlungen
mit U.S.A.

Bern, 19. November 1934

[...]

Wir teilen Ihre Auffassung¹, dass die dortigen Importeure in ihren Eingaben an die amerikanischen Behörden in erster Linie die Lage in ihrer Branche zu schildern haben werden und dass es ihnen kaum obliegt, detaillierte und spezifische

1. *Le 5 novembre, le Consul Nef a réuni à New York les principaux importateurs de produits suisses aux Etats-Unis pour préparer avec eux les mémoires écrits et les auditions devant le Committee on Reciprocity Information en vue de la séance prévue pour le 17 décembre (lettre du 8 novembre à la Division du Commerce, E 7110 1/139).*

Anträge zu stellen. Es würde auch nicht angehen, dass die Vertreter schweizerischer Firmen einfach die Begehren wiederholen würden, die diese direkt oder durch Vermittlung ihres Branchenverbandes oder der zuständigen Handelskammer dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins unterbreiteten. In vielen Fällen mussten ja die Begehren der einzelnen Exporteure, die sich oft nicht deckten, durch den Branchenverband oder die Handelskammer bereinigt werden, bevor sie an den Vorort weitergeleitet werden konnten. Andererseits wird sich auch der Vorort bei der Ausarbeitung der endgültigen schweizerischen Begehren nicht sklavisch an die Gesuche der Interessenten halten können, sondern sehr oft — nach Rücksprache mit seinen beteiligten Sektionen — Abänderungen vornehmen müssen. Nicht selten sind ferner die Fälle, in denen aus verhandlungstaktischen Gründen mit den Begehren tiefer gegangen werden muss, als es den Gesuchen der Exporteure entsprechen würde. Wir müssen Sie daher dringend bitten, dafür besorgt zu sein, dass die Eingaben der Importeure an die amerikanischen Behörden in einer Art und Weise abgefasst werden, die für unsere Unterhandlungen nicht schädlich oder gar unheilvoll werden kann.

[...]

In einer Zuschrift vom vorhergehenden Tage an Herrn Minister Peter bemerkte Herr Gsell², er werde seiner Gruppe empfehlen, sich auf eine schriftliche Eingabe zu beschränken und am «Hearing» keine mündlichen Ergänzungen zu machen. Es entspricht dies auch dem Wunsche der Gesandtschaft. Dass hinsichtlich dieses «Hearings» offenbar zum Teil etwas sonderbare Anschauungen spuken, zeigt auch folgende persönliche Mitteilung des hiesigen amerikanischen Geschäftsträgers vom 16. ds.:

«As a kind of informal memorandum of our conversation yesterday, I hasten to inform you as follows:

«The Department of State has learned that several Swiss business men are contemplating going to Washington for the public hearings preceding the Swiss trade negotiations on December 17, 1934. If this information be correct, it is evident that there has arisen a misconception of the purpose of the hearings which is, first and foremost, to give American interests which feel that they may be affected by the proposed treaty an opportunity to make suggestions and present arguments or requests before actual negotiations are undertaken. The Department of State, therefore, feels it would be a mistake for foreign interests as such to make a demarche at the public hearings as it might perhaps cause resentment and misunderstanding.

American importers of Swiss products, on the other hand, are at perfect liberty to present their point of view and undoubtedly will make know their views.»

Please accept my thanks for your help in this matter.»³

Uns war allerdings nichts davon zu Ohren gekommen, dass *schweizerische* Geschäftsleute die Absicht hätten, sich nach Amerika zu begeben, um an der öffentlichen Aussprache vom 17. Dezember teilzunehmen.

Wie vorsichtig hinsichtlich der Abfassung der fraglichen Eingaben vorgegangen werden muss, zeigt auch Ihr vertraulicher Bericht vom 3. ds. über die Ver-

2. *Porte-parole de l'Association des importateurs de montres.*

3. *Lettre de D. Williamson à K. Th. Stucki, 16 novembre (E 2001 (C) 4/19).*

handlungen mit Belgien⁴, wonach es sehr wahrscheinlich erscheint, dass die Eingaben der dortigen Importeure belgischer Erzeugnisse ihren Konkurrenten bekannt wurden. Laut dem Protokoll der Sitzung vom 5. ds.⁵ wurde auch die Frage aufgeworfen, ob es nicht zweckmässig wäre, wenn die Importeure von Schweizerwaren die Exporteure amerikanischer Erzeugnisse nach der Schweiz ermuntern würden, ihrerseits durch Eingaben zu zeigen, dass sie an einer schweizerischen Tarifiermässigung als Gegenkonzession für amerikanische Gegenleistungen tatsächlich reges Interesse haben. Auch in dieser Hinsicht wird vorsichtig vorgegangen werden müssen. Erstens ist anzunehmen, dass diejenigen hauptsächlichsten amerikanischen Exporteure, die am schweizerischen Markt interessiert sind und die durch unsere Massnahmen auf dem Gebiete der Zölle oder der Einfuhrbeschränkungen behindert zu sein glauben, von sich aus ihre Forderungen geltend machen werden. Zweitens liegt es auf der Hand, dass wir in Anbetracht der übersetzten amerikanischen Zölle für viele Waren und der Währungsentswertung den Vereinigten Staaten weniger werden bieten können, als wir von ihnen verlangen.

Wir haben dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins nicht nur von Ihrem Briefe vom 8. ds. und seiner Beilage, sondern auch von dieser unserer Antwort Kopie zugestellt. Sollte er sich veranlasst sehen, unsere Rückäusserung noch in diesem oder jenem Punkte zu ergänzen, so würden wir Ihnen davon Kenntnis geben.

4. *Non reproduit. La Belgique est le premier pays européen avec lequel l'administration américaine a ouvert des négociations commerciales à la suite de l'entrée en vigueur du Trade Agreement Act.*

5. *Non reproduit. Il est joint à la lettre du 8 novembre également non reproduite.*

81

E 7110 1/112

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki*

L

Bucarest, 22 novembre 1934

Votre télégramme No. 10¹ m'est parvenu hier, jour férié de l'Eglise orthodoxe: tous les ministères étaient fermés. Je venais, d'ailleurs, de vous adresser mon télégramme No. 7¹ répondant au vôtre No. 9¹. Au surplus, je vous avais adressé deux rapports en dates des 20¹ et 21¹ de ce mois.

Ce matin seulement, j'ai pu reprendre mes démarches. Comme je vous en ai avisé par câble, j'ai eu un entretien avec M. Manolescu-Strunga², ministre de l'In-

1. *Non reproduit.*

2. *Sur le ministre Manolescu-Strunga, cf. RP de de Weck du 16 novembre (E 2300 Bukarest, Archiv-Nr. 6).*

dustrie et du Commerce, à qui j'ai remis des copies de mes notes des 6³ et 19⁴ novembre. En raison sans doute de la fête d'hier, mon interlocuteur n'était pas encore informé de l'entretien que j'avais eu, mardi 20, avec M. Savel Radulesco, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères. Il commença par me dire, sur un ton presque dictatorial, que, s'il lui plaisait d'arrêter toutes les exportations roumaines, l'étranger n'avait rien à y objecter.

«Pardon, répondis-je, ce que nous vous reprochons n'est pas de suspendre temporairement l'exportation de vos produits. C'est de soumettre ces exportations, pour autant qu'elles sont destinées à la Suisse, à des conditions de paiements que nous jugeons inacceptables, parce qu'elles sont contraires aux accords de clearing en vigueur entre nos deux pays.»⁵ Le Ministre me dit alors que son intention était de dénoncer tous les accords de clearing: il l'avait déjà fait à l'égard de l'Allemagne et se proposait d'en user de même avec chacun des autres Etats étrangers. «Fort bien, lui dis-je, mais le clearing roumano-suisse n'est pas encore dénoncé et il ne peut l'être que dans des délais prévus. Par conséquent, vous ne sauriez vous soustraire à l'accomplissement de vos engagements.»

Après avoir quelque peu ergoté sur les mots, mon interlocuteur finit par reconnaître qu'une loi ou un décret interne ne saurait prévaloir contre un traité international. «Aussi longtemps, ajouta-t-il, que nous serons liés envers vous par l'accord de clearing, nous en respecterons les clauses. Au surplus, j'ai décidé de suspendre, jusqu'au 27 de ce mois, pour tous les pays sans exception, l'application du nouveau régime auquel j'entends soumettre notre commerce extérieur.»

Je fis alors observer à M. Manolescu-Strunga que, s'il lui était loisible de dénoncer les accords roumano-suisse, je ne voyais guère ce que son pays pourrait y gagner. «Ne vous êtes-vous pas déjà rendu compte, lui demandai-je, que la dénonciation projetée rencontre dans votre pays même de très sérieuses résistances? Ne savez-vous pas que le rapport entre les importations roumaines en Suisse et les importations suisses en Roumanie se trouve être précisément ce rapport de 10 à 6 dont vous désirez faire la base de tous les échanges commerciaux entre votre pays et les Etats étrangers?»

A cette occasion, je constatai avec stupeur que M. Manolescu-Strunga semblait ignorer totalement l'économie de l'accord de clearing roumano-suisse et des arrangements complémentaires. Il alla jusqu'à m'opposer les statistiques roumaines d'après lesquelles nos ventes sur le marché roumain seraient très supérieures à nos achats de produits roumaines. Il parut tomber des nues quand je lui fis observer que, dans le Protocole additionnel⁶ à l'accord de clearing du 12 janvier 1933⁷, les négociateurs désignés par son Gouvernement avaient accepté pour les importations roumaines en Suisse les chiffres de la statistique fédérale. Sur cette question des statistiques, je vais donc être obligé de recommencer l'effort que j'avais entrepris et qui avait fini par être couronné de succès pour documenter ses prédécesseurs. Mais cet effort pourrait bien être inutile si, comme le bruit en court

3. *Non retrouvé.*

4. *Non reproduit.*

5. *Cf. n° 40.*

6. *Du 17 mai. Cf. n° 40.*

7. *RO, 1933, vol. 49, pp. 79—84.*

toujours avec insistance, le règne de M. Manolescu-Strunga au Ministère de l'Industrie et du Commerce doit être d'assez courte durée.

Pour l'instant, ce qu'il faut retenir de ses déclarations, c'est sa promesse de ne pas modifier, en violation des dispositions de l'accord de clearing, les conditions de paiements actuellement applicables en vertu de cet accord aux importations roumaines en Suisse, quelle que soit la nature des marchandises importées.

82

E 1004 1/349

CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal de la séance du 29 novembre 1934*¹2020. Österreichische Völkerbundsanleihe 1923/1943.
Schweiz. Regierungskredit Frs 23 000 000

Finanz- und Zolldepartement. Antrag vom 21. November 1934
Politisches Departement. Mitbericht vom 22. November 1934

Die Schweizerische Eidgenossenschaft hat der Republik Österreich auf Grund des Bundesbeschlusses vom 6. Februar 1923² über die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der Wiederaufrichtung Österreichs ein Darlehen von 23 Millionen Schweizerfranken mit Laufzeit bis Ende 1943 gewährt. Das Darlehen bildet einen Bestandteil der in den Genfer Protokollen vom 4. Oktober 1922 für den Wiederaufbau Österreichs vorgesehenen garantierten österreichischen Staatsanleihe 1923/43³. Über das Darlehen wurde am 26. Oktober 1927 verfügt. Bis 1934 betrug der Zinssatz 6½%, während die übrigen Staaten 9% und mehr erhoben. Im Februar 1934 hat das österreichische Bundesministerium für Finanzen beim Finanz- und Zolldepartement ein Gesuch um Herabsetzung des Zinssatzes für den schweizerischen Regierungskredit eingereicht. Diesem Gesuche hat der Bundesrat in der Sitzung vom 12. Februar entsprochen und den Zinssatz auf 4½% mit Wirkung ab 1. Januar 1934 herabgesetzt⁴.

Der Schweizerische Regierungskredit ist entsprechend dem Tilgungsplan bis auf Fr 13 894 000 abbezahlt.

Die österreichische Bundesregierung führt gegenwärtig Verhandlungen mit den Gläubigerstaaten der verschiedenen Teilausgaben der Völkerbundsanleihe mit dem Ziel, diese Teilausgaben auf 1. Dezember 1934 aufzukündigen und durch Abschnitte einer neuen, für sie günstigeren garantierten österreichischen Konversionsanleihe 1934/59 zu ersetzen. Das Kontrollkomitee und die Treuhänder haben die erforderliche Zustimmung erteilt.

1. Absents: Minger et Schulthess.

2. RO, 1923, vol. 39, pp. 41–42.

3. FF, 1922, III, pp. 833–839, *Message du Conseil fédéral concernant la participation financière de la Suisse à la reconstruction de l'Autriche du 1^{er} décembre 1922*.

4. PVCF n° 269 du 12 février 1934 (E 1004 1/344).

Mit Schreiben vom 12. November 1934 stellt die österreichische Gesandtschaft in Bern das Gesuch, die Schweiz möchte für den Restbetrag ihrer Tranche der Konversion ebenfalls zustimmen.

Für die Schweizertranche handelt es sich in der Hauptsache nurmehr um eine Laufzeitverlängerung, da dem Begehren auf Herabsetzung des Zinsfusses bereits entsprochen wurde. Durch die bei allen Gläubigerstaaten nachgesuchte Konversion würde die Tresorerie der österreichischen Bundesregierung, neben den Zinsermässigungen, während 3 Jahren von allen Tilgungszahlungen entlastet. Die Gesamtlaufzeit wurde von 1943 auf 1959 erstreckt. Eine Verschlechterung der Gläubiger besteht neben der Verlängerung der Tilgungsdauer und der Zinsermässigung darin, dass die Sicherstellungsdepots (gegenwärtig Fr 611 424 beim Bund) nach dem 1. Dezember 1934 freigegeben werden müssten. Eine neue Sicherstellung für Zins und Kapitalrückzahlung ist im Generalbond für die Konversionsanleihe vorgesehen. Dagegen würde hinsichtlich der Garantien eine Rangverschlechterung in der Weise erfolgen, dass die internationale Anleihe 1933/53 und die Wiederaufbaukredite 1920 nun vor der Konversionsanleihe rangieren würden. Da die Schweiz bei diesen beiden Krediten ebenfalls beteiligt ist, kann dieser Rangverschlechterung für die beantragte Konversionsanleihe keine grosse Bedeutung beigemessen werden.

Weder in der bezüglichen Botschaft an die eidgenössischen Räte vom 1. Dezember 1922 noch im Bundesbeschluss vom 6. Februar 1933 wurde die Frage der Konversion berührt; der Bundesrat ist somit zuständig, über das vorliegende Gesuch zu entscheiden.

Das Departement ist der Auffassung, dass, falls die übrigen Gläubigerstaaten auf das Konversionsgesuch eintreten, die Schweiz sich der Zustimmung nicht wohl entziehen kann, gleiche Bedingungen vorausgesetzt.

Gestützt auf diese Erwägungen stellt das Finanz- und Zolldepartement folgenden Antrag, dem das politische Departement zustimmt:

«Das eidgen. Finanz- und Zolldepartement wird ermächtigt, im Falle der Zustimmung der übrigen Gläubigerstaaten und der Gewährung gleicher Bedingungen mit der österreichischen Regierung ein Übereinkommen abzuschliessen, das die Konversion der restlichen Fr 13 894 000 des schweizerischen Regierungskredites der österreichischen Völkerbundsanleihe 1923/1943 in eine neue österreichische Konversionsanleihe 1934/1959 vorsieht.»

In der Beratung wird Kenntnis gegeben von einem Schreiben des abwesenden Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartementes⁵, welcher beantragt, es solle der Anleihensverlängerung nur unter der Bedingung zugestimmt werden, dass die österreichische Regierung die Erklärung abgibt, sie stimme den Hauptforderun-

5. Le 27 novembre, le Vice-directeur de l'Office fédéral de l'Industrie, de l'Artisanat et du Travail, W. Hauser, d'ordre de Schulthess, rappelle aux membres du Conseil fédéral, par lettre, la position du Département de l'Economie publique (E 2001 (C) 3/12).

Le même jour, G. Motta transmet à ses collègues l'information, reçue en séance, que le gouvernement autrichien était prêt à céder sur presque tous les points concernant la broderie, afin que la Suisse adhère à l'opération de conversion de l'emprunt de 1923 (Id., note de M. de Stoutz à Motta du 27 mars), ouverture confirmée par télégramme du Ministre de Suisse à Vienne, le 29 suivant (Id.).

gen der Schweiz hinsichtlich Abänderung des Stickereivertrages zu, so wie sie von diesem Departement formuliert worden sind⁶.

Sämtliche anwesenden Mitglieder des Bundesrates, mit Ausnahme des Vorstehers des Justiz- und Polizeidepartementes, halten dafür, dass diesem Antrage nicht Folge gegeben werden könne. Es gehe nicht an, die Frage der österreichischen Völkerbundsanleihe mit derjenigen des Stickereiabkommens zu verquicken. Es sind dies zwei ganz verschiedene Dinge. Insbesondere aber würden wir durch ein derartiges Verhalten uns gegenüber Österreich, das hier der schwächere Teil ist, gewissermassen der Ausbeutung der Notlage dieses Nachbarstaates schuldig machen. Österreich ist gezwungen, alle Bedingungen anzunehmen, die die Schweiz stellen könnte, da die andern Staaten in die Verlängerung der Anlehensdauer nur zustimmen, falls dies auch die Schweiz täte. Immerhin könnte den Wünschen des Volkswirtschaftsdepartementes bis zu einem gewissen Grade und innerhalb des zulässigen Rahmens dadurch entsprochen werden, dass in der Mitteilung an Österreich, es habe der Bundesrat beschlossen, den auf Grund des Übereinkommens mit der Bundesregierung der Republik Österreich vom 10. Februar 1925⁷ als Anteil der Schweiz an der garantierten österreichischen Staatsanleihe 1923/1943 gewährten Regierungskredit unter den für die übrigen Anteile in der allgemeinen Schuldverschreibung festzusetzenden Bedingungen und für die Dauer der konvertierten Anleihe aufrecht zu erhalten, beigeführt würde, der Bundesrat spreche die sehr bestimmte Erwartung aus, dass die Verhandlungen zur Änderung des schweizerisch-österreichischen Vertrages vom 18. März 1933⁸ über Sanierungsmassnahmen für die Stickereiindustrie zu Ergebnissen führen werden, die mit den der österreichischen Regierung bekanntgegebenen Wünschen des Bundesrates übereinstimmen.

Dieser Lösung, die von den HH. Meyer und Pilet-Golaz vorgeschlagen wird, *stimmt der Rat zu*, mit Ausnahme des Herrn Baumann, welcher den schriftlichen Antrag des Volkswirtschaftsdepartementes zu dem seinigen gemacht hat.

6. Cf. n° 69.

7. DDS vol. 9, n° 19.

8. DDS vol. 10, n° 228.

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 34

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP Confidentiel

Rome, 29 novembre 1934

En vous confirmant ma lettre du 26 de ce mois², j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai été reçu hier par le Duce qui m'a retenu 50 minutes. J'ai commencé par lui présenter vos salutations et par lui dire avec quel intérêt vous suiviez son action pour la pacification de l'Europe. Il vous remercie vivement de ce message. Je lui ai parlé ensuite de la question de la Sarre, de l'Allemagne dans la S.d.N., des dommages de guerre aux Suisses, des «fasci» suisses en Italie³, et même du récent procès retentissant entre notre compatriote Wirth et l'ancien député Mecheri⁴, dont tous les journaux s'occupent. J'ai donc réussi, ce qui n'est pas toujours facile, à lui parler de tous les sujets dont je désirais l'entretenir. Je ne traiterai, dans cette lettre, que de la Sarre et de l'Allemagne.

Quand, à propos de la Sarre, j'ai parlé de l'attitude du Conseil fédéral⁵, il a dressé l'oreille et marqué la plus grande surprise, comme s'il s'attendait à quelque velléité annexionniste de notre part. Je l'ai immédiatement rassuré en lui expliquant les raisons pour lesquelles le Conseil fédéral n'avait pas pu accueillir les suggestions qui lui avaient été faites au sujet de la création d'une police suisse dans ce territoire. «Nous sommes trop près, lui ai-je dit, des deux principaux intéressés et notre neutralité nous oblige à une très grande prudence.» Il a très bien compris nos arguments et a paru approuver complètement l'attitude du Gouvernement fédéral.

Je n'ai pas manqué de lui dire que les nominations de Suisses dans la Commission spéciale pour l'organisation du plébiscite ainsi que dans le Tribunal supérieur du plébiscite avaient été faites en dehors de notre Gouvernement.

J'ai abordé ensuite la question de l'Allemagne et lui ai dit combien vous estimiez désirable qu'elle rentrât dans la S.d.N. Je lui ai même lu, à ce propos, des passages de votre lettre⁶.

Il m'a écouté avec la plus grande attention, après quoi il s'est exprimé dans les termes suivants que je vous résume en m'efforçant de rendre le plus exactement possible sa pensée.

L'Allemagne n'entrera pas dans la Société des Nations et tous les efforts dans

1. *Remarque marginale de Motta*: Je dois avouer que certains propos de M. Mussolini me paraissent tendancieux. 1.XII.34.

2. *Non reproduit.*

3. *Cf. rubrique II.15.4: Italie, fascisme suisse du colonel Fonjallaz ...*

4. *En 1925, E. Mecheri avait racheté à une société suisse l'Hôtel Quirinal de Rome et s'était engagé, par contrat préliminaire, à conférer à H. Wirth l'exploitation de l'hôtel et à lui vendre le fonds de commerce. C'est le refus d'exécuter cette obligation qui avait été le point de départ du litige entre les deux hommes (E 2001 (C) 3/91).*

5. *Cf. annexe au présent document.*

6. *Non retrouvé.*

ce sens sont inutiles. L'Allemagne arme à outrance et ne songe qu'à la guerre. «Le peuple allemand, que vous me dites être si pacifique, se laissera entraîner dans la guerre par la Prusse dont la guerre est la principale fonction depuis 200 ans. Les jeunes générations, qui n'ont pas souffert de la guerre mondiale, sont ardemment belliqueuses. Le chômage favorise les idées de guerre. L'Angleterre a fini par s'alarmer elle aussi du danger germanique. A cette même heure, la Chambre des Communes, comme je viens de l'apprendre, entend une interpellation de M. Churchill sur la nécessité pour l'Angleterre de défendre Londres que l'aviation allemande peut détruire en une nuit. Il en est de même de Paris.»

J'ai fait ici observer au Duce que les Allemands savent très bien que, dans la même nuit, l'aviation française peut détruire Berlin et que c'est une raison pour le peuple allemand de ne pas souhaiter une guerre dans laquelle, de toutes façons, son pays sera partiellement dévasté. Mes propos sont demeurés sans aucun effet.

«Au sujet de la Sarre, le plébiscite, a dit le Duce, ne sera certainement pas pour la France; mais s'il se prononce pour le statu quo, je suis absolument certain⁷ que nous assisterons à un «putsch» naziste dans la Sarre, avec toutes les conséquences que vous pouvez imaginer. Si le plébiscite se prononce nettement pour Hitler, ce sera une raison de plus pour l'Allemagne de réclamer l'Anschluss. En Autriche, les intellectuels, universitaires, ainsi qu'une partie des classes ouvrières sont pour l'Anschluss et la jeunesse autrichienne se sent de plus en plus attirée vers la grande Allemagne, qui s'étendrait de la Baltique jusqu'à proximité de l'Adriatique.»

Parlant de la Suisse, le Duce m'a dit: «Vous ne serez pas épargnés⁸. L'Allemagne a un trop grand intérêt à ne pas renouveler l'erreur de 1914, c'est-à-dire de marcher directement sur Paris. Il lui faut couper la France en deux et l'envahir par le Jura, et par conséquent par la Suisse.»

Le Duce est revenu avec une insistance particulière sur les dangers auxquels notre pays était exposé, «d'autant plus, m'a-t-il dit, que certains symptômes peuvent faire croire aux Allemands que le nazisme se répand chez vous, comme le prouveraient les récentes manifestations anti-juives de Zurich»⁹.

J'ai protesté très vivement en affirmant que pas un seul Suisse ne songe à être autre chose que Suisse. — «J'en suis persuadé, m'a dit le Duce, mais vous n'ignorez pas la force de certaine propagande émanant d'un immense empire qui peut, d'un jour à l'autre, envoyer chez vous des millions d'hommes et porter chez vous le centre de la guerre mondiale.»

J'ai rappelé au Duce quelle avait été l'attitude de la Suisse unanime pendant la dernière guerre et les raisons pour lesquelles l'Allemagne avait renoncé à l'envahir.

Il ne croit pas à l'efficacité du retour des Habsbourg. «Ce serait encore plus dangereux, m'a-t-il dit, car cela provoquerait le soulèvement de la partie allemande de la Bohême et peut-être aussi des Croates».

Le Duce était en grand uniforme, ce qui prêtait à ses propos de guerre une gravité spéciale.

7. *Annotation marginale de Motta: ?*

8. *Annotation marginale de Motta: Ceci est une affirmation assez tendancieuse.*

9. *Manifestations organisées par les mouvements frontistes, le 16 novembre et les jours suivants, devant le Kursaal, où était représenté le cabaret d'Erika Mann, Die Pfeffermühle.*

ANNEXE

E 2001 (C) 5/167

La Suisse et le Plébiscite de la Sarre

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, M. de Stoutz,
aux Légations de Suisse et aux Consulats généraux de Suisse à Montréal et à Shanghai*

L circulaire FO

Berne, 22 octobre 1934

Notre opinion publique témoigne un intérêt assez vif pour la question du plébiscite de la Sarre¹⁰ et, plus particulièrement, pour l'attitude du Conseil fédéral à l'égard de la participation, sous une forme ou une autre, de ressortissants suisses aux opérations plébiscitaires. Nous pensons qu'il vous intéressera de posséder quelques renseignements sur ce dernier aspect du problème.

La Commission spéciale nommée par le Conseil de la Société des Nations pour pourvoir à l'organisation du plébiscite est, comme vous le savez, composée de trois membres: un Hollandais, un Suédois et un Suisse, M. Victor Henry, Préfet du district de Porrentruy. Pour des raisons de prudence, ni le Conseil fédéral, ni le Département politique ne se sont entremis en vue de la désignation d'un compatriote. Nous avons, au contraire, manifesté une assez grande réserve lors des consultations du Secrétariat.

M. Henry n'a été désigné qu'à la suite d'une indication toute personnelle du Chef de notre Service de la Société des Nations¹¹.

Deux autres de nos compatriotes ont été choisis pour faire partie du Tribunal supérieur du plébiscite: M. L. Goudet, Vice-Président de la Cour de Justice de Genève, et M. Moretti, qui avait fait jadis partie de notre service diplomatique. Ces nominations ont été effectuées également en dehors de toute intervention des Autorités fédérales.

On sait que, pour assurer l'ordre et la régularité des opérations, la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre a jugé nécessaire de renforcer ses propres forces de police en faisant appel à des personnes étrangères au Territoire et n'appartenant à aucune des deux nations intéressées.

Le Conseil avait été saisi de la question par son Comité chargé de la préparation du plébiscite. Considérant que la Commission de Gouvernement reste responsable du maintien de l'ordre dans le Territoire, le Conseil l'autorisa, en date du 4 juin, à recourir à des éléments étrangers pour assurer la police pendant la consultation populaire. Sur la demande de la Commission, le Conseil, par l'entremise du Secrétaire général, s'adressa aux gouvernements des membres de la Société des Nations, leur demandant «de bien vouloir prêter à la Commission de Gouvernement de la Sarre tout leur concours pour lui faciliter la tâche». [...]

La Commission ne pouvait guère qu'engager des personnes sachant parfaitement l'allemand. Elle devait donc les recruter dans des pays où la langue allemande est pratiquée, comme le Luxembourg, la Suisse, l'Italie (Tyrol), le Danemark, etc.

Cette question a éveillé un certain intérêt en Suisse. Notre presse s'en est saisie et nombre de journaux se sont posé la question de savoir s'il y avait lieu pour le Conseil fédéral d'autoriser ou non l'engagement de Suisses dans la police sarroise. Les uns se prononçaient pour l'affirmative, d'autres pour la négative. Tous étaient cependant d'accord, semble-t-il, sur le fait qu'il n'aurait pu s'agir, en aucun cas, d'envoyer un véritable contingent de police suisse en Sarre. Il ne pouvait être question que d'engagements purement individuels.

Au point de vue de notre droit public, la question était assez simple. Comme il ne s'agissait pas d'enrôlements militaires, les dispositions du nouveau Code pénal militaire¹² n'étaient pas applicables. Ce code interdit, il est vrai, aux citoyens suisses de prendre du service dans les armées étrangères. Mais cette défense vise uniquement les troupes militaires et ne s'étend pas aux organisations de police ou de gendarmerie. Quant à décréter cette interdiction sur la base de l'article 102, alinéa 8, de la Constitution fédérale, qui confie au Conseil fédéral le soin «de veiller aux intérêts de la Confédération au dehors,

10. *Prévu pour le 13 janvier 1935.*

11. *C. Gorgé.*

12. *Du 13 juin 1927 (RO, 1927, vol. 43, pp. 375 ss.).*

notamment à l'observation de ses rapports internationaux», le Conseil fédéral eût hésité à le faire, car une interdiction formelle de ce genre eût revêtu par là un caractère de gravité que nous n'aurions pas voulu lui donner sans nécessité.

Le Conseil fédéral pouvait néanmoins dissuader la Commission de procéder à des engagements en Suisse, et cela pour les raisons qui avaient dicté son attitude dès le principe. Et c'est ce qu'il fit¹³. Il tenait, en effet, à rester autant que possible en dehors d'une affaire qui peut donner lieu à un grave conflit entre la France et l'Allemagne. Il lui paraissait préférable de ne pas engager, même de façon indirecte, sa responsabilité en favorisant, ne fût-ce que tacitement, le recrutement de nos compatriotes. C'était conforme à notre politique de *neutralité* bien comprise. D'autre part, nous ne pouvions pas ne pas songer au danger qu'eussent couru ces gendarmes suisses improvisés. Des troubles graves peuvent éclater pendant et même après le plébiscite. Qui nous dit que du sang ne sera pas versé? Des Suisses pouvaient être tués. Ou nos Suisses, pour rétablir l'ordre, eussent peut-être été amenés à faire feu sur des Sarrois ou des Allemands. On voit les graves difficultés avec lesquelles nous aurions pu, le cas échéant, être confrontés. Il serait vain d'insister.

Après mûres réflexions, le Conseil fédéral décida, dès lors, de répondre négativement au Secrétaire général de la Société des Nations¹⁴. Le Département politique exposa à Genève que nous n'avions pas de moyens légaux pour interdire aux ressortissants suisses de servir dans une police étrangère, mais que, pour des raisons tirées de notre politique générale et, en particulier, de notre politique de neutralité, le Conseil fédéral jugerait désirable que la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre renoncât à procéder en Suisse à des recrutements individuels pour les besoins de la police et de la gendarmerie sarroises.

La Commission ne put que s'incliner devant cette attitude.

L'article 33, alinéa premier, du règlement du 7 juillet 1934 pour le vote plébiscitaire a la teneur que voici:

«Avant le 6 janvier 1935 pour chaque section de vote, la Commission de plébiscite nommera le président du bureau de vote. Le bureau de cercle nommera les autres membres du bureau de vote à savoir un secrétaire, deux scrutateurs titulaires et deux suppléants. Le président et le secrétaire seront rémunérés. Le président devra être étranger au Territoire et n'appartenir à aucune des deux nations intéressées au plébiscite.»

Il convenait donc pour la Commission plébiscitaire d'engager des présidents de bureaux de vote qui remplissent les conditions exigées. La Commission se proposait de faire appel à des ressortissants de la Suisse, des Pays-Bas et du Luxembourg. Avant de faire des démarches officielles, elle nous consulta officieusement sur l'accueil que réserveraient les Autorités fédérales à une telle requête. Se rangeant à l'avis du Département politique, le Conseil fédéral ne vit pas d'objection à ce que des Suisses participassent, dans les conditions définies, à l'organisation du scrutin¹⁵.

Il s'agissait ici d'une mission purement civile. Nos compatriotes n'auront pas à intervenir, au prix de leur vie, pour maintenir l'ordre dans un territoire étranger. Contrairement à ce qu'a pu insinuer une presse ignorante ou mal intentionnée, il s'agissait d'une question toute différente, ce qui explique aussi l'attitude différente à laquelle nous nous sommes arrêtés.

Les scrutateurs dont il s'agit seraient armés de pouvoirs plus ou moins discrétionnaires dans les limites, bien entendu, des dispositions du règlement ci-dessus mentionné. Ils devraient donc avoir l'expérience et l'autorité nécessaires. Leur nombre sera d'ailleurs relativement élevé. On prévoit, en effet, la constitution d'environ huit cents bureaux de vote. Sur ce nombre, quelque trois cent cinquante présidences seraient confiées à des Suisses. Un nombre égal de présidences serait attribué à des Hollandais et une centaine, à des Luxembourgeois.

La manière dont ces personnes seront engagées n'est pas encore arrêtée, mais on est d'ores et déjà fondé à admettre que le soin du recrutement sera abandonné à la Commission plébiscitaire. Nous ne pourrions, ici encore, prendre aucune responsabilité à cet égard.

13. Cf. PVCF n° 1681 du 24 septembre (E 1004 1/348).

14. Cf. n. 13 ci-dessus.

15. Cf. PVCF n° 1729 du 5 octobre (E 1004 1/348).

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 décembre 1934

2069. Neues Abkommen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

I.

Zur Berichterstattung erscheint Herr Minister Stucki. Er führt aus:

Die letzten Verhandlungen waren besonders schwierig¹, weil sich einerseits die deutsche Devisenlage seit dem Monat Juli weiter stark verschlechtert hat und weil andererseits Deutschland unterdessen mit andern Staaten bedeutend günstigere Abkommen hat abschliessen können als mit der Schweiz. Da das bisherige Verrechnungsabkommen der deutschen Reichsbank keinerlei Devisenüberschuss gebracht hat, so ist verständlich, dass mit allem Nachdruck eine Regelung angestrebt wurde, die der Reichsbank den monatlich in Aussicht genommenen Devisenüberschuss von Fr. 5 Millionen garantieren sollte. Dies hätte jedoch nur auf Kosten des schweizerischen Warenexportes, des Fremdenverkehrs oder der Minimalzinsquote geschehen können. Nach unendlich schwierigen und hartnäckigen Verhandlungen hat man sich schliesslich in dieser wichtigen Frage auf folgende Lösung geeinigt:

Von allen Einzahlungen für aus Deutschland bezogene Waren, ausgenommen Kohle, werden der Reichsbank 12% zur freien Verfügung gutgeschrieben. Da man gestützt auf die letzten Monatsergebnisse mit etwa Fr. 28 Millionen monatlich an Wareneinzahlungen, ausgenommen Kohle, rechnen kann, so ergibt das für die Reichsbank monatlich Fr. 3,4 Millionen, ein Betrag der ziemlich genau dem entspricht, was die Reichsbank ausserhalb des Verrechnungsabkommens für kurzfristige Forderungen schweizerischer Gläubiger an diese zu transferieren hat (Stillehalteverträge). Die übrigen 88% werden so verwendet, dass zunächst für den schweizerischen Warenexport nach Deutschland Fr. 15 Millionen, für Nebenkosten wie Lizenzen, Provisionen, etc., Fr. 1,5 Millionen und für die Minimalzinsquote Fr. 8 Millionen zu verwenden sind. Es ergibt dies zusammen Fr. 24,5 Millionen. Sollten grössere Einzahlungen hiernach noch zur Verfügung stehen, so werden sie zur Erhöhung der Reichsbankquote bis zum monatlichen Maximum von Fr. 5 Millionen verwendet. Allfällige weitere Überschüsse stehen, wie bisher, zur Verfügung von Transithandel und Amortisationsquote sowie, hinter diesen, der Reichsbank.

Was die übrigen Streitpunkte anbelangt, so ist folgendes zu berichten:

1. Cf. nos 75 et 79; cf. aussi Protokolle. Verhandlungen über den schweizerisch-deutschen Verrechnungsverkehr. Berlin, 2. November—8. Dezember 1934 in E 7110 1/48.

1. *Warenexport*: Es ist natürlich nicht gelungen, eine volle Wiederherstellung des frühern Vertragszustandes und, damit die Preisgabe des Schacht Planes² zu erwirken. Wir mussten uns vielmehr damit begnügen, auf Grund der jetzigen Devisenbewirtschaftung mögliche Erleichterungen zu erzielen, was denn auch im grossen und ganzen zu verhältnismässig erträglichen Lösungen geführt hat. Von besonderer Bedeutung ist jedenfalls, dass die deutschen Überwachungsstellen die Erteilung von Devisenbescheinigungen für Schweizerwaren nicht von der Prüfung des wirtschaftlichen Bedürfnisses abhängig machen können³. Durch besondere Bestimmungen musste dagegen Vorsorge getroffen werden, dass nicht diese Erleichterungen zu übergrossen schweizerischen Exporten für bestimmte Waren führen dürfen, was geeignet wäre, das Spiel des Verrechnungsabkommens zu stören. Entgegen dem jetzigen Abkommen ist die Bezahlungsmöglichkeit für schweizerische Waren, wie oben erwähnt, auf Fr. 15 Millionen monatlich beschränkt, was selbstverständlich eine Verschlechterung bedeutet, was aber gerade angesichts der im November wieder abnorm gestiegenen Ausfuhr nach Deutschland unvermeidlich war⁴.

2. *Finanzverkehr*: Die Tatsache, dass auch die Auszahlungen für diesen Posten eine monatliche Beschränkung auf Fr. 8 Millionen erfahren mussten, wird zur Folge haben, dass den Einzelgläubigern ihre Amortisationsquote nicht mehr ausbezahlt werden kann, sie also den Anleiensgläubigern gleichgestellt werden müssen. Unter dieser Voraussetzung konnte der Minimalzinsfuss von 4 $\frac{1}{2}$ % wenigstens vorläufig noch aufrechterhalten werden.

3. *Reiseverkehr*: Es ist schliesslich gelungen, für den ersten Monat die von unserer Hotellerie auf die Wintermonate sehnlichst gewünschte Erhöhung der Devisenquote von Mark 560 auf Mark 760 durchzusetzen. Im zweiten und dritten Monat bleiben die bisherigen Beträge unverändert.

Die Verkoppelung mit den Kohlenbezügen wird eine Zwischenorganisation erfordern, damit nötigenfalls bei starker Beanspruchung des Reiseverkehrs und gleichzeitig schwachen Zahlungseingängen für Kohle die nötigen Vorschüsse gemacht werden können. Der schweizerische Hotelierversen wird sich in Verbindung mit der Kantonalbank von Bern dieser Frage sofort annehmen⁵.

2. Cf. nos 59, 66 et 68.

3. Cf. n° 68, n. 6.

4. Cf. n° 75, n. 6.

5. A la séance du 15 février 1935, le Conseil fédéral discute de ce problème:

Das genannte Abkommen sieht vor, dass die Auslagen der deutschen Gäste in der Schweiz durch die Zahlungen sichergestellt werden, die von den schweizerischen Importeuren deutscher Kohle zu leisten sind. Im Artikel X der Anlage B zu diesem Abkommen wurde die Schaffung eines unter Führung der Kantonalbank von Bern stehenden Bankenkonsortiums vorgesehen, welches auf Grund besonderer Vereinbarung mit dem Bundesrat in Vorschuss tritt, sobald die Einzahlungen für Kohlenimporte aus Deutschland nicht genügen, um die vorliegenden Aufträge der deutschen Verrechnungskasse auszuführen. Dieses Bankenkonsortium hat bis heute Fr. 4 345 000 vorgeschossen und beansprucht darauf einen Zins, wofür auf sämtlichen Auszahlungen ein Abzug von $\frac{3}{4}$ % gemacht wird. Daneben wird eine Provision von $\frac{1}{4}$ % für die Einlösestellen erhoben, und auf deutscher Seite kommt noch eine Ausstellungskommission von 5 Mark hinzu, sodass z. B. ein deutscher Gast für die in Berlin gemachten Einzahlungen im Gegenwert von Fr. 865 in der Schweiz einen um Fr. 15.70 verminderten Betrag ausbezahlt erhält.

Um die bisher festgestellten Missbräuche zu vermeiden, ist eine Staffelung der Auszahlungen vorgenommen worden, sodass der deutsche Tourist ein erstes Mal nur Fr. 200, nach sieben Tagen weitere Fr. 300 und nach weiteren sieben Tagen den Restbetrag beziehen kann. Wenn diese Staffelung auch nicht alle Missbräuche beseitigen können, so dürfte sie doch die krassen Fälle verunmöglichen, wo deutsche Reisende einen ein- oder zweitägigen Aufenthalt in der Schweiz dazu benutzt hatten, die ganzen Beträge zu erheben, sie in andere Valuta umzuwandeln und in einem Drittlande zu verbrauchen.

4. *Versicherungsverkehr*: Die zahlreichen seit 1. August entstandenen Schwierigkeiten konnten in zufriedenstellender Weise beseitigt werden. Die gegenseitigen Leistungen im Versicherungsverkehr bleiben nach wie vor vom eigentlichen Verrechnungsabkommen unberührt und sollen, wie bisher, durch freie Kassadevisen erfolgen. Deutschland konnte und wollte aber in dieser Beziehung eine unbedingte Garantie nicht eingehen, sodass wir uns vorbehalten mussten, die Versicherungsleistungen der Schweiz an Deutschland in den Verrechnungsverkehr einzubeziehen, falls Deutschland seine eigenen Leistungen an die Schweiz nicht mehr in freien Devisen erfüllen könnte.

5. *Schweizerische Zinsschulden an Deutschland*: Bekanntlich können nach dem jetzigen Abkommen Zinsleistungen schweizerischer Schuldner an deutsche Gläubiger ausserhalb des Verrechnungsabkommens erfolgen, ein Zustand, der schon mehrfach zu nicht unberechtigter Kritik Anlass gegeben hat. Da diese Zinsleistungen nach deutschen Erhebungen Fr. 12 Millionen jährlich, nach den Erhebungen der Schweizerischen Nationalbank aber über Fr. 24 Millionen jährlich, ausmachen, so ist es schliesslich gelungen, mit der deutschen Regierung durch Abschluss einer neuen Anlage F zum Abkommen folgende Regelung zu treffen:

Alle schweizerischen Zinsschuldner, vor allem also die Banken, bezahlen die Zinsen in Franken bei der Nationalbank auf ein besonderes Konto ein. Aus diesen Eingängen werden der Reichsbank monatlich Fr. 1 Million zur Verfügung gestellt, woraus diese die Verzinsung der Goldhypothenken, nicht dem Transfermoratorium unterstehender neuer Kredite sowie die Lohnzahlungen im Grenzverkehr aufzubringen hat. Der 12 Millionen im Jahr übersteigende Betrag wird verwendet zur Abtragung der Transferrückstände Deutschlands im I. Semester 1934, welche Rückstände sich auf ca. Fr. 15 Millionen beziffern. Sind einmal diese Zinsrückstände getilgt, so soll der Überschuss der Aktivzinsen zur Abtragung der Guthaben schweizerischer Transithändler verwendet werden.

6. *Transithandel*: Aus dem früher Gesagten ergibt sich, dass, wenn es nicht gelingt, die deutsche Einfuhr in die Schweiz ganz wesentlich zu steigern, wofür wenig Hoffnung besteht, Transithandel und Amortisationsfonds kaum je die ihnen zgedachten Zahlungen erwarten können. Wir haben diese Situation denn auch einer grössern Delegation des Verbands schweiz. Transithandelsfirmen in Berlin auseinandergesetzt⁶ und mit ihrer Zustimmung den Transithandel über-

Ce système ne donnera pas satisfaction et sera modifié lors de cette séance. Désormais les fonds seront avancés sur le compte de la Confédération auprès de la Banque nationale. Cf. PVCF n° 267 du 15 février 1935 (E 1004 1/350).

6. *Le procès-verbal de la discussion avec les représentants du commerce de transit se trouve in E 7110 1/48 et la correspondance sur le même sujet in E 7110 1/49. Cf. aussi n° 53.*

haupt aus dem Verrechnungsabkommen herausgenommen. Der schweizerische Transithändler wird also auf Bezahlung über Verrechnungsabkommen nicht mehr rechnen können, soll dagegen aber, wie sein deutscher Konkurrent, durch freie Devisen oder Rembourskredite befriedigt werden, soweit also Einfuhrbedürfnis besteht und Zahlungsmittel vorliegen. Ganz besondere Schwierigkeiten bietet die Tatsache, dass schweizerische Firmen für sog. bewirtschaftete Transitwaren, namentlich Wolle und Baumwolle, ganz gewaltige Beträge zu fordern haben, für welche jede Transferierungsmöglichkeit fehlt. Obschon wir uns in tagelangen Verhandlungen mit Herrn Schacht persönlich bis aufs alleräußerste bemüht haben, hier eine Lösung zu finden, ist dies leider nicht gelungen. Herr Schacht wollte vom Reichsbankanteil nichts opfern um diese Schulden abzuzahlen und wir konnten unsererseits auch nicht dem Export von schweizerischen Waren, dem Fremdenverkehr oder der Minimalzinsquote entsprechende Opfer zumuten. Die Tatsache, dass wir in diesem Punkte gar nichts erreichen konnten, ist ausserordentlich bedauerlich und wird voraussichtlich die Betroffenen dazu führen, beim Bundesrate das Gesuch zu stellen, ihnen zulasten der Minimalzinsquote entgegenzukommen.

7. Was die *Kündigungsbestimmungen* anbelangt, so wurde zunächst eine separate Kündigungsmöglichkeit der Anlage A über die Bezahlung des schweizerischen Warenexportes vorgesehen. Das Abkommen selber bleibt theoretisch auf 5 Jahre abgeschlossen, aber mit der jetzt schon bestehenden Revisionsklausel. Diese wird dahin abgeändert, dass bei misslungenen Verhandlungen die Kündigung auf Ende eines Kalender-Vierteljahres statt eines Kalender-Halbjahres zulässig ist.

Hierauf beantragt der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes:
 es sei von den Ausführungen von Minister Stucki in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen;
 dem neuen Abkommen mit Deutschland⁷ zuzustimmen;
 der vorgelegte Beschlussesentwurf betreffend Vollzug des Abkommens hinsichtlich der Aktivzinsen zu genehmigen.

III.

Es wird *beschlossen*:

1. Der Bundesrat nimmt vom Berichte des Minister Stucki in zustimmendem Sinne Kenntnis.

2. Der Bundesrat stimmt dem neuen Abkommen mit Deutschland grundsätzlich zu und beauftragt den Herrn Bundespräsidenten, den Text dieses Abkommens nach dessen Unterzeichnung namens des Rates durch Präsidialverfügung zu genehmigen und gleichzeitig auch dem vorgelegten Beschlussesentwurf betreffend Vollzug des Abkommens hinsichtlich der Aktivzinsen präsidialiter die Genehmigung zu erteilen.

7. Cet accord du 8 décembre 1934 est complémentaire de celui du 26 juillet 1934. Un rapport sur le déroulement des négociations et le texte de l'accord se trouve in *FF*, 1935, I, pp. 452—458, également in *RO*, 1934 vol. 50, pp. 1455—1457.

E 2001 (C) 3/165

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

*Copie**L*

Rome, 11 décembre 1934

Les graves décisions d'ordre financier prises par le Gouvernement¹ et publiées par les journaux sont l'objet de commentaires infinis. Nous avons adressé hier à ce sujet un rapport détaillé au Département fédéral des Finances dont nous vous avons envoyé copie².

Cette opération suggère des considérations non seulement financières, mais aussi politiques. L'opération est destinée à fournir au Gouvernement le moyen de faire face à ses engagements extérieurs sans exporter de l'or. Il ne s'agit pas d'une expropriation, mais de la faculté pour le Gouvernement d'acheter au cours actuel de la lire des avoirs des citoyens italiens déposés à l'étranger.

Afin de «renforcer la stabilité monétaire», il est fait obligation aux personnes et aux sociétés de nationalité italienne résidant en Italie ou dans les colonies de céder à l'Institut national pour les changes avec l'étranger les créances et devises sur l'étranger. De même les sujets italiens, banques, banquiers, sociétés, personnes juridiques de quelque nature que ce soit, de nationalité italienne et résidant dans le Royaume ou dans les colonies, sont tenus de déclarer les titres étrangers et les titres italiens émis à l'étranger possédés par eux, même s'ils sont déposés à l'étranger.

Ces mesures touchent une foule de personnes, dont nous connaissons plusieurs qui ont des dépôts à l'étranger, et en particulier en Suisse. J'en connais qui sont très près du Gouvernement et du monde officiel.

Mais ce qui frappe le plus dans ces mesures, c'est qu'elles révèlent une situation difficile de la finance de l'Etat. Après le dernier emprunt³, dont le résultat a été célébré avec tant d'éclat par le Gouvernement et par toute la presse, comment se fait-il que ce Gouvernement se trouve dans la nécessité de recourir à des moyens extrêmes qui provoqueront toutes sortes de critiques et un grand mécontentement dans beaucoup de milieux et, en particulier, chez les banquiers dont les opérations en changes étrangers se trouvent fortement entravées.

Il est permis d'admettre que les difficultés financières certaines que traverse l'Etat sont aussi pour quelque chose dans le rapprochement actuel avec la France et les avances de plus en plus marquées faites à la sœur latine.

[...]

Il serait parfaitement injuste de ne voir dans ce rapprochement que des motifs d'ordre financier. Je vous ai souvent marqué le recul bien compréhensible de l'Allemagne en Italie dans les sympathies officielles et populaires.

1. Par décret-loi daté du 8 décembre. Les dispositions contenues dans ce texte législatif sont résumées plus bas.

2. Non reproduit.

3. Emprunt de conversion, daté du 3 février 1934.

E 7110 1/77

*Notice du Secrétaire à la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, A. Parodi,
pour le Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki*

No

Bloc-or.

Clause de la nation

la plus favorisée.

Berne, 17 décembre 1934

Les pays demeurés fidèles à l'étalon-or¹ ont, au cours de deux réunions tenues les 24—25 septembre, et 12—20² octobre 1934, étudié les moyens de parvenir à un élargissement de leurs échanges réciproques. Un accroissement de 10% du volume global des échanges effectués du 1^{er} juillet 1933 au 30 juin 1934 a été en fait considéré comme désirable par les membres du Bloc de l'or³. Le principal obstacle qu'il faudrait surmonter pour réaliser ce développement des relations commerciales, provient de l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée à des pays tiers. En effet, toute préférence douanière que les nations-or s'accorderaient en raison de la contiguïté de leurs territoires, de l'orientation de leur activité économique et de l'identité de leurs régimes monétaires, serait immédiatement revendiquée par tous les Etats tiers qui bénéficient du régime de la clause de la nation la plus favorisée. D'autre part, une concession étendue à tous les pays est sans intérêt pratique. Il ne reste donc à la disposition des nations-or que le moyen du contingentement qui permette d'accorder des concessions utiles. La difficulté résultant de la clause de la nation la plus favorisée est moins grande en matière de contingent que dans d'autres domaines, sans être toutefois supprimée.

Dans ces circonstances, certains délégués à la réunion de la commission générale des pays demeurés fidèles à l'étalon-or, tenue à Bruxelles les 19 et 20 octobre dernier, ont jugé indispensable de définir l'attitude des pays du Bloc-or vis-à-vis des pays tiers. En définitive, il a été décidé, au cours de la réunion précitée que M. Jaspar s'adresserait aux Gouvernements des différents pays faisant partie du Bloc-or pour leur demander s'ils estimaient opportun que l'étude de la clause de la nation la plus favorisée et des relations des pays du Bloc-or avec les pays tiers soit entreprise et mise à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la commission générale des nations-or.

M. Stucki⁴ s'était opposé à cette décision, avant son adoption, en relevant que:

1. *Soit la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne et la Suisse. Sur l'adhésion de la Suisse au « bloc-or » (ratifiée par le Conseil fédéral le 12 juillet 1933), cf. DDS vol. 10, n° 300.*

2. *La deuxième réunion a eu lieu en réalité du 19 au 20 octobre.*

3. *Cf. protocole signé à Bruxelles le 20 octobre par les représentants des pays du « bloc-or » (E 7800 3/163).*

4. *Sur les interventions de W. Stucki à la réunion de Bruxelles, cf. Résumé analytique des discussions de la Commission générale des pays demeurés fidèles à l'étalon-or (E 7800 3/163).*

«les Etats qui se sont réunis à Ottawa⁵ et à Montévidéo⁶ n'ont pas consulté les pays du Bloc-or avant d'établir ou d'envisager entre eux un régime préférentiel.

D'autre part, lorsque les pays signataires de l'accord d'Ouchy⁷ se sont adressés à l'Angleterre, ils ont obtenu une réponse négative. En pratique, si l'on s'adresse à certains pays tiers en leur demandant de se prononcer sur le principe, sans fournir de précisions, on peut être sûr d'une réponse négative. En tout cas, la réponse la plus favorable à laquelle on puisse s'attendre est que ces pays réservent leur jugement jusqu'à ce que les pays du Bloc de l'or soient arrivés à des résultats concrets».

Il n'y a, à notre avis, aucune raison de revenir sur cette attitude et *nous vous proposons dès lors de faire savoir à la Légation de Belgique que les Autorités fédérales se prononcent dans un sens négatif sur la question posée dans la note n° B 7 2259⁸.*

5. A l'occasion de la Conférence économique impériale de juillet-août 1932, réunissant la Grande-Bretagne et les Dominions. Cf. DDS vol. 10, n° 213 et n. 2.

6. Conférence panaméricaine de décembre 1933, réunissant 21 Etats américains.

7. Convention du 18 juillet 1932 conclue entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, portant sur l'abaissement progressif et simultané des droits de douane.

8. Il s'agit d'une note de la Légation de Belgique à Berne, non datée, transmise le 10 décembre à la Division du commerce.

La réponse suisse, datée du 21 décembre, a la teneur suivante:

[...]

Le Conseil fédéral est entièrement d'accord de mettre la question dont il s'agit à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission générale. Il désire cependant s'abstenir de toute nouvelle déclaration au sujet des rapports entre les pays du Bloc-or et les Etats tiers en matière de contingentement, tant qu'il n'aura pas été possible de déterminer si toutes les nations-or sont disposées à recourir dans une plus forte mesure au système du contingentement et à envisager, dans l'application de ce système, un traitement de faveur des autres Etats du Bloc-or. Cette question a également été soulevée par le délégué suisse à la réunion du 19 octobre, mais elle était restée alors sans réponse.

87

E 7110 1/140

*Le Ministre de Suisse à Washington, M. Peter,
au Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, W. Stucki*

L

Négociations commerciales

Suisse-Etats-Unis

Hearing

Washington, 19 décembre 1934

Comme suite à mes communications précédentes, j'ai l'honneur de vous informer que le «hearing» devant le «Committee for Reciprocity Information», réuni dans le bâtiment de la Commission du Tarif à Washington, a eu lieu, comme prévu, le 17 décembre, se prolongeant encore pendant une partie de la matinée du

18. Ci-inclus, vous avez la liste des personnes qui s'étaient inscrites pour l'audition¹. Bon nombre d'entre elles ont d'ailleurs renoncé à prendre la parole, n'ayant pas à présenter d'informations supplémentaires à ce qui était contenu dans les mémoires écrits envoyés au Comité. A part M. Gsell, pour l'horlogerie, aucun importateur suisse n'a pris la parole au hearing². J'ai été même quelque peu surpris de voir combien peu d'entre eux, à peine une demi-douzaine, étaient venus de New York.

Vous recevrez sous pli séparé le compte rendu sténographique complet de ces auditions, qui est explicite en lui-même et dont il résulte également quelles sont les maisons qui ont renoncé à se faire entendre. Le coût de ces deux documents, auxquels nous avons souscrit pour votre compte, est de \$ 9.20, que vous voudrez bien nous bonifier.

C'est surtout la première partie de l'audition qui a été intéressante, les fabricants d'horlogerie ayant envoyé les présidents des principales fabriques en personne, flanqués de leur redoutable avocat-conseil, Mr Barnes, qui a attiré l'attention du comité sur la contrebande de parties de montres et demandé formellement la mise en vigueur d'un contingent annuel d'importation équivalent à la moitié de la production domestique, avec marquage des pièces importées, comme seul moyen de lutte efficace contre l'entrée en fraude de ces marchandises, qui constitue une concurrence déloyale et contraire au N.I.R.A.³ Ce à quoi Mr Bevans, avocat des importateurs, a répondu que seule une diminution de 50% des droits constituerait un moyen de lutte efficace contre la contrebande. Mr Barnes a d'ailleurs exagéré à plaisir l'importance de la contrebande en se basant sur des chiffres très peu certains cités dans un projet de loi sur la destruction des mouvements saisis par le Département du Trésor et qu'il aurait beaucoup de peine à justifier. Tout cela a évidemment pour but d'impressionner les négociateurs américains et d'empêcher une réduction de droits qu'il sent assez probable en cas de réussite de négociations.

Il y a naturellement eu de nombreuses autres déclarations intéressantes, encore qu'on puisse être étonné du nombre d'affirmations tendancieuses ou inexactes.

Mr Garvan, président de la Chemical Foundation, a fait des déclarations ci-annexées⁴ complétant son mémoire, que j'ai eu l'occasion de voir et que j'espère pouvoir vous faire parvenir sous peu, dans lesquelles il cherche à démontrer les dangers pour l'Amérique du cartel des industries chimiques en Europe. Il a déclaré entre autres que, pour cette industrie, l'Allemagne et la Suisse ne faisaient qu'un⁵.

Dans de nombreuses branches on a protesté contre des concessions à la Suisse, sous le prétexte que ces concessions s'appliqueraient, soit à l'Allemagne, la Belgi-

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. n° 80 et n. 2.*

3. *Le National Industrial Recovery Act a été signé par Roosevelt le 16 mai 1934.*

4. *Non reproduit.*

5. *Ces affirmations provoquent le dépôt, le 20 décembre, d'une petite question Reinhard au Conseil national. Dans sa réponse, le Conseil fédéral dénie tout fondement aux attaques américaines (PVCF n° 224 du 8 février 1935, E 1004 1/350). Sur la correspondance échangée à ce propos avec l'industrie chimique bâloise, cf. E 7110 1/142.*

que, la Grande-Bretagne, l'Italie, etc. ou à d'autres pays européens, soit à la Chine ou au Japon et constitueraient un danger pour l'industrie américaine.

D'une manière générale, presque toutes les personnes, à part quelques-unes demandant des réductions sur les droits suisses ou des augmentations de contingents en Suisse pour les produits américains, ont protesté par avance contre une baisse des tarifs existants. Mais il fallait s'attendre à cela et je n'en ai pas été autrement surpris. A part le gros effort fait par les fabricants d'horlogerie américains, il n'y a pas, me semble-t-il, d'argumentations particulièrement frappantes. Les représentants américains pour le fromage ont paru plutôt faibles dans leur démonstration. A ce propos, nous avons appris par ailleurs que, malgré l'hostilité de certains milieux producteurs du Wisconsin contre les importations de fromage, il n'y avait pas de véritable mouvement pour une hausse des droits sur ce produit.

J'attends vos communications ultérieures en ce qui concerne l'échange des mémoires entre la Suisse et les Etats-Unis. Je crois savoir que, ultérieurement à la remise des demandes américaines proprement dites, le Département nous soumettra, comme aux autres pays, une sorte de projet de traité de commerce-type, contenant des éléments de principe, en quatre ou cinq articles, d'après ce qu'on nous a laissé entendre.

88

E 2001 (E) 1969/262 /12

Conférence entre le Professeur W. Burckhardt, P. A. Feldscher et P. Bonna au sujet de la neutralité du Liechtenstein, tenue à Berne le 10 janvier 1935¹

PV GD² Confidentiel

M. Bonna expose qu'au cours de janvier 1934, le Gouvernement du Liechtenstein avait exprimé la crainte que des bandes nationales-socialistes ou des détachements de la Heimatwehr autrichienne puissent être amenés par les circonstances à vouloir pénétrer dans la Principauté et avait demandé aux Autorités suisses quelles mesures elles estimaient pouvoir prendre pour protéger le territoire du Liechtenstein³. D'accord avec le Département politique, le Directeur général des Douanes avait répondu que le nécessaire avait été fait pour renforcer autant que possible le cordon des gardes-frontière suisses à la frontière du Liechtenstein, que les gardes-frontière suisses s'opposeraient à l'entrée de détachements armés dans la Principauté pour autant qu'ils pourraient le faire par des opérations de police, mais que, si les événements prenaient une allure militaire, les gardes-frontière se replieraient sur le Rhin, la Suisse, perpétuellement neutre, n'ayant pas titre pour défendre militairement le territoire non neutralisé de la Principauté.

1. *Annotation marginale de Motta*: Je suis d'accord avec la conclusion. 10. 1. 35.

2. *D'après le code «GD», ce texte a été rédigé par P. Bonna.*

3. *Cf. n° 7 et annexe.*

La solution envisagée en janvier 1934 répondait aux circonstances du moment. Toutefois, elle n'est guère satisfaisante, car, ou bien des échauffourées à la frontière austro-liechtensteinoise n'ont pas un caractère d'extrême gravité et il serait fâcheux qu'elles nous empêchent de poursuivre notre union douanière avec la Principauté, ou bien elles sont, au contraire, le début d'une main-mise sur le Liechtenstein qui constitue pour la Suisse une menace si grave qu'il est de notre intérêt de nous y opposer dans la montagne plutôt que dans la vallée. De l'avis du Département militaire, en effet, la possession militaire du Liechtenstein serait pour la défense de la Suisse d'une importance si grande que le projet, aujourd'hui abandonné, avait même été conçu d'en organiser la défense en temps de paix.

Dans ces conditions, la Suisse aurait certainement intérêt à ce que le Liechtenstein fût englobé dans la neutralité suisse et pût être défendu par la Suisse comme son propre territoire. Néanmoins, l'éventualité d'une action internationale tendant à obtenir des Puissances garantes de la neutralité suisse qu'elles acceptent l'accession du Liechtenstein à la neutralité suisse semble devoir être écartée pour le moment. D'une part, en effet, nous avons le plus grand intérêt à éviter de donner à qui que ce soit l'impression que la Suisse a des appétits territoriaux, si petits soient-ils. D'autre part, il est certain que, dans les circonstances actuelles, une négociation aussi compliquée que celle qui aurait pour but de faire reconnaître par les Puissances ou par la Société des Nations la neutralité du Liechtenstein comme partie intégrante de la neutralité suisse nous obligerait à des sacrifices qui ne seraient pas en rapport avec le but poursuivi.

Reste à examiner, en revanche, si nous n'aurions pas intérêt, en procédant par étapes successives, à provoquer de la part du Liechtenstein des déclarations de neutralité qui nous permettraient de faire considérer, le moment venu, la neutralité de la Principauté comme allant de soi et comme un accessoire nécessaire de la neutralité suisse.

Une première occasion d'agir dans ce sens nous sera peut-être offerte par le pacte de non-immixtion concernant l'Autriche dont les bases ont été jetées à Rome, le 7 janvier, entre MM. Mussolini et Laval⁴ et à l'égard duquel il serait assez naturel que le Liechtenstein comme la Suisse, pays voisins de l'Autriche, fissent des déclarations solennelles, même s'ils n'y adhèrent pas.

Pour pouvoir apprécier ce qu'il y a lieu de faire à cet égard, il conviendrait d'être au clair sur les deux questions juridiques suivantes:

1° Quelle serait la valeur, vis-à-vis d'autres Etats, d'une déclaration unilatérale du Liechtenstein qu'il entend adopter une neutralité permanente identique à la neutralité suisse?

2° Une garantie par la Suisse de la neutralité déclarée par le Liechtenstein serait-elle compatible avec notre neutralité permanente? En d'autres termes, pourrait-on admettre qu'un Etat neutre protège la neutralité d'un voisin plus petit que lui?

[...]

M. le Professeur *Burckhardt* estime que les questions de doctrine que soulève la neutralisation du Liechtenstein sont, en effet, particulièrement épineuses. Il se

4. Cf. nos 89, 95 et 97.

réserve d'y réfléchir à tête reposée. Sa première impression est que, dans un domaine qui relève davantage de la politique que du droit, il serait probablement plus facile d'arriver, au fur et à mesure des événements, à des solutions concrètes, dictées par le bon sens, que de chercher à régler d'avance, sur le plan théorique, des éventualités futures et mal définies. Ceci d'autant plus qu'à son avis, la neutralité perpétuelle de la Suisse est plutôt une doctrine politique qu'une notion juridique; la neutralité n'impose pas d'*obligations* spéciales à la Suisse, mais elle lui impose une politique, une attitude de réserve vis-à-vis des événements de la grande politique, sous peine de perdre la qualité politique également qui fait sa neutralité. Or, dans le domaine du fait (par opposition au principe juridique), il faut savoir distinguer aussi entre fait et fait. Deux faits, lors même qu'ils sont logiquement et juridiquement de même nature, peuvent être politiquement, c'est-à-dire quant à leur portée effective, totalement différents. Si la Suisse se mettait à discuter du sort de l'Autriche, de la matière des traités de paix ou de la question balkanique, elle ne serait plus dans son rôle, elle ne serait plus neutre; mais si elle empêche qu'à sa porte, dans le vestibule du Liechtenstein, on fasse du tapage, elle ne perd pas titre à se prévaloir de sa doctrine de neutralité. Est modus in rebus politicis.

Si nous étions amenés un jour, à la demande du Gouvernement du Liechtenstein, à faire repousser par des gardes-frontière suisses, renforcés au besoin par de la troupe, des incursions de détachements armés étrangers à la Principauté, il semble tout à fait exclu que post festum qui que ce soit puisse nous reprocher de bonne foi d'avoir contrevenu à la neutralité suisse en protégeant la frontière du Liechtenstein. Il est à craindre, en revanche, qu'une déclaration solennelle de la volonté de la Suisse de défendre en toutes circonstances le territoire liechtensteinois donnerait lieu à diverses suppositions plus ou moins gratuites et pourrait faire naître sans nécessité aucune des argumentations dangereuses au sujet des droits et devoirs des neutres⁵. Les faits sont, dans un tel domaine, moins susceptibles d'interprétation extensive que les textes.

En théorie pure, le Liechtenstein, belligérant en 1866⁶, n'est certainement pas un Etat perpétuellement neutre. En fait, cependant, ce pays minuscule, dont la force armée se limite à sept gendarmes, ne peut avoir une politique étrangère active. Il ne peut qu'être le satellite de l'Etat plus grand auquel il a attaché ses destinées. Depuis qu'il est entré dans l'orbite de la Suisse, il est dans l'ordre des choses qu'il ait une politique de neutralité. Cet ordre de choses est si évident qu'il est à peu près indifférent que cette politique de neutralité soit explicite ou tacite. Même spontanée, une déclaration de neutralité de la part du Liechtenstein aura l'air d'avoir été dictée par le Conseil fédéral.

M. Burckhardt partage entièrement notre avis que, tant que le Liechtenstein est un Etat indépendant, il ne peut être question, pour la Suisse, de préparer en temps de paix la défense du territoire liechtensteinois par la construction de fortifications ou autrement. Il estime, en revanche, que, si des circonstances graves obligeaient à agir dans l'intérêt commun du Liechtenstein et de la Suisse, il n'y aurait pas lieu de s'attarder à des scrupules de doctrine.

5. *Remarque marginale de Motta*: très juste.

6. *En tant que membre de la Confédération germanique.*

M. *Feldscher* fait observer que, si le Liechtenstein ne peut évidemment pas avoir une politique étrangère autonome, il peut pourtant, suivant les circonstances, prendre des décisions tout à fait divergentes de celles du Conseil fédéral. On peut, par exemple, songer à l'organisation sur territoire liechtensteinois d'un raid d'avions destiné à une restauration monarchique en Autriche.

M. *Burckhardt* ne croit pas qu'un danger de cette nature puisse être pallié par des déclarations solennelles de neutralité. Il lui semble, en revanche, que la neutralité du Liechtenstein, existant en fait, a d'autant plus de chances de ne pas prêter à discussion qu'il s'agirait, en effet, d'une extension de la neutralité suisse dont l'histoire fournit de nombreux précédents.

Il est décidé que la meilleure attitude à prendre est de laisser le temps faire son œuvre, sans chercher à concrétiser la neutralité du Liechtenstein dans un acte explicite de quelque nature que ce soit.

89

E 2001 (C) 4/116

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

L GD
Confidentiel

Berne, 14 janvier 1935

Les renseignements que vous voulez bien nous donner touchant les cessions de territoires en Afrique consenties par la France à l'Italie et au sujet de la solution trouvée au problème tunisien nous ont beaucoup intéressés¹. Il s'agit, toutefois, de questions qui n'ont pour nous qu'une valeur d'orientation générale et c'est — à peine est-il besoin de le dire — aux données que vous nous fournissez à propos du projet de pacte de non-immixtion en Autriche que nous donnons le plus de prix.

Sur la base de nouvelles de presse inexactes, nous nous étions figuré que les termes de ce pacte avaient été définitivement arrêtés entre MM. Mussolini et Laval et avaient été communiqués à tous les voisins de l'Autriche, sauf la Suisse. C'est la raison pour laquelle nous vous avons demandé, le 8 janvier, de nous en procurer le texte exact². Les déclarations officielles faites depuis lors en France et en Italie et les indications que vous nous avez fournies ont dissipé notre malentendu et nous ont convaincus que le pacte de non-immixtion en Autriche n'était pas encore rédigé et ne le serait sans doute qu'au cours d'une négociation entre les

1. *A l'occasion du voyage de P. Laval à Rome. Cf. à ce sujet les rapports du Ministre de Suisse des 10 et 11 janvier* (E 2001 (C) 4/116). Cf. aussi n° 90, n. 4.

2. *En marge de la lettre de G. Wagnière du 11 janvier, Motta a noté: Affaires étrang.[ères]. Cette lettre ne nous apprend rien de nouveau. J'ai prié M. Marchi de me faire avoir, si possible, à titre confidentiel, le texte des accords. Mais y-a-t-il des «textes» autres que le communiqué officiel? 12. 1. 35. Le 30 janvier, l'Ambassadeur de France à Berne, puis le Ministre d'Italie remettront au Département politique officiellement le texte complet du protocole franco-italien du 7 janvier, sans commentaire, ni demande quelconque (lettre de Motta à la Légation de Suisse en France, 1^{er} février, E 2200 Paris 8/1).*

Etats intéressés, négociation qui ne pourra sans doute aboutir du jour au lendemain et dont nous recueillerons certainement les échos.

S'il en est ainsi, il n'y a aucune urgence pour nous à savoir quelle attitude on s'attend à Rome à nous voir adopter et, comme cette attitude ne peut qu'être conforme à notre politique de neutralité, c'est-à-dire extrêmement prudente, nous n'avons aucun intérêt à provoquer une communication qui ne peut manquer de venir à son heure. C'est pourquoi nous n'avons pas jugé opportun de chercher à atteindre, pour l'interroger, le Baron Aloisi³ à Genève.

Le problème de l'indépendance de l'Autriche a pour notre pays une telle importance qu'il est fort naturel que les mesures envisagées à ce propos entre la France et l'Italie aient fait l'objet de maints commentaires dans la presse suisse et que des idées parfois saugrenues aient été émises. Nous pensons, en particulier, à un article paru, le 5 janvier, dans le *Berner Tagblatt* et dont la *Gazette de Lausanne* a reproduit une partie. Cet article, qui a eu quelque retentissement dans les milieux diplomatiques à Berne, exprimait de l'étonnement à constater que la Suisse n'ait pas été mentionnée parmi les Etats qui seraient invités à participer au pacte de non-immixtion et soutenait le point de vue que la Confédération devrait faire en sorte d'avoir son mot à dire au cas où le Tyrol serait occupé par l'Italie. Le *Berner Tagblatt* a parfaitement raison de souligner que tout ce qui concerne l'Autriche doit être suivi de très près par le Conseil fédéral. Mais il tombe dans la confusion d'idées en se figurant que la Suisse pourrait, sans renoncer à sa neutralité traditionnelle, pratiquer à l'égard du plus faible de ses voisins une politique d'intervention. Nous n'avons pas voulu entrer en polémique avec le *Berner Tagblatt* et donner à l'article dont il s'agit une importance plus grande qu'il n'en mérite, mais nous nous sommes efforcés de mettre les choses au point en faisant publier par le *Journal de Genève* que le fait que la Suisse n'ait pas été mentionnée parmi les signataires éventuels du pacte de non-immixtion, loin de nous avoir choqués, nous était apparu comme une marque d'égard, les engagements qui pourraient être assumés par les signataires de ce pacte ne pouvant les obliger à une politique moins interventionniste que celle que nous impose notre neutralité perpétuelle. Cette mise au point ne vous aura certainement pas échappé. Nous avons eu, d'autre part, l'occasion de nous expliquer très franchement à ce sujet avec le Ministre d'Italie à Berne et nous ne croyons pas qu'un malentendu puisse subsister⁴.

Il va bien sans dire, en revanche, que, même si notre ligne de conduite générale ne peut s'en trouver modifiée, nous avons le plus grand intérêt à être exactement informés de ce que feront les autres voisins de l'Autriche à l'égard du pacte de non-immixtion conçu par MM. Laval et Mussolini et que nous vous serons extrêmement reconnaissants de ce que vous pourrez nous apprendre à ce propos.

[...]

3. *Chef de cabinet du Ministère des Affaires étrangères.*

4. *Dans les jours suivants, Suvich à Rome (lettre de Wagnière à Motta du 16 janvier, E 2001 (C) 4/116) et Massigli à Paris (lettre de Dunant à Motta du 29 janvier, E 2200 Paris 8/1) ont assuré les Ministres de Suisse que l'omission de la Suisse dans la liste des Etats voisins de l'Autriche ne résultait ni d'un oubli, ni d'une négligence, mais de la volonté de tenir compte de la neutralité helvétique.*

P. -S. Nous avons saisi verbalement le C.[onseil]f.[édéral]de la question. Notre attitude définitive reste réservée. Mais le C.f. est pleinement d'accord pour admettre que notre prétention ne constitue en aucune façon un manque d'égards, *bien au contraire ...*⁵

5. *Il n'est pas fait mention de cette intervention dans les procès-verbaux du Conseil fédéral (E 1004 1/350).*

90

E 2001 (C) 5/173

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L
Ethiopie

Paris, 18 janvier 1935

Le différend italo-éthiopien dont le Conseil de la Société des Nations se trouve être actuellement saisi² a brusquement éclairé un problème international que les récents accords de Rome³ ont sans doute rendu plus aigu. Il s'agit de la pression de l'Italie, qui s'exercera vraisemblablement avec une force croissante, sur l'Est africain.

Dans ma lettre du 10 janvier⁴ sur les accords italo-français de Rome, j'avais fait allusion à la pénétration intense projetée par le Gouvernement de Rome dans le

1. *Annotation marginale de Motta*: Communiquer particulièrement au Département militaire. 23. 1. 35.

2. *A la suite de l'incident de Ual-Ual du 5 décembre 1934.*

3. *Signés le 7 janvier, à l'issue des négociations entre Mussolini et Laval. Sur la portée de ces accords, cf. n° 89 et n. 4 ci-dessous.*

4. *En voici les principaux passages consacrés aux accords de Rome:*

Ce n'est qu'au moyen d'un dosage savant que l'opinion publique est informée peu à peu de la véritable étendue des arrangements de Rome: Dans le domaine des concessions coloniales faites par la France, on s'est borné à parler d'abord d'une «rectification» de la frontière méridionale de la Libye et de la cession d'une petite bande de territoire le long de la Somalie italienne. Ce ne fut qu'hier que des communiqués plus précis apprirent au public la cession d'un territoire de 114 000 km² environ, c'est-à-dire à peine inférieur au triple de la superficie de notre pays.

Quant aux accords tunisiens, on voudrait faire croire au Français moyen qu'un pas important a été franchi vers l'abolition de tout droit d'exception en faveur des Italiens résidant dans la Régence, alors qu'en réalité le maintien du statu quo constitue, ainsi que je l'ai souligné dans mon rapport politique du 4 janvier, un gage précieux pour la consolidation de l'influence italienne en Tunisie.

Des jalons importants ont enfin été posés en vue d'assurer la pénétration de l'Italie en Ethiopie. Maîtresse de la colonie de Libye, qui s'étend dorénavant jusqu'au massif du Tibesti, à proximité de la grande voie transcontinentale de l'Afrique, renforcée dans sa position en Somalie et à la Mer Rouge, l'Italie, qui tendra, par la force des choses, à fondre dans un seul système écono-

territoire éthiopien qui pourrait un jour former une unité économique, sinon politique avec la Somalie italienne et l'Erythrée. J'ai souligné, entr'autres, les mesures prises par le Gouvernement de Rome en vue de resserrer le réseau de postes consulaires italiens dans l'Empire d'Ethiopie. La révocation du Gouverneur de l'Erythrée et la concentration, qui paraît imminente, des Gouvernements de l'Erythrée et de la Somalie entre les mains du Général de Bono sont des indices de plus de la volonté d'expansion de l'Italie fasciste dans l'Afrique orientale.

Or, il y a un aspect de ce revirement qui est sans doute de nature à longue vue, notre sérieuse attention. Jusqu'à présent, nos tentatives de trouver un certain débouché pour quelques-unes de nos industries en Ethiopie se sont heurtées aux influences françaises. Je n'ai pas besoin de rappeler les péripéties de nos négociations avec Addis-Abeba, en vue de la conclusion d'un Traité d'amitié et de commerce, négociations qui furent maintes fois retardées, probablement à la suite d'une intervention suspecte d'agents français en Ethiopie⁵. Les obstacles que nous avons rencontrés s'expliquent en partie par les intérêts de l'industrie d'armement française et, en particulier, par la Maison Schneider, au Creusot, qui voyait d'un fort mauvais œil les commandes d'ordre militaire passées par le Gouvernement de l'Empereur Hailé Sélassié en Suisse, à Oerlikon, à Olten et ailleurs. Dorénavant, il est probable que nous trouverons sur notre chemin les intérêts italiens qui seront encore renforcés, à la suite des récents accords de Rome, par la cession à l'Italie de participations françaises au chemin de fer éthiopien.

Vous connaissez, d'autre part, le désir personnel de l'Empereur Hailé Sélassié, qui n'a pas oublié l'œuvre de notre compatriote Alfred Ilg⁶, de se retourner, en vue de l'équipement moderne de son pays, vers la Suisse plutôt que vers les grandes puissances coloniales. Je me réfère à cet égard, en particulier aux déclarations qu'a faites le Ministre d'Ethiopie à Paris au Chargé d'Affaires de la Légation, à la suite de l'échange des instruments de ratification de notre traité avec l'Ethiopie (voir notre rapport du 21 août 1934)⁷. Il me paraît fort possible qu'un jour ou l'autre l'Italie marque une certaine mauvaise humeur du fait des exportations d'armes, que, surtout après la conclusion de notre traité, certaines industries suisses essaient de développer à destination d'Addis-Abeba.

mique le territoire éthiopico — somalo — érythréen, peut espérer contrôler un jour un glaciaire d'une importance incontestable vers l'Asie. Les cessions territoriales effectuées en vertu des accords de Rome renforcent la politique de prestige italienne en Ethiopie — pays qui compte maintenant presque autant de Consuls de carrière italiens que la Suisse — et mettent également en relief le récent différend italo-éthiopien.

Si on avait donc tort de sous-estimer la valeur des concessions faites par la France, il faut reconnaître en justice que celles-ci eussent pu être plus considérables si, en 1915, le Gouvernement de Rome avait exigé des précisions quant aux « compensations coloniales » qui lui furent promises [dans le pacte secretsigné à Londres le 26 avril, par lequel l'Italie s'engageait à entrer en guerre à côté des Alliés]. Et il est également incontestable que les accords de Rome, qui mettent fin à une contestation devenue aiguë depuis 1919, au moment où M. Orlando et ses collaborateurs quittèrent la Conférence de la Paix, sont un fait historique qui peut changer la physionomie de l'Europe dans l'avenir immédiat. [...] (E 2300 Paris, Archiv-Nr. 88.)

5. Cf. DDS vol. 10, nos 166 et 265.

6. Cf. n° 56, n. 8.

7. Cf. n° 56.

Bien que notre exportation soit évidemment tout à fait légitime et que rien ne justifie, pour le moment, une modification de nos efforts de développer nos échanges avec l'Abyssinie, nous ferons sans doute bien de considérer dès à présent les répercussions que peut avoir, à une échéance plus ou moins longue, l'équipement de l'armée éthiopienne au moyen de matériel en provenance de notre pays.

91

E 1001 1 VD Anträge 1. 1—31. 3. 1935

*Proposition du Chef du Département de l'Economie publique,
E. Schulthess, au Conseil fédéral*

Verhandlungen mit Österreich
betr. Revision des Stickereivertrags

Bern, 22. Januar 1935

Die schweizerische Delegation hat gemäss den ihr vom Bundesrat erteilten Instruktionen (Bundesratsbeschluss vom 11. Januar 1935)¹ vom 16. bis 19. Januar in Wien über die Revision des schweizerisch-österreichischen Stickereiabkommens verhandelt, wobei der schweizerische Gesandte, Herr Minister Dr. Jaeger, die Delegation jeweils zu den Verhandlungen begleitet hat. In erster Linie wurde die Aufhebung von Ziff. 9² des Staatsvertrages angestrebt, um dadurch die Anwendung der produktiven Arbeitslosenfürsorge auf die Stickereiindustrie zu ermöglichen. Österreich hat diesem Postulate indessen entgegengehalten, dass der im Vertrag festgelegte Tarif illusorisch würde, wenn die Schweiz einseitig beliebig hohe staatliche Zuschüsse gewähren könnte. Die österreichische Delegation hätte sich höchstens damit einverstanden erklären können, der Schweiz für eine Versuchsperiode von vorläufig 3 Monaten die Anwendung der produktiven Arbeitslosenfürsorge auf die Stickereiindustrie zu gestatten unter der Bedingung, dass die Zuschüsse genau begrenzt worden wären. Es sind über diese Begrenzung Vorschläge gemacht worden, die aber nach Auffassung unserer Experten nicht ausgereicht hätten, um das erstrebte Ziel einer genügenden Angleichung der schweiz. Produktionsfaktoren an diejenigen Vorarlbergs zu erreichen. Die schweizerische Delegation machte diesbezüglich Gegenvorschläge (Ermöglichung von Zuschüssen bis zum Maximum von 15% des Fakturabetrages), die aber von österreichischer Seite zurückgewiesen wurden. Österreichischerseits wird befürchtet, dass wenn die Zuschüsse über 6% des Total-Fakturabetrages gingen, die Konkurrenzfähigkeit Vorarlbergs vollständig in Frage gestellt wäre. Die Meinungsverschiedenheiten der Fachexperten über diesen Punkt waren so gross, dass darüber noch weitere Erhebungen und Verhandlungen

1. *PVCF n° 58 du même jour* (E 1004 1/350). *Pour les instructions, voir d'une part les notes 2 et 3 ci-dessous et le n° 69.*

2. *Pour le texte de l'article 9, cf. n° 69, n. 2.*

gen nötig sein werden, so dass die Frage zurückgestellt werden musste, ebenso auch die damit im Zusammenhang stehende Frage der Herstellung der Tarifgleichheit.

Inbezug auf die übrigen in Ziff. 3 des Bundesratsbeschlusses vom 11. Januar 1935 erwähnten Revisionspunkte³ konnte zwischen den Delegierten eine vorläufige Einigung in dem Sinne getroffen werden, wie dies aus dem beiliegenden Gedächtnisprotokoll⁴ hervorgeht.

Es ergab sich bei den Verhandlungen, dass sich der Konkurrenzkampf zwischen den beidseitigen Stickereiindustrien speziell auf für Indien, Marokko und einige andere Absatzgebiete bestimmte, mit bunter Kunstseide bestickte Langware bezieht, und dass ganz besonders bei diesem Artikel der Konkurrenzkampf dazu geführt hat, dass diese Waren in beiden Ländern zu geradezu ruinösen Bedingungen hergestellt werden. Von österreichischer Seite wurde deshalb die Anregung gemacht, ob nicht für diese und event. auch für einige andere ähnliche Artikel eine Kontingentierung der beidseitigen Produktion vereinbart werden könnte. Die schweizerischen Fachexperten haben erklärt, dass der Gedanke an sich richtig wäre, dass aber seine Durchführung erhebliche praktische Schwierigkeiten bringen werde. Immerhin erklärten sie sich bereit, die Anregung innerhalb ihrer Berufsverbände einer ernsthaften Prüfung zu unterziehen.

Es wurde demgemäss bei den Verhandlungen in Wien vereinbart, dass diejenigen Punkte, über welche man sich noch nicht hatte einigen können, zunächst innerhalb beider Länder durch die Berufsverbände abzuklären seien und dass im Anschluss daran am 28. Januar in St. Gallen die Verhandlungen zwischen den Fachdelegierten und Experten der beiden Staaten weitergeführt werden sollten. Die österreichische Delegation erklärte sich ferner bereit, der Schweiz zu gestatten, schon auf den 1. März 1935 den Staatsvertrag als hinfällig zu betrachten, sofern die weitem Verhandlungen zu keiner Einigung führen sollten. Es wird damit einem Wunsche Rechnung getragen, der insbesondere seitens der schweizerischen Lohnsticker geltend gemacht worden ist und der dahin geht, für die Schweiz möglichst rasch die Möglichkeit zu schaffen, die produktive Arbeitslosenfürsorge auf die Stickereiindustrie zur Anwendung zu bringen. Die Befugnis, gegebenenfalls auf den 1. März 1935 vom Verträge zurückzutreten, musste natürlich auch Österreich zugestanden werden. In diesem Sinne soll durch Notenwech-

3. Im weitem ist bei den Revisionsverhandlungen mit Österreich die Verwirklichung folgender Postulate anzustreben:

a. Verpflichtung Vorarlbergs zur Demolierung weiterer 200 Schiffli- und 200 Handstrickmaschinen.

b. Herstellung der Tarifgleichheit zwischen Vorarlberg und der Schweiz.

c. Herstellung gleicher Arbeitszeitbedingungen in den beiden Konkurrenzgebieten.

d. Verschärfung der Kontrolle über sämtliche im Staatsvertrag enthaltenen Arbeitsbedingungen.

e. Als Nebenpostulate wären anzustreben:

aa. Eine Stichpreiserhöhung im Zusammenhang mit der Tarifangleichung,

bb. Die Einbeziehung weiterer Fabrikationskosten in die staatsvertragliche Regelung.

cc. Die Hebung der sozialen Verhältnisse der vorarlbergischen Arbeiterschaft (*PVCF n° 58 du 11 janvier, E 1004 1/350*).

4. *Non reproduit.*

sel festgestellt werden, dass es so zu halten sei, als ob der Staatsvertrag schon am 1. Dezember 1934 auf 3 Monate gekündigt worden wäre, falls nicht eine Verständigung möglich ist.

Es wird nun Sache der interessierten Fachkreise sein, im Laufe der nächsten Wochen abzuklären, ob die bestehenden Meinungsverschiedenheiten überbrückt werden können.

Gestützt auf diese Ausführungen erlauben wir uns, Ihnen zu unterbreiten den

Antrag,

das eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement habe die Schweizerische Gesandtschaft in Wien zu beauftragen, einen Notenwechsel gemäss dem beiliegenden Entwurf vorzunehmen⁵.

5. *Le 25 janvier, le Conseil fédéral accepte cette proposition du Département de l'Economie publique et le projet de note annexé (non reproduit) (PVCF n° 127 du 25 janvier, E 1004 1/350).*

Le 6 mars suivant, constatant l'échec des négociations, le gouvernement prend acte avec regret que le traité sur la broderie a perdu sa validité à compter du 1^{er} mars, à l'exception des articles 1, 2 et 6 qui restent en vigueur pour la durée primitive du contrat (PVCF n° 401 du 6 mars, E 1004 1/351). Les tentatives autrichiennes de reprendre les négociations l'année suivante se heurtent à une réponse négative de Berne (PVCF n° 1096 du 29 juin 1936, E 1004 1/358).

92

E 7110 1/87

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de
l'Economie publique, W. Stucki*

L

Rome, 24 janvier 1935

Comme suite à ma lettre du 24 décembre dernier¹, relative au discours prononcé, à Aarau par M. le Conseiller fédéral Schulthess², j'ai l'honneur de vous faire savoir que M. le Ministre Ciancarelli, dans une lettre qu'il m'a adressée à la date du 21 janvier, pour me remercier de lui avoir transmis le texte de cet exposé,

1. *Non retrouvé.*

2. *Le 29 novembre; discours consacré aux questions vitales dans le domaine de l'économie politique suisse. Pour E. Schulthess, l'économie suisse doit à tout prix s'efforcer d'accroître ses exportations (Ranimer les exportations, tel est le nœud de tout le problème économique et financier, tel est le moyen de procurer du travail). Pour ce faire, une solution: adapter le mieux possible les conditions de la production en Suisse à celles de l'étranger. Tout en combattant les principes contenus dans l'initiative dite de crise (cf. n° 109, n. 13), ainsi que toute forme de dévaluation, Schulthess se déclare favorable à une baisse des prix et des salaires, en particulier ceux des services publics. Pour un abrégé du texte de ce discours, cf. J.I.6.1/10.*

qu'il a lu avec le plus vif intérêt, m'assure une fois de plus que les Autorités italiennes ne manqueront pas, à l'avenir, de réserver à la Suisse le traitement de «grande bienveillance» dont elles nous ont fait bénéficier dans le passé.

A ce propos, M. Ciancarelli m'écrit ce qui suit:

«Du reste, vous pouvez attester vous-même que les demandes présentées par la Suisse ont obtenu, de notre part, toute la satisfaction voulue dans la presque totalité des cas.»

En ce qui concerne la question de la gestion, par la Suisse, d'une série de contingents, M. Ciancarelli me fait observer que les Autorités fédérales ont adopté, dans ce domaine, un critère identique à celui de l'administration italienne et qu'elles n'ont pas, elles non plus, cru pouvoir accorder à l'Italie une seule administration de contingent, ne serait-ce qu'à titre de réciprocité pour l'exception faite en notre faveur pour les fromages³. Vous voyez que M. Ciancarelli, lui aussi, revient sur cette question de la réciprocité, bien que notre point de vue dans cette affaire lui soit connu, puisque nous avons eu, il n'y a pas longtemps, l'occasion de le lui exposer de la façon la plus claire. (Je me réfère à la lettre que je vous adresse sur cette question aujourd'hui)⁴.

La lettre du Ministre Ciancarelli contient la constatation suivante d'ordre général: Les importations suisses en Italie ont subi, selon les statistiques italiennes, à la fin du mois d'octobre, une contraction de 1,2% par rapport à la période correspondante de l'année 1933, alors que les exportations italiennes vers la Suisse présentent, pour la même période, une diminution du 5.8%.

«Il pericolo dunque — écrit M. Ciancarelli — che la passività della bilancia commerciale svizzera nei confronti coll'Italia si aggravi non trova base nella realtà dei fatti; è il contrario, anzi, che si verifica, onde io oso esprimere la fiducia che, nell'atmosfera amichevole dei reciproci rapporti politici e commerciali, l'Eccellenza Vostra voglia fare ancora una volta appello al Suo Governo perchè alcune nostre domande che ancora si trovano pendenti a Berna, circa le quali il Governo Federale ha assunto un atteggiamento negativo, ricevano favorevole accoglimento».

Nous n'avions pas manqué de fournir à M. Anzilotti les indications que vous aviez eu l'obligeance de nous faire parvenir au sujet des concessions faites par la Suisse en matière de contingentements à l'importation de certains produits provenant d'Italie. M. Anzilotti a cherché à nous démontrer hier que nous étions loin d'avoir répondu aux divers désirs exprimés au nom du Gouvernement italien par la Légation d'Italie à Berne, et il s'est réservé de nous présenter à ce propos un Aide-mémoire circonstancié que je ne manquerai pas de vous faire parvenir en temps utile.

3. Cf. à ce propos la lettre de la Légation de Suisse à Rome à W. Stucki, du 4 septembre 1934 (E 2001 (C) 3/15).

4. Non reproduit.

E 2001 (D) 3/304

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie
L GD

Berne, 24 janvier 1935

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre rapport politique du 18 janvier¹ nous relatant le fort intéressant entretien que vous aviez eu, la veille, avec le Secrétaire d'Etat von Bülow. Nous vous en remercions très vivement.

Nous ne saurions vous dissimuler que la lecture de ce rapport nous a un peu troublés. Le langage de M. de Bülow nous paraît avoir été, d'une façon générale et sur tous les sujets si divers abordés au cours de votre conversation, tellement réticent qu'il est difficile de se défendre de l'idée qu'il avait dans l'esprit des objectifs beaucoup plus complexes que ceux qu'il a laissé entrevoir. Ces réticences obligent à se demander s'il conviendrait de prendre au sérieux les desseins, à première vue tout à fait déraisonnables, que les adversaires les plus acharnés de l'Allemagne prêtent à la politique étrangère du IIIe Reich et dont l'article ci-joint du Journal des Débats² fournit un assez bon exemple. Nous vous serions très reconnaissants de nous dire ce que vous en pensez et de nous aider ainsi à mettre au point une impression dont nous nous rendons fort bien compte qu'elle ne peut répondre à la réalité, évidemment beaucoup plus nuancée, sans parvenir à démêler ce qui est vraisemblable, possible et tout à fait exclu.

La partie de votre conversation avec M. de Bülow qui a trait aux visées pangermanistes sur la Suisse et au prix qu'aurait à nos yeux une déclaration explicite de M. Hitler les désavouant nettement est, naturellement, celle qui a retenu notre plus grande attention³. Comme nous croyons pouvoir admettre que M. de Bülow

1. Cf. n. 3 ci-dessous.

2. Non retrouvé.

3. Il s'agit du passage suivant:

[...] Ich benutzte schliesslich diese rein persönliche Unterhaltung, um eine Anspielung zu machen auf die pangermanistischen Gedankengänge, die hin und wieder, jedenfalls zu oft in deutschen Veröffentlichungen der jüngsten Zeit in mehr oder weniger verhüllter Form zum Ausdruck kommen. Ich fügte bei, dass wenn wir derartige Auslassungen auch nicht ernst nehmen wollten, die öffentliche Meinung in der Schweiz sich dieserhalb doch äusserst empfindlich zeige, namentlich seitdem im Reiche nichts ohne ausdrückliche oder stillschweigende Billigung der Behörden veröffentlicht werden könne. Deshalb sei kürzlich in der schweizerischen Presse sogar der Wunsch laut geworden, es möchte gelegentlich eine nicht misszuverstehende Erklärung über die Unantastbarkeit der schweizerischen Unabhängigkeit von höchster deutscher Stelle abgegeben werden. Dass dieser Gedanke mir selbst von Ihnen, in Ihrem Schreiben ... vom 3. dieses Monats, mitgeteilt worden ist, habe ich für einmal verschwiegen [*Remarque marginale de G. Motta: richtig!*].

Herr von Bülow reagierte denn auch ungewohnt lebhaft auf meine Bemerkung, indem er zu zwei Malen erwiderte, es würde sich hier schwerlich jemand zur Abgabe der gedachten Erklärung bereit finden lassen, da man sich damit lächerlich machen müsste. Ich glaubte, dazu bemerken zu können, dass ich für seine, Bülow's, Entgegnung volles Verständnis habe, immerhin in

connaît notre pays et a pour lui de la sympathie, il nous paraît exclu qu'il n'ait pas compris que l'indépendance et la neutralité de la Suisse sont dans l'intérêt de l'Allemagne comme de tous les autres Etats de l'Europe. Nous nous refusons donc à attribuer sa réaction assez décevante au souci de ne pas compromettre la réalisation plus ou moins prochaine d'un objectif impérialiste. Il nous paraît, en revanche, assez plausible que, dans les conjonctures actuelles, l'Office allemand des Affaires étrangères se trouverait embarrassé pour faire admettre aux dirigeants du parti national-socialiste et à M. Hitler lui-même l'opportunité d'exclure formellement la Suisse allemande des territoires revendiqués par les pangermanistes extrémistes et désirerait éviter d'ouvrir une controverse interne sur ce sujet. Cette explication ferait comprendre jusqu'à un certain point la vivacité inattendue dont votre interlocuteur a fait preuve. Elle concorde, d'ailleurs, avec notre sentiment que, sur ce point si important, il convient d'être circonspect et de ne pas risquer, en insistant au mauvais moment, un échec qui irait à fin contraire du but poursuivi.

Bien que la réponse de M. de Bülow nous engage à redoubler de prudence à cet égard, nous ne pouvons nous cacher pourtant que les visées sur la Suisse que caressent ouvertement, en Allemagne, des milieux pangermanistes que nous voulons croire sans réelle influence pèsent beaucoup plus lourdement qu'on ne paraît s'en rendre compte à Berlin sur les relations germano-suisse. C'est certainement à la manifestation réitérée de telles tendances que l'on doit attribuer pour une large part la méfiance à l'égard du IIIe Reich qui va sans cesse croissant dans l'opinion et dans la presse suisses et il nous semble clair qu'il serait vain d'espérer une détente tant que le Führer du national-socialisme n'aura pas coupé court à des tendances qui constituent une menace directe pour notre indépendance.

Nous n'oublions pas que MM. Goebbels et von Neurath ont fait au soussigné, le 26 septembre 1933, des déclarations rassurantes, auxquelles nous avons donné la publicité nécessaire⁴. Mais, d'une part, ces déclarations n'ont pas mis fin, en Allemagne, à l'état d'esprit qui est pour beaucoup de Suisses une source constante d'inquiétude et, d'autre part, les événements ont si clairement montré que M. Hitler ne se gênait pas de désavouer ses porte-parole les plus autorisés, que la valeur des apaisements qui nous ont été donnés s'en trouve singulièrement amoindrie.

Sans vouloir nous fixer un délai pour la réalisation de cet objectif et sans nous départir de la circonspection indispensable, nous devons donc continuer à nous assigner pour but d'amener à la prochaine occasion favorable le chef du Gouvernement allemand à prendre position contre les pangermanistes et à déclarer nettement que le national-socialisme respectera l'indépendance et la neutralité de la Suisse⁵. Nous vous serons reconnaissants de continuer à travailler dans ce sens et nous chercherons de notre côté à seconder vos efforts par le canal de la Légation d'Allemagne à Berne.

der bestimmten Erwartung, dass sich nichts zutragen werde, das ein Verlangen unsererseits nach einer amtlichen Versicherung wie die erwähnte rechtfertigen sollte. Damit schien mir der Weg zu Vorstellungen wegen allfälliger Veröffentlichungen oder Reden gebührend vorbereitet. [...] (E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 36).

4. Cf. *DDS vol. 10, n° 336*.

5. Cf. *n° 124*.

E 2001 (C) 5/160

*Le Consul général et Chargé d'affaires de Suisse en Chine, E. Lardy,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L

Shanghai, 25 janvier 1935

Le Consulat de Suisse à Canton m'a envoyé copie du rapport qu'il vous a adressé le 31 décembre dernier¹, pour vous annoncer qu'il avait remis plusieurs recommandations au chef d'une mission militaire cantonaise chargée par le Maréchal Chen Chai-tong d'achats d'armes en Europe.

La lettre de M. Spalinger est intéressante parce qu'il semble en ressortir que la mission dont il s'agit se rend en Europe en dehors de toutes instructions du Gouvernement central de Nankin. Tout paraît indiquer que nous assistons à la continuation de l'important trafic d'armes plus ou moins clandestin avec les chefs militaires du Sud, auquel les usines françaises et belges avaient, ces dernières années, plus spécialement participé. [...]

Ainsi que je vous l'avais écrit, les Autorités françaises tolèrent ce trafic d'armes, auquel la Banque de l'Indochine accorde son entremise et que la Légation et les Consuls de France appuient de leur côté. Les profits, comme l'affaire Ott² l'a démontré, en valent la peine. Vous noterez que la maison de commerce de notre Consul semble vouloir s'intéresser directement; Spalinger & Co, cela paraît clair, cherchent, par leurs recommandations, à s'assurer l'agence de nos manufactures pour le trafic d'armes à Canton. Je ne sais quelles sont les vues du Conseil Fédéral au sujet du trafic d'armes³; notre Parlement a l'air de le désapprouver et c'est pourquoi, tout en recevant avec intérêt les agents de Neuhausen ou d'Oerlikon quand ils passent à Shanghai⁴, je me suis tenu jusqu'ici à l'écart de leur propagande, même quand elle se faisait à Nankin. C'est ainsi qu'en juillet dernier, j'ai trouvé un prétexte pour refuser d'assister à des tirs démonstratifs contre avions, organisés à Nankin par une de nos fabriques.

Je ne vous écris pas pour vous demander de contrecarrer les velléités de M. Spalinger; chacun cherche à vendre des armes ici et, jusqu'à présent, les Autorités suisses m'ont semblé laisser les mains libres à nos exportateurs; j'ai voulu simplement rappeler la situation à votre attention et vous demander de me renseigner si possible, en quelques mots, sur vos vues et vos intentions⁵.

1. Cf. annexe I au présent document.

2. Cf. n° 26.

3. Cf. rubrique VI: *La Suisse et l'exportation d'armements*.

4. Cf. DDS vol. 10, nos 75 et 111.

5. Cf. lettre du DPF au Consulat de Suisse à Canton, dont une copie est transmise au Consulat général de Shanghai: annexe II au présent document.

ANNEXE I

E 2001 (C) 4/52

*Le Consul de Suisse à Canton, U. Spalinger,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L Vertraulich

Canton, 31. Dezember 1934

Der Sekretär von Marshall Chen Chai-Tong in Canton schreibt mir unter dem Datum vom 31. Dezember 1934 wie folgt:

«Under the instruction of Marshal Chen Chai-tong I take liberty to convey to you the following message.

The Marshal has decided to send his Deputy Chief of Staff, Lieut. General Tu Yi-ch'ien together with about eleven staff officers to Europe on an informal mission for the purpose of studying modern developments on the line of military affairs. During their stay in Europe Gen. Tu and some of his officers wish to pay an unofficial visit to your country and to especially visit military organizations and factories or military demonstrations to which foreign officials may be permitted to see.

The Marshal's idea is that these officers should learn something from the country they visit which will be of some use to China. He desires me to say that he will appreciate very much if you will be good enough to facilitate their visits in order to make them successful.»

Auf diese Anregung fühlte ich mich bewogen ein Einführungs-schreiben laut einliegender Abschrift zu Händen von General-Lieutenant TU YI-CH' IEN an Sie zu richten.

Gen. Lt. Tu, mit dem ich hier seit Jahren in gutem Einvernehmen stehe, ist ein ziemlich einflussreicher Mann bei Einkäufen von Kriegsmaterial für Südchina. Er scheint besonders auf Geschäfte mit Schneider-Creuzot eingestellt zu sein und wird vom hiesigen französischen Konsulat und der Banque de l'Indochine dabei vielfach unterstützt. Ich finde es daher für angezeigt, dass er, mit Rücksicht auf die schweiz. Export-Industrie auch in die schweizerischen Werke eingeführt werden sollte.

Zu Ihrer Wegleitung möchte ich Sie informieren, dass meine Firma (U. Spalinger & Co., S. A.) Herrn General-Lieutenant Tu Einführungs-Schreiben an die Schweizerische Industrie Gesellschaft Neuhausen und an die Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon mitgeben wird und wäre ich Ihnen verbunden wenn Sie in dieser Richtung Ge. Lt. Tu an zuständiger Stelle beim Militärdepartement einführen wollten und das Militärdepartement veranlassen könnten die notwendigen Schritte zu unternehmen damit Gen. Lt. Tu einen Einblick in die schweizerische Fabrikation bekommt zu Gunsten der oben genannten Unternehmen.

ANNEXE II

E 2001 (C) 4/52

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, M. de Stoutz,
au Consul de Suisse à Canton, U. Spalinger*

Copie

L HS

Berne, 5 mars 1935

Par lettre du 31 décembre 1934⁶, vous avez bien voulu nous faire savoir qu'une mission militaire cantonaise, dirigée par le lieutenant-général Tu Yi-ch'ien, allait venir en Europe et que vous l'aviez munie de lettres d'introduction pour les entreprises de Neuhausen et d'Oerlikon.

6. Cf. annexe I au document principal.

Nous n'avons pas manqué de porter ces informations à la connaissance du Département militaire fédéral⁷. Ce Département nous a répondu⁸ qu'il renoncerait pour sa part à servir d'intermédiaire à la mission dont il s'agit et nous a exposé sa manière de voir comme il suit:

«Wir kommen durch diese neue Korrespondenz zu der Auffassung, dass es bestimmt besser wäre für die chinesische Mission, eine offizielle Anmeldung durch die chinesische Gesandtschaft in Bern zu verlangen, wenn wir irgendwelche Schritte unternehmen sollen wie Besichtigung der Regiewerkstätten oder Empfehlungen bei Neuhausen und Oerlikon.

Was das letztere anbelangt, so sind wir der Überzeugung, dass die chinesischen Offiziere auch ohne uns den Weg zu den genannten Firmen finden, denn diese letzteren sind im allgemeinen über die Geschäftsmöglichkeiten weit besser orientiert wie wir und haben ja auch verschiedentlich ihre Vertreter nach China gesandt, wobei mit Bestimmtheit anzunehmen ist, dass sie an verschiedenen Orten auch durch ortsansässige Firmen vertreten sind.

Es besteht ja kein Zweifel darüber, dass es der Industrie gleichgültig ist, wer ihre Produkte übernimmt, wenn er nur bezahlt. Dass sich Europa damit successive selbst ruiniert, dürfte wohl ziemlich einleuchtend sein, aber warum wollte ein Land von gewinnbringenden Geschäften Abstand nehmen, wenn dieses ohne jeden Skrupel von anderen Ländern, zweifellos in vielen Fällen mit direkter oder indirekter Unterstützung der Regierung gemacht werden. Zweifellos herrscht heute mehr denn je die Devise: «Après nous le déluge!» aber dennoch vertreten wir die Auffassung, offiziell soll man die Finger von solchen Sachen lassen oder sich nur dann damit befassen, wenn sie auch nach aussen ein absolut korrektes Bild ergeben.»

Nous partageons entièrement cette manière de voir. Vous n'êtes probablement pas sans savoir que le gouvernement de Nankin a édicté, en effet, des règles strictes pour l'importation des armes. On nous a, d'ailleurs, demandé, par la voie diplomatique, de contrôler les exportations suisses à destination de la Chine⁹. L'absence d'une législation nationale ne semble guère nous permettre d'assurer un tel contrôle sur les envois des entreprises privées. Nous estimons en revanche, dans ces conditions, devoir éviter d'entrer officiellement en relations avec des personnalités dont il n'est pas certain que l'activité soit conforme aux vues du gouvernement central.

7. Par lettre du 12 février.

8. Par lettre du 26 février.

9. Cf. note de la Légation de Chine à Berne au DPF, du 28 avril 1934, partiellement reproduite au n° 99, n. 2.

95

E 2200 Paris 8/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant¹*

L GD
Confidentiel

Berne, 4 février 1935

Pour faire suite à notre lettre du 1^{er} février², nous avons l'honneur de vous informer, à titre strictement confidentiel, que M. Dinichert a eu, avec le Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères du Reich, au sujet d'une éventuelle participation de

1. Une lettre identique est adressée aux Ministres de Suisse à Berlin et Rome.

2. Non reproduit.

la Suisse au pacte de non-immixtion issu de l'entretien entre MM. Mussolini et Laval, une conversation dont il nous a rendu compte en ces termes :

« M. von Bülow revint alors aussitôt au thème autrichien et me répéta qu'on attacherait ici réellement beaucoup de prix à voir participer la Suisse aux engagements à prendre vis-à-vis de l'Autriche. Je répliquai non moins rapidement et expliquai à nouveau que les raisons de la non-participation de la Suisse à un pacte de non-immixtion politique, que ce soit à l'égard de l'Autriche ou de n'importe quel autre pays, étaient cependant aussi évidentes que décisives. M. von Bülow n'en disconvint pas, mais m'informa, ce que j'ignorais, qu'il était maintenant question d'ajouter aux clauses proprement politiques des précautions de nature plutôt policière obligeant, réciproquement, chacun des Etats contractants à s'abstenir de favoriser ou tolérer sur son territoire la préparation de tous actes de terrorisme à accomplir sur le territoire d'un des autres participants à l'accord. A titre d'exemple, l'attentat de Marseille³ fut cité. M. von Bülow exprima l'avis qu'il ne paraissait pas y avoir d'empêchement absolu pour la Suisse à s'associer à une telle entente. Aussi me confirma-t-il que le gouvernement allemand venait de saisir les gouvernements français et italien de la proposition de chercher à obtenir l'adhésion de la Grande-Bretagne et de la Suisse à des engagements de nature policière, selon son expression. Insuffisamment informé, je m'abstins d'exprimer un avis sur l'attitude possible de la Suisse, me bornant à observer qu'il ne s'agirait, peut-être, plus pour elle de sa neutralité, mais d'autres droits fondamentaux, comme celui d'accorder l'asile.

Une vue claire ne pourrait se dégager que de la connaissance des textes. A une allusion de ma part, M. de Bülow répondit que les formules étaient encore en discussion. Je vais voir s'il y a moyen pour moi d'en apprendre davantage ici. Peut-être possédez-vous déjà des informations plus précises. S'il en était ainsi, je vous serais reconnaissant de tout éclaircissement. »

Nous avons répondu à M. Dinichert que les déclarations de M. de Bülow nous causaient un peu de surprise, car les renseignements qui nous sont parvenus jusqu'ici ne nous avaient nullement donné l'impression que l'on insérerait dans ce pacte des clauses de caractère policier visant à empêcher la préparation d'actes de terrorisme. La question de la répression du terrorisme paraissait, au contraire, devoir faire l'objet d'un accord tout à fait distinct dont le Gouvernement français a pris l'initiative de proposer les bases au Conseil de la Société des Nations et qui doit faire l'objet d'une étude de la part d'une commission de spécialistes dans laquelle la Suisse sera représentée.

Ainsi que M. Dinichert l'a fort clairement donné à entendre à M. de Bülow, le Conseil fédéral préférerait de beaucoup que le pacte de non-immixtion se conclue en dehors de la Suisse. Nous nous sommes félicités que les initiateurs de ce pacte fussent spontanément arrivés à la conclusion que notre concours n'était pas nécessaire. Si leur manière de voir à cet égard devait se modifier par la suite, nous ne pouvons préjuger de la décision qui serait prise, car elle dépend de trop d'inconnues et, notamment, de la portée des engagements qu'il s'agirait d'assumer.

3. Le 9 octobre 1934, où périrent le roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie et le Ministre français des Affaires étrangères, L. Barthou.

Le seul point qui nous paraisse hors de discussion est que le Conseil fédéral ne prendra, dans cette question fort délicate, l'initiative d'aucune démarche.

Une attitude de tranquille expectative est, par conséquent, de mise, et nous vous recommandons d'éviter tout ce qui pourrait éveiller une impression différente. Toutefois, s'il vous était possible d'obtenir discrètement des précisions sur les démarches faites, le 31 janvier, par les Ambassadeurs d'Allemagne à Paris et à Rome, ainsi que sur l'introduction dans le pacte de non-immixtion de stipulations non envisagées dans le procès-verbal du 7 janvier, nous vous serions reconnaissants de nous en faire part afin de nous aider à voir clair dans l'imbroglio assez complexe qui semble se nouer autour de nous⁴.

4. *En marge du compte rendu de Wagnière sur sa conversation avec l'Ambassadeur du Reich en Italie, Motta note: Il faut bien constater que l'intérêt du Gouvern.[ement] de l'Allemagne pour une «participation» de la Suisse est peu défendable. 7. 2. 35 (lettre du 5 février, E 2001 (C) 4/116).*

96

E 2001 (C) 4/41

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Istanbul, H. Martin¹*

Copie
L GD
Egypte

Berne, 6 février 1935

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 2 février² concernant l'organisation de la Légation de Suisse au Caire et nous vous en remercions.

Nous sommes entièrement d'accord avec votre intention de vous embarquer le 25 février à destination de l'Égypte afin d'arriver au Caire le 1^{er} mars, et de vous faire accompagner par Mlle Thommen.

Nous ferons en sorte que vos lettres de créance et l'instrument de ratification du traité d'amitié du 7 juin 1934³ vous parviennent à Istanbul avant votre départ.
[...]

1. *Un billet de M. de Stoutz destiné à G. Motta, non daté, est annexé à la copie de cette lettre restée au DPF. En voici le texte:*

Cette lettre, si vous estimez pouvoir la signer, causera sans doute une assez vive déception à M. Martin, qui, visiblement, n'a pas abandonné l'espoir de conserver son quartier général à Istanbul, tout en assumant la direction effective *et* au Caire *et* à Ankara, quoique sa lettre ne soit pas tout à fait explicite à cet égard. Mais ne serait-il pas indispensable que M. Martin accepte — comme nous le demandons de M. de Weck — le principe de son autorité purement nominale sur le poste où il ne résidera pas, et se résigne — pour ne pas rester tout seul à Istanbul — à fixer sa résidence au poste qu'il continuera à diriger effectivement?

Remarque de Motta sur le billet de M. de Stoutz: Entièrement d'accord. 7. 2. 35.

2. *Non reproduit.*

3. *Cf. n° 47, n. 2.*

Etant acquis que vous n'envisagez pas de vous installer au Caire et prévoyez que votre séjour en Egypte pourra être réduit aux quelques mois strictement nécessaires à l'organisation de la Légation, nous prenons nos mesures pour envoyer promptement au Caire un Conseiller de Légation qui gèrera durablement ce poste en qualité de Chargé d'Affaires ad intérim. Selon notre pratique en pareil cas, ce Chargé d'Affaires correspondra directement avec nous et sera, dès son installation en cette qualité, seul et durablement responsable vis-à-vis de nous de la gestion de la Légation de Suisse en Egypte. Vous ne resterez donc accrédité au Caire que pour des besoins de forme et de courtoisie et vous vous trouverez ainsi complètement déchargé des soucis de ce nouveau poste, où vous ne serez plus appelé à vous rendre que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles.

En choisissant la Turquie de préférence à l'Egypte, vous nous délivrez des scrupules que, tout en acceptant volontiers l'idée de vous voir vous consacrer dorénavant à un champ d'activité nouveau et peut-être plus vaste, nous éprouvions vis-à-vis du Gouvernement turc qui aurait pu trouver vexant de vous voir pratiquement remplacé par un Chargé d'Affaires. Nous nous félicitons de ce choix qui démontre votre fidélité aux nombreuses amitiés que vous avez su nouer dans votre poste actuel où vous avez fort bien réussi et auquel nous comprenons que vous demeuriez attaché.

Il est bien entendu que la décision que vous avez prise implique que vous transporterez, dès l'automne prochain, votre résidence à Ankara. Il ne saurait, en effet, se justifier plus longtemps que votre installation principale restât fixée à Istanbul. Nous vous prions, en conséquence, de prendre dès maintenant vos mesures à cet effet et, en particulier, de dénoncer votre bail pour le 1^{er} octobre.

[...]

97

E 2200 Paris 8/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant¹*

L GD

Berne, 9 février 1935

Pour faire suite à notre lettre du 7 février², nous avons l'honneur de vous faire connaître que le Ministre d'Allemagne est venu nous exposer, de la part de son Gouvernement, que les Ambassadeurs d'Allemagne à Rome et à Paris³ avaient effectivement été chargés de poser aux Gouvernements français et italien quelques questions touchant la portée du pacte de non-immixtion et que l'une de ces questions avait la portée suivante:

1. Une lettre identique est adressée aux Ministres de Suisse à Berlin et Rome.

2. Non reproduit.

3. Cf. les lettres des Ministres de Suisse à Paris (E 2200 Paris 8/1) et à Rome (E 2001 (C) 4/116) à Motta, le 5 février.

«Quels sont les points de vue qui ont prévalu dans le choix des Etats auxquels il est proposé de participer au pacte de Rome? Ne serait-il pas «ratsam» d'inviter également la Suisse à participer aux conversations et d'envisager l'adhésion de la Grande-Bretagne à un tel pacte?»

Des explications qui nous ont été fournies par M. de Weizsäcker, il ressort qu'alors que le protocole du 7 janvier 1935 prévoit «l'engagement mutuel de ne susciter ni favoriser aucune agitation, propagande ou tentative d'intervention ayant pour but de porter atteinte par la force à l'intégrité territoriale, ou de transformer par la force le régime politique ou social d'un des pays contractants», le Gouvernement allemand a eu en vue un engagement de même portée mais de caractère positif consistant à réprimer «toute agitation, propagande ou tentative d'intervention etc.» et qu'il aurait vu un certain intérêt à ce qu'un engagement positif de cette nature fût assumé par tous les voisins de l'Allemagne, y compris la Suisse. Cette explication est de nature à rendre plus compréhensible que l'on ait songé, à Berlin, à trouver opportun de nous voir participer à un pacte qui ne fait qu'énoncer des principes qui sont évidents pour un Etat perpétuellement neutre.

M. de Weizsäcker a insisté à plusieurs reprises de la façon la plus catégorique sur le fait que sa démarche avait un caractère purement informatif et qu'il n'était chargé ni de demander, ni même de suggérer quoi que ce fût au Conseil fédéral. Nous l'avons vivement remercié de cette communication qui nous met particulièrement à l'aise et nous permet de considérer comme écartée la désagréable éventualité d'une démarche insistant pour nous amener à participer au pacte de non-immixtion⁴.

4. Le doute toutefois subsiste dans l'esprit des diplomates suisses sur le sens de la manœuvre allemande. Cf notamment la lettre de Motta à Dinichert du 20 février (E 2200 Paris 8/1).

98

E 7110 1/109

*Entretien concernant le traité de commerce avec la Pologne*¹

No

Handelsabkommen mit Polen, Zölle, Kontingente

Bern, 20. Februar 1935

Min. *Modzelewski* wirft die Frage auf, ob und auf welche Weise der gegenseitige Warenverkehr Schweiz—Polen ausgebaut werden könnte. Der gegenwärtige Zustand befriedige Polen nicht ganz, da seine Handelsbilanz mit der Schweiz passiv sei. In der Durchführung des bestehenden Abkommens² seien gewisse Punkte, die Polen zu beanstanden habe. So z. B. die schweizerischerseits bei der Erteilung von Einfuhrbewilligungen für polnische Sperrholzplatten gestellte Bedingung

1. Notice rédigée par F. Bauer. L'entretien réunit du côté polonais le Ministre J. de Modzelewski et le baron Battaglia et le Ministre W. Stucki et F. Bauer du côté suisse.

2. Cf. n° 11 + A.

des Inlandskaufs im Verhältnis von 3 : 1 (früher 1 : 1). Diese Bedingung erschwere den Export aus Polen und drücke die Preise.

Min. Stucki erklärt, dass die Vertragslage in dieser Beziehung eindeutig und klar sei. Die Bedingung des Inlandskaufes ist durch eine besondere vertrauliche Note vom 3. II. 34³ grundsätzlich festgelegt. Die Begründung in Bezug auf die Preisfrage scheint nicht einwandfrei. Jedenfalls wird das polnische Kontingent in Sperrholzplatten vollständig ausgenützt. Verhandlungen in dieser Frage könnten höchstens im Rahmen allgemeiner Unterhandlungen geführt werden.

Min. Modzelewski greift dann die Frage der 6-Monatskontingente auf und vertritt die polnische Ansicht, dass Artikel 4 des Kontingentabkommens⁴ in diesem Falle nicht anwendbar sei, da diese Kontingente im Abkommen, allerdings nur für 6 Monate, besonders genannt sind, während Artikel 4 sich nur auf die nicht besonders genannten Positionen bezieht.

Min. Stucki erklärt, dass diese Auslegung des Willens der Vertragspartner nicht annehmbar sei. Das Kontingentabkommen enthalte einerseits spezielle Kontingente für die die Schweiz besonders interessierenden Positionen, anderseits eine Generalklausel, die für *alle* Positionen ein Kontingent garantiert und dadurch keine Position, in der früher eine Einfuhr stattfand, ohne Einfuhrkontingent lässt. Die 6-Monatskontingente wurden auf diese Frist beschränkt, weil damals die Meinung vorherrschte, dass innerhalb dieser Frist eine zweite Etappe der Verhandlungen stattfinden werde. Es geht aber nicht an, für Kontingente, die für die Schweiz von besonderem Interesse sind, nicht einmal die eingeschränktere Garantie des Art. 4 gelten zu lassen.

Wenn Polen die 6-Monatskontingente als absolut verfallen erklärt, so entspricht dies nicht einer loyalen und sinngemässen Vertragsauslegung.

Die Schweiz hat noch eine ganze Reihe von Beanstandungen auf die Durchführung des Zusatzabkommens durch Polen: so u. a. die Anstände bei der Einfuhr von Maschinen gemäss vertraglichen Maschinennoten, wo Polen nur die den Abbildungen *genau* entsprechenden Maschinen zulässt, während Ziffer 5 der Note für die nicht elektrischen Maschinen⁵ ausdrücklich erwähnt, dass das mit der Maschine zu erreichende Arbeitsresultat als massgebend gelten solle.

Ferner die Nicht-Erneuerung der befristeten Chemiezölle. Die provisorische Antwort des Handelsministeriums in Warschau, dass Polen diese Zölle nicht «erhöht» habe, sei nicht stichhaltig.

Herr *Battaglia* bemerkt, dass diese Antwort des Handelsministeriums *vorläufig* sei, er hoffe, die Angelegenheit könne geregelt werden.

Im übrigen werde der Handelsvertrag Polen—England, der auf 1. März oder 1. April in Kraft treten dürfte, der Schweiz grosse Vorteile für ihren Export bringen. Dann könnte vielleicht in gemeinsamen Verhandlungen doch die Möglichkeit weiterer schweizerischer Konzessionen gefunden werden.

Als Waren, die in Betracht kommen könnten, erwähnt er z. B. gewisse Holzarten (Föhren, Eichen), die in Polen in besserer Qualität erhältlich seien als in anderen Staaten. Dann Wollstoffe und Wollgarne, Geflügel etc.

3. *Non reproduit.*

4. *Cf. annexe au n° 11.*

5. *Non reproduit.*

Min. Stucki weist darauf hin, dass in den polnischen Kompensationswünschen eben darin die Schwierigkeit für die Schweiz liege, dass diese Einfuhren entweder die notleidende einheimische Erzeugung belasten oder aber dann unseren Verkehr mit anderen, namentlich Clearingstaaten. In solchen Positionen seien Kompensationen nicht möglich.

Das Gleiche gilt für das von *Min. Modzelewski* erwähnte *Reiseabkommen*. Abgesehen davon, dass im Jahre 1934 laut Statistik nur 5256 Polen mit 32188 Logiernächten die Schweiz besuchten und somit ein solches Abkommen eigentlich für die Schweiz nicht allzu grosses Interesse bietet, so wäre eine Kompensation dieses Verkehrs mit zusätzlichen Kontingenten nur möglich mit Waren, die die Schweiz ohne Schaden der einheimischen Produktion und ihres Verkehrs mit Drittstaaten zulassen könnte.

Zusammenfassend wird vereinbart, zunächst das Inkrafttreten des polnisch-englischen Handelsvertrages abzuwarten, worauf dann Polen vielleicht seine Wünsche bekanntgeben könnte. Inzwischen aber möchte *Min. Stucki*, bevor die Schweiz irgendwelche Erweiterungen des bestehenden Abkommens in Erwägung ziehe, um eine vollständige und loyale Durchführung des Zusatzabkommens vom 3. II. 1934 ersuchen⁶.

6. *Le 9 mai, le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Varsovie, A. de Claparède, écrit à la Division du commerce du Département de l'Economie publique:*

Bezugnehmend auf unseren Briefwechsel betreffend die Kompensationskontingente für die Waren der früheren 6-Monats-Kontingente, beehre ich mich, Sie zu benachrichtigen, dass mir soeben eine Mitteilung des Handelsministeriums zukommt, wonach dieses einverstanden ist, diese Kontingente bis 31. Oktober I.J. offen zu halten (E 7110 1/110).

99

E 27, Archiv-Nr. 19354

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

L HS

Berne, 21 février 1935

En nous référant à notre correspondance antérieure, relative aux exportations d'armes et de matériel de guerre à destination de la Chine, nous avons l'honneur de vous remettre, sous ce pli, copie d'une note de la Légation de Grande-Bretagne¹.

1. *Le contenu de cette note, datée du 12 février (E 2001 (C) 5/160), est résumé dans la suite de la lettre de Motta.*

Comme vous le constaterez, la Légation nous expose les résultats de l'enquête à laquelle son gouvernement a procédé à ce sujet. Tous les Etats auprès desquels des démarches avaient été entreprises, à l'exception de la Belgique, ont répondu de manière à donner satisfaction à la Grande-Bretagne. Le gouvernement belge s'est montré toutefois disposé à exercer également un contrôle sur les exportations d'armes à destination de la Chine dans le cas où tous les autres pays intéressés prendraient des mesures identiques et les appliqueraient effectivement.

Par ordre de son gouvernement, la Légation appelle notre attention sur la situation et nous demande d'abord si nous ne pourrions pas prendre, nous aussi, des mesures assurant l'application aux exportations provenant de notre pays de la procédure établie par le gouvernement chinois².

La Légation fonde son argumentation en particulier sur le fait que le Conseil fédéral a pu décréter l'embargo sur les armes à destination de la Bolivie et du Paraguay³ et semble s'étonner de ce que des mesures du même ordre ne puissent être prises dans le cas présent. Elle oublie manifestement qu'il s'agissait, dans le cas de la Bolivie et du Paraguay, de mesures prises à l'égard d'Etats belligérants en accomplissement des devoirs de solidarité internationale auxquels nous oblige notre qualité de membre de la Société des Nations. Le cas de la Chine est entièrement différent. L'affaire dont il s'agit n'a pas été soumise, en effet, à la Société des Nations et la Chine n'est pas actuellement en état de guerre.

Nous vous serions obligés en tout état de cause, de bien vouloir examiner la demande britannique et nous faire part de votre manière de voir⁴.

2. Cf. note de la Légation de Chine à Berne au DPF, du 28 avril 1934:

... en ce qui concerne l'importation en Chine des armes, munitions, avions, quelconques et de toutes catégories, elle doit toujours se faire sous le strict et absolu couvert d'un permis d'importation spécial et spécifiquement détaillé, délivré par les Autorités compétentes du Gouvernement central ou du Ministère des Affaires Militaires chinois, et dûment légalisé par la Légation de Chine accréditée auprès du pays exportateur.

Toute importation quelconque de cette catégorie de marchandises étant formellement interdite, lesdites marchandises non accompagnées de leur permis d'importation correspondant seront saisies et confisquées par les Autorités chinoises en territoires et eaux territoriales de la Chine (E 2001 (C) 5/160).

3. A l'occasion de la guerre du Chaco. Cf. annexe au n° 186, n. 16.

4. Cf. réponse du Chef du DMF, Minger, à Motta, du 6 mars:

In Beantwortung Ihres Schreibens vom 21. Februar 1935 erlauben wir uns zunächst, auf unsere Ausführungen vom 22. August 1934 [E 2001 (C) 5/160] in der gleichen Frage zu verweisen. Wir halten daran fest, dass zur Zeit die gesetzliche Grundlage fehlt, um für den Waffen- und Munitionsrapport das von der Nanking-Regierung verfügte Verfahren bei uns zu erzwingen. Mit Recht haben Sie gegenüber der Darstellung in der englischen Note den Unterschied zum Ausfuhrverbot nach Bolivien-Paraguay erwähnt. Es darf übrigens darauf verwiesen werden, dass die Widerstände, die einer Regelung dieser Fragen auf internationalem Boden entgegenstehen, in unverminderter Stärke weiterdauern. Die vor kurzem wieder aufgenommenen Verhandlungen in Genf zeigen nur zu deutlich, dass die Aussichten auf eine baldige Einigung offenbar sehr gering sind.

Der Entwurf einer gesetzlichen Regelung bei uns ist in Arbeit, vorläufig aber scheint uns die Grundlage zu besondern Verfügungen betreffend die Waffen- und Munitionsausfuhr nach China zu fehlen (E 2001 (C) 5/160).

E 7110 1/87

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Rome, E. Broye,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de
l'Economie publique, W. Stucki*

L

Rome, 23 février 1935

Nous vous avons tenu au courant des démarches que nous avons faites ces derniers jours auprès de M. le Ministre Ciancarelli et auprès de M. Anzilotti en vue de défendre nos intérêts à l'égard des dispositions du décret ministériel du 16 février 1935¹. Nous attendons depuis hier matin d'être convoqués au Ministère des Corporations pour prendre connaissance des dispositions qui auront été prises à l'égard des importations provenant de Suisse.

Nous sommes harcelés de correspondances, de téléphones et de visites d'importateurs italiens et d'industriels suisses vivement préoccupés, et non sans raisons, par la situation actuelle. Comme vous le savez, nous faisons tout notre possible pour aboutir, dans le plus bref délai, à une solution favorable des difficultés en présence desquelles nous nous trouvons. Nous devons absolument obtenir les plus grandes facilités possibles et je crois que, le cas échéant, nous pourrions mettre en pratique notre menace d'interdire l'importation italienne jusqu'à ce que le Gouvernement Royal soit revenu à la raison.

Ainsi que nous avons eu l'occasion de vous le dire, nous avons l'impression que des mesures sévères de rétorsion sont le seul langage que comprendra le Gouvernement italien. Il n'est pas inutile de relever ici, pour résumer la situation, que le grand obstacle qui se présente sur notre chemin est constitué par le Ministère des Finances². Nous sommes convaincus que le Ministère Royal des Affaires Etrangères et le Ministère des Corporations font de leur mieux pour trouver une solution raisonnable, et nous avons l'impression qu'il existe une profonde divergence de vues en matière de politique économique entre les deux premiers Ministères précités et le Ministère des Finances. — Les dispositions qui font l'objet du décret-loi du 16 février 1935 ont éveillé non seulement à l'étranger, mais en Italie même un profond mécontentement. Un très haut fonctionnaire, avec lequel nous avons eu une conversation mercredi, a en somme assez bien résumé le point de vue général en nous disant, pour se «sfogare», ainsi qu'il l'a déclaré lui-même: «A quoi sert à un pays d'équilibrer sa balance commerciale si, pour atteindre ce but, il doit ruiner la population?» «Je préférerais», a-t-il ajouté, «avoir une balance passive et savoir que j'ai derrière moi un peuple d'individus prospères». Les mesures que prend l'Italie pour défendre la lire, — car c'est à ceci que se réduit le problème —, sont des mesures presque désespérées qui ont fait une fort mauvaise impression à l'étranger et qui menacent sérieusement la stabilité des banques.

1. Assujettissant à une licence d'importation du Ministère des Finances, toutes les marchandises, avec quelques rares exceptions, en provenance de l'étranger.

2. Depuis le 24 janvier, P. Thaon di Revel a remplacé G. Jung à la tête de ce ministère.

Vous vous souviendrez qu'à la fin de l'année passée, nous n'avions guère lieu de nous plaindre du traitement qui nous avait été réservé en matière de contingentements. Nous avons un peu espéré que les bonnes dispositions dont le Gouvernement italien avait fait preuve à notre égard se prolongeraient en 1935. Les retards apportés par le Ministère des Corporations dans les réponses aux questions que nous avons soulevées (augmentations de contingentements, gestion des contingentements par la Suisse, importation des produits semi-travaillés de cuivre, importation des machines Bühler, etc.) s'expliquent par le fait qu'aucune disposition ne pouvait être prise pendant la période de préparation du fameux décret ministériel du 16 février qui, à son tour, vient compliquer encore notre situation.

Contrairement à nos habitudes, je ne vous cache pas que nous sommes assez pessimistes en ce sens que nous prévoyons de grandes difficultés pour obtenir ce que nous voulons. Néanmoins, nous continuons nos efforts et nous espérons aboutir dans un délai raisonnable à une solution favorable de toutes ces difficultés.

*P. S.*³: Nos impressions pessimistes sont quelque peu modifiées à la suite de notre entretien de ce jour avec M. le Ministre Ciancarelli qui a fait l'objet de notre message téléphonique de tout à l'heure

3. Ajouté à la main et signé par C. Rezzonico.

101

E 2001 (C) 4/56

Notice sur la situation des Suisses à l'étranger (France-Allemagne)¹

No

Berne, 7 mars 1935

I.

Statistique: Depuis quelques mois le nombre des Suisses contraints du fait de leur nationalité à revenir au pays accuse une progression constante. Il est difficile de se faire une idée exacte de ce mouvement d'immigration qui n'est régulièrement contrôlé que pour nos compatriotes soumis aux obligations militaires. Le tableau ci-dessous (voir également annexes 1 et 2)² donne une idée du mouvement migratoire pour les Suisses appartenant à cette catégorie.

1. En annexe à une lettre du Directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, P. Renggli, à la Division des Affaires étrangères du Département politique et à la Police des étrangers, du 18 mars 1935.

2. Non reproduit.

Allemagne				Années	France			
Emi- gration	Immi- gration	Excé- dent	En fonction de l'émigr.		Emi- gration	Immi- gration	Excé- dent	En fonction de l'émigr.
787	829	+ 42	+ 5.35%	1929	2641	2299	-342)	-13 %
675	1006	+331	+49 %	1930	2879	2277	-602	-21 %
600	1017	+417	+69,50%	1931	1788	2579	+791	+44 %
542	991	+449	+82 %	1932	1097	2014	+917	+83.5%
565	789	+224	+39,60%	1933	1021	1408	+387	+38 %
(347)	(539)	(+192)		1934*	(622)	(678)	(+356)	

* 3 trimestres seulement

Le service de placement mis à la disposition des Suisses à l'étranger par notre Office a enregistré pour l'année 1934 approximativement 150 demandes provenant de la France et plus de 250 provenant de l'Allemagne qui, pour la plupart, lui ont été adressées par l'intermédiaire de nos Légations et de nos Consulats dans ces pays.

On ne saurait tirer de conclusion rigoureuse des données ci-dessus; beaucoup de nos compatriotes reviennent de l'étranger de leur propre gré sans solliciter l'appui de nos représentations consulaires ou même de leur canton ou commune d'origine. Au cours des derniers mois les entreprises avec qui nous sommes entrés en relation ont eu souvent l'occasion de nous faire remarquer qu'elles recevaient toujours plus fréquemment des offres de services de Suisses de l'étranger ou récemment rentrés au pays.

II.

Dès le moment où un certain équilibre entre les mouvements d'émigration et d'immigration se trouve compromis, il apparaît urgent de prendre des mesures pour la protection du marché du travail. Il est à craindre en effet que bon nombre de nos compatriotes obligés de rentrer au pays, n'y trouvent pas d'emploi; et lorsqu'après bien des recherches quelques-uns d'entre eux auront trouvé du travail, ce sera le plus souvent au détriment des chômeurs du pays qui auraient pu bénéficier de ces possibilités de travail. La situation générale n'en serait donc pas améliorée pour autant et nous ne croyons pas qu'il soit exagéré de considérer le fort excédent de l'immigration qu'accusent les récentes statistiques comme un poids mort de plus en plus onéreux pour notre économie. De plus, directement ou indirectement, qu'ils obtiennent un emploi ou ne trouvent point de travail, le retour massif de nos compatriotes contribuera à aggraver les charges des finances et de l'assistance publique. La plupart des Suisses qui nous occupent sont en effet de condition fort modeste et se trouvent en général à bout de ressources en arrivant au pays. S'ils ne parviennent à se procurer à bref délai une occupation rémunératrice, privés des appuis et de la plupart des secours assurés aux chômeurs ordinaires, sans relations professionnelles, ils sont obligés de recourir à l'assis-

tance d'une commune d'origine, pauvre peut-être, où, dans certains cas, ils n'ont eux-mêmes jamais été et dont parfois ils ne connaissent même pas la langue. La dépression morale, dont ces compatriotes témoignent trop souvent, est bien compréhensible; cependant cet état d'esprit qui risque de se propager n'est pas regrettable seulement pour ceux qui en souffrent, mais également pour les répercussions dont il est susceptible dans notre pays et dans les colonies suisses à l'étranger. Beaucoup de nos compatriotes revenus en Suisse dans ces tristes conditions, ainsi que les personnes de leur entourage ne comprennent pas, comme nous avons eu l'occasion de nous en rendre compte dans plus d'un cas, que les travailleurs étrangers ne soient pas l'objet en Suisse de mesures aussi sévères que celles qui les ont frappés directement ou indirectement. Certains d'entre eux ont perdu leur emploi ou n'ont pu retrouver du travail du seul fait de leur nationalité alors qu'ils avaient séjourné pendant de nombreuses années à l'étranger. Jusqu'ici l'opinion publique dans notre pays n'a pas encore été sérieusement alertée, mais elle ne tarderait pas à être promptement énervée pensons-nous, si le problème qui nous occupe devait gagner en acuité. La situation de nos compatriotes à l'étranger, inférieure au dehors, précaire dans le pays, réclame une sollicitude particulière des pouvoirs publics. Mais leur attention ne doit pas être détournée de l'aspect moral et même politique à certains égards de ce problème considéré dans son ensemble, par le traitement des cas particuliers si urgents qu'ils soient. Nous nous sommes laissé dire à plus d'une reprise qu'un nombre important de nos compatriotes se sont déjà décidés à demander la nationalité du pays où ils résident, présumant à tort ou à raison que toutes les démarches qui pourraient être entreprises pour conserver le bénéfice de leur situation ou simplement le droit au travail, demeureraient stériles.

III.

Puisqu'il ne paraît guère possible de développer le mouvement d'émigration, on doit se demander si les deux seuls moyens de parer aux conséquences de l'état de choses actuel ne consisteraient pas à resserrer le contrôle de la main-d'œuvre étrangère en Suisse, pour ménager plus de possibilités de travail aux travailleurs du pays qui ne peuvent partir, comme à ceux qui sont obligés de rentrer, *d'autre part à contenir dans toute la mesure du possible le mouvement d'immigration*. C'est le second de ces moyens qui doit retenir pour l'instant notre attention. En suivant les événements d'aussi près que cela nous fut possible, nous eûmes souvent déjà l'occasion, en traitant des cas particuliers, d'insister auprès de nos compatriotes pour qu'ils consentent à demeurer aussi longtemps que possible à l'étranger. Nous avons vu plus haut que le retour massif de compatriotes comporterait nécessairement de nouvelles charges pour les finances et l'assistance publique. Nous ne pensons pas qu'il soit possible d'autre part de demander à nos compatriotes dans la gêne mais qui ont quelque chance de conserver ou de reconquérir leur position, de rester à l'étranger au lieu de revenir au pays, *sans leur apporter l'aide matérielle dont ils pourraient avoir absolument besoin*. Dès lors on peut se demander, indépendamment de l'intérêt qu'a notre pays, pour l'avenir, à ne pas laisser nos colonies perdre trop de terrain, s'il ne serait pas profitable de mettre à la disposition du Département fédéral de Justice et Police un crédit dont le mon-

tant reste à déterminer (un montant de 100 000 francs pour l'année courante nous semble devoir être suffisant), qui serait prélevé sur le fonds de chômage. Par l'intermédiaire de nos représentations consulaires, ce crédit servirait à secourir sur place nos compatriotes dont le rapatriement pourrait être évité par une aide matérielle temporaire, soit par exemple pendant qu'ils recherchent du travail, soit pour combler les lacunes de l'assistance.

Nous avons tout lieu de penser que le mouvement d'immigration pourrait être, dans une certaine mesure, efficacement contenu par ce moyen. Les avantages qui paraissent devoir en résulter peuvent se résumer de la manière suivante:

1. allègement du marché national du travail,
2. possibilité de laisser les marchés du travail suisse et étranger ouverts à nos compatriotes,
3. possibilité de décharger l'assistance au pays souvent coûteuse et de longue durée par une aide sur place limitée au strict nécessaire quant à l'importance et à la durée,
4. fléchissement de nos colonies réduit au minimum,
5. possibilité de connaître plus exactement les intentions véritables des autorités étrangères compétentes et de provoquer le cas échéant, en bonne connaissance de cause, l'intervention de nos représentations consulaires ou de nos légations,
6. nouvelles possibilités données aux consulats de mieux défendre les intérêts de leurs administrés,
7. avantage de ne pas laisser les autorités étrangères sous l'impression que nos compatriotes doivent abandonner leur situation et le pays pour des difficultés matérielles passagères,
8. avantages moraux et politiques cités ci-dessus.

IV.

France: La situation de nos compatriotes en France doit retenir tout particulièrement notre attention. Si elle n'a pas été alarmante jusqu'ici, elle pourrait le devenir très rapidement si le mouvement xénophobe déclenché dans ce pays devait se poursuivre et pousser le gouvernement à exercer rigoureusement le contrôle de la main-d'œuvre étrangère déjà entrepris, et à renforcer encore les nombreuses mesures prohibitives visant à éliminer les travailleurs étrangers. A ce sujet, la Légation de Suisse en France a fait parvenir en date du 22 février, au Département politique fédéral un rapport significatif, (voir annexe 3)³, et des informations de presse nous donnent lieu de penser que les opérations de contrôle s'étendront immédiatement dans toute la Province. La mobilité de l'opinion publique en France et la vivacité des réactions dont elle est susceptible sont assez connues pour que nous n'ayons pas à insister sur ce point. Parmi les cas qui nous ont été signalés, plusieurs concernent des Suisses établis en France depuis de nombreuses années et si nous sommes bien informés, beaucoup de nos compatriotes, dans le Midi notamment, ne voyant pas d'autre issue s'ouvrir à eux, ont

3. *Non reproduit.*

demandé à se faire naturaliser Français. Dans ces conditions, notre Légation en France, ainsi que les consulats auront sans doute dans un avenir rapproché, à faire face à une situation pénible et instable; de nombreux cas particuliers solliciteront leur attention qui mériteraient un examen approfondi, indépendamment des dispositions ou démarches de portée générale qui pourraient devenir nécessaires. Il est à présumer que les relations entre la Légation, les consulats et les colonies suisses gagneraient à se resserrer encore de manière à tirer le meilleur parti de l'entraide mutuelle que nos compatriotes n'hésiteraient certainement pas à se prêter. Nous devons nous demander si, en dépit de tout le dévouement dont la Légation et nos consulats en France ne manqueront pas de faire preuve, les moyens aussi bien que le temps dont ils disposent pour la tâche lourde et délicate que leur réservent les contingences actuelles, seront suffisants.

Ces considérations nous amènent à penser qu'il serait certainement utile si ce n'est indispensable, de mettre à la disposition de notre Légation un service spécial dont la tâche serait de coordonner sur place tous les efforts susceptibles d'être faits en France comme en Suisse pour venir en aide à nos compatriotes. Ce service aurait à recueillir toutes informations utiles en vue de faciliter le placement de nos compatriotes en Suisse ou de les assister momentanément en France ou encore d'orienter et de faciliter leurs démarches en France visant à conserver le bénéfice de leur situation ou à se procurer une nouvelle occupation. Les circonstances actuelles et l'importance de la colonie suisse en France qui groupe à elle seule, plus de Suisses que n'en comptent tous les autres pays européens (130 000 contre 108 154) justifieraient amplement la création d'un tel service.

V.

Avant de prendre une détermination il serait expédient, nous semble-t-il, de procéder *le plus rapidement possible*, à une enquête auprès de tous les consulats pour s'y documenter sur l'état d'esprit qui règne dans leurs circonscriptions au sujet de la main-d'œuvre étrangère et suisse en particulier et sur les effets qu'ont déjà développés les mesures restrictives en vigueur⁴. Il serait utile également de recueillir leur avis sur l'opportunité d'instituer un service spécial et leurs suggestions éventuelles quant à l'organisation rationnelle de ce dernier. Un contact direct avec les personnalités influentes des colonies les plus importantes pourrait s'établir à cette occasion déjà et le simple échange de vues qui en résulterait, pourrait déjà à lui seul, pensons-nous, apporter à nos compatriotes un encouragement moral appréciable.

Etant donné le caractère de cette action, il serait souhaitable qu'elle fût confiée à une personne de notre Office, connaissant bien le marché du travail en Suisse, capable de donner toutes indications utiles à nos représentants comme à nos compatriotes, en un mot, qui ne soit pas trop étrangère à la technique des problèmes dont la solution la plus rapide est recherchée.

Au surplus le rapport de l'enquêteur, tout en réunissant une documentation utile sur la situation exacte de nos compatriotes, constituerait une base solide pour les mesures de prévoyance qui se révéleraient nécessaires.

4. *Remarque marginale*: C'est fait.

Enfin, nous pensons qu'il serait indiqué d'examiner au plus tôt cette question dans son ensemble au cours d'un entretien avec MM. Rothmund et Kappeler, étant donné que le Département fédéral de Justice et Police de même que le Département politique fédéral ont un intérêt immédiat à l'entreprise envisagée⁵.

5. Dans sa réponse, la Division des Affaires étrangères du Département politique se montre très réservée tant en ce qui concerne les secours que l'enquête proposée, par crainte notamment d'éveiller de vains espoirs et d'attirer l'attention des autorités françaises (lettre de M. de Stoutz du 20 mars, E 2001 (C) 4/56).

102

E 7110 1/87

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki*

L

Rome, 8 mars 1935

En me référant aux communications que je vous ai adressées au sujet de la portée des nouvelles limitations des importations en Italie¹, il me paraît utile de vous faire savoir que, sauf au Ministère des Finances, on est unanime, dans les milieux officiels, à reconnaître que l'Italie s'est engagée dans une voie extrêmement compliquée. D'autre part, pour bien comprendre les difficultés actuelles, il ne faut pas perdre de vue le fait que je vous ai déjà signalé, que toutes ces restrictions ont l'unique but de maintenir la stabilité de la lire.

Si nous voulons rechercher une des causes principales des difficultés financières présentes de l'Italie, nous la trouverons dans l'emprunt de conversion². Vous voudrez bien vous souvenir que dans certaines communications que je vous avais adressées en son temps à ce sujet, je vous disais que cet emprunt de conversion coûterait cher à l'Italie, et que les premiers effets défavorables de cette opération se feraient déjà sentir au début de 1935. Un gouvernement ne peut pas impunément diriger le marché financier. Le résultat de l'emprunt de conversion a donc été un exode considérable de capitaux italiens à l'étranger. D'autre part, le contrôle des placements italiens à l'étranger et la législation relative aux devises³ ont eu le même résultat. Au fond, toute la politique financière de l'Italie, ces derniers mois, a abouti aux résultats contraires visés par ces mesures. Un banquier de ma connaissance a relevé très justement — et cette opinion, d'ailleurs, est partagée par beaucoup de personnes compétentes — que le chef du gouvernement a le tort de s'entourer et de se faire inspirer par des professeurs au lieu d'entendre les opinions des hommes de la pratique et des affaires.

1. Cf. n° 100.

2. Du 3 février 1934.

3. Cf. n° 85.

Les nouveaux contingentements généraux italiens ont créé beaucoup de mauvaise humeur à l'étranger. Nous sommes très bien placés pour nous rendre compte de cette atmosphère, étant donné qu'au cours des négociations que nous avons eues ces dernières semaines, nous avons rencontré chaque jour dans les couloirs des ministères des collègues qui ne cherchaient même plus à déguiser leur mauvaise humeur à l'égard des fonctionnaires italiens chargés des négociations. Comme je vous le dis dans ma lettre d'aujourd'hui⁴ au sujet de notre accord⁵, nous sommes arrivés à régler provisoirement le problème de nos importations en Italie. Ce règlement provisoire n'est pas un idéal, mais, pour le moment, nous nous trouvons dans une situation certainement meilleure que celle qui est réservée à tous les autres pays.

4. *Non reproduit.*

5. *Sur l'accord conclu le 8 mars cf. n° 106.*

103

E 1001 1 EVD, 1. 1.—31. 3. 1935

*Proposition du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Conseil fédéral*

Proposition

Bern, 12. März 1935

Auf Grund des Bundesratsbeschlusses vom 15. Februar 1935 für die Regelung des Waren- und Zahlungsverkehrs mit Ungarn¹ sind am 18. Februar die Verhandlungen in Budapest aufgenommen worden. Sie führten am 9. März zur Unterzeichnung eines Vertrages, den wir mitsamt seinen ziemlich zahlreichen Anlagen hier beifügen.

Das Vertragswerk besteht

1. aus dem Rahmenabkommen, durch welches die Zahlungen im Warenverkehr zwischen den beiden Ländern geregelt werden,

2. aus einem vertraulichen Protokoll über die Regelung von Finanzforderungen,

3. aus einem vertraulichen Protokoll betreffend den Warenverkehr, worin ausser der generellen Regelung hinsichtlich des gegenseitigen Einfuhrbewilligungssystems zwei umfangreiche Listen mit den von den beiden Vertragsparteien eingeräumten Kontingenten niedergelegt sind und

4. aus dem Schlussprotokoll, das eine Reihe äusserst wichtiger Bestimmungen über die praktische Handhabung der Einzahlungsmodalitäten seitens der Ungarischen Nationalbank sowie auch eine generelle Bestimmung über den ungarisch-schweizerischen Reiseverkehr enthält.

1. *PVCF n° 268 du 15 février 1935 (E 1004 1/350).*

Der Clearingsvertrag vom letzten Jahre, d. h. vom 7. Februar 1934², hatte zu zahllosen Beschwerden der schweizerischen Exportindustrie Anlass gegeben, insbesondere wegen der in jenem Vertrage zum erstenmal stipulierten Kompensationszuschläge, welche von der Ungarischen Nationalbank je nach Warenkategorien abgestuft auf dem Import erhoben wurden. Daneben hatte auch das besondere Vertragsverhältnis Ungarns zu Italien und Österreich immer wieder zu Schwierigkeiten geführt, weil von Seiten der schweizerischen Exporteure, hie und da wohl unberechtigt, in den meisten Fällen jedoch leider durchaus mit Recht, aus diesem Vertragsverhältnis Ungarns zu Italien und Österreich eine ungleiche Behandlung der schweizerischen Einfuhr abgeleitet wurde.

Wir hatten denn auch im letzten Jahre gleich nach Inkrafttreten jener Kompensationszuschläge die Aufnahme von Verhandlungen verlangt, um die Unzukömmlichkeiten zu beseitigen, welche sich aus jenen Zuschlägen sowie aus dem Verhalten Ungarns im allgemeinen ergeben hatten. Die Verhandlungen konnten allerdings nie begonnen werden, aus Gründen, die durchaus auf schweizerischer Seite lagen. Es sind immerhin schon im Laufe des letzten Sommers sowie während des Herbstes von Seiten der interessierten Exportindustrie eine ganze Reihe von Programmpunkten aufgestellt worden, welche in einem neuen Vertrage ihre Verwirklichung finden sollten. Diese Programmpunkte mitsamt einer Reihe noch weiterer Forderungen wurden schon im letzten Herbst in einer Sitzung der Clearingskommission als Wegleitung für zukünftige Verhandlungen mit Ungarn festgelegt. Es kann nun mit Befriedigung konstatiert werden, dass es gelungen ist, alle diese Programmpunkte sozusagen restlos im neuen Vertragswerk zu verwirklichen.

ad 1. Was zunächst das Rahmenabkommen betrifft, so gelang es, eine äusserst wichtige Bestimmung in dasselbe aufzunehmen, die wir bereits in mehreren anderen Clearingsverträgen stipuliert haben, gegen deren Aufnahme sich Ungarn jedoch bisher stets mit grösster Hartnäckigkeit gestäubt hat. Es ist dies die Bestimmung, dass der ungarische Schuldner durch die von ihm bei der Ungarischen Nationalbank geleisteten Einzahlungen von seiner Schuldpflicht erst befreit wird, wenn dem Gläubiger der gesamte Forderungsbetrag ausbezahlt worden ist. Bisher stand Ungarn stets auf dem Standpunkte, dass der Schuldner durch die Einzahlung des Fakturabetrages bei der Nationalbank liberiert werde und es ist Ungarn sogar gelungen, diesen Grundsatz in einigen seiner Clearingsverträge, so u. a. mit Deutschland, vertraglich festzulegen. Die Aufnahme der von uns nunmehr durchgesetzten Bestimmung bedeutet für den schweizerischen Gläubiger ein sehr wichtiges Sicherheitsmoment im Falle einer immerhin im Bereich der Möglichkeit liegenden Abwertung des ungarischen Pengös, sowie im weitern auch eine Sicherheit gegen Versuche des ungarischen Importeurs, sich um die Zahlung des Kompensationszuschlages herumzudrücken. Gegen die letzten Tendenzen haben wir allerdings im Schlussprotokoll noch andere sehr konkret gehaltene Sicherheiten stipuliert, die bisher absolut fehlten.

Auf der anderen Seite mussten wir allerdings auch eine kleine Reduktion der Quote für die Bezahlung von Forderungen aus dem Export von schweizerischen

2. Cf. n° 14.

Waren in Kauf nehmen. Während hiefür bisher 75% zur Verfügung standen, werden inskünftig nur mehr 72,5% hiefür verwendet werden können. Andererseits ist die Quote für nichtschweizerische Transitwaren von 5% auf 10% erhöht worden, was dem schwerbedrängten schweizerischen Transithandel zustatten kommt. Diese Erhöhung der Transitwarenquote beruht also zur Hälfte, d. h. für 2,5% auf einer Verminderung der Quote für Schweizerwaren und zur anderen Hälfte auf einer Verminderung der Devisenspitze, welche der Ungarischen Nationalbank zur Verfügung steht.

ad 2. In den Weisungen des Bundesrates vom 15. Februar war in Aussicht genommen worden, dass bestimmte Importe aus Ungarn zugunsten der schweizerischen Finanzforderungen Verwendung finden sollten, wenn anders es nicht gelingen würde, für Finanzforderungen in einem generellen Clearing eine bestimmte Quote festzusetzen. In der Folge haben sowohl der Industrieexperte wie auch der Finanzexperte der schweizerischen Verhandlungsdelegation gegen einen generellen Clearing und zu Gunsten der Sonderregelung der Finanzforderungen mit Hilfe bestimmter Warenimporte Stellung genommen. Trotzdem wurde zunächst der ungarischen Delegation gegenüber aus taktischen Gründen die Forderung nach einem generellen Clearing mit grösster Energie vertreten, um das bezügliche schweizerische Nachgeben als Konzession gegen andere Vorteile einzuhandeln. In dem vertraulichen Protokoll ist nun grundsätzlich vorgesehen, dass Finanzforderungen durch gesonderte Importe ungarischer Waren nach der Schweiz abgetragen werden sollen und zwar in erster Linie durch Weizenlieferungen aus der Ernte 1934, worüber im Schlussprotokoll besondere Bestimmungen aufgenommen sind. Ausserdem bestimmt das vertrauliche Protokoll über die Regelung von Finanzforderungen, dass von Fall zu Fall auch andere ungarische Waren, die infolge der Preisgestaltung sonst nicht nach der Schweiz geliefert werden könnten, für die Abtragung von Finanzforderungen Verwendung finden sollen. Zu ziemlich langen Diskussionen gab ferner die schweizerische Forderung Anlass, auch einen Teil der von Ungarn aus der Ernte 1935 zu liefernden Weizenmengen für die Abtragung von Finanzforderungen auszusetzen, wogegen sich Ungarn anfänglich sehr lebhaft sträubte, wofür aber schliesslich die Zustimmung der ungarischen Regierung erwirkt werden konnte.

ad 3. Im vertraulichen Protokoll betreffend den Warenverkehr sind zunächst allgemeine Verpflichtungen hinsichtlich der Gewährung der aus den angefügten Listen enthaltenen Kontingente festgelegt, sodann ist eine Verpflichtung Ungarns stipuliert, abweichend von seiner generellen Kontingentierungspolitik, für Saisonartikel wie auch ausnahmsweise in andern besondern Fällen, für die Einfuhr schweizerischer Waren die Kontingente von 2 oder 3 Monaten zum voraus zu erteilen. Eine weitere Bestimmung des vertraulichen Protokolls betreffend den Warenverkehr gibt der ungarischen Regierung gewisse Zusicherungen hinsichtlich der Ausnutzungsmöglichkeiten der für die ungarischen Waren eingeräumten Kontingente; auch wird ihr in einer folgenden Bestimmung die wohlwollende Prüfung der Übertragung der von andern Staaten nicht ausgenützten landwirtschaftlichen Kontingente in Aussicht gestellt. Ebenso verspricht man schweizerischerseits in diesem Protokoll die wohlwollende Prüfung der Gewährung von Zusatzkontingenten über das im Verträge festgesetzte Jahreskontingent für ungarische Weine, falls das Ergebnis der Weinernte in der Schweiz im kommen-

den Jahre dies zulässt. Sodann wird in demselben Protokoll der ungarischen Regierung gewissermassen ein Wechsel auf die Zukunft ausgestellt, indem man ihr verspricht, dass, wenn sich die Schweiz in der Zukunft entschliessen sollte, die Einfuhr von Schlachtvieh in die Schweiz allgemein wieder zu gestatten, Ungarn in erster Linie berücksichtigt würde. Einige Bestimmungen genereller Natur beziehen sich sodann auf die Einfuhr von Pferden, Schafen und geräucherten Fleischwaren. Diese Bestimmungen wurden entsprechend den vom Eidgenössischen Veterinärämte aufgestellten Texten in das Protokoll aufgenommen. Eine reziproke Bestimmung verpflichtet schliesslich beide Staaten, im Falle der weitem Ausdehnung des Kontingentierssystems die Einfuhr aus den Vertragsländern im Rahmen der bisherigen Einfuhr zu gestatten. Als Anlagen zum vertraulichen Protokoll betreffend den Warenverkehr sind sodann zwei Listen zusammengestellt worden, auf denen die von den beiden Regierungen für die Einfuhr des andern Vertragsstaates eingeräumten Kontingente vertraglich festgesetzt sind. Diesbezüglich darf gesagt werden, dass es gelungen ist, für die schweizerische Ausfuhr nach Ungarn Kontingente auf 54 ungarischen Positionen zu erwirken, gegenüber 21 Positionen, auf denen wir im Verträge vom 7. Februar 1934 Kontingente erlangt hatten. Der Gesamtwert der für die schweizerische Ausfuhr nach Ungarn eingeräumten Kontingente beträgt schätzungsweise mehr als 7 Millionen Franken. Wenn man dazu noch die nichtkontingentierte schweizerische Ausfuhr rechnet, die immerhin mit 4—5 Millionen Franken eingeschätzt werden kann, sollte es möglich sein, einen Export nach Ungarn im Umfange von 11—12 Millionen zu tätigen, gegenüber 7,3 Millionen im Jahre 1934 und 5,9 Millionen im Jahre 1933.

ad 4. Das Schlussprotokoll enthält, wie bereits bemerkt, eine Reihe sehr wichtiger Bestimmungen hinsichtlich der praktischen Durchführung des eigentlichen Clearingsverkehrs ...

Sehr wichtig ist diejenige Bestimmung des Schlussprotokolls, die sich mit der Regelung der Erhebung der Kompensationszuschläge befasst. Hier konnte als sehr positiver Erfolg erreicht werden, dass Ungarn auf das bisherige System der abgestuften Kompensationszuschläge verzichtet und sich bereit erklärt, einen einheitlichen, auf sämtliche Länder und auf sämtliche Waren anzuwendenden Kompensationszuschlag einzuführen.

[...]

Das Schlussprotokoll enthält sodann die genaue vertragliche Regelung der von Ungarn aus der Ernte 1934 noch zu liefernden 2000 Wagen Weizen ...

Schliesslich enthält das Schlussprotokoll auch noch eine Bestimmung über den Reiseverkehr. Unsere Delegation hat während ihrer Anwesenheit in Budapest in der Tat festgestellt, dass in weiten Kreisen Ungarns ein lebhaftes Interesse für Ferien- und Vergnügungsreisen nach der Schweiz vorhanden ist. Auch in Kreisen der ungarischen Regierung ist man durchaus geneigt, einen Teil des Auslandsreiseverkehrs der ungarischen Touristen nach der Schweiz zu lenken, da die Clearingsverträge mit Österreich und Italien nicht mehr gut funktionieren und infolgedessen die nötigen Reisedevisen fehlen. Die Bemühungen unserer Delegation, einen Teil der ungarischen Devisenspitze für die Zwecke des Reiseverkehrs zu reservieren, schlugen indessen fehl. Allein es hat sich im Laufe der Verhandlungen die Möglichkeit gezeigt, dass Ungarn gewisse Waren nach der Schweiz liefern könnte, die es bisher nicht zu uns exportiert hat und die infolgedessen als zusätz-

lich zu betrachten sind. Ausserdem wird ihre Lieferung nur in Verbindung mit der Abtragung schweizerischer Finanzforderungen erfolgen können, da eine Lieferung nur möglich wird, wenn die Finanzgläubiger gewisse Opfer bringen. In dieser Richtung ist ein Geschäft mit ungarischen Eierbriquets bereits ziemlich weit vorbereitet, sodass begründete Hoffnung besteht, aus dieser Transaktion einen bestimmten Betrag zugunsten des ungarischen Reiseverkehrs nach der Schweiz zu realisieren.

Das Abkommen soll am 15. März nächsthin für die Dauer eines Jahres, unter Vorbehalt der Ratifikation durch die beiden Regierungen, in Kraft treten³.

3. Examiné par le Conseil fédéral le 13 mars, l'accord est ratifié une semaine plus tard (PVCF n° 499 du 22 mars, E 1004 1/351). Il n'est pas publié au recueil des lois. Cf. E 2001 (C) 4/169.

Le 23 juillet 1936 un accord complémentaire est signé entre les deux pays (PVCF n° 1298 du 31 juillet 1936, E 1004 1/359) complété par un protocole le 15 octobre suivant (PVCF n° 1740 du 23 octobre 1936, E 1004 1/360.) Les importations de blé hongrois et leur utilisation dans le cadre du clearing font l'objet de protocoles supplémentaires.

104

E 2001 (C) 4/104

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Rome, 14 mars 1935

L'article que vous me faites l'honneur de me signaler par votre lettre du 9 mars², publié par le «Notiziario settimanale d'informazioni dei Comitati d'azione per la universalità di Roma»³, ne m'avait pas échappé. De tels commentaires sur les événements de Suisse, et en particulier du Tessin, sont la monnaie courante d'une certaine presse et de tout ce qui émane du milieu de l'«universalità di Roma». Ils ne trouvent, du reste, aucun écho dans les grands journaux, sauf, à titre exceptionnel, dans la «Tribuna».

Vous n'ignorez pas, d'autre part, l'action exercée par Parini, que le Duce considère comme un de ses meilleurs collaborateurs à ce qu'il m'a dit lui-même, et par Mme Parini née Colombi dont on m'a rapporté récemment encore des propos déplorables adressés par elle à une jeune fille suisse sur notre pays. J'ai toujours pensé que notre presse se montrait trop indifférente à l'égard de l'attitude de certains milieux italiens. Certains de nos publicistes fournissent même des armes à nos adversaires en revenant sans cesse, comme MM. Lombard et Grellet, sur la germanisation de la Suisse en général et du Tessin en particulier.

1. Annotation manuscrite de Motta: En circulation (pour mes collègues qui auront le temps de lire ce rapport par lui-même assez intéressant) 18.3.35.

2. Non reproduit (E 2200 Rom 22/1).

3. Sur l'activité des Comitès d'action pour l'universalité de Rome (C.A.U.R.), présidés par le général E. Coselschi, cf. rubrique II.15.5: Italie, congrès internationaux fascistes de Montreux...

Le directeur du service de presse, Ciano, ne m'inspire aucune confiance et ce n'est pas à lui que je parlerai. En revanche, je compte saisir l'occasion de ma prochaine visite, en premier lieu à M. Suvich et en second lieu au Chef du Gouvernement, pour attirer leur attention sur les faits que vous m'indiquez.

[...]

16 mars 1935.

P. S.— Je viens de me rendre chez l'Ambassadeur d'Angleterre⁴. Le mouvement fasciste anglais ne lui a créé aucun ennui quelconque. Il ne comprend en Italie même que quelques amateurs qui forment un groupe négligeable.

Quant à Sir Arthur [sic] Mosley, l'Ambassadeur est convaincu que le mouvement dont il est le chef est en recul considérable. Il ne pense pas que les fascistes anglais aient reçu des fonds d'Italie et cela d'autant plus que M. Mosley a pris nettement parti contre certaines revendications italiennes à Malte.

Ce qu'il y a de plus grave dans ce que vous m'écrivez, c'est cette somme de 200 000 francs dépensée en Suisse par l'«Universalità di Roma»⁵. Si vous avez des preuves à me fournir à ce propos, je vous en serais très obligé. C'est, en effet, sur ce point que je compte attirer l'attention du Ministère des Affaires Etrangères.

Son organe attiré, le «Giornale d'Italia», a publié hier soir un nouvel interview de M. Fonjallaz⁶. Vous verrez les paroles que ce personnage prête à Mussolini qui l'aurait reçu en 1933⁷. Si je ne me trompe pas, cela aurait été la dernière audience accordée par le Duce à Fonjallaz. Il m'est malheureusement impossible de garantir qu'il n'y ait pas eu, depuis lors, d'autres entrevues. Il y a des dessous, dans toute cette affaire, qui me paraissent fort obscurs. Je ne doute pas de la loyauté absolue du Duce, dont les instructions nous furent très favorables dans l'affaire des faisceaux suisses⁸, mais, comme le constatait aussi l'Ambassadeur d'Angleterre, le Duce n'est pas seul à commander. Il se passe autour de lui et dans tous les domaines une quantité de faits qu'il ignore et qui ne peuvent pas lui être révélés par une presse muselée.

4. E. Drummond.

5. Cf. sur ce point la lettre de G. Motta à G. Wagnière du 27 mars:

Nous devons rectifier un léger malentendu: Le troisième alinéa de notre lettre du 9 mars n'entend pas dire que l'«Universalità di Roma» a dépensé en Suisse 200 000 francs. Cette somme a été dépensée par le mouvement fasciste suisse, de l'aveu du Colonel Fonjallaz lui-même, et l'origine de cette somme n'est pas claire. Il y a de fortes présomptions qu'elle provienne d'une source italienne, ainsi que la presse socialiste suisse n'a pas hésité à l'affirmer, mais une preuve irréfutable ne peut pas être fournie et cela n'est pas pour surprendre, car toutes précautions ont sans doute été prises à cet égard. Il ne nous est donc pas possible de formuler contre le Gouvernement italien le grave reproche d'avoir subventionné un parti fasciste suisse. Nous pouvons, en revanche, reprocher à des organisations officieuses, telles que l'«Universalità di Roma», de témoigner à ce parti fasciste suisse un intérêt suspect et c'est ce qui nous fait attacher une certaine portée à l'article du «Notiziario settimanale» que nous vous avons signalé.

6. Dans le numéro daté du 16 mars. Article intitulé: La marcia del Fascismo svizzero illustrata dal suo Capo.

7. Cf. n° 19, n. 5.

8. Cf. nos 17 et 19.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 mars 1935

479. Schweizerisch-deutsche Wirtschaftsbeziehungen

Volkswirtschaftsdept. Mündlich

Der Direktor der Handelsabteilung, Herr Minister Stucki, erscheint zur Berichterstattung. Er orientiert den Rat über den gegenwärtigen Stand des schweizerisch-deutschen Verrechnungsabkommens¹. Dieses hat trotz der im Dezember vorgenommenen Änderungen² weder für die Schweiz, noch für Deutschland die erwarteten Resultate gezeitigt und zwar vor allem aus deshalb, weil der Import deutscher Waren in die Schweiz³, der noch im vergangenen Jahre monats-durchschnittlich über 32 Millionen Franken ausmachte, im Januar auf 22 Millionen gesunken ist und sich im Februar nur auf 24 Millionen erhöhte. Dieser ausserordentlich grosse und unerwartete Ausfall musste die bei Abschluss des Abkommens aufgestellten Berechnungen und Verteilungsgrundsätze wesentlich stören. Wenn es nicht gelingen sollte, die Einfuhr deutscher Waren in die Schweiz wiederum ganz wesentlich zu steigern, so dürfte es nicht möglich sein, die verschiedenen schweizerischen Gläubigerkategorien, vor allem aus die Finanzgläubiger in bisheriger Weise über das Verrechnungsabkommen zu befriedigen. Die Besprechungen mit Reichswirtschaftsminister Schacht liessen erkennen, dass dieser eine grosse Abneigung gegen das schweizerisch-deutsche Verrechnungsabkommen zeigt. Die Lage für uns ist ernst. Am 15. März wurde deutscherseits dem Sprechenden folgendes Exposé über eine Abänderung des Verrechnungsabkommens übergeben, mit dem Bemerkten, dass Deutschland bereit sei, sofort in Bern in Verhandlungen über diese Vorschläge einzutreten:

«Die zwischen Deutschland und der Schweiz bestehenden Abkommen über den Warenverkehr und über die Regelung des Transfers der Kapitalerträge haben die Wirtschaftsbeziehungen zwischen beiden Ländern nicht in der gewünschten Weise regeln können. Entgegen den Erwartungen auf Grund der bisherigen Handelsbilanz haben sich die Verrechnungskosten so entwickelt, dass eine starke, von Deutschland nicht tragbare Verschuldung eingetreten ist. Die Verrechnungskosten weisen zur Zeit zulasten Deutschlands einen Passivsaldo von etwa 23 Millionen RM auf, zu denen weitere etwa 23 Millionen RM alte Verbindlichkeiten für Waren nichtschweizerischen Ursprungs und etwa 10 Millionen RM Passivsaldo im Reiseverkehr hinzugerechnet werden müssen. Die Einzahlungen auf schweizerischer Seite haben somit kaum ausgereicht, den Warenverkehr auszugleichen. Für die Transferleistungen haben die schweizer. Bankverei-

1. Cf. n° 53, n. 13.

2. Cf. n° 84.

3. Cf. n° 75.

nigung und die schweizer. Postverwaltung bereits 14 Millionen sfrs. vorgelegt, während weitere Zahlungsaufträge aus dem Transferabkommen von insgesamt 26 Millionen sfrs. noch schweben⁴. Aus diesen Zahlen geht hervor, dass eine Aufrechterhaltung des gegenwärtigen Zustandes nicht länger verantwortet werden kann, zumal für die Deutsche Verrechnungskasse dadurch ein Kursrisiko entstanden ist, dass sie an Warenschuldner zur Zeit bereits 20 Millionen sfrs. verkauft hat, für die auf dem Sammelkonto noch keine Deckung vorhanden ist. Bei

4. *C'est à la suite de la conclusion de l'accord du 26 juillet 1934 que s'est mis en place le système d'une avance consentie par l'Administration des Postes et un consortium de banques. Cf. la lettre d'A. Jöhr à Schulthess du 12 décembre 1934:*

Unter dem schweizerisch-deutschen Verrechnungsabkommen vom 26. Juli 1934 hat sich neben der Post ein unter unser Führung stehendes Konsortium von schweizerischen Banken und Versicherungsgesellschaften zur Verfügung gestellt, um die Auszahlung der reduzierten Zinsen an die schweizerischen lang- und mittelfristigen Gläubiger durch Vorschüsse bis zu einem Höchstbetrage von 20 Millionen Franken sicherzustellen. Das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement hat uns damals mit Schreiben vom 30. Juli 1934 zu Handen des Konsortiums erklärt, dass es durch Sicherung genügender Einzahlungen für schweizerische Warenimporte aus Deutschland die Rückzahlung dieser Vorschüsse innert angemessener Frist garantiert.

Gestützt hierauf hat das schweizerische Bankenconsortium bis zum 30. November d. J. ausbezahlt:

für Rückstände aus dem Transferabkommen vom 16. Februar 1934	Fr. 6 917 500.—
für laufende Zinsen unter dem neuen Abkommen vom 26. Juli 1934	Fr. 9 820 000.—
	<u>Fr. 16 737 500.—</u>
Die von der Schweizerischen Nationalbank aus Verrechnungskonto geleisteten Rückzahlungen belaufen sich bisher auf	Fr. 8 645 100.—
sodass heute das Bankenconsortium noch in Vorschuss ist mit	<u>Fr. 8 092 400.—</u>

Nach dem Verrechnungsabkommen vom 26. Juli steht dem Bankenconsortium wie der Post das Recht zu:

a) für die Vorschüsse, welche den laufenden Zinsen entsprechen, im gleichen Rang mit dem schweizerischen Warenexport und den Forderungen im Reiseverkehr zurückbezahlt zu werden (Art. V Ziff. 1 des Verrechnungsabkommens);

b) für die Vorschüsse zur Auszahlung von Rückständen aus dem alten Transferabkommen vom 16. Februar 1934 unmittelbar nachher aus dem sonst der Reichsbank zustehenden Überschuss von 5 Millionen Franken befriedigt zu werden (Ziffer 34 der Anlage C).

Normalerweise hätte die Post und das Bankenconsortium, wenn die Voraussetzungen, unter welchen das Abkommen abgeschlossen wurde, eingetroffen wären, bereits völlig gedeckt sein müssen.

Zu unserem Bedauern müssen wir feststellen, dass das nicht der Fall ist und dass die Zahlungen unter dem Verrechnungsabkommen ganz anders gelaufen sind als erwartet wurde.

Bis Ende November haben die Einzahlungen nur 120 Millionen Franken erreicht statt 140 Millionen Franken, wie vorgesehen. Das hätte nach dem Abkommen zwar verunmöglicht, die Speisung der Amortisationsfonds vorzunehmen und den Transithandel mit nicht-schweizerischen Waren zu bezahlen; die Zinsgläubiger sowohl als auch das zu ihren Gunsten in Vorschuss getretene Bankenconsortium wie auch die im gleichen Falle befindliche Post hätten indessen für laufende Zinsen und Rückstände voll bedient werden können.

Wenn das nicht geschehen ist, so liegt die Schuld daran, dass andern eigentlich gleichberechtigten Kategorien bei der Auszahlung ein ungerechtfertigter Vorrang eingeräumt worden ist.

den getroffenen Vereinbarungen ist an ein solches Risiko der Deutschen Verrechnungskasse niemals gedacht worden. Es ist daher notwendig, in kürzester Frist zu einer neuen Regelung zu gelangen, für welche die folgenden Richtlinien Grundlage sein müssen:

Die deutschen Überwachungsstellen werden in Zukunft für die Wareneinfuhr aus der Schweiz Devisenbescheinigungen nur in Höhe eines bestimmten Prozentsatzes der Einzahlungen ausstellen können, die im vorletzten Monat auf den Verrechnungskonten der Deutschen Verrechnungskasse bei der schweizer. Nationalbank eingegangen sind. Bei Bemessung des Prozentsatzes wird ein Betrag von 12% sämtlicher Einzahlungen zur freien Verfügung der Deutschen Verrechnungskasse bleiben müssen. Weiterhin wird in jedem Falle die Verzinsung der Stillhaltekredite und der nach dem 15.7.1931 nach Deutschland gegebenen schweizer. Kredite (Neukredite) sicherzustellen sein. Inwieweit für die Abtragung der alten Warenschulden ein Betrag zur Verfügung bleibt, hängt von der Höhe der Einzahlungen bei der schweiz. Nationalbank, insbesondere von der Steigerung der deutschen Ausfuhr nach der Schweiz ab. — Die für die Reichsbank bestimmten Devisen würden ihr also im Gegensatz zu der bisherigen Regelung nunmehr zur freien Verfügung stehen. Nach der vorgesehenen Regelung kann auch die Verzinsung der Stillhaltekredite in Zukunft nur noch aus den auf dem Sammelkonto eingehenden Exporterlösen erfolgen.

Die Neuregelung wird so gestaltet werden müssen, dass unter allen Umständen eine Erhöhung der deutschen Verschuldung vermieden und darüber hinaus durch eine Steigerung der deutschen Ausfuhr die Tilgung der aufgelaufenen Warenschulden ermöglicht wird. — Wenn der Erlös der deutschen Ausfuhr die für die deutsche Einfuhr und den Kapitaldienst erforderlichen Beträge nicht mehr deckt, wird der Kapitaldienst zunächst zurücktreten müssen. Seine Aufrechterhaltung würde nur bei einer einschneidenden Drosselung der Schweizer Ausfuhr nach Deutschland möglich sein. Damit wäre aber der Weg zu einer weiteren empfindlichen Schrumpfung des beiderseitigen Handelsverkehrs beschritten, der für beide Seiten gleich unerwünscht sein würde. Beide Länder dürften im Gegenteil ein Interesse daran haben, einen nachhaltigen Aufschwung des deutschen Aussenhandels zu ermöglichen, weil dieser allein auch den Zinsgläubigern die Befriedigung ihrer Forderungen gewährleisten könnte. Solange die Überschüsse aus dem Warenverkehr nicht ausreichen, um einen Transfer der Kapitalerträge zu ermöglichen, könnte man an eine Regelung denken, die der für englische Transferegläubiger gefundenen Lösung entspricht.»

Es fanden letzten Mittwoch Vorbesprechungen statt mit Vertretern des Vorortes des schweiz. Handels- und Industrievereins, des eidg. Volkswirtschaftsdepar-

Für Warenexport und Nebenkosten sind statt 56 Millionen 79,3 Millionen Franken ausbezahlt worden (worin allerdings 6,2 Millionen Franken für nichtvorgesehene Lizenzen, Provisionen etc. inbegriffen sind); im Reiseverkehr gingen statt 12 Millionen 17,6 Millionen Franken aus. Diese Mehrauszahlungen von zusammen fast 29 Millionen Franken haben es verhindert, dass dem Bankenkonsortium und der Post die geleisteten Vorschüsse voll zurückbezahlt wurden und dass der Reichsbank noch ein gewisser, wenn auch nicht der volle Überschuss hätte ausgerichtet werden können.

Sie wollen gestatten, dass wir diese Tatsachen hier festhalten, um daraus späterhin die für unsere Haltung notwendigen Konsequenzen zu ziehen. [...] (E 7110 1/39).

tementes und des eidg. Finanzdepartements, der Nationalbank und der schweiz. Bankiervereinigung. Die Herren konnten sich nicht auf gemeinsame Vorschläge einigen⁵. Sollten die Warenexporte nach Deutschland gedrosselt und der Fremdenverkehr ebenfalls reduziert werden müssen, sollten auch die Transfergläubiger wesentlich weniger erhalten als bisher, so stellt sich die Frage, ob die Stillhaltegläubiger in der bisherigen Weise privilegiert bleiben können. Je teurer Deutschland wird und je grösser die Krisis in der Schweiz, desto kleiner wird die deutsche Einfuhr werden, was unseren Verrechnungsverkehr mit diesem Lande gefährdet. Der Sprechende hält dafür, dass wir unbedingt auf Verhandlungen mit Deutschland eintreten müssen, da sonst von seiten unseres Nachbarlandes Kündigung erfolgen wird, was einen vertragslosen Zustand und damit noch schlechtere Aussichten für die Gläubiger zur Folge hätte. Es stellt sich übrigens die Frage, ob der Bundesrat die Hand auf die deutschen Kapitalien in der Schweiz legen sollte. In den weiteren Verhandlungen dürfte es angezeigt erscheinen, grundsätzlich am bisherigen System festzuhalten und die Reichsbankquote soweit absolut nötig zu erhöhen.

Der Sprechende bittet um Weisung über folgende Hauptpunkte: Soll bezüglich des Fremdenverkehrs der jetzige Zustand beibehalten werden, was er bejahen möchte?⁶ Sollen die Warenexportforderungen gegenüber den Kapitalforderungen weitgehend privilegiert werden? Sollen die Stillhalteforderungen ebenfalls in das Clearingabkommen einbezogen werden, um die Zinsen hierfür ebenfalls herabsetzen zu können? Was soll mit den gegenwärtig in der Schweiz liegenden deutschen Kapitalien geschehen?

Was die schweizerische Delegation anbetrifft, so schlägt Herr Minister Stucki vor, er möchte ermächtigt werden als Experten beizuziehen je einen Vertreter der Nationalbank, des Handels- und Industrievereins, der schweiz. Bankiervereinigung, in der Meinung, dass es diesen Stellen überlassen bliebe, die Person ihres Vertreters zu bezeichnen.

— In der Beratung stimmt der Rat nach verschiedenen Ansichtsäusserungen und Fragen der Herren Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, des Finanzdepartements, des Post- und Eisenbahndepartements, des Militärdepartements und des Departements des Innern an Herrn Stucki dessen Vorschläge in folgendem Sinne zu:

Es ist auf neue Verhandlungen mit Deutschland einzutreten, wobei am bisherigen System grundsätzlich festzuhalten wäre; dies gilt insbesondere auch für den Fremdenverkehr. Den Warenexportforderungen soll im reduzierten Masse von 14,5 Millionen Franken die Priorität eingeräumt werden. Die schweizerische Delegation sollte dahin streben, dass die Zinsen für die Stillehaltguthaben nicht unter das Verrechnungsabkommen fallen, sondern dass dafür der bisherige Modus beibehalten werde; sollte sich dies nicht erreichen lassen und müssten die Stillehaltguthaben angesichts der starren Forderung Deutschlands unter das Verrechnungsabkommen gebracht werden, so hätte ein Ausgleich der Zinsen

5. *La Direction générale de l'Administration des postes, télégraphe et téléphone a été oubliée dans cette énumération; cf. le procès-verbal de la séance du 20 mars 1934 in J.I.131/22—24.*

6. *Cf. n° 84.*

zwischen den lang- und mittelfristigen und den kurzfristigen Forderungen stattzufinden; unserer Delegation soll zur Regelung dieser Frage ein genügender Spielraum gelassen werden. Eine Beschlagnahme deutscher Kapitalien wäre nur durchführbar mittels einer allgemeinen Beschlagnahme ausländischer Kapitalien; diese Frage ist noch zu wenig abgeklärt um bereits Gegenstand einer Beschlussfassung bilden zu können. Bezüglich des Beizuges von Experten wird dem Antrage ohne weiteres Folge gegeben.

106

E 1004 1/351

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 mars 1935

498. Italien. Einfuhrbeschränkungen

Volkswirtschaftsdepartement. Anträge vom 12. und 15. März 1935

Seit ungefähr Mitte 1934 begann Italien, das sich lange Zeit gegen den Erlass von Einfuhrbeschränkungen gestraubt hatte, sich in wachsendem Masse dieser handelspolitischen Schutzmassnahmen zu bedienen.

Unter dem Drucke einer sich rasch verschlechternden Devisenanlage wurde dann auf den 19. Februar unvermittelt die gesamte Einfuhr kontingentiert¹. Abgesehen von der unbeschränkten Zulassung der Postpaketsendungen bis Ende Februar, waren die vorläufigen Ausnahmen derart, dass sie nur in den wenigsten Fällen ausgenutzt werden konnten. Das Departement antwortete sofort mit einer Sperre in der Erteilung von Bewilligungen für diejenigen italienischen Waren, die in der Schweiz der Einfuhrbeschränkung unterliegen. Zugleich nahm es durch Vermittlung unserer Gesandtschaft in Rom Unterhandlungen mit der italienischen Regierung auf, die am 9. März² zu einer Verständigung auf folgender Grundlage führten:

1. Italien lässt die Einfuhr der schweizerischen Waren, die erst seit dem 19. Februar der Beschränkung unterliegen, vorläufig in vierteljährlichen Quoten im Rahmen von 100% der Einfuhr 1934 zu, ohne dass die italienischen Importeure Einfuhrbewilligungen nachzusuchen haben. Es genügt, dass die Waren von einem schweizerischen Ursprungszeugnis begleitet sind. Die Kontrolle der Kontingentsausnützung wird durch die italienischen Grenzzollämter ausgeübt. Eine Übertragung der Kontingentsverwaltung an die Schweiz lehnte Italien unter Hinweis auf die Rückwirkungen auf seine Beziehungen zu andern Ländern ab, doch

1. *Par décret ministériel daté du 16 février, entré en vigueur le 19. Cf. n° 100.*

2. *L'accord a été signé à Rome, en réalité, le 8 mars. Pour le texte de l'accord, non publié, cf. E 7110 1/87.*

bleibt es der Schweiz vorbehalten, nötigenfalls eine gewisse interne Kontrolle durchzuführen. Schweizerische Gesuche um Erhöhung gewisser Kontingente über die Zahlen von 1934 hinaus bleiben vorbehalten.

2. Für die schon vor dem 19. Februar einfuhrbeschränkten Waren tritt einstweilen keine Änderung gegenüber dem Zustande vor diesem Zeitpunkte ein. Die von der Schweiz für einzelne der betreffenden Waren gestellten Begehren bleiben aufrechterhalten.

3. Die Schweiz verpflichtet sich, für die Einfuhr der italienischen Erzeugnisse den Zustand vor dem 19. Februar wieder herzustellen und also die Erteilung von Einfuhrbewilligungen wieder aufzunehmen. Bei neuen Einfuhrbeschränkungen sollen die italienischen Waren nicht ungünstiger behandelt werden als bei den bisherigen Einfuhrkontingentierungen.

Die Vereinbarung wurde italienischerseits schon einen Tag vor der Unterzeichnung angewandt, sodass auch das Departement die Sperre in der Erteilung von Einfuhrbewilligungen am 11. März rückgängig machte.

Die vorstehend skizzierte Regelung trägt durchaus provisorischen Charakter. Es muss nun abgewartet werden, wie sie in der Praxis spielt und in welchem Umfange Italien den verschiedenen Wünschen um Kontingenterhöhungen, die man geltend machen muss, entsprechen wird.

Die vom 8. März datierte Unterschrift der Vereinbarung wird nun vom Wirtschaftsdepartement dem Bundesrate zur Genehmigung vorgelegt.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

Die Vereinbarungen mit Italien vom 8. März 1935 über die Regelung der Einfuhr schweizerischer Waren werden genehmigt.

ANNEXE

E 7110 1/89

*Le Vice-Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique,
J. Hotz, à la Banque nationale*

Copie

L

Italien: Zahlungsverkehr

Bern, 25. März 1935

Wie Ihnen bekannt sein dürfte, hat die italienische Regierung seit einem halben Jahr immer mehr zum Mittel der Einfuhrbeschränkungen gegriffen, wobei ausser protektionistischen in vielen Fällen vornehmlich finanziellen Gründe ausschlaggebend gewesen sein sollen. Mitte Februar überraschte dann Italien die übrigen Länder mit dem Erlass einer vollständigen Einfuhrkontingentierung sämtlicher Waren. Es ist uns dank der günstigen Handelsbilanz gelungen, als erster Staat mit Italien ein Abkommen zu treffen, das der Schweiz für die erst seit dem 19. Februar einfuhrbeschränkten Waren den weitem Import in der Höhe der Einfuhr 1934 gestatten soll. Da seit ungefähr einem halben Jahre die Ausfuhr aus der Schweiz nach unserem südlichen Nachbarlande in erfreulicher Weise angezogen hat, genügt nun aber in vielen Fällen die Zulassung des gleichen Quantum, das letztes Jahr in Italien eingeführt wurde, nicht. Wir werden uns daher gezwungen sehen, eine ganze Reihe von Zusatzkontingenten verlangen zu müssen. Schon jetzt lassen aber die italienischen Behörden durchblicken, dass derartige Begehren sehr wenig Aussicht auf Erfüllung haben können. Begrün-

det wird diese Haltung mit dem Hinweis darauf, dass die Devisenlage äusserst prekär sei und dass deshalb die Bezahlung erhöhter Einfuhren einfach nicht möglich wäre.

Bis jetzt konnten wir uns bei Forderungen an Italien immer auf den für Italien ausserordentlich günstigen Stand der Handelsbilanz beziehen. Dieses Argument wird aber, wenn die Entwicklung des gegenseitigen Warenaustausches weitergeht wie in den letzten Monaten, sehr viel an Gewicht verlieren. Es ist nämlich nicht nur, wie bereits erwähnt, die Ausfuhr aus der Schweiz nach Italien grösser geworden, sondern es hat gleichzeitig ein Rückgang der Einfuhr aus Italien in die Schweiz stattgefunden. Da die italienischen allgemeinen Einfuhrbeschränkungen eher eine Preisversteifung und zudem eine Inlandskonjunktur hervorrufen werden, muss man wohl damit rechnen, dass unter gleichbleibenden Devisenverhältnissen die rückläufige Bewegung des italienischen Exports nach der Schweiz nicht so rasch ins Gegenteil umschlagen werde.

Unter diesen Umständen wäre es für uns ausserordentlich wertvoll zu wissen, wie sich ungefähr die *Zahlungsbilanz* zwischen der Schweiz und Italien gestaltet. Wir wären Ihnen deshalb sehr zu Dank verpflichtet, wenn Sie — gegebenenfalls im Verein mit der Schweizerischen Bankiervereinigung, der Schweizerischen Verkehrszentrale, und andern in Betracht kommenden Institutionen — möglichst rasch festzustellen suchen wollten, welche Posten ausser der Handelsbilanz für die Zahlungsbilanz mit Italien in Betracht kommen und welche ungefähren Beträge jene Aktiv- und Passivposten der Zahlungsbilanz ausmachen.

Wir denken dabei vor allem an die folgenden Posten:

1. Italienische Titel in schweizerischem Besitz:
 - a) öffentliche Anleihen,
 - b) italienische Aktien und Obligationen, die in der Schweiz platziert sind;
 2. Beteiligungen schweizerischer Finanzgesellschaften (z. B. Motor Columbus, Italo-Suisse, Elektrobank, Indelec usw.);
 3. Beteiligungen schweizerischer Industrieunternehmen an der italienischen Industrie (z. B. Aluminium-Industriegesellschaft, Neuhausen, Schokoladenfabriken usw.);
 4. Zweigniederlassungen schweizerischer Industrie-Unternehmungen in Italien (z. B. Tecnomasio Brown, Boveri & Co., Escher-Wyss, Hasler A.-G., Seidenindustrie usw.);
 5. Private schweizerische Beteiligungen in Italien, die zu Überweisungen von Zinsen, Dividenden usw. Anlass geben;
 6. Versicherungsgesellschaften;
 7. Speditionsgewerbe;
 8. Fremdenverkehr;
 9. Ein- und Ausgänge aus der Betätigung von Schweizern in Italien und von Italienern in der Schweiz;
- usw.

107

E 2300 London, Archiv-Nr. 29

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP n° 10

Hitler et les Puissances

Londres, 28 mars 1935

Sir John Simon n'est rentré qu'hier tard dans l'après-midi, s'est rendu presque immédiatement à une séance du Cabinet et y a exposé, en attendant son mémoire

1. *Remarque marginale de ce dernier*: Très intéressant.

détaillé, ses expériences au palais de M. Hitler. Il est naturellement trop tôt pour se prononcer sur ce qui est résulté de cette entrevue, mais il vous intéressera peut-être de recevoir un court compte rendu des premières impressions produites à Londres.

Les quelques personnes avec lesquelles je me suis entretenu, diplomates et Anglais, sont d'accord que cette entreprise de Sir John n'est pas seulement un «blanc», mais bien un fiasco.

Officiellement, la Délégation britannique proclame en communiqué que pendant toute leur durée les pourparlers ont gardé la note cordiale et qu'ils ont été «très utiles» en fait d'information.

En vérité, cette information «utile» n'est autre chose que la constatation que M. Hitler, avec l'aplomb de l'homme qui ne doute de rien, demande considérablement plus que l'on ne s'y attendait. Ses prétentions vont clairement, tout bien considéré, non pas à l'égalité complète de l'Allemagne parmi les Puissances de l'Europe, mais à son hégémonie tout simplement.

Pour autant qu'on puisse conclure de ce qu'on a appris durant ces quelques heures, on est tenté de dire que M. Hitler n'a fait que poser ses conditions pour tous et chacun des problèmes que le concert européen s'efforce actuellement de résoudre.

[...]

Il ressort avec clarté que, de ce que Sir John a dû écouter au Palais du Chancelier, le pacte collectif d'un Locarno de l'Est ne se fera pas avec l'Allemagne. M. Hitler peut s'imaginer la possibilité de pactes bilatéraux avec la Tchécoslovaquie et les Etats baltes, non sans toutefois que ces Etats se soumettent à des conditions qu'il pose avec un sans-gêne singulier.

Lors des conversations autour de ce problème, M. Hitler paraît avoir lancé une attaque violente contre la Russie au cours de laquelle, naturellement, la France et l'idée d'une alliance franco-russe ont reçu les coups que, selon le Führer, elles méritent si bien. Là encore, le dictateur allemand ne se voit pas en mesure d'envisager son concours à la pacification, à moins que préalablement la Russie, et probablement aussi la France, consentent à des mesures se rapprochant d'une démilitarisation.

Quant aux conditions de l'Allemagne pour une rentrée à la Société des Nations, on ne sait pas encore exactement ce qu'elles sont, mais on comprend qu'elles sont impossibles. On peut dire de même, sauf erreur, des idées de Berlin en ce qui concerne un arrangement pour la réduction des armements, attendu que la réalisation de ces idées constituerait l'hégémonie allemande.

Au fond, on ne s'était pas beaucoup promis du voyage de Sir John, mais on est quand même déçu, à Whitehall, de l'aspect qu'il donne à la situation en général. Le résultat est négatif en ce sens que l'information, complète et ne laissant rien à désirer en fait de clarté, est à peu près défavorable en tous points. Le Cabinet britannique poursuivra cependant ses efforts pour arriver à un rapprochement entre l'Allemagne et les autres Puissances, ceci malgré qu'une fois de plus ses amis les Français aient eu raison en prédisant l'inopportunité de cette expédition.

[...]

C'est à Stresa qu'on décidera la question d'une conférence intereuropéenne à

laquelle l'Allemagne participerait et pour laquelle on suggère comme lieu de réunion Londres paraît-il.

En ce moment-ci, et avant d'être plus précisément renseigné, on est porté à admettre qu'ensuite de ce qui vient de se passer à Berlin, les travaux pour la sécurité de l'Europe sont entrés dans une nouvelle phase et que le problème se présente sous un aspect qui diffère considérablement de ce qu'il était avant.

108

E 2001 (C) 5/162

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Rome, 29 mars 1935

Comme j'ai eu l'honneur de vous l'écrire dans ma lettre d'hier², j'ai été reçu hier soir par le Chef du Gouvernement. Il m'a retenu chez lui 45 minutes.

J'ai commencé par lui dire que je vous avais informé de ma demande d'audience et que vous m'aviez chargé de lui présenter vos salutations personnelles, ainsi que votre désir de le voir continuer à employer toute son influence pour empêcher les complications les plus graves.

Je m'efforce de vous résumer aussi exactement que possible ce qu'il m'a dit à ce sujet, après m'avoir chargé de vous remercier de votre message.

La situation est, en effet, des plus inquiétantes et cela par la faute des Parlements. Le Duce paraît croire que ce sont les discussions parlementaires qui ont retardé et finalement empêché l'exécution de son fameux pacte à quatre³, qui aurait assuré à l'Europe une période de tranquillité. «Maintenant, a-t-il dit, il est impossible de revenir en arrière. Les conversations de Berlin n'ont abouti à rien. Les Ministres anglais⁴ s'en vont les mains vides. Hitler maintient non seulement sa décision de réarmement⁵, mais ses revendications les plus périlleuses concernant l'Autriche et aussi le corridor polonais».

Le Duce est convaincu de la volonté de guerre de l'Allemagne. Elle est formidablement armée et elle le sera encore plus dans deux ans.

Je ne lui ai pas rapporté les bruits que j'avais recueillis sur son intention de proposer une action militaire immédiate afin de prévenir le réarmement complet du

1. *Annotation marginale de Motta*: Très confidentiel. Très intéressant. 1. 4. 35.

2. *Non reproduit*.

3. *Signé le 15 juillet 1933 entre l'Italie, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne*. Cf. DDS vol. 10, n^{os} 266, 279 et 290.

4. *J. Simon et A. Eden ont séjourné à Berlin du 24 au 26 mars*. Cf. n^o 107.

5. Cf. rubrique II.1.8: *Allemagne, questions politiques générales*.

Reich. Il ne pouvait naturellement pas me confier l'attitude qu'il compte avoir à la conférence de Stresa⁶. Il s'est borné à dire que si l'Allemagne voulait entrer en guerre, elle pourrait le faire dès maintenant avec des chances de succès. L'armée russe ne compte pour rien, malgré le chiffre énorme des divisions qu'elle aligne sur le papier. Elle n'a pas de généraux depuis qu'elle a perdu les provinces baltiques qui lui fournissaient des *Rennenkampf*. L'Allemagne continue à fabriquer journellement des avions de plus en plus forts, de plus en plus grands. Elle peut procéder à l'invasion de territoires voisins, non pas par le terrain, mais verticalement par les airs. On a déjà des avions qui transportent 30 personnes; demain ce sera 60. Mille avions peuvent transporter dans la nuit, au centre de la France, une division.

«Les Allemands qui ont déjà fait la guerre, m'a-t-il dit, manquent peut-être d'enthousiasme, mais les jeunes sont pleins d'ardeur et ne demandent qu'à partir».

Je lui ai rappelé ce qu'il m'avait dit dans notre dernier entretien⁷ au sujet des dangers auxquels la Suisse était exposée. Il en est toujours convaincu. J'ai ajouté qu'il me revenait d'autre source que la Suisse, en cas de conflagration générale, courait des risques au sud et à l'ouest; que je n'attachais à ces bruits aucune importance, sachant que c'est le métier des états-majors d'envisager toutes les éventualités et qu'il pouvait s'agir d'un projet élaboré simplement par des officiers.

Il m'a déclaré qu'il considérerait une violation de la neutralité suisse, non seulement comme un crime, mais comme une faute et une absurdité. «Nous n'avons pas besoin de passer par le territoire suisse; nous avons la route du Brenner, la plus facile et la plus directe». Il m'a dit cela en tapant sur la table et en roulant des yeux

6. Elle aura lieu du 11 au 14 avril. Cf. à ce propos la lettre de G. Wagnière à G. Motta, du 20 avril:

Afin de recueillir des impressions de Stresa, je suis donc allé voir M. Suvich, qui avait assisté à toute la conférence et en avait rapporté la meilleure impression, particulièrement heureux de l'attitude de l'Angleterre, dont on doutait jusqu'au dernier moment.

M. Suvich m'a renouvelé les considérations que vous savez sur la nécessité d'opposer à l'Allemagne un bloc compact de puissances. Pas plus que le Duce, il ne paraît avoir grande confiance dans une action de la Russie. Néanmoins, il juge nécessaire de constituer ce bloc européen, qui garantira la paix aussi longtemps que l'Allemagne ne pourra pas mettre sur pied des forces supérieures.

Je lui ai fait observer que tout essai d'encercllement de l'Allemagne peut provoquer la guerre. L'Allemagne ne peut pas se laisser encercler, et Hitler peut imposer l'idée de la guerre à la nation allemande précisément pour cette raison du danger mortel qui la menace. Elle a usé de cet argument en 1914. [...]

M. Suvich partage les idées que son chef m'avait récemment exposées. L'Allemagne veut la guerre. Hitler saura l'imposer à la nation. Toutes les concessions qu'on a pu faire à l'Allemagne n'ont servi qu'à augmenter ses prétentions: plus on lui accorde, et plus elle demande. La guerre est fatale.

Je vous rappelle que dans ces mêmes sphères officielles on tenait, il y a un an, un tout autre langage. Il me revient d'autre source qu'on a beaucoup parlé de la guerre durant toute cette conférence. M. Mussolini a exposé ses idées, mais brièvement. Ce n'est pas lui qui a parlé le plus. Il a présidé avec son autorité habituelle, résumant avec clarté les propos des divers orateurs.

(J.I.135/2)

7. Cf. n° 83.

dont l'expression peut être terrible. Notez qu'il avait lu l'article «Gewitter über den Alpen»⁸; rien ne lui échappe.

Je lui ai encore rappelé ce qu'il m'avait dit de la propagande naziste en Suisse, en lui faisant observer qu'aucun journal, aucune publication n'ont soutenu jusqu'ici l'action d'Hitler. J'ai cherché à lui définir ce que nous entendons par l'helvétisme, œuvre de siècles de vie commune et trait d'union entre les divers éléments de notre pays. Il m'a écouté avec beaucoup d'attention et sans objection.

Nous avons parlé d'autres choses et aussi du Japon, dont l'action est chaque jour plus envahissante dans le domaine économique.

Je vous écris des lettres séparées sur les autres sujets que j'ai traités avec lui.

Je résume mes impressions sur la situation en général qui lui paraît extrêmement troublée. Les perspectives de solutions pacifiques s'évanouissent l'une après l'autre. Espérons que la conférence de Stresa nous apportera des lumières plus rassurantes.

8. Paru dans le numéro de mars 1935 de la revue allemande Die Tat, et signé du pseudonyme de Severus.

La lecture de cet article avait inspiré au ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, les considérations suivantes exprimées dans une lettre au DPF du 27 mars:

C'est avec la plus grande attention que j'ai pris connaissance de cet article dont l'auteur n'est assurément pas mal renseigné sur certains problèmes de notre politique étrangère qui gardent toujours leur actualité. Les conséquences que Severus tire de prémisses en partie incontestables sont évidemment souvent fantaisistes et tendancieuses. Je retiens comme un symptôme inquiétant les allusions continuelles aux velléités de pénétration de Puissances autres que l'Allemagne sur notre territoire, ainsi que l'hypothèse développée par Severus d'un passage à travers la Suisse. Ne s'agit-il pas là précisément d'une nouvelle tentative de justifier par avance une soi-disant «défense» du Reich sur notre territoire? De toute manière, il serait fort intéressant d'apprendre qui est le véritable auteur d'un article qui, dans sa conception et d'après son style, rappelle certaines publications du diplomate allemand connu sous le nom de plume de J. J. Ruedorffer (l'auteur de «Grundzüge der Weltpolitik» et d'autres ouvrages) (E 2001 (C) 4/46).

109

E 1004 1/351

CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal de la séance du 1^{er} avril 1935 (matin)*¹

580. Schweizerisch-deutsche Wirtschaftsbeziehungen

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

Die Herren Minister Stucki, Direktor der Handelsabteilung, und Professor Bachmann, Präsident des Direktoriums der Nationalbank, sind zur Berichterstattung erschienen.

1. Absent: Pilet-Golaz.

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements teilt mit, als man sich beinahe mit der deutschen Delegation in allen Teilen geeinigt hatte, habe Herr Schacht am Samstag nachmittag plötzlich erklären lassen, er verlange für die Reichsbank statt 4,1 Millionen Franken nunmehr 6,5 Millionen, ansonst der Vertrag zu kündigen sei. Da die schweizerische Delegation auf dieses Begehren nicht eintreten konnte, wurde der Vertrag gekündigt. Es ist nun zu befürchten, dass, falls die Kündigung bestehen bleibt, die Deutschen nunmehr ihr Geld aus der Schweiz zurückziehen werden. Es muss unbedingt eine Zwischenlösung gesucht und gefunden werden².

2. Le jour précédent, le 31 mars 1935, une réunion a lieu au Palais fédéral en présence des Conseillers fédéraux E. Schulthess et A. Meyer, du Directeur de la Division du commerce, W. Stucki, du Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann, du Président de l'Union des Banques cantonales suisses, R. Wittmer, ainsi que de plusieurs directeurs de banque. W. Stucki y défend son point de vue et prend ses distances d'avec les représentants des banques:

[...] Es ist zu bedenken, dass man Deutschland im Juli 1934, als man mit einem schweizerischen Import aus Deutschland von 35 Millionen monatlich rechnete, eine Reichsbankquote von 5 Millionen in Aussicht stellte. Deutschland erklärte bald einmal, dass es eine Verbesserung beanspruchen müsse, weil die Reichsbank nicht zu ihrer vertraglich vorgesehenen Devisenquote kam, da die Stillehaltezeiten in erster Linie daraus zu bezahlen waren. Dieser deutsche Standpunkt war begreiflich, und wir richteten uns denn auch darauf ein und schlugen die Schaffung einer Priorität vor. Wir waren auch bereit, für die Zinsen der lang- und mittelfristigen Forderungen sehr weit — bis auf 1,5% durchschnittlich — zurückzugehen, wobei wir uns mit der Fundierung des so verbleibenden nicht zu transferierenden Restes von 80 Millionen Fr. einverstanden erklärten. Die deutsche Delegation berichtete entsprechend unsern Vorschlägen nach Berlin und erhielt auf dieser Basis Vollmacht zum Abschluss der Verhandlungen. Freitag Morgen, um 9 Uhr, kam der deutsche Delegationsführer mit den aus Berlin erhaltenen telegraphischen Instruktionen zu mir, und ich setzte mich in der Bundesratssitzung auf Grund dieser Instruktionen für den Abschluss eines Abkommens auf dieser Grundlage ein. Deutschland erklärte sich mit unsern Vorschlägen betreffend die Reichsbankquote einverstanden, womit die Frage dieser Quote als erledigt zu betrachten war. Freitag abends herrschte denn auch anlässlich des uns von der deutschen Delegation gebotenen Nachtessens eine festliche Stimmung. Der deutsche Gesandte fuhr am nächsten Tag privat ins Ausland, weil auch er offenbar der Meinung war, dass die Sache im Blei sei und keine grundlegenden Aenderungen mehr zu erwarten waren. Samstag übergibt uns die deutsche Delegation ein Schriftstück mit der Bestätigung der Abmachungen des Vortages.

Abends, gegen 6 Uhr, kommt hierauf der Führer der deutschen Delegation zu mir, um mir mitzuteilen, dass er aus Berlin andere Weisungen erhalten habe, wonach die bisherigen Abmachungen als nicht geschehen zu betrachten seien und Deutschland einen freien Saldo für die Reichsbank verlangen müsse, der bedeutend über dem jemals vorgesehenen Maximum lag. Gleichzeitig eröffnete man mir, dass der deutschen Delegation ein Markten über diese strikte Instruktion verboten sei.

Wenn Deutschland gesagt hätte, dass es einem neuen Vertrag nur zustimmen könnte, wenn der Reichsbank monatlich 5 Millionen reserviert würden, so hätte ich allenfalls darauf einlenken können. So aber waren alle Mitglieder unserer Delegation mit mir einig, dass wir der Reichsbank unmöglich eine bedeutend höhere Quote bewilligen könnten als dies in sehr viel bessern Zeiten, d. h. beim Abschluss des Verrechnungsabkommens, vorgesehen war. Ich lehnte die deutschen Vorschläge daher ab. Auch wenn Herr Dr. Hirzel sich seines Auftrages früher hätte entledigen können, wäre mir eine andere Stellungnahme nicht möglich gewesen, weil der Bundesrat seinen Beschluss bereits gefasst hatte. Die deutsche Kündigung wurde dann abends 7 Uhr dem Nachtwächter im Ostbau gegen Quittung übergeben.

Die ganze deutsche Umstellung rührt offenbar davon her, dass Schacht die Belga-Krise

Herr Minister Stucki teilt ergänzend mit, dass am Samstag die Arbeit in zwei Gruppen hätte abgeschlossen werden sollen. Um 10 Uhr seien die Deutschen gekommen und hätten den Entwurf zu einem Vorvertrage³ gebracht, der mit den bisherigen Abmachungen übereinstimmte. Nachmittags nach 17 Uhr habe dann plötzlich der Chef der deutschen Delegation erklärt, es seien ihm bindende Instruktionen aus Berlin zugekommen, wonach alle bisherigen Abmachungen und Besprechungen hinfällig und für die Reichsbank 6,5 Millionen gefordert würden. Der Sprechende antwortete, er könne sich nicht einverstanden erklären. Die Deutschen stellten dann quasi ein Ultimatum: Entweder Annahme der Forderung auf 6,5 Millionen oder sofortige Kündigung des gegenwärtigen Abkommens⁴. Am Samstag abend ist dann der deutsche Geschäftsträger noch zu Herrn Stucki in die Wohnung gekommen und hat ihm versichert, die Delegation hätte noch am Donnerstag abend pleins pouvoirs erhalten zum Abschlusse eines Abkommens auf der besprochenen Basis. Niemand hätte ahnen können, dass jetzt wieder alles umgestossen werden sollte. Herr Stucki bat den Geschäftsträger, den ausserordentlich peinlichen Eindruck dieses Verhaltens Deutschlands nach Berlin zu melden. Der Grund zu einem solchen Stellungwechsel liegt vielleicht darin, dass die Deutschen in ihren Verhandlungen mit Frankreich in letzter Stunde den Franzosen nachgeben mussten und sich jetzt offenbar umso schroffer an der Schweiz revanchieren wollen. Zudem sei Herr Schacht wohl durch die Ereignisse in Belgien⁵ beeinflusst worden und denke nun, wir seien nervös geworden und würden jetzt leichter nachgeben. Wie soll sich nun die Schweiz verhalten? Wir stehen vor einem brutalen Ultimatum und können jetzt den Deutschen nicht nachspringen und dürfen ihnen nicht nachgeben. Wohl möchten die Banken nun-

benützen wollte, um möglichst viel herauszuholen. Die deutsche Forderung (3,5 Millionen zur Befriedigung der Stillehaltezinns plus 3 Millionen als Rohstoffquote) wurde daher möglichst unannehmbar gestellt. Die Rohstoffquote von monatlich 3 Millionen wurde damit begründet, dass in der deutschen Ausfuhr nach der Schweiz von monatlich 25 Millionen eine Rohstoffquote von 5 Millionen enthalten sei, wogegen die schweizerische Rohstoffquote bei einer schweizerischen Ausfuhr nach Deutschland von 10 Millionen nur 2 Millionen betrage. Das sich hieraus ergebende Defizit von 3 Millionen sei somit Deutschland in Devisen zu ersetzen. Diese Theorie ist aber reiner wirtschaftlicher Wahnsinn, und wenn wir uns darauf einlassen würden, so könnten dann sämtliche Länder uns gegenüber dasselbe Ansinnen stellen. Deutschland versuchte es mit dieser Rohstofftheorie übrigens auch mit Frankreich, wobei Frankreich aber an seiner Ablehnung festhielt. Der deutsch-französische Bruch lag in der Luft, bis gestern Abend 7 Uhr, kurz vor Ablauf der Kündigungsfrist, Deutschland auf seine Forderung verzichtete und Frankreich gegenüber nachgab, um sich dann mit umso grösserer Wucht auf die Schweiz zu stürzen.

Es stellt sich nun die Frage, was wir zu tun haben. Das Resultat unseres Nachgebens wäre meiner Ansicht nach, dass Schacht an seiner Forderung der 6,5 Millionen festhalten und sich nicht auf einen Mittelvorschlag einlassen würde. Wir dürfen uns jetzt unter keinen Umständen schwach zeigen, sonst ist unsere Verhandlungsposition in Zukunft unhaltbar. Immerhin ist es Sache des Bundesrats, darüber Beschluss zu fassen; wenn er sich aber — entgegen meiner ersten Warnung — doch zum Nachgeben entscheiden sollte, so möchte ich bitten, dass ein solcher Entscheid der deutschen Delegation von einem andern als mir eröffnet wird. [...] (J.I. 131/22—24).

3. *Non reproduit.* Cf. Deutscher Entwurf zu einem Vorvertrag in J.I. 131/22—24.

4. *Pour l'accord en vigueur, cf. n° 84, n. 8.*

5. *Suite à une rumeur de dévaluation, les banques belges subissent d'énormes retraits en or à partir de janvier 1935. Fin mars 1935 un nouveau gouvernement est formé qui dévalue le franc belge.*

mehr neue Zugeständnisse machen⁶; das darf aber jetzt nicht geschehen. Die Schweiz darf es sich nicht gefallen lassen, dass man sie zu weitgehenden Konzessionen veranlasst und nachher trotz Einverständnisses der Delegation des Partners plötzlich alles über Bord wirft. Die deutschen Stellen werden nun offenbar die Weisung geben, es seien alle Guthaben Deutscher in der Schweiz (ca. 542 Millionen Franken), sofort tunlichst aus unserem Lande heraus zu nehmen. Wir müssen somit sofort handeln und Schutzmassnahmen treffen. Die Frage ist allerdings kompliziert, weil nicht nur Deutschland, sondern auch noch andere Länder die schweizerischen Guthaben, die bei ihnen liegen, blockierten, hingegen über die Guthaben ihrer Staatsangehörigen in der Schweiz frei verfügen können⁷. Wenn der Bundesrat etwas tut — und das muss er — so würde es sich nicht um die Sequestrierung fremden Privatvermögens handeln, sondern der Bundesrat würde lediglich ein beschränktes Zahlungsverbot erlassen, in dem Sinne, dass eine Zahlung nur mit Erlaubnis der Nationalbank geschehen darf. Nach einer gestrigen Erklärung der Generaldirektion der Nationalbank wäre ein solches Vorgehen technisch möglich. Hingegen bestehen Bedenken über die Rückwirkung einer solchen Massnahme in währungspolitischer Hinsicht⁸. Der Sprechende glaubt indessen, dass im Innern des Landes das Vertrauen in den Bundesrat gestärkt würde, wenn er sich vom Auslande nicht alles gefallen lässt und die jenseits der Grenzen liegenden schweizerischen Guthaben mit fremden Forderungen in der Schweiz zu kompensieren versucht. Eine Valuta wird nur von Innen heraus gefährdet, wenn nämlich das Vertrauen der Bevölkerung schwindet. Infolgedessen ist Herr Minister Stucki der Meinung, die Schweiz sollte die Kündigung entgegennehmen, keine

6. *Lors de la séance du 31 mars 1935, A. Jöhr expose le point de vue des banques:*

[...]Der Streit mit Deutschland geht eigentlich gar nicht um sehr grosse Beträge. Allerdings ist zuzugeben, dass wir den Deutschen nicht nachlaufen können. Ist aber nicht eine Brücke noch möglich? Wir glauben doch, denn schliesslich hat niemand ein Interesse am Krieg. Schacht verlangt statt den von uns angebotenen 4,1 Millionen 6,5 Millionen monatlich als Reichsbankquote. Wenn Deutschland mehr freie Devisen gegeben werden müssen, so bliebe — wollte man dieses Mehr bei den Finanzgläubigern holen — für diese Gläubigerkategorie nichts mehr übrig. Es ist daher gescheiter, auf Kosten der Stillehaltezinzen noch etwas herauszuholen, dadurch nämlich, dass nur noch $\frac{3}{4}$ der Stillehaltezinzen transferiert würden, der Rest aber in Deutschland stehen bliebe. Dies wäre also eine weitere Konzession der Stillehaltgläubiger, neben der bereits zugesagten Senkung der Zinsen von $4\frac{1}{2}\%$ auf 4% . Hiermit wäre schon 1 Million gewonnen, denn Deutschland brauchte nicht mehr $3\frac{1}{2}$ Millionen zu transferieren, sondern nur noch $2\frac{1}{2}$ Millionen. Dazu könnte man Deutschland in der II. Kategorie statt der 10% des 5 Millionen-Überschusses 20% geben, was eine weitere Million ausmachen würde. Der dann noch verbleibende Rest wäre auf Kosten des Warenexports herauszubringen. Über die so skizzierte Brücke könnten die Beziehungen wieder angeknüpft werden. Ich möchte also fragen, ob es sich lohnt, wegen einer Differenz von 18 Millionen im Jahr alle diese angedeuteten Gefahren heraufzubeschwören (J.I.131/22—24).

7. *Cf. DDS vol. 10, rubrique IX: Enumération des avoirs suisses dans quelques pays.*

8. *G. Bachmann déclare à la séance du 31 mars 1935:*

Ich glaube nicht, dass die Einführung des Zahlungsverbots von gutem wäre, kann jedoch nicht sagen, ob dies zu einem Börsenschluss führen würde. Ferner ist festzuhalten, dass jetzt schon bei einer Reihe von Banken starke Rückzüge stattfinden, sodass nachher das Schlimmste zu befürchten wäre. Ich rate daher von einem solchen Beschluss ab. Sollte der Bundesrat dennoch das Zahlungsverbot beschliessen, so wäre die sofortige Ergreifung von Devisenmassnahmen gegenüber allen Ländern nötig (J.I.131/22—24).

Gegenvorschläge ihrerseits nach Berlin machen und den freien Zahlungsverkehr mit dem Auslande im erwähnten Sinne sofort aufheben.

Herr Professor Bachmann spricht sich ebenfalls für die Entgegennahme der Kündigung aus. Hingegen wäre nach Meinung der Banken ein Zahlungsverbot nur mit grössten Bedenken ins Auge zu fassen⁹. Es besteht bereits eine starke Beunruhigung wegen des Schweizerfrankens, wie das z. B. die Flucht in die Sachwerte, die Goldausfuhr und die grossen Rückzüge bei den Banken andeuten. Immerhin hat die Nationalbank bereits Entwürfe für Zahlungsverbote aufgestellt¹⁰. Doch bleibt noch die Frage zu lösen, ob ein solches Verbot nur gegenüber Deutschland erlassen werden soll. Wenn ja und wenn die andern Länder davon ausgenommen würden, so hätte das Verbot aber nur beschränkten Wert, weil dann der Deutsche sein Geschäft über ein Drittland abwickelt. Bei näherer Überlegung des gesamten Fragenkomplexes kommt man daher notgedrungen zum Schlusse, dass ein Zahlungsverbot allein nicht genügt, sondern auch noch der Anmeldezwang erforderlich ist; das alles würde aber zur Bestandesaufnahme, zur Beschlagnahme, zum Bruch des Bankgeheimnisses führen. Es brächte dies eine ungeheure Unruhe, die für die Kreditwirtschaft des Landes nicht ohne schwerwiegende Folgen sein kann. Die materielle Auswirkung einer Beschlagnahme der 542 Millionen Franken deutscher Gläubiger in der Schweiz hätte keine grosse Wirkung, wenn der Kreis der Massnahmen nicht erweitert würde. Die Nationalbank ist aber auch wegen der psychologischen Wirkungen gegen ein Zahlungsverbot. Sie ist der Meinung, dass sie in nächster Zeit wahrscheinlich keine Devisenvorschriften erlassen müssen. Im übrigen hat das Direktorium der Bank über Nacht folgende Erklärung ausgearbeitet:

«Das Direktorium hat nach Bekanntwerden der durch Deutschland ausgesprochenen Kündigung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens in einer gestern Sonntag Vormittag stattgefundenen Sitzung, zu der die Herren Dr. Wetter, Delegierter des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrievereins, Direktor Wittmer von der Basler Kantonalbank, Präsident des Verbandes der Kantonalbanken, Dr. Jöhr, Präsident des Komitees Deutschland der Schweizerischen Bankiervereinigung, und Direktor Jaberg als Vertreter der sogenannten Stillhaltegläubiger, zugezogen wurden, zu dieser neuen Situation, insbesondere zur Frage des von Herrn Minister Stucki angeregten Erlasses einer Zahlungssperre im Verkehr mit Deutschland Stellung genommen.

Wir nehmen ferner Bezug auf die gestern Sonntag Abend im Beisein von Herrn Minister Stucki mit den Herren Chefs des Eidg. Volkswirtschafts- und des Eidg. Finanz- und Zolldepartements stattgehabten Konferenz, in welcher wir unsern Standpunkt im Sinne eines entschiedenen Abratens vom Erlass einer solchen Zahlungssperre gegenüber Deutschland oder, um sie wirksam zu gestalten, auch

9. A. Jöhr s'exprime sur l'interdiction de payer lors de la même séance:

[...] Die Konsequenzen würden sein, dass man nach Verhängung der Zahlungssperre im Inland zuerst grossen Beifall ernten würde, worauf dann aber der Katzenjammer nachfolgen und der Run auf die Banken einsetzen würde. Ich frage nochmals, ob dies der Mühe wert ist, nur um Satisfaktion gegenüber einem allerdings unwürdigen Verhalten Deutschlands zu erhalten. Für mich besteht kein Zweifel, dass aus allen Ländern die in der Schweiz liegenden Guthaben zurückgerufen würden (J.I.131/22—24).

10. *Non retrouvé.*

gegenüber andern Staaten dargelegt haben. Wir beehren uns, Ihnen diesen Standpunkt hiemit in Kürze wie folgt zu resümieren:

Es mag vorausgeschickt werden, dass dem Erlass der in Frage stehenden Zahlungssperre unseres Erachtens nicht die materielle Wirkung zukäme, wie sie ihr von seiten eines ihrer Befürworter scheint beigemessen zu werden; es ist nämlich kaum anzunehmen, dass bei Verzicht auf die Massnahme sofort auch in grösserem Umfange Kapital für die schweizerische Zahlungsbilanz verloren gehen würde. Vermutlich kämen die betreffenden Kapitalien wohl in Bewegung; ihre Mobilisierung und Abdisponierung kann aber nicht sofort erfolgen, da sie zum grossen Teil an voneinander abweichende kürzere oder längere Kündigungsfristen gebunden sind und auch an der Börse nicht so rasch in grossen Posten liquidiert werden können. Es ist zu erwarten, dass die Liquidation sich eher sukzessive machen würde, so dass ein plötzlicher, lawinenartig erfolgender Abzug solcher Werte daher kaum zu befürchten wäre. Dabei ist nicht zu übersehen, dass nur ein Teil dieser Deutschen gehörenden, in der Schweiz liegenden Werte bei den Devisenbehörden in Deutschland angemeldet ist, während ein anderer Teil der Unterstellung unter das sogenannte Volksverratsgesetz sich entzogen hat; nur die angemeldeten Werte stehen unter dem Druck der deutschen Behörden.

Die heutige wirtschaftliche, politische und insbesondere währungspolitische Situation erheischt den Verzicht auf die hier in Frage stehende Massnahme. Es ist davon auszugehen, dass mit dem Dahinfallen des Verrechnungsabkommens weitere Zahlungen aus Deutschland zugunsten der Stillhalte- und Finanzgläubiger in der Schweiz ausfallen werden. Die öffentliche Meinung im In- und Ausland würde das schweizerische Zahlungsverbot dahin deuten, dass zur Aufrechterhaltung der Zahlungsbilanz gegenüber Deutschland und insbesondere zum Schutze der in Deutschland engagierten Banken die Massnahme getroffen werden müsse; hat doch Dr. Schacht selbst wiederholt offiziell erklärt, dass er die weitere Bezahlung der Stillhaltezinss gegenüber einem Staate, der den Zahlungsverkehr nach Deutschland hindern sollte, sofort einstellen würde. Für unsere Banken müssten sich aus solcher Argumentation schwere Rückwirkungen ergeben: Es ist dem Direktorium nämlich bekannt, dass bereits bei einer Reihe von Banken — und zwar nicht etwa nur bei Grossbanken, sondern auch bei Kantonalbanken und kleineren Instituten — Rückzüge eingesetzt haben. Diese Entwicklung würde sich im Zusammenhang mit der ungünstigen Haltung der Börse und dem Fallen der Bankaktienkurse, aus denen geschlossen werden muss, dass das betreffende Aktienkapital nicht mehr intakt ist, sowie in Verbindung mit den in den letzten Bankberichten erstmals ziffernmässig bekanntgegebenen beträchtlichen Engagements dieser Institute in Deutschland bald äusserst kritisch gestalten.

Durch den Erlass der in Frage stehenden Zahlungssperre und die weitem sich daran knüpfenden Massnahmen würde ferner das Publikum avisirt, dass die Lage einzelner Bankinstitute eine kritische geworden ist¹¹; das könnte aber, zufolge einer bereits bestehenden gewissen allgemeinen Beunruhigung leicht auch weitere Banken in Mitleidenschaft ziehen, wie die Beispiele von Nordamerika und Belgien zeigen, und die letzten Konsequenzen drastisch erkennen lassen:

11. Cf. n° 117, n. 11.

rasch zunehmende Beanspruchung der Notenbank, wodurch sie zur Erhöhung des Satzes gezwungen wird trotz unerwünschter Rückwirkung auf die allgemeine Zinsgestaltung, schliesslich Erschöpfen des Notenbankkredites. ... Im jüngsten Beispiel Belgiens hat sich dann der Staat der Situation nicht mehr anders zu helfen gewusst, als durch Übernahme der Staatsgarantie für die Depots bei den Banken, dies trotz der seinerzeit in Österreich und Deutschland mit solchen Massnahmen gemachten schlimmen Erfahrungen.

So ist denn auch Belgien zur Preisgabe der Parität seiner Währung nicht zum geringsten Teil durch die Situation seiner Banken gezwungen worden, nachdem diese einmal in eine solche Entwicklung gekommen waren.

Die Rückwirkungen einer solchen Zahlungssperre auf die Währung ergeben sich noch unmittelbarer aus dem Umstand, als man von aussen her eine solche Massnahme schwerlich anders ansehen würde als einen im Interesse der Währung vorgenommenen Eingriff in den freien Zahlungsverkehr, d. h. als Einleitung der Devisenbewirtschaftung. Wenn aber mit Devisenbeschränkungen einmal begonnen ist, so ruft das erfahrungsgemäss nach immer weiteren Massnahmen, ganz ähnlich wie bei solchen für die Beschränkung des Warenverkehrs.

Die Frage, ob eventuell die weitere Entwicklung der Dinge uns in einem früheren oder späteren Zeitpunkt zwangsläufig zur Devisenbewirtschaftung führen wird, ist zurzeit noch eine offene und wir möchten sie dahingestellt sein lassen. Sicher ist jedenfalls, dass die Einführung der zur Diskussion stehenden Zahlungssperre der Notenbank den Kampf gegen die Abwertungstendenzen (wie sie von gewissen Seiten der Exportindustrie, Freigeldkreisen und andern postuliert wird) mehr und mehr erschweren und sukzessive zu solchem Misstrauen, Abwanderung der den Banken anvertrauten Gelder und Umwandlung derselben in Sachwerte führen könnte, dass schliesslich eine Abwertung nur noch mit den allerschärfsten Massnahmen aufgehalten werden könnte, wie das Beispiel Deutschland zeigt.¹²

Dies sind die Erwägungen, die die ablehnende Haltung des Direktoriums der Nationalbank in der zur Diskussion stehenden Frage bestimmen. Über den Erlass einer Zahlungssperre liesse sich seines Erachtens vielleicht dann reden, wenn wir nicht vor dieser bedrohlichen Situation der Banken, unter dem Eindruck des Beispiels Belgien und der durch die Kriseninitiative¹³ geschaffenen allgemeinen

12. *Le franc sera dévalué le 26 septembre 1936; cf. n° 297.*

13. *Déposée le 30 novembre 1934 par le Comité d'action pour une initiative tendant à combattre la crise économique. L'article 1^{er} du texte de l'initiative a la teneur suivante:*

La Confédération prend les mesures nécessaires pour combattre la crise économique et ses conséquences.

Ces mesures ont pour but d'assurer des conditions d'existence suffisantes à tous les citoyens suisses.

Cf. Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'initiative populaire pour combattre la crise économique et ses effets, du 8 janvier 1935 (FF, 1935, I, pp. 9 ss.). Cf. aussi le Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale ..., du 6 mars 1935 (FF, 1935, I, pp. 273 ss.).

Soumise au vote populaire le 2 juin suivant, l'initiative de crise sera refusée par 567 425 votants contre 425 242, et par 16 cantons et 4 demi-cantons contre 3 cantons et 2 demi-cantons. Cf. Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le résultat de la votation populaire du 2 juin 1935 sur la demande d'initiative pour combattre la crise et ses effets, du 5 juillet 1935 (FF, 1935, II, pp. 77 ss.).

Beunruhigung stehen würden, welche Momente unsere Währung ohnehin in Mitleidenschaft zu ziehen drohen.»

Herr Minister Stucki stellt fest, dass die Nationalbank befürchtet, das bedingte Zahlungsverbot könnte im Auslande Unruhe schaffen. Er möchte aber nun nicht ein Verbot erlassen gegen alle Länder, aber ebenfalls nicht ein solches einzig und allein gegen Deutschland, sondern aus psychologischen, politischen und materiellen Gründen ein Verbot gegenüber denjenigen Ländern, die bereits selbst die Devisenbewirtschaftung eingeführt haben, und zwar gestützt auf einen Bundesbeschluss vom 14. Oktober 1933, Art. 3, über wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Ausland¹⁴. Der Sprechende kann sich nicht vorstellen, dass eine solche Massnahme international zu Misstrauen gegenüber dem Schweizerfranken führen würde. Im Gegenteil. Der von ihm ins Auge gefasste Erlass wäre insofern etwas Neues, als wir nicht unbedingt eine Blockierung und Beschlagnahme vornehmen würden, sondern bloss soweit keine Kompensation erfolgt. Gewiss führte eine solche Massnahme sehr weit, aber auch im Innern der Schweiz selber würde sie die bestehende Unruhe kaum vermehren. Hingegen werde die Beunruhigung kommen oder noch steigen, wenn von Seiten des Bundesrates nichts geschieht. Die Durchführung erscheint wohl schwierig, aber nicht unmöglich. Es ist nicht daran zu zweifeln, dass der Bundesrat spätestens in einigen Monaten ohnehin wird Massnahmen treffen müssen zur Verteidigung unserer finanziellen Lage; dann aber werden die Pfänder weg sein, wenn sie nicht rechtzeitig zurückbehalten werden. Allerdings werde es nicht möglich sein, die vollen 542 Millionen Franken zu erfassen, aber doch einen wesentlichen Teil. Die Frage eines solchen Zahlungsverbotes steht schon seit Oktober 1933 in Diskussion und was Deutschland im besondern anbetrifft, mindestens seit 20. März des laufenden Jahres¹⁵.

14. Cf. *le Message du Conseil fédéral sur la promulgation de mesures économiques contre l'étranger* in *FF*, 1933, II, pp. 390 ss. ; *pour l'arrêté fédéral* cf. *RO*, 1933, vol. 49, pp. 831 ss.

15. *Le 20 mars 1935 a lieu une conférence confidentielle sur la situation présente et future du trafic de compensation avec l'Allemagne. Le DEP est représenté par E. Schulthess et W. Stucki, le DFD par A. Meyer. Les autres participants sont les représentants de la Banque nationale, l'Association suisse des banquiers, l'Administration des postes, télégraphe et téléphone et le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie:*

[...]

Minister Stucki: Die schweizerischen Kapitalien sind in Deutschland blockiert; die deutschen in der Schweiz jedoch frei. Er stellt die in der Öffentlichkeit viel besprochene Frage der Erfassung der deutschen Kapitalien zur Diskussion. Es handelt sich hauptsächlich darum, die im Publikum weit verbreiteten falschen Ansichten zu widerlegen. Es stellt sich die Frage, ob in dieser Richtung etwas vorgenommen werden soll und darf. Sie wurde bereits anlässlich vergangener Verhandlungen mit der deutschen Regierung erörtert; diese will jedoch aus begreiflichen Gründen nichts davon wissen. Rechtlich ist die Lage die, dass der Kapitalverkehr durch das Abkommen nicht geregelt ist; es wäre daher keine Verletzung vertraglicher Bindungen, wenn ein Kapitalmoratorium gegen Länder mit Devisenbewirtschaftung dekretiert würde.

Bundesrat Schulthess: Diese Verfügung könnte gegebenenfalls auf Grund des Bundesratsbeschlusses vom 14. Oktober 1933 über wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Ausland getroffen werden. Sie setzt jedoch eine Kontrollmöglichkeit über den gesamten Kapitalverkehr voraus.

[...]

Herr Bundespräsident Minger stellt fest, dass eigentlich vier Eventualitäten ins Auge zu fassen sind: die bedingungslose Kapitulation vor Deutschland; die Ablehnung des Ultimatums ohne Gegenmassnahmen; die Ablehnung des Ultimatums und gleichzeitige Ergreifung von Gegenmassnahmen (bedingtes Zahlungsverbot); der Versuch einer Kompromisslösung.

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements teilt mit, der deutsche Geschäftsträger habe ihm erklärt, es bestehe kaum Aussicht, dass Deutschland die Kündigung zurückziehe, wenn die Schweiz nicht sehr wesentlich entgegenkomme. Der Sprechende schliesst sich im allgemeinen den Ausführungen des Herrn Minister Stucki an. Wenn wir die Kündigung annehmen, so müssen wir auch ein Zahlungsverbot erlassen, aber nicht nur gegenüber Deutschland (das wäre ein Schlag ins Wasser), sondern auch gegenüber den andern Ländern mit Devisenbewirtschaftung (soweit, aber nur soweit können wir auf Grund der gesetzlichen Vorschriften gehen); das genüge aber nicht wegen der Möglichkeit von Manipulationen; nur ein allgemeines Zahlungsverbot kann solche einermassen verhindern. Zu einem derartigen allgemeinen Zahlungsverbot bedarf es der Ermächtigung durch die Bundesversammlung; wenn wir eine solche im gegenwärtigen Zeitpunkt verlangen würden, so wäre dies ein Eklat mit schwerwiegenden Konsequenzen. Deutschland würde ein nur gegen sich gerichtetes Zahlungsverbot nicht ohne die rücksichtslosesten Gegenmassnahmen beantworten. Am besten wäre eine Kompromisslösung; Deutschland möge auf sein Ultimatum zurückkommen und sich zu weiteren Verhandlungen mit uns bereit erklären. Erst wenn dieser Versuch misslänge, so sollten andere Vorkehren in Aussicht genommen werden. Jedenfalls vermag der Sprechende sich jetzt nicht zu entschliessen, der Meinung des Herrn Stucki zu folgen, es solle das Ultimatum angenommen und mit Gegenmassnahmen beantwortet werden.

Herr Minister Stucki glaubt, dass in erster Linie zu entscheiden sei, ob der Bundesrat überhaupt grundsätzlich bereit wäre zum Erlasse des von ihm vorgeschlagenen bedingten Zahlungsverbot. Wenn er dies nicht wolle, so müssten eben unter allen Umständen die Verhandlungen wieder aufgenommen werden und wir, wenn auch zähneknirschend, die Deutschen um neue Verhandlungen bitten; Schacht dürfte aber kaum nachgeben, sondern an den 6,5 Millionen festhalten.

Prof. Bachmann: Nach den bisherigen Erfahrungen werden auf dem Zinsenkonto ungefähr 22 Millionen eingehen. Wenn man diesen Betrag kapitalisiert unter Berücksichtigung der verschiedenen Anlagen, kommt man auf ungefähr 472 Millionen.

Auf Grund der Erhebungen bei 7 Grossbanken sind dazu zu zählen:

Deutsche Sichtguthaben	49 Millionen
Sparkassenguthaben	15 Millionen
dazu Sparkassenguthaben bei Grenzbanken	6 Millionen
Total der deutschen Kapitalien in der Schweiz	<u>542 Millionen</u>

Nicht inbegriffen in dieser Summe sind die in deutschem Eigentum stehenden Liegenschaften in der Schweiz; dann sind auch die in der Schweiz anfallenden Erbschaften zu berücksichtigen.

Der Einbezug fälliger Kapitalforderungen in das Verrechnungsabkommen wäre natürlich sehr erwünscht; eine Kontrolle ist jedoch fast unmöglich. [...] (J.I.131/22—24).

Die erforderlichen Opfer sollten dann aber auch nicht vom Export getragen werden, sondern von den Banken.

Herr Bachmann ist der Ansicht, dass im Falle des Erlasses eines Zahlungsverbotes durch den Bundesrat nicht die Nationalbank die Länder bestimmen sollte, die darunter fallen; das wäre Aufgabe der politischen Behörde.

Hier werden die Verhandlungen abgebrochen; sie sollen am Nachmittag fortgesetzt werden.

110

E 1004 1/351

CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal de la séance du 1^{er} avril 1935 (après-midi)*¹

592. Schweizerisch-deutsche Wirtschaftsbeziehungen

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich
(Fortsetzung der Verhandlungen der Vormittagssitzung)

Der Vorsteher des Finanz- und Zolldepartements ist der Meinung, dass wir ohne grosse Gefahr die Devisenbewirtschaftung vornehmen könnten, wenn nicht gerade jetzt in Belgien der Abfall von der Goldwährung erfolgt wäre². Zu bedenken ist übrigens, dass nur ein Teil des deutschen Kapitals in der Schweiz der deutschen Regierung bekannt ist und von Schacht also ergriffen werden könnte. Im Falle des Erlasses eines Zahlungsverbotes würde wohl im ersten Momente das Volk die Massnahme begrüssen, dann aber später wegen der unangenehmen Folgen dem Bundesrat Vorwürfe machen. Wenn wir das Ultimatum ablehnen, so bedeutet dies allerdings die Kündigung. Es sollte nun erreicht werden, dass die deutsche Regierung vorderhand erklärt, sie ziehe die Kündigung zurück und man sich dann auf Fortsetzung der Verhandlungen einigen würde, und zwar so, dass sich die Sache vielleicht bis 7. April wieder in Ordnung bringen liesse; bei diesen Verhandlungen könnte man schliesslich bis auf 6,5 Millionen gehen. Nur mit grosser Mühe und innerer Unbefriedigtheit kommt der Sprechende zum Ergebnis, es sollte vom Zahlungsverbot Umgang genommen und eine neue Besprechung stattfinden, wenn das Ultimatum zurückgezogen wird.

Der Vorsteher des Politischen Departements findet, die Schweiz sei unerhört brutal behandelt worden. Wenn wir nur der innern Empörung folgen, so müssten wir die Kündigung annehmen und sofort ein Zahlungsverbot erlassen. Angesichts der gegenwärtigen, allgemein betrüblichen politischen Aussichten wird es aber

1. *Absent: Pilet-Golaz.*

2. *Cf. n° 109, n. 5.*

Ce procès-verbal fait suite à celui de la séance du matin; les discussions se poursuivent sur le même sujet. Pour toute référence, cf. n° 109.

wohl besser sein, vorläufig gemäss Vorschlag des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartements vorzugehen und weitere Verhandlungen anzustreben.

Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements ist gleicher Ansicht. Das bedingte Zahlungsverbot nach Minister Stucki wäre ein zweischneidiges Schwert. Es wäre schwer durchzuführen und würde vom Volke nicht verstanden, sondern als Vorbote der Abwertung aufgefasst. Ein vertragsloser Zustand ist auf die Dauer nicht wünschbar.

Der Vorsteher des Departements des Innern steht auf dem gleichen Boden. Wir müssen unbedingt an der jetzigen Währung festhalten. Vielleicht liesse sich durch Beobachtungen feststellen, ob und in welchem Umfange sich ein (eventuell systematischer) Rückzug deutscher Guthaben bemerkbar macht und dann erforderlichen Falles sofort mit Zahlungsverbotsmassnahmen eingreifen. Doch sollten wir lediglich beschliessen, heute kein Zahlungsverbot zu erlassen, aber uns die Hefte für die Zukunft offen halten.

Herr Nationalbankpräsident Bachmann erscheint und berichtet, dass an der Börse die Bundesbahnpapiere noch weiter sinken, währenddem die gewöhnlichen Bundestitel stabil bleiben; hingegen verzeigten gewisse Aktien, wie z. B. Nestlé und Aluminium eine steigende Tendenz, was eine Flucht in die Sachwerte offenbart.

Herr Bundespräsident Minger stellt fest, dass Deutschland uns durch seinen Wortbruch eine gewaltige Enttäuschung bereitet habe. Er steht auf dem Boden des Herrn Stucki und würde vor einem Zahlungsverbot nicht zurückschrecken. Ein solches werde auf die Währung keinen Einfluss haben. Wenn wir noch zuwarten, werde das deutsche Kapital immer mehr sich flüchten und schliesslich werde es zu spät sein und alles ausländische Kapital unser Land verlassen haben.

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements glaubt, man sollte jetzt noch abwarten, aber immerhin die Nationalbank beauftragen, die nötigen Vorkehren für den Fall des Erlasses eines bedingten Zahlungsverbotes zu treffen. Er stellt folgenden Beschlussesantrag: 1. Vom Erlass eines Zahlungsverbotes gegenüber Deutschland oder den Ländern mit Devisenbewirtschaftung wird zurzeit Umgang genommen; 2. die Beschlussfassung über die Verhandlungen mit Deutschland wird bis zum Eingang der Antwort aus Berlin verschoben³.

Herr Bundespräsident Minger gibt zu, dass wir für heute wohl noch werden mit Deutschland zu verhandeln suchen müssen. Doch müsse Deutschland zuerst sein Ultimatum zurückziehen. Ferner sei es ausgeschlossen, auf 6,5 Millionen zu gehen, sondern es könne sich nur um höchstens 5 Millionen handeln, wobei die Differenz nicht etwa zu Lasten des Exportes gehen dürfe.

Herr Minister Stucki erscheint und teilt mit, es habe sich aus einem Telefongespräch ergeben, dass Deutschland bereit wäre, sein Ultimatum zurückzuziehen und die Kündigungsfrist bis 8. April zu verlängern, wenn die Schweiz grundsätzlich mit 6,5 Millionen einverstanden wäre, wobei dann im Laufe der Verhandlungen eventuell auf 6 Millionen herunter gegangen werden könnte, wenn die Schweiz 0,5 Millionen monatliche Zusatzkontingente neu gewährt. Die Verhand-

3. *En réponse à la lettre adressée par W. Stucki au Chargé d'affaires du Reich, K. W. Dankwort, le 3 avril 1935 (cf. n° 114), la délégation du Reich présente une proposition comme nouvelle base de discussion; cf. J.I.131/22—24.*

lungen mit Deutschland müssten aber morgen schon in Berlin stattfinden; die Unterhändler müssten somit auf dem Luftwege dorthin fahren.

Der Rat ist einstimmig der Auffassung, dass wir den Deutschen jetzt nicht nach Berlin nachlaufen können. Auch sind die 6 Millionen Franken nicht annehmbar. Andererseits darf ein Zahlungsverbot zurzeit nicht ins Auge gefasst werden. 5 Millionen dürften das Minimum sein, das zugestanden werden kann.

Herr Minister Stucki ist der Meinung, dass 5 Millionen das Äusserste sei, was man irgendwie verantworten könnte.

Der Rat

beschliesst

hierauf, abzuwarten was der deutsche Geschäftsträger, der sich beim Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements hat melden lassen, diesem mitteilen wird.

111

E 2001 (C) 4/97

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L FK Vertraulich

Berlin, 2. April 1935

Es war mir daran gelegen, Ihnen gestern abend, unmittelbar nach meiner 1½ stündigen Aussprache mit Staatssekretär von Bülow, über den Fall Jacob Salomon meine zusammenfassenden Eindrücke telephonisch zur Kenntnis zu bringen im Hinblick insbesondere auf die heutige Behandlung der Interpellation im Ständerat¹. Ich möchte nun diesen ergänzenden schriftlichen Bericht den mündlichen Mitteilungen möglichst rasch folgen lassen.

Ich muss leider bestätigen, dass die lange Auseinandersetzung, die bisweilen mit scharfer Dialektik geführt werden musste, nichts Erspriessliches gezeitigt und die beidseitigen Einstellungen einander kaum nähergebracht hat.

Einführend bezog ich mich auf meinen ersten Schritt vom 23. März², bei welchem Anlass ich nicht verfehlt hatte, auf die ernste Natur des Vorfalles vom

1. Interpellation Thalmann (du 26 mars), Enlèvement de Berthold Jacob in *BOAF, CE, séance du 2 avril*, pp. 112 ss.

2. *P. Dinichert fait allusion au jour où a été remise la note verbale suivante:*

Die Schweizerische Regierung hat Grund zur Annahme, dass der deutsche Journalist Berthold Jacob, wohnhaft in Strassburg, am 9. dieses Monats von schweizerischem Gebiete bei Basel gewaltsam auf deutsches Gebiet verschleppt worden ist. Obwohl die in der Schweiz durchgeführte Untersuchung über diesen Vorfall noch nicht abgeschlossen ist, beehrt sich die Schweizerische Gesandtschaft auftragsgemäss dem Auswärtigen Amte des Deutschen Reiches hiervon vorsorglich mit dem Ersuchen Kenntnis zu geben, dass sofortige Vorkehren getroffen werden, damit dem Obgenannten der den Umständen entsprechende Schutz gesichert werde. Im Übrigen ersucht die Gesandtschaft um Aufklärung über den Verbleib Jacobs sowie über die von den deutschen Behörden in dieser Angelegenheit festgestellten Tatsachen (E 2001 (C) 4/97).

9. März hinzuweisen. Deshalb habe uns die deutsche Note vom 25. März³ arg enttäuscht. Wenn darin erklärt werden konnte, dass keinerlei Unterlagen für eine gewaltsame Verbringung Jacob's nach Deutschland beständen, so zeige das nur, dass das Auswärtige Amt von den eingeweihten Stellen unrichtig informiert worden sei. Die fernere, am 29. März erfolgte amtliche Verlautbarung des Deutschen Nachrichtenbureau's entspringe derselben Einstellung⁴.

Ich las dann unsere Note⁵ dem Staatssekretär vor, der aufmerksam zu folgeschien, und bemerkte noch, dass sie, trotz der Erregung der öffentlichen Meinung in der Schweiz und dem bisherigen deutschen Verhalten, sehr gemessen und ruhig gehalten sei. Sie sei so auch zur heutigen Bekanntgabe im schweizerischen Parlament geeignet. Schliesslich erinnerte ich an die frühern Fälle von Verletzungen schweizerischen Gebiets, wo Versprechungen der deutschen Regierung nicht restlos eingelöst worden sind.

Herr von Bülow erwiderte hierauf, vorerst ruhig, er sehe die Sache wesentlich anders an als wir. Er werde natürlich unsere Note genau prüfen. Von ihrer ersten Bekanntgabe empfangen er aber nicht den Eindruck, dass die Entführung erwiesen sei und, wenn dies auch der Fall wäre, so stehe doch keineswegs fest, dass von den Beteiligten jemand im Benehmen mit deutschen amtlichen Stellen gehandelt hätte. Die in der Note erwähnten Namen seien ihm neu, abgesehen von Wesemann und vielleicht noch einem zweiten. Was Wesemann betreffe, so handle es sich jedenfalls um einen sehr zweifelhaften Kerl, dessen Aussagen kein Glaube geschenkt werden könnte. — Ich konnte mich nicht enthalten, hier einzuwerfen: Der wäre also bereits über Bord geworfen.

Herr von Bülow verbreitete sich dann über das ganz üble Individuum Jacob, den die Emigrantenwelt zu ihrer Propaganda jetzt ausnützen möchte. Als er abschliessend nochmals betonte, unsere Darstellung sei keineswegs schlüssig und wir blieben den Beweis dessen, was wir behaupteten, noch schuldig, geriet unser Gespräch in lebhafteres Fahrwasser.

Ich entgegnete vorerst, dass mit den Beweisen, die man von uns verlange, man einen Prozess mit uns führen zu wollen scheine, währenddem wir einen ohne

3. *Non reproduit.*

4. *Cf. la lettre de P. Dinichert à G. Motta du 30 mars in E 2001 (C) 4/97.*

5. *Il s'agit d'un rapport extrêmement détaillé sur les circonstances de l'enlèvement de Jacob, dont la conclusion est la suivante:*

[...]Unter diesen Umständen ist die schweizerische Regierung der Auffassung, dass die im Einvernehmen mit den deutschen Behörden ausgeführte Verschleppung Jacobs über die Grenze eine schwere Verletzung der schweizerischen Gebietshoheit bedeutet, gegen die sie Protest erhebt. Der Vorfall wiegt umso schwerer, als ihm vor kurzem ähnliche Vorkommnisse vorangegangen sind, die nicht die von der deutschen Regierung in Aussicht gestellte Erledigung gefunden haben.

Die Gesandtschaft ist deshalb beauftragt, beim Auswärtigen Amt in eindringlichster Weise darum zu ersuchen, dass Jacob unverzüglich den Basler Behörden zurückgestellt wird und dass die Beamten, welche die Entführung eines das schweizerische Gastrecht geniessenden Ausländers veranlasst haben, gebührend bestraft werden. Der Bundesrat zählt im übrigen darauf, dass die deutsche Regierung das Nötige vorkehrt, damit solche bedauerliche und mit den guten Beziehungen zwischen den beiden Ländern nicht vereinbaren Vorfälle nicht mehr vorkommen (E 2001 (C) 4/97).

unser Zutun heraufbeschworenen Anstand im freundschaftlichen, diplomatischen Verkehr aus der Welt zu schaffen bemüht seien. Dazu sei beidseitiger guter Wille zur Aufklärung erforderlich. Wenn deutscherseits weiterhin behauptet werde, dass alles in guter Ordnung und mit richtigen Dingen vor sich gegangen sei, so dürfe ich für meine Regierung eine klare, lückenlose Darstellung des Vorganges nach deutscher Beobachtung verlangen. Man solle uns unter anderem sagen, in wessen Begleitung Jacob festgenommen worden sei, wer und was diese Begleiter sind und ob diese Männer zu deutschen Behörden in keinerlei Beziehungen gestanden hätten. Ich frug Herrn von Bülow zu zwei Malen, ob ich dem Bundesrat eine solche deutsche Darstellung in Aussicht stellen könnte, bekam aber vorerst nur ausweichende Antworten. Im spätern Verlaufe der animierten Rede und Gegenrede erklärte dann allerdings der Staatssekretär, es bestünde kein Anlass, dem «Auslande» solcherlei Auskünfte zu vermitteln.

Als ich erneut darauf hinwies, dass man uns nach zehn Tagen seit unserem ersten Verlangen nicht die geringste Information zur Verfügung stelle, fühlte sich Herr von Bülow offenbar in die Enge getrieben und schien zum ersten Male in unsern Beziehungen etwas von seiner üblichen Selbstbeherrschung zu verlieren. Denn er sagte, unsere erste Intervention sei doch durch das Geschrei der Presse⁶ und der Emigranten hervorgerufen worden, und da könnte man von Deutschland auch kein besonderes Entgegenkommen erwarten. Gegen eine solche Unterstellung musste ich mich natürlich scharf auflehnen. Ich entgegnete, dass der Bundesrat sich in einer solchen Sache von niemand, weder von der Presse noch von sog. Emigranten, noch gar vom Auslande beeinflussen lasse. Er erfülle die elementarste seiner Pflichten, indem er die Unantastbarkeit des Schweizergebiets im weitesten Sinne des Wortes schütze und gegen jede Bedrohung verteidige. Von deutscher Seite habe man sich leider in den letzten zwei Jahren mehrere Veletzungen des Schweizergebiets zuschulden kommen lassen⁷. Jedesmal habe der Bundesrat so rasch und eindringlich wie möglich dagegen Verwahrung eingelegt. Bedauerlicherweise habe man aber deutscherseits für die Schwere solcher Eingriffe nicht das erforderliche Verständnis gezeigt, ansonst man nicht immer der Bestrafung der wohl bekannten Schuldigen aus dem Wege gegangen wäre. Das räche sich jetzt. Die unzulässigen Eingriffe werden von den deutschen amtlichen Stellen unmittelbar oder mittelbar fortgesetzt. Jede Woche machen wir in der Schweiz die Entdeckung dass dort Spitzel gehalten werden, u. a. auch durch die Zollfahndungsstellen. Unsere Vorstellungen haben bis jetzt keine greifbaren Ergebnisse gezeitigt. Im vorliegenden schwersten Falle müsse nun der Bundesrat darauf bestehen, volle Genugtuung zu erhalten, und ich glaube ihn entschlossen, nach Beendigung der Untersuchung dies auch mit allen ihm zur Verfügung stehenden Mitteln durchzusetzen. Diese Anspielung auf andere als diplomatische Mittel machte ich ein zweites Mal, ohne aber unsern Schieds- und Vergleichsvertrag⁸

6. Cf. n° 23.

7. Pour 1933, cf. DDS vol. 10, n°s 327 et 336; pour 1934, cf. RG, 1934, pp. 73 et 75.

8. *Traité d'arbitrage et de conciliation du 3 décembre 1921 in RO, 1922, vol. 38, pp. 349ss. Modification du traité d'arbitrage et de conciliation, du 29 août 1928 in RO, 1929, vol. 45, pp. 349ss. Cf. aussi le Message du Conseil fédéral du 14 décembre 1928 in FF, 1928, II, pp. 1153ss. et DDS vol. 9, rubrique III.6.2: Deutschland, Schiedsvertragsverhandlungen.*

ausdrücklich zu erwähnen. Herr von Bülow frug mich auch nicht danach, woraus ich schliesse, dass ihm Freiherr von Weizsäcker, den er gestern morgen gesehen, bereits davon gesprochen hatte infolge Ihrer eigenen Unterhaltung mit dem deutschen Gesandten vom vergangenen Freitag⁹. In dieser Hinsicht habe ich auch die Behauptung von Bülow's richtiggestellt, wonach, den Aussagen Herrn von Weizsäcker's gemäss, Sie selbst bei dessen Besprechung mit Ihnen vom Ergebnisse der Untersuchung noch keinerlei Kenntnis gehabt hätten¹⁰.

Im Verlauf unseres Gesprächs rückte der Staatssekretär merklich von der angeblich freiwilligen Einreise Jacob's ab, um das Hauptgewicht unserer Erörterung auf die nicht erwiesenen Beziehungen der Menschenräuber zu deutschen Behörden zu legen. Ja, Herr von Bülow ging so weit, mir zu sagen, dass, wenn schliesslich Privatpersonen auf eigene Faust von Deutschland verfolgte Menschen auf deutsches Gebiet hinüberzulocken- oder zu bringen verständen, man sich hier dazu nur beglückwünschen könnte. Ich verhehlte meine grösste Überraschung zu dieser Äusserung nicht und erwiderte, dass wenn eine solch' bedauerliche Auffassung etwa Schule machen sollte, wir dann eine Anzahl zu uns reisender Deutscher ganz anders unter die Lupe nehmen müssten als bisher.

Sie sehen also, dass es bei dieser Auseinandersetzung zeitweise hart auf hart ging. Ich suchte dies nicht, glaubte aber auch nicht, unter den gegebenen Umständen gewisse Antworten schuldig bleiben zu dürfen. Ich nehme übrigens Herrn von Bülow sein Verhalten persönlich nicht übel. Gerade weil er, der erfahrene und besonnene Leiter des Auswärtigen Amtes, sich zu einigen unüberlegten Aussprüchen verleiten liess, deutet darauf hin, dass er weniger aus Überzeugung denn aus ihm auferlegter, leider durchaus negativer Einstellung gesprochen hat. Immerhin musste ich bei Herrn von Bülow eine bisher nicht aufgedeckte, tiefe Verstimmung gegen unsere Presse¹¹ und ihre angebliche Beeinflussung durch die Emigranten¹² feststellen. Als er wiederholt die Emigranten und unsere Zeitungen erwähnte, bat ich ihn, diese und jene doch aus dem Spiele zu lassen, da wir über eine von uns behauptete, deutscherseits bestrittene völkerrechtswidrige Verletzung des schweizerischen Hoheitsgebiets und nichts anderes zu beraten hätten. Da entgegnete mir Herr von Bülow nicht eben liebenswürdig: Das wäre Ihnen gerade recht, wenn ich nicht von Ihren Zeitungen und unsern Emigranten sprechen würde!

9. *Voici ce qu'écrivit Motta à Dinichert à ce sujet le 30 mars: [...]*

Sodann hatten wir gestern Gelegenheit, uns einlässlich mit dem Deutschen Gesandten über den Fall auszusprechen. Wir haben Herrn Minister von Weizsäcker nicht im Zweifel darüber gelassen, dass wir darin eine ausserordentlich schwerwiegende Verletzung der schweizerischen Gebietshoheit erblicken und unbedingt darauf bestehen müssen, die uns zukommende Genugtuung zu erhalten, wozu nötigenfalls der Schiedsvertrag mit Deutschland angerufen werden müsste. Wir hatten den Eindruck, dass der Deutsche Gesandte selbst den Vorfall aufs tiefste bedauert, unserem Standpunkt Verständnis entgegenbringt und bei seiner Regierung auf eine Erledigung im Sinne unserer Wünsche hinzuwirken bereit ist (E 2001 (C) 4/97).

10. *Remarque de Motta en marge*: wir hatten in jenem Momente noch nicht den schriftlichen Bericht. Cf. *aussi la lettre de G. Motta à P. Dinichert du 30 mars* (E 2001 (C) 4/97).

11. Cf. nos 23, 52 + A et 131, et DDS vol. 10, rubrique II.1.5: *Allemagne, affaires de presse*.

12. Cf. rubrique II.1.3: *Allemagne, lois de Nuremberg ... et II.1.4: affaire Jacob, et DDS vol. 10, rubrique II.1.4: Allemagne, réfugiés*.

Aus all' diesem ergibt sich, dass der höchst bedauerliche Fall Jacob mit seinen unvermeidlichen Folgen eine wirkliche Belastung für unsere Beziehungen zu werden droht, namentlich wenn wir schliesslich gezwungen würden, den Deutschen mit einer internationalen Untersuchung aufzuwarten in Anwendung unseres Schieds- und Vergleichsvertrags. Aber aus einer wahrscheinlichen, vorübergehenden Verstimmung wird sich nach meiner Überzeugung auch etwas ergeben, das sich nachhaltig in günstiger Weise auf das schweizerisch-deutsche Verhältnis auswirken dürfte. Man wird uns hier mehr achten und schonen, als das bisher der Fall war. Es ist Ihnen bekannt, dass ich mehrmals schon im Hinblick auf gewisse Erscheinungen und in Einzelfällen mich zum Vertreter der stärkeren Manier gemacht habe. Diese ist bei gegebenem Anlass eine Notwendigkeit; sonst glaubt das jetzige Regime mit seinen willkürlichen Methoden und gewalttätigen Parteilisten sich nach und nach alles erlauben zu dürfen. Was haben wir in den ersten zwei Jahren des Dritten Reiches nicht alles über uns ergehen lassen müssen, im Einzelnen wohl nichts Welterschütterndes, aber in der Summe eine immerhin höchst unerfreuliche Bilanz¹³. Der Staub, den der Zufalls-Jacob aufwirbelt, wird zahlreichen deutschen Stellen endlich zum Bewusstsein bringen, dass es auf Schweizerboden für sie nichts mehr zu suchen gibt. Ich bin überzeugt, dass auch Weisungen im gleichen Sinn an sie ergehen werden, die an Deutlichkeit vielleicht nichts mehr zu wünschen übrig lassen.

Ich erwähne noch, dass Herr von Bülow, der im übrigen so wenig unterrichtet sein wollte, doch von dem von den Basler Strafbehörden an die zuständigen deutschen Behörden gerichteten Rechtshilfebegehren Kenntnis hatte und sich diesbezüglich etwas überrascht zeigte. Ich beschränkte mich auf die Erklärung, dass ich davon nur durch die Presse erfahren und mich damit nicht zu befassen gehabt habe. Es handle sich um den direkten Verkehr zwischen den beidseitigen Strafbehörden, offenbar im schwebenden strafrechtlichen Verfahren gegen Wesemann und im Einklang mit der Basler Strafgesetzgebung. — Ob dieses Vorgehen wirklich nötig war, vermag ich nicht zu beurteilen; hinsichtlich seiner Opportunität habe ich Ihnen gegenüber schon meine Zweifel geäussert¹⁴.

13. Cf. *DDS vol. 10, rubrique II.1: Allemagne.*

14. *C'est dans sa lettre du 30 mars que P. Dinichert a exprimé ses doutes à ce sujet:*

[...]Inzwischen ist mir auch Ihr Schreiben vom 28. März zugegangen und ich spreche Ihnen für die darin enthaltenen Ausführungen über das von den Basler Untersuchungsbehörden an die deutschen Behörden gerichtete Rechtshilfesuch meinen verbindlichsten Dank aus. Sehr überrascht hat mich die Tatsache, dass eine derartige Vorkehr, sogar im Einverständnis mit Herrn Bundesanwalt Stämpfli, getroffen worden ist, und zwar ohne dass das Politische Departement über die Opportunität eines solchen Schrittes befragt worden sei. Da ein derartiges selbständiges Vorgehen keineswegs im Interesse der Sache liegt, darf ich der Hoffnung Ausdruck geben, dass in dieser äusserst delikaten Angelegenheit sowohl kantonale — als auch Bundesstellen in Zukunft nichts mehr unternehmen, ohne vorherige Rücksprache mit Ihrem Departement.

Was die auf Grund des Rechtshilfesuchs zu erzielenden Ergebnisse anbelangt, so glaube ich nicht, dass man Informationen erhalten wird, die im Gegensatz zu den auf diplomatischem Wege gegebenen stehen werden. Mit Ihnen bin ich der Meinung, dass das Vorgehen der kantonalen Behörden die diplomatischen Schritte insbesondere dann erschweren dürften, wenn es den deutschen Untersuchungsbehörden gelingen sollte, von Jacob eine Erklärung beizubringen, er sei freiwillig nach Deutschland gegangen (E 2001 (C) 4/97).

Ich wäre dankbar, wenn der Inhalt dieses Berichtes vertraulich behandelt würde; denn ich möchte vermeiden, dass aus meiner gestrigen Unterredung mit Staatssekretär von Bülow allenfalls ein bleibender Nachteil für meine bisher wertvollen Beziehungen zu ihm sich ergeben könnte.

112

E 1004 1/351

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 2 avril 1935*¹

594. Schweizerisch-deutsche Wirtschaftsbeziehungen

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

Den Verhandlungen wohnen auch die Herren Minister Stucki und Nationalbankpräsident Professor Bachmann zur Berichterstattung bei².

Herr Professor Bachmann teilt mit, es ergebe sich aus seinen Besprechungen mit den zuständigen Vertretern der Bankwelt, dass die Banken zu neuen Opfern bereit seien, um den Abschluss eines Abkommens mit Deutschland zu ermöglichen. Um dem Begehren Deutschlands betr. den auf die Reichsbank entfallenden Betrag entgegenzukommen, sehen sie eine Reihe von Möglichkeiten vor, infolge deren der fragliche Betrag auf 4,9 Millionen, eventuell sogar auf 5,75 Millionen käme. Sollte dieses Entgegenkommen noch nicht hinreichen, so müssten eben noch $\frac{1}{4}$ Million Franken vom Export genommen, also nicht mehr als Opfer der Banken gefordert werden. So hätte man dann einen Betrag von 6 Millionen Franken. Allerdings werden für die Reichsbank 6,5 Millionen gefordert; es darf aber angenommen werden, dass Deutschland einer Kompromisslösung mit 6 Millionen Franken zustimmen würde.

Herr Minister Stucki bemerkt, dass bei der von Herrn Bachmann vorgeschlagenen Lösung für die Verzinsung der lang- und mittelfristigen Guthaben, sowie für die Verzinsung der Rückstände aus dem Warenverkehr fast nichts mehr übrig bliebe. Er hält ferner einen Betrag von 5 Millionen Franken als das Maximum dessen, was der Reichsbank gegeben werden sollte; das ist auch der Betrag, den sie in letzter Zeit gefordert hatte³. In der gestrigen Sitzung hatte sich der Bundesrat auf

1. *Absent: Pilet-Golaz.*

2. *Suite des procès-verbaux du 1^{er} avril 1935 (matin et après-midi); cf. les nos 109 et 110.*

3. *Le 24 novembre 1934 W. Stucki, qui se trouve à Berlin pour négocier la révision de l'accord du 26 juillet 1934, écrit ce qui suit dans une lettre adressée à E. Schulthess:*

Bekanntlich lag die Hauptschwierigkeit in den bisherigen Verhandlungen mit Deutschland darin, dass die deutsche Regierung keiner Lösung mehr zustimmen wollte, welche ihr nicht den im Verrechnungsabkommen in Aussicht genommenen Betrag von Fr. 5 Mill. monatlich in Form von freien Devisen «garantiere». Ohne wesentliche Schädigung entweder der Exportinteressen

den Boden gestellt, es sei aus Prestige Gründen der Forderung Deutschlands, unsere Delegierten sofort nach Berlin zu neuen Verhandlungen zu entsenden, nicht Folge zu geben. Hält der Bundesrat an dieser Auffassung fest, so müssten wir einen schriftlichen Vorschlag machen und zwar, nach Ansicht des Sprechenden, in der Höhe von etwa 5 Millionen Franken; kommt der Bundesrat auf seinen früheren Beschluss zurück und hält er dafür, dass unsere Unterhändler doch nach Berlin oder Basel zu weiteren Besprechungen abreisen sollen, so erschiene es zweckmässig, von schriftlichen Vorschlägen vorläufig Umgang zu nehmen. In erster Linie wird nun zu entscheiden sein, ob wir ein Abkommen à tout prix wünschen und also den Bruch vermeiden wollen; wenn ja, werden die Banken eben wenn nötig weiter gehen müssen als sie vorsehen, wobei von einer Belastung des Exportes nicht die Rede sein könnte.

Herr Professor Bachmann bemerkt, er habe die Banken gefragt, was sie von der Situation denken. Sie wollen keinen Bruch und wären daher bereit, sogar bis auf 6 Millionen Franken zu gehen; was mehr ist, müsste nach ihrer Meinung aber unbedingt der Export leisten.

Aus der Beratung ergibt sich vor allem, dass der Bundesrat mit einer Hinausschiebung der Kündigungsfrist bis zum 8. April und mit der Wiederaufnahme der Verhandlungen in Basel einverstanden wäre. Andererseits wird festgestellt, dass der Bundesrat in der gestrigen Sitzung beschlossen hat, unter keinen Umständen über 5 Millionen hinaus zu gehen, gemäss der von Herrn Minister Stucki geäusserten Auffassung.

Infolgedessen beantragt der Vorsteher des Finanzdepartements, man solle bei der Vollmacht von 5 Millionen Franken bleiben, hingegen solle die Delegation, falls sie mit einer derart beschränkten Vollmacht nicht auskommen kann, zu gegebener Zeit vom Bundesrat telegraphisch eine Erweiterung der Vollmacht verlangen.

Der Vorsteher des Politischen Departements ist der Meinung, dass man wohl auf 5,75 Millionen Franken gehen könne, da ja die Banken bereit seien, ein Opfer bis zu dieser Höhe zu bringen. Es scheint, dass Herr Schacht wünscht, die Verhandlungen persönlich zu leiten oder wenigstens aus nächster Nähe zu verfolgen. Er wird Ende der Woche in Basel sein. Man sollte einen Bruch verhindern, was offenbar auch der Wunsch des Herrn Schacht ist, und deshalb mit neuen Verhandlungen einverstanden sein, die jedoch, wenn immer möglich, in Basel stattzufinden hätten.

Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements ist ebenfalls der Meinung, dass die Verhandlungen in Basel fortgesetzt werden sollten und dass dies bestimmt zu verlangen wäre. Nur wenn ein solches Begehren auf endgültige Ablehnung stossen sollte, wäre eine Reise nach Berlin ins Auge zu fassen. Was die Grenze der Vollmacht anbetrifft, schliesst er sich den Ausführungen des Vorstehers des Finanzdepartements an.

oder der Interessen des Fremdenverkehrs oder der Minimalzinsquote wäre eine solche «Garantie» schlechterdings unmöglich gewesen. Nachdem ich vorgestern, gestern und heute mit Herrn Schacht einlässliche und zum Teil etwas dramatische Besprechungen hatte, konnten wir schliesslich heute eine annehmbare Verständigungsformel für diesen wichtigsten Punkt der ganzen Verhandlungen finden. [...] (E 7110 1/50).

Nach einem weiteren Gedankenaustausch wird

beschlossen,

es solle dem schweizerischen Unterhändler die Kompetenz eingeräumt werden, bis auf 5 Millionen Franken zu gehen. Herr Minister Stucki wird gebeten, die Verhandlungen weiter zu führen, trotz der von ihm geäußerten Bedenken und zwar eben auf der Basis von 5 Millionen Franken, wie er selbst vorgeschlagen hat. Sollte es nicht möglich sein, die Verhandlungen in Basel fortzusetzen, so bliebe wohl nichts anderes übrig, als nach Berlin zu reisen.

113

E 7110 1/90

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki

L

Rome, 2 avril 1935

Par votre lettre du 26 mars¹, vous avez bien voulu nous demander de vous faire connaître notre point de vue au sujet de l'opportunité de la conclusion éventuelle d'un accord pour les paiements avec l'Italie, accord qui pourrait être en quelque sorte conçu sur le modèle de l'accord italo-britannique².

Nous avons examiné ce problème aussi attentivement que possible et sommes arrivés aux conclusions suivantes:

1) La politique actuelle des contingentements en Italie³ est essentiellement la suite de la situation financière très peu favorable du pays. Nous nous trouvons donc en présence de mesures financières plutôt qu'en présence de mesures économiques proprement dites.

2) Nous savons que les maisons qui s'adressent à des banques italiennes pour recevoir les devises nécessaires au paiement d'importations provenant de Suisse rencontrent depuis quelque temps des difficultés considérables. Les documents et preuves qu'elles sont appelées à produire à l'appui de leurs requêtes, les tracasseries que ces formalités représentent ne sont pas sans nous préoccuper. En outre, la lenteur toujours croissante avec laquelle les devises sont finalement cédées, place souvent les intéressés dans un sérieux embarras.

3) Nous vous avons fait connaître dans un rapport que nous vous avons adressé hier⁴ le point de vue français sur la valeur d'un accord de clearing ou d'un accord de paiements avec l'Italie. Vous êtes également au courant de ce que pense la délégation belge actuellement à Rome⁵ et, enfin, nous vous avons transmis le texte de

1. Non retrouvé.

2. Conclu le 18 mars 1935; prévoyant la possibilité, pour la Grande-Bretagne, d'exporter en Italie sur la base du 80% des exportations de 1934.

3. Cf. n° 100.

4. Non reproduit.

5. Cf. lettre de Wagnière à W. Stucki, du 1^{er} avril, non reproduite.

l'accord italo-britannique et les circulaires y relatives de l'«Associazione Tecnica Bancaria Italiana».

Que la France éprouve des hésitations à conclure un accord même sur le type de l'accord italo-britannique, nous le comprenons, car avec sa balance active à l'égard de l'Italie, elle n'aurait pas grand chose à gagner d'un arrangement de ce genre.

Quant à la Grande-Bretagne, la délégation présidée par Sir Frederick Leith-Ross est arrivée à Rome aujourd'hui et elle commencera ses négociations demain. Nous comptons bien voir Sir Frederick avant son retour à Londres. En attendant, cependant, nous avons appris ce qui suit à l'Ambassade de Grande-Bretagne ce matin:

L'accord de paiements italo-britannique est un «gentlemen's agreement». Il a été conclu rapidement pour permettre aux importations britanniques de retrouver sans retard le chemin de l'Italie. Depuis son entrée en vigueur, l'Ambassade de Grande-Bretagne n'a été saisie d'aucune réclamation concernant les devises. Cependant, la délégation britannique examinera la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de transformer l'accord sur les paiements en un véritable accord de clearing, car l'arrangement provisoire dont il est question plus haut ne la satisfait pas entièrement vu que la Grande-Bretagne n'a aucun contrôle sur son application. Le Gouvernement italien s'est seulement engagé à vouer aux paiements de produits importés de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord les sommes versées à la Banque d'Italie par les importateurs de produits britanniques. En outre, la délégation anglaise, loin de chercher à obtenir des contingents plus élevés que ceux à raison du 80% de 1934 qui ont été accordés à la Grande-Bretagne, est, au contraire, disposée à accepter certaines coupures qui permettront de porter le volume des exportations anglaises au niveau des devises disponibles pour leurs paiements. La Grande-Bretagne veut ainsi éviter la création de crédits congelés en Italie.

Ici aussi, la situation de l'Angleterre est différente de la nôtre. Nous avons une balance commerciale passive, tandis que celle de la Grande-Bretagne est active.

Dans ces circonstances, et vu ce que je viens de vous exposer, nous nous demandons s'il n'y aurait pas lieu d'envisager la possibilité de la conclusion d'un accord financier avec l'Italie. Nous disons financier, car nous ne savons pas quelle forme vous choisirez: clearing, accord analogue à l'accord italo-britannique, ou accord du genre de ce dernier avec certaines modifications qui nous permettraient de contrôler son fonctionnement. Personnellement, nous serions enclins à donner notre préférence à cette troisième possibilité⁶.

[...]

6. Le 8 avril, W. Stucki répond en ces termes au ministre Wagnière:

[...]

Wir teilen Ihre Auffassung, dass wir nicht um den Abschluss eines Zahlungsabkommens herunkommen werden und haben Sie daher heute abend telephonisch ersucht, der italienischen Regierung den Abschluss eines umfassenden Clearingabkommens vorzuschlagen. Wir bitten Sie, uns umgehend zu berichten, wie sich die italienische Regierung zu diesem Vorschlage stellt und wann die Verhandlungen über den Abschluss eines solchen Abkommens aufgenommen werden könnten.

E 7110 1973/135/3

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki, au Chargé d'affaires de la Légation du Reich
à Berne, K. W. Dankwort*

Copie

L

Bern, 3. April 1935

Um keine Missverständnisse aufkommen zu lassen, möchte ich Ihnen die Mitteilungen, die ich Ihnen gestern auf Ihren Wunsch gemacht habe, wie folgt bestätigen¹:

1. Ein Beschluss des Bundesrates über ein neues schweizerisches Angebot liegt zur Stunde nicht vor². Ich kann Ihnen deshalb nur meinen persönlichen Eindruck über dasjenige mitteilen, was ich anhand der bisherigen Besprechungen für möglich erachte, nämlich:

2. Die alleroberste Grenze dessen, was an Entgegenkommen mit Bezug auf den Reichsbanksaldo denkbar ist, geht dahin, der Reichsbank unter den ausserordentlich verschlechterten Verhältnissen ungefähr gleichviel zur Verfügung zu stellen, wie im Juli vergangenen Jahres unter sehr viel günstigeren Auspizien in Aussicht genommen worden war, nämlich 5 Millionen im Monat, inklusive Stillhaltezinse³. Dies kann so erreicht werden, dass

3. die Stillhaltegläubiger für die Verzinsung ihrer Forderungen den gleichen Zinssatz annehmen, welcher seit kurzem für die Stillhaltegläubiger anderer Länder vereinbart wurde, was gegenüber dem heutigen Zinssatz eine Ermässigung von durchschnittlich ca $\frac{1}{2}\%$ ausmacht. Hierfür haben wir die Zustimmung der Stillhaltegläubiger⁴.

4. Von den derart ermässigten Zinssummen würden nur $\frac{3}{4}$ in die Schweiz transferiert, während $\frac{1}{4}$ zugunsten der schweizerischen Stillhaltegläubiger in Deutschland auf Konto einbezahlt bleibt.

1. Cf. notice de W. Stucki du 2 avril 1935 in J.I. 131/22—24.

2. Cf. n° 112.

3. Il s'agit de l'accord du 26 juillet 1934; cf. n° 53, n. 13.

4. Dans une lettre du 11 avril 1935 adressée à W. Stucki, G. Bachmann rapporte les discussions qui ont eu lieu à ce sujet:

[...] Nachdem einmal die Kündigung des Verrechnungsabkommens erfolgt war und der Bruch mit Deutschland bevorstand, was nach allgemeiner Auffassung zu sofortigen schweizerischen Gegenmassnahmen geführt hätte, gelangte das Direktorium in einer Konferenz mit Vertretern von Kantonalbanken, Gläubigern von Stillhalteforderungen und lang- und mittelfristigen Krediten sowie dem Delegierten des Vorortes des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins zur Auffassung, dass insbesondere im Hinblick auf die gegenwärtige allgemeine Situation eine solche Entwicklung der Dinge wenn immer möglich vermieden werden sollte. Bei Prüfung der Frage, in welcher Weise den weitergehenden Begehren der Reichsbank bezüglich der freien Quote Rechnung getragen werden könne, kam man dann in kleinerem Kreise (Herren Präsident Bachmann, Dr. Jöhr und Jaberger) auf den Gedanken, den Stillhaltegläubigern, die ohnehin an der Vermeidung des Bruches mit Deutschland in ganz besonderem Masse interessiert waren, ein weiteres Opfer zuzumuten, und damit den weitem Eingang der Stillhaltezinse,

Die unter 3 und 4 erwähnten Konzessionen würden bedeuten, dass die Reichsbank tatsächlich nur ca 3% Stillhaltezinse, statt wie heute 4½%, zu transferieren hat. Es bedeutet dies, wenn meine Rechnung richtig ist, eine monatliche Transferersparnis von ca 1,1 Millionen.

5. Um die Stellung der Reichsbank noch weiterhin zu verbessern, könnte in Erwägung gezogen werden, die bis jetzt vorgesehenen Fr. 600 000.— monatlich, = 10% der 19 Millionen übersteigenden Einzahlungen bei der schweizerischen Verrechnungskasse, dem in erster Kategorie vorgesehenen Saldo von 3,5 Millionen monatlich zuzuzählen, sodass die Reichsbank in der ersten Kategorie mit Sicherheit 4,1 Millionen monatlich erhalten würde.

6. Es ergäbe sich dann für die Reichsbank folgende Rechnung:

Nach dem Juli-Abkommen sollte sie monatlich 5 Millionen erhalten, wovon 3,5 Millionen für Stillhaltezinse in Abgang gekommen wären, der freie Saldo also 1,5 Millionen betragen hätte. Wenn schweizerischerseits dagegen obigen Vorschlägen zugestimmt werden könnte, so würde die Reichsbank erhalten 4,1 Millionen monatlich und hätte daraus 2,4 Millionen für Stillhaltezinse aufzubringen; ihr freier Saldo würde sich somit auf 1,7 Millionen statt 1,5 Millionen, erhöhen.

7. Vergleicht man diese Situation mit dem gegenwärtigen Zustand, so ergibt sich:

a. Im März hat die Reichsbank (über die 12%ige Quote) erhalten 2,9 Millionen, aber aufbringen müssen für Stillehaltezinse 3,5 Millionen. Sie hat also in der Tat 0,6 Millionen zugelegt.

b. Nach meinen Überlegungen würde sie erhalten 4,1 Millionen in der Priorität und müsste dafür aufwenden 2,4 Millionen.

Statt eines Defizites von 0,6 Millionen würde resultieren, wie oben gesagt, ein Aktivum von 1,7 Millionen monatlich, dies gleichzeitig mit einer gewaltigen Verschlechterung für die schweizerischen Interessen, verglichen mit dem jetzigen Zustand.

Ich halte es für vollkommen ausgeschlossen, dass der Bundesrat noch weiter gehen könnte.

auf den der Grossteil der Banken unbedingt angewiesen ist, wenn auch in reduziertem Masse, sicherzustellen.

Der schweizerische Bankenausschuss, in dem alle Grossbanken und einige grössere Kantonalbanken, die zusammen 90% aller Stillhalteforderungen repräsentieren, vertreten sind (und dessen Präsidium und Geschäftsführung in den Händen der Nationalbank liegt) hat dann in seiner Sitzung vom 30. März zunächst der Zinsreduktion um ½% und später in zwei Sitzungen vom 3. und 4. ds. mit 10 gegen 1 Stimme (A. G. Leu & Co.) und einer Enthaltung auch dem Verzicht bezüglich Zinsentransfer zugestimmt. [...] (J.I.131/22—24).

Cf. aussi n° 109, n. 6.

115

E 27, Archiv-Nr. 19347

*Le Chef du Service technique du Département militaire, R. Fierz,
au Chef du Département militaire, R. Minger¹*

L

Bern, 6. April 1935

Ich beziehe mich auf die mir erteilte Aufgabe die Angelegenheit betreffend Lieferung von Waffen nach Abessinien zu prüfen und kann darüber folgenden Bericht erstatten:

Noch vor einigen Jahren waren die Lieferungen von Waffen und sonstigem Kriegsmaterial nach Abessinien mit grossen Schwierigkeiten verbunden, da die an Abessinien grenzenden Hoheitsgebiete England, Italien und Frankreich der Durchfuhr von Waffen stets Schwierigkeiten bereiteten. Seit 1930 sind die Verhältnisse jedoch geregelt, indem in diesem Jahr ein Vertrag abgeschlossen wurde zwischen Abessinien einerseits und England, Frankreich und Italien anderseits², wodurch Abessinien in die Lage versetzt wurde die für seine Landesverteidigung notwendigen Waffen und Ausrüstungsgegenstände ohne Schwierigkeiten einführen zu können. Der Vertrag liegt uns momentan nicht vor, ist aber beim Politischen Departement erhältlich. Wenn wir nicht irren, war in dem Vertrag festgelegt, dass nur Lieferungen direkt an die Regierungen zulässig seien und es ist ein Kontrollsystem vorgesehen, nach welchem z. B. für Lieferungen aus der Schweiz das Politische Departement ein Ursprungszeugnis ausstellen musste, wenn festgestellt war, dass die beabsichtigte Lieferung in Übereinstimmung mit dem erwähnten Vertrag sei. In den letzten Jahren sind verschiedentlich solche Lieferungen ausgeführt worden, allerdings nie in sehr grossem Mass und soviel wir wissen, haben sich die Geschäfte auf Grund des erwähnten Staatsvertrages ohne Schwierigkeiten abgewickelt, wobei die Einfuhr wohl in der Regel über den Hafen von Djibouti, d. h. über französisches Territorium erfolgte.

Ob neben diesen offiziellen Lieferungen auch solche gemacht worden sind, die man schmuggelte, wie das vor 1930 vorgekommen sein dürfte, können wir naturgemäss nicht feststellen, wir sind aber der Überzeugung, dass auf alle Fälle Schweizerfirmen zu einer solchen Speditionsart keine Veranlassung haben dürften.

Was nun die gegenwärtige Situation anbetrifft, so haben wir uns bei den einzig in Frage kommenden Fabriken erkundigt und zwar bei der Schweiz. Industriegesellschaft Neuhausen, bei der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon und bei der Waffenfabrik Solothurn. Die erhaltenen Auskünfte sind folgende:

1. *Annotation manuscrite de G. Motta*: Dieser Brief wurde mir letzte Woche von Herrn Bundesprärs. Minger *brevi manu* übergeben. Heute habe ich Herrn Minister Marchi die nötige Auskunft erteilt. 19. 4. 35.

2. *Traité concernant la réglementation de l'importation des armes et munitions et des matériels de guerre en Ethiopie, signé à Paris le 21 août 1930. JO. RF, 21—22 mars 1932, n° 69, pp. 2966—2968.*

S.I.G. Neuhausen.

Seit Ende 1933 hat Neuhausen keine Waffenlieferungen mehr ausgeführt. Damals sind 50 leichte Maschinengewehre gleichzeitig mit 3000 Infanteriegewehren, die aber von der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon geliefert worden waren, nach Abessinien abgeliefert worden.

Die Industriegesellschaft hat heute keine Bestellungen hängig und es sind keine Unterhandlungen betreffend Waffenlieferungen im Gang.

Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon.

Ende 1934 erfolgte die Ablieferung von zwei Oerlikon-2 cm-Kanonen mit Munition. Ich habe auf der Kanzlei des E. M. D. feststellen können, dass damals die Ausfuhrbewilligung in normaler Weise beim Politischen Departement angesucht worden ist. Seither sind keine Waffen abgeliefert worden und es sind keine Bestellungen hängig.

Vor ca. 14 Tagen hat Oerlikon eine Anfrage betreffend 20 gleiche Maschinenkanonen erhalten, die Zahlungsbedingungen waren aber derart, dass die Firma darauf verzichtet hat Offerte zu machen.

Waffenfabrik Solothurn.

Diese Firma hat noch nie nach Abessinien Lieferungen gemacht und es sind nur in letzter Zeit durch den Vertreter der Firma Offerten in allgemeinem Sinne unterbreitet worden, die aber bis jetzt zu keinerlei Bestellungen geführt haben. Herr Bundesrat Obrecht hat mir diese Verhältnisse noch ausdrücklich bestätigt.

Was die mir vom Herrn Bundesrat mitgeteilte Anfrage einer andern Macht anbetrifft, so scheint mir dieselbe etwas sonderbar und zwar hauptsächlich wegen der allgemeinen Form, denn der Vertrag von 1930 ist ja gerade auch von dieser Macht abgeschlossen worden. Ich vermute, dass hier wie man sagt auf den Busch geklopft werden soll, weil sich die Herren orientieren möchten, was eigentlich für Lieferungen noch im Gang sind, da sie vermutlich darüber nicht genügend orientiert sind oder weil sie nicht feststellen konnten, dass Lieferungen gemacht werden, weil eben gegenwärtig von den erwähnten drei Firmen keine im Gange sind, vermuten sie wahrscheinlich es werden Waffen geliefert, die sich ihrem Nachrichtendienst entziehen. Es ist auch nicht ausgeschlossen, dass es ein gewisses Misstrauen gegen den zweiten Vertragspartner betrifft, über dessen Hafen Djibouti die Einfuhr bis jetzt erfolgte. Es ist gar nicht ausgeschlossen, dass dieser Partner es ganz gern sieht, wenn Abessinien sich mit Kriegsmaterial besser ausrüstet.

Ich habe die Auffassung, dass man ohne diese Angaben weiterzugeben, die im vorstehenden Schreiben enthalten sind, mit einer Rückfrage antworten sollte, um was für Lieferungen es sich eigentlich handle, über die man Auskunft haben möchte. Auf diese Weise müsste Farbe bekannt werden, ob es sich tatsächlich nur um lose Vermutungen handelt oder ob die andern tatsächlich richtige oder falsche Angaben haben die sich unserer Kenntnis entziehen.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 7 avril 1935

Schweizerisch-deutsche Wirtschaftsbeziehungen.

Mündlich

An der Beratung über diesen Gegenstand nehmen auch teil die Herren Bundesrat Obrecht¹, der sein Amt allerdings noch nicht angetreten hat, sowie die Herren Minister Stucki und Nationalbankpräsident Bachmann.

Herr Bundespräsident Minger begrüsst vorerst den neuen Bundesrat, Herrn Obrecht, und heisst ihn im Schosse des Rates willkommen. Hierauf teilt er mit, der Rat sei zusammengetreten 1. zur Besprechung der schweizerisch-deutschen Wirtschaftsbeziehungen und zur Instruktionerteilung an die schweizerische Delegation, sowie 2. zur Behandlung der Frage der Devisenbewirtschaftung angesichts der Angriffe der letzten Tage auf den Schweizerfranken².

Herr Minister Stucki berichtet über den Stand der Verhandlungen mit Deutschland. Er erinnert daran, dass der Bundesrat ihn in der letzten Sitzung³ ermächtigt habe, für die Reichsbank bis auf 5 Millionen Franken zu gehen. Sollte dieses Entgegenkommen nicht genügen, so hätte er neue Instruktionen einzuholen. Der Sprechende hat der deutschen Delegation schriftliche Vorschläge unterbreitet. Vorerst machte er mit den Stillhaltegläubigern ab, dass eine Zinsreduktion von 4½ auf 4% zuzugestehen sei, wovon 1% in Deutschland liegen bliebe. In einer fünfstündigen Besprechung mit Schacht hat er gestern die weitergehenden deutschen Begehren abgelehnt.

Schliesslich konnte man eine Annäherung erreichen im Rahmen der vom Bundesrat erteilten Kompetenz; der von deutscher Seite vorgesehenen Lösung, falls die Deutschen dabei bleiben und nicht mit neuen Begehren kommen, dürfte zugestimmt werden. Doch hat sie Herr Stucki zur Weiterleitung an den Bundesrat entgegengenommen. Sollte dieser damit einverstanden sein, so wird der Sprechende dies dem Chef der deutschen Delegation melden und morgen mit ihm ein Protokoll abfassen. Da die Verhandlungen noch nicht zum Abschluss gelangen können, wird zu der vor einer Woche gegenseitig vereinbarten Verlängerung der Kündigungsmöglichkeit eine weitere um 7 Tage kommen müssen. Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartement fügt ergänzend bei, dass die Abmachung durchaus innerhalb der vom Bundesrat beschlossenen Instruktion liegt. Das Abkommen sei nicht etwa befriedigend, sondern müsse eher als schlecht bezeichnet werden. Aber etwas anderes lässt sich eben nicht erreichen. Doch ist jetzt ein

1. *Elu le 4 avril pour remplacer E. Schulthess, démissionnaire, H. Obrecht va entrer en fonction le 1^{er} mai suivant.*

2. *Cf. n° 117.*

3. *Cf. n° 112.*

Konflikt nicht angezeigt. Deshalb beantragt Herr Bundesrat Schulthess, es sei die Abrede des Herrn Minister Stucki zu genehmigen und dieser zur Unterzeichnung des angekündigten Protokolls zu ermächtigen.

Herr Bundespräsident Minger dankt Herrn Minister Stucki für seine Bemühungen, worauf der Rat dem Antrage des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartementes zustimmt.

117

E 1005 2/3

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 7 avril 1935*

Währungsproblem

Mündlich

An der Beratung über diesen Gegenstand nehmen auch teil die Herren Bundesrat Obrecht, der sein Amt allerdings noch nicht angetreten hat¹, sowie die Herren Minister Stucki und Nationalbankdirektor Bachmann.

Der Vorsteher des Finanzdepartementes führt aus, unsere Frankenlage sei gegenwärtig sehr schlecht. Es seien sehr viele Frankenguthaben aus der Schweiz zurückgezogen worden. Die Goldrückzüge in den letzten Tagen hätten sich in bedenklichem Masse gesteigert. In der letzten Woche musste die Nationalbank für unzählige Millionen Goldfranken aufwenden. Jetzt bestehe die Goldreserve nur noch aus zirka 1,5 Milliarden Franken. Auch bei den Privatbanken seien die Abhebungen sehr gross. Diese würden beeinflusst durch die verschiedensten Gründe, nicht zuletzt auch durch die Kriseninitiative², durch Kriegsgerüchte, usw. Andererseits seien gewisse Aktien der Industriegesellschaften gestiegen; es sei also eine Flucht in die Sachwerte festzustellen. Am Freitag abend sei die Lage ausserordentlich bedenklich gewesen. Unaufhörlich hätte man eine Baisse der festverzinslichen Wertpapiere konstatieren können.

Es ist unerlässlich, Massregeln zu treffen zur Rettung unserer Valuta. Eine solche Massnahme ist die Kontrolle über den Devisenmarkt. Diese müsste sofort in Szene gesetzt und durchgeführt werden. Obwohl die Finanzdelegation des Bundesrates³ sich noch nicht endgültig über diese Massnahme entschieden hat, wurde bereits ein Entwurf ausgearbeitet, der allerdings nur das Allernötigste enthält. Die bundesrätliche Finanzdelegation tagte gestern und heute lange Zeit. Sie erhielt einige neue Anregungen und Nachrichten. Allerdings wird die Lage in

1. Cf. n° 116, n. 1.

2. Cf. n° 109, n. 13.

3. Constituée le 1^{er} mai 1934 par décision du Conseil fédéral, cette délégation se compose de trois membres, soit les chefs du DFP, du DEP et du DFPC. Cf. PVCF n° 816 du 1^{er} mai 1934 (E 1004 1/346).

manchen Kreisen nicht so schlimm beurteilt wie man anfänglich befürchtete. Es ist sehr wohl möglich, den Bemühungen der Baissespekulanten einen Damm entgegen zu halten. Heute wurde in den Besprechungen der Bank für internationale Zahlungen in Basel der ganzen Lage eine neue Beleuchtung gegeben, worüber Herr Nationalbankdirektor Bachmann berichten wird.

Herr Direktor Bachmann hat sich beim Gouverneur der holländischen Nationalbank⁴ erkundigt, welche Erfahrungen er mit der Baissespekulation in Holland gemacht hat. Er sagte, diese Spekulation sei beendet; er habe nicht eingegriffen und die Spekulation sich selbst zu Tode laufen lassen. Der Sprechende unterhielt sich über das gleiche Problem auch mit den Vertretern der andern Goldblockländern⁵, d. h. mit den Gouverneuren der Banque de France, der italienischen und der belgischen Staatsbank. Man war allgemein der Meinung, dass die belgische Ordnung, d. h. die belgische Frankenabwertung⁶, keine glückliche Massnahme gewesen sei.

Die Frage ist nun für uns in erster Linie, ob wir die Überzeugung haben, dass sich der Schweizerfranken halten lässt oder nicht, ob die heutigen Erscheinungen nur vorübergehend sind oder dauernden Charakter haben. Redner lässt den Entwurf zu einem Devisenbeaufsichtigungsbeschluss⁷ und zu einem

4. *L. Trip.*

5. *Cf. n° 86.*

6. *Décidée le 30 mars précédent.*

7. *Pour permettre une meilleure compréhension de la discussion qui a lieu à ce sujet entre les membres du Conseil fédéral, nous reproduisons ci-dessous ce projet d'arrêté, que le gouvernement fédéral se refusera finalement à adopter:*

Arrêté du Conseil fédéral restreignant le règlement des paiements entre la Suisse et l'étranger.

Le Conseil fédéral suisse,

sur la proposition du Département fédéral des finances et après avoir pris l'avis de la Banque nationale suisse, vu l'article premier de l'arrêté fédéral du 14 octobre 1933 concernant les mesures de défense économique contre l'étranger et l'article 102, chiffre 8, de la Constitution fédérale,

arrête:

Article premier.

Il est interdit d'acquérir et de disposer d'or et de devises sans l'autorisation de la Banque nationale suisse.

Art. 2

Les opérations en devises à terme sont soumises à l'approbation de la Banque nationale suisse.

Art. 3

L'ouverture de crédits et les paiements en faveur de l'étranger, c'est-à-dire de personnes physiques et morales et de sociétés commerciales non domiciliées en Suisse, sont soumis à l'approbation de la Banque nationale suisse. Il est interdit aux étrangers résidant en Suisse de disposer de leurs avoirs et de leurs créances sans cette approbation.

Est également soumis à cette prescription, le service des comptes de chèques postaux et des mandats avec l'étranger.

Communiqué⁸ austeilen (s. Beilagen). Falls der Rat der Meinung ist, dass das Vertrauen in den Schweizerfranken schon weitgehend erschüttert ist, so bleibt nichts anderes übrig, als im Sinne des Entwurfes einen Beschluss zu fassen. Im Direktorium der Nationalbank ist man verschiedener Ansicht. Herr Generaldirektor Weber ist in grosser Sorge und glaubt nicht, dass der Franken gehalten werden kann. Der Sprechende hingegen ist anderer Meinung und hegt immer noch gute Hoffnung. Die Lage der schweizerischen Banken ist bei weitem nicht so schwierig wie diejenige der belgischen. Man sollte die Dinge sich noch etwas weiter entwickeln lassen und noch keinen Beschluss im Sinne des Entwurfes fassen, da ein solcher Beschluss den Beginn der Abwertung unserer Währung bedeuten würde und dies noch nicht geschehen darf. Der Bundesratsbeschlussesentwurf richtet sich gegen zwei Gattungen von Ländern: Gegen solche, die bereits Zahlungsbeschränkungen haben, und gegen diejenigen ohne derartige Beschränkungen (Frankreich, Holland, Grossbritannien, Amerika). Gegenüber den letztgenannten Ländern wäre die Massnahme sehr gefährlich, denn praktisch wird dadurch die Banknote uneinlösbar. Der Sprechende hätte keine Einwendungen

Art. 4

Des devises peuvent être remises pour la couverture de besoins économiquement justifiés, par exemple pour le paiement de marchandises effectivement importées en Suisse et frais accessoires, les paiements pour assurances, obligations résultant du tourisme, coupons d'intérêts et participations aux bénéfices. Les banques autorisées par la Banque nationale suisse à effectuer des opérations en devises peuvent remettre à leurs clients des devises destinées à faire face aux obligations ci-dessus pour autant que le montant demandé rentre dans le cadre des opérations normales.

Art. 5

La Banque nationale suisse et les organes désignés par elle peuvent demander à toute personne des renseignements sur les agissements et les affaires interdits ou soumis aux restrictions du présent arrêté. La présentation des livres et d'autres pièces justificatives peut être exigée.

Art. 6

Les prescriptions du présent arrêté ne sont pas applicables aux paiements découlant d'un accord de clearing et de compensation conclu avec l'étranger.

Art. 7

Il est interdit d'exporter de l'or, des billets de banque et des papiers-valeurs sans l'autorisation de la Banque nationale suisse.

Art. 8

La Banque nationale suisse peut autoriser des exceptions aux restrictions et interdictions édictées par le présent arrêté.

Art. 9

Le Conseil fédéral édicte les prescriptions nécessaires à l'exécution du présent arrêté.

Art. 10

Les contraventions à cet arrêté seront punies d'une amende de 100 000 francs au maximum et de l'emprisonnement de deux ans au plus. Les valeurs que l'on tentera d'exporter en infraction à cet arrêté seront confisquées.

[...]

8. *Non reproduit.*

dagegen zu erheben, wenn die Massnahme sich nur auf diejenigen Länder beschränken würde, die von der Goldwährung abgegangen sind; hingegen sollte es nicht geschehen gegenüber den andern Ländern.

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes führt aus, dass der Bundesrat sich entschliessen müsse, welchen Weg er gehen wolle, ob die Währung gehalten oder wirklich einer Abwertung entgegengeführt werden solle. In beiden Fällen müsse energisch gehandelt werden. Es erscheine ihm, obwohl ja gewiss starke Strömungen für eine Abwertung vorhanden seien, unwürdig, sich diese von der Spekulation abringen zu lassen.

Soll die Währung ohne Devisenwirtschaft gehalten werden, so sollte die Nationalbank den Terminspekulationen in Schweizerdevisen so entgegentreten, dass sie die Erklärung abgibt, sie kaufe alle angebotenen Beträge auf. Damit dürfte diese Bewegung abgestoppt werden können, ohne dass die Nationalbank allzu grosse Summen übernimmt.

Zweitens sei dafür zu sorgen, dass die Banken die nötigen Mittel haben. Auch hier habe die Nationalbank die Initiative zu ergreifen, denn wenn eine Bank die Zahlung einstellen müsste, so wäre es auch um die Währung geschehen. Verschiedener Ansicht könne man sein hinsichtlich der Intervention auf dem Effektenmarkt. Er sei der Ansicht, dass man den Markt sich selbst bilden lassen solle, dann würden sich auch bald wieder bei einem tieferen Kurse Käufer einstellen. Eine Intervention würde auch zu grosse Mittel erfordern. Dies sei auch die Ansicht von Fachleuten. Es scheine ihm möglich, dass schon bei Anwendung der zwei ersten Vorschläge für einmal wieder Ruhe einkehre.

Was nun die Vorlage betrifft, die dem Bundesrat unterbreitet wird, ist sie das Ergebnis von 3 langen Sitzungen der Finanzdelegation mit der Nationalbank. Die Nationalbank betrachtete am Freitag Abend die Lage als verzweifelt und auch noch am Samstag als sehr ernst. Sie hat eine Vorlage ausgearbeitet, da eine solche nicht schon bereit war. Die Delegation hat das Projekt bedeutend gemildert und insbesondere Bestimmungen über den Zwangskurs der Banknoten und die Sistierung der Goldeinlösung gestrichen. Auch so habe die Vorlage natürlich noch eine grosse Bedeutung. Es sei unleugbar, dass insbesondere aus Deutschland aber auch aus Italien bedeutende Guthaben abgezogen werden. Leider sei es nicht möglich, diesem Vorgehen durch einen einseitigen Akt gegenüber Deutschland zu wehren, denn das würde von dem letztgenannten Land mit unangenehmen Massnahmen, z. B. fremdenindustrielle, beantwortet und könnte zu einem Wirtschaftskrieg führen. Selbst die Beschränkung der Kapitalausfuhr gegenüber allen Ländern, die bereits eine Devisenbewirtschaftung haben, sei nur schwer realisierbar, da dann für den Kapitalexport der Umweg über die Länder offenblieb, die keine Devisenbewirtschaftung haben; Frankreich, England, Holland etc. So sei, wenn etwas getan werden müsse, eine allgemeine Vorschrift gegen alle Länder zu erlassen, die dann auch die Idee realisieren würde, die Minister Stucki vor einer Woche gegenüber Deutschland vorschlug⁹. Die Vorlage habe zweifellos, wenn sie auf der einen Seite geeignet sei, die Kapitalausfuhr abzuschneiden, den Nachteil, dass sie die Währung nicht intakt lasse, denn es werden sofort zwei Franken entstehen, der bisherige ordentliche, in Gold einlösbare Franken und ein Kurs für die

9. Cf. n° 110.

Frankenbeträge, die das Ausland in der Schweiz liegen hat und die es nicht hinausbringen kann. So ergäbe sich eine Art Sperrfranken. Zweifellos würden auch die vorgesehenen Massregeln vom Ausland als ein Zeichen gedeutet, dass die Schweiz die Währung nicht länger halten könne, und es gebe viele Sachverständige, die den Beschluss als den ersten Schritt zur Abwertung betrachten. Dazu kommt, dass Länder ohne Devisenbewirtschaftung die Beschränkung der Kapitalausfuhr sehr empfinden würden und dass dadurch die Handelsbeziehungen zweifellos neu erschwert würden. Sei man aber davon überzeugt, dass die Abwertung kommen müsse, so dürfe man auch nicht zu lange zuwarten, insbesondere nicht bis die Schweiz grosse Goldverluste erleidet und viele Banken in gewisse Zahlungsschwierigkeiten kommen, denn bis jetzt schon seien in den letzten Tagen gewaltige Goldbeträge (sie werden auf über 200 Millionen beziffert) abgezogen worden, und der Goldbestand ist heute effektiv, wenn man die Beträge abzieht, die noch herausgegeben werden müssen, unter 1½ Milliarden gesunken; er steht also um mehrere Hunderte von Millionen tiefer als vor relativ kurzer Zeit.

Nützlich wäre die Vorschrift gegen die Terminspekulation für die Devisen und die Goldausfuhr und das Goldhamstern. Wenn die Lage wirklich so sei, wie die Nationalbank sie insbesondere vorgestern, Freitag, und auch noch gestern dargestellt habe, so werde trotz aller Bedenken nichts anderes übrig bleiben, als einen solchen Beschluss zu fassen. Ein Übel sei natürlich jede Vorlage, die den freien Geldverkehr einschränkt, u. a. auch deshalb, weil viele darin einen Schritt zur Abwertung erblicken oder der Erlass solcher Vorschriften wenigstens so interpretiert werden könne.

Der Rat muss sich nun schlüssig machen; auch wenn er zur zweiten Lösung käme, müsse energisch gehandelt werden. Unbestreitbar sei, dass die Geldldrainage nach dem Ausland fort dauere und dass uns so grosse Mittel entzogen werden. Deutschland habe allein noch über eine halbe Milliarde zu fordern und setze seine Rückzüge systematisch fort¹⁰; damit entgleite der Schweiz auch die Möglichkeit, wenn Deutschland nicht mehr bezahle, eventuell auf dessen Guthaben zu greifen. Die Gesamtziffer des Auslandes an Bankguthaben und Titelbesitz werde auf ca. 2 Milliarden eventuell noch mehr geschätzt. — Dazu sei in Betracht zu ziehen, dass die Lage mancher Banken als schwierig erscheint¹¹ und dass die Giro-

10. Cf. n° 148.

11. *Certaines banques, en particulier la Banque d'escompte, de Genève, et la Banque populaire suisse, traversent une situation difficile depuis 1931 déjà et ont dû avoir recours à l'aide de la Confédération (cf. DDS vol. 10, n° 168). Le 5 avril 1935, la Banque cantonale neuchâteloise s'est adressée au Département fédéral des finances, lui avouant son impuissance à tenir ses guichets ouverts si une aide massive de la Confédération n'intervient pas immédiatement. Le 9 avril suivant, le Conseil fédéral décide d'octroyer à la banque un prêt de 5 millions au taux de 3% (E 6100 (A), Archiv-Nr. 766).*

En difficulté depuis le début de la crise économique, la Banque commerciale de Bâle obtiendra du Conseil fédéral, le 11 juin 1935, une prorogation d'échéances pour une durée de 2 ans, conformément à la loi fédérale sur les banques du 8 novembre 1934 (E 6100 (A), Archiv-Nr. 767). Une autre prorogation d'échéances pour une durée de 2 ans sera accordée le 16 août 1935, par le Conseil fédéral, à la Banque populaire genevoise (E 6100 (A), Archiv-Nr. 768). Le 30 décembre 1935, ce sera au tour de la Banque Leu & Cie., de Zurich, d'obtenir du Conseil fédéral une prorogation d'échéances pour une durée de 3 mois (E 6100 (A), Archiv-Nr. 769).

guthaben der Banken bei der Nationalbank stark zurückgegangen seien. Diese Umstände machen alle einen raschen Entscheid notwendig. Auch wer die Vorlage ablehnt, übernimmt eine grosse Verantwortung.

Der Vorsteher des Post- und Eisenbahndepartementes berichtet kurz über die längeren Konferenzen, die die Finanzdelegation des Bundesrates gestern und vorgestern gehabt hat teils auch mit dem Direktorium der Nationalbank und einigen Oberbeamten des Finanzdepartementes. Die Nationalbank legte verschiedene Beschlussentwürfe vor, auch einen solchen, der sich auf die Nichteinlösbarkeit der Banknoten bezog. Wenn wir jetzt schon auf einen bestimmten Betrag abwerten wollen, so wissen wir immerhin nicht auf welchen. Vielleicht greifen wir zu hoch, vielleicht zu tief. Gestern beauftragte die bundesrätliche Finanzdelegation die Nationalbank, eine Vorlage auszuarbeiten, gemäss dem nun unterbreiteten Beschlussentwurf. Die Delegation hat durch Streichung diesen Entwurf bereinigt und ihm die jetzige Form gegeben. Insbesondere wurden die Bestimmungen über die Nichteinlösung der Banknoten und über die Schliessung der Börsen weggelassen. Die heutige Lage der Nationalbank ist gut. Bedenklich ist hingegen die Nervosität der Börse und des Publikums, sowie die Situation gewisser sehr wichtiger Banken. Ob die vorgeschlagenen Vorschriften genügen werden, um das Vertrauen wiederum herzustellen, kann jetzt nicht ohne weiteres gesagt werden. Das wird bloss die Erfahrung zeigen können. Sofern eine Abwertung nötig ist, kann diese nur sukzessive geschehen.

Herr Minister Stucki teilte mit, er habe am Freitag abend von der bundesrätlichen Finanzdelegation den Auftrag erhalten, auf eine allfällige Frage des deutschen Reichswirtschaftsministers Schacht zu antworten, dass der Bundesrat sich in der Tat mit der Währungssituation beschäftige. Diesen Auftrag hat der Sprechende ausgerichtet.¹² Herr Stucki stellt fest, dass letzte Woche viele Rückzüge deutscher Guthaben stattfanden. Er glaubt auch heute noch, dass wir sofort handeln müssen um zu verhindern, dass das Ausland diese Vermögenswerte aus der Schweiz herauszieht. Nach seiner Ansicht bedeutet der vorgesehene Bundesratsbeschluss nicht ohne weiteres den Beginn einer Frankenabwertung. Allerdings werde das Ausland das Vertrauen vielleicht momentan verlieren. Man kann aber einen Doppelfranken haben: einen entwerteten im Auslande und einen im bisherigen Werte im Inlande. Dadurch wird vielleicht auch der Fremdenverkehr belebt werden. Die vorgesehene Massnahme wird nach Ansicht des Sprechenden das Vertrauen im Inlande eher beleben. Für die Schweizer wird der Anreiz zum Verkauf schweizerischer Titel viel geringer sein, falls ein Bundesratsbeschluss im Sinne des Entwurfes vorliegt. Dass dieser Bundesratsbeschluss nicht zu hundert Prozent wirksam sein wird, ist klar; die Hauptsache wird aber sein, dass die Banken mitmachen und ehrlich an der Durchführung des Beschlusses mithelfen. Jedenfalls darf man die Sache nicht ihren Lauf gehen lassen, ohne einzugreifen, sondern muss sofort den vorgesehenen Bundesratsbeschluss fassen und schon auf morgen früh in Kraft setzen. Das von der Nationalbank vorgelegte Communiqué ist aber nicht zweckdienlich, sondern könnte eher das Gegenteil von dem bewirken, was erstrebt wird. Es muss ganz anders abgefasst werden bezüglich des Inhaltes.

12. Cf. n° 116.

Der Vorsteher des Politischen Departementes ist der Meinung, dass es unehrlich wäre, wenn wir an der jetzigen Währung nicht festhalten würden, sofern dies möglich ist. Man beginnt einen gewissen Defaitismus zu treiben. Sollte wiederum ein Krieg in Europa ausbrechen, so stünde die Frage unserer Neutralität viel schlechter als anno 1914, falls wir unseren Franken abgewertet hätten. Wenn die Frage der Abwertung gestellt wird, so wäre ich mit aller Kraft dagegen, solange keine Not vorliegt. Nachdem die Sache mit Deutschland für eine gewisse Zeit in Ordnung gebracht ist, hat der Sprechende grosse Bedenken gegen den vorgeschlagenen Bundesratsbeschluss, sofern dieser als der erste Schritt zu einer Abwertung gedeutet werden muss.

Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartementes ist ebenfalls der Meinung, dass wir die Währung solange als möglich halten müssen. Durch den vorgesehenen Bundesratsbeschluss würde das Vertrauen des Auslandes geschwächt; das entstehende Misstrauen würde bald auch im Inlande um sich greifen. Die Vorlage stellt einen ersten Schritt zur Abwertung dar, deshalb sind Bedenken gerechtfertigt. Die Verhältnisse an der Börse dürfen uns nicht zu sehr beunruhigen. Der Zeitpunkt für einen derartigen Beschluss ist verfrüht. Dagegen hätte der Sprechende gegen ein bedingtes Zahlungsverbot für diejenigen Länder, welche bereits die Devisenbewirtschaftung eingeführt haben, nichts einzuwenden.

Der Vorsteher des Departementes des Innern ist der Meinung, dass, falls heute auf den Erlass des vorgesehenen Bundesratsbeschlusses verzichtet wird, die Sache damit noch nicht erledigt sei. Wir müssen uns Luft schaffen, um die Währung zu schützen. Vielleicht lässt sich etwas machen für die Sanierung der drei heute am meisten gefährdeten Banken¹³, dies als Mittel um von einer andern Seite her die Währung zu retten. Es bleibt wohl nichts anderes übrig als die Wahl zwischen dem Abbau der Löhne und Preise oder dem Abbau der Währung. Wenn wir übermorgen den in Frage kommenden Beschluss doch fassen müssten, so wäre es allerdings doch besser, ihn schon heute zu fassen.

Herr Bundesrat Obrecht teilt mit, dass bereits Termingeschäfte an Auslandsbörsen getätigt worden seien mit 15—25% Disagio. Er schliesst sich grundsätzlich dem Standpunkte des Vorstehers des Politischen Departementes an und hält ebenfalls dafür, dass wir den Schweizerfranken möglichst lange halten müssen. Heute sollte noch kein Bundesratsbeschluss gefasst werden, denn es besteht immer noch die Hoffnung, dass wir den Angriff auf unseren Franken abwehren können. Die Lage ist also noch keineswegs rettungslos und wir müssen die Entwicklung der Dinge ruhig abwarten. Zweifellos bedeutet der Bundesratsbeschluss, wie er im Entwurf vorliegt, den Anfang der Frankenabwertung. Wenn eine solche kommen soll, so müsste der Betrag sofort fixiert und stabilisiert werden. Der Massnahme, wie sie von Herrn Minister Stucki vorgeschlagen wird, steht der Sprechende sympathisch gegenüber. Dann muss aber im Bundesratsbeschluss ausdrücklich gesagt werden, dass diejenigen Länder, die noch keine Devisenbewirtschaftung eingeführt haben, von der Massnahme ausgenommen seien.

Herr Nationalbankdirektor Bachmann gibt Kenntnis von einem Kundgebungsentwurf¹⁴ der Gouverneure der Notenbanken der Goldblockländer. Es

13. Cf. n. 11 *ci-dessus*.

14. *Non retrouvé*.

heisst darin, dass die von den Gouverneuren gemachten Feststellungen und abgegebenen Erklärungen im Einverständnis mit den betreffenden Regierungen erfolgen.

Der Vorsteher des Politischen Departementes wäre mit der Veröffentlichung dieser Erklärung einverstanden, wenn die Erwähnung der Regierungen darin weggelassen wird.

Der Vorsteher des Finanzdepartementes unterstreicht, dass die bundesrätliche Finanzdelegation noch keinerlei Beschluss gefasst hat. Es ist stossend, dass die 540 Millionen deutscher Guthaben aus der Schweiz herausgenommen werden können. Der Entwurf zu einem Bundesratsbeschluss enthält eigentlich nichts besonderes. Vielleicht könne man ihn kombinieren mit der von Herrn Minister Stucki ins Auge gefassten Lösung. Wichtig ist, die Ausnahmen genau zu umschreiben, damit die deutschen Guthaben nicht auf dem Umweg über Paris, London, Amsterdam oder Brüssel doch die Schweiz verlassen. Also wird eine generelle Ausnahme für Frankreich, Grossbritannien, Holland und Belgien kaum möglich sein. Wenn wir mit einem Beschluss noch einige Tage zurückhalten, um dessen Formulierung genau zu studieren, so wird die Sache dadurch nicht so schlimm. Der Sprechende möchte also den in Frage kommenden Beschluss noch nicht für morgen in Kraft setzen. Wir dürfen den Mut nicht verlieren, müssen aber mit Sorgfalt und Zurückhaltung den Markt verfolgen. Die Angelegenheit erfährt jeden Tag eine andere Beleuchtung. Falls heute noch keinerlei Bundesratsbeschluss im vorgesehenen Sinne gefasst wird, so müssten jedenfalls eine Kundgebung sowie ein Communiqué über die gegenwärtige Sitzung erlassen werden, da ja bereits bekannt wurde, dass der Bundesrat zu einer Beratung zusammen getreten ist, und falschen Gerüchten vorgebeugt werden müssen.

Herr Bundespräsident Minger unterstreicht den grossen Goldabfluss und den bedeutenden Rückzug ausländischer Guthaben aus der Schweiz, die in den letzten Tagen zu verzeichnen waren. Wir dürfen der Sache unmöglich länger zusehen. Wenn die Goldreserve noch mehr schwindet, so wird das Volk eine abwartende Haltung des Bundesrates nicht verstehen. Das Vertrauen in den Schweizerfranken ist stark geschwunden. Auch die Kampagne über die Kriseninitiative wird die Abwertung fördern. Deshalb ist es notwendig, der Spekulation so rasch wie möglich einen Riegel vorzuschieben und sie abzudrosseln. Falls die Lösung des Herrn Stucki, kombiniert mit derjenigen der Nationalbank, vorläufig genügt, so ist der Sprechende damit einverstanden; doch fürchtet er, dass wir damit nicht auskommen werden. Der psychologische Moment für die Devisenbewirtschaftung scheint nun gekommen zu sein, und die Banken sollten nur noch die Ermächtigung erhalten, ganz kleine Beträge auszuzahlen. Die Börsen sollten auf einige Tage geschlossen werden. Inzwischen wäre die Bundesversammlung einzuberufen und eine Abwertung um ca 25% vorzunehmen, unter gleichzeitiger Stabilisierung des Kurses. Doch muss dabei jede Verteuerung der Lebenshaltung und Preissteigerung verhindert werden, also für den ersten Moment etwa ein Beschluss gefasst werden, wonach keine Lohn-, Preis- und Zinsänderung eintreten darf. Herr Minger begrüsst daher den Erlass eines Bundesratsbeschlusses in der Richtung der Ausführungen der Herren Stucki und Bachmann.

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes erinnert daran, dass man bis zu der heutigen Sitzung sowohl im Finanzdepartement als bei der National-

bank auf dem Boden des vorgeschlagenen Bundesratsbeschlussesentwurfs stand. Die Vorschläge des Herrn Stucki haben eigentlich mit diesem Entwurfe nichts zu schaffen. Eine Preisbegrenzung ist nicht so leicht wie man sich vorstellt. Mit dem Erlass des vorgesehenen Bundesratsbeschlusses soll die Frage der Abwertung des Schweizerfrankens in keiner Weise positiv präjudiziert werden. Es sollte der Nationalbank überlassen bleiben zu entscheiden, ob die Erklärung der Bankgouverneure zu publizieren ist oder nicht. Unter allen Umständen muss der Presse ein Communiqué über die gegenwärtige Sitzung zugestellt werden.

Der Vorsteher des Post- und Eisenbahndepartementes hebt hervor, dass der vorgesehene Bundesratsbeschluss nicht bestimmt ist, unsere Handelspolitik zu fördern, sondern den Schutz des Schweizerfrankens bezweckt. Wenn der Idee des Herrn Stucki Folge gegeben werden soll, so wäre der Bundesratsbeschluss ganz anders zu fassen. Wir dürfen uns darüber nicht im Unklaren sein, dass die Annahme des Bundesratsbeschlussesentwurfs den Beginn der Abwertung bedeutet. Im jetzigen Augenblick dürfen wir an eine Abwertung nicht herantreten. Jedenfalls könnte ein Abwertungsbeschluss nur einstimmig gefasst werden, denn es handelt sich hier um eine überaus wichtige und folgenschwere Sache. Wird von einem Beschluss Umgang genommen, so wird die Nationalbank mit allen Mitteln in den Kampf treten und Termindevisen kaufen müssen; das für diese Ankäufe ausgegebene Geld ist aber keineswegs verloren. Der Presse muss natürlich eine Auskunft über die heutige Sitzung mitgeteilt werden. Von einer Proklamation an das Volk kann keine Rede sein; sie würde gerade das Gegenteil bewirken von dem, was damit erreicht werden will. Es sollte genügen zu sagen, der Bundesrat hätte eine Sitzung gehabt um die Frage der gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen mit Deutschland neuerdings zu prüfen und der schweizerischen Delegation neue Instruktionen zu erteilen, da Herr Reichsbankpräsident Schacht morgen noch in Basel weilt und wiederum Besprechungen mit Herrn Minister Stucki haben wird.

Herr Bundespräsident Minger stellt fest, dass nach Meinung des Rates zurzeit vom Erlass eines Bundesratsbeschlusses gemäss Vorlage Umgang genommen und noch die weitere Entwicklung und Abklärung der Verhältnisse abgewartet werden soll. Von einer Proklamation an das Volk wird abgesehen, jedoch der Presse eine Mitteilung im Sinne der Ausführungen des Vorstehers des Post- und Eisenbahndepartementes gemacht werden. Was die Erklärung der Bankgouverneure anbelangt, so bleibt es der Nationalbankdirektion überlassen, deren Veröffentlichung zuzustimmen oder nicht; jedenfalls wären aber darin die Regierungen nicht zu erwähnen¹⁵.

15. *Le 9 avril suivant, le Conseil fédéral s'occupe à nouveau de la situation monétaire:*

Der Vorsteher des Finanz- und Zolldepartementes berichtet, dass die gestrige Währungslage weniger beunruhigend gewesen sei als vorige Woche. Der Verkauf von schweiz. Staatstiteln habe nachgelassen und auch der Devisenmarkt sei viel ruhiger und der Goldabfluss weit geringer gewesen als letzte Woche. Es seien keine Anhaltspunkte vorhanden, woraus zu schliessen wäre, dass grössere Depotabzüge nach Deutschland vorgenommen worden seien. Der am letzten Sonntag ins Auge gefasste Beschlussesentwurf sei in Vorbereitung begriffen unter Berücksichtigung aller Eventualitäten. Es sei sehr bedauert worden, dass der Bundesrat die Proklamation der Notenbankgouverneure der Goldblockländer beiseite gelegt, d. h. die Nationalbank

nur ermächtigt habe, der Publikation zuzustimmen, wenn die Regierungen darin nicht erwähnt werden. Es wäre noch Zeit, diese Proklamation zu veröffentlichen, um noch ein Mehreres zur Beruhigung beizutragen. Doch müsste der Bundesrat damit einverstanden sein, dass der beanstandete Satz betreffend das Einverständnis der Regierung stehen bleibe. Die Nationalbank würde Wert darauf legen, dass die Veröffentlichung stattfinden kann. Der Sprechende empfiehlt daher Zustimmung zur Nationalbank und die Ermächtigung der Veröffentlichung der Proklamation mit dem Satze: «... d'accord avec les gouvernements.»

In der Beratung werden noch verschiedene Mitteilungen gemacht und Ansichten geäußert bezüglich der Währungsangelegenheit und der in der letzten Sitzung vom Sonntag behandelten Fragen. Was die Proklamation der Bankengouverneure anbelangt, so sind die Meinungen bezüglich der Notwendigkeit und des Nutzens der Veröffentlichung im jetzigen Augenblicke geteilt, und auch was die Streichung oder die Belassung der Worte «d'accord avec les gouvernements» anbelangt.

Schliesslich wird beschlossen:

Der Bundesrat wersetze sich nicht der Veröffentlichung der Proklamation auch unter Beibehaltung der Stelle betreffend das Einverständnis der Regierung; doch möge sich die Nationalbank die Sache nochmals überlegen. Dabei wird der Vorsteher des Finanz- und Zolldepartementes ersucht, die in der Beratung geäußerten Bedenken der Nationalbank mitzuteilen.
PVCF n° 626 du 9 avril 1935 (E 1004 1/351).

118

E 2001 (C) 4/160

Le Comité Allemagne de l'Association suisse des banquiers au Conseil fédéral¹

Copie

L

Zürich, 10. April 1935

Auf Veranlassung des Unterzeichneten hat sich das Komitee Deutschland der Schweizerischen Bankiervereinigung heute Vormittag in Zürich versammelt², um Beschluss zu fassen über die Anträge, die es der Schweizerischen Nationalbank betreffend die Frage der Privilegierung gewisser Gruppen der schweizerischen Finanzgläubiger zu stellen wünscht.

Der Unterzeichnete hat zu diesem Zweck über die mit der deutschen Delegation gestern getroffene Vereinbarung betr. das neue schweizerisch-deutsche Verrechnungsabkommen die nötigen Mitteilungen machen zu müssen³.

Das Komitee Deutschland hat daraus mit grösstem Bedauern entnommen, dass das neue Abkommen in erster Linie den schweizerischen Finanzgläubigern erneute schwere Opfer zugemutet hat⁴.

Wie uns berichtet wurde, ist der Bundesrat bei der Festsetzung seiner Instruktionen an die schweizerische Verhandlungsdelegation vom Grundsatz ausgegan-

1. *La lettre est signée par A. Jöhr, président du Comité Allemagne de l'Association suisse des banquiers.*

2. *Le procès-verbal de la séance du 10 avril 1935 se trouve in E 7110 1/40.*

3. *Un nouvel accord est signé le 17 avril 1935; cf. RO, 1935, vol. 51, pp. 712—716.*

4. *Cf. annexe au présent document.*

gen, dass in erster Linie die Arbeit berücksichtigt werden müsse und erst in zweiter Linie das Kapital⁵. Gegen diese ungleichmässige Behandlung der Finanzinteressen hat der Unterzeichnete bereits in seiner Eingabe vom 26. März 1935⁶ an den Vorsteher des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements Einspruch erhoben und dabei u. a. ausgeführt, dass die Finanzgläubiger zwar bereit sind, zusammen mit den anderen Interessenten ein neues Opfer zu bringen, nachdem sie bekanntlich schon früher ein solches gebracht durch die Zustimmung zur Reduktion der Zinsansprüche auf 4½% p. a.⁷ Dabei sollte es aber die Meinung haben, dass dieses Opfer zu gleichen Teilen auch allen andern Interessenten auferlegt würde.

Das Komitee Deutschland unterstützt diese Auffassung einstimmig und macht hierdurch erneut darauf aufmerksam, welch'schwere Konsequenzen eine solch' einschneidende Reduktion des Bartransfers der schweizerischen Finanzgläubiger für die schweizerische Volkswirtschaft haben muss. Dabei sei darauf hingewiesen, dass es sich bei den Zinsforderungen sämtlicher schweizerischer Gläubigerkategorien um ausschliesslich und hundertprozentig schweizerische Interessen handelt. Der Gesamtbetrag der in die Schweiz fliessenden deutschen Zinsen ist ein Bestandteil unseres Volkseinkommens, ob sie nun direkt an den einzelnen Gläubiger fallen oder indirekt zuerst den Banken vergütet und dann von diesen in

5. *Les points de vue du Conseil fédéral et du Comité Allemagne diffèrent totalement à ce propos: [...] Die Einzahlungen in das Clearingkonto sind in den letzten Monaten nicht über 24 Millionen hinausgegangen, während für ein gutes Funktionieren mindestens 32 Millionen notwendig wären.*

Stellung der Behörden: Der Bundesrat hat der schweizerischen Delegation die Instruktion erteilt:

die Erlöse aus dem Kohlenexport von Deutschland nach der Schweiz seien dem Touristenverkehr zu reservieren;

der Arbeit sei unbedingt die Priorität vor dem Kapital zuzusichern, d. h. dem schweizerischen Export sei ein Minimum von Zahlungen aus Deutschland unter allen Umständen sicherzustellen (13 Mill. pro Monat und 1½ Mill. für Nebenkosten);

der Reichsbank sei eine genügende freie Quote zu überlassen, damit sie an dem Abkommen ein Interesse habe.

Es wurde nicht gestattet, diese Instruktion dem Komitee Deutschland in einer Sitzung zu unterbreiten. Dagegen habe ich [A. Jöhr] namens des Komitees in einer Eingabe gegen diese Instruktion protestiert mit der Begründung, die Zinsforderungen seien durchaus schweizerische Forderungen, die einen Teil des Volksvermögens darstellen. Wir seien bereit, neuerdings ein durch die Verhältnisse gefordertes Opfer zu bringen, doch müsse ein solches gleichmässig auf alle Interessenten verteilt werden. Wir wären bereit, uns mit einem Zinsentransfer von 3% zu begnügen, vorausgesetzt, dass bei Besserung der Verhältnisse in erster Linie die Finanzgläubiger bis zu 4½% berücksichtigt würden. Ich wies auf die besondere Lage der Inhaber von Dawes- und Younganleihen hin, sowie auf die der Rheinkraftwerke, wo die Gläubiger gegebenenfalls die Hand auf die Einnahmen aus der Schweiz legen könnten. Die Nationalbank unterstützte diese Eingabe in einer besonderen Zuschrift an das Eidg. Volkswirtschaftsdepartement und hob hervor, dass die Finanzgläubiger durch das neue Abkommen sehr zurückgestellt würden. Die Bemühungen haben keinen Erfolg gehabt, der Bundesrat hat seine Instruktionen bestätigt (*Procès-verbal de la séance du Comité Allemagne de l'Association suisse des banquiers du 10 avril 1935 in E 7110 1/40*).

6. *Non reproduit.*

7. *Cf. n° 46, n. 12.*

Form von Gehältern, Steuern, Zinsen etc. wieder ausgeschüttet werden. Jeder Betrag, welcher auf diesen Zinsen in Zukunft ausfällt, bedeutet eine entsprechende Verminderung des Volkseinkommens, aber auch einen entsprechenden Ausfall an schweizerischer Kaufkraft. Wenn nach dem neuen Abkommen statt der 96 Millionen Franken, wie bisher, nur noch ein kleiner Bruchteil davon überwiesen wird, so ist evident, dass der Ausfall von 70 oder mehr Millionen per Jahr die schweizerische Kaufkraft ganz erheblich schwächt und damit die schweizerische Landwirtschaft, die Verkehrsanstalten, die Produktionszweige verschiedenster Art und die Hotelindustrie berührt. Es werden auch der eidgenössische Fiskus bei der Krisenabgabe und die kantonalen und Gemeinde-Fiski bei den ordentlichen Steuern den Ausfall an Volkseinkommen spüren, einmal durch Verminderung der Steuerkraft und sodann durch die durch Zurückstellung der Interessen der Finanzgläubiger hervorgerufene Wertverminderung der deutschen Titel, die sich bei der Vermögenssteuer auswirken wird. Das Komitee Deutschland möchte hierdurch wiederholt und mit aller Eindringlichkeit auf diese Verhältnisse hinweisen⁸.

Demgegenüber muss festgestellt werden, dass im Preis der schweizerischen Exportwaren, je nachdem sie mehr oder weniger schweizerische Arbeit enthalten, kleinere oder grössere Anteile enthalten sind für Rohstoffe, die wir nicht in der Schweiz herstellen, sondern welche wir unsererseits wiederum aus dem Auslande beziehen müssen. Mit einer Verarbeitung dieser Rohstoffe ermöglicht die Schweiz den nichtschweizerischen Rohstofflieferanten, auf dem Wege des Importes von Produkten aus Deutschland Befriedigung für ihre Forderungen zu erhalten.

Im übrigen zeigt eine Reihe von uns gemachter Wahrnehmungen, dass bei der Ausstellung von Ursprungszeugnissen für die Anmeldung beim deutschen Clearing die Praxis teilweise eine sehr large, wenn nicht laxe ist, so dass der Schluss naheliegt, dass, wenn hier gehörig zum Rechten gesehen würde, monatsdurchschnittlich für eigentliche schweizerische Exporte auch mit einer geringeren Summe als 13 Millionen Franken auszukommen wäre⁹. Wir sind genötigt, auf die-

8. *Le 15 avril 1935, A. Jöhr renouvelle dans un télégramme adressé au Département de l'Economie publique ces demandes et remarques. Lors de la séance du 16 avril 1935 du Conseil fédéral, W. Stucki donne lecture de la dépêche et fait le commentaire suivant:*

[...] Der Sprechende hält dafür, dass die Frage nicht schon jetzt festgelegt werden kann, jedenfalls nicht im Abkommen mit Deutschland, sondern vorderhand unpräjudiziert bleiben müsse. Falls der Bundesrat dies für angezeigt erachtet, so könnte es sich höchstens darum handeln, Herr Jöhr in einem Antwortschreiben eine sehr vorsichtige und zurückhaltende Zusage zu geben, etwa des Inhaltes, der Bundesrat glaube, die von ihm (Generaldirektor Dr. Jöhr) aufgeworfene Frage nicht bereits heute im Staatsvertrage mit Deutschland präjudizieren zu sollen; er sei aber gerne bereit, falls sich die Einzahlungen bei der Schweiz. Verrechnungsstelle auf monatlich wesentlich mehr als Fr. 24 Millionen belaufen sollten, die Verhandlungen mit Deutschland zwecks Änderung der jetzigen Verteilungsmethode aufzunehmen und dabei den berechtigten Interessen der schweizerischen Transfergläubiger, denen heute in der Tat ein sehr hartes Opfer zugemutet wird, nach grösster Möglichkeit Rechnung zu tragen.

Der Rat stimmt dem Erlass eines Schreibens im soeben geäusserten Sinne zu. [...] (E 1004 1/351).

9. *Cf. n° 75, n. 6.*

sen Umstand hinzuweisen, weil jede Million, die auf diese Art und Weise für nicht wirklich schweizerische Erzeugnisse aus dem Clearingserlös weggenommen wird, die schweizerischen Finanzgläubiger auf das Schwerste schädigt.

Das Komitee Deutschland gibt sich darüber Rechenschaft, dass der Zinsausfall auf Grund der Bestimmungen des neuen deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens für eine grosse Zahl mittlerer und kleiner Kapitalisten äusserst empfindlich sein und bei ihnen zur Folge haben wird, dass sie nicht mehr in der Lage sind, Ferienaufenthalte in der Schweiz zu bestreiten. Andererseits müssen die Zinsgläubiger sehen, wie die Kohlenimporte in den Dienst der schweizerischen Hotelindustrie¹⁰ gestellt werden, was zwar an und für sich begreiflich ist, aber bewirkt, dass die Benefizienten dieser Lösung in erster Linie die Deutschen sind, die ihrerseits ihren Zinsverpflichtungen gegenüber den Schweizergläubigern nicht oder doch nur unvollständig nachkommen.

Der Unterzeichnete hat daher schon in einer Eingabe vom 29. März 1935¹¹ an den Chef der schweizerischen Verhandlungsdelegation, Herrn Minister Dr. Stucki, die Frage aufgeworfen, ob nicht ein Teil, z. B. 50% des Gegenwertes der Kohlenimporte reserviert und der Schweizerischen Hoteltreuhandgesellschaft zur Belegung des schweizerischen Hotelwesens zur Verfügung gestellt werden könnte und zwar so, dass den Zinsgläubigern die Möglichkeit gegeben würde, diese Beträge anstelle der Deutschen auszunutzen und sie zur Verbringung ihrer Ferien in Schweizerhotels zu verwenden. Die praktische Lösung läge ungefähr auf folgender Linie: Die Schweizerische Hoteltreuhandgesellschaft würde beauftragt, aus diesen abgezweigten 50% des Gegenwertes der Kohlenimporte den schweizerischen Zinsgläubigern Funding Bonds abzukaufen, soweit die Mittel reichen, zu einem Kurse, der für den Anfang vielleicht mit 50% angesetzt werden könnte; später würde die Kurshöhe je nach den Umständen geändert werden können. Dieser Ankauf könnte natürlich nicht gegen bar erfolgen, sondern nur gegen Gutscheine zur Bezahlung schweizerischer Hotelrechnungen durch den Verkäufer selbst. Die Hotels könnten hernach bei der Schweizerischen Hoteltreuhandgesellschaft gegen die erhaltenen Gutscheine die nötigen Barmittel beziehen. Die Zinsen und die Amortisationsraten und spätere Kapitalrückzahlung der Funding Bonds, die die Hoteltreuhandgesellschaft auf diese Weise erhält, würden reserviert für spätere Aktionen im Interesse der schweizerischen Hotelindustrie.

Das Komitee Deutschland unterstützt diese Anregung nachdrücklichst und ersucht den Bundesrat, sie zu prüfen.

Das Komitee Deutschland verschliesst sich nicht der Einsicht, dass die jetzt vorliegenden Verhältnisse vor allem eine Folge des Rückgangs des deutschen Exports nach der Schweiz sind¹². Gerade deshalb muss es aber dringend ersuchen, dass der zusammengeschrumpfte Import der Schweiz mindestens auf die Höhe von 32 Millionen pro Monat, d. h. auf das Niveau von 1933, gebracht wird.

Das Komitee Deutschland gibt der bestimmten Erwartung Ausdruck, dass, nachdem die Interessen der schweizerischen Finanzgläubiger durch das neue

10. Cf. n° 181.

11. *Non reproduit.*

12. Cf. n°s 75 et 130.

Abkommen so schwer beeinträchtigt werden, der Bundesrat alles tun werde, um diese notwendige Importsteigerung zu befördern.

Es empfiehlt ihm ferner angelegentlich die Anregung betreffend Rückkauf der Funding Bonds gegen Hotelgutscheine zur Prüfung und Berücksichtigung.

ANNEXE

J.I.131/22—24

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki,
au Directoire de la Banque nationale*

L

Verhandlungen mit Deutschland

Bern, 10. April 1935

Hiermit bestätige ich Ihnen den Empfang Ihres gestrigen Schreibens¹³ betreffend Konzessionen der Stillehaltgläubiger im Hinblick auf die Verlängerung des schweizerisch-deutschen Verrechnungsabkommens. Wie Sie wissen, ist — mit Ihrem Einverständnis — der deutschen Delegation eine Abschrift dieses Briefes gestern zugestellt worden. Die deutsche Delegation hat sich Ihre Stellungnahme vorbehalten.

Ich habe davon Kenntnis genommen, dass die Stillehaltgläubiger durch ein Zirkular der Nationalbank, als Präsidium des schweizerischen Bankausschusses, eingeladen werden, umgehend zu den beiden aufgeworfenen Fragen definitiv Stellung zu nehmen¹⁴.

Etwas überrascht hat mich der Eingang Ihres Scheibens, indem es heisst:

«Es ist den schweizerischen Stillehaltgläubigern aus Kreisen, die an der Fortführung des Verrechnungsverkehrs mit Deutschland ein ganz besonderes Interesse haben, nahe gelegt worden, ...»

Ich sehe mich, in Bestätigung früherer gemachter Mitteilungen, zu folgender Feststellung genötigt:

Mit diesen «Kreisen» können unmöglich der Bundesrat oder einzelne seiner Departemente oder Abteilungen gemeint sein. Die Dinge haben sich vielmehr so zugetragen, dass, als Samstag, den 30. März¹⁵, bekannt wurde, dass die deutsche Regierung dem zwischen den Delegationen vorgesehenen Abkommen nicht zustimmte, sondern wesentlich weitergehende Forderungen stellte, der Vertreter der Nationalbank sowohl wie derjenige des Komitees Deutschland der Schweizerischen Bankiervereinigung mit mir der Auffassung waren, das neue deutsche Begehren sei als undiskutierbar abzulehnen. Dies ist denn auch geschehen, und gleichen Abends lief die Kündigungsnote der deutschen Gesandtschaft ein¹⁶. Sonntag, den 31. März, verlangte das Direktorium der Nationalbank eine dringende Besprechung mit einer Delegation des Bundesrates, welche gleichen Abends im Bureau des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartements stattfand¹⁷. Anlässlich dieser Konferenz wurde von der Nationalbank sowohl wie von den Vertretern der Stillehaltgläubigern und der lang- und mittelfristigen Gläubigern das dringende Begehren gestellt, man solle die Verhandlungen mit Deutschland wieder aufnehmen und es seien die Banken zu neuen wesentlichen Konzessionen bereit. Sie werden sich erinnern, dass ich mich sehr lebhaft gegen ein solches Vorgehen ausgesprochen habe. Der Bundesrat hat dann nach Anhörung des Präsidenten des Direktoriums der Nationalbank trotzdem beschlossen, dem aus den Finanzkreisen gestellten Wunsche zu entsprechen und die Verhandlungen wieder aufzunehmen. Der Herr Präsident des Direktoriums hat dabei offiziell in der Bundesratssitzung mitgeteilt, dass die Finanzkreise zu folgenden Konzessionen bereit seien:

13. *Non reproduit.*

14. *Cf. lettre de la Banque nationale à W. Stucki du 9 avril 1935 in J.I.131/22—24.*

15. *Cf. nos 109, 110 et 112.*

16. *Non retrouvé.*

17. *Cf. n° 109, n. 2.*

1. Bestätigung der Reduktion der Stillehaltezinzen um durchschnittlich ca. ½%;
2. Verzicht auf den Transfer für ¼ der verbleibenden Zinsbeträge;
3. Erhöhung der Reichsbankquote in der Prioritätskategorie von Fr. 3,5 Millionen monatlich auf Fr. 4,1 Millionen monatlich;
4. Festsetzung einer zweiten Reichsbankquote nach der auf 19,6 Millionen erhöhten Prioritätskategorie von 20%;
5. Allfällig noch weitere Konzessionen seien vom Export schweizerischer Waren zu tragen.

Es ist nun gelungen, eine Vereinbarung mit Deutschland zu treffen, die diese von den Finanzgläubigern angebotenen Konzessionen nicht voll beansprucht, indem die Reichsbankquote der II. Kategorie mit 10 statt mit 20% festgesetzt wurde.

Bei dieser Situation muss ein für alle Mal klar festgestellt werden, dass die den Stillehaltegläubigern zugemuteten neuen Opfer keineswegs vom Bundesrat oder vom Leiter der Verhandlungsdelegation verlangt wurden, sondern von den Finanzgläubigern selbst angeboten worden sind¹⁸.

18. *Pour la réponse du Directoire de la Banque nationale, cf. n° 114, n. 4.*

Cf. également la lettre adressée par la Banque nationale au Directoire de la Reichsbank le 16 avril 1935 in E 7110 1973/120/2.

119

E 2001 (C) 4/57

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Paris, 10 avril 1935

Cela sert à quelque chose d'aller dans les gares; ce matin, je me suis précipité à la station P. L. M. pour prendre congé de MM. Flandin et Laval, puisqu'ils partaient pour Stresa via territoire suisse; devant le wagon, j'ai rencontré M. Edouard Herriot et vous pensez bien que je n'ai pas omis l'occasion de lui dire l'objet de ma visite d'hier au Président Laval¹, en même temps que j'attirais son attention sur les soucis très graves que me procure la manière d'être actuelle du Gouvernement français vis-à-vis des travailleurs étrangers en quête de renouvellement de carte d'identité. Comme M. Herriot est spécialement chargé par le Conseil des Ministres de présider la Commission interministérielle, je savais que mes doléances ne tomberaient pas dans l'oreille d'un sourd.

Le Maire de Lyon a tout d'abord eu une réaction de félicitations et d'admiration à l'égard de l'attitude que la Suisse observe actuellement vis-à-vis du Cabinet de Berlin²; il a dit: «C'est un bel exemple que votre pays donne là à l'Allemagne envers laquelle nous n'avons plus confiance, parce que nous avons trop de preuves que le Cabinet de Berlin ment toujours et impunément». Ensuite,

1. *Le Ministre de Suisse a remis à Pierre Laval une note verbale concernant le problème des Suisses travaillant en France, ainsi qu'une liste de 13 cas de refus de permis de travail (lettre de Dunant à Motta du 9 avril, E 2001 (C) 4/57).*

2. *Cf. rubrique II.1.4: Allemagne, affaire Jacob.*

M. Herriot m'a dit qu'il n'était pas mal disposé du tout pour la Suisse, mais qu'il est dans l'obligation de restreindre, d'une manière générale, le nombre des travailleurs étrangers en France; à cela, je lui ai objecté qu'il y a tout de même des nuances à observer: on ne peut pas traiter sur le même pied un ouvrier polonais qui travaille dans les mines du Pas-de-Calais ou un honnête employé de commerce fixé à Paris ou ailleurs depuis de nombreuses années et dont la renommée est intacte; mon interlocuteur a immédiatement reconnu le bien-fondé de mon observation et il m'a encouragé à lui signaler les cas que je lui indiquerai spécialement, étant bien entendu que je ne lui citerais pas les 100 000 Suisses qui sont actuellement en France, puisqu'il *doit* en laisser partir quelques-uns pour diminuer le contingent des travailleurs suisses en France³; mais il a ajouté: il y a dans votre colonie, comme dans tant d'autres agglomérations, certainement des gens auxquels vous ne tenez pas spécialement⁴; laissez donc partir ceux-là s'ils sont touchés par un ordre de refoulement et dévouez-vous à bon escient; évidemment ce serait bien difficile pour moi; M. Zurlinden vous en parlera au cours de la conférence à laquelle il assistera à Berne lundi prochain.

Pour être complet, je dois avouer que j'ai cru remarquer, tout au fond de la pensée de M. Herriot, une sorte de rancune, parce qu'il a, sans transition, parlé des attaques éhontées auxquelles certains hommes politiques français sont l'objet dans des journaux suisses, par exemple le «Journal de Genève», où le correspondant parisien, M. Pierre Bernus, écrit les critiques qu'il ne peut pas publier dans le «Journal des Débats». J'ai rétorqué à mon interlocuteur qu'en Suisse la presse est complètement libre, de même qu'en France. Le train partait, nous nous séparâmes, mais je retiens que je peux, dorénavant, ne plus écrire au Ministre du Travail, M. Jacquier, qui répond toujours non, mais signaler des cas à M. Herriot, puisqu'il m'y a lui-même invité. D'ailleurs, la parole sera prochainement au Conseil des Ministres lui-même, pour les questions de principe, puisque M. Laval a décidé d'en saisir ses Collègues; à part les questions de principe, il y aura encore les cas particuliers que je pourrai soumettre, en toute franchise, à M. Herriot.

Vous voyez, Monsieur le Conseiller Fédéral, que je ne manque aucune occasion de me préoccuper de la triste situation dans laquelle se trouvent ceux de nos compatriotes qui ont affaire avec l'Administration des cartes pour travailleurs étrangers.

3. *Remarque marginale de M. de Stoutz*: Cela peut signifier qqes milliers de départs à ajouter aux qqes dizaines qui nous ont déjà occupés jusqu'ici.

4. *Remarque marginale du même*: Pour nous, ce serait une raison de plus de tenir à ce qu'ils restent en France!

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann*

Copie
L GP Urgent

Berne, 16 avril 1935

Au cours de l'année 1933, nous avons été amenés, à la suite de requêtes émanant de quelques associations à tendances pacifistes et notamment à la suite du postulat Perret¹, déposé au Conseil national le 10 mars 1932, à examiner d'une façon approfondie la possibilité pour la Confédération d'instituer un contrôle national sur la fabrication et le commerce des armes, munitions et matériels de guerre.

Vous trouverez, sous ce pli, copie de l'exposé que nous avons fait tenir au Département militaire à la date du 7 septembre 1933².

La question avait été soumise ultérieurement au Conseil fédéral et, dans sa séance du 4 décembre de la même année³, celui-ci était arrivé à la conclusion qu'il serait prématuré de résoudre nationalement le problème aussi longtemps qu'il restait un espoir de voir aboutir une réglementation internationale dans le cadre de la Conférence du désarmement⁴.

Depuis lors, la situation a bien changé. La Conférence du désarmement n'a plus guère de chances d'aboutir, du moins pas dans un avenir rapproché. Il faut même renoncer, pour le moment, à l'idée de conclure, comme y avait songé le gouvernement des Etats-Unis, une convention limitée au contrôle international de la fabrication et du commerce des armes et matériels de guerre. Le comité chargé de traiter ce problème à Genève et dans lequel la Suisse était représentée vient, en effet, d'achever ses travaux sur un rapport⁵ qui n'invite nullement à l'optimisme. Des divergences de vues considérables se sont manifestées et les textes adoptés en première lecture — la seconde lecture aura lieu on ne sait quand — sont grevés de si nombreuses réserves que le jour nous paraît éloigné où les Etats, notamment les grandes puissances, parviendront à se mettre d'accord sur un texte unique. Trop d'intérêts sont en jeu pour qu'il n'en résulte pas heurts et dissonances.

1. *Demandant au Conseil fédéral d'examiner par quels voies et moyens il pourrait interdire l'exportation des armes et des munitions de guerre et contrôler leur fabrication.*

2. *Non reproduit.*

3. *Cf. PVCF n° 1895 du même jour (E 1004 1/343).*

4. *Cf. n° 39 et DDS vol. 10, rubrique I.1: Conférence pour la réduction et la limitation des armements.*

5. *Le Comité pour la réglementation du commerce et de la fabrication privée et d'Etat des armes et matériels de guerre adopte le rapport sur l'état de ses travaux (en première lecture), le 13 avril 1935. Ce rapport, publié par la SdN, porte le numéro officiel: Conf. D. 168. On en trouve des exemplaires in E 2001 (C) 5/160.*

Les possibilités d'accord qu'avait dû tout naturellement envisager le Conseil fédéral il y a deux ans se sont ainsi avérées chimériques, et, derechef, la question se pose de savoir si, en l'absence de toute réglementation internationale, il n'y aurait pas lieu, pour notre pays, de légiférer, à l'instar de beaucoup d'autres, en cette matière.

Pour nous, la réponse à cette question n'est plus douteuse. Sous peine d'enregistrer de sérieux mécomptes, nous ne pouvons demeurer plus longtemps à l'écart du mouvement législatif qui se poursuit dans la plupart des pays et qui tend à prémunir les Etats contre les dangers du trafic non contrôlé d'armes et de munitions de guerre. La nécessité se fait sentir, chez nous comme ailleurs, d'intervenir législativement ou administrativement dans un domaine où un régime de trop grande liberté peut donner lieu à des abus regrettables et surtout dommageables pour le bon renom de la Confédération.

Depuis quelque temps, le gouvernement britannique, appuyé tout récemment par le gouvernement français, nous a représenté tout l'intérêt qu'il y aurait à ce que la Suisse s'associât, de son côté, aux mesures prises dans plusieurs Etats manufacturiers pour empêcher l'exportation d'armes à destination de la Chine⁶, en proie actuellement à la guerre civile. Si nous demeurions sourds à ces appels sous prétexte que notre législation ne nous permet pas d'agir pour le moment, on finirait sans doute par nous reprocher d'alimenter indirectement un foyer de guerre dans un pays qui n'a déjà que trop souffert des luttes armées.

D'autre part, le gouvernement italien nous a signalé combien il regretterait de voir la Suisse participer, par son industrie privée, à l'armement de l'Ethiopie, avec laquelle nos voisins se trouvent présentement en difficulté. L'inertie des autorités fédérales serait de nature à entamer l'amitié que nous voue un pays avec lequel nous avons un intérêt majeur à entretenir les meilleures relations.

Le problème, comme vous le voyez, n'est pas seulement important; il est urgent, et nous nous proposons de le soumettre sous peu, d'entente avec le Département militaire, à un nouvel examen du Conseil fédéral.

Encore convient-il d'étudier sur quelles bases nous serions en mesure de légiférer. Ainsi que nous le rappelions dans notre exposé au Département militaire⁷ (p. 31 et s.), votre Département avait déjà examiné la question lorsqu'il s'agissait pour nous d'adhérer à la convention sur le commerce des armes, signée en 1925⁸. Il était arrivé à la conclusion que la Constitution nous offre, à ses articles 85, chiffre 6⁹, et 102, chiffre 9¹⁰, une «base suffisante». Il proposait cependant de recourir à cet effet à une loi plutôt qu'à un arrêté fédéral, étant donné que des sanctions

6. Cf. n° 99.

7. Du 7 septembre 1933. Non reproduit.

8. Le 17 juin. Le 7 juin 1926, le Conseil fédéral décida de signer cette convention, mais celle-ci n'entra jamais en vigueur, faute d'un nombre suffisant d'adhésions. Cf. DDS vol. 9, n° 191.

9. Les affaires de la compétence des deux conseils [Conseil national et Conseil des Etats] sont notamment les suivantes:

[...]

6. Les mesures pour la sûreté extérieure, ainsi que pour le maintien de l'indépendance et de la neutralité de la Suisse; les déclarations de guerre et la conclusion de la paix.

10. Il [le Conseil fédéral] veille à la sûreté extérieure de la Suisse, au maintien de son indépendance et de sa neutralité.

pénales s'attacheraient nécessairement aux violations des mesures de défense et de contrôle qui seraient édictées par la Confédération.

A ce propos, nous avons laissé la question ouverte, nous bornant à dire, dans notre lettre au Département militaire¹¹ (p. 35), qu'«il suffirait, croyons-nous, d'un arrêté fédéral ou peut-être même d'un arrêté du Conseil fédéral». Il s'agirait aujourd'hui de se prononcer définitivement sur ce point.

Quant à nous et vu l'urgence de cette affaire sur laquelle nous nous permettons d'insister, nous pensons qu'un simple arrêté du Conseil fédéral ne saurait guère prêter à de sérieuses objections d'ordre constitutionnel. Il serait difficile de soutenir, en effet, que la fabrication privée d'armes sur notre territoire, avec les répercussions qu'elle peut avoir sur nos relations avec certains Etats, ne touche pas, en quelque manière, «à la sûreté extérieure de la Suisse, au maintien de son indépendance et de sa neutralité». Le Conseil fédéral nous paraîtrait donc fondé à agir lui-même, sur la base de l'article 102 de la Constitution fédérale. Si même certains doutes subsistaient dans votre esprit, peut-être céderont-ils devant l'impérieuse nécessité pour le Gouvernement d'agir, et d'agir vite.

Quoi qu'il en soit, nous vous serions fort obligés d'examiner encore cette question à la lumière de notre droit public et de nous faire connaître votre avis aussitôt que possible.

11. Cf. n. 7 ci-dessus.

121

E 2001 (C) 4/97

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Sehr vertraulich¹

Berlin, 20. April 1935

Ihre drei streng vertraulichen Schreiben vom 17. und 18. April² in Sachen Jacob-Salomon sind mir, nebst deren Anlagen, heute morgen zugekommen, und ich möchte versuchen, sie, so gut es geht, noch heute zu beantworten, damit meine Rückäusserung noch frühzeitig genug in Ihren Händen ist, um gegebenenfalls bei Ihrer bevorstehenden Antragstellung an den Bundesrat verwertet zu werden.

Gestatten Sie mir, zunächst eine grundsätzliche Frage aufzuwerfen, über die Sie mich zwar nicht um meine Auffassung befragt haben. Sie wissen, dass ich für meinen Teil erforderlichenfalls mit der Anrufung des deutsch-schweizerischen Schieds- und Vergleichsvertrages³ von Anfang vollkommen einverstanden war.

1. *Remarque de Motta en marge*: Kenntnis genommen. — Vide meine Bemerkungen. Im ganzen hat Herr Dinichert Recht. Sein Eindruck deckt sich mit dem meinigen. Über die Frage des Verfahrens denke ich noch nach. Rheinf. [elden] 2. 4. 35. [sic]

2. *Non reproduit*.

3. Cf. n° 111, n. 8.

In meinen bisherigen Andeutungen⁴ auf diese Möglichkeit oder Notwendigkeit hatte ich aber auch das Vergleichsverfahren nicht ausgeschlossen. Zweifelsohne handelt es sich um eine Streitigkeit, die unter die Punkte zwei wie drei des Artikels 2⁵ fällt und demnach ohne weiteres auf einseitiges Verlangen unter das Schiedsgerichtsverfahren fällt. Gemäss Artikel 13, Absatz 3⁶ des Vertrages ist aber auch in solchem Falle, das gemeinsame Einverständnis der beiden Regierungen vorausgesetzt, das Vergleichsverfahren nicht ausgeschlossen. Nun schiene mir dieses Verfahren im vorliegenden Streitfalle besonders geeignet. Es handelt sich eigentlich weniger um die Erörterung einer rechtlichen Frage als um tatsächliche Feststellungen. Führen diese zum Beweise irgendwelcher Beteiligung deutscher Stellen, so dürfte die Völkerrechtswidrigkeit des Vorgehens und die Pflicht zur Wiedergutmachung deutscherseits nicht bestritten werden.

Die zweckdienlichen Erhebungen, Augenscheine und Vernehmungen könnten im Vergleichsverfahren auch wesentlich rascher vorgehen als im Schiedsgerichtsverfahren, schon deswegen, weil der ständige Vergleichsrat⁷ eben besteht

4. Cf. n° 111.

5. Article 2: A la requête d'une des Parties, seront soumis à l'arbitrage, sous réserve des dispositions des articles 3 et 4, les litiges ayant pour objet [...]

deuxièmement: tout point de droit international;

troisièmement: la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international; [...]

Article 3: Pour les questions qui, aux termes de la législation nationale de la Partie contre laquelle une demande est formulée, relèvent de la compétence d'autorités judiciaires, tribunaux administratifs y compris, la Partie défenderesse peut exiger, d'une part, que le litige ne soit soumis à la sentence arbitrale qu'après qu'une décision définitive ait été rendue par ces autorités judiciaires et, d'autre part, que le Tribunal soit saisi dans les six mois au plus tard à compter de cette décision. Il en sera autrement s'il s'agit d'un cas de déni de justice et si les instances de recours prévues par la loi ont été saisies. En cas de contestation sur l'application de la disposition qui précède, le Tribunal arbitral décide.

6. Les Gouvernements des Parties contractantes peuvent convenir qu'un litige, qui, aux termes du présent traité, est susceptible de solution arbitrale, soit définitivement, ou sous réserve d'un recours ultérieur au Tribunal, déféré à la procédure de conciliation.

7. Dans son Message à l'Assemblée fédérale du 14 décembre 1928 portant modification du traité d'arbitrage et de conciliation entre la Confédération suisse et le Reich allemand du 3 décembre 1921, le Conseil fédéral résume cette procédure de la façon suivante:

[...] Le traité germano-suisse ainsi remanié présentera désormais les caractéristiques suivantes:

1° Recours à l'arbitrage, à la demande d'une seule des parties, pour tous différends ayant pour objet, conformément à son article 2:

a. le contenu, l'interprétation et l'exécution d'un traité conclu entre les deux parties;

b. tout point de droit international;

c. la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;

d. l'étendue et la nature de la réparation due pour une telle violation.

2° A défaut d'établissement du compromis dans un délai de deux mois ou à défaut de tribunal arbitral constitué dans le même délai, recours à la cour permanente de justice internationale par voie de simple requête.

3° Pour les différends non prévus par l'article 2 du traité, recours obligatoire (c'est-à-dire à la demande d'une seule des parties) au conseil permanent de conciliation dans les conditions fixées par le traité. [...] (FF, 1928, II, pp. 1156—1157).

und unter Umständen ohne Verzug in Wirksamkeit treten könnte. Beim Schiedsgerichtsverfahren werden wir dagegen unter allen Umständen mit ziemlich langen Fristen zu rechnen haben, im besten Falle mit zwei Monaten, bevor die Schiedsrichter überhaupt sich mit der Sache befassen können. Und ist nach zwei Monaten oder noch einer vielleicht verlängerten Frist nicht alles so weit gediehen, so muss der mächtige Apparat des Ständigen Internationalen Gerichtshofs in Bewegung gesetzt werden, um insbesondere durch einzelne Richter tatsächliche Feststellungen in Deutschland und in Basel vorzunehmen. Es kommt dazu, dass unser Vergleichsrat insofern eine günstige Zusammensetzung aufweist, als gerade im jetzigen Zeitpunkte den Deutschen ein Däne, ein Schwede und ein Niederländer besonders genehm sein müssten, ohne dass diese uns zu den geringsten Bedenken Anlass geben könnten. Die gemeinsame Bestellung von drei Schiedsrichtern dürfte im Gegenteil gerade in Hinsicht auf deren Staatsangehörigkeit mit besondern Schwierigkeiten verbunden sein. Damit kämen wir fast sicher bis zum Haager-Gerichtshof, es sei denn wir nähmen wesentlich längere Fristen in Aussicht, was auch nicht zu begrüssen wäre.

Allerdings brächte der Bericht des ständigen Vergleichsrats nicht notwendigerweise die endgültige Entscheidung. Aber einerseits könnten wir uns wohl im Voraus mit den Schlüssen jenes Berichtes zufrieden geben; andererseits bestünde die Möglichkeit, dass wir uns beidseitig durch die zu gewärtigenden Vorschläge des Berichtes gebunden erklären. Wollte Deutschland unerwarteterweise auch das nicht tun wollen, so könnten wir entweder auf das Vergleichsverfahren verzichten oder dessen Anwendung nur unter Vorbehalt der spätern Anrufung des Schiedsgerichts, bzw. des Haager-Gerichtshofes zustimmen.

Ich könnte mir also denken, dass der Bundesrat in seiner neuen Note das Schiedsgerichtsverfahren mit der Erklärung vorschläge, dass er sich, in Anbetracht unserer freundschaftlichen Beziehungen, ebenfalls mit dem Vergleichsverfahren, gegebenenfalls unter näher zu bezeichnenden Bedingungen, einverstanden erklären möchte.

Eine Verzögerung von Belang würde dadurch nicht entstehen, wenn wir der Deutschen Regierung nur eine kurz bemessene Frist ansetzen würden, um sich zu unserer Anregung zu erklären.

Es ist wohl möglich, dass Sie sich dies alles auch schon überlegt haben⁸; nur finde ich davon in Ihren bisherigen Mitteilungen nichts. Sie wollen mir jedenfalls das Bestreben zugute halten, in dem ich Ihnen die vorstehenden Erwägungen unterbreite und das dahingeht, in unserem weitem notwendigen und entschlosse-

8. *Remarque de G. Motta en marge*: richtig. Doch ist die Sache neu zu überlegen. 22. 4. 35.

Pourtant la démarche à entreprendre semble claire pour G. Motta lorsqu'il écrit à C. Ludwig, Chef du Département de police du canton Bâle-Ville, le 16 avril:

[...]

Wie Sie aus der in Abschrift beiliegenden Antwort des Auswärtigen Amtes [non reproduit] auf die schweizerische Protestnote vom 1. d. M. [non reproduit] betreffend den Entführungsfall Berthold Jacob Salomon ersehen werden, nimmt die deutsche Regierung in dieser Angelegenheit eine Haltung ein, die es unvermeidlich macht nunmehr den Schiedsgerichtsvertrag anzurufen. Der Unterzeichnete hat den Fall heute dem Bundesrat unterbreitet, der sich einhellig dieser Auffassung anschloss [...] (E 2001 (C) 4/97).

nen Vorgehen Deutschland, das sich gegenwärtig von der ganzen Welt vor den Kopf gestossen wähnt, dennoch die freundschaftliche Art nicht ganz missen zu lassen.

Ich nehme nun den von Ihnen vorbereiteten ersten Entwurf zu der Antwortnote⁹, die ich namens des Bundesrats dem Auswärtigen Amte zu übergeben haben werde. Ich gestatte mir, in freimütiger Weise zu den verschiedenen Abschnitten des Schriftstückes meine Bemerkungen anzubringen, ohne diese zu einem neuen Entwurfe zusammenfügen zu wollen, da mir ja wesentliche Anhaltspunkte für gewisse Teile der Note noch fehlen. Was die darin aufzunehmenden weitem Ergebnisse der schweizerischen Untersuchung betrifft, so möchte ich, mit Bezugnahme auf Ihre eigene Auffassung, ganz allgemein der Meinung Ausdruck geben, dass allenfalls neue Tatsachen nur dann in die Note aufzunehmen wären, wenn sie an sich als Beweise oder schwerwiegende Indizien des von uns behaupteten Tatbestandes in Betracht fielen und sie somit eine Veränderung in der Haltung der Deutschen Regierung zu bewirken geeignet wären. Dem Vorwurfe wollen wir uns natürlich nicht aussetzen, etwas uns Bekanntes verschwiegen zu haben, das ein deutsches Einlenken gewissermassen hätte erzwingen müssen. Andererseits aber liegt es nicht in unserem Interesse, die Feststellungen und Aussagen zu erwähnen, die zur Identifizierung aller irgendwie Beteiligten führen sollen. Davon ist erst im gegebenen Zeitpunkte gegenüber Schiedsgericht oder Vergleichsrat Gebrauch zu machen. Durch zu frühe Bekanntgabe solcher Elemente würden wir den bedrohten deutschen Stellen nur Gelegenheit geben, sich zu verständigen und auf die Einvernahme durch das internationale Organ einzuüben. In hiesigen auswärtigen Kreisen ist man ohnehin davon überzeugt, dass die Stellen und Leute, die sich schuldig wissen, mit einzelnen und mehr noch kombinierten Unwahrheiten sich werden aus der Schlinge zu ziehen suchen. Dies zu begünstigen, haben wir keinen Anlass, und es ist zu erwarten, dass die unparteiischen Männer, die den Streitfall regeln sollen, sich nicht werden hintergehen lassen.

Ich denke auch, dass es richtig ist, die Note mit den beiden Feststellungen einzuleiten, dass die Tatsache der Entführung schliesslich zugegeben wird und dass eine unmittelbare oder mittelbare Beteiligung irgendwelcher deutscher amtlicher Stellen oder Personen eine Verletzung der schweizerischen Hoheitsrechte bedeutete, welche die Deutsche Regierung aufs Schärfste missbilligen würde. Dieser letzte Punkt sollte besonders bestimmt und prägnant herausgearbeitet werden; denn die deutsche Formulierung von der Vornahme von Amtshandlungen deutscher Beamter auf schweizerischem Gebiet und das nachhinkende «sonst» scheinen mir nicht genügend präzis. Deshalb würde ich auch in diesem Zusammenhange darauf verzichten, unsere Genugtuung auszusprechen¹⁰.

9. *Le 19 avril, G. Motta qui se trouve à Rheinfelden, retourne à F. Kappeler la première version de la note, accompagnée de ces quelques mots: [...] Sie werden an meinen Korrekturen meine Auffassung ersehen. Unsere Note wird sicher bald oder spät publiziert werden müssen; daher muss (und auch davon abgesehen) ihr Ton korrekt, aber auch äusserlich fest sein. [...] Pour cette première version de la note, corrigée de la main de G. Motta, et la lettre manuscrite à F. Kappeler, cf. E 2001 (C) 4/97. Pour la version définitive cf. annexe I au présent document.*

10. *Remarque de G. Motta en marge:* Das war auch meine Meinung. Siehe Brief an Herrn Kappeler.

Mit dem zweiten Satze des ersten Absatzes auf Seite 2 vermag ich mich nicht recht zu befreunden. Auf die in der deutschen Note angetönte Courtoisie würde ich nicht zurückkommen, und zwar aus mehrfachen Gründen. Dass die Rückgabe Jacob's aus Gründen der Courtoisie ernstlich in Erwägung gezogen worden wäre, ist uns weder gesagt worden noch überhaupt glaubhaft¹¹. Im Gegenteil hat ja Staatssekretär von Bülow im Gespräch mit mir, unter Hinweis auf ein ganz theoretisches Courtoisie-Bedürfnis den Prozess Ihres persönlichen Verhaltens gemacht, und zwar in Worten, die mir, mehr noch als Ihre Rede im Ständerate¹², bis an den Rand des Zulässigen zu gehen schienen. Spricht unsere Note von in Erwägung gezogener Courtoisie, so muss Herr von Bülow annehmen, dass ich Ihnen seinen etwas persönlich gearteten Ausfall verschwiegen habe, was ich pflichtgemäss nicht zu tun hatte. Das Wichtigste ist aber, dass, wenn eine Courtoisie-Auslieferung gewährt worden wäre, damit die Deutsche Regierung die behördliche Beteiligung an der Entführung gleichzeitig verneint hätte. Also wäre auch kein Anlass vorhanden gewesen zur Bestrafung von Schuldigen und vorbeugenden Massnahmen für die Zukunft. Vielleicht hätten wir uns mit einer solchen Regelung abgefunden; wirklich befriedigend und für eine freundschaftliche Gesinnung Zeugnis ablegend wäre sie aber trotzdem nicht gewesen. Schliesslich liegt in dem Satze des Notentwurfes eine redaktionelle Ungereimtheit, indem die Courtoisie die widerrechtliche Handlung und, umgekehrt, die widerrechtliche Handlung die Courtoisie ausschliessen müsste¹³.

Fürs Weitere würde ich vorziehen, wenn die Tatsachen des geöffneten Schlagbaumes an der Grenzstelle, das nachträgliche Anhalten des Wagens, die auf dem Triptyk angebrachten Vermerke für sich, getrennt von der Behandlung der Personen, behandelt würden¹⁴. Diese Tatsachen haben gewiss ihre Bedeutung; diese ist aber untergeordneter Natur verglichen mit der absolut ungläubhaften Behauptung, die Manz, Richter und Krause oder, was auf's Gleiche herauskommt, die Entführer Jacob's seien sämtlichen deutschen Stellen unbekannt. Diese Behauptung, die im selben Masse ungläubwürdig und unverschämt ist¹⁵, sollte meines Erachtens zwar in diplomatischer, aber unverkennbarer Weise zurückgewiesen werden. Die Formulierung dächte ich mir inhaltlich ungefähr so: Als besonders

11. *Remarque de G. Motta en marge*: Siehe meinen Brief an Herrn Kappeler.

12. Cf. n° 111, n. 1. *Dans sa lettre à G. Motta du 14 avril, P. Dinichert relate son entretien avec B. W. von Bülow qui fait suite à la remise de la note suisse le 1^{er} avril (cf. n° 111, n. 5)*:

[...] Die wichtigste mündliche Ergänzung der Note seitens Staatssekretär's von Bülow bestand darin, dass eine Auslieferung Jacob's an uns aus sog. Courtoisie nicht nur wegen dessen Person, sondern auch wegen der ganzen schweizerischen Haltung in dieser Sache, vor allem Ihrer eigenen Auslassungen in den eidg. Räten, nicht in Frage kommen könne. Herr von Bülow erklärte mir unumwunden, was ich übrigens vermutete, dass Ihre Rede im Ständerat hier sehr verstimmt habe. Sie seien wohl auch aus innerpolitischen Gründen bis zum Rande, allerdings, wie er sich ausdrückte, zum inneren Rande, des Zulässigen gegangen. Den Hinweis auf den Schieds- und Vergleichsvertrag habe man als eine Drohung empfunden, und man lasse sich hier nicht gerne unter Druck setzen. Man werde also auch hier auf dem reinen Rechtsstandpunkte verharren [...] (E 2001 (C) 4/97).

13. *Remarque de G. Motta en marge*: Das ist durchaus meine Auffassung.

14. *Remarque de G. Motta en marge*: ja.

15. *Remarque de G. Motta en marge*: richtig.

unbefriedigend empfindet der Bundesrat die Eröffnung, dass die Identifizierung der Entführer Jacob's abgesehen von dem nach der Schweiz zurückgekehrten Wesemann, den deutschen Behörden nicht gelungen sei. Er glaubt daraus zu seinem grossen Bedauern den Schluss ziehen zu müssen, dass die Bereitwilligkeit, den schwerwiegenden Vorfall aufzuklären, bei allen deutschen Stellen nicht in selbener Masse vorhanden ist. Die Verumständungen, unter denen dieser Menschenraub stattgefunden hat, müssen aber eine Aufklärung finden, soll das Vorkommnis die hergebrachten freundschaftlichen Beziehungen nicht in ungebührlicher Weise belasten. Unter den uns gegebenen Umständen liegt das geeignete Mittel zu einer endgültigen Regelung in der Anwendung des Schieds- und Vergleichsvertrags.

Mit grossem Interesse habe ich von dem mir zur Verfügung gestellten Berichte des Staatsanwalts von Basel-Stadt vom 18. dieses Monats¹⁶ Kenntnis genommen. Sollte die darin enthaltenen Angaben wirklich richtig sein, so könnte ihnen unter Umständen eine hohe Bedeutung zukommen. Deshalb wünschten Sie auch, dass ich sie nachprüfen lasse. Dies wird mir aber für das Entscheidende, d. h. die Beziehungen von Richter und Manz zu den Behörden, kaum möglich sein.

Vorderhand hat einer meiner Mitarbeiter heute festgestellt, dass im Hause Düsseldorfstrasse 14 ein Bewohner namens Manz nach Aussen nicht in Erscheinung tritt, weder durch einen Briefkasten noch durch Anschlag an einer der Wohnungen. Es handelt sich um ein ärmliches Haus; entsprechend sind dessen Bewohner.

Desgleichen ist es meinem Mitarbeiter heute nachmittag gelungen, sich zu überzeugen, dass ein Dr. Richter, dessen Aussehen mit der Beschreibung im Berichte der Staatsanwaltschaft Basel übereinzustimmen scheint, tatsächlich ein neues Gartenhaus Kaiserstrasse 17 in Spandau bewohnt.

Einen Oberregierungsrat Günther Patschowsky finden wir im Telephonbuch (Tel. B 5-1302) an der Adresse Lützowufer 36, in Berlin. Er dürfte mit dem im Basler-Bericht erwähnten Beamten identisch sein.

In meinem vorgestrigen Bericht über meine Aussprache mit Ministerialdirektor Köpke habe ich erwähnt, dass der Fall Jacob vorab auf der Abteilung Deutschland des Auswärtigen Amtes behandelt wird. Da ich mit dessen Leiter in sehr guten Beziehungen bin, frage ich mich, ob ich doch nicht gut tun würde, ihn sofort nach den Osterfeiertagen aufzusuchen und ihn noch persönlich und mehr offiziös auf die unvermeidlichen Weiterungen der Angelegenheit aufmerksam zu machen, damit er in letzter Stunde noch versuche, die hohen Parteistellen zu alarmieren und sie zu einem andern Verhalten zu bewegen. Viel darf ich von einem solchen Schritte nicht erwarten. Es wäre immerhin ein neuer Beweis für unsern aufrichtigen Wunsch, den Anstand auf diplomatischem Wege zu einer Lösung entgegenzuführen. Ich bin überzeugt, dass meine gute Absicht wenigstens Verständnis fände. Falls Ihnen die Ausführung meines Vorhabens bei der jetzigen Sachlage unbedenklich erscheint, bitte ich Sie, mir Dienstag früh einfach drahten zu lassen «einverstanden»¹⁷.

16. Cf. Bericht des Staatsanwaltes des Kantons Basel-Stadt vom 18. April 1935 in Sachen Hans Wesemann & Consorten (E 2001 (C) 4/97).

17. *Remarque de G. Motta en marge*: Einverstanden.

ANNEXE I

E 2001 (C) 4/97

*Note présentée par le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
à l'Office des Affaires étrangères du Reich le 27 avril 1935*

Copie

Die Schweizerische Gesandtschaft beehrt sich, dem Auswärtigen Amt auf die Note vom 13. April¹⁸ betreffend die Entführung des Berthold Jacob Salomon auftragsgemäss folgendes zu antworten.

Wie die Schweizerische Regierung den Mitteilungen des Auswärtigen Amtes entnommen hat, wird deutscherseits auf Grund der in der Schweiz und in Deutschland angestellten Erhebungen anerkannt, dass Jacob ohne sein Wissen von den Entführern über die deutsche Grenze gebracht wurde. Es wird ferner zugegeben, dass es wohl möglich sei, dass die Entführer die Absicht hatten, ihn den deutschen Behörden in die Hände zu spielen.

Die deutsche Regierung erklärt auch, dass sie eine Verletzung der schweizerischen Gebietshoheit oder schweizerischer Hoheitsrechte durch eine Beteiligung deutscher Amtsstellen an der Entführung Jacobs auf das entschiedenste missbilligen würde.

Indessen bestreitet die deutsche Regierung, dass deutsche Behörden mit der Entführung Jacobs etwas zu tun hatten, weshalb sie die schweizerischen Begehren¹⁹ ablehnt.

Die Schweizerische Regierung nimmt hievon mit Bedauern Kenntnis. Sie vermag die Begründung dieser Ablehnung nicht als stichhaltig anzusehen und hält ihre Darstellung des Sachverhalts und ihren Standpunkt in vollem Umfang aufrecht. Was den Tatbestand anbelangt, so ist darauf aufmerksam zu machen, dass weder aus der deutschen Note noch aus den beigefügten Einvernahmeprotokollen²⁰ ersichtlich ist, welche andern Gründe als die Kenntnis der Entführung die deutschen Grenzbeamten hätte veranlassen können, den sonst um diese Zeit stets geschlossenen Schlagbaum an der Grenze offen zu halten und, trotzdem das Auto die Grenze rechtswidrig überfahren hatte, nachträglich den Einreise- und Ausreisestempel im Triptyk anzubringen.

Die deutsche Note gibt namentlich auch keinerlei Aufschluss über den ganz unerklärlichen Umstand, dass die angeblichen Manz und Krause oder Otto den deutschen Behörden nicht bekannt sein sollen, obschon sie gleichzeitig mit Wesemann und Jacob auf die Polizeiwache Weil geführt wurden, wo sie zunächst festgehalten und ihre Ausweise nachgeprüft wurden. Angesichts der schwerwiegenden Auskunft, die Herr Kriminalkommissar Ewers aus Berlin — wie die deutsche Darstellung lautet — über Jacob neben der Anweisung, diesen noch in der gleichen Nacht nach Berlin abführen zu lassen, erhielt, hätten ihm die Begleiter Jacobs, wenn sie nicht Agenten der deutschen Behörden waren, doch ohne Zweifel äusserst verdächtig erscheinen müssen. Die genaue Feststellung ihrer Identität wäre dabei eine Selbstverständlichkeit gewesen.

Die Schweizerische Regierung ist auf Grund ihrer Feststellungen nach wie vor davon überzeugt, dass Jacob mit Wissen und Willen deutscher Behörden über die Grenze gebracht worden ist. Dies ergibt sich schon aus den bisherigen Ergebnissen der Untersuchung und dürfte durch die noch im Gange befindlichen Erhebungen der Basler Behörden noch weiter erhärtet werden. Es liegen schon jetzt zuverlässige Anhaltspunkte dafür vor, dass beispielsweise Dr. Richter ein Kommissar der geheimen Staatspolizei ist. Die Schweizerische Regierung hält daher an den in der Note vom 1. April²¹ dargelegten völkerrechtlichen Folgerungen fest.

18. *Non reproduit.*

19. *Cf. n° 111, n. 5.*

20. *La copie de ces protocoles annotée par G. Motta se trouve in E 2001 (C) 4/97. Au bas du rapport, G. Motta note ceci: Merkwürdig dass die Herren von den Begleitern nichts wissen! Wie lügenhaft (souligné trois fois).*

21. *Cf. n° 111, n. 5.*

Eine weitere Erörterung der tatsächlichen Umstände der Entführung auf dem gewöhnlichen diplomatischen Weg würde wohl kaum eine Einigung der beiden Regierungen herbeiführen. Die Verumständungen, unter denen diese Entführung stattgefunden hat, müssen aber unbedingt aufgeklärt werden, um zu vermeiden, dass das Vorkommnis die hergebrachten freundschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Ländern über Gebühr belaste.

Darum und weil der Bundesrat den bedauerlichen Fall nicht ungelöst lassen kann und darf, hat er sich entschlossen, den schweizerisch-deutschen Schiedsvertrag vom 3. Dezember 1921 aufzurufen. Es handelt sich um eine Angelegenheit, für die nach Art. 2 des Vertrages das schiedsgerichtliche Verfahren vorgesehen ist. Die Gesandtschaft wird deshalb zu diesem Zwecke dem Auswärtigen Amte demnächst den Entwurf zu einer Schiedsordnung und Vorschläge über die Bezeichnung der drei gemeinsam zu ernennenden Schiedsrichter übermitteln²².

ANNEXE II

E 1004 1/353

CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal de la séance du 26 juillet 1935*²³

1348. Arbitrage dans l'affaire Jacob

Département politique. Proposition du 26 juillet 1935

Ensuite des décisions du Conseil fédéral des 26 avril, 7 et 28 mai et 25 juin²⁴, le Ministre de Suisse à Berlin a signé avec le Ministre des Affaires étrangères du Reich, le 26 juillet à midi, un compromis d'arbitrage²⁵. Ce compromis entre immédiatement en vigueur. Il a été convenu qu'il pourrait être remis à la presse le 27 juillet à 11 h. Il devra également être publié en allemand et en français dans la Feuille fédérale²⁶.

22. Le 27 avril P. Dinichert remet la note à l'Office des Affaires étrangères. Dans une lettre du même jour à G. Motta, il décrit la réaction du représentant du Reich de la manière suivante: [...]

Direktor Koepke erklärte zum Schlusse meiner Lektüre, es handle sich da um eine sehr ernste Sache, was ich auch zugab, mit der Bemerkung, die ganzen Verumständungen des Vorfalles seien eben ernst und es sei bisher deutscherseits nichts geschehen, um die Angelegenheit weniger ernst zu gestalten. Ich unterstrich auch, was die Note sagt in Bezug auf die Notwendigkeit einer Aufklärung, damit der Streitfall nicht auf die Dauer unsere Beziehungen belaste.

Direktor Koepke suchte dann darzutun, dass wir dem Auswärtigen Amte nicht die nötige Zeit gelassen hätten, um die Sache in Ordnung zu bringen. Man sei auf dem besten Wege gewesen, dies von etwas schwer belehrbaren Stellen zu erreichen. Es klang diese Eröffnung wie ein mehr oder weniger offenes Geständnis. Als ich dann aber bemerkte, dass wir von einem besseren Verständnis nicht das Mindeste gemerkt hätten, entgegnete der Vertreter des Auswärtigen Amtes mit dem Ausspruche: «Sie wollen doch den schmutzigen Kerl nicht etwa zurückbekommen.» — Sie erschen daraus, wie dieser hohe Beamte gelegentlich — und zwar nicht gerade selten — unüberlegte Äusserungen tun kann. Ich musste natürlich widersprechen und konnte nicht umhin beizufügen, dass seine Bemerkung mir leider erneut zeige, dass der diplomatische Weg in diesem Falle schwerlich zum Ziele geführt hätte.

23. Absents: Minger et Etter.

24. Non reproduit.

25. Pour l'original, cf. E 2001 (C) 4/98.

26. FF, 1935, II, pp. 157—159.

Aux termes de l'article 4 du compromis, le gouvernement suisse a un délai de vingt jours à dater d'aujourd'hui pour faire parvenir au surarbitre²⁷ et au gouvernement allemand son premier mémoire²⁸. Ce premier mémoire est déjà prêt. En raison des circonstances spéciales de l'affaire, il y a intérêt à ce qu'il soit envoyé sans retard, afin d'avancer autant que possible le point de départ des autres délais et de hâter ainsi le cours de la procédure.

Il est

décidé:

1) d'ordonner la publication du compromis d'arbitrage conclu le 26 juillet 1935 entre la Suisse et l'Allemagne au sujet de l'affaire Jacob dans la Feuille fédérale;

2) de donner pleins pouvoirs à M. le Dr Carl Ludwig, Conseiller d'Etat à Bâle, en qualité d'avocat de la Suisse auprès du tribunal arbitral institué par ledit compromis;

3) d'autoriser le Département politique à faire parvenir au surarbitre et au gouvernement allemand le premier mémoire élaboré par M. Ludwig²⁹.

27. R. W. Erich, *Ministre de Finlande à Stockholm*.

28. Cf. in E 2001 (C) 4/98.

29. Le 28 août E. von Weizsäcker remet à la Suisse le mémoire allemand (cf. E 2001 (C) 4/98) qui provoque chez P. Dinichert la réflexion suivante:

Wenn dieses Schriftstück von neun spärlichen Seiten auf den allerersten Blick durch das eine oder andere positive, obwohl verspätete Zugeständnis einen nicht ungünstigen Eindruck machen mag, so hält diese Einschätzung einer gründlicheren Prüfung kaum Stand. Denn es soll einer Regierung wohl nicht als Verdienst angerechnet werden, endlich anzuerkennen, was überhaupt nicht mehr geleugnet werden kann. Dagegen wird weiterhin Verschiedenes bestritten, Anderes behauptet, — trotzdem es sehr unwahrscheinlich klingt, — sofern man deutscherseits noch anzunehmen können glaubt, dass der Gegenbeweis nicht zu leisten sein wird. Wenigstens hätte man es unterlassen sollen, die uns bereits gemachten unberechtigten Vorwürfe erneut aufzuwärmen und sie nun auch dem Schiedsgericht gegenüber geltend zu machen. Wir dürfen immerhin von diesem erwarten, dass es sich dadurch in keiner Weise wird beeinflussen lassen. (*Lettre de P. Dinichert à G. Motta du 2 septembre 1935 in E 2001 (C) 4/97.*)

122

E 2001 (C) 4/41

*Les Présidents de la Commission commerciale suisse en Egypte,
E. Trembley et L. Gasche, au Chef du Département politique, G. Motta*¹

L Strictement privée

Le Caire, 16 mai 1935

Monsieur Gasche, (président du Siège d'Alexandrie de la Commission Commerciale Suisse) et moi-même, nous nous permettons de nous adresser à vous d'une façon toute personnelle afin d'attirer votre attention sur les considérations

1. *Annotations marginales de G. Motta*: Confidentielle!

Ceci est *privé*, c'est entendu, mais doit être examiné de près pour faire une réponse pertinente. 24. 5. 35.

Annotation marginale du chef de la Division des Affaires étrangères, M. de Stoutz: MM. Bonna et Frölicher. Pour examen conjoint de ce vœu, dont la satisfaction ne serait pas sans répercussions ailleurs (Bucarest). 24. 5. 35.

suivantes. Nous tenons cependant, dès le début, à insister sur le fait que, bien que nous ayons le sentiment très net que notre point de vue est partagé par plusieurs de nos compatriotes, c'est à titre purement privé que nous nous adressons à vous. Le sujet de cette lettre n'aurait su, en effet, faire l'objet d'une discussion publique permettant de recueillir l'avis de chacun.

Nous croyons savoir que l'intention du Département Politique serait de confier à partir de l'automne prochain, la gestion de la nouvelle Légation de Suisse en Egypte à un Chargé d'affaires², tandis que le Ministre en titre séjournerait à Ankara et ne viendrait au Caire qu'à de très rares intervalles, principalement lorsqu'il y aurait lieu de représenter la Suisse à l'occasion de quelque cérémonie importante où la courtoisie internationale rendrait ce déplacement indispensable.

Nous ne devons pas vous cacher, Monsieur le Conseiller Fédéral, que cette solution nous est une grande déception et qu'elle ne nous semble pas du tout tenir compte des nécessités de la situation actuelle.

Nous nous empressons de déclarer, avant toute autre chose, qu'il ne s'agit ici, en aucune manière, de la personnalité, des qualités réciproques, des capacités respectives, ni du Ministre, ni du Chargé d'affaires. Nous n'envisageons qu'une seule chose: le titre de celui qui, à titre permanent, sera chargé de la gestion de la Légation et le prestige qui s'y attache. Notre Légation, toute jeune, toute nouvelle, représentante d'un petit pays sans droits directs aux privilèges capitulaires doit, dès sa création, s'affirmer avec vigueur, s'imposer à l'attention, tant du Gouvernement égyptien que des organismes diplomatiques étrangers; son titulaire doit être armé du maximum possible de prestige, doit pouvoir parler sur le même ton que les représentants des autres puissances, être reçu sur le même pied. Sinon notre Légation viendra irrémédiablement et d'elle-même se classer parmi les représentations de deuxième ou troisième ordre. Quelle que puisse être sa valeur personnelle, un Chargé d'affaires n'aura jamais dans ce pays, où l'importance de l'étiquette est considérable, le prestige, l'autorité d'un Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire. Son travail, son action en seront d'avance dépréciés. Nous avons été agréablement surpris en constatant la fermeté avec laquelle le nouveau Ministre est intervenu récemment en plusieurs occasions, par des notes énergiques, dont l'effet (nous connaissons trop bien le pays pour en douter) ne pourrait être le même, émanant d'un simple Chargé d'affaires, agent d'un titulaire officiel lointain. Il y a là une question de psychologie locale d'une importance capitale dont ne pas tenir compte serait une grave erreur. Nous intercédons auprès de vous, Monsieur le Conseiller Fédéral, de toute notre force, de toute l'autorité que peut nous donner le soin, l'attention avec lesquels nous avons, durant beaucoup d'années, surveillé ou défendu les intérêts suisses en Egypte, pour que cette erreur ne soit pas commise.

Selon nous, une Légation pourvue d'un titulaire permanent portant le titre de Ministre eût été la meilleure solution pour la sauvegarde de nos intérêts en Egypte. Des considérations financières l'ayant malheureusement écartée, il devient indispensable d'obtenir le maximum possible de rendement d'une organisation partagée avec Ankara. Pour cela, nous estimons qu'il est absolument nécessaire que le Ministre séjourne au Caire une partie de l'année, de décembre à

2. Cf. n° 96.

fin avril, le Chargé d'affaires n'assumant la gérance de la Légation que pendant le reste de l'année. C'est là, à notre avis, un strict minimum, au-dessous duquel on ne saurait aller sans compromettre l'œuvre commencée, et probablement gaspiller assez inutilement les crédits accordés à la nouvelle Légation.

Un heureux hasard a voulu que notre Légation naquît au moment particulièrement opportun où l'Égypte, plus ou moins secrètement appuyée par la Grande-Bretagne, cherche avec une insistance voisine de la rupture violente et unilatérale des traités, à se débarrasser des entraves capitulaires. Les déclarations gouvernementales de refus de s'incliner devant la décision des Tribunaux Mixtes pour le cas où ceux-ci ordonneraient conformément au droit, le paiement or de la dette publique; l'incroyable décret qui vient de paraître, abolissant la clause-or dans les contrats internationaux³, contrat *[sic]* promulgué sans aucun assentiment préalable de l'organisme judiciaire mixte, montrent de toute évidence une volonté arrêtée de briser les vitres, de créer des faits accomplis, de spéculer sur la faiblesse escomptée des puissances européennes. Cet état de choses, qui ne s'arrêtera certainement pas là, va donner lieu aux plus graves complications, à des dangers certains. Comment la Suisse y parera-t-elle si, ne pouvant compter que sur son bon droit et l'énergie de ses protestations, elle vient, pour des raisons purement administratives, réduire une des principales armes de son représentant: son prestige diplomatique.

C'est ensuite de ces considérations que, Monsieur le Conseiller Fédéral, nous vous demandons instamment que la question sur laquelle nous venons d'attirer votre bienveillante attention, soit examinée à nouveau, à la lumière des avis qui, outre du nôtre, pourront encore vous être donnés par tous ceux de nos compatriotes d'Égypte en lesquels vous pensez pouvoir plus particulièrement mettre votre confiance⁴.

3. Décret-loi du 2 mai, publié le 4 mai dans le *Journal officiel du Gouvernement égyptien*. Cf. notamment le rapport du ministre H. Martin à G. Motta, du 7 mai (E 2001 (C) 4/167).

4. Le 3 juin suivant, G. Motta répond en ces termes à E. Trembley:

[...]

La politique de stricte économie que nous impose de plus en plus l'état financier de la Confédération nous a mis, il faut le reconnaître, dans l'obligation de rechercher une solution nous permettant de créer une représentation en Égypte, sans sortir de la limite des modestes moyens mis à notre disposition. Mais, malgré ce côté budgétaire de la question, nous avons toujours considéré en tout premier lieu l'importance de nos intérêts dans ce pays et la nécessité de donner à notre représentation le prestige voulu. Or, cette solution, nous avons cru pouvoir la réaliser au mieux en désignant à la tête de notre nouvelle Légation un Ministre déjà accrédité auprès d'un autre gouvernement, qui, lui-même, serait secondé dans sa mission par un Conseiller de Légation, capable de gérer la Légation durant les absences de ce Ministre. Mais, il est bien évident que si M. Martin a rejoint, comme cela était prévu, son poste à Ankara, aucune décision n'a encore été prise au sujet du temps qu'il sera appelé à consacrer par la suite à notre Légation au Caire et que la durée de sa présence dans la capitale égyptienne sera prolongée dans la mesure où les intérêts en jeu et les événements l'exigeront. Nous désirons vous assurer que rien ne sera négligé pour donner à l'activité de notre nouvelle représentation toute l'efficacité que requiert la situation.

123

E 2001 (C) 3/16

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki*

Copie

RC Très confidentiel

Relations commerciales entre

la Suisse et la Roumanie

Bucarest, 24 mai 1935

A maintes reprises déjà, je vous ai exposé les difficultés croissantes que je rencontre dans tout ce que j'entreprends pour défendre en Roumanie nos intérêts économiques.

La situation est aujourd'hui, pour moi du moins, plus difficile que jamais.

Comme j'ai des raisons de soupçonner que mes lettres, quand je les confie à la poste, peuvent être lues par d'autres personnes que leurs destinataires, je mets à profit, pour vous dire toute ma pensée, l'occasion offerte par un messenger sûr dont j'ai pu m'assurer les services.

M. Manolesco-Strunga — vous le savez par mon rapport du 16 de ce mois¹ — m'avait fait dire par le Directeur des Services économiques au Ministère des Affaires Etrangères que, désormais, les demandes de permis d'importation pour des marchandises suisses seraient examinées comme celles qui se rapportent à des produits d'autres provenances. Or, les plaintes quotidiennes des importateurs et les réponses faites à leurs requêtes par les commissions compétentes me donnent la certitude que rien n'est changé: les consignes sont restées les mêmes et l'on continue à traiter notre pays en adversaire.

De toutes parts, on me demande ce que je fais pour remédier à cet état de choses. Si les commerçants qui en souffrent m'accusaient de négligence ou de faiblesse, je n'en serais nullement surpris. Au Ministère du Commerce on est allé jusqu'à dire à certains importateurs que la Légation reconnaissait le bien-fondé de la politique commerciale pratiquée à l'égard de la Suisse. En cherchant à remonter à la source de cette mauvaise plaisanterie, j'ai découvert que l'on interprétait comme un acquiescement au refus de laisser entrer nos marchandises en Roumanie un passage d'une lettre que j'avais adressée à M. Manolesco-Strunga et dans laquelle, m'inspirant de votre dépêche du 8 avril²..., je m'exprimais ainsi: «... mon Gouvernement s'efforcera de prendre toutes mesures utiles pour mettre un frein à l'exportation anormale qui s'est révélée ces derniers temps». Vous connaissez par mon rapport du 17 avril² la réponse du ministre à cette communication d'allure tout à fait officieuse et personnelle. Sans doute, vous paraîtra-t-il aussi effarant qu'à moi-même de constater qu'un tel échange de lettres a pu être détourné à ce

1. Non retrouvé.

2. Non reproduit (E 7110 1/113).

point de son véritable sens. S'appuyer sur des textes comme ceux-là pour prétendre que j'ai donné mon assentiment à l'arrêt total des importations suisses en Roumanie, c'est un vrai chef-d'œuvre d'exégèse byzantine!

Tandis que je me défends de mon mieux contre des adversaires dont vous voyez par l'exemple ci-dessus combien ils sont scrupuleux sur le choix des armes, nos compatriotes et les importateurs de nos produits me questionnent avec insistance sur les intentions du Gouvernement Fédéral et s'étonnent que je n'arrive pas à faire triompher leurs revendications. Là, je dois avouer que votre silence me plonge dans un cruel embarras. Dans mes conversations avec le ministre de l'Industrie et du Commerce, j'ai dit tout ce que je pouvais dire sans parvenir à le faire dévier de sa ligne de conduite. J'ai le sentiment qu'il est parfaitement inutile de renouveler sans cesse des demandes vouées à un insuccès total tant que je ne serai pas en mesure de réfuter toutes les objections de mon interlocuteur, de répondre aux questions qu'il vous a posées (soit directement soit par mon entremise) et, enfin, d'apporter dans le débat des arguments nouveaux. Jamais autant que dans cette lutte je n'ai éprouvé le besoin de me sentir encouragé et appuyé par le gouvernement de mon pays. Pour l'instant, je suis comme un soldat obligé de se battre sans munitions.

Devant l'impossibilité où je me trouve d'obtenir une amélioration dans l'ensemble de nos rapports économiques avec la Roumanie, je me suis résigné, depuis quelques semaines, à ne plus entreprendre que des actions de détail, c'est-à-dire à recommander certaines demandes d'importation qui, en raison de circonstances particulières, me semblaient mériter une attention spéciale ou présenter de sérieuses chances de succès.

Cette méthode, hélas! ne m'a pas mieux réussi. A toutes mes interventions, les fonctionnaires intéressés répondant par le silence ou par de vagues promesses d'arranger les choses ... «le plus tôt possible» ou «dès qu'une occasion favorable se présentera».

Hier, j'ai voulu tenter, auprès de M. Manolesco-Strunga, une démarche en faveur de la maison Sulzer Frères. J'ai abouti, je l'avoue sans honte, à un échec total, dont vous me permettez, car cela en vaut la peine, de vous exposer le détail.

La maison Sulzer de Bucarest avait commandé à Winterthur, il y a plus d'un an, des appareils à rafraîchir l'air, destinés au siège central de la Société pétrolière «Astra Romana», dont elle avait déjà exécuté en 1922/1923 les installations de chauffage. Le permis d'importation, demandé par l'«Astra», fut refusé, bien que le directeur se fût adressé personnellement au ministre ... pour s'entendre dire que, s'il passait la commande en Allemagne, la chose pourrait s'arranger.

C'est alors que la maison Sulzer de Bucarest me demanda d'intervenir. Il s'agissait d'une somme assez importante. On pouvait faire valoir que les appareils en question n'étaient qu'un complément de l'installation primitive de 1923 et qu'ils avaient été spécialement fabriqués par les usines de Winterthur, seules capables de les construire (l'outillage des autres établissements Sulzer ne se prêtant pas à des travaux de ce genre). D'autre part, je savais que les sociétés pétrolières bénéficiaient, pour les besoins de leur exploitation, de facilités spéciales. Enfin, j'avais de bonnes raisons de croire que M. Otto Stern, directeur de l'«Astra», était «persona grata», auprès du ministre, à qui il avait avancé une bonne partie de l'argent avec lequel ce dernier a pu effectuer le premier versement de l'accord conclu avec

l'Angleterre pour le paiement des arriérés. Tout cela permettait d'espérer un accueil favorable.

Hier donc, accompagné de notre compatriote, M. A. H., un des directeurs de la maison Sulzer de Bucarest, je me rendis chez M. Manolesco-Strunga, qui nous reçut avec une froideur évidente. A peine mon compagnon avait-il ouvert la bouche que le ministre s'écria: «Je connais cette affaire, j'ai répondu non et il ne peut pas être question de revenir là- dessus». Comme je lui faisais observer qu'il ne pouvait pas nous opposer, sans nous avoir entendu, un refus aussi abrupt, il répondit sur un ton courroucé: «Je suis ici chez moi, je n'ai pas d'ordres à recevoir, nous sommes un pays indépendant, etc». Je m'efforçai de le calmer et j'y parvins peu à peu, mais sans obtenir qu'il modifiât sa décision. «Quand on n'a pas, dit-il, de quoi se payer un vêtement neuf (le sien semblait sortir de chez le tailleur), on porte ses vieux habits. Je ne vois pas pourquoi M. Stern rafraîchirait l'air de ses employés, les miens se passent de ce luxe. Dans la situation actuelle, je ne peux pas autoriser des fantaisies de ce genre. Nous pourrions en reparler au mois d'août, si, d'ici là, notre balance s'est améliorée et si nous sommes en mesure de payer».

Nous ne pûmes pas en tirer autre chose. J'essayai alors de ramener l'entretien sur les questions d'ordre général, en m'élevant avec énergie contre l'arrêt complet des importations suisses.

Le ministre me fit voir alors la statistique roumaine pour le premier trimestre de 1935: d'après ce document, nos ventes sur le marché roumain se seraient élevées au triple de nos achats. Comme j'objectais les conditions posées, pour le calcul du trafic des marchandises, par l'article II du protocole additionnel du 17 mai 1934³, il répliqua: «C'est la méthode admise pour l'application du clearing, mais, quand il s'agit de permis d'importation, je fais mon classement sur la base de nos statistiques, base que j'adopte pour tous les pays sans distinction». Je me rendis compte qu'il ne servirait à rien de prolonger la discussion: cela n'eût fait qu'envenimer notre querelle. Pour me convaincre que j'avais tort de me plaindre, M. Manolesco-Strunga me montra encore un télégramme de son attaché commercial à Berlin annonçant que les importations roumaines en Allemagne pour les trois premiers mois de 1935 représentaient le double des exportations allemandes en Roumanie. Puis, comparant ces chiffres avec ceux du trimestre correspondant de 1934, il ajouta: «Vous voyez: j'ai réussi à doubler nos ventes en Allemagne tout en réduisant de beaucoup nos achats de produits allemands. Et pourtant, à Berlin, on est content de moi. Et vous qui nous vendez trois fois plus que vous ne nous achetez, vous osez encore vous plaindre».

Vous voyez par tous ces exemples que nous sommes arrivés à une situation intolérable. M. Titulesco, dont l'influence pourrait, je crois, s'exercer dans un sens conciliant, n'est pas à Bucarest. Ne sachant plus à quel saint me vouer, je ne puis que m'adresser à vous: c'est à Berne que les décisions nécessaires doivent être prises d'urgence.

Je vois deux remèdes dont il faudrait faire l'essai:

1° augmenter nos achats en Roumanie;

2° continger, en Suisse même, les exportations destinées au royaume danubien, c'est-à-dire distribuer à chacun sa part et l'obliger à s'en contenter, travail

3. Cf. n° 40.

évidemment fort délicat et dont les résultats ne pourraient être connus qu'après plusieurs mois de pratique.

Pour le premier remède, il conviendrait de ne l'appliquer qu'avec prudence. On pourrait essayer, par exemple, de subordonner la conclusion d'un marché de céréales ou de pétrole à l'octroi de permis d'importation de produits suisses pour une valeur égale au 60% du prix de la marchandise achetée par nous en Roumanie.

D'autre part, il importerait de répondre aux propositions roumaines tendant à modifier l'accord de clearing.

Il faudrait aussi envisager l'emploi des grands moyens: faire le calcul de ce que le marché roumain représente pour nous et le marché suisse pour la Roumanie et dire à nos interlocuteurs: «Si vous continuez à nous fermer votre porte, nous en ferons autant, car nous pouvons nous passer de vous. Il en résultera pour vous une perte sèche de...».

124

E 2001 (D) 3/304

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie
L GD

Berne, 25 mai 1935

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre confidentielle du 23 mai¹ et nous vous en remercions vivement.

Ainsi que vous l'avez deviné sans peine, le grand discours que le Chancelier allemand a prononcé mardi devant le Reichstag a retenu toute notre attention, qui s'est naturellement concentrée surtout sur les deux phrases consacrées à notre pays². Nous partageons entièrement votre avis que cette brève déclaration ne cor-

1. Cf. annexe au présent document.

2. C'est le 21 mai 1935 qu'Hitler prononce devant le Reichstag un discours dont le texte intégral se trouve in E 2300 Berlin, Archiv- Nr. 36. Voici le passage traitant de la Suisse:

Deutschland hat weder die Absicht noch den Willen, sich in die innere österreichischen Verhältnisse einzumengen, Österreich etwa zu annektieren oder anzuschliessen. Das deutsche Volk und die deutsche Regierung haben aber aus dem einfachen Solidaritätsgefühl gemeinsamer nationaler Herkunft den begreiflichen Wunsch, dass nicht nur fremden Völkern sondern auch dem deutschen Volke überlassen wird, das Selbstbestimmungsrecht gewährleistet wird. Ich selbst glaube, dass auf die Dauer kein Regime, das nicht im Volke verankert, vom Volke getragen und vom Volke gewünscht wird, Bestand haben kann. Wenn zwischen Deutschland und der zu einem grossen Prozentsatz auch deutschen Schweiz solche Schwierigkeiten nicht bestehen, dann einfach deshalb, weil die Unabhängigkeit und Selbständigkeit der Schweiz eine *tatsächliche* ist, und weil niemand zweifelt, in ihrer Regierung den wirklichen legalen Ausdruck des Volkswillens zu sehen.

Wir Deutschen haben aber allen Anlass zufrieden zu sein, dass sich an unserer Grenze ein Staat mit einer zu einem hohen Teile deutschen Bevölkerung bei grosser innerer Festigkeit und im Besitz einer wirklichen und tatsächlichen Unabhängigkeit befindet.

respond pas entièrement à ce que nous aurions souhaité et ne nous apporte pas tous les apaisements à l'égard des visées pangermanistes que l'action diplomatique poursuivie simultanément à Berlin et à Berne tendait à obtenir. Il nous semble, cependant, qu'à tout prendre, nous avons lieu de nous féliciter du résultat obtenu.

Nous apprécions, en première ligne, que le ton de M. Hitler ait été amical et courtois à notre égard. Au lendemain des déclarations assez aigres que vous a faites M. de Bülow, au lendemain du discours de M. Goering à Fribourg-en-Brigau, cette constatation est agréable à faire.

Nous considérons, d'autre part, comme d'une importance capitale que M. Hitler ait formellement reconnu que l'Allemagne a intérêt à l'existence d'un Etat tel que la Suisse. L'adhésion de l'auteur de «Mein Kampf» au principe consacré par les déclarations de Vienne³ et de Londres⁴ n'allait pas absolument de soi. Elle est aujourd'hui un fait acquis, dont il convient de ne pas affaiblir la portée.

Nous regrettons, à cet égard, que la presse suisse, évidemment assez mal disposée envers ce qui vient de Berlin, ait accueilli les deux phrases de M. Hitler sur la Suisse avec passablement de froideur et n'ait apporté aucun empressement à en souligner l'intérêt pourtant manifeste. Cette attitude de nos grands journaux ne vous aura certainement pas échappé. Peut-être est-il possible d'en tirer parti, en la justifiant, au cours de conversations officieuses, par les considérations fort justes que vous avez vous-même développées au sujet de ce qui manque à la déclaration du Chancelier pour qu'elle nous donne pleine satisfaction.

Nous vous serons reconnaissants de ce que vous tenterez pour obtenir, à la prochaine occasion favorable, que la déclaration du 21 mai soit complétée et renforcée. Nous agissons de notre côté dans le même sens. Nous tenons, toutefois, à répéter que, pour partiel qu'il soit, le résultat déjà obtenu dans un domaine aussi essentiel constitue à nos yeux un succès dont le mérite vous revient en majeure partie et dont nous vous savons grand gré.

ANNEXE

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 36

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta⁵*

RP n° 21 Vertraulich

Berlin, 23. Mai 1935

[...]

Eine andere Frage ist, ob die die Schweiz betreffenden Erklärungen Hitler's uns voll zu befriedigen vermögen. Meine Meinung ist das nicht. Sie wie ich haben natürlich stets betont, dass nicht nur unsere Unabhängigkeit, Unantastbarkeit und Neutralität in jeder Hinsicht zu achten seien, sondern dass auch jede Einmischung überhaupt in die schweizerischen Verhältnisse unbedingt zu unterlassen sei.

3. *Il s'agit de la reconnaissance de la neutralité de la Suisse par les grandes puissances réunies au Congrès de Vienne en 1815.*

4. *Cf. DDS vol. 7-II, nos 246 A et 247 + A.*

5. *Remarque marginale de G. Motta: wichtig! In Zirkulation. 25. 5. 35.*

Allerdings schliesst Hitler seine Auslassungen über die Schweiz mit der Erklärung ab, die Deutschen haben allen Anlass zufrieden zu sein, dass sich an Deutschland's Grenze ein Staat mit einer zu einem hohen Teil deutschen Bevölkerung bei grosser innerer Festigkeit und im Besitz einer wirklichen und tatsächlichen Unabhängigkeit befindet. An sich ist diese Feststellung über die gegenwärtige Lage der Schweiz und die entsprechende Einstellung des Deutschen Reiches gewiss erfreulich⁶.

Wenn man aber das Vorgehende näher prüft, so ist es in seinem Wortlaute wie in seinem Zusammenhange mit Österreich⁷ weniger befriedigend, ja grundsätzlich abzulehnen⁸.

Deutschland, sagt da Hitler, habe weder die Absicht noch den Willen, sich in die österreichischen Verhältnisse einzumengen, Österreich etwa zu annektieren oder anzuschliessen. Das deutsche Volk und die deutsche Regierung haben aber aus dem *einfachen Solidaritätsgefühl* gemeinsamer nationaler Herkunft den *begreiflichen Wunsch*, dass nicht nur *fremden Völkern*, sondern auch dem *deutschen Volk überall* das Selbstbestimmungsrecht gewährleistet werde. Er selbst glaube, dass *auf die Dauer* kein Regime, das nicht im Volke verankert, vom Volke getragen und vom Volke gewünscht wird, Bestand haben kann. — Letzteres soll sich natürlich heute auf Österreich beziehen. Ebenso wie für fremde Völker wird aber überall für das deutsche Volk, das also nirgends als fremdes Volk angesehen werden soll, das Selbstbestimmungsrecht verlangt. Auf die Schweiz angewendet, betrachtet Hitler die Bevölkerung ihres deutschen Teils als deutsches, nicht etwa als fremdes Volk und diesem muss unter allen Umständen und zu jeder Zeit das Selbstbestimmungsrecht gewährleistet bleiben. — Hitler fährt dann fort: Wenn zwischen Deutschland und der zu einem grossen Prozentsatz *auch deutschen* Schweiz solche Schwierigkeiten — welche? — nicht bestehen, dann *einfach* deshalb, weil die Unabhängigkeit und Selbständigkeit der Schweiz eine tatsächliche ist und weil niemand zweifelt, in ihrer Regierung den wirklichen legalen Ausdruck des Volkswillens zu sehen.

Dies ist die erste, gewiss auch freundschaftliche, tatsächliche Feststellung, die zur andern, bereits erwähnten überführt.

Hitler will aber offenbar sich oder Deutschland das ständige Recht vorbehalten, zu prüfen und zu entscheiden oder zu bezweifeln, ob die Unabhängigkeit und Selbständigkeit der Schweiz eine tatsächliche sei oder nicht und ob in ihrer Regierung der wirkliche legale Ausdruck des Volkswillens zu sehen sei oder auch nicht.

Woher nähme sich das Deutsche Reich dieses Recht?⁹ Wie wäre ein solches Verlangen in Einklang zu bringen mit den Verpflichtungen, die sich auch für das Reich aus den Verträgen von 1815 ergeben? Will Hitler ein solches Recht auch gegenüber andern Staaten, wären es auch nur die Grenzstaaten, in Anspruch nehmen? Wenn nicht, also gegenüber der Schweiz ausschliesslich wegen seiner teilweise deutschsprachigen Bevölkerung. Und wenn Frankreich für die welsche Schweiz sowie Italien für den Tessin und einige Bündner Täler dasselbe fordern wollten, wo gingen wir da unter Umständen hin?

Ich darf demnach die Frage aufwerfen, wie sich der Bundesrat zu Hitler's Erklärungen im Verhältnis zur Schweiz zu stellen gedenkt. Ich will gerne glauben, dass der Reichskanzler uns gegenüber von guten Absichten¹⁰ beseelt war und er und seine Ratgeber den Wunsch hatten, dies durch die gemachten Erklärungen zu bekunden. Es mag sogar sein, dass sie aufrichtig erstaunt wären, wenn wir ihnen erklärten, dass man uns nicht zu befriedigen und zu beruhigen vermochte.

Wenn wir die Angelegenheit nur als aktuelles Problem — wie man heute zu sagen pflegt — betrachten wollen, so ist gegen die doppelte positive Feststellung kaum etwas einzuwenden und sie mag deshalb im jetzigen Zeitpunkte und bis auf weiteres zur Beruhigung und Entspannung beitragen. Grundsätzlich politisch und juristisch betrachtet, scheinen mir indessen die Gedankengänge Hitler's doch nicht einfach stillschweigend hingenommen werden zu können, nicht zuletzt angesichts einer früheren oder späteren möglichen Rückwirkung auf unser Verhältnis zu unsern beiden andern grossen Nachbarn. In entsprechender Weise verhielt ich mich in meinen bisherigen Privat-

6. *Remarque marginale de G. Motta*: richtig.

7. *Cf. n° 8*.

8. *Remarque marginale de G. Motta*: Auch richtig.

9. *Remarque marginale de G. Motta*: richtig!

10. *Remarque marginale de G. Motta*: Ich glaube es auch.

gesprächen. Ich möchte aber auf sicherem, vom Bundesrate festgesetztem Boden stehen für offiziöse, wenn auch nicht notwendigerweise amtliche Besprechungen.

Man muss sich natürlich Rechenschaft geben, dass die fast unvermeidliche Verbindung mit der österreichischen Frage für Hitler eine besondere Schwierigkeit bot. Würde er eine allen unsern Wünschen entsprechende Erklärung abgegeben haben, so hätte man ihm — man denke nur an Italien — gefragt, weshalb die gleichen bedingungslosen Zusicherungen nicht für Österreich erhältlich sind. Und das wollte und konnte Hitler dormalen nicht. Also hat er sich entschlossen, in Bezug auf die Schweiz eine Haltung einzunehmen, die ihn nicht notwendigerweise mit seiner österreichischen Politik in Widerspruch bringen musste.

Die sich insbesondere aus der österreichischen Frage ergebende Schwierigkeit hatte mich auch veranlasst, trotzdem ich Ihre verschiedenen Schreiben¹¹... aus den vergangenen Monaten Januar und Februar nie aus den Augen verloren hatte, mir einige Zurückhaltung aufzuerlegen hinsichtlich des Begehrens nach einer ausdrücklichen Erklärung Hitler's wie die Mussolini's im Jahre 1928¹². Mir schwebte für den Augenblick eher die negative Methode vor, d. h. das Unterlassen und Unterdrücken aller politischen Anspielungen in Schrift und Wort auf die deutsche Schweiz. Auf solcherlei Erscheinungen habe ich stets in erster Linie die misstrauische Einstellung eines Teils der schweizerischen öffentlichen Meinung und die herbere Schreibweise unserer Zeitungen zurückgeführt. Wollte man in dieser Hinsicht Besserung und Erleichterung schaffen, so müssten hier die gerügten, in der Schweiz Anstoss erregenden Kundgebungen verschwinden¹³. Nun ist nicht zu verkennen, dass einer solchen Bekämpfung die jüngsten Erklärungen Hitler's gewiss dienlich sein können.

11. Cf. n° 93.

12. Discours prononcé le 5 juin 1928 au Sénat. Cf. annexe au n° 199.

13. Cf. n° 23.

125

E 2001 (C) 5/173

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 1^{er} juin 1935

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre d'hier¹ relative aux documents que vous m'avez remis concernant le conflit avec l'Abyssinie.

Les événements se précipitent. Le Duce vient d'ordonner la mobilisation d'une nouvelle division de l'armée portant le nom de «Gran Sasso» et de deux divisions de chemises noires portant les noms de «XXI Aprile» et «3 Gennaio». En outre, une série d'officiers et sous-officiers et de spécialistes de la marine sont rappelés. La mise en congé des marins de la classe 1913 est suspendue.

Ce sont là de graves mesures de guerre, confirmant dans leur opinion tous ceux qui ont cru à un projet de conquête armée de l'Abyssinie. «Nous voulons la revanche d'Adoua»², me disait hier un de mes amis en étroites relations avec les milieux du Gouvernement. Cependant, ces intentions de conquête continuent à ne pas être franchement avouées au Palais Chigi.

1. Non reproduit.

2. Annotation marginale de Motta: C'est bien cela!

Je maintiens ce que je vous ai écrit dès le début sur les complications infinies de cette entreprise et sur les incertitudes du Gouvernement³. Celui-ci est retenu en premier lieu par le Traité de 1906 entre la France, l'Angleterre et l'Italie et le Traité de 1926 entre l'Angleterre et l'Italie⁴, que les journaux suisses ont suffisamment analysés, et par le fait que l'opinion anglaise commence à s'échauffer. L'Angleterre est le seul pays d'Europe que l'Italie a toujours cherché à ménager. Vous vous souviendrez de l'affaire de Corfou⁵, où l'Italie dut suspendre des opérations militaires sur les injonctions de la Grande-Bretagne. De tous temps, le balancier politique a oscillé entre Berlin et Paris, mais vis-à-vis de Londres, la politique italienne fut jusqu'ici immuable.

Le brusque revirement de l'opinion britannique a donc produit ici une très grande impression. Le Duce doit convaincre le monde qu'il ne recule pas, mais l'avenir se complique. Ce grand déploiement de forces, ces excitations de la presse, qui cherche à rendre l'expédition populaire avec des descriptions d'un esclavage abyssin dont jusqu'ici nul ne s'était soucié, cette énumération des provocations du Négus, que celui-ci dément dans les documents que vous m'avez remis, tout cela doit servir à entretenir l'opinion italienne dans les dispositions favorables à l'entreprise. Mais, je le répète, je ne serais pas surpris que l'Italie se contentât de concessions secondaires, peut-être d'une bande de territoire permettant de relier la Somalie à l'Erythrée. C'est ce que l'avenir nous apprendra.

En attendant, la presse a reçu l'instruction de suspendre toute attaque et toute critique contre Hitler. Ce renseignement est authentique. Ces répercussions sur la politique européenne sont une raison de plus de suivre avec grande attention cette aventure africaine.

1. *Non reproduit.*

2. *Annotation marginale de Motta: C'est bien cela!*

3. *Cf. les nombreuses lettres de Wagnière consacrées à la question éthiopienne (E 2001 (C) 5/173). Le 5 janvier 1935, dans sa première lettre envoyée à Motta après l'incident de Ual-Ual du 5 décembre 1934, Wagnière avait écrit:*

Contrairement à ce qu'on paraît supposer dans certains milieux de l'étranger, l'Italie se gardera bien, dans un moment aussi troublé et incertain de la politique internationale européenne, de se lancer dans une aventure abyssine. Les masses ont déjà oublié la terrible défaite d'Adoua en 1895 [sic], la plus grave défaite subie par une troupe européenne en Afrique. Sans doute, dans les milieux militaires, on peut nourrir encore l'espoir d'une revanche, mais le Gouvernement fera tout son possible pour éviter en ce moment des complications quelconques sur ce terrain brûlant (E 2001 (C) 5/173).

Par la suite, Wagnière a nuancé son opinion, comme le montre déjà sa lettre à Motta du 11 février 1935:

Je vous écrivais récemment qu'il me paraissait difficile d'admettre que l'Italie cherchât des aventures dans ces parages. Le moment serait mal venu. Il y a encore trop d'incertitude dans la situation européenne pour s'engager dans une si vaste entreprise africaine. Cela n'empêche pas l'Italie de considérer que l'Ethiopie reste la seule terre africaine disponible pour un Etat européen. Il n'est pas à exclure que tôt ou tard l'on assiste à une action italienne dans l'empire du Négus, mais d'accord avec la France. Pour le moment, il s'agit pour l'Italie d'affirmer sa puissance sur une frontière menacée (E 2001 (C) 5/173).

4. *Il s'agit en réalité de l'accord conclu par échange de notes, en décembre 1925, entre la Grande-Bretagne et l'Italie.*

5. *D'août 1923. Cf. DDS vol. 8, n° 286.*

126

E 1004 1/352

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 3 juin 1935

1021. Handelsvertragsunterhandlungen mit den Vereinigten
Staaten von Amerika

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 27. Mai 1935

[...]¹

... Wir haben an solchen Verhandlungen vor allem auch noch deshalb ein ganz vitales Interesse, weil wir sonst zu riskieren hätten, eines Tages nicht in den Mitgenuss der mit den verschiedenen Staaten vereinbarten Zollerleichterungen zu gelangen und zwar aus zwei Gründen: Einmal sind bekanntlich die Meistbegünstigungsartikel 8—12 unseres Freundschafts-, Niederlassungs-, Handels- und Auslieferungsvertrages vom 25. Nov. 1850 von den U.S.A. gekündigt² und seit dem 24. März 1900 ausser Kraft getreten. Andererseits huldigt Amerika gegenwärtig handelspolitischen Anschauungen, die in wichtigen Punkten grundsätzlich von den unsrigen abweichen. Während unser Land in den letzten Jahren die nötige handelspolitische Abwehr nicht so sehr durch *zollpolitische* Massnahmen als durch das Mittel der Kontingentierung zu erreichen sucht, lehnt Amerika dieses handelspolitische Mittel ab und beschränkt sich einstweilen auf blosser Zollmassnahmen. Dazu kommt eine zweite fundamentale Verschiedenheit der Auffassungen hinsichtlich des Geltungsbereiches der Meistbegünstigungsklausel. Während die Schweiz und mit ihr die überwiegende Mehrzahl der Länder die Meistbegünstigung nur für die Zollfragen uneingeschränkt zulässt, nicht aber für die andern Massnahmen, wie besonders die Kontingentierungsfragen, verlangt Amerika besonders auch hier die absolute Gleichstellung mit der meistbegünstigten Nation.

Es geht aus obigen Ausführungen deutlich hervor, dass es nicht sehr leicht sein wird, angesichts dieser grundsätzlichen Einstellung der beiden Vertragspartner zur gegenwärtigen Handelspolitik rasch zu einer Verständigung zu gelangen. Immerhin haben wir mit unserer Gesandtschaft in Washington und dem Generalkonsulat in New York den bestimmten Eindruck, dass man amerikanischerseits ein nicht unerhebliches Gewicht darauf legt, mit einer Anzahl Staaten zu Handelsabkommen zu gelangen und zwar dies nicht zuletzt im Interesse der amerikanischen Öffentlichkeit. Es wurde daher zu verschiedenen Malen gegenüber unserer Gesandtschaft in Washington, aber auch durch die hiesige amerikanische Vertretung im Namen der amerikanischen Regierung der dringende Wunsch ausgesprochen, es möchte, wenn immer möglich, eine schweizerische Delegation nach

1. *La loi du 12 juin 1934. Les négociations en cours. D'importantes industries suisses d'exportation sont frappées par le tarif douanier de 1930. La Suisse a donc fait savoir qu'elle était prête à négocier.*

2. *RO, 1857, vol. 5, pp. 189—213.*

Washington zu mündlichen Besprechungen entsendet werden. Angesichts der zu erwartenden schwierigen Auseinandersetzungen grundsätzlicher Art und mit Rücksicht auf die grosse Bedeutung der kommenden Verhandlungen für wichtige schweizerische Exportzweige, glaubten wir in Übereinstimmung mit den Spitzenverbänden der Landwirtschaft und der Industrie, diesem mehrfach und eindringlich geäusserten Wunsche auf Entsendung von Herrn Minister Stucki nach Washington entsprechen zu müssen. Gestützt auf eine eingehende Prüfung des ganzen Fragenkomplexes haben wir mit der hiesigen amerikanischen Gesandtschaft ein provisorisches Verhandlungsprogramm besprochen und dazu am 22. Mai telegraphisch das Einverständnis der amerikanischen Regierung erhalten, sodass die Verhandlungen am 7. Juni aufgenommen werden und ca. 8 Tage dauern sollen. Für die erste Verhandlungsetappe ist folgendes in Aussicht genommen, nachdem die gegenseitige Begehrenlisten bereits am 9./10. Mai 1935 in Bern und Washington übergeben worden sind.

a. Aussprache über die handelspolitische Einstellung der beiden Regierungen und die Möglichkeit, zu einem grundsätzlichen Kompromiss zu gelangen. (Diese Aussprache dürfte ziemlich schwierig werden und eine geraume Zeit beanspruchen. Es ist aber wichtig, der amerikanischen Regierung die besondere Situation unseres Landes und die darauf sich stützende handelspolitische Einstellung im Detail auseinanderzusetzen.)

b. Aussprache über die allgemeinen Bestimmungen eines Handelsvertrages, gestützt auf den amerikanischen Entwurf vom Februar ds. Js. (Hierüber sollte eine Einigung zu erzielen nicht unmöglich sein.)

c. Erste Lesung der beidseitigen Begehrenliste, d. h. schweizerische Antworten auf die amerikanischen Wünsche und amerikanische Antworten auf die schweizerischen Begehren. (In manchen Punkten wird man sich einigen können, während erfahrungsgemäss über viele Fragen nach einer ersten Diskussion neue Erhebungen gemacht werden müssen.)

d. Vereinbarung über das weitere Vorgehen, das auf die Zeit nach den Sommerferien verschoben werden muss.

II.

1. *Vertragstext.* Das praktische Schwergewicht muss bei den bevorstehenden Verhandlungen mit den Vereinigten Staaten, mehr als es ohnehin bei Handelsvertragsunterhandlungen der Fall zu sein pflegt, auf den Tariff Fragen liegen. Im allgemeinen Text ist eigentlich für die Schweiz nur die Vereinbarung der Meistbegünstigung von grosser unmittelbarer Bedeutung. Alles übrige, das der uns übermittelte amerikanische Entwurf enthält, ist — wenigstens für die Schweiz — eher nebensächlich, ohne selbstverständlich bedeutungslos zu sein.

In Bezug auf den allgemeinen Vertragstext dürfte sich somit das für die Schweiz tatsächlich Wichtige auf die Meistbegünstigung beschränken. Dagegen enthält das amerikanische Entwurfschema eine Reihe von Anträgen, die in der vorliegenden Form jedenfalls für die Schweiz unannehmbar sind und von denen verschiedene zu langen Diskussionen Anlass geben können. Obschon einige dieser Fragen bei den Verhandlungen unvermeidlicherweise werden besprochen werden müssen, ob das Textschema zugrunde liegt oder nicht, kann man sich

ernstlich fragen, ob die Schweiz nicht am besten täte, der amerikanischen Regierung vorzuschlagen, aus zeitökonomischen Gründen vorläufig auf einen allgemeinen Vertragstext zu verzichten und sich mit einer Form zu behelfen, wie sie ähnlich dem amerikanisch-belgischen Vertrag vom 27. Februar 1935 gegeben wurde. In der Note, die hier den Tarifvereinbarungen vorangestellt ist, lässt sich alles Wesentliche, worüber eine Vereinbarung getroffen werden muss, unterbringen. Nachdem mit Belgien bereits ein Präzedenzfall besteht, ist es vielleicht möglich, auf diese Weise die Verhandlungen etwas zu entlasten. Für den Inhalt eines solchen Notenwechsels könnte der amerikanisch-belgische Text weitgehend als Modell dienen; er enthält zweifellos das für beide Teile augenblicklich Wesentliche. Da es immerhin nicht ausgeschlossen ist, dass Amerika ein nicht unwesentliches Gewicht auf den Abschluss eines eigentlichen Handelsvertrages mit einem entsprechenden ausführlichen Text legt — und uns beim Eingehen auf diesen Wunsch gegebenenfalls weitergehende Konzessionen zu machen bereit ist — haben wir einen Gegenentwurf zu einem Vertragstext ausgearbeitet. Wir haben ihn mit den Vertretern von Industrie, Landwirtschaft, sowie der eidg. Oberzolldirektion eingehend besprochen und in Anlehnung an unsere neueren Handelsverträge entsprechend ausgearbeitet, wobei wir uns möglichst weitgehend des amerikanischen Vorschlages in Verbindung mit dessen neueren Verträgen mit Brasilien und Belgien bedienen.

2. *Schweizerische Begehren zum amerikanischen Tarif.* Auch diese Wünsche sind im engsten Einvernehmen mit dem Vorort des Schweiz. Handels- und Industrievereins, sowie dem Schweiz. Bauernverband ausgearbeitet worden und so gehalten, dass sie sich durchwegs im Rahmen der Roosevelt'schen Vollmacht (Ermässigung von max. 50% der gegenwärtigen Zölle) bewegen. Einzig für Uhren haben wir einen Alternativ-Vorschlag gemacht, der, obschon im Durchschnitt ebenfalls auf ca. 50% Ermässigung lautend, sich doch nicht sklavisch an diese Formel hält und zudem auch wichtige Textänderungen vorsieht. Es wäre natürlich sehr zu wünschen, dass dieser Lösung, als unsern Bedürfnissen besser entsprechend, amerikanischerseits zugestimmt werden könnte. Unsere Begehrenliste bezieht sich im wesentlichen auf folgende Exportartikel: Chemische Produkte, Uhren, Elektrizitätszähler, gewisse Maschinen, Käse, Schokolade, Baumwoll- und Seidengewebe, Seidenbänder, Hutgeflechte, Stickereien und Schuhe.

3. *Amerikanische Begehrenliste.* Sie bewegt sich in dreifacher Richtung: a) Entsprechend der amerikanischen Einstellung zur modernen Handelspolitik wird für die wichtigsten amerikanischen Importartikel die Aufhebung des Bewilligungsverfahrens verlangt; b) für eine Reihe von Waren werden Zolleremässigungen postuliert und c) für eine dritte Gruppe begnügt sich die amerikanische Regierung mit der Bindung des gegenwärtigen schweizerischen Gebrauchszolles. Dazu ist einmal zu bemerken, dass selbstverständlich keine Rede davon sein kann, unsere Kontingentierungs- und Kompensationspolitik nur gegenüber einem einzelnen Staat etwa aufheben zu wollen. Auch lassen sich die beiden in Kraft stehenden Zolltarife schlechterdings miteinander nicht wohl vergleichen, wenn wir bedenken, dass unser Gebrauchstarif zu den niedrigsten Zolltarifen überhaupt gehört, während der amerikanische Tarif mit Zöllen von 100 und mehr % ausgesprochen protektionistischen Charakter hat. Trotzdem glauben wir, dass eine Verständigung mit den U.S.A. nicht unmöglich sein sollte, nachdem sich

doch bei den massgebenden Instanzen eine eigentliche Umkehr der handelspolitischen Anschauungen vollzogen hat. Wie wir bereits bemerkt haben, besteht für die Amerikaner gegenwärtig ein grösseres Interesse mit uns zu verhandeln und zu einer Verständigung zu gelangen und zwar dies nicht zuletzt mit Rücksicht auf die öffentliche Meinung der U.S.A. Da anderseits für unser Land im Falle eines Zustandekommens eines Vertrages sich interessante Exportmöglichkeiten für wichtige Industrie- und landwirtschaftliche Gruppen eröffnen, glauben wir, dass es sich hier für die Schweiz um eine vielleicht nicht so bald wiederkehrende Chance handelt, zu einer wirtschaftlichen Zusammenarbeit mit den Vereinigten Staaten zu gelangen. Aus diesen Überlegungen haben wir die amerikanische Begehrenliste einer eingehenden Prüfung unterzogen, zusammen mit dem Bauernverband, dem Vorort, sowie der eidg. Oberzolldirektion.

[...]³

3. La proposition examine ensuite en détail les revendications américaines et les réponses que la Suisse pourrait leur opposer. En conclusion, le Conseil fédéral adopte la proposition du Département de l'Economie publique comme instruction à la délégation qui se rendra à Washington pour l'ouverture le 7 juin de la première étape des négociations et il nomme W. Stucki à la tête de la délégation.

127

E 7110 1/140

Rapport de l'Office suisse d'expansion commerciale¹

Schweizerische Wirtschaftspropaganda in den U.S.A. im Falle des Abschlusses eines Handelsvertrages

L. Circulaire

I. Notwendigkeit des Vorgehens

Im Jahre 1929 betrug die schweizerische Ausfuhr nach den Vereinigten Staaten 207 Mill. Franken. Sie ist während der folgenden Jahre ununterbrochen zurückgegangen und erreichte im Jahre 1934 ihren Tiefstand mit 47 Mill. Franken. Der Export der Vereinigten Staaten nach der Schweiz ist in der gleichen Zeit von 291 auf 76 Mill. Fr. zurückgegangen, die Bilanz bleibt also aktiv zugunsten der Vereinigten Staaten. Der Politik Roosevelt ist es zu verdanken, dass die Ver-

1. Ce document, non daté et non signé, a été présenté lors de la conférence du 13 juin 1935 à Berne, dont il est question dans le texte. Il émane du bureau de Lausanne, l'un des deux sièges avec Zurich, de l'OSEC. Il est annexé à une lettre du 10 septembre à la Division du commerce, avec copie à la Légation de Suisse à Washington et au Consulat général à New York (E 7110 1/140).

einigten Staaten wieder einen andern Weg auf dem Gebiete des Exportes einzuschlagen scheinen. Es ist besonders Staatssekretär Hull, der den Export durch den Abschluss von Handelsverträgen, die auf dem Kompensationsprinzip beruhen, aktivieren will. Es wurden auch bereits einige Handelsverträge mit amerikanischen Staaten und mit Belgien abgeschlossen. In den ersten Monaten 1935 wurden die Verhandlungen zwischen der Schweiz und U.S.A. aufgenommen und am 10. Mai kam es zum Austausch der Begehrenlisten. Mitte Juni fand eine erste Zusammenkunft zwischen Staatssekretär Hull und Minister Stucki in Washington statt und man hofft, im September die Verhandlungen zum Abschluss bringen zu können. Der Vertrag soll den Vereinigten Staaten den gewünschten grösseren Export nach der Schweiz durch Einräumung eines grösseren Kontingentes bringen, während die Schweiz ihren Export durch eine Senkung der amerikanischen Zölle zu steigern sucht. Nach Bekanntwerden dieser Wirtschaftsverhandlungen haben sich amerikanische Reklameagenturen an das Schweizerische Generalkonsulat in New York bzw. an schweizerische Exporteure gewandt, um sie zu einer Forcierung der Propaganda in den Vereinigten Staaten zu veranlassen. Sie konnten dabei auf ähnliche Aktionen verweisen, die bei Abschluss von Handelsverträgen mit anderen Ländern unternommen worden waren.

Tatsächlich könnte eine Exportsteigerung für Schweizer Produkte nach Inkrafttreten des Abkommens durch eine intensive Propaganda vorbereitet und gefördert werden. Die Schweizerische Zentrale für Handelsförderung, die Gesandtschaft in Washington, das Generalkonsulat in New York sowie andere Konsulate in U.S.A. haben seit Jahren die Möglichkeit einer Kollektivpropaganda studiert. Während die einzelnen Exportfirmen auch bei grossen Propagandabudgets nur einen Teil des Marktes erreichen können und die Kräfte zersplittert werden, wenn jede Firma ihre eigene Propaganda macht, kann eine grössere Stosskraft mit geringeren Mitteln erreicht werden, wenn diese Mittel zusammengelegt und eine rationelle, kollektive Propaganda aufgezogen wird. Um die Möglichkeit einer solchen kollektiven Propaganda zu prüfen, hatte die Schweizerische Zentrale für Handelsförderung eine Reihe schweizerischer Wirtschaftsverbände auf den 13. Juni zu einer Zusammenkunft in Bern eingeladen. Die an dieser Zusammenkunft teilnehmenden Verbände waren darüber einig, dass die Propagandafrage in U.S.A. gemeinsam geprüft und nach einheitlichen Richtlinien durchgeführt werden müsse. Zu diesem Zwecke wurde die Handelszentrale beauftragt, ein Exposé über die in Frage stehenden Massnahmen für eine kollektive Propaganda und ihre Kosten auszuarbeiten.

II. Methoden des Vorgehens

Haben sich die am Export nach den U.S.A. interessierten Firmen dahin verständigt, eine gemeinsame, einheitliche Richtlinien verfolgende Propaganda durchzuführen, so bedeutet das in negativer Hinsicht, dass keine Einzelaktionen ohne Fühlungnahme mit den übrigen Gruppen durch Vermittlung der Handelszentrale unternommen werden sollen, um die zur Verfügung stehenden Mittel möglichst zweckmässig zu verwenden.

Soll die Aktion Erfolg versprechen, so ist weiterhin die Zusammenarbeit mit allen offiziellen und privaten Stellen notwendig, die in der Lage sind, die Verbin-

derung zum amerikanischen Käufer der Waren, zum Konsumenten herzustellen. Es sind dies vor allem die schweizerische Gesandtschaft in Washington, das Generalkonsulat in New York, die übrigen Konsulate in U.S.A. und die Agentur der S.B.B.² in New York. Sie verfügen über langjährige Erfahrungen und über grosse Verbindungen zu amerikanischen Handelskreisen.

Es ist nötig, dass ein gewisses Budget für diese Aktion zur Verfügung steht, denn bei unzureichenden Mitteln würde jede Propaganda besonders in den Vereinigten Staaten überhaupt ohne jeden Erfolg bleiben.

Die obengenannten offiziellen Stellen, sowie die Handelszentrale haben in den letzten Jahren bereits eine ausgedehnte Propaganda in den U.S.A. durchgeführt, sodass nicht nur Erfahrungen, sondern auch eine Reihe konkreter Mittel zur Verfügung stehen, auf die aufgebaut werden kann. Weiter unten wird ausführlich darüber zu berichten sein. Es muss versucht werden, mit Hilfe der bestehenden Mittel und durch neue Aktionen sowohl die Handelswelt, als auch besonders das grosse Publikum zu erreichen. Die Aufwendungen dürfen natürlich in keinem Missverhältnis zu dem erreichbaren Erfolg stehen, sollen doch die Mittel gerade zusammengefasst werden, um die Propaganda rationell zu gestalten. So dürfte es nicht gut möglich sein, von den in den U.S.A. üblichen grossen beleuchteten Plakatwänden Gebrauch zu machen oder — sonst eine sehr gute Propaganda — jede Woche eine grössere Radioreportage über die Schweiz, ihre Wirtschaft, ihre Industrie usw. zu verbreiten. Ebenfalls zu teuer und vor allem in ihrer Wirkung meist unkontrollierbar sind Propagandaaufträge an Reklameagenturen, die in Zeitungen oder Zeitschriften inserieren.

III. Zutreffende Massnahmen

Um ein konkretes Programm für die Verwirklichung einer Kollektivpropaganda zur Aktivierung des Absatzes in den Vereinigten Staaten aufzustellen, macht die Schweizerische Zentrale für Handelsförderung folgende Vorschläge.

1. Presse. — Die Schweizerische Zentrale für Handelsförderung verfügt bereits über einen auch für die U.S.A. funktionierenden Pressedienst. Es wird sich darum handeln, ihn auszunützen und zu intensivieren, indem den verschiedenen Zeitungen und Zeitschriften in vermehrtem Masse Artikel über den schweizerischen Finanz- und Kreditverkehr, die Industrie, über Handel und Verkehr, aber auch über spezielle Branchen, wie z. B. Textilien, Strohwaren, Käse, Uhren, Präzisionsinstrumente usw. zur Verfügung gestellt werden. Diese Artikel müssen nicht nur das Interesse unserer Wirtschaft wahrnehmen, sie müssen sich auch auf das amerikanische Publikum einstellen und seinen Wünschen entgegenkommen. Sie müssen ferner den Zeitungen zur Verfügung gestellt werden, die wirklich für die Förderung des Exportes nach den Vereinigten Staaten von Wichtigkeit sind. Desgleichen könnte der Pressedient der Agentur der Schweizerischen Bundesbahnen in New York zur Mitarbeit herangezogen werden, indem man ihm ebenfalls gute Photos und Artikel zur Verfügung stellt. Dieser Pressedienst wird z. T. ohne grosse Kosten arbeiten können, jedoch ist ein Erfolg nur zu erreichen, wenn

2. Schweizerische Bundesbahnen, soit les Chemins de fer fédéraux.

ein gewisser Kredit für journalistische Besprechungen und Inserate, besonders für die Fachpresse zur Verfügung steht.

2. *Film und Photo.* — Mehrfach wurde darauf hingewiesen, dass Film und Photographie heute noch die Propagandamethode sei, die auch in Amerika ihre Wirkung nicht verfehle. Man müsste also versuchen, in den Warenhäusern und Schaufenstern grosser Geschäfte grosse Photographien, statistische Tabellen und andere Werbeplakate auszustellen, die auf unser Land und unsere Wirtschaft verweisen. Es wurde gesagt, dass andere Länder längst von dieser Reklameart, die breite Schichten der Bevölkerung erfasst, Gebrauch machen.

Ein noch wichtigeres Mittel, weiten Kreisen die Schweiz und ihre Erzeugnisse zu zeigen, ist der Film. Es wurde von verschiedenen Seiten angeregt, einen neuen Film über die Schweiz herzustellen, der sowohl der Fremdenindustrie wie der Exportpropaganda dienen würde. Man könnte z. B. jeweils einige landschaftliche Aufnahmen zeigen, und anschliessend Aufnahmen, die über die hauptsächlichsten Industriezweige, Landwirtschaft, Handel und Verkehr Aufschluss geben. Ein solcher Film wurde auch bereits von der Schweizerischen Verkehrszentrale und der Handelszentrale in Erwägung gezogen. Desgleichen könnten die Filme der Handelszentrale über die Uhrenindustrie und der Film «Unsichtbare Kraft» (Elektrizität) gute Dienste leisten. Diese Filme könnten ohne grosse Unkosten einem weiten Publikum zugänglich gemacht werden und als Schmalfilme leicht in den Handel gebracht werden. Die Aufwendungen für die bereits bestehenden Filme werden relativ klein sein, doch ist natürlich die Herstellung einer grossen Zahl von Standard- und Schmalkopien notwendig, um sie an Kintheater zu liefern, oder vor das Publikum zu bringen. Für die obengenannten Ausstellungen müssen ferner Vergrösserungen guter Photos beschafft werden. Auch die Propaganda mittels Film und Photo wird daher einen gewissen Kredit beanspruchen.

3. *Sonderpublikationen.* — Die von der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung herausgegebenen Zeitschriften und Broschüren wären natürlich in erster Linie in den Dienst dieser Kollektiv-Propaganda zu stellen. Es ist hier vor allem an eine neue Auflage der Broschüre «Economic & Industrial Switzerland» und an eine grössere Verbreitung der Broschüre «Swiss Watchmaking» und der Sondernummer «Swiss Textiles» gedacht. Ferner müsste die Auflage der Zeitschrift «Swiss Industry and Trade» beträchtlich vergrössert und eine oder mehrere Nummern speziell auf die U.S.A. und die schweizerisch-amerikanischen Handelsbeziehungen zugeschnitten werden. Es könnte auch eine Zusammenarbeit mit der von der Swiss Federal Rail Roads herausgegebenen, monatlich erscheinenden Zeitschrift «All about Switzerland» erstrebt werden. «All about Switzerland» erfreut sich in den Vereinigten Staaten grosser Beliebtheit und ist weitverbreitet. Von schweizerischen Konsulaten in U.S.A. wurde ferner die Ansicht geäussert, dass eine Neuausgabe des Faltblattes «Business with Switzerland» in Tausenden von Exemplaren hergestellt und verbreitet, grossen Erfolg versprechen würde.

Was die Finanzierung dieser Sonderpublikationen betrifft, so könnte die Herausgabe der Broschüren, Zeitschriften und Sondernummern zum Teil durch Inserate der am amerikanischen Markte interessierten schweizerischen Firmen gedeckt werden. Die gesamte Propaganda durch Sonderpublikationen, insbeson-

dere die Herausgabe des Faltblattes müsste jedoch von der schweizerischen Industrie gemeinsam finanziert werden.

4. *Direkte Propaganda.* — In diesem Zusammenhang wurde der Vorschlag gemacht, prominente Amerikaner aus Industrie und Handel, sowie amerikanische Journalisten einzuladen, um sie mit der schweizerischen Wirtschaft an Ort und Stelle vertraut zu machen.

Andererseits könnten Vortragsreisen und Filmvorträge von Persönlichkeiten, die mit den Sitten und Gewohnheiten der Amerikaner vertraut sind, veranstaltet werden. Selbstverständlich werden alle Einladungen, sowie die Veranstaltungen in Amerika, die den persönlichen Kontakt mit den amerikanischen Handelskreisen vermitteln sollen, mit Hilfe der Schweizerischen Gesandtschaft und der Konsulate in den U.S.A. durchgeführt werden können.

IV. Finanzierung

Wie eingangs gesagt, stellen diese Vorschläge ein Mindestprogramm für die Durchführung einer Erfolg versprechenden Propaganda dar. Wir sind der Ansicht, dass die Finanzierung der einzelnen Propagandamittel sich etwa folgendermassen gestaltet:

<i>1. Presse</i>		
a) Allgemeines	5 000.—	
b) Inserate	20 000.—	Fr. 25 000.—
<i>2. Film und Photo</i>		
		Fr. 10 000.—
<i>3. Sonderpublikationen</i>		
(Nach Abzug der durch Inserate usw. erhältlichen Beträge)		Fr. 5 000.—
<i>4. Direkte Propaganda</i>		
		Fr. 5 000.—
<i>5. Verschiedenes, Unvorhergesehenes</i>		
		Fr. 5 000.—
		Fr. 50 000.—

Diese Summe ist in keiner Weise zu hoch, wenn man an die Grösse der Vereinigten Staaten und die dort übliche Propaganda denkt³.

3. *La réaction du Consulat général à New-York est communiquée en copie notamment au Département politique et à la Division du commerce du Département de l'Economie publique. Cf. annexe au présent document.*

ANNEXE

E 7110 1/140

L'attaché consulaire du Consulat général de Suisse à New York, Ch. Germann, au Directeur de l'Office suisse d'expansion commerciale à Lausanne, A. Masnata

Copie

L

New York, 15. Oktober 1935

[...]

Meines Erachtens hat ein Vorgehen in dem von Ihnen angestrebten Sinne nur dann einen Zweck, wenn die einzelnen Aktionen gründlich ausgearbeitet und vor allem rechtzeitig vorbereitet und an die Öffentlichkeit gebracht werden können. Dieser Meinung schliesst sich auch Herr Fred. Dossenbach, Direktor der New Yorker Agentur der S.B.B., mit welchem ich die Angelegenheit eingehend besprach, an.

Ich bin der Ansicht, dass es vorteilhafter wäre, nur einige der veranschlagten Werbeaktionen ins Auge zu fassen, dieselben aber dafür besonders gründlich durchzuführen. Die Erfahrung hat gezeigt, dass qualitativ hochstehende Werbeaktionen den quantitativ überlegenen ganz entschieden vorzuziehen sind und im allgemeinen in Amerika, unter gewissen Voraussetzungen, auch bessere Resultate erzielen. Die Gefahr besteht, dass man mit weniger intensiven, dagegen jedoch weitgreifenderen, in der Fülle der hiesigen Reklame sich verlierenden Plänen unter Umständen die Reklamekraft einer Aktion lähmt. Abgesehen davon glaube ich, dass diese Wirtschaftspropaganda in einen fortlaufenden, jährlich wiederkehrenden Werbefeldzug umgewandelt werden sollte, da das einmalige oder nur vereinzelt Erscheinen solcher Reklame in den USA als zweckverfehlend angesehen wird. Natürlich wäre vorläufig eventuell der Hinweis auf den Handelsvertrag nur vorübergehend, solange er aktuell ist, einzuflechten.

Reklame ausser auf die Handelswelt auch auf das *grosse Publikum* zu erstrecken, denn dies liesse sich in den USA nur unter verhältnismässig grossem Geldaufwand vollziehen. Ich vertrete übrigens den Standpunkt, dass es bei einer Kollektivpropaganda schwer fallen wird, beim Konsumenten direkt zu werben, es sei denn es können für die in Frage kommenden Exportprodukte einzelne, auf sie zugeschnittene und geeignete Unteraktionen inszeniert werden.

Zu erwähnen wäre vollständigkeitshalber von vorneherein, dass alle entgeltlichen Reklamekontrakte oder Inserate *eher* durch Vermittlung von Reklameagenturen als ohne deren Mithilfe zu vergeben wären. Eine Kostenersparnis erfolgt nämlich einerseits durch direkte Propagandaaufträge nicht, doch ginge man der sehr wertvollen und manchmal unerlässlichen Mitarbeit oder Beratung dieser Reklamespezialisten andererseits unnötigerweise verlustig.

In Bezug auf die veranschlagten Massnahmen und Vorschläge für ein kollektives Propagandaprogramm, erlaube ich mir folgendermassen Stellung zu nehmen:

Die Beschickung der amerikanischen Tagespresse mit speziell redigierten Artikeln aus dem schweizerischen Finanz- und Kreditverkehr oder aus Industrie, Handel und Verkehr ist — soweit die grossen Industriestädte und Handelszentren in Betracht fallen — ziemlich wertlos, denn die Erfahrung hat zur Genüge bewiesen, dass die Wiedergabe solcher Artikel gerade von denjenigen Presseorganen, in welchen ihr Erscheinen wünschenswert wäre, unterlassen wird. Der Grund dieser Zurückweisungen ist wohl hauptsächlich darin zu suchen, dass die in Frage stehenden Artikel in der Regel nicht genügend «aktuelles» behandeln oder derartig abgefasst sind, dass sie sich als «news» für die hiesige Tagespresse nicht eignen. Etwas anders verhält es sich mit Fach-, Monats-, oder Wochenzeitschriften. Dagegen besteht natürlich immer die Möglichkeit, dass kleinere Provinzzeitungen, deren Zuzug weniger wünschenswert erscheint, solches Material verwenden.

Es steht offensichtlich nichts im Wege, Ihren bereits funktionierenden Pressedienst durch eine grössere Auflage in den USA auszubauen. Allerdings setzen sich die Interessenten hierfür eher aus Banken, Handelskammern oder Firmen zusammen; die Tagespresse macht hiervon leider, wie es sich bewiesen hat, sehr wenig Gebrauch. In welcher Weise der Pressedienst der S.B.B. Agentur in New York herangezogen werden kann, muss dieser Stelle überlassen werden zu beurteilen. Die

Fachpresse wäre etwas leichter zur Mitwirkung zu gewinnen, besonders wenn entgeltliche Inserate verabfolgt werden können, wodurch auch die Wiedergabe von Spezialartikeln eher erreichbar ist.

Über die Verwendung von Radio und Film als Propagandamittel für wirtschaftliche Interessen in den USA bestehen geteilte Ansichten. Ihre Nützlichkeit als Werbemittel ist unbestreitbar, doch gestaltet sich die Heranziehung dieser in den Grossstädten und ganz besonders in New York City unter den auferlegten Bedingungen schwierig; bekannterweise handelt es sich hier um ausserordentlich kostspielige Propagandamittel. Da diese Werbemittel eher in den Tätigkeitskreis der hiesigen S.B.B Agentur fallen, überlasse ich es dieser Stelle sich hierüber, wie auch über Schaufensterausstellungen, Photo und Werbeplakate eingehender zu äussern.

Ein ausgedehnter Versand der Sonderpublikationen brächte der Kollektivpropaganda offensichtlich gute Unterstützung. Es kämen, wie Sie bemerken, dabei die folgenden in Betracht: Economic and Industrial Switzerland; Swiss Watchmaking; Swiss Textiles; Swiss Industry and Trade. Wenn die eine oder andere dieser Broschüren noch durch Spezialartikel auf die Handelsbeziehungen der Schweiz mit Amerika unter besonderer Berücksichtigung des Handelsvertrages hinweisen kann, stellt sich ihr Propagandawert umso höher. Der Versand wäre mit einem Begleitschreiben dieses Generalkonsulates zu bewerkstelligen, gemäss einer besonders anzufertigenden Expeditionsliste (Banken, Handelsfirmen, Handelskammern, Agenten etc.). Die Verteilung könnte evtl. direkt durch sogenannte Adressenagenturen geschehen, wie dies bereits jedes Jahr in ähnlicher Weise für die schweizerische Mustermessepropaganda gemacht wird. Je nach Bedürfnis könnte ebenfalls das Faltblatt «Business with Switzerland» beigelegt werden. Inwiefern die Finanzierung dieser Sonderpublikationen durch Inserate schweizerischer Firmen gedeckt werden könnte, müsste in der Schweiz sondiert werden; es wird schwer halten, hier ansässige Firmen oder Agenten in diesem Sinne zu interessieren.

In Bezug auf direkte Propaganda möchte ich, im Einklang mit der S.B.B. Agentur, bemerken, dass das Einladen prominenter Amerikaner oder Journalisten auf Kosten der Schweiz nicht empfehlenswert erscheint, denn die damit verbundenen Spesen würden möglicherweise nicht das gewünschte Resultat bringen.

Desgleichen empfiehlt es sich nicht in New York oder eventuell anderen Grossstädten Vortragsreisen und Filmvorträge zu veranstalten. Die S.B.B. Agentur, welche in dieser Beziehung anhand bereits gemachter Erfahrungen eher in den Stand versetzt wird, hierüber ein Urteil abzugeben, stimmt dieser Meinungsäusserung bei. Es wäre zu untersuchen inwiefern diese Art Werbung in Provinzstädten und anderen Städten der Union eher als zutreffend zu betrachten ist, denn ein gewisser Propagandawert kann ihr nicht abgesprochen werden.

Nach Rücksprache mit Herrn Dossenbach von der S.B.B. Agentur bin ich zu dem Entschluss gekommen, dass es, im Interesse der Vermeidung grösserer Kostenaufwände, zu empfehlen wäre, die Publikation «All About Switzerland» drei bis vier mal jährlich mit einer Sonderausgabe zu versehen und ihre Auflage jeweils um mehrere tausend Exemplare zu vergrössern. Man könnte z. B. einen drei bis vierseitigen Handelsteil, welcher hauptsächlich für hiesige Konsumenten oder Handelsfirmen von Interesse sich erweisende Artikel und Abbildungen enthielte, angliedern und denselben jeweils speziell für bestimmte Exportprodukte, wie Käse, Textilien, Uhren zuschneiden. Dabei wäre abzuklären, ob die hiesigen einschlägigen Firmen oder Vertreter durch Inserate an den Mehrkosten evtl. teilnehmen würden. Die Redaktion dieser Wirtschaftsnummer könnte allerdings hier nur unter der Bedingung übernommen werden, dass das nötige Material und die Artikel in der Schweiz, periodisch, entweder in Englisch oder einer der Landessprachen vorbereitet und rechtzeitig zur Verwendung eingesandt werden. Die Verteilung würde sich wiederum gemäss speziell anzufertigenden Listen unter die zutreffenden Interessenten vollziehen.

In allen diesen Aktionen könnten natürlich die übrigen schweizerischen Vertretungen in der Weise teilnehmen, als ihnen jeweils die Verteilung einer angemessenen Anzahl Exemplare in ihren Bezirken anheim gestellt wird.

Wie Sie unter Berücksichtigung der amerikanischen Verhältnisse begreifen werden, lohnt sich eine spezielle Propaganda im Falle des Zustandekommens eines Handelsvertrages nur dann, wenn diese sofort nach dessen Abschluss resp. Inkrafttreten inszeniert wird. Zu jenem Momente hätte ein geeignetes Presse-Kommuniqué sicherlich den gewünschten Erfolg, obschon ja zu jenem Momente eine Veröffentlichung durch die amerikanischen Behörden über ein ausgedehntes Pressenetz nicht

unterbleiben wird. Ein solches Kommuniké müsste gründlich vorbereitet und bereits in gedruckter Form vorliegen, um im richtigen Momente der Presse übergeben werden zu können (siehe Beilage: Pressekommuniké für die Schweizer Mustermesse). Dabei muss in Betracht gezogen werden, dass der Versand an die übrigen Konsulate der Distanzen wegen vorzeitig geschehen muss. Ausserdem wäre vielleicht ein besonderes, mehrere Seiten umfassendes, illustriertes Faltblatt (ähnlich wie «Business with Switzerland»), welches entweder den gesamten Handelsvertrag oder Auszüge und Erläuterungen desselben enthält, als ergänzende Propaganda nicht unangebracht. Dieser «Folder» könnte sobald wie möglich nach dem Inkrafttreten des Handelsvertrages, unter Beifügung eines Begleitschreibens, an Fachzeitschriften, Zeitungen, Handelskammern, Banken und andere auserlesene Adressaten, auch durch Vermittlung der übrigen Konsulate versandt werden.

Letzten Endes bleibt noch zu untersuchen in welcher Weise evtl. Propaganda über den Handelsvertrag in Publikationen wie der «Custom House Guide», «The American Importers and Exporters Bulletin» etc. von denen Sie Kenntnis haben, aufgenommen werden könnte.

Die Kosten der veranschlagten Aktionen sind nicht leicht im Voraus festzulegen; zweifelsohne setzen sich dieselben vorläufig hauptsächlich aus Druckspesen und Portoauslagen zusammen. Die S.B.B. Agentur dürfte über die Kosten wie auch den Versand von Extrabeilagen des «All About Switzerland» Auskunft geben können. Immerhin erfordern die veranschlagten Werbeaktionen meines Ermessens eine Jahresauslage von schätzungsweise \$5000.— bis \$6000.—.

Es wäre baldigst darüber ein Urteil zu fassen, ob der Versand eines Pressekommunikés und eines Faltblattes betreffend den Handelsvertrag zu unternehmen sei, da die Vorarbeiten dafür binnen kurzem an Hand genommen werden müssten. Damit der Versand programmgemäss vonstatten gehen könnte, sollte ein Betrag von mindestens \$1500.— bis \$2000.— sofort sichergestellt werden.

128

E 2001 (C) 3/16

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki*

Copie

L Très confidentiel

Bucarest, 20 juin 1935

En me référant à votre télégramme chiffré n° 6 du 17 de ce mois¹, expédié par les soins du Département Politique Fédéral, j'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli une copie de la note² que j'ai laissée hier entre les mains de M. G. Caranfil,

1. *Non reproduit* (E 7110 1/113).

2. *Datée du 18 juin, dont voici le texte:*

Conformément aux instructions de son Gouvernement, la Légation de Suisse a l'honneur de faire connaître au Ministère Royal des Affaires Etrangères qu'elle est chargée de protester contre l'application éventuelle à tous paiements de marchandises importées de Suisse de la prime d'importation de 44%, instituée par la décision de Son Excellence Monsieur le Président du Conseil du 10 juin 1935.

Cet article III est de la teneur suivante:

«Pour couvrir les primes payées aux exportateurs, la Banque Nationale de Roumanie encaissera des importateurs et de tous ceux qui obtiendront des devises pour les paiements à l'étranger,

directeur-adjoint des Services économiques au Ministère des Affaires Etrangères, et qui formule la protestation que vous m'avez chargé d'élever contre l'institution d'une prime d'importation de 44% sur les paiements de marchandises importées de Suisse.

Dans l'après-midi d'hier, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec M. Titulesco, Ministre des Affaires Etrangères, à qui j'ai renouvelé verbalement ma protestation, en lui exposant toutes nos doléances sur le régime du commerce extérieur. J'ai trouvé en lui un auditeur bienveillant et je pourrais même dire converti d'avance à notre thèse. Le Ministre des Affaires Etrangères se rend compte que sa politique, qui vise avant tout à sauvegarder l'indépendance de la Roumanie et des Etats balkaniques en les soustrayant dans la mesure du possible à l'influence des grandes Puissances, s'accommode mieux de la collaboration économique des petits Etats comme la Suisse que de celle des grands pays. Mon interlocuteur ne m'a pas caché qu'il était assailli de plaintes fondées sur les méthodes par lesquelles le Ministre de l'Industrie et du Commerce³ s'est efforcé de réaliser son programme. Il m'a laissé entendre, à titre tout à fait confidentiel, qu'un changement de personnes ne tarderait probablement pas à intervenir dans la direction officielle de l'économie roumaine.

En attendant, les récriminations des intéressés ont obtenu un premier résultat: la taxe de 44% n'est pas perçue sur les paiements arriérés. Malheureusement, on ne sait pas encore très bien ce qu'il faut entendre par paiements arriérés. Il semble, mais je ne saurais l'affirmer avec certitude, que la taxe ne sera pas appliquée aux paiements de marchandises commandées ferme avant le 11 juin.

Ces jours-ci les représentants des Etats étrangers sont convoqués successivement par petits groupes à la Présidence du Conseil pour être entendus par une commission chargée de recueillir leurs observations à l'effet d'adapter, si possible, les dispositions du nouveau régime à celles des conventions internationales en vigueur. Mon tour viendra aujourd'hui même et j'aurai soin de vous adresser un rapport sur la marche de ma conversation.

en plus et en même temps que la valeur des devises approuvées, calculées à la parité légale (cours officiel), une prime d'importation de 44 pour cent».

Un tel prélèvement sur les paiements faits à la Banque Nationale de Roumanie pour acquitter le prix de marchandises achetées en Suisse serait contraire à l'article IV de l'accord de clearing du 12 janvier 1933 entre la Confédération Suisse et le Royaume de Roumanie. Cet article IV prévoit, en effet, que les versements à la Banque Nationale de Roumanie auront lieu en lei et que la conversion se fera sur la base du cours moyen du franc suisse à la cote officielle de la Banque Nationale de Roumanie.

Le Gouvernement Fédéral estime donc que la prime dont il s'agit ne saurait être exigée des importateurs de marchandises suisses aussi longtemps que resteront en vigueur les dispositions de l'accord de clearing susmentionné.

3. *J. Manolescu-Strunga.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 25 juin 1935

1160. Verhandlungen mit Italien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 24. Juni 1935

Durch ein Dekret vom 16. Februar¹ hat die italienische Regierung die gesamte Einfuhr nach Italien unter das Regime des Kontingentierungssystems gestellt. Der Grund für diese Massnahme war finanzieller Natur, indem die italienische Regierung auf diese Weise einen Ausgleich ihrer Handelsbilanz gegenüber allen Staaten anstrebte, um so die äusserst starke Passivität der Zahlungsbilanz zu beseitigen. Mit Hilfe der damals von schweizerischer Seite sofort eingesetzten Druckmittel gelang es unter dem 8. April ein provisorisches Abkommen² zu schliessen, durch welches die grössten Übelstände der italienischen Kontingentierungsmassnahmen behoben wurden. In diesem Protokoll, welches das Datum des 8. März trägt, wurde grundsätzlich festgelegt, dass die schweizerische Einfuhr nach Italien im Umfange von 100% der Einfuhr des Jahres 1934 zugelassen werde. Eine Ausnahme war nur mit bezug auf diejenigen wenigen Tarifpositionen stipuliert, welche bereits seit dem Herbste 1934 aus Gründen des Schutzes der internen Produktion kontingentiert worden waren.

Während für die letztern Kontingente, die man im Gegensatz zu den Kontingenten des Dekretes vom 16. Februar 1935 als wirtschaftliche bezeichnen kann, die Kontrolle auf dem Wege der Erteilung von Einfuhrlizenzen erfolgt, wie dies auch in der Schweiz geschieht, ist für die sogenannten finanziellen Kontingente, d. h. diejenigen des Dekretes vom 16. Februar 1934 die Kontrolle durch die Grenzzollämter eingeführt worden. Danach wird für jede einzelne Warenposition des italienischen Zolltarifs jedem Zollamte das Kontingent mitgeteilt, welches für eine bestimmte Warenposition fixiert worden ist. Dies bedingt naturgemäss, dass die der Schweiz zur Verfügung stehenden Kontingente unter die verschiedenen Zollämter aufgeteilt werden mussten.

Es liegt auf der Hand, dass diese Ordnung für die schweizerische Warenausfuhr nach Italien mit den grössten Unzukömmlichkeiten verbunden war. Ganz abgesehen davon, dass sehr oft die den Zollämtern mitgeteilten Kontingente nicht mit der effektiven schweizerischen Warenausfuhr nach Italien im Jahre 1934 übereinstimmten, kam es häufig vor, dass an einem Zollamte die Kontingentsquote bereits erschöpft war, während bei andern Zollämtern noch genügend Kontingentsraum für eine bestimmte Zollposition vorhanden war. Infolgedessen mussten einzelne Warensendungen von einem Zollamte zum andern spedit oder langwierige Demarchen unternommen werden, um das einem bestimmten Zollamte zugeteilte Kontingent zulasten des andern Zollamtes zu erhöhen.

1. Cf. n° 100.

2. Sur cet accord, daté en réalité du 8 mars, cf. n° 106.

Dazu kam noch, dass die Festsetzung der Kontingentsquote von 100% der Einfuhr des Jahres 1934 für manche Positionen wohl genügend sein konnte, für andere jedoch sich als völlig ungenügend herausstellte. Das Departement sah sich daher veranlasst, mit der italienischen Regierung in Verhandlungen einzutreten. Für diese Verhandlungen waren folgende Ziele gesetzt:

1. Eine Verbesserung des bestehenden Systems der italienischen Einfuhrkontrolle und Erhöhung der für die Schweiz eingeräumten Kontingente auf einer ganzen Reihe von Positionen des italienischen Zolltarifs.

2. Freigabe von seiten Italiens der in unserem Handelsvertrage mit Italien gebundenen Zölle auf Seidengewebe sowie des Veredlungsverkehrs der Seidengewebe.

3. Beseitigung der Rückstände im Zahlungsverkehr und Sicherstellung der Transferierung des Gegenwertes schweizerischer Warenguthaben.

Seit einigen Monaten machten sich nämlich im Zahlungsverkehr mit Italien starke Hemmungen geltend, insofern als die Transferierung von schweizerischen Warenguthaben oft wochen-, ja monatelang auf sich warten liess. Die Entwicklung des italienischen Zahlungsverkehrs ging deutlich in der Richtung der zahlreichen andern Staaten, welche durch eine Devisenbewirtschaftung die freie Transferierung von Schuldverpflichtungen nach dem Auslande unterbunden haben. Wenn zwar auch die italienischen Devisenvorschriften dem Buchstaben nach vor derhand die Transferierung von Geldleistungen nach dem Auslande noch nicht verhindern, so brachte die praktische Anwendung dieser Devisenvorschriften doch die bereits erwähnten starken Verzögerungen in der Abwicklung des normalen Zahlungsverkehrs mit sich. Es war daher eines der weitem Ziele der mit Italien zu führenden Handelsvertragsverhandlungen, eine Änderung in den bestehenden unerfreulichen Verhältnissen des Zahlungsverkehrs herbeizuführen. Das Departement verlangte in dieser Richtung ohne weiteres den Abschluss eines Clearingvertrages³. Dieses ziemlich weitgehende Begehren entsprach allerdings mehr taktischen Überlegungen, insofern, als das Departement selbst die Einführung eines Clearingverkehrs mit Italien solange wie nur irgendwie möglich hinausschieben möchte. Dieses Begehren sollte vielmehr als Druckmittel wirken, um ein italienisches Entgegenkommen auf dem Gebiete des Zahlungsverkehrs im Sinne einer sofortigen Berücksichtigung der Rückstände zu erwirken.

4. Sicherstellung der Devisenzuteilung im italienischen Reiseverkehr nach der Schweiz.

Die Hemmnisse im Zahlungsverkehr hatten sich im Laufe der letzten Wintersaison auch im Reiseverkehr Italiens nach dem Engadin deutlich bemerkbar gemacht.

Die Verhandlungen begannen in Rom am 9. Mai und führten am 18. Juni zu einem vorläufigen Abschluss (Protocole additionnel)⁴. Von allem Anfang an war vorgesehen, die Verhandlungen in zwei Etappen durchzuführen, da gewisse Umfragen in der Schweiz nicht frühzeitig genug vorgenommen werden konnten,

3. Cf. n° 113, n. 6.

4. Cf. les comptes rendus des discussions entre les deux délégations, in E 7110 1/89. Pour le texte, non publié, du protocole additionnel paraphé à Rome le 18 juin, cf. E 7110 1/83.

um bereits im gegenwärtigen Stadium der Verhandlungen ein definitives Abkommen zu treffen.

ad 1. In dieser ersten Etappe der Verhandlungen konnte das erste Ziel, d. h. die Verbesserung des Kontingentierungssystems und die Erhöhung der für die Schweiz eingeräumten Kontingente zur Hauptsache erreicht werden.

Diese Kontingentserhöhungen stellen einen Wert von ungefähr 3,5 Millionen Lire = 8—900 000 Franken dar. Um diese Kontingentserhöhungen zu erreichen, war es notwendig, auch der italienischen Einfuhr in die Schweiz einige Konzessionen auf dem Kontingentierungsgebiete zu machen.

ad 2. Die Freigabe der im italienisch-schweizerischen Handelsvertrage gebundenen Zölle auf Seidengeweben sowie des Veredlungsverkehrs der Seidengewebe konnte trotz der grössten Anstrengungen nicht erreicht werden.

ad 3. Auf dem Gebiete des Zahlungswesens konnte nach unendlichen Bemühungen von Italien die bestimmte Zusicherung erwirkt werden, dass innert zwei Monaten sämtliche Rückstände für Zahlungen schweizerischer Warenlieferungen, die der italienischen Regierung gemeldet werden, bezahlt werden sollen. Nach Beseitigung dieser Rückstände hofft die italienische Delegation, dass der Zahlungsverkehr sich normal abwickeln werde.

ad 4. Einen gewissen Erfolg hatten die Bemühungen der schweizer. Delegation in der Frage des italienischen Reiseverkehrs nach der Schweiz. Nach langem Sträuben der in Betracht kommenden italienischen Regierungsstellen konnte schliesslich eine formelle Zusage, und zwar in schriftlicher Form, erreicht werden, dass man den italienischen Touristen die Möglichkeit gewährt, sich Hotelgutscheine durch eine Reiseagentur im Gegenwert von Lire 3000 zu beschaffen. Ausser diesen Hotelgutscheinen kann jeder italienische Reisende die im Gesetze festgelegten Lire 2000 mit sich führen, sodass er für einen Monatsaufenthalt in der Schweiz im gesamten über Lire 5000 verfügen kann, was auch für einen Aufenthalt in bessern Hotels genügend sein dürfte.

Das obgenannte Protokoll soll am 1. Juli in Kraft treten. Es ist vorläufig vom Chef der italienischen Delegation, Generaldirektor Anzilotti und vom schweizerischen Unterhändler Dr. Pietro Vieli paraphiert worden⁵ und soll in der Folge durch den schweizerischen Gesandten in Rom und den italienischen Regierungschef oder den Unterstaatssekretär im Aussenministerium unterzeichnet werden⁶.

Antragsgemäss wird dem erwähnten Zusatzprotokoll die *Genehmigung* erteilt.

5. Cf. n. 4 ci-dessus.

6. Le protocole additionnel sera signé à Rome, le 26 juin, par le ministre Wagnière et par B. Mussolini. Cf. texte définitif de l'accord (avec deux listes annexes) in E 7110 1973/119/34.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 juin 1935

1179. Deutschland: Verrechnungsabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 24. Juni 1935

«I. Art. VII des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 17. April 1935¹ bestimmt, dass das Abkommen ratifiziert werden und am 15. Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Berlin in Kraft treten soll. Die vertragschliessenden Parteien sind jedoch übereingekommen, das Vertragswerk vor der Ratifikation mit Wirkung vom 1. Mai 1935 ab vorläufig anzuwenden.

Um den Bestimmungen des obzitierten Artikels nachzukommen, beehren wir uns, nachstehend einige Darlegungen zu machen zu den Motiven, welche zur Neugestaltung des Verrechnungsverkehrs mit Deutschland geführt haben, sowie über die wichtigsten Punkte, welche im Abkommen vom 17. April niedergelegt sind.

II. Wie schwierig die Probleme waren, die in den langwierigen Verhandlungen gelöst werden mussten, erhellt schon aus der Tatsache, dass die Kündigungsfristen des alten Abkommens vom 26. Juli 1934², abgeändert durch Zusatzvereinbarung vom 8. Dezember 1934³, dreimal verlängert werden mussten. Ausserdem sah sich der Bundesrat genötigt, mehr als einmal zu diesen Problemen Stellung zu nehmen und sich über die an die schweizerische Delegation zu erteilenden Instruktionen schlüssig zu werden⁴.

Ein kurzer historischer Rückblick ist nötig zum Verständnis der Frage, wieso das grundsätzlich langfristige Abkommen vom 26. Juli 1934 dieses Frühjahr bereits durch ein vollständig neues Vertragswerk ersetzt werden musste.

In allen bisher mit Deutschland abgeschlossenen Verrechnungsabkommen sind für die verschiedenen schweizerischen Interessen Gruppenstaffelungen vorgenommen worden. Im Juliabkommen des letzten Jahres wurden in der ersten Kategorie vollständig und unbegrenzt die schweizerischen Warengläubiger, der Fremdenverkehr sowie die Zinsengläubiger lang- und mittelfristiger Anlagen berücksichtigt. In einer zweiten nachstehenden Kategorie figurierte die freie Reichsbankquote in der Höhe von 5 Millionen Fr. pro Monat. Die dritte Kategorie umfasste das sogenannte Transitkonto sowie den Amortisationsfonds, welche monatlich mit 4 Millionen Fr., bzw. 2 Millionen hätten gespiesen werden sollen aus denjenigen Mitteln, die noch übrig bleiben, nachdem die Bedürfnisse der voranstehenden beiden Staffeln gedeckt worden sind.

1. Cf. n° 118, n. 3.

2. Cf. n° 53, n. 13 et n° 55.

3. Cf. n° 84.

4. Cf. notamment le n° 105.

Die Erfahrung hat jedoch gezeigt, dass die vorhandenen, aus den Zahlungen schweizerischer Schuldner gegenüber deutschen Gläubigern, soweit sie den Bestimmungen des Verrechnungsverkehrs unterstanden, herrührenden Disponibilitäten nicht einmal ausreichten, um die Gläubiger der ersten Kategorie laufend vollständig zu befriedigen, ganz abgesehen von einer freien Quote an die Reichsbank sowie von einer Dotierung des Amortisationsfonds und des Transitkontos.

Obschon schweizerischerseits nie bestritten wurde, dass aus dem Verrechnungsverkehr ein gewisser Devisenüberschuss zugunsten Deutschlands herausgewirtschaftet werden muss, damit es sowohl seinen ausserhalb Clearing zu erfüllenden Verpflichtungen nachkommen (Zinsendienst für dem Stillhalteabkommen unterstehende kurzfristige Anlagen) als auch sich mit Rohstoffen eindecken kann, welche es für die nach der Schweiz gelieferten Waren teilweise aus Drittländern beziehen muss, hat dieses System dennoch dazu geführt, dass die Reichsbank unter der Herrschaft des am 1. August letzten Jahres in Kraft getretenen ersten Verrechnungsabkommens keinen Rappen zur freien Verfügung erhalten hat.

Hauptsächlich gestützt auf diese Tatsache strebte Deutschland Revisionsverhandlungen an. Inzwischen wurde jedoch auch am 24. September 1934 der sogenannte Schachtplan in Kraft gesetzt⁵, welcher die gesamte Einfuhr in Deutschland der Überwachung unterstellte. Die Revisionsverhandlungen dienten daher gleichzeitig dem Zwecke, die durch den Schachtplan eingetretenen neuen Verhältnisse den vertraglichen Vereinbarungen anzupassen.

Die Zusatzvereinbarung vom 8. Dezember 1934 brachte deshalb einschneidende Änderungen. Für die Reichsbank war wiederum eine monatliche Devisenspitze von 5 Millionen Fr. vorgesehen, jedoch nicht mehr ausschliesslich in einer nachgehenden Hypothek. Es wurde vielmehr vereinbart, dass von den Einzahlungen schweizerischer Warenschuldner auf das deutsche Sammelkonto bei der Nationalbank zum vornherein 12% abzuspalten sind, was nach der damaligen Berechnung ungefähr 3,4 Millionen Fr. pro Monat ergeben sollte. Nach voller Befriedigung der in der ersten Hypothek rangierenden Waren- und Zinsengläubiger hätte aus einem sich ergebenden Überschuss in der 2. Kategorie diese Devisenquote auf 5 Millionen Fr. ergänzt werden sollen.

Auch die dem Fremdenverkehr zufließenden Beträge wurden aus der ersten Kategorie herausgenommen und gemäss dem Reiseabkommen über ein spezielles Konto verrechnet, welches aus dem Gegenwert der Bezüge deutscher Kohlen gespeisen wird.

Sowohl das Juli- als auch das Dezemberabkommen basierten auf den handelsstatistisch ausgewiesenen Ergebnissen des schweizerisch-deutschen Warenverkehrs im Jahre 1933 sowie im 1. Semester 1934. Danach wurde eine deutsche Einfuhr von monatlich ungefähr 33 Millionen Fr. gegenüber einer schweizerischen Ausfuhr von rund 15 Millionen Fr. angenommen. Hätte sich in der Folge der Warenverkehr weiterhin in dieser Linie bewegt, so wären die Schwierigkeiten, die sich nachträglich ergaben, nicht aufgetaucht. Im 1. Vierteljahr 1935 betrug indessen der monatsdurchschnittliche Einfuhrwert aus Deutschland statt der veran-

5. Cf. nos 59, 66, 68 et 73.

schlagten 33 Millionen nur noch 24,7 Millionen Fr., der Kohlenimport inbegriffen⁶. Dagegen stieg die schweizerische Ausfuhr über die veranschlagten 15 Millionen hinaus auf monatsdurchschnittlich 16,3 Millionen Fr. Dadurch wurde auch das Dezemberabkommen in seinen Grundlagen erschüttert, da die Einfuhr in einem von niemandem geahnten katastrophalen Ausmasse zurückgegangen ist; als sprechende Beispiele seien folgende Einfuhrzahlen angeführt.

Dezember 1934: 33,4 Millionen,
 Januar 1935: 22,7 Millionen,
 Februar 1935: 24,0 Millionen,
 März 1935: 27,7 Millionen.

Es erübrigt sich, Untersuchungen über die Gründe dieses Rückganges der deutschen Importe anzustellen; es sei lediglich erwähnt, dass die Schweiz keinerlei Schuld trifft, da sie keine neuen Einfuhrbeschränkungen noch sonstige Erschwerungen verfügt hat, sondern im Gegenteil die Einfuhr aus Deutschland in jeder nur erdenklichen Weise im Rahmen der gegebenen Möglichkeiten förderte.

Diese Entwicklung ergab für die hauptsächlichsten am Verrechnungsabkommen interessierten Gruppen folgendes Bild hinsichtlich der monatsdurchschnittlichen Summen:

	<i>erwartete Zahlen:</i>	<i>effektiv erreichte Zahlen:</i>
1. Schweizerwaren plus Nebenkosten	16,5 Millionen	14,3 Millionen
2. Finanzgläubiger (durchschnittliche Verzinsung 4½%)	8,0 Millionen	7,0 Millionen
3. Reichsbankquote	5,0 Millionen	3,0 Millionen
Total =	<u>29,5 Millionen Fr.</u>	<u>24,3 Millionen Fr.</u>

In Anbetracht dieses Ergebnisses teilte die deutsche Regierung dem Bundesrate mit, dass das Abkommen vom 26. Juli 1934 auch in seiner am 8. Dezember gl. Js. abgeänderten Form für Deutschland untragbar geworden sei, da der Reichsbank nur 3 Millionen monatlich zur Verfügung gestellt werden konnten, während sie einzig für die Verzinsung der Stillhalteforderungen ungefähr 3½ Millionen aufzubringen habe. Statt einen Überschuss zu erzielen, bedeute also das Verrechnungsabkommen für Deutschland einen Verlust. Deutscherseits wurde demnach die Initiative für eine umfassende Neuregelung des Zahlungsverkehrs ergriffen und es wurden, um sich nicht anders auszudrücken, insbesondere die gegebenen Kündigungsmöglichkeiten sehr stark unterstrichen. Unter den vorliegenden Umständen war es zum vornherein eine ausgemachte Sache, dass ein neues Verrechnungsabkommen eine Verbesserung für Deutschland, für die Schweiz aber notgedrungen eine Verschlechterung bedeuten würde⁷.

6. Cf. n° 105.

7. Cf. n°s 109, 110 et 112.

III. Von den Überlegungen ausgehend, dass die zukünftigen Vereinbarungen für die Schweiz unzweifelhaft eine Verschlechterung der Gesamtlage mit sich bringen, musste vorerst über die Frage Klarheit geschaffen werden, welche der schweizerischen Interessengruppen Opfer zu bringen hat. Die Gegenüberstellung dieser Interessen lässt sich zusammenfassen in den Worten Kapital (Zinsendienst) und Arbeit (Warenexport und Fremdenverkehr). Es erübrigt sich hier, sich über die oft dramatischen Diskussionen, welche sich sowohl im Schosse der Vertreter der einzelnen Interessengruppen als auch im Schosse des Bundesrates über dieses Problem abspielten, weiter auszulassen⁸. Es sei lediglich festgestellt, dass der Bundesrat zu dem Entschlusse kam, in Anbetracht der schwerwiegenden Situation den Hauptteil der Opfer dem Kapital zuzumuten. Demgemäss wurde denn auch während den ganzen Verhandlungen alles daran gesetzt, um sowohl für den Fremdenverkehr als auch für den Export von Schweizerwaren das Möglichste herauszuholen.

Hinsichtlich der Finanzgläubiger sind zwei grosse Kategorien zu unterscheiden, welche auch verschieden zu beurteilen sind.

Die erste Kategorie umfasst die Gläubiger von lang- und mittelfristigen Anlagen, wie Inhaber von deutschen Obligationen, Aktien und Hypotheken, welche nicht dem Abkommen über die Frankengrundsulden unterstehen, sowie Darlehensgläubiger usw. An diesen Anlagen sind die schweizerischen Banken nur zu einem kleinen Teil interessiert.

In die zweite Gruppe gehören die Gläubiger kurzfristiger Anlagen, welche dem sogenannten Stillhalteabkommen unterstehen. Diese Kategorie wird beinahe ausschliesslich von den Banken gebildet. Diese internationalen Stillhalteabkommen bestanden vollständig unabhängig von den bisherigen Verrechnungsabkommen. Die Verzinsung dieser Forderungen wurde denn auch seitens Deutschland gemäss diesen Abkommen ausserhalb Verrechnungsverkehr vorgenommen. Um diesen Zinsverpflichtungen nachzukommen, wurde die bereits mehrmals erwähnte freie Quote von 5 Millionen Fr beansprucht.

Infolge der rechtlich verschiedenen Stellung dieser beiden Kategorien musste auch der vom Bundesrate einzunehmende Standpunkt ein verschiedener sein. Es besteht weder das Recht, noch die Möglichkeit, von Staates wegen in die Stillhalteabkommen einzugreifen, während durch die Gestaltung des Verrechnungsabkommens das Schicksal der Gläubiger aus lang- und mittelfristigen Anlagen direkt beeinflusst werden kann. Der Unterschied zwischen den beiden Kategorien wirkt sich dementsprechend auch im neuen Vertragswerk bedeutungsvoll aus. Weiter unten bietet sich die Gelegenheit, noch näher darauf einzutreten. [...]⁹

8. Cf. n° 118 + A.

9. *Le procès-verbal se poursuit par la description de l'accord de transfert du 17 avril 1935; cf. RO, 1935, vol. 51, pp. 712—716, ainsi que FF, 1935, II, pp. 245—252. Pour les parties non publiées, cf. KI/905.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 juillet 1935

1194. Bericht über die deutschen Zeitungsverbote (Basler Nachrichten)

Politisches Departement. Antrag vom 1. Juli 1935

Der Pressekonflikt mit Deutschland hat leider durch ein unbefristetes Verbot der «Basler Nachrichten», das die schweizer. Gesandtschaft mit Telegramm vom 28. v. M.¹ meldete, eine neue Verschärfung erhalten.

Die Schwierigkeiten der Schweizerpresse in Deutschland haben bekanntlich nach dem nationalsozialistischen Wahlsieg vom 5. März 1933 eingesetzt und sind eine Folge der deutschen «Gleichschaltungs»-Politik². Dem Verbot der kommunistischen und sozialistischen Blätter folgten bald Massnahmen gegen bürgerliche Zeitungen, die gegenüber Deutschland eine kritische Haltung einnahmen. Gestützt auf einen ausführlichen Bericht des Politischen Departements beschloss der Bundesrat zunächst am 24. November 1933³, von Gegenmassnahmen abzu- sehen. Dank den unausgesetzten Bemühungen unseres Gesandten in Berlin gelang es auch zunächst, die Aufhebung aller Verbote gegen solche Schweizerzei- tungen zu erwirken, die nicht durch ihre Schreibweise diplomatische Schritte von vornherein unmöglich machten.

Im Zusammenhang mit der innerpolitischen Spannung, die zu den Ereignissen vom 30. Juni führte, verschärfte sich aber die Situation von neuem⁴. Infolge von Verboten gegen die «Neue Zürcher Zeitung» und die «Basler Nationalzeitung» erliess der Bundesrat am 6. Juli 1934 als Gegenmassnahme ein auf 14 Tage befristetes Verbot gegen den «Angriff», die «Berliner Börsen Zeitung» und den «Völ- kischen Beobachter»⁵, worauf die Reichsregierung mit einem sechsmonatigen Verbot der «Neuen Zürcher Zeitung», der «Nationalzeitung» und des «Bund» antwortete, sodass sich der Bundesrat veranlasst sah, seinerseits am 17. Juli 1934 die von ihm erlassenen Verbote auf unbestimmte Zeit zu verlängern. Die deut- schen Verbote wurden im Dezember 1934, d. h. schon einige Zeit vor Ablauf der sechsmonatigen Frist ebenfalls auf unbestimmte Zeit verlängert. Die Vertreter der betroffenen Schweizerzeitungen haben damals bei einer Aussprache mit dem Politischen Departement sich auf den Standpunkt gestellt, dass eine Initiative zwecks Aufhebung des Verbots nicht in Betracht komme und dass sie keinerlei Bindungen hinsichtlich ihrer Haltung gegenüber Deutschland eingehen können,

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. DDS vol. 10, rubrique II.1.5: Allemagne, affaires de presse.*

3. *Cf. DDS vol. 10, n° 359 A.*

4. *Cf. n° 52.*

5. *Cf. n° 52, n. 3.*

was mit der Notwendigkeit begründet wurde, in der Schweiz das in Deutschland herrschende politische System zu bekämpfen⁶.

Dauernd verboten ist seit dem 31. Mai 1934 auch das «Vaterland». Ferner wurden in letzter Zeit wiederholt befristete Verbote erlassen, nämlich gegen den «Landboten» vom 22. März bis 30. April 1935, gegen die «Thurgauer Zeitung», vom 5. April bis 30. Juni 1935 und gegen die «Ostschweiz» vom 13. Mai bis 15. Juli 1935.

Was die «Basler Nachrichten» betrifft, so hatte sich diese Zeitung zwar verschiedentlich über Beschlagnahmen einzelner Nummern, zum Teil aus Übereifer lokaler Stellen zu beklagen. Ein Verbot ist jedoch bis jetzt nie ergangen, wohl aber wurde seit einiger Zeit damit gedroht. Herr Nationalrat Dr. Oeri hat sich kürzlich persönlich zu Herrn Aussenminister von Neurath begeben, um diese Gefahr abzuwenden. Er fand bei ihm volles Verständnis; doch weigerte sich, trotz der Verwendung des Aussenministers, Herr Minister Goebbels, auf dessen Betreiben das Verbot nun ergangen ist, Herrn Dr. Oeri überhaupt zu empfangen⁷. Auf ein Verbot könne er nur verzichten, wenn ganz bestimmte Zusicherungen über die künftige Haltung des Blattes gegeben werden. Auf eine solche Zumutung konnte die Zeitung natürlich nicht eingehen.

Auch Herr Minister Dinichert hat keine Gelegenheit versäumt, um einer Verschärfung des Pressekonflikts vorzubeugen und auch für eine Aufhebung der bestehenden Verbote den Boden vorzubereiten. Wiederholt und mit dem grössten Nachdruck ist er beim Auswärtigen Amt und schliesslich beim Reichsaussenminister persönlich vorstellig geworden um darzutun, dass die angedrohte Massnahme gegen die «Basler Nachrichten» angesichts der auch vom Departement festgestellten durchaus korrekten Haltung dieser letzten grossen in Deutschland noch in erheblichem Masse verbreiteten deutsch-schweizerischen Zeitung, völlig unberechtigt sei und verhängnisvolle Folgen haben müsste, da die Schweiz zu neuen entschiedenen Gegenmassnahmen gezwungen wäre. Er fand bei Herrn von Neurath volle Zustimmung. Dieser erklärte sich auch bereit, am gleichen Tag den Entscheid des Reichskanzlers anzurufen. Herr Hitler scheint jedoch dem Propagandaminister Recht gegeben zu haben, trotzdem dessen Vorgehen völlig im Widerspruch steht zu der Erklärung, die Herr Goebbels selbst Herrn Bundesrat Motta im Herbst 1933 abgegeben hat, dass die Verbote sich nur gegen eine ausgesprochen feindselige Gesinnung richten, wogegen man die Schweizerzeitungen keineswegs wegen objektiver und sachlicher Kritik fernhalten wolle⁸.

Nach der Auskunft des Auswärtigen Amtes wird das Verbot der «Basler Nachrichten» damit begründet, das Blatt habe in Deutschland eine derartige Verbreitung erreicht, dass den zuständigen Stellen eine andere Behandlung als die der deutschen Zeitungen nicht mehr möglich und gerechtfertigt erscheine. Wie versichert wird, wurde der Absatz der «Basler Nachrichten», der zeitweise bis zu 80 000 Stück ging, seit längerer Zeit von der Zeitung auf höchstens 50 000 Stück zurückgeschraubt. Der Konkurrenzneid spielt wohl auch seine Rolle, wenn auch bei den dem Verbot vorangegangenen Besprechungen zunächst «der Ton» der

6. Cf. n° 52 + A.

7. Cf. lettre de P. Dinichert à G. Motta du 26 juin 1935 in E 2001 (C) 4/131.

8. Cf. DDS vol. 10, n° 336.

Zeitung beanstandet und dann erklärt wurde, es sei im jetzigen Zeitpunkt nicht mehr «tragbar», diese Informationsquelle den zahlreichen deutschen Lesern zu erhalten.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass das Verbot keineswegs durch eine Änderung in der Schreibweise des Blattes verursacht wurde. Die Zeitung hat sich vielmehr, ohne die sich für eine schweizerische Zeitung gebührende Haltung preiszugeben, doch stets im Rahmen einer sachlichen Würdigung der deutschen Belange und eines korrekten Tones gehalten, was bei andern verbotenen schweizerischen Blättern nicht immer zutrifft. Der Anspruch des Herrn Goebbels, den gleichen Massstab wie an eine deutsche Zeitung anzulegen, muss entschieden abgelehnt werden. Man muss darin einen Angriff auf die Unabhängigkeit der schweiz. Presse erblicken, der scharf zurückzuweisen ist.

Es stellt sich die Frage, wie dieser neuen Massnahme des Propagandaministeriums, die vom Reichsaussenminister und ohne Zweifel auch von vielen andern deutschen Stellen und Kreisen missbilligt wird, begegnet werden kann. Herr Minister Dinichert befürwortet scharfe Gegenmassnahmen gegen die deutschen Zeitungen und insbesondere auch gegen den «Reichsdeutschen», das Organ der Deutschen in der Schweiz, womit er bereits gedroht hat, ohne das Verbot der «Basler Nachrichten» abwenden zu können⁹.

Das Politische Departement teilt die Auffassung des Gesandten, dass man die deutsche Massnahme nicht stillschweigend hinnehmen könne und dass man allen Grund zu scharfen Massnahmen hat. Von neuen Besprechungen mit der Reichsregierung ist nach dem Gesagten nichts zu erwarten.

Das Departement verhehlt sich aber auch nicht, dass durch Gegenmassnahmen, selbst wenn sie sich auf die ganze politische deutsche Presse erstrecken würden, ein Einlenken der deutschen Regierung kaum zu erhoffen ist. Wohl aber könnten sie, wie die Erfahrung von 1934 erwarten lässt, zum Verbot der übrigen schweizerischen Zeitungen führen. Es scheint, dass man deutscherseits durch die Duldung der nichtdeutschsprachigen Schweizerzeitungen die Zulassung wenigstens eines Teils der deutschen Presse zu erhalten hofft.

Nach den im vergangenen Jahr angestellten Erhebungen ist die Einfuhr deut-

9. *G. Motta pense comme P. Dinichert que des mesures de rétorsion doivent être appliquées au cas où une nouvelle interdiction de journaux serait prononcée:*

[...] Haben schon die in den letzten Monaten von den deutschen Behörden erneut ausgesprochenen Verbote gegen verschiedene gemässigte schweizerische Zeitungen oder Zeitschriften bei uns unliebsames Aufsehen erregt, so wäre zweifellos ein Verbot der «Basler Nachrichten» geeignet, dem latenten Zeitungskonflikt eine neue Schärfe zu geben. Wir könnten schon mit Rücksicht auf unsere Landsleute in Deutschland ein solches Verbot kaum stillschweigend hinnehmen und sähen uns genötigt, dem Bundesrat neue Gegenmassnahmen vorzuschlagen.

Andererseits hätte ein solches Verbot zweifellos zur Folge, der Agitation gegen die nationalsozialistischen Gruppen in der Schweiz neue Nahrung zu geben, sodass ein Verbot des «Reichsdeutschen» und eine Wegweisung Gustloffs, so sehr wir solche Massnahmen unsererseits bedauern würden, sich kaum mehr vermeiden liessen.

Wir fragen uns deshalb, ob es nicht angezeigt sei, dass Sie einen Schritt an hoher Stelle im Auswärtigen Amt unternehmen, um auf die verhängnisvollen Folgen eines Verbots der «Basler Nachrichten» hinzuweisen, das dazu angetan wäre, allen unsern Bemühungen um ein gutes Verhältnis zu Deutschland zum Trotz die Lage neuerdings zu verschärfen, namentlich in der oben erwähnten Richtung. [...] (*Lettre du 5 juin 1935 in E 2001 (C) 4/131*).

scher Zeitungen gering. Einzig die «Frankfurter Zeitung» überstieg mit durchschnittlich 2235 Stück pro Nummer im Sommer 1934 das Tausend. Das «Berliner Tagblatt», die «Kölnische Zeitung», das «Stuttgarter Neue Tageblatt», die «Münchener Neueste Nachrichten» erreichten 500 bis 600 Stück. Bei allen diesen Blättern handelt es sich um der Schweiz wohlgesinnte Zeitungen, deren Verbot unsern Interessen widerstreiten würde. Angesichts der Drohungen gegen die «Basler Nachrichten» wurde die Postverwaltung um neue Erhebungen über die Einfuhr deutscher Zeitungen gebeten, deren Ergebnis aber erst im Laufe der Woche vorliegen wird. Dass die Einfuhr im ganzen stark zugenommen hätte, ist kaum zu erwarten.

Ein allgemeines Verbot der deutschen Presse will somit ernstlich überlegt sein. Die Schweizerzeitungen haben zwar in Deutschland nicht mehr viel zu verlieren. Immerhin dürfte es noch eine ganze Anzahl kleinerer Blätter geben, die von unsern Landsleuten im Reich gelesen werden. Auf der andern Seite müsste ein generelles Verbot aber zu einer ganz unerwünschten Spannung führen und das ausgerechnet zu Beginn der Reisesaison. Das Verbot könnte leicht zu einer Propaganda gegen Reisen nach der Schweiz benützt werden. Auch die allfälligen Folgen für unsere sonstigen wirtschaftlichen Beziehungen zu Deutschland sind in Betracht zu ziehen.

Wird von einem allgemeinen Verbot der politischen deutschen Zeitungen abgesehen, so bleibt die Möglichkeit, einzelne Blätter zu verbieten, deren Verbreitung in der Schweiz ohnehin unerwünscht ist. Das gilt vor allem vom «Reichsdeutschen», dem Organ der Deutschen in der Schweiz, das nationalsozialistisch orientiert ist und trotz seiner im allgemeinen gegenüber der Schweiz geübten Zurückhaltung zu beständigen Angriffen seitens der schweizerischen Linkspresse und entsprechenden polemischen Auseinandersetzungen Anlass gibt und dessen Verschwinden deshalb erwünscht wäre. Abgesehen vom «Schweizer-echo», das kaum als politische Blatt anzusprechen ist, ist dem Departement kein Organ der Schweizer in Deutschland bekannt, sodass Rückwirkungen in dieser Richtung kaum zu befürchten sind. Unerwünscht ist ferner der «Stürmer», das bekannte Hetzblatt gegen die Juden, gegen das Massnahmen bereits seitens einzelner Kantone und der Bundesanwaltschaft ins Auge gefasst wurden. Die Erhebungen der Postverwaltung dürften sodann ergeben, ob an Stelle des «Völkischen Beobachters» und des «Angriffs» andere nationalsozialistische Blätter eine grössere Verbreitung in der Schweiz gefunden haben und für ein Verbot in Frage kämen («Westdeutscher Beobachter», «Alemanne» usw.).

... Hin und wieder sind Massnahmen gegen die illustrierten deutschen Zeitungen und Zeitschriften angeregt worden. Das Politische Departement ist jedoch seinerzeit darauf aufmerksam gemacht worden, dass hievon eine Anzahl schweizerischer illustrierter Blätter mit starkem Absatz in Deutschland in Mitleidenschaft gezogen würden. Auch ganz abgesehen davon, scheint es nicht angezeigt, auf diese Weise den Pressekonflikt auf ein damit nur lose zusammenhängendes Gebiet auszudehnen.

Die Massnahme der deutschen Regierung ist in jeder Beziehung zu bedauern. Sie schädigt, abgesehen von der Zeitung selbst, vor allem unsere Landsleute im Reich, die einer wertvollen geistigen Verbindung mit der Heimat beraubt werden, die sich nur teilweise und nur so lange ersetzen lässt, als die wenigen noch zugelas-

senen deutschsprachigen Blätter nicht auch von einem Verbot getroffen werden, was bei der gegenwärtigen Einstellung des Reichspropagandaministers sehr zu befürchten ist. Sie bedeutet durch ihre Auswirkungen eine höchst unerwünschte neue Belastung der schweizerischen Beziehungen zu Deutschland.

Als kleines, wegen seiner mannigfachen Interessen gegenüber dem grossen Nachbarn leicht verwundbares Land kann man kaum hoffen, gewaltsam die Rückgängigmachung zu erzwingen. Die Gegenmassnahmen werden die dadurch geschaffene Sachlage eher noch verschlimmern. Trotzdem darf man im Interesse unserer Würde und wenn man die Urheber des Verbotes nicht zu neuen ähnlichen Gewaltmassnahmen ermutigen will, kaum auf eine Gegenmassnahme verzichten, auch wenn diese nur die Wirkung einer Demonstration hat.

Auf Grund der Beratung wird

beschlossen,

es seien als Retorsionsmassnahme folgende drei Zeitungen in der Schweiz zu verbieten: Der «Stürmer», der «Alemanne» und der in Zürich erscheinende «Reichsdeutsche». Es wird in das Ermessen des Politischen Departements gestellt, noch ein weiteres deutsches Blatt, das von ihm zu bezeichnen wäre, zu verbieten.

132

E 1004 1/353

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 4 juillet 1935*

1208. Handelsvertragsverhandlungen mit U. S. A.

Mündlich

Herr Minister Stucki berichtet:

I.

«Seit sich der Präsident der Vereinigten Staaten vom Parlament hat Vollmachten zum Abschluss bilateraler Handelsverträge geben lassen, ist sein Aussenminister Hull nie müde geworden, die neue amerikanische Handelspolitik zu erläutern und zu propagieren. Er bezeichnet als Ziel, durch Abschluss zweiseitiger Handelsverträge mit allen wichtigern Staaten der Welt die Zölle und andern Handelschranken abzubauen und durch die Anwendung der uneingeschränkten und bedingungslosen Meistbegünstigungsklausel in verhältnismässig kurzer Zeit eine wesentliche Belebung des Welthandels herbeizuführen. Zahlreiche ständige und temporäre Mitarbeiter, unter letztern namentlich Professoren der Nationalökonomie an amerikanischen Universitäten, unterstützen Herrn Hull in seiner Aktion. Man hat, besonders in Europa, vielfach diese ganze Bewegung als «Bluff» bezeichnet und nicht ernst genommen. Die wenigen bisher abgeschlosse-

nen Verträge mit Cuba, Brasilien, Belgien und Schweden und namentlich deren mageres praktisches Ergebnis scheinen dieser skeptischen Beurteilung Recht zu geben. Mein persönlicher Eindruck ist der, dass Herr Hull tief durchdrungen ist von der Richtigkeit und Wichtigkeit seiner Mission, dass es ihm damit ausserordentlich ernst ist und dass er wirklich hofft, auf diesem Wege nicht nur seinem Lande, sondern der ganzen Weltwirtschaft einen ungeheuren Dienst leisten zu können. Sein Charakter und sein Denken erinnern stark an den frühern Präsidenten Wilson, und er gleicht diesem wohl auch darin, dass zwischen den verkündeten Idealen und den praktischen Durchführungsmöglichkeiten ein breiter Spalt klafft. Auch andere Kabinettsmitglieder, mit denen ich längere Gespräche führen konnte, wie der Handelsminister Roper und der Landwirtschaftsminister Wallace, bestreben sich sicherlich sehr ernsthaft und ehrlich, Herrn Hull in der Verwirklichung seiner Ideen zu folgen, sind aber weniger weltfremd und deshalb auch skeptischer. Gegen die Hull'sche Handelspolitik macht sich in amerikanischen Wirtschaftskreisen und namentlich im dortigen Parlament eine ausserordentlich starke, fast täglich zunehmende Opposition geltend. Alle Wirtschaftskreise, die aus dem Abschluss von Handelsverträgen eine Herabsetzung der ihnen dienenden Schutzzölle und damit eine Beeinträchtigung ihrer materiellen Interessen befürchten, bekämpfen direkt, durch die Presse und namentlich durch die sog. «lobbys», das sind in Parlamentskreisen ausserordentlich einflussreiche hoch bezahlte Geschäftsanwälte, die Politik der Gruppe Hull in leidenschaftlicher und oft niederträchtiger Weise. Ihr Kampf wird ihnen dadurch erleichtert, dass offenbar auch heute noch das parlamentarische Milieu stark korrumpiert und für materielle Beeinflussungen sehr zugänglich ist. Auf der andern Seite besteht keine politische oder wirtschaftlich irgendwie einflussreiche Gruppe, die Hull unterstützen würde. Man kann deshalb ihn und seine Mitarbeiter, die mit grosser Energie den ausserordentlich unpopulären Kampf für das, was sie als richtig betrachten, weiterführen, nur aufrichtig bewundern. Die ganze Macht liegt ausschliesslich beim Präsidenten Roosevelt, von dem man behauptet, er habe sich innerlich eigentlich von der Hull'schen Handelspolitik abgekehrt und lasse ihn lediglich deshalb weiterfahren, um sich nicht allzu offensichtlich mit seiner frühern öffentlich bekundeten Stellungnahme in Widerspruch zu setzen. Jedenfalls dürften sich seine Entscheidungen ausschliesslich oder doch ganz vorwiegend nach innerpolitischen Gesichtspunkten orientieren. Einen eindrucklichen Anschauungsunterricht in dieser Beziehung erhielt ich in der Uhrenfrage, worüber in anderem Zusammenhang zu berichten sein wird.

Der wichtigste Mitarbeiter des Staatssekretärs Hull in handelspolitischen Fragen ist der Assistent Secretary of State, Dr. Sayre, ein Schwiegersohn des frühern Präsidenten Wilson. Für die praktische Durchführung der Handelsvertragsverhandlungen hat man einen ganzen Stab neuer Persönlichkeiten herbeigezogen, und zum Chef der neugegründeten Sektion für Handelsverträge einen Professor der Nationalökonomie an einer kalifornischen Universität, Dr. Grady, ernannt. Dieser hat denn auch die amerikanische Delegation während der ganzen Verhandlungen präsiert. Die Delegation bestand im weitem aus hohen Beamten des Handels- und des Landwirtschaftsministeriums, der Tarifkommission und verschiedenen mehr wissenschaftlichen Mitarbeitern. Auf schweizerischer Seite nahmen an allen eigentlichen Verhandlungen, nicht aber an den mehrfachen und

eingehenden persönlichen Aussprachen mit den Herren Hull und Sayre, teil die Herren Legationsrat Micheli und Generalkonsul Dr. Nef.

Die für die Verhandlungen mit der Schweiz speziell gebildete Kommission hat sich in wochenlanger Arbeit ganz ausserordentlich gründlich vorbereitet und ein riesiges Material durchgearbeitet. Auf der andern Seite aber fehlte ihr augenscheinlich jede Erfahrung und Übersicht auf dem Gebiet der praktischen internationalen Handelspolitik, und es musste zum Teil gegen ausserordentlich fremd anmutende theoretische Anschauungen angekämpft werden, die wir in bisherigen Handelsvertragsverhandlungen nirgends angetroffen haben. Der Empfang und die Behandlung seitens aller der genannten Persönlichkeiten war ausserordentlich freundlich und der Ton und Geist, in welchem die Verhandlungen geführt wurden, unterscheidet sich durch freundschaftliche Offenheit und Grosszügigkeit vorteilhaft von den Verhandlungen mit fast allen europäischen Staaten. Es hat sich denn auch als unzweifelhaft angezeigt und vorteilhaft erwiesen, die in europäischen Verhandlungen Mode gewordene Art des kleinlichen Marktens um jeden einzelnen Zollansatz oder um jede einzelne Kontingentsquote aufzugeben und das Augenmerk von Anfang an vielmehr auf das grosse Ganze zu konzentrieren. Zu dieser Art des Vorgehens zwang übrigens schon die ausserordentlich kurze zur Verfügung stehende Zeit. Man darf aber ruhig sagen, dass das erzielte Resultat, wenn es auch noch weit von dem entfernt ist, was weiterhin angestrebt werden muss, ungefähr verglichen werden kann mit dem, was in europäischen Verhandlungen innerhalb eines Zeitraumes von mindestens zwei Monaten erreicht werden kann. Ich bin auch fest davon überzeugt, dass sich die persönliche Fühlungnahme mit den massgebenden amerikanischen Stellen unbedingt gelohnt hat und weiter lohnen wird. Es dürfte auch bei der Fortsetzung der Verhandlungen sehr viel leichter sein, die richtigen Instruktionen zu erteilen, nachdem die grundsätzlichen und praktischen Schwierigkeiten in persönlichem Kontakt einlässlich erörtert worden sind und nachdem wir nun genau wissen, wer die ausschlaggebenden amerikanischen Persönlichkeiten sind, wie sie denken, welchen innern Schwierigkeiten sie gegenüberstehen und wie sie behandelt werden müssen.

Ich möchte diese allgemeinen Darlegungen mit der Feststellung abschliessen, dass offenbar gegenwärtig in Kreisen der amerikanischen Regierung und Wirtschaft die Bereitwilligkeit zu einer allgemeinen Währungsstabilisierung wesentlich grösser ist, als noch vor einem halben Jahre. Die Hauptschwierigkeit liegt infolgedessen zurzeit bei England.

II.

Über die eigentlichen Verhandlungen, die vom 7. — 14. Juni im Staatsdepartement stattfanden, ist folgendes zu berichten:

1. *Allgemeiner Teil des Handelsvertrags.*

Die amerikanische Regierung hatte uns schon vor Monaten ihr allgemeines, für die Verhandlungen mit allen Staaten aufgestelltes Vertragschema zukommen lassen. Gestützt hierauf haben wir einen Gegenentwurf ausgearbeitet, der amerikanischen Delegation überreicht und unsere Abänderungsvorschläge einlässlich begründet. Es ist hier kaum notwendig, auf alle Einzelheiten einzutreten. Die

Hauptschwierigkeit bestand darin, dass der amerikanische Entwurf die uneingeschränkte und unbedingte Meistbegünstigungsklausel nicht nur für reine Zollfragen enthält, sondern das gleiche Prinzip auch für alle Fragen der Kontingentierung, der Devisenbewirtschaftung usw. zur Anwendung bringen will. Ich habe sehr eingehend dargetan, dass und warum die Schweiz auf dem Gebiet der Einfuhrkontingentierung das Meistbegünstigungsprinzip grundsätzlich nicht anerkennen kann. Die Schwierigkeit wurde dadurch überbrückt, dass wir, wie dies mit einer Reihe anderer Länder geschehen ist, für die wichtigsten amerikanischen Exportprodukte die Kontingentsmengen direkt in den Vertrag aufnehmen und im allgemeinen Teil eine Bestimmung akzeptieren, wonach wir während der Dauer des Vertrages bei nicht vertraglich geregelten Kontingenten den amerikanischen Anteil an der Einfuhr in «fairer, dem bisherigen Prozentsatz an der Gesamteinfuhr entsprechenden Weise berücksichtigen». Wenn und solange für unsern Export entsprechende Gegenleistungen erhältlich sind, kann selbstverständlich diesem Prinzip schweizerischerseits ohne weiteres zugestimmt werden.

Vorgesehen ist im weitern eine Klausel, wonach bei wesentlicher Veränderung der schweizerischen oder amerikanischen Währung die Parteien neu verhandeln und, wenn eine Einigung nicht erfolgt, kurzfristig vom Vertrag zurücktreten können.

Hinsichtlich der Dauer und der Kündigungsfrist des Vertrages ist eine abschliessende Einigung noch nicht erzielt. Es dürfte aber wohl am ehesten ein auf drei Jahre befristeter aber jederzeit auf sechs Monate kündbarer Vertrag in Frage kommen. Vor dem endgültigen Entscheid über diese Frage wird man den Inhalt der Abmachungen kennen und auch die schweizerischen Wirtschaftskreise noch begrüssen müssen.

Gestützt auf das Ergebnis der mündlichen Verhandlungen wird durch die amerikanische Delegation gemeinsam mit der schweizerischen Gesandtschaft in Washington ein neuer Vertragsentwurf ausgearbeitet und uns hier unterbreitet werden.

[...]¹

Es ist zweifellos, das schon die bis jetzt vorliegenden amerikanischen Erklärungen für eine Reihe schweizerischer Exportartikel fühlbare Erleichterungen bedeuten würden und dass sich vielleicht schon auf dieser Basis der Abschluss eines Vertrages verantworten liesse. In diesem Fall könnten wir aber, wie ich mehrfach betont habe, die offerierten Konzessionen für den amerikanischen Import zu uns keineswegs voll aufrechterhalten. Das Ziel der weitern Verhandlungen muss deshalb meines Erachtens darin liegen, die von uns angebotenen Konzessionen aufrechtzuerhalten, ja sogar da und dort noch etwas zu erweitern, dafür aber auch für unsern Export noch wesentlich grössere Erleichterungen durchzudrücken. Obschon die amerikanische Delegation mehrfach erklärt hat, mit ihren bisherigen Konzessionen nahe an die Grenze des überhaupt Möglichen gegangen zu sein, dürfte doch ein weiterer starker Druckversuch nicht zum Vorneherein aussichtslos sein.

1. *Stucki passe en revue les demandes américaines et suisses et fait le point de la négociation pour les principales d'entre elles.*

III. Weiteres Vorgehen

1. Wie schon erwähnt, wird bezüglich des *allgemeinen Teils* in Washington ein gemeinsamer neuer Textentwurf ausgearbeitet, den wir dem Bundesrat in kurzer Zeit hoffen unterbreiten zu können.

2. Die noch offenen Punkte der *amerikanischen Forderungen* werden gegenwärtig von den interessierten Amtsstellen sowohl wie von den wirtschaftlichen Spitzenverbänden einlässlich geprüft. Nach Eingang der bezüglichen Berichte werden wir dem Bundesrat Anträge über neue Instruktionen stellen können.

3. Ich habe sowohl den schweizer. Bauernverband wie den schweizer. Handels- u. Industrie-Verein über die gegenwärtige Sachlage bezüglich der *schweizerischen Begehren* eingehend informiert. Die verschiedenen Fragen werden von den interessierten Verbänden gegenwärtig im Sinne einer Limitierung und Konzentrierung der schweizerischen Forderungen geprüft. Sobald die verlangten Berichte und Anträge eingegangen und mit den Spitzenverbänden mündlich diskutiert sein werden, können auch für dieses Gebiet dem Bundesrat Anträge auf neue Instruktionen unterbreitet werden.

4. Es ist vorgesehen, die Verhandlungen anfangs September in Washington weiterzuführen. Meines Erachtens kann dies, mindestens für die nächste Etappe, ohne Nachteil durch die schweizer. Gesandtschaft geschehen und zwar so, dass der Gesandte die Oberleitung hätte, Herr Legationsrat Micheli sich insbesondere mit den Fragen des allgemeinen Teils und der amerikanischen Begehren befassen würde und Herr Generalkonsul Nef die schweizerischen Begehren zu behandeln hätte. In diesem Sinne habe ich schon bisher eine Arbeitsteilung organisiert. Ob es in einem letzten und entscheidenden Stadium notwendig sein wird, dass ich oder vielleicht einer der leitenden Herren des Vororts des schweizer. Handels- u. Industrie-Vereins nochmals nach Washington fahre, kann heute nicht wohl endgültig beurteilt werden. Es scheint mir dies nicht unbedingt notwendig zu sein.»²

Der Bundesrat nimmt vom Bericht Kenntnis und erklärt sich damit einverstanden, dass Herr Minister Stucki die von ihm erwähnte Zusicherung gibt betreffend die Mitwirkung der Schweiz im Kampf gegen den Einfuhrschmuggel schweizerischer Uhren nach Amerika³.

2. Cf. à ce propos la lettre du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie à Stucki, du 3 juillet (E 7110 1/142).

3. Cf. notamment le rapport du 2 août du Consul général à New York et la lettre du 18 septembre de la Chambre suisse de l'horlogerie in E 7110 1/140.

133

E 2200 Rom 22/5

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

L GD

Berne, 5 juillet 1935

Nous avons eu l'honneur de recevoir vos lettres des 27 juin et 3 juillet¹ concernant les publications irrédentistes à l'égard du Tessin qui se multiplient depuis quelque temps en Italie de façon assez alarmante. Nous en avons pris connaissance avec un très grand intérêt et nous vous en remercions vivement.

Nous partageons entièrement votre impression que cette affaire en est arrivée à un point où une nouvelle démarche de votre part auprès du Chef du Gouvernement italien devient extrêmement désirable.

Un fait nouveau nous empêche, toutefois, de vous donner, en vue de cette conversation, des instructions tout à fait précises. Ce fait est le suivant: le 3 juillet, M. Colombi est rentré d'Italie par Chiasso et la révision de ses bagages a démontré qu'il était porteur d'un matériel de propagande irrédentiste d'une certaine ampleur. La police tessinoise l'a immédiatement soumis à un interrogatoire détaillé, à la suite duquel une perquisition a été pratiquée à son domicile. Cette perquisition a donné, nous dit-on, un résultat intéressant, mais l'enquête est encore en cours et nous n'en connaissons pas les résultats.

Vous estimerez sans doute avec nous que votre entretien avec M. Mussolini manquerait son but s'il n'utilisait pas les renseignements que l'enquête au sujet de l'affaire Colombi nous apportera et que nous vous communiquerons aussitôt qu'ils nous seront parvenus. Sauf révélations tout à fait inattendues, il n'y a sans doute aucune urgence spéciale à agir auprès du Chef du Gouvernement italien. Il est beaucoup plus important que votre conversation porte sur l'ensemble des manœuvres dont le caractère inadmissible et irritant ne saurait guère être contesté.

[...]

1. *Non reproduit.*

E 7110 1/83

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki,
au Directeur général au Ministère italien des Corporations, E. Anzilotti*

*Copie
L MB*

Berne, 5 juillet 1935

Mon cher Collègue et Ami!

De retour des Etats-Unis, où j'ai négocié avec le Gouvernement américain¹, j'ai pris connaissance de l'accord que le Dr. Vieli a signé le 18 juin à Rome².

Je vous avoue franchement que le résultat de ces six semaines de négociations m'a causé une très grande déception et que je n'aurais pas signé un tel accord. Il ne répond vraiment en aucune façon aux principes de politique commerciale que le Gouvernement italien a proclamés publiquement et à diverses occasions pour le règlement de ses relations avec tous les Etats étrangers, à savoir l'équilibre de la balance commerciale et des paiements. J'estime que le nouvel arrangement ne se concilie pas non plus avec les déclarations particulièrement amicales que le Chef du Gouvernement italien a eu l'amabilité de faire à plusieurs reprises, en dernier lieu au moment de la signature de l'accord³, au sujet de son attitude à l'égard de la Suisse.

Je dois vous dire ouvertement que le statut des relations économiques italo-suisse ne peut pas être maintenu sur une telle base et que je me verrais obligé, bien malgré moi, de proposer au Conseil fédéral de dénoncer le traité de commerce en vigueur et d'aviser, en matière de paiement des marchandises, aux mesures appropriées pour la défense de nos intérêts. Toutefois, mon dernier espoir est que vous vous êtes déclaré prêt à venir en Suisse au début de juillet pour poursuivre les négociations. Je vous prie, dès lors, sincèrement et de la manière la plus pressante de vouloir bien réaliser votre intention le plus tôt possible, afin que puissent être apportées à l'accord du 18 juin les importantes améliorations qui sont réclamées par les milieux économiques⁴ et parlementaires suisses avec toujours plus d'insistance, et que justifie pleinement la politique préconisée par le Gouvernement italien. C'est indispensable, à mon avis, si nous voulons éviter une situation très sérieuse. Je me tiens à votre disposition pour ces négociations dès le 8 juillet à Berne.

1. Cf. n° 132.

2. Cf. n° 129.

3. Du 8 mars. Cf. n° 106.

4. Cf. lettre du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie à W. Stucki, du 1^{er} juillet, non reproduite.

135

E 2300 Madrid, Archiv-Nr. 8

*Le Ministre de Suisse à Madrid, K. Egger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 14

Die politische Lage in Spanien

Madrid, 9. Juli 1935

Bevor die Cortes¹ in die Ferien gehen, haben sich in Spanien politische Ereignisse abgespielt und sind solche zum Teil noch in Entwicklung begriffen, die nicht als bedeutungslos übergangen werden dürfen.

Das Ausland ist wohl am meisten über die plötzliche Verhängung des Kriegszustandes in Barcelona² überrascht worden. Der Alarmzustand besteht noch für fast alle übrigen Provinzen. Die Zensur wird mit unverminderter Strenge ausgeübt. Die Regierung rechtfertigt sich für die Massnahmen in Barcelona mit dem Hinweis, sie wolle mit den Terror- und Sabotageakten der «Pistoleros», mit den wilden Streiks und Überfällen endgültig aufräumen. In Wahrheit liegt die Sache ganz anders, doch liess die Zensur nichts durchsickern. Es handelte sich um eine grossangelegte militärische Sabotage, da in einer Kaserne über dreihundert Gewehre unbrauchbar gemacht wurden. Man befürchtete eine Meuterei von Truppen. Um die Möglichkeit zu haben, bei Notwendigkeit gleich mit Militär und nicht nur mit der Polizei ausrücken zu können, verhängte man den Kriegszustand. Gil Robles, der Kriegsminister³, flog mit dem Innenminister⁴ unerwartet nach Barcelona und erteilte selbst die nötigen Instruktionen. Daraus mag man den Umfang der Bewegung ermessen.

Die revolutionäre Bewegung in Asturien ist auch heute noch keineswegs erloschen, und die Demonstrationen in den Minengegenden gegen die Urteile der Kriegsgerichte haben deutlichen revolutionären Charakter. Zu ihrer Unterdrückung verlegte Gil Robles, ohne grosses Aufsehen, militärische Manöver in jene Gegenden und errichtete in Asturien eine «militärische Kommandantur». Die Gährung besteht aber weiter. Die Zensur unterdrückt die Berichte darüber.

Die Parteipolitik erscheint nach aussen verhältnismässig ruhig und auf längere Sicht gefestigt. Auch hier sorgt die Zensur dafür, dass im Ausland dieser Glaube besteht. Der «Pakt von Salamanca» ist fast zu einem Rüttschwur gestempelt worden. In Salamanca sprachen jüngst Lerroux und Gil Robles, die beiden Führer der Parteien⁵, von denen das Schicksal der Regierung abhängig ist. Gil Robles bekräftigte seine Treue zur Republik und distanzierte sich unzweideutig von den Anhängern des alten Regimes. Lerroux wandte sich gegen die republikanische

1. *Parlement espagnol.*

2. *L'état d'alarme règne sur tout le pays, régulièrement prorogé depuis les troubles d'octobre 1934.*

3. *Du gouvernement Lerroux.*

4. *E. Vaqueiro Cantillo.*

5. *Leaders respectivement des républicains de droite et de la Confédération espagnole des droites autonomes.*

Linke, der er ihre Sektiererei vorwarf. Nach aussen sieht es heute so aus, als ob zwischen Radikalen und Volksaktion ein ewiger Friede geschlossen sei. Man brüstet sich mit der Traktandenliste einer langen Reihe von Regierungsaufgaben, wobei an erster Stelle die Verfassungsreform steht, vergisst aber zu sagen, dass deren Durchführung die gewaltigsten innern Erschütterungen zur Folge haben kann. Man ist stolz auf das genehmigte Budget, das aber keinerlei Finanzprogramm enthält und noch nichts von den vielgepriesenen Finanzkünsten Chapaprietas offenbart. Von der dringenden Agrarreform, die der Linken immer wieder als Lockköder hingeworfen wurde, hört man nichts mehr. Sie dürfte in ihrer ersten verheissungsvollen Fassung endgültig begraben sein. Glaubt die Regierung ernsthaft, damit fänden sich die Geprellten ohne Weiteres ab?

Die wahre politische Lage Spaniens zeigt sich heute unter ganz anderem Aspekt: Tatsache ist, dass der kaum dreissigjährige Führer der Volksaktion, Gil Robles, der katholischen Kirche, von ihr beauftragt und von ihr bezahlt, zu ganz unverhofftem Aufschwung verholpen hat. Freilich sind es bis jetzt mehr Äusserlichkeiten: Bewilligung öffentlicher Prozessionen, Duldung der Schmückung der Häuser mit kirchlichen Emblemen an religiösen Feiertagen, Erlass einer Reihe von mittelalterlichen Sittenmandaten und Verbot der Prostitution. Die grossen Hoffnungen aber, die der Vatikan auf ihn gesetzt, (Abschluss eines Konkordates, Wiedereinführung des geistlichen Unterrichtes, etc.) hat er bis jetzt nicht erfüllt. Er wird sie auch nicht erfüllen können. Schon rückt die Kirche etwas von ihm ab⁶. Wenn er ihr nicht mehr brauchbar erscheint, lässt sie ihn fallen. Diese Möglichkeit besteht. Damit wäre sein und der Volksaktion Schicksal erledigt.

Eifrig schafft Gil Robles am Ausbau der Armee, wobei er es nicht verschmähte, aus der monarchischen Rumpelkammer verstaubte Requisiten hervorzuholen. Er will die gänzlich unzulängliche Aviatik erneuern, für Munition und Waffen werden Millionenkredite bereitgestellt, und er selbst ist heute von einer Prätorianergarde getreuer Regimenter umgeben. Für die Bildung des Nachwuchses hat er soeben eine «Militär-Akademie» gegründet. Er steht zur Stunde auf schwindelnder Höhe. Morgen schon kann es anders sein. Gil Robles ist ein glänzender Parlamentarier, aber er ist kein Staatsmann und das könnte ihm eines Tages zum Verhängnis werden⁷.

Lerroux fühlt sich in seiner Kampfgenossenschaft mit Gil Robles sichtlich nicht wohl. Schon hat er Konzessionen gemacht, die ihn innerlich zu schweren Gewissenskonflikten führen müssen. Noch weicht er behutsam dem Druck der katholischen Volksaktion, ohne die er seine Stellung als Ministerpräsident nicht aufrecht zu erhalten vermöchte. Schon aber blinzelt er nach links, und eines Tages paktiert er eben wieder mit den Linksrepublikanern und Sozialisten und wechselt zu Azaña⁸ hinüber. An Beweglichkeit und schlauer Berechnung fehlt es dem Siebziger auch heute noch nicht, doch muss er wissen, dass der Anschluss zu vollziehen ist, bevor die drohende Zersetzung der Linken zu weit fortgeschritten ist.

Schon munkelt man, die Schwenkung werde sich in absehbarer Zeit unter Wiederholung der blutigen Ereignisse des Vorjahres vollziehen. Für eine so nahe Ent-

6. *Remarque marginale de Motta: ?*

7. *Remarque marginale de Motta: Das kann heute noch niemand sagen.*

8. *Un des chefs des républicains de gauche.*

wicklung scheinen mir die Ereignisse noch nicht reif zu sein, aber es wäre verfehlt, die innere Lage Spaniens in so wohlgefälligem Rosalicht zu betrachten, wie es die heutigen Machthaber aus den politischen Kulissen der Zensur in geschickter Aufmachung auf der politischen Weltbühne aufleuchten lassen.

136

E 2001 (C) 5/162

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Rome, 10 juillet 1935

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre du 8 courant² concernant le conflit italo-éthiopien, et en particulier la nouvelle de l'enrôlement d'officiers suisses³.

Nos journaux suisses vous renseignent au jour le jour sur les phases successives du conflit, et je ne crois pas devoir vous répéter dans mes lettres tout ce que vous aurez déjà lu. Le Gouvernement italien déclare que, contrairement aux bruits répandus, il n'a fait aucune concession diplomatique, et qu'il n'a fait aucune proposition ni à Londres, ni à Paris. Nous savons, toutefois, que des discussions très serrées ont eu lieu entre Londres et Paris, ce qui permettait à beaucoup de gens de croire qu'une solution pacifique n'était pas impossible. Telle était hier encore l'opinion des Ambassadeurs d'Allemagne⁴ et d'Espagne⁵, dont j'ai voulu prendre l'avis.

Depuis lors, l'Angleterre paraît de plus en plus troublée devant l'attitude intransigeante du Chef du Gouvernement italien. Les paroles qu'il a prononcées l'autre jour à Eboli devant 5000 miliciens fascistes marquent sa ferme décision de réagir contre la pression que Londres voudrait exercer sur Rome. Le Gouvernement et le peuple italiens, a-t-il dit, sont engagés dans une lutte qui sera poussée jusqu'au bout, quoiqu'il arrive.

L'opinion anglaise se montre très divisée. L'opposition à l'entreprise italienne paraît s'affaiblir de jour en jour. L'Angleterre, sous réserve des décisions qui devraient être prises ces jours-ci, s'en remet à la S.d.N., dont la tâche est particulièrement épineuse. Si l'on prend à la lettre les articles 22⁶ et 23⁷ du Pacte de la

1. *Annotation marginale de Motta*: Vulpera, 13. 7. 35.

2. *Non retrouvé.*

3. *Sur cette question, cf. E 2001 (C) 4/106.*

4. *U. von Hassel.*

5. *J. Gomez Ocerin.*

6. *Réglant le système des mandats.*

7. Sous la réserve, et en conformité des dispositions des conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les Membres de la Société:

a) s'efforceront d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs propres territoires ainsi que dans tous pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie, et, dans ce but, d'établir et d'entretenir les organisations internationales nécessaires;

S.d.N., il est certain que l'Abyssinie pourrait en être exclue, car elle n'a pas rempli les obligations imposées à tous les membres de la Ligue portant abolition de l'esclavage et le traitement humain qui doit être assuré aux travailleurs. Pour l'avenir et le prestige de la S.d.N., il vaut mieux que l'Abyssinie en soit exclue plutôt que l'Italie, qui ne manquerait pas de quitter Genève si la Ligue venait à se prononcer contre elle.

Je sais toutes les objections d'ordre supérieur que l'on peut opposer à ces considérations réalistes. Elles peuvent vous surprendre. Mais du point de vue suisse, il vaut mieux que ce vaste empire sorte de sa barbarie et s'ouvre à l'expansion européenne. Je souhaite que notre presse ne s'échauffe pas trop pour la cause des libertés éthiopiennes. Nous avons, pour des raisons sur lesquelles je n'insisterai pas, grand intérêt à voir l'Italie développer son empire colonial et se créer à elle-même des soucis d'outre-mer. Je souhaite que telle soit l'opinion de mon Gouvernement⁸.

[...]

b) s'engagent à assurer le traitement équitable des populations indigènes dans les territoires soumis à leur administration;

c) chargent la Société du contrôle général des accords relatifs à la traite des femmes et des enfants, du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles;

d) chargent la Société du contrôle général du commerce des armes et des munitions avec les pays où le contrôle de ce commerce est indispensable à l'intérêt commun;

e) prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les Membres de la Société, étant entendu que les nécessités spéciales des régions dévastées pendant la guerre 1914—1918 devront être prises en considération;

f) s'efforceront de prendre des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies.

8. *Annotation marginale de Motta*: Je suis entièrement d'accord. 13. 7. 35. Vulpera.

137

E 1004 1/353

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 12 juillet 1935

1293. Behandlung der Schweizer in Frankreich. Verhandlungen in Paris

Politisches Departement. Antrag vom 11. Juli 1935

[...]¹

Leider hat sich seither die Situation unserer Landsleute in Frankreich noch viel schlimmer gestaltet. Während es sich im vergangenen Jahr vorwiegend um die

1. *Le Conseil fédéral a adopté en son temps le rapport et la proposition du 9 mars 1934 du Département politique sur la situation des Suisses travaillant en France. Mais les négociations commerciales avec ce pays ont été si difficiles, qu'il n'a pas été possible de les élargir à ce problème. Cf. n° 16.*

Anwendung der französischen Vorschriften über die Kontingentierung der ausländischen Arbeitskräfte handelte, wovon nur eine verhältnismässig kleine Zahl von Schweizern betroffen wurde, so geht es jetzt um die Verlängerung der Identitätskarten, d. h. der Aufenthalts- und Arbeitsbewilligungen, die in diesem Jahr in ihrer Gesamtheit erneuert werden müssen. Es war uns im Jahre 1933 gelungen, beim Abschluss eines Abkommens² über die gegenseitige Gleichbehandlung in der Arbeitslosenunterstützung — das seither beiderseits de facto angewendet wird, aber mangels Genehmigung durch den französischen Senat noch nicht formell in Kraft getreten ist — in einem besonderen Notenaustausch die Zusicherung zu erhalten, dass Schweizern, die seit mindestens 5 Jahren in Frankreich wohnen und die Arbeitskarte besitzen, dieselbe aus Gründen der Arbeitslosigkeit auf keinen Fall entzogen oder nicht erneuert werden dürfe und dass auch bei kürzerem Aufenthalt die Arbeitskarte nicht wegen Arbeitslosigkeit entzogen werde und Verlängerungsgesuche mit Wohlwollen geprüft werden. Mit Note vom 26. Juli 1933³ versprach das französische Aussenministerium überdies eine wohlwollende Behandlung solcher Schweizer, die zwar über 5 Jahre in Frankreich leben, aber erst jetzt eine Arbeitskarte verlangen (Minderjährige und Personen, die bisher selbständig oder auf einen Erwerb nicht angewiesen waren).

In den letzten Monaten haben sich die Fälle gehäuft, wo unsern Landsleuten entgegen diesen Versprechen die Verlängerung der Arbeitskarte verweigert wurde. Infolge entschiedener Vorstellungen unserer Gesandtschaft wurde der schweizerische Geschäftsträger aufs Aussenministerium gerufen, wo ihm der Abteilungschef für Einwanderung, Herr Minister Japy, eröffnete, dass alle Bemühungen des Ministeriums zu Gunsten des schweizerischen Standpunktes gescheitert seien, infolge der fremdenfeindlichen Haltung der öffentlichen Meinung, des Parlaments, der Fachministerien und gewisser prominenter Regierungsmitglieder. Selbst Herriot habe geäussert, es gebe gegenüber 30 000 Franzosen in der Schweiz 80 000 Schweizer in Frankreich (die Zahlen sind nach unseren Feststellungen richtig), also 50 000 Schweizer in Frankreich zu viel. Eine Ratifikation des Abkommens betreffend gegenseitige Gleichbehandlung in der Arbeitslosenunterstützung vom 9. Juni 1933⁴ komme nicht mehr in Frage, weil Parlament und Ministerrat entschlossen seien, keine Abmachung mehr zu ratifizieren, die Auslagen für die Ausländer vorsehen. Auch die oben erwähnten, im Zusammenhang mit diesem Abkommen gegebenen Zusicherungen betreffend Erteilung und Verlängerung der Arbeitskarten werden nicht mehr als bindend anerkannt.

Die dadurch geschaffene ernste Sachlage wurde in einer Konferenz zwischen Vertretern des Politischen Departements, des Justiz- und Polizeidepartements und des Volkswirtschaftsdepartements einlässlich erörtert. Dabei ergab sich volle Übereinstimmung darüber, dass der schweizerische Gesandte in Paris zu beauftragen sei, beim französischen Ministerpräsidenten gegen die Haltung der französischen Regierung Protest einzulegen, Verhandlungen zu fordern und für den Fall, dass uns nicht befriedigende Zusicherungen gegeben werden, mit Gegen-

2. Cf. *DDS vol. 10, n° 298*.

3. *Non retrouvé*.

4. *DDS vol. 10, n° 298*.

massnahmen gegen die Franzosen in der Schweiz zu drohen. Herr Minister Stucki erklärte sich damit einverstanden, dass, um dem Schritt vermehrten Nachdruck zu verleihen, in vorsichtiger Weise als Argument auch der grosse französische Einfuhrüberschuss verwendet werde, der den Ausgleich für den Unterschied in der Zahl der Schweizer in Frankreich und der Franzosen in der Schweiz bildet.

Das Politische Departement hat gestützt auf diese Aussprache der schweizerischen Gesandtschaft in Paris entsprechende Weisungen erteilt. Der Schritt von Herrn Minister Dunant, der Herrn Ministerpräsidenten Laval das in Abschrift beiliegende Aide-Mémoire⁵ übergab und einmal mehr alle unsere Argumente zu Gunsten einer wohlwollenden Behandlung der Schweizer in Frankreich entwickelte, hatte den gewünschten Erfolg. Die Gesandtschaft konnte uns melden, dass Frankreich zu Verhandlungen bereit sei, die auf den 17. d. M. in Paris in Aussicht genommen sind.

[...]

Nach den erhaltenen Mitteilungen scheint man französischerseits bereit zu sein, unsern Wünschen im Wege einer vertraulichen, lediglich von den Leitern der beiden Delegationen zu unterzeichnenden Abmachung entgegenzukommen, die nicht der Ratifikation unterliegt und den Charakter einer Vereinbarung über die beiderseits von den Behörden zu befolgende Praxis haben soll.

Die schweizerische Delegation wird danach zu trachten haben, für die Schweizer in Frankreich eine Behandlung zu sichern, die im praktischen Ergebnis möglichst derjenigen der Franzosen in der Schweiz entspricht.

Sie wird ihr Augenmerk vor allem darauf richten müssen, dass denjenigen Schweizern, die seit vielen Jahren in Frankreich ansässig sind, angesichts der gesicherten Stellung der Franzosen mit Niederlassungsbewilligung in der Schweiz, die Verlängerung der Aufenthalts- und Arbeitsbewilligung (*Arbeitskarte*) ohne weiteres und ohne Rücksicht auf den Arbeitsmarkt gewährt wird, wenn möglich soweit sie seit mindestens 5 Jahren, jedenfalls aber wenn sie seit 10 Jahren und länger ununterbrochen in Frankreich wohnen. Für die übrigen Landsleute ist die Zusicherung wohlwollender Prüfung im Einzelfall unter Berücksichtigung der Dauer des Aufenthaltes, soweit nicht eine besonders grosse Arbeitslosigkeit im betreffenden Beruf und in der betreffenden Gegend besteht, wenigstens anzustreben.

Sodann wird die Delegation die Gelegenheit benützen können, um auch alle unsere übrigen Beschwerden und Wünsche betreffend Aufenthalt und Berufsausübung der Schweizer in Frankreich vorzubringen, in der Meinung, dass für diese Fragen, sofern sich in der kurzen Zeit, die für die Verhandlungen der französischen Delegation zur Verfügung steht, eine Lösung nicht erzielen lässt, wenigstens der Weg für spätere erneute Verhandlungen geebnet werden soll.

Zur Sprache zu bringen ist namentlich unsere bis jetzt vergeblich vertretene Forderung, dass gemäss der im Niederlassungsvertrag von 1882⁶ enthaltenen Gleichbehandlungsklausel die weit über hundert *Dekrete* über die Kontingentierung der ausländischen Arbeitskräfte in einzelnen Erwerbszweigen und Gegenden auf seit langem in Frankreich niedergelassene Schweizer nicht angewendet

5. *Le 5 juillet* (E 2001 (C) 4/57).

6. *Du 23 février 1882* (RO, 1882, vol. 6, pp. 362 ss.).

werden. Die Zahl der uns bekannt gewordenen Fälle, wo Schweizer wegen solcher Dekrete ihre Stellen aufgeben mussten, ist verhältnismässig nicht so gross und die rechtliche Grundlage unserer Forderung nicht so sicher, dass es sich rechtfertigen würde, hieraus eine *conditio sine qua non* zu machen, zumal es der französischen Regierung schwer fallen dürfte, eine uns befriedigende praktische Lösung zu finden, ohne Präjudiz gegenüber andern an dieser Frage noch stärker als wir interessierten Ländern zu schaffen. Vielleicht liesse sich wenigstens erwirken, dass in Einzelfällen auf Ersuchen der Gesandtschaft ein Dispens erteilt wird.

Besonders wichtig ist sodann die Frage der *«stagiaires»*. Frankreich war von jeher das Ziel vieler junger Schweizer, die dort ihre beruflichen und sprachlichen Kenntnisse erweitert und verbessert haben. Es ist danach zu trachten, unsern jungen Landsleuten eine solche Möglichkeit weiterhin zu sichern. Wünschbar wäre eine nicht an ein bestimmtes jährliches Kontingent gebundene Zusicherung. Da Frankreich sich aber bisher völlig auf das Kontingentsystem versteift hat, besteht hiefür wenig Aussicht. Deshalb sollte ein Kontingentsabkommen nach dem Muster des kürzlich mit Belgien getroffenen nicht ohne weiteres von der Hand gewiesen werden, sofern die Höhe des Kontingentes eine Verbesserung gegenüber dem gegenwärtigen Zustand erwarten liesse.

Schwierigkeiten erwachsen bisher auch den *Kindern von in Frankreich ansässigen Schweizern*, die zwar seit langem in Frankreich leben, aber erst mit dem Eintritt ins Erwerbsleben zum ersten Mal eine Arbeitskarte benötigen. Auf sie bezog sich die mit Note des französischen Aussenministeriums von 26. Juli 1933⁷ gegebene und nun widerrufene Zusicherung wohlwollender Behand- [...] ⁸ setzen werde.

Neben diesen Hauptfragen steht es der Delegation natürlich frei, allenfalls noch andere Punkte betreffend die Behandlung der Schweizer in Frankreich, die sich bei der den Verhandlungen vorausgehenden Aussprache mit der Gesandtschaft oder im Laufe der Verhandlungen zeigen sollten, zur Sprache zu bringen, z. B. solche, die sich auf die in Frankreich bestehende Tendenz beziehen, den Ausländern einzelne Berufe (Medizin) ganz oder teilweise zu verschliessen.

Angesichts der Dringlichkeit, der bedrohlichen Lage der Schweizer in Frankreich zu begegnen, ist die schweizerische Delegation zu ermächtigen, im Rahmen der vorstehenden Erwägungen eine Vereinbarung mit der französischen Delegation zu treffen, ohne vorher noch dem Bundesrat zu referieren.⁹

[...]

7. Cf. n. 3.

8. *Texte original incomplet.*

9. *Le 2 août, le Conseil fédéral ratifie les deux accords conclus entre les délégations, selon les modalités suivantes:*

1. Die Vereinbarung über die Lage der Arbeitnehmer des einen Landes, die im andern arbeiten. Durch sie sind erfreulicherweise sehr wertvolle Zusicherungen für die grosse Schweizerkolonie in Frankreich erzielt worden, besonders soweit es sich um Schweizer handelt, die seit über 5 Jahren in Frankreich leben. Der frühere Zustand wurde im wesentlichen wieder hergestellt und teilweise verbessert, sodass die Gefahr einer Verdrängung einer grossen Zahl von Schweizern durch Verweigerung der Arbeitskarte beschworen ist. Die Vereinbarung gibt der Gesandtschaft und den Konsulaten eine wertvolle Grundlage, um in den Einzelfällen, wo Schweizern Schwierigkeiten gemacht werden, sich für sie zu verwenden. Die Delegation hat von der

Ermächtigung Gebrauch gemacht, die Vereinbarung endgültig abzuschliessen, ohne sie vorher dem Bundesrat noch zu unterbreiten. Die Abmachung ist mit dem heutigen Tag in Kraft getreten und gilt bis Ende 1936, bleibt aber mangels Kündigung vor dem 1. Oktober jeweils für ein weiteres Jahr in Kraft.

2. Die Vereinbarung über die Zulassung von Stagiaires bringt wesentlich vermehrte Möglichkeiten für junge Schweizer, die vorübergehend in Frankreich arbeiten wollen, um ihre Kenntnisse zu erweitern. Wenn auch das übrigens nur mit grosser Mühe erstrittene Kontingent gemessen an den vorhandenen Bedürfnissen wenig befriedigend ist, so bedeutet es doch eine erhebliche Verbesserung gegenüber dem gegenwärtigen Zustand. Es besteht daher aller Anlass, die von der Delegation vorbehaltene Genehmigung der Vereinbarung auszusprechen. Sie ist für das laufende Jahr geschlossen worden, bleibt aber jeweilen für ein weiteres Jahr in Kraft, wenn sie nicht vor dem 1. Oktober gekündigt wird (*PVCF n° 1374 du 2 août 1935*, E 1004 1/353).

Pour les textes — confidentiels — des deux arrangements et le communiqué de presse du 26 juillet, cf. E 2001 (C) 4/57.

138

E 2200 Rom 22/5

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière¹*

L GD

Berne, 15 juillet 1935

Pour faire suite aux entretiens téléphoniques que vous avez eus avec M. Motta concernant la démarche que vous envisagez de faire auprès du Chef du Gouvernement italien afin de lui signaler la floraison extraordinaire de publications irrédentistes à l'égard du Tessin et des Grisons qui s'est produite ces derniers temps, nous avons l'honneur de vous communiquer sous ce pli, pour votre complète information personnelle, copie de la lettre² par laquelle M. le Conseiller fédéral Motta, à qui nous n'avions pas manqué de faire part de nos hésitations et de votre point de vue, se prononce en faveur de votre manière de voir.

Nous vous confirmons donc qu'ainsi que M. Bonna vous l'a fait savoir verbalement, rien ne s'oppose à ce que vous demandiez une audience au Chef du Gouvernement italien pour lui parler, notamment, des manœuvres irrédentistes.

En ce qui concerne l'enquête actuellement pendante au Tessin au sujet des agissements de *Colombi*³ et de ses acolytes, le rapport que nous attendons ne nous est pas encore parvenu. Les Autorités tessinoises nous ont informés que le matériel qu'il s'agit d'examiner est d'une certaine ampleur; elles nous ont donné à entendre que des faits d'une véritable gravité seront probablement mis au jour. Il importe donc que cette enquête se poursuive avec tout le sérieux et le calme nécessaire et que ses résultats soient examinés de très près avant que des instructions

1. *Sur la copie de cette lettre, Motta a noté: Je suis entièrement d'accord avec la teneur de cette lettre. V[ulpera] 17. 7. 35 (E 2001 (C) 4/102).*

2. *Non reproduit.*

3. *Cf. n° 133.*

précises puissent vous être données. Ainsi que vous l'aurez vu, en revanche, la presse a parlé de cette enquête. Rien ne saurait donc s'opposer à ce que, au cours de votre entretien avec M. Mussolini, vous fassiez allusion à cette enquête et marquez nettement que son résultat devra sans doute faire en automne l'objet d'une nouvelle démarche de votre part.

Cette deuxième démarche étant annoncée, vous avez le champ libre pour vous plaindre des manifestations d'irrédentisme intellectuel dont nous avons eu à nous occuper ces derniers temps. La simultanéité de ces diverses publications est troublante et donne l'impression qu'un effort a été fait pour persuader au même moment les milieux les plus divers que l'italianité se trouve menacée dans notre pays et que les intérêts vitaux du Royaume s'en trouvent implicitement menacés.

Vous possédez certainement en mains toute la documentation nécessaire pour donner à votre démarche toute la précision désirable. Ainsi que M. Motta le souligne, il est, en effet, indispensable, pour qu'elle n'aille pas à fin contraire du but poursuivi, que la démarche que vous entreprendrez soit parfaitement concrète et suffisamment ferme pour convaincre M. Mussolini que nous suivons de très près ces diverses manifestations d'irrédentisme et que de vagues apaisements ne nous donneront pas le change.

Nous inclinons à penser, pour notre compte, qu'il faudrait tâcher d'éviter, au cours de la conversation que vous allez avoir avec le Duce, de discuter de la «germanisation» du Tessin en elle-même ou des caractéristiques linguistiques du ladin. Ce qui devrait être mis en évidence, c'est le caractère systématique d'une campagne à qui tous les arguments sont bons pour ancrer dans l'opinion italienne l'idée que le Tessin, les Grisons et même le Valais sont des «terres italiennes», sur lesquelles l'Italie aurait le droit d'exercer à tout le moins une emprise morale, et que la Confédération suisse n'est pas une gardienne suffisamment sûre du boulevard alpin de l'Italie pour qu'on puisse s'en remettre à elle du soin de défendre ces régions. Ce caractère d'irrédentisme camouflé est apparent dans maints articles de journaux (*Cronaca prealpina*, etc.). Il est plus accentué dans les articles de revues destinées à un public plus restreint (revue du Club alpin, *Raetia*). Il l'est plus encore dans le livre de Drigo⁴, dont la volonté de «sviluppare questa coscienza tanto nel Regno quanto nelle contermini regioni che solo politicamente ora non gli appartengono» est affirmée à la page 16 et qui se termine (page 192) par l'affirmation positive, voilée de certaines précautions oratoires, que les «supremi interessi politici e militari» de l'Italie vont jusqu'à une soi-disant frontière naturelle coïncidant avec la ligne de crête des Alpes. Enfin, cet irrédentisme apparaît dépourvu de tout masque dans les brochures⁵ distribuées par des anonymes aux abonnés de l'«Adula», qui s'est empressée, d'ailleurs, de les désavouer.

Ce qu'il s'agit d'obtenir, c'est que le Chef du Gouvernement italien se convainque que, camouflées ou non, ces manifestations d'irrédentisme éveillent nécessai-

4. *Intitulé*: *Claustra provinciae. Problemi delle frontiere italiane* (Parte prima: Rezia, Norico, Illirico), Mantero-Tivoli, sans date.

5. *Il s'agit de* *Canti di speranza*, signée du pseudonyme de Ambrogio Forni Fontana et de Gionico, d'un auteur anonyme, publiée par le Comitato d'azione irredentista per la Rezia, il Ticino e il Vallese. Les deux brochures ont prétendument été imprimées à Coire, par la Tipografia Retica.

rement de graves inquiétudes en Suisse et qu'il importe d'y mettre fin dans l'intérêt de relations italo-suisse confiantes et cordiales, comme il serait nécessaire de mettre un terme aux louches agissements de Colombi et de ses acolytes, au sujet desquels nous ne sommes pas encore en mesure de vous fournir les précisions que nous attendons de l'enquête actuellement en cours.

Nous nous plaignons à penser que M. Mussolini, dont vous avez recueilli à maintes reprises des assurances de loyale amitié à l'égard de notre pays, n'hésitera pas, non seulement à condamner ces nouvelles manifestations d'un état d'esprit qu'il a déjà formellement désavoué, mais à reconnaître la nécessité d'une action immédiate de sa part pour les empêcher.

139

E 2001 (C) 4/101

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz*

L

Vulpera, 18 juillet 1935

En deux paquets distincts je vous envoie les premiers dossiers¹ concernant l'affaire Colombi. Veuillez en prendre ou en faire prendre connaissance et les renvoyer ensuite à M. le Conseiller d'Etat Celio. Le renvoi peut attendre quelques jours. Le Parquet fédéral a également reçu le dossier.

Le dossier démontre:

1° La *traîtrise* de Colombi;

2° La connivence de certaines autorités italiennes;

3° Que l'*Adula* est soutenue avec des fonds italiens, je dois même dire des fonds officiels ou semi-officiels.

L'*Adula* devra être supprimée; le peuple tessinois applaudira à cet acte.

Mais il faudra intervenir à Rome *très sérieusement*². Vous connaissez ma pensée intime. *Je n'ai pas de confiance*. Il faudra parler *haut et fort*, non pas pour le public, mais pour qui de droit.

1. *Le 16 juillet, ces dossiers ont été envoyés par le conseiller d'Etat tessinois E. Celio à G. Motta, avec ces mots d'accompagnement:*

Mi faccio un dovere d'inviarle un primo saggio dello spoglio della corrispondenza perquisita in casa Colombi Emilio. E'ormai dimostrato che «l'italianità» non è che un paravento e una maschera che nasconde l'irredentismo. Questi signori non osano prospettarlo brutalmente per non remorarne l'avvento. Anche è dimostrato che l'*Adula* vive di fondi impuri, v[ale] a d[ire] stranieri e che non provengono solo dalla cassa della Dante Alighieri.

Ed è dimostrato ancora che l'attività del Colombi ha un substrato spionistico e denigratorio di cose e di uomini nostri.

Copia di questi primi risultati dell'inchiesta l'ho inviata oggi al Procuratore pubblico federale. S'Ella, con tutto suo comodo, vorrà ritornarmi il materiale oggi inviatole mi farà piacere.

2. *Mots soulignés à trois reprises par Motta.*

E 2200 Rom 22/5

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

L GD

Berne/Vulpera, 22/23 juillet 1935

Nous avons eu l'honneur de recevoir le télégramme¹ par lequel vous voulez bien nous faire savoir que votre audience auprès de M. Mussolini est renvoyée de quelques jours. Nous vous en remercions.

Ce délai nous donne le temps de vous adresser encore, en vue de l'entretien fort délicat que vous allez avoir avec le Chef du Gouvernement italien, la recommandation suivante: Il faudrait éviter de donner à M. Mussolini l'impression, peut-être dangereuse pour nous, qu'un grand nombre de personnalités italiennes rêvent vraiment d'annexer le Tessin et les Grisons et travaillent à la propagation d'idées irrédentistes.

L'examen du volumineux dossier de la police tessinoise au sujet de l'affaire Colombi nous donne plutôt l'impression que le «spiritus rector» de l'irrédentisme à l'égard de notre pays n'est autre que Colombi lui-même et lui seul. Celui-ci n'apparaît pas, en effet, comme un agent d'exécution, mais comme le véritable inspirateur du mouvement, dont il tient tous les fils. C'est Colombi qui a inspiré le livre de Drigo². C'est Colombi qui a déclenché et mis en scène la campagne de presse au sujet de la germanisation du Tessin. C'est sans doute Colombi qui, par des comparses, a fait paraître toutes les publications irrédentistes qui nous alarment.

L'affaire n'en reste pas moins grave, car Colombi a amené maintes personnalités en vue à s'intéresser à ses efforts, à lui donner appui et encouragement. Mais il est plus facile de lutter contre un journaliste qui a fait de l'irrédentisme un métier que contre des visées précises conçues par le Gouvernement italien en dépit des déclarations très nettes que vous avez obtenues à plusieurs reprises de M. Mussolini et qui — les lettres confisquées l'attestent — ont, dans le passé, considérablement gêné notre adversaire.

Les indications qui précèdent ne sont pas destinées à faire l'objet d'une communication à M. Mussolini. Elles résultent d'une impression qu'une étude plus attentive du volumineux matériel actuellement soumis au Ministère public fédéral pourra peut-être modifier encore. Nous aurions préféré ne vous les communiquer qu'après un examen plus approfondi. Il nous paraît, toutefois, indispensable de vous en faire part dès maintenant, sous ces réserves, pour vous empêcher de tomber, faute de les connaître, dans l'erreur qui consisterait à attribuer à des instances officielles italiennes l'initiative d'une entreprise qui semble n'être, en définitive, que le fait d'un aventurier à qui de hautes personnalités ont eu le tort de ne pas refuser leurs concours.

P. -S. Cette lettre — qui a été rédigée par M. Bonna — correspond à mes impres-

1. Du 22 juillet (E 2001 (C) 4/102).

2. Cf. n° 138, n. 4.

sions personnelles. Ce que je trouve cependant assez troublant ce sont les accointances des différents ministres italiens à Berne avec le misérable Colombi, figure louche s'il en fût! Ainsi il y a, entre autres, une lettre de Marchi qui, si elle est authentique, indiquerait chez celui-ci un double jeu! M. Pignatti de Buenos Aires promet à Colombi un monument qu'un jour lui élèveront les Tessinois!³ Il résulte que M. Mussolini lui-même a reçu Colombi! Et puis il y a le titre de *commendatore* donné à un homme qui pour nous est un traître!

L'Adula, à mon avis, doit enfin être *supprimée*. *Sunt certi denique fines!*

3. Les copies des lettres de G. Marchi et de B. Pignatti à E. Colombi, datées respectivement du 12 novembre 1930 et du 25 juillet 1931, se trouvent in E 2001 (C) 4/102.

141

E 2001 (C) 4/102

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Graechen (Valais), 6 août 1935

Je crains que la lettre¹ un peu sommaire et pressée que j'ai eu l'honneur de vous écrire samedi soir en rentrant de chez le Duce ne vous ait pas donné une idée suffisamment exacte et complète de notre entretien.

Une première constatation. En admettant, comme je l'admets, sa parfaite sincérité, il ne savait rien de ce dernier mouvement irrédentiste et des publications que je lui ai signalées, ce qui prouve l'insuffisance du Ministère «Sui Generi»² pour le service de presse. M. Suvich était lui aussi dans la plus complète ignorance. Le Duce ne paraissait même pas au courant des poursuites contre Colombi malgré la correspondance du *Giornale d'Italia* que j'attribue à Mme Parini. Du moins il ne m'a présenté à ce sujet aucune observation et ne m'a fait aucune question. Il m'a écouté dans un silence parfois troublant.

Avec sa manie des chiffres il m'a interrogé sur les statistiques de la population au Tessin et dans les Grisons. Je lui ai remis un tableau complet que j'avais fait établir. Je lui ai dit avec insistance que dans nos quatre siècles de vie commune nous n'avions jamais eu de querelles de langue et de race et qu'aucun de nos gouvernements cantonaux n'avait jamais exercé une pression quelconque dans ce domaine, que des fluctuations peuvent se produire et faire naître certains problèmes qu'il *appartient à nous seuls* de régler. A propos du romanche je lui ai rappelé qu'on a parlé latin dans toute l'Helvétie mais que peu auparavant on parlait gaulois dans toute l'Italie septentrionale de Bologne aux Alpes. A quelles absurdités n'arriverait-on pas en mêlant à la politique ces questions de philologie!

1. Datée du 3 août. Non reproduite.

2. Allusion au Ministère pour la presse et la propagande, créé au mois de juin et dirigé par le gendre de Mussolini, G. Ciano.

Tout ce qu'il m'a dit au sujet de la question qui nous préoccupe était de nature à nous donner entière satisfaction. Sa seule objection fut de nature militaire: l'insuffisance de notre défense du côté de l'Allemagne. Cela menace de devenir le grand argument de l'irrédentisme italien³. Tout le livre de Drigo⁴ s'en inspire. Et Mussolini, avec plus de modération, est revenu fréquemment sur ce point. La Suisse est insuffisamment armée du côté de l'Allemagne, et ses sympathies alémaniques affaibliraient sa résistance à une invasion allemande contre l'Italie. Déjà Cadorna, au début de la guerre mondiale, a dépensé une centaine de millions à fortifier la frontière suisse. L'irrédentisme italien revendique le Tessin et les Grisons non seulement pour une question de langue mais pour la sécurité du royaume. Il est inadmissible que la Suisse possède le versant sud du Simplon, du Gothard et d'une partie des Grisons.

Pour le moment ces propos insensés sont le fait d'un petit nombre d'exaltés. La nation y demeure étrangère. Les gens cultivés admettent généralement que la Suisse telle qu'elle est, est un bienfait pour l'Italie. Reprenant la formule classique ils répètent que si la Suisse n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Mais la folie nationaliste entretenue par l'éducation de la jeunesse, par la presse, par toute la littérature, les statues qu'on élève aux moindres acteurs des luttes passées contre l'Autriche et même à de simples assassins, tout cela peut faire naître d'autres Drigo et nous procurer d'autres soucis, malgré toute l'amitié que nous témoigne le Duce.

Et c'est pour moi une raison de souhaiter que ni les puissances ni la S.D.N. n'empêchent l'Italie de faire la guerre en Afrique⁵ et de se créer des préoccupations coloniales.

Soit le Duce soit Suvich nient absolument l'existence d'un foyer central d'irrédentisme.

3. *Annotation marginale de Motta*: En effet.

4. *Cf. n° 138, n. 4.*

5. *Cf. rubrique I.4: SdN: conflit italo-éthiopien...*

142

E 2200 Rom 22/6

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière¹*

L GD

Berne, 9 août 1935

Nous avons eu l'honneur de recevoir la lettre du 6 août² par laquelle vous avez bien voulu compléter sur certains points l'excellent rapport que vous nous avez adressé, le 3 de ce mois³, à l'issue de votre importante conversation avec M. Mus-

1. *Lettre envoyée à Graechen (Valais), où Wagnière passe ses vacances.*

2. *Cf. n° 141.*

3. *Non reproduit (E 2001 (C) 4/102).*

solini. Nous en avons pris connaissance avec le plus grand intérêt et nous vous en remercions vivement.

Si troublant qu'il soit de constater que M. Mussolini vous a exposé des vues qui correspondent point par point aux thèses développées dans le livre de Drigo⁴, qu'il n'a pas lu, nous croyons qu'il peut être tenu pour certain que l'offensive irrédentiste qui s'est produite ces derniers mois n'a pas été concertée par le Gouvernement italien, mais a eu lieu à son insu. C'est là un point fort important pour nous.

D'autre part, lorsque MM. Mussolini et Suvich affirment qu'il n'y a pas en Italie un foyer central d'irrédentisme à l'égard de la Suisse, ils sont certainement dans le vrai; le volumineux rapport de police⁵ que nous vous avons communiqué le 3 août le démontre. Ce «foyer central» d'irrédentisme, c'est Colombi et le petit groupe de l'Adula. Colombi est l'instigateur de tout ce dont nous avons eu à nous plaindre. Les personnalités italiennes qui ont eu le grand tort de l'encourager semblent n'avoir fait que répondre à des sollicitations de sa part qu'il était peut-être assez difficile d'écarter.

Dans ces conditions, des démarches diplomatiques ultérieures tendant à obtenir que le Gouvernement italien prenne des mesures afin de réprimer en Italie des manifestations d'irrédentisme contraires à l'intérêt des deux pays seraient faciles à écarter s'il pouvait nous être reproché d'avoir négligé, pour notre part, un des moyens dont nous aurions pu disposer pour mettre fin à des menées qui compromettent gravement l'avenir des relations italo-suisse. C'est une des raisons principales pour lesquelles le Conseil fédéral s'est décidé à ordonner d'ouvrir des poursuites judiciaires contre Emilio Colombi, Teresa Bontempi et le groupe de l'Adula⁶, en application des articles 37⁷ et suivants du Code pénal fédéral⁸.

Ainsi que vous l'aurez peut-être appris par la presse, Colombi et Mlle Bontempi ont été arrêtés ce matin. Lorsque l'instruction pénale que l'opinion tessinoise était unanime à appeler de ses vœux sera close, il appartiendra à la Chambre d'accusation du Tribunal fédéral de prendre ses responsabilités. Nous nous plaignons à espérer que les lacunes d'une législation un peu désuète ne permettront pas aux coupables d'échapper aux sanctions qu'ils méritent, mais, même si cela devait

4. Cf. n° 138, n. 4.

5. Il s'agit du rapport préparé par le procureur général de la Confédération, daté du 1^{er} août (E 2001 (C) 4/102). Le 6 août, sur la base de ce rapport, le Conseil fédéral a décidé d'interdire la publication du périodique l'Adula; il a en outre ordonné la saisie des brochures anonymes à caractère irrédentiste, Giornico et Canti di speranza, et de celle rédigée par A. Nicola, intitulée Note sulla geografia economica della Svizzera italiana. Cf. PVCF n° 1390 du même jour (E 1004 1/353).

6. Cf. PVCF n° 1406 du même jour (E 1004 1/353). Cf. aussi la lettre de Motta à F. Chiesa, en annexe au présent document.

7. Est puni de la même peine [réclusion de dix ans au moins, ou même d'une réclusion à perpétuité] tout citoyen ou habitant de la Suisse qui tente de mettre la Confédération ou une partie de son territoire au pouvoir ou dans la dépendance d'une puissance étrangère; qui cherche à en détacher un Canton en tout ou en partie; qui engage une puissance étrangère à commettre des hostilités contre la Suisse ou une partie de son territoire, ou à s'immiscer dans ses affaires intérieures d'une manière dangereuse pour elle; ou qui, après l'explosion d'une guerre, favorise intentionnellement par acte ou omission les vues de l'ennemi.

8. De 1853.

être le cas, il ne pourrait plus nous être objecté que, du côté suisse, les agissements de Colombi et de l'Adula n'ont pas été pris suffisamment au sérieux.

Nous sommes convaincus que, quoi qu'il arrive, les mesures prises en vue de châtier en Suisse l'agent principal des menées dont vous avez entretenu le Chef du Gouvernement italien vous mettront beaucoup plus à l'aise pour lui signaler, dans un entretien ultérieur, les concours tout à fait inadmissibles que des institutions et des personnalités italiennes ont prêtés à Colombi. Nous préciserons plus tard nos instructions au sujet de cette nouvelle démarche. Il nous serait agréable de pouvoir nous en entretenir avec vous auparavant.

Les poursuites judiciaires contre Colombi et Teresa Bontempi sont une affaire intérieure suisse. Nous estimons, par conséquent, que nous n'avons aucune communication à faire à ce sujet aux Autorités italiennes. Nous nous bornons donc à aviser M. Broye⁹ de la décision prise, pour son information personnelle.

ANNEXE

J.I.1.1/28

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Recteur du Lycée de Lugano, F. Chiesa*

Copie

L

Berna, 9 agosto 1935

La ringrazio proprio di cuore d'avermi scritto. La sua lettera del 7 corr.¹⁰ ha avuto tutta la mia attenzione e, se avessi potuto, io Le avrei risposto già ieri.

Io sapevo che Ella aveva sempre sdegnosamente rifiutato ogni contatto con gli intriganti dell'*Adula* e di ciò Le sono sempre stato assai grato.

Finchè potei ammettere che il male fatto dagli *aduliani* non era grande preferii tacere pur vigilando. Ma da qualche tempo avevo notato che l'argomento della germanizzazione o dell'intedescaimento del Ticino cominciava a far colpo in più d'un ambiente italiano. Quando si presentò l'occasione credetti perciò che bisognava correre alle difese e intervenni presso la Procura Pubblica federale e presso il mio collega signor Baumann, capo del Dipartimento federale di Giustizia e di Polizia perchè aprissero bene gli occhi e ordinassero delle perquisizioni.

Il risultato di queste fu per me un dolore profondo, non tanto per l'attività di Colombi e Compagni come tale, quanto per la constatazione che i diversi ministri d'Italia a Berna e persino alcuni uffici di Roma avevano dato a Colombi e Compagni larga immeritata fiducia.

Avevo pensato che il mio discorso del 1° agosto¹¹ sarebbe parso anche a persone molto serie

9. *Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Rome, en l'absence du ministre Wagnière.*

10. *Non retrouvé.*

11. *Dans ce discours, prononcé à la radio, Motta a notamment déclaré:*

Ticinesi,

[...]

A quest'opera di sorda e sottile suspicione si è votato un pugno di scongiurati che si sono fatta insegna del giornale bimensile *l'Adula*. Direttrice di questa è una donna che il Governo cantonale giustamente destitui dalla carica d'ispettrice degli asili d'infanzia. Redattore principale è un uomo che vive a Bellinzona e che io non esito a definire triste equivoca figura. Le perquisizioni recentemente ordinate dall'autorità cantonale e approvate dall'autorità federale hanno levato ogni dubbio sulle mire larvate vicine o lontane del minuscolo gruppo. Queste mire tendono a dis-

come Lei un allarme esagerato, — ma sapevo anche in realtà che quell'allarme era pienamente giustificato. L'attività di Colombi è stata tale che il Governo italiano, se veramente comprende tutto il male che quell'uomo gli ha fatto, gli dovrebbe ritirare la commenda che Colombi gli ha scroccato.

Ero anch'io incline a pensare che la liquidazione puramente amministrativa della brutta faccenda era cosa possibile. Un esame più attento dei fatti e il fatto particolare che l'opinione pubblica ticinese si è sollevata in un mirabile unanime slancio m'hanno però indotto a credere che la procedura giudiziaria era inevitabile. Stamane il Consiglio federale l'ha quindi decisa senza esitazione in conformità col mio parere. Il processo sarà, in definitiva, un bucato salutare. Anche il Governo italiano comprenderà che il processo è fatto contro mestatori imbroglioni e venali i quali danneggiano gravemente le relazioni fra i due Paesi. La Legazione d'Italia a Berna ne trarrà, essa pure, gl'insegnamenti necessari.

La causa dell'*italianità* — grande, nobile, santa causa — non ne avrà nocumento. I nostri confederati sanno che il Ticino non giova veramente allo Stato federale che a questa vitale condizione.

E' vero che io avrei preferito non vedere il suo chiarissimo nome aderire al movimento per l'universalità di Roma¹², ma Le dichiaro nel modo più preciso che io *non ebbi mai dubbio di sorta* sulla nobiltà delle ragioni che L'hanno ispirata. E quindi anche con Celio io opinai nel senso che il ritirarsi nel momento attuale era cosa forse più nociva che utile. Forse Ella potrebbe rilasciare al Dip. della P[ubblica] E[ducazione] una dichiarazione spiegativa.

Ma specialmente io faccio assegnamento su di Lei perchè negli ambienti italiani — con i quali Ella può avere contatti preziosi — si capisca che l'*adulismo* non favorisce l'*italianità* del Ticino, ma la deturpa e l'abbassa.

Voglia credere alla mia alta e amichevole stima sempre immutata e immutabile ...

truggere l'integrità dello Stato. Si tratta di contatti moralmente delittuosi con ambienti di Varese, di Bolzano, di Trento e d'altrove, di subdoli tentativi d'esercitare presso autorità italiane un'influenza per noi deleteria; l'autore principale di queste mene è sempre il medesimo. I pretesti sono o la costituzione del Ticino in zona doganale franca, misura che annienterebbe d'un colpo l'agricoltura ticinese, oppure l'asserto intedescamento gonfiato e stracchiato sino alla caricatura. Il Ticino sarebbe ormai un paese d'*italianità* morente, mentre ogni osservatore imparziale sa che il Ticino per la sua istruzione e per la sua coltura non teme il confronto con nessuna altra terra di lingua italiana. Se i fatti a cui accenno fossero stati compiuti dopo il 21 giugno di quest'anno, cadrebbero senza fallo sotto le sanzioni penali della legge recente contro le spie. Ma i fatti sono anteriori. E' possibile quindi che l'azione delle autorità si debba limitare a provvedimenti amministrativi. Certo è tuttavia che l'*Adula* sarà finalmente stroncata. Lasciarla sussistere in nome d'una falsa libertà sarebbe offesa alla libertà e alla patria!

[...]

12. *En janvier 1934, F. Chiesa a donné son adhésion aux* Comitati d'Azione per l'Universalità di Roma (C.A.U.R.). *Sur les C.A.U.R., cf. rubrique II.15.5: Italie, congrès internationaux fascistes de Montreux ..., et DDS vol. 10, n° 343, n. 3.*

143

E 1004 1/353

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 août 1935¹

1462. Wiederaufbaukredit von 1920 für Österreich

Politisches Departement. Antrag vom 16. August 1935

Durch die Londoner Vereinbarung vom 15. Juni 1928 zwischen Österreich einerseits und den Gläubigerländern aus den Wiederaufbaukrediten von 1920² andererseits wurde für die österreichische Schuld ein neuer Tilgungsplan aufgestellt, laut welchem Österreich der Schweiz zahlen sollte:

von 1929 bis 1933 jährlich Fr. 286 250.—	= Fr. 1 431 250.—
von 1934 bis 1943 jährlich Fr. 458 000.—	= Fr. 4 580 000.—
von 1944 bis 1968 jährlich Fr. 739 670.—	= <u>Fr. 18 491 750.—</u>
zusammen	<u>Fr. 24 503 000.—</u>

Die vor 1944 fällig werdenden Annuitäten sollten indessen gestundet werden, so oft die Treuhänder der garantierten Völkerbundsanleihe 1923/1943 gegen die Bezahlung einer dieser Annuitäten Einspruch erheben würden. Die Treuhänder haben gegen die fünfte, sechste und siebente, je am 1. Januar 1933, 1934 und 1935 fällig gewesenen Raten Einwand erhoben, und der Bundesrat hat diesen Stundungen durch die Beschlüsse vom 10. Dezember 1932³, vom 6. Februar 1934⁴ und vom 11. Mai 1935⁵ zugestimmt.

Laut einer Mitteilung des International Relief Bonds Committee in London hat nun die Österreichische Regierung um Gesamtstundung der in den Jahren 1936, 1937 und 1938 fällig werdenden Annuitäten nachgesucht, unabhängig vom Einspruchsrecht der obgenannten Treuhänder. Die Stundung erfasst für die Schweiz einen Betrag von Fr. 1 374 000.

Der Vorsitzende des Gläubigerkomitees und Vertreter Englands unterstützt das Gesuch unter Hinweis auf die bedenkliche Lage der österreichischen Staatsfinanzen, bei deren Verschlimmerung die Regierungen der Gläubigerländer selbst, die den Wiederaufbaukredit garantiert haben, in Mitleidenschaft gezogen würden.

Die britische, französische und italienische Regierung haben in die Stundung bereits eingewilligt, unbeschadet sämtlicher Rechte aus dem Tilgungsabkommen und unter Vorbehalt der Zustimmung der andern Gläubigerstaaten. Die Vertreter Schwedens und Hollands erwarten einen ähnlichen Bescheid ihrer Regierun-

1. *Absent*: Minger.

2. Cf. DDS vol. 9, n° 415.

3. PVCF n° 1973 du 10 décembre 1932 (E 1004 1/337).

4. PVCF n° 215 du 6 février 1934 (E 1004 1/344).

5. PVCF n° 886 du 11 mai 1935 (E 1004 1/352).

gen. Die Entscheide Norwegens, Dänemarks und der Schweiz bleiben noch aus.

Im Einverständnis mit dem Finanz- und Zolldepartement beantragt das politische Departement und der Rat *beschliesst*:

1. Vom vorstehenden Berichte wird zustimmend Kenntnis genommen.

2. Dem Gesuche der Österreichischen Regierung um Stundung der in den Jahren 1936, 1937 und 1938 fällig werdenden Annuitäten aus dem Wiederaufbaukredit von 1920 wird, vorbehältlich der Zustimmung sämtlicher anderer Gläubigerländer, entsprochen.

144

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 44

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Washington, L. H. Micheli,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 10

Washington, 24 août 1935

[...]¹

6) Les adversaires du Président Roosevelt, se basant sur les décisions de la Cour Suprême, ont cru trouver un bon argument, un mot d'ordre frappant le bon sens des masses américaines, en accusant Mr Roosevelt de ne pas respecter la Constitution. Or la Constitution est ici sacrée, sauf pour quelques éléments intellectuels avancés. Chaque enfant américain apprend à la respecter à l'école et à la considérer comme une œuvre durable, établie par les Pères de la Patrie, qui a fait ses preuves jusqu'à ce jour. La Constitution, c'est la sauvegarde contre la dictature de droite et de gauche, aussi même des électeurs à tendances libérales et progressives ont-ils été impressionnés par l'idée que le Président s'était fait déléguer des pouvoirs qui ne lui appartenaient pas en vertu de la charte fondamentale du pays. En tout cas, le gros de la crise passé, d'aucuns trouvent que Mr Roosevelt devrait arrêter là ses expériences, restituer ses pouvoirs extraordinaires, restaurer la normalité. Il va de soi que cet argument peut porter surtout en cas d'une reprise des affaires et d'un regain de prospérité, qui provoque une lassitude du contrôle exagéré de l'Etat et d'une surabondante législation et réglementation compliquant l'existence et empêchant le jeu des forces naturelles, paralysant le «struggle for money and life»², la spéculation et les ambitions qu'aime l'Américain. Si la misère ou la crise redevenaient *[sic]* augmenter, les masses américaines se soucieraient moins du respect d'un vénérable document, établi il y a 150 ans, et d'une vénérable Cour Suprême, dont, sauf erreur, 6 membres sur 9 ont 70 ans et plus.

1. Après l'échec démocrate dans l'Etat de Rhode Island, la campagne électorale pour les élections de 1936 est ouverte. Face aux nombreux prétendants républicains, Roosevelt demeure malgré tout l'homme des Démocrates dans la course à la Maison-Blanche. Cinq griefs adressés au Président, par ses adversaires de tous bords, pour sa politique économique, financière et sociale.

2. La lutte pour l'argent et la vie.

Or il faut dire ceci: En 1933, le pays trembla sur ses bases et tout le monde fut reconnaissant à Mr Roosevelt d'avoir su rétablir la confiance, assainir la situation des établissements financiers, sauver de la faillite de nombreuses entreprises et de la saisie bien des fermiers hypothéqués, aider les propriétaires d'immeubles et assister l'agriculture par la hausse des prix, éliminer certains abus dans l'industrie et les méthodes bancaires, parer à divers maux sociaux. Mais il y a eu depuis lors une certaine reprise qui, d'un côté, peut favoriser les tendances individualistes naturelles du peuple américain et en ramener une partie au parti républicain.

Quelles que soient les causes, la solidité et la durée probable de cette reprise, elle se signale par un accroissement des revenus nationaux de 5 milliards de dollars en 1934, par rapport à 1933, par une amélioration des conditions des agriculteurs, par une augmentation des ventes dans diverses branches du commerce, par une expansion industrielle marquée par le programme de développement, annoncé, entre autres, par la General Motors (50 millions de dollars), la Bethlehem Steel Corporation, l'Aluminium Cooking Utensils Co., l'International Harvester Co., la Shell Petroleum Co., la North American Aviation Co., la Chrysler Corporation, etc. Cette amélioration se traduit aussi par une hausse des cours de bourse et bien des Américains ont une forte tendance, à tort sans doute, à avoir les yeux rivés sur la cote du Stock Exchange.

Il faut noter, pour terminer, que l'opposition au Président Roosevelt se manifeste bien davantage dans l'Est, c'est-à-dire dans la Nouvelle Angleterre, à Boston, à New York, à Philadelphie, dans la Virginie, le Maryland, régions qui, sauf quelques éléments newyorkais, ont des tendances conservatrices capitalistes ou traditionnalistes, et où l'on trouve les principaux représentants de la grande industrie, de la haute finance et des «Tories», que dans le Sud, le Middle-West et l'Ouest, qui, il faut le dire, ont mieux bénéficié de la sollicitude présidentielle que les régions de l'Atlantique. Malgré quelques concessions et coups de barre occasionnels, l'Américain conservateur craint que son ondoyant Président ne soit toujours davantage entraîné vers la gauche. Il doit cependant reconnaître que Mr Roosevelt a fait certaines réformes, développé la marine, qu'il a eu le courage de s'opposer au bonus³, qu'il a aidé l'agriculture et rétabli, avec la confiance, la situation bancaire. Mais c'est insuffisant en face de tout ce qu'on lui reproche et redoute de son régime. Les businessmen en général trouvent qu'après avoir redonné confiance au pays, Mr Roosevelt l'ébranle à nouveau par toutes ses mesures, les idées de son entourage, l'incertitude qui règne sur ses plans d'avenir. Ils réclament avant tout une stabilité que le régime actuel a peu de chances de leur donner.

3. *Indemnité promise aux anciens combattants.*

*Notice du Conseiller de légation
à la Légation de Suisse à Paris, P. Ruegger*

Réflexions sur l'influence des événements actuels sur la politique
de neutralité suisse

Septembre 1935¹

Les Prémisses. — Le point de départ du présent exposé est l'éventualité où les événements prendraient la tournure *la plus défavorable*: départ de l'Italie de Genève; ouverture immédiate des hostilités en Ethiopie²; enfin — ce qui est heureusement encore douteux — déclenchement de sanctions, d'abord dans le domaine économique et financier contre l'Italie sous l'impulsion et l'égide de la Grande-Bretagne. De fortes présomptions laissent espérer, dans l'intérêt de la paix européenne, que cette dernière éventualité de l'emploi des sanctions ne se vérifiera que difficilement, la France ayant, actuellement encore, tout intérêt à lutter, pouce par pouce, contre tout excès de «doctrinarisme de la Ligue» dans un domaine où l'application rigide des principes du Pacte constituerait non seulement une surprise (d'après les précédents), mais deviendrait nettement dangereuse. Il ne faut, cependant, pas exclure l'hypothèse qu'en cumulant, de part et d'autre, les erreurs, les responsables finissent par créer une situation telle que, plus ou moins malgré elle, la France serait prise dans l'engrenage des sanctions, suivie et même encouragée par ses satellites qui feraient pendant aux puissances se rangeant autour de l'Angleterre.

Une autre prémisses de cette situation inquiétante est la démonstration — peut-être encore à faire — que l'Angleterre compte persévérer jusqu'au bout dans son attitude actuelle. Cette hypothèse n'est pas à exclure. Une presque-unanimité exceptionnelle s'est formée sur la base du maintien à outrance du «Covenant» dans l'affaire de l'Ethiopie. L'opinion publique n'est pas seulement celle des «pasteurs anglicans et des vieilles filles»*, et de la «League of Nations Union»; elle a entraîné une immense partie du pays qui est convaincu de servir un idéal; ce qui est décisif, ce mouvement coïncide avec les tendances du «Colonial Office» et de l'Amirauté qui paraissent supposer qu'un conflit dans la Méditerranée et autour de la route des Indes a aujourd'hui plus de chances de réussite pour l'Angleterre que dans une vingtaine d'années.

1. *L'original du document* (E 2001 (D) 3/299) est daté: automne 1935. Il en existe une copie (E 2200 Paris 8/2) datée au crayon: 16. IX.

2. Cf. n° 125.

* En août 1914, M. Jules Cambon, Ambassadeur de France, demanda à Sir Harold Nicholson, sous-secrétaire permanent au Foreign Office, pourquoi la Grande-Bretagne n'avait pas fait connaître plus tôt son veto absolu à la violation de la neutralité belge, attitude qui aurait empêché ou retardé la grande guerre. Réponse: «Je pense comme vous, mais rien ne se fait ici sans les vieilles filles et les pasteurs anglicans qui doivent se faire leur opinion».

La France, dont l'opinion publique accuse une scission profonde et fait preuve d'un réel désarroi, a cru réaliser un coup de maître par les Accords de Rome de janvier 1935³. Elle réalise peu à peu qu'elle a joué au plus fin, avec les résultats habituels d'une pareille manœuvre. En limitant ses concessions propres découlant des Accords de Londres de 1925⁴ à des cessions territoriales restreintes, en éliminant à vues humaines le problème de la Tunisie, elle a contribué à indiquer à l'Italie le chemin de l'Ethiopie. (Le mot «*pénétration* italienne en Ethiopie» se trouve dans une des déclarations de M. Laval de janvier 1935). Le Quai d'Orsay a-t-il pesé, à l'époque, la résistance possible de la Grande-Bretagne à la création d'un glacis italien en Afrique orientale, renforcé par la création d'une armée coloniale italo-abyssine dont la valeur ne serait pas douteuse? Tout porte à croire que Paris, tout comme Rome, a pensé que Londres ne réagirait pas avec force, et du moins pas avec violence, contre cette menace virtuelle contre l'Egypte et la route anglaise des Indes.

Les développements possibles.

Supposons, toujours, — le devoir étant de tout prévoir — que l'allure des événements devienne aussi dangereuse que les prémisses esquissées ci-dessus. Admettons, outre quelques sanctions d'ordre politique plus ou moins bénignes, la mise en œuvre de sanctions économiques et financières, préconisées par la Grande-Bretagne sous le couvert de l'article XVI du Pacte⁵. Même en écartant l'hypothèse d'une action directe dans la zone du Canal de Suez, supposons l'exercice d'un «droit de visite» sur des bateaux ou convois italiens par la flotte anglaise; la réac-

3. Cf. n° 90.

4. Il doit s'agir en réalité du traité secret signé à Londres le 26 avril 1915 entre l'Italie, la France, la Grande-Bretagne et la Russie, qui décida de l'entrée en guerre de l'Italie à côté des Alliés. L'article 13 du traité promettait à l'Italie des compensations équitables, dans le cas où la France et la Grande-Bretagne augmenteraient leurs domaines coloniaux d'Afrique aux dépens de l'Allemagne.

5. 1. Si un Membre de la Société recourt à la guerre, contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15, il est ipso facto considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres Membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux de l'État en rupture de pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de cet État et ceux de tout autre État, membre ou non de la Société.

2. En ce cas, le Conseil a le devoir de recommander aux divers Gouvernements intéressés les effectifs militaires, navals ou aériens par lesquels les Membres de la Société contribueront respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société.

3. Les Membres de la Société conviennent, en outre, de se prêter l'un à l'autre un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu du présent article pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent en résulter. Ils se prêtent également un mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'État en rupture de pacte. Ils prennent les dispositions nécessaires pour faciliter le passage à travers leur territoire des forces de tout Membre de la Société qui participe à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société.

4. Peut être exclu de la Société tout Membre qui s'est rendu coupable de la violation d'un des engagements résultant du Pacte. L'exclusion est prononcée par le vote de tous les autres Membres de la Société représentés au Conseil.

tion italienne pourrait être instantanée et déclencher, en fait ou en droit, un état de guerre entre l'Angleterre et l'Italie.

En théorie, une localisation relative de ce grave conflit serait encore possible. En fait, l'Angleterre ne manquerait pas de rappeler à tous les membres de la S.d.N. qu'elle a agi comme mandataire de la Société. Le fossé entre l'Italie et la France pourrait s'élargir, cette dernière, notamment sous l'influence d'événements de politique *intérieure* toujours possibles, ne pouvant peut-être pas se dérober, dès le début, à la participation à *certaines* sanctions, qui porteraient le germe de conflits possibles. D'autre part, une entente italo-allemande, toujours prévisible, diminuerait *l'intérêt* de la France au maintien des rapports d'amitié avec l'Italie et pourrait pousser Paris davantage vers Londres. Au bout du développement — toujours dans l'hypothèse la plus pessimiste — qui peut se réaliser en cas d'attaque de l'Allemagne contre la Lithuanie et de nouvelles «sanctions» décidées à Genève, il y a la création d'un bloc italo-germano-polono-hongrois, étendant son influence sur l'Autriche et séparant, en Europe, les membres occidentaux des membres orientaux de la S.d.N.

Du point de vue de l'histoire de la Société des Nations, ce développement n'est pas *nécessairement* fatal pour l'idée d'une organisation internationale. Plusieurs Confédérations d'Etats ont survécu à des crises analogues; la Suisse elle-même a connu, avant le «Sonderbund», les scissions provoquées par les guerres de Villmergen.

Mais il ne faut pas se dissimuler que les dangers immédiats que notre pays risque de courir dans les éventualités qu'il faut prévoir sont tels que les *conditions* de notre participation à une Société des Nations réduite peuvent être soumises à un nouvel examen.

La Suisse et l'article XVI du Pacte.

Membre originaire de la Société des Nations, la Suisse s'est vu reconnaître, par la Résolution du Conseil de la Société prise à Londres le 13 février 1920⁶, une situation spéciale fondée sur l'article 21 du Pacte⁷ et la dispensant d'une *partie* des obligations découlant de l'article 16.

Dans la situation toute nouvelle qui serait créée par le départ de l'Italie de Genève et l'application, au nom de la S.d.N., des mesures de coercition dirigées contre l'Italie, le cas échéant, contre d'autres de nos voisins encore, on peut se demander si la «situation spéciale» dont nous bénéficions ne devrait pas être élargie. Selon ma conviction, une demande tendant à ce but serait justifiée *en fait et en droit*.

1/. Il n'est malheureusement que trop aisé de prévoir qu'en cas de sanctions appliquées, sous le couvert de la Société des Nations, par la Grande-Bretagne, le cas échéant par la France et les pays se groupant autour de ces Puissances, la participation même atténuée de la Suisse à des «mesures économiques et financières» qui seraient prises sur deux ou trois de nos frontières créerait une situation en fait

6. Le texte de la «Déclaration de Londres» est publié en annexe au n° 247 du vol. 7-II des DDS.

7. Les engagements internationaux, tels que les traités d'arbitrage, et les ententes régionales, comme la doctrine de Monroe, qui assurent le maintien de la paix, ne sont considérés comme incompatibles avec aucune des dispositions du présent Pacte.

intenable. Certes notre parole — donnée cependant dans des circonstances bien différentes — ne saurait être reniée. Mais on peut admettre qu'une interdiction de transit à travers notre territoire par exemple puisse être interprétée même à tort comme un «acte d'hostilité». Serait-ce dans l'intérêt supérieur de la Société des Nations?

2/. La Résolution du Conseil du 13 février 1920 se fonde, comme les Actes de 1815, sur le principe que «la neutralité séculaire de la Suisse est dans l'intérêt supérieur de l'Europe». Pour que cet intérêt général, générateur de droit, puisse se manifester il est indispensable que notre neutralité soit *reconnue* et respectée comme telle, même par les Etats déclarés en rupture du Pacte. Dans toute interprétation *raisonnable* d'un texte relatif à une situation internationale, il est indispensable de tenir compte de la possibilité effective de maintenir cette situation.

3/. Cela est d'autant plus vrai qu'en droit la base première de notre neutralité dans le cadre de la S.d.N. se trouve dans l'article 21 du Pacte. La résolution du Conseil du 13 février 1920 constitue un minimum irréductible, mais pouvant fort bien être *élargi* par une interprétation équitable de l'article 21, à laquelle le Conseil procéderait dans une situation toute nouvelle.

4/. La preuve qu'une situation nouvelle existe serait facile et même évidente à fournir: Retrait de quatre grandes Puissances, de deux de nos voisins de Genève. De plus, la nouvelle loi de neutralité promulguée aux Etats-Unis justifie que compte soit tenu, en équité, des développements nouveaux du droit vivant de la neutralité.

Motifs pouvant être invoqués en faveur d'une résolution additionnelle au sujet de la neutralité suisse.

Plusieurs des raisons sur lesquelles pourrait s'étayer une demande de la Suisse tendant à suspendre, dans les circonstances actuelles, ou tout au moins à assouplir les obligations contractées par elle dans des conditions différentes, sont indiquées dans les lignes qui précèdent.

Il conviendrait de souligner, en outre, les motifs suivants:

1/. Argument tiré des conditions de notre accession à la S.d.N.: Ce n'est pas sans grande peine que le Conseil Fédéral a obtenu des Chambres, soucieuses de ne pas être entraînées dans une association pouvant avoir même l'apparence d'une alliance, la renonciation à la «clause» dite «d'Amérique»⁸. Quid de la situation actuelle risquant de faire de notre territoire l'avant-poste d'une *Ligue* très peu universelle?

2/. Argument d'ordre général: Les Résolutions de l'Assemblée du 4 octobre

8. Le 21 novembre 1919, les Chambres avaient adopté un premier arrêté concernant l'accession de la Suisse à la SdN, qui contenait la «clause américaine». Selon le chiffre II de cet arrêté, le peuple et les cantons étaient tenus de se prononcer sur l'entrée de la Suisse dans la SdN aussitôt que les cinq grandes Puissances, dont les Etats-Unis d'Amérique, auraient adhéré au Pacte de la SdN. Le Conseil fédéral, ayant constaté ensuite que l'espoir de voir les Etats-Unis adhérer à la SdN s'était évanoui, parvint à faire accepter des Chambres, le 5 mars 1920, un nouvel arrêté d'où la «clause américaine» était absente: le chiffre II ne contenait plus que la disposition relative au vote du peuple et des cantons, sans mention des cinq grandes Puissances. Cf. RO, 1920, vol. 36, pp. 665—666.

1921⁹ sur l'interprétation de l'article 16 du Pacte ont précisé que «les relations humanitaires subsistent». Cette Résolution, postérieure à la Déclaration de Londres, indique que le pays de la Croix-Rouge, perpétuellement neutre, doit avoir la possibilité universellement reconnue, de remplir sa mission humanitaire.

3/. Argument politique d'un caractère délicat, mais dont l'expression pourrait avoir la valeur d'un geste libérateur répondant à la conscience d'une grande partie du monde:

L'Assemblée a vu défiler les Etats affirmant le respect absolu, rigide et universel du Pacte. La Suisse réproouve plus que n'importe qui des atteintes à la lettre et à l'esprit du «Covenant». Hélas! l'unanimité actuelle est tardive et discriminatoire (Mandchourie¹⁰, Chaco¹¹, guerre gréco-turque — dont personne ne parle plus — encouragée par M. Lloyd George). La Société des Nations se doit d'être juste non seulement dans l'espace, mais aussi dans le temps. Le soupçon ne doit même pas l'effleurer que la quasi-unanimité d'aujourd'hui n'est que la consécration des intérêts coloniaux d'une Puissance. Car une Société des Nations asservie à des intérêts particuliers et ne revenant à la lettre du «Covenant» qu'en raison de ces intérêts pêcherait tout autant contre l'esprit de Genève qu'un Etat bravant ouvertement le Pacte.

Conséquences d'une initiative de ce genre.

1/. La résolution du 13 février 1920 étant en tout état de cause acquise, notre politique de neutralité ne saurait être que fortifiée. Même si le Conseil et l'Assemblée refusaient de nous suivre, nous aurions plus d'indépendance pour discuter notre participation ou non-participation aux sanctions. Au point de vue tactique, cette initiative nous dispenserait d'être, plus tard, sur la défensive vis-à-vis du Conseil. Les Etats retirés de Genève ne pourraient que respecter l'affirmation de notre volonté de demeurer absolument neutres. Dans la pire des éventualités, nous pourrions nous accommoder d'un régime semblable à celui de la S.S.S.¹² pendant la guerre.

2/. Une initiative de ce genre pourrait évidemment provoquer une certaine mauvaise humeur et une campagne contre nous. On pourrait nous menacer du retrait du siège de la S.d.N. — installé à Genève par la volonté des Etats-Unis en 1919¹³, maintenu à Genève en 1920 grâce à l'Italie¹⁴. Par rapport à la neutralité, la question du siège, de l'avis même de nos négociateurs de 1920, est secondaire; de toute manière, nous devrions nous prémunir contre des délibérations d'un «état-major international» siégeant sur notre territoire.

9. Publiées en note au Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant les amendements au Pacte de la Société des Nations, du 4 janvier 1922 (FF, 1922, I, pp. 49 ss.). Cf. aussi n° 152, n. 10.

10. Cf. DDS vol. 10, n° 278.

11. Pour quelques indications sur le conflit du Chaco, cf. annexe au n° 186, n. 16.

12. Sur la Société Suisse de Surveillance économique, constituée le 27 octobre 1915, cf. DDS vol. 6, rubrique II: Les négociations économiques et financières avec les Alliés (les annexes au n° 151 reproduisent les statuts et le règlement intérieur de la SSS), et vol. 7-I, rubrique VI: Les négociations économiques et financières avec les Alliés (surtout n° 21, n. 2).

13. Cf. DDS vol. 7-I, surtout nos 302, 323 et 332.

14. Cf. DDS vol. 7-II, surtout nos 326, 333, 358 (annexe 2) et 375.

146

E 7110 1/83

*Le Vice-Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, J. Hotz,
au Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Rome, E. Broje*

Copie

L BM

Verhandlungen mit Italien

Bern, 3. September 1935

Wir beehren uns, Sie zu Ihrer Orientierung für alle Fälle davon zu benachrichtigen, dass die am 26. August in Bern begonnenen Verhandlungen mit einer italienischen Delegation — bestehend aus den HH. Minister Ciancarelli, Generaldirektor Anzilotti, Generaldirektor Bagli, Dr. Caccialupi und Dr. Pellegrini — am 30. gl. Mts. einstweilen ergebnislos unterbrochen werden mussten.

Schweizerischerseits wurde vor allem darauf gedrungen, Zusicherungen hinsichtlich des Zahlungsverkehrs zu erhalten und zwar unter Hinweis darauf, dass bereits Rückstände von rund 20 Millionen Schweizerfranken — wovon 13—14 Millionen aus Warenlieferungen und etwa 7 Millionen an Zinsen usw. — aufgelaufen sind. Minister Ciancarelli, als Delegationsführer, unterliess natürlich nicht, erneut emphatisch zu erklären, dass Italien alles bezahlen werde. Damit konnten wir uns aber angesichts unserer bisherigen Erfahrungen mit nicht wenigen Ländern nicht zufrieden geben. Wir erklärten klipp und klar, dass wir unbedingt eine bestimmte schriftliche Erklärung in diesem Sinne verlangen müssten, dass Gesuchen für die Transferierung von Guthaben aus Warenlieferungen, Zinsen usw. nach der Schweiz binnen einer bestimmten, kurzen, noch zu vereinbarenden Frist entsprochen würde. Über die Repatriierung von Kapitalanlagen wäre eine gesonderte Vereinbarung zu treffen. Die ganze Taktik der italienischen Delegation ging dahin, Zeit zu gewinnen. Sie erklärte, unbedingt nach Rom zurückkehren zu müssen, um neue Weisungen ihrer Regierung einzuholen. Ohne sich hinsichtlich des Zeitpunktes fest zu binden, erklärte sie, dass die Abklärung bis in ungefähr vierzehn Tagen möglich sein sollte. Für den Fall, dass Italien keinerlei Garantien hinsichtlich der Zahlungen nach der Schweiz geben sollte, liessen wir durchblicken, dass die Schweiz von einseitigen Massnahmen schwerlich Umgang nehmen könnte.

Anlässlich der Verhandlungen übergaben wir der italienischen Delegation ferner den in Kopie beiliegenden Entwurf¹ für ein neues Kontingentsabkommen. Dieser Entwurf wurde von der italienischen Delegation ebenfalls nur zur Prüfung entgegengenommen, indem sie geltend machte, dass sie für die Ausarbeitung eines Gegenentwurfs ungefähr einen Monat benötigen würde. Der Textteil des Entwurfs wurde immerhin zwischen beiden Delegationen durchgegangen, ohne dass aber insbesondere hinsichtlich der Liste B eine wesentliche Annäherung hätte erzielt werden können.

1. *Non retrouvé.*

Die schweizerischen Begehren um Freigabe der Seidengewebzölle und des Seidenveredelungsverkehrs wurden ebenfalls besprochen, ohne dass eine Verständigung hätte erzielt werden können. Die italienische Delegation hielt nicht nur ihr Begehren um Kompensation in Gestalt der Freigabe gewisser handelsvertraglicher Bindungen italienischer Zölle aufrecht, sondern kam in letzter Stunde sogar noch mit einem Begehren um Freigabe gewisser italienischer Seidengewebzölle. Ausserdem deutete Herr Anzilotti an, dass Italien die Beseitigung weiterer vertraglicher Zollbindungen begrüssen würde, an deren Aufrechterhaltung die Gegenpartei kein oder kein grosses Interesse mehr hätte. Diesbezüglich wurde aber kein formeller Antrag gestellt.

[...]

Als Übergangslösung für die Einfuhr schlugen wir vor dem Auseinandergehen am Freitag vor, es möchten italienischerseits schon auf 1. September die Kontingente des letzten Vierteljahres für diejenigen Positionen freigegeben werden, die bei der Einfuhr aus der Schweiz nicht dem Regime der Einholung von Einfuhrbewilligungen durch die italienischen Importeure unterliegen. Schweizerischerseits würden dann ebenfalls die Einfuhrbewilligungen für das vierte Quartal schon ab 1. dies gewährt. Auch über diesen einfachen Punkt glaubte die italienische Delegation nicht sofort zu einem Entscheid kommen zu können. Sie behielt sich die Prüfung vor und stellte uns die Antwort für in ungefähr acht Tagen in Aussicht. Wenn die Antwort stark verzögert wird, hat natürlich die Übergangslösung keinen Wert mehr.

Offenbar getreu der Maxime, dass der Angriff die beste Verteidigung sei, kündigte die italienische Delegation schon am ersten Tage Beschwerden gegen das schweizerische Einfuhrregime und die schweizerische Abgabe von 3% auf italienischen Waren² an. Was die Einfuhrbeschränkungen anbelangt, so beschränkten sich die sogenannten «Klagen» auf längst Wiederholtes, ohne wesentliche konkrete Belege. Über die schweizerische Abgabe von 3% hörte die schweizerische Delegation am letzten Verhandlungstage einen Vortrag von Herrn Generaldirektor Bagli an, ohne dazu, infolge der Abwesenheit von Herrn Minister Stucki, Stellung nehmen zu können.

Es ist also in Aussicht genommen, die Unterhandlungen fortzusetzen und zwar womöglich in ungefähr vierzehn Tagen. Das für uns wichtigste Problem ist und bleibt die Regelung des Zahlungsverkehrs, wenn wir nicht unhaltbaren Zuständen entgegengehen wollen.

[...]

2. *Droit d'entrée supplémentaire sur les marchandises italiennes importées en Suisse, institué le 9 juillet par le Conseil fédéral à la suite de l'entrée en vigueur en Italie, le 17 juin, d'un droit de licence spécial de 3% ad valorem sur toutes les marchandises importées de l'étranger (RO, 1935, vol. 51, pp. 541 ss.).*

E 7110 1/90

*Le Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Rome, C. Rezzonico,
au Conseiller de légation attribué à la Division
du Commerce du Département de l'Economie publique, P. Vieli*

L

Strictement confidentielle
et personnelle

Rome, 7 septembre 1935

Mon cher Vieli,

Avant de partir de Rome, je voudrais vous adresser encore quelques lignes personnelles au sujet de la question des paiements.

Je suis de plus en plus pessimiste sur la situation financière de l'Italie. Les versements se font, à mon avis, avec une lenteur inquiétante. La «Sovraintendenza»¹ doit avoir de bonnes raisons pour refuser de nous fournir la liste des paiements effectués jusqu'à maintenant (nous adresserons, à ce propos, au commencement de la semaine prochaine, une communication au Département fédéral de l'Economie publique).

Dans un rapport² que nous avons envoyé à la Division du Commerce vendredi, nous avons parlé aussi des difficultés de l'Italie dans le domaine financier. La question que j'avais déjà posée moi-même à diverses reprises à M. Ciancarelli et à M. Anzilotti et que vous avez répétée la première fois que nous avons parlé du problème des dettes en faveur de la Suisse, c'est-à-dire «où vont finir les bons francs suisses qui viennent en Italie?» n'a pas trouvé de réponse et il est, par conséquent, permis de penser ce que l'on veut. D'une source tout à fait sûre mais que je dois garder comme strictement confidentielle, nous avons appris qu'en effet il y a des fuites et que l'Italie ne nous accorde pas le traitement de faveur qui nous a été promis. On nous a dit — l'information provient, je le répète, de quelqu'un qui a le nez dans les affaires de la Sovraintendenza — que l'Italie verse chaque semaine à une Banque Suisse non moins de 250 000 frs. A quel but sont destinées ces sommes, pourquoi ne pas utiliser cet argent pour liquider enfin les listes que nous avons envoyées à la Sovraintendenza? Si je suis bien informé, on n'a pas encore liquidé toute la première liste, on a attaqué la seconde et, sauf quelques exceptions, la troisième et les suivantes sont encore vierges.

Je vous prie *instamment* de ne pas faire directement usage de ces informations dans vos négociations. Toutefois, je considère qu'il est de mon devoir — bien que notre informateur ait reçu la promesse formelle de notre part que nous garderions pour nous ce qu'il nous a dit — de vous signaler ces faits pour vous faire savoir que la situation empire et que, à mon humble avis, il est absolument nécessaire d'agir énergiquement. Comme vous, j'étais confiant dans l'avenir en présence des assu-

1. «Sovraintendenza per lo scambio delle valute», créée par décret-loi du 20 mai 1935, dirigée par F. Guarneri.

2. Daté du 5 septembre, non reproduit.

rances qui nous ont été données par d'Agostino. Maintenant, ma confiance est sérieusement ébranlée.

P. S. Si j'ai insisté pour que vous ne parliez pas de ce que je vous écris à une délégation italienne, c'est dans l'intérêt même de la Légation qui perdrait une personne dévouée si la chose devait se savoir.

148

E 2001 (C) 4/177

*Relations financières avec l'étranger*¹

Besprechung
in der Schweizerischen Nationalbank Zürich
vom 9. September 1935
über die Frage der Anordnung von Zahlungsbeschränkungen

PV GL

<i>Anwesend:</i> Herr Professor <i>Bachmann</i> , Vorsitzender,	} Schweizerische Nationalbank
Herr Direktor Dr. <i>Schwab</i> ,	
Herr Bundesrat <i>Meyer</i> , Vorsteher des Eidgenössischen Finanz- und Zoll- departements,	} Eidgenössisches Politi- sches Departement
Herr Minister <i>Bonna</i> ,	
Herr Dr. <i>Feldscher</i> ,	
Herr Dr. <i>Jaberg</i> , Schweizerische Bankgesellschaft,	
Herr Dr. <i>Jöhr</i> , Schweizerische Kreditanstalt,	
Herr <i>Dreyfuss</i> , Schweizerischer Bankverein,	
Herr Dr. <i>Zoelly</i> , Eidgenössische Bank,	
Herr Nationalrat <i>Wetter</i> ,	} Vorort des Schweizeri- schen Handels- und Industrievereins
Herr Minister <i>Sulzer</i> ,	

Herr Professor *Bachmann* legt dar, dass die Frage der Einführung von Zahlungsbeschränkungen gegenüber den Staaten, die ihrerseits zu solchen Massnahmen gegriffen haben, in den letzten Jahren verschiedentlich untersucht worden ist, dass aber von ihr bisher Umgang genommen wurde. Mit Rücksicht auf die

1. *D'après le code «GL» ce document a été rédigé par P. A. Feldscher.*

wachsenden Kapitalabzüge in letzter Zeit und die sich mehrenden Schwierigkeiten im Zahlungsverkehr, namentlich gegenüber Deutschland, ist vom Volkswirtschaftsdepartement in einem Schreiben vom 28. August 1935² an die Schweizerische Nationalbank die Frage neuerdings aufgeworfen worden.

Auf 30. Juni 1935 betragen die Gesamtguthaben der schweizerischen Gross- und Kantonalbanken gegenüber dem Ausland ³	Fr. 1 712 000 000.—
Die Verpflichtungen der gleichen Banken gegenüber dem Ausland belaufen sich auf	Fr. 764 000 000.—
Der Saldo zu Gunsten dieser Banken beträgt	<u>Fr. 948 000 000.—</u>

Auf die einzelnen Staaten bezogen, teilen sich diese Zahlen wie folgt auf:

<i>Deutschland</i> ⁴ Guthaben der Banken	Fr. 779 000 000.—
Schulden der Banken	<u>Fr. 105 000 000.—</u>
Saldo	<u>Fr. 674 000 000.—</u>

Es ist zu bemerken, dass die Gesamtguthaben der Schweiz in Deutschland sich belaufen auf 3 300 000 000.—. Die deutschen Guthaben in der Schweiz lassen sich ungefähr auf 400 bis 500 Millionen Fr. berechnen (an Hand der in der Schweiz eingegangenen Zinsen, die ungefähr 22 Millionen Franken jährlich ausmachen). Die Rückzüge der Grossbanken aus Deutschland im ersten Semester 1935 betra-

2. *Non retrouvé.*

3. *Nous reproduisons ci-dessous un tableau, portant l'indication streng verträulich et daté du 12 septembre, dont les chiffres différent de ceux indiqués par G. Bachmann:*

Zusammenstellung über

die Forderungen und Verpflichtungen schweizerischer Banken gegenüber dem Ausland.
(Auf Grund von Erhebungen bei 65 Bankinstituten per 30. Juni 1935.)

	Guthaben im Ausland	Verpflichtungen gegenüber dem Ausland	Überschuss der Guthaben + Verpflichtungen —	
	in Millionen Franken			
In allen Ländern total	2001,5	877,0	+	1 124,5
davon entfallen auf:				
Deutschland	867,4	111,3	+	756,1
Italien	52,2	76,3	—	24,1
Österreich	63,1	76,3	—	13,2
Ungarn	85,7	15,4	+	70,3
Jugoslawien	30,7	13,3	+	17,4
Rumänien	3,8	15,7	—	11,9
Bulgarien	1,1	2,4	—	1,3
Argentinien	12,5	6,0	+	6,5
Brasilien	2,8	4,2	—	1,4

(E 2001 (C) 4/177).

4. *Pour plus de détails, cf. n° 206 et annexe.*

gen 144 Millionen (aus dem gesamten Ausland in der gleichen Zeit 242 Millionen). Die Rückzüge von Deutschland aus der Schweiz belaufen sich im ersten Semester 1935 auf 21 Millionen.

<i>Österreich</i>	Guthaben der Banken	Fr. 43 000 000.—
	Schulden der Banken	Fr. 61 000 000.—
<i>Ungarn</i> ⁵	Guthaben der Banken	Fr. 84 000 000.—
	Schulden der Banken	Fr. 15 000 000.—

Die schw[weizerische] Stillhalteforderungen belaufen sich auf 147,3 Millionen, der schweizerische Titelbesitz auf 105,2 Millionen.

<i>Jugoslawien</i>	Guthaben der Banken	Fr. 31 000 000.—
	Schulden der Banken	Fr. 12 000 000.—
<i>Rumänien</i>	Guthaben der Banken	Fr. 4 000 000.—
	Schulden der Banken	Fr. 15 000 000.—
<i>Italien</i> ⁶	Guthaben der Banken	Fr. 30 000 000.—
	Schulden der Banken	Fr. 65 000 000.—

Herr *Wetter* spricht sich grundsätzlich für die Wünschbarkeit der Einbeziehung fremder Kapitalforderungen in die Clearingabkommen aus. Die Rückstände gegenüber Italien wachsen von Monat zu Monat an. Bei Eintritt eines Clearings wird die Situation von Anfang an verfuhrwerkt sein. Er will keinen Druck ausüben, doch wird man sich fragen müssen, ob es nicht besser wäre, spät als nie zu der fraglichen Massnahme zu greifen.

Herr *Jaberg* weist darauf hin, dass die Schweiz bei Einführung von Zahlungsbeschränkungen aus den Stillhalteabmachungen⁷ ausgeschlossen würde. Seit 1931 wurde durch diese Abmachungen die Zahlung anderer Forderungen ermöglicht. Durch die Zinsüberweisungen konnten die Bilanzen von Gross- und Mittelbanken im Gleichgewicht erhalten werden. In der letzten Zeit wurden die Guthaben durch vermehrte Einbringung von Registermarkforderungen abgebaut. Die Banken konnten im internen Verkehr zu Krediten veranlasst werden. Einseitige Zwangsmassnahmen würden sich im besondern auch zum Nachteil unserer Hotellerie auswirken. Wer ein Glashaus besitzt, sollte nicht mit Steinen um sich werfen.

Die schweizerischen Beteiligungen sind bei weitem grösser in vielen Staaten als die angegebenen. Seit 1931 ist viel mehr rapatriiert worden. Es dürfte im offenkundigen Interesse der Schweiz sein, von Gegenmassnahmen abzusehen.

Herr *Jöhr* unterstreicht das Interesse an der Aufrechterhaltung der Stillhalteabmachungen und betont die scharf ablehnende Stellungnahme Schachts gegenüber schweizerischen Zahlungsbeschränkungen bei den letzten Clearingverhandlungen⁸. Wir können im übrigen nur zurückhalten, was wir selbst an Geldschulden, nicht aber Depots. Auch Deutschland lässt gegenwärtig noch fremde Depots frei von der Devisenbewirtschaftung. Kapital könnte nur gegen Kapital verrechnet werden. Die Rückzüge aus der Schweiz sind auf die Furcht vor der

5. Cf. aussi n° 1.

6. Cf. aussi annexe au n° 216.

7. Cf. DDS vol. 10, surtout n° 94 et n. 2.

Frankenentwertung zurückzuführen⁹, nicht auf ein mot d'ordre. Seit 1931 hat man mehr aus dem Ausland herausgeholt als man gemeinhin annimmt. Herr Jöhr ist überzeugt, dass wir gegenüber Deutschland den kürzern ziehen würden. Die auf den Clearingverkehr gesetzten Hoffnungen haben sich nicht erfüllt. Der Schlüsselpunkt liegt nach wie vor im Export Deutschlands.

Herr *Sulzer* teilt den Standpunkt von Herrn Dr. Wetter. Sind Vor- und Nachteile genügend abgewogen worden, um zu einem klaren Schluss zu kommen? Wenn wir Schacht nicht einmal die Zähne zeigen, wird er uns immer schlechter behandeln. Schacht weigert sich, schweizerischen Niederlassungen in Deutschland Markanschaffungen zu gewähren, sondern zwingt zur Beistellung von Devisen aus der Schweiz.

Herr *Dreyfuss* befürchtet nicht das Eintreten solcher Rückwirkungen auf das Depotgeschäft, wie Herr Jöhr. Er ist überzeugt, dass die Aktiven Ungarns und Deutschlands in der Schweiz viel grösser sind als die angegebenen Zahlen; ebenso diejenigen Italiens. Das Depotgeschäft wird auf die Dauer zu teuer bezahlt.

Herr *Zoelly* bemerkt, dass eine genaue Enquête der Bankiervereinigung schwierig durchzuführen wäre wegen Beunruhigung der Banken und ihrer Klienten. Die schweizerischen Finanzguthaben in Italien werden auf 380 Millionen, die Schulden auf 65 Millionen veranschlagt¹⁰. Von einem Verrechnungsverkehr sollte wegen den grossen Schwierigkeiten besser Umgang genommen werden.

Herr Bundesrat *Meyer* verweist auf die Mangelhaftigkeit der Statistik im Reiseverkehr (Kohlenimporte) und bemerkt gegenüber Herrn Jaberg, dass nicht nur der deutsche Fremdenverkehr, sondern auch der schweizerische Fremdenverkehr im Ausland, z. B. in Italien, in Rechnung zu stellen sei. Die Renitenz von Schacht könnte vielleicht gerade ein Grund zur Einbeziehung der Finanzforderungen in ein Clearing abgeben.

Herr *Bachmann* bemerkt in Antwort auf eine Anfrage von Herrn Dr. Feldscher, dass bei einem Zahlungsverbot die Einbeziehung der Zahlungen in einen Clearingverkehr mit den betreffenden Staaten erfolgen müsste. Er bedauert die Abwesenheit von Vertretern des Volkswirtschaftsdepartements. Das Zahlenmaterial bedarf noch der Abklärung. Es wird ein Exposé auszuarbeiten und eine weitere Konferenz in den nächsten Tagen einzuberufen sein.

9. Cf. n° 117.

10. Cf. *cependant annexe au n° 216.*

E 2200 Paris 8/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Paris, P. Ruegger*

L GX

Persönlich und streng vertraulich

Bern, 13. September 1935

Wir beehren uns Ihnen mitzuteilen, dass auf Grund von Besprechungen, die in den letzten Tagen geführt worden sind¹, die freiwillige Rückgabe von Berthold Jacob Salomon an die Schweiz in Aussicht genommen worden ist.

Es ist selbstverständlich, dass wir die Anwesenheit Jacobs auf Schweizergebiet als durchaus unerwünscht ansehen², weshalb der Bundesrat entschlossen ist, ihn sofort auszuweisen und die Ausweisung zu vollziehen, sobald die Einvernahme Jacobs als Zeuge im Prozess Wesemann beendet ist, die 1 bis 2 Tage in Anspruch nehmen dürfte.

Als einziges Land, wohin Jacob abgeschoben werden kann, kommt Frankreich in Frage, woher er bekanntlich auf illegalem Wege eingereist ist. Wir glauben annehmen zu dürfen, dass die französischen Behörden schon deshalb es nicht gut ablehnen können, Jacob wieder bei sich aufzunehmen und wohl auch sonst

1. *Après la remise du mémoire allemand le 28 août 1935, F. Kappeler rédige la notice suivante, datée du 31 août et visée par G. Motta:*

Ich habe Herrn Minister Dinichert in einem persönl. Schreiben die deutsche Antwort gesandt u. ihn über den ersten günstigen Eindruck, den sie hier gemacht hat u. die Absicht auf eine Replik zu verzichten, orientiert.

Ich teilte ihm die Erklärung an den deutschen Gesandten mit, dass wir den Fall nicht dramatisieren wollen, dass die einzige mögliche Lösung aber, die Rückgabe Jacobs sei. [...] (E 2001 (C) 4/99).

Le 10 septembre lors de la séance du Conseil fédéral:

M. le chef du département politique a communiqué précédemment que, dans sa réponse au mémoire déposé par notre représentant auprès du tribunal arbitral chargé de régler l'affaire Jacob, le gouvernement allemand reconnaît la participation du nommé Richter à l'enlèvement de Jacob et déclare avoir destitué cet agent de la Gestapo. Mais, ainsi qu'il l'a fait observer au ministre d'Allemagne, M. de Weizsäcker, la Suisse ne saurait renoncer à poursuivre l'affaire que si le gouvernement allemand rend Jacob à la Suisse. Or, aujourd'hui, M. de Weizsäcker lui a laissé entendre qu'à Berlin on paraissait disposé à donner cette satisfaction à la Suisse. Mais il a demandé ce que nous ferions, dans ce cas, de Jacob. M. Motta lui a répondu que nous l'expulserions immédiatement, l'enquête ayant démontré qu'il était au service d'une puissance étrangère et qu'il était venu en Suisse pour se procurer des renseignements sur l'Allemagne. En ce qui concerne Wesemann, qui a livré Jacob à l'autorité allemande, M. Motta a déclaré que nous ne pouvions par arrêter les cours de la poursuite engagée contre cet individu, mais que nous chercherions à empêcher que les débats du procès fussent exploités à des fins politiques. En ce qui concerne les regrets du gouvernement allemand, on cherchera une formule qui sauvegarde la dignité de ce dernier tout en nous donnant la satisfaction à laquelle nous avons droit. M. Motta, en faisant ces déclarations, a réservé l'approbation du Conseil fédéral (E 1004 1/354).

2. *Cf. la lettre du Ministère public au DJP du 14 septembre concernant les agissements de Berthold Jacob Salomon in E 2001 (C) 4/98.*

geneigt sind, ihn wieder zuzulassen. Vermutlich dürfte er übrigens noch im Besitz einer gültigen französischen Aufenthaltsbewilligung sein.

Wir möchten uns jedoch nicht der Gefahr aussetzen, dass beim Grenzübertritt Schwierigkeiten entstehen, die zur Folge hätten, dass der Aufenthalt Jacobs in der Schweiz sich in die Länge ziehen würde. Deshalb bitten wir Sie, unverzüglich, sei es direkt, sei es durch Vermittlung des Französischen Aussenministeriums, beim Direktor der französischen Sûreté einen streng vertraulichen Schritt zu unternehmen, um die Zusage zu erwirken, dass er, sobald Sie ihn vom Eintreffen Jacobs in der Schweiz verständigen, unverzüglich die französischen Grenzorgane in Basel anweist, Jacob zu übernehmen³.

Die Angelegenheit ist äusserst dringend. Je rascher sie erledigt werden kann, desto geringer ist die Gefahr, vorzeitiger höchst unerwünschter Indiskretionen. Die Übergabe Jacobs an die Schweiz könnte schon am Montag oder Dienstag erfolgen. Wir möchten sie jedoch nicht vollziehen lassen, bevor die Gewissheit besteht, dass Jacob nachher nach Frankreich ausreisen kann. Deshalb bitten wir Sie anzustreben, dass Ihnen wenn möglich schon morgen ein bestimmter Bescheid erteilt wird. Jedenfalls bitten wir Sie, uns morgen telephonisch in vorsichtiger Weise anzugeben, welches Resultat sich ergab oder erwartet werden kann, und uns dann auch den endgültigen Bescheid sofort zu telephonieren.

Die Tatsache der Rückgabe Jacobs soll der Öffentlichkeit durch ein gemeinsames schweizerisch-deutsches Communiqué⁴ erst in dem Moment bekanntgegeben werden, so Jacob in der Schweiz eintrifft. Es liegt uns darum begrifflicherweise ausserordentlich viel daran, dass auch die französischen Herren, die sich auf Grund Ihres Schrittes mit der Sache zu beschäftigen haben werden, bis zum Erscheinen des «Communiqué» absolutes Stillschweigen nach aussen bewahren.

3. *Dans une lettre du 16 septembre, P. Ruegger fait savoir à G. Motta que l'affaire est réglée:*

[...] Dès la réception de votre lettre, je me suis rendu, samedi dernier, chez M. Bargeton, Directeur des Affaires Politiques et Commerciales au Quai d'Orsay, auquel j'avais demandé un entretien dès la veille, conformément à vos instructions téléphoniques. M. Bargeton, qui a pris connaissance avec un vif intérêt des renseignements que vous m'aviez donnés au sujet de la délicate affaire dont il s'agit, a immédiatement exprimé l'opinion personnelle que le Gouvernement français ne saurait faire obstacle à l'admission, sur territoire français, de la personne en question. Toutefois, il n'a pas été en mesure de me donner d'emblée une assurance précise, l'affaire étant de nature, en raison de ses répercussions possibles sur la presse, à appeler des décisions personnelles du Ministre de l'Intérieur. Samedi après-midi, à 6 heures, M. Bargeton m'a, cependant, fait connaître d'une manière définitive que le Gouvernement français accédait à notre désir et que les autorités compétentes prendraient immédiatement les mesures nécessaires, dès que je les aurai informées de l'arrivée sur territoire suisse de la personne dont il s'agit.

Par la même occasion, M. Bargeton a donné la forme officielle d'une demande de son Gouvernement à l'allusion qu'il avait faite le matin, à titre individuel: le Gouvernement français désirerait, en effet, que 36 ou 48 heures s'écoulerent entre l'arrivée de la personne sur notre territoire et sa remise aux autorités de frontière françaises. Le Quai d'Orsay paraît être particulièrement anxieux de vouloir éviter tout ce qui pourrait donner une apparence de réalité à une version, — naturellement fort inexacte, mais qui pourra tout de même être donnée par certains journaux, — selon laquelle l'incident dont il s'agit serait réglé par une entente *entre nos deux voisins*. [...](E 2001 (C) 4/98).

4. *Cf in E 2001 (C) 4/99.*

ANNEXE

E 2001 (C) 4/98

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L YS

Vertraulich

Berlin, 14. September 1935

Die Nachricht, die mir das soeben eingegangene persönliche gestrige Schreiben bringt, interessiert und befriedigt mich noch mehr, als sie mich eigentlich überrascht. Zwar waren mir bisher keinerlei Andeutungen hinsichtlich des deutschen Entschlusses gemacht worden. Aber aus gewissen mündlichen Bemerkungen und vornehmlich aus der deutschen Antwort⁵ zum schweizerischen Schriftsatze⁶ sprach so viel Unbeholfenheit, dass man sich füglich fragen musste, warum man hier nicht seine Zuflucht zum einzigen noch tauglichen Auswege nehmen wollte. In meinem Schreiben vom 18. Juni hatte ich bereits dieser Möglichkeit Erwähnung getan⁷, obwohl die deutsche Überwindung reichlich spät eintritt.

Woran ich immerhin keinerlei Gefallen finde, ist die Absicht, in einer gemeinsamen Verlautbarung über die Erledigung des Falles die Ausweisung des Betreffenden ausdrücklich zu erwähnen. Diese ist freilich eine Selbstverständlichkeit, nicht aber als Konzession an Deutschland, als was sie hierorts sicher gedeutet werden wird. Ich fürchte, man dürfte weitergehen und die Sache so darstellen, dass der anfängliche Fehler von Seiten der Schweiz begangen worden ist, die das üble Individuum in unrechtmässiger Weise zu unzulässigen Zwecken ungehindert auf ihr Gebiet hat kommen lassen. Daraus habe sich dann infolge des verständlichen Übereifers *eines* im übrigen verdienten Beamten das weitere ergeben. Die uns doch geschuldete Genugtuung scheint mir da eine wenig gerechtfertigte Einschränkung zu erleiden, zumal da von andern Mitschuldigen überhaupt nicht mehr die Rede ist.

Es ist dafür gesorgt, dass die Sache vollkommen geheim bleibe.

5. Cf. n° 121, n. 29.

6. Cf. n° 121, n. 28.

7. [...] In dem Monate, der den Deutschen für die Beantwortung durch den Gegenschriftsatz zur Verfügung steht, haben sie reichlich Zeit, sich zu überlegen, ob sie nicht lieber auf das Schiedsgerichtsverfahren verzichten möchten. Käme ihrerseits ein solcher Vorschlag an uns, so könnten wir bereitwillig darauf eintreten, in der Voraussetzung, dass uns volle Genugtuung geboten würde. [...] (E 2001 (C) 4/97).

*Notice du Chef de Section de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, F. Kappeler,
pour le Chef du Département politique, G. Motta¹*

Bern, 24. September 1935

Im Dezember 1934 fand in Montreux ein internationaler Kongress der Faszi-
sten statt², ohne dass vorher den zuständigen schweizerischen Behörden die
Absicht, diesen Kongress abzuhalten, bekanntgeworden war. Das Verhalten ein-
zelner Teilnehmer, u. a. auch des Kongress-Sekretärs Dr. Baroni, gab auch sonst
zu Klagen Anlass, weshalb die Schweizerische Gesandtschaft in Rom mit Vorstel-
lungen beauftragt wurde. Herr Minister Wagnière hat Herrn Staatssekretär
Suvich ein Aide-Mémoire übergeben³, in dem auch Klage darüber geführt wurde,
dass die Bundesregierung von den Organisatoren von dem Plan nicht verständigt
worden war. Herr Suvich stellte in Aussicht, dass er dies geeignetenorts zur Spra-
che bringen wolle.

Trotzdem wurde vom 8. bis 13. September 1935 ein neuer Kongress gleicher
Art abgehalten, wobei wiederum den schweizerischen Behörden diese Absicht
verschwiegen wurde. Die Zimmer für die italienischen Teilnehmer, General
Eugen Coselschi und Dr. Guido Baroni wurden von einer Sekretärin, ohne Nen-
nung des Namens oder Grunds, bestellt und der Hotelier sah erst bei der Ankunft
der Genannten, mit wem er es zu tun habe⁴. Es scheint auch kein Journalist zu der
Verhandlung zugelassen worden zu sein. Indessen erschien im «Corriere della
Sera» vom 13. September ein Bericht über den Kongress, betitelt: «Il Fascismo
universale denuncia la mostruosa alleanza plutocratico-marxista contro l'Italia»,
den unsere Linkspresse aufgriff.

Die Bundesanwaltschaft beabsichtigt nun, gegen Coselschi und Baroni, als
Veranstalter des Kongresses, sofort die Grenzsperrung zu verfügen, ebenso gegen
ihre Sekretärin, Fräulein Cristiani⁵, was damit gerechtfertigt werden kann, dass
sie diesmal offenbar versuchten, die Veranstaltung heimlich auf Schweizergebiet
durchzuführen, um einem allfälligen Verbot derselben zu entgehen. Nachdem die
Vorstellungen in Rom wirkungslos geblieben sind, ist die schweizerische Regie-
rung zweifellos zu einer derartigen eigenen Abwehrmassnahme berechtigt, zumal
eine neue Zusammenkunft in Montreux im Dezember d. J. beabsichtigt sein soll.

1. *Annotation manuscrite de Motta*: Soumettre à M. le Ministre de Stouitz. J'incline, aussi, à la
mesure dont il s'agit. Interpeller cependant encore M. Wagnière. 25.9.35.

2. *Cf. annexe au présent document.*

3. *Cf. lettre de G. Wagnière à Motta, du 12 février 1935* (E 2001 (C) 4/9).

4. *Cf. rapport de la Police de sûreté vaudoise, daté du 17 septembre, transmis aussi au DPF, rela-
tant les déclarations du propriétaire de l'Hôtel Montreux-Palace & Cygne, où s'est déroulé le
congrès* (E 2001 (C) 4/9).

5. *Le 8 octobre, le Ministère public fédéral décide d'interdire l'accès au territoire suisse à E. Co-
selschi, G. Baroni et V. Cristiani. Cf. sa lettre au DPF du 9 octobre.*

Von einer neuen Démarche in Rom sollte meines Erachtens Umgang genommen werden. Eine offizielle Mitteilung der getroffenen Massnahme würde unnötigerweise verschärfend wirken. Es wird besser abgewartet, welche Wirkungen die Grenzsperrzeitigt. Wir bleiben dann auch freier, sie gegen die nötigen Versprechungen für die Zukunft eventuell rückgängig zu machen.

ANNEXE

E 2001 (C) 4/9

*Le Procureur général de la Confédération, F. Stämpfli,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique⁶*

L

Bern, 22. Dezember 1934

Wir bringen Ihnen beiliegende Berichte⁷ über die Zusammenkunft von Faschisten aus verschiedenen Ländern in Montreux zur Kenntnis, mit dem Bemerkten, dass uns über die Einberufung dieses Kongresses nichts bekannt war. Das Verhalten des Rumänen Motza gegenüber dem rumänischen Minister Titulescu, des Grafen Senni⁸ (handelt es sich um den früheren italien. Generalkonsul in Genf?) gegenüber den Polizeiorganen, die Mitnahme von italienischen Polizeiagenten durch den Kongress-Sekretär Dr. Baroni geben zu Beanstandungen Anlass. Wir fragen uns, ob wir gegen die Genannten nicht Grenzsperrzeitigt verfügen sollen, und ob nicht das Politische Departement Veranlassung hat, auf diplomatischem Wege Verwahrung einzulegen gegen die Unterlassung einer Vorankündigung dieses von italienischer Seite einberufenen & finanziell unterhaltenen Kongresses, der die innen- und aussenpolitischen Interessen der Schweiz berührt, sowie gegen das Verhalten der beiden vorbezeichneten italienischen Herren. Wir ersuchen Sie, zu diesen Fragen Stellung zu nehmen und uns die Akten mit Ihrer Äusserung zurückzusenden.

6. *Annotation marginale de Motta*: On pourrait faire savoir au Gouvernement italien que *nous aurions dû être avertis*. Pour le reste je n'estime pas qu'il y ait de *mesures spéciales* à prendre. En particulier il ne me semble pas qu'il y ait des mesures à prendre contre M. Senni. L'affaire Baroni n'a rien à faire avec la politique. 28. XII. 34.

7. *Non retrouvé*.

8. *Il doit s'agir en réalité du général M. Sani, collaborateur d'E. Coselschi*.

151

E 2001 (D) 2/110

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Berlin, E. Feer,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz*

L GX

Berlin, 27. September 1935

Mit Schreiben vom 23. dieses Monats¹ habe ich Ihnen kurz von meinen Befürchtungen hinsichtlich einer allzu weitherzigen Gewährung von Aufenthaltsbewilligungen an deutsche Staatsangehörige, die ihrer Konfession oder politischen Einstellung wegen Deutschland den Rücken zu kehren wünschen, Kenntnis gegeben. Ich habe inzwischen die in erster Linie in Frage kommenden Beamten dieser Gesandtschaft angewiesen, diesem für die Schweiz überaus ernsten Problem nach wie vor ihre Aufmerksamkeit zu schenken und mir in Zukunft von Fällen die von besonderem Interesse sind, Kenntnis zu geben.

In dieser Hinsicht möchte ich darauf hinweisen, dass namentlich seit dem Erlass des deutschen Gesetzes zum Schutz des deutschen Blutes und der deutschen Ehre² naturgemäss kein Tag vergeht, ohne dass von Reichsangehörigen Anfragen nach der Möglichkeit einer Übersiedlung nach der Schweiz einlaufen. Die Passabteilung der Gesandtschaft bemerkt dazu, dass es auffalle, dass die Gesuche um Erteilung der Aufenthaltsbewilligung in den seltensten Fällen bei der Gesandtschaft direkt eingereicht werden. Die Interessenten äussern sich nach Inempfangnahme der Auskunft sehr oft dahin, dass es ihnen zweckmässig erscheine, selbst nach der Schweiz zu fahren und die Verhandlungen um Erteilung einer kurzfristigen Aufenthaltsbewilligung dort persönlich zu führen. Es entzieht sich leider der Kenntnis der Gesandtschaft, in wieviel Fällen dieses Verfahren zum Ziele geführt hat. Immerhin ist festzustellen, dass es immer wieder vorkommt, dass Interessenten von kantonalen oder sogar von Gemeindebehörden Aufenthaltsbewilligungen erhalten und gestützt darauf bei der Gesandtschaft um die Ausstellung des erforderlichen Attestes für die zollfreie Einfuhr des Umzugs-

1. *Voilà ce qu'écrit E. Feer le 23 septembre:*

[...]Bei diesem Anlass möchte ich nicht verfehlen, darauf hinzuweisen, dass seit dem Erlass des deutschen Gesetzes zum Schutz des deutschen Blutes und der deutschen Ehre deutsche Nichtarier in grosser Zahl auf der Gesandtschaft vorgesprochen haben, um in Erfahrung zu bringen, ob nicht die Möglichkeit bestehe, sich in der Schweiz niederzulassen oder dort Aufenthalt zu nehmen. In einem Falle wollte ein deutscher Volljude seine Familie nach der Schweiz schicken, während er vorläufig noch hier seine Berufstätigkeit auszuüben gedenkt. Ich gebe mich gern der Hoffnung hin, dass hinsichtlich der Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen gegenüber deutschen Staatsangehörigen, die in Opposition zum gegenwärtigen Regime stehen, von den zuständigen schweizerischen Behörden grösste Vorsicht und Zurückhaltung geübt wird. Von Berlin aus betrachtet erscheint jedenfalls dieser Andrang etwas beängstigend, wollen wir uns nicht der Gefahr aussetzen, in einem Jahrzehnt auch in der Schweiz ein Judenproblem zu haben. [...] (E 2001 (D) 2/110).

2. *Du 15 septembre 1935.*

gutes einkommen. Sofern die Aufenthaltsbewilligung von einer kantonalen Stelle ausgeht, muss das Attest nach den bestehenden Vorschriften ausgefertigt werden. Es liegt auf der Hand, dass Personen, die auf Grund einer kurzfristigen Aufenthaltserlaubnis mit ihren Möbeln nach der Schweiz übersiedeln, wohl nur selten unser Land nach Ablauf der Dauer der Bewilligung wieder verlassen werden. In den meisten Fällen dürfte davon abgesehen werden, sie zur Ausreise zu zwingen, da dies wohl eine noch viel grössere Härte bedeuten würde, als wenn man sie überhaupt nicht hereingelassen hätte.

Im Zusammenhang mit den Anfragen um Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen wird fast regelmässig um eine Auskunft darüber ersucht, innerhalb welcher Frist man sich in der Schweiz einbürgern lassen könne. Auch hier ist festzustellen, dass die Interessenten glauben, auf kürzerem Wege als dem gesetzlich vorgeschriebenen zu ihrem Ziele zu gelangen, wenn man sich nur an die richtige Adresse in der Schweiz wende. Ein Besucher stellte letzthin klipp und klar die Behauptung auf, er werde «nach seiner Information» nicht sechs Jahre warten müssen, bis er Schweizerbürger werde.

Die Frage liegt nahe, ob nicht, namentlich bei den Juden, allenfalls jüdische Stellen in der Schweiz ihre Volksgenossen beraten. Es wäre dies allerdings ein grosser Fehler seitens der Schweizerjuden, denn, wenn eine antisemitische Tendenz auch in der Schweiz aufkommen sollte, zwischen schweizerischen und internationalen Juden bestimmt kein Unterschied gemacht werden wird.

Allein auch ganz abgesehen von den Juden, ist es mir nicht recht verständlich, dass man erwerbstätigen deutschen Staatsangehörigen nach wie vor in anscheinend nicht unbeträchtlichem Masse Aufenthaltsbewilligungen erteilt, während doch praktisch die Auswanderung von Schweizern nach Deutschland fast vollständig unterbunden ist.

Ich möchte daher mit vorliegendem Schreiben nochmals darauf hinweisen, dass ich die Entwicklung dieses Problems mit Besorgnis verfolge, was mir wohl nicht verübelt werden kann, wenn man weiss, in welchem Masse sich die Gesandtschaft mit der Interessenwahrung ihrer jüdischen Staatsangehörigen zu befassen hat, von denen die Allerwenigsten irgendwelche Beziehungen zu unserer Heimat haben, ausser dem Reisepass.

Ob nicht angesichts der gegenwärtigen Sachlage gegenüber deutschen Staatsangehörigen, die sich in der Schweiz niederlassen wollen, eine straffere Kontrolle eingeführt werden sollte, allenfalls unter Einschränkung der Kompetenzen der Kantone, muss ich den zuständigen Behörden überlassen³. Jedenfalls erachte ich es als meine Pflicht, Sie auf diese Gefahren nochmals aufmerksam zu machen, die hinsichtlich der Gewährung von kurzfristigen Aufenthaltsbewilligungen durch die Kantone und auch der Einbürgerung von unassimilierbaren Ausländern unbedingt die grösste Zurückhaltung gebieten.

Zur Kennzeichnung der Mentalität der Interessenten diene der in Abschrift beiliegende Brief eines Herrn Kurt Werner in Kassel an die Gesandtschaft⁴. Bei allem Verständnis für die überaus schwierige Lage der Juden in Deutschland kön-

3. Cf. annexe au présent document.

4. Non reproduit.

nen wir mit dem besten Willen nicht aus Humanitätsgründen allen diesen Leuten bei uns Asyl gewähren.

ANNEXE

E 2001 (C) 4/88

*Le Chef de la Division de la Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund,
au Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Berlin, E. Feer*

Copie

L

Bern, 17. Oktober 1935

Ihre Mitteilungen an die Abteilung für Auswärtiges haben den Unterzeichneten veranlasst, die kantonalen Polizeidirektoren in ihrer Jahresversammlung in Solothurn vom 4. und 5. Oktober besonders auf den Auswanderungswillen, der sich heute in Deutschland manifestiert, aufmerksam zu machen und sie zu veranlassen, allen solchen Gesuchen ein kategorisches Nein entgegenzustellen. Die Polizeidirektoren gehen mit uns einig. Wir werden in nächster Zeit ein Kreisschreiben⁵ erlassen, um auch die Gemeinden auf die Gefahr aufmerksam zu machen.

Ihr Schreiben ... vom 10. Oktober⁶ zeigt uns die Notwendigkeit, schon in Deutschland, durch Gesandtschaft und Konsulate, eindeutige Antworten zu erteilen. Wir bitten Sie, Ihre Passabteilung und alle Konsulate dahin zu instruieren, dass auf Anfragen nach Übersiedelung sofort geantwortet wird, die Überfremdung in der Schweiz sei so gross, dass alle Gesuche abgelehnt würden. Es habe deshalb keinen Sinn, sich weiterhin zu bemühen. Sollte, in seltenen Ausnahmefällen, das Konsulat zur Ansicht kommen, es bestehe schweizerischerseits ein Interesse an einer Übersiedelung oder besondere Beziehungen des Gesuchstellers zu unserem Lande verlangten eine nähere Prüfung, so ist es das Gesuch mit möglichst genauen Angaben und sorgfältiger Begründung durch das überweisende Konsulat an die eidgenössische Fremdenpolizei zu leiten. Diese wird prüfen, ob sie mit dem Zureisekanton Fühlung nehmen wolle oder das Gesuch ohne weiteres abweisen. Der Entscheid wird selbstverständlich der übermittelnden Stelle bekanntgegeben. — Die eidgenössische Fremdenpolizei wird auch dankbar sein für die Bekanntgabe besonders hartnäckiger Kunden der Konsulate, von denen zu erwarten ist, dass sie in der Schweiz versuchen werden, zum Ziele zu gelangen. In diesen Fällen wird um Bekanntgabe des Kantons gebeten, in dem sich der Ausländer festsetzen will.

Ausnahmen können in Frage kommen bei alten Leuten, die sich vollständig aus dem Erwerbsleben zurückgezogen haben, die ohne Anhang sind und die nötigen Mittel zu erwerbslosen Leben in der Schweiz besitzen. Wo Ihnen bekannt wird, dass Kinder zur Schulung oder Erholung in die Schweiz geschickt werden, sollen Sie die Eltern ausdrücklich darauf aufmerksam machen, dass Aufenthaltsbewilligungen höchstens für die Schulzeit erteilt würden, auch hierfür nur, soweit Plätze vorhanden sind, und dass von einem dauernden Bleiben in der Schweiz, Stellenantritt (auch nicht als Volontär), selbständiger Erwerbstätigkeit, nicht die Rede sein könne. Auch Einbürgerungsgesuche würden in allen Fällen abgewiesen werden, auch wenn die formellen Voraussetzungen erfüllt werden.

Auf 4 Millionen Einwohner beherbergt die Schweiz 350 000 Ausländer. Wir sind nicht mehr aufnahmefähig.

Wir werden Ihnen und den Konsulaten unser Kreisschreiben an die Kantone selbstverständlich zur Kenntnis bringen.

5. *La circulaire relative à l'arrangement provisoire, élaboré à Genève le 4 septembre 1936, sur le statut des réfugiés provenant d'Allemagne, est remise aux Départements de justice et police cantonaux le 19 août 1937. Cf. E 4800 (A) 1967/111/338. Le 2 juillet 1936 la SdN organise une conférence internationale afin de tenter de régler le flux des réfugiés quittant l'Allemagne. Le 18 août 1937, la Suisse adhère à l'arrangement provisoire issu de la conférence. Cf. E 4800 (A) 1 + 2.*

6. *Non retrouvé.*

La Suisse et le conflit italo-éthiopien

Sommaire de la discussion qui a eu lieu au Département politique
le 3 octobre 1935 au sujet du conflit italo-éthiopien

PV Confidentiel¹

Etaient présents:

M. G. *Motta*, Conseiller fédéral, Chef du Département politique,
M. Max *Huber*, Président du Comité international de la Croix-Rouge,
M. Walter *Burckhardt*, Professeur à l'Université de Berne,
M. le Ministre M. *de Stoutz*, Chef de la Division des affaires étrangères,
M. le Ministre P. *Bonna*, Chef de la Section politique au Département politique,
M. C. *Gorgé*, Conseiller de Légation, Chef de la Section de la Société des Nations au Département politique,
M. H. *Voirier*, Juriste au Département politique.

Le séance est ouverte à 14 h 35

M. *Motta* déclare qu'il a tenu à réunir MM. Huber et Burckhardt et les fonctionnaires principalement intéressés du Département politique pour entendre leur opinion sur la position de la Suisse à l'égard du conflit italo-éthiopien. La situation politique est devenue, en effet, très grave et les conséquences en peuvent être de la plus grande importance pour nous.

Tout d'abord, M. *Motta* expose brièvement l'attitude observée par le Conseil fédéral jusqu'ici. Celui-ci a été tenu régulièrement au courant de ce qui s'est passé, mais n'a pas abordé la question de fond. Il entend rester pour le moment dans l'expectative et ne prendre aucune décision tant qu'il ne se trouvera pas devant une situation précise et concrète. Il se refuserait, en tout cas, à prendre position en se fondant sur des hypothèses. Une partie de l'opinion déduit de cette attitude que le Conseil fédéral ne sait pas ce qu'il se veut. Une telle interprétation est fautive. Le Conseil fédéral se prononcera s'il le faut, mais pas avant de posséder tous les éléments nécessaires.

M. *Motta* résume ensuite les impressions qu'il a recueillies à Genève au cours de l'Assemblée de la Société des Nations².

Il s'est persuadé, en premier lieu, par ses nombreuses conversations et divers faits, que la volonté de la Grande-Bretagne de ne pas laisser l'Italie imposer son protectorat à l'Ethiopie est inébranlable. La Grande-Bretagne ira jusqu'au bout, à quelque prix que ce soit, quand ce prix serait même la guerre. M. *Motta* rappelle,

1. *Non signé.*

2. *Seizième session ordinaire de l'Assemblée, ouverte le 9 septembre 1935.*

à ce propos, que les travaillistes anglais se sont prononcés en faveur des sanctions à une majorité écrasante de vingt contre un. L'opinion du peuple anglais est unanime. Les raisons de cette attitude sont, d'une part, l'intérêt national, qui serait menacé si l'Italie occupait l'Ethiopie, d'autre part, un courant d'idéalisme fait de haine de la guerre et d'attachement aux principes de la Société des Nations. C'est évidemment une chance que les intérêts britanniques coïncident si étroitement avec les principes de la Société des Nations.

Il faut observer, en second lieu, que la situation de la France est extrêmement délicate. Sans vouloir entrer dans des considérations de politique intérieure française, M. Motta constate toutefois que la nouvelle amitié franco-italienne avait été saluée avec joie. Ce lien risque maintenant de s'affaiblir. On conçoit donc que la France fasse tous ses efforts pour empêcher cela et qu'elle cherche à temporiser aussi longtemps que possible. Si elle est toutefois obligée de choisir entre l'Italie, d'une part, et la Société des Nations et la Grande-Bretagne, de l'autre, il est certain qu'elle prendra parti pour celles-ci. Cela ne signifierait naturellement pas que la guerre s'ensuivrait entre la France et l'Italie. Mais la France devrait faire le choix d'une cause et participer, le cas échéant, aux sanctions économiques.

Le troisième fait que constate M. Motta est l'isolement total dans lequel se trouve actuellement l'Italie. Aucun Etat n'a osé, à Genève, prendre ouvertement son parti. On admet bien que le partage des colonies n'a pas été équitable et on reconnaît le besoin d'expansion de l'Italie. On observe aussi que la politique consistant à empêcher l'immigration met certains pays dans une situation très difficile. Mais tout cela ne justifie pas l'action de l'Italie, qui ne tient compte ni du Pacte de la Société des Nations ni du pacte Briand-Kellogg³. Il faut rappeler, d'ailleurs, que l'admission de l'Ethiopie dans la Société des Nations s'est faite par la volonté bien arrêtée, presque enthousiaste, de l'Italie⁴.

En dehors des considérations qu'il vient de développer, M. Motta signale encore deux éléments qui jouent un rôle dans le conflit. Il semble bien, d'une part, que la dictature est une forme de gouvernement qui n'est pas en harmonie avec l'idéal de nombreux Etats membres. Il résulte de cela un courant d'antifascisme qui souffle sur le feu. Moscou, notamment, ne voit peut-être pas sans plaisir cette occasion. D'autre part, la manière dont M. Mussolini a, dès le début, traité la Société des Nations, accablant celle-ci de son mépris et de ses railleries, a créé contre lui un sentiment d'animosité. Il a méconnu la grande force morale que la Société des Nations doit être.

La question se trouve actuellement devant le Conseil. L'Assemblée elle-même n'en a pas encore été formellement saisie. Lorsque celle-ci a terminé les travaux de la seizième session, on s'est demandé s'il fallait clore la session. Cette hésitation pouvait paraître curieuse, étant donné que l'ordre du jour était épuisé. On pouvait dire cependant que l'Assemblée était moralement saisie de l'affaire italo-éthio-

3. *Pacte de renonciation générale à la guerre, du 27 août 1928. DDS vol. 9, nos 389, 390, 422, 444 et 448.*

4. *Cf. surtout l'intervention faite le 20 septembre 1923 par le délégué italien à la sixième commission de l'Assemblée de la SdN, chargée d'étudier la demande d'admission présentée par l'Ethiopie (JO. SDN, 1923, Supplément spécial n° 19, pp. 18—19). Le 28 septembre 1923, l'Assemblée décida à l'unanimité d'admettre l'Ethiopie dans la SdN.*

pienne. La discussion générale y avait été, en effet, à peu près entièrement consacrée. Sur le désir de l'Angleterre, peut-être de la France, en tout cas des délégations américaines, scandinaves, baltes et de celles de la Petite-Entente, l'Assemblée prit une décision d'ajournement⁵. On invoquait, pour justifier cette décision, le fait que l'Assemblée pourrait être réunie rapidement et qu'elle ne perdrait pas de temps aux formalités qui sont de règle lors de chaque nouvelle session. La raison réelle était que l'Angleterre et le Conseil désiraient pouvoir se servir, le cas échéant, de l'Assemblée pour donner plus d'éclat aux décisions qui seraient prises.

On sait que le Comité des Treize⁶, qui comprend tous les membres du Conseil à l'exception des parties, continue à suivre le conflit. On ne pensait pas qu'il aurait, dans la première partie de son travail, à s'occuper du problème des sanctions. La situation est maintenant différente, puisque les hostilités ont commencé. Il s'agira de savoir s'il y a eu agression non provoquée de la part de l'Italie. La procédure de l'article 16⁷ sera donc déclenchée. Y aura-t-il unanimité pour prendre une décision à ce sujet? Le seul Etat qui puisse donner lieu à quelques doutes est la Pologne. A Genève, il n'a jamais été possible de connaître exactement l'attitude de ce pays. M. Beck a participé, il est vrai, aux travaux des Cinq⁸ et n'a pas fait opposition. Il n'a jamais été très net toutefois et, au cours d'une conversation que M. Motta a eue avec lui, il est resté très énigmatique. Du côté italien, on prétend être certain que la Pologne prendra position contre les sanctions.

Quelle doit être l'attitude de la Suisse? La question est très délicate. M. Motta préfère, avant d'émettre un avis, laisser s'engager la discussion. Il rappelle toutefois brièvement notre situation juridique. Nous avons voulu rester fidèles au principe de la neutralité. Notre neutralité a été reconnue à Londres⁹ et nous avons été dispensés des sanctions militaires. Nous sommes tenus, en revanche, de participer aux sanctions économiques et financières. Nous pourrions pourtant nous fonder sur les résolutions interprétatives adoptées par l'Assemblée de 1921, à la suite des travaux de la Commission dite du blocus¹⁰. Ces résolutions prévoient qu'il peut être consenti, dans l'application des sanctions, à certaines dérogations en faveur

5. Le 28 septembre. Cf. *JO. SDN*, 1935, Supplément spécial n° 138, pp. 94 ss.

6. Chargé le 26 septembre, par résolution du Conseil de la SdN, de préparer un projet de rapport sur le différend italo-éthiopien, conformément à l'art. 15, paragraphe 4 du Pacte (cf. n. 13 ci-dessous).

7. Cf. n° 145, n. 5.

8. Comité des Cinq, composé des représentants de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, de la France, de la Pologne et de la Turquie; chargé le 6 septembre, par résolution du Conseil de la SdN, d'examiner l'ensemble des relations italo-éthiopiennes en vue de rechercher une solution pacifique.

9. Le 13 février 1920. Pour le texte de la déclaration, cf. annexe au n° 247 du vol. 7-II des DDS.

10. Le 10 décembre 1920, la première Assemblée de la SdN avait chargé le Conseil d'instituer une Commission internationale du Blocus, pour étudier l'application de l'article 16 du Pacte. La Commission, dont faisait partie le Suisse Max Huber, se réunit à Genève du 22 au 28 août 1921, date à laquelle elle présenta son rapport au Conseil de la SdN. Les conclusions de ce rapport, qui recommandaient certains amendements à l'article 16 du Pacte, ne furent toutefois pas adoptées par l'Assemblée de la SdN. Le 4 octobre 1921, cette dernière se limita à voter une série de résolutions, dites « interprétatives », touchant à l'application de l'article 16. Cf. n° 145, n. 9.

des pays particulièrement exposés¹¹. S'il était possible d'éviter que la Suisse fût mêlée aux sanctions, M. Motta pense que le Conseil fédéral le verrait avec plaisir. Si on nous demande toutefois de prendre des sanctions, nous devons consulter l'Assemblée fédérale.

M. Max *Huber* pense qu'il ne sera pas bien difficile de répondre affirmativement à la question de savoir s'il y a eu rupture du Pacte. On voit maintenant combien la Société des Nations a agi légèrement en admettant l'Ethiopie qui ne mérite guère qu'on risque une guerre pour la protéger. Si la rupture du Pacte est constatée, la décision sur les sanctions appartiendra, en définitive, à chaque Etat séparément.

Au point de vue juridique, l'article 16 du Pacte, la Déclaration de Londres et les résolutions unanimes de 1921 entrent en ligne de compte pour nous. Il est curieux de remarquer que personne n'a parlé de ces dernières résolutions au cours du conflit actuel. Sur les instances de l'Angleterre, c'est l'application la plus extensive du Pacte qui a été réclamée.

Le déclenchement de l'article 16 dépend en somme des intérêts des grandes puissances. Preuve en soit ce qui s'est passé lors du conflit de la Mandchourie¹². Dans ce cas aussi, il y avait guerre de fait. Cependant, on n'a pas demandé l'application de l'article 16. On a, en revanche, appliqué l'article 15¹³, puis on a désigné la Commission des vingt-deux, dont les travaux n'ont pas été particulièrement

11. *Résolution n° 9:*

Tous les Etats doivent être sur le même pied pour l'application des mesures, sous les réserves suivantes:

[...]

b) S'il est reconnu opportun d'ajourner, pour certains Etats, en tout ou partie, la mise en action effective des sanctions économiques prévues à l'article 16, cet ajournement ne pourra être admis que dans la mesure désirable en vue d'assurer le succès du plan d'action concerté en commun, ou de réduire au minimum, pour certains membres de la Société, les pertes et les inconvénients qui peuvent résulter de la mise en œuvre des sanctions.

12. *Cf. DDS vol. 10, n° 278.*

13. 1. S'il s'élève entre les Membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à la procédure de l'arbitrage ou à un règlement judiciaire prévu à l'article 13, les Membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général, qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets.

2. Dans le plus bref délai, les Parties doivent lui communiquer l'exposé de leur cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives. Le Conseil peut en ordonner la publication immédiate.

3. Le Conseil s'efforce d'assurer le règlement du différend. S'il y réussit, il publie, dans la mesure qu'il juge utile, un exposé relatant les faits, les explications qu'ils comportent et les termes de ce règlement.

4. Si le différend n'a pu se régler, le Conseil rédige et publie un rapport, voté soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix, pour faire connaître les circonstances du différend et les solutions qu'il recommande comme les plus équitables et les mieux appropriées à l'espèce.

5. Tout Membre de la Société représenté au Conseil peut également publier un exposé des faits du différend et ses propres conclusions.

6. Si le rapport du Conseil est accepté à l'unanimité, le vote des Représentants des Parties ne comptant pas dans le calcul de cette unanimité, les Membres de la Société s'engagent à ne recourir à la guerre contre aucune Partie qui se conforme aux conclusions du rapport.

efficaces. Personne alors n'a parlé de sanctions, bien qu'il y ait eu unanimité au Conseil et à l'Assemblée. La procédure automatique de l'article 16 n'a donc pas joué et le Japon a pu continuer à faire la guerre. La raison de cette attitude, c'est que la France n'a pas voulu risquer l'Indochine, et la Grande-Bretagne Singapour, pour la Chine. Peut-on équitablement nous demander de faire pour l'Éthiopie ce que les grandes puissances n'ont pas voulu accorder pour la Chine, dont la civilisation est pourtant bien supérieure? Nous serions tout à fait justifiés, au contraire, à demander des atténuations au régime qui serait appliqué.

Il n'en reste pas moins qu'en droit, nous sommes malgré tout tenus aux sanctions. C'est d'ailleurs cette obligation qui avait été l'une des causes de la résistance du peuple suisse lors de l'entrée de notre pays dans la Société des Nations. Le fait d'être membre de la Société des Nations doit comporter évidemment des charges. Nous avons toutefois cherché, dès le début, à diminuer la portée de l'obligation des sanctions. M. Huber avait reçu des instructions dans ce sens comme membre de la Commission du blocus. Le représentant de la Grande-Bretagne à la Commission avait reconnu lui-même que l'article 16 avait été rédigé dans une mentalité de guerre. Les résolutions de 1921 appartiennent en tout cas à un mode très différent de celui de l'article 16. Nous sommes en droit de demander que ces résolutions soient observées.

On avait soutenu d'autre part, en 1921, le principe d'une répartition équitable des charges. Nous pouvons réclamer aussi l'application de ce principe. Notre pays constituerait, en effet, le point le plus dangereux du système qui résulterait de l'application de sanctions, le point sur lequel la pression du blocus continental exercerait son degré maximum. Est-ce à nous de courir les plus grands risques, alors que les autres États seront couverts par le blocus maritime ou trop éloignés pour être atteints? Nous devons être réalistes. Il est cependant possible que notre attitude soit exploitée contre nous par les pays qui ne risqueront rien.

Au point de vue national, la question des sanctions créera sans doute une forte tension entre les éléments antifascistes et ceux qui sont opposés à la Société des Nations. Ces derniers soutiendront que nous avons eu tort d'entrer dans la Société des Nations et que nous ne devons pas nous prêter à l'impérialisme britannique.

7. Dans le cas où le Conseil ne réussit pas à faire accepter son rapport par tous ses Membres autres que les Représentants de toute Partie au différend, les Membres de la Société se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de la justice.

8. Si l'une des Parties prétend et si le Conseil reconnaît que le différend porte sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de cette Partie, le Conseil le constatera dans un rapport, mais sans recommander aucune solution.

9. Le Conseil peut, dans tous les cas prévus au présent article, porter le différend devant l'Assemblée. L'Assemblée devra de même être saisie du différend à la requête de l'une des Parties; cette requête devra être présentée dans les quatorze jours à dater du moment où le différend est porté devant le Conseil.

10. Dans toute affaire soumise à l'Assemblée, les dispositions du présent article et de l'article 12 relatives à l'action et aux pouvoirs du Conseil, s'appliquent également à l'action et aux pouvoirs de l'Assemblée. Il est entendu qu'un rapport fait par l'Assemblée avec l'approbation des Représentants des Membres de la Société représentés au Conseil et d'une majorité des autres Membres de la Société, à l'exclusion, dans chaque cas, des Représentants des Parties, a le même effet qu'un rapport du Conseil adopté à l'unanimité de ses membres autres que les Représentants des Parties.

M. Huber se demande enfin si la Convention du Saint-Gothard¹⁴ pourrait être invoquée au cas où nous voudrions interdire le transit vers l'Italie. Il pense que l'article 20 du Pacte¹⁵ prime la Convention. Mais il faut remarquer que l'Allemagne ne sera plus membre dans quelques jours¹⁶. Ses droits renaîtront-ils alors?

M. Burckhardt tient à faire remarquer, d'abord, qu'il n'a pas étudié à fond la question, dont il a été tenu au courant, jusqu'à ces derniers jours, seulement par la lecture des journaux. Depuis, il a lu les exposés de MM. Oeri et Gorgé¹⁷.

Si la Suisse est amenée à prendre position au sujet des sanctions, elle ne pourra pas, pense M. Burckhardt, refuser de s'associer aux mesures qui seront prises. Il n'y a pas là uniquement une question d'idéalisme. Nous ne devons pas, dans notre propre intérêt, renier notre signature, même si notre existence est mise en jeu.

M. Burckhardt partage d'ailleurs avec M. Motta l'opinion selon laquelle nous ne devrions pas prendre de décisions avant que nous soyons en présence d'une situation bien déterminée. Nous pouvons toutefois réfléchir sur notre position.

En ce qui concerne les résolutions de 1921, M. Burckhardt se demande si elles ont une valeur égale à celle du Pacte. Il a quelques doutes à ce sujet, car ces résolutions ne constituent qu'une interprétation. Il n'a pas d'objection, cependant, à ce que nous les utilisions pour obtenir des atténuations au régime des sanctions.

Quant au conflit sino-japonais, il ne saurait être comparé en tous points au conflit actuel. Le Japon s'est montré, à l'époque, beaucoup plus habile; il s'est toujours défendu de faire la guerre et de vouloir annexer la Mandchourie. L'Italie, bien au contraire, a parlé de guerre et d'annexion. On ne peut en tout cas pas, d'autre part, considérer comme une interprétation du Pacte un cas où celui-ci n'a pas été observé.

M. Burckhardt reconnaît cependant que ce précédent peut nous donner une certaine liberté d'action.

M. Burckhardt pense aussi que la question des sanctions ne se posera pour nous que si l'Autriche participe à celles-ci.

M. Mussolini a déclaré qu'il ne considérerait pas les sanctions économiques et financières comme un motif de guerre. Cette déclaration est de bon augure pour nous, mais nous ne devons pas trop nous y fier. Dans le cas où la Suisse interdirait entièrement le transit vers l'Italie des munitions et des matières premières, il ne

14. *Conclue entre la Suisse et l'Italie le 15 octobre 1869; signée par l'Allemagne le 20 juin 1870. Ratifiée par les trois pays en 1871. Pour plus de détails, cf. n° 157. Cf. aussi DDS vol. 2, rubrique V: Chemin de fer du Gothard.*

15. 1. Les Membres de la Société reconnaissent, chacun en ce qui le concerne, que le présent Pacte abroge toutes obligations ou ententes *inter se* incompatibles avec ses termes et s'engagent solennellement à n'en pas contracter à l'avenir de semblables.

2. Si, avant son entrée dans la Société, un Membre a assumé des obligations incompatibles avec les termes du Pacte, il doit prendre des mesures immédiates pour se dégager de ces obligations.

16. *En octobre 1933, l'Allemagne avait décidé de quitter la Conférence du Désarmement et de se retirer de la SdN (cf. DDS vol. 10, nos 341 et 345); suivant l'article 1, paragraphe 3 du Pacte, une telle décision devenait exécutive après un délai de 2 ans. Par conséquent, le 19 octobre 1935, l'Allemagne allait cesser de faire partie de la SdN.*

17. *Pour le texte de ces deux exposés, lus devant les membres de la Délégation à la XVI^{ème} Assemblée de la SdN, cf. E 2001 (C) 5/131 et E 7110 1/77.*

serait pas exclu que notre voisin répondît par l'usage de la force, par exemple en occupant le Tessin. Notre armée doit être prête à faire face à cette éventualité, mais cela ne suffit pas. En vertu de l'alinéa 3 de l'article 16 du Pacte¹⁸, les membres de la Société seraient tenus de nous prêter appui. Il nous faudrait nous assurer à l'avance que nous pouvons compter tout au moins sur l'appui de la France et de la Grande-Bretagne. Il serait désirable que le Conseil fédéral étudiât déjà ce point.

M. Burckhardt ne se dissimule pas que nous courons un risque considérable, mais il croit que nous devons accepter ce risque. C'est, à son avis, une question d'honneur pour la Suisse.

M. de Stoutz a la conviction absolue que nous devons respecter les obligations imposées par le Pacte. Il considère, toutefois, que toutes les conditions sont données, en l'occurrence, pour que nous soyons en droit de faire usage de toutes les possibilités de réduire dans la plus grande mesure l'étendue de nos sacrifices.

L'exposé de M. Burckhardt a beaucoup frappé M. de Stoutz. Il se rallierait à un point de vue aussi strict si la Société des Nations était universelle. Les circonstances actuelles justifieraient toutefois une attitude plus opportuniste, d'autant plus que les grandes puissances coloniales n'ont pas fait tout ce qui était en leur pouvoir pour résoudre le conflit.

Les résolutions de 1921 constituent une base concrète dont nous pouvons tirer un parti très appréciable. Nous sommes admirablement armés pour répondre aux accusations de lâcheté qui pourraient être portées contre nous si nous demandions qu'on tienne compte de notre position spéciale. Nous n'aurons qu'à comparer notre position à celle des grandes puissances lors de la guerre mandchoue et montrer que l'existence de notre pays est en jeu.

M. Ruegger a suggéré¹⁹ que nous demandions, si l'Italie se retirait de la Société des Nations, une extension de la Déclaration de Londres dans le sens d'une dispense plus complète de l'obligation de participer aux sanctions. M. de Stoutz demande ce qu'il faut penser de cette idée.

M. *Motta* dit que M. Ruegger envisageait le cas où l'Italie quitterait la Société des Nations. Le fait de commettre des actes de guerre n'a pas pour conséquence que l'Italie cesse d'être membre de la Société. La procédure d'exclusion pourrait être employée, mais n'est guère probable, car une décision dans ce sens exige l'unanimité. Si des sanctions sont prises, l'Italie se retirera sans doute, mais sa démission ne sera effective que deux ans plus tard.

La Société des Nations pourra continuer à vivre malgré le départ de l'Italie, surtout si elle peut montrer qu'elle a tout fait pour que le Pacte fût respecté. La situation de la Suisse deviendrait toutefois si délicate qu'on pourrait songer à une initiative dans le sens de ce que M. Ruegger a proposé.

M. *Bonna* voit très bien les dangers que nous courons si nous participons aux sanctions. Il voit aussi ceux qui nous menaceraient si nous n'y participons pas.

Tout dépend, pense M. *Bonna*, de la nature des sanctions que nous serions amenés à prendre. S'il ne s'agit que de ne pas accorder de crédits et d'empêcher l'exportation des armes, l'Italie devrait comprendre que nous ne pourrions guère

18. Cf. n° 145, n. 5.

19. Cf. n° 145.

ne pas participer à de telles mesures. Il en irait sans doute autrement si nous empêchions le ravitaillement de l'Italie en matières premières telles que le charbon.

M. Bonna croit que nous devrions procéder à des sondages auprès des Etats les plus importants pour connaître leur attitude en ce qui concerne les sanctions.

M. *Motta* a été vivement intéressé par l'opinion de M. Burckhardt. M. Schöpfer²⁰, qu'il a vu récemment, lui a fait part d'un point de vue analogue.

Il ne faut pas oublier que si, à la suite de certaines sanctions auxquelles participerait notre pays, nous étions attaqués, il en résulterait immédiatement un conflit général. L'occupation du Tessin ne causerait pas seulement une guerre italo-suisse, mais une guerre européenne.

M. *Gorgé* peut souscrire à nombre d'observations de M. Max Huber. Il a été également frappé par l'exposé de M. Burckhardt.

Il pense, lui aussi, que c'est le Pacte qui doit être appliqué en premier lieu. Il est toutefois hors de doute, à son avis, que les résolutions de l'Assemblée ont une valeur obligatoire. Bien qu'on ne puisse assimiler les résolutions à un traité, elles n'en constituent pas moins une sorte d'engagement international. Tel a toujours été, en tout cas, le point de vue suisse.

Si les résolutions de 1921 sont valables, M. *Gorgé* ne voit pas pourquoi nous ne les utiliserions pas. Elles seront, d'ailleurs, peut-être appliquées dans quelques jours. Par ces résolutions a été créé un mécanisme qui pourrait très bien fonctionner.

La procédure va se dérouler, pense M. *Gorgé*, de la manière suivante:

Le Conseil de la Société des Nations devra se prononcer. Il convoquera sans doute les Etats les plus immédiatement intéressés, notamment les voisins de l'Italie et, par conséquent, la *Suisse*.

Que ferons-nous alors?

Lorsque la Société des Nations a consulté les Etats membres au sujet de l'application des sanctions, nous avons fait connaître notre point de vue. Nous exposions, en particulier, dans notre lettre²¹, que l'Assemblée fédérale devrait décider de l'application des sanctions. Ceci est toujours exact et nous devons le rappeler à la Société des Nations. Le Conseil fédéral pourrait, il est vrai, juger lui-même s'il y a rupture du Pacte, mais cette décision n'aurait pas grande valeur pratique, étant donné que c'est à l'Assemblée fédérale qu'il reviendrait de prendre les décisions définitives.

20. Membre de la Délégation suisse à la XVI^{ème} Assemblée de la SdN.

21. Lettre du DPF au Secrétaire général de la SdN, E. Drummond, du 3 mai 1921 (E 2001 (B) 8/22). Selon cette lettre, seule l'Assemblée fédérale avait les compétences nécessaires pour décider de l'attitude de la Suisse face à l'application des sanctions:

Il apparaît ... comme indiqué de soumettre toute décision à prendre contre un Etat en rupture de pacte à l'appréciation de l'Assemblée fédérale qui, aux termes de l'article 85, chiffre 6, de la Constitution fédérale, est investie, non seulement du droit de déclarer la guerre et de faire la paix, mais encore de la compétence de prendre toutes les mesures commandées par la sûreté extérieure ainsi que par le maintien de l'indépendance et de la neutralité de la Suisse. L'organisation d'un blocus et l'aide économique que doivent se prêter mutuellement les Etats restés fidèles au Pacte impliquent, le plus souvent, des mesures et des sacrifices d'une importance telle qu'aucun Gouvernement démocratique ne voudrait y prêter la main sans une autorisation expresse de la représentation populaire.

Que fera à son tour l'Assemblée fédérale? Il pourrait se trouver une majorité pour constater qu'il n'y a pas eu rupture de Pacte. Cela est peu probable pourtant et c'est sans doute le contraire qui se produirait. Dans ce cas, deux solutions seraient possibles. La première consisterait à appliquer sans réserve les sanctions. La seconde serait de nous servir des résolutions de 1921 pour essayer de convaincre le Conseil de notre situation spéciale. Si nous y parvenons, la nécessité de prendre des sanctions sera ajournée pour nous. Cela ne veut d'ailleurs pas dire que nous soyons quittes de toute mesure, car nous ne devrions en aucun cas nous faire les complices de l'agresseur. Si nous échouons, au contraire, il y aurait probablement lieu de convoquer de nouveau les Chambres. Notre situation serait alors grave. C'est à ce moment que nous pourrions demander aux puissances ce qu'elles feraient pour nous garantir des contre-coups possibles de notre participation aux sanctions.

M. *Huber* partage, en plusieurs points, l'opinion de M. *Burckhardt*.

Il croit tout de même qu'il faut faire une distinction entre la parole donnée dans des actes bilatéraux et la parole donnée dans des pactes collectifs. Le fait d'appliquer scrupuleusement et immédiatement les obligations contenues dans des pactes collectifs peut mener extrêmement loin et nous placer dans une situation tragique. La manière différente dont la Grande-Bretagne a agi en 1932 et en 1935 forme d'ailleurs bien la preuve que l'application de l'article 16 est avant tout une question politique. Nous avons donc intérêt à ne nous engager qu'avec une grande prudence et à chercher à limiter nos obligations.

Il serait très important, comme l'a indiqué M. *Burckhardt*, de nous assurer, si nous prenons des sanctions, que la garantie réciproque prévue à l'article 16 nous sera assurée. Cela ne suffirait même pas. La France devrait faire savoir d'avance à l'Italie qu'une action militaire contre la Suisse serait considérée par elle comme un motif de guerre.

En concluant, M. *Huber* dit que si l'Assemblée devait ne plus tenir compte des résolutions interprétatives de 1921, ce serait une raison pour la Suisse de reprendre en considération sa qualité de membre de la Société des Nations.

M. *Motta* est aussi persuadé que la fidélité aux traités est une question non seulement d'honneur, mais encore d'intérêt. Etant donné notre position et notre traditions nous ne pouvons prendre nos engagements à la légère. Nous ne pouvons toutefois jouer au Don Quichotte des nations.

Nous sommes en droit, M. *Motta* en est intimement persuadé, de demander que les résolutions de 1921 soient appliquées, car ces résolutions avaient été adoptées à l'unanimité. S'il y a un Etat, en outre, qui puisse solliciter un ajournement des sanctions en toute honnêteté, c'est le nôtre. Notre sacrifice serait hors de proportion avec l'avantage des autres pays.

Dès le début, nous devons dire que le Conseil fédéral n'est pas compétent pour prendre seul des sanctions. On aurait cependant quelque peine à comprendre que nous ne nous prononcions pas sur la question de savoir s'il y a eu rupture du Pacte. Il vaudrait mieux que le Conseil fédéral reconnût d'emblée notre solidarité, tout en laissant à l'Assemblée fédérale le soin de tirer les conséquences.

M. *Motta* ajoute qu'il ne faut pas compter sur la reconnaissance de l'Italie. Les Etats n'ont pas de reconnaissance. Il croit, en revanche, à la vengeance de l'Italie, qui ne se manifesterait pas nécessairement dans un avenir immédiat. On peut faire

d'ailleurs un raisonnement analogue à l'égard de la France et de la Grande-Bretagne.

Avec beaucoup de prudence et un peu d'habileté, il sera possible, pense M. Motta, d'harmoniser les obligations du Pacte et l'ajournement des sanctions. Nous devons exposer notre situation en toute franchise et loyauté devant la Société des Nations. Nous serons certainement compris, notamment par les petits pays.

Il sera utile, en tout cas, d'engager une action diplomatique concertée à Paris, Londres et Rome.

M. *Huber* se demande quelles seront les répercussions de l'attitude du Conseil fédéral sur l'opinion publique.

M. *Motta* relève que la réaction sera différente selon les partis et selon les régions.

Les socialistes, on le sait, sont partisans des sanctions les plus étendues. Dans les autres partis, on approuve en général l'attitude du Conseil fédéral.

Le Tessin est en très grande majorité antifasciste, mais la sympathie pour l'Italie et des raisons d'intérêt se mêlent, dans cette partie de notre pays, à la passion politique. Les Tessinois nous seront sans doute reconnaissants de tout ce que nous ferons pour éviter les sanctions, bien que M. Motta soit persuadé que, s'il le faut, ses concitoyens se rallieront au Conseil fédéral.

En Suisse française, on constate de nombreuses nuances dans l'opinion. Si le «Journal de Genève» adopte, de manière générale, le point de vue de la Société des Nations, la «Suisse», la «Gazette de Lausanne», la «Tribune de Lausanne» ne sont pas contre l'Italie. La «Tribune de Genève» n'a pas une attitude bien définie. Quant à la «Liberté» de Fribourg, elle est très prudente et craint sans doute qu'une chute possible du régime fasciste ne soit suivie de troubles dangereux.

En Suisse allemande, la «Neue Zürcher Zeitung» est très réservée et sera certainement un fidèle soutien du gouvernement, si cela devient nécessaire. Le «Bund» appuiera aussi le Conseil fédéral. Les opinions des «Basler Nachrichten», dont le rédacteur en chef est M. Oeri, sont connues et ce dernier se trouvera certainement aussi avec le Conseil fédéral.

M. Motta pense qu'il serait utile de préparer, à toute éventualité, un mémoire sur notre position dans le conflit italo-éthiopien. Il reviendra à M. Gorgé de le préparer²², tout en restant en contact avec le Chef de la Division des Affaires étrangères²³ et en collaboration, éventuellement, avec M. Max Huber et M. Burckhardt.

M. *Burckhardt* se rallie à l'idée de nous fonder sur les résolutions de 1921. Il demande qu'on tienne compte, toutefois, de la situation actuelle. Nous ne devons pas nous refuser à participer à une action collective et efficace. Si nous adoptions maintenant une attitude trop négative, nous pourrions en pâtir un jour. N'oublions pas non plus que si nous n'agissons pas d'accord avec la Société des Nations, nous favoriserons le jeu de l'Italie.

22. C. Gorgé est en tout cas l'auteur de la proposition du DPF du 7 octobre, qui servira de base à la discussion du Conseil fédéral le 8 octobre. Cf. n° 154.

23. M. de Stoutz.

En concluant, M. Burckhardt reconnaît que nous devons nous abstenir de toute démonstration inutile.

M. *de Stoutz* rappelle qu'il a été proposé de charger nos Légations de certaines démarches.

M. *Motta* déclare qu'il faut entreprendre, en effet, ces démarches²⁴. Nos représentants ne devront pas agir toutefois comme mandataires du Conseil fédéral, mais ils auront à s'enquérir, à titre personnel, sur les idées qui sont émises au sujet des sanctions.

La séance est levée à 17 h 10.

ANNEXE

E 2001 (C) 5/161

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
aux Légations de Suisse à Athènes, Bucarest, Istanbul, La Haye, Londres, Madrid, Paris,
Stockholm et Vienne*

*Copie
L. Circulaire GP*

Berne, 4 octobre 1935

Le développement qu'a pris, ces derniers jours, le conflit italo-éthiopien ne laisse pas de nous préoccuper vivement. Le Conseil fédéral suit les événements avec la plus grande attention, mais il réserve toute décision, notamment dans la question de l'application de l'article 16 du Pacte, jusqu'à ce que la situation à Genève soit nettement éclaircie. Que va faire le Conseil de la Société des Nations? Arrêter, malgré l'ouverture des hostilités, les recommandations prévues par l'article 15, alinéa 4, du Pacte et les soumettre aux parties en conflit, quitte, au cas où l'Ethiopie serait seule à les accepter, à considérer l'Italie comme étant en rupture de Pacte? Ou va-t-il, les conditions d'application de l'article 16 paraissant remplies, émettre incontinent, conformément aux résolutions inter-prétatives adoptées par l'Assemblée en 1921, un avis constatant sans autre la rupture et inviter les Etats membres de la Société à recourir à des mesures de coercition économiques et financières contre l'Italie? Quelle que soit la procédure à laquelle iront ses préférences, nous pourrions être amenés assez rapidement à prendre position et à examiner si et dans quelle mesure la Suisse aurait à participer au blocus contre l'Etat en rupture de Pacte.

La question serait grave pour nous, si grave que c'est à l'Assemblée fédérale elle-même qu'il appartiendrait de décider en dernier ressort.

Ce que pourront être exactement les sanctions auxquelles s'expose l'Italie, nous ne le savons pas, et les opinions que professent à cet égard les Etats membres sont naturellement pour nous du plus haut intérêt. Des indications plus ou moins précises nous parviendront sans doute de Genève, mais, en attendant, il serait pour nous d'un grand prix de connaître quelque peu les sentiments qu'on manifeste dans les milieux officiels avec lesquels vous êtes en rapport.

Nous vous serions, dès lors, reconnaissants de vous attacher à recueillir officieusement toutes les informations qui seraient susceptibles de nous intéresser. Il serait indiqué de ne pas marquer que vous agissez en vertu d'instructions de votre gouvernement. Vous donneriez à vos démarches un caractère plutôt personnel, vos interlocuteurs ne pouvant guère ne pas trouver naturel le souci que vous manifesteriez de vous éclairer dans une question qui retient actuellement l'attention universelle.

24. Cf. *annexe*.

153

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 88

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP n° 26

Paris, 4 octobre 1935

L'ouverture des hostilités en Ethiopie², quoique attendue depuis fort longtemps, constitue un fait qui risque désormais de placer aussi notre pays devant une alternative très grave: fidélité à la lettre du Pacte de la Société des Nations — bien que les bases de notre accession soient profondément modifiées et que deux seulement des cinq Puissances désignées nommément à l'article IV comme Membres permanents du Conseil³ y siégeront probablement demain — ou retour à la politique de neutralité qui a trouvé une expression éclatante dans le mémorandum du Conseil fédéral du 8 février 1919 concernant la neutralité de la Suisse⁴. Je crois pouvoir affirmer qu'en France, nous trouverons de la compréhension pour notre situation.

M. Laval s'est félicité, après l'entretien qu'il a eu avec vous à Genève, de la ressemblance des vues entre les délégations française et suisse quant à l'action à déployer par la S.d.N. pour localiser un conflit lointain. Tout dépend, cependant, de l'Angleterre. Derrière l'optimisme que les porte-parole les plus autorisés du Quai d'Orsay croient devoir montrer, dans l'intérêt même de l'œuvre de conciliation devant se poursuivre tôt ou tard, il se cache, en réalité, une très profonde inquiétude. Elle se résume en une phrase: *Est-ce que la Grande-Bretagne exigera des sanctions rigoureuses sous le couvert de la S.d.N., parce que l'amirauté croit le moment actuel plus propice pour un conflit dans la Méditerranée que ce ne serait le cas dans vingt ans, par exemple?* Toutes assurances ont été, il est vrai, données, de part et d'autre, qu'on chercherait à éviter des incidents. Certaines sanctions conduisent, cependant, inévitablement à des incidents et à la guerre. Faut-il réellement que les membres de la S.d.N., fidèles à la lettre du Pacte, protègent et encouragent une action inspirée par les intérêts impériaux d'une très grande puissance? Tel est le problème qui pourra jeter des reflets sur les débats de l'Assemblée de la semaine prochaine. La délégation française au Conseil continuera à s'employer pour que les «sanctions» qui accompagneront la condamnation morale, jugée inévitable, soient graduées et espacées.

Comme première étape, on envisage, à Paris, une suspension des crédits accordés à l'Italie et aux Italiens, et un embargo sur les armes. C'est une mesure anodine, dit-on, qui n'aura pas de conséquence. La seconde étape consisterait en une défense d'exportation de certains produits minéraux dérivés du manganèse, le cas

1. Annotation marginale de Motta: Ce rapport signé Dunant est de M. Ruegger.

2. Le 3 octobre.

3. Soit les Etats-Unis d'Amérique (qui n'avaient jamais adhéré à la SdN), l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon (qui avait quitté la SdN en 1933).

4. Adressé aux Puissances représentées à la Conférence de la Paix. Cf. DDS vol. 7-I, n° 177.

échéant de pétrole, peut-être déjà de charbon. Cette mesure sera plus sensible. Elle sera, cependant, également supportée par l'Italie. Comme troisième mesure, enfin, viendrait l'interdiction d'importer certains produits italiens. Cette mesure ne resterait peut-être pas sans une réplique qui affecterait les intérêts financiers des autres pays en Italie. Toutes les mesures que je viens d'indiquer seraient prises *sans* contrôle international. Leur application serait laissée au soin de chaque Gouvernement. Les sanctions qui iraient au-delà de ces trois séries de mesures conduiraient, de l'avis même du Quai d'Orsay, inévitablement à une rupture complète et à la guerre. La politique officielle de la France, à moins qu'elle ne soit désavouée cet après-midi par le Conseil des Ministres, tendra à limiter les dégâts. Mais la position de la France au regard de l'Angleterre est très difficile. A tout moment, on lui fait comprendre de Londres qu'une « indulgence » dans l'affaire éthiopienne créera un précédent dont il sera tenu compte plus tard...

Vous savez que la France était d'abord opposée au simple ajournement de l'Assemblée et que, contrairement à notre point de vue⁵, M. Laval eût préféré une clôture pure et simple des débats. Ceci en raison de l'inquiétude que peuvent inspirer les improvisations de certains délégués à l'Assemblée, comme M. de Valera et d'autres. Aujourd'hui, une évolution est en train de se produire. Handicapée dans le Conseil, nous croyons comprendre qu'elle souhaiterait presque trouver quelque appui à sa thèse de temporisation dans l'Assemblée. C'est la même raison pour laquelle j'estime pouvoir dire que nos revendications spéciales, si elles sont formulées, trouveront de la compréhension à Paris.

Certes, vous le savez entr'autres par nos précédentes communications, *l'intérêt* de la France à l'amitié italienne peut diminuer si l'Italie, sous la pression des circonstances, se rapproche de l'Allemagne. Aujourd'hui, le Quai d'Orsay n'écarter plus l'hypothèse, toujours redoutable pour la France, de la création d'un « Mittel-europa ». La ligne économique Hambourg—Trieste peut devenir une réalité dans quelques mois, et cela équivaldrait pour l'Allemagne à une guerre gagnée. Vous mesurez donc les inquiétudes de la France, rivée, malgré elle, à la Grande-Bretagne, mais ne fermant pas ses yeux au fait que le jeu des sanctions de la S.d.N., mis en œuvre pour la protection à longue échéance de la route britannique des Indes, puisse conduire à la reconstitution de deux alliances et à la formule de bascule et « d'équilibre » d'avant-guerre. La S.d.N., basée sur l'idée de l'organisation internationale, aurait donc elle-même favorisé un développement contraire à son esprit même. Le moment est peut-être venu où les petites Puissances, dont beaucoup, ne suivant pas notre sage exemple de réserve, ont renforcé tout simplement jusqu'ici les positions tactiques de la Grande-Bretagne, se verront amenées à lutter pour le maintien des véritables principes de la Société des Nations en Europe, en dénonçant les dangers d'une « guerre préventive » préparée sous le pavillon de la Ligue.

5. *Remarque marginale de Motta*: Ceci n'est pas exact. Nous n'avons pas manifesté sur ce point un avis déterminé.

154

E 1004 1/354

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 8 octobre 1935*¹

1719. Le conflit italo-éthiopien et les sanctions

Département politique. Proposition du 7 octobre 1935

I.

A. Le conflit italo-éthiopien est entré dans sa phase décisive. Les efforts de conciliation entrepris par la Société des Nations sur la base de l'article 15 du Pacte² ont échoué. L'Italie a recouru à la force, comme il fallait s'y attendre, pour obtenir par les armes ce qu'elle ne pouvait obtenir par la persuasion ni auprès des grandes puissances ni surtout auprès de l'Éthiopie. Adoua a été bombardée et, selon les nouvelles de presse, elle est actuellement entre les mains de l'envahisseur. Le Conseil de la Société des Nations s'est réuni sans délai à Genève et, après un examen rapide de la situation, a chargé³ un comité de six membres (Grande-Bretagne, Chili, Danemark, France, Portugal et Roumanie) de lui soumettre des propositions précises pour sa séance d'aujourd'hui. Selon les renseignements reçus⁴, le rapport du «Comité des six» a conclu nettement à la violation du Pacte par l'Italie. Quant à la question des sanctions, le Comité n'a pas eu à s'en occuper, mais il paraît probable que toute la question sera renvoyée à l'Assemblée, qui est convoquée, comme on sait, pour le mercredi 9 octobre, à 17 heures.

Le rôle que jouera l'Assemblée dans le règlement du conflit n'est pas encore fixé de façon très précise. Il semble cependant qu'elle sera amenée, par la force même des choses, à constater, elle aussi, la violation du Pacte et à examiner notamment les sanctions à appliquer à l'Italie en vertu de l'article 16 du Pacte⁵.

Dans ces circonstances, il conviendrait que le Conseil fédéral donnât des instructions à tout le moins générales à sa délégation à l'Assemblée de la Société des Nations sur l'attitude qu'il conviendra pour la Suisse d'adopter à Genève.

B. Sur la question même de la violation du Pacte, aucun doute n'est possible. L'Italie a transgressé l'article 12 du Pacte⁶, puisqu'elle fait la guerre sans même attendre l'épuisement d'une des deux procédures de règlement prévues par cet article. Cette infraction au Pacte est si évidente qu'elle est, peut-on dire, universelle-

1. *Absent: Obrecht.*

2. *Cf. n° 152, n. 13.*

3. *Le 5 octobre.*

4. *Cf. lettre de J. D. de Montenach, rattaché à la Section de la Coopération intellectuelle du Secrétariat de la SdN, à C. Gorgé, du 7 octobre (E 2001 (C) 5/173).*

5. *Cf. n° 145, n. 5.*

6. 1. Tous les Membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront soit à la procédure de l'arbitrage ou à un règlement judiciaire, soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent

ment reconnue. La Suisse pourrait difficilement ne pas se prononcer à cet égard. L'immense majorité de notre peuple ne comprendrait pas que nous hésitions à désigner l'agresseur. Nous abstenir dans une question de principe aussi importante serait nous désolidariser de la cause de la Société des Nations et notre attitude pourrait être interprétée dans le monde entier comme un manquement à nos obligations internationales. La Suisse ne saurait encourir pareil reproche. Nous devons nous montrer respectueux de nos engagements et, en l'occurrence, notre premier devoir sera de constater avec la presque totalité de la communauté internationale, que l'Italie n'a pas respecté les siens.

C. La rupture du Pacte constatée, les conditions d'application de l'article 16 se trouvent remplies et, normalement, les sanctions devraient donc être appliquées. Il faut dire «normalement», car, en d'autres circonstances et bien que l'agression ait été régulièrement dénoncée, il n'a été recouru à aucune mesure de sanctions. Les grandes puissances — la Grande-Bretagne et la France, en particulier — sont seules responsables de cette impuissance de la Société des Nations à une heure critique de son histoire. Mais il ne sert à rien de récriminer sur le passé. Aujourd'hui, le Pacte joue grâce à l'attitude résolue de la Grande-Bretagne, et il y a tout lieu de penser que, dans sa résistance à l'Italie, ce pays trouvera le monde entier rangé autour de lui. Si — ce qui paraît pour le moment exclu — l'Italie ne rentre pas d'elle-même dans la légalité, elle sera donc l'objet de mesures coercitives qui, pour être au début, comme on l'entend dire, de nature relativement bénigne, finiront cependant à la longue par peser lourdement sur sa vie nationale. A Genève, en effet, l'Italie est seule. Son isolement est plus complet qu'on aurait pu l'imaginer il y a quelques mois. Elle ne peut compter sur aucun appui certain, ce qui rendra sa situation d'autant plus difficile, et elle sait que, loin de faiblir, la Grande-Bretagne est animée d'une froide détermination de ne pas s'incliner purement et simplement devant le fait accompli en Ethiopie. Selon toute vraisemblance, la Grande-Bretagne sera suivie par la France, encore que celle-ci se préoccupe de ne pas sacrifier sans nécessité son amitié récente avec l'Italie et qu'elle incline, par conséquent, à ne pas trop s'engager à fond dans la voie des sanctions⁷.

Quoi qu'il en soit, les sanctions — le fait paraît certain — joueront contre Rome. Que fera la Suisse? Quelle attitude devra-t-elle adopter à l'Assemblée? Si elle s'associe, comme elle doit le faire, à toute déclaration dénonçant l'agression, pourra-t-elle, en revanche, exciper de sa politique générale de neutralité pour ne pas se prononcer nettement dans la question même des sanctions?

La Suisse est entrée dans la Société des Nations avec le bénéfice de la Déclaration de Londres⁸. Cette déclaration a confirmé notre neutralité militaire, mais elle a établi expressément, en revanche, «les devoirs de solidarité» qui découlent pour la Suisse «du fait qu'elle sera membre de la Société des Nations, y compris le devoir de partici-

recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la décision arbitrale ou judiciaire, ou le rapport du Conseil.

2. Dans tous les cas prévus par cet article, la décision doit être rendue dans un délai raisonnable, et le rapport du Conseil doit être établi dans les six mois à dater du jour où il aura été saisi du différend.

7. Cf. n° 153.

8. Cf. n° 145, n. 6.

per aux mesures commerciales et financières demandées par la Société des Nations contre un Etat en rupture de Pacte». Sans doute, dans le système du Pacte, il appartient à chaque Etat de se prononcer souverainement sur la question de savoir s'il y a effectivement rupture ou non, mais, dès l'instant où il reconnaît la rupture — et c'est ce que nous ferions en l'espèce — chaque Etat doit en tirer la conséquence et être prêt à participer aux mesures collectives de coercition contre l'agresseur. Comme il est impossible que nous demandions, au moment du péril, un changement du statut de la Suisse dans la Société des Nations, la question qui se pose pour nous est la suivante: Pourrions-nous ne pas nous associer, sans faillir à nos traditions de probité et de droiture, à l'action collective que l'on se propose d'exercer contre l'Italie, étant bien entendu que nous nous en tiendrions jalousement, en toutes circonstances, aux devoirs découlant de notre neutralité militaire?

En principe, il serait difficile de ne pas répondre par la négative à la question posée. Mais en fait, la réponse devrait quand même être accompagnée de certaines réserves. Car il a paru d'emblée impossible, dès le principe, d'imposer à tous les Etats, en matière de sanctions, des obligations identiques, sans tenir compte de leur situation particulière par rapport à l'Etat en rupture de Pacte. Si un Etat est fort, il pourra agir avec une certaine aisance; s'il est faible, force lui sera de se montrer beaucoup plus prudent. Et si sa faiblesse est encore accentuée par le fait du voisinage géographique — comme c'est notre cas en l'espèce — il serait parfaitement fondé à appeler la sérieuse attention des Etats membres de la Société des Nations sur les risques graves que pourrait lui faire courir l'application de sanctions économiques et financières. Le principe de solidarité est à la base de la Société des Nations, mais, si essentiel soit-il, il ne saurait être poussé au point d'exiger de certains Etats le sacrifice de leur existence au service de la cause commune. Entre aider et se sacrifier, il y a une différence qu'en politique, on ne peut pas perdre de vue. Ce fait d'une extrême importance n'avait pas échappé à la Commission du blocus⁹ qui avait été chargée, en 1921, d'examiner la mise en œuvre de l'article 16. «Les auteurs du Pacte, déclarait-elle dans son rapport du 28 août 1921, ont envisagé la Société des Nations comme un organisme embrassant tous les Etats ou leur presque totalité et capable d'agir rapidement en cas de rupture du Pacte. Mais il a semblé à la Commission que l'application de l'article 16, même si la Société était universelle, pourrait avoir des conséquences formidables, soit pour la Société des Nations en général, soit pour certains de ses membres. Tant que de grands pays exportateurs se trouvent en dehors de la Société, l'application intégrale de l'article 16 ne se heurterait pas seulement à de très grands obstacles, mais pourrait mettre les Etats membres de la Société dans des situations fort difficiles». C'est pour ces raisons que les Etats scandinaves avaient proposé de libérer certains Etats, dans un conflit donné, de toute participation aux sanctions. On n'avait pas cru pouvoir accepter intégralement une proposition aussi radicale pour des raisons tirées du souci de ne pas affaiblir ou aggraver l'article 16 et les engagements qui en découlent pour les membres de la Société des Nations. Mais l'idée avait été retenue. La Commission du blocus déclarait nettement dans son rapport qu'elle était arrivée à la conclusion «qu'il sera nécessaire, en pratique, de faire certaines exceptions». «On peut, exposait-elle, imaginer des cas où l'application intégrale, par un Etat quelconque, des mesures d'ordre financier et commercial pro-

9. Cf. n° 152, n. 10.

voquerait des souffrances ou des dangers presque intolérables.» La Commission notait «qu'il est de la plus haute importance de bien spécifier que ce que l'on envisage n'est pas un système général d'exemptions, mais seulement une exemption pour un cas spécifique et dans des circonstances particulières qui la justifient». C'est dans cet esprit qu'elle proposait le principe d'un amendement à l'article 15¹⁰ ayant la teneur suivante:

«Toutefois, sur la demande d'un membre qui justifiera que les facilités qu'il demande sont nécessaires à sa sécurité aussi bien économique que politique, le Conseil a qualité pour accorder telle dérogation qu'il jugera ne pas aller à l'encontre du but poursuivi par l'article 16.»

La proposition de la Commission n'a pas été retenue telle quelle par l'Assemblée. Mais on en retrouve l'idée fondamentale dans le résolution interprétative n° 9 adoptée par la deuxième Assemblée¹¹ et ainsi conçue:

«a) Il peut être nécessaire de recommander l'exécution de mesures particulières par certains Etats.

b) S'il est reconnu opportun d'ajourner, pour certains Etats, en tout ou en partie, la mise en action effective des sanctions économiques prévues à l'article 16, cet ajournement ne pourra être admis que dans la mesure désirable en vue d'assurer le succès du plan d'action concerté en commun, ou de réduire au minimum, pour certains membres de la Société, les pertes et les inconvénients qui peuvent résulter de la mise en œuvre des sanctions.»

La Suisse pourrait fort bien tenter d'obtenir, pour sa part, eu égard à sa situation très particulière par rapport à l'Italie, un ajournement dans l'application des sanctions. Peut-être, selon le développement que prendront les événements, cet ajournement ne serait-il qu'un ajournement stricto sensu, soit une dispense toute temporaire de participer à un blocus. Mais nous n'aurions pas moins obtenu des délais avant de rien entreprendre qui pût nous entraîner dans une aventure extrêmement périlleuse.

Un tel ajournement n'aurait en soi rien d'illégitime. Un Etat peut raisonnablement s'élever, en effet, contre l'exécution d'un traité dont le jeu, à un moment donné, aurait pour effet de mettre en danger son existence. La règle «pacta sunt servanda» est absolue, mais pas jusqu'au point de condamner un pays à la ruine et à la mort. S'il est permis d'exiger beaucoup d'un Etat qui a promis un concours sans réserve en vue de faire respecter la foi jurée, on ne saurait toutefois lui imposer un suicide. A l'impossible, dit un vieil adage juridique, nul n'est tenu. On objectera qu'un blocus économique déclenché contre l'Italie risque d'entraîner des conséquences malheureuses pour n'importe quel membre de la Société des Nations. Il n'est pas douteux, en effet, que des pays comme la Grande-Bretagne ou la France pourraient avoir grandement à souffrir d'une intervention contre l'Italie. Il est possible qu'une action initiale à caractère strictement économique finisse bien vite par dégénérer en conflit armé. Mais ces conséquences, si désastreuses fussent-elles, n'iraient quand même jamais jusqu'à la destruction des grandes souverainetés rivales. On ne détruit pas la Grande-Bretagne; on ne supprime pas la France. Pour la Suisse, pays limitrophe, petit pays exposé plus que

10. *Il s'agit bien entendu de l'article 16 du Pacte.*

11. *Le 4 octobre 1921.*

d'autres aux coups d'un voisin puissant, le danger serait autrement redoutable. Le sort de la Confédération pourrait se trouver à la merci des circonstances.

Sans doute, nous ne participerions qu'à un blocus, mais rien ne nous dit qu'à nos mesures économiques et financières, l'Italie ne répondrait pas délibérément par des mesures qui mettraient en danger le statut de notre neutralité militaire. Dans un état de tension comme celui que pourrait créer notre participation à un blocus dirigé contre notre voisin du Sud, il suffirait peut-être d'un simple incident de frontière pour mettre le feu aux poudres. Tout Suisse qui n'a pas perdu le sens des réalités se cabrerait à l'idée de jouer peut-être l'existence du pays pour obtenir de l'Italie le respect du Pacte à l'égard de peuplades africaines. Entre le mal que nous voudrions aider à réparer et le mal que nous subirions, il y aurait une disproportion si éclatante que personne ne pourrait raisonnablement nous demander, sur la base du Pacte, un pareil sacrifice. Notre pays souffrirait plus des sanctions auxquelles il participerait que l'Etat dont on voudrait le châtement. Ce serait profondément injuste. Serait-ce conforme à l'esprit du Pacte?

Avant de demander, le cas échéant, un ajournement au sens de la résolution interprétative n° 9 de 1921, il conviendrait d'être éclairé sur nombre de facteurs que nous ne connaissons bien que sur place (nature et degré des sanctions envisagées, attitude des grandes puissances, etc.). Nous ne pourrions guère réclamer sans autre le bénéfice de cette faveur. Pareille démarche risquerait de provoquer des malentendus ou d'engendrer des suspicions. On nous accuserait peut-être de chercher à nous dérober, sans mettre pleinement en valeur les motifs d'abstention que pourrait avoir un petit pays comme le nôtre coincé entre un grand pays en guerre exacerbé par la résistance de la Société des Nations à ses desseins nationaux et un pays plus grand encore qui est sorti, en fait, de la Société et dont la politique future reste un point d'interrogation. En tout état de cause, nous ne ferions rien qui ne soit entièrement correct. Nous demanderions l'application d'une procédure prévue en 1921 et, partant, des plus régulières. Certes, nous solliciterions une faveur, mais le Conseil, ou tout autre organe appelé à intervenir à sa place, aurait précisément à examiner si cette faveur ne serait pas pleinement justifiée par les circonstances.

L'ajournement serait manifestement pour nous la solution la meilleure. La Suisse pourrait rester l'arme au pied militairement et économiquement. Cela vaudrait infiniment mieux pour nos relations futures avec notre grand et impétueux voisin du Sud. Si, toutefois, la demande d'ajournement se présentait dans des conditions peu favorables, peut-être vaudrait-il mieux ne pas courir le risque d'un échec, et nous soumettre, bon gré mal gré, à la loi commune. En pareil cas, la Suisse participerait à l'application des mesures économiques et financières contre l'Italie. Mais, pour les raisons susmentionnées, cette participation ne saurait avoir lieu sans réserves ni restrictions.

Il est impossible, en effet, que l'on nous demande de prendre contre l'Italie des mesures qui pourraient avoir pour résultat de nous faire abandonner notre situation d'Etat militairement neutre envers l'Italie comme envers qui que ce fût. Nous ne pouvons que rester inébranlablement fidèles à une maxime politique séculaire dont dépend l'existence même de la Confédération. Dans l'hypothèse envisagée, nous pourrions marquer notre solidarité avec la cause de la Société en nous associant à certaines mesures de coercition, mais il nous serait impossible d'aller, dans

la voie des sanctions, aussi loin que pourraient aller, selon les circonstances, des Etats puissamment armés comme la Grande-Bretagne ou la France ou des Etats plus faibles, mais assez éloignés géographiquement de l'Italie pour que leur action à l'égard de ce pays n'ait pas pour eux des conséquences fatales. La Société des Nations serait fondée à exiger, en s'appuyant sur les engagements découlant pour nous de la Déclaration de Londres, que notre attitude ne rende pas inopérantes les mesures économiques et financières prises contre l'Etat en rupture de Pacte, mais il est une limite au delà de laquelle on ne saurait raisonnablement nous pousser. Force nous est pour le moment de nous borner, à cet égard, à une réserve d'ordre tout général, car, dans l'espèce, les sanctions comme telles n'ont pas encore été officiellement examinées ni précisées. Ce n'est que lorsque nous serons clairement fixés sur ce point qu'il sera possible au Conseil fédéral de se faire une opinion sur le caractère et la mesure de notre participation.

En ce qui concerne les sanctions, le Conseil fédéral n'aurait d'ailleurs pas le pouvoir de prendre aucune décision définitive. Selon notre droit constitutionnel, c'est l'Assemblée fédérale qui aurait le dernier mot. Notre position à cet égard a été arrêtée publiquement dès 1921. Lorsqu'il s'est agi pour les Etats de faire connaître ce qu'ils se proposaient de faire pour assurer, le cas échéant, l'application de l'article 16, la Suisse a expliqué clairement sa manière de voir. Dans la lettre qu'au nom du Conseil fédéral, il adressait le 3 mai 1921 à la Société des Nations¹² — lettre qui a reçu la plus large publicité et qui n'a jamais appelé la moindre réserve à Genève — le Département politique exposait qu'il apparaît indiqué «de soumettre toute décision à prendre contre un Etat en rupture de Pacte à l'appréciation de l'Assemblée fédérale qui, aux termes de l'article 85, chiffre 6, de la Constitution fédérale, est investie, non seulement du droit de déclarer la guerre et de faire la paix, mais encore de la compétence de prendre toutes les mesures commandées par la sûreté extérieure, ainsi que par le maintien de l'indépendance et de la neutralité de la Suisse». Il ajoutait à la fin de son exposé qu'«abstraction faite des garanties morales et politiques qu'offre un Etat en vue d'une exécution loyale de ses obligations de membre de la Société des Nations, il est d'une importance essentielle que sa Constitution permette d'édicter rapidement les mesures propres à parer à toute éventualité. La Constitution fédérale ne présente à cet égard aucune lacune».

Il s'ensuit que, dès l'instant où le plan d'action coercitive contre l'Italie se sera précisé et où l'on connaîtra plus ou moins exactement la contribution qui sera demandée à la Suisse, le Conseil fédéral aurait à convoquer l'Assemblée fédérale et à lui soumettre des propositions concrètes sur l'étendue de notre participation à l'action concertée de Genève. Sans doute, l'Assemblée fédérale est maîtresse de ses décisions, et, si elle a qualité pour décider des mesures de sanctions, elle pourrait estimer avoir droit d'évoquer, de son côté, la question préjudicielle de savoir s'il y a ou non rupture de Pacte. Il serait néanmoins excessif de soutenir que le Conseil fédéral ne saurait se prononcer lui-même sur l'existence de la rupture. L'appréciation des circonstances qui ont conduit à la violation d'un engagement international relève plus de l'exécutif que du législatif. Chacun s'attend, d'ailleurs, à ce que le Conseil fédéral prenne à cet égard ses responsabilités. C'est ainsi

12. Cf. n° 152, n. 21.

qu'il a agi dans l'affaire sino-japonaise¹³ et dans le conflit entre la Bolivie et le Paraguay¹⁴. Personne ne lui a contesté ce droit d'appréciation.

La question de la convocation du parlement demeurerait réservée pour le moment.

D. Le Département politique croit que ces quelques considérations suffiront au Conseil fédéral pour donner les instructions nécessaires à la délégation suisse à Genève.

Il propose dès lors:

1° d'autoriser la délégation suisse à l'Assemblée de la Société des Nations à constater avec le Conseil de la Société unanime qu'il y a, dans l'espèce, rupture de Pacte au sens de l'article 12;

2° de charger la délégation de déclarer au Conseil ou à l'Assemblée, le moment venu, que les sanctions auxquelles la Suisse serait tenue de participer ne devront pas avoir pour effet de mettre en péril les intérêts vitaux du pays et, en particulier, le statut de notre neutralité militaire;

3° de l'autoriser à demander, le cas échéant et selon les circonstances, la faculté pour la Confédération, vu sa situation géographique toute particulière, d'ajourner, conformément à la procédure instituée par les résolutions interprétatives de 1921, l'application des sanctions économiques et financières qui pourraient être recommandées par le Conseil ou l'Assemblée.

II.

Au cours de la discussion, qui avait d'ailleurs déjà commencé à la dernière séance, le chef du département politique justifie encore verbalement sa proposition, tout en complétant quelques-uns des renseignements contenus dans l'exposé écrit.

Le chef du département des finances et douanes déclare se rallier à la proposition présentée par le département politique. Il estime qu'il n'est pas possible à la Suisse d'accepter le point de vue impérialiste de l'Italie. Il se demande ce qui arriverait si, la Suisse n'ayant pas adhéré à la constatation de violation du Pacte, l'Italie, subitement et pour des raisons lui semblant impérieuses, tendait à occuper le Tessin. Pourrions-nous alors exiger que les autres nations prennent une attitude favorable à notre égard, constatent la nouvelle violation du Pacte et prennent des mesures de sanction ou autres contre l'agresseur?

Le chef du département des postes et chemins de fer déclare qu'il n'y a aucun doute sur l'existence d'une violation du Pacte et que nous sommes obligés de participer à la constatation de cette vérité. Nous sommes moralement tenus de nous exprimer à ce sujet. Mais quant au reste, notre délégation devra être très réservée et très prudente. M. Pilet-Golaz voudrait en outre qu'on remplace au chiffre 2 les mots «tenue de» par «appelée à» et qu'on supprime à la fin de ce chiffre le mot «militaire» ou éventuellement qu'on le remplace par l'expression «séculaire». Il n'est d'ailleurs pas exclu que la convention du Gothard¹⁵ nous obligerait à per-

13. Cf. *DDS vol. 10, n° 278*.

14. Cf. *annexe au n° 186, n. 16*.

15. Cf. *n° 157*.

mettre le transit des marchandises venant de l'Allemagne. Si l'on voulait vraiment empêcher le transport des marchandises pour l'Italie en Abyssinie, il suffirait que l'Angleterre ferme le canal de Suez. En ce qui concerne le chiffre 3, l'orateur se demande s'il est bien possible de prendre une décision aujourd'hui. Il serait préférable aussi que le Conseil fédéral fasse en temps voulu, lui-même ou par l'organe du département politique, une démarche auprès de la Société des Nations au lieu d'en charger notre délégation. Il est d'ailleurs probable que M. Motta désirera encore connaître l'opinion du Conseil fédéral avant d'entreprendre la démarche prévue. Par conséquent, il faudrait faire abstraction pour le moment de ce chiffre 3 et renvoyer la décision à plus tard, lorsque la situation sera plus claire.

Le chef du département de justice et police est également d'avis qu'il y a lieu de participer à la constatation de la rupture du Pacte. Il est d'accord sur les chiffres 1 et 2 de la proposition. Quant au chiffre 3, il partage la manière de voir de M. Pilet-Golaz.

Le chef du département de l'intérieur voudrait rappeler le sage conseil de Nicolas de Flue, recommandant à la Suisse de ne pas se mêler des querelles étrangères. Dans l'affaire dont s'occupe actuellement la Société des Nations, il s'agit non pas d'un différend entre celui qui a violé le droit et celui qui le protège, mais d'une opposition entre l'impérialisme italien et l'impérialisme anglais. Mais il va sans dire qu'une rupture du Pacte existe effectivement et que nous ne pouvons pas nous soustraire à l'obligation de constater ouvertement ce fait. Il s'agit seulement de savoir si nous devons également participer aux conséquences découlant de cette constatation. Voilà pourquoi, quant au chiffre 2, l'orateur doute qu'après nous être déclarés en principe d'accord de participer aux sanctions, nous puissions nous arrêter à mi-chemin; il craint que nous ne soyons alors plus maîtres de nos décisions, et que nous nous trouvions engagés sur une voie dont il est encore difficile de prévoir où elle nous mènera. Dès lors, M. Etter préférerait que nous disions déjà maintenant qu'en ce qui concerne les sanctions nous nous réservons notre pleine et entière liberté. Il ajoute que, d'après une nouvelle de l'Agence télégraphique suisse, une commission des sanctions doit être constituée, dont feront aussi partie les pays voisins de l'Italie. Il nous faut être extrêmement prudents et vigilants. Comme les deux orateurs précédents, le chef du département de l'intérieur désirerait la suppression du chiffre 3; d'autre part, il aimerait, pour le chiffre 2, une autre rédaction, affirmant encore davantage que nous voulons rester entièrement maîtres de nos décisions.

M. le président¹⁶ estime, lui aussi, que, quel que soit le résultat d'une comparaison entre l'attitude et les sentiments de l'Italie et de l'Angleterre dans le domaine de l'expansion coloniale, nous devons participer, avec les autres Etats, à la constatation d'une rupture du Pacte par notre voisin du sud; car cette violation est incontestable. L'orateur est par conséquent d'accord sur le chiffre 1 de la proposition du département politique. Il désire toutefois que nos délégués à l'Assemblée ne prennent pas part à la discussion, et se contentent de voter. En ce qui concerne la question des sanctions, il n'est guère nécessaire que le Conseil fédéral prenne une décision aujourd'hui ou dans le courant de cette semaine. Les sanctions ne doivent pas aller trop loin, sinon il serait à craindre que l'Italie quittât la Société des

16. R. Minger.

Nations et qu'il se formât alors une entente séparée entre l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie et peut-être aussi la Pologne, ce qui pourrait, le cas échéant, aboutir à une guerre européenne. Les efforts doivent tendre à la localisation du conflit. M. le président voudrait, lui aussi, qu'on biffât le mot «militaire» au chiffre 2 et qu'on laissât entièrement de côté le chiffre 3.

Le chef du département des postes et chemins de fer ajoute à ses premières considérations qu'avant de prendre une décision sur la collaboration de la Suisse au sein d'une commission des sanctions, il faudrait savoir d'une façon claire et précise comment cette commission sera composée et quelle sera sa compétence. Pour le moment, il a encore des craintes et désire donc que toute décision à ce sujet soit renvoyée. Toutefois, s'il ne s'agit que d'une commission d'étude, rien ne s'opposerait à ce que la Suisse en fasse partie. Il en serait autrement s'il s'agissait d'une commission de contrôle ou de surveillance; dans ce cas, la Suisse ne devrait pas y collaborer avant que le Conseil fédéral ait pris une nouvelle décision.

Le chef du département politique est d'accord soit sur les propositions de modification rédactionnelle relatives au chiffre 2, soit sur la suppression du chiffre 3. Quant à la commission des sanctions, il est absolument nécessaire que la Suisse en fasse partie. En sa qualité de pays limitrophe à l'Italie, elle y aura des intérêts très importants à sauvegarder et doit avoir la possibilité de faire entendre sa voix.

Le chef du département de l'économie publique est absent. A la dernière séance du Conseil, où avait déjà eu lieu un premier échange d'opinions sur la question dont il s'agit, M. Obrecht s'était expressément déclaré d'accord avec le département politique et avait estimé que la Suisse ne pouvait faire autrement que de participer à la constatation de la rupture du Pacte par l'Italie. Nous ne pouvons pas nous soustraire à cette obligation. Cependant, avait-il ajouté, cette attitude par laquelle la Suisse affirmerait, elle aussi, que l'Italie a violé le Pacte, ne nous obligerait pas encore de participer aux sanctions ou autres mesures semblables qui pourraient être décidées par la Société des Nations.

M. le président constate qu'il y a unanimité au sujet du chiffre 1 et du chiffre 2, amendé par le chef du département des postes et chemins de fer, et que les membres présents sont également tous d'accord que le chiffre 3 soit biffé.

III.

Il est dès lors décidé ce qui suit:

1° la délégation suisse à l'Assemblée de la Société des Nations est autorisée à constater avec le Conseil de la Société unanime qu'il y a dans l'espèce rupture de Pacte au sens de l'article 12;

2° la délégation est chargée de déclarer au Conseil ou à l'Assemblée, le moment venu, que les sanctions auxquelles la Suisse serait appelée à participer ne devront pas avoir pour effet de mettre en péril les intérêts vitaux du pays, et en particulier le statut de notre neutralité¹⁷;

3° la question d'une demande éventuelle d'ajournement des sanctions conformément aux résolutions interprétatives de 1921 reste pour le moment réservée.

17. Cf. *annexe*.

ANNEXE

E 2001 (C) 5/161

*Déclaration faite, le 10 octobre 1935, par le Chef du Département politique, G. Motta,
à l'Assemblée de la Société des Nations*¹⁸

Permettez-moi de présenter à l'Assemblée, au nom du Conseil fédéral, une brève déclaration qui a pour but d'indiquer et de fixer quelques normes dont s'inspirera la politique de la Confédération suisse quant au conflit qui se trouve devant nous.

La délégation suisse s'est tacitement associée, conformément à la procédure suggérée par le Bureau de l'Assemblée et adoptée par celle-ci, à la constatation faite par les Etats du Conseil. Cette constatation ouvre la porte aux sanctions prévues par l'article 16 du Pacte. Personne jusqu'ici, en dehors d'une des Parties directement en cause, n'a fait allusion à des sanctions de force proprement dites. La délégation suisse prend acte de ce fait important. L'autre catégorie de sanctions est celle des sanctions économiques et financières. Par leur caractère et par leur objectif, celles-ci ne veulent pas être et ne sont pas à nos yeux des actes hostiles. Elles tendent à exercer sur l'une des Parties une contrainte morale et surtout matérielle, afin de l'amener à rétablir la paix.

La Confédération suisse ne manquera pas à son devoir de solidarité avec les autres membres de la Société des Nations. Le respect des engagements assumés et la fidélité aux traités librement conclus sont des maximes qui, pour elle, ne souffrent pas de discussion. Sa politique a toujours été et sera toujours loyale, claire, rectiligne.

Le statut de la Confédération suisse, quant à ses relations extérieures, demeure dominé par le principe de la neutralité. Celle-ci découle de l'histoire, de la tradition, de la constitution écrite et de la composition ethnique du pays. Cette neutralité est incorporée au droit des gens; elle a été reconnue conforme à l'intérêt de l'Europe d'abord et plus tard du monde entier; la Déclaration faite à Londres par le Conseil de la Société des Nations, le 13 février 1920, l'a confirmée en termes solennels. La Confédération n'aurait pas accepté d'entrer dans la Société des Nations si le prix de sa participation avait dû être l'abandon de son statut séculaire. Tout ce que nous avons vu, observé et vécu à Genève, depuis 1920, nous a confirmés dans la persuasion que notre attitude a été sage.

Dès lors, notre obligation générale de concourir à des sanctions économiques et financières, à l'exclusion de toute participation à des sanctions militaires, n'est pas absolue et doit être interprétée à la lumière des résolutions de 1921 concernant l'arme économique. Les limites de notre obligation sont déterminées par notre neutralité qui constitue à nos yeux un principe fondamental et, en même temps, un intérêt vital. Nous n'estimons pas être tenus à des sanctions qui, par leur nature et leurs effets, exposeraient notre neutralité à un danger réel que nous avons à apprécier dans la plénitude de notre souveraineté.

Nous ne refuserons pas, si l'Assemblée le désire, de faire partie du Comité de coordination qu'elle va instituer, mais je tenais à dissiper d'emblée toute équivoque sur le sens et la portée de notre collaboration éventuelle.

Et j'approuvais, en terminant, à la généreuse pensée qu'a exprimée tout à l'heure M. le Président Laval parlant pour la France¹⁹. Les efforts de conciliation doivent continuer. Nous les saluons au nom de l'amitié et de l'intérêt commun. La Société des Nations n'aura rempli sa mission la plus haute et la plus méritoire que si, unissant la modération à la fermeté, elle a fait tout ce qui dépend d'elle pour empêcher, d'abord, que le conflit sanglant ne se prolonge et ne s'étende et pour le régler, ensuite, avec le consentement des parties dans un esprit supérieur de justice et d'équité.

18. Le texte de la déclaration a été rédigé par Motta qui en a donné lecture, le 10 octobre au matin, aux membres de la délégation suisse à la XVI^{ème} Assemblée de la SdN, en présence aussi de M. Huber. Après une discussion générale, quelques modifications de forme ont été apportées au texte de G. Motta. Cf. le compte rendu confidentiel de la treizième séance de la délégation suisse à la XVI^{ème} Assemblée de la SdN, du 10 octobre (E 2001 (C) 5/131).

Cf. aussi JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 138, pp. 106—107.

19. Cf. JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 138, p. 106.

155

E 2001 (C) 5/161

*Le Directeur de l'Union suisse des paysans, E. Laur,
au Chef du Département politique et Délégué du Conseil fédéral à
l'Assemblée de la Société des Nations, G. Motta*¹

L

Brugg, 9. Oktober 1935

Der schweizerische Bauernverband und der Unterzeichnete sind s. Z. bei der Volksabstimmung² über den Eintritt der Schweiz in den Völkerbund für die Vorlage eingetreten³. Wahrscheinlich war diese Stellungnahme damals für den Volksentscheid von ausschlaggebender Bedeutung. Wir fühlen uns deshalb für die Folgen, welche unserem Lande aus diesem Beitritt erwachsen, besonders mitverantwortlich.

Der Bundesrat hat aus durchaus verständlichen Gründen seine Instruktionen an die schweizerische Delegation bis jetzt nicht veröffentlicht und es ist wohl auch anzunehmen, dass der Standpunkt der schweizerischen Delegation in Genf mehr in geschlossenen Sitzungen als in der Öffentlichkeit vertreten werden wird. Unseres Wissens hat der Bundesrat in der Frage auch keine Expertenkommission konsultiert, jedenfalls hatten wir keine Gelegenheit, unsere Meinung zur Geltung zu bringen.

Der Unterzeichnete erlaubt sich deshalb, Ihnen persönlich seine Auffassung darzulegen. Er darf wohl annehmen, dass sie in weiteren Kreisen der Landwirtschaft viele Anhänger hat.

Seit Jahrhunderten bildete die Neutralität in internationalen Verwicklungen die Grundlage der schweizerischen Politik. Durch den Eintritt in den Völkerbund ist gegen unseren Wunsch diese Neutralität eingeschränkt worden, und wir haben uns zur Teilnahme an wirtschaftlichen und finanziellen Sanktionen verpflichten müssen. Die Schweiz ist sich gewohnt, eingegangene Verträge zu halten, und sie wird dies auch im vorliegenden Falle tun müssen. Ich bin aber der Meinung, dass sie von allen zulässigen Vorbehalten, welche die Bestimmungen des Völkerbundes gestatten, Gebrauch machen soll, um diese Teilnahme der Schweiz an den Sanktionen gegen Italien auf ein Minimum zu beschränken.

Es ist für die Zukunft unseres Landes von grösster Bedeutung, dass wir das gute Verhältnis, welches uns mit Italien verbindet, möglichst wenig stören. Es wäre gefährlich, wenn wir uns durch den Hass, den die Linksparteien dem fascistischen Italien — wie ja auch Deutschland — entgegenbringen, verleiten liessen, von diesen Richtlinien abzuweichen. Die Schweiz hat weder die Macht noch die Berufung, den Fascismus in Italien und Deutschland zu bekämpfen. Für sie ist es viel wichtiger, sich das Wohlwollen und die Freundschaft unserer Nachbarstaaten zu

1. *La lettre, adressée à Motta à Genève, porte cette annotation marginale du chef du Département politique: Ad acta. Genf 13. 10. 35.*

2. *Du 16 mai 1920. Cf. DDS vol. 7-II, n° 325.*

3. *Cf. DDS vol. 7-II, n° 288.*

erhalten. Österreich wird je länger je mehr sei es unter italienischen oder deutschen Einfluss kommen. Die internationale Politik der Schweiz wird auf diese Entwicklung Rücksicht nehmen müssen.

Es ist auch vorauszusehen, dass, wenn wir uns an den Sanktionen beteiligen, die betreffenden Vorschriften von unserem Lande erfüllt werden, während die anderen Staaten, insbesondere diejenigen, denen der direkte Verkehr auf dem Meere zur Verfügung steht, ihren Handel nur in beschränktem Masse kontrollieren können und werden. Es ist mir unvergesslich, dass während des Weltkrieges sogar grosse Sendungen von Eisen im Einverständnis mit deutschen Regierungsstellen nach Frankreich gerollt sind.

Die wirtschaftlichen Gründe, welche dafür sprechen, dass die Schweiz sich in möglichst geringem Umfange an den Sanktionen beteiligt, will ich hier nicht weiter hervorheben. So bedeutungsvoll sie sind, so müssen sie gegenüber den allgemeinen politischen Erwägungen zurücktreten. Im vorliegenden Falle sind aber beide Interessen gleich gerichtet.

Im vollen Vertrauen, dass die Geschicke unseres Landes bei Ihnen in besten Händen liegen, wünsche ich Ihnen guten Erfolg in Ihrer grossen und verantwortungsvollen Aufgabe.

156

E 2300 London, Archiv-Nr. 29

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 29
Sanctions

Londres, 10 octobre 1935

Conformément à vos instructions, j'ai, dès mon retour à Londres, demandé un entretien à Sir Robert Vansittart pour lui exposer la situation de la Suisse par rapport au problème des sanctions à décider par la Société des Nations contre l'Italie. Sir Robert, bien que submergé par un défilé ininterrompu de toutes sortes d'interlocuteurs, tant diplomates que ministres d'Etats, a pu s'arranger à me voir pendant un quart d'heure. Il règne autour de son cabinet tous les indices d'agitation qui caractérisent les moments critiques de la politique internationale. Ceci s'explique par le fait qu'outre Genève, cet entourage constitue évidemment l'endroit où la réaction de la complication actuelle se fait sentir avec plus d'intensité que dans n'importe quelle autre Chancellerie. Mon entretien a suivi ceux des Ambassadeurs de Belgique et de France.

Voici ce que j'ai dit à Sir Robert:

M. le Conseiller Fédéral Motta tient à ce que le Foreign Office soit exactement renseigné sur l'attitude que la délégation suisse sera obligée d'adopter à Genève par rapport au problème des sanctions;

En premier lieu, la Suisse devra obéir au principe de sa neutralité, qui est non seulement la base de son statut international, mais de son rattachement à la Société des Nations;

Dans cet ordre d'idées, il ne pourra jamais être question pour elle de coopérer à des mesures militaires entreprises sous la direction de la Société des Nations contre un Etat quelconque;

En ce qui concerne des mesures non-militaires, sous forme d'une pression économique, la Suisse ne manquera pas de remplir ses obligations; elle considère sa coopération comme une affaire de loyauté envers la Société des Nations, vis-à-vis de laquelle elle a pris ces engagements;

Si elle est obligée de faire certaines déclarations et d'attirer l'attention de l'Assemblée sur la situation très spéciale qui lui est créée d'une part par sa neutralité, d'autre part par sa situation géographique dans le cas présent, il doit être bien entendu que ces déclarations ne peuvent être interprétées comme une tentative de se dérober à ses responsabilités et obligations;

Aussi longtemps que les mesures décidées contre l'Italie n'ont pas le caractère d'actes hostiles, la coopération de la Suisse est dès lors évidente et le Gouvernement suisse ne voit pas qu'il puisse subsister des malentendus au sujet de son attitude, qui est aussi légitime que sincère.

Sir Robert, par toute sa manière de discuter de cette question, montre clairement combien il prend au sérieux cette affaire de violation du Pacte par un Etat membre. Au premier abord, toute allusion à des réserves quelconques au sujet de l'application de sanctions le rend nerveux. Il ajoute toutefois qu'il n'aime pas le terme «sanctions» et qu'il parlerait plutôt de «pression». A son avis, des demandes d'égards de membres de la Société des Nations risquent de compromettre l'action et doivent nécessairement tendre à la priver de son efficacité.

Il constate qu'il n'est pas question actuellement de mesures militaires et que, dans ce sens, la neutralité suisse n'entre pas en jeu. D'autre part, la «pression» à exercer contre l'Italie, telle qu'elle est envisagée actuellement, ne consistera pas, selon lui, en des actes hostiles, de sorte qu'il ne voit pas, dans l'attitude de la Suisse, un élément préjudiciable aux résolutions qui seront prises à Genève.

L'attitude de la Hongrie¹ a provoqué au Foreign Office une impression déplorable et c'est en comparant notre point de vue² avec celui du Gouvernement de Budapest que Sir Robert note avec satisfaction la différence entre ces deux manières de procéder. Il m'a dit en fin de compte qu'il est très heureux d'avoir reçu l'explication que je viens de lui donner et qu'il en conclut que la Suisse fera son possible pour collaborer sincèrement aux efforts qui tendent à faire de la Société des Nations l'instrument de paix qu'elle doit être.

Il est intéressant d'ajouter que mon interlocuteur a saisi cette occasion pour proclamer l'altruisme de la Grande-Bretagne dans sa volonté d'établir définitive-

1. Le 7 octobre, le Conseil de la SdN a adopté le rapport du Comité des Six, formé le 5 octobre, rapport concluant que «le Gouvernement italien a recouru à la guerre contrairement aux engagements pris à l'article 12 du Pacte de la SdN». Ce rapport a été transmis par le Président du Conseil à l'Assemblée de la SdN, réunie à nouveau le 9 octobre. Lors de cette séance, le délégué hongrois, rejoint par celui de l'Autriche, a déclaré que la délégation de son pays n'est pas à même de s'associer aux conclusions du rapport approuvé par le Conseil de la SdN. Le 10 octobre, les délégués de la Hongrie et de l'Autriche répétèrent leurs déclarations du jour précédent, s'abstenant de constater, contrairement à tous les autres membres de l'Assemblée, que l'Italie, en recourant à la guerre, a violé le Pacte de la SdN. Cf. JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 138, pp. 101—102 et 113.

2. Cf. annexe au n° 154.

ment le prestige de l'Institution de Genève; il affirme même que ce seront les autres Etats, et notamment les petits Etats, qui tireront le plus grand profit de ce prestige, bien plus que la Grande-Bretagne elle-même qui, après tout, est plus que toute autre Puissance en mesure de se tirer d'affaire sans la Société des Nations. Il dit aussi que, de l'avis non seulement du Gouvernement, mais aussi de l'homme de la rue britannique, il y va cette fois de l'existence même de la Société des Nations et que, si l'on n'arrive pas à lui assigner le pouvoir qui doit lui revenir, elle passera irrévocablement dans le néant.

Mon entretien avec Sir Robert s'est limité à la conversation dont vous voudrez bien trouver le résumé dans ce qui précède; réflexion faite il m'a paru indiqué de ne pas lui remettre cette fois, comme d'usage, une notice écrite.

[...]

157

E 2001 (C) 5/161

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
M. de Stoutz, au Jurisconsulte du Département politique, M. Huber*

Copie

L

Berne, 11 octobre 1935

Conformément à l'entretien verbal qu'a eu avec vous M. Gorgé, nous n'avons pas manqué de nous documenter au sujet de l'influence que pourrait exercer sur la convention italo-germano-suisse du chemin de fer du Gothard de 1869¹ (modifiée en 1878², 1909³ et 1924⁴) l'application à l'égard de l'Italie des sanctions prévues à l'article 16 du Pacte⁵.

Les articles 5 et 6 du traité de 1869 et les articles 2 et 3 de la convention révisée de 1909, dont vous voudrez bien trouver le texte sous ce pli, sont les seules dispositions législatives en la matière. Elles astreignent la Suisse à donner au parcours

1. Convention entre la Suisse et l'Italie, concernant la construction et l'exploitation d'un chemin de fer par le St-Gothard, du 15 octobre 1869 (*FF*, 1870, II, pp. 985 ss.). Signée par l'Allemagne le 20 juin 1870; complétée par la Convention entre la Suisse, l'Allemagne et l'Italie, concernant l'accession de l'Empire allemand à la Convention conclue entre la Suisse et l'Italie, le 15 octobre 1869 ..., conclue le 28 octobre 1871 (*RO*, 1869—1872, vol. X, pp. 545 ss.).

Cf. aussi DDS vol. 2, rubrique V: Gothard.

2. Convention supplémentaire à celle du 15 octobre 1869, conclue entre la Suisse et l'Italie, concernant la construction et l'exploitation d'un chemin de fer par le St-Gothard, du 12 mars 1878 (*FF*, 1878, III, pp. 105 ss.).

3. Convention internationale relative au chemin de fer du St-Gothard, entre la Suisse, l'Allemagne et l'Italie, du 13 octobre 1909 (*FF*, 1909, VI, pp. 78 ss.).

Cf. aussi DDS vol. 5, rubrique VII: Gotthardvertrag.

4. *Cf. dernier paragraphe du document et n. 10.*

5. *Cf. n° 145, n. 5.*

du Gothard les caractères d'une grande ligne internationale et à en assurer le trafic sans interruption, sauf

- 1) en cas de force majeure,
- 2) lorsqu'une interruption résulterait de mesures nécessaires à
 - a) la neutralité,
 - b) la défense du pays.

Seul le message du Conseil fédéral⁶ relatif au traité de 1869 contient un commentaire de ces textes. Nous joignons à cette lettre le passage dont il s'agit, extrait de la Feuille fédérale de 1870. L'interruption de l'exploitation y est envisagée pour le cas où le trafic pourrait être considéré comme un acte de contrebande de guerre.

Par contre, ni le message, ni le volumineux rapport complémentaire de 1909⁷ (qui concerne principalement la question du rachat) ne traitent des articles précités.

Pendant la guerre, le chemin de fer du Gothard a été mis indifféremment au service des pays belligérants conformément au principe de neutralité. A en juger d'après nos dossiers, il ne semble pas qu'il y ait eu à ce sujet de correspondance ou de déclaration officielles se rapportant à la question qui nous intéresse.

En reconnaissance des services rendus par la Suisse pendant la guerre, l'article 374 du Traité de Versailles⁸ autorise le gouvernement helvétique, après accord avec le gouvernement italien, à dénoncer l'accord de 1909 relatif au St-Gothard dans le délai de dix ans après la mise en vigueur du Traité de Versailles. Vous trouverez également sous ce pli un exposé de la Direction générale des chemins de fer fédéraux, du 30 mai 1925⁹, relatif à la question de savoir s'il conviendrait de faire usage de cette faculté de dénonciation.

Quant à la revision, amorcée en 1917, qui a abouti à l'accord italo-suisse du 20 mai 1924¹⁰, elle ne concerne qu'une question de réduction tarifaire¹¹.

6. Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le Traité conclu avec l'Italie le 15 octobre 1869 pour la construction d'un chemin de fer par le St-Gothard, du 30 juin 1870 (*FF*, 1870, II, pp. 925 ss.).

7. Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la convention relative au chemin de fer du St-Gothard intervenue entre la Suisse, l'Allemagne et l'Italie, du 9 novembre 1909 (*FF*, 1909, VI, pp. 50 ss.).

8. L'Allemagne s'engage à accepter, dans le délai de dix ans à dater de la mise en vigueur du présent traité, et sur la demande qui lui en serait faite par le gouvernement helvétique après accord avec le gouvernement italien, la dénonciation de la convention internationale, du 13 octobre 1909, relative aux chemins de fer du Saint-Gothard. A défaut d'accord sur les conditions de cette dénonciation, l'Allemagne s'engage, dès à présent, à accepter la décision d'un arbitre désigné par les Etats-Unis d'Amérique.

9. *Non retrouvé.*

10. *Non publié. Pour le texte original de l'accord, cf. KI/547/I.*

11. *Pour le texte de l'expertise juridique de M. Huber, datée du 15 octobre 1935, cf. E 2001 (C) 5/161.*

158

E 2001 (C) 4/140

*Le Ministre d'Italie à Berne, A. Tamaro,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Berna, 14 octobre 1935. XIII

Ho l'alto onore e il gradito incarico di portare a conoscenza di Vostra Eccellenza che S. E. il Capo del mio Governo e Ministro degli Affari Esteri On. Mussolini mi ha comunicato che l'atteggiamento di Vostra Eccellenza a Ginevra², pieno di comprensione e di equità, suscita la più grata impressione in tutta Italia ed è destinato a rafforzare l'amicizia fra i due Paesi, il che è stato obiettivo costante del Regime.

1. *Annotation marginale de Motta: Ad acta.* Cette lettre est habile. Mon attitude a été suisse et uniquement dictée et inspirée par l'intérêt du pays. Tant mieux si le Gouvernement italien l'a compris. 15. 10. 35.

2. *Cf. annexe au n° 154.*

159

E 2300 London, Archiv-Nr. 29

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 32

Politique britannique

III. Whitehall et Palazzo Chigi¹

Londres, 20 octobre 1935

Lorsqu'on tâche de s'expliquer les relations actuelles entre Londres et Rome, on est frappé par ce symptôme fondamental: le manque de compréhension réciproque. Ce fut pourtant bien l'un des principes et l'une des tâches principales de tous les Gouvernements, depuis la conclusion de la guerre mondiale, d'essayer non seulement de s'entendre et de collaborer, mais de se comprendre. On voit par ce qui se passe aujourd'hui que toutes ces bonnes intentions n'ont mené à rien.

Il est inutile de chercher à qui la faute. Il suffit en effet d'ouvrir des journaux anglais et italiens pour constater qu'à peu près dans les mêmes termes l'Italien reproche à l'Anglais et l'Anglais à l'Italien de n'avoir aucune idée de ce qui se passe chez lui et dans l'âme de chaque peuple respectif.

C'est probablement la vérité, mais ce qui est certain, c'est que, tant au Foreign Office qu'au Palazzo Chigi, on a étonnamment manqué de jugement sur le tempé-

1. *Sièges respectifs des ministères britannique et italien des affaires étrangères.*

rament réciproque. Cette erreur psychologique commise de part et d'autre a donné par moment aux relations un tour vraiment critique.

Cela tient pour une part considérable au fait que le mécanisme diplomatique n'a décidément pas fonctionné comme il aurait dû. On a souvent prétendu que les temps de la diplomatie comme facteur de première importance en politique et même d'intermédiaire essentiel entre les Gouvernements, étaient révolus, et qu'actuellement on n'a plus besoin de Cambons, de Barrères et de Dufferins. En suivant le développement de la crise anglo-italienne², on voit clairement que cette assertion est fautive et que, dans les deux capitales, si les Ambassadeurs avaient su ou pu faire leur tâche comme il fallait, ils auraient pu dans une large mesure atténuer la tension.

A Rome Sir Eric Drummond n'a jamais été *persona grata*, sa nomination auprès du Quirinal³ avait même en son temps provoqué un certain étonnement. A tort ou à raison, son activité à Genève⁴ lui avait coûté presque toutes les sympathies de la France et de l'Italie. Puisqu'il devait avoir une Ambassade de première classe et qu'on ne pouvait lui attribuer Paris, on l'envoya à Rome, mais ce fut peut-être la nomination la moins heureuse du Foreign Office après la guerre. M. Mussolini, qui n'a jamais su se mettre sur un bon pied avec Genève, avait évidemment conservé ses antipathies pour l'ancien Secrétaire général et, si je vois bien, les relations personnelles entre le Duce et l'Ambassadeur britannique n'ont à aucun moment changé de caractère. On entend souvent dire ici que le conflit avec Rome serait bien moins grave, et qu'il n'existerait peut-être pas, si Sir R. Graham, cet ami personnel du Duce et connaisseur de l'âme italienne, avait encore dirigé l'Ambassade de Sa Majesté. Il peut y avoir du vrai dans cela.

En ce qui concerne M. Grandi, je ne crois pas qu'on puisse lui reprocher quoi que ce soit. Il a certainement fait son possible pour amortir le choc et il me semble certain que, depuis son arrivée, il a eu le temps d'étudier les Anglais, ce qu'il a fait avec beaucoup de compréhension et de succès. D'autre part, et contrairement à la situation à Rome, M. Grandi est réellement *persona grata* au Foreign Office et dans les milieux officiels; il s'est créé à Londres une situation qui pourrait utilement lui servir. Apparemment, la difficulté consiste en ce que M. Mussolini est de ceux qui nient la valeur pratique pour la grande politique d'un Ambassadeur et de ses observations⁵. On soupçonne ici le dictateur de se servir principalement de ses Ambassades pour éloigner de Rome des collaborateurs gênants. Ceux-ci auraient le devoir de faire les communications telles qu'on le leur prescrit de Rome, et leur travail personnel n'entrerait pas autrement en jeu. En ce qui concerne les rapports qu'ils envoient pour expliquer les impressions qu'ils se font de la situation sur place et pour insister parfois sur la nécessité de tenir compte de telle ou telle circonstance, on est enclin à croire que leur chef au Palazzo Chigi ne prend pas la peine de les lire, en partant du point de vue que ces agents seront fâcheusement impressionnés par leur entourage et que, quelles que soient leurs observations, elles ne sauraient rien changer à la façon dont le dictateur a résolu la situation.

2. Cf. rubrique I.4: SdN, conflit italo-éthiopien ..., surtout nos 136, 145 et 156.

3. Demeure du roi.

4. En qualité de Secrétaire général de la SdN.

5. Remarque marginale de Motta: En effet.

La crise anglo-italienne provient, comme je l'ai dit plus haut, du manque de compréhension réciproque. L'Italie prétend encore aujourd'hui qu'elle n'avait aucune raison de penser que son projet d'action en Afrique orientale rencontrerait l'opposition sérieuse de la Grande-Bretagne. Aucun avertissement *direct* ne lui serait parvenu de Londres jusqu'au moment où il était déjà trop tard.

Cette assertion fait preuve d'un manque complet de connaissance du caractère et des méthodes anglais. Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant qu'il y ait un tel embrouillamini. Il n'y a pas d'excuse pour le Duce d'ignorer que, tant que la situation n'a pas atteint toute son acuité, le Foreign Office ne dit jamais en tant de mots de quelle façon il se propose d'intervenir au cas où les événements prendraient une allure déplaisante. La méthode anglaise consiste à donner tout au plus certaines indications, plus ou moins vagues peut-être, dont le but est non seulement d'avertir la contre-partie, mais de laisser à la Grande-Bretagne une marge convenable pour son intervention au moment où l'affaire deviendrait effectivement actuelle.

C'est ainsi que le Foreign Office a agi vis-à-vis du Palazzo Chigi. Il faut reconnaître que dans cette instance, l'avertissement de la Grande-Bretagne fut relativement explicite, en tout cas bien plus précis que dans des précédents semblables, quoique, il est vrai, la méthode traditionnelle ait été observée en ce sens qu'un avertissement direct et net ne fut pas donné; mais à maintes reprises le Foreign Office a fait savoir à Rome ce qu'il pensait et ce qu'il comptait éventuellement faire. M. Mussolini est inexcusable de n'avoir pas voulu comprendre, d'autant plus que son Ambassadeur à Londres l'avait bien tenu au courant et que, d'autre part, la France, qui voyait bien où tout cela mènerait, avait plusieurs fois mis les Italiens sur leurs gardes.

Mais la faute ne peut pas être mise uniquement sur le compte des Italiens. Le Foreign Office lui aussi a commis une erreur en supposant que le Palais Chigi prendrait la peine de lire attentivement entre les lignes et qu'il attacherait de l'importance à des avertissements qui ne seraient pas directs et précis. S'il s'agissait du Quai d'Orsay⁶, ou même de la Wilhelmstrasse⁷, la connaissance exacte du système de Whitehall ne laisserait pas semblable erreur se produire. On aurait donc dû se dire au Foreign Office que, pour ne laisser subsister aucun doute et pour ne rien laisser au hasard, il fallait mettre les points sur les i. Ceci n'a certainement pas été fait, de sorte que jusqu'à ce jour on s'adresse mutuellement le reproche, entre Whitehall et le Palais Chigi, l'un de n'avoir pas parlé, l'autre de n'avoir pas écouté.

[...]

Ce qui précède forme le premier malentendu.

Second malentendu:

L'Italie ne peut ou ne veut toujours pas comprendre que le conflit n'existe pas entre elle et la Grande-Bretagne, mais entre elle et la Société des Nations.

La Grande-Bretagne, d'autre part, doit naturellement insister de la façon la plus catégorique sur le fait qu'elle n'entre dans cette question qu'en qualité de membre de la Société des Nations; ceci constitue pour elle la base politique et, pour ainsi dire, le point vital de son action. Elle n'admet pas qu'on lui attribue des

6. *Ministère français des affaires étrangères.*

7. *Ministère allemand des affaires étrangères.*

intentions égoïstes, indépendantes de la Société des Nations; elle veut que ses efforts, dans leur totalité, soient acceptés comme une opération que lui confère sa qualité d'Etat membre. Rien ne peut contribuer davantage à irriter Londres contre Rome que les manifestations italiennes démontrant continuellement qu'on s'obstine à envisager le conflit comme une affaire entre la Grande-Bretagne et l'Italie.

Le malentendu du côté italien est assez compréhensible. On y voit aussi évidemment de la malice, car le fait est que c'est la Grande-Bretagne qui a lancé toute cette affaire à Genève et qui s'en est faite son avocat principal. Ainsi naturellement l'Italien se dit que, pour arranger cette affaire, on n'a qu'à s'arranger avec la Grande-Bretagne.

Relevons encore ceci:

La panique qui eut lieu à un moment donné à Genève, dans les pays du Continent, de même qu'en Angleterre, en face de la menace d'une guerre anglo-italienne ou européenne, n'a jamais reposé sur une raison fondée, car à aucun moment Whitehall n'a eu des idées agressives envers Rome. Il est inutile de répéter ici les motifs pour lesquels la Grande-Bretagne n'aurait jamais recours à tel expédient. L'envoi de ses forces navales à Gibraltar, Malte et Alexandrie et l'augmentation du tonnage régulier de sa flotte méditerranéenne de deux cent cinquante mille à douze cent mille tonnes devaient avoir le caractère d'une simple mesure de précaution, et non d'une démonstration hostile ou d'une menace contre M. Mussolini. Est-il étonnant que celui-ci n'ait pas pris la chose avec le calme et la circonspection qu'on croyait pouvoir attendre de lui? Je ne vous apprends certes rien de nouveau en rappelant que l'apparition de l'Armada britannique et de ses canons soi-disant braqués sur les côtes italiennes, avait provoqué en septembre un accès de colère et de terreur chez M. Mussolini, convaincu que, d'un moment à l'autre, la Grande-Bretagne allait lui faire la guerre. C'est alors que Sir Samuel Hoare fut amené à rassurer le Palais Chigi sur les intentions nullement belliqueuses de la Grande-Bretagne, et ceci à la suite d'une démarche faite par la voie de la France, le Duce ayant franchement laissé voir à M. de Chambrun les signes de son désarroi.

Vous vous souvenez que la communication rassurante de Sir Samuel fut remise par Sir Eric Drummond, et qu'elle releva temporairement la tension anglo-italienne. Cet incident n'a cependant eu aucun effet particulier en ce qui concerne les préparations et les mouvements de guerre italo-abyssins, que M. Mussolini a cru devoir poursuivre selon son plan. Il me semble assez évident que ce défi du dictateur intransigeant n'a pas manqué de surprendre et d'irriter non seulement les Ministères, mais l'homme de la rue. Le fait qu'une Puissance continentale puisse de telle façon se moquer de la volonté britannique, alors que chacun a compris qu'elle s'oppose définitivement à l'entreprise en jeu, constitue une expérience à laquelle on n'a jamais été habitué ici. Lors des querelles survenues avec d'autres pays continentaux, il a toujours été tenu compte, avec tout le respect voulu, des désirs britanniques; même avant la guerre, une Puissance telle que l'Allemagne a eu plus d'égards pour l'Angleterre que le dictateur italien n'en a aujourd'hui. C'est ce qu'il est difficile aux Anglais d'avalier; c'est ainsi qu'au cours des premières semaines de septembre les cuirassés britanniques ne cessèrent d'arriver à Malte et à Alexandrie en nombre toujours croissant.

L'opinion est que la position de M. Mussolini est sérieusement ébranlée à l'intérieur et que, tant sa politique financière et économique à l'égard de son pays que sa politique coloniale en Abyssinie lui attirent une opposition qui me paraît assez répandue dans les milieux qui comptent⁸. Il est impossible de voir d'ici jusqu'à quel point ces idées sont fondées. Mais selon les extraits insérés dans votre dernier résumé politique, et provenant de sources mieux renseignées, je suis porté à croire qu'il y a du vrai dans ce qui précède.

Il ne faut toutefois pas croire que les Anglais souhaitent la chute de M. Mussolini; ils reconnaissent au contraire que sa disparition entraînerait fatalement une confusion énorme et des suites imprévisibles. Il n'y a que les socialistes qui naturellement, pour des raisons à eux, désirent son naufrage.

Je suis sûr de ne pas me tromper en affirmant que Whitehall n'a aucune rancune personnelle contre le Palazzo Chigi et que le maintien ou la chute du régime actuel n'entre nullement dans ses calculs. C'est dans ce sens également que, dans son discours de samedi dernier, s'exprime le Premier Ministre Baldwin lui-même. Dans de telles dispositions, n'exposant vraiment pas M. Mussolini personnellement, il ne faut pas se laisser impressionner par des détails tels que la rencontre malheureuse à Rome, en été, de Mr. Eden et du Duce, rencontre qui semble avoir laissé au jeune Ministre d'Etat britannique un souvenir plein de ressentiment, ni par la froideur de l'accueil fait à Sir Eric Drummond au cours de ces derniers mois. Ce sont là des détails qui ne sauraient influencer le fond de la politique du Foreign Office.

[...]

8. *Remarque marginale de Motta*: Je crois que cette opinion est assez fondée.

160

E 2200 Rom 23/9

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki, au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

L

Bern, 21. Oktober 1935

Höflich Bezug nehmend auf unsere heutige telephonische Besprechung beehre ich mich, über die letzte Woche in Genf behandelte Frage der Wirtschaftssanktionen gegenüber Italien und unsere Stellung dazu folgendes mitzuteilen:

Bekanntlich standen sich in dieser Sache anfänglich ein französischer und ein britischer Antrag gegenüber. Die Franzosen schlugen vor, dass die Mitgliedstaaten des Völkerbunds für alle zur Kriegsführung wichtigen Rohstoffe ein Embargo gegenüber Italien erlassen sollten, während die Engländer ihr Hauptgewicht darauf legten, dass die Einfuhr aller italienischen Waren zu sperren sei. Nachdem die französische Delegation sich anfänglich dem britischen Vorschlag gegenüber sehr

zurückhaltend zeigte, ist er schlussendlich von ihr vorbehaltlos angenommen worden. Die am letzten Samstag Abend vom Koordinationskomitee¹ gefassten Beschlüsse gehen dahin, dass sowohl der englische als der französische Antrag den Regierungen zur Annahme empfohlen und wenn möglich gemeinsam und gleichzeitig in Kraft gesetzt werden soll². Mit Bezug auf den Transithandel sind irgendwelche Beschlüsse bis jetzt nicht gefasst worden.

Die Haltung der schweizerischen Delegation war durch folgende Überlegungen bestimmt:

Die Schweiz hat 1920 auf ihre wirtschaftliche Neutralität ausdrücklich verzichtet³ und ist infolgedessen verpflichtet, die im Artikel 16 des Paktes⁴ vorgesehenen wirtschaftlichen und finanziellen Sanktionen dem Paktbrecher gegenüber zur Anwendung zu bringen. Sie konnte sich bekanntlich unmöglich der Feststellung entziehen, dass Italien den Pakt gebrochen hat. Sie *muss* deshalb bei den vom Völkerbundsrat bzw. vom Koordinationskomitee vorgeschlagenen Wirtschafts-sanktionen grundsätzlich mitmachen. Abgesehen von der Frage der Vertragstreue hat sie auch ein ganz wesentliches Interesse daran, dass der Artikel 16 nicht toter Buchstabe bleibt, da sie auch einmal in die Lage kommen könnte, ihn gegenüber einem Paktbrecher anzurufen und sich davor hüten muss, dass man ihr dann ihre heutige Haltung entgegenhält. Diese Überlegungen führen dazu, dass die schweizerische Delegation dem Bundesrat die gefassten Beschlüsse betreffend

1. *Comité de Coordination: constitué le 11 octobre, sous la présidence du Portugais A. de Vasconcellos, suivant le vœu émis le jour précédent par l'Assemblée de la SdN, dont voici le texte:*

L'Assemblée,

[...]

Prenant en considération les obligations qui incombent aux Membres de la Société des Nations en vertu de l'article 16 du Pacte et l'utilité d'établir une coordination des mesures que chacun d'eux envisagerait de prendre:

Emet le vœu que les Membres de la Société (autres que les parties) constituent un Comité composé d'un délégué par Etat membre, assisté d'experts, en vue d'étudier et de faciliter la coordination de ces mesures et, le cas échéant, d'attirer l'attention du Conseil ou de l'Assemblée sur toute situation qui requerrait leur examen.

Le 11 octobre, le Comité de Coordination forme en son sein un « Petit Comité de Coordination », chargé d'élaborer les mesures de sanctions contre l'Italie, suivant l'article 16 du Pacte. Ce comité restreint, présidé lui aussi par A. de Vasconcellos, est appelé ensuite « Comité des Dix-huit », du nombre des Etats qui y sont représentés: France, Grande-Bretagne, URSS, Pologne, Espagne, Afrique du Sud, Argentine, Belgique, Canada, Grèce, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Mexique; la Suisse y est représentée par G. Motta, assisté de W. Stucki. Les propositions de sanctions mises au point par le Comité des Dix-huit et par ses sous-comités (chargés des mesures économiques, financières, et de l'organisation de l'appui mutuel), sont ensuite soumises au Comité de Coordination pour acceptation.

2. *Le samedi 19 octobre, le Comité de Coordination a adopté le projet de sanction émanant de la Grande-Bretagne, devenu la proposition III, et demandant la prohibition de l'importation des marchandises italiennes. Il a aussi accepté le projet du Gouvernement français, devenu la proposition IV, prévoyant l'embargo sur certaines exportations vers l'Italie (dont la bauxite, l'aluminium, le minerai de fer, l'étain, le chrome, le nickel et autres matières premières pouvant entrer dans la fabrication de guerre, à l'exclusion cependant du pétrole, du charbon, du fer et de l'acier). Cf. JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 145, pp. 20 ss.*

3. *Par la Déclaration de Londres du 13 février 1920. Cf. n° 145, n. 6.*

4. *Cf. n° 145, n. 5.*

Aus- und Durchfuhr von Waffen und Kriegsmaterial⁵, betreffend finanzielle Sanktionen⁶ und betreffend Ausfuhrverbot für Rohstoffe⁷ (gemäss der aufgestellten Liste) zur Annahme empfiehlt. Was dagegen den nun vom Koordinationskomitee angenommenen englischen Antrag auf Sperre der Einfuhr aller italienischen Waren⁷ anbelangt, so haben wir ausdrücklich und mehrfach alle Vorbehalte gemacht, und zwar aus folgenden Gründen:

Zweifellos geht der englische Antrag von der Idee aus, die Unterbrechung der italienischen Ausfuhr nach allen Vertragsstaaten werde die italienische Wirtschaft auf das schwerste treffen, die Arbeitslosigkeit gewaltig steigern und zu sozialen Unruhen führen, die dem Regime und seinem Chef gefährlich werden könnten. Es ist auch kaum zu bestreiten, dass von diesem Gesichtspunkt aus die Durchführung einer solchen Massnahme für Italien einen ausserordentlich schweren Schlag bedeuten würde. Offiziell haben nun aber die Engländer eine ganz andere Begründung gegeben: Es handle sich nicht darum, sagten sie, Italien zu strafen, aggressiv vorzugehen und den italienischen Arbeitsmarkt zu treffen, sondern vielmehr darum, dafür zu sorgen, dass sich Italien aus dem Export seiner Waren keine fremden Devisen mehr verschaffen könne, die zum Ankauf von Kriegsmaterial und Rohstoffen verwendet werden könnten.

Hier setzen nun die von mir in Genf gemachten Einwendungen, Überlegungen und Anregungen ein⁸. Wenn wirklich der Zweck darin besteht, die Italiener nicht wirtschaftlich und sozial, sondern finanzpolitisch zu treffen, indem man sie um Devisen bzw. Devisenüberschüsse bringt, die zur Befriedigung der Kriegsbedürfnisse nötig sind, dann kann dieser Zweck allgemein — oder wenigstens für einzelne Länder in besonderer Lage — auch auf andere Weise erreicht werden. Warum soll es notwendig sein, die Italiener um einen Devisenüberschuss im Verhältnis beispielsweise zur Schweiz dadurch zu bringen, dass man den ganzen gegenseitigen Handel auf Null reduziert, die Jahrhunderte alten Wirtschaftsbeziehungen vollständig lahmlegt und nicht nur in Italien, sondern namentlich auch in der Schweiz tausenden von Arbeitern ihr Brot nimmt? Der gleiche Effekt wird doch auch dadurch erreicht, dass man die jetzigen Handelsbeziehungen zwar im Grundsatz aufrechterhält, aber dafür sorgt, dass die Schweiz an Italien keine Devisen liefert. Anstatt auf dem Nullpunkt, vom Standpunkt des Handels aus gesehen, ist dies auch möglich, wenn sich Italien und die Schweiz gegenseitig beispielsweise Waren im Werte von je 60 Millionen liefern und diese Warenmengen nicht bezahlt, sondern verrechnet werden. Wenn sich also die Schweiz verpflichten würde, an Italien keine direkten Zahlungen zu leisten, sondern aus Italien eingeführte Waren nur durch Verrechnung mit von der Schweiz nach Italien expor-

5. *Proposition I (embargo sur les armes, munitions et matériels de guerre à destination de l'Italie), adoptée le 11 octobre par le Comité de Coordination (JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 145, pp. 14–15).*

6. *Proposition II, adoptée le 14 octobre par le Comité de Coordination (JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 145, pp. 16 ss.).*

7. *Cf. n. 2 ci-dessus.*

8. *Pour le texte des interventions faites par Stucki, les 16, 17 et 18 octobre, devant le Sous-comité pour les mesures économiques du Comité des Dix-huit, dont il est membre, cf. JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 145, surtout pp. 96–98, 107–108 et 114–117.*

tierten Waren oder auch mit Finanzforderungen zu kompensieren, dann erhält Italien mit absoluter Sicherheit keine Schweizerfranken oder andere Devisen, mit denen es Kriegsmaterial oder Rohstoffe kaufen könnte. Ich habe bei der Entwicklung dieses Vorschlages — es handelt sich keineswegs um eine offizielle schweizerische Proposition, sondern um eine von mir persönlich im Einverständnis mit Herrn Bundesrat Motta gemachte Anregung, die ich lediglich auf ausdrücklichen Wunsch des wirtschaftlichen Unterkomitees näher dargelegt habe — sofort auf einen wesentlichen Punkt selber hingewiesen: Die Schweiz kann und will natürlich nicht, falls man ihr eine solche Sonderlösung zugestehen sollte, ihre bisherigen Handelsbeziehungen zu Italien auf Kosten der übrigen Mitglieder des Völkerbundes verbessern. Dies wäre eine Zumutung, gegenüber welcher die andern Staaten begreiflicherweise heute ganz besonders empfindlich sind. Die schweizerische Verpflichtung, keine direkten Zahlungen an Italien zu gestatten, müsste deshalb ergänzt werden durch ein weiteres Engagement, Ein- und Ausfuhr nicht über die gegenwärtige, bzw. die Mengen einer kurz zurückliegenden Zeitperiode, über die man sich zu verständigen hätte, zuzulassen.

Die eben skizzierte, von uns gemachte Anregung hat in Genf zu keiner offiziellen Diskussion geführt. Sie wurde weder kritisiert, noch hat man ihr ausdrücklich zugestimmt. Wir haben aber den ziemlich bestimmten Eindruck, dass die andern Staaten sich schliesslich damit abfinden würden, wenn die Schweiz sich mit diesen Massnahmen begnügt, also die von England vorgeschlagene und von allen andern Völkerbundstaaten (ausgenommen Österreich, Ungarn, Albanien) angenommene Einfuhrsperre nicht mitmacht. Dies allerdings nur unter der Voraussetzung, dass dafür die schweizerische Haltung mit Bezug auf die eingangs erwähnten andern Sanktionen eine eindeutige Kollaboration darstelle, was die Delegation, wie bereits gesagt, dem Bundesrat beantragen wird.

Wie stellt sich nun Italien zur schweizerischen Anregung? Ob die Schweiz bei den übrigen Sanktionen mitmacht oder nicht, ist für Italien von sehr geringer praktischer Bedeutung: Wir sind keine grossen Waffenlieferanten, Kredite hätte man bei der gegenwärtigen Situation und den trübseeligen Erfahrungen bezüglich des italienischen Zahlungswillens ohnehin nicht mehr gegeben, und als Rohstofflieferant kommen wir hauptsächlich wohl nur für Eisenabfälle in Frage. Lassen wir die italienische Einfuhr weiter zu, aber nur um sie mit unserer Ausfuhr, eventuell mit unsern finanziellen Guthaben, zu kompensieren, so verliert zwar Italien einen gewissen Devisenüberschuss, der gerade nach italienischer Darstellung ohnehin ausserordentlich klein geworden war. Wir könnten übrigens einen solchen Devisenüberschuss selbst in bilateralen Clearingsverhandlungen⁹ angesichts unserer eigenen recht schwierig gewordenen Zahlungsbilanz nicht zugestehen. Dagegen hätte Italien den gewaltigen Vorteil, dass es seine Waren in bisherigem Ausmasse nach der Schweiz weiter liefern könnte, dass landwirtschaftlich und industriell eine beträchtliche Anzahl von Arbeitern hiefür beschäftigt werden könnte und dass es aus der Schweiz im bisherigen Umfang eine Reihe von Waren beziehen könnte, deren Einfuhr aus andern Ländern durch italienische

9. *Sur les négociations pour la conclusion d'un accord de clearing avec l'Italie, cf. aussi rubrique II.15.1: Italie, relations commerciales et financières et accord de clearing.*

Retorsionsmassnahmen fast zwangsweise verunmöglicht werden muss. Man käme damit im schweizerisch-italienischen Wirtschaftsverkehr zu einem vollkommenen Ausgleich der Zahlungsbilanz, d. h. gerade zu dem Zustande, den die italienische Regierung schon vor Monaten mit Bezug auf ihre Handelspolitik als Ziel festgelegt hat. Italien müsste lediglich diesen Grundsatz auch uns gegenüber als richtig anerkennen, während er sich allen andern Staaten gegenüber, mit denen Italien zahlungsbilanzmässig aktiv ist, durch die Annahme des britischen Vorschlags von selber einstellt.

Sie wissen, Herr Minister, dass hier auf den Bundesrat stark eingewirkt wird. Die einen, und ihre Zahl ist überraschend gross, verlangen, dass der Bundesrat ohne Einschränkungen und Vorbehalte die Wirtschaftssanktionen anwende wie die andern Staaten. Die Tatsache, dass letzte Woche Länder wie Schweden, Norwegen, Dänemark, Belgien, Holland usw. den britischen Vorschlag ohne irgendwelche Einschränkungen angenommen haben, wird das Gewicht dieser Stimmen noch wesentlich verstärken. Andere Stimmen verlangen, dass die Schweiz sich jeder wirtschaftlichen Sanktion enthalte. Man beruft sich dabei auf die Neutralität. Diese Argumentation ist mit Bezug auf die bis jetzt in Genf gefassten Beschlüsse vollkommen haltlos, da, wie gesagt, die Schweiz auf die wirtschaftliche Neutralität ausdrücklich verzichtet hat — der italienische Vertreter hat 1920 in London ausdrücklich zugestimmt! —, da der Chef der italienischen Delegation ausdrücklich erklärt hat, er betrachte wirtschaftliche Sanktionen nicht als *casus belli* und da schliesslich selbst unabhängig von Art. 16 des Paktes eine in Form eines Wirtschaftskrieges vorgenommene Sperre der Ein- und Ausfuhr, oder von beiden, niemals als Verletzung der Neutralität erkannt würde. Es wäre natürlich verhängnisvoll, wenn der oben skizzierte Weg schliesslich von Genf akzeptiert, dann aber von Italien durch irgendwelche Zwangsmassnahmen gegen die Schweiz sabotiert würde. Die Wirkung wäre nämlich niemals die, dass sich dann die Schweiz an Wirtschaftssanktionen nicht beteiligen würde, sondern sie würde gerade von Rom aus gezwungen, dem britischen Vorschlag ebenfalls zuzustimmen und die Einfuhr aus Italien vollständig zu sperren. Devisenmässig wäre dies für Italien kein Gewinn, wirtschaftlich, politisch und moralisch sicherlich ein grosser Verlust.

Ich habe oben ausgeführt, dass mit Bezug auf den Transit Beschlüsse bis jetzt nicht gefasst wurden, ausgenommen Waffen und Kriegsmaterial. Es ist aber mit Sicherheit anzunehmen, dass der Antrag gestellt und angenommen wird, dass für diejenigen Rohstoffe, für die der Export verboten werden muss, auch der Transit zu untersagen sei. Wir werden uns dagegen mit allen Mitteln wehren und unter Hinweis auf den Gotthard-Vertrag¹⁰ einerseits, auf die Offenhaltung des Brenners und des Seeweges Hamburg—Genua andererseits uns jedenfalls weigern, ein Transitverbot auszusprechen. Wir werden das umso eher tun können, wenn wir auf der andern Seite den Völkerbundsmächten durch Annahme der übrigen Sanktionspläne den Beweis erbracht haben, dass auch wir eingegangene Rechtsverpflichtungen soweit als irgendwie möglich respektieren.

Was schliesslich die Weiterführung der schweizerisch-italienischen Verhand-

10. Cf. n° 157.

lungen anbelangt, so teilen wir die in Ihrem Schreiben vom 18. d. M.¹¹ ausgedrückte Meinung Anzilottis, dass eine Abklärung der Genfer Beschlüsse zuerst erfolgen muss. Das sog. «Komitee der 18»¹² soll am 31. Oktober wieder zusammentreten, und es wird sich dann zeigen, ob man uns mit Bezug auf den britischen Antrag die geschilderte Vorzugsstellung zu gewähren bereit ist. In diesem Fall müsste dann mit Italien natürlich weiterverhandelt werden, was in Rom geschehen könnte. Man wird dort sicherlich begreifen, dass wir uns hüten müssen, den Eindruck zu erwecken, als ob wir hinter dem Rücken der Völkerbundsmächte mit Italien Separatverhandlungen führten, welche die kollektive Aktion gefährden könnten und nur dazu bestimmt wären, die Sonderinteressen der Schweiz zu schützen.

Sollten sich nach der Lektüre dieses etwas lang geratenen Berichts bei Ihnen noch über diesen oder jenen Punkt Zweifel ergeben, so bitte ich um telephonischen Anruf, bevor Sie die Angelegenheit mit den Herren Suvich und Anzilotti besprechen.

11. *Non reproduit* (E 7110 1/83). *Sur les négociations en cours entre la Suisse et l'Italie pour la conclusion d'un accord de clearing, auxquelles fait allusion Stucki dans sa lettre, cf. n. 9 ci-dessus.*

12. *Cf. n. 1 ci-dessus.*

161

E 6100 (A), Archiv-Nr. 681

*Le Directoire de la Banque nationale¹,
au Chef du Département des Finances et des Douanes, A. Meyer*

L vertraulich

Zürich, 21. Oktober 1935

Betrifft: Verkehr mit Italien — Sanktionenfrage.

Mit Ihrem geehrten Schreiben vom 16. ds.² wünschen Sie von uns über die gegenseitigen italienisch-schweizerischen Finanzbeziehungen orientiert zu werden. Im weitern möchten Sie erfahren, wie die massgebenden Industrie-, Handels- und Bankkreise und die Nationalbank selbst die Sanktionsfrage beurteilen. Wir beehren uns, Ihnen im nachfolgenden über diese beiden Punkte zu berichten:

1. Was die *finanziellen Beziehungen Schweiz—Italien* anbetrifft, so möchten wir vorausschicken, dass umfassende Erhebungen über die Guthaben der Schweiz in Italien und umgekehrt über die italienischen Guthaben in der Schweiz bekanntlich bis jetzt nicht durchgeführt wurden, sodass es an absolut zuverlässigen und vollständigen Daten gebricht. Immerhin stehen uns die Halbjahresbilan-

1. *Lettre signée par G. Bachmann et E. Weber.*

2. *Non retrouvé.*

zen der Banken per Ende Juni a. c. zur Verfügung, sowie die Ergebnisse von im Zusammenhang mit diesen Halbjahresbilanzen bei 65 der bedeutendsten Banken durchgeführten besondern Erhebungen, und einer im Juni seitens der Schweizerischen Bankiervereinigung und der Nationalbank durchgeführten Enquête über die Guthaben in Italien.

A) Guthaben in Italien

Über diese Guthaben hat die Schweizerische Bankiervereinigung zusammen mit der Schweizerischen Nationalbank im Juni d. J. die vorerwähnte Enquête durchgeführt, in welche ausser den der Schweizerischen Bankiervereinigung angeschlossenen rund 550 Bankinstituten 41 schweizerische Finanz- und Holdinggesellschaften einbezogen wurden und die folgendes Ergebnis gezeitigt hat:

	Kapital	Zinsen schätzungsw.
	<u>in Millionen Franken</u>	
a) Obligationen und Aktien, gemäss Enquête der Schweiz. Bankiervereinigung bei ihren Mitgliedern vom 31. Mai 1935	277,0	
Verzinsung schätzungsw. 6¼%		17,3
b) Obligationen und Aktien, gemäss Enquête der Schweiz. Nationalbank vom Mai 1935 bei 41 schweizerischen Finanz- und Holdinggesellschaften	46,0	
Verzinsung schätzungsw. 5%		2,3
c) Guthaben (Kredite) von 65 schweizerischen Banken (7 Grossbanken, 19 Kantonalbanken, 32 Lokalbanken und 7 Filialen von ausländischen Banken) per 30. Juni 1935, gemäss Enquête der Schweiz. Nationalbank	52,2	
Verzinsung schätzungsw. 7%		3,7
d) Industrie- und Syndikatskredite an in Italien domizilierte Schuldner seitens von 41 schweizerischen Finanz- und Holdinggesellschaften, gemäss Enquête der Schweiz. Nationalbank vom Mai 1935	26,0	
Verzinsung schätzungsw. 7%		1,8
Total	<u>401,2</u>	<u>25,1</u>

Es ergibt dies einen monatlichen Zinsen- und Dividendenanspruch von rund 2,1 Millionen Franken.

Wie sich aus diesen Angaben ergibt, handelt es sich dabei um keine vollständige Enquête³, da davon die ausserhalb der Bankiervereinigung stehenden, in

3. Pour un tableau plus complet des investissements suisses en Italie, cf. annexe au n° 216.

diesem Zusammenhang aber kaum in erheblichem Masse in Betracht kommenden Kleinbanken, und auch nicht alle Finanzgesellschaften erfasst wurden, sowie die schweizerischen Handels- und Industriefirmen, Privatpersonen, usw. unberücksichtigt blieben. De facto muss somit nach Ansicht der beteiligten Kreise mit einem erheblich grösseren Betrag schweizerischer Interessen in Italien gerechnet werden, sodass jedenfalls die vorgenannten 401,2 Millionen Franken als ein Minimum zu betrachten sind.

B) *Italienische Guthaben in der Schweiz*

Wir haben dieser Tage noch eine summarische Enquête über solche Guthaben bei 18 unserer bedeutendsten Kreditinstitute (Grossbanken, 9 Kantonalbanken, 2 Tessiner Privatbanken und Nationalbank) durchgeführt und dieses Ergebnis in Relation gebracht zu den Angaben in den eingangs genannten Halbjahresbilanzen der Banken Ende Juni a. c., sowie zum Ergebnis der im Zusammenhang mit diesen Halbjahresbilanzen bei 65 Banken durchgeführten Juni-Enquête. Dabei konnte u. a. festgestellt werden, dass die italienischen Guthaben bei unsern Banken seit Ende Juni einen Rückgang um rund 25% aufzuweisen haben. Im übrigen hat sich gestützt auf diese Ermittlungen folgendes ergeben:

Guthaben (Konto-Korrent, Checkrechnungen) von in

Italien domizilierten Firmen und Privaten bei 65 schweizerischen Banken per Mitte Oktober, gemäss Enquête bei 18 der wichtigsten dieser Banken per Mitte Oktober und unter Hinzurechnung von 75% der auf die übrigen Banken per 30. Juni entfallenden Beträge,
schätzungsweise Fr. 58 Mill.

Wertschriftendepots von in Italien domizilierten

Firmen und Privaten bei den 18 genannten schweizerischen Banken
rund Fr. 166 Mill.

Danach ergibt sich ein Totalguthaben von in Italien domizilierten Gläubigern bei den hiefür hauptsächlich in Betracht kommenden schweizerischen Banken von schätzungsweise 220 Millionen, was ebenfalls als ein Minimum zu betrachten ist, da nicht alle Banken sowie auch nicht die Handels- und Industriefirmen und Private bei der Ermittlung berücksichtigt wurden. Nicht berücksichtigt bei dieser Ermittlung sind somit: allfällige italienische Guthaben bei kleinern Lokalbanken, Wertschriftendepots bei den kleinern Kantonalbanken und den Lokalbanken und Vermögensverwaltern, die in den schweizerischen Safes liegenden Wertschriften, italienische Guthaben bei schweizerischen Holding- und Finanzgesellschaften, Handels- und Industriefirmen und Privatpersonen. Über alle diese weiter in Betracht kommenden Verpflichtungen gegenüber Italien besitzt die Nationalbank keine Anhaltspunkte; sie dürften allerdings kaum sehr hoch zu veranschlagen sein, um wirklich grössere Beträge könnte es sich unseres Erachtens nur bei den im Safes liegenden Wertschriften handeln.

Stellt man auf den oben genannten Totalbetrag von rund 220 Millionen Franken italienischer Guthaben ab, und legt man für diese einen eher hoch gegriffenen Zinsfuss von durchschnittlich 4% zugrunde, so ergäbe sich ein jährliches Zinsbetroffnis von ca. 8,5 Millionen oder 0,7 Millionen Franken pro Monat.

Zu diesen Guthaben ist ferner zu bemerken, dass sich darunter, speziell was die

Wertschriftendepots anbetrifft, zum grossen Teil sogen. Fluchtkapitalien befinden, die dem italienischen Fiskus bisher nicht gemeldet waren und die wahrscheinlich auch bei der kürzlich in Italien durchgeführten Zwangskonversion den italienischen Behörden nicht angeboten worden sind. Es handelt sich um DepONENTEN, die sich offenbar auf das in der Schweiz bisher streng gewährte Bankgeheimnis verlassen. Über das Verhältnis der in Italien angemeldeten und nun an den italienischen Staat übergegangenen Guthaben zum genannten Totalbestand von 220 Millionen fehlen bestimmte Anhaltspunkte. Es wird indessen angenommen, dass der weit überwiegende Teil dieser Guthaben als Fluchtkapital zu betrachten ist. Nimmt man an, dass ungefähr ein Viertel des Totalguthabens von 220 Millionen, also 50 Millionen, in Italien angemeldet und infolgedessen zwangsweise konvertiert worden sind, so ergäbe sich daraus ein jährlicher Zinsbetrag von ca. 2 Millionen Franken, d. h. ein monatliches Betreffnis von 160 000 Franken oder rund 200 000 Franken, das für die Einbeziehung in ein Clearing in Betracht kommen könnte, falls man zu einer bezüglichen Verständigung mit Italien kommen sollte⁴.

Einem monatlichen italienischen Zinsguthaben in der Schweiz von rund 200 000 Franken würde somit ein monatliches schweizerisches Zins- und Dividendenguthaben in Italien von rund 2,1 Millionen gegenüberstehen. Obwohl es sich bei diesen Beträgen mehr nur um schätzungsweise Angaben handelt, dürfte doch daraus ohne weiteres der Schluss gezogen werden, dass das Hereinbringen der schweizerischen Zins- und Dividendenforderungen gegenüber Italien nur mittelst des Warenclearing, d. h. nur durch entsprechende Steigerung des italienischen Warenexports nach der Schweiz zwecks Erzielung eines beträchtlichen Überschusses über unsern Export nach Italien möglich sei. Und was die Kapitalforderungen als solche anbetrifft, so würden auch diese sich gegenseitig nicht kompensieren lassen, da die schweizerischen Guthaben in Italien bedeutend höher, als die italienischen in der Schweiz zu veranschlagen sind, ganz abgesehen von der durchaus unterschiedlichen Natur dieser Guthaben. Während es sich nämlich bei den italienischen Guthaben in der Schweiz zur Hauptsache um Wertschriftendepots und Guthaben bei Banken handelt, d. h. um mobile, in kurzer Zeit liquidierbare Guthaben, machen bei den schweizerischen Guthaben in Italien die festen Beteiligungen bei Industrie- und Handelsunternehmungen in Form von Aktienbesitz, Syndikatskrediten usw. den weit überwiegenden Teil aus, dessen Liquidierung nur mit Schwierigkeiten und z. Zt. teilweise wohl überhaupt nicht möglich wäre.

2. Was den weitem in Ihrem Schreiben geäusserten Wunsch betrifft, über die *Beurteilung der Sanktionsfrage in den massgebenden Industrie-, Handels- und Bankkreisen* orientiert zu werden, so nehmen wir Bezug auf die am 18. ds. unter dem Vorsitz des Erstunterzeichneten⁵ in Zürich stattgefundene Konferenz, an der ausser Ihrem Departement (Herr Dr. Kellenberger) und der Nationalbank (Herren Präsident Bachmann, Vizepräsident Schnyder und Direktor Schwab) vertreten waren: das Politische Departement (Herr Dr. Feldscher), das Volks-

4. *Un accord de clearing avec l'Italie sera finalement conclu le 3 décembre 1935. Cf. annexe au n° 190.*

5. *G. Bachmann.*

wirtschaftsdepartement (Herr Legationsrat Dr. Vieli), einige Grossbanken (Herrn Dr. Jöhr, Dreyfus, Jaberg und Dr. Zoelly) und der Vorort des Handels- und Industrie-Vereins (Herr Dr. Wetter). Wir gestatten uns, das Ergebnis dieser Aussprache, die ergeben hat, dass sich die Auffassungen der vertretenen Departemente und Kreise im wesentlichen vollständig decken, wie folgt zusammenzufassen.

Einleitend wurde darauf hingewiesen, dass der Völkerbund die Sanktionen auf Grund von Art. 16 des Völkerbundspaktes in finanzielle und wirtschaftliche trenne⁶, dass er die finanziellen Sanktionen bereits formuliert hat und dass die Schweiz als Völkerbundmitglied und unter Berufung auf die Londoner Erklärung vom 13. Februar 1920 ihnen grundsätzlich zuzustimmen geneigt sei, dass aber die Formulierung der wirtschaftlichen Sanktionen in Genf noch ausstehe.

Die Diskussion am Freitag erging sich anfänglich von einzelnen Seiten aus in der Richtung der Unmöglichkeit einer Trennung von finanziellen und wirtschaftlichen Sanktionen, indem betont wurde, jede finanzielle Massnahme habe auch eine wirtschaftliche Zweckbestimmung und jedes wirtschaftliche Vorgehen bedürfe der finanziellen Mittel. Die nähere Betrachtung der vom Völkerbund aufgestellten finanziellen Sanktionen führte im Verlaufe der Aussprache zu der allgemein geteilten Auffassung, dass die Sanktionen⁷ 1 und 2, Darlehen (Anleihen) und Kredite für den italienischen Staat, die Sanktionen 3 und 4, Darlehen (Anleihen) und Kredite für alle anderen italienischen Darlehens- oder Kreditnehmer, als der italienische Staat, betreffen; Sanktion 5 schliesslich beschlage die Aktien- oder andere Gesellschaftsbeteiligung an italienische öffentliche Körperschaften oder private Unternehmungen. Auf Grund dieser Auffassung ergab sich, dass bei allen diesen Sanktionen eine Geldhingabe oder Kreditgewährung verstanden ist, bei der nicht der Geber, sondern erst der Empfänger über die Verwendung der Mittel entscheidet, m. a. W., dass es sich um ein reines Finanzgeschäft von Seiten dessen handelt, der als schweizerischer Geldgeber auftritt, während erst der italienische Geldempfänger die wirtschaftliche Verwendung bestimmen wird. Es sind dies somit alles Finanzoperationen in der Art, wie sie in Art. 8 des Bankengesetzes⁸ vorgesehen sind. Die schweizerischen Banken, die zuzusagen für diese Geschäfte allein in Betracht kommen, sind deshalb schon heute für die Durchführung dieser Geschäfte von der Nationalbank (bzw. den

6. *Les sanctions financières faisant l'objet de la proposition II du Comité de Coordination; celles de nature économique étant énumérées dans les propositions III et IV. Cf. n° 160, n. 2 et n. 6.*

7. *Il est fait allusion ici aux différents paragraphes de la proposition II du Comité de Coordination.*

8. *Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, du 8 novembre 1934, entrée en vigueur le 1^{er} mars 1935 (RO, 1935, vol. 51, pp. 121—141). Le chiffre 1 de l'article 8 de cette loi a la teneur suivante: Les banques, ainsi que les sociétés financières à caractère bancaire qui ne font pas appel au public pour obtenir des dépôts de fonds, sont tenues d'informer la banque nationale avant de conclure, pour dix millions de francs au moins, une des opérations énumérées au 2^e alinéa [emprunts en faveur de l'étranger, achat et émission d'actions de sociétés étrangères, crédits et placements à l'étranger], ou de participer pour un montant équivalent à de telles opérations. Si la situation du marché de l'argent ou les conditions économiques paraissent le justifier, la banque nationale peut exiger que les opérations d'un montant inférieur à dix millions de francs lui soient également soumises.*

Bundesdepartementen) abhängig. Es ist auch ohne weiteres gegeben, dass sie heute keine solche Darlehen (Anleihen) und Kreditgeschäfte nach Italien tätigen werden, auch nicht Kreditgeschäfte von weniger als zwölf Monaten. Immerhin ist verstanden, dass Kredite, die heute bereits von schweizerischen Banken und Finanzgesellschaften an italienische Banken, Finanzgesellschaften oder andere Unternehmungen gewährt sind, im heutigen Umfange aufrecht erhalten werden können, so gut wie die bereits für italienische öffentlich-rechtliche oder privatrechtliche Körperschaften in der Schweiz aufgelegten Anleihen oder für privatrechtliche Körperschaften vorgenommenen Aktienemissionen bestehen bleiben.

Es konnte somit hinsichtlich der finanziellen Sanktionen auf Grund der zum Ausdruck gelangten Auffassung am Freitag eine volle Übereinstimmung der Ansichten der Vertreter des Bundes und der privaten Wirtschaft festgestellt werden, dahingehend, dass der Befolgung dieser Sanktionen durch unsere Banken keine grundsätzlichen Hindernisse im Wege stehen, und dass sie schweizerischerseits ohne erhebliche direkte Nachteile für unsere Wirtschaft mitgemacht werden können, immerhin mit einem Vorbehalte zugunsten der in Italien investierten schweizerischen Interessen (Tochtergesellschaften schweizerischer Unternehmen, Beteiligung an schweizerische industrielle Unternehmen etc.) über deren Berücksichtigung von Fall zu Fall entschieden werden müsste. Andererseits waren die Meinungen über die Möglichkeiten einer Befolgung der noch kommenden wirtschaftlichen Sanktionen nicht einheitlich. Es ist auch nicht möglich, über solche wirtschaftliche Sanktionen im heutigen Zeitpunkt sich irgendwie massgeblich zu äussern. Der Gedanke, dass die wirtschaftlichen Sanktionen sich im Rahmen des Kompensationsverkehrs werden verwirklichen müssen, begegnete hinsichtlich des Warenverkehrs keiner Einwendung. Mit Bezug auf den Kapitalverkehr wurde auf die starke Ungleichheit im Betrage der schweizerischen und italienischen Forderungen verwiesen, sowie auf den Umstand, dass die der italienischen Regierung nicht angemeldeten italienischen Forderungen auf die Schweiz ausserhalb des Clearings bleiben müssten. Auch wurde betont, dass tunlichst auf einen beidseitigen, d. h. vertraglichen Clearing hingewirkt werde, indem ein einseitiger, sogen. Zwangsclearing den schweizerischen Warenexporteuren, noch weniger den schweizerischen Finanzgläubigern dienen könnte. Von Seiten der Banken wurde befürchtet, dass es seitens Italiens zu einer eigentlichen Zahlungssperre führen würde. Das der gegenseitige Zinsendienst in den Clearing einbezogen werde, wurde grundsätzlich gebilligt; Schwierigkeiten müsste jedoch die Durchführung dieses Zinsenclearings und erst recht der Einbezug des Kapitalverkehrs bereiten.

Wir gestatten uns zu bemerken, dass die im gegenwärtigen Schreiben enthaltenen ziffermässigen Angaben, insbesondere was die italienischen Guthaben in der Schweiz anbelangt, als vertraulich behandelt werden sollten, da hier bekanntlich die Vermutung besteht, dass ein grosser Teil dieser Guthaben den italienischen Behörden nicht angemeldet wurden bzw. dass es sich hier um eigentliches Fluchtkapital handelt.

162

J.I.131, Archiv-Nr. 23

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki*

L

Rome, 23 octobre 1935

En me référant à nos conversations téléphoniques ainsi qu'à votre lettre du 21 octobre¹, j'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit:

Conformément à votre désir, je me suis abstenu, pour le moment, de faire des communications au Ministère des Affaires Etrangères au sujet de l'attitude de la Suisse en face du problème des sanctions, mais j'ai envoyé un de mes collaborateurs chez M. Anzilotti, Directeur général du commerce au Ministère des Corporations. Le but de cette visite tendait donc à faire comprendre à M. Anzilotti les motifs du point de vue que la Suisse a adopté jusqu'ici à Genève. Nous avons donc commencé par rappeler le fait que la Suisse a renoncé à sa neutralité économique, et qu'elle se trouve donc dans l'impossibilité de se soustraire purement et simplement aux engagements qui la lient à la S.d.N. «Vous avez cependant dû vous rendre compte— avons-nous ajouté — en lisant le compte rendu des journaux, et sans doute aussi les rapports de vos informateurs à Genève que (abstraction faite des réserves formulées par M. le Conseiller Fédéral Motta²) M. le Ministre Stucki a présenté une proposition³ qui — bien que non encore examinée à fond, ni à Genève, ni à Berne — ne devrait pas se heurter à une opposition de la part de l'Italie, attendu qu'elle se borne à atteindre le but que l'Italie elle-même poursuit indépendamment de toute question des sanctions, c'est-à-dire le nivellement de la balance commerciale. En tout état de cause, la Suisse a le plus vif désir de maintenir avec l'Italie des relations commerciales avantageuses pour les deux pays, et elle fera tout ce qui est en son pouvoir dans ce but, dans les limites des possibilités consenties par ses engagements internationaux. Cependant, ces efforts faits par la Suisse pour mettre une sourdine aux mesures qu'on pourrait lui demander de prendre, risqueraient d'être anéantis si l'Italie — jugeant avec précipitation l'attitude de la Suisse — décidait d'y répondre par des dispositions prises à l'improviste contre les intérêts suisses, dispositions qui pourraient avoir pour effet de canaliser les différents courants d'opinion en Suisse, en les cristallisant sous la forme d'une pression exercée sur les autorités fédérales pour les faire participer à des formes de sanctions qu'elles voudraient écarter.»

Nous avons beaucoup insisté sur le danger que pourraient présenter des mesures inconsidérées prises par l'Italie à notre égard, et sur l'opportunité, pour l'Italie, d'examiner, en tout état de cause, les mesures auxquelles la Suisse pourrait

1. Cf. n° 160.

2. Dans sa déclaration lue le 10 octobre devant l'Assemblée de la SdN. Cf. annexe au n° 154.

3. Cf. n° 160 et n. 8.

être appelée à se rallier, sous l'angle de nos improrogables engagements internationaux.

M. Anzilotti nous répondit que la question de l'attitude de la Suisse à Genève avait fait hier l'objet d'une discussion particulière entre les représentants de divers ministères dont les Ministères des Affaires Etrangères et des Corporations, et que l'on avait constaté que la proposition de M. le Ministre Stucki avait été trouvée très dangereuse pour l'Italie, vu qu'elle tend à priver l'Italie d'un actif dont l'Italie ne peut pas se passer.

Nous avons répondu que cette critique ne pouvait être acceptée, attendu que personne ne saurait nier à la Suisse le droit de tendre, elle aussi, à réduire le déficit de sa balance commerciale et que, par ailleurs, l'actif sur lequel l'Italie paraissait vouloir absolument compter dans ses relations économiques avec la Suisse ne pouvait être considéré comme acquis, vu que nous n'avions pas la moindre intention d'accepter — si nous avons pu ouvrir, il y a quelque temps, des pourparlers avec l'Italie — les bases d'accord de clearing proposées par l'Italie⁴, ces bases ne s'harmonisant en aucune façon avec la sauvegarde de nos intérêts. Je me dispense de vous rapporter en détail la conversation que nous avons eue à ce sujet avec M. Anzilotti, attendu que nous n'avons fait que nous servir des arguments fournis par votre Division, ainsi que par les faits qui sont à la base des relations commerciales entre les deux pays.

M. Anzilotti nous a dit qu'à la suite des discussions d'hier, et dont il est question ci-dessus, le Ministère des Affaires Etrangères avait chargé télégraphiquement le Ministre d'Italie à Berne⁵ d'entreprendre immédiatement des démarches afin de tâcher d'établir dès maintenant quelle serait l'attitude définitive de la Suisse au sujet des sanctions. Il a ajouté que le ministre d'Italie s'était certainement déjà mis en rapport avec le Gouvernement suisse à ce sujet aujourd'hui même. Il m'a aussi prié d'intervenir auprès des autorités suisses pour qu'elles consentent à renvoyer leur décision au sujet des sanctions, à temporiser et à ne pas surprendre l'Italie par des mesures qui lui seraient très nuisibles en ce moment.

J'ajoute que je crois avoir pu constater que le paiement de nos arriérés a été, pour ainsi dire, arrêté. D'ailleurs, on nous a dit officieusement que l'Italie a suspendu les transferts de devises à l'étranger jusqu'à ce qu'une décision définitive au sujet des sanctions soit intervenue, et que les paiements aux pays qui prendront des sanctions contre l'Italie seront suspendus. Je me dispense de vous entretenir de l'inquiétude extrême avec laquelle j'attends la suite des décisions de Genève, vu l'importance des intérêts suisses qui en dépendent dans une certaine mesure, et vu les très graves difficultés dont nous menacent chaque jour d'une façon plus précise, ces mêmes décisions.

M. Anzilotti m'a aussi dit que la reprise de nos pourparlers ne lui paraissait pas non plus opportune avant le début de novembre.

Permettez-moi enfin de vous remercier vivement d'avoir bien voulu me mettre au courant d'une façon si claire et si complète des motifs et des bases de vos interventions à Genève.

4. Cf. rubrique II.15.1: *Italie, relations commerciales et financières et accord de clearing.*

5. Le 10 octobre 1935, A. Tamaro a remplacé G. Marchi à la tête de la Légation d'Italie.

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 28

Paris, 23 octobre 1935

La détente qui s'est manifestée depuis la fin de la semaine dernière dans le grave conflit entre l'Italie et la Société des Nations a été saluée, inutile de le dire, par la presque unanimité de l'opinion française.

Lorsque, il y a 5 ou 6 jours, je vis M. Bargeton, Directeur des Affaires Politiques au Quai d'Orsay, ce haut fonctionnaire se plaignait de ce que le geste de conciliation attendu de l'Italie ne prenait pas encore de formes concrètes. M. Cerruti, Ambassadeur d'Italie, que j'ai rencontré dans les couloirs du Quai d'Orsay, n'était pas encore porteur de nouvelles plus propices. Le lendemain, cependant, grâce à la médiation de Paris, le Chef du Gouvernement italien reçut, pour la première fois après un long intervalle, l'Ambassadeur britannique, Sir Eric Drummond, tandis qu'au même moment M. Grandi rendit visite à Sir Samuel Hoare.

Les communiqués publiés dimanche matin à Rome et à Londres, et dont les termes avaient été soigneusement établis de concert entre les deux Gouvernements, marquaient le début d'une clarification des positions respectives de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Les appréhensions de ceux qui prévoyaient, la semaine dernière encore, une action isolée de l'Empire britannique — action qui aurait franchi le pas entre les sanctions économiques et les sanctions militaires — furent calmées. En même temps, la nouvelle se répandit qu'à Genève, M. Eden, qui, jusqu'alors, avait farouchement poussé à une action collective précipitée, avait lui-même pris l'initiative de retarder jusqu'à la fin du mois les débats sur la date de la mise en œuvre des sanctions économiques¹.

Que s'est-il passé, en réalité, pour qu'il y ait eu ce revirement brusque, mais favorable? Ici, nous entrons dans le domaine des conjectures. Il est, cependant, permis de croire que le Gouvernement de Rome a fourni au Cabinet de Londres des apaisements tels que les intérêts britanniques pouvant être menacés par l'action italienne en Afrique Orientale sont désormais considérés comme définitivement sauvegardés. Or, si le conflit italo-anglais, qui existait en dépit de toutes les dénégations officielles, passe à l'arrière-plan, la machine de la S.d.N. est immédiatement ralentie. Il est à présumer aussi que, dans la situation difficile dans laquelle il se trouve, le Gouvernement de Rome ait demandé le temps nécessaire pour préparer l'opinion nationale à accepter un «succès partiel»².

D'autre part, la décision de la Grande-Bretagne désormais universellement proclamée, de ne pas sortir du cadre de l'action collective, peut très bien avoir été motivée par la conviction qu'il n'y avait pas moyen d'entraîner la France au-delà

1. *Annotation marginale de Motta*: A ceci il n'y a aucun mérite. Ce «retard» était chose inévitable.

2. *Annotation marginale de Motta*: Ou «échec partiel».

des sanctions économiques et que, même si un nouveau Gouvernement s'était proposé d'aller plus loin, des troubles intérieurs l'auraient vraisemblablement empêché d'agir. Il ne peut, en effet, y avoir de doute quant à l'opposition virulente que tout essai de conduire la France vers une action de force envers l'Italie aurait provoqué dans une grande partie du pays et en tout cas auprès d'une minorité forte, plus ou moins organisée et agissante. Reste à savoir si la France aura à craindre les répercussions que pourrait avoir un jour pour elle le précédent créé aujourd'hui et qui limite, somme toute, le champ d'application de l'art. 16 du Pacte³. A ce sujet, M. Laval a dû subir l'assaut des avis les plus divers, même, paraît-il, dans son entourage. Un collaborateur immédiat du Président du Conseil a, toutefois, résumé, sans doute avec précision, la manière de voir de son Chef en expliquant que dans le cas d'avenir redouté par la France, celle-ci aurait automatiquement à ses côtés les forces militaires des Etats sur lesquels elle doit compter. «Or, disait-il, aucun précédent défavorable pour le déclenchement des sanctions militaires n'est créé par un ralentissement, et même un insuccès partiel des sanctions économiques dans le cas présent». De toute manière, la tâche diplomatique de M. Laval, qui négociait en quelque sorte un *modus vivendi* avec l'Italie au sujet des sanctions, était d'une difficulté rare.

Le Nonce Apostolique⁴, qui est venu hier à la Légation, m'a fait une allusion que je crois devoir vous signaler au sujet de l'influence, de plus en plus grande, de la Russie soviétique à Genève⁵. Il est évident que le Saint-Siège ne peut pas voir d'un œil favorable l'activité dissolvante que les Soviets seront à même de continuer avec des forces accrues lorsqu'ils auront consolidé leur avance incontestable à la S.d.N. Par plusieurs de mes précédents rapports, vous connaissez l'évolution qui s'est produite, dans les appréciations d'une grande partie de l'opinion publique française, en ce qui concerne l'utilité et le gain réels qu'a constitué l'admission du Gouvernement de Moscou dans la S.d.N. Même dans les milieux du Secrétariat Général de la S.d.N., on déclare constater la forte emprise non seulement de M. Litvinoff, mais aussi et peut-être notamment, du Sous-Secrétaire Général soviétique, M. Rosenberg, ancien Conseiller d'Ambassade à Paris, sur les affaires de la Ligue⁶. Il paraît, en effet, évident que des passions partisans, qui se sont indubitablement manifestées, à Genève comme en dehors du siège de la Société, à propos de l'affaire italo-éthiopienne, mais qui peuvent demeurer allumées plus tard, trouveront, le cas échéant, un nouvel aliment de Moscou.

Le Nonce m'a dit aussi, incidemment, que Sir George Clerk, Ambassadeur de Grande-Bretagne, s'emploie actuellement «à le rechercher». Il est évident que l'action médiatrice du Saint-Siège peut toujours utilement se déployer. Le fait est que le retour du Nonce à Paris a coïncidé avec les premiers signes avant-coureurs d'une détente. Vous avez remarqué que, d'après de récentes publications de

3. Cf. n° 145, n. 5.

4. Mgr. L. Maglione.

5. Annotation marginale de Motta: Cette influence est certaine.

6. Annotation marginale de Motta: Ceci provient du fait que le «bossu» Rosenberg est probablement le plus intelligent des hauts fonctionnaires de Genève.

«L'Osservatore Romano», la diplomatie pontificale paraîtrait favorable à des négociations entre les grandes Puissances européennes intéressées, négociations dont le résultat serait simplement enregistré par la S.d.N.⁷

La mise en œuvre des sanctions par la France ne préoccupe pas trop, à l'heure actuelle, l'opinion générale. Avec un certain optimisme, on se réjouit du nouveau délai qui a été fixé à Genève. M. Massigli me dit, d'ailleurs, que les mesures d'exécution à prendre par la France ne sont pas encore définitivement arrêtées et qu'elles ne seront peut-être édictées qu'au moment même où la délégation française se rendra à nouveau à Genève.

7. *Annotation marginale de Motta*: Il serait à mon avis impossible de dessaisir maintenant la S.d.N.

164

E 7110 1/78

*Le Directeur de l'Union suisse des paysans, E. Laur,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki*

L

Brugg, 24. Oktober 1935

Herr Dr. Borel hat mir Bericht erstattet über den Verlauf der Sitzung betr. die Sanktionen gegen Italien¹. Wie ich schon Herrn Dr. Borel mitteilte, kann sich die Leitung des Bauernverbandes den Richtlinien für die schweizerische Politik in dieser Frage anschliessen. Wir verstehen es auch, dass der Bundesrat angesichts der Stimmung, die in Genf gegenüber der Schweiz zu herrschen scheint, die Sonderstellung unseres Landes weniger mit dem Hinweis auf unsere vorbehaltene Neutralität, als auf die besondere geographische Lage und unsere wirtschaftlichen Beziehungen zu Italien zu begründen sucht. Das wird aber unzweifelhaft den Bundesrat nicht hindern, intern den Gedanken, dass wir uns durch die Massnahmen des Völkerbundes nicht von der alt überlieferten Neutralität unseres Landes abdrängen lassen können, als Richtung gebend auch in der vorliegenden Frage zu betrachten. Es liegt durchaus im Sinne dieser Auffassung, dass wir mindestens bei den wirtschaftlichen Sanktionen uns nur so weit beteiligen, als dies absolut notwendig ist, um einen Konflikt mit dem Völkerbunde oder einzelnen Staaten, insbesondere Grossbritannien, zu vermeiden. Wir sind damit einverstanden, dass in den Sanktionen, welche die Lieferung von Kriegsmaterial, gewissen Rohstoffen und die Kreditbewilligung betreffen, sich die Schweiz den Verpflichtungen des Völkerbundsvertrages nicht entzieht.

Was das Verbot, Waren aus Italien zu beziehen, anbelangt, so könnten wir vom Standpunkt der landwirtschaftlichen Interessen aus einer solchen Sanktion eben-

1. Cf. *annexe au n° 167*.

falls zustimmen, vorausgesetzt, dass uns die Völkerbundsstaaten dafür ca. 400 Wagen Käse und 15 000 Stück Rindvieh abnehmen würden. In diesem Falle würde der Ausfall der italienischen Konkurrenz für die schweizerische Landwirtschaft ja eine Erleichterung sein. Wenn wir trotzdem der von Ihnen vorgeschlagenen Lösung², die Einfuhr nur auf einen gleichwertigen Kompensationsverkehr einzuschränken, zustimmen, so geschieht dies wegen den einleitend betonten höheren Rücksichten betreffend unserer Neutralität. Wir sollen alles vermeiden, was in Italien den Eindruck erwecken kann, wir seien mit der Beteiligung an diesen Sanktionen weiter gegangen, als absolut notwendig war.

Die Unterbindung der italienischen Ausfuhr durch die Völkerbundsstaaten wird nun ganz unzweifelhaft zur Folge haben, dass Italien voraussichtlich nur noch die absolut notwendigen Rohstoffe und Kriegsmaterialien im Ausland kauft. Wir sehen voraus, dass infolgedessen unsere Ausfuhr an Käse und Vieh fast vollständig ins Stocken kommt. Beim Käse ist insbesondere zu berücksichtigen, dass Italien im Jahre 1934 über 2500 Wagen Käse exportiert hat. Die Hauptabnehmer waren Grossbritannien, Frankreich, die Vereinigten Staaten und die Schweiz. Wie weit sich die Vereinigten Staaten an der wirtschaftlichen Sperre gegen Italien beteiligen werden, ist zur Zeit noch nicht bekannt, jedenfalls aber wird die italienische Käseausfuhr eine sehr starke Einschränkung erfahren, sodass auch unser Export nach Italien sicher stark leiden muss. Wir müssen deshalb das Gesuch an Sie richten, es soll unter allen Umständen dafür gesorgt werden, dass bei diesen Kompensationsgeschäften einmal Italien veranlasst wird, Käse zu übernehmen, und unter allen Umständen die nötigen Devisen für die Bezahlung unserer Käselieferungen für die Landwirtschaft reserviert werden. Die schlimmen Erfahrungen, welche wir im Abkommen mit Deutschland über den Zahlungsverkehr gemacht haben³, zwingen uns hier zur grössten Vorsicht. Auch bei der Viehausfuhr haben wir es mit ähnlichen Verhältnissen zu tun, wie beim Obstexport. Sie konzentriert sich namentlich auf den Herbst. Die betrübenden Vorkommnisse, die wir mit Deutschland in Sachen des Obstexportes hatten, dürfen sich nicht wiederholen. Wir sind überzeugt, dass wenn man beim Verrechnungsabkommen rechtzeitig die Aufnahme einer Bestimmung verlangt hätten, welche für unseren Obstexport nach Deutschland die nötigen Devisen gesichert hätte, Deutschland das damals ohne weiteres angenommen haben würde. Italien wird insbesondere landwirtschaftliche Konkurrenzprodukte in die Schweiz einführen. Wir leiten daraus den Anspruch ab, dass die daraus entstehenden italienischen Guthaben in erster Linie für die Aufrechterhaltung unseres landwirtschaftlichen Exportes zu reservieren sind, sei es, dass dieser Grundsatz allgemein aufgestellt wird, sei es, dass die Devisen aus der Einfuhr bestimmter Waren, z. B. des Weins, für den landwirtschaftlichen Export reserviert werden. Wir sind Ihnen dankbar, wenn Sie uns, wenn einmal der Bundesrat Beschluss gefasst hat, darüber orientieren wollten, wie unser Export mit Italien inskünftig behandelt werden soll.

Falls von den Völkerbundsstaaten die Nachteile, welche der Schweiz aus der Beteiligung an den Sanktionen sicher erwachsen werden, irgendwelche Entschä-

2. *Sur la proposition faite par W. Stucki à Genève, cf. surtout n° 160.*

3. *Cf. rubrique II.1.1: Allemagne, relations financières et commerciales.*

digungen in Form vermehrter Warenbezüge geleistet werden, so ersuchen wir Sie namentlich auch die landwirtschaftliche Ausfuhr dabei berücksichtigen zu wollen.

165

E 7110 1/126

Notice du II^{ème} Adjoint de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, E. Bonhôte, pour le I^{er} Adjoint de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, P. Vieli

Berne, 24 octobre 1935

La Turquie ayant expressément subordonné, lors des négociations de 1933/1934¹, la conclusion de l'accord commercial² avec la Suisse à la signature de l'accord de clearing³, il est à peu près certain que la dénonciation de ce dernier par la Suisse entraînera la dénonciation de l'accord commercial par la Turquie. Les échanges turco-suisse accusent depuis 1933 les chiffres suivants:

<i>Importations de Turquie</i>		<i>Exportations en Turquie</i>
<i>Millions de francs.</i>		<i>Millions de francs.</i>
3,9	1933	1,9
4,3	1934	4,0
3,2	1935	2,5
	(9 mois)	

Il est indéniable que l'accord commercial conclu avec la Turquie en 1934, renouvelé et étendu en 1935⁴, a notablement profité à la Suisse. Il fonctionne actuellement sans aucune difficulté.

Nos exportations de textiles entr'autres (tissus de coton etc.), pour lesquels la Turquie nous a accordé des contingents assez élevés, se sont sensiblement développées; il en est de même pour les exportations suisses d'horlogerie et de machines. A ce propos, il y a lieu de relever que l'exportation en Turquie de machines suisses pour l'industrie textile a atteint à elle seule, en 1934, près de 1,3 million de francs. Or, cette exportation qui a sa cause dans la création d'une industrie textile en Turquie, revêt sans doute un caractère exceptionnel.

Bien que restant supérieure à celle de 1933, l'exportation suisse en Turquie a subi un certain recul pendant l'année 1935. Ce recul provient incontestablement, pour une grande part, du solde non liquidé du compte de clearing et des retards

1. Cf. n° 10.

2. Du 1^{er} février 1934. Cf. n° 10, n. 1.

3. Du 29 décembre 1933, entré en vigueur le 11 février 1934. Cf. n° 10, n. 2.

4. Accord signé à Ankara le 3 janvier 1935, non publié (KI/2944).

qui en résultent dans les paiements aux exportateurs suisses. Une amélioration du clearing serait donc très souhaitable. Nous notons, toutefois, que tous les accords de clearing de la Turquie prévoient une remise d'au moins 30% à la Banque nationale de Turquie, sur les sommes provenant des exportations turques. L'accord du 6 août 1935 avec la France, qui est le plus récent, dispose que 35% de ces sommes seront versées à un compte spécial (compte B).

A supposer que l'accord commercial turco-suisse soit dénoncé par la Turquie et qu'un nouvel arrangement ne puisse pas être conclu, la Suisse ne pourrait prétendre pour ses importations en Turquie qu'au régime général du contingentement. Or, ce régime ne prévoit notamment la fixation d'aucun contingent pour l'importation des tissus de coton, qui constituent un des éléments réguliers de notre exportation en Turquie. De même, il y a tout lieu d'admettre que la Suisse ne pourrait plus importer, sans autre, certaines catégories de machines, l'horlogerie, la soie artificielle, etc. La dénonciation de l'accord de clearing risque donc, autant qu'un rapide examen permet d'en juger, de causer un grave préjudice à notre exportation.

166

E 7110 1/140

*Le Consul général de Suisse à New York, V. Nef,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki*

L

Washington, 24. Oktober 1935

Während der letzten Zeit waren unsere Tage mit Sitzungen und Besprechungen derart ausgefüllt, dass es mir nicht möglich gewesen ist, Sie ausführlich über unsere Unterhandlungen auf dem laufenden zu halten. Immerhin haben Sie unsere verschiedenen Telegramme summarisch über den Stand der Unterhandlungen unterrichtet. Sobald ich in New York zurück sein werde, werde ich Ihnen noch über die einzelnen Punkte ausführlicher schreiben. Für heute beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass wir in den letzten zwei Wochen bei den Amerikanern auf starken Widerstand gestossen sind.

Bei den ersten Besprechungen vom 9. Oktober haben wir die Begehren der schweizerischen Uhrenindustrie eingehend verfochten. Die Amerikaner antworteten, dass sie diese gerne einer Prüfung unterziehen wollen, dass allerdings sehr wenig Hoffnung bestehe, dass diesen entsprochen werden könne. Einzelne der von der Uhrenindustrie gestellten Begehren stiessen von vornherein auf Widerstand, da deren Gewährung nicht verfassungsgemäss gewesen wäre, so vor allem die Festsetzung der Breitenmasse der Uhrwerke. Die Amerikaner erklärten erneut, dass sie die festgesetzte Masslimite nur erhöhen können, wenn der Zollansatz gegebenenfalls nicht mehr als 50% reduziert würde. Da dies aber zugegebenmassen nicht der Fall gewesen wäre und die von der Uhrenkammer unterbrei-

teten zahlenmässigen Zusammenstellungen gerade den Nachweis leisteten, dass die Zollreduktionen bedeutend erheblicher wären als die erlaubten 50%, waren wir in die Unmöglichkeit versetzt, diesen Punkt weiterzuvertefchten. Das Gleiche ist zu sagen in Bezug auf die Uhrenschalen und die namensweise Aufführung gewisser Bestandteile wie sie das schweizerische Begehren enthielt.

Wir verlangten überdies Substituierung der Schmuggelklausel durch unsern Plan und vollständige Eliminierung der Bouchons-Klausel.

Die weitem Diskussionen der folgenden Tage konzentrierten sich auf unsern Schmuggelplan, indem die Amerikaner uns ausdrücklich erklärten, dass die Zusammenarbeit der Schweiz mit den amerikanischen Behörden *conditio sine qua non* sei um einen Vertrag zu Stande zu bringen. Es sei überflüssig, sich in Diskussionen in Bezug auf die Zollraten und unsere diesbezüglichen Begehren einzulassen, bevor wir uns auf einen Schmuggelplan geeinigt hätten. Unsererseits vertraten wir den Standpunkt, dass wir uns auf eine Zusammenarbeit zur Eliminierung des Schmuggels nur bereit erklären könnten, wenn die Zollraten entsprechend reduziert würden. Wir gelangten daher schon in den ersten Tagen auf einen toten Punkt.

Nach weitem, mehr oder weniger langen Auseinandersetzungen über diese und jene Fragen konnte sukzessive über die strittigen Punkte eine provisorische Einigung erzielt werden und schliesslich handelte es sich nur noch darum, dass wir den Amerikanern die Markierung unserer Uhren mit dem Zeichen des Importeurs zubilligen mussten. Als wir endlich auch diesen Punkt ins Reine gebracht hatten, arbeiteten wir einen Diskussionsplan in Bezug auf die Schmuggelfrage aus, den wir anfangs dieser Woche mit einem höheren Beamten des Finanzdepartements durchberieten. Die Amerikaner insistierten erneut in diesen Plan eine Klausel aufzunehmen, welche uns mehr oder weniger an die Walsh-McCormack Vorlage¹ binden würde, was wir rundweg ablehnten. Es entstanden erneut Auseinandersetzungen über diese Gesetzesvorlage, zu deren Annahme uns die Amerikaner zwingen wollten. Wir verlangten daher umsomehr die Inserierung einer Klausel, welche uns eine Garantie gewährt, dass keine künftigen Gesetze oder Erlasse der Regierung den Import und den Handel von Uhren (wie dies aus der Walsh-McCormack Vorlage zu befürchten ist) beeinträchtigen würden.

Da die Amerikaner erneut darauf hinwiesen, dass die Walsh-McCormack Vorlage in der nächsten Session Gesetzeskraft erhalten werde, — ob wir dies gerne sehen oder nicht — so verweigerten sie eine Bindung ihrerseits in Bezug auf die von uns verlangten Garantien. Sie erklärten allerdings, dass die Walsh-McCormack Vorlage keinerlei schikanöse Tendenzen besitze und lediglich zur Bekämpfung des Schmuggels dienen solle. Unsererseits gaben wir der Befürchtung Ausdruck, dass diese zu viele Anhaltspunkte enthalte, um den legitimen Handel in Uhren in einseitiger Weise einzuschränken und beharrten auf den Garantien. Wir langten erneut auf einem toten Punkt an².

1. *Projet de loi qui vise à combattre la contrebande.*

2. *Dans un rapport détaillé, le représentant de l'horlogerie suisse, A. Amez-Droz, résume en conclusion ses impressions, à l'issue des discussions du début octobre:*

Impressions générales. Les négociations sont extrêmement dures. Tout paraît être subordonné à des questions d'ordre électoral. Les Américains ne veulent pas se mettre à dos les politi-

Herr Minister Peter hatte darauf am folgenden Tag eine Unterredung mit Herrn Grady, dem Präsidenten der Sektion für Handelsvertragsunterhandlungen und machte ihn auf die Notwendigkeit aufmerksam, dass wir diese Garantien gegen einseitige Massnahmen der amerikanischen Regierung besitzen müssten, bevor wir in unsern Arbeiten weiterfahren könnten.

Die Amerikaner gaben daraufhin ihr Einverständnis, mit uns den Text einer Klausel zu beraten.

Anlässlich erneuter Sitzungen mit den amerikanischen Unterhändlern setzten wir eine Formel in den Schmuggelplan, die als separate Klausel aufgeführt werden könnte, welche uns diese Garantien geben würde. Wir sind gegenwärtig mit deren Redaktion beschäftigt und werden Ihnen telegraphieren, sobald wir uns provisorisch geeinigt haben werden, so weit wir heute noch auseinander sind.

Ich beehre mich beizufügen, dass die Amerikaner einen ausserordentlich grossen Wert auf ihre Walsh-McCormack Vorlage legen. Einerseits hat sich das Staatsdepartement mit einer im Sinne dieser Vorlage ausgearbeiteten Gesetzgebung einverstanden erklärt, andererseits ist das Finanzdepartement zum grossen Teil für den Wortlaut dieser Vorlage verantwortlich. Dieses Letztere war nämlich Gegenstand verschiedener Angriffe, dass es nicht in der Lage sei, diesen Schmuggel zu bekämpfen und verlangt nun durch diese Vorlage die notwendigen Vollmachten die Bücher zu inspizieren, was auf Grund der Lizenzierung soll ermöglicht werden.

Die Amerikaner gaben ihrem Erstaunen Ausdruck, dass wir derart grosse Befürchtungen gegen diese Vorlage hegen und versprachen, dass diese keineswegs den Zweck verfolge, den Handel zu stören, im Gegenteil, der Handel soll gefördert werden und nur den illegitimen Import müsse man verhindern. Es sei nicht zu vergessen, dass die McCormack Vorlage noch nicht Gesetz ist und noch

ciens des différents Etats dans lesquels se trouvent les manufactures d'horlogerie, car ce sont des Etats qui, jusqu'à ces dernières années, avaient une majorité républicaine. Il faut voir dans ce qui précède l'explication de l'influence — qui nous paraissait incompréhensible — de ces trois manufactures au point de vue politique. [*Il s'agit des maisons Gsell, Benrus et Bulova.*]

Un autre élément, qui a contribué à compliquer les choses et qui, à un moment donné, aurait même pu amener une rupture, c'est l'indiscrétion à la suite de laquelle les manufactures américaines ont eu connaissance des contre-propositions faites en juin à M. Stucki par leur Gouvernement. On sent constamment des arrière-pensées à ce sujet chez les Américains, car, à leur point de vue, cette indiscrétion a été pour le Président une gifle du même ordre que l'arrêt de la Cour Suprême concernant la NIRA [*Le 27 mai 1935 la Cour suprême invalide le National Industrial Recovery Act*].

Ils ont évidemment la tendance à exagérer beaucoup les choses, mais ceci ne contribue pas à faciliter la tâche des négociateurs suisses.

Un autre facteur qui pèse constamment sur les pourparlers, c'est la crainte d'outrepasser les pouvoirs présidentiels; tout abus de pouvoirs entraînerait des procès et la condamnation par un Tribunal affaiblirait politiquement la situation des démocrates. En général, nous avons le sentiment que les Américains ne feront pas un grand pas à notre rencontre et que les réductions qu'ils nous proposeront seront plutôt minimes.

D'un autre côté, il ne faut pas perdre de vue que l'occasion de traiter avec eux ne se présentera peut-être plus d'ici quinze ou vingt ans et ceci doit être aussi un élément important dans l'appréciation de la situation. (*Premier rapport sur les négociations avec les Etats-Unis, 14 octobre, E 7110 1/140*).

verschiedene Möglichkeiten zu einer eventuellen Bekämpfung derselben bestehen. In erster Linie ist mit der Möglichkeit zu rechnen, dass es denjenigen Importeuren, welche die Bekämpfung der Vorlage in die Hand genommen haben, gelingen wird, die Besprechungen im Senat auf unbestimmte Zeit hinauszuschieben oder genügend Stimmen gegen die Vorlage zu vereinigen. Ferner besteht die Möglichkeit, dass der Präsident der Vereinigten Staaten sein Vetorecht ausübt, nachdem unser Schmuggelplan inzwischen in Kraft getreten sein wird. Überdies ist damit zu rechnen, dass die Gegner der Vorlage diese vor den Gerichten als verfassungswidrig angreifen werden, und nicht zuletzt ist zuzugeben, dass die Vorlage erst sechs Monate nach Unterzeichnung durch den Präsidenten in Gesetzeskraft erwachsen würde. Es bestehen also jedenfalls noch verschiedene Möglichkeiten, diese Vorlage auf ein Seitengeleise zu schieben, sodass wir vielleicht letzten Endes doch Befürchtungen gehegt haben, die sich nicht in Wahrheit umsetzen werden.

[...]

167

E 2200 Rom 23/9

*Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

L

Bern, 25. Oktober 1935

Soeben erhalte ich Ihr Schreiben vom 23. ds. Mts.¹, dessen Inhalt ich mit grösstem Interesse zur Kenntnis genommen habe. Dass die Italiener und speziell Herr Anzilotti über meinen in Genf gemachten Vorschlag² nicht entzückt sind, und ihn als gefährlich und schädlich ansehen, wundert mich keineswegs. Es handelt sich aber, und das müssen die Italiener endlich begreifen, nicht darum, ob die bisher für Italien äusserst vorteilhafte Bilanz der Wirtschaftsbeziehungen aufrecht erhalten werden kann, sondern darum *auf welchem Niveau* der Ausgleich dieser Bilanz zu erfolgen hat. *Die bisher für Italien resultierende Devisenspitze ist für Italien unter allen Umständen verloren.* Werden wir gezwungen, den englischen Antrag³ ebenfalls durchzuführen — da wir wirtschaftlich noch viel schwächer sind als Italien, so haben die Engländer und ihre Trabanten diese Möglichkeit in der Hand, ganz abgesehen von der Frage, dass die Schweiz an den Pakt gebunden ist — so wird der schweizerisch-italienische Handel auf null reduziert und die Italiener verlieren neben der Devisenspitze auch die Arbeit für die bisher nach der Schweiz gelieferten Produkte und sie verlieren weiter die Möglichkeit ihre Schulden an die Schweiz einigermassen abzutragen. Aber abgesehen von der ganzen

1. Cf. n° 162.

2. Cf. n° 160 et n. 8.

3. Proposition III du Comité de Coordination. Cf. n° 160, n. 2.

Genferfrage: Die Zahlungsbilanz der Schweiz und unsere Wirtschaftslage sind so besorgniserregend geworden, dass wir unter allen Umständen gezwungen wären

a) einen einseitigen oder einen vertraglichen Clearing⁴ durchzuführen und

b) in einem solchen Clearing Italien keine Devisenspitze mehr zur Verfügung zu stellen.

Gerade die vorgestrige Konferenz⁵ mit den Spitzenverbänden der Wirtschaft hat gezeigt, dass dies die einstimmige Auffassung unseres Landes ist. Man ist in allen diesen Kreisen über die von Italien so oft verletzten Versprechungen bezüglich der Bezahlung schweizerischer Forderungen derart erbost, dass der Bundesrat, selbst wenn er wollte, die Wirtschaftsbeziehungen mit Italien nicht mehr auf einem Boden regeln könnte, welcher den Italienern einen Devisenüberschuss verschaffen würde.

Dass diese Tatsache für Anzilotti und die italienische Regierung unerwünscht und schmerzlich ist, lässt sich ohne weiteres verstehen. Wie Sie bereits mit Recht eingewendet haben, besteht aber keinerlei rechtliche oder auch nur moralische Verpflichtung der Schweiz, Italien gegenüber eine Politik zu betreiben die anders ist als diejenige, die die Italiener selber sozusagen allen andern Staaten gegenüber befolgen: Die Politik des vollständigen Ausgleiches der Zahlungsbilanz.

Endlich möchte ich auch darauf aufmerksam machen, dass ja Italien bisher den meisten Ländern gegenüber in der Handelsbilanz passiv war und dass es, soweit es mit solchen Ländern Clearingverträge abgeschlossen hat, nicht nur keinen Devisenüberschuss erhält, sondern selber solche Überschüsse leisten muss. Ich verweise speziell auf Jugoslawien, dessen Delegierte in Genf nicht mit Unrecht, gestützt auf Absatz 3 des Paktes⁶, von den andern Staaten verlangt haben, man solle in ihrem Lande die Devisenüberschüsse ersetzen, die dieses bisher von Italien erhalten hat!⁷ Wenn also die Italiener im Verhältnis zu uns keine Devisenüberschüsse mehr erhalten, so gibt die Annahme des englischen Antrages dafür die Möglichkeit ihrerseits, abgesehen von der Rohstoff-Frage, die Gegenstand des französischen Antrages bildet, keine Devisenüberschüsse mehr an andere Staaten abführen zu müssen. Diese Überlegung hat mich namentlich dazu geführt, in Genf Zweifel über die «efficacité» des englischen Vorschlages zu äussern⁸.

Bis jetzt hat meines Wissens die von Ihnen signalisierte Intervention des neuen hiesigen italienischen Gesandten⁹ nicht stattgefunden. Selbstverständlich muss dafür gesorgt werden, dass ihm das gleiche gesagt wird, was ich Ihnen am 21. ds.¹⁰ und heute geschrieben habe. Von beiden Schreiben hat das Politische Departement Abschrift erhalten.

4. *Sur les négociations avec l'Italie pour la conclusion d'un accord de clearing, cf. aussi rubrique II.15.1: Italie, relations commerciales et financières et accord de clearing.*

5. *Cf. annexe au présent document.*

6. *Troisième alinéa de l'article 16 du Pacte, concernant l'appui mutuel. Cf. n° 145, n. 5.*

7. *Allusion à l'intervention du délégué yougoslave, le 17 octobre, devant le Sous-comité pour l'organisation de l'appui mutuel du Comité des Dix-huit (JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 145, p. 129).*

8. *Cf. n° 160, n. 8.*

9. *A. Tamaro. Cf. n° 162, n. 5.*

10. *Cf. n° 160.*

P. S.

Zu Ihrer weitem Orientierung übermittle ich Ihnen beiliegend noch die Abschrift des Protokolls über die Konferenz mit den Wirtschafts- Spitzenverbänden des Landes¹¹.

Ferner möchte ich, selbstverständlich mit allem Vorbehalt, auf folgende charakteristische Presseäusserungen hinweisen:

1. Schweiz: «Stucki, der Helfer Mussolinis».
2. Frankreich: «Die Schweizerdelegation ist die Vorhut des Herrn Laval in Genf».
3. England: «Die Schweiz ist offenbar mehr der Gastwirt des Völkerbundes, als dessen Mitglied».

ANNEXE

J.I.131, Archiv-Nr. 23

La Suisse et les sanctions contre l'Italie

Protokoll¹²

über die Konferenz mit den Spitzenverbänden der schweizerischen Wirtschaft betreffend die Frage der wirtschaftlichen Sanktionen gegenüber Italien vom 23. Oktober 1935, 14.30 Uhr.

Die Konferenz wird von Herrn Minister Stucki um 14.35 Uhr eröffnet. Nach Begrüssung der heute erschienenen Herren entschuldigt er Herrn Bundesrat Obrecht, der verhindert ist der Konferenz beizuwohnen, und gibt bekannt, dass dieser über die nachfolgenden Ausführungen des Sprechenden orientiert sei und vom Resultat der heutigen Besprechungen unterrichtet werde.

11. Cf. annexe.

12. Non signé. Il existe un procès-verbal détaillé de cette conférence (E 7110 1/77), où figure aussi la liste des participants, que voici:

<i>Vertreten sind:</i>	<i>Durch die Herren:</i>
Handelsabteilung des eidg. Volkswirtschaftsdepartements:	Minister Stucki Dr. Vieli J. Vollenweider Dr. Gygax;
Eidg. Politisches Departement:	Minister Bonna C. Gorgé;
Eidg. Finanzdepartement:	Dr. Kellenberger;
Schweiz. Nationalbank:	Gen. Dir. Ch. Schnyder Dir. Dr. Schwab;
Eidg. Oberzolldirektion:	Oberzolldir. Gassmann;
Schweiz. Bundesbahnen:	Generaldir. Pachoud;
Vorort des Schweiz. Handels- & Industrie-Vereins:	Minister Dr. H. Sulzer Nat. Rat Dr. Wetter Dr. H. Homberger;
Schweiz. Gewerbeverband:	Nat. Rat Schirmer Dr. Chs. Blanc;

Herr Minister Stucki weist darauf hin, dass die Beratungen in Genf erst letzten Samstag abgeschlossen wurden und die Regierungen der einzelnen Staaten bis zum 28. Oktober 1935 ihre Stellungnahme in der Sanktionsfrage bekanntgeben müssen. Aus diesen Gründen sei er gezwungen gewesen, die Konferenz so kurzfristig einzuberufen. Nachdem Herr Minister Stucki darauf hingewiesen hat, dass das Resultat der heutigen Besprechungen im Interesse des Landes streng konfidentuell behandelt werden müsse, betont er, dass es sich bei dem folgenden Exposé nicht um die Meinung des Bundesrates handle. Dieser habe sich die Entscheidung über das Vorgehen bezüglich der Sanktionen ausdrücklich vorbehalten. Zweck der heutigen Konferenz sei lediglich, die Spitzenverbände diesbezüglich zu orientieren und ihnen Gelegenheit zu geben, sich zu äussern.

Herr Minister Stucki führt aus, dass, soweit sein Referat über die reine Orientierung hinausgehe und zu bestimmten Ansichten, Anregungen und Vorschlägen übergehe, es sich um seine persönlichen Ansichten handle, die aber von der Schweizerischen Delegation in Genf geteilt werden.

Die Frage der Sanktionen habe für unser Land grössere Bedeutung, als viele noch vor kurzer Zeit geglaubt haben. Der Grund liege darin, dass die Interessen Englands und des britischen Weltreiches im Gegensatz zu frühern Fällen, parallel zu den Bestimmungen des Völkerbundespaktes gehen. Der politische Einfluss Englands habe auf andere Staaten übergreifen. England stelle die wirtschaftlichen Sanktionen in den Vordergrund, behalte sich aber auch militärische Sanktionen vor. Die Stellungnahme Englands habe auf Frankreich Eindruck gemacht und es sei bekannt, dass wenn in solchen Fragen Frankreich und England einig sind, nur noch wenige Staaten, zu denen auch die Schweiz gehört, ihre eigene Meinung haben.

Der Sprechende möchte seine Ausführungen folgendermassen gliedern:

Er möchte resümieren, dass aus der Völkerbundsversammlung ein Koordinationskomitee¹³ bestellt wurde.

Sodann möchte er über diejenigen Beschlüsse des Koordinationskomitees, die sich auf die Wirtschaftssanktionen beziehen sprechen, und anschliessend eine Diskussion mit Detailcharakter eröffnen.

Herr Minister Stucki führt nun aus:

Der Konflikt zwischen Italien und Abessinien hat monatelang den Völkerbund beschäftigt. Trotzdem ist Italien zum Krieg geschritten, ohne Kriegserklärung.

Aus der Völkerbundsversammlung heraus ist dann eine Regierungskonferenz entstanden, die lediglich zufällig in Genf tagt. Diese Konferenz ist nicht ein Organ des Völkerbundes, sondern eine unabhängige Konferenz der Regierungen, das sog. Koordinationskomitee. Alle Mitglieder des Völkerbundes sind darin vertreten, mit Ausnahme der am Streite beteiligten Parteien. Dieses Koordinationskomitee hat über die Anwendung von Art. 16 des Völkerbundespaktes, welcher unter

Kanton Tessin:	Nat. Rat Rusca;
Schweiz. Fremdenverkehrsverband:	Dr. Ehrensperger A. Stiffler-Vetsch Prof. Volmar;
Schweiz. Gewerkschaftsbund:	Nat. Rat Bratschi Dr. Weber M. Meister;
Vereinigung Schweiz. Angestelltenverbände:	Marty H. Baumann Horand;
Schweiz. Bauernsekretariat:	Dr. Borel Nat. Rat Siegenthaler Schwaller.

Entschuldigt: Bundesrat Obrecht

Vorsitz: Minister Stucki

13. Cf. n° 160, n. 1.

obigen Voraussetzungen Sanktionen gegenüber einem Paktbrecher vorsieht, beraten. Das Komitee wurde stark beeinflusst durch England. Es hat seine Arbeit organisiert in der Weise, dass es zunächst aus den über 50 Mitgliedern das Komitee der 18 bestellt hat, um Vorschläge zu machen. Die Schweiz ist darin auch vertreten, nicht aber Österreich, Ungarn und Albanien. Dieses Komitee der 18 hat nach generellen Diskussionen Unterkomitees bestellt, für militärische Fragen, für Finanzfragen, für Wirtschaftsfragen, für Fragen ob und wie denjenigen Staaten, die durch die Anwendung der Wirtschaftssanktionen besonders geschädigt werden, Entschädigung und Kompensation geboten werden könnte.

Die Vorschläge dieser Regierungs-Konferenz beziehen sich auf folgende Punkte:

1. Aus- und Durchfuhrverbot für Waffen und Munition,
2. auf Ergreifen von Finanz-Sanktionen gegen Italien
3. auf Sperre der italienischen Einfuhr
4. auf Sperre der Ausfuhr von gewissen, für Kriegsführung wichtigen Rohstoffen.
5. auf die Frage der Kompensation, der Ausgleichung in der Lastentragung.

Nr. 3, 4 und 5 wurden den anwesenden Herren zugestellt. Nr. 1 und 2 stehen heute nicht zur Diskussion.

Im Jahre 1920 wurde der Schweiz in der sog. Londoner-Erklärung¹⁴ durch den Völkerbundsrat die militärische Neutralität zugestanden. In der gleichen Erklärung steht aber ausdrücklich, dass die Schweiz auf wirtschaftliche Neutralität Verzicht leistet und sich verpflichtet bei wirtschaftlichen Sanktionen gemäss Art. 16 mitzumachen.

Wichtig ist, dass die Schweiz in der letzten Völkerbundsversammlung ausdrücklich anerkannt hat, dass Italien den Pakt gebrochen hat¹⁵, und sich somit moralisch verpflichtet hat, bei der Anwendung von Art. 16 mitzumachen, wenn sie nicht vertragsbrüchig sein will.

Bereits festgestellt wurde die Neutralität der Schweiz in militärischer Beziehung. Die Schweiz wird sich infolgedessen nur soweit auf ihre Neutralität berufen können, als aus der Ergreifung wirtschaftlicher Massnahmen eine militärische Gefährdung entstehen könnte. Die Situation hat sich jedoch seit einigen Wochen wesentlich geändert. Damals äusserte sich der Chef der italienischen Regierung wie folgt: Wer gegenüber mir wirtschaftliche Sanktionen ergreift, ist mein Feind, den ich mit Waffen in der Hand, züchtigen werde. Später sagte er dann: Wenn man gegenüber Italien wirtschaftliche Massnahmen anwendet, so wird das nicht als *casus belli* angesehen werden, das italienische Volk wird mit Disziplin die Folgen tragen.

Die Schweiz muss den Eindruck erwecken, dass sie es ernst nimmt, nicht dass ihr später vorgehalten werden kann, sie nehme es mit der Einhaltung der Verträge nicht genau.

In der Frage der Ausführung der Sanktionen stehen sich 2 Anträge gegenüber:

1. Der Antrag Englands, unterstützt von seinen Dominien: Sperre der gesamten Einfuhr aus Italien.

2. Der Antrag Frankreichs: Sperre der Ausfuhr der für die Kriegsführung wichtigen Rohstoffe.

Die Rohstofflieferung hat für die Schweiz eine geringe Bedeutung. Wichtig ist, dass Italien seine Rohstoffe von Nichtmitgliedstaaten beziehen kann z. B. Deutschland und U.S.A. Es wurden zwei Listen aufgestellt und nun besprochen:

1. Liste der Rohstoffe welche grosso modo von Völkerbundsstaaten kontrolliert werden und die Dispositionen sofort in Anwendung kommen sollen.

2. Liste der Waren, wo ein Embargo erst in Frage kommt, wenn nicht Mitgliedsstaaten sich an den Sanktionen beteiligen.

Der Sprechende führt dann aus, dass die Ausfuhrsperre die Landwirtschaft wenig oder gar nicht berührt, da die zum Transport verwendeten Tiere nicht ausgeführt werden. Für die Industrie kommt die Ausfuhr von Aluminium und Eisenabfällen in Frage, die aber nicht sehr hoch ist.

<i>Aluminium</i> im Jahre 1934	67 000 Fr.
im laufenden Jahr	85 000 Fr.
<i>Eisenabfälle</i> im Jahre 1934	2,8 Millionen Fr.
9 Monate 1935	2,2 Millionen Fr.

14. Cf. n° 145, n. 6.

15. Cf. annexe au n° 154.

Wegen dieser an sich kleinen Beträge kann der Vorschlag nicht abgelehnt werden. Es müssen Opfer gebracht werden und es muss dem Vorschlag um Sperre der Ausfuhr von Rohstoffen zugestimmt werden. Im Absatz 3 des Artikel 16 steht, dass diejenigen Staaten, die Opfer bringen, entschädigt werden sollen. Kaum ein Land wird so schwer getroffen wie die Schweiz, da sie sehr grossen Export nach Italien aufweist. Gemäss oben erwähntem Artikel sind die andern Mitgliedstaaten verpflichtet, der Schweiz die Waren, die sie nicht mehr nach Italien liefern könnte, abzunehmen.

Es bleibt noch zu prüfen, ob durch andere Wege die Ziele des englischen Antrages erreicht werden können.

Die Hauptaufgabe besteht darin, dass die Spitzenverbände sich zuhanden des Bundesrates darüber äussern, ob sie einverstanden sind oder nicht.

Herr Minister Stucki führt weiter aus: Wie stellen Sie sich zu unserm bisherigen Verhalten und unsern Plänen für die Zukunft?

Nach unserem Dafürhalten sind den Propositionen 1, 2 und 4 zuzustimmen. Es sind nicht Texte zu diskutieren, sondern die Grundsätze.

Akzeptieren Sie:

Sanktionen für Waffenausfuhr

Sanktionen für Finanzfragen

Französische Vorschläge auf Embargo

Britische Vorschläge ablehnen.

Die Diskussion wird eröffnet.

Der Vorsitzende erteilt Hrn. *Ehrensperger* das Wort. Dieser dankt Hrn. Minister Stucki für seine Ausführungen und erklärt sich damit einverstanden. Es sei ihm jedoch aufgefallen, dass der Reiseverkehr nicht erwähnt wurde. Italien wende alles an, um seinen Reiseverkehr zu fördern, was für die Schweiz sehr wichtig sei.

Hr. *Minister Stucki* antwortet: Gerade weil der Reiseverkehr wichtig sei, habe man auch den Fremdenverkehrsverband eingeladen. Es könne aber nicht auf jeden einzelnen Punkt eingegangen werden, wenn man nicht den Eindruck eines Krämers erwecken wolle.

Minister *Dr. Sulzer* dankt Hrn. Minister Stucki für seine Ausführungen und stimmt diesen vollkommen zu. Er spricht die Hoffnung aus, dass England unsern Standpunkt versteht und wir von dort keine Repressalien zu erwarten haben, da ein gutes Verständnis mit England für uns sehr wichtig sei.

Hr. *Minister Stucki* erklärt nachträglich das Verhältnis zu denjenigen Staaten, die Völkerbundsmitglieder sind, die aber bei den Sanktionen nicht mitmachen. Man darf nicht glauben, dass man dann auch gegen diese die Sanktionen anwenden könne.

Die Schweiz konnte in Genf keine Anträge gegenüber diejenigen Englands stellen. Es wird gut sein, wenn man die Gesandtschaften und Konsulate der wichtigsten Länder in Bern darüber aufklären wird. England könnte der Schweiz sehr schaden.

Italien kann die Schweiz schädigen, England kann sie töten.

Nationalrat Rusca ist etwas bestürzt über die Erklärungen von Hrn. Minister Stucki. Er führt an, dass sehr viele Geschäftsleute des Kantons Tessin ihr Geld in Italien haben und dass doch ein Drittel des ganzen Transites nach Italien über Chiasso, Domodossola und Luino gehe. Wenn also der Transit gesperrt würde, hätten sie grossen Schaden, der nur zum kleinsten Teil ersetzt werden könnte.

Hr. *Minister Stucki* ist ausserordentlich erstaunt über die Ausführungen von Hrn. Nationalrat Rusca.

1. Die Ausfuhr- und Transitsperren sind für Waffen und Munition.

2. Dass an Italien keine Kredite gegeben werden dürfen, kann den Kanton Tessin nicht schädigen.

3. Ausfuhrsperre für Aluminium und Eisenabfälle schädigt den Kanton Tessin ebenfalls nicht.

4. Keine Devisenzahlungen an Italien zu leisten schädigt ihn ebenfalls nicht.

Etwas anderes wurde nicht beantragt.

Hr. *Nationalrat Rusca* ist damit einverstanden.

Hr. *Minister Stucki* bittet die Situation richtig zu beurteilen, der Tessin wird nicht mehr geschädigt als andere Kantone.

Hr. *Baumann* ist ebenfalls einverstanden. Er ist jedoch sehr skeptisch gegenüber der Annahme der Vorschläge der Schweiz. Er glaubt, dass Deutschland und U.S.A profitieren können. Fragt, ob nicht eine Fühlungnahme mit andern kleinern Staaten stattgefunden hat?

Hr. *Minister Stucki* führt an, dass er des Gesamtbildes wegen politische Angaben machen musste. Er hat aber eine wirtschaftliche Konferenz einberufen, nicht eine politische. Spricht die Hoffnung aus, mit Vorschlag durchzukommen. Hier sind nur zwei Fragen wichtig: Wirtschaftssperre und Transit. Die Frage des Transits ist für die Schweiz ein Trumpf. Artikel 824 des Vertrages von St. Germain lässt den Brenner offen und der Gotthard kann daher auch nicht gesperrt werden¹⁶.

Hr. *Nationalrat Schirmer* dankt Hrn. Minister Stucki für die Einladung und für seine Ausführungen.

Hr. *Stiffler* dankt ebenfalls und weist darauf hin, dass sein Kanton auch sehr stark zusammenhängt mit Italien durch Puschlav und Bergell. Betont auch, dass Fremdenverkehr sehr wichtig ist.

Hr. *Nationalrat Bratschi* dankt Hrn. Minister Stucki. Würde Clearingverkehr mit Italien sehr begrüßen.

Hr. *Minister Stucki*: Wir versuchen seit 5 Monaten mit Italien in einen Clearingverkehr zu kommen¹⁷.

Entweder ein Zwangsclearing oder ein Vertragsclearing.

Hr. *Borel* stimmt den Vorschlägen des Hrn. Minister Stucki zu und dankt ihm.

Hr. *Volmar* dankt ebenfalls und teilt mit, dass Deutschland sich geäußert habe, es wolle nicht auf Kohlensendungen verzichten.

Hr. *Dr. Weber* ist ebenfalls einverstanden.

Hr. *Minister Stucki*. Es handelt sich hier nicht um Detailfragen. Wie sich der Clearing gestalten würde, kann nicht vorausgesagt werden. Der Rückzug der italienischen Gelder aus der Schweiz kann hier ebenfalls nicht behandelt werden.

Die Vertreter derjenigen Wirtschaftsverbände, die die Konferenz bereits verlassen haben, stimmen den Mitteilungen und Plänen zu. Ohne den Einspruch der Anwesenden nimmt Hr. Minister Stucki an, dass sie ihn ermächtigen, dem Bundesrat mitzuteilen, dass die schweizerische Wirtschaft mit den bisher getroffenen Massnahmen einverstanden ist. Es wird dem Bundesrat seine Beschlüsse erleichtern.

Der Vorsitzende entschuldigt sich bei den Vertretern des eidg. Politischen Departementes einen Abstecher in das Gebiet des Politischen Departementes gemacht zu haben.

Schluss der Sitzung 17.25 Uhr.

16. *Sur la question du transit à travers le Gothard, cf. aussi n° 157.*

17. *Cf. n. 4 ci-dessus.*

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

Copie
L GD

Berne, 25 octobre 1935

Nous avons eu l'honneur de recevoir vos lettres des 18 et 22 octobre¹ nous rendant compte des récentes conversations que vous avez eues avec le Baron Aloisi et nous vous en remercions vivement.

Nous comprenons la mauvaise humeur que provoquent en Italie les articles d'Aprato dans le «Journal des Nations»: Il y a quelque chose de choquant à ce qu'un *fuoruscito* italien puisse utiliser un journal suisse (en apparence tout au moins, car, en réalité, le «Journal des Nations» est notoirement sous l'influence de la Petite-Entente) pour noircir la politique italienne et poursuivre de sa haine le Gouvernement de sa patrie. Toutefois, après les explications que le soussigné a eues avec lui à ce sujet², M. Aloisi devait comprendre que le moment actuel est aussi défavorable que possible à une action de notre part contre un état de choses qui dure depuis des années, aussi longtemps du moins qu'Aprato saura éviter, comme il l'a fait jusqu'ici, toute injure et tout écart de langage. Ce n'est pas, en effet, à l'instant où toute la presse internationale est déchaînée contre l'Italie que nous pouvons faire un procès de tendance à Aprato, dont les articles sont irréprochables à la forme. En prenant des mesures contre Aprato, nous déchaînerions contre nous un tollé général et il ne serait même pas dans l'intérêt de l'Italie de nous y exposer.

Quant aux récriminations de M. Aloisi contre le «Journal de Genève»³, elles sont d'une flagrante injustice, que nous ne pouvons que mettre sur le compte de la fatigue et de l'aigreur qu'a causées au délégué de l'Italie à Genève une tâche particulièrement dure et ingrate. Il en est de même des objections dont vous a fait part M. Aloisi au sujet de l'attitude de la Suisse et nous ne croyons pas qu'il convienne d'attacher à ces manifestations d'énerverment bien compréhensible une importance exagérée.

[...] ⁴

1. Non reproduit.

2. Cf. à ce propos cette annotation manuscrite de Motta, du 8 octobre: M. Aloisi m'avait déjà entretenu plus d'une fois de Aprato! Je lui ai toujours répondu que nous aurions «ameuté» contre nous tous les journalistes accrédités à Genève. Je persiste à penser que le *moment* n'est *pas indiqué* pour prendre une mesure contre Aprato: nous aurions l'*air* de prendre fait et cause pour l'Italie ... Il faut signaler la chose au Dép. de Justice et Police afin qu'il soit informé, mais nous ne pouvons pas l'encourager à *sevir* maintenant. (Annotation dans la marge d'une lettre du Département politique au Département de Justice et Police du 7 octobre, lettre non envoyée à son destinataire.)

3. Cf. sur ce point la lettre de G. Wagnière à Motta, du 18 octobre précédent (à relever qu'avant d'être nommé, en 1918, ministre de Suisse à Rome, Wagnière avait été directeur du quotidien genevois):

M. Aloisi m'a parlé ... du «Journal de Genève». Il m'a annoncé que la mesure d'interdiction avait été rapportée, sans doute à la suite de ma démarche [*Motta a ajouté dans la marge: Et de la mienne!*]. Il m'a avoué qu'il n'était pour rien dans cette mesure de clémence. Il s'est exprimé sur le compte de ce journal avec une injustice qui m'a surpris de la part d'un homme si éclairé [*annotation de Motta dans la marge: ?*], en dénonçant son «hostilité systématique à l'Italie» qui se manifeste non seulement dans les articles de la rédaction, mais encore plus dans les nouvelles tendancieuses publiées sans réserve et qui étaient de nature à faire du tort à l'Italie dans l'opinion genevoise et à nos relations avec ce pays.

J'ai eu beaucoup de peine à lui expliquer que ces dépêches sont envoyées au «Journal» par des agences étrangères et qu'il lui est difficile, surtout la nuit en l'absence des rédacteurs responsables, d'en scruter le bien-fondé. Je me suis efforcé de lui expliquer, et je ne suis pas certain d'y être parvenu, que le «Journal de Genève» était une maison de toute honnêteté, qu'elle n'est animée d'aucun esprit hostile à l'Italie, qu'elle fut italophile de tous temps et que, si elle publie des nouvelles fausses d'origine anglaise ou américaine, on ne peut pas lui en faire un grief aussi grave.

M. Aloisi, sans doute aigri par les troublantes préoccupations du moment, me paraissait avoir perdu tout sens d'équité. Il a même trouvé que les délégués suisses à la S.d.N., s'ils avaient parlé de la situation de la Suisse en ce qui concerne les sanctions, s'étaient abstenus de se prononcer sur le fond du débat. Je lui ai marqué ma très grande surprise et n'ai pas manqué de répondre, comme je pouvais, à tous ces injustes reproches.

Sur l'interdiction prononcée en Italie contre l'entrée du Journal de Genève, et sur les démarches entreprises par Motta pour la faire lever, cf. la lettre du rédacteur en chef du quotidien genevois, R. Payot, au chef du Département politique, du 11 octobre (E 2001 (C) 4/101).

4. Dans la suite de la lettre il est question des sanctions, et de l'intention du Conseil fédéral d'interdire simultanément la vente et le transit d'armes à destination de l'Italie et de l'Ethiopie. Cf. annexe I au n° 172.

169

E 7110 1/77

*Le Directeur de la Fabrique de Machines-outils à Oerlikon, E. Bürhle,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht*

L Express

Waffenausfuhr nach Abessinien

Zürich-Oerlikon, 26. Oktober 1935

Wie ich vernommen habe, soll am nächsten Montag in einer Bundesratssitzung¹ zu der Frage des Waffenexportes nach Italien und Abessinien beschlussfassend Stellung genommen werden. Nach einer mir gestern Abend von Herrn Direktor Frey der Schweizerischen Industrie Gesellschaft Neuhausen gemachten telephonischen Mitteilung besteht die Gefahr, dass durch diesen Beschluss nicht nur die Waffenausfuhr nach Italien im Sinne der Sanktionsmassnahmen des Völkerbundes verboten wird, sondern auch die Waffenausfuhr nach Abessinien unter dem Gesichtspunkt der absoluten Wahrung der schweizerischen Neutralität.

Ich erlaube mir nun, Ihnen, hochgeehrter Herr Bundesrat, nochmals vorzustellen, dass ein solches Ausfuhrverbot die Interessen der schweizerischen Industrie

1. Cf. n° 172 + AI.

nicht unbeträchtlich schädigen würde und möchte Ihnen dazu nochmals kurz folgende Daten anhand geben:

Die Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon und Schweizerische Industriegesellschaft Neuhausen haben seit dem Jahre 1928 mit Erfolg versucht, in Abessinien Fuss zu fassen². Oerlikon hat in den Jahren 1929 bis 1934 26 Stück 2 cm. Waffen mit Munition im Gesamtbetrage von ca. 8 Millionen Franken geliefert und Neuhausen ca. 60 Maschinengewehre.

Vom Mai bis Dezember 1934 befanden sich 20 junge Abessinier in Oerlikon³, die der Kaiser unter der Führung unseres Vertreters⁴ gesandt hatte, damit sie in Oerlikon und in Neuhausen mit der Handhabung der bereits bezogenen Waffen näher vertraut gemacht würden, vor allem auch mit Rücksicht auf weitere Aufträge, die der Kaiser willens war zu tätigen.

Unser Vertreter hat die 22 Leute Ende Dezember 1934 nach Addis-Abeba zurückbegleitet und während seines Aufenthaltes drüben mit dem Negus persönlich über eine neue Bestellung auf 10 Stück 20 mm Oerlikongeschütze für Tank- und Fliegerabwehr mit 20 000 Schuss Munition verhandelt. Leider zögerte sich die offizielle Erteilung der Bestellung bis Anfang Juni 1935 hin. Am 11. Juni erhielten wir den Auftrag aus Addis-Abeba auf das vorbezeichnete Material in telegraphischer Form. Eine kurzfristige Erledigung des Auftrages war aber mangels Vorrat nicht möglich, und wir mussten die Lieferung vorsehen aus einer grossen Serie von 200 Stück, die wir im Juli dieses Jahres aufgelegt haben, und aus welcher 128 Stück für Lieferungen nach der CSR bestimmt sind. Für diese Serie haben wir an andere Firmen in der Schweiz Arbeit bezw. Aufträge im Umfang von annähernd drei Millionen Schweizerfranken vergeben, ferner haben wir unsere Belegschaft auf über 600 Köpfe erhöht, das heisst nahezu verdoppelt.

Ende Juli dieses Jahres hat mir Herr Oberst Fierz mitgeteilt, dass er von hoher Stelle (offensichtlich von Herrn Bundesrat Motta) ersucht worden sei, bei uns anzuregen, dass Lieferungen von Kriegsmaterial nach Abessinien möglichst unterbleiben sollten. Dieser Wunsch von Herrn Bundesrat Motta war offenbar zurückzuführen auf durch die italienische Gesandtschaft in Bern erhobenen Vorstellungen⁵. Ich habe daraufhin Herrn Oberst Fierz über unsere Situation informiert und ihm erklärt, dass die Frage im Augenblick für uns noch nicht akut sei, da wir das bestellte Material sowieso nicht vor frühestens Oktober liefern könnten. Inzwischen hoffte ich auf eine Klärung der Waffenlieferungsfrage durch die Intervention des Völkerbundes, die inzwischen ja Tatsache geworden ist⁶.

2. Cf. nos 56, 90 et surtout 115.

3. Cf. n° 36.

4. F. Hall.

5. Cf. aide-mémoire remis le 16 juillet 1935 au DPF par le ministre d'Italie G. Marchi:

D'après des renseignements de bonne source il résulte que la fabrique d'armes de Oerlikon, laquelle est en relation avec la Légation d'Ethiopie à Paris, a fait connaître à la Légation même, qu'elle tient prête pour la livraison, qui pourra s'effectuer incessamment, une commande d'armes et de pièces d'armes, que lui avait été passée par le Gouvernement éthiopien.

Le Gouvernement italien, se référant aux assurances données verbalement par S. E. Motta au Ministre d'Italie à Berne, s'attend du Gouvernement Fédéral qu'il prenne les mesures prises en des cas analogues par d'autres Pays sur la demande de l'Italie et qu'il empêche que la commande d'armes en question soit livrée à l'Ethiopie (E 2001 (C) 4/142).

6. Cf. n° 160, n. 5.

Es haben in dieser Zeit auch Verhandlungen zwischen dem Politischen Departement und der S. I. G. Neuhausen stattgefunden⁷, und ich habe in deren Verlauf Herrn Direktor Frey dieser Gesellschaft ermächtigt, Herrn Bundesrat Motta zu erklären⁸, dass wir in der Frage der Waffenausfuhr nach Abessinien nicht gegen ausdrücklichen Wunsch des Bundesrates handeln würden, um ein offizielles und mehr oder minder generelles Waffenausfuhrverbot nach kriegsführenden oder in Kriegsgefahr befindlichen Staaten zu verhindern.

Am Dienstag, den 15. Oktober erklärte Herr Bundesrat Motta Herrn Direktor Frey nach einer Bundesratssitzung, in der die Sanktionsfragen behandelt wurden, dass die Firmen nun in Bezug auf die Waffenausfuhr nach Abessinien frei seien, worauf Herr Dir. Frey sofort Verhandlungen über eine seiner Firma angebotene Bestellung nach Abessinien aufnahm, während wir nun in Bezug auf die Möglichkeit der Ausführung der uns vorliegenden Bestellung beruhigt waren. Wenige Tage darauf hat indessen Herr Minister de Stoutz Herrn Direktor Frey wieder eine Änderung der Marschroute aufgegeben, dahingehend, dass die Frage der Waffenausfuhr nach Abessinien doch noch nicht endgültig abgeklärt sei. Ganz neuerdings scheint die Sache nun so zu laufen, dass man doch vom Politischen Departement aus ein offizielles Ausfuhrverbot nach beiden kriegsführenden Ländern in Vorschlag bringt und bei der Bundesratssitzung am Montag beschlossen lassen wird.

Nachdem meine Firma inzwischen Mittel und Wege gefunden hat, um die Lieferung nach Abessinien auch ohne eine offizielle schweizerische Ausfuhrlizenz zu effektuieren, sodass also eine Belastung der schweizerischen Regierung gegenüber Italien auf alle Fälle vermieden würde, kämen wir durch dieses offizielles Ausfuhrverbot in eine recht fatale Lage. Meine Firma hat jeden Monat an Löhnen, Gehältern und Lieferanten-Rechnungen über eine halbe Million Franken zu bezahlen. Sie kann es sich daher nicht leisten, auf die Ausführungen von Aufträgen, die nicht einmal den Direktiven des Völkerbundes⁹ zuwiderlaufen, sondern damit sogar im Einklang sind, zu verzichten. Der Gegenwert des abessinischen Auftrages, der bis auf einen kleinen Rest bereits bei der Kreditanstalt in Zürich deponiert ist, wird uns gestatten, den Geldbedarf eines ganzen Monats zu decken.

Ein einseitiges Waffenausfuhrverbot nach Italien im Sinne der Sanktionsvorschläge des Völkerbundes würde die schweizerische Industrie nicht erheblich treffen, da Lieferungen von ausgesprochenem Kriegsmaterial in erheblichem Umfange nach Italien sowieso kaum in Betracht kommen. Ein Hinausgehen der Schweiz über die Sanktionsvorschläge des Völkerbundes aber würde uns und andere schweizerische Industriefirmen und damit die schweizerische Wirtschaft überhaupt, die heute ohnehin genug zu kämpfen hat, ganz unmittelbar schädigen. Aus diesen Gründen hoffe ich, hochgeehrter Herr Bundesrat, dass es Ihnen möglich ist, sich gegen den Beschluss eines offiziellen Ausfuhrverbotes von Kriegsmaterial nach Abessinien einzusetzen.

7. Cf. en particulier la lettre de G. Motta à la Schweizerische Industrie-Gesellschaft, du 19 juillet, et la lettre de cette société au DPF, du 25 juillet 1935 (E 2001 (C) 4/142).

8. Cf. lettre de O. Frey à G. Motta, du 15 août 1935 (J.I.1.1/5).

9. Cf. n. 6 ci-dessus.

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, W. Stucki*

L

Roumanie — Accord de clearing

Bucarest, 26 octobre 1935

[...]

Comme vous le savez, j'ai toujours préconisé une résistance acharnée à la prétention du Gouvernement roumain d'exiger un supplément de 44%¹ sur les dépôts faits à la Banque Nationale de Roumanie au compte du clearing roumano-suisse entre le 1^{er} octobre 1932 et le 10 juin 1935 pour autoriser le transfert de ces paiements, c'est-à-dire pour assurer aux créanciers suisses le paiement intégral de leurs créances en francs suisses. Il est profondément regrettable que la délégation suisse ait dû céder sur ce point essentiel². Je me rends bien compte qu'elle ne l'a pas fait de gaité de cœur et que, du reste, elle ne pouvait pas agir autrement sans amener une rupture des négociations qui aurait entraîné la dénonciation du précédent accord de clearing, l'arrêt de tous les paiements roumains et la paralysie de tous les échanges commerciaux entre les deux pays.

Mais, maintenant que les mesures prises à notre demande par la Banque Nationale de Roumanie pour assurer le recouvrement du solde de 44% dû sur les dettes contractées entre le 1^{er} octobre 1932 et le 10 juin 1935 commencent à déployer leurs effets, je me demande si nous avons eu raison d'insister, comme nous l'avons fait, pour que le gouvernement Royal et la Banque Nationale de Roumanie assument la charge de recouvrer la taxe dont il s'agit.

A ce propos, il faut tenir compte de divers éléments:

Le premier, c'est l'efficacité des sanctions³. Pour que nous puissions la considérer comme acquise, il faudrait qu'un secret absolu eût été gardé sur l'engagement pris par les deux gouvernements d'entamer de nouvelles négociations en décem-

1. Cf. n° 128 et n. 2.

2. Lors de la signature, le 4 septembre à Berne, d'un nouvel accord de clearing avec la Roumanie, entré en vigueur le 15 septembre (RO, 1935, vol. 51, pp. 174 ss.). Cf. aussi PVCF n° 1587 du 13 septembre (E 1004 1/354).

3. Prévues par l'article 1^{er} du Protocole confidentiel de l'accord de clearing conclu le 4 septembre à Berne, dont voici le texte:

Il est précisé que le Gouvernement roumain et la Banque Nationale de Roumanie prendront les mesures nécessaires afin que les acheteurs roumains qui ont déjà effectué des versements en lei jusqu'au 11 juin 1935 au compte global de la Banque Nationale Suisse à la Banque Nationale de Roumanie, et dont le transfert n'a pu être effectué faute de disponibilités, versent la contreva-leur de la prime de 44% prévue par le régime roumain du commerce extérieur du 11 juin 1935. Le Gouvernement roumain et la Banque Nationale de Roumanie appliqueront des sanctions d'ordre administratif aux acheteurs en Roumanie qui, après avoir été mis en demeure, refusent de déposer la prime de 44% jusqu'au 1^{er} décembre 1935 ou de signer une déclaration valable qu'ils verseront ladite prime dans un délai déterminé (KI/1209).

bre pour le cas où les mesures prises par la Banque Nationale de Roumanie se révéleraient inopérantes. Or, j'ai pu constater que, parmi nos compatriotes de Bucarest intéressés au fonctionnement du nouvel accord de clearing, plusieurs connaissent la teneur des lettres secrètes⁴ échangées entre les deux délégations après la signature de l'accord. Selon toute probabilité, l'indiscrétion qui les a renseignés sur ce point a été commise par une entreprise industrielle ayant son siège en Suisse. Sans doute la nouvelle ne tardera-t-elle pas à se répandre davantage encore, ce qui ne manquera pas d'inciter tous les débiteurs à ne pas prendre au tragique les menaces de sanctions. Supposons cependant que ceux qui ont bénéficié de l'indiscrétion signalée ci-dessus gardent pour eux ce qu'ils ont appris. Que se passera-t-il? Les réactions que j'ai observées chez certains débiteurs, qui paraissent être de bonne foi et qui semblent ignorer la possibilité de nouvelles négociations pour décembre, me permettent de l'imaginer. Ceux qui peuvent payer paieront, mais ils éprouveront des procédés dont ils auront été les victimes une telle rancœur que, s'ils le peuvent, ils éviteront à l'avenir de placer leurs commandes en Suisse. Quant à ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas payer, ils se trouveront privés, si la Banque Nationale de Roumanie applique sérieusement les sanctions dont elle les menace, de tous moyens de commercer avec l'étranger et, par conséquent, avec notre pays. Quelques-uns d'entre eux envisagent la possibilité d'intenter un procès à l'Etat roumain à l'effet de faire décider par la Cour de Cassation si l'institution de la taxe de 44% est compatible avec les dispositions constitutionnelles. Où cela les mènera-t-il? Je n'en sais rien. Mais j'en arrive à me demander s'il n'aurait pas mieux valu laisser dans chaque cas particulier le créancier suisse s'entendre, en vue d'un partage des pertes, avec son débiteur roumain. Tout ce que nous pouvons espérer pour l'instant, c'est que la colère des victimes se tourne vers le Gouvernement de Bucarest et la Banque Nationale de Roumanie⁵ plutôt que vers leurs créanciers et qu'elle n'ait pour conséquence de réduire dans une très forte proportion notre expansion commerciale sur le marché roumain.

4. La lettre très confidentielle adressée le 4 septembre par le ministre de Roumanie à Berne, M. Boeresco, au président de la délégation suisse, P. Vieli, précise que: Les deux Gouvernements s'engagent dès à présent d'entrer en négociations immédiatement après le 1^{er} décembre 1935, afin de trouver les moyens pour assurer le transfert intégral des créances suisses (KI/1209).

5. Annotation dans la marge d'un fonctionnaire de la Division du Commerce: C'est juste ce que nous avons voulu par notre accord.

*Le Chef de la Division de la Police du Département de Justice et Police,
H. Rothmund, au Chef de la Division des Affaires étrangères du
Département politique, M. de Stoutz*

L

Bern, 28. Oktober 1935

Zur Frage des deutschen Gesetzes über Blut und Ehre vom 15. September 1935 möchten wir uns im folgenden zusammenfassend zu den verschiedenen Berichten unserer Gesandtschaft in Berlin äussern¹.

Fall Erika P.² — Hier bleibt ein gewisser Gegensatz bestehen zwischen unserm

1. Cf. n° 151.

2. C'est le 4 octobre que dans une lettre à M. de Stoutz, E. Feer mentionne ce cas:

Ich beziehe mich auf meine verschiedenen Berichte über die Rückwirkungen des deutschen Gesetzes zum Schutz des deutschen Blutes und der deutschen Ehre auf schweizerische Staatsangehörige und beehre mich, Ihnen für alle Fälle zur Kenntnis zu bringen, dass die in Dresden wohnhafte schweizerische Staatsangehörige Erika P., geboren 1904, von Lausanne, gestern auf der Gesandtschaft vorgesprochen hat, um sich wegen einer persönlichen Verunglimpfung zu beschweren. Sie gab an, dass sie bereits seit längerer Zeit freundschaftliche Beziehungen zu dem deutschen Juden Leonhard I. habe, wobei sie zugab, dass sie mit ihm auch geschlechtlichen Verkehr habe. Letzten Montag sei sie von den Polizeibehörden Dresdens aufgefordert worden, am folgenden Dienstag, d. h. den 1. Oktober, um 7.30 Uhr morgens im Polizeipräsidium Dresden vorzusprechen. Dort sei sie einem mehrstündigen Verhör über ihre Beziehungen zu dem genannten Juden unterzogen worden. Sie habe zunächst die Tatsachen geleugnet und sei nur nach und nach mit der Wahrheit herausgerückt, namentlich als auch ihr Freund einvernommen worden ist und sich gewisse Diskordanzen zwischen ihren Aussagen ergeben hatten. Fräulein P. gibt an, dass sie mit dem Genannten nicht verlobt sei, dass sie aber doch die Absicht habe, in absehbarer Zeit mit ihm die Ehe einzugehen. Fräulein P. beschwerte sich darüber, dass sie in dieser Sache von den Polizeibehörden einvernommen worden sei, da das Gesetz, insbesondere § 2, nicht auf sie Anwendung finde, indem sie als Schweizerin nicht unter den Begriff Staatsangehörige deutschen oder artverwandten Blutes falle. Sie verlangte daher von der Gesandtschaft, dass energische Vorstellungen bei den deutschen Behörden gegen das Vorgehen des Polizeibeamten erhoben würden.

Mein Mitarbeiter hat Fräulein P. auseinandergesetzt, dass es für die Gesandtschaft und auch für die schweizerischen Konsulate in Deutschland äusserst heikel sei, Vorstellungen in derartigen Fällen zu erheben, da unter allen Umständen der Anschein vermieden werden müsste, als ob die Auslandsvertretungen Beziehungen ihrer Staatsangehörigen im Sinne des § 2 des Gesetzes billigten oder sogar sich dafür einsetzten, dass diese Beziehungen ungestört weiter gepflegt werden könnten. Sie werden wohl mit mir der Auffassung sein, dass es sich im vorliegenden Falle grundsätzlich nicht um ein schutzwürdiges Interesse handelt und dass den in Frage kommenden Personen anheimgestellt werden muss, die Wahrung ihrer Interessen einem Rechtsanwalt zu übergeben. In praktischer Hinsicht ist jedoch darauf hinzuweisen, dass wir an diesen Fällen nicht völlig desinteressiert sein können, und ich habe daher das schweizerische Konsulat in Leipzig beauftragt, das Polizeipräsidium Dresden darauf aufmerksam zu machen, dass das bewusste Gesetz nicht auf Fräulein P. Anwendung finden könne, und es zu ersuchen, über die Gründe der Einvernahme Auskunft zu geben. Ich halte dafür, dass mit dieser Intervention Fräulein P. schon in sehr weitgehendem Masse entgegengekommen worden ist und dass sich weitere Schritte nicht empfehlen. Immerhin kann man darüber verschiedener Meinung sein. Ich wäre

Schreiben vom 12. d.³ und der Stellungnahme der Gesandtschaft vom 19. d.⁴ Die Gesandtschaft sagt: ein schutzwürdiges Interesse besteht grundsätzlich nicht, man könne sich aber praktisch nicht vollständig desinteressieren. Wir haben den umgekehrten Standpunkt eingenommen, indem wir grundsätzlich ein schutzwürdiges Interesse bejahten, aber damit einverstanden waren, dass man aus dem Fall keine grosse Sache mache. Praktisch hat sich der Gegensatz der Auffassungen in diesem Falle allerdings nicht ausgewirkt. Wir müssen aber doch dabei beharren, dass man nicht davon ausgehen dürfe, ein schutzwürdiges Interesse zu verneinen. Die «staatsfreie Sphäre» des Schweizer, der Umfang, in dem er sich die Einmischung des Staates verbitten darf, (ein hauptsächlichlicher Bestandteil unseres Freiheitsbegriffes), muss auch im Ausland bestehen und verteidigt werden. Sie besteht im Ausland in anderem Umfang, weil das Recht anders ist, aber sie besteht in jedem Rechtsstaat, d. h. in jedem Staat, wo die Behörden eine rechtliche Unterlage haben müssen, um den Bürger zu behelligen. Deutschland erhebt, allerdings mit moralisch stark vermindertem Recht, immer noch den Anspruch, ein Rechtsstaat zu sein. Wenn der Reichskanzler sagte, was der Staat nicht durchzuführen vermöge, werde die Partei durchführen, dann bedeutet das allerdings faktisch die Aufhebung des Rechtsstaates, weil es heisst, die Partei werde wider das Recht durchsetzen, was das Recht nicht zulässt. Es wird dann die Frage entstehen, wie weit die Partei dabei vor dem Ausländer halt macht. Aber vorderhand will auch das Reich noch ein Rechtsstaat sein und da haben jedenfalls wir im gegenwärtigen Zeitpunkt zuletzt Grund, es von den Pflichten eines solchen gegenüber unsern Landsleuten zu entbinden. Die staatsfreie Sphäre stellt nach dem Gesagten ein vorzüglich schutzwürdiges Interesse dar, und ausserdem zur Zeit ein überaus schutzbedürftiges. Dass seine Verteidigung delikater sein kann,

Ihnen sehr zu Dank verbunden, wenn Sie mir gelegentlich Ihre Auffassung darüber bekanntgeben wollten.

Fräulein P. ist darauf hingewiesen worden, dass die deutschen Behörden die Möglichkeit hätten, sie als lästige Ausländerin auszuweisen, da es ihnen freistehe, geltend zu machen, dass ihre Beziehungen zu dem Juden I. mit dem neu-deutschen ordre public nicht vereinbar seien. Unsere Landsmännin meinte, dass sich die schweizerische Regierung eine solche Ausweisung nicht gefallen lassen würde. Im konkreten Falle wird somit auch von Ihnen zu prüfen sein, ob Einspruch gegen eine Ausweisung aus dem oben umschriebenen Grunde von der Gesandtschaft oder einem Konsulat zu erheben wäre (E 2001 (C) 4/130).

H. Rothmund, qui a pris connaissance de ce cas, fait part de sa réflexion dans une lettre adressée à M. de Stoutz le 12 octobre:

In Antwort auf Ihr Schreiben vom 8. d. M. gehen wir mit der von Ihnen in Aussicht genommenen Behandlung des Falles von Fräulein Erika P. einig. Ihrer Auffassung, dass es sich um ein nicht besonders schutzwürdiges Interesse handelt, könnte immerhin entgegengehalten werden, dass das ziemlich stark auf die Lage des einzelnen Falles ankommt. Das Verhältnis der nicht jüdischen Schweizerin P. zu dem deutschen Juden braucht nicht ein leichtfertiges zu sein. Dass Fräulein P. sich unter den gegenwärtigen Verhältnissen nicht zur Heirat mit dem deutschen Juden entschliessen kann, wobei sie das Schweizerbürgerrecht verlieren würde, ist verständlich. Andererseits verstehen wir auch, dass Sie aus dem Fall keine grosse Sache machen wollen. Hoffentlich kommt doch wieder eine Zeit, wo die deutsche Polizei Besseres zu tun weiss, als zu untersuchen, ob das Verhältnis eines Schweizermädchens mit einem deutschen Juden ein platonisches sei (E 2001 (C) 4/130).

3. Cf. n. 2.

4. Non reproduit.

haben wir in unserem Schreiben ebenfalls anerkannt. Es liegt uns aber daran, einer unseres Erachtens falschen Einstellung entgegenzutreten, die dazu führen müsste, das Interesse der Schweizer an ihrer staatsfreien Sphäre in Deutschland nicht oder nur ganz ungenügend zu vertreten.

Wir bedauern mit der Gesandtschaft die weitgehende Unklarheit, die über die Tragweite des Blut- und Ehrengesetzes mindestens so lange noch herrschen wird, als die Ausführungsbestimmungen nicht erlassen sind. Diese Unklarheit sollte aber unseres Erachtens nicht Grund bieten, sich nicht gegebenenfalls energisch einzusetzen. Im Gegenteil. Wie die Gesandtschaft selbst ausführt, scheint den Deutschen ein gewisses Grauen vor den Auswirkungen aufgestiegen zu sein. Wir müssen uns darum jetzt wehren; nach Erlass der Ausführungsbestimmungen wird es vielfach zu spät sein. Vielleicht bestand von Anfang an der Plan, oder dann ist er seither aufgetaucht, zuzusehen, wie das Gesetz wirkt und welche Schwierigkeiten und Widerstände es hervorruft, besonders seitens des Auslandes. Man versucht einstweilen, wie weit man gehen könne und wenn kein Widerstand erfolgt, wagt man sich viel weiter vor.

An der Erledigung des Falles P. vermag nicht zu befriedigen, dass die Gauleitung der NSDAP in Dresden dem Arbeitgeber die Entlassung nahegelegt hat. (Schreiben der Gesandtschaft vom 15. Oktober 1935)⁵. Es würde uns interessieren, zu erfahren, ob diese Entlassung erfolgt und in welcher Stellung und Eigenschaft Frl. P. gearbeitet hat. Wir behalten uns vor, gegebenenfalls fremdenpolizeiliche Konsequenzen zu ziehen.

Die Unklarheit des Gesetzes, das mehr nur ein Programm als ein Gesetz ist, erschwert allerdings die Stellungnahme in manchen Fragen. Der Fall der Heirat einer deutschen Arierin mit einem schweizer Juden dürfte wesentlich günstiger liegen, als derjenige eines deutschen Juden mit einer schweizerischen Arierin. Dem erstern Fall nähert sich derjenige der Heirat einer jüdischen Deutschen mit einem schweizerischen Nichtjuden, dem letzteren derjenige einer Heirat eines deutschen Ariers mit einer schweizerischen Jüdin. Praktisch haben wir wenig Interesse an Heiraten deutscher Juden mit Schweizerinnen, weil dann die Familie alles tun wird, um sich in der Schweiz festzusetzen. Bei der Heirat deutscher Jüdinnen mit Schweizern besteht die gar nicht selten sich verwirklichende Gefahr der Scheinheirat. — Man wird zu diesen Fragen kaum richtig Stellung nehmen können, bevor die Ausführungsbestimmungen bekannt sind.

Dagegen wird es richtig sein, schon jetzt bestimmt die Auffassung zu vertreten, dass unter «Staatsangehörigen deutschen oder artverwandten Blutes» im Sinne des Gesetzes nur Deutsche zu verstehen seien. Daraus würde sich ergeben, dass auch deutsche Juden schweizerische Nichtjuden als Hausangestellte haben dürfen, umso mehr aber auch solche Juden in Deutschland, die nicht Deutsche sind. Da aber die schweizerischen weiblichen Dienstboten in der Schweiz Stellung finden können, haben wir wenig Interesse, sie auf diese Möglichkeit hinzuweisen.

Praktisch ist von den Fragen, die das neue Gesetz uns stellt, die wichtigste diejenige des Zuzuges deutscher Juden nach der Schweiz. Wir haben zu ihr im Schreiben vom 17. d.⁶ Stellung genommen.

5. *Non reproduit.*

6. *Cf. n° 151 + A.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 octobre 1935

1804. Mesures de sanctions contre l'Italie

Département politique. Proposition du 28 octobre 1935

Par une proposition en date du 24 octobre, le Département politique a saisi le Conseil fédéral d'un projet d'arrêté relatif à l'embargo sur les armes, munitions et matériels de guerre à destination de l'Ethiopie et de l'Italie¹.

Cet arrêté entrerait en vigueur le 31 de ce mois.

Le Département a, d'autre part, établi, d'entente avec le Département de l'économie publique:

1) Le texte de la communication qui doit être faite, jusqu'au 28 octobre, à M. le secrétaire général de la Société des Nations au sujet des mesures de sanctions à prendre par la Suisse en application de l'article 16 du Pacte²;

2) un avant-projet d'arrêté relatif aux mesures financières et dont pourrait s'inspirer le Département des finances et des douanes pour soumettre au Conseil fédéral, dans une prochaine séance³, un projet définitif d'arrêté.

Pour ce qui est des sanctions économiques, le Département de l'économie publique soumettra au Conseil fédéral, d'entente avec le Département des finances et des douanes, les projets d'arrêtés qu'il conviendra d'édicter⁴.

Les arrêtés dont le projet sera établi par les Départements de l'économie publique et des finances et des douanes entreraient en vigueur à la date fixée par le Comité de coordination à Genève.

En conséquence, le Département politique propose:

1) de faire parvenir à M. le secrétaire général de la Société des Nations la communication dont le texte est soumis au Conseil;

2) de charger le Département des finances et des douanes de bien vouloir, en s'inspirant du projet soumis au Conseil, soumettre ultérieurement au Conseil fédéral un projet d'arrêté concernant les sanctions financières;

3) de charger le Département de l'économie publique de bien vouloir soumettre au Conseil fédéral, d'entente avec le Département des finances et des douanes, les projets d'arrêtés à édicter en matière économique.

Le Problème a déjà fait l'objet de discussions au cours des séances précédentes.

A la séance du 22 octobre, M. le Ministre Stucki, appelé à donner quelques renseignements complémentaires en ce qui concerne les sanctions financières, a exposé entre autres que la Suisse, ayant participé à la déclaration statuant que

1. Cf. *annexe I* au présent document.

2. Cf. *annexe II* au présent document. Pour le texte de l'article 16, cf. n° 145, n. 5.

3. Cf. n° 174.

4. Cf. n° 179.

l'Italie a rompu le Pacte des Nations⁵, devait maintenant aussi participer aux sanctions conformément à l'article 16 du Pacte. Nous ne pouvons faire valoir notre neutralité que pour autant qu'elle est de nature militaire; par contre, nous ne pouvons pas invoquer la neutralité économique. Il nous faut donc tâcher d'obtenir que le transit de marchandises du Nord au Sud, ainsi que l'importation de marchandises venant de l'Italie ne soient pas interdits. L'interdiction de livrer des armes ne joue aucun rôle. De même l'arrêt des relations financières n'est pas d'importance. Il nous faut par contre empêcher qu'il nous soit interdit de venir en aide à nos sociétés succursales établies en Italie. Le problème le plus difficile est celui des sanctions économiques. Il s'agirait en somme de ne prononcer l'embargo que pour les matières premières qui sont contrôlées par les membres de la Société des Nations. Ainsi le charbon, la benzine, le pétrole, le cuivre, le minerai ne figureraient pas sur la liste des matières premières interdites. Dès lors, le transit de ces marchandises à travers la Suisse serait également libre aussi longtemps que l'Allemagne ne se joint pas à l'embargo⁶. Ainsi la Suisse ne serait en somme que touchée pour les vieux fers et débris de fer, ainsi que pour quelques alliages sans importance⁷. Telle serait la solution d'après les propositions françaises⁸. — La solution envisagée par l'Angleterre prévoit l'interdiction absolue de toute exportation, donc aussi de toute exportation de la Suisse en Italie⁹. Il s'agit pour nous de 60 à 70 millions de francs et d'environ 10 000 ouvriers. Une telle mesure d'interdiction aurait des conséquences extrêmement graves pour notre pays. Presque tous les pays se sont ralliés à la proposition anglaise, même ceux qui ont un bilan commercial actif. Il serait très difficile pour nous de repousser la solution anglaise, en invoquant notre neutralité économique. Il serait préférable de proposer pour nous un régime spécial sur la base des compensations; cela aurait pour avantage pour les autres pays de les dispenser de nous fournir des contre-prestations¹⁰ pour les pertes que nous subirions du fait que nous serions empêchés d'exporter en Italie. Il va sans dire qu'il nous faudrait en même temps déclarer que nous ne voulons pas exploiter ce régime spécial en notre faveur, mais que nous resterions dans le cadre actuel des importations et exportations. L'orateur dit qu'il a exprimé cette opinion vis-à-vis du comité des dix-huit¹¹, comme étant son opinion personnelle, et que celle-ci n'a rencontré ni critique, ni aussi, il est vrai, d'approbation formelle, étant donné que le comité ne sera en mesure de s'occuper de cette suggestion que lorsqu'il sera en présence de propositions formelles du Conseil fédéral. Mais il semble que cette solution ne rencontrerait pas d'oppositions notables.

L'échange de vues du 22 octobre, continuant celui du 15, et notamment la dis-

5. Cf. annexe au n° 154.

6. Sur l'attitude de l'Allemagne, cf. n° 173.

7. Cf. annexe au n° 167.

8. Cf. n° 160, n. 2.

9. La proposition III du Comité de Coordination, qui reprend la solution envisagée par l'Angleterre, prévoit en réalité la prohibition de l'importation des marchandises italiennes dans les pays membres de la SdN (cf. n° 160, n. 2). La prohibition des exportations vers l'Italie, dont il est question ici, ne constituerait donc qu'une mesure de rétorsion adoptée par l'Italie à l'encontre des pays ayant adhéré à la proposition III du Comité de Coordination.

10. Conformément à l'alinéa 3 de l'article 16 du Pacte. Cf. n° 145, n. 5.

11. Cf. n° 160 et n. 8.

cussion au cours de la présente séance aboutissent à l'approbation du projet de lettre et des autres propositions soumises par le Département politique en date de ce jour. Cependant, quelques légères modifications rédactionnelles sont apportées au projet de lettre. Il est notamment décidé de remplacer les expressions «suisse-française», «suisse-alsacienne», etc. par le terme «région de langue française» ou «de langue italienne», etc. Tous les membres sont également d'accord que l'interdiction de l'exportation d'armes ne concerne pas seulement les armes qui seraient destinées à l'Italie, mais comprend aussi les armes et le matériel de guerre pour l'Ethiopie.

Ces propositions sont *approuvées* sous réserve de suppression du mot «rigide» à l'art. 2 de l'avant-projet concernant les mesures financières et de modifications de forme à la lettre à la Société des Nations.

ANNEXE I

E 1004 1/354

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 28 octobre 1935

1805. Embargo sur les exportations d'armes, munitions et matériels de guerre à destination de l'Ethiopie et de l'Italie

Département politique. Proposition des 19 et 24 octobre 1935

Dans sa séance du 22 octobre, le Conseil fédéral a examiné la proposition du Département politique du 19 du même mois, relative à l'embargo sur les armes, munitions et matériels de guerre à destination de l'Italie.

Sur la proposition du chef du Département politique et après discussion, il a décidé, pour des raisons tirées de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907¹², concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre, d'étendre l'embargo aux armes, munitions et matériels de guerre destinés à l'Ethiopie. Il n'a donc pas adhéré, par souci de sauvegarder entièrement notre neutralité militaire, au chiffre 1 de la proposition du Comité de coordination¹³, qui demandait aux gouvernements de rapporter immédiatement toutes mesures tendant à interdire ou à restreindre l'exportation, la réexportation et le transit des armes, munitions et matériels de guerre à destination de l'Ethiopie.

Le chiffre 2 de la proposition du Comité de coordination prévoit que les mesures d'embargo devront être prises immédiatement.

A ce jour, vingt-six gouvernements ont accepté la proposition n° 1 du Comité de coordination et ont mis l'embargo sur les armes, munitions et matériels de guerre à destination de l'Italie.

Il conviendrait, dans ces conditions, de prendre, sans plus de délai, l'arrêté prohibant l'exportation, la réexportation et le transit d'armes, munitions et matériels de guerre destinés aux deux belligérants.

12. Cf. *RO*, 1910, vol. 26, pp. 241 ss., pour l'ensemble des conventions signées à La Haye le 18 octobre 1907; pour le texte de la Convention concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre, cf. pp. 376 ss. Selon l'article 9 de cette convention: Toutes mesures restrictives ou prohibitives prises par une Puissance neutre à l'égard des matières visées par les articles 7 [armes, munitions, et, en général, tout ce qui peut être utile à une armée ou à une flotte] et 8 [câbles télégraphiques ou téléphoniques] devront être uniformément appliquées par elle aux belligérants.

13. Cf. n° 160, n. 5.

Cette décision peut fort bien être prise indépendamment de la décision qui interviendra au sujet des autres mesures de sanctions.

En conséquence et vu la proposition du Département politique du 24 octobre, modifiant celle du 19 dudit mois, il est

décidé:

1°) d'accepter, à l'exception du chiffre 1, la proposition n° 1 du Comité de coordination relative aux armes, munitions et matériels de guerre à destination de l'Ethiopie et de l'Italie;

2°) d'adopter à cet effet l'arrêté dont le projet est soumis au Conseil pour approbation, toutefois en y apportant une inversion dans le préambule;

3°) de publier ledit arrêté dans le Recueil des lois¹⁴ et d'en notifier les termes au Secrétaire général de la Société des Nations.

ANNEXE II

E 2001 (C) 5/161

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Secrétaire général de la Société des Nations, J. Avenol*

N

Berne, 28 octobre 1935

En nous référant à vos communications n°s C. L. 159 et 168, en date des 15 et 20 octobre¹⁵, relatives aux «propositions» émanant du Comité de coordination, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que le Conseil fédéral confirme dans toute sa teneur la déclaration faite le 10 octobre¹⁶, par son premier délégué à l'Assemblée de la Société des Nations, au sujet de la collaboration de la Suisse quant à l'application de l'article 16 du Pacte.

En conséquence, le Gouvernement de la Confédération a décidé d'interdire, dès le 31 octobre 1935, l'exportation, la réexportation et le transit, à destination de l'Ethiopie et de l'Italie, des catégories d'armes, munitions et matériels de guerre énumérées dans la liste arrêtée par le Comité de coordination. Il a également interdit l'exportation, aux fins de réexportation en Ethiopie et en Italie, des mêmes catégories d'armes, munitions et matériels de guerre dans des pays autres que l'Ethiopie ou l'Italie. Vu l'article 9 de la convention de La Haye, du 18 octobre 1907, concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre et notre statut de neutralité, il ne nous a pas été possible de renoncer à l'embargo sur les armes, munition et matériels de guerre à destination de l'Ethiopie.

Le Conseil fédéral accepte la Proposition n° 2 du Comité de coordination (mesures financières), sauf à préciser certaines modalités d'application; il accepte également la Proposition n° 4 (embargo sur certaines exportations à destination de l'Italie). Il est prêt à prendre, pour le jour qu'indiquera le Comité de coordination, les mesures que comportent ces deux propositions.

Il prend acte de la Proposition n° 5 (organisation de l'appui mutuel)¹⁷.

En ce qui concerne la Proposition n° 3 (interdiction des importations venant d'Italie), le Conseil fédéral prie le Comité de coordination de considérer ce qui suit:

On ne saurait nier, et cela n'a jamais été contesté dans les discussions qui ont eu lieu jusqu'à pré-

14. Arrêté du Conseil fédéral concernant l'exportation, la réexportation et le transit d'armes, munitions et matériels de guerre à destination de l'Ethiopie et de l'Italie, du 28 octobre 1935 (RO, 1935, vol. 51, pp. 705—707).

15. Non reproduit.

16. Cf. annexe au n° 154.

17. Adoptée le 19 octobre par le Comité de Coordination (JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 145, pp. 25 ss.).

sent, que la Suisse se trouve, vis-à-vis du conflit actuel, dans une situation vraiment tout à fait exceptionnelle. Il suffit de rappeler que la Confédération suisse est formée de populations de langue alémanique, française, italienne et ladine ou romanche. Les régions italiennes de la Suisse parlent la langue du pays contre lequel des mesures très rigoureuses doivent être appliquées. Les relations de ces régions de langue italienne avec l'Etat voisin, tant dans le domaine de la culture que du commerce, sont, par conséquent et tout naturellement, très étroites et sont d'ailleurs encore favorisées par le fait que leurs frontières sont ouvertes vers le sud, de hautes montagnes rendant moins faciles, en revanche, leurs communications avec le reste du pays.

De plus, la Suisse ne livre, dans son ensemble, à l'Italie aucune marchandise dont celle-ci ne pourrait se passer facilement. Font exception quelques matières premières, qui ne pourront, toutefois, plus être envoyées dans la péninsule, par suite de la Proposition n° 4 que nous acceptons. Si, dans de telles conditions, la Suisse adhérerait à la Proposition n° 3, elle perdrait sûrement toute son exportation à destination de l'Italie, briserait d'anciens et forts liens et condamnerait environ dix mille personnes à un chômage irritant et sans profit pour personne.

La paragraphe 3 de l'article 16 du Pacte, dont la valeur juridique est égale à celle des autres dispositions de l'article, donne à la Suisse le droit de se faire indemniser par les autres membres de la Société des Nations des sacrifices spéciaux qui lui sont imposés. Ce principe est reconnu au surplus dans la recommandation n° 5 du Comité de coordination. Le Conseil fédéral a examiné ce dernier document avec la plus grande attention et a acquis la conviction que même si les autres Etats membres faisaient preuve de la meilleure volonté — ce dont il ne peut douter un seul instant — il resterait malheureusement impossible d'offrir à la Suisse une compensation, fût-elle partielle, pour les lourdes pertes que lui causerait l'application de la Proposition n° 3. En fait, comment lesdits Etats pourraient-ils réparer les dommages politiques, intellectuels et moraux qu'entraînerait une rupture de toutes relations économiques entre les parties de langue italienne de la Suisse et l'Italie? Une compensation de quelque valeur ne paraît pas non plus concevable en faveur de l'économie générale de la Suisse, si l'on considère la structure spéciale de l'exportation suisse, comparée à celle des ventes de l'Italie à l'étranger. Les marchandises exportées par la Suisse sont, en effet, fort diverses; leur qualité étant, en outre, adaptée le plus souvent à des besoins particuliers, elles accusent des prix qui se différencient notablement de ceux des produits de pays tiers. Même si les autres Etats membres lui faisaient des concessions spéciales très étendues, en matière de politique commerciale, la Suisse ne pourrait donc guère compter écouler sur d'autres marchés une importante partie des marchandises qu'elle a exportées jusqu'à présent en Italie.

Les représentants de la Suisse donneront volontiers au Comité de coordination des explications encore plus détaillées sur ces faits incontestables.

Le Conseil fédéral, malgré la situation particulière de la Suisse, ne part cependant pas du point de vue qu'il ne peut ou ne veut participer à des mesures tendant à atteindre le but visé par la Proposition n° 3. Il est également disposé, à cet égard, à prêter sa collaboration sous une forme qui non seulement ne nuise pas à l'objectif commun, mais soit de nature à réaliser pleinement le même effet par des moyens différents et supportables pour la Suisse. Le but est d'empêcher que l'Italie puisse acheter avec les devises provenant de son exportation les marchandises qui lui seraient nécessaires pour la conduite de la guerre. La Suisse appartient au petit nombre des Etats dont le commerce avec l'Italie a procuré, jusqu'à présent, à ce pays un excédent de devises assez important. Le Conseil fédéral est prêt à faire en sorte que cet excédent disparaisse en supprimant les paiements directs. Ce résultat peut être obtenu, sans plus, par la voie d'un trafic direct de compensation, sans remise de devises.

D'autre part, afin d'écartier d'emblée l'objection d'après laquelle le commerce suisse, grâce à cette procédure, pourrait se développer au détriment des intérêts des autres Etats membres — supposition que les représentants du Conseil fédéral ont déjà écartée à plusieurs reprises, de la façon la plus catégorique — le Conseil fédéral est disposé à prendre les mesures nécessaires pour que le trafic des marchandises italo-suisse ne dépasse pas le volume qu'il a eu jusqu'à présent.

Les représentants de la Suisse se tiennent, sur ce point aussi, à la disposition du Comité de coordination pour lui donner tous autres renseignements et précisions utiles.

Le Conseil fédéral se plaît à espérer que les Etats représentés au Comité de coordination reconnaîtront l'esprit de solidarité qui l'anime; la solution préconisée s'éloigne, il est vrai, de la Proposition n° 3 dans la méthode à suivre, mais s'identifie avec elle quant au but à atteindre.

E 7110 1/78

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de
l'Economie publique, W. Stucki*

L Vertraulich
Sanktionen

Berlin, 31. Oktober 1935

Um Ihrem Wunsche Rechnung zu tragen, über die Stellungnahme Deutschlands zur Sanktionenfrage im Verhältnis zu Italien und die hiesige Beurteilung der diesfälligen schweizerischen Entschliessungen gelegentlich unterrichtet zu werden, habe ich mich mit dem eben aus den Vereinigten Staaten zurückgekehrten Ministerialdirektor Ritter persönlich in Beziehung gesetzt. Die äussere Veranlassung war übrigens durch die Veröffentlichung der schweizerischen Note vom 28. Oktober¹ an den Generalsekretär des Völkerbunds gegeben.

Wesentlich Neues habe ich in meinem gestrigen Gespräche mit Direktor Ritter nicht erfahren, obwohl er sich in bereitwilliger Weise über die gedachte Sachlage mit mir unterhielt.

Des Bestimmtesten wurde mir bestätigt, dass, abgesehen von den allen Nichtmitgliedstaaten gemachten Eröffnungen seitens der grossen Sanktionskommission des Völkerbundes, von keiner Seite in irgendwelcher Form ein Schritt in der Sache bei der Reichsregierung bisher unternommen worden sei. Dies sei auch keineswegs überraschend, insbesondere seitens Grossbritanniens, das so peinlich bestrebt ist, nicht für sich selbst in Erscheinung zu treten, sondern im Gegenteil alles durch den Völkerbund und unter seiner Aegide besorgen zu lassen.

Die deutsche Regierung werde sich fernerhin angesichts des ausgebrochenen Konfliktes in jeder Hinsicht neutral verhalten, ganz entsprechend der Einstellung der Vereinigten Staaten von Amerika. Was die Ausfuhr von Kriegsmaterial² betreffe, so habe Deutschland am bestehenden Umstände überhaupt nichts zu ändern. Das allgemeine, noch in Anwendung des Versailler-Vertrags seinerzeit erlassene Ausfuhrverbot bestehe noch zu recht, und wenn sich Deutschland auch durch die betreffenden Vertragsbestimmungen nicht mehr für gebunden halte, so habe es doch keine Veranlassung, gerade jetzt das Ausfuhrverbot etwa aufzuheben. Sollte dies unerwarteterweise geschehen, so würde die Aufhebung sowohl für Italien als für Abessinien gelten gemäss dem geltenden Neutralitätsrechte. Dieser Zustand ist auch für uns insofern befriedigend, als dadurch vermieden wird, dass die Frage der Durchfuhr deutschen Kriegsgeräts durch die Schweiz nach Italien überhaupt aufgeworfen werde. Zwar wäre unsere Rechtsstellung ohnehin klar, da auch im Gotthardvertrage die schweizerischen Massnahmen zur Aufrechterhaltung unserer Neutralität ausdrücklich vorbehalten sind³.

1. Cf. annexe II au n° 172.

2. Visée par la proposition I du Comité de Coordination de la SdN. Cf. n° 160, n. 5.

3. Cf. n° 157

Hinsichtlich der Kohlenlieferungen an Italien, zu denen sich Deutschland unter allen Umständen berechtigt halten würde, begrüsst man es hier immerhin, dass Kohle nicht auf der Liste der zu sperrenden Rohstoffe erscheint⁴. Man will da die Hand Englands erkennen, das an der weitem Belieferung Italiens mit Kohle selbst ein überwiegendes Interesse habe. Ministerialdirektor Ritter bemerkte noch, man habe deutscherseits übrigens kein Interesse, die Kohlensendungen übermässig zu steigern, da sich sehr rasch die Frage der Zahlungsmöglichkeiten Italiens stellen müsste. Vorderhand dürften wir also auch für die Transporte in Bezug auf den Transit über die Gotthardbahn⁵ Schwierigkeiten aus dem Wege gehen.

Dr. Ritter glaubt, dass man praktisch und ziemlich automatisch zwischen Deutschland und Italien zu einem dem schweizerischerseits erstrebten ähnlichen Kompensationsverhältnisse kommen werde. Hierbei ist natürlich die Rechtslage eine ganz verschiedene, da Deutschland gegenüber Italien weiterhin durch die bestehenden wirtschaftlichen Vereinbarungen gebunden bleibt, was für die Schweiz als Völkerbundsmitglied nicht der Fall ist.

Die schweizerische Stellungnahme findet hier, was mir der Vertreter des Auswärtigen Amtes ohne Umschweife bestätigte, volles Verständnis, vielleicht sogar etwas mehr, und zwar nicht zuletzt wegen der teilweise politischen Begründung. Ich will aber hier nicht näher darauf eintreten. Dr. Ritter meinte, er vermöge auch der eigentlich wirtschaftlichen Begründung zu folgen, obwohl er nicht überzeugt sei, dass sie in Genf nicht da oder dort Widerspruch auslösen könnte.

Interessant war mir noch von Direktor Ritter zu vernehmen, dass alles, was er in amtlichen und andern Kreisen Amerika's jüngst gehört habe, ihn vollends davon überzeuge, dass die Vereinigten Staaten von der streng neutralen Linie nicht abgehen würden. Er halte daran fest, trotz den abweichenden Auslegungen, die man den letzten Auslassungen amerikanischer Stellen geben zu können glaube. Denn obgleich im tobenden Streite alle amerikanischen Sympathien den Abessinern zufielen, sei man in den Vereinigten Staaten nie entfernter davon gewesen, sich irgendwie in Auseinandersetzungen zwischen europäischen Mächten einzumischen. Im Vorjahre der Präsidentenwahlen dürfte sich das Roosevelt erst recht nicht gestatten.

Ich werde mit meinen Mitarbeitern bestrebt sein, die Sie möglicherweise interessierenden Vorgänge hierzulande zu verfolgen, und nicht verfehlen, Sie darüber auf dem laufenden zu halten.

4. Cf. n° 160, n. 2.

5. Cf. n° 184. *Sur l'importance, pour la ligne du Gothard, du trafic de marchandises entre l'Allemagne et l'Italie, cf. aussi la lettre de A. Altwegg, chef de section à l'Office fédéral des transports, au chef du Département des Postes et des Chemins de fer, Pilet-Golaz, du 21 octobre 1935 (E 7110 1/77).*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1^{er} novembre 1935¹

1822. Finanzielle Sanktionen gegenüber Italien

Finanz- und Zolldepartement. Antrag vom 30. Oktober 1935

Der Bundesrat hat in seiner Sitzung vom 28. Oktober² den ihm vom politischen Departement eingereichten Vorentwurf für einen Beschluss über die in Ausführung des Artikels 16 des Völkerbundsvertrages³ gegenüber Italien zu ergreifenden finanziellen Massnahmen zur Kenntnis genommen und ihn, unter Vorbehalt allenfalls noch notwendiger Änderungen, grundsätzlich gutgeheissen. Der Entwurf ist inzwischen von den beteiligten Departementen in Fühlungnahme mit der Schweizerischen Nationalbank bereinigt worden. Diese hat ihrerseits den in Betracht kommenden schweizerischen Wirtschaftskreisen Gelegenheit zu einer Meinungsäusserung gegeben und feststellen können, dass die beabsichtigten Massnahmen keinen grundsätzlichen Widerstand finden⁴. Die Vorlage wird dem Bundesrate nunmehr zur endgültigen Beschlussfassung unterbreitet.

In seinem Artikel 1 übernimmt der Beschluss den Vorschlag des Genfer Koordinationsausschusses in unveränderter Fassung⁵. Es wird damit erneut der Wille

1. *Absents: Motta et Etter.*

2. *Cf. n° 172.*

3. *Cf. n° 145, n. 5.*

4. *Cf. n° 161.*

5. *Le texte de l'Arrêté du Conseil fédéral concernant les mesures financières à prendre à l'égard de l'Italie en exécution de l'article 16 du pacte de la Société des Nations, du 12 novembre 1935 [cf. n. 7 ci-dessous], est publié in RO, 1935, vol. 51, pp. 729—731. L'article premier a la teneur suivante:*

Sont interdits:

1° tous prêts directs ou indirects au gouvernement italien et toutes souscriptions à des emprunts émis en Italie ou ailleurs, directement ou indirectement, par le gouvernement italien;

2° tous crédits bancaires ou autres destinés directement ou indirectement au gouvernement italien, ainsi que l'exécution ultérieure, par voie d'avance, de découvert ou par tout autre procédé, de tous contrats de prêts consentis directement ou indirectement au gouvernement italien;

3° tous prêts destinés directement ou indirectement à des collectivités publiques ou à des personnes physiques ou morales établies en territoire italien, ainsi que toutes souscriptions à de tels emprunts émis en Italie ou ailleurs;

4° tous crédits bancaires ou autres destinés directement ou indirectement à des collectivités publiques ou à des personnes physiques ou morales établies en territoire italien, ainsi que l'exécution ultérieure, par voie d'avance, de découvert ou par tout autre procédé, de tous contrats de prêts consentis directement ou indirectement à leur bénéfice;

5° toutes émissions d'actions ou autres appels de capitaux au profit de collectivités publiques ou de personnes physiques ou morales établies en territoire italien, ainsi que toutes souscriptions à de telles émissions d'actions ou appels de capitaux effectués en Italie ou ailleurs.

Sur le Comité de Coordination et sur sa proposition II visant les mesures financières, cf. n° 160, n. 1 et n. 6.

des Bundesrates bekundet, den ihm aus dem Völkerbundsvertrag erwachsenden Verpflichtungen weitmöglichst nachzukommen.

Die vom Koordinationsausschuss ausgearbeiteten Vorschläge konnten, da sie sich an eine grosse Zahl von Staaten wandten, die Massnahmen nur ihrem Grundsatz nach, nicht aber in einer für die Durchführung in jedem einzelnen Mitgliedstaate ohne weiteres geeigneten Formulierung vorsehen. Sie bedürfen deshalb näherer Durchführungsbestimmungen. Diese gehören nicht in den vorgelegten Beschluss. Es erscheint vielmehr angezeigt, die Kompetenz zum Erlass der Durchführungsbestimmungen den mit dem Vollzuge des Beschlusses zu beauftragenden Stellen, nämlich dem eidg. Finanz- und Zolldepartemente und der Schweizerischen Nationalbank zu übertragen.

Zu den Fragen, die in den Durchführungsvorschriften zu ordnen sein werden, gehört vorab die nähere Bestimmung der Finanzgeschäfte, die unter den Artikel 1 des Beschlusses fallen. Geschäfte, die keine eigentlichen Kreditgewährungen bedeuten, werden zum vornherein vom Verbot nicht betroffen. Beispielsweise ist also die Abwicklung des normalen Versicherungsgeschäftes auszunehmen. Während die schweizerischen Banken gegen die Vorschläge des Koordinationsausschusses, was die künftigen Finanzkredite anbelangt, Einwendungen nicht erhoben haben, sind aber namentlich gegen eine Nichterfüllung bereits laufender Verpflichtungen Bedenken geäussert worden. Bei den z. T. recht umfangreichen finanziellen Interessen schweizerischer Unternehmen in Italien und der dadurch bedingten Möglichkeit italienischer Gegenmassnahmen sind diese Besorgnisse verständlich. Das Finanz- und Zolldepartement wird im Einvernehmen mit der Nationalbank noch zu prüfen haben, wie ihnen in den Durchführungsbestimmungen Rechnung getragen werden kann.

Besondere Aufmerksamkeit erheischt übrigens ganz allgemein die Stellung der Filialen, Vertretungen und Beteiligungen schweizerischer Firmen in Italien. Wollte man auch diese Beziehungen, soweit sie finanzieller Natur sind, ohne jeden Unterschied dem Beschluss unterstellen, so bestände die Gefahr, dass die Massnahmen nicht nur das italienische Geschäft, sondern auch das schweizerische Unternehmen treffen würden, eine Wirkung, die kaum in der Absicht des Vorschlages Nr. 2 des Koordinationsausschusses liegen kann.

Was die mit dem Warenverkehr zusammenhängenden Finanzoperationen anbelangt, so werden sie vom Beschlusse über die finanziellen Massnahmen nicht berührt; für sie ist die Ordnung massgebend, die für den Warenverkehr vorzusehen sein wird.

Um Missverständnissen über die Tragweite des Artikels 2 des Beschlusses⁶ zu begegnen, darf darauf hingewiesen werden, dass die Schweiz damit kein Sonderrecht für sich beansprucht, sondern in gleicher Weise vorgeht wie andere Völkerbundsmitglieder. So hat laut den vorgelegten Meldungen auch die britische Regierung gewisse nähere Bestimmungen über die unter den Vorschlag Nr. 2 des Koordinationsausschusses fallenden Geschäfte beschlossen; u. a. ist die Verrech-

6. *L'article 2 de l'arrêté du Conseil fédéral du 12 novembre a la teneur suivante:*

Si l'application des dispositions de l'article premier entraîne des conséquences graves pour des filiales, représentations ou participations d'entreprises suisses en Italie, la banque nationale peut permettre certains prêts limités.

nung im Versicherungswesen, bei Börsentransaktionen usw. vom Verbot ausgenommen worden; ebenso ist mitgeteilt worden, dass für den Warenverkehr im Notenaustausch vom 27. April 1935 zwischen Italien und England vorgesehenen Zahlungsmethoden an und für sich nicht im Widerspruch ständen zu den britischen Kreditsperrungen.

Das Finanz- und Zolldepartement stellt daher im Einverständnis mit dem politischen Departement und dem Volkswirtschaftsdepartement den Antrag und der Rat *beschliesst*:

Der vorgelegte Entwurf eines «Bundesratsbeschlusses über die in Ausführung des Artikels 16 des Völkerbundsvertrages gegenüber Italien zu ergreifenden finanziellen Massnahmen» wird genehmigt⁷.

7. Lors de sa séance du 12 novembre suivant, le Conseil fédéral modifiera partiellement sa décision prise le 1^{er} novembre. Cf. PVCF n° 1876 du même jour (E 1004 1/355):

In seiner Sitzung vom 1. November fasste der Bundesrat Beschluss über die in Ausführung des Art. 16 des Völkerbundsvertrages gegenüber Italien zu ergreifenden finanziellen Massnahmen. Seither hat sich die Notwendigkeit erwiesen, den Beschluss dem Bundesrat in abgeänderter Fassung nochmals vorzulegen. Es hat sich nämlich herausgestellt, dass die Beschlüsse, die in Ausführung der Vorschläge des Koordinationsausschusses von den einzelnen Mitgliedstaaten erlassen werden, in den Genfer Beratungen einer sehr einlässlichen Prüfung formeller Natur unterzogen werden. Die Schweiz hat zweifellos ein Interesse daran, zu vermeiden, dass der Bundesratsbeschluss über die finanziellen Massnahmen zu unliebsamen Erörterungen Anlass gibt.

Unter diesem Gesichtspunkt betrachtet, schlägt das Finanz- u. Zolldepartement im Einvernehmen mit dem Politischen Departement vor eine Vereinfachung am gefassten Beschlusse anzubringen.

Gestützt auf die vorgebrachten Erwägungen wird der im Entwurf vorgelegte neue Beschluss über die in Ausführung des Art. 16 des Völkerbundsvertrages gegenüber Italien zu ergreifenden finanziellen Massnahmen *genehmigt*.

Pour le texte définitif de l'arrêté du Conseil fédéral, cf. n. 5 ci-dessus.

175

E 2001 (C) 4/130

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna*

L GX

Vertraulich

Berlin, 4. November 1935

Sie hatten die Gefälligkeit, mir von der Stellungnahme der Polizeiabteilung des Eidg. Justiz- und Polizeidepartements vom 28. vorigen Monats¹ zum Gesetz zum Schutz des deutschen Blutes und der deutschen Ehre und insbesondere zum Falle P. sowie von Ihrer Rückäusserung² Kenntnis zu geben. Der von der Polizeiabtei-

1. Cf. n° 171.

2. Cf. lettre du 30 octobre in E 2001 (C) 4/130.

lung vertretene grundsätzliche Standpunkt des Rechtes des Schweizer im Auslande auf seine «staatsfreie Sphäre» lässt eine nähere Prüfung dieses Problems doch wünschenswert erscheinen, insbesondere im Hinblick auf andere Fälle, die eintreten könnten, und auch weil in der Sache Polizeiabteilung und Gesandtschaft aneinander vorbei zu reden scheinen. Dazu mag der Umstand mitgewirkt haben, dass die Polizeiabteilung das Problem von einer höheren grundsätzlichen Warte aus betrachtet, während es der Gesandtschaft mehr um Prüfung der Frage gelegen war, ob und bejahendenfalls wie die Interessen von Fräulein P. mit einiger Aussicht auf Erfolg den deutschen Behörden gegenüber vertreten werden könnten.

Die Polizeiabteilung geht in ihren Ausführungen vom Begriff der sogenannten «staatsfreien Sphäre» aus, wobei vorweg zu nehmen ist, dass der Fall P. nach schweizerischem Empfinden wohl ohne Zweifel darunter fällt. Allein, wie lässt sich dieser Begriff umschreiben? Wenn ich die Polizeiabteilung richtig verstehe, fallen darunter alle Handlungen, Beziehungen, Lebensverhältnisse, an denen sich der Staat desinteressiert; er weiss, dass sie bestehen, er duldet oder ignoriert sie, da seines Erachtens dadurch lebenswichtige Interessen des Staates nicht berührt werden oder nach seinem Empfinden es sich um Verhältnisse handelt, die in die Individualsphäre des Einzelnen fallen. Damit ist aber meines Erachtens durchaus nicht gesagt, dass, wenn der Staat eine Sache nicht verbietet, sich aber darin nicht einmischt, er sie billigt. Er verhält sich dazu eben vollständig neutral. Wenn aber wie im Falle P. durch einen Eingriff deutscherseits diese «staatsfreie Sphäre» im schweizerischen gegenwärtig anerkannten Umfange verletzt wird, so wird, wenn der Schutz der schweizerischen Regierung nachgesucht wird, diese eben zum konkreten Vorfall Stellung zu nehmen haben. Sie kann sich der deutschen Regierung gegenüber kaum auf den allgemeinen Standpunkt stellen, es liege eine Verletzung der «staatsfreien Sphäre» vor, die zu unterlassen sei. Die schweizerischen Behörden werden sich über die Frage, ob im konkreten Falle ein schutzwürdiges Interesse vorliegt, schlüssig machen müssen. Die fragliche Handlung oder Beziehung wird dadurch der «staatsfreien Sphäre» entrückt, in gleicher Weise, wie wenn der Staat selbst durch gesetzgeberische Massnahmen diese Sphäre einschränken will. Der Staat wird gezwungen, eine Entscheidung zu treffen, ob ein schutzwürdiges Interesse vorliegt, d. h. ein Interesse, das er nach seiner Auffassung einer ausländischen Regierung gegenüber vertreten kann. Wir kommen somit immer wieder zurück zur Frage der Stellungnahme zum konkreten Einzelfalle.

Es mag darauf hingewiesen werden, dass, wie aus den Grundzügen des schweizerischen Strafrechtes von Professor Carl Stooss hervorgeht, noch im Jahre 1893 (Band II, Seite 257) die Kantone Luzern, Obwalden, St. Gallen und Appenzell und nach der Botschaft zu einem Gesetzentwurf enthaltend das schweizerische Strafgesetzbuch vom 23. Juli 1918 (B. B. 1918, IV, Seite 42)³ auch damals noch einige Kantone den ausserehelichen Beischlaf bestrafen. Es beweist dies, dass

3. *Daté du 21 décembre 1937, le code pénal est adopté en votation populaire en 1938 (RO, 1938, vol. 54, pp. 781 ss.). Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 1942. Pour le projet, cf. Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet de code pénal suisse (du 23 juillet 1918) in FF, 1918, IV, pp. 1 ss.*

man in berechtigter Weise darüber Zweifel haben kann, ob die Evolution heute schon soweit gediehen ist, dass über die gegenwärtig mit Recht geforderte Nicht-einmischung des Staates in solche Verhältnisse hinaus, dieser im allgemeinen diese Beziehungen billigt und bereit ist, dem Auslande gegenüber den Schutz solcher Interessen zu übernehmen. Gerade auf dem geschlechtlichen Gebiete gehen die Auffassungen der Staaten, der Völker und der Rassen in weitgehendem Masse auseinander. Der schweizerische Strafgesetzentwurf verzichtet auch auf eine Bestrafung der widernatürlichen Unzucht, sofern nicht Unmündige gefährdet sind. Schon dieser Hinweis dürfte genügen, um festzustellen, dass die «staatsfreie Sphäre» nicht ohne Weiteres ein vorzüglich schutzwürdiges Interesse darstellt, dass vielmehr auch da auf den Einzelfall wird abgestellt werden müssen.

In internationaler Hinsicht ist darauf hinzuweisen, dass jedenfalls das Völkerrecht kaum diesen Rechtsbegriff der «staatsfreien Sphäre» (eigentlich dürfte es eher ein politisches Postulat sein) kennt, sodass es wohl jedem Staate nach wie vor überlassen bleibt, eigenmächtig zu bestimmen, wie weit er eine solche Sphäre seinen Staatsangehörigen gewähren will. Der totalitäre Staat wird deren Umfang sehr einschränken, wobei es praktisch, wie in Deutschland, dazu kommt, dass alles verboten ist, was nicht der Staat ausdrücklich erlaubt. Wie unsympathisch uns dies auch berühren mag, so kann der deutschen Regierung dieses Recht auf selbständige Bestimmung der durch Strafbestimmungen zu schützenden Rechtsgüter kaum bestritten werden. Ausländer haben sich nach der heute geltenden Rechtsanschauung den Gesetzen des Gaststaates zu fügen, es sei denn, es handle sich um Rechte, die der ausländischen Staatsangehörigkeit inhärent sind. Der Umfang dieser Rechte lässt sich schwer in allgemeiner Weise umschreiben. Die Polizeiabteilung wird einwenden, dass diese «staatsfreie Sphäre» in schweizerischem Sinne eben dazu gehöre. Es wäre dies meines Erachtens mehr ein Postulat als ein durch das gegenwärtige Völkerrecht anerkannter Grundsatz. Wenn Deutschland gegenwärtig schon seine staatsvertraglichen Verpflichtungen nicht hält, völkerrechtlich anerkannte Grundsätze ablehnt, wie es beispielsweise in der Staader Sprengstoffangelegenheit⁴ geschehen ist, kann nicht erwartet werden, dass es Verständnis für unsere These der «staatsfreien Sphäre» aufzubringen in der Lage sein könnte. Die Polizeiabteilung stellt zu hohe Ansprüche an die deutschen Stellen; die Waffe, die sie mir in die Hand gibt, ist zu fein, als dass sie mit Aussicht auf Erfolg verwendet werden könnte. Immerhin werde ich diese These bei auftretender Gelegenheit verwenden; sie gibt uns ein nützliches und verwendbares Argument.

Die Auffassung der Polizeiabteilung, wonach Deutschland heute kaum mehr das Recht erheben kann, ein Rechtsstaat zu sein, vermag ich voll und ganz zu teilen, wie auch ihre Ausführungen zu den Eingriffen der NSDAP in die Aufgaben des Staates. Mit ihr bin ich vollständig einig, dass die Erledigung des Falles P. nicht nur unbefriedigend, sondern sogar empörend ist, zumal unsere Landsmännin sich ja keiner strafbaren Handlung im Sinne der staatlichen deutschen Strafgesetzgebung schuldig gemacht hat. Man wird der Gesandtschaft kaum den Vorwurf machen können, dass sie die Interessen ihrer Schutzbefohlenen in energi-

4. RG, 1934, p. 73.

scher Weise zu vertreten nicht gewillt ist. Ihrer dahingehenden Tätigkeit sind jedoch gewisse Grenzen gesetzt, da die tatsächlichen Verhältnisse in Deutschland heute eben derartige sind, dass mit einer erfolgreichen Erledigung in gewissen Fällen nicht gerechnet werden kann. Wenn die Polizeiabteilung sich vorbehält, gegebenenfalls fremdenpolizeiliche Konsequenzen aus dem Falle P. zu ziehen, so spricht sie mir aus dem Herzen. Ich habe im Laufe der letzten Jahre Ihnen gegenüber immer wieder darauf hingewiesen, dass, wenn in konkreten Fällen, in denen unsere Landsleute in vertragswidriger oder willkürlicher Weise behandelt worden sind und diplomatische Vorstellungen nichts gefruchtet haben, eben in der Schweiz entsprechende Gegenmassnahmen zu treffen seien. Dieser Auffassung haben sich die Bundesstellen bis heute nicht anschliessen wollen und Sie haben in verschiedenen Fällen sogar die Drohung mit Gegenmassnahmen als unerwünscht erachtet, wodurch ich auf diese im Hinblick auf die grosse deutsche Kolonie in der Schweiz wirksame Waffe verzichten musste⁵. Es ist daher nicht ohne eine grosse Genugtuung, dass ich dem Schreiben der Polizeiabteilung entnehme, dass sie sich auch zur Auffassung durchzuringen scheint, dass in krassen Fällen, in denen Schweizer das Opfer der deutschen Willkür sind und diplomatische Vorstellungen nicht zum Ziele geführt haben, Gegenmassnahmen zu treffen sind. Ich gestatte mir jedoch darauf hinzuweisen, dass neben dem Falle P. seit der Machtübernahme durch die Nationalsozialisten zahlreiche Fälle ein derartiges Vorgehen, vielleicht noch in grösserem Masse, gerechtfertigt hätten.

5. Le 22 novembre 1935, H. Rothmund reçoit les secrétaires de Légation du Reich, K. Geffcken et A. von Kessel. Il intervient pour un ressortissant allemand marié à une juive qui veut s'établir en Suisse comme représentant d'une firme allemande et pour Erika P.: [...] Es handle sich hier nicht darum, für eine notwendige Generalvertretung den Mann zu bestimmen, sondern darum, für den bestimmten Mann eine Generalvertretung zu schaffen. F. sei mit einer Jüdin verheiratet und möchte deshalb mit seinen vier Kindern Deutschland verlassen. Die Firma Knorr-Bremse habe übrigens einen Schweizer als Vertreter für die Schweiz. Es berühre eigenartig, dass das Auswärtige Amt in Berlin den Versuch mache, uns Deutsche aufzudrängen, für die wegen der deutschen Judengesetze der Aufenthalt in Deutschland unhaltbar geworden sei. Wir müssten das ablehnen. Hingegen könne vielleicht etwas anderes aus dieser Intervention herausgelesen werden: Man scheine in Berlin die neuen Gesetze nicht gleichmässig auf alle Juden anzuwenden. Es sei mir bekannt, dass schon verschiedene Schweizer Juden, die in Deutschland wohnhaft sind, Schwierigkeiten gehabt hätten. Es sei sogar der Fall vorgekommen, dass eine Schweizerin, Fr. P., in Dresden, die mit einem Juden offenbar seit langem ein Liebesverhältnis unterhalte, von den Behörden zitiert worden sei und ihre Stelle verloren habe. Es gehe nun weiss Gott niemand etwas an in Deutschland, wenn eine Schweizerin Beziehungen zu einem Juden unterhalten wolle; das habe auch gar nichts zu tun mit den neuen Gesetzen und sei eine reine Chicane. Ich könnte es verstehen, wenn ein schweizerischer Jude Unannehmlichkeiten hätte, weil er sich mit einem deutschen Christenmädchen einlasse. Wenn wir vom Aussenministerium die Erklärung erhalten würden, dass die schweizerischen Juden von der innerdeutschen Judengesetzgebung ausgenommen würden, sei ich bereit, unter diesem Gesichtspunkte mich bei einem Kanton für die Aufenthaltsbewilligung für Herrn F. zu verwenden. Allerdings dürfte auch dann durch die Übersiedelung des Herrn F. als Generalvertreter der bisherige schweizerische Vertreter nicht um seine Arbeit gebracht werden.

Ich erklärte den Herren am Schlusse noch, in welch' unangenehme Situation wir durch die deutschen Massnahmen gegen die Juden gekommen seien, namentlich auch dadurch, dass diese Leute direkt oder indirekt aus Deutschland vertrieben würden, dass man aber ihr Geld nicht herauslasse und so das Ausland zwingt, für sie zu sorgen. Das sei eine Rücksichtslosigkeit, die

sicher vermieden werden könnte. Den Einwand, es fehle an Devisen, liess ich nicht gelten. Da ich die Herren etwas in die Enge getrieben hatte, erklärten sie mir, die Gesandtschaft tue ja alles zur Vermeidung von Schwierigkeiten, aber weder sie noch das Auswärtige Amt habe Einfluss auf die massgeblichen Stellen. Deutschland befände sich eben immer noch im Zustande der Revolution.

Ich bin aus folgenden drei Gründen etwas deutlich geworden: Einmal ist mir aus einem kürzlichen Bericht unserer Gesandtschaft in Berlin in Erinnerung, dass das Auswärtige Amt sich darüber ausgelassen hat, dass viele Deutsche aus der Schweiz weggewiesen würden (solche, die die Niederlassungsbewilligung noch nicht haben, deren Aufenthaltsbewilligung abgelaufen ist und deren weitere Anwesenheit den Arbeitsmarkt belasten würde). Angesichts der ganzen heutigen Sachlage müssen solche Beschwerden energisch zurückgewiesen werden. Um dies unserer Gesandtschaft zu erleichtern, wollte ich einen deutlichen Bericht durch die Deutsche Gesandtschaft in Bern an das Auswärtige Amt in Berlin provozieren. Sodann habe ich bei meiner gestrigen Anwesenheit in Zürich beim Chef der kantonalen Fremdenpolizei vorgesprochen, der mir klagte, wie schwer die Auswirkungen des Berliner Abkommens für die Kantone seien, namentlich deshalb weil immer wieder Schweizer aus Deutschland zurückkehrten, die sich dort nicht länger halten könnten. Wenn einer einmal seine Stelle verloren habe, sei es ganz ausgeschlossen für ihn, eine andere zu finden. Ich habe Herrn Bergmaier etwas «abgenommen». Früher oder später könnten die Kantone aber doch ernstlich die Frage der Kündigung des Berliner Abkommens aufwerfen. Ich bin zwar nicht der Auffassung, dass wir einem solchen Verlangen leichthin Folge geben sollten, die deutsche Regierung soll sich aber ganz klar darüber sein, dass sie mit dem Berliner Abkommen, namentlich mit den 5 Jahren, nach denen die Niederlassung bewilligt werden muss, und mit der durch unser Niederlassungsgesetz absoluten Sicherstellung der 100 000 niedergelassenen Deutschen eine aussergewöhnlich gute Stellung für ihre Landsleute in der Schweiz hat, die immer wieder verdient werden muss durch besonderes Entgegenkommen den Schweizern in Deutschland gegenüber, und die auch dadurch nicht geschmälert wird, dass wir die noch nicht niedergelassenen Deutschen wegweisen, sobald es der Arbeitsmarkt erfordert. Endlich habe ich die Intervention im Falle F. gerne dazu benutzt, um den Nachfolger von Dr. Geffcken von allem Anfang an richtig in die Situation einzuführen (E 2001 (D) 2/110).

Dans une lettre du 28 novembre adressée à la Division des affaires étrangères du DPF, P. Dichter commente la démarche entreprise par H. Rothmund de la façon suivante:

Herr Dr. Rothmund, Chef der Polizeiabteilung, hatte die Gefälligkeit, der Gesandtschaft einen Durchschlag seiner sehr interessanten und aufschlussreichen Notiz über seine Unterredung mit den Herren Gesandtschaftssekretären Geffcken und von Kessel der deutschen Gesandtschaft in Bern über den Fall F. und die Weiterungen, die sich daraus ergeben, zu übermitteln. Man wird Herrn Dr. Rothmund Dank wissen, dass er die sich bietende Gelegenheit benutzt hat, um den Herren in klarer und unmissverständlicher Weise den schweizerischen Standpunkt in dieser Sache bekanntzugeben. Seinen Ausführungen kann ich mich voll anschliessen bis auf diejenigen über den Fall P. Man wird doch gut tun, dieser Frage des ausser-ehelichen Verkehrs keine allzu grosse Bedeutung beizumessen; es gilt in erster Linie, weit schutzwürdigere Interessen, von denen die wirtschaftliche Existenz unserer Landsleute abhängt, zu wahren.

Durch die an sich sehr begrüssenswerte Tatsache, dass Herr Rothmund die Gewährung der Aufenthaltsbewilligung an Herrn F. gewissermassen von der Bedingung abhängig gemacht hat, dass die schweizerischen Juden von der innerdeutschen Judengesetzgebung ausgenommen würden, scheint mir nunmehr diese grundsätzliche Frage gegenüber der deutschen Gesandtschaft aufgeworfen worden zu sein. Ich glaube annehmen zu können, dass Herr Rothmund ebenso sehr die wirtschaftlichen Massnahmen gegen Juden im Auge hatte als die blosse Rassenschutzgesetzgebung. Immerhin wird man sich darüber im Klaren sein müssen, dass die Aktionen Ihrer Abteilung und diejenigen der Polizeiabteilung koordiniert sein müssen, damit nicht eine Stelle die grundsätzliche Frage aufwirft, die andere aber diesbezüglich eine zurückhaltende Stellung einnimmt und sich auf die Behandlung von Einzelfällen beschränkt.

Man wird auf die Rückäusserung der deutschen Stellen gespannt sein dürfen; ich glaube kaum, dass die deutsche Gesandtschaft auf die Sache zurückkommen wird (E 2001 (D) 2/110).

Zu den allgemeinen Ausführungen der Polizeiabteilung zum Gesetz zum Schutz des deutschen Blutes und der deutschen Ehre ist zu bemerken, das es wohl mehr innerpolitische und innerparteiliche Gegensätze sind, die die Veröffentlichung der Durchführungsbestimmungen verzögert haben. Ich glaube kaum, dass die Parteistellen sich der aussenpolitischen Verwicklungen, zu denen das Gesetz führen kann, bewusst sind. Erst durch Reklamationen der ausländischen Vertretungen dürften die Behörden auf die auftauchenden Schwierigkeiten aufmerksam gemacht worden sein. Dass der Augenblick äusserst geschickt gewählt wurde, liegt auf der Hand, da alle Staaten mit dem italienisch-äthiopischen Konflikt⁶ beschäftigt sind.

Was die Ausführungen der Polizeiabteilung über die verschiedenen Möglichkeiten von Ehen zwischen Schweizern und Deutschen, wobei ein Teil jüdischer Abstammung ist, anbelangt, so nehme ich an, dass die erwähnte Amtsstelle in erster Linie den schweizerischen Standpunkt im Auge hatte. Es trifft zu, dass wir in der Tat kein Interesse an Heiraten deutscher Juden mit Schweizerinnen haben, da die Gefahr vorliegt, dass die Familie alles tun wird, um die Erlaubnis zur Übersiedlung nach der Schweiz zu erwirken. Man wird in dieser Hinsicht wohl sehr vorsichtig sein müssen; sollte es sich herumsprechen, dass in dieser Beziehung Erleichterungen gewährt werden, muss mit einer beträchtlichen Zunahme solcher Eheschliessungen gerechnet werden. Ob man allenfalls Erleichterungen für solche Ehen, die vor der Machtübernahme geschlossen wurden, gewähren kann, ist nicht an mir zu entscheiden, wenn auch zuzugeben ist, dass die Ansetzung eines Stichtages immer unvermeidliche Härten mit sich bringt. Es wird auch Vieles von den besonderen Umständen des Einzelfalles abhängen.

Ich teile ebenfalls die Auffassung der Polizeiabteilung, dass bei der Heirat deutscher Jüdinnen mit Schweizern die Gefahr der Scheinheirat besteht; es fragt sich dabei nur, ob nicht Strafsanktionen vorgesehen werden sollten. Wir haben kein Interesse daran, die Leute straflos gehen zu lassen, wenn ein solcher Tatbestand nachgewiesen ist. Interessehalber sei erwähnt, dass auch die Gefahr von getarnten Scheidungen vorliegt, indem Schweizerinnen, die Deutsche geheiratet haben, sich scheiden lassen, nach der Schweiz übersiedeln und sich und ihre Kinder dort wieder einbürgern lassen, während die freundschaftlichen Beziehungen zum deutschen Ehemanne fortbestehen. In einem Falle, wo ihr Kind unfruchtbar gemacht werden sollte⁷, hat tatsächlich eine Schweizerin diese Lösung in Aussicht genommen; es stellte sich jedoch heraus, dass das Kind bereits mehrjährig war, sodass die Sache gegenstandslos wurde.

Die Frage, ob unter «Staatsangehörige deutschen oder artverwandten Blutes» nur deutsche Staatsangehörige fallen, ist, wie Sie meinem Bericht vom 2. dieses Monats⁸ entnommen haben werden, vom Auswärtigen Amte in bejahender Weise beantwortet worden.

Endlich möchte ich noch zur Frage des Auswanderungswillens von deutschen Juden bemerken, dass die französischen Konsulate in Deutschland in dieser Hinsicht in letzter Zeit strenge Weisungen erhalten haben. Bekanntlich besteht für

6. Cf. *rubrique I.4: SdN, conflit italo-éthiopien ...*

7. Cf. *annexe au présent document.*

8. *Non reproduit.*

Deutsche, die nach Frankreich reisen, der Visumzwang. Die französischen Behörden haben nun die Erfahrung gemacht, dass namentlich bei Juden, die angeblich zum Zwecke des Besuchs ihrer bereits ausgewanderten Glaubensgenossen um das Visum einkommen, die grosse Gefahr besteht, dass sie im Lande bleiben. Man schickt eine Vorhut, die die Aufgabe hat, die Auswanderung für die anderen vorzubereiten. Solche Fälle von Reisen zu Besuchszwecken werden von den französischen Konsulaten dilatorisch behandelt; wenn das Visum überhaupt erteilt wird, so muss man mit einer Wartefrist von drei Monaten rechnen.

ANNEXE

E 4260 (C) 1974/34/22

*Notice de l'adjoint
à la Division de la Police du Département de Justice et Police, E. Scheim⁹*

No

Zur Frage der Heimnahme von Schweizern,
die in Deutschland sterilisiert werden sollen

Bern, 16. September 1934

Wir haben bisher die Fälle des Ernst H. und der Bertha H. H. ist ein 45 Jahre alter Idiot, der in Säckingen bei seiner Familie lebt. Die H. ist ebenfalls geistig und körperlich anormal, geb. 1911 und lebt bei ihrer Mutter, die die Tochter lieber sterilisieren lassen möchte als sich von ihr trennen. Beide Fälle sind nicht akut, der Fall H. wegen der Stellungnahme der Mutter, der Fall H., weil der Fall scheint's von den deutschen Behörden nochmals überprüft wird.

Trotzdem sollten wir uns auf eine Richtlinie einigen.

Das Politische Dept. will jedenfalls, wie mir Dr. Kappeler gesagt hat, nicht auftrumpfen, sondern lieber andere vorangehen lassen⁹. Wir hätten jetzt sonst viel zu reklamieren; zudem sei die Ste-

9. *Le 24 mai 1934, le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, M. de Stoutz, s'adresse à ce sujet au Ministre de Suisse à Berlin:*

Das Schweizerische Konsulat in Mannheim schildert uns mit Schreiben vom 19. ds. Mts. auf Grund eines Berichtes seines Vertrauensmannes in Säckingen den Fall eines körperlich und geistig nicht ganz normalen Schweizerbürgers namens Ernst H. in Säckingen, der seitens der deutschen Behörden auf Grund des Gesetzes zur Verhütung erbkranken Nachwuchses vom 14. Juli 1933 zur Sterilisation vorgemerkt worden ist. Diese Massnahme würde im vorliegenden Fall kaum etwas anderes als eine nutzlose Grausamkeit bedeuten.

Wie Sie aus den in Kopie hier beiliegenden, dem Schweizerischen Konsulat in Mannheim heute erteilten Instruktionen zu ersehen belieben, nehmen wir nach reiflicher Erwägung im gegenwärtigen Augenblicke davon Abstand, in dieser Angelegenheit durch Sie eine prinzipielle diplomatische Demarche unternehmen zu lassen. Es liesse sich wohl mit guten Gründen dem Auswärtigen Amt gegenüber der Standpunkt vertreten, dass die Unfruchtbarmachung eines Ausländers einen untragbaren Einbruch in dessen urpersönliche Sphäre bedeutet und dass die Integrität des Menschen ein Rechtsgut darstellt, das nur im Strafrecht, nicht aber im Verwaltungsrecht verletzt werden darf. Es könnte auch betont werden, dass die Bestimmungen des Reichsgesetzes zur Verhütung erbkranken Nachwuchses in erster Linie der Heranzüchtung einer gesunden deutschen Rasse gelten und dass Deutschland darum kein Interesse daran besitzen kann, die Auswirkungen solcher Massnahmen auch auf Ausländer auszudehnen, deren Nachkommen ihrerseits die deutsche Staatsangehörigkeit nicht innehaben werden.

Rein taktisch lässt sich jedoch vielleicht mit einem im Sinne unserer Rechtsauffassung gelösten Präzedenzfall mehr erreichen als mit einer prinzipiellen Auseinandersetzung. [...] (E 4260 (C) 1974/34/22.)

rilisation Anormaler nicht das dümmste, was im dritten Reich gemacht werde. Wir müssen jedenfalls die Sache ruhig betrachten und uns nicht, wie ich es anfangs auch getan habe, aufregen. Können wir oder wollen wir eine Erklärung der deutschen Behörden nicht bewirken, dass an Schweizer die Sterilisation nicht durchgeführt werde, (das deutsche Auswärtige Amt steht auf dem Boden, das Erbgesundheitsgesetz sei auf Schweizer und überhaupt auf Ausländer auch anwendbar), so glaube ich, dass wir uns mit der Sachlage abfinden sollten. Die freiwillige Heimschaffung ist meines Erachtens nicht der richtige Weg, eine Lösung herbeizuführen. In beiden uns bisher bekannt gewordenen Fällen leben die Betroffenen bei ihrer Familie, von der sie betreut werden können. Im Falle der Heimnahme wäre die Heimatgemeinde gezwungen, den Krüppel dauernd auf ihre Kosten zu versorgen, wobei es unsicher oder sogar höchst wahrscheinlich wäre, dass die in Deutschland verbleibenden Angehörigen an die Versorgung nichts leisten könnten oder jedenfalls nichts leisten würden. Die ganze Last hätte also die Gemeinde. Blieden die Betroffenen in der Familie, so wären sie von dieser Last befreit. Da wohl 90% der für die Sterilisation vorgesehenen arbeitsunfähige Krüppel sind, dazu meist in jüngeren Jahren, weil ja nur fortpflanzungsfähige Individuen sterilisiert werden, so hätten die Gemeinden das zweifelhafte Vergnügen, die Betroffenen in Dauerversorgung zu übernehmen. — Wenn andererseits man in Deutschland merkt, dass wir unsere Sterilisationskandidaten heimzunehmen bereit sind, um sie vor dem Eingriff in Deutschland zu bewahren, so möchte dann und wann vorkommen, dass man auch dort Sterilisationsanträge stellt, wo diese nicht ernst gemeint sind, und zwar, um irgend einen missliebigen Schweizer los zu werden.

Meines Erachtens sollten wir daher folgende Richtlinie beobachten:

1. Solange wir auf ernsthafte Vorstellungen in Berlin verzichten und keine Abstandserklärung erwirken können, sollten wir uns mit der Sache abfinden. Im Einzelfall könnten trotzdem die Gesandtschaft und die Konsulate nach Prüfung der Sachlage versuchen, die deutschen Behörden von ihrem Vorhaben abzubringen¹⁰.

2. Wo bei dieser Sachlage Sterilisation dennoch in Aussicht genommen wird, keine Heimnahme, wenigstens dann nicht, wenn der Betroffene bei Angehörigen wohnt, die ihn weiterhin betreuen können.

3. Wo letzteres nicht der Fall ist, der Betroffene vielmehr der deutschen Armenpflege zur Last fällt, kommt sowieso Heimschaffung im normalen Weg in Betracht.

In solchen Fällen könnte man sich auch besser gegen eine Sterilisation zur Wehr setzen.

4. Wenn vielleicht in besondern Fällen eine Heimnahme in Frage kommen könnte, sollten wir dem Kanton die Sachlage ganz offen schildern und ihn auf die ihm zufallenden Lasten aufmerksam machen. Der Kanton und die Heimatgemeinde sollten nicht unter Druck des Bundes gesetzt werden. Dem Kanton wäre auch regelmässig zu sagen, dass, wenn die Heimreisekosten nicht von dritter Seite getragen würden (z. B. von den Angehörigen), so müsste der Kanton bzw. die Gemeinde sie übernehmen. Die Tragung der Heimnahmekosten, um einen Landsmann vor der Sterilisation zu bewahren, ist nämlich auf Grund der Bestimmungen über die Auslandschweizerunterstützung schlechterdings nicht möglich.

Le même jour M. de Stoutz s'adresse à la Division de la Police du Département de Justice et Police exposant la raison principale du choix tactique de la Division des Affaires étrangères:

[...] Für unsere Taktik war unter anderm vor allem die Erwägung massgebend, dass eine Démarche, womit die deutschen Behörden eingeladen würden, dem schweizerischen Heimatstaat derartige Fälle jeweilen zur Kenntnis zu bringen, um die Entfernung solcher Personen aus dem Hoheitsgebiet des Aufenthaltsstaates möglich zu machen, die Gefahr in sich schliessen könnte, dass gewisse Amtsstellen unerwünschte Schweizerbürger, die in irgend einer Weise von den Bestimmungen des Gesetzes erfasst würden, als sterilisationsreif erklären und dadurch ihre Heimschaffung erzwingen würden. [...] (E 4260 (C) 1974/34/22.)

10. *Remarque manuscrite en marge:* Ja. Zudem soll sich Gesandte, um jeden Einzelfall kümmern, so dass nur wirklich ganz sichere Fälle vorkommen.

E 2001 (C) 5/163

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna, aux Légations de Suisse et aux Consulats généraux de Suisse
à Budapest, Caracas, Dublin, Montréal et Shanghai*

Copie
R GP

Berne, 4 novembre 1935

Comme vous l'aurez appris par les journaux, le Comité des XVIII¹, sous-comité du Comité de coordination constitué en vue de l'application de l'article 16 à l'Italie, a examiné, samedi, la position de la Suisse telle qu'elle résulte de notre communication, en date du 28 octobre², au Secrétaire général de la Société des Nations.

La discussion sur les questions économiques³ n'a pas soulevé de difficultés particulières. Elle provoqua tout au plus certaines réserves du délégué de la France, M. Coulondre, et du délégué de l'Afrique du sud, M. te Water. M. Motta a insisté, entre autres, sur le fait que, si la Suisse ne pouvait s'associer à la proposition n° 3 (arrêt des importations italiennes), elle n'entendait pas pour autant tirer profit en quoi que ce fût de son abstention. Il a rappelé que la suggestion faite, il y a quelque temps, par la délégation suisse⁴ avait précisément pour effet d'empêcher que l'Italie obtienne, grâce à ses échanges avec la Suisse, un excédent de devises qui lui permette d'acheter des marchandises destinées à la conduite des opérations de guerre. Le gouvernement fédéral veillera, déclara le chef du Département politique, à ce que pareil excédent soit rendu impossible grâce à un système de compensations excluant tous paiements directs.

Quant à la question plus délicate des armes, munitions et matériels de guerre, on nous reproche, dans certains milieux, d'avoir interdit également l'importation et le transit des armes à destination de l'Ethiopie⁵. Les critiques viennent notamment du côté français et, dans la séance de samedi⁶, M. Coulondre, appuyé ensuite par les Etats de la Petite Entente et de l'Entente balkanique, ainsi que par la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S., a lu une déclaration aux termes de laquelle «le gouvernement de la République française ne reconnaît pas comme fondée la justification que le gouvernement fédéral a cru pouvoir tirer de la Convention de La Haye de 1907⁷ et de son statut de neutralité». Le délégué français a souligné «qu'il ne pouvait laisser se créer sur ce point un précédent que, de l'avis du gouvernement français, la Société des Nations ne saurait accepter».

1. Cf. n° 160, n. 1.

2. Cf. annexe II au n° 172.

3. Le samedi 2 novembre, au Comité des Dix-huit (JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 146, pp. 35 ss.).

4. Cf. n° 160, et n. 8.

5. Cf. annexe I au n° 172.

6. Cf. JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 146, pp. 39 ss.

7. Cf. annexe II au n° 172, n. 12.

La délégation française et les autres délégations qui lui donnèrent leur appui reconnurent cependant que, dans l'espèce, la question ne présentait pas «une grande importance pratique». Elles tenaient cependant à réserver l'avenir.

M. Motta exposa les raisons⁸ qui avaient amené le Conseil fédéral à appliquer l'embargo sur les armes à destination des deux belligérants. Il rappela que, «si les Etats neutres sont libres de faire ... ce qu'ils estiment le plus conforme à la situation politique du moment, ils ont une obligation essentielle qui est prévue à l'article 9 de la Convention de La Haye, celle de traiter les belligérants de la même façon». «Si donc, précisa le représentant du Conseil fédéral, l'on voulait interpréter la neutralité telle qu'elle a toujours existé pour la Suisse, telle qu'elle a été consacrée dans les actes internationaux, telle qu'elle a été définie dans la Convention de 1907 de La Haye, la Suisse ne pouvait, sans manquer à son devoir de neutralité tel qu'elle l'a toujours conçu, faire autre chose que mettre l'embargo sur les armes, munitions et matériels de guerre destinés à l'Ethiopie.»

Pour ce qui est de l'avenir, M. Motta déclara que le gouvernement fédéral ne se refuserait sans doute pas à soumettre la question à un nouvel examen, mais il fit toutes réserves sur la possibilité de modifier notre attitude. Tout au plus admit-il qu'en matière de *transit* d'armes et munitions destinées au pays victime d'une agression, il serait peut-être possible pour la Confédération, dans un cas d'espèce donné, d'apporter certaines atténuations à la règle générale posée dans la Convention de La Haye de 1907.

En tout état de cause, on a pu constater, une fois de plus, que notre neutralité perpétuelle, qui a pourtant été consacrée comme un «fait unique» par la Déclaration de Londres⁹, est une notion sur laquelle les délégués à Genève possèdent des données assez rudimentaires. Nous nous serions attendus, en particulier, à plus de compréhension de la part de la délégation française.

Nous ne croyons pas cependant que dans l'ensemble, notre attitude ait été mal accueillie. On reconnaît bon gré mal gré notre situation spéciale et, si certaines réserves sont formulées, c'est plus pour affirmer d'une façon générale le principe de la solidarité qui fait règle au sein de la Société des Nations que pour contester les conditions très particulières dans lesquelles nous devons nous solidariser avec l'action entreprise par la Société des Nations sur la base de l'article 16 du pacte¹⁰.

Les sanctions économiques et financières entreront en vigueur, comme vous le savez, le 18 novembre. D'ici là, la situation peut encore se modifier, bien qu'à cet égard, certains doutes soient permis. A en juger par ce que nous avons appris, les pourparlers de paix paraissent encore loin d'entrer dans une phase décisive. Mais tout espoir n'est pas perdu de voir, dans un avenir rapproché, le Conseil de la Société des Nations se réunir pour examiner des propositions acceptables pour l'une et l'autre partie en conflit. C'est le vœu qui a été formulé, samedi dernier, au sein du Comité de coordination¹¹, notamment par M. Laval et Sir Samuel Hoare, et auquel M. Motta s'est associé de tout cœur.

8. Cf. JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 146, pp. 40—41.

9. Cf. n° 145, n. 6.

10. Cf. n° 145, n. 5.

11. Cf. JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 146, pp. 8 ss.

E 2200 Paris 8/2

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

L

Berne, 6 novembre 1935

Vous avez sans doute suivi de très près les discussions de Genève, notamment celles de samedi dernier¹.

Nous en sommes sortis, je crois, avec l'honneur des armes, mais je dois bien avouer que l'attitude de la France (Coulondre, *en réalité Basdevant*, et plus réellement encore les Etats de la Petite Entente, la Pologne et la Russie soviétiste) m'a surpris et peiné. J'ai défendu énergiquement le point de vue suisse; nos raisons étaient très solides; M. Nicolas Politis (toujours d'accord avec le Quai d'Orsay! quelle belle intelligence tout entière traversée de sophismes opportuns!) a bien voulu déclarer qu'il m'avait écouté avec une «véritable émotion» et que les membres du Comité des 18 me devaient un «*hommage spécial*» pour l'objectivité et la bonne foi que j'avais mises à expliquer les raisons suisses.

L'opinion publique suisse est, dans son *immense majorité*, derrière le Conseil fédéral. Les fondements moraux et politiques et aussi juridiques sont tels que rien ne peut prévaloir contre eux, pas même la turbulence des Etats de la Petite Entente et la raideur de la France.

Je m'en expliquerai demain avec M. l'Ambassadeur de France² qui m'a demandé une audience que j'ai accordée pour demain.

La Délégation française a agi par *surprise*; ce n'est pas M. Coulondre qui en est responsable, le responsable principal est M. Basdevant; si j'avais pu parler avec M. Laval je suis persuadé que j'aurais trouvé beaucoup plus de compréhension. Celui-ci m'a d'ailleurs remercié de ma dernière intervention appuyant les efforts de conciliation. Sir Samuel Hoare en a fait de même.

Si nous avions eu la *faiblesse* de céder devant l'attitude des autres Etats nous aurions commis une *faute très grave*.

Vous savez, je pense, que cette question de l'*embargo sur les armes* avait beaucoup préoccupé le Conseil fédéral et moi-même. Ce n'est qu'*après les réflexions les plus mûres* que j'avais proposé l'embargo aussi contre l'Abyssinie³. Je suis persuadé qu'une autre décision aurait *froissé* à juste titre l'Italie et chargé *dangereusement* notre position dans l'avenir.

C'est avec un sentiment de soulagement que je me tourne en arrière. Les autres Etats, et surtout les grands Etats, on dû se dire que notre pays n'est le vassal de personne et que son premier souci est celui de sa souveraineté.

Je ne sais pas comment nous réussirons à sauvegarder notre droit dans une autre hypothèse encore plus grave. L'essentiel est qu'il n'y ait pas de *précédent contre nous*.

1. Cf. n° 176.

2. B. Clauzel.

3. Cf. annexe I au n° 172.

J'ajoute que l'opinion publique italienne a observé l'attitude française peu amicale à notre égard et qu'elle la juge sévèrement.

J'ai tenu à vous mettre au courant de cette situation délicate. Je vous autorise à donner communication de cette lettre à votre collaborateur principal, M. Ruegger.

P. S. L'attitude anglaise a été plus sage et plus réservée.

ANNEXE

E 2001 (C) 5/161

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta⁴*

L

Paris, 7 novembre 1935

Laissez-moi vous exprimer ma vive gratitude pour la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser hier⁵ au sujet de la pénible manœuvre qui a été déclenchée samedi dernier contre nous, sous l'égide de la France, à l'occasion des discussions sur les sanctions à appliquer à l'Italie.

Je n'ai pas besoin de vous dire que les indications que vous voulez bien me donner personnellement me sont du plus haut prix. Votre lettre s'est croisée, je pense, avec la mienne du 5 novembre⁶ dans laquelle j'exprimais, pour ma part aussi, la peine et la surprise que doit nous causer l'attaque subite contre le régime de la neutralité, qui est le nôtre aussi au sein de la Société des Nations. Je vous disais l'étonnement produit en moi par les déclarations de M. Coulondre, que j'avais vu à la veille de son départ pour Genève et qui n'avait rien laissé transpirer de ses intentions. Le fait qu'aussi le collaborateur immédiat de M. le Président Laval, qui nous avait fréquemment et loyalement informés des intentions de sa délégation, avait observé également un silence complet au sujet de la manœuvre préparée par M. Basdevant, me fait croire, comme vous-même, que les dirigeants de la politique générale du Quai d'Orsay ont été entraînés, en l'occurrence, par le zèle intempestif des Services techniques du Quai d'Orsay et du juriste du Ministère des Affaires Étrangères. Je persiste, en outre, à penser que les véritables inspirateurs de la manœuvre sont les délégués de la Petite Entente⁷, soucieux de se préserver, quels que soient les engagements internationaux existants, un couloir de transit vers leur grande alliée de l'Ouest. Cette offensive a fait toucher du doigt le grave danger que nous courrions dans le cas d'un conflit plus dangereux que celui qui met aux prises l'Italie et l'Éthiopie.

Quant à la thèse suisse, que vous avez si énergiquement défendue, vous savez que j'étais, à cet égard, d'emblée dans les mêmes idées que vous-même. Dans mon rapport du 14 octobre déjà⁸, j'avais émis l'opinion, fondée notamment sur le message du Conseil Fédéral, du 4 août 1919⁹, et sur

4. *Annotation marginale de Motta*: M. l'Ambassadeur Clauzel m'a dit spontanément:

1°. Que M. Coulondre *aurait dû* nous avertir préalablement;

2°. Que M. Basdevant *aurait dû* rédiger *autrement* son papier.

J'ai dit à l'Ambassadeur que la question du transit des armes pour l'Etat victime peut rester *ouverte*, mais que la Suisse, en attendant, ne s'engage d'aucune manière à changer l'attitude prise dans le conflit italo-éthiopien. 9. 11. 35

5. *Cf. document principal.*

6. *Non reproduit* (E 2300 Paris, Archiv-Nr. 88).

7. *Annotation marginale de Motta*: En effet.

8. *Non reproduit* (E 2300 Paris, Archiv-Nr. 88).

9. Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la question de l'accession de la Suisse à la Société des Nations (*FF, 1919, IV, pp. 567 ss.*). *Cf. aussi DDS vol. 7-II, n° 33.*

les annexes à ce document sur lequel le peuple suisse a eu à se prononcer, qu'en matière de fournitures d'armes et de matériel de guerre, nous entrons dans le domaine de la neutralité militaire où le maintien d'une balance n'était pas seulement un droit, mais un devoir conventionnel. Il est réconfortant de constater que l'immense majorité du peuple suisse partage les vues, si nettes, du Conseil Fédéral.

En fin de compte, j'éprouve, néanmoins, un soulagement à la pensée que les circonstances nous aient obligés à définir une fois de plus notre attitude. Cela vous a donné l'occasion d'exprimer des paroles libératrices sur le sens de notre neutralité dont l'affirmation — je pense, naturellement, aux réactions au-delà d'autres frontières — était peut-être indispensable pour l'avenir de notre pays.

Le rôle d'une série de délégués de la Petite Entente et de l'Entente balkanique n'est pas de nature à nous surprendre. Quant à M. Politis, je vous avais signalé, une fois de plus, lors de la parution de son dernier livre sur la neutralité¹⁰, son doctrinarisme dangereux. Une autre conséquence doit, sans doute, être tirée des discussions de samedi dernier, celle qu'en présence de la coalition qui s'est subitement formée, il conviendra, en tout état de cause, d'éviter que des discussions soit-disant juridiques sur notre statut séculaire aient lieu en vertu d'un mandat quelconque au sein de Comités dépendant des organes *politiques* de la Société. Seule, la Cour permanente de Justice internationale pourrait nous offrir, malgré tous les aléas possibles, certaines garanties. En revanche, les comités de juristes «ad hoc», que le Conseil a, depuis quelque temps, la tendance de constituer trop facilement, sous prétexte qu'il y a «urgence», agiraient peut-être sous l'influence de préoccupations qui ne sont pas celles du droit.

Je vous serais vivement reconnaissant de consentir à me faire renseigner sur l'entrevue que vous venez d'avoir avec M. Clauzel.

10. *Dunant fait allusion à l'ouvrage de N. Politis intitulé La neutralité et la paix, paru à Paris en 1935. Cf. sa lettre à Motta du 19 août 1935 (E 2001 (C) 5/131).*

178

E 7110 1/141

*Le Consul général de Suisse à New York, V. Nef,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de
l'Economie publique, W. Stucki*

L

Handelsvertragsverhandlungen

New York, 9. November 1935

Herr Walter Saenger, Vertreter der Firma Geigy & Company, Basel, welcher bekanntlich von den Basler Interessenten als einer der Vertrauensleute der Chemischen Industrie in den Handelsvertragsverhandlungen bezeichnet worden ist, hat mich in den letzten Wochen wiederholt um Auskunft über den Stand der Verhandlungen ersucht, und ich habe ihm schliesslich einen allgemein gehaltenen zusammenfassenden Bericht¹ in Aussicht gestellt. Ich schrieb ihm am 8. November laut Beilage und nehme an, dass vielleicht auch der Vorort an diesen Mitteilungen interessiert ist, obschon sie weiter nichts neues enthalten.

Es ist allerdings zuzugeben, dass die den einzelnen Industriegruppen zugestellten Kommentare von unseren Unterhandlungen vielleicht etwas allzu kurz ausge-

1. *Ce rapport, publié dans l'annexe qui suit, est également envoyé à la Légation de Suisse à Washington et au Département politique.*

fallen sind und nicht ein richtiges Bild von denselben geben. Ich hatte jedoch keine Zeit zu jeden einzelnen Positionen lange allgemeine Ausführungen hinzuzufügen, wie diese von den Basler Industriellen erwartet worden sind. Sollten noch andere Industriegruppen ähnliche Ausführungen wünschen, könnte vielleicht der Vorort den beiliegenden Bericht hierzu benützen.

ANNEXE

E 7110 1/141

*Le Consul général de Suisse à New York, V. Nef,
à W. Saenger, Geigy et Cie, à New York*

R

Confidential

New York, 8. November 1935

Wie ich Ihnen in unseren wiederholten telephonischen Unterredungen mitteilte, haben wir in den letzten Wochen anlässlich unserer Handelsvertragsverhandlungen mit dem amerikanischen Staatsdepartement die chemischen Paragraphen nicht mehr eingehender besprochen. Wir waren beinahe ausschliesslich mit den Uhren beschäftigt. Immerhin komme ich gerne Ihrem Wunsche nach, Ihnen noch über meine bisherigen Erfahrungen in unseren Unterhandlungen einige Angaben zu machen.

Amerikanischerseits wurden die Verhandlungen von Vertretern des amerikanischen Staatsdepartements, welches unserem Eidg. Politischen Departement entspricht, geführt. Überdies gehört ein Vertreter des Handelsdepartements der Delegation an. Dieser aus mehreren höheren Beamten zusammengesetzten Kommission sind Experten zugeteilt, welche nach amerikanischem System als eigentliche Spezialisten in ihrem eigenen Gebiet zu betrachten sind und sich lediglich in die Diskussionen einmischen — ja sogar nur an denjenigen Sitzungen teilnehmen — wenn ihr Fachgebiet zur Sprache kommt. So nehmen namentlich ein oder zwei Vertreter der amerikanischen Tarifkommission, die als Zolltarifspezialisten und Warenexperten figurieren, meistens an den Verhandlungen teil. Ferner einige Vertreter der Rechtsabteilung des Staatsdepartements, um die juristische Seite zu vertreten, sodann hin und wieder ein bis zwei Vertreter des Finanzdepartements, welche über die Verzollungstechnik orientiert sind.

Dieses System der Spezialisierung erschwert meines Erachtens eher die Verhandlungen, indem jeder einzelne nur sein Teilgebiet vor Augen sieht und eine gewisse Koordination fehlt. Wenn man jeweils glaubte, zu einem Resultat zu gelangen, war sicherlich irgend ein Spezialist anwesend, der für sein, wenn auch noch so geringes Fachgebiet Opposition machte, sodass die Verhandlungen verhältnismässig langsam und mühsam vor sich gingen. Diese Tatsache ist daher eher im System zu suchen, denn am guten Willen des Staatsdepartementes scheint es jedenfalls nicht zu fehlen.

Wie Sie wissen, ist die Opposition gegen die bilaterale Handelsvertragspolitik Roosevelts ständig im Wachsen begriffen, sodass das Staatsdepartement selbst sich mehr und mehr in seiner diesbezüglichen Bewegungsfreiheit eingeschränkt sieht. Dazu kommt, dass, je weiter die Zeit vorrückt, sich desto schwieriger unsere Verhandlungen gestalten werden, indem im Herbst 1936 die Präsidentenwahl stattfinden wird, sodass derselben vorgängig die Landespolitik in immer vermehrtem Masse eine Windfahnenpolitik sein wird, mit anderen Worten, wirtschaftliche Begründungen treten immer mehr in den Hintergrund und werden von politischen Erwägungen überflügelt.

Die amerikanischen Unterhändler haben uns wiederholt offen zugestanden, dass sie aus politischen Gründen diese oder jene Konzession nicht gewähren können, so sehr vom rein handelspolitischen Standpunkt aus betrachtet sie uns dieselben gewähren möchten. Sie haben überdies wiederholt ihrem Bedauern Ausdruck gegeben, dass wir schweizerischerseits gerade an denjenigen Positionen ein Hauptinteresse hätten, bei denen sie, aus politischen Erwägungen heraus, uns nicht oder nur in sehr geringem Masse entgegenkommen können. Dabei handelt es sich namentlich um die Chemische Industrie, die Textilindustrie, Uhrenindustrie und Käseindustrie. Diese vier Industriegruppen sind hierorts stark etabliert, verfügen über grossen politischen Einfluss und haben ihren

Standort in hiesigen Staaten, welche politisch für Roosevelt wichtig sind und die man daher «mit Handschuhen behandeln» muss. — Wenn irgendeine dieser amerikanischen Industriegruppen ihren Standort im Staate Pennsylvania hat, so erscheint es von vorneherein aussichtslos ein Begehren durchzudrücken. Da, wie Sie wissen, der Staat Pennsylvania bisher die Wiege der republikanischen Partei gewesen ist und erstmals vor zwei Jahren in der Geschichte der USA eine kleine demokratische Mehrheit aufwies, so will die hiesige Regierung nichts unterlassen, um diese kleine Mehrheit sich zu erhalten und diese ja nicht durch irgendwelche Tarifikonzessionen ans Ausland zu erzürnen. — Der Zolltarif von 1930 wurde, wie Sie wissen, in der Hauptsache im Staate Pennsylvania aufgestellt, sodass dieser Punkt ein ausserordentlich heikler ist.

In der chemischen Industrie spielen nun diese Argumente eine grosse Rolle und die Chemical Foundation mit Herrn Garvan² haben es fertig gebracht, eine sehr unbequeme und unerwünschte Publizität gegen die Handelsvertragspolitik auszulösen, sodass man diesen Elementen keine neue Nahrung verabreichen will.

Ich habe selbstredend nicht ermangelt, in tagelangen Sitzungen auf unsere Situation hinzuweisen und habe sämtliche Argumente ins Feld geführt, die uns möglicherweise nützen könnten, wie beispielsweise die teuren Produktionskosten in der Schweiz, die hohe Qualität unserer Produkte, der unnötig hohe Schutzzoll in Amerika, die Nachteile der Dollarabwertung, der schwere Existenzkampf der Schweiz, der Überschuss der amerikanischen Einfuhr in die Schweiz, die Möglichkeit von interessanten Gegenkonzessionen unsererseits, die freundschaftlichen Beziehungen zwischen beiden Ländern, die angenehmen und langjährigen Handelsbeziehungen, welche nicht durch Devisenvorschriften, Clearing und Kompensationsverkehr zerstört wurden, die Kaufkraft der schweizerischen Bevölkerung für amerikanische Produkte, die Voll-Einlösung unserer Dollaranleihen³, die Kreditfähigkeit und Ehrlichkeit des Schweizers u.s.w.

Die amerikanischen Unterhändler hörten mit Interesse diesen Argumenten zu und stimmten durchwegs in diesen mit mir überein. Das parteipolitische Hindernis konnte aber trotz allem nicht überbrückt werden.

Anfänglich bemerkten die amerikanischen Unterhändler, dass zu ihrem Bedauern die Schweiz in den sie interessierenden Artikeln nicht der Hauptlieferant sei, oder nur bei den wenigsten derselben, sodass, infolge der Verfolgung des Prinzipes der Meistbegünstigung, namentlich Deutschland von den Vergünstigungen, die uns eingeräumt würden, einen grossen Nutzen ziehen würde. Die Amerikaner seien daher angehalten, sich strikt an das Prinzip zu halten, eventuelle Zollreduktionen nur denjenigen Ländern zu gewähren, die als Hauptlieferant für die in Frage stehenden Waren in ihrer Zollstatistik figurieren.

Als daraufhin inzwischen die Meistbegünstigungsklausel im Handelsvertrag mit Deutschland gekündigt wurde, benützte ich sofort die Gelegenheit auf diesen Punkt zurückzukommen, in der Hoffnung, dass wir nunmehr bessere Aussichten hätten, zu einem Resultat zu kommen.

Die Amerikaner erklärten sich dann auch bereit, unsere spezifischen Wünsche nochmals prüfen zu wollen, wenn wir diejenigen Produkte namensweise aufführen, an denen wir ein Hauptinteresse hätten.

Wir haben dies unverzüglich getan, worauf uns jedoch die amerikanischen Unterhändler antworteten, dass ihre statistischen Aufstellungen und Untersuchungen über den Handelsverkehr mit der Schweiz über diese Produkte ungenügenden Aufschluss erteilen, obschon sie in drei umfangreichen und tausende von Seiten umfassenden Bänden über den Handel mit der Schweiz sehr eingehende Erhebungen, welche mehr als ein Jahr gedauert hätten, durchgeführt haben. Beim gegenwärtigen Stand unserer Unterhandlungen sei es jedoch nicht mehr möglich, über jedes einzelne der erwähnten Produkte diejenigen Erhebungen durchzuführen, die zur Stellungnahme zu unserem Begehren notwendig seien. Man müsste mit vier bis sechs Monaten rechnen, und bis dahin wäre die Möglichkeit eines Abschlusses eines Tarifvertrages jedenfalls in Frage gestellt, sodass man darauf verzichten müsse.

2. Cf. n° 87, n. 5.

3. Ainsi, en janvier 1934, le Conseil fédéral décide de rembourser à la parité-or l'emprunt en dollars de 1924. Cf. E 6100 (A) 12, Archiv-Nr. 498. Cf. aussi DDS vol. 10, rubrique II. 9.2.: Etats-Unis, emprunt suisse et abandon de l'étalon-or.

Ganz abgesehen hiervon, erklärten die amerikanischen Unterhändler, dass durch den Abschluss der bilateralen Handelsverträge und der Verfolgung des Prinzipes, dass Konzessionen nur für diejenigen Positionen gewährt werden, in welchen das betreffende Vertragsland der Hauptlieferant ist, der amerikanische Zolltarif — der bereits heute gegen 2000 Positionen enthält — in zahlreiche weitere Unterpositionen zerlegt würde. Der amerikanische Zolltarif würde daher durch eine auf die Spitze getriebene Zerlegung ein zu umständliches Instrument, und es erscheint daher als unpraktisch, diese weitgehende Zergliederung, wie wir sie für die chemische Industrie beantragt hatten, durchzuführen.

[...]⁴

4. *Suivent des informations sur les problèmes particuliers de la chimie.*

179

E 1004 1/355

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 12 novembre 1935

1879. Wirtschaftliche Sanktionen gegen Italien¹

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 11. November 1935

Die Frage der praktischen Durchführung des französischen Antrages auf Erlass eines Ausfuhrverbotes für gewisse zur Kriegführung wichtige Rohstoffe nach Italien ist letzte Woche in Genf Gegenstand einlässlicher Beratungen gewesen². Dabei trat klar zutage, dass diese Massnahme nur dann wirksam sein kann, wenn sie sich einerseits auch auf den gebrochenen Transit bezieht und wenn sie andererseits Rücksicht nimmt auf die bestehenden Umgehungsmöglichkeiten über die Ausfuhr nach Ländern, welche sich an den Sanktionen nicht beteiligen. Ein Ausfuhrverbot gegenüber Italien und seinen Besitzungen allein genügt deshalb nicht.

Das Volkswirtschaftsdepartement legt nun den Entwurf zu einem Bundesratsbeschluss über die in Ausführung des Art. 16 des Völkerbundsvertrages³ gegenüber Italien zu ergreifenden wirtschaftlichen Massnahmen vor. Dieser Entwurf wird unter Beifügung eines Zusatzes in der Einleitung (Art. 102, Ziffer 8 «und 9») genehmigt⁴.

1. Cf. aussi n° 172.

2. Dans le but d'étendre les mesures d'embargo prévues par la proposition IV du Comité de Coordination, émanant de la France (cf. n° 160, n. 2), le Comité des Dix-huit a adopté le 6 novembre le projet d'une proposition IV a). Ce texte prévoit d'inclure dans la liste des produits dont l'exportation en Italie est interdite, le pétrole et ses dérivés, la fonte de fer, le fer et l'acier, ainsi que le charbon (JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 146, pp. 46—47). Cette nouvelle proposition n'entrera cependant jamais en vigueur.

3. Cf. n° 145, n. 5.

4. Arrêté du Conseil fédéral concernant les mesures économiques à prendre à l'égard de l'Italie en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations. (Proposition n° 4 du comité de coordination.) (Du 12 novembre 1935.) RO, 1935, vol. 51, pp. 732—734.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 20 novembre 1935

1919. Réponse à la note de la Légation d'Italie relative aux sanctions

Département politique. Proposition du 19 novembre 1935

En date du 11 novembre, la Légation d'Italie a remis au Département politique une note¹ concernant l'application de l'article 16 du Pacte² de la Société des Nations, note dont le contenu a déjà été porté à la connaissance du Conseil fédéral.

Une note analogue semble avoir été remise à tous les gouvernements participant aux sanctions.

Le Conseil fédéral n'avait pas intérêt à se prononcer sans délai à l'égard de la note dont il s'agit. Mieux valait, pour des raisons d'opportunité politique, différer quelque peu sa réponse. Les gouvernements français et britannique ayant décidé de faire parvenir leur réponse à Rome³, le moment serait venu de fournir brièvement au gouvernement italien les éclaircissements qu'il a cru devoir demander.

Dans ces conditions et vu la proposition du Département politique, il est

décidé

d'adresser à la Légation d'Italie une note conforme, sauf en un point, au projet soumis au Conseil⁴.

1. *Non reproduit* (E 2001 (C) 5/163). *Après avoir cherché à justifier l'attitude italienne en Ethiopie, et attiré l'attention des pays membres de la SdN sur la gravité des mesures de sanction proposées par le Comité de Coordination, la note italienne se termine par cette phrase: Il Governo italiano gradirà conoscere in qual modo il Governo federale intenda, nel suo libero e sovrano apprezzamento, di regolarsi riguardo alle misure restrittive proposte contro l'Italia.*

2. *Cf. n° 145, n. 5.*

3. *La rédaction de la réponse suisse a été précédée de contacts entre le DPF, la Légation de Suisse à Londres et la Légation de Grande-Bretagne à Berne. Selon une notice de P. Bonna du 18 novembre, le Foreign Office persiste à penser qu'il serait de très grande importance que les Etats autres que la France s'inspirassent aussi complètement que possible de la réponse britannique (E 2001 (C) 5/163).*

Le ministre de Grande-Bretagne à Berne, G. Warner, a remis à Motta, à titre strictement confidentiel, le projet de réponse britannique, dont le texte définitif sera remis à Rome que le 22 novembre. Cf. la lettre de G. Warner, non datée, au chef du DPF (E 2001 (C) 5/163).

4. *Cf. annexe.*

ANNEXE

E 2001 (C) 5/163

Le Département politique à la Légation d'Italie à Berne

N GP

Berne, 20 novembre 1935

Le Département Politique Fédéral a eu l'honneur de recevoir la note que la Légation Royale d'Italie lui a remise, en date du 11 novembre, au sujet de l'application de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations dans le conflit italo-éthiopien. Il en a communiqué la teneur au Conseil Fédéral, qui en a pris connaissance avec toute l'attention que réclame la gravité des présentes circonstances.

Le Gouvernement de la Confédération et, avec lui, le peuple suisse tout entier déplorent les événements qui ont conduit à la guerre entre deux membres de la Société des Nations. Ils déplorent, en particulier, que le conflit ait pris un développement propre à déclencher les mesures prévues à l'article 16 du Pacte. Malgré les sentiments de profonde et inaltérable amitié qu'elle nourrit pour l'Italie, la Suisse n'aurait pas pu ne pas s'associer, dans les limites de son statut de neutralité, aux mesures proposées par le Comité de coordination. Elle est liée par le Pacte et, notamment, par la Déclaration de Londres, du 13 février 1920⁵, selon laquelle elle a reconnu et proclamé, réserve faite de son statut général de neutralité, «les devoirs de solidarité qui résultent pour elle du fait qu'elle sera membre de la Société des Nations, y compris le devoir de participer aux mesures commerciales et financières demandées par la Société des Nations...». Sous peine de faillir à ses engagements internationaux, elle s'est vue ainsi dans la pénible nécessité de coopérer avec les autres membres de la Société des Nations à l'application de l'article 16 du Pacte. Le Conseil Fédéral a néanmoins tenu compte des rapports spéciaux existant entre les deux pays. C'est pour cette raison qu'il n'a pas accepté telle quelle la proposition III⁶ du Comité de coordination relative aux importations italiennes.

Le Gouvernement Royal a sans doute déjà eu connaissance des mesures prises par le Conseil Fédéral. Elles avaient été annoncées au Secrétariat de la Société des Nations par une communication, à la date du 28 octobre⁷, qui a reçu la plus large publicité.

Le Département se permet de remettre à la Légation Royale, pour son information, les trois arrêtés⁸ que le Conseil Fédéral a pris à la demande du Comité de coordination et en conformité de ses obligations internationales.

L'arrêté relatif à l'embargo sur les armes, munitions et matériels de guerre vise les deux belligérants, le Gouvernement de la Confédération estimant que la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907⁹, concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre continue, nonobstant le Pacte, à s'appliquer à une neutralité d'une nature aussi particulière que celle de la neutralité suisse.

Les mesures dont il s'agit seront soumises incessamment à l'examen des Chambres fédérales par un rapport¹⁰ qui est en voie d'élaboration.

Le Conseil Fédéral souhaite ardemment que les efforts de conciliation qui sont tentés par certaines puissances permettent de trouver bientôt les bases d'un règlement équitable et conduisent ainsi à un rétablissement de la paix que le peuple suisse appelle de tous ses vœux.

5. Cf. n° 145, n. 6.

6. Cf. n° 160, n. 2.

7. Cf. annexe II au n° 172.

8. Datés du 28 octobre et du 12 novembre 1935. Cf. n° 172, n. 14, n° 174, n. 5 et n° 179, n. 4.

9. Cf., n° 172, n. 12.

10. Cf. Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations au conflit italo-éthiopien, du 2 décembre (FF, 1935, II, pp. 921 ss.). Ce rapport sera examiné par le Conseil des Etats lors de sa séance du 8 janvier, alors que le Conseil national en débattre du 23 au 28 janvier 1936. Cf. BOAF, CE, 1936, pp. 24 ss. et BOAF, CN, 1936, pp. 595 ss.

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 26 novembre 1935*¹

1964. Deutschland. Verrechnungsverkehr. Reiseabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Anträge vom 19. und 25. November 1935

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«I. In den Sitzungen vom 9. und 23. August sowie 28. September² hat sich der Bundesrat einlässlich mit der Frage der Verrechnung Kohleneinfuhr/Reiseverkehr befasst und mit Beschluss vom 28. September dem tags zuvor in Berlin abgeschlossenen vorläufigen Protokoll³ zugestimmt. Dieses Protokoll sollte bekanntlich den Reiseverkehr aus Deutschland provisorisch regeln für die Zeit vom 5. Oktober bis zum 3. Dezember 1935. Für diese Zeitspanne wurde ein Betrag von maximal Fr. 3 Millionen zur Verfügung gestellt, über welchen in Form von Hotelgutscheinen verfügt werden konnte. Man nahm in Aussicht, auf den 1. Dezember ein langfristigeres neues Reiseabkommen mit Deutschland zu schliessen, insbesondere bestimmt, diese wichtige Frage für die Wintersaison 1935/1936 zu ordnen.

Aus Gründen, auf die wir weiter unten zu sprechen kommen werden, sehen wir uns zunächst veranlasst, Ihnen die Verlängerung des erwähnten provisorischen Abkommens bis zum 15. Dezember a. c. zu beantragen. Wir können dies umso unbedenklicher tun, als gegenwärtig die für das Provisorium zur Verfügung gestellte Summe von Fr. 3 Millionen erst mit Fr. 1 100 000 beansprucht ist.

II. Die über Erwarten starke Zunahme des deutschen Reisendenverkehrs nach der Schweiz hatte dazu geführt, dass zur Einlösung der Reisedokumente bedeutend mehr Schweizerfranken zur Verfügung gestellt werden mussten, als auf das bezügliche Konto der Verrechnungsstelle Einzahlungen schweizerischer Kohlenimporteure erfolgten. Im Interesse des Fremdenverkehrs ist der Bund eingesprungen. Seine Vorschüsse erreichten am 31. August den Betrag von Fr. 34 Millionen. Da seit Anfang September die zur Verfügung des Reisendenverkehrs stehenden Summen stark eingeschränkt wurden, die Zahlungen für eingeführte Kohlen dagegen auf einer relativ erfreulichen Höhe blieben und da sich schliesslich auch die vorgenommenen einschneidenden Kontrollmassnahmen auswirkten, so konnte der Vorschussaldo des Bundes seither um ca. Fr. 10 Millionen verringert werden. Er beläuft sich heute auf rund Fr. 24 Millionen.

III. Die Handelsabteilung hat sich seit langem intensiv bemüht, einen Weg zu finden, der gestatten würde, den immer noch hohen Vorschuss des Bundes in kürzester Frist abzutragen und gleichzeitig für die kommende Wintersaison den Besuch deutscher Gäste in der Schweiz in möglichst weitgehendem Umfange wei-

1. *Absent: Pilet-Golaz.*

2. *Non reproduit.*

3. *Non retrouvé. Ce protocole n'est pas publié dans le RO. Un rapport sur les négociations à ce propos figure in FF, 1936, I, pp. 549—552.*

ter zu finanzieren. Man dachte an eine weitere Steigerung des deutschen Anteils an der laufenden Kohlenversorgung der Schweiz, an die Vermehrung der Bezüge von andern deutschen Waren und schliesslich auch daran, dem Fremdenverkehr zulasten anderer Gruppen, die am gegenwärtigen Verrechnungsabkommen mit Deutschland interessiert sind, weitere Eingänge zur Verfügung zu stellen. Alle diese Lösungen haben sich als undurchführbar erwiesen, sodass schliesslich, insbesondere auch im Zusammenhang mit den politisch-kriegerischen Ereignissen der letzten Wochen⁴, noch die Frage der Anlegung einer ausserordentlichen Kohlenreserve für den Kriegsfall einlässlich geprüft wurde. Die bezüglichen Erhebungen haben ergeben, dass eine ausserordentliche Kriegsreserve von 1 Million Tonnen angelegt werden könnte und deren Gegenwert ziemlich genau dem entsprechen würde, was heute der Bund im Reiseverkehr Deutschland noch vorgeschossen hat. Als die sehr zeitraubenden Studien abgeschlossen waren, hat sich der Direktor der Handelsabteilung zu Reichswirtschaftsminister Schacht begeben um mit ihm über die Durchführung dieses grossen einmaligen Geschäftes zu verhandeln. Unterdessen war aber Italien zum Krieg gegen Abessinien geschritten und hatte seine Kohlenbezüge in Deutschland ganz gewaltig vermehrt. Deutschland liess und lässt sich diese Bezüge, die seine Kohlenzechen voll beschäftigen, ganz oder wenigstens teilweise in Gold oder Devisen bezahlen, während der schweizerische Plan selbstverständlich dazu geführt hätte, dass uns die deutschen Kohlen in Verrechnung, d. h. ohne dass Deutschland Devisen erhalten hätte, hätten geliefert werden müssen. Herr Schacht lehnte deshalb — zurzeit wenigstens — die Annahme des Planes ab.

IV. Unter diesen Umständen sehen wir gegenwärtig keine Möglichkeit, sowohl den Reiseverkehr aufrecht zu erhalten als auch den noch verbleibenden Vorschuss in kurzer Frist abzutragen. Entweder müssten die laufenden Eingänge aus den normalen deutschen Kohlenlieferungen zur Abdeckung des Vorschusses verwendet werden, was gleichbedeutend wäre mit der Stilllegung des Reiseverkehrs aus Deutschland für die kommende Wintersaison, oder aber, man stellt diesem wenigstens die laufenden Kohleneingänge zur Verfügung und verzichtet vorläufig auf eine weitere fühlbare Amortisation des Vorschusses. Beide Lösungen geben selbstverständlich zu sehr grossen Bedenken Anlass.

Sowohl der Schweizerische Fremdenverkehrsverband als namentlich auch die Regierung des Kantons Graubünden haben uns schriftlich und mündlich einlässlich und überzeugend die namentlich für Graubünden mit Sicherheit eintretende geradezu katastrophale Situation geschildert, wenn der Reiseverkehr aus Deutschland eingestellt werden müsste. Dies ist insbesondere geschehen anlässlich einer Konferenz mit dem Bündnerischen Kleinen Rat, die am 15. d. M. stattgefunden hat und in welcher der Präsident der Regierung, Herr Ständerat Lardelli, die Situation einlässlich darstellte⁵. Diese Rücksichtnahme auf den Kanton Graubünden und zum Teil auf das Berner Oberland veranlasst uns, Ihnen den Antrag zu stellen, von den beiden oben erwähnten Lösungen die zweite zu wählen, d. h. den Reiseverkehr aus Deutschland für die kommende Wintersaison auf-

4. *Le conflit italo-éthiopien et les sanctions contre l'Italie votées par la SdN. Cf. rubrique I.4: SdN, conflit italo-éthiopien, sanctions...*

5. *Le procès-verbal de cette conférence se trouve in E 7110 1/51.*

recht zu erhalten, selbst wenn dadurch die Amortisation des Bundesvorschusses stark verzögert wird. Selbstverständlich dürfen wir dabei aber nicht Gefahr laufen, dass der jetzige Vorschussaldo von neuem stark anwachsen könnte, was zweifellos der Fall wäre, wenn zulasten des Kohlenkontos deutsche Reiseverkehrsdokumente — wie früher — in unbeschränkten Summen eingelöst würden. Das bereits für die Herbstsaison eingeführte System der Kontingentierung wird deshalb — trotz aller seiner Mängel und Reibungen — grundsätzlich beibehalten werden müssen.

Wenn der Bundesrat grundsätzlich unserer Ansicht beipflichten kann, so stellt sich die Frage nach der Höhe des zur Verfügung zu stellenden «Kontingentes». Der deutsche Fremdenverkehr hat im Monat Januar 1935 6,8 Millionen, im Februar 7,6 Millionen und im März 5,9 Millionen beansprucht. Man wird wohl unmöglich auf diese grossen Summen abstellen können, ohne den Bundesvorschuss in unerträglicher Weise wiederum ansteigen zu lassen. Wir sind vielmehr der Ansicht, dass man auf die ursprünglich berechneten Fr. 3 Millionen im Monat zurückkommen sollte, die auch *durchschnittlich* den monatlichen Zahlungen für importierte Kohle entsprechen. Wir würden also in Aussicht nehmen, für die Zeit vom 1. Dezember 1935 bis 31. März 1936 eine Totalsumme von Fr. 12 Millionen zur Verfügung des Reiseverkehrs zu stellen. Damit könnte, wenn auch in wesentlich geringerem Ausmasse als letztes Jahr, der deutsche Reiseverkehr insbesondere nach Graubünden aufrecht erhalten werden. Ob dieses «Kontingent» Graubünden für die ganze Saison oder gleichmässig oder ungleichmässig auf die einzelnen Monate verteilt zur Verfügung zu stellen ist, bleibt weitem Verhandlungen mit dem Fremdenverkehrsverband und mit der deutschen Regierung vorbehalten. Das Gleiche trifft zu hinsichtlich der technischen Durchführung (Reduktion der Kopfquote von M. 700 auf M. 500., Hotelgutscheine, Auszahlungsstaffelung, etc.). Bevor wir mit dem Fremdenverkehrsverband und der deutschen Regierung die Verhandlungen weiterführen können, müssen wir wissen, ob der Bundesrat grundsätzlich unsern Anträgen beipflichten kann. Die zur Verfügung stehende Zeit ist äusserst knapp geworden, weshalb wir Ihnen, wie eingangs gesagt, vorschlagen, das heutige Provisorium bis zum 15. Dezember zu verlängern, was ohne wesentliche Schädigung des Fremdenverkehrs geschehen kann.»

In einem weitem Berichte, vom 25. November⁶, führt das nämliche Departement noch folgendes aus:

«In Ergänzung unseres Berichtes und Antrages vom 19. d. Mts. beehren wir uns, Ihnen mitzuteilen, dass unterdessen zwischen der eidg. Finanzverwaltung und der Handelsabteilung weitere Besprechungen über diese Frage stattgefunden haben, die zu einer Einigung führten.

Im Anschlusse an diese Besprechungen möchten wir feststellen, dass die für die kommenden Wintermonate zu erwartenden Eingänge aus dem laufenden Kohlenimport aus Deutschland nicht genügen werden, um die von uns vorgeschlagene Summe von Fr. 12 Millionen zu decken. Wir glaubten, es sei allgemein bekannt, dass im Winter das Reiseverkehrskonto überdurchschnittlich beansprucht wird und dass gleichzeitig die Eingänge aus Kohlenimporten unter dem

6. Cf. Proposition du Département de l'Economie publique au Conseil fédéral (E 1001 1 VD Anträge 1.11.—31.12.1935).

Durchschnitt von Fr. 3 Millionen im Monat bleiben. Würdigt man somit unsern Antrag nur für die nächsten vier Monate, so kann nicht nur der bestehende Vorschussaldo von Fr. 23,5 Millionen nicht weiter amortisiert werden, sondern es ist mit einem neuen vorübergehenden Ansteigen um ca. Fr. 5—6 Millionen zu rechnen. Betrachtet man dagegen unsern Antrag auf längere Sicht, z. B. auf ein Jahr, so ist mit einem Totaleingang für Kohlenbezüge von ca. Fr. 36 Millionen zu rechnen, während die Beanspruchung des Reiseverkehrskonto in den Frühjahrs- und Herbstmonaten beträchtlich unter Fr. 3 Millionen liegen wird. Um die Differenz verringert sich dann wiederum der Saldo.

Es scheint uns nun vollkommen ausgeschlossen zu sein, dass man für die kommende Wintersaison weniger als Fr. 12 Millionen, d. h. weniger als die Hälfte der effektiven Leistungen der letzten Wintersaison, zur Verfügung stellt, ohne insbesondere im Kanton Graubünden schwerste Erschütterungen hervorzurufen.

Auf Wunsch des Finanzdepartementes bestätigen wir, dass wir selbstverständlich die Frage der Schaffung einer Kriegskohlenreserve nicht aus dem Auge verlieren, sondern gegenteils alles tun werden, eventuell in langsamem Tempo, dieses Ziel und damit die Abdeckung des noch bestehenden Bundesvorschusses zu erreichen.»

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

1. Der Bundesrat erklärt sich damit einverstanden und beantragt der Deutschen Regierung, die provisorische Regelung vom 27. September 1935 in Geltung zu belassen bis zum 15. Dezember a. c.

2. Er beauftragt das Volkswirtschaftsdepartement, gestützt auf obige Ausführungen mit den schweizerischen Interessentenkreisen einerseits sowie mit der Deutschen Regierung andererseits die Verhandlungen ungesäumt weiterzuführen, damit für die bevorstehende Wintersaison eine Regelung getroffen werden kann, wonach für den Reiseverkehr aus Deutschland eine Summe von monatlich ca. Fr. 3 Millionen zur Verfügung gestellt wird⁷.

ANNEXE

E 2001 (C) 4/160

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna*

Copie

L EB Dringlich und vertraulich

Reiseabkommen⁸

Berlin, 16. Dezember 1935

Auf Grund des Berichts vom 10. dieses Monats⁹ haben Sie der Gesandtschaft am vergangenen Donnerstag telephonisch die Instruktionen zugehen lassen, hinsichtlich der Verlängerung des Reiseabkommens¹⁰ gegenüber der Deutschen Regierung folgende Lösung durchzudrücken:

7. *Cf. annexe au présent document.*

8. *Remarque manuscrite de W. Stucki*: M. le Ministre Bonna. M. Vieli a été invité par télégr. de notre Légation de se rendre immédiatement à Berlin. Il partira aujourd'hui de Zürich. 18. 12. 35 Hinfällig geworden.

9. *Non reproduit.*

10. *Cf. n. 3 du présent document.*

- 1) Verlängerung des Provisoriums bis Ende Januar unter Zuteilung von 5 Millionen Schweizerfranken als Pauschalkontingent, oder falls nicht zu erlangen,
- 2) Wiederaufnahme des alten Abkommens¹¹ unter Einhaltung eines Pauschalkontingents von 12 Millionen, analog Ihren früheren Instruktionen für das neue Abkommen,
- 3) Schlimmstenfalls bedingungslose Wiederinkraftsetzung des alten Abkommens.

Die deutsche Delegation stellte sich in den letzten Tagen auf den Standpunkt, die Schweiz sei in keinem einzigen Punkt ihren Wünschen entgegengekommen und es sei deshalb für Deutschland ausgeschlossen, Hand zu bieten zu irgendwelcher neuen Abmachung. Die ganze Diskussion lebte wieder auf und es entspann sich ein erbitterter Kampf um Zahlen und Argumente. Die deutsche Delegation lehnte die Varianten 1 und 2 hartnäckig ab, und es war augenscheinlich, dass der deutsche Standpunkt rein taktisch bedingt ist, denn er entbehrte nicht nur der Loyalität, sondern auch der Vernunft. Das, worauf die Reichsregierung rücksichtslos hinsteuert, ist ein Zustand, in dem die Schweiz sozusagen ohne Waffen dasteht, d. h. der Zustand, wie er sich für Ende März herausbilden kann, wenn Deutschland Ende Januar das Reiseabkommen kündigen wird. Dann wird völlige Vertragslosigkeit herrschen und die deutschen Stellen rechnen damit, dass der Bundesrat unter dem Druck der schweizerischen Fremdenverkehrsinteressen in der Frage der Devisenspitze für Kohle wird nachgeben müssen¹².

Am Samstag vormittag habe ich noch einmal einen persönlichen und dringlichen Schritt bei Ministerialdirektor Ritter unternommen, um ihn an die überragende Bedeutung des Reiseverkehrs für die guten Beziehungen zwischen der Schweiz und Deutschland zu erinnern und ihn auf das Unvernünftige der starren und negativen Haltung des Reichswirtschaftsministeriums und der Reichsdevisenstelle hinzuweisen. Herr Ritter gab selbst zu, es gebe für die deutsche Haltung nur die eine Erklärung, dass man die Schweiz schikanieren wolle, um das gesteckte Ziel zu erreichen. Er zeigte sich meinen Argumenten zugänglich und versprach, seinen Einfluss dahin in die Waagschale zu werfen, dass der Schweiz wenigstens das 12 Millionen-Kontingent für die Wintersaison zugestanden werde.

In diesem Sinne gehen die Verhandlungen weiter, weshalb auch Dr. Feer gegenüber Herrn Vieli den dringlichen Wunsch geäußert hat, es möchte vorläufig in der Schweiz eine Pressepolemik verhindert werden.

Die Reichsdevisenstelle hat mit verdächtiger Eile die Instruktionen für das Wiederaufleben des alten Abkommens herausgebracht. Sie sind schon heute im Besitze der deutschen Ausgabestellen. Diese Instruktionen greifen zurück auf die Ausführungsvorschriften zum Abkommen vom 17. April 1935 und weisen deshalb darauf hin, dass dem deutschen Reisenden am ersten Tag Fr. 200.—, am siebenten Tag nach der ersten Auszahlung Fr. 300.— usw. in der Schweiz ausbezahlt werden. Es findet sich ausserdem darin die Bestimmung, dass abgehobene, aber nicht verbrauchte Frankenbeträge der Reichsbank innert drei Tagen abzuliefern sind. Die Gesandtschaft hat sofort die deutsche Delegation darauf aufmerksam gemacht, dass nach der Auffassung der Schweizerischen Regierung ohne Rechtsverletzung die Staffelung der Auszahlung modifiziert werden könne, da ja im Abkommen nur von Höchstbeträgen die Rede sei. Infolgedessen werde die Schweiz auf die Praxis zurückkommen, wie sie dem Auswärtigen Amt mit Verbalnote vom 9. August¹³ notifiziert worden sei, d. h. erste Auszahlung höchstens Fr. 50.—, zweite Auszahlung höchstens Fr. 150.— im Verlaufe von sieben Tagen nach der ersten Auszahlung. Ausserdem wurde der deutschen Delega-

11. *Accord de transfert du 17 avril 1935, cf. n° 118, n. 3.*

12. *Le dernier alinéa de l'article XIII de l'accord de transfert du 17 avril 1935 stipule la disposition suivante:*

Falls am 30. Juni und 31. Dezember ein Guthaben auf dem Reiseverkehrskonto besteht, die Einzahlungen an die Schweizerische Nationalbank für die Kohleneinfuhr aus Deutschland gemäss Artikel IX also einen höheren Betrag ergeben, als die Auszahlungen an die Reisenden aus Deutschland, wird der Überschuss auf das Sammelkonto der Deutschen Verrechnungskasse bei der Schweizerischen Nationalbank übertragen (KI/905).

Le changement dans les délais doit certainement être attribué au protocole du 27 septembre 1935; cf. n. 3 du présent document.

13. *Non retrouvé.*

tion mitgeteilt, dass die Schweiz die deutsche Vorschrift, abgehobene, aber nicht verbrauchte Schweizerfrankenbeträge seien innert drei Tagen der Reichsbank abzuliefern, mit dem Sinn und dem Zweck des Reiseabkommens für unvereinbar halte und deshalb geeignete Massnahmen treffen werde, damit solche Beträge in der Schweiz verbleiben. Im ferneren wurde die deutsche Delegation darauf aufmerksam gemacht, dass in der Schweiz immer noch der Bundesratsbeschluss¹⁴ in Kraft sei, dass deutsche Kreditbriefe in der Schweiz nicht eingelöst werden dürfen und dass mit einigen Tagen für die Abänderung dieses Beschlusses und für die Inkraftsetzung der Ausführungsbestimmungen benötigt würden.

Am Samstag mittag wurde mit dem Auswärtigen Amte folgende Pressenotiz vereinbart, die ich sofort auch an die Schweizerische Depeschagentur weitergab:

«Die deutsch-schweizerischen Verhandlungen über eine Neuregelung des Reiseverkehrs von Deutschland nach der Schweiz haben bisher zu keiner Einigung geführt. Es wird daher mit Wirkung vom 16. Dezember 1935 wieder die Vereinbarung über den deutsch-schweizerischen Reiseverkehr vom 17. April 1935 angewandt werden. Demnach tritt das durch das Zwischenabkommen vom 27. September 1935 eingeführte Gutscheinsystem ausser Kraft und die Reisezahlungsmittel werden wiederum in bar eingelöst.

Im Einvernehmen mit der schweizerischen Regierung wird der im April-Abkommen vorgesehene Höchstbetrag für den ersten Kalendermonat der genehmigungsfreien Inanspruchnahme auf DM 500.— herabgesetzt.

Eine missbräuchliche Verwendung der auf Grund der Reisezahlungsmittel erhobenen Frankenbeträge wird nach den deutschen und schweizerischen Strafbestimmungen geahndet.»

Ich führe dieses Communiqué hier noch einmal auf, weil es die formelle Festlegung der Herabsetzung der 700 Mark-Grenze im ersten Reisemonat auf 500 Mark enthält sowie die offizielle Erklärung des deutschen Einverständnisses mit scharfen schweizerischen Massnahmen gegen missbräuchliche Verwendung der Reisezahlungsmittel.

14. *Le 9 août 1935, le Conseil fédéral décide:*

[...]

2. Vom 1. September an sollen bis auf weiteres in Deutschland keinerlei Reisedokumente zur Einlösung in der Schweiz mehr ausgestellt werden. Es betrifft dies Reisekreditbriefe, Reisechecks, schweizerische Postreiseschecks, Akkreditive, Hotelgutscheine, sowie auch Gutscheine für Pauschal- und Gesellschaftsreisen (E 1004 1/353).

182

E 7110 1/90

Le Chef de la Délégation suisse chargée des négociations de clearing avec l'Italie, P. Vieli, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki

L Per Express

Rom, 27. November 1935

Soeben von einer persönlichen Besprechung mit Giannini zurückgekehrt, kann ich Ihnen folgendes mitteilen:

Ich habe noch einmal die letzten Trümpfe ausgespielt und erklärt, dass meine formellen Instruktionen aus Bern dahin lauteten, dass ich die Offerte von 3,5 Mil-

lionen¹ für die ersten Dezembertage nur dann annehmen könne, wenn man dafür die späteren Raten um 1 Monat vorrücke. Sie werden sich aus der Beilage meines Briefes vom 23. November² erinnern, dass die Italiener vier Monatsraten von je 4,7 Millionen offeriert hatten, wobei die erste Rate am 31. Januar 1936 fällig geworden wäre. Schon in meiner persönlichen Unterredung von gestern hatte ich dies als unannehmbar erklärt, worauf mir Giannini sukzessive zuerst 2 Millionen, dann 3 Millionen, dann 3,5 Millionen in den ersten Tagen Dezember, hernach 1,2 Millionen am 1. Februar und die folgenden drei Raten von je 4,7 Millionen am 1. März, 1. April und 1. Mai offeriert hatte. Dieses letztere Angebot habe ich Ihnen gestern Abend telephonisch bekannt gegeben und Sie ermächtigten mich heute Morgen, nach Rücksprache mit Herrn Bundesrat Obrecht, auf dieser Basis eventuell abzuschliessen, allerdings mit der Beifügung: «au mieux».

Wie bemerkt, habe ich nun den «coup» versucht und Giannini erklärt, dass ich abreisen müsste, wenn nicht nebst den 3,5 Millionen in den ersten Dezembertagen die anderen Raten jeweils um 1 Monat vorgeschoben würden, d. h. also anfangs Januar 1,2 Millionen, Anfang Februar, März und April je 4,7 Millionen. Es gab darauf eine ziemlich heftige Szene, worauf Giannini in meiner Anwesenheit den Sovrintendenten³ Guarneri anrief, der offenbar die Stellung eines Diktators auf dem ganzen Devisengebiet einnimmt und in ständigem Kontakt mit dem Regierungschef steht. Als ich aus dem Telephon merkte, dass Guarneri nicht einlenken wollte, rief ich schliesslich mit ziemlich lauter Stimme, sodass er es auf der andern Seite hören konnte: «Herr Guarneri möge wohl eine Autorität auf dem Devisengebiet sein, ich möchte ihn aber auch fragen, ob er die Verantwortung übernehme, dass es mit der Schweiz zu einem Bruch komme und die Schweiz dann zu den Sanktionsstaaten⁴ hinübergleite. Schliesslich rückte das Angebot heraus, am 10. Dezember 3 Millionen, am 10. Januar 1,7 Millionen, am 10. Februar, 10. März und 10. April jeweils 4,7 Millionen zu bezahlen. Nach weiteren Verhandlungen, die immer zwischen mir und Giannini und Guarneri am Telephon vor sich gingen, erlangte ich schliesslich folgende Zahlungstabelle:

5. Dezember	3,0 Millionen
5. Januar	1,7 Millionen
1. Februar	4,7 Millionen
1. März	4,7 Millionen
1. April	4,7 Millionen
	<u>18,8 Millionen</u>

Ich glaubte diese Offerte annehmen zu sollen. Wir erhalten allerdings in den ersten Dezembertagen 500 000 Franken weniger als er mir gestern (wie ich heute aus dem Telephongespräch Giannini—Guarneri genau merkte, auf eigene Faust und ohne Zustimmung Guarneris eingeräumt hatte; dagegen erfolgen die späte-

1. *Il est question ici et dans la suite de la lettre, du paiement de la part de l'Italie des arriérés résultant de la livraison de marchandises suisses. Cf. n° 146.*

2. *Non retrouvé.*

3. *Cf. n° 147, n. 1.*

4. *Cf. rubrique I.4: SdN, conflit italo-éthiopien, sanctions...*

ren Zahlungen umso rascher. Das Resultat ist eigentlich noch günstiger als dasjenige, welches wir als erste Alternative in unserem Aide-Mémoire vom 22. November 1935 unter Punkt 3 a) aufgestellt hatten (unser Aide-Mémoire habe ich meinem Briefe vom 23. ds. Mts. beigefügt)⁵.

Die Seidenfrage⁶ konnte ich trotz nochmaligem Insistieren nicht mit dem Clearingvertrag verkoppeln. Die Italiener waren in dieser Frage äusserst kategorisch und schnitten jede Diskussion ab. Wir werden nun trachten müssen, sie nachträglich einer Lösung zuzuführen.

[...]

5. Cf. n. 2 ci-dessus.

6. Cf. n° 129.

183

E 7110 1/89

*Le Président du Comité Italie de l'Association suisse des banquiers, Ch. Zoelly,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de
l'Economie publique, W. Stucki*

L

Betr. Clearingverhandlungen mit Italien

Zürich, 27. November 1935

Aus einer uns gestern gewordenen Mitteilung der Schweizerischen Nationalbank haben wir zur Kenntnis genommen, dass entgegen der früheren Annahme die Verhandlungen mit Italien zurzeit geführt werden auf der Grundlage eines Totalclearings, wobei für die Bedienung der Finanzinteressen von den Einzahlungen für Warenimporte 15% reserviert werden sollen. In der telephonischen Unterhaltung, die der Unterzeichnete gestern mit Ihnen zu führen die Ehre hatte, haben Sie diese Mitteilung bestätigt und einige ergänzende Mitteilungen gemacht, für die wir Ihnen bestens danken.

Das Komitee Italien der Schweizerischen Bankiervereinigung wird nächsten Freitag zusammentreten, um zu der Situation Stellung zu nehmen. Auf Grund telephonischer Unterhaltungen mit einer Anzahl von Mitgliedern des Komitee Italien sehe ich mich veranlasst, Ihnen folgendes zur Kenntnis zu bringen:

Nachdem angesichts der heutigen Situation der Abschluss eines Clearingvertrages, der mit wenigen Ausnahmen den gesamten Zahlungsverkehr umfassen soll, zur zwingenden Notwendigkeit wird, stellt das Komitee Italien mit Genugtuung fest, dass für die Bedienung der Interessen der Finanzgläubiger eine Formel in Aussicht genommen ist, die an sich dem Begehren entspricht, das wir seinerzeit in einem Schreiben vom 25. August¹ an Herrn Legationsrat Dr. Vieli unterbreitet haben. Die Finanzgläubiger werden demnach nicht auf einen allfälligen Saldo des

1. Datée en réalité du 27 août, non reproduite.

Warenverkehrs verwiesen, sondern es wird für sie ein prozentualer Anspruch auf die Einzahlungen für Importe aus Italien reserviert. Was nun aber den in Aussicht genommenen Anteil der Finanzgläubiger von 15% betrifft, so ist das Komitee Italien der Auffassung, dass diese Verteilung dem Grundsatz einer pari passu Behandlung der Finanzgläubiger mit den Warengläubigern keineswegs entspricht. Bekanntlich haben die durchgeführten Enquêtes ergeben, dass für die Bedienung der Finanzgläubiger aus periodisch wiederkehrenden Ansprüchen, wie Zinsen, etc., jährlich ein Betrag von etwa 25 Millionen Schweizerfranken erforderlich sein dürfte, wobei feststeht, dass bedeutende Interessen von den bisherigen Enquêtes nicht voll erfasst werden konnten. Bei einem Import auf heutiger Basis von etwa 80 Millionen Franken p. a. ergibt der Anteil von 15% 12 Millionen Franken, d. h. also, dass die Zinsansprüche der Finanzgläubiger knapp zur Hälfte gedeckt würden. Andererseits stünden für den Export 68 Millionen Franken zur Verfügung (85% von 80 Millionen), was dem Betrag der diesjährigen Exporte sehr nahe kommt. Es käme also bei dieser Lösung darauf hinaus, dass die schweizerischen Exporteure ungefähr in bisherigem Umfang auf Grund des Clearings weiter exportieren könnten, während die Finanzgläubiger auf ihren Zinseingängen ein schweres Opfer zu bringen hätten, ganz abgesehen davon, dass sie wohl mit einer langfristigen Bindung ihrer Kapitalansprüche rechnen müssen.

Wir sehen uns daher veranlasst, gegen diese schwere Benachteiligung der Finanzinteressen Stellung zu nehmen. Wir sind der Auffassung, dass eine Quote von 25% für die Finanzgläubiger das Minimum dessen darstellt, was als eine billige Berücksichtigung der verschiedenen Interessengruppen betrachtet werden könnte. Wir bitten Sie dringend, in den Instruktionen an die schweizerische Delegation diesen Wünschen Rechnung tragen zu wollen, die auch von der Schweizerischen Nationalbank unterstützt werden.

184

E 2001 (C) 5/161

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna, au Chef du Département des Postes et Chemins de fer, M. Pilet-Golaz*

*Copie
L HS*

Berne, 27 novembre 1935

Comme vous l'aurez peut-être déjà appris, la presse anglaise, et notamment le «Daily Express», a signalé, de manière assez vive, que le trafic des marchandises à destination de l'Italie par le Saint-Gothard aurait pris des proportions considérables le premier jour de l'application des sanctions, soit le 18 novembre.

On prétend que plus de quarante trains, contenant au-delà de 35 000 tonnes de marchandises, auraient passé la frontière ce jour-là. Ces marchandises auraient

été constituées, pour la plus grande part, de charbon provenant d'Allemagne, d'huile, de ferrailles et de caoutchouc (notamment sous forme de pneus usagés).

Nous vous saurions gré de nous faire savoir, à titre confidentiel, si les allégations de la presse anglaise sont exactes¹.

1. Cf. la lettre de réponse de M. Pilet-Golaz, adressée à G. Motta, du 13 janvier 1936:

In der Zeit vom 18. Oktober bis 17. November 1935 haben 608 000 Bruttotonnen (365 000 Gütertonnen) den Gotthard in der Richtung Nord-Süd passiert. Vom 18. November bis 17. Dezember 1935 belief sich dieser Verkehr auf 423 000 Bruttotonnen (254 000 Gütertonnen).

Die nachstehende Gegenüberstellung, in welcher wir die beförderten Mengen auf den Tagesdurchschnitt gebracht haben, gibt über die eingetretene Verkehrszunahme näheren Aufschluss.

1934		1935	
18. X. — 17. XI.		18. X. — 17. XI.	
Brutto	Güter	Brutto	Güter
15 000 T	8 900 T	25 300 T	15 000 T
18. XI. — 17. XII.		18. XI. — 17. XII.	
13 000 T	8 000 T	17 600 T	10 600 T

Die in Ihrem Schreiben erwähnte Tagesmenge von 35 000 Tonnen wurde nur an einigen wenigen Tagen mit ausgesprochenem Spitzenverkehr erreicht. Auch hier handelte es sich um Bruttotonnen (Güter plus Tara der Wagen).

185

E 2001 (C) 5/163

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki, au Secrétaire du Comité de Coordination de la Société des Nations, A. Loveday

Copie
L

Berne, 29 novembre 1935

M. de Bordes m'a soumis hier de votre part quelques questions relatives à l'application du régime spécial prévu par la Suisse dans le trafic des marchandises avec l'Italie¹. Comme il m'est impossible, avec toute la meilleure volonté, de me rendre ces prochains jours à Genève et de donner personnellement les explications que vous me demandez, je voudrais répondre provisoirement et par écrit, à l'intention du Comité d'experts², aux questions que vous m'avez fait poser. Je ne puis malheureusement pas encore le faire aujourd'hui d'une manière définitive,

1. Cf. surtout annexe II au n° 172.

2. Nommé le 6 novembre, par résolution du Comité des Dix-huit; chargé d'examiner les renseignements fournis par les gouvernements concernant l'application des mesures de sanctions proposées par le Comité de Coordination (JO. SDN, 1935, Supplément spécial n° 146, pp. 50—51).

attendu qu'un règlement dépend dans une large mesure du sort des négociations italo-suisse au sujet de l'application du système de compensation prévu par la Suisse.³ Ces pourparlers, qui ont commencé il y a près de trois semaines, se révèlent extrêmement difficiles et n'ont encore abouti à aucune entente. Sous cette réserve, je puis vous communiquer ce qui suit:

1. La Suisse se propose de stabiliser tant l'importation de marchandises italiennes en Suisse que l'exportation de marchandises suisses en Italie au niveau qu'elles ont eu jusqu'à présent, c'est-à-dire aux chiffres de l'année 1934. Bien entendu, ce principe ne pourra guère être entièrement réalisé dans la pratique, les fluctuations de prix et le recul du pouvoir d'achat se faisant fortement sentir dans les deux pays. Dès lors, les chiffres de l'année 1934 doivent être considérés comme une limite supérieure, qui ne sera probablement pas atteinte.

En 1934, l'importation d'Italie s'est élevée à 116 millions de francs, l'exportation de Suisse en Italie à 76 millions; la balance commerciale accusait donc un solde actif de 40 millions de francs pour l'Italie. Dans les dix premiers mois de l'année en cours, il a été importé des marchandises d'Italie pour 76 millions de francs et il a été exporté de Suisse en Italie pour 62 millions de francs. L'actif en faveur de l'Italie se monte ainsi, dans les dix premiers mois de 1935, à 14 millions de francs, ce qui correspond à une somme de 16,8 millions pour toute l'année. Nous cherchons à nous entendre avec l'Italie au sujet de l'utilisation de cet excédent devenu si modique. Il est bien entendu que nous partons à ce propos du point de vue que la somme dont il s'agit ne doit, conformément aux déclarations que nous avons données à Genève⁴, profiter en aucune façon à l'Italie sous forme de devises, mais être affectée entièrement à des intérêts suisses. A cet égard, il convient de relever que la Suisse possède des créances arriérées d'environ 20 millions de francs pour des livraisons de marchandises qu'elle a déjà effectuées, que ses avoirs financiers d'une autre nature dépassent le montant de 500 millions de francs et qu'il existe également d'importants engagements de l'Italie envers la Suisse pour assurances, transports et autres trafics du même genre⁵. La pleine utilisation de l'excédent prémentionné ne pourra donc couvrir qu'une infime partie des créances considérables de la Suisse.

2. Pour l'application de l'échange restreint des marchandises, nous nous basons tant à l'importation qu'à l'exportation sur les chiffres du trimestre correspondant de l'année 1934.

3. Nous considérons l'engagement que nous avons pris, par lettre du 28 octobre⁶, à l'égard du Comité de coordination comme ayant été donné en ce sens que l'importation *totale* et l'exportation *totale* pendant un trimestre ne doivent pas dépasser les quantités du trimestre correspondant de 1934. Toutefois, nous nous réservons d'appliquer également ce principe pour les différentes catégories de marchandises, afin d'empêcher notamment que ne s'opèrent entre ces dernières des changements qui ne répondent pas aux intérêts de notre économie.

3. Sur les négociations entre la Suisse et l'Italie pour la conclusion d'un accord de clearing, cf. rubrique II.15.1: Italie, relations commerciales et financières et accord de clearing.

4. Cf. n° 160 et n. 8.

5. Cf. n° 161.

6. Cf. annexe II au n° 172.

Bien entendu, je me tiens en tout temps à votre disposition pour vous donner d'autres renseignements.

Je vous prie instamment de considérer les communications ci-dessus comme si elles vous avaient été faites de vive voix par moi, c'est-à-dire de vous borner à donner la lecture de cette lettre, sans la multiplier, ni la remettre à personne⁷.

7. *La lettre de Stucki à A. Loveday sera lue le 30 novembre devant le Comité des experts (JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 147, pp. 26—27).*

186

E 27, Archiv-Nr. 19347

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

L HS

Berne, 30 novembre 1935

En date du 13 novembre, vous avez bien voulu nous communiquer une lettre de la fabrique de machines-outils d'Oerlikon¹.

Cette lettre expose les conséquences qui résultent pour l'industrie suisse de guerre de l'attitude adoptée par le Conseil fédéral, dans le conflit italo-éthiopien, au sujet de la livraison d'armes aux belligérants. Elle conclut en vous demandant instamment de convoquer une réunion des intéressés pour examiner les divers aspects de la question.

Vous nous avez également transmis une communication de la maison Neuhausen², qui appuie la requête d'Oerlikon.

Selon vous, il reviendrait à notre Département d'organiser la réunion désirée par les maisons d'Oerlikon et de Neuhausen. A vrai dire, nous ne voyons guère en ce qui nous concerne l'opportunité de cette réunion.

La politique du Conseil fédéral est, en effet, bien connue. Elle a été exposée, quant à la fabrication et au commerce des armes, dans les rapports sur la gestion de notre Département. Vous savez que nous nous sommes engagés envers les Chambres à légiférer dans ce domaine au cas où la Conférence du désarmement échouerait³. Cette condition s'étant réalisée, nous devons maintenant aller de l'avant. Les récents événements nous ont montré combien il est souhaitable d'agir rapidement. Vous n'ignorez pas, d'autre part, que certaines grandes puissances — la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis d'Amérique — sont intervenues à plusieurs reprises déjà pour nous inviter à contrôler l'exportation des armes vers la Chine⁴ et que nous les avons assurées de notre volonté d'aboutir à une réglementation du commerce des armes.

1. *Cf. annexe au présent document.*

2. *Du 13 novembre. Non reproduit.*

3. *Cf. n° 120.*

4. *Cf. rubrique II.6.1: Chine, exportations d'armes.*

En ce qui concerne le conflit italo-éthiopien proprement dit, il n'y a rien à ajouter non plus à ce qui a déjà été dit et à ce qui sera encore exposé dans le rapport du Conseil fédéral aux Chambres sur la question des sanctions contre l'Italie⁵. Les considérations présentées par nos fabricants d'armes ne seraient guère de nature à amener le Conseil fédéral à modifier son attitude. Nous ne pourrions pas davantage donner des assurances sur la politique que nous suivrons à l'avenir, car le Conseil fédéral doit garder toute sa liberté d'action pour l'application de l'article 16⁶.

Une conférence des départements fédéraux compétents et des industriels intéressés ne paraît, dans ces conditions, répondre à aucun besoin réel.

Nous ne verrions pas d'inconvénients, en revanche, à communiquer aux principaux intéressés le projet de texte législatif que vous avez élaboré au sujet de la fabrication et du commerce des armes⁷, afin de les mettre en mesure de présenter toutes observations d'ordre technique qui leur sembleraient indiquées. Nous avons d'ailleurs déjà informé M. Frey, directeur de la maison Neuhausen⁸, de notre manière de voir à cet égard.

Peut-être pourrait-il sembler utile alors de réunir les fabricants pour discuter ces observations. C'est toutefois à votre service technique qu'il reviendrait, à notre avis, de s'occuper de cela, car nous n'avons aucune compétence pour le faire. Vous pourriez ensuite nous faire part du résultat de cette discussion et nous ne manquerions pas de prendre en considération les propositions ou modifications qui seraient éventuellement proposées.

ANNEXE

E 27, Archiv-Nr. 19347

*Le Président du Conseil d'administration de la Fabrique de Machines-outils d'Oerlikon,
G. Hürlimann, au Chef du Département militaire, R. Minger*

L

Zürich-Oerlikon, 8. November 1935

Das vom hohen Bundesrat im gegenwärtigen Konflikt zwischen Italien und Abessinien erlassene zweiseitige Waffenausfuhrverbot⁹, bzw. die dazu gegebene Begründung, hat nach unserer Ansicht einen Präzedenzfall für die schweizerische Waffenindustrie geschaffen, der in seinen Folgen so schwerwiegend ist, dass wir nicht davon absehen dürfen, dem hohen Bundesrat unsere Erwägungen zu unterbreiten.

Wir können natürlich Überlegungen politischer und rechtlicher Art, die den Bundesrat veranlassen haben, ein Waffenausfuhrverbot nicht nur gegen Italien, sondern auch gegen Äthiopien auszusprechen, nicht in vollem Umfange abschätzen. Auch wissen wir, dass es Fälle gibt, in denen wirtschaftliche Erwägungen und Verluste gegenüber Massnahmen politischer Natur zurückzutreten

5. Cf. Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations au conflit italo-éthiopien, du 2 décembre 1935 (FF, 1935, II, pp. 921 ss.).

6. Du pacte de la SdN. Cf. n° 145, n. 5.

7. Projet du 25 juin 1935, transmis le 16 juillet suivant par le DMF au DPF, au DJP, au DEP et à l'Etat-major général. Cf. E 2001 (C) 5/158.

8. Par lettre du 14 novembre (E 2001 (C) 5/158).

9. Cf. n° 172 + A I.

haben. Offenbar ist in dem vorliegenden Falle die Tragweite der Entscheidung in wirtschaftlicher Hinsicht von Seiten des Bundesrates nicht sehr hoch bewertet worden, da ausser unserer Firma nur die Schweizerische Industrie Gesellschaft Neuhausen in einem gewissen Umfange davon betroffen wird. Das ist aber nur unmittelbar gesehen der Fall. Mittelbar werden sehr viel mehr Firmen davon betroffen, ob wir gut oder schlecht oder gar nicht beschäftigt sind. Die Bedeutung, welche die Waffenaufträge, die wir aus dem Ausland erhalten für weite Kreise der schweizerischen Industrie haben, wird allgemein unterschätzt. [...]

Es besteht kein Zweifel darüber, dass wir angesichts unserer langjährigen Verbindung mit Äthiopien¹⁰ und mit Rücksicht auf die persönliche Wertschätzung, deren sich der Leiter unserer Firma beim Negus erfreut¹¹, noch Aussicht auf bedeutende Aufträge auf Kriegsmaterial gehabt hätten, die nicht nur uns, sondern der gesamten schweizerischen Wirtschaft zugute gekommen wären, während nunmehr die Industrien anderer Länder davon profitieren.

Indessen ist es nicht der Zweck unserer Eingabe, den wohl aussichtslosen Versuch zu machen, den hohen Bundesrat zu einer Änderung des Waffenausfuhrverbotes nach Äthiopien zu bewegen.

So bedauerlich dieses Verbot an sich für uns ist, würden wir uns damit abfinden müssen und können, wenn es nicht durch die gegebene Begründung mit dem Neutralitätsprinzip über den vorliegenden Spezialfall weit hinausgehende Konsequenzen schaffen würde, die nach unserer Meinung die gesamte schweizerische Waffenindustrie in ihrer Weiterexistenz bedrohen.

Nach diesem Präzedenzfall muss logischerweise auch bei zukünftigen Verwicklungen jeweils mit einem zweiseitigen Ausfuhrverbot gerechnet werden. Die Erfahrung lehrt, dass die schweizerische Waffenindustrie in den letzten Jahren in erheblichem Umfange nach solchen Ländern geliefert hat, die sich in kriegerischen Verwicklungen befanden oder doch wenigstens davon bedroht fühlten (China-Japan¹²; Columbien-Peru¹³; Bolivien-Paraguay¹⁴). Ein zweiseitiges Ausfuhrverbot würde uns daher jeweils die interessantesten Geschäftsmöglichkeiten abschneiden. Die Argumentation mit dem Neutralitätsprinzip hat aber bezüglich der zukünftigen Geschäftsaussichten der schweizerischen Waffenindustrie auf dem Weltmarkt eine noch viel weiter gehende Folge:

Kriegsmaterial ist ja eigentlich nicht für den Frieden bestimmt sondern für den Krieg. Es ist daher logisch, dass jeder Staat, der die Waffen, die er braucht nicht selbst fabrizieren kann — und auf solche Staaten ist die schweizerische Waffenindustrie ja angewiesen — sich die Frage vorlegt, ob er im Ernstfalle von der Fabrik, bei der er im Frieden Kriegsmaterial kauft, die notwendigen Nachlieferungen erhalten kann. Alle diese Staaten befinden sich nicht in einer so glänzenden Finanzlage, dass sie sich den vollen Kriegsbedarf bereits im Frieden zulegen können, ganz abgesehen davon, dass auch die fortschreitende Entwicklung der Technik eine gewisse Zurückhaltung bei den Anschaffungen in normalen Zeiten geboten erscheinen lässt. Bei der Munition spielt neben diesen Momenten die Lagerfähigkeit noch eine wesentliche Rolle. Bisher wurde nun die schweizerische Waffenindustrie hinsichtlich der Lieferungsmöglichkeit in Zeiten der Gefahr ziemlich allgemein günstig beurteilt, das heisst die betreffenden Regierungen nahmen nach der bisher von der Schweiz geübten Praxis als sicher an, dass schweizerische Fabriken auch bei kriegerischen Verwicklungen zwischen andern Staaten in der Lage seien zu liefern. Man erinnert sich dabei allgemein an die Haltung der Schweiz während des Weltkrieges¹⁵, während dessen sie an alle im Kriege befindlichen Mächte mehr oder weniger lieferte und zwar auch ausgesprochenes Kriegsmaterial. Die angenommene Möglichkeit — beinahe Sicherheit — des Bezugs von Waffen und Munition aus der Schweiz auch während kriegerischer Verwicklungen hat bei einem Teil unserer Kunden sicherlich einen wesentlichen Anreiz gebildet, sich für den Kauf unserer Erzeugnisse zu entscheiden, trotz anderer

10. Cf. n° 169.

11. *Le 3 décembre 1934, le directeur de la maison, E. Bürhle, a obtenu l'exequatur du Conseil fédéral en tant que consul général d'Ethiopie à Zurich.*

12. *Sur l'attitude de la Suisse à l'égard du conflit sino-japonais, cf. DDS, vol. 10, nos 111, 130 et 197.*

13. *Sur le conflit né en septembre 1932 entre la Colombie et le Pérou pour la possession du port de Leticia, sur l'Amazone, et de son hinterland, cf. E 2001 (C) 3/133 et E 2001 (C) 5/114.*

14. *Sur l'attitude du Conseil fédéral à l'égard du conflit du Chaco, cf. plus bas, n. 16.*

15. Cf. DDS vol. 6.

entgegenstehender Momente, wie politische und handelspolitische Erwägungen, Preisdifferenzen, usw.

An dieser Beurteilung seitens eines grossen Teils der Staaten, mit denen wir arbeiten, wurde auch durch die Tatsache nichts geändert, dass im Konflikt Paraguay-Bolivien die Schweiz sich den vom Völkerbund empfohlenen Sanktionsmassnahmen anschloss¹⁶ und damit also mit Rücksicht auf ihre Zugehörigkeit zum Völkerbund von der im Weltkriege geübten Praxis abwich und es mit dem prinzipiellen Neutralitätsgedanken vereinbar hielt, Waffenlieferungen für den angreifenden Staat zu verbieten und für den angegriffenen Staat zu erlauben, obwohl in diesem Falle keine sehr klare Entscheidung darüber herrschte, wer von den beiden in Frage kommenden Staaten tatsächlich der Angreifende war. Da die Schweiz in dieser Frage mit andern Staaten gemeinsam handelte und es sich nicht um im Mittelpunkt des politischen Interesses stehende Staaten handelte, wurde damals nur wenigen unserer Kunden die veränderte Stellungnahme der Schweiz bewusst. Nachdem jetzt aber durch das Verbot der Waffenlieferungen nicht nur nach Italien — dem vom Völkerbund einstimmig und zwar mit der Stimme der Schweiz¹⁷ als Angreifer bezeichneten Staat — sondern auch nach Äthiopien, dem angegriffenen Staat, die Schweiz sowohl die im Weltkriege geübte Neutralitätspraxis als die im Konflikt Bolivien-Paraguay geübte Völkerbundspraxis fallengelassen hat, und der Gedanke der prinzipiellen Neutralität erstmalig dahin seine Auslegung fand, ein Waffenlieferungsverbot gegen beide im Kampfe befindliche Staaten zu erlassen, müssen wir damit rech-

16. *Sur la guerre qui a éclaté en 1932 entre la Bolivie et le Paraguay pour la possession de la région du Chaco*, cf. E 2001 (C) 5/170; *sur l'attitude de la Suisse*, cf. E 2001 (C) 4/113.

Le 31 mai 1934, donnant suite à la recommandation du Conseil de la SdN, le Conseil fédéral décide d'interdire toute exportation d'armes et de matériel de guerre à destination de la Bolivie et du Paraguay (PVCF n° 1007, E 1004 1/346).

Le 24 novembre 1934, l'Assemblée extraordinaire de la SdN adopte un rapport recommandant aux deux parties l'institution d'une commission neutre chargée de régler les mesures destinées à assurer et à maintenir la cessation des hostilités, ainsi que l'ouverture, dans un délai maximum d'un mois après la cessation des hostilités, de négociations en vue de la conclusion d'un traité de paix.

Le 16 janvier 1935, le Comité consultatif de la SdN, ayant constaté que la Bolivie a accepté les recommandations de l'Assemblée et que le Paraguay les a au contraire repoussées, estime qu'il n'y a plus lieu de maintenir l'embargo sur les armes à l'égard de la Bolivie.

Le 15 mars 1935, le Conseil fédéral adopte pour sa part les recommandations du Conseil consultatif de la SdN et lève l'embargo sur les armes à l'égard de la Bolivie, tout en accompagnant cette décision des considérations suivantes:

[...]

On pourrait objecter, il est vrai, qu'une mesure discriminatoire de la Suisse dans un cas de ce genre serait contraire à notre politique traditionnelle de neutralité. Cet argument serait sans valeur, car cette politique n'exclut pas tout acte de solidarité envers la Société. La Déclaration de Londres, du 13 février 1920, oblige la Suisse à participer «aux mesures commerciales et financières demandées par la Société des Nations contre un Etat en rupture de pacte». Or, dans le cas particulier, il ne s'agit pas de sanctions militaires, mais d'une mesure de caractère économique.

Le Département Militaire partage entièrement cette manière de voir.

La levée de l'embargo sur les armes à l'égard de la Bolivie ne viserait, bien entendu, que les exportations effectuées par les maisons privées. Il ne saurait être question de livraison d'armes aux belligérants par les ateliers fédéraux.

[...] (PVCF n° 454, E 1004 1/351).

Après la signature, le 12 juin 1935 à Buenos Aires, d'un protocole entre les représentants de la Bolivie et du Paraguay, mettant fin à l'état de guerre existant entre les deux Etats, le Conseil fédéral adhère une nouvelle fois aux recommandations du Conseil consultatif de la SdN, et le 19 juillet 1935 décide de rapporter les mesures d'embargo sur les armes et le matériel de guerre à destination du Paraguay (PVCF n° 1329, E 1004 1/353).

17. Cf. annexe au n° 154.

nen, dass die Konsequenzen dieser veränderten Stellungnahme der Schweiz in der Auslegung ihrer Neutralitätspflicht den fremden Militärbehörden, die sich für unsere Erzeugnisse interessieren, vollkommen klar werden. Diese Staaten werden uns daher bei Vergebung ihrer Lieferungen nicht mehr bevorzugen wie bisher, sondern zu den mehrfachen Argumenten, welche gegen eine Bestellung in der Schweiz sprechen, noch dasjenige der gefährdeten Lieferungsmöglichkeit im Ernstfalle hinzufügen. Dies umsomehr, als das Waffenausfuhrverbot nach Äthiopien der Entscheidung des Völkerbundes entgegengesetzt ist¹⁸ und in Bezug auf seine künftigen Auswirkungen von prominenten Mitgliedstaaten sofort entsprechend beleuchtet worden ist¹⁹. Alle, denen die schweizer Verhältnisse nicht geläufig sind — und dies trifft auf fast alle unsere Kunden zu — müssen mit Recht folgern, dass die Schweiz mit dieser Entscheidung ihre Politik für ähnliche Fälle ein für alle Mal festgelegt hat.

[...]

Die Ungunst der Situation, der wir uns bei zukünftigen Geschäften gegenübersehen, wird damit vollständig. Abgesehen von unserem durch das zu hohe schweizerische Produktionskosten-Niveau bedingten schlechten Stand in der Preisfrage, befinden wir uns durch die Notwendigkeit, mit den meisten Staaten nur durch Vermittlung des Clearing- oder Kompensationssystems arbeiten zu können, in einer recht nachteiligen Lage. Grössere Staaten — vor allem Deutschland, dessen Waffenindustrie mit grosser Initiative wieder auf dem Weltmarkt auftritt — sind naturgemäss für den Warenaustausch aufnahmefähiger als die kleine Schweiz. Da noch keine Anzeichen dafür vorhanden sind, dass der Clearing- und Kompensationsverkehr sich in einem Abbau befindet, werden die Nachteile, die uns aus der beschränkten Aufnahmefähigkeit der Schweiz erwachsen, sich noch steigern. Wir haben diese Frage in einer Eingabe an das E. V. D. bezüglich der Türkei und des Balkans behandelt und erlauben uns eine Kopie dieses Schriftsatzes beizulegen²⁰. Von den zuletzt erwähnten allgemeinen exporthindernden Faktoren wird aber nicht nur unsere Abteilung Waffen betroffen, sondern auch unsere Abteilung Werkzeugmaschinen.

[...] ²¹

Sind wir nicht mehr in der Lage, die Waffen- und Munitionsfabrikation in Gang zu halten, so vermindert sich naturgemäss der Wert der Fabrik auch für die Zwecke der Militärverwaltung entscheidend und rapid, denn eine Fabrik in der nicht gearbeitet wird, verfällt und es wird immer grosse Kosten erfordern, sie wieder in Betrieb zu setzen, wenn es sich gegebenenfalls überhaupt noch lohnt.

Der schweizerischen Industrie ist schon in vielen Fällen der Vorwurf gemacht worden, sie habe durch Abgabe von Fabrikationslizenzen an das Ausland ihre Basis aus kurzsichtiger Gewinnsucht geschwächt. Es lässt sich leicht denken, dass es auch bei unserer Firma an nachhaltigen Bestrebungen ausländischer Staaten und Firmen, sich mit uns über Abgabe einer Fabrikationslizenz zu verständigen, nicht gefehlt hat. Wir haben uns allen solchen — oft nicht uninteressanten — Vorschlägen gegenüber mit Ausnahme eines einzigen Spezialfalles (Motorkanone) bisher absolut ablehnend verhalten und immer das Prinzip der Arbeitsbeschaffung in den Vordergrund unserer Erwägungen gestellt.

Nachdem sich uns aber in steigendem Masse die Erkenntnis aufdrängt, dass unsere Regierung offenbar die Kriegsmaterialproduktion schweizerischer Firmen für den Export bei jeder Gelegenheit als eine unerwünschte Belastung ihrer auswärtigen Politik empfindet, und sie das volkswirtschaftliche und militärische Interesse an dieser Industrie ziemlich gering einzuschätzen scheint, müssen wir uns fragen, ob wir diese bisher praktizierte Geschäftspolitik — unsere Fabrikation mög-

18. Cf. n° 160, n. 5.

19. Allusion à la déclaration faite le 2 novembre 1935 devant le Comité des Dix-huit par le délégué français, R. Coulondre, déclaration appuyée par les délégués de la Pologne, de la Grèce, de la Roumanie et de l'Union soviétique. Cf. nos 176 et 177 + A.

20. Du 29 octobre 1935. Non reproduit.

21. Tout en soulignant le fait que la Fabrique de Machines-outils d'Oerlikon sert les intérêts généraux de la défense nationale, Hürlimann expose la situation financière délicate de l'entreprise, qui emploie 630 personnes.

lichst ungeschmälert in der Schweiz aufrechtzuerhalten — weiter verfolgen dürfen. Als ernste Kaufleute haben wir die Pflicht, nicht nur von einem Tag auf den andern, sondern möglichst vorausschauend zu disponieren. Es ist daher eine unbedingte Notwendigkeit für uns darüber Aufschluss zu erhalten, welchen Weg der Bund in der Frage der prinzipiellen Neutralität der Schweiz hinsichtlich der Waffenausfuhr zukünftig zu gehen beabsichtigt.

Aus diesem Grunde erlauben wir uns — hochgeehrter Herr Bundespräsident — die dringende Bitte, uns zusammen mit der an dieser Frage noch hauptsächlich interessierten Schweizerischen Industrie Gesellschaft Neuhausen Gelegenheit zu einer Aussprache mit Ihnen und den Vertretern der Departemente Volkswirtschaft und Auswärtiges zu geben.

187

E 2001 (C) 4/171

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 2 décembre 1935

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la Délégation envoyée à Rome par le Département de l'Economie Publique a heureusement terminé ses travaux après trois semaines de négociations des plus laborieuses.

L'accord de clearing¹ a été conclu. Nous avons désiré nous limiter à un clearing commercial, mais sur l'insistance des négociateurs italiens nous avons fini par établir un clearing général, commercial et financier et obtenu entière satisfaction sur tous les points principaux.

La délégation suisse était composée de MM. Vieli, Homberger, Schnorf, Gygax et Mürner. Le président de la délégation italienne était le Ministre Giannini.

Je tiens particulièrement à rendre hommage à mon ancien collaborateur M. Vieli, qui a déployé dans ces discussions parfois pénibles une compétence, une énergie et en même temps une souplesse diplomatique, dans le bon sens du mot, qui lui vaut toute notre reconnaissance. C'est en très grande partie à son action que nous devons cet heureux résultat. Vous serez renseigné par le Département de l'Economie Publique sur les détails de cet accord. Ma participation s'est bornée à des entretiens avec MM. Suvich et Aloisi. Ce dernier a compris toute l'importance de cet accord du point de vue politique, dans le moment présent, et il a certainement contribué à cette heureuse solution.

[...]

1. Cf. n° 190.

E 7110 1/89

*Le Président du Comité Italie de l'Association suisse de banquiers, Ch. Zoelly,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht*

L

Zürich, 3. Dezember 1935

Wir beehren uns Ihnen hierdurch zur Kenntnis zu bringen, dass das Komitee Italien der Schweizerischen Bankiervereinigung am 29. November in Zürich getagt hat¹, um Stellung zu nehmen zur Situation wie sie sich auf Grund der bisherigen Clearingverhandlungen mit Italien präsentiert. Es lag eine von Herrn Minister Stucki bestätigte Mitteilung vor, wonach die Verhandlungen auf einen mit wenigen Ausnahmen den gesamten Zahlungsverkehr umfassenden Clearing tendieren, wobei für die Bedienung der Finanzinteressen von den Einzahlungen für Warenimporte aus Italien 15% reserviert werden sollten. Nach der Sitzung ist uns nun zur Kenntnis gebracht worden, dass inzwischen auf Grund neuer der schweizerischen Verhandlungsdelegation erteilter Instruktionen der Anteil für die Finanzgläubiger auf 20% erhöht werden soll.

Bei den Besprechungen im Schosse des Komitees Italien kam in erster Linie das Bedauern darüber zum Ausdruck, dass das Komitee Italien bei der Bestimmung der schweizerischen Verhandlungsdelegation nicht zur Delegation eines eigenen Vertreters eingeladen worden war. Die sehr bedeutenden Finanzinteressen, deren Verteidigung dem Komitee Italien obliegt, hätten die Stellung eines Mitgliedes in die Delegation durchaus gerechtfertigt, nachdem andererseits die Exportinteressen in der Verhandlungsdelegation vertreten waren². Bei der Zurückhaltung, die sich der Vertreter der Nationalbank naturgemäss aufzuerlegen hat, kann er nicht als direkter Vertreter der Kapitalinteressen auftreten. Wir sehen uns daher veranlasst, das Begehren zu stellen, dass wenigstens für die weiteren Verhandlungen, in denen die Ausgestaltung des Verrechnungsverkehrs im einzelnen festzulegen sein wird, unserem Komitee Gelegenheit gegeben wird, durch eine geeignete Vertretung die Finanzinteressen wirksam zu verteidigen.

Was nun den Inhalt der bisherigen Clearingverhandlungen betrifft, so hat das Komitee Italien, wie wir schon Herrn Minister Stucki mit Brief vom 27. November³ mitteilten, mit Genugtuung festgestellt, dass für die Bedienung der Interessen der Finanzgläubiger eine Formulierung gefunden worden ist, die einem bereits früher von uns gestellten Begehren entspricht. Wir erblicken darin gern die Auswirkung einer neuen Einstellung, die darauf ausgeht, bei Clearingverhandlungen zwischen den verschiedenen Interessengruppen einen billigen Ausgleich zu finden, im Gegensatz zu einer früher herrschenden Tendenz, die die Finanzinteressen unter dem Schlagwort «Arbeit geht vor Kapital» vernachlässigte.

1. Cf. *PV de la séance* in E 2001 (C) 4/170.

2. *En la personne de H. Homberger, 1^{er} secrétaire du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.*

3. Cf. n° 183.

Wenn das Komitee Italien in der den Verhandlungen zu Grunde gelegten Formel den guten Willen durchaus anerkannte, so mussten wir anderseits feststellen, dass der damals in Aussicht genommene Anteil der Finanzgläubiger von 15% dem Grundsatz einer pari passu Behandlung der Finanzgläubiger mit den Warengläubigern in keiner Weise entspricht. Wir haben dies vorgängig der Sitzung Herrn Minister Stucki mit unserem erwähnten Schreiben schon zur Kenntnis gebracht und anhand einiger vorläufiger Zahlen unsere Forderung, mit 25% berücksichtigt zu werden, begründet. Ergänzende Mitteilungen seitens der Nationalbank haben uns ermöglicht, uns ein genaueres Bild zu machen über die Auswirkung dieses Ansatzes von 15%. Im Nachstehenden sind die zahlenmässigen Überlegungen nun aber umgestellt auf einen Satz von 20%. Dem Clearing können nach mündlichen Übermittlungen des Herrn Direktor Schnorf von der Nationalbank etwa folgende Zahlen zu Grunde gelegt werden:

Einzahlungen in der Schweiz für Warenimporte aus Italien	Fr.	90 Millionen
Wertschriften aus italienischem Besitz in der Schweiz . . .	Fr.	2 Millionen
(N.B.- Infolge der kürzlich erfolgten Rückzüge aus Italien dürfte dieser Posten in der Hauptsache in Wegfall kommen.)		
Diverse Einzahlungen für Nebenkosten im Warenverkehr, etc.	Fr.	4 Millionen
Total	Fr.	<u>96 Millionen</u>

Demgegenüber stehen folgende Ansprüche schweizerischer Gläubiger:

Für Warenexport nach Italien auf Grund gegenwärtiger Zahlen	ca.	Fr.	75 Millionen
Ausfuhr elektrischer Energie	ca.	Fr.	4 Millionen
Nebenkosten im Warenverkehr, Lizenzen etc.	ca.	Fr.	12 Millionen
Total Warengläubiger und ähnliches	Fr.	91 Millionen	
Finanzforderungen (Zinsen und Dividenden, etc. auf schweizerischen Forderungen)	Fr.	26 Millionen	
Total	Fr.	<u>117 Millionen</u>	

Die oben genannten Einzahlungen für Warenimport von 96 Millionen Franken betragen 82% von 117 Millionen, d. h. der Ausfall beträgt 18%. Wendet man diesen Satz auf die beiden Gruppen von Forderungen gleichmässig an, so wären die Gläubiger für Waren und ähnliches von Fr. 91 auf Fr. 74,7 Millionen zu reduzieren, und die Finanzforderungen von Fr. 26 auf Fr. 21,3 Millionen.

Das Verhältnis der Warenforderungen zu den Finanzforderungen ist 77,8% : 22,2%. Die beabsichtigte Verteilung sieht aber vor für Warengläubiger 80% und für die Finanzgläubiger 20%. Für die Finanzgläubiger bedeutet das folgende: Anstatt dass bei gleichmässiger Berücksichtigung aus den Fr. 96 Millionen die Finanzgläubiger hiervon 22,2% = Fr. 21,3 Millionen erhalten würden, erhalten sie auf Grund des vorgesehenen Verteilers nur 20% von 96 Mill. = Fr. 19,2 Millionen.

Sie erhalten also rund Fr. 2,1 Millionen weniger als einer gleichmässigen Berücksichtigung entsprechen würde.

	<i>Export</i>	<i>Finanz</i>	<i>Total</i>
	Millionen	Millionen	Millionen
	Fr.	Fr.	Fr.
Bedarf für volle Befriedigung	91	26	117
Befriedigt mit	76,8	19,2	96
In Prozenten ausgedrückt	84%	74%	
Somit Einbusse	16%	26%	

Das Resultat der Verteilung auf die beiden Gläubigerkategorien mit 20% und 80% lässt sich wie folgt darstellen:

Diese zahlenmässigen Überlegungen bestärken uns in der Auffassung, dass trotz der inzwischen zugesagten Verbesserung ihres Anteils, den Finanzgläubigern ein schwereres Opfer zugemutet wird als den Exporteuren. Es erübrigt sich wohl, weitere Ausführungen über den grundverschiedenen Charakter der aus obigen Zahlen hervorgehenden Einbussen für die Exporteure einerseits und die Finanzgläubiger andererseits zu machen. Die Einbusse von 26% auf den Zinsansprüchen bedeutet einen entsprechenden Verlust an einer Nettoeinnahme, während die Einbusse des Exportes zunächst lediglich eine entsprechende Verminderung des Ausfuhrvolumens darstellt, von der keineswegs feststeht, ob und wieviel davon für die Zahlungsbilanz und daher für das schweizerische Volksvermögen eine Nettoeinnahme erbracht hätte. In dieser Hinsicht erlauben wir uns auch auf die Eingabe des Präsidenten des Komitees Deutschland der Schweizerischen Bankiervereinigung vom 20. August⁴ zu verweisen, worin diese Frage beleuchtet ist.

Angesichts dieser Verhältnisse möchten wir dringend bitten, die prozentuale Verteilung der zur Verfügung stehenden Beträge zwischen Waren- und Finanzgläubigern einer nochmaligen Prüfung unterziehen zu wollen und, wenn irgend möglich, den Anteil der Finanzgläubiger auf 25% hinaufzusetzen. Wir halten dieses Begehren umso eher für gerechtfertigt, als der für die volle Befriedigung des Zinses der Finanzinteressen in obiger Rechnung eingestellte Betrag von Fr. 26 Millionen möglicherweise wesentlich zu tief gegriffen sein könnte, da in den durchgeführten Enquêtes bedeutende Teile der Finanzinteressen unseres Landes gegenüber Italien nicht zahlenmässig, sondern nur auf Grund vager Schätzung einbezogen werden konnten. Die Tatsache, dass die Zinserträge der schweizerischen Auslandsanlagen in besorgniserregender Weise abgenommen haben, gibt Anlass, wo immer die Möglichkeit besteht, in neuen Clearingverträgen diese für die Zahlungsbilanz unseres Landes so wichtigen Ansprüche in ihrem restlichen Bestande zu schützen.

4. *Non reproduit* (E 7110 1/40).

E 2001 (C) 5/163

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
aux Ministres de Suisse à Paris, A. Dunant, et à Varsovie, M. de Stoutz*

Copie

L GD Très confidentiel

Berne, 4 décembre 1935

Nous avons l'honneur de vous exposer que le Ministre d'Italie a fait ce matin auprès de nous une démarche destinée à appeler notre plus sérieuse attention sur les conséquences extrêmement graves que pourrait entraîner une décision du Comité de coordination¹ de mettre le pétrole au nombre des marchandises dont l'importation en Italie est interdite². M. Tamaro était chargé de souligner qu'une mesure de ce genre aurait le caractère d'une sanction militaire plutôt qu'économique et que le Gouvernement italien la considérerait, non pas seulement comme un acte inamical, mais comme un acte hostile. Le Ministre d'Italie a déclaré que ses collègues dans d'autres capitales avaient été autorisés à faire une déclaration semblable aux Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités.

Comme la réserve dont s'inspire la politique du Conseil fédéral dans la question des sanctions est bien connue du Gouvernement italien, qu'il sait que nous n'avons pas l'intention de nous opposer au transit à travers la Suisse de marchandises autres que les armes et les munitions à destination de l'Italie³ et qu'il ne peut

1. Cf. n° 160, n. 1.

2. *Le Comité des Dix-huit, sous-comité du Comité de Coordination, a déjà adopté, le 6 novembre, une proposition allant dans ce sens. Cf. n° 179, n. 2.*

Cf. aussi la lettre du ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière, à G. Motta, du 26 novembre:

Je viens d'avoir un entretien avec le Baron Aloisi, dont je demandais une nouvelle intervention dans nos négociations pour le clearing. Il m'a promis d'agir. Après quoi, il m'a retenu pour me dire les choses très graves que voici:

Dans l'application des sanctions, l'Angleterre avait exclu le pétrole et autres matières. Elle avait sans doute des stocks à écouler. Or, elle vient maintenant d'inviter les Etats sanctionnistes à interdire la vente du pétrole et d'autres matières à l'Italie.

J'ai fait observer à M. Aloisi que l'Italie devait avoir fait des approvisionnements considérables si je m'en tiens simplement aux chiffres de ses derniers achats en Amérique. M. Aloisi ne l'a pas contesté. Il m'a déclaré, cependant, que ces approvisionnements ne pourraient suffire que pour un certain temps, et que les mesures préconisées par l'Angleterre tendaient à l'anéantissement de tous les efforts de l'armée italienne en Afrique et à l'écrasement de cette armée. Il s'est servi de termes très forts: «Non ci vogliamo lasciar soffocare».

Il m'a fait comprendre que les troupes italiennes, privées des ressources indispensables, étaient destinées à un désastre inévitable. «Si c'est le cas, a-t-il ajouté, nous ne voulons pas attendre, nous préférons la guerre immédiate, même avec l'Angleterre, avec toutes les conséquences européennes que vous pouvez prévoir. L'opinion que je vous donne est celle du Duce, elle est celle de Starace; elle est partagée par tous les conseillers du chef du Gouvernement; elle répond à mes convictions absolues.»

Il a ajouté qu'il considérait comme un devoir de m'en informer, à votre intention. Je lui ai promis de vous rapporter immédiatement ses propos. J'ajoute qu'il paraissait extrêmement préoccupé (E 2001 (C) 5/162).

3. Cf. annexe I au n° 172.

sans doute pas être question de nous demander d'autoriser la réexportation en Italie de pétrole qui serait livré à la Suisse, la démarche faite par M. Tamaro avait pour objectif principal d'amener notre pays à prendre l'initiative d'une action au Comité de coordination pour dissuader les Etats membres de la Société des Nations de recourir à une mesure dont les conséquences pourraient être de la plus redoutable gravité. Il va bien sans dire qu'il a été fait à ces ouvertures la réponse prudente qui s'imposait.

Pour tenter de nous convaincre d'entrer dans ses vues, M. Tamaro nous a affirmé que, si un tiers Etat prenait l'initiative de déconseiller l'interdiction d'exporter du pétrole en Italie, il était d'ores et déjà certain que cette initiative serait appuyée par d'autres Etats, notamment la France, la Pologne et la Turquie. Il est clair que, s'il en était réellement ainsi, l'action que le Ministre d'Italie souhaiterait nous voir entreprendre se présenterait sous un jour très différent que s'il s'agissait pour la Suisse, petit pays neutre et non producteur de pétrole, de prendre seule la responsabilité de combattre une mesure sur l'utilité de laquelle les grandes Puissances se seraient mises d'accord.

Il y aurait, par conséquent, un très grand intérêt pour nous à être parfaitement au clair sur l'attitude que la France se propose de prendre, le 12 décembre, au Comité de coordination⁴. Nous vous serions donc très reconnaissants de chercher à vous renseigner aussi exactement que possible à cet égard.

Nous vous saurions gré de considérer ce qui précède comme exclusivement destiné à votre complète orientation personnelle et à vous renseigner exactement sur la portée de la démarche que nous attendons de vous. Nous voudrions éviter, en effet, de révéler inutilement les ouvertures qui nous ont été faites du côté italien, car elles pourraient donner l'impression que nous avons partie liée avec notre voisin du sud. Mais nous voudrions bien moins encore — à peine est-il besoin de le dire — donner l'impression que nous sommes désireux de nous mettre en avant et de jouer un rôle de premier plan dans la partie engagée. Nous pensons tout au contraire que, dans notre position si délicate, le plus prudent effacement serait désirable.

Si, comme cela est probable, vous êtes interrogé sur l'attitude que nous prendrons, vous voudrez bien vous borner à dire que vous ignorez encore la décision qui sera prise par le Conseil fédéral, mais qu'il vous paraît clair qu'elle ne peut être que dans la ligne de nos déclarations antérieures⁵.

4. *Le 12 décembre doit s'ouvrir la troisième session du Comité des Dix-huit (JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 147, pp. 7 ss). Le Comité de Coordination, pour sa part, ne se réunira plus que le 6 juillet 1936 (JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 149, pp. 56 ss.).*

5. *Le 6 novembre, en répondant à Motta, le ministre Dunant lui transmet les renseignements qu'il vient d'apprendre au cours d'un entretien avec Ch.-A. Rochat, directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères. Voici la partie finale de sa lettre:*

Le point essentiel sur lequel nous souhaitons nous documenter est celui de la procédure envisagée par la France en vue de la prochaine réunion du Comité des XVIII. A ce sujet, un journaliste français fort connu, M. Sauerwein, avait publié l'autre jour l'information, apparemment inspirée, suivant laquelle, «des éclaircissements seraient demandés à la France et à la Grande-Bretagne sur les progrès réalisés en vue du règlement quant au fond du litige italo-éthiopien.» Aujourd'hui j'ai presque la certitude que cette nouvelle vient du Quai d'Orsay, car, en réponse à une question visant cette possibilité, le collaborateur immédiat de M. Laval répondit qu'il n'était

pas seulement logique mais *très souhaitable* que ces renseignements fussent demandés, avant toute discussion sur l'embargo du pétrole.

Selon notre informateur, [Ch. -A. Rochat], le texte même de la résolution de Genève donne *le droit au Comité* de poser des questions sur la manière dont le mandat dévolu à la France et à la Grande-Bretagne a été rempli. Plusieurs éventualités peuvent, en effet, se produire :

1° Une situation politique détendue — qu'aujourd'hui on ne peut malheureusement pas escompter — permettrait de répondre que les pourparlers sont en bonne voie. Dans ces conditions, toute décision sur l'embargo du pétrole pourrait être renvoyée.

2° Même si la situation internationale demeure sans modifications, le fait de formuler une demande d'informations pourrait être utile pour plus tard. Aussi serait-il concevable qu'une atmosphère fût créée dans laquelle la note de la conciliation dominerait. En ce cas, même sans renvoi du débat quant au fond, il serait plus aisé de prévoir une date plus lointaine pour l'application *effective* de l'embargo sur le pétrole. Les sanctions économiques proprement dites ne sont pas entrées en vigueur le lendemain des délibérations de Genève. Ne serait-il pas logique, pense-t-on dans l'entourage de M. Laval, de prévoir aussi un délai plus long lorsqu'il s'agit du pétrole ?

De la manière dont les renseignements qui précèdent me furent fournis, je conclus que M. Laval verrait sans déplaisir qu'une demande d'explications vînt du côté de notre délégation (je rappelle que des ouvertures analogues nous furent faites avant la réunion de Genève, au cours de laquelle M. van Zeeland proposa, selon le programme du Quai d'Orsay, de conférer un « mandat de conciliation à la France et à la Grande-Bretagne »).

Vous comprendrez qu'au cours de l'entrevue avec M. Rochat, il a paru indiqué de faire allusion, bien entendu à titre tout à fait personnel, aux renseignements que je vous ai transmis et selon lesquels il y aurait un mouvement déclenché en Grande-Bretagne tendant à appliquer envers notre pays les mêmes mesures qu'à l'égard des pays « non sanctionnistes ». Toujours à titre personnel et en soulignant que nous n'étions en possession d'aucune instruction de votre part à ce sujet, j'ai émis l'opinion très nette que toute mesure de ce genre risquerait, non seulement d'aller à fin contraire, mais de provoquer une émotion justifiée - émotion qu'il serait certes souhaitable de ne pas voir succéder à celle causée par les dernières interventions regrettées de la délégation française [cf. nos 176 et 177]. Le collaborateur de M. Laval a promis de suivre attentivement cette question, dont il reconnaît la gravité. Il a assuré que, certes, la France n'aurait *aucun* intérêt à pousser dans le sens de la manœuvre qui pourrait s'esquisser.

Vu la prépondérance des services techniques du Quai d'Orsay en toute cette matière, vous jugerez peut-être opportun que j'aie prochainement un entretien avec M. René Massigli. Vous m'obligeriez vivement en me faisant connaître votre opinion sur ce point, en y ajoutant les instructions que vous jugerez utiles (E 2001 (C) 5/162).

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 décembre 1935

2015. Abkommen über den Zahlungsverkehr mit Italien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 5. Dezember 1935

Die Haltung der Schweiz gegenüber den Sanktionsbeschlüssen des Achtzehner-Komitees¹, insbesondere gegenüber dem Beschluss Nr. 3², welcher den Völkerbundsmitgliedern die Einfuhrsperre gegenüber italienischen Waren als Verpflichtung auferlegte, brachte es mit sich, dass der Zahlungsverkehr mit diesem Lande vertraglich geregelt werden musste.

Bereits seit dem Frühjahr dieses Jahres hatte das Volkswirtschaftsdepartement übrigens mit Italien Besprechungen wegen des Zahlungsverkehrs aufgenommen, nachdem die Klagen der schweizerischen Exportfirmen über die Nichteingänge ihrer Warenguthaben in Italien immer häufiger und immer dringlicher wurden. Auch ohne die Genfer Sanktionsbeschlüsse wäre die Schweiz infolge der tatsächlichen Entwicklung des Transferproblems in Italien gezwungen gewesen, ihren Zahlungsverkehr mit dem südlichen Nachbarn auf der Basis eines Clearings zu regeln. Der Beschluss Nr. 3 des Koordinations-Komitees bzw. die Haltung der Schweiz gegenüber diesem Sanktionsbeschluss änderte somit an der tatsächlichen Einstellung der Schweiz gegenüber Italien auf dem Gebiete des Zahlungsverkehrs nicht viel; es wurde dadurch nur ein Grundsatz zum vorneherein festgelegt, über den andernfalls mit Italien lange Diskussionen hätten geführt werden müssen, nämlich der Grundsatz, dass die italienische Wareneinfuhr in die Schweiz in vollem Umfange verrechnet werden musste, ohne dass der Banca d'Italia eine Devisenspitze überlassen werden durfte.

Die vorbereitenden Studien haben auf der Handelsabteilung verschiedene Phasen durchgemacht. Während zuerst ein Total-Clearing, welches sämtliche Zahlungen umfasste, als die einzig mögliche Lösung angesehen wurde, kam das Volkswirtschaftsdepartement nach eingehender Untersuchung der zur Verfügung stehenden Ziffern und der seit dem Sommer dieses Jahres durchgeführten statistischen Erhebungen zur Überzeugung, dass ein blosser Warenclearing für die Schweiz die vorteilhaftere Lösung biete. In der Tat musste es feststellen, dass infolge des starken Sinkens der italienischen Wareneinfuhr in die Schweiz im laufenden Jahre und der dadurch bedingten starken Angleichung der Handelsbilanz zwischen den beiden Ländern Italien hinsichtlich der Zahlungsbilanz nicht mehr aktiv, sondern sehr wahrscheinlich passiv sei, d. h. also, dass Italien, wenn man den ganzen Zahlungsverkehr ins Auge fasst, mehr nach der Schweiz zahlt, als die Schweiz nach Italien.

1. Cf. n° 160, n. 1.

2. Cf. annexe II au n° 172.

Die schweizerische Delegation³, welche am 10. November nach Rom reiste, um die Verhandlungen mit einer italienischen Delegation aufzunehmen, unterbreitete daher der letztern einen Entwurf, welcher auf der Idee eines blossen Warenclearings fusste, wobei aber vorgesehen war, dass die italienische Regierung ein Dokument unterzeichne, durch welches sie sich verpflichtete, sämtliche schweizerische Forderungen aus dem Finanz- und Versicherungsverkehr jeweils am Fälligkeitstage in freien Devisen zu transferieren.

Die italienische Delegation stellte diesem Entwurfe von allem Anfang an einen andern Entwurf entgegen, welcher auf der Idee eines Total-Clearings basierte. Die schweizerische Delegation vertrat mit grösstem Nachdruck und ausserordentlicher Hartnäckigkeit während beinahe einer Woche ihren Standpunkt, d. h. die Idee eines Warenclearings mit einer formellen Verpflichtung für die Finanz- und Versicherungsforderungen. Als Gegenleistung offerierte die schweizerische Delegation die völlige Freigabe des Touristenverkehrs von der Schweiz nach Italien. Angesichts der von der schweizerischen Delegation vorgenommenen statistischen Erhebung, sowie der Entwicklung, welche dieser Touristenverkehr in nächster Zeit voraussichtlich nehmen dürfte, wäre eine solche Lösung für die Schweiz denkbar günstig gewesen, denn es steht ausser Zweifel, dass Italien weit mehr aus Zinsverpflichtungen im Finanzverkehr an die Schweiz leistete als die schweizerischen Touristen an Devisen nach Italien tragen.

Nach einer Woche hartnäckiger Diskussionen musste der schweizerische Plan schliesslich fallen gelassen werden, weil die Italiener kategorisch erklärten, die verlangte Verpflichtung unter keinen Umständen einzugehen, weil sie behaupteten, dass

1. der schweizerische Touristenverkehr im besten Falle 7½ Millionen Franken für Italien einbringe und
2. auch diese Einnahme unsicher sei, weshalb es der italienischen Regierung gänzlich unmöglich wäre, auf der andern Seite eine formelle Verpflichtung für ca. 25 Millionen Franken einzugehen.

Neben dieser Diskussion über die Frage ob Waren- oder Total-Clearing, entspann sich von allem Anfang an eine heftige Debatte über die Regelung der Rückstände aus dem Warenverkehr. Seit dem Sommer dieses Jahres hat die Handelsabteilung einen genauen Meldedienst über diese Rückstände eingerichtet, der bis zum 7. November fortgeführt worden war. An diesem Tage ergab sich ein Betrag von 18,8 Millionen Franken an rückständigen Forderungen für Warenlieferungen. Es handelte sich ausschliesslich um Forderungen, die bereits fällig geworden waren und für welche der italienische Schuldner die Devisen schon angefordert hatte. Die schweizerische Delegation verlangte aus taktischen Gründen, dass diese Rückstände ausserhalb des Clearings in freien Devisen abbezahlt werden müssten, was von seiten der italienischen Delegation zunächst ganz entschieden abgelehnt wurde.

Nachdem ersichtlich war, dass die italienische Delegation es eher zu einem Abbruch kommen liesse, als die verlangte formelle Verpflichtung für die Finanzforderungen ausserhalb des Clearings einzugehen, entschloss sich die schweizeri-

3. *Sur sa composition, cf. n° 187.*

sche Delegation, auf das Projekt eines Total-Clearings einzugehen. Das bezügliche italienische Projekt wurde allerdings vollkommen umgewandelt, da es nach Überzeugung der schweizerischen Delegierten praktisch ungeheuer kompliziert gewesen wäre und zu den grössten Schwierigkeiten geführt hätte. Die Verhandlungen endigten schliesslich im Abschluss eines Vertrages⁴, welcher grundsätzlich alle Zahlungen zwischen den beiden Ländern umfasst, d. h. also einen Total-Clearing darstellt, aus dem immerhin folgende Zahlungen ausgenommen sind (Artikel 10 des Abkommens):

1. die Zahlungen im kleinen Grenzverkehr;
2. die Zahlungen für Transitwaren;
3. die Zahlungen im Reiseverkehr und zwar nach beiden Seiten;
4. die Zahlungen der italienischen Eisenbahnen, welche nach durchgeführter Verrechnung mit den Bundesbahnen jährlich mindestens 10¹/₂ Millionen Franken ausmachen und angesichts der Steigerung des Transitverkehrs aus Deutschland nach Italien⁵ im kommenden Jahre noch weit höhere Beträge erreichen dürften. Die schweizerische Delegation hat alles daran gesetzt, um diese Saldozahlungen der italienischen Staatsbahnen aus dem Clearing herauszunehmen, da dieselben eine sehr schwere Belastung des letztern dargestellt hätten; ihre Bezahlung in freien Devisen ausser Clearing ist sichergestellt;
5. die Zahlungen aus dem Versicherungsverkehr, wofür Garantie besteht;
6. Schiffsbillete, welche in der Schweiz für Fahrten auf italienischen Passagierdampfern gelöst werden;
7. Kapitalzahlungen.

Die Frage der Rückstände konnte in einer Art und Weise geregelt werden, welche effektiv die gehegten Erwartungen übertrifft. Italien hat sich nämlich in einem streng vertraulichen, persönlichen Briefwechsel des Chefs der italienischen Delegation an den Chef der schweizerischen Delegation⁶ verpflichtet, gemäss nachfolgender Tabelle den von der Schweiz gemeldeten Betrag der Rückstände von 18,8 Millionen Franken in freien Devisen zu regulieren:

am 5. Dezember 1935	3 Millionen Franken
am 5. Januar 1936	1,7 Millionen Franken
am 1. Februar 1936	4,7 Millionen Franken
am 1. März 1936	4,7 Millionen Franken
am 1. April 1936	4,7 Millionen Franken

Damit werden am 1. April sämtliche Rückstände aus Warenlieferungen gedeckt sein, soweit sie bis zum 7. November der Handelsabteilung gemeldet worden waren. In der Zwischenzeit sind allerdings noch einige Millionen neuer Rückstände entstanden, welche im laufenden Clearing ihre Befriedigung finden müssen. Die vertragliche Regelung der gemeldeten Rückstände bildet ein Novum gegenüber allen bisherigen Clearingverträgen, bei denen die Rückstände jeweils nur im laufenden Clearing befriedigt werden konnten.

4. Accord entre la Confédération suisse et le Royaume d'Italie concernant le règlement des paiements réciproques, conclu à Rome le 3 décembre (*RO*, 1936, vol. 52, pp. 194 ss.).

5. Cf. n° 184, n. 1.

6. Pour le texte des notes secrètes échangées le 3 décembre entre A. Giannini et P. Vieli, cf. E 7800 3/161. Cf. aussi n° 182.

In einem ebenfalls vertraulichen Schreiben⁷ des Leiters der italienischen Delegation, Senator Giannini, ist ausserdem eine Garantie für die Aufrechterhaltung des italienischen Touristenverkehrs nach der Schweiz geleistet worden, insofern als den italienischen Touristen 3000 Lire pro Person und Monat zu Aufenthalt in schweizerischen Hotels gewährt werden, plus 500 Lire, welche allgemein bei der Ausreise aus Italien mitgenommen werden dürfen. Dies wird für 3 Monate im Jahr gewährt.

Im gleichen Briefe ist ausserdem Garantie geleistet, dass für italienische Schüler und Studenten in der Schweiz die nötigen Mittel zu Studienaufhalten in unserem Lande in freien Devisen zur Verfügung gestellt werden.

Der Vertrag soll in Kraft gesetzt werden nach durchgeführter Ratifikation durch die beiden Regierungen. Immerhin ist sein provisorisches Inkrafttreten schon vor der Ratifikation auf den 10. Dezember 1935 festgelegt und zwar durch einen Notenaustausch, der am 5. Dezember zwischen der Schweizerischen Gesandtschaft in Rom und dem italienischen Ministerium des Auswärtigen vorgenommen wird.

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

1. Dem vorgelegten Abkommen zwischen der Schweiz und Italien betreffend die Regelung des gegenseitigen Zahlungsverkehrs, das am 3. Dezember in Rom unterzeichnet wurde⁸, wird die Genehmigung erteilt.

[...]

7. *Daté du 3 décembre* (E 7800 3/161).

8. *Sur la séance de signature de l'accord, cf. la lettre de G. Wagnière à Motta, du 4 décembre*:

Nous étions convoqués pour 17 heures. Je m'y suis rendu avec MM. Vieli, Homberger, Gygax et Fumasoli. Du côté italien, on avait mis sur pied, outre MM. Suvich et Giannini, une série de fonctionnaires des Ministères des Affaires Etrangères et des Corporations. C'est la première fois que j'ai vu tant de monde pour la signature d'un accord. J'attribue ce fait à l'importance que le Chef du Gouvernement a voulu donner à cet acte italo-suisse.

Quand on nous a introduits dans le vaste salon du Chef du Gouvernement, ce dernier est venu à notre rencontre et m'a exprimé tout de suite, en termes très cordiaux, son regret de mon départ. Après la signature, comme je m'y attendais, il a parlé des sanctions et m'a répété les paroles qu'il avait déjà adressées au professeur Barraud et que je vous avais rapportées [*cf. n° 194 et n. 6*]: «Votre neutralité à couru un grand danger». J'avoue que j'ai été un peu interloqué par cette sortie. Du reste, il m'a dit qu'il me recevrait prochainement pour une audience particulière où je me réserve de lui demander le sens de ces paroles. Après quoi, il a ajouté: «Vous vous êtes très bien défendus». Il paraissait très satisfait de l'attitude de la Suisse. Cette impression est partagée par tous mes collègues présents. Il a ajouté: «Il Presidente della Repubblica svizzera (sic) non è un Vasconcellos che riceve ordini al telefono». Il a prononcé ces paroles avec l'amertume d'un homme profondément ulcéré.

Après quoi, il a repris sa bonne humeur. Je lui ai dit que si des réformes devaient être appliquées dans le Pacte de la S.d.N., j'espérais bien que l'Italie y collaborerait. Il n'a rien objecté et nous nous sommes séparés très amicalement (E 2001 (C) 5/162).

191

E 2001 (C) 5/163

Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique¹

No GD

Berne, 6 décembre 1935

Conformément aux instructions reçues, j'ai téléphoné à M. Ruegger pour lui demander quelle portée il fallait attacher à la conversation de M. de Torrenté avec M. Bonnefon-Craponne² au sujet des attaques qui se prépareraient à l'égard de l'attitude suisse vis-à-vis de la proposition 3 du Comité de coordination³.

M. Ruegger répond:

1° qu'il ne doit pas être fait état de cette conversation, qui doit rester confidentielle;

2° que l'avis, qui nous a été donné dans un esprit particulièrement amical, doit être pris au sérieux;

3° qu'une contre-action est opportune;

4° qu'en ce qui concerne Paris, elle a déjà été entamée par une conversation avec M. RoCHAT, au sujet de laquelle un rapport détaillé nous est expédié ce soir⁴.

M. Ruegger ne peut pas s'expliquer ouvertement au téléphone. Il me laisse entendre, cependant, que M. RoCHAT reste très bien disposé, qu'il a compris que la France n'a pas intérêt à nous mettre dans l'embarras et qu'il a promis de surveiller les services techniques.

M. Ruegger n'exclut pas qu'une démarche de M. Dunant auprès de M. Laval serait opportune (je crois même comprendre que des instructions à cet égard nous ont été demandées), mais il dit que rien ne presse, car M. Laval est inabordable en ce moment et qu'il suffira d'aviser lundi ou mardi.

M. Ruegger conseille une démarche verbale un peu vague de nos Ministres à Bruxelles, Madrid et Stockholm⁵. Cette démarche pourrait revêtir la forme sui-

1. D'après le code «GD», cette notice a été rédigée par P. Bonna.

2. Cf. lettre du ministre A. Dunant à Motta, du 4 décembre:

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'au cours d'un récent entretien au Ministère du Commerce, M. Bonnefon-Craponne, Directeur des Accords Commerciaux, a laissé entendre à M. de Torrenté qu'à l'instigation de la Grande-Bretagne, la Suisse serait, selon toutes probabilités, prise à partie au sein du Comité des Dix-huit, le 12 décembre, au sujet de la mise en œuvre de la Proposition III concernant les sanctions contre l'Italie, et de l'interprétation donnée, en cette matière, à la déclaration de Londres du 13 février 1920.

M. Bonnefon-Craponne paraît savoir que l'Angleterre aurait acquis à sa manière de voir les Pays scandinaves. La France et la Belgique se rallieraient aussi à l'attitude de la Grande-Bretagne, qui chercherait purement et simplement à classer la Suisse dans les pays non-sanctionnistes.

Par ailleurs, toujours sous l'influence du Gouvernement de Londres, le Gouvernement français envisagerait l'institution de certificats d'origine pour toutes les marchandises importées en France. Il est évident que l'introduction de cette formalité serait très fâcheuse pour le commerce franco-suisse. [...]

3. Cf. surtout annexe II au n° 172.

4. Cf. n° 189, n. 5.

5. Cf. n° 192.

vante: remise du texte de l'accord de clearing⁶ avec remarque que nous avons fait tout ce à quoi nous nous sommes engagés et que des chicanes sur notre attitude et la portée de la Déclaration de Londres⁷ pourraient avoir des conséquences graves. Éviter toute indication précise au sujet de la possibilité de ces chicanes. Il serait bon que des instructions dans ce sens partissent demain déjà.

M. Ruegger déconseille, en revanche, pour le moment, une démarche à Londres. (Si l'on essaye de nous prendre de nouveau par surprise, ne pas montrer que nous sommes au courant.)

6. Signé le 3 décembre, à Rome, entre la Suisse et l'Italie. Cf. n° 190.

7. Cf. n° 145, n. 6.

192

E 2200 Paris 8/2

*Le Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki¹,
aux Légations de Suisse à Paris, Bruxelles, Stockholm, Madrid, Bucarest
et Prague*

L

Sanktionen gegen Italien
Stellungnahme der Schweiz

Bern, 7. Dezember 1935

Im Einvernehmen und im Auftrage von Herrn Bundesrat Motta erlaube ich mir, Ihnen die folgenden Mitteilungen zu machen, wobei ich annehme, dass Sie über die Stellungnahme der Schweiz zum Sanktionenproblem bisher vorwiegend nur durch die Presse informiert worden sind. Ich setze dabei aber voraus, dass Ihnen das Schreiben, welches der Chef des Politischen Departementes am 28. Oktober a. c.² nach Genf gerichtet hat und das in der schweizerischen Presse vollinhaltlich publiziert worden ist, bekannt sei. Aus diesem Schreiben ergibt sich, dass die Schweiz von den bisher beschlossenen 4 Sanktionsmassnahmen deren 3 ohne weiteres angenommen und auch am 18. November in Kraft gesetzt hat. Es ist deshalb vollkommen unzutreffend, wenn man uns sowohl in Rom als auch in London je nach Bedürfnis etwa als Nicht-Sanktions-Staat bezeichnet hat³. Eine von der Mehrzahl der übrigen Völkerbundsstaaten abweichende Haltung hat die Schweiz bekanntlich nur in der sogenannten Sanktion Nr. 3, in der Frage der vollen Einfuhrsperre gegen italienische Waren, eingenommen. Dass und warum sie dies tat, ergibt sich im einzelnen aus den in Kopie beiliegenden Briefen, die ich in dieser Angelegenheit, im Einvernehmen mit dem politischen Departement, Herrn Minister Wagnière geschrieben habe⁴ und die ich Ihrer Aufmerksamkeit empfehlen möchte.

1. W. Stucki occupe cette nouvelle fonction depuis le 1^{er} décembre, date à laquelle il a cessé de diriger la Division du Commerce du DEP.

2. Cf. annexe II au n° 172.

3. Cf. n° 191 et n. 2.

4. Cf. nos 160 et 167.

Sie wissen, dass, wie leicht vorauszusehen war, diese Stellungnahme des Bundesrates in Genf kritisiert worden ist und zwar insbesondere von den Vertretern der englischen Dominions. Man hat sich aber damit abgefunden und uns weitere Schwierigkeiten bis jetzt nicht bereitet.

Am 12. d. Mts. tritt das sogenannte Achtzehnerkomitee in Genf wieder zusammen⁵. Nach uns zugekommenen Informationen hat England bei den meisten Mitgliedern dieses Komitees Schritte unternommen, um bei dieser Gelegenheit einen starken und konzentrierten Druck auf die Schweiz auszuüben, damit diese entweder die Sperre gegen die italienische Einfuhr vollständig mitmacht oder aber als Nicht-Sanktions-Staat öffentlich auf die gleiche Linie mit Österreich und mit Ungarn gestellt wird. Es ist uns mitgeteilt worden, dass die englische Regierung in dieser Hinsicht bereits die Zustimmung der Regierungen von Frankreich, Belgien und der skandinavischen Staaten erhalten habe.

Es braucht sicherlich nicht betont zu werden, um welch wichtige, schwierige und delikate Fragen es sich hier handelt. Müssten wir unter einem solchen Druck die schweizerisch-italienischen Wirtschaftsbeziehungen vollständig abbrechen, so würde dadurch nicht nur — was nicht entscheidend ist — der ohnehin ausserordentlich notleidenden Wirtschaft ein weiterer Schlag versetzt, der fast unerträglich wäre. Es würden mindestens 10 000 Arbeiter brotlos. Wichtiger noch aber ist, dass die Verhältnisse im Kanton Tessin mit seinen jahrhundertealten engen Beziehungen zu Italien nach Ansicht der Tessiner-Regierung⁶ sehr beunruhigend werden müssten. Auf der andern Seite ist aber klar, wie ausserordentlich unerwünscht und schwerwiegend eine unsere Haltung als paktwidrig bezeichnende Manifestation des Achtzehnerkomitees wäre.

Unter diesen Umständen ist es wohl notwendig, dass Sie sich unverzüglich mit der Regierung, bei welcher Sie akkreditiert sind, in Verbindung setzen und feststellen, welche Ansichten und Absichten man dort in der vorliegenden Frage hat. Das muss selbstverständlich geschehen, bevor die betr. Delegierten definitive Instruktionen erhalten haben. Das vorliegende Schreiben mit seinen 2 Beilagen wird Ihnen für solche Besprechungen die nötigen Unterlagen geben, um den Standpunkt der Schweiz zu erklären und verständlich zu machen. Dabei sollte ganz besonderes Gewicht auf folgenden Umstand gelegt werden:

Der englische Antrag auf Erlass einer Einfuhrsperre gegen italienische Waren wurde mehrfach und ausdrücklich damit begründet, dass man nicht eine aggressive Massnahme ergreifen wolle, dass man nicht beabsichtige gegen das italienische «Regime» und seinen Chef einen vernichtenden Schlag zu führen und dass man nicht das italienische Volk, dem man seine volle Sympathie bewahre, zu treffen beabsichtige. Der Zweck bestehe vielmehr darin, durch Unterbindung des Warenexportes aus Italien diesem die Möglichkeit zu nehmen, mit den aus dem Warenexport entfallenden Devisen, richtiger mit dem aus dem Handelsverkehr sich ergebenden Devisen-Überschuss in den Nicht-Sanktions-Staaten Kriegsmaterial und zur Kriegführung nötige Rohstoffe zu kaufen. Sie ersehen aus den Beilagen, dass wir nachgewiesen haben — und das ist bis jetzt von keiner Seite bestrit-

5. Cf. n° 189, n. 4.

6. Cf. notamment la lettre du Conseil d'Etat tessinois au Conseil fédéral, du 8 novembre 1935 (E 7800 3/158).

ten worden —, dass unser bereits durch den Bundesratsbeschluss vom 18. November⁷ ausgesprochenes Verbot gegen direkte Zahlungen an Italien und das vorgesehene System der direkten Verrechnung, Italien *zweifelloso* um den Devisenüberschuss bringt, den es bis jetzt aus dem Handelsverkehr mit der Schweiz erhalten hat. Der Zweck des englischen Antrages ist also mit unserer Haltung in vollem Masse erreicht. Ja man kann ohne irgendwelche Übertreibung weitergehen und sagen, dass unsere Stellungnahme für die Schwächung der italienischen Finanzkraft bedeutsamer ist, als die vollständige Durchführung der Einfuhrsperre seitens der meisten andern Staaten. Diese haben bis jetzt im Warenverkehr den Italienern keine Devisenüberschüsse geliefert, sondern diese gezwungen infolge der für Italien passiven Handelsbilanz Devisenzuschüsse zu geben. Die Anwendung der Sanktionen ermöglicht den Italienern sich diese Devisenzuschüsse zu ersparen. Bei uns ist es genau umgekehrt: Italien *verliert* einen bisher bestehenden Devisenüberschuss. Das ist denn auch der Grund, weshalb unsere in Rom geführten Verhandlungen so ausserordentlich hartnäckig und schwierig waren. Die Italiener haben sich sofort und klar darüber Rechenschaft gegeben, dass zwar unsere Haltung für sie wirtschaftlich von einem gewissen Interesse ist, dass sie ihnen aber *devisenpolitisch* viel schädlicher ist, als diejenigen der «100%igen» Sanktionsstaaten.

Nun ist über dieses letzter Tage mit Italien abgeschlossene Clearingabkommen⁸ eine neue Beunruhigung bei den Regierungen der übrigen Staaten entstanden. Ich hatte Gelegenheit die hiesigen diplomatischen Vertreter von England und Frankreich einlässlich aufzuklären. Es scheint mir notwendig zu sein, dass auch die wichtigsten übrigen Regierungen über diese Fragen vollständigen und klaren Bericht erhalten und teile Ihnen zu diesem Zwecke folgendes mit:

Das abgeschlossene Clearingabkommen ist selbstverständlich in jeder Hinsicht in voller Übereinstimmung mit den Verpflichtungen, die wir durch die Erklärung vom 28. Oktober Genf gegenüber eingegangen sind. Italien erhält nach diesem Abkommen aus seinem Warenexport zu uns keinerlei Devisen irgendwelcher Art. Alles wird verrechnet. Sodann sind alle Vorkehrungen getroffen, dass weder unsere Ausfuhr nach Italien noch die italienische Einfuhr in die Schweiz den Umfang übersteigen, den sie im einzig möglichen Vergleichsjahr, im Jahre 1934 gehabt haben. Nun stellt sich sofort die Frage, was geschieht mit der *Differenz* zwischen Einfuhr und Ausfuhr. Diese Marge die im vergangenen Jahr noch 40 Millionen betrug, wird im laufenden Jahr noch ungefähr 15 Millionen ausmachen. Nach dem abgeschlossenen Clearingvertrag muss diese Summe verwendet werden um einen Teil der Zinsen aufzubringen, die Italien der Schweiz für die über eine halbe Milliarde Schweizer Franken ausmachenden schweizerischen Kapitalguthaben in Italien schuldet⁹. Daneben aber, und das ist besonders wichtig, muss Italien vertragsgemäss innerhalb von wenigen Monaten in freien Devisen noch die bis jetzt nicht bezahlten schweizerischen Guthaben für bereits gelieferte Waren abtragen. Diese Guthaben belaufen sich auf ca. 20 Millionen Schwei-

7. Arrêté du Conseil fédéral concernant le règlement des paiements entre la Suisse et l'Italie (RO, 1935, vol. 51, pp. 743—745).

8. Cf. n° 190.

9. Cf. n° 161.

zer Franken. Die Konsequenz dieser Abmachung für die italienische Devisen-Situation ist klar: nicht nur erhält Italien im Gegensatz zu der bisherigen Situation keine Devisen aus dem Verkehr mit der Schweiz, sondern es muss neben dem Clearingabkommen noch ganz beträchtliche Devisenleistungen aufbringen, für die es von der Schweiz aus keine Gegendeckung erhält. Die Abmachung führt also zweifelsohne nicht zu einer Stärkung, sondern zu einer Schwächung der italienischen Devisenlage. Man wird sich fragen, warum Italien einem solchen Abkommen zugestimmt hat. Meines Erachtens liegt der Grund darin, dass es diesen Kaufpreis dafür bezahlen will, dass es einen gewissen beschränkten Wirtschaftsverkehr mit der Schweiz aufrechterhalten kann, dass nicht noch mehr Italiener infolge des Verlustes des Exportes nach den Sanktions-Staaten brotlos werden und dass es einen gewissen politischen Erfolg wenigstens scheinbar erzielt hat.

Haben die andern Staaten Grund, sich gegen diese Vereinbarungen aufzulehnen? Man wird die Frage mit ja beantworten müssen, wenn mit dem englischen Antrag und dem darauf gestützten Beschluss etwas anderes bezweckt war, als man gesagt hat, nämlich die Schwächung des italienischen Regimes, die Herbeiführung von grosser Arbeitslosigkeit, kurz, wenn die Massnahmen einen bis jetzt ausdrücklich und mehrfach bestrittenen aggressiven Charakter haben sollten. Man wird aber von dem bis jetzt einzig in den Vordergrund geschobenen *Devisen-Standpunkt* aus die Abmachung für nicht nur vollständig befriedigend, sondern als weitergehend bezeichnen müssen als das, was, immer von diesem Standpunkt aus betrachtet, die andern Länder getan haben. Dies ist denn auch von den hiesigen Diplomatenvertretern Frankreichs und Englands anerkannt worden.

Wohl begreiflich scheint mir, dass die damit für die Schweiz geschaffene Situation von der Wirtschaft der andern Sanktions-Staaten und damit auch von ihren Regierungen mit einem gewissen Neid betrachtet wird. Da man aber doch offenbar Sanktionen gegen Italien und nicht gegen die Schweiz im Auge hat und da man sicherlich kein Interesse hat der Schweiz wirtschaftlich und namentlich auch innerpolitisch (Tessin!) unerträgliche Schwierigkeiten zu bereiten, so sollte eine ruhige und leidenschaftslose Überlegung unbedingt dazu führen, unsere Situation zu verstehen und demgemäss Instruktionen für die Beratungen der nächsten Woche zu geben.

Falls Ihnen, Herr Minister, die Situation aus diesem Schreiben und seinen Beilagen noch nicht vollkommen klar sein sollte, so stehe ich gerne telephonisch mit weitem Auskünften zur Verfügung.

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 44

*Le Ministre de Suisse à Washington, M. Peter,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP no 12

Washington, 11 décembre 1935

Dans son désir de rester neutre et d'éviter à tout prix d'être mêlé à un conflit européen, tout en faisant son possible pour arrêter une guerre de conquête¹ qu'il condamne, sans avoir l'air toutefois de faire le jeu de la Société des Nations et de la Grande-Bretagne, le Gouvernement américain a fini par se trouver dans une situation embarrassante. La loi votée par le Congrès² ne prohibant que l'exportation des armes et munitions et laissant libre la vente du cuivre, de l'acier, du coton et du pétrole aux belligérants, le 5 octobre, le Président avait cru devoir avertir les exportateurs américains que tout commerce avec les belligérants serait fait à leurs risques et périls et qu'ils ne devaient plus compter sur la protection du Gouvernement américain. Cet abandon du dogme de la liberté des mers avait passé presque inaperçu car, tant qu'il n'y avait pas de blocus et de sous-marins pour arrêter les exportations américaines, cela n'avait pas grande importance. Au lieu de diminuer, le commerce avec l'Italie avait au contraire augmenté. Le Président et son Secrétaire d'Etat firent alors des déclarations successives les 10 et 30 octobre et les 15 et 26 novembre, dans le but de restreindre, sinon de supprimer la vente des matières premières nécessaires à la guerre aux belligérants, c'est-à-dire à l'Italie, puisque le commerce avec l'Ethiopie est à peu près nul. Le 15 novembre, le Secrétaire d'Etat avait même mentionné expressément que l'exportation du pétrole, du cuivre, des camions, des tracteurs, des déchets de fer et d'acier était contraire à la politique gouvernementale. Non seulement cette défense n'était plus conforme à l'esprit de la loi votée par le Congrès, mais elle devançait les mesures envisagées alors par la Société des Nations, comme celle de l'embargo du pétrole³, par exemple. Il y eut alors des protestations de la part de ceux qui étaient menacés dans leurs intérêts par les déclarations du Secrétaire d'Etat. On critiqua en outre la politique du Gouvernement qu'on trouvait dangereuse. Car, si cette politique ne présente pas de grands inconvénients tant que le conflit est circonscrit entre l'Italie et l'Ethiopie, que se passera-t-il, demandait-on, si l'Angleterre et la France entrent en guerre contre l'Italie. Pour être conséquent avec lui-même, le Gouvernement américain devra refuser de faire du commerce avec tout belligérant, en courant le danger de produire une nouvelle crise économique aux Etats-Unis. S'il ne peut se résoudre à cela, il faudra alors qu'il cesse d'être neutre, qu'il choisisse, et, se mettant du côté de la Société des Nations, qu'il continue à faire du commerce avec certains des belligérants, au risque d'être mêlé au conflit. Et l'on concluait qu'il n'est pas sage de faire une règle de neutralité qui ne peut être observée qu'au

1. *Sur le conflit italo-éthiopien, cf. rubrique I.4: SdN, conflit italo-éthiopien...*

2. *La première loi dite de neutralité est signée le 31 août 1935 par le Président Roosevelt.*

3. *Cf. n° 179, n. 2 et n° 189 et n. 2.*

prix de sacrifices intolérables ou qui ne peut être modifiée sans que l'on cesse d'être neutre, que cela avait été une erreur, enfin, que de vouloir déterminer la politique générale des Etats-Unis en matière de neutralité par les circonstances spéciales particulières et temporaires de la guerre entre l'Italie et l'Abyssinie et des sanctions ordonnées par la Société des Nations.

Tout cela provient, dit-on, du fait que le Secrétaire d'Etat a été troublé par cette constatation, que la neutralité stricte favorise l'Italie sans aider l'Abyssinie. Déplorant cette conséquence, il s'est préoccupé de restreindre ou de contingerter, pour le ramener aux proportions d'avant-guerre, le commerce avec l'Italie en étendant ainsi la loi. Il était poussé à cela par la crainte qu'on lui reproche de paralyser les sanctions de la Société des Nations ou d'être responsable d'un blocus anglais ou français ayant pour but d'empêcher le pétrole américain d'arriver en Italie. Mais bien que la politique italienne soit assez sévèrement jugée par la presse, l'opinion publique ne semble pas être d'accord avec les mesures préconisées par le Secrétaire d'Etat et l'on ne croit pas que le congrès les ratifierait ou serait disposé à donner pour cela des pouvoirs discrétionnaires au Président. Il y a d'abord trop de gens intéressés à la vente des produits dont l'Italie peut avoir besoin. Et puis il ne faut pas oublier qu'aux Etats-Unis, la politique extérieure est presque toujours influencée par la politique intérieure. Or l'attitude de la Société des Nations, ou plutôt de la Grande-Bretagne a eu pour effet de réunir les très nombreux Italiens établis aux Etats-Unis, qu'ils soient fascistes ou anti-fascistes, dans un même sentiment de solidarité envers leur pays d'origine. Et les Italiens sont en général des électeurs démocrates, qui pourraient très bien l'an prochain manifester leur rancune à l'égard de la politique du Gouvernement en votant contre le Président, ou en tout cas contre les représentants ou sénateurs qui auraient approuvé l'application des sanctions par les Etats-Unis. Et c'est pourquoi, tout en déplorant peut-être que les propositions faites aux belligérants par la Grande-Bretagne et la France ne lui paraissent pas imprégnées d'un très grand scrupule de justice internationale, le Gouvernement américain ne sera pas fâché que ces propositions soient acceptées de part et d'autre et qu'ainsi le souci de sa propre conduite dans ce conflit soit définitivement éloigné.

194

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 35

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP¹

Rome, 11 décembre 1935

Le Duce a dû renvoyer d'un jour l'audience qu'il m'avait accordée, à cause de la séance du Sénat à laquelle il a assisté. J'ai donc été reçu hier à 17 heures et je suis rentré à la Légation trop tard pour vous faire rapport sur mon entretien. Il a reçu

1. *Annotation marginale de Motta*: Très confidentiel.

avant moi tout le Directoire du Parti, une douzaine de fascistes, parmi lesquels les Présidents du Sénat² et de la Chambre³ en uniforme et bottes à l'écuycère.

Le Duce est venu au-devant de moi et m'a demandé: «Pourquoi partez-vous?» — Il a pris acte des raisons que je lui ai exposées⁴.

Je lui ai dit que je ne lui faisais pas encore ma visite de congé, mais que nous nous préoccupions des répercussions que les événements actuels pouvaient avoir sur le sort de nos compatriotes en Italie. Je lui ai alors cité une série de petits faits dont vous avez connaissance et qui sont de nature à nous inquiéter. Il s'en est vivement ému et m'a demandé de lui indiquer par écrit les localités où s'étaient produits ces incidents; il télégraphierait immédiatement aux préfets de veiller à ce que les Suisses n'eussent pas à souffrir de la part des fasci ou des autorités locales et donnerait l'ordre de remettre les noms «svizzera» ou «ginevrina» là où on les avait fait disparaître. Nous avons rédigé aujourd'hui-même ce document indiquant brièvement les faits que je vous ai rapportés. Je le remettrai à M. Suvich.

Je lui ai avoué que j'avais été très intrigué des paroles qu'il avait prononcées dans notre dernier entretien au sujet de notre neutralité⁵. Il m'a répété alors, mot pour mot, ce qu'il avait dit au professeur Barraud⁶, à savoir que notre neutralité avait couru le plus grand danger et que la Suisse aurait pu se trouver dans la plus grave situation contemporaine après le Sonderbund. Je lui ai rappelé que notre neutralité avait été garantie en 1815 par huit puissances européennes. Il m'a répondu: «Je le sais, mais l'Italie ne l'aurait plus reconnue». Il s'est empressé d'ajouter: «La Suisse s'est admirablement défendue, avec bec et ongles; sa situation était des plus difficiles; elle est entre l'enclume et le marteau et M. Motta a montré beaucoup de courage. Du reste, vous n'auriez jamais pu appliquer les sanctions à cause de la population suisse de langue italienne, comme l'a dit

2. *L. Federzoni.*

3. *C. Ciano.*

4. *Sur le changement qui doit intervenir à la tête de la Légation de Suisse à Rome, cf. PVCF n° 1970, du 27 novembre:*

Par décision du 8 novembre, le Conseil fédéral a chargé le Département politique de demander l'agrément du Gouvernement italien à la nomination de M. Paul Ruedger en qualité d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse à Rome. Il résulte d'un télégramme de M. le Ministre Wagnière que cet agrément, retardé par le surcroît de besogne qui incombe, dans les circonstances actuelles, au Ministère italien des Affaires étrangères, vient d'être accordé.

Les conjonctures présentes sont telles qu'il est désirable que M. Wagnière reste à son poste actuel jusqu'à la fin de l'année et même jusque dans le courant du mois de janvier prochain. L'installation de M. Ruedger à Rome ne pourrait guère avoir lieu, en effet, qu'à la mi-février 1936 et il est souhaitable que la période pendant laquelle la Légation de Suisse à Rome sera confiée à un Chargé d'Affaires intérimaire ne fût pas trop longue. Le moment est, toutefois, venu de rendre publics la démission de M. Wagnière et son remplacement par M. Ruedger.

Il est *décidé*:

1° de donner un caractère définitif à la nomination de M. Paul Ruedger, en qualité d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse à Rome;

2° de rendre publiques la démission, acceptée avec remerciements des services rendus, de M. Wagnière et la nomination de M. Ruedger;

3° de laisser au Département politique le soin de fixer le moment du départ de M. Wagnière et de l'installation à Rome de M. Ruedger (E 1004 1/355).

5. *Cf. n° 190, n. 8.*

6. *Cf. lettre de Wagnière à Motta, du 2 novembre 1935 (E 2300 Rom, Archiv-Nr. 35).*

M. Stucki à Genève⁷, de même que vous ne pourriez jamais appliquer des sanctions à l'égard de l'Allemagne avec vos trois millions de Suisses allemands». Je lui ai fait observer que ces différences linguistiques entre Confédérés peuvent exercer, sans doute, une influence sur leurs sentiments, mais qu'elles ne sont point déterminantes quand il s'agit des intérêts supérieurs du pays. «Les Suisses sont suisses avant tout, quelle que soit la langue qu'ils parlent». Il a bien voulu l'admettre, mais il n'est tout de même pas convaincu, comme la plupart des Italiens, de la force du sentiment helvétique.

Nous avons alors longuement parlé de la question des sanctions dont il m'a dépeint, en termes vifs, l'injustice. «Depuis la guerre, depuis la création de la Société des Nations, la France a envahi le Maroc avec 200 000 hommes de troupe, la Russie s'est emparée de la Mongolie, le Japon d'une partie de la Chine, mais c'est à l'Italie seule qu'on veut appliquer ces mesures indignes». Il s'est montré rassuré au sujet du pétrole dont l'Italie a de larges provisions, comme je vous l'ai mandé. Mais ce qui l'inquiète, ce sont les incidents qui peuvent surgir à l'occasion d'un contrôle et qui peuvent déchaîner une guerre européenne. «Quelle sera, dans ce cas-là, l'attitude de la Suisse?» — Je lui ai répondu que la Suisse proclamerait sa neutralité en invoquant la Déclaration de Londres de 1920⁸. «Cela n'empêche pas, a-t-il répliqué, que l'article 16⁹ peut mettre la Suisse, un jour ou l'autre, dans de terribles embarras. Je ne vois pas comment elle pourrait, dans certaines circonstances, appliquer cet article tout en maintenant sa neutralité».

Je lui ai dit que la Suisse unanime souhaitait l'apaisement du conflit actuel et ne pouvait pas croire à de plus graves complications européennes. Du reste, les propositions Hoare-Laval¹⁰ étaient basées, si j'ai bien compris, sur celles que Mussolini lui-même aurait présentées le 16 octobre en termes, à vrai dire, assez imprécis. Il m'a répondu: «Ce projet Hoare-Laval, je ne le connais pas» («non lo conosco»).

Je n'ai pas manqué de lui parler de la fameuse plaque qui devra figurer sur la maison communale de toutes les communes d'Italie. Il m'en a montré le projet qui se trouvait sur sa table. Il comprend trois catégories:

- 1° Stati sanzionisti
- 2° Stati sanzionisti con riserve
- 3° Stati che non aderiscono alle sanzioni.

La Suisse figure dans la seconde catégorie. J'avoue que je n'ai pas pu m'empêcher d'exprimer le regret que j'éprouvai de voir le nom de mon pays figurer dans ce document. Il m'a dit qu'il était prêt à faire une 4^e catégorie pour la Suisse, afin de la distinguer des autres Etats sanctionnistes avec réserves, mais il a ajouté justement: «Est-ce dans votre intérêt vis-à-vis de la S.d.N., vis-à-vis de Londres et de

7. Cf. surtout n° 160 et n. 8.

8. Cf. n° 145, n. 6.

9. Cf. n° 145, n. 5.

10. Le plan Hoare-Laval, visant le règlement à l'amiable du conflit italo-éthiopien, a été mis au point à Paris le 10 décembre. Il prévoit l'agrandissement de l'Erythrée et de la Somalie italiennes, l'attribution à l'Éthiopie d'un débouché sur la mer et la constitution dans l'Éthiopie méridionale d'une zone d'expansion économique et de peuplement réservée à l'Italie. Pour le texte du plan et pour la correspondance échangée à ce propos entre le Secrétariat de la SdN et le gouvernement éthiopien, cf. JO. SDN, janvier 1936, pp. 39ss.

Paris»?¹¹ J'ai laissé la question sans réponse et je me permets de vous la soumettre. Pensez-vous que nous ayons intérêt à figurer dans une catégorie spéciale, en dehors des autres Etats «sanctionnistes avec réserves»?¹²

Le Duce estime que l'article 16 devrait être supprimé du Covenant. Nous avons longuement parlé de la S.d.N. et je me suis efforcé de lui expliquer les motifs pour lesquels les petits Etats, après la guerre mondiale, y adhéraient avec tant de conviction. Il m'a répondu: «En cas de danger, la S.d.N. ne vous servira de rien».

Il se montrait très renseigné quant à la situation des Suisses en Italie au point de vue économique. Il m'a dit que les capitaux suisses investis en Italie dans le commerce et l'industrie étaient évalués à 4 milliards de liras¹³.

Il paraissait de fort bonne humeur et l'histoire de l'Hotel Eden, où les fascistes ont confondu le nom du Ministre anglais avec celui du Paradis terrestre, l'a fait rire aux éclats.

11. *Annotation marginale de Motta*: Très juste!

12. *Annotation marginale de Motta*: Non.

13. *Soit presque 1,1 milliard de francs suisses. Ce chiffre est sensiblement supérieur à ceux auxquels aboutissent les enquêtes successives effectuées par la Banque nationale. Cf. n° 161 et l'annexe au n° 216.*

195

E 7800 3/161

*Le Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki,
au Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann*

Copie

L

Sanktionen gegen Italien

Bern, 14. Dezember 1935

Es wird Ihnen wahrscheinlich nicht bekannt sein, dass sich unter englischem Druck und Führung eine gewisse Koalition gegen die Schweiz herausgebildet hatte¹, um uns zu zwingen, entweder die Sanktionen vollständig anzuwenden oder aber vor der ganzen Welt als vertrags-untreu auf die gleiche Linie mit Österreich und Ungarn gestellt zu sehen. Selbstverständlich haben wir auf diplomatischem Wege alles getan um dieser Gefahr zu begegnen². Trotzdem zeigte sich letzten Mittwoch, als ich vor dem Expertenkomitee während voller drei Stunden über alle Details der schweizerischen Haltung Auskunft zu geben hatte³, anfangs ein starkes Misstrauen und eine nicht sehr freundliche Tendenz. Es ist mir gelungen die Stimmung ganz wesentlich zu ändern, indem ich mit offenen Karten spielte und überzeugend darlegen konnte, dass wir gewillt sind, diejenigen Ver-

1. *Cf. n° 191.*

2. *Cf. n° 192.*

3. *Cf. JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 147, pp. 39ss.*

sprechen, die wir in Genf abgegeben haben, auch durchaus loyal durchzuführen. Mit besonderer Hartnäckigkeit ist insbesondere auch gegenüber dem Bundesratsbeschluss⁴ betr. Durchführung der Finanzsanktionen insistiert worden. Die dort vorgesehene Möglichkeit, dass die Nationalbank in besondern Fällen Ausnahmen gegenüber dem Krediterteilungsverbot gewähren kann⁵, hat offenbar die Interessenten in andern Ländern veranlasst, ihre Regierungen entweder zu gleichen Milderungen oder aber zur Beseitigung der schweizerischen Ausnahmebestimmungen zu drängen. Ich konnte und wollte mich nicht auf allzu viele Details festlegen und habe deshalb im ausdrücklichen Einverständnis mit Herrn Bundesrat Motta die Erklärung abgegeben, dass wir bereit seien das Expertenkomitee über die Art der Durchführung dieser Ausnahmebestimmungen regelmässig anhand der eingetretenen praktischen Fälle kurz zu orientieren. Selbstverständlich habe ich besonders betont, dass es sich nicht darum handeln könne bei irgend jemandem eine Genehmigung einzuholen, sondern lediglich darzulegen, dass unsere Praxis weder direkt noch indirekt dem italienischen Fiskus zugute kommen könne.

Ich wäre Ihnen nun dankbar, wenn Sie veranlassen wollten, dass man mir von der Nationalbank aus jeweils in kurzen Exposés Kenntnis gibt von Fällen, in welchen die Nationalbank Ausnahmebewilligungen erteilt hat. Da ich die Stimmung in Genf nun sehr genau kenne, werde ich dann jeweils entscheiden können, ob und was man dorthin weiterleitet.

Ich brauche nicht zu betonen, dass die ganze Angelegenheit sehr vertraulich behandelt werden sollte. Zu weiterer mündlicher oder schriftlicher Auskunft stehe ich übrigens selbstverständlich gerne zur Verfügung⁶.

4. Du 12 novembre. Cf. n° 174.

5. Cf. n° 174, n. 6.

6. Le 18 décembre, G. Bachmann transmet à Stucki une liste énumérant les cas dans lesquels la Banque nationale a autorisé l'octroi de prêts à des filiales ou représentations d'entreprises suisses en Italie, suivant l'article 2 de l'arrêté fédéral du 12 novembre.

La lecture de cette liste suscite la lettre suivante de Stucki à Bachmann, du 20 décembre:

Ich habe davon mit grossem Interesse Kenntnis genommen, muss Ihnen aber gestehen, dass ich erschreckt bin über die Zahl und das Ausmass der von Ihnen bereits bewilligten Ausnahmen. Meines Erachtens würde die Bekanntgabe dieser Fälle in Genf schwerste Kritik hervorrufen und die von uns jetzt glücklich ziemlich konsolidierte Stellung der Schweiz in der heiklen Frage der Sanktionen aufs Neue gefährden.

Da die Frage der Finanzsanktionen nicht in meine direkte Kompetenz, sondern in diejenige des Politischen Departementes und des Finanzdepartementes gehört, so muss ich mich mit diesem Hinweis begnügen. Ich möchte Ihnen im gegenwärtigen Moment lediglich nachdrücklich empfehlen, bei der Bewilligung von Ausnahmen einen möglichst strengen Massstab anzulegen und immer im Auge behalten zu wollen, wie ausserordentlich delikats die Stellung unseres Landes in der Sanktionenfrage ist. Wenn wir den Eindruck erwecken, wir seien nicht korrekt, so ist meiner vollen Überzeugung nach, die daraus für die Schweiz resultierende moralische und sogar auch materielle Schädigung sehr gross (E 7800 3/161).

Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique¹

No HK

Bern, 16. Dezember 1935

Ich hatte heute mit Herrn Dr. Nadig von der Bundesanwaltschaft eine längere Konferenz in der Angelegenheit der Zeitung «A Noi»². Dr. Nadig ist davon überzeugt, dass «A Noi», wenn nicht in institutioneller, so doch in ideologischer Hinsicht zweifellos die Rolle der verbotenen «Adula» weiterspielt³. Es liegen auf der Bundesanwaltschaft Briefe, aus denen hervorgeht, dass Colombi mehrfach Scanziani journalistische und politische Ratschläge erteilt und auch seine taktisch nicht immer erfolgreichen Methoden als alter Praktiker und Routinier kritisiert hat. Es ist sodann bezeichnend, dass «A Noi» zwei Postscheckrechnungen in Italien d. h. in Campione und in Mailand unterhält.

Die Bundesanwaltschaft hat bereits mehrfach dem Justizdepartement des Kantons Tessin telephonisch den Gedanken nahegelegt, bei Scanziani blitzartig eine Haussuchung abzuhalten, um wenn möglich in den Besitz belastender Dokumente zu gelangen, durch die über die Unterstützung der fascistischen Bewegung durch italienische Geldgeber Klarheit geschaffen würde. Regierungsrat Celio und noch mehr sein Sekretär Marcionelli sind einem Eingreifen absolut abgeneigt. Sie erklären, Scanziani sei ein Ehrenmann und gut schweizerisch. Dr. Nadig glaubt seinerseits, dass etwaige italienische Spenden für die Zeitung «A Noi» auf dem Wege über die Gesellschaft «Dante Alighieri» gingen⁴. Scanziani betont nun aber immer den rein kulturellen Charakter dieser Gesellschaft und würde sicher unverfroren genug sein, um gegebenenfalls zu behaupten, diese Spenden hätten lediglich dazu gedient, die bedrohte und erlöschende Flamme der Italianität des Tessins zu betreuen.

Nach Auffassung von Dr. Nadig bestände der Hauptnutzen einer erfolgreichen Haussuchung bei Scanziani darin, die Zeitung «A Noi» moralisch zu diskreditieren und einen günstigen Boden für ein Verbot auf Grund von Artikel 102 der Bundesverfassung⁵ oder auf Grund des Bundesratbeschlusses vom 23. März 1934⁶ vorzubereiten. Besonders letzterer Beschluss, der die Möglichkeit bietet, Zeitungen, die geeignet sind die guten Beziehungen mit fremden Staaten zu gefährden, im Erscheinen einzustellen, böte eine günstige Handhabe. «A Noi» führt nämlich in seinen letzten Nummern gegen gewisse Sanktionsstaaten eine

1. D'après le code «HK», ce document a été rédigé par M. Räber.

Annotation manuscrite de Motta: Ich werde gelegentlich mit Herrn Celio sprechen; doch ist der Fall mit grosser Ruhe zu behandeln. 18. 12. 35.

2. Cet hebdomadaire paraît depuis le mois de mars 1935 à la place du Fascista svizzero.

3. Annotation marginale de Motta: Ich bin auch dieser Meinung. 18. XII. 35.

Sur l'interdiction par le Conseil fédéral du périodique L'Adula, cf. n° 142 et n. 5.

4. Annotation marginale de Motta: Das ist nur eine Vermutung.

5. Cf. n° 264, n. 10.

6. Daté en réalité du 26 mars (FF, 1934, I, p. 867).

Sprache, die, wenn sie überhaupt gehört würde, tatsächlich geeignet wäre, unsere Beziehungen mit den betroffenen Ländern zu trüben.

Mein Gesamteindruck von der Unterredung mit Dr. Nadig ist der, dass sich der Herr Bundesanwalt ohne kräftiges Eingreifen von anderer Seite von sich aus wohl kaum entschliessen wird, bei Scanziani, d. h. beim «A Noi», eine Haussuchung anzuordnen. Es wäre wohl wünschenswert, wenn von höchster berufenster Seite Herrn Regierungsrat Celio und seinem Departement etwas der Arm gestärkt werden könnte. Im übrigen verfolgt die Bundesanwaltschaft gleich uns auf das aufmerksamste die Veröffentlichungen von «A Noi».

197

E 1004 1/355

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 24 décembre 1935

2137. Handelsvertragsunterhandlungen mit U.S.A.

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 24. Dezember 1935

[...]

Vereinbarungsgemäss wurden die Verhandlungen im September erneut in Washington aufgenommen, wobei diesmal die Schweiz durch die Gesandtschaft in Washington und Herrn Generalkonsul Dr. Nef in New York vertreten war. Dieses Verfahren brachte wohl vor allem eine bedeutende Kostenersparnis mit sich, hatte aber daneben grosse Nachteile und vor allem bedeutende Zeitverluste zur Folge, da es unmöglich gewesen wäre, alle Abänderungsvorschläge und die entsprechenden Antworten auf telegraphischem Wege zu übermitteln.

Der durch diese umständliche Verhandlungsmethode verursachte Zeitverlust ist vor allem insofern bedauerlich, als sich seit dem Zeitpunkte des Verhandlungsbegins die Lage zusehends verschlechterte. Dies ist dem Umstande zuzuschreiben, dass der sich fast ausschliesslich auf den Staatssekretär Hull stützende handelspolitische Systemwechsel der Vereinigten Staaten im Volke nie recht Fuss fassen konnte und dass auch Präsident Roosevelt immer reservierter wurde, je mehr sich zeigte, dass die neue Handelspolitik einen gewaltigen Widerstand derjenigen sehr einflussreichen Kreise entfachte, auf deren Kosten die Zollzugeständnisse ans Ausland gingen. Je näher der Zeitpunkt des Wiederezusammentrittes des Kongresses — d. h. der 3. Januar nächsthin — rückte, desto zurückhaltender und unsicherer wurde die amerikanische Verhandlungsdelegation. Diese Entwicklung wird begreiflich, wenn man sich vor Augen hält, dass schon hochwichtige wirtschaftspolitische Gesetzeswerke der Regierung Roosevelt's durch Entscheide des obersten Gerichtshofes hinfällig geworden sind¹ und dass die

1. *Invalidation du National Industrial Recovery Act, le 27 mai 1935 et de l'Agricultural Adjustment Act, le 6 janvier de l'année suivante.*

Vorbereitungen für die nächsten Präsidentschaftswahlen nicht mehr lange auf sich warten lassen werden. Dazu kam zu guter Letzt die ungemütliche weltpolitische Entwicklung infolge des Konfliktes zwischen Italien und dem Völkerbund², die die angeborene und durch über gewaltige Mittel verfügende Interessentenkreise geschürte Abneigung des Amerikaners gegen jegliche aussenpolitische Bindungen sowie seinen Hang zur wirtschaftlichen Autarkie in geometrischen Proportionen verstärkte.

Infolge dieser Entwicklung steht man heute vor der Tatsache, dass man entweder ohne weiteres Besinnen und ohne weiteres Markten den Handelsvertrag mit den Vereinigten Staaten abschliessen oder dann überhaupt auf einen solchen Vertrag verzichten muss.

Was steht auf dem Spiele, wenn die wahrscheinlich letzte Gelegenheit für die Unterzeichnung des Handelsvertrages verpasst wird?

Erstens ist zu gewärtigen, dass die Meistbegünstigung, die uns für die Zeit der Unterhandlungen vorläufig zugebilligt wurde, nicht mehr weiter gewährt wird und der schweizerische Export aller Vorteile verlustig geht, die andere Staaten bereits gemiessen. Dass dies keine unbegründete Befürchtung ist, wird dadurch bewiesen, dass Deutschland bereits differentiell behandelt wird.

Zweitens gehen natürlich auch alle Vorteile verloren, die in zähen Unterhandlungen errungen worden sind. Gewiss wurde nicht erreicht, was man angesichts der im allgemeinen sehr hohen amerikanischen Zölle zu erzielen hoffte. Die Widerstände erwiesen sich vielfach als unüberwindlich und es hiess deshalb auch hier, eine Politik des Möglichen zu betreiben.

[...]³

Zusammenfassend ist zu sagen, dass der Vertrag, so wie er heute vorliegt, bei weitem nicht alle Hoffnungen erfüllt, die an die Aufnahme der Verhandlungen mit den Vereinigten Staaten geknüpft worden sind. Wenn nicht alle Anzeichen täuschen, bleibt aber keine Zeit mehr zu weiteren Unterhandlungen, sondern es muss die Gelegenheit zum Abschluss ergriffen werden, solange sie sich noch bietet. Alle beteiligten Kreise sind sich darin einig. Sollte der richtige Zeitpunkt verpasst werden, so würden den Behörden zweifelsohne schwere Vorwürfe nicht erspart bleiben. Diese Aussicht könnte nicht bestimmend sein, um die Unterzeichnung eines *schlechten* Vertrages zu befürworten. Der Vertrag ist nicht schlecht, sondern in verschiedener Hinsicht recht befriedigend und in anderer Beziehung wenigstens annehmbar. Selbst wenn er der Schweiz nur die Meistbegünstigung gewährt und für die im Vertrage aufgeführten Tarifpositionen wenigstens während einiger Jahre vor weitem Zollerhöhungen bewahren würde, wäre schon viel gewonnen.

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

1. Ermächtigung an das Volkswirtschaftsdepartement, auf der skizzierten Grundlage den Handelsvertrag mit den Vereinigten Staaten abzuschliessen und den Vertrag durch unsern Gesandten in Washington unterzeichnen zu lassen.

2. Sofortige Ausstellung einer Unterzeichnungs-Vollmacht für Herrn Minister Peter und Übergabe dieser Vollmacht an die Handelsabteilung des Volkswirt-

2. Cf. rubrique I.4: SdN, conflit italo-éthiopiens ...

3. Les avantages obtenus et les concessions suisses.

schaftsdepartementes, die sie gegebenenfalls zur Vermeidung weiterer Zeitverluste der hiesigen amerikanischen Gesandtschaft zum Zwecke der telegraphischen Benachrichtigung ihrer Regierung übergeben wird⁴.

4. *Le traité est signé à Washington le 9 janvier 1936. Le 31 janvier il est provisoirement adopté par le Conseil fédéral et son entrée en vigueur est fixée au 15 février (PVCF n° 138 du 31 janvier, E 1004 1/356).*

La Suisse s'étant engagée à prendre des mesures efficaces pour combattre la contrebande, le Conseil fédéral adopte un arrêté du Conseil fédéral dans ce sens (PVCF n° 699 du 25 avril, E 1004 1/357, et RO, 1936, vol. 52, pp. 218—223).

Trois jours plus tard, l'accord ratifié entre temps par les Chambres est définitivement adopté et les instruments de ratification échangés (PVCF n° 747 du 28 avril, E 1004 1/358, et RO, 1936, vol. 52, pp. 241—275).

198

E 2200 Rom 22/6

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

L JF

Berne, 6 janvier 1936

Pour faire suite à la correspondance échangée entre nous au sujet de l'affaire Colombi et consorts, nous avons l'honneur de vous faire connaître que le Juge d'instruction fédéral, M. Arturo Weissenbach, a terminé le 30 novembre son enquête au sujet des menées irrédentistes du groupe de l'Adula et a dressé à cette date son rapport final¹ au Ministère public fédéral. Ce rapport est un document de cent trente-cinq pages dactylographiées, qui résume lui-même une documentation de plusieurs milliers de pages dont l'étude par le Procureur de la Confédération exigera quelque temps encore. Colombi et Teresa Bontempi, qui, ainsi que vous le savez, ont été détenus pendant plusieurs mois, sont actuellement en liberté sous caution, de sorte que l'affaire peut suivre son cours sans hâte exceptionnelle et que ce ne sera sans doute que dans quelques semaines que M. Stämpfli, à qui il appartient de décider si l'affaire doit être portée ou non devant la Chambre d'accusation du Tribunal fédéral, prendra une décision.

Il ne nous paraît pas possible, toutefois, de différer jusque-là la démarche qu'il est nécessaire de faire auprès des Autorités italiennes touchant les menées irrédentistes au Tessin, démarche que vous avez déjà annoncée à M. Mussolini et qui doit faire suite à l'entretien que vous avez eu avec le Chef du Gouvernement italien le 3 août dernier². Nous voyons, au demeurant, certains avantages à ce que cette démarche soit faite dans l'état actuel de la procédure, c'est-à-dire à un moment où nous ne pouvons formuler aucune indication sur les mesures qui

1. Cf. E 4320 (B) 1/23.

2. Cf. n° 141.

seront prises en Suisse contre Colombi et ses complices. Il nous semble, d'autre part, que les conjonctures présentes sont assez favorables pour faire entendre à Rome que les relations italo-suisse seraient gravement menacées par la poursuite des objectifs que s'était proposés le groupe de l'Adula et qu'il est nécessaire d'y mettre fin. Nous attacherions, au surplus, du prix à ce que cette démarche pût être faite par vous et non par votre successeur³, puisqu'il s'agit d'achever une conversation que vous avez vous-même abordée dans le courant de l'été.

L'enquête du Juge d'instruction fédéral a précisé maints aspects des agissements de Colombi et de ses complices, mais n'a rien apporté de substantiellement nouveau qui ne figurât pas déjà dans le dossier constitué par le Commandant de la Police tessinoise⁴ que vous avez bien voulu étudier au cours de votre séjour à Graechen. C'est du dossier que vous connaissez, et de lui seul, que ressortent les données que nous possédons au sujet des intelligences que Colombi avait nouées en Italie et des encouragements qu'il a trouvés auprès des pouvoirs publics italiens. Vous êtes donc déjà complètement orienté sur les faits sur lesquels il convient d'attirer l'attention de M. Mussolini et il est, par conséquent, inutile pour nous d'y revenir.

La démarche à effectuer par vous auprès de M. Mussolini pourrait, à notre avis, consister à lui remettre un aide-mémoire s'inspirant du projet ci-joint⁵, ainsi que les copies des lettres émanant de personnalités italiennes saisies chez Colombi, au cours d'une conversation dont les lignes générales ont déjà été tracées par notre lettre du 5 août dernier. Nous avons intérêt, vis-à-vis de M. Mussolini, à attribuer à Colombi lui-même l'initiative de toutes les intrigues dont nous avons eu à nous plaindre au cours de ces dernières années. Ceci correspond d'ailleurs à l'impression dont nous vous avons fait part à maintes reprises cet été. Nous persistons à ne pas croire à l'existence en Italie d'un foyer central de propagande irrédentiste, auquel le soi-disant «Comité de Varese» a pu faire penser un instant. Colombi n'est certainement pas l'inventeur de l'irrédentisme au Tessin, qui avait déjà été caressé par d'autres avant lui, en particulier par le père de Teresa Bontempi⁶, mais c'est incontestablement lui qui, apparemment dans un but de lucre, a poursuivi de ses sollicitations les personnalités italiennes les plus diverses et a ourdi le réseau d'intrigues dont la lecture du rapport Ferrario vous aura donné une idée assez nette. Nous ne pouvons donc faire grief au Gouvernement italien — et nous nous en félicitons — d'aucune initiative dans ces menées, que le discours prononcé en 1928 par M. Mussolini⁷ semblait avoir définitivement condamnées. Nous pouvons, en revanche, reprocher aux auteurs des lettres dont vous remettrez la copie au Chef du Gouvernement italien de s'être un peu trop aisément laissés duper par un agitateur. Nous pouvons, en particulier, nous étonner que deux Ambassadeurs d'Italie, MM. Pignatti et Marchi, aient pu écrire à Colombi sur le ton qu'ils ont adopté. C'est dans ce sens qu'est rédigé l'aide-mémoire qu'il vous sera sans doute facile de paraphraser.

3. P. Ruegger. Cf. n° 194, n. 4.

4. G. Ferrario.

5. Non reproduit (E 2001 (C) 4/102).

6. Giacomo Bontempi.

7. Cf. annexe au n° 199.

Ce que nous n'avons pas jugé devoir mettre par écrit et qu'il conviendra tout de même de faire entendre à M. Mussolini, c'est qu'il s'est lui-même bien inconsidérément laissé aller à donner à Colombi des encouragements qu'il ne méritait pas en lui accordant à diverses reprises des audiences dont Colombi n'a pas manqué de se targuer.

Votre démarche aura pleinement atteint son but s'il vous est possible d'obtenir l'assurance du Chef du Gouvernement italien que lui-même sera plus circonspect à l'avenir et l'autorisation de faire publiquement état de sa désapprobation à l'égard des institutions officielles ou d'intérêt public en Italie qui n'ont pas su refuser leur appui moral et financier à un aventurier en réalité fort peu intéressant.

199

E 2001 (C) 4/102

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Rome, 14 janvier 1936

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 6 janvier² concernant les menées irrédentistes du groupe de l'Adula. Vous me remettez en même temps un mémoire que j'ai déposé hier soir dans les mains de M. Mussolini après l'avoir traduit en italien³, en l'accompagnant des annexes et en particulier des copies des lettres de MM. Pignatti et Marchi⁴.

J'ai rappelé au Duce notre entretien du 3 août dernier⁵ et lui ai clairement exprimé la surprise que nous avons éprouvée en constatant les encouragements et la confiance accordés par des institutions italiennes et même par des autorités comme le Ministère des Corporations à Colombi, dont j'ai retracé la carrière. J'ai demandé au Chef du Gouvernement de vouloir bien déclarer publiquement sa désapprobation à l'égard de ceux qui n'avaient pas su refuser leur appui moral et financier à un aventurier aussi peu intéressant.

Le Duce m'a répondu que l'appui financier de la Dante Alighieri ne pouvait pas être bien considérable, car cette société ne cesse pas de crier misère et de demander des subsides à l'Etat. Il m'a assuré qu'il était prêt à déclarer sa désapprobation, mais qu'il se réservait de choisir pour cela une occasion opportune.

«Vous savez, m'a-t-il dit, que l'on interprète à tort et à travers tout ce que je dis et même ce que je ne dis pas. Il m'est donc impossible de vous assurer maintenant du moment et des termes d'une nouvelle déclaration qui ne pourrait que confirmer celle que j'ai faite au Sénat et les sentiments que j'ai constamment exprimés

1. *Annotation marginale de Motta*: Très intéressant. 17. 1. 36.

2. Cf. n° 198.

3. Cf. *annexe au présent document*.

4. Cf. n° 140, n. 3.

5. Cf. n° 141.

sur toute cette question. Personne plus que moi n'est convaincu de la nécessité pour la Suisse de demeurer ce qu'elle est et de conserver dans son sein ses éléments de langue italienne. Mais, d'autre part, nous recevons à chaque instant des plaintes⁶ provenant du Tessin touchant l'invasion de ce canton par des éléments allemands qui accaparent l'hôtellerie et le commerce régional.»

Le Duce m'a répété une fois de plus ce qu'il m'a dit à tant de reprises sur les progrès de la germanisation de la Suisse italienne. Je lui ai donné l'assurance catégorique en votre nom et au mien et avec toute la netteté possible que ses alarmes n'avaient aucun fondement, que nul n'était plus intéressé que mon Gouvernement au maintien intégral de nos différences ethniques et linguistiques, que c'était là un intérêt vital pour la Confédération.

Il est inutile que je vous répète tous mes arguments qu'il n'a pas cherché à réfuter.

Je voudrais tout de même savoir ce qu'il y a de vrai dans les prétendues plaintes qui lui parviennent de Tessinois concernant la «sopraffazione» de l'élément germanique au Tessin.

En résumé, je demeure convaincu que le Duce, très soucieux de conserver notre confiance et notre amitié, saura saisir une occasion de s'exprimer à nouveau publiquement sur ce sujet. Mais pour le moment, nous devons attendre une occasion qu'il entend choisir lui-même. En même temps, comme il résulte d'un entretien que je viens d'avoir avec M. Federzoni, Président du Sénat, il nous sera toujours difficile d'obtenir du Gouvernement italien qu'il ne prête pas l'oreille aux plaintes et dénonciations provenant, comme c'était le cas hier encore d'un Colombi et comme cela pourra être demain le cas d'un jeune Scanziani. C'est une raison de plus pour nos Autorités de se montrer extrêmement fermes sur ce chapitre, en se disant bien que l'Italie n'a aucun intérêt à soulever des complications à notre frontière, surtout dans le moment présent.

Mme Parini, fille de Colombi, en dehors d'un premier article sous forme de lettre, publié par le *Giornale d'Italia* au moment de l'arrestation de son père, garde le silence. Je dois admettre qu'on le lui a imposé. Son mari, Ministre d'Etat, est en Afrique. Elle réunit dans son salon un certain nombre de femmes italiennes qui travaillent pour l'armée. Je sais qu'elle ne perd aucune occasion pour dénoncer le régime d'oppression imposé à son canton par les «Tedeschi».

Je vous rapporte dans une autre lettre⁷ ce que M. Mussolini m'a dit sur la situation générale.

6. *Annotation marginale de Motta*: de qui?

7. Cf. n° 201.

ANNEXE

E 2200 Rom 22/5

*Aide-mémoire remis par le Ministre d'Italie à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Gouvernement italien, B. Mussolini*

Copie

Roma, 14 gennaio 1936

Vostra Eccellenza ebbe a condannare a diverse riprese le aspirazioni irredentiste sulle regioni di lingua italiana della Svizzera. Il 5 giugno 1928, Ella dichiarò davanti al Senato del Regno: «L'Italia ha un interesse fondamentale all'esistenza di una libera, indipendente, neutrale Svizzera e per quanto concerne il Canton Ticino, di lingua, razza, costume italiano, l'interesse fondamentale dell'Italia è ch'esso resti elemento integrante e integratore nel seno della Confederazione elvetica. Quei pochi che entro o oltre Gottardo hanno ancora la non peregrina abitudine di dar corpo ad ombre evanescenti prendano atto di questa chiara e solenne definitiva dichiarazione».

Posteriormente a questa dichiarazione, la Legazione di Svizzera si è trovata nondimeno nel caso di dover segnalare al R. Ministero degli Esteri certe manifestazioni tendenti, più o meno apertamente, a porre la questione dell'unione all'Italia di territori appartenenti alla Svizzera. Si trattava particolarmente del giornale «Adula», pubblicato a Bellinzona, coll'aiuto di sussidi italiani, — di diversi articoli stampati nelle riviste e giornali italiani, e del libro intitolato: «Claustra provinciae», pubblicato questa primavera da Paolo Drigo con una prefazione del professore Del Vecchio.

La corrispondenza sequestrata a Bellinzona, il 4 luglio scorso, al corso di una perquisizione operata al domicilio del cittadino svizzero Emilio Colombi, ha fornito alle autorità svizzere di polizia delle precisioni sul modo in cui queste mene, in apparenza senza legame comune fra di esse, erano state messe in opera. Questa documentazione dà l'impressione che il Colombi è, lui stesso e quasi solo, l'istigatore di queste diverse manifestazioni d'irredentismo. Essa dimostra ugualmente che il Colombi è l'organizzatore della deplorabile campagna relativa ad una pretesa germanizzazione del Ticino, alla quale diversi giornali italiani hanno partecipato sulla base d'informazioni erronee.

Colombi non ha trovato in Svizzera che un numero infimo di aderenti dopo più di 20 anni di attività instancabile: la direttrice dell'«Adula», Teresa Bontempi, e pochi giovani intellettuali disoccupati che si erano immaginati, del resto non senza ragione, ch'essi si acquisterebbero degli appoggi in Italia e che oggi si difendono di aver mai avuto velleità irredentiste. Dal punto di vista interno svizzero, le mene del Colombi e del gruppo dell'«Adula», sí repressibili che siano, e quale possa essere la decisione che la giustizia prenderà a loro riguardo, sono dunque rimaste prive di ogni portata pratica. Queste mene, per contro, hanno avuto deplorabili ripercussioni in Italia, dove numerose personalità ingannate dal Colombi e dai suoi complici, sono state vittime di affermazioni tendenziose sulle condizioni culturali, politiche ed economiche del Ticino e dei Ticinesi ed hanno dato a queste affermazioni, ben alla leggera, gli incoraggiamenti che risultano dalle lettere delle quali Vostra Eccellenza vorrà trovare la copia qui annessa⁸.

Sarebbe desiderabile ad ogni riguardo che le persone ingannate da una propaganda menzognera fossero esattamente informate e messe in guardia contro le conseguenze che potrebbero risultare d'interventi stranieri nel dominio della politica interna svizzera.

Sarebbe ancora più necessario di porre fine alle sovvenzioni di provenienza italiana che hanno permesso al Colombi ed all'«Adula» di continuare per anni una attività pregiudizievole ai buoni rapporti fra la Svizzera e l'Italia.

8. *Non reproduit.*

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht*

Copie

L JF Confidentiel

Berne, 15 janvier 1936

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 13 janvier¹ concernant les séjours de M. le Ministre Martin en Egypte et nous vous en remercions vivement.

Nous partageons pleinement votre avis que l'Egypte est, à tous égards, pour le Ministre de Suisse un champ plus fécond que la Turquie et nous avons sérieusement envisagé la possibilité d'inviter M. Martin à aller s'établir au Caire et à laisser à un Conseiller de Légation chargé d'affaires ad interim la gestion de notre Légation à Ankara. Nous avons dû nous convaincre, toutefois, que cette solution, qui allait à l'encontre des préférences personnelles de M. Martin, aurait été prise en très mauvaise part par le Gouvernement turc et aurait probablement rendu très difficile la situation de notre Chargé d'Affaires en Turquie. C'est la raison pour laquelle nous avons donné, du moins provisoirement, la préférence à la solution inverse consistant à laisser M. Martin en Turquie, à ne l'accréditer que pour des raisons de forme en Egypte et à confier la responsabilité effective de la Légation de Suisse au Caire à un Conseiller de Légation fort expérimenté, M. Brunner, qui nous paraît parfaitement capable d'assurer, sans le concours de M. Martin, la sauvegarde de nos intérêts dans la vallée du Nil et le développement des relations entre la Suisse et l'Egypte.

Dans ces conditions, nous estimons comme vous que de courts voyages de M. Martin en Egypte ne seraient d'aucun profit et doivent être évités, mais nous voudrions éviter également des séjours plus prolongés du chef nominal de notre Légation, non seulement en raison des frais très élevés qu'ils entraînent (les 80 jours que M. Martin a passés en Egypte en 1935² nous ont coûté plus de 10 000 francs), mais parce que, dans les conjonctures actuelles, ils nous semblent de nature à gêner plutôt qu'à faciliter l'activité de notre agent permanent au Caire.

1. *En voici le texte:*

Mit gegenwärtigem Schreiben gestatte ich mir den Wunsch auszudrücken, es sei Herr Minister Martin einzuladen, sich ungefähr während der Hälfte des Jahres in Kairo aufzuhalten. Es unterliegt für mich keinem Zweifel, dass die vermehrte Anwesenheit von Herrn Martin in Ägypten im wohlverstandenen Interesse unserer Wirtschaftsbeziehungen zu diesem interessanten Lande liegt. Nach meiner Auffassung sind die Möglichkeiten eines aktiven Eingreifens zugunsten unserer Wirtschaft für Martin in Kairo zurzeit wesentlich grösser als dies einstweilen in der Türkei der Fall zu sein scheint. Unter diesen Umständen genügt es nach meinen Wahrnehmungen, sowie mir zugegangenen Mitteilungen von mit den dortigen Verhältnissen vertrauten Landsleuten, durchaus nicht, wenn Herr Martin nur so hie und da schnell nach Kairo kommt. Ich bitte Sie daher, obige Anregung wohlwollend zu prüfen und danke Ihnen für Ihre Mühewaltung zum voraus bestens.

2. *Cf. n° 96.*

Du moment que M. Brunner a la responsabilité du poste et reçoit directement, pendant toute l'année, les instructions de l'administration centrale, il convient, en effet, de lui laisser sa liberté d'action pleine et entière.

Si, contrairement à ce que nous espérons, l'avenir devait démontrer que les relations entre la Suisse et l'Égypte exigent la présence d'un agent d'un rang plus élevé que celui d'un Chargé d'Affaires intérimaire, d'autres mesures devraient naturellement être prises. Mais il est équitable, à notre avis, de tenter d'abord l'expérience de la combinaison actuellement appliquée. Nous ne doutons pas qu'au vu des explications qui précèdent, vous ne vous ralliez à notre manière de voir³.

ANNEXE

E 2001 (C) 4/41

*Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Confidentiel

Berne, 28 janvier 1936

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 15 janvier⁴ ... concernant les séjours de M. le Ministre Martin en Égypte.

Il ressort de votre lettre que la présence temporaire de M. Martin à notre Légation du Caire entraînerait des frais très élevés. Vous nous faites savoir que les 80 jours que M. Martin a passés en Égypte en 1935 vous ont coûté plus de 10 000 francs.

Nous sommes surpris d'apprendre que la collaboration personnelle de M. Martin serait liée à des dépenses aussi importantes. Les craintes que vous exprimez à ce sujet et que nous avons nous-mêmes éprouvées nous paraissent aujourd'hui un peu exagérées. En effet, lors d'un entretien que nous eûmes avec M. Martin au début de janvier, nous lui avons déclaré que dans l'intérêt de nos relations commerciales avec l'Égypte, nous souhaitions qu'il consacrat une bonne partie de son activité au poste du Caire, tout en continuant de diriger notre Légation à Ankara. Cette solution, avons-nous ajouté, ne saurait être prise en considération que si elle n'entraînait pas de grands frais. M. Martin a pu nous rassurer sur ce point. «La Légation au Caire», nous a-t-il dit, «étant désormais organisée, ma présence en Égypte ne causera qu'une dépense minime. La caisse fédérale n'aura à supporter que les frais de mon déplacement de Stamboul au Caire; or, ce voyage ne coûte pas plus cher que le parcours de Stamboul à Ankara.»⁵

Les explications de M. Martin, vous le constaterez, diffèrent entièrement de celles que vous nous donnez dans votre réponse. Aussi nous permettons-nous de revenir sur la proposition que nous vous avons présentée le 13 janvier. Vous nous obligeriez beaucoup en l'examinant à la lumière des arguments nouveaux que nous faisons valoir.

A notre avis, on ne saurait se baser sur le chiffre de 10 000 francs que vous mentionnez dans votre lettre pour évaluer les frais qu'entraînerait le séjour prolongé de M. Martin en Égypte. En 1935, la Confédération n'avait au Caire ni poste diplomatique ni agent permanent. Il s'agissait alors de créer une légation et M. Martin, qui, pour la première fois prenait contact avec le Gouvernement et les milieux égyptiens, a dû dépenser plus qu'il ne le ferait aujourd'hui. Chargé d'une mission spéciale, M. Martin avait, l'an dernier, une situation qui n'est pas comparable avec celle qu'il occuperait dorénavant.

Nous n'entendons nullement contester les réelles qualités dont M. Brunner fait preuve. Néanmoins, nous ne croyons pas pouvoir nous rallier à la solution consistant à confier à un conseiller de

3. Cf. la réponse de H. Obrecht à G. Motta, en annexe au présent document.

4. Cf. document principal.

5. Cf. aussi la lettre du ministre Martin à G. Motta, du 30 janvier. Non reproduit.

légation l'entière responsabilité du poste du Caire et la sauvegarde de nos intérêts économiques. Les relations commerciales entre la Suisse et l'Égypte sont en voie de développement. Elles ont à nos yeux une importance particulière. Or, il est indéniable que, dans les cas épineux, M. le Ministre Martin, du fait de son autorité et de son prestige, pourrait obtenir des résultats plus favorables que si son remplaçant intervenait seul. L'opinion que nous vous exprimons est partagée par les groupements économiques intéressés, qui nous ont exposé leur avis dans plusieurs lettres.

201

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 36

*Le Ministre du Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP Confidentiel¹

Rome, 15 janvier 1936

J'ai l'honneur de vous rapporter ce que le Chef du Gouvernement m'a dit hier sur la situation politique.

Il s'agissait de ma visite d'adieu, mais l'obligation que j'avais de lui parler de l'affaire Colombi² a naturellement légèrement modifié le caractère de notre entretien.

C'est, du reste, lui-même, sans que je lui pose aucune question, qui a entamé avec son exubérance habituelle le grave sujet qui préoccupe à cette heure le monde entier. «Les sanctions, même renforcées suivant la demande de certains Etats, ne feront pas plier l'Italie, m'a-t-il dit. Le peuple italien est prêt à tous les sacrifices. Il les supporte, grâce à sa sobriété et à son patriotisme, plus facilement qu'aucun autre pays. L'embargo sur le pétrole³ ne nous effraie pas autrement. Nous avons des provisions suffisantes et l'on nous en offre de toutes parts. Ce qui nous irrite, ce qui nous humilie, c'est l'aspect moral de ces mesures. Tout le peuple en est profondément ulcéré. Quant au charbon, vous ne devineriez pas que c'est l'Angleterre elle-même qui continue à nous en vendre, de même qu'elle nous fournit des motocyclettes en exigeant simplement qu'on y supprime l'indication de la marque de fabrique».

Je n'ai pas craint de faire observer au Duce que les journaux italiens induisaient leur public en erreur en attribuant l'attitude des puissances à des sentiments de haine à l'égard de l'Italie. Je me suis efforcé de lui faire comprendre que, pour les petits Etats d'Europe, les mobiles étaient tout différents. Mais j'ai parlé en vain. Le Duce s'est exprimé ici avec une extrême sévérité à l'égard de la Suède au sujet

1. *Remarque marginale de Motta*: Très intéressant.

2. Cf. n° 199.

3. *Le projet d'embargo sur le pétrole va faire l'objet des discussions du Comité des Dix-huit; le 22 janvier, ce comité décide de constituer un Comité d'experts chargé d'étudier les questions relatives au pétrole, qui doit se réunir à partir du 3 février (JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 148, pp. 7ss. et 41ss.).*

de l'affaire de la Croix-Rouge⁴, et avec plus de vivacité encore à l'égard de la Hollande, dont les colonies sont menacées par le Japon. «Nous verrons, m'a-t-il dit, peut-être assez prochainement, le Japon s'emparer des colonies hollandaises et la Hollande ne pourra pas compter ce jour-là sur l'Italie».

Aux yeux de Mussolini, toute la situation européenne est maintenant bouleversée. L'Allemagne devient de plus en plus forte et l'Italie saura bien chercher d'autres alliances, le moment venu.

Il s'est étendu encore sur les cruautés exercées par les Abyssins: balles dum-dum, décapitation et castration des prisonniers, abus constant de l'insigne de la Croix-Rouge, derrière lequel s'abritent les guerriers en armes. L'Italie enverra, du reste, un rapport à ce sujet à Genève.

Je lui ai parlé de son fils qui venait d'échapper à un assez grave accident d'aviation. Le Duce m'a montré la photographie de ce jeune homme avec fierté.

J'ai fait allusion à une initiative conciliante qui pouvait partir de la S. d. N. Il ne l'a pas exclue. J'ai constaté, dans tous ses propos, sa lucidité et fermeté habituelles, avec toutefois une certaine ingénuité qui aide à comprendre certaines erreurs commises⁵.

En ce qui concerne les changements qu'il annonce dans la grande politique internationale, je me suis permis de lui faire remarquer que, depuis que je suis à Rome, si j'en juge d'après les manifestations de la rue, j'ai assisté à bien des brouilles et des réconciliations. Il ne m'a pas caché que certaines de ces manifestations étaient organisées par la police elle-même, ce qui est important à noter. Il a ajouté que je devrais écrire mes souvenirs: «18 années à Rome»⁶.

Il a été d'une extrême cordialité et m'a engagé à lui faire visite chaque fois que je viendrai en Italie. J'ai pris congé de lui avec émotion. Malgré ses erreurs évidentes, il est impossible de ne pas subir le charme de cet homme extraordinaire.

P. S. — J'ai vivement recommandé mon successeur⁷ au Chef du Gouvernement qui m'a assuré qu'il lui réservait le meilleur accueil.

4. Le 30 décembre 1935, en Somalie, près de la frontière éthiopienne, un hôpital ambulancier équipé par la Croix-Rouge suédoise a été bombardé par l'aviation italienne; il y a eu plusieurs dizaines de victimes, dont un mort et un blessé parmi le personnel médical suédois, ce qui a amené le gouvernement suédois à protester énergiquement auprès de Rome.

5. Annotation marginale de Motta: Ignorance diplomatique!

6. Cf. effectivement le titre du livre de souvenirs publié par G. Wagnière à Genève, en 1944: Dix-huit ans à Rome. Guerre mondiale et fascisme 1918—1936.

7. P. Ruegger. Cf. n° 194, n. 4.

202

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 37

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 1 Vertraulich¹

Berlin, 18. Januar 1936

In meinem letzten politischen Briefe vom vergangenen Jahre hatte ich Ihnen vornehmlich über die vielbesprochene Unterredung des hiesigen britischen Botschafters mit dem Reichskanzler vom 13. Dezember berichtet². Da unser Gesandter in Paris Ihnen seinerseits darüber geschrieben³ und dabei bemerkt hat, dass bei jenem Gespräch auch von der demilitarisierten Rheinzone die Rede gewesen sein soll, frug mich die Abteilung für Auswärtiges an, ohne zwar die Angaben aus Paris näher wiederzugeben, ob dies nach den hier erhältlichen Erkundigungen zutrefte, indem mein eigener Bericht diesen Punkt nicht erwähnte. Ich habe mich bemüht, die Sache abzuklären, aber ohne positiven Erfolg. Es darf demnach angenommen werden, dass eine Erörterung der gedachten Frage in der Besprechung Hitler-Phipps nicht stattgefunden hat, was jedoch nicht ausschliesst, dass der Botschafter im Verlaufe des Gesprächs erneut auf die Bedeutung, welche die Artikel 42 und 43 des Versailler-Vertrags⁴ in den Augen der früheren Alliierten behalten, hingewiesen hat. Eine Stellungnahme dazu wäre deutscherseits nicht erfolgt.

Ich benutze aber den Anlass, um die Wandlung der deutschen Einstellung über die Jahreswende zu unterstreichen. Noch in der letzten Zeit hatte ich verschiedentlich Gelegenheit, Ihnen zu berichten, wie so ganz passiv und scheinbar unberührt man sich hier gegenüber allem verhielt, was von nah oder fern mit dem abessinisch-italienischen Kriege zusammenhing⁵. Insbesondere möge der Völkerbund und seine einzelnen Mitglieder auf dem Gebiete der Sanktionen tun, was ihnen beliebt. Diese und die sich möglicherweise daraus ergebenden Rückwirkungen interessierten Deutschland angeblich nicht. Die Reichsregierung werde demgegenüber ihre neutrale Linie unbeirrt und unbeeinflusst innehalten.

Und nun, wenn nicht über Nacht, so über Neujahr der nach aussen zum Ausdruck kommende Taktikwechsel. Man stellt fest, was man ja längst annahm und kommen sah, dass die zum Teil mehr oder weniger erzwungenen Zugeständnisse Frankreichs an England für den Fall von Verwicklungen infolge der Anwendung

1. *Remarque de G. Motta en marge*: Sehr interessant! In Zirkulation.

2. *Non reproduit*.

3. *Cf. la lettre de A. Dunant à G. Motta du 20 décembre 1935* in E 2300 Paris, Archiv-Nr. 88.

4. Art. 42: Il est interdit à l'Allemagne de maintenir ou de construire des fortifications, soit sur la rive gauche du Rhin, soit sur la rive droite, à l'Ouest d'une ligne tracée à 50 kilomètres à l'Est de ce fleuve.

Art. 43: Sont également interdits, dans la zone définie à l'article 42, l'entretien ou le rassemblement de forces armées, soit à titre permanent, soit à titre temporaire, aussi bien que toutes manœuvres militaires de quelque nature qu'elles soient et le maintien de toutes facilités matérielles de mobilisation.

5. *Cf. RP n° 29 du 8 janvier 1935* in E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 36. *Cf. aussi rubrique I.4: SdN, conflit italo-éthiopien, sanctions ...*

von Sanktionen⁶ ihr — doch logisches — Gegenstück haben in britischen Zusicherungen an Frankreich für den Fall einer Bedrohung durch Deutschland. Für diese Eventualität — wird weiter festgestellt — sollen bereits bestimmte Verabredungen technischer Natur und militärischen Zusammenwirkens getroffen werden.

Dies geht, nach neuester deutscher Auffassung, nicht an. Es ist oder wäre unvereinbar vorab mit den sich aus dem Locarno-Hauptvertrage von 1925 ergebenden gegenseitigen Verpflichtungen. Grossbritannien als Garant sei nicht berechtigt, einseitige Bindungen mit Frankreich einzugehen, da es gegebenenfalls dieselbe Garantrolle zu Gunsten Deutschlands zu übernehmen hätte. Dadurch bliebe es seiner Mission als gewissermassen unparteiischer, im voraus nicht zu beeinflussender und zu bindender Vertragspartner nicht mehr treu. Die Folge davon müsste sein, dass sich das Deutsche Reich durch das Locarno-Vertragswerk nicht mehr für gebunden hielte.

Wenn auch diese deutsche Einstellung von unabsehbarer Tragweite zu offiziellen Schritten oder Protesten noch nicht Anlass gegeben hat, so wird sie doch schon mit der grössten Bestimmtheit und Einmütigkeit vertreten durch die Presse, die politischen und militärischen Stellen wie auch berufene Kreise der Rechtswissenschaft.

Man kann wohl über die Berechtigung des deutschen Standpunkts verschiedener Meinung sein. In politischer Hinsicht mag sich Deutschland darüber beklagen können, dass seinen unablässigen Friedensbeteuerungen nicht voll geglaubt und es bezichtigt werde, irgendwelche Angriffspläne im Schilde zu führen. Rein rechtlich dagegen ist doch schwer zu bestreiten, dass Mächte, die sich, wie im Locarno-vertrage, «schon jetzt» verpflichtet haben, sich eintretendenfalls gegenseitig sofortigen Beistand zu gewähren, berechtigt sind, die Bedingungen und praktischen Möglichkeiten einer solchen automatischen Unterstützung im voraus zu erörtern, welches Recht freilich jedem beteiligten Staate zustünde.

Dies wird nun hier allseits mit einem umso grösseren Schwall von Argumenten bestritten, als man sich offenbar Rechenschaft gibt, dass keines für sich allein als überzeugend zu wirken geeignet ist. Es wird sogar noch weiter ausgeholt. Da der Locarnovertrag verschiedentlich auf die Völkerbundssatzung, vorab auf deren Artikel 15 und 16⁷ verweist, wird hier angedeutet, dass durch gewisse bestehende Bündnisse, in augenscheinlichster Weise durch den französisch-russischen Pakt, auch jene Bestimmungen der Völkerbundssatzung tatsächlich verletzt seien, indem deren normale Anwendung durch die partikularen Verträge jederzeit verhindert werden könne. So hätten es Frankreich und Sowjetrussland z. B. in der Hand, in den ihnen passenden Fällen die Einstimmigkeit des Völkerbundsrats zu verhindern und die sich daraus in Bezug auf Frieden oder Krieg ergebenden Folgen nach Belieben heraufzubeschwören.

Was bedeutet nun diese allgemeine, auf hauptsächlich rechtliche Gründe und Erwägungen sich stützende Offensive? Man muss sich erinnern, dass die die demilitarisierte Rheinzone einsetzenden Artikel 42 und 43 von Versailles sich wie ein roter Faden durch den Vertrag von Locarno hinziehen. Die grosse, starke

6. Cf. rubrique I.4: *SdN, conflit italo-éthiopien, sanctions ...*

7. Pour le texte des articles 15 et 16 du Pacte de la SdN, cf. respectivement n° 152, n. 13 et n° 145, n. 5. Cf. aussi DDS vol. 9, n° 158 + A.

deutsche Armee hält aber die demilitarisierte Zone fürderhin nicht mehr für tragbar, wie man hier zu sagen pflegt. Ich habe Grund, an die Nachricht zu glauben, dass die Armee von Staat und Partei verlangt und erwartet, dass ihr im angebrochenen Jahre noch das beidseitige Rheinufer zur freien Benutzung zurückgegeben werde⁸. Aber auch in den betreffenden Gegenden ist man ungeduldig geworden. Denn dort kann die Arbeitslosigkeit mit keinerlei militärischen Arbeiten bekämpft werden. Zudem gewinnt die Möglichkeit der Einrichtung von Garnisonen und der Abhaltung von Übungen dank dem riesigen Aufbau der Armee mit jedem Tage an Bedeutung.

Die Wiedererlangung der Wehrhoheit ist ohne besondere Beschwerden durchgesetzt worden, unter dem Schutze u. A. der Rechtsbegründung, dass die andern Kontrahenten den Abrüstungsartikel 8 des Versailler-Vertrags längst verletzt hatten. Die Artikel 42 und 43 sind somit über den Locarno-Vertrag vorderhand ebenfalls unter juristisches Feuer zu nehmen. Das Weitere wird sich zeigen, wenn nicht geben.

Es entsteht damit die höchst wichtige Frage, wie sich die andern unmittelbar Beteiligten, Frankreich und England, diesmal verhalten werden. Nach deutscher Beurteilung scheidet Italien bis auf weiteres aus und Belgien gilt überhaupt kaum. Ich weiss, dass man wegen dieser Entwicklung französischerseits sehr besorgt ist⁹, vielleicht auch englischerseits. Und schliesslich könnte sich der Völkerbund selbst sehr rasch mit dieser heikelsten Frage zu befassen haben.

8. *Le 7 mars 1936 le Reich dénonce le pacte de Locarno et occupe la zone rhénane démilitarisée. P. Dinichert, dans son RP n° 6 du 8 mars 1936, analyse les faits de la manière suivante:*

[...] Allerdings konnte man annehmen, dass das gewagte Unternehmen nicht ganz so rasch vor sich gehen würde. Nach meiner Überzeugung hat die kürzliche Entwicklung im italienisch-abessinischen Krieg und die jüngsten Vorgänge in Genf die deutscherseits vorbereiteten Entschlüsse in den letzten Tagen beschleunigt. Zwei Überlegungen dürften dazu entscheidend beigetragen haben. Einmal fiel Italien, was den Rheinpakt betrifft, vorderhand ausser Betracht. Das hat Ihnen mein eingehender Bericht von vorgestern noch bestätigt. Ich sage aber vorderhand, denn man konnte im Voraus nicht wissen, ob nach einem allfällig baldigen Friedensschluss in Abessinien Italien nicht wieder in seine Locarneser Pflicht eintreten würde. Andererseits war der deutschen Regierung bekannt, dass gerade jetzt Frankreich seinen ganzen Druck auf Grossbritannien ausübte, um es zu endgültigen Zusicherungen für den Fall von Schwierigkeiten an der Rheingrenze zu zwingen. Die Vermutung ist naheliegend, dass Deutschland dem in letzter Stunde noch zuvorkommen wollte.

Der italienische Botschafter zeigte sich über die Gedankengänge der Reichstagsrede [*le 7 mars Hitler dans un discours au Reichstag justifie le coup de force en train de s'accomplir*] keineswegs erstaunt, sondern wohl eher mit ihnen einverstanden. Er bestätigte mir, dass er das alles klar habe kommen sehen und dass er es an Warnungen an seine französischen und britischen Kollegen nicht habe fehlen lassen.

Auf der französischen Botschaft betrachtete man gestern Abend die ganze Lage als ernst. Mir gegenüber wurde betont, dass wenn auch die Absage an Locarno und der Einmarsch deutscher Truppen in die demilitarisierte Zone zeitlich überraschend gekommen sei, man sich in Frankreich, insbesondere militärisch, auf alles vorbereitet befinde. Die Armee wäre in jedem Augenblick im Stande, ihre Aufgabe zu erfüllen. Welches diese sein werde, darüber hätten aber ausschliesslich die politischen Behörden zu entscheiden.

Von der britischen Botschaft höre ich, dass sie von allem vollkommen überrascht worden sei. [...] (E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 37).

9. *Remarque de G. Motta en marge:* Dies ist sehr richtig. Ich weiss es auch.

Das ganze Problem dürfte sich demnach in der nächsten Zeit zu einem ebenso psychologischen wie politischen und militärischen entwickeln. Gewänne man hier die Überzeugung, dass Verstösse gegen die Versailler-Artikel 42 und 43 nicht mit kriegerischen Aktionen beantwortet würden, so wäre es in kürzester Zeit um die demilitarisierte Zone geschehen. Wie wird also die öffentliche Meinung Frankreichs reagieren? Denn dort dürfte die Entscheidung fallen. Der britische Garant wird nicht militarisierter sein wollen als das garantierte Frankreich und mit ihm Belgien.

Wären dagegen nach deutscher Beurteilung Rückwirkungen schwerster Art zu gewärtigen, so würde man hier noch etwas Geduld und Vorsicht aufbringen können. Dabei mag sogar die diesjährige Olympiade eine entscheidende Rolle spielen¹⁰. Denn ganz Deutschland misst ihr grösste Bedeutung bei und möchte deren Vorteile propagandistischer und wirtschaftlicher Art nicht leichthin verscherzen.

Das ist also die eine hochwichtige Frage, die mit entsprechendem Gewölke zu Beginn des Jahres am politischen Himmel aufzieht. Von verschiedener ausländischer Seite vernehme ich in dieser Hinsicht Befürchtungen. So scheint man in gewissen niederländischen Kreisen der beängstigenden Überzeugung zu sein, dass in einem neuen Kriege zwischen Deutschland, Frankreich, England und Belgien die Niederlande nicht wieder in der Lage wären, ihre Neutralität aufrecht zu erhalten. Gezwungenermassen müssten sie Farbe bekennen und Partei ergreifen.

Das zweite bedeutsame wie schwierige Problem, mit dem das Deutsche Reich die Welt gleichzeitig beschert, ist das der neuen deutschen Kolonien, worüber ich bei nächster Gelegenheit zu berichten gedenke.

10. 1^{er} août 1936: ouverture des Jeux olympiques à Berlin.

203

E 2001 (C) 5/158

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna, aux Légations de Suisse et aux Consulats généraux de Suisse à
Budapest, Caracas, Dublin, Montréal et Shanghai*

L JT

Berne, 20 janvier 1936

Récemment, les fabricants suisses de matériels de guerre avaient exprimé le désir d'exposer aux Autorités fédérales les craintes qu'ils éprouvaient sur l'avenir de leur industrie à la suite de la décision prise par le Conseil fédéral dans la question de l'embargo des armes à destination de l'Italie et de l'Ethiopie¹. Une conférence présidée par M. le Conseiller fédéral Minger et à laquelle le Département Politique était représenté par son chef entendit les doléances des intéressés². Ceux-ci représentèrent que le fait pour la Suisse de décréter, en cas de guerre, l'embargo des armes destinées à tous les belligérants était de nature à leur fermer

1. Cf. n° 186 + A.

2. Cf. annexe au présent document.

la plupart de leurs débouchés. Les Etats étrangers, fit-on observer, hésiteront, en effet, à introduire dans leur armée des armes dont la livraison serait interrompue au moment où ils pourraient en avoir le plus grand besoin, soit en temps de guerre.

MM. Minger et Motta reconnurent en partie la légitimité de ces préoccupations, mais ils firent observer que la Suisse pourrait difficilement adopter, à l'avenir, une attitude autre que celle qui nous a paru indiquée dans le conflit italo-éthiopien³. Notre pays a un intérêt vital à sauvegarder sa neutralité, et les intérêts généraux doivent évidemment primer les intérêts particuliers.

L'industrie suisse des armes et munitions présente toutefois une importance considérable pour la défense nationale. Son concours nous est indispensable pour l'équipement de notre armée. Nous avons donc le plus grand intérêt à ce qu'elle subsiste, et, pour qu'elle subsiste, il importe qu'elle reçoive des commandes de l'étranger, les besoins de notre armée ne pouvant suffire à occuper son personnel toute l'année. Aussi a-t-il été convenu, au cours de la conférence, que nos missions diplomatiques à l'étranger prêteraient, dans la mesure du possible, leur appui aux représentants de ces maisons suisses, dans leurs tractations avec des Etats étrangers.

Nous avons constamment traité, dans nos rapports avec nos Légations, ce genre d'affaires avec circonspection, soucieux de ne pas nous exposer au reproche de faire trop facilement le jeu de ceux que l'opinion publique englobe, sans faire toujours les distinctions nécessaires, sous le vocable péjoratif de «munitionnaires». Nous ne voudrions pas nous départir de cette attitude de prudence, mais, pour tenir compte de la situation toute spéciale de nos industriels, nous ne verrions pas d'objections à ce que, à l'occasion d'affaires dont le caractère échapperait à tout soupçon et à toute critique, ils puissent compter sur le concours plus ou moins discret de nos agents diplomatiques. Il s'agit là d'ailleurs, comme nous l'a maintes fois exposé le Département Militaire, d'une pratique à laquelle les missions diplomatiques d'autres pays ne négligent pas d'avoir recours.

Si une intervention de votre part vous paraissait présenter des inconvénients et notamment si l'affaire traitée vous semblait suspecte à quelques égards que ce fût, vous voudrez bien nous demander des instructions. Au cas contraire, il vous serait loisible d'intervenir sans autre, mais il serait bon que vous nous instruisiez, en même temps, des démarches entreprises.

Si vous aviez des observations à présenter au sujet de ce qui précède, vous nous obligeriez en nous en donnant connaissance.

ANNEXE

E 27, Archiv-Nr. 19347

*Compte rendu du Secrétaire du Département militaire, W. Kissling,
sur la conférence du 16 décembre 1935*

Berne, 17. Dezember 1935

An der Konferenz vom 16. Dezember 1935 waren anwesend die Herren Bundespräsident Minger und Bundesrat Motta; vom Politischen Departement: Gorgé; vom Militärdepartement: Roost,

3. Cf. n° 172 + A I.

Fierz und Kissling; vom Volkswirtschaftsdepartement: Péquignot und 2 weitere Herren; dazu die Eingeladenen der beiden Werke⁴.

Die Vertreter des Bundesrates legten die Gründe dar, die zum Vorgehen im italienisch-abessinischen Konflikt genötigt hatten und sie erklärten, dass auch inskünftig, wenn die Lage gleich geartet sei, wie hier, der Bundesrat nicht anders handeln könnte. Da aber bekanntlich kein Fall gleich liege, wie der andere, so sei möglich, dass ganz andere Lösungen getroffen werden. Immerhin ist Herr Bundesrat Motta der Ansicht, dass die Schweiz, wenn sie gegen den einen kriegführenden Staat ein Ausfuhrverbot erlässt, das gleiche auch gegenüber dem andern tun müsse kraft dem Grundsatz der Neutralität und kraft dem Haager-Abkommen vom 18. Oktober 1907 (vgl. Art. 9)⁵. Herr Motta bezeichnet die unterschiedliche Behandlung von Bolivien und Paraguay⁶ als einen Fehler. Herr Bundespräsident Minger betont, dass der Bundesrat in künftigen Fällen frei sei, seine Entschlüsse je nach der Lage des einzelnen Falles zu treffen und dass jedenfalls in dem Einzelfall Italien—Abessinien keine Praxis erblickt werden könne.

Direktor Frey von Neuhausen befürchtet Rückwirkungen aus der Stellung des Bundesrates in Sachen Italien—Abessinien namentlich für den Fall, dass die Begründung derselben— absolute Gleichbehandlung beider kriegführender Parteien — in die Öffentlichkeit gelangen sollte. Herr Bundesrat Motta bemerkt dazu, dass diese Seite der Sache notwendigerweise in der Botschaft des Bundesrates vom 2. Dezember 1935⁷ habe behandelt werden müssen (vgl. Botschaft S. 26 unter 1)⁸.

Die beiden Vertreter des Bundesrates sichern den Vertretern der Industrie eine Unterstützung ihrer Interessen im Ausland durch unsere diplomatischen und konsularischen Vertreter zu, in Abweichung der bis vor kurzem beobachteten Praxis.

Die Vertreter der Industrie danken angelegentlich für die ihnen erteilte Aufklärung und die Mühe, die die Vertreter des Bundesrates sich genommen *[sic]* durch die Bewilligung der Audienz und die eingehenden Erörterungen. Sie danken insbesondere für die Zusicherung einer vermehrten Unterstützung.

4. *Soit la Schweizerische Industrie-Gesellschaft/Neuhausen et la Fabrique de Machines-outils/Oerlikon.*

5. *Cf. n° 172, n. 12.*

6. *Cf. annexe au n° 186, n. 16.*

7. *Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations au conflit italo-éthiopien (FF, 1935, II, pp. 921 ss.).*

8. *FF, 1935, II, pp. 944—945.*

204

E 2001 (C) 4/94

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie
L YS Dringlichst

Berlin, 5. Februar 1936

In Bestätigung meiner telephonischen Mitteilungen von heute früh möchte ich wegen der in Davos erfolgten Ermordung des Landesgruppenleiters der NSDAP für die Schweiz, Wilhelm *Gustloff*, kurz folgendes hier wiedergeben.

Gestern, Dienstag, abend fand der übliche grosse Jahresempfang des Reichsministers des Auswärtigen im Hotel Kaiserhof statt. Über tausend Einge-

ladene nahmen daran teil. Als ich kurz nach 10 Uhr den Gastgeber begrüßte, machte er mir von der ihm eben zugekommenen, mir noch unbekanntem Nachricht vom tragischen Vorfalle Mitteilung. So wie Freiherr von Neurath war auch ich davon sehr betroffen. Eine halbe Stunde später gab mir der Minister von einigen weitem Erkundigungen über die Nationalität des Mörders und dessen erste Erklärungen Kenntnis. Freiherr von Neurath zeigte sich noch besorgter als zuvor und meinte, wir könnten heute einen üblen Tag erleben.

Mittlerweile hat sich ein ziemlich aufsehenerregender Vorgang vollzogen. Die Nachricht aus Davos hatte sich unter den Anwesenden uniformierten S. A. und S. S. Männern lauffeuerartig verbreitet und auf höheren Befehl hatten sie sich sofort vom Fest entfernt, als Zeichen der Trauer, wie man mir erklärte. Diese Leute sollen sogar den Versuch gemacht haben, den Empfang sofort abbrechen oder wenigstens die Musik einstellen zu lassen. Dies geschah indessen nicht.

Während die Nachricht sich in den Sälen verbreitete, konnte man die verschiedensten Beobachtungen anstellen. Sie wurde keineswegs von allen tragisch aufgenommen. Entscheidend ist aber, auch für uns, welche Reaktionen das Vorkommnis bei den Amts- und Parteistellen auslöst. Und da waren sie bereits gestern Abend höchst bedenklich und bekümmern. Von mehr als einer hochgestellten Persönlichkeit wurde mir gegenüber offen von Pogromen gesprochen, die in Deutschland unmittelbar darauf folgen könnten. So sprach sich u. A. auch der Staatssekretär und Generalleutnant der Luftwaffe Milch zu mir aus, der in späterer Stunde von einem beim Reichskanzler zu Ehren des Engländers Lord Londonderry gegebenen Essen kam und, nebenbei bemerkt, morgen nach der Schweiz fliegt, um, wie alljährlich, mit seinem Freunde Walter Mittelholzer während einiger Wochen unser Alpengebiet auf den Skiern abzufahren. Milch wie einige andere gaben zu, dass die Schweiz offenbar keine Schuld treffe. Ein derartiger Mord könnte freilich überall anderswo begangen werden.

Wesentlich anders suchte sich Reichsminister Goebbels einzustellen, mit dem ich die letzte Unterhaltung des Abends führte. Nachdem ich ihm mein eigenes lebhaftes Bedauern über das Geschehene ausgesprochen hatte, trat er, trotz der uns umgebenden Menschenmenge, gleich in die Materie ein. Er bedauerte das Treiben der Emigranten und die Hetze der Presse, seine Lieblingsaussprüche, die an derartigen Gewalttaten die Hauptschuld trügen. Was die sogenannten Emigranten betrifft, so erinnerte ich ihn daran, dass, wenn solche bei uns Aufnahme fänden, sie sich politisch jeder Betätigung zu enthalten hätten¹. In dieser Beziehung sei der Bundesrat stets wachsam und entschlossen, gegen missbeliebige und unruhige Elemente vorzugehen. Hinsichtlich der Presse wäre so viel zu sagen, und zwar im Zusammenhange mit andern Erscheinungen, gegen die wir uns auflehnen müssten, dass ich die ganze Frage jederzeit mit ihm zu erörtern gerne bereit sei².

Herr Goebbels meinte dann, er wolle nicht daran zweifeln, dass die Schweizer Regierung aus der Ermordung Gustloff's die erforderlichen Konsequenzen ziehen werde. Hierauf bemerkte ich nur, dass die sich aus der Untersuchung ergebenden Feststellungen und Schlüsse gewiss die besondere Aufmerksamkeit des

1. Cf. DDS vol. 10, rubrique II.1.4: *Allemagne, réfugiés, et dans ce volume le n° 210, n. 3.*

2. Cf. DDS vol. 10, rubrique II.1.5: *Allemagne, affaires de presse, et dans ce volume les nos 52 et 131.*

Bundesrats finden würden. Ich könnte mir indessen vorstellen, dass allfällige Folgen sich in verschiedener Richtung auswirken könnten, so, z. B. auch in der Einschränkung der politischen Rolle die nicht zuletzt Deutschen in der Schweiz zugewiesen zu sein scheine³. Damit war mein Gespräch mit dem Reichspropagandaminister zu Ende.

Die Art und Weise wie schon heute morgen das Andenken und die Verdienste Wilhelm Gustloff's von der gesamten deutschen Presse gefeiert werden, der Umstand, dass der Reichskanzler, dem man die Trauerbotschaft bis gegen Mitternacht verheimlicht hatte, noch während der Nacht ein Beileidstelegramm an Frau Gustloff gerichtet hat, wie das auch seitens des Reichsministers Hess geschehen ist, ferner der Erlass eines Nachrufs an das ganze Auslandsdeutschtum, dies alles muss die Frage aufsteigen lassen, was denn Gustloff für sein Land und seine Partei in der Schweiz Bedeutsames geleistet hat und ob eine solche Tätigkeit eines Ausländers auf unserem Boden doch nicht als unerwünscht anzusehen ist, auch wenn sie nicht eigentlich gesetzwidrig sein sollte. Verbunden mit den derzeitigen Zuständen in Deutschland müssen sich schliesslich fast unvermeidlich daraus Rückwirkungen ergeben wie die gestrige, die dann schwer auf uns lasten. Glücklicherweise kennt der Kanton Graubünden die Todesstrafe nicht; denn sonst würden bald aus gewissen deutschen Kreisen unzulässige Ansinnen oder Erwartungen laut. Schon gestern abend konnte man derlei Anspielungen vernehmen.

Ich möchte mir erlauben, die Ihnen heute telephonisch ausgesprochene dringende Empfehlung zu erneuern, dass von seiten insbesondere der Justizbehörden Mitteilungen nach Aussen vermieden werden, welche die für die hiesigen Juden schon bestehenden grossen Gefahren noch zu steigern geeignet wären. Immerhin erfahre ich aus Journalistenkreisen, dass sich das Propagandaministerium bemühen solle, auf die Presse in beruhigender Weise einzuwirken.

3. Cf. n° 209.

205

E 1004 1/356

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 6 février 1936*

189. Attentat auf Gustloff in Davos

Politisches Departement. Mündlich

Der *Vorsteher des Politischen Departements* teilt mit, er habe die Nachricht von der Erschiessung des nationalsozialistischen Landesgruppenleiters Gustloff am Dienstagabend zuerst durch eine Meldung der Depeschenagentur und hernach durch die Bundesanwaltschaft erhalten. Er stellte sich sofort die Frage, welche Massnahmen zu treffen seien, da Gustloff zwar keine offizielle Stellung inne hatte, aber immerhin der Chef der nationalsozialistischen Partei in der Schweiz

war. Der Vorsteher des Politischen Departements fand es für angezeigt, an den deutschen Gesandten, Herrn von Weizsäcker ein Kondolenzschreiben zu richten und durch ihn auch der Witwe des Ermordeten sein Beileid aussprechen zu lassen¹. Herr von Weizsäcker war in diesem Augenblick von Bern abwesend. Etwa um 8 Uhr des folgenden Tages teilte Herr Minister Dinichert aus Berlin dem Sprechenden mit, er hätte am gleichen Abend beim Aussenminister von Neurath an einem Empfange teilgenommen². Dort sei etwa um 21¹/₂ Uhr die Kunde von der Davoser Tragödie eingetroffen. Diese wurde sofort zum allgemeinen Gesprächsthema. Auch der deutsche Propagandaminister Goebbels befand sich unter den Gästen. Er meinte, die Hetze eines Teiles der schweizerischen Presse gegen Gustloff habe den Boden zur Tat vorbereitet. Herr Dinichert wurde vom Departement aus über den Schritt orientiert, den Herr Motta bereits beim deutschen Gesandten in Bern gemacht hatte, und beauftragt in Berlin eine parallele Demarche zu tun³. Auch der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements hat dem deutschen Gesandten in Bern kondoliert, und zwar telephonisch.

Der deutsche Gesandte erschien nun am Mittwoch abend um 17 Uhr auf dem Bureau des Sprechenden in Audienz. Er schien tief betroffen zu sein und erklärte dem Vorsteher des Politischen Departements mündlich, er habe zwar noch keinen formellen Auftrag erhalten einen bestimmten Schritt zu tun, aber er habe das Gefühl, dass die Hetze der schweizerischen sozialistischen und kommunistischen Presse den Boden für das Verbrechen gegen Gustloff, wenn auch ungewollt, vorbereitet habe⁴. Dann insistierte er besonders darauf, dass seines Erachtens die Haltung Gustloffs stets korrekt gewesen sei, wie dies auch von seiten der Bundesbehörden immer anerkannt ward⁵; er nehme an, dass das Verbrechen mit aller Strenge geahndet werde und erkundigte sich darüber, welches Gericht hier zuständig sei⁶. Der deutsche Gesandte ersuchte auch, man möchte die Hinter-

1. Mit Gefühlen tiefster Bestürzung haben wir die Nachricht von dem verabscheuenswürdigsten Verbrechen erfahren, dem Ihr Landsmann, Herr Wilhelm Gustloff, gestern zum Opfer gefallen ist. Der feige Anschlag des Täters, der als Ausländer einen politischen Mord unter gröblicher Missachtung der schweizerischen Gesetze und des Gastrechtes vollführte, muss in der Schweiz überall lebhafteste Entrüstung auslösen.

Wir sind aufs schwerste betroffen darüber, dass auf Schweizerboden eine Tat begangen wurde, deren Ruchlosigkeit eine Beleidigung der Traditionen unseres Landes bedeutet.

Wir möchten nicht verfehlen, unserem Bedauern Ausdruck zu geben und bitten Sie zugleich, der schwergeprüften Witwe des Verstorbenen unser tiefempfundenes Beileid zu übermitteln. (*Lettre de G. Motta à E. von Weizsäcker du 5 février 1936 in E 2001 (C) 4/94*).

2. Cf. n° 204.

3. Cf. *lettre de P. Dinichert à G. Motta du 6 février 1936 (E 2001 (C) 4/94)*.

4. Cf. *DDS vol. 10, nos 252 et 313*.

5. *Le Ministre du Reich fait certainement allusion à la réponse du Conseiller fédéral J. Baumann à l'interpellation Canova au Conseil national; cf. E 1001 (C) d 1/313 pp. 366 ss.*

6. *D. Frankfurter, le meurtrier, sera jugé à Coire, le droit pénal relevant de la juridiction des cantons. G. Motta s'est montré très inquiet du déroulement du procès et a demandé à son ami J. Bossi, avocat à Coire, d'intervenir auprès du Président du Tribunal cantonal. Voici la lettre de réponse de J. Bossi à Motta, datée du 3 février:*

Ich habe Deinem Wunsche entsprechend mit dem Herrn Kantonsgerichtspräsident Dr. Ganzoni betr. den Fall Gustloff gesprochen und ihm in Deinem Namen nahegelegt, das Möglichste

gründe dieses Dramas aufzudecken suchen. Er wiederholte dann seine schon in früheren Besprechungen erhobenen Beschwerden gegen die Pressehetze gewisser Zeitungen, so u. a. auch der Nationalzeitung⁷, und erklärte, die Presseordnung⁸ gebe dem Bundesrat die Möglichkeit einzuschreiten, er habe aber s. E. bis jetzt sehr wenig von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht. Die Pressehetze einer Anzahl unserer Zeitungen belaste das Schuldenkonto der Schweiz in Deutschland. Übrigens habe auch die Nobelpreispetition der Mehrheit der Bundesversammlung zugunsten des in einem deutschen Konzentrationslager internierten Politikers Karl von Ossietzky in Deutschland böses Blut gemacht⁹. Zwar sei hier von dort wenig gesprochen worden, was aber umso bedeutungsvoller sei. Herr von Weizsäcker sprach auch im Allgemeinen von der nicht freundlichen Einstellung der schweizer. öffentlichen Meinung gegenüber dem heutigen Deutschland.

Der Vorsteher des Politischen Departements antwortete auf alle diese Fragen und Bemerkungen namentlich unter Hinweis darauf, dass zwischen der Einstellung der schweizerischen Presse gegenüber den Ereignissen in Deutschland und dem Morde von Davos keinerlei Zusammenhang bestehe, und er müsse es bestimmt ablehnen, unsere Presse oder sonstwie jemanden in der Schweiz hierfür verantwortlich zu machen. Der Mörder Frankfurter sei ein Jude und Slawe. Er besitze eine ganz andere Mentalität als diejenige, wie sie im Schweizervolk bestehe, und habe wahrscheinlich spontan von sich aus gehandelt mit Rücksicht auf die Behandlung seiner Glaubens- und Rassengenossen im deutschen Reiche, aber nicht infolge der Haltung, die die Schweizerpresse in den letzten Jahren gegenüber Deutschland und seinem jetzigen Regime eingenommen hat. Diese Haltung unserer Blätter komme daher, weil die pangermanistischen Bestrebungen gewisser Kreise Deutschlands unsere Presse zu Befürchtungen veranlasse, sodann aber auch wegen der feindseligen Einstellung gewisser Persönlichkeiten

— soweit es in seiner Macht liege — zur Vermeidung von Ausfällen gegen das Deutsche Reich zu tun. Der Kantonsgerichtspräsident hat dies versprochen und zugleich erklärt, dass er in diesem Sinne schon zweimal mit dem Verteidiger Herr Dr. Curti in Zürich gesprochen habe. Herr Dr. Curti habe ihm versprochen, er werde trachten, den Behörden keine Verlegenheiten zu bereiten. Allein das Recht des Verteidigers ist bekanntlich sehr weitgehend und da ist es schwer zu sagen, wo er die Grenze als angemessen ansieht. Herr Dr. Curti habe auch die Einvernahme von 20 Emigranten und früheren Konzentrationslagerinsassen verlangt — z. T. sogar von Amerika her —, die Anklagekammer hat aber dieses Begehren glatt abgelehnt.

Mit dem Amtskläger ad hoc, Herrn Dr. Brügger habe ich auch darüber gesprochen. Abgesehen davon, dass Herr Dr. Brügger ein vernünftiger Mann ist, liegt es natürlich auch nicht in seiner Aufgabe, gegen das Deutsche Reich Stellung zu nehmen. Dagegen wird es allerdings sich weiter empfehlen, in geeigneter Form den Verteidiger Herr Dr. Eugen Curti, Zürich, an die heikle Situation und an die Interessen der Schweiz in diesem Fall zu erinnern, soweit Du in irgend einer Form als Chef des polit. Departements es tun kannst.

Von Deutschland seien an Publizisten und Amtspersonen bereits 23 für die Verhandlungen angemeldet.

Ich darf Dich wohl bitten, den vorliegenden Brief konfidentiell zu behandeln. (E 2001 (C) 4/94.)

7. Cf. nos 52 et 131.

8. Cf. n° 23.

9. A propos des démarches entreprises en faveur de K. von Ossietzky, seul un très maigre dossier a été retrouvé; cf. E 2001 (D) 1/109.

des Nationalsozialismus gegenüber der protestantischen Bekenntniskirche und dem Katholizismus sowie angesichts der Verfolgungen gegen die Juden. Auch ein Vorwurf gegenüber dem Bundesrat wegen seiner angeblich zu milden Handhabung der Presseverordnung sei nicht berechtigt. Darüber, ob diese Verordnung strenger als bisher gehandhabt werden solle oder nicht, könne man in guten Treuen verschiedener Meinung sein; es sei dies eine Ermessensfrage. Wenn Deutschland glaube, ein Konto gegen die Schweiz wegen der bisherigen Haltung ihrer öffentlichen Meinung zu gewissen Erscheinungen der letzten Jahre eröffnen zu müssen, so sei dem entgegenzuhalten, dass auch wir viele und triftige Gründe zu Klagen gegen Deutschland hätten.

In der Beratung beantragt der *Vorsteher des Post- und Eisenbahndepartements*, es sei von den Mitteilungen des Vorstehers des Politischen Departements mit Zustimmung Kenntnis zu nehmen. Dieser ganze Fall zeige wiederum, wie sehr wir mit der Gewährung des Asylrechtes und mit der Einreiseerlaubnis und der Gestattung der Niederlassung für Ausländer vorsichtig und zurückhaltend sein müssen¹⁰.

Der *Vorsteher des Militärdepartements* bemerkt, dass alles vermieden werden müsse, was den Eindruck erwecken könnte, der Bundesrat sei der Meinung, dass die Pressekampagne gegen Gustloff irgendwie Schuld am Morde trage. Der Bundesrat habe gar keinen Anlass, sich wegen der Ermordung Gustloffs zu entschuldigen. Es sei ganz selbstverständlich, dass das Verhalten dieses Mannes kritisiert worden sei und dass auch das Gewaltssystem, wie es in Deutschland herrscht, von unserem Volke und unserer Presse abgelehnt und gebrandmarkt wird.

Der *Vorsteher des Departements des Innern* stellt fest, dass der Schritt des Vorstehers des Politischen Departements beim deutschen Gesandten im Interesse der guten Beziehungen zwischen der Schweiz und Deutschland richtig gewesen sei.

Der *Vorsteher des Justiz- u. Polizeidepartements* führt aus, dass wir vor einer wahren Judeninvasion stehen und mit aller Energie bei der Erteilung von Einreisebewilligungen Zurückhaltung üben müssen.

Herr *Bundespräsident Meyer* dankt dem Vorsteher des Politischen Departements für die Schritte, die er in der Angelegenheit unternommen hat und für seine Bemühungen zum Zwecke der Verhinderung von unliebsamen ausserpolitischen Folgen, die sie hätte haben können. Er fragt an, ob er als Bundespräsident noch irgendwelche Vorkehrungen zu treffen habe.

Der *Vorsteher des Politischen Departements* antwortet hierauf, dass alles getan worden sei was notwendig war und dass infolgedessen der Herr Bundespräsident oder der Bundesrat nichts weiteres zu tun mehr habe.

Hierauf nimmt *der Rat* von der Berichterstattung des Vorstehers des Politischen Departements in zustimmendem Sinne Kenntnis.

10. Cf. DDS vol. 10, rubrique II.1.4: Allemagne, réfugiés.

E 2001 (D) 1/221

*Le Directoire de la Banque nationale¹
au Chef du Département des Finances et des Douanes, A. Meyer, et
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht*

Copie

L

Betrifft: Schweizerische Finanzforderungen
an Deutschland und deutsch-schweizerisches
Verrechnungsabkommen

Zürich, 10. Februar 1936

Wie wir erfahren haben, sollen dieses Frühjahr Verhandlungen mit Deutschland wegen einer Neugestaltung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens, das die gehegten Erwartungen nicht erfüllt hat, aufgenommen werden. Dass dabei auch die Interessen der schweizerischen Finanzgläubiger eine bessere Berücksichtigung erfahren müssen, haben wir schon bei verschiedenen Gelegenheiten betont, da wir deren Hintansetzung im Abkommen vom April 1935² als ungerechtfertigt und den Allgemeininteressen zuwiderlaufend betrachten.

[...]... wir beehren uns, zur Sache folgendes auszuführen:

1. Was den *Umfang dieser Finanzgläubiger-Interessen* anbelangt, so bestehen darüber allerdings schweizerischerseits keine vollständigen, zahlenmässigen Angaben bezw. Erhebungen; solche wurden wohl für einzelne Forderungs-Kategorien durchgeführt, wie beispielsweise für die den deutschen Stillhalteabkommen unterstellten Kredite, die daraus entstandenen sogen. Umlegungskredite, die Frankengrundschulden, die sogen. neuen Kredite, dagegen ist man bezüglich der beiden grössten Gruppen, der Forderungen aus Titelbesitz und der sogen. Einzelforderungen, zum Teil auf Schätzungen, die auf mehr oder weniger zuverlässigen Grundlagen basieren, angewiesen. Wir haben diese letztes Jahr ermittelten Daten unter Berücksichtigung einer kürzlich durchgeführten neuen Enquête über die Stillhalteforderungen und nach einer neuen Gesamtüberprüfung revidiert; nach dieser neuen Zusammenstellung ergibt sich für diese Finanzforderungen ein *Totalbetrag von rund 3,177 Milliarden Franken*, bezüglich dessen Zusammensetzung wir auf Beilage 1 verweisen³.

Für diesen gesamten Forderungskomplex ergibt sich eine *jährliche Zinsforderung von ca. 165 Millionen Franken*. Hierzu ist zu bemerken, dass die den 50 schweizerischen Stillhaltebanken zustehenden 455,7 Millionen Stillhalte Kredite Gegenstand der beiden internationalen Kreditabkommen⁴ bilden, und dass für diese Kredite die Zinsen von rund 20,1 Millionen Franken durch Deutschland bisher in Devisen transferiert wurden, somit das schweizerisch-deutsche Verrechnungsabkommen direkt nicht belasten; dasselbe gilt bezüglich der 11,6 Mil-

1. *Signatures: G. Bachmann, M. Schwab.*

2. *Du 17 avril. Cf. n° 130.*

3. *Cf. annexe au présent document.*

4. *Soit les emprunts Dawes et Young. Pour quelques indications, Cf. DDS vol. 10, n° 308.*

lionen Zinsen für die sogen. Umlegungskredite im Betrage von 197,5 Millionen Fr. (Um einen Bruch der deutsch-schweizerischen Verhandlungen im April 1935 zu vermeiden⁵, haben die Stillhaltebanken bekanntlich bis auf weiteres das Opfer gebracht, auf den Transfer eines Viertels ihrer Stillhaltezinzen zu verzichten. Da ihnen die Verwertung dieses nicht transferierten Viertels über Registermark ermöglicht wurde, kann dasselbe unter Einbusse von ca. 50% auch hereingenommen werden, vgl. indessen hiezu unser Schreiben vom 17. Januar a. c. an das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement. Auf Grund des Forderungsbestandes per 31. Dezember 1935 haben die Stillhaltebanken an direkt transferiertem Zins mit Berücksichtigung der oben erwähnten Umlegungskredite pro Monat 1,98 Mill. Fr. zu beziehen; die Hereinnahme des nicht transferierten Viertels über Registermark-Verwertung ergibt pro Monat 330 000 Fr., zusammen somit Fr. 2,31 Millionen).

Diese von Deutschland seinerzeit in den Kreditabkommen zugestandene Sonderbehandlung der ausländischen kurzfristigen Bankenkredite (Stillhalteforderungen) erklärt sich ohne weiteres aus dem grossen Interesse, das Deutschland an der Aufrechterhaltung dieser Bankverbindungen hat, deren Kredit es früher oder später zur Wiederaufrichtung seiner Wirtschaft und Stellung im Welthandel wieder braucht.

2. Ausser diesen Stillhaltecrediten, inklusive der sogen. Umlegungskredite, der sogen. neuen Kredite, welche ebenfalls sozusagen ausschliesslich Bankinteressen sind, und der sogen. Frankengrundsulden besteht nun die grosse Masse der *Titelbesitzer* sowie der *Einzelforderungen* (wie Darlehen, Beteiligungen, Kommanditen, Grundbesitz, Hypotheken, usw.), welche zwei Hauptgläubigergruppen zusammen rund Fr. 2,33 Milliarden erreichen mögen. Die vertraglichen Zinsen auf diesem Kapitalbetrag dürften pro Jahr schätzungsweise Fr. 126 Millionen betragen — legt man dagegen den im Verrechnungsabkommen vorgesehenen Maximalzins (d. h. maximaler effektiver Erlös aus Barausschüttung zuzüglich Verkaufserlös von Funding Bonds) von 4½ zugrunde, so ergibt sich ein jährlicher Zinsbetrag von rund Fr. 104 Millionen. Obwohl auch da die Banken beteiligt sind, so liegt das Schwergewicht der Interessenbeteiligung hier bei den privaten Einzelgläubigern, d. h. bei den zum sogen. Sparer- und Anlage-suchenden Publikum gehörenden Inhabern sowohl kleinerer wie auch mittlerer und grösserer Vermögen. Eine seitens der Schweizerischen Bankiervereinigung bei den ihr angeschlossenen Banken durchgeführte Enquête lediglich über den durch diese verwalteten *Besitz an deutschen Titeln* hat folgendes Resultat ergeben:

Titelbesitz:	Anzahl der Titelbesitzer:
bis zu Fr. 10 000.—	30 795
über Fr. 10 000.— bis zu Fr. 25 000.—	6 888
über Fr. 25 000.—	5 508
Total	43 191

Nicht berücksichtigt in vorstehender Zahl sind somit alle diejenigen Titelbesitzer, die ihre Titel nicht einer der Bankiervereinigung angeschlossenen Bank in Verwaltung gegeben haben.

5. Cf. n° 112.

Die Anzahl der *Gläubiger mit Einzelforderungen* beträgt laut vorläufigen, noch näher zu überprüfenden Angaben der Schweiz. Verrechnungsstelle ca. 5000, die sich etwa wie folgt verteilen:

	Anzahl der Gläubiger:
Privatgläubiger, Handel und Industrie	89%
Banken	5%
Finanzgesellschaften	5%
Versicherungsgesellschaften	1%

3. Während unter der Herrschaft der früheren Verrechnungsabkommen für die Befriedigung der obengenannten Zinsansprüche von rund Fr. 120 Millionen, unter prinzipieller Gleichbehandlung mit den Warengläubigern, aus den Clearinginzahlungen in der Schweiz monatlich eine Quote von 8 Millionen Fr. zur Verfügung gestellt worden war, sind diese Interessen im Abkommen vom April 1935 hintangesetzt und auf einen allenfalls verbleibenden Überschuss nach Befriedigung der Warengläubiger und der sogen. Nebenkosten angewiesen worden. Eine Barausschüttung konnte — abgesehen von den Inhabern einiger besonders privilegierter Anleihen (Kraftübertragungswerk Rheinfelden, Rheinkraftwerk Albruck-Dogern, Stadt Konstanz) — bis jetzt nicht erfolgen, und bei der Verwertung der den Gläubigern ausgehändigten Funding Bonds ergab sich für sie eine Zinseinbusse von rund 70%.

Über die *Entwicklung der Zinsenttransfer-Regelung* im Verkehr mit Deutschland gibt Beilage 2⁶ näheren Aufschluss, auf die wir hier verweisen. Aus dieser in der erwähnten Beilage enthaltenen Übersicht ergibt sich, dass das Zinseinkommen der Titel- und Einzelgläubiger aus Deutschland — ohne dass transferierte Kapitalrückzahlungen stattgefunden hätten — von ursprünglich ca. Fr. 126 Mill. jährlich unter der seit 1. Mai 1935 bestehenden Regelung auf ca. Fr. 15 Mill. jährlich zusammenschmolzen ist, was einem Ausfall schweizerischer Kaufkraft von rund Fr. 110 Mill. jährlich gleichkommt. Bezüglich des Betrages von schätzungsweise Fr. 25 Mill. jährlich (Differenz zwischen Fr. 40 und Fr. 15 Mill., siehe Beilage 2) der nicht in Funding Bonds bezogen bzw. nicht durch Verkauf von Funding Bonds realisiert wurde, ist zu bemerken, dass es sich um Gelder handelt, die unter dem Druck der Verhältnisse und zwecks Vermeidung des Verlustes von 70% beim Verkauf der Funding Bonds entweder in Deutschland angelegt sind (sei es in Funding Bonds oder in neuen, langfristigen Anlagen) oder für Reisen in Deutschland usw. gemäss den deutschen Bestimmungen über die Verwendung von Sperrmark benützt worden sind; jedenfalls handelt es sich also auch bei diesem Betrag um einen Ausfall an frei verfügbarem Einkommen.

4. Es liegt auf der Hand, dass dieser *Zinsenausfall*, zu dem für die meisten Gläubiger noch beträchtliche *Kapitalverluste* hinzukommen, von sehr *nachteiligen Folgen für die betreffenden Gläubiger, aber auch für die gesamte Wirtschaft* sein muss. Er trifft einen grossen Teil unserer Banken, und zwar nicht etwa nur die Grossbanken und Stillhaltebanken (unter denen die erstgenannten mit 92% der Stillhalteforderungen beteiligt sind), sondern auch eine Reihe anderer Mittel- und Kleinbanken, speziell auch solche aus dem nördlichen Grenzgebiet, die seit

6. Non reproduit.

Jahrzehnten einen lebhaften Geschäftsverkehr mit den benachbarten Grenzgebieten unterhalten haben, sei es durch Anlage der ihnen überbrachten deutschen Spargelder in deutschen Hypotheken, sei es durch Gewährung von Vorschüssen und Krediten nach dem Grenzgebiet, Hereinnahme von deutschen Anleihen, usw. Alle diese Institute haben einmal durch den Rückgang im Kurs und der sonstigen Entwertung ihrer deutschen Anlagen (als Folge des Zinsausfalls) eine mehr oder weniger grosse Einbusse auf diesen Anlagen erlitten, was da und dort zu Schwierigkeiten in der Bilanzierung, in Einzelfällen sogar direkt zu Zahlungseinstellungen (beispielsweise Basler Handelsbank, Spar- und Leihkasse Bern, A. G. Leu & Co., Zürich)⁷ geführt hat. Dazu kommt dann der empfindliche Ausfall in den Gewinn- und Verlustrechnungen wegen des Wegfalls der Zinsen.

Für die sogen. *Privatgläubiger* sind natürlich die Rückwirkungen nicht weniger empfindliche, befinden sich doch unter diesen viele kleinere Rentner und Sparer, die auf diese Zinseingänge aus ihren deutschen Anlagen ganz oder zum Teil angewiesen sind. Neben dem Vermögensverlust bringt dieser Zinsausfall eine Einschränkung ihres Einkommens bzw. ihrer Kaufkraft und damit ihrer Lebenshaltung, deren nachteilige Folgen sich über alle Zweige unseres Wirtschaftslebens auswirken. Es ist klar, dass solche Auswirkungen bei einem gesamten Rückgang der jährlichen Zinseinnahmen um rund 110 Millionen Franken sich notwendigerweise einstellen müssen.

Wie bemerkt, berühren aber diese nachteiligen Folgen nicht nur die direkt betroffenen Gläubigerkreise, Banken, andere Unternehmungen und viele Privatpersonen, sondern sie sind von nachteiligen Rückwirkungen auf unser *ganzes Wirtschaftsleben* und letzten Endes für den *Staat* selbst begleitet. Man hört allerdings gelegentlich die Ansicht vertreten, dass die Banken und die übrigen Gläubiger, die ihre Gelder in deutsche Anlagen gesteckt haben, ihre heutige Lage selbst verschuldeten und nun keine Rücksichtnahme auf ihre Interessen seitens der Allgemeinheit und des Staates verdienen und beanspruchen können. Die Frage nach der Schuld der von der heutigen Situation betroffenen Gläubigerkreise tritt jedoch heute in den Hintergrund und darf unseres Erachtens für die Stellungnahme unserer Behörden nicht bestimmend sein. Man muss sich vielmehr mit der Lage, so wie sie sich jetzt herausgebildet hat und von der unsere gesamte Wirtschaft mitbetroffen wird, abfinden und danach trachten, im Rahmen des Möglichen den daraus für die Gesamtheit sich ergebenden Folgen zu begegnen. Diese Folgen sind mannigfacher Art.

5. Wir haben bereits das Moment der *Abnahme der Kaufkraft* erwähnt, das sich in letzter Zeit immer deutlicher geltend macht: Einschränkung der Ausgaben für irgendwie entbehrliche Bedarfsartikel, Abkehr von den teuren, wenn auch qualitativ bessern Produkten zu den billigen, Einschränkung des Reiseverkehrs und des Aufsuchens von Ferienorten, Einschränkung der Kulturbedürfnisse usw. usw., eine Erscheinung, unter der sozusagen unsere gesamten Erwerbskreise direkt oder indirekt zu leiden haben. Gewiss kann dieser Rückgang der Kaufkraft nicht etwa ausschliesslich oder zum überwiegenden Teil diesem Zinsausfall aus deutschen Anlagen zugeschrieben werden, nicht zu bestreiten ist aber unseres Erachtens, dass dieser Faktor dabei zum mindesten erheblich ins Gewicht fällt.

7. Cf. n° 117, n. 11.

Staat und Gemeinden stehen vor der Tatsache eines andauernden *Rückganges ihrer Steuereinnahmen*, und es unterliegt keinem Zweifel, dass auch hier die Folgen des in Frage stehenden Zinsausfalles mitspielen, denn gerade die hier in Betracht kommenden Gläubigerkreise, kleine Sparer, Besitzer von kleinern und mittleren Vermögen und vor allem Banken, bilden ein besonders wertvolles Element der Steuerzahler.

Die Betrachtung der *Entwicklung auf dem Kapitalmarkt* zeigt auch hier deutlich ähnliche Rückwirkungen. Durch den Wegfall der Zinseingänge ist für einen Grossteil unseres anlagensuchenden Publikums die Neubildung von Kapital eingeschränkt oder ganz unterbunden worden, so dass die Nachfrage nach neuen Anlagen (abgesehen von den Folgen der Kapitalrückzüge des Auslandes) offenbar zurückgegangen ist. Dazu kommt das nicht zu übersehende Moment einer gewissen Verärgerung dieser Kreise über die ihren berechtigten Interessen zuteil gewordene Behandlung, eine Missstimmung, wie sie im Anschluss an das Zustandekommen des Verrechnungsabkommens vom April 1935 in der Presse und zahlreichen Protestschreiben an die Banken deutlich zum Ausdruck gekommen ist. (Wir verweisen in diesem Zusammenhang auf die Eingabe des Komitees Deutschland der Schweizerischen Bankiervereinigung an das Eidg. Volkswirtschaftsdepartement v. 20. Aug. 1935)⁸

Zieht man die nebenher laufenden Erhöhungen der Sätze für Steuern und Abgaben in Betracht, so wird die Mentalität dieser Kreise, die auf dem Kapitalmarkt eine grosse Rolle spielen, verständlich. Es handelt sich hier um eine Erscheinung, welche — rein objektiv betrachtet — im Hinblick auf die Kreditwirtschaft des Bundes nicht ganz ignoriert werden darf.

Dass im Hinblick auf unsere *Zahlungsbilanz* dem Zinseneingang aus deutschen Anlagen eine grosse Bedeutung zukommt, haben wir beiläufig ebenfalls bereits erwähnt. Wohl fehlt uns heute noch eine zahlenmässig vollständige Zahlungsbilanz mit den verschiedenen ausländischen Staaten. Ein Blick auf den schweizerischen Handelsverkehr mit dem Ausland, der bekanntlich in hohem Masse passiv ist, rückt diese Bedeutung der Zinserträge aus dem Ausland neben den Einnahmen aus dem Fremdenverkehr ohne weiteres ins richtige Licht. Die Schweiz, die bisher schon ungefähr zweimal so viel importiert hat, wie sie exportieren konnte, muss sich die Mittel zur Bezahlung des zum grossen Teil lebensnotwendige Waren betreffenden Importüberschusses zu beschaffen versuchen, ohne auf ihre Substanz greifen zu müssen, was auf die Dauer nicht angeht und letzten Endes unsere *Währung* gefährden müsste. Von diesem Gesichtspunkte sind die Zinseingänge aus dem Ausland, die — im Gegensatz zu den Zahlungen für — unsern Export zu 100% unserer Wirtschaft zukommen, d. h. ein Nettoeinkommen darstellen, besonders wertvoll.

Endlich möchten wir noch darauf hinweisen, dass die weitere Entwicklung der *Lage unserer Banken*, die einen lebenswichtigen Faktor in unserem Wirtschaftsleben darstellen, auf die *Aufrechterhaltung unserer Währung* auch nicht ohne Einfluss ist. Zu einer gedeihlichen Entwicklung der Banken sind sie auf das Vertrauen weiter Kreise angewiesen, und es sollte u. E. Aufgabe der Behörden sein, alles zu tun, was zur Erhaltung und Förderung dieses Vertrauens geeignet

8. Non reproduit (E 7110 1/40).

erscheint. Nun wurden aber gerade aus der bisherigen Behandlung der Finanzforderungen an Deutschland, insbesondere durch das Verrechnungsabkommen vom April 1935, Rückschlüsse auf die Situation unserer Banken die zum Teil in starkem Masse bei diesen Finanzforderungen beteiligt sind, gezogen, die oft weit über das Ziel hinausschiessen und jedenfalls ganz allgemein dem Vertrauen in unsere Banken weitem Abbruch getan haben. Die Folge zeigt sich hier deutlich in den umfänglichen Rückzügen der Sparguthaben, der Nichterneuerung der Kassenobligationen und der Schwierigkeit für die Banken, neue Obligationengelder zu erhalten, alles Momente, die nebst andern solchen zu einer sukzessiven Erhöhung des Zinsfusses für die Kassenobligationen geführt und damit auch den Anstoss zu einem sozusagen allgemeinen Ansteigen des Zinsfusses, so auch für die Hypotheken usw., gegeben haben.

Wir möchten es vorderhand bei diesen Ausführungen bewenden lassen. Wir bezwecken damit lediglich die grosse Bedeutung zu unterstreichen, die der Behandlung der Finanzforderungen für unsere gesamte Volkswirtschaft zukommt, und Ihnen darzutun, dass bei einer kommenden Neuregelung des Verrechnungsverkehrs mit Deutschland die Finanzforderungen im Gesamtinteresse besser berücksichtigt werden müssen, und zwar erblicken wir eine solche Besserstellung beispielsweise darin, dass die Finanzgläubiger grundsätzlich den Warengläubigern und den Interessen des Fremdenverkehrs im Range gleichgestellt werden. Über die anteilmässige Partizipation dieser drei Interessengruppen an den zur Verteilung gelangenden Mitteln wollen wir uns an dieser Stelle nicht näher auslassen. Wir verkennen auch die Schwierigkeiten keineswegs, die sich einer zweckmässigen und den verschiedenen Interessen gerecht werdenden Aufteilung entgegenstellen, da leider beim bisherigen Stande des deutschen Importes eine hundertprozentige Berücksichtigung aller dieser Interessen nicht möglich war und wohl auch in Zukunft nicht in Betracht kommen wird. Wir sind indessen gerne bereit, bei der weiteren Behandlung des Fragenkomplexes das unsrige beizutragen, und möchten uns gestatten, den Wunsch auszusprechen, dass jedenfalls der Nationalbank Gelegenheit zur Anhörung geboten wird, bevor seinerzeit die Instruktionen an die schweizerische Delegation für die kommenden Verhandlungen zur Neuregelung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehrs vom Bundesrat erteilt werden.

ANNEXE

E 2001 (D) 1/221

Créances financières suisses en Allemagne

<i>Copie</i>	6. Februar 1936	
	Mill./Fr.	
	Kap.	Zins
1) Kommerzielles Kreditabkommen, Stand per 31. Dez. 1935, gemäss Erhebung der Nationalbank	415,1	18,3
2) Kreditabkommen für deutsche öffentliche Schuldner, gemäss deutschen Statistiken per 15. Januar 1936.	40,6	1,8
3) Umlegungen aus Stillhaltegeldern per 31. Dez. 1935, gemäss Erhebun- gen der Nationalbank	197,5	11,6
4) Neue Kredite, gemäss Enquêtes der Bankiervereinigung, der National- bank und des Vororts des schweiz. Handels- und Industrie-Vereins vom April—Juli 1935 Fr. 33,4 Mill. schätzungsweise Total für alle schweiz. Gläubiger	40	2,0
5) Frankengrundschulden gemäss Enquête des Eidg. Politischen Departements vom 16. Mai 1935.	150,5	ca. 5,0
6) Titelforderungen, gemäss Angaben der Transferabteilung der Schweiz. Kreditanstalt vom Februar 1936. (Grundlage: Auszahlungen im 2. Semester 1934)	1233	70
7) Einzelforderungen, gemäss Angaben der Schweiz. Verrechnungsstelle vom Dezember 1935 (Grundlage: Auszahlungen vom 31. Juli 1934—30. März 1935)	1100	56
Total	Fr. 3176,7	rund 165,0

207

E 2001 (D)3/40

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna, aux Légations de Suisse à l'étranger*

L circulaire KN

Bern, 11. Februar 1936

Hierdurch beehren wir uns, Ihnen über die Auswirkungen der Ermordung von Wilhelm *Gustloff*¹ sowie über die Frage der Einstellung der schweizerischen Behörden zu den in der Schweiz bestehenden nationalsozialistischen Organisationen² nachstehenden Bericht zukommen zu lassen. Wilhelm Gustloff hat sein Parteiamt als «Landesleiter Schweiz der N.S.D.A.P.» bekanntlich bereits

1. Cf. n° 204.

2. Cf. n° 209.

geraume Zeit vor der Machtergreifung durch den Nationalsozialismus angetreten. Wie Herr Bundesrat Baumann im vergangenen Herbst im Nationalrat anlässlich der Interpellation Canova³ ausführte, war seine Einstellung den Gesetzen und Einrichtungen der Schweiz gegenüber stets durchaus korrekt. Seine Ausweisung ist indessen, wie Sie aus der Presse ersehen haben werden, gerade während der letzten Wochen von gewisser Seite mit vermehrter Heftigkeit gefordert worden. Es lag jedoch kein Grund zu einer solchen Massnahme vor, da Wilhelm Gustloff nach wie vor in allen wesentlichen Fragen dem schweizerischen Gastland gegenüber eine loyale Haltung einnahm. Sein oben genannter offizieller Parteititel mag wohl einigermaßen unangenehm berühren. Glücklicherweise ist dieser Ausdruck jedenfalls nicht. Indessen darf nicht vergessen werden, dass der Titel in allen Ländern der Welt, wo nationalsozialistische Organisationen der deutschen Kolonie bestehen — und es wird dies mit Ausnahme von Österreich und Sowjetrußland so ziemlich überall der Fall sein — der gleiche ist und uns somit nicht mit besonderer Beunruhigung erfüllen muss.

Über den Hergang des Attentats sind Sie bereits durch die Presse unterrichtet worden. Der 26jährige Mörder, David Frankfurter, jugoslawischer Staatsangehöriger, Jude und Student der Medizin an der Universität Bern, hat allem Anschein nach keine Komplizen. Eine politische Betätigung konnte ihm nicht nachgewiesen werden. Auch revolutionäre oder überhaupt politische Literatur ist in seiner Wohnung in Bern nicht gefunden worden. Seiner Behauptung, er habe die Tat nicht aus parteipolitischen oder persönlichen Motiven, sondern nur darum begangen, um seine im Dritten Reich unterdrückten Rassengenossen zu rächen, darf somit vorderhand wohl geglaubt werden. Die Untersuchung wird durch Verhörer Dr. Dedual in Chur geführt. Graubünden hat keine Geschworenengerichte. Für die Aburteilung des Mörders ist in einziger Instanz das Kantonsgericht zuständig⁴. Es mag erwähnt werden, dass nach den uns vorliegenden Ergebnissen der Untersuchung Gustloff in letzter Zeit polizeilicher Schutz angeboten wurde, den er jedoch mit dem Bemerkens zurückwies, es könne ihm nichts geschehen.

Mag es sich auch bei der Tat von David Frankfurter strafrechtlich um ein «gemeines» Verbrechen handeln, bei dem eine Stellungnahme der Landesregierung sonst nicht üblich ist, so darf doch nicht übersehen werden, dass die Motive der Tat politische waren und sich gegen eine Regierung richteten, mit der die Schweiz gute Beziehungen unterhält. Der Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departements hat demzufolge dem deutschen Gesandten in Bern am Morgen nach dem Attentat, d. h. am 5. Februar d. J. schriftlich sein Bedauern über das Vorgefallene ausgesprochen und auch die schweizerische Gesandtschaft in Berlin mit einem analogen Schritt beim deutschen Auswärtigen Amt beauftragt⁵.

Noch am Abend des 5. Februar sprach im Politischen Departement der deutsche Gesandte, Freiherr von Weizsäcker, vor, um seinen Dank für das vorerwähnte Schreiben zu bekunden⁶. Er bezichtigte dabei keineswegs, wie in gewissen

3. Cf. n° 205, n. 5.

4. Cf. n° 205, n. 6.

5. Cf. n° 205, n. 1.

6. Cf. n° 205.

schweizerischen Zeitungen behauptet wurde, die schweizerische Presse der Verantwortlichkeit an der Ermordung von Wilhelm Gustloff. Dagegen machte er geltend, dass die durch gewisse Blätter gegen den Verstorbenen gerichteten hemmungslosen persönlichen Angriffe mit dazu beitragen konnten, die psychologischen Voraussetzungen für eine Tat zu schaffen, wie sie durch David Frankfurter begangen worden ist. Der Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departements nahm von dieser Erklärung Kenntnis, liess jedoch gleichzeitig keinen Zweifel darüber bestehen, dass die schweizerischen Behörden jede Konstruierung eines Kausalzusammenhanges zwischen der Haltung der Schweizerpresse und der Mordtat eines ausländischen Fanatiklers als unstichhaltig ablehnen müssten. Auch Herr von Bülow, Staatssekretär des deutschen Auswärtigen Amtes, wies anlässlich einer Unterredung mit Herrn Minister Dinichert darauf hin, dass die heftige Schreibweise eines Teils unserer Presse mit ein Element für bedauerliche Reaktionen sein konnte, wie wir sie nunmehr in der Tat von David Frankfurter vor uns haben⁷. Es liegen daneben auch andere Äusserungen offizieller deutscher Persönlichkeiten vor, wonach die Schweiz keine Verantwortung für das Vorgefallene treffen kann.

In gewissen schweizerischen Linksblättern ist dieser Tage behauptet worden, der Bundesrat habe sich durch die Haltung der deutschen Behörden einschüchtern lassen und beabsichtige nunmehr, unter deutschem Druck, eine Einschränkung der Pressefreiheit. In diesem Zusammenhang darf unsererseits festgestellt werden, dass die beabsichtigte strengere Handhabung des Pressenotrechtes, wie es im Bundesratsbeschluss vom 26. März 1934⁸ niedergelegt ist, durch den Bundesrat, entgegen anderslautenden Behauptungen besonders sozialistischer Zeitungen, schon vor dem Attentat gegen Wilhelm Gustloff ins Auge gefasst worden war. Die unsachliche und zügellose Schreibweise, die leider gewisse Schweizerblätter bei der Beurteilung ausländischer und vor allem deutscher Verhältnisse zur Anwendung bringen und die hie und da sogar die Grenzen der verfassungsmässigen Pressefreiheit überschreitet, erschwert in erheblichem Masse die Neutralitätspolitik des Bundesrates und muss darum als höchst nachteilig und gefährlich für das schweizerische Landesinteresse bezeichnet werden. Unsere Neutralitätspolitik, über deren Aufrechterhaltung jedermann in der Schweiz einig ist, setzt eine öffentliche Meinung voraus, die es dem Bundesrat nicht unmöglich macht, die guten Beziehungen mit den Nachbarstaaten zu bewahren.

Das Vorgefallene stellt die Frage der Duldung der nationalsozialistischen Organisationen in der Schweiz erneut zur Diskussion. Die zuständigen Bundesstellen vertreten in dieser Hinsicht nach wie vor die Auffassung, es könne den in der Schweiz niedergelassenen deutschen Staatsangehörigen nicht verwehrt werden, im eigenen Kreise, d. h. unter Ausschluss der schweizerischen Öffentlichkeit ihre nationale und politische Gesinnung zu pflegen. Dabei wird auch in Zukunft

7. *B. von Bülow s'en prend surtout à la presse de gauche:*

Er behauptete sogar, unsere Linkspresse habe gelegentlich in kaum verblümter Weise zu Gewalttätigkeiten gegen Gustloff aufgereizt. Hiezu konnte ich [*P. Dinichert*] nur sagen, ich habe nie so etwas weder gelesen noch gehört (*lettre de P. Dinichert à G. Motta du 6 février 1936 in E 2001 (C) 4/94*).

8. *Cf. n° 23.*

scharf darauf geachtet werden müssen, dass diese Betätigung nicht den Charakter einer unzulässigen Propaganda annimmt. Durch den verstorbenen Führer der Landesgruppe Schweiz der NSDAP, Herrn Wilhelm Gustloff, sind diesbezüglich mehrfach Versicherungen abgegeben worden, wonach die Gesetze des Gastlandes geachtet und alle Handlungen vermieden werden sollen, die irgendwie geeignet sein könnten, den Anschein einer Proselytenmacherei oder einer Einmischung in schweizerische Verhältnisse zu erwecken.

Was endlich die an unsern Hochschulen studierenden deutschen nationalsozialistischen Studenten anbelangt, so sind dieselben bis jetzt in einem Bund, genannt «Deutsche Studentenschaft in der Schweiz» zusammengeschlossen, im Hinblick auf den wir dem Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement dieser Tage die Erteilung besonderer Richtlinien⁹ vorgeschlagen haben, die unseres Erachtens mutadis mutandis überhaupt für alle nationalsozialistischen Verbände in der Schweiz zu gelten hätten. Darnach dürften als Mitglieder des deutschen Studentenverbandes keine Nichtstudierende aufgenommen werden. Dem Verband dürften nur Reichsdeutsche angehören. Verboten und strafbar wäre jede Tätigkeit, die unter die Bestimmungen des Bundesbeschlusses vom 21. Juni 1935 (Spitzelgesetz)¹⁰ fiel. Verboten wäre jede politische Propaganda, die sich direkt oder indirekt gegen die schweizerischen Einrichtungen oder diejenigen eines dritten Staates richten würde. Zu unterbleiben hätte auch jeder wirtschaftliche und persönliche Auskunftsdienst. Verboten wären sodann Schulungskurse, insoweit es sich nicht nur um staatsbürgerlichen Unterricht für Reichsdeutsche handelt. Es wäre überdies den betreffenden Verbänden und Organisationen gegenüber die Erwartung auszudrücken, dass sie durch taktvolles Auftreten auf die öffentliche Meinung in der Schweiz Rücksicht nehmen und alles vermeiden, was irgendwie zu Zwischenfällen Anlass geben könnte.

Solange diese Richtlinien befolgt werden, glauben wir, eine Auflösung der betreffenden Verbände und Organisationen nicht ins Auge fassen zu sollen¹¹. Eine solche würde deren Tätigkeit, die jetzt kontrolliert und auf dem Wege über die deutsche Gesandtschaft, sofern notwendig, auch jederzeit in die gewünschten Bahnen geleitet werden kann, sehr wahrscheinlich nicht unterbinden, sondern bloss aus der Öffentlichkeit in die Illegalität unterirdischer Machenschaften und Wühlereien verweisen. Soweit uns bekannt ist, nimmt übrigens die erdrückende Mehrheit der übrigen Staaten in dieser Hinsicht den nämlichen Standpunkt ein.

Wir wären Ihnen indessen dankbar, wenn Sie uns Ihrerseits, soweit dies nicht bereits geschehen ist, einen eingehenden Bericht über die Einstellung der Behörden des Landes, in dem Sie akkreditiert sind, zu den dortigen nationalsozialistischen Organisationen zukommen lassen wollten. Ihren diesbezüglichen Mitteilungen sehen wir mit grossem Interesse entgegen.

9. Cf. n° 210, n. 3.

10. Arrêté fédéral tendant à garantir la sûreté de la Confédération (du 21 juin 1935) in *RO*, 1935, vol. 51, pp. 495 ss.

Cf. aussi Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet d'arrêté fédéral tendant à garantir la sûreté de la Confédération et renforçant le ministère public fédéral (du 29 avril 1935) in *FF*, 1935, I, pp. 745 ss.

11. Cf. n° 210, n. 1.

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Rome, E. Broye*

Copie
L KO

Berne, 13 février 1936

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 6 février¹ concernant les difficultés que rencontrent encore nos journaux suisses à pénétrer en Italie malgré la levée d'une interdiction antérieure, ainsi que le refus par les postes italiennes d'accepter le paiement du renouvellement des abonnements. Il est certes des plus regrettable que, malgré toutes vos démarches et vos efforts, la confusion qui règne dans ce domaine dans les provinces italiennes ne prenne pas fin et, comme vous pouvez le penser, cette situation n'est pas sans nous préoccuper, d'autant plus qu'un certain mécontentement se manifeste dans notre presse. C'est ainsi que la question de représailles éventuelles, dont vous nous entretenez dans votre communication, est posée par certains journaux de gauche, qui, faisant allusion aux mesures de rétorsion que nous avons prises à l'égard de la presse allemande en 1934 et 1935², s'étonnent de ce que nous n'ayons pas réagi de la même manière envers la presse italienne.

Il est évident, cependant, que la situation est entièrement différente. Tout d'abord, les mesures prises par le Gouvernement allemand frappaient la presque totalité de nos journaux de langue allemande et notamment les plus importants. Ensuite, les motifs qui inspirèrent ces interdictions furent de tout autre nature, le Gouvernement allemand ayant de sa propre initiative interdit les journaux étrangers qui lui paraissaient contraires au bon ordre, alors que l'interdiction décrétée par le Gouvernement italien l'a été dans le cadre des contresanctions que ce Gouvernement s'est cru en droit d'appliquer à l'égard des pays sanctionnistes, tout en tenant compte de la situation spéciale de quelques-uns d'entre eux.

Au surplus, nous estimons qu'il ne serait pas indiqué de procéder à des mesures de représailles contre la presse italienne, qui n'auraient pour effet que de provoquer de nouvelles mesures de rétorsion qui frapperaient alors nos grands quotidiens, pour l'instant autorisés en Italie. Ce à quoi nous désirons arriver avant tout, c'est que le Gouvernement italien s'en tienne strictement aux interdictions mentionnées dans la liste³ que nous avons établie et que le Ministère de la Presse se décide à lever l'interdiction de certains journaux encore à l'index dont le ton et la tendance ne peuvent pas être jugés offensants à l'égard de l'Italie, comme le «Popolo e Libertà», la «Revue» ou le «Bund» par exemple, sans oublier le «Dovere» au sujet duquel vous avez déjà entrepris des démarches. Nous n'atteindrions pas ce but en usant de représailles et la meilleure méthode à suivre nous paraît de persévérer dans nos démarches, en espérant que, dans un laps de temps

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. rubrique II.1.6: Allemagne, affaires de presse.*

3. *Cf. annexe au présent document.*

aussi court que possible, le Ministère de la Presse sera en mesure de faire exécuter par les Autorités locales les ordres qu'il leur donne.

De notre côté, nous remettrons à l'occasion au Ministre d'Italie un aide-mémoire⁴ résumant la question et dans lequel nous attirerons son attention sur le fait qu'il serait hautement désirable que les Autorités italiennes compétentes misent fin à une situation confuse et rapportassent la mesure qui frappe certains journaux suisses dont ni le ton ni la rédaction ne sauraient inquiéter le Gouvernement italien.

ANNEXE

E 2001 (C) 4/100

Aide-mémoire du Département politique

KO

Berne, 12 février 1936

Le 17 décembre 1935 la Légation de Suisse à Rome, avisée de ce qu'un grand nombre de journaux suisses venaient d'être frappés d'interdiction en Italie, fit une démarche⁵ auprès du Ministère royal de la Presse et de la Propagande pour s'enquérir des motifs qui avaient amené le Gouvernement royal à prendre une semblable mesure.

Il lui fut répondu par le Ministère précité que le Gouvernement italien avait décidé d'interdire, en principe, tous les journaux des pays sanctionnistes. Etant donné, toutefois, la situation toute particulière de la Suisse parmi les pays sanctionnistes avec réserves⁶, la règle de l'interdiction de tous les journaux suisses, avec mention des exceptions faites en faveur de certains organes, serait renversée et substituée par la règle de la libre entrée de tous les journaux suisses, avec citation des journaux interdits.

Ceux-ci se trouvaient au début au nombre de 24; sur les instances de la Légation, le Ministère royal de la Presse leva, dès le 23 décembre, l'interdiction d'entrer du «Bund», de la «National-Zeitung», des «Basler Nachrichten» et, dès le 3 janvier 1936, celle du «Journal de Genève»⁷ et de la «Tribune de Genève».

Restaient donc interdits en Italie, au 3 janvier 1936, les journaux suivants:

«Arbeiter Zeitung»	Bâle
«Aargauer Tagblatt»	Aarau
«Avanguardia»	Bellinzone
«Berner Tagwacht»	Berne
«Basler Vorwärts»	Bâle
«Il Dovero»	Bellinzone
«Le Droit du Peuple»	Lausanne
«Journal des Nations»	Genève
«Der Kämpfer»	Zurich
«Landbote»	Winterthur
«Die Nation»	Berne
«Neue Bündner Zeitung»	Coire
«Popolo e Libertà»	Bellinzone
«La Revue»	Lausanne
«Le Travail»	Genève
«La Sentinelle»	La Chaux-de-Fonds
«Thurgauer Zeitung»	Frauenfeld
«Volksrecht»	Zurich

4. *Il s'agit probablement de l'aide-mémoire daté du 12 février, publié en annexe au présent document.*

5. *Cf. lettre du ministre Wagnière au DPF, datée du même jour.*

6. *Cf. rubrique I.4: SdN, conflit italo-éthiopien, sanctions ..., surtout annexe II au n° 172.*

7. *Cf. n° 168, n. 3.*

Dès le 8 janvier cependant, les éditeurs de différents journaux qui, selon la déclaration formelle du Ministère de la Presse, pouvaient entrer librement en Italie, saisirent le Département politique fédéral des difficultés qui étaient faites à leurs abonnés, en particulier à Gênes, Milan, Turin et Varese où les autorités postales se refusaient à accepter le paiement de nouveaux abonnements en invoquant l'interdiction frappant les journaux des pays sanctionnistes. Il s'agissait particulièrement du «Bund», du «Journal de Genève», des «Glarner Nachrichten», des Illustrés de la maison Ringier et Co. à Zofingue, de la «Technische Rundschau», du «Zürcher Illustrierte» et de la «Schweizer-Illustrierte Zeitung». En outre, la Légation de Suisse a appris, en date du 29 janvier, que les autorités italiennes avaient décidé d'interdire à nouveau l'entrée en Italie du «Bund» et de la «National-Zeitung».

Sur les instances du Département politique, la Légation de Suisse à Rome a fait de nombreuses démarches auprès du Ministère royal de la Presse. Ce dernier lui donna l'assurance que des ordres téléphoniques étaient adressés aux autorités locales pour qu'elles ne fassent, à l'avenir, aucune difficulté, soit à la vente, soit au renouvellement de l'abonnement des journaux qui figuraient dans la liste des journaux suisses autorisés en Italie et qui était communiquée aux autorités postales italiennes par les soins du Ministère des Communications.

Malheureusement, ensuite de malentendus, ces assurances n'ont pas eu de suite car, à l'heure actuelle, les plaintes de Suisses abonnés à des journaux qui peuvent être distribués en Italie, comme la «Neue Zürcher Zeitung» et la «Weltwoche» continuent à parvenir à la Légation.

Cette situation risque de créer un état d'esprit des plus regrettables et il serait hautement souhaitable que, d'une part, le Ministère royal de la Presse prenne les mesures nécessaires pour assurer la libre distribution des journaux suisses qui sont d'ores et déjà autorisés en Italie et que, d'autre part, il rapporte la mesure qui frappe certains journaux de tendances modérées qui figurent encore dans la liste des journaux interdits.

209

E 4001 (B) 1970/187/3

*Le Procureur de la Confédération, F. Stämpfli,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann*

L

Bern, 17. Februar 1936

Wir kommen noch einmal auf unsere Stellungnahme zur Frage betr. Weiterzulassung einer *Landesleitung der NSDAP* in der Schweiz zurück¹ und unterbreiten Ihnen folgende zusammenfassende Gedanken:

1. Die öffentliche Meinung diskutiert z. Zeit die grundsätzliche Frage der Zulassung ausländischer politischer Vereinigungen in der Schweiz, der NSDAP im besondern, sowie der Zulassung einer «Parteigesandtschaft». Wir glauben feststellen zu können, dass die Zulassung einer Parteigesandtschaft mit *überwiegender Mehrheit abgelehnt* wird. Im «Bund» wird zudem das grundsätzliche Verbot ausländischer politischer Vereinigungen gefordert.

1. *Non retrouvé.*

2. Nachdem die Trauerfeierlichkeiten für Gustloff in Deutschland² offenbart haben, welchen hervorragenden politischen Charakter die nationalsozialistische Bewegung und mit ihr die Regierung einem Landesgruppenleiter im Ausland beimisst, ist für uns eine *neue Lage* geschaffen, die uns veranlasst, unsere bisherige Einstellung in dieser Frage zu revidieren. Der Fall Gustloff ist für uns erledigt. Nicht der Rückblick auf die Tätigkeit oder Person Gustloffs veranlasst uns zur Revision, sondern der Ausblick auf die künftige Stellung und Rolle, die der allfällige Nachfolger nach Massgabe der letzten Ereignisse einnehmen wird. Es entspricht unserer tiefen Überzeugung, dass ein Landesgruppenleiter vom Ausmass eines «Parteigesandten» nicht mehr tragbar ist. Mit dem Landesleiter ist auch eine selbständige Landes-Zentralstelle mit mehreren Beamten — Parteifunktionären — unerwünscht.

Wir vertreten daher die Auffassung, dass der Bundesrat der deutschen Gesandtschaft erklären lässt, dass ein neuer Landesleiter und die selbständige Institution einer Landes-Zentralstelle *nicht zugelassen* werde³.

3. In welcher Form könnte eventuell eine zentrale Geschäftsführung zugelassen werden? Wäre der Gesandte selbst ein Parteigenosse, so würde er wahrscheinlich die Leitung der Ortsgruppen übernehmen, von der Fiktion ausgehend: Ortsgruppe gleich Kolonie (wie Italien). Da der Gesandte aber nicht PG ist, besteht wohl keine Möglichkeit einer organischen Verbindung zwischen Gesandtschaft und Partei in der Form der Leitung der NS-Organisation durch die Gesandtschaft. Dagegen sprechen auch Argumente, die wir und das Politische Departement bereits geäussert haben.

Wir haben auch daran gedacht, dass eine *Ortsgruppe* die Geschäftsleitung übernimmt, nach unserem Sprachgebrauch gewissermassen als «*Vorort*», jedoch ohne eigentlichen Landesleiter. Demgegenüber ist zu sagen, dass die Nationalsozialisten gemäss ihrem Führerprinzip mit einer derartigen demokratischen, führerlosen Gestaltung sich nicht abfinden und eben einen getarnten Führer einsetzen würden, eventuell im benachbarten Grenzgebiet. Wir setzen daher Zweifel in die Zweckmässigkeit dieser Lösung. Einzig die Ablehnung einer eigenen Landesleitung ist konsequent und entspricht dem zum Ausdruck kommenden Volkswillen. Mag dann die Leitung bei der Reichsführung in Berlin sein — für uns ist damit der Charakter von Auslandsorganisationen besser gewahrt und auch der blosser Schein vermieden, dass die Schweiz eben doch als «Gau» angesehen und behandelt wird.

2. Dans sa lettre adressée le 14 février 1936 à G. Motta, P. Dinichert s'étonne de la dimension nationale accordée aux funérailles de W. Gustloff:

[...] Am Tage der Bestattung hatten auch in Berlin alle öffentlichen Gebäude die Flagge auf Halbmast gesetzt. Es mag auf den ersten Blick erstaunen, dass dem Privatmann Gustloff, auch wenn man seine Funktion als Landesgruppenleiter in Betracht zieht, solche staatlichen Ehren erwiesen wurden. Die Erklärung liegt darin, dass nach hiesiger Auffassung das Attentat nicht der Person des Ermordeten, sondern dem Nationalsozialismus als solchem galt, und da die Partei sich heute mit dem Staate identifiziert und um einen für sie Gefallenen trauerte, wurden die staatlichen Behörden, angewiesen, die Flagge aufzuziehen. Es lässt sich somit aus diesem Umstand nicht ohne Weiteres ein Rückschluss auf die Bedeutung der Funktion Gustloffs in der Schweiz ziehen. [...] (E 2001 (C) 4/95.)

3. Cf. n° 210, n. 1.

4. Sollen *Ortsgruppen* der NSDAP in der Schweiz überhaupt zugelassen werden? Zu dieser, ausschliesslich auf die deutschen Nationalsozialisten beschränkten Frage ist folgendes zu sagen:

Solange es ein nationalsozialistisches Regime in Deutschland gibt, solange werden wir Nationalsozialisten in der Schweiz haben.

Solange es Nationalsozialisten in der Schweiz gibt, werden sie sich zusammenschliessen und organisieren, um gemäss ihrer politischen und staatlichen Anschauungen ihre Landsleute dem Regierungssystem anzuschliessen. Wir stossen hier auf das *Kernproblem* des Nationalsozialismus: der Nationalsozialismus will nicht politische Partei sein, sondern Volksbewegung mit Totalitätsanspruch. Dieser Totalitätsanspruch ist ein Postulat, das in Deutschland z. Zeit nicht verwirklicht ist, aber im ständigen Kampf (Propagandaministerium!) der Verwirklichung immer näher gebracht werden soll. Daher der Dualismus von Staat und Partei. Das ist eine Tatsache, die *wir* nicht aus der Welt schaffen können. Aber wir müssen trachten, uns dieser Tatsache gegenüber so einzustellen, dass Gefährdungen der Sicherheit unseres Landes, Schädigungen der Integrität unseres Landes vermieden werden. Den Nationalsozialisten in unserem Lande konnte bis jetzt im allgemeinen, vom formellen Standpunkt aus, ein sicherheitsgefährdendes Verhalten — Einmischung in innerpolitische Verhältnisse, Umtriebe gegen schweizerische Institutionen oder ähnliches, wie z. B. bei den Kommunisten⁴ festzustellen ist — nicht vorgeworfen werden⁵. Dagegen musste der gewaltige Eifer in der Bearbeitung ihrer eigenen Landsleute, die Allmacht ihrer Organisation, die Zwietracht unter ihren Landsleuten der Bewegung gegenüber positiv festgestellt werden. Man kann sagen: das sind deutsche Angelegenheiten, soweit nicht die öffentliche Ruhe und Ordnung in unserem eigenen Lande gestört wird. Dieser neutralen Stellung kann entgegengehalten werden, dass wir unser Land nicht zum Kampfplatz ausländischer politischer Auseinandersetzungen werden lassen wollen. Eigentlichen Übergriffen sollen die *Richtlinien*⁶ des Justiz- & Polizeidepartementes steuern. Genügt das aber, namentlich wenn nicht eine Beruhigung und Stabilisierung der Verhältnisse unter den Deutschen in der Schweiz schon für die nächste Zukunft zu erwarten ist?

Es sind also Gründe vorhanden, die das Verbot der nationalsozialistischen Ortsgruppen rechtfertigen können. Es würde sich aber um eine *politisch einseitige* Massnahme handeln, um eine Augenblickslösung, die die Beziehungen zu Deutschland einseitig schwer belasten würde. Die Frage muss auf einen grundsätzlichen Boden gestellt werden.

5. *Verbot der ausländischen politischen Vereinigungen* überhaupt. Wir können nicht bestreiten, dass wir eine solche radikale Lösung vom Standpunkt der politischen Polizei an sich begrüssen würden. Die Formulierung dieses Verbotes

4. Cf. le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet d'arrêté fédéral sur la protection de l'ordre public et de la sûreté publique du 7 décembre 1936, in *FF* 1936, III, pp. 393 ss. et l'Arrêté du Conseil fédéral instituant des mesures contre les menées communistes en Suisse du 3 novembre 1936, in *RO*, 1936, vol. 52, pp. 843 ss.

Pour les projets d'arrêté et les correspondances sur ce sujet, cf. E 4001 (B) 1970/187/4.

5. Cf. la réponse de J. Baumann à l'interpellation Canova in Procès-verbaux du Conseil national (E 1001 (C) d I/313, pp. 366 ss.).

6. Cf. n° 210, n. 3.

müsste also allgemein sein. Ein allgemeines Verbot birgt eine gewaltige Tragweite in sich. Was ist eine ausländische politische Vereinigung? Wir haben verschiedene Internationalen: die III. kommunistische, von Moskau geleitet⁷; die II. sozialistische, geleitet von dem bis vor kurzem in der Schweiz geduldeten Bureau der S. A. J. (Adler)⁷; die Universalità di Roma, eine Art fascistische Internationale, die bereits an einem Kongress in Montreux in Erscheinung getreten ist⁸; dann haben wir verschiedene nationale Minderheitsbewegungen, die sich in Genf zwecks Revision von Friedensvertragsbestimmungen eingenistet haben.

Diesen Internationalen ausländischen Ursprungs gehören nicht nur Ausländer an, sondern auch Schweizer. Die kommunistische Partei der Schweiz ist Sektion der III. Internationale, die sozialdemokratische Partei der Schweiz gehört der II. Internationale an, die Fonjallazfascisten zählen sich zur Universalità di Roma.

Ein Verbot könnte also unter Umständen auch Schweizer, ja schweizerische Parteien treffen.

Nach unserem Dafürhalten dürfte das Verbot der ausländischen politischen Vereinigungen wegen seiner grossen Tragweite nicht auf bloss *administrativem* Wege ausgesprochen werden. Auch die Formulierung: Verbot der politischen Vereinigung von Ausländern, womit nur die Ausländer getroffen werden sollten, lässt immer noch weite Auslegungsmöglichkeiten zu. Ausländern in der Schweiz ist die Zugehörigkeit zu politischen Vereinigungen verboten?: damit sind die politischen Vereinigungen, die im Ausland verankert sind, an sich nicht verboten und die Schweizer werden sich umso mehr in ihnen tummeln.

Will man die ausländischen politischen Vereinigungen verbieten, so muss dies auf dem Wege der *Gesetzgebung* erfolgen, auf Grund der Beratung im Parlament und der Volksabstimmung.

Ein administratives Verbot würde bei jeder Anwendung hart angefochten.

Um das Verbot durchzuführen, werden einschneidende polizeiliche Massnahmen gegen geheime Organisationen notwendig sein, die Auflösung einer Organisation wird starker polizeilicher Kräfte bedürfen — derartige Massnahmen und Strafsanktionen sollen in der Schweiz nur auf gesetzlicher Grundlage durchgeführt werden.

Das Volk soll dazu Stellung nehmen, ob es, event. in welchem Umfang, ein Verbot will, ob es die bisherige, auf der liberalen Gesinnung der Verfassung beruhende Freiheit den Ausländern absprechen will.

6. Der Gesetzeserlass sollte aber nicht nur die Tätigkeit fremder politischer Parteien in der Schweiz betreffen, sondern auch gewisse *Lücken des Bundesstrafrechts* in Bezug auf die *Gefährdung der Unabhängigkeit der Schweiz* ausfüllen. Ich denke dabei insbesondere an die Umtriebe Colombis, Fonjallaz⁹, der Schweizer Faschisten in Italien, der kommunistischen Agenten u. s. w., die von unserem

7. Cf. DDS vol. 7-I, rubrique V: *Le bolchévisme, le socialisme et les mouvements révolutionnaires*, vol. 7-II, rubrique XII: *Mouvements socialistes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires*, et vol. 9, rubrique X: *Sozialistische Arbeiterinternationale et rubrique XI: Überwachung von Anarchisten*.

8. Cf. rubrique II.15.5: *Italie, congrès internationaux fascistes de Montreux ...*

9. Sur E. Colombi, cf. rubrique II.15.3: *Italie, irrédentisme*; sur A. Fonjallaz, cf. rubrique II.15.4: *Italie, fascisme suisse du colonel Fonjallaz ...*

veralteten Bundesstrafrecht (vgl. Art. 37)¹⁰ kaum oder nur schwer erfasst werden können. Es sollte durch zeitgemässe Straf- & Administrativbestimmungen namentlich verhindert werden können, dass Schweizer durch unwahre Darstellungen unserer wirtschaftlichen und politischen Zustände (Artikel der «Adula» und Vorträge Colombis in Italien über die Verdeutschung des Tessins), die Schweiz in irgendwelcher Weise verdächtigen, ferner dass internationale Organisationen (Universalità di Roma, kommunistische Internationale, internationale Rote Hilfe), oder ausländische Parteien, deren Ziele unseren demokratischen Einrichtungen entgegenstehen, in der Schweiz Verzweigungen haben (Unterstützung schweizerischer Parteien und Zeitungen durch ausländisches Geld). Ich denke vorab an die Aufnahme des Art. 230 Ziff. 1 des Strafgesetzentwurfes¹¹. Im gleichen Erlasse könnten vielleicht auch die Strafbestimmungen zum Schutze der Armee aufgenommen werden (Postulat Vallotton)¹².

Neben Strafvorschriften wären Administrativbestimmungen am Platze, die den Bundesrat zu eingreifenden Massnahmen ermächtigen würden (Verbot der Parteien, Zeitungen, Auslandsreisen von Schweizerbürgern etc.).

Es sind dies erst einige grundlegende Gedanken, die der weitem Überlegung und Ausführung bedürfen. Wir würden es begrüßen, wenn diese Gedanken in der grundsätzlichen Aussprache des Bundesrates auch berührt werden könnten.

ANNEXE

E 2001 (C) 4/94

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann*

Copie

L JF Urgent

Berne, 7 février 1936

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre urgente de ce jour¹³ et nous vous remercions vivement de nous avoir donné connaissance du rapport que M. le Procureur de la Confédération¹⁴

10. Cf. *Code pénal fédéral du 4 février 1853 in RO, 1851—1853, t. III, p. 346—347*;

Art. 37. Est puni de la même peine [réclusion de dix ans au moins ou même réclusion à perpétuité] tout citoyen ou habitant de la Suisse qui tente de mettre la Confédération ou une partie de son territoire au pouvoir ou dans la dépendance d'une puissance étrangère; qui cherche à en détacher un Canton en tout ou en partie; qui engage une puissance étrangère à commettre des hostilités contre la Suisse ou une partie de son territoire, ou à s'immiscer dans ses affaires intérieures d'une manière dangereuse pour elle; ou qui, après l'explosion d'une guerre, favorise intentionnellement par acte ou omission les vues de l'ennemi.

Le 8 octobre 1936, l'art. 37 est modifié; cf. RO, 1937, vol. 53, pp. 37—38.

11. Cf. n° 234, n. 9.

12. *Le postulat Vallotton date du 20 décembre 1934 et va être discuté au Conseil national le 6 décembre 1936* (Procès-verbaux du Conseil national, E 1001 (C) d 1/314, pp. 259 ss.);

Dans le but de réprimer les excès de certaine presse extrémiste qui outrage impunément notre armée de milices et ses cadres, incite nos soldats à l'insubordination et cherche à saper la discipline;

afin de remédier à l'insuffisance de notre législation à cet égard — insuffisance que le Conseil fédéral a lui-même reconnue;

le Conseil fédéral est invité à prendre, dès que possible, un arrêté fondé notamment sur les articles 2 et 102, chiffre 10, de la constitution fédérale et prévoyant la même procédure et les mêmes sanctions que l'arrêté du 26 mars 1934.

13. *Non reproduit.*

14. Cf. n. 1.

vous adresse au sujet des mesures qui pourraient être prises touchant la nomination du successeur de M. Gustloff comme chef du N.S.D.A.P. en Suisse.

Nous comprenons et nous partageons les préoccupations du Ministère public fédéral, mais nous ne pouvons, pour notre part, nous rallier aux conclusions auxquelles il arrive.

Il nous semble, en premier lieu, que les circonstances tragiques dans lesquelles se pose, pour les Autorités allemandes, le remplacement de M. Gustloff, de même que l'excitation bien naturelle des esprits dans les milieux nationaux-socialistes, constituent des conjonctures aussi peu favorables que possible pour modifier, à l'égard des organisations nationales-socialistes allemandes en Suisse la ligne de conduite suivie jusqu'ici par les Autorités fédérales.

En second lieu, nous considérons comme de notre intérêt évident d'éviter tout ce qui pourrait contribuer à donner un caractère officiel quelconque aux dites organisations nationales-socialistes, que nous pouvons *tolérer*, mais qu'il serait dangereux de *reconnaître*.

Si nous exigeons d'être consultés au sujet du remplacement de Gustloff et plus encore si nous prenons l'initiative de demander que la direction des organisations du N.S.D.A.P. en Suisse soit confiée dorénavant au Ministre d'Allemagne, il nous serait impossible, à l'avenir, de dénier à ces organisations tout caractère officiel quelconque. Nous nous mettrions dans l'impossibilité de les traiter à l'avenir comme des associations d'étrangers de caractère absolument privé et, sans même nous donner les moyens d'en contrôler plus efficacement l'activité, nous nous interdirions, à nous et aux Autorités cantonales, d'agir contre elles sans entente préalable avec la Légation d'Allemagne.

Nous ne contestons pas que la personnalité du Baron de Weizsäcker, s'il était appelé à assurer lui-même la succession de M. Gustloff, nous donnerait des garanties que tout autre successeur éventuel n'offrirait pas. Mais ces garanties pourraient bien n'être qu'assez précaires, car nous ignorons totalement combien de temps nous aurons le privilège de voir l'Allemagne représentée à Berne par un homme qui nous inspire la plus complète confiance. Il serait, d'autre part, extrêmement fâcheux d'exposer le Ministre d'Allemagne à Berne aux attaques qu'une partie de notre presse n'a pas ménagées à M. Gustloff.

Nous n'avons, pour notre part, pas le moindre doute sur l'opportunité de nous en tenir fermement aux principes qui nous ont guidés jusqu'ici, d'abord vis-à-vis des organisations fascistes italiennes¹⁵, puis vis-à-vis des organisations nationales-socialistes allemandes¹⁶ et qui consistent à les ignorer officiellement tout en les surveillant, en pratique, avec le maximum de vigilance possible, vigilance qu'il serait extrêmement désirable de pouvoir augmenter. C'est, à notre avis, le seul moyen de pouvoir prendre, en cas d'abus, les mesures de police qui s'imposent sans faire naître des difficultés internationales présentant immédiatement un caractère de réelle gravité¹⁷.

15. Cf. DDS vol. 8, rubrique II.15.2: *Italie, Tessin: incidents et polémiques de presse, surtout n° 287.*

16. Cf. DDS vol. 10, n° 240.

17. *Au sujet des divergences avec le DJP, cf. n° 210, n. 11*

210

E 2001 (D) 3/40

*Le Ministre du Reich à Berne, E. von Weizsäcker,
au Chef du Département politique, G. Motta*

N

Bern, 20. Februar 1936

Auftragsgemäss beehre ich mich, Ihnen folgendes mitzuteilen:

Die Deutsche Regierung hat mit Befremden von dem Beschluss des Schweizerischen Bundesrats Kenntnis erhalten, eine Landesleitung und Kreisleitungen der

NSDAP in der Schweiz in irgend einer Form in Zukunft nicht mehr zuzulassen¹. Dieser Beschluss bedeutet eine unzulässige Beschränkung der natürlichen Auswirkungen des international anerkannten Fremdenrechts zum Nachteil der Angehörigen eines Nachbarstaates und darüber hinaus eine politische Demonstration, gegen die die Deutsche Regierung nachdrücklich Protest erheben muss. Zunächst muss die Deutsche Regierung daran erinnern, dass noch am 26. September v.J. der Vorsteher des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements eine im Nationalrat eingebrachte Interpellation über die Tätigkeit des damaligen Landesgruppenleiters in der Schweiz ausführlich beantwortet und dabei ausdrücklich festgestellt hat, dass dieser zu gegen ihn gerichteten Verwaltungsmassnahmen der schweizerischen Behörden keine Veranlassung gegeben habe². Bei der gleichen Gelegenheit sind die vom Bundesrat genehmigten Richtlinien für die Vereinigungen von Ausländern in der Schweiz³ bekanntgegeben worden. Wenn

1. *C'est le 18 février 1936 que le Conseil fédéral prend cette décision sur proposition du Département de Justice et Police:*

Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements führt aus, dass die Begleitumstände nach dem Tode Gustloffs, d. h. die Beerdigungsfeierlichkeiten teils in der Schweiz, namentlich aber in Deutschland, die offizielle Bedeutung der Landesgruppenführer der deutschen nationalsozialistischen Partei in der Schweiz mit aller Deutlichkeit aufgedeckt hätten. Sollte Gustloff einen Nachfolger erhalten und diesem ebenfalls irgend etwas Unangenehmes passieren, so könnten daraus grosse Schwierigkeiten und Gefahren für unser Land entstehen. Es ist klar, dass wir daher eine Landesleitung der NSDAP in der Schweiz nicht mehr dulden dürfen. Mit einem Verbot in dieser Richtung würden wir für die Sicherheit unseres Landes und für die Befriedung der öffentlichen Meinung Bestes leisten.

Eine andere Frage ist, ob wir nicht nur die Landesführungen sondern auch die nationalsozialistische Partei oder besser überhaupt die ausländischen politischen Vereinigungen in der Schweiz kurzerhand verbieten sollten. Die Frage ist der genauen Prüfung wert. Doch ist sie heute noch nicht zur Entscheidung reif. Wenn die Bundesversammlung ein solches Verbot aufstellt, so ist das ihre Sache; zweifelhaft hingegen ist es, ob der Bundesrat dies tun kann.

Redner beantragt im Sinne seiner Ausführungen folgendes «Mitgeteilt» an die Presse:

«Der Bundesrat hat auf Grund eines Berichts der Bundesanwaltschaft und auf Antrag des Justiz- und Polizeidepartements beschlossen, eine Landesleitung und Kreisleitungen der NSDAP in der Schweiz in irgendeiner Form inskünftig nicht mehr zuzulassen.

Die grundsätzliche Frage der weiteren Zulassung von ausländischen politischen Vereinigungen in der Schweiz wird dem Justiz- und Polizeidepartement in Verbindung mit dem Politischen Departement zur Prüfung und Berichterstattung überwiesen.»

Aus der Beratung ergibt sich, dass sämtliche Mitglieder mit dem Verbot einer Landesleitung und von Kreisleitungen der NSDAP in der Schweiz einverstanden sind und dass es angezeigt erscheint, dieses Verbot sofort zu erlassen. [...] (PVCF n° 262 du 18 février, E 1004 1/356.)

2. *Cf. la réponse de J. Baumann à l'interpellation Canova in E 1001 (C) dI/313, pp. 366 ss. (Procès-verbaux du Conseil national). Cf. aussi DDS vol. 10, n° 240, n. 5.*

3. *Ces lignes directrices ont la teneur suivante:*

1. Politische Vereinigungen von Ausländern haben sich jeder Einmischung in schweizerische Verhältnisse zu enthalten und sich nur mit ihren eigenen Staatsangehörigen zu befassen.

2. Sie haben sich jeder propagandistischen Aufmachung zu enthalten.

3. Es ist unzulässig, dass sie Andersgesinnte mit Nachteilen irgendwelcher Art bedrohen, auf sie einen Zwang zum Beitritt ausüben oder sie sonstwie belästigen.

4. Öffentliche Umzüge und Versammlungen sind verboten. Bewilligungen für besondere Anlässe können ausnahmsweise von den kantonalen Behörden im Einvernehmen mit dem eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement gewährt werden.

jetzt, wenige Monate nach dieser Bekanntgabe, die wichtigste Vereinigung von Reichsdeutschen in der Schweiz überraschend durch ein Verbot des Bundesrats ihrer leitenden Organe beraubt wird, so wäre diese Massnahme nur dann verständlich, wenn Tatsachen vorlägen, die ernsthafte Verstösse gegen die erlassenen Richtlinien darstellten. Derartige Tatsachen sind von der Schweizerischen Regierung bei der Mitteilung des vom Bundesrat gefassten Beschlusses an die Deutsche Gesandtschaft nicht angegeben und auch in der Öffentlichkeit nicht mitgeteilt worden⁴.

Die Deutsche Regierung ist auch überzeugt, dass solche Tatsachen nicht vorliegen; es versteht sich von selbst, dass das den fremden Staatsangehörigen in einem Staate gewährte Gastrecht ihnen die Verpflichtung auferlegt, sich in die inneren Verhältnisse des Gastlandes nicht einzumischen und die dort geltenden allgemeinen Gesetze zu beobachten. Wird aber dieser Rahmen von den Angehörigen eines fremden Staates gewahrt, so kann ihnen nach Auffassung der Deutschen Regierung das Recht, Vereinigungen mit den zu ihrer ordnungsmässigen Leitung erforderlichen Organen zu bilden, sich einer entsprechenden Organisation in ihrem Heimatlande anzuschliessen, Versammlungen abzuhalten und unter den Angehörigen ihres Staates Mitglieder zu werben, nicht versagt werden. Dieses Recht wird jetzt von der schweizerischen Regierung einer bestimmten Vereinigung von Reichsdeutschen in einem wesentlichen Punkte bestritten. Es liegt auf der Hand, dass das Verbot einer zentralen Leitung sowie von Kreisleitungen, die aus rein organisatorischen Gründen geschaffen wurden, den Bestand der Vereinigung selbst in Frage stellt. Indem der Bundesrat derartige Massnahmen ergreift, stellt er die betroffene Vereinigung unter ein mit dem allgemeinen Fremdenrecht nicht in Einklang stehendes Ausnahmerecht.

Diese Sonderbehandlung einer Vereinigung von Reichsdeutschen ist in dem vorliegenden Fall umso ernster, als es sich um die Landesgruppe Schweiz der NSDAP handelt. Der Schweizerischen Regierung ist bekannt, dass die NSDAP die Organisation einer das gesamte deutsche Volk umfassenden nationalen Bewegung ist, die die Grundlage des heutigen deutschen Staates bildet. Die NSDAP hat in den letzten drei Jahren das ganze innerpolitische Leben des deutschen Volkes von Grund auf neugestaltet. Es ist selbstverständlich, dass dieses Geschehen in der Heimat bei den Reichsdeutschen ausserhalb der Reichsgrenzen

5. Aus dem Ausland kommende Redner sind bei den kantonalen Polizeibehörden rechtzeitig anzumelden. Die kantonalen Polizeibehörden treffen ihre Entscheide im Einvernehmen mit dem eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement.

6. Die kantonalen Behörden werden ermächtigt, geschlossene Versammlungen mit ausländischen Rednern zu überwachen.

7. Für das Tragen von Uniformen gilt der Bundesratsbeschluss vom 12. Mai 1933 /RO 1933, vol. 49, p. 315—316/ mit Kreisschreiben vom 26. August 1933.

8. Fehlbare Ausländer haben Verwarnung, Grenzsperrung oder Ausweisung zu gewärtigen. Die Strafbestimmungen bleiben vorbehalten.

9. Die Presseorgane ausländischer politischer Vereinigungen dürfen sich nicht in schweizerische Angelegenheiten einmischen. Zugelassen wird eine sachliche Berichtigung gegen Falschmeldungen in der Schweizerpresse.

Der Bundesrat kann bei Widerhandlungen die Presseorgane auf bestimmte Zeit einstellen oder ihr Erscheinen verbieten. (E 4001 (B) 1970/187/3.)

4. Cf. *annexe au présent document*.

den Wunsch hervorgerufen hat, auch ihrerseits an der Neugestaltung der deutschen Dinge innerlich Anteil zu nehmen und diese Anteilnahme in den einzelnen fremden Ländern durch den Zusammenschluss der dort wohnenden gleichgesinnten Reichsdeutschen zu pflegen. Reichsdeutsche, wo sie auch immer wohnen, den Zusammenschluss im Rahmen der NSDAP erschweren zu wollen, obwohl sich dieser Zusammenschluss streng im Rahmen der vereinsrechtlichen und sonstigen Bestimmungen des Gastlandes hält, läuft mithin darauf hinaus, ihren Zusammenhang mit dem nationalen Leben ihres Heimatstaates zu unterbinden. Von diesen allgemeinen und grundsätzlichen Erwägungen abgesehen, ist aber der Beschluss des Bundesrats umso erstaunlicher, als er offenkundig einen inneren und unmittelbaren Zusammenhang mit der Mordtat erkennen lässt, der am 4. d. M. der Landesgruppenleiter Gustloff in Davos zum Opfer gefallen ist.

Das deutsche Volk sieht sich damit vor die Tatsache gestellt, dass ein Verbrechen an einem untadeligen Vertreter der nationalsozialistischen Bewegung als erste Folge ein behördliches Einschreiten gegen die Vereinigung der Anhänger dieser Bewegung in der Schweiz gezeitigt hat. Es ist deshalb nur natürlich, dass man sich in Deutschland nach dem Bekanntwerden des Beschlusses des Bundesrats mit Erstaunen gefragt hat, ob denn etwa die Leitung der Landesgruppe Schweiz der NSDAP einen politischen Mord begangen habe. Bei dieser Sachlage kann es kaum Ernst genommen werden, wenn in der schweizerischen Öffentlichkeit die Auffassung laut geworden ist, der Charakter der deutschen Trauerfeiern bei der Überführung und Beisetzung des ermordeten Landesgruppenleiters habe erst erkennen lassen, dass der Stellung eines Landesgruppenleiters von Deutschland aus eine ganz andere Bedeutung gegeben werde, als man in der Schweiz habe annehmen können. Einem Argument dieser Art gegenüber glaubt sich die Deutsche Regierung auf den Hinweis beschränken zu sollen, dass die Ehrungen, die der sterblichen Hülle Gustloffs zuteil geworden sind, dem Märtyrer für die deutsche Sache galten, der nicht aus Anlass persönlicher Zwistigkeiten oder bestimmter Handlungen, sondern lediglich als Vertreter der das Deutsche Reich tragenden Weltanschauung der Kugel eines feigen Mörders zum Opfer gefallen ist.

Unter diesen Umständen muss die Deutsche Regierung der Erwartung Ausdruck geben, dass die Schweizerische Regierung das am 18. d. M. ausgesprochene Verbot einer Landesleitung und der Kreisleitungen der NSDAP in der Schweiz rückgängig macht⁵.

ANNEXE

E 2001 (D) 3/40

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna*

L

Berlin, 25. Februar 1936

Mit Schreiben vom 21. dieses Monats⁶ unterbreiten Sie mir die deutsche Protestnote zum Verbote der Landesleitung und der Kreisleitungen der NSDAP in der Schweiz mit dem Ersuchen, auch meine Ansicht über die der deutschen Regierung zu erteilende Antwort zu äussern. Ich beeile mich,

5. *Au nom du Conseil fédéral, G. Motta refuse de reconsidérer la décision prise dans une lettre adressée à E. von Weizsäcker le 28 février 1936; cf. E 2001 (D) 3/40.*

6. *Non reproduit.*

dieser Aufforderung nachzukommen, indem ich Ihnen darlege, welche Gesichtspunkte mir vor allem massgebend scheinen, und Ihnen die Argumente nenne, die, je nachdem wie die Antwort gestaltet werden soll, möglicherweise dienlich sein könnten.

Die deutsche Note versucht vor allem das Bestehen eines völkerrechtlichen Rechtsanspruchs für die deutschen Staatsangehörigen darauf zu behaupten, in der Schweiz Vereinigungen der NSDAP mit den zu ihrer ordnungsmässigen Leitung erforderlichen Organen zu bilden und sich einer entsprechenden Organisation in Deutschland zu unterstellen.

Ich halte dafür, dass die schweizerische Antwort vor allem die rechtliche Unhaltbarkeit dieses Standpunktes dartun sollte; dann fallen auch die weiteren Folgerungen dahin, welche die deutsche Note hieran knüpft. Zutreffend ist, dass das internationale Fremdenrecht dem ausländischen Staatsangehörigen das Recht einräumt, sich im Rahmen der geltenden Gesetzgebung einzeln als Privatperson oder in Vereinen und Gesellschaften mit wirtschaftlichen, kulturellen und geselligen⁷ Zwecken zu betätigen. Fraglich erscheint schon die Zulässigkeit von privaten Vereinigungen zur Verfolgung politischer⁸ Bestrebungen. Zweifellos besteht aber kein rechtlicher Anspruch auf Anerkennung von Organisationen von Ausländern, die politische Zwecke verfolgen und nach einem dem Gastlande übrigens fremden diktatorischen und hierarchischen System aufgebaut sind und sich nach den Weisungen einer ausländischen politischen Partei betätigen⁹, so dass sie, wie in Ihrem Schreiben gesagt wird, als eigentliche staatliche Organisationen angesehen werden müssen. Ein solcher Anspruch lässt sich aus dem internationalen Fremdenrecht in keiner Weise ableiten, wird auch von der Allgemeinheit der Staaten abgelehnt, sondern es liegt durchaus im Ermessen des Gaststaates, zu entscheiden, ob und inwieweit er derartige Organisationen und deren Tätigkeit zulassen will.

Indessen dürfte darauf zu achten sein, dass die Haltung des Bundesrates zu der grundsätzlichen Frage der Zulassung politische Organisationen von Ausländern, deren nähere Prüfung er sich bereits vorbehalten hat, nicht durch die jetzt der deutschen Regierung zu erteilende Antwort präjudiziert werde, weder positiv noch negativ. Es handelt sich vielmehr einstweilen nur darum, dass ein Landesleiter und Kreisleiter der NSDAP nicht mehr zugelassen werden. Die Ausführungen in Ihrem eingangs erwähnten Schreiben scheinen mir dies zu wenig zu berücksichtigen. Es sollte meines Erachtens lediglich ausgeführt werden, dass die Grundsätze des internationalen Fremdenrechts nur anwendbar sind auf Privatpersonen und die von diesen im Rahmen der Vorschriften des Gastlandes gebildeten Gesellschaften, nicht aber auf solche Personen, die eine amtliche oder halbamtliche¹⁰ Stellung gegenüber ihrem Heimatstaat einnehmen. Für den Landesleiter und die Kreisleiter der NSDAP in der Schweiz trifft letzteres zu, weil sie Organe einer politischen Partei sind, die anerkanntermassen sich mit dem Staate selbst identifiziert. Dieser eigenartige Charakter wird dargetan durch die engen Beziehungen mit höchsten Staats- und Parteistellen und dadurch, dass die betreffenden Leiter mit einer autoritativen Machtfülle ausgestattet sind und Anweisungen der politischen Behörden in Deutschland erhalten, ausführen und weitergeben. Kein Staat ist verpflichtet, andere amtliche oder halbamtliche Vertreter des Auslandes zuzulassen als die hergebrachten, völkerrechtlich anerkannten Organe.

Daraus folgt, dass wenn der Bundesrat den Landesleiter Gustloff und die Kreisleiter der NSDAP zugelassen hat, er nicht etwa eine Rechtspflicht erfüllte, sondern ihre Tätigkeit aus freien Stücken auf Zusehen duldete, getreu seiner sehr liberalen Haltung gegenüber den Angehörigen befreundeter Staaten und ihren Vereinigungen. Es blieb ihm aber unbenommen, nach Gutfinden seine Haltung zu ändern im Falle von Unzukömmlichkeiten. Dieser Fall ist eingetreten. Eine weitere Duldung der erwähnten Organe hat sich als unzweckmässig erwiesen. Der Bundesrat wird sich darüber schlüssig zu machen haben, wie weit die jetzt oder seit langem zu Tage getretenen Unzukömmlichkeiten in der Antwortnote darzulegen sind, je nachdem dies kürzer oder ausführlicher gehalten werden soll.

7. *Remarque en marge de H. Frölicher*: Und vaterländische?

8. *Remarque en marge de H. Frölicher*: Was lässt das?

9. *Remarque en marge de H. Frölicher*: Also müssten unsere Vereinigungen in Deutschland nach dem «Führerprinzip» organisiert werden.

10. *Remarque en marge de H. Frölicher*: ja.

Auch legales Verhalten verpflichtet den Bundesrat nicht zu weiterer Duldung. Angesichts des einlässlichen Berichtes der Bundesanwaltschaft vom 18. vorigen Monats betreffend die Studentenorganisationen¹¹ könnten übrigens die bei der Beantwortung der Interpellation Canova gemachten Feststellungen wohl kaum mehr in vollem Umfange aufrecht erhalten werden. Darum wäre zu erwägen, ob nicht zu der nachdrücklichen Bemerkung auf Seite 2 oben der deutschen Note, dass ernsthafte Verstösse gegen die Richtlinien der schweizerischen Regierung nicht vorgekommen seien, ein Vorbehalt angebracht wäre, im Hinblick auf die im erwähnten Berichte gemachten Feststellungen; auf Seite 11 Abs. 2 betreffend die Mitgliedschaft des Österreicherers Stumpf zu der Landesgruppe Schweiz der NSDAP, auf Seite 12 Abs. 1 betreffend die Herta Stumfohl, auf Seite 17, zweitletzter Absatz, betreffend Kurierdienst über die Landesgruppenleitung, auf Seite 24 Ziff. 8 über ein Schreiben Gustloffs an die Kreisleitung Mittelschweiz betreffend Überwachung Otto Strassers, auf Seite 37, sechste bis drittletzte Zeile, betreffend Würdigung der Tätigkeit Gustloff durch Polizeihauptmann Müller. Für die Beurteilung der Stellung der Landesleitung ist auch Ziffer 10 auf Seite 25 von Interesse betreffend die Kontrolle der offiziellen deutschen Vertretung durch die Stellen der NSDAP.

Sie geben wiederholt die Absicht kund, auszuführen, dass es unmöglich sei, unter den gegenwärtigen Umständen die Sicherheit von Personen wie Gustloff, die als Privatpersonen keinen Anspruch auf besonderen Schutz geniessen, zu gewährleisten. Ich kann diesen Standpunkt nicht ganz teilen. Wenn eine ausländische Privatperson besonders gefährdet erscheint, so ist der Gaststaat, so lange er sie bei sich beherbergt, völkerrechtlich verpflichtet, auch für ihren Schutz zu sorgen und hiezu unter Umständen besondere Massnahmen zu ergreifen. Dagegen steht es ihm natürlich frei, ihr den weiteren Aufenthalt eben wegen solcher ausserordentlicher Umstände zu versagen. In diesem Sinne könnte vielleicht in vorsichtiger Weise ausgeführt werden, es sei mit ein Grund für den Entschluss des Bundesrates, dass es ihm im beiderseitigen Interesse zu liegen scheine, die Anwesenheit von Persönlichkeiten in der Schweiz zu vermeiden, die wegen ihrer besonderen Stellung erhöhten Gefahren ausgesetzt seien und deren Sicherheit nur mit einem aussergewöhnlichen Aufwande gewährleistet werden könnte¹².

Was die weiteren zu Tage getretenen Schwierigkeiten und Missstände anbelangt, wie insbesondere die steten Erörterungen bezüglich der weiteren Duldung oder der Ausweisung Gustloffs, so habe ich mich hier nicht näher darüber zu verbreiten.

11. Cf. E 4001 (B) 1970/187/3.

Le Département politique et le Département de Justice et Police sont d'avis divergents sur les mesures à prendre à l'encontre de l'organisation estudiantine incriminée (cf. aussi le n° 209 + A): [...] Die Divergenz über einen wesentlichen Punkt veranlasst das Justiz- und Polizeidepartement zu folgenden kurzen Erörterungen: Die Bundesanwaltschaft gelangte zu der Schlussfolgerung, dass die zentrale Führung der Deutschen Studentenschaft in der Schweiz aufzuheben sei; den Funktionären dieses zentralen Amtes, cand. med. G. Th. Maier, Dr. Erwin Lemberger und stud. phil. Karl Baumgartner, alle in Zürich, sei zu eröffnen, dass sie die Leitung sofort niederzulegen haben und dass ihre Aufenthaltsbewilligung auf ihren nächsten Ablauftermin nicht mehr erneuert werde. Diese Tendenz gegen die Leitung als solche beruht auf dem Ergebnis der Aktenprüfung, wonach der deutsche Student von der Reichsleitung aus zu Arbeiten ausserhalb des Studienzweckes angeleitet wird, die von der zentralen Leitung im Reich oder in der Schweiz zu propagandistischen, militärpolitischen oder ähnlichen Zwecken verwertet werden; die Leitung der Deutschen Studentenschaft in der Schweiz hat demnach neben studentischen auch politische Zwecke zu verfolgen. — Demgegenüber schlägt das Politische Departement vor, anstatt die Zentralleitung aufzuheben, den Studentenorganisationen Verhaltensmassregeln zu erteilen. Die Aufhebung bzw. Nichterneuerung der Aufenthaltsbewilligung für die leitenden Personen will das Politische Departement davon abhängig machen, ob es sich wirklich um Studierende oder um Parteifunktionäre handelt; im letztern Falle würde es der vorgesehenen Massnahme zustimmen. Dies trifft für Dr. Erwin Lemberger zu. [...] (PVCF n° 265 du 18 février 1936, E 1004 1/356.)

12. *Remarque en marge de H. Frölicher: ja.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 février 1936¹

300. *Italie. Clearingabkommen*

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 19. Februar 1936

Unter dem Datum des 31. Januar 1936² hat der Bundesrat eine Delegation für den Abschluss eines Transferabkommens mit Italien zur Ergänzung des Clearingvertrages vom 3. Dezember 1935³ bestellt und zwar aus den Herren Dr. C. Zölly, W. S. Merian und Gustave Hentsch.

Die Verhandlungen konnten in der Folge nicht aufgenommen werden, weil die italienische Delegation infolge einer vollständigen Neuorganisation der in Frage stehenden staatlichen Stellen zur Aufnahme von Verhandlungen noch nicht bereit war. Die italienische Regierung liess nunmehr das Volkswirtschaftsdepartement wissen, dass am 24. Februar 1936 die Verhandlungen beginnen könnten.

Inzwischen ist nun auch die Regelung einer Reihe handelspolitischer schweizerischer Begehren äusserst dringend geworden. Es handelt sich vor allem um das schweizerische Begehren zur Freigabe der im italienisch-schweizerischen Handelsvertrag gebundenen Zölle auf Naturseide, sowie der Neufestsetzung des Zolles auf Kunstseide, ferner der Aufhebung des Seidenveredlungsverkehrs. Schon im Schlussprotokoll zum Vertrag vom 3. Dezember 1935 war vorgesehen, dass am 7. Januar diese und noch einige andere Fragen handelspolitischer Natur in neuen Verhandlungen bereinigt werden sollen.

Es erweist sich daher als wünschenswert, dass die Verhandlungen über die handelspolitischen Fragen gleichzeitig mit den Verhandlungen über den Abschluss eines Transferabkommens geführt werden. Daraus ergibt sich die Notwendigkeit, die für die Verhandlungen vorgesehene Delegation in etwas anderer Weise zu bestellen. Diese Delegation soll demgemäss aus einem Vertreter des Volkswirtschaftsdepartementes als Delegierten und je einem Vertreter der Nationalbank, der Verrechnungsstelle⁴ und drei Herren des Komitees Italien der Schweizerischen Bankiervereinigung als Experten bestehen.

In diesen Verhandlungen ist hinsichtlich der schweizerischen handelspolitischen Begehren von Italien zu erwirken, dass es auf die im schweizerisch-italienischen Handelsvertrag konsolidierten Zölle auf Naturseide verzichtet, einer erheblichen Erhöhung der Zölle auf Kunstseide zustimmt und die im Handelsvertrag garantierte Freiheit des Veredlungsverkehrs bei der Seide aufheben wird. Im

1. *Absent: Obrecht.*

2. *Cf. PVCF n° 139 daté du même jour, non reproduit.*

3. *Cf. n° 190.*

4. *Office suisse de compensation, créé le 2 octobre 1934 par arrêté du Conseil fédéral (RO, 1934, vol. 50, pp. 779—780). Pour les statuts de l'office, cf. RO, 1936, vol. 52, pp. 199ss.*

fernern ist von Italien eine Neuregelung der Positionen, unter denen die sogenannten Scintilla-Produkte, d. h. also Akzessorien zu Automobilen, wie Magnetos, Zünder, Richtungszeiger, Stopplaternen usw. von der Schweiz nach Italien ausgeführt werden zu verlangen. Sodann ist hinsichtlich der Kupenfarbstoffe von Italien zu erwirken, dass die frühere zollfreie Behandlung wiederum eingeführt werde. Ein weiteres Begehren der Schweiz betrifft die Feststellung der amtlichen Werte für Alkaloide und synthetische Riechstoffe. Bei gleicher Gelegenheit sollen ausserdem neue schweizerische Begehren hinsichtlich der italienischen Kontingentierung verwirklicht werden und zwar in der Richtung einer möglichst starken Zusammenlegung der italienischen Zollpositionen, um die darauf bestehenden Kontingente besser ausnützen zu können.

Schliesslich ist von Italien zu verlangen, dass es die Freigabe des bisher gebundenen Zolles auf Olivenöl zugestehe.

Hinsichtlich der Transferverhandlungen ist darauf zu dringen, dass Italien dem schweizerischen Gläubiger, welcher nicht den vollen Betrag seiner Zinsansprüche transferiert erhält, eine möglichst grosse Freiheit in der Verwertung des nicht-transferierbaren Anteils seiner Forderungen zugestehe. Sodann wird der Begriff des schweizerischen Besitzes, die Gläubigerqualität, der Charakter der transferierbaren Ansprüche, die eventuelle Ausstellung von Funding-Bonds und die Organisation des gesamten Auszahlungsdienstes an Finanzgläubiger im Clearing geregelt werden müssen.

Demzufolge wird antragsgemäss

beschlossen:

Als Delegierter des Bundesrates für die am 24. Februar 1936 in Rom beginnenden Verhandlungen über eine Reihe von Handelspolitischen Begehren der Schweiz, sowie über die Regelung des Transferdienstes wird Herr Legationsrat Dr. P. Vieli bezeichnet, dem als Experten beigegeben sind: Herr Direktor Schwab von der Schweizerischen Nationalbank, Herr E. Mürner, Vize-Direktor der Schweizerischen Verrechnungsstelle, Herr Dr. C. Zölly, Präsident des Komitees Italien der Schweizerischen Bankiervereinigung, Herr W. S. Merian, Direktor der Schweizerischen Kreditanstalt, Herr Gustave Hentsch, vom Hause Hentsch & Co. in Genf. Als Sekretär der Delegation wird bezeichnet: Herr Dr. F. Gygax, vom Eidg. Volkswirtschaftsdepartement.

Als Instruktion für die Verhandlungen erhält die Delegation den Auftrag,

a) auf handelspolitischem Gebiete die oben erwähnten Begehren der Schweiz zu verwirklichen,

b) auf finanzpolitischem Gebiete die Regelung des Transferdienstes vertraglich festzulegen, entsprechend einem Entwurfe, der im Benehmen mit dem Eidg. Volkswirtschaftsdepartement, mit dem Eidg. Politischen Departement und mit der Schweizerischen Bankiervereinigung bereits ausgearbeitet worden ist.

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 1¹

Rome, 28 février 1936

Ayant été reçu hier soir par le Chef du Gouvernement italien pour la remise d'usage de la copie des lettres de créance, je vous ai télégraphié² aussitôt après l'entrevue la teneur essentielle des déclarations de M. Mussolini.

L'accueil que le Chef du Gouvernement me réserva fut très cordial. Il est évident que nous avons parlé de l'œuvre à laquelle s'était voué mon prédécesseur et ancien chef, M. Wagnière, avec lequel M. Mussolini entretenait toujours des relations confiantes. Après quelques mots personnels de bienvenue et après avoir lu la copie des lettres m'accréditant en Italie, le Duce s'exclama, à propos de la clause finale (par laquelle le Conseil fédéral se recommande, avec les destinataires de ses messages, à la protection du Tout-puissant), que c'était là une bien belle formule. J'en ai relevé le caractère de très ancienne tradition.

Avec une vivacité de paroles et de gestes extraordinaire, M. Mussolini plaça ensuite immédiatement la conversation sur un terrain qui est fort éloigné de celui d'une prise de contact formelle, telle que l'avait prévue le Chef du Protocole en m'introduisant chez le Duce. «Je voudrais que vous sachiez d'emblée, disait-il, que je suis un ami de la Suisse, de *toute* la Suisse» (à deux reprises, il répéta les mots «di *tutta* la Svizzera»). «Non seulement aucune menace ne viendra jamais de notre côté, mais, en cas de danger, nous serons avec vous («io vi difenderò»)». Ma remarque que c'était une des gloires de la Suisse d'avoir toujours su trouver les forces de se défendre trouva son assentiment vigoureusement exprimé: «So che le Vostre popolazioni, tranquillamente coraggiose, sapranno ben difendersi».

Puis vinrent des allusions à notre neutralité. «Dans la défense de votre neutralité, disait-il, vous avez surmonté des dangers; mais vous pouvez courir encore d'autres risques très graves. La Suisse est représentée au Comité des Dix-huit³, à Genève. Or, il faut qu'on sache — je viens de le déclarer à l'Ambassadeur de France⁴ — que, par une aggravation (inasprimento) des sanctions, on va vers la guerre. La Suisse se mériterait la reconnaissance du monde entier en déclarant, lors de la prochaine session du Comité, que maintenant il faut s'arrêter («La Svizzera si meriterebbe la riconoscenza del mondo intero dichiarando che adesso basta»).

Je crus devoir rappeler ici les lignes limpides de notre politique extérieure: Le principe de notre neutralité perpétuelle et séculaire — le Duce m'interrompt: «è la Vostra ragione di essere» — et le principe de la fidélité aux engagements pris.

1. *Remarque marginale de Motta*: Très intéressant!

2. *Le télégramme du Ruegger est reproduit au n° 214.*

3. *Cf. n° 160, n. 1.*

4. *L. -Ch. de Chambrun.*

Sans l'un ou l'autre, rappelai-je, la Suisse n'est pas la Suisse. Or, parmi les engagements pris, se trouvent ceux qui furent assumés lors de l'accession de la Suisse à la S.d.N. et considérés universellement, notamment par l'Italie, comme compatibles avec notre neutralité, engagements qui, d'un commun accord, ont d'ailleurs été considérablement rétrécis dans le conflit actuel par une novation partielle et de fait de la Déclaration de Londres⁵ que vous avez réussi à faire admettre, au prix de grands efforts, à Genève.

M. Mussolini répondit qu'il comprenait *parfaitement* notre ligne de conduite et il a, en particulier, reconnu, en des termes admiratifs, les efforts que vous avez personnellement déployés dans les Comités de la S.d.N. Mais il a répété qu'un «inasprimento» des sanctions conduirait à la guerre. («È il quarto mese che le sanzioni sono applicate. Si ha voluto punire l'Italia che pure era stata aggredita. Adesso basta. Se si va avanti così, l'Europa va verso la guerra»).

Puis vint une déclaration très importante dont je vous ai informé par télégramme. Le Chef du Gouvernement dit avoir informé l'Ambassadeur de France qu'une progression des sanctions entraînerait la sortie de l'Italie de la Société des Nations et l'absence de l'Italie de tout accord naval de Londres⁶ («allora io dichiaro scaduta la partecipazione dell'Italia alla Società delle Nazioni e non firmo il patto navale di Londra»). Il répéta qu'une initiative venant de nous pourrait beaucoup contribuer à détendre la situation et me pria de vous informer de sa manière de voir, ce que je promis de faire. J'ai relevé cependant combien il était délicat pour la Suisse, qui, certes, souhaiterait ardemment la fin de la situation actuelle, de prendre des initiatives et que, de toute façon, il fallait que nous tenions compte des obligations internationales indéniables. Quelle raison pourrait-il y avoir, à part de nouvelles tentatives précises de conciliation, pour justifier une déviation de cette ligne? Je vous transcris de mémoire la réplique immédiate de M. Mussolini: «La ragione è questa. Se si va avanti coll'inasprimento delle sanzioni, l'Italia esce dalla Società delle Nazioni — che sarà allora ancora meno universale —, il rischio della guerra sarà grave, la Vostra neutralità in pericolo, gli impegni assunti in altre circostanze non possono legarvi». Quelques réserves de ma part me montrèrent que des arguments d'un ordre juridique n'avaient pas trop de prise sur l'intelligence bouillante du Chef du Gouvernement italien qui s'efforce, toutefois, d'apporter beaucoup de compréhension à notre point de vue.

L'entrevue, bien plus longue que j'avais escompté, se termina par l'invitation que m'adressa fort aimablement M. Mussolini à venir sans hésitation le voir personnellement chaque fois que cela paraîtrait indiqué.

A deux reprises, au cours de l'entretien, M. Mussolini fit allusion à ses déclarations à l'Ambassadeur de France. En me rendant chez le Duce, accompagné par le Comte Senni, j'avais, en effet, croisé M. de Chambrun dans une des antichambres du Palais de Venise. Il assura que «le Duce était magnifiquement en forme». L'Ambassadeur lui-même avait les traits défaits et parut presque essoufflé après un dialogue sans doute assez pénible.

5. Cf. n° 145, n. 6.

6. Le 9 décembre 1935 s'est ouverte la Conférence de Londres pour la limitation des armements navals, en vue de remplacer le traité naval de Washington de 1922, conclu entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon.

*Le Département politique¹ au Chargé d'affaires a. i. de
Suisse à Rome, E. Broye*

Copie
L KV

Berne, 28 février 1936

Un des problèmes qui pèse le plus sur les bonnes relations entre la Suisse et la Hongrie est certainement celui que pose le sort des capitaux suisses placés dans ce pays.

Si nous vous entretenons dès maintenant de cette affaire, c'est que nous pensons qu'il pourrait vous être utile d'en discuter, si l'occasion s'en présentait, avec M. le Directeur Schwab², de la Banque nationale, qui se trouve actuellement à Rome pour les négociations de clearing et qui est particulièrement au courant de la question des créances à court terme. En ce qui concerne les emprunts à long terme, nous attacherions du prix à ce que vous vissiez, lors de votre prochain passage en Suisse, M. Gruebler, Président du Comité des Etats successeurs de l'ancienne Autriche-Hongrie de l'Association suisse des Banquiers. Nous serions volontiers disposés, dès que nous connaîtrons vos projets de voyage, à convoquer M. Gruebler à Berne ou à organiser un rendez-vous à Zurich. De même, si M. Schwab l'estime utile, nous pourrions vous mettre en rapport pour la question des créances à court terme avec un membre du Sous-Comité Hongrie du Comité bancaire suisse.

L'ensemble du problème des capitaux suisses immobilisés en Hongrie peut se résumer en grandes lignes comme suit.

D'après une évaluation faite en 1933, ces capitaux s'élèvent aux chiffres suivants:

créances à court terme	fr. 170 millions
emprunts (titres détenus par des Suisses)	<u>fr. 140 millions</u>
Total	fr. 310 millions,

non compris les titres hongrois déposés dans les banques suisses pour compte étranger, évalués à 200 millions³.

Le moratoire des transferts proclamé le 22 décembre 1931 et renouvelé depuis lors chaque année avec diverses modifications, toutes dans le sens d'une aggravation des mesures prises antérieurement, interdit tout paiement à l'étranger au titre de la dette extérieure publique ou privée. Est seul excepté l'emprunt 7½% 1924 émis sous les auspices de la Société des Nations, mais dont la part transférable de l'intérêt a été toutefois réduite en 1935 de 50%. Pour les autres emprunts, le débiteur s'acquitte en principe par un versement en pengö à la Banque nationale de Hongrie. Les créanciers ne peuvent disposer de ces avoirs qu'avec l'autorisation

1. Document sans signature; d'après le code «KV» il a été rédigé par J. Wagnière.

2. Directeur du Département I.

3. Pour les avoirs suisses en 1932 cf. DDS vol. 10, n° 170, A I.

de la banque. Pour la dette à court terme, les paiements ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation de la Commission pour les crédits extérieurs.

Dans la pratique, la situation créée par le moratoire est restée, il faut le reconnaître, longtemps assez supportable pour les porteurs suisses. Un trafic clandestin de coupons s'était créé qui leur permettait d'encaisser jusqu'à 50% de leurs intérêts. Toutefois, ce trafic s'est heurté à des mesures de plus en plus strictes de la part des autorités hongroises, de sorte qu'actuellement, certaines catégories de coupons ne trouvent plus de preneurs et pour les autres le prix payé s'élève tout au plus à 27% de leur valeur.

En plus du moratoire, le Gouvernement hongrois a réduit par ordonnance du 30 octobre 1932 à 5% le taux d'intérêt des lettres de gage. Cette mesure, qui constitue une violation des droits contractuels des porteurs, est particulièrement choquante dans le cas des obligations 7% Pester Ungarische Commercialbank et 7% Pester Erste Vaterländische Sparkassaverein, si l'on considère que ces emprunts ont été émis en Suisse en 1930 et 1931 et que, dès le début de 1932, le paiement des intérêts était déjà affecté par le moratoire.

Il y a lieu de relever que, d'une manière générale, l'épargne suisse est particulièrement intéressée aux emprunts d'avant-guerre du Gouvernement hongrois et de la Ville de Budapest, à l'emprunt émis après la guerre en dollars par la Ville de Budapest ainsi qu'aux obligations des deux instituts de prêts hypothécaires précités.

Ajoutons encore que les efforts entrepris pour incorporer les créances financières dans le clearing se sont heurtés à des refus catégoriques de la part du Gouvernement hongrois. Certains transferts de fonds au titre des créances à court terme ont toutefois pu être réalisés au moyen d'importation hors clearing de blés hongrois au prix de sacrifices importants de la part des créanciers suisses. Des tentatives sont faites pour conclure une telle opération en vue d'assurer un transfert d'intérêts sur les emprunts de la Pester Ungarische Commercialbank et du Pester Vaterländische Sparkassaverein.

Les mesures hongroises relatives à la dette à long terme publique et privée ont provoqué, de notre part, diverses démarches diplomatiques⁴. Nous avons notamment demandé à deux reprises, en 1932 et en 1934, au Gouvernement hongrois d'entrer en négociations avec les porteurs afin d'aboutir à un règlement bilatéral tenant équitablement compte des intérêts des deux parties. Le Gouvernement hongrois a répondu évasivement à ces demandes. Notons à ce propos que les autres Etats créanciers n'ont pas paru très disposés à seconder nos efforts dans ce sens.

En ce qui concerne les créances à court terme, celles-ci ont fait l'objet de nombreux pourparlers. Des accords de prorogation ont été conclus avec les créanciers anglais et américains. Les représentants des banques suisses — de même que les représentants des banques françaises — se sont refusés à souscrire à des accords ne tenant pas suffisamment compte de leurs intérêts spéciaux⁵. Les banques suisses s'estiment d'autant plus fondées à exiger un règlement tenant largement compte de leurs revendications que leurs créances dépassent à elles seules les intérêts

4. *Lettre de Motta à Jaeger, Ministre de Suisse à Vienne, 23 janvier 1934* (E 2001 (C) 3/164).

5. *Lettre de la Banque nationale à Schulthess, 3 octobre 1935* (E 7110 1/130).

anglais et américains. Nous vous remettons ci-joint, à toutes fins utiles, copie d'une note que nous avons adressée au Gouvernement hongrois à ce sujet en septembre dernier, ainsi que la réponse qui vient de nous parvenir⁶. Ce dernier document au sujet duquel nous sommes en correspondance avec la Banque nationale suisse intéressera certainement M. Schwab.

6. *Non retrouvés.*

214

E 2001 (C) 5/163

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna, aux Légations de Suisse à Berlin, Londres et Paris*

Copie

L KE Confidentiel

Berne, 29 février 1936

Nous avons reçu, le 27 février, le télégramme suivant de M. Ruegger¹:

«Chef Gouvernement me reçut ce soir. Déclara avoir informé Ambassade France que aggravation sanctions conduirait fatalement à hostilités. Que Italie déclarerait aussitôt après nouvelles sanctions sa sortie Société des Nations et ne signerait pas pacte naval Londres. Réitéra assurance maintes fois faite de son amitié pour toute la Suisse et que Italie loin de menacer se trouverait toujours parmi défenseurs notre intégrité. Insista sur dangers pouvant surgir pour nous et pour notre neutralité de situation internationale aiguë. Demanda si Suisse ne pourrait pas proposer au Comité XVIII arrêter progression sanctions. Ai confirmé exposition notre attitude suivie jusqu'ici, qu'il déclara comprendre parfaitement.»

Cette dépêche confirme, vous le voyez, que c'est avec appréhension que les milieux dirigeants italiens envisagent une aggravation des sanctions, dont doit discuter ces jours prochains le Comité des XVIII². Plus que jamais, le problème des sanctions se trouve au centre de la politique de l'Italie. Une sortie éventuelle de cette puissance de la Société des Nations consommerait la rupture définitive du front de Stresa. Mais on n'en reste pas là du côté italien. Un article du «Giornale d'Italia» — dont on connaît les attaches étroites avec le Duce — soulève la question de savoir si la politique des sanctions et les arrangements militaires des états-majors français et britannique qui en découlent sont compatibles avec le pacte de Locarno. Ce qui est intéressant, c'est que sur ce point-là, d'après l'organe officiel italien, l'Italie et l'Allemagne se rencontreraient pour mettre en cause le pacte de Locarno³. Comme l'Italie, l'Allemagne fait grief à la France et à la

1. Cf. aussi n° 212.

2. La cinquième session du Comité des Dix-huit (Cf. n° 160, n. 1) aura lieu du 2 au 4 mars. Le 4 et le 7 mars se réunira aussi le Comité des experts pour l'examen technique des conditions régissant le commerce et le transport du pétrole et de ses dérivés. Cf. JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 149, pp. 9 ss. et 16 ss.

3. Du 16 octobre 1925.

Grande-Bretagne de conversations et peut-être d'ententes d'états-majors dirigées contre elle. Mais elle proteste surtout contre la conclusion du pacte franco-russe d'assistance⁴. Elle paraît vouloir soutenir que le pacte de Locarno se trouverait de ce fait délibérément violé et elle menace de reprendre sa liberté d'action en supprimant la zone rhénane démilitarisée⁵ dont l'existence est garantie par le pacte de Locarno.

On peut se demander, dans ces conditions, s'il y a entente préétablie entre l'Italie et l'Allemagne ? On a parlé d'entretiens que M. von Hassel a eus, dès son retour de Berlin, avec M. Mussolini et M. Cerruti avec M. Flandin. Ce qui apparaît certain, c'est que, même si elle ne coupait pas les ponts avec la France, l'Italie pourrait envisager aujourd'hui de nouvelles combinaisons qui n'entraient pas en considération il y a quelques mois encore. Une oscillation vers l'Allemagne semble de nouveau possible. S'achemine-t-on vers une solidarité italo-allemande, qui prendrait la place de la solidarité anglo-franco-italienne de Stresa ? Verrons-nous le pacte de Locarno attaqué simultanément à Berlin et à Rome — à Berlin à cause du pacte franco-russe et des conversations d'états-majors entre Paris et Londres, à Rome à cause de la politique des sanctions comme aussi des conversations d'états-majors entre Paris et Londres ? Et, dans cette hypothèse, au devant de quelles complications n'irions-nous pas si — comme tendrait à le faire croire la dépêche officieuse publiée à l'issue de la séance du Conseil des Ministres français du 27 février — la France devait s'opposer par la force à la remilitarisation de cette zone rhénane qui nous paraît constituer le point névralgique le plus dangereux peut-être de la situation européenne.

Ces quelques indications ont uniquement pour but de vous renseigner sur certaines de nos préoccupations actuelles. Il va sans dire que nous vous saurons très vivement gré de tout ce qu'il vous sera possible de nous apprendre dans cet ordre d'idées.

4. Signé à Paris le 2 mai 1935.

5. Cf. n° 202.

215

E 2300 Madrid, Archiv-Nr. 8

*Le Ministre de Suisse à Madrid, K. Egger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 7
Vertraulich

Madrid, 1. März 1936

Die Auswirkungen der jüngsten Wahlen¹ offenbaren sich in beunruhigender Weise. Der zügellose Siegestaumel der Linken würde zur Bartholomäusnacht werden, wenn man ihm freien Lauf liesse. Johlende Banden mit roten Fahnen, der

1. Au Parlement, le 16 février, remportées par le Front populaire.

Sichel und dem Hammer, durchziehen die Strassen. Als besonderes Schau- und Zugstück wird eine Schar «asturianischer Waisenkinder» mitgeführt, und niemand denkt mehr an die Waisen der scheusslich ermordeten Soldaten der Guardia civil, an die lebendig verbrannten Priester und an die vergewaltigten Mädchen und Frauen von Oviedo vom Oktober 1934. In der grossen Stierkampfarena von Madrid standen gestern über zwanzigtausend Menschen mit erhobenen Fäusten, sangen unter der Begleitung der «Banda Municipal» die Internationale und horchten den aufreizenden Reden des dem Henker entronnenen Revolutionsführers Gonzalez Peña und der Kommunistin «La Pasionaria»² und verlangten drohend die Einlösung der Wahlversprechen. Azaña³ verkündete vor den Wahlen: «Wir werden in der Erfüllung unseres Programmes nicht einen einzigen Tag verlieren, wir werden uns treu und loyal an unsern Pakt halten, vom Anfang bis zum Ende.» Der grosse Zauberer wird Mühe haben, die entfesselten Geister zu bändigen. Die «sozialistische und syndikalistische Jugend» ist bereits zu wüsten Tätlichkeiten übergegangen und beging in verbrecherischer Sinnlosigkeit zahlreiche Sabotageakte, die von der Zensur totgeschwiegen werden. Unter dem Druck dieser beängstigenden Atmosphäre hat denn auch die neue Regierung in einer Weise, die Nichteingeweihten als überstürzt und voreilig erscheinen mag, bereits Massnahmen getroffen, die beruhigend wirken sollen, deren Erlass aber eigentlich den Cortes⁴ vorbehalten wäre.

[...]⁵

Im ganzen Lande sind die höchsten und die bescheidensten Staatsstellen bereits von den Leuten der Volkspartei besetzt. An vielen Orten ging der Wechsel nicht ohne blutige Gewaltakte vor sich. Die Rechtsfront kapituliert auf der ganzen Linie. Die Aristokraten, die zum Teil an Gut und Leben schwer bedroht wurden, haben das Land nach Möglichkeit verlassen. Die Grenzstelle in Irun wies vor und nach dem Wahltag den Übertritt von mehr als zweitausend Automobilen aus Spanien auf. Die Hotels in Gibraltar sind von spanischen Emigranten überfüllt, andere flüchteten nach Portugal.

Die Regierung scheint heute die öffentliche Lage zu beherrschen, und dem erfahrenen und rücksichtslosen Azaña wird es schliesslich gelingen, die Massen zu bändigen, aber vor der Regierung türmt sich riesengross ein anderes Gespenst auf, die finanzielle Lage des Landes, die mit ihrem 800 Millionen Budget-Defizit zu Besorgnissen Anlass gibt, die auch uns nicht gleichgültig sein können. Dieses Problem ist weder mit erhobenen Fäusten, noch mit dem Geschrei halbwüchsigen Strassenpöbels: «Viva España roja» zu lösen.

2. Dolores Ibarruri, députée au Parlement.

3. Un des chefs des républicains de gauche.

4. Parlement.

5. Les premières mesures gouvernementales: l'école soustraite à l'influence de l'Eglise, l'amnistie pour les délits politiques, y compris meurtres et attentats, la fermeture des locaux de la Phalange fasciste, un crédit extraordinaire ouvert pour combattre le chômage, la reprise annoncée des relations diplomatiques avec l'Union soviétique.

216

E 2001 (C) 4/141

Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique¹

JP

Bern, 2. März 1936

Von Seiten der Schweizerischen Nationalbank² wird im Auftrag von Herrn Präsident Bachmann auf Grund telephonischer Nachrichten von Herrn Dr. Schwab³ aus Rom mitgeteilt, dass einerseits mit der im italienisch-schweizerischen Clearing-Abkommen⁴ für Finanzforderungen⁵ reservierten Quoten von 20% nicht sämtliche Zinsen und Kapitalerträge transferiert werden könnten⁶ und dass andererseits die italienische Regierung sich ausserstande erkläre, freie Devisen für den nicht transferablen Rest der Kapitalerträge zur Verfügung zu stellen. Hingegen wäre die italienische Regierung offenbar nicht abgeneigt, einen Saldo von Kapitalerträgen sowie zurückbezahlte Kapitalbeträge zur Wiederranlage in Italien zuzulassen. Es stellt sich nun die Frage, ob derartige Neuanlagen vereinbar wären mit den Bestimmungen über die Finanzsanktionen⁷, und die Nationalbank legt grössten Wert darauf, dass unsere Delegation in Rom noch im Laufe des morgigen Tages telephonisch benachrichtigt werde, welches die Auffassung der zuständigen schweizerischen Behörden in diesem Punkte sei.

An sich wird nicht bestritten werden können, dass eine Neuanlage freiwerdender Kapitalien rein rechtlich genommen der Gewährung eines neuen Kredites gleichkommt, der somit im Lichte des Bundesratsbeschlusses⁸ über die Finanzsanktionen eigentlich unstatthaft erschiene. Indessen ist dieser Auffassung entgegenzuhalten, dass es sich um Kapitalien handelt, die schon in Italien liegen und wegen fehlender Devisen nicht transferiert werden können; die betreffenden Guthaben würden in jedem Fall in Italien, z. B. bei italienischen Banken weiter verwendet werden und würden, auch wenn sie weder lang- noch kurzfristig neu angelegt würden, fernerhin in der italienischen Wirtschaft investiert und allen Vorschriften der italienischen Gesetzgebung unterstellt bleiben. Würden sie statt dessen zu neuen Anlagen wieder Verwendung finden, so würden damit einmal

1. D'après le code «JP» ce texte a été rédigé par P. A. Feldscher.

Le document porte les annotations suivantes:

- De la main de G. Motta: An Herrn Minister Nationalrat Stucki. Herr Minister Bonna hat mir diese Notiz zugesandt. Ich bitte Sie sie lesen zu wollen und mir Ihre Meinung mitzuteilen. 3. 3. 36.

- De la main de W. Stucki: Herr Bundesrat Motta. Ich glaube, dass man der in dieser Notiz vertretenen Auffassung zustimmen kann. 3. 3. 36.

- De la main de G. Motta: Einverstanden. 3. 3. 36.

2. Cf. lettre du Directoire de la Banque nationale au Chef du DPF, du 2 mars.

3. Membre de la délégation suisse chargée des négociations financières avec l'Italie. Cf. n° 211.

4. Du 3 décembre 1935. Cf. n° 190.

5. Sur le montant des créances financières suisses envers l'Italie cf. annexe au présent document.

6. Cf. nos 183 et 188.

7. Cf. surtout nos 161 et 174.

8. Du 12 novembre 1935. Cf. n° 174, n. 5.

der italienischen Volkswirtschaft nicht neue Devisen zugeführt werden, was ja bei Durchführung der wirtschaftlichen Sanktionen gegenüber Italien als massgebendes Kriterium angesehen wurde; ferner aber würden der italienischen Volkswirtschaft als ganzes genommen auch nicht neue Kredite zufließen, weil eben die in Frage stehenden Beträge in jedem Fall in Italien bleiben müssen und dort im Geschäftsverkehr verwendet werden können.

Bei dieser Sachlage wird man zu der Schlussfolgerung gelangen müssen, dass auch die Neuanlagen von Kapitalerträgen und amortisierten Kapitalien wirtschaftlich gesehen keine neuen Kredite an Italien in sich schliessen, sondern im Grunde genommen bloss eine feste Anlage auf kürzere oder längere Frist von flottanten Geldern darstellen, die ansonst im laufenden Geschäftsverkehr Verwendung fänden. Sowohl die Absichten des Bundesratsbeschlusses über die Finanzsanktionen wie auch die gewichtigen auf dem Spiele stehenden schweizerischen Interessen, die leider durch den Clearingvertrag mit Italien nicht in vollem Umfang geschützt werden können, rechtfertigen es somit, wenn der Neuanlage der Guthaben keine Hindernisse in den Weg gelegt werden.

ANNEXE

E 2001 (C) 4/171

Notice du Comité Italie de l'Association suisse des Banquiers
Die schweizerische Finanzforderungen gegenüber Italien

Copie

STRENG VERTRAULICH

Zürich, 20. Februar 1936

Resultat der vom Komitee Italien der Schweizerischen Bankiervereinigung durchgeführten Enquête über den Wertpapierbesitz und Zusammenstellung der gesamten Finanzforderungen.

Gemäss Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 23. Dezember 1935 wurden die in der Schweiz domizilierten juristischen und natürlichen Personen aufgefordert, ihre Kapitalanlagen in Italien anzumelden.

Die Anmeldung der Einzelschuldforderungen hatte bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle⁹, Zürich, diejenige des Werttitelbesitzes bei den Banken zu erfolgen. Die Anmeldungen bei den letzteren wurden bei der Eidgenössischen Bank (A. G.), Zürich, gesammelt.

Mit Zirkular Nr. 42 vom 24. Dezember 1935 wurden den schweizerischen Banken durch die Schweizerische Bankiervereinigung, Komitee Italien, besondere Anmeldeformulare zugestellt, um eine einheitliche Erfassung der Titelbestände von in der Schweiz wohnhaften Personen zu ermöglichen. Die Banken hatten gleichzeitig Weisung erhalten, ihre in der Schweiz domizilierte Kundschaft durch ein Affidavit bestätigen zu lassen, dass die italienischen Titel am 10. Dezember 1935 und seither nicht Eigentum von im Ausland domizilierten Personen waren.

Um die Aufgabe der Einzelgläubiger und der Schweizerischen Verrechnungsstelle zu erleichtern, wurden die schweizerischen Banken ferner angewiesen, ihre Kundschaft, welche vermutlich im Geschäftsverkehr mit Italien steht, vom Inhalt der Aufforderung der schweizerischen Verrechnungsstelle in Kenntnis zu setzen und diesen bei der Ausfüllung der Formulare, welche bei den Banken ebenfalls aufgelegt wurden, behilflich zu sein.

Bis zum 5. Februar 1936 erfolgten

Anmeldungen von Wertpapieren

inkl. Rückstände aus verkauften Wertpapieren (d. h. deren Erlös bis zum 9. Dezember 1935 noch nicht nach der Schweiz überwiesen wurde) im Betrage von:

Lit. 1.405.114.000.—	à 25.—	Fr. 351.278.000.—
Fr. 35.560.000.—		Fr. 35.560.000.—
<u>§ 16.485.000.—</u>	à 3.06	<u>Fr. 50.444.000.—</u>
		<u>Fr. 437.282.000.—</u>

Sämtliche Wertpapiere (Obligationen und Aktien) wurden zum Nominalbetrag eingesetzt. Es ist zu vermuten, dass einzelne Banken auf Dollar lautende, zum Umrechnungskurs von § 1.- = Fr. 5.18 in der Schweiz zahlbare Obligationen den auf Schweizerfranken lautenden Titeln zugezählt haben.

Das Jahreserträgnis pro 1934/35 wurde angegeben mit:

Lit. 79.410.000.—	à 25.—	Fr. 19.852.000.—
Fr. 3.232.000.—		Fr. 3.232.000.—
<u>§ 966.000.—</u>	à 3.06	<u>Fr. 2.956.000.—</u>
		<u>Fr. 26.040.000.—</u>

9. Cf. n° 211, n. 4.

Die Enquête wurde nach Kategorien der Titel aufgenommen, und zwar getrennt für Titel die bei einer schweizerischen Bank deponiert waren und solche, die nicht in einem offenen Depot bei schweizerischen Banken lagen.

Bei schweizerischen Banken *deponiert* waren:

Lit. 325.559.000.— Fr. 15.161.000.— \$ 12.644.000.—

Nicht bei schweizerischen Banken *deponiert*:

Lit. 1.072.168.000.— Fr. 20.399.000.— \$ 3.841.000.—

Die auf andere Währungen lautenden Beträge sind unbedeutend.

Die kategorienmässige Aufstellung über die italienischen Titel, wie auch eine Zusammenstellung der monatlichen Zins- und Dividenden-Fälligkeiten, finden sich auf Beilagen¹⁰ und ²¹.

10.

Rekapitulation der Anmeldungen nach Titelkategorien

Kategorie der italienischen Titel	Nominalbetrag der Forderungen oder Kapitalbeteiligungen in:		
	Lire	Franken	Dollar
I. Obligationen			
1. Obligationen mit Zahlstelle in der Schweiz (auch solche ohne Kotierung an schweizerischen Börsen, wie z.B. 7% Adriatica Dollar Bonds)	7.350.715.—	35.105.610.—	7.083.645.—
2. Obligationen mit Zahlstelle einzig in Italien.	214.266.613.40	178.200.—	1.500.—
3. In New York kotierte Dollar-Obligationen ohne Zahlstelle in der Schweiz			9.368.900.—
4. Obligationen mit Zahlstellen an andern als den vorgenannten Plätzen	412.450.—	200.700.—	
II. Aktien			
1. Aktien mit Zahlstelle in der Schweiz (auch solche ohne Kotierung an schweizerischen Börsen)	387.012.112.66	75.410.—	
2. Aktien mit Zahlstelle einzig in Italien	788.157.520.19		1.000.—
3. Aktien mit Zahlstellen an andern als den vorgenannten Plätzen	528.150.—		30.705.—
	1.397.727.561.25	35.559.920.—	16.485.750.—

11. *Non reproduct.*

Unter Einbezug des von der Schweizerischen Verrechnungsstelle festgestellten Betrages an Einzelschuldforderungen¹² ergibt sich folgendes *Total* der *schweizerischen Finanzforderungen* gegenüber Italien:

a) Forderungen in Wertpapieren (in Franken umgerechnet)	Fr. 437 282 000.—
b) Forderungen von Einzelgläubigern (in Franken umgerechnet)	Fr. 164 250 000.—
Total:	<u>Fr. 601 532 000.—</u>
und daraus schätzungsweise <i>jährliche Zinsforderungen</i>	
a) aus Wertpapieren	Fr. 26 000 000.—
b) aus Einzelschuldverhältnissen	Fr. 6 000 000.—
Total:	<u>Fr. 32 000 000.—</u>

Die im Verhältnis zum Kapitalbetrag der Wertpapiere hohe Zinsforderung erklärt sich zum grossen Teil aus dem bereits erwähnten Umstand, dass sämtliche Wertpapiere, somit auch Aktien, unabhängig von Dividendensatz und Börsenkurs, zum Nominalbetrag eingesetzt sind.

Mit Rücksicht darauf, dass seit Monaten den schweizerischen Gläubigern der Gegenwert von eingelösten Coupons und der Erlös von an den italienischen Börsen mit Genehmigung der italieni-

12. Cf. *rapport daté du 3 février 1936, intitulé* Die schweizerischen Einzelschuldforderungen in Italien. Resultat der von der schweizerischen Verrechnungsstelle durchgeführten Enquête. *Nous en reproduisons la partie introductive:*

Die bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle auf Grund der Aufforderung im Schweizerischen Handelsamtsblatt N° 300 vom 23. Dezember 1935 und zahlreicher Pressenotizen in den schweizerischen Tagesblättern eingegangenen Anmeldungen von 2654 Einzelschuldforderungen an in Italien ansässige Schuldner zeigen eine enge wirtschaftliche Verflechtung der Schweiz, speziell des Südens mit den angrenzenden italienischen Nachbargebieten, während einzelne grössere Anlagen auch über den weiteren Grenzbezirk hinaus von Stadt zu Stadt getroffen worden sind. Diese Verflechtung ist im Laufe von Jahrzehnten organisch entstanden, in Einzelfällen sogar auf über ein Jahrhundert zurück zu verfolgen. In dieser Beziehung weicht das sich aus den schweizerisch-italienischen Einzelschuldverhältnissen ergebende Bild wesentlich von dem der schweizerisch-deutschen ab, welche letztere durch massive Kapitalanlagen im Verlaufe von 3—4 Jahren entstanden sind und sich wahllos über das Gebiet des Deutschen Reiches (mit Ausnahme Ostpreussens und der Hansastädte) verteilen.

Es kamen total 2654 Einzelschuldforderungen im Totalbetrage von 108 Millionen Schweizerfranken plus 225 Millionen Lire zur Anmeldung. Hiervon entfallen auf Grossbeträge (über Fr. 100 000,— bzw. Lire 400 000,—) 182 Einzelschuldverhältnisse im Totalbetrage von Fr. 100 Millionen plus 161 Millionen Lire, so dass weniger wie 7% der Anzahl der gemeldeten Einzelschuldverhältnissen in Schweizerfranken 92,6% und in Lire 71,5% der gemeldeten Forderungssumme repräsentieren. Zieht man Schweizerfranken und Lire in ihrer heutigen Relation von rund 1:4 zusammen, so ergibt sich, dass die erwähnten Grossforderungen von rund 163 Millionen Schweizerfranken 140 Millionen vertreten, d. h. 85,9% während auf die restlichen 2472 Anmeldungen (93%) nur rund 23 Millionen Schweizerfranken entfallen.

Unter den Grossanmeldungen fallen wiederum zwei durch ihre Höhe auf. Es sind das die Verpflichtungen aus Einzelschuldverhältnissen der Società Meridionale di Elettricità in Neapel gegenüber einigen schweizerischen Grossgläubigern, welche über 22 Millionen Franken, mithin 13% der angemeldeten Totalsumme der Einzelschuldverhältnisse zu fordern haben; ferner die von einer im Tessin domizilierten Bank gegenüber der COMIT [*Banca commerciale italiana*] angemeldeten Forderungen in Höhe von 15 Millionen Franken oder ca. 9% der angemeldeten Totalsumme. Es ist bei der Höhe dieser beiden Anmeldungen zu prüfen, ob diese zwei Schuldverhältnisse unter Umständen den Gegenstand besonderer staatsvertraglicher Vereinbarungen bilden sollten.

[...] (E 2001 (E) 2/593.)

schen Behörden verkauften Werttiteln nicht nach der Schweiz überwiesen wurden, sah sich die Schweizerische Bankiervereinigung veranlasst, eine besondere Enquête über

Rückstände

durchzuführen.

Die Schweizerische Verrechnungsstelle hatte sich bereit erklärt an dieser Erhebung ebenfalls mitzuarbeiten und es wurde vereinbart, dass sie sämtliche Anmeldungen italienischer Einzelschuldforderungen, welche in jüngster Zeit aus dem Verkauf italienischer Werttitel entstanden sind, der Eidgenössischen Bank (A. G.) zustellen werde. Ferner übernahm die Schweizerische Verrechnungsstelle die Erfassung der Zinsrückstände aus Einzelschuldforderungen, während die Eidgenössische Bank (A. G.), Zürich, die Coupons- und Dividendenrückstände aus Wertpapierbesitz zu erfassen hatte. Die schweizerischen Banken wurden mit Zirkular Nr. 44 vom 7. Januar 1936 durch die Schweizerische Bankiervereinigung aufgefordert:

a) den Totalbetrag der bis und mit 9. Dezember 1935 verfallenen Zins- und Dividendencoupons, deren Gegenwert in Schweizerfranken den in der Schweiz domizilierten Inhabern noch nicht zugekommen ist,

b) den Totalbetrag des Erlöses der an italienischen Börsen mit Genehmigung der italienischen Behörden verkauften Wertschriften, deren Gegenwert in Schweizerfranken bis und mit 9. Dezember 1935 den in der Schweiz wohnhaften Verkäufern noch nicht zugekommen ist,

bei der Eidgenössischen Bank (A. G.), Zürich, anzumelden.

Gleichzeitig wurden die Banken ersucht, sofern die Beträge in Italien gutgeschrieben waren, diese, unabhängig von obiger Erhebung, der Schweizerischen Verrechnungsstelle anzumelden.

Diese Enquête hat folgendes Resultat ergeben:

1. a) Coupons	Lit. 14.514.536.64	Fr. 124.568.27
b) Rückständige Einzelforderungen	Lit. 4.111.299.32	Fr. 5.108.686.—
	<u>Lit. 18.625.835.96</u>	<u>Fr. 5.233.254.27</u>
	umgerechnet zu 25.—	Fr. 4.656.458.99
		<u>Fr. 9.889.713.26</u>
 2. Erlös aus verkauften Wertpapieren		 <u>Lit. 7.386.409.74</u>

In Bezug auf die rückständigen Zinsen aus Einzelschuldforderungen ist darauf hinzuweisen, dass im Betrag von ca. Fr. 5,1 Millionen mit ca. Fr. 4,7 Millionen folgender Spezialfall enthalten ist: Die an der Società Meridionale di Elettività beteiligten schweizerischen Trustgesellschaften haben dieser Gesellschaft einen Vorschuss gewährt in Höhe des auf die schweizerischen Aktionäre entfallenden Betreffnisses der Meridionale-Dividende pro 1934 zwecks prompter Auszahlung der Dividende in der Schweiz. Für diesen Vorschuss erhielten die schweizerischen Gesellschaften auf Schweizerfranken lautende am 15. Juni 1936 fällige Wechsel der Meridionale, für deren Einlösung in Schweizerfranken eine besondere Zusage der italienischen Behörden besteht. Es ist daher bei den Verhandlungen danach zu trachten, für diese Forderung eine separate Lösung ausser Clearing zu erreichen.

Ferner konnte festgestellt werden, dass in den angemeldeten Couponsrückständen seit 1933 verfallene Coupons enthalten sind. So meldete z. B. eine schweizerische Gesellschaft eine Forderung an von ca. Lit. 5.700.000.- rückständiger Obligationenzinsen für seit dem 1. Juli 1933 verfallene, aber seitens der italienischen Gesellschaft nicht bezahlte Semestercoupons. Andererseits sind Anmeldungen von Coupons gemacht worden, die schon vor Jahren auf Kontokorrent bei einer italienischen Bank gutgeschrieben wurden. Es wird zu prüfen sein, wie weit Forderungen dieser Art als Rückstände im Sinne der gemachten Erhebung für eine Sonderregelung in Frage kommen.

E 2001 (C) 4/41

*Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Bern, 2. März 1936

Ich komme hiermit zurück auf Ihr Schreiben vom 10. pto.², womit Sie sich grundsätzlich ebenfalls damit einverstanden erklären, dass Herr Minister Martin sich wiederum für ca. 2 Monate nach Ägypten begibt.

Wunschgemäss teile ich Ihnen mit, dass als wichtigste Aufgaben des Herrn Martin für die diesjährige Mission genannt werden können:

- 1.) die Aufnahme des persönlichen Kontaktes mit dem königlichen Hof, besonders aber mit der neuen Regierung³;
- 2.) die etwas nähere Verfolgung der anglo-ägyptischen Verhandlungen⁴;
- 3.) Abklärung der zukünftigen Gestaltung der «Commissions commerciales suisses»;
- 4.) Studium der gegenwärtigen ägyptischen Wirtschaftslage im Hinblick auf schweizerische Möglichkeiten vermehrter Belieferung dieses aufstrebenden Landes;
- 5.) erneute Fühlungnahme mit den Schweizerkolonien, im besondern mit den wichtigsten Vertretern der Kaufmannschaft.

Mit Rücksicht auf die zu erwartende saisonmässige grosse Wärme wäre es wohl angezeigt, dass Herr Minister Martin schon in allernächster Zeit den ersten neuen Besuch in Cairo antritt, weshalb wir eine telegraphische Verständigung empfehlen möchten⁵.

Ich hoffe, dass Sie mit diesem Programm ebenfalls einverstanden sind und verdanke Ihnen Ihre gefällige Rückäusserung zum voraus bestens.

1. *Annotation marginale de Motta: Ad acta. 6. 3. 36.*

2. *Il s'agit de la réponse de Motta à la lettre d'Obrecht du 28 janvier (cf. annexe au n° 200). A la fin de cette lettre, après avoir émis des réserves sur l'opportunité d'un nouveau voyage du ministre H. Martin en Egypte, le chef du Département politique s'est tout de même rallié à l'opinion de son collègue chargé de l'Economie publique:*

Si ... vous estimez que la sauvegarde de nos intérêts commerciaux rend désirable que M. Martin aille, cette année encore, passer deux mois en Egypte, où M. Brunner n'est, d'ailleurs, installé que depuis peu, nous nous rallierons aisément à votre manière de voir. Nous vous serions, toutefois, reconnaissants de nous indiquer à quel moment vous désirez que ce voyage ait lieu et quelles sont les tâches spéciales que M. Martin aura à remplir.

3. *Constitué à fin janvier par Aly Maher Pacha.*

4. *Ces négociations vont aboutir à la signature, le 26 août 1936 à Londres, d'un traité d'alliance anglo-égyptien, prévoyant notamment: la réduction graduelle de la présence militaire britannique en Egypte, le renforcement de la présence égyptienne au Soudan (sous condominium anglo-égyptien), ainsi que la suppression, en principe, du régime des capitulations et la convocation d'une conférence internationale pour régler cette dernière question.*

5. *Suivant le désir du chef du Département de l'Economie publique, le ministre H. Martin va séjourner en Egypte du 21 mars au 16 mai. Sur les résultats de son enquête concernant la recherche de nouveaux débouchés pour l'industrie suisse en Egypte, cf. ses rapports au conseiller fédéral H. Obrecht, envoyés en copie à G. Motta (E 2300 Kairo, Archiv-Nr. 2).*

218

E 2001 (D) 1/49

*La Division des Affaires étrangères du Département politique¹,
aux Ministres de Suisse à l'étranger*

L circulaire

LA

Berne, 3 mars 1936

Vous n'êtes pas sans savoir que le nombre des chômeurs en Suisse a ces derniers temps de nouveau la tendance à augmenter dans des proportions assez inquiétantes. C'est ainsi que ce chiffre a passé de 63 500 en juillet 1935 à 124 000 en janvier 1936. Cette constatation alarmante nous fait un devoir d'insister, une nouvelle fois, auprès de nos représentations diplomatiques et consulaires afin qu'elles fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour tenter de placer dans le pays de leur résidence les travailleurs suisses en chômage et de ne pas leur conseiller de retourner en Suisse, avant qu'ils n'aient épuisé tous les moyens à leur disposition et se soient, si possible, assurés préalablement d'un emploi. En les engageant à rentrer en Suisse, elles risqueraient, en effet, non seulement de leur rendre un mauvais service, mais de contribuer à obérer encore le marché du travail suisse. Quoique nous ne doutions pas que votre Légation n'ait fait, sous ce rapport aussi, tout son devoir et que nous nous rendions fort bien compte des difficultés qu'elle rencontre sans doute fréquemment dans l'accomplissement de cette tâche, nous vous prions de déployer de nouveaux efforts dans ce sens et d'engager les Consulats dépendant de vous à en faire de même.

1. Lettre signée par l'adjoint au chef de la Division, H. Frölicher, au nom du chef de la Division, P. Bonna.

219

J.I.1.1/2

*Le correspondant de la «Neue Zürcher Zeitung» à Berlin, R. Caratsch,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Berlin-Charlottenburg, 5. März 1936

Als Schweizer, der nun schon mehr als drei Jahre Gelegenheit hatte, die Verhältnisse in Berlin in diesen kritischen Zeiten aus der Nähe zu beobachten, möchte ich mir die Freiheit nehmen, in aller Offenheit meine Eindrücke von der

hiesigen diplomatischen Vertretung der Schweiz wiederzugeben. Der Entschluss wird mir dadurch erleichtert, dass ich Ihnen, verehrter Herr Bundesrat, von meiner früheren journalistischen Tätigkeit in Bern her bekannt bin und dass Sie, wie ich hoffe, nicht der Meinung sind, dass ich leichtfertige Beschuldigungen zu erheben pflege.

Der Berliner Gesandtenposten stellt heutzutage so grosse Anforderungen an die Festigkeit des Charakters, die Kaltblütigkeit, die Intelligenz und den Takt seines Inhabers, dass nur der beste Mann, den die Schweiz überhaupt für diese Aufgabe zur Verfügung hat, dafür gut genug ist. Sicher wird niemand behaupten wollen, dass Herr Dinichert dieser beste Mann sei. Sein enger bürokratischer Horizont, seine innere Unsicherheit, sein Mangel an moralischer Autorität sind eine wenig glückliche Ausstattung für die verantwortungsvolle Mission, die der Bundesrat ihm übertragen hat. Das grosse Ansehen, das die Schweiz unter Minister Rüfenacht¹ dank der Persönlichkeit dieses ihres Vertreters genoss, ist in den letzten dreieinhalb Jahren rapid zusammengeschnitten. Während von Herrn Rüfenacht noch jetzt mit grossem Respekt gesprochen wird, gilt Herr Dinichert hier in politischen und diplomatischen Kreisen eher als eine komische Figur. Bei seinem umfangreichen Verkehr innerhalb des diplomatischen Korps spielt er mit Vorliebe die Rolle des Lustigmachers, der um jeden Preis die Leute amüsieren will, weil er sich dadurch besonders beliebt zu machen glaubt. Die Folge ist die, dass Herr Dinichert in Fällen, wo er ernst genommen werden sollte, diese Wirkung nicht erzielt. Das übertriebene Draufgängertum, das er bei seinen Demarchen an den Tag legt, führt oft geradezu zu einer Verärgerung der Verhandlungspartner.

Nach meiner festen Überzeugung hätte z. B. ein mit mehr Talent ausgestatteter schweizerischer Gesandter schon letztes Frühjahr die Rücklieferung des Berthold Jacobs² erreichen und damit dem Bundesrat sehr viele Unannehmlichkeiten ersparen können. Am Abend des gleichen Tages, an dem Herr Dinichert seinen Protestschritt bei Staatssekretär v. Bülow unternommen hatte, nahm ich an einem Empfang im Hotel Adlon teil, wo sämtliche Spitzen des Auswärtigen Amtes anwesend waren und der Fall Jacob das Gesprächsthema bildete. Dabei stellte es sich heraus, dass das ungeschickte, lärmende Auftreten des schweizerischen Gesandten eine Missstimmung erzeugt hatte, die einer raschen Beilegung des Konflikts, wie sie das Auswärtige Amt eigentlich selbst wünschte, keineswegs förderlich war.

Am Abend des 4. Februar, als Gustloff ermordet wurde³, war grosser Empfang im Hotel Kaiserhof, wo Herr Dinichert sich nach dem Eintreffen der Nachricht von Reichsminister Dr. Goebbels zu einem scharfen Wortwechsel hinreissen liess, der nicht gerade dazu diente, das Prestige des Gesandten zu heben.

Ein auf der Höhe seiner Aufgabe stehender Gesandter hätte sich am 19. Februar durch einen merkwürdigen Telefonanruf der alle Anzeichen einer Mystifikation trug, nicht hereinlegen lassen, und hätte nicht sofort das Bundeshaus alarmiert, ohne sich vorher durch eine Rückfrage bei der Reichskanzlei

1. *En poste à Berlin de 1922 à 1932.*

2. *Cf. nos 111 et 121.*

3. *Cf. n° 204.*

davon zu überzeugen, ob das Telefongespräch authentisch war⁴. Schon der Umstand, dass die anrufende Person ihren Namen nicht nannte und sich einfach als «Adjutant der Reichskanzlei» bezeichnete, hätte den Verdacht des Herrn Dinichert erregen müssen. Statt dessen versäumte er es auch den ganzen Nachmittag hindurch, sich mit dem Auswärtigen Amt in Verbindung zu setzen und unternahm erst am Abend — wahrscheinlich auch dann nur auf Aufforderung des Politischen Departements — die notwendigen Schritte zur Aufklärung. Diesmal ist die Sache noch ohne grossen Schaden abgelaufen, aber wir wissen nicht, was die Zukunft noch bringt, und ich kann mir Fälle vorstellen, wo ein Gesandter durch seine Kopfflosigkeit und Unfähigkeit sein Land in sehr gefährliche Verwicklungen, wenn nicht sogar in einen Krieg hineinreiten kann. Das nächste Mal, dass Herr Dinichert wieder versagt, werde ich nicht umhin können, in der Zeitung zuhanden der schweizerischen Öffentlichkeit die notwendigen Feststellungen zu machen.

Von allen den kleinen und grossen Taktfehlern, die Herr Dinichert in seinem Verkehr mit der Schweizerkolonie begeht, will ich schweigen, und auch die Tatsache, dass die schweizerischen Pressevertreter in Berlin bei ihm weder Rat noch Unterstützung finden, als nebensächlich betrachten. Beachtlich scheint es mir aber, dass Schweizerbürger, die als Industrielle und Kaufleute in Deutschland tätig sind, sich mit tiefster Enttäuschung, ja mit Erbitterung über Herrn Dinichert äussern und über seine Verständnislosigkeit klagen. Zusammen mit seinen diplomatischen Misserfolgen ergibt das alles ein höchst unerfreuliches Bild. Blosser Routine und eine gewisse Art von Pfiffigkeit, wie sie Herr Dinichert besitzt, genügen vielleicht für eine Gesandtenlaufbahn in einer unbedeutenden Hauptstadt, aber nicht für den schwierigsten, delikatesten Posten, den die Schweiz im Ausland überhaupt zu vergeben hat. Es wäre eine im dringenden schweizerischen Landesinteresse gebotene Tat, wenn so rasch als möglich dafür gesorgt würde, dass die Schweiz eine würdigere Vertretung in Berlin erhält.

Ich benütze die Gelegenheit, die mir soeben die Abreise eines Landsmanns in die Schweiz gewährt, um dieses Schreiben mitzugeben und durch die schweizerische Post befördern zu lassen, damit es nicht der Briefzensur unterliegt. Bei meinem nächsten Besuch in Zürich werde ich den Chefredakteur der N. Z. Z.⁵ von meinen nach Bern geleiteten Mitteilungen in Kenntnis setzen⁶.

4. *Le 19 février au matin, le ministre Dinichert avait été prévenu par un coup de téléphone provenant de la « Chancellerie du Führer », que les autorités du Reich s'apprêtaient à interdire les sociétés suisses en Allemagne, comme réponse à la décision prise le 18 par le Conseil fédéral et concernant la direction du Parti national-socialiste allemand en Suisse (cf. n° 210, n. 1). Dinichert en avait averti aussitôt télégraphiquement le Département politique, et la nouvelle avait été reprise par la presse suisse.*

Dans la soirée du 19, le ministre de Suisse avait pu communiquer téléphoniquement avec le ministre des Affaires étrangères, von Neurath, qui avait démenti la nouvelle. Il [von Neurath] se montra perplexe et embarrassé quant à la communication téléphonique et impersonnelle du matin, n'excluant pas qu'il ait pu y avoir une mystification (lettre confidentielle de Dinichert à G. Motta, du 20 février, E 2001 (D) 3/40).

5. *W. Bretscher*

6. *Le 24 mars suivant, Motta répond en ces termes à R. Caratsch:*

Der Gegenstand, den Sie besprechen, eignet sich offenbar nicht für eine Correspondenz zwi-

schen Ihnen und mir. Doch danke ich Ihnen für Ihre Mitteilungen. Wenn Sie einmal nach Bern kommen, werde ich gerne mich mit Ihnen über die gestellte Frage unterhalten.

Schon jetzt muss ich Ihnen aber aus Pflicht sagen, dass unsere Meinung und unser Urteil über die Person die Sie nennen *stark auseinandergehen*.

Es wird mich freuen wenn ich mich einmal *gründlich* über diese Dinge — die sicher sehr wichtig sind — in mündlicher Weise aussprechen kann (J.I.1.1/28).

220

E 6100 (A) 15, Archiv-Nr. 888

*Le Directoire de la Banque nationale*¹
au Chef du Département des Finances et des Douanes, A. Meyer

L

Betrifft: Wahrnehmungen der schweizerischen
Finanzinteressen gegenüber dem Ausland

Zürich, 8. April 1936

Die Frage der Wahrnehmung der schweizerischen Finanzforderungen gegenüber ausländischen Staaten, die den freien Zahlungsverkehr mit der Schweiz eingestellt oder beschränkt haben, hat das Direktorium der Nationalbank wiederholt beschäftigt, und wir beehren uns, Ihnen dazu folgende weitere Bemerkung zu unterbreiten:

Während bisher die Interessen des schweizerischen Aussenhandels und der Exportindustrie in einer ihrer grossen wirtschaftlichen Bedeutung entsprechenden zielbewussten und wirksamen Weise vom Bunde vertreten wurden, trifft dies bezüglich der genannten Finanzinteressen nicht in demselben Masse zu. Dies zeigte sich beispielsweise bei der Vorbereitung und Aufnahme der vor Jahresfrist mit Deutschland in Bern geführten Verhandlungen², die dadurch präjudiziert waren, dass die Finanzinteressen schon schweizerischerseits, d. h. bereits in den Instruktionen an die Verhandlungsdelegation, nach dem Schlagwort «Arbeit geht vor Kapital» in zweite Linie gestellt, zugunsten des privilegierten Waren- und Fremdenverkehrs hintangesetzt worden waren.

Wir haben in einer am 10. Februar a. c.³ an Ihr sowie an das Eidg. Volkswirtschaftsdepartement gerichteten Eingabe auf den Umfang und die grosse Bedeutung der schweizerischen Finanzinteressen gegenüber dem Ausland hingewiesen. Sie wurden dort gegenüber Deutschland allein per Ende Dezember 1935 auf rund 3,17 Milliarden Franken mit einem jährlichen Zins- und Dividendenanspruch

1. *Lettre signée par G. Bachmann et M. Schwab.*

2. *Cf. n° 109.*

3. *Cf. n° 206.*

von rund 165 Millionen Franken angegeben. Solche Interessen bestehen, wenn auch in geringerem Ausmasse, bekanntlich auch gegenüber andern ausländischen Staaten, von denen hauptsächlich die folgenden erwähnt seien:

gegenüber	Finanzforderungen in Mill. Fr. ca.:	Zinsansprüche in Mill. Fr. ca.:
Italien ⁴ :	600	32
Ungarn ⁵ :	300	15
Spanien ⁶ :	53	3
(vorläufiges Ergebnis einer zurzeit von der Bankiervereinigung besorgten Enquête)		
Dazu schweiz. Besitz aus in der Schweiz emittierten diversen spanischen Anleihen:		
	Pesetas ca. 160 Mill.	
	Pesos ca. 53 Mill.	16,6
	SFr. ca. 6 Mill.	
Argentinien ⁷ :	SFr. ca. 275 Mill.	12
Brasilien:	SFr. ca. 158 Mill.	9,5
Chile:	SFr. ca. 88 Mill.	5,1
	u.a.	

Diese Daten fussen allerdings auf Erhebungen, die zum Teil schon ein Jahr oder mehr zurückliegen und wollen daher nicht mehr als einen summarischen Überblick geben. Andererseits geben sie auch insofern kein vollständiges Bild, als die Forderungen gegenüber einigen weitern ausländischen Staaten, die sich in relativ kleinern Beträgen bewegen, hier weggelassen sind. Es erhellt aber daraus die eminente Tragweite dieser schweizerischen Interessen im transferbeschränkten Ausland, für unsere Zahlungsbilanz und unsere ganze Wirtschaft, auf die wir in der genannten Eingabe im einzelnen hingewiesen haben. Es geht daraus auch hervor, dass es sich hier keineswegs etwa nur um Ansprüche der Banken oder etwa einer besonders privilegierten, des behördlichen Schutzes nicht bedürftiger Schicht der Bevölkerung handelt, sondern um eine das Gesamtinteresse berührende Angelegenheit. Soweit dabei die Banken direkt beteiligt sind, erfolgt die Wahrung ihrer Interessen durch das Organ der Schweizerischen Bankiervereinigung, der übrigens auch ein Teil der Finanz- und Trustgesellschaften angeschlossen ist. Dieses Organ (Schutzkomitees der Schweizerischen Bankiervereinigung) hat sich bisher auch für die Interessen der Forderungen schweizerischer Gläubiger aus Titelbesitz eingesetzt, obwohl diese Gläubiger in keiner Weise organisiert sind und praktisch auch kaum organisiert werden könnten. Daneben kommen aber noch tausende sogen. Einzelgläubiger in Betracht, das sind Privatpersonen und Firmen mit Forderungen gegen im Ausland domizilierte Schuldner und welche praktisch keine Möglichkeit haben, ihr Interessen bei Clearing- und Transferverhandlungen selbst zur Geltung zu bringen. Andererseits sind die Interessen beispielsweise der Banken und der Inhaber von privaten Einzelforderungen nicht

4. *Pour plus de détails, cf. annexe au n° 216.*

5. *Cf. aussi n° 1.*

6. *Cf. aussi annexe au n° 252.*

7. *Cf. aussi annexes au n° 58.*

immer gleich gerichtet. Man sieht daraus, dass eine straffe und zielbewusste Zusammenfassung all dieser Interessen bei einem zentralen Organ, wie es beispielsweise für den Warenimport und -export beim Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins der Fall ist, welches Organ infolgedessen als legitimer Vertreter dieser Interessenten auftreten und einen oft bestimmenden Einfluss auf den Gang der Clearingsverhandlungen ausüben kann, nicht besteht.

Man hat nun bekanntlich in den Kreisen der Finanzgläubiger schon seit längerer Zeit das Gefühl, dass die sogen. Finanzinteressen zugunsten des Warenexports zurückgestellt wurden und dass es bisher an einer tatkräftigen Wahrung dieser Gesamtinteressen gefehlt hat. Die Nationalbank teilt zum Teil dieses Empfinden der Finanzgläubiger und wir fragen uns, wer eigentlich die verantwortliche Instanz zur Wahrung dieser Finanzinteressen ist. Seitens des Volkswirtschaftsdepartementes hat man sich bisher in erster Linie den Warenexportinteressen angenommen und diese im Einvernehmen mit dem Vorort entsprechend vertreten. Wir waren bisher auch der Meinung, dass es nicht Sache des Volkswirtschaftsdepartementes, sondern letzten Endes diejenige des Finanzdepartementes sei, sich der Finanzinteressen gegenüber dem Ausland anzunehmen; es war dies auch der Grund, weshalb wir unsere an den Bund gerichteten diversen, diese Fragen berührenden Eingaben vornehmlich an dieses Departement adressiert haben. Eine kürzliche Mitteilung des Delegierten des Bundesrates für den Aussenhandel⁸ im Zusammenhang mit den kürzlich geführten Transferverhandlungen mit Italien⁹ hat uns veranlasst, dieser Seite der Angelegenheit nachzugehen. Auf Grund des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesverwaltung (vom 26. März 1914)¹⁰ müssen wir nun allerdings feststellen, dass nach der Umschreibung der Geschäftskreise der Departemente es in der Tat nicht das Finanzdepartement zu sein scheint, sondern in erster Linie das Politische Departement, das hier zuständig ist (siehe Art. 29, I, Ziff. 4 und 5). In Ziff. 4 des Art. 29 ist allerdings von der Vorbereitung der Verträge mit dem Auslande «in Verbindung mit den im einzelnen Fall beteiligten Departementen» die Rede. Ob daraus eine Mitwirkung auch des Finanzdepartements abgeleitet wird, wenn es sich um die schweizerischen Finanzinteressen berührende Verträge mit dem Auslande handelt? Wir glaubten allerdings bisher zum mindesten eine solche Mitwirkung annehmen zu müssen. In welcher Weise das Politische Departement die Wahrung der schweizerischen Finanzinteressen gegenüber dem Ausland, speziell im Zusammenhang mit Clearingabkommen, besorgt hat, entzieht sich ebenfalls unserer genauern Kenntnis. Wir haben aber den Eindruck, dass die Verhältnisse bezüglich der Wahrnehmung der Finanzinteressen nicht so klar geregelt sind, wie dies bezüglich der Interessen des Warenexports der Fall ist, und dass infolgedessen auch die Vertretung dieser Interessen nicht immer in einer ihrer Bedeutung entsprechenden Weise erfolgt ist; wir halten deshalb dafür, dass hier etwas geschehen sollte. Unseres Erachtens sollte ein Departement des Bundesrates diese Frage fortlaufend verfolgen und für deren rechtzeitige Wahrnehmung besorgt sein. Dies gilt namentlich auch für die Ermittlung der in Betracht kom-

8. *W. Stucki.*

9. *Cf. n° 221.*

10. *RO, 1914, vol. 30, pp. 292—314.*

menden Interessen vor der Aufnahme von Verhandlungen mit dem Ausland, für deren Berücksichtigung bei der Festlegung der bundesrätlichen Instruktionen an die Verhandlungsdelegation und gegebenenfalls für ihre wirksame Vertretung bei den Verhandlungen mit dem Auslande selbst. Die Nationalbank wird sich dieser Stelle gerne als beratendes Organ zur Verfügung stellen, wie sie auch wiederholt schon auf Wunsch des Bundesrates Mitglieder ihrer Direktion als Experten zu den Verhandlungen delegiert hat. Sie würde namentlich auch Wert darauf legen, jeweils vor der Festlegung der Instruktionen an die schweizerischen Verhandlungsdelegationen bezüglich der auf dem Spiele stehenden Finanzinteressen angehört zu werden.

Wir wollten Ihnen diese Bemerkungen im Anschluss an unsere am 10. Februar a. c. an Ihr Departement sowie an das Volkswirtschaftsdepartement gerichtete Eingabe, auf die wir bisher ohne Rückäusserung geblieben sind, unterbreiten, und fügen bei, dass wir auf Wunsch jederzeit gerne zu einer mündlichen Erörterung der Angelegenheit zur Verfügung stehen.

221

E 1004 1/357

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 avril 1936¹

658. Italien. — Clearingvertrag. Transferabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 7. April 1936

Durch seinen Beschluss vom 21. Februar ds. Js.² hat der Bundesrat eine Delegation nach Rom abgeordnet, mit dem Auftrage, den Transfer des Zinsendienstes der schweizerischen Kapitalanlagen in Italien im Rahmen des Clearingvertrages vom 3. Dezember 1935³ durch ein Abkommen zu regeln. In diesem Transferabkommen sollte der Begriff des schweizerischen Besitzes, die Gläubigerqualität, der Charakter der transferierbaren Ansprüche, die eventuelle Ausstellung von Funding-Bonds und die Organisation des gesamten Auszahlungsdienstes an Finanzgläubiger geordnet werden⁴.

Die Delegation, welche ausserdem, entsprechend dem bereits erwähnten Bundesratsbeschluss vom 21. Februar 1936, eine ganze Reihe von Begehren auf handelspolitischem Gebiete zu vertreten hatte, nahm die Verhandlungen am 24. Februar in Rom auf.

1. *Absent: Minger.*

2. *Cf. n° 211.*

3. *Cf. n° 190.*

4. *Cf. n° 216 + A.*

Da sich die schweizerische Delegation zum Ziele gesetzt hatte, ausser der erwähnten Regelung des Zinsendienstes auch noch, wenn irgendwie möglich, von Italien freie Devisen für die im Finanzdienst aufgelaufenen Rückstände sowie freie Devisen für die in der Schweiz begebenen und zur Auszahlung gelangenden Anleihen für jenen Teil der Zinsen zu erhalten, der aus Clearingmitteln nicht bestritten werden konnte, ergab sich von Anfang an für die Delegation eine ziemlich schwierige Lage, insofern, als für die Durchsetzung dieser Begehren einzig und allein an den guten Willen Italiens appelliert werden konnte, während irgendwelche Konzessionen schweizerischerseits nicht zu offerieren waren. Aus taktischen Gründen hatte die Delegation in ihrem Vertragsentwurfe ausserdem die Bestimmungen aufgenommen, dass nicht bloss für die in der Schweiz begebenen Anleihen, sondern für die Gesamtheit der schweizerischen Zinsansprüche der nicht im Clearing transferierbare Teil der Zinsen mit freien Devisen reguliert werden müsse. Diese Forderung war allerdings kaum vertretbar, nachdem sich die Italiener bei den Novemberv Verhandlungen⁵ absolut dagegen gestäubt hatten, den Zinsendienst ausserhalb nur auf der Basis der Einbeziehung der Zinsen in den Clearing abschliessen wollten. Das, wie gesagt, aus taktischen Gründen vorgebrachte Begehren der schweizerischen Delegation hatte immerhin den Erfolg, dass von den Italienern die Zustimmung zu einer fast unbeschränkten Verwertungsmöglichkeit in Italien der im Clearing nicht transferierbaren Zinsbeträge erlangt werden konnte.

Für die Erlangung von freien Devisen für die Rückstände im Zinsendienst, die erst seit Abschluss des Clearingvertrages am 3. Dezember v. Js. festgestellt wurden und sich insgesamt auf rund 3,8 Millionen Franken belaufen, führte die schweizerische Delegation einen äusserst hartnäckigen Kampf. Erst bei Abschluss der Verhandlungen, als alle Bemühungen, auch an höchsten Stellen, erfolglos geblieben waren, musste schliesslich, um mit Italien überhaupt zu einer Einigung zu kommen, auf die Bezahlung der Rückstände in freien Devisen verzichtet werden. Als Gegenleistung war es jedoch möglich, von den Italienern die Zustimmung zu einer sogenannten Meistbegünstigungsklausel zu erlangen, welche von der italienischen Delegation bis zuletzt hartnäckig abgelehnt worden war. Auf Grund dieser Meistbegünstigungsklausel verpflichtet sich Italien⁶, für die in der Schweiz begebenen und zahlbaren Anleihen die nötigen Beträge in freien Devisen zur Verfügung zu stellen, welche zur 100%igen Auszahlung der schweizerischen Gläubiger erforderlich sind. Als Meistbegünstigungsklausel ist diese in Art. 13 des Abkommens niedergelegte Bestimmung während der Verhandlungen bezeichnet worden, weil man von den Italienern die volle Honorierung dieser Anleihen mit Rücksicht darauf verlangte, dass Italien seine Anleiheverpflichtungen in Amerika in vollem Umfange erfüllt. Obwohl von seiten der italienischen Delegation und der italienischen Regierungsstellen immer wieder darauf hingewiesen wurde, dass das Verhältnis zu Amerika nicht mit demjenigen zu der Schweiz verglichen werden könne, wobei man auch besonders durchblicken liess,

5. Cf. n° 183.

6. Cf. Accord entre la Confédération Suisse et le Royaume d'Italie concernant l'application de l'Accord du 3 décembre 1935 aux paiements afférents aux créances financières, *signé à Rome le 3 avril 1936* (RO, 1936, vol. 52, pp. 470ss.).

dass Amerika auch heute noch an Italien gewisse Kredite gewähre, so konnte schliesslich von Italien erlangt werden, dass die in der Schweiz begebenen Anleihen solange voll honoriert würden, als dies mit Anleihen geschehe, welche in andern Ländern begeben worden sind; es handelt sich, wie bemerkt, um die Vereinigten Staaten von Amerika.

Die Zustimmung der italienischen Delegation zu dieser Verpflichtung konnte schlussendlich durch unsern Verzicht auf die Bezahlung der Rückstände in freien Devisen erkaufte werden. Rein wertmässig heben sich der schweizerische Verzicht auf die Bezahlung der schweizerischen Rückstände in freien Devisen und die italienische Zustimmung zur vollen Honorierung der in der Schweiz begebenen Anleihen ungefähr auf. Der von Italien aufzubringende Betrag an freien Devisen bei einer Transferregelung auf Basis von 40% der schweizerischen Zinsguthaben beläuft sich für die drei in Frage stehenden Anleihen

7% Società Adriatica di Elettricità
7% Società Meridionale di Elettricità
6½% Società Idroelettrica Piemonte

auf rund 3,9 bis 4 Millionen pro Jahr. Wenn die schweizerische Delegation trotz alledem mit der grössten Hartnäckigkeit an der Regelung der Rückstände durch freie Devisen festgehalten hat, so geschah es in der Hoffnung, dass die 100%ige Honorierung der vorstehend erwähnten drei Anleihen für Italien eine Prestigefrage bedeute und infolgedessen vielleicht noch neben der Regelung der Rückstände durchgedrückt werden könnte.

Es sei bei dieser Gelegenheit bemerkt, dass die erforderlichen Devisen in der Höhe von rund 1,9 Millionen Franken für die Regelung der Halbjahrescoupons vom 1. April an diesem Datum von Italien pünktlich zur Verfügung gestellt wurden, sodass diese drei Anleihen in vollem Umfange an die schweizerischen Gläubiger zur Auszahlung gelangen können.

Die genannte Summe von 1,9 Millionen Franken stellt, wie bereits ausgeführt, die Differenz zwischen der Gesamthöhe des Halbjahrescoupons und demjenigen Betrage dar, welcher durch den Clearing befriedigt werden kann. Zu bemerken ist auch noch, dass diese Summe nur denjenigen Gläubigern zustatten kommt, welche die Qualität des schweizerischen Gläubigers aufweisen, d. h. also in der Schweiz ihren dauernden Wohnsitz haben und am 10. Dezember v. Js. im Besitze der betreffenden Titel waren. Daneben entrichtet Italien zur vollständigen Honorierung der genannten drei Anleihen noch weitere rund 400 000 Franken, die an nicht in der Schweiz domizilierte Gläubiger gehen und somit im Clearing keine Berücksichtigung finden können. Nach den Feststellungen der Banken dürfte sich jedoch der grösste Teil auch dieser Titel in Depots bei schweizerischen Banken befinden, sodass auch diese Beträge schliesslich der schweizerischen Volkswirtschaft zustatten kommen.

Das Transferabkommen stellt seiner Natur nach eine Anlage und Ergänzung des Clearingvertrages vom 3. Dezember 1935 dar, wie dies auch beim deutschen Transferabkommen⁷ der Fall ist, welches zum Unterschied vom vorgelegten ita-

7. Cf. rubrique II.1.1: *Allemagne, relations financières et commerciales.*

lienisch-schweizerischen Transferabkommen gleichzeitig mit dem Clearingvertrage abgeschlossen und unterzeichnet worden war.

Mit Rücksicht auf gewisse Erfahrungen, die seit Bestehen des Clearingvertrages gemacht wurden, sind die im Clearing zu transferierenden Ansprüche genau formuliert worden.

Daneben wird genau fixiert, wer als schweizerischer Gläubiger im Clearing Berücksichtigungen finden kann und in welcher Weise die Affidavits auszustellen sind, welche die schweizerische Gläubigerqualität und den Anspruch auf Berücksichtigung im Clearing zu beweisen haben.

Art. 3 gibt der schweizerischen Verrechnungsstelle die Möglichkeit, Holding- und Finanzgesellschaften, welche an und für sich die schweizerische Gläubigerqualität besitzen würden, von der Benützung des Clearings auszuschliessen, wenn die für solche Gesellschaften zu überweisenden Beträge tatsächlich nicht der schweizerischen Volkswirtschaft zugeführt werden. Diese Bestimmung ist auf Grund der Erfahrungen, die man im Clearingverkehr mit Deutschland⁸ machen musste, in das italienisch-schweizerische Transferabkommen aufgenommen worden, was übrigens nicht ohne heftigsten Widerstand der italienischen Delegation gelungen ist.

Die Art. 4, 5 und 6 enthalten gewisse Ausnahmen von den Grundbestimmungen betreffend die Berechtigung auf die Beanspruchung des Clearings, Ausnahmen, die aus Billigkeitsgründen festgelegt werden mussten.

Art. 7 ist die Frucht sehr eingehender Diskussionen mit der italienischen Delegation. Nachdem die Entwicklung der italienischen Einfuhr in die Schweiz eine gänzliche Auszahlung der schweizerischen Finanzgläubiger im Rahmen der ihnen zustehenden 20% nicht erlaubt, handelte es sich darum, ein möglichst praktisches System zu finden, um eine reibungslose Auszahlung desjenigen Betrages zu ermöglichen, welcher im Clearing überwiesen werden kann. Nach langen Diskussionen und eingehender Prüfung ist man schliesslich dazu gelangt, die beste Lösung in der Festsetzung einer prozentualen Quote des im Clearing zu überweisenden Betrages zu finden; diese prozentuale Quote soll zu Beginn eines jeden Clearingjahres im gemeinsamen Einvernehmen zwischen der Schweizerischen Verrechnungsstelle⁹ und dem italienischen Istituto Nazionale per i cambi con l'Estero vereinbart werden.

Auf Grund der Entwicklung der Einzahlungen in Zürich in den ersten drei Monaten seit Bestehen des Clearings ist die Quote noch während den Verhandlungen in Rom auf 40% angesetzt worden. Danach erhält also ein schweizerischer Finanzgläubiger, der in Italien einen Zinsanspruch von Fr 100.— hat, Fr 40.— im Clearing ausbezahlt, während Fr 60.— in Italien zu belassen sind.

Der nicht im Clearing transferierbare Teil der Guthaben kann nach Belieben des Gläubigers auf einer italienischen Bank entweder auf ein «Compte de réinvestissement» oder auf ein «Compte personnel» einbezahlt werden¹⁰. Die auf dem «Compte de réinvestissement» einbezahlten Beträge dürfen verwendet werden für den Ankauf von landwirtschaftlichen oder städtischen Grundstücken, für

8. Cf. n. 7 *ci-dessus*.

9. Cf. n° 211, n. 4.

10. Cf. articles 9 et 10 de l'accord du 3 avril (RO, 1936, vol. 52, pp. 474—475).

Anbauten, Verbesserungen und Einrichtungen in bereits bestehenden Grundstücken, für den Erwerb von Titeln, ferner für die Gewährung von Darlehen mit oder ohne hypothekarische Sicherheit und schliesslich für den Ankauf von Kunst- und Einrichtungsgegenständen, die jedoch nur für den persönlichen Gebrauch in Italien erworben werden dürfen (aus Clearinggründen konnte die Einfuhr solcher mit Finanzguthaben erworbenen Gegenstände in die Schweiz nicht gestattet werden).

Durch eine besondere Bestimmung in den Anleitungen, welche die Verrechnungsstelle herausgegeben hat, wird besonders darauf hinzuweisen sein, dass beim Erwerb von italienischen Titeln der Ankauf von Titeln staatlicher Anleihen wegen des Bundesratsbeschlusses vom 12. November 1935¹¹ über die in Ausführung des Art. 16¹² des Völkerbundsvertrages gegenüber Italien zu ergreifenden finanziellen Massnahmen nicht statthaft ist.

Die auf dem «Compte personnel» liegenden Beträge können für Reisezwecke in Italien, für den Unterhalt von in Italien gelegenen Grundstücken, für die Bezahlung von Taxen, Steuern und Mieten, für die Ausrichtung von Unterstützungen, sowie für die Bezahlung von Honoraren und Gehältern von Angestellten Verwendung finden. Immerhin wird die Schweizerische Verrechnungsstelle für die Verwendung der auf dem «Compte personnel» liegenden Gelder eine genaue Kontrolle ausüben, um zu verhindern, dass clearingpflichtige Zahlungen mit Hilfe solcher Gelder aus dem «Compte personnel» beglichen werden.

Die Verwendung der nichttransferierbaren Zinsguthaben ist somit, wie aus den vorstehenden Bestimmungen hervorgeht, eine beinahe unbeschränkte, was für die Finanzgläubiger eine entschiedene Erleichterung darstellt.

Art. 10 enthält gewisse Detailbestimmungen über die Eröffnung der «Comptes de réinvestissement», sowie die Übertragung der Beträge von einem Konto auf das andere.

Schwierige und hartnäckige Diskussionen waren erforderlich, ehe die beiden Delegationen sich schliesslich auf die Formulierungen von Art. 11 einigen konnten. Da Italien bis zum heutigen Tage kein Transfermoratorium erlassen hat, jeder ausländische Gläubiger somit auf rechtlichem Wege die Eintreibung einer fälligen Schuld durchführen konnte, stellte sich die italienische Regierung auf den Standpunkt, dass Kapitalanlagen, die fällig wurden, im Clearing transferiert werden müssen. Trotz der notorisch feststehenden Tatsache, dass die Clearingbeträge bei weitem nicht genügen würden, um ausser den Zinsen auch noch eventuelle Kapitalien zu transferieren, beharrte die italienische Delegation darauf, auch Kapitalfälligkeiten, wenigstens soweit sie in regelmässigen Amortisationen zurückbezahlt werden sollten, im Clearing zu transferieren. Nach langen und sehr schwierigen Verhandlungen gelang es schliesslich, in Art. 11 eine Formulierung zu finden, welche die Beanspruchung des Clearings für Kapitaltransferierungen ausschliesst, andererseits aber auch ein gerichtliches Vorgehen gegen den italienischen Schuldner verhindern wird. In diesem Artikel wird festgelegt, in welcher Weise Kapitalfälligkeiten beim ursprünglichen Schuldner belassen werden kön-

11. Cf. n° 174, n. 5.

12. Cf. n° 145, n. 5.

nen, oder wunschgemäss eventuell auf ein «Compte personnel» oder ein «Compte de réinvestissement» einbezahlt werden dürfen.

Art. 12 sieht die Möglichkeit besonderer Berücksichtigung notleidender schweizerischer Gläubiger in Härtefällen vor.

Art. 13 garantiert die Zuteilung von freien Devisen bei den drei in der Schweiz begebenen und zahlbaren italienischen Anleihen.

Art. 14 schliesslich enthält die Bestimmungen über die Dauer und die Kündigungsmöglichkeiten des Transferabkommens.

Das Abkommen ist am 3. April 1936 paraphiert worden und soll in einem späteren Zeitpunkte mit dem Chef der italienischen Regierung unterzeichnet werden.

[...]

Das ganze Abkommen kann angesichts der Entwicklung, welche die schweizerisch-italienische Zahlungsbilanz genommen hat, wohl als günstig bezeichnet werden.

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

Dem Abkommen¹³ zwischen der Schweiz und Italien betreffend die Anwendung des Vertrages vom 3. Dezember 1935 auf die Finanzforderungen wird die Genehmigung erteilt.

13. Cf. n. 6 *ci-dessus*.

222

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 89

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 11

Paris, 21 avril 1936

Les élections législatives auront lieu dimanche prochain¹ avec ballottage quinze jours après. Certainement vous attendez de moi un pronostic sur le résultat de cette consultation populaire.

Il y a déjà eu maints changements à la Chambre française depuis que je suis à Paris²; or jamais je n'ai assisté à une période aussi dénuée d'intérêt et je constate que, dans la capitale, les panneaux mis à la disposition des candidats par l'administration préfectorale pour y coller les professions de foi sont loin d'être recouverts d'affiches comme c'était précédemment le cas; donc indifférence. Il n'y a que les communistes qui aient de l'argent à dépenser.

1. 26 avril.

2. Dunant est à la tête de la Légation à Paris depuis 1917.

Vous savez que des parlementaires connus, tels que M. Tardieu, ancien Président du Conseil, Bonnefous, ancien Ministre du Commerce, Nicolle, Ministre actuel de la Santé publique, etc., renoncent à se représenter. Par contre, les amateurs sont toujours très nombreux puisqu'il y a plus de quatre mille candidatures déclarées pour un peu plus de six cents députés à élire. De quel côté penchera la balance? D'une façon générale, mes informateurs croient que l'extrême-gauche, qui contient actuellement une douzaine de sièges, verra ce nombre s'augmenter d'une trentaine par suite de la formation du Front populaire.

Actuellement, il n'y a pas de grosse question interne qui divise le public paysan car le vin et le blé ont suffisamment renchéri pour que les viticulteurs et les agriculteurs soient satisfaits. Donc pas de question qui sème de l'agitation dans les campagnes. Par contre, souci chez les commerçants à cause du renchérissement de la vie.

Si, à l'intérieur, il n'y a pas de violente polémique électorale, vis-à-vis de l'extérieur une seule question prime tout; la crainte des menées allemandes; là, il y a unanimité et j'ai entendu dire que même les communistes ont reçu le mot d'ordre de Madrid³ ou de Moscou de ne pas nuire à tout ce qui touche à la défense du pays; il y aurait unité de vues, sur ce terrain, de Cachin⁴ à Louis Marin⁵. Peut-être ce souci du voisin amènera-t-il quelques électeurs à ne pas déplacer leur vote trop à gauche. D'une manière générale, et vu l'indifférence des masses, je crois que, sauf la petite poussée des communistes, il n'y aura pas, dans la Chambre nouvelle, de bien grands changements.

Quant au Cabinet⁶ qui, selon l'usage, devra se retirer après les élections, je parierais pour d'insignifiantes modifications de personnes, mais je prévois que M. Pierre Laval⁷ pourrait bénéficier d'un renouveau de sympathies, parce qu'on a été généralement très critique à l'égard de ceux qui l'ont fait tomber au mois de janvier dernier. Il y a une chose assez curieuse: un journal a ouvert une sorte de scrutin sur les personnalités politiques les plus en vue. Or le dépouillement a démontré que le nom de M. Laval vient en très bonne position, tandis que personne ne s'est souvenu de M. Herriot qui traverse une période de déclin depuis qu'il a fait tomber successivement Poincaré puis Doumergue puis Laval.

3. *Les élections législatives espagnoles du 16 février précédent ont été remportées par une coalition de front populaire comprenant notamment les communistes.*

4. *C'est-à-dire le Parti communiste français.*

5. *C'est-à-dire la Fédération républicaine, principale formation de centre-droit.*

6. *Dirigé par A. Sarraut.*

7. *Président du Conseil du précédent gouvernement.*

L'Association suisse des Banquiers¹ au Conseil fédéral

L

Basel, 22. April 1936

Der Verwaltungsrat der Schweizerischen Bankiervereinigung hat sich in seiner letzten Sitzung eingehend mit der Lage befasst, welche durch die verschiedenen Verrechnungsabkommen für die schweizerischen Finanzgläubiger geschaffen worden ist.

Dass diese Abkommen den Interessen der Finanzgläubiger nicht gerecht werden, ist dem Bundesrat aus den Eingaben unserer Schutzkomitees und aus zahlreichen Äusserungen der Presse bekannt. Welche bedauerlichen Folgen die Zurücksetzung der Ansprüche der Finanzgläubiger hinter diejenigen anderer Kreise insbesondere im letzten Verrechnungsabkommen mit Deutschland² gehabt hat, zeigt neuerdings in eklatanter Form die Bedrängnis, in welche die A. G. Leu & Co in Zürich geraten ist³.

Welche Wichtigkeit die im Ausland angelegten Teile des schweizerischen Volksvermögens für unsere Wirtschaft im Ganzen und für die Zahlungsbilanz im Besonderen haben, glauben wir nicht ausführlich wiederholen zu müssen. Wir schätzen uns glücklich, dass das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank unsere Auffassung unterstützt⁴.

Wir sind dankbar für das Verständnis, das wir für die Forderungen unserer Schutzkomitees beim Eidgenössischen Politischen Departement und beim hohen Bundesrat seit Jahren gefunden haben und insbesondere auch dafür, dass Vertretern dieser Schutzkomitees Gelegenheit geboten wird, in schweizerischen Delegationen bei den Clearingverhandlungen mit dem Ausland mitzuwirken.

Wenn wir trotzdem uns gestatten, Ihnen unsere Wünsche für eine künftige bessere Berücksichtigung der Finanzgläubiger zu unterbreiten, so sind es namentlich zwei Umstände, die uns dazu veranlassen.

Unmittelbar vor den Verhandlungen über das letzte deutsch-schweizerische Verrechnungsabkommen hat der Schweizerische Bundesrat als Instruktion für die Delegation beschlossen, dass die Verkopplung des deutschen Reiseverkehrs in der Schweiz mit den Kohlenbezügen aus Deutschland beibehalten werden solle, und dass dem Warenexport eine unbedingte Priorität vor den Kapitalinteressen eingeräumt werden müsse⁵. Aus dieser grundsätzlichen Stellungnahme des Bundesrates ergab sich dann im Laufe der Verhandlungen die Zurücksetzung der Interessen der Kapitalgläubiger gegenüber denjenigen des Warenexports und der Hotellerie. Den Vertretern der Finanzgläubiger war keine Gelegenheit geboten worden, sich rechtzeitig vor der Beschlussfassung des Bundesrates zu einer

1. *Lettre signée par le président, R. La Roche et par le 1^{er} secrétaire, A. Caflisch.*

2. *Cf. n° 130.*

3. *Cf. n° 117, n. 11.*

4. *Cf. nos 206 et 220.*

5. *Cf. n° 109.*

Instruktion von so weitreichenden und schwerwiegenden Folgen auszusprechen. Nachträgliche Eingaben hatten leider keinen Erfolg und konnten vielleicht auch keinen Erfolg mehr haben, nachdem die Verhandlungen bereits auf dieser Grundlage mit der deutschen Seite eingeleitet worden waren.

Bei den Verhandlungen, welche mit Italien im Monat November 1935 stattgefunden haben⁶, war zwar ein Vertreter des Vorortes des Schweiz. Handels- und Industrievereins anwesend, aber kein Vertreter der Finanzgläubiger, obwohl damals auch über die die Interessen der Finanzgläubiger in erster Linie berührende Frage der Quotenfixierung abschliessend verhandelt wurde, ohne dass in Bezug auf die Erledigung der Rückstände und die Verwendung der nicht transferierbaren Beträge Abmachungen getroffen worden wären. Damit waren die im Monat März mit Zuzug der Finanzgläubiger geführten Transferverhandlungen⁷ in entscheidenden Punkten bedeutend erschwert.

Diese beiden Vorkommnisse legen uns die *dringende Bitte* nahe, der hohe Bundesrat möge in Zukunft *Instruktionen von so weittragender Bedeutung für die Interessen der schweizerischen Finanzgläubiger nicht festsetzen, ohne ihren berufenen Vertretern, den verschiedenen Schutzkomitees, Gelegenheit zu geben, ihren Standpunkt schriftlich oder eventuell auch mündlich vor einer Delegation des Bundesrates, im Beisein der Schweizerischen Nationalbank, vorzutragen und zu begründen*. Ganz besonders möchten wir diesen Wunsch noch hinsichtlich der kommenden Verhandlungen mit Spanien⁸ äussern.

Wir wissen, dass dem Bundesrat in diesen Dingen die ausserordentlich schwierige Aufgabe erwächst, den richtigen Ausgleich zwischen den verschiedenen, sich zum Teil widerstreitenden Interessen zu treffen. Wir wissen aber auch, bei aller Anerkennung der Verdienste, die sich der Delegierte des Bundesrates für den Aussenhandel⁹ bei diesen internationalen Verhandlungen erworben hat, dass ihm in erster Linie die Interessen von Handel und Industrie sowie der Hotellerie anvertraut sind und dass er sich der finanziellen Interessen der schweizerischen Kapitalgläubiger nur insofern anzunehmen hat, als er vom Bundesrat dafür entsprechende Instruktionen erhält. Seiner Erfahrung und seinem Geschick wird es sicher gelingen auch für die Finanzgläubiger bessere Ergebnisse zu erzielen, wenn der Bundesrat in seiner Instruktion die Kapitalinteressen besser berücksichtigt als bisher.

Aus gewissen Äusserungen haben wir den Schluss ziehen müssen, dass in den Verhandlungen des Bundesrates, vielleicht auch der parlamentarischen Kommission, *eine Quote von 20% als die normale oder sogar die maximale anzusehen sei, welche in Clearingverträgen für die schweizerischen Finanzgläubiger festgesetzt werden könne*. Sollte das zutreffen, was wir nicht hoffen, so möchten wir uns gestatten, im Interesse der schweizerischen Finanzgläubiger *Einsprache zu erheben*. Die Verhältnisse liegen mit jedem Lande anders und es gibt Fälle, wie gerade Deutschland, wo eine Quote von 20% lange nicht dasjenige deckt, was für eine auch nur einigermassen ausreichende Berücksichtigung der Finanzinteressen

6. Cf. surtout n^{os} 183 et 188.

7. Cf. n^{os} 216 et 221.

8. Cf. rubrique II.8.1: Espagne, relations commerciales et accord de clearing.

9. W. Stucki.

notwendig ist. Wir möchten daher unerseits bitten, den zuständigen Schutzkomitees rechtzeitig Gelegenheit zu geben, sich auch zu der Höhe der Quote im Einzelfalle auszusprechen.

Ein letzter Punkt betrifft *die grundsätzliche Gleichstellung der Ansprüche der Finanzgläubiger mit denjenigen der andern Gläubigerkategorien*. Wir verweisen in dieser Beziehung auf die Eingabe des Komitees Deutschland vom 14. Februar 1936¹⁰. Wir glauben, dass in allen bisherigen Verhandlungen die schweizerischen Finanzgläubiger sich der Einsicht nicht verschlossen haben, dass auch sie sich nach der Decke strecken müssen. Sie sind sicher auch in Zukunft bereit, die gleiche Einsicht walten zu lassen, nur können sie nicht zugeben, dass in einem *Zahlungsabkommen Handelspolitik* ausschliesslich auf ihre Kosten betrieben wird. Wir möchten Ihnen daher angelegentlich den Grundsatz empfehlen, dass *in allen Clearingverträgen eine angemessene proportionale Verteilung der Clearingerlöse auf Warengläubiger, Finanzgläubiger und gegebenenfalls Reiseverkehr vorzusehen* sei und dass auch die Clearingspitze der ausländischen Notenbank nicht als absolute Grösse fixiert wird, sondern in gleicher Weise proportional vom gesamten Clearingerlös abhängig gemacht wird.

Es ist *die schwere Sorge um das Schicksal der grossen Teile des schweizerischen Volksvermögens, die im Ausland angelegt sind, und die Verantwortung, welche die Gläubigerververtretungen und die Behörden bei der Behandlung dieser Frage trifft*, welche unsern Verwaltungsrat bewogen hat, neuerdings mit dieser Eingabe an den hohen Bundesrat zu gelangen.

Wir sind Ihnen sehr verbunden, wenn Sie dieser Eingabe Ihre Aufmerksamkeit schenken und unsern Wünschen bei zukünftigen Verhandlungen Rechnung tragen wollen.

10. *Non reproduit.*

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann*

Copie
L JF

Berne, 28 avril 1936

Par lettre du 27 juillet 1933¹, nous avons eu l'honneur d'attirer votre attention sur l'activité préjudiciable au maintien des bonnes relations que déploie à Genève le journaliste italien Carlo Aprato. Ce réfugié politique, qui réside depuis environ dix ans sur notre territoire au bénéfice d'un permis de tolérance accordé sous condition de ne pas faire de politique, poursuit dans les colonnes du «Journal des

1. *Non reproduit.*

Nations» une véritable campagne de haine contre l'Italie qui a donné lieu, à maintes reprises, à des plaintes de la part du Gouvernement italien².

Fort habilement rédigés, les articles d'Aprato ne contiennent ni invectives ni violences de langage; bien que leur parti pris d'hostilité et de dénigrement à l'égard du Gouvernement italien soit évident, il n'a donc pas paru possible, jusqu'ici, de prendre des mesures efficaces pour faire cesser une campagne à laquelle le conflit italo-éthiopien a fourni à la fois le prétexte pour redoubler de virulence et l'occasion de nuire efficacement à la cause italienne en stimulant l'ardeur des milieux sanctionnistes.

Depuis plusieurs mois, les réclamations de la Légation d'Italie à Berne contre le «Journal des Nations» et le «fuoruscito» Aprato se font incessantes et de plus en plus âpres. M. Tamaro ne dissimule pas qu'elles sont au premier plan de ses préoccupations et qu'elles mettent en jeu le maintien des relations amicales entre Rome et Berne. Il ne nous paraît plus possible, dans ces conditions, d'opposer plus longtemps à ces incessantes démarches des solutions de temporisation.

Le 25 octobre 1935, un fâcheux incident s'est produit dans un cinématographe de Genève où se trouvaient simultanément le journaliste Aprato et plusieurs personnalités italiennes des milieux de la Société des Nations: un coup de sifflet s'est fait entendre au moment où l'on projetait sur l'écran l'image de M. Mussolini. Les Italiens présents accusèrent Aprato d'avoir sifflé³; mais celui-ci le nia et l'enquête très approfondie à laquelle procéda la police genevoise sous le contrôle du Ministère public fédéral ne parvint pas à faire la lumière complète sur les circonstances de cet incident⁴. Il ne semble pas, en conséquence, qu'il puisse être décisif pour éloigner Aprato de notre pays.

Les articles du «Journal des Nations», dont vous voudrez bien trouver ci-joints divers échantillons, ne fournissent pas non plus une base favorable à une mesure ayant un caractère de sanction. S'il est profondément choquant de voir un Italien poursuivre contre son pays en guerre une campagne de haine et s'il est bien compréhensible que le Gouvernement italien s'en montre fort irrité, force est de reconnaître qu'Aprato ne fait qu'exprimer une opinion qui a cours dans maints autres journaux de gauche, à l'étranger et en Suisse même.

Il nous semble, en revanche, que rien ne saurait nous empêcher de faire savoir à Aprato que le permis de tolérance qui lui a été accordé à la condition qu'il s'abstienne de toute activité politique préjudiciable aux intérêts de la Confédération ne peut être renouvelé en raison de son activité journalistique et qu'il doit chercher refuge dans un autre pays.

Nous estimons que le moment est venu d'agir de la sorte. Nous ne nous dissimulons nullement qu'une telle mesure sera âprement critiquée dans certains milieux et qu'elle déchaînera en particulier de vives récriminations de la part de l'Association des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations, à laquelle Aprato est affilié et qui nous a déjà donné à entendre qu'elle prendra fait et cause pour lui, mais nous pensons que le Conseil fédéral encourrait une dangereuse responsabi-

2. Cf. nos 76 et 168.

3. Cf. note de la Légation d'Italie à Berne au Département politique, du 1^{er} novembre 1935.

4. Cf. la notice préparée pour le chef de la Division des Affaires étrangères, P. Bonna, du 24 mars 1936.

lité en laissant plus longtemps un réfugié politique mettre en péril nos relations avec un pays voisin et ami.

La campagne de presse que déchaînera sans doute la mesure que nous vous demandons d'ordonner aura d'ailleurs l'avantage de bien marquer que, si la Suisse est accueillante aux réfugiés politiques, elle n'entend pas leur laisser pleine liberté de continuer sur notre sol une activité politique.

225

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 89

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 13¹

Paris, 28 avril 1936

[...]²

Lorsqu'il commandait en chef, en 1917—1918, le Maréchal n'a pas craint l'éventualité d'une attaque par la Suisse, vu l'absence de fortes concentrations de troupes allemandes en face de Belfort et la mobilisation au moins partielle de notre armée. Il n'a pas partagé sur ce point l'avis du Général Foch³, qui, ainsi que vous le savez, dirigeait à fin 1917, à Senlis, un bureau d'études militaires sous le contrôle direct du Ministère de la Guerre et sans contact permanent avec le Grand Quartier Général. C'est donc bien sur l'initiative personnelle du Maréchal Foch que le Maréchal [*sic*] Weygand⁴ fut envoyé à Berne pour prendre contact avec notre Etat-Major⁵.

Dans les circonstances présentes, le Maréchal Pétain, qui, en dépit de ses 75 ans, prend une part active aux travaux du Conseil Supérieur de la Guerre et dispose d'un nombreux Etat-Major, a changé d'avis et son opinion se rapproche sensiblement de celle du Maréchal Franchet d'Espérey (cf. mon rapport du 25 mars 1935)⁶. La menace allemande lui paraît aujourd'hui beaucoup plus redoutable, en particulier pour les raisons suivantes:

1. L'installation de la ligne Maginot, prolongée au Nord par les excellentes fortifications belges, a rendu à la Suisse un assez mauvais service en augmentant la valeur défensive de la couverture française. Plus cette ligne sera forte, plus forte sera la tentation de l'Etat-major allemand de tourner l'obstacle, soit par le Nord, soit par le Sud. Il n'est pas nécessaire que ce mouvement soit réalisé par une vaste pénétration sur le territoire suisse axée dans la direction Genève-Lyon. Dans la

1. *Remarque marginale de Motta*: Confidentiel.

2. *Le Maréchal Pétain a accordé au Capitaine B. Barbey, rédacteur en chef de La Revue hebdomadaire un entretien que rapporte ici le Ministre de Suisse.*

3. *Elevé au maréchalat de France en août 1918.*

4. *M. Weygand a pris sa retraite de Vice-président du Conseil supérieur de la guerre et d'Inspecteur général de l'armée, le 1^{er} janvier 1935, avec le grade de général.*

5. *Cf. DDS vol. 6, n° 290.*

6. *Non reproduit.*

région de Lyon, le XIV^{me} Corps d'Armée serait, du reste, en mesure d'intervenir à temps pour empêcher l'attaque allemande de déboucher du bassin genevois tandis que le flanc de celle-ci serait menacé tout le long du Jura. En revanche, un mouvement rapide et de moindre amplitude est concevable dans la région de Morteau et celle de Pontarlier avec, comme objectif général, la région de Besançon, où la mise en place de la défense française serait moins prompte et moins aisée.

2. En second lieu, il est possible qu'un mouvement par la Suisse ne provoquât pas automatiquement l'intervention de l'Angleterre.

3. Enfin, les progrès de l'armement et de la motorisation permettraient un raid beaucoup plus rapide et incisif, sur territoire suisse, aujourd'hui qu'en 1914.

Le Maréchal ne croit pas que l'Allemagne prenne, dans les conditions actuelles, l'initiative d'une attaque sur son front ouest; mais elle peut être amenée à occuper ce front, ne fût-ce que défensivement; l'état de tension qui en résulterait alors permettrait les pires hypothèses.

La France se verrait obligée d'envisager la prolongation jusqu'à Lyon de la ligne Maginot si nous ne prenions pas de mesure décisive pour nous opposer à cette manœuvre.

Certes, le Maréchal se rend compte des difficultés auxquelles nous nous heurtons, grâce, en particulier, à notre système de milices et du fait que nous n'avons pas l'expérience militaire d'autres pays. Mais en l'absence d'un système de fortification suffisant et de troupes actives, la situation de la Suisse peut dépendre d'une question de jours, d'heures et, pour ainsi dire, de minutes.

«C'est pourquoi je ne vois pas comment vous pourriez vous passer d'une troupe de couverture permanente», a-t-il ajouté. «Appelez-la «gardes mobiles» ou «gardes-forestiers», peu importe. Mais, au cas même où vous construiriez des ouvrages de campagne à votre frontière nord, cette organisation n'aura de valeur que si vous pouvez la faire occuper instantanément.»

«Vous avez le privilège de posséder un excellent terrain qui, s'il est bien utilisé, pourra vous permettre de tenir pendant un temps assez long. Mais ne perdez pas de vue (et croyez-en l'expérience d'un commandant en chef qui n'a cessé de faire «de l'instruction» pendant toute la guerre) que cette instruction — et, notamment, celle de l'infanterie — ne s'improvise pas. Avec du bon sens, de l'intelligence ou du talent, on s'improvise stratège; mais on ne s'improvise pas tacticien. La tactique est un métier qui s'apprend à la longue — surtout dans une armée de milices.»

«... Vos manœuvres, vos exercices ne doivent pas tant se proposer des buts stratégiques que tactiques. Le choix et l'occupation d'un front de résistance, voilà le type de l'exercice que vous ne devez pas vous lasser d'étudier et de répéter. Ce front doit comprendre une première position, à laquelle vous attribuerez des effectifs selon vos disponibilités et grâce aux économies que vous procurera votre terrain, et une deuxième position de résistance principale sur laquelle vos éléments avancés se retireront. L'ajustement des feux doit être réglé dans le plus grand détail dans toute la profondeur qui sépare ces deux positions.»

«... La question de votre défense nationale», a-t-il ajouté, «m'intéresse en soi et pour nous; et je me propose de la suivre ... Dans ce sens, nous pouvons faire quelque chose pour vous ...».

[...]

226

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 89

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 16

Paris, 4 Mai 1936

Ce n'est plus une défaite électorale: c'est une véritable catastrophe qui sévit hier sur la France, et j'en suis peiné pour ce pays. Dans mon rapport du 21 avril¹, j'avais timidement émis l'avis que les communistes pourraient bien gagner une trentaine de sièges; or, de douze qu'ils étaient dans la Chambre précédente, ils reviennent, après consultation populaire, avec un effectif de 72 membres: gain 60! Ce n'est guère encourageant d'émettre des pronostics en matière électorale. Les socialistes S.F.I.O., eux aussi, reviennent de la bataille après avoir gagné 49 sièges. Ci-inclus, le journal «Excelsior» de ce matin²; je vous recommande de prendre connaissance, au bas de la première page, de l'affreuse carte noire des circonscriptions de l'agglomération parisienne.

Les radicaux socialistes, jusqu'ici cheville des crises ministérielles, ont perdu 53 mandats et ne sont plus que 109 au lieu de 162: c'est une débâcle.

[...]

La poussée considérable du front populaire, dont la majorité sera désormais d'environ 345 sur 618 députés, donne à réfléchir très sérieusement et je voudrais bien savoir ce que M. Albert Sarraut³ en pense; en effet, les socialistes vont se trouver dans la nécessité de prendre le pouvoir complet. Sauront-ils s'y comporter?

[...]

Naturellement, le résultat des élections a provoqué une grande agitation dans les rues de la capitale: j'ai rarement assisté à pareilles manifestations de mécontents du scrutin; cela permet d'envisager des journées agitées, sans compter les séances du Parlement qui se remettra à donner de bien mauvais exemples.

1. Cf. n° 222.

2. Non reproduit.

3. Président du Conseil.

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht,
au Chef du Département des Finances et des Douanes, A. Meyer, et
au Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki*

*Copie
L JP*

Bern, 7. Mai 1936

Das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank hat in einer Eingabe vom 8. April¹ an das Eidgenössische Finanzdepartement dargelegt, dass in weiten Kreisen der Bevölkerung das Gefühl herrsche, die Interessen der schweizerischen Finanzgläubiger würden gegenüber ausländischen Staaten, die den freien Zahlungsverkehr mit der Schweiz eingestellt oder beschränkt haben, nicht genügend gewahrt. Die Nationalbank teilt diese Auffassung bis zu einem gewissen Grade, wenigstens was die Interessen der Gläubiger aus Titelbesitz und Einzelforderungen anbelangt. Sie zeigt sich ferner besorgt über die Rückwirkungen, welche die Zinsausfälle auf Finanzforderungen gegenüber dem Ausland für die schweizerische Volkswirtschaft im allgemeinen und für die schweizerische Zahlungsbilanz im besondern auf die Dauer zeitigen müssen. Das Direktorium hat deshalb die Initiative zu einer Aussprache mit den beteiligten Departementen über diese Fragen ergriffen.

[...]

Auf Grund des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesverwaltung² fällt die allgemeine Wahrnehmung der schweizerischen Finanzinteressen gegenüber dem Ausland in erster Linie in die Zuständigkeit des Politischen Departements.

Wir legen deshalb auch im Hinblick auf gewisse in der oben erwähnten Eingabe enthaltene Ausführungen Wert darauf zu betonen, dass unser Departement sich dieser Aufgabe nie entzogen hat. Seit dem Abschluss von Clearingverträgen mit fremden Staaten³ hat allerdings das Volkswirtschaftsdepartement die Wahrung der schweizerischen Finanzforderungen, soweit sie durch den Verrechnungsverkehr mit den betreffenden Staaten berührt werden, übernommen, weil für die Führung der zwischenstaatlichen Verhandlungen über Verrechnungsabkommen, wie auch zur Durchführung der abgeschlossenen Verträge es als zweckmässig betrachtet wurde, eine einheitliche Leitung in sämtlichen, die Clearingabmachungen betreffenden Angelegenheiten zu gewährleisten. Soweit aber der Schutz von Finanzinteressen ausserhalb solcher Abkommen sich als notwendig erwies und das Politische Departement um Gewährung dieses Schutzes ersucht wurde, hat es sich stets derartiger Anliegen angenommen. Der Umstand, dass die Natio-

1. Cf. n° 220.

2. Du 26 mars 1914 (RO, 1914, vol. 30, pp 292—314).

3. Cf. DDS vol. 10, rubrique VII: Clearing et accords de transfert.

nalbank ihre Eingaben⁴ über die Wahrung der schweizerischen Finanzinteressen im Ausland jeweils bloss dem Finanzdepartement und dem Volkswirtschaftsdepartement hat zugehen lassen, zeigt indessen deutlich, welche Unsicherheit in diesen Fragen um sich gegriffen hat.

Der Schritt des Direktoriums der Nationalbank ist im wesentlichen, wie aus ihren Ausführungen hervorgeht, dadurch zu erklären, dass die Gläubiger von Finanzforderungen den Eindruck haben, ihre Rechte seien beim Abschluss von Clearingverträgen, vielleicht auch bei deren Durchführung, nicht genügend gewahrt worden. Zur Abhilfe wird vorgeschlagen, die Nationalbank für die Zukunft in stärkerem Masse heranzuziehen, in der Weise, dass von ihr die Vorbereitung und Durchführung der erforderlichen Massnahmen zur wirksamen Vertretung der Finanzinteressen selbst an die Hand genommen wird, unter Leitung des Departements, das für die Wahrung der Finanzinteressen gegenüber dem Ausland zuständig ist, d. h. also des Politischen Departements.

Wir glauben, der Anregung des Direktoriums der Schweizerischen Nationalbank Rechnung tragen zu sollen, indem wir Sie zu einer konferenziellen Besprechung⁵ einladen ...

ANNEXE

E 2001 (D) 1/221

*Notice de la Division des Affaires étrangères du
Département politique⁶*

JP

Bern, 13. Mai 1936

Unter dem Vorsitz von Herrn Bundesrat *MOTTA* nehmen am 13. Mai 1936 an einer vertraulichen Besprechung teil:

Herr Präsident *BACHMANN*,
Herr Direktor *SCHWAB*,
Herr Minister *STUCKI*,
Herr Direktor *OETIKER*,
Herr Dr. *SEEMANN*,
Herr Minister *BONNA*,
Herr Dr. *FELDSCHER*.

Herr *Bachmann* führt aus, dass eine gewisse Unsicherheit bestehe, ob die Wahrung der schweizerischen Finanzinteressen gegenüber dem Ausland dem Finanzdepartement oder dem Politischen Departement unterstehe. Die Finanzgläubiger hätten den Eindruck, dass der Schutz ihrer Interessen nicht genügend wahrgenommen worden sei. Von Seiten der Nationalbank werden drei Postulate vertreten:

1. Schaffung einer Rechtsgrundlage durch Bundesratsbeschluss, um die Durchführung von Erhebungen zur Inventarisierung der Finanzforderungen zu ermöglichen. Damit wäre für künftige Verhandlungen eine wichtige Grundlage geschaffen.

2. Ständige einheitliche Wahrung der Finanzinteressen gegenüber dem Ausland beim Bunde.

3. In materieller Hinsicht Einräumung einer festen Quote zu Gunsten der Finanzgläubiger an Clearingerträgen.

4. Cf. n. 1 ci-dessus.

5. Cf. annexe au présent document.

6. D'après le code «JP», la notice a été rédigée par P. A. Feldscher. Il existe un autre compte rendu de la conférence, rédigé par W. Seemann du Département des finances, in E 6100 (A) 15, Archiv-Nr. 888.

Die Aussprache ergibt die allgemeine Feststellung, dass das erste Postulat unbestritten ist und die erforderlichen Vorkehren für eine Inventarisierung der Finanzforderungen unverzüglich an die Hand genommen werden sollen.

Was den zweiten Punkt betrifft, so wird sowohl von Herrn Minister *Stucki* als auch von Seiten des Politischen Departements darauf hingewiesen, dass nach dem Organisationsgesetz⁷ die Zuständigkeit des Politischen Departements ohne weiteres gegeben sei. Dagegen betont Herr *Oetiker* die Wünschbarkeit, dass das Finanzdepartement, nachdem es sich doch um finanzielle Dinge und um eine Tätigkeit der Nationalbank handle, rechtzeitig unterrichtet werde, d. h. bevor die Fragen im Bundesrat entschieden werden.

Herr *Oetiker* wird darauf aufmerksam gemacht, dass es sich um eine zweckmässige Form des Zusammenarbeitens zwischen dem Politischen Departement und der Nationalbank, der ausserhalb ihrer eigentlichen Tätigkeit die technische Vorbereitung der Angelegenheiten zufalle, handle und dass das Finanz- und Zolldepartement durch Übermittlung von Abschriften auf dem laufenden gehalten werden könne. Für die Vertretung der Finanzinteressen im Bundesrat müsse ein bestimmtes Departement die Verantwortung übernehmen, und hiefür komme nach der ganzen Sachlage nur das Politische Departement in Betracht.

Die Behandlung des dritten Postulats wird zurückgelegt, nachdem Herr *Bachmann* betont hat, dass es sich um eine grundsätzliche Forderung handle und die Finanzgläubiger natürlich sich damit abfinden müssen, wenn der Bundesrat nach Erwägung des Für und Wider ihren Anspruch auf ein Clearingergebnis in einem gegebenen Fall (z. B. gegenüber Spanien⁸) nicht berücksichtigen könnte.

Die Nationalbank wird nunmehr dem Politischen Departement ihre Anträge betreffend Vornahme einer Inventarisierung der Finanzforderungen und wirksamen Wahrnehmung der Ansprüche der Finanzgläubiger gegenüber denjenigen anderer Gläubiger, besonders der Warengläubiger, unterbreiten⁹.

7. Cf. n. 2 ci-dessus.

8. Cf. rubrique II.8.1: Espagne, relations commerciales et accord de clearing.

9. Un projet d'arrêté fédéral, daté du 17 juin, sera transmis le même jour par la Banque nationale au DPF. Ce projet, intitulé Bundesratsbeschluss betreffend die Durchführung von Erhebungen über die schweizerischen Guthaben und Verpflichtungen gegenüber ausländischen Staaten, die den Zahlungsverkehr mit der Schweiz eingeschränkt haben, ne sera cependant jamais adopté par le Conseil fédéral.

228

E 2200 Rom 23/1

Le Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger¹

L

Bern, 8. Mai 1936

Soeben erhalte ich Ihr gestriges Schreiben² und beehre mich darauf zu antworten, dass die internen Beratungen über die Wiederaufnahme der Verhandlungen mit Italien noch keineswegs abgeschlossen sind. Die Berichte der schweizerischen

1. Sur une copie de cette lettre, envoyée au DPF, Motta a noté: Der Inhalt dieses Briefes deckt sich nicht ganz mit gewissen Informationen, die ich von Herrn Vieli mündlich erhalten habe. Ad acta. 18.5.36 (E 2001 (C) 5/161).

2. Non reproduit.

Delegation über die letzte Verhandlungsetappe haben nicht nur bei uns, sondern in den Kreisen der schweizerischen Wirtschaft sehr stark deprimiert. Es ist auch unbestreitbar, dass diese ganze letzte Etappe charakterisiert ist durch sehr weitgehende Konzessionen an den italienischen Standpunkt, wogegen Italien jegliche Annäherung an unsere Begehren und Interessen hat vermissen lassen. Um so unverständlicher und ungehöriger war es, dass der hiesige Italienische Gesandte³ beim Chef des Politischen Departementes glaubte Protest einlegen zu müssen gegen die «Intransigenz der schweizerischen Delegation». Abgesehen davon, dass es kaum einen Fall gibt, wo ein solcher Vorwurf so wenig berechtigt ist, scheint uns ein solches Vorgehen absurd zu sein: Man kann und darf doch den Delegierten eines Landes nicht übel nehmen, wenn sie unter voller Wahrung der diplomatischen Höflichkeit hartnäckig die ihnen anvertrauten wichtigen Interessen vertreten. Man kann sich in einem solchen Falle auf den Standpunkt stellen, dass dann eben keine Einigung, kein Vertrag möglich sei, aber man ist deshalb doch wohl nicht berechtigt sich wegen «Intransigenz» zu beschweren.

Wenn Sie schon in den nächsten Tagen Gelegenheit haben sollten, den Chef der Italienischen Regierung zu sprechen⁴, so wäre meines Erachtens zum Ausdruck zu bringen, dass die letzten Verhandlungen auf schweizerischer Seite ausserordentlich enttäuscht haben, und dass man hier im Verhalten der italienischen Delegation keinen besondern Beweis freundschaftlicher Gesinnung habe erblicken können. Um so überraschter seien wir gewesen über den vom Italienischen Gesandten in Bern unternommenen Schritt. Im übrigen lege die Schweiz nach wie vor Wert darauf, sich wenn möglich mit Italien zu verständigen. Zu diesem Zwecke würden hier die verschiedenen, noch offenen, äusserst schwierigen Fragen intern einlässlich geprüft. Nach Abschluss dieser Arbeiten werde sich zeigen, ob und wie man der Italienischen Regierung neue Vorschläge unterbreiten könnte.

3. A. Tamaro.

4. Le 18 mai, P. Ruegger sera reçu en audience par Mussolini (cf. n° 235). A la fin de l'entretien, le ministre de Suisse pourra aborder avec le chef du Gouvernement italien la question des négociations commerciales en cours entre la Suisse et l'Italie. Cf. à ce propos la lettre de P. Ruegger à W. Stucki, du 20 mai:

Der Regierungschef schien im gegenwärtigen Stadium über den Stand unserer Verhandlungen noch keinen Bericht der italienischen Unterhändler einverlangt zu haben. Er äusserte sich darüber befriedigt, dass die schweizerisch-italienischen Wirtschaftsbesprechungen wieder aufgenommen würden. Meine Bemerkung, dass jedenfalls *auf unserer Seite* keine Intransigenz vorliegen habe (ich äusserte mich kurz in dem vorgesehenen Sinne), liess er ohne Widerspruch. Auch habe ich von den schwerwiegenden Bedenken gegen die Einführung eines Lizenzsystems für die Einfuhr nach Italien gesprochen und die Frage gestellt, ob wirklich, trotz allen Gründen zu einer Differenzierung, die *generelle* Einführung dieses Systems unabänderlich ins Auge gefasst worden sei. Die Antwort des Regierungschefs zu diesem letztern Punkt ist von Bedeutung. Er sagte, dass alles von der Beendigung der Sanktionen abhängen werde. (Und zwar ganz zweifellos von der *allgemeinen* Beendigung der Sanktionen, denn ich hatte ihm die Unmöglichkeit einer zur Zeit isolierten Aktion unsererseits auf diesem Gebiete auseinandergesetzt). Er fügte wörtlich bei: «Unsere Unterhändler verhandeln in der Atmosphäre einer belagerten Stadt. Fallen die Sanktionen, so bin ich für eine Rückkehr zu einem normalen Verhältnis».

Mémoire de l'Office des Affaires étrangères du Reich

Berlin, 9. Mai 1936

I.

Während der Geltung des deutsch-schweizerischen Handelsvertrages vom 14. Juli 1926¹ haben sich die deutsch-schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen in der folgenden Weise entwickelt.

Nach der schweizerischen Handelsstatistik betrug:

	die Einfuhr aus Deutschland (in Mill. sfrs)	die Ausfuhr nach Deutschland (in Mill. sfrs.)	der Einfuhrüberschuss (in Mill. sfrs.)
1927	542	398	144
1928	624	387	237
1929	698	354	344
1930	709	282	427
1931	660	198	462

Die hohen Einfuhrüberschüsse der Schweiz entsprachen der Tatsache, dass die Schweiz eines der grössten Gläubiger- und Fremdenverkehrsländer ist und infolgedessen die ihr aus dem Kapitalverkehr zustehenden Leistungen letzten Endes nur in Form von Warenlieferungen erhalten kann. Diese Entwicklung hat dann unter dem Einfluss der sich schon damals abzeichnenden Weltwirtschaftskrise in der Schweiz Bestrebungen ausgelöst, die im Interesse eines Ausgleichs der Zahlungsbilanz und des Schutzes der einheimischen Industrie eine Einschränkung der Wareneinfuhr verlangten. Dies veranlasste den Schweizerischen Bundesrat zu einer grundsätzlichen Umstellung seiner Handelspolitik. Als geeignetes Mittel zur Verringerung des Einfuhrüberschusses sah die Schweiz die Einfuhrkontingentierung an. Um für die Durchführung dieser Massnahme auch Deutschland gegenüber freie Hand zu bekommen, wurde von ihr der deutsch-schweizerische Handelsvertrag am 18. Dezember 1931² gekündigt, der dann am 5. Februar 1932 ausser Kraft getreten ist.

Das mit der neuen schweizerischen Handelspolitik³ verfolgte Ziel, die Passivität der Handelsbilanz gegenüber Deutschland zu vermindern und damit die einheimische «Arbeit» zu schützen, wurde erreicht. Denn obwohl mit dem Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr vom 5. November 1932⁴ der vertraglose Zustand gegenüber Deutschland beendet und dieses Abkommen durch

1. Cf. DDS vol. 9, rubrique II.6.1: Deutschland, Handelsvertrag ...

2. Cf. DDS vol. 10, n° 128 + A I et A II.

3. Cf. DDS vol. 10, rubrique II.1.1: Allemagne, relations commerciales.

4. Cf. DDS vol. 10, n° 207.

zahlreiche Zusatzabkommen ergänzt wurde, zeigte im Laufe der Jahre die Passivität der schweizerischen Handelsbilanz gegenüber Deutschland eine starke Abnahme. Nach der Handelsstatistik war die Gestaltung des deutsch-schweizerischen Handelsverkehrs die folgende:

	Einfuhr aus Deutschland: (in Mill. sfrs)	Ausfuhr nach Deutschland: (in Mill. sfrs.)	Einfuhrüberschuss (in Mill. sfrs.)
1932	499	111	388
1933	461	139	322
1934	389	182	207
1935	338	170	168

Neben der ständigen Verminderung des Einfuhrüberschusses im Warenverkehr mit Deutschland ging eine Verschiebung im Anteil der deutschen Warenbezüge an dem gesamten Auslandsabsatz der Schweiz einerseits und dem Anteil Deutschlands an der schweizerischen Gesamteinfuhr andererseits einher.

Es hat betragen:

	der Anteil Deutschlands an der schweizerischen Gesamteinfuhr:	der Anteil Deutschlands an der schweizerischen Gesamtausfuhr:
1932	28,3 v.H. [%]	13,9 v.H. [%]
1933	28,9	16,3
1934	27,1	21,6
1935	26,3	20,7

Es zeigt sich also, dass der Anteil der deutschen Waren an der gesamten schweizerischen Einfuhr ausländischer Waren in den Jahren 1932 bis 1935 um etwa 10 v. H. abgenommen hat, während der Anteil Deutschlands an der gesamten schweizerischen Ausfuhr um fast 50 v. H. gestiegen ist.

Die Deutsche Regierung hat gegen die von der Schweiz vorgenommene starke Einfuhrkontingentierung stets erhebliche Bedenken geäußert. Sie sah die Gefahr nicht nur in dem Rückgang der deutschen Ausfuhr gegenüber der ständigen Steigerung der schweizerischen Einfuhr, sondern vor allem in der Verschlechterung der deutschen Zahlungsbilanz gegenüber der Schweiz⁵, die zu der Erschwerung der deutschen Devisenlage wesentlich beigetragen hat. Deutschland ist zur Erfüllung seiner gesamten Auslandsverpflichtungen nur in einem solchen Umfange im Stande, als es dem Erlös seiner Ausfuhr und seiner Dienstleistungen entspricht. Der frühere Leiter des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes, Bundesrat Schulthess hat am 11. April 1934 auf dem «Offiziellen Tage» der Schweizerischen Mustermesse in Basel in seiner Rede über die Beziehungen zu Deutschland⁶ diese Auffassung anerkannt und ausgeführt: «Was den Transfer betrifft, so haben wir volles Verständnis dafür, dass ein Land, das sich in der Lage Deutschlands befindet, seinen Verpflichtungen nur durch Warenlieferungen nachkommen kann. Wir sind und waren stets bereit, entsprechende Bezüge zu

5. Cf. DDS vol. 10, rubrique II.1.2: *Allemagne, relations financières.*

6. *Le texte de ce discours se trouve in J.I.6.1/9.*

machen.» Dieser Standpunkt hat inzwischen als allgemein gültiger devisenpolitischer Grundsatz weitgehende Anerkennung in Gläubiger- und Schuldnerländern gefunden.

Entsprechend dieser Auffassung wäre es notwendig gewesen, das Verhältnis der schweizerischen Einfuhr zur deutschen Ausfuhr so zu gestalten, dass dadurch die Erfüllung der deutschen Zahlungsverbindlichkeiten gegenüber der Schweiz ermöglicht wurde.

Als aus Anlass des deutschen Transfermoratoriums⁷ die ersten deutsch-schweizerischen Transferverhandlungen gelegentlich der Weltwirtschaftskonferenz in London im Jahre 1933⁸ begannen, glaubte der schweizerische Unterhändler, dass die Voraussetzungen für die volle Erfüllung der deutschen Devisenverpflichtungen gegenüber der Schweiz vorhanden seien. Nach den damals von schweizerischer Seite genannten Zahlen, die sich auf das Ergebnis der deutsch-schweizerischen Handelsbilanz des Jahres 1932 bezogen, wurde von

einer deutschen Ausfuhr im Werte von	500 Mill. sfrs
und einer schweizerischen Einfuhr im Werte von	<u>110 Mill. sfrs</u>
also von einem deutschen Ausfuhrüberschuss von	390 Mill. sfrs
ausgegangen. Es wurden die deutschen Aufwendungen für	
den Kapitaldienst auf	150 Mill. sfrs
den Reiseverkehr auf	<u>40 190 Mill. sfrs</u>

geschätzt, sodass Deutschland ein
Überschuss von

200 Mill. sfrs

verbleiben würde. Die Deutsche Regierung legt Wert darauf, festzustellen, dass der Schweizerische Bundesrat, die damalige Forderung auf Gewährung einer Ausnahme vom Transfermoratorium mit Rücksicht auf den deutschen Ausfuhrüberschuss in Höhe von 390 Mill. sfrs erhoben und dass er sich dabei auf den Standpunkt gestellt hat, dass der Zahlungsverkehr zwischen beiden Ländern sich auf der bilateralen Grundlage in einer die Schweiz befriedigenden Weise abspielen müsse.

Die Deutsche Regierung hat den schweizerischen Standpunkt niemals anerkennen können. Sie war damals und ist noch heute der Auffassung, dass die Frage der Regelung der deutschen Auslandsschulden nicht einseitig im Verhältnis zu einem einzelnen Land betrachtet und entschieden werden dürfe. Insbesondere widerspricht es dem deutschen volkswirtschaftlichen Interesse, Überschüsse im Handelsverkehr mit einem Lande wie der Schweiz, von dem nur im geringen Umfang Rohstoffe bezogen werden, Finanzgläubigern dieses Landes zur Zinszahlung zur Verfügung zu stellen und dazu noch den — für Deutschland volkswirtschaftlich nicht notwendigen — Reiseverkehr aus den Überschüssen des Warenverkehrs zu bedienen. Vielmehr müssten etwaige Überschüsse aus dem Warenaustausch mit Ländern mit überwiegender Fertigwarenausfuhr zur Ermöglichung der Rohstoffeinfuhr aus andern Ländern bereitgestellt werden,

7. Cf. DDS vol. 10, nos 289, 295 et 297.

8. Cf. DDS vol. 10, n° 289 et rubrique V.3: Conférence monétaire et économique de Londres.

um die im Verhältnis zu diesen Rohstoffländern passive Handelsbilanz durch Devisenzahlungen ausgleichen zu können. Im Gegensatz zur schweizerischen rein bilateralen Auffassung muss Deutschland immer wieder den Globalstandpunkt bezüglich seiner Zahlungsbilanz im Verkehr mit dem gesamten Ausland betonen.

Wenn sich die Deutsche Regierung seinerzeit trotzdem zum Abschluss einer die schweizerischen Gläubiger bevorzugenden Transferregelung entschloss, so geschah dies unter dem Druck der Tatsache, dass ein solcher Abschluss das einzige Mittel blieb, um die Durchführung des von der Schweiz in Aussicht gestellten einseitigen Clearings zu verhindern. Hierzu trat die durch die schweizerischen Zusagen begründete Hoffnung, dass die vereinbarten zusätzlichen Ausfuhren bestimmter Waren die übernommenen deutschen Devisenverpflichtungen ausgleichen würden.

Die schweizerischen Unterhändler haben in den Verhandlungen, die seit 1933 geführt wurden, nicht nur in optimistischer Weise mit einer Aufrechterhaltung des jeweiligen deutschen Ausfuhrüberschusses, sondern sogar mit einer Steigerung der deutschen Ausfuhr gerechnet und sich zu einer solchen bei den Verhandlungen über das Abkommen vom 26. Juli 1934⁹ ausdrücklich verpflichtet. Diese optimistische Beurteilung der Entwicklungsfähigkeit der deutsch-schweizerischen Handelsbeziehungen hat sich leider, wie das aus den eingangs mitgeteilten Aussenhandelsziffern hervorgeht, nicht bewahrheitet. Die Deutsche Regierung lässt es dahingestellt sein, welche Faktoren im einzelnen diesen Rückgang verursacht haben. Jedoch muss die Deutsche Regierung in diesem Zusammenhang darauf hinweisen, dass sie als wesentlichen Faktor für den Rückgang der deutschen Ausfuhr den Abschluss des ersten Verrechnungsabkommens vom 26. Juli 1934 betrachtet. Nur mit Rücksicht auf den über ein Jahr lang ausgeübten Druck und weil nach den ganzen Umständen mit der autonomen Einführung eines einseitigen Clearings gerechnet werden musste, hat Deutschland sich in dem Abkommen vom 26. Juli 1934 mit einem umfassenden Verrechnungsverkehr abgefunden. Die wiederholt geltend gemachten deutschen Bedenken einer sicher bald einsetzenden rückläufigen Bewegung der Ausfuhr wurden von schweizerischer Seite nicht beachtet. Unter diesen Umständen kann nicht der Vorwurf erhoben werden, dass Deutschland ein «Verschulden» daran trifft, wenn es zeitweise seine Devisenverpflichtungen gegenüber der Schweiz nicht vollständig erfüllen konnte.

II.

Seit dem 1. August 1934¹⁰, d. h. seit dem Bestehen eines umfassenden deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehrs für Zahlungen aus dem Waren-, Kapital- und Reiseverkehr haben sich die Verhältnisse folgendermassen entwickelt, wobei davon abgesehen werden kann, die Einzelheiten des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 26. Juli 1934 und der Zusatzvereinbarung vom 8. Dezember 1934¹¹ zu erörtern. Beim Abschluss des

9. Cf. n° 53, n. 13.

10. *Date d'entrée en vigueur de l'accord du 26 juillet 1934.*

11. Cf. n° 84.

Verrechnungsabkommens vom 26. Juli 1934 rechnete man auf schweizerischer Seite mit monatlichen Durchschnittseinzahlungen von mindestens 35 Mill. sfrs, die folgendermassen verteilt werden sollten:

Waren einschliesslich Nebenkosten;	14 Mill. sfrs
Reiseverkehr einschliesslich Studien- und Unterstützungsgelder;	3 Mill. sfrs
Zinsen für lang- und mittelfristige Forderungen;	8 Mill. sfrs
Reichsbankanteil (insbesondere für Stillhaltung und Rohstoffanteil);	5 Mill. sfrs
Transithandel und Amortisationsquote	<u>5 Mill. sfrs</u>
	35 Mill. sfrs

In der Zeit vom 1. August 1934 bis 31. Dezember 1934 erfolgten jedoch nur Einzahlungen in Höhe von durchschnittlich 30 Mill. sfrs, sodass sich bereits in den ersten fünf Monaten ein Fehlbetrag von 25 Mill. sfrs gegenüber dem Voranschlag ergab. Durch das Abkommen vom 8. Dezember 1934 sollte der Verteilungsschlüssel verbessert werden, weil man nunmehr nur mit monatlichen Durchschnittseinzahlungen von etwa 30 Mill. sfrs rechnete. Auch diese Erwartung erfüllte sich nicht; vielmehr betrug die Einzahlungen auf das Sammelkonto in den ersten vier Monaten des Jahres 1935 monatlich im Durchschnitt nur 24,8 Mill. sfrs. Der kleinere Teil dieses Unterschiedes erklärt sich daraus, dass die Einzahlungen für die deutsche Kohleneinfuhr seit 1. Januar 1935 auf das Reiseverkehrskonto abgezweigt wurden. Infolge dieser ständig sinkenden Einzahlungen war es nicht möglich, die am 1. Januar 1935 bestehenden Rückstände

auf Warenkonto in Höhe von	9,6 Mill. sfrs
auf Transitkonto von (Geschätzt)	25 Mill. sfrs
und die Transfer-Vorschüsse (Geschätzt) auf	<u>23 Mill. sfrs</u>
	57,6 Mill. sfrs

neben dem laufenden Verkehr zu tilgen. Die Verschuldung stieg im Gegenteil bis zum Inkrafttreten des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom 17. April 1935¹²

auf Warenkonto auf	29,5 Mill. sfrs
auf Reiseverkehrskonto auf	18,3 Mill. sfrs
(nicht durch Kohlenausfuhr gedeckte Reisezahlungsmittel)	
dazu Transitrückstände (geschätzt)	25 Mill. sfrs
schweizerische Transfervorschüsse (nach schweizerischer Schätzung)	<u>38 Mill. sfrs</u>
	110,8 Mill. sfrs

Das Verrechnungsabkommen vom 17. April 1935 hätte dann ein Instrument zur Durchführung der Zahlungen des laufenden Verkehrs und zur Abdeckung der Rückstände werden können, wenn die durchschnittlichen Monatseinzahlungen sich wenigstens auf der Höhe des Vorjahres gehalten hätten. Auch diese besonders von der schweizerischen Delegation ausgesprochene Hoffnung wurde

12. Cf. n° 118, n. 3.

durch die tatsächliche Entwicklung der Dinge enttäuscht. In der Zeit vom 1. Mai 1935 bis 31. März 1936 betrug die monatlichen Durchschnittseinzahlungen auf Sammelkonto nur 23,7 Mill. sfrs. Da sich Deutschland verpflichtet hat, den schweizerischen Gläubigern, die keine Barausschüttungen erhalten, 4%ige Schuldverschreibungen der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden anzubieten, mussten derartige Schuldverschreibungen innerhalb des ersten Jahres des neuen Abkommens in der Höhe von etwa 38,0 RM. Mill. ausgegeben werden. Dazu traten rd. 12 Mill. sfrs noch nicht abgewickelte Zahlungen aus dem Kapitalverkehr. Da inzwischen die Rückstände

Auf Warenkonto;	20,4 Mill. sfrs
auf Reiseverkehrskonto	25,4 Mill. sfrs
die Transitrückstände (geschätzt)	17,2 Mill. sfrs
	<u>63,0 Mill. sfrs</u>

betrogen, belief sich die Gesamtverschuldung am 1. April 1936 auf etwa 122 Mill. sfrs. Zur Veranschaulichung der dargestellten Entwicklung bezieht sich die Deutsche Regierung auf die im XII. Bericht des Bundesrats an die Bundesversammlung vom 27. März 1936 veröffentlichten Zahlen¹³ über die seit Beginn des Verrechnungsverkehrs mit Deutschland, d. h. vom 1. August 1934 bis 29. Februar 1936, vorgenommenen Auszahlungen an die schweizerischen Gläubiger:

	sfrs.
Für Waren und Nebenkosten im Warenverkehr	315 013 783,88
Für Zinsen gemäss Transferabkommen	99 750 557,43
Für Reiseverkehr einschliesslich Unterstützungen	93 181 463,55.

Da am 29. Februar 1936 etwa 18 Mill. sfrs Transitrückstände und 19 Mill. sfrs Warenrückstände vorhanden waren, sind von etwa 352 Mill. sfrs 315 Mill. durch Auszahlungen an die schweizerischen Warengläubiger abgewickelt worden, d. h. etwa 90 v. H. Für Zinsen- und sonstige Vermögenserträge wurden zu Gunsten schweizerischer Gläubiger bis zum 29. Februar 1936 bei der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden etwa 235 Mill. RM. oder 289 Mill. sfrs eingezahlt. Von diesen 289 Mill. sfrs wurden also knapp 100 Mill. sfrs durch Auszahlungen an die schweizerischen Gläubiger abgewickelt, während 189 Mill. sfrs d. h. etwa $\frac{2}{3}$ ungeregelt blieben¹⁴. Dabei ist nicht berücksichtigt, dass die Einzahlungen an die

13. *Il s'agit du rapport sur les mesures prises en application de l'arrêté fédéral du 14 octobre 1933* (FF, 1936, I, pp. 548—591).

14. *Dans une notice, datée du 15 mai 1936, W. Stucki relève une erreur contenue dans les chiffres cités:*

Ich hatte gestern in einem Gespräch mit dem Deutschen Geschäftsträger darauf aufmerksam gemacht, dass unseres Erachtens die auf Seite 11 des deutschen Memorandums vom 11. Mai 1936 (*sic; il date du 9 mai 1936*) enthaltenen Ziffern über die Einzahlungen bei der Deutschen Konversionskasse unmöglich stimmen können. Herr Legationsrat Dankwort teilt mir soeben mit, dass in der Tat ein bedauerliches Versehen zu absolut unrichtigen Ziffern geführt habe. Deutschland korrigiert somit den 2. und 3. Satz auf Seite 11 des Memorandums wie folgt: «Für Zinsen und sonstige Vermögenserträge wurden zu Gunsten schweizerischer Gläubiger bis zum 29. Februar 1936 bei der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden etwa 139 Millionen RM. oder 170 Millionen sfrs eingezahlt. Von diesen 170 Millionen sfrs wurden also knapp 100 Millionen sfrs durch Auszahlungen an die schweizerischen Gläubiger abgewickelt, während 70 Millionen sfrs, d. h. etwa $\frac{2}{3}$ ungeregelt blieben.»[...] (E 2001 (C) 4/161.)

Konversionskasse dadurch erheblich geringer geworden sind, dass ein Teil der schweizerischen Gläubiger seine Zinsforderungen bei den deutschen Schuldern stehenliess. Der Saldo auf dem Reiseverkehrskonto betrug am 29. Februar 1936 etwa 30 Mill. sfrs, sodass von dem Gesamtumsatz von etwa 123 Mill. sfrs seit der Einrichtung dieses Kontos nur $\frac{3}{4}$ geregelt wurden, während $\frac{1}{4}$ infolge unzureichender Kohlenbezüge nicht abgedeckt werden konnte.

III.

Diese völlig negative Entwicklung des Verrechnungsverkehrs zwingt die deutsche Regierung die Grundlagen der bestehenden Regelung zu überprüfen. Nach den Erfahrungen der letzten Jahre ist es verfehlt, durch Teil- oder Zusatzvereinbarungen einzelne Schwierigkeiten aus dem Wege räumen zu wollen. Ebenso erscheint es unzweckmässig, sich durch neue Vereinbarungen lediglich dem augenblicklichen Stand der Dinge anzupassen. Die abgeschlossenen Abkommen haben bewiesen, dass bei den bisher ständig absinkenden Zahlen des Handelsverkehrs die Übernahme bestimmter Leistungen nur dazu führt, dass die deutsche Verschuldung weiter zunimmt.

Bei dieser Sachlage glaubt die Deutsche Regierung sich zu der Forderung berechtigt, dass der schweizerische Standpunkt von der Notwendigkeit der bilateralen Behandlung der gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen weiter verfolgt und in einer solchen Weise praktisch zur Anwendung gebracht wird, dass jede weitere Neuverschuldung Deutschlands vermieden wird. Deutschland ist bereit, den gegenwärtigen Erlös seiner Ausfuhr nach der Schweiz (einschliesslich der Kohlenausfuhr, aber abzüglich des Wertes der in den Ausfuhrwaren enthaltenen ausländischen Rohstoffe) der Schweizerischen Bundesregierung zur Verteilung auf die einzelnen Gläubigergruppen auf Grund noch zu treffender Vereinbarungen zur Verfügung zu stellen und die Schweiz auch an dem Erlös einer Ausfuhrsteigerung für deutsche Waren angemessen zu beteiligen. Die Auffassung des Schweizerischen Bundesrats darüber, in welchem Umfang und in welcher Reihenfolge die einzelnen schweizerischen Gläubigergruppen an dem verfügbaren Devisenaufkommen teilnehmen sollten, haben sich im Laufe der letzten Jahre gewandelt. Während nach der Einführung des deutschen Transfermoratoriums die Schweiz zunächst die volle Befriedigung des Kapitaldienstes verlangte, entschied sie sich in den Verhandlungen im Frühjahr 1935 für eine Bevorzugung der Interessen der «Arbeit» (Warengläubiger und Fremdgewerbe) vor dem «Kapital»¹⁵. Die Deutsche Regierung ist der Auffassung, dass die Verteilung der deutschen Ausfuhrerlöse auf die drei grossen Gläubigergruppen in erster Linie eine Angelegenheit der Schweiz ist. Sie möchte aber keinen Zweifel darüber lassen, dass ihr Angebot das äusserste Entgegenkommen darstellt und unter der ausdrücklichen Bedingung erfolgt, dass damit zugleich ausnahmslos sämtliche Ansprüche gegen deutsche Schuldner auf Zahlungen nach der Schweiz ausgeglichen werden. Durch den deutschen Ausfuhrerlös müssten danach vor allem folgende schweizerische Forderungen bedient werden:

15. Cf. n° 118.

Warenausfuhr nach Deutschland
 (einschliesslich Strom- und Nebenkosten);
 Kapitaldienst und zwar
 Zinsen für kurzfristige Kredite (Stillhaltung),
 Zinsen für mittel- und langfristige Kredite
 einschliesslich Anleihen, Frankengrundsschulden
 und sonstige unter das Transfermoratorium
 fallende Vermögensanlagen;
 Grenzverkehr;
 Versicherungsverkehr;
 Reiseverkehr.

Daneben müsste für eine Abtragung der Rückstände auf den verschiedenen Konten Vorsorge getroffen werden.

Im übrigen muss sich die Deutsche Regierung vorbehalten, bei den bevorstehenden Verhandlungen alle Fragen wieder aufzunehmen, die in den bisherigen deutsch-schweizerischen Verhandlungen noch keine befriedigende Lösung gefunden haben.

Die Deutsche Regierung möchte diese Darlegung nicht abschliessen, ohne gegenüber dem Schweizerischen Bundesrat der Hoffnung Ausdruck zu geben, dass die kommenden Verhandlungen eine zufriedenstellende Gesamtregelung aller Fragen auf der Grundlage der oben dargelegten Auffassung ermöglichen werden. Diese Verhandlungen werden von der deutschen Seite mit dem Ziel geführt werden, die langjährigen engen deutsch-schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen auch über die in den letzten Jahren im Zahlungsverkehr entstandenen Schwierigkeiten hinaus fortzusetzen und weiter auszubauen.

ANNEXE

J.I. 131, Archiv-Nr. 24

Conférence du 14 mai 1936

Besprechung des Memorandums der deutschen Regierung über den Verrechnungsverkehr vom 9. Mai 1936

[...] ¹⁶

Minister Stucki:

[...]

Die heutige Besprechung hat den Zweck, die Meinung der Anwesenden über die Frage zu erfahren, ob der Bundesrat auf Grund dieses Memorandums auf Verhandlungen eintreten soll oder nicht. Wenn diese Frage bejaht wird, welche sollen dann die allgemeinen Richtlinien der Schweiz

16. *En présence des représentants des Départements politique et de l'Economie publique, de la Banque nationale, du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, du consortium des banques, de la Fédération suisse du tourisme et de l'Association des compagnies suisses d'assurances, W. Stucki résume les négociations avec l'Allemagne à partir du mois d'octobre 1935. Elles ont porté sur le tourisme et la création d'une réserve de guerre en charbon. Mais très vite, en mars 1936, il est devenu clair que le Reich envisage la révision de l'accord de compensation en général. Le mémorandum du 9 mai 1936 représente pour W. Stucki l'aboutissement de toutes les manœuvres employées par H. Schacht pour pouvoir renégocier les modalités du trafic germano-suisse.*

sein und wenn eine schriftliche Antwort nötig ist, welche Punkte sollen in den Vordergrund gestellt werden?

Das Memorandum bedeutet gegenüber dem ursprünglichen Plan von Dr. Schacht eine Art Rückzugsgefecht oder ein Umgehungsmanöver. Von der ursprünglichen Forderung einer Herabsetzung des Nominalbetrages der schweizerischen Finanzforderungen ist nicht mehr die Rede. Das Memorandum stellt hauptsächlich folgende Punkte in den Vordergrund:

1. Die Notwendigkeit, jedes weitere Ansteigen der Verschuldung Deutschlands der Schweiz gegenüber endgültig zu verhindern.

2. Das Memorandum geht von der Voraussetzung aus, dass sämtliche Leistungen deutscher Schuldner über den Verrechnungsverkehr geleitet werden müssen, auch diejenigen, die heute ausserhalb des Verrechnungsverkehrs stehen.

3. Es zeigt sich aus dem Memorandum das Bestreben, die Devisenspitze der Reichsbank unter dem Titel Rohstoffanteil wesentlich zu erhöhen.

4. Das Memorandum stellt den Grundsatz auf, die Schweiz solle die Beträge, die zur Befriedigung der schweizerischen Gläubiger zur Verfügung stehen, selber unter die verschiedenen Interessentengruppen verteilen. Dieser Grundsatz ist von ganz besonderer Bedeutung, da er vollkommen neu ist. Im Memorandum wird behauptet, von schweizerischer Seite sei der Standpunkt verfochten worden, Arbeit gehe vor Kapital. Dieser Grundsatz wurde Deutschland nicht durch den Bundesrat aufgedrängt, sondern wurde von den Deutschen selbst aufgegriffen. Es ist selbstverständlich, dass Dr. Schacht darauf spekuliert, dass die verschiedenen Interessentengruppen in der Schweiz miteinander Streit bekommen, und dass die Exporteure und die Hoteliers noch eine weitere Herabsetzung des Anteils der Finanzgläubiger durchsetzen werden. Er hofft, dass so die Finanzgläubiger für eine Herabsetzung des Nominalbetrages ihrer Forderungen und für die Annahme neuer Vorschläge mürbe gemacht würden.

5. Ein weiteres wesentliches Merkmal des Memorandums besteht darin, dass unter dem Vorwand, jede weitere Verschuldung müsse aufhören, auch die kleinste Berücksichtigung des schweizerischen Forderungsanspruches gleichzeitig die Tilgung des Anspruches bedeuten solle. Selbst wenn der schweizerische Finanzgläubiger nur ein halbes Prozent Zins erhält, wäre sein Anspruch damit abgegolten. Er könnte weder Funding Bonds noch Sperrmark für den nicht transferierten Teil erhalten. Es handelt sich also nicht nur darum, die Transferierung der Guthaben schweizerischer Gläubiger zu regeln; die Deutschen wollen alle Ansprüche der schweizerischen Gläubiger auf die Beträge, die nicht transferiert werden, verneinen.

Es wäre heute noch zu früh, darüber zu diskutieren, wie der Anteil, der den schweizerischen Gläubigern zukommt, verteilt werden soll. Die heutige Besprechung hat den Zweck, die Frage abzuklären, ob man auf der Grundlage des deutschen Memorandums überhaupt auf Verhandlungen eintreten will und welche Gegenposition in der schriftlichen Antwort eingenommen werden soll. Aus diesem Grunde bittet der Sprechende die Anwesenden, sich über die allgemeine Lage auszusprechen.

[...]¹⁷

Minister Stucki:

Seines Erachtens ist die Situation ernster als sie von den Anwesenden beurteilt wird. Er hat die bestimmte Überzeugung, dass bei gewissen massgebenden Kreisen Deutschlands zwei Punkte beachtet werden müssen, die für die Stellung der Schweiz von wesentlicher Bedeutung sind:

1. Herrscht in Deutschland eine Katastrophenmentalität, die alle Hemmungen über Bord geworfen hat. Überlegungen wie die Erhaltung freundschaftlicher Beziehungen, der schlechte Eindruck des deutschen Vorgehens auf die Weltmeinung, die Innehaltung von Rechtsverpflichtungen spielen keine Rolle mehr. Sodann herrscht in den massgebenden Kreisen in Berlin ein eigentlicher Hass gegen die Schweiz. Dieser Hass erklärt sich aus der Niederlage, die Deutschland unzweifelhaft

17. *Tous les participants prennent la parole. H. Homberger, du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie et A. Jöhr, du consortium des banques, souhaitent la poursuite des négociations, les autres ne s'expriment pas sur ce point ou exigent des conditions préalables à toute discussion, comme G. Bachmann de la Banque nationale. Sur cela, W. Stucki manifeste clairement son opinion sur le Reich et les exigences que la Suisse doit maintenir à tout prix.*

in der Gustloff-Affaire¹⁸ erlitten hat und aus der Stellungnahme der schweizerischen Presse in der Frage der Rheinlandbesetzung¹⁹ durch die deutschen Truppen. Bisher machte Schacht sehr viele Schwierigkeiten, aber man hatte doch den Eindruck, dass er es mit der Schweiz nicht verderben wollte. Jetzt ist eine ganz wesentliche Änderung eingetreten. Schacht will den nationalsozialistischen Machthabern zeigen, dass er ein starker Mann ist. Man will mit diesen ewigen Meckerern, als die man die Schweizer betrachtet, nichts mehr zu tun haben. Göring, der jetzt vor Schacht gestellt ist, ist auch ein ausgesprochener Schweizerhasser. Deutschland wird nicht davor zurückschrecken, sämtliche wirtschaftlichen Beziehungen mit der Schweiz abzubreaken. Dieser Bruch wäre wieder eine Gelegenheit, dem Parteivolk zu zeigen, wie stark und mächtig die deutsche Aussenpolitik ist.

Schacht behauptet, dass er bei einem vollständigen Bruch alles zu gewinnen und nichts zu verlieren habe. Der Einwand, er verliere den Warenexport nach der Schweiz, gelte ihm nichts; dann gewinne er die Rohstoffquote²⁰, die er auf $\frac{1}{3}$ schätzt. Er behauptet, auf der anderen Seite bekomme er keine Rohstoffe aus der Schweiz, die für Deutschland wichtig seien. Der Umstand, dass wir gewisse Mengen Rohaluminium, Garne, Uhrenfournituren usw. nach Deutschland ausführen, wird bei der jetzigen Situation überhaupt nicht ins Gewicht fallen.

Wenn man die Popularität suchen würde, könnte man die Gelegenheit zu einer grossen Auseinandersetzung mit Deutschland ausnützen. Wir müssen uns aber darüber Rechenschaft geben, dass wir äusserst schwach und verwundbar sind. Die Konferenz vom 9. März²¹ hat gezeigt, dass alle Wirtschaftskreise einen Bruch mit Deutschland für unerwünscht halten.

Die Trümpfe, die von den verschiedenen Herren angeführt wurden, sind nicht ausschlaggebend. Der Haupttrumpf, die Wareneinfuhr, kann gar nicht gespielt werden. Es ist unmöglich, die Einfuhr deutscher Waren zu stoppen. Wir brauchen sie, um die Rückstände im Warenexport zu liquidieren und auch um den Vorschuss des Bundes auf dem Reiseverkehrskonto²² abzutragen. Ein Verbot der Ausreise nach Deutschland wird auch nichts fruchten und würde den schweizerischen Finanzgläubigern noch schaden. Da die Stellung der Schweiz schwach ist, muss sie sich vor der Illusion bewahren, sie könne die deutschen Forderungen wesentlich herabdrücken. Man hat sich auf die Rechtsfrage berufen. Selbst wenn das Verrechnungsabkommen gekündigt wird, bleiben gewisse Abkommen bestehen. Deutschland wird sich aber um diese Verpflichtungen nicht kümmern. Es wird eine dürftige Begründung für die Ablehnung seiner Verpflichtungen geben und dann steif auf seinem Standpunkt beharren. Wenn Deutschland schon den Grossmächten den Locarno-Pakt vor die Füsse geworfen hat, wird es sich auch nicht scheuen, der kleinen Schweiz gegenüber seine Verpflichtungen zu verleugnen.

Wie sollen wir uns zu dem Memorandum als solchem stellen? Es ist hervorgehoben worden, dass

18. Cf. nos 204 et 210.

19. Le 7 mars 1936.

20. Le 23 mai 1936 se tient à Berne une conférence entre les délégués allemands et suisses. Sur la quote-part en matières premières, W. Stucki déclare:

[...] Über die Rohstoffquote besteht eine Meinungsverschiedenheit wie schon vor einem Jahr. Wäre die deutsche Theorie richtig, dann würde ein unüberwindbarer Widerspruch bestehen zwischen dem deutschen Bestreben, den Export nach der Schweiz zu fördern und andererseits darin, dass, je mehr Deutschland exportiert, desto grösser seine Opfer sind, die in den Exportwaren liegen. Die Schweiz müsste also den Export von Deutschland nach der Schweiz möglichst auf die gleiche Quote wie die Ausfuhr von der Schweiz nach Deutschland reduzieren. Eine Diskussion hierüber kann aber heute wie vor einem Jahr nicht zu einem praktischen Resultat führen. [...] (J.I. 131/22—24.) Cf. aussi n° 247, n. 6.

21. Sur la révision de l'accord de compensation avec l'Allemagne, avec la participation des départements fédéraux concernés, de représentants de la Banque nationale, du commerce, de l'industrie et du tourisme, des associations patronales, ouvrières et paysannes, des groupements d'intérêt comme l'Union des exportateurs d'énergie électrique et la Fédération suisse des importateurs et du commerce de gros. Voir le procès-verbal de cette séance, in. J.I. 131/22—24.

22. Les arriérés de l'Allemagne pour les voyages des Allemands en Suisse s'élèvent à 26,7 millions de frs. au 30 avril 1936. Cf. la notice sur le mémoire allemand in E 2001 (C) 4/161.

wir seit dem Erlass des Transfermoratoriums²³ den bilateralen Standpunkt vertreten haben. Das ist richtig. Es handelt sich aber um den bilateralen Standpunkt im Transfer und nicht in der Frage der Tilgung der deutschen Schulden. Man hat schweizerischerseits gesagt, dass in bezug auf den Transfer die Gläubiger, die Deutschland Devisen liefern, nicht so behandelt werden können, als wie diejenigen, die keine Devisen nach Deutschland fließen lassen. Diesen Standpunkt haben wir auch praktisch durchgeführt. Wir haben Deutschland selbst die Beträge zur Verfügung gestellt, die es zur Bezahlung der Stillhaltezinser, der Zinsen für Frankengrundsulden usw. brauchte. Die Schweiz erklärte den bilateralen Standpunkt im Transfer, aber nur im Transfer, einnehmen zu wollen.

Die Schweiz muss sich auf den Standpunkt stellen, dass alle deutschen Forderungen an die Schweiz, nicht nur diejenigen aus dem Warenverkehr, sondern auch die Aktivzinser, die Forderungen aus dem kleinen Grenzverkehr, aus dem Versicherungsverkehr etc. zur Befriedigung der schweizerischen Gläubiger dienen sollten. Wenn dann der gesunde Menschenverstand waltet, soll ein Teil der Zahlungen zwar kalkulatorisch in den Verrechnungsverkehr einbezogen werden, aber praktisch nicht der Überweisung über den Clearing unterworfen sein. In dieser Hinsicht müssen die Deutschen ihren Standpunkt ändern. Von schweizerischer Seite muss in diesem Punkt eine Gegenoffensive gemacht werden. Wir müssen verlangen, dass rechnerisch auch das in den Verrechnungsverkehr hineingenommen wird, was von schweizerischen Reisenden in Schweizerfranken (nicht in Registermark) in Deutschland ausgegeben wird.

Die zwei Hauptschwierigkeiten bestehen in folgenden Punkten:

Wir werden den Standpunkt nicht anerkennen, dass durch eine nur teilweise Zahlung an den schweizerischen Gläubiger seine ganze Forderung abgegolten wird. Der deutsche Schuldner zahlt 100 an die Konversionskasse ein, der schweizerische Gläubiger erhält davon 10 und das Reich will 90 behalten.

In dieser Hinsicht können wir keine Konzessionen machen und müssen am Anspruch auf Sperrmark oder Funding-Bonds festhalten. Von schweizerischer Seite muss dort die Diskriminierung zurückgewiesen werden. Es ist zwar kaum anzunehmen, dass Deutschland sich zur Ausgabe von Funding Bonds bereit erklärt. Es bleibt aber dem schweizerischen Gläubiger mindestens der theoretische Anspruch. Ein glatter Verzicht kann ausgeschlossen angenommen werden.

Der zweite Punkt ist die Rohstoffquote. Wenn wir auf diese Frage eintreten, können wir nur verlieren. Auch wenn man nur die Differenz zwischen der schweizerischen und der deutschen Rohstoffquote annimmt, kommt man zu keinem Ergebnis. Wir werden uns gegen diese Rohstofftheorie wehren müssen und zwar hauptsächlich mit der Begründung, dass bei dieser Theorie jeder Export schädlich und jeder Import nützlich wäre. Der Sprechende hofft, dass der deutsche Standpunkt in der Frage der Rohstoffquote eine Gegenoffensive bedeutet. Da trotz allen Mahnungen in den schweizerischen Zeitungen über die Konferenz vom 9. März berichtet und diskutiert wurde und dabei auch die Frage einer Herabsetzung der freien Quote der Reichsbank²⁴ aufgeworfen wurde, will Schacht zum vorneherein seine taktische Stellung in dieser Hinsicht so gut als möglich gestalten.

Wie soll schweizerischerseits vorgegangen werden? Die Deutschen haben viel Zeit gebraucht für ihr Memorandum. Sie wünschen und erwarten eine schriftliche Antwort²⁵. Wir haben diesbezüglich keine bindende Zusage gemacht. Die Meinungen hier scheinen geteilt zu sein. Man kann triftige Gründe gegen eine schriftliche Antwort geltend machen. Es ist aber sicher vorteilhafter, die wesentlichen Punkte schriftlich festzulegen. Zu diesen wesentlichen Punkten gehört vorerst die Stellungnahme zur bilateralen Behandlung. Wir müssen ausdrücklich erklären, dass wir auch heute noch auf dem Standpunkt der Bilateralität stehen. Man kann den Deutschen nicht das Argument in die Hände spielen, wir hätten den bilateralen Standpunkt nur solange eingenommen, als er uns nützen könnte. Wir müssen anerkennen, dass Deutschland nicht mehr transferieren kann, als es von der Schweiz *auf irgend eine Weise* bekommt.

23. Cf. DDS vol. 10, n° 297.

24. Sur cette question, cf. les nos 109, 110 et 112.

25. La réponse se fera sous forme de note rédigée par W. Stucki et datée du 18 mai 1936; cf. E 2001 (C) 4/161 et J.I. 131/22—24. Le Conseil fédéral souhaite que les négociations pour un nouvel accord soient immédiatement entamées.

In zweiter Linie müssen wir in der schriftlichen Antwort ausdrücklich feststellen, dass wir niemals anerkennen können, dass die ganze Schuld durch die transferierten Teilzahlungen getilgt ist. Es handelt sich nicht darum, ein allzu umfangreiches Dokument auszuarbeiten. Es sollen nur einige grundsätzliche Fragen erwähnt werden.

Soll man in diesem Memorandum die Frage der in der Schweiz liegenden deutschen Kapitalien zur Sprache bringen? Dieses Problem ist schon mehrere Male intern und auch mit dem Gegner besprochen worden. Die Reaktion der Deutschen ist bekannt. Es wirkt auf sie wie ein rotes Tuch, wenn man von den deutschen Kapitalien in der Schweiz spricht. Bei der heutigen Stimmung wäre es gefährlich, in der schriftlichen Antwort auf das Memorandum diesen Fragenkomplex aufzuwerfen.

Soll man in der schriftlichen Antwort die Bindungen erwähnen, die Deutschland ausserhalb des Verrechnungsabkommens eingegangen ist? Der Sprechende wäre der Ansicht, dass man diese ausserhalb des Verrechnungsverkehrs bestehenden Verträge kurz erwähnt.

[...] ²⁶

26. *W. Stucki demande aux participants de lui livrer toutes les indications nécessaires à l'élaboration de la réponse au Reich. Dans le fonds Stucki (J.I. 131/22—24) se trouvent ainsi un mémoire de A. Jöhr, et un autre de l'Association suisse du tourisme. Une notice de H. König datée du 13 mai 1936 fait état des paiements des intérêts versés sur le compte de la caisse de compensation du Reich auprès de la Banque nationale suisse; cf. E 2001 (C) 4/160.*

230

E 2001 (C) 5/161

Aide-mémoire du Chef du Département politique, G. Motta

Strictement confidentiel

Berne, 12 mai 1936

M. Tamaro ministre d'Italie m'a fait demander de le recevoir hier à 16 h. 30.

Je l'ai reçu à l'heure indiquée. Il m'a communiqué le décret du Roi d'Italie, en date du 9 mai, soumettant l'Ethiopie à la souveraineté de l'Italie¹. J'ai pris acte de cette notification sans me prononcer.

La conversation a été amenée sur la conférence des Etats ex-neutres qui a eu lieu à Genève le 9 et le 10 de ce mois² et à laquelle j'avais participé.

J'ai renseigné — avec toute la discrétion et la mesure nécessaires — M. Tamaro sur l'essentiel des discussions, en évitant tout ce qui avait caractère confidentiel.

1. *Cf. note de la Légation d'Italie au DPF, du 11 mai 1936 (E 2001 (D) 1/32):*

«Articolo I — I territori e le genti che appartenevano all'Impero di Etiopia vengono posti sotto la sovranità piena ed intera del Regno d'Italia.

Il titolo di Imperatore di Etiopia è assunto per sé e per i suoi successori dal Re d'Italia.

Articolo II — L'Etiopia è retta e rappresentata da un Governatore generale che ha il titolo di Viceré, da cui dipendono anche i Governatori dell'Eritrea e della Somalia.

Dal Governatore generale, Viceré di Etiopia, dipendono tutte le Autorità civili e militari dei territori sottoposti alla sua giurisdizione.»

2. *Cf. annexe au présent document.*

Je lui ai montré que notre attitude à l'égard de l'Italie avait été, dans ce cas encore, amicale. Je lui ai cependant fait comprendre que la Confédération suisse *ne pouvait pas* et *n'avait pas* l'intention de prendre une initiative pour la levée des sanctions.

A ce moment M. Tamaro m'a déclaré que le Gouvernement de Rome s'attendait à ce que la Suisse ne participât *[pas]* ultérieurement aux sanctions contre l'Italie, celles-ci ayant maintenant un caractère purement punitif et vexatoire et étant par conséquent incompatibles soit avec la politique de neutralité soit avec l'amitié pour l'Italie.

J'ai répondu que cette communication me surprenait et qu'il était moralement et politiquement impossible pour le Conseil fédéral d'entrer dans les vues du Gouvernement italien. J'ai expliqué quelle avait été notre politique dans la question des sanctions et les raisons qui l'avaient dictée et dirigée.

Comme M. Tamaro insistait et qu'il m'affirmait de faire la démarche sur ordre reçu et non pas de son initiative, comme en outre il me déclarait que M. Aloisi, qu'il avait vu à Genève le jour même, l'avait chargé de venir me trouver, j'ai pris un *ton très sérieux*, mais *en même temps très calme*, pour dire à M. Tamaro que cette attitude du Gouvernement italien *me remplissait de douleur* et me paraissait contraire aux normes de la justice et de l'amitié.

M. Tamaro, voyant qu'il ne réussissait pas à modifier mes déclarations, a alors ajouté qu'il suffirait peut-être que le Conseil fédéral fasse savoir que la question des sanctions reste à l'étude.

J'ai répliqué que la question restait, en effet, à l'étude — chose trop naturelle! — mais que je devais maintenir et confirmer que la Suisse ne pouvait pas agir seule ou prendre des initiatives isolées.

Je pense que notre ministre à Rome, à l'occasion de sa prochaine visite à M. Mussolini³, doit expliquer à celui-ci que nous nous attendons de sa part à une compréhension meilleure. *Ab amicis honesta sunt petenda!*

ANNEXE

E 2001 (C) 5/176

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna,
aux Légations de Suisse et
aux Consulats généraux de Suisse à Caracas, Dublin, Montréal et Shanghai*

L JT

Berne, 13 mai 1936

Comme vous l'avez appris par les journaux, les anciens Etats neutres se sont réunis à Genève, à l'occasion de la session actuelle du Conseil, pour échanger leurs impressions sur la situation politique générale créée par les événements récents en Ethiopie et ailleurs. Cette réunion n'avait rien de sensationnel; elle n'était guère que la suite des entretiens de même nature que les pays dont il s'agit avaient déjà eus tout au long de la Conférence du désarmement⁴. Aussi peut-on se montrer surpris du bruit que la presse a fait autour d'une réunion qui ne pouvait guère avoir qu'un but d'information réciproque.

3. Cf. n° 235.

4. Cf. n° 39 et annexe.

L'initiative de la conférence avait été prise, cette fois-ci, par les Pays-Bas. M. de Graeff, Ministre des affaires étrangères à La Haye, avait suggéré l'idée de convoquer, avant la session du Conseil, les « neutres » à Copenhague, soit dans la capitale de l'Etat du Nord qui est actuellement représenté au Conseil. Comme M. Munch, Ministre des affaires étrangères de Danemark, devait se rendre de toute façon à Genève pour le 11 mai, il fut décidé finalement de se rencontrer à Genève.

Encore que nous fussions plutôt sceptiques sur l'utilité et même l'opportunité d'une réunion de ce genre dans les conjonctures actuelles, nous avons proposé au Conseil fédéral de nous y faire représenter par le Chef de notre Section de la Société des Nations⁵. Ce n'est qu'à la suite de nouvelles circonstances (arrivée à Genève de tous les Ministres des affaires étrangères des Etats du Nord, y compris la Finlande) que M. Motta, qui se trouvait à Genève à la fin de la semaine avec une commission parlementaire, se décida, notamment pour des raisons de courtoisie, à participer également à la réunion.

On ne peut pas dire que cette dernière ait fait l'objet d'une longue préparation. Il existait, paraît-il, un ordre du jour assez copieux, mais le fait est que nous n'en avons pas eu connaissance avant la réunion de l'Hôtel Richemond. En réalité, les échanges de vues ne portèrent guère que sur deux questions: le conflit italo-éthiopien et l'avenir de la Société des Nations⁶.

En ce qui concerne l'affaire éthiopienne, des divergences de vues se manifestèrent naturellement sur les conséquences à tirer de l'annexion pure et simple par l'Italie de l'Empire du Négus. Certains n'auraient pas été effrayés à l'idée de prendre des mesures radicales à l'égard de l'Italie. Nous n'étions pas de cette opinion. M. Motta rappela la position toute spéciale, géographique et politique, dans laquelle se trouvait la Suisse à l'égard du conflit en question, et il montra l'intérêt qu'il y aurait pour nous à ce que l'Italie continuât sa collaboration avec la Société des Nations. Il se félicita que M. Mussolini n'eût pas suivi les suggestions de son entourage et d'une certaine presse pour rompre définitivement avec Genève.

Pour ce qui est de l'application des sanctions, le sentiment général était que, pour le moment, il n'y avait pas lieu de modifier quoi que ce fût au statu quo. Nous avons fait, de notre côté, des réserves. Tout en insistant sur le fait que la Confédération se garderait de toute initiative en ce domaine, le Chef du Département Politique n'a pas dissimulé qu'en Suisse, l'opinion était plutôt en faveur d'une abolition des sanctions. Celles-ci ont fait long feu. Les maintenir, alors que la guerre en Afrique est virtuellement terminée et gagnée par l'Italie, ne ferait qu'envenimer les choses, sans que la Société des Nations et le pays victime de l'agression en tirassent un profit quelconque. Les sanctions avaient pour but d'arrêter la guerre; il serait inopportun d'en faire maintenant un moyen de représailles. Le point de vue qui se rapprochait le plus du nôtre à cet égard était celui de la Norvège, pays qui est également préoccupé par les insuccès répétés de la Société des Nations et par la nécessité de tenir compte des réalités, si dures soient-elles. Nous aurions sans doute difficilement convaincu des pays comme les Pays-Bas ou la Suède, dont l'opinion publique a peine à prendre son parti du triomphe italien. Mais il ne s'agissait pas — répétons-le — de convaincre qui que ce fût; il s'agissait de dire ouvertement son sentiment, sans essayer de tirer des conclusions communes des opinions exprimées par les diverses délégations.

Les esprits n'étaient guère non plus d'accord sur la question précise — posée par M. Munch — de savoir si le Conseil de la Société des Nations pouvait encore admettre à sa table le représentant du Négus en fuite. Ici encore, nous n'avons pas caché qu'il convenait de prévenir toute confusion entre la morale et le droit. Il est beau de faire du sentiment, mais à quoi sert-il de nier les réalités? Il pouvait être regrettable de voir disparaître brusquement, par le fait d'un tiers, un Etat régulièrement entré dans la Société des Nations, mais il n'était pas moins discutable d'affirmer que le délégué abyssin à Genève représentait bel et bien encore « un Etat » au Conseil, l'Ethiopie se trouvant, après son effondrement, dans une situation où il ne reste plus beaucoup de vestiges de sa souveraineté passée. Se plaçant à un point de vue à la fois moins juridique et moins réaliste, d'autres délégués ont fait valoir qu'ils ne sauraient admettre qu'un Etat membre de la Société des Nations pût être supprimé d'un trait de plume. Le Négus devait être à même de plaider sa cause à Genève. M. Munch, pour le

5. C. Gorgé.

6. Cette dernière partie du document n'a pas été retenue.

Danemark, et M. de Madariaga, pour l'Espagne, s'étaient réservé, en tout cas, de se prononcer dans ce sens au Conseil. Vous avez vu depuis que le Conseil a été du même avis, le représentant du Négus, M. Wolde Maryam, ayant été invité à s'asseoir à la table du Conseil, ce qui a provoqué le départ simultané du représentant de l'Italie, le baron Aloisi⁷.

[...]⁸

7. Lors de la séance du 11 mai. Cf. JO. SDN, juin 1936, p. 535.

8. Cf. n. 6 ci-dessus.

231

E 2001 (C) 5/161

Le Chef du Département politique, G. Motta, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger

Copie
L Confidentielle

Berne, 12 mai 1936

Nous avons eu l'honneur de recevoir la lettre du 7 mai¹ par laquelle vous nous faites part de votre intention d'avoir à bref délai une entrevue avec le Chef du Gouvernement italien afin de mettre à profit une atmosphère très favorable à notre égard et le fait qu'il n'est pas encore assiégé par d'autres chefs de mission accrédités à Rome.

Nous approuvons d'autant plus votre projet qu'une démarche effectuée hier par le Ministre d'Italie à Berne nous a montré sous un jour assez préoccupant l'avenir immédiat de nos relations avec l'Italie. Le pro memoria ci-joint², que vous voudrez bien considérer comme strictement confidentiel, vous renseignera complètement sur la portée de cette démarche et sur les moyens d'intimidation employés pour nous amener à prendre dans la question des sanctions une attitude qui romprait avec la politique circonspecte qui nous est imposée par les circonstances et dont, à diverses reprises, M. Mussolini a lui-même reconnu la justesse.

Il nous paraîtrait extrêmement désirable que vous ayez, aussitôt que faire se pourra, une conversation avec le Chef du Gouvernement italien afin de lui exposer combien nous avons été surpris et peinés par la récente démarche de M. Tamaro. Cette démarche révèle, en effet, une complète méconnaissance, d'une part de la situation de notre pays, qui ne peut se muer en satellite de l'Italie, et, d'autre part, des efforts discrets, mais réels, que nous n'avons cessé d'entreprendre pour atténuer les rigueurs doctrinaires des Etats qui ont prétendu appliquer le Pacte de la Société des Nations sans tenir compte des réalités.

Au cours des conversations qu'il a eues avec votre prédécesseur, le Chef du Gouvernement italien avait paru parfaitement comprendre et apprécier à son prix

1. Non reproduit.

2. Cf. n° 230.

l'attitude que nous avons adoptée³. Nous avons donc peine à croire que ce soit M. Mussolini lui-même qui ait inspiré une démarche nous pressant de modifier brusquement notre ligne de conduite pour obtenir de nous une initiative — vouée sans doute à l'insuccès et dont l'Italie ne pourrait donc espérer aucun bénéfice pratique — qui nous placerait dans une situation indéfendable vis-à-vis des autres membres de la Société des Nations. Quoi qu'il en puisse être, au surplus, nous nous plaisons à penser que vous n'aurez pas de peine à le convaincre de ne pas nous demander l'impossible et à lui faire reconnaître que nous n'avons cessé d'agir à l'égard de l'Italie avec tous les égards compatibles avec nos obligations internationales.

Ceci est, à notre avis, l'objectif essentiel de votre prochaine entrevue avec le Duce et le point sur lequel nous avons hâte de recevoir de vous des renseignements apaisants. Si, toutefois, vous estimez pouvoir aborder d'autres sujets sans nuire à la réalisation de cet objectif, nous vous saurions gré de mettre à profit votre conversation avec M. Mussolini pour le mettre au courant de la façon particulièrement amicale pour l'Italie par laquelle nous nous proposons de régler incessamment l'affaire Colombi (voir notre lettre du 7 mai)⁴. Cette communication vous servirait aisément d'entrée en matière pour signaler qu'au moment où nous nous apprêtons à prendre cette décision, nous ne constatons pas sans un certain malaise le regain d'activité des milieux irrédentistes signalé par le rapport du 7 mai du Consulat général à Milan⁵.

[...]

3. Cf. n° 194.

4. Non reproduit (E 2001 (C) 4/102). Sur cette affaire, cf. rubrique II.15.3: Italie, irrédentisme.

5. Non reproduit (E 2001 (C) 4/104).

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki*

L AZ Vertraulich
Verhandlungen mit Deutschland

Berlin, 13. Mai 1936

Die offizielle deutsche Aussenhandelspolitik bezweckt eine grösstmögliche Steigerung der Ausfuhr über die Einfuhr hinaus, um den Verbindlichkeiten gegenüber dem Auslande nachzukommen. In Wirklichkeit dienen aber sowohl die gesamte Wirtschaftspolitik als auch die Aussenhandelspolitik als ein Teil der ersteren rein politischen Zielen. Mit anderen Worten, die deutsche Wirtschafts- und Finanzpolitik ist lediglich eine Funktion der politischen Zielsetzungen, über die sich wahrscheinlich niemand mehr einer Täuschung hingibt.

Auch in Deutschland selbst macht man keinen Hehl daraus, was als «national

heilige Zwecke» zu betrachten ist. Diesen hat sich alles andere unterzuordnen. Es ist übrigens bekannt, dass auch Dr. Schacht ganz in dieser Richtung arbeitet, sogar mehr als gewissen Parteistellen oft lieb ist; daher auch die vielen Anfeindungen, denen er ständig ausgesetzt ist; daher aber auch die Unterstützung seitens der politischen Machthaber, die eine Nasenlänge über Parteiinteressen hinaussehen.

Als Beweis für Schachts Einstellung kann der viel zitierte, hier beiliegende Artikel herangezogen werden, welcher im «Deutschen Volkswirt» Nr. 30 vom 24. April dieses Jahres, einer dem Reichsbankpräsidenten nahestehenden Zeitschrift, erschienen ist. Darin wird die Ernennung eines Reichsausgabenkommissars befürwortet, welcher darüber zu wachen hätte, dass die zur Verfügung stehenden Mittel weitgehend für die als vordringlich anerkannten Aufgaben verwendet werden. Es wäre müßig, heute darüber Worte zu verlieren, wie weit Schacht dabei selbst an seine Person gedacht haben mag, oder inwiefern etwa diese Anregung die allerhöchsten Stellen bei der Ernennung Görings zum Rohstoff- und Devisenkommissar — also zum eigentlichen Wirtschaftsdiktator — beeinflusst hat.

Richtig ist jedenfalls, dass dieser durch eine lapidare Pressemeldung bekanntgegebene Auftrag an Göring überraschend kam, nicht zuletzt offenbar für Schacht selbst, der damals am 27. April in Badenweiler auf Urlaub weilte. Es scheint auch festzustehen, dass dieser Beschluss weit über seine eigenen Pläne und Absichten hinausging. Bei einem solch autoritären Charakter ist eine weitgehende freiwillige Unterordnung in der Tat auch kaum denkbar. In ihren Kommentaren sprach jedoch die schweizerische Presse von einem Schutzschild, indem sie offenbar den Akzent auf die in der Pressemeldung, — welche lediglich pro memoria hier beigefügt ist, — angeführten parteilichen Belange legte und daraus folgerte, Schacht wünsche sich hinter dem breiten Rücken Görings gegen Parteiangriffe zu decken.

Wie dem auch sei, fest steht heute, dass die Lage zu Gunsten Schachts sich wieder beruhigt hat. Als Beweis für diese Tatsache braucht nur auf den Ausgang der Verhandlungen betreffend Weiterführung des heutigen Systems der Exportförderungen verwiesen zu werden, wobei der Reichsbankpräsident es verstand, trotz grössten Widerstandes seitens der Industrie und insbesondere auch der zur Beschaffung der Mittel nun herangezogenen Landwirtschaft, seine Pläne restlos durchzusetzen.

Die Überlegung ist auch nicht von der Hand zu weisen, dass Schacht im Schatten der Machtstellung Görings hofft, seine Pläne ungestörter verfolgen und verwirklichen zu können, solange keine grundsätzlichen Meinungsverschiedenheiten entstehen und solange insbesondere der nominelle Wirtschaftsdiktator seine Stellung nicht dazu benutzt, um Forderungen zum Durchbruch zu verhelfen, die mit Schachts Politik nicht im Einklang stehen. Letzteres ist aber — wenigstens vorläufig — kaum zu befürchten, da sowohl Göring, als Vertreter eines Teiles der Wehrmacht, als auch Blomberg mit Schacht an einem Stricke ziehen. Konflikte liegen immerhin im Bereich der Möglichkeit, dann nämlich, wenn Schacht zum Beispiel das in den Augen der Machthaber wünschbare Tempo der Aufrüstung nicht mitmachen kann, oder wenn die Ansichten über die Art und Weise der Beschaffung oder der Verwendung der Mittel grundsätzlich auseinandergehen usw. [...]

J.I.1.1/28

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger*

Copie

L Confidenziale

Berna, 13 maggio 1936

Le confermo la mia lettera di ieri sera¹ con la quale La pregavo di chiedere un'udienza al capo del Governo per spiegargli la posizione da noi assunta nella grave faccenda delle sanzioni.

Aggiungo quanto segue: suppongo che il signor ministro Tamaro² (anzi l'ammetto senz'altro) non abbia per nulla agito di sua iniziativa, ma che abbia invece eseguito un ordine ricevuto dal Ministero degli Affari esteri (non dico da Mussolini personalmente). È questa circostanza che ha reso la mia conversazione col signor Tamaro tanto più importante e anche preoccupante.

Non vorrei quindi che nella conversazione col Presidente Mussolini Ella manifestasse anche solo indirettamente un lagnò contro il signor Tamaro.

Questi mi telefona or ora (sono stato io che l'ho pregato di telefonarmi non potendolo ricevere causa impedimento materiale) d'aver ricevuto una *comunicazione amara* di Mussolini. Sembra che la notizia pubblicata dall'Agenzia telegrafica svizzera il giorno 10 corr., nel senso che io avrei dichiarato di non aver proposta la levata delle sanzioni, sembra — dico — che questa notizia sia stata falsamente o tendenziosamente interpretata a Roma. Ora — come già spiegai al signor Tamaro (il rapporto del quale non era probabilmente giunto a Roma quando ne parlò la suaccennata *comunicazione amara* — l'Agenzia telegrafica non aveva avuto da me autorizzazione alcuna di diramare quella notizia. Erano le 11 e mezzo del giorno 10 corr.; la seconda riunione dei «*neutrali*» era finita³; uno stormo di giornalisti attendeva i delegati; un rappresentante dell'Agenzia (che, del resto, io non avevo neanche riconosciuto come tale) mi chiese se io avessi proposto la levata delle sanzioni; risposi di no, conformemente a verità, e non aggiunsi altro.

La verità è, infatti, che io nè *potevo* nè *dovevo* far simile proposta; sarei rimasto solo e avrei, credo, commesso un grave errore. Rimane però che a quella riunione io feci una critica obbiettiva e incisiva del sistema delle sanzioni mostrando che questo non aveva più ragione di sussistere.

La Confederazione non può oggi, senza screditarsi e senza mettersi in urto con la grande maggioranza degli altri Stati, lasciarsi andare a passi inconsulti e precipitati. Sono certo che l'opinione pubblica giudicherebbe *severamente* una simile politica.

Veda, dunque, di persuadere il signor Mussolini che la Svizzera ha tenuto un atteggiamento amichevole, riservato e sereno, ma che essa non può dare l'esempio dell'indisciplina e della incoerenza.

Per tutto m'affido al di Lei senno e fine sentire.

1. Cf. n° 231.

2. Cf. n° 230.

3. Cf. *annexe au n° 230*.

ANNEXE

E 2001 (C) 5/161

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 15 mai 1936

J'ai eu l'honneur de recevoir aujourd'hui votre lettre du 12 de ce mois⁴ au sujet de la très regrettable et très *surprenante* démarche faite par M. Tamaro. A l'instant, ce courrier m'apporte votre lettre manuscrite d'hier⁵. Je vous remercie vivement de toutes vos indications. Je n'ai pas besoin de vous dire que je m'efforcerai d'exécuter, dans votre esprit, les instructions fermes et dignes que vous voulez bien me donner.

Selon votre désir, je «ménagerai» M. Tamaro, bien qu'à première vue l'incohérence que je constate soit telle, la forme de la démarche si insolite que je ne puis croire à une transmission exacte de la pensée de Rome. Avant-hier même — le 12! —, en parlant avec le Directeur p. i. des Affaires politiques de votre attitude à la Conférence des «neutres», reconnue comme sage et sereine, j'ai constaté ici des dispositions *très* différentes. Le Ministre Ruggeri a parlé, il est vrai, de *l'espoir* de l'Italie que *les* Membres de la SdN puissent individuellement, d'ici au 15 juin, «revoir leurs positions», de manière à ce que la SdN puisse *alors* constater une «nouvelle situation de fait» — il a ajouté que les Ministres d'Italie parlaient dans ce sens dans diverses capitales — mais il n'y avait *pas un mot* d'une pression quelconque.

Quoi qu'il en soit, maintenant il *faut* aller au fond des choses pour être à l'abri de semblables «coups de bélier» à l'avenir.

J'espère obtenir, le plus tôt possible, l'audience que vous m'avez chargé de demander; malheureusement, les séances des Chambres risquent d'y apporter un certain retard. De toute manière, je vous tiendrai au courant.

P. S. L'audience aura sans doute lieu au début de la semaine prochaine.

4. Cf. n° 231.

5. Datée en réalité du 13 mai. Cf. document principal.

234

E 1004 1/358

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 15 mai 1936¹

821. Strafsache Colombi und Kons. Bericht des Bundesanwaltes

Justiz- u. Polizeidept. Antrag vom 12. Mai 1936

Am 9. August 1935² beschloss der Bundesrat gestützt auf den Antrag des Justiz- u. Polizeidepartements vom 8. August und einen Bericht der Bundesan-

1. Absent: Etter.

2. Cf. n° 142, n. 6.

waltschaft vom 1. August gemäss Art. 105³ die Durchführung eines gerichtlichen Verfahrens gegen Emilio Colombi und Kons. wegen Landesverrats (Art. 37 f. des Bundesstrafrechts)⁴. Am 4. Dezember sandte der Untersuchungsrichter für die italienische Schweiz die Akten mit seinem Schlussbericht ein⁵.

Der Bundesanwalt hatte sich zu entscheiden, ob er Anklage erheben oder von der Verfolgung zurücktreten will. Im Falle der Anklageerhebung entscheidet die Anklagekammer des Bundesgerichts über die Anklagezulassung. Tritt der Bundesanwalt von der Verfolgung zurück, so hat der Untersuchungsrichter die Untersuchung einzustellen (Art. 120 Bundesstrafprozess)⁶. Der Bundesrat hat in diesem gerichtlichen Verfahren keine Verfügung mehr zu treffen. Der Bundesanwalt, der gemäss Art. 14 des Bundesstrafprozesses unter der Aufsicht und Leitung des Bundesrates steht, unterbreitet ihm durch Vermittlung des Departementes seine Schlussnahme und ersucht um Weisung, ob der Bundesrat mit seiner Verfügung einverstanden ist.

Der Bundesanwalt kommt in seinem Berichte an das Justiz- und Polizeidepartement vom 2. Mai 1936⁷ zu folgenden Schlüssen:

1. Der Bundesbeschluss betreffend den Schutz der Sicherheit der Eidgenossenschaft vom 21. Juni 1935⁸ kommt nicht zur Anwendung, weil die Untersuchung keine Handlung festgestellt hat, die in den zeitlichen Geltungsbereich dieses Erlasses fallen würde.

2. Von den verschiedenen Strafbestimmungen des BG über das Bundesstrafrecht der Schweiz. Eidgenossenschaft vom 4. Februar 1853 gegen Landesverrat kann einzig die Bestimmung des Art. 37 in Betracht kommen, wonach ein Bürger oder Einwohner der Schweiz mit Zuchthaus von wenigstens 10 Jahren bis auf Lebenszeit zu bestrafen ist, der eine fremde Macht zu Feindseligkeiten gegen die Schweiz oder einen Teil derselben oder zu einer die Schweiz gefährdenden Einmischung in ihre innern Angelegenheiten anreizt.

Die Untersuchung hat nicht festgestellt, dass einer der Beschuldigten zu einer Feindseligkeit, d. h. zu einer militärischen Aktion oder zu einer auf feindlicher Gesinnung ruhenden für die Schweiz wirtschaftlich nachteiligen Zwangsmassnahme angereizt hat.

Es ist auch nicht nachgewiesen, dass einer der Beschuldigten vorsätzlich, d. h. mit Wissen und Wollen und im Bewusstsein der Rechtswidrigkeit eine auswärtige Regierung zu einer bestimmten, die schweizerische Unabhängigkeit gefährdenden Einmischung in unsere innern Angelegenheiten angereizt hat.

3. Der Bundesanwalt beabsichtigt deshalb gestützt auf Art. 120 des BG über die Bundesstrafrechtspflege vom 15. Juni 1934 u. gemäss der im Entwurf vorgelegten Verfügung von der Verfolgung zurückzutreten. Er gibt unter Berufung auf Art. 14 des Bundesstrafprozesses dem Bundesrat durch Vermittlung des Justiz- und Polizeidepartementes von diesem Entschlusse Kenntnis.

3. *De la Loi fédérale sur la procédure pénale, du 15 juin 1934 (RO, 1934, vol. 50, pp. 709ss.).*

4. *Cf. n° 142, n. 7.*

5. *Cf. n° 198.*

6. *Cf. n. 3 ci-dessus.*

7. *Un exemplaire de ce rapport se trouve in E 2001 (C) 4/102.*

8. *RO, 1935, vol. 51, pp. 495—497.*

4. Der Bundesanwalt hält eine Ergänzung des Bundesstrafrechts durch Erlass einer dem Art. 230, Ziff. 1, des Strafgesetzentwurfes⁹ entsprechenden Strafbestimmung gegen Angriffe auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft für nötig.

Das Justiz- u. Polizeidepartement erklärt sich mit der vom Bundesanwalt vertretenen Rechtsauffassung einverstanden und sieht sich nicht veranlasst, gegen den Rücktritt von der Strafverfolgung Einsprache zu erheben. Ausschlaggebend ist die Erwägung, dass das Bundesstrafrecht weniger weit geht, als der Strafgesetzentwurf (Art. 230, Ziff. 1). Das Departement hat übrigens bereits in seinem Antrage vom 8. August 1935 auf die Schwierigkeiten in der Anwendung des veralteten Bundesstrafrechtes vom 4. Februar 1853 aufmerksam gemacht und hervorgehoben, dass eine *gerichtliche* Untersuchung zu einer allseitigen Abklärung des Sachverhaltes notwendig sei.

Im Mitbericht vom 7. Mai 1936 hat sich auch das Politische Departement der Auffassung des Bundesanwaltes angeschlossen. Der Vertreter des Bundesanwaltes für die italienische Schweiz, Herr Staatsanwalt Gallacchi in Lugano, der die Anklage vor dem Bundesstrafgericht zu vertreten hätte, sprach sich in seinem Schreiben an die Bundesanwaltschaft vom 5. Mai¹⁰ mit Bestimmtheit gegen die Anklageerhebung aus.

Das Justiz- u. Polizeidepartement ist auch mit der Anregung, das Bundesstrafrecht bei der nächsten sich bietenden Gelegenheit zu ergänzen, einverstanden.

Da die Öffentlichkeit an der Erledigung des in Frage stehenden politischen Straffalles stark interessiert ist, empfiehlt sich der Erlass einer Mitteilung an die Presse nach der endgültigen Erledigung des Verfahrens.

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

1. Der Bundesrat nimmt vom Bericht des Bundesanwaltes vom 2. Mai 1936 über die in Aussicht genommene Einstellung der Strafuntersuchung gegen Emilio Colombi und Kons. wegen Landesverrates (Art. 37 f. des Bundesstrafrechts) in zustimmendem Sinne Kenntnis.

2. Der Bundesrat erklärt sich mit der Anregung einer Ergänzung des Bundesstrafrechts durch Aufnahme einer dem Art. 230, Ziff. 1 des Strafgesetzbuchentwurfes entsprechenden Bestimmung gegen Angriffe auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft grundsätzlich einverstanden und beauftragt das Justiz- und Polizeidepartement mit der Ausarbeitung einer Vorlage¹¹.

9. *Le nouveau Code pénal suisse, adopté par l'Assemblée fédérale le 21 décembre 1937 et accepté par le peuple le 3 juillet 1938, entrera en vigueur le 1er janvier 1942 (RO, 1938, vol. 54, pp. 781 ss.). L'article 230, chiffre 1, dont il est question ici, deviendra l'article 266, chiffre 1, dans le texte définitif adopté par l'Assemblée fédérale en 1937. Cet article a la teneur suivante:*

1. Celui qui aura commis un acte tendant

à porter atteinte à l'indépendance de la Confédération ou à mettre en danger cette indépendance,

ou à provoquer de la part d'une puissance étrangère, dans les affaires de la Confédération, une immixtion de nature à mettre en danger l'indépendance de la Confédération,

sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement pour un à cinq ans.

10. *Cette lettre, datée en réalité du 6 mai, se trouve in E 4320 (B) 1/24.*

11. *Le 8 octobre 1936, l'Assemblée fédérale, se basant sur le message du Conseil fédéral du 23 juin (FF, 1936, II, pp. 172 ss.) adoptera une Loi fédérale réprimant les atteintes à l'indépen-*

3. Der Bundesrat ermächtigt den Bundesanwalt, das im Entwurf vorgelegte Communiqué¹² im Einvernehmen mit dem eidg. Untersuchungsrichter nach Beendigung des Verfahrens der Presse zu unterbreiten.

ANNEXE

E 4320 (B) 1/24

Communiqué du Ministère public fédéral

Il Giudice Istruttore Federale per la Svizzera Italiana, in conformità di analoga decisione del Procuratore Generale della Confederazione, ha abbandonato il procedimento promosso contro Emilio Colombi, Teresa Bontempi et Consorti (in tutto 20 persone) per tradimento del paese e per servizio illecito di informazioni, caricando agli imputati Colombi e Teresa Bontempi una parte delle spese processuali. Il procedimento contro il contumace Garobbio Aurelio venne sospeso provvisoriamente; il mandato di cattura contro di lui emesso rimane in vigore.

Il Procuratore Generale della Confederazione ha desistito dall'accusa, in parte per mancanza degli estremi legali del reato, in parte per insufficienza di prove. Il Cod. Pen. Fed. del 1853 non punisce ogni violazione o messa in pericolo della sicurezza esterna dello Stato ma soltanto determinate specie di attentati. Si trattava unicamente di decidere se la norma penale dell'art. 37 risultava applicabile. Secondo questa norma, può essere punito colla reclusione a vita e al minimo per 10 anni, il cittadino o l'abitante della Svizzera che eccita una potenza straniera a commettere ostilità contro la Svizzera o ad ingerirsi negli affari interni della Svizzera in modo per essa pericoloso. La legge richiede che venga esercitata, dolosamente e cioè consapevolmente, volontariamente e colla coscienza di compiere cosa illecita, un'influenza su un governo straniero — o sui suoi rappresentanti — per indurli ad ingerirsi nei nostri affari interni con atti determinati e atti a ledere od a mettere in pericolo la nostra indipendenza. Un incitamento a compiere atti ostili non poteva entrare in considerazione, nessuno degli imputati avendo provocato lo straniero ad intraprendere un'azione militare o ad adottare misure coercitive di carattere ostile contro la Svizzera. L'attività propagandistica dell'Adula come tale, la pubblicazione di opuscoli irredentistici e la partecipazione al movimento aduliano non poterono essere considerati come un eccitamento inteso a provocare l'intervento straniero perchè l'antiquato C. P. Fed. punisce soltanto l'eccitazione diretta della Potenza estera e non anche l'influenza esercitata in modo indiretto senza che vi sia una presa di contatto col governo straniero o coi suoi rappresentanti. Già nel 1928 il Dipartimento Federale di Giustizia e Polizia, nel consulto dato a proposito dell'interrogazione Lusser sull'affare dell'Adula¹³, ha sostenuto che il vero e proprio eccitamento ad ingerirsi nelle faccende interne svizzere esiste solo quando lo Stato straniero venga mosso o spinto, con parole non equivoche ad atti ben determinati d'indebita ingerenza. Diversa sarebbe la situazione secondo il progetto di C. P. Svizzero che all'art. 230¹⁴, punisce chi commette atti rivolti sia a ledere o a mettere in pericolo l'indipendenza della Confederazione, sia a promuovere l'intervento di una potenza straniera in modo pericoloso per l'indipendenza della Confederazione. Secondo il diritto vigente, l'influenza diretta esercitata su una potenza straniera, è inoltre punibile solo se tende a provocare un intervento nelle nostre cose interne (sovranità territoriale, relazioni coll'estero, amministrazione interna e cioè affari di polizia, diritto degli stranieri)

dance de la Confédération (addition au code pénal fédéral du 4 février 1853) (RO, 1937, vol. 53, pp. 37—38). Selon cette loi, le code pénal fédéral est complété par un nouvel article 37bis, dont le texte est identique à celui de l'article 266 du nouveau Code pénal adopté en 1937 par l'Assemblée fédérale (cf. n. 9 ci-dessus).

12. Cf. annexe au présent document.

13. Cf. lettre du chef du DJP, H. Häberlin, à G. Motta, du 18 août 1928 (E 2001 (C) 4/102).

14. Cf. n. 9 ci-dessus.

capace di mettere in pericolo la nostra indipendenza. Fu esaminato se nelle conferenze e nei colloqui di Colombi e nei convegni segreti di Colombi e di Teresa Bontempi in Italia sia stato provocato un intervento di tale natura. Il contegno dei due imputati dev'essere senz'alcun dubbio considerato come atto a creare pericoli per la sicurezza della Confederazione. E tanto più grave fu il pregiudizio subito dagli interessi svizzeri, in quanto gli imputati, proprio in un momento in cui i circoli irredentistici italiani dimostravano una più intensa attività, portavano nelle loro manifestazioni organizzate all'estero le querimonie unilaterali degli aduliani a proposito dell'italianità minacciata nel Ticino e di supposti pericoli ai quali veniva esposta l'Italia in seguito all'«intedescamento» del Cantone di lingua italiana; si sforzavano essi di far assumere alla «Questione Ticinese» — nata ad opera delle loro fantasie — un carattere internazionale e cercavano presso gli stranieri aiuti morali e finanziari. Sulla base delle risultanze dell'inchiesta non si può però affermare che Colombi e Teresa Bontempi con questa loro attività e con questo loro contegno abbiano cercato di indurre la potenza straniera a prendere misure tali da poter essere considerate come un'indebita ingerenza nel senso precisato qui sopra. Non risulta che ciò sia avvenuto in occasione delle conferenze pubbliche di Colombi e dei colloqui che costui ebbe col Capo del governo italiano. L'inchiesta non poteva naturalmente accertare tutti i propositi tenuti in colloqui segreti. Le espressioni di carattere irredentistico che qua e là si riscontrano nelle corrispondenze sequestrate a Colombi, non sono incriminabili; esse stanno però a dimostrare quali fossero le estreme aspirazioni dei capi del movimento aduliano. Il servizio stampa curato da Colombi per una legazione straniera e per un ministero straniero, non fornisce gli estremi del reato di tradimento: non risulta d'altra parte che siano stati commessi atti punibili come servizio illecito di informazioni, dopo l'entrata in vigore del Decr. Fed. destinato a garantire la sicurezza della Confederazione.

L'attività irredentistica svolta dal contumace Garobbio all'estero non potè essere chiarita in modo sufficiente. L'istruzione, nei confronti di questo imputato viene quindi sospesa solo provvisoriamente.

Il rappresentante del Pubblico Ministero Federale per la Svizzera Italiana, al quale sarebbe spettato di sostenere l'accusa davanti alla Corte penale federale, si è dichiarato pienamente d'accordo col punto di vista del Procuratore Generale della Confederazione. Anche il Consiglio Federale, presa cognizione di un circostanziato rapporto del Procuratore Generale sui risultati dell'inchiesta, ha dichiarato di condividere le conclusioni di quel rapporto. Il Consiglio Federale non è chiamato a prendere come tale decisioni nel procedimento giudiziario. Esso ha tuttavia approvato la proposta presentata dal Procuratore Generale della Confederazione nel senso che il Codice Penale Federale venga completato mediante una nuova norma che valga a reprimere attentati all'indipendenza della Confederazione e analoga a quella già contenuta nell'art. 230 del Progetto di Codice Penale Svizzero.

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP n° 6

Rome, 18 mai 1936/soir

J'ai l'honneur de confirmer mon télégramme de ce soir², par lequel je vous ai sommairement rendu compte de mon entretien fort important d'aujourd'hui avec le Chef du Gouvernement italien. J'ai été heureux de pouvoir vous apporter, dans les questions essentielles, les apaisements que vous étiez en droit d'attendre.

L'entrevue pas facile, qui avait même par moment des accents presque dramatiques, a duré exactement trois quarts d'heure. M. Mussolini m'attendait, la mine plutôt soucieuse; à ses côtés se tenait, également fort sérieux, M. Suvich, Sous-secrétaire aux Affaires Etrangères, qui a ensuite assisté — selon une habitude récente — à tout l'entretien.

Ce furent d'abord quelques préliminaires; j'ai félicité le Duce à l'occasion du retour d'Afrique, en bonne santé, de ses deux fils; ensuite je lui ai offert, à titre d'hommage de la Société éditrice, un exemplaire du livre «La Garde fidèle du St. Père», dont il a regardé quelques illustrations, en me questionnant, avec un intérêt visible, sur le recrutement de la Garde Suisse du Vatican.

1. *Annotation manuscrite de Motta*: Très confidentiel

N'ayant pu — pour [sic] manque de temps — le communiquer ce matin au Conseil fédéral pendant la séance, je mets *ce rapport en circulation*. 22. V. 36.

2. *En voici le texte*:

Mussolini me reçut ce soir se montrant compréhensif. Ai impression que sa pensée vous fut mal transmise [par le ministre A. Tamaro, cf. n° 230]. Il reconnaît votre action conciliatrice aussi dans conférence neutres. Déclare cependant que amitié italo-suisse serait beaucoup raffermie si vous pouviez manifester publiquement en Suisse avant 15 juin votre opinion exprimée aussi neutres [cf. annexe au n° 230] quant à maintien sanctions après fin hostilités. Attache grande importance déclaration Suisse en ce sens, vu persistance guerre italo-britannique. [...]

Le télégramme, communiqué le 19 mai par Motta au Conseil fédéral, porte cette annotation manuscrite du chef du DPF: Ceci a déjà été fait par moi à Fribourg, au Congrès conservateur, le 17 de ce mois *indépendamment de la manifestation de M. Mussolini* à l'égard de notre ministre. 19. V. 36. (E 2001 (C) 5/161.)

Sur le discours de Motta à Fribourg, dont on ne possède pas le texte complet, cf. le communiqué de l'Agence télégraphique suisse, du 17 mai (intitulé: M. MOTTA CONDAMNE LES SANCTIONS ECONOMIQUES CONTRE L'ITALIE):

Dans le discours que M. le conseiller fédéral Motta a prononcé à Fribourg dimanche au congrès du parti conservateur, il a fait quelques remarques très brèves sur le conflit italo-éthiopien. M. Motta a déclaré qu'il fallait se féliciter du fait que les sanctions militaires n'avaient jamais été envisagées, car elles auraient fatalement abouti à une guerre européenne. Les sanctions économiques ont révélé leur inefficacité. La Suisse, siège de la Société des Nations, n'aura pas à prendre des initiatives. Elle ne se mettra pas inutilement en avant. Il est cependant évident que l'aggravation des sanctions constituerait une lourde faute et que même le maintien indéfini des sanctions actuelles ne peut plus, ni moralement, ni politiquement, ni juridiquement se défendre (E 2001 (C) 5/161).

Ensuite, je me suis attaqué au but principal de ma visite. J'ai dit d'emblée, au Chef du Gouvernement, qu'un grave malentendu était né et que je lui demandais, dans l'intérêt des relations amicales entre les deux pays, une «parola chiarificatrice» pour le dissiper. A ma première allusion au fait que vous aviez été surpris et peiné (veramente addolorato) par une démarche du Gouvernement Royal³, il jeta un regard interrogateur vers M. Suvich, qui resta, cependant, muet, comme durant presque tout l'entretien.

Pendant près d'un quart d'heure, je fis ensuite un exposé — que M. Mussolini écouta attentivement et silencieusement — de notre situation, de nos efforts discrets, continus et efficaces, déployés dans le sens de la modération et de la conciliation dès le début du conflit entre l'Italie et la Société des Nations; j'ai rappelé que les deux pivots de notre politique extérieure étaient la neutralité, d'une part, la fidélité aux engagements pris, de l'autre; que c'était donc *bien* difficile d'obtenir l'acquiescement tacite nécessaire, de la part des autres Membres de la SdN, à notre attitude très spéciale, tenacement voulue, qui faisait que notre participation aux sanctions était presque «symbolique» seulement; que lui-même, M. Mussolini, avait reconnu, dans des déclarations nettes et fortes, vis-à-vis de mon prédécesseur et de moi-même⁴, combien notre attitude avait été pondérée et équitable, vu les circonstances très difficiles.

Ensuite, j'ai exposé quelle a été votre attitude lors de la réunion dite des «neutres»⁵. Tout en observant la discrétion nécessaire, j'ai souligné — en me croyant autorisé à lire, notamment, une phrase de votre lettre manuscrite du 13⁶ — que dans cette réunion vous aviez fait une critique sévère du maintien des sanctions après la fin des hostilités; j'ai aussi donné à entendre que, dans la question de l'admission d'un représentant du Négus, vous aviez personnellement opiné dans un sens différent de celui adopté par le Conseil — qui provoqua le départ de la délégation italienne.

«Jugez donc de la surprise de mon Chef», ai-je ajouté, «lorsqu'à son retour de Genève, il s'est vu interpellé par une démarche qui tendait à faire croire que le maintien de notre ligne de conduite, sereine et utile pour l'Italie, était considéré comme contraire à la neutralité et à l'amitié italo-suisse». En réitérant que, selon ma conviction profonde, il ne pouvait s'agir que d'un malentendu devant et pouvant être rapidement dissipé, j'ai conclu en affirmant qu'aucun des cinquante Etats de la Société des Nations n'avait suivi une ligne à la fois si sobre et si amicale envers l'Italie, et que des cinquante ou soixante Ministres des Affaires Etrangères du monde certainement aucun ne jugeait avec autant de sérénité et de justice que Vous-même la situation de l'Italie et l'œuvre du Chef du Gouvernement. (Cette péroraison un peu vive provoqua des regards quelque peu effrayés de M. Suvich, mais M. Mussolini avait écouté avec sympathie).

D'abord très calme, s'échauffant peu à peu, M. Mussolini déclara: «La situation, en ce qui concerne la Suisse, est différente depuis la fin des hostilités en Ethiopie. Le pays est pacifié. Aujourd'hui, les sanctions n'aident pas l'Ethiopie,

3. Cf. nos 230 et 231.

4. Cf. nos 194 et 212.

5. Cf. annexe au n° 230.

6. Cf. n° 233.

elles la frappent. Les sanctions sont une «pression cruelle» qui doit cesser. Si on les aggrave, si on les maintient indéfiniment on va vers la guerre. Il y a un fort courant en Angleterre qui veut nous affaiblir longtemps encore au moyen des sanctions, pour armer entretemps et nous attaquer ensuite. Les nouvelles que je reçois sont sérieuses. De nouveaux navires sont en route vers la Méditerranée. Ce n'est plus l'Angleterre «ginevrina» que nous avons en face de nous; c'est l'Angleterre impériale qui parle de la route des Indes, de notre «armée noire». Je suis content qu'elle se démasque. Nous ne l'attaquerons pas, mais si on nous attaque, nous nous défendrons.

Quant à la Suisse, sa voix a du poids. Elle n'est pas, comme la Suède, même le Danemark, loin des courants de la politique européenne. Mais surtout, son prestige et sa parole comptent dans le monde; c'est un pays bien plus grand que par le nombre de ses quatre millions d'habitants. Les paroles de sagesse prononcées par elle soulagent et entraînent.

Puis, M. Mussolini, répondant à ma demande, a *reconnu* l'action de notre pays et votre action personnelle. Il m'a chargé de vous dire qu'il se souvenait avec plaisir de votre visite, il y a quelques années⁷, qui avait été «particolarmente gradita». Il a ajouté qu'il avait pour vous et votre «jugement serein et équilibré» une haute estime. Il *reconnaissait* votre action modératrice. Il reconnaissait, en particulier, l'utilité de votre participation aux «consessi» des ex-neutres, «dove la sua parola può impedire pazzie».

Mais, aujourd'hui, disait-il, les hostilités étant finies, les sanctions sont purement punitives et le peuple italien se révolte contre elles, — le côté moral prime de beaucoup le côté matériel — *comme l'Allemagne a exigé la «Gleichberechtigung»*⁸ (Cette allusion est une indication très importante).

«Je voudrais demander à M. Motta de faire connaître publiquement cette même opinion qu'il a déjà exprimée. Ne serait-il pas possible qu'il le fit soit au Parlement, soit dans un discours. Il s'agirait d'une *simple manifestation d'une opinion*. Nous le ferions publier ici et, aussi dans le peuple, les derniers nuages qui peuvent planer sur notre amitié, seront définitivement dissipés. Dites-le lui de ma part. Et lorsque le Comité des Dix-huit se réunira, il voudra sans doute réitérer son opinion».

Comme vous le voyez, il n'y pas eu un vestige d'une demande d'une action isolée, dont je m'étais efforcé de démontrer l'impossibilité. Il n'y a pas eu, non plus, la moindre pression. La suggestion tendant à une «manifestation publique de votre opinion» ne peut, à mon avis, être considérée comme inusitée, venant de M. Mussolini que nous avons tant de fois prié, et avec succès, de manifester sa désapprobation des menées irrédentistes.

7. En avril 1933. Cf. DDS vol. 10, n° 263.

8. A la Conférence pour la réduction et la limitation des armements, ouverte à Genève en février 1932. Cf. DDS vol. 10, nos 261 et 358.

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP n° 7

Rome, 20 mai 1936

Le départ du courrier m'a obligé à limiter mon rapport politique N° 6², concernant ma dernière entrevue avec M. Mussolini, au compte rendu de la partie de l'entretien que vous considérez comme essentielle.

[...]

Ce n'est que vers la fin de l'entretien d'avant-hier soir que j'ai pu aborder la question, également très grave, du regain d'une littérature irrédentiste visant certaines parties de notre pays. Vous m'aviez autorisé, dans vos instructions du 12 mai³, à mettre M. Mussolini au courant de la façon — devant être accueillie par lui avec satisfaction — par laquelle le Conseil fédéral se propose de régler incessamment l'affaire Colombi⁴. Je me suis acquitté de ce message en quelques mots, non sans souligner une fois de plus que Colombi, par ses agissements nocifs, s'était complètement discrédité dans le Tessin et que nos institutions étaient bien assez fortes pour pouvoir passer à l'ordre du jour à travers l'agitation factice entretenue par quelques isolés. M. Mussolini s'est borné à faire quelques gestes approbateurs.

Après cette entrée en matière, je lui ai parlé très franchement des inquiétudes causées dans notre opinion par le regain d'une littérature irrédentiste et, notamment, par les deux brochures publiées par un sous-comité de la Dante Alighieri dont je lui ai indiqué les titres⁵ et les tendances générales. J'ai ajouté que nous étions en présence d'une tentative de quelques isolés de revendiquer une sorte de «protectorat moral» sur plusieurs de nos cantons et que les interprétations devant fatalement être données à des faits et gestes de cet ordre ne pouvaient être que déplorables. M. Mussolini s'exclama: «Protectorat moral, quelle absurdité!». Et, se tournant vexé vers M. Suvich, il demanda péremptoirement: «Qui fait toujours ces histoires?». Le Sous-Secrétaire d'Etat ignorant tout des nouvelles publications, je répétai qu'il s'agissait essentiellement, en dehors d'une petite presse locale dans le nord de l'Italie, de publications de la Dante Alighieri. De nouveau M. Mussolini parut fort contrarié. Il déclara que, depuis 14 ans, il n'avait cessé, d'une part, de nous donner tous apaisements et, d'autre part, de marquer sa désapprobation de certains excès. Il a souligné qu'il ne fallait y attacher aucune

1. *Annotation marginale de Motta*: Il me semble que les déclarations relatives à l'irrédentisme sont satisfaisantes. M. Ruegger s'est bien acquitté de sa tâche. 23. V. 36.

2. Cf. n° 235.

3. Non retrouvé.

4. Cf. n° 234.

5. *Il s'agit de* L'Italia svizzera (Breve studio sulle terre formanti gli odierni Cantoni del Ticino, dei Grigioni e del Vallese), *et de* La verità sulla questione del ladino nei Grigioni.

importance; qu'il s'agissait de publications «paraissant parfois à la périphérie et à travers le contrôle exercé par le centre». Il demanda qu'on lui communiquât les brochures incriminées pour qu'il puisse aviser. J'ai cru devoir insister encore une fois sur l'effet produit, non seulement par ces brochures, mais aussi par deux revues paraissant sous un aspect plus ou moins scientifique, qui indiquent toujours comme nom de leur directeur celui du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux. Se tournant à nouveau vers M. Suvich, M. Mussolini s'exclama: «Solmi! Non si è ancora disimpegnato di questa faccenda?» Ce fut à nouveau moi qui dus répondre que tel n'était, malheureusement, pas le cas et que le fait que le nom de M. Solmi figure sur les deux revues devait donner lieu à des interprétations fâcheuses.

J'ai l'espoir, à la suite de cet échange de vues qui me laisse également l'impression la plus favorable, que le Garde des Sceaux sera finalement prié de cesser d'exercer un patronat regrettable.

[...]⁶

6. La dernière partie du rapport évoque brièvement les questions économiques abordées par P. Ruegger lors de l'entretien avec Mussolini. Cf. n° 228, n. 4.

237

E 1004 1/358

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 22 mai 1936

877. Italien. Verhandlungen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 22. Mai 1936

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«Mit Beschluss vom 21. Februar 1936¹ hat der Bundesrat der damals bezeichneten Delegation für die Verhandlungen mit Italien den doppelten Auftrag erteilt, auf handelspolitischem Gebiete gewisse, im Beschlusse selbst näher umschriebene schweizerische Begehren durchzusetzen und auf finanzpolitischem Gebiete die Regelung des Transferdienstes vertraglich festzulegen.

Der letztere Auftrag konnte von der Delegation in befriedigender Weise durchgeführt werden, sodass ein Transferabkommen zustande kam, welchem der Bundesrat in seiner Sitzung vom 17. April 1936² seine Genehmigung erteilte.

Anders verhielt es sich mit den handelspolitischen Begehren. Dieselben erstrebten bekanntlich die Zustimmung Italiens zur Dekonsolidierung der Zölle

1. Cf. n° 211.

2. Cf. n° 221.

auf Naturseide und einer erheblichen Erhöhung der Zölle auf Kunstseide sowie die Zustimmung zur Freiheit des Seidenveredlungsverkehrs, ferner eine tarifari-sche Neuregelung der elektrischen Automobilbestandteile, im weiteren die Wie-derherstellung des Vertragszustandes für Küpenfarbstoffe und der amtlichen Werte für Alkaloide und synthetische Riechstoffe und schliesslich eine Neuord-nung des italienischen Kontingentierungssystems³.

Das letztere Begehren, nämlich die Neuordnung des italienischen Kontigen-tierungssystems, auf dem wir gewisse Verbesserungen der letztjährigen Proto-kolle⁴ wünschten, welche uns die Kontingentsverwaltung bei der Einfuhr in Italien verschafft hätte, erfuhr nun im Laufe der Verhandlungen einen völligen Umtausch der Rollen. Statt die von uns verlangte weitere Ausgestaltung unserer eigenen Kontingentsverwaltung zu bewilligen, verlangte Italien die Beseitigung der im letzteren Jahre vereinbarten Protokolle und unsere Zustimmung zum Übergange unserer gesamten Einfuhr an die italienische Kontingentsverwaltung, d. h. unter das System der italienischen Einfuhrbewilligung. Italien verlangte damit allerdings nur etwas, das wir hinsichtlich der Einfuhr in die Schweiz allen Ländern gegenüber bereits seit 1932, d. h. seit Beginn der Kontigentierung⁵, sel-ber anwenden, insofern die Einfuhr in die Schweiz aus sämtlichen Ländern nur auf Grund unserer eigenen Einfuhrbewilligungen erfolgen kann. Es war schwie-rig, den Italienern ihr Begehren abzuschlagen, nachdem wir selbst stets eifersüch-tig darüber gewacht haben, den ausländischen Staaten in keiner Weise ein Mit-spracherecht zu unserer Einfuhrregelung zu gewähren.

Die Ablehnung des italienischen Begehrens liess sich nur dadurch begründen, dass man auf die tatsächlichen Verhältnisse hinwies. In der Tat kann die Einfuhr in ein kleines Land viel leichter durch die staatlichen Organe geregelt werden als dies bei einem grossen Lande möglich ist. Dazu kam, dass die italienische Ein-fuhrregelung, wie sie sämtlichen Ländern gegenüber heute schon Gültigkeit hat, eine ziemlich komplizierte Institution darstellt, welche für den Absatz unserer Produkte in Italien berechnete Befürchtungen auslösen musste.

Nachdem Ende März die schweizerische Verhandlungsdelegation zur Über-zeugung kam, dass Italien unter allen Umständen auf seinem Begehren beharren werde, und dass eine Durchsetzung unserer Wünsche ohne Zustimmung zur Unterstellung unserer Ausfuhr unter die italienische Kontingentsverwaltung unmöglich war, wurden die Verhandlungen von der schweizerischen Delegation unterbrochen, um sich mit den interessierten Verbänden in Verbindung zu setzen und neue Instruktionen einzuholen. Auf Grund der damals geführten Bespre-chungen begab sich die Delegation am 13. April neuerdings nach Rom, in der Hoffnung, die italienische Forderung auf Kontingentsverwaltung auf einen bestimmten Teil des italienischen Zolltarifs begrenzen zu können und die Zustim-mung der italienischen Regierung zu unseren Begehren auf dem Seidengebiet durch eine Beschränkung derselben zu erwirken.

Diese Verhandlungen führten jedoch zu keinem Ziele, indem sich die italieni-

3. Cf. n° 100.

4. *Accord du 8 mars et protocole additionnel du 18 juin 1935. Cf. n°s 106 et 129.*

5. Cf. *DDS vol. 10, n° 144, n. 2.*

sche Delegation absolut unnachgiebig zeigte und eine Kündigung des schweizerisch-italienischen Handelsvertrages in Aussicht stellte, sofern wir unsere Zustimmung zur italienischen Kontingentsverwaltung sämtlicher Positionen des italienischen Zolltarifs verweigern sollten. Die Hartnäckigkeit der italienischen Delegation wurde durch die inzwischen erfolgten militärischen Erfolge in Äthiopien⁶ und die gesamte internationale politische Lage zweifellos sehr gestärkt.

Da damit zu rechnen ist, dass Italien fest entschlossen ist, auf den 1. Juli nächsthin auch der Schweiz gegenüber das Einfuhrlizenzsystem zur Anwendung zu bringen, d. h. auch die Einfuhr aus der Schweiz unter eigene Verwaltung zu nehmen, und da wir andererseits mit Rücksicht auf die schweizerische Seidenindustrie unsere bezüglichen Begehren unter allen Umständen durchsetzen müssen, darf nicht länger gezögert werden, mit Italien eine Einigung herbeizuführen, selbst durch das Opfer, unsere bisherige Vorzugsstellung bei der Einfuhr nach Italien aufzugeben. Wir müssen uns dazu umso mehr entschliessen, als die bevorstehenden Verhandlungen mit Deutschland⁷ wenig erfreuliche Perspektiven eröffnen und wir unter keinen Umständen riskieren dürfen, gleichzeitig mit Deutschland und Italien in einem vertragslosen Zustand zu leben.

Wir glauben daher, dass der schweizerischen Delegation die Weisung zu erteilen ist, die von Italien verlangte Verwaltung der Einfuhr schweizerischer Erzeugnisse zu bewilligen, wobei es Aufgabe der Delegation sein soll, wenigstens für eine gewisse, engbeschränkte Anzahl von Positionen die schweizerische Kontingentsverwaltung aufrecht zu erhalten; es würde sich um diejenigen Warenpositionen handeln, unter denen eine Ausfuhr zur Hauptsache an Detaillisten erfolgt, sodass sich das italienische Lizenzsystem infolge seiner Umständlichkeit als eine Gefährdung unserer Absatzmöglichkeit auswirken müsste. Diese Positionen betreffen gewisse Textilien, Uhren, Käse, Vieh und Obst.

Wenn es der Delegation jedoch nicht möglich sein sollte, auf diesen beschränkten Positionen die schweizerische Kontingentsverwaltung zu erhalten, so soll sie ermächtigt sein, eine Regelung zu treffen, wonach die gesamte schweizerische Ausfuhr nach Italien unter die italienische Kontingentsverwaltung zu stellen ist, wie dies bei der Einfuhr aus sämtlichen andern Ländern nach Italien heute schon der Fall ist.

Die bereits im Bundesratsbeschluss vom 21. Februar 1936⁸ fixierten schweizerischen Begehren sind auch heute aufrecht zu erhalten. Daneben soll die Delegation ermächtigt sein, den italienischen Begehren um Kontingenterhöhung bei der Einfuhr italienischer Waren in die Schweiz weitgehend Rechnung zu tragen, zumal dies im Interesse der Durchführung des Clearingverkehrs und damit des schweizerischen Exportes liegt. Die völlige Umgestaltung der schweizerisch-italienischen Handelsbilanz in den letzten 3 Monaten, welche eine aussergewöhnliche Schrumpfung der Einfuhr italienischer Waren in die Schweiz auswies, sodass wir, entgegen jahrzehnte langer Gewohnheit, in den letzten drei Monaten eine Aktivbilanz mit Italien hatten, zwingt uns übrigens aus Selbsterhaltungsgründen

6. Cf. n° 230.

7. Cf. rubrique II.1.1: *Allemagne, relations financières et commerciales.*

8. Cf. n° 211.

zu einer möglichen Lockerung der Kontingente. Die an Italien neu zu gewährenden Kontingentsansätze sind im übrigen mit den in Betracht kommenden Verbänden von Industrie und Landwirtschaft festgelegt worden.

Mit Rücksicht auf die auf dem Spiele stehenden Interessen wäre ausserdem den schweizerischen Delegierten noch ein Vertreter des Vororts und für die Behandlung der landwirtschaftlichen Belange ein Vertreter des Schweizerischen Bauernverbandes beizugeben.»

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

Der schweizerischen Delegation für die Endetappe der handelspolitischen Verhandlungen mit Italien wird Weisung im Sinne der vorstehenden Ausführungen erteilt.

238

E 7110 1967/32, Rumänien 900

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, J. Hotz*

L confidentielle

Roumanie — Accord de clearing

Bucarest, 23 mai 1936

Vous éprouvez sans doute quelque surprise à constater la lenteur avec laquelle vos instructions sont exécutées ou, plus exactement, les difficultés que j'éprouve à obtenir les résultats désirés. Car il va sans dire que la Légation s'efforce toujours d'accomplir sa tâche aussi rapidement et aussi complètement que possible.

Ce qui la paralyse, c'est d'abord le grand nombre de jours fériés qui existe en Roumanie. Il n'est presque pas de semaine où une fête n'interrompe pendant presque 48 heures le travail des administrations.

Il y a une autre difficulté sur laquelle je crois devoir appeler votre attention. Les mesures prises en Suisse pour assurer l'application des accords du 23 mars¹ menacent les intérêts de certains fonctionnaires habitués à prélever leur dîme sur les opérations commerciales dont ils ont à s'occuper. Il en résulte des résistances sournoises que nous avons beaucoup de peine à surmonter.

Je vais vous en donner un exemple:

Comme vous le savez, j'ai réussi non sans peine à obtenir la ratification par le Cabinet de Bucarest des accords du 23 mars. C'est sans aucun doute à M. le Dr Costinesco que je dois d'y être parvenu. Mais, tandis que je m'efforçais d'accélérer la ratification, un de nos compatriotes est venu me dire que certains fonction-

1. Accord additionnel du 23 mars 1936 à l'accord de clearing entre la Confédération suisse et le Royaume de Roumanie, conclu le 4 septembre 1935, entré en vigueur le 1^{er} avril 1936 (RO, 1936, vol. 52, pp. 180-182). L'accord est accompagné d'un Protocole confidentiel, non publié, daté du même jour (KI/1209). Cf. aussi PVCF n° 618, du 7 avril (E1004 1/357).

naires avaient eu des entretiens avec les commerçants qu'ils pensaient particulièrement désireux de voir intervenir à bref délai la ratification dont il s'agit. Ces personnages auraient insinué à leurs interlocuteurs qu'ils étaient en mesure, contre rétribution bien entendu, de faire activer les formalités nécessaires. Il n'a pas été donné suite à leurs suggestions et nous sommes arrivés au but sans avoir à passer sous leurs Fourches Caudines. Cette anecdote, néanmoins, vous aidera à discerner la nature des obstacles que nous avons à vaincre.[...]

239

E 2200 Rom 23/1

Notice du Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki

Verhandlungen mit Italien

Copie

Bern, 25. Mai 1936

Auf meinen Wunsch hat mich heute der italienische Gesandte, Minister Tamaro, besucht. Ich habe ihm folgendes dargelegt:

Ich war sehr überrascht, vor einiger Zeit durch Herrn Pellegrini zu hören, dass man in Rom der Ansicht sei, die Schweiz hätte in der letzten Verhandlungsetappe nicht nur keine Konzessionen gemacht, sondern sogar früher gemachte Konzessionen zum Teil zurückgezogen. Man erblicke darin eine Intransigenz, gegen die man sich mit Recht glaube beschweren zu können¹. Ich habe die Angelegenheit eingehend untersucht und bin der Ansicht, dass die von Herrn Pellegrini vorgelegte Rechnung, die übrigens der schweizerischen Delegation in Rom nie unterbreitet worden ist, nicht stimmt.

Der uns gemachte Vorwurf, wir hätten kein Verständnis für die italienische Situation und die grossen in Rom herrschenden Schwierigkeiten, hat mich stark berührt. Ich habe mir deshalb während der letzten drei Wochen die allergrösste Mühe gegeben, um Lösungen zu finden, die sich den italienischen Wünschen weitgehend nähern. Trotz der sehr grossen Widerstände der schweizerischen Wirtschaft, trotz der gewaltigen Bedenken, die mir persönlich durch den schweizerischen Gesandten in Rom als in den Kreisen der Schweizerkolonie allgemein bestehend gemeldet wurden², hat die schweizerische Delegation neue Instruktionen erhalten, die das Äusserste dessen darstellen, was wir konzedieren können und die grundsätzlich die italienische Auffassung in der Frage der Einfuhrkontingentierung akzeptieren und ihr auch praktisch, von einigen Ausnahmen abgesehen, Rechnung tragen. Diese Ausnahmen beziehen sich auf einige Warenkategorien, wo besonders geartete Verhältnisse vorliegen, wie Textil- und Uhrenindustrie mit ihren Lieferungen an den Detailhandel einerseits und Export von Käse,

1. Cf. n° 228.

2. Cf. lettre de P. Ruegger à W. Stucki, du 16 mai.

Vieh und Obst mit den grossen politischen Rückwirkungen in der Schweiz anderseits. Die neuen schweizerischen Instruktionen bedeuten, dass wir nicht nur auf die notwendigen Verbesserungen gegenüber dem heutigen Regime verzichten, sondern ausgesprochene und schwer tragbare Verschlechterungen in Kauf nehmen. Es wird unbestreitbar sein, dass wir damit dem italienischen Wünschen Konzessionen gemacht haben, die schweizerischerseits kaum mehr zu verantworten sind.

Wenn wir uns auf der Basis der neuen schweizerischen Instruktionen einigen können, so sind wir auch bereit, das neue Regime bereits auf den 1. Juli in Kraft setzen zu lassen.

Wenn, was unbedingt notwendig ist, über die Anwendung des italienischen Einfuhrregimes technische Erleichterungen vereinbart werden (Mitwirkung der Schweizerischen Gesandtschaft), so sind wir auch bereit, über technische Erleichterungen für die Ausnützung der Italien eingeräumten schweizerischen Einfuhrkontingente in Aussicht zu nehmen, eventuell ebenfalls mit einer gewissen Mitwirkung der italienischen Gesandtschaft in Bern.

Ich fügte bei, dass ich die grosse Bedeutung der neuen schweizerischen Konzessionen sehr gerne persönlich in Rom an zuständiger Stelle dargelegt hätte, dass mir dies aber leider materiell einfach unmöglich sei.

Herr Tamaro versprach mir unverzüglich über unsere Unterredung nach Rom zu berichten und meine Darlegungen dort zu unterstreichen.

240

E 1004 1/358

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 26 mai 1936¹*

893. Spanien: Clearingabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 25. Mai 1936

Seit Spanien die Devisenbewirtschaftung einführte, haben die schweizerischen Exporteure mit Schwierigkeiten in der Zuteilung der für die Bezahlung ihrer Forderungen erforderlichen Devisen durch die spanische Devisenzentralstelle, den Centro de Contratacion de Moneda zu kämpfen. Im Laufe des Jahres 1935 mehrten sich die Beschwerden über die Säumigkeit dieser Stelle in der Bewilligung von Devisen für die schweizerischen Exportforderungen bedenklich. Eine Umfrage des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrievereins vom August 1935 ergab schon damals rückständige Forderungen aus schweizerischen Warenlieferungen und ähnlichen Leistungen von über 12 Millionen Schweizerfranken,

1. Absent: Obrecht.

wobei der einzelne Gläubiger nach Stellung des Devisengesuches bis zu 7 Monate auf die Zuteilung warten musste². Die ständigen Monierungen der schweizer. Gesandtschaft in Madrid brachten wohl Versprechung, dass Abhilfe geschaffen werde, jedoch keine Besserung. Im Gegenteil verschlechterte sich die Situation gegen Ende des Jahres 1935 zusehends, indem die Devisenzuteilung immer spärlicher wurden und die Rückstände entsprechend anwuchsen.

Es drängte sich daher schon damals die Frage der Errichtung eines Clearingsverkehrs mit Spanien auf. Die Entwicklung der Einfuhr aus Spanien und der Ausfuhr aus diesem Lande eröffnete jedoch derart ungünstige Perspektiven für das Funktionieren eines Clearings, dass das Departement es nicht verantworten zu können glaubte, zu diesem Mittel zu greifen, umso weniger als die erheblichen Rückstände eine schwere Vorbelastung des Clearings bedeutet hätten.

Während im Jahre 1934 die Einfuhr aus Spanien noch Fr. 31 Millionen betragen hatte gegenüber einer Ausfuhr nach Spanien von Fr. 21,4 Millionen, ging im Jahre 1935 die Einfuhr auf Fr. 26,3 Millionen zurück bei einem Ansteigen der Ausfuhr auf Fr. 23,7 Millionen. Die Abnahme der Einfuhr um rund 15% bei gleichzeitiger Steigerung der Ausfuhr um rund 9,7% hatte zur Folge, dass der Passivsaldo der Handelsbilanz zulasten der Schweiz sich reduzierte von Fr. 9,6 Millionen im Jahre 1934 auf Fr. 2,6 Millionen im Jahre 1935. Berücksichtigt man die Frachten bis zur Schweizergrenze von durchschnittlich 30%, für die Spanien keine Devisen anfallen und die daher bei der Aufstellung einer Clearingbilanz in Abzug zu bringen sind, so ergibt sich für das Jahr 1934 noch ein minimaler Passivsaldo zulasten der Schweiz von Fr. 0,3 Millionen, während das Jahr 1935 dagegen mit einem Aktivsaldo zugunsten der Schweiz von Fr. 5,3 Millionen abschliesst. Es liegt auf der Hand, dass diese Entwicklung der Handelsbilanz vor der Einführung eines Clearingverkehrs mit Spanien abschrecken musste, zum mindesten solange noch irgendwelche Hoffnung bestand, zunächst die alten Rückstände beseitigen zu können.

Das Departement setzte alle Hebel in Bewegung, um die Abtragung dieser Rückstände zu erlangen. Die unzähligen Vorstellungen der Gesandtschaft bei der spanischen Devisenzentralstelle und bei der Spanischen Regierung blieben jedoch ohne Erfolg. Auch der Versuch, durch die Übergabe von ausführlich dokumentierten Sammel Listen der auf Devisenzuteilung wartenden Aussenstände — ein System, das seinerzeit gegenüber Italien einen gewissen Erfolg gebracht hatte — blieb ergebnislos. Die anfangs dieses Jahres noch bestehende Hoffnung, dass die Bestrebungen der Spanischen Regierung, sich durch eine äussere Anleihe die für die Abtragung der nicht nur der Schweiz, sondern auch den übrigen Lieferantenländern gegenüber ins Ungemessene angestiegenen rückständigen Warenschulden erforderlichen Devisen zu beschaffen, schliesslich zum Ziele führen würden, wurde durch die innerpolitischen Umwälzungen dieses Frühjahres in Spanien zunichte gemacht³.

Inzwischen hat Spanien unter dem Drucke verschiedener Gläubigerländer mit mehreren Staaten Zahlungsabkommen abgeschlossen, so insbesondere mit England, Frankreich und Italien, bereits im Januar dieses Jahres und schliesslich im

2. E 7110 1/117.

3. Cf. E 2001 (C) 4/166 et 167.

April auch mit Belgien-Luxemburg. Trotzdem die beiden erstgenannten Länder sich in einer weit günstigeren Position befinden als die Schweiz (Überschuss der Ausfuhr aus Spanien nach der spanischen Handelsstatistik nach England 1935 (11 Monate) rund 30 Millionen pes. oro, nach Frankreich 1935 (11 Monate) rund 20 Millionen pes. oro), mussten diese Länder in der Frage der Abtragung der Rückstände Konzessionen machen, und dennoch scheinen die betreffenden Clearings nicht befriedigend zu funktionieren. Belgien musste sich die volle Einbeziehung der Rückstände in den Clearing gefallen lassen. Durch diese Abkommen wurde die Situation der Schweiz insoweit verschlimmert, als Spanien nun darnach trachtet, vor allem seine Verpflichtungen nach diesen Ländern zu erfüllen. Die Devisenzuteilung für die schweizerischen Forderungen ist denn auch seit einiger Zeit vollständig eingestellt worden.

Man steht damit vor der Situation, dass der Abschluss eines Clearingvertrages mit Spanien zu einer dringenden Notwendigkeit geworden ist, soll nicht, von den Rückständen ganz abgesehen, der laufende Export nach Spanien vollständig zum Erliegen kommen. Von Seiten der Exporteure, die begreiflicherweise nach einem Lande, das jeden Transfer eingestellt hat, nicht mehr liefern wollen und können, wird mit Ungestüm nach einem Clearingabkommen verlangt.

Unter dem Druck dieser Verhältnisse hat das Departement schon Ende März von der Spanischen Regierung die Aufnahme von Clearingverhandlungen und die Entsendung einer Verhandlungsdelegation nach Bern verlangt. Durch vorsorgliche Sperre der Einfuhrkontingente für das II. Quartal 1936 erreichte es die grundsätzliche Zusage der Verhandlungsbereitschaft. Nach vorläufiger Freigabe der Aprilkontingente ordnete das Departement im Hinblick auf den bevorstehenden Clearing an, dass die Einfuhrkontingente der Monate Mai und Juni nur freigegeben werden, gegen die unterschriftliche Verpflichtung des Importeurs, den Gegenwert der importierten Waren an die Schweizerische Nationalbank einzuzahlen. Damit wurde erreicht, dass die Spanische Regierung sich endlich dazu entschloss, eine Verhandlungsdelegation nach Bern zu entsenden⁴.

Die schweizer. Verhandlungsposition ist nun die folgende:

Die rückständigen Warenforderungen auf Spanien aus Warenlieferungen und ähnlichen Leistungen wurden per 5. Mai zur Anmeldung bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle aufgerufen. Sie belaufen sich nach den eingegangenen Anmeldungen auf rund Fr. 36 Millionen, wovon vor dem 15. Mai 1936 bereits verfallen rund Fr. 26 Millionen.

Aus der vorstehenden Darstellung der Entwicklung der Einfuhr aus Spanien und der Ausfuhr nach diesem Lande im Jahre 1935, die noch dahingehend zu ergänzen ist, dass die unter dem Gesichtspunkte der Einführung eines Clearingverkehrs ungünstige Entwicklung sich in den ersten 4 Monaten dieses Jahres fortsetzte, indem einer Einfuhr während der Periode von Fr. 8,2 Millionen eine Ausfuhr von Fr. 6,5 Millionen gegenübersteht, was bei Abzug des Frachtanteiles von 30% einen Aktivsaldo zugunsten der Schweiz ergibt von rund 0,8 Millionen, geht hervor, dass die aus dem Import spanischer Produkte auf dem Verrechnungskonto zu erwartenden Einnahmen nicht einmal zur Deckung der neuen Exportfor-

4. *Ces conditions sont maintenues après l'ouverture des négociations puis prolongées pour les contingents des mois de mai à septembre (PVCF n° 1096 du 29 juin 1936, E 1004 1/358).*

derungen im bisherigen Umfange hinreichen werden. Müssen daraus noch die alten Rückstände von rund 36 Millionen abgetragen werden, wie dies von spanischer Seite postuliert wird, so ergibt sich für die Warengläubiger eine katastrophale Situation. An die Einbeziehung anderer Interessen in die Clearingabwicklung ist unter diesen Umständen nicht zu denken. Man muss sich wohl oder übel auf den Abschluss eines reinen Warenclearings beschränken, wobei selbstredend alles daran zu setzen ist, um für die Warenrückstände nach Möglichkeit Bezahlung in freien Devisen ausser Clearing zu erlangen und für die übrigen Interessen (Finanzforderungen, Versicherungsverkehr, Reiseverkehr etc.) eine einigermaßen befriedigende Lösung zu erzielen⁵.

In dem vorgelegten Entwurfe für einen Clearingvertrag und den 2 zugehörigen Notenentwürfen hat das Departement ein Abkommen, wie es den schweizerischen Interessen unter den gegebenen Umständen entspricht, entworfen. Die Entwürfe wurden in einer Konferenz mit Vertretern der Schweizerischen Nationalbank, des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrievereins und der Schweizerischen Verrechnungsstelle besprochen und als zweckmässig erkannt.

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

1. Der Bundesrat erteilt die Ermächtigung, Verhandlungen mit Spanien über ein Clearingabkommen zu führen auf der Basis des vorgelegten Entwurfes, wobei die in den beiden zugehörigen Notenentwürfen⁶ formulierten Postulate im Rahmen des Möglichen zu verwirklichen sind.

2. Als Delegierte für die Verhandlungen mit Spanien werden bezeichnet:

Als Chef der schweizerischen Delegation:

Herr Minister Dr. h. c. W. Stucki, Delegierter des Bundesrates für den Aussenhandel,

als Stellvertreter:

Herr Dr. F. Probst von der Handelsabteilung.

Der Delegationschef wird ermächtigt, als Mitdelegierte beizuziehen:

Einen Vertreter der Schweizerischen Nationalbank,

einen Vertreter des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrievereins,

einen Vertreter der Schweizerischen Verrechnungsstelle.

5. Le Comité Espagne de l'Association suisse des banquiers a été constitué hier, au cours d'une séance convoquée à Zurich ...

L'Association suisse des banquiers estime qu'il y aurait intérêt, dans la mesure du possible, à ne pas faire comprendre les créances financières dans un clearing, à condition toutefois que leur transfert hors clearing ne soit pas complètement exclu. Si, comme cela sera probablement le cas, les Espagnols insistent pour un clearing général, les créanciers financiers devraient alors exiger qu'une quote-part importante leur soit attribuée. Il semble, en effet, que des placements très importants faits en Espagne avaient été liés à des commandes pour l'industrie suisse, qui s'élevaient pour l'Electro Bank seule à 40 millions de francs. Il serait donc illogique de favoriser les créances commerciales au détriment des créances financières ... (*Notice de J. Wagnière, du 17 avril, E 2001 (C) 4/167*). Cf. aussi l'annexe I au présent document et le n° 252.

6. Non reproduit.

ANNEXE I

E 2001 (C) 4/167

*Le Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie

L

Bern, 23. Mai 1936

[...]

Die allgemeine Lage diesem Lande⁷ gegenüber ist so ausserordentlich schlecht, ja geradezu katastrophal, dass meines Erachtens keine Aussicht besteht, die schweizerischen Finanzinteressen in einem allfälligen Clearingvertrag zu berücksichtigen. Ich habe diese Meinung schon seit Wochen der Schweizerischen Nationalbank und der Schweizerischen Bankiervereinigung gegenüber vertreten. Bei der Ausarbeitung des Entwurfes, den wir der spanischen Regierung übermittelt haben, wurde deshalb von uns der Weg gewählt, der ursprünglich auch Italien gegenüber eingeschlagen worden ist: Reines Waren-clearing, aber gleichzeitige Verpflichtung der spanischen Regierung, die Transferierung finanzieller Verpflichtungen in freien Devisen zu gestatten. Eine gleiche Verpflichtung müsste Spanien nach unserem Entwurfe übernehmen hinsichtlich der rückständigen Warenforderungen. Die spanische Regierung hat sich bereit erklärt, über einen Clearingvertrag zu verhandeln, die Übernahme der Verpflichtungen für Finanzforderungen und alte Warenforderungen aber bis jetzt abgelehnt. Es wurde schliesslich vereinbart, die Verhandlungen einmal zu beginnen, wobei beide Parteien auf ihrem bisherigen Standpunkte beharren.

Auch hier wird also erst dann dem Bundesrat Antrag für definitive Instruktionen unterbreitet werden können, wenn die schweizerischen Postulate bezüglich der Finanzforderungen im Laufe der Verhandlungen von spanischer Seite endgültig abgelehnt werden sollten. Auch hinsichtlich dieser Verhandlungen ist die Mitwirkung eines Vertreters der Nationalbank (Direktor Schwab) vorgesehen.

ANNEXE II

E 2001 (C) 4/167

*Notice du Délégué du Conseil fédéral
pour le Commerce extérieur, W. Stucki⁸*

Copie

Verhandlungen mit Spanien

Bern, 25. Mai 1936

Nachdem mit *[sic]* der Schweizerische Gesandte in Madrid unterm 22. Mai per Luftpost mitgeteilt hatte, dass die spanische Delegation immer noch nicht ernannt sei und deshalb kaum am 25. ds. in Bern die Verhandlungen werde aufnehmen können, teilt mir gestern Vormittag der hiesige Spanische Gesandte folgendes mit:

Infolge der ständigen grossen politischen Schwierigkeiten und Unruhen hat die Spanische Regierung die Delegation für die Verhandlungen mit der Schweiz noch nicht bestimmen und ihre Instruktionen noch nicht festsetzen können. Der auf den 25. Mai festgesetzte Verhandlungsbeginn muss deshalb um ca. 4–5 Tage hinausgeschoben werden.

Ich habe mich damit begnügt von dieser Mitteilung Kenntnis zu nehmen und mein grosses Bedauern über diese ständigen Verzögerungen zum Ausdruck zu bringen.

7. *L'Espagne.*

8. Zur Kenntnis an die Herren Direktor Dr. Hotz, Minister Bonna, Dr. Probst, Vollenweider, Dr. Hulfteger, Vorort, Schweiz. Gesandtschaft Madrid.

Es wird sich nun zeigen, ob die Spanier spätestens auf 1. Juni eintreffen. Wenn das nicht der Fall sein sollte, so müssen meines Erachtens die Abwehrmassnahmen der Schweiz verstärkt werden. Ich bitte die Herren Dr. Probst und Vollenweider einen Entwurf zu einem Bundesratsbeschluss auszuarbeiten wonach, gestützt auf den Bundesbeschluss betr. Wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Ausland⁹, jede direkte oder indirekte Zahlung an spanische oder in Spanien domizilierte Gläubiger durch schweizerische Schuldner nur noch an die Schweizerische Nationalbank geleistet werden kann. Text und Antrag sind so beschleunigt auszuarbeiten, dass der Bundesratsbeschluss wenn nötig am 1. Juni in Kraft gesetzt werden kann.

9. *Du 14 octobre 1933 (RO, 1933, vol. 49, pp. 831—833).*

241

J. I. 131/22—24

Notice du Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki

Zusammenfassende kurze Darstellung des schweizerischen Standpunktes¹

Verhandlungen mit Deutschland

Bern, 28. Mai 1936

1. Die in den «Vorläufigen Bemerkungen» vom 18. Mai 1936², insbesondere unter Ziffer 1 (Rechtsfrage) gemachten Feststellungen und Darlegungen werden im vollen Umfange aufrecht erhalten. Indem die Schweiz bestreitet, dass Rechtsgründe vorhanden sind, die Deutschland gestatten würden, von den auf 5 Jahre abgeschlossenen Vereinbarungen kurzfristig zurückzutreten, möchte sie immerhin darauf aufmerksam machen, dass selbst beim Dahinfallen der Abkommen vom 17. April 1935³ Deutschland zu folgenden Leistungen im Transfer verpflichtet bleibt:

1. Zinsen gemäss Stillhalteabkommen 1936	Fr. 26 Mill. im Jahr
2. Verpflichtungen betr. Goldhypotheken	Fr. 4,6 Mill. im Jahr
3. Verpflichtungen betr. Neukredite	Fr. 2,4 Mill. im Jahr
4. Verpflichtungen aus Schuldverschreibungen der deutschen Konversionskasse, gerechnet bis Ende 1936	<u>Fr. 7 Mill. im Jahr</u>
total	Fr. 40 Mill. im Jahr

Diesen Leistungen würden beim Wegfall des Abkommens schweizerischerseits ebenso wenig devisenmässige Gegenleistungen gegenüberstehen, wie dies für die erwähnten deutschen Leistungen gegenüber beispielsweise den U.S.A. der Fall ist.

1. *Ce document a été élaboré par W. Stucki entre le 27 et le 28 mai 1936 à la suite de discussions avec la délégation suisse. Stucki le soumet à cette même délégation le 28 mai. Cf. les procès-verbaux des séances de la délégation suisse des 26—28 mai et de la séance des délégations germano-suissees du 28 mai in J.I.131/22—24.*

2. *Non reproduit.*

3. *Cf. n° 118, n. 3.*

2. Obschon die Schweiz nicht zugeben kann, dass von deutscher Seite schlüssige Rechtsgründe für eine Revision des Abkommens geltend gemacht werden können und sie insbesondere keineswegs anerkennen könnte, dass unter der Herrschaft der Abkommen vom 17. April 1935 der Verrechnungsverkehr eine völlig negative Entwicklung genommen habe, war und ist sie bereit, gemeinsam mit der deutschen Delegation die Sachlage zu überprüfen. Sie ist dabei, unter sorgfältiger Würdigung der von der deutschen Delegation gemachten Darlegungen zu folgenden Schlüssen zu kommen:

3. Gegen die bestehenden Abkommen werden von deutscher Seite in der Hauptsache zwei Vorbehalte gemacht, nämlich:

a) die deutsche Verschuldung gegenüber der Schweiz werde statt abgebaut vergrößert;

b) die Ausfuhr deutscher Waren nach der Schweiz sei hinter den Erwartungen zurückgeblieben.

Dazu ist folgendes zu bemerken:

4. ad a)

Die deutschen Darlegungen bezüglich der Verschuldung gegenüber der Schweiz beziehen sich einmal auf die Abrechnungen in den Beziehungen zwischen dem laufenden Import deutscher Kohlen und der Beanspruchung des Reiseverkehrskontos, und sodann auf die Ausgabe der «Fundingbonds» und deren Auswirkungen.

Was den ersten Punkt anbelangt, so hält die Schweiz an den bereits in den «Vorläufigen Bemerkungen» und im Verlaufe der Verhandlungen mündlich gemachten Vorschlägen fest, wonach einmal durch ein Kontingentierungssystem die Ausgaben von deutschen Touristen limitiert werden auf die Einnahmen für den laufenden Kohlenimport und wonach sodann der bestehende Vorschuss abgetragen werden soll durch besondere, grosse Kohlenbezüge der Schweiz. Die letzteren können dem Interesse Deutschlands in der Aufrechterhaltung der laufenden Kohlenlieferungen nach der Schweiz deshalb nicht abträglich sein, weil durch die Verbindung mit dem Reiseverkehr wohl Gewähr geboten ist, dass die Schweiz mindestens die bisherigen laufenden Kohlenbezüge aus Deutschland aufrecht erhält.

Mit diesen weitgehenden und die Lage des schweizerischen Fremdenverkehrs gegenüber dem bisherigen Vertragszustand wesentlich verschlechternden Vorschlägen sind alle von deutscher Seite in diesem Zusammenhange vorgebrachten Wünsche restlos erfüllt.

Was die Frage der Schuldverschreibungen der deutschen Konversionskasse anbelangt, macht die Schweiz wiederholt darauf aufmerksam, dass diese Regelung seinerzeit von Deutschland selber vorgeschlagen worden ist (vergl. z. B. Deutsches Memorandum vom 15. März 1935, am Schluss)⁴. Die Entwicklung dieser Regelung und ihre Folgen mussten bei Vertragsabschluss vorausgesehen werden und sie sind auch vorausgesehen worden. Im deutschen Entwurf vom 29. März 1935⁵, Anlage zum Vorvertrag, ist ausdrücklich gesagt worden: «Es

4. *Non reproduct.*

5. *Non reproduct.*

besteht Einigkeit darüber, dass für das erste Halbjahr 100% der betroffenen Forderungen fundiert werden müssen.» Es geht deshalb nicht an, ohne Zustimmung des schweizerischen Vertragspartners eine Regelung beseitigen zu wollen, über deren Folgen man sich bei Abschluss des fünfjährigen Abkommens durchaus im Klaren war. Diese Zustimmung aber kann die Schweiz unmöglich erteilen.

Dagegen ist die Schweiz, von der Annahme ausgehend, dass sie mit Deutschland ein gemeinsames Interesse daran hat, die Transferverpflichtungen nicht ansteigen zu lassen, zu einer Regelung bereit, die ihrer Ansicht nach das Erreichen dieses Zieles praktisch sicherstellt.

Das Deutsche Memorandum⁶ geht aus von der Ausgabe von Fundingbonds im vergangenen Jahr. Da infolge der Notwendigkeit, grosse bestehende Rückstände abzutragen, die schweizerischen Transferegläubiger im vergangenen Jahr keine Bartransferierung erhalten konnten, so erreichte die Ausgabe von Fundingbonds eine ausserordentliche Höhe. Dies war aber, da nun die sämtlichen entsprechenden Rückstände abgetragen sind, eine einmalige und nicht wiederkehrende Erscheinung. Die Schweiz rechnet mit einer Ausgabe von Fundingbonds von Franken 40 Millionen im Jahr, und ist bereit als Barverzinsung und Amortisation Deutschland aus den Erträgen des Verrechnungsverkehrs die entsprechende Quote von Franken 0,3 Millionen monatlich privilegiert zur Verfügung zu stellen.

Mit diesem Vorschlag wird ein Ansteigen der deutschen Transferverpflichtungen unter dem Gesichtspunkt der Ausgabe von Schuldverschreibungen der Konversionskasse vermieden. Selbst bei einem allfälligen Ansteigen der berechneten Summe von 40 Millionen im Jahr würde der mit Sicherheit zu erwartende Rückgang der Stillhaltekapitalien und der damit verbundene Rückgang der deutscherseits aufzubringenden Stillhaltezinseisen — die hierfür vorgesehene privilegierte Quote bleibt unverändert — die Rechnung mehr als wettmachen.

Was die deutsche Verschuldung an die Schweiz im übrigen anbelangt, wird erneut auf die ganz wesentliche Verminderung der Rückstände im Warenverkehr und die Tilgung aller Rückstände im Zinsentransfer hingewiesen. Die bis Ende Dezember 1935 Franken 162 Millionen betragende Verminderung der Stillhalt Guthaben ist zu einem wesentlichen Teil durch die Ausgaben schweizerischer Touristen in Deutschland bewirkt worden. Diese geben überdies in freien Devisen jährlich noch mindestens Franken 6 Millionen in Deutschland aus.

ad b) die Schweiz wiederholt ihre Bereitschaft gemeinsam mit Deutschland alle möglichen Massnahmen zu treffen, um die Einfuhr deutscher Waren in die Schweiz zu steigern. Gemäss den nachfolgenden Vorschlägen kommt diese Steigerung zwar zunächst direkt den schweizerischen Finanzgläubigern einerseits und der Abtragung der Rückstände im Warenverkehr andererseits zugute. Indirekt ist aber hieran Deutschland in hohem Masse mitinteressiert, weil die Ausgabe von Fundingbonds um so kleiner wird, je mehr Barverzinsung der schweizerische Finanzgläubiger erhält und indem auf diesem Wege die schon bisher stark verringerte deutsche Verschuldung im Warenverkehr innert verhältnismässig kurzer Zeit vollständig abgedeckt sein wird.

6. Cf. n° 229.

5. Gestützt auf diese Überlegungen macht die Schweiz, in der Annahme, dass im übrigen die bestehenden Abkommen aufrecht erhalten werden, folgende Vorschläge:

a) An der seinerzeit von Deutschland vorgeschlagenen Verbindung zwischen Kohlenimport und Fremdenverkehr wird festgehalten, letzterer aber auf die Erträge der Eingänge für die laufenden Kohlenimporte kontingentiert.

b) Der bestehende Saldo im Reiseverkehrskonto wird durch im Laufe des Sommers durchzuführende ausserordentliche Kohlenimporte getilgt.

c) Die bei der Schweizerischen Nationalbank zur Verfügung stehenden Guthaben werden wie folgt aufgeteilt:

Zunächst wird monatlich ein Betrag von Franken 19 Millionen ausgeschieden und wie folgt aufgeteilt:

A) Franken 14,5 Millionen für Bezahlung schweizerischer Waren, eingeschlossen Nebenkosten,

B) Franken 4,5 Millionen Gutschrift, zugunsten der Deutschen Verrechnungskasse.

Dieser letztere Betrag wird berechnet wie folgt:

Stillhaltezinzen	Fr. 2,2 Mill.
Verzinsung und Amortisation von Fundingbonds	Fr. 0,3 Mill.
freier Saldo	Fr. 2,0 Mill.
	<u>Fr. 4,5 Mill.</u>

Der Überschuss über den Betrag von Franken 19 Millionen kommt zu 70% den Transferegläubigern zugute, 30% werden zur Abdeckung der noch bestehenden Rückstände für Schweizerwaren, Nebenkosten und Transitwaren verwendet.
[...]

ANNEXE

E 2001 (C) 4/161

Notice du Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki

Copie

No

Verhandlungen mit Deutschland

Bern, 29. Mai 1936

Die bisherigen Verhandlungen mit Deutschland erfolgten auf der Grundlage des deutschen Memorandums einerseits und der vorläufigen schweizerischen Bemerkungen andererseits. Beide Dokumente sind in Ihren Händen. Entsprechend den vom Bundesrat festgestellten Instruktionen hat die schweizerische Delegation ein Memorandum über ihre Stellungnahme ausgearbeitet und der deutschen Delegation gestern Abend mit den nötigen mündlichen Erläuterungen übergeben. Ich beehre mich, Ihnen beiliegend ein Exemplar dieses neuen Dokumentes zur vertraulichen Kenntnisnahme zuzustellen. Die deutsche Delegation erklärte, diese schweizerischen Vorschläge persönlich in Berlin mit der Regierung besprechen zu müssen, zu welchem Zwecke die Verhandlungen unterbrochen worden sind.

Ich habe den Eindruck, dass die Deutsche Regierung die schweizerischen Vorschläge kaum als Grundlage annehmen wird und dass zur Verstärkung des Druckes auf die Schweiz die Deutsche

Regierung am 10. Juni gemäss Ziffer 11 lit e des Zeichnungsprotokolls vom 17. April 1935 per Ende Juni auch von den folgenden weitem Abkommen zurücktreten wird:

1. Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 17. April 1935,
2. Warenezahlungsabkommen vom 17. April 1935,
3. Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr vom 5. November 1932⁷.

Auf unsere ausserordentlich starke rechtliche Argumentation, wonach Deutschland zu diesen Rücktrittserklärungen nicht berechtigt ist, ist die deutsche Delegation überhaupt nicht eingetreten!

Ich werde Sie weiter orientieren, sobald von deutscher Seite neue Nachrichten eingetroffen sein werden, was für die nächsten Tage nicht zu erwarten ist.

7. Cf. DDS vol. 10, n° 207.

242

E 2001 (C) 12/2

*Notice sur la reconnaissance de l'URSS et la neutralité suisse*¹

No JS Vertraulich

Bern, 30. Mai 1936

Die Anerkennung Russlands im gegenwärtigen Zeitpunkt muss hauptsächlich im Hinblick auf die schweizerische Neutralitätspolitik zu Bedenken Anlass geben.

Seit seinem Bündnis mit Frankreich und dem Eintritt in den Völkerbund hat Russland sich aktiv in die europäische Politik eingeführt. Entsprechend seinem Grundsatz von der Unteilbarkeit des Friedens wird es sich an einem kontinentalen kriegerischen Konflikt beteiligen. Zur Zeit verfolgt es eine ausgesprochen antideutsche Linie.

Man muss nach den bisherigen Erfahrungen befürchten, dass Russland seine Vertretungen in der Schweiz auch gegen Deutschland und Italien benützen wird und dass uns daraus Zwischenfälle und Schwierigkeiten mit den betreffenden Staaten erwachsen.

Ferner aber hat es Russland mit seiner propagandistischen Organisation in der Hand, einen verhängnisvollen Einfluss auf unsere Volksmeinung zu erlangen und diese in einem unneutralen Sinne zu beeinflussen. Schon jetzt ist unsere Volksmeinung in bedenklicher Weise gegen Deutschland und Italien eingestellt. Mit der Errichtung von russischen Vertretungen in der Schweiz wird sich diese Beeinflussung verstärken und zu einer direkten Gefährdung für unsere Neutralität auswachsen.

Diese Gefahren bestehen hauptsächlich heute, wo die Sanktionsfrage² noch ungelöst ist und über die Wege und Ziele der deutschen Aussenpolitik noch Unklarheit herrscht. Jedenfalls sollte man abwarten, bis die politische Lage sich in Europa wieder beruhigt hat und keine unmittelbaren Gefahren für eine kriegerische Verwicklung und damit auch für unsere Neutralität bestehen.

1. Notice signée F. [rölicher], adjoint au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique.

2. Cf. rubrique I.4: Société des Nations, conflit italo-éthiopien ...

*Le Président du Comité Allemagne de l'Association suisse des banquiers,
A. Jöhr, au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Schweizerisch-deutsches
Verrechnungsabkommen

Zürich, 1. Juni 1936

In der Sitzung der Schweizerischen Delegation vom 26. Mai hat uns Herr Minister Stucki eröffnet¹, dass der Bundesrat in seiner Sitzung vom gleichen Tage² einstimmig den dem Comité Deutschland unbekanntem Beschluss vom 27. März³ bestätigt hat, wonach das in der Eingabe vom 14. Februar 1936⁴ von diesem Comité gestellte Begehren abgewiesen wurde, mit den Warenexporteuren, dem Reiseverkehr und der Reichsbank bei der Verteilung des Clearingerlöses mit einer Quote, welche einer 4½% Verzinsung entspricht, gleichgestellt zu werden. Ebenso einstimmig habe indessen der Bundesrat beschlossen, alles zu tun, damit die Importe aus Deutschland gesteigert werden und damit auf diese Weise die Finanzgläubiger, nachdem ihnen in der sog. I. Hypothek von zur Zeit 19,6 Millionen Franken, nichts reserviert wurde, in der II. Hypothek, an welcher sie zur Zeit auch nur mit der völlig ungenügenden Quote von 60% beteiligt sind, etwas mehr als bisher zufallen soll.

Um eine zur Zeit unerwünschte Diskussion in der Öffentlichkeit zu vermeiden, hat mich Herr Minister Stucki gebeten, das Grosse Comité Deutschland vorderhand nicht zu benachrichtigen, hat mich aber ermächtigt, mit einem kleinen Ausschuss, auf dessen Diskretion ich unbedingt zählen kann, die gegenwärtige Lage zu besprechen, wie das schon am 16. Mai, nach Eintreffen des deutschen Memorandums, geschehen ist.

1. Cf. le procès-verbal de la séance de la délégation suisse du 26 mai 1936:

Herr Stucki, der soeben aus der Bundesratssitzung kommt, die unmittelbar vorher während 1½ Stunden beraten hat, teilt mit, dass der Bundesrat es schon in seiner Sitzung vom 27. März 1936 abgelehnt hat, dem von den *Finanzgläubigern gestellten Postulat*, mit einer festen Quote im gleichen Rang mit dem Warenverkehr, der Reichsbankquote und dem Reiseverkehr zu stehen, zu entsprechen. Aus einem Versehen ist dieser Beschluss weder der Nationalbank, noch den Finanzgläubigern je mitgeteilt worden. Der Fehler liegt beim Volkswirtschafts-Departement. Da es sich jedoch um einen negativen Beschluss handelte, war diese Mitteilung an die beiden genannten Stellen auch nicht so wichtig, umsoweniger als der Sprechende sich sagte, dass bald darauf ja Verhandlungen mit Deutschland beginnen würden. Der Bundesrat hat in seiner heutigen Sitzung einstimmig den erwähnten Beschluss vom 27. März 1936 bestätigt. Dabei war für ihn ausschlaggebend, dass die Schweiz das bestehende VA [*Verrechnungsabkommen*] in diesem Stadium der Verhandlungen retten will. Auch heute noch stehen die Mitglieder des Bundesrates mehrheitlich auf dem Standpunkt, dass Arbeit vor Kapital gehe. Die Instruktionen des Bundesrates gehen dahin, dass, soweit dies irgendwie möglich ist, das heute bestehende VA [*Verrechnungsabkommen*] verteidigt werden soll. [...] (J.I.131/22—24.)

2. Cf. annexe au présent document.

3. Cf. PVCF n° 547 du 27 mars 1936 (E 1004 1/357).

4. Non reproduit; cf. E 2001 (C) 4/160.

Ich weiss, dass die Stellungnahme des Bundesrates wesentlich von verhandlungstaktischen Motiven bestimmt gewesen ist, weiss sehr wohl, dass die Schweiz sich gegenwärtig in der Defensive befindet und das Festhalten an dem bisherigen Abkommen fürs Erste die beste defensive Stellung zu sein scheint. Immerhin darf ich darauf aufmerksam machen, dass die deutschen Vorschläge⁵ in einem gewissen, wenn auch ungenügendem Masse, gerade eine Besserstellung der Finanzgläubiger bezweckten.

Ich darf Ihnen nicht verhehlen, dass der neuerliche Entscheid des Bundesrates im Schosse des kleinen Ausschusses eine starke Enttäuschung hervorgerufen hat, um nicht mehr zu sagen. Er erblickt darin die Weiterführung einer offenbaren Unbilligkeit den Finanzgläubigern gegenüber. Das Comité Deutschland hat schon mehrfach seine Auffassungen den Bundesbehörden gegenüber mündlich und schriftlich dargelegt. Es wäre dankbar, wenn ihm nach dem neuen Bundesratsbeschlusse vom 26. Mai⁶ auch die Begründung einmal schriftlich eröffnet würde. [...]

Wir möchten die Hoffnung nicht aufgeben, dass bei einer Wendung der Verhandlungen im heutigen oder in einem späteren Zeitpunkt der Bundesrat doch auf seinen Beschluss zurückkommen werde und die durchaus einseitige Benachteiligung der Finanzgläubiger gegenüber den andern Gruppen aufheben werde. Wir sind nach wie vor überzeugt, dass die Schaffung einer engen Solidarität zwischen Warenexporteuren, Hotelinteressenten, Finanzgläubigern und Reichsbank, was die Verteilung des Clearingerlöses anbetrifft, das wirksamste Mittel sein wird, das Hauptübel des gegenwärtigen Abkommens, den Rückgang der Importe aus Deutschland, zu beseitigen.

Angenehm hat es uns berührt, dass der Bundesrat offensichtlich, was die bestehenden rechtlichen Transferbedingungen Deutschlands anbetrifft, also insbesondere die Stillhalte-Abkommen, das Goldhypotheken-Abkommen und den Zins der Fundingbonds, entschlossen ist, den Rechtsstandpunkt der schweizerischen Gläubiger unter allen Umständen zu wahren. Ein Abweichen von diesen Punkten würde ja auch von verhängnisvollsten Folgen sein⁷.

Wir danken dem Bundesrat dafür, dass er das Übel des Rückgangs der Importe aus Deutschland durch entsprechende handelspolitische Weisungen an das

5. *Remarque manuscrite en marge: !? Cette remarque peut être liée à la conclusion que W. Stucki a tirée à l'issue de la conférence germano-suisse du 23 mai 1936:*

[...] Nach der Sitzung resümiert Herr Stucki im Kreise der Schweizerherren und stellt fest, dass die Deutschen überhaupt nicht wissen, was sie wollen. Ein deutscher Vorschlag liegt nicht vor. Wie seine gestrige Besprechung mit Herrn Wohlthat, brachte auch die heutige Konferenz keinerlei praktischen Vorschlag. Möglich ist, dass die Deutschen eine höhere Rohstoffquote und eine Erhöhung der Reichsbankquote verlangen. Nach wie vor sieht die deutsche Seite einen Einbezug der Kapitalien ins VA [*Verrechnungsabkommen*] sehr ungern. Unverständlich ist die Forderung der Deutschen, dass die Reichsbankquote nunmehr wieder in Prozenten festgesetzt werden soll. In der gestrigen Besprechung wurde das Moment der verstärkten deutschen Neuverschuldung, die zu vermeiden ist, vorgebracht, heute aber nicht mehr. An der Verbindung der Kohlenimporte mit dem Reiseverkehr will er festhalten. Hier ist der Schweizer Standpunkt dem deutschen entgegengesetzt. An eine Erhöhung der Reichsbankquote denkt ebenfalls niemand. [...] (J.I.131/22—24.)

6. *Cf. annexe au présent document.*

7. *Cf. n° 130.*

Volkswirtschafts-Departement und die Verhandlungsdelegation seinerseits zu mildern trachtet. Allein, wir gestatten uns, darauf aufmerksam zu machen, dass noch bei jeder Verhandlung diese Steigerung der Importe aus Deutschland in Aussicht gestellt wurde, ohne dass daraus bis heute etwas anderes als ein ständiger Rückgang sich ergeben hätte. Die zweifellos besten Absichten des Bundesrates würden in ihrer Durchführung, nach unserer festen Überzeugung, eine ausserordentliche Unterstützung erfahren, wenn alle Interessenten am schweizerisch-deutschen Verrechnungsabkommen von vornherein möglichst gleichmässig an dieser Steigerung interessiert würden, wie wir das verlangt haben. Wir verkennen nicht, dass gewisse technische Schwierigkeiten beim Warenexport, sowohl als beim Reiseverkehr dem entgegenstehen; allein wir halten diese Schwierigkeiten nicht für unüberwindlich und wissen, dass sie, was den Warenverkehr anbelangt, bei andern Ländern auch überwunden worden sind.

Wenn ich gegenwärtig auch nur im Auftrag eines kleinen Ausschusses zu sprechen befugt bin, so zweifle ich keinen Moment daran, dass das Comité Deutschland selber und die hinter ihm stehenden zehntausenden von schweizerischen Gläubigern die von mir dargelegten Auffassungen in vollem Masse teilen.

Ich gestatte mir, die bisher nur mündlich vorgetragenen Befürchtungen zu bestätigen, dass eine fortgesetzte Hintansetzung der Finanzgläubiger, nachdem ihnen von Bund, Kantonen und Gemeinden immer neue Steuern auferlegt werden, zu einer solchen Misstimmung führen wird, dass der Erfolg künftiger Anleihen der öffentlichen Körperschaften, auch wenn sie noch so dringliche Geldbedürfnisse zu befriedigen bestimmt sind, auf das ernsteste gefährdet wird.

ANNEXE

E 1004 1/358

CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal de la séance du 26 mai 1936*⁸

885. Clearing avec l'Allemagne

Verbal

M. le *Ministre Stucki* a demandé à être entendu par le conseil au sujet de la conduite à adopter dans les négociations avec l'Allemagne relatives au nouvel accord de clearing. Conformément aux instructions qui lui ont été données le 27 mars, il a réclamé le maintien de la priorité instituée par l'accord actuel en faveur des exportateurs et du tourisme et il a refusé de mettre les porteurs de créances financières sur le même pied que ces deux catégories d'intéressés. Cette attitude lui ayant valu une réclamation de M. Jöhr, qui, en sa qualité de représentant des porteurs de créances financières, conteste que le Conseil fédéral lui ait donné de telles instructions, M. Stucki prie le conseil de vider ce différend.

Sans doute, un fait nouveau s'est-il produit depuis le 27 mars, à savoir que le mémorandum allemand du 9 mai⁹ a mis sur le même pied les trois catégories de créanciers suisses. Mais cette attitude, qui est dictée par le souci de l'intérêt de la Reichsbank et le désir de mettre en compétition les intéressés suisses, ne saurait modifier la décision du Conseil fédéral. Il est évident, en effet, qu'on ne pourrait améliorer la situation des créances financières qu'au détriment de l'exportation ou du tourisme. Or la situation de ces deux catégories d'intéressés est déjà si difficile qu'on ne saurait entrer dans une pareille voie. Il est à remarquer en particulier que le Conseil fédéral a reconnu la nécessité

8. *Absent: Obrecht.*

9. *Cf. n° 229.*

de forcer les importations allemandes, ce qui implique une charge pour notre économie. Or on ne peut pas songer à ajouter à cette charge de nouvelles difficultés en restreignant la part réservée à nos exportations en Allemagne. Et les porte-parole des exportateurs, comme ceux du tourisme, protestent hautement contre toute tentative de diminution de leurs parts.

La discussion fait apparaître deux tendances, l'une s'en tenant fidèlement à la règle «*Arbeit geht vor Kapital*», l'autre se gardant d'une formule jugée trop stricte. Mais le conseil est unanime à constater que M. Stucki a interprété exactement les instructions du 27 mars et à dire que les bases actuelles de la répartition doivent être maintenues dans les négociations. S'il s'avérait impossible de conclure la nouvelle convention sur ces bases, les négociateurs devraient demander de nouvelles instructions, et la situation des créances financières serait examinée à nouveau.

244

E 2200 Paris 9/3

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

L JF Confidentiel

Berne, 2 juin 1936

Le Conseil fédéral a examiné quelle suite il convenait de donner à la demande d'entrée en Suisse du Négus Hailé Sellasié qu'a formulée auprès de vous la Légation d'Ethiopie à Paris¹.

Depuis la guerre, le Conseil fédéral a accordé asile à divers souverains détrônés. L'Empereur Charles d'Autriche a été autorisé le 18 mars 1919 à s'installer en Suisse avec sa famille, à condition de ne faire ni de ne permettre aucune agitation monarchiste². Le 8 avril 1919, le Roi de Bavière³ fut admis à résider incognito, en simple citoyen, dans son château de Zizers. Le 8 mars 1924, le Calife Abdul Medjid, que la Grande Assemblée nationale venait de déposer après l'avoir, quelques années auparavant, élevé elle-même à cette dignité, se présenta inopinément avec sa famille à la frontière italo-suisse. Le Conseil fédéral lui permit de s'établir à Montreux à la condition de s'abstenir de toute activité politique. Le 1^{er} novembre 1929, enfin, le Conseil fédéral accepta que l'ex-Roi Amanullah⁴, qui s'était réfugié à Rome après la révolution d'Afghanistan, fit un séjour temporaire dans la région de Montreux. Ces précédents, qui n'ont pas tous été fort heureux — il suffit de rappeler les difficultés qui résultèrent de la présence en Suisse de l'Empereur Charles d'Autriche⁵, — différent, toutefois, essentiellement du cas de l'Empereur

1. Cf. *télégramme de la Légation de Suisse à Paris au DPF, du 26 mai*:

Négus a intention primo: séjourner Vevey où il possède villa; secundo: participer travaux Conseil S.d.N. en sa qualité de Chef d'Etat pour diriger les travaux de ses délégués auprès S.d.N. Négus va en tout cas Londres ensuite Suisse. [...] (E 2001 (C) 4/92.)

2. *Sur les négociations avec les Puissances européennes ayant précédé la venue en Suisse de Charles de Habsbourg, cf. DDS, vol. 7—I, nos 44, 49, 244 et 250.*

3. *Louis III, qui avait dû abdiquer le 13 novembre 1918.*

4. *Sur le séjour en Suisse de l'ex-roi d'Afghanistan, cf. E 2001 (D) 3/282.*

5. *En 1921, l'ex-empereur essaya à deux reprises de rejoindre la Hongrie pour restaurer la monarchie. Cf. DDS vol. 10, n° 32, n. 6.*

d’Ethiopie. Alors que les souverains qui reçurent asile en Suisse se présentaient à notre frontière comme des exilés plus ou moins résignés à leur sort, le Négus Hailé Sellasié n’a ni abdiqué ni accepté la victoire de l’Italie. Bien que fugitif et dépossédé, il se considère encore comme le seul souverain légitime d’un Etat membre, comme la Suisse, de la Société des Nations et la décision prise par le dernier Conseil de la Société des Nations⁶ d’admettre ses représentants sur le même pied que les représentants de l’Italie semble impliquer qu’il est encore reconnu comme tel par la Société des Nations.

Le problème devant lequel le Conseil fédéral s’est trouvé placé est, par conséquent, beaucoup plus délicat que s’il s’agissait d’accorder asile à un monarque détrôné et il importe de lui trouver une solution conforme à la politique circonspecte que nous nous sommes efforcés de suivre dans le conflit italo-abyssin pour concilier notre solidarité avec la Société des Nations et les devoirs que nous impose le pacte avec notre neutralité.

Les communications qui vous ont été faites par la Légation d’Ethiopie, comme d’ailleurs les lignes générales de la politique éthiopienne, semblent impliquer que le Négus Hailé Sellasié prétend être reçu en Suisse comme un Chef d’Etat et y trouver toute liberté d’y poursuivre sa lutte diplomatique contre l’Italie. Bien qu’il faille s’attendre à ce qu’une partie de notre opinion publique et les doctrinaires de la Société des Nations considèrent de telles prétentions comme légitimes, le Conseil fédéral est d’avis qu’elles sont inacceptables, en raison des difficultés très graves et peut-être même des dangers qui pourraient en résulter dans nos rapports avec l’Italie. Le fait que le Négus est propriétaire d’une villa à Vevey ne lui donne aucun droit à venir s’établir sur notre territoire et à y poursuivre une activité à laquelle la Grande-Bretagne même semble, en ce moment, désireuse d’imposer des limites.

D’autre part, il n’est pas d’usage que les Chefs d’Etat viennent eux-mêmes défendre leurs intérêts à la Société des Nations et nous ne pensons pas qu’il soit dans l’intérêt de la paix générale que le Négus vienne défendre en personne sa cause à Genève, où sa présence ne peut qu’augmenter encore la tension actuelle. Le Conseil fédéral s’est convaincu, cependant, que, si le Négus persiste dans son intention actuelle et si cette intention répond au désir du Conseil de la Société des Nations, il serait bien difficile d’y faire obstacle.

Il est évident, en revanche, que le rôle qui, dans cette hypothèse, serait joué à Genève par le Négus ne pourrait se concilier avec l’attitude effacée que le souci de nos relations avec notre voisine l’Italie nous obligerait à imposer au Souverain dépossédé pour pouvoir lui accorder refuge sur notre territoire. Tant que le conflit italo-éthiopien n’aura pas trouvé sa solution et que le Négus ne se sera pas résigné à son sort, le Conseil fédéral ne peut donc qu’opposer un refus à son établissement en Suisse. Il semble que le Négus lui-même et ses conseillers devraient le comprendre.

Dans ces conditions, le Conseil fédéral nous a chargés⁷ de vous donner pour instructions de faire savoir à la Légation d’Ethiopie, en vous inspirant des considérations qui précèdent:

6. Cf. annexe au n° 230 et n. 7.

7. Cf. PVCF n° 935 du 2 juin (E 1004 1/358).

1) que, si le Négus Hailé Sellasié estime indispensable de prendre part en personne au prochain Conseil de la Société des Nations et que sa présence réponde à un désir du Conseil, les Autorités suisses ne feront pas obstacle à sa venue à Genève et lui accorderont le traitement d'un Chef de Délégation;

2) qu'en revanche, le Conseil fédéral doit le prier de renoncer actuellement à s'installer dans sa villa de Vevey, tant que le conflit existant entre lui et l'Italie, voisine de la Suisse, n'aura pas trouvé une solution, le Conseil fédéral restant prêt à réexaminer la question de son installation en Suisse lorsque les circonstances présentes auront changé.

Vous nous obligerez en nous donnant, le plus tôt que faire se pourra, le compte rendu de la conversation que vous aurez eue à ce sujet avec le Ministre d'Ethiopie à Paris. Nous souhaiterions que votre interlocuteur comprît bien

1) que nous préférerions de beaucoup que le Négus s'abstînt de venir en Suisse pour le moment, en raison des difficultés que sa présence nous créerait inévitablement dans nos rapports avec un puissant voisin;

2) que, s'il persiste néanmoins dans son intention de venir à Genève pour le prochain Conseil de la Société des Nations, à laquelle nous ne ferons pas obstacle, il ne doit pas s'attendre à être reçu en Suisse comme un Chef d'Etat et à entrer en relations avec le Conseil fédéral;

3) que le Négus doit renoncer à tout voyage dans d'autres villes suisses que Genève et qu'il devra quitter Genève dès que la prochaine session du Conseil aura pris fin.

[...]

245

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 89

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 21

Paris, 8 juin 1936

[...]¹

Sans méconnaître le bien-fondé d'un certain nombre de revendications ouvrières sur lesquelles je reviendrai, ces questions, dans leur ensemble, dépassent singulièrement le cadre d'un simple programme ministériel. Elles tendent, dans une certaine mesure, à instituer un ordre social nouveau. Les projets concernant la classe ouvrière ne signifieront pas seulement le dénouement d'un conflit, mais, dans l'idée de leurs promoteurs, le commencement d'une relation nouvelle entre le capital et le travail. En effet, suivant l'application que l'on veut en faire sous l'égide d'un Gouvernement socialiste, les délégations d'usines prévues dans les contrats collectifs pourraient bien signifier «un droit de regard et de contrôle des salariés dans les entreprises».

1. *La composition du cabinet formé par L. Blum. Le programme du nouveau gouvernement.*

Indépendamment de ce problème d'ordre général, le relèvement des salaires et surtout l'introduction de la semaine de 40 heures dans des industries déjà fortement anémiées par la crise, peuvent avoir des conséquences dont il ne faut pas se dissimuler la gravité. Ces mesures peuvent handicaper assez lourdement la production française à l'égard des industries étrangères. La hausse des prix de revient qui en résultera — les estimations varient entre 10 et 20% — nécessitera peut-être le relèvement de la protection douanière et de nouvelles réductions des importations (ce qui ne serait pas sans provoquer de dangereuses perturbations dans les relations commerciales entre la France et l'étranger), tandis que les produits français eux-mêmes perdraient certains de leurs débouchés sur les marchés internationaux.

Combiné avec le maintien du franc à sa parité présente, le relèvement des prix menacerait encore le tourisme; ainsi, de nouveaux ouvriers viendraient remplacer, sur la liste des chômeurs, ceux que l'industrie aurait réembauchés par suite de la diminution des heures de travail.

En aggravant ainsi les charges de la production nationale, l'Etat sera appelé à intervenir automatiquement, non seulement pour la protection du marché intérieur par le réaménagement des tarifs douaniers et des contingentements, mais par la création ou la sauvegarde des débouchés. A un relèvement du coût de production devra donc correspondre tout un système de subventions.

Mais outre ces éléments certains du programme de solidarité sociale, le Ministère présentera un projet de loi comportant l'entreprise de «grands travaux», «c'est-à-dire d'outillage économique, d'équipement sanitaire, scientifique, sportif et touristique».

Or, pour ces grands travaux, comme pour le subventionnement des industries, il faut de l'argent et du crédit. C'est ici que se placent ces paroles sibyllines du Président du Conseil dans sa réponse aux interpellateurs de l'opposition: Rejetant tout projet de dévaluation du franc, M. Léon Blum a déclaré: «le fond de notre politique financière, ce sera d'essayer, par le large crédit que le pays *s'ouvrirait à lui-même*, d'obtenir, par des moyens plus sains et peut-être avec des résultats plus stables, des effets que la dévaluation monétaire a produits dans d'autres pays».

[...]

Certes, il serait prématuré de porter un jugement sur l'ensemble des mesures envisagées par le Président du Conseil, puisque lui-même ne s'est pas étendu sur les modalités d'exécution de son programme, ni à l'égard du Parlement, ni à l'égard de son propre parti. Mais on peut souligner dès maintenant une contradiction entre deux éléments de ce programme, qui, d'une part, requiert des moyens de «financement» immédiat (grands travaux, suppression partielle des économies provenant des décrets-lois de 1935)² et qui proclame, d'autre part, l'intangibilité du franc.

Il y aurait eu théoriquement un moyen de supprimer cette contradiction sans altérer le programme du front populaire, c'était de faire appel à une *fiscalité* impitoyable; mais, ni M. Blum, ni son Grand Argentier M. Vincent Auriol, n'ignorent

2. En juillet 1935, usant des pleins pouvoirs financiers qu'il a obtenus, le gouvernement Laval procède à une baisse autoritaire de 10% sur les traitements, les rentes, les loyers et les pensions. Cf. n° 251, n. 2.

que rien n'est plus incertain que le produit d'une fiscalité nouvelle dans un pays qui n'est pas loin de l'état de saturation fiscale. Aussi ce moyen théorique a-t-il été écarté. Le Président du Conseil a précisé, dans sa déclaration ministérielle, qu'il envisageait «un large système de simplification et de détente soulageant la production et le commerce». La contradiction reste donc entière et ce serait à l'inflation monétaire que risque d'aboutir la mise en œuvre des projets du Gouvernement.

[...]

Dans le domaine de la *politique extérieure*, le Président du Conseil n'a apporté aucune des précisions attendues par l'opposition. La déclaration ministérielle est des plus vagues sur ce point: volonté de paix, respect de la loi internationale, sécurité collective, désarmement. M. Blum n'a pas cru devoir répondre aux demandes directes et précises des interpellateurs sur la question essentielle de la suppression des sanctions³. Il s'est contenté d'annoncer un large débat sur la politique extérieure avant la prochaine réunion de Genève.

En matière de *politique intérieure*, M. Blum, tout en soulignant que le pays n'avait pas donné «la majorité au parti socialiste, mais à l'ensemble des partis prolétaires», a affirmé qu'il avait l'espoir que son œuvre «contribuerait à préparer le régime social qui reste la mission de son parti».

En revanche, il n'y a pas identité de buts avec le parti radical-socialiste — ce qui n'est pour les socialistes qu'une étape, est, pour les radicaux-socialistes, un terme. Cela n'empêche pas, a ajouté le Président du Conseil, que les uns et les autres ont «un bout de chemin et, peut-être, un long bout de chemin à parcourir ensemble». Le Chef du parti communiste a souligné, de son côté, que, pour son parti, le but que se proposaient les socialistes ne constituait aussi qu'une étape.

Ainsi, l'équivoque n'est pas possible: en se lançant dans «l'expérience Blum», la France marche vers la réalisation des doctrines socialistes avec, à l'horizon, celle de la République Française des Soviets. C'est le parti radical-socialiste, lié, à l'extrême gauche de la Chambre par la fiction du front populaire, qui reste l'arbitre de la situation. Permettra-t-il que cette expérience dépasse les limites qu'il s'est lui-même fixées?

Enfin, ultime sauvegarde, le Sénat, composé d'éléments moins actifs et plus modérés, pourrait aussi y mettre un terme! Mais il n'est pas impossible qu'il recule devant les conséquences d'une opposition qui ne ferait peut-être qu'aggraver le malaise qui règne dans le pays.

3. Cf. rubrique I. 4: Société des Nations, conflit italo-éthiopien ...

*Notice pour l'Adjoint au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, H. Frölicher¹*

KO

Berne, 9 juin 1936

J'ai exposé à M. Nadig que la réponse du Département de Justice et Police du Canton de Vaud² au sujet de l'affaire Coselschi³ reposait sur un malentendu en ce sens qu'il n'a jamais été question d'autoriser Coselschi à prononcer des conférences en Suisse. M. Nadig a alors suggéré de donner un sauf-conduit à Coselschi si celui-ci devait vraiment se rendre en Suisse pour s'occuper de l'Institut de culture italienne à Lausanne⁴. J'ai fait remarquer qu'une telle mesure serait jugée aussi vexatoire par les autorités italiennes que l'interdiction d'entrer qui frappe actuellement le général italien qui jouit d'une grande influence à Rome. M. Nadig a déclaré alors qu'il en parlerait à M. Stämpfli.

Un peu plus tard M. Nadig a téléphoné disant que le Procureur de la Confédération s'opposait absolument à la levée d'interdiction, sous quelque condition que ce soit. L'enquête à laquelle procède actuellement le Parquet aurait démontré que Coselschi est en relation avec Fonjallaz⁵ et les chefs du mouvement fasciste en Suisse. Dans ces conditions, M. Stämpfli estime que la venue en Suisse de Coselschi serait très inopportune et il a refusé très catégoriquement de modifier son point de vue.

1. D'après le code « KO », ce document a été rédigé par J.-G. de Rham.

2. Cf. annexe au présent document.

3. Cf. n° 150. Le 11 mai, le DPF a envoyé la lettre suivante au Procureur de la Confédération, F. Stämpfli:

Nous avons l'honneur de vous faire connaître que depuis quelque temps les autorités italiennes sont intervenues auprès de nous, soit par l'entremise de la Légation d'Italie, soit en s'adressant à la Légation de Suisse à Rome, pour nous demander de rapporter la mesure frappant le Général Coselschi, à qui l'accès du territoire suisse a été interdit le 8 octobre 1935 [...].

Jusqu'ici, nous avons évité de répondre aux démarches des autorités italiennes qui devaient, d'ailleurs, parfaitement se rendre compte que la mesure prise contre le Général Coselschi nous avait été dictée par les circonstances et qu'elle était entièrement justifiée. Cependant, quelque indiquée qu'ait été cette interdiction au moment donné, il nous semble qu'il ne serait point opportun de la considérer comme définitive. En effet, le Général Coselschi, qui préside le Comité d'action pour l'universalité de Rome, est un personnage fort important et nous avons, par conséquent, intérêt à le ménager dans les limites tracées par la sauvegarde de nos intérêts et de nos devoirs d'Etat neutre. Nous croyons savoir, d'autre part, que le Général Coselschi désire-rait très vivement pouvoir prendre une part directe à l'Institut de culture italienne qui a été créé à Lausanne, ce qu'il ne pourrait faire que si l'autorisation de venir dans cette ville lui était donnée.

Puisque 8 mois se sont écoulés depuis le jour où l'accès du territoire suisse a été interdit à M. Coselschi, nous estimons que le moment est venu de lever cette interdiction. Il est à peine besoin de dire que cette mesure serait prise à nouveau à son égard si, contrairement aux promesses données, il se livrait en Suisse à une propagande fasciste indiscrète.

[...]

4. Cf. annexe au présent document.

5. Sur A. Fonjallaz, cf. rubrique II.15.4: Fascisme suisse du colonel Fonjallaz ...

ANNEXE

E 2001 (D) 1/101

*Le Chef du Département de Justice et Police du Canton de Vaud, J. Baup,
au Procureur de la Confédération, F. Stämpfli*

Copie

L

Lausanne, 27 mai 1936

Nous avons l'honneur de répondre comme suit à votre lettre du 18 mai ct.⁶ relative au général italien Eugène *Coselschi*:

L'Institut de culture italienne à Lausanne, inauguré le 2 mars dr., a fait l'objet d'un échange de correspondance avec le Département politique fédéral, qui nous a répondu par lettre du 9 janvier 1936⁷ que la création de cet Institut, dont le but et les raisons sont décrits dans une lettre du Consulat d'Italie à Lausanne du 5 décembre 1935⁸ dont veuillez trouver ci-joint copie, ne soulevait de sa part aucune objection.

Bien qu'il ait été affirmé que l'Institut de culture italienne était destiné à servir de trait d'union entre les milieux intellectuels de l'Italie et de la Suisse, nous avons eu dès le début l'impression qu'il s'agissait d'un organisme destiné à servir la propagande italienne à l'étranger, et par conséquent fasciste, et que son caractère politique ne tarderait pas à se révéler. Le fait que l'on fait maintenant appel au général *Coselschi* constitue un indice très sérieux à l'appui de cette opinion, d'ailleurs partagée par tous ceux qui sont au courant de la question.

En effet, le général *Coselschi*, qui a présidé les Congrès fascistes internationaux de Montreux⁹, est en réalité un ardent propagandiste de la cause fasciste à l'étranger, et le but du dernier congrès de Montreux, dont les frais ont été entièrement réglés par le gouvernement italien, était très net: provoquer un mouvement dans les différents pays dont les représentants étaient convoqués à Montreux, en faveur de la cause italienne dans l'affaire de l'Abyssinie.

A ce titre-là déjà, nous avons le plus grand intérêt à éviter que notre pays ne serve de tribune à une telle activité qui est susceptible de provoquer des réactions intérieures violentes, et des réactions extérieures désagréables ou dangereuses. Ce, d'autant plus que nous savons que l'activité délétère du sieur *Arthur Fonjallaz*, qui a pour but le renversement par la violence de notre organisation démocratique actuelle, trouve son origine dans l'appui qu'elle a obtenu auprès des agents officiels et officieux du gouvernement italien, et, plus spécialement, du général *Coselschi*, avec lequel *Fonjallaz* a eu de réitérés entretiens.

Au surplus, le premier congrès fasciste qui s'est tenu à Montreux a réuni de nombreux représentants de factions de divers pays européens, connues pour avoir recours à la violence dans leurs pays respectifs. C'est ainsi, notamment, que figurait parmi les délégués l'avocat *Motza*, représentant des gardes de fer roumains, qui organisèrent et réalisèrent à l'époque l'assassinat du ministre des affaires étrangères *Duca*¹⁰ de Roumanie.

Si, dans l'intérêt du maintien de bonnes relations entre la Suisse et l'Italie, l'autorité fédérale estime devoir faire droit aux démarches des autorités italiennes tendant à obtenir la suspension de l'interdiction d'entrer en Suisse prononcée contre le général *Coselschi*, nous sommes prêts à nous incliner. Par contre, en considération des polémiques de presse auxquelles le congrès fasciste de Montreux avait donné lieu, nous sommes d'avis qu'il serait indiqué de subordonner la levée de la mesure dont le général *C.* est l'objet et l'octroi de l'autorisation de la conférence, à la condition que

6. *Non retrouvé.*

7. *Non reproduit* (E 2001 (C) 4/46).

8. *Non retrouvé.*

9. *Cf. n° 150 + A.*

10. *I. G. Duca, assassiné le 29 décembre 1933 à Sinaïa, était en réalité président du conseil roumain. Cf. sur son assassinat le rapport du ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck, du 3 janvier 1934* (E 2300 Bukarest, Archiv-Nr. 6).

celle-ci soit réservée aux membres de l'Institut et qu'elle ait lieu exclusivement sur invitations, celles-ci étant en outre restreintes à un nombre de personnalités connues.

D'autre part, l'enquête Fonjallaz n'étant pas terminée à l'heure actuelle, il semblerait indiqué de prier le général Coselschi d'éviter tout contact avec Fonjallaz.

247

E 1004 1/358

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 12 juin 1936¹

1003. Verhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

Herr Minister Stucki erscheint in der Sitzung, um über den Stand der Angelegenheit Bericht zu erstatten. Bekanntlich hat Deutschland das Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr² und das Warenezahlungsabkommen³ gekündigt. In der deutschen Note vom 9. Juni⁴ heisst es, in den deutsch-schweizerischen Verhandlungen sei bisher eine Einigung nicht erzielt worden. Da eine Grundlage für ein neues Abkommen bisher nicht gefunden werden konnte, trete die Deutsche Regierung vorsorglich von dem oben genannten Abkommen zurück, erkläre sich jedoch bereit, in der Zwischenzeit über eine Regelung des deutsch-schweizerischen Zahlungsverkehrs auf der Grundlage der in einem deutschen Memorandum gemachten Ausführungen und der darin erwähnten «Bemerkungen»⁵ weiter zu verhandeln. Die Frage ist nun erstens, ob die Verhandlungen wieder aufzunehmen und fortzuführen seien oder ob ein vertragsloser Zustand vorzuziehen wäre. In einer gestrigen Konferenz⁶ der zuständigen

1. *Absent: Minger.*

2. *Du 17 avril 1935; cf. n° 118, n. 3.*

3. *Du 5 novembre 1932; cf. DDS vol. 10, n° 207.*

4. *Non reproduit.*

5. *Non reproduit.*

6. *La conférence a eu lieu en présence de représentants du Département politique fédéral et du Département fédéral de l'Economie publique, de la Commission fédérale des banques, de la Banque nationale, des banques, du tourisme, des compagnies d'assurance, du commerce et de l'industrie, des paysans et de la caisse de compensation. W. Stucki leur a fait un rapport détaillé des événements qui ont précédé le retrait du Reich des accords commerciaux et financiers:*

Herr Stucki: Bekanntlich übergab die Schweizerseite den Deutschen am 28. Mai 1936 eine «Zusammenfassende kurze Darstellung des schweizerischen Standpunktes» [cf. n° 241] mit einem Kommentar versehen, welches Dokument von den Deutschen frostig aufgenommen wurde. Diese lehnten es ab, zu erklären, ob und wann die Verhandlungen weitergeführt werden könnten. Weiter ging nichts, als dass dann überraschend der deutsche Gesandte zu einem Abendessen auf der Deutschen Gesandtschaft in Bern einlud auf Samstag, den 6. Juni 1936, woran teilnahmen die HH. Bundespräsident Meyer und Bundesräte Obrecht und Motta, Prof. Bachmann, der Sprechende, und von deutscher Seite die HH. Präsident Schacht und Ministerialdirektor Wohlthat. In der nachfolgenden Besprechung der Sachlage erklärte Präsident Schacht, dass die deutsche Devisen- und Rohstofflage sich sehr wesentlich verschlechtert hätte

und Deutschland daher entschlossen sei, unter allen Umständen jede weitere Verschuldung gegenüber dem Ausland zu beseitigen; es sei auch entschlossen, mit allen Mitteln für eine Besserung seiner Rohstofflage zu sorgen. Unter diesem Titel sei von sämtlichen Ländern die Schweiz das am wenigsten interessante, denn von dem, was Deutschland aus der Schweiz beziehe, entfälle sozusagen nichts auf Rohstoffe. Deutschland habe daher nur noch ein geringes Interesse an der Schweiz. Deutschland sei überzeugt, dass es beim jetzigen Zustand des Verrechnungsabkommens nur Devisen verliere, was aber nicht weiter angängig sei.

Der Sprechende machte die bekannten Argumente geltend, vor allem in rechtlicher Beziehung, wonach der Vertrag nicht auf Ende Juni 1936 zu Ende gehe, sondern auf 5 Jahre geschlossen sei. Unterdessen angestellte Berechnungen betr. die *Rohstoffquote* haben zum Ergebnis geführt, dass in den Waren, die von Deutschland nach der Schweiz kommen, nicht, wie von deutscher Seite behauptet, 20% fremde Rohstoffe liegen, sondern nur 8,5%, was den entsprechenden Quoten bei andern Ländern (10%) ungefähr entspricht. Der Sprechende lehnte die Rohstofftheorie ab; er machte sie nur zur Illustration geltend. Man gewann den Eindruck, dass die Deutschen die Verhandlungen unter starkem Druck der Kündigung wieder aufnehmen, jedoch die *Funding Bonds* abschaffen wollen. Herr Schacht erklärte des Bestimmtesten, er schaffe die *Funding Bonds* nicht nur gegenüber Holland, sondern auch gegenüber England ab, was stimmt, wie aus einer Mitteilung der englischen Botschaft an die Schweizergesandtschaft in Berlin hervorgeht. Der Gesamteindruck war, dass man die deutsche Kündigung am 10. Juni erwarten müsse, zugleich mit der Mitteilung, dass man in den verbleibenden 20 Tagen weiter verhandeln wolle. Mittwoch, 10. Juni, übergab nun der deutsche Gesandte eine Note der Deutschen Regierung und 15 Stunden darauf folgten die den Teilnehmern der heutigen Sitzung zugestellten «Bemerkungen» vom 9. Juni datiert. In der Note wird gesagt, dass weil die Grundlagen für ein neues Abkommen bisher nicht gefunden werden konnten, die Deutsche Regierung gemäss Ziff. 11 lit. e des Zeichnungsprotokolls das VA [*Verrechnungsabkommen*] und das Warenzahlungsabkommen (Anlage A), beide vom 17. April 1935, zum 30. Juni 1936 kündige. Entgegen der Erklärung des deutschen Gesandten anlässlich der Kündigung des Reiseabkommens tritt Deutschland also nicht zurück vom Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr vom 5. November 1932. Die Deutsche Regierung sei bereit, im jetzigen Zeitpunkt über die Regelung des Zahlungsverkehrs nach dem 30. Juni 1936 und zwar auf der Grundlage des deutschen Memorandums vom 9. Mai 1936 sowie der jetzt übergebenen Bemerkungen vom 9. Juni 1936 weiter zu verhandeln.

Der Sprechende wiederholte bei Übergabe der Note sofort die schweizerischen, rechtlichen Einwände, dass Deutschland nicht vom Reiseabkommen und somit auch nicht von den ebenerwähnten Abkommen zurücktreten könne. Er lehnte es ab, irgendwie materiell auf die «Bemerkungen» einzutreten, sondern erklärte nur, dass die Schweizerseite sie prüfen werde; es sei Sache des Bundesrates, zu entscheiden, ob er angesichts der Note und der «Bemerkungen» auf weitere Verhandlungen eintreten wolle oder nicht. Der Sprechende stellte auch fest, dass es unwahr sei, wenn in Ziff. 1 der «Bemerkungen» behauptet werde, die deutsche Rechtsauffassung sei am 30. April 1936 anlässlich der Kündigung des Reiseabkommens dargelegt worden, was der deutsche Gesandte zugab. Ferner erklärte der Sprechende, dass es auch unwahr sei, dass im Mai 1936 der deutsche Delegationsführer den deutschen Rechtsstandpunkt dargelegt habe, und wies ferner darauf hin, dass ein offenkundiger Widerspruch vorliege, indem auf Seite 3 dargelegt werde, auch wenn das Transfer- und Fundierungsabkommen erst zum 31. Dezember 1936 gekündigt werden könne, stelle die Ausgabe weiterer *Funding Bonds* bis zu diesem Zeitpunkt eine devisenmässige Neuverschuldung Deutschlands dar, die dieses nicht auf sich nehmen könne. Entweder wird die Pflicht zur Ausgabe der *Funding Bonds* anerkannt, dann muss man sie erfüllen, oder man erklärt, *Funding Bonds* nicht mehr ausgeben zu wollen, dann ist die Innehaltung des bisherigen Abkommens in Frage gestellt. Auch dieser Widerspruch wurde vom deutschen Gesandten zugegeben, er werde abgeklärt werden. Schliesslich wies der Sprechende darauf hin, dass es nicht im deutschen Interesse liege, von uns auf besonderer Liste die Aufhebung der Kontingente zu verlangen. Unsere Offerte gehe immer noch dahin, die heutigen Positionen, wo das Zusatzausfahrverfahren zugelassen wird, nach Möglichkeit zu erweitern. [.../ (J.I.131/22–24.)

Persönlichkeiten wurde beschlossen, die Weiterführung der Verhandlungen zu beantragen. Als Basis für die Instruktionen, nach denen die Verhandlungen zu führen wären, sollten folgende Punkte gelten: Das Fundingbonds-Abkommen darf nicht preisgegeben werden; das Begehren, 10% der Kohleneinfuhr in freien Devisen zu bekommen, muss abgelehnt werden; in der Frage der Aktivzinsen könnte, wenn absolut nötig, ein Entgegenkommen gezeigt werden; bezüglich der vermehrten Einfuhr wäre vorläufig nichts vorzukehren, weil die deutsche Liste noch nicht vorliegt.

Der Redner bittet den Rat um zustimmende Kenntnisnahme von diesen Ausführungen und um die Ermächtigung zur Weiterführung der Verhandlungen mit Deutschland auf der Basis der soeben genannten vier Punkte.

In der Beratung nimmt der Rat von diesen Ausführungen in zustimmendem Sinne Kenntnis. Er ist damit einverstanden, dass die Verhandlungen weitergeführt werden. Als Instruktionen gelten die von Herrn Minister Stucki soeben angedeuteten Richtlinien. Gleichzeitig wird beschlossen, es solle in der Antwort auf die deutsche Note nochmals Rechtsverwahrung gegen die vorsorgliche Kündigung eingelegt werden⁷.

7. Non reproduit. A la suite de ces négociations, un nouvel accord additionnel est conclu le 6 juillet 1936:

*[...]*Das Ergebnis dieser Verhandlungen, welche am 6. Juli l. J. zur Unterzeichnung der nachstehend einzeln aufgeführten und besprochenen Vertragstexte führten, stellt ein Kompromiss dar. Die deutsche Delegation verzichtete dabei insbesondere auf die vorzeitige Ausserkraftsetzung des Transfer- und Fundierungsabkommens. Dagegen wurden auf Schweizerseite wesentliche Beträge zur Verfügung gestellt, um die zwischen dem 1. Juli und dem 31. Dezember dieses Jahres zur Ausgabe gelangenden Funding Bonds teilweise zu amortisieren (vgl. unten die Ausführungen über Anlage G).

Deutschland hat ferner darauf verzichtet, die Zinszahlungen von der Schweiz nach Deutschland aus dem Verrechnungsverkehr herauszunehmen (vgl. unten die Ausführungen über Anlage F).

Die Schweiz hat sich ihrerseits ferner verpflichtet, das ihre beizutragen, um die Einfuhr deutscher Waren in die Schweiz zu erleichtern durch Aufhebung von Kontingentierungen, durch Kontingenterhöhungen, Erleichterungen im Kontingentierungsverfahren und hauptsächlich durch vermehrte Zulassung des deutschen Zusatzausfuhrverfahrens.

Der wundeste Punkt in der getroffenen Regelung besteht in deren kurzer Dauer. Das Reiseabkommen konnte nämlich nur bis Ende des Jahres abgeschlossen werden. Auf diesen Zeitpunkt ist auch das Transfer- und Fundierungsabkommen vom 17. April 1935 kündbar. Es ist leider zu erwarten, dass Deutschland, das sich von der Verpflichtung zur Ausgabe von Funding Bonds befreien will, zu diesem Zwecke die beiden genannten Abkommen kündigen wird. Diese stellen so wesentliche Bestandteile des gesamten Vertragswerkes dar, dass man auf Ende des Jahres mit einer Gesamtrevision rechnen müssen. [...] (*PVCF n° 1238 du 22 juillet 1936, E 1004 1/359.*)

Pour un rapport sur les négociations, cf. FF, 1936, II, p. 574 ss. Pour le texte de l'additif du 6 juillet 1936 à l'accord concernant le trafic de compensation germano-suisse du 17 avril 1935, cf. RO, 1936, vol. 52, pp. 583 ss.

Pour le texte du 9e avenant à la convention de commerce germano-suisse du 5 novembre 1932, cf. RO, 1936, vol. 52, pp 587 ss.

E 2001 (C) 4/92

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Londres, Ch. Paravicini*

Copie
L JF

Berne, 17 juin 1936

Nous avons l'honneur de recevoir vos rapports des 13 et 15 juin¹ concernant le voyage en Suisse du Négus² et nous vous en remercions vivement.

Nous avons été fort intéressés par le compte rendu de la conversation que vous avez eue avec le Dr Martin et son acolyte. Celle-ci fait assez bien pendant à celle que M. Bonna a eue le même jour avec M. Auberson³ et nous confirme dans l'impression que l'entourage du Négus, quoique parfaitement au courant des intentions du Conseil fédéral, n'aurait pas été fâché de pouvoir se mettre au bénéfice d'un malentendu permettant à l'Empereur d'agir à sa guise. Nous nous plaisons à penser que ce risque est aujourd'hui conjuré autant qu'il peut l'être.

Bien que la presse continue à parler de la prochaine installation du Négus à Vevey, nous voulons croire que l'Empereur a enfin compris qu'il se mettrait dans un mauvais cas en passant outre à la volonté du Conseil fédéral et que nous n'avons donc à nous préoccuper que de sa venue à Genève, ce qui est déjà assez embarrassant pour nous. Nous vous savons grand gré, à cet égard, d'avoir insisté de façon très nette pour que la date et l'heure de son arrivée dans cette ville nous soient indiquées suffisamment à l'avance.

Nous relevons que des dates plus avancées que celles de la réunion effective du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations ont déjà été articulées. Nous ne ferons pas incident pour vingt-quatre ou quarante-huit heures, mais nous notons ce nouvel indice d'une tendance à ne pas vouloir faire ce que nous demandons et nous ne verrions pas d'inconvénients à ce que vous le fissiez savoir au cours d'un prochain entretien.

P. S. Cette lettre était écrite lorsque vous avez téléphoné à M. Bonna pour le mettre au courant de la nouvelle conversation que vous avez eue avec un représentant de l'Empereur Hailé Sellasié. Nous vous serons très reconnaissants de confirmer par écrit à votre interlocuteur que le Conseil fédéral ne peut rien modifier à la décision qu'il a prise et dont les termes ont été communiqués par M. Dунant à M. Wolde Mariam verbalement et par la note ci-jointe en copie⁴. Nous vous saurons gré également de confirmer que toutes mesures de police seront prises en vue d'assurer la sécurité de l'Empereur pendant son bref séjour à Genève et que nous comptons que, de son côté, l'Empereur ne se prêtera pas à des manifestations publiques.

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. aussi n° 244.*

3. *Sur cet entretien avec J. Auberson, conseiller juridique du gouvernement éthiopien, cf. la notice de P. Bonna, du 15 juin, non reproduite.*

4. *Datée du 15 juin, non reproduite (E 2200 Paris 9/3).*

Les indications que vous avez bien voulu donner à M. Bonna au sujet du revirement qui se produit en Angleterre à l'égard de la politique de sanction nous ont vivement intéressés et nous vous en remercions.

249

E 2001 (C) 4/104

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 17 juin 1936

Les derniers voyages que j'ai entrepris, avec votre assentiment, à Venise et à Naples, m'ont confirmé encore davantage dans mon impression que le mouvement des «fascistes suisses» en Italie, qui nous a valu jadis tant de préoccupations, ne cesse de perdre du terrain. En ce qui concerne l'arrondissement de Venise, M. le Consul Imhof est parfaitement tranquille; d'autre part, notre excellent et très actif Consul à Naples, M. Brenni, a su réaliser, par ses initiatives, ses conférences et ses efforts pour vivifier la vie sociale de la colonie, une telle union entre les Suisses de son arrondissement qu'aucune place ne peut subsister pour des groupements à tendance politique (seul le petit groupe des Suisses de Bari, qui sont au nombre d'une trentaine, doit réaliser une plus grande cohésion, de sorte que, le moment venu, je vous proposerai d'autoriser M. Brenni à se rendre dans cette ville). Les consuls de Turin et de Florence, que j'ai vus à Rome, me donnent également des nouvelles tout à fait tranquillissantes. Seule la colonie suisse de Milan a encore à souffrir de la scission créée par le mouvement fasciste suisse. Depuis ma visite à Milan à la fin du mois d'avril dernier¹, le télégramme² que m'a adressé M. Bühler et l'envoi de ma réponse³, dont vous connaissez le texte, aucun pas en avant sérieux vers l'union désirable n'a pu être fait. J'ai appris indirectement que M. Bühler avait confirmé vis-à-vis de plusieurs compatriotes son intention de «rester en bons rapports avec la Légation». J'attends cependant de lui, comme premier pas, une visite à notre Consul général, M. de Bavier, qui saura l'encourager à faire un geste d'apaisement, et qui veillera aussi à ce que les dirigeants du Cercle Suisse ne se montrent pas trop intransigeants au moment où le chef de la grande maison suisse démontrera des vellétés de réconciliation en abandonnant, ou tout au moins en donnant une autre direction à son activité politique. J'envisage même de faire dire à M. Bühler, par des personnes qui sont restées en liaison avec lui, que j'attends absolument de lui une visite à notre Consul général.

1. Sur cette visite, cf. lettre confidentielle de Ruegger à Motta, du 25 avril. Non reproduite.

2. Daté du 23 avril. Non reproduit.

3. Lettre datée du 24 avril. Non reproduite.

En ce qui concerne l'arrondissement de Rome, les contrastes, comme vous le savez, n'ont jamais été aigus. Le petit groupe des fascistes suisses de Rome n'a pas cessé ses relations avec le Cercle Suisse, dans le comité duquel il compte un représentant. Dans votre lettre du 22 avril⁴ dernier, vous aviez exprimé l'espoir que les membres du groupe romain du fascio suisse seraient présents à la Légation lors de la réception de la colonie, organisée à l'occasion de la réunion annuelle de la Société suisse de bienfaisance. Cet espoir, qui était aussi le mien, s'est pleinement réalisé. J'avais invité les 600 membres de la colonie présents à Rome, et pour ainsi dire tous les membres du fascio suisse sont venus sans porter leurs «distintivi». Indirectement j'ai appris qu'une circulaire du fascio suisse de Rome avait enjoint aux participants à ce groupe de venir à la Légation. Aucune note discordante s'est élevée. Tout cela me confirme dans la conviction qu'en répétant que nous ne connaissons que des Suisses et en faisant des appels fréquents à l'union, nous pourrions atteindre le plus sûrement le but proposé, qui est la fin de toute scission.

4. *Non reproduit.*

250

E 2001 (C) 3/15

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L

Accords commerciaux
de l'Italie

Rome, 19 juin 1936

J'ai vu ce matin M. Giannini, Ministre plénipotentiaire, Sénateur du Royaume, auquel je présentai mon collaborateur, M. Micheli. Nous parlâmes de la signature, demain 20 juin après-midi, par le nouveau Ministre des Affaires Etrangères¹ et le soussigné, de l'Accord commercial² entre la Suisse et l'Italie qui a fait l'objet des négociations ardues de ces dernières semaines.

Nous nous sommes félicités de ce qu'il ait été possible d'arriver à un nouveau règlement de nos échanges commerciaux. A ce propos, mon interlocuteur a remarqué que les Etats sanctionnistes qui, par suite des mesures adoptées par la Société des Nations³, avaient interrompu l'exécution, de leur part, des traités ou accords commerciaux avec l'Italie, ne devaient pas admettre que le Gouvernement Royal allait, de son côté, après l'abolition des sanctions, reprendre sans autre le régime préalable, autrement dit se tenir comme encore lié par les engagements en vigueur avant l'application des sanctions. Selon M. Giannini, l'Italie considérera donc comme échus (scaduti) les accords commerciaux antérieurs

1. G. Ciano, entré en fonction le 11 juin.

2. Cf. annexe au présent document.

3. Cf. rubrique I. 4: Société des Nations, conflit italo-éthiopien ... (surtout n° 160).

avec les Etats qui, par suite des sanctions, se sont considérés, eux, comme dégagés des engagements résultant des dits accords. Pendant le régime des sanctions, un nouveau courant et jeu d'échanges, un régime commercial différent du précédent se sont développés. Le trafic des marchandises a été diverti partiellement dans des canaux différents. Il y aura donc, de la part des Etats qui ont interrompu les relations commerciales avec le Royaume, un effort à faire pour rétablir, au moyen de nouveaux accords le régime de leurs échanges avec l'Italie, qui devra tenir compte des modifications survenues; on peut envisager, par ailleurs, que les altérations dans le mouvement des échanges survenues pendant la période des sanctions auront tendance à continuer, au moins partiellement, pendant une période encore indéterminée. A ce point de vue, il n'est certes pas sans importance que notre nouveau régime, quelles qu'en puissent s'avérer les imperfections, soit actuellement réglé et puisse entrer, d'ores et déjà, en vigueur le 1^{er} juin⁴, alors que les autres Etats devront, l'un après l'autre, négocier avec le Gouvernement Royal. Nous avons, de ce fait, une sorte d'avance sur les autres qui n'est sans doute point négligeable. Quand les sanctions seront abrogées⁵, de nombreux Etats vont certainement se mettre en campagne pour chercher à faire revivre leurs échanges avec l'Italie et il n'est pas certain que, si nous n'eussions conclu maintenant, nous eussions pu obtenir dans la suite des bases aussi favorables, relativement parlant, que celles du nouvel accord.

[...]

ANNEXE

E 1004 1/358

CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal de la séance du 29 juin 1936*⁶

1099. Italien. Handels- und Kontingentierungsabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 25. Juni 1936

Die am 24. Februar 1936⁷ aufgenommenen handelspolitischen Verhandlungen mit Italien, die in der Folge zweimal unterbrochen worden waren und für welche der Bundesrat ein letztes Mal seine Instruktionen unter dem Datum des 22. Mai⁸ festgelegt hat, sind nunmehr zum Abschlusse gelangt. Als Ergebnis dieser Verhandlungen liegt ein grösseres Vertragswerk vor, dass aus folgenden Dokumenten besteht:

1. Aus einem Kontingentierungsabkommen⁹ mit drei dazugehörigen Listen;
2. aus einem vertraulichen Briefwechsel betreffend die Interpretation des Artikels 6 des Kontingentierungsabkommens;
3. aus einem vertraulichen Briefwechsel betreffend die in Anlage B zum Kontingentierungsabkommen enthaltene Farbenposition;

4. *Il s'agit en réalité du 1^{er} juillet.*

5. *Cf. n° 265.*

6. *Absent: Minger.*

7. *Cf. n° 211.*

8. *Cf. n° 237.*

9. *Conclu à Rome le 20 juin. Pour le texte de l'accord et des pièces annexes, cf. E 7110 1973/119/34. L'accord ayant un caractère confidentiel, seul le Protocole additionnel au Traité de commerce conclu entre la Suisse et l'Italie le 27 janvier 1923 a été publié (cf. n. 19 ci-dessous).*

4. aus einem Protokoll betreffend den Ablauf des Clearingvertrages¹⁰ und des Transfervertrages¹¹;
5. aus einem Zusatzprotokoll zum schweizerisch-italienischen Handelsvertrage vom 27. Januar 1923¹²;
6. aus einem vertraulichen Briefwechsel betreffend die im Zusatzprotokoll vereinbarte Aufhebung der Freiheit des Seidenveredelungsverkehrs;
7. aus einem Abkommen betreffend die Unterstellung der in Italien zum Verkaufe gelangenden Heilmittel schweizerischen Ursprungs unter die italienische Gesetzgebung;
8. aus einem vertraulichen Notenwechsel betreffend das Heilmittelabkommen;
9. aus einem vertraulichen Briefwechsel betreffend die im Juli letzten Jahres als Repressalie eingeführte Sondertaxe von 3% ad valorem auf der italienischen Wareneinfuhr¹³;
10. aus einem Protokoll betreffend das von der Schweiz gestellte Begehren um Zustimmung zur Erhebung einer Taxe von Fr. 3.— pro hl auf der ausländischen Weineinfuhr in die Schweiz;
11. aus einer einseitigen Erklärung der italienischen Delegation betreffend die weitere Entwicklung des schweizerisch-italienischen Warenverkehrs;
12. aus dem Zeichnungsprotokoll.

ad 1. Das Kontingentierungsabkommen ersetzt die beiden provisorischen Protokolle vom 8. März 1935¹⁴ und 18.—26. Juni 1935¹⁵, durch welche der Schweiz in weitgehendem Umfange die Kontingentsverwaltung bei der Einfuhr in Italien sichergestellt wurde. Die beiden provisorischen Protokolle waren die Folge der von Italien am 19. Februar 1935 eingeführten allgemeinen Kontingentierung der Wareneinfuhr¹⁶.

Das Kontingentierungsabkommen enthält eine Reihe von Bestimmungen, die es den schweizerischen Exporteuren ermöglichen sollten, die vorhandenen Kontingente auch wirklich ausnützen zu können. Die Verhandlungsdelegation hat ein besonderes Gewicht darauf gelegt, die Vorschriften für die Einholung und Gewährung der Lizenzen möglichst genau zu formulieren, sodass ein Maximum von Garantie für die Ausnützung der schweizerischen Kontingente geboten ist. Selbstverständlich war es nicht zu umgehen, dass die gleichen Garantien auch für die italienische Einfuhr in die Schweiz geboten wurden. Es wäre völlig aussichtslos gewesen, bei der heutigen italienischen Mentalität eine einseitige Verpflichtung Italiens aufzustellen, wie dies letztes Jahr noch gelungen ist, ohne dass auf der ganzen Linie die völlige Reziprozität besteht.

[...]

ad 2. Der vertrauliche Notenwechsel zu Artikel 6 enthält die Zusicherung Italiens, dass diejenigen Waren, für welche die Schweiz die Kontingentsverwaltung innehat, auch in Zukunft die gleiche Behandlung bei der Einfuhr erfahren sollen, wie dies unter dem Regime des provisorischen Abkommens vom 8. März und 18.—26. Juni 1935 der Fall war.

ad 3. Der vertrauliche Briefwechsel betreffend die Farbenposition hat eine längere Vorgeschichte. Grundsätzlich sind alle Positionen bei der Einfuhr nach Italien, wie übrigens auch umgekehrt bei der Einfuhr in die Schweiz, gewichtsmässig festgelegt. Nun haben jedoch die in der I. G. Chemie vereinigten drei Basler Farbenfabriken mit der italienischen Montecatini-Gesellschaft¹⁷ ein Abkommen getroffen, welches in der Folge zu Differenzen Anlass gab und ein schiedsgerichtliches Urteil notwendig machte. In diesem schiedsgerichtlichen Urteil wird nun das für die drei Basler Farbenfabriken zugeteilte Kontingent nicht mehr gewichtsmässig, sondern wertmässig festgelegt. In dem zwischen den beiden Verhandlungsleitern ausgetauschten vertraulichen Briefwechsel ist daher stipuliert worden, dass bei einer eventuell notwendig werdenden Reduktion der Kontin-

10. Du 3 décembre 1935. Cf. n° 190.

11. Du 3 avril. Cf. n° 221.

12. Cf. RO, 1924, vol. 40, pp. 105 ss.

13. Cf. n° 146, n. 2. Suivant le texte des notes échangées le 20 juin, la surtaxe de 3% ad valorem est abolie du côté suisse à partir du 1^{er} juillet. Cf. aussi PVCF n° 1100 du 29 juin.

14. Cf. n° 106.

15. Cf. n° 129.

16. Cf. n° 100.

17. Cf. DDS vol. 10, n° 306.

gente dieser in einem Privatvertrage niedergelegten wertmässigen Festsetzung und freiwillig vorgenommenen Verminderung der Ausfuhr Rechnung getragen werden müsse.

ad 4. Durch das Protokoll betreffend den Ablauf des Clearingvertrages und des Transfervtrages werden die beiden genannten Verträge hinsichtlich ihrer Beendigung mit dem nunmehr abgeschlossenen Kontingentierungsabkommen in Einklang gebracht.

ad 5. Das Zusatzprotokoll zum schweizerisch-italienischen Handelsvertrag enthält eine ganze Reihe neuer Vereinbarungen:

a) Zunächst einmal sind die beiden vertragschliessenden Parteien übereingekommen, dass Artikel 6 des Handelsvertrages betreffend die Veredelung von Seidengeweben, soweit es sich um das Färben derselben handelt, aufgehoben werde. Damit ist einem schon lange hängigen und immer dringender vorgebrachten Begehren der schweizerischen Veredelungsindustrie endlich Genüge geleistet.

b) Für die Einfuhr schweizerischer Waren in Italien hatten die Italiener eine Reihe von Begehren um Freigabe von Zollbindungen oder um Konsolidierung neuer Zölle auf erhöhter Basis gestellt. Um die schweizerischen Begehren auf dem Gebiete der Seidenindustrie zu verwirklichen, war es unerlässlich, den italienischen Begehren auf tarifarischem Gebiete gewisse Konzessionen zu machen. Dieselben konnten umso leichter bewilligt werden, als sie durchwegs für die Schweiz kein allzu grosses Opfer bedeuteten.

c) Andererseits konnte das von der Schweiz bereits seit einem Jahre hängig gemachte Begehren um Freigabe der Zölle auf naturseidenen Geweben und Erhöhung der Zölle auf kunstseidenen Geweben verwirklicht werden.

Schliesslich konnte von Italien auch noch die Freigabe der im Handelsvertrage gebundenen Zölle auf Olivenöl und Ölsamen und Ölfrüchten erwirkt werden.

ad 6. Der vertrauliche Briefwechsel betreffend den Seidenveredelungsverkehr war bedingt durch das schweizerische Begehren, dass der während 9 Monaten noch weiter bestehende Färbereiverkehr eine gewisse Einschränkung zu erfahren habe. Das bezügliche schweizerische Begehren entsprang der Befürchtung, es könnte durch eine allzu massive Ausnützung der 9monatlichen Frist seitens der italienischen Färbereiindustrie die von der schweizerischen Veredelungsindustrie gewünschte Aufhebung des Artikels 6 etwas paralysiert werden. In dem Briefwechsel wird daher eine Kontingentierung dieses Verkehrs stipuliert, wodurch die erwähnten Befürchtungen zum vorneherein beseitigt werden.

ad 7. Das Abkommen über die Heilmittel stellt die Verwirklichung eines italienischen Begehrens dar, welchem die Schweiz schon seit dem Jahre 1929 grundsätzlich zugestimmt hatte. Die bisherige Verzögerung war bedingt durch das äusserst langsame Fortschreiten der italienischen internen Gesetzgebung. Auch jetzt noch steht übrigens keineswegs fest, wann dieses neue Abkommen in Kraft treten wird. Dasselbe sieht vor, dass die aus der Schweiz nach Italien importierten Heilmittel und pharmazeutischen Produkte beim Verkauf in Italien der gleichen Gesetzgebung unterstellt werden, welche für die interne italienische Produktion massgebend ist. Es entspricht somit einer Regelung, wie sie auch in der Schweiz gegenüber derartigen Produkten zur Anwendung kommt.

ad 8. In einem vertraulichen Briefwechsel hat Italien zugestimmt, dass die aus der Schweiz in Italien zum Verkaufe gelangenden Heilmittel und pharmazeutischen Produkte gegenüber denjenigen aus Deutschland, Frankreich und England die Meistbegünstigung geniessen sollen. Eine allgemeine Meistbegünstigung auf diesem Gebiete kommt selbstverständlich nicht in Frage. Die Schweiz sollte sich jedoch die Meistbegünstigung gegenüber den hauptsächlichsten Produktionsländern auf diesem Gebiete sichern.

ad 9. Der Briefwechsel betreffend die Beseitigung der Einfuhrtaxe von 3% ad valorem¹⁸, die seit dem Juli letzten Jahres auf den italienischen Waren bei der Einfuhr in die Schweiz erhoben wird, stellt die vertragliche Regelung einer Massnahme dar, welche schweizerischerseits ohnehin hätte getroffen werden müssen. In der Tat wäre es beim gegenwärtigen Stande des Clearings ein Fehler, die italienische Einfuhr in die Schweiz zu erschweren.

ad 10. Die schweizerische Delegation erhielt im Verlauf der letzten Verhandlungsetappe den Auftrag, von der italienischen Regierung die Zustimmung zur Erhebung einer Taxe von 3 Franken

18. Cf. n. 12 ci-dessus.

pro hl auf den aus Italien eingeführten Weinen zu verlangen. Die Zustimmung Italiens zu einer solchen Massnahme ist notwendig, weil diese Taxe nichts anderes als eine Zollerhöhung darstellt und der Weinzoll im Handelsvertrage mit Italien gebunden ist. Das bezügliche schweizerische Begehren rief, wie nicht anders zu erwarten war, bei der italienischen Regierung die allergrössten Bedenken wach. Mehr als die Hälfte der gesamten italienischen Weinproduktion wird normalerweise nach der Schweiz ausgeführt. Eine Zollerhöhung bedeutet daher für die italienische Weinproduktion unstreitbar ein erhebliches Opfer, sei es, dass die Ausfuhr dadurch vermindert wird, sei es, dass die ohnehin schon niedrigen Preise eine neue Senkung erfahren. Die italienischen Weinbauern sind denn auch, wie die Delegation in Erfahrung bringen konnte, sofort nach Bekanntwerden der schweizerischen Wünsche mit einer Eingabe an den italienischen Regierungschef gelangt. Eine Gegenkonzession für das in Frage stehende Begehren zu gewähren, war die Schweiz nicht in der Lage. Es konnte nur versucht werden, die italienischen Bedenken zu zerstreuen, indem man der italienischen Regierung gewisse Sicherheiten dafür anbot, dass eine Verminderung der italienischen Weineinfuhr in die Schweiz mit der Erhebung der 3-Franken-Taxe nicht geplant sei. Diese Sicherheiten sollten darin bestehen, dass eine entsprechende Senkung der Ausfuhr schweizerischer Agrarprodukte nach Italien eintreten werde, wenn sich eine Minderung der italienischen Weineinfuhr infolge der Taxe feststellen liesse. Die schweizerische Delegation verlangte eine vertraglich festgesetzte Frist von zuerst 12 und hernach 6 Monaten, um die Wirkungen der Taxe beobachten zu können. Die italienische Delegation wollte von der Festsetzung irgend einer Frist nichts wissen, sondern an eine Reduktion der schweizerischen Ausfuhr landwirtschaftlicher Produkte — allerdings nach vorhergehender Verständigung mit der Schweiz — sofort herantreten, wenn eine Verminderung der Weinausfuhr festgestellt werden sollte. Auf ein solches Begehren glaubte die schweizerische Delegation ihrerseits nicht eintreten zu können; sie bestand darauf, dass im Minimum eine Beobachtungsfrist von 6 Monaten festgelegt werden müsse. Nach langen und sehr schwierigen Verhandlungen gelang es schliesslich, die Italiener so weit zu bringen, dass sie mit der Festsetzung einer Frist von 4 Monaten einverstanden waren, wozu ein Monat für die vorgesehenen Verhandlungen käme, sodass effektiv eine Beobachtungsfrist von 5 Monaten vorhanden wäre, ehe bei einer allfälligen Minderung der italienischen Weineinfuhr eine Reduktion der Ausfuhr schweizerischer landwirtschaftlicher Produkte einzutreten hätte.

ad 11. Die italienische Delegation hielt darauf, dem Vertragswerke noch eine einseitige Erklärung beizufügen, des Inhalts, dass eine Revision der gesamten Verträge und Abkommen auf dem Gebiete der Handelspolitik und des Clearingwesens vorgenommen werden müsste, wenn sich der in den ersten Monaten 1936 festgestellte Zustand im italienisch-schweizerischen Warenverkehr nicht ändern sollte und die nunmehr getroffenen Vereinbarungen nicht einen Ausgleich der gegenseitigen Zahlungsbilanz herbeiführen würden.

Nachdem die vorstehend näher umschriebenen Abkommen und Vereinbarungen angesichts der heute bestehenden Schwierigkeiten zweifelsohne als eine durchaus befriedigende Neuregelung und Ergänzung der handelspolitischen Beziehungen mit Italien gewertet werden dürfen, beantragt das Departement und der Rat *beschliesst*:

Den vorstehend aufgeführten Vertragsdokumenten Nrn. 1—10 wird die Genehmigung erteilt. Das Zusatzabkommen zum Handelsvertrage ist sofort nach erfolgter Genehmigung durch den Bundesrat zu veröffentlichen¹⁹.

19. Cf. *Feuille officielle suisse du commerce*, 1^{er} juillet 1936, n^o 151, pp. 1605—1606.

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 26¹

Paris, 24. Juni 1936

Frankreich hat nicht nur einen Streik, sondern eine Revolution, nicht nur einen Kabinettswechsel, sondern einen Regimewechsel hinter sich.

So sehr es auch gewagt ist, unmittelbar nach den französischen Vorgängen allgemein historische Urteile zu fällen, möchte ich nicht unterlassen, Ihnen zu berichten, dass in den hiesigen Kreisen mehr und mehr das Gefühl, ja die Erkenntnis dafür aufdämmert, dass die obige Sentenz den Tatsachen entspricht. Die Kammerwahlen, die Bildung der neuen Regierung, selbst die Streiks schienen sich erst in sozusagen normalen Formen zu gestalten, dass jetzt erst hinterher die tiefere Bedeutung der Entwicklung wahrgenommen wird: auf bürgerlicher Seite mit Entsetzen, auf sozialistisch-kommunistischer Seite mit Frohlocken.

I.

Die Symptome dafür, dass es sich diesmal wirklich um einen entscheidenden Umschwung gehandelt hat, sind allzu zahlreich.

Wenn die gewaltsame Eroberung der Macht das Wesen jeder staatlichen Revolution ist, dann schliessen jedenfalls die jüngsten Ereignisse die Anwendung dieses Begriffs nicht aus. Die Machtübernahme durch den Front Populaire hätte sich wahrscheinlich ohne die Streiks in den üblichen Bahnen bewegt; durch den Streik jedoch vollzog sie sich in revolutionärem Elan. Unter dem Druck der Streikenden, mit der Drohung der unzufriedenen Volksseele wagten die neuen Herren, sich mit einem Ruck überraschend fest in den Sattel zu setzen und die einschneidendsten Änderungen autoritär vorzunehmen, ohne dass das eingeschüchterte Bürgertum erst begriff oder gar an Widerstand dachte. Während viele Bürgerliche die Streiks erst rätselhaft fanden und sich über die unbekanntenen Urheber derselben die Köpfe zerbrachen, ja sogar so weit verblendet waren, dass sie schadenfroh der neuen Regierung die Streikbewegung gönnten, in der Hoffnung, dass nun vielleicht ausgerechnet Blum mit seinen Sozialisten zu allererst die Polizei gegen die Proletarier marschieren lassen müsse, ist es jetzt klar geworden, dass die grosse Massendemonstration, die illegale Fabrik- und Betriebsbesetzung nach bolschewistischem Muster, die weniger ominös mit «Streik am Platze» bezeichnet wurde, als Grundlage der faktischen Eroberung der Macht zu dienen hatte und zwar als gewichtigerer Faktor als die parlamentarische Legitimation. Die Stimmung der Streikenden liess hierüber keinen Zweifel. Die angeblich armen, hungernden und übermüdeten Arbeiter und Arbeiterinnen sangen und tanzten und tranken (trotz eines angeblich freiwillig auferlegten Alkoholverbotes) und trugen

1. *Remarque marginale de Motta*: Interessanter Bericht (wohl von Herrn Zurlinden verfasst). 26. 6. 36.

übermütig das Bewusstsein ihrer siegreich zur Herrschaft gelangten Klasse zur Schau. Natürlich beteiligten sich auch die Chômeurs, die keine Arbeitsstätte zu besetzen hatten, mit neu erwachtem Tatendrang an der Kraftentfaltung, indem sie die Strassen mit Sovietfahnen und dem Absingen der Internationale durchzogen oder wenigstens einige Mairien besetzten. Alle Augenzeugen, alle Photographen stimmen in dieser Hinsicht über die festlich frohe Aufmachung dieser proletarischen Mobilisation überein.

Wie gut berechnet und wie wohl vorbereitet die übrigens diszipliniert und höflich durchgeführte Massenerhebung war, zeigte ihr mit geradezu spielender Leichtigkeit errungenes Resultat, das Bürgertum restlos eingeschüchtert zu haben. Die Diktatur der Arbeiterklasse wurde zu ungeschriebenem Gesetz, das von der Regierung mit einer verblüffenden Selbstverständlichkeit zum Prinzip ihres Handelns gemacht wurde. Dabei zeigte es sich, dass von Anfang an die Sozialisten und die Kommunisten (die gar nicht an der Regierung beteiligt sind) die Führung des Front Populaire an sich gerissen hatten und dass sie über ihre radikalen Verbündeten hinweggingen.

Das erste Anzeichen dafür, dass die bisherige Ordnung gestört war und dass ein neuer Staat entstand, war darin zu ersehen, dass sich die Regierung weigerte, zwangsweise die Räumung der besetzten Fabriken, Warenhäuser, Betriebe, Schiffe, Hotels, Cafés etc. vorzunehmen. Es folgte unter Druck der starken Hand der Regierung die Einigung der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer, mit Lohnerhöhungen bis zu 35% und mit bezahlten Ferien. Es folgten die sozialen, wirtschaftlichen und finanziellen Gesetzesvorlagen der Regierung mit der 40 Stundenwoche, mit den Kollektivverträgen, mit Arbeiterdelegierten in den Betriebsleitungen, mit der Revision der Lavalschen Sparsamkeitsdekrete², mit grossem Arbeitsbeschaffungsprogramm, mit Verlängerung der Schulzeit, mit der Revision der Statuten der Banque de France und mit der Kreditbeanspruchung bei derselben, über die Sie im einzelnen bereits informiert worden sind und mit denen im ganzen offenbar das klassische liberal-individualistische Wirtschaftssystem in Frankreich zu Grabe getragen worden ist. Es folgte die ungewöhnlich parlamentarische Behandlung dieser Gesetzesvorlagen. In Stunden, fast in Minuten verabschiedete die gefügige Kammer bei schüchterner Opposition einiger bürgerlicher Vertreter die bedenklichen, problematischen, komplexen Texte, rücksichtslos die Mehrheit des Front Populaire ausnützend. Es folgte die noch ungewöhnlichere Behandlung im Senat, der in Wirklichkeit einhellig Gegner der Vorlagen ist, aber mit wenig Mut und mit dem Vorwand, dass man das neue Experiment geschehen lassen müsse, die Gesetze schluckte; ein offenes Versagen des parlamentarischen Systems, das von kommunistischen Blättern dahin glossiert wurde, dass für parlamentarische Komödien überhaupt kein Interesse mehr bestehe.

Die zunehmende Neigung der Regierung, gewalttätig den Machtstandpunkt einzunehmen, zeigte sich in der Auflösung der bürgerlichen Ligen am 19. Juni³. Während die früheren bürgerlichen Regierungen nicht gewagt hatten, gegen die

2. *Notamment 29 décrets-lois pris le 16 juillet 1935. Cf. n° 245, n. 2.*

3. *En vertu d'un décret du 11 janvier précédent. Les Ligues dissoutes sont les Croix-de-Feu, les Jeunesses patriotes, Solidarité française et les Francistes.*

sozialistischen und kommunistischen Wehrverbände vorzugehen und in vorsichtigen und endlosen Verhandlungen das ganze Problem ungelöst liessen, ist jetzt ohne jede Diskussion im Sinne der Sozialisten und Kommunisten, deren Organisationen natürlich bestehen bleiben, «Remedur» geschaffen worden. Erstaunlich schwach war die Reaktion der patriotischen Verbände. Sie fügten sich kleinlaut und begnügten sich damit, gegen die Aufhebung an den Staatsrat zu appellieren. Ausserdem ordneten sie an, einige Tage aus Protest mit der Tricolore die Wohnungen zu flaggen.

[...]Die französische Polizei entriss am letzten Sonntag mit Gewalt den Leuten und den Autos am Etoile und in den Champs-Élysées die Tricoloren, während rote Sovietfahnen nie beanstandet worden waren; die französische Polizei arretrierte bei Ansammlungen auf der Strasse die bürgerlichen Redner, oder befahl denselben zu verschwinden, während die sozialistischen und kommunistischen Sprecher unbehelligt blieben. Selbst die Marseillaise wurde plötzlich als unpassender Gesang behandelt, während die Internationale der Menge und der Polizei offenbar besser gefiel. So hatte sich Frankreich nach andern berühmten Mustern über Nacht auch noch eine Flaggenfrage und einen Sängerkrieg angeschafft.

Neuerdings folgen nun wiederum Besetzungen von Betrieben, die Streikhetzer entlassen hatten. Soeben wird die Arbeit im Marseiller Hafen niedergelegt, dessen Schiffe besetzt wurden und rote Fahnen gehisst haben.

II.

Die Antwort auf die Frage, wie weit die Umwälzung in der eingeschlagenen Richtung fortgehen wird und ob sie irgendwie noch gebremst oder zum Stillstand gebracht werden kann, steht vorläufig in den Sibyllinischen Büchern geschrieben. Das Programm des Front Populaire versprach von Anfang an eine generelle Proletarisierung im Falle des Sieges. Léon Blum selbst charakterisierte seine Regierung als notwendiges Übergangsstadium zum sozialistischen Staat. Die Kommunisten haben niemanden darüber im Zweifel gelassen, dass die logische Entwicklung auch über Blum, sein «Gouvernement des masses» hinweg zur «République française des Soviets» führen müsse. Ein Satyriker hat der Chambre des Députés den Namen «Palais Bourbonski» gegeben.

Von allen Neuerungen dürfte wohl das finanzielle Experiment, das zur Ankurbelung der Wirtschaft dienen soll, am fragwürdigsten sein, das auch in absehbarer Zeit einen sichtbaren Erfolg oder Misserfolg hervorrufen muss. Die kühne Methode, nun zunächst einmal das noch vorhandene Geld ungehemmt auszugeben, zu erwarten, dass das scheue und zurückgehaltene Kapital von 60 Milliarden sich nun ausgerechnet den Sozialisten und Kommunisten freiwillig zur Verfügung stellen werde, eine Lohnsteigerung bis zu 35% zu verfügen und der Industrie und dem Handel die Mehrkosten aufzubürden in der Hoffnung, dass damit ohne Preissteigerung der Wirtschaftsmechanismus wieder in Gang komme und von selbst rentabel werde, ist jedenfalls eine tolle Addition unausprobierter Wirtschaftsdoktrinen und Kaufkrafttheorien. Die Probe, ob Produktion und Absatz um so grösser werden, je kaufkräftiger die Massen sind und ob daher die Prosperität wiederkehrt, indem man das Einkommen der Massen mit einem Ruck erhöht, wird nun in reinsten Form gemacht.

Was aber, wenn sich der Erfolg der Experimente der Front Populaire-Regierung nicht einstellen sollte? Bereits tritt die Befürchtung auf, dass in diesem Falle die sozialistisch-kommunistische Koalition die Macht nicht mehr freiwillig in demokratisch-parlamentarischer Weise zurückgeben würde. Denn wieder aus der Macht verdrängt, würde sie wohl dieselbe unter den gegebenen Verhältnissen nie mehr zurückgewinnen. Diese Leute, die immer nur wenig Respekt vor bürgerlichen Verfassungen, Gesetzen und Rechtslagen gehabt haben, würden darum wohl auch dazu greifen, das Heil in einer Linksdiktatur zu versuchen und damit dem allgemeinen Zeitgeist, das heutzutage ein Staat nur noch mit autoritärer Gewalt regiert werden könne, einen neuen Zuwachs bringen ...

Für die bürgerlichen Rechtsparteien ist vorläufig eine derartige Lage geschaffen, dass sie wohl auch nur durch einen Gewaltakt wieder die Zügel der Staatsregierung ergreifen können.

Nachträglich die Ursachen und die Verantwortlichen für diesen Gang der Ereignisse festzustellen, ist nicht ganz unmässig. Besonders ist es die Rechtspresse, die langsam mit Vorwürfen aufwartet, während die Zeitungen der Radikalen etwas die Sprache verloren haben. Das ist auch ohne weiteres begreiflich. Denn schliesslich ist die heutige Situation nur dadurch möglich geworden, dass die bürgerliche radikale Partei für die Kammerwahlen das Wahlbündnis mit den Sozialisten und Kommunisten geschlossen hatte. (Das hatte wiederum darin einen tieferen Grund gehabt, dass seit dem Tage des berühmten 6. Februar 1934⁴ und dem damaligen Zwist unter den bürgerlichen Parteien die Radikalen auf die Rechte besonders schlecht zu sprechen waren). Die grosse, bisher allmächtige Partei hat damit, was nicht zu bestreiten sein wird, den Sozialisten und Kommunisten die Steigbügel gehalten, allerdings nicht absichtlich. Das was sich die Partei vorgestellt hatte, war ein die bisherigen Machtverhältnisse bestätigendes Wahleresultat. Statt dessen kam der überraschende Vorsprung der Sozialisten, der eigene Abstieg von der ersten zur zweiten Partei des Landes, der Verlust der Führerstellung, und jetzt das Hineinschlittern in sozialistisch-kommunistische Experimente, einer neuen unbekanntenen Staatsform entgegen. Heute ist wohl die Partei selber nicht mehr darüber entzückt, was sie angestellt hat. In allen Fällen ist der rechte Flügel missvergnügt. Es ist zwar nicht das erste Mal, dass das Bürgertum selber in die Grube fällt, die es andern gegraben hat. Ist auch in Frankreich etwas ähnliches geschehen, wie damals, als Hindenburg, Papen, die Schwerindustrie und die Junker die Nationalsozialisten in die Regierung beriefen? Ist bald ein weiteres, grosses Land aus der Liste des demokratisch-bürgerlichen Liberalismus zu streichen? Bestätigt sich geschichtlich immer wieder aufs Neue, dass ein absterbendes Regime selbst blindlings und gleichgültig den Aufzug eines neuen fordert? Ausserdem hatten die letzten bürgerlichen Regierungen kurzsichtig die bürgerliche Position unterhöhlt. Im Glauben, mit einem besonders weitgehenden sozialen Kurs die roten Massen versöhnlich stimmen zu können, wurden unter den letzten bürgerlichen Kabinetten durch die enormen Sozillasten die Staatsfinanzen zu Gunsten der Klasse ruiniert, die sich nun damit bedankt, dass sie das Bürgertum zusammenpacken heisst. Die Angst vor irgend einem Fascismus hatte

4. *Manifestation sur la place de la Concorde, dirigée contre le gouvernement Daladier, qui s'est soldée par 17 morts et plus de 2000 blessés.*

sie weiter dahin gebracht, die sozialistisch-kommunistische Bewegung besonders zu schonen und aufzupäppeln, obgleich es im Grunde dem Bürgertum egal sein kann, ob ihm von einer rechten oder linken Diktatur der Garaus gemacht wird. Wiederum, um immer wieder neue Mittel zu sozialen Zwecken zu finden, hatten diese Regierungen das eigene Staatspersonal durch Gehaltsreduktionen, durch Abbau, durch Aufschub der Beförderungen derart verärgert und unzuverlässig gemacht, dass es zu einem grossen Teil zu den neuen Machthabern, die auch sofort die Gehälter wieder erhöhten und eine Verjüngung der Cadres einleiteten, übergelaufen ist. Das trifft auch auf die Polizeitruppen zu, die wie ich verschiedentlich gehört habe, gegen die Arbeiter nicht mehr marschieren wären. Schliesslich hatte das bürgerliche Regime aus einer falsch verstandenen Toleranzidee die sozialistisch-kommunistische Propaganda selbst in der Armee so weit geduldet, dass behauptet wird, es wäre auch das Heer, das zwar gegen einen äusseren Feind bereit ist, zur Herstellung der bürgerlichen Ordnung nicht mehr zu verwenden gewesen.

Es braucht nicht noch besonders hervorgehoben zu werden, wie ungeheuer wichtig jetzt für die Schweiz die Beobachtung der französischen Vorgänge ist. Von einem nur im Bereich der Möglichkeit liegenden Regimewechsel im letzten Nachbarstaat, mit dem uns bisher ähnliche politische, wirtschaftliche und kulturelle Anschauungen und Auffassungen verbunden haben, wären in jedem Falle aussen- und innenpolitische Folgen für uns zu erwarten, selbst wenn man von einer Ansteckungsgefahr absehen möchte. Ein Blick auf Belgien ist allerdings auch in dieser Hinsicht beunruhigend⁵.

5. *En annexe au double de ce document, dans les papiers de la Légation, l'annotation suivante: L'article paru dans le «Gringoire» du vendredi 26 juin 1936 concorde tellement avec mon rapport politique de la veille que j'ai envoyé cet article au Département Politique; il faut l'annexer à la copie de mon rapport. Le 27 juin 1936 (E 2200 Paris 9/1).*

252

E 2001 (C) 4/167

Le Comité Espagne de l'Association suisse des banquiers¹ au Directeur du Département I de la Banque nationale, M. Schwab

*Copie
L*

Basel, 25. Juni 1936

Clearingverhandlungen mit Spanien

Sie hatten die Freundlichkeit, uns zu Handen von Herrn Generaldirektor Dr. Speich, Herrn Direktor von Schulthess und Herrn Dr. Caflisch eine Darstellung der heutigen Lage der Clearingverhandlungen mit Spanien zuzusenden. Wir

1. *Lettre signée du président du Comité Espagne, R. Speich et de son secrétaire, G. de Haller.*

danken Ihnen bestens für Ihre ausführlichen Mitteilungen. Wir haben bei Gelegenheit einer Besprechung, die heute unter Mitgliedern unseres Komitees stattgefunden hat, die Lage geprüft und in folgender Weise unsern Standpunkt festgelegt:

Unser Komitee vertritt den Standpunkt, dass ein reines Warenclearing auf keinen Fall abgeschlossen werden sollte; wir würden die Unterbrechung der Verhandlungen mit Spanien, also einen vertragslosen Zustand, einem Warenclearing entschieden vorziehen², das einer völligen Preisgabe der Interessen der schweizerischen Finanzgläubiger gleichkommen würde. Wie der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins sind wir übrigens der Ansicht, dass die jetzigen Verhältnisse für den Abschluss eines Abkommens mit Spanien nicht günstig sind. Einerseits ist die Stellung der spanischen Regierung im eigenen Lande als schwach zu betrachten; andererseits befinden wir uns in einer Jahreszeit, in welcher die spanische Ausfuhr nach der Schweiz aus saisonmässigen Gründen stark zusammenschrumpft, sodass die schweizerische Delegation vorderhand kein Druckmittel gegenüber der Gegenpartei besitzen dürfte.

Sollte ein Clearingabkommen doch abgeschlossen werden, so beanspruchen wir für die Finanzgläubiger die Minimalquote von 20%. Falls diese Quote zur Transferierung der Finanzforderungen nicht ausreicht, so verlangen wir die Auszahlung des nicht transferierten Betrages in freien Peseten, über welche wir absolut frei, d. h. ohne besondere Genehmigung der spanischen Behörden oder sonstige Formalitäten, sollten verfügen können. Diese Pesetenguthaben wären infolgedessen frei verkäuflich, und zwar sowohl an Schweizer als an Ausländer. Wir haben keine Bedenken gegen die sofortige Aufnahme von diesbezüglichen Verhandlungen mit der spanischen Delegation, jedoch unter der Bedingung, dass dadurch die Behandlung der Finanzgläubiger in einem allfälligen Clearing in keiner Weise präjudiziert und dass insbesondere unsere Zustimmung nicht als ein Verzicht auf eine 20%ige Clearingquote interpretiert wird.

Inbezug auf den vom Eidgenössischen Politischen Departement geäusserten Wunsch, einen formulierten Vorschlag betreffend das freie Verfügungsrecht über die schweizerischen Finanzguthaben in Spanien zu unterbreiten, erlauben wir uns zu bemerken, dass nach unserm Dafürhalten vorher eine Fühlungnahme zwischen unsern Vertretern und der spanischen Delegation stattfinden soll, um die bestehenden Möglichkeiten abzuklären. Alsdann werden wir die Unterlagen zu weitem Verhandlungen zur Verfügung stellen können.

Trotz dieser Regelung über die Auszahlung der nicht transferierten Beträge sollte die Transferpflicht für die in Frage stehenden Guthaben im Falle einer Besserung der spanischen Lage bestehen bleiben.

Ferner müssen die auf fremde Währungen lautenden Forderungen und deren Zinsen ihren Valutacharakter auch im Falle der Nichttransferierung voll behalten.

Wir beanspruchen ausserdem die Zuteilung an die Finanzgläubiger einer Quote von 20% auf den Einzahlungen bei der Schweizerischen Nationalbank auch während der Dauer des vertragslosen Zustandes.

2. *Remarque marginale*: Dieser Standpunkt ist diametral verschieden von demjenigen, der in der Sitzung des Komitees Spanien am 22. VI. eingenommen wurde. Cf. *aussi* n° 240, n. 5.

ANNEXE

E 2001 (C) 4/167

Enquête sur les créances financières suisses en Espagne effectuée en juin 1936 par l'Association Suisse des Banquiers et l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie.

Confidentiel

Bâle, 2 juillet 1936

1) Valeurs mobilières espagnoles* en monnaie contractuelle (Annexe I, Titres qui sont actuellement la propriété de porteurs domiciliés en Suisse)		Montants en frs. s. convertis au cours du jour
a) actions	Ptas. 76.781.268.— =	Fr.s. 32.248.132.—
	Fr.s. 363.800.— =	Fr.s. 363.800.—
	Ffrs. 1.209.850.— =	Fr.s. 241.970.—
	£g. 8.587.— =	Fr.s. 133.098.50
	fr.b. 198.900.— =	Fr.s. 20.765.—
		<u>Fr.s. 33.007.765.50</u>
b) obligations	Ptas 12.446.320.— =	Fr.s. 5.227.454.—
	Fr.s. 2.769.038.40 =	Fr.s. 2.769.038.40
	Ffrs. 1.542.400.— =	Fr.s. 308.480.—
	Fr.or. 18.000.— =	Fr.s. 18.000.—
	£g. 84.692.— =	Fr.s. 1.312.726.—
	\$ 3.000.— =	Fr.s. 9.270.—
		<u>Fr.s. 9.644.968.40</u>

* non compris les actions, obligations et bons émis par la Société Hispano de Electricidad (CHADE)

(Annexe II, Titres qui sont actuellement la propriété de porteurs suisses domiciliés à l'étranger)

a) actions	Ffrs. 44.000.— =	Fr.s. 8.800.—
	Ptas. 896.800.— =	Fr.s. 376.656.—
	Fr.b. 110.400.— =	Fr.s. 11.525.75
	£g. 2.205.— =	Fr.s. 34.177.50
		<u>Fr.s. 431.159.25</u>
b) obligations	Ptas 366.750.— =	Fr.s. 154.014.—
	£g. 8.020.— =	Fr.s. 124.310.—
	Fr.s. 158.700.— =	Fr.s. 158.700.—
	Ffrs. 42.600.— =	Fr.s. 8.520.—
		<u>Fr.s. 445.544.—</u>

(Annexe III, Titres qui sont actuellement la propriété de ressortissants étrangers qui ne sont pas domiciliés en Suisse)

a) actions	Ptas. 28.048.342.— =	Fr.s. 11.780.303.—
	£g. 127.315.— =	Fr.s. 1.973.382.—
	Fr.b. 798.500.— =	Fr.s. 83.363.—
	Fr.s. 158.155.— =	Fr.s. 158.155.—
	Ffrs. 8.928.900.— =	Fr.s. 1.785.780.—
		<u>Fr.s. 15.780.983.—</u>

*Montants en frs. s.
convertis au cours du
jour*

b) obligations	Ptas. 58.877.135.— =	Fr.s. 24.736.166.—
	£g. 83.553.— =	Fr.s. 1.295.071.—
	Fr.s. 1.387.629.— =	Fr.s. 1.387.629.—
	Ffrs. 4.509.286.— =	Fr.s. 901.857.—
		<u>Fr.s. 28.320.723.—</u>

2) *Créances et participations de Sociétés Commerciales et Industrielles*
(Enquête du Vorort)

a) Montant des créances financières sur des débiteurs domiciliés en Espagne	Ptas. 25.084.738.— =	Fr.s. 10.535.574.—
	Fr. 1.928.768.— =	Fr.s. 1.928.768.—
		<u>Fr.s. 12.464.342.—</u>

b) Montant du produit annuel des intérêts de ces créances.	Fr.s. 29.483.75 =	Fr.s. 29.483.75
	Ptas 539.322.— =	Fr.s. 226.515.—
		<u>Fr.s. 255.998.75</u>

c) Montant des créances en capitaux et intérêts échus avant le 20 juin	Ptas. 1.437.693.— =	Fr.s. 603.792.—
	Fr. 379.816.— =	Fr.s. 379.816.—
	+ Ptas. 937.162.— =	Fr.s. 393.608.—
		<u>Fr.s. 1.377.216.—</u>

3) *Créances bancaires* (Enquête Comité)

a) Montant des créances financières sur des débiteurs domiciliés en Espagne, provenant de prêts, avances, crédits, avoirs etc.	Fr.s. 8.857.378.— =	Fr.s. 8.857.378.—
	Ptas. 2.079.920.— =	Fr.s. 873.558.—
	Ffrs. 804.567.— =	Fr.s. 160.913.—
		<u>Fr.s. 9.891.849.—</u>

b) Montant du produit annuel des intérêts de ces créances.	Ptas. 97.789.95 =	Fr.s. 41.067.—
	Fr.s. 374.768.— =	Fr.s. 374.768.—
	Ffrs. 262.169.— =	Fr.s. 52.433.—
		<u>Fr.s. 468.268.—</u>

c) Montant des créances en capitaux et intérêts échues avant le 20 juin 1936, mais qui n'ont pas encore pu être transférées	Ptas. 829.521.— =	Fr.s. 348.390.—
	Fr.s. 970.927.— =	Fr.s. 970.927.—
	Ffrs. 1.477.000.— =	Fr.s. 295.400.—
		<u>Fr.s. 1.614.717.—</u>

*Montants en frs. s.
convertis au cours du
jour*

4) *Arriérés afférents à des valeurs mobilières*

a) Montant nominal de coupons échus, détachés de valeurs mobilières espagnoles, envoyés à l'encaissement en Espagne et dont le produit n'a pu être transféré

	Ptas.	922.393.— =		Fr.s.	387.366.—
	Fr.s.	41.314.— =		Fr.s.	41.314.—
	Ffrs.	1.587.— =		Fr.s.	317.40
				Fr.s.	428.997.40

b) Montant nominal de coupons échus, qui n'ont pas encore été envoyés à l'encaissement en Espagne, ou qui n'ont pas été mis en paiement

	Fr.s.	89.687.— =		Fr.s.	89.687.—
	Ptas.	1.620.887.— =		Fr.s.	680.736.—
	Ffrs.	2.820.— =		Fr.s.	564.—
				Fr.s.	770.987.—

c) Montant de titres sortis au tirage ou remboursés, dont le produit n'a pu être transféré

	Fr.s.	65.000.— =		Fr.s.	65.000.—
	Ffrs.	1.600.— =		Fr.s.	320.—
	Ptas.	1.127.129.— =		Fr.s.	463.382.—
				Fr.s.	528.702.—

Récapitulation:

1) <i>Annexe I. Actions et Obligations détenues</i>		
a) par des porteurs domiciliés en Suisse		Fr. 42.652.733.—
2) Créances et participations de Sociétés Commerciales et Industrielles (Enquête du Vorort).		Fr. 12.464.342.—
3) Créances bancaires (Enquête Comité).		Fr. 9.891.849.—
4) Arriérés	Fr.s. 1.377.216.— Fr.s. 1.614.717.— Fr.s. 1.728.686.—	Fr. 4.720.619.—
Total: Créances financières suisses:		Fr. 69.729.543.—

Annexe II. Actions et Obligations détenues

b) par des porteurs suisses domiciliés à l'étranger Fr. 876.703.—

Annexe III. Actions et Obligations détenues

c) par des ressortissants étrangers qui ne sont pas domiciliés en Suisse Fr. 44.101.706.—

253

E 2001 (C) 3/15

*Le Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie
publique, J. Hotz*

No¹

Bern, 25. Juni 1936

Soeben hat mir der Französische Botschafter, wie zu befürchten war, die Kündigung des Handelsvertrags vom 29. März 1934 und sämtlicher seither abgeschlossener Zusatzabkommen und Kontingentsvereinbarungen auf den 30. September² überreicht. Ich habe die Angelegenheit äusserst kühl behandelt, und darauf aufmerksam gemacht, dass dieser Schritt zweifellos Frankreich noch

1. *Remarque marginale de Motta*: Geheim!

2. *La note française a la teneur suivante*:

L'Ambassade de France a l'honneur de faire savoir au Département Fédéral de l'Economie Publique qu'en raison des mesures récemment adoptées en France en ce qui concerne les salaires et la durée du travail et malgré les dispositions envisagées pour éviter qu'elles n'aient une incidence sur le prix des produits, le Gouvernement français, désireux de s'assurer sa liberté d'action pour le cas où il apparaîtrait nécessaire de compenser soit par des majorations tarifaires, soit par des réductions de contingents de charges nouvelles que pourrait avoir à supporter la production, a pris la décision de dénoncer la convention commerciale franco-suisse du 29 mars 1934 de telle manière que l'effet de cette dénonciation ait lieu dès le 1^{er} octobre prochain.

La dénonciation dont il s'agit porte non seulement sur la convention précitée, mais également sur l'arrangement annexe, le protocole à l'arrangement annexe et les échanges de lettres annexés à la Convention ou intervenus depuis la date de sa signature qui contiennent des clauses tarifaires ou relatives aux contingents.

L'Ambassade de France a l'honneur d'appeler spécialement l'attention du Département Fédéral de l'Economie Publique sur le fait que dans l'esprit du Gouvernement français cette dénonciation a seulement un caractère «pro forma». Si comme l'espère le Gouvernement français aucune hausse de prix ne se produit sur le marché français, l'accord dénoncé pourrait être reconduit avant son expiration par un échange de lettres qui interviendrait à la fin de septembre. Le Gouvernement français en effet tient à respecter autant que possible les courants commerciaux existants entre les deux pays et il souhaite vivement, tout en ayant recours à une mesure de prudence qu'il est de son devoir de prendre, qu'aucun trouble ne soit apporté dans le fonctionnement normal des échanges franco-suisse (*copie annexée à la note remise par l'Ambassade de France à Berne au Département politique, 25 juin, E 2001 (C) 3/15*).

La veille la Légation de Suisse a communiqué:

M. de Longeaux [*fonctionnaire du Ministère du Commerce*] me téléphone vers 11 h. 45 pour me dire, à titre purement personnel, que la Légation recevra demain une note des Affaires Etrangères par laquelle le Gouvernement français dénonce la Convention franco-suisse du 29 mars 1934. M. de Longeaux me fait part que cette dénonciation n'est, au fond, que «pro forma». Par là, le Gouvernement français désire assurer dès maintenant sa liberté tarifaire au cas où, dans les mois à venir, les prix augmenteraient en France d'une façon alarmante. Ainsi donc, notre Convention prendrait fin le 30 septembre prochain. Mais, si la hausse des prix ou autres faits de nature économique ne nécessitaient pas un remaniement de la protection douanière, le Gouvernement français proposerait au Gouvernement suisse la reconduction de l'accord dans les mêmes conditions. En fait, le Gouvernement français a voulu ainsi se prémunir contre certaines éventualités que laisse entrevoir la situation actuelle (E 2200 Paris 9/34).

bedeutend mehr schädigen werde als die Schweiz und uns übrigens die Möglichkeit gebe, die Importe aus Frankreich auf alle andern Länder überzulenken und damit grosse Schwierigkeiten zu beseitigen.

Ich habe den Botschafter darauf aufmerksam gemacht, dass eine Publikation dieser Kündigung in Frankreich sowohl als in der Schweiz unbedingt mindestens solange vermieden werden sollte, als unsere grossen Schwierigkeiten mit Deutschland weiter bestehen. Es ist in der Tat sicher, dass die deutsche Mentalität sofort aus dieser Angelegenheit Nutzen ziehen und diesen neuen Schlag gegenüber der Schweiz möglichst brutal gegen uns ausnützen würde. Der Botschafter hat diesen Standpunkt sehr wohl begriffen und mir versprochen, dafür zu sorgen, dass weder von der Botschaft aus noch von Paris aus etwas bekannt werde, bevor wir uns darüber verständigt hätten³.

Ich bitte Sie auch Ihrerseits dafür zu sorgen, dass die Sache hier absolut geheim bleibt.

Die Schweizerische Gesandtschaft in Paris habe ich telegraphisch verständigt.

3. *Le communiqué rendant publique la dénonciation paraît le 10 juillet:*

Die Französische Regierung hat dem Bundesrat mitgeteilt, dass sie sich gezwungen sehe, die schweizerisch-französische Handelsübereinkunft vom 29. März 1934 mit ihren Zusatzabmachungen sowie die später abgeschlossenen Vereinbarungen «pro forma» zu kündigen.

Die Französische Regierung hat gleichzeitig bestimmt, erklärt, dass es sich bei dieser Massnahme um keinen unfreundschaftlichen Akt handle, sondern um einen Entschluss der deshalb notwendig geworden sei, weil die kürzlich von Frankreich mit Bezug auf Lohn und Arbeitszeit getroffenen Massnahmen eine entsprechende Auswirkung auf die Preisverhältnisse des französischen Marktes haben könnten. Die Französische Regierung sei sich nach wie vor der Wichtigkeit der schweizerisch-französischen Handelsbeziehungen bewusst und hoffe deshalb, dass vor Ablauf der Kündigungsfrist eine Verständigung erzielt werden könne.

Die Kündigungsfrist läuft am 30. September 1936 ab.

254

E 4001 (B) 1970/187/4

*Le Procureur de la Confédération, F. Stämpfli,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann*

L

Bern, 27. Juni 1936

Beiliegend übersende ich Ihnen einen Bericht¹ über den Fall *A Prato*. Sie werden daraus ersehen, dass die Untersuchung, die wir auftragsgemäss noch durchgeführt haben, zum Ergebnis geführt hat, dass die Voraussetzungen, von denen früher ausgegangen wurde², den Tatsachen nicht entsprechen und dass augenblicklich dem Flüchtling *A Prato* nichts als seine republikanisch-demokratische Gesinnung vorgeworfen werden kann.

1. Cf. *annexe au présent document*.

2. Cf. n° 224.

Falls dennoch eine Massnahme gegen ihn ergriffen werden soll, so käme meiner Ansicht nach eine Verschärfung der ihm für die Toleranzbewilligung aufzuerlegenden Bedingungen in Frage. Auf alle Fälle sollte die Angelegenheit dem Bundesrat unterbreitet werden. Bei einer Nichtverlängerung der Toleranzbewilligung ist mit einer Pressekampagne und Interpellationen zu rechnen.

[...]

ANNEXE

E 4001 (B) 1970/187/4

*Rapport du Ministère public de la Confédération sur le journaliste C. E. A. Prato, à Genève*³

Bern, 27. Juni 1936

I.

Der österreichische Staatsangehörige Baron A Prato Carlo Emanuele ist am 7. April 1895 in Trento geboren als Sohn des Barons Giovanni A Prato und der Jeanne Richard, einer gebürtigen Schweizerin von Nyon. Durch die Mutter ist er mit der bündnerischen Familie von Planta direkt verwandt. Der junge A Prato erfuhr eine hervorragende Schulung, u. a. 8 Jahre lang in der Schweiz, wo er von 1904—1913 die Schulen in Bern und das Gymnasium in Zürich besuchte. Er besitzt das eidgenössische Maturitätszeugnis und studierte dann in Graz und London.

Er leistete im kaiserlich-österreichischen Heer Militärdienst, desertierte jedoch im Weltkrieg nach Italien und kämpfte dort von 1915—1918 bei der Fliegertruppe, zuletzt als Hauptmann, aktiv mit und erlitt schwere Verwundungen.

Nach Kriegsende wurde er 1918 von der italienischen Regierung in diplomatischer Spezialmission nach Skandinavien gesandt. 1919 war er mit Baron Aloisi Mitglied der italienischen Delegation an der Friedenskonferenz in Versailles. 1920 war er Chef des Pressebureau für das Ausland der italienischen Regierung. 1920—1922 war er Mitglied des Kabinetts von Conte Sforza, dem damaligen Aussenminister Italiens. 1922 wurde er diplomatischer Korrespondent der Zeitung «Il Mondo». Nach der fascistischen Machtergreifung wurde er bis 1925 in Italien zurückgehalten, überwacht und auch verhaftet. Dann konnte er nach Paris fliehen, betätigte sich dort journalistisch und ist seit dem November 1926 beim Völkerbund in Genf akkreditiert als Journalist für verschiedene Zeitungen und Agenturen. Zur Ausübung dieser Tätigkeit erhielt er eine fremdenpolizeiliche Toleranzbewilligung; die italienischen Heimatbehörden verweigerten dem Emigranten jedes Ausweispapier, sodass ihm keine Aufenthaltsbewilligung erteilt werden konnte.

II.

Die Schweizerische Bundesanwaltschaft hat am 8. Mai 1936 der eidgenössischen Fremdenpolizei vorgeschlagen, die Bewilligung zur Verlängerung der abgelaufenen Toleranzbewilligung von A Prato zu verweigern — ohne diese Verfügung näher zu begründen, da eine blosser Toleranzbewilligung von der Behörde nach freiem Ermessen ohne Begründung erteilt oder verweigert werden kann. Die letzte Toleranzbewilligung von A Prato ist am 30. November 1935 abgelaufen. Die vom Kanton Genf beantragte Verlängerung ist bis heute von der eidgenössischen Fremdenpolizei noch nicht genehmigt worden.

Zu dieser Stellungnahme hatten uns die wiederholten eindringlichen Vorstellungen des eidg. Politischen Departementes⁴ veranlasst. Die Gründe dazu waren folgende:

3. Copie de ce rapport, dont l'original n'est pas signé, est envoyé le 30 juin au Département politique.

4. Cf. n° 224.

1.) A Prato war in einen Zwischenfall — im Kino Studio 10 — verwickelt gewesen, der den italienischen Behörden mehrmals Anlass zu Interventionen gegeben hatte, sodass die Vermutung nahe lag, A Prato's Verhalten sei nicht ganz korrekt gewesen.

2.) A Prato sollte angeblich «Directeur du Journal des Nations» sein und in dieser Stellung eine ganze Serie politischer Leitartikel dieser Zeitung geschrieben haben, obwohl er als Journalist beim Völkerbund offiziell nur für New York Times, Echo de Paris und Agence Sud-Est gemeldet worden war, nicht aber für Journal des Nations. Diese journalistische Tätigkeit für eine politische Zeitung, für die er beim Völkerbund nicht akkreditiert war, erachteten wir als einen Verstoss gegen die ihm auferlegte Bedingung, sich jeder politischen Tätigkeit zu enthalten. Die Artikel an sich waren — im Sinne der konsultativen Pressekommission — nicht zu beanstanden: es handelte sich um Artikel von antifascistischer Tendenz, die im Zusammenhang mit dem abessinischen Krieg die Völkerbundsmassnahmen und Sanktionen hervorhoben und die Kriegführung des «Angreifers» missbilligten, die aber keinerlei beleidigende Ausfälle und beschimpfende Ausschreitungen gegenüber der italienischen Regierung enthielten. Sie hätten zu keinen Bedenken Anlass gegeben, falls sie von A Prato in einer Zeitung publiziert worden wären, für die er offiziell beim Völkerbund akkreditiert war. Aber man war der Ansicht, dass A Prato seine Mitarbeit beim Journal des Nations sowohl den Behörden als den zuständigen Völkerbundsstellen verheimlichen wollte, sodass diese Arbeit als unerlaubte politische Tätigkeit betrachtet werden könne.

Die Schweizerische Bundesanwaltschaft erhielt den Auftrag, weitere ergänzende Erhebungen durchzuführen und insbesondere A Prato nach Bern zu zitieren, um ihn persönlich befragen zu können.

III.

Die unterdessen durchgeführten Erhebungen und die Befragung des A Prato haben ergeben, dass die oben erwähnte Voraussetzungen und Annahmen den Tatsachen nicht entsprechen.

1.) Wir hatten schon früher festgestellt, dass A Prato von seiten italienischer Funktionäre immer wieder angegriffen und systematisch provoziert wird. Wir legen hier als Beispiel Kopie unseres Schreibens vom 20. März 1936⁵ an die Abteilung für Auswärtiges des eidg. Politischen Departementes bei, woraus auch wieder zu erkennen ist, dass von italienischer Seite ein Skandal A Prato gesucht wird und dass der geringste Zwischenfall in dieser Richtung von den amtlichen Stellen auf unzulässige Weise aufgebauscht wird.

Ausserdem spielen hier offenbar verschiedene menschliche und persönliche Gegensätze mit. Nach der Darstellung A Pratos können hohe italienische Würdenträger nicht so leicht vergessen, dass sie in der Nachkriegszeit vom jungen Baron A Prato in der diplomatischen Laufbahn rasch überholt wurden und dass sie jetzt in Genf immer wieder durch die blosser Anwesenheit dieses A Prato daran gemahnt werden, dass dieser den früheren gemeinsamen Idealen und Zielen treu geblieben ist, während sie mit dem Regimewechsel auch die Gesinnung gewechselt haben. Ferner sollte der persönliche Hass des gegenwärtigen italienischen Ministers Tamaro in Bern gegen seinen ehemaligen Landsmann auch nicht gerade zur Objektivität der italienischen Vorstellungen beigetragen haben. Schliesslich dürfte bei der hartnäckigen Verfolgung des A Prato durch die italienischen Behörden auch der Umstand eine Rolle spielen, dass A Prato wichtige Dokumente und Beweismittel besitzt, die aus der Zeit vor der fascistischen Machtergreifung stammen und für das heutige Regime sehr belastend sein sollen.

Inbezug auf das allgemeine Verhalten kann dem Journalisten A Prato nur seine unentwegt republikanisch-demokratische Gesinnung vorgeworfen werden.

2.) Die journalistische Tätigkeit am Journal des Nations kann man A Prato nicht zum Vorwurf machen, da er seit dem Bestehen dieser Zeitung, seit 5 Jahren, also seit 1931 beim Völkerbund für dieses Blatt akkreditiert ist. Wenn uns diese Tatsache früher nicht bekannt war, so liegt der Fehler nicht bei A Prato, sondern beim Sekretariat des Völkerbundes bzw. beim Generalsekretariat der Association Internationale des Journalistes accrédités auprès de la Société des Nations, die uns unvollständige Listen übersandt hatten. Dem einzelnen Journalisten kann diese Nachlässigkeit der

5. Non reproduit.

erwähnten Sekretariate nicht zur Last gelegt werden. Es wurde unterdessen festgestellt, dass A Prato beim Völkerbund offiziell als Journalist für das Journal des Nations eingetragen und anerkannt ist. Somit ist es nicht zu beanstanden, wenn er in dieser seiner Zeitung Artikel publiziert, die sich mit Fragen der Völkerbundspolitik befassen. Selbstverständlich handelt es sich dabei um politische Artikel, aber Ausdruck, Form und Styl dieser Artikel waren stets korrekt und konnten nie zu irgendwelchen presserechtlichen Bedenken Anlass geben. Obwohl A Prato in äusserst bescheidenen Verhältnissen lebt, — da die italienischen Behörden jede Unterstützung von seiten seiner sehr begüterten Mutter, die in Italien lebt, unterbinden — hat er auf eine Honorierung seiner Arbeit am Journal des Nations verzichtet, um nicht durch den Bezug eines Gehaltes in der Schweiz unsern Arbeitsmarkt zu belasten.

Schliesslich trifft es nicht zu, dass A Prato Leiter des Journal des Nations ist. Er ist weder Directeur noch Administrateur dieser Zeitung, sondern ein einfacher Collaborateur neben verschiedenen anderen — Schweizern und Ausländern — und ausserdem bestreitet er aufs entschiedenste, dass alle Artikel, die von der italienischen Gesandtschaft bzw. vom eidg. Politischen Departement ihm zugeschrieben wurden, auch von ihm stammen. Die Frage nach dem Verfasser ist bei Artikeln dieser Zeitung deswegen besonders schwer zu beantworten, weil die Artikel meistens nicht vom Verfasser selber korrigiert werden. Das Blatt legt besonderen Wert darauf, immer ganz auf dem laufenden zu sein und nur die letzten Neuigkeiten zu bringen. Dadurch müssen sehr oft Artikel durch einen andern Mitarbeiter auf der Redaktion vollkommen abgeändert werden, falls sie im letzten Augenblick vor der Drucklegung durch die Verhandlungen oder Ereignisse überholt wurden. So gibt es Artikel, die A Prato nur zurecht gestutzt hat, und wieder andere Artikel, die zwar A Prato zuerst geschrieben hat, die dann aber von einem Dritten weitgehend abgeändert worden sind. Das sind jedoch nur Nebensächlichkeiten, die hier keine ausschlaggebende Rolle spielen.

Der massgebende Punkt zur Beurteilung des Falles ist der, dass A Prato nicht heimlich hinter dem Rücken von Behörden und Völkerbundssekretariat anonym politische Artikel im Journal des Nations geschrieben hat, sondern dass er beim Völkerbund offiziell als Journalist für diese Zeitung angemeldet und eingetragen war — und dann, dass sich seine Berichterstattung presserechtlich vollkommen im Rahmen des Zulässigen bewegt hat. Diese Berichterstattung — auch über politische Fragen — kann nicht als unerlaubte politische Tätigkeit angesprochen werden; die Toleranzbewilligung wurde A Prato ja gerade dafür erteilt, dass er als Journalist beim Völkerbund über Völkerbundspolitik Berichte erstatten könne.

IV.

Unter Berücksichtigung dieser Umstände kommen wir zum Ergebnis, dass kein Grund vorliegt, um gegen A Prato irgendwelche Massnahmen zu ergreifen und dass keine Bedenken bestehen, neuerdings die Verlängerung seiner Toleranzbewilligung zu genehmigen.

1.) Falls jedoch von anderer Seite begründete Bedenken geltend gemacht werden sollten, dann dürfte als Massnahme gegenüber A Prato allerhöchstens eine gewisse Verschärfung der Bedingungen, unter denen die Toleranzbewilligung verlängert wird, als eine Art Verwarnung in Frage kommen. Diese müsste jedoch unserer Ansicht nach vom gesamten schweizerischen Bundesrat beschlossen werden. Wir verweisen hier auf verschiedene Präzedenzfälle.

[...] ⁶

Angesichts dieser Praxis des schweizerischen Bundesrates bei schweren Verfehlungen ausländischer Journalisten dürfte gegen A Prato, dem eigentlich nichts vorzuwerfen ist, als dass er immer noch zu seiner republikanischen Gesinnung steht, auch eine blosser Verwarnung kaum gerechtfertigt sein.

2.) Schliesslich möchten wir noch auf ein Moment hinweisen, das auch schon bei den erwähnten Präzedenzfällen berücksichtigt worden ist: Die innerpolitischen Folgen einer solchen Massnahme. Es darf nicht übersehen werden, dass A Prato nicht irgend ein davongelaufener, verdächtiger Agent ist, sondern dass es sich hier um eine hochgebildete, anständige Persönlichkeit handelt, die

6. *Le rapport évoque, entre autres, le cas du journaliste anglais R. E. Dell. Cf. DDS vol. 10, n° 330, n. 4.*

unentwegt offen zu ihrer Gesinnung gestanden hat. Dieser A Prato, der nun fast 20 Jahre seines Lebens in der Schweiz zugebracht hat, hat einen ganz grossen und einflussreichen Bekanntenkreis, der eine Massnahme gegen A Prato nicht nur missbilligen, sondern unter Aufgebot der öffentlichen Meinung rückgängig zu machen versuchen würde. Ein solcher Fall A Prato würde selbstverständlich von einem ganz grossen Teil der schweizerischen Bevölkerung und auch der Schweizer Presse — weit über gewisse Parteigrenzen hinaus — missbilligt werden. Wir verweisen nur auf die falschen Pressedarstellungen betr. einen Einfluss Italiens auf die Einstellung des Colombi-Verfahrens⁷. Im vorliegenden Fall ist aber eine Verfolgung des A Prato durch italienische Behörden einwandfrei nachzuweisen. Ausserdem ist ganz sicher mit parlamentarischen Interpellationen zu rechnen.

Wenn trotzdem gegen den Flüchtling A Prato auf Veranlassung der Italienischen Gesandtschaft eine Massnahme ergriffen werden soll, dann scheint uns einzig und allein der gesamte schweizerische Bundesrat dafür in Frage zu kommen. Eine Ausweisung nach Art. 70 der B.V.⁸ käme jedoch überhaupt nicht in Betracht. Eine Verwarnung gegenüber A Prato wegen seines bisherigen Verhaltens dürfte ebensowenig in Frage kommen, weil die nötigen Anhaltspunkte dafür fehlen. Es wäre demnach allerhöchstens zu erwägen, ob man die Bedingungen, an die die Toleranzbewilligung geknüpft ist, für die Zukunft etwas verschärfen wolle. Man könnte diese Bedingungen z. B. dahin erweitern, — dass A Prato bei seiner Berichterstattung sich aller beleidigenden oder beschimpfenden Ausfälle gegenüber ausländischen Regierungskreisen oder gegenüber Schweizer Behörden zu enthalten habe, — dass er für keine andere Zeitung schreiben dürfe, als für die er beim Völkerbund offiziell akkreditiert ist, — dass er sich jeder anderen politischen Tätigkeit zu enthalten habe.

Damit dürfe der Fall A Prato nach jeder Seite hin abgeklärt sein.

7. Cf. rubrique II.15.3.: *Italie, irrédentisme.*

8. La Confédération a le droit de renvoyer de son territoire les étrangers qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse.

255

E 1004 1/358

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 29 juin 1936*¹

1090. Assemblée de la Société des Nations. Conflit italo-éthiopien

Département politique. Proposition du 25 juin 1936

La seizième Assemblée de la Société des Nations, qui n'avait pas clos ses travaux en raison du conflit italo-éthiopien, a été convoquée à nouveau par son Président à la demande du Gouvernement argentin.

« Cette demande, expliqua le représentant de l'Argentine² dans une lettre du 2 juin au Secrétaire général de la Société des Nations, se fonde sur la conviction qu'il est nécessaire que tous les Etats membres de la Société des Nations, qui a été

1. *Absent: Minger.*

2. *E. Ruiz Guiñazú. Pour le texte intégral de sa lettre au secrétaire de la SdN, cf. JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 151, pp. 97—98.*

constituée sur la base du principe de l'égalité, aient l'occasion d'examiner les problèmes d'une si haute importance, dans la situation internationale actuelle, auxquels a donné naissance le différend italo-éthiopien, et qu'ils puissent prendre leurs responsabilités et exprimer leur opinion sur la conduite à suivre conformément aux principes fondamentaux du Pacte.»

Il est probable que la situation à laquelle fait allusion le Gouvernement argentin sera examinée sous trois aspects différents:

- a) Sanctions appliquées à l'Italie;
- b) Reconnaissance ou non-reconnaissance de l'annexion de l'Ethiopie par l'Italie;
- c) Réforme de la Société des Nations.

Aucun document, à part la communication de l'Argentine, n'a été remis à ce sujet aux gouvernements. On ne sait donc pas exactement comment vont s'engager les délibérations de l'Assemblée. On en est réduit à des conjectures.

La délégation suisse s'est réunie à Berne, mardi dernier³, pour examiner la situation avant que le Chef du Département politique sollicite des instructions du Conseil fédéral. Chaque délégué a fait connaître sa manière de voir. A part des nuances inévitables parmi les opinions professées, un accord général paraissait exister sur le fond même des questions à envisager.

Tenant compte des résultats de cet échange de vues et surtout des nécessités de notre politique extérieure qui doit s'efforcer de concilier notre amitié pour l'Italie avec nos devoirs de fidélité envers la Société des Nations, le Département politique estime que l'attitude de la Suisse à Genève pourrait être définie brièvement comme il suit à l'égard des trois questions sur lesquelles semblent devoir porter les travaux de l'Assemblée:

a) *Sanctions*. Le problème des sanctions paraît virtuellement réglé, les grandes puissances, et singulièrement la Grande-Bretagne, s'étant convaincues des grands inconvénients qu'il y aurait à maintenir des mesures coercitives qui ne font qu'irriter l'Italie, sans aucun profit pour la paix et la restauration du droit violé. On ne peut que se féliciter du revirement qui vient de se produire à ce sujet dans divers pays, notamment en Angleterre. Il en résultera sans doute une détente dans la situation actuelle, qui facilitera le rétablissement de rapports normaux ou du moins plus normaux entre les Etats membres de la Société des Nations et l'Etat qui, en octobre dernier, s'est rendu coupable de rupture de Pacte. La Suisse a hâte d'en finir avec des sanctions qui se sont révélées inefficaces et qui ont failli mettre à rude épreuve les rapports d'amitié qu'elle entretient avec sa voisine transalpine. Elle saluera avec soulagement l'abandon de l'action collective contre l'Italie.

La délégation suisse ne pourra donc que s'associer à toutes les propositions qui seront faites à Genève en vue d'une abolition immédiate des sanctions⁴. Conformément à la ligne de conduite adoptée jusqu'ici par le Conseil fédéral, elle n'aura pas à prendre d'initiative directe à ce sujet. Une initiative de ce genre devrait émaner, semble-t-il, des grandes puissances, sur lesquelles pèse, avant tout, la responsabilité des mesures prises contre l'Italie. Elle pourra néanmoins, s'il y a lieu, dire nettement son sentiment.

3. Soit le 23 juin. Pour le procès-verbal de la réunion cf. E 2001 (C) 5/131.

4. Cf. n° 265.

b) *Reconnaissance de l'état de choses créé par la force.*

Cette reconnaissance soulève des difficultés. Elle serait en contradiction si flagrante avec le principe posé à l'article 10 du Pacte⁵ que les Etats attachés au respect du droit hésiteront à donner dès maintenant satisfaction à l'Italie sur ce point. L'Argentine insistera d'ailleurs avec force, dit-on, sur le principe incorporé au pacte connu sous le nom de Pacte Saavedra-Lamas⁶ et selon lequel nul ne doit reconnaître les modifications territoriales obtenues par la force. Ce serait même et surtout pour faire prévaloir ce principe qu'elle aurait demandé une convocation de l'Assemblée.

Le Département souhaiterait que, soucieuse de ne pas envenimer les choses, l'Assemblée ne se prononçât ni dans un sens ni dans l'autre et qu'elle prît le parti de renvoyer la question à sa session ordinaire de septembre. Le temps aiderait à trouver une solution acceptable. Si une opinion contraire l'emportait et si l'Assemblée inclinait à adopter d'emblée une attitude intransigeante à ce sujet, il se pourrait que l'Italie, se sentant une fois de plus bravée, cédât à un mouvement de colère et rompît définitivement avec la Société des Nations. Ce serait extrêmement regrettable. La situation qui en résulterait pour la Confédération l'obligerait, selon toutes probabilités, à examiner sérieusement la question de sa collaboration future avec la Société. Que ferait la Suisse neutre au sein d'une ligue qui ne comprendrait plus ni notre voisin du nord ni notre voisin du sud et qui, comme il serait à craindre, subirait de plus en plus l'influence d'inspirations venant de Moscou?

Il serait indiqué, par conséquent, que la délégation suisse suivît la question de très près et que, sans renier en quoi que ce soit un des principes fondamentaux du Pacte actuel, elle s'efforcât, s'il y a lieu, de faire triompher le parti de la modération.

5. Les Membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation.

6. *Pacte de non-agression et conciliation, dit pacte Saavedra-Lamas, du nom de son rédacteur, le ministre argentin des affaires étrangères. Signé le 10 octobre 1933 par l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay, le Chili et le Mexique, puis par une trentaine d'Etats au total, dont les Etats-Unis d'Amérique. Malgré le prix que le gouvernement argentin attachait à l'adhésion de la Suisse au pacte, Berne se refusa à le signer. Le 10 mars 1936, dans une lettre au ministre de Suisse à Buenos Aires, E. Traversini, qui lui avait auparavant relaté les interventions de M. Saavedra-Lamas en faveur de l'adhésion de la Suisse, Motta écrivait notamment:*

M. Ruiz-Guiñazú nous a entretenus, à diverses reprises, de la même question et nous a représenté, de son côté, tout l'intérêt que son gouvernement attacherait à une participation de la Suisse. Il n'est pas jusqu'au gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui, pour décerner à peu de frais un témoignage d'amitié au gouvernement argentin, ne nous ait fait connaître, par l'entremise de son Ministre à Berne, la satisfaction que lui procurerait une attitude favorable de notre part.

A notre regret et si désireux que nous serions de ne pas nous dérober à une action dont le but apparent nous paraît fort louable, encore que les mobiles qui l'ont déterminée soient peut-être d'inspiration moins altruiste, nous n'avons pu nous résoudre à céder à ces amicales sollicitations. Comme nous vous l'avions exposé à Berne, l'instrument dont il s'agit est de valeur discutable. Il est de beaucoup en retard sur le Pacte de la Société des Nations et n'ajoute rien de substantiel au Pacte Briand-Kellogg. [...] (E 2001 (C) 5/156.)

3) *Réforme du Pacte de la Société des Nations*. Il n'est pas certain que ce problème soit abordé au cours de cette session, mais il ne serait pas étonnant qu'il le fût. L'échec retentissant de la Société des Nations dans l'affaire italo-éthiopienne ne peut qu'inciter les gouvernements à se demander si l'institution ne devrait pas être mieux adaptée aux possibilités politiques actuelles. De grands principes condamnés à rester sur la papier ne suffisent pas. Mieux vaut des principes moins sonores, plus modestes, mais sur l'application desquels on puisse compter au moment critique. A cet égard, toute la réforme du Pacte se ramène à une question de clarté et de probité.

La Suisse ne pourrait évidemment que se prêter à un examen approfondi des questions touchant à la révision éventuelle du Pacte. Ce problème l'intéresse d'autant plus que notre pays jouit au sein de la Société des Nations d'une situation unique grâce à la déclaration de Londres⁷ et qu'il aurait tout intérêt, le cas échéant, à dissiper une fois pour toutes les malentendus, les erreurs d'interprétation, voire les jugements injustes auxquels a parfois donné lieu cette position particulière.

Il serait toutefois prématuré d'arrêter aujourd'hui, même à titre tout provisoire, l'attitude de notre pays à l'égard de cet important problème. Les questions que celui-ci soulève sont d'une grande complexité et d'une infinie délicatesse. Diverses possibilités ont déjà été envisagées dans certains pays, mais il n'en est pas une qui ne se heurte à de sérieuses objections. Si l'on revise le pacte en suivant la procédure des amendements, on court le danger de voir des pays rejeter plus tard les amendements et sortir de la Société des Nations; si, au contraire, on maintient le Pacte tel qu'il est et que l'on se borne à en restreindre ou à en supprimer l'application, par voie de résolutions interprétatives, sur certains points déterminés, on s'expose au reproche de tourner, par un procédé très discutable, les principes fondamentaux de l'instrument diplomatique le plus important de tous les temps. De quelque côté que l'on se dirige, on rencontre des obstacles. La question devra être examinée avec un soin extrême. Et il serait souhaitable qu'elle le fût.

En conséquence, il est *décidé* de donner pour instructions à notre Délégation à Genève de s'inspirer des considérations qui précèdent en vue de l'attitude à adopter à la prochaine réunion de l'Assemblée de la Société des Nations.

7. Cf. n° 145, n. 6.

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 29 juin 1936*¹

1098. Einzahlung des Gegenwertes der schweiz. Einfuhr aus Polen an die schweiz. Nationalbank

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 29. Juni 1936

Mit Dekret vom 26. April 1936 hat Polen die allgemeine Devisenbewirtschaftung eingeführt, wodurch auch die Überweisung von Zahlungsmitteln ins Ausland von einer besonderen Bewilligung der Bank Polski abhängig gemacht wurde. Während die Ausführung dieses Dekretes anfänglich ziemlich liberal zu sein schien, begannen sich anfangs Juni 1936 die Klagen über beträchtliche Schwierigkeiten in der Bewilligung der in Polen eingereichten Transfersgesuche zu mehren. Der polnische Gesandte in Bern, am Tage zuvor von einem längeren Aufenthalt in Warschau zurückgekehrt, hat am 13. Juni in einer Unterredung mit dem Delegierten für den Aussenhandel, Herrn Minister Stucki, erklärt, dass die Devisensituation in Polen so sei, dass die Bezahlung eingeführter Waren nicht mehr unter allen Umständen sichergestellt werden könne². Kurz darauf war auch aus einem Berichte der Schweizerischen Gesandtschaft in Warschau zu ersehen, dass in den meisten Fällen die in Polen eingereichten Gesuche zunächst für drei Monate oder sogar ohne nähere Fristangabe zurückgestellt würden³.

Angesichts dieser Tatsache ist daraufhin mit der hiesigen Polnischen Gesandtschaft die Aufnahme von Verhandlungen vereinbart worden. Der Delegierte für den Aussenhandel verfehlte jedoch nicht, darauf hinzuweisen, dass im Hinblick auf den Umstand, dass in Polen die Transferierung von schweizerischen Forderungen, auch solcher für gelieferte Waren, nicht mehr ohne weiteres gestattet werde, die Schweiz entsprechende Vorschriften mit Bezug auf die Bezahlung der in die Schweiz eingeführten polnischen Waren erlassen müsse.

Gemäss Artikel 1 des Bundesbeschlusses über wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Auslande, vom 14. Oktober 1933⁴, ist der Bundesrat ermächtigt, zur Bekämpfung der Arbeitslosigkeit, zum Schutze der nationalen Produktion, soweit diese in ihren Lebensbedingungen bedroht ist, und zur Förderung des Exportes, sowie im Interesse der schweizerischen Zahlungsbilanz die nötigen Massnahmen zu treffen. Gestützt auf Artikel 2 des genannten Beschlusses kann der Bundesrat die Einfuhr gewisser von ihm zu bezeichnender Waren beschrän-

1. *Absent: Minger.*

2. *Cf. la lettre du Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique au Ministre de Suisse à Varsovie, 17 juin et l'entrevue du 27 juin avec le Ministre de Pologne à Berne (E 2001 (D) 1/254).*

3. *Non retrouvé.*

4. *RO, 1933, vol. 49, pp. 831—833.*

ken oder von Bewilligungen abhängig machen, deren Bedingungen er festsetzt. Nach Artikel 3 des gleichen Bundesbeschlusses kann der Bundesrat gegenüber Staaten, deren Zahlungsverkehr behindert ist, die schweizerischen Interessen durch den Abschluss kurzfristiger Abkommen wahrnehmen. Insoweit solche Abkommen nicht erzielt werden können, ist er ermächtigt, durch einseitige, ihm geeignet scheinende wirtschaftliche oder finanzpolitische Massnahmen, insbesondere auch durch Beschränkung des Zahlungsverkehrs, die schweizerischen Interessen zu wahren.

Die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartementes hat, um keine Zeit zu verlieren, mit ihrer Weisung vom 16. Juni 1936 alle mit der Erteilung der Einfuhrbewilligungen betrauten Stellen aufgefordert, solche Bewilligungen für Waren aus Polen nur noch zu erteilen, wenn der Importeur sich zur Einzahlung des Gegenwertes an die Schweizerische Nationalbank verpflichtet. Ausser denjenigen Waren, deren Einfuhr in die Schweiz nur mit besonderer Bewilligung gestattet ist, besteht aber noch ein nicht unwesentlicher Warenverkehr mit Polen in Positionen, die den schweizerischen Einfuhrbeschränkungsmassnahmen nicht unterstellt worden sind. Die Handelsabteilung, die die Fühlung mit den offiziellen polnischen Stellen zum Zwecke der Unterhandlungen bereits aufgenommen hat, sollte je nach dem Gange der Vorbereitungen oder eigentlichen Verhandlungen die Ausdehnung der Einzahlungspflicht für polnische Waren an die Schweizerische Nationalbank auf die *Gesamtheit* des schweizerischen Imports aus Polen wenn nötig unverzüglich anordnen und diese ihr übertragene Ermächtigung gegebenenfalls während der Verhandlungen ausspielen können.

Gestützt auf Artikel 1—3 des Bundesbeschlusses über wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Auslande, vom 14. Oktober 1933, wird daher antragsgemäss *beschlossen*:

Das eidgen. Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, zu verfügen, dass der Gegenwert der aus Polen in die Schweiz eingeführten Waren an die Schweizerische Nationalbank einzuzahlen ist. Es kann diese Ermächtigung auch nur auf einen Teil der schweizerischen Importe aus Polen anwenden⁵.

5. Le 31 juillet, constatant qu'aucun transfert de devises à destination de la Suisse n'est autorisé par la Pologne, le Conseil fédéral adopte un arrêté introduisant un clearing unilatéral identique à celui qu'il avait décrété à l'égard de l'Espagne par son arrêté du 14 juillet, modifié le 22 du même mois (PVCF n° 1294 du 31 juillet, E 1004 1/359 et n° 266). Pour le texte de l'arrêté du Conseil fédéral du 30 juillet, cf. RO, 1936, vol. 52. pp. 633—635.

E 2001 (C) 4/92

*Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département
politique, P. Bonna¹*

JF

Berne, 29 juin 1936

M. Bührle, Consul général d'Ethiopie à Zurich, vient me voir en rentrant de Genève, où il est allé présenter ses devoirs au Négus². Le Négus l'a chargé:

1) d'insister à nouveau pour qu'il soit autorisé à aller résider à Vevey;

2) de tenter d'obtenir que le Ras Nassibu, qui est atteint de tuberculose pulmonaire et dont le passeport porte un visa valable jusqu'au mois de septembre, soit autorisé à aller faire à Leysin ou à Davos un séjour de montagne qui lui a été prescrit par les médecins.

Sur la première question, j'ai exposé à M. Bührle, qui les comprend parfaitement, les raisons qui empêchent le Conseil fédéral d'accorder l'hospitalité à un souverain qui se considère encore comme belligérant. M. Bührle ne me cache pas que la raison principale de cette insistance est une question d'argent. L'Empereur n'a pas emporté de très grandes ressources avec lui et il lui paraît dur de ne pas pouvoir tirer parti de sa villa de Vevey en l'habitant ou en la vendant. Je réponds à M. Bührle que, lorsque les circonstances auront changé, le Conseil fédéral réexaminera volontiers la possibilité d'accorder asile à Hailé Sellasié, mais qu'il est nécessaire qu'à la fin de l'Assemblée de la Société des Nations, le Négus et sa suite quittent le pays.

En ce qui concerne le Ras Nassibu, j'ai réservé ma réponse. J'incline à penser, toutefois, qu'il y aurait un peu d'inhumanité à empêcher un homme malade de venir se soigner dans notre pays, s'il est bien entendu, comme M. Bührle me l'a affirmé, qu'il s'abstiendra de toute activité politique durant son séjour à la montagne³.

1. *Annotation manuscrite de Motta*: D'accord. 29. 6. 36.

2. *Sur l'arrivée du Négus Hailé Sélassié à Genève, cf. lettre de Motta à la Légation de Suisse à Londres, du 29 juin*:

Ainsi que vous l'aurez lu dans la presse, l'Empereur Hailé Sellasié est arrivé dans notre pays le 26 juin au matin, par un autre train que celui qui nous avait été indiqué par votre intermédiaire. Ce changement de programme ne nous a pas été annoncé, mais il n'a pas, cependant, été ignoré de tout le monde puisque, selon la presse socialiste, un millier de personnes se trouvaient à la gare de Cornavin pour acclamer le Souverain détrôné. Ce petit fait illustre assez bien les méthodes de battage politique auxquelles recourt l'entourage du Négus et permet de juger la portée qu'il convient d'attacher aux critiques très violentes que la décision du Conseil fédéral concernant les conditions de séjour en Suisse a suscitées, à l'étranger et dans notre pays, dans les journaux inféodés au «Front populaire».

Ces critiques sont regrettables, mais elles étaient inévitables et ne sauraient nous influencer. Il convient, sans doute, de les prendre avec philosophie et d'éviter toute polémique à leur sujet.

[...](E 2001 (C) 4/92.)

3. *Sur le séjour en Suisse du Ras Nassibu, décédé à Davos en octobre 1936, cf. toujours* E 2001 (C) 4/92.

258

E 2001 (C) 5/174

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna, au Chef du Département politique, G. Motta*¹

No

Berne, 1^{er} juillet 1936/10h.45

Monsieur le Ministre Bonna téléphone:

Le Ministre d'Italie vient me voir à 10 heures. Il se déclare chargé de formuler une protestation contre l'arrestation à Genève des huit journalistes italiens qui se sont livrés à une manifestation dans l'enceinte de la Société des Nations² et de demander la libération immédiate de ces journalistes. Il déclare que le Gouvernement italien tient cette arrestation pour illégale, vu que la manifestation s'est produite dans un lieu «exterritorial», et comme une intervention inadmissible de la Suisse dans une affaire qui ne concerne que l'Italie et la Société des Nations.

Je réponds à M. Tamaro que je vous transmettrai ses paroles et je lui propose de voir immédiatement M. le Conseiller fédéral Baumann, remplaçant du Chef du Département Politique et Chef du Département fédéral de Justice et Police, directement intéressé en l'espèce.

M. le Conseiller fédéral Baumann reçoit immédiatement M. Tamaro. En le quittant, M. Tamaro me dit qu'il verra également Monsieur Motta à Genève, mais qu'il tenait à faire part sur-le-champ de sa protestation par une démarche officielle au Département Politique.

J'ai vu M. Baumann à l'issue de ces entretiens avec M. Tamaro. La conversation a été amicale, mais M. Tamaro était fort irrité. Il a soutenu vis-à-vis de M. Baumann la même thèse que vis-à-vis de moi, mais il est allé jusqu'à déclarer que l'Italie tout entière se solidarise avec le geste des journalistes arrêtés.

M. Baumann ne se laisse nullement impressionner par la thèse italienne et a déclaré qu'il maintiendrait en prison les journalistes arrêtés jusqu'au moment où le Conseil fédéral aurait décidé sur leur sort.

1. *Annotation de la main de Motta*: Ad acta. 2. VII. 36.

2. *Le 30 juin, lors du discours prononcé par Hailé Sélassié devant l'Assemblée de la SdN. Pour des détails sur l'incident, cf. n° 264.*

E 2200 Paris 9/34

*Le Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

L

Bern, 2. Juli 1936

Soeben erhalte ich Ihr gestriges Schreiben für das ich Ihnen bestens danke¹. Es ist ganz selbstverständlich, dass uns die wirtschaftliche und finanzielle Entwicklung in Frankreich — von der politischen will ich gar nicht reden! — mit grösster Besorgnis erfüllt. Auch ich bin der Ansicht, dass sich die von der neuen französischen Regierung getroffenen Massnahmen sozialpolitischer Art in einer empfindlichen Erhöhung der französischen Produktionskosten auswirken müssen. Unter diesen Gesichtspunkten ist es an sich begreiflich, dass deshalb die französische Produktion nach Verstärkung des Schutzes gegen fremde Konkurrenz ruft. Ich bin aber nach wie vor der Überzeugung, dass dieser Schutz für Länder wie Frankreich und die Schweiz viel eher auf dem Gebiete der Kontingentierung als der allgemeinen starken Zollerhöhung gesucht werden muss. Es ist von ganz besonderem Interesse festzustellen, dass im Grund der Dinge für die gegenwärtige Zeit auch der kürzlich publizierte Bericht des «Comité Rist»² zu einer ähnlichen Schlussfolgerung gelangt und dass jüngst die grosse Zentralorganisation der englischen Industrie den gleichen Gedanken vertreten hat.

Ich hatte eigentlich die Absicht noch vor den Ferien einen kurzen Abstecher nach Paris zu machen, nicht nur um meinen Sohne zurückzuholen, sondern namentlich um mit den neuen Männern, die sich in der Regierung mit den Wirtschaftsfragen befassen, insbesondere mit dem Handelsminister Bastid, den ich von Genf her kenne, Fühlung zu nehmen. Ich habe dies auch kürzlich dem Botschafter³ angedeutet. Die Verhandlungen mit Deutschland⁴ (Diktat gegen das man die Faust in der Tasche machen muss!) nehmen aber so viel Zeit und Arbeit in Anspruch, dass es jedenfalls nicht gehen wird. Dazu kommen noch hängige Verhandlungen mit Spanien⁵, Polen⁶, Brasilien etc..

1. *Non reproduit.*

2. *Probablement l'enquête de l'Institut de recherches économiques et sociales, publiée sous la direction de Charles Rist sous le titre Ecarts de prix France-Etranger.*

3. *De France à Berne.*

4. *Cf. rubrique II.1.1: Allemagne, relations financières et commerciales.*

5. *Cf. rubrique II.8.1: Espagne, relations commerciales et accord de clearing.*

6. *Cf. rubrique II.21.1: Pologne, relations commerciales et financières.*

E 2001 (D) 1/9

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann*

Copie
L JS

Bern, 4. Juli 1936

Mit Schreiben vom 31. v. M.¹ geben Sie uns Kenntnis von einem Bericht der Schweizerischen Bundesanwaltschaft² über den Fall des italienischen politischen Flüchtlings A Prato in Genf. Sie ersuchen uns um Bekanntgabe unserer allfälligen Bemerkungen.

[...]³

Demnach vertritt die Bundesanwaltschaft die Auffassung, dass ein politischer Flüchtling auf unserem Boden sein Land und dessen Regime journalistisch bekämpfen dürfe vorausgesetzt, dass er dabei die Grenzen der schweizerischen Pressefreiheit einhält.

Gegen eine solche Handhabung des Asylrechtes glauben wir die grössten Bedenken geltend machen zu müssen. Sie könnte leicht unser Land zu einem Eldorado für Emigrantenblätter und Emigrantenjournalisten machen, ohne Nutzen für uns, aber mit dem Nachteil ständiger Zwischenfälle mit unsern Nachbarstaaten. Bei der gespannten politischen Lage in Europa hat die Schweiz alles Interesse eine solche Entwicklung zu verhindern.

Dass der politische Flüchtling sich jeder politischen Betätigung enthalten soll, ist unbestritten. Ebenso ist es zweifellos, dass die Beeinflussung der öffentlichen Meinung in politischen Fragen auch dann, wenn dies durch die Presse geschieht, eine politische Betätigung darstellt. Wer daher die Vorteile des Asylrechtes geniessen will, der soll sich auch jeder journalistischen Tätigkeit die sich gegen sein Land richtet und der Schweiz Schwierigkeiten bereitet enthalten.

Diese Beschränkung der journalistischen Betätigung des politischen Flüchtlings ist keineswegs im Widerspruch mit dem Grundsatz der schweizerischen Pressefreiheit. Die Voraussetzungen des Asylrechtes, nämlich keine unerlaubte politische Tätigkeit auszuüben, gehen der Pressefreiheit vor. Wenn die Bedürfnisse des Arbeitsmarktes es gestatten, einem Ausländer die journalistische Betätigung zu verbieten, so ist nicht einzusehen, weshalb es nicht möglich sein sollte, wegen der aussenpolitischen Interessen diese Betätigung gegenüber dem politischen Flüchtling einzuschränken.

Die Tatsache, dass der politische Flüchtling als Journalist beim Völkerbund zugelassen ist, kann an diesen Verhaltensmassregeln nichts ändern. Die Zulassung darf nicht dazu führen die richtige Handhabung des Asylrechtes zu verunmöglichen. Die Schweiz hat auch als Völkerbundsmitglied kein Interesse, dass die Genfer Institution für fremde innerpolitische Kämpfe missbraucht wird.

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. annexe au n° 254.*

3. *La lettre résume ensuite les conclusions du rapport du Ministère public fédéral.*

Wir müssen daher daran festhalten, dass die journalistische Betätigung von A Prato gegen Italien mit den Voraussetzungen des Asylrechtes unvereinbar ist. Immerhin kann ihm zugute gehalten werden, dass das Verbot einer solchen Betätigung ihm nie ausdrücklich zur Kenntnis gebracht worden ist. Es wäre daher kaum angezeigt die Ausweisung ohne vorherige Verwarnung zu beschliessen. Man darf wohl auch berücksichtigen, dass A Prato durch Abstammung und durch langen Aufenthalt in der Schweiz mit unseren Verhältnissen bis zu einem gewissen Grade verwachsen ist und dass es daher eine unbillige Härte wäre von der üblichen Verwarnung abzusehen. Nachdem auch anders eingestellte italienische Journalisten die Pflichten gegenüber dem Gastland nicht beachtet haben, wäre es wenig angebracht gegen A Prato sofort mit voller Strenge vorzugehen.

Wir sind daher der Ansicht, dass der Genannte verwarnt und dass ihm die Ausweisung gemäss Artikel 70 der Bundesverfassung angedroht wird, für den Fall, dass er seine journalistische Betätigung gegen Italien fortsetzen sollte. Gegen eine Verlängerung der Toleranzbewilligung unter der üblichen Bedingung des Verbotes jeder unerlaubten politischen Betätigung haben wir keine Einwendung zu erheben.

261

E 2001 (C) 5/174

Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna¹

JF

Berne, 6 juillet 1936

M. Tamaro vient me voir à 16 heures 45. Je lui explique que M. Motta, empêché par la fête de Sempach, ne peut pas le recevoir comme il l'aurait souhaité et je me mets à sa disposition pour entendre les communications qu'il a désiré lui faire. M. Tamaro entre immédiatement dans le sujet en déclarant que c'est par erreur que M. Ruegger a eu l'impression que M. Ciano renonçait à contester la légalité de l'arrestation des journalistes italiens². Il lui a été confirmé aujourd'hui même que

1. *Annotation marginale de Motta*: Communiqué au C. [conseil] F. [fédéral] en séance le 7. VII. 36.

2. Cf. n° 258. Le 2 juillet, dans une lettre à Motta, P. Ruegger avait ainsi relaté les propos que lui avait tenus le Ministre italien des affaires étrangères sur cette question:

[...] Lorsqu'il me reçut hier, M. Ciano fut ... tout particulièrement cordial et amical et il s'est montré fort soucieux de sortir d'une situation dans laquelle il subissait lui-même les plus vives pressions. M. Ciano a commencé par déclarer que, comme bon ami des journalistes et comme combattant, il devait vibrer avec les journalistes italiens qui avaient agi, selon lui, sous le coup d'une provocation très grave. Pour excuser certains d'entre les journalistes, il indiquait que l'un d'eux, notamment, avait assisté personnellement à la tragédie du massacre et de la mutilation des ouvriers de Gondrand. Mais M. Galeazzo Ciano dut reconnaître, comme Ministre des Affaires Etrangères, que l'attitude de ses compatriotes «appelait des réserves». Après une discussion sur la question juridique, qui avait été soulevée fort mal à propos, mais, sans doute, selon

le Gouvernement italien persiste à penser que les Italiens ont le droit de se livrer dans les locaux affectés à la Société des Nations à toute manifestation qu'il leur plaît, sans que les Autorités suisses aient quoi que ce soit à dire. Il me donne clairement à entendre, à plusieurs reprises et tout en s'en défendant pour la forme, que la manifestation des journalistes italiens a été voulue et organisée par le Gouvernement, qu'il ne s'agit donc nullement de la réaction de gens mal élevés ou excités, mais d'un acte politique rendu nécessaire par l'impossibilité où l'Italie était de s'exprimer par des délégués, et que toute punition contre les journalistes qui se sont livrés à cet acte politique vis-à-vis de la Société des Nations serait considérée comme un grave affront à la presse italienne et substituerait à l'incident entre l'Italie et la Société des Nations un grave incident entre l'Italie et la Suisse.

J'expose à M. Tamaro qu'il nous est tout à fait impossible de le suivre quand il conteste l'applicabilité de la loi suisse à un délit commis dans les locaux affectés à la Société des Nations et plus encore quand il revendique pour les Italiens le droit de se livrer à n'importe quelle manifestation dans les bâtiments affectés à la Société. J'insiste sur l'effort fait par le Département politique pour éviter une réaction brutale. Je lui laisse entendre que nous avons déjà plus ou moins obtenu que l'idée d'un procès soit abandonnée. Je ne lui cache pas qu'en revanche, le Département de Justice et Police demande l'expulsion des coupables³ et je lui laisse entendre que le maximum de ce qui pourrait être obtenu serait la transformation de cette mesure d'expulsion en une mesure d'interdiction d'entrée.

M. Tamaro me répond que le Gouvernement italien ne fera pas de différence entre une interdiction d'entrée ou une expulsion et qu'une telle mesure entraînerait sans doute l'expulsion immédiate de huit journalistes suisses.

J'insiste à nouveau sur les réactions de politique intérieure que le Conseil fédéral risquerait de provoquer en passant purement et simplement l'éponge. M. Tamaro répète qu'il est déplorable que l'opinion suisse n'ait pas compris la portée d'un geste qui a eu l'approbation unanime de l'Italie, avec lequel des membres du Gouvernement se sont solidarisés et qui constituait la seule manifestation possible de l'indignation que soulevait en Italie la comédie de Genève. A mon observation que ces moyens diplomatiques nouveaux sont malgré tout bien déplorables, M. Tamaro revendique une fois de plus le droit pour l'Italie d'user des moyens qu'il lui plaît, non seulement par l'intermédiaire de délégués, mais en utilisant des journalistes, et, à mon observation que, si l'on continue sur cette voie, on en viendra à jeter des bombes, M. Tamaro répond que peut-être bien nous n'aurons rien à dire tant que nous n'en serons pas requis en due forme par les organes de la Ligue.

les instructions reçues par la Légation d'Italie à Berne, M. Ciano s'est convaincu que l'arrestation des journalistes était légale. C'était un premier point acquis. Il m'a, toutefois, instamment demandé de vous prier de trouver le moyen d'obtenir la mise en liberté des journalistes arrêtés. Fait très curieux et significatif — dont nous aurons raison de nous souvenir et au sujet duquel je me propose de demander, d'ailleurs, à la prochaine occasion, des explications à l'Ambassadeur britannique — M. Ciano m'a dit que Sir Eric Drummond, qui parlait en connaissance de cause comme ancien Secrétaire général de la Société des Nations, aurait affirmé qu'avec l'expulsion des journalistes de la salle, l'incident était réglé au point de vue de la Société des Nations et que, pour le reste, «la Suisse était libre de régler rapidement l'affaire».

[...]

3. Cf. n° 264.

Devant l'impossibilité où je suis de lui laisser penser que le Conseil fédéral entrera dans ses vues, M. Tamaro préconise que, pour gagner du temps, le Conseil fédéral se décide à demander l'avis de la Société des Nations sur la suite qu'il convient de donner à un incident qui s'est produit dans son enceinte. Je laisse voir à M. Tamaro que, pour diverses raisons, je n'aime pas beaucoup cette méthode, mais je lui promets de la signaler à M. le Conseiller fédéral Motta, à qui je rendrai compte de notre conversation.

Cette conversation a duré une demi-heure. Elle s'est déroulée sur le ton le plus tranquille, bien que M. Tamaro parût bouillonner en dedans et que je n'aie pu cacher que je n'arrivais pas à comprendre que l'on puisse soutenir la légitimité de moyens diplomatiques aussi peu conformes au bon ton. J'ai eu l'impression que, pour l'essentiel, M. Tamaro avait des instructions précises de son Gouvernement, mais qu'il n'éprouvait aucun embarras à les exécuter et que, sur certains points, il forçait peut-être un peu la note⁴.

4. Le 6 juillet, après son entretien avec P. Bonna, le Ministre d'Italie adressait à celui-ci la lettre suivante:

In aggiunta a quanto ho avuto l'onore di esporLe nel colloquio odierno, devo rilevare una volta ancora quanto ho già rilevato nel mio colloquio col Signor Consigliere Federale Motta e in quello col Signor Consigliere Federale Baumann: cioè la grave sproporzione esistente tra l'atteggiamento che il Consiglio Federale vorrebbe prendere contro un gruppo di giornalisti italiani che hanno agito sul terreno della S.d.N. solo per patriottismo, e l'impunità che l'Alto Consiglio concede al giornalista A Prato che, fuoruscito italiano, violando la legge svizzera, su territorio svizzero, mena une cotidiana campagna di odio e di diffamazione contro l'Italia, com'è stato riconosciuto recentemente anche dalla «Neue Zürcher Zeitung». L'Alto Consiglio vorrà certo comprendere l'impressione che farebbe in Italia una tale differenza di trattamento.

[...] Sur la lettre de Tamaro, Motta a noté: Communiqué au C. F. en séance le 7. 7. 36.

262

E 2001 (D) 1/254

L'Association suisse des banquiers¹ au Chef du Département politique, G. Motta

L

Bâle, 8 juillet 1936

Lors d'une séance qui a eu lieu le 7 courant², le Département Fédéral de l'Economie Publique nous a donné connaissance d'un projet d'accord de clearing avec la Pologne.

1. Signée par le Président du Comité pour les Etats successeurs de l'ancienne Autriche-Hongrie, H. Gruebler, et son secrétaire G. de Haller. A défaut d'un Comité Polono, l'Association suisse des banquiers a confié en effet le dossier polonois a ce groupe de travail.

2. La veille, le Comité pour les Etats successeurs de l'ancienne Autriche-Hongrie a examiné la situation des créances financières suisses en Pologne (E 2001 (D) 1/254).

Ce projet prévoit un «clearing marchandises» complété par une note additionnelle (confidentielle) par laquelle le Gouvernement polonais s'engagerait à assurer aux échéances le transfert des paiements relatifs aux créances financiers. En vue de faciliter le transfert de ces sommes, une quote-part non encore déterminée sur le montant des importations polonaises en Suisse, serait mise à la disposition de la Banque de Pologne auprès de la Banque nationale Suisse (Devisen-Spitze).

Notre Comité a examiné la situation qui résulterait d'un accord établi sur ces bases pour les créanciers financiers suisses. Il est arrivé à la conclusion que les intérêts de ces derniers ne seraient pas suffisamment protégés par un tel accord, et se verrait obligé de décliner toute responsabilité au cas où les pourparlers auraient lieu sur ces bases. En effet, notre Comité est persuadé que la Pologne ne sera pas en mesure d'effectuer le transfert de ses engagements financiers en devises libres, conformément aux dispositions de la note additionnelle. A supposer qu'il fût accepté par la Pologne, l'engagement prévu par cette note risquerait donc, selon toute probabilité, de ne pas être exécuté.

D'autre part, il n'existe aucun moyen à notre connaissance, de forcer la Pologne à remplir cet engagement. Un transfert hors clearing ne pourrait éventuellement entrer en ligne de compte qu'en ce qui concerne l'emprunt de stabilisation de la République de Pologne 7% 1927, étant donné le caractère spécial de cet emprunt.

Nous nous permettons d'attirer au surplus votre attention sur le fait qu'à l'exemple d'autres Etats, la Pologne pourrait refuser un engagement tel qu'il est prévu dans le chiffre 2 de la note additionnelle, par lequel elle serait tenue d'utiliser les sommes mises à sa disposition auprès de la Banque Nationale Suisse exclusivement pour ses engagements en Suisse. Dans ces conditions, la «Devisen-Spitze» réservée à la Banque Nationale de Pologne n'aurait plus aucune valeur pratique quelconque pour les créanciers financiers suisses.

Pour ces motifs, nous croyons que les intérêts des créanciers financiers ne peuvent être utilement sauvegardés que par un clearing intégral comprenant tous les paiements aussi bien financiers que les paiements de marchandises (Total-clearing).

En conséquence, notre Comité a l'honneur de vous demander de vouloir bien réserver pour le service des créances financières une quote-part équitable du produit des importations polonaises en Suisse. Il ne nous est malheureusement pas possible de vous indiquer d'ores et déjà, d'une manière précise, le montant de cette quote-part, ne possédant pas encore tous les éléments nécessaires pour fixer le montant des créances financières suisses en Pologne. Nous procédons à une enquête à ce sujet, mais la date extrêmement rapprochée des négociations ne nous permet pas d'en attendre le résultat. Selon des estimations très approximatives auxquelles nous nous sommes livrés, les créances financières suisses en Pologne seraient au minimum de l'ordre de grandeur de 100 millions de francs suisses.

Nous faisons toutefois toutes réserves au sujet de ce chiffre, ainsi qu'au sujet des conclusions que nous en tirons et que nous résumons comme suit:

En admettant un taux d'intérêt de 6% (très bas en comparaison des taux en usage en Pologne), le seul service des intérêts des créances financières suisses exigerait une somme de 6 millions de francs suisses à transférer annuellement par la Pologne. D'autre part, l'exportation suisse en Pologne s'est élevée en 1935 à une

somme d'environ 14 millions de francs suisses. Au total, la Pologne devrait donc transférer 20 millions de francs suisses par an. En contre-partie, les importations en Suisse sont estimées, sous déduction des frais de transport, à environ 10 millions. D'après les indications qui nous ont été données, elles pourraient être portées à 12 millions. En déduisant cette somme du montant de 20 millions, représentant les paiements devant être faits par la Pologne en Suisse, on obtient une somme de 8 millions de francs suisses qui ne pourraient être transférés par clearing. Les créances financières devant, selon toute équité, être traitées sur le même pied que les créances commerciales, il y a lieu de partager cette somme manquante de 8 millions d'une manière égale entre les paiements dus aux exportateurs et ceux qui sont dus aux créanciers financiers. Dans ces conditions, la répartition des versements faits à la Banque Nationale Suisse pour les importations polonaises en Suisse doit avoir lieu à raison de 70% aux créances commerciales et 30% aux créances financières, montant de la quote-part devant être réservée dans le clearing pour ces dernières. Nous nous réservons de vous communiquer dès que possible le résultat de notre enquête susceptible de modifier ces calculs.

Conformément à la lettre que nous avons eu l'honneur de vous adresser en date du 1^{er} juillet³, il y aurait lieu de réserver cette quote-part, dès maintenant, sur les versements effectués à la Banque Nationale Suisse en contrevaletur de marchandises importées de Pologne.

En ce qui concerne le solde non transférable par clearing, il y a lieu de stipuler que les créanciers financiers suisses pourront en disposer librement en Pologne et à l'étranger sans autorisation spéciale du bureau de devises. En outre, le risque de change ne devra pas être à la charge du créancier financier suisse auquel il y aurait lieu de réserver aussi la faculté de laisser ses avoirs échus non transférés dans la monnaie contractuelle auprès du débiteur polonais.

Quelles que soient les instructions qui seront définitivement arrêtées par le Conseil Fédéral, nous attachons — étant donné les intérêts considérables représentés par les créances financières suisses en Pologne — la plus grande valeur à ce que nos experts puissent assister dès le début aux négociations envisagées⁴.

3. *Non reproduit.*

4. *Dans une lettre adressée le 10 juillet à W. Stucki, le Chef du Département politique écrit entre autres:*

[...]

Si, comme il semble probable, la conclusion d'un clearing total devait se révéler comme inévitable, nous vous serions très obligés de bien vouloir, dans la mesure du possible, tenir compte des revendications formulées par les créanciers financiers, tant en ce qui concerne l'attribution d'une quote-part suffisante pour assurer une rémunération acceptable des capitaux investis, qu'en ce qui concerne l'utilisation en Pologne des soldes non transférables. Il nous paraîtrait également très souhaitable qu'il pût être fait appel dès le début des pourparlers à la collaboration des représentants des créanciers financiers (E 2001 (D) 1/254).

263

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 37

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 24 Confidentielle

Berlin, 9 juillet 1936

En date du 4 de ce mois, votre Division des Affaires étrangères me demandait mon avis au sujet de la situation à Dantzig telle qu'elle m'apparaissait envisagée d'ici à la suite de l'attaque dirigée par le Gauleiter Forster contre le Haut Commissaire de la Société des Nations et répandue dans la presse avec complaisance par les soins du Deutsches Nachrichtenbureau. Ce même jour encore, le président du Sénat de Dantzig, Greiser, se livra à son tour devant le Conseil de la Société des Nations, à Genève, à une attaque non moins véhémement contre le régime existant dans la Ville libre de Dantzig, manifestation intempestive qui ne pouvait manquer d'avoir un grand retentissement.

Quant à l'avis que je suis appelé à exprimer, je voudrais, d'une manière générale, me référer à l'opinion qui se retrouve, comme une trame, dans mes rapports politiques des derniers temps et à teneur de laquelle il existe un certain nombre de problèmes internationaux pour l'Allemagne que, tôt ou tard, par des moyens pacifiques ou par la force, elle se propose de résoudre selon ses vues. Parmi ces grandes questions figure Dantzig, à côté de Memel, de la Haute Silésie, du Corridor polonais, d'Eupen-Malmédy, du Schleswig, de l'Autriche, des Allemands de Tchécoslovaquie¹, des Baltes allemands, des colonies, de la plus grande Alle-

1. Dans son rapport du 12 mai 1936, P. Dinichert analyse ainsi la situation des Allemands de Tchécoslovaquie:

[...] Von unterrichteter diplomatischer Seite höre ich, dass tatsächlich nicht behauptet werden könne, dass Deutschland gegen die Tschechoslowakei dermalen aggressive Absichten territorialer Natur hege. Dagegen seien enge Verbindungen zwischen der deutschen national-sozialistischen Partei und den Sudetendeutschen der Tschechoslowakei nachgewiesen, trotzdem dies in Berlin auch an hohen amtlichen und parteipolitischen Stellen stetsfort in Abrede gestellt werde. Die Prager Regierung habe sogar dafür Beweise in Händen, dass die sudetendeutsche Partei Henlein's von der NSDAP mit ansehnlichen Finanzmitteln unterstützt und gefördert werde.

Das schon reiche Beweismaterial werde weiterhin gesammelt, um im gegebenen Zeitpunkte hier mit den gebührenden Vorstellungen auf den amtlichen Tisch gelegt zu werden. Der Moment hierfür sei auch deshalb nicht gekommen, weil die Gesamtbeziehungen zwischen Deutschland und der Tschechoslowakei vorderhand mit einer Anzahl anderer wichtigster Fragen Gegenstand der im Gange befindlichen Verhandlungen zwischen den europäischen Grossmächten bilden sollen. In der Tat ist in den kürzlich hier überreichten britischen Rückfragen auch die enthalten, ob der deutscherseits angebotene Nichtangriffsvertrag mit der Tschechoslowakei, wie mit Österreich, gegenseitige Unterstützungspakte nicht ausschliessen würde.

Letzteres entspricht der Forderung der tschechoslowakischen Regierung, die mit dem deutschen Nachbar gute Beziehungen zu unterhalten wünscht und auch gewillt ist, mit ihm einen Nichtangriffspakt einzugehen, aber nur unter der unbedingten Voraussetzung der Garantie kollektiver wie durch Beistandspakte gewährter Sicherheit. Bekanntlich bestehen in dieser grundsätzlichen Beziehung deutscherseits die stärksten Hemmungen. Die Tschechoslowakei will sich

magne enfin, conception encore moins définie et de réalisation plus lointaine, mais existante et nous intéressant au premier chef.

Dans quel ordre, selon quel rythme et quelles méthodes, ces problèmes figurant au programme de politique extérieure du régime national-socialiste vont-ils être pratiquement attaqués et menés à bonnes fins allemandes, personne, je crois, ne saurait le préciser aujourd'hui. Cela me paraît, d'ailleurs, d'ordre secondaire en présence du fait certain que l'Allemagne actuelle est résolue à les aborder, l'un après l'autre, au moment où, pour chacun d'eux, les circonstances lui paraîtront propices. C'est, du reste, la pâture d'ordre extérieur d'autant plus nécessaire pour un grand peuple fortement armé que ses conditions économiques, financières surtout, vont en empirant.

Après les grands coups de la liberté reprise en matière d'armement et dans la zone démilitarisée, c'est donc le tour de Dantzig. Le régime actuel tient essentiellement à cette méthode de surprise, qu'il est en mesure de pratiquer et qu'il continuera, n'en doutons pas, à appliquer. Cela étant, le monde ferait mieux de ne pas se montrer démesurément étonné à chaque événement, mais, au contraire, de s'y préparer et de prendre les déterminations voulues en temps utile. Les lamentations tardives ne serviront à rien et leur répétition ne produira ici que l'effet d'encouragements.

Pour en revenir à la Ville libre de Dantzig, la situation créée par les derniers événements n'est cependant pas encore très claire étant donné la complication du statut de ce petit Etat. Ce que l'on peut dire c'est qu'il cherche, d'entente entière avec Berlin, à se débarrasser, peut-être par étapes, de l'immixtion de la Société des Nations. En revanche, on chercherait, jusqu'à nouvel avis, à opérer et vivre d'accord avec la Pologne, car le moment n'est pas venu de régler les comptes — peut-être même en douceur — avec elle.

La mission de la Société des Nations et de son Haut Commissaire à Dantzig sont, en somme, de deux sortes: veiller à la juste application de sa constitution, placée sous la garantie de la Société des Nations, et arbitrer les contestations s'élevant entre la Pologne et la Ville libre. Si ceux-ci décidaient de s'entendre doréna-

seitens Deutschlands solange nicht ungebührlich beunruhigt fühlen, als sie gegebenenfalls auf die augenblickliche Unterstützung Frankreichs und Russlands zählen zu können glaubt. Ausgedehnte militärische Vorbereitungen für ein Zusammengehen der tschechoslowakischen und der russischen Luftstreitkräfte sollen in entlegenen, weltabgeschiedenen Gegenden der Tatra durchgeführt oder jedenfalls im Gange sein.

Was gerade die Tschechoslowakei betrifft, so ist bemerkt worden, dass der Reichskanzler in seiner Rede vom 1. Mai sich mit Wucht gegen die im Ausland verbreiteten «Lügen» aufgelehnt hat, wonach Deutschland sich vorbereite, in Österreich und der Tschechoslowakei einzufallen. Die anwesenden Parteiorganisationen nahmen diese Erklärung in auffallender Einmütigkeit mit Pfuirufen und Gelächter entgegen. Im amtlich veröffentlichten und also auch vorbereiteten Wortlaut der Kanzlerrede ist aber die Tschechoslowakei nicht erwähnt, sondern Österreich allein. Grund und Zweck dieser auffallenden Divergenz scheinen nicht abgeklärt.

Die tschechoslowakische Regierung ist geneigt, wie das wohl vernünftig ist, die Aufrichtigkeit der steten Friedensbeteuerungen Hitler's insofern nicht in Zweifel zu ziehen, als dieser offenbar wünscht und hofft, die dem deutschen Volke versprochene Befriedigung seiner Lebensbedürfnisse auf friedlichem Wege zu sichern. Was aber als diese Existenzfordernisse zu gelten hat, darüber herrscht umsomehr Unklarheit, als der Begriff äusserst dehnbar ist. [.../ (E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 37.)

vant directement, sans le concours du Haut Commissaire ou, en dernière instance, de la Société des Nations, une des raisons de l'institution d'un Haut Commissaire disparaîtrait. Il s'agit, d'ailleurs, avant tout de questions d'ordre économique, comme ce sont les intérêts économiques de la Pologne qui ont fait inventer, en 1919, la Ville libre de Dantzig.

En revanche, l'autre mission du Haut Commissaire, celle d'assurer la correcte application de la Constitution de Dantzig, peut l'entraîner à intervenir dans des questions de politique intérieure. C'est ce que M. Lester aurait fait, certainement à bon droit, mais peut-être avec une insistance superflue, et c'est ce qui aurait mis le feu aux poudres national-socialistes. Éliminer définitivement le Haut Commissaire ou, pour le moins, remplacer l'actuel par une personnalité plus compréhensive des aspirations national-socialistes dans la Ville libre en grande majorité allemande, tel serait donc, dans la pensée aussi bien des Forster et Greiser que de Hitler, auprès duquel Greiser se trouverait en ce moment à Berchtesgaden, la première étape de la manœuvre dantzigoise. On peut admettre, que pour ce qui concerne la mission du Haut Commissaire, la Pologne et l'Allemagne se mettront facilement d'accord. Pour le reste, la Pologne voudra sauvegarder ses droits, ce qui n'excluerait pas d'en faire l'objet de nouveaux arrangements entre Varsovie et Berlin. Il est intéressant de constater cependant que, pour l'instant, le gouvernement polonais n'entend pas encore opérer seul dans la discussion diplomatique qui vient de s'ouvrir; car c'est sur son désir formel que les représentants de la France et de la Grande-Bretagne sont intervenus, dès lundi dernier, auprès du gouvernement allemand. Celui-ci a donné des assurances tranquillissantes quant au développement ultérieur et prochain du problème de Dantzig. Mais il n'y a pas de doute qu'à Berlin on se solidarise avec les attaques brusquées de Forster et de Greiser, malgré tout ce qu'elles ont d'insolite, pour ne pas dire plus, dans la forme et dans le genre. On se montre si bien renseigné à la Wilhelmstrasse qu'officiellement on y reconnaît le pied de nez de Greiser à l'adresse des journalistes, mais conteste qu'il l'ait complété en tirant la langue!

Dans quelques milieux diplomatiques d'ici, on critique l'attitude passive de Mr. Eden, en sa qualité de président du Conseil de la Société des Nations, tant vis-à-vis de Greiser, vu la virulence et l'insolence de son langage, que vis-à-vis de journalistes qui, une fois de plus, se sont livrés à des manifestations inconvenantes. On trouve que cette séance du Conseil de samedi soir n'a été rien moins qu'un modèle de dignité.

J'apprends aussi que l'attitude prise par Greiser à Genève a dû être une surprise pour M. Lester lui-même. Car à son passage à Berlin encore, deux jours auparavant, il a déclaré savoir que les chefs nazis Forster et Greiser n'étaient point d'accord entre eux.

Il va de soi que je vais suivre les développements de la nouvelle affaire de Dantzig et vous tenir au courant de mes informations et impressions.

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 10 juillet 1936*¹

1172. Ausweisung italienischer Journalisten

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 2. Juli 1936

Über den Zwischenfall anlässlich der Völkerbundsversammlung am 30. Juni 1936 berichtet die Bundesanwaltschaft:

«I. Inbezug auf den Tatbestand ist folgendes zu erwähnen: Eröffnung und Durchführung dieser Völkerbundsversammlung ist auf Grund der Pressemeldungen bekannt. Man hatte alles Nötige vorgesehen, um irgendwelche Kundgebungen im Zusammenhang mit dem Erscheinen des Negus² zu vermeiden, z. B. sein unauffälliges Eintreten in den Saal während der Eröffnungsrede des präsidierenden Ministers Eden.

Als jedoch der Negus dann die Rednertribüne betreten wollte, begann auf einer Presse-Tribüne ein Pfeifen, Schreien und Rufen, das für einige Zeit jede Verständigung im Saal unmöglich machte. Die für den Ordnungsdienst auf den Tribünen verantwortlichen Agenten mussten einschreiten. Es stellte sich heraus, dass italienische Journalisten eine systematische Demonstration vorbereitet hatten. Sie liessen sich nicht zur Ruhe weisen, sondern riefen, schimpften und sangen auch noch weiter, während sie aus dem Saal abgeführt wurden. Der Lärm hörte erst auf, als sämtliche Unruhestifter aus dem Saal entfernt waren.

Aus den verschiedenen Rapporten der Polizeiagenten und Securitaswächter sowie aus den Einvernahmeprotokollen ergibt sich übereinstimmend, dass die italienischen Journalisten Trillerpfeifen mitgebracht hatten, um jede Verständigung überpfeifen zu können. Ausserdem wurde festgestellt, dass folgende Wendungen wiederholt laut in den Saal gebrüllt worden sind: «Assassin», «negriero», «Ce n'est pas votre place ici», «sortez-les», «allez à la guerre», «pas de l'Amharrique», «basta, va rejoindre ton gouvernement», «Viva Mussolini», «Evviva il Duce». Ferner wurden das Giovinezza-Lied und andere fascistische Kampfgesänge auf italienisch in den Saal gebrüllt.

Gegenüber dem Ordnungsdienst im Saal und auch gegenüber den Polizeiagenten des Kantons Genf ausserhalb des Völkerbundsgebäudes wurde Widerstand geleistet, u. a. erhielt ein Securitaswächter Fusstritte, jemand wurde an den Haaren gerissen usw.

Im ganzen wurden 10 italienische Journalisten abgeführt. Es handelt sich um
Caiani Lido, geb. 23. 9. 1890,
Caprin Julio, geb. 22. 3. 1880,

1. *Absent: Minger.*

2. *Sur les négociations ayant précédé la venue du Négus à Genève, cf. nos 244, 248 et 257. Pour le texte du discours prononcé par Hailé Sélassié, le 30 juin devant l'Assemblée de la SdN, cf. JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 151, pp. 22—25.*

Cassuto Aldo, geb. 28. 12. 1891,
 Ciucci Carlo, geb. 6. 3. 1905,
 Engely Giovanni, geb. 18. 4. 1891,
 Fascetti Viktor, geb. 25. 9. 1891,
 Marchini Marco, geb. 6. 3. 1898,
 Monelli Paolo, geb. 15. 7. 1891,
 Morreale Eugenio, geb. 28. 1. 1891, und
 Signoretti Alfredo, geb. 19. 2. 1901.

Fascetti Viktor und Marchini Marco, die beide in Genf wohnen, wurden aus der Haft entlassen, alle andern befinden sich z. Zt. in der Prison de Saint-Antoine noch in Haft.

(Nach Ausfertigung dieses Antrages ist die Haftentlassung der Festgenommenen von der Bundesanwaltschaft weisungsgemäss angeordnet worden. Die Verfügung an das Justiz- und Polizeidepartement des Kantons Genf vom 1. Juli, 17.30 Uhr, hat den Wortlaut:

«Suivant instructions Département fédéral justice et police d'accord avec Département politique vous prions remettre en liberté journalistes italiens actuellement détenus à Genève. Ceux-ci devront attendre hors de Genève, qu'ils ont à quitter immédiatement, la décision du Conseil fédéral. Départ de Genève est à surveiller. Prière nous faire rapport sur exécution de cette mesure.»)

II. [...]³

III. Als zweckmässig erweist sich deshalb der rasche Abschluss der bisherigen Massnahmen. Die Haft der Journalisten soll bestehen bleiben bis zu erfolgtem Beschluss des Bundesrates. Schon diese Untersuchungs- und Sicherungshaft erweist sich in ihrer Wirkung als augenfällige Sühne für die betrüblichen Vorkommnisse. Die unmittelbar an die Haft anschliessende Landesverweisung, und ihr sofortiger Vollzug, ist geeignet, diese Sühnewirkung zu verstärken.

Es muss aber noch vor allem beachtet werden, dass diese italienischen Journalisten durch ihre Demonstration in der Völkerbundsversammlung nicht nur eine Ungehörigkeit gegenüber dem Völkerbund begangen haben, sondern dass sie dadurch auch die innere und äussere Sicherheit der Schweizerischen Eidgenossenschaft in hohem Masse gefährdet haben.

Innenpolitisch verursachen solche Ausschreitungen eine Verschärfung der Gegensätze, die in bezug auf den abessinischen Konflikt bereits bestehen. Wir brauchen nur einerseits an das Boykott-Komitee gegen Italien und andererseits an die fascistische Propaganda und Agitation zu erinnern, um diese gespannte Situation klar zu machen. Solche taktlosen Zwischenfälle schüren die Leidenschaften an und können zu schweren innenpolitischen Konflikten führen.

Aussenpolitisch bedeuten diese Demonstrationen eine schwere Gefährdung der völkerrechtlichen Stellung der Schweiz sowie ihrer guten Beziehungen zum Ausland und ihrer Verpflichtungen gegenüber dem Völkerbund.

3. *La proposition du Département de Justice et Police examine ensuite, sur le plan juridique, les suites qu'il faut donner à l'incident. Les articles 42 (outrage public envers une nation étrangère ou son souverain ou un Gouvernement étranger) et 43 (outrage ou mauvais traitements exercés envers le représentant d'une puissance étrangère accrédité auprès de la Confédération) du Code pénal fédéral, qui auraient permis de poursuivre pénalement les journalistes fautifs, ne sont pas tout à fait applicables au cas présent.*

Demnach erscheint die Ausweisung solcher Journalisten aus der Schweiz gemäss Art. 70 BV⁴ als gegebene und notwendige Massnahme. Wir erinnern in diesem Zusammenhang auch an die Ausweisung des ungarischen Staatsangehörigen Budai, der wegen seiner Demonstration gegen einen Völkerbundsdelegierten im Jahre 1932 nach Art. 70 BV aus der Schweiz ausgewiesen wurde⁵.

Von den zehn erwähnten italienischen Journalisten kommen für die Ausweisung jedoch nur neun in Betracht. Dem zunächst auch verhafteten, dann aber freigelassenen Marchini Marco, geb. 6. 3. 1898, wohnhaft in Genf, konnte nicht einwandfrei nachgewiesen werden, dass er an der Demonstration teilgenommen hat, sodass ihm gegenüber von einer Ausweisung aus der Schweiz abzusehen ist.

Bei der Ausweisung ist den fehlbaren Journalisten zu eröffnen, dass sie im Falle einer Wiedereinreise in die Schweiz ihre Verhaftung und Bestrafung gemäss Art. 63a des BStR⁶ zu gewärtigen haben.»

Gestützt auf diese Ausführung wird beantragt, die italienischen Staatsangehörigen Caiani Lido, Caprin Julio, Cassuto Aldo, Ciucci Carlo, Engely Giovanni, Fascetti Viktor, Monelli Paolo, Morreale Eugenio und Signoretti Alfredo aus der Schweiz auszuweisen.

Das Justiz- und Polizeidepartement macht diesen Antrag zu dem seinigen. In der Sitzung vom 3. Juli verzichtete aber der Departementsvorsteher auf die Ausweisung Fascettis, dessen Beteiligung an der Demonstration fraglich ist.

M. *le chef du département politique* exposa, dans la séance du 7 juillet, qu'il avait été amené à demander la relaxation des journalistes par une communication de notre ministre à Rome, M. Ruegger⁷, d'après laquelle M. Ciano déclarait qu'il nous serait infiniment reconnaissant d'une telle mesure. M. Baumann ayant acquiescé à sa demande sous la condition que les journalistes quittent immédiatement Genève, afin d'éviter des manifestations, tout aurait été en ordre si M. Nicole, au lieu d'éloigner purement et simplement les journalistes, n'avait rendu un arrêté d'expulsion, en quoi il ne dépassait pas seulement sa compétence, mais compromettrait gravement les intérêts du pays.

Le 6 juillet M. Tamaro a affirmé à M. Bonna⁸ que le peuple et le gouvernement italiens étaient solidaires des huit journalistes et lui a déclaré que l'expulsion de ces derniers serait ressentie comme un affront. Il a prétendu que l'autorité suisse n'était pas compétente pour intervenir dans les locaux de la Société des Nations et a réclamé pour les journalistes le droit d'y manifester. D'autre part il ressort d'un télégramme de M. Ruegger⁹ qu'un arrêté d'expulsion pourrait provoquer, au titre de représailles, l'expulsion de huit journalistes suisses en Italie.

M. Motta, tout en condamnant hautement la manifestation des journalistes italiens, estima qu'il fallait tenir compte de l'état d'esprit des sphères dirigeantes en

4. La Confédération a le droit de renvoyer de son territoire les étrangers qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse.

5. *Sur cette affaire*, cf. E 2001 (C) 5/129.

6. La rupture du bannissement prononcé par une autorité judiciaire fédérale est punie d'une amende qui, dans les cas graves, peut être cumulée avec l'emprisonnement jusqu'à deux ans.

7. Cf. n° 261, n. 2.

8. Cf. n° 261.

9. Du 6 juillet. Non reproduit.

Italie. La mesure proposée par le département de justice et police aurait certainement un fâcheux écho dans ce pays. Il suffirait d'interdire à ces journalistes l'entrée en Suisse.

M. le *chef du département de justice et police* rapporta que M. Tamaro lui avait tenu des propos identiques à ceux qui avaient été relatés par M. Motta et se déclara d'accord de modifier sa proposition en lui donnant la teneur suivante:

«Gestützt auf Art. 102, Ziffer 8, 9 und 10¹⁰, der Bundesverfassung und Art. 13, Abs. 2¹¹, des Bundesgesetzes über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer vom 26. März 1931 wird über die acht fehlbaren italienischen Journalisten die Einreisesperre für die Dauer eines Jahres, d. h. bis 30. Juni 1937 verhängt.»

M. le *chef du département des postes et des chemins de fer* exprima la crainte qu'en donnant une durée déterminée à l'arrêté on n'allât au-delà des désirs de la Société des Nations. Il se pourrait fort bien que le secrétariat de la Société ne rende les cartes d'entrée aux journalistes avant l'expiration de cette durée, ce qui nous mettrait dans une situation fâcheuse.

A la suite de la discussion, à laquelle prirent part tous les membres du conseil, M. le *chef du département politique* déposa la proposition suivante:

«Le Conseil fédéral a constaté que les 8 journalistes italiens, qui ont été arrêtés le 30 juin et relaxés le lendemain, ont tous quitté la Suisse et se sont rendus dans leur pays, le Conseil fédéral a estimé que par ce fait l'incident a été vidé de son contenu principal. Les 8 journalistes ne pourront cependant pas rentrer en Suisse, le Conseil fédéral désirant dans l'intervalle tirer au clair les rapports de la Confédération et de la S.d.N. quant aux matières dont il s'agit.»

M. Baumann demandant à réfléchir, la discussion fut renvoyée.

Dans la séance de ce jour, deux nouvelles propositions sont déposées, savoir: par le département de justice et police:

«Gestützt auf Art. 102, Ziff. 8, 9 und 10 der Bundesverfassung und Art. 13, Abs. 2 des Bundesgesetzes über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer vom 26. März 1931 wird über die acht fehlbaren, inzwischen ausgereisten italienischen Journalisten die Einreisesperre verhängt für solange als die Völkerbundsbehörden den Entzug der Journalistenkarte aufrecht erhalten. — Das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement wird beauftragt, ganz allgemein die Beziehungen der Bundesbehörden zum Völkerbund inbezug auf die Wahrung des Hausrechtes im Völkerbundsgebäude näher zu prüfen und darüber zu berichten.»

Par le département politique:

«Le Conseil fédéral constate que les huit journalistes italiens qui ont causé un incident au cours de la dernière session de l'Assemblée de la Société des Nations et qui, de ce fait, ont dû être éloignés de la salle par la police ont quitté la Suisse dès

10. 8) Il (le Conseil fédéral) veille aux intérêts de la Confédération au dehors, notamment à l'observation de ses rapports internationaux, et il est, en général, chargé des relations extérieures.

9) Il veille à la sûreté extérieure de la Suisse, au maintien de son indépendance et de sa neutralité.

10) Il veille à la sûreté intérieure de la Confédération, au maintien de la tranquillité et de l'ordre.

11. L'autorité fédérale peut interdire l'entrée en Suisse d'étrangers indésirables ou qui ont contrevenu gravement ou à répétées fois aux prescriptions sur la police des étrangers. [...]

leur mise en liberté. L'incident peut ainsi être considéré comme liquidé dans sa partie essentielle. Cependant, les journalistes en question devront s'abstenir de revenir en Suisse avant que les instances de la Société des Nations se soient prononcées au sujet de leur admission ultérieure dans les locaux utilisés par la Société.»

Après discussion, le conseil adopte à l'unanimité le texte suivant:

Der Schweizerische Bundesrat nach Anhörung eines Antrages des Justiz- und Polizeidepartementes vom 2. Juli 1936 und nach Kenntnisnahme des Berichtes der Schweizerischen Bundesanwaltschaft, [...] ¹²

in Anwendung von Art. 102, Ziff. 8, 9 und 10 der Bundesverfassung
beschliesst:

Der Bundesrat stellt fest, dass die acht italienischen Journalisten¹³, die den Zwischenfall an der letzten Völkerbundsversammlung verursacht haben und die deshalb mit Polizeigewalt aus dem Sitzungssaal entfernt werden mussten, die Schweiz nach ihrer Freilassung verlassen haben. Damit kann der Zwischenfall in der Hauptsache als erledigt betrachtet werden. Den in Frage stehenden Journalisten ist die Rückkehr nach der Schweiz untersagt bis sich die Völkerbundsinstanzen über ihre weitere Zulassung in den Räumlichkeiten des Völkerbundes ausgesprochen haben.

Das eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement wird beauftragt, im Benehmen mit dem Politischen Departement allgemein die Beziehungen der Bundesbehörden zum Völkerbund in bezug auf die Wahrung des Hausrechtes im Völkerbundsgebäude näher zu prüfen und darüber zu berichten.

12. Suit la liste des noms des journalistes fautifs.

13. Soit tous les journalistes mentionnés plus haut, à l'exception de V. Fascetti et de M. Marchini.

265

E 2001 (C) 5/163

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna, aux Légations de Suisse et aux Consulats généraux de Suisse
à Dublin, Montréal et Shanghai*

Copie

L JT

Berne, 10 juillet 1936

Comme vous le savez, le Comité de coordination s'est réuni à Genève le 6 de ce mois¹ et, conformément au vœu exprimé par l'Assemblée de la Société des

1. Cf. JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 149, pp. 56 ss. Sur le Comité de Coordination, cf. n° 160, n. 1.

Nations², qui venait de clore les travaux de sa seizième session, a proposé aux gouvernements de lever, à la date du 15 juillet, les sanctions appliquées à l'Italie en vertu de l'article 16 du Pacte.

La délégation suisse³ était intervenue en vue de lever les sanctions à la date du 10 juillet. Son avis n'avait toutefois pas prévalu, la Grande-Bretagne, la France et d'autres pays ayant argué de certaines difficultés techniques pour rapporter, dans un délai aussi bref, les mesures de sanctions décrétées en octobre dernier.

Conformément à la proposition du Comité de coordination, le Conseil fédéral a décidé, par un arrêté du 8 juillet⁴, d'abroger, dès le 14 de ce mois à minuit, les trois arrêtés suivants qu'il avait été amené à prendre en application de l'article 16 du Pacte:

1^o Arrêté, du 28 octobre 1935, concernant l'exportation, la réexportation et le transit d'armes, munitions et matériels de guerre à destination de l'Ethiopie et de l'Italie⁵;

2^o Arrêté, du 12 novembre 1935, concernant les mesures financières à prendre à l'égard de l'Italie en exécution de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations⁶;

3^o Arrêté, du 12 novembre 1935, concernant les mesures économiques à prendre à l'égard de l'Italie en application de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations⁷.

Il y a tout lieu d'admettre que, le 15 courant, tous les Etats intéressés en auront fait de même. Ainsi sera tournée une page douloureuse de l'histoire de la Société des Nations.

2. Par résolution adoptée le 4 juillet (*JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 151, pp. 65 ss.*). La première partie de cette résolution, visant une réforme éventuelle du Pacte de la SdN, est reproduite au n° 287. La deuxième partie de la résolution a la teneur suivante:

«L'Assemblée:

Prenant acte de communications et déclarations qui lui ont été faites au sujet de la situation issue du conflit italo-éthiopien;

Rappelant les constatations faites et les décisions prises antérieurement à l'occasion de ce conflit:

Emet le vœu que le Comité de coordination fasse aux gouvernements toutes propositions utiles en vue de mettre fin aux mesures par eux prises en exécution de l'article 16 du Pacte.»

3. Composée du seul C. Gorgé.

4. Cf. *PVCF n° 1157, du même jour* (E 1004 1/359).

5. *RO, 1935, vol. 51, pp. 705—707. Cf. annexe I au n° 172.*

6. *RO, 1935, vol. 51, pp. 729—731. Cf. n° 174.*

7. *RO, 1935, vol. 51, pp. 732—734. Cf. n° 179.*

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 14 juillet 1936*¹

1201. Spanien. Zahlungsverkehr

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 11. Juli 1936

Die mit Verhandlungen über ein Clearingabkommen betraute spanische Delegation hatte von ihrer Regierung folgende Instruktionen erhalten:

Abschluss eines Totalclearings, d. h. Bezahlung aller schweizerischen Ansprüche (laufender Export, rückständige Warenforderungen, Finanzforderungen mit Ausnahme der Kapitalrückzahlungen und Versicherungszahlungen) aus den zukünftigen Eingängen aus dem Import spanischer Waren in die Schweiz.

Die spanische Delegation vertrat von Anfang an mit grösster Hartnäckigkeit den Standpunkt, dass die Schweizerbegehren auf Bezahlung der Rückstände, der Finanzforderungen und der Versicherungs- und Rückversicherungsansprüche in Gold oder freien Devisen absolut unerfüllbar seien, da Spanien über die erforderlichen Devisen nicht verfüge und seine Goldreserve unter keinen Umständen in Anspruch nehmen könne. Es bestehe deshalb keine andere Möglichkeit, die schweizerischen Gläubiger zu befriedigen, als durch Steigerung des Imports spanischer Waren nach der Schweiz die nötigen Devisen zu beschaffen.

In zahlreichen Sitzungen wurden mit der spanischen Delegation die schweizer. Einfuhrsteigerungsmöglichkeiten geprüft in der Meinung, durch den Nachweis, dass es mit dem besten Willen nicht möglich ist, die Einfuhr aus Spanien in dem Masse zu steigern, dass sie zur Alimentierung eines Totalclearings unter Einbezug aller Rückstände hinreichen würde, die Spanier zum Zugeständnis einer wenigstens teilweisen Bezahlung der Warenrückstände in freien Devisen zu bewegen. Diese Bemühungen blieben jedoch ohne Erfolg. Die spanische Regierung, welcher die spanische Delegation nach Abschluss der Prüfung der Einfuhrsteigerungsmöglichkeiten rapportierte, hielt unweigerlich daran fest, dass es ihr absolut unmöglich sei, dem Verlangen nach freien Devisenzahlungen auch nur im allerbescheidensten Umfang zu entsprechen.

Ein letzter Versuch, die Spanier von ihrer kategorischen Weigerung abzubringen, wurde unternommen durch eine Unterredung des Chefs der schweizerischen Verhandlungsdelegation² mit dem anlässlich der Völkerbundsversammlung in Genf anwesenden spanischen Aussenminister³. Dieser erklärte sich, ohne grosse Hoffnungen zu machen, bereit, sofort nach seiner Rückkehr nach Madrid die Angelegenheit nochmals und endgültig dem Ministerrat zu unterbreiten. Bevor

1. Absents: *Etter, Minger et Motta.*

2. *W. Stucki, qui était accompagné du Chef du Département politique, présent à la reprise des travaux de la XVI^e Assemblée générale de la SdN, le 30 juin.*

3. *A. Barcia.*

jedoch diese endgültige Stellungnahme erfolgte, meldeten sich der Chef der spanischen Delegation und die zwei weitem aus Spanien hergereisten massgebenden Mitglieder dieser Delegation ab. Inzwischen erhielt das Volkswirtschaftsdepartement von unserer Gesandtschaft in Madrid den telegraphischen Bericht, dass die spanische Regierung endgültig an der Weigerung, irgendwelche Zahlungen in freien Devisen zu leisten, festhalte⁴.

Unter diesen Umständen müssen die Verhandlungen vorläufig als gescheitert betrachtet werden. Bei der gegebenen absolut ungenügenden Warengrundlage, deren Verbesserung durch Einfuhrsteigerung nach vorgenommenen eingehenden Untersuchungen bestenfalls in nur ganz bescheidenem Ausmass möglich wäre, lässt es sich nicht verantworten, einen Clearingverkehr einzuführen, ohne die geringste Zahlung in freien Devisen oder Gold seitens Spanien für die Abtragung der Warenrückstände. Diese Auffassung wird insbesondere auch vom Vorstand des schweizer. Handels- und Industrievereins des entschiedensten vertreten.

Man steht damit vor der Situation, dass vorderhand von Spanien weder für die rückständigen Forderungen, noch für den laufenden Export irgendwelche Zahlungen nach der Schweiz erfolgen werden. Schweizerischerseits wurde bekanntlich seit dem Monat Mai die Einzahlung des Gegenwerts der aus Spanien importierten Waren, die der Einfuhrkontingentierung unterstehen, an die schweizer. Nationalbank verfügt. Die Zahlungen für nichtkontingentierte Waren konnten jedoch nach wie vor frei nach Spanien geleistet werden. Unter den gegebenen Umständen hält das Departement es für unumgänglich, dass unverzüglich verhindert wird, dass irgendwelche weitem Zahlungen von der Schweiz nach Spanien *[sic]*. Im Interesse der Exporteure und andern Gläubiger von Forderungen auf Spanien erscheint es dringend geboten, dass unverzüglich eine allgemeine Zahlungssperre erlassen wird, durch die alle aus irgendeinem Titel nach Spanien und für spanische Waren zu leistenden Beträge zugunsten der schweizerischen Gläubiger in der Schweiz zurückgehalten und der schweizer. Nationalbank zugeführt werden. Das Departement schlägt daher vor, gestützt auf den Bundesbeschluss betreffend wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Ausland vom 14. Oktober 1933/11. Dezember 1935⁵ anzuordnen, dass jede direkte oder indirekte Zahlung von der Schweiz nach Spanien, wie auch jede Zahlung nach einem Drittland für in die Schweiz eingeführte oder einzuführende Waren spanischen Ursprungs, nur noch an die schweizer. Nationalbank geleistet werden kann. Die derart bei der schweizer. Nationalbank einbezahlten Beträge sollen ausschliesslich zur Verfügung der in der Schweiz domizilierten Gläubiger, die Forderungen an in Spanien domizilierte Schuldner haben, gehalten werden. Über die Verteilung ist in einem spätern Zeitpunkt zu bestimmen.

Durch diese einseitige Massnahme wird das Problem der Bezahlung der Exporteure und andern Gläubiger mit Forderungen auf Spanien nicht gelöst sein. Es wird damit jedoch wenigstens erreicht, dass die erfassbaren spanischen Gutha-

4. *Le 9 juillet, le Ministre Egger à l'issue d'un entretien avec le Ministre des Affaires étrangères constatait que les négociations avaient échoué, avant même le retour de la délégation espagnole à Madrid, et annonçait son intention de prendre ses vacances, plus aucune initiative n'étant désormais à attendre de Madrid à cette époque de l'année (lettre à W. Stucki, E 2001(C) 4/167).*

5. *RO, 1933, vol. 49, pp. 831—833 et 1935, vol. 51, p. 804.*

ben in der Schweiz für die Befriedigung der schweizerischen Gläubiger gesichert bleiben. Ferner ist die Annahme berechtigt, dass es doch noch gelingen wird, unter dem Druck dieser Zahlungssperre und der sich daraus zwangsläufig ergebenden Unterbindung des spanischen Exports nach der Schweiz, zu einer einigermaßen erträglichen Regelung des Zahlungsverkehrs zu gelangen.

Das Volkswirtschaftsdepartement unterbreitet einen Entwurf für die vorgeschlagene Zahlungssperre, die am 15. Juli 1936 in Kraft zu treten hätte⁶.

Es wird *beschlossen*:

1. Gestützt auf Artikel 1⁷ und 3⁸ des Bundesbeschlusses vom 14. Oktober 1933 über wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Ausland, erneuert durch den Bundesbeschluss vom 11. Dezember 1935, wird der vorgelegte Entwurf eines Bundesratsbeschlusses betreffend den Zahlungsverkehr mit Spanien genehmigt, unter Festsetzung der Inkrafttretung des Beschlusses auf den 16. Juli 1936⁹.

2. ...

6. *Non reproduit.*

7. En vue de combattre le chômage, de sauvegarder la production nationale, là où ses intérêts vitaux sont menacés, de développer l'exportation, comme dans l'intérêt de la balance des paiements de la Suisse, le Conseil fédéral est autorisé à prendre les mesures nécessaires ...

8. Afin de sauvegarder les intérêts suisses à l'égard des Etats qui entravent le transfert des paiements, le Conseil fédéral peut conclure des accords à court terme. Lorsqu'il n'y parvient pas, il est autorisé à défendre les intérêts suisses en prenant toutes les mesures unilatérales de nature économique et financière, qui lui paraîtront indiquées, particulièrement en réglementant les paiements.

9. *RO, 1936, vol. 52, pp. 562—564.*

Toutefois, une semaine plus tard le Conseil fédéral doit revoir l'application de l'arrêté, à la suite d'une conférence qui a réuni Départements politique et de l'Economie publique, Banque nationale, Association suisse des banquiers et Office de compensation. La proposition du Département de l'Economie publique constate notamment:

[...]

Diese Ausführungen zeigen, dass die vollständige Zahlungssperre nicht aufrecht erhalten bleiben kann, wenn unser Land nicht Gefahr laufen will, sehr erhebliche schweizerische Interessen zu opfern, ohne andern dadurch nützen zu können, sondern dass vielmehr die Möglichkeit geschaffen werden muss, die Ausnahmen von der Einzahlungspflicht auf die schweizer. Nationalbank viel weiter zu fassen, um so der schweizer. Verrechnungsstelle in Verbindung mit der Schweizer. Nationalbank und der schweizer. Bankiervereinigung als den in erster Linie interessierenden Kreisen die Möglichkeit zu lassen, abzuklären, welche Zahlungen unbedingt aufrechterhalten bleiben sollten. Soweit bis jetzt der recht schwierige Fragenkomplex überblickt werden kann, sollte es unsern Banken weiterhin möglich sein, das Devisen- sowie das Effekten-geschäft für die spanische Kundschaft zu pflegen, zulasten von Konto-Korrent-Guthaben spanischer Kunden Verfügungen zu treffen, sowie die Erträge aus nichtschweizerischen Titeln, die in der Schweiz im Depot liegen, auch nach Spanien zu überweisen.

[...]

Le Conseil fédéral décide en conséquence de modifier les articles 2 et 6 de son arrêté du 14 juillet (PVCF n° 1242 du 22 juillet 1936, E 1004 1/359). Cf. aussi RO, 1936, vol. 52, pp. 593—594, arrêté du 22 juillet. Sur la situation des échanges commerciaux et financiers à la fin de l'année 1936, cf. la lettre du Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique au Consulat suisse à Barcelone, du 5 décembre in E 2001 (D) 1/174.

267

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 89

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP

Paris, 16 juillet 1936

[...]¹

Il s'accomplit ... en ce moment, au sein du parti communiste, une évolution apparente, en même temps qu'un intense travail d'adaptation et d'assimilation. Ayant rejeté le trotskysme, il s'en tient, pour l'instant, essentiellement à la tactique de Lénine. Au stalinisme, il a emprunté ses manifestations extérieures, ses cortèges, ses défilés, qu'il a su imposer au Front populaire. On a pu le constater au moment des fêtes du 14 juillet, lors de ces défilés massifs sous le signe d'emblèmes divers (drapeaux rouges, tricolores ou fanions des corporations de métiers) devant la Colonne de Juillet enrubannée des pavois de toutes les provinces de France et décorée de pancartes gigantesques où s'inscrivaient les portraits de Lénine, de Staline, Robespierre, Marat, encadrant celles de Barbusse et de Victor Hugo. A la Révolution française de 1889 [sic], on a emprunté une certaine mise en scène. Ce sont, par exemple, ces cortèges de femmes coiffées du bonnet phrygien, ces vastes manifestations théâtrales pour commémorer le souvenir de Robespierre et de Marat.

D'autre part, dans son programme, le parti communiste se fait maintenant, comme je l'ai dit, le champion, non seulement de l'ouvrier, mais également celui du petit commerçant, des artisans, de la petite propriété, du foyer et de la famille! M. Marcel Gitton, Secrétaire du parti, dans son rapport présenté à la Conférence nationale du P.C.F.², souligne que le communiste n'est pas seulement l'homme du parti, mais qu'il est aussi l'homme du foyer familial. «Défendre la famille», dit-il, «c'est sauver la nation dont nous voulons réaliser l'union». Enfin, le communiste se fait, depuis quelque temps, on l'a vu, le défenseur de l'armée républicaine et, en outre, le promoteur d'une culture nationale! Dans le même rapport que je viens de citer, M. Gitton déclare: «Il serait faux de croire que l'éducation communiste doit être strictement circonscrite à la doctrine marxiste. Les communistes qui combattent pour l'essor de la culture doivent apprendre l'histoire du pays, s'intéresser à la littérature et connaître les coutumes du peuple français. Chacun devrait posséder dans sa bibliothèque, à côté des ouvrages de Karl Marx, de Engels, de Lénine, de Staline, de Jules Guesde, de Jaurès, les œuvres de Diderot, de Voltaire, de Balzac, de Victor Hugo, de Zola, de Musset et d'Anatole France».

Comme je l'ai signalé plus haut, «L'Humanité»³ ne manque pas, à l'occasion,

1. *Les conflits à l'intérieur du Parti communiste français. Les grèves ont atteint le 11 juin leur point culminant. Mais le lendemain, M. Thorez déclare: Tout n'est pas possible. Pour tenir compte de l'attitude des classes moyennes, le communisme se drape dans les couleurs de la France.*

2. *Qui se tient, salle Huyghens à Paris, du 10 au 11 juillet.*

3. *Quotidien du Parti communiste français.*

de désavouer le communisme pur; les exemples abondent, en voici un: on pouvait lire récemment dans ce journal un entrefilet intitulé: «pas de nivellement par en bas» et ainsi conçu: «Certains journaux ont annoncé que la représentation du <Quatorze Juillet>, de Romain Rolland, est organisée de telle manière que des artistes professionnels du plus grand talent toucheront le même cachet que des artistes amateurs participant à la représentation. Nous ne savons pas si cette information est exacte, mais ce que nous savons, c'est qu'un tel nivellement serait en opposition formelle avec le but que poursuit le parti communiste. Nous pensons, en effet, que l'effort et le talent méritent récompense, et ceux qui ont qualifié cette innovation de <communiste> feraient mieux de dire qu'il s'agit là de tout le contraire du communisme».

Ainsi se précise et évolue le programme officiel du parti. On y découvre une volonté très ferme de s'adapter à la psychologie du Français moyen, de s'infiltrer, en épousant certaines formules radicales et socialistes, le plus avant possible dans les rangs de ces partis en leur faisant, au besoin, des concessions et en pactisant avec eux. Politique infiniment habile, qui, manœuvrant en dehors de la procédure parlementaire, vise, comme le dit Lucain dans «Paris-Midi»⁴ de ce jour, à consolider ce «second pouvoir», à organiser cette puissance vaste et confuse, qu'on s'emploie sans relâche à discipliner, à orienter vers des buts simplistes et ardents, qui représente de plus en plus le pouvoir nouveau avec lequel, déjà, le Parlement et le pays doivent compter. L'on ne saurait, dans cet ordre d'idées, sous-estimer l'indéniable dynamisme du P.C., qui tend à neutraliser certaines dissensions et à parachever la soudure complète du «Front populaire» en cultivant et en exaltant par des moyens qui lui sont propres, une mystique populaire qui s'affirme de jour en jour. Un effort considérable dans ce sens a été accompli au cours des fêtes du 14 juillet, durant lesquelles on vit, dans l'après-midi, la Capitale comme scindée en deux régions distinctes: d'une part, les quartiers du centre et de l'ouest, presque déserts, occupés par des forces imposantes de la police et de la garde mobile, d'autre part, les quartiers à l'est, de la Nation, de la République et de la Bastille, envahis par une foule délirante, chamarrée de rouge et de tricolore, défilant devant les membres du Gouvernement et se réjouissant jusque tard dans la nuit aux sons répétés de la Carmagnole, de l'Internationale et de la Marseillaise.

Cette image, plus que tout autre, est symbolique de la révolution en train de s'accomplir.

4. *Qui fait partie du groupe de presse de Jean Prouvost.*

268

E 2200 Paris 9/1

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 33

Paris, 20. Juli 1936

Innenpolitisch geht es in Frankreich weiter um Sein oder Nichtsein der letzten grossen bürgerlichen Demokratie des Kontinents.

I.

Es entspricht dem vorwiegend intellektuellen Sinn der Franzosen, dass sie heute eifrig die Frage diskutieren, welches Regime sich denn eigentlich bei ihnen etabliert habe. Ist es noch das alte? Ist es ein neues? Handelt es sich um eine Metamorphose der parlamentarisch-demokratischen Republik zum Kommunismus? Handelt es sich um Kopien aus Russland, Italien, Deutschland oder um ein französisches Originalprodukt? Es ist zuzugeben, dass trotz verschiedener Anlehnungen geschichtliche Vorbilder und daher auch Begriffe fehlen, um den heutigen Zustand in wenigen verständlichen Worten zu charakterisieren. Gerade das Undurchsichtige, Rätselhafte, Unbestimmte bleibt vorläufig sein Merkmal, obgleich im grossen und ganzen seine Verwandtschaft mit den Volkserhebungen in Russland, Italien und Deutschland, die schliesslich alle einen gemeinsamen Urgrund aufweisen, nicht übersehen werden kann.

Überraschend bei dieser Diskussion ist vor allem die Haltung der Sozialisten und Kommunisten. Diese beiden revolutionären Parteien sind es nämlich, die gegenwärtig am lautesten versichern, dass nicht viel geschehen sei und dass auch nicht mehr viel geschehen werde. Sie sind nun plötzlich die wahren Hüter der Republik, der Demokratie, der Trikolore, der Marseillaise, der individuellen und politischen Freiheit. So plump auch dieser Wechsel in der Taktik sein mag, der dem alten Vergleich vom Wolf im Schafspelz durchaus entspricht, ist er dennoch gegenüber dummen Schafherden immer noch zülig. Besonders wirksam wird die geschickte Vernebelung gegenüber dem Kleinbürger, Kleinbauern, Kleingewerbler, usw., kurz gegenüber dem Mittelstande angewandt. So wirbt das neue Regime um weitere bürgerliche Massen, indem es ihnen das alte in einem neuen Lichte vorspiegelt und vortäuscht.

Andererseits ist der rote Elan, besonders der kommunistische, in der Tat stark gebremst worden. Radikale und Sozialisten haben ihrem ungestümen Bundesgenossen seit der Kammersitzung vom 7. Juli beigebracht, dass es dumm wäre, sich jetzt im schönsten Zuge stürzen zu lassen, und dass ein langsamer legaler Fortschritt, der Stück um Stück, ohne grosses Aufsehen und ohne Fürchtemachen das Programm des «Front Populaire» verwirklicht, das Gebot der Stunde sei. So könnte man sagen, dass gegenwärtig die Volksfront einheitlich und diszipliniert marschiert: Rechts der Radikale, links der Sozialist, in der Mitte der kommunistische Durchbrenner, von seinen Begleitern fest unter den Armen gefasst.

II.

[...]

Weiter emanzipiert sich die Regierung bei allem schuldigen Respekt vom Parlament. Sie stützt ihre Macht in erster Linie direkt auf die Massen, die sie emporgebracht hat. Nicht Herr Albert Lebrun¹ hat den Ministerpräsidenten bezeichnet, sondern der Wähler des «Front Populaire». Nicht der Wille des Parlaments, sondern der Wille des arbeitenden Volkes ist für die Regierung vor allem massgebend. «Il puise ses résolutions dans les masses qui l'ont investi. Il se considère désormais comme l'instrument d'exécution des volontés de ces masses, devant lesquelles il va aussi souvent que possible exposer son programme ou rendre compte de sa politique». Die Minister fühlen sich in erster Linie als «Volksbeauftragte», ein Begriff, der auch in Moskau, Rom und Berlin nicht unbekannt ist. In seiner Rede vom 17. Juli drückte sich der Ministerpräsident Blum hierüber selber deutlich aus: «Nous ne sommes pas un Gouvernement tout à fait identique à tous les autres. Notre Gouvernement est directement issu d'une grande volonté populaire. Il a conscience d'être demeuré en communion intime avec cette volonté». Das Bewusstsein, nicht eine gewöhnliche Regierung zu sein, sondern eine Mission zu erfüllen, die über Frankreich hinaus reicht, lässt bereits internationale Propagandawünsche aufsteigen. Der Kriegsminister Daladier sagte in der Kammer bei der Behandlung der Kriegsindustrieverstaatlichung: «La France doit donner l'exemple en ces matières comme elle vient de le donner en ce qui concerne les lois sociales. Au point de vue international elle accomplit un geste de bonne foi et de loyauté».

III.

Die Opposition verhält sich zu allem Erstaunen weiter still und kraftlos. Die Rechte, die man unter der heutigen Konstellation schlechthin als das Bürgertum bisherigen Stiles bezeichnen kann, — es gibt wohlverstanden in Frankreich kein Zentrum; die Linke, d. h. der «Front Populaire» und die sogenannten Rechtsparteien stehen sich unmittelbar gegenüber, — scheint so knochenlos, so schwach in ihrem Gefüge zu sein, dass sie schon froh ist, wenn nicht geradewegs ein illegales Zertrümmern stattfindet. Weder die neugegründeten Parteien, noch irgendwelche führenden Staatsmänner erscheinen bisher beachtenswert im Rampenlicht. Jedenfalls ist vorderhand nicht einzusehen, woher diese Leute den leichtfertigen Optimismus nehmen, wenn sie behaupten, dass sie dem Spuk bald ein Ende bereiten würden. Indem sie zum Protest eine Trikolore oder eine blau/weiss/rote Schleife ins Knopfloch stecken, ist noch nicht viel geleistet. Wird eine kräftige Reaktion noch möglich sein oder war überhaupt dieses französische Bürgertum nur noch ein morscher, hohler Baum, der nun zerfällt? Als Gesamtheit hat es wohl im gegenwärtigen Ringen die Partie bereits verloren. Gewiss wimmelt es im französischen Bürgertum immer noch von klugen, intelligenten, geistig hochgestellten Männern und Frauen; aber sie haben keine Organisationen, keine Massen hinter sich und bleiben Einzelpersönlichkeiten. Dazu kommt, dass sich viele gegen-

1. *Président de la République.*

über den Geschehnissen zur Auffassung bequemen: «Sei es, wenn damit Schlimmeres verhindert wird!»

Der Widerstand, den das Bürgertum dem neuen Regime leistet, steht wohl aus diesen Gründen auf einer geistig so niedrigen Stufe. Es ist vor allem der Antisemitismus, mit dem man gegen Blum und seine vielen jüdischen Mitarbeiter im Kabinett operiert. Blum ist allerdings in diesem Punkte mit recht israelitischer Unverfrorenheit vorgegangen und hat dadurch in Frankreich eine bisher unbekannte Judenhetze entfacht. Ebenfalls zeugt der Krawall, der alle Samstage und Sonntagabende in den «Champs Elysées» vom «Etoile» bis zur «Place de la Concorde» losgelassen wird, von keiner besonderen Geschlossenheit und Würde. Und doch sind diese regelmässigen Prügeleien zwischen den «Patrioten» und der Polizei ausser einiger Parlamentsreden und Presseartikel die einzige sichtbare Auflehnung gegen das neue Regime. Jedesmal meldet der amtliche Bericht, dass etwa zwanzig bis fünfzig Polizisten und natürlich viel mehr Zivilisten in die Spitäler gebracht werden mussten. Der Pariserbürger ärgert sich grün und blau, dass seine Polizei auch mit der Gesinnung offenkundig auf die andere Seite übergegangen ist. Es ist zu sagen, dass die Polizei unerhört brutal vorgeht. Während früher bürgerliche Regierungen bei roten Manifestationen die Polizei kaum zeigten, sie waffenlos ausrücken liessen, den Gummiknüttel unter dem Waffenrock verborgen, um die zarten Proletarierseelen nicht zu kränken und zu reizen, hat jetzt der sozialistische Innenminister² keine zimperlichen Bedenken, durch demonstrative Massenaufmärsche schwer bewaffneter Polizei und «Garde mobile» die «Champs- Elysées» unsanft zu räumen und die Schädel und Rücken der Patrioten und Bürger mit den weissen Knütteln kräftig zu verhauen.

IV.

Angesichts dieser andauernden Zermürbtheit des zivilen Bürgertums richten sich verschiedene Blicke auf die Armee. Wenn irgendwo, dann hat bisher in Frankreich das Heer keine politische Rolle gespielt. Wird es so bleiben? Kriegsminister ist Daladier, Luftminister der noch röter gefärbte Cot. Von allen Militärattachés wird übereinstimmend der hohe Wert und die Geschlossenheit der französischen Armee gegenüber einem äusseren Feind als über jeden Zweifel erhaben hingestellt. Das hindert nicht, dass sich auch der Mann in Uniform über innenpolitische Verhältnisse seine Gedanken macht. Das Offizierskorps ist gewiss bürgerlich, sodass die Patrioten bei jeder Gelegenheit «Vive l'armée!» rufen. Unter der Mannschaft soll jedoch die sozialistische und kommunistische Propaganda ziemliche Ausmasse erreicht haben. Dazu hatte auch die Volksfrontregierung mit der Verdoppelung des Soldes und mit besserer Verpflegung das ihrige zum Umstimmen getan. Bei Umzügen der «Front Populaire» marschierten jedenfalls da und dort, zuletzt in Versailles, Soldaten in Uniform mit und grüssten mit erhobener Faust die rote Fahne. Daladier musste von der Rechten und vom Generalstab bedrängt versprechen, den Vertrieb des «Populaire» und der «Humanité» in den Kasernen zu untersagen, führte aber vorerst denselben Hieb gegen die Rechtsblätter. Auf sozialistischer und kommunistischer Seite verfliegt allmählich der

2. R. Salengro.

bisherige weltanschauliche Pazifismus und Antimilitarismus. Am 14. Juli jubelten zum erstenmal in der Geschichte der Republik die roten Massen mit erhobener Faust der militärischen Parade zu: «L'armée avec nous!» Das pazifistische Ideal der Linksparteien wird jetzt mit der Formel Daladiers verschleiert: «Je ne consentirai à une réduction de la durée qu'en cas de désarmement réciproque et simultané».

Nichts deutet an, dass die Armee aus ihrer politischen Indifferenz heraustreten könnte. Immerhin ist die Anzeige nicht unerheblich, dass sie von rechts und links heftig umworben wird.

[...]

V.

Wichtiger als der Blick nach rückwärts ist jedoch die Frage, was noch kommen mag. Spätestens Ende Juli, wenn das Parlament in die Ferien geht, wird der «Front Populaire» alle seine Wahlversprechungen, sein ganzes Programm realisiert haben. An sich eine unerhörte respektgebietende Leistung! Aber was dann? Folgt dann eine ruhige Zeit, in der die Früchte dieser ungeheuren Arbeitsleistung abgewartet werden? (wobei die finanzielle Seite des Experimentes eine entscheidende Rolle spielen wird). Jedenfalls wird dann die Volksfront ihren Zweck erfüllt haben. Das unharmonische Trio von Linksbürgerlichen, Sozialisten und Kommunisten ist kein sehr stabiles Gebilde und wird sich kaum dazu hergeben, unterwegs auszuruhen. Weltanschaulich und politisch liegen die Ziele der drei Parteien weit auseinander. Wo werden sich die Wege trennen?

269

E 2001 (C) 4/167

*La Division du Commerce du Département de l'Economie publique¹,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Spanien. Clearingsverhandlungen
Finanzforderungen

Bern, 20. Juli 1936

Im Auftrage des in den Ferien weilenden Delegierten des Bundesrates für den Aussenhandel, Herrn Minister Stucki, beehre ich mich, Ihnen den Empfang Ihres Schreibens vom 11. ds. Mts.² zu bestätigen. Sie hatten die Freundlichkeit, Herrn Minister Stucki mit diesem Briefe Kopie einer Eingabe des Komitees Spanien der Schweizerischen Bankiervereinigung an die Nationalbank³ zu unterbreiten. In Beantwortung dieser Eingabe gestatte ich mir, Ihnen in Übereinstimmung mit Herrn Minister Stucki folgendes mitzuteilen:

Von dem Wunsche der Bankiervereinigung, unter keinen Umständen mit Spanien ein reines Warenclearing abzuschliessen, sondern ein Totalclearing, bei dem

1. La lettre est signée par P. Vieli.

2. Non retrouvé.

3. Cf. n° 252.

auch die Finanzforderungen berücksichtigt werden, haben wir bestens Vormerkung genommen. Diesem Wunsche wird man umso mehr Rechnung tragen müssen, als bekanntlich die spanische Delegation entsprechend den von ihrer Regierung erteilten Weisungen, unter allen Umständen auf dem Abschluss eines Totalclearings beharrt. Selbstverständlich hätten wir angesichts der äusserst beschränkten Mittel, die in einem Clearing mit Spanien zur Verfügung stehen werden, ein reines Warenclearing vorgezogen natürlich mit einer hinlänglichen Garantie der spanischen Regierung für die jeweilige prompte Transferierung aller schweizerischen Finanzguthaben. Nachdem es nicht möglich war, diese Garantie zu erlangen, bleibt selbstverständlich nichts anderes übrig, als ein Totalclearing mit Einbezug der Finanzguthaben in Aussicht zu nehmen.

Die vorstehenden Erörterungen erstrecken sich natürlich auf die zukünftigen Verhandlungen, da ja bekanntlich der Bundesrat inzwischen mit seinem Beschluss vom 14. Juli⁴ eine Zahlungssperre gegenüber Spanien verfügt hat. Diese Massnahme des Bundesrates entsprach einem Begehren weiter Kreise der Exportindustrie. Wie sich aus der obenerwähnten Eingabe der Bankiervereinigung an Ihr Departement⁵ vom 25. Juni ergibt, teilt aber auch die Bankiervereinigung den Standpunkt, dass es richtiger ist, angesichts der Haltung der spanischen Delegation sowie der politischen Verhältnisse in Spanien vorderhand alle Verhandlungen abubrechen. Der Bundesratsbeschluss vom 14. Juli steht somit auch im Einklang mit den Wünschen der Bankiervereinigung, zumal wenn die Vorschriften des Bundesratsbeschlusses noch die von der Bankiervereinigung gewünschte Abänderung erfahren, die wir selbst mit Rücksicht auf die in der Schweiz liegenden spanischen Depots als notwendig erachten.

Was die weitem Anregungen der Bankiervereinigung im Falle einer sofortigen Aufnahme von Verhandlungen über die Verfügbarkeit der nicht transferierten Pesetenbeträge anbelangt, so sind diese Anregungen infolge der Abreise der spanischen Delegation und der nunmehr vom Bundesrat verfügten Zahlungssperre gegenüber Spanien hinfällig geworden. Hinsichtlich des Begehrens der Bankiervereinigung um Zuteilung einer Minimalquote von 20% zugunsten der Finanzforderungen in einem zukünftigen Clearing mit Spanien muss ich bemerken, dass angesichts der äusserst beschränkten Mittel, die, wie schon oben bemerkt, in einem schweizerisch-spanischen Clearing zur Verfügung stehen werden, eine 20%ige Quote für die Finanzforderungen leider nicht in Frage kommen kann. Die Handelsabteilung wird nach reiflicher Überlegung und nach vorgenommenen Berechnungen dem Bundesrat den Antrag unterbreiten, zugunsten der Finanzgläubiger in einem zukünftigen Clearing eine Quote von 10% anzusetzen. Auch bei einer 10%igen Quote wird es unvermeidlich sein, eine sehr fühlbare Drosselung der Ausfuhr von schweizerischen Waren nach Spanien vorzunehmen. Entsprechend dem Wunsche der Bankiervereinigung wird aber dem Bundesrate beantragt werden, diese 10%ige Quote für die Finanzgläubiger bereits auf den Einzahlungen abzuspalten, welche während des vertragslosen Zustandes auf Grund des Zwangsclearings an die Nationalbank geleistet werden.

4. Cf. n° 266, n. 9.

5. *La lettre du Comité Espagne de l'Association suisse des banquiers est en réalité adressée à la Banque nationale, avec copie au Département politique. Cf. n° 252.*

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Madrid, E. Fontanel,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna*

L

Madrid, 23 juillet 1936

C'est aujourd'hui, le 23, que j'ai décidé de convoquer la Colonie suisse ou au moins les membres les plus exposés à venir loger à la Légation. Depuis quelques jours, quoique la situation à Madrid fût relativement tranquille, les renseignements parvenus de divers côtés, bien que parfois contradictoires, devenaient néanmoins de plus en plus alarmants. La Colonie elle-même faisait preuve d'une certaine nervosité et manifestait le désir d'être mise en lieu sûr. J'ai donc pris sur moi, après avoir reçu l'autorisation de principe de M. le Ministre Egger¹, d'accueillir mes compatriotes à la Principe de Vergara 41 qui est beaucoup plus défendable, vu la hauteur de ses murs et sa cour intérieure. Nous nous trouvons donc environ 55 pour cette première nuit. Les nouvelles du soir, confirmées par des collègues avec qui j'ai eu une conférence, il y a quelques heures, laissent entrevoir que d'ici peu les troupes rebelles, fort bien organisées et réunies entre elles par des réseaux radio-télégraphiques, procèdent à une avance systématique tant du nord, de l'ouest que du sud. Les signes concluants qui me parviennent, ne peuvent pas laisser de doutes sur la prudence avec laquelle doivent être accueillies les nouvelles gouvernementales d'une presse entièrement acquise par le Gouvernement. Vous savez, en effet, que les journaux de droite, l'A.B.C., le «Ya», «El Debate», «Informaciones» ont été séquestrés et «achetés» par les dirigeants. En fait, le Gouvernement n'existe presque que virtuellement. Il court des rumeurs incontrôlables sur l'assassinat de l'ancien Président du Conseil Casares Quiroga, la fuite de Indalecio Prieto², celle même du Président Azaña, etc. Les quelques membres de missions étrangères encore à Madrid ne peuvent pas communiquer avec les chefs de mission partis pour Saint Sébastien et même très peu avec leur propre gouvernement. Ils doivent souvent recourir au canal d'autres capitales pour tâcher d'atteindre la leur. Les communications sont, cela va sans dire, complètement coupées avec l'étranger si ce n'est pas même la voie télégraphique. On prétend que l'Ambassadeur de Grande-Bretagne aurait été blessé par hasard par une balle des rebelles, celui des Etats-Unis aurait été détenu 24 heures. L'atmosphère, comme vous le voyez, est absolument démontée et des craintes sérieuses nous absorbent à la pensée que bien des massacres pourront avoir lieu avant l'établissement d'un régime quelconque. On prétend cependant que les rebelles, désireux d'éviter des effusions de sang, ne procéderaient qu'à un encerclement progressif de Madrid qu'ils conquerraient ainsi peu à peu, mais quelle sera la réaction des milices

1. Le 22 juillet, le Département politique a déconseillé au Ministre de Suisse à Madrid, surpris en vacances à Salzbourg par le coup d'Etat, de regagner son poste. Cf. aussi n° 298.

2. Leader du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

envoyées comme chair à canon au devant de l'armée en révolte? Que penser d'un Gouvernement qui n'a pu se défendre qu'en appelant le peuple dans la rue, en armant au hasard des jouvenceaux, si ce n'est aussi des filles rouges! Mais n'est-ce pas aussi en faveur du caractère espagnol de constater que dans l'accomplissement des tâches qui leur étaient assignées, ces milices ont fait preuve d'un très grand courage et aussi d'une discipline parfaite, à part peut-être quelques exceptions qu'on ne pouvait guère éviter. Les milices ont servi à transporter toute personne qui pouvait se justifier et beaucoup de courtoisie a même été témoignée à l'égard des étrangers. Elles en avaient, paraît-il, reçu la consigne. Qu'advient-il d'elles si l'avance des rebelles se fait certaine et quelle sera la réaction du peuple?

Voici les points qui me préoccupent, comme ils inquiètent aussi mes collègues et mes compatriotes à la veille d'une des révoltes les plus considérables depuis beaucoup d'années dans un peuple que son caractère passionné et son défaut d'organisation semblent vouer à de perpétuelles convulsions.

271

E 2300 Madrid, Archiv-Nr. 8

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Madrid, E. Fontanel,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna*

R

Madrid, 29 juillet 1936

A moins qu'un revirement ne se produise, je crains bien que peu à peu le bolchévisme n'envahisse, pour une période qu'il est impossible à prévoir, la partie où la rébellion ne se sera pas affirmée. Bien qu'on ne puisse, pour le moment, parler de situation définitive, les signes que Madrid donne d'un établissement progressif du système soviétique sont très caractéristiques pour ne pas envisager l'avenir sous un jour sombre et gros de conséquences pour les intérêts suisses engagés en Espagne. Cette situation inquiète donc légitimement nos compatriotes ici dont beaucoup ont engagé depuis des années leur patrimoine et ont acquis des situations qui étaient florissantes. Vous pouvez imaginer les pensées qui les assègent.

Il suffit, comme vous savez, de peu de temps pour détruire ce que les années ont établi. Les milices rouges envahissent les restaurants et hôtels, menaçant les propriétaires sur un ton de gens sûrs de leur affaire. C'est ainsi qu'un compatriote propriétaire d'hôtel à Madrid, s'est vu forcé comme beaucoup d'autres par une bande de miliciens de leur accorder le manger. Les jours suivants, il fut sommé par un nombre double, soit environ 100, de les nourrir; actuellement, la Légation intervient pour le protéger contre les menaces de cette bande armée*.

* En note, non reproduite, l'exemple des menaces proférées contre deux directeurs suisses d'hôtels, réfugiés à la Légation.

Les administrations et organisations privées passent peu à peu sous le contrôle de l'Etat qui décide arbitrairement, en général sur la proposition des syndicats, la suspension et le licenciement des membres de la direction. Les réquisitions abondent. La maison Nestlé a dû céder des marchandises pour une valeur d'environ 800 000 Pts.¹ Elle a donné une partie minime à la Société Suisse de Bienfaisance. Les marchands de comestibles et autres, désireux de pouvoir vendre encore leurs marchandises avant qu'on ne les leur prenne, nous font des offres avantageuses. La terreur rouge s'étend un peu partout. Sans parler de l'occupation des hôtels particuliers, des casinos et cercles dits «aristocratiques», il m'a été rapporté que dans toute la province de Murcia il ne subsiste pas une église entière; je ne sais si je vous ai déjà parlé des incendies de nombreuses églises pendant les premiers jours de la rébellion à Madrid.

Pour autant qu'on peut en juger maintenant, la situation semble devoir se prolonger en ce sens que des portions entières de territoires, comme par exemple le Nord, la Navarre, pourraient demeurer pendant longtemps encore dans les mains des rebelles qui s'y établiraient d'une manière plus ou moins définitive et pourraient offrir une résistance prolongée, tandis que le Sud par exemple qui semble assuré pour le Gouvernement constituerait le noyau de légalité. On craint une guerre de positions dont on n'entrevoit guère l'issue. L'Espagne sombrerait ainsi dans un état d'anarchie dont les conséquences sont imprévisibles à l'heure qu'il est. On dit aussi que le Gouvernement italien aurait reconnu Burgos comme capitale de la vieille Castille et en mains des rebelles². Ceci paraît toutefois douteux.

Il est de fait que l'école allemande de Barcelone a été brûlée et détruite et des images de Hitler souillées et détériorées. Le Chargé d'Affaires d'Allemagne reçut immédiatement la visite du Sous-secrétaire d'Etat qui s'excusa. Il faut reconnaître, comme je l'ai relevé déjà quelques fois, que les autorités font preuve, dans la mesure du possible, de correction et de vigilance. Avant de recevoir une réponse à ma note concernant l'emploi abusif de la croix fédérale en lieu et place de la croix rouge, la radio et la presse passaient à la population une recommandation d'éviter ces abus.

[...]³

1. Cf. n° 296.

2. *Le gouvernement de Rome reconnaîtra le Général Franco le 18 novembre 1936.*

3. *Dans une seconde partie, datée du 30 juillet, le rapport traite des efforts des représentants accrédités à Madrid, y compris du Chargé d'affaires de Suisse a. i., pour protéger les ressortissants de leurs pays pris dans la guerre civile.*

E 2001 (D) 1/141

*Le Vice-Consul, Gérant du Consulat de Suisse à Barcelone, A. Gonzenbach,
au Chef du Service consulaire du Département politique, C. T. Stucki*

L

Barcelona, 30. Juli 1936

[...]¹

Mit der Generalidad de Cataluña² bin ich stets im Kontakt. Die Regierung gibt mir alle Erleichterungen und hat mir schon etliche Male das Mikrophon ihrer Radiostation zur Verfügung gestellt, um meinen Landsleuten Weisungen geben zu können. Da aber im Grunde genommen nicht mehr die Generalidad regiert, sondern die «Milicias Antifascistas», führt Herr José Metzger im Namen des Konsulats die Verhandlungen mit deren Comité Central, wo er sich gute Verbindungen geschaffen hat.

Im Namen der Schweizerkolonie haben wir den «Milicias Antifascistas» die Schweizerschule als Spital zur Verfügung gestellt. Der Aufstand in Barcelona hat ca. 800 Tote gefordert, und die Zahl der Verwundeten wird auf 5000 geschätzt.

Diese Zahlen sind natürlich unverbindlich. — Es fallen auch viele Leute der besitzenden Klasse oder Leiter der Industrie, sowie auch katholische Pfarrer den Racheakten zum Opfer, und gestern sollten in den Leichendepots über 60 Leichen der Identifikation harren.

In den verschiedenen Aufrufen und Reden wird von den Leitern der C.N.T.³ und ganz speziell der F.A.I.⁴ immer wieder betont, dass sie unter keinen Umständen die Waffen aus der Hand geben sollen, die Waffen, welche sich die Arbeiter selbst erobert haben. Das schliesst natürlich eine äusserste Gefahr in sich, umso mehr, als C.N.T. und F.A.I. vollständig kommunistisch sind. Die Generalidad möchte am liebsten die F.A.I. entwaffnen, besitzt aber dazu absolut keine Möglichkeit.

Ausser den oben erwähnten Massnahmen von Seiten des Konsulats nenne ich Ihnen noch folgende, indem ich jedoch vorher noch ausdrücklich bemerke, dass ich von Madrid keinerlei Instruktionen erhalten habe.

Zum Schutz der einzelnen Landsleute habe ich Zeugnisse ausgestellt, mit meiner oder des Kanzlers Unterschrift und mit dem Stempel des Konsulats versehen, welche an die Türen der betreffenden Wohnungen geheftet werden können, und worin ich die betreffenden Landsleute unter den Schutz des Konsulats stelle. Für diejenigen Schweizer Firmen und Firmen, in welchen nachweisbar Schweizer Interessen vertreten sind (also bei Firmen, bei welchen Schweizer Kapital beteiligt oder welche Schweizer Ware in Konsignation besitzen) habe ich ein anderes Zertifikat, ebenfalls lt. Kopie, verabfolgt, welches ebenfalls an die betr. Türen

1. *Les événements à Barcelone et dans les environs à partir du 18 juillet. L'évacuation d'environ 350 ressortissants suisses grâce aux navires anglais, français, allemands et italiens.*

2. *Gouvernement de la Catalogne.*

3. *Confédération nationale du travail.*

4. *Fédération anarchiste ibérique. CNT et FAI sont deux organisations anarchistes et non communistes au sens de la III^e Internationale, comme le texte pourrait le laisser croire.*

geheftet werden kann. Letztere Zertifikate sind durch Vermittlung des Herrn Metzger mit dem Stempel des Central-Komitees der Antifaschistischen Miliz versehen.

In der Ausgabe dieser letzteren Zertifikate habe ich äusserste Vorsicht walten lassen, da wir von dem Central-Komitee ausdrücklich darauf aufmerksam gemacht worden sind, dass Herr Metzger und das Konsulat die Verantwortung für evtl. Missbräuche zu tragen hat.

Ich konnte mich nicht weigern, kleine Pakete mit Schmuck, Gold und Wertsachen auf dem Konsulat zu akzeptieren. Ich habe hierfür keine Quittungen ausgegeben und ausdrücklich bemerkt, dass das Konsulat keinerlei Verantwortung dafür übernehmen kann. Im Einverständnis mit dem französischen Konsulat werde ich diese Wertsachen in handliche Kisten verpacken lassen und im Notfalle sehen, ob solche auf ein Schiff gebracht werden können.

Die Liste der Firmen, welche unter Schweizer Schutz gestellt worden sind, wird in den Tagesblättern veröffentlicht werden.

Das Central-Komitee der Miliz hat von unseren Konzentrationspunkten (s. Zirkular)⁵ Kenntnis und ist voll und ganz mit unserem Vorhaben einverstanden, und ich hoffe, dass im Falle der äussersten Not diese Refuges von der Miliz selbst werden geschützt werden.

Die Lage im allgemeinen ist hier ähnlich, wie sie wohl bei Ausbruch der Revolution in Russland gewesen sein mag, aber mit dem Unterschied, dass die hiesigen effektiven Machthaber Angst haben, die fremden Interessen irgendwie zu schädigen, weil sie unter allen Umständen eine fremde Intervention vermeiden wollen.

[...]⁶

5. *Non reproduit.*

6. *Les perturbations dans l'activité économique. Les réquisitions. La hausse des prix. La Catalogne risque d'être coupée du reste de l'Espagne dans un conflit qui peut durer. Le Consulat est au service des ressortissants suisses et de leurs intérêts.*

273

E 2001 (C) 5/174

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna, au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Berne, 3 août 1936

Je m'excuse de vous importuner, dès votre arrivée à Berne, de l'affaire des journalistes italiens, qui prend soudain mauvaise tournure et à laquelle il serait extrêmement désirable de trouver une solution demain.

La décision du Conseil fédéral¹ n'a pas eu l'effet de détente que l'on en pouvait escompter et M. Tamaro a fait, le 13 juillet auprès de M. Frölicher, puis le 22 juillet

1. *Cf. n° 264.*

auprès de moi, des démarches très insistantes et presque menaçantes pour obtenir le retrait immédiat de toutes mesures contre ces personnages². Tout en exprimant l'avis qu'il serait très désirable d'arriver à bref délai au règlement de cette affaire, M. Ruegger donnait, jusqu'à la fin de la semaine dernière, une note plus tranquillissante. Mais, ainsi qu'il résulte du télégramme ci-joint³, la situation semble s'être assez brusquement modifiée et M. Ciano, qui s'était montré jusqu'ici compréhensif et conciliant, insiste maintenant pour un règlement très rapide.

Les efforts que nous avons faits depuis trois semaines pour amener le Secrétariat de la Société des Nations à régler l'affaire dans le sens de la décision du Conseil fédéral en restituant aux huit journalistes italiens leurs cartes de journaliste n'ont pas abouti, le Secrétariat se refusant à laisser s'établir une connexion entre décision suisse et décision internationale. Nous avons, toutefois, l'assurance officieuse, par M. de Montenach, que le règlement définitif de l'affaire par les Autorités suisses n'appellerait aucune objection de la part du Secrétariat de la Société des Nations.

Les efforts faits par le Ministère public fédéral en vue de provoquer l'abrogation de l'expulsion prononcée par l'Autorité genevoise n'ont pas abouti non plus, M. Nicole multipliant les habiletés de procédure pour retarder une décision de la part du Conseil d'Etat de Genève qui pourrait faire l'objet d'un recours au Département fédéral de Justice et Police.

M. Stämpfli, à qui j'ai longuement parlé ce matin, déconseille une décision fédérale cassant l'expulsion genevoise en dehors des formes légales prévues par la loi sur les étrangers. Mais je crois qu'il ne ferait pas obstacle, dans les circonstances actuelles, à une abrogation de l'interdiction d'entrée en Suisse prononcée par le Conseil fédéral. La difficulté est de provoquer cette abrogation à un moment où il semble impossible, avant le 14 août, de réunir à Berne quatre membres du Conseil fédéral.

Peut-être, après avoir parlé avec M. Stämpfli, estimerez-vous pouvoir régler par une décision présidentielle cette affaire, dont je me suis permis de vous exposer dès ce soir les grandes lignes pour ne pas vous prendre de court⁴.

2. Cf. aussi annexe au présent document.

3. Du 2 août. Non reproduit.

4. Suivant le vœu exprimé par P. Bonna, une décision présidentielle autorise le lendemain les 8 journalistes italiens à faire retour en Suisse. PVCF n° 1341 du 4 août (E 1004 1/359).

Le 19 août suivant, le Conseil d'Etat genevois, qui le 1^{er} juillet avait expulsé les journalistes du territoire cantonal, rejette le recours présenté par ces derniers, et décide de maintenir son arrêté d'expulsion. Par l'intermédiaire de l'avocat Marcel Guinand, les journalistes italiens recourent alors auprès du Conseil fédéral qui, le 8 septembre, accepte leur recours, annulant en même temps les arrêtés d'expulsion du gouvernement genevois. Dans les considérants qui accompagnent sa décision, le Conseil fédéral expose notamment ce qui suit:

[...]

C. Les décisions du Conseil d'Etat genevois confirmant les arrêtés d'expulsion de son département de justice et police sont contraires à celle que le Conseil fédéral a prise le 4 août 1936. Celle-ci ne saurait être interprétée dans ce sens qu'elle concerne tous les cantons à l'exclusion de celui de Genève, ce, d'autant plus, que le seul intérêt des recourants est de pouvoir résider dans ce canton. Il y a ainsi conflit entre le droit fédéral et le droit cantonal. Le Conseil fédéral était compétent pour prendre sa décision du 4 août 1936 en vertu de l'article 102, chiffre 8 de la constitution fédérale, et également de l'article 25 de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement

ANNEXE

E 2001 (C) 5/174

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L Confidentielle
Incident de Genève et
la presse suisse à Rome

Rome, 27 juillet 1936

[...]

Ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire par téléphone, je suis frappé et surpris par la discordance entre les déclarations de la Légation d'Italie à Berne et celles qui me furent faites ici au Ministère des Affaires Etrangères, d'abord par le Comte Ciano lui-même, et ensuite par son chef de Cabinet, M. le Ministre De Peppo.

Du moment que M. Tamaro croit, à la suite de sa correspondance avec le Palais Chigi, qu'aucune indication n'a été donnée à la presse pour arrêter des commentaires désobligeants des décisions du Conseil Fédéral, je ne vois, contrairement, aucune objection à ce que vous lui citiez, lorsqu'il reviendra à la charge, les paroles du Ministre des Affaires Etrangères. Vous vous souviendrez que celui-ci m'a expressément confirmé qu'il avait «suffoqué tout ce qu'il pouvait dans la presse», et qu'il avait manifesté l'intention de considérer l'incident comme clos sur le terrain diplomatique, tout en exprimant l'espoir que nous continuerons nos démarches auprès du Secrétariat général de la Société des Nations.

Du moment que l'on continue à vous parler de «représailles», je crois qu'il vaut la peine d'examiner en quoi celles-ci pourraient consister dans la pire des hypothèses, aujourd'hui que le Ministère des Affaires Etrangères considère la situation avec sang-froid. Il me semble que pratiquement des interdictions d'entrée pourraient être seulement prononcées à l'égard de M. Casagrande, correspondant du «Bund», actuellement en vacances en Suisse, et à l'égard de M. Schütz, correspondant de la «Nouvelle Gazette de Zurich» à Milan. Ce sont, en effet, les seuls journalistes qui ont eu, notamment le second, des difficultés avec la police italienne.

Aujourd'hui, toute mesure à l'égard de M. Casagrande serait, cependant, très injuste. Vous avez sans doute constaté que ces derniers temps, et notamment depuis que le «Bund» a été de nouveau admis en Italie, les correspondances de M. Casagrande sont devenues beaucoup plus modérées. D'autre part, ses collègues de la presse suisse à Rome lui ont recommandé avec succès une grande prudence dans ses propos.

Quant à M. Schütz, ses difficultés avec la police italienne remontent à il y a quelques années, et il me paraît douteux que le Ministère de la Presse et de la Propagande veuille indisposer un journal qui fait preuve de beaucoup de compréhension à l'égard de l'Italie (au point que M. Tamaro, au début de sa mission, a fait, comme je viens de l'apprendre, une visite à la rédaction de la «Neue Zürcher Zeitung» pour la remercier de son attitude).

En ce qui concerne les autres journalistes suisses en Italie, je crois vraiment qu'ils n'ont *rien* à redouter. M. Gentizon, de la «Gazette de Lausanne», est avant tout correspondant romain du «Temps» et en liaison quotidienne avec le Palais Farnèse. Très favorable à la politique italienne dans ses correspondances, M. Gentizon vient de recevoir une croix militaire de la part du Maréchal Graziani, vice-roi d'Ethiopie.

des étrangers. Aussi la légalité de cette décision n'est-elle pas contestée. En revanche, les décisions du Conseil d'Etat genevois qui lui sont contraires ne sont pas valides, car une décision cantonale est nulle du seul fait qu'elle se heurte au droit fédéral.

Etant illégales, les décisions du Conseil d'Etat genevois violent le traité italo-suisse d'établissement, dont l'article 1^{er} prévoit que tout Italien doit être traité en Suisse conformément au droit qui lui est applicable.

[...] PVCF n° 1487 du même jour (E 1004 1/360).

M. Vaucher, du «Journal de Genève», est avant tout correspondant du «Petit Parisien», de «L'Illustration» et d'autres journaux français. Il est vice-président de l'«Association de la presse étrangère» à Rome. Il paraît exclu, vu ses rapports quotidiens avec le Ministère de la Presse, qu'on puisse songer à prendre des mesures à son égard. Enfin et surtout, notre compatriote M. Hodel, correspondant de la «Nouvelle Gazette de Zurich», est le Président très coté et même influent de l'«Association de la presse étrangère» à Rome. Il est, malgré des divergences occasionnelles, lié d'amitié avec le Ministre de la Presse, M. Alfieri, et fort apprécié par le Comte Ciano, Ministre des Affaires Etrangères. Lors de l'inauguration récente du nouveau siège de l'Association de la presse étrangère, M. Hodel a échangé avec le Chef du Gouvernement des paroles particulièrement cordiales; à noter que cette cérémonie a eu lieu au moment où l'incident de Genève avait provoqué ici des rancunes encore assez vives. Il me semble complètement exclu qu'il y ait quoi que ce soit à redouter pour ce compatriote, que M. Mussolini a appelé, il y a 10 jours, — en lui donnant presque l'accolade — «mio caro camerata Hodel».

En résumé, il me semble vraiment exclu que l'on puisse parler sérieusement de «représailles à l'égard des journalistes suisses en Italie». Cela n'empêche — je n'ai pas besoin de souligner et appuyer ce que je vous ai déjà écrit — qu'un règlement aussi prompt que possible et définitif de l'incident de Genève est extrêmement désirable dans l'intérêt non seulement de nos relations générales, mais aussi d'une série d'affaires particulières que j'ai hâte de reprendre ...

[...]

274

E 2001 (D) 1/145

*Le Chef du Département militaire, R. Minger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Ausfuhr von Kriegsmaterial
nach Spanien

Bern, 5. August 1936

Wir erfahren, dass von spanischer Seite gewisse Anstrengungen gemacht werden, Kriegsmaterial aus der Schweiz zu beziehen. Die in Frage stehende Fabrik scheint von sich aus die Lage erkannt und Lieferungen, wenigstens zur Zeit, abgelehnt zu haben¹. Wir fragen uns, ob es nicht angezeigt wäre, auf Grund von Art. 102, Ziff. 8 der Bundesverfassung ² ein allgemeines Waffenausfuhrverbot

1. Il s'agit de l'entreprise Maschinenfabrik Oerlikon, qui depuis plusieurs mois négocie avec le gouvernement de Madrid (E 27 Archiv-Nr. 19397, lettre du Colonel Fierz au Département militaire, 1^{er} août et notice du 4 août, signée H.[enri] V.[oirier] d'un téléphone du même officier, E 2001 (D) 1/145).

L'annexe ci-après prouve que d'autres firmes ont été sollicitées.

2. Il [Le Conseil fédéral] veille aux intérêts de la Confédération au dehors, notamment à l'observation de ses rapports internationaux, et il est, en général, chargé des relations extérieures.

Pour les mesures d'interdiction d'exportation d'armes prises lors de précédents conflits, cf. la notice du 10 août (E 2001 (D) 1/144).

nach Spanien zu erlassen für solange, als der gegenwärtige Bürgerkrieg andauert. Sollten Sie die Frage bejahen, so nehmen wir an, dass Sie die Antragstellung an den Bundesrat besorgen würden³.

ANNEXE

E 2001 (D) 1/145

*La Schweizerische Industrie-Gesellschaft⁴
au Département politique*

L Streng vertraulich

Neuhausen b/Schaffhausen, 3. August 1936

Wir hatten heute den Besuch einer dreiköpfigen Delegation der spanischen Regierung, begleitet von 3 französischen Herren, welche sie als ihre Freunde einführten.

Die Delegation wollte gegen sofortige Barzahlung alle Waffen ankaufen, welche wir zur Zeit disponibel haben.

Wir fragen uns nun, ob mit Rücksicht auf die derzeitigen politischen Vorgänge in Europa unsere Regierung, deren Wünsche wir in allererster Linie berücksichtigen möchten, es gerne sehen würde, wenn wir solche Lieferungen nach Spanien ausführen, wobei wir allerdings bemerken, dass wir bei dieser Gelegenheit sehr gerne gewisse Vorräte in Maschinengewehren und Maschinenpistolen im Werte von vielleicht Fr 600 000,— abstossen würden.

Wir haben uns der fraglichen Delegation gegenüber sehr reserviert verhalten und uns vorbehalten, unsere definitive Antwort im Laufe der Woche zu erteilen.

Wir wären Ihnen sehr dankbar, wenn Sie sich mit wendender Post zu diesem Fragenkomplex äussern wollten.

Schliesslich bitten wir Sie noch, die ganze Angelegenheit streng vertraulich zu behandeln⁵

3. *Remarque marginale de Bonna*: M. Motta a déjà eu l'occasion de parler de cette affaire avec M. Minger. Il éprouve des hésitations à prendre une mesure que l'attitude des fabriques suisses ne rend pas impérieusement nécessaire et qui pourrait être considérée comme une sorte de leçon aux Etats qui livrent du matériel de guerre aux belligérants espagnols. Il faut voir d'abord comment évolueront les nég[ociations] françaises sur la non-intervention en Espagne. Lundi nous y verrons plus clair. (Cf. aussi n^{os} 277 et 279.)

4. *Lettre signée*: O. Frey et G. End.

5. *Par retour du courrier, le Chef du Département fait savoir à la Direction de l'entreprise qu'à son avis toute livraison d'armes, serait, dans les circonstances actuelles, une opération extrêmement risquée et pourrait avoir des conséquences regrettables pour notre pays. Il déconseille donc de conclure de telles affaires tant avec le gouvernement de Madrid qu'avec les rebelles (lettre du 4 août, E 2001 (D) 1/145).*

E 4001 (B) 170/187/2

Notice de la Division de la Police du Département de Justice et Police¹

Ausweisung von Flüchtlingen

Bern, 5. August 1936

Wir stehen auf dem Standpunkt: Wen wir nicht haben wollen, schicken wir fort. Geht er nicht gutwillig, dann wird er ausgewiesen. Leistet er der Ausweisung keine Folge, dann wird er interniert, bis er gerne geht.

Menschlich gesehen ist das oft sehr hart. Es wird immer härter, je mehr der Grenzverschluss dicht wird und andere Länder ebenso verfahren. Früher konnte man den Leuten mit Recht entgegenhalten, es fehle nur an ihrem guten Willen, und sie wollen einfach sich aufzwingen. Seit sie aber auch in Frankreich nicht mehr unterkommen können, wird das langsam zu einer Phrase. Ich habe diese Entwicklung seit dem Marseiller Attentat² kommen sehen. Es ist misslich, dass wir heute auf die Behauptung des Ausländers, legal könne er nicht ausreisen, nichts Rechtes mehr erwidern können, und eigentlich sagen müssen, dann solle er es illegal tun. Es könnte aber bald dazu kommen, dass auch illegale Ausreise in der Regel nur mit einer Rückschiebung endet. Dieses Tennisspiel mit Menschen ist eine sinnlose Grausamkeit. — Ich will aber nicht übertreiben. Natürlich war es immer nur in vereinzelt Fällen so. Sie nehmen aber ziemlich fühlbar zu.

Trotz Überfremdung und Arbeitsmarkt könnte man gewiss in vereinzelt Fällen einmal nachgeben. Dann entsteht aber vor allem die Gefahr, dass es nicht bei solchen Einzelfällen bleibt, und dass uns jedes bekanntwerdende Nachgeben mit dem Zufluss neuer Flüchtlinge bedroht. In den Nachbarstaaten wird mit Vorliebe nach der Schweiz abgeschoben. Die Leute lassen sich gerne zu uns abschieben und es geht leicht, weil unsere Grenze locker bewacht ist. Ausserdem ist es vielfach am billigsten. Von innen wirkt im gleichen Sinne das Bemühen unserer Linksparteien. Jedes Nachgeben wird von ihnen öffentlich als ein Sieg über die Regierung ausgeschlachtet und bewirkt damit ohne Weiteres neuen Zuzug. Auch das ist in meinen Augen eine sinnlose Grausamkeit. Zehntausende — wenig gesagt — «spannen» ob es den Sozialdemokraten oder Kommunisten gelingen werde, «den Bundesrat zur Anerkennung des Asylrechts zu zwingen». Sobald es nur einigermaßen den Anschein hätte, dass dies irgend einen Erfolg haben könnte, setzt vermehrter Zuzug ein und für den einen Fall, in dem wir «weich» wurden, müssen wir dann in hunderten wieder um so härter werden.

Ich übersehe den Jammer nicht, der unser fremdenpolizeilich Wirken begleitet. Trotzdem müssen wir darin fest bleiben, dass wir nicht «durch die Finger sehen», d. h. dulden können, dass der tatsächliche Zustand dem rechtlichen nicht entspricht. Wenn sich eine Ausweisung nicht vollstrecken lässt, muss sie daher suspendiert oder aufgehoben werden.

Abgeholfen werden kann dem Flüchtlingseleid mit einiger Aussicht auf Wir-

1. *La dénomination* Abteilungschef *figure en-tête de cette notice. Elle est paraphée:* Ruth.

2. *Assassinat de L. Barthou et du roi de Yougoslavie, Alexandre I, à Marseille le 9 octobre 1934.*

kung sicher nur auf internationalem Boden. Der Völkerbund, d. h. das Office International Nansen³, hat das Verdienst das zu sehen. Aber es kann zurzeit nichts machen, als Kreisschreiben von der Art des vorliegenden zu erlassen. Da damit m. E. nichts getan ist und das Hemd uns näher liegt als der Rock, sollten wir uns zunächst mit der nationalen Seite der Frage beschäftigen. Leider ist sie beinahe ebenso trostlos.

Es gibt Fälle wo wir dem Mann eine Bleibe bei uns verschaffen könnten, wenn er in der Landwirtschaft zu brauchen ist, wo wir immer noch etwas auf ausländische Arbeitskräfte angewiesen sind. Unter «meinen» Internierten waren ab und zu Burschen, aus denen man vielleicht mit harter Schule Bauernknechte hätte machen können. Ich habe da und dort durchblicken lassen, im Falle der Bewährung könnte an spätere Toleranz unter der Bedingung der Beschäftigung in der Landwirtschaft gedacht werden. Nur zweimal stellte sich diese Frage so ernstlich, dass ich bereit war, auf sie einzutreten. Der eine Jüngling zog aber im letzten Moment doch vor, nach Ungarn zu gehen, und der andere brannte durch. Es kann sich bei dieser Idee nur um eine ganz seltene Möglichkeit handeln, die zahlenmässig nicht ins Gewicht fällt. Sie hat nur die gute Seite, dass wir gelegentlich zeigen könnten, dass wir menschlich sein wollen, wo wir dürfen.

Sonst sehe ich nichts Wirksames womit wir dem Übel begegnen könnten. Letzten Endes ist eben die Ausweisung der Eckstein unseres ganzen fremdenpolizeilichen Wirkens. Auf freiwilligen Gehorsam allein kann nicht abgestellt werden, und ebensowenig auf die Wirkung von Strafen, ganz abgesehen davon, dass uns die Gerichte vielfach im Stiche lassen. Viele Ausländer würden sich noch so gern mit einer Strafe den Aufenthalt verdienen. Die Fremdenpolizei steht und fällt mit dem Bewusstsein, dass die Behörden zu nichts gezwungen werden können. Schon eine leichte Lockerung dieses Bewusstseins müssten wir teuer bezahlen; die ohnedies grossen Schwierigkeiten, die Ausländer wieder wegzubringen, würden sofort stark zunehmen.

Die Ausweisung, d. h. ihr Beschluss, ist an sich immer noch eine papierne Massnahme. Ernst wird es erst mit ihrer Vollstreckung. Meist ist dazu keine Gewaltanwendung nötig, immer häufiger kommt es aber doch dazu. Dann erfolgt Ausschaffung oder Internierung. Letzteres «wenn die Ausschaffung nicht durchführbar ist» (BG. Art. 14, Abs. 2)⁴. Als nicht durchführbar haben wir immer die Ausschaffung auch dann behandelt, wo zu erwarten ist, dass der Ausgewiesene einfach zum andern Loch wieder herein käme. — In der Regel wird nur bei beschlossener Ausweisung interniert. (VVO 5 Art. 17 Abs. 6)⁵. Zu beachten ist noch der Schlusssatz von Art. 14, Abs. 2 des Gesetzes.

3. *Office Nansen pour les réfugiés.*

4. *Cf. Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers, du 26 mars 1931 (RO, 1933, vol. 49, pp. 279ss.).*

L'étranger dont le refoulement est impossible peut être interné. La durée de cet internement ne peut dépasser deux ans. L'autorité fédérale peut toutefois, si l'internement ne lui paraît pas indiqué ou ne pas devoir durer plus longtemps, obliger le dernier canton qui a toléré la présence de l'étranger pendant un temps relativement long, à le reprendre et à le tolérer ultérieurement.

5. *Cf. Ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers, du 5 mai 1933 (RO, 1933, vol. 49, pp. 289ss.).* En règle générale, seuls les étrangers expulsés de Suisse doivent être internés.

Wenn ein Ausgewiesener die Ausweisung nicht respektiert, haben wir keine grosse Auswahl. Ich bin nicht auf Internierung versessen, auch der Kosten halber nicht. Aber es steht nicht in unserer Macht, die Zahl der Internierungen wesentlich zu beeinflussen. Gelegentlich können wir verlangen, dass der Kanton es zuerst einmal — oder noch einmal — mit Ausschaffung versucht. Meist aber können wir nicht anders als internieren, weil bei Verweigerung der Internierung die Kantone diese Leute nur einander zuschieben würden — wie es jetzt schon geschieht! — statt sie auszuweisen. Wir können die Internierung nur in bestimmten Fällen verweigern, und zwar nicht wesentlich öfter als es bisher schon geschah. Es werden überhaupt nur Leute interniert die schon 4, 5 oder mehrmals wegen Bannbruchs bestraft sind, oder dann solche, bei denen man sicher ist, dass man sie anders nicht wegbringt, d. h. hauptsächlich solche, die zum Vornherein erklären, sich nicht an die Ausweisung halten zu wollen.

Warum kommt es zur Internierung?

- 1) Entweder weil die Leute überhaupt auf gedrucktes und geschriebenes Recht pfeifen, solange man sie nicht am Ohr nimmt,
- 2) oder wenn sie es im Einzelfall auf eine Kraftprobe ankommen lassen wollen,
- 3) oder weil sehr starke Hemmungen dem Verlassen des Landes entgegenwirken.

Vielfach sind diese drei Gründe nebeneinander vorhanden, aber meist liegt einer von ihnen vor. Typisch für die erste Gruppe sind die eigentlichen internationalen Landstreicher; vielfach Vorbestrafte, ferner die Chinesen und andere Exoten, die sich um keinen Staat, keine Grenzen und keine Vorschriften kümmern. Weiter die paar x-mal vorbestraften Dirnen, die wir als einzige Frauen bisher internieren mussten. Dieser Gruppe gehört die Mehrzahl der Internierten an. Die zweite Gruppe ist nicht sehr zahlreich, aber gibt meistens mehr zu tun. Der Grund, warum sie es auf eine Machtprobe ankommen lassen wollen, ist meist ein politischer. Manche von diesen Leuten verlangen direkt interniert zu werden, natürlich unter dem Einfluss politischer Freunde (oder der Ligue pour le droit de l'homme *[sic]*), die ihnen sagen, es könne ja nicht lang dauern bis sie wieder befreit würden. Es hat bisher auch nie lang gedauert, bis die Leute sich unterwarfen und gingen. Wir sind alle los geworden. — Zuweilen lassen die Leute (besonders Juden, z. B. Rosowsky) es darauf ankommen, weil sie meinen, uns sicher noch «herumbringen» zu können. — Die wirklichen oder vorgeschobenen Hemmungen, das Land zu verlassen, die bei der dritten Gruppe eine Rolle spielen, bestehen entweder in Verbundenheit mit der Schweiz oder Hindernissen im Ausland. So setzen sich stark mit der Schweiz verbundene und an der Grenze wohnende Ausländer zuweilen über die Ausweisung hinweg. Vom Ausland kommen die Hemmungen bei den Deserteuren und Refraktären, den mit ihrem Heimatstaat Zerfallenen, denen, die anderswo mit Grund strafrechtliche Verfolgung zu gewärtigen haben. Hieher gehört auch die nicht geringe Zahl der Schriften- und Heimatlosen, die nicht wissen, wohin und wo aus.

Die Wahl des Internierungsortes wird dem Fall angepasst. Wenn nichts Besonderes vorliegt, kommen hauptsächlich landwirtschaftliche Anstalten, wie Witzwil und Bellechasse in Betracht. Auf alte Sünder und Dickhäuter machen aber diese sehr humanen Anstalten keinen Eindruck. Sie kommen in ein Zuchthaus, wie

Thorberg, Liestal, St. Gallen u. s. w. Regensdorf steht ungefähr in der Mitte zwischen Witzwil und Thorberg. Die Hartnäckigen, und die eine Machtprobe riskieren, dürfen wir natürlich nicht verwöhnen. Bei der Auswahl des Internierungsortes kommen auch andere Faktoren in Betracht: Charakter, Gesundheit, Alter, Nähe der Grenze, über die sie verschoben werden. Ferner sieht man darauf, dass die Internierten etwas gleichmässig auf die verschiedenen Anstalten verteilt werden. Es ist schon vorgekommen, dass schlechtes Verhalten mit Versetzung in eine strengere Anstalt geahndet werden musste.

Die Dauer der Internierung richtet sich nach dem Zweck, und zum Teil auch nach der Möglichkeit, die Leute loszuwerden. Wo es angeht, versuchen wir Ausweisungspapiere oder dergleichen für sie zu erhalten. Am kürzesten dauert die Internierung erfahrungsgemäss bei den Renitenten, die offenbar bloss nicht gehen wollen, am längsten bei den Gleichgültigen, bei denen man warten muss, bis der Zug nach der Landstrasse übermächtig wird.

Viel ändern lässt sich zur Zeit kaum. Wir haben wenig Wahl denn nicht *wir* weisen ja die Leute aus. Den Kantonen können wir auch nicht ansinnen, dass sie weniger ausweisen sollen. Von Art. 14, Abs. 2 Schlusssatz des Bundesgesetzes können wir nur sehr selten Gebrauch machen; es handelt sich vielfach um Leute, die kein Kanton «während längerer Zeit» geduldet hat.

Mit der Ausweisung hängt das *Flüchtlings- und Emigrantenproblem* aufs Engste zusammen. Wesentliche Möglichkeiten, es innerstaatlich anders als bisher zu behandeln, gibt es wohl nicht. Wir sind auf alle Fälle nicht aufnahmefähiger geworden. Ich bleibe dabei, dass wirksame Massnahmen nur durch internationale Verständigung ermöglicht werden könnten. Diese müsste dafür sorgen, dass die internationale Zu- und Herumschieberei einmal aufhörte oder wenigstens eingedämmt würde. Mit dem völkerbundlichen Drumrumreden ist nichts getan. Mir erscheint es lächerlich, die Regel aufzustellen, kein Staat sollte Leute ausweisen, «avant qu'ils n'aient obtenu des visas d'entrée pour un pays limitrophe». Das ist der Typus einer formelhaften Scheinlösung wie sie der Völkerbund jeweilen bevorzugt. In Wirklichkeit ist es so: Gewisse Staaten schaffen mit grösster Ungeniertheit Emigranten, Staaten- und Schriftenlose en masse [aus]. Das Übel kommt ja nicht vom Himmel aber man wagt nicht einmal diese Staaten (Deutschland, Italien, Polen, Balkanstaaten, Türkei) mit Namen zu nennen. Die andern Staaten mögen sehen, wie sie mit den Ausgestossenen fertig werden. Die Regel, dass nur beim Bestehen eines Visums ausgewiesen werden soll, heisst praktisch und faktisch folgendes: Jeder Staat kann Leute austossen, niemand muckt dagegen. Aber die andern Staaten können solche Leute überhaupt nicht ausweisen, (denn wer gibt ein Visum?), d. h. aber in Wirklichkeit nichts anderes, als derjenige Staat, dem sich diese Leute zuwenden oder zugeschoben werden, sie behalten muss. Man wird einwenden: Dann hat er wenigstens das davon, dass auch die andern sie behalten müssen. Ich sage aber: Nur wenn sie wollen, und sie wollen meist nicht. Gerade für die Staaten, die an dem Übel schuld sind, ist es ein Kinderspiel die Leute ohne formelle Ausweisung loszuwerden und sie auf uns loszulassen. Praktisch heisst darum die Formel: keine Ausweisung ohne Visum: Dem Strom der Flüchtlinge wird ein Bett gegraben, nach den Ländern zu, wohin sie gerne gehen und deren Grenzen weniger gut bewacht sind. Also besonders nach der Schweiz und nach Frankreich. Die ganze Unehrllichkeit und Ungerechtigkeit

dieser Formel kommt darin zum Vorschein, dass nach ihr am besten dastehen: Deutschland, Italien u. s. w., und am schlechtesten: die Schweiz und Frankreich!

Wenn der Völkerbund vor einem Übel stand, dem abzuhelfen über seine Macht ging, hat er nicht nur eine elende Quaksalberei getrieben, mit dem «Erfolg», dass ein grosser Aufwand unnütz vertan wurde und dass der Kredit bald auch bei den letzten Gläubigen geschwunden ist. Es wird gewiss ungeheuer schwer sein, auch nur die bescheidensten tatsächlichen Erfolge zu erreichen. Ich habe aber schon in einer früheren Vernehmlassung darauf hingewiesen, dass erst Erfordernis dazu ist, unerbittlich alle schwindelhaften Formallösungen und Scheinhilfen abzulehnen, die Tatsachen zu sehen und zu nehmen wie sie sind, und Schritt für Schritt und Fall für Fall das Mögliche zu tun. Dazu können wir sozusagen nichts beitragen, weshalb wir uns m. E. der grössern Reserve befeissen sollten.

276

E 27, Archiv-Nr. 19397

*Le Directeur de l'Office aérien du Département des Postes et Chemins de fer,
A. Isler, au Chef du Département militaire, R. Minger*

L

Nachtflüge über die Schweiz

Bern, 11. August 1936

[...]

In der vergangenen Woche wie auch in den Nächten vom 8./9., 9./10. und 10./11. haben je 1—5 Flugzeuge, die uns nicht angemeldet waren, die Schweiz überflogen.

Es besteht die Möglichkeit, dass Sprengstoffe, Waffen oder Munition auf den Flugzeugen, die nicht in Marseille landeten, zu den spanischen Insurgenten transportiert wurden, was einen Verstoss gegen Art. 24 des B.R.B. vom 27. Januar 1920¹ bedeuten würde.

Art. 24 lautet: «Die Beförderung von Sprengstoffen, Kriegswaffen und Munition durch Luftfahrzeuge aus oder nach der Schweiz ist verboten.» Da der Luftraum Hoheitsgebiet darstellt, wird diese Bestimmung auch auf den Transit anzuwenden sein.

Ferner ist es möglich, dass es sich bei den uns nicht angemeldeten Flugzeugen um die Militärversion des Ju 52 handelt (wie beim Unfall Orvin).

Da keine Scheinwerfer zur Verfügung der Zollorgane waren, konnte dies nicht näher festgestellt werden. Auch war es bisher unmöglich, Meldungen aus dem Mittelmeergebiet über Landungen deutscher Flugzeuge zu erhalten.

1. Arrêté du Conseil fédéral concernant la réglementation de la circulation aérienne en Suisse (RO 1920, vol. 36, pp. 177—186).

Vom internationalen Standpunkt aus wirkt beruhigend, dass diese Flugzeuge fast alle auch über französisches Gebiet geflogen sind und dass von französischen Gegenmassnahmen bisher nichts bekannt wurde.

Gemäss der telephonisch am 8. ds. von Ihnen erhaltenen Instruktion haben wir bisher von besonderen Massnahmen noch abgesehen und beschränken uns auf die Kontrollorganisation.

Doch hielten wir es für angezeigt, mit der Generalstabs-Abteilung Fühlung zu nehmen, um weitere Schritte vorzubereiten (Scheinwerfer und Pikettstellung von Militär-Flugzeugen).

Auch haben wir das Personal des Flugfunkdienstes für diese Woche vermehrt, um gegebenenfalls diesen Dienst sofort auf die ganze Nacht ausdehnen zu können.

Nun meldet heute die Presse, dass ein deutsches Bombenflugzeug in Madrid irrümlicherweise gelandet ist. Damit erhebt sich erneut die Frage, ob man dem nächtlichen Verkehr einfach weiter zusehen kann².

2. *Le 14 août l'Office aérien publiait à l'intention de la presse le communiqué suivant:*

Il est sans doute compréhensible qu'on ne crie pas sur les toits comment fonctionne en détail le service de surveillance de l'espace aérien suisse; néanmoins, il est peut-être important de donner quelques indications à son sujet pour tranquilliser l'opinion publique.

La surveillance du passage de la frontière par air existe depuis assez longtemps; dès le début des vols nocturnes inusités, elle a été renforcée à l'instigation de l'Office aérien, et son fonctionnement a été perfectionné surtout en ce qui concerne l'observation de nuit. Cette organisation permet à l'office susmentionné d'avoir chaque matin en sa possession un tableau complet des vols constatés la nuit précédente. De cette façon, il a pu être établi par exemple que de mardi dernier jusqu'à vendredi ont passé au-dessus du territoire suisse 3 avions allemands se rendant sans atterrir de Stuttgart à Marseille et 3 de Marseille à Stuttgart. Ces vols ont été régulièrement annoncés à l'avance, et les machines en question étaient en liaison radiotélégraphique avec les stations de TSF de nos aérodromes.

Quant aux vols qui ne peuvent pas sans autre être considérés comme licites, ils ont fait l'objet de recherches tout à fait analogues à celles de la police lorsque des actes illicites paraissent être commis à terre. Ces recherches prennent plus ou moins de temps suivant les cas. Les résultats en sont communiqués aux autorités compétentes en vue de poursuites ou de mesures préventives pour l'avenir. Des essais dont le but est de perfectionner de plus en plus le service de surveillance sont actuellement en cours.

Il s'agit surtout d'organiser une collaboration féconde des stations de TSF, des postes disposant de réflecteurs, d'appareils d'écoute et d'avions. Mais on ne doit pas oublier qu'on ne peut pas davantage s'opposer à tout acte illicite dans l'air, sans exception, qu'on ne le peut à la surface de la terre. Les dépenses du service de surveillance ne peuvent finalement pas être hors de proportion avec le but à atteindre. Le survol inoffensif de la Suisse est du reste autorisé par le droit international, même de nuit. Les moyens à disposition doivent donc avant tout servir à empêcher le trafic aérien susceptible de nuire à notre pays. Mais l'Etat ne peut pas dépenser des sommes considérables pour prévenir des contraventions isolées contre les règles de la police aérienne, d'autant plus que les mesures qu'il devrait prendre gêneraient et inquiéteraient la population plus que le délit même qu'il s'agirait d'empêcher. Le Conseil fédéral, en sa qualité d'autorité supérieure de surveillance dans le domaine aéronautique, règle la collaboration des autorités intéressées dans le cadre des possibilités techniques et financières. Sur la base d'un programme d'études élaboré par l'Office aérien, on prépare d'autre part les mesures qui pourraient devenir nécessaires si les événements politiques prenaient un caractère tel que notre pays paraisse particulièrement menacé dans son espace aérien (E 27, Archiv-Nr. 19397).

E 1001 1 EPD 1.7.—31.12.1936

*Proposition du Chef du Département politique, G. Motta,
au Conseil fédéral*

JF Neutralité suisse dans les affaires d'Espagne.
Interdiction d'exportation d'armes et de
matériel de guerre à destination de ce pays.

Berne, 11 août 1936

[...]¹

En vue de réaliser l'accord envisagé, qui paraît avoir rencontré une certaine résistance en U.R.S.S., en Italie et en Allemagne, le Gouvernement français a cherché à trouver une formule aussi souple que possible et, le 7 août, les représentants de la République française ont été chargés de remettre aux gouvernements des Etats européens un projet de déclaration que l'Ambassadeur de France a également remis au Département politique. Ce projet est joint à la présente proposition². Il prévoit simplement que les Gouvernements qui le signeraient interdiraient sur leur territoire l'exportation, la réexportation et le transit de matériel de guerre à destination de l'Espagne et se tiendraient mutuellement informés des mesures qu'ils auraient prises.

La politique de neutralité fait à notre pays un devoir d'autant plus impérieux de se tenir scrupuleusement à l'écart de la guerre civile espagnole que d'autres Puissances pourraient incliner à favoriser l'un ou l'autre des partis en présence. Ce devoir semble avoir été compris d'emblée par les fabriques suisses de matériel de guerre, avec lesquelles le Gouvernement espagnol a cherché à entrer en pourparlers en vue de commandes ultérieures et qui ont senti la nécessité de les décliner. L'opportunité d'une interdiction d'exportation de matériel de guerre en Espagne a, toutefois, été envisagée par le Département militaire dès le 5 août et une telle mesure paraît, en effet désirable³.

Bien que la convention de La Haye concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre, du 18 octobre 1907⁴, n'impose pas aux Etats neutres l'obligation d'empêcher l'exportation ou le transit de matériel de guerre à destination de l'un des belligérants pourvu que l'autre belligérant soit traité sur le même pied, il n'est pas douteux que, dans les circonstances actuelles, le seul moyen d'empêcher que la Suisse puisse être mêlée indirectement aux événements d'Espagne est d'interdire complètement l'exportation et le transit d'armes et de munitions pour les deux camps.

1. *La guerre civile espagnole, la tension en Europe et la proposition française, inspirée probablement par Londres, de conclure* entre les Puissances dont les sympathies vont au Gouvernement légal espagnol et celles qui se sentent plus près des insurgés commandés par le Général Franco, ... un accord par lequel chacune d'entre elles s'interdirait d'aider les deux partis en présence.

2. *Non reproduit.*

3. Cf. n° 274, n. 3.

4. *RO*, 1910, vol. 26, pp. 376—400.

A l'occasion du conflit entre la Bolivie et le Paraguay⁵ et de la guerre italo-abyssine⁶, le Conseil fédéral a fait usage des pouvoirs que lui confère l'article 102, chiffres 8⁷ et 9⁸, de la Constitution fédérale pour interdire toute exportation de matériel de guerre à destination de ces pays. Une mesure analogue s'impose à l'égard des partis belligérants en Espagne et il y aurait intérêt à ce qu'elle fût prise immédiatement, sans attendre que les Etats dont la politique n'est pas, en général, fondée sur la neutralité aient définitivement fixé leur ligne de conduite. La position particulière de la Suisse serait ainsi nettement marquée.

La question de savoir s'il convient que la Confédération participe, en outre, à l'accord général de non-intervention en Espagne préconisé par le Gouvernement français est un peu plus délicate⁹.

A première vue, une certaine réserve s'impose. La neutralité perpétuelle de la Suisse est d'une autre essence que la neutralité temporaire que les grandes Puissances décident d'adopter en présence d'une situation donnée; elle ne dépend pas de ce que feront ou ne feront pas d'autres Etats à l'égard des partis en présence. La participation de la Suisse à un pacte de neutralité est donc a priori superflue et pourrait même, suivant les circonstances, être une source de difficultés et de malentendus. On se souvient que, lorsqu'il fut question en 1934 de la conclusion d'un pacte de non-intervention en Autriche par lequel l'Italie envisageait de paralyser les ambitions de l'Allemagne dans le bassin danubien, nous tîmes beaucoup à faire comprendre à Rome que la Suisse devait rester en dehors de ces combinaisons. Notre attitude fut alors parfaitement comprise¹⁰.

5. Cf. annexe au n° 186, n. 16.

6. Cf. rubrique I.4: Société des Nations, conflit italo-éthiopien ...

7. Il [Le Conseil fédéral] veille aux intérêts de la Confédération au dehors, notamment à l'observation de ses rapports internationaux, et il est, en général, chargé de ses relations extérieures.

8. Il [Le Conseil fédéral] veille à la sûreté extérieure de la Suisse, au maintien de son indépendance et de sa neutralité.

9. Le 8 août, d'Airolo, Motta écrit à Bonna, auteur de la proposition du Département politique du 11 août: [...] Tout compte fait il me semble qu'il n'y a pas d'inconvénient à adhérer à la formule qui nous est proposée — et je crois que le Conseil fédéral pourrait même, dans sa séance prochaine du 14 août, décider l'embargo sur les armes et le matériel de guerre à destination de l'Espagne, sans attendre ultérieurement.

La thèse italienne qui semble tendre à exiger aussi la neutralité de l'opinion, des personnes et des associations privées créerait une *neutralité* qui ne serait pas acceptable pour nous.

Je me demande cependant si le C. [conseil] f. [fédéral] ne devrait pas interdire les *collectes d'argent publiques* en faveur des belligérants. Le parti socialiste suisse semble avoir déjà commencé — et il serait peut-être sage de l'arrêter à la première tentative (E 2001 (D) 1/144).

10. Sur ce projet, cf. E 2001 (C) 4/116.

Le 7 août, en recevant des mains de l'Ambassadeur de France le projet de déclaration de non-belligérance, le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique a évoqué ce précédent: [...]

J'ai promis de faire la communication demandée. J'ai indiqué à M. l'Ambassadeur que j'avais déjà mis MM. les Conseillers fédéraux Motta et Minger au courant de sa démarche d'hier et que M. Motta est tout acquis à l'idée de la complète «non-intervention» de la Suisse en Espagne et qu'il a déjà donné l'ordre de préparer un projet d'arrêté interdisant les exportations d'armes pour ce pays, quels que soient l'expéditeur et le destinataire, projet qu'il a l'intention de soumettre à la prochaine séance du Conseil fédéral. M. Motta n'a pas encore, en revanche, une

Il faut examiner, toutefois, si les scrupules que nous avons éprouvés en 1934 seraient vraiment justifiés dans les présentes conjonctures. Il n'y aurait aucun doute à cet égard si, comme on a pu le penser un instant, l'arrangement envisagé avait pour but d'opposer aux Etats qui soutiendraient l'un ou l'autre des partis en Espagne un bloc d'Etats «non-interventionnistes» résolu à leur opposer des normes de «non-intervention». Mais il ne paraît plus question d'aller si loin. Il n'est même plus question d'un pacte, mais d'une simple déclaration de non-ingérence qui ne contient rien que la Suisse puisse hésiter à déclarer. Nous ferons spontanément ce que prévoient les chiffres 1 et 2 du projet français de déclaration et nous n'avons aucune raison de ne pas en tenir informés les autres Gouvernements conformément au chiffre 3 dudit projet¹¹. Il est possible qu'en cas de violation de l'engagement contenu dans la déclaration projetée, les grandes Puissances cherchent à contraindre le violateur éventuel à tenir sa promesse. Mais rien dans la déclaration envisagée n'implique que tous les Etats signataires aient à participer à une telle action et il est si clair que notre neutralité nous interdirait absolument de nous associer à des mesures de contrainte destinées à imposer la neutralité à un autre Etat que des réserves à cet égard seraient tout à fait superflues.

Il est à craindre, en revanche, que l'attitude qui consisterait à faire ce que prévoit le projet français de déclaration tout en refusant de le déclarer conjointement avec les autres Etats puisse gêner un peu l'action entreprise afin d'empêcher que la guerre civile espagnole ne compromette la paix européenne, car une telle attitude ne pourrait guère être interprétée que comme découlant d'une suspicion à l'égard des Etats qui proclament leur neutralité.

Tout en restant rigoureusement fidèles à notre politique de neutralité, nous avons intérêt à ne pas encourir le reproche de raideur ou celui de pusillanimité et nous nous y exposerions sans doute en nous déclarant si neutres que nous ne pourrions même pas signer avec d'autres Etats une simple déclaration de neutralité.

opinion faite au sujet de la possibilité pour la Suisse de participer à une entente collective à ce propos (je rappelle les scrupules que nous avons éprouvés lorsqu'il a été question de la participation de la Suisse à un pacte de non-intervention en Autriche).

Le Comte Clauzel répond qu'il comprend ces scrupules et qu'ils ne le surprennent pas beaucoup, car il connaît notre souci de neutralité absolue. Il se demande, toutefois, si nous ne poussons pas peut-être ces scrupules un peu loin quand il s'agit précisément de formuler une déclaration de neutralité et il exprime l'espoir que la formule très souple de la déclaration collective envisagée par le Gouvernement français nous aide à vaincre nos hésitations (*notice de P. Bonna, du 7 août, E 2001 (D) 1/144*).

Après ses entrevues des 6 et 7 août avec P. Bonna, l'Ambassadeur de France est reçu le 10 par le Chef du Département politique. Il remet à ce dernier un aide-mémoire qui, énumérant les réactions de plusieurs capitales au projet français, réitère les intentions de Paris (E 2001 (D) 1/144).

11. «1°. — Les Gouvernements ci-dessus énumérés interdisent, chacun en ce qui le concerne, l'exportation directe ou indirecte, la réexportation et le transit à destination de l'Espagne, des possessions espagnoles ou de la zone espagnole du Maroc de toutes armes, munitions et matériel de guerre ainsi que de tous aéronefs, montés ou démontés, et de tous navires de guerre.

2°. — Cette interdiction s'applique aux contrats en cours d'exécution

3°. — Les Gouvernements se tiendront informés de toutes mesures prises par eux pour donner effet à la présente déclaration qui entre immédiatement en application» (E 2001 (D) 1/144).

Nous *proposons* donc:

1° d'ordonner la publication au Recueil officiel des lois d'un arrêté interdisant toute exportation d'armes en Espagne, conforme au projet ci-joint¹²;

2° d'autoriser le Département politique à faire savoir au Gouvernement français que le Conseil fédéral a interdit l'exportation de matériel de guerre à destination de l'Espagne et serait prêt, si cela pouvait être utile, à signer une déclaration dans le sens du projet remis le 7 août par l'Ambassadeur de France¹³.

12. *Non reproduit.* Cf. Arrêté du Conseil fédéral concernant l'exportation, la réexportation et le transit d'armes, munitions et matériels de guerre à destination de l'Espagne, des possessions espagnoles et de la zone espagnole du Maroc, du 14 août 1936 (RO 1936, vol. 52, p. 621).

13. *Dans sa séance du 14 août, au cours de laquelle il adopte également une interdiction de participer aux hostilités en Espagne (cf. n° 279), le Conseil fédéral modifie la proposition du Département politique:*

[...]

II. Dans son exposé oral, le Chef du Département politique déclare modifier sa proposition sous chiffre 2° en ce sens que la Suisse ne participerait point à une déclaration générale de neutralité selon le projet remis par l'Ambassadeur de France, mais se contenterait de prendre de sa propre initiative les mesures autonomes tendant à assurer sa neutralité qu'elle jugera à propos.

III. Le Conseil approuve cette manière de voir et *décide*:

a) d'adopter, conformément à la proposition ... ci-dessus, un arrêté interdisant toute exportation d'armes en Espagne [cf. n. 12];

b) de faire paraître dans la presse un communiqué du Département politique fédéral ayant la teneur suivante:

«L'ambassade de France à Berne, sur l'ordre de son gouvernement, a communiqué au Conseil fédéral le projet de déclaration commune de non-ingérence dans les affaires d'Espagne.

Le Conseil fédéral a chargé le Département politique de remercier le gouvernement de la République française, par l'intermédiaire de l'ambassadeur à Berne, de cet acte d'amicale déférence.

Le Conseil fédéral a pris aujourd'hui même plusieurs décisions autonomes conformes à une politique de non-ingérence, mais, pour des raisons tirées de la neutralité permanente de la Confédération, il n'a pas l'intention de participer à une déclaration commune» (PVCF n° 1371 du 14 août, E 1004 1/359).

Sur les réactions des Chambres fédérales aux décisions prises, cf. n° 283, n. 15.

E 2001 (D) 1/254

*Le Bureau du contentieux de la Division des
Affaires étrangères du Département politique,
au Comité des Etats successeurs de l'ancienne Autriche-Hongrie
de l'Association suisse des banquiers¹*

Copie

L KV Confidentiel

Berne, 13 août 1936

*[...]*²

En ce qui concerne votre lettre du 1^{er} juillet³ (qui ne nous est parvenue que le 10 du même mois), nous devons préciser que la Pologne n'a pas promulgué de décret obligeant les débiteurs à s'acquitter vis-à-vis de leurs créanciers suisses par versement en zlotys à la Banque de Pologne. En revanche, des instructions auraient été données par voie de circulaires aux banques, de ne plus accorder de devises pour des paiements en Suisse et d'inviter les débiteurs de s'acquitter par paiements auprès de la Banque de Pologne. Ces mesures vont jusqu'à prévoir que les exportations polonaises de marchandises non contingentées en Suisse ne peuvent être payées par des avoirs suisses en Pologne, mais doivent être acquittées en francs suisses.

La thèse polonaise, suivant laquelle il s'agirait de mesures de rétorsion provoquées par les instructions du 16 juin du Département fédéral de l'Economie publique prévoyant le paiement à la Banque Nationale Suisse des importations en Suisse de marchandises polonaises contingentées⁴, n'est pas fondée. Ces instructions avaient été arrêtées d'entente avec la Légation de Pologne à Berne et constituaient des mesures préparatoires à l'introduction d'un régime de clearing. Le recensement des créances commerciales suisses a démontré que les créances arriérées atteignaient déjà 20 millions de francs⁵.

Cette situation alarmante a amené le Conseil fédéral à prendre le 31 juillet l'arrêté prévoyant que les paiements destinés à la Pologne doivent être acquittés auprès de la Banque Nationale Suisse⁶. Vous avez eu l'occasion de vous prononcer sur cette mesure.

Pour ce qui a trait à votre lettre du 8 juillet, il y a lieu de relever que c'est uniquement pour des raisons de tactique que le projet suisse d'accord prévoit un clearing de marchandise avec une quote-part mise à la disposition de la Banque de Pologne et destinée à faciliter le paiement des créances financières. Le Gouvernement polonais insistera très certainement pour la conclusion d'un clearing total.

1. Ce Bureau, en allemand *Rechtsbüro* est dirigé alors par A. Feldscher, qui est également le chef de l'Office de l'émigration.

2. Les lettres du 1^{er} et du 8 juillet (cf. n° 262) ont retenu l'attention du Département politique.

3. Non reproduit.

4. Cf. n° 256.

5. Pour les créances suisses en Pologne, cf. annexe au document.

6. Cf. n° 256, n. 6.

La question se posera alors de savoir quelle quote-part pourrait être envisagée pour les créances financières. Vous nous avez exposé les raisons pour lesquelles vous estimeriez une quote-part de 30% comme équitable. La Division du Commerce estime que la situation des échanges entre la Suisse et la Pologne et la nécessité dans laquelle nous nous trouverons de restreindre considérablement nos exportations pour équilibrer la balance commerciale ne permettrait guère d'envisager une quote-part pour les créances financières de plus de 15%⁷. Cette question ne pourra d'ailleurs être tranchée qu'après une première prise de contact avec les délégués polonais et lorsqu'il s'agira d'arrêter les instructions définitives pour la délégation suisse. En attendant, nous avons prié la Banque Nationale Suisse de nous exposer sa manière de voir sur ce problème délicat⁸.

Ajoutons enfin que les négociations doivent s'ouvrir sauf imprévu le 24 août à Berne.

ANNEXE

E 2001(D) 1/254

*Récapitulation de l'enquête sur les créances
suisses en Pologne⁹*

		<i>Montants en frs.s. convertis au cours du jour</i>		<i>Taux</i>	<i>Intérêt annuel en Fr.s</i>
I. Valeurs mobilières polonaises en monnaie contractuelle					
Titres propriété de porteurs domiciliés en Suisse					
a) obligations	Sor.	3.096.200. ¹⁰	Fr.s. 16.038.316.—	7%	1.122.682.—
	\$pap.	855.800.—	Fr.s. 2.575.958.—	7%	180.317.—
	\$pap.	98.500.—	Fr.s. 296.485.—	8%	23.718.80
	\$pap.	9.100.—	Fr.s. 27.391.—	6%	1.643.—
	\$pap.	1.000.—	Fr.s. 3.010.—	6½%	195.65
	\$pap.	1.985.—	Fr.s. 5.974.—	4%	238.95
	£st.	12.200.—	Fr.s. 189.100.—	7%	13.237.—
	Zl.	354.947.50	Fr.s. 205.869.25	5%	10.293.45
	Zl.	286.370.85	Fr.s. 166.095.—	4%	6.643.80
	Zl.	419.388.—	Fr.s. 243.245.—	4½%	10.946.—

7. Chiffre proposé par la Division du commerce du Département de l'Economie publique (lettre de P. Vieli du 20 juillet, E 2001 (D) 1/254).

8. Cf. la lettre du 21 août de la Banque nationale et la réponse du même jour de l'Association suisse des banquiers (E 2001 (D) 1/254).

9. Ce tableau est annexé à une lettre du 24 août de l'Association suisse des banquiers au Département politique. L'enquête a été effectuée en juin 1936 par l'Association suisses des banquiers et le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie. Elle ne recense pas les créances individuelles.

10. Emprunt de stabilisation de la République de Pologne 7% 1927, tranche suisse, payable en Suisse, sur la base de 1 \$ = Fr.s. 5.18.

Abréviations des monnaies:

\$ or.	dollar-or	F.frs.	franc français
\$ pap.	dollar-papier	Rm.	Reichsmark
Lst.	livre sterling	MK. pol.	mark polonais
Zl.	zloty	Kr.	couronne
Fr.s.	franc suisse.	Lit.	lire italienne

	<i>Montants en frs.s. convertis au cours du jour</i>		<i>Taux</i>	<i>Intérêt annuel en Fr.s</i>
Zl.	45.750.—	Fr.s. 26.535.—	6%	1.592.—
Zl.	28.140.—	Fr.s. 16.321.20	3½%	571.25
Zl.	55.000.—	Fr.s. 31.900.—	3%	957.—
Zl.	234.500.—	Fr.s. 136.010.—	7%	9.520.70
Zl.	42.000.—	Fr.s. 24.360.—	7½%	1.827.—
Zl.	440.000.—	Fr.s. 255.200.—	9%	22.968.—
Zl.	500.—	Fr.s. 290.—	10%	29.—
Ffrs.	177.500.—	Fr.s. 35.500.—	4%	1.420.—
Ffrs.	120.984.—	Fr.s. 24.196.80	4½%	1.088.85
Ffrs.	110.000.—	Fr.s. 22.000.—	6%	1.320.—
Ffrs.	10.000.—	Fr.s. 2.000.—	6½%	130.—
Ffrs.	9.000.—	Fr.s. 1.800.—	7%	126.—
Ffrs.	15.500.— (sans divi- dende)	3.100.—	—	—
Rm.	314.741.—	Fr.s. 388.390.40	4%	15.535.55
Rm.	4.000.—	Fr.s. 4.936.—	3½%	172.75
Mk.po.	5.000.— (cours	—	—	—
Mk.po.	10.000.— inconnu)	—	—	—
Lit.	148.000.—	Fr.s. 35.964.—	7%	2.517.30
Lit.	22.000.— (sans divi- dende)	5.346.—	—	—
Fr.s.	.....	157.106.70	8%	12.568.45
Fr.s.	.....	15.000.—	4%	600.—
Fr.s.	.....	107.093.75	5%	5.354.65
		<u>21.049.423.10</u>		<u>1.448.214.15</u>
Charge polonaise annuelle en Suisse relative aux emprunts de la Caisse Commune				400.000.—
				<u>1.848.214.15</u>
b) actions Zl. 92.629.491.— se décomposant comme suit:				
Zl.	113.550.—	Fr.s. 65.859.—	4½%	2.963.—
Zl.	1.200.—	Fr.s. 696.—	4%	27.84
Zl.	3.390.000.—	Fr.s. 1.966.200.—	14%	275.268.—
Zl.	13.311.000.—	Fr.s. 7.720.380.—	5%	386.019.—
Zl.	1.313.850.—	Fr.s. 762.033.—	6%	45.721.95
Zl.	18.129.600.—	Fr.s. 10.515.168.—		709.999.79
Un grand nombre d'actions sont sans dividende Zl. 74.499.891.— Fr.s. 43.209.936.—				—
La Société de Banque Suisse à Bâle annonce un dividende de Zl. 300.000.— pour certaines actions.				174.000.—
Ffrs. 58.950.— sans dividende ou faisant partie des actions ayant un dividende de Zl. 300.000.— annoncé par la Société de Banque Suisse à Bâle				11.790.—
à reporter				<u>Fr.s. 74.786.317.—</u>
				<u>2.732.213.94</u>

	<i>Montants en frs.s. convertis au cours du jour</i>		<i>Intérêt annuel en Fr.s</i>
II. Prêts, avances, crédits, avoirs etc.			
a) annoncé par des banques et sociétés financières			
Zl.	4.708.717.—	Fr.s.	2.731.055.—
Lst.	189.801.—	Fr.s.	2.941.915.50
Kr.	3.900.—	Fr.s.	2.673.45
Ffrs.	23.500.—	Fr.s.	4.700.—
Fr.s.		Fr.s.	89.917.985.—
Šor.	573.345.—	Fr.s.	2.969.927.—
Šap.	2.076.927.—	Fr.s.	6.251.550.—
			6.427.838.—
		Fr.s.	104.819.805.95
b) annoncé par des sociétés commerciales et industrielles			
Fr.s.		Fr.s.	3.769.611.—
Zl.	7.297.000.—	Fr.s.	4.232.260.—
Zl.	31.830.004.—	Fr.s.	18.461.402.—
		Fr.s.	26.463.273
			1.152.394.—
III. Arriérés			
a) Montant nominal de coupons échus, détachés de valeurs mobilières polonaises, envoyés à l'encaissement en Pologne et dont le produit n'a pu être transféré			
Zl.	183.809	Fr.s.	106.609.—
Š	2.482.—	Fr.s.	7.470.—
Ffrs.	3.000.—	Fr.s.	600.—
		Fr.s.	114.679.—
Montant nominal de coupons échus, qui n'ont pas encore été envoyés à l'encaissement en Pologne ou qui n'ont pas été mis en paiement			
Zl.	418.609.—	Fr.s.	242.793.—
Lit.	385.—	Fr.s.	93.—
Fr.s.		Fr.s.	471.—
Ffrs	90.—	Fr.s.	18.—
Š	837.—	Fr.s.	2.519.—
		Fr.s.	245.894.—
Montant de titres sortis au tirage ou remboursés, dont le produit n'a pu être transféré			
Zl.	664.—	Fr.s.	385.—
Lit.	500.—	Fr.s.	121.50
		Fr.s.	506.50
b) arriérés sur créances annoncées par des banques et sociétés financières			
Zl.	43.485.—	Fr.s.	25.221.—
Fr.s.		Fr.s.	2.614.849.—
Šor.	1.000.—	Fr.s.	5.180.—
Špap.	221.961.—	Fr.s.	668.102.—
		Fr.s.	3.313.352.—

c) arriérés sur créances annoncées par des sociétés commerciales et industrielles

Fr.s.	Fr.s.	225.363.—
Zl. 27.472.522.—	Fr.s.	15.934.062.—
	Fr.s.	16.159.425.—
Total:	Fr.s.	225.903.251.45
	Fr.s.	10.312.445.95

Récapitulation:

I. Obligations et Actions	Fr.s.	74.786.317.—
II. Prêts, avances, crédits, avoirs, etc.	Fr.s.	131.283.078.—
III. Arriérés	a) Fr.s.	361.079.—
	b) Fr.s.	3.313.352.—
	c) Fr.s.	16.159.425.—
	Fr.s.	19.833.856.—
	Fr.s.	225.903.251.—
Intérêt annuel	Fr.s.	10.312.445.—
P.S. 1) La charge que représente pour le Gouvernement polonais le service des emprunts centralisés par la Caisse commune, et qui sont détenus par des porteurs suisses, représente une annuité d'environ Fr.s. 400.000.—		
2) Il n'a pas été procédé à un recensement des créances individuelles.		

279

E 1004 1/359

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 14 août 1936*¹

1372. Verbot der Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 13. August 1936

1. Der Bürgerkrieg in Spanien beginnt auch in unserm Lande Rückwirkungen auszulösen, die geeignet sind, die äussere Sicherheit der Eidgenossenschaft zu gefährden. Das politische Departement hat zur Wahrung unserer Neutralität bereits Antrag auf Verbot der Ausfuhr von Waffen usw. gestellt². Wie sich die Dinge entwickelt haben, erweisen sich aber weitergehende Massnahmen zur Aufrechterhaltung der äussern Sicherheit des Landes als notwendig.

In der sozialistischen und kommunistischen Presse, sowie in Versammlungen der Linksparteien wird offen erklärt, dass die Arbeiterschaft im spanischen Bürgerkrieg nicht neutral sein könne und die dortige Volksfront auch materiell unterstützen müsse ...³

1. *Absent: Pilet-Golaz.*

2. *Cf. n° 277.*

3. *La proposition énumère quelques exemples: manifestation de solidarité avec la république espagnole à Bâle, le 11 août, où prennent la parole les communistes Mühlestein, Hofmaier et le conseiller national socialiste Schneider, articles du Travail, de la Basler Arbeiterzeitung, etc. ...*

In Versammlungen, durch Kollekten und durch Aufforderung zur Einzahlung auf ein Postscheckkonto Zürich VIII, 24359 wird Geld gesammelt. Nach einer Erklärung des Präsidenten des schweiz. Arbeiter-Hilfswerkes, Oberrichter Lüchinger in Zürich, sollen die auf das genannte Konto einbezahlten Beträge nicht zur Unterstützung der militärischen Vorgänge in Spanien bestimmt sein, sondern «die Notlage derjenigen Familien lindern, die infolge der Auslösung des Bürgerkrieges durch die faschistischen und reaktionären Kreise ihres Ernährers beraubt oder sonst in Notlage versetzt wurden». In den Reden und in den Presseartikeln wird aber allgemein zur Unterstützung der kämpfenden Brüder in Spanien aufgefordert...

Es besteht nicht die geringste Sicherheit dafür, dass die in der Schweiz gesammelten Gelder einzig zu wohltätigen Zwecken verwendet werden.

Im Basler «Vorwärts» vom 11. August teilt ein Sonderkorrespondent aus Barcelona mit, dass aus allen Gegenden der Welt ausländische Genossen herbeieilen, um den Spaniern in ihrem Kampfe gegen den Faschismus Hilfe zu leisten. Der Bundesanwaltschaft ist am Abend des 11. August vom Polizeikommando des Kantons Zürich die Meldung zugegangen, dass etwa 30 Kommunisten aus Zürich über Basel nach Paris ausreisen wollen um in Spanien an den Kämpfen teilzunehmen. Der Bundesanwalt gab dem Vorsteher des politischen Departementes hiervon Kenntnis und ersuchte um Weisung. Herr Bundesrat Motta war der Ansicht, dass eine derartige Hilfeleistung verhindert werden müsse, da sie unsere äussere Sicherheit gefährde und zugleich eine Schwächung der Wehrkraft (Art. 94 des Militärstrafgesetzbuches)⁴ bedeute. Die Bundesanwaltschaft traf hierauf in Verbindung mit der Zürcher und Basler Polizei die nötigen Massnahmen. Die Kommunisten wollen nicht gruppenweise, sondern einzeln ausreisen und sich am nächsten Montag in Paris treffen. Bis jetzt sind in Basel 2 Zürcher Kommunisten angehalten worden, die angaben nach Korsika zum Arbeitsantritte zu reisen. Vor Abschluss des Antrages wird gemeldet, dass in Basel weitere 8 Zürcher Kommunisten angehalten wurden. Sie sind auf Weisung der Bundesanwaltschaft in Haft genommen worden. Es ist abzuklären, ob ein Versuch der Schwächung der Wehrkraft vorliegt (Art. 19⁵, 94 M. St. G.).

Es handelt sich beim Vorgehen unserer Linksparteien nicht um die Unterstützung eines im Auslande ausgesprochenen Aufstandes gegen die Regierung, sondern umgekehrt um eine Begünstigung der Regierung. Wenn wir auch vom

4. L'intention coupable d'abandonner son corps est présumée, sauf justification suffisante, et le délit de désertion réputé accompli:

a. A l'égard de tout militaire qui manque à l'appel pendant vingt-quatre heures à proximité de l'ennemi, ou pendant quarante-huit heures à distance de l'ennemi ou en activité de service à l'intérieur. Quant aux officiers, l'abandon du lieu qui leur a été désigné pour résidence équivaut à cette absence.

b. A l'égard de tout militaire qui, à proximité de l'ennemi, n'est pas de retour quatre jours après l'expiration de sa permission, et huit jours après, à distance de l'ennemi ou en activité de service dans l'intérieur.

c. A l'égard de tout militaire qui dépasse, en temps de guerre, la ligne de démarcation fixée par ordre supérieur.

5. Lorsque la loi prononce une peine spéciale contre la tentative de certains délits, cette peine est appliquée.

Standpunkte der Neutralität nicht verpflichtet sind, gegen solche Unterstützungshandlungen einzuschreiten, so ist eine behördliche Massnahme doch im Interesse unserer äussern Sicherheit geboten. Der Ausgang im spanischen Bürgerkrieg ist ungewiss. Sollte eine nationale Regierung ans Ruder kommen, so könnten der Schweiz aus einer materiellen Hilfeleistung an die frühere Regierung grosse Schwierigkeiten erwachsen. Es besteht auch die Gefahr, dass eine materielle Unterstützung durch unsere Linksparteien einer Gegenaktion rufen könnte. Der Bundesrat, der gemäss Art. 102, Ziffer 9, BV⁶ über die äussere Sicherheit des Landes zu wachen hat, kann in Verbindung mit den kantonalen Polizeibehörden die erforderlichen Massnahmen treffen.

Das Justiz- und Polizeidepartement sieht vorläufig von Massnahmen gegen Versammlungen, öffentliche Aufforderungen zur Teilnahme an den Feindseligkeiten und zur Unterstützung einer der kriegführenden Parteien ab und beschränkt sich darauf, dem Bundesrate zu beantragen, die Teilnahme an den Feindseligkeiten, sowie die Unterstützung und Begünstigung der militärischen Aktionen von der Schweiz aus zu untersagen. Die Ausreise zur Teilnahme an den Feindseligkeiten kann, wenn auch nicht im ganzen Umfange, durch die Polizei verhindert werden ...⁷

Der schweizerische Bundesrat, gestützt auf Art. 102, Ziffer 9, der Bundesverfassung, *beschliesst*:

1. Die Ausreise aus der Schweiz zur Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien ist verboten. Das Verbot bezieht sich nicht auf spanische Staatsangehörige.

Die Polizeiorgane des Bundes und der Kantone haben die Ausreise aus der Schweiz zum genannten Zwecke zu verhindern.

Art. 94 des Militärstrafgesetzbuches bleibt vorbehalten.

2. Die Feindseligkeiten in Spanien dürfen von der Schweiz aus in keiner Weise unterstützt oder irgendwie begünstigt werden.

Die Generaldirektion der Post- und Telegraphenverwaltung wird angewiesen, keine Geldsendungen, die eine solche Unterstützung oder Begünstigung bezwecken, anzunehmen oder zu befördern.

Art. 41 des Bundesstrafrechtes⁸ bleibt vorbehalten.

[...]

6. Il [*Le Conseil fédéral*] veille à la sûreté extérieure de la Suisse, au maintien de son indépendance et de sa neutralité.

7. *Considérations juridiques et mesures à prendre en cas de non-observation des décisions fédérales.*

8. Quiconque viole un territoire étranger ou commet tout autre acte contraire au droit des gens est puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

E 2001 (D) 1/143

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger*

Copie

L

Berne, 14 août 1936

Nous avons eu l'honneur de recevoir la lettre du 10 août¹ par laquelle vous avez bien voulu attirer notre attention sur un entrefilet du «Messaggero» signalant les collectes qui se font actuellement en Suisse en vue de venir en aide aux forces gouvernementales espagnoles et sur l'effet déplorable qui pourrait en résulter en Italie. Nous vous en remercions vivement.

Il est malheureusement exact qu'en Suisse, comme d'ailleurs dans les autres pays de constitution libérale, les partis d'extrême-gauche ont pris position sans aucune retenue en faveur des forces gouvernementales espagnoles, dont ils identifient la cause à la leur. La presse socialiste et communiste de notre pays publie dans ce sens des articles d'une grande violence. Des meetings de sympathie s'organisent; des collectes se font sous l'égide d'un comité officieux qui paraît siéger à Paris et les esprits sont échauffés au point que la police a signalé la volonté de départ d'un certain nombre de jeunes gens décidés, paraît-il, à s'enrôler dans les milices antifascistes qui luttent contre les insurgés d'Espagne.

[...]²

Pour le moment, des mesures plus accentuées, qui soulèveraient de graves problèmes constitutionnels, ne paraissent pas impérieusement exigées par la situation.

Vous aurez appris également par la presse que le Conseil fédéral a pris ce matin un arrêté entrant immédiatement en vigueur et interdisant l'exportation, la réexportation et le transit à destination de l'Espagne de toutes catégories d'armes, munitions et matériel de guerre. Le Conseil fédéral a décidé, en revanche, de faire savoir au Gouvernement français qu'il n'avait pas l'intention de participer à la déclaration commune de non-ingérence en Espagne que la France cherche à obtenir des autres Gouvernements européens. Vous comprendrez sans peine les raisons tirées de la neutralité permanente de la Confédération qui ont dicté cette décision ...

Nous ne saurions vous dissimuler ... que la tendance qui se manifeste en Italie de substituer à la notion traditionnelle de neutralité telle qu'elle résulte de la convention de La Haye de 1907 la notion d'une «neutralité totalitaire» qui ne

1. *Le Ministre écrivait notamment:* ... Il est certain que le développement chez nous de manifestations tangibles de sympathie pour une des parties en lutte en Espagne serait observé ici avec un extrême déplaisir et risquerait de nous valoir d'acribes critiques. Des initiatives intempestives de cette sorte sont de nature à nuire sérieusement à nos relations extérieures à un moment où il importe tellement de ne pas laisser jeter de l'huile sur le feu (*lettre au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique*, E 2001 (D) 1/143.)

2. *Les mesures prises par le Conseil fédéral. Cf. n° 279.*

dépendrait pas seulement de l'attitude du Gouvernement, mais aussi du comportement des individus ou tout au moins des partis et associations, nous paraît difficilement défendable et fort dangereuse pour notre pays, car il est parfaitement clair que nous ne pourrions, sans renoncer à nos institutions, imposer une attitude unanime aux diverses tendances de notre opinion publique.

Il s'agit là d'un problème fort délicat, qui n'est pas sans nous préoccuper beaucoup et dont nous nous proposons de vous entretenir lors de votre prochain passage à Berne. Pour le moment, nous avons lieu de penser que les décisions que le Conseil fédéral a prises seront enregistrées avec satisfaction en Italie et pareront momentanément aux critiques que les manifestations de notre extrême-gauche vous ont fait redouter.

281

E 2001 (D) 2/310

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Président du Directoire de la Banque nationale, G. Bachmann*

Copie

L KV confidentielle

Berne, 18 août 1936

Par lettre du 13 juillet¹ nous vous avons communiqué le texte d'un article publié dans la revue «Deutsche Justiz» sur la loi allemande du 26 juin 1936 sur les obligations libellées en monnaies étrangères.

Cette loi prévoit que le débiteur allemand se libère valablement de son obligation par un paiement en monnaie dévaluée lorsque la monnaie du contrat fait l'objet d'une dévaluation, même si une clause or est stipulée dans le contrat. Le Gouvernement allemand tranche ainsi unilatéralement, au profit des débiteurs allemands, la question de la validité de la clause or dans des contrats stipulés en monnaie étrangère.

L'Association suisse des Banquiers nous expose² que cette mesure arbitraire lèse des intérêts suisses considérables et désire examiner avec nous ce qui devrait être entrepris.

Avant de prévoir une réunion au cours de laquelle serait discutée cette question, nous avons prié l'Association de nous renseigner plus complètement sur le montant des pertes que la mesure allemande occasionne à l'épargne suisse et sur l'attitude que comptent adopter les organisations de porteurs françaises et hollandaises.

En attendant, nous désirons soumettre à un examen approfondi l'opportunité d'une démarche auprès du Gouvernement allemand et la forme qui pourrait être donnée à cette intervention.

1. Non reproduit.

2. Par lettre du 11 août.

Comme vous le savez, nous avons constamment soutenu jusqu'ici auprès des divers gouvernements l'action entreprise par l'Association suisse des Banquiers contre la répudiation de la clause or. Cette action s'est révélée toutefois de plus en plus difficile. Les seuls pays qui paraissent encore reconnaître la force contractuelle de la clause or sont, à part la Suisse, la France et les Pays-Bas.

Après l'abrogation de la clause or par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique³, la plupart des gouvernements ayant émis des emprunts en dollars-or se sont prévalus de la législation américaine pour en effectuer le service en dollars dévalués. Nous avons cherché par une démarche auprès du Gouvernement britannique⁴ à faire trancher la question par une instance internationale. Ces efforts n'ont pas eu de résultats et, actuellement, des procès sont en cours avec des succès divers devant les tribunaux nationaux de plusieurs pays débiteurs.

En mai 1935, le Gouvernement égyptien⁵ a fait un pas de plus dans le sens de l'inobservation des droits des porteurs d'emprunts internationaux en décrétant nulle et de nul effet la clause or stipulée dans les contrats internationaux lorsque ces contrats sont libellés dans une monnaie ayant cours ou ayant eu cours en Egypte (franc et livre sterling). Des protestations des Légations de Suisse et de France sont restées jusqu'ici sans effet.

La loi allemande du 26 juin 1936 va encore plus loin. Il serait donc difficile de ne pas entreprendre dans ce cas également une démarche auprès du Gouvernement allemand.

Sur le terrain strictement juridique, on pourrait même se demander si nous n'aurions pas de sérieuses chances en soumettant cette affaire à un arbitrage international.

Toutefois, nous aurions des doutes très sérieux sur l'opportunité d'une telle action. Le succès ne dépendrait pas seulement de la solidité des arguments juridiques que nous pourrions mettre en avant, mais aussi des divers aléas inhérents à un procès international sans compter l'opinion des arbitres sur la question de la clause or, opinion qui actuellement, dans la majorité des pays, paraît défavorable à notre thèse. Une décision arbitrale dans le cas assez spécial de la loi allemande du 26 juin ne ferait pas sans autre jurisprudence pour les litiges existant dans ce domaine avec d'autres pays. D'autre part, les difficultés de transfert de l'Allemagne ne nous permettraient guère de tirer un bénéfice immédiat et tangible d'un succès éventuel. Il faut enfin tenir compte du fait que toute procédure internationale crée entre les Etats en procès un état de tension qui risquerait de nous faire perdre dans d'autres domaines les avantages peut-être illusoire que nous pourrions retirer sur le terrain juridique.

Le respect de la clause or dans les emprunts internationaux n'est, dans les circonstances présentes, pas seulement un problème strictement juridique, mais également financier et économique. Avons-nous avantage à défendre avec énergie des positions que beaucoup représentent comme perdues d'avance ou devons-nous nous contenter de formuler des réserves toutes formelles en espérant des temps meilleurs où les stipulations des contrats seront de nouveau respectées.

3. Par une loi du 29 mai, promulguée le 5 juin 1933. Cf. DDS vol. 10, n° 323.

4. Cf. DDS vol. 10, n° 377.

5. Cf. n° 122 et n. 3.

Nous désirerions vivement avoir votre opinion sur ce problème. Peut-être Monsieur le Président Bachmann a-t-il eu l'occasion de s'en entretenir avec ses collègues de la Banque des Règlements internationaux. Les indications qu'il pourrait nous fournir à ce sujet nous seraient extrêmement précieuses⁶.

6. Dans sa réponse, datée du 3 septembre, le Directoire de la Banque nationale écrit que la Banque des règlements internationaux ne s'est pas encore occupée de la question qui préoccupe le chef du DPF. Il expose ensuite ce qui suit:

Was ein Vorgehen gegen Deutschland anbelangt, würde es hiefür nach schweizerischen Rechtsbegriffen an triftigen juristischen Motiven für den schweizerischen Standpunkt nicht fehlen; ein solches Vorgehen würde auch durchaus in der Linie des vom Bunde bei der Rückzahlung der 5½% eidgenössischen Dollaranleihe [cf. DDS vol. 10, rubrique II.9.2: *Etats-Unis, Emprunt suisse et abandon de l'étalon-or*] seinerzeit öffentlich vertretenen Auffassung liegen. Trotzdem dürften unseres Erachtens die Aussichten eines rechtlichen Vorgehens gegen die deutschen Schuldner bzw. den deutschen Staat nicht günstig zu beurteilen sein. Legitimiert zu einem Vorgehen auf dem Prozesswege wäre in erster Linie der schweizerische Träger einer durch die Goldklausel geschützten Forderung gegen seinen deutschen Schuldner, bei welchem letzterem es sich sowohl um den Staat (bei Staatsanleihen) wie auch um private Schuldner (beisw. bei Obligationenanleihen eines Industrieunternehmens) handeln kann. Im einen wie im andern Fall wird sich der Schuldner auf das hier in Frage stehende Gesetz vom 26. Juni a. c. berufen und es käme dabei letzten Endes darauf hinaus, ob sich in Deutschland ein Richter fände, der dieses Gesetz als widerrechtlich und unverbindlich erklären würde. Damit wird aber bei den heutigen Verhältnissen im Reich von vornherein nicht zu rechnen sein. Mehr Aussichten könnte daher die Anrufung eines internationalen Schiedsgerichtes bieten. Allein wir vermögen auch hier die Chancen nicht günstig zu beurteilen, und zwar aus den auf von Ihnen selbst gemachten Überlegungen. Sicher ist aber, dass auch ein solches Vorgehen angesichts der heutigen Einstellung der meisten Staaten zur Frage der Respektierung der Goldklausel und bei der derzeitigen politischen Atmosphäre in Deutschland dort unangenehm empfunden und im Hinblick auf die gegenseitigen zwischenstaatlichen Beziehungen nicht zu deren Förderung und Besserung beitragen würde.

[...]

282

J.I.15/13

*Le Chef du Département des Postes et Chemins de fer, M. Pilet-Golaz,
au Président de la Confédération, A. Meyer*

L

Personnelle

Berne, 20 août 1936

Depuis longtemps je renvoie cette lettre. Il y a des mois que je remets de vous écrire. J'espérais toujours que l'occasion se présenterait de vous exposer de vive voix ce que je désire vous soumettre. Puis je ne voulais pas que vous attribuez à la fatigue — incontestable chez moi, je ne songe pas à le nier — par conséquent à la nervosité, encore moins aux circonstances douloureuses que j'ai traversées, la sévérité de certaines de mes considérations. Aussi ai-je attendu le repos des vacances pour m'exprimer.

Ne voyez pas d'ailleurs, Monsieur le Président, de critiques ou de reproches

dans ce que vous allez lire. Loin de moi l'idée de porter un jugement qui serait une désapprobation; il m'atteindrait au surplus comme tous mes collègues et le premier je devrais faire mon peccavi. Non, il s'agit de constatations et de réflexions dont la seule excuse se trouverait dans les décisions qu'elles provoqueront, si elles en provoquent.

L'atmosphère devient lourde dans le pays, épaisse et orageuse. Les événements extérieurs n'en sont pas exclusivement cause. L'évolution intérieure n'est pas moins menaçante. Elle est d'autant plus inquiétante qu'elle s'accompagne d'une désaffection toujours plus complète à l'égard du Conseil fédéral. Lui, dont l'autorité, il y a quelques années encore, semblait intangible, tombe dans un discrédit, pis : dans une indifférence, chaque jour plus profonde et plus générale. Il n'arrive même plus à susciter une opposition ardente et directe. On le considère comme quantité négligeable; on ne lui fait même plus l'honneur de s'en occuper. On ne compte plus avec lui. C'est à l'administration, aux bureaux, au parlement, au régime que l'on s'en prend. Communiqués officiels mis à part, il n'apparaît pas. S'il l'a jamais été, il a cessé d'être un gouvernement dans le sens propre de ce terme. Pourquoi? C'est la question que je me pose depuis des mois avec une angoisse d'autant plus sincère que l'autorité réelle du Conseil fédéral me semble la pierre angulaire de notre édifice politique.

La réponse à laquelle je suis arrivé a trop d'importance pour que je puisse la taire. Il est fort possible que vous ne la jugiez point pertinente. Peut-être même la tiendrez-vous pour fausse. Nul ne serait plus heureux que moi si je me trompais. J'ai peur, cependant, que ce ne soit pas le cas.

Nous ne sommes pas un gouvernement, monsieur le Président, parce que nous n'avons pas de politique — je ne dis pas parce que nous ne faisons pas de politique. Telle est ma conclusion.

Certes, nous avons une politique étrangère, celle de la neutralité, la seule concevable. Et c'est précisément dans ce domaine que l'opinion publique nous reste dans sa très grande majorité fidèle, quelles que soient les attaques venimeuses et injustifiées à l'égard de notre vice-président, Monsieur Motta.

Nous avons aussi une politique de défense nationale vis-à-vis de l'extérieur et là encore nous sommes suivis, ce qui prouve que lorsque nous avons une volonté vraie, nous ne rencontrons pas d'obstacles insurmontables pour la faire admettre.

Mais c'est tout.

Pas de politique de défense nationale à l'intérieur. Or le danger peut surgir chez nous plus grave qu'à la frontière. Une Suisse bolchévisante est intolérable pour l'Allemagne naziste et l'Italie fasciste. L'intervention se produirait avec d'autant plus de certitude que la neutralité de la France moscouteuse serait sérieusement mise en doute.

Pas de politique financière, j'ose à peine l'écrire m'adressant à vous, Monsieur le Président, et je m'en excuse. Mais c'est la triste vérité. Comment envisageons-nous le rétablissement ou le maintien de l'équilibre budgétaire, les rapports fiscaux — essentiels — entre la Confédération et les cantons, le problème bancaire, chaque jour plus pressant, celui de la monnaie¹? Nous n'en avons pas même discuté. Oh, je le sais, les bureaux travaillent, les services étudient; des propositions

1. Cf. rubrique V: la politique monétaire de la Suisse et la dévaluation du franc.

nous seront soumises. C'est précisément ce qui m'effraie: l'administration agit, en fait, sous le couvert du gouvernement. Il me semble que c'était à nous à fixer les principes de notre politique financière, puis que leur application devait être confiée à l'administration.

Pas de politique économique non plus. Nous avons, cependant, en juin 1935, après l'échec de l'initiative de crise² une occasion unique d'exercer notre influence. Nous l'avons laissée passer. Dès lors nous proclamons avec plus de constance que de conviction notre volonté d'adaptation et chacune de nos décisions se meut en sens contraire. Une pareille contradiction à la longue ruine l'autorité la plus solide.

Encore moins de politique sociale. Ces termes n'ont même jamais été prononcés. C'est à croire que leur notion nous est étrangère. Cependant pour n'importe quel esprit capable de réflexion, il est indubitable que la société est en rapide évolution. Le surcapitalisme, l'industrialisation outrancière, le machinisme — pour ne mentionner que des éléments durables et non point propres à la crise — ont profondément modifié la structure sociale. Les rapports entre les individus, entre eux et la famille, entre eux et la profession, entre eux et l'Etat, ne sont plus et ne seront plus ce qu'ils étaient avant la guerre. Une adaptation s'impose, que nous le désirions ou non. Resterons-nous passifs, fatalistes en ce qui la concerne? Cela pourrait se défendre, mais ce ne serait pas l'attitude d'un gouvernement, dont la mission, comme son nom l'exprime, est de conduire.

Qui conduisons-nous et vers quoi? Nous serions bien empruntés de le dire. Jamais, à titre collectif, nous ne nous sommes posé la question. C'est pourtant sa réponse qui constitue la «politique» du gouvernement. Ne pas répondre, c'est avouer le défaut de politique. Il n'est, hélas, que trop évident. Nous n'avons pas de politique. Nous attendons ... Nous attendons, semble-t-il parfois, le retour du passé pour nous sortir d'embarras. Ne savons-nous donc pas que le passé ne revient jamais?

Sans vouloir forcer l'avenir, avons-nous la moindre intention quant au proche avenir et la moindre idée des moyens de la réaliser? Entendons-nous laisser notre peuple se diviser en deux parts, dressées l'une contre l'autre, jusqu'à ce que l'une d'elles l'emporte? Si oui, avec quelle part serons-nous? Car il faudra bien choisir! A cette part, comment lui donnerons-nous la cohésion et la discipline indispensables au succès?

Ou bien, nous efforcerons-nous d'éviter cette division et de former un bloc solide des forces saines et moyennes du pays? Quels matériaux utiliserons-nous? Quel ciment? Quels maçons?

Je suis presque honteux de formuler toutes ces questions tant elles sont en dehors de celles que nous abordons en séance. Nous avons l'air de penser — l'air seulement, je veux le croire — que nous accomplissons notre tâche et remplissons notre devoir en expédiant la besogne courante comme une bonne municipalité de village. Nous savons pourtant que les peuples ont une âme et que cette âme doit être nourrie, si le peuple doit vivre. Le matériel ne vient qu'ensuite: voir Tchécoslovaquie, Pologne, Allemagne, Italie, etc. Or nous ne nous occupons que du matériel, en épiciers bien souvent.

2. Cf. n° 109, n. 13.

J'exagère, Monsieur le Président? Alors comment agissons-nous, quelle influence exerçons-nous, quelle impulsion donnons-nous, quelle inspiration insufflons-nous? Quelle est notre presse, quelle est notre action sur l'opinion publique?

Néant. Je me suis permis de le relever déjà. Je le répète ici. Nous travaillons en cloche, sans contact avec l'extérieur, comme si un gouvernement pouvait se passer de ce contact. Y renoncer, c'est prononcer sa condamnation, d'ailleurs justifiée.

Où en voulez-vous venir, me répondrez-vous. A ceci que nous devons cesser au plus tôt de consacrer notre temps à des broutilles, sans importance presque toujours et parfois sans intérêt; que nous devons aborder franchement et courageusement la tâche rude qui nous attend; que les problèmes qui doivent retenir notre attention ne sont pas les mille petites questionnettes que l'administration doit résoudre chaque jour et qui sont sa vie, mais les problèmes fondamentaux, moraux autant que matériels qui relèvent d'un gouvernement digne de ce nom; qu'il ne faut pas attendre que ce soit trop tard, car les événements vont vite aujourd'hui et l'opinion publique galope lorsqu'elle reste sans guides; qu'il est indispensable à cet effet de changer de méthodes. Nous devons avoir le temps de fixer notre politique et d'en poursuivre la réalisation. Il faut le prendre, même si les habitudes administratives en étaient quelque peu touchées. A mon avis, une séance par semaine suffirait pour les affaires courantes. L'autre séance devrait être exclusivement réservée aux problèmes gouvernementaux. J'écris bien «*exclusivement*» parce que si nous tolérons qu'autre chose nous soit soumis, sous un prétexte ou sous un autre, c'en est fait: les innombrables dossiers urgents et confidentiels, qui ont attendu des semaines dans les bureaux et qui sont connus du dernier gratte-papier, accapareront de nouveau notre temps! Nous redeviendrons à bref délai une chambre d'enregistrement. Or il faut absolument cesser de l'être, sinon pour nous, du moins pour le pays.

Voilà les réflexions que je me sentais pressé de vous soumettre, plus exactement dont j'étais oppressé. J'ai peut-être eu tort de les laisser «jaillir». Si tel est le cas, veuillez me le pardonner: mes intentions étaient sincères et loyales.

Pour vous éviter la peine de lire la présente lettre en séance, je me permets d'en envoyer des copies à nos cinq collègues: c'est plus simple.

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 25 août 1936*¹

1420. Verbot der Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien.
Massnahmen zur Durchführung des Verbotes

Justiz- u. Polizeidepartement. Antrag vom 24. August 1936

1. Mit Bundesratsbeschluss vom 14. August 1936 wurde die Ausreise aus der Schweiz zur Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien, sowie die Unterstützung und Begünstigung der Feindseligkeiten von der Schweiz aus verboten². Der Bundesrat nahm ausdrücklich vom Erlass von Strafbestimmungen und von einem Verbot der Aufforderung zu Widerhandlungen gegen den Bundesratsbeschluss Umgang, in der Annahme, dass dem Verbote ohne Weiteres nachgelebt werde. Mit Kreisschreiben vom 17. August³ machte das Justiz- und Polizeidepartement die obersten Polizeibehörden auf die der äussern Sicherheit des Landes drohenden Gefahren aufmerksam und ersuchte sie um ihre Mitwirkung bei der Handhabung des Verbotes. Das Verbot stiess bei den Linksparteien auf schärfsten Widerstand. In der kommunistischen und sozialistischen Presse sowie in Versammlungen wurde zur Nichtbeachtung des Verbotes aufgefordert. Gegen den Bundesrat wurde eine üble Hetzekampagne eröffnet, die geeignet ist, die Autorität der Landesregierung zu untergraben. Auch Staatsratspräsident Nicole⁴ griff in einer sozialistisch-kommunistischen Versammlung vom 20. August den Bundesrat an und reizte zur Nichtbeachtung des Verbotes auf.

Da es sich um dringliche Massnahmen zum Schutze der äussern Sicherheit und zur Wahrung der Neutralität, also um die Aufrechterhaltung der staatlichen Macht in bezug auf die Durchführung der Neutralitätspolitik und der Abwehrmassnahmen gegen die Gefährdung der äussern Sicherheit handelt, ist der Bundesrat nicht nur zum Erlass eines Verbotes sondern auch zu Strafbestimmungen berechtigt. Wie die Erfahrung gezeigt hat, genügen polizeiliche Massnahmen zur Durchführung des Verbotes nicht.

Da die Zuständigkeit des Bundesrates zum Erlass von Strafbestimmungen von anderer Seite bestritten wird und das Bundesgericht bis jetzt die Frage noch nicht entschieden hat, erweist es sich als zweckmässig, der Bundesversammlung gleichzeitig einen Entwurf zu einem dringlichen Bundesbeschluss vorzulegen.

Mit diesem Beschluss wird indirekt auch das Verhalten Nicoles missbilligt. Von besondern Massnahmen für Genf möchte das Departement vorläufig Umgang nehmen.

3. Die Frage, ob der Bundesrat wegen der in sozialistischen und kommunisti-

1. Absents: Minger, Obrecht.

2. Cf. n° 279.

3. Non reproduit.

4. Président du Conseil d'Etat genevois. La réunion publique mentionnée a eu lieu au Victoria Hall, à Genève.

schen Zeitungen enthaltenen Amtsehrverletzungen gestützt auf Art. 59 B. St. R.⁵ Strafklage erheben soll, ist nicht nur rechtlicher sondern auch politischer Natur... Das Departement neigt zur Ansicht, dass mit der Einreichung von Strafklagen wegen bereits erschienener Artikel noch zugewartet werden sollte. Es ist zu erwarten, dass die im vorgelegten Entwürfe enthaltenen Massnahmen auch die Hetzkampagne eindämmen werden. Immerhin erscheint es als zweckmässig, die Bundesanwaltschaft einzuladen, die künftig erscheinenden Presseartikel, die eine Amtsehrverletzung gegenüber dem Bundesrat enthalten, in bezug auf die Strafbarkeit zu überprüfen und dem Bundesrat Bericht und Antrag zu stellen. Dabei können bereits erschienene Artikel mitberücksichtigt werden.

Es ist nicht zu verkennen, dass durch die Hetzkampagne gegen den Bundesrat, wie sie seit einiger Zeit die kommunistische und sozialistische Presse, aber auch die Presseorgane der Frontisten betreiben, die Autorität der Landesregierung untergraben wird. Das Departement hält dafür, dass ausserordentliche Massnahmen gegen diese Untergrabung der Autorität (mit Einschluss der Einstellung der Presseorgane) nicht von der direkt angegriffenen Behörde, sondern von der Bundesversammlung beschlossen werden sollten. Das Justiz- u. Polizeidepartement behält sich vor, einen bezüglichen Entwurf zu einem dringlichen Bundesbeschlusse vorzulegen. Bis zu einem dringlichen Bundesbeschlusse ist die Strafklage wegen Amtsehrverletzung (Art. 59 des Bundesstrafrechtes) der gegebene Weg⁶.

Das Justiz- u. Polizeidepartement stellt folgenden *Antrag*:

1. Der vom Justiz- u. Polizeidepartement vorgelegte Entwurf zu einem Bundesratsbeschlusse betreffend Massnahmen zur Durchführung des Verbotes der Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien sei zu genehmigen.

In die Gesetzessammlung⁷.

2. Das Justiz- u. Polizeidepartement sei zu beauftragen, einen Entwurf zu einem dringlichen Bundesbeschlusse in den nämlichen Bestimmungen vorzulegen.

3. Der Bundesanwalt wird eingeladen, die Strafbarkeit einzelner Presseartikel zu prüfen und dem Bundesrat jeweiligen Bericht und Antrag über die Einleitung einer Strafverfolgung gestützt auf Art. 59 des Bundesstrafrechtes vorzulegen⁸.

5. L'insulte ou la diffamation publique proférée contre l'Assemblée fédérale ou une de ses sections, contre le Conseil fédéral, le Tribunal fédéral ou un membre de ces autorités, contre un représentant ou commissaire fédéral, dans l'exercice de leurs fonctions ou en rapport avec leurs fonctions, est punie d'une amende qui peut être portée à 2000 francs. Dans les cas graves, cette amende peut être cumulée avec un emprisonnement de six mois au plus.

Toutefois, les tribunaux ne sont ou ne demeurent saisis de ces divers cas, que sur la demande de l'autorité ou de la personne offensée.

6. *Le Département politique a fait savoir qu'il lui paraissait désirable d'éliminer ... les dispositions [du projet] qui visent les injures à l'adresse du Conseil fédéral et de ses membres et qui affaiblissent ... plus qu'elles ne renforcent la portée de l'arrêté envisagé (lettre de Motta du 24 août, E 2001 (D) 1/144).*

7. *RO, 1936, vol. 52, pp. 669—670.*

8. *Le Conseil fédéral semble avoir discuté à nouveau d'éventuelles poursuites en relation avec les événements d'Espagne dans sa séance du 1^{er} septembre, bien que l'objet ne figure pas au procès-verbal, si l'on en croit un rapport du Procureur de la Confédération au Chef du Département de Justice et Police du 3 septembre (E 4001 (B) 1970/187/4). Le 4 suivant, le gouvernement prend des mesures contre trois journaux d'extrême-gauche (PVCF n° 1461 du 4 septembre 1936, E 1004 1/360).*

4. Der vom Justiz- u. Polizeidepartement vorgelegte Entwurf zu einer Mitteilung an die Presse sei zu genehmigen⁹.

Auf Grund der Beratung wird dieser Antrag unter Streichung der Ziffer 2 zum *Beschluss* erhoben.

ANNEXE

E 1004 1/360

*Le Conseil fédéral au Comité directeur du Parti socialiste suisse*¹⁰

L

Bern, 25. September 1936

Mit Schreiben vom 15. September¹¹ gaben Sie dem Bundesrate Kenntnis vom Ergebnis der Aussprache in der Geschäftsleitung über die Besprechung Ihrer Delegation mit dem Bundesrate vom 7. September¹². Danach stellte die Geschäftsleitung fest, dass der Bundesrat mit dem Beschlusse vom 25. August betreffend Massnahmen zur Durchführung des Verbotes der Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien nicht beabsichtige, grundsätzlich die Versammlungs-, Presse- und Vereinsfreiheit zu beschränken. Sie nahm ferner davon Kenntnis, dass der Bundesrat überhaupt keine Behinderung der Opposition in innerpolitischen Angelegenheiten beabsichtige und dass die Beschlüsse des Bundesrates sich in keiner Weise gegen die sozialdemokratische Partei richten. Andererseits bedauert die Geschäftsleitung, dass sich der Bundesrat nicht bereit erklären konnte, den Bundesratsbeschluss vom 25. August in Wiedererwägung zu ziehen und insbesondere den Art. 5 aufzuheben¹³, der praktisch eine Einschränkung der Versammlungs- und Meinungsfreiheit bedeute und im Volke Beunruhigung geschafft habe. Das Schreiben verweist insbesondere auf die Kantone, die ein gänzlich Verbot der Spanien-Kundgebungen erlassen haben.

Der Bundesrat ist nicht in der Lage, Ihren Begehren entsprechen zu können. Die Delegation des Bundesrates hat in der Besprechung vom 7. September die Gründe, die zum Erlasse der drei Beschlüsse betreffend die Teilnahme an den Feindseligkeiten geführt haben, auseinandergesetzt. Der Bundesrat hat in Ausführung seiner verfassungsmässigen Pflicht, für die äussere Sicherheit des Landes und die Neutralität zu sorgen, am 14. August die Ausfuhr von Waffen, Munition und Kriegsmaterial nach Spanien verboten und unter Strafe gestellt, gleichzeitig aber auch die Ausreise zur Teilnahme an den Feindseligkeiten, sowie die Begünstigung und Unterstützung der Feindseligkeiten verboten¹⁴. Der Bundesrat liess sich von den gleichen Gründen leiten, die u. a. auch die französische Regierung zu einer Nichteinmischungspolitik veranlasst haben. Gegen die genannten Beschlüsse haben Sie weder in der Besprechung vom 7. September noch in Ihrem Schreiben Einwände erhoben. Dagegen wenden Sie sich gegen den Bundesratsbeschluss vom 25. August, insbesondere gegen dessen Art. 5. Dieser Beschluss enthält aber einzig Massnahmen zur Durchführung

9. *Non reproduit.*

10. *Signée par G. Bovet, Chancelier de la Confédération.*

11. *Non retrouvé.*

12. *La délégation socialiste est une émanation de la fraction aux Chambres fédérales et le gouvernement est représenté par Baumann et Motta.*

13. Les manifestations organisées en faveur de l'un ou l'autre des partis aux prises en Espagne, en particulier les assemblées ou les cortèges, ne peuvent avoir lieu sans l'autorisation préalable de l'autorité cantonale compétente.

Ces manifestations devront être interdites lorsqu'il y a lieu d'admettre qu'elles seront une occasion de provoquer ou d'inciter à commettre une infraction au présent arrêté.

Les manifestations peuvent être dissoutes aux mêmes conditions.

Au besoin, le Conseil fédéral prononcera lui-même l'interdiction.

14. *Cf. n° 279 et n° 277, n. 12 et 13.*

des Verbotes der Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien. Der angefochtene Beschluss verbietet in keiner Weise die blosse Sympathiekundgebung zugunsten einer der am Bürgerkrieg in Spanien beteiligten Parteien, sondern lediglich die Teilnahme an den militärischen Operationen, die Unterstützung und Begünstigung der Feindseligkeiten, sowie die Aufforderung und Aufreizung hiezu. Ihre gegenteilige Behauptung ist unbegründet.

Was insbesondere die in Art. 5 vorgesehenen Massnahmen gegen Spanien-Kundgebungen anbetrifft, so heben wir in erster Linie hervor, dass solche Kundgebungen nur verboten sind, wenn anzunehmen ist, dass dabei zu einer Widerhandlung gegen den Bundesratsbeschluss aufgefordert oder angereizt wird. Auch bei dieser Kontrolle der Versammlungen handelt es sich um eine Abwehrmassnahme gegen die Gefährdung der äussern Sicherheit durch ein strafbares Verhalten. Zu einer solchen Einschränkung der Vereinsfreiheit — die Versammlungsfreiheit ist in der Bundesverfassung nicht ausdrücklich genannt — ist der Bundesrat berechtigt. Die politischen Staatsbürgerrechte sind nicht uneingeschränkt gewährleistet. Der Bundesrat wurde zu dieser Massnahme veranlasst, weil in Protestversammlungen und in einigen Presseorganen zur Nichtbeachtung der Beschlüsse des Bundesrates aufgefordert wurde.

Wir erinnern nur an die Rede des genferischen Staatsratspräsidenten und Vorstehers des Justiz- und Polizeidepartementes an der Versammlung vom 20. August. Es ist übrigens für die Begründung einer Massnahme zur Wahrung unserer äussern Sicherheit nicht nötig, dass eine Störung der Ruhe und Ordnung im Innern zu befürchten sei. Der Umstand, dass einige Kantone entweder ein allgemeines Verbot sämtlicher Spanien-Kundgebungen erlassen oder im Einzelfalle eine Spanien-Kundgebung überhaupt verboten haben, kann den Bundesrat nicht zu einem Rückzuge seines Beschlusses veranlassen. Die Kantone haben das Recht und die Pflicht, von sich aus Massnahmen zur Verhütung von Angriffen auf die innere und äussere Sicherheit des Landes zu treffen. Art. 5 des angefochtenen Beschlusses räumt der zuständigen kantonalen Behörde zudem für die Entscheidung, ob eine Versammlung zu verbieten sei, eine gewisse Ermessensfreiheit ein.

Wir haben die Gewissheit, dass die von uns zur Wahrung der äussern Sicherheit und der Neutralität erlassenen Vorschriften in den weitesten Kreisen unseres Volkes gebilligt werden. Die Unruhe, die eine zeitlang bestanden hat, ist nach unserm Dafürhalten darauf zurückzuführen, dass in Protestversammlungen und in Presseorganen der Linksparteien die Beschlüsse unrichtig ausgelegt wurden, unter zum Teil masslosen Angriffen auf den Bundesrat. Wir sind überzeugt, dass die Unruhe gänzlich verschwinden wird, wenn in Ihren Kreisen der wahre Sinn der Beschlüsse dargelegt würde¹⁵.

15. *L'interpellation Meierhans et le postulat Schneider provoquent le 7 octobre un débat au Conseil national, sur la neutralité helvétique dans l'affaire espagnole et sur les mesures prises pour faire respecter cette position* (E 1001 (C) d 1, pp. 468—492/508—531). *Le Conseiller fédéral Baumann répond au nom du gouvernement* (Id., pp. 492—508). *La Chambre basse approuve la politique du Conseil fédéral, en rejetant le postulat Schneider par 85 : 40* (Id., p. 547).

La veille, les Conseillers fédéraux Baumann et Motta avaient déjà répondu au Conseil des Etats aux interpellations Züst et Schöpfer, ce dernier s'interrogeant également sur l'absence du ministre Egger (cf. n° 298) (BOAF, CE, 1936, pp. 442—451).

284

E 2001(D) 1/31

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna, au Consulat de Suisse à Séville*

Copie
L JS

Bern, 27. August 1936

Die nationalistische Regierung in Burgos hat seinerzeit dem Bundesrat ihre Konstituierung notifiziert¹. Schweizerischerseits ist keine Antwort erteilt worden, weil dies die Anerkennung bedeuten würde, die unter den gegebenen Umständen noch nicht in Frage kommt.

Nachdem nun aber der grösste Teil Ihres Konsularbezirkes von der neuen Regierung beherrscht wird, ermächtigen wir Sie, mit den zuständigen Lokalbehörden Beziehungen tatsächlicher Natur aufzunehmen. Die Aufnahme solcher Beziehungen durch konsularische Vertreter bedeutet nach internationaler Praxis keine Anerkennung de jure. Die Wahrung der schweizerischen Interessen in Ihrem Konsularbezirk erfordert es jedoch, dass Sie mit den tatsächlichen Beherrschern des Landes in Verbindung treten.

Wir wären Ihnen zu Dank verbunden, wenn Sie uns den Empfang dieses Schreibens bestätigen und uns in der Folge Mitteilung machen wollten, in welcher Weise Sie unsern Instruktionen haben Folge geben können.

1. *Par une lettre et un télégramme du 28 juillet signés du Général Cabanellas, Président du Comité de défense nationale* (E 2001(D) 1/141).

285

E 27, Archiv-Nr. 19354

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

L KZ

Berne, 3 septembre 1936

Nous avons l'honneur de vous remettre, sous ce pli, copie de deux lettres qui nous ont été adressées, l'une par la Fabrique de machines-outils d'Oerlikon¹, l'autre par la Société industrielle de Neuhausen², au sujet de leurs livraisons d'armes en Chine.

1. *Cf. annexe au présent document.*
2. *Lettre datée du 1^{er} septembre* (E 2001 (C) 5/160).

Comme vous le verrez, la maison d'Oerlikon reconnaît spontanément que ces livraisons étaient destinées au gouvernement de Canton³ et nous expose en détail les motifs qui l'ont poussée à les effectuer. Quant à Neuhausen, sa réponse est plus évasive, mais développe une manière de voir analogue à celle d'Oerlikon, à tel point qu'on peut se demander si les deux lettres n'ont pas été concertées.

L'argumentation qui nous est présentée n'est pas sans habileté et contient des éléments dont nous ne pouvons pas ne pas tenir compte dans une certaine mesure. Il n'en reste pas moins que, dans l'affaire dont il s'agit, des livraisons d'armes ont été faites en dépit de nos recommandations et que nous nous trouvons de la sorte dans une situation fort embarrassante vis-à-vis du gouvernement chinois, dont le ministre à Berne avait fait auprès de nous les démarches que vous savez⁴. La conclusion qui s'impose à nos yeux est que nous aurions le plus grand intérêt à pouvoir contrôler aussi efficacement que possible et dans un avenir rapproché les exportations d'armes de nos fabricants.

ANNEXE

E 2001 (C) 5/160

*La Direction de la Fabrique de machines-outils d'Oerlikon⁵,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

China

Zürich-Oerlikon, 24. August 1936

Wir haben von den Ausführungen Ihres Briefes vom 17. August⁶ mit Interesse Kenntnis genommen und erlauben uns, folgendes zu berichten.

Unsere am 18. April und 13. Mai 1936 nach China ausgeführten Lieferungen waren für Canton bestimmt. Bei der Lieferung vom 18. April handelte es sich um 8500 Schuss für Kanonen unserer Type L, von denen wir eine Anzahl im Jahre 1930 und in den vorhergehenden Jahren nach Canton verkauft haben.

Bei der Lieferung vom 13. Mai 1936 handelte es sich um zwei Probegeschütze unserer Type IIa mit 800 Schuss. Diese Geschütze sind in Canton vor wenigen Wochen vorgeführt worden durch einen zu diesem Zwecke dorthin geschickten Monteur, der sich übrigens noch in Canton befindet.

Vorstehendes ist der Sachverhalt, und wir tragen keinerlei Bedenken, Ihnen diesen ganz offen darzulegen, da wir aus den Lieferungen nach Canton niemals einen Hehl gemacht haben, wozu nach unserer Auffassung auch kein Grund vorlag und vorliegt.

Es ist uns natürlich bekannt, dass die Nanking-Regierung die Einfuhr von Waffen und Munition von der Ausstellung des sogenannten Nanking-Huchaos⁷ abhängig macht. Eine solche Verfügung kann aber nur Gültigkeit haben für die Gebiete, die der Nanking-Regierung tatsächlich unterstehen. Das Bestreben der Nanking-Regierung geht allerdings dahin, ein möglichst grosses Gebiet — geographisch gedacht — für die Gültigkeit der Huchao-Verfügung in Anspruch zu nehmen.

[...]

Bei der Beurteilung chinesischer Verhältnisse darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass die Stellung Südchinas, also der Canton-Regierung, gegenüber der Nanking-Regierung niemals ganz

3. *Sur le gouvernement sécessionniste de Canton, cf. n° 26, n. 5.*

4. *Cf. n° 94, n. 9.*

5. *Lettre signée par E. Bührle et par W. van Vethacke.*

6. *Non reproduit.*

7. *Laissez-passer.*

geklärt gewesen ist. Südchina hatte zwar in den letzten Jahren in die Nanking-Regierung diese oder jene Persönlichkeit delegiert, Tatsache war aber, dass in Canton ein selbständiger Regentschaftsrat sich befand, sodass Canton sein eigenes Budget, sein eigenes Kriegsministerium und sein eigenes Beschaffungsamt hatte.

Die Nanking-Regierung hat bis vor wenigen Wochen niemals gewagt, die Selbständigkeit Cantons in dieser Beziehung anzutasten.

Dies schloss aber nicht aus, dass zwischen Nanking und Canton bezüglich der Waffenbeschaffung eine gewisse Verbindung bestand, zumal dann, wenn die Beziehungen zwischen beiden Parteien gute waren. Zu solchen Zeitpunkten war die Nanking-Regierung durchaus dafür, dass sich Südchina mit modernen Waffen versah. Für diese Einstellung haben wir greifbare Beweise, denn mehr als einmal hat uns die Handelsstelle der chinesischen Botschaft in Berlin, die von der Nanking-Regierung aufgezogen ist, Persönlichkeiten der Canton-Regierung und sogar der Kwangsi-Regierung zwecks Verhandlungen über Waffenkäufe zugeführt.

Wenn die Beziehungen zwischen Nanking und Canton gerade mal schlecht waren, versuchte Nanking natürlich mit allen möglichen Mitteln — wozu auch Demarchen bei europäischen Staaten gehören — Waffenkäufe durch Südchina zu verhindern.

Aus den geschilderten Zuständen folgerten nicht nur wir, sondern mehr oder weniger alle Waffenfabriken, die im Fernen Osten Geschäfte machen, dass die Canton-Regierung das Recht für sich in Anspruch nahm, ihre Waffeneinkäufe selbst zu tätigen, und dass Nanking im allgemeinen hiergegen nichts einzuwenden hatte, sondern nur gelegentlich aus taktischen Gründen der Canton-Regierung in dieser Hinsicht Schwierigkeiten machte.

Uns ist bekannt, dass die Firmen Vickers — England, Schneider und Hotchkiss — Frankreich, Fabrique Nationale — Belgien, Brünn — Tschechoslovakei, — um nur einige zu nennen —, seit Jahren und bis in die letzte Zeit Waffen und Munition nach Südchina liefern, und zwar auf Grund der Bestimmungen der Arms License⁸, wie wir sie an anderer Stelle schon dargelegt haben.

Die italienische Regierung ist sogar so weit gegangen, die fällige Boxer-Indemnität für Lieferung von Waffen zu verrechnen.

Eine andere Stellung konnten die Waffenfabriken auch nicht einnehmen, denn es ist für sie unmöglich, ihre Verkaufspolitik auf das manchmal mehr, manchmal weniger gespannte Verhältnis zwischen beiden Regierungen abzustellen.

Dass auch die Nanking-Regierung diese Auffassung als gegeben ansah, geht daraus hervor, dass fast alle Waffenfirmen, die Südchina belieferten, auch Lieferanten der Nanking-Regierung sind und waren. Wenn also die Nanking-Regierung die Lieferung von Waffen nach Südchina nicht dulden wollte, hätte sie die Firmen verpflichtet, nicht nach Südchina zu liefern, und wenn sie sich dieser Verpflichtung nicht gefügt hätten, würde sie ihnen die Lieferungen für die Nanking-Regierung entzogen haben.

Ganz abgesehen von diesen Erwägungen waren wir aber auch gezwungen, um den chinesischen Markt nicht ganz zu verlieren, Geschäfte mit Südchina zu machen, da wir bei der Nanking-Regierung, an die wir 1930 eine bedeutende Lieferung gemacht hatten, durch ziemlich üble Intrigen in den folgenden Jahren aus dem Geschäft herausgedrängt wurden.

Wir haben auch sonst keine Veranlassung, besondere Rücksichten auf die Nanking-Regierung zu nehmen, die sich mehrfach uns gegenüber wenig fair benommen hat. So gelingt es uns zum Beispiel nicht, das seit 3 Jahren bei der Nanking-Regierung befindliche Vorführungsgeschütz selbst weit unter Preis zu verkaufen oder es wenigstens zurückzuerhalten. Unter allen möglichen Ausflüchten wird die Angelegenheit immer und immer verschoben mit dem Ziel, uns zu zwingen, das Geschütz dort zu lassen, also zu schenken.

Wie sich das Verhältnis Nanking-Canton nach den Ereignissen der letzten Wochen endgültig gestalten wird, ist von hier aus nicht zu übersehen.

Es ist aber mit ziemlicher Sicherheit anzunehmen, dass Canton künftig mehr oder weniger von Nanking regiert werden wird. Dann werden auch die bisher von Canton selbständig durchgeführten Waffenkäufe aufhören. Entweder wird sie Nanking selbst vornehmen oder mindestens wird sich

8. *Prescriptions formulées par les autorités anglaises de Hongkong.*

Nanking die Kontrolle über die Waffeneinfuhr sichern dadurch, dass sie Kriegsmaterial ohne den sogenannten Nanking-Huchao nicht nach Canton hereinlässt.

Wir glauben daher, dass die Démarche des chinesischen Gesandten, die zu einer Zeit vorgenommen wurde, als der Krieg zwischen Nanking und Canton unmittelbar vor dem Ausbruch stand, heute gegenstandslos ist angesichts des eindeutigen Erfolges, den Nanking gegenüber Canton errungen hat.

Nach den uns aus Canton zugegangenen Nachrichten sind die leitenden Stellen in Canton mit Persönlichkeiten aus Nanking besetzt, insbesondere mit solchen aus der Umgebung des Marschalls Tschan Kai Check. Die Leitung der Finanzen in Canton hat der frühere Finanzminister der Nanking-Regierung und Schwager des Marschalls Tschan Kai Check, Minister Soong übernommen. Damit dürfte die Ausdehnung der Herrschaft Nankings über Canton Tatsache geworden sein, wenn auch angesichts der feindseligen Haltung der Provinz Kwangsi Rückschläge in Canton selbst nicht ausgeschlossen scheinen. Auf weite Sicht gedacht, wird sich aber wohl die Nanking-Regierung schliesslich in Canton behaupten. Damit besteht für uns die Gefahr, nunmehr auch den Markt in Südchina zu verlieren, da die Nanking-Regierung in erster Linie mit deutschen Firmen arbeitet, in diesem Fall also mit unserer Konkurrenz Rheinmetall.

[...]

Unter Berufung auf diese bei der prekären allgemeinen Lage der schweizerischen Exportindustrie gewiss schwerwiegenden wirtschaftlichen Momente und unter Hinweis auf die vom Eidg. Militärdepartement anerkannte Wichtigkeit der Erhaltung einer leistungsfähigen einheimischen privaten Kriegsmaterialindustrie möchten wir erneut insistieren, bei der politischen Einstellung gegenüber der Ausfuhr von Waffen und Munition auf diese Umstände so weit Rücksicht zu nehmen als es die politischen Interessen der Schweiz irgend zulassen.

286

E 7110 1967/32 Frankreich 821. AVA

Notice du Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki

Frankreich

Bern, 3. September 1936

Der Französische Botschafter¹ hat mich heute besucht um mit Bezug auf eine französische Beteiligung bei der von uns beabsichtigten Anlegung einer Kriegskohlenreserve² die Démarche zu unterstützen und zu verstärken, die bereits der Französische Handelsattaché, Herr Minister Juge, am 20. August bei mir gemacht hatte (Vergl. meine Aktennotiz vom 20. August)³. Die Art und Weise wie der Botschafter sein Begehren vorbrachte, zeigte aber mit aller Deutlichkeit, dass er selber nicht an dessen Berechtigung glaubte und unsern verneinenden Standpunkt durchaus versteht. Er hat sich denn auch hauptsächlich auf die Frage konzentriert, ob die Anlegung dieses Stocks nicht geeignet sein könne, unsere laufenden Bezüge aus Frankreich, bezüglich welcher wir bekanntlich eine vertragliche Verpflichtung übernommen haben, zu beeinträchtigen. Ich antwortete, dass die

1. *Le Comte Clauzel.*

2. *Cf. n° 300.*

3. *Non retrouvé.*

Anlage der Reserve mit den laufenden Bezügen absolut nichts zu tun habe und davon vollständig getrennt durchgeführt werde. Unsere Verpflichtungen gegenüber Frankreich werden wir deshalb solange genau einhalten, als sie rechtlich in Kraft bleiben. Infolge der französischen Kündigung ist dies nur bis zum 30. September a.c. der Fall. Ich habe beigefügt, dass wir uns selbstverständlich für nachher vollständig freie Hand vorbehalten, wenn es nicht gelingt, zu einer Verlängerung der bestehenden Abkommen oder zu neuen für uns erträglichen Vereinbarungen zu gelangen.

Ich habe die Gelegenheit benutzt um nochmals eindringlich auf die Unhaltbarkeit der gegenwärtigen Situation hinzuweisen. Bis zum Ablauf der Kündigungsfrist stehen nicht einmal mehr 4 Wochen zur Verfügung und die Französische Regierung, die infolge der von ihr ausgesprochenen Kündigung die *Pflicht* hat neue Vorschläge zu machen, hat bis jetzt trotz mehrfacher schweizerischer Anfragen absolut nichts verlauten lassen. Die Kaufleute in beiden Ländern sind deshalb in steigender Beunruhigung, indem sie absolut nicht wissen, ob nach dem 30. September überhaupt noch irgendwelche Geschäfte möglich sind. Ich habe neuerdings namens der Schweiz jede Verantwortung für diese Situation abgelehnt und erklärt, dass wir selbstverständlich für die Zeit nach dem 30. September irgendwelche Kontingente für französische Waren nicht geben können.

Der Botschafter versprach neuerdings sehr dringlich in Paris vorstellig zu werden.

Ich bitte die Handelsabteilung sich zu vergewissern, dass die Sektion für Einfuhr und die Zentralstellen, namentlich die Kohlenzentrale, keinerlei Einfuhrbewilligungen für französische Waren im 4. Quartal erteilen, damit sich der Druck von allen Seiten möglichst stark bemerkbar macht⁴.

4. Die französische Regierung hat den bestehenden Handelsvertrag sowie alle seine Zusatzabkommen auf den 30. September dieses Jahres gekündigt. Das Volkswirtschaftsdepartement hat in der Zwischenzeit alle ihm zur Verfügung stehenden Mittel benützt, um die Absichten der französischen Regierung für die Zeit nach dem 30. September zu erfahren, ist aber zur Überzeugung gelangt, dass man in Paris selber noch nicht weiss, was man eigentlich will. Das Departement sah sich selbstverständlich auch gezwungen, anzuordnen, dass für kontingentierte Waren keinerlei Einfuhrbewilligungen aus Frankreich für die Zeit nach dem 30. September erteilt werden.

Am 12. September hat nun der franz. Botschafter dem Delegierten für den Aussenhandel offiziell den Vorschlag seiner Regierung unterbreitet, die bestehenden Abkommen vorläufig um einen Monat, d. h. bis zum 31. Oktober 1936 zu verlängern. So ungenügend und unbefriedigend dieser Vorschlag ist, so bleibt wohl schweizerischerseits nichts anderes übrig, als ihm zuzustimmen, da sonst am 1. Oktober ein vertragsloser Zustand eintreten würde, für den der Bundesrat unmöglich die Verantwortung übernehmen kann (*PVCF n° 1533 du 15 septembre*, E 1004 1/360).

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 septembre 1936

1463. Réforme de la Société des Nations¹

Département politique. Proposition du 2 septembre 1936

Le 4 juillet dernier, l'Assemblée de la Société des Nations a adopté une résolution ainsi conçue:

«L'Assemblée,

1. Convoquée à nouveau sur l'initiative du gouvernement de la République argentine ensuite de la décision du 11 octobre 1935 d'ajourner sa session, pour examiner la situation issue du conflit italo-éthiopien²;

2. Prenant acte des communications et déclarations qui lui ont été faites à ce sujet;

3. Constatant que diverses circonstances ont empêché l'application intégrale du Pacte de la Société des Nations;

4. Restant fermement attachée aux principes du Pacte, principes qui trouvent également leur expression dans d'autres actes diplomatiques tels que la déclaration des Etats américains en date du 3 août 1932³, excluant le règlement par la force des questions territoriales;

5. Désireuse de renforcer l'autorité de la Société des Nations en adaptant l'application de ces principes aux leçons de l'expérience;

6. Persuadée qu'il importe d'accroître l'efficacité réelle des garanties de sécurité que la Société offre à ses membres;

Emet le vœu que le Conseil:

a) Invite les gouvernements des membres de la Société à faire parvenir au Secrétaire général, autant que possible avant le 1^{er} septembre 1936, toutes propositions qu'ils estimeraient devoir présenter en vue de perfectionner, dans l'esprit et les limites indiquées ci-dessus, la mise en œuvre des principes du Pacte;

b) Charge le Secrétaire général de soumettre à une première étude et notamment de classer lesdites propositions;

c) Fasse rapport à l'Assemblée, lors de sa prochaine session, sur l'état de la question.»

1. Cf. aussi n° 255.

2. Cf. rubrique I.4: Société des Nations, conflit italo-éthiopien ...

3. Déclaration, motivée par le conflit entre la Bolivie et le Paraguay à cause du Chaco (cf. annexe au n° 186, n. 16), ainsi conçue:

Les nations d'Amérique déclarent ... qu'elles ne reconnaîtront aucun règlement territorial de ce conflit, qui n'ait été obtenu par les moyens pacifiques, ni la validité d'acquisitions territoriales qui auront été procurées en vertu de l'occupation ou de la conquête par la force des armes.

Le 10 octobre 1933, cette déclaration allait être suivie de la signature du pacte Saavedra-Lamas. Cf. n° 257, n. 6.

Le Département politique a examiné la question avec la plus sérieuse attention et est arrivé à la conclusion qu'il conviendrait de répondre à l'invitation de l'Assemblée. La Suisse ne peut, en effet, que saisir l'occasion qui s'offre à elle d'exprimer son opinion sur certains problèmes fondamentaux soulevés par la réforme envisagée du Pacte, tout en appelant, une fois de plus, l'attention sur la situation spéciale qu'elle occupe au sein de la Société des Nations.

Un projet de réponse élaboré par le Département a été examiné avec le concours de MM. les professeurs Huber et Burckhardt⁴. Le texte remanié sorti de cet échange de vues approfondi a été soumis aux membres de la délégation suisse à l'Assemblée⁵.

La délégation suisse s'est mise d'accord sur le texte qui figure à l'annexe⁶; il diffère fort peu du texte qui lui avait été soumis pour examen.

Il est

décidé:

Le projet de lettre à adresser au Secrétaire général de la Société des Nations en ce qui concerne la réforme éventuelle du Pacte est approuvé⁷.

4. Cf. annexe I au présent document.

5. Le 1^{er} septembre précédent. Cf. PV de la séance in E 2001 (C) 5/131.

6. Cf. annexe II au présent document.

7. Le 11 décembre 1936, le Conseil fédéral s'occupe à nouveau de la réforme du Pacte de la SdN, et il approuve une proposition du DPF, datée du 3 décembre, qui expose notamment ce qui suit:

L'Assemblée de la Société des Nations, lors de sa dernière session [21 septembre—10 octobre], a chargé une commission de 28 membres, dont fait partie la Suisse, d'étudier «toutes propositions ... formulées par les gouvernements concernant la mise en œuvre des principes du Pacte et les problèmes s'y rattachant». La commission se réunit le 7 décembre à Genève.

Le Conseil fédéral décide de désigner C. Gorgé comme délégué dans la commission chargée d'étudier la réforme du Pacte, et de lui octroyer les instructions suivantes:

1° Accepter toute possibilité d'améliorer effectivement l'action conciliatrice de la Société des Nations;

2° Pour ce qui est de l'article 16, en faire objectivement la critique et préciser, en tout état de cause, notre position d'Etat neutre comme nous l'avons fait lors du conflit italo-éthiopien;

3° Intervenir en faveur du principe de l'universalité même au prix d'un prétendu affaiblissement du Pacte; insister pour que la Société des Nations ne néglige aucune possibilité de s'assurer, sous une forme ou une autre, la collaboration des grands pays qui, actuellement, se trouvent à l'écart de son action;

4° Se montrer favorable, en principe, à une application raisonnable de l'article 19 du Pacte, mais sans sortir de la réserve qui nous est imposée par notre politique traditionnelle. (PVCF n° 2005 du 11 décembre 1936, E 1004 1/361).

Cf. aussi Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la fin de la XVI^e et sur la XVII^e assemblée de la Société des Nations, du 18 décembre 1936 (FF, 1936, III, pp. 469 ss.).

ANNEXE I

E 2001 (C) 5/131

Séance sur la révision du Pacte de la Société des Nations tenue
au Département politique fédéral⁸PV⁹

Berne, 24 août 1936

Sont présents:

M. le Conseiller fédéral G. Motta, chef du Département politique fédéral,
 M. le professeur Max Huber, président du Comité international de la Croix-Rouge,
 M. le professeur W. Burckhardt,
 M. le ministre P. Bonna, chef de la Division des affaires étrangères,
 M. C. Gorgé, conseiller de légation, chef de la Section de la Société des Nations du Département politique,
 M. H. Voirier, juriste à la Division des affaires étrangères.

M. Motta ouvre la séance à 9 heures.

Il a tenu à convoquer tout d'abord une séance restreinte pour examiner la question de la révision du Pacte. Cette question sera encore discutée au Conseil fédéral. M. Motta verra ensuite s'il y a lieu de convoquer une séance plus nombreuse.

Il ne semble pas que l'Assemblée de la Société des Nations puisse faire grand'chose, lors de sa prochaine session¹⁰, pour la révision du Pacte. Le problème n'est pas encore mûr, les divergences sont trop grandes. A part la déclaration très courte de M. Delbos¹¹, aucune proposition n'a été envoyée, d'ailleurs, au Secrétariat de la Société des Nations jusqu'à présent. On peut toutefois voir d'ores et déjà certaines tendances. C'est ainsi que le groupe formé par la France, la Petite-Entente et l'U.R.S.S. ne veut de révision que dans le sens d'un renforcement de l'article 16¹². On se demande quelle sera l'attitude de l'Italie. On peut penser qu'elle interviendra dans la discussion au mois de septembre.

La question qui se pose pour nous est celle de savoir si nous devons profiter de l'occasion qui se présente pour faire une communication au Secrétariat de la Société des Nations. Si la réponse est affirmative, que devrions-nous dire? Dans le cas où nous voudrions exposer nos vœux pour la révision d'ensemble du Pacte, il faudrait songer aux procédures utilisables. On ne peut pas réviser par le moyen de résolutions interprétatives. Interpréter, ce n'est pas réviser. Mais la procédure d'amendement est très difficile, on le sait. Nous pourrions nous borner, d'autre part, à ce qui touche particulièrement nos intérêts vitaux. Il y aurait intérêt en tout cas à parler de notre situation spéciale, car il ne faut pas se cacher que cette situation peut donner naissance à des mouvements populaires tendant à notre sortie de la Société des Nations. Nous nous trouverions, devant de tels mouvements, dans une situation tout autre qu'en 1920¹³. L'attitude des partis politiques est, en effet, sensiblement différente.

M. Motta est venu à la séance sans idées préconçues. Sa préoccupation essentielle est de savoir si nous devons profiter de l'occasion pour éclaircir notre situation; jamais cette situation n'a autant préoccupé M. Motta que pendant le conflit italo-éthiopien, surtout au moment où l'on a pu croire

8. Note. Pour faciliter la discussion, M. Gorgé avait rédigé une étude intitulée «Quelques idées pour servir de contribution à l'examen des questions touchant à la réforme de la Société des Nations». On trouve ce document au dossier. (*Non reproduit.*)

9. *Non signé.*

10. *Sur la XVII^{ème} session ordinaire de l'Assemblée, qui aura lieu du 21 septembre au 10 octobre, cf. JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 155.*

11. *Datée du 14 août. Cf. JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 154, p. 8.*

12. *Cf. n° 145, n. 5.*

13. *Année d'adhésion de la Suisse à la SdN. Cf. DDS vol. 7-II, rubrique I: La Suisse et la Société des Nations.*

que les sanctions allaient passer du domaine économique au domaine militaire. Il ne faudrait pas que nous nous trouvions une seconde fois dans une situation pareille.

M. Huber pense que nous ne pouvons pas laisser passer l'occasion. Notre situation n'est pas claire, elle est même dangereuse. Il est impossible de rester dans cette situation. Plus tard, il pourrait être beaucoup plus difficile d'intervenir.

En soi, une révision du Pacte serait hautement souhaitable. Le Pacte a de nombreux défauts, il ne correspond plus à la situation actuelle. Une révision aurait d'ailleurs cet avantage qu'elle permettrait au peuple suisse, par le jeu du referendum, de prendre position à l'égard de la Société des Nations.

Une révision substantielle du Pacte paraît toutefois pratiquement exclue. L'unanimité des membres du Conseil ne pourrait pas être obtenue. La France, la Petite-Entente et la Russie ne donneront jamais une chance de réussite à un mouvement qui mettrait en danger le capital politique qu'elles ont acquis. La révision ne sera possible que le jour où les grandes puissances membres de la Société des Nations désireront faire le nécessaire pour que les autres grandes puissances viennent à la Société.

Il y aurait peut-être plus de chances de faire adopter des résolutions par l'Assemblée, mais si ces résolutions apportent vraiment quelque chose de nouveau, elles ne réuniront pas l'unanimité non plus ou ne passeront qu'à la faveur d'abstentions qui rendraient la situation encore moins claire.

Il ne faut donc pas se faire d'illusions, il ne sortira rien de positif des débats qui auront lieu. On en restera vraisemblablement à la situation actuelle.

Que faire dans ces conditions? M. Huber, comme beaucoup de Suisses, est très anxieux au sujet de notre position. Si la France persiste dans l'attitude antifasciste qu'elle a adoptée récemment, nous nous trouverons dans une situation beaucoup plus dangereuse qu'au cours du conflit italo-éthiopien, car la politique française était alors assez semblable à la nôtre.

Il convient de réexaminer chaque traité, chaque situation, de temps à autre. Comparant la situation actuelle avec celle de 1920, M. Huber constate, en premier lieu, que l'évolution de la Société des Nations s'est faite dans un sens tout différent de celui que nous espérions. Le système de Versailles est aujourd'hui fortement ébranlé. L'universalité n'a jamais été atteinte par la Société des Nations. Or, l'espoir que cette universalité serait réalisée fut l'un des principaux arguments qui nous ont amenés à nous prononcer, en 1920, en faveur de l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations. Nous avons cru également alors que le désarmement des puissances centrales serait rapidement suivi par le désarmement des autres. Or, la Conférence du désarmement¹⁴ a été un échec complet.

En ce qui concerne plus particulièrement l'article 16, la politique du Conseil Fédéral a été, dès le début, de limiter les obligations qui en découlent. La France a toujours été contre nous sur ce point, notamment dans la commission du blocus¹⁵. Nous pouvons nous attendre donc à ce que l'attitude de ce pays à notre égard soit toujours semblable à celle qui fut prise par M. de Coulondre à Genève¹⁶. On avait pu croire, cependant, que l'article 16 était devenu lettre morte, surtout lorsqu'il ne fut pas appliqué à l'occasion du conflit italo-japonais [*sic*]¹⁷. Ce ne fut donc pas sans surprise qu'on en constata l'emploi ultérieurement. La politique de la Société des Nations s'est ainsi développée en zig-zag.

L'Allemagne est entrée dans la Société des Nations en 1926¹⁸, ce qui était excellent pour nous, mais elle est sortie¹⁹ et a réarmé, ce qui constitue un facteur politique important. Le Japon est sorti aussi²⁰. La Russie, il est vrai, est venue²¹. On peut différer d'opinion à ce sujet. Pour sa part, M.

14. Cf. DDS vol. 10, rubrique I.1: Conférence pour la réduction et la limitation des armements. Cf. aussi, dans ce volume, le n° 39+A.

15. Cf. n° 152, n. 10.

16. Cf. nos 153 et 177 + A.

17. Sur le conflit sino-japonais, cf. DDS vol. 10, n° 278.

18. Cf. DDS vol. 9, n° 168.

19. Préavis de retrait notifié le 19 octobre 1933 au Secrétariat de la SdN.

20. Préavis de retrait notifié le 27 mars 1933 au Secrétariat de la SdN.

21. Cf. rubrique I.2: Société des Nations, la Suisse et l'admission de l'Union soviétique à la SdN.

Huber serait porté à croire que sa présence offre de plus grands dangers que son absence. Quant aux Etats-Unis, il serait vain d'attendre de leur part une collaboration politique effective. Les milieux académiques ou religieux qui sont pour la Société des Nations n'ont pas d'influence réelle aux Etats-Unis sur le gouvernement et sur l'opinion publique, qui est, dans son ensemble, hostile à la Société des Nations.

Il faut observer, enfin, que dans l'esprit du président Wilson, la Société des Nations devait être une institution démocratique, fruit de la victoire des démocraties. A cet égard également, la situation est toute différente, maintenant, puisque plusieurs pays européens vivent sous le régime de la dictature.

Il faut prendre tous ces éléments en considération pour bien juger de la situation.

Quelles sont maintenant nos raisons de tenir à la Société des Nations?

Le motif le plus important, selon M. Huber, est que la Société des Nations constitue un essai de développer le droit international sur un plan général, méthode bien préférable aux procédures antérieures de négociations entre pays voisins. A ce point de vue, l'échec de la Société des Nations serait une catastrophe morale. L'occasion de recommencer cet essai ne se présenterait sans doute pas avant longtemps.

Quant à la sécurité qui nous est donnée par la Société des Nations, elle est bien fragile. Nos garanties de sécurité restent au fond les mêmes qu'en 1914.

M. Huber passe aux éléments négatifs de la question.

Il observe, en premier lieu, que les personnes qui soutiennent actuellement la Société des Nations ne sont plus les mêmes qu'en 1920. Alors, la Suisse romande et les grands partis, sauf les socialistes, étaient nettement en faveur de l'entrée dans la Société des Nations. Ce n'est plus le cas. Les socialistes sont maintenant plutôt pour la Société des Nations. Ceux qui soutiennent, en outre, la Société des Nations, forment un petit groupe d'idéalistes sans appui réel dans le peuple. Une initiative tendant à la sortie de la Suisse de la Société des Nations serait, dans ces conditions, un danger sérieux.

Quant à la question des sanctions, le peuple a senti que les risques du système ne correspondent pas à la sécurité qu'il donne. Le problème du transit, notamment par le Saint-Gothard²², est un aspect particulièrement délicat de cette question.

La Société des Nations risque actuellement, au surplus, de s'orienter dans une direction de plus en plus déterminée sous l'influence des Etats qui poursuivent une politique intérieure analogue. Deux partis se forment, d'un côté les rouges, de l'autre, leurs adversaires. Cette situation est loin d'être réjouissante.

Cela dit, M. Huber se demande ce que nous pourrions dire. Il est d'accord avec M. Gorgé, dont il a lu l'étude²³ avec beaucoup d'intérêt, pour ne pas poser, pour le moment, la question de la révision du Pacte proprement dite. Cela ne nous empêcherait peut-être pas de dire que nous souhaitons que la Société des Nations devienne universelle. M. Huber se féliciterait qu'une forme de Société des Nations permettant le retour ou l'entrée de certains Etats — notamment de l'Allemagne — pût être trouvée. Une Société des Nations universelle avec un pacte différent ne serait-elle pas préférable à la Société des Nations actuelle?

M. Huber montre, en outre, combien il est dangereux de considérer l'article 19²⁴ comme lettre morte. Il faut bien pourtant trouver un moyen d'adapter le droit aux situations nouvelles. Mais il est exclu de pouvoir parler de cet article à la prochaine session. On se heurterait à l'opposition immédiate de la France et de la Petite-Entente.

Nous devons appeler l'attention, en revanche, sur notre situation spéciale, sur le fait que l'obligation d'appliquer les sanctions nous fait courir des risques concrets importants sans que notre sécurité en soit augmentée de façon sensible. Pour amener l'Assemblée à voter une résolution en faveur de notre thèse, le seul moyen paraît à M. Huber d'exercer une pression sur les autres Etats,

22. Cf. n° 157.

23. Cf. n. 8 ci-dessus.

24. L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les Membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde.

par exemple en opposant notre veto aux propositions françaises dans la mesure où il ne serait pas tenu compte de notre situation.

Nous pourrions aussi nous borner à faire une déclaration que l'Assemblée enregistrerait tacitement, mais le résultat serait bien fragile, car, en cas de nouvelles complications, les Etats intéressés n'en invoqueraient sans doute pas moins contre nous le texte du Pacte.

En 1920, on avait cru pouvoir faire une différence entre les sanctions militaires et les sanctions économiques²⁵ et déduire en théorie que celles-ci ne sont pas contraires à la neutralité. Les événements ont montré le danger de cette distinction. Nous ne pourrions pourtant guère nous réserver le droit de décider, de cas en cas, si nous appliquerons ou non les sanctions selon les risques que la situation comporterait pour nous. Les autres Etats pourraient difficilement se contenter d'un tel critère.

M. Huber pense qu'il serait juste de demander, comme le suggère M. Gorgé, aux grandes puissances de prendre sur elles le fardeau des sanctions. Il convient qu'il y ait corrélation absolue entre le droit et la responsabilité, la force et le danger.

Il serait de bonne tactique que nous essayions de former un front des « anciens neutres » sur ce terrain. Ce groupe devrait déclarer qu'il ne peut pas admettre qu'on applique l'article 16 dans un cas et qu'on ne l'applique pas dans un autre. Si nous obtenions cette action commune, ce serait déjà beaucoup.

Dans la suite, il pourrait sembler souhaitable de convoquer une réunion plus nombreuse, dans laquelle seraient représentés les grands partis et la Commission de la défense nationale. La question de savoir si nous devons ou non rester membre de la Société des Nations devrait être discutée à fond dans cette réunion, de manière que le Conseil fédéral puisse se rendre compte de l'opinion du peuple suisse.

M. Burckhardt n'a pas le même point de vue que M. Gorgé. Il croit qu'il ne serait pas mauvais que nous apportions une fois une contribution positive et que nous parlions au nom de l'intérêt général.

On doit constater que la Société des Nations n'a pas tenu ce qu'elle avait promis. Il ne faut pas promettre ce qu'on ne peut pas tenir. Voilà ce que beaucoup de personnes pensent chez nous.

En outre, on s'est aperçu que les sanctions sont au-dessus des forces de la Société des Nations. Il est déraisonnable de penser qu'il soit possible de créer une force, une armée internationale.

Nous devrions dire cela et ajouter qu'à nos yeux, la Société des Nations devrait constituer une association d'Etats dont le but serait de faire tout ce qui est possible, à l'exclusion de l'emploi de la force, pour maintenir la paix.

Est-ce que cela serait affaiblir la Société des Nations? Que signifie ici « affaiblir »? Ne serait-ce pas un affaiblissement que de continuer à ne pas tenir ce qu'on a promis?

M. Burckhardt reconnaît, d'ailleurs, que ces vues n'ont pas beaucoup de chances de succès pour le moment.

Nous ne saurions admettre en tout cas un renforcement des sanctions. Nous ne pouvons rien faire de plus.

A côté de la Société des Nations se sont constituées des ententes régionales. La Société des Nations ne peut pas les empêcher et il faut compter avec elles. Mais c'est une raison de plus pour ne plus vouloir des sanctions. On dit qu'en cas de conflit, les Etats directement intéressés appliqueront les sanctions militaires; les autres n'auront que le devoir, voire même seulement le droit, d'appliquer des sanctions économiques. Mais, de cette manière, la politique de la Société des Nations finirait par dépendre de la politique de ces formations régionales. Nous ne pouvons accepter cela.

Une occasion très favorable se présente pour exposer notre opinion. Pour beaucoup de gens, et pour M. Burckhardt lui-même, ce serait un grand soulagement que de savoir que notre qualité de membre de la Société des Nations ne nous oblige plus à appliquer les sanctions. Beaucoup de personnes pensent que notre neutralité serait mieux sauvegardée de cette manière.

M. Burckhardt ne peut se rallier à l'idée selon laquelle il faudrait laisser au Conseil seul, c'est-à-dire aux grandes puissances, la responsabilité des sanctions. Cela ne semble ni possible ni désirable. On peut comprendre un tel système à l'intérieur de l'Etat, où il revient aux gouvernants, qui ont les

25. C'est ce qui est précisé dans la Déclaration de Londres du 13 février 1920. Cf. n° 145, n. 6.

compétences, de prendre les responsabilités. Sur le plan international, il n'en va pas de même. Il n'y a pas de gouvernants et de gouvernés. Si on faisait des différences, on constituerait deux catégories d'Etats, les grands et les petits. On créerait en quelque sorte des Etats vassaux. Il y aurait une manière de protectorat du Conseil sur les autres membres.

Il faut nous placer, insiste M. Burckhardt, au-dessus des intérêts locaux de la Suisse, mais présenter des propositions qui soient à la fois dans l'intérêt de la Société des Nations et dans l'intérêt de la Suisse.

Si nous ne pouvons obtenir une révision effective, les autres résultats (résolutions, interprétations, etc.) ne compteraient guère, car le champ resterait toujours ouvert aux contestations. A défaut de révision, M. Burckhardt préférerait donc qu'on en restât à l'état des choses actuelles.

M. Bonna pense aussi que l'article 16, tel qu'il est, est dangereux pour nous et qu'il est nécessaire de faire des démarches pour nous défendre de ce danger.

Nous ne serons pas seuls pour cette critique de l'article 16. Nous trouverons l'appui de pays compromis comme l'Italie et ses amis, celui de quelques autres peut-être. Si donc nous prenons résolument position contre l'article 16, nous nous trouverons dans le camp des «punis». Pouvons-nous risquer cela? C'est la question que se pose M. Bonna. Peut-être vaut-il mieux agir carrément que d'adopter une attitude incertaine.

M. Bonna pense aussi qu'une critique d'ordre général serait préférable à un nouveau plaidoyer en faveur de notre propre cause. Nous serions plus forts sur le terrain général.

M. Gorgé croit qu'il y a un léger malentendu entre M. Burckhardt et lui. Il ne pense pas, en effet, qu'il faille exclure de notre communication à Genève toutes considérations d'ordre général.

Il faut toutefois reconnaître qu'il n'est pas possible de tout dire. Par exemple, pour ramener l'Allemagne à la Société des Nations, il serait indispensable, semble-t-il, de séparer le Pacte du traité de Versailles. Il serait bien dangereux de parler actuellement de ce point. La réaction de la Petite-Entente, notamment, serait très vigoureuse.

C'est pour des motifs de cet ordre qu'il a paru à M. Gorgé qu'il serait peut-être préférable de limiter nos observations à l'article 16.

A ce propos, M. Gorgé constate que le rôle des grandes puissances est de plus en plus prépondérant au sein de la Société des Nations. Les petits Etats sont, en fait, placés dans une situation d'inégalité. Il n'est donc pas juste de faire reposer sur eux des obligations aussi lourdes que sur les grandes puissances.

Nous devrions dire dès maintenant que, s'il n'est pas possible de changer quelque chose à la situation actuelle, nous sommes obligés de faire des réserves sur notre situation spéciale, qui est très dangereuse. M. Gorgé remarque, en passant, que si un conflit dans lequel l'Allemagne serait impliquée venait à surgir, celle-ci serait un voisin beaucoup plus difficile que l'Italie. Il ne faut pas, bien entendu, monter notre cas en épingle, mais exposer que la Société des Nations a évolué de telle manière que nous devons tenir compte plus que jamais de notre position particulière en Europe. Nous pouvons dire aussi qu'à l'examen spécial de cette position, nous préférerions une révision générale du Pacte.

M. Motta remercie les orateurs précédents d'avoir bien voulu lui exprimer leur opinion.

Il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour voir que la situation politique a profondément changé. La guerre civile d'Espagne²⁶ a fait ressortir l'importance qu'a prise maintenant l'Allemagne, dont tous les gestes sont observés avec la plus grande attention. La position de l'Italie est également toute différente, notamment en ce qui concerne ses rapports avec l'Angleterre et son influence dans la Méditerranée. La politique britannique est hésitante. On le voit dans les affaires d'Espagne; la Grande-Bretagne craint que les insurgés, s'ils sont vainqueurs, ne favorisent l'Italie et l'Allemagne. L'Europe de 1936 est beaucoup plus dangereuse que celle de 1920.

Le problème pour nous est le suivant: est-ce que, non seulement comme Suisses, mais comme hommes de bonne foi, nous pouvons souhaiter la disparition de la Société des Nations? Est-ce que cela serait sage, est-ce que cela serait digne d'un homme qui pense? Il faut que l'on sache que nous sommes partisans d'une organisation internationale et que nous ne sommes pas seulement guidés par des intérêts particuliers.

26. Cf. rubrique II.8.2: *Espagne, guerre civile espagnole.*

Il faut reconnaître que la Société des Nations a promis des choses qu'elle ne pouvait tenir. M. Motta l'a déjà dit à une réunion des « neutres »²⁷ au moment du conflit italo-éthiopien.

Si le système des sanctions est maintenu, il ne sera jamais possible d'obtenir le concours des Etats-Unis, de l'Allemagne. L'Italie s'en ira sans doute. Si l'on pouvait pourtant obtenir la participation de toutes les grandes puissances, — il n'est pas indispensable qu'Haïti, le Liberia et le Nicaragua soient membres —, M. Motta est intimement persuadé que la Société des Nations qui serait ainsi obtenue serait plus précieuse que la Société des Nations actuelle, bien que celle-ci jouisse, mais en apparence seulement, d'un pouvoir matériel.

M. Motta souhaite donc que nous disions nettement, en quelques phrases, que nous tenons à l'universalité et que l'universalité vaut plus que la contrainte matérielle. Il croit que le Conseil fédéral admettra cette manière de voir.

Le second point touche au caractère spécifique de l'article 16. Cet article est inique. Pourquoi a-t-on pris des sanctions contre l'Italie et non contre le Japon? Parce qu'on s'est imaginé que la première était plus faible, plus vulnérable. Peut-on imaginer, d'autre part, des sanctions contre l'Allemagne, contre la Russie, contre la Grande-Bretagne, contre les Etats-Unis? Ce serait de la folie.

Le mieux serait que cet article 16 fût éliminé. M. Motta rappelle que les Etats « neutres » ont déjà fait une déclaration selon laquelle ils n'appliqueraient plus les sanctions aussi longtemps que l'article 16 ne serait pas appliqué d'une manière conséquente. Il serait sans doute possible de chercher à s'entendre avec eux pour l'adoption d'une attitude commune. Mais il serait assez délicat de les aborder. Si nous rencontrions des difficultés, notre action risquerait d'être paralysée dans la suite. Nous pourrions néanmoins nous efforcer de créer un mouvement en notre faveur. Peut-être trouverons-nous aussi un certain appui parmi les Sud-américains.

Il y a une idée contre laquelle M. Motta s'élève en tout cas avec une grande énergie, c'est celle de la France et de ses amis, qui consiste à former des ententes régionales, c'est-à-dire des alliances, et à laisser à ces groupements le soin de décider des sanctions militaires.

Quant à la position spéciale de la Suisse, M. Huber a eu raison de dire que, lors du conflit italo-éthiopien, l'interprétation que nous avons faite de la Déclaration de Londres²⁸ était discutable du point de vue strictement juridique. C'était toutefois une nécessité politique, et l'Assemblée fédérale unanime a approuvé la tactique que nous avons suivie alors²⁹.

Nous n'obtiendrons sans doute pas que la Société des Nations nous reconnaisse le droit d'agir à l'avenir selon les circonstances. Quand nous avons fait nos déclarations³⁰, au cours du conflit italo-éthiopien, aucun Etat n'a dit que nous avions raison, aucune déclaration officielle n'a suivi. Il n'y a pas eu de consentement explicite. On peut tout de même parler d'une sorte de consentement tacite. Cela pourra nous être utile.

M. Motta remercie M. Gorgé de son intéressante étude préparatoire. Pour la rédaction de notre lettre au Secrétariat, il faudra tenir compte, bien entendu, de la discussion d'aujourd'hui. Une nouvelle réunion pourra être convoquée pour examiner le projet qui sera élaboré. Il n'est pas nécessaire de se presser, seule la réponse de la France est parvenue jusqu'ici à Genève. Un pays dont la réponse risque de se rapprocher de la nôtre est la Grande-Bretagne. Quant à l'Italie, elle est suspecte à Genève.

M. Motta constate avec plaisir qu'il n'y a pas de divergences sur le fond entre les personnes présentes et que toutes pensent qu'il faut faire quelque chose. Nous sommes d'avis qu'on doit faire une critique d'ordre plutôt général, mais profiter aussi de l'occasion pour exposer les conclusions d'ordre pratique auxquelles nous a conduits l'expérience du conflit italo-éthiopien.

M. Huber n'est pas opposé non plus à ce que nous disions ce que nous pensons de la Société des Nations en général, surtout quant à l'universalité. Nous pouvons marquer nos préférences aussi pour l'organisation du système des sanctions sur une autre base. Mais, le système étant ce qu'il est, nous pouvons faire les réserves qu'impliquent les dangers de notre situation et indiquer que celle-ci doit être éclaircie.

27. Cf. annexe au n° 230.

28. Cf. n° 145, n. 6.

29. En janvier 1936. Cf. n° 180, n. 10.

30. Cf. en particulier annexe au n° 154 et annexe II au n° 172.

M. *Burckhardt* observe que les divergences qui se sont manifestées ne touchent au fond qu'à des questions de procédure. Il est heureux que M. Huber admette avec lui que la réponse suisse contienne des critiques d'ordre général.

[...]

La séance est levée à 11 h. 30.

ANNEXE II

E 2001 (C) 5/190

*Le Chef du Département politique, G. Motta, au Secrétaire général
de la Société des Nations, J. Avenol*

Copie

N

Berne, 4 septembre 1936

Pour donner suite au vœu adopté le 4 juillet dernier par l'Assemblée³¹, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que les premières déclarations faites à Genève au sujet d'une réforme de la Société des Nations ont retenu toute notre attention. Le Conseil fédéral estime qu'une révision ou un nouvel aménagement du Pacte devrait être examiné à la lumière de l'expérience. Cette étude est d'autant plus nécessaire que les conjonctures actuelles diffèrent profondément des conditions dans lesquelles le Pacte a été élaboré. L'écart entre les espoirs et les réalités s'est révélé très grand. C'est de là que provient, pour une bonne part, la diminution de crédit dont souffre la Société des Nations.

Le Gouvernement de la Confédération n'entend pas, pour le moment, présenter des propositions précises sur tel ou tel point qui lui paraîtrait appeler une réforme. Il examinera avec soin toutes suggestions qui seraient de nature à renforcer l'autorité de la Société des Nations. Mais il tient à déclarer qu'il y aurait un intérêt primordial à envisager l'œuvre même de la réforme sous l'angle de l'universalité.

La Société des Nations, malgré l'entrée de plusieurs Etats nouveaux, s'est trouvée diminuée par la sortie de membres anciens et n'a pas reçu l'adhésion de tous les Etats dont elle avait, à sa fondation, escompté le concours. L'universalité, qui avait été, dès le début, considérée comme une condition essentielle de son succès, nous paraît devoir être l'un des objectifs de la réforme à entreprendre. Les changements à apporter devraient, par conséquent, faciliter aux Etats qui ne font pas encore partie de la Société des Nations ou n'en font plus partie l'entrée ou le retour dans son sein. Cet objectif à lui seul mériterait tous les efforts et justifierait des changements qui, sans l'être, peuvent paraître des sacrifices à quelques-uns. Ce que le Pacte perdrait en substance juridique, il le gagnerait en efficacité morale. Aussi longtemps, du reste, que plusieurs grands pays demeureront en dehors de la Société des Nations, celle-ci ne peut guère espérer accomplir dans le domaine économique les tâches qui constituent un de ses objectifs essentiels.

On ne doit pas non plus perdre de vue qu'une Société des Nations non universelle n'est pas seulement une institution moins efficace, mais une institution dont le caractère pourrait s'altérer. De l'association universelle pour le développement et le maintien du droit international qu'elle aurait dû être dès l'origine, elle risque de se transformer en une association d'Etats exposés par la nature des choses à se trouver en antagonisme avec les Etats qui n'en font point partie.

On s'abuserait en croyant que l'institution de Genève pourrait compenser le nombre insuffisant de ses membres par les moyens coercitifs du Pacte. Les sanctions instituées par l'article 16 ont suscité en maints pays les objections les plus fondées. Elles ont été appliquées dans certains cas; elles n'ont pas été appliquées dans d'autres, et il y a des cas évidents où elles ne pourraient jamais être appliquées. Elles créent aussi des inégalités trop accusées. Si les obligations assumées de part et d'autre sont théoriquement les mêmes, leurs effets sont très différents selon qu'il s'agit d'une grande puis-

31. Cf. *document principal*.

sance ou d'un Etat à ressources plus limitées. L'idée s'impose, nous semble-t-il, d'établir un plus juste équilibre entre les risques des uns et des autres. Pour un petit pays, l'application de l'article 16 peut être une question de vie ou de mort. Un nouvel aménagement de cet article devrait donc être envisagé; les études entreprises en 1921 par la Commission internationale du blocus³² mériteraient d'être poursuivies.

Le Pacte devrait être amélioré, d'autre part, dans le domaine de la prévention des guerres. Il y aurait lieu notamment d'améliorer ses méthodes de règlement pacifique, spécialement celles qui ont pour but d'aplanir les conflits politiques. Des propositions précises seront faites, comme il a été annoncé, en vue d'une application plus prompte et plus efficace de l'article 11³³, voire des articles 12³⁴ et 15³⁵. Nous les examinerons dans l'esprit le plus sympathique.

Si, malgré les critiques auxquelles il se heurte, l'article 16 subsistait néanmoins dans sa teneur actuelle ou si les risques qu'il comporte étaient encore aggravés, la Suisse se verrait obligée de rappeler une fois de plus la situation toute spéciale dans laquelle elle se trouve, situation que le Conseil de la Société des Nations a qualifiée d'unique dans la Déclaration de Londres, du 13 février 1920. Le Conseil fédéral doit, d'ailleurs, confirmer que la Suisse ne saurait être tenue à des sanctions qui, par leur nature et leurs effets, exposeraient sa neutralité à un danger réel. Cette neutralité perpétuelle est consacrée par des traditions séculaires et l'Europe en proclamait, il y a plus de cent ans déjà, les incontestables bienfaits.

Nous croyons pouvoir nous borner à ces quelques considérations, nous réservant de les compléter ou d'en présenter de nouvelles lorsque la position des autres Etats sera mieux connue. Le Conseil fédéral tenait cependant à marquer la direction dans laquelle, à son avis, la réforme devrait s'orienter pour faire œuvre féconde et durable. Partisan convaincu d'une collaboration internationale dans les limites générales du Pacte, il ne s'inspire que du souci de maintenir une institution qui est dans l'intérêt de tous et dont la disparition ferait perdre au monde tout espoir d'organiser la paix entre les nations.

32. Cf. n° 152, n. 10.

33. 1. Il est expressément déclaré que toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte directement ou non l'un des Membres de la Société, intéresse la Société tout entière et que celle-ci doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des nations. En pareil cas, le Secrétaire général convoque immédiatement le Conseil, à la demande de tout Membre de la Société.

2. Il est en outre déclaré que tout Membre de la Société a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'Assemblée ou du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace par suite de troubler la paix ou la bonne entente entre nations, dont la paix dépend.

34. Cf. n° 154, n. 6.

35. Cf. n° 152, n. 13.

E 2001 (D) 1/145

*Le Chef du Département militaire, R. Minger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Bern, 5. September 1936

Zu Ihrem Schreiben ... vom 28. August 1936¹ betreffend Waffenlieferungen der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon haben wir folgende Rückäusserung der Kriegstechnischen Abteilung erhalten, der wir uns anschliessen:

«Wir haben mit Direktor Bührlé der Werkzeugmaschinenfabrik Fühlung genommen und festgestellt, dass er, wie ja aus dem obenerwähnten Schreiben hervorgeht, bereits über die Sache orientiert war.

Er hat uns mitgeteilt, dass er am 3. August von der mexikanischen Gesandtschaft in Paris aufgefordert worden sei, Offerte zu unterbreiten², dass er am 5. August nach Paris fuhr, und am 8. August einen Lieferungsvertrag abgeschlossen habe. Dieser Vertrag umfasste (die Telephonverbindung war etwas schlecht), wenn wir nicht irren, 25 oder 30 20 mm Kanonen vom Typus Luftabwehr, und 60 000 Patronen³.

Da die Fabrikation speziell der Waffe erhebliche Zeit in Anspruch nimmt, hat die Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon, wie dies ja auch in andern Industrien üblich ist, auf Vorrat gearbeitet und konnte darum relativ rasch 20 Stück 20 mm Automatkanonen und 30 000 Patronen abliefern. Die Lieferung erfolgte ab Werk und wurde der erwähnten Speditionsfirma Véron-Grauer⁴ übertragen. Sämtliche Kisten seien bezeichnet worden «Mexikanisches Kriegsministerium Veracruz.» Vom Moment der Ablieferung ab Fabrik hat Oerlikon keinerlei Einfluss mehr auf die Sendung gehabt.

Das zweite Los von 30 000 Patronen sei ebenfalls in Oerlikon bereit oder nahezu vollendet, aber die Geschütze seien noch nicht bereit.

An grösseren Bestellungen hat Oerlikon gegenwärtig solche für Japan, worüber ja auch schon mit dem Politischen Departement korrespondiert wurde und für die Türkei. Ein sehr grosser Auftrag stehe für allernächste Zeit in Aussicht für die Tschechoslowakei.

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. n° 274.*

3. *Selon la Direction générale des douanes: 50 canons antiaériens de 20 mm. et 77 000 cartouches (lettre du 4 septembre, E 2001 (D) 1/145).*

4. *Le 17 août, cette maison a déclaré pour la sortie de Suisse à destination du Mexique deux wagons de canons antiaériens et de munitions correspondant à ces armes. La Direction générale des douanes a donné l'autorisation d'exportation, après avoir reçu de la fabrique d'Oerlikon l'assurance que cet envoi était destiné au gouvernement mexicain (lettre de la Direction générale des douanes du 24 août, E 2001 (D) 1/145).*

Alerté par la presse, par la Légation de Suisse en France (lettre du Chargé d'affaires de Suisse, 22 août, E 2001 (D) 1/145), le Département politique répond le 28 août à la Direction générale des douanes: ... nous avons certaines raisons de nous demander si cet envoi n'a pas été détourné en cours de route vers l'Espagne [...] (E 2001 (D) 1/145).

Wir haben unterdessen auch noch mit Herrn Minister Bonna Fühlung genommen, der die Auffassung vertritt, man sollte für die Zukunft schärfere einschränkende Massnahmen ins Auge fassen. Wir begreifen dies sehr wohl, betrachten die Angelegenheit aber als ausserordentlich delikat, denn schliesslich haben wir kein Interesse daran, Geschäfte, die einen legalen Charakter haben, von der Schweiz fernzuhalten, wir leiden schon genügend unter der Arbeitslosigkeit, und wie ein Trennungsstrich zwischen legalen, verdächtigen und illegalen Geschäften gezogen werden soll, ist uns nicht klar.

Bei dieser Gelegenheit möchten wir nicht verfehlen, darauf hinzuweisen, dass seit Jahren der einzige Lieferant für die zur Munition gehörigen Messinghülsen, die Oerlikon benötigt, die Munitionsfabrik Altdorf ist und es sind dabei in den letzten Jahren ganz erhebliche Umsätze erzielt worden. Auch in dieser Beziehung handelt es sich um eine Beschäftigung, die ausserordentlich erwünscht ist, schon im Hinblick auf die schwierigen Arbeitsverhältnisse im Kanton Uri.

Wir hatten heute früh der Munitionsfabrik Altdorf Weisung gegeben, momentan keine Lieferungen auszuführen, obschon solche dringend verlangt werden. Nach der weitem Entwicklung haben wir dann heute Nachmittag diesen Auftrag zurückgezogen, immerhin in der Meinung, dass vor Samstag nicht geliefert werden soll und dass, bevor eine Lieferung abgeht, diesbezüglich noch bei uns Rückfrage notwendig sei.»

Betreffend den Entwurf zu einem Bundesgesetz über den Waffenhandel beabsichtigen wir in der nächsten Zeit eine Besprechung der beteiligten Amtsstellen abzuhalten.

ANNEXE I

E 6350 (B) 7/518

*La Direction de la Fabrique de machines-outils d'Oerlikon⁵,
à la Direction générale des Douanes*

Kriegsmaterialexport nach Mexico

Ihr Brief vom 9. 9. 36.⁶

Zürich, 11. September 1936

Wir erhielten gestern Ihren vorbezeichneten Brief, worin Sie die Ausfuhr weiterer Sendungen nach Mexiko davon abhängig machen, dass die mexikanische Regierung der Eidg. Oberzolldirektion für jede einzelne Sendung eine formelle schriftliche Erklärung abgebe, in der sie sich verpflichte, die erforderlichen Massnahmen zu treffen um zu verhindern, dass diese Lieferungen den kriegsführenden Parteien in Spanien zukämen.

Nachdem wir weder bei Ihnen noch bei Herrn Minister Bonna vom Politischen Departement mit unserer Auffassung durchdringen konnten, dass die mexikanische Regierung eine solche Zumutung glatt zurückweisen würde, besonders nachdem sie in einem Brief an uns zu Händen der schweizerischen Behörden schon weitgehende Erklärungen abgegeben hatte (diesen Brief haben wir Ihnen und Herrn Minister Bonna vorgelegt)⁷, haben wir dem mexikanischen Gesandten in Paris

5. *Lettre signée E. Bürhle.*

6. *Non reproduit.*

7. *Lettre du Ministre du Mexique à Paris, A. Tejada, à la Direction de la Fabrique de machines-outils d'Oerlikon, 7 septembre (E 2001 (D) 1/145).*

Ihre Forderung unterbreitet. Wie zu erwarten war, hat der Gesandte nach telegraphischer Rückfrage bei seiner Regierung die gestellte Zumutung glatt zurückgewiesen. Im übrigen hat uns der Gesandte unter besonderem Hinweis auf die bereits behändigte Attestation auf die schwerwiegenden Folgen aufmerksam gemacht, welche die Nichtausführung der uns übergebenen Bestellung nachsichziehen würde.

Was soll nun geschehen?

Wir gestatten uns darauf aufmerksam zu machen, dass Sie uns am 4. dieses Monats zunächst nur telephonisch ersucht hatten, Ihnen vor dem Abgang weiterer Sendungen nach Mexiko Mitteilung zu machen. Am 5. dieses Monats hat daraufhin unser Herr Dr. Gubser bei Ihnen vorgesprochen, um zu erfahren, was diese Aufforderung zu bedeuten habe. Daraufhin haben Sie erklärt, dass wir Ihnen die Originalbestellung, vorhandene Korrespondenz, genaue Versandlisten der betreffenden Sendung und deren Faktura vorzulegen hätten. Diese Dokumente haben wir Ihnen am 9. Sept. durch unseren Herrn Dr. Gubser unterbreiten lassen, zusammen mit dem inzwischen vom mexikanischen Gesandten erhaltenen Brief, worin dieser ganz formell erklärt, dass es sich um eine Bestellung seiner Regierung für ihren Gebrauch handle, und in dem er uns zugleich ermächtigt, diese Erklärung zu Händen der schweizerischen Behörden zu verwenden.

Am 5. Sept. nachmittags ersuchte uns die von der mexikanischen Gesandtschaft Paris mit der Spedition beauftragte Speditionsfirma Véron Grauer & Co. das bereit stehende Material nach Genf abrollen zu lassen. Da wir nicht die geringste Veranlassung hatten, anzunehmen, dass Sie über die verlangten, vollständig in Ordnung befindlichen Dokumente hinaus eine weitere und offensichtlich unmöglich zu erhaltende Erklärung von der mexikanischen Regierung verlangen würden, haben wir der Aufforderung von Véron & Grauer sofort entsprochen und die in Rede stehenden Waggons mit dem nächsten Zug abrollen lassen.

Die Sendung befindet sich jetzt in Genf. Ob Sie den beordneten Dampfer noch rechtzeitig erreichen wird, hängt in erster Linie von einer sofortigen Freigabe Ihrerseits ab.

Wir sehen uns in der unangenehmen Lage, Sie darauf aufmerksam machen zu müssen, dass uns an dieser Situation keine Schuld trifft, und dass wir daher auch die daraus entstehenden Kosten nicht übernehmen können. Bestehen die schweizerischen Behörden definitiv auf dem Embargo gegen Mexiko, denn auf ein solches läuft ihr zuletzt eingenommener Standpunkt hinaus, so werden wir nicht nur ein Penale zu zahlen haben und den mexikanischen Markt verlieren, sondern vor allem auch die in Rede stehende Sendung, für die wir zur Zeit eine anderweitige Verwertungsmöglichkeit nicht voraussehen, den schweizerischen Behörden zur Verfügung stellen müssen.

ANNEXE II

E 2001 (D) 1/145

*Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique*⁸

JF

Berne, 30 septembre 1936

M. le Conseiller fédéral Motta téléphone que M. Kloeti est intervenu auprès de lui en faveur des *exportations de la fabrique de machines-outils d'Oerlikon pour le Mexique*. M. Kloeti assure qu'il s'agit de l'exécution d'un contrat antérieur aux événements d'Espagne et que tous apaisements ont été donnés par le Mexique, de sorte que M. Motta serait d'avis d'informer la douane qu'il n'y a pas d'opposition de notre part.

J'expose à M. Motta

- 1) que le contrat est, si je suis bien informé, du début, c'est-à-dire antérieur à la prohibition suisse, mais non à la révolution espagnole;
- 2) que les apaisements ont été donnés par la Légation du Mexique à M. Bührle et non à nous;

8. D'après le code «JF», la notice a été rédigée par P. Bonna.

3) que l'opposition de la douane consiste simplement à exiger une déclaration en due forme des autorités mexicaines vis-à-vis des autorités suisses⁹.

M. Motta est bien d'avis que cette déclaration en due forme est nécessaire. Il me charge d'informer la douane que, sur production de ladite déclaration, le permis d'exportation devra être donné.

J'ai téléphoné dans le sens de ce qui précède à M. Vassalli¹⁰, en l'absence de M. Häusermann¹¹. M. Vassalli confirme que c'est bien entendu¹².

9. Cf. à ce propos la circulaire de la Direction générale des douanes aux directions d'arrondissement, 21/23 septembre (E 2001 (D) 1/145).

10. Chef de service à la Division I de la Direction générale des douanes.

11. Remplaçant du Directeur général des douanes, A. Gassmann.

12. L'emploi sur le champ de bataille espagnol des armes vendues au Gouvernement du Mexique est confirmé de plusieurs sources au Département politique. Et le Consul de Suisse à Séville, qui a demandé à Berne des explications, d'écrire dans une lettre du 29 novembre à la Division des Affaires étrangères du Département politique: ... Le fait que ces armes ont été cédées, malgré l'engagement que vous mentionnez, aux mineurs socialistes de la région d'Asturie, montre jusqu'à quel point les Autorités mexicaines prend part (*sic*) dans la guerre civile espagnole et j'ose supposer que ce cas vous aura décidé à empêcher pour l'avenir la livraison d'armes aussi à cette république américaine qui appuie si ouvertement le communisme (E 2001 (D) 1/145).

289

E 2001 (D) 1/101

Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique¹

JF

Berne, 8 septembre 1936

M. Tamaro vient me voir au sujet de l'affaire Coselschi. Il est chargé par son Gouvernement d'*insister* pour qu'au vu des assurances données, la mesure d'expulsion soit rapportée.

Je déclare que nous faisons notre possible pour amener le Ministère public à revenir sur sa décision et que nous lui avons écrit à ce sujet en dernier lieu le 5 septembre², mais que l'attitude incorrecte de Coselschi a créé un sérieux ressentiment contre lui et que les initiatives de Fonjallaz³ et de ses amis viennent constamment réveiller cette mauvaise humeur. Je profite de l'occasion pour faire le procès du fascisme suisse et me plaindre de la dernière tentative de Guinand de donner une signification politique à un voyage à Rome de la Musique municipale de Genève.

M. Tamaro me déclare que, depuis son arrivée à Berne, il a jeté Fonjallaz par dessus bord (il semble lui en vouloir surtout d'avoir été mêlé à une affaire louche de trafic d'armes pour l'Ethiopie); que le voyage de Guinand n'aura aucune

1. D'après le code «JF», la notice a été rédigée par P. Bonna.

2. Non reproduit.

3. Sur A. Fonjallaz, cf. rubrique II.15.4: Italie, fascisme suisse du Colonel Fonjallaz ...

importance et que, d'une façon générale, le Gouvernement italien reconnaît qu'il a commis une erreur en favorisant la création de partis fascistes à l'étranger et freine lentement ce qu'il y a eu d'un peu désordonné dans l'activité du C.A.U.R.⁴

J'indique également que le règlement de l'affaire Coselschi dépend un peu de la façon dont se régleront les nombreuses interdictions d'entrée contre des radicaux tessinois⁵. M. Tamaro affirme qu'il s'est beaucoup employé dans ce sens et qu'il pense que, sauf une ou deux inarrangeables, ces affaires seront résolues favorablement à très bref délai.

Je promets, dans ces conditions, de chercher à activer le règlement de l'affaire Coselschi.

4. Comités d'action pour l'universalité de Rome.

5. Cf. E 2001 (C) 4/14.

290

E 2001 (D) 1/31

*Le Consul de Suisse à Séville, M. R. Stierlin, au Chef de la Division
des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L

Sevilla, 8. September 1936

Hiermit beehre ich mich, Ihnen den Empfang Ihres geschätzten Briefes vom 27. August¹ anzuzeigen, womit Sie mir mitteilen, dass es Ihnen unter den gegebenen Umständen noch nicht möglich ist, die nationalistische Regierung in Burgos anzuerkennen, mich aber ermächtigen, mit den zuständigen Lokalbehörden Beziehungen tatsächlicher Natur aufzunehmen.

Indem ich hiervon bestens Kenntnis nehme, beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass ich schon in den ersten Tagen des Bürgerkrieges die Aufnahme von Beziehungen zu den Lokalbehörden nicht umgehen konnte, denn dieselben waren zum Schutze unserer Mitbürger notwendig. Übrigens wurden diese Beziehungen gleichzeitig von allen andern konsularischen Vertretungen in Sevilla angeknüpft, auch von der französischen, trotzdem die Beziehungen des nationalistischen Spaniens zu Frankreich wegen angeblichen Waffenlieferungen an die Regierung in Madrid gespannt zu sein scheinen.

Die erste Fühlungnahme fand anlässlich der Bundesfeier statt², da für die Zusammenkunft der Schweizerkolonie eine Erlaubnis notwendig war, die bereitwilligst erteilt wurde. Ausserdem muss für jeden Mitbürger, der das Land verlassen will, ein Gesuch gestellt werden, damit ihm die notwendige Erlaubnis erteilt wird. Das Verhalten aller Behörden dem Konsulate gegenüber ist zuvorkommend und ist auch für die Sicherheit von Leib und Gut der Einwohnerschaft, also

1. Cf. n° 284.

2. Le 1^{er} août.

auch der Ausländer, gründlich gesorgt. Im ganzen, von den nationalistischen Truppen besetzten Gebiete herrscht peinliche Ordnung und vollkommene Ruhe.

Im Gegensatz hierzu ist zu erwähnen, dass im Gebiete der Regierung in Madrid spanische Reisepässe und Laissez-passer nur dann anerkannt werden, wenn dies Ausweise von den Arbeiterparteien (UGT = Sozialisten; PC = Kommunisten; CNT = Syndikalisten & FAI = Anarchisten) ausgestellt oder visiert sind. Der General der 2. Division³, mit Sitz in Sevilla, lud kürzlich durch den Rundfunk die ausländischen Vertreter auf dem Platze ein, in einem Generalquartier von solchen Ausweisschriften Einsicht zu nehmen, um nachher ihre respektiven Regierungen benachrichtigen zu können, dass in der roten Zone Spaniens die öffentliche Gewalt in den Händen der genannten Arbeiterparteien liege und nicht mehr in denjenigen der Regierung. Da über die Aussage betr. den Pässen kein Zweifel herrscht, sah ich davon ab, dieselben persönlich zu besichtigen.

Bei dieser Gelegenheit möchte ich auch darauf hinweisen, dass mein Posten die einzige schweizerische Vertretung im gegenwärtigen nationalistischen Gebiete ist, das von Irun über die Hochebene bis nach Galizien und von dort über Badajoz—Cadiz—Algesiras bis nach Granada reicht und dass sich dieses Konsulat demnach auch mit Angelegenheiten aus Aragonien, Kastilien, Galizien und Extremadura zu befassen hat⁴.

3. *Général Gonzalo Queipo de Liano.*

4. *Cf. n° 296.*

De Lisbonne, où il réside maintenant, le Ministre K. Egger écrit au Chef du Département politique, le 29 octobre, en conclusion d'un tour d'horizon sur la situation dans la péninsule:

Wie ich aber aus zuverlässiger Quelle vernehme, scheint General Franco die Haltung der verschiedenen Regierungen mit der grössten Aufmerksamkeit zu verfolgen. Wenn daher für uns die üblichen Vorbedingungen einer Anerkennung vorhanden sind, sollte meines Erachtens mit einer Anerkennung nicht all zu lange zugewartet werden, da sie für uns für die nachherigen Beziehungen nur vorteilhaft sein kann (E 2001 (D) 1/139).

291

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 89

*Le Chargé d'affaires de Suisse à Paris, H. de Torrenté,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 43

Paris, 10 septembre 1936

[...]¹

En dépit de leur gravité essentielle, ce ne sont ni les problèmes économiques ni les problèmes financiers qui rendent l'expérience Blum particulièrement redoutable, menaçante et même tragique, mais *bien l'atmosphère passionnée et nettement révolutionnaire* dans laquelle elle se déroule. La passivité du Gouvernement

1. *Bilan de la session parlementaire et de l'action du gouvernement, tout particulièrement aux plans économique, financier et social.*

devant les violations les plus flagrantes des principes élémentaires de l'ordre républicain, les atteintes à la propriété et à la liberté du travail ont jeté le trouble dans les esprits, ébranlé dangereusement la confiance et la foi en l'avenir, causé un sentiment d'insécurité qui, à son tour, réagit sur une situation déjà alarmante en elle-même.

En dépit des assurances formelles données par le Gouvernement au Sénat au mois de juillet, les occupations d'usines et d'ateliers continuent; on annonce de Lille, de Marseille, de Clermont-Ferrand une nouvelle éclosion de grèves «sur le tas»; on vit sous la menace constante d'une recrudescence du mécontentement des classes ouvrières. Or ce mécontentement pourrait bien, à l'avenir, se traduire non seulement par des «occupations» pacifiques, mais peut-être même, comme M. Henri Lemery² et plus récemment une délégation des usines Renault viennent de le signaler au Président du Conseil, par un essai d'exploitation des entreprises par les salariés.

[...]

La question d'Espagne pourrait bien exercer, suivant la tournure des événements, une influence décisive sur la politique intérieure. Il est fort douteux que les Jouhaux, les Duclos, les Thorez souhaitent vraiment obtenir du Gouvernement ce qu'ils ont l'air d'exiger pour calmer leurs troupes. L'opinion du Ministère doit être faite sur ce point! Mais le seul fait de déchaîner les masses en les entraînant, au nom de la paix, dans la mystique de l'intervention, constitue une menace pour cette même paix et par surcroît pour la stabilité gouvernementale.

Un autre fait pourrait bien être gros de surprise et fissurer le Front populaire. Le Secrétaire du parti communiste Thorez faisait récemment cet aveu: «La plus grosse partie des paysans et des ouvriers, qui ont encore voté à plus de 4 millions pour les candidats opposés au Front populaire, reste à conquérir».

Il s'agit donc d'affaiblir ce bloc de 4 millions de votants, de le désagréger, de rallier la classe moyenne, les indécis, les hésitants, le troupeau de «ceux qui obéissent à la houlette et restent sourds au bâton». C'est en élargissant les bases du parti communiste qu'une opération renouvelée comme celle projetée le 10 juin³ et qui aurait tendu à brusquer l'institution d'un régime soviétique, aurait des chances d'aboutir. D'où la nouvelle formule du «Front français» lancée par M. Maurice Thorez. Le Front français doit remplacer le Front populaire et englober «tous les partis et toutes les classes, à l'exception des fascistes déclarés — la manœuvre paraît ici un peu grossière — *[sic]* des bolchévistes trop pressés d'instituer en France le régime soviétique. Il doit être militariste, patriotique, chauvin même.» A la politique du poing tendu doit suivre, selon M. Maurice Thorez, la politique de la main tendue. «L'Humanité» du 4 septembre salue comme un heureux présage le désir d'union nationale, exprimé par M. Paul Reynaud⁴, et la formule de M. Camille Chautemps⁵: «L'élargissement de la majorité» est approuvé par les communistes.

2. Sénateur de la Martinique.

3. Selon certaines rumeurs des éléments suspects auraient cherché ce jour-là à fomenter des troubles.

4. Député du centre-droit.

5. Radical-socialiste. Ministre d'Etat dans le gouvernement Blum.

La manœuvre a été dénoncée par le parti socialiste, qui, parti de classe, y voit avec appréhension une tentative d'union nationale. Il estime dangereux pour le but même poursuivi par le Front populaire «de rechercher des alliances avec des groupements qui ont combattu et combattent encore la démocratie et la paix, dont la défense constitue la raison même d'être du Front populaire». Mis au pied du mur, M. Maurice Thorez vient de déclarer «que soucieux comme toujours de ne rien dire ni rien faire qui puisse affecter les liens fraternels entre ouvriers communistes et socialistes, et afin d'éviter entre nous une polémique qui ne profiterait qu'aux ennemis de la classe ouvrière, nous pouvons nous abstenir d'employer l'expression «Front français»!

En résumé, les menaces se précisent contre le Cabinet de M. Blum, dont l'autorité s'amointrit. Les quelques semaines qui suivront la rentrée des Chambres lui seront peut-être fatales, qu'il soit renversé à la suite d'une orientation plus à gauche du Front populaire ou par une réaction des radicaux-socialistes de la Chambre ou du Sénat, contre une politique que, par devers eux, ils n'ont cessé de désapprouver. Quelle que soit l'hypothèse qui se réalise, la France n'en aura pas pour autant retrouvé ni sa quiétude, ni son équilibre.

Après trois mois de Gouvernement du Front populaire, aucun problème n'est virtuellement résolu; l'horizon s'est encore obscurci, la situation est grave, et si l'expérience ne nous enseignait que ce pays est capable des redressements les plus inattendus et les plus courageux, on ne saurait envisager sans angoisse le proche avenir.

292

E 2200 Shanghai 1/79

*Le Consul général et Chargé d'affaires de Suisse en Chine, E. Lardy,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

Copie
L

Shanghai, 16 septembre 1936

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli, à toutes fins utiles, copie d'une lettre¹ que notre compatriote Emile Ott, de Canton, m'écrit pour m'annoncer que le Général Chen Chi-tang, ex-dictateur du Kwantung, dont la fuite à Hongkong vient de mettre fin au régime séparatiste de Canton², est parti pour l'Europe et va résider quelque temps à Ascona (Tessin), avec d'autres personnalités du gouvernement autonome renversé.

Emile Ott est le représentant, dans le Sud, du consortium «Groupe Chine», qui réunit les principales fabriques d'armes françaises, et c'est comme trafiquant d'armes³ qu'il est venu en contact avec le Général.

1. Datée du 12 septembre. Non reproduite.
2. Cf. n° 26, n. 5 et annexe au n° 186.
3. Cf. n° 26.

En d'autres temps, l'arrivée en Suisse de l'«homme fort de Canton» aurait été pour notre industrie, particulièrement celle des armes et des machines, d'un grand intérêt en raison des commandes possibles. Aujourd'hui, la situation est différente et l'on pouvait croire, ces dernières semaines, que le Général Chen Chi-tang, après l'éviction complète de son groupe, était définitivement disparu de la scène politique. Mais il est difficile de dire, en Chine, quand un homme est éliminé et, lorsqu'il l'est, d'affirmer que ce soit définitif. La réconciliation récente du Général Tchang Kai-chek avec les généraux du Kiangsi, Li et Pei, qu'il sommait encore, l'autre jour, de quitter le pays, est un exemple de cette instabilité; une rentrée en grâce, tôt ou tard, de Chen Chi-tang n'a rien, dans ces circonstances, d'impossible ni même d'in vraisemblable en soi. Le fait que Chen Chi-tang se soit fait au Kwantung, lorsqu'il était au pouvoir, une immense fortune par des moyens irréguliers n'est pas un handicap. Il avait installé son frère comme directeur de la Gabelle (monopole du sel), et un très haut fonctionnaire des Douanes m'a dit que le Général se faisait, pendant un temps, cent mille dollars *par jour* en employant les navires de la Gabelle à l'importation d'articles de contrebande de Hongkong à Canton. Ses profits sur les fournitures d'armes etc. auraient aussi été considérables. Avant d'obtenir son passeport diplomatique, il aurait dû rendre toutefois, prétend-on, quinze millions faisant partie de la couverture métallique du papier-monnaie, ainsi que neuf ou dix millions de solde arriérée, ce qui a fait dire que son passeport lui était revenu à 25 millions.

Je ne pense pas que dans ces conditions, et sauf intervention de la Légation de Chine à Berne, l'ancien dictateur de la Chine du Sud doive être l'objet d'attentions officielles. Mais le Département de l'Economie Publique, avisé par vous, pourrait examiner l'éventualité de prévenir certaines de nos fabriques, pour les cas où celles-ci voudraient offrir au Général ou à sa suite une visite de leurs ateliers, soit spontanément, soit sur demande⁴. Peut-être aviserez-vous également les Autorités tessinoises.

4. Le 21 octobre, la Division des Affaires étrangères du DPF écrit en ces termes au consul général Lardy:

Bezugnehmend auf unsere kürzliche Korrespondenz betreffend den Aufenthalt des früheren Diktators von Kwantung, General Chen Chi-tang, in der Schweiz, beehren wir uns, Ihnen auf Grund eines Schreibens der Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements zur Kenntnis zu geben, dass Ihr Hinweis die volle Beachtung dieser Bundesstelle gefunden hat.

Die Handelsabteilung wird nicht verfehlen, die in Betracht kommenden Kreise, auf dem Wege über die schweizerische Zentralstelle für Handelsförderung, auf die Persönlichkeit dieses chinesischen Generals in geeigneter Weise aufmerksam zu machen.

293

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 37

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 35 Vertraulich

Berlin, 19. September 1936

Der Parteitag von Nürnberg¹, der am Sonntag Abend mit der grossen Rede von Hitler im Kongressgebäude einen besonders eindrucksvollen Abschluss fand, hat, soviel ich während der letzten zwei Tage, wo ich dem mir erteilten Auftrag gemäss anwesend war, beobachten oder von meinen Kollegen hören konnte, einen für die Veranstalter befriedigenden Verlauf genommen. Dass die zahlreichen Massenkundgebungen, die organisatorische Aufgaben von ungewöhnlichem Ausmass stellten, mit einer bewunderungswürdigen Sicherheit und Reibungslosigkeit bewältigt wurden, ist dank den Erfahrungen und der Übung, die die Partei- und Staatsorgane im Laufe der Jahre gewonnen haben, beinahe eine Selbstverständlichkeit geworden. Die ihrer Vollendung entgegengehenden grossen Bauten zum Zwecke der Parteitage haben den Veranstaltungen einen angemessenen Rahmen geboten. Dies alles trug dazu bei, die festliche und heitere Stimmung der Teilnehmer, die man beobachten konnte, zu erhöhen.

Es würde zu weit führen, auf alle die verschiedenen Kundgebungen und Reden näher einzutreten. Ich möchte mich vielmehr darauf beschränken darzulegen, was an dem Erlebten mir besonders bemerkenswert schien und welche Eindrücke ich während meiner Anwesenheit bei den Veranstaltungen selbst und im Zusammensein mit den diplomatischen Vertretern anderer Länder gewonnen habe. Der Ablauf der Veranstaltungen und der Wortlaut der wichtigeren Reden, die gehalten wurden, dürfte Ihnen ja bereits aus der Presse bekannt sein.

Die erste Veranstaltung, der ich beiwohnte, war der grosse feierliche und farbenprächtige Appell von 75 000 SA-Männern, 20 000 Mann SS, 10 000 Mann NSKK² und 200 nationalsozialistischen Fliegern, dem der stundenlange Vorbeimarsch dieser Formationen vor Hitler in der malerischen flaggengeschmückten Altstadt folgte. Da das Diplomatische Corps diesem Vorbeimarsch nur während des Anfanges beiwohnte, bot sich nachher für mich Gelegenheit, in Gesellschaft der Gesandten von Finnland und Irland, die gleich mir auf den nach Rothenburg a/T. veranstalteten Ausflug verzichteten, die Propaganda-Ausstellung gegen den Bolschewismus und hierauf das Zeltlager der SA-Leute zu besuchen. Die Ausstellung und besonders der dort gezeigte Film mit Szenen aus den von den Kommunisten in den verschiedensten Ländern angezettelten Unruhen, waren eindrucksvoll, brachten aber nichts Neues.

Der Besuch im SA-Lager war darum besonders interessant, weil er inoffiziell und improvisiert war. Geleitet von einem SA-Führer gelangten wir ohne Schwie-

1. Cf. *le rapport de P. Dinichert sur le congrès du parti national-socialiste de 1933 in DDS vol. 10, n° 327.*

2. *Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps — Corps des conducteurs nazis.*

rigkeiten in das Lager und zum Kommandanten, Standartenführer Wagner, der uns bereitwillig von seinem Kommandoturm aus das ganze Lager erklärte und die Organisation schilderte. Die gegen 80 000 Mann waren in 400 grossen Zelten auf Strohlager untergebracht, nach Landesteilen geordnet. In der Abteilung Ostmark waren auch die SA-Leute aus Danzig, die in besonders grosser Zahl erschienen waren, untergebracht. Dagegen sahen wir nichts von Teilnehmern aus Österreich oder der Schweiz, was natürlich nicht ausschliesst, dass solche da waren. Die Zelt-eingänge waren von den Bewohnern in den wenigen zur Verfügung stehenden Stunden rasch mit kleinen Gärtchen oder Zeichnungen und sonstigem Beiwerk geschmückt worden. Eine Zeltfassade war in die Fassade eines Bauernhauses aus der Gegend dieser Leute verwandelt worden. Wir besuchten nachher auch eines der Zelte und durchwanderten einen Teil des Lagers. Überall waren die teils soben zurückgekehrten Mannschaften in sichtbar bester Stimmung, obschon sie bereits kurz nach 3 Uhr morgens zum Marsch nach dem schätzungsweise etwa 10 km entfernten Nürnberg angetreten waren und bei der Kundgebung in der Luitpold-Arena und nachher beim Vorbeimarsch, der bis halb 6 Uhr abends dauerte, wohl fast ununterbrochen auf den Beinen gewesen sind. Neben ganz jungen Männern waren sehr viele ältere Leute, oft mit bereits ergrautem Haar zu sehen, die sich alle in gleicher Weise ihres kameradschaftlichen Beisammenseins zu freuen schienen. Wie wir uns sagen liessen, werden von jeder Einheit von 120 Mann jährlich 6 Mann nach Nürnberg abgeordnet, wobei darauf geachtet wird, jedes Mal wieder andere Leute auszuwählen, die sich im Laufe des Jahres besonders ausgezeichnet haben. An den Parteitag gehen zu dürfen, gilt als eine grosse Ehre, nach der jeder trachtet, obschon die SA-Männer selbst für die Ausrüstung, für die Kosten der Reise und die Verpflegung aufkommen müssen, soweit nicht die Kameraden ihrer Einheit ihnen beispringen. Wenn somit die gegen 80 000 SA-Leute, die, wie auch Hitler in seiner Rede hervorhob, nur den zwanzigsten Teil des ganzen Bestandes ausmachen, so ist daraus zu schliessen, dass die SA einen Gesamtbestand von über 1½ Millionen Mann aufweist.

Ich habe den Eindruck gewonnen, dass die SA die Krise im Zusammenhang mit dem 30. Juni 1934³ überwunden hat. Es war bei der Kundgebung in der Luitpold-Arena auffallend, wie der Beifall der Massen immer dann besonders stark einsetzte, wenn davon die Rede war, dass sie freiwillig und auf ihre eigenen Kosten gekommen seien, dass sie treu hinter dem Führer stehen und dass sie jederzeit bereit seien, seinem Rufe zu folgen, wenn er sie nötig haben sollte. Das Geheimnis, das diese Leute in der Organisation festhält, dürfte vor allem in der Kameradschaft, die sie dort finden, zu suchen sein. Nur so scheint es verständlich, dass diese Männer, die doch vielfach Familienväter sind, diese für einen ausländischen Beobachter fast unbegreiflichen Opfer an Zeit und Kosten für eine auf der Freiwilligkeit aufgebaute Organisation immer wieder bringen und ohne weiteres, ja mit Begeisterung sich den Übungen und Anstrengungen unterziehen, die von ihnen gefordert werden. Wie uns gesagt wurde, sollen für den Vorbeimarsch schon vorher wochen- und monatelang Marschübungen von den Teilnehmern veranstaltet worden sein. Wenn man diese disziplinierten und begeisterten Massen vor sich gesehen hat, kann man sich dem Eindruck nicht entziehen, dass es

3. Cf. n° 51.

kaum möglich sein wird, das Regime, das sich auf sie stützt, erfolgreich anzugreifen, solange nicht diese Parteiarmee in sich selbst zerfällt. Diese grosse Kameradschaft der SA, an der die Leute, je länger sie dabei sind, umso stärker zu hängen scheinen, wird so leicht nicht zu lockern sein und dürfte jedenfalls auch bei steigenden wirtschaftlichen Schwierigkeiten sich als widerstandsfähige Stütze des Regimes erweisen, besonders wenn man bedenkt, wie intensiv neben den sportlichen Übungen an der geistigen Beeinflussung der Leute gearbeitet wird. Sie vermittelt ihren Angehörigen das Bewusstsein, einen direkten Anteil am Staate und seiner Führung zu besitzen, das dem Stolz des Schweizers auf seine demokratischen Rechte nicht nachstehen dürfte.

Man würde darum fehlgehen, wenn man die Diktatur Hitlers mit einem absolutistischen Regime oder einer Militärdiktatur in eine Linie stellen würde. Die Diktatur ist vielmehr durchaus volkstümlich und die Macht, die sie entfalten kann, beruht wesentlich mit darauf, dass die Leiter durch Massenversammlungen, Aufmärsche und Kundgebungen aller Art, deren Gepräge die Leute in gehobene Stimmung versetzt, immer wieder die Fühlung mit dem Volke suchen und so die Anhänglichkeit, das Vertrauen und die Liebe der grossen Masse des Volkes festzuhalten wissen. Ähnliche Beobachtungen lassen sich ja übrigens auch in Italien machen.

Das Gesagte ist natürlich nur als allgemeiner Gesamteindruck zu verstehen. Es ist klar, dass auch in der SA und SS nicht alles ideal ist und manche Gleichgültige oder gar unzufriedene Elemente zu finden sind, ohne dass aber der Einfluss dieser Elemente überschätzt werden sollte. Man kann immer wieder die Beobachtung machen, dass die Kritik im wesentlichen von den Intellektuellen ausgeht, die im Grunde genommen der nationalsozialistischen Doktrin nach wie vor fernstehen, jedoch mitmachen, wenigstens soweit es unumgänglich ist im Interesse ihres Berufs und ihrer Existenz. Eine ernstliche Opposition oder gar ein Versuch der Auflehnung ist aber gerade von diesen Intellektuellen kaum zu erwarten.

Der Abend führte das Diplomatische Corps zusammen mit zahlreichen Herren vom Auswärtigen Amt und mit einer ganzen Anzahl diplomatischer Vertreter Deutschlands bei anderen Staaten. In liebenswürdiger Weise hat mich dabei Herr von Weizsäcker an seinen Tisch gebeten zusammen mit dem Brasilianischen Botschafter und dem Gesandten von Ägypten. Ich befragte ihn über seinen mutmasslichen Nachfolger⁴, doch behauptete er, nichts bestimmtes zu wissen. Ich brachte das Gespräch u. a. auf die britische Anfrage über das Datum der Locarno-Konferenz⁵. Herr von Weizsäcker sagte mir, dass diese Konferenz sobald als möglich stattfinden möge, man lege aber grosses Gewicht darauf, dass sie sorgfältig vorbereitet werde. Die Engländer hätten zu diesem Zweck eine Initiative in Aussicht gestellt, durch die den eingeladenen Staaten Vorschläge über die Gestaltung des Konferenz-Programmes gemacht werden sollen. Merkwürdigerweise seien aber diese Vorschläge nicht erfolgt und statt dessen habe man sich englischerseits plötzlich darauf beschränkt, nur Vorschläge über den Termin des Zusammentreffens zu machen. Die Herren hätten offenbar gefunden, dass dies einfacher und bequemer sei. Damit könne sich aber die deutsche Regierung nicht einverstanden

4. O. Köcher.

5. *A propos de Locarno et de la réoccupation de la zone rhénane démilitarisée, cf. n° 202.*

erklären, dass man einfach auf gut Glück auf einen bestimmten Zeitpunkt zusammenkomme und dann sehe, was zu machen sei. Denn sonst entstehe die Gefahr, dass man bei den Verhandlungen auf Schwierigkeiten stosse und dieselben nicht in einem Zuge zu Ende führen könne, was recht gefährliche Folgen haben könnte. Dies sei nun vor einigen Tagen der englischen Regierung mit aller Deutlichkeit mitgeteilt worden.

Unter den anwesenden deutschen Botschaftern befand sich auch Herr von Papen, mit dem mein österreichischer Kollege ein längeres Gespräch hatte, wobei sich Herr von Papen sehr befriedigt über die Auswirkungen der österreichisch-deutschen Verständigung geäußert haben soll.

Der letzte Tag der Veranstaltung war der Wehrmacht gewidmet. Für die Demonstration fand am Vormittag eine Art Hauptprobe in Gegenwart von Generalfeldmarschall von Blomberg⁶ statt, an der die diplomatischen Gäste nicht teilnahmen, sodass ich mit meinem österreichischen Kollegen zusammen die Gelegenheit wahrnahm, das Germanische Museum und die alten Kirchen Nürnbergs aufzusuchen. Die Altstadt wimmelte von SA-Leuten und auswärtigen Besuchern, welche gleich uns den Zeugnissen der hochentwickelten mittelalterlichen Kunst in Nürnberg nachgingen.

Die Vorführungen der Wehrmacht auf der Zeppelin-Wiese, an denen 400 Flugzeuge sowie Truppenteile der verschiedenen Waffengattungen teilnahmen und Kampfszenen zeigten, waren sehr eindrucksvoll. Es bot sich Gelegenheit, Kampfbilder unter Einsatz aller modernen Kampfmittel, wie Flakgeschütze, Panzerwagen und motorisierte Abteilungen mit Infanteriegeschützen, Tankabwehrgeschützen, leichten und schweren Maschinengewehren usw. zu beobachten. Vor dem Vorbeimarsch der beteiligten Verbände, der der alten preussischen Tradition durchaus würdig war, hielt Hitler eine kurze Ansprache, aus der der Hinweis darauf hervorgehoben zu werden verdient, dass die militärischen Anstrengungen nicht irgend einem frivolen Versuch eines überspannten Chauvinismus dienen sollen, sondern dass es sich darum handle, Wache vor der deutschen Arbeit zu stehen. Im Anschluss an die Parade bestieg Hitler, begleitet von den militärischen Führern Blomberg, Fritsch, Göring und Admiral Raeder sein Auto, um in langsamer Fahrt an den Zuschauertribünen entlang zu fahren. Diese spontane, sehr geschickte Geste des Diktators entfesselte einen beispiellosen Jubel bei den anwesenden Massen.

Es folgte am Abend der Schluss des Parteikongresses in der Kongresshalle, wo nach einem Musikvortrag Hitler das Wort zu einer grossen Rede ergriff, die er von einem Manuskript ablas, wobei er jedoch beim Vortrage die ganze Kraft seiner Persönlichkeit einsetzte und dadurch die Zuhörerschaft völlig in seinen Bann zu ziehen verstand. Man gewann den Eindruck einer gewaltigen Willensanstrengung, die Zuhörer auf den Inhalt des gesprochenen Wortes festzulegen. Nach der Rede war Hitler sichtlich erschöpft und blieb in einer Art von Ekstase begriffen, die Augen nach oben gewendet, während der Beifallssturm über ihn hinwegwogte.

Wenn die Rede diejenigen enttäuschte, die sensationelle Ankündigungen der inneren oder äusseren Politik erwartet hatten, so scheint sie mir trotzdem von

6. *Sur W. von Blomberg, cf. n° 202, n. 3.*

nicht geringem Interesse zu sein. In verschiedenen Punkten sind gewisse Grundgedanken klarer als bis jetzt herausgearbeitet worden. Dies gilt vor allem von dem Grundsatz der Nichteinmischung in die inneren Verhältnisse anderer Staaten⁷. Mein österreichischer Kollege und ich stellten übereinstimmend fest, dass seinem Lande viel Unheil erspart geblieben wäre, wenn diese Rede zu Lebzeiten von Dollfuss gehalten worden wäre⁸. Auch der Friedenswille ist erneut mit aller Bestimmtheit beteuert worden. Hitler erklärte, dass Deutschland für die grossen Pläne im Innern nichts mehr benötige als den Frieden. Er habe es auch nicht nötig, den Ruhm der nationalsozialistischen Bewegung oder der deutschen Armee durch militärische Taten erhärten zu müssen. «Wer sich so grosse wirtschaftliche und kulturelle Aufgaben vornimmt wie wir und so entschlossen an ihre Ausführung geht, der kann sich sein schönstes Denkmal nur im Frieden setzen». Bei aller leidenschaftlichen Anklage gegen den Bolschewismus gab Hitler doch zu verstehen, dass er keineswegs an einen militärischen Angriff gegen Sowjetrussland denke, sondern dass es sich nur darum handle, für die Abwehr gerüstet zu sein. Ich habe den Eindruck, dass diese Beteuerungen zurzeit durchaus aufrichtig gemeint sind. Das schliesst nicht aus, dass man sich mit Sorgen fragt, ob diese friedliche Einstellung fort dauern werde, wenn die im Zuge befindliche militärische Rüstung vollendet ist. Leider konnte sich Hitler bei seiner Rede nicht enthalten, neuerdings seinen Spott über die demokratische Staatsform auszuschütten.

Den Schluss der Rede bildete ein erneutes Bekenntnis zu den fundamentalen Grundsätzen der nationalsozialistischen Weltanschauung. Es dürfte Sie interessieren, welchen Eindruck die Ausfälle gegen den Bolschewismus auf die diplomatischen Zuhörer machten. Es ist natürlich schwierig, darüber etwas Zusammenfassendes zu sagen. Sicher ist jedenfalls, dass bei den Vertretern einer ganzen Anzahl von Staaten der Warnruf gegen den Kommunismus mit Sympathie und einer gewissen Genugtuung aufgenommen wurde. Allzu zahlreich sind die Länder, die selbst üble Erfahrungen mit der von Moskau aus unterstützten kommunistischen Wühlarbeit machen mussten und noch machen. Der Brasilianische Botschafter sagte mir, er hätte Abschriften von Dokumenten in der Hand, aus denen einwandfrei hervorgehe, dass die kommunistischen Umtriebe in Brasilien wie auch diejenigen in Uruguay, die zum Konflikt mit Russland vor dem Völkerbund führten, von Moskau aus finanziert worden seien. Man habe von diesen Dokumenten nur deshalb keinen Gebrauch gemacht, weil man habe vermeiden wollen, dadurch gewisse Persönlichkeiten in Gefahr zu bringen.

Ein grosses Rätselraten verursachte unter den Diplomaten die Frage, was eigentlich Hitler veranlasst habe, in seiner Proklamation so oft auf die wirtschaftlichen Schwierigkeiten des Reiches hinzuweisen. Eine Version ging dahin, dass Hitler beabsichtige, England vor die Wahl zu stellen, Deutschland die geforderten Rohstoffgebiete zu gewähren oder aber eine Verschärfung der wirtschaftlichen Autarkiebestrebungen und die damit zu gewärtigende Schädigung des britischen Handels in Kauf zu nehmen⁹.

Um die Absendung dieses Berichts nicht zu sehr zu verzögern, glaube ich, mich

7. Cf. nos 93 et 124.

8. *Le chancelier fédéral est assassiné le 25 juillet 1934 par des nazis autrichiens.*

9. *Il s'agit en réalité de l'annonce publique du plan de 4 ans.*

auf die vorstehenden Darlegungen beschränken zu dürfen. Ich füge für alle Fälle die in den Zeitungen veröffentlichten Texte der wichtigsten Reden bei, einige davon auch in französischer Übersetzung.

294

E 7110 1967/32 Frankreich 821. AVA

*Notice du Délégué du Conseil fédéral
pour le Commerce extérieur, W. Stucki*

Verhandlungen mit Frankreich.

Bern, 24. September 1936

Ich habe meinen Aufenthalt in Genf dazu benutzt, um die Beziehungen mit dem neuen französischen Handelsminister, Herrn Bastid, aufzunehmen und hatte eine lange Besprechung mit ihm über die schweizerisch-französischen Wirtschaftsbeziehungen.

Ich habe ihn darauf aufmerksam gemacht, dass wir überrascht seien, dass die Französische Regierung immer noch keine Vorschläge über die Neugestaltung der von ihr gekündigten Abkommen gemacht hätte. Die gegenwärtigen Verhältnisse seien für Industrie und Handel in beiden Ländern unerträglich, da man keine Dispositionen treffen könne. Wir hätten uns veranlasst gesehen, die Erteilung von Einfuhrbewilligungen für französische Waren ab 1. November zu verbieten, was sich für die Importeure äusserst unangenehm auswirke aber für uns unvermeidbar sei. Wir seien auch erstaunt darüber, dass Frankreich nur den Vertrag mit der Schweiz, dagegen keinen andern Vertrag gekündigt hätte. Es scheine uns auch sehr bedauerlich zu sein, dass durch den Schritt der Französischen Regierung eine der letzten Stützen eines einigermaßen normalen Handelsverkehrs in Europa beseitigt werden solle. Unsere allgemeine Handelspolitik gehe dahin, den Warenaustausch zu fördern und nicht zu hemmen und wir wären der Meinung, dass dieses Prinzip gerade im schweizerisch-französischen Verkehr durchgeführt werden sollte. Wir seien bereit Kontingente zu lockern, selbstverständlich nur gegen entsprechende volle Gegenleistungen. Wolle Frankreich die Einfuhr aus der Schweiz drosseln, so würden wir selbstverständlich gezwungen, gegenüber Frankreich dasselbe zu tun.

Herr Bastid machte den Eindruck, von den handelspolitischen Problemen nichts, aber auch gar nichts zu verstehen. Seine Ausführungen erschöpften sich in allgemein gehaltenen freundschaftlichen Phrasen und zeigten erneut, dass man in Paris noch gar keine Ahnung hat, was man eigentlich will. Er versprach schliesslich einzig uns anfangs Oktober Vorschläge zu machen und dann im Verlaufe des Monats Oktober darüber zu verhandeln¹.

1. *Le 5 octobre, le Chef du Département de l'Economie publique peut répondre à l'Ambassadeur de France à Berne:*

Vous référant aux entretiens qui ont eu lieu ces derniers jours à Genève entre Monsieur Bastid, Ministre du Commerce et Monsieur le Ministre Stucki vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement Français accepte de maintenir en vigueur après le 31 octobre prochain notre convention commerciale de 1934 ainsi que tous les autres textes qui ont fait l'objet de la dénonciation. Pour tenir compte toutefois des conditions économiques actuelles, cette Convention ainsi que lesdits textes pourront être dénoncés par chacune des Parties Contractantes sur préavis d'un mois. Leurs effets ne cesseront cependant qu'à l'expiration du trimestre en cours.

Le Gouvernement Français et le Gouvernement Fédéral s'engagent à ouvrir dans le plus bref délai des négociations en vue d'apporter à la Convention précitée toutes les modifications qui seront jugées nécessaires pour développer les échanges commerciaux entre les deux pays.

Il va de soi que la France et la Suisse bénéficieront de toutes les mesures prises ou qui seront prises par leurs Gouvernements respectifs en ce qui concerne l'assouplissement et l'application du régime des importations contingentées, ainsi que de toutes les facilités qui seront données aux échanges commerciaux.

Au nom du Conseil Fédéral j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement Suisse est d'accord avec les stipulations ci-dessus (E 7110 1967/32 Frankreich 821. AVA).

295

E 2001 (C) 4/100

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Rome, L. Micheli,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L Confidentielle

Journaux suisses en Italie

Rome, 24 septembre 1936

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 17 septembre¹, concernant les journaux suisses interdits en Italie, à laquelle était jointe copie d'une communication de la rédaction de la «Thurgauer Zeitung».

A la suite de vos instructions, j'ai eu une discussion approfondie avec le Directeur de la Presse étrangère², assisté d'un collaborateur, dossiers en mains. J'ai pu constater que la liste des journaux interdits que vous m'avez communiquée dans votre aide-mémoire³ n'a pas été modifiée par une décision formelle. Ayant manifesté ma surprise de ce que, le conflit éthiopien et le régime des sanctions étant terminés⁴, on n'ait pas procédé à une révision de cette liste⁵, dans laquelle se trouvent pêle-mêle des organes d'extrême gauche systématiquement hostiles à l'Italie et d'autres qui ne peuvent pas être considérés comme tels, on m'a rappelé que la Suisse avait bénéficié d'un régime spécial et que la révision avait déjà eu lieu pendant le conflit. En effet, vous vous souvenez, tous les journaux des pays ayant participé aux sanctions ont été, de prime abord, interdits. Pour la Suisse, on a fait

1. *Non reproduit.*

2. *E. Grazzi.*

3. *Non reproduit.*

4. *Cf. n° 265.*

5. *Cf. annexe au n° 208.*

exception très vite pour une série de journaux. Ensuite, on a réadmis en principe tous les journaux suisses, sauf une liste qui est celle que vous connaissez. A celle-ci sont venus s'ajouter temporairement le «Bund» et la «National Zeitung». A ce propos, on a relevé que c'était uniquement sur les instances pressantes de la Légation et pour nous être agréable que l'on avait réautorisé ces deux journaux, et il semble que la «National Zeitung», notamment, ait de nouveau vivement déplu par des articles dépeignant sous des couleurs noires le régime italien en Abyssinie et accusant les autorités de donner des nouvelles inexactes.

Quant au «Bund», il faut dire que son correspondant à Rome, M. Casagrande—, j'ai pu le constater une fois de plus, — est «persona ingrattissima» au Ministère de la Presse⁶. Le Directeur général m'a dit: «Si ce n'était pas un Suisse, il y a longtemps que nous l'aurions mis dehors». A propos de la «Thurgauer Zeitung» et de l'«Aargauer Tagblatt», comme je relevais qu'il s'agissait d'organes ne pouvant pas avoir d'influence politique en Italie et n'atteignant qu'un petit nombre d'abonnés et de touristes de passage, on m'a répondu: «Si ces journaux n'avaient pas M. Casagrande comme correspondant à Rome, ils ne seraient probablement pas sur la liste». Je ne voudrais naturellement pas que le fait que je vous rapporte ces propos fasse tort à la carrière et la situation de ce compatriote, qui n'a pas toujours une attitude et une main très heureuses, mais qui a un certain cran et de l'indépendance. Je ne puis que constater, à mon regret, qu'il a le don d'agacer et d'indisposer les milieux officiels italiens. M. Ruegger lui a donné des conseils de modération et de prudence, mais il n'a pas réussi, tout de même, à se gagner des sympathies.

En ce qui concerne le «Dovere», le Directeur général m'a assuré qu'à la suite d'une nouvelle démarche que nous avons faite il y a quelque temps, le dossier était de nouveau à l'examen.

D'après ce que l'on m'a expressément indiqué, M. Tamaro a donné un préavis défavorable à la révision de la liste des journaux que vous m'avez remise. Sur mes instances, on m'a promis de réexaminer de nouveau, dans un sens favorable et dans le désir de chercher à nous être agréable, le dossier des journaux suivants, à part le «Dovere»:

- «Aargauer Tagblatt»
- «Landbote»
- «Die Nation»
- «Neue Bündner Zeitung»
- «La Revue»
- «Thurgauer Zeitung»

Pour le «Journal des Nations»⁷, bien entendu, rien à faire. Pour le «Popolo e Libertà», non plus. Quant aux autres organes qui sont d'extrême gauche, il n'est pas question de revenir sur l'interdiction d'entrée.

Ayant parlé de «La Revue», j'ai constaté qu'on lui reprochait, déjà en 1934, un article sur Naples qui serait très défavorable pour le tourisme. Il m'a semblé que l'on en voulait tout particulièrement, au Ministère précité, non pas aux journaux qui arborent carrément une couleur socialiste et antifasciste déclarée et n'attei-

6. Cf. annexe au n° 273.

7. Cf. rubrique II.15.6.1: Italie, affaire A Prato.

gnent généralement qu'un public déjà gagné à ces opinions politiques; mais aux journaux bourgeois, qu'ils soient catholiques, radicaux ou conservateurs, qu'on voudrait sympathiques, mais dont les chroniques, considérées comme hostiles à l'Italie en général ou à l'entreprise éthiopienne, offraient plus de portée et de dangers au point de vue propagande.

[...]

296

E 2001 (D) 1/142

Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique¹

Wahrung der schweizerischen Interessen in Spanien

No JS

Bern, 24. September 1936

1. Organisation der schweizerischen Vertretungen

Die *Gesandtschaft in Madrid* wird von Herrn Fontanel, Legationssekretär I. Klasse, als Geschäftsträger ad interim geleitet². Dem Bundesrat ist vorgeschlagen worden, ihn in Anbetracht seiner Verdienste und der Verantwortlichkeiten, die er zu übernehmen hat, zum Legationsrat zu befördern³.

Konsulat in Barcelona, geleitet von Titular-Vizekonsul Gonzenbach. Es ist dem Bundesrat beantragt worden, ihn zum Konsul zu ernennen⁴. Auch mit seiner Tätigkeit ist man allgemein zufrieden.

Das *Konsulat in Sevilla* wird von Honorarkonsul Stierlin geleitet, der de facto Beziehungen mit den Lokalbehörden der Nationalisten aufgenommen hat⁵ und meldet, dass er bei Ausübung seiner konsularischen Tätigkeit keinen Schwierigkeiten begegnet und dass überall Ruhe und Ordnung herrsche.

Die *Konsularagentur San Sebastian* hat inne Herr Roulet, Direktor einer Fabrik der schweizerischen Firma Suchard. Herr Roulet ist auf seinem Posten geblieben und hat nach der Einnahme der Stadt durch die Nationalisten gemeldet, dass nunmehr Ruhe und Ordnung herrsche und dass die Schweizer wieder zurückkehren können.

Neue Konsularagenturen sind errichtet worden in *Valencia*. Konsularagent: Herr Beck.

In *Malaga*. Konsularagent: Herr Barblan, der nach Evakuierung aller Schweizer sich in Anbetracht der chaotischen Zustände in Malaga nach Gibraltar begeben hat, wo er die weitem Ereignisse abwartet.

1. *D'après le code «JS», cette notice a été rédigée par H. Frölicher.*

2. *Cf. n° 298.*

3. *La décision est prise le 27 septembre (PVCF n° 1592, E 1004 1/360).*

4. *Id.*

5. *Cf. n° 284.*

In *Torrelavega* (Santander). Konsularagent: Herr Perret, Leiter einer Fabrik der Firma Nestlé.

Die Konsularagenturen Malaga und Santander sind in Anbetracht der besonderen Verhältnisse keinem schweizerischen Konsulat unterstellt, sondern verkehren direkt mit dem Politischen Departement.

Vom Politischen Departement wurden zu konsularischen Korrespondenten ernannt, in *Bilbao* Herr Filippini, und auf den *Balearen* Herr Vidal-Bucher. Beide verkehren direkt mit dem Politischen Departement.

Nach Ausbruch des Bürgerkrieges hat sich das Politische Departement an die Deutsche, Französische, Englische und Italienische Regierung gewandt, mit der Bitte, den konsularischen Schutz an denjenigen Orten unsern Landsleuten zu gewähren, wo für letztere ein schweizerisches Konsulat nicht erreichbar ist. Ferner wurde gebeten, dass die Schiffe dieser Länder in den spanischen Häfen auch unsere Leute an Bord nehmen. Die genannten Regierungen haben sofort bereitwilligst zugestimmt und in grosszügiger Weise bei der Heimschaffung unserer Landsleute mitgewirkt⁶. Auch die Portugiesische Regierung, die über zahlreiche konsularische Posten in Spanien verfügt, hat sich bereit erklärt, unsern Landsleuten beizustehen, wo es nötig erscheint.

2. Organisation der Hilfe für die Spanischschweizer

Da verschiedene Stellen für die Mitwirkung bei dieser Hilfe in Frage kamen, wurde beim Politischen Departement die *Schutzstelle für Spanischschweizer* geschaffen, in der alle in Betracht kommenden Stellen vertreten sind, nämlich Politisches Departement, Polizeiabteilung⁷, Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit, Auslandschweizersekretariat⁸ und Komitee der Spanischschweizer. Die Schutzstelle hat die Aufgabe, die Arbeit den verschiedenen Stellen zuzustellen und zu koordinieren.

Das Politische Departement befasst sich mit Nachforschungen, mit Vermittlung von Nachrichten, Schutz der schweizerischen Vermögenswerte in Spanien, Umwechslung von Peseten.

Die Polizeiabteilung ermöglicht die Heimschaffung und unterstützt die Spanischschweizer auf Grund der Begutachtung des Komitees für Spanischschweizer, Junkerngasse 31.

Das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit gibt Auskunft über Arbeitsmöglichkeiten.

Das Auslandschweizersekretariat, auf dessen Initiative das Komitee für Spanischschweizer gegründet wurde, hat auch eine öffentliche Sammlung veranstaltet, die bisher 20 000.— Fr. eingebracht hat.

3. Heimschaffung

Bisher sind ungefähr 2000 Landsleute aus Spanien zurückgekehrt. Die Kolonie wird auf 3600 geschätzt. Die meisten kommen aus den Gebieten, die der

6. *Sur ces démarches, cf. E 2001 (D) 1/142.*

7. *Du Département de Justice et Police.*

8. *De la Nouvelle Société helvétique.*

Madriider Regierung unterstehen. Aus den Gebieten der Aufständischen sind nur wenige Schweizer zurückgekehrt. Unsere Vertretungen haben die Landsleute auf die Gefahren aufmerksam gemacht, die mit einem weitem Verbleiben in den gefährdeten Orten verbunden sind. Sie haben die Rückreise organisiert und die nötigen Mittel zur Verfügung gestellt. Die schweizerischen Konsulate in den Bestimmungshäfen (Marseille, Genua, Bordeaux etc.) nahmen die Schweizerflüchtlinge in Empfang und ermöglichten ihnen die Weiterreise. Bei Ankunft in der Schweiz nehmen sich an den Grenzorten die kantonalen Behörden der Landsleute an. Zur Zeit dürften etwa noch 200 Schweizer in Madrid sein und etwas mehr noch in Barcelona

4. Schutz der materiellen Interessen

Dem Rückwanderer werden 500 Peseten pro Kopf zu einem Kurs von 100 Peseten = 30 Schweizerfranken gewechselt. Es ist dies ein Vorzugskurs, da Peseten zur Zeit höchstens zu 23 verkäuflich sind.

Alle Ausgaben der schweizerischen Vertretungen werden mit den Peseten der Rückwanderer finanziert, die zu 27 angekauft werden. So wird den Rückwanderern der Transfer ihrer Peseten ermöglicht zu einem Vorzugskurs.

In Madrid und Barcelona wurde auf unsere Veranlassung, unter Mitwirkung dortiger Schweizer, eine Beaufsichtigung der zurückgelassenen Wohnungen durchgeführt. Bisher konnte festgestellt werden, dass keine Plünderungen vorgekommen sind. Das persönliche Eigentum der Schweizer wurde respektiert.

Bei den spanischen Banken wurden die schweizerischen Konten, Depots und Safes als Schweizereigentum bezeichnet.

Wenig erfreulich ist im Regierungsgebiet die Behandlung der schweizerischen Geschäftsinteressen und der schweizerischen Arbeitnehmer. Die Unternehmungen werden fast überall von einem anarchistischen Arbeiterrat kontrolliert. Waren müssen ohne Bezahlung abgegeben werden, während die Löhne weiterhin zu entrichten sind. Geht dann das Geld aus, so werden die Geschäfte beschlagnahmt (inkautiert), und den ausländischen Leitern und Angestellten wird verständlich gemacht, dass sie nichts mehr im Geschäft zu suchen hätten. So wurden grosse und kleine schweizerische Unternehmungen beschlagnahmt und unsere zahlreichen schweizerischen Arbeitnehmer weggedrängt. Unsere Vertretungen haben gegen diese Nationalisierung ohne Erfolg protestiert. Im gleichen Falle befinden sich auch alle andern Ausländer. Zusicherungen der Madriider Regierung werden von den anarchistischen Komitees überhaupt nicht beachtet. Die Parole für die Wahrung der schweizerischen Interessen lautet: *Zeit gewinnen*⁹.

9. *Au Chargé d'affaires a. i. à Madrid qui, le 28 août, a proposé d'immobiliser les fonds espagnols placés dans les banques suisses, pour compenser les pertes helvétiques en Espagne, le Département politique répond:*

Der durch Sie erwogene Plan ist gewiss an sich der Erörterung wert und wir haben ihn denn auch unseits mit der grössten Aufmerksamkeit studiert. Es will uns aber scheinen, dass sehr gewichtige Gründe gegen ein solches Vorgehen sprechen.

Vorerst ist nicht ausser Acht zu lassen, dass die schweizerischen Behörden es bis anhin bei andern ähnlichen Gelegenheiten stets abgelehnt haben, Privaten gegenüber zu Massnahmen zu greifen, die allzusehr den Charakter von Repressalien tragen und die ja übrigens meistens

In San Sebastian konnte kurz nach der Besetzung durch die Aufständischen der schweizerische Konsularagent seinen Schutzbefohlenen im Ausland den Rat erteilen, zurückzukehren und die Arbeit wieder aufzunehmen.

5. Nachforschungen und Nachrichtenübermittlung

Zahlreich sind die Anfragen über Angehörige, die sich noch in Spanien befinden. Von wenigen Ausnahmen abgesehen, ist es gelungen, die gewünschten Informationen einzuziehen. Verlust an Menschenleben sind bisher wenig zu beklagen. Bei Beginn der Revolution wurde ein Schweizer in Madrid (Matile) durch eine verirrte Kugel getroffen. Seine Frau befand sich zu dieser Zeit in den Sommerferien im Norden von Madrid, im Gebiete der Aufständischen. Erst vor kurzem konnte ihr Aufenthaltsort festgestellt und die Rückreise ermöglicht werden. Vom Tode ihres Mannes hatte sie keine Nachricht bekommen.

Da die Post nach Spanien infolge der Zensur wochenlang liegen bleibt und unregelmässig ankommt, übermitteln wir vermittelst Kurierdienst Briefschaften Privater. Die Sendungen werden offen den schweizerischen Stellen übergeben, wo eine Kontrolle stattfindet.

6. Fürsorge für Spanischschweizer

Die Polizeiabteilung stellte aus ihrem ordentlichen Kredit für die zurückgekehrten Auslandschweizer einen Betrag von 70 000.— Fr. für das Hilfswerk zur Verfügung. Ferner beschloss der Bundesrat einen ausserordentlichen Kredit von 100 000.— Fr.¹⁰ Die Hilfsgesuche der Spanischschweizer bearbeitet zunächst das nichtamtliche Komitee für die Spanischschweizer an der Junkerngasse 31. In Sonderfällen gewährt das Komitee selbst einen Zuschuss aus dem von ihm gesammelten Fonds. Das Schweizerische Rote Kreuz hat der Polizeiabteilung einen Betrag von 10 000.— Fr. zur Verfügung gestellt, der in erster Linie dazu verwendet werden soll, denjenigen Schweizern zu helfen, die nach Spanien zurückkehren wollen.

Unschuldige treffen müssten. Überdies wäre eine Blockierung oder Sequestrierung spanischer Vermögenswerte in der Schweiz geeignet, dem guten Ruf unsere Landes als absolut zuverlässiger Hort Abbruch zu tun. Der Schaden, der uns daraus erwüchse, wäre — abgesehen vom ideellen Misskredit — ungleich grösser, als der materielle Nutzen.

Schliesslich darf nicht vergessen werden, dass es wohl in erster Linie spanische Rechtskreise sind, die ihr Geld in unserem Lande in Sicherheit gebracht haben — Kreise, die der Bewegung der Generäle Franco und Mola sehr nahe stehen. Unsere Landsleute in Spanien sind nun aber gerade in jenen Gebieten, welche der Autorität der Junta von Burgos unterstehen, soweit die Verhältnisse dies gestatten, möglichst unbelästigt geblieben. Sollte der Sache der «Aufständischen» der endgültige Sieg beschieden sein, so würden wir uns mit einer Sequestrierung spanischer Vermögen in der Schweiz in eine Lage gebracht haben, die sich wahrscheinlich sehr zu Ungunsten der dortigen Schweizerbürger auswirken müsste.

Bei aller Anerkennung für die Gründlichkeit und Voraussicht, womit Sie sich mit dem Problem beschäftigt haben, glauben wir daher doch ein solches Vorgehen nicht Platz greifen lassen zu können. (*Lettre streng vertraulich de Motta, 1^{er} septembre, E 2001 (D) 1/170.*)

10. *Dans sa séance du 11 septembre (PVCF n° 1507, E 1004 1/360).*

ANNEXE

E 2001 (D) 1/170

*L'Office suisse d'expansion commerciale*¹¹,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

L

Zürich, 15. Oktober 1936

Betrifft Spanien. Schweizerische Exportguthaben.

In Anbetracht der verworrenen Verhältnisse in Spanien wurde uns wiederholt aus Industriekreisen die Anregung unterbreitet, die wichtigsten am spanischen Markte interessierten Firmen zu einer Aussprache zusammenzurufen. Dieselbe fand am 11. September in Zürich statt und war von 60 Exportfirmen aus allen Branchen besucht. Das Hauptthema der Aussprache bildeten naturgemäss die in Spanien ausstehenden Guthaben, welche zum grössten Teil bei spanischen Banken deponiert sind und auf deren baldigen Eingang viele Firmen im Interesse der Aufrechterhaltung ihrer Betriebe rechnen müssen. Da an der fraglichen Versammlung auch ein Liquidationsvorschlag gemacht wurde, der in den Kompetenzbereich Ihres Departements fällt, gestatten wir uns denselben zur Vernehmlassung an Sie weiterzuleiten. Es wurde nämlich die Frage aufgeworfen, ob die Eidgenossenschaft nicht unter ganzer oder teilweiser Verwendung von solchen einbezahlten Sperrguthaben für die Gesandtschaft in Madrid und die Konsulate in Barcelona und eventuell anderen Städten Häuser gekauft werden könnten. Da Grundstücke zurzeit sehr günstig zu erwerben sind und Spanien einen besonderen Schutz für die Ausländer zu gewähren gewillt ist, scheint es nicht ausgeschlossen, dass auf diese Weise einige 100 000.— Franken gerettet werden könnten.

Des weiteren wurde angeregt, es sei zuständigenorts zu prüfen, ob nicht im Interesse der Erhaltung von mobilen Schweizerwerten in Spanien, die Einrichtung eines täglichen diplomatischen Kurierdienstes zwischen Madrid-Barcelona und der Schweiz, wenn möglich mit einem schweizerischen Flugzeug bewerkstelligt werden könnte. Wenn auch für solche Flüge besondere Abmachungen zu treffen wären, könnte damit möglicherweise doch manchem Schweizer ein wertvoller praktischer Dienst geleistet werden.

Zum Schluss gestatten wir uns noch darauf hinzuweisen, dass die verschiedene Hülfe, welche seitens des Konsulates in Barcelona und der Gesandtschaft in Madrid geboten wurde, an der erwähnten Versammlung teilweise scharf kommentiert wurde, indem von einer Reihe von Rednern auf die ungenügende Unterstützung hingewiesen wurde, welche die Gesandtschaft in Madrid den Schweizerfirmen angedeihen liess. Vielfach sollen Firmen, die offiziellen diplomatischen Schutz forderten, einfach an den Schweizerklub verwiesen worden sein.

11. Signée par le Directeur a. i. John Brunner.

297

E 1004 1/360

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 septembre 1936

1585. Abwertung des Schweizerfrankens

Finanz- und Zolldepartement. Mündlich

Der Bundesrat fährt in seinen Beratungen über das Finanzproblem, die er bereits in seiner Sitzung von Freitag morgen begonnen hatte und die am Nachmittag fortgesetzt worden waren, fort.

Der Bundespräsident¹ hatte bereits am Freitag morgen mitgeteilt, dass am Donnerstag² spät abends der französische Wirtschaftsminister, Herr Spinasse, nach Bern gekommen war, um dem schweizerischen Bundesrat in der Person des Bundespräsidenten die internationale Finanzlage mitzuteilen und ihm zu erklären, dass Frankreich gezwungen sein werde, den Franken neuerdings um zirka 30% abzuwerten³. An dieser Besprechung, die spät am Abend stattfand, nahmen auch der Präsident der Generaldirektion der Nationalbank, Herr Bachmann,

1. Meyer.

2. 24 septembre.

3. *La décision de dévaluer le franc est rendue publique par le Gouvernement français le 25 septembre au soir, par le truchement d'une déclaration arrêtée d'accord avec les Gouvernements américain et britannique. En voici le texte, publié simultanément le 26 septembre à Paris, Washington et Londres:*

(1) Le Gouvernement français, après s'être concerté avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Grande-Bretagne, se joint à eux pour affirmer une volonté commune de sauvegarder la paix, de favoriser l'établissement des conditions qui pourront le mieux contribuer à restaurer l'ordre dans les relations économiques internationales et de poursuivre une politique tendant à développer la prospérité dans le monde et à améliorer le niveau de vie des peuples.

(2) Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Grande-Bretagne doivent naturellement dans la politique monétaire internationale tenir pleinement compte des exigences de la prospérité intérieure de la République Américaine et de l'Empire Britannique, de même que le Gouvernement français tiendra naturellement compte de considérations analogues en ce qui concerne l'économie de la Métropole et des possessions d'Outre-mer. Ils saisissent avec plaisir l'occasion qui leur est offerte de réaffirmer qu'ils entendent poursuivre la politique par eux pratiquée au cours des dernières années et dont un des objectifs constants est de maintenir le plus grand équilibre possible sur le marché international des changes et de ne rien négliger pour éviter qu'aucun trouble ne soit apporté dans cet équilibre du fait d'une action monétaire américaine ou britannique. Le Gouvernement français partage avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Grande-Bretagne la conviction que la continuation de cette politique coordonnée servira les buts généraux que tous les Gouvernements devraient poursuivre.

(3) Le Gouvernement français, considérant que la stabilité désirable des principales monnaies ne peut être assurée sur des bases solides sans que soit préalablement rétabli un équilibre durable entre les diverses économies, a décidé dans ce but de proposer à son Parlement l'ajustement de sa devise. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Grande-Bretagne, dans l'espoir que seront ainsi établies des fondations plus solides pour la stabilité des relations économiques internationales, ont accueilli favorablement cette décision. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le Gouvernement de la Grande-Bretagne et le Gouvernement français déclarent qu'il est de leur intention d'user des moyens appropriés dont ils disposent pour éviter dans toute la mesure du possible que des troubles puissent affecter les bases nouvelles de changes résultant de l'ajustement envisagé. Il est entendu que les consultations nécessaires seront assurées à cette fin avec les deux autres Gouvernements et entre les Instituts qualifiés.

(4) Le Gouvernement français est au surplus convaincu, comme le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Grande-Bretagne, que le succès de la politique définie ci-dessus est lié au développement du commerce international. En particulier, il attache la plus grande importance à ce qu'une action soit entreprise sans délai pour atténuer progressivement, en vue de leur abolition, les régimes actuels de contingents et de contrôles de changes.

(5) Le Gouvernement français, comme le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Grande-Bretagne, souhaite et sollicite la coopération des autres Nations pour la réalisation de la politique formulée dans la présente déclaration. Il compte qu'aucun

sowie der Chef der Abteilung für Auswärtiges, Herr Minister Bonna, teil. Aus einem Schriftstücke, das der französische Wirtschaftsminister dem Bundespräsidenten aushändigte, soll hervorgehen, dass die geplante französische Abwertungsmassnahme in Übereinstimmung mit der englischen und der nordamerikanischen Regierung erfolgen soll, im Sinne einer Ermöglichung der internationalen Stabilisierung der Währung⁴. Herr Spinasse wünschte zu wissen, ob die Schweiz mitmachen würde und erklärte dabei, er habe gute Nachrichten aus Holland. Der Bundespräsident nahm die Mitteilung entgegen.

Wie an der Sitzung vom Freitag (Beratungen vom Nachmittag) nimmt auch jetzt Herr Präsident *Bachmann* zeitweilig an den Beratungen teil, um dem Bundesrat Aufschluss zu geben. Herr Bachmann führt aus, dass das Direktorium der Nationalbank sich einstimmig gegen die Abwertung ausspricht, da eine den französischen Franken entwertende Massregel in keiner Weise den Schweizerfranken unhaltbar machen werde. Dazu sei die gegenwärtige Stellung der Nationalbank zu solid, die Lage der Banken im allgemeinen wieder ziemlich normal und auch der eidgenössische Staatshaushalt weise zurzeit keine Anzeichen besonderer Gefahr auf. Zu dieser Haltung ist das Direktorium auch deshalb gekommen, weil feststehe, dass Holland den Gulden nicht abwerten werde. Diese Feststellung ergebe sich aus verschiedenen telephonischen Erkundigungen an zuständiger Stelle in Holland sowie auch aus einer direkten Erklärung, die der Gouverneur der holländischen Notenbank, Herr Trip, telephonisch dem Sprechenden soeben abgegeben habe. Herr Bachmann bittet dringend, der Rat möchte von einer Abwertung absehen und sich auf andere Massnahmen, wie auf die vorläufige Schliessung der Börse und das Verbot der Goldausfuhr, beschränken. Hierauf verlässt er den Saal, um dem Bundesrat die Weiterberatung zu ermöglichen.

Der Bundespräsident ist gleicher Ansicht und spricht sich gegen die Abwertung aus, die nicht nur nicht notwendig sei, sondern im Gegenteil unabsehbare Schadensfolgen für das Land haben könnte. Er legt daher dem Bundesrat den Entwurf zu folgender Erklärung betr. den Schweizerfranken vor, die das Festhalten am gegenwärtigen Stande dokumentiert:

«Der Bundesrat hat Kenntnis genommen von den Beschlüssen der französischen Regierung, die dem Parlament eine Abwertung des französischen Francs in der Höhe von ungefähr 30% des heutigen Wertes vorschlägt. Diese Massregel wird offenbar mit Rücksicht auf die besondere Lage des französischen Staates getroffen, dessen Staatsdefizit dringend eine Sanierung erheischt und dessen Kapitalmarkt und Währung durch Kapitalflucht und Goldabzüge gelitten hat. Zur Schwächung der Währung trugen bei die Politik der Subventionierung und Kreditausweitung und die damit verbundenen starken Lohn- und Preissteigerun-

pays n'essaiera d'obtenir un avantage de change déraisonnable et par là de contrecarrer l'effort qu'entendent poursuivre pour restaurer des relations économiques plus stables, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le Gouvernement de la Grande-Bretagne et le Gouvernement français (E 2001 (C) 4/5).

Le 21 novembre 1936, sur demande de la Banque nationale, le Département politique charge les légations à Washington, Paris et Londres de notifier aux gouvernements américain, français et britannique, l'adhésion de la Suisse aux principes généraux contenus dans la déclaration tripartite du 25 septembre (E 2001 (D) 2/318).

4. Cf. n. 3 ci-dessus.

gen der letzten Zeit. Die französische Regierung hat mit den Regierungen der Vereinigten Staaten und England Fühlung genommen, die erklärten, dass die von Frankreich vorgesehene Abwertung zu keinen Retorsionen Veranlassung geben würde. Der Bundesrat steht auf dem Standpunkte, dass die speziellen Momente, die für Frankreich zu der geplanten Massregel Veranlassung gaben, für unser Land nicht in Betracht kommen. Er wird den Schweizerfranken aufrecht erhalten und die bisherige Währungspolitik unverändert fortsetzen. Holland hat sich in gleicher Weise für die Fortsetzung seiner bisherigen Währungspolitik entschieden.»

In der Beratung sprechen sich ausser dem Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements sämtliche übrigen Mitglieder des Rates in gegenteiliger Richtung aus. Sie sind der Ansicht, dass finanzielle und banktechnische Gründe allein nicht massgebend sein dürfen; sie anerkennen wohl, dass die gegenwärtige Lage der Nationalbank es durchaus ermöglichen würde, einen allfälligen Ansturm auf unsere Goldreserven wenigstens vorläufig siegreich zurückzuweisen. Doch wisse man nicht, wie lange unserem Noteninstitut dies möglich wäre und ob wir schliesslich dann nicht gezwungen wären abzuwerten, nachdem der Stand der Goldreserven ganz beträchtlich zurückgegangen wäre und die Nationalbank so eine gewaltige Schwächung erfahren hätte. Massgebend für die Beschlussfassung des Bundesrates müssen aber ebenso sehr oder sogar vor allem die wirtschaftlichen Erwägungen sein und da sei zu berücksichtigen, dass die Schweiz nicht länger eine Preisinsel bilden dürfe. Durch die neuerliche Abwertung des französischen Frankens würde bei Festhalten an der bisherigen Höhe des Schweizerfrankens die Differenz sich noch bedeutend vergrössern. Dadurch würden unsere Ausfuhrmöglichkeiten neuerdings vermindert, während anderseits die Konkurrenzierung des Auslandes beträchtlich zunehmen würde. Gewiss werde eine Abwertungsmassnahme in erster Linie verursacht sein durch die neuerliche Abwertung des französischen Frankens. Doch sei dies nicht zu verhindern und nun sei es höchste Zeit für die Schweiz, den Anschluss an die Weltwirtschaft nicht zu verpassen und ebenfalls mitzumachen. Es sei daher nicht länger zuzuwarten; jetzt könne die Abwertung noch vorgenommen werden ohne allzu grossen Schaden, während in einigen Monaten die Sache viel bedenklicher werden könnte. Eine Abwertung sei also unvermeidlich. Wir können ohne eine solche nicht mehr auskommen; dabei sei es aber selbstverständlich, dass alle Massnahmen getroffen werden müssen, um die Auswirkungen der Abwertung mit Bezug auf die Lebenskosten zu beschränken und zu neutralisieren.

Der Vorsteher des Finanz- und Zolldepartements und auch derjenige des Justiz- und Polizeidepartements weisen darauf hin, dass durch die Abwertung das Vertrauen weitester Kreise unseres Volkes und auch des Auslandes in den Schweizerfranken und in den Bundesrat erschüttert würde. Es sei nicht zu vergessen, dass auch gerade der Mittelstand, die kleinen Leute, die Sparer, die Rentner und Pensionierten ganz beträchtlich geschädigt würden. Eine Verhinderung der Teuerung werde nicht möglich sein, sondern man werde sogar recht bald mit einer starken Verteuerung der Rohprodukte und aller importierten Waren, aber auch der Löhne usw. rechnen müssen, wodurch die Vorteile der Abwertung mit Bezug auf die Erhöhung der Konkurrenzfähigkeit unseres Landes auf dem internationalen Markte wieder beseitigt würden.

Nach einer weitem Aussprache schreitet der Rat zur *Abstimmung*. Mit sämtlichen Stimmen gegen zwei (Herr Bundespräsident Meyer und Herr Bundesrat Baumann) beschliesst der Rat die sofortige Abwertung, wobei über das Mass der Abwertung sowie über die sofort zu ergreifenden Vorkehren zur Verhinderung einer Erhöhung der Kosten der Lebenshaltung in einer spätern Sitzung Beschluss gefasst werden soll. Herr Baumann spricht sich für die vom Herrn Bundespräsidenten, bezw. vom Finanz- und Zolldepartement und der Nationalbank weiter oben im Wortlaut formulierte «Erklärung» aus.

Herr Bachmann erscheint wieder im Saal und nimmt mit grossem Bedauern Kenntnis vom Beschluss, den der Rat soeben gefasst hat. Er erklärt, dass es ihm schwer falle, den Abwertungsbeschluss durchzuführen und bittet den Rat, er möchte jemand anders damit betrauen. Auf Ersuchen des Rates erklärt er sich indessen bereit, seine Mitarbeit, soweit ihm dies möglich ist, dem Lande in diesem schwierigen Augenblicke nicht vorzuenthalten.

Herr Bundespräsident Meyer bedauert den Beschluss des Bundesrates ebenfalls und hält ihn für unglücklich. Dieser Beschluss werde ihm spätere Entschliessungen erleichtern. Er zweifelt sehr daran, dass es ihm möglich sein wird, den Standpunkt des Bundesrates, wie er durch den gefassten Beschluss zum Ausdrucke kommt, in richtiger Weise vor Volk und Parlament zu vertreten.

Auf Drängen des Rates erklärt Herr Bundespräsident Meyer indessen, sich dem Willen der Mehrheit zu unterziehen und aus Pflichtbewusstsein und Verantwortungsgefühl gegenüber Volk und Land heraus in dieser schweren und entscheidenden Stunde das seinige beizutragen, um den Beschluss sowohl vor dem Volke als vor dem Parlament zu vertreten und ihm die Zustimmung aller zu sichern.

Sämtliche Mitglieder des Rates danken Herrn Bundespräsident Meyer für seine patriotische und disziplinierte Haltung und nehmen von seiner Erklärung und Bereitwilligkeit mit Genugtuung Kenntnis⁵.

Hierauf wird Herr Bundespräsident Meyer beauftragt, am Sonntag im Radio in den drei Landessprachen eine kurze Ansprache zu halten zur Erklärung und Begründung des Abwertungsbeschlusses des Rates. Ferner wird beschlossen, folgende amtliche Mitteilung durch die Presse veröffentlichen zu lassen:

5. Cf. aussi PVCF n° 1604, du 2 octobre:

Herr Bundesrat Motta, Vizepräsident des Bundesrates, richtet an den Herrn Bundespräsidenten folgende Dankesworte:

«Herr Bundespräsident,

Gestatten Sie mir, im Namen Ihrer Kollegen Ihnen einen ganz besonderen Dank auszusprechen. Wir haben schwere Stunden miterlebt. Alle haben wir unsere harte Pflicht erfüllt. Doch Ihr Beispiel ragt leuchtend hervor. Die Charaktergrösse des Menschen zeigt sich in den Schwierigkeiten. Sie haben zugleich unsere Anerkennung und unsere Bewunderung gewonnen. Sie sind ein grosser Eidgenosse. Solange unser Land Männer Ihres Charakters an der Spitze seiner Behörden haben wird, soll es uns um seine Zukunft nicht bange sein.

Unser Dank geht auch an unsern Kollegen Herrn Bundesrat Obrecht. Die Ereignisse haben ihn nicht unvorbereitet getroffen. Wir wünschen ihm Kraft, Mut, Entschlossenheit. Er kann auf uns alle zählen.»

Die übrigen 5 Mitglieder des Rates stimmen dieser Dankesbezeugung zu.

Herr Bundespräsident Meyer dankt und gibt der Hoffnung Ausdruck, dass der schwere Beschluss bezüglich der Währung zum Wohle des Landes ausfallen werde.

«Nach Kenntnisnahme des Beschlusses der französischen Regierung, den französischen Franken um ungefähr 30 Prozent abzuwerten, hält der Bundesrat dafür, dass das Interesse der nationalen Wirtschaft auch die Schweiz zwingt, ihre Valuta den führenden Weltvaluten anzunähern. Er wird am Montag den eidgenössischen Räten seinen Bericht unterbreiten. Die Börsen werden an diesem Tage sowie am Dienstag geschlossen sein.»

Ausserdem soll der Ständerat, der erst wiederum am Dienstag zusammenkäme, ebenfalls auf Montag abend 18 Uhr dringend einberufen werden. Am Montag morgen 10¹/₂ Uhr soll eine Konferenz von Vertretern des Bundesrates mit den Präsidenten sämtlicher Fraktionen sowie den Präsidenten und Vizepräsidenten der eidg. Räte stattfinden. Am Nachmittag fänden dann die Fraktionsversammlungen sowie die Sitzungen der beiden Finanzkommissionen der eidg. Räte statt, damit der Prioritätsrat das Geschäft bereits am Montag abend in Behandlung nehmen kann.

Der Rat tritt morgen Sonntag um 17 Uhr neuerdings zusammen⁶ zur Festsetzung des Masses der Abwertung, zum Erlasse von Weisungen an die Nationalbank sowie zur Beschlussfassung über die erforderlichen Massnahmen betr. die Kosten der Lebenshaltung und ev. auch zur Genehmigung des vom Finanzdepartement und vom Volkswirtschaftsdepartement gemeinsam vorzubereitenden Berichtes an die Bundesversammlung.

ANNEXE I

E 1004 1/360

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 27 septembre 1936

1586. Abwertung des Schweizerfrankens

Finanz- & Zolldepartement. Mündlich

(Der Präsident des Direktoriums der Nationalbank, Herr Bachmann, nimmt zeitweilig an den Verhandlungen teil zur Auskunftserteilung.)

Das Finanz- und Zolldepartement legt folgenden Bericht vor:

«Nachdem der Bundesrat in seiner gestrigen Sitzung die Abwertung des Schweizerfrankens beschlossen hat, ist das eidg. Finanzdepartement mit der Nationalbank in die Prüfung der Frage des Ausmasses und der technischen Durchführung der Abwertung eingetreten. Die Besprechungen haben zu den beiliegenden Entwürfen geführt.

Die Durchführung der Abwertung hat zur Voraussetzung, dass die Nationalbank von der Verpflichtung der Einlösung ihrer Noten in Gold oder Golddevisen zu dem im Gesetz vorgeschriebenen Kurs entbunden wird. Durch diesen Schritt wird die Währung von der bisherigen festen Relation zum Gold gelöst. Andererseits sollen jedoch die Deckungsvorschriften nicht angetastet werden, da hiefür keine Notwendigkeit besteht und auch ihre Aufhebung nur zu einer Beunruhigung führen würde. Gleichzeitig ist für die Banknoten der Nationalbank der gesetzliche Kurs zu erklären. Es wird damit lediglich einen Zustand gesetzlich sanktioniert, wie er bereits in der Zeit vom August 1914 bis März 1930 bestanden hat⁷.

6. Cf. annexe I au présent document.

7. Le cours légal des billets de banque de la Banque nationale avait été décrété par l'article 2 de l'arrêté du Conseil fédéral du 30 juillet 1914 (RO, 1914, vol. 30, pp. 333—334); cet article avait été abrogé par l'arrêté du Conseil fédéral du 28 mars 1930 (RO, 1930, vol. 46, p. 101).

Die entscheidende Frage, wie die inskünftige Kursgestaltung des Frankens im Vergleich mit den übrigen Valuten geregelt werden soll, wird durch Art. 3 geordnet⁸. Als Ausmass der Abwertung wird ein Satz von ungefähr 30% vorgeschlagen. Die 30%ige Abwertung lehnt sich an das Vorgehen der französischen Regierung an. Massgebend war aber vor allem die Überlegung, dass durch eine Abwertung in dem vorgeschlagenen Ausmass die Angleichung des inländischen Kosten- und Preisniveaus an das Ausland in genügender Weise herbeigeführt sein dürfte.

Im weitem war grundsätzlich zu entscheiden, ob nach erfolgter Abwertung die Währung neuerdings an das Gold gebunden oder ob eine Angleichung an das englische Pfund gesucht werden sollte. Eine sofortige definitive Neubindung an das Gold erscheint im Hinblick auf die Unabgeklärtheit der Währungsmassnahmen der weltwirtschaftlich massgebenden Länder nicht angezeigt. Auf der andern Seite kann auch der bedingungslose Anschluss an das englische Pfund nicht befürwortet werden, da diese Währung keine unbedingte Stabilität aufweist. Es wurde deshalb eine vermittelnde Lösung gesucht, die unter Vermeidung einer definitiven Stabilisierung doch eine klare Richtlinie für die künftige Währungspolitik ergibt. Wenn im Bundesratsbeschluss von einer Entwertung von ungefähr 30% gesprochen wird, so ist damit auch eine Angleichung unserer Währung an die beiden Weltwährungen Pfund und Dollar beabsichtigt. Der Nationalbank ist so die Möglichkeit geboten, sich an diese Währungen anzulehnen oder den Kurs des Schweizerfrankens auf Grund einer festen Beziehung zum Gold zu regulieren.»

Gleichzeitig unterbreitet das Finanz- und Zolldepartement dem Rate zur Beschlussfassung einen Entwurf zu einem Bundesratsbeschluss betr. Währungsmassnahmen (Beilage A)⁹ und einen solchen zu Weisungen an die Nationalbank (Beilage B)¹⁰. Das Volkswirtschaftsdepartement seinerseits legt den Entwurf zu einem Bundesratsbeschluss über ausserordentliche Massnahmen betr. die Kosten der Lebenshaltung vor (Beilage C)¹¹.

Der Rat erteilt allen drei Entwürfen die Genehmigung. [...]

Die beiden Bundesratsbeschlüsse treten sofort, d. h. «am 28. September 1936» in Kraft.

Der Rat wird morgens um 8½ Uhr zusammentreten¹² zur Genehmigung der Vorlage, d. h. des Berichts an die Bundesversammlung. Am Schlusse dieses Berichtes soll der Antrag an die Bundesversammlung dahin lauten, der Bundesrat ersuche sie «um zustimmende Kenntnisnahme» des Berichtes.

ANNEXE II

E 1004 1/360

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 28 septembre 1936 (matin)

1589. Abwertung des Schweizerfrankens

Finanz- und Zolldepartement. Mündlich

Das Finanz- und Zolldepartement legt den Entwurf zu einem Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung¹³ über seine gestrigen und vorgestrigen Beschlüsse über die Abwertung des Schweizerfrankens, sowie einer Kundgebung des Bundesrats an das Schweizervolk¹⁴ vor.

8. *Il s'agit de l'article 3 de l'Arrêté du Conseil fédéral instituant des mesures monétaires, adopté lors de la même séance du 27 septembre, dont voici le texte:*

La Banque nationale suisse est chargée de maintenir la parité-or du franc à une valeur comprise entre 190 et 215 milligrammes d'or fin, ce qui correspond à une dévaluation moyenne du franc de 30 pour cent (RO, 1936, vol. 52, p. 765).

9. Cf. n. 8 ci-dessus.

10. Non reproduit.

11. Arrêté du Conseil fédéral sur les mesures extraordinaires concernant le coût de la vie (RO, 1936, vol. 52, pp. 766—767).

12. Cf. annexe II au document principal.

13. Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale au sujet de ses décisions des 26 et 27 septembre 1936 concernant la dévaluation du franc suisse (FF, 1936, II, pp. 697 ss.).

14. Non reproduit (E 6100 (A) 15, Archiv-Nr. 903).

Auf Grund der Beratung wird der Bericht mit einigen redaktionellen Abänderungen zur Weiterleitung an die Bundesversammlung genehmigt.

Ferner wird beschlossen, von einer Kundgebung des Bundesrats an das Schweizervolk im Sinne des vorgelegten Entwurfs abzusehen. Dieser Entwurf wird daher nicht näher behandelt, sondern ad acta gelegt.

ANNEXE III

E 1004 1/360

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 28 septembre 1936 (après-midi).

1596. Abwertung des Schweizerfrankens

Präsidentschaft. Mündlich

(Am ersten Teil der Sitzung nimmt auch der Präsident der ständerätlichen Finanzkommission, Herr Bosset, teil.)

Herr *Bundespräsident Meyer* teilt mit, es bestehe in der ständerätlichen Finanzkommission mehrheitlich die Meinung, das Parlament sollte vom Abwertungsbeschlusse des Bundesrates lediglich Kenntnis nehmen, ohne besondere Zustimmungserklärung.

Herr *Ständerat Bosset* gibt bekannt, dass die ständerätliche Finanzkommission, der die Vorbehandlung und Antragstellung für den Bericht des Bundesrats betr. die Frankenabwertung zusteht, mit 5 gegen 4 Stimmen beschlossen habe, es sei dem Plenum des Ständerats die einfache Kenntnisnahme zu beantragen, also ohne Äusserung seiner Zustimmung zu den Massnahmen der Regierung. Er bittet den Bundesrat um Verzicht auf sein Begehren, das Parlament solle dem Bundesratsbeschluss vom 26. September ausdrücklich zustimmen.

Herr *Minger* erklärt, der Bundesrat müsse unbedingt daran festhalten, dass das Parlament vom Abwertungsbeschlusse des Bundesrats «mit Zustimmung» Kenntnis nehme. Ein Verzicht auf dieses Begehren würde eine Schwächung der Autorität des Bundesrats bedeuten.

Herr *Pilet-Golaz* teilt diese Auffassung und bezeichnet einen allfälligen Verzicht als einen Fehler.

Herr *Bundespräsident Meyer* möchte den andern Gesichtspunkt doch ernstlich in Erwägung ziehen. Wenn die Streichung der Worte «mit Zustimmung» die einstimmige Beschlussfassung des Parlaments zu erleichtern vermag, so könnte der Bundesrat sich vielleicht damit bescheiden.

Herr *Etter* ist der Meinung, dass der Bundesrat am Samstag einen Beschluss von ganz ausserordentlicher Tragweite gefasst habe. Die Aufgabe, die dem Bundesrat daraus erwächst, sei überaus schwierig und greife auch tief in alle wirtschaftlichen Lebensverhältnisse des Volkes ein. Es sei nur dann ein gutes Ende zu erhoffen, wenn der Bundesrat mit grösster Autorität handeln kann, d. h. wenn Parlament und Volk der Sache nicht gleichgültig oder gar ablehnend gegenüber stehen. Deshalb müsse verlangt werden, dass die gesetzgebende Behörde eindeutig Stellung bezieht, dass sie sich in dieser schicksalsschweren Stunde zum Bundesrat bekenne und sich nicht durch die Ablehnung der ausdrücklichen Zustimmung vom Abwertungsbeschlusse distanzieren. Sonst gehe die Schweiz den schwersten Erschütterungen und einer sehr ungewissen Zukunft entgegen. Der Vorsteher des Departements des Innern spricht sich daher entschieden gegen eine Streichung aus.

Die Herren *Motta* und *Obrecht* schliessen sich diesen Ausführungen an.

Hierauf wird einstimmig Festhalten an der Formel «*zustimmende Kenntnisnahme*» beschlossen¹⁵.

15. Dans sa séance du 28 septembre (après-midi), le Conseil des Etats prend acte du rapport du Conseil fédéral avec approbation (BOAF, CE, 1936, pp. 371 ss.); le Conseil national en fait de même le 29 septembre au matin (BOAF, CN, 1936, pp. 1302 ss.).

E 2001 (D) 1/142

*Rapport sur le comportement du Ministre K. Egger
lors de l'éclatement de la guerre civile espagnole¹*

No

Minister Egger² trat Samstag den 11. Juli von Madrid aus im Automobil seinen ordentlichen *Urlaub* an. *Ministerien und Diplomatie* befanden sich bereits in *vollständiger Ferienauflösung*. Nichts liess die Katastrophe voraussehen. Die Ermordung von Calvo Sotelo³ vernahm Minister Egger erst in der Schweiz.

Die erste Nachricht von der Militärrevolte in Spanien las Minister Egger am Montag den 20. Juli in Salzburg in der österreichischen Presse.

Unverzüglich setzte sich Minister Egger mit dem Politischen Departement in Verbindung und erbat *Orientierung* über die in Bern eingelaufenen Nachrichten und *Instruktionen* über sein Verhalten.

Am 22. Juli schrieb das Politische Departement an Minister Egger nach Salzburg: «... *Quelle que soit la tournure que prendront les événements, votre présence à Madrid ne pourrait pas être d'une grande efficacité pour la protection de nos ressortissants contre les dangers de la guerre civile qui a éclaté après votre départ en vacances, de sorte qu'il ne vaut pas la peine de courir le risque très sérieux que comporterait, ces jours-ci, un voyage en Espagne, qu'il serait peut-être même impossible de mener à bien. Personne ne peut songer, d'autre part, à vous reprocher d'être absent de votre poste au moment où des événements tragiques et soudains bouleversent l'Espagne. ...*»

Gleichfalls am 22. Juli telegraphierte die Gesandtschaft in Madrid von sich aus, die *Rückkehr* von Minister Egger sei *nicht absolut notwendig* und sie wäre wohl auch kaum durchführbar⁴.

Der *Chef der Abteilung für Auswärtiges*⁵ unterrichtete Herrn Bundesrat Baumann, den Vertreter des sich im Urlaub befindenden Herrn Bundesrat Motta, über die von Minister Egger erbetenen Instruktionen und über die vom Politischen Departement erteilten Weisungen.

Am 23. Juli schrieb das Politische Departement an Minister Egger nach Salzburg: «... M. le Conseiller fédéral Baumann *partage notre avis* que dans les circonstances actuelles, *il n'y a aucune raison que vous vous exposiez aux graves risques que comporterait un voyage de retour à Madrid...*»

1. *Ce document intitulé* Tatsachenbericht über das Verhalten von Minister Egger beim Ausbruch des spanischen Bürgerkrieges *n'est ni daté, ni signé. Il doit avoir été rédigé pour répondre aux bruits et commentaires qui ont circulé alors en Suisse sur les causes de l'absence du Ministre Egger de Madrid dans les premières semaines des hostilités en Espagne. Le Chef du Département politique, dans sa réponse à l'interpellation Schöpfer, au Conseil des Etats, le 6 octobre, défend l'attitude du ministre (BOAF, CE, 1936, pp. 450—451). Cf. aussi, au Conseil national, la petite question Wunderli, du 6 octobre (E 1001 (C) d 1/320).*

2. *Accrédité à Madrid et à Lisbonne.*

3. *Dans la nuit du 12 au 13 juillet.*

4. E 2300 Madrid, Archiv-Nr. 8.

5. *P. Bonna.*

Angesichts dieser Lage hatte Minister Egger wohl kaum einen zwingenden Grund, den ihm vorliegenden unzweideutigen Instruktionen entgegenzuhandeln. Die Lage der Kolonie in Madrid drängte nach den vorliegenden Berichten auch nicht nach eigenmächtigem Vorgehen. Eine Verständigung mit der vorgesetzten Behörde war möglich und gegeben⁶.

Minister Egger hat während seiner nunmehr 30jährigen diplomatischen Laufbahn auch in mehrfachen kritischen Situationen nie billige Rückendeckung gesucht und sich nie seiner dienstlichen und persönlichen Verantwortung entzogen⁷.

Minister Egger stellte auf Anfrage seines Vertreters sein *Privathaus* als Sitz der Gesandtschaft und als Wohnung des Geschäftsträgers zur Verfügung, weil dort grössere Sicherheit geboten ist als in der von der Eidgenossenschaft gemieteten Gesandtschaftskanzlei im Zentrum der Stadt. Im Privathause von Minister Egger fanden während längerer Zeit über 80 Landsleute Verpflegung und Unterkunft. Nach ihrer Evakuierung haben sie Minister Egger telegraphisch ihren Dank für die Aufnahme ausgesprochen. Es wohnen heute noch Schweizer dort und das *Privathaus* von Minister Egger ist *heute noch der offizielle Sitz des schweizerischen diplomatischen Vertreters*.

Nach seiner Rückkehr aus Salzburg hat Minister Egger sich *wiederholt und ausdrücklich bereit erklärt, jederzeit*, sobald es die vorgesetzte Behörde wünsche, die *Rückkehr auf seinen Posten zu versuchen*.

Auf *ausdrückliche Weisung des Politischen Departements* hat Minister Egger bis heute auf diese Rückkehr verzichtet, da das Politische Departement und der Bundesrat der Auffassung sind, er könne dem Amt wie den Landsleuten hier bessere Dienste leisten als wenn er allfällig mit seinem Vertreter in Madrid blockiert würde. Minister Egger hat die Leitung des Schutzkomitees für die Spanien-Schweizer übernommen⁸.

In einem Bericht an die schweizerischen Gesandtschaften im Auslande schrieb das Politische Departement am 12. August: «... In der schweizerischen Presse ist zu Unrecht Herrn Minister Egger zum Vorwurf gemacht worden, dass er nicht seinen Urlaub in der Schweiz abgebrochen und nach Madrid zurückgekehrt sei. *Das Verhalten des Genannten entspricht den Weisungen des Departements.*»⁹

Neben verschiedenen diplomatischen und politischen Erwägungen war für die

6. *Le 15 août, le Chargé d'affaires, a. i. à Madrid écrit à son Ministre, dans une lettre personnelle: ... Au sujet de votre retour, j'ai estimé utile dans le temps de questionner la colonie, lui laissant la possibilité de dire, comme c'était son droit, si elle désirait votre retour et que celui-ci me couvrirait même, mais que j'étais prêt à continuer aussi ma tâche seul. Il me fut répondu que puisque j'avais commencé seul, je continuais à jouir de la confiance et qu'en conséquence, votre retour n'était pas indispensable ... De toute façon, je vous prie, Monsieur le Ministre, de ne pas vous faire trop de souci. Même sur place, malheureusement, vous ne pourriez guère améliorer ce triste état de chose et il faut vous dire que nous Suisses sommes encore peut-être parmi les privilégiés, vu notre situation ici et le peu de méfiance que nous inspirons ...* (E 2001 (D) 1/142).

7. *Cf. la note personnelle manuscrite du Ministre sur son comportement à Berlin en novembre 1918, datée du 29 septembre* (E 2001 (D) 1/142).

8. *Cf. n° 296.*

9. *Et du Conseil fédéral (PVCF n° 1369 du 14 août, E 1004 1/359). Un communiqué dans ce sens sera d'ailleurs remis à la presse à l'issue de la séance du gouvernement.*

Einstellung des Politischen Departements vor allem die Tatsache massgebend, dass *kein einziger anderer Missionschef auf seinen Posten zurückgekehrt ist*. In Madrid blieben die üblichen Geschäftsträger, und die Staaten, die während der Sommerzeit *überhaupt keine diplomatischen Funktionäre mehr in Madrid hatten* (England, Deutschland, Vereinigten Staaten, Frankreich, Belgien, Holland und andere) veranlassten ausnahmslos *nicht etwa die Rückkehr ihrer Botschafter und Gesandten*, sondern von Legationsräten und Sekretären in der Eigenschaft von Geschäftsträgern und das erst nach Ablauf von einigen Wochen.

Von den in Madrid verbliebenen diplomatischen Missionen sind die meisten nach und nach ganz weggereist. Neu akkreditiert wurde nur ein russischer Botschafter¹⁰.

10. ... L'Ambassadeur du Mexique seul de tous est rentré de Saint-Jean-de-Luz il y a dix jours. En outre, comme vous le savez, la Russie a nommé un Ambassadeur en la personne de M. Rosenbergh, arrivé tout récemment. Je constate donc une fois de plus qu'aucun des chefs de poste à Saint-Sébastien ou Saint-Jean-de-Luz, même pas l'Ambassadeur de France, malgré l'amitié des deux fronts populaires, n'est rentré dans la capitale (*notice de E. Fontanel, datée de Madrid, 1^{er} septembre, E 2001 (D) 1/142*).

299

E 2001 (D) 3/510

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Paris, H. de Torrenté,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna*

L Streng vertraulich

Paris, 3. Oktober 1936

Die innenpolitische Lage in Frankreich hat sich in einer Weise entwickelt, dass die Frage, was die Gesandtschaft und die Konsulate im Falle von Streiks und Unruhen zum Schutze der Schweizerkolonie tun könnten, der Erwägung Wert geworden ist.

Ich hatte wiederholt Gelegenheit, mit einigen Vertrauensleuten aus der Kolonie über dieses Thema zu reden, wobei übereinstimmend der Wunsch geäußert wurde, es seien Schutzmassnahmen vorzusehen und vorzubereiten. Die gestrigen Vorgänge in den Kammern, die für einige Stunden den Sturz der Regierung, nachfolgenden Generalstreik und Strassendemonstrationen nicht ausgeschlossen erscheinen liessen, haben mich neuerdings darin bestärkt, dass für alle Fälle, selbst in der Hoffnung, dass es in der nächsten Zeit zu keinen ernstlichen Verwicklungen kommt, darüber Klarheit geschaffen werden sollte, und zwar in Verbindung mit Ihnen, in welcher Weise der Schutz der Kolonie zu organisieren wäre.

Es ist im weiteren selbstverständlich, dass diese Frage in einer Weise behandelt werden muss, ohne dass die französischen Behörden die geringste Kenntnis

davon erhalten und ohne dass selbst die Kolonie im grösseren Umfange darüber informiert wird, um keine unnötige Alarm- und Panikstimmung unter unsere Landsleute zu tragen.

Der Zweck dieser Zeilen besteht darin, Sie anzufragen, ob Sie im Prinzip damit einverstanden sind, dass ich die Prüfung der Angelegenheit in die Hand nehme oder ob Sie es vorziehen, dass vorläufig an diese gewiss heikle Aufgabe nicht herangetreten wird.

Um Ihnen bereits darüber ein gewisses Bild zu geben, welche Ideen, Wünsche und Vorschläge in dieser Hinsicht aufgetreten sind und mir auch realisierbar erscheinen, möchte ich Ihnen im folgenden andeutungsweise einige Punkte aufzählen:

I. Massnahmen, die bereits unter den gegenwärtigen Umständen getroffen werden könnten.

1. Ausstellung eines Schutzbriefes für Schweizerbürger, der u. a. auch an Wohnungen angeschlagen werden kann. (Der Druck müsste in der Schweiz erfolgen.)
2. Beschaffung eines Vorrates von Schweiz. Armbinden (Herstellung ebenfalls in der Schweiz).
3. Führung einer Liste derjenigen Landsleute, die ausdrücklich um Schutz ersuchen.
4. Bereitstellung einer ansehnlichen Geldreserve auf der Gesandtschaft.

II. Massnahmen im Falle von Generalstreik und Unruhen.

5. Eventuelle Organisation eines speziellen Hilfsdienstes durch die Gesandtschaft. Anstellung von Hilfskräften aus der Kolonie. Bezeichnung des «Cercle commercial suisse» als Zentralstelle und als zur Gesandtschaft gehörig.
6. Vorzusehen zur Zuflucht und Unterkunft:
Cercle commercial suisse: ca. 800 Personen,
Asile suisse des Vieillards: ca. 300 Personen,
Cité Universitaire: ca. 300 Personen,
Stade Suisse,
verschiedene Hotels in schweizerischem Besitz.
7. Anlegung von Lebensmittelreserven durch schweiz. Lebensmittelfirmen im «Cercle commercial suisse», im «Asile des vieillards», in der Cité Universitaire, in der Gesandtschaft.
8. Vorbereitung eventueller Heimschaffung von Landsleuten durch Autocars aus der Schweiz. (Für Marseille, Bordeaux, Nantes, Le Havre, eventuell englische Schiffe). (Für Norden, eventuell über belgische Grenze.)

[...]¹

1. Pour la réponse du Département politique, cf. annexe au présent document.

ANNEXE

E 2200 Paris 9/1

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

L

Bern, 13. Oktober 1936

Wir sind im Besitze ihrer Zuschrift vom 3. d. M.² betreffend Schutzmassnahmen bei allfälligen Unruhen in Frankreich und haben mit Interesse von Ihren Ausführungen und Vorschlägen Kenntnis genommen.

Wir halten es für durchaus richtig, dass man jetzt schon sich überlegt, welche Schutzmassnahmen nötigenfalls in die Wege zu leiten sind und dass man prüft, welche von diesen Massnahmen sofort angeordnet werden sollen.

Sie schlagen nun vor, dass jetzt schon Schutzbriefe gedruckt und den Schweizerbürgern zur Verfügung gestellt werden. Wir glauben, dass diese Massnahme verfrüht wäre. Man muss es aus begreiflichen Gründen vermeiden, unsere Landsleute in eine unangebrachte Panikstimmung zu versetzen. Die Erfahrungen in Spanien³ haben gezeigt, dass es auch nach Ausbruch der Unruhen leicht möglich ist, diese Schutzbriefe herzustellen und unsern Landsleuten zu verteilen. Es genügt daher für heute, wenn die schweizerischen Konsulate und ihre Korrespondenten orientiert sind, was in dieser Hinsicht im Falle der Gefahr zu geschehen hat. Die Schutzbriefe werden dann zweckmässigerweise im Konsulatskreis selbst hergestellt; das Gleiche gilt auch für die schweizerischen Armbinden.

Die Bereitstellung einer ansehnlichen Geldreserve auf der Gesandtschaft halten wir nicht für nötig. Es hat sich in Spanien gezeigt, dass es für unsere Vertretungen keine Schwierigkeit bietet, die nötigen Geldmittel zu beschaffen. Unsere Landsleute sind froh, ihre Geldmittel unserer Vertretung zur Verfügung stellen zu können, wodurch ihnen eine Transferierung des Geldbetrages ins Ausland ermöglicht wird. Die Anschaffung ansehnlicher Geldreserven hat andererseits den Nachteil, dass dadurch Kursverluste entstehen können.

Eine Massnahme, die wir andererseits für notwendig erachten und zwar auf Grund der Erfahrungen in Spanien, ist folgende: In jeder Ortschaft, wo mehrere Schweizer sind, muss ein zuverlässiger Korrespondent des Konsulats bzw. der Gesandtschaft vorhanden sein. Bei Ausbruch von Unruhen werden bekanntlich die Verbindungen unterbrochen und unsere ausserhalb des Sitzes des Konsulats oder der Gesandtschaft wohnenden Landsleute sind abgeschnitten, wenn sie sich nicht an einen solchen Korrespondenten wenden können. Dieser muss dann wissen, wie er mit dem Konsulat oder mit uns Verbindung aufzunehmen hat. Dies geschieht durch irgendeine andere ausländische Vertretung, die sicherlich bereit sein wird, dem Korrespondenten beizustehen und ihm bei der Übermittlung seiner Nachrichten behülflich zu sein. In Spanien hat sich der Mangel einer solchen Korrespondenten-Organisation nachteilig bemerkbar gemacht.

Was diejenigen Massnahmen anbetrifft, die erst bei Ausbruch von Unruhen zu treffen sind, so glauben wir, dass sich ein Meinungs austausch zwischen Ihnen und uns erübrigen dürfte. Für jede Ortschaft sind hier besondere Massnahmen zu treffen, die je nach den Umständen im gegebenen Zeitpunkt sich von selbst aufdrängen dürften. Wir sind durchaus damit einverstanden, dass die zuständige Stelle an den einzelnen Orten sich jetzt schon darüber Gedanken macht, was im Falle der Gefahr vorzukehren ist⁴. Bestimmte Weisungen können jedoch zur Zeit noch nicht erteilt werden.

2. Cf. *document principal*.

3. Cf. *rubrique II. 8. 2: Espagne, guerre civile espagnole*.

4. *Dans une lettre-circulaire du 5 novembre à tous les consulats de Suisse en France, y compris celui d'Alger, la Légation demande la désignation de correspondants locaux de la colonie suisse auprès des consulats et subordonne la fabrication de lettres de protection et de brassards aux couleurs fédérales à son autorisation expresse. Elle recommande la plus extrême discrétion tant vis-à-vis des autorités françaises que de la colonie suisse* (E 2200 Paris 9/1).

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 octobre 1936¹

1622. Deutschland: Anlage einer Kriegskohlenreserve

Vertraulich

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 24. September 1936

I. Angesichts der andauernd gespannten politischen Lage hat sich der Bundesrat schon seit langem mit der Frage der Anlegung einer Kriegskohlenreserve befasst². Ebenso hat der Bundesrat seit langem die Möglichkeiten der Abtragung des auf dem schweizerisch-deutschen Reiseverkehrskontos entstandenen Saldos geprüft und ist zur Ansicht gelangt, dass dieser Saldo nur durch zusätzliche Bezüge deutscher Kohlen abgetragen werden könne. Aus dieser Erwägung hat er der deutschen Regierung mehrfach entsprechende Vorschläge unterbreitet, die aber immer wieder abgelehnt worden sind³.

1. Absents: Motta et Pilet-Golaz.

2. Cf. n° 84.

3. Lors de la conférence du 14 mai 1936 (cf. n° 229 + A), W. Stucki relate les différentes étapes de ces négociations:

Im Oktober letzten Jahres hat der Sprechende mit Herrn Reichswirtschaftsminister Schacht in Meran über die Lösung der Frage der Rückstände im schweizerisch-deutschen Reiseverkehr diskutiert. Man versuchte eine Lösung dadurch herbeizuführen, dass die Schweiz eine Kriegskohlenreserve von 1 Mill. Tonnen anlegen sollte, um dadurch die Rückstände im Reiseverkehr abzutragen.

Dr. Schacht lehnte diesen Vorschlag ab mit der Begründung, Deutschland könne seinen Überschuss an Kohle nach Italien liefern, habe also kein Interesse, Kohle nach der Schweiz zu verkaufen, wo nur verrechnet werde. Der Sprechende hatte den Eindruck, dass Dr. Schacht den Gegenwert der in der Schweiz eingeführten Kohle nicht mehr für den Reiseverkehr verwenden wolle. Dr. Schacht machte damals schon die Andeutung, dass das Aprilabkommen für Deutschland nicht haltbar sei und versprach, bestimmte Vorschläge für eine Änderung zu machen. Die versprochenen Vorschläge kamen aber nicht. Von schweizerischer Seite wurde mehrfach das Angebot gemacht, diese Kriegskohlenreserve anzulegen. Doch selbst als die Kohlenlieferungen Deutschlands nach Italien abnahmen, weigerte sich Deutschland, dem schweizerischen Vorschlag zuzustimmen.

Das Reiseverkehrsabkommen gab zu vielen Schwierigkeiten Anlass. Bei den Verhandlungen, die im Januar 1936 stattfanden, wollte Deutschland seine Unterschrift unter das neue Abkommen von der Erfüllung verschiedener Forderungen abhängig machen, die nichts mit dem Reiseverkehr zu tun hatten. Es verlangte insbesondere auch eine freie Devisenspitze für seine Kohlenlieferungen.

Die Frage des Reiseverkehrsabkommens konnte dann doch für das erste Quartal 1936 geregelt werden. Das Protokoll vom 11. Januar 1936 über den Reiseverkehr enthielt eine ausdrückliche Bestimmung, nach der die Parteien zu gegebener Zeit über die Regelung des Reiseverkehrs im zweiten Quartal in Verhandlungen treten sollten. Diese neuen Verhandlungen wurden von Deutschland hinausgezögert. Im März wurde dann zum ersten Mal in einer Note der deutschen Regierung der Standpunkt aufrecht erhalten, dass Deutschland nicht verpflichtet sei, einen einzigen Reisenden nach der Schweiz kommen zu lassen, solange auf dem Reiseverkehrskonto ein

Erst anlässlich der jüngsten Verhandlungen mit Deutschland konnte gemäss einem am 6. Juli a. c.⁴ zwischen dem Chef der schweizerischen und dem Chef der deutschen Delegation gepflogenen Briefwechsel vereinbart werden, den per 30. Juni 1936 auf dem Reiseverkehrskonto festgestellten Saldo von rund 23 290 000.— Franken durch einen wertentsprechenden Sonderbezug deutscher Kohlen (rund 1 Million Tonnen) abzudecken. Damit ist auch die Grundlage für die Schaffung einer Kriegskohlenreserve festgelegt worden.

In dem erwähnten Briefwechsel ist vorgesehen, dass die näheren Bedingungen über die Durchführung in einer besonderen Vereinbarung getroffen werden sollen, wofür die Genehmigung des Bundesrates vorbehalten ist. Auf die Wiederausfuhr deutscher Kohlen wurde schweizerischerseits ausdrücklich verzichtet. Andererseits ist bestimmt, dass der Sonderbezug den laufenden Bezug deutscher Kohlen durch die schweizerischen Importeure, wie er im Reiseverkehrsabkommen vorausgesetzt wird, weder mengen- noch preismässig beeinträchtigen darf.

Vor dem 6. Juli, und zwar schon seit dem Oktober 1935, sind durch die

Defizit bestehe und dass die laufenden Kohlenzahlungen vorerst zur Abdeckung der Vorschüsse des Bundes dienen sollten. Die Schweiz hat dieser Note entgegengehalten, dass sie bereit sei zur Abdeckung des Defizites zusätzliche Kohlenimporte zu tätigen. Die Auseinandersetzungen, die mit Dr. Schacht stattfanden, waren unangenehmer und heftiger als je. Schacht musste sich dann belehren lassen, dass der Rechtsstandpunkt, auf den er sich stellte, nicht aufrechterhalten werden könne. Das Auswärtige Amt gab diesbezüglich ein Gutachten ab, das in der Rechtsfrage den schweizerischen Standpunkt als berechtigt darstellte. Daraufhin drohte Dr. Schacht mit einer Kündigung des Reiseabkommens und gab dem Auswärtigen Amt die Anweisung, die für die Kündigung notwendigen Schritte vorzubereiten.

Aus den Besprechungen, die im März mit Dr. Schacht stattfanden, geht deutlich hervor, dass es ihm nicht um das Reiseabkommen, sondern hauptsächlich um eine Neuregelung der Finanzforderungen zu tun war. Er machte hauptsächlich geltend, dass Deutschland seine Verschuldung nicht anwachsen lassen wolle. Dieses Argument war für den Reiseverkehr gar nicht gültig. Für das Defizit auf dem Reiseverkehrskonto war der Bund in Vorschuss getreten. Überdies war noch von schweizerischer Seite das Angebot gemacht worden, dieses Defizit durch Anlegen einer Kriegskohlenreserve abzudecken. Dann kann übrigens festgestellt werden, dass die paar Millionen des Reiseverkehrsdefizites überhaupt keine Rolle spielen. Schacht will mit allen Mitteln die Nominalbeträge der deutschen Schulden gegenüber der Schweiz herabsetzen. Wahrscheinlich hatte er die Absicht, die Zustimmung der schweizerischen Gläubiger oder der schweizerischen Regierung zu einer Herabsetzung dieser Nominalbeträge durchzudrücken, in der Hoffnung, dass die Schweiz später zu einer Abwertung gezwungen werde, die dann automatisch für Deutschland eine neue Verminderung seiner Verschuldung nach sich ziehen würde. Er stellte bestimmte Vorschläge in Aussicht.

Dem Sprechenden gegenüber machte er keine neuen Vorschläge. Durch einen Mittelsmann wurde dann aber ein neuer Plan unterbreitet. Dieser neue Vorschlag wurde durch die Nationalbank bearbeitet und der bundesrätlichen Finanzdelegation vorgelegt. Nach dem neuen Vorschlag sollten sich die schweizerischen Finanzgläubiger mit einer Herabsetzung des Nominalbetrages ihrer Forderungen einverstanden erklären. Als Gegenleistung hätte dann das deutsche Reich die Verpflichtung übernommen, die Verzinsung und Amortisation durch Kohlenlieferungen zu sichern. Es wäre nötig gewesen, mit Deutschland für 40 Jahre einen Staatsvertrag abzuschliessen, um diesen Plan durchzuführen. Die bundesrätliche Finanzdelegation hat sich in mehreren Sitzungen mit diesem Vorschlag befasst. Sie hält ihn für undurchführbar in seiner jetzigen Form. [...] (J.I. 131/22—24.)

4. *Non reproduit. Pour plus de détails sur la constitution d'une réserve de guerre en charbon, cf. E 6100 A 14/635—644.*

Schweiz. Zentralstelle für Kohleneinfuhr⁵ und insbesondere durch den sachverständigen Geschäftsführer⁶ der genannten Zentralstelle, einlässliche Erhebungen und Vorarbeiten geleistet worden. Durch die Vorarbeiten der Kohlenzentrale ist die Frage der Lagermöglichkeiten grundsätzlich bereits weitgehend abgeklärt worden. Die Erhebungen der Kohlenzentrale haben ferner auch wichtige Hinweise über das Kostenproblem sowie über technische Durchführungsfragen gebracht. Um nicht unnötige Beunruhigungen bei den durch die geplante Anlage einer Kriegskohlenreserve betroffenen Kreisen zu schaffen, erachtete es das Departement, solange als nicht feststand, ob Deutschland dem schweizerischen Vorschlag auf Tätigung eines Sonderbezuges von Kohlen zur Abtragung des auf dem schweizerisch-deutschen Reiseverkehrskonto entstandenen Saldos zustimmen werde, nicht als angezeigt, weitere Vorarbeiten an die Hand zu nehmen.

Nach Annahme des Vorschlages des Bundesrates durch die deutsche Regierung hat der Herr Delegierte für den Aussenhandel⁷ die Kohlenzentrale sofort beauftragt, sobald als möglich Vorschläge für die praktische Durchführung des vom Bundesrate beschlossenen und mit der deutschen Regierung grundsätzlich vereinbarten Sonderbezuges von 1 Million t. Kohlen zu machen. Gleichzeitig ist ebenfalls das eidg. Finanz- und Zolldepartement mit der Angelegenheit befasst worden. Die Kohlenzentrale hat den ihr erteilten Auftrag entgegengenommen und sofort die erforderlichen Erhebungen und Besprechungen innerhalb ihrer Mitgliedergruppen sowie ihres Ausschusses und ihres Vorstandes durchgeführt und dem Herrn Delegierten für den Aussenhandel mit Schreiben vom 28. August a. c. ihre Stellungnahme sowie eine Reihe von Anträgen unterbreitet⁸.

[...]

Auf Grund der eingetroffenen Vernehmlassungen hat der Herr Delegierte für den Aussenhandel das eidg. Finanz- und Zolldepartement, die Generaldirektion der Schweiz. Bundesbahnen, den Kohlenverband schweiz. Transportanstalten, die Eidg. Preiskontrolle, die Kohlenzentrale, sowie Herrn Prof. Dr. Paul Schlaepfer auf den 18. September 1936 zu einer Konferenz nach Bern einberufen, um die

5. Cf. le rapport des Services de caisse et comptabilité de l'Administration des finances du 15 juillet 1936:

[...] In der am 13. Juli 1936 unter Leitung von Herrn Minister Stucki durchgeführten Aussprache mit dem Ausschuss der Schweizerischen Zentrale für Kohleneinfuhr, zu der auch das eidg. Finanzdepartement eingeladen war, wurde nach einem einleitenden Referat des Vorsitzenden an die Vertreter der Kohlenzentrale das Ansuchen gerichtet, die Frage der Durchführung der erforderlichen technischen und finanziellen Massnahmen zu prüfen.

Die Vertreter der Kohlenzentrale erklärten die Frage im Schosse ihrer Verbände wohlwollend zu prüfen, wobei allerdings zunächst auf gewisse Schwierigkeiten für die Einlagerung dieser grossen Kohlenmengen und auf die Kosten einer derartigen Massnahme hingewiesen wurde. Die Vertreter glaubten ihre Aufgabe darin zu suchen, dem Bund bei der ganzen Aktion beratend zur Seite zu stehen. Eine Reihe von Fragen soll im gegenseitigen Einvernehmen studiert und abgeklärt werden. So die Frage: Wer übernimmt die zusätzlich einzulagernde Kohle, wo und wie soll sie aufbewahrt werden, bleibt der Bund Eigentümer dieser Kohlenmenge, wenn nicht, wer haftet für Gewichts- und Qualitätsverlust, wer für eventuelle Preisschwankungen? [...]

(E 6100 (A) 14/636.)

6. J. Hotz.

7. W. Stucki.

8. Non reproduit.

Angelegenheit vor Antragstellung an den Bundesrat nochmals einlässlich zu besprechen⁹.

II. Nachdem nun die zuständigen Amtsstellen und alle Interessenten begrüsst worden sind und ihnen Gelegenheit zur schriftlichen und mündlichen Ansichts-äusserung gegeben worden ist, berichtet das Departement, im vollen Einvernehmen mit den Teilnehmern an der Konferenz vom 18. September in randvermerkter Sache, folgendes:

[...] ¹⁰

3. Aufnahme von Verhandlungen mit den zuständigen deutschen Stellen

a) Da eine grundsätzliche Abklärung der Angelegenheit erreicht ist, sollten die Verhandlungen mit den zuständigen deutschen Stellen sobald als möglich aufgenommen werden können, und zwar schon mit Rücksicht darauf, dass die endgültige Festsetzung der Mengen, die in Steinkohlenbriketts einerseits und in Industrie- und Hausbrandkohlen sowie Koks und Braunkohlenbriketts andererseits bezogen, bzw. gelagert werden können, erst dann vorgenommen werden kann, wenn die Liefermöglichkeiten der deutschen Produktion für jede einzelne Sorte, sowie die Preise, die angelegt werden müssen, bekannt sind. Dazu kommt, dass mit der Hereinnahme beträchtlicher Kohlenmengen auf dem Wasserwege sobald als möglich begonnen werden sollte, weil nach der Auffassung verschiedener Fachleute damit gerechnet werden muss, dass die Schifffahrt auf dem Rhein nach Neujahr infolge niederen Wasserstandes oder Eisganges wenigstens zeitweise erschwert oder vorübergehend unmöglich werden kann.

b) Um jeden Anschein zu vermeiden, dass die Anlegung der Kriegskohlenreserve zum Abschluss gewinnbringender Privatgeschäfte genützt werden könne, wird es unerlässlich sein, sowohl die auf Rechnung des Bundes zu kaufenden Steinkohlenbriketts als auch die auf Rechnung der Kohlenzentrale, bzw. einen allenfalls zu schaffenden Einkaufsorganisation zuhanden der Privatwirtschaft zu kaufenden Mengen anderer Kohlensorten, nicht durch die in der Schweiz bestehenden Verkaufsorganisationen der deutschen Produktion (z. B. die Ruhr- und Saarkohle A.-G., und die «Union», Schweiz. Brikettimportgesellschaft, Zürich), sondern durch eine offizielle schweizerische Delegation kaufen zu lassen.

Bei diesem Vorgehen ergibt sich auch der Vorteil, dass die Abschlüsse über die Kriegsreservekohlen nicht durch dieselben Stellen wie die normalen Bezüge deutscher Kohlen getätigt werden. Dadurch wird eine klare Ausscheidung der normalen deutschen Kohlenbezüge und der für die Anlegung einer Kriegskohlenreserve zu tätigen Bezüge erleichtert. Ferner erhält dadurch die Kontrolle der Lagerbestände einen sicheren Ausgangspunkt. Abgesehen hievon, ist diese klare Ausscheidung auch mit Bezug auf die Deutschland gegenüber eingegangene Verpflichtung, dass durch den Sonderbezug von rund 1 Million Tonnen deutscher Kohlen zur Abtragung des auf dem Reiseverkehrskonto entstandenen Saldos die laufenden Bezüge deutscher Kohlen weder mengen- noch preismässig beeinträchtigt werden sollen, von grosser Bedeutung.»

9. S'il existe un PV de cette conférence, il n'a pas été retrouvé.

10. Le Département de l'Economie publique expose en deux points le problème de stockage posé par les différentes sortes de charbon.

Gestützt auf den vorstehenden Bericht beantragt das Volkswirtschaftsdepartement und der Rat *beschliesst*:

1. Von der zu schaffenden Kriegskohlenreserve im Gegenwerte des per 30. Juni 1936 auf dem schweizerisch-deutschen Reiseverkehrskonto festgestellten Saldos von rund 23 290 000.— Franken, d. h. von rund 1 Million Tonnen Kohlen, sind bis zu 700 000 Tonnen Steinkohlenbriketts auf Rechnung des Bundes zu kaufen, in dessen Eigentum sie für die Dauer der Aufrechterhaltung der Kriegskohlenreserve verbleiben werden.

Überdies sind auch die Kosten der Lagerung dieser 700 000 Tonnen Steinkohlenbriketts durch den Bund zu tragen. Dagegen ist mit aller Energie darauf zu dringen, dass den Bund die erforderlichen Lagerplätze für die ganze Dauer der Aufrechterhaltung der Kriegskohlenreserve in erster Linie durch die S.B.B. und die Nebenbahnen unentgeltlich zur Verfügung gestellt werden.

2. Die restlichen rund 300 000 Tonnen Industrie- und Hausbrandkohlen sowie Koks und Braunkohlenbriketts sind durch die Schweizerische Zentralstelle für Kohleneinfuhr, bezw. durch eine allenfalls unter ihrer Führung zu schaffende Einkaufsorganisation auf eigene Rechnung zu kaufen und gegebenenfalls gemäss einem durch den Bundesrat zu genehmigenden Plane an die ihr angeschlossenen Gruppen Importhandel, Industrie und Verband schweizerischer Gaswerke ohne Gewinn weiterzuverkaufen.

3. Eine Delegation für die Aufnahme von Verhandlungen mit den zuständigen deutschen Stellen ist zu bestimmen.

a) Als Chef der Delegation wird Herr Professor Dr. Paul Schlaepfer, Vizedirektor der Eidg. Materialprüfungsanstalt Zürich, bezeichnet.

b) Für den Ankauf von 700 000 Tonnen Steinkohlenbriketts auf Rechnung des Bundes ist je ein Vertreter der S.B.B., des Kohlenverbandes schweizerischer Transportanstalten (Nebenbahnen) und des Schweizerischen Vereins von Dampfkesselbesitzern (Industrie), auf deren Vorschlag, als Delegationsmitglied zu bezeichnen.

c) Für den Ankauf von 300 000 Tonnen Industrie- und Hausbrandkohlen sowie Koks und Braunkohlenbriketts ist auf Vorschlag der Kohlenzentrale je ein Vertreter des Handels, der Industrie und des Verbandes schweizerischer Gaswerke als Delegationsmitglied zu bezeichnen.

d) Der Chef des eidg. Volkswirtschaftsdepartementes wird ermächtigt, nach Eingang der Vorschläge die ganze Delegation nominell zu bezeichnen.

4. Betreffend die Frage der Tragung der Verhandlungskosten sowie der Aufstellung allfälliger besonderer Instruktionen für die Verhandlungsdelegation sind zu gegebener Zeit seitens des eidg. Volkswirtschaftsdepartementes besondere Anträge zu unterbreiten.

301

E 2001 (C) 4/174

*Le Ministre de Suisse à Istanbul, H. Martin,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna*

L

Istanbul, 5 octobre 1936

Je viens de recevoir votre lettre du 26 septembre¹ qui me fait part d'une visite à Berne du Directeur de la Banque Centrale de la République, M. Salâhattin Cam, accompagné du Ministre de Turquie, et d'une réunion qui a eu lieu avec des représentants du Département Politique, du Département Fédéral de l'Economie Publique, de la Banque Nationale, et de l'Association Suisse des Banquiers².

En date du 4 août dernier, vous aviez bien voulu me fournir la copie d'une lettre que vous aviez adressée la veille à la Banque Nationale³ pour lui faire part du désir du Gouvernement turc de conclure avec la Suisse un accord analogue à celui conclu avec la France au sujet de la Dette turque.

Comme je vous l'avais câblé, la question m'était connue par une conversation que j'avais eue le 3 août avec le Ministre des Affaires Etrangères, qui était désireux d'enrôler mon appui auprès de vous. Je m'étais très vite rendu compte du caractère ultra délicat de cette requête qui, cela était évident à mes yeux, allait à l'encontre de l'alimentation déjà déficitaire du clearing turco-suisse⁴. C'est la raison pour laquelle, sans exprimer d'opinion, j'avais, en invoquant le caractère technique de l'affaire, prié M. Aras de me fournir un exposé écrit, ce qu'il n'a du reste jamais fait.

Quant à l'Accord turco-français, je vous en avais moi-même signalé les dispositions principales dans ma dépêche ... du 27 mai⁵...

En outre, j'avais repris toute l'affaire à nouveau dans ma dépêche circonstanciée ... du 13 août⁶, à laquelle votre lettre du 26 septembre ne se réfère pas, alors qu'elle contient l'ensemble de mon argumentation négative. Comme je l'ai déjà expliqué ci-dessus, ce serait le clearing qui ferait les frais de cette opération, de sorte que je ne saurais nullement la recommander. Par contre, s'il était possible de mettre sur pied des accords tripartites, nous pourrions peut-être trouver un certain allègement en faveur du clearing turco-suisse. Jusqu'ici, M. Cabir, Chef du Service des Compensations de la Banque centrale, n'était guère d'accord avec le régime compliqué des clearings pluri-latéraux, mais je viens de charger mon collaborateur à Ankara d'aller l'entretenir à nouveau de ce sujet, avant que je ne me rende moi-même dans la capitale.

Il me semble qu'il y a aujourd'hui une considération qui change complètement

1. *Non reproduit.*

2. *Sur cette réunion, cf. la notice de P. Feldscher, du 28 septembre.*

3. *Non reproduit.*

4. *Cf. n° 165.*

5. *Non retrouvé.*

6. *Non reproduit.*

la face du sujet en ce sens que la dévaluation de la monnaie suisse⁷, alors que la livre turque n'a pas bougé, doit alléger la charge turque de 30%. Avant que je puisse me prononcer plus avant, bien que mon opinion vous soit déjà connue, il m'est nécessaire de savoir comment vous, le Département de l'Economie Publique, et la Banque Nationale, envisagez la répercussion de notre dévaluation sur le paiement des dettes financières turques en Suisse.

Mais il y a plus. Lorsque notre Accord de Clearing a, la première fois, été négocié à Zurich le 29 décembre 1933⁸, il a été stipulé que tous les versements au crédit ou par le débit des comptes globaux existant auprès de la Banque Nationale Suisse et auprès de la Banque Centrale de la République de Turquie se feraient sur la base du frs. suisse, et que la conversion des livres turques en francs suisses, ou des francs suisses en livres turques s'effectuerait d'après la cote officielle de la Banque Centrale turque au jour du versement. J'admets qu'un importateur qui paye à la Banque Centrale de la République sa facture libellée en francs suisses au moyen de livres turques au cours du jour, est libéré vis-à-vis de son exportateur en Suisse dès le jour du versement, et que c'est notre Banque Nationale qui devient débitrice dudit exportateur; on arrive à la conclusion que la Banque Centrale va gagner 30% sur toutes les remises qu'elle a encaissées, et dont la contrevaletur n'a pas encore été payée par Zurich. Prenons un exemple: Le représentant de la Fabrique «Zénith» à Istanbul paye à la Banque Centrale la somme de Ltq. 42 000.— pour Frs. 100 000.— de marchandises suisses. Survient alors la chute du franc suisse. La Banque Centrale va pouvoir se libérer avec un tiers de livres turques de moins, c'est-à-dire avec Ltq. 28 000.—, alors qu'elle en a reçu 42 000.—

La situation de la banque est d'autant plus favorable vis-à-vis de nous, qu'elle reçoit de grosses sommes pour lesquelles elle ne paye pas d'intérêts, et qui attendent actuellement neuf à douze mois avant que leur contrevaletur soit versée. Je vous serais reconnaissant de faire étudier cette question, qui est très débattue ici, et sur laquelle la lumière n'est pas encore faite. Quelle est votre attitude, celle du Département de l'Economie Publique, et celle de la Banque Nationale, car j'ai besoin d'arguments de discussion.

Quant au contingentement des exportations à destination de la Turquie, que laissait déjà prévoir le treizième rapport du Conseil Fédéral à l'Assemblée Fédérale concernant les mesures de défense économique contre l'étranger⁹, je le déplorerais de façon toute spéciale, attendu qu'il constituerait la ruine de mes dix ans d'efforts en Turquie en faveur du développement de nos relations commerciales.

[...]

7. Cf. n° 297 et annexes.

8. Cf. n° 10 et n. 2.

9. Du 11 septembre 1936 (FF, 1936, II, pp. 569ss.; le passage concernant la Turquie se trouve à la p. 589).

302

E 2001 (D) 1/143

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Madrid, E. Fontanel,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Confidentiel¹

Madrid, 15 octobre 1936

J'ai l'honneur de vous remettre, sous ce pli, en copie deux documents diplomatiques de la plus grande importance². Il s'agit en premier lieu de la communication du Ministre de l'Intérieur³, transmise par le Ministère d'Etat, concernant les réclamations des Missions diplomatiques. Dans ma lettre du 7 octobre⁴, j'ai eu l'occasion de vous en faire une brève relation. En second lieu, il s'agit d'une note adressée au doyen intérimaire du Corps diplomatique par le Ministère d'Etat en date du 13 octobre au sujet du droit d'asile accordé par les Missions aux Espagnols.

En ce qui concerne la communication du Ministre de l'Intérieur, vous constaterez qu'elle est rédigée sur un ton qui n'est guère acceptable et que les diplomates d'ici considèrent comme arrogant. Cette note qui, paraît-il, a été très adoucie par le Ministère d'Etat conteste, comme je l'ai déjà référé, le droit aux Missions de s'occuper de questions touchant aux ressortissants espagnols. Elle implique donc déjà en soi la non-reconnaissance de la protection accordée aux personnes menacées non étrangères. La seconde communication, soit la note du Ministre d'Etat, M. Alvarez del Vayo, est beaucoup plus grave en ce sens qu'elle indique l'intention manifeste du Gouvernement de ne plus tolérer l'asile accordé par presque toutes les Missions étrangères aux Espagnols menacés. Dans une séance fort longue de ce matin, sous la présidence comme toujours de l'Ambassadeur du Chili, il fut décidé après un long échange de vues qui révéla l'accord unanime des Chefs de missions, de ne pas accepter cette note considérée comme insultante et contraire à tous les principes du droit des gens et en outre du droit d'asile reconnu depuis des siècles par les Etats civilisés. Que cette note ait jeté la consternation et l'indignation ne vous surprendra guère. Le Ministère d'Etat, poussé sans doute par le Ministre de l'Intérieur et tous les comités anarchistes qui depuis des semaines montent toujours plus en puissance, ne peut sans doute plus résister et fait siennes des théories qui sont véritablement inadmissibles, car vouloir atteindre le Corps diplomatique dans un de ses essentiels devoirs est à l'heure actuelle une imprudence très grave, vu que la présence en Espagne et à Madrid d'un Corps diplomatique empêche peut-être ce pays de tomber dans la barbarie la plus complète et de se priver de ce qui lui reste encore de civilisation. Dans cette note, vous constaterez que le Ministère d'Etat entend ne plus «tolérer» l'asile offert par des diplomates à des personnes «délinquantes». Il envisage des mesures pour mettre fin à

1. *Remarque marginale de Motta*: Je suis d'accord avec l'attitude prise par M. Fontanel. 21. X. 36.

2. *Non reproduit.*

3. *A. Galarza Gago.*

4. *Non reproduit.*

cet état de choses. Or, il est de fait qu'aucune des personnes recueillies n'est délinquante en aucune manière. Il s'agit seulement de réfugiés appartenant à des milieux non de gauche et très souvent même indifférents en politique. Le Ministère a-t-il voulu excuser d'avance les infractions ou violations futures des édifices diplomatiques? On pourrait presque le croire à la lecture de ce document. Naturellement, la conversation a révélé une série de faits et d'exemples contraires à la thèse opportuniste du Gouvernement. Plusieurs Ministres espagnols, dont quelques-uns sont encore en charge, que je ne veux pas nommer ici, ont fait appel aux Ambassadeurs pour recueillir chez eux des membres de leur famille ou des amis qu'ils considèrent comme menacés et le Président⁵ lui-même, M. Azaña, n'a pas craint de solliciter l'asile pour les siens, ce qui a été démenti par les journaux, mais n'en est pas moins vrai. On assiste donc de ce fait à une contradiction notoire, en constatant que d'une part les milieux gouvernementaux cherchent à faire protéger leurs amis par les Missions diplomatiques, en refusant à celles-ci le critère d'admettre qui bon leur semble chez elles. Là apparaît bien l'intolérance et le parti pris politique de ce peuple. Les exemples sont abondants dans lesquels l'Espagne elle-même a fait usage du droit d'asile, notamment au cours des révolutions dans les Républiques sud-américaines.

En présence de cet état de choses menaçant, il a été décidé d'un commun accord que les trois Ambassadeurs actuellement présents à Madrid, ceux du Chili, du Mexique et du Brésil, solliciteraient une audience du Président de la République dans laquelle ils déclareront refuser cette communication inadmissible pour tous. En l'absence d'un Chef de mission — Ministre d'Europe, cette action sera faite par ces hauts représentants de l'Amérique du Sud qui ont été chargés d'exprimer formellement le même avis de la part des Etats européens représentés actuellement dans la capitale. Bien qu'il ait été décidé de ne faire rapport à son gouvernement respectif qu'une fois la ligne de conduite définitivement établie, je crois devoir vous informer de cette affaire dès maintenant, d'autant plus qu'un courrier par avion partira demain matin pour Paris. Vous savez que j'ai dès le début observé la plus grande prudence quant aux «asilés», prévoyant bien qu'un jour ou l'autre les chefs de Missions deviendraient les prisonniers de leurs protégés (visitantes obligados comme les appelle l'Ambassadeur du Chili) comme actuellement les dirigeants le sont des comités tout-puissants de la C.N.T. et F.A.I.⁶. Les diplomates considèrent toutefois comme un devoir sacré de défendre jusqu'au bout ceux qu'ils ont accueillis. Sachant que vous avez toujours jusqu'à présent appuyé ma ligne de conduite, je me joindrai naturellement à la démarche commune en mettant toute l'énergie voulue à la défense des droits et privilèges diplomatiques fortement menacés⁷. Il serait à souhaiter vivement que cette situation pénible pour tout le monde ne se prolongeât pas, car elle entraîne des conséquences toujours plus dures. Depuis la publication de la nouvelle ordonnance interdisant la circulation entre 11 [heures du soir] et 6 h du matin, les exécutions redoublent et le soussigné n'a pu dormir la nuit dernière de 3—6 h à cause des

5. *De la République.*

6. *Confédération nationale du travail et Fédération anarchiste ibérique.*

7. *Le Département politique approuve l'attitude prise par son chargé d'affaires (lettre de P. Bonna à E. Fontanel du 24 octobre, E 2001 (D) 1/143).*

coups de feu qu'il entendait dans un terrain vague situé à environ 500 m de la Légation et où furent perpétrées ces exécutions nocturnes. Si par l'effet de cette ordonnance les yeux ne doivent assister à de tels crimes, les oreilles les perçoivent malgré tout. Je ne cite ce qui précède qu'à titre d'illustration de faits qui se répètent par centaines, Madrid voulant annihiler ce que le général Mola⁸ aurait désigné, peut-être un peu imprudemment, la cinquième colonne de défense, les autres venant de l'extérieur. L'organisation de défense, dite de «Reaguardia» publie ordonnance sur ordonnance et soumet la population madrilène à un véritable régime de terreur. Nous entrons probablement dans une phase très critique où les refuges vont trouver leur emploi.

8. *Commandant l'une des armées nationalistes sous Madrid.*

303

E 1004 1/360

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 23 octobre (après-midi)*¹

1744. Verhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 20. Oktober 1936

«Auf Grund seines Beschlusses vom 6. Oktober² nahm die vom Bundesrat bestimmte schweizerische Delegation am 7. Oktober die Verhandlungen in Berlin mit der deutschen Regierung auf, mit dem Ziele, zunächst eine provisorische Lösung zu finden, um ohne Verzug die durch die Schweizerfrankenabwertung³ eingetretene Störung im Zahlungsverkehr mit Deutschland zu beseitigen und diesen Zahlungsverkehr so rasch wie möglich wiederaufzunehmen.

Entsprechend den erhaltenen Instruktionen stellte die schweizerische Delegation zunächst das Begehren, Deutschland möge das Zusatzausfuhrförderungsverfahren ohne Verzug in einem solchen Ausmasse anwenden, dass die durch die Frankenabwertung entstandene Preisdifferenz ausgeglichen werde und damit die Kontinuität in der deutschen Wareneinfuhr in die Schweiz keinen Unterbruch erfahre. Aus den längern Diskussionen, die sich hierüber zwischen der schweizerischen und der deutschen Delegation entspannen, ging hervor, dass Deutschland beabsichtigte, zunächst die Entwicklung des allgemeinen schweizerischen Preisniveaus abzuwarten, um dann, je nach dem Verlauf dieser Entwicklung, sein

1. *Absent: Baumann.*

2. *Cf. PVCF n° 1635.*

3. *Le 26 septembre 1936. Cf. n° 297.*

Au sujet de la dévaluation du franc suisse, cf. aussi le procès-verbal de la séance de la commission de clearing du 2 octobre, in E 7110/1973/120/13.

Zusatzausfuhrförderungsverfahren den neuen Verhältnissen anzupassen. Von schweizerischer Seite wurde sofort darauf hingewiesen, dass eine solche Taktik die Kontinuität der deutschen Warenlieferungen in die Schweiz unmöglich aufrecht erhalten könne; das Zusatzausfuhrförderungsverfahren müsse im Gegenteil sofort in verstärktem Masse einsetzen und könne dann in Folge, je nach der schweizerischen Preisentwicklung, abgebaut werden.

Nachdem sich ergab, dass die bezügliche Auffassung der deutschen Stellen auf diesem Gebiete keine befriedigende Sicherheit für die Aufrechterhaltung der deutschen Warenlieferungen und damit des deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehrs gewährleiste, rückte die schweizerische Delegation mit dem Vorschlag heraus, die frühere Parität zwischen Schweizerfranken und Reichsmark während einer Übergangsperiode beizubehalten, d. h. also, während eines Provisoriums die Mark nach wie vor auf der Basis von Fr. 123.45 pro RM 100.— zu berechnen.

Die deutsche Delegation stellte sich ausserordentlich erstaunt und erklärte, dass man einen solchen Plan unmöglich annehmen könne, weil es ausgeschlossen sei, der Schweiz eine besondere Behandlung zuteil werden zu lassen. Auf alle Fälle müsse man sich den schweizerischen Vorschlag überlegen und mit den übrigen zuständigen Reichsbehörden besprechen, da man an eine derartige Lösung bisher überhaupt gar nicht gedacht habe. Dies stimmt allerdings mit der Wahrheit nicht genau überein und das Erstaunen der deutschen Delegation war offenbar nicht ganz ehrlich, denn einer der massgebenden Herren des Auswärtigen Amtes erklärte in einer privaten Unterredung dem Chef der schweizerischen Delegation, dass er unmittelbar nach der Abwertung des Frankens und Guldens in einer internen deutschen Besprechung einen absolut gleichlautenden Vorschlag vorgebracht habe.

Im weitem Verlaufe der Besprechungen lehnte die deutsche Delegation den schweizerischen Vorschlag auf Beibehaltung der alten Parität schliesslich definitiv ab, wobei ganz offenkundig der Entscheid des Reichsbankpräsidenten Schacht massgebend gewesen ist.

Angesichts dieser Sachlage konnte für die Weiterführung des Verrechnungsverkehrs mit Deutschland, und zwar auch während des Provisoriums, nur der volle Automatismus platzgreifen, d. h. sämtliche Zahlungen im Verrechnungsverkehr zwischen der Schweiz und Deutschland mussten vom Tage der Abwertung des Schweizerfrankens an auf der neuen Kursbasis erfolgen. Um keine Zeit zu verlieren, einigte man sich, dass der Verrechnungsverkehr auf dieser Basis bereits Samstag, den 10. Oktober 1936 wieder aufgenommen werden solle, worüber die schweizerische Öffentlichkeit durch eine Mitteilung orientiert wurde.

Nachdem die Kursfrage im Sinne des vollen Automatismus gelöst war, ergab sich die Notwendigkeit, ohne Verzug den Verrechnungsverkehr den neuen Verhältnissen anzupassen. Zunächst einigte man sich dahin, dass ein provisorisches Abkommen für die Zeit bis zum 31. Dezember 1936 getroffen werden sollte. Auf dieses Datum sollte das ganze deutsch-schweizerische Vertragswerk über den Verrechnungsverkehr dahinfallen, nachdem bereits das Reiseabkommen und das Transferabkommen⁴ schon vor der schweizerischen Abwertung auf den

4. *Il s'agit de l'accord du 17 avril 1935. Cf. n° 118.*

31. Dezember 1936 gekündigt worden waren⁵. Ausser dem Vertragswerk über den Verrechnungsverkehr wird auch noch das Abkommen vom 5. November 1932⁶ über den gegenseitigen Warenverkehr ausser Kraft gesetzt werden. Es geschieht dies nur aus formellen Gründen mit Rücksicht auf eine Bestimmung des Zeichnungsprotokolls zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr, welche dahin lautet, dass im Falle der Kündigung des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr beide Teile berechtigt sein sollen, auch vom Abkommen vom 5. November 1932 über den Warenverkehr zurückzutreten. Die deutsche Delegation erklärte jedoch ausdrücklich, dass sie keineswegs beabsichtigte, an diesem Abkommen irgendwelche Änderungen vorzunehmen.

Um den Ablauf des Vertragswerkes über den Verrechnungsverkehr und des Abkommens vom 5. November 1932 über den Warenverkehr auf eine vertragliche Grundlage zu stellen, ist demgemäss eine zweite Zusatzvereinbarung zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 17. April 1935 unterzeichnet worden⁷. Darin wird festgestellt, dass der bisherige Artikel VIII des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 17. April 1935 in der Fassung der Zusatzvereinbarung vom 6. Juli 1936 durch eine neue Bestimmung ersetzt wird, welche den Ablauf des Vertragswerkes auf den 31. Dezember vorsieht und ausserdem auch noch während der Dauer des Provisoriums eine besondere Kündigungsfrist für den Fall festlegt, dass nicht voraussehbare Ereignisse schon in den nächsten Wochen eintreten sollten.

I. Warezahlungsabkommen

Für das Provisorium war eine sofortige Anpassung des Verrechnungsverkehrs an die neuen Verhältnisse vor allem im Warenverkehr notwendig. Bekanntlich ist in diesem Verrechnungsverkehr für schweizerische Warenlieferungen an Deutschland ein monatlicher Betrag von 13 Millionen Franken vorgesehen, während für die sogenannten Nebenkosten des Warenverkehrs 1,5 Millionen Franken vorgesehen sind. Seit 9 Monaten sind allerdings für Nebenkosten regelmässig rund 3,5 Millionen Franken ausbezahlt worden, was möglich war wegen gewisser Einsparungen auf dem Warenkonto. Während nur 75 bis 80% der schweizerischen Warenlieferungen nach Deutschland in Franken fakturiert werden, sodass auch beim vollen Automatismus auf diesem Konto keine übermässige Belastung befürchtet werden muss, lauten umgekehrt $\frac{3}{4}$ aller Nebenkostenforderungen auf Reichsmark. Durch Anwendung des vollen Automatismus war somit zu erwarten, dass inskünftig für das Nebenkostenkonto rund 4,5 Millionen Franken benötigt würden, was eine unerträgliche Störung des Verrechnungsverkehrs mit sich gebracht hätte. Um diese Störung zu vermeiden, kam man auf den Vorschlag, dass die auf Mark lautenden Nebenkostenforderungen nur zu 70% des geschuldeten Reichsmarkbetrages transferiert werden sollen, sodass die Gläubiger dieser For-

5. Non retrouvé. Le 2 octobre 1936 le Reich remet une note demandant l'ouverture immédiate de négociations en vue d'une révision de l'accord de paiement; cf. K 1/916.

6. Cf. DDS vol. 10, n° 207.

7. Pour un rapport sur le déroulement des négociations, cf. FF, 1937, I, pp. 433 ss. Pour le texte, cf. RO, 1937, vol. 53, pp. 23 ss.

derungen keinen höhern Frankenbetrag erhalten als den ursprünglichen Forderungsbetrag in Reichsmark zum Kurse von Fr. 123.45 = RM. 100.— entspricht. Die nichttransferierten 30% des geschuldeten Reichsmarkbetrages sollen in Deutschland auf ein gesperrtes Reichsmark-Konto einbezahlt werden. Über diese Sperrguthaben kann der Inhaber des Sperrkontos, entsprechend den bisherigen Bestimmungen über Kreditsperrmark, verfügen und dieselben ausserdem auch zur teilweisen Bezahlung der deutschen Wareneinfuhr in die Schweiz verwenden. Es wird dadurch ebenfalls eine Verbilligung der deutschen Wareneinfuhr in die Schweiz eintreten und die befürchtete vollkommene Schrumpfung der deutschen Wareneinfuhr in die Schweiz ebenfalls etwas vermindert. Der schweizerische Gläubiger dieser auf Reichsmark lautenden Nebenkostenforderungen geht also des Gewinnes, den er durch die Abwertung macht, nicht verlustig, nur kann er denselben nicht im Clearing transferieren. Eine solche Beschränkung der Transfermöglichkeit dieser Abwertungsgewinne lässt sich ausserdem rechtfertigen, weil diesen Abwertungsgewinnen der auf Mark lautenden Nebenkostenforderungen keine schweizerische Leistung gegenübersteht. Es handelt sich fast ausschliesslich um Lizenzen und Regiekosten, auf denen der Abwertungsgewinn somit einen kapitalähnlichen Charakter aufweist. Die Regelung dieses Verfahrens ist in allen Einzelheiten vertraglich fixiert worden (Abschnitt I, Ziffer 3 des Protokolls vom 18. Oktober 1936). Eine weitere Anpassung war notwendig für die Warenlieferungen, für welche Deutschland bekanntlich die sogenannten Wertgrenzen festgelegt hat. Diese Wertgrenzen stellen nichts anderes als eine Kontingentierung auf wertmässiger Grundlage dar, während die Kontingentierung sonst im allgemeinen bekanntlich nach Mengen erfolgt. Deutschland hatte nun bereits von sich aus nach der Abwertung des Schweizerfrankens eine Reduktion dieser Wertgrenzen um 40% vorgenommen. Gegen diese autonome deutsche Massnahme hat die schweizerische Delegation formell Einspruch erheben müssen. Man hat sich dann aber schliesslich auf vertraglicher Basis auf eine solche Reduktion von 40% geeinigt. Die Reduktion ist somit 10% höher als es der schweizerischen Abwertung entspricht. Diese Sicherheitsmarge ist aber gerechtfertigt, weil ein grosser Teil der Wertgrenzen bis zum Ende dieses Jahres 100%ig vorausbelastet war. Bei dieser Gelegenheit mussten auch die Vorausbelastungen für die ersten Monate des Jahres 1937 neu geregelt werden. Angesichts der bestehenden Unsicherheit ist eine 100%ige Vorausbelastung nur für den Monat Januar vorgesehen, während für die Monate Februar und März 75% und für die Monate April und Mai 50% Vorbelastung eingeräumt werden sollen. Diese Vorbelastungen erfolgen natürlich auf der Basis der nunmehr um 40% gekürzten Wertgrenzen.

Im weitern war es erforderlich, eine Reihe von Kontingenten, die auch im Verkehr mit Deutschland mengenmässig ausgedrückt sind, in Wertkontingente umzuwandeln. Alle diese Bestimmungen über die Wertgrenzen sind in Abschnitt I, Ziffer 1 des Protokolls niedergelegt.

Eine besondere Regelung erforderte schliesslich auch noch der Veredlungsverkehr, bei dem infolge der schweizerischen Währungsanpassung eine volle Umstellung der bisherigen Verhältnisse zu befürchten war. Um dies zu vermeiden, ist auch auf diesem Gebiet eine wertmässige Kontingentierung eingeführt worden (Abschnitt I, Ziffer 2 des Protokolls).

II. Reiseabkommen

Eine sofortige Anpassung an die schweizerische Währungsmassnahmen war auch im Reiseverkehrsabkommen notwendig. Hier mussten die sogenannten Kopfquoten herabgesetzt werden, die bekanntlich in Mark stipuliert waren. Auf Grund der neuen Parität hätte der deutsche Reisende plötzlich einen viel höheren Betrag in Franken erhalten, was zu unabweislichen Folge *[sic]* gehabt hätte, dass die Zahl der Reisenden vermindert worden wäre. Die Kopfquote im genehmigungsfreien Verkehr ist nun nicht genau dem Abwertungskoeffizienten entsprechend vermindert worden, sondern wurde, dem dringenden Wunsche des Fremdenverkehrsverbandes entsprechend, von RM. 500.— auf bloss RM. 400.— herabgesetzt, statt auf RM. 350.— wie es dem Abwertungskoeffizienten entsprochen hätte. Eine Kopfquote von RM. 400.— lässt sich immerhin dadurch rechtfertigen, dass für den Winter, namentlich in den grossen Hotels, etwas höhere Beträge benötigt werden.

III. Transfer- und Fundierungsabkommen

Schliesslich sind auch auf diesem Gebiete des Transfer- und Fundierungsabkommens gewisse Anpassungen durch die schweizerische Währungsmassnahme notwendig geworden. Es betrifft dies in erster Linie die Verwendung des Transferfonds. Mit Rücksicht auf die Ungewissheit der zur Verfügung stehenden Mittel ist vereinbart, dass den schweizerischen Einzelgläubigern und den Gläubigern der Schweizerfrankenleihe, sowie den Gläubigern der Dawes- und Young-Anleihe ab 1. Oktober 1936 keine Barquote mehr ausgerichtet werde. Die Einzelgläubiger und die Schweizerfrankengläubiger sollen sofort Fundingbonds erhalten und die Dawes- und Younggläubiger sollen für den vollen Betrag ihrer Zinsguthaben Dawes- resp. Young-Mark erhalten. Wenn wider Erwarten am 31. Dezember für die Einzelgläubiger und die Schweizerfrankengläubiger ein gewisser Betrag vorhanden sein sollte, so müssen daraus der Konversionskasse soviel Mittel zur Verfügung gestellt werden als notwendig sind, um die ab 1. Oktober mehr herausgegebenen Fundingbonds durch Rückkäufe zu tilgen. Und wenn auch dann noch im Transferfonds ein Überschuss vorhanden sein sollte, so wird derselbe gewissermassen auf neue Rechnung vorgetragen, d. h. er bleibt zugunsten der unter das deutsche Transfermoratorium⁸ fallenden Ansprüche schweizerischer Gläubiger reserviert (Abschnitt III, Ziffer 1 des Protokolls). Im weitem ist vereinbart worden, dass trotz der auf 31. Dezember erfolgten Kündigung des Transferabkommens für diejenigen schweizerischen Ansprüche, die bis zum 31. Dezember fällig geworden sind, aber welche bis zu diesem Datum weder Barbeträge noch Fundingbonds erhalten haben, weiterhin Fundingbonds ausgestellt werden. Dagegen kann im gemeinsamen Einverständnis zwischen den beiden Vertragsparteien eventuell die für die Annahme des Fundierungsangebotes vorgesehene Frist von einem Jahr eine Kürzung erfahren (Abschnitt III, Ziffer 2 des Protokolls).

Nähere Bestimmungen waren erforderlich für die Festsetzung des Stichtages

8. Cf. DDS vol. 10, n° 297.

für den Umrechnungskurs bei denjenigen Zinsansprüchen, welche auf Schweizerfranken mit Goldklausel, auf Reichsmark oder auf eine dritte Währung lauten. Eine bezügliche Bestimmung musste vereinbart werden, weil für die Regelung dieser Ansprüche jeweils der Kurs des Vortages massgebend war und weil in der Zeit vom 27. bis und mit 29. September infolge Börsenschlusses keine Kurse notiert worden waren (Abschnitt III, Ziffer 3 des Protokolls).

*Sondertilgungs-Abkommen*⁹

In der Zusatzvereinbarung vom 6. Juli 1936¹⁰ war bekanntlich für das II. Halbjahr 1936 ein Betrag von 2,5 Millionen Franken aus dem Kohlenkonto abgesondert und einem besondern Schuldverschreibungstilgungskonto gutgeschrieben worden. Aus diesem Schuldverschreibungstilgungskonto sollten schweizerische Zinsgläubiger ihre Fundingbonds zum Preise von 50% in schweizerische Hotelanweisungen umwandeln können. Von diesen 2,5 Millionen Franken sind bisher bloss ca. 800 000 Franken benutzt worden, hauptsächlich wohl deswegen, weil das ganze Verfahren für die Sommersaison etwas zu spät in Anwendung gebracht werden konnte. Es ist nunmehr vereinbart worden, dass der Restbetrag über den 31. Dezember hinaus solange noch zum Umtausch in Hotelanweisungen und damit zur Tilgung von Fundingbonds bereit gehalten wird, bis die Frist abgelaufen ist, welche den Zinsgläubigern für die Annahme des Fundierungsangebotes gestellt wurde.

[...]

Antragsgemäss wird

beschlossen:

Die am 18. Oktober 1936 unterzeichnete II. Zusatzvereinbarung zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 17. April 1935, sowie das vorstehend skizzierte Protokoll über die Anpassung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens an die durch die schweizerische Währungsmassnahme bedingten neuen Verhältnisse werden genehmigt.

9. Cf. aussi n° 300.

10. Cf. n° 247, n. 8.

E 2001 (D) 2/310

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L KV

Berne, 30 octobre 1936

Ainsi que vous nous en aviez avisés par lettre du 8 juillet¹, le Gouvernement allemand a, par une loi du 26 juin 1936², statué qu'un débiteur allemand se libérait valablement d'une obligation contractée à l'étranger et stipulée en monnaie étrangère en effectuant le paiement en monnaie dévaluée même si une clause or est stipulée dans le contrat.

Cette mesure arbitraire et qui lèse — théoriquement du moins — des intérêts suisses considérables n'a pas manqué de susciter de la part de l'Association suisse des Banquiers une requête tendant à ce que nous entreprenions une démarche des plus énergiques auprès du Gouvernement allemand.

Avant de donner suite à cette demande, nous avons tenu à prendre l'avis de la Banque nationale suisse³ et de nous informer des intentions du Gouvernement néerlandais, qui se trouvait dans la même situation que nous.

Des réponses qui nous sont parvenues⁴, il résulte que l'épargne suisse est intéressée pour environ 80 millions de francs (ancienne parité) à des emprunts allemands stipulés en dollars or et que, d'autre part, le Gouvernement néerlandais n'avait pas l'intention d'entreprendre une démarche quelconque à Berlin dans cette affaire.

Entre temps est survenue la dévaluation du franc suisse⁵ qui, si juridiquement elle ne modifie pas la situation des porteurs suisses, rend sensiblement plus difficile une démarche diplomatique en leur faveur. Avant le 26 septembre, nous pouvions faire ressortir le sort pénible des porteurs suisses qui, au lieu de recevoir fr. 5.— par dollar (alors qu'ils avaient peut-être des engagements pour ce montant) ne recevaient que fr. 3.—. Dorénavant, ces porteurs recevront fr. 4.35 (leurs engagements éventuels étant restés à fr. 5.—) et il nous faudrait réclamer pour eux fr. 7.30.

D'autre part, il existe l'éventualité d'un changement de la situation pour les contrats conclus en francs suisses or. Ces considérations nous obligent à nous montrer extrêmement réservés dans l'appui que nous accordons à l'action des porteurs suisses d'emprunts munis de la clause or.

Nous estimons toutefois que nous serions fondés à présenter des réserves aux autorités allemandes concernant l'application de la loi du 26 juin 1936 aux créan-

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. n° 281.*

3. *Cf. n° 281, n. 6.*

4. *Cf. surtout la lettre de l'Association suisse des banquiers au DPF, du 12 septembre.*

5. *Cf. n° 297.*

ciers suisses. Ces réserves devraient viser non pas l'abrogation de la clause or, mais

1° le fait que le Gouvernement allemand légifère sur des contrats internationaux qui, par leur essence même, échappent à sa juridiction;

2° la discrimination faite entre les créanciers allemands qui peuvent faire valoir leur bon droit devant les tribunaux allemands, tandis que ce droit est refusé aux ressortissants suisses. Cette discrimination est contraire au principe du traitement national consacré par les traités conclus entre les deux pays.

En présentant ces réserves, vous pourriez ajouter que si la loi du 26 juin 1936 peut se défendre à l'égard d'Etats qui ont abrogé ou violé la clause or, cela n'est pas le cas en ce qui concerne la Suisse où cette clause a été respectée et où les créanciers allemands ont toute faculté de faire reconnaître leur droit devant les tribunaux⁶.

6. Dans une lettre du 23 décembre au ministre de Suisse à Berlin, la Division des affaires étrangères du DPF écrit notamment ce qui suit:

[...]

La question de la clause or est ... venue en discussion au cours des pourparlers de clearing et il a été entendu que si l'Allemagne maintenait intégralement son point de vue d'après lequel les créances stipulées en or ne seraient admises dans le clearing que pour leur montant en monnaie dévaluée, les droits privés des créanciers suisses demeureraient entièrement réservés.

Dans ces conditions, la démarche concernant la loi du 26 juin 1936, que nous vous avons chargé d'entreprendre par notre lettre du 30 octobre devient sans objet et nous vous prions de vous en abstenir.

305

E 2001 (C) 4/161

Le Directoire de la Banque nationale¹, au Chef du Département politique, G. Motta

L

Schweizerische Finanzforderungen in Deutschland

Zürich, 30. Oktober 1936

Das Komitee Deutschland der Schweizerischen Bankiervereinigung hat uns einen Durchschlag seiner am 24. dies² an den Bundesrat gerichteten Eingabe betreffend die Berücksichtigung der schweizerischen Finanzinteressen bei den kommenden Verhandlungen für die Neuregelung des deutsch-schweizerischen Zahlungs- und Verrechnungsverkehrs übermittelt. In dieser Eingabe wird postuliert, dass die schweizerischen Finanzgläubiger im kommenden Abkommen dem Range nach auf dieselbe Stufe gestellt werden, wie der Warenexport (mit Einschluss des Stromexportes und der Nebenkosten) und der Fremdenverkehr, und zwar mit einem entsprechenden Minimaltransfer.

Unser Direktorium hat in seiner letzten Sitzung von dieser Eingabe Kenntnis

1. La lettre est signée G. Bachmann et E. Weber.

2. Non reproduit.

genommen und festgestellt, dass das Begehren der Bankiervereinigung sich mit seinen eigenen, schon in frühern Eingaben an den Bundesrat vertretenen Auffassungen deckt. So hatte sich die Nationalbank bereits in ihrem Schreiben vom 29. März 1935³ an das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement gegen die im Abkommen vom April 1935⁴ (über welches damals in Bern verhandelt wurde) vorgesehene weitere Zurücksetzung der schweizerischen Finanzgläubiger-Interessen ausgesprochen. Dabei wurde u. a. die Frage aufgeworfen, ob den Finanzgläubigern nicht ein bestimmter Anteil an den Einzahlungen für den Kohlenimport vorweg zugehalten werden könnte, eine Lösung, die vielleicht im heutigen Zeitpunkt einer erneuten Prüfung unterzogen werden sollte.

In unserer Eingabe vom 10. Februar a. c. an das Eidgenössische Finanzdepartement und das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement⁵ unterstrichen wir dann neuerdings die grosse Bedeutung, die der Behandlung dieser Finanzforderungen für unsere Volkswirtschaft zukommt, und legten in einlässlichen Ausführungen dar, dass bei einer Neuregelung des Verrechnungsverkehrs mit Deutschland die Finanzforderungen im Interesse der gesamten schweizerischen Wirtschaft eine bessere Berücksichtigung finden sollten. Als Möglichkeit einer solchen Besserstellung nannten wir damals schon die grundsätzliche Gleichstellung der Finanzgläubiger im gleichen Range mit den Warengläubigern und den Interessen des Fremdenverkehrs. In dieser Eingabe hatten wir, unter Bezugnahme auf den darin zahlenmässig belegten Umfang der Finanzinteressen, ihre eminente Bedeutung nicht nur für die direkt beteiligten, vielgestaltigen Gläubigerkreise und die Banken, sondern auch im Hinblick auf die Fiskalinteressen von Staat und Gemeinden, die Entwicklung auf dem Kapitalmarkt, die Rückwirkungen auf die schweizerische Zahlungsbilanz und die Kaufkraft hervorgehoben. Alle diese Erwägungen haben ihre Bedeutung keineswegs eingebüsst, ja sie verdienen heute nach der vollzogenen Währungsabwertung und im Hinblick auf die nun zu führende Wirtschaftspolitik noch vermehrte Berücksichtigung. Wir gestatten uns, der Kürze halber auf diese Ausführungen in jener Eingabe vom 10. Februar a. c., von der wir einen Durchschlag beilegen, zu verweisen.

Im Anschluss an die am 9. März a. c. in Bern stattgefundene Konferenz zwischen einer Delegation des Bundesrates und Vertretern der wirtschaftlichen Spitzenverbände⁶ des Landes nahm das Direktorium zum Problem neuerdings Stellung. Es berichtete hierüber dem Herrn Bundespräsidenten mit Schreiben vom 19. März a. c.⁷, in dem u. a. ausgeführt wurde: «... Wir erachten nach wie vor eine bessere Berücksichtigung der für unsere Zahlungsbilanz sehr wichtigen Finanzinteressen im schweizerisch-deutschen Verrechnungsverkehr für eine Notwendigkeit. Wenn wir in der frühern Eingabe vom 10. Februar die Gleichstellung der Finanzinteressen mit den Warenforderungen und dem Fremdenverkehr dem Range nach als eine der Möglichkeiten einer solchen Besserstellung erwähnten, so möchten wir heute noch etwas weiter gehen und eine solche Gleichstellung

3. *Non retrouvé. Cf. n° 220.*

4. *Cf. n° 118, n. 3.*

5. *Cf. n° 206.*

6. *Cf. n° 229, n. 21.*

7. *Non retrouvé. Cf. n° 220.*

postulieren. Das hätte den Sinn, dass inskünftig die Finanzgläubiger nicht nur auf einen allfälligen, nach gänzlicher Befriedigung der Warengläubiger- und der Fremdenverkehrsinteressen sich ergebenden Überschuss angewiesen sind und infolgedessen unter Umständen leer ausgehen, sondern von vornherein im gleichen Range mit diesen beiden Interessengruppen für einen bestimmten, noch festzusetzenden Anteil an den Einzahlungen in der Schweiz beteiligt werden. Das hätte dann zur Folge, dass von einem Rückgang sowohl wie von einer Erhöhung dieser Einzahlungen alle drei Interessengruppen in gleicher Weise anteilmässig betroffen würden...»

Das Direktorium steht heute noch entschieden zu dieser Auffassung und möchte in diesem Sinne die Berücksichtigung des eingangs genannten Begehrens des Komitees Deutschland der Bankiervereinigung unterstützen und dem Bundesrat zur Berücksichtigung empfehlen. Dieses Begehren scheint nun um so berechtigter, als die Abwertung⁸ sich bekanntlich in sehr ungleicher Weise auf die verschiedenen hier in Betracht kommenden Wirtschaftszweige auswirkt. Bekanntlich waren es ja gerade einflussreiche Kreise des Fremdenverkehrs, aber auch unserer Exportindustrie, die sich zuerst für eine Abwertung einsetzten und schliesslich gewissermassen in einer solchen Massnahme allein ihr Heil erblickten. Tatsächlich sind es auch vorzugsweise diese beiden bedeutenden Gruppen in unserem Wirtschaftskörper, denen die Abwertung nun besondere Chancen eröffnet, falls es gelingt, sie auch wirklich auszunützen und so lange eine grössere Verteuerung unserer Lebenshaltung hintangehalten werden kann. Es wird sich zeigen, ob es gelingt, den Fremdenstrom auch aus ausserdeutschen Ländern, die dem Reiseverkehr keine Schranken auferlegen und gegenüber welchen nun eine Valuta- bzw. Kostenanpassung Platz gegriffen hat, wieder in vermehrtem Masse nach der Schweiz zu lenken, wie es unsere Hotellerie von der Währungs-massnahme bestimmt glaubte erwarten zu können. Auch die Exportindustrie sollte nun in der Lage sein, zufolge unserer Währungsanpassung im Auslande wieder konkurrenzfähig zu werden und in vermehrtem Masse ins Geschäft zu kommen. Anders liegen die Dinge inbezug auf die schweizerischen Finanzinteressen im Ausland. Gerade die Rücksichtnahme auf diese sehr bedeutenden Interessen stellte eines der Hauptmomente dar, wie sie den Abwertungs-freunden immer wieder entgegengehalten wurden, bedeutet doch die Abwertung ein glattes Geschenk an die ausländischen Schuldner der Schweiz und eine weitgehende Einbusse für die betroffenen schweizerischen Gläubiger solcher Auslandsforderungen. Es erscheine daher wirklich nicht billig und kaum zu verantworten, wenn diesen neuen Umständen bei der Neuregelung des Verrechnungsverkehrs mit Deutschland nicht in gebührender Weise Rechnung getragen würde, und wir könnten eine weitere Privilegierung des Warenverkehrs und des Fremdenverkehrs gegenüber den Finanzinteressen, wie sie bisher bestanden hat, nicht verstehen. So würden wir es vom volkswirtschaftlichen Gesichtspunkt als eine verfehlte und kaum zu verantwortende Regelung betrachten, wenn der aus unserer Passivität in der Handelsbilanz mit Deutschland sich ergebende Überschuss der Einzahlungen in der Schweiz, statt zur Abtragung bestehender deutscher Verpflichtun-

8. *Il s'agit de la dévaluation du franc suisse d'environ 30% décidée le 26 septembre 1936. Cf. n° 297 et annexes.*

gen gegenüber der Schweiz (Finanzforderungen), weiterhin für die Deckung von erst noch zu kreierenden neuen Verpflichtungen (als welche beispielsweise die Kosten für den Aufenthalt deutscher Gäste in der Schweiz zu betrachten sind) verwendet würde. Diese Frage spielt insbesondere bei der Verwendung der Kohleneinzahlungen⁹ und es wird unseres Erachtens gerade auch in diesem Punkte eine gerechtere, den Interessen unserer gesamten Volkswirtschaft besser entsprechende Lösung getroffen werden müssen.

Zur andern Frage, mit welchem prozentualen Anteil am gesamten Verrechnungsergebnis die Finanzgläubiger, im Falle ihrer Gleichstellung im Rang mit den übrigen Interessengruppen partizipieren sollen, lässt sich wohl erst Stellung nehmen, nachdem man über die Höhe der in Betracht kommenden Finanzforderungen orientiert ist. Unsere Eingabe vom 10. Februar a. c. enthielt hierüber zahlenmässige Angaben. Über die seitherigen Veränderungen dieses Forderungskomplexes und die Auswirkungen der Abwertung auf denselben sind zur Zeit noch Erhebungen im Gange. Wir konnten vorläufig lediglich feststellen, dass seit Ende Dezember 1935 das Gesamtvolumen der Stillhaltecredite (inkl. die sogen. Umlenkungskredite) von rund 650 Millionen Franken auf rund 500 Millionen per Ende September a. c. zurückgegangen ist.

Wir beschränken uns hier auf diese allgemeinen Ausführungen, da wir uns bereits in der oben erwähnten Eingabe vom 10. Februar a. c. einlässlich zu diesem Problem geäußert haben und in der Erwartung, dass der ganze Fragenkomplex vorgängig der Aufnahme von Verhandlungen mit Deutschland wohl noch Gegenstand einer konferenziellen Behandlung im Schosse der beteiligten Interessenkreise bilden werde.

ANNEXE

E 1004 1/361

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 23 décembre 1936

2102. Vorschuss an die Gläubiger deutscher Finanzforderungen

Finanz- und Zolldepartement. Antrag vom 23. Dezember 1936

In seiner Sitzung vom 21. Dezember¹⁰ hat der Bundesrat die Frage, ob den Gläubigern deutscher Finanzforderungen ein kurzfristiger Vorschuss zu gewähren sei, zurückgestellt¹¹. Inzwischen sind die Verhandlungen über das Clearing mit Deutschland zu Ende geführt worden¹². Es zeigt sich, dass es nicht gelungen ist, dem Begehren der Finanzgläubiger um grundsätzliche Gleichberechtigung mit den übrigen Gläubigern zu entsprechen, ja, es wird vom Präsidenten des Komitees Deutschland sowohl als von der Nationalbank versichert, dass die Finanzgläubiger nochmals schlechter gestellt würden und dass mit einer starken Enttäuschung in deren Kreisen zu rechnen sei.

9. Cf. n° 300.

10. *Non reproduit.*

11. *Le Comité Allemagne de l'Association suisse des banquiers a fait de nombreuses interventions auprès du Conseil fédéral afin d'obtenir de meilleures conditions pour les créances financières. Cf. le mémoire d'A. Jöhr du 18 octobre 1936 et l'aide-mémoire du 5 novembre 1936 in E 2001 (C) 4/161.*

12. *Pour un rapport sur les négociations, cf. FF, 1937, I, pp. 433 ss. Le texte de l'accord se trouve in RO, 1937, vol. 53, pp. 23—24.*

Diese Missstimmung sei aber für den Bund nicht gleichgültig, und zwar schon deswegen nicht, weil die gleichen Finanzgläubiger es seien, die nächstens wiederum zur Zeichnung auf eidgenössische Konversionsanleihen eingeladen würden und die einen beträchtlichen Teil des Zeichnerpublikums lieferten. Es sei aber zu bedenken, dass die Finanzgläubiger schon durch die Abwertung des Schweizerfrankens in ihren Forderungen verkürzt worden seien und andererseits mitgeholfen hätten, den Erfolg der Wehranleihe¹³ herbeizuführen. Es scheine also nicht zuviel verlangt zu sein und liege im eigenen Interesse des Bundes, wenn er den enttäuschten Finanzgläubigern ein gewisses Entgegenkommen bezeuge, das ihn tatsächlich finanziell nicht belaste, dagegen psychologisch von nicht zu unterschätzender Wichtigkeit sei. Angesichts der Zinseinbusse, die die Finanzgläubiger im Gefolge des neuen Abkommens erlitten, wäre es ratsam, so wird vom Finanz- und Zolldepartement erklärt, wenn der Bund wenigstens dafür sorgte, dass die Zinszahlungen nicht erst im April einsetzen, sondern schon im Januar. Dafür bedürfte es eines Vorschusses durch den Bund von höchstens 5,13 Millionen Franken, wenn man nämlich auf die monatsdurchschnittlichen Einzahlungen auf das Sammelkonto der Verrechnungskasse in der Schweiz abstelle, und zwar auf die Einzahlungen bis Ende September 1936. Sobald sich jedoch die Einzahlungen in das Sammelkonto um nur 10% erhöhten, eine Ziffer, die nach den Einfuhrergebnissen seit der Abwertung nicht als übertrieben erscheine, so werde der Vorschuss des Bundes gar nicht beansprucht werden müssen. Aber auch dann, wenn die Bevorschussung in Wirksamkeit träte, wären die benötigten Zahlungen nur allmählich zu machen. Sie wären im Januar bescheiden, würden sich im Februar steigern und könnten bis Ende März fast vollständig aufhören. Es handle sich mithin bei einem allfälligen Vorschuss um eine Geste des Bundes in der Absicht, den ungünstigen Eindruck, den die Bekanntgabe des neuen Abkommens bei den Finanzgläubigern hervorbringen werde, etwas zu verwischen.

Es war gegeben, dass das Finanz- und Zolldepartement, nachdem ihm die Anregung unterbreitet worden war, zunächst die Frage aufwarf, warum nicht die Banken in Vorschuss träten, da doch ein Risiko nicht damit verbunden sei. Es fand, die Banken hätten als ehemalige Verkäuferinnen der deutschen Titel und ausserdem als heutige Depothalterinnen ein Interesse daran, einen solchen Vorschuss zu leisten, umso eher, als sie bei ihrer grossen Kassenflüssigkeit keine Zinseinbusse erleiden würden. Darauf wurde erwidert, dass sich unter den Finanzgläubigern eine grosse Zahl von Einzelgläubigern befänden, die eine Forderungssumme von 1,3 Milliarden Franken zugute hätten; an diesen Einzelgläubigern seien die Banken in keiner Weise interessiert. Ferner erwarte man die Geste vom Bunde und nicht von den Banken, weil von ihm die Verhandlungen mit Deutschland geführt wurden. Endlich ist zuzugeben, dass auch der Bund keinen Zinsverlust zu tragen hätte, weil auch er durch die Wehranleihe über grosse flüssige Mittel verfügt, die er nicht vollständig zinstragend anzulegen imstande ist. Eine Subventionierung läge demnach nur dann vor, wenn das Kapital selbst oder ein Teil davon verlustig ginge. Die Nationalbank versichert aber, dass der Bund durch die Liquidationsklausel des Abkommens gedeckt sei, wonach sich die Parteien verpflichten, im Falle des Wegfalles des Verrechnungsabkommens noch für solange und in dem Umfange Waren aus Deutschland in die Schweiz zu importieren, als zur Abtragung der dann allenfalls vorhandenen Rückstände notwendig sein würde. Bei dieser Gelegenheit sei daran erinnert, dass der Vorschuss des Bundes zur Deckung des Passivsaldo im Kohlenimport-Reiseverkehr zurzeit Fr 20,8 Millionen beträgt, gegenüber maximal 34,0 Millionen Franken am 31. August 1935. Es liegt auf der Hand, dass der Bund ähnliche schlechte Erfahrungen nicht neuerdings machen will. Diese Gefahr scheint jedoch im vorliegenden Falle nicht vorhanden zu sein. Was schliesslich den der schweizerischen Verrechnungsstelle nach Bundesratsbeschluss vom 22. Juli 1936¹⁴ geleisteten Vorschuss des Bundes zur verzögerungsfreien Einlösung der Hotelgutscheine im Betrage von 6 Millionen Franken betrifft, so ist festzustellen, dass dieser Vorschuss vollständig abgetragen ist.

In Anbetracht der geschilderten Sachlage und angesichts der nachdrücklichen Unterstützung des Gesuches durch das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank, beantragt das eidg. Finanz- und Zolldepartement, es sei den Gläubigern deutscher Finanzforderungen im schweize-

13. Cf. *le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le renforcement de la défense nationale, du 17 avril 1936, in FF, 1936, I, pp. 52 ss, et l'Arrêté fédéral destiné à renforcer la défense nationale, du 11 juin in RO, 1936, vol. 52, pp. 510—511.*

14. Cf. *PVCF n° 1238 (1004 1/359).*

risch-deutschen Verrechnungsverkehr zu eröffnen, dass der schweizerische Bundesrat bereit ist, für die im Januar bis März 1937 fällig werdenden Zinsverpflichtungen deutscher Finanzschuldner in Vorschuss zu treten. Der Vorschuss soll auf höchstens 5,1 Millionen Franken begrenzt werden.

In der Beratung macht sich ein starker Widerstand gegen den Antrag des Finanz- und Zolldepartementes geltend. Es wird insbesondere darauf hingewiesen, dass mit der Gewährung von Vorschüssen an die Gläubiger deutscher Finanzforderungen bis Ende März 1937 ein gefährliches Präjudiz geschaffen werde. Ferner ist zu befürchten, dass, wenn Deutschland erfährt, dass wir die in Frage stehenden Finanzforderungen bevorschussen, dadurch unsere Verhandlungsbasis verschlechtert wird. Namentlich wird aber befürchtet, dass, wenn der Bund bis 31. März 1937 Vorschüsse gibt, damit nach diesem Datum wird fortgesetzt werden müssen.

In der Abstimmung wird indessen der Antrag des Finanz- und Zolldepartementes mit 3 gegen 3 Stimmen und dem Stichentscheid des Präsidenten *gutgeheissen*. Indessen wird ausdrücklich festgestellt, und zwar einstimmig, dass es sich dabei lediglich um eine Übergangsmassnahme handelt, die keinerlei Präjudiz bilden darf und dass nach dem 31. März 1937 die Bevorschussung endgültig dahinfallen müsse.

306

E 1004 1/360

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 octobre 1936

1786. Clearingabkommen mit Rumänien, Bulgarien, Jugoslawien,
Griechenland, Türkei

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 30. Oktober 1936

Die neue Lage, welche die Frankenabwertung¹ für die Beurteilung der Clearingabkommen mit den Oststaaten geschaffen hat macht eine Überprüfung der Verhältnisse sämtlicher Ost-Clearings unumgänglich notwendig.

Im Hinblick auf die Rückwirkungen der Währungsabwertung, welche das Funktionieren dieser Abkommen weitgehend in Frage stellt, haben zwischen der Handelsabteilung und dem Vorort des schweizer. Handels- und Industrie-Vereins sowie mit den einzelnen Länderausschüssen des Vororts, in welchen die verschiedenen wichtigsten schweizerischen Exportkreise vertreten sind, einlässliche Besprechungen stattgefunden, wobei sich eine weitgehende Übereinstimmung der Auffassungen über das einzuschlagende Verfahren und die Neuregelung der Handelsbeziehungen mit den einzelnen Oststaaten ergab. Vorort und Länderausschüsse sind heute bereit, den Clearingverkehr mit den Oststaaten zu liquidieren und die normale selbsttätige Regelung des Warenaustausches im Rahmen des privaten Kompensationsverkehrs zu suchen.

Was *Bulgarien* anbetrifft, so wird übereinstimmend die Meinung geteilt, wonach der Clearing² mit sofortiger Wirkung als dahingefallen zu betrachten ist, im Hinblick darauf, dass Bulgarien schon vor der Frankenabwertung das am

1. Cf. n° 297 et annexes.

2. Conclu le 31 mars 1932 (RO, 1932, vol. 48, pp. 191—192). Cf. aussi DDS vol. 10, n° 162 et n. 37).

11. Juli 1936 abgeschlossene neue Clearingabkommen³ in den wichtigsten Bestimmungen förmlich sabotiert hat und der Verkehr mit diesem Land auf der heutigen Basis unmöglich geworden ist. Allgemein wird dafür gehalten, dass es nicht zweckmässig wäre, die Kündigung erst auf Ende dieses Jahres vorzunehmen und den heutigen unerfreulichen Zustand noch weiter andauern zu lassen.

Im weitern stimmen Vorort und Länderausschüsse mit dem Departement im Sinne seiner nachstehenden Anträge hinsichtlich der gegenüber Rumänien, Jugoslawien und Griechenland einzunehmenden Haltung überein.

Dadurch, dass *Jugoslawien* die Weizen- und Maisausfuhr nur noch gegen eine freie Devisenspitze von 100% bewilligt, hat es in einem wichtigsten Punkte das Clearingabkommen⁴ verletzt, und nachdem es trotz allen Vorstellungen an seinem Standpunkt festhält, bleibt schweizerischerseits nichts anderes übrig, als das Abkommen zu kündigen.

Mit *Rumänien*⁵ bestehen grosse Schwierigkeiten in der Durchführung des Clearings und schon vor der Frankenabwertung hat die Schweiz durch ihre Note vom 22. September 1936⁶ der rumänischen Regierung erklärt, dass innert bestimmter Frist Erklärungen abgegeben werden müssten, wonach Rumänien sich verpflichtet, die vertraglichen Bestimmungen einzuhalten. Diese Erklärungen sind bis jetzt nicht abgegeben worden, trotzdem die schweizerische Note eine Frist bis zum 30. September lfd. Js. festsetzte. Zu diesen Vertragsverletzungen kommt auch das unverständliche Verhalten Rumäniens im Zusammenhang mit der schweizerischen Frankenabwertung, sodass aus beiden Gründen eine Kündigung gerechtfertigt erscheint.

Griechenland hat vor allem durch die einseitige Bevorzugung der deutschen Importe und die willkürliche Handhabung der Einfuhrbeschränkungsmaßnahmen gegenüber der Schweiz die Durchführung des Clearingabkommens⁷ erschwert.

Ausserordentlich kritisch liegen die Dinge im Verhältnis zur *Türkei*⁸. Hier nötigt der vorhandene Saldo, in Verbindung mit der geringen Möglichkeit, Hartweizen ohne ganz erhebliche Überpreise einzuführen, ferner der enorme, bis ins Jahr 1940 reichende Auftragsbestand der Maschinenindustrie eigentlich zu einer völligen Einstellung des schweizer. Exportes. Damit verliert jede Fortsetzung des Clearingverkehrs, bezw. die Aufrechterhaltung weiteren schweizer. Exportes vollkommen ihren Sinn, denn Hand in Hand mit ihr müsste der Staat — entgegen den Wünschen der Exportindustrie — schärfste und damit unpopuläre Exportrestriktionen dekretieren. Dem wird man aus dem Wege gehen können, wenn mit der Türkei über die Abtragung der bestehenden Saldi verhandelt wird. Dabei ist die Gefahr nicht zu vermeiden, dass die Türkei Wünsche nach Erhöhung der bestehenden Devisenspitze und Einbeziehung der Finanzforderungen ins Clearing geltend macht.

3. *RO*, 1936, vol. 52, pp. 565 ss.

4. *Conclu le 27 avril 1932* (*RO*, 1932, vol. 48, pp. 225 ss.), complété par deux accords additionnels du 2 novembre 1932 et du 29 août 1933 (*RO*, 1933, vol. 49, p. 124 et pp. 763—764).

5. Cf. rubrique II. 22. 1: *Roumanie, relations commerciales et accord de clearing*.

6. *Non retrouvé*.

7. *Conclu le 13 mars 1933* (*RO*, 1933, vol. 49, pp. 125—128).

8. Cf. rubrique II. 24. 1: *Turquie, accords de commerce et de clearing*.

Es gilt indessen zu entscheiden, ob es nicht richtiger ist, klare Verhältnisse zu schaffen als Regelungen zu treffen, die geeignet sind, aufs neue Hoffnungen zu nähren, die sich bedauerlicherweise nicht erfüllen lassen.

Wenn auch der Vorort, in der Befürchtung, bei Aufhebung des Clearings würde nicht nur der künftige Warenverkehr sondern auch die Heimschaffung der bestehenden Saldi eventuell nur unter erschwerten Bedingungen möglich sein, sich für die Aufrechterhaltung des Clearings ausspricht, so ist doch nicht ohne weiteres einzusehen, weshalb nicht mit der Türkei gleichwohl über die Möglichkeit eines Kompensationsverkehrs für den künftigen Warenverkehr und gleichzeitiger Abtragung der bestehenden Saldi verhandelt werden könnte, wie dies England getan hat. Es scheint durchaus möglich zu sein, in dem Sinne über türkische Importtransaktionen zu verhandeln, dass ein gewisser Prozentsatz der getätigten Importe zur Abtragung alter Saldi, und der Rest zur Durchführung privater Kompensationen Verwendung findet. Im Hinblick auf diese Umstände hält das Departement eine Kündigung des Clearingabkommens mit der Türkei als angezeigt.

Auf Grund dieser Erwägungen wird antragsgemäss *beschlossen*:

- 1) Der Clearingvertrag mit Bulgarien ist sofort als dahingefallen zu erklären;
- 2) die Clearingverträge mit Rumänien, Jugoslawien und der Türkei sind am 31. Oktober 1936 auf 31. Dezember 1936 zu kündigen;
- 3) im Falle 1 und 2 ist die sofortige Bereitschaft zur Aufnahme von Verhandlungen zu erklären;
- 4) bei Griechenland, dessen Vertrag erst Ende Februar 1937 auf Ende März 1937 kündbar ist, ist zunächst zuzuwarten und es sind eventuell bei Gelegenheit von Verhandlungen mit den Oststaaten über die künftige Gestaltung des Waren- und Zahlungsverkehrs vorsorglich die Besprechungen aufzunehmen;
- 5) die Verrechnungsstelle wird angewiesen, den sämtlichen Exporteuren nach allen Oststaaten mitzuteilen, dass für sämtliche schweizerischen Exporte ab 1. Oktober lfd. Js. keinesfalls mit Transferierung der aus solchen Exporten entstehenden Guthaben im bisherigen Wege des Clearings gerechnet werden dürfe; dass vielmehr künftig der Export auf die Möglichkeit der Durchführung privater Kompensationen beschränkt werden müsse;
- 6) die Aufnahme von Verhandlungen mit den verschiedenen Staaten rechtzeitig, d. h. spätestens auf 15. November 1936, ist in die Wege zu leiten, da eine weitere Verschiebung angesichts des Ablaufs der Verträge Ende Dezember nicht möglich erscheint.

Schliesslich sind als Delegierte für die Verhandlungen vorzusehen: Herr Dr. *Ebrard*, Vizedirektor der Handelsabteilung und Herr Dr. *Hulfegger* vom Vorort. Als Experten sind beizugeben: entweder Herr Mürner von der Verrechnungsstelle oder Herr Direktor Schnorf von der Nationalbank⁹.

9. Le 20 novembre, le Conseil fédéral décide de compléter la délégation suisse de la façon suivante:

Für die Verhandlungen mit Rumänien und der Türkei werden als weitere Delegierte die Herren Minister de Weck, in Bukarest, und Minister Martin, in Ankara, bestimmt und die Schweizerische Delegation wird ermächtigt, für den Fall von Abschlüssen über türkischen Hartweizen als Experten beizuziehen Herrn Dr. Carlo Fleischmann, in Zürich (*PVCF* n° 1889, E 1004 1/361).

E 2001 (C) 4/100

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L confidentielle
Affaire A Prato

Rome, 31 octobre 1936

Je vous ai relaté séparément l'entretien que j'ai eu l'autre jour avec M. Bastianini, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, et au cours duquel j'ai obtenu l'assurance que le Gouvernement italien interviendrait à la suite de nos réclamations concernant la campagne de la «Cronaca Prealpina» et de la «Provincia di Como»².

«A propos de la presse», m'a dit M. Bastianini dans la seconde partie de notre entretien, «je ne puis assez souligner les répercussions fâcheuses de la campagne du «Journal des Nations» et de son inspirateur A'Prato». Vous savez que dès ma première prise de contact officielle avec le Comte Ciano³, le Ministre des Affaires Etrangères s'était plaint en termes véhéments de l'action d'A'Prato et du «Journal des Nations». J'ai eu, d'autre part, l'occasion de vous dire verbalement cet été que, pour ainsi dire, à propos de tout, on me sortait, dans mes entretiens avec le

1. *Annotation de Motta dans la marge*: Communiquer à M. le cons. féd. Baumann. 3. XI. 36.

2. *L'entretien avec Bastianini est relaté dans la lettre confidentielle de Ruegger à Motta, du 30 octobre* (E 2001 (D) 1/100). *Dans la même lettre, à propos des articles publiés dans La Provincia, de Côme, et dans La Cronaca prealpina, de Varèse, Ruegger écrit*:

Il me paraît utile de préciser, pour mémoire, ce qui avait déjà été fait ici pour amener les autorités italiennes à mettre fin à une campagne assez irritante. Vous vous souvenez que j'en ai parlé à M. Mussolini, qui a souligné le peu d'importance d'une action pouvant s'exercer à la périphérie et échappant au contrôle du centre. A deux ou trois reprises, je me suis ensuite adressé, vu la persistance de la campagne, au Comte Ciano qui, au mois d'août dernier, avait donné des directives tendant à faire cesser les articles dont nous nous plaignons. Cet été, le Chef du Cabinet du Ministère, M. De Peppo, a confirmé à M. Micheli, Chargé d'Affaires, qu'à la suite de l'intervention du Comte Ciano, les articles incriminés devenaient de moins en moins fréquents. Effectivement, il y a eu un temps d'arrêt pour ainsi dire complet dans la publicité que nous signale, avec beaucoup de zèle, le Consulat Général de Milan.

Ceci dit, je crois tout de même indiqué que nous réduisions à leurs justes proportions la publicité des feuilles de Varèse et de Côme. Certes, je n'ai cessé de souligner vis-à-vis du Palais Chigi que des articles, n'ayant peut-être pas trop d'importance en eux-mêmes, en prenaient néanmoins dans les régions-frontière et vu les répercussions qu'ils devaient éveiller dans notre opinion publique. Nous avons, d'autre part, toujours insisté sur l'inquiétude regrettable qui devait s'emparer de beaucoup d'esprits, dans notre colonie en Italie ainsi qu'en Suisse, à la lecture de cette prose irrédentiste.

Mais il faut reconnaître, d'autre part, qu'un assez grand nombre des articles rentrent dans le cadre de polémiques journalistiques ou personnelles, même d'affaires de clocher, et qui sont, en somme, parfois une contrepartie des critiques et polémiques des journaux du Tessin. (N'oublions pas qu'on a souvent raison de s'en plaindre ici.) Des articles de ce genre paraissent d'ailleurs aussi ailleurs qu'à Varèse et à Côme. [...]

3. *Le premier entretien Ruegger-Ciano a eu lieu le 18 juin. Cf. lettre de Ruegger à Motta, du 20 juin 1936, où il n'est toutefois pas question de A Prato* (E 2300 Rom, Archiv-Nr. 36).

Palais Chigi, l'affaire de ce journal, fondé jadis avec de l'argent de la Petite-Entente. Un de mes amis italiens, qui juge la situation sans parti pris mais qui est en mesure d'observer l'état d'esprit au Palais Chigi, m'a dit qu'il constatait à nouveau l'irritation qu'avait engendrée autrefois la présence prolongée de Pacciardi dans notre territoire⁴. Tout ceci, Monsieur le Conseiller fédéral, je vous l'ai dit de vive voix et je puis donc me dispenser d'y revenir aujourd'hui.

En outre, je dois vous signaler que M. Bastianini, qui est en général très mesuré et prudent dans ses propos, s'est exprimé, au sujet des inconvénients que peut présenter, même pour les relations italo-suisse, la tolérance accordée à A'Prato, en des termes tout particulièrement nets. L'Italie, a-t-il dit, voit troubler ses relations avec la Société des Nations, avec la France et avec la Suisse par les soupçons qu'A'Prato ne cesse de répandre dans les esprits de la manière la plus perfide. A'Prato est un «rovesciatore», quelqu'un qui ne cesse de déformer systématiquement la vérité dans des buts néfastes. Ayant été mis en vogue par M. Rosenberg, A'Prato serait actuellement soutenu, selon M. Bastianini, par de l'argent soviétique. Malheureusement, je n'ai pas pu obtenir une preuve précise sur cet argument.

Il va de soi que j'ai souligné que le cas A'Prato avait déjà attiré votre attention, que ce journaliste avait reçu un avertissement sérieux et que son activité était surveillée⁵. J'ai aussi ajouté qu'à teneur de ce qu'avait dit M. Tamaro à Berne, A'Prato avait eu lui-même l'intention de quitter la Suisse pour se rendre en Belgique; cet espoir de la Légation d'Italie à Berne ne semble toutefois pas être près de se réaliser.

En résumé, M. Bastianini m'a prié de vous exposer l'intérêt vraiment urgent qui conseille de mettre fin à la campagne du «Journal des Nations» par l'éloignement d'A'Prato de ce journal. J'ajoute que, d'après M. Bastianini, le Gouvernement italien se demande comment et grâce à quelles protections M. A'Prato peut poursuivre à Genève une activité dangereuse, alors que même le gouvernement du Front populaire en France a éloigné des journalistes antifascistes italiens dont l'activité a troublé les relations entre les deux pays.

Pour finir, le Sous-Secrétaire d'Etat a répété qu'un geste de notre part en cette affaire serait de nature à aplanir une série d'obstacles dans d'autres domaines. Pour ma part, j'arrive, tout bien considéré, à la conclusion qu'au point où en sont les choses, il ne vaut pas la peine d'assurer à A'Prato un traitement plus favorable que celui qui fut réservé à Pacciardi. Nous avons, d'autre part, un intérêt vraiment assez grand à voir cesser une propagande dans de petites feuilles près de notre frontière et ce désir ne sera, je crains, réalisé à la longue qu'à la condition d'un geste de notre part dans l'affaire dont je vous parle.

4. Cf. DDS vol. 10, rubrique 15.3: Réfugiés antifascistes et services de renseignements.

5. Cf. surtout nos 224 et 254.

E 7110 1967/32, International 900

*Le Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie¹
au Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki*

*Copie**L*

Clearing mit den Ost-Staaten.

Zürich, 31. Oktober 1936

Wir erhielten Ihr Schreiben vom 30. Oktober² betreffend die Clearingabkommen mit den Ost-Staaten und haben daraus ersehen, dass Sie in den wichtigsten Punkten, die in unserer Eingabe vom 24. Oktober³ enthalten sind, eine andere Auffassung haben. Aus Ihrem Schreiben ersehen wir vor allem, dass Sie das Clearingabkommen mit der Türkei zu kündigen beabsichtigen⁴, und schliessen daraus, dass wohl auch die übrigen Abkommen gekündigt werden sollen, obschon Sie sich zu dieser Frage nicht ausdrücklich geäussert haben. Sie gestatten uns vielleicht angesichts dieser Ihrer abweichenden Stellungnahme nochmals eine kurze Begründung unserer eigenen Auffassung:

Hinsichtlich des Schicksals des bulgarischen Clearings⁵ kann ein Zweifel nicht bestehen, weil in diesem Fall der Beweis erbracht ist, dass auf dem Wege eines Clearings weder die Abtragung des Saldos noch das laufende Geschäft durchgeführt werden kann. Im Falle Jugoslawiens⁶ und Rumäniens⁷ sind wir grundsätzlich der Auffassung, dass darnach getrachtet werden sollte, den Clearingverkehr möglichst bald durch private Kompensationen zu ersetzen. In beiden Fällen erblickten wir aber für den Übergang zum neuen System in den heute noch vorhandenen Saldi zu unsern Gunsten die grössten Schwierigkeiten und sind überzeugt, dass die Abtragung dieser Guthaben auf dem Wege des Clearings sich leichter erreichen lasse als durch private Kompensation. Je kleiner die ausstehenden Guthaben in einem Clearing sind, desto leichter und unbedenklicher ist der Übergang vom Clearing zum System der Privatkompensation. Nun haben wir aber in Jugoslawien heute noch die Aussenstände von nahezu 8 Mio. Fr., wovon 2,7 Mio. einbezahlt sind, und in Rumänien von rund 14 Mio. Fr. Wir glauben, dass in beiden Fällen der Übergang zur privaten Kompensation unter diesen Verhältnissen nur möglich wäre, wenn wir auf die Hereinbringung unserer Aussenstände auf lange Zeit oder zum Teil vielleicht überhaupt verzichten würden. Eine solche Verantwortung könnte aber der Vorort nicht auf sich nehmen. Würde diesen beiden Ländern gegenüber *schon heute* zur privaten Kompensation übergegangen, so müsste, wenn die Gefährdung der Aussenstände vermieden werden soll, für

1. *Lettre signée par le vice-président, E. Wetter, et par le 1^{er} secrétaire, O. Hultegger.*

2. *Non retrouvé.*

3. *Non reproduit.*

4. *Cf. n° 306.*

5. *Cf. n° 306, n. 2.*

6. *Cf. n° 306, n. 4.*

7. *Cf. rubrique II.22.1: Roumanie, relations commerciales et accord de clearing.*

jedes Land ein wichtiger Stapelartikel (für Jugoslawien Getreide, eventuell Holz, und für Rumänien flüssige Brennstoffe) für die Abtragung der alten Guthaben reserviert und damit der privaten Kompensation entzogen werden. Nun ist es aber leider eine notorische Tatsache, dass die Balkanstaaten ausgerechnet diese Artikel nicht dazu geben, um alte Schulden abzutragen, sondern nur für neue Geschäfte. Wir geben zu, dass durch die Privatkompensation die Zahlung von Überpreisen für den Staat dahinfällt. Diese Überpreise können aber nur für die neuen Exporte übernommen werden, sodass der Übergang zum neuen System auch aus diesem Grunde gleichbedeutend ist mit einem Verzicht auf die Hereinbringung der Aussenstände.

Das sind, nochmals kurz zusammengefasst, die Gründe, die uns zwingend zu sein scheinen. Dabei bitten wir Sie, Herr Minister, nochmals versichert zu sein, dass wir, nicht weniger als Sie, eine *möglichst rasche Liquidation* der Clearingabkommen mit Jugoslawien und Rumänien begrüßen würden. Diese Einstellung hindert uns aber nicht, die grossen Bedenken, die einer Liquidation unter den *heutigen* Verhältnissen im Wege stehen, zu würdigen. Wenn wir somit zum Schlusse gelangen, dass, unter den heutigen Voraussetzungen, eine sofortige Ersetzung des Clearings durch das System privater Kompensationen für Jugoslawien und Rumänien nicht in Frage kommen kann, vermögen wir aber auch keinen Grund dafür zu ersehen, warum unsererseits diese Clearing gekündigt werden sollen. Damit wird das gesamte Vertragsverhältnis neu zur Diskussion gestellt und dem Vertragsgegner die Gelegenheit geboten, mit neuen Forderungen an uns heranzutreten. Es ist uns bis jetzt noch nie begegnet, dass die Schweiz durch neue Verhandlungen ihre Situation zu verbessern vermochte, und wir sind überzeugt, nachdem wir selbst im Fall einer Kündigung unsererseits mit diesen Ländern doch wieder ein Clearingabkommen abschliessen müssen, dass die Kündigung nur dazu dienen wird, uns zu neuen Konzessionen dem Vertragsgegner gegenüber zu zwingen. Dagegen hätten Besprechungen ohne formelle Kündigung, die sich nur auf ganz bestimmte Punkte bezogen hätten, den Vorteil, dass nicht das *gesamte* Vertragsverhältnis zur Diskussion gestellt würde, ohne die Schweiz damit der Möglichkeit zu berauben, schliesslich doch noch zur Kündigung zu schreiten. Im Falle Rumäniens hätte die Kündigung erst am 30. November auf Ende des Jahres zu erfolgen, ebenso im Falle Jugoslawiens. Der Monat November würde jedenfalls noch zur Verfügung stehen, um mit beiden Ländern ohne formelle Kündigung die entstehenden Differenzen zu bereinigen.

Was den Fall der Türkei⁸ betrifft, so müssen wir Ihnen gestehen, dass uns dieser Entschluss, den Clearing zu kündigen, sehr überrascht. Wir sind uns vollkommen bewusst, dass im Falle der Türkei das laufende Geschäft leider ohnehin mehr oder weniger als erledigt zu betrachten ist, abgesehen von der Abwicklung einiger noch auf längere Frist laufende Lieferungen der Maschinenindustrie. Würde man hier zum System der Privatkompensation übergehen, so wäre es wahrscheinlich um die Hereinbringung unseres Saldos von annähernd 7 Mio. Fr. für immer geschehen. Es könnte sich noch ein sehr bescheidenes neues Geschäft durchführen lassen, aber an eine Hereinbringung des Saldos auf dem Wege der Privatkompensation ist unmöglich zu denken. Wenn somit die Hereinbringung des Saldos die

8. Cf. *rubrique II.24.1: Turquie, accords de commerce et de clearing.*

Hauptsache ist, so ist nicht ersichtlich, wie diese Hereinbringung durch eine Kündigung des Clearings erleichtert werden sollte, nachdem wir ja in unserm eigenen Interesse nach vollzogener Kündigung doch wieder ein neues Clearingabkommen eingehen müssten, welchen Anlass die Türkei sicherlich dazu benützen würde, um uns die in allen ihren Abkommen übliche freie Devisenspitze von 40% aufzunötigen und dazu wohl auch noch die Finanzverpflichtungen, die sie bis jetzt aus der freien Spitze bestritten hat, ebenfalls noch in den Clearing einzubeziehen. Wie Sie sich erinnern werden, hat der Vorort im Herbst 1935 einen Vorstoss im Sinn einer Kündigung gemacht in der Meinung, den Anlass zu benutzen, um die Spitze von 30 auf 20% herabzusetzen. Auf dringendes Anraten der Schweizerischen Gesandtschaft in Istanbul wird man im Hinblick auf die soeben angedeuteten Möglichkeiten von einer Kündigung Umgang genommen. Nach unserer vollendeten Überzeugung hätte im Verkehr mit der Türkei eine Kündigung nur dann einen Sinn, wenn wir *heute* den Clearing durch ein anderes Verrechnungssystem ersetzen könnten. Das ist aber aus den angedeuteten Gründen sozusagen unmöglich, ganz abgesehen davon, dass der türkische Clearing seinerzeit auf das ausdrückliche Verlangen der türkischen Regierung abgeschlossen werden musste und dass es heute noch die anerkannte Politik der Türkei ist, ihren Zahlungsverkehr mit dem Ausland auf dem Wege von Clearingabkommen zu regeln. Eine formelle Kündigung unsererseits hätte somit lediglich zur Folge, dass wir uns einer viel schwierigeren Verhandlungssituation gegenüber befinden würden. Wir möchten Sie dringend bitten, von einem solchen Schritt abzusehen.

[...]

309

E 2001 (D) 1/176

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département des Postes et des Chemins de fer, M. Pilet-Golaz*

*Copie
L KW*

Berne, 2 novembre 1936

Nous avons l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, copie de notre lettre de ce jour à l'Agence télégraphique suisse¹, par laquelle nous la prions de renoncer désormais à qualifier dans ses propres dépêches et dans celles qui sont communiquées par la Radio les Autorités de Burgos de Gouvernement insurgé.

Cette démarche a été inspirée avant tout par les renseignements de nos représentants consulaires dans l'Espagne nationaliste, qui nous ont signalé que la manière de faire de l'Agence télégraphique suisse et tout spécialement de la Radio suisse était de nature à causer du tort à nos compatriotes et à rendre plus difficile la sauvegarde des intérêts suisses dans cette partie de l'Espagne. Notre point de vue selon lequel chacun des deux partis belligérants doit être appelé par le nom qu'il

1. Non reproduit. Sur l'échange de correspondances entre le Département politique, l'Agence télégraphique suisse et la radio, cf. E 2001 (D) 1/176.

s'est donné lui-même, attitude qui correspond du reste à celle du Comité international de la Croix-Rouge², nous semble le plus conforme à la politique de neutralité du Conseil fédéral. Nous croyons pouvoir admettre que ce point de vue correspond à votre propre manière de penser.

Nous vous saurions donc gré d'examiner dans quelle mesure il vous serait possible d'agir sur la Société suisse de Radiodiffusion pour amener celle-ci à tenir compte de nos observations³.

2. *Circulaire du 16 octobre.*

3. *Le 6 novembre, M. Pilet-Golaz répond à son collègue que, sich die Generaldirektion der PTT mit der Schweizerischen Depeschagentur und der Schweizerischen Rundspruchgesellschaft dahin verständigt hat, dass die Bezeichnung «Aufständische» für die nationalistischen Kreise in Spanien im schweizerischen Rundspruch nunmehr vermieden und jede Partei mit demjenigen Namen genannt werden soll, den sie sich selbst gibt. Demgemäss wird von nun an von der «nationalistischen» Regierung usw. gesprochen werden. Damit glauben wir, die Angelegenheit Ihrem Wunsche gemäss erledigt zu haben (E 2001 (D) 1/176).*

310

E 2200 Rom 22/9

L'Adjoint au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, H. Frölicher, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger

L

Bern, 3. November 1936

Lieber Freund,

Soeben habe ich Ihren Bericht¹ über die Anerkennung von Äthiopien gelesen und möchte Ihnen zunächst sagen, dass er mir ganz aus dem Herzen gesprochen

1. *Du 31 octobre, adressé au chef du DPF, G. Motta (E 2001 (D) 1/32). A la fin de ce rapport, après avoir souligné la grande importance attribuée par Rome à la reconnaissance de son empire en Afrique, et rappelé la décision prise par le gouvernement allemand, le 24 octobre, de reconnaître de jure la souveraineté italienne en Ethiopie, P. Ruegger examinait la position de la Suisse:*

Vu cette situation et considérant, d'autre part, les intérêts que nous pourrions défendre en Ethiopie, je me demande, Monsieur le Conseiller Fédéral, s'il ne serait pas justifié que nous prenions, de notre côté, certaines précautions. Dans l'espèce, nous ne pouvons que difficilement régler notre attitude sur celle des pays scandinaves, qui jouissent d'un heureux isolement et dont les représentants à Rome m'ont déclaré pas plus tard qu'hier qu'ils pourraient très bien être les derniers à reconnaître «l'Impero». Certes, on tiendra compte ici, jusqu'à un certain point, de la situation spéciale dans laquelle nous nous trouvons. Mais je crois qu'il serait erroné de penser que l'Italie, forte de l'appui de l'Allemagne, comprenne que nous réglions notre attitude d'après celle de la Grande-Bretagne et de la France.

Peut-être ne serait-il pas exclu de fournir une indication de notre désir d'un règlement par le moyen suivant. Les Autorités fédérales ont reconnu depuis longtemps, et dès avant la campagne abyssine, les avantages qu'il y aurait à créer un poste consulaire à Addis-Abeba. Ne serait-il donc pas possible que le Conseil Fédéral prît la «décision de principe» de créer un Consulat en Ethiopie? Cette décision pourrait s'accompagner, le cas échéant, de commentaires dans certains journaux indiquant que cette décision impliquerait une prochaine reconnaissance, au moins de facto, du nouvel état de choses en Ethiopie.

ist. Seit längerer Zeit bemühe ich mich, auf Bonna einzuwirken, dass der richtige Moment für die Anerkennung, die ja doch kommen muss, nicht verpasst wird.

Sie haben nun die Anregung gemacht, dass ein Konsulat in Addis-Abeba errichtet werden solle, womit die Anerkennung verbunden wäre. Wie Sie wissen, haben wir keinen Schweizer in Addis-Abeba, der dieses Amt übernehmen könnte. Man müsste also einen Berufsbeamten schicken und dabei stösst man aus finanziellen Gründen auf erhebliche Schwierigkeiten. Es scheint mir auch, dass zur Zeit die Interessen der Schweiz in Äthiopien nicht derart sind, dass sich eine berufliche konsularische Vertretung rechtfertigen könnte.

Ich habe mich nun gefragt, ob die Anerkennung nicht auch in der Form geschehen könnte, dass man in der Konzessions-Angelegenheit der «SERET»² offiziell beim Aussenministerium vorstellig werden könnte. Man könnte sich bei der Übergabe der Note mit der italienischen Regierung dahin verständigen, dass die Démarche auch eine Anerkennung der italienischen Souveränitätsrechte in Äthiopien beinhalte.

Wenn wir vor England und Frankreich nicht aus allgemein politischen Gründen, sondern wegen der Wahrung der schweizerischen Interessen in Äthiopien, die Anerkennung aussprechen, so wird man uns daselbst, wo man ja auch auf Einhandlung von Vorteilen in der Anerkennungsfrage ausgeht, keinen Vorwurf machen können. Ferner aber dürfte die schweizerische öffentliche Meinung die Haltung des Bundesrates eher gutheissen. Es wäre unschwer durch die «SERET» zu erreichen, dass sie in der Presse vorher auf diese besondern Interessen der Schweiz in Äthiopien hinweisen würde.

Herr Bonna, dem ich diese Anregung gemacht habe, wollte mir nicht recht folgen. Wahrscheinlich wird er aber doch Herrn Bundesrat Motta davon etwas sagen. Sofern Sie jedoch glauben, dass mit meiner Idee etwas zu machen ist, so würde ich es lebhaft begrüssen, wenn Sie meine Anregung auch Ihrerseits unterstützen wollten.

P.S. Die Anerkennung der Konzession braucht natürlich nicht Bedingung der Anerkennung Äthopiens zu sein; aber das letztere ist praktisch Bedingung des ersteren.

ANNEXE

E 2200 Rom 22/9

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Chef du Département politique, G. Motta

Copie

L

Rome, 12 novembre 1936

J'ai l'honneur de revenir sur notre correspondance antérieure au sujet de la concession obtenue naguère en Ethiopie par le Syndicat suisse d'études des routes et transports «SERET»³, en me référant en dernier lieu à votre lettre du 24 octobre dernier⁴.

2. *Syndicat suisse d'études des routes et transports en Ethiopie, fondé et dirigé par l'ingénieur F. Köppel. Le 3 mai 1935, le «SERET» avait obtenu du gouvernement éthiopien une concession pour la construction et l'exploitation d'une route d'Addis-Abeba à Kurmuk. Cf. aussi l'annexe au présent document.*

3. *Cf. n. 2 ci-dessus.*

4. *Non reproduit.*

Nous avons examiné avec un soin particulier les moyens permettant à la fois de soutenir utilement, et dans l'esprit de vos instructions, la requête dudit syndicat, et de ne pas affronter trop nettement — ceci paraissant également votre désir — les problèmes d'ordre politique que soulève notre intervention diplomatique en cette affaire.

Depuis l'envoi de votre lettre, nous avons eu, mon collaborateur, M. Micheli, et moi-même, des conversations avec l'ingénieur Köppel, qui s'était rendu à nouveau à Rome. Rentré en Suisse, M. Köppel nous écrit le 4 novembre qu'il a déjà eu l'occasion de vous mettre oralement au courant des contacts personnels et officieux qu'il a pu avoir à Rome, grâce au concours de différentes personnalités.

M. Köppel vous aura sans doute dit — et ceci correspond assez exactement à ce que nous devons considérer comme probable — que le Comte Ciano, interpellé par personne interposée au sujet du cas du «SERET», aurait répondu: «Que la Suisse reconnaisse d'abord l'Empire italien en Ethiopie, et ensuite cette affaire pourra être examinée».

Pour faire suite aux entretiens que M. Micheli avait eus antérieurement au Palais Chigi, j'ai laissé, le 6 novembre, au Ministère un pro memoria⁵ signalant expressément l'intérêt que les autorités suisses portent à l'entreprise dirigée par M. Köppel, qui apparaît comme sérieuse et honorable. Ainsi que vous avez bien voulu me l'indiquer vous-même dans votre lettre, cette démarche équivaut, au moins selon la doctrine traditionnelle du droit des gens, à une reconnaissance tacite de facto du nouvel état de choses en Ethiopie.

J'ai remis cet aide-mémoire au Chef de Cabinet de M. Bastianini (vous savez que le Comte Ciano est actuellement absent de Rome), en demandant que l'attention toute particulière du Sous-Secrétaire d'Etat fût attirée sans délai sur notre démarche. J'ai obtenu l'assurance que ce serait fait et que le Ministère nous tiendrait au courant. Mon interlocuteur a, toutefois, immédiatement soulevé la question de la reconnaissance de jure par la Suisse de la conquête de l'Ethiopie, et je ne serais pas surpris, malgré mes explications, qui étaient conformes à vos instructions, que si une réponse formelle devait nous être adressée, celle-ci mentionnât la condition, comme fait préalable nécessaire, d'une reconnaissance de l'«Impero». Aussi longtemps que notre attitude ne peut être définitivement fixée, nous devons, par conséquent, tendre à obtenir des renseignements verbaux plutôt que des réponses écrites.

Je me permets de me référer, par ailleurs, à ma lettre de ce jour⁶ relative au problème général de la reconnaissance de l'Ethiopie.

5. *Non reproduit.*

6. *Cf. n° 316.*

311

E 1004 1/361

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 6 novembre 1936*¹

1811. Verhandlungen mit Polen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 5. November 1936

Mit Beschluss vom 28. August 1936² hat der Bundesrat die Weisungen für die schweizerische Delegation festgelegt, welche mit einer polnischen Delegation

1. *Absents: Pilet-Golaz et Obrecht.*

2. *Non reproduit.*

über den Abschluss eines Clearingvertrages sowie über die Regelung gewisser Zoll- und Kontingentsfragen zu unterhandeln hatte.

Auf Grund jener Weisungen wurden die Verhandlungen Ende August und anfangs September geführt. Im Laufe derselben ist, entsprechend den im Bundesratsbeschlusse aufgestellten Weisungen, ein Entwurf für ein Warenclearingsabkommen ausgearbeitet worden.

Mitte September erfuhren jene Verhandlungen einen Unterbruch, weil die polnische Delegation erklärte, neue Instruktionen in Warschau einholen zu müssen. Gleichzeitig stellte sie in aller Form das Begehren, dass der zweite Teil der Verhandlungen in Warschau fortgeführt werden müsse; es sei dies für Polen eine Prestigefrage, nachdem bereits viermal polnische Delegationen in der Schweiz gewesen seien, während noch nie eine schweizerische Delegation in Polen unterhandelt hatte. Der Grund für die Unterbrechung lag darin, dass sich die beiden Delegationen über die Frage des Transfers der schweizerischen Finanzforderungen nicht einigen konnten und dass die polnische Delegation einen schweizerischen Vorschlag in Warschau selbst näher abklären musste. Dieser schweizerische Vorschlag ging dahin, die Frachten aus dem polnischen Warenimport in die Schweiz einem künftigen schweizerisch-polnischen Clearing dienstbar zu machen während sie jetzt teilweise in den deutsch-schweizerischen Clearing einfließen, zur Hauptsache aber der Schweiz überhaupt verloren gehen. Der von der schweizerischen Delegation gemachte Vorschlag auf Einbezug der Frachten würde einen künftigen polnisch-schweizerischen Clearing um mindestens 40% bereichern, insofern, als in der handelsstatistisch erfassten Einfuhr polnischer Waren in die Schweiz mindestens 40% Frachtspesen inbegriffen sind. Es leuchtet nun ohne weiteres ein, dass es nicht gleichgültig ist, ob in die polnische Clearingkasse in Zürich bloss 10 oder aber 16,7 Millionen Franken (gemäss dem letztjährigen Resultat der Handelsstatistik) einbezahlt werden. Die polnische Delegation konnte auf diesen Vorschlag nicht ohne weiteres antworten, weil zunächst die technischen Voraussetzungen in Warschau abgeklärt werden mussten und ausserdem die Frage selbst durch Polen mit Deutschland zu behandeln war.

Was die Finanzforderungen anbelangt, so hatte die schweizerische Delegation den Vorschlag gemacht, Polen möge 50% der schweizerischen Zinsansprüche in freien Devisen transferieren, während 50% in Polen zu belassen wären, über deren möglichst freie Verwendung mit Polen bestimmte Abmachungen getroffen werden müssen. Die für den 50%igen Transfer aufzubringenden freien Devisen würden von der Schweiz einerseits durch die Devisenspitze geliefert, welche im Warenclearing der polnischen Staatsbank zur Verfügung gestellt würde und für welche von der schweizerischen Delegation zunächst einmal 10% in Vorschlag gebracht worden waren.

Die polnische Delegation war wohl damit einverstanden, die schweizerischen Zinsansprüche ausserhalb des Clearings zu transferieren, erklärte aber mit aller Bestimmtheit, dass gemäss der ganzen Einstellung der polnischen Regierung keine Rede davon sein könne, für diesen Transfer andere Devisen aufzubringen, als diejenigen, die von der Schweiz selbst geliefert würden durch den Ankauf polnischer Waren und eventuelle weitere schweizerische Zahlungen aus andern Titeln in Polen. Aus diesem Grunde erklärte die polnische Delegation, dass sie maximal 40% der schweizerischen Zinsforderungen transferieren könne, je nach

den anzustellenden Berechnungen auch noch weniger und dass andererseits die der polnischen Staatsbank zu überlassende freie Devisenspitze mindestens 20% betragen müsse.

Bei Unterbruch der Verhandlungen wurde vereinbart, dass dieselben wieder aufgenommen würden, wenn sich Polen über folgende Fragen geäußert hatte:

1. ob der bereits ausgearbeitete Vertrag von der polnischen Regierung anerkannt werde und

2. ob sich die polnische Regierung mit dem Transfer eines gewissen Prozentsatzes der schweizerischen Zinsansprüche ausserhalb Clearing einverstanden erklären könne.

Die polnische Antwort liess etwas auf sich warten. Inzwischen kam die Frankenabwertung und die Notwendigkeit, zunächst mit Deutschland den Clearingvertrag der neuen Frankenparität anzupassen. Unterdessen hatte die polnische Regierung mitteilen lassen, dass der in Bern ausgearbeitete Vertrag mit geringen Abänderungen angenommen werde, dass jedoch ein Transfer von Finanzforderungen nur soweit in Betracht kommen könne, als die Schweiz selbst die nötigen Devisen hierfür aufbringe. Aus der Art der polnischen Antwort wie auch aus weiteren Mitteilungen der Schweizerischen Gesandtschaft in Warschau musste nun aber der Schluss gezogen werden, dass die polnische Delegation die zuständigen Ministerien in Warschau in ungenügender und unklarer Weise über die schweizerischen Vorschläge unterrichtet hatte. Sowohl die Schweizerische Gesandtschaft in Warschau wie auch der hiesige polnische Gesandte machten daher den Vorschlag, dass der Leiter der schweizerischen Delegation, Herr Legationsrat Dr. Vieli, sich nach Warschau begeben, um mit den beteiligten Staatsministern die in Frage stehenden Probleme direkt abzuklären. Dazu kam noch, dass in den letzten Tagen der polnische Gesandte in Bern mitteilte, es sei wahrscheinlich, dass es bei dieser Gelegenheit möglich wäre, auch das Frachtenproblem abzuklären und zu erledigen.

Im weitem wird das Problem der Liquidierung der in Zürich und Warschau seit dem Sommer dieses Jahres eingezahlten Beträge für die gegenseitigen Warenlieferungen ausserordentlich dringend. Die polnischen Exporteure weigern sich, weiterhin Waren nach der Schweiz zu liefern, wenn sie für ihre Lieferungen keine sofortige Bezahlung erhalten, sondern nur gesperrte Frankenguthaben in Zürich. Es handelt sich dabei zum Teil um Waren, welche für die schweizerische Versorgung nicht nur interessant, sondern auch notwendig sind. Auch stellt sich für diese auf die Sperrkonten in Zürich und Warschau einbezahlten Beträge in dringender Form die Frage der Kursgestaltung. Da ein ziemlich grosser Anteil der in Zürich einbezahlten Beträge den Gegenwert von Pfund-, Dollar- und Zlotyforderungen darstellt, ist nach der schweizerischen Währungsmassnahme vom 26. September³ auf den Einzahlungen in Zürich ein sehr fühlbarer Verlust entstanden. Es kann den schweizerischen Importeuren gerechterweise nicht zugemutet werden, dass sie auf ihren damaligen Einzahlungen einen Nachschub leisten, um so weniger, als ein Teil jener Importeure ihre auf Pfund oder Dollar lautenden Verpflichtungen auch mit Schecks in jenen Währungen bei der Nationalbank beglichen. Es ergibt

3. *C'est-à-dire la dévaluation du franc suisse. Cf. n° 297 et annexes.*

sich daher die dringende Notwendigkeit, die Einzahlungen in Zürich und Warschau sofort miteinander zu kompensieren; da in Warschau ein weit höherer Betrag einbezahlt ist, muss ausserdem dafür gesorgt werden, dass dieser die Einzahlungen in Zürich übersteigende Betrag für die Bezahlung polnischer Warenlieferungen bis zu seiner völligen Abtragung sofort verwendet werden kann. Dieser «Echange des prisonniers», wie die Liquidation der beidseitigen Sperrzahlungen in humorvoller Weise bezeichnet wurde, ist ein äusserst dringendes Problem.

Auf Grund der vorstehenden Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

Der Leiter der schweizerischen Delegation, Herr Legationsrat Dr. Vieli, wird sofort nach Warschau delegiert, mit dem Auftrage:

1. sofort eine Regelung zu treffen, welche die unverzügliche Liquidierung der in Zürich und Warschau einbezahlten Sperrbeträge ermöglicht⁴;
2. mit den zuständigen polnischen Ministerien die Frachtenfrage abzuklären;
3. bei der polnischen Regierung zu sondieren, ob eventuell ein besonderer Kurs für den zukünftigen Verrechnungsverkehr zwischen der Schweiz und Polen fixiert werden könnte, und wenn dies polnischerseits abgelehnt würde, zu prüfen, in welcher Weise die polnische Warenausfuhr nach der Schweiz zu Weltmarktpreisen aufrecht erhalten werden kann;
4. über die grundsätzliche Frage der Regelung der Finanzforderungen und damit über die Frage ob Warenclearing oder Totalclearing eine endgültige Abklärung zu schaffen.

Im weitem soll die Aufgabe dieser Sondermission sein, bei der polnischen Regierung dahin zu wirken, dass für die definitive Ausgestaltung des Clearingvertrages sowie für die noch hängigen Zoll- und Kontingentsfragen eine polnische Delegation nach Bern entsandt werde, um diese Verhandlungen abermals hier zu führen⁵.

[...]

ANNEXE

E 2001 (D) 1/254

*Arrangement confidentiel*⁶

conclu entre la Suisse et la Pologne, concernant le régime réciproque à appliquer aux marchandises dont l'importation est prohibée ou contingentée dans les deux pays.

Le Gouvernement suisse et le Gouvernement polonais, désireux de faciliter les échanges commerciaux entre la Suisse et la Pologne, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1

Les marchandises suisses dont l'importation sur le territoire douanier polonais est prohibée seront admises à l'importation en Pologne, dans le cadre des contingents fixés à la *liste A* et des clauses additionnelles.

4. Un accord sur ce point est signé à Varsovie le 19 novembre (PCVF n° 1921 du 25 novembre, E 1004 1/361). Pour le texte de l'accord, cf. RO, 1936, vol. 52, pp. 899—902.

5. Le 31 décembre un accord est conclu entre la Pologne et la Suisse concernant le règlement des paiements commerciaux (RO, 1937, vol. 53, pp. 95—97). Cf. aussi l'annexe ci-après.

6. Signé à Berne, le 31 décembre, par P. Vieli et W. Stucki pour la Suisse et J. de Modzelewski pour la Pologne.

Art. 2

Les marchandises polonaises dont l'importation est prohibée ou contingentée en Suisse seront admises à l'importation en Suisse dans le cadre des contingents fixés à la *liste B* et des clauses additionnelles.

Art. 3

Si les contingents annuels prévus dans les listes susmentionnées se révèlent insuffisants, les Parties contractantes s'engagent à discuter amicalement la possibilité d'augmenter les quantités admises à l'importation. Dans ce but, pourront être établis d'un commun accord pour l'année en cours des contingents supplémentaires avec possibilité de réduire en même temps proportionnellement les contingents fixés d'après cet accord pour d'autres produits.

De même, les Parties contractantes se réservent le droit de procéder d'un commun accord à une révision éventuelle des listes des contingents.

Art. 4

Pour les marchandises contingentées ou non au moment de la conclusion du présent arrangement, autres que celles énumérées dans les listes de contingents et les listes de contingents de garantie et sous réserve des clauses additionnelles aux listes A et B, les deux Gouvernements conviennent de se garantir réciproquement l'octroi de contingents qui ne seront pas inférieurs aux importations respectives de l'année 1931, 1932, 1934 ou 1935, au choix du pays exportateur.

Au cas où les statistiques polonaise ou suisse ne contiendraient pas de détails au sujet de l'importation d'origine suisse ou polonaise, le contingent attribué à la Suisse respectivement à la Pologne sera établi, le cas échéant, sur la base des documents justificatifs présentés par les importateurs.

Art. 5

1. Les contingents accordés par la Pologne à la Suisse et non épuisés au cours d'une période de répartition (deux mois) seront reportés sur les trois périodes suivantes.

2. De même les contingents accordés par la Suisse à la Pologne et non épuisés au cours d'une période de répartition (trois mois) seront reportés sur les deux trimestres suivants.

3. Les permis d'importations délivrés par les deux parties contractantes sont valables pour trois mois.

4. La délivrance des permis d'importation ne sera soumise à des taxes autres ou plus élevées, ni à des conditions, règles et formalités autres ou plus onéreuses que celles auxquelles est ou sera assujettie la délivrance de permis pour l'importation d'un pays tiers quelconque.

Art. 6

Les deux Gouvernements s'engagent à prendre toutes mesures nécessaires pour que les permis d'importation soient délivrés aussi promptement que possible par les autorités compétentes dans les limites des contingents convenus.

Les permis d'importation seront délivrés en principe aux importateurs ayant déjà importé des marchandises de même espèce du territoire douanier de l'autre Partie contractante et, si leurs demandes sont inférieures aux contingents prévus, aussi à d'autres requérants, à condition qu'ils soient admis, en vertu des dispositions générales en vigueur dans les pays d'importation, à effectuer l'importation des articles en question. Sous cette réserve, les deux Gouvernements s'engagent à prendre en considération les demandes des importateurs qui seront appuyées par le Gouvernement de l'autre Partie contractante.

A ce but, immédiatement après la fin de chaque période de répartition, sur la demande du Gouvernement du pays exportateur, il sera procédé à la vérification de la répartition des contingents et, le cas échéant, il sera envisagé de commun accord des mesures aptes à faciliter l'épuisement des contingents en question au cours de la période de répartition suivante — en premier lieu par l'octroi de permis aux requérants, recommandés par le Gouvernement du pays exportateur.

Art. 7

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1937 et pourra être dénoncé en tout temps pour prendre fin deux mois après.

Art. 8

Toutefois, si l'une des Parties contractantes prenait des mesures de nature à aggraver la situation telle qu'elle se présente au moment de la signature de cet arrangement, l'autre Partie contractante pourrait demander des négociations immédiates afin de rétablir l'équilibre voulu. Si ces négociations n'aboutissent pas à un résultat satisfaisant dans le délai d'un mois dès la présentation de la demande, la Partie contractante qui se considérerait lésée pourrait dénoncer le présent arrangement qui prendra fin un mois après.

Art. 9

Les dispositions de cet arrangement ne peuvent pas constituer un obstacle à l'application des mesures extraordinaires nécessaires du point de vue des accords conclus entre les deux pays concernant les paiements commerciaux.

Art. 10

Le présent arrangement confidentiel remplace celui du 3 février 1934⁷ concernant le régime réciproque à appliquer aux marchandises dont l'importation est prohibée ou contingentée dans les deux pays.

7. Cf. annexe au n° 11.

312

E 2001 (D) 1/173

*Conférence sur la défense des intérêts suisses en Catalogne*¹

No KN

Bern, 6. November 1936

Angesichts der schweizerischen Stellungnahme zum Dekret der katalanischen Regierung vom 24. Oktober 1936 über die Kollektivisierung von Unternehmen² fand am 4. November 1936 unter dem Präsidium von Herrn Legationsrat Dr. Frölicher eine Konferenz statt, an der als Vertreter der in Betracht kommenden schweizerischen Interessenten die Herren Metzger, Dr. Bosshard, Dubler und Siegfried teilnahmen.

Es verdienen namentlich nachstehende Bemerkungen festgehalten zu werden:

Herr Metzger: Alle im Handelsregister eingetragenen Firmen sollen nach Auffassung der katalanischen Behörden als spanische Firmen gelten. Die Behörden sollen jedoch, wie übrigens schon aus dem Dekret hervorgeht, bereit sein, die Anmeldung ausländischer Interessen entgegenzunehmen.

1. D'après le code «KN», cette notice a été rédigée par M. Rüber.

2. Sur ce décret, cf. notamment la lettre du Consulat de Suisse à Barcelone du 31 octobre et les requêtes d'un certain nombre de maisons suisses in E 2001 (D) 1/173.

Repressalien auf Grund des Dekretes in der Schweiz dürften nicht wohl anständig sein, da sie kaum die richtigen Personen treffen würden. Sodann liesse sich die Überlegung machen, die katalanische Generalität sei überhaupt keine Regierung, sondern nur eine Behörde. Daher wäre ein Protest in Madrid denkbar, wobei verlangt würde, dass das Konsulat in Barcelona bei der Inventaraufnahme mitwirke. Man behielte sich bereits jetzt vor, die Anrufung des im schweizerisch-spanischen Schiedsvertrages³ vorgesehenen Schiedsgerichtes zu beantragen. Im übrigen musste im Hinblick auf die Inventarisierungen verlangt werden, dass dieselben auf Grund des Realwertes vom 19. Juli 1936 erfolgten. Auch bezüglich der Bezahlung der Entschädigung in Devisen oder Gold sowie deren Transferierung müssten bereits alle Vorbehalte gemacht werden.

Herr Legationsrat Dr. Frölicher: Das Politische Departement würde es vorziehen, vorderhand durch das Konsulat in Barcelona bei der Generalität vorstellig zu werden. Ein solcher Schritt würde keineswegs implizite eine Anerkennung des katalanischen Staates bedeuten. Das Departement ist bereit zu verlangen, dass die Inventare unter Mitwirkung des Konsulates aufgenommen werden. Es nimmt auch in Aussicht, gegebenenfalls mit der Anrufung des Schiedsvertrages zu drohen.

Herr Siegfried: Es sollte versucht werden, die Sache vorderhand unter Ausschaltung von Madrid der Generalität gegenüber gütlich zu regeln.

Herr Legationsrat Dr. Frölicher: Ist mit diesem Vorschlag einverstanden der darauf hinausgeht, dass die Sache zuerst durch das Konsulat in Barcelona den dortigen Behörden gegenüber behandelt wird⁴.

3. Du 20 avril 1926 (RO, 1927, vol. 43, pp. 61—69).

4. A l'issue de cet entretien un communiqué est envoyé à la presse, invitant les personnes physiques et morales lésées à prendre contact avec le Département politique. Dans une lettre du 6 novembre, ce dernier propose en outre au Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie l'établissement d'un questionnaire, qui sera rédigé en collaboration avec l'Association suisse des banquiers pour connaître l'ampleur des pertes subies par des Suisses du fait des collectivisations. Enfin, le 10 novembre, le Département politique annonce au Consulat à Barcelone qu'il retient la démarche envisagée auprès des autorités catalanes, puisqu'aucun autre pays n'a encore agi dans ce sens (E 2001 (D) 1/173).

313

E 2300 Madrid, Archiv-Nr. 8

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Madrid, E. Fontanel,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 31

Fuite du Gouvernement

Madrid, 7 novembre 1936

Le sort en est jeté. Le Gouvernement est parti pour Valence. Quoiqu'on s'attendît depuis longtemps à cet événement, il a causé une profonde impression, car il est sans doute le signal de la fin. La nouvelle nous fut communiquée par une let-

tre du Ministre d'Etat, en date d'hier, le 6 novembre, remise ce matin à 11^{1/2} h. à l'Ambassadeur du Chili par le Secrétaire général du Ministère, M. de Ureña. Cette lettre est brève. En cinq lignes elle communique que dorénavant la capitale sera transférée à Valence. Le Sous-Secrétaire déclara au doyen que désormais Madrid devait être considérée seulement comme un chef-lieu de province et que pour toutes les questions de sécurité et d'organisation, le Corps Diplomatique devait s'adresser au Directeur général de sécurité [*sic*]; pour les affaires politiques, il conviendrait de se mettre en rapport avec le gouvernement à Valence. Nous voici donc devant le fait accompli. Le Corps Diplomatique reste ébahi devant l'action du gouvernement qui sans plus marquer aucune forme de courtoisie ni plus donner des assurances quant à la sécurité, s'enfuit ailleurs. Il se rappelle à ce propos la promesse formelle de M. Alvarez del Vayo¹, faite aussi au soussigné, d'informer le Corps Diplomatique en temps utile pour qu'il puisse se mettre en sécurité. Ce gouvernement se couvre de boue. Impuissant à contenir les masses dont il a déjà avant l'insurrection stimulé les appétits les plus grossiers, il doit céder lui-même, non seulement aux rebelles, mais à l'action des éléments les plus radicaux qui le composent. D'après d'autres renseignements qui nous parviennent, le gouvernement ne serait pas parti dans sa totalité et en fait le président du Conseil² et M. Alvarez del Vayo auraient été empêchés de se déplacer et seraient actuellement détenus de la F.A.I.³ [*sic*]. Ainsi agit le peuple vis-à-vis d'un Largo Caballero qui, de maçon qu'il était, arriva au pouvoir par le soutien des masses. D'autre part, la justice exige peut-être que périsse par la main de ceux-là mêmes, celui chez qui il fomenta la haine sociale [*sic*]. Madrid se trouve donc, alors que le canon tonne à ses portes, dans une situation quasi anarchique, dont les conséquences peuvent être très graves pour tous. Bien qu'on nous ait affirmé que la direction générale de sécurité subsiste, il semble que son directeur, un sinistre représentant du parti, ne soit plus ici. Ce serait, paraît-il, Margarita Nelken, la prophétesse communiste bien connue, qui dirigerait les affaires de la direction générale. Pour combien de temps, l'avenir le dira. Je crois, en effet, qu'à la réception de ce rapport les événements m'auront devancé et que je vous en aurai déjà rendu compte télégraphiquement.

Ce matin à la séance diplomatique⁴, il fut décidé en l'absence du gouvernement d'obtenir du gouverneur militaire actuel de la place de Madrid, le général Miaja, les assurances concernant notre sécurité. D'autre part, le doyen se mettra en rapport avec le collège des avocats pour obtenir au moins un appui moral dans les gestions à entreprendre. Une d'entre elles serait d'adoucir le sort des prisonniers qu'on menace d'emmener en otage (il y en a environ 10 000) à Valence. Un grand nombre d'officiers prisonniers auraient déjà été envoyés à Alcala de Henares.

[...]

Sur le progrès des opérations, je ne puis, avant le départ de ce courrier par avion français, que vous donner de brefs renseignements. Malgré l'émulation artificielle du gouvernement et de la presse, les milices ne manifestent qu'un enthousiasme

1. *Ministre des Affaires étrangères.*

2. *Largo Caballero.*

3. *Fédération anarchiste ibérique.*

4. *C'est-à-dire du corps diplomatique, que préside son doyen, l'Ambassadeur du Chili.*

bien faible pour une cause qu'on dit être du peuple. Leur attitude au front est paraît-il piteuse. On a vu des officiers les menacer du pistolet pour les faire avancer. D'autre part, les éléments radicaux poussent les gardes constitués, tels que les gardes d'assauts et la garde nationale républicaine à se mettre à l'avant, désireux qu'ils sont de les faire anéantir pour se protéger eux-mêmes. Beaucoup d'ailleurs passent quand ils le peuvent du côté rebelle. On soupçonne aussi l'action des fameux comités contre les gardes des Légations avec l'intention de les désarmer et de se débarrasser de ces éléments intéressants. Il y aurait des volumes à écrire sur les iniquités qui se commettent actuellement. On a toutefois l'impression qu'avec le départ du gouvernement, la résistance de Madrid, malgré les éléments extrêmes de la F.A.I. pourrait être moins grande qu'on craint, ce qui serait certainement à l'avantage de nous tous.

314

E 2001 (D) 1/221

*Le Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Bern, 7. November 1936

Mit bestem Dank bestätige ich Ihnen den Empfang Ihres Schreibens vom 2. ds. Mts.¹ mit welchem Sie mir mitteilen, in welchen Fällen der letzten Zeit das Politische Departement, dem die Wahrung der Interessen der schweizerischen Finanzgläubiger anvertraut ist, zu wenig informiert und beigezogen worden sei. Ich möchte mir erlauben, dazu einige Bemerkungen anzubringen:

Die in der Sitzung vom 13. Mai a. c.² getroffene Regelung der Kompetenzfrage habe ich immer so verstanden, dass, gemäss ausdrücklicher gesetzlicher Bestimmung, das Politische Departement mit der Wahrung der Interessen der schweizerischen Finanzgläubiger gegenüber dem Ausland beauftragt sei, dass es diesen Fragenkomplex im Bundesrat vertrete, dass es sich aber für die Behandlung der einzelnen Fragen, namentlich soweit sie nicht grundsätzlicher Natur sind, eines Hilfsorganes bediene und zwar der Schweizerischen Nationalbank. Von dieser Auffassung ausgehend habe ich bei allen praktischen Fragen darauf gehalten, dass sowohl von mir wie von den zuständigen Mitarbeitern der Handelsabteilung immer im engsten Kontakt mit der Nationalbank vorgegangen wurde und wird. Ich glaube auch feststellen zu können, dass dies restlos geschehen ist. Ich war dabei allerdings der Meinung, dass es Sache der Nationalbank sei, das Politische Departement überall auf dem Laufenden zu halten, wo dieses nicht selber direkt beteiligt und vertreten war bzw. ist. Sollten Sie der Auffassung sein, dass diese Meinung unrichtig ist, und dass das Politische Departement auch bei der Behandlung von Einzelfragen selbst dann immer zugezogen werden soll, wenn die Natio-

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. annexe au n° 227.*

nalbank vertreten ist und aktiv mitarbeitet, so kann diesem Wunsche sehr leicht Rechnung getragen werden. Aus der Tatsache, dass sich die Vertreter des Politischen Departementes für Sitzungen der Clearingkommissionen und für andere Besprechungen, zu denen sie eingeladen waren, öfters entschuldigen liessen, konnte ich diesen Wunsch nicht voraussetzen. Zu den einzelnen von Ihnen angeführten Fällen möchte ich mir erlauben, Folgendes zu bemerken:

1. Die sämtlichen Fragen, die im August durch die Herren Direktor Schwab (Nationalbank) und Dr. Jöhr (Bankiersvereinigung) in Berlin diskutiert wurden³, sind an einer internen Konferenz am 22. Juli in Zürich behandelt worden und zwar in Anwesenheit eines Vertreters des Politischen Departementes. Wenn es infolge Mangel an Zeit nicht möglich war, diese wenigen Detailfragen (Pfandausfallforderungen, Anleihen deutscher Städte, Grenzbanken, Rheinkraftwerk Albruck-Dogern und Anleihe des Steinkohlenbergwerks Friedrich Heinrich) anlässlich der grossen am 6. Juli abgeschlossenen Verhandlungen⁴ zu bereinigen, so handelte es sich doch in keiner Weise um irgendetwas Neues, das dem Politischen Departement neu hätte unterbreitet werden können. Über die Tatsache der Verhandlungen ist das Politische Departement am gleichen Tage orientiert worden, an welchem wir von Berlin erfuhren, dass die deutsche Seite verhandlungsbereit sei.

Es ist damals in keiner Weise der Wunsch ausgedrückt worden, dass neben der direkten Vertretung der Finanzgläubiger der Nationalbank und der Schweizerischen Gesandtschaft in Berlin noch ein Vertreter des Politischen Departementes zugezogen werden. Das Resultat der Verhandlungen habe ich Ihnen unverzüglich unterbreitet und Sie haben sich damit einverstanden erklärt.

2. Die von Deutschland Ende September ausgesprochene Kündigung des Transfer- und Fundierungsabkommens war lange zum voraus avisiert und auch in unserm schriftlichen Bericht vom 15. Juli dem Bundesrat in Aussicht gestellt worden⁵. Sie konnte unmöglich eine Überraschung bilden. Sie wurde, so viel ich weiss, auch vom Chef des Volkswirtschaftsdepartementes dem Bundesrat mündlich mitgeteilt. Eine Abschrift der Kündigungsnote, die rein formelle Bedeutung hatte, ist den Herren Direktor Schwab und Dr. Jöhr zugestellt worden.

3. Die Erwähnung einer deutschen Kündigung des Verrechnungsabkommens als Folge der Frankenabwertung⁶ ist mir unverständlich. Eine solche Kündigung ist nie ausgesprochen worden. Die Deutsche Gesandtschaft hat lediglich mit einer Note vom 2. Oktober⁷ die Aufnahme von Verhandlungen über verschiedene durch die Frankenabwertung aufgeworfene Fragen verlangt. Die in der deutschen Note speziell als Verhandlungsgegenstand bezeichneten Punkte betrafen nicht die Stellung der schweizerischen Finanzgläubiger. Es ist richtig, dass nach Eingang dieser Note, die wiederum der Nationalbank prompt zugestellt worden war, am 5. Oktober eine Besprechung mit den Mitgliedern der Verhandlungsdelega-

3. Cf. Niederschrift über das Ergebnis der deutsch-schweizerischen Besprechungen vom 26. bis 29. August 1936 ..., *du 29 août* (E 2001 (C) 4/161).

4. Cf. n° 247, n. 7.

5. Cf. PVCF n° 1238 (E 1004 1/359).

6. Cf. n° 297 et annexes.

7. Cf. n° 303, n. 5.

tion stattgefunden hat, zu welcher das Politische Departement nicht beigezogen wurde. Es mag dies eine Unterlassungssünde sein, die sich aber daraus erklärt, dass die Interessen der Finanzgläubiger, wie gesagt, nicht direkt in Frage standen und diese übrigens direkt durch Herrn Dr. Jöhr und sodann durch die Nationalbank vertreten waren. In seiner Sitzung vom 6. Oktober⁸ hat der Bundesrat der Verhandlungsdelegation seine Instruktionen erteilt. Ich verstehe deshalb nicht recht, dass das Politische Departement über diese Verhandlungen überhaupt nicht unterrichtet worden sei.

4. Was die Clearingverträge mit den verschiedenen Oststaaten anbelangt, so musste selbstverständlich die Auswirkung der Frankenabwertung eingehend geprüft werden und zwar zunächst vom Standpunkt des Handelsverkehrs aus. Ich habe darüber dem Bundesrat in seiner Sitzung vom 23. Oktober⁹ einlässlich berichtet und meine Darlegungen sind von ihm genehmigt worden. Zu positiven Beschlüssen, vor deren Fassung das Politische Departement und die schweizerischen Finanzgläubiger nicht noch ausdrücklich beigezogen worden wären, haben diese Darlegungen nur in zwei Fällen geführt und zwar nicht von Seiten des Volkswirtschaftsdepartements sondern von Seiten des Bundesrates (Sitzung vom 30. Oktober)¹⁰. Es betrifft dies einmal Bulgarien, wo festgestellt wurde, dass der Clearingvertrag infolge ständiger Verletzung durch Bulgarien als dahingefallen zu betrachten sei und sodann die Türkei, wo der Bundesrat beschlossen hat, den Vertrag zu kündigen. Nebenbei gesagt konnte diese Kündigung infolge eines technischen Versehens nicht rechtzeitig ausgesprochen werden¹¹. In beiden Fällen handelt es sich um Staaten, bei denen die schweizerischen Finanzinteressen geringfügig sind und in beiden Fällen hat das Volkswirtschaftsdepartement nicht von sich aus gehandelt sondern seine Anträge dem Bundesrat unterbreitet.

5. Was schliesslich die Eingabe des Komitees Deutschland der Schweizerischen Bankiervereinigung an den Bundesrat vom 24. Oktober¹² anbelangt, so kann doch wohl weder das Volkswirtschaftsdepartement noch der Unterzeichnete dafür verantwortlich gemacht werden, dass diese Eingabe durch die *Bundeskanzlei* dem Politischen Departement nicht zugestellt worden ist. Ich selber habe sie von Herrn Dr. Jöhr erhalten, der sie meines Wissens auch dem Politischen Departement zugestellt hat.

Ich weiss nicht, ob es richtig ist, aus den geschilderten Tatsachen den Schluss zu ziehen, «dass für das Politische Departement die Tragung jeglicher Verantwortlichkeit für die Regelung der schweizerischen Finanzforderungen im Clearingabkommen unmöglich wird¹³.» Diese Verantwortung besteht gemäss ausdrücklicher Bestimmung des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesverwaltung¹⁴ und sie ist bestätigt worden in der Konferenz vom 13. Mai d. J.¹⁵ Ich habe eingangs bemerkt, dass, wenn der ständige Kontakt mit den Ausführungsorganen des Poli-

8. Cf. *PVCF* n° 1635 (E 1004 1/360).

9. Cf. n° 303.

10. Cf. n° 306.

11. Cf. n° 322, n. 4.

12. *Non reproduit*. Cf. n° 305.

13. *Lettre de Motta* du 2 novembre. Cf. n. 1.

14. *Du 26 mars 1914* (RO, 1914, vol. 30, pp. 292—314).

15. Cf. n. 2 *ci-dessus*.

tischen Departementes, mit der Nationalbank, nicht genügt, selbstverständlich sofort Sorge getragen werden kann und muss, dass das Politische Departement neben der Nationalbank zu allen Besprechungen, die die Interessen der Finanzgläubiger berühren könnten, direkt auch beigezogen wird.

ANNEXE

E 2001 (D) 1/221

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki*

*Copie
L JP*

Bern, 10. November 1936

[...]

Der zwischen den beteiligten Departementen und der Nationalbank getroffenen Regelung¹⁶ über die Wahrnehmung der Interessen der schweizerischen Finanzgläubiger gegenüber dem Ausland lag, wie von Ihnen richtig hervorgehoben wird, die Absicht zu Grunde, dem Politischen Departement die Behandlung der Fragen grundsätzlicher Natur zu überlassen, das sie ja auch im Bundesrat zu vertreten hat, und für die die Behandlung der einzelnen Fragen mehr technischer Natur dem Departement ein Hilfsorgan beizugeben, als welches die Nationalbank amten sollte. Diese Ordnung setzt voraus, dass sowohl der Delegierte des Bundesrates für den Aussenhandel als das Volkswirtschaftsdepartement in allen grundsätzlichen Fragen, welche die Wahrung der schweizerischen Finanzinteressen betreffen, das Politische Departement auf dem laufenden halten sollen, damit vor einer Behandlung der Angelegenheiten im Schosse des Bundesrates das Departement Gelegenheit bekommt, sich über die Vorschläge und Anträge des Volkswirtschaftsdepartements zu unterrichten und zu ihnen Stellung zu beziehen. Auch erheischt das Verhältnis zwischen Politischem Departement und Nationalbank notwendigerweise, dass das Departement sich nicht von der Nationalbank orientieren lassen muss, ob Verhandlungen, die für die Finanzgläubiger von Bedeutung wären, bevorstehend sind und welche Fragen im Hinblick auf solche abzuklären seien, ganz abgesehen davon, dass die Nationalbank dazu häufig auch gar nicht in der Lage ist.

Wir sind somit nicht der Ansicht, dass Vertreter unseres Departements bei der Regelung aller Einzelfragen, die Finanzforderungen betreffen, mitwirken sollen, sondern sind der Auffassung, dass es in der Regel vollauf genügt, wenn Vertreter der Nationalbank und der Bankiervereinigung sich an solchen Besprechungen beteiligen, die, wenigstens was die Nationalbank angeht, schon aus dem täglichen Kontakt mit Ihnen, dem Volkswirtschaftsdepartement und der Verrechnungsstelle den zur Behandlung dieser besondern Angelegenheiten erforderlichen Überblick haben. Wenn Sie aus unsern Mitteilungen den Schluss zu ziehen scheinen, dass wir auf eine Beiziehung von Vertretern des Politischen Departements zu derartigen Verhandlungen Wert legen, so möchten wir betonen, dass solche Absichten uns durchaus fremd sind.

Die in Ihrem Schreiben angeführten Einzelheiten glauben wir, auch wenn wir mit Ihrer Darstellung in verschiedenen Punkten nicht ganz einig gehen, auf sich beruhen lassen zu können, umso mehr als sie nicht das für uns Wesentliche berühren. Wir beabsichtigen keineswegs, uns der nach Organisationsgesetz obliegenden Verantwortlichkeiten zu entziehen, aber wenn wir diese tragen sollen, so ist es unerlässlich, dass das Politische Departement Gelegenheit erhält, auf die dem Bundesrat zur Entscheidung unterbreiteten Anträge Einfluss zu nehmen. Das Departement darf beispielsweise erwarten, dass zu Eingaben der Bankiervereinigung, auch wenn diese von der Bundeskanzlei dem Politischen Departement nicht zugestellt werden, es wenigstens zur Vernehmlassung eingeladen wird, oder dass Anträge an den Bundesrat, die sich auf schweizerische Finanzinteressen

16. *Lors de la conférence du 13 mai. Cf. n. 2 ci-dessus.*

im Ausland auswirken, dem Departement zur Kenntnis gebracht werden, damit es in der Lage ist, hiezu einen Mitbericht abzugeben, wie es die Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesverwaltung vorsehen. Dem Politischen Departement soll seitens der Stellen, von denen solche Anträge ausgehen, die Möglichkeit geboten werden, von diesen rechtzeitig Einsicht zu nehmen und hierüber gegebenenfalls in Gedankenaustausch zu treten.

Wir erlauben uns, eine Kopie dieses Schreibens dem Chef des Volkswirtschaftsdepartements zugehen zu lassen und dürfen der Hoffnung Ausdruck geben, dass sich ein Weg finden lässt, der dem Standpunkt unseres Departements Rechnung trägt¹⁷.

17. *Suite à la lettre de Motta du 10, le 12 novembre W. Stucki rédige la notice suivante pour la Division du commerce:*

Das Politische Departement hat sich darüber beklagt, zu Besprechungen betr. Finanzfragen ungenügend beigezogen worden zu sein, sodass es die Verantwortung für die Wahrung der Interessen der Finanzgläubiger nicht mehr tragen könne. [...]

Ich bitte dringend, das Politische Departement zu allen Besprechungen einzuladen, bei denen die Interessen schweizerischer Finanzgläubiger in Frage stehen und, wenn irgend möglich, ihm vorher von allfälligen Anträgen an den Bundesrat in solchen Fragen Abschrift zustellen (E 7110 1967/32, International 900).

315

E 2001 (C) 4/161

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki*

Copie
L Vertraulich
Verhandlungen

Berlin, 11. November 1936

Nachdem ich meine Erhebungen bei den zuständigen Stellen über die deutschen Forderungen und Wünsche zu den nächsten Verhandlungen abgeschlossen habe, beehre ich mich, Ihnen über diesen Gegenstand folgendes zu berichten:

1. Rahmenabkommen

Die deutsche Delegation wird mit der bestimmten Instruktion in die Verhandlungen eintreten, die bisherige Struktur des Rahmenabkommens nicht mehr aufrecht zu erhalten. Die Aufteilung der im Verrechnungsverkehr zur Verfügung stehenden Mittel in zwei Hypotheken soll demnach fallen gelassen werden und an deren Stelle eine Ausscheidung nach bestimmten noch zu vereinbarenden Quoten, welche den verschiedenen Interessentengruppen zugewiesen werden sollen, vorgenommen werden. Die Gruppe der Exporteure würde daher in Zukunft nicht mehr mit einer bestimmten Grösse rechnen können wie bisher.

Deutschland wird aus dieser Forderung zweifelsohne eine *conditio sine qua*

non machen; dies schon aus dem Grunde, weil die deutsche Regierung unbedingt daran festhält, dass die Finanzgläubiger in Zukunft besser gestellt werden sollen¹.

Dies bedeutet an und für sich keine Abweichung von der im Memorandum vom 9. Mai² dargelegten Auffassung, wonach die Verteilung der deutschen Ausfuhrerlöse auf die drei grossen Gläubigergruppen in erster Linie eine Angelegenheit der Schweiz sei. Diese Ansicht soll vielmehr aufrecht erhalten werden, jedoch unter der ausdrücklichen Bedingung, dass die Ansprüche der Finanzgläubiger eine endgültige Regelung erfahren.

Der absolut freie Reichsbankanteil³, das heisst unbeschwert von Belastungen wie Stillhaltezinse, Zinse für Neukredite usw., sollte meines Erachtens bei maximal 10% fixiert werden können. Ich glaube kaum, dass in dieser Hinsicht weitergehende Forderungen gestellt werden.

Das zukünftige Abkommen soll höchstens auf die Dauer eines Jahres befristet werden.

2. Warenverkehr

Wie bereits erwähnt, soll der Warentransport nach deutscher Auffassung nicht mehr mit einer zum vorneherein bestimmten Summe rechnen können. An deren Stelle würde vielmehr eine prozentuale Quote treten, aus welcher vorab die Nebenkosten sowie auch die Stromkosten, welche praktisch kaum eine Kürzung erleiden können, beglichen werden sollen. Was noch darüber hinaus zur Verfügung steht, soll zu Bezahlung des Warenexportes vorbehalten bleiben und zwar in der Weise, dass für eine begrenzte Frist, zum Beispiel für ein Quartal, eine Summe zum voraus festgelegt wird, deren Grösse sich richtet nach den Erfahrungen während einer bestimmten vorangehenden Zeitperiode.

Diese Globalsumme wäre nach einem zu vereinbarenden Schlüssel auf die ver-

1. Dans son mémoire daté du 18 octobre 1936 qui concerne les conditions faites aux créances financières dans un nouvel accord de clearing avec l'Allemagne, A. Jöhr note:

[...] Ich gehe von der Annahme aus, dass nach der Abwertung des Schweizerfrankens noch viel weniger als bisher die Finanzgläubiger sich mit dem fünften Rang zufrieden geben können; tatsächlich gingen ihnen bisher voraus:

- 1) der Reiseverkehr,
- 2) die Reichsbankquote,
- 3) die Export- und Nebenkosten-Quote,
- 4) die Kapitalhärtefälle.

Dass die schweizerischen Finanzgläubiger auf die gleiche Stufe wie die andern Interessenten gestellt zu werden verlangen, ist bekannt. Neu ist, dass in den letzten Verhandlungen der Leiter der Deutschen Delegation von sich aus ein ähnliches Begehren der deutschen Seite angemeldet hat und dass Reichsbankpräsident Schacht sich mir gegenüber völlig unprovokiert im gleichen Sinne geäussert hat. [...] (E 2001 (C) 4/161.)

G. Motta s'adresse le 5 novembre à W. Stucki, soutenant également le point de vue de l'Association suisse des banquiers:

[...] Wir müssen den Standpunkt der Finanzgläubiger grundsätzlich als berechtigt anerkennen und erachten es als dringend wünschenswert, dass deren Interessen in weitgehendem Mass, als es bisher der Fall war, berücksichtigt werden. [...] (E 2001 (C) 4/161.)

A ce sujet, cf. n° 305 + A.

2. Cf. n° 229.

3. A ce sujet, cf. nos 110 et 112.

schiedenen Überwachungsstellen aufzuteilen, wobei es die Meinung hat, dass diese nach eigenem Ermessen darüber bestimmen, das heisst zu deren Lasten Devisenbescheinigungen erteilen können nach Massgabe des auch im neuen Vierjahresplan⁴ wiederum unterstrichenen Gesichtspunktes des dringlichen Bedarfes.

Die Begründung zu dieser Forderung liegt nach deutscher Ansicht darin, dass eine Besserstellung der Finanzgläubiger unumgänglich sei, was natürlich nur auf Kosten des Exportes geschehen kann. Wenn aber zur Bezahlung der Ausfuhr von Schweizerwaren weniger Mittel zur Verfügung stehen, so muss im Rahmen der gegebenen Möglichkeiten der dringende Bedarf in erster Linie berücksichtigt werden.

Ich bin zwar der Überzeugung, dass keine Einwände dagegen erhoben werden, wenn schweizerischerseits das Begehren gestellt wird, dass innerhalb der den Überwachungsstellen zugeteilten Quoten Ausscheidungen für bestimmte, die Schweiz besonders interessierende Positionen vorgenommen werden. Ich glaube sogar, dass sich die deutsche Regierung dazu verstehen könnte, dass zum Beispiel über die eine Hälfte dieser Zuteilungen die Überwachungsstellen nach ihrem Ermessen und über die andere nur im Einverständnis mit den zuständigen schweizerischen Stellen verfügen könnten.

Über Waren, die Saisonschwankungen unterliegen, müssen natürlich von Fall zu Fall die entsprechenden Abreden getroffen werden.

[...]

3. Reiseverkehr

Die deutsche Regierung ist der Auffassung, dass die Verkoppelung des Reiseverkehrs nach der Schweiz mit den Kohlenbezügen ihre Berechtigung verloren habe⁵. Von dieser Verbindung sei man tatsächlich schon dadurch abgekommen, dass für die einzelnen Monate bestimmte Beträge vereinbart worden sind. Man könne also füglich noch einen Schritt weitergehen und den Gegenwert der gesamten Kohlenlieferungen dem Sammeltopf zukommen lassen, aus dem die Zuteilungen an die einzelnen Gruppen vorgenommen werden, wobei auch für den Reiseverkehr wie bisher diese Zuteilung in bestimmten Summen für die einzelnen Monate, anstatt in einer prozentualen Quote, vorgenommen werden kann.

Deutscherseits wird wahrscheinlich noch der Wunsch vorgebracht werden, innerhalb des Kontingentes für den Hotelverkehr einen Betrag für Gesellschaftsreisen auszuscheiden. Diesem Begehren könnte meines Erachtens vielleicht durch eine Vereinbarung entsprochen werden, wonach den wichtigeren Reiseagenturen ein bestimmter verhältnismässiger Anteil vom monatlichen Fixbetrag zugewiesen wird. Dabei würde es diesen Agenturen freistehen, innerhalb eines Betrages, auf den sie bestimmt rechnen können, Gesellschaftsreisen zu organisieren. Gleichzeitig würde dadurch erreicht werden, dass das Schweizer Reisebureau in Berlin nicht von Monat zu Monat stiefmütterlicher behandelt wird, was in letzter Zeit der Fall war. Wir müssen unbedingt vermeiden, dass deutscherseits

4. *Véritable plan de mobilisation de l'économie du Reich pour la guerre dont Göring prend la responsabilité le 19 octobre 1936.*

5. Cf. n° 300.

mit der Zeit eine Kontrolle über die Reisenden ausgeübt wird in dem Sinne, dass nur noch solche Personen zum Erwerb von Kreditdokumenten zugelassen werden, die dem Regime genehm sind.

4. Kapitalverkehr

Über die von deutscher Seite oft erhobene Forderung eines Kapitalabstriches wird sich reden lassen. Man ist hierseits selbst überzeugt, dass sich die Schweiz auf ein solches Begehren nicht einlässt. Hingegen werden wohl neue Anläufe zu einer langfristigen Regelung des gesamten Schuldenproblems etwa im Sinne des sogenannten Somary-Planes⁶ zu erwarten sein, obschon hier kein Zweifel mehr darüber besteht, dass der genannte Vorschlag praktisch nicht durchführbar ist. Über eventuelle Anregungen in dieser Richtung ist man sich allerdings noch nicht im klaren.

Die Frage der Fundierung ist eine weitere *conditio sine qua non*. Herr Ministerialdirektor Wohlthat erklärte mir, dass er niemals einen Vertrag unterschreiben würde, welcher in irgendeiner Weise die Aushändigung von Fundingbonds für Fälligkeiten nach dem 1. Januar 1937 vorsehen sollte⁷.

Die Frage der Kapitalerträge muss nach deutscher Auffassung so gelöst werden, dass durch die zu vereinbarende Regelung die Ansprüche der schweizerischen Gläubiger als ausgeglichen gelten. Eine Abmachung, wie sie zum Beispiel mit Holland getroffen worden ist und über die ich Ihnen seinerzeit eingehend berichtet habe⁸, wird nicht abgelehnt. Man verweist jedoch auch ausdrücklich auf die Beispiele Belgiens und Italiens, wo mit einem Bartransfer von 3½% sämtliche Verpflichtungen abgegolten sind, ohne dass darüber hinaus noch ein Schuldtitel ausgehändigt wird, wie es gegenüber den holländischen Gläubigern geschieht.

Herr Ministerialdirektor Wohlthat ist persönlich der Auffassung, dass in absehbarer Zeit den Zinsansprüchen aus lang- und mittelfristigen Anlagen eine ähnliche Verwendungsmöglichkeit eingeräumt werden kann wie der Registermark. Infolge des stetigen Abbaues der Stillhalteverpflichtungen⁹ werden sich seiner Ansicht nach die Stillhaltegläubiger gegen eine allgemein gewährte Auflösung der Zinsguthaben im Reiseverkehr nicht mehr sträuben.

5. Versicherungsverkehr

Nach wie vor soll der Versicherungsverkehr den devisa-rechtlichen Beschränkungen grundsätzlich nicht unterworfen werden.

6. *Du nom d'un banquier zurichois d'origine autrichienne. Non retrouvé.*

7. *Cf. annexe au présent document.*

8. *Non retrouvé.*

9. *A. Jöhr écrit à ce sujet au Président de la Reichsbank, H. Schacht, le 12 novembre 1936:*

Bei der Unterredung, welche Sie mir am 14. Oktober in Berlin gewährt haben, erlaubte ich mir, Ihnen einen konstruktiven Plan für die Neuordnung der schweizerisch-deutschen Finanzbeziehungen im kommenden Jahr zu entwickeln, der nach verschiedenen Richtungen Ihr Interesse gefunden hat.

Im Wesentlichen sollte der Plan durch die Fortführung der Stillhaltevereinbarungen den Schweizerbanken ermöglichen, im Laufe von 1–2 Jahren ihre stillgehaltenen Guthaben über den Rückkauf von Registermark auf einen Betrag von vielleicht 250 Millionen Franken zu reduzieren. [...] (E 2001 (C) 4/161.)

6. Aktivzinsen

Auch gegen die weitere Einbehaltung der Aktivzinsen wird die deutsche Regierung voraussichtlich keine Schwierigkeiten erheben. Es dürfte jedoch auch hier das Begehren gestellt werden, diese Zinsen dem Sammelkonto gutzuschreiben, wobei es die Meinung hat, dass die zu Lasten der sogenannten Aktivzinsen-Million bisher bestrittenen Verpflichtungen, ebenfalls durch eine Zuteilung aus dem Sammeltopf befriedigt werden.

7. Rückstände

Begreiflicherweise wird deutscherseits auch das Begehren gestellt, für die Abtragung der Rückstände eine Regelung zu treffen. Was diejenigen auf dem Konto Reiseverkehr im Belaufe von rund 23 Millionen Franken anbetrifft, so gewärtigt die deutsche Regierung immer noch die im Briefwechsel vom 6. Juli dieses Jahres vorgesehene Vereinbarung über einen Sonderbezug deutscher Kohle¹⁰. Es wurde mir versichert, dass deutscherseits jedenfalls die erforderlichen Vorbereitungen zur Abdeckung dieses Saldos durch Kohlenlieferungen bereits getroffen worden sind.

Was die Rückstände auf dem Konto Waren und Nebenkosten anbetrifft, die per 31. Oktober auf rund 28,4 Millionen Franken aufgelaufen sind, so wünscht Deutschland, dass zur Abtragung dieses Saldos ein besonderes Tilgungskonto geschaffen wird, ähnlich wie es zum Beispiel mit Holland vereinbart wurde, welches natürlich aus der Quote gespiesen werden müsste, die für den Warenverkehr auszuscheiden wäre.

Die Rückstände aus der Lieferung von Transitwaren werden nicht viel Kopferbrechen machen, da sie nur noch ungefähr 4 Millionen Franken betragen sollen. Es wird jedoch unumgänglich sein, in diese Regelung auch den noch nicht abgedeckten Rückstand aus Lieferungen von Transitwaren, die vor dem 1. Februar 1936 nach dem ehemaligen Zollausschlussgebiet um Jestetten getätigt worden sind, einzubeziehen, da als Folge der schweizerischen Währungsmaßnahme in diesem Gebiete aus dem Handelsverkehr mit der Schweiz in nächster Zeit nicht mehr genügend Frankenbeträge anfallen dürften. Diese Rückstände beziffern sich jedoch nach meiner Schätzung höchstens noch auf 50 bis 60000 Franken.

Diesen Ausführungen ist zu entnehmen, dass Deutschland ganz allgemein gesprochen die Absicht hat, den Verrechnungsverkehr wesentlich einfacher zu gestalten. Dabei wird ein nachdrücklicher Appell zu erwarten sein, auch schweizerischerseits zu einer grosszügigen Regelung des Problems Hand zu bieten und zwar in der Weise, dass nicht für jede einzelne Position zum voraus auf Franken und Rappen bestimmt wird, was ihr zukommen soll. Es wird vielmehr beabsichtigt, diese Detailpunkte durch eine engere ständige Fühlung mit den kompetenten schweizerischen Behörden, insbesondere mit der Gesandtschaft, je nach Bedarf zu ordnen, wie dies auch im Verkehr mit übrigen Ländern geschieht, wobei nach deutscher Auffassung beide Partner nur die besten Erfahrungen gemacht haben.

10. Cf. n° 300.

Dabei denkt insbesondere Herr Ministerialdirektor Wohlthat weniger an die Einsetzung eines nach seiner Ansicht etwas schwerfälligen Regierungsausschusses, sondern eher an einen ständigen Kontakt der Gesandtschaft mit den einzelnen deutschen Ressorts, wodurch die Begrüssung sämtlicher Abteilungen, die in einem Regierungsausschuss notwendigerweise vertreten sein müssen, vermieden wird.

Ich brauche wohl nicht besonders zu betonen, dass ich mit den deutschen Referenten mich über die zukünftige Ausgestaltung des Zahlungsverkehrs nur unter dem ausdrücklichen Vorbehalt unterhalten habe, dass die gepflogenen Besprechungen für die schweizerische Stellungnahme in keiner Weise präjudizierend seien.

Ich habe jedoch diese Sondierungen gemacht in der Überzeugung, dass sie einer Beschleunigung der ohnehin stark belasteten Verhandlungen nur förderlich sein können. In diesem Sinne wäre es meines Erachtens von Vorteil, wenn auch den deutschen Behörden die allgemeinen Linien über die schweizerische Stellungnahme bekanntgegeben werden könnten. Ich wäre Ihnen zu Dank verbunden, wenn Sie mir in dieser Beziehung einige Anhaltspunkte geben würden, vorausgesetzt, dass Sie meiner Ansicht beipflichten.

ANNEXE

E 1004 1/361

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 29 décembre 1936

2133. Verhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 29. Dezember 1936

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

I. Durch die zweite Zusatzvereinbarung zum Abkommen über den schweizerisch-deutschen Verrechnungsverkehr wurden sämtliche Vereinbarungen über den Zahlungsverkehr auf den 31. Dezember 1936 befristet, sofern sie nicht bereits durch Kündigung oder infolge der Natur der Vereinbarung Ende des Jahres 1936 hinfällig wurden. Das Protokoll vom 18. Oktober 1936¹¹, das die Anpassungen an die durch die Abwertung geschaffene neue Lage enthält, sah vor, dass die Verhandlungen über die Neuregelung des Verrechnungsverkehrs ab 1. Januar 1937 am 17. November 1936 aufgenommen werden sollten. Am festgesetzten Zeitpunkt stand jedoch der Leiter der deutschen Delegation nicht zur Verfügung, da er Herrn Reichswirtschaftsminister Dr. Schacht auf seiner Reise nach der Türkei und Iran begleitete und die Verhandlungen konnten erst am 4. Dezember aufgenommen werden. Durch diese Verschiebung der Verhandlungen war die Zeit für die Diskussion einer vollständigen Neuregelung des Verrechnungsverkehrs äusserst knapp geworden und es war sehr unwahrscheinlich, dass mit dem Abschluss eines völlig neuen Vertragswerkes bis Ende des Jahres gerechnet werden konnte. Ausserdem war es unmöglich, sich über die Wirkungen der Abwertung des Schweizerfrankens auf den Import deutscher Waren ein sicheres Bild zu machen. Die Wareneinfuhr aus Deutschland ist aber die Grundlage des Verrechnungsabkommens. Alles hängt von diesem Faktor ab. Infolge der Abwertung der schweizerischen Währung sind die Preise der deutschen Waren stark gestiegen. Diese Preissteigerung wirkt importhemmend und es muss damit gerechnet werden, dass mengenmässig weniger Waren aus Deutschland eingeführt werden. Auf der andern Seite hat die Abwertung aber zur Folge, dass die verminderte Menge einen höhern Gegenwert in neuen Franken darstellt, sodass die Einzahlungen in Franken bei der Schweizeri-

11. *Pour un rapport sur les négociations, cf. FF, 1937, I, pp. 433 ss. Le texte de l'accord se trouve in RO, 1937, vol. 53, pp. 23–24 et l'original in K I/916.*

schen Nationalbank auf das Verrechnungskonto der Deutschen Verrechnungskasse ansteigen müssen. Es ist im gegenwärtigen Zeitpunkte noch unmöglich, sich über die Entwicklung Rechenschaft zu geben. Diese Ungewissheit war der hauptsächlichste Grund, weshalb der deutschen Delegation vorgeschlagen wurde, die bestehenden Abkommen um drei Monate zu verlängern. Nach anfänglichem Widerstand erklärte sich Deutschland mit einer Verlängerung einverstanden, machte aber die Annahme dieses Vorschlages davon abhängig, dass die Schweiz einige wesentliche Änderungen hauptsächlich in bezug auf die Stellung der Finanzgläubiger zugestehe. Die wichtigste Forderung Deutschlands bestand darin, dass es die Befreiung von der Pflicht, neue Fundingbonds für die nicht in bar transferierten Zinsen aus Finanzguthaben auszugeben, verlangte. Anstelle dieser Fundingbonds wurde ein Ersatz nach dem Muster des deutsch-holländischen Abkommens zugestanden.

In bezug auf die Richtlinien für die Neuregelung musste sich die Schweiz auf den Standpunkt stellen, dass Warenexport und Fremdenverkehr gewisse minimale Sicherungen haben müssen, um voraus disponieren zu können. Der Finanzgläubiger kann eher eine kurze Zeit abwarten und je nach den Ertragnissen des Verrechnungsverkehrs befriedigt werden. Diese Gesichtspunkte waren für die provisorische Regelung des Verrechnungsverkehrs für das erste Quartal 1937 massgebend.

Der Form nach sind die neuen Abmachungen folgendermassen gegliedert:

Dritte Zusatzvereinbarung zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr, ein Protokoll, das die Änderungen der einzelnen Anlagen des Rahmenabkommens und die neue Anlage H enthält. Zehnte Zusatzvereinbarung zum Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr¹². Geheimer Notenwechsel zu der Regelung der Einfuhr von Käse nach Deutschland. Zweites geheimes Protokoll über die Einfuhr von Kunstseide.

[...]

12. *Pour le* Dixième avenant à la convention de commerce germano-suisse du 5 novembre 1932, cf. *RO*, 1937, vol. 53, pp. 21 ss. *Pour le* Troisième additif à l'accord concernant le trafic de compensation germano-suisse du 17 avril 1935, cf. *RO*, 1937, vol. 53, pp. 25 ss.

316

E 2001 (D) 1/32

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

L

Zur Anerkennung des italienischen
Imperiums in Äthiopien

Rom, 12. November 1936

Von den Fragen, die an mich gelangten, seitdem Ihr Vertrauen Sie veranlasste, mich für den Römer Posten in Vorschlag zu bringen, haben mich wenige mehr beschäftigt als diejenige unserer Haltung in der Frage der Anerkennung des italienischen Imperiums in Äthiopien². Die Verantwortung, in dieser Frage zu einer klaren Schlussfolgerung zu gelangen, ist nicht leicht. Auch ist es nicht angängig, einen Entscheid zu fällen, ohne sämtliche Folgen unserer Stellungnahme, soweit sie sich überblicken lassen, zu bewerten.

1. *Annotation marginale de Motta*: Die Frage ist so wichtig dass wir dem Bundesrat Bericht erstatten sollten. Aber wie, in welchem Sinne? Die Idee der grundsätzlichen Errichtung eines Konsulats gefällt mir wenig. 16. XI. 36.

2. Cf. *aussi* n° 310.

Es ist — auch in einem Teil der französischen Rechtspresse — gesagt worden, dass die Verweigerung der Anerkennung des italienischen Imperiums einer Carossen-Streitigkeit des 18. Jahrhunderts gleiche. Dies mag, wie die Dinge liegen, der Fall sein. Immerhin muss diese Angelegenheit faktisch Bedeutung gewinnen, seitdem unser westlicher Nachbar, Frankreich, sich in die Weigerung der Anerkennung zurzeit soweit verrannt hat, dass es unter Missachtung wichtiger Interessen seinen Botschafter in Rom abberufen hat, auf die Gefahr hin, dessen Nachfolger in einem wesentlichen Augenblick zurzeit nicht akkreditieren zu können³. (Freilich wird meiner Überzeugung nach gegenüber diesem Missgriff die Überlegung des Quai d'Orsay die Oberhand gewinnen). Eine Anerkennung des Status quo durch die Schweiz kann somit ziemlich heftigen Angriffen des «front populaire» und dessen geistigen Verbündeten ausserhalb und auch innerhalb unserer Grenzen rufen. Auch ist es denkbar — wenn auch nicht sicher — dass eine gewisse momentane Verstimmung bei den angelsächsischen Staaten Platz greift, die in Zeiten der Gefahr für uns einen gewissen Sicherheitsfaktor bilden kann. Abgesehen hievon mag auch folgender Überlegung ein gewisses Gewicht zukommen: Die Schweiz hat bei der Anerkennung neuer Staaten und neuer Regierungsformen nicht stets in erster Linie gestanden. Ihre Anerkennung hat Gewicht und wird umworben. Zwar wurde z. B. die portugiesische Republik von uns zuerst anerkannt⁴; demgegenüber erfolgte die Anerkennung der Republik Spanien⁵ in einem gewissen Abstand gegenüber andern Staaten, und auch staatliche Neubildungen der Nachkriegszeit, wie im Baltikum⁶, vermochten uns nicht zu einer raschen Stellungnahme zu veranlassen. Diese gewissermassen traditionelle Bedächtigkeit habe ich übrigens bereits gegenüber den hiesigen Stimmen angeführt, die der Hoffnung auf eine baldige Anerkennung des Imperiums durch die Schweiz Ausdruck gaben.

Wenn trotzdem meines Erachtens überwiegende Gründe für die baldige offizielle Anerkennung des italienischen Imperiums in Äthiopien sprechen, so sind diese Gründe folgende.

1.) Vom Standpunkt der italienisch-schweizerischen Beziehungen aus, die durch die letzten Erklärungen des italienischen Regierungschefs gefestigt wurden⁷, wäre eine Stellungnahme der Schweiz, die auf grundsätzlichen Erwägungen

3. *L'ambassadeur Ch. de Chambrun a été rappelé le 31 octobre. Pendant deux ans, la France va être représentée à Rome par un chargé d'affaires, le conseiller d'ambassade J. Blondel.*

4. *Le 11 octobre 1910. Cf. DDS vol. 5, nos 277—279.*

5. *Le 21 avril 1931, le Conseil fédéral avait reconnu le gouvernement républicain comme gouvernement provisoire, après la France et une série d'autres Etats. Cf. P.V.C.F. n° 673 du même jour (E 1004 1/327).*

6. *En 1918—1919, le Conseil fédéral n'avait reconnu aucun des nouveaux Etats baltes. Pour la Lituanie, cf. DDS vol. 7-I, nos 54 et 55. Pour la Lettonie (Latvia), cf. DDS vol. 7-II, n° 191.*

7. *Cf. le discours prononcé par Mussolini à Milan, le 1^{er} novembre:*

Uno dei paesi confinanti con l'Italia e con il quale le nostre relazioni furono, sono e saranno sempre estremamente amichevoli, è la Svizzera. Paese piccolo, ma di una importanza grandissima e per la composizione sua etnica e per la posizione geografica che occupa nel quadrivio d'Europa.

Le 3 novembre, dans une lettre à G. Motta, le ministre Ruegger a commenté ainsi ce passage du discours de Mussolini:

fussend zur Anerkennung führte, zweifelsohne ein bemerkenswerter Aktivposten. Bei meiner letzten Demarche in der Angelegenheit der «SERET»⁸ wurde mir bestätigt, dass der italienische Regierungschef der Frage der Anerkennung eine «massima importanza» beimesse und dass die Lösung dieses Problems u. a. deshalb ihm so wichtig erscheine, weil es die Rückkehr Italiens in die europäischen Angelegenheiten erleichtere.

2.) Was die schweizerischen Interessen in Äthiopien anbetrifft, so bedeutet die Anerkennung des gegenwärtigen Status wohl nicht nur eine Erleichterung, sondern die Vorbedingung einer *wirksamen* Vertretung derselben. Hierbei ist nicht nur, auch nicht in erster Linie, an die «SERET» zu denken, deren Ansprüche praktisch möglicherweise zu nicht mehr als einer Entschädigung führen werden, sondern an die industrielle Mitwirkung schweizerischer Firmen und Mitglieder der Schweizerkolonie in Italien an der «Valorisierung» Äthopiens, zu der Deutschland Zugeständnisse gemacht worden sind.

Ich möchte indessen hervorheben, dass so viel Beachtung diese Interessen auch verdienen mögen, und so sehr auch deren Vertretung (vielleicht mehr als andere Argumente) in der öffentlichen Meinung gewürdigt werden mag, dieselben für die prinzipielle Entscheidung unseres Landes nicht ausschlaggebend sein dürfen. In einem durch seine Rückwirkungen möglicherweise sehr wichtigen Entscheidung dürfen nur stichhaltige, grundsätzliche Erwägungen eine Rolle spielen, materielle Gründe wohl nur insoweit als sie den erstern nicht gegenüberstehen, sondern *parallel* laufen. Meines Erachtens ist das letztere der Fall, indem sehr erhebliche Argumente allgemeiner Art *für* eine Rechtshandlung der Schweiz in der Richtung der Anerkennung sprechen.

3.) Ein Hauptargument für eine positive Stellungnahme der Schweiz dürfte indessen, alles abgewogen, in der Erwägung der Richtlinie liegen, die unser Land im italienisch-äthiopischen Streitfall konstant beibehalten hat. Diese Richtlinie ging darauf aus, die Gegensätze nicht zu verschärfen, sondern zu mildern und namentlich in kritischen Momenten nach Möglichkeit vermittelnd einzugreifen. Da die Frage der Anerkennung über den Charakter einer formalen Streitigkeit hinaus politischen Anstrich gewinnt, kann die Stellungnahme der Schweiz die

Les deux phrases que M. Mussolini consacre aux rapports italo-suisse ont toutes les deux été méditées. Dans la première, il est mis fin, d'une façon qui exclut toute velléité contraire, aux contrastes qui, quoiqu'on en dise, se sont produits du fait du prolongement des sanctions. Ce sont, d'autre part, les remerciements dus à l'action conciliatrice de la Suisse et la réplique à vos interventions à Genève, faites dans un esprit d'apaisement.

La seconde phrase est — pour ceux que cela concerne — la manifestation de la volonté du Chef qu'on ne discute plus notre composition ethnique. A deux reprises, vis-à-vis de mon prédécesseur et de moi-même, M. Mussolini avait dit qu'il attendrait pour choisir le moment de marquer à nouveau sa désapprobation de menées irrédentistes. Il a tenu parole.

Je souhaiterais très vivement que la presse suisse comprît et soulignât ces passages d'une importance capitale. Ainsi que je viens de le dire à M. le Ministre Bonna, j'ai envoyé aussitôt après le discours un télégramme à M. Mussolini ... D'autre part, j'ai également écrit au Comte Ciano, Ministre des Affaires Etrangères, que je souhaite voir associé, au seuil de sa nouvelle carrière, aussi étroitement que son beau-père, à l'idée de l'amitié italo-suisse. (E 2300 Rom, Archiv-Nr. 36.)

8. Cf. n° 310, n. 2 et annexe.

Entwicklung fördern und somit auf längere Sicht befreiend und befriedend wirken.

Der autonome Akt einer Anerkennung durch die Schweiz scheint keineswegs unseren Verpflichtungen gegenüber dem Völkerbund zuwiderzulaufen. Meines Wissens ist — sollte ich mich irren, wäre ich um Berichtigung dankbar — in Genf nicht irgendwie vorgesehen worden, dass die Mitgliedstaaten ihre Anerkennung verweigern sollten (und durch den südamerikanischen Pakt Saavedra-Lamas⁹ ist die Schweiz nicht gebunden). Im Gegenteil, es wurden im September seitens des Völkerbundssekretariats Anstalten getroffen, um durch die geplante Verweigerung der Zulassung der äthiopischen Delegation der Anerkennung des Imperiums immerhin Vorschub zu leisten¹⁰. Das bekannte sovietrussische Manöver hat diese Pläne vereitelt und die Trennung zwischen Rom und dem Völkerbund verschärft¹¹. Es liegt somit zurzeit bei der individuellen Initiative der Mitgliedstaaten, der notwendigen Anerkennung bestehender Tatsachen vorzuarbeiten.

9. Cf. n° 257, n. 6.

10. *En septembre, le secrétaire général de la SdN, J. Avenol, s'est rendu à Rome où il s'est entretenu avec Mussolini et Ciano au sujet de la collaboration de l'Italie à la SdN. Sur ces entretiens, cf. la lettre de E. de Haller, membre de la Section des Mandats du Secrétariat de la SdN, à P. Bonna, du 16 septembre:*

Il [Avenol] a nettement dit au Comte Ciano et au Duce qu'il serait impossible d'obtenir de l'Assemblée l'escamotage formel de l'Ethiopie; que, par contre, il résultait de l'étude qu'il avait personnellement faite que le Négus, en tant que souverain ayant quitté son pays, ne pouvait valablement accréditer des délégués. Le Secrétaire général a rapporté de Rome l'impression que l'Italie se contentera d'une absence de toute délégation éthiopienne, ou d'un rapport négatif de la commission de vérification des pouvoirs si une délégation éthiopienne se présente. Dans ce cas, la délégation italienne prendrait place à l'Assemblée déjà mardi, c'est-à-dire le lendemain de l'ouverture.

Je crois que le Secrétaire général pense qu'il n'y aura pas de difficultés à l'Assemblée au sujet de cette question des pouvoirs d'une délégation éthiopienne éventuelle: la «pilule» a été avalée au mois de juillet et ce qu'on désire maintenant, c'est de travailler avec l'Italie.

[...] (E 2001 (C) 4/92).

Sur le voyage à Rome du secrétaire général de la SdN, cf. aussi la déclaration faite par J. Avenol, le 18 septembre, au Conseil de la SdN (JO. SDN, novembre 1936, p. 1139).

11. *Après l'ouverture, le 21 septembre, de la dix-septième session ordinaire de l'Assemblée, la commission chargée de la vérification des pouvoirs des délégués à la SdN, a présenté son rapport à l'Assemblée le 23 septembre. Ce rapport écarte l'idée de demander à la Cour de La Haye un avis consultatif sur le point de savoir si, eu égard à la situation en Ethiopie, les pouvoirs conférés par Hailé Sélassié à la délégation éthiopienne à Genève, peuvent être considérés comme valables. Dans son rapport, la commission est parvenue aux conclusions suivantes:*

... l'opinion a finalement prévalu que le recours à La Haye n'aurait pas de signification pratique et que, dès lors, la meilleure solution serait de proposer à l'Assemblée de considérer les pleins pouvoirs présentés par la délégation éthiopienne, malgré le doute qui pèse sur leur régularité, comme suffisants pour permettre à cette délégation de siéger à la présente session.

Cette opinion a reçu l'approbation unanime de la Commission, qui, pour l'adopter, a tenu compte de la considération que le doute dont il a été question doit profiter à ceux sur qui il pèse, et aussi de celle qu'étant donné la situation actuelle en Ethiopie, en s'arrêtant à la solution indiquée, valable uniquement pour la présente session, on ne préjuge en quoi que ce soit de l'avenir.

Le 23 septembre, lors du vote concernant le rapport présenté par la commission de vérification des pouvoirs, rapport accepté par la majorité des membres de l'Assemblée, la délégation suisse s'est abstenue, et Motta a expliqué par une brève déclaration l'attitude de la Suisse (JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 155, pp. 40—42).

Auch moralisch wäre ein zuerst gefasster Entscheid der Schweiz nicht im Widerspruch zu unserer Auffassung der Haltung unserer Solidaritätsverpflichtungen gegenüber dem Völkerbund. Seit Beginn unserer Mitgliedschaft am Völkerbund hat die Schweiz das grösste Gewicht auf die Anwendung und den Ausbau des Artikels 19 des Paktes¹² (Revision bestehender territorialer Verhältnisse) gelegt. Entgegen der Erwartung wurde durch die Praxis der Völkerbundsmächte dieses Sicherheitsventil nicht geöffnet, sondern gesperrt; dies ist einer der Gründe der gefährlichen Entwicklung der letzten Jahre und des leider in steigendem Masse festgestellten Formalismus im Procedere der Völkerbundsinteressen.

Ein Entscheid in der Frage der Anerkennung des neuen Zustands in Äthiopien entspräche unserer traditionellen Haltung, die ein Erstarren in veralteten Formen ablehnt.

4.) Endlich liegt es im Bereich der Möglichkeit, dass letzten Endes — wenn auch wahrscheinlich nicht sofort — unsere Haltung auch von den Mächten gewürdigt wird, die zurzeit die Anerkennung verweigern, resp. deren Erteilung verzögern und an gewisse Vorteile knüpfen wollen. Ein gewisser Missmut dürfte sich äussern, ebenso wie er sich äusserte als Sie, Herr Bundesrat, in der ersten Völkerbundsversammlung für die Aufnahme Deutschlands eintraten¹³ oder als Sie, im September 1923, Bedenken gegen die Aufnahme Äthiopiens äusserten¹⁴ und als Sie 1934 gegen die Aufnahme Russlands in Genf scharf Stellung nahmen¹⁵. In all diesen Fällen gab die Geschichte der Schweiz Recht, und der Missmut wich der Achtung vor unserer Haltung.

Letzten Endes kann es den Regierungen mancher Staaten nur erwünscht sein, dass die Stellungnahme der Schweiz ihren eigenen und doch unabweislichen Beschlüssen als Präzedenzfall den Weg ebnet.

Aus den vorstehenden Erwägungen beehre ich mich, auf den Vorschlag zurückzukommen, den ich Ihnen in meinem Bericht vom 31. v. Mts.¹⁶ unterbreitete: es möchte der *prinzipielle* Beschluss gefasst werden — dessen Ausführung sich verzögern liesse und weitere Studien ermöglichen würde — in Addis-Abeba eine konsularische Vertretung zu errichten. Ein solcher grundsätzlicher Beschluss könnte, wenn der Bundesrat einer baldigen formellen Anerkennung des italienischen Imperiums in Äthiopien abgeneigt wäre, doch — in anderer und allgemeiner Form gefasst und unter Umständen nicht notifiziert — die Bedeutung haben, dieser Anerkennung, die doch einmal kommen muss, die Bahn zu ebnet.

12. Cf. annexe I au n° 287, n. 24.

13. Le 15 décembre 1920, au cours d'un discours prononcé au sujet de l'admission de l'Autriche dans la SdN.

14. Motta avait formulé ses réserves, les 19 et 20 septembre 1923, devant la sixième commission de l'Assemblée, chargée des questions politiques, qui étudiait la demande d'admission présentée par l'Éthiopie à la SdN (JO. SDN, 1923, Supplément spécial n° 19, pp. 12 ss.). Le 28 septembre suivant, l'Assemblée avait décidé à l'unanimité d'admettre l'Éthiopie dans la SdN (JO. SDN, 1923, Supplément spécial n° 13, pp. 125—126).

15. Cf. n° 62, n. 10.

16. Cf. n° 310, n. 1.

E 7110 1967/32, Roumanien 900

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck, au Directeur
de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz*

L

Roumanie — Accord de clearing

Bucarest, 16 novembre 1936

Mon collaborateur M. Zutter a eu ce matin avec M. Bauer, de votre Département, une conversation téléphonique sur divers problèmes qui touchent le régime des échanges et des paiements entre la Suisse et la Roumanie.

Bonne note a été prise des explications données en réponse aux questions posées par la Légation.

Tout en vous remerciant des réponses faites au téléphone par M. Bauer, je crois utile de maintenir la protestation que j'avais chargé M. Zutter d'élever contre le fait que j'ai été laissé dans une totale ignorance des intentions du Département touchant la réglementation des échanges commerciaux avec la Roumanie. J'en ai été d'autant plus affecté que, dans votre dépêche du 11 de ce mois¹ ... se trouve la phrase suivante: «Wie Sie wissen, sollen die Verhandlungen, die wir mit Rumänien aufnehmen wollen, eine Abklärung darüber bringen, ob unser künftiger Verkehr mit Rumänien sich weiterhin auf dem Wege eines Clearings abwickeln kann».

Cette phrase aurait été pour moi tout à fait incompréhensible si le hasard n'avait pas placé sous mes yeux, ce matin même, la circulaire de l'Office Suisse de Compensation aux exportateurs suisses, du 9 novembre 1936², où il est question d'une décision prise par le Conseil Fédéral, dans sa séance du 30 octobre³, de dénoncer les accords de clearing conclus avec certains pays de l'Est de l'Europe. L'entretien téléphonique Zutter-Bauer m'a rassuré en ce sens que votre collaborateur ne semble pas croire à une volonté arrêtée de dénoncer les accords de clearing roumano-suisses. Cette dénonciation serait, à mon avis, une grave erreur à un moment où lesdits accords fonctionnent beaucoup mieux que par le passé de l'avis unanime des exportateurs, des importateurs et de la Légation. Je constate, au surplus, que les attachés commerciaux d'autres pays d'Europe liés à la Roumanie par des accords de clearing se déclarent également satisfaits, du moins dans l'ensemble, de la manière dont ces accords fonctionnent.

La circulaire de l'Office Suisse de Compensation a jeté le trouble dans une situation qui, je le sais hélas! par expérience, a été souvent extrêmement difficile, mais qui, depuis assez longtemps, s'améliore journellement. J'estime qu'elle n'aurait pas dû être envoyée à ses destinataires sans que la Légation ait été préalablement consultée. Si l'on m'avait fait l'honneur de me demander mon avis, je n'au-

1. Non retrouvé.

2. Cf. n° 323, n. 3.

3. Cf. n° 308.

rais pas manqué de recommander, en ce qui concerne du moins la Roumanie, de prudentes atténuations⁴.

4. Dans une lettre du 18 novembre à la Division du commerce, R. de Weck réitère avec force son opposition à la dénonciation de l'accord de clearing avec la Roumanie. Le 25 novembre, J. Hotz envoie le télégramme suivant au ministre de Suisse à Bucarest:

[...] In Übereinstimmung mit dem Delegierten des Bundesrates für Aussenhandel [W. Stucki] ersuchen Sie schriftlich und mündlich rumänischer Regierung mitzuteilen, dass wir angesichts bevorstehender Verhandlungen mit Aufschiebung vorsorglicher Kündigung Clearingabkommen am 30. November 1936 einverstanden sind, wenn Rumänen Einverständnis geben, dass das Clearingabkommen nötigenfalls am 31. Dezember 1936 auf 31. Januar 1937 von der Schweiz gekündigt werden kann. [...]

Le 18 décembre débutent à Bucarest les négociations entre les délégués suisses H. Ebrard et E. Mürner, assistés du ministre de Weck, d'un côté, et les autorités roumaines, de l'autre. Les deux parties se mettent rapidement d'accord sur le principe d'une nouvelle négociation, qui doit avoir lieu à Berne en janvier 1937, et sur le report au 28 février de l'échéance de l'accord de clearing en cas de dénonciation éventuelle survenant dans le cours du mois de janvier. Cf. lettre de R. de Weck à J. Hotz, du 18 décembre.

318

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 89

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Paris, 17 novembre 1936

Hier, j'ai été rendre visite au nouvel Ambassadeur des Etats-Unis à Paris, M. Bullitt, qui arrive de Moscou, où il a passé trois ans.

[...] ¹

2° ... l'attention de mon interlocuteur a, dès son arrivée récente en France, été attirée sur le «trou de Bâle»² lequel pourrait exercer son attraction sur une armée d'invasion allemande qui éviterait ainsi la «ligne Maginot» que les généraux français estiment inexpugnable et qui doit être encore améliorée dans le Nord.

Récemment, j'ai aussi entendu des allusions étrangères au dit «trou de Bâle».

Comme l'effort actuel de notre état-major général est abondamment discuté dans la presse suisse, cela ne m'a pas paru dévoiler un secret d'Etat que de raconter à M. Bullitt les projets suisses.

1° de construction de travaux de fortification volante et

2° de recrutement temporaire de troupes spéciales.

Cette conversation m'engage à vous demander ce que devient la désignation d'un officier suisse pour exercer en France les fonctions d'attaché militaire³.

1. Selon Bullitt, les chances de voir se produire une attaque allemande sur la Russie sont très faibles en raison de la distance et du nombre de pays à traverser.

2. Cf. n° 339 et annexes.

3. Le souhait du ministre sera exaucé en 1938 par la désignation du major R. de Blonay comme attaché militaire. Deux autres attachés militaires sont désignés à la même occasion par le Département militaire, à Berlin et Rome (E 27, Archiv-Nr. 9750).

E 2001 (D) 1/170

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna, à l'Association suisse des banquiers*

*Copie
L KO*

Berne, 19 novembre 1936

Nous avons l'honneur de vous remettre, sous ce pli, la copie d'un décret daté du 16 octobre 1936¹, qui a paru dans la Gaceta de Madrid du 17 et disposant que les établissements bancaires d'Espagne possédant des valeurs mobilières étrangères devront les mettre à la disposition du Trésor espagnol. Notre Légation ayant été informée de ce que quelques banques suisses, sans succursale ou représentant en Espagne, avaient de tels dépôts, nous avons estimé bon de vous saisir de ce qui précède à toutes fins utiles. Vous trouverez également en annexe copie d'une lettre du Banco de España, du 30 octobre¹, qui présente un intérêt de principe. En effet, la Légation de Suisse à Madrid, dans tous les cas qui lui étaient connus, s'était adressée aux banques pour les prévenir que tel dépôt, tel compte, appartenaient à un établissement ou à un ressortissant suisse et qu'elles veuillent bien, en conséquence, prendre les mesures nécessaires à la défense de ses intérêts. Les banques avaient, en général, accusé réception en prenant note de l'intervention de la Légation. Seule la Banque d'Espagne, après s'être mise en rapport avec le Ministère d'Etat, répondit que les démarches de la Légation ne sauraient comporter pour elle l'obligation de faire une discrimination entre dépôts appartenant à des Suisses et dépôts ordinaires, sauf quand il s'agit de diplomates. Cette réponse est fort étonnante, car jusqu'ici les décrets financiers exceptaient expressément les étrangers de l'obligation de se soumettre aux prescriptions en question. Le Gouvernement avait donc reconnu, en principe, la situation à part de l'étranger et la non-obligation pour lui d'opérer des prestations incombant seulement aux ressortissants espagnols. Nous avons donc l'intention de charger notre Légation de Madrid de faire valoir ce point de vue vis-à-vis de la Banque d'Espagne et pensons que vous vous rallierez à cette démarche.

Nous saisissons cette occasion pour vous donner connaissance du décret publié par la Généralité de Catalogne le 23 octobre¹, imposant à toute personne espagnole ou étrangère, individuelle ou collective, l'obligation de remettre dans le délai de 7 jours, outre l'or en monnaie ou lingot, toutes les classes de devises et valeurs étrangères à la Généralité de Catalogne. Notre Consulat a protesté contre l'application de ce décret, qui présente un grand préjudice pour beaucoup de nos compatriotes et maisons suisses qui avaient acheté de l'or pour faire face au paiement des factures en monnaie étrangère. Il est d'ailleurs à noter que le décret du 9 octobre est en contradiction avec le décret précédent du 3, qui avait exclu les étrangers de la disposition en question.

1. *Non reproduit.*

320

E 2001 (D) 1/27

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse au Caire, A. Brunner,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

R

Conférence sur les Capitulations.

Le Caire, 19 novembre 1936

J'ai eu l'occasion de m'entretenir dernièrement avec M. Peter, Président du Tribunal Mixte au Caire, ainsi qu'avec M. Trembley, qui m'ont relaté les conversations qu'ils ont eues avec vous en ce qui concerne la question de l'attitude suisse vis-à-vis de la Conférence sur les Capitulations¹.

Vous avez pu vous rendre compte que ces Messieurs, tout en désirant le même résultat, diffèrent dans leurs conceptions sur la voie à suivre. M. Peter, craignant des surprises, et désirant voir la Suisse représentée à cette conférence d'une façon ou d'une autre, est fortement partisan de la nomination d'un observateur, accompagné éventuellement d'un expert, tandis que M. Trembley, espérant qu'un geste désintéressé toucherait favorablement la susceptibilité des milieux dirigeants du pays, croit que le refus de la Suisse d'accepter l'invitation du Gouvernement égyptien serait très apprécié et de bon augure pour l'avenir de nos compatriotes en Egypte.

M. Trembley m'a avoué qu'il n'avait pas pensé à notre échange de Notes avec le Gouvernement égyptien² au moment où il vous avait exposé ses vues. En effet, cet échange de Notes qui constitue aujourd'hui une espèce de charte pour nos Suisses en Egypte, me paraît suffisant pour que le Gouvernement égyptien tienne compte de nos droits acquis. La protection indirecte dont nous jouissons ici ne nous autorise nullement à prendre part aux discussions sur les différents problèmes qui touchent de près les Puissances capitulaires. On peut dire que notre attitude, qui sera celle du silence et de l'observation, ne changerait en rien au sort futur de nos administrés. Pour pouvoir en juger en toute connaissance de cause, rappelons-nous une fois les dangers que nous courons à la suite du développement de cette question.

La situation des Suisses est aujourd'hui, grâce à cet échange de Notes, extrêmement précise. Nous sommes considérés comme des protégés des trois Puissances. Nous avons joui, sans aucune discrimination, des privilèges dont sont investis les propres nationaux des Puissances protectrices. L'abolition des droits capitulaires et le transfert des compétences en matière civile aux Tribunaux Mixtes nous garantiront en tous cas, en qualité seule d'étrangers, l'assistance du Tribunal Mixte dans les procès civils. La question, dont l'issue est aujourd'hui encore incertaine, est celle de la compétence pénale. Dans mon rapport du 13 octobre³, j'ai

1. Cf. n° 217, n. 4. *La Conférence internationale sur les capitulations, à laquelle la Suisse ne sera pas représentée, sera convoquée par l'Egypte le 16 janvier et s'ouvrira à Montreux le 12 avril 1937; elle se terminera le 8 mai de la même année par la signature de la Convention concernant l'abolition des capitulations en Egypte.*

2. Cf. annexes II et III au n° 47.

3. Non reproduit.

essayé de mettre un peu d'ordre dans ces questions complexes de compétence, tout en tirant des conclusions logiques mais qui sont quand même sujettes à des imprévus et des revirements d'ordre politique. Le nom de «protégé» aura sûrement vécu et l'Égypte ne reconnaîtra que des nationaux français, anglais, italiens et suisses sans parler de la protection dont le mot sera rayé du vocabulaire égyptien. C'est alors que le Gouvernement égyptien pourra dire: nous sommes d'accord que les Français, Anglais, Italiens et autres nationaux, Grecs, etc., des Puissances capitulaires, aient pendant la période de transition l'avantage d'avoir recours, en matière pénale, aux Tribunaux Mixtes, qui, à cet effet, seraient également constitués en Cour pénale; mais, en ce qui concerne les autres étrangers, sujets des Puissances non-capitulaires, ils seront soumis aux Tribunaux indigènes pénaux.

Un autre point: c'est la question du Statut personnel. Les Égyptiens seront favorables à la thèse de laisser la compétence en cette matière aux Tribunaux consulaires. N'ayant plus la protection après l'abolition des Capitulations, nous ne pourrions plus nous adresser aux Anglais, Français et Italiens. Les questions du Statut personnel pour la Suisse seraient-elles traitées dorénavant uniquement par nos Tribunaux suisses? Ce changement ne pourrait guère être considéré comme un avantage pour nos nationaux, vu la distance qui sépare les deux pays.

A côté des deux points, il y a bien d'autres questions, comme vous le démontre mon rapport du 11 octobre 1936³, qui sont de nature à nous intéresser et même à nous toucher plus directement. Enfin, il est certain, que seule la conférence décidera en définitive le sort de ces questions. Admettons qu'un observateur suisse y soit présent, il pourrait, selon les débats, se concerter avec les délégués des Puissances capitulaires qui nous ont protégés jusqu'à présent. Ainsi des surprises fâcheuses pourraient être évitées.

En outre, la nécessité pourrait se présenter que des pourparlers séparés avec le Gouvernement égyptien, sur la base de notre échange de Notes, s'imposeraient. Il ne faut pas oublier que pendant les négociations avec les Anglais⁴ on a pu garder un secret absolu sur les pourparlers, ce qui serait également le cas, si la conférence aurait lieu en Égypte. Tout pays qui n'y sera pas présenté [*sic*] aura donc de grandes difficultés à se mettre au courant du développement de ces problèmes, et toute intervention auprès du Gouvernement égyptien ne serait possible qu'après la conférence.

Je sais que M. le Ministre Henri Martin — et je pense qu'il vous en a déjà fait part — est fortement partisan que la Suisse soit représentée à cette conférence⁵. En effet, en prenant en considération le pour et le contre, je ne crois pas que nous pouvons perdre quoi que ce soit en nous y faisant représenter, à titre d'observateur, tandis qu'en renonçant à une représentation, on pourrait nous reprocher d'avoir manqué une occasion d'intervenir, et toute discussion directe avec le Gouvernement égyptien, si elle s'imposait par la suite, serait problématique après avoir montré le désintéressement par un refus.

4. Cf. n° 217, n. 4.

5. Cf. n° 333. Cf. aussi les lettres du ministre Martin à Motta, des 27 et 28 novembre, non reproduites.

Comme travail préparatoire, il me paraît absolument nécessaire qu'une enquête soit faite à temps auprès des Puissances capitulaires pour savoir quelle sera leur attitude à l'égard de leurs protégés d'aujourd'hui. Les Ministres de France, d'Italie ainsi que le Haut-Commissaire en Egypte⁶ ne pourraient guère pour le moment me renseigner sur ce point, les instructions n'étant pas encore élaborées. Si on savait que les trois Puissances sont décidées à faire jouir les protégés actuels des mêmes avantages que leurs propres nationaux, en ce qui concerne la question de compétences civiles et pénales, nous serions déjà fixés et il serait plus facile de décider de l'attitude que nous devons adopter en l'occurrence. Dans tous les cas il m'intéresserait de connaître votre point de vue relatif à toutes ces questions qui me paraissent assez importantes, en particulier pour les Suisses en Egypte⁷.

ANNEXE

E 2001 (D) 1/27

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna,
au Ministre de Suisse à Istanbul, H. Martin*

Copie

L LA

Berne, 7 décembre 1936

Nous avons eu l'honneur de recevoir vos lettres des 27 et 28 novembre⁸, concernant la question de l'abolition des capitulations en Egypte, de même que la copie de celle que vous avez adressée à M. Brunner⁹, en vous référant au rapport que le 19 déc.¹⁰ il avait adressé à notre Département sur la même question. Nous avons pris connaissance avec un intérêt particulier de votre exposé; vos développements ne nous ont cependant pas convaincus de la nécessité de nous faire représenter à la prochaine Conférence internationale des Capitulations qui, à teneur d'une communication de notre Légation à Rome, aura probablement lieu à Montreux au mois de mars prochain¹¹, par un délégué ou même seulement par un observateur. Nous persistons, en effet, à penser que le Gouvernement égyptien n'a pas l'intention de réserver à nos compatriotes, au point de vue juridictionnel, une situation moins favorable que celle qui sera faite aux ressortissants des trois puissances capitulaires ayant accordé leur protection aux Suisses, à savoir la Grande-Bretagne, la France et l'Italie. Ceci semble d'ailleurs être votre propre opinion, puisqu'à la fin de votre dernier rapport vous remarquez vous-même: «En d'autres mots, si les Anglais, Français ou Italiens cèdent une partie de leurs droits, ceux des Suisses diminuent dans la même mesure, mais pas davantage, jusqu'au jour où les navires capitulaires seraient, devant les Gouvernements de Rome, Paris, Londres consentants, coulés à pic.»

Au surplus, nous venons de recevoir de M. Brunner la lettre confidentielle ci-jointe en copie, du 25 novembre¹², où il nous rend compte de l'entretien qu'il a eu avec Aly El-Chamsy Pacha, membre

6. *M. Lampson.*

7. *Malgré les avis favorables émis par le chargé d'affaires, A. Brunner et par le ministre H. Martin, le Département politique reste opposé à toute participation de la Suisse à la Conférence sur les capitulations, comme le montre sa lettre au ministre H. Martin, reproduite en annexe au présent document.*

8. *Non reproduit.*

9. *Datée du 27 novembre. Non reproduite.*

10. *Cf. document principal.*

11. *Cf. cependant n. 1 ci-dessus.*

12. *Non reproduit.*

de la Délégation égyptienne et Député dans la Chambre du Parlement. Ainsi que vous le verrez, M. Brunner a recueilli l'impression que notre intention de ne pas nous faire représenter à ladite conférence a fait la meilleure impression dans les milieux officiels. El Chamsy Pacha, d'autre part, a nettement donné à entendre à M. Brunner que les rédacteurs du traité d'alliance anglo-égyptien¹³ avaient la ferme intention de mettre sur un pied d'égalité tous les étrangers en matière juridictionnelle, et que, par conséquent, soit en matière civile, soit en matière pénale, les Suisses seraient jugés par les mêmes tribunaux que les Anglais, les Français et les Allemands; la crainte d'une discrimination n'apparaît donc comme nullement fondée.

13. *Signé à Londres le 26 août. Cf. n° 217, n. 4.*

321

E 1004 1/361

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 20 novembre 1936*¹

1882. Zone neutre à Madrid

Verbal

M. le chef du département politique communique que M. Fontanel, notre chargé d'affaires à Madrid, a demandé hier télégraphiquement s'il serait possible d'obtenir de la Société des Nations ou d'un autre organisme une démarche pour réduire les dommages causés par le bombardement de Madrid². La Société des Nations ne pouvant entrer en ligne de compte, M. Motta s'est mis en rapport avec le Comité international de la Croix-Rouge, qui a des délégués dans les deux camps de belligérants, en vue d'obtenir la création d'une zone de refuge pour la population civile. Cette démarche répond à une double nécessité: humanitaire, parce que la situation s'aggrave de jour en jour à Madrid, et psychologique, parce que le peuple suisse attend une initiative du gouvernement. L'affaire suit son cours.

Le conseil salue et approuve la démarche de M. Motta³.

1. *Absents: Pilet-Golaz, Obrecht.*

2. *Télégramme du 18 novembre (E 2001 (D) 1/140).*

3. *Le communiqué du 26 novembre du CICR constate l'échec de cette démarche:*

Le Comité international de la Croix-Rouge à Genève a proposé simultanément aux Gouvernements de Valence et de Salamanque la constitution dans Madrid d'une zone neutralisée qui servirait de refuge contre un bombardement au moins à des éléments nombreux de la population civile non combattante. Le chef du cabinet diplomatique du Gouvernement de Salamanque a télégraphié en confirmant ses dispositions du 17 novembre selon lesquelles il délimitait la zone qu'il considérait comme devant être réservée dans Madrid à la population non combattante. D'autre part, M. Largo Caballero, président du gouvernement de la république espagnole à Valence, a répondu au Comité international que toute la population civile de Madrid devait être considérée selon lui comme non combattante. En conséquence, il déclarait inacceptable la proposition de rassembler dans un endroit déterminé de Madrid une partie des citoyens non participants à la lutte. Le Comité international de la Croix-Rouge, en présence de cette déclaration, a renouvelé une démarche auprès du président Caballero lequel a maintenu sa décision.

E 2001 (C) 4/174

*Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Türkei. Clearingverhandlungen

Bern, 20. November 1936

Mit Schreiben vom 12. dies² an die Handelsabteilung weist die Abteilung für Auswärtiges darauf hin, dass nachdem zwar die vom Bundesrat beschlossene Kündigung des Clearingabkommens³ mit der Türkei nicht rechtzeitig erfolgt sei⁴, jedoch demnächst Verhandlungen mit der Türkei aufgenommen werden sollen, die schweizerische Delegation mit Instruktionen über die Regelung der finanziellen Verbindlichkeiten der Türkei versehen werden sollte. Ferner seien die Vertreter der schweizerischen Finanzgläubiger bei der Vorbereitung der bevorstehenden Verhandlungen mit der Türkei und auch derjenigen mit Jugoslawien und mit Bulgarien, an welchen die Finanzgläubiger nicht unerheblich interessiert seien, nicht beigezogen worden. Die Abteilung für Auswärtiges erklärt, die Verantwortung der Handelsabteilung gegenüber ablehnen zu müssen, falls den schweizerischen Finanzgläubigern aus dieser Sachlage Nachteile entstehen sollten.

Wir gestatten uns zunächst zu bemerken, dass eine Ablehnung der Verantwortung durch die Abteilung für Auswärtiges wohl nicht in Frage kommen kann, soweit Bundesratsbeschlüsse vorliegen, die in Anwesenheit und mit Zustimmung des Chefs des Politischen Departements gefasst worden sind.

Nachdem leider der Clearingvertrag mit der Türkei nicht rechtzeitig gekündigt werden konnte, haben die Bemerkungen der Abteilung für Auswärtiges in Bezug auf die bevorstehenden Verhandlungen keine Berechtigung. Sofern die schwei-

1. *Cette lettre reprend, point par point, les arguments exposés par W. Stucki dans une notice du 14 novembre pour la Division du commerce du DEP (E 7110 1967/32, 900 Türkei).*

2. *Cf. E 7110 1967/32, 900 Türkei.*

3. *Cf. n° 306.*

4. *Le DPF, mandaté par la Division du commerce du DEP, a envoyé le 31 octobre un télégramme à la Légation de Suisse à Ankara, lui demandant de dénoncer l'accord de clearing pour le 31 décembre suivant.*

Le 1^{er} novembre, la Légation de Suisse à Ankara a expliqué au DPF, par télégramme, les raisons qui lui ont empêché de dénoncer à temps l'accord de clearing:

Pour [Division du] Commerce Berne. Votre [télégramme] No 6 arrivé samedi [31 octobre] 16 heures, c'est-à-dire après fermeture Ministère. Faute dans clef chiffre a nécessité 5 heures pour mettre texte sur pied. Regrette constater qu'il est impossible remettre votre dénonciation au Ministère Affaires Etrangères dans délai prévu par accord de sorte que ce dernier est reconduit tacitement. Fis dans soirée tentative infructueuse avoir avec Vieli conversation téléphonique. Dénonciation contractuelle étant exclue en raison instruction tardive, tenterai lundi obtenir que Gouvernement turc consente amicalement négociations en vue modification accord clearing, notre dénonciation clearing eût déclenché automatiquement dénonciation par Turquie accord commercial. Essayerai de téléphoner Vieli dimanche matin et câblerai résultats démarches aussitôt que possible.

zerische «Oststaatenmission»⁵ überhaupt nach Ankara gelangen wird, was mit Rücksicht auf die beschränkte zur Verfügung stehende Zeit, in welcher vorerst in Belgrad, Sofia und Bukarest verhandelt werden muss, keineswegs sicher ist, wird sie bei der gegebenen Sachlage vor allem eine «Einkaufstätigkeit» zu entfalten haben und nicht über Abänderung des Clearingvertrages oder des Handelsvertrages verhandeln müssen. Ihre Aufgabe wird darin bestehen, dem Clearing die notwendige Warengrundlage sichern zu suchen. In diesem Sinne wurden am 13. November mit den Vertretern des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrievereins die Instruktionen festgestellt. Diese Tätigkeit der schweizerischen Delegation steht in keiner Weise im Gegensatz zu den Interessen der Finanzgläubiger. Sie liegt im Gegenteil durchaus in Ihrem Interesse.

Ähnlich verhält es sich bei den Verhandlungen mit den übrigen Oststaaten. Auch hier handelt es sich zunächst darum, die Möglichkeiten für die Einfuhr aus den betreffenden Ländern abzuklären, über Warenabschlüsse zu verhandeln und festzustellen, mit welchen Verhältnissen nach der Abwertung des Schweizerfrankens zu rechnen ist.

Was die Bemerkung der Abteilung für Auswärtiges in Bezug auf das Interesse der Schweizerischen Bankiervereinigung an dem Abkommen mit der Türkei anbetrifft, gestatten wir uns festzustellen, dass die von der Schweizerischen Nationalbank per 15. Mai 1936 ausgearbeitete Aufstellung⁶ über die schweizerischen Finanzforderungen im Ausland die Türkei überhaupt nicht erwähnt. Auf eine dieser Tage an die Schweizerische Nationalbank gerichtete Anfrage über die Höhe der schweizerischen Finanzguthaben in der Türkei erklärte diese, sie nicht zu kennen, und eine gleiche Anfrage bei der Schweizerischen Bankiervereinigung ergab ebenfalls ein negatives Resultat⁷.

ANNEXE

E 7110 1967/32, Türkei 900

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht*

L JP

Bern, 2. Dezember 1936

Mit Ihrem Schreiben vom 20. v. M.⁸ beziehen Sie sich auf eine Mitteilung der Abteilung für Auswärtiges an die Handelsabteilung vom 12. v. M.⁹, die im Verfolge eines Schriftenwechsels über Clearingverhandlungen mit der Türkei ergangen war.

Wir möchten vor allem die in Ihrem Schreiben enthaltene Darstellung dahin berichtigen, dass

5. Cf. n° 306 et n. 9. *Sur l'arrivée en Turquie de la mission suisse et sur les négociations, infructueuses, menées à Ankara avec les autorités turques, cf. notamment le rapport du ministre H. Martin à la Division du commerce, du 21 décembre* (E 7110 1967/32, 900 Türkei). *En attendant la reprise de nouvelles négociations, l'accord de commerce et celui de clearing demeurent en vigueur jusqu'à la fin de 1937.*

6. *Non retrouvé. Cf. cependant nos 148 et 220.*

7. *Pour la réponse du chef du DPF, cf. annexe au présent document.*

8. *Cf. document principal.*

9. *Cf. n. 2 ci-dessus.*

die Abteilung für Auswärtiges am Schluss ihrer Ausführungen nicht der Handelsabteilung gegenüber eine Verantwortung für die Nachteile abzulehnen erklärte, die den Finanzgläubigern entstehen könnten, sondern dass sie darauf hingewiesen hat, dies unter Umständen gegenüber den Finanzgläubigern selbst tun zu müssen.

Soweit Bundesratsbeschlüsse vorliegen, die «in Anwesenheit und mit Zustimmung des Chefs des Politischen Departements» gefasst worden sind, ist es selbstverständlich, dass auch unser Departement zu ihnen stehen wird. Es muss aber bei diesem Anlass, wie schon in einem frühern Schreiben, hervorgehoben werden, dass auch für die Vorbereitung und Antragstellung von Beschlüssen, welche die Interessen der Finanzgläubiger berühren, das Politische Departement zu begrüssen ist. Denn für den Vorsteher des Politischen Departements ist es oft ein Ding der Unmöglichkeit, sich über die Tragweite von Beschlüssen und ihren Rückwirkungen auf die ihm zur Wahrung anvertrauten Interessen ein richtiges Bild zu machen und für die Zustimmung zu Anträgen anderer Departemente die Verantwortung zu übernehmen, wenn solche in letzter Stunde und ohne vorherige Orientierung unseres Departements eingereicht werden. Es ist zuzugeben, dass hin und wieder äusserste Dringlichkeit dazu zwingt, die Anträge erst unmittelbar in einer Sitzung des Bundesrates einzubringen, aber für die Erteilung von Instruktionen an Unterhändler und die grundsätzliche Stellungnahme des Bundesrates im Hinblick auf bevorstehende Unterhandlungen sollte in jedem Fall dafür Sorge getragen werden, dass alle beteiligten Stellen Gelegenheit erhalten, sich rechtzeitig zu äussern.

Bezüglich der Bedeutung der gegenwärtig im Gang befindlichen Unterhandlungen mit den Oststaaten, bedauern wir, Ihrer Auffassung nicht ganz beipflichten zu können. Nach Absicht und Weisung des Bundesrates haben die Unterhändler wenn möglich die Auflösung der gegenwärtigen Clearingverträge zu erreichen, wie es gegenüber Rumänien¹⁰ auch bereits geschehen ist. Bei der Türkei ist der Schritt zu einer formellen Kündigung zu spät unternommen worden¹¹, doch hat sich ja anscheinend die türkische Regierung bereits einverstanden erklärt, zu einer Liquidierung des Clearingvertrages Hand zu bieten.

Es ist offensichtlich, dass bei dieser Sachlage auch die Frage der künftigen Regelung der Transfersprüche der Finanzgläubiger für diese grosses Interesse gewinnt. Wir erhalten soeben eine neue Eingabe der Bankiervereinigung vom 30. v. M.¹², die wir in Abschrift diesem Schreiben beilegen. Wenn sie sich darin über das Ausbleiben einer Rückäusserung auf ihre vorherigen Anfragen beklagt, so ist zu bemerken, dass unser Departement nichts antworten konnte, weil uns selbst die Möglichkeit, Auskunft zu geben, fehlte. Die telephonische Mitteilung, von der in der Eingabe die Rede ist, ging denn auch nicht von unserm Departement aus.

Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie dem Anliegen der Bankiervereinigung Rechnung tragen wollten, dass vor Abschluss neuer Abmachungen mit den Oststaaten den Finanzgläubigern rechtzeitig Gelegenheit geboten wird, ihre Begehren zu vertreten, und sehen einer bezüglichen zustimmenden Erklärung von Ihrer Seite gern entgegen.

P.S. Wie wir einer Pressemitteilung entnehmen, ist nunmehr das schweizerisch-jugoslawische Clearingabkommen¹³ auf den 31. Dezember d. J. gekündigt worden. Es dürfte deshalb in absehbarer Zeit mit Jugoslawien zu neuen Verhandlungen kommen, und es werden dann auch die Finanzgläubiger anzuhören sein.

10. *Cf. rubrique II.22.1: Roumanie, relations commerciales et accord de clearing.*

11. *Cf. n. 4 ci-dessus.*

12. *Cf. n° 305.*

13. *Cf. n° 306.*

E 2001 (C) 4/177

*Le Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, W. Stucki,
au Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie*

Copie

L

Bern, 21. November 1936

Unter höflicher Bezugnahme auf meine vorgestrige mündliche Besprechung mit den Herren Dr. Hans Sulzer und Dr. Wetter beehre ich mich, Ihnen meine Ansicht über die schweizerische Aussenhandelspolitik im allgemeinen und diejenige gegenüber den Staaten Osteuropas im speziellen kurz wie folgt zu bestätigen:

1. Bis zur Abwertung¹ hat die Schweiz bewusst die Einfuhr aus sogenannten Clearingstaaten nicht nur begünstigt, sondern mit verschiedenen Mitteln in vielen Fällen direkt forciert, selbst wenn dadurch die Einfuhr eine gewisse Verteuerung erfahren hat. Diese Politik ist schon damals bekanntlich von vielen Seiten heftig kritisiert worden. Nach der Abwertung stellt sich die Frage, ob diese Politik weitergeführt werden kann, obschon sie zweifellos in Konflikt kommt mit der vom Bundesrat festgesetzten Richtlinie: Lockerung der Einfuhr, Kampf gegen Preiserhöhungen. Meines Erachtens — und diese Ansicht wird vom Bundesrat geteilt — ist es weder möglich noch zweckmässig, die Clearingländer nun plötzlich vollkommen zu vernachlässigen. Die Einfuhr aus diesen Ländern ist nach wie vor zu begünstigen, soweit dies eine spürbare Rückgewinnung auf die Preise von Waren, die für den Index der Lebenshaltung bedeutsam sind, möglich ist. Eine Forcierung der Einfuhr und die Bezahlung von Überpreisen für solche Waren kann dagegen nicht mehr gerechtfertigt werden. Der Import aus Clearingländern, die nicht gleichzeitig abgewertet haben, wird deshalb voraussichtlich zurückgehen und damit verringert sich die Möglichkeit, unsern Export nach solchen Ländern in bisherigem Ausmasse aufrecht zu erhalten, da er nicht mehr über Verrechnung bezahlt werden kann.

2. Die Waren, welche wir aus den Clearingländern Osteuropas beziehen, sind fast ausnahmslos für die Gestaltung des Lebenskostenindexes von wesentlicher Bedeutung. Sie sind aber auch erfahrungsgemäss ohne Bezahlung von Überpreisen für die Schweiz in den meisten Fällen nicht erhältlich. Da diese Überpreise nicht mehr bezahlt werden sollen, da sogar bei verschiedenen Oststaaten die Tendenz besteht, gerade die wichtigsten Waren nur noch gegen freie Devisen und nicht mehr in Verrechnung zu liefern, so *muss* bedauerlicherweise mit einem starken Rückgang der Importe und damit der Speisung dieser Clearings gerechnet werden.

3. Wenn der Staat zu dieser Erkenntnis gelangt, leider gelangen muss, so ist es nicht mehr sein Recht sondern seine Pflicht, dafür zu sorgen, dass nicht die schweizerischen Exporteure im Vertrauen auf die bestehenden Staatsverträge ungehemmt weiter ausführen. Die ohnehin schon gewaltigen Rückstände für

1. Cf. n° 297.

bereits gelieferte Waren würden sich damit noch wesentlich erhöhen, ohne dass die Gewissheit oder auch nur die Wahrscheinlichkeit bestünde, diese Guthaben selbst innert sehr langer Frist, über Warenimporte abzudecken.

4. Aus diesen Gründen bin ich der Ansicht, dass Clearingverträge, die derart schlechte Aussichten bieten, auf möglichst nahen Zeitpunkt zu kündigen und zu liquidieren sind. Wo eine Kündigung nicht auf kurze Frist ausgesprochen werden kann (Türkei)², ist eine starke Einschränkung des Exportes leider unvermeidlich, bezw. es muss der Exporteur auf das ausserordentliche Risiko, das er bei seinen Exporten übernimmt, ausdrücklich aufmerksam gemacht werden. Das gleiche gilt meines Erachtens auch mit Bezug auf die Exporte nach andern solchen Staaten für die Zeit bis zum Ablauf der Kündigungsfrist.

5. Da aus den mündlich erwähnten Gründen vollständige Exportverbote oder auch eine weitere starke Drosselung des Exportes auf dem Wege der Kontingentierung politisch und psychologisch äusserst bedenklich und schwer verständlich wäre, so blieb kaum etwas anderes übrig, als die Exporteure auf anderem Wege über die veränderte Situation aufzuklären und sie auf das stark gesteigerte Risiko aufmerksam zu machen. Diese Absicht lag dem Zirkular der Schweizerischen Verrechnungsstelle vom 9. ds. Mts.³ zugrunde.

6. Der Wortlaut dieses Zirkulars ist insofern missverständlich und unvollständig, als die Ausführung von Geschäften, die vor dem 6. November abgeschlossen worden waren, auch meiner Ansicht nach gleich zu behandeln ist, wie vor dem 6. November ausgeführte Lieferungen.

7. Ich begreife vollkommen, dass das erwähnte Zirkular der Verrechnungsstelle bei vielen Exporteuren Bestürzung verursacht hat. Ich halte aber dafür, dass diese ausdrückliche Warnung notwendig war und aufrecht erhalten werden muss. Wenn wir der vollendeten Überzeugung sind, dass die Zahlungsmöglichkeiten sehr stark zurückgehen, so dürfen wir den Exporteur nicht im Glauben lassen, der Staat werde Willens und in der Lage sein, in bisheriger Weise für die Bezahlung getätigter Exporte zu sorgen. Der Exporteur *muss* wissen, dass der Staat in Zukunft weder aus seiner eigenen Kasse zur Bezahlung solcher Exporte Opfer übernehmen kann, noch andern Kreisen solche Opfer zumuten wird. (Von den Importeuren zu bezahlende Überpreise.)

2. Cf. n° 322, n. 4.

3. Dans cette circulaire, après avoir communiqué la décision du Conseil fédéral du 30 octobre de dénoncer les accords de clearing conclus avec certains pays de l'Est de l'Europe (cf. n° 306), l'Office suisse de Compensation écrit:

En vertu d'instructions du Département fédéral de l'Economie publique nous portons à la connaissance des intéressés que les exportateurs qui livreront désormais des marchandises en Roumanie, Yougoslavie, Grèce, Bulgarie ou en Turquie ne pourront plus absolument compter recevoir le paiement par la voie du clearing des créances découlant de telles exportations; ils doivent plutôt à l'avenir s'attendre à ce que l'exportation soit limitée à l'exécution de compensations privées.

De ce fait, la délivrance de certificats de contingentement et de certificats de clearing par les instances compétentes (organismes chargés de la gestion des contingents et chambres de commerce) est, sans exception, à partir du 6 novembre a. c. subordonnée, le cas échéant, à la signature d'une déclaration spéciale par l'exportateur certifiant qu'il a pris connaissance de la présente communication. (E 2001 (D) 1/221.)

9. Meines Erachtens besteht für die Bezahlung von Exporten, die ohne besondere Warnung unter der Herrschaft geltender Clearingverträge, eventuell im Rahmen bestimmter Exportkontingente getätigt worden sind, eine *rechtliche* Haftung des Staates nicht. Eine *moralische* Verantwortlichkeit wird man jedoch kaum verneinen können. Gerade deshalb musste die ausdrückliche Warnung erlassen werden.

10. Es scheint mir ganz selbstverständlich zu sein, dass der Staat, nach den gegebenen Möglichkeiten immer, selbst nach Erlass einer solchen Warnung dafür besorgt sein muss, seine Angehörigen, namentlich auch diejenigen, die Waren exportiert haben, vor Verlust zu schützen. Diese Möglichkeiten sind aber sehr zurückgegangen und es wird unvermeidbar sein, dass bei ihrer Ausnützung diejenigen vorweg berücksichtigt werden, die in gutem Glauben vor Erlass der Warnung exportiert haben. Die andern, die trotz der Warnung das grosse Risiko übernehmen wollen, werden selbstverständlich nicht einfach ihrem Schicksal überlassen bleiben, aber in 2. Linie zu stellen sein. Was dies bedeutet, ist für jeden, der die Verhältnisse kennt, leicht auszurechnen!

11. Was insbesondere Rumänien⁴ anbelangt, so ist mir die Bedeutung dieses Landes insbesondere für den Export schweizerischer Maschinen, sehr wohl bekannt. Ich bin deshalb auch der bestimmten Ansicht, dass der Import der wichtigsten rumänischen Waren (Benzin und Öl) weiter nach Möglichkeit in den Dienst unseres Exportes zu stellen ist. Ich habe mich deshalb mit aller Energie dagegen gewendet, die Provenienzvorschriften für den Import flüssiger Brennstoffe zu beseitigen und werde auch weiterhin diese Stellung annehmen. Dagegen dürfen den Importeuren spürbare Überpreise auch für diese Waren nicht mehr zugemutet werden. Auch kommt dazu, dass es zurzeit noch fraglich ist, ob die Rumänische Regierung die gesamten Waren weiter gegen Bezahlung im Verrechnungsverkehr liefern lässt oder dafür freie Devisen verlangt. Aus diesen beiden Gründen scheinen mir auch neue Exporte nach Rumänien nicht ohne wesentliches Risiko zu sein.

4. Cf. *rubrique II.22.1: Roumanie, relations commerciales et accord de clearing.*

324

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 36

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP¹

Relations italo-suisse

Rome, 28 novembre 1936

Je me réserve de vous relater la semaine prochaine divers renseignements d'ordre politique que j'ai recueillis à l'occasion de la série de manifestations organisées par le Gouvernement italien lors de la visite du Régent de Hongrie à Rome,

1. *Annotation marginale de Motta*: Intéressant. 2. XII. 36.

manifestations auxquelles les chefs de mission ont dû intervenir. Mais je ne voudrais pas tarder de vous rapporter des paroles particulièrement amicales à l'égard de la Suisse que M. Mussolini m'a dites hier soir après le dîner offert par le Roi en l'honneur de l'Amiral Horthy. Peu expansif dans des occasions de ce genre, il m'a semblé que le Chef du Gouvernement, peut-être en raison des souvenirs récents des sanctions², s'est montré, quoique toujours très courtois, quelque peu réservé envers le corps diplomatique. Il s'est, cependant, entretenu cordialement avec les Ambassadeurs d'Allemagne et du Japon, avec le doyen d'âge des représentants étrangers, M. Irgens, Ministre de Norvège, ainsi qu'avec le soussigné et sa femme.

J'ai naturellement saisi l'occasion pour renouveler à M. Mussolini mes remerciements pour les paroles d'amitié qu'il avait eues pour notre pays dans son discours de Milan³. Sa figure s'est éclairée, lorsqu'il m'a dit qu'il avait lu avec plaisir les échos de cette déclaration en Suisse. Il m'a fait comprendre qu'il avait «choisi le moment» — ainsi qu'il l'avait promis — pour faire connaître, une fois de plus et aussi nettement que possible, l'opinion qui est la sienne. «Naturellement», disait-il, «dans un discours de ce genre, j'ai dû être synthétique. Mais j'ai voulu tout dire et j'ai bien pesé mes paroles. *Ceux qui devaient comprendre ont tous compris.*» Allusion à certains milieux irrédentistes et peut-être à des Etats voisins.

Désireux de faire entendre à M. Mussolini que nous voulions prendre acte, une fois pour toutes, de ses paroles qui ont la valeur d'une directive pour l'Italie, j'ai répliqué que ces déclarations étaient de celles qui méritaient d'être inscrites, pour que l'on s'en souvienne, dans les sièges de sociétés suisses en Italie.

Le Chef du Gouvernement m'a ensuite parlé très amicalement de votre action et il m'a chargé de vous transmettre ses souvenirs. Reprenant une déclaration qui lui est devenue familière, il m'a rappelé qu'il m'avait dit, il y a quelques mois, qu'en cas de danger la Suisse verrait l'Italie la défendre⁴. «Mi avete risposto allora che le vostre popolazioni fiere si difenderebbero sé stesse *[sic]*» (raccourci fait en souriant, d'une observation que j'avais en effet cru devoir esquisser et dont il s'était souvenu). «Ma vi ripeto: in caso di pericolo, ci sono io». Ces dernières paroles étaient exprimées avec force, à quelques mètres de distance des souverains d'Italie.

Vous ne m'en voudrez pas, Monsieur le Conseiller Fédéral, d'entrer dans tous ces détails. Ils ont, dans ce moment et dans le «climat politique» de l'Italie, une importance qui ne leur reviendrait pas dans d'autres grands pays où les paroles d'hommes d'Etat ne valent que pour autant qu'elles expriment des courants de masses. J'ai pu me rendre compte, aussi par ce que m'a dit peu après M. Galeazzo Ciano, que notre prestige en Italie, malgré les souvenirs récents de la difficile période des sanctions, n'a depuis des années guère été aussi haut que dans ce moment. Dans la période difficile que nous traversons, il ne faut pas négliger cet actif incontestable.

2. Cf. rubrique I.4: Société des Nations, conflit italo-éthiopien, sanctions ...

3. Le 1^{er} novembre. Cf. n° 316, n. 7.

4. Cf. n° 212.

*L'Association suisse des Banquiers¹
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Bâle, 30 novembre 1936

[...]

Ayant appris qu'il était question de supprimer certains clearings existant avec les Etats de l'Est, nous nous sommes permis de vous adresser, en date du 21 octobre², une requête par laquelle nous vous demandions qu'aucune décision ne soit prise à ce sujet, sans que les groupements économiques intéressés, notamment notre Association, aient été consultés. Le 11 novembre³, nous nous sommes à nouveau adressés à votre Département, en demandant quelles mesures concernant ces clearings avec les Etats de l'Est étaient envisagées. Nous avons en effet appris par les journaux, que certaines conférences avaient eu lieu au Département Fédéral de l'Economie Publique, au cours desquelles l'état de ces clearings avait été examiné. Suivant les renseignements qui nous ont été donnés par votre Département, nos deux lettres du 21 octobre et du 11 novembre ont été transmises au Département Fédéral de l'Economie Publique. Nous n'avons, à l'heure actuelle, pas reçu de réponse aux questions posées.

Par contre, suivant une circulaire de l'Office Suisse de Compensation, du 9 novembre⁴, le Conseil Fédéral aurait, dans sa séance du 31 octobre⁵, décidé de dénoncer les accords de clearing conclus avec certains pays de l'Est, et de proposer la reprise immédiate de pourparlers, afin de régler sur une autre base les échanges commerciaux entre la Suisse et ces Etats. Bien plus, une délégation s'est rendue dans les différents pays balkaniques, en vue d'entamer des négociations pour une nouvelle réglementation des échanges commerciaux et pour la liquidation de certains clearings. Il semblerait même que l'accord de clearing en vigueur avec la Turquie aurait été dénoncé de la part des autorités suisses, mais que la notification serait parvenue aux autorités turques après écoulement du délai⁶.

Des décisions et des mesures extrêmement importantes, de nature à modifier la situation des créanciers financiers, ont donc été prises, sans que nous ayons été consultés, ni même informés. Nous n'avons été interpellés qu'une seule fois par téléphone, le samedi matin avant le départ de la délégation chargée des négociations avec les pays de l'Est, au sujet du montant des créances financières sur la Turquie. Notre Secrétariat ayant été invité de donner une réponse par téléphone, quelques heures plus tard, ce renseignement ne put être donné que d'une manière

1. Lettre signée par le président, R. La Roche et par le 1^{er} secrétaire, A. Caflisch.

2. Non reproduit (E 7110 1967/32, International 900).

3. Non retrouvé.

4. Cf. n° 323, n. 3.

5. Il s'agit en réalité du 30 octobre. Cf. n° 306.

6. Cf. n° 322, n. 4.

approximative, étant donné qu'une enquête auprès des banques aurait demandé un certain temps dû au travail considérable que cela implique pour les banques.

Ayant donc été placés dans l'impossibilité d'assurer dûment la sauvegarde des intérêts des créanciers financiers, nous avons mis notre Conseil d'Administration au courant des faits signalés. Celui-ci nous a chargés d'attirer votre bienveillante attention sur ces faits, et de vous prier instamment de vouloir bien examiner les mesures à prendre afin qu'à l'avenir les intérêts des créanciers financiers soient pris en considération comme il convient à l'occasion des négociations économiques avec l'étranger et des travaux préparatoires qui s'y rapportent. Si notre Conseil d'Administration attache une importance particulière aux événements qui font l'objet de cette lettre, ce n'est pas seulement parce que notoirement les intérêts financiers suisses dans les différents pays en question (participations et avances de trusts financiers, avances bancaires, titres placés dans le public), se montent à plusieurs centaines de millions de francs⁷, mais au surplus, parce qu'il est indispensable qu'à l'avenir, les autorités compétentes tiennent, d'une manière générale, mieux compte de ces intérêts que par le passé⁸.

7. Cf. surtout n° 148.

8. Le 2 décembre, après avoir appris par la presse la dénonciation de l'accord de clearing entre la Suisse et la Yougoslavie (cf. n° 306, n. 4), l'Association suisse des banquiers adresse une nouvelle plainte au chef du DPF:

[...]

La dénonciation de l'accord de clearing avec la Yougoslavie, après celle du clearing existant avec la Turquie, vient confirmer en tous points les appréhensions dont nous vous avons fait part dans notre lettre du 30 novembre, et semble bien indiquer que des décisions de principe d'une grande importance ont été prises par le Conseil Fédéral dans sa séance du 30 octobre. A titre de renseignement, nous tenons à vous informer que les intérêts des créanciers financiers suisses en Yougoslavie sont particulièrement importants, et se montent à une somme se rapprochant de l'ordre de 200 millions.

Dans la marge, Motta a noté: Ces plaintes et réclamations ne me semblent pas bien fondées ... a[d] a[cta] 3. XII. 36.

326

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 51

*Le Ministre de Suisse à Vienne, M. Jaeger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP Nr 27

Wien, 30. November 1936

Während die Besuche, Konferenzen und Gespräche von Aussenministern und Staatsoberhäuptern Mitteleuropas ihren Fortgang nehmen, wird es von Interesse sein, der öffentlichen Meinung des im Zentrum der Beteiligten gelegenen Landes auf den Grund zu gehen: so klein der Bundesstaat Österreich ist, so machtlos die hiesige Regierung den internationalen Ereignissen gegenübersteht, so bedeutungsvoll bleibt Wien für die Gestaltung der europäischen Lage in der nächsten Zukunft. Lehnt sich Österreich zu sehr an Deutschland, so bedeutet dies das Ende

des italienisch-deutschen Zusammengehens; siegt der Legitimus, ergeben sich unüberbrückbare Widerstände zum Dritten Reich, die seiner Auffassung von Mitteleuropa entgegenstehen; bleibt es beim Alten, so können sich interne Schwierigkeiten ergeben durch Überhandnahme der Indifferenz, der Religionslosigkeit und des Kommunismus. Was immer hier geschehen mag, ist somit von nicht zu unterschätzender Bedeutung, und man ist sich dessen auch voll bewusst.

Um zunächst auf die Frage des Weiterbestandes des status quo zurückzukommen, so ist bemerkenswert, dass all' die Manifestationen der Vaterländischen Front zwar grossartig organisiert waren, aber nicht eigentlich Wurzeln zu schlagen scheinen. Man begegnet so oft der Meinung, dass es besser wäre, sich als Kleinstaat still zu halten und ruhig seinen Weg zu ziehen statt zu versuchen, grössere Staaten nachzuahmen. Geschieht letzteres, so kann es sich ja doch mit dem grossen Nachbarn nicht messen und, statt für sich selbst, wird somit Propaganda für den Nationalsozialismus gemacht. Dasselbe gilt von der Einstellung dem Klerikalismus gegenüber, da der übertriebene katholische Kurs viele Leute dazu treibt, die Haltung des deutschen Reiches der Kirche gegenüber zu bewundern. Das Elend endlich, welches besonders in kleinbäuerlichen Kreisen infolge der gedrückten Preise zu verzeichnen ist, erleichtert die kommunistische Aktion, deren Auswirkungen wiederum darin bestehen, dass sich viele nach links wenden, wodurch wiederum eine Reaktion zu Hitler ausgelöst wird.

Da die status quo-Mentalität dem österreichischen Volk wenig zu passen scheint, das vor der Aufgabe steht, eine zu grosse Vergangenheit mit einer zu kleinen Gegenwart zu verschmelzen, so verbleiben die Alternativen des Legitimus und des Nationalsozialismus als Retter vor der Stagnation, vor dem Abrutschen nach links. Der 24jährige Geburtstag des Erzherzogs Otto¹ und der zwanzigste Todestag von Kaiser Franz Josef² boten die erwünschte Gelegenheit zu Manifestationen, Zeitungspropaganda und religiösen Zeremonien. Dass dieselben von einem gewissen Erfolge begleitet waren, kann nicht bestritten werden, Volk und Gesellschaft kamen auf ihre Rechnung, Gottesdienste wechselten mit öffentlichen Versammlungen und Bällen, an denen das Erzhaus stattlich vertreten war und seinen Teil hatte an den Kundgebungen für den toten Kaiser und den abwesenden Prätendenten. Auch die Feste, welche anlässlich der Dreierkonferenz in Schönbrunn stattfanden, gaben Anlass zu Vergleichen und Erinnerungen, die, für einmal vom legitimistischen Standpunkt aus betrachtet, stets darauf hinaus liefen, dass das jetzige Regime einen Übergang bedeute, einen Übergang der von einer bewunderten Vergangenheit ins Ungewisse führe. Das Gefühl, welches man in legitimistischen Kreisen nicht los werde, lasse sich dahin zusammenfassen, dass die Restaurationsidee als solche sozusagen reif sei, dass es aber an Persönlichkeiten fehle, die Idee zu verkörpern. Sowohl der Thronfolger, wie auch sein hiesiger Statthalter und Vetter Hohenberg³, wie auch die andern jungen Leute des Erzhauses würden keine schlechte Figur machen, wäre die Monarchie nicht untergegangen. Sie jedoch wieder zu beleben, erfordere aber mehr; ihnen Allen fehle es an Persönlichkeit. Es sei dies keine Frage der Intelligenz, die hätten sie

1. *Fils du dernier empereur Charles, décédé à Funchal en 1922.*

2. *Le 21 novembre 1916.*

3. *Fils de François-Ferdinand, assassiné à Sarajevo en 1914.*

wohl im selben Masse wie andere Leute, sondern eine Frage der persönlichen Bedeutung, des heldischen Muts und des Persönlichkeitscharms. Der Enthusiasmus, welchem der König von England, wenn immer er in Wien sich zeige, überall begegne, sei dafür bezeichnend. Von den Beratern des Erzhauses gelte dieselbe Feststellung. Leute wie Baron Wiesner hätten in normalen Zeiten Hofmarschallchargen ganz ordentlich erfüllen können; aber damit sei es heute nicht mehr ganz getan. Der Legitimus leide somit in erster Linie am Mangel an hervorragenden Persönlichkeiten und nicht an der Verständnislosigkeit des Volkes.

Die jahrhundertelange Neigung des Österreicherers zur betont dekorativen Staatsführung führt daher viele junge Leute, mangels eines bessern, zum Nationalsozialismus. Dass das alte Reich in seiner grössten Grösse von Wien geleitet worden war, vergessen sie zwar nicht, glauben aber, es vorläufig hinnehmen zu können, dass die Parole aus Berlin oder München gegeben werde. Die Tatsache der Existenz von Grossdeutschland wirkt nach wie vor anziehend und verheissungsvoll auf die verschiedensten Klassen. Man begreift nicht, wie sich der eine Staatsmann in Lobreden auf das Reich ergeht, während der andere Arbeiter und Bürger verhaften lässt, die nationalsozialistisch eingestellt sind. Man hätte erwartet, dass Staatssekretär Schmidt⁴ sich in Berlin nicht wärmer als in Rom oder Budapest geäussert hätte, wenn es der Regierung wirklich ernst ist mit ihrem exklusiv österreichischen Programm, wie es vom Bundeskanzler kürzlich wieder in Klagenfurt umschrieben worden ist. Diese Unklarheiten wirken sich aus in einer Stärkung des deutschen Einflusses. Dass Herr von Schuschnigg den drei Gegnern der Vaterländischen Bewegung, dem Kommunismus, dem «Nazismus» und der Miesmacherei, den Prozess macht, hilft wenig, wenn nebenher von der bewunderungswürdigen Grösse des Dritten Reiches gesprochen wird. Der einfache Mann versteht derartige Doppelspurigkeit nicht und verliert die Geduld. Wird er nicht Kommunist, weil es ihm schlecht geht, so wendet er sich zum Nationalsozialismus, weil dieser ihm unbegrenzte Möglichkeiten zu bieten scheint. Und wenn es ihm leidlich gut geht, so stärkt er die Reihen der Miesmacher, ohne sich aktiv gegen die Regierung zu betätigen. Alle drei aber sind Staatsfeinde erster Klasse, wie der Bundeskanzler soeben ausgeführt hat, und um sie zu bekämpfen, scheint es mehr als schöne Worte über die Unabhängigkeit Österreichs zu brauchen, welche mit Lobreden auf den Geist dessen, was man zu bekämpfen glaubt, periodisch abwechseln.

Wie verlautet, war die Klagenfurtrede vom Donnerstag denn auch von Erwägungen dieser Natur inspiriert, indem der Kanzler selbst die Tragweite der Berliner Äusserungen seines Staatssekretärs für Äusseres einzusehen beginnt. Gegen letzteren hat eine scharfe Kampagne, natürlich wie hier üblich hinter den Kulissen, eingesetzt, und die Berufsdiplomaten am Ballhausplatz zeigen sich zumindest nicht sehr erstaunt. Wenn Schuschnigg gesagt hat «Der Nationalsozialismus — nur dieser hat uns zu interessieren — steht uns als Feind und Gegner gegenüber, und die Auseinandersetzung mit ihm ist eine Angelegenheit ausschliesslich innerösterreichischer Politik», so ist dies eine unzweideutige Warnung für Leute diesseits und jenseits der Grenze.

4. *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.*

*Le Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L²

Zürich, 1. Dezember 1936

Wir sind in letzter Zeit von verschiedener Seite, sowohl von in der Schweiz sich befindlichen Unternehmungen, die in Spanien grosse Werte investiert haben, als auch von Vertretern schweizerischer Unternehmungen, die jetzt in der Schweiz sich befinden, darauf aufmerksam gemacht worden, dass die gegenwärtige Vertretung unserer Interessen in Spanien eine grosse Lücke aufweist.

Wir brauchen Sie nicht daran zu erinnern, welch grosse Summen schweizerischen Volksvermögens noch in Spanien liegen, seien es Sachwerte oder Forderungen. Die diesbezüglichen Zahlen sind Ihnen bekannt. Wir brauchen auch nicht besonders darauf aufmerksam zu machen, dass Spanien auch nach den Wirren, sofern es wenigstens eine bolschewistische Regierung zu vermeiden weiss, trotz der durch den Krieg eintretenden Verarmung ein für die schweizerische Wirtschaft nicht zu vernachlässigender Markt sein wird.

Die gegenwärtige Lage und die künftige Bedeutung erfordern also eine Vertretung unserer Interessen, die die beiden heute miteinander streitenden Machthaber und die beiden in den verschiedenen Händen liegenden Landesteile berücksichtigen. Das ist mit Bezug auf die bisherige Regierung der Fall. Noch ist die Schweizerische Gesandtschaft in Madrid, und sie ist in der Lage, so gut das heute geht, für die schweizerischen Interessen bei der Regierung einzutreten. Noch haben wir ein Generalkonsulat in Barcelona, das in diesem Gebiete Spaniens die schweizerischen Interessen zu verteidigen vermag.

Auf der andern Seite aber ist die schweizerische Vertretung weniger gut. Wohl ist in Sevilla ein Konsulat³, also in einem Gebiet, über das gegenwärtig die nationale Bewegung kommandiert. Aber der Konsularbezirk Sevilla umfasst den äussersten Süden Spaniens, und eine Verbindung mit dem übrigen Teil des Landes, der unter nationaler Herrschaft steht, ist heute praktisch ausgeschlossen. Die nationale Regierung an ihrem Sitz in Burgos vor allem sollte eine besondere Berücksichtigung verdienen. Nach unserer Ansicht ist es höchste Zeit, mit dieser Regierung Fühlung zu nehmen, einmal zur Sicherung schweizerischen Eigentums in diesem Teile Spaniens und dann als vorsorgliche Massnahme für die Zeit, in der die nationale Regierung eventuell die Herrschaft über das ganze Land zu erringen vermag.

Wir verstehen durchaus, dass in dieser Beziehung gewisse Hindernisse bestehen. Die Schweiz hat die neue nationale Regierung noch nicht anerkannt und wird

1. Lettre signée par le Vice-Président, E. Wetter et le 1^{er} secrétaire, H. Homberger.

2. Remarque marginale de G. Motta: Auswärtiges. Sofort prüfen und mir Bericht erteilen. 2. XII. 36.

3. Cf. nos 290 et 296.

dies auch allein kaum tun können⁴. Wir befinden uns diesbezüglich selbstverständlich in einer andern Situation als Deutschland und Italien⁵. Aber wir glauben, dass die materiellen Interessen der Schweiz es doch erfordern, dass in Burgos ein Vertreter unseres Landes sich befindet, der ja die Eigenschaft haben kann, die man diplomatisch als möglich erachtet. Ob er mehr oder weniger als Privatmann auftritt oder die Eigenschaft eines Handelsbevollmächtigten annimmt, das zu untersuchen, wollen wir Ihnen überlassen. Woran es uns aber liegt und was wir nicht zu vernachlässigen bitten, das ist, am Sitze der nationalen Regierung einen Vertreter zu haben, der mit dieser Regierung die Fühlung aufzunehmen hat. Er ist dadurch nicht nur in der Lage, die schweizerischen gegenwärtigen Interessen zu fördern, sondern, was vielleicht noch mehr wert ist, die Stellung der Schweiz für die Zukunft zu verbessern.

Wir sind Ihnen dankbar, sehr geehrter Herr Bundesrat, wenn Sie diese Fragen so rasch wie möglich zur Abklärung bringen, damit unverzüglich gehandelt werden kann. Wir wären eventuell in der Lage, Ihnen auch eine Persönlichkeit zu nennen⁶, die die nötige Kenntnis des Landes besitzt und die wohl in der Lage wäre, die von uns skizzierte Aufgabe für einige Monate zu übernehmen.

Wir gestatten uns, Kopie dieses Schreibens an den Chef des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements zu senden⁷.

4. *Elle le reconnaîtra le 14 février 1939.*

5. *Le 18 novembre les deux pays ont reconnu le gouvernement nationaliste.*

6. *Annotation marginale de P. Bonna: Ochsenein?*

7. *Le Chef du Département politique répond le 3 décembre:*

[...]

La question que vous avez bien voulu aborder retient toute notre attention, mais, pour les raisons que vous avez fort bien comprises, sa solution est difficile.

La prochaine session des Chambres fédérales nous fournira certainement l'occasion d'examiner verbalement ce problème délicat avec M. le Conseiller national Wetter, à qui nous serions reconnaissants de prendre contact à ce sujet avec le Chef de la Division des Affaires étrangères (E 2001 (D) 2/48).

L'entretien permettra d'évoquer les noms de quelques personnes qui pourraient être sollicitées, d'envisager la durée du séjour et d'aborder la question des frais qui devraient être supportés selon le Département politique par les entreprises intéressées également (notice de P. Bonna, 16 décembre, E 2001 (D) 2/48).

Sur les tentatives — infructueuses — de contacts de certaines firmes suisses avec la zone nationaliste, cf. également la lettre du Consul de Suisse à Séville à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, le 22 décembre (E 2001 (D) 2/48).

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 décembre 1936

1963. Errichtung von Gesandtschaften in Sofia und Teheran

Politisches Departement. Antrag vom 23. November 1936

Durch den Bundesbeschluss vom 8. Oktober d.J., betreffend die Förderung der Warenausfuhr¹, wird dem Bundesrate für die «Erweiterung des wirtschaftlichen Aussendienstes» ein Kredit von jährlich einer Million Franken eingeräumt, wovon dem politischen Departement ein Betrag von 250 000 Franken für den Ausbau von Gesandtschaften und Konsulaten zukommen soll. Sowohl in der bundesrätlichen Botschaft wie auch in der parlamentarischen Beratung dieses Geschäftes war geltend gemacht worden, dass dieser Ausbau vorab in Staaten zu erfolgen habe, wo die Schweiz bisher durch keine Gesandtschaft vertreten war. Dass dabei die wirtschaftlichen Landesinteressen ausschlaggebend sein müssen, ergibt sich aus der Zweckbestimmung dieses neuen ausserordentlichen Kredites. Im Sinne des erwähnten Bundesbeschlusses werden die nachstehenden Neuerungen im Aussendienst vorgeschlagen und das politische Departement behält sich weitere Anträge in dieser Richtung vor.

1. *Umwandlung des Schweizerischen Generalkonsulates in Sofia in eine Gesandtschaft*². Erst kürzlich noch haben die Handelsabteilung des eidgen. Volkswirtschaftsdepartementes und die Schweizerische Zentrale für Handelsförderung beim politischen Departemente auf die Dringlichkeit der Umwandlung des Schweizerischen Generalkonsulates in Sofia in eine Gesandtschaft hingewiesen. Der heutige Zustand, bei dem die Schweiz in Bulgarien nur konsularisch vertreten ist, entspricht in der Tat nicht mehr der wirtschaftlichen Bedeutung, die unser Land im bulgarischen Aussenhandel einnimmt. Die Schweiz steht dort nämlich an sechster Stelle vor Frankreich, Belgien, Polen, Rumänien, Holland und anderen Staaten, die alle in Sofia Gesandtschaften unterhalten. Hinsichtlich der Kapitalinvestitionen der verschiedenen Länder in der bulgarischen Wirtschaft nimmt die Schweiz sogar die zweite Stelle ein.

Der im Verhältnis zur Grösse und wirtschaftlichen Struktur Bulgariens ansehnliche Handelsverkehr mit unserm Lande wickelt sich heute wegen der bulgarischen Devisenvorschriften in äusserst komplizierten Formen ab, bei denen sich die Mitwirkung unserer amtlichen Vertretung sozusagen ständig als notwendig erweist. Die Geschäfte des Generalkonsulates im Dienste der Exportindustrie haben sich daher dauernd vermehrt. Durch das neue, am 15. Juli 1936 in Kraft getretene Clearingabkommen zwischen der Schweiz und Bulgarien³ hat sich der

1. Arrêté fédéral tendant à développer l'exportation des marchandises (RO, 1936, vol. 52, pp. 790—793).

2. Cf. E 2001 (C) 4/41.

3. RO, 1936, vol. 52, pp. 565—569. Cf. aussi n° 306.

Aufgabenkreis unserer Vertretung nochmals erweitert. Vor allem bedingen diese Abkommen einen stets intensiveren Verkehr mit den bulgarischen Regierungsstellen. Es erhellt daraus ohne weiteres, dass die Umwandlung des Schweizerischen Generalkonsulates in eine Gesandtschaft geradezu unerlässlich ist, da die häufig erforderlichen Schritte bei der bulgarischen Regierung normalerweise Aufgabe einer diplomatischen Vertretung ist, wogegen die Vermittlung des Konsulates stets nur einen Notbehelf bildet.

2. *Umwandlung der diplomatischen Sondermission in Teheran in eine Gesandtschaft.* In Teheran unterhält die Schweiz seit Mai d. Js. einen ständigen Geschäftsträger in Sondermission⁴. Wie erinnerlich, hat sich der Bundesrat in erster Linie im Hinblick auf die schweizerischen Exportinteressen⁵ zur Entsendung dieses diplomatischen Vertreters nach Iran entschlossen. Die provisorische Form einer diplomatischen Sondermission war vom Bundesrate gewählt worden, um einerseits rasch zum Vorteil der schweizerischen Wirtschaft handeln zu können; andererseits war vor Schaffung einer eigentlichen Gesandtschaft zunächst abzuklären, ob gewisse Schwierigkeiten, die sich in Iran bisher einer erfolgreichen Betätigung unserer Exporteure entgegengestellt hatten, in der Tat auch zu beheben seien. Als Missionschef wurde Herr Dr. Armin Daeniker nach Teheran beordert; ihm ist als nebenamtlicher Handelsagent ein seit Jahren ansässiger Vertreter wichtiger Schweizerfirmen, nämlich Herr Werner Vollmar, beigegeben worden.

Es erübrigt sich, an dieser Stelle darauf zurückzukommen, wie sehr die hiesigen Handels- und Industriekreise auf die Errichtung einer offiziellen Vertretung in Teheran drängten und in welchem Masse sie heute für den Erfolg ihrer Absatzbestrebungen in Iran auf deren Unterstützung zählen. Wie bekannt, hat Iran ein Aussenhandelsmonopol. Für die Gewinnung von Aufträgen ist der Exporteur darauf angewiesen, bei den obersten Regierungsstellen eingeführt und empfohlen zu werden. Als Abnehmer ausländischer Industrieprodukte kommt fast ausschliesslich der Staat in Frage, der mit seinen Bestellungen nicht individuell vorgehende Einzelfirmen, sondern die Länder als solche zu berücksichtigen pflegt. Es ist daher nicht nur unerlässlich, dass die schweizerischen Exporteure in ihren Verkaufsbestrebungen durch eine offizielle Vertretung unterstützt werden, sondern es ist auch von grosser Bedeutung, dass diese Vertretung den gleichen Rang einnehme wie diejenigen anderer europäischer Mittel- und Kleinstaaten, die unser Land in den verschiedenen Industrie- und Handelszweigen konkurrenzieren können. In Teheran unterhalten u. a. Belgien, Dänemark, Holland, Schweden und die Tschechoslowakei Gesandtschaften. Nur die Schweiz ist durch eine «diplomatische Sondermission» vertreten, eine Besonderheit, die den iranischen Behörden keineswegs entgangen ist und die das «début» des Geschäftsträgers nicht erleichtert hat. Bei der grossen Rolle, die in orientalischen Ländern und bei nationalistischen Regierungen die Prestigefragen spielen, wird es für die Förderung der schweizerischen Warenausfuhr nach Iran von Vorteil sein, wenn ohne längeres Zuwarten auch die diplomatische Sondermission in Teheran zu einer ordentlichen Gesandtschaft erhoben wird. Jedenfalls haben die Erfahrungen der

4. Cf. *PVCF n° 1175 du 28 juin 1935* (E 1004 1/352), *PVCF n° 32 du 10 janvier et n° 148 du 3 février 1936* (E 1004 1/356). Cf. aussi E 2001 (C) 4/43.

5. Cf. *sur ce point l'annexe au présent document.*

Sondermission dargetan, dass im Interesse unserer Exportwirtschaft auf eine ständige Vertretung in Iran nicht mehr verzichtet werden kann und dass die eingeleiteten Beziehungen mit diesem Lande nicht wieder unterbrochen werden sollten. Übrigens unterhält Iran in der Schweiz seit Ende des Krieges (März 1919) eine Gesandtschaft, an deren Spitze zumeist ein bevollmächtigter Minister stand.

Mehrauslagen in nennenswertem Umfange werden sich aus dieser Änderung in der Benennung nicht ergeben: Herr Dr. Daeniker soll wie bisher in der Eigenschaft eines Geschäftsträgers der Gesandtschaft vorstehen; die innere Organisation des Postens soll unverändert bleiben, doch ist zu erwarten, dass sich in ansehbarer Zeit die Zuteilung einer Hilfskraft als unausweichlich erweisen werde.

3. Die Umwandlung der Sondermission in Teheran in eine Gesandtschaft kann, da von keinerlei finanzieller Tragweite, sofort erfolgen. Dagegen könnte der Beschluss betreffend Sofia erst am 1. Januar 1937 in Kraft erwachsen, da die nötigen Mittel erst für das Jahr 1937 zur Verfügung stehen.

Im Einvernehmen mit dem Finanz- und Zolldepartement beantragt das politische Departement und der Rat beschliesst:

1. a) das Schweizerische Generalkonsulat in Sofia wird in eine Gesandtschaft umgewandelt;

b) Herr Minister Henri Martin wird zum ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Sofia ernannt;

c) Herr Vizekonsul Dr. Alfred Zehnder, Verweser des Generalkonsulates, wird zum Gesandtschaftssekretär II. Klasse ... befördert und der zu errichtenden Schweizerischen Gesandtschaft in Sofia zugeteilt;

2. die Diplomatische Sondermission der Schweiz in Teheran wird in eine Gesandtschaft umgewandelt;

[...]

4. der Beschluss 1 hiervoor erwächst auf den 1. Januar 1937, der Beschluss 2 hiervoor tritt sofort in Kraft.

ANNEXE

E 2300 Teheran, Archiv-Nr. 2

*Rapport du Chargé d'affaires de Suisse en mission spéciale à Téhéran, A. Däniker,
et du Délégué extraordinaire de la Société suisse des ingénieurs et des architectes
et de la Société suisse des entrepreneurs, H. E. Gruner*

Bericht

über die Aussichten für einen vermehrten industriellen Export und die Arbeitsvermittlung nach Iran und die Bearbeitung des Iranischen Marktes

Copie

Teheran, 30. November 1936

[...]

E. Schlussfolgerungen

Es wäre verfehlt, von der heute sehr aktiven Bautätigkeit in Iran auf eine allgemeine Prosperität des Landes zu schliessen und daraus die Annahme abzuleiten, Iran biete für die nächste Zukunft stets wachsende Möglichkeiten zur Aufnahme unserer Waren und menschlicher Arbeitskräfte. Die

auf einzelnen Gebieten herrschende günstige Konjunktur ist lediglich die Konsequenz der Durchführung eines von der Regierung in begrenztem Rahmen und mit beschränkten — durchwegs eigenen — Mitteln durchgeführten Bauprogramms; allerdings, im Gegensatz zu frühern Zeiten, stehen wir heute vor einer ernstlichen Realisierung jahrzehntelang gehegter Projekte, die mit aller tunlichen Beschleunigung noch gefördert wird. Iran hat bis dahin auf eine Mitwirkung ausländischen Kapitals verzichtet; es wird auf Jahre hinaus der Unterstützung durch ausländische Firmen, Fachleute und der Lieferung von Kapitalgütern aus dem Auslande nicht entraten können. Diese konjunkturelle Erscheinung, die als Folge eines starken Regierungssystems eingetreten ist, soll aber nicht über die Feststellung hinwegtäuschen, dass der Wohlstand der persischen Nation sich zwar innerlich verschoben, aber im allgemeinen eher abgenommen als einen Zuwachs erfahren hat.

Es wäre ebenso falsch, wenn man behaupten wollte, dass die Schweiz für eine aktive Kollaboration zu spät auf dem Plan erschienen sei oder dass sie gegenüber andern Staaten überhaupt nicht konkurrenzfähig wäre. Diese Auffassung wäre unbegründet; kein Staat genießt in Iran besondere Privilegien und wenn heute Russland und Deutschland als Bezugsländer im Vordergrund stehen, ist dies eine Folge ihrer sehr aktiven Handelspolitik und der mit Iran abgeschlossenen Kompensationsabkommen; hingegen wehrt man sich gegen jede Art nicht nur politischer; sondern auch wirtschaftlicher Bevormundung; jede daraufhinzielende Tendenz ruft in Iran sofort nach einer Reaktion.

Dank des Umstandes, dass Hunderte von Iraniern in der Schweiz ihre höhere Ausbildung genossen hatten, besteht hier die grösste Wertschätzung für unsere Technik und unsere Erzeugnisse, ebenso eine bewusste Anerkennung nicht nur der beruflichen Qualitäten, sondern auch der moralischen Eigenschaften des schweizerischen Ingenieurs. Ein industrieller Kleinstaat ohne politische Aspirationen begegnet hier stets dem grössten Interesse.

Wohl aber haben wir trotz dieser günstigen Umstände den Anschluss für einmal verpasst; unsere Mitwirkung am industriellen Aufbau ist auf wenige individuelle Einzelfälle beschränkt und dies kraft sporadischer Anstellungsverhältnisse. Man muss sich in der Schweiz bewusst werden, dass es angesichts der ausgezeichnet ausgerüsteten Vertretungen anderer Industriestaaten mit dem guten Ruf der schweizerischen Technik allein und der Abgabe von Prospekten und Kategorien nicht getan ist; es fehlt bei uns an einer konsequenten Interessenahme für Iran, die weder durch die Eröffnung einer diplomatischen Mission in Teheran abschliessend erfüllt ist, noch durch die Entsendung von Studienkommissionen allgemeinen Charakters namhaft gefördert werden könnte. Auch die Anwesenheit so vieler schweizerischer Bauingenieure in Iran wird kaum dazu ausgenützt werden können, sie in den Dienst der Förderung der gegenseitigen Handelsbeziehungen zu stellen.

Nötig wäre eine kontinuierliche Verfolgung der Ereignisse durch eine Fachvertretung, die mit den nötigen Vollmachten ausgerüstet wäre und über alle Hilfsmittel verfügt, um aktiv in den internationalen Konkurrenzkampf einzugreifen; sie wäre auf Grund ihrer guten Beziehungen auch in der Lage, Geschäftsmöglichkeiten für unser Land erst zu schaffen; sie dürfte selbstverständlich ihre Arbeit angesichts von Misserfolgen und unfruchtbar verlaufender Verhandlungen nicht unterbrechen. Sie bedarf der Unterstützung durch eine offizielle Vertretung unseres Landes, wäre aber nur auf Grund eines Zusammenschlusses der in Iran interessierten schweizerischen Firmen möglich; leider ist erfahrungsgemäss die Politik unserer industriellen Grossfirmen auch heute noch nicht auf ein solches Zusammengehen eingestellt; in vermehrtem Masse sollte auch die Entsendung von gelegentlichen Vertretern zur Abklärung bestimmter Einzelangelegenheiten ermöglicht werden.

Ohne einen grössern finanziellen Einsatz wird die Bearbeitung des iranischen Marktes nicht möglich sein; wenn weder die interessierten Firmen und Verbände noch der Staat zur Tragung der damit zusammenhängenden besondern Kosten und Risiken bereit sind, werden unserem Lande auch weiterhin keine namhaften Erfolge beschieden sein, auf diesem Wege allein auch wird eine erhebliche Förderung der Arbeitsvermittlung nach Iran für die Zukunft noch möglich sein. Es ergibt sich daraus die dringende Notwendigkeit, Mittel und Wege zu prüfen, wie die Organisation unseres Absatzes nach Iran finanziert werden könne.

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
aux Légations de Suisse*

Copie
R KO

Berne, 4 décembre 1936

Contrairement à ce que nous supposions lors de notre dernier rapport du 28 octobre¹, les communications postales avec Madrid ont pu être maintenues, bien que le courrier ordinaire soit délivré avec des retards assez considérables. Depuis le jour où la capitale espagnole a été sérieusement menacée par l'attaque des troupes nationalistes, nous avons eu quotidiennement un entretien téléphonique avec M. Fontanel, qui nous a de la sorte renseignés au fur et à mesure sur la situation de la colonie suisse et celle de la Légation. Malgré les bombardements qui se sont faits plus intenses ces derniers jours, il n'y a heureusement aucune victime à déplorer parmi les membres de la colonie suisse. En revanche, plusieurs appartements appartenant à des Suisses ont subi des dégâts, moins considérables cependant qu'il n'y avait lieu de le craindre. La Légation a institué un comité spécial, chargé de visiter les appartements endommagés et de remédier, dans la mesure du possible, aux dégâts constatés. Ce comité surveille également les appartements de nos compatriotes qui sont occupés par des réfugiés espagnols. En effet, une grande partie de la population, fuyant les quartiers directement menacés, a dû chercher asile dans les appartements vides et la Légation a estimé de bonne politique d'accepter les personnes qui lui paraissaient présenter le plus de garanties.

Par suite du manque de vivres et des attaques aériennes continuelles, la présence à Madrid de nos compatriotes devient de jour en jour plus critique. A la demande de la Légation, nous avons autorisé celle-ci à recommander formellement aux Suisses de quitter la ville et d'organiser l'évacuation progressive de la colonie².

[...]

A *Barcelone*, l'annonce d'un prochain bombardement du port a jeté quelque trouble dans la colonie suisse, qui craignait également de voir, d'un jour à l'autre, coupée toute communication avec la France. Le Consulat a reçu pour instructions de faciliter autant que possible le départ des Suisses qui ne désiraient plus rester à *Barcelone*.

[...]

Le Consulat continue à protéger les très nombreux et importants intérêts suisses en Catalogne, mais sa tâche s'avère de jour en jour plus difficile et le décret du 24 octobre³ prévoyant la collectivisation des entreprises industrielles et com-

1. *Non reproduit.*

2. *Télégramme du 28 novembre à 18 h. à la Légation de Suisse à Madrid (E 2001 (D) 1/175).*

3. *Cf. n° 312.*

merciales ainsi que le contrôle des entreprises particulières n'a marqué qu'une nouvelle étape vers le communisme intégral. Ce décret nous a amenés à inviter les ressortissants suisses qui possèdent une entreprise industrielle en Catalogne ou qui ont des intérêts dans une entreprise de ce genre à nous faire connaître la nature exacte de ces intérêts au moyen d'un formulaire spécial que nous leur faisons parvenir sur leur demande. M. Werner Schmidt, directeur de la C.I.B.A., à Barcelone, qui préside le comité économique travaillant d'entente avec le Consulat, a bien voulu se charger de l'étude des questions que soulève ce décret. Il nous a adressé un rapport très substantiel sur ses premiers effets. Ceux-ci, heureusement, ne sont pas tout à fait aussi défavorables que nous le prévoyions, ce qui paraît dû avant tout au fait que les autorités chargées d'appliquer les dispositions dont il s'agit ne réussissent guère dans leur tâche et qu'il leur est à peu près impossible d'imposer des mesures d'ordre général.

A *Valence* et à *Alicante*, la situation des Suisses est également devenue plus difficile, étant donné l'anarchie croissante qui règne dans ces villes. C'est ainsi que les Suisses de Madrid qui s'étaient réfugiés à Alicante ont, dernièrement quitté cette ville à destination de Séville où ils sont hospitalisés par les soins de notre Consulat.

[...]⁴

Les derniers rapports du Consulat de Suisse à *Séville* indiquent que la situation est redevenue normale dans cette partie de l'Espagne et nombreux sont ceux de nos compatriotes qui ont regagné leur domicile à Séville ou dans les environs.

De *Saragosse* également, nous recevons des nouvelles rassurantes des quelque 15 Suisses qui s'y trouvent.

De récents articles de journaux faisant allusion aux persécutions et aux massacres de pasteurs et de protestants par les nationalistes ont suscité l'indignation des autorités nationalistes, qui se sont plaintes auprès du Consulat de Suisse à Séville de cette campagne tendancieuse, croyant y voir l'expression d'un sentiment d'hostilité de l'opinion publique suisse à leur égard. D'après les premières informations que nous fournit le Consulat de Suisse à Séville, les faits auxquels il est fait allusion dans ces articles, rédigés par le Secrétariat de l'Office central d'entr'aide des Eglises, à Genève, seraient totalement dénués de fondement, ou tout au moins très fortement exagérés. Nous espérons que les précisions complémentaires que nous attendons encore permettront de rassurer définitivement les milieux dans lesquels quelque inquiétude s'était manifestée à la suite de ces nouvelles.

Aux *Baléares*, enfin, la situation des Suisses paraît également s'être améliorée et grâce à l'obligeance du Ministère des Affaires étrangères italien, nous communiquons avec nos compatriotes par l'entremise de l'agence consulaire d'Italie à Palma de Majorque⁵.

4. *La situation à Santander et à Bilbao.*

5. *Sur le nombre de Suisses qui ont quitté l'Espagne à la fin de l'année 1936, un document du Département politique fournit les chiffres suivants au 8 décembre:*

	A. <i>In die Schweiz gekommen</i>	B. <i>Im Auslande geblieben</i>
Stand am 10. 11. 36	1822	177 Personen
Verschiebungen	<u>— 4</u>	<u>+ 4</u>
	1818	181
Zunahme v. 10. 11. bis 8. 12. 36	<u>147</u>	<u>5</u>
	1965	186
A. In die Schweiz gekommen	1965	Personen
B. Im Auslande geblieben	<u>186</u>	Personen
<i>Total (fichiert)</i>	<u>2151</u>	<i>Personen</i>

330

E 2001 (D) 1/32

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 5 décembre 1936

Je vous ai relaté, la semaine dernière¹, les paroles particulièrement amicales pour notre pays que M. Mussolini a prononcées à l'occasion du récent dîner au Quirinal. Peu avant cette conversation, le Ministre des Affaires Etrangères, M. Ciano, m'avait pris à part pour témoigner de son désir de voir s'affirmer l'amitié italo-suisse. Je suis bien aise de ces bonnes dispositions, sur lesquelles nous devons compter. Car je ne vous cacherai pas, Monsieur le Conseiller fédéral, que bien souvent, au cours des derniers mois, je me suis posé la question de savoir ce qui pourrait être fait pour *assurer la continuité*, dans toute éventualité, des sentiments d'amitié et de compréhension dont le Chef du Gouvernement a fait preuve à notre égard depuis son arrivée au pouvoir. Pour la même raison, j'espère vivement — et je l'ai dit à plusieurs reprises à M. Ciano — que le Ministre des Affaires Etrangères d'Italie aura bientôt, soit à Genève, soit ailleurs, l'occasion de s'entretenir personnellement avec vous-même. Ce serait, j'en suis sûr, très important et extrêmement utile à tous égards.

L'autre jour, M. Ciano avait, à vrai dire, un but précis². Il est venu me confirmer que l'Italie attachait le plus grand prix à voir la Suisse prendre position dans la question de la reconnaissance de l'«Impero» et faciliter ainsi, par le poids de son autorité morale, l'évolution en cours. J'ai répondu — je crois dans les mêmes termes sympathiques, mais prudents, que M. Tamaro, actuellement à Rome, me dit avoir entendu de votre bouche — que le problème était mis à l'étude. J'ai aussi

1. Cf. n° 324.

2. *Remarque marginale de Motta*: Naturellement!

cru devoir faire allusion au fait que la Suisse, elle aussi, a quelques intérêts en Ethiopie.

Aujourd'hui encore, je crois pouvoir admettre que nous pourrions obtenir des assurances analogues à celles accordées à l'Allemagne et au Japon. Mais je me rends pleinement compte que tous les aspects internationaux du problème ne peuvent être jugés, en connaissance de cause, qu'à Berne.

331

E 2300 Tokyo, Archiv-Nr. 8

*Le Ministre de Suisse à Tokyo, W. Thurnheer,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 7

Betreffend den deutsch-japanischen Vertrag¹

Tokyo, 7. Dezember 1936

Die Nachricht vom deutsch-japanischen Vertrag zwecks gemeinsamer Bekämpfung des Kommunismus kam nicht unerwartet; man hörte schon seit längerem von dieser Möglichkeit und als dann in letzter Zeit verschiedene Kabinetts-Sitzungen stattfanden über die entgegen sonstiger Übung nur lakonisch gemeldet wurde, es handle sich um «wichtige Besprechungen», verdichtigten sich die Vermutungen auf Abmachungen mit Deutschland. Seit der amtlichen Bekanntgabe vernahm man, dass Aussenminister Arita dem russischen Botschafter schon vor einiger Zeit gewisse Eröffnungen bezüglich des Vertrages machte und nun schieben sich die beiden gegenseitig die Verantwortung für das Durchsickern von Mitteilungen zu, die zur Folge hatten, dass die Kontrahenten zu einer frühzeitigeren Veröffentlichung schritten, als ursprünglich beabsichtigt gewesen sein soll.

Der Vertrag erregte sowohl in Japan als im Auslande grösseres Aufsehen als die japanische Regierung offenbar erwartete; die hiesige Presse verhielt sich zuerst reserviert und ging, als die ungünstige Aufnahme im Auslande bekannt wurde, teilweise direkt zur ablehnenden Kritik über. Die sehr gemässigte «Japan Times» betitelt ihren Leitartikel zum Vertrage «Suspended Judgement»; auch sonst ist die Meldung in Japan nicht mit ungeteilter Freude aufgenommen worden. Die Mehrzahl der Intellektuellen und der Geschäftswelt steht eben der angelsächsischen Mentalität näher wie der deutschen und sieht eine Bindung mit Deutschland nicht besonders gerne. Wenn auch alle darin einig sind, dass der Kommunismus bekämpft werden müsse, so scheinen bezüglich der Nützlichkeit und Notwendigkeit des Vertrages die Meinungen geteilt. Eine Notwendigkeit war er jedenfalls für Japan selbst nicht, denn dieses besitzt eine derart strenge Gesetzgebung zur Bekämpfung des Bolschewismus, dass die Existenz des letztern in offener Form ausgeschlossen ist. Für geheime Organisationen bleibt bei dem weitverzweigten Polizei- und Spitzelsystem Japan's wenig Raum. Zum Nachrich-

1. *Pacte anti-Komintern du 25 novembre.*

tenaustausch etc. hätte es keines besondern Vertrages zwischen den beiden Ländern bedurft; eine blosser Verständigung durch Notenaustausch wäre genügend gewesen.

Die Erklärung für den Vertrag wird daher auf andern Gebiete zu suchen sein. Man sieht in ihm einen Versuch Japans, aus der bisherigen Isoliertheit herauszukommen. Der Anschluss bei der angelsächsischen Gruppe war ohne wesentliche Konzessionen in der Aussenpolitik der letzten Jahre kaum denkbar. Frankreich kam weniger, Russland nicht in Frage. Deutschland, das sich ähnlich wie Japan infolge seiner eigenen Politik etwas isolierte, und das ebenfalls nicht zu den Freunden Russlands zählt, schien um so eher angezeigt, als die Beziehungen zwischen Tokyo und Berlin ohnehin schon sehr freundschaftlich waren. Auch Italien, vielleicht auch Österreich und Ungarn, die alle drei seit geraumer Zeit eine lebhaft Kulturpropaganda in Japan betreiben, musste der Plan der Bekämpfung des Kommunismus willkommen sein; es zeigen sich bei diesen schon kleinere günstige Reaktionen; die japanische Gesandtschaft in Abessinien wird in ein Konsulat verwandelt, Italien wird gestattet, in Mandschukuo² ein Konsulat zu errichten. Gemäss einer Mitteilung des Leiters der Presseabteilung soll der Vertrag in Österreich günstig beurteilt worden sein; ein gleiches wird für Ungarn zutreffen.

Deutschland dürfte aus der Abmachung die meisten Vorteile ziehen. Infolge des Weltkrieges hatte es seinen politischen Einfluss im Fernen Osten vollständig verloren; durch den Vertrag mit Mandschukuo³ gewann es etwas Terrain; mit diesem neuesten Verträge wird es mit einem Schlage zu einem wichtigen Faktor in der Politik des Ostens. Dazu kommen wirtschaftliche Vorteile. Die japanische Regierung hat dieser Tage das bisher grösste Budget in Vorschlag gebracht. Davon entfällt die Hälfte auf die Armee und Marine und deren Rüstungen. Grosse Aufträge an die Industrie werden erwartet. Japan wird zum Ausbau seiner Kriegsindustrien trotz seiner schon hoch entwickelten eigenen Industrie noch viel vom Ausland beziehen müssen. Da Deutschland's Vertrag mit Japan auch für wirtschaftliches Zusammengehen eine günstige Basis schafft, ist es der gegebene Lieferant, umso mehr als bei diesen Bestellungen ohne Zweifel die deutschfreundlichen militärischen Kreise viel mitzusprechen haben werden.

Für Japan ist der Gedanke der Bekämpfung des Kommunismus auf internationalem Gebiete nichts neues. Es hat bekanntlich in seinen Forderungen gegenüber China eine solche Zusammenarbeit dringend in Vorschlag gebracht; dieses zeigte sich aber sehr misstrauisch. Mag sein, dass der deutsch-japanische Vertrag schon seit längerem beschlossen war, dass man aber mit dessen Veröffentlichung auf den Zeitpunkt zuwarten wollte, wo China zugestimmt, in der Hoffnung, es hernach an diesem Haken in den Bereich deutsch-japanischen Einflusses ziehen zu können. Als sich dann die Verhandlungen mit China zu lange hinzogen, und die Gerüchte über den Vertrag intensiver wurden, entschloss man sich, mit dem deutsch-japanischen Vertrag allein vorwärts zu machen.

2. *Sur le Mandchoukouo, cf. nos 45 + A et 332.*

3. *Accord commercial du 30 avril 1936. Cf. rapport du ministre W. Thurnheer, du 4 juin 1936 (E 2001 (D) 1/32).*

Als ausserpolitische Folge des Vertrages dürfte wahrscheinlich Russland, mit dem wichtige Besprechungen betreffend Fischereirechte, Ölkonzessionen in Saghalien, Grenzregulierung in Mandschukuo schweben, sehr zurückhaltend werden und zwar dies trotz der juristischen Differenzierung Japans zwischen der Sowjetregierung und dem Komintern. Der japanische Aussenminister teilt allerdings diese Befürchtung nicht und begründet seinen Standpunkt damit, dass sich die russische Regierung dann zu sehr mit dem Komintern identifizieren würde. In China erklärt der kluge Chiang Kai-Tschek, er schenke der japanischen Mitteilung, dass der Vertrag allein nur zur Bekämpfung des Kommunismus bestimmt sei, vollen Glauben; China werde somit von dem Vertrage in keiner Weise berührt und er bedinge auch keine Änderung in der Politik des Fernen Ostens. Es ist klar, dass man in China dieses Zusammengehen Deutschland's mit Japan ungern sieht; die Wirkungen könnten sich später in einer Abnahme der deutschen Exporte zeigen. Hitler rechnet aber vielleicht damit, dass die zahlreichen deutschen Offiziere, denen die Ausbildung der chinesischen Armee anvertraut ist, Einfluss genug haben, um ungünstigen Folgen des Vertrages in China zu begegnen. Bei der angelsächsischen Welt ist das Zusammengehen Japans mit der europäisch-faschistischen Gruppe keine Empfehlung; auch bei den Franzosen nicht.

Infolge der ungünstigen Reaktion des Auslandes betreffend den Vertrag, ist die japanische Regierung bemüht zu betonen, dass es sich rein um eine Verständigung zur gemeinsamen Abwehr des Kommunismus handle und keine andern Abmachungen oder Absichten mit diesem verbunden seien. Trotz dieser Erklärung hört man aber von verschiedenen Seiten folgende Begründung des neuen Vertrags, die wohl viel zu deren ablehnenden Aufnahme im Auslande beigetragen hat:

Schon seit einiger Zeit bestehe zwischen Deutschland und Japan ein geheimer Militärvertrag, dessen Spitze gegen Russland gerichtet sei; zur vollen Wirkung des Vertrages brauche es eines politischen Hintergrundes, den die kommunistische Gefahr und der neue Vertrag liefern muss; in angelsächsischen Kreisen hält man die vorstehende Möglichkeit nicht für ausgeschlossen; auf der russischen Botschaft soll man hievon sogar fest überzeugt sein, doch sei dieser Militärvertrag nicht nur gegen Russland, sondern auch gegen das britische Reich gerichtet.

In diesem Zusammenhang ist nicht uninteressant zu erwähnen, dass dieses Jahr der hiesige deutsche Botschafter⁴ sowohl als sein Militärattaché Oberst Ott gleichzeitig während mehreren Monaten in Deutschland auf Urlaub weilten, was die Besprechungen sowohl politischer als militärischer Fragen wahrscheinlich macht. Die japanische Armee hat vor einigen Wochen eine Broschüre veröffentlicht, in der sie intensiv auf die russische Rüstung und die Gefahr die von Russland droht, hinweist. Seit Bekanntgabe des Vertrags werden in den Kinos von Tokyo unter den Aktualitäten die deutsche und japanische Armee und Marine gezeigt.

Dass Japan rüstet, steht ausser Zweifel. Die Armee und die Marine verlangen zu diesem Zwecke gewaltige Summen. Die Armee hat die älteren Offiziere zu einem grossen Teil durch jüngere und naturgemäss aggressivere ersetzt. Die Marine hat eine Flottenumorganisation vorgenommen, die eine wesentliche Ver-

4. H. von Dirksen.

stärkung bedeute; in der Wirtschaft macht sich eine Tendenz auf staatliche Zentralisierung und Kontrolle geltend; die Munitions- und Waffenfabriken sind voll beschäftigt; von wichtigen Rohprodukten sucht man grosse Lager anzulegen, so an Eisen, Wolle, Benzin etc.; die Finanz muss sich gemäss des Finanzministers eigenen Worten auf «Quasikriegszeit» einstellen.

Bei diesen Rüstungen dürfte es sich schwerlich um die Verteidigung des eigentlichen Japans handeln; denn wenn ein Angriff auf Japan selbst ernstlich befürchtet würde, hätte der Generalstab schon seit langem einen bessern Ausbau des Strassennetzes durchgesetzt; letzteres ist aber zur Zeit, namentlich in Anbetracht der Mechanisierung der modernen Armee, absolut ungenügend. (Bei einer Autoreise von Tokyo nach Aomori die Ostküste hinauf und die Westküste hinunter, musste ich wiederholt grosse Umwege machen oder den Wagen verladen, weil Strassen unpassierbar oder Brücken weggeschwemmt waren). Die Rüstungen sind also vielmehr eine Vorbereitung für einen Konflikt ausserhalb Japans; das Hauptquartier der kontinentalen Kwantungarmee soll viel grösser sein wie das Hauptquartier der englischen Armee in Indien, was darauf hindeutet, dass es Japan mit seiner Kontinentalpolitik weitesten Umfangs ernst ist.

Ein Krieg mit Russland wird nun allerdings in nächster Zeit nicht erwartet. Erstens einmal besteht die Erklärung des Ministerpräsidenten Hirota, dass es während seiner Amtszeit zu keinem Kriege kommen werde, immer noch zu Recht; dann wird auf die mangelnde Kriegsbereitschaft im Heer, der Marine, der Industrie, auf die mangelnden Vorräte hingewiesen, die maximal kaum für ein Jahr reichten; Japan würde keinen Zollkonflikt mit Australien begonnen haben, da es dessen Rohprodukte benötigt; die Finanzen seien nicht genügend konsolidiert; die Lage in China zu unsicher; auch die Stellung der Mächte nicht genügend abgeklärt. Auf Grund all dieser Überlegungen wäre ein Krieg kaum vor circa zwei Jahren möglich.

In meinem Berichte vom 3. Dezember⁵ hatte ich Ihnen die amtliche japanische Darlegung und Begründung des japanisch-deutschen Vertrages zur Kenntnis gebracht; vorstehende Ausführungen geben wieder, was man in diplomatischen und andern Kreisen im Zusammenhang mit dem Vertrage hört. Persönlich bin ich der Ansicht, dass zur Zeit weder im japanischen Volke noch in der Regierung die Mehrheit einen Krieg mit Russland oder einer andern Macht anstrebt. Gemäss den allerjüngsten Erklärungen des Kriegsministers sind, wenn kriegerische Ereignisse kommen sollten, diese eher in China zu erwarten.

5. *Non reproduit.*

E 2001 (D) 1/32

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département Politique,
P. Bonna, au Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, J. Hotz*

Copie

L JF Confidentiel

Berne, 14 décembre 1936

Nous avons eu l'honneur de recevoir vos lettres des 24 novembre et 7 décembre¹ au sujet des relations commerciales entre la Suisse et le Mandchoukouo et nous vous en remercions vivement.

La question que vous avez bien voulu aborder nous préoccupe depuis longtemps. Il n'est pas contestable que la résolution du 24 février 1933² par laquelle les Etats membres de la Société des Nations se sont engagés à ne pas reconnaître le nouvel Etat mandchou n'a pas eu les résultats que l'on en escomptait. Loin de gêner le Japon, à qui elle a laissé les mains entièrement libres, en Mandchourie, cette mesure n'a d'inconvénients que pour les Etats qui observent l'engagement pris, inconvénients qui deviennent d'autant plus graves que l'Allemagne et l'Italie viennent de s'en dispenser.

On pourrait sans doute soutenir que l'engagement pris en 1933 n'a de valeur que s'il est observé par tous les Etats membres de la Société des Nations et que, s'il est rompu par l'un d'eux, il cesse de lier les autres. Il ne faut pas se dissimuler, cependant, que l'Etat qui prendra l'initiative de faire ce raisonnement verra son attitude critiquée, même si elle est imitée par d'autres, et l'on doit se demander si cette initiative peut être prise sans inconvénients par la Suisse, à qui l'on reproche déjà, dans certains milieux, tant en Suisse même qu'à l'étranger, la réserve dont elle a fait preuve dans l'application des sanctions contre l'Italie³.

Dans le conflit italo-éthiopien, notre politique a été dictée par des considérations d'une importance vitale. Il n'en est certainement pas de même en ce qui concerne le Mandchoukouo. Aussi nous paraît-il préférable d'attendre qu'un autre Etat ayant des intérêts plus considérables que les nôtres dans le Pacifique se prévale de l'exemple italien pour établir des relations normales avec le Gouvernement de Moukden. Nous avons des raisons de croire que la Belgique, par exemple, étudie sérieusement la question et nous espérons vivement lui voir prendre les devants.

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. DDS vol. 10, n° 278 et n. 3.*

3. *Cf. rubrique I.4: Société des Nations, conflit italo-éthiopien, sanctions ...*

E 2001 (D) 1/27

*Le Ministre de Suisse à Istanbul, H. Martin,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L

Egypte

Istanbul, 17 décembre 1936

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 7 de ce mois¹, par laquelle vous voulez bien me faire savoir que mes développements de novembre ne vous ont pas convaincus de la nécessité de faire représenter la Suisse à la prochaine conférence internationale des capitulations², ni par un Délégué, ni même par un observateur. Il va sans dire que je partage toujours l'idée que les droits des Suisses demeurent en tous cas dans la mesure où seraient réduits ceux des ressortissants anglais, français et italiens, et je forme comme vous l'espoir qu'ils ne le soient pas davantage. J'avais déjà connaissance par mon collaborateur du Caire³ de la lettre qu'il vous a adressée le 25 novembre⁴ relativement à son entretien avec Ali Chamsy Pacha. Ce dernier, qui fut naguère Ministre quelques jours, mais plus jamais fait *[sic]* depuis partie d'un Cabinet, a été en fait un des treize membres de la commission de négociations de Londres⁵. Comme il n'est pas au pouvoir, une assurance de sa part n'est qu'un vœu pieux personnel, d'autant plus naturel que sa femme est genevoise. C'est un grand ami de M. Trembley, et il fait sauf erreur partie du Conseil d'Administration de la Société des Ciments de Tourah⁶. En tant qu'Egyptien, il n'y a nullement lieu de s'étonner qu'il se réjouisse que la Suisse ne demande pas à se faire représenter à Montreux. Je constate seulement que les conseils qui vous ont été donnés par M. Trembley reflètent uniquement l'avis de son ami Chamsy Pacha. Je sais que M. Brunner vous a recommandé l'envoi d'un observateur⁷, suggestion que j'ai appuyée de mon mieux.

Il résulte tout simplement de ce qui précède que M. Trembley, qui est tout le contraire d'un diplomate et a des intérêts dans la même affaire que Chamsy Pacha, fait une politique en marge et contraire à celle de vos représentants officiels. Lui qui était un des plus passionnés pour que nous ne cédions pas la moindre parcelle de nos droits, vous suggère maintenant tout simplement d'avoir confiance dans un des négociateurs égyptiens, qui n'est pas au pouvoir et ne peut engager personne que lui-même. Comme je connais l'Egypte et les deux personnalités dont il s'agit, j'en conclus que Chamsy a persuadé Trembley et que ce dernier, comme homme d'affaires, vous conseille de rester dans l'ombre, dans un esprit propitiatoire. Quant à moi, votre Ministre accrédité en Egypte, je n'ai rien d'autre à ajouter sur ce sujet.

1. Cf. annexe au n° 320.

2. Cf. n° 320, n. 1.

3. A. Brunner.

4. Non reproduit.

5. Cf. n° 217, n. 4.

6. Dont E. Trembley est l'administrateur-délégué.

7. Cf. n° 320.

E 2200 Rom 22/9

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger*

L JF Confidentiel

Berne, 18 décembre 1936

Ainsi que vous l'aurez vu par la presse, des télégrammes, auxquels M. Motta a été fort sensible, lui ont été adressés par le Roi d'Italie, M. Mussolini et M. Ciano¹. Vous en aurez lu les réponses, qui ont également été publiées.

Le télégramme dû au Roi Victor Emmanuel III a fait naître un petit incident sur lequel il nous paraît indispensable de vous renseigner exactement.

Ce télégramme est arrivé le 15 au soir au domicile de M. Motta, au moment où il se trouvait à une réunion de la paroisse catholique de Berne. Il en fut aussitôt avisé par téléphone et exprima aux personnes au milieu desquelles il se trouvait, parmi lesquelles figuraient Mgr Bernardini et M. Tamaro, combien il était sensible à l'attention du Roi d'Italie. Au cours de la conversation qui s'ensuivit, l'idée fut émise qu'il serait probablement difficile de répondre à ce télégramme sans l'adresser au Roi d'Italie et Empereur d'Ethiopie. M. Motta déclara qu'il se résoudrait à faire usage de ces titres plutôt que de manquer à la courtoisie.

Après avoir pris connaissance du télégramme, M. Motta constata qu'il portait simplement comme signature les mots «Victor Emmanuel» et, un télégramme adressé au nouveau Roi d'Angleterre² ayant comme souscription «Sa Majesté George VI, Londres», et non pas «Sa Majesté le Roi d'Angleterre et d'Irlande, Empereur des Indes, Défenseur de la foi», il lui parut tout à fait inutile de donner à sa réponse au Roi Victor Emmanuel III une portée politique dépassant de beaucoup l'acte de courtoisie qu'il s'agissait d'accomplir. Le télégramme dont vous connaissez le texte a donc été adressé à Sa Majesté Victor Emmanuel III, Rome.

Le 17 au soir, le Ministre d'Italie à Berne est venu exprimer sa profonde déception. Les propos tenus par M. Motta en sa présence lui avaient paru définitifs et il avait télégraphié à son Gouvernement pour annoncer que la question de la reconnaissance de la conquête de l'Ethiopie allait faire un pas décisif en Europe. Il n'a pas essayé de contester que M. Motta n'ait agi avec une entière correction en adressant simplement son télégramme à Sa Majesté Victor Emmanuel III, mais il se montrait fort irrité qu'on ait recouru à un procédé aussi simple d'éviter une

1. A l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la nomination de Motta au Conseil fédéral et de sa 5^{ème} réélection à la présidence de la Confédération.

Le télégramme envoyé par Mussolini le 14 décembre a la teneur suivante: Mi è vivamente gradito associarmi alle onoranze che sono rese all'Eccellenza vostra entro e fuori dei confini del suo paese nell'anniversario dei suoi venticinque anni di uomo di governo e alla vigilia della sua quinta rielezione alla più alta carica dello Stato. Le due date coincidono con un periodo nel quale i rapporti fra i nostri due paesi sono particolarmente cordiali ed amichevoli ed io sono assai lieto di salutare in Lei uno dei maggiori artefici di un'amicizia destinata a durare nel tempo (J.I.1.1/17).

2. Georges VI, qui vient d'accéder au trône à la suite de l'abdication, le 11 décembre, de son frère, Edouard VIII.

grave difficulté sans l'en avoir prévenu et il n'a pas caché qu'il craignait que le rapport qu'il a adressé à Rome, où il a pu éveiller de faux espoirs, ne lui fût personnellement reproché. Pour le calmer, nous l'avons assuré que vous seriez mis exactement au courant de ce qui s'était passé et que vous trouveriez peut-être le moyen d'arranger les choses.

Il nous semble, en effet, que le zèle excessif avec lequel M. Tamaro a transformé en une décision arrêtée des propos émis au cours d'une conversation aussi dépourvue de caractère officiel nous place devant l'obligation de mettre les choses au point.

Ainsi que le soussigné l'a exprimé hier à M. Tamaro, il est clair que la Suisse ne songe pas à disputer sur un fait aussi évident que la conquête de l'Ethiopie par l'Italie et que la reconnaissance de ce fait devra intervenir dans un avenir que nous souhaitons aussi rapproché que possible. Il serait néanmoins puéil de vouloir nier que, vu la position prise par la Société des Nations³ et vu les hésitations de la Grande-Bretagne et de la France, la reconnaissance par la Suisse de la conquête de l'Ethiopie sera âprement discutée. La façon dont une décision sera prise à cet égard aura donc une très grande importance en politique intérieure et il faut tout particulièrement veiller, pour des raisons évidentes, à ce que la responsabilité n'en échoie pas exclusivement à M. Motta. M. Tamaro semble avoir eu quelque peine à le concevoir, mais nous nous plaignons à espérer que vous trouverez à Rome plus de compréhension.

P. -S. M. Motta se propose de poser incessamment la question de la reconnaissance de la conquête de l'Ethiopie devant le Conseil fédéral. Peut-être la récente décision du Gouvernement grec⁴ nous facilitera-t-elle une solution.

3. Cf. n° 335.

4. Celui-ci vient de décider de créer un consulat général à Addis-Abeba et de demander l'exequatur pour le consul au gouvernement italien.

335

E 2001 (C) 5/174

Notice du Chef de Section de la Division des Affaires étrangères du Département politique, C. Gorgé¹

Berne, 21 décembre 1936

Le 4 juillet dernier, l'Assemblée de la Société des Nations, réunie sur l'initiative du Gouvernement argentin, adoptait une résolution² constatant, entre autres,

1. *Remarque marginale de Motta*: Ces raisonnements de M. Gorgé sont sérieux et dignes de considération, mais ils ne peuvent prévaloir contre le fait que la conquête est déjà *reconnue « en fait »* par tous les Etats, notamment la France et l'Angleterre. Pourquoi s'obstiner sans raison suffisante à distinguer entre le *fait évident* et le droit? 23. XII. 36.

Remarque marginale de C. Gorgé: La situation s'était, en effet, profondément modifiée tôt après la rédaction de cette notice. 28. 12. 36.

2. Cf. aussi n° 265, n. 2 et n° 287.

qu'elle restait « *fermement attachée aux principes du Pacte, principes qui trouvent également leur expression dans d'autres actes diplomatiques tels que la déclaration des Etats américains en date du 3 août 1932, excluant le règlement par la force des questions territoriales* ».

Cette résolution, qui venait consacrer implicitement, comme on s'en souvient, l'abandon des sanctions contre l'Italie, avait un but essentiel: celui de ne pas permettre à l'Etat considéré comme agresseur de triompher sur toute la ligne. Si les sanctions ne devaient plus être appliquées, les Etats membres de la Société des Nations n'avaient pas pour autant à reconnaître sans autre la conquête.

C'est pour aboutir à ce résultat que l'Argentine avait convoqué l'Assemblée et c'est bien la raison pour laquelle son geste avait été jugé comme inamicale à Rome.

Quoi qu'il en soit, la résolution avait été adoptée par l'Assemblée à l'appel nominal par 44 oui contre 1 non et 4 abstentions³. Bien qu'elle se fût heurtée à une opposition, elle fut considérée comme valablement acceptée, étant donné que le Bureau lui avait donné la forme d'un *vœu*.

La Suisse, qui, comme membre du Bureau, avait participé à l'élaboration de la résolution, avait évidemment voté «oui».

Quelle est la valeur de cette résolution? Si elle n'est qu'un *vœu*, ne pourrait-on s'en délier sans trop de difficultés? On pourrait discuter à cet égard, mais, pour un Etat comme la Suisse, qui, comme membre du Bureau de l'Assemblée, s'est associée sans réserve au principe dit américain de la non-reconnaissance des acquisitions territoriales obtenues par la force, il serait bien délicat d'entrer dans ces subtilités. Le fait est que nous avons adhéré à un principe, qu'il soit présenté sous la forme d'une résolution proprement dite ou sous celle d'un *vœu*. La forme ne diminue pas la valeur du fond, du moins pour ceux qui ont accepté le fond sans réserve et sont, de surcroît, responsables de sa rédaction.

Au point de vue juridique et surtout moral, nous sommes indiscutablement liés par la résolution du 4 juillet.

Mais cette résolution ne peut pas être éternelle. Elle nous liera pour combien de temps?

Ici, nous avons déjà représenté que nous devrions, selon nous, nous garder de faire œuvre de précipitation, de céder à un mouvement irréflecti. Un geste de reconnaissance de notre part serait sans doute fort apprécié à Rome, mais si l'amitié romaine nous est chère, l'estime des autres pays doit aussi compter pour nous.

Qu'on le veuille ou non, la Suisse s'est acquise une situation morale de premier ordre à Genève. Elle le doit, en particulier, au prix qu'elle a toujours attaché et qu'elle attache encore aux valeurs morales. Un pays comme le nôtre doit faire tout, semble-t-il, pour conserver cette position, et il ne saurait, par conséquent, dans une question politique de cette importance, prendre à la légère la résolution du 4 juillet.

Cette résolution nous lie, et, pour nous en dégager aujourd'hui même, il nous faudrait, croyons-nous, d'impérieux motifs.

Or les arguments invoqués par M. Ruegger⁴ n'ont rien, nous semble-t-il de péremptoire; ils sont sérieux, mais ils ne font pas apparaître comme une nécessité

3. Cf. JO. SDN, 1936, Supplément spécial n° 151, pp. 66 ss.

4. Cf. n° 310, n. 1 et nos 316 et 330.

absolue le fait de se libérer, *dès maintenant*, de l'engagement assumé par nous en juillet. Les conditions qui nous permettraient de justifier *urbi et orbi* une initiative de notre part nous paraissent faire encore défaut.

En ce qui nous concerne, nous attendrions encore avant de reconnaître officiellement la conquête éthiopienne. Nous n'aurions rien à gagner à faire, à cet égard, partie du groupe Autriche-Hongrie-Japon-Chili⁵. On peut même se demander si nous n'aurions pas beaucoup à perdre.

Un geste trop spontané de notre part pourrait être d'autant plus regrettable qu'il est assez probable que, *dans un avenir très rapproché*, la question éthiopienne fera de nouveaux progrès. Il se peut, en effet, que des échanges de vues décisifs auront lieu lors de la prochaine Assemblée de la Société des Nations, qu'on nous annonce pour janvier (admission de l'Égypte)⁶.

Le cas échéant et avant de prendre une mesure de reconnaissance unilatérale, peut-être ferions-nous mieux de saisir précisément l'occasion de la prochaine Assemblée pour rouvrir la discussion sur la résolution du 4 juillet.

Aussi longtemps que cette résolution du 4 juillet sera en vigueur ou du moins qu'il n'aura pas été délibérément convenu d'y admettre des dérogations, l'attitude à adopter par la Suisse nous paraît devoir s'imposer. Entre l'amitié italienne — si précieuse soit-elle pour nous — et le respect des engagements internationaux, c'est pour ce dernier principe qu'il conviendrait, à notre avis, d'opter.

Si, d'aventure, la résolution du 4 juillet n'était pas respectée par d'autres membres — l'exemple du Chili ne suffit pas —, nous aurions toujours la possibilité de revenir sur la question plus tard. Mais, pour le moment, j'incline à penser qu'une attitude de prudence de notre part serait commandée par les circonstances. En suivant dès maintenant l'exemple du Chili, nous serions peut-être amenés à nous expliquer à ce sujet à la tribune de la prochaine Assemblée. Or, avant de placer celle-ci devant le fait accompli, mieux vaudrait, pensons-nous, préparer le terrain de la reconnaissance en commençant par faire connaître plus ou moins discrètement nos intentions aux Etats membres de la Société des Nations.

Ce serait plus correct et ce serait plus conforme à nos habitudes et à nos méthodes de travail. La politique d'un petit Etat ne peut être pratiquée sans certains ménagements.

5. *L'Autriche et la Hongrie ont reconnu la souveraineté italienne en Ethiopie le 11 et le Japon le 28 novembre. Le 30 novembre, le nouvel ambassadeur du Chili à Rome a présenté au ministre G. Ciano ses lettres de créance, adressées au Roi d'Italie, Empereur d'Ethiopie.*

6. *La dix-septième Assemblée de la SdN se réunira en session extraordinaire les 26 et 27 mai 1937.*

E 4001 (B) 1970/187/4

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann*

L KO

Berne, 21 décembre 1936

Nous avons l'honneur de nous référer à la correspondance échangée au sujet du journaliste italien Carlo Aprato¹, à Genève, dont l'activité, vous le savez, n'a cessé de nous préoccuper depuis la fin de 1932. Il est un fait avéré qu'Aprato, émigré antifasciste notoire, exerce une influence déterminante sur la rédaction du «Journal des Nations», dont il est le principal collaborateur et l'animateur direct. Lui-même ne s'en cache d'ailleurs pas, bien que très habilement, il ait pris toutes les précautions nécessaires pour éviter toute responsabilité. C'est ainsi qu'il ne figure pas parmi les membres du Conseil d'administration du journal et ne signe jamais les articles qu'il rédige.

L'activité journalistique d'Aprato, nettement dirigée contre l'Allemagne et plus particulièrement contre l'Italie, soulève depuis longtemps l'indignation de ceux qui savent quel but véritable poursuit ce journaliste ennemi acharné du régime italien actuel, en exploitant d'une manière scandaleuse le titre que s'est donné un journal qui cherche à se faire passer pour l'organe officiel de la Société des Nations. Nous croyons bon de vous transmettre en annexe quelques articles de journaux qui ne laissent aucun doute à cet égard.

L'attitude du «Journal des Nations» et de son principal collaborateur, bien que déplaisante, pourrait nous laisser indifférents si elle n'attaquait pas nos relations avec nos pays voisins. Tel n'est malheureusement pas le cas. Ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de vous l'exposer, l'activité anti-italienne d'Aprato a suscité à Rome une mauvaise humeur qui est allée croissant. Aujourd'hui les autorités italiennes qui, vous ne l'ignorez pas, ont tant de fois déjà insisté pour que nous écartions Aprato de Genève, ne cachent pas leur mécontentement de ce que ce dernier puisse continuer à résider dans cette ville d'où il poursuit sa campagne en toute tranquillité. Par lettre du 4 novembre², nous avons soumis au Ministère public fédéral les rapports très significatifs que notre Légation à Rome nous a adressés à ce sujet³. Vous pourrez vous convaincre, en prenant connaissance de ces documents, de l'importance que le Gouvernement italien attache à cette affaire. Nous avons eu d'ailleurs l'occasion de le constater nous-mêmes et nous avons le devoir d'insister sur le fait que nos rapports avec les autorités italiennes, bien que toujours très cordiaux en la forme, souffrent en pratique de l'existence du cas Aprato. C'est ainsi que les démarches que nous avons entreprises avec succès jusqu'ici pour mettre un terme à la campagne irrédentiste de quelques journaux de Lombardie⁴, ainsi que nos interventions en faveur de journaux suisses interdits en

1. Cf. nos 224 et 260.

2. Non reproduit.

3. Cf. nos 76, 168 et 307.

4. Cf. n° 307, surtout n. 2.

Italie⁵, sont aujourd'hui paralysées et se heurtent à une fin de non recevoir voulue par les autorités italiennes qui font clairement allusion, dans chaque cas, à la situation particulière créée par la campagne du «Journal des Nations» et d'Aprato à Genève.

Notre Légation comme notre Consulat général à Milan nous ont clairement exposé que nous n'obtiendrions rien de satisfaisant tant que cette affaire ne serait pas liquidée. Nous-mêmes avons d'ailleurs pu nous convaincre de la justesse de cette affirmation dans nos rapports avec la Légation d'Italie à Berne.

Nous sommes donc en mesure d'affirmer aujourd'hui que l'attitude journalistique d'Aprato nuit aux bonnes relations entre la Suisse et l'Italie et crée une tension qui ne saurait se prolonger sans un grand dommage pour notre pays. Cette constatation devrait suffire, à notre avis, pour justifier le retrait de l'autorisation de tolérance qui n'a été délivrée à Aprato qu'à la condition expresse qu'il s'abstienne de toute activité politique de nature à troubler les bonnes relations que la Suisse entretient avec l'étranger.

En effet, ce n'est pas en nous basant sur l'arrêté fédéral du 26 mars 1934⁶ que nous demandons qu'un terme soit mis à l'activité d'Aprato. Les articles du «Journal des Nations», ne contiennent, nous en convenons, aucune expression qui tomberait sous le coup de cet arrêté. La situation est tout autre. Nous avons à faire à un émigré qui profite de notre hospitalité pour mener contre son pays d'origine une campagne des plus sournoises et perfides. Il suffit pour s'en convaincre de suivre attentivement le «Journal des Nations», titres et sous-titres, expressions ridiculisesantes, toutes délibérément choisies pour blesser l'amour-propre italien. Le journal s'empresse d'accueillir et de souligner les dépêches qui peuvent entretenir une animosité du lecteur à l'égard du régime fasciste, se gardant bien, en revanche, de publier quoi que ce soit qui puisse lui être favorable.

C'est donc parce qu'Aprato, réfugié étranger, se livre à une activité politique qui nous nuit, que nous demandons son éloignement de Genève. Quant à la preuve de cette activité politique, il suffira de mentionner qu'Aprato avoue lui-même dans le «Journal des Nations» des 13 et 14 décembre ci-annexé, avoir reçu pour ce périodique la somme de 10 000 francs de son ami M. Rivas Cherif, Consul d'Espagne à Genève⁷. Ce «geste» se comprend d'ailleurs fort bien lorsqu'on constate avec quelle ardeur le «Journal des Nations» soutient la cause du Gouvernement de Valence et se sert de celle-ci pour dénigrer, avec une habileté qu'il faut lui reconnaître, le Gouvernement italien.

Ce qui nous paraît également inadmissible, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de vous l'exposer, c'est qu'Aprato abuse du droit d'asile qui lui a été accordé pour créer, par le truchement du «Journal des Nations», une atmosphère de haine

5. Cf. nos 208 + A et 295.

6. Publié in FF, 1934, I, p. 867 (cf. aussi n° 23). Selon l'art. 1^{er} de cet arrêté, Les journaux et périodiques qui, en outrepassant d'une manière particulièrement grave les limites de la critique, menacent de troubler les bonnes relations de la Suisse avec d'autres Etats, recevront un avertissement. Si cet avertissement reste inopérant, la publication de ces organes sera interdite pour une période déterminée. Le Conseil fédéral prononce sur la proposition du département de justice et police. Les cantons doivent veiller à l'application de l'interdiction.

7. Ce fait a d'abord été révélé, dans l'Action nationale du 12 décembre, par G. Oltramare, sous le titre: «Le Journal des Nations» VENDU au «Frente Popular».

à l'égard de notre pays voisin, situation dont nous supportons en définitive les contre-coups.

Garantir le droit d'asile dans de telles conditions à un réfugié serait aller trop loin. Nous nous permettons de citer à ce propos un passage d'un arrêté du Conseil fédéral du 23 mars 1921, mentionné par Burckhardt (*Droit fédéral suisse*, tome IV, page 363): «L'étranger n'a pas droit à l'asile. L'Etat a simplement la faculté, en vertu de sa souveraineté, d'admettre sur son territoire un étranger et il prononce en toute liberté. C'est en première ligne aux cantons qu'il appartient d'en décider. Mais les pouvoirs fédéraux ont également à se prononcer». Voir également le rapport du Conseil fédéral sur la gestion 1920 (Burckhardt id. p. 585): «On ne peut parler du droit d'asile que dans le sens d'un droit de l'Etat à accorder l'asile, comme c'était le cas dans l'affaire Wohlgemuth⁸. La doctrine et la jurisprudence ont toujours repoussé unanimement l'opinion d'après laquelle le droit d'asile serait une prétention de droit public compétent à un étranger et apportant l'obligation de lui accorder asile. Le droit d'asile est basé, tout comme la simple tolérance, non sur une disposition légale, mais sur des *considérations d'opportunité*, présentant toutefois le caractère d'un principe.»

Aprato ayant été suffisamment averti pour connaître les risques qu'il courait en continuant à déployer au sein du «Journal des Nations» son activité journalistique, nous estimons que le moment est venu de mettre un terme à celle-ci. Le retrait de l'autorisation de tolérance dont bénéficie Aprato nous paraît le moyen le plus adéquat d'arriver à ce résultat. Nous n'aurions cependant aucune objection à ce que le Conseil fédéral procède à l'expulsion d'Aprato sur la base de l'article 70⁹ de la constitution fédérale, puisque la preuve est désormais faite que cet étranger compromet notre situation extérieure vis-à-vis de l'Italie¹⁰.

8. Cf. *DDS vol. 3, rubrique IV.5.2: Niederlassungs- und Asylpolitik, Deutsche «agents provocateurs», der Fall Wohlgemuth.*

9. Cf. n° 254, n. 8.

10. Le 23 décembre 1936, le nouveau Conseil d'Etat genevois, qui a remplacé en novembre l'équipe dirigée par L. Nicole, révoque la tolérance de séjour accordée jusqu'alors à A Prato et lui impose de quitter le canton de Genève. Le 9 janvier 1937, la décision de renvoi adoptée par les autorités genevoises sera étendue à tout le territoire de la Confédération par la Police fédérale des étrangers.

337

E 1004 1/361

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 23 décembre 1936

2096. Anerkennung der italienischen Souveränität in Äthiopien

Politisches Departement. Antrag vom 22. Dezember 1936

I. Die militärischen Ereignisse in Äthiopien, die im Oktober 1935 begannen, hatten im Mai zur Einnahme von Addis Abeba geführt. Bei Eintritt der sommerlichen Regenzeit trat dann ein Unterbruch in den militärischen Operationen ein,

die vor zwei Monaten wieder aufgenommen wurden und die demnächst zur vollständigen militärischen Besetzung des Landes führen werden. In der Zwischenzeit hatte die italienische Regierung nach der Flucht des Negus die Einverleibung Äthiopiens als Kaiserreich in Personalunion mit dem Königreich Italien erklärt¹. Es ist somit festzustellen, dass Italien nunmehr der alleinige und tatsächlich unbestrittene Souverän in Äthiopien ist, ein Ergebnis, dass durch die Sanktionspolitik des Völkerbundes nicht verhindert werden konnte.

Der Völkerbund hat dieser Situation insofern Rechnung getragen, als die Versammlung vom Juni das Koordinationskomitee einlud, den beteiligten Regierungen Vorschläge zur Aufhebung der Massnahmen, die auf Grund von Art. 16 des Paktes ergangen waren, zu unterbreiten². Immerhin hielt der Völkerbund dadurch, dass er das Auftreten des Negus und einer abessinischen Delegation während der Völkerbundstagung gestattete, an der bisherigen grundsätzlichen Auffassung in bezug auf die Souveränitätsrechte in Äthiopien fest. Die Völkerbundsversammlung gab auch anlässlich der erwähnten Session in einer Resolution³ betreffend die Reform des Völkerbunds Paktes der Auffassung Ausdruck, dass sie die Grundsätze des Paktes, die eine Regelung territorialer Fragen durch Gewalt ausschliessen, aufrecht erhalte.

Was nun die Frage der Anerkennung der italienischen Souveränität in Äthiopien durch die einzelnen Staaten anbetrifft, so haben folgende Staaten bereits die Anerkennung ausgesprochen: Deutschland (24. Oktober 1936), Österreich (11. November 1936), Ungarn (11. November 1936), Japan (28. November 1936), denen sich in letzter Zeit auch noch Griechenland und Bulgarien angeschlossen haben. Gestern haben nun auch Grossbritannien und Frankreich, sowie die Vereinigten Staaten von Nordamerika beschlossen, ihre Gesandtschaften in Addis Abeba in konsularische Vertretungen umzuwandeln. Die letztgenannten Mächte haben zwar betont, dass diese Massnahme keine Anerkennung *de jure* darstelle, woraus man schliessen darf, dass es sich zum mindesten um eine Anerkennung *de facto* handelt.

Es fragt sich nun, ob nicht die Schweiz denjenigen Staaten folgen soll, die die Anerkennung der italienischen Souveränität in Äthiopien ausgesprochen haben. Es würde dies übrigens auch dem bisherigen Grundsatz entsprechen, demzufolge unser Land der Frage der Anerkennung von Staaten, neuen Regierungen und Gebietserwerbungen erst dann näher getreten ist, wenn die wichtigsten Mächte Stellung genommen haben⁴.

II. Dass die Wahrung der schweizerischen Interessen in Äthiopien eine möglichst baldige Anerkennung der italienischen Souveränität wünschbar scheinen lässt, dürfte nicht zweifelhaft sein. Was zunächst den persönlichen Schutz der in Äthiopien ansässigen Schweizer sowie ihrer materiellen Interessen anbetrifft, so wird dieser vom Deutschen Generalkonsulat und von der Französischen Gesandtschaft, die nunmehr ebenfalls in ein Generalkonsulat umgewandelt wurde, ausgeübt. Wenn auch bis dahin die italienischen Behörden dieser Interes-

1. Cf. n° 231 et n. 1.

2. Cf. n° 265.

3. Du 4 juillet. Cf. n° 335.

4. Cf. n° 316.

senvertretung keine Schwierigkeiten in den Weg legen, so wird man sich noch nicht verhehlen dürfen, dass es sich dabei nur um ein Provisorium handeln kann. Verzögert sich die schweizerische Anerkennung, so muss befürchtet werden, dass diese Schutzfähigkeit je länger je mehr bloss formeller Art wird und vielleicht überhaupt keine Beachtung mehr findet. Es ist daher verständlich, wenn die Schweizer in Addis Abeba in einer Eingabe an die Bundesbehörden ihrer Beunruhigung über diesen Zustand Ausdruck gegeben und den Wunsch ausgesprochen haben, dass durch die Anerkennung seitens der Schweiz eine sichere Grundlage für ihre Existenz im Aufenthaltsstaate geschaffen werde.

Die italienische Regierung in Äthiopien macht die Einreise von Ausländern von einer vorgängigen Bewilligung abhängig. Es ist zu erwarten, dass nur die Angehörigen derjenigen Staaten, die die Anerkennung ausgesprochen haben, die Einreiseerlaubnis nach Äthiopien erhalten werden.

Von Wichtigkeit ist auch die Frage der Anerkennung der Konzessionen, die seinerzeit von der Regierung des Negus Schweizerbürgern und schweizerischen Unternehmungen eingeräumt worden waren. In diesem Zusammenhang ist insbesondere die Strassenbaukonzession des «Schweizerischen Studiensyndikats für Strassen-Bau und -Betrieb in Äthiopien» («Seret»)⁵ zu erwähnen. Die offiziellen Bemühungen der Schweizerischen Gesandtschaft in Rom, die Anerkennung dieser Konzession durch die italienische Kolonialverwaltung zu erreichen, haben gezeigt, dass ein Erfolg nur dann im Bereich der Möglichkeit ist, wenn vorgängig die Anerkennung der italienischen Souveränität ausgesprochen wird.

Schliesslich muss auch das volkswirtschaftliche Interesse an der Förderung der gegenseitigen Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Äthiopien in Betracht gezogen werden. Einer von der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung in Lausanne gemeinsam mit der Schweizerischen Handelskammer in Mailand durchgeführten Enquête ist zu entnehmen, dass eine gewisse Anzahl schweizerischer Firmen den Wunsch hat, den Markt in Äthiopien wiederum dem schweizerischen Export zu erschliessen. Jede Einfuhr nach Äthiopien untersteht nun dem gleichen Spezialregime, dass auch für die Einfuhr nach Eritrea und Somaliland vorgesehen ist, d. h. jede Einfuhr wird von einer besonderen Erlaubnis der Kolonialbehörden abhängig gemacht. Es ist offensichtlich, dass der schweizerische Exporteur erst dann auf ein Entgegenkommen der italienischen Kolonialbehörden rechnen kann, wenn die Schweiz die Anerkennungsfrage geregelt hat. Ferner aber wird diese Anerkennung zur Voraussetzung für eine Entwicklung des Handelsverkehrs, weil ohne Einbeziehung dieses Wirtschaftsgebiets in das italienisch-schweizerische Clearing⁶ jeder Export an der Unmöglichkeit der Bezahlung scheitern muss. Selbstverständlich wird man sich bezüglich der Entwicklung der schweizerisch-äthiopischen Handelsbeziehungen auch nach erfolgter Anerkennung keinen zu grossen Illusionen hingeben dürfen. Es wäre aber doch unrichtig, bei den heutigen Zeiten ein auch weniger wichtiges Absatzgebiet zu vernachlässigen, namentlich dann, wenn es sich um einen Wirtschaftsraum handelt, der vielleicht in späterer Zeit für unser Land von grösserer Bedeutung werden kann.

5. Cf. n° 310, n. 2 et annexe.

6. Du 3 décembre 1935. Cf. n° 190.

III. Steht somit fest, dass die Interessen der Schweizer in Äthiopien und wirtschaftliche Überlegungen eine sofortige Anerkennung wünschbar erscheinen lassen, so dürften die entscheidenden Erwägungen auf aussenpolitischem Gebiete zu finden sein.

Bei der heutigen gespannten Lage in Europa darf sich unsere Neutralitätspolitik nicht darauf beschränken, nur korrekte Beziehungen mit den grossen Nachbarstaaten aufrecht zu erhalten; vielmehr muss das Bestreben dahin gehen, freundschaftliche und vertrauensvolle Beziehungen mit diesen Staaten zu pflegen. Dies gilt insbesondere auch gegenüber unserm südlichen Nachbar. Die italienische Regierung hat nun wiederholt offiziös in Rom und Bern zum Ausdruck gebracht, dass sie besonderes Gewicht auf die Stellungnahme der Schweiz in dieser Frage lege. Ein weiteres Zuwarten wäre um so weniger angezeigt, als der italienische Regierungschef in seiner bedeutsamen Rede vom 2. Dezember in Mailand⁷ in ausserordentlich freundschaftlicher Weise über die italienisch-schweizerischen Beziehungen gesprochen hat. Die Anerkennung des Impero im gegenwärtigen Zeitpunkt entspricht somit nicht nur einem Wunsch der italienischen Regierung, sondern wäre auch die richtige Antwort auf die erwähnten Erklärungen.

Was nun die Bedenken gegen eine sofortige Anerkennung betrifft, so könnten sie in der bereits erwähnten Resolution⁸ gefunden werden, die in der Völkerbundsversammlung vom letzten Juni gefasst worden war. Diese Resolution, die in Form eines Wunsches mit Stimmenmehrheit angenommen wurde, betrifft zwar die Frage der Paktreform, bringt aber im Ingress zum Ausdruck, dass die Völkerbundsversammlung den Grundsätzen des Völkerbunds Paktes, die eine Regelung territorialer Fragen durch Gewalt ausschliessen, treu bleibe. Es ist demnach festzustellen, dass es sich lediglich um einen Wunsch und nicht um einen verbindlichen Beschluss der Völkerbundsversammlung handelt, dass ferner die Frage der Gebietserwerbungen durch Gewalt nicht in dem Wunsch selbst, sondern in den Motiven desselben zum Ausdruck kommt, und schliesslich, und dies dürfte entscheidend sein, nicht zu der Frage der Anerkennung Stellung genommen, sondern lediglich festgestellt wird, dass die Versammlung die Grundsätze des Paktes, die solche Erwerbungen nicht zulassen, aufrecht erhalte. Es ist also unrichtig, dass die Völkerbundsversammlung die Frage der Anerkennung irgendwie präjudiziert hat. Dass die Schweiz, auch wenn sie die Anerkennung ausspricht, an den erwähnten Grundsätzen des Paktes festhält, ist selbstverständlich. Die Anerkennung der Gebietsveränderung ist nicht auch ohne weiteres eine Anerkennung der Art des Gebietserwerbes. Dagegen könnte die Aufschiebung der Anerkennung nicht ohne Grund als eine Sanktionsmassnahme aufgefasst werden, zu der sich die Schweiz in keiner Weise verpflichtet hat.

Im fernern ist nun aber zu prüfen, ob die Anerkennung nicht im Widerspruch sei mit den Grundsätzen einer vorsichtigen Neutralitätspolitik, nachdem Frankreich, England und die Vereinigten Staaten bei Umwandlung ihrer Gesandtschaften in Äthiopien in eine konsularische Vertretung erklärt haben, dass mit dieser Massnahme keine Anerkennung de jure verbunden sei. Diese Bedenken sind aber deshalb schon gegenstandslos, weil es für die Schweiz nicht nötig ist zu präzisie-

7. *Discours prononcé par Mussolini, en réalité, le 1^{er} novembre. Cf. n° 316, n. 7.*

8. *Cf. n. 3 ci-dessus.*

ren, ob es sich um eine Anerkennung *de jure* oder *de facto* handelt. Man wird sich auch fragen können, ob die Erklärung der erwähnten Mächte nicht eine *contradictio in adjecto* bedeute, da eine bloss faktische Anerkennung einer Regierung, deren Herrschaft von keiner Gegenregierung bestritten ist, kaum möglich erscheint. Wenn die Schweiz aber einen Schritt weiter geht als die erwähnten Mächte und die Anerkennung ausdrücklich ausspricht, so wird man darin kein Abweichen von der bisherigen neutralen Linie, die der Bundesrat im italienisch-abessinischen Konflikt verfolgt hat, finden können.

In dem Dilemma zwischen Neutralität und Völkerbundsverpflichtungen hat der Bundesrat in extensiver Interpretation des Neutralitätsvorbehalts, der in der Londoner Deklaration⁹ enthalten ist, eine Lösung gefunden, die es vermied, dass sich unser Land an den Sanktionsmassnahmen beteiligte, soweit diese eigentlichen Pressionscharakter hatten. Die Schweiz hat damit eine mittlere Linie eingehalten zwischen denjenigen Staaten, die sich überhaupt nicht an den Sanktionen beteiligten, und jenen, die die vom Koordinationskomitee beschlossenen Massnahmen in vollem Umfange zur Anwendung brachten. Wenn unser Land in der Frage des Zeitpunktes der Anerkennung und bezüglich deren Form eine analoge Linie verfolgt, so entspricht dies folgerichtig der Haltung, die der Bundesrat im italienisch-abessinischen Konflikte eingenommen hatte. Um so mehr wird man diese Haltung einnehmen müssen, als die Schweiz, wie bereits erwähnt, keine Verpflichtungen bezüglich der Anerkennung gegenüber dem Völkerbund übernommen hat und somit auch in dieser Frage kein Konflikt zwischen Neutralitätspolitik und Völkerbundsverpflichtungen besteht. Wenn schon die schweizerischen Interessen unter den heutigen Verhältnissen in Europa eine Betonung der Neutralitätspolitik nahelegen, so wird man übrigens auch kaum fehl gehen in der Annahme, dass diese Haltung selbst im Interesse einer richtig verstandenen Völkerbundspolitik liegt, da ohne die Mitarbeit Italiens im Völkerbund diese Institution ihre Mission nicht wird erfüllen können.

IV. Ist somit die Frage der Anerkennung in positivem Sinne zu beantworten, so bleibt noch zu prüfen, in welcher Form dieselbe erfolgen soll.

Bisher war es nicht üblich, eine solche Anerkennung ausdrücklich auszusprechen. Regelmässig erfolgte sie vielmehr durch konkludente Handlung, wie dies nunmehr auch Frankreich, England und die Vereinigten Staaten durch Umwandlung ihrer Vertretungen getan haben. Als ähnliche Massnahme kann seitens der Schweiz, die keine Vertretung in Äthiopien selbst hatte, in Vorschlag gebracht werden, dass seitens der italienischen Regierung anerkannt werde, dass der Zuständigkeitsbereich der Gesandtschaft in Rom sich auch auf die äthiopischen Gebiete beziehe. Diese Massnahme wird zweckmässigerweise auch dadurch ergänzt, dass der Bundesrat die Aufhebung des bisherigen äthiopischen Generalkonsulats¹⁰ in Zürich veranlasst. Nun hat aber die italienische Regierung wiederholt zum Ausdruck gebracht, dass sie besondern Wert darauf legen würde, dass die Anerkennung der Schweiz *expressis verbis* erfolge. Diesem Wunsche kann ohne Aufgeben der bisherigen Praxis dadurch entsprochen werden, dass die

9. Cf. n° 145, n. 6.

10. *Dirigé depuis sa création en décembre 1934 par E. Bührlé.*

Anerkennung der italienischen Souveränität als Begründung für das Petition in Bezug auf die Ausdehnung des Kompetenzbereiches ausdrücklich erwähnt wird.

Das Politische Departement beantragt daher und der Bundesrat

beschliesst:

1) Die Schweizerische Gesandtschaft in Rom wird beauftragt, der Italienischen Regierung zur Kenntnis zu bringen, dass der Bundesrat beschlossen habe, unter Anerkennung der italienischen Souveränitätsrechte in Äthiopien den Zuständigkeitsbereich der Schweizerischen Gesandtschaft in Rom auf das Äthiopische Kaiserreich auszudehnen.

2) Das Exequatur des Postenchefs des Äthiopischen Generalkonsulats in Zürich wird als erloschen erklärt, womit jede weitere Tätigkeit dieses Generalkonsulats dahinfällt.

338

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 36

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP

Rome, 24 décembre 1936

J'ai l'honneur de vous confirmer la communication téléphonique que je vous ai faite hier soir après ma visite à M. Ciano, Ministre des Affaires Etrangères.

Grâce aux dispositions prises par votre Département, grâce aussi au fait que vous aviez consenti à me tenir constamment au courant de vos propositions et en réservant la priorité de la nouvelle de la décision prise par le Conseil Fédéral² au Ministre des Affaires Etrangères, il a été possible de faire la démarche dont vous m'aviez chargé dans les conditions les plus favorables pour les intérêts suisses en Italie et pour la sauvegarde de nos droits en Ethiopie. Je me réjouis vivement qu'il ait été possible d'obtenir vraiment le maximum des assurances que nous pouvions espérer.

Je joins à la présente lettre copie de la communication³ que j'ai remise au Comte Ciano, et dont le texte final avait été établi à la suite d'une conversation

1. *Annotation marginale de Motta*: Très intéressant.

2. *Cf. n° 337.*

3. *Datée du 23 décembre, dont voici le texte:*

Dûment autorisé par mon Gouvernement à cet effet, j'ai l'honneur de faire à Votre Excellence la déclaration suivante:

Le Conseil fédéral Suisse, reconnaissant la souveraineté de l'Italie sur le Territoire éthiopien, désire que l'arrondissement consulaire dépendant directement de la Légation de Suisse en Italie s'étende dorénavant également sur ledit Territoire.

Le Gouvernement de la Confédération considère comme corollaire naturel de cette situation que le Gouvernement Royal et Impérial tiendra dûment compte des droits acquis des citoyens suisses dans l'Empire éthiopien. (E 2200 Rom 22/9.)

téléphonique entre M. le Ministre Bonna et le soussigné. Le Comte Ciano a pris connaissance de notre communication non seulement avec la plus vive satisfaction, mais avec une émotion visible. Une fois de plus, disait-il, la Suisse choisit une voie rectiligne indépendante, écartant tout *chiaro-scuro*, faisant preuve de sa compréhension des réalités internationales et de son amitié pour l'Italie. Il m'a assuré que le Gouvernement italien, et en particulier le Chef du Gouvernement, qui apprécie toujours tant l'amitié de notre pays, verrait dans l'acte accompli par le Conseil Fédéral un geste tangible d'amitié et étant au surplus de nature à faciliter la collaboration internationale. J'ai répondu que c'est bien dans ce sens et dans cet esprit que le Conseil Fédéral avait pris sa décision. Il a ajouté — et j'attache de l'importance à ce que cette déclaration ne vienne pas seulement du Duce, mais aussi de son principal collaborateur — que « quand la Suisse en aurait besoin, elle pourrait absolument compter sur l'Italie ».

Il est incontestable — les journaux italiens d'aujourd'hui le démontrent — qu'au point de vue des rapports italo-suisse, la décision prise par le Conseil Fédéral sans hâte excessive, mais au moment psychologique, a porté les meilleurs fruits. J'espère et je pense que dans cette atmosphère nous pourrions éliminer les résidus de mauvaise humeur qui peuvent avoir subsisté.

Au point de vue de nos intérêts en Ethiopie, M. Ciano m'a immédiatement assuré qu'il tenait personnellement à ce que nous ayons d'emblée les assurances les plus favorables. Quant à la question de l'extension des traités italo-suisse en Ethiopie, que nous considérons comme corollaire naturel de la nouvelle situation, j'ai avisé le Comte Ciano que je lui remettrai tout prochainement un aide-mémoire. Le Ministre des Affaires Etrangères m'a dit que cette question devait naturellement être traitée aussi avec la collaboration de ses services, notamment de son service économique, mais que satisfaction nous serait donnée.

Reste la question qui nous intéressait au premier chef des droits acquis en Ethiopie. Sur ce point, j'ai insisté, au cours de notre brève discussion très amicale, pour avoir immédiatement des assurances précises, assurances dont nous avons besoin, disais-je, aussi vis-à-vis de notre opinion publique. M. Ciano comprenait parfaitement la situation et nous cherchions la formule. Le Ministre des Affaires Etrangères dit finalement qu'il devait faire une seule réserve, celle des droits « acquis » après le début des opérations militaires, c.à.d. après le 3 octobre 1935, qui ne *[sic]* pourraient difficilement être reconnus par l'Italie comme tels, le Négus ayant après cette date commencé à « vendre son empire à droite et à gauche ». Sur cette réserve, disait-il, l'Italie avait dû insister avec fermeté vis-à-vis de l'Allemagne, mais pour montrer sa bonne volonté, il a bien ajouté qu'en ce qui nous concerne, une bienveillance particulière serait usée, s'il le fallait, aussi pour des actes postérieurs à la date critique. Je ne crois pas que nous aurons besoin de lui rappeler cette dernière assurance, la concession qui nous intéresse principalement, celle de la S.E.R.E.T.⁴, datant du mois de mai 1935. Je puis donc espérer que l'entreprise dirigée par l'ingénieur Köppel recevra de toute manière une indemnité. Néanmoins, vous partagerez sans doute mon impression qu'il faudra être prudent dans les communications écrites que nous faisons au Syndicat suisse en question. En fin de compte, M. Ciano m'a assuré comme résultat de notre

4. Cf. n° 310, n. 2 et annexe.

échange de vues que nous aurions en Ethiopie le régime le plus favorable, c'est-à-dire celui qui a été consenti à l'Allemagne après les négociations de Berlin et de Berchtesgaden⁵. Vraiment, je crois qu'il n'aurait pas été possible d'obtenir davantage.

Dans un de mes derniers rapports, je vous avais écrit, Monsieur le Conseiller Fédéral, qu'à mon sens notre prestige en Italie n'a rarement été aussi haut que dans la période présente. La part que l'Italie a prise à votre dernier jubilé⁶ et les commentaires qu'inspire la décision prise hier par le Conseil Fédéral semblent renforcer cette situation. Et par prestige je n'entends pas seulement ni surtout les manifestations d'amitié, mais, bien davantage, une situation qui permet de dire franchement, avec sérénité et avec une certitude d'être écouté, le point de vue de notre pays dans les questions italo-suisse et à propos du problème, qui doit également nous préoccuper, de la collaboration internationale.

5. Du 20 au 24 octobre. Lors de son voyage en Allemagne, Ciano s'était entretenu avec von Neurath et avec Hitler. A l'issue de ces entretiens, le gouvernement allemand avait annoncé la reconnaissance de jure de l'Empire italien. Sur le voyage de Ciano en Allemagne, et sur la portée de ses entretiens avec les dirigeants du Reich, cf. surtout le RP de Ruegger du 28 octobre (E 2300 Rom, Archiv-Nr. 36).

6. Cf. n° 334.

339

E 2001 (D) 1/106

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Paris, 31 décembre 1936

En me référant à mon entretien téléphonique de ce jour avec M. Pierre Bonna, j'ai l'honneur de vous remettre, sous ce pli:

1°. Copie de l'aide-mémoire² que M. Alexis Léger, Ambassadeur de France et Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères, m'a remis ce soir entre

1. *Annotation manuscrite de Motta: Très confidentiel.* Se mettre en rapport d'abord avec le Dép. militaire. 4. 1. 37.

P. Bonna a noté dans la marge: J'ai montré cette lettre au Col. d'Erlach et lui ai donné copie de l'aide-mémoire et du résumé. J'ai souligné

1) que la démarche doit rester *secrète*

2) que les Français sont pressés

3) que M. Léger a paru souhaiter un contact entre E[tats] M[ajors] G[énéraux] à ce sujet. 4/1 [1937].

P. Bonna a aussi rédigé une notice, annexée à la lettre de Dunant, dont voici le texte:

Il résulte de ma conversation avec le Colonel d'Erlach qu'un refus semble inévitable, aussi bien du point de vue militaire que du point de vue politique, mais qu'un échange de vues pourrait être utile. 4/1 [1937].

2. Cf. annexe I au présent document.

17 et 18 heures pour suggérer que la servitude qui grève Huningue soit abolie en plein accord avec le Gouvernement Fédéral parce qu'une dénonciation unilatérale du Traité de 1815 irait directement à l'encontre d'un principe fondamental de la politique française.

2°. Résumé des explications que m'a fournies M. Léger³ en me remettant cet aide-mémoire.

Ainsi que vous le savez, je croyais que la France avait l'intention de dénoncer les clauses dites de Huningue, comme l'Allemagne a répudié les clauses fluviales du Traité de Versailles⁴, or, tel n'est pas le cas et la France désire négocier avec la Suisse pour arriver à une entente au sujet de Huningue, parce que, «dans les conditions de la technique moderne, la servitude de Huningue créée dans l'intérêt de Bâle, ne répond plus à son objet, alors qu'elle met le Gouvernement français dans l'impossibilité d'assurer sur un point vital la défense permanente du territoire national».

Etant donné qu'il ne s'agissait pas, ainsi que je le supposais, de dénonciation unilatérale, je n'ai pas pu dire à M. Léger, au cours de notre entretien, que j'avais les plus vifs scrupules de vous transmettre sa communication, d'autant plus que mon interlocuteur m'a confirmé verbalement qu'animé de l'immuable volonté de respecter en tout temps la neutralité de la Confédération telle qu'elle résulte de l'Acte de 1815 et de la Déclaration de Londres du 13 février 1920⁵, le Gouvernement de la République a confiance que les sentiments amicaux qui existent entre nos deux pays trouveront en cette circonstance une nouvelle occasion de se manifester.

Je vous rends spécialement attentif au fait que le Gouvernement britannique, signataire avec la France du Traité de Paris, n'a pas encore été saisi de cette question.

ANNEXE I

E 2001 (D) 1/106

Aide-mémoire du Ministère français des Affaires étrangères⁶

Copie

Paris, 29 décembre 1936

1. Pour assurer la sécurité de l'Europe occidentale, le traité de Versailles du 29 juin 1919⁷ constituait en territoire allemand, de part et d'autre du Rhin, une large zone démilitarisée dans laquelle ne devait en particulier exister aucune fortification. Cette zone englobait notamment, sur une largeur de 50 km, les territoires allemands de la rive droite du Rhin, limitrophes de la Suisse dont la sécurité se trouvait, de ce fait, accrue. Tenant compte de ces dispositions, le Gouvernement de la République n'avait aucun motif de demander la suppression de la servitude du même ordre créée en territoire français, dans un rayon de «trois lieues de la ville de Bâle», par l'alinéa 1^{er} de

3. Cf. annexe II au présent document.

4. Décision prise par le gouvernement du Reich le 14 novembre 1936, concernant les clauses du Traité de Versailles relatives aux voies d'eau sur territoire allemand.

5. Le texte de la déclaration est reproduit in DDS vol. 7-II, annexe au n° 247.

6. Remis par A. Léger à A. Dunant, le 31 décembre à 17 heures.

7. Cf. DDS vol. 7-I, rubrique I: La Conférence de la Paix.

l'article 3 du traité du 20 novembre 1815⁸; l'article 435⁹ du traité de Versailles a donc maintenu cette stipulation.

2. La répudiation par l'Allemagne¹⁰ des clauses ci-dessus visées du traité de paix a radicalement modifié¹¹ cette situation. En fait, sinon en droit, l'Allemagne a dès maintenant recouvré sa pleine souveraineté sur la totalité de son territoire et elle en a usé pour entreprendre dans la zone démilitarisée de nombreux travaux de fortification. Il serait paradoxal que de l'état de choses défini en 1919 ne subsistât que la servitude créée en 1815.

3. Le Gouvernement de la Confédération comprendra certainement que le Gouvernement de la République ne puisse s'accommoder¹¹ de pareille situation et qu'il doive dès lors se préoccuper de l'abrogation de la clause dont il s'agit du traité de 1815.

4. Écartant l'idée d'une dénonciation unilatérale qui irait directement à l'encontre d'un principe fondamental de sa politique, et soucieux d'éviter tout malentendu sur les raisons qui lui font rechercher l'abolition de la servitude de Huningue, le Gouvernement français souhaite que cette abolition intervienne en plein accord avec le Gouvernement de la Confédération. Il se plaît à espérer que celui-ci, comprenant les raisons de ses préoccupations, s'y prêtera volontiers. Dans les conditions de la technique moderne, la servitude de Huningue créée dans l'intérêt de Bâle, ne répond plus à son objet, alors qu'elle met le Gouvernement français dans l'impossibilité d'assurer sur un point vital la défense permanente du territoire national.

Le Gouvernement de la République, animé de l'immuable volonté de respecter en tout temps la neutralité de la Confédération telle qu'elle résulte de l'Acte de 1815 et de la Déclaration de Londres du 13 février 1920¹², a confiance que les sentiments amicaux qui existent entre les deux pays trouveront en cette circonstance une nouvelle occasion de se manifester.

5. Ayant le souci de pouvoir entreprendre aussitôt que possible des travaux qu'il estime urgents, il serait heureux qu'une réponse favorable du Gouvernement de la Confédération le mît à bref délai en mesure d'entretenir de la question le Gouvernement britannique, signataire avec lui du traité de Paris.

ANNEXE II

E 2001 (D) 1/106

Résumé des explications de M. Alexis Léger, Ambassadeur de France, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères, au cours de son entretien du 31 décembre 1936 avec M. le Ministre de Suisse en France.

Au cours des dernières semaines, la situation de Huningue s'est beaucoup resserrée et a pris une grande importance aux yeux du Gouvernement français, parce que, d'après les renseignements qui lui parviennent de divers côtés, les mesures de précaution prises par l'Allemagne à la frontière germano-belge ont cessé, tandis qu'elles ont été intensifiées dans la zone démilitarisée sur la rive droite du Rhin; de nombreux rapports fournis par des agents français au sud du Reich sont concordants à

8. *Dont voici le texte:*

Les fortifications d'Huningue ayant été constamment un objet d'inquiétude pour la ville de Bâle, les hautes Parties contractantes, pour donner à la Confédération helvétique une nouvelle preuve de leur bienveillance et de leur sollicitude, sont convenues entre elles de faire démolir les fortifications d'Huningue; et le Gouvernement français s'engage, par le même motif, à ne les rétablir dans aucun temps, et à ne point les remplacer par d'autres fortifications à une distance moindre que trois lieues de la ville de Bâle.

9. *Cf. DDS vol. 7-I, n° 387 et n. 8.*

10. *Le 7 mars 1936, en réoccupant la zone démilitarisée de la Rhénanie et en dénonçant le traité de Locarno. Cf. n° 202, n. 8. Cf aussi E 2001 (C) 5/175.*

11. *Remarque de Motta dans la marge: ?*

12. *Cf. n. 5 ci-dessus.*

cet égard; il ne fait pas de doute¹³ qu'en Allemagne on aurait l'intention de profiter du «trou de Bâle» pour tenter la chance vers le sud de Dijon, voire même dans le Lyonnais.

Tout d'abord, le Général Gamelin, Généralissime désigné par la France, a eu l'intention de respecter la servitude créée dans un rayon de trois lieues de la ville de Bâle par le Traité du 20 novembre 1815 et il s'est rendu sur place à l'intérieur extrême de cette zone, mais il a dû se convaincre que la ligne de crêtes surplomberait ce territoire, en sorte qu'il a été obligé de renoncer au projet primitivement conçu d'élever quelques ouvrages sur une ligne allant de Sirentz aux environs de Ferrette (voir rapport de la Légation du 23 avril 1936)¹⁴. Les travaux de fortification allemands sont en plein développement et l'Allemagne a recouvré sa pleine souveraineté sur la totalité de son territoire, souveraineté dont elle a usé; il serait paradoxal que de l'état de choses défini dans la Traité de Versailles, il ne subsistât que la servitude créée en 1815; des conversations entre spécialistes pourraient être utilement envisagées, au cours desquelles on pourrait, du côté français, fournir des renseignements opportuns.

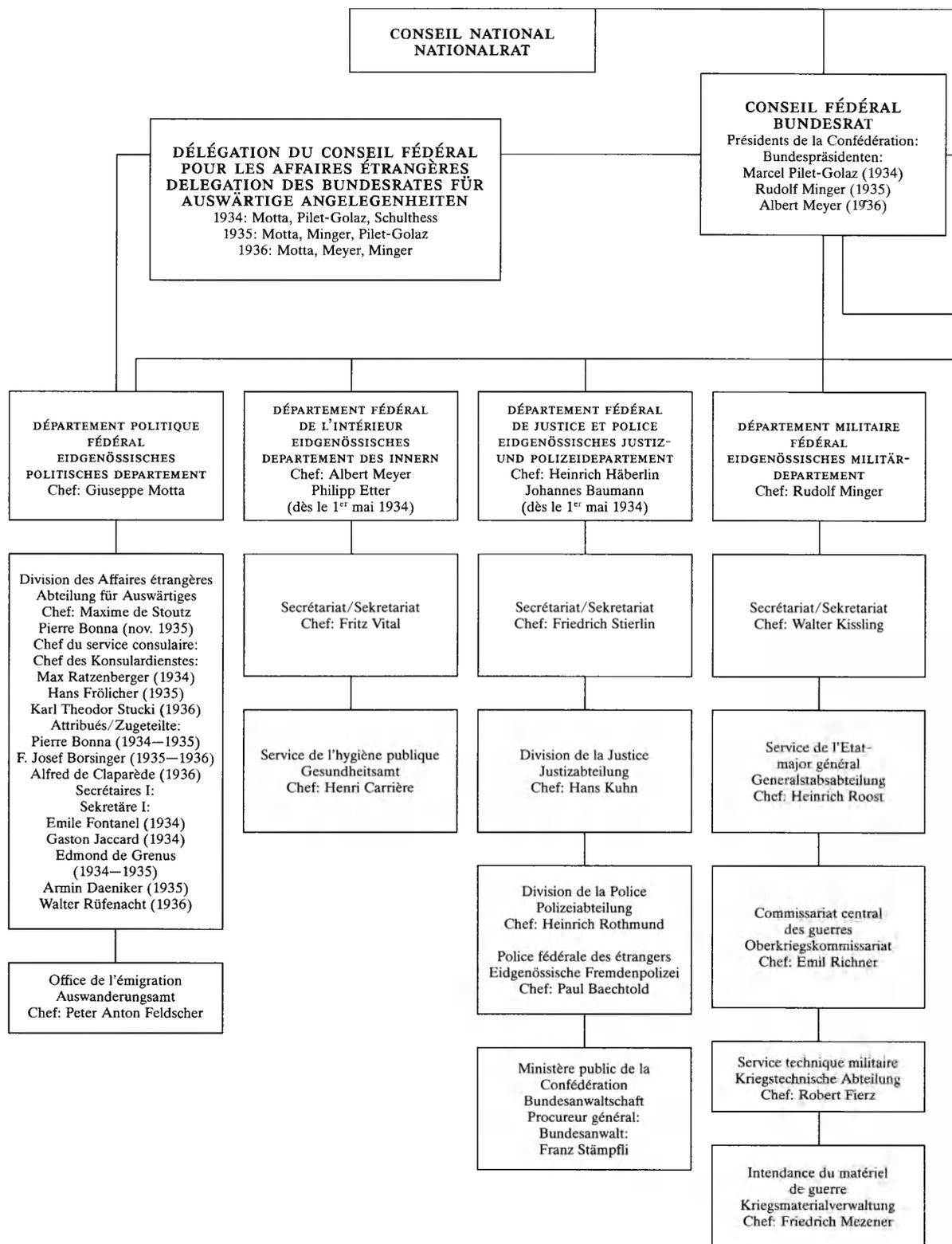
Le Gouvernement français estime urgent d'entreprendre aussitôt que possible les travaux qu'il a en vue pour abolir la servitude de Huningue, en plein accord avec le Gouvernement suisse.

13. *Remarque de Motta dans la marge: ?*

14. *Non reproduit.*

VII. ANNEXES

**II.1 ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE
CONCERNÉE PAR LES RELATIONS INTERNATIONALES
1934—1936**



CONSEIL DES ÉTATS
STÄNDERAT

CHANCELLERIE FÉDÉRALE
BUNDESKANZLEI

Chancelier de la Confédération:
Bundeskanzler:
Robert Kaeslin
George Bovet (dès le 22 mars 1934)

Délégué du Conseil fédéral
pour le commerce extérieur:
Delegierter des Bundesrates
für den Aussenhandel:
Walter Stucki
(dès le 1^{er} décembre 1935)

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES
FINANCES ET DES DOUANES
EIDGENÖSSISCHES FINANZ-
UND ZOLLDEPARTEMENT
Chef: Jean-Marie Musy
Albert Meyer
(dès le 1^{er} mai 1934)

Administration des finances
Finanzverwaltung
Chef: Julius Oetiker

Administration des douanes
Zollverwaltung
Chef: Arnold Gassmann

Administration des
contributions
Steuerverwaltung
Chef: Hans Blau

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE
L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
EIDGENÖSSISCHES VOLKS-
WIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
Chef: Edmund Schulthess
Hermann Obrecht
(dès le 1^{er} mai 1935)

Secrétariat/Sekretariat
Chef: Eugène Péquignot

Division du commerce
Handelsabteilung
Directeur/Direktor:
Walter Stucki
Jean Hotz
(dès le 1^{er} décembre 1935)

Office suisse d'expansion
commerciale
Schweizerische Zentrale
für Handelsförderung
Directeurs/Direktoren:
M. G. Lienert (Zurich)
A. Masnata (Lausanne)

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES
POSTES ET DES
CHEMINS DE FER
EIDGENÖSSISCHES POST- UND
EISENBAHNDEPARTEMENT
Chef: Marcel Pilet-Golaz

Secrétariat/Sekretariat
Chef: Fritz Keller

Division des chemins de fer
Eisenbahnabteilung
dès/seit 1935:
Office fédéral des transports
Eidgenössisches Amt für
Verkehr
Chef: Hans Hunziker
(1934-1935)
Paul Kradoffer (1936)

Administration des postes,
des télégraphes et des
téléphones
Post-, Telegraphen- und
Telephonverwaltung
Chef: Reinhold Furrer
Hans Hunziker (1936)

Service des eaux
Amt für Wasserwirtschaft
Chef: Karl Mutzner

Office aérien
Luftamt
Chef: Arnold Isler

VII.2 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES SUISSES À L'ÉTRANGER 1934—1936

Les représentants de la Suisse à l'étranger, à l'exception de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, sont aussi chargés de la représentation des intérêts du Liechtenstein.

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
EUROPE				
1. Allemagne	Berlin	Paul Dinichert		Brême, Düsseldorf, Elbing, Francfort, Hambourg, Cologne, Leipzig, Mannheim, Munich, Nuremberg, Stuttgart
2. Autriche	Vienne	Maximilian Jäger		
3. Belgique et possessions belges	Bruxelles	William-Frédéric Barbey		Anvers, Léopoldville
4. Bulgarie				Sofia
5. Danemark				Copenhague
6. Dantzig				Dantzig
7. Espagne	Madrid	Karl Egger (reste en Suisse dès juillet 1936)		Barcelone, Séville
8. Estonie				Tallinn (Reval)
9. Finlande				Helsinki
10. France et possessions françaises	Paris	Alphonse Dunant		Alger, Besançon, Beyrouth (1934), Béziers (fermé 1936), Bordeaux, Casablanca, Dakar, Dijon, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Saigon, Strasbourg, Tananarive, Toulouse
11. Grande-Bretagne et possessions britanniques	Londres	Charles R. Paravicini		Auckland, Bombay, Calcutta, Capetown, Colombo, Dublin (1934), Freetown, Glasgow (fermé 1934), Jaffa, Johannesbourg, Liverpool, Manchester, Melbourne, Montreal, Singapore, Sydney, Tanga, Toronto, Vancouver, Winnipeg

12. Grèce	Athènes	René de Weck (Bucarest)	Conrad C. Jenny Max Ratzenberger (1934)
13. Hongrie	Budapest	Maximilian Jäger (Vienne)	Eugène Broye (1936)
14. Italie	Rome	Georges Wagnière Paul Ruegger (nommé 27 nov. 1935; en fonction févr. 1936)	Budapest Catane, Florence, Gênes, Livourne, Milan, Naples, Trieste, Turin, Venise
15. Lettonie			Riga
16. Lithuanie			Kaunas
17. Norvège			Oslo
18. Pays-Bas et pos- sessions néer- landaises	La Haye	Arthur de Pury	Amsterdam, Batavia, Medan, Rotterdam
19. Pologne	Varsovie	Hans A. von Segesser (décédé juin 1935) Maxime de Stoutz (nov. 1935)	A. de Claparède (juin-oct. 1935)
20. Portugal et pos- sessions portu- gaises	Lisbonne	Karl Egger (Madrid)	Ch. A. Redard (1936)
21. Roumanie	Bucarest	René de Weck	Lisbonne, Porto, Lourenço-Marques
22. Suède	Stockholm	Charles L. E. Lardy	Galatz
23. Tchécoslovaquie	Prague	H. von Segesser (Varsovie) M. de Stoutz (Varsovie, 1935) Karl Bruggmann (1936)	
24. Turquie	Istanbul	Henri François Martin	
25. Yougoslavie	Belgrade	René de Weck (Bucarest)	Paul W. Steiner

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
AMÉRIQUE				
1. Argentine	Buenos Aires	Emile Traversini		Cordoba, Mendoza, Rosario de Santa Fé La Paz
2. Bolivie				
3. Brésil	Rio de Janeiro	Albert Gertsch		Bahia, Curitiba, Pará, Pernambuco, Porto Alegre, São Paulo
4. Canada, cf. Grande-Bretagne				
5. Chili	Buenos Aires	Emile Traversini		Santiago de Chile, Magallanes, Valdivia, Valparaiso
6. Colombie				Bogotá
7. Costa Rica				San José
8. Cuba	Washington	Marc Peter		La Havane
9. Equateur				Guayaquil
10. Etats-Unis d'Amérique	Washington	Marc Peter		Chicago, Cincinnati, Denver, Los Angeles, Manille, New Orleans, New York, Philadelphie, San Francisco, Seattle, St. Louis
11. Guatémala				Guatémala
12. Haïti				Port-au-Prince (1935)
13. Mexique				Guadalajara, Mexico, Tampico
14. Nicaragua				Managua (1936)
15. Panama				Panama
16. Paraguay	Buenos Aires	Emile Traversini		Asunción
17. Pérou				Lima
18. République Dominicaine				Ciudad Trujillo (1936)

19. Salvador	Buenos Aires	Emile Traversini	San Miguel
20. Uruguay			Montevideo
21. Vénézuéla			Carácas
1. Chine			Shanghai, Canton
2. Irak			Bagdad (1936)
3. Japon	Tokyo	Walter Thurnheer (1934)	
4. Palestine, cf. Grande-Bretagne			
5. Perse (Iran)	Téhéran (1936)		Téhéran (géré par la Légation de France, jusqu'en 1936)
6. Philippines, cf. Etats-Unis d'Amérique			
7. Possessions et mandats britanniques, cf. Grande-Bretagne			
8. Possessions et mandats français, cf. France			
9. Possessions et mandats néer- landais, cf. Pays-Bas			
10. Siam			Bangkok

ASIE

Etienne Lardy
(Shanghai)

Armin Daeniker
(jusqu'en 1934)

Armin Daeniker
(1936)

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
AFRIQUE				
1. Egypte	| Le Caire (1935)	| Henri François Martin (Istanbul, 1935)	| Alfred Brunner	
2. Possessions belges, cf. Belgique				
3. Possessions, protectorats et mandats britanniques, cf. Grande-Bretagne				
4. Possessions, protectorats et mandats français, cf. France				
5. Possessions portugaises, cf. Portugal				
AUSTRALIE				
1. Australie, cf. Grande-Bretagne				

VII.3 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS EN SUISSE 1934—1936

États	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
EUROPE				
1. Albanie				Berne (1935), Genève (1936)
2. Allemagne	Berne	Ernst von Weizsäcker		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lugano, St-Gall, Zurich
3. Autriche	Berne	Heinrich Schmid Wilhelm Engerth (1935)		Berne, Genève, Lausanne, St-Gall, Zurich
4. Belgique	Berne	Le Jeune de Munsbach Louis d'Ursel (1934)		Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Neuchâtel, Zurich
5. Bulgarie	Berne	Nicolas Momtchiloff (1936)	Dimitri Mikoff (jusqu'en 1934)	Berne
6. Danemark	Berne	Harald de Scavenius (La Haye)	Erik H. Schack	Bâle, Berne, Montreux, Genève, St-Gall, Zurich
7. Espagne	Berne	Julio López Oliván J.M. Aguinaga y Barona (1936) Antonio Fabra Ribas (1936)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lucerne, Montreux, St-Gall, Zurich
8. Estonie	Rome, puis Londres	A. Schmidt		Berne
9. Finlande	Berne	Rudolf Holsti		Bâle, Berne, Genève, Lausanne (1935), Lucerne, Lugano, Zurich
10. France	Berne Ambassade	Bertrand comte Clauzel Ch. H. Alphanand (1936)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, St-Gall, Zurich
11. Grande-Bretagne	Berne	Howard William Kennard George Warner (1935)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Montreux, Neuchâtel, St-Moritz, Zurich

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
12. Grèce	Berne	Constantin Psaroudas (1936)	Tryphon Triantaphylacos (jusqu'en 1936)	Davos, Lugano (1935)
13. Hongrie	Berne	L. Tahy de Tahvár et Tarkeó László de Velics (1935)		Zurich
14. Italie	Berne	Giovanni Marchi Attilio Tamara (1935)		Bâle, Berne, Brigue, Chiasso, Coire, Davos, Genève, Lausanne, Locarno, Lucerne (1936), Lugano, Neuchâtel, Schaffhouse, Sion (1934), St-Gall, Zurich
15. Lettonie	Berne	Jules Feldmans		Berne
16. Lithuanie	Londres Berlin (1934)	Jurgis Šaulys (1934)		
17. Luxembourg				
18. Monaco				Fribourg, Genève, Lausanne
19. Norvège	Rome	Johannes Irgens		Berne, Genève
20. Pays-Bas	Berne	Willem I. Doude van Troostwijk Carel van Rappard (1934)		Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zurich
21. Pologne	Berne	Jean de Modzelewski		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lugano, Zurich
22. Portugal	Berne	J. Lobo d'Avila Lima Jorge Santos (1935)		Bâle (1935), Berne, Genève (1936), Zurich
23. Roumanie	Berne	Michel B. Boeresco Constantin Antoniadé (1936)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Zurich
				Bâle (1935), Genève, Zurich

24. Saint-Siège	Berne Nonciature	Mgr Pietro di Maria Mgr Philippe Bernardini (1935)	
25. Suède	Berne	Karl Ivan Westman	Bâle, Berne, Genève, Zurich
26. Tchécoslovaquie	Berne	R. Künzl-Jizerský	Bâle, Berne, Genève, Zurich
27. Turquie	Berne	Cemal Hüsnü Bey Vasti Mentès (1936)	Berne, Genève
28. Yougoslavie	Paris	Miroslav Spalaïkovitch Bojidar Pouritch (1936)	Bâle, Genève, Zurich
AMÉRIQUE			
1. Argentine	Berne	Enrique Ruiz Guinazú	Bâle, Berne, Genève, Lugano, St-Gall, Zurich
2. Bolivie	Berne	Raoul do Rio-Branco J. T. Nabuco de Gouvêa (1934)	Bâle, Genève, Lausanne, Lucerne, Zurich
3. Brésil	Berne	Jorge Valdés Mendeville, Ministre résident (Bruxelles)	Genève, Zurich
4. Chili	Berne	Fernando Garcia-Oldini (1934), Ministre résident	Genève, Neuchâtel, Zurich
5. Colombie	Berne Rome	Gabriel Turbay (1935)	Berne, Fribourg, Genève, Lausanne, Winterthour
6. Costa Rica	Berne	Carlos de Armenteros y de Cárdenas	Genève, Lugano, Zurich
7. Cuba	Paris	G. de Blanck y Menocal (1935)	Genève
8. République Dominicaine	Paris	V. Trujillo Molina (1936)	Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zurich

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
9. Equateur	Berne	Gonzalo Zaldumbide		Genève
10. Etats-Unis d'Amérique	Berne	Hugh R. Wilson		Bâle, Berne, Genève, Zurich
11. Guatémala				Genève, Zurich
12. Haïti				Berne (1934), Genève, Zurich
13. Honduras				Bâle (1935), Berne, Genève (1935). Lugano (1934), Zurich
14. Mexique				Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano, Zurich
15. Nicaragua				Bâle (fermé 1935), Berne, Genève, Lugano (fermé 1935), Zurich
16. Panama	Berlin		Francisco Villalaz	Genève, Lugano, Zurich
17. Paraguay				Aarau, Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Zurich
18. Pérou	Berne	Luis Miró Quesada V. Andres Belaúnde (1936)		Bâle, Genève, Lausanne, Lugano, Zurich
19. Salvador				Genève, Zurich
20. Uruguay	Berne	Alfredo de Castro Victor Benavides (1934)		Bâle (fermé 1934), Berne, Genève, Lucerne (1934), Lugano Zurich
21. Vénézuéla	Berne Paris	L. Vallenilla Lanz (1934)	Chacin-Itriago	Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zurich
1. Afghanistan	Paris	Shah Wali Khan	ASIE	
2. Chine	Berne	Chi-Tsai Hoo		
3. Irak				Genève

4. Japon	Berne	Shichitarô Yada Masa-aki Hotta (1934)	Bâle (1934), Genève, Zurich (fermé 1934)
5. Perse (Iran)	Berne	Abol-Hassan Khan Foroughi M. Khan Adle (1935)	Neuchâtel (fermé 1934), Zurich (fermé 1934)
6. Siam	Paris	Phya Rajawangsan (1935) P. Riem Virajaphak (1935)	P. Bahiddha Nukara Phra Bovara Sneha (1934)
AFRIQUE			
1. Egypte	Paris (1935)	Fakhry Pacha (1935)	Genève (fermé 1935)
2. Ethiopie			Zurich (déc. 1934; fermé 23. déc. 1936 par décision du Conseil fédéral)
3. Libéria			Berne (1934), Genève (fermé 1934), Zurich

VIII. INDEX

1. NOMS DE PERSONNES¹

- Abd el-Fattah, Yehia, Pacha (Président du Conseil et Ministre égyptien des Affaires étrangères), 98 n, 99, 155
- Abdel Malek, Hamza, Bey (Ministre d'Egypte en Turquie), 96 n, 98, 99
- Abdul Medjid II (Dernier Calife ottoman), 723
- Adler, Friedrich (Secrétaire de l'Internationale ouvrière socialiste), 630
- Alexandre I^{er} Karageorgévitch (Roi de Yougoslavie), 297 n, 797 n
- Alfieri, Dino (Ministre italien de la Presse et de la Propagande), 795
- Aloisi, Pompeo, Baron (Chef de cabinet au Ministère italien des Affaires étrangères), 15 et n, 16 et n, 250 et n, 251, 256, 285, 518 et n, 519 n, 570, 574 n, 690, 692, 751
- Alphonse XIII (Roi d'Espagne), 235 n
- Altwegg, Albert (Chef de section à l'Office fédéral des transports), 533 n
- Alvarez del Vayo, Julio (Ministre espagnol des Affaires étrangères), 881, 912
- Amanoullah Khan (Roi d'Afghanistan, abdiqué en 1929), 723 et n
- Amez-Droz, Albert J. (Secrétaire général de la Chambre suisse de l'horlogerie), 509 n
- Andreae, Charles (Professeur suisse; Directeur de l'Ecole polytechnique égyptienne), 100
- Anzilotti, Eugenio (Directeur général chargé du Commerce au Ministère italien des Corporations), 291, 304, 403, 418, 443, 444, 445, 495, 501, 502, 511, 512
- Aoste, Amédée de Savoie, Duc d', 237
- A Prato, Carlo Emanuele, Baron (Journaliste et antifasciste italien), 250 et n, 251 et n, 518 et n, 669, 670, 750, 751, 752, 753, 754, 763, 764, 766 n, 856 n, 898 et n, 899, 965, 966, 967 et n
- A Prato, Giovanni, Baron (Père de Carlo), 751
- Araki, Sadao (Général japonais, Ministre de la Guerre), 134
- Aras, Tewfik Rushdi, Pacha (Ministre turc des Affaires étrangères), 879
- Arita, Hachiro (Ambassadeur du Japon en Chine, puis Ministre des Affaires étrangères), 955
- Arnold, Emil (Conseiller national bâlois), 61
- Arpinati, Leandro (Dirigeant fasciste italien), 237
- Auberson, Jacques (Avocat genevois; Conseiller juridique du Gouvernement éthiopien), 733 et n
- Aubert, Théodore (Avocat genevois; Président de l'Entente internationale contre la III^e Internationale), 186 n
- Augsbourg & Co (Firme bâloise), 89
- August Wilhelm, Prince de Hohenzollern (Fils cadet de Guillaume II; Député au Reichstag et *Gruppenführer* des S. A.), 32
- Auriol, Vincent (Ministre français des Finances), 726
- Auxion de Ruffé, d' (Avocat français à Shanghai), 90
- Avenol, Joseph Louis Marie Charles (Secrétaire général de la SdN), 241, 530, 838, 926 n
- Azaña y Diaz, Manuel (Homme politique espagnol; Chef du Gouvernement, puis Président de la République), 235, 420, 646, 788, 882
- Bachmann, Gottlieb (Président du Directoire de la Banque nationale), 1 n, 66, 73 n, 141, 143 n, 144 n, 147, 327, 328 n, 330 n, 331, 335 n, 336, 337, 343, 344, 347 n, 351, 352, 353, 358, 359, 446, 447 n, 449, 495 n, 498 et n, 590, 591 n, 615 n, 647, 657 n, 675, 676, 686 n, 730 n, 815, 817, 862, 863, 866, 890 n
- Badaoui, Pacha (Conseiller juridique du Ministère égyptien des Affaires étrangères), 99, 117
- Baechtold, Paul (Adjoint, puis Chef de la Police des Etrangers du Département de Justice et Police), 3
- Baehler, Charles (Hôtelier suisse en Egypte) 100
- Bagli, Ivo (Directeur général des Douanes italiennes), 443, 444

¹ Pour les personnes vivantes en 1934–1936, l'index ne prend en considération, en principe, que la ou les fonctions exercées pendant cette période.

- Balbo, Italo (Maréchal italien; Ministre de l'Air, puis Gouverneur de Libye), 237 et n
- Baldwin, Sir Stanley (Lord-Président du Conseil privé de Grande-Bretagne, puis Premier ministre), 178, 490
- Balli, Giacomo (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Madrid), 111, 128
- Bally A.G. (Entreprise suisse), 188, 191, 192, 196
- Balzac, Honoré de (Ecrivain français), 781
- Barbey, Bernard (Capitaine et Rédacteur en chef de *La Revue hebdomadaire*), 671 n
- Barbey, Edmond (Associé de MM. Lombard, Odier et Cie à Genève, banquiers), 140
- Barblan, Florian (Agent consulaire de Suisse à Malaga), 857
- Barbusse, Henri (Ecrivain et publiciste communiste français), 781
- Barcia, Auguste (Ministre espagnol des Affaires étrangères), 778 n
- Bargeton, Paul (Directeur des Affaires politiques et commerciales au Ministère français des Affaires étrangères), 451 n, 503
- Barnes, A. Mac C. (Avocat-conseil des fabricants d'horlogerie américains), 280
- Baroni, Guido (Citoyen italien; Organisateur et Secrétaire du Congrès fasciste de Montreux), 453 et n, 454 et n
- Barraud, Albert (Médecin; Recteur de l'Université de Lausanne), 580 n, 588
- Barraud, Julien (Avocat français en Chine), 89
- Barrère, Camille (Ancien Ambassadeur français à Rome), 487
- Bartholdi, Karl (Chef de section à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail), 3
- Barthou, Louis (Ministre français des Affaires étrangères) 24, 116 n, 178, 202, 218, 297 n, 797 n
- Basdevant, Jules (Jurisconsulte du Ministère français des Affaires étrangères), 546, 547 et n
- Bastianini, Giuseppe (Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère italien des Affaires étrangères), 898 et n, 899, 905
- Bastid, Paul (Ministre français du Commerce et de l'Industrie), 762, 854, 855
- Batet Mestre, Domingo (Général catalan), 235
- Battaglia, Baron (Négociateur polonais), 300 n, 301
- Bauer, Friedrich (Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 300 n, 928
- Baumann, Johannes (Conseiller fédéral, Chef du Département de Justice et Police), 81 n, 166 n, 268, 368, 433, 612 n, 622, 627, 629 n, 631, 633 n, 669, 750, 761, 763, 766 n, 774, 775, 823 n, 824 n, 865, 869, 883 n, 898 n, 965
- Baumann, Rudolf (Membre de la direction de la Fédération des Sociétés suisses d'employés), 514 n, 517
- Baumgartner, Karl (Etudiant allemand à Zurich; membre de la *Deutschen Studentenschaft* en Suisse), 637 n
- Baup, Jean (Conseiller d'Etat vaudois, Chef du Département de Justice et Police), 729
- Bavier, Charles-Edouard de (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Istanbul, puis Consul général de carrière à Milan), 251, 252, 253, 255, 734
- Beck, Friedrich (Agent consulaire de Suisse à Valencia), 857
- Beck, Joseph (Ministre polonais des Affaires étrangères), 460
- Benrus (Fabrique de montres), 510 n
- Benzler, Felix (Conseiller à la Division économique du Ministère allemand des Affaires étrangères), 225, 226
- Bergmaier, Adolf (Chef de la Police des étrangers du Canton de Zurich), 540 n
- Bernardini, Philippe (Nonce apostolique à Berne), 961
- Bernus, Pierre (Directeur du *Journal des Débats*), 203, 367
- Berzine, Jean (Chef de l'ancienne Mission bolchevique à Berne), 186 n
- Bevans, James W. (Avocat-conseil des importateurs de montres aux Etats-Unis), 280
- Biaggi, Giovanni Battista (Consul de Suisse à Gênes), 110 n, 111 n, 160 et n, 161
- Bieckert S.A. (Brasserie à Buenos Aires), 196
- Blanc, Charles (Rédacteur de la *Schweizerische Gewerbe-Zeitung*, organe de l'Union suisse des arts et métiers), 513 n
- Blomberg, Werner, Baron von (Feld-maréchal allemand; Ministre de la Guerre du Reich), 164 et n, 165 n, 694, 852 et n
- Blonay, Richard de (Major; Secrétaire au Département militaire fédéral), 929 n
- Blondel, Jules-François (Chargé d'Affaires français à Rome), 924 n
- Blum, Léon (Dirigeant socialiste français; Président du Conseil), 725 n, 726, 727, 740, 742, 784, 785, 845, 846 n, 847
- Boeresco, Michel B. (Ministre de Roumanie à Berne), 88, 523 n

- Bonhôte, Eric (Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 507
- Bonna, Pierre (Conseiller de légation, puis Ministre et Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique), 3, 5, 8, 15, 63 n, 110, 281 et n, 378n, 426, 429, 446, 458, 464, 465, 513 n, 536, 544, 552 n, 557 et n, 562, 581 n, 607, 621, 635, 644, 647 n, 654 n, 670 n, 675, 690, 714 n, 733 et n, 734, 760, 761, 764, 766 n, 774, 776, 788, 789, 792, 793 n, 796 n, 804 n, 805 n, 825, 832, 836, 841, 842 n, 843 n, 844, 863, 869 n, 871, 873, 879, 882 n, 904, 925 n, 926 n, 930, 933, 947 n, 952, 959, 961, 973, 974 et n
- Bonnefon-Craponne, Louis (Directeur des Accords commerciaux au Ministère français du Commerce), 581 et n
- Bonnefous, Georges (Député français; Ancien Ministre du Commerce et de l'Industrie), 666
- Bontempi, Giacomo (Instituteur, puis secrétaire du Département tessinois de l'Instruction publique; père de Teresa), 596 n
- Bontempi, Teresa (Ancienne Inspectrice cantonale des écoles enfantines tessinoises; Co-fondatrice de l'*Adula*), 432, 433, 595, 596, 599, 699, 700
- Bordes, de (Du Secrétariat de la SdN), 563
- Borel, André (Vice-directeur de l'Union suisse des paysans), 41 n, 505, 514 n, 517
- Born, Hans (Buenos Aires), 192
- Born-Moser, J. (Citoyenne suisse), 192
- Bosset, Norbert (Conseiller aux Etats vaudois), 868
- Bosshard, Josef (Citoyen suisse habitant en Espagne), 910
- Bossi, Johann (Avocat et conseiller national des Grisons), 612 n
- Bovet, George (Chancelier de la Confédération), 823 n
- Brandt (Fabrique française), 89
- Bratschi, Robert (Président de l'Union syndicale suisse, Conseiller national bernois), 46, 514 n, 517
- Brenni, Franco (Consul de Suisse à Naples), 734
- Bretscher, Willy (Rédacteur en chef de la *Neue Zürcher Zeitung*), 169, 170, 656 n
- Brettaufer & Co. (Firme suisse), 192
- Briand, Aristide (Ancien Ministre et ancien Président du Conseil français, signataire du Pacte de renonciation à la guerre), 459, 756 n
- Brinkmann, Ehrhardt (Directeur de la Caisse de conversion allemande), 149, 151 n
- Brown, Boveri & Co (Société anonyme à Baden), 323
- Broye, Eugène (Conseiller de légation, puis Chargé d'Affaires a. i. à la Légation de Suisse à Rome), 110, 111, 304, 433, 443, 625, 642
- Brügger, Friedrich (Avocat à Coire), 613 n
- Brünn (Firme tchèque), 827
- Brunner, Alfred (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Bucarest, puis Chargé d'Affaires a. i. au Caire), 600, 601, 653 n, 931, 933 et n, 934, 960 et n
- Brunner, John (Directeur a. i. de l'Office suisse d'expansion commerciale), 861 n
- Budai, Koloman (Avocat hongrois), 774
- Bühler (Fabrique suisse de machines), 305
- Bühler, Otto (Industriel et Président de la Chambre suisse de commerce en Italie; Co-fondateur et Chef du groupe fasciste suisse à Milan), 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 53, 110 n, 128, 252, 253, 734
- Bührle, Emil Georg (Industriel, Directeur de la Fabrique de Machines-outils d'Oerlikon; Consul général d'Ethiopie à Zurich), 519, 567 n, 760, 826 n, 840, 841 n, 842, 971 n
- Bülow, Bernhard Wilhelm von (Secrétaire d'Etat du Reich aux Affaires étrangères), 17, 292 et n, 293, 297, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 374 et n, 385, 623 et n, 655
- Bulova (Fabrique de montres), 510 n
- Bullitt, William C. (Ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, puis à Paris), 929 et n
- Burckhardt, Walter (Professeur; Expert juridique de la Confédération), 80 et n, 281, 282, 283, 284, 458, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 831, 832, 835, 836, 838, 967
- Cabanellas y Ferrer, Miguel (Général espagnol; Président du Comité de défense nationale), 825 n
- Cabir (Chef du Service des compensations de la Banque centrale turque), 879
- Caccialupi (Fonctionnaire italien), 443
- Cachin, Marcel (Dirigeant du Parti communiste français et directeur de l'*Humanité*; Sénateur), 666
- Cadorna, Luigi (Maréchal italien et ancien Chef de l'Etat-major général), 431
- Cafilisch, Albert (Secrétaire de l'Association suisse des Banquiers), 667 n, 744, 942 n
- Caiani, Lido (Journaliste italien), 772, 774
- Calvo Sotelo, José (Dirigeant du Parti monarchiste espagnol), 869

- Cambon, Jules (Diplomate français; ancien Ambassadeur et Secrétaire général des Affaires étrangères), 438 n, 487
- Canova, Gaudenz (Conseiller national grison), 612 n, 622, 629 n, 633 n, 637
- Caprin, Julio (Journaliste italien), 772, 774
- Caranfil, Georges (Directeur-adjoint des Services économiques du Ministère des Affaires étrangères de Roumanie), 399
- Caratsch, Reto (Correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* à Berlin), 654, 656 n
- Casagrande, Alessandro (Correspondant du *Bunden* Italie), 794, 856
- Casares Quiroga, Santiago (Président du Conseil espagnol), 788
- Cassuto, Aldo (Journaliste italien), 773, 774
- Celio, Enrico (Conseiller d'Etat tessinois, Chef du Département de l'Instruction publique et de Police), 428 et n, 434, 592 et n, 593
- Cerruti, Vittorio (Ambassadeur d'Italie à Paris), 503, 645
- Chambrun, Louis-Charles de (Ambassadeur de France à Rome), 489, 640 n, 641, 924 n
- Chapaprieta, Joaquín (Chef du Gouvernement espagnol), 420
- Charles I^{er} de Habsbourg (Ex-Empereur d'Autriche-Hongrie), 723 et n, 944 n
- Chautemps, Camille (Sénateur français; Ministre d'Etat), 846
- Chen Chai-tong (Maréchal chinois), 294, 295
- Chen Chi-tang (Général chinois), 90 n, 847, 848 et n
- Chiang Kai-shek (Généralissime des armées du Kuo-min-tang; Président de la République chinoise), 90 n, 828, 848, 957
- Chiesa, Francesco (Ecrivain tessinois; Recteur du Lycée de Lugano), 432 n, 433, 434 n
- Child, Richard Washburn (Diplomate américain), 92 n, 101, 112
- Christ, Bernardo & Co. (Raison sociale en Argentine), 191, 193
- Chrysler Corporation (Société de construction automobile fondée par W. P. Chrysler), 437
- Churchill, Winston (Député conservateur à la Chambre des Communes), 270
- Ciancarelli, Bonifacio Francesco (Chef du Bureau de politique économique du Ministère italien des Affaires étrangères), 290, 291, 304, 305, 443, 445
- Ciano, Galeazzo (Sous-secrétaire d'Etat, puis Ministre italien de la Presse et de la Propagande, enfin Ministre des Affaires étrangères), 316, 430 n, 588 n, 735 n, 764 et n, 765 n, 774, 793, 794, 795, 898 et n, 905, 925 n, 926 n, 941, 954, 961, 964 n, 972, 973, 974 n
- Citroën (Industrie mécanique française fondée par A. Citroën), 89
- Ciucci, Carlo (Journaliste italien), 773, 774
- Claparède, Alfred de (Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Varsovie), 302 n
- Clauzel, Bertrand, Comte (Ambassadeur de France à Berne), 6, 23 n, 24 n, 203, 546 n, 547 n, 548, 805 n, 828 n
- Clerk, Sir Georges (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris), 504
- Colombi, Emilio (Journaliste tessinois, collaborateur de l'*Adula*), 93 et n, 417, 426, 428 et n, 429, 430 et n, 432, 433, 434, 592, 595, 596, 597, 598, 599, 602, 630 et n, 631, 693, 696, 697, 698, 699, 700, 704, 754
- Companys y Jover, Luis (Président de la Généralité de Catalogne), 131, 132, 235
- Coselschi, Eugenio (Général italien; Président des *Comitati d'azione per l'universalità di Roma*), 315 n, 453 et n, 454 n, 728 et n, 729, 730, 843, 844
- Costinesco, Jean (Ministre du Commerce de Roumanie), 708
- Cot, Pierre (Ministre français de l'Air), 785
- Coucke, Jules (Directeur du Bureau de la SdN au Ministère des Affaires étrangères de Belgique), 109
- Coulondre, Robert (Directeur adjoint des Affaires politiques et commerciales au Ministère français des Affaires étrangères, puis Ambassadeur de France à Moscou), 544, 546, 547 et n, 569 n, 833
- Cristiani, Valeria (Secrétaire du Général E. Coselschi), 453 et n
- Curti, Eugen (Avocat zurichois), 613 n
- Daeniker, Armin (Chargé d'Affaires de Suisse à Tokyo, puis Secrétaire à la Division des Affaires étrangères du Département politique, enfin Chargé d'Affaires à Téhéran), 90, 133, 949, 950
- D'Agostino, Alberto (Fonctionnaire italien, de la «Sovrintendenza per lo scambio delle valute»), 446
- Daladier, Edouard (Président du Conseil français; Ministre de la Défense nationale), 743 n, 784, 785, 786
- Dankwort, Karl Werner (Chargé d'Affaires à la Légation d'Allemagne à Berne), 337 n, 347, 683 n
- Dante Alighieri (Société littéraire italienne), 428 n, 592, 597, 704

- Dapples, Louis (Président de Nestlé and Anglo-Swiss Condensed Milk Company), 104
- Davis, John W. (Membre de l'American Liberty League), 211
- Dawes, Charles Gates (Banquier et homme politique américain; auteur du Plan Dawes pour le règlement des réparations), 140, 172, 179, 260, 362 n, 615 n, 887
- Debeney, Marie Eugène (Général français; Membre du Conseil supérieur de la Guerre), 239
- De Bono, Emilio (Maréchal italien; Ministre des Colonies, Commandant en chef des forces italiennes en Ethiopie), 287
- Dedual, Eugen (Juge d'instruction au Tribunal cantonal des Grisons), 622
- Delbos, Yvon (Garde des Sceaux français, puis Ministre des Affaires étrangères), 832
- Dell, Robert Edouard (Correspondant à Genève du *Manchester Guardian*), 753 n
- Dell'Acqua, Enrico Ltd, S.A. (Raison sociale à Buenos Aires), 197
- Del Vecchio, Giorgio (Professeur italien), 599
- De Peppo, Ottavio (Ministre et Chef de cabinet du Ministère italien des Affaires étrangères), 794, 898 n
- De Valera, Eamon (Président du Conseil de l'Etat libre d'Irlande), 470
- Diderot, Denis (Ecrivain et philosophe français), 781
- Diesbach, Roger de (Colonel divisionnaire), 236 n
- Dimitroff, Georges (Dirigeant du Komintern), 76
- Dinichert, Paul (Ministre de Suisse à Berlin) 15, 17 et n, 32, 93 n, 156, 161, 163 n, 164 n, 165 et n, 168 n, 169, 198, 214, 225, 226 n, 227 et n, 255, 292, 296, 297, 300 n, 338 et n, 339 n, 341 n, 342 n, 370 et n, 374 n, 376, 377 n, 378 n, 384, 385, 409 et n, 410 et n, 450 n, 452, 532, 536, 540 n, 557, 604, 606 n, 609, 612 et n, 623 et n, 628 n, 635, 655, 656 et n, 693, 769 et n, 849 et n, 889, 917
- Dirksen, Herbert von (Ministre d'Allemagne à Tokyo), 957 n
- Dollfuss, Engelbert (Chancelier de la République fédérale autrichienne), 46 et n, 47, 48, 49, 76, 177, 237, 853
- Don Quichotte (Héros d'un roman de Cervantes), 466
- Dossenbach, Fritz (Directeur de l'Agence de New York des Chemins de fer fédéraux), 397, 398
- Doumergue, Gaston (Ancien Président de la République française; Président du Conseil), 666
- Dreyfuss, Armand (Membre de la Direction générale de la Société de Banque suisse), 446, 449, 499
- Drigo, Paolo (Ecrivain et publiciste irrédentiste italien), 427, 429, 431, 432, 599
- Drummond, Sir James Eric (Ancien Secrétaire général de la SdN; Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome), 316 n, 465 n, 487, 489, 490, 503, 765 n
- Dubied & Co (Firme suisse), 12
- Dubler, César (Citoyen suisse habitant en Catalogne), 910
- Duca, Ion Gheorghe (Président du Conseil roumain, assassiné en 1933), 729 et n
- Duclos, Jacques (Député et Dirigeant communiste français), 846
- Dufferin and Ava, Frederick Temple Hamilton-Temple-Blackwood, 1^{er} Marquis de (Homme politique et diplomate anglais), 487
- Dunant, Alphonse (Ministre de Suisse à Paris), 5, 6, 24, 56 n, 89 n, 96, 116 n, 202 et n, 212, 285 n, 286, 296, 299, 327 n, 366 et n, 424, 469 et n, 503, 546, 547, 574, 575 n, 581 et n, 604 n, 665 et n, 671, 673, 723, 725, 733, 740, 762, 781, 783, 873, 929, 974 et n, 975 n
- Ebrard, Hans (Vice-directeur à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 897, 929 n
- Eden, Anthony (Sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, puis Ministre anglais pour la SdN, enfin Ministre des Affaires étrangères), 116 n, 325 n, 490, 503, 771, 772
- Edouard VIII (Roi de Grande-Bretagne, abdi-que en 1936), 945, 961 n
- Egger, Karl (Ministre de Suisse à Madrid), 131, 234, 419, 645, 779 n, 788, 824 n, 845n, 869 et n, 870
- Egoriew, Vladimir (Chef de la Sous-direction du droit international au Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères), 241
- Ehrensperger, F. (Président de la Fédération suisse du tourisme), 514 n, 516
- El-Chamsy, Aly, Pacha (Député égyptien; Membre du Conseil d'Administration de la Société des Ciments de Tourah), 98, 933, 934, 960
- End, Gotthard (Ingénieur, de la Schweizerische Industrie-Gesellschaft Neuhausen), 796 n
- Engels, Friedrich (Economiste et théoricien politique allemand), 781

- Engely, Giovanni (Journaliste italien), 773, 774
- Epp, Franz von (Général allemand; Gouverneur du Reich en Bavière), 157
- Erich, Rafael W. (Ministre de Finlande à Stockholm), 378
- Erlach, Rudolf von (Colonel, Chef de section à l'Etat-major général du Département militaire), 974 n
- Escher-Wyss (Firme suisse), 82, 323
- Etter, Philipp (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Intérieur), 171 n, 377 n, 478, 534, 696 n, 778 n, 868
- Ewers, Wilhelm (Commissaire de police à Lör-rach), 376
- F... (Citoyen suisse), 539 n, 540 n
- Fani, Amedeo (Ancien Sous-secrétaire d'Etat au Ministère italien des Affaires étrangères), 93, 94
- Farinacci, Roberto (Gérarque fasciste, ancien Secrétaire du Parti fasciste italien), 237
- Farley, Jim (Agent électoral de F.D.Roosevelt), 212
- Fascetti, Viktor (Journaliste italien), 773, 774, 776 n
- Fauchille, Paul (Juriste français), 109
- Federzoni, Luigi (Président du Sénat italien et membre du Grand Conseil fasciste), 588 n, 598
- Feer, Edouard (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Berlin), 198, 455 et n, 457, 524 n, 558
- Feldmann, Markus (Rédacteur en chef de la *Neue Berner Zeitung*; Président de l'Association de la presse suisse), 81 n
- Feldscher, Peter Anton (Chef du Bureau du contentieux et de l'Office de l'émigration à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 32, 281, 284, 446 et n, 449, 498, 647 n, 675 et n, 807 n, 879 n
- Ferrario, Gerolamo (Commandant de la Police tessinoise), 596 et n
- Fierz, Robert (Colonel, Chef du Service technique du Département militaire), 349, 520, 609, 795 n
- Filippini, Osvaldo (Agent consulaire de Suisse à Bilbao), 858
- Fischer, Theodor (Architecte; Fondateur et Chef du Nationalsozialistische Eidgenössische Arbeiterpartei), 15 et n, 17 n, 63 n
- Flandin, Pierre-Etienne (Président du Conseil français, puis Ministre des Affaires étrangères), 366, 645
- Fleischmann, Carlo (Consul général de Roumanie à Zurich), 897 n
- Foch, Ferdinand (Maréchal français et ancien Généralissime des troupes alliées), 671
- Fonjallaz, Arthur (Colonel; Fondateur et Chef de la Fédération fasciste suisse), 9 et n, 12, 15 n, 16 et n, 45, 53, 64, 128, 129, 130, 160, 252, 254, 269 n, 316 et n, 630 et n, 728 et n, 729, 730, 843 et n
- Fonjallaz-Gelser, Emmy-Margaretha (Epouse du Colonel A. Fonjallaz), 9 n
- Fontanel, Emile (Chargé d'Affaires a.i. de Suisse à Madrid), 788, 789, 857, 871 n, 881 et n, 882 n, 911, 934, 952
- Forni Fontana, Ambrogio (Pseudonyme), 427 n
- Forster, Albert (*Gauleiter* de Dantzig), 769, 771
- Fouad I^{er}, Ahmed (Roi d'Egypte), 35 n
- France, Anatole (Ecrivain français), 781
- Franchet d'Esperey, Louis Félix (Maréchal français; Ancien Inspecteur général des troupes d'Afrique du Nord), 671
- Franco Bahamonde, Francisco (Général espagnol et dirigeant du mouvement nationaliste, puis Chef de l'Etat espagnol), 790 n, 803 n, 845 n, 860 n
- François-Ferdinand de Habsbourg (Archiduc d'Autriche), 944 n
- François-Joseph I^{er} de Habsbourg (Ex-Empereur d'Autriche-Hongrie), 944
- Frank, Hans (Avocat et juriste allemand; Ministre d'Etat en Bavière et Commissaire de la Justice du Reich), 33, 34
- Frankfurter, David (Etudiant yougoslave en Suisse, meurtrier de W. Gustloff), 612 n, 613, 622, 623
- Frey, Oscar (Directeur de la Schweizerische Industrie-Gesellschaft Neuhausen), 519, 521 et n, 566, 609, 796 n
- Fritsch, Werner, Baron von (Général allemand, Commandant en chef des forces terrestres du Reich), 164, 852
- Frölicher, Hans (Chef du Service consulaire, puis adjoint du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique), 378 n, 636 n, 637 n, 654 n, 719 n, 728, 792, 857 n, 903, 910, 911
- Fumasoli, Mario (Secrétaire de légation chargé des Affaires commerciales à la Légation de Suisse à Rome), 580 n
- Galarza Gago, Angel (Ministre de l'Intérieur espagnol), 881 n

- Gallacchi, Brenno (Procureur tessinois, représentant du Ministère public fédéral), 698
- Gamelin, Maurice Gustave (Général français, Chef d'Etat-major général de l'armée et membre du Conseil supérieur de la Défense nationale), 977
- Ganz (Firme hongroise), 199 n
- Ganzoni, Rudolf Andrea (Président du Tribunal cantonal des Grisons), 612 n
- Garobio, Aurelio (Collaborateur de l'*Adula* et publiciste irrédentiste tessinois), 699, 700
- Garvan, Francis P. (Président de la Chemical Foundation), 280, 550
- Gasche, Linus (Président de la Commission commerciale suisse à Alexandrie et Administrateur-directeur de la Filature nationale d'Égypte), 378
- Gassmann, Arnold (Directeur général des Douanes), 32, 513 n, 843 n
- Geffcken, Karl (Secrétaire à la Légation d'Allemagne à Berne), 539 n, 540 n
- Geigy & Cie (Société chimique à Bâle), 548, 549
- Gentizon, Paul (Correspondant de la *Gazette de Lausanne* à Rome), 794
- Georges VI (Roi de Grande-Bretagne, frère et successeur d'Édouard VIII), 961 et n
- Germann, Charles (Attaché consulaire au Consulat général de Suisse à New York), 397
- Giambonini, Arrigo (Commerçant tessinois à Milan; Co-fondateur et Chef du groupe fasciste suisse à Milan), 11, 12, 253 n
- Gianini, Massimo (Ingénieur tessinois à Milan; Membre dirigeant du groupe fasciste suisse de Milan), 45
- Giannini, Amedeo (Sénateur et Ministre plénipotentiaire italien), 559, 560, 570, 579 n, 580 et n, 735
- Gil Robles, Josè Maria (Chef parlementaire de la Confédération espagnole des Droites autonomes; Ministre de la Guerre), 235, 419, 420
- Gitton, Marcel Giroux, dit (Secrétaire national à l'organisation du Parti communiste français), 781
- Goebbels, Joseph Paul (Ministre de la Propagande du Reich), 76, 157, 158, 163, 293, 409, 410, 610, 612, 655
- Goerdeler, Carl Friedrich (Bourgmestre de Leipzig et Commissaire au contrôle des prix du Reich), 257
- Goering, Hermann (Ministre de l'Air du Reich et Premier Ministre de Prusse; Responsable du Plan de mobilisation de l'économie), 76, 163, 385, 687, 694, 852, 919 n
- Gomez Ocerin, Justo (Ambassadeur d'Espagne à Rome), 421 n
- Gonzenbach, Adolf (Vice-consul de Suisse à Barcelone), 235, 791, 857
- Gorgé, Camille (Chef de section chargé de la SdN à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 107 n, 120 n, 204, 207, 241, 271 n, 458, 463, 465, 467 et n, 471 n, 484, 513 n, 608, 691 n, 777 n, 831 n, 832 et n, 834, 835, 836, 837, 962 et n
- Goudet, Louis (Vice-président de la Cour de Justice de Genève), 271
- Grady, Henry Francis (Professeur américain; Chef de la Division des Accords commerciaux au Département d'Etat), 413, 510
- Graeff, Jonkherr Andries Cornelis Dirk de (Ministre néerlandais des Affaires étrangères), 691
- Graeter, Eduard (Journaliste à la *National-Zeitung*), 169
- Graham, Sir Ronald William (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome), 487
- Grandi, Dino (Ambassadeur d'Italie à Londres), 487, 503
- Graziani, Rodolfo (Maréchal italien; Vice-roi d'Éthiopie), 794
- Grazzi, Emanuele (Directeur de la Presse étrangère au Ministère italien de la Presse et de la Propagande), 855 n
- Greiser, Arthur Karl (Président du Sénat de la Ville libre de Dantzig), 769, 771
- Grellet, Pierre (Correspondant à Berne de la *Gazette de Lausanne*), 315
- Gruebler, Hermann (Ancien Directeur général de l'Union de Banques suisses), 642, 766 n
- Grüneisen, Carlos (Buenos Aires), 191, 193
- Gruner, Heinrich Eduard (Ingénieur à Bâle), 950
- Gsell & Co (Fabrique de montres), 510 n
- Gsell, Roland (De la Firme R. Gsell & Co.; Président de l'American Watch Assemblers Association), 263, 280
- Guarneri, Felice (Directeur de la «Sovrintendenza per lo scambio delle valute», 445 n, 560
- Gubser (De la Fabrique de machines-outils d'Oerlikon), 842
- Guesde, Jules (Ancien dirigeant socialiste français), 781
- Guinand, Marcel (Avocat genevois), 793 n, 843

- Guisan, Henri (Colonel, Commandant du 1^{er} Corps d'armée), 236 et n, 238, 239
- Gustloff, Madame (Epouse de Wilhelm), 611
- Gustloff, Wilhelm (*Landesgruppenleiter* du parti national-socialiste allemand en Suisse), 410 n, 609, 610, 611, 612 et n, 614, 621, 622, 623 et n, 624, 628 et n, 632, 633 n, 635, 636, 637, 655, 687
- Gut (De la Banque Schoop, Reiff & Co. de Zurich), 141 n
- Gygax, Friedrich (Juriste à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 513 n, 570, 580 n, 639
- H..., A... (Citoyen suisse; Directeur de la Maison Sulzer à Bucarest), 383
- H..., Bertha (Citoyenne suisse en Allemagne), 542
- H..., Hernst (Citoyen suisse en Allemagne), 542 et n
- Habsbourg (Famille de), 270
- Häberlin, Heinrich (Conseiller fédéral, Chef du Département de Justice et Police), 48, 61, 62, 65, 66, 67, 79 n, 699 n
- Häusermann, Samuel (Remplaçant du Directeur général des Douanes), 843
- Hagemann, Werner (Fonctionnaire du Ministère de l'Economie du Reich), 198, 199, 214, 215, 217, 225 et n, 226 et n, 229 n, 261 n
- Hailé Sélassié I^{er} (Empereur d'Ethiopie), 183, 287, 388 et n, 520, 567, 691, 692, 702, 723 et n, 724, 725, 733, 760 et n, 761 n, 772 et n, 926 n, 968, 969, 973
- Hall, Frédéric (Homme d'affaires; Conseiller de l'Empereur d'Ethiopie), 113 et n, 114, 183, 520 n
- Haller, Edouard Rodolphe de (Membre, puis Directeur a. i. de la Section des Mandats de la SdN), 926 n
- Haller, Gaston de (Secrétaire de l'Association suisse des Banquiers), 744 n, 766 n
- Hasler A.G. (Firme suisse), 323
- Hassel, Ulrich von (Ambassadeur d'Allemagne à Rome), 421 n, 645
- Hauser, Willi (Vice-directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail), 231, 267 n
- Henlein, Konrad (Chef du Parti allemand des Sudètes), 769 n
- Heinrich, Friedrich (Nom d'une houillère), 914
- Henrich, Max (Chef de l'Agence de Berlin des Chemins de fer fédéraux), 150 n
- Henry, Victor (Préfet du District de Porrentruy), 271
- Hentsch & Co (Banque privée de Genève), 639
- Hentsch, Gustave (Banquier à Genève), 638, 639
- Herriot, Edouard (Ancien Président du Conseil français, Ministre d'Etat, puis Président de la Chambre des députés), 366, 367, 423, 666
- Hess, Rudolf (Ministre du Reich sans portefeuille et *Stellvertreter* du Führer), 157, 611
- Hindenburg, Paul von Beneckendorff und von (Président du Reich), 157, 158, 743
- Hirota, Koki (Ministre japonais des Affaires étrangères, puis Président du Conseil des ministres), 133, 958
- Hirzel, Peter (Membre de la Direction du Crédit suisse), 328 n
- Hitler, Adolf (Führer, Chancelier et Président du Reich), 32, 33, 76, 77, 157, 158, 162, 163, 164 et n, 165 n, 177, 178, 239 n, 256, 257, 270, 292, 293, 323, 324, 325, 326 n, 327, 384 n, 385, 386, 387, 388, 409, 604, 606 n, 656 n, 770 n, 771, 790, 849, 850, 851, 852, 853, 944, 957, 974 n
- Hoare, Sir Samuel (Secrétaire d'Etat au Foreign Office), 489, 503, 545, 546, 589 et n
- Hodel, Robert (Correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* et Président de l'Association de la presse étrangère à Rome), 795
- Hoerschelmann, Edouard (Secrétaire général du Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères de l'U.R.S.S.), 241
- Hofmaier, Karl (Communiste bâlois), 61 n, 811 n
- Hohenberg, Maximilien, duc de (Fils de l'Archiduc François-Ferdinand), 944
- Homberger, Heinrich (Secrétaire du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'industrie), 41 n, 143, 175, 181 n, 215 n, 249, 513 n, 570, 571 n, 580 n, 686 n, 946 n
- Hoop, Josef (Chef du Gouvernement du Liechtenstein), 25, 31
- Hoover, Herbert Clark (Ancien Président des Etats-Unis), 211
- Horand, Fritz (Secrétaire général de la Fédération des Sociétés suisses d'employés), 514 n
- Horthy de Nagybánya, Miklós (Régent de Hongrie), 941
- Hotchkiss (Fabrique française), 89, 827
- Hotz, Jean (Vice-directeur, puis Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 113 n, 200, 262, 322, 443, 708, 714 n, 749, 876 n, 928, 929 n, 959
- Houriet, Raoul (Juge suisse au Tribunal mixte du Caire), 100

- Huber, Max (Conseiller juridique du Département politique; Président du CICR), 458, 460 n, 461, 462, 463, 465, 466, 467, 480 n, 484, 485 n, 831, 832, 833, 834, 835, 837, 838
- Hüni, Richard (Consul de Suisse à Milan), 11 n, 14 et n, 16 n, 53, 111, 128, 254
- Hürlimann, Gustav (Président du Conseil d'Administration de la Fabrique de Machines-outils d'Oerlikon), 566, 569 n
- Hugo, Victor (Ecrivain français), 781
- Hultegger, Otto (Secrétaire du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), 714 n, 897, 900 n
- Hull, Cordell (Secrétaire d'Etat américain), 91, 92, 393, 412, 413, 414, 593
- Humbert de Savoie (Prince de Piémont et héritier du trône d'Italie), 236
- I ... , Leonhard (Citoyen allemand), 524 n
- Ibarruri Gómez, Dolores dite la Pasionaria (Députée communiste au Parlement espagnol), 646 n
- Ilg, Alfred (Ingénieur thurgovien; ancien Ministre du Négus Ménélik II), 183 et n, 287
- Ilg, Konrad (Conseiller national; Secrétaire, puis Président de la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers), 46
- Imhof, Ferdinand (Consul de Suisse à Venise), 734
- Irgens, Johannes (Ministre de Norvège à Rome, accrédité aussi à Berne), 941
- Isler, Arnold (Directeur de l'Office aérien du Département des Postes et des Chemins de fer), 801
- Isler, Ernst (Inspecteur fédéral des fabriques), 231
- Jaberg, Paul (Directeur général de l'Union de Banques suisses), 331, 347 n, 446, 448, 449, 499
- Jacob-Salomon, Berthold (Journaliste allemand), 338 et n, 339 et n, 340, 341 et n, 342 et n, 366 n, 370, 372 n, 374 et n, 375, 376, 377, 378, 450 et n, 451, 655
- Jacquier, Paul (Ministre français du Travail), 367
- Jäger, Maximilian (Ministre de Suisse à Vienne), 31 n, 48, 288, 643 n, 943
- Japy, Gérard (Ministre plénipotentiaire français, Chef de la section pour l'émigration au Quai d'Orsay), 423
- Jaspar, Henry (Ancien Président du Conseil belge; Ministre des Affaires étrangères), 278
- Jaurès, Jean (Dirigeant et théoricien socialiste français), 781
- Jobin, Albert (Chef de service à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail), 3
- Jöhr, Adolphe (Directeur général du Crédit suisse), 140 et n, 141, 143, 144 n, 147, 148 et n, 149, 151 n, 175, 181 n, 249, 260, 318 n, 330 n, 331 et n, 347 n, 361 n, 362 n, 363 n, 446, 448, 449, 499, 686 n, 689 n, 720, 722, 893 n, 914, 915, 918 n, 920 n
- Johnson, Hugh S. (Général américain; Administrateur du National Industrial Recovery Act), 210
- Jouhaux, Léon (Secrétaire général de la Confédération Générale du Travail; Régent de la Banque de France), 846
- Jouvenel, Henry de (Sénateur français), 6
- Juge-Montespieu, Louis de (Attaché commercial à l'Ambassade de France à Berne), 828
- Jung, Edgar (Publiciste allemand), 156
- Jung, Guido (Banquier italien; Ministre des Finances), 304 n
- Kappeler, Franz (Chef de section à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 3, 5, 6, 86, 310, 373 n, 374 n, 450 n, 453, 542
- Kellenberger, Eduard (Suppléant du Directeur de l'Administration des finances du Département des Finances et des Douanes), 498, 513 n
- Keller, Juan (Buenos Aires), 193
- Kellogg, Frank Billings (Ancien Secrétaire d'Etat américain; initiateur du Pacte de renonciation à la guerre), 459, 756 n
- Kennard, Howard-William (Ministre de Grande-Bretagne à Berne), 202 n
- Kerensky, Alexandre Feodorovitch (Chef du Gouvernement provisoire russe en 1917), 212
- Kessel, Albrecht von (Secrétaire de la Légation d'Allemagne à Berne), 539 n, 540 n
- Kienast, Franz (Consul général de Suisse à Budapest), 243
- Kissling, Walter (Colonel; Secrétaire du Département militaire), 608, 609
- Kloeti, Emil (Conseiller aux Etats et Président de la Ville de Zurich), 842
- Knorr-Bremse (Firme allemande), 539 n
- Köcher, Otto (Ministre du Reich à Berne à partir de 1937), 851 n
- König, Hans (Directeur de la Lebensversiche-

- rungs- und Rentenanstalt de Zurich), 140, 175, 249, 689 n
- Koepke, Gerhard (Directeur ministériel au Ministère des Affaires étrangères du Reich), 165, 166, 167, 169 n, 377 n
- Köppel, Franz (Ingénieur; Fondateur et Directeur du Syndicat suisse des routes et transports en Ethiopie), 904 n, 905, 973
- Krause, Gustav, alias Otto (Citoyen allemand), 374, 376
- Krebs, Henri (Commerçant suisse), 89
- La Harpe, Jean de (Professeur à l'Université de Neuchâtel), 160 n
- Lampson, Sir Miles Wedderburn (Haut-Commissaire de Grande-Bretagne en Egypte), 933 n
- Lardelli, Albert (Conseiller d'Etat grison), 555
- Lardy, Etienne (Consul général et Chargé d'Affaires de Suisse à Shanghai), 89, 294, 847, 848 n
- Largo Caballero, Francisco (Président du Conseil espagnol), 912 et n, 934 n
- La Roche, Robert (Président de l'Association suisse des Banquiers; Sous-directeur du Crédit commercial à Paris), 667 n, 942 n
- Laur, Ernst (Professeur; Directeur de l'Union suisse des paysans), 71 n, 227 et n, 228 n, 481, 505
- Laval, Pierre (Ministre français des Affaires étrangères, puis Président du Conseil), 282, 284 et n, 285, 286 n, 297, 366 et n, 367, 424, 439, 469, 470, 480, 504, 513, 545, 546, 547, 575 n, 576 n, 581, 589 et n, 666, 726 n, 741
- Lebrun, Albert (Président de la République française), 784
- Léger, Alexis (Ambassadeur et Secrétaire général du Ministère français des Affaires étrangères), 974 et n, 975 et n, 976
- Leithross, Sir Frédéric William (Principal conseiller économique du Gouvernement britannique), 159, 346
- Lemberger, Erwin (Citoyen allemand; membre de la *Deutschen Studentenschaft* en Suisse), 637 n
- Lemery, Henri (Sénateur de la Martinique), 846
- Lénine, Vladimir Ilitch Oulianov, dit (Fondateur du Parti bolchevik et de l'Etat soviétique), 106, 115, 781
- Léopold III (Roi des Belges), 135
- Lerroux García, Alejandro (Président du Conseil espagnol), 234, 419 et n, 420
- Lester, Sean (Haut-Commissaire de la SdN à Dantzig), 771
- Leu & Cie S. A. (Banque zurichoise), 192, 348, 356 n, 618, 667
- Li Tsung-jen (Général chinois), 848
- List, Wilhelm (Général allemand), 239
- Litvinoff, Maxime (Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères d'URSS), 108, 116 n, 241, 504
- Lloyd George, David (Ancien Premier ministre anglais; Député à la Chambre des Communes), 442
- Lombard, Alfred (Professeur à l'Université de Neuchâtel; Publiciste et collaborateur de la *Gazette de Lausanne*), 315
- Lombard, Odier & Co. (Banquiers à Genève), 191
- Longeaux, Jacques Henri Marie Louis de (Chef de Bureau au Ministère du commerce français, puis Contrôleur financier), 749 n
- Louis III de Bavière (Roi de Bavière, abdicque en 1918), 723 et n
- Loveday, Alexandre (Secrétaire du Comité de Coordination de la SdN), 563, 565 n
- Lucain, Marcel (Journaliste français), 782
- Ludwig, Carl (Conseiller d'Etat, Chef du Département de Police du Canton de Bâle-Ville), 372 n, 378
- Londonderry, Sir Charles, marquis de (Secrétaire d'Etat britannique à l'Air), 610
- Lüchinger, Adolf (Juge zurichois), 812
- Lusser, Josef Werner (Conseiller national urais), 699
- McCormack, John William (Député du Massachusetts à la Chambre des Représentants; Auteur d'un projet de loi pour combattre la contrebande des montres), 509, 510
- MacDonald, James Ramsay (Premier ministre britannique), 178
- Madariaga y Rojo, Salvador de (Ambassadeur d'Espagne à Paris, puis Représentant de l'Espagne à la SdN), 692
- Maey, Erich (Citoyen suisse; Membre directeur du *Bund nationalsozialistischer Eidgenossen*), 14, 15 n, 17 n, 93 n, 94 n
- Maginot, André (Ancien ministre français de la Guerre, promoteur de la «ligne Maginot»), 671, 672, 929
- Maglione, Luigi, Mgr. (Nonce apostolique à Paris), 504 n
- Maher, Aly, Pacha (Chef du Gouvernement égyptien), 653 n

- Maier, Georg Theodor (Etudiant en médecine à Zurich; Secrétaire de la *Deutschen Studentenschaft* en Suisse), 637 n
- Mann, Erika (Ecrivain et dramaturge allemande), 270 n
- Manolescu-Strunga, Jean (Ministre roumain de l'Industrie et du Commerce), 264 et n, 265, 266, 381, 382, 383, 400 n
- Manz, Hans (Citoyen allemand), 374, 375, 376
- Marat, Jean-Paul (Médecin et révolutionnaire français), 781
- Marchand, G. (Citoyen français; Agent d'un consortium de fabriques françaises d'armes en Chine), 89
- Marchi, Giovanni (Ministre d'Italie à Berne, puis Ambassadeur à Santiago du Chili), 60 n, 204, 284 n, 349 n, 430 et n, 502 n, 520 n, 596, 597
- Marchini, Marco (Journaliste italien), 773, 774, 776 n
- Marcionelli, G. B. (Secrétaire du Département de Police du Tessin), 592
- Marie-José, Princesse (Princesse de Belgique et épouse d'Humbert de Savoie), 236
- Marin, Louis (Homme politique français), 666
- Martin, Azay Wargneh (Ministre d'Ethiopie à Londres), 733
- Martin, François-Henri (Ministre de Suisse en Turquie, accrédité aussi en Egypte et en Bulgarie), 34, 36, 94, 95 et n, 98, 100 n, 116, 117 n, 153, 154, 155, 298 et n, 380 n, 600 et n, 601 et n, 602, 653 et n, 879, 897 n, 932 et n, 933 et n, 936 n, 950, 960
- Marty, Bernhard (Membre de la direction de la Fédération des Sociétés suisses d'employés), 514 n
- Marx, Karl (Philosophe, économiste et théoricien politique allemand), 781
- Masnata, Albert (Directeur de l'Office suisse d'expansion commerciale à Lausanne), 397
- Massigli, René (Directeur-adjoint des Affaires politiques et commerciales au Ministère français des Affaires étrangères), 116 n, 202, 285 n, 505, 576 n
- Matile, Gaston (Ingénieur suisse en Espagne), 860
- Mecheri, Eno (Ancien député italien), 269 et n
- Meierhans, Paul Ulrich (Conseiller national zurichois), 824 n
- Meister, Martin (Secrétaire de l'Union syndicale suisse; Président de la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment), 46, 514 n
- Ménélik II (Ancien Négus d'Ethiopie), 183 n, 184
- Merian, Wilhelm S. (Directeur du Crédit Suisse), 638, 639
- Metzger, José (Citoyen suisse habitant Barcelone), 791, 792, 910
- Meulen, C. E. ter (Banquier à Amsterdam; Délégué hollandais pour les négociations financières avec le Reich), 147
- Meyer, Albert (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Intérieur, puis du Département des Finances et des Douanes), 268, 328 n, 334 n, 446, 449, 495, 614, 615, 657, 674, 730 n, 817, 862 n, 865 et n, 868
- Míaja Menant, José (Général espagnol, Gouverneur de la place de Madrid), 912
- Micheli, Louis (Chargé d'Affaires a. i. à Washington, puis Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Rome), 210, 414, 416, 436, 735, 855, 898 n, 905
- Milch, Eberhard (Secrétaire d'Etat au Ministère allemand de l'Air), 610
- Minger, Rudolf (Conseiller fédéral, Chef du Département militaire), 47, 62, 171 n, 266 n, 302, 303 n, 335, 337, 349 et n, 351, 352, 359, 360, 377 n, 435 n, 478 n, 565, 566, 607, 608, 609, 660 n, 730 n, 736 n, 754 n, 758 n, 772 n, 778 n, 795, 796 n, 801, 804 n, 821 n, 825, 840, 868
- Mitsubishi (Trust japonais), 134, 135, 136
- Mitsui (Groupe industriel japonais), 134, 135, 136
- Mittelholzer, Walter (Aviateur suisse), 113 et n, 610
- Modzelewski, Jean de (Ministre de Pologne à Berne), 40, 43 n, 300 et n, 301, 302, 908 n
- Mola Vidal, Emilio (Général espagnol, Commandant des armées nationalistes), 860 n, 883
- Monelli, Paolo (Journaliste italien), 773, 774
- Monroe, James (Ancien Président des Etats-Unis), 440 n
- Montenach, Jean de (Secrétaire à l'Institut international de Coopération intellectuelle de la SdN), 471 n, 793
- Moretti, William (Ex-membre du service diplomatique suisse), 271
- Morganti, Piero (Pharmacien tessinois; Chef d'un groupe national-socialiste suisse à Berlin), 14, 17 n
- Morgenthau, Henry (Secrétaire d'Etat américain au Trésor), 211
- Morreale, Eugenio (Journaliste ital.), 773, 774
- Moser-Schaer, Franz (Conseiller national; Président de l'Union suisse des paysans), 20, 25, 71 n

- Mosimann, Jakob (Chancelier au Consulat de Suisse à Milan), 11 n
- Mosley, Sir Oswald Earnald (Fondateur de la British Union of Fascists), 316
- Motta, Giuseppe (Conseiller fédéral, Chef du Département politique), 6, 10, 13 n, 14 n, 15 n, 16, 17 et n, 31 n, 32, 33 n, 34, 45 et n, 48 et n, 52 et n, 53 n, 54, 56 n, 59 et n, 62, 63 n, 64, 67, 87, 89 n, 93, 95, 98, 100 n, 107 n, 110, 111, 114, 116 n, 119, 127, 130, 131, 133, 156 et n, 160, 161, 163 n, 165 et n, 166 n, 168 n, 169, 176, 182, 184 et n, 185 n, 186 et n, 202 et n, 204, 205, 206, 208 et n, 210, 213, 217 et n, 218 n, 219 n, 220 n, 221 n, 223 n, 234, 250, 251, 255 et n, 256 n, 267 n, 269 et n, 270 n, 277, 281 n, 283 n, 284 et n, 285 n, 286 et n, 292 et n, 296, 298 et n, 299 et n, 300 n, 302 et n, 303 n, 315 et n, 316 n, 323, 325 et n, 326 n, 338, 339 n, 341 n, 349 n, 366 et n, 368, 370 et n, 372 n, 373 n, 374 n, 375 n, 376 n, 377 n, 378 et n, 380 n, 384, 385 et n, 386 n, 387 et n, 388 n, 409 et n, 410 n, 417, 419, 420 n, 421 et n, 422 n, 426 et n, 427, 428 et n, 429, 430, 431 et n, 432 n, 433 et n, 436, 450 et n, 451 n, 452, 453 et n, 454 n, 458, 459, 460, 461, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469 et n, 470 n, 478, 480 et n, 481 et n, 482, 486 et n, 487 n, 490 n, 491 n, 493, 501, 503 et n, 504 n, 505 n, 518 et n, 519 n, 520 et n, 521 et n, 530, 534 n, 544, 545, 546, 547 et n, 548 n, 552 n, 563 n, 565, 570, 574 et n, 575 n, 580 n, 581 n, 582, 586, 587 et n, 588 et n, 590 n, 591, 592 n, 595, 597 et n, 598 n, 600, 601 et n, 602 et n, 603 n, 604 et n, 606 n, 608, 609, 612 et n, 623 n, 625, 628 n, 631, 632, 635 n, 640 et n, 643 n, 645, 647 n, 653 et n, 654, 656 n, 665, 669, 671 et n, 673, 674, 675, 676 n, 689, 691, 692, 695, 696, 699 n, 701 et n, 703, 704 et n, 714, 720, 723, 725, 730, 733, 734 et n, 740 et n, 749 n, 756 n, 760 n, 761 et n, 763, 764 et n, 766 et n, 769, 774, 775, 778 n, 781, 783, 786, 792, 795, 796 n, 803, 804 n, 812, 814, 815, 818, 822 n, 823 n, 824 n, 825, 826, 832, 836, 837, 838, 840, 842, 843, 845, 849, 860 n, 865 n, 868, 869, 874 n, 881 et n, 889, 890, 898 et n, 902, 903 n, 904, 911, 913, 915 n, 916, 917 n, 918 n, 923 et n, 924 n, 926 n, 927 n, 929, 932 n, 934, 935, 936, 940 et n, 942, 943 et n, 946 et n, 954 et n, 955, 961 et n, 962 et n, 965, 972 et n, 974 et n, 976 n, 977 n
- Motza, Jean (Avocat roumain; Dirigeant de la Garde de Fer roumaine), 454, 729
- Mühlestein, Hans (Ecrivain et professeur suisse, membre du Parti communiste), 811 n
- Müller (Capitaine de la police bernoise), 637
- Müller, Ludwig (Evêque du Reich), 257, 258
- Münzenberg, Willi (Ancien Secrétaire du Bureau international de la Jeunesse socialiste à Zurich, puis Dirigeant du Parti communiste allemand et du Komintern), 186 n
- Mürner, Emanuel (Vice-directeur de l'Office suisse de compensation), 570, 639, 897, 929 n
- Munch, Peter R. (Ministre des Affaires étrangères du Danemark), 691
- Musset, Alfred de (Ecrivain français), 781
- Mussolini, Benito (Chef du Gouvernement italien et Ministre des Affaires étrangères), 16, 52, 53, 59 et n, 60, 61, 63 n, 64, 93, 94, 129, 130, 160, 161, 236, 237, 238, 239, 250, 269 et n, 270, 282, 284, 285, 286 n, 297, 315, 316, 325, 326 n, 387, 388, 403 n, 417, 427, 428, 429, 430 et n, 431, 432, 459, 463, 486, 487, 488, 489, 490, 513, 574 n, 587, 588, 589, 590, 595, 596, 597, 598, 599, 602, 603, 640, 641, 644, 645, 670, 677 n, 690, 691, 692, 693, 695, 701 et n, 702, 703, 704, 705 et n, 772, 795, 898 n, 924 n, 925 n, 926 n, 941, 954, 961 et n, 970 n, 973
- Musy, Jean-Marie (Conseiller fédéral, Chef du Département des Finances et des Douanes), 46 n, 49 n, 62, 65, 66, 67 et n, 68 et n, 69 n, 72
- Nadig, Albert (Juriste du Ministère public de la Confédération), 592, 593, 728
- Nansen, Fridtjof (Explorateur et homme politique norvégien; fondateur de l'Office Nansen pour l'aide aux réfugiés), 798 et n
- Nassibou, Dedjazmatch (Ras éthiopien), 760 et n
- Nef, Viktor (Consul général de Suisse à New York), 101, 102 et n, 104, 111, 112, 262 et n, 414, 416, 508, 548, 549, 593
- Nelken, Margarita (Communiste espagnole), 912
- Nestlé and Anglo-Swiss Condensed Milk Company (Société multinationale avec siège à Vevey), 337, 790, 858
- Neurath, Constantin, Baron von (Ministre des Affaires étrangères du Reich), 17, 158, 166, 293, 409, 610, 612, 656 n, 974 n
- Nicholson, Sir Harold (Ancien Sous-secrétaire permanent au Foreign Office), 438 n
- Nicola, Angelo (Publiciste italien), 432 n
- Nicolas II, Alexandrovitch (Tzar de Russie), 115

- Nicolas de Flüe (Ermite suisse), 478
- Nicole, Léon (Conseiller national et Conseiller d'Etat genevois; Rédacteur en chef du *Travail*), 47, 63, 64, 79 n, 206, 223, 774, 793, 821, 967 n
- Nicolle, Louis (Ministre français de la Santé), 666
- Noel & Co. Ltd. (Raison sociale à Buenos Aires), 196
- Nouman, Ménémény-Zadé, Bey (Sous-secrétaire d'Etat turc aux Affaires étrangères), 36
- Obrecht, Hermann (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Economie publique), 350, 351 et n, 352, 358, 471 n, 479, 513, 514 n, 519, 560, 571, 600, 601 et n, 615, 638 n, 653 et n, 674, 710 n, 722 n, 730 n, 821 n, 865 n, 868, 905 n, 934 n, 935, 936
- Ochsenbein, August (Vice-consul à la Légation de Suisse à Berlin), 947 n
- Oeri, Jakob Albert (Rédacteur en chef des *Basler Nachrichten*; Conseiller national de Bâle-Ville), 161, 204, 207, 208, 409, 463, 467
- Oetiker, Julius (Directeur de l'Administration des finances du Département des Finances et des Douanes), 675, 676
- Ultramaré, Georges (Ecrivain suisse; Chef de l'Union nationale), 966 n
- Orlando, Vittorio Emanuele (Ancien Chef du Gouvernement italien), 287 n
- Ossietzky, Carl von (Ecrivain allemand), 613 et n
- Ott, Emile (Citoyen suisse en Chine; Représentant d'un consortium de fabriques d'armes françaises), 89, 90, 294, 847
- Ott, Eugen (Colonel, Attaché militaire d'Allemagne à Tokyo), 957
- Otto, voir Krause, Gustav
- Otto de Habsbourg (Fils de l'Empereur Charles I^{er}, prétendant à la Couronne de Hongrie), 944
- P ..., Erika (Citoyenne suisse en Allemagne), 524 et n, 525 n, 526, 536, 537, 538, 539 et n, 540 n
- Pacciardi, Randolfo (Avocat et journaliste antifasciste italien), 899
- Pachoud, Maurice (Chef du Département commercial et du contentieux de la Direction générale de l'Administration des Chemins de fer fédéraux), 513 n
- Pai Ch'ung-hsi (Général chinois), 848
- Papen, Franz von (Ancien Chancelier du Reich; Ambassadeur du Reich à Vienne), 156, 157, 158, 743, 852
- Paravicini, Charles R. (Ministre de Suisse à Londres), 96 et n, 99, 154 n, 176, 184, 185 n, 202 n, 323, 482, 486, 733
- Parini, Piero (Journaliste; Directeur général des Italiens à l'Etranger au Ministère des Affaires étrangères), 93, 160, 315
- Parini-Colombi, Rosetta (Co-fondatrice de l'*Adula*; femme de Piero), 93, 315, 430, 598
- Parodi, André (Secrétaire à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 278
- Patschowsky, Günther (*Oberregierungsrat* à Berlin), 375
- Paul-Boncourt, Joseph (Ministre français des Affaires étrangères, puis Ministre d'Etat), 6, 55, 89
- Payot, René (Rédacteur en chef du *Journal de Genève*), 519 n
- Pei, voir Pai Ch'ung-hsi
- Pellegrini, Vincenzo (Attaché commercial à la Légation d'Italie à Berne), 443, 709
- Peña, Gonzales (Chef révolutionnaire espagnol), 646
- Péquignot, Eugène (Secrétaire du Département de l'Economie publique), 609
- Perret, Gabriel (Agent consulaire de Suisse à Torrelavega), 858
- Perret, Henri (Conseiller national neuchâtelois), 368
- Pétain, Henri Philippe Omer (Maréchal de France; Ministre de la Guerre), 671
- Peter, Francis J. (Juge suisse au Tribunal mixte du Caire), 99, 100, 931
- Peter, Marc (Ministre de Suisse à Washington), 91, 92 n, 101, 102 n, 104, 111, 113 n, 263, 279, 510, 586, 594
- Pfister, Bruno (Conseiller national de Saint-Gall), 231
- Phipps, Sir Eric (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin), 604
- Piccardo & Co. (Manufacture de tabac à Buenos Aires), 196
- Pictet & Cie (Banque privée à Genève), 191
- Pignatti Morano di Custoza, Bonifacio, Comte (Ancien Ministre d'Italie à Berne; Ambassadeur à Buenos Aires), 430 et n, 596, 597
- Pilet-Golaz, Marcel (Conseiller fédéral, Chef du Département des Postes et des Chemins de fer), 9, 23 n, 30 n, 46 n, 48, 52 n, 62 n, 65 n, 72, 171 n, 204, 208, 254 n, 268, 327 n, 336 n, 343 n, 477, 478, 533 n, 554 n, 562, 563 n,

- 811 n, 817, 868, 874 n, 902, 903 n, 905 n, 934 n
- Planta von (Famille patricienne grisonne), 751
- Poincaré, Raymond (Ancien Président de la République et du Conseil français), 666
- Politis, Nicolas Socrate (Ministre de Grèce à Paris), 546, 548 et n
- Porchet, Ferdinand (Conseiller d'Etat vaudois), 69 n
- Posse, Hans Ernst (Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie du Reich), 140 n, 141 et n
- Prieto y Tuero, Indalecio (Dirigeant du Parti socialiste ouvrier espagnol; Ministre de l'Air et de la Marine), 788
- Primo de Rivera, José Antonio (Avocat et Député espagnol; Fondateur de la Phalange fasciste), 235 et n
- Probst, Fritz (Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 713, 714 n, 715
- Prouvost, Jean (Industriel français; Fondateur et propriétaire d'un groupe de presse), 782 n
- Pury, Arthur de (Ministre de Suisse à La Haye), 147, 148 et n
- Queipo de Llano y Serra, Gonzalo (Général nationaliste espagnol), 845 n
- Radulesco, Savel (Sous-secrétaire d'Etat roumain aux Affaires étrangères), 265
- Räber, Max (Attaché de légation à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 592 n, 910 n
- Raeder, Erich (Amiral allemand, Chef de l'Amirauté du Reich), 852
- Rais, Albert (Avocat, Notaire et Conseiller national de La Chaux-de-Fonds), 92 n
- Rappard, William-Emmanuel (Professeur; Directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève), 204, 205, 206, 207, 208
- Reichenau, Walther von (Général allemand; Chef de cabinet du Ministre de la Reichswehr), 164
- Reinhard, Ernst (Conseiller national de Berne; Président du Parti socialiste suisse), 65 n, 280 n
- Renault (Industrie française fondée par L. Renault), 89, 846
- Renggli, Paul (Directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail), 3, 4, 5, 6, 7, 8, 58, 86, 305 n
- Rennenkampf, Paul Karlovitch (Général russe), 326
- Reynaud, Paul (Avocat et Député français), 846
- Rezzonico, Clemente Alberto (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Rome), 110, 111, 127, 128, 129, 254, 305 n, 445
- Rezzonico, Nino (Ingénieur; Chef de la Fédération fasciste du Tessin), 9, 11, 12, 129
- Rham, Jean-Guy (Juriste à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 728 n
- Richard, Jeanne (Mère de Carlo A Prato), 751
- Richter, Walter (Agent de la Gestapo), 374, 375, 376, 450 n
- Ringier & Co. (Maison d'édition à Zofingue), 627
- Rist, Charles (Economiste français; Directeur de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales), 762 et n
- Ritter, Karl (Directeur ministériel à l'Office des Affaires étrangères du Reich), 532, 533, 558
- Rivas Cherif, Cipriano de (Consul général d'Espagne à Genève), 966
- Rivline, Nadina (Secrétaire de Maxime Litvinoff), 241
- Robespierre, Maximilien Marie Isidore de (Avocat et révolutionnaire français), 781
- Rochat, Charles-Antoine (Chef du Cabinet du Ministre français des Affaires étrangères), 575 n, 576 n, 581
- Röhm, Ernst (Commandant en chef des S. A., exécuté en 1934), 162, 163, 177 n
- Rolland, Romain (Ecrivain français vivant à Villeneuve), 782
- Roosevelt, Franklin Delano (Président des Etats-Unis), 91 n, 92 n, 101 n, 102, 210, 211, 212, 280 n, 391, 392, 413, 436 et n, 437, 533, 549, 550, 586 n, 593
- Roost, Heinrich (Colonel commandant de Corps, Chef du Service de l'Etat-major général du Département militaire), 608
- Roper, Daniel Calhoun (Ministre américain du Commerce), 413
- Rosenberg, Marcel (Diplomate soviétique; Secrétaire général adjoint de la SdN, puis Ambassadeur d'URSS à Madrid), 504 et n, 871 n, 899
- Rosowsky, Markus (Réfugié russe en Suisse, au bénéfice d'un passeport Nansen), 799
- Rothmund, Heinrich (Chef de la Division de la Police du Département de Justice et Police), 3, 5, 6, 7, 8, 58, 86, 310, 457, 524, 525 n, 539 n, 540 n
- Rougier, Antoine (Juriste français), 109

- Roulet, Emile (Agent consulaire de Suisse à San Sebastian; Directeur d'une fabrique de la firme suisse Suchard), 857
- Ruedorffer, J.J. (Nom de plume d'un diplomate allemand), 327 n
- Rüfenacht, Hermann (Ancien Ministre de Suisse à Berlin), 655
- Ruegger, Paul (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Paris, puis Ministre de Suisse à Rome), 93, 154 n, 182, 202, 438, 450, 451 n, 464, 469 n, 547, 581, 582, 588 n, 596 n, 603 n, 640 et n, 644, 676, 677 n, 692, 695, 696, 701, 704 et n, 705 n, 709 n, 734 et n, 735, 764 et n, 774, 793, 794, 814, 856, 898 et n, 903 et n, 904, 923, 924 n, 940, 954, 961, 963, 972, 974 n
- Ruggeri (Directeur p.i. des Affaires politiques au Ministère italien des Affaires étrangères), 696
- Ruiz Guiñazu, Enrique (Ministre de la République argentine en Suisse et Délégué permanent à la SdN), 754 n, 756 n
- Rusca, Francesco (Commerçant et Conseiller national tessinois) 514 n, 516
- Ruth, Max (Adjoint à la Division de la Police du Département de Justice et Police), 3, 797 n
- Saavedra-Lamas, Carlos (Ministre argentin des Affaires étrangères, auteur d'un Pacte de non-agression et de conciliation), 756 et n, 830 n, 926
- Sacco, Nicola (Anarchiste italien exécuté aux Etats-Unis), 186 n
- Saenger, Walter (Représentant de Geigy & Cie à New York), 548, 549
- Salâhattin Cam (Directeur de la Banque Centrale de la République turque), 879
- Salengro, Roger (Ministre français de l'Intérieur), 785 n
- Samper, Ricardo (Premier ministre espagnol), 132
- Sandler, Rickard Johannes (Ministre suédois des Affaires étrangères), 120
- Sani, Mario (Général italien; Vice-président des *Comitati d'azione per l'universalità di Roma*), 454 n
- Sarasin, A. & Co. (Banque de Bâle), 188, 191, 193
- Sarraut, Albert (Président du Conseil français), 666 n, 673
- Sauerwein, Jules (Journaliste français), 575 n
- Saurer (Entreprise suisse), 183
- Sayre, Francis Bowes (Secrétaire d'Etat adjoint américain, chargé des négociations commerciales), 112, 413, 414
- Scanziani, Piero (Journaliste et fasciste tessinois), 52, 60, 61, 64, 160, 592, 593, 598
- Schacht, Hjalmar (Président de la Reichsbank et Ministre de l'Economie du Reich), 140 n, 141 et n, 143, 158, 198, 199 et n, 214 et n, 217, 227, 228 et n, 229, 242 et n, 245, 246, 257, 258, 259, 274, 276, 317, 328 et n, 329 et n, 330 n, 332, 335, 336, 344 et n, 351, 357, 360, 405, 448, 449, 555, 685 n, 686, 687, 688, 694, 730 n, 731 n, 874 n, 875 n, 884, 918 n, 920 n, 922
- Schein, Ernst (Adjoint à la Division de la Police du Département de Justice et Police), 542
- Scherrer, Josef (Conseiller national saint-gallois; Président de l'Union ouvrière chrétienne-sociale suisse), 231
- Schirmer, August (Conseiller national saint-gallois; Président de l'Union suisse des arts et métiers), 513 n, 517
- Schlaepfer, Paul (Professeur; Vice-directeur du Laboratoire d'essai des matériaux), 876, 878
- Schlau (Brasserie à Buenos Aires), 196
- Schleicher, Kurt von (Général et homme politique allemand, assassiné en 1934), 162
- Schmid, Philipp (Conseiller national de Zurich; Secrétaire général de la Société suisse des commerçants), 63 n
- Schmidheiny, Ernst (Commerçant; Président du Conseil d'administration de la Société des Ciments Portland à Tourah en Egypte), 100
- Schmidt, Guido (Secrétaire d'Etat autrichien aux Affaires étrangères), 945
- Schmidt, Werner (Directeur de C.I.B.A. à Barcelone), 953
- Schneider (Industrie métallurgique et d'armements du nom de la famille Schneider), 89, 287, 295, 827
- Schneider, Friedrich (Conseiller national de Bâle-Ville) 811 n, 824 n
- Schnorf, Fritz (Directeur de la Section des devises de la Banque nationale), 175, 249, 570, 572, 897
- Schnyder von Wartensee, Karl (Vice-directeur du Directoire de la Banque nationale), 498, 513 n
- Schöpfer, Robert (Ancien Conseiller d'Etat soleurois et Conseiller aux Etats), 204 et n, 206, 207, 208, 465, 824 n, 869 n
- Schoop, Reiff & Co. (Banquiers à Zurich), 141 n

- Schürch, Ernst (Rédacteur en chef du *Bund*), 169, 170
- Schütz, Hermann (Correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* à Milan; Vice-président de la Chambre suisse de commerce en Italie), 12 et n, 53 n, 60 n, 794
- Schulthess-Rechberg, August von (Ingénieur et homme d'affaires zurichois; du Comité Espagne de l'Association suisse des banquiers), 744
- Schulthess, Edmund (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Economie publique), 23 et n, 24, 29 et n, 47, 52 n, 62, 87, 140, 141 n, 142, 143 n, 144 n, 147, 148 et n, 174 n, 180 n, 204, 208, 245 n, 266 n, 267 n, 288, 290 et n, 311, 318 n, 328 n, 334 n, 343 n, 351 n, 352, 643 n, 679
- Schulthess, Louis (Rentier à Brugg; ancien correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* aux Etats-Unis), 105
- Schuschnigg, Kurt von (Chancelier et Ministre des Affaires étrangères de la République autrichienne), 945
- Schwab, Max (Directeur du Département I de la Banque nationale), 1 n, 446, 498, 513 n, 615 n, 639, 642, 644, 647, 657 n, 675, 714, 744, 914
- Schwaller, Albin (De l'Union suisse des paysans), 514 n
- Seemann, Werner (Economiste à la Section de l'administration générale du Département des Finances et des Douanes), 675 et n
- Senn, Adolf (Vice-président de la Chambre suisse du commerce en Italie), 12
- Senni, Carlo, Comte (Ancien Consul général d'Italie à Genève; Chef du Bureau du protocole au Ministère italien des Affaires étrangères), 454 et n, 641
- Severus (Pseudonyme), 327 n
- Sforza, Carlo, Comte (Ancien Ministre italien des Affaires étrangères), 751
- Shouse, Jouett (Président de l'American Liberty League), 211
- Sicard, Maurice-Ivan (Journaliste français), 203
- Siegenthaler, Friedrich (Conseiller national bernois), 514 n
- Siegfried, Konrad (Citoyen suisse en Espagne), 910, 911
- Signoretti, Alfredo (Journaliste italien), 773, 774
- Simon, Sir John (Ministre britannique des Affaires étrangères), 106, 323, 324, 325 n
- Sinclair, Upton (Ecrivain américain), 210
- Smith, Alfred Emanuel (Homme politique américain), 211
- Solmi, Arrigo (Ministre italien de la Justice; Membre du Grand Conseil fasciste), 705
- Somary, Felix (Banquier zurichois d'origine autrichienne), 920
- Soong, Tseu-wen (Ministre des Finances du Gouvernement de Nankin, puis de celui de Canton; Beau-frère de Chiang Kai-shek), 828
- Spalinger, U. & Co (Maison de commerce), 294, 295
- Spalinger, Ulrich (Consul de Suisse à Canton; Chef de la Maison de commerce U. Spalinger & Co. S. A.), 90, 294, 295
- Speich, Rudolf (Directeur général de la Société de Banque suisse), 744 et n
- Spinasse, Charles (Ministre français de l'Economie nationale), 862, 863
- Stämpfli, Franz (Procureur général de la Confédération), 15 n, 342 n, 454, 595, 627, 728 et n, 729, 750, 793
- Staline, Joseph Vissarionovitch Djougatchvili, dit (Secrétaire général du Parti communiste d'URSS), 114, 781
- Starace, Achille (Secrétaire du Parti fasciste italien), 574 n
- Steinhäuslin, Charles (Consul de Suisse à Florence), 129
- Steinmann, Hermann (Industriel suisse; Président de la Chambre suisse de commerce en Italie), 110 n, 254
- Stern, Otto (Directeur de la firme Astra à Bucarest), 382, 383
- Stierlin, Max Robert (Consul de Suisse à Séville), 844, 857
- Stiffler-Vetsch, Anton (De la Fédération suisse du tourisme), 514 n, 517
- Stooss, Carl (Professeur de droit), 537
- Stoutz, Maxime de (Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, puis Ministre de Suisse à Varsovie), 3, 4, 6, 7, 8, 9 n, 13 n, 34 n, 106, 110 n, 113, 153, 204, 208, 212, 240, 251 n, 267 n, 271, 295, 298 n, 310 n, 367 n, 378 n, 426, 428, 453 n, 455, 458, 464, 467 n, 468, 484, 521, 524 et n, 525 n, 542 n, 543 n, 574
- Strasser, Otto (Ancien dirigeant national-socialiste; Fondateur du Front noir), 637
- Stucki, Carl-Theodor (Chef du Service consulaire du Département politique), 263 n, 791
- Stucki, Walter (Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, puis Délégué du Conseil fédéral

- pour le Commerce extérieur), 18 n, 19, 20, 22, 23 et n, 24 n, 25 et n, 41 n, 43 n, 56, 69, 70, 71 n, 91, 92 n, 101, 102 n, 104, 111, 126, 137, 139 et n, 140, 141 et n, 143, 144, 145, 146, 149, 151 n, 152 n, 153, 159 et n, 171, 172 n, 174 n, 175, 176 n, 198, 199 et n, 204, 206, 208, 214 et n, 215, 225 et n, 226 n, 227 n, 228 n, 229 n, 242, 243, 245, 249, 258, 259 et n, 260, 262, 264, 273, 276, 278 et n, 279, 290, 291 n, 300 n, 301, 302, 304, 310, 317, 320, 327, 328 n, 329, 330, 331, 334 et n, 335, 337 et n, 338, 343 et n, 344, 345 et n, 346 n, 347 et n, 351, 352, 355, 357, 358, 359, 360, 363 n, 364, 365 et n, 381, 390, 392 n, 393, 399, 412, 415 n, 416 et n, 418 et n, 424, 444, 490, 491 n, 492 n, 495 n, 501, 502, 505, 506 n, 508, 510 n, 511, 513 et n, 514 et n, 516, 517, 522, 527, 532, 548, 557 n, 559, 561, 563, 565 n, 571, 572, 582 et n, 589, 590, 591 n, 647 n, 659 n, 668 n, 674, 675, 676, 677 n, 683 n, 685 et n, 686 et n, 687 n, 688 n, 689 n, 693, 709 et n, 713, 714, 715 et n, 718, 720 et n, 721 n, 722, 723, 730 et n, 732, 749, 758, 762, 768 n, 778 n, 779 n, 786, 828, 854, 855, 874, 876 n, 900, 908 n, 913, 916, 917 et n, 918 n, 929 n, 935 n, 938
- Stumfohl, Herta (Ex-*Obergauführerin* des organisations de la jeunesse national-socialiste en Autriche), 637
- Suchard (Société suisse) 857
- Sulzer, Frères (Industriels à Winterthur), 189, 193, 194, 196, 199 n, 382, 383
- Sulzer, Hans (Industriel; Président du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'Industrie), 104, 446, 449, 513 n, 516, 938
- Sumitomo (Trust japonais), 134, 136
- Suvich, Fulvio (Sous-secrétaire d'Etat au Ministère italien des Affaires étrangères, puis Ambassadeur d'Italie à Washington), 62, 63, 64 et n, 93, 131, 285 n, 316, 326 n, 430, 431, 432, 453, 495, 570, 580 n, 588, 701, 702, 704, 705
- Tamaro, Attilio (Ministre d'Italie à Berne), 486, 502 n, 512 n, 574, 575, 670, 677 n, 689, 690, 692, 695, 696, 701 n, 709, 710, 752, 761, 764, 765, 766 et n, 774, 775, 792, 794, 843, 844, 856, 899, 954, 961, 962
- Tamburini, voir Giambonini, Arrigo
- Tardieu, André (Ancien Président du Conseil français), 666
- Tecle, Hawariat, Bedjirond (Ministre d'Ethiopie à Paris et à Londres), 182 n, 183, 184
- Tejeda, Adalberto (Ministre du Mexique à Paris), 841 n
- Te Water, Charles Théodore (Délégué de l'Afrique du Sud à la SdN), 544
- Tewfik, Rouchdy, Bey (Ministre turc des Affaires étrangères), 115
- Thalmann, Ernst Alfred (Avocat-notaire et Conseiller aux Etats bâlois), 338 n
- Thaon di Revel, Paolo (Amiral italien; Ministre des Finances), 304 n
- Thommen, Pauline (Secrétaire du Ministre H. Martin en Egypte), 298
- Thorez, Maurice (Secrétaire général du Parti communiste français), 781 n, 846, 847
- Thurnheer, Walter (Ministre de Suisse à Tokyo), 955, 956 n
- Thys, William (Vice-président de la Banque de Bruxelles), 135, 138
- Titulesco, Nicolas (Ministre roumain des Affaires étrangères), 383, 400, 454
- Tomarkin, Alexandre (Fondateur d'un groupe fasciste suisse à Rome), 52, 59, 64 et n
- Tonella, Guido (Journaliste suisse, Correspondant du journal italien *La Stampa* à Genève), 17 n
- Tonello, Tommaso Angelo (Ancien Député italien; antifasciste), 76, 77 n
- Tornquist, Ernesto & Co. (Raison sociale à Buenos Aires), 191, 196, 197
- Torrenté, Henri de (Chargé des Affaires commerciales à la Légation de Suisse à Paris), 581 et n, 845, 871
- Traversini, Emile (Ministre de Suisse à Buenos Aires), 126, 756 n
- Trembley, Ernest (Président de la Commission commerciale suisse au Caire; Administrateur-délégué de la Société égyptienne des Ciments Portland à Tourah), 34, 35, 98, 99, 199, 200 et n, 378, 380 n, 931, 960 et n
- Trip, Leonardus J. A. (Gouverneur de la Banque nationale néerlandaise), 353 n, 863
- Tu Yi-ch'ien (Lieutenant-général chinois), 295
- Umberto, voir Humbert de Savoie
- Ureña, de (Secrétaire général du Ministère espagnol des Affaires étrangères), 912
- Vallotton, Henry François Jules (Avocat et Conseiller national vaudois), 631 et n
- Vansittart, Sir Robert (Sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office), 177, 482, 483, 484
- Vanzetti, Bartolomeo (Anarchiste italien exécuté aux Etats-Unis), 186 n

- Vaqueiro Cantillo, Eloy (Ministre de l'Intérieur espagnol), 419 n
- Vasconcellos, Augusto de (Ancien Président du Conseil portugais; Ministre et Délégué permanent du Portugal à la SdN), 491 n, 580 n
- Vassalli, Manfredo (Chef de service à la Direction générale des Douanes), 843
- Vaucher, Théodore (Correspondant du *Journal de Genève* en Italie; Vice-président de l'Association de la presse étrangère à Rome), 795
- Véron-Grauer & Co. (Maison d'expédition), 840, 842
- Vethacke, Waldemar van (Membre du Conseil d'Administration de la Fabrique de Machines-outils d'Oerlikon), 826 n
- Vickers (Fabrique anglaise), 827
- Victor-Emmanuel III (Roi d'Italie), 236, 237, 689 et n, 941, 961, 964 n
- Vidal-Bucher, Juan (Correspondant consulaire du Département politique aux Baléares), 858
- Vieli, Peter (Conseiller de légation attribué à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 147 et n, 249, 403, 418, 445, 499, 507, 513 n, 523 n, 557 n, 558, 559, 561, 570, 579 n, 580 n, 639, 676 n, 786 n, 808 n, 907, 908 et n, 935 n
- Voirier, Henri (Juriste à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 458, 795 n, 832
- Vollenweider, Jakob (Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 513 n, 714 n, 715
- Volmar, Friedrich (Professeur; Membre dirigeant de la Société ferroviaire Berne-Lötschberg-Simplon), 514 n, 517
- Vollmar, Werner (Agent commercial), 949
- Voltaire, François-Marie Arouet, dit (Ecrivain et philosophe français), 781
- Wagner (*Standartenführer* des S.A.), 850
- Wagnière, Georges (Ministre de Suisse à Rome) 3, 9 et n, 10, 11, 12 et n, 13 n, 15 et n, 16, 45, 52 et n, 53 et n, 59, 62, 63 n, 64 n, 86, 94, 96, 110 et n, 111, 127, 130, 154 n, 160, 250 et n, 251, 269, 277, 284 et n, 285 n, 290, 298 n, 310, 315, 316 n, 325, 326 n, 345 et n, 346 n, 387, 388 n, 403, 417, 421, 426, 429, 430, 431 et n, 433 n, 453 et n, 490, 501, 511, 518 et n, 570, 574 n, 580 n, 582, 587, 588 n, 595, 597, 599, 602, 603 n, 626 n, 640, 642 n, 713 n
- Wallace, Henry Agard (Secrétaire d'Etat américain à l'Agriculture), 413
- Walsh, David I. (Sénateur américain du Massachusetts), 509, 510
- Walther, Heinrich (Conseiller d'Etat et Conseiller national lucernois), 65
- Warburg, James P. (Banquier américain), 211
- Warner, Sir Georges (Ministre de Grande-Bretagne à Berne), 552 n
- Weber, Ernst (Directeur général et Chef du Département III de la Banque nationale), 354, 495 n, 890 n
- Weber, Max (Professeur; Economiste de l'Union syndicale suisse), 46, 514 n, 517
- Weck, René de (Ministre de Suisse à Bucarest), 88, 114, 213, 217, 218 n, 264 et n, 298 n, 381, 399, 522, 708, 729 n, 897 n, 928, 929 n
- Wegmann, Eduard (Directeur de la *National Zeitung*), 169
- Weissenbach, Arturo (Juge d'instruction fédéral), 595
- Weizsäcker, Ernst, Baron von (Ministre du Reich à Berne), 166 n, 180 n, 300, 341 et n, 378, 450 n, 612 et n, 613, 622, 632, 635 n, 851
- Werner, Kurt (Citoyen allemand), 456
- Werthmüller, Ernst (Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 209 n
- Wesemann, Hans (Journaliste allemand; Agent de la Gestapo), 339, 342, 375 et n, 376, 450 et n
- Wetter, Ernst (Conseiller national zurichois; Vice-président du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), 41 n, 143, 144 n, 153, 215, 331, 446, 448, 449, 499, 513 n, 900 n, 938, 946 n, 947 n
- Weygand, Maxime (Général français; Inspecteur général de l'armée et Vice-président du Conseil supérieur de la guerre jusqu'en 1935), 671 et n
- Wiesner, Friedrich Ritter von (Chef des royalistes autrichiens), 945
- Williamson, David (Secrétaire à la Légation des Etats-Unis à Berne), 113 n, 263 n
- Wilson, Thomas Woodrow (Ancien Président des Etats-Unis), 413, 834
- Wirth, Heinrich (Citoyen suisse établi à Rome), 269 et n
- Wittmer, Rudolf (Président de l'Union des Banques cantonales suisses), 328 n, 331
- Wohlgemuth, August (Inspecteur de police allemand), 967 et n

- Wohlthat, Helmuth (Directeur ministériel à l'Office allemand des Affaires étrangères), 721 n, 730 n, 920, 922
- Wolde, Mariam (Ministre d'Ethiopie à Paris), 692, 733
- Wunderli, Karl (Conseiller national zurichois), 869 n
- Young, Owen D. (Homme d'affaires américain; Président du Comité d'Experts qui élabore le Plan Young sur les réparations), 140, 172, 179, 260, 362 n, 615 n, 887
- Yui Ming (Chef du Bureau du Ministère des Affaires étrangères à Shanghai), 90
- Zeeland, Paul van (Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur belge), 576 n
- Zehnder, Alfred (Vice-consul, puis Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Sofia), 950
- Zoelly, Charles (Délégué du Conseil d'administration de la Banque Fédérale S.A.), 446, 449, 499, 561, 571, 638, 639
- Zola, Emile (Journaliste et écrivain français), 781
- Zurlinden, Hans (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Paris), 367, 740 n
- Zust, Albert (Conseiller aux Etats lucernois), 824 n
- Zutter, Philippe (Juriste à la Division des Affaires étrangères du Département politique, puis Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Bucarest), 204, 928

2. NOMS GÉOGRAPHIQUES¹

¹ Les noms Berne et Suisse n'ont pas été retenus.

- Aarau, 290, 626
- Abysinie (cf. aussi Ethiopie), 113, 288, 349, 350, 387, 422, 478, 490, 514, 519, 520, 521, 532, 533, 546, 555, 566, 587, 606 n, 609, 729, 856, 956
- Addis-Abeba, 113 n, 183, 287, 520, 903 n, 904 et n, 927, 962 n, 967, 968, 969
- Adoua, 387, 388 n, 471
- Adriatique, 270
- Afghanistan, 723 et n
- Afrique, 284, 286 n, 287, 388 n, 431, 439 et n, 488, 503, 574 n, 598, 691, 701, 903 n
- Afrique du Sud, 491 n, 544
- Airolo, 156 n, 804 n
- Albanie, 483, 515
- Albbruck, 617, 914
- Alcala de Henares, 912
- Alexandrie, 98, 154, 201, 378, 489
- Algésiras, 845
- Alger, 873 n
- Alicante, 953
- Allemagne, 7 n, 10, 18, 29, 32, 34, 47, 63 n, 66, 69, 79 n, 93 et n, 94 n, 95, 106, 121 et n, 135, 138, 139 et n, 140 et n, 141 et n, 142, 144 et n, 145 et n, 146, 147, 148 et n, 149, 150 et n, 151 n, 152 n, 156, 159 et n, 160, 161, 163 n, 164, 165 n, 166 et n, 169 et n, 170, 171, 172 et n, 173, 174 et n, 175, 176, 177, 178, 179, 180 et n, 181, 182 n, 198, 199 et n, 200, 201, 203, 205, 206, 214 et n, 215, 216, 217, 221, 222 n, 226 n, 227, 228 et n, 229, 242 et n, 243, 245, 246 et n, 247 et n, 248, 249, 256, 257, 258, 259, 260, 261 et n, 262, 265, 269, 270, 272, 273, 274 et n, 275, 276, 277, 280, 292, 293, 298 et n, 299, 300, 305, 306, 312, 317, 318 n, 319, 320, 324, 325 et n, 326 et n, 327 n, 328 n, 329 et n, 330 et n, 331 et n, 332, 333, 334 et n, 335, 337, 338, 339, 340 et n, 341 et n, 342 n, 343 et n, 344, 347 n, 348, 351, 355, 356, 358, 360 et n, 361 et n, 362 et n, 363 et n, 364, 365, 366 et n, 372, 373, 375, 376, 378, 382, 383, 384 n, 385, 386, 404, 405, 406, 407, 408 et n, 409, 410 n, 411, 412, 421, 431, 439 n, 440, 447 et n, 448, 449, 450 n, 452, 455, 456, 457 et n, 463 et n, 470, 478, 479, 481, 484 n, 485 n, 489, 506 et n, 515, 517, 524 n, 525, 526, 528 et n, 532, 533 et n, 538, 539 et n, 540 n, 541, 542 et n, 543, 550, 554, 555, 556, 557, 558 et n, 559 et n, 563, 569, 573, 579, 589, 594, 603, 604 et n, 605, 606 n, 607, 610 et n, 611, 613 et n, 614 et n, 615, 616, 617, 619, 620, 621, 625 n, 628,

- 632, 633 n, 635, 636 et n, 644, 645, 651 n, 656 et n, 657, 662 n, 663, 667, 668, 669, 672, 678 et n, 679 et n, 680, 681, 683 et n, 684, 685 et n, 686, 687 et n, 688, 689, 693, 703, 707 et n, 715, 716, 717, 718, 719, 720 et n, 721, 722, 723, 730, 731 n, 732 et n, 738, 750, 762 et n, 769 et n, 770 et n, 771, 783, 790, 800, 801, 803, 804, 816, 817 n, 818, 819, 833, 834, 836, 837, 851, 853, 871, 874 et n, 875 et n, 876, 877, 883, 884, 885, 886, 890 n, 891, 892, 893 et n, 894, 895, 903 n, 906, 907, 914, 915, 917, 918 n, 921, 922, 923, 925, 927, 941, 943, 945, 947, 951, 955, 956, 957, 959, 965, 968, 972, 974 et n, 975, 976, 977
- Alpes, 327, 427, 430, 610
 Alpes-Maritimes, 55
 Altdorf, 841
 Amazone, 567 n
 Amérique (cf. aussi Etats-Unis), 103, 146, 148, 209, 211, 212, 263, 280, 332, 354, 389, 391, 395, 396, 397, 398, 416, 441, 533, 550, 574 n, 613 n, 661, 662, 830 n
 Amérique du Sud, 9 n, 882
 Amsterdam, 76, 359
 Andalousie, 132
 Angleterre (cf. Grande-Bretagne)
 Ankara, 94, 99, 116, 298 n, 299, 379, 380 n, 507 n, 600, 601, 879, 897 n, 935 n, 936 et n
 Aomori, 958
 Apennin, 236
 Appenzell, 537
 Aragona, 845
 Argentine, 96, 97, 124, 125, 126, 127 et n, 187 n, 188, 189, 447 n, 491 n, 658, 754, 755, 756 et n, 963
 Ascona, 847
 Asie, 203, 287 n
 Asturies, 234 n, 419, 843 n
 Athènes, 106 n, 468
 Atlantique, 210, 237, 437
 Australie, 958
 Autriche, 26, 27, 28, 29, 30, 32, 33, 34, 46, 47, 48 et n, 49, 79 n, 166 n, 177, 183, 230, 231, 232, 233, 256, 266 et n, 268, 270, 282, 283, 284, 285 et n, 288, 289 et n, 297, 312, 314, 325, 333, 384 n, 386, 387, 431, 435, 440, 447 n, 448, 463, 482, 483 n, 493, 515, 583, 590, 622, 637, 723, 769 et n, 770 n, 804, 805 n, 850, 927 n, 943, 945, 956, 964 et n, 968
 Autriche-Hongrie, 2 n, 642, 766 n, 807
- Badajoz, 845
 Bad Eilsen, 227, 228 n, 245
 Baden, 191, 192
 Badenweiler, 694
 Bahia Blanca, 189, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197
 Balkans, 569, 800, 901
 Bâle, 76, 80, 89, 140, 141, 143, 146, 147, 186 n, 189, 193, 204 n, 338 n, 344, 345, 353, 356 n, 360, 372 et n, 375 et n, 378, 451, 548, 626, 667, 679, 744, 746, 766, 809, 811 n, 812, 929, 942, 975, 976 et n, 977
 Baléares, 858, 953
 Baltique, 270, 924
 Bangs, 26
 Barcelone, 131, 234 et n, 235 et n, 419, 780 n, 790, 791 et n, 812, 857, 859, 861, 910 n, 911 et n, 946, 952, 953
 Bari, 734
 Bavière, 723
 Belfort, 671
 Belgique, 7 et n, 8 n, 19, 93, 105, 113, 126, 127, 135, 138, 183, 236, 264 et n, 278 n, 279 et n, 280, 303, 329, 332, 333, 336, 359, 391, 393, 413, 425, 482, 491 n, 494, 581 n, 583, 606, 607, 712, 744, 827, 871, 899, 920, 948, 949, 959
 Belgrade, 106 n, 936
 Bellechasse, 799
 Bellinzone, 14 n, 433 n, 599, 626
 Berchtesgaden, 771, 974
 Berlin, 14, 17 et n, 32, 106 n, 116, 138, 143, 145, 147, 150 n, 151, 152 n, 156, 157, 159 n, 161, 164 n, 165, 169, 171, 176, 177, 178, 179, 181, 198, 208 n, 214, 215, 217, 221 n, 225, 227, 228 n, 241, 242 n, 246, 255, 258, 259 n, 261 n, 270, 273 n, 274 n, 275, 292, 293, 296 n, 299 n, 300, 324, 325 et n, 328 n, 329, 331, 337, 338, 343 n, 344, 345, 366, 370, 375, 376, 377, 383, 384, 385, 388, 404, 408, 450 n, 452, 455 et n, 457, 524, 532, 536, 539 n, 540 n, 542 n, 543, 554, 557 et n, 604, 607 n, 609, 612, 628 et n, 635, 644, 645, 654, 655 et n, 656, 678, 686, 693, 718, 731 n, 769 et n, 770, 771, 784, 827, 849, 870 n, 883, 889, 890 n, 914, 917, 919, 920 n, 929 n, 945, 956, 974
 Besançon, 672
 Bilbao, 858, 953 n
 Bohême, 270
 Bolivie, 303 et n, 477, 567, 568 et n, 609, 804, 830 n
 Bologne, 237, 430
 Bolzano, 434 n
 Bordeaux, 859, 872
 Boston, 437

- Bregaglia (Val), 517
 Brenner, 326, 494, 517
 Brésil, 126, 391, 413, 447 n, 658, 762, 853, 882
 Brugg, 105, 481, 505
 Bruxelles, 7, 8 n, 106 n, 135, 138, 278 et n, 359, 581, 582
 Bucarest, 88, 106 n, 114, 115 et n, 122, 213, 217, 264, 378 n, 381, 382, 383, 399, 468, 522, 523, 582, 708, 729 n, 897 n, 928, 929 n, 936
 Buchs, 26
 Budapest, 199 n, 243 et n, 311, 314, 483, 544, 607, 643, 945
 Büchel, 26
 Buenos Aires, 96, 97, 98, 106 n, 124, 125, 126, 189, 190, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 430, 568 n, 756 n
 Bulgarie, 447 n, 895, 897, 915, 935, 939 n, 948, 968
 Burgos, 790, 825, 844, 860 n, 902, 946, 947

 Cadiz, 132, 845
 Caire (Le), 34, 96, 99, 100 n, 117 et n, 118, 153 et n, 154, 155, 183 n, 199 et n, 200, 298 et n, 299, 378, 379, 380 n, 600 et n, 601, 602, 653, 931, 960
 Californie, 210
 Campione d'Italia, 592
 Canada, 491 n
 Canton, 89, 90 et n, 294 et n, 295, 826 et n, 827, 828, 847, 848
 Caracas, 544, 607, 690
 Castille, 790, 845
 Catalogne, 131 et n, 132, 235 n, 791 et n, 792 n, 910, 930, 952, 953
 Catania, 82
 Chaco, 303 n, 442 et n, 567 n, 568 n, 830 n
 Charlottenburg (Berlin), 654
 Chiasso, 13, 253, 417, 516
 Chili, 471, 658, 756 n, 881, 882, 912 et n, 964 et n
 Chine, 89 et n, 90 n, 281, 294, 295, 296 et n, 302, 303 et n, 369, 462, 565 et n, 567, 589, 825, 826, 827, 828, 847, 848, 956, 957, 958
 Clermont-Ferrand, 846
 Coire, 255, 427 n, 612 n, 622, 626
 Cologne, 17 n
 Colombie, 113, 567 et n
 Côte, 13, 898 et n
 Constance, 617
 Copenhague, 691
 Corfou, 388
 Corrientes, 189, 192, 194, 196

 Corse, 812
 Couvet, 12
 Creusot, 287, 295
 Cuba, 413
 Cully, 9 n

 Dâmbovitza, 115
 Danemark, 69, 119, 120, 271, 436, 471, 494, 691, 692, 703, 949
 Dantzig, 769, 770, 771, 850
 Davos, 609, 610, 611, 612, 613, 635, 760 et n
 Dijon, 977
 Djibouti, 349, 350
 Dolores, 188, 190, 191, 192, 194, 196, 197
 Domodossola, 516
 Dover, 178
 Drei Schwestern, 26, 32
 Dresde, 524 n, 526, 539 n
 Dublin, 544, 607, 690, 776
 Dübendorf, 113 n

 Eboli, 421
 Egypte, 34, 35, 94, 95 et n, 96, 98, 99, 100 et n, 116, 117 et n, 118, 153, 154, 155, 183 et n, 199 et n, 200, 201, 298, 299, 378, 379, 380 et n, 439, 600 et n, 601, 602, 653 et n, 816, 851, 931 et n, 932, 933, 960, 964
 Ekaterinbourg, 115 n
 Engadine, 402
 Erythrée, 287, 388, 589 n, 689 n, 969
 Espagne, 119, 120, 128, 132, 133 et n, 234, 235, 419, 420, 421, 460 n, 491 n, 646, 658, 668 et n, 676 et n, 692, 710, 711, 712, 713 et n, 714 et n, 715, 744 et n, 745 et n, 746, 747, 748, 759 n, 762 et n, 778, 779, 780 et n, 786, 787 et n, 789, 790, 792 n, 795, 796 et n, 803, 804 et n, 805 et n, 806 et n, 811, 812, 813, 814 et n, 821, 822 et n, 823 et n, 824, 836 et n, 840 n, 841, 842, 844, 845, 846, 857, 858, 859 n, 860 et n, 861, 869 et n, 870, 873 et n, 881, 882, 902, 903 n, 924, 930, 946, 953 et n, 966
 Esthonie, 183
 Estrémadure, 845
 Etats-Unis, 73 et n, 74, 91 et n, 92 et n, 101, 102, 103, 104, 105, 107 n, 108, 112, 114, 135, 159, 209, 210, 211, 212, 262 et n, 264, 279, 281, 368, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 412, 418, 441 et n, 442, 469 n, 485 n, 506, 510 n, 511, 515, 517, 532, 533, 550 et n, 565, 586, 587, 593, 594, 641 n, 662, 715, 756 n, 788, 816, 817 n, 834, 837, 862 n, 863 n, 864, 871, 929, 968, 970, 971

- Ethiopie (cf. aussi Abyssinie), 113 et n, 182, 183 et n, 184, 286 et n, 287 et n, 349 n, 369, 388 n, 438, 439, 458, 459 et n, 461, 462, 468, 469, 471, 472, 519 n, 520 n, 527, 529, 530 et n, 544, 545, 547, 552 n, 566, 567 et n, 568, 569, 586, 589 n, 607, 689 et n, 690, 691, 702, 707, 723, 724, 725, 755, 760, 777, 794, 843, 903 et n, 904, 905, 923, 924, 925, 926 n, 927 et n, 955, 961, 962, 964 n, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974
- Eupen-Malmédij, 769
- Europe, 10, 60, 74, 90, 92 n, 101, 176, 178, 184, 211, 212, 269, 280, 287 n, 293, 294, 295, 296, 324, 325, 358, 388, 412, 440, 441, 470, 480, 602, 641, 719, 763, 796, 803 n, 836, 839, 847, 854, 882, 924 n, 928, 938, 939 n, 943, 944, 961, 970, 971, 975
- Extrême-Orient, 89, 202
- Feldkirch, 26
- Ferrette, 977
- Finlande, 378 n, 691, 849
- Florence, 52, 60, 63, 83, 129, 734
- France, 4 et n, 5, 6, 7 n, 18 et n, 19, 20, 21, 22, 23, 24 n, 25, 41, 48 n, 54 et n, 55, 56, 57, 58, 63 n, 69 et n, 70, 71 et n, 90, 95, 105, 116, 118, 119, 146, 154, 162, 163 et n, 178, 179, 184, 198, 200, 202, 203, 204, 205, 235, 249, 256, 257, 271, 272, 277, 278 n, 284 et n, 285, 286 n, 287 n, 294, 305, 306, 308, 309, 324, 325 n, 326, 329 et n, 346, 349, 354, 355, 359, 366 n, 367 et n, 386, 388 et n, 422 et n, 423, 424, 425 et n, 426 n, 438 et n, 439 et n, 440, 450, 451, 459, 460 et n, 462, 464, 466, 467, 469 et n, 470, 471, 472, 474, 476, 480, 482, 487, 488, 489, 491 n, 503, 504, 505, 506, 508, 513, 514, 515, 542, 544, 546, 547, 551 n, 552 n, 565, 575 et n, 576 n, 581 et n, 583, 584, 585, 586, 587, 589, 604, 605, 606 et n, 607, 640, 641 et n, 644, 645, 671 n, 672, 673, 711, 712, 719, 726, 727, 738, 740, 741, 742, 743, 749 et n, 750 et n, 762 et n, 770 n, 771, 777, 781 et n, 783, 784, 785, 797, 800, 801, 803, 804 n, 805 n, 806 et n, 814, 816, 818, 827, 828, 829 et n, 832, 833, 834, 837, 840 n, 844, 846, 847, 854 et n, 855 n, 862, 864, 871, 873 et n, 879, 899, 903 n, 904, 924 et n, 929, 933, 948, 952, 956, 962 et n, 968, 970, 971, 974, 975, 976, 977
- Frauenfeld, 626
- Fribourg, 467, 701 n
- Fribourg-en-Brisgau, 385
- Fukien, 90
- Funchal, 944 n
- Galicie, 845
- Gallinakopf, 26
- Gênes, 52, 64 n, 83, 110 n, 129, 160 et n, 494, 627, 859
- Genève, 7 et n, 16 n, 17, 22, 47 et n, 52, 64, 66, 79 n, 99, 100 n, 106, 107 et n, 108 n, 109, 110, 115, 118, 119, 121, 164 n, 185 et n, 186 n, 202, 203, 206 et n, 207, 208, 213, 218 n, 219, 222, 223, 224, 240, 241, 242, 250 et n, 251, 266, 271, 272, 285, 303 n, 356 n, 368, 422, 438, 440, 441, 442, 454, 457 n, 458, 459, 460 et n, 468, 469, 471, 472, 476, 477, 480, 481 et n, 482, 483, 484, 486, 487, 489, 490, 492, 493, 494, 495, 499, 501, 502, 503, 504 et n, 505, 506 n, 511, 512, 513, 514, 516, 518 et n, 527, 533, 534, 536 n, 545, 546, 547, 551, 563, 564, 576 n, 577, 582, 583, 584, 589, 591 et n, 603 et n, 606 n, 626, 630, 639, 640, 641, 669, 670, 671, 689, 690, 691, 702, 703 n, 724, 725, 727, 733, 751, 752, 755, 757, 760 et n, 761, 762, 763, 765, 769, 771, 772 et n, 773, 774, 776, 778, 793 et n, 794, 795, 821 et n, 831 n, 833, 836, 837, 838, 842, 843, 854, 855 n, 899, 925 n, 926 et n, 927, 934 n, 953, 954, 963, 965, 966, 967 n
- Gibraltar, 489, 646, 857
- Giornico, 427 n, 432 n
- Gondrand, 764 n
- Gothard, 431, 463 et n, 477, 484 et n, 485 et n, 494, 517 et n, 532, 533 et n, 562, 563 n, 599, 834
- Grächen, 430, 431 n, 596
- Granada, 845
- Grande-Bretagne, 7 n, 18, 69, 73, 95, 97, 98, 116, 118, 119, 125, 127, 135, 139 n, 140, 146, 148, 154, 159 n, 176, 177, 178, 179, 201, 202 et n, 204, 205, 270, 279 et n, 281, 297, 300, 301, 302, 303, 316, 325 n, 326 n, 345 n, 346, 349, 354, 355, 359, 380, 383, 388 et n, 414, 421, 435, 438 et n, 439 et n, 440, 458, 459, 460 et n, 461, 462, 464, 466, 467, 469 et n, 470, 471, 472, 474, 476, 478, 483, 484, 488, 489, 491 n, 493, 503, 504, 505, 506, 513, 514, 515, 516, 528 et n, 532, 533, 536, 544, 552 n, 565, 574 n, 575 n, 576 n, 581 n, 583, 584, 585, 586, 587, 602, 604, 605, 606 et n, 607, 641 n, 645, 672, 703, 711, 712, 724, 731 n, 734, 738, 755, 771, 777, 788, 827, 836, 837, 862 n, 863 n, 864, 871, 897, 903 n, 904, 933, 945, 957, 961, 962 et n, 968, 970, 971
- Graz, 751
- Grèce, 183, 491 n, 569 n, 895, 896, 897, 939 n, 968

- Grisons, 426, 427, 429, 430, 431, 555, 556, 557, 611, 622, 704 n
- Haag, 26
- Haiti, 837
- Hambourg, 470, 494
- Havre (Le), 872
- Hollande (cf. Pays-Bas)
- Hong Kong, 827 n, 847, 848
- Hongrie, 1, 2, 3, 49, 50, 51, 183, 243 et n, 244, 311, 312, 313, 314, 447 n, 448, 449, 479, 483 et n, 493, 515, 583, 590, 642, 658, 723 n, 798, 940, 956, 964 et n, 968
- Huningue, 975, 976 et n, 977
- Illirico, 427 n
- Inde, 289, 958, 961
- Indes (route des) 438, 439, 470, 703
- Indochine, 294, 295, 462
- Iran, 949, 950, 951
- Irlande, 849, 961
- Irlande du Nord, 346
- Irun, 646, 845
- Istanbul, 34, 95, 98, 106 n, 116, 155, 298 et n, 299, 468, 601, 879, 880, 902, 933, 960
- Italie, 6 et n, 7 et n, 10, 11, 14 et n, 16 et n, 17, 18, 28 n, 45, 52, 53 et n, 56, 59 n, 60, 61 n, 62, 63 n, 64 et n, 66, 69, 70, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 93 et n, 94, 95, 96, 105, 110 n, 118, 129, 130, 154, 160, 177, 201, 202, 205, 236 n, 237, 238, 240, 250 n, 251 et n, 254, 269 et n, 271, 277, 278 n, 281, 284 et n, 285, 286 et n, 287 et n, 291, 298 n, 304, 310, 311, 312, 314, 315 n, 316, 321, 322, 323, 325 n, 345 et n, 346, 349, 355, 386, 387, 388 et n, 401, 402, 403, 417, 422, 427, 430, 431, 432, 433, 434 et n, 438, 439 et n, 440, 442, 443, 444 et n, 445, 447 n, 448, 449, 453, 458, 459, 460, 463 et n, 464, 465, 466, 467, 468, 469 et n, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 481, 482, 483 et n, 484 et n, 485 n, 486, 487, 488, 489, 490, 491 et n, 492 et n, 493 et n, 494, 495 et n, 496 et n, 497, 498, 500, 501, 502 et n, 503, 504, 505, 506, 511, 512 et n, 513, 514, 515, 516, 517, 518 et n, 519 n, 520 n, 521, 527, 528 et n, 529, 530 et n, 531, 532, 533 et n, 534 et n, 535 et n, 536 et n, 544, 546, 547, 551 et n, 552 et n, 553, 555 et n, 559, 560 n, 561, 562, 563, 564 et n, 566, 568, 571, 572, 573, 574 et n, 575, 577, 578, 579 et n, 580 et n, 581 n, 582 et n, 583, 584 et n, 585, 586, 587, 588, 589 et n, 590, 591 n, 592, 594, 596, 597, 598, 599, 602, 603, 606 et n, 607, 609, 625, 626, 627, 628, 630 et n, 631, 632 n, 638, 639, 640, 641 et n, 644, 645, 647 et n, 648, 649, 650 n, 651 et n, 652, 658, 659, 660, 661 et n, 662, 663, 664, 665, 668, 670 et n, 676, 677 et n, 689 et n, 690, 691, 692, 693 et n, 696, 700, 701 n, 702, 704 et n, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 714, 719, 724, 725, 728 n, 729, 734, 735, 736 et n, 737, 738, 739, 751, 753, 754 et n, 755, 756, 761, 764, 765 et n, 766 n, 773, 774, 777, 783, 794, 795, 800, 801, 803, 804, 814, 815, 818, 819, 832, 836, 837, 843 n, 851, 855, 856 et n, 857, 874 n, 898 n, 899, 903 n, 920, 924 n, 925, 926 n, 933, 941, 947, 953, 954, 956, 959, 961, 962, 963, 964 n, 965, 966, 967, 968, 971, 972 et n, 973, 974
- Japon, 105, 106, 107 n, 134, 135, 136, 201, 205, 206, 207, 222 n, 281, 327, 462, 463, 469 n, 567, 589, 603, 641 n, 833, 837, 840, 941, 955, 956, 957, 958, 959, 964 et n, 968
- Jura, 270, 672
- Karlsruhe, 76
- Kassel, 456
- Kiangsi (cf. Kwangsi)
- Klagenfurt, 945
- Kouang Toung (cf. Kwantung)
- Kurmuk, 904 n
- Kwangsi, 90, 827, 828, 848
- Kwantung, 90 n, 134, 847, 848 et n, 958
- La Chaux-de-Fonds, 626
- La Haye, 8 n, 106 n, 147, 148 et n, 172 n, 372, 468, 529 et n, 530, 544, 545, 553, 609, 691, 803, 814, 926 n
- Lausanne, 69, 84, 236, 238, 392 n, 397, 524 n, 626, 728 et n, 729, 969
- Leipzig, 198, 227, 245, 257, 524 n
- Leticia, 567 n
- Lettonie (Latvia), 924 n
- Leysin, 760
- Liberia, 837
- Libye, 237, 286 n
- Liechtenstein, 25, 26, 27, 28, 29 et n, 30, 31 et n, 32, 281, 282, 283, 284
- Liestal, 800
- Ligurie, 10
- Lille, 846
- Lisbonne, 845 n, 869 n
- Lithuanie, 440, 924 n
- Livourne, 83
- Locarno, 178, 184, 324, 605, 606 et n, 644, 645, 687, 851 et n, 976 n
- Lombardie, 10, 128, 252, 965
- Londres, 96, 101, 106 et n, 119 n, 139, 154,

- 159 et n, 160, 176, 184, 202 n, 211, 241, 270, 287 n, 323, 324, 325, 346, 359, 385, 388, 421, 435, 439 et n, 440 et n, 442, 460, 461, 464, 467, 468, 470, 472, 476, 480, 482, 486, 487, 488, 489, 491 n, 494, 499, 503, 515, 545, 552 n, 553, 568 n, 581 n, 582, 589, 641 et n, 644, 645, 653 n, 680 et n, 723 n, 733, 751, 757, 760 n, 803 n, 835 n, 837, 839, 862 n, 863 n, 933, 934 n, 960, 961, 971, 975, 976
- Lucerne, 192, 537
- Lugano, 14 et n, 129, 140 n, 191, 433, 698
- Luino, 516
- Luxembourg, 271, 272, 278 n, 279 n, 712
- Lyon, 366, 671, 672
- Madrid, 106 n, 128, 131, 132, 234 et n, 419, 468, 581, 582, 645, 646, 666, 711, 714 et n, 778, 779 et n, 788 et n, 789, 790 et n, 791, 795 n, 796 n, 802, 844, 845, 857, 859 et n, 860, 861, 869 et n, 870 et n, 871 et n, 881, 882, 883 et n, 911, 912, 913, 930, 934 et n, 946, 952 et n, 953
- Maine, 210
- Malaga, 132, 857, 858
- Malte, 316, 489
- Mandchourie, 134, 135, 136, 137, 138, 442, 461, 463, 959
- Mandchoukouo, 133, 134 et n, 135, 136, 137, 138, 956 et n, 957, 959
- Mannheim, 542 n
- Mantero-Tivoli, 427 n
- Marburg, 156
- Maroc, 289, 589, 805 n, 806 n
- Marseille, 55, 250 n, 251, 297, 742, 797 et n, 801, 802 n, 846, 859, 872
- Martinique, 846 n
- Maryland, 437
- Méditerranée, 438, 469, 703, 836
- Mémel, 769
- Mer Rouge, 286 n
- Merano, 874 n
- Mettmenstetten, 11
- Mexique, 202, 491 n, 756 n, 840 n, 841 et n, 842, 843 n, 871 n, 882
- Milan, 9, 10, 11, 12 et n, 13 n, 14 et n, 16, 45, 53 et n, 63, 82, 94, 110 et n, 111 et n, 127, 128, 129, 160 n, 251 et n, 252, 253 et n, 254, 255, 592, 627, 693, 734, 794, 898 n, 924 n, 941, 966, 969, 970
- Mongolie, 589
- Montévidéo, 279
- Montréal, 106 n, 120, 271, 544, 607, 690, 776
- Montreux, 315 n, 434 n, 453, 454, 630 et n, 723, 729, 931 n, 933, 960
- Morteau, 672
- Moscou, 107 n, 108, 109, 114, 115, 116 n, 203, 222, 459, 504, 630, 666, 756, 784, 853, 929
- Moukden, 959
- Munich, 945
- Murcia, 790
- Naafkopf, 26
- Nankin, 90 et n, 294, 296, 303 n, 826, 827, 828
- Nantes, 872
- Naples, 82, 236, 651 n, 734, 856
- Navarre, 790
- Neuchâtel, 160 n
- Neuhausen, 183, 295, 296, 350, 519, 520, 521, 565, 567, 570, 609 n, 796, 825
- Neva, 114
- New York, 91, 92 n, 101 et n, 102, 103, 104, 105, 111, 112, 211, 262 et n, 280, 389, 392 n, 393, 394, 396 n, 397, 398, 416 n, 437, 508, 548, 549, 593, 650 n
- Nicaragua, 837
- Nice, 55
- Nil, 600
- Norico, 427 n
- Norvège, 119, 120, 436, 494, 691, 941
- Nouvelle Angleterre, 437
- Nuremberg, 341 n, 849, 850, 852
- Nyon, 751
- Oberland (bernois), 555
- Obwalden, 537
- Oerlikon, 114, 183, 287, 295, 296, 349, 350, 519, 520 et n, 565, 566, 569 n, 609 n, 795 n, 825, 826, 840 et n, 841 et n, 842
- Ohio, 113
- Olten, 287
- Orvin, 801
- Ottawa, 279
- Ouchy, 279
- Oviedo, 646
- Pacifique, 959
- Palma de Majorque, 953
- Paraguay, 303 et n, 477, 567, 568 et n, 609, 756 n, 804, 830 n
- Paris, 6, 7 n, 18 n, 20, 23, 24, 25, 55, 56, 58, 89, 93, 94, 96, 101, 106 n, 116 n, 139, 154, 163 n, 178, 182, 183, 202, 208 n, 212, 241, 255, 256, 270, 285 n, 286, 287, 296, 298, 299 et n, 327 n, 349 n, 359, 366, 367, 388, 421, 422, 423, 424, 438, 439, 440, 450, 467, 468, 469, 470, 487, 503, 504, 520 n, 546, 547, 548 n, 574, 581, 589 n, 590, 604, 644, 645 et n, 665 et n, 671, 673, 723 et n, 725, 740, 750, 751,

- 762, 781 et n, 783, 785, 805 n, 812, 814, 829 et n, 840, 841 et n, 842, 845, 854, 862 n, 863 n, 871, 873, 882, 929, 933, 974, 975, 976
- Pas-de-Calais, 367
- Pays-Bas, 7 n, 8 et n, 119, 120, 126, 127, 135, 139, 141 n, 142, 147, 148, 172 n, 179, 221, 272, 278 n, 279 n, 353, 354, 355, 359, 435, 491 n, 494, 603, 607, 691, 731 n, 816, 863, 864, 871, 920, 921, 948, 949
- Pennsylvanie, 550
- Pergamino, 196
- Pérou, 567 et n
- Philadelphie, 437
- Piémont, 10, 236
- Pietramala, 236, 239
- Pologne, 5, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 135, 278 n, 300, 301, 302, 460 et n, 479, 491 n, 546, 569 n, 575, 758 et n, 759 et n, 762 et n, 766 et n, 767, 768 et n, 770, 771, 800, 807 et n, 808 et n, 810, 819, 905, 906, 907, 908 et n, 909, 948
- Pontarlier, 672
- Porrentruy, 271
- Portugal, 148 n, 183, 221, 471, 491 n, 646
- Posadas, 191, 193
- Poschiavo, 517
- Prague, 106 n, 241, 582, 769 n
- Prusse, 270, 651 n
- Puerto Belgrano, 197
- Regensdorf, 800
- Rezia, 427 et n
- Rheinfeldten, 370 n, 373 n, 617
- Rheintal, 230
- Rhénanie, 976 n
- Rhin, 26, 30, 32, 150, 178, 202, 281, 362 n, 604 et n, 605, 606 et n, 617, 687, 828, 877, 914, 975, 976
- Rhode Island, 436 n
- Rio de Janeiro, 106 n
- Rio de la Plata, 194, 196
- Rome, 7, 10, 12, 14, 15, 36, 39, 45, 52, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 82 et n, 83, 84, 85, 86, 87, 96, 106 n, 110, 111, 116, 127, 130 et n, 154, 160, 236 n, 241, 250, 251, 254, 255, 269 et n, 277, 282, 284 et n, 285 et n, 286 et n, 287 et n, 290, 291 n, 296 n, 298, 299 et n, 300, 304, 310, 315 et n, 316 et n, 321 et n, 325, 345, 346, 387, 402 et n, 403 et n, 417, 418, 421, 426, 428, 429, 430, 431, 433 et n, 434 et n, 439, 443, 445, 453, 454, 467, 472, 486, 487, 488, 489, 490, 494, 495, 501, 503, 511, 518 et n, 552 et n, 559, 570, 574 n, 578, 579 n, 580, 582 et n, 584, 587, 588 n, 595, 596, 597, 599, 602, 603 et n, 625, 626, 627, 630, 631, 639, 640, 642, 645, 647, 660, 661 n, 663, 670, 676, 690, 692, 695, 696, 701, 704, 706, 709, 710, 723, 728 et n, 734, 735, 736 n, 774, 784, 790 n, 794, 795, 804, 814, 843, 844 n, 855, 856, 898, 903 et n, 904, 905, 923, 924 et n, 926 et n, 929 n, 933, 940, 945, 954, 961, 962, 963, 964 n, 965, 969, 970, 971, 972
- Rosario, 197
- Rothenburg a/T, 849
- Roumanie, 50, 87, 88, 115, 116, 121, 122, 123, 124, 265, 381, 382, 383, 384, 399 n, 400 et n, 447 n, 448, 471, 491 n, 522 et n, 523 et n, 569 n, 708 et n, 729, 895, 896 et n, 897 et n, 900 et n, 901, 928, 929 et n, 937 et n, 939 n, 940 et n, 948
- Rütli, 419
- Russie (cf. Union soviétique)
- Säckingen, 542 et n
- Saint-Gall, 92 n, 230, 289, 537, 800
- Saint-Germain, 517
- Saint-Jean-de-Luz, 871 n
- Saint-Sébastien, 788, 857, 860, 871 n
- Sakhaline, 957
- Salamanque, 419, 934 n
- Salzbourg, 788 n, 869, 870
- Saminatal, 26
- San Michele, 239
- Santa Fé, 194, 196
- Santander, 858, 953 n
- Saragosse, 953
- Sarajevo, 944 n
- Sarre, 169 et n, 255, 256, 257, 269, 270, 271, 272
- Scandinavie, 751
- Schaffhouse, 796
- Schellenberg, 26
- Schleswig, 769
- Schönbrunn, 944
- Seine (département de la), 55
- Sempach, 764
- Senlis, 671
- Sennwald, 26
- Sevelen, 26
- Séville, 132, 825, 843 n, 844, 845, 857, 946, 947 n, 953
- Shanghai, 89 et n, 90, 106 n, 120, 271, 294 et n, 544, 607, 690, 776, 847
- Silésie (Haute), 769
- Simplon, 431
- Sinaïa, 729 n
- Singapour, 462
- Sirentz, 977
- Sofia, 936, 948, 950

- Soleure, 90, 204 n, 349, 350, 457
 Somalie, 286 n, 287, 388, 589 n, 603 n, 689 n, 969
 Soudan, 653 n
 Spandau, 375
 Stockholm, 106 n, 378 n, 468, 581, 582
 Strasbourg, 338 n
 Stresa, 324, 326 et n, 327, 366, 644, 645
 Stuttgart, 802 n
 Suède, 119, 120, 146, 179, 413, 435, 491 n, 494, 602, 691, 703, 949
 Suez (Canal de), 439, 478
 Sverdlosk, 115 n
 Szechuan, 90

 Tatra, 770 n
 Tchécoslovaquie, 5, 6, 8, 41, 69, 135, 183, 324, 491 n, 769 et n, 770 n, 819, 827, 840, 949
 Téhéran, 948, 949, 950, 951
 Tessin, 11 et n, 13, 14 et n, 28 n, 93, 315, 386, 417, 426, 427 et n, 429, 430, 431, 433, 434 et n, 464, 465, 467, 477, 514 n, 516, 583, 585, 592, 595, 596, 598, 599, 631, 632 n, 651 n, 700, 704 et n, 847, 898 n
 Thorberg, 800
 Tibesti, 286 n
 Tokyo, 106 n, 133, 137 et n, 138, 955, 956, 957, 958
 Tolède, 132
 Torrelavega, 858
 Tourah, 960
 Trente, 434 n, 751
 Trieste, 82, 470
 Trübbach, 26
 Tunisie, 286 n, 439
 Turin, 9 n, 52, 83, 236, 627, 734
 Turquie, 9 n, 36, 37, 38, 39, 96, 115, 155, 202, 299, 460 n, 507, 508, 569, 575, 600 et n, 800, 840, 879, 880 et n, 895, 896 et n, 897 et n, 900, 901 et n, 902, 915, 922, 935 et n, 936 et n, 937, 939 et n, 942, 943 n,
 Tyrol, 271, 285

 Ual-Ual, 286 n, 388 n
 Union soviétique, 47, 79 n, 106, 107 et n, 108 et n, 109, 110, 114 et n, 115, 116 et n, 184, 185 et n, 186 n, 202, 203, 204, 205 et n, 206, 207, 208 n, 212, 213, 218, 219, 222, 223, 240, 241, 324, 326 n, 439 n, 491 n, 504, 544, 546, 569 n, 589, 605, 622, 646 n, 719, 770 n, 783, 792, 803, 832, 833 et n, 837, 853, 871 n, 927, 929 n, 951, 956, 957, 958

 Uri, 841
 Uruguay, 756 n, 853

 Vaduz, 31
 Valais, 427 et n, 430, 431 n, 704 n
 Valence, 857, 911, 912, 934 n, 953, 966
 Varèse, 434 n, 596, 627, 898 n
 Varsovie, 40, 41, 43 n, 106 n, 301, 302 n, 574, 758 et n, 771, 906, 907, 908 et n
 Vatican, 258, 420, 701
 Vaud, 199, 728, 729
 Venise, 82 et n, 734
 Veracruz, 840
 Versailles, 485, 532, 604, 605, 607, 751, 785, 833, 836, 975 et n, 976, 977
 Vevey, 723 n, 724, 725, 733, 760
 Vich, 199
 Vienne, 28, 31 n, 46, 47 et n, 48 et n, 49, 106 n, 177, 185, 241, 267 n, 288, 289, 290, 385 et n, 468, 643 n, 943, 945
 Villmergen, 440
 Virginie, 437
 Vorarlberg, 26, 27, 28, 231, 232, 288, 289 n
 Vulpera, 421 n, 422 n, 426 n, 428, 429

 Washington, 7 et n, 72, 91, 101, 102, 103, 104, 105, 106 n, 111, 113 n, 139, 209 n, 210, 211, 263, 279, 389, 390, 392 n, 393, 394, 414, 416, 436, 508, 548 n, 586, 593, 594, 595 n, 641 n, 862 n, 863 n
 Wiesbaden, 226 et n, 242, 246, 258
 Winterthour, 199 n, 382, 626
 Wisconsin, 281
 Witzwil, 799, 800

 Yougoslavie, 297 n, 447 n, 448, 491 n, 512, 797, 895, 896, 897, 900, 901, 935, 937, 939 n, 943 n

 Zizers, 723
 Zofingue, 627
 Zurich, 1, 11, 15, 38, 39, 41, 49, 80, 84, 87 n, 88, 113 n, 114, 125, 137, 141 n, 143 et n, 174, 175 n, 186 et n, 188, 191, 192, 193, 200, 215, 243, 244, 245, 255, 270, 356 n, 361, 392 n, 412, 446, 495, 498, 519, 521, 540 n, 557 n, 561, 566, 567 n, 571, 613 n, 615, 618, 626, 637 n, 642, 649, 652, 656, 657, 663, 667, 713 n, 720, 751, 760, 812, 826, 841, 861, 877, 878, 880, 890, 897 n, 900, 906, 907, 908, 914, 946, 971, 972

IX. LISTE DES FONDS DES ARCHIVES FÉDÉRALES
D'OU PROVIENNENT LES DOCUMENTS PUBLIÉS

FONDS OFFICIELS

A. FONDS DE MATIÈRES

E 27 Affaires militaires

B. FONDS DE PROVENANCE

Chancellerie fédérale

E 1001 1 Propositions des Départements au Conseil fédéral

E 1001 (C) d I Procès-verbaux du Conseil national

(nouvelle cote: E 1301 I)
E 1001 (D) d I Procès-verbaux du Conseil des Etats

(nouvelle cote: E 1401 I)
E 1004 I Procès-verbaux du Conseil fédéral

(nouvelle cote: E 1004.11)
E 1005 2 Procès-verbaux du Conseil fédéral portant à l'époque la mention «secret»

Département politique

E 2001 (C) Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1926—1936)

E 2001 (D) Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1937—1945)

E 2001 (E) 1969/262 Actes relatifs au Liechtenstein

E 2200 Représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse

E 2300 Rapports politiques et consulaires des représentants diplomatiques et consulaires de la Suisse

Département de Justice et Police

E 4001 (A) I Handakten Heinrich Häberlin

E 4001 (B) 1970/187 Handakten Johannes Baumann

E 4260 (C) 1974/34 Division de Police

E 4320 (B) I Ministère public fédéral

E 4800 (A) I Handakten Heinrich Rothmund

E 4800 (A) 1967/111 Handakten Heinrich Rothmund

Département des Finances et des Douanes

E 6100 (A) Administration des finances (1922-1949)

E 6350 (B) 7 Direction générale des Douanes

Département de l'Economie publique

E 7110 Division du commerce
E 7800 3 Actes du Département sur la Société des Nations

C. ACTES JURIDIQUES

K I Traités, dès 1848

FONDS PRIVÉS

J.I.1 1 Giuseppe Motta
J.I.6 1 Edmund Schulthess
J.I.15 Albert Meyer
J.I.131 Walter Stucki
J.I.135 Georges Wagnière

DOCUMENTS OFFICIELS CONSULTÉS ET CITÉS

- Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale /
Amtliches stenographisches Bulletin der Bundesversammlung
- Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
- Recueil systématique du droit fédéral
- Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion
- Feuille fédérale de la Confédération suisse
- Feuille officielle suisse du commerce
- Journal officiel de la Société des Nations
- Journal officiel de la République française

X. LISTE DE PARAPHEDES DES CORRESPONDANTS
DU DÉPARTEMENT POLITIQUE

Seuls les correspondants figurant dans les documents publiés ont été retenus.
Les paraphes des correspondants des autres départements et des représentants
diplomatiques n'ont pas été décodés.

	1934	1935	1936
Bonna, Pierre	DT	GD	JF
de Claparède, Alfred			LA
Feldscher, Peter Anton		GL	JP
Frölicher, Hans			JS
Gorgé, Camille	EF	GP	JT
Kappeler, Franz	EN	GX	
Merminod, Jean			KE
Räber, Max		HK	KN
de Rham, Jean-Guy			KO
Voirier, Henri		HS	KZ
Wagnière, Jean			KV
Wittwer, Jakob			KW
Zutter, Philippe	FO		